CORPS UNIVERSEL
DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
CONTENANT UN
RECUEIL
DES
TRAITEZ
D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TREVE,
DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE,
de Protection & de Garantie, de toutes les Conventions, Tranſactions, Pactes,
Concordats, & autres Contrats, qui ont été faits en EUROPE, depuis le
Regne de l'Empereur CHARLEMAGNE jusques à préſent;

AVEC

LES CAPITULATIONS IMPERIALES ET ROYALES;

les Sentences Arbitrales & Souveraines dans les Cauſes importantes; les Déclarations de Guerre, les Contrats de Mariage des Grands Princes, leurs Teſtamens, Donations, Renonciations, & Proteſtations; les Inveſtitures des grands Fiefs: les Erections des grandes Dignités, celles des grandes Compagnies de Commerce, & en général de tous les Titres, ſous quelque nom qu'on les déſigne, qui peuvent ſervir à fonder, établir, ou juſtifier

LES DROITS ET LES INTERETS DES PRINCES ET ETATS DE L'EUROPE;

Le tout tiré en partie des Archives de la TRES-AUGUSTE MAISON D'AUTRICHE. *& en partie de celles de quelques autres Princes & Etats; comme auſſi des Protocolles de quelques Grands Miniſtres; des Manuſcrits de la Bibliotheque Royale de* BERLIN; *des meilleures Collections, qui ont déja paru tant en* ALLEMAGNE, *qu'en* FRANCE, *en* ANGLETERRE, *en* HOLLANDE, *& ailleurs; ſur tout, des Actes de* RYMER; *& enfin les plus eſtimés, ſoit en Hiſtoire, en Politique, ou en Droit;*

PAR

MR. J. DU MONT, *BARON DE CARELS-CROON,*
ECUIER, CONSEILLER, ET HISTORIOGRAPHE DE SA MAJESTE
IMPERIALE ET CATHOLIQUE.

TOME VII. PARTIE I.

B.R.

A AMSTERDAM,
Chez P. BRUNEL, R. ET J. WETSTEIN, ET G. SMITH,
HENRI WAESBERGE, ET Z. CHATELAIN.
A LA HAYE,
Chez P. HUSSON ET CHARLES LEVIER.
MDCCXXXI.

Digitized by Google

Digitized by Google

AVERTISSEMENT

DES LIBRAIRES

Sur l'Edition du

SUPLEMENT AU CORPS DIPLOMATIQUE DU DROIT DES GENS.

LA Juſtice que le Public a rendu au *Corps Univerſel Diplomatique du Droit des Gens*, nous diſpenſe d'en faire l'éloge. Son utilité eſt généralement reconnuë de tous les Miniſtres, de tous les Ambaſſadeurs, & de tous ceux qui ſont employez dans les Affaires Politiques.

Nous avons déjà fourni aux Souſcripteurs les ſix premiers Volumes de ce grand Ouvrage, & nous publions à préſent les deux derniers, qui vont juſqu'en 1730, en ſorte que par-là tous nos engagemens ſont entiérement accomplis.

Nous eſpérons que les Négociateurs nous ſauront gré de leur avoir procuré un ſi précieux Tréſor, & qu'ils ſeront bien aiſes d'apprendre que nous leur en preparons encore un autre non moins utile. Voici ce que c'eſt.

Feu Mr. DU MONT avoit diviſé le *Corps Diplomatique* en deux Collections, dont nous donnons aujourd'hui la premiere en huit Tomes *in folio*; la ſeconde, qu'il devoit nous envoyer après que la premiere ſeroit achevée d'imprimer, & que ſes Héritiers nous ont remiſe ſelon le Contract que nous avions fait avec lui, eſt celle que nous annonçons maintenant. Elle conſiſte en deux Parties, dont la premiere ſera un Supplément au *Corps Diplomatique*, & la ſeconde un *Corps Cérémonial Diplomatique*. Ce Corps Cérémonial contiendra une infinité de Diplomes, de Priviléges, de Traitez, de Réglemens, & d'Actes publics, concernant les Dignitez Titulaires, & les Préeminences des Rois, & des Princes, les Traitemens accordez dans les Cours aux Ambaſſadeurs, aux Envoyez, & aux autres Miniſtres Publics, les Immunitez qui leur appartiennent, les Différens ſurvenus entre eux au ſujet du Cérémonial, & la maniére dont ces Différens ont été quelquefois accommodez. Il contiendra pareillement les Diplomes d'Erection, & les Statuts de la plûpart des Ordres de Chevalerie, qui ont été, ou qui ſont encore aujourd'hui en *Europe*, tout ce qui regarde les Diſputes qu'ont eu quelques Puiſſances depuis un Siècle touchant les Saluts de Mer; & enfin tout ce qui appartient aux Affaires d'Honneur, de Dignité, & de Cérémonie. Nous inſérerons dans ce CEREMONIAL DIPLOMATIQUE le Traité du *Cérémonial* de la Cour de France dreſſé par feu Monſieur de SAINCTOR Introducteur des Ambaſſadeurs, piéce precieuſe, qui n'a jamais été imprimée.

Cette ſeconde Collection ſera encore enrichie d'un Ouvrage du célébre Mr. BARBEYRAC, auquel il travaille depuis long-tems, & qui eſt preſque achevé. Il a pour titre: *Introduction & Supplément au Corps Diplomatique du Droit des Gens*, & il ſera diviſé en trois Parties.

La *Premiere* traitera de l'antiquité & de l'origine des Traitez Publics, de leurs differentes ſortes, de la maniere dont on les faiſoit, de leur neceſſité & de leurs uſages; de leur interpretation, de leur obſervation & d'autres choſes ſemblables. On y parlera auſſi des Traitez, dont il eſt fait mention dans les Auteurs ſacrez.

La *Seconde*, la plus longue & la plus conſiderable, ſera un Recueil de Traitez, tel que perſonne que l'on ſache, n'avoit encore penſé ſeulement à entreprendre rien de ſemblable; mais qui ſera parfaitement bien aſſorti avec le *Corps Diplomatique*, qu'il accompagnera. Cette vaſte Collection commence au tems de CHARLEMAGNE, & ainſi il n'y a que des Traitez du *Moyen Age*, & du *Dernier*. On n'y voit rien de ce qu'on appelle par excellence *l'Antiquité*. Une partie des tems, ſi longue, & ſi conſiderable, ne devoit pas être negligée, & peut-être ne l'a-t-elle été qu'à cauſe de la difficulté d'une telle entrepriſe. On n'a pas ici à beaucoup près les mêmes ſecours & les mêmes reſſources qu'en raſſemblant les Pièces des tems poſterieurs qui ſont repanduës dans les Archives, & dans les Bibliotheques, ou dans des Recueils deja tout faits. Il faut parcourir un grand nombre de Livres, où quelquefois, après avoir bien cherché, on ne trouve que peu de choſes & très-ſouvent hors de leur place, ou dites ſeulement par occaſion. Toutes ces difficultez capables d'effrayer tout autre que Mr. BARBEYRAC, ne l'ont point rebuté. Son zèle pour le bien public les lui ont fait ſurmonter avec un courage héroïque, & il en eſt venu ſi loin que le plus difficile eſt déja fait, & que le reſte ſera achevé dans peu de tems, ainſi qu'il nous le fait eſperer.

Il a donc ramaſſé de toutes parts tous les Traitez tant ſoit peu importans, qui ſe trouvent ou entiers, ou en partie, ou rapportez ſeulement en ſubſtance dans tous les Anciens Auteurs, *Grecs & Latins*, qui nous reſtent, & dans les Auteurs Modernes qui ont publié les *Inſcriptions* originales des Marbres de l'Antiquité, dont le tems a épargné quelques-uns juſqu'à nos jours. Il ſeroit à ſouhaiter qu'il n'en eût pas détruit autant qu'il a fait, & que l'on pût en déterrer beaucoup plus qu'il n'y a lieu de l'eſpérer. Ce ſeroient-là les Monumens les plus authentiques, & les plus curieux d'une Antiquité reculée, où les Marbres étoient comme les Archives Publiques. Cet uſage des anciens tems eſt cauſe, du moins en partie, que la plûpart des Hiſtoriens ne ſe mettoient guères en peine d'inſérer dans leurs Ouvrages ce que chacun pouvoit aller voir, quand il vouloit; & qu'ils croyoient devoir durer juſqu'à la derniére Poſtérité. On trouve ſeulement dans quelques Hiſtoriens, comme THUCYDIDE, POLYBE &c. un petit nombre de Traitez, que l'on peut regarder comme *Originaux*. Mr. BARBEYRAC n'a laiſſé échapper aucun des Traitez de cette ſorte, en quelqu'endroit qu'ils ſe trouvent; ſoit entiers ou mutilez. A l'égard des autres, il a été obligé quelquefois, pour ne pas laiſſer de grands vuides, de mettre en ligne de compte des Traitez dont on ne ſait preſque rien, ſinon qu'ils ont été faits, ou que ce ſont des *Traitez de Paix*, *d'Alliance* &c. Il en a uſé ainſi, afin de montrer, autant que cela ſe pouvoit, par la ſuite & par la liaiſon des Traitez, la ſuite des Affaires ou générales, ou particulieres, entre les Peuples célèbres de l'Antiquité, ce qui, comme on voit, ne ſert pas peu à l'intelligence des Traitez mêmes.

Au reſte, il n'a rien négligé de ce qui étoit néceſſaire pour mettre au fait les Lecteurs, & principalement ceux qui n'ont pas toûjours le tems ou les moïens de s'éclaircir de bien des choſes qu'il importe de ſavoir, comme, par exemple, ce qui regarde les perſonnes, les tems, les lieux, les Coûtumes &c. Pour cet effet il a parſemé ſon Ouvrage de Notes, où l'on trouvera d'ailleurs quantité de choſes, qui n'auroient pû entrer commodément dans le Texte, de la manière qu'il eſt tourné.

Il eſt remonté, auſſi loin qu'il a pû, dans l'Antiquité, même juſqu'à ces tems obſcurs où la Fable eſt mêlée avec l'Hiſtoire, & il pouſſera le Recueil juſqu'à CHARLEMAGNE, où commence le *Corps Diplomatique du Droit des Gens*.

Cha-

Digitized by Google

AVERTISSEMENT.

Chaque Traité fait ordinairement un Article à part. Mr. Barbeyrac en indique, autant qu'il le peut, l'occaſion & les ſuites. Les Traitez, ou entiers ou mutilez, qu'on a lieu de tenir pour originaux, ſeront mis ſur deux colomnes, dont l'une contiendra l'Original, & l'autre la Traduction. Pour les autres, il ſe contente de rapporter les Paſſages mêmes des Anciens Auteurs *Grecs & Latins*, où ſe trouve ce qui y a du rapport, & il indique exactement les endroits où chacun pourra trouver ce dont il ſouhaitera de s'inſtruire plus amplement. Tout cela lui donne lieu de faire quelques remarques en paſſant, qui pourront avoir leur utilité à divers égards. Il ne s'eſt pas même borné aux Hiſtoriens, à prendre ce terme dans ſa plus grande généralité. Il a fouillé dans d'autres ſortes d'Auteurs de l'Antiquité, & il a cherché dans leurs Ecrits tout ce qui pourroit s'y trouver, dont il y avoit lieu de faire uſage.

Ce n'étoit pas une petite difficulté, de ranger les Traitez en ordre Chronologique. Mr. Barbeyrac l'a pourtant fait, autant qu'il lui a été poſſible, en ſuivant les meilleurs Chronologiſtes, qui indiquent ou l'année même des Traitez, ou ce qui arrive le plus ſouvent, celle des événemens antérieurs ou poſterieurs, par leſquels il lui a fallu enſuite déterminer la date qu'il cherchoit. Au fond, la dernière préciſion n'étoit pas abſolument néceſſaire, pour le but de cet Ouvrage. Il ſuffiſoit d'éviter les Anachroniſmes dans l'ordre des Traitez dont on parle, & de ne pas mettre un Traité poſtérieur avant celui qui l'a précédé. Cependant Mr. Barbeyrac a fait beaucoup plus. Il a conſulté avec ſoin tous les Auteurs Modernes, qu'il a pû trouver, & qui pouvoient lui fournir des lumières, pour fixer au plus juſte, la Chronologie des Traitez, auſſi bien que pour tout le reſte. Mais il n'en a rien emprunté, ſans l'examiner, & ſans avoir recours aux Originaux, de l'autorité deſquels ils ſe ſervent. Il marque auſſi les diverſitez qui ſe trouvent entre les Anciens Auteurs qui parlent du même Traité, & il ſupplée quelquefois ce qui manquoit aux uns, par d'autres qui circonſtancient mieux certaines choſes. A l'égard de quelques Traitez, & même des plus originaux, dont le temps ne ſauroit être en aucune façon déterminé, il a été contraint de les placer au hazard, & de les laiſſer ſans datte.

La *Troiſième* & dernière *Partie* roulera ſur le *Corps Diplomatique*, qui a donné occaſion aux deux premières. Monſieur Barbeyrac rapportera à certaines Claſſes en général toutes les Pièces qui compoſent ce grand Recueil. Il ſera voir l'uſage qu'on en peut tirer, il indiquera les ſecours dont on doit ſe munir pour les bien entendre, il y joindra des remarques ſur quelques endroits. En un mot, il n'oubliera rien de ce qu'il jugera capable de contribuer à l'intelligence du *Corps Diplomatique du Droit des Gens*, & à le faire lire avec fruit.

Tel eſt en gros le Plan de Mr. Barbeyrac. Comme il rendra lui-même exactement compte en ſon tems, de la manière qu'il s'eſt conduit dans cet Ouvrage, & de la méthode qu'il a ſuivie, nous ne nous étendrons point davantage là-deſſus. Ce que nous en avons dit ſuffit pour en donner une idée générale. Au reſte le mérite, & la Réputation de l'Auteur ſont de ſûrs garands qu'il ne promet rien qui ſoit au-deſſus de ſes forces.

Tous ces Ouvrages que nous annonçons, feront ſix gros volumes *in folio*, à la fin deſquels nous mettrons une ample & exacte Table Alphabétique des Matieres contenuës tant dans le Corps Diplomatique que dans le Supplément. La Preſſe roule déja & nous eſperons les pouvoir imprimer avec beaucoup plus de promptitude que nous n'avons fait les huit premiers, parce que nous ne ſerons point expoſez aux incidens, qui ont accompagné la précedente Collection. Nous avons remis le ſoin de cette Edition à Mr. **Rousset** connu par ſon *Recueil Hiſtorique des Traitez*, *Mémoires*, *Actes* &c. Ouvrage dans le goût de ceux de Mrs. **Du Mont** & **Lamberti**, auxquels il ſemble avoir ſuccédé dans cette ſorte d'étude.

Les Conditions de la Souſcription étoient, que l'on payeroit pour 1600. feuilles, *f 68*, & qu'au cas que le nombre des feuilles excédât celui de 1600, on payeroit pour chaque feuille du ſurplus 1. ſou, & s'il y en avoit moins on rabattroit de même un ſou par feuille.

Or tout l'Ouvrage faiſant 2031. feuilles, ſans compter les figures, Titre-Planche, les Médailles, les Titres, il s'enſuit qu'il y a 431. feuilles par deſſus les 1600, leſquelles 431. feuilles ſont *f* 21: 11.

A quoi il faut ajoûter les deux florins dont les Souſcripteurs reſtent redevables, n'ayant payé pour les VI.
premiers Volumes que *f* 66: au lieu de 68 . *f* 2:
Ainſi il leur reſteroit à payer . . . . . *f* 23: 11:
Mais on leur délivrera les Tomes VII. & VIII.
en payant . . . . *f* 22: 10: pour le petit papier.
Et pour le grand . . . . *f* 33: 10:
Ceux qui n'ont point ſouſcrit payeront pour les
VIII. Volumes la ſomme de . . . . . . *f* 125:

Digitized by Google

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES PIECES CONTENUES

Dans la I. Partie du Tome VII.

ANNO 1667. 14. Janv. RECÈS entre ADOLPHE JEAN *Duc des* DEUX-PONTS, *&* PHILIPPE *Comte de* LINANGE, *pour la Vente du Comté de* Rixiogen, *& de la Seigneurie de* Moersberg. *A Saverne en Alſace le* 14. *Janvier* 1667. 1

30. Janv. *Induciæ ad* XIII. *Annos initæ inter* JOANNEM CASIMIRUM *Regem Poloniæ, &* ALEXIUM MICHAYLOWITZ *Czarum & Magnum Ducem totius Ruſſiæ, quibus Controverſiæ circa Limites aliasque res quam plurimas, componuntur &* Smolensko *ac Principatus* Severiæ *Czareæ Majeſtati relinquuntur. Actum Denewnæ Andrnſoviæ die* 30. *Januarii* 1667. 4

14. Fevr. *Accord entre l'Electeur de* COLOGNE, *& les Seigneurs Eſtats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, touchant* Rhynberg. *A la Haye le* 14. *Fevrier* 1667. 9

7-17. Fevr. *Sentence Arbitrale des Deputez de France & de Suede, dans le different entre l'Electeur de* MAYENCE *& ſes Alliez d'une part, & l'Electeur* PALATIN, *d'autre au ſujet de divers Droits & pretenſions. A Heilbron le* 17. *Fevrier* 1667. 10

28. Fevr. *Traité entre* LOUIS XIV. *Roi de France, & l'Electeur de* MAYENCE, *fait à Wirtzbourg le* 28. *Fevr.* 1667. 13

Acceptatio FERDINANDI CAROLI *Ducis Mantuæ Bonorum quorundam ab Imperatore* LEOPOLDO *ad dies vitæ ipſi & Matri ſuæ conceſſorum; Cum ea de cauſa Remiſſione* 58500. *Florenorum, quos Camera Oenipontana prædictæ Dominæ Matri ejus vi delegatæ Dotis debebat. Datum Mantuæ die ultima Februarii* 1667. 14

3. Mars. *Ulterieure Convention Fraternelle entre* JEAN ERNEST, ADOLPHE GUILLAUME, JEAN GEORGE & BERNARD, *Ducs de Saxe-Weimar, ſur la maniere de proceder dans les Cauſes Criminelles & Civiles, ſur la reception des Relegués & ſur divers autres Points qui n'avoient pas été ſuffiſamment reglés par les précedents Accords, & qui par celui-ci ſont éclaircis ou changés. A Weimar dans le Château de Wilhelmsbourg le* 3. *Mars* 1667. 15

31. Mars. *Traité de Ligue Offenſive & Defenſive entre les Sereniſſimes & Puiſſants Princes, le Roi* LOUIS XIV. *&* ALPHONSE VI. *Roi de Portugal, contre le Roi de Caſtille. Fait à Lisbonne le dernier Mars* 1667. 17

ANNO 1667. 19-29. Avril. *Concluſion de l'Empire ſur les Monnoyes d'or & d'argent, le Titre & valeur dont elles doivent être, & le prix auquel on doit les recevoir; Comme auſſi touchant la ſuppreſſion des Monnoyes fauſſes ou legeres, & la Conſervation de celles qui ſont de bon poids & de bon alloi, avec quelques Documens appartenans à la même Concluſion. A Ratisbonne le* 19-29. *Avril* 1667. 19

3. Mai. *Quitance de* FREDERIC GUILLAUME, *Duc de Saxe-Altenbourg pour la Somme de* 7500. *Florins que la Ville* d'Erford *lui devoit à titre de Protection; Il y renonce à l'exception* de Non-numerata pecunia. *A Altenbourg le* 3. *Mai* 1667. 27

5. Mai. *Convention faite entre* LOUIS XIV. *Roi de France, & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, pour la jonction de leurs Flottes. Faite à la Haye le* 5. *Mai* 1667. 27

13—23. Mai. *Traité pour la Continuation & Renouvellement de la Paix entre* CHARLES II. *Roi d'Eſpagne, &* CHARLES II. *Roi d'Angleterre. Fait à Madrid le* 23. *Mai* 1667. Avec *la* RATIFICATION *de la Reine d'Eſpagne donnée à Madrid le* 21 *Septembre* 1667. Et *les* POUVOIRS *des deux Parties, celui du Roi d'Eſpagne daté de Madrid le* 15. *Juin* 1667. *& celui du Roi d'Angleterre de Weſtmunſter le* 16. *Fevrier* 1665. 27

16-26. Mai. *Transaction entre l'Archevêque Electeur de* MAYENCE *& la Maiſon Ducale de* SAXE, *pour l'élucidation & Execution du Traité conclu entre les mêmes le* 20-30. *Decembre* 1666. *touchant la Ville d'*Erford. *A Erford le* 16-26 *Mai* 1667. 33

2. Juill. *Proteſtation de* JOACHIM *Duc de Holſtein-Ploen contre la priſe de poſſeſſion des Comtés d'Oldenbourg & Delmenhorſt faite par* ANTHOINE *Comte d'Altenbourg au Nom du Roi de Dannemarc & du Duc de Holſtein-Gottorp. A Ploen le* 2. *Juillet* 1667. 36

6-16. Juill. *Pacta prævia inter* CAROLUM XI. *Regem Suecorum & Ordines Generales* FOEDERATARUM BELGII PROVINCIARUM *conventa ſuper deſignatione Mercium quæ pro vetitis ſive* Contrabandis *habendæ ſunt. Dat. Hagæ-Comitum die* 6-16. *Julii* 1667. 37

18. Juill. *Traité de Convention & de Paix entre* CHARLES XI. *Roi de Suede & les Etats Ge-*

ANNO 1667.

neraux des PROVINCES-UNIES. Fait à la Haye le 18. Juillet 1667. 39

21-31. Juill. Traité de Paix entre LOUIS XIV. Roi de France & CHARLES II. Roi d'Angleterre, par lequel Sa Majeſté T. C. reſtitue aux Anglois la Partie de l'Iſle de St. Christophle qu'ils poſſedoient avant l'année 1665. Comme auſſi les Iſles d'Antigoa & Montſarat, & toutes les autres Iſles & Terres priſes & occupées pendant la Guerre; en échange de quoi Sa Majeſté Britannique reſtitue au Roi T. C. l'Acadie, & toutes les Iſles & Forteresses qu'il poſſedoit avant l'année 1665. Fait à Breda le 21-31. Juillet 1667. Avec le POUVOIR du Roi T. C. donné à Verſailles le 15. Avril 1667. celui du Roi de la Grand' Bretagne donné à Weſtmunſter le 15. Avril 1667. La RATIFICATION du Roi T. C. donnée à Audenarde le 8. jour d'Août 1667. & l'Acte de la Publication de la Paix, fait à Breda le 14-24 d'Août 1667. 40

21-31. Juill. Traité de Paix & d'Aliance entre CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne & les PROVINCES-UNIES des Païs-Bas. Fait à Breda le 21-31. Juillet 1667. 44

31. Juill. Traité de Paix entre FREDERIC III. Roi de Dannemarc & CHARLES II. Roi d'Angleterre. Avec les DECLARATIONS des Ambaſſadeurs de France ſur quelques Articles dudit Traité, conclu à Breda le 31. Juillet 1667. 53

22. Août. Traité d'Alliance defenſive entre divers Princes du Cercle de WESTPHALIE, & autres de l'Empire, comme entr'autres l'Electeur de COLOGNE, l'Electeur de BRANDEBOURG, les Princes de BRUNSWICK & LUNEBOURG &c. Fait à Brunswick le 22. Août 1667. 57

27. Août. Accord entre les Electeurs de SAXE & de BRANDEBOURG, au ſujet de la Fabrication de la petite Monnoye appellée Schiede-Muntz. A Zinnen le 27. d'Août 1667.* 58

12. Octob. Traité d'Accommodement entre FREDERIC III. Roi de Dannemarc, & CHRISTIAN ALBERT Duc de Holſtein-Gottorp, ſur leurs anciens diferents au ſujet de l'Election à l'Evêché de Lubec, de la Regence commune de Sunderbourg, & de la Forterreſſe de Friederichs-Orth, à Gluckſtad le 12. Octobre 1667. Avec la RATIFICATION du Roi de Dannemarc, à Gluckſtad le 23. Octobre 1667. ibid.

18. Octob. Articles de Paix conclüe entre le Maréchal de la Couronne & le General SOBIESKI Maréchal de l'Armée, au Nom du Roi & de la Republique de POLOGNE d'une part, & le Sultan GALGA au Nom du Cham & de tous les TARTARES de la CRIMÉE d'autre part, portant que le Cham devra regarder les Ennemis du Roi & de la Republique comme les ſiens propres, en conſideration dequoi on lui devra payer la Penſion accoûtumée. A Podjabec le 18. Octobre 1667. Avec QUATRES autres ARTICLES conclus entre la Couronne de Pologne, & les Coſaques de Zaporow, & le General Doroszenko. A Podjabec le 19. Octobre 1667. 60

ANNO 1667.

18. Nov. Traité & Accord entre PADUCCA SIRI, Sultan HASSAN-OUDIN Roi de Macaſſar & CORNEILLE SPELMAN Ancien Gouverneur des Côtes de Coromandel &c. au Nom de JEAN MAETZUYKER Gouverneur General des Indes, comme ayant Pouvoir de la COMPAGNIE DES INDES ORIENTALES des Provinces-Unies. Fait le 18. Novemb. 1667. 61

1668. 13-23. Janv. Fœdus inter CAROLUM II. Magnæ Britanniæ Regem & Ordines Generales FOEDERATARUM BELGII PROVINCIARUM, quo in ſecuritatem mutuam Pacificatio Bredæ inter eoſdem die 31. Julii 1667. pacta Legeſque Navigationis & Commercii, eo ſpectantes confirmantur, atque ſpecialis fit auxiliorum mutuo præſtandorum deſignatio. Hagæ-Comitum die 13-23. Januarii 1668. Cum MANDATIS ſeu Procurationibus hinc inde datis, nempe, Weſtmonaſterii die 8. Januarii 1667-1668. & Hagæ-Comitum die 19. Januarii 1668. 66

13-23. Janv. Triplex Fœdus, ſive Tractatus Fœderis inter CAROLUM II. Magnæ Britanniæ Regem & Ordines Generales FOEDETARUM BELGII PROVINCIARUM, accedente CAROLO XI. Sueciæ Rege, pro Pace inter Reges Chriſtianiſſimum, & Catholicum, communibus officiis promovenda initus. Datum Hagæ-Comitum die 13-23. Januarii 1668. Cum Articulis Secretis, circa difficultates ex RENUNCIATIONE Reginæ Chriſtianiſſimæ ortas, uti & circa Pacem inter Reges Galliæ & Luſitaniæ fiendam. Hagæ-Comitum die 23. Januarii 1668. 68

13. Fevr. Trattado de Paz entre el muy alto Sereniſſimo Prencipe Don CARLOS II. Rey Catholico, y el muy alto y Sereniſſimo Prencipe Don ALONSO SEXTO Rey de Portugal, por Mediacion de el muy alto y Sereniſſimo Prencipe CARLOS II. Rey de la Gran Bretaña. Firmado en Lisboa, a los 13. de el mes de Febrero de 1668. Con los PODERES de los Señores Reyes en fecha de los 5. de Enero 4. y 6. de Febrero 1668. Y la RATIFICATION de el Sereniſſimo Rey Catholico. Dada en Madrid a 23. de Febrero 1668. 70

17. Fevr. Traité de Commerce entre CHARLES II. Roi d'Angleterre & les PROVINCES-UNIES des Païs-Bas, fait à la Haye, le 17. Fevrier 1668. 74

le 9. & 13. Mars. Traité d'Alliance & de Protection entre les Seigneurs de la COMPAGNIE ORIENTALE HOLLANDOISE, & PADUCCA Sultan HAROUNARRA CHIT Roi de Tello dans le Roiaume de Macaſſar, par lequel ce Prince Indien ſe range ſous la Protection de ladite Compagnie avec ſes Freres, ſes Sœurs, ſes Enfans & ſes Sujets, promettans de lui être fidelles &c. Fait au Fort Tello le 9. Mars 1668. Avec les LETTRES DE MAMALYANG Roi de Chiurana Linques, Frere du Roi de Tello, par leſquelles il accede au même Traité, & ſe range ſous la même Protection, lui, ſes Enfans, ſes Sujets & ſon Païs. Fait le 13. Mars 1668. S'enſuivent les ARTICLES NOUVEAUX auxquels le Roi

ANNO 1668. le Roi de Tello, & le Roi de Linques ont été derechef admis à l'Alliance de la Compagnie du 15. Juillet 1669. Et enfin l'ACCESSION des Rois & des Peuples de Gon, & de Sadrebonne au même Traité. Fait au Logis de l'Admiral Hollandois le 27. Juillet 1669. 76

16. Mars. Bref de diſpenſe, accordé par Monſieur le Cardinal de Vendosme Legat à Latere de CLEMENT IX. en France, pour le Mariage du Prince DOM PEDRO de Portugal, avec la Princeſſe MARIE FRANCOISE ELISABETH de Savoye. Donné à Paris le 16. Mars 1668. 78

16. Mars. Traité entre les PROVINCES-UNIES & les Princes de la Maiſon de LUNEBOURG, par lequel lesdits Princes s'engagent de fournir des Troupes auſdites Provinces-Unies à certaines Conditions. Fait à la Haye le 16. Mars 1668. 79

27. Mars. Capitulation & Contract de Mariage, entre le Sereniſſime DOM PEDRO Prince de Portugal, & la Sereniſſime Princeſſe MARIE FRANCOISE ELISABETH de Savoie, Ducheſſe de Nemours & d'Aumale; Conclu par le Marquis de Niza Comte de Vidigneria, Admiral des Indes, Conſeiller d'Etat, & Directeur des Finances, & Dom Rodrigue de Menezes, Gentilhomme de la Chambre de Son Alteſſe, & ſon grand Ecuier; & par le Duc de Cadaval, Marquis de Ferreira, Comte de Tentugal, Conſeiller d'Etat, & le Marquis de Marialva, Comte de Cantagnede, auſſi Conſeiller d'Etat & Directeur des Finances comme Procureurs de ladite Sereniſſime Princeſſe. Sans date, mais les Pouvoirs ſont du 27. Mars 1668. 81

9. Avril. Traité entre CHARLES II. Roi d'Eſpagne & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, pour un Preſt de 2000000. Livres que Leurs Hautes Puiſſances feront à Sa Majeſté ou lui feront faire, à cinq pour Cent d'Intereſt ſur l'engagement de diverſes Places, Villes & Forts, ſavoir Argenteau, Navaigne, Stevenswaart, Venloo avec le Fort ſitué de l'autre côté de la Meuſe, Gueldres, Iſabelle, St. Thomas &c. A la Haye le 9. Avril 1668. Avec l'ARTICLE SEPARE' par lequel Leurs Haut. Puiſſ. declarent par précaution qu'elles ne feront pas obligées à fournir ces Argent à Sa Majeſté ni le faire fournir avant que certain Contract, dont il eſt fait mention, ait été ſigné par le Gouverneur & Capitaine General des Païs-Bas Eſpagnols, ou par quelqu'un de ſa part. 82

15. Avril. Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, CHARLES II. Roi d'Angleterre & les PROVINCES UNIES des Païs-Bas, pour procurer la Paix entre les Couronnes de France & d'Eſpagne. Fait à St. Germain en Laye, le 15. Avril 1668. 88

2. Mai. Traité de Paix entre les Couronnes de FRANCE & d'ESPAGNE. Conclu à Aix-la-Chapelle le 2. jour de Mai 1668. 89

25. Avril. 5. Mai. Fœdus Triplex, ſive Acceſſio Regis SUECIÆ ad illud, die 23 Januarii proxime præteriti inter Regem MAGNÆ BRITANNIÆ & Ordines Generales FOEDERATI BELGII initum, de Pace promovenda inter Reges Galliarum & Hiſpaniarum; Adjectis certis Articulis de mutua Guarantia invicem ſuppeditanda, in caſu, quod eorum amice propoſito in ſiniſtram partem accepta, Bellum cuipiam ex iis fuerit motum. Actum Weſtmonaſterii die 25. Aprilis 1668. 91

ANNO 1668. 21. Juill. Accord & Convention entre les deux Quartiers de la Province de Hollande appellées SUD-HOLLANDE, & NORD-HOLLANDE, au ſujet des Depenſes publiques & communes du Païs; portant en general qu'à l'egard des Conſentements & Depenſes ordinaires, & communes de l'Etat de Guerre, la Portion du Sud-Hollande ſera de quatre-vingt un & trois quarts par cent, & celle de Nord-Hollande ſeulement de dix-huit & un quart; on y convient auſſi de certains ſoulagemens en faveur du Quartier de Nord-Hollande, dans les cas extraordinaires, & qu'au ſurplus chaque Quartier portera ſeul ſes propres & particulieres Depenſes; Fait à la Haye le 21. Juillet 1668. 97

5. Octob. Articles convenus ſub ſpe Ratificationis entre les Miniſtres du Roi de la GRANDE BRETAGNE, du Roi de SUEDE, & des Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, pour aſſurer l'Affaire de la Triple-Alliance, en aſſurant le payement des Subſides promis à la Suede. A la Haye le 5. Octobre 1668. Avec l'APROBATION de Leurs Hautes Puiſſances, par Reſolution du 20. Decembre 1668. 101

30. Nov. Fœdus defenſivum inter Romanorum Imperatorem LEOPOLDUM & Electorem Saxoniæ JOHANNEM GEORGIUM, ad Decennium initum. Viennæ die 30. Novembris anno 1668. Cum RATIFICATIONE ejusdem Fœderis defenſivi ex parte Electoris. Data Dresdæ die 4. Decembris 1668. 102

1669. 16. Fevr. Traité d'Alliance, entre LOUIS XIV. Roi de France, & MAXIMILIEN HENRI DE BAVIERE, Prince Electeur de Cologne. Conclu à Paris le 16. Fevrier 1669. 103

16. Fevr. Accord entre JEAN GEORGE II. Electeur de Saxe, & ſes Freres AUGUSTE, CHRISTIAN, & MAURICE Ducs de Saxe, au ſujet des Seuretes de leurs Eſtats & Domaines. Ils en font le partage entr'eux, & s'engagent à payer auſſi chacun ſa pars & portion des Dettes, dont elles ſont chargées. A Dresde le 16. Fevr. 1669. 104

6. Mars. Declaracion de la Reyna Governadora de España, para que los Sujettos del Rey de Francia en conformidad de los Trattados de Paz ayen de gozar los Privilegios, Franquicias, y Immunidades, que gozavan los Ingleſes, y Olandeſes, y los Habitantes de las Cindades Anſeaticas, que traſſican en los Puertos y Villas de España. Dado en Madrid a 6. de Marzo 1669. 106

7. & 9. Mai. Convention faite entre les Miniſtres Plenipotentiaires des Rois de la GRANDE BRETAGNE, & de SUEDE, & ceux des Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, pour la GUARANTIE de tous les Etats de

Digitized by Google

ANNO 1669.

Sa Majeſté Catholique en quelque partie du monde qu'ils ſoient ſitués, conformement au Traité de la Triple-Alliance, & au ſeptiéme Articles de la Paix conclue à Aix-la-Chapelle le 2. Mai 1668. A la Haye le 7. Mai 1669. Avec l'ACCEPTATION de l'Ambaſſadeur d'Eſpagne au nom de la Reine Regente, & Promeſſe de payer à la Couronne de Suede une Somme de 482. mille Ryxdaalders. A la Haye le 9. Mai 1669 107

7. Juin. Traité & Accord entre les Etats des Provinces de HOLLANDE & de WEST-FRISE d'une part, & les Etats de la Province de ZELANDE d'autre, au ſujet de la Juſtice, avec l'enregiſtrement d'icelui. Fait à la Haye le 7. Juin 1669. 109

14 Juin. Lettres d'Inveſtiture accordées par l'Empereur LEOPOLD, à JULES FRANCOIS Duc de Saxe-Lavembourg pour le Duché de ce Nom avec ſes Dependances & Appartenances, & pour les Seigneuries y denommées. A Vienne le 14. Juin 1669. 113

15. Juill. Articles nouveaux, par leſquels le Roi de TELLO, & le Roi de LINQUES, ont été derechef admis à l'Alliance de la COMPAGNIE ORIENTALE Hollandoiſe, & du Roi de Tello dans le Royaume de Macaſſar, faite le 9. Mars 1668. Donnés le 15. Juillet. 114

27. Juill. Acceſſion des Rois & des Peuples de GOA & SADREBONNE, à l'Alliance concluë le 9. Mars 1668. entre la COMPAGNIE ORIENTALE Hollandoiſe & le Roi de Tello dans le Royaume de Macaſſar. Faite le 27. Juillet 1669. ibid.

30. Juill. Traité d'Alliance & de Commerce entre le PORTUGAL & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas. Fait à la Haye le 30. Juillet 1669. ibid.

5. Sept. Traité de Paix entre le Sultan MAHOMET IV. & la Republique de VENISE. Fait le 5. Septembre 1669. 119

19. Sept. Traité d'Amitié & de Commerce entre CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne &c. & le Sereniſſime Prince CHARLES EMANUEL II. Duc de Savoye. Conclu à Florence le 19 jour de Septembre 1669. ibid.

9. Octob. Traité Proviſionel entre le Sereniſſime Electeur de Cologne Prince & Evêque de LIEGE, authoriſé de Sa Majeſté Imperiale, tant pour l'Empire, que pour l'Evêché, & la Principauté de LIEGE d'une part, & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, d'autre, au ſujet de la Supréme Juriſdiction ſur la Seigneurie de la Rochette. A la Haye le 9. Octobre 1669. 122

24 Octob. Traité de Commerce & de bonne Correſpondance entre le Prince Evêque de MUNSTER & la Ville d'EMBDEN. A Aſſendorp le 24. Octobre 1669. 123

Articles & Conditions accordées pour le Port & Transport des Lettres, Depêches & Paquets écrits, tant des Villes de tout le Royaume de France que de celles qui ont été cedées au Roy par les Traités des Pirenées & d'Aix-la-Chapelle, dans les Villes des Provinces-Unies des Pais-Bas, que des Villes deſdites Provinces-Unies, dans celles de France & leſdites Villes cedées, entre THOMAS CARPATRY, Conſeiller du Roi en ſon Conſeil d'Etat, Commis de Monſeigneur le Marquis de Louvois & de Courtanvaux, Secretaire d'Eſtat & des Commandemens de Sa Majeſté, Grand-Maître des Courriers, & Sur-Intendant General des Poſtes de France; LEON PAJOT & LOUIS ROUILLE' Directeurs du Bureau General de la Poſte de Paris, autoriſés par ledit Seigneur Marquis de Louvois, pour l'effet des Preſentes, d'une part, & CHRISTIAN CONSTANTIN RUMPE Secretaire de l'Ambaſſade de Meſſieurs les Eſtats d'Hollande, aiant charge & pouvoir en bonne forme de Meſſieurs les Bourguemaîtres & Regence de la Ville d'AMSTERDAM, & d'autres Villes d'HOLLANDE, d'autre part; leſquels Pouvoirs ſeront tranſcrits à la fin des preſens Articles. A Paris le 24. d'Octobre 1669. 124

19. Nov. Fœdus inter CAROLUM II. Magnæ Britanniæ Regem, & FREDERICUM III. Daniæ Regem, ad majorem ſecuritatem Regnorum ſuorum & libertatem Commercii Subditis per Terram, Mare, Flumina & Aquas dulces, tam in Europa quam extra Europam conſervandam. Apud Weſtmonaſterium die 29. Novembris 1669. 126

1670. 1. Mars. Revers donné par les Deputez des Eſtats Generaux des PROVINCES-UNIES, à Don ESTE VAN DE GAMARRA Ambaſſadeur d'ESPAGNE, au ſujet d'une Obligation de 500. mille Livres, qui devroit ſervir au payement des Subſides promis à la SUEDE. Fait à la Haye le 1. Mars 1670. 130

17. Mars. Puncta Approbatæ Pacificationis Andruſovienſis de Anno 1667. inter Regnum POLONIÆ & Imperium MOSCHOVITICUM per utriuſque Magnos cum plenaria Poteſtate Legatos & Commiſſarios concluſa. Actum Radzini 17. Martii Anno 1670. 130

4. Avril. Teſtamentum Sereniſſimi Electoris Palatini CAROLI LUDOVICI, quo Sereniſſ. Duciſſa AURELIANENSIS Sereniſſimo Electorali CAROLO Fratri in univerſa Bona Allodialia, ſi ſine liberis deceſſerit, ſubſtituitur. Actum, lectum & approbatum 4. April. 1670. 131

Juill. Traité de Paix entre le CHAM de la Petite Tartarie & ALEXIS MICHALEWICZ Grand Duc de Moſcovie. Fait au Mois de Juillet 1670. 132

11. Juill. Articles d'Alliance & de Commerce entre le Sereniſſime & très-puiſſant Prince CHARLES SECOND, par la grace de Dieu, Roi d'Angleterre, d'Ecoſſe, France, & Irlande, Deffenſeur de la Foy &c. & le Sereniſſime & très-puiſſant Prince CHRISTIAN CINQUIEME, par la grace de Dieu Roi de Dannemarc, Norwege, &c. Conclu à Coppenhague le 11. jour de Juillet 1670. 132

18. Juill. Tractatus & Amica Compoſitio inter CAROLUM II. Regem Magnæ Britanniæ, & CAROLUM II. Regem Hiſpaniæ, ad bonam correſpondentiam in America interruptam rurſus inſtaurandum, & deprædationes, injuriaſque omnes coercendas.

ANNO 1670. *dus. Actum Matriti die 18. Julii 1670.* Cum RATIFICATIONE *Regis ac Reginæ Hiſpaniarum nec non utrinſque Partis Procurationibus.* 137

16-26. Août. *Traité d'Accommodement & de bonne intelligence entre les Illuſtres Maiſons de* HANAU-LICHTENBERG *& de* HANAU-MUNTZENBERG, *y compris leurs Sujets de la Religion Reformée, par lequel ils conviennent de leurs reciproques interêts & differents, tant au ſujet des affaires de la Religion que des autres. Fait & conclu par l'interpoſition de quelques Electeurs & Princes de l'Empire, à Hanau le 16-26. Août 1670.* Avec la CONFIRMATION *de l'Empereur* LEOPOLD I. *Donnée à Vienne le 23. Decembre 1671.* 139

6-16. Octobr. *Recès conclu par les Subdeleguês des Commiſſaires Imperiaux à ce requis, entre le Sereniſſime Duc de* LORRAINE *d'une part, & les Comtes de* NASSAU-SAARBRUG *d'autre part, par lequel leſdits Comtes ſont mis en poſſeſſion de la Fortereſſe de* Hombourg *& du Comté de* Sarweiden *& de ſes Appartenances & Dependances. A Saarbrug le 6-16. Octobre 1670.* 144

7. Nov. *Aſſignatio Regis Poloniæ* MICHAELIS, ELEONORÆ *Reginæ Conſorti ſuæ,* LEOPOLDI *Imperatoris Sorori, facta, qua in aſſecurationem Contra-Dotis, ſeu Donationis propter Nuptias, certi denominati Loci, Dominia, Civitates, Oppida, Arces & Terræ Regni Poloniæ de conſenſu Ordinum, eidem Sereniſſimæ delegantur &c. Varſaviæ die 7. Novembris 1670.* 144

1671. 7. Avril. *Alliance Defenſive, entre* FRIDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg,* CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque de Munſter, &* PHILIPPE GUILLAUME *Comte Palatin du Rhyn, pour la Defenſe du Cercle de* WESTPHALIE *& des Parties Contractantes, pour ſix ans. A Bileſeldt le 7. d'Avril 1671.* 145

5-15. Avril. *Traité conclu entre* CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque & Prince de Munſter &* RODOLPHE AUGUSTE *Duc de Brunſwich-Lunebourg, par la Mediation de la Couronne de France, des Electeurs de* MAYENCE *& de* COLOGNE, *& de* GEORGE GUILLAUME *&* JEAN FREDERIC, *auſſi Ducs de Brunſwich-Lunebourg, ſur les differens qu'ils avoient au ſujet de la Ville de* HOEXTER, *le 5-15. Avril 1671.* 147

10. Juin. *Articles accordez aux Bourguemaitres, Conſeil & Bourgeoiſie de la Ville de* BRUNSWIC, *par le Duc* RUDOLPHE AUGUSTE. *Au Camp à Ridagshauſen le 10. Juin 1671.* 147

17. Juill. *Traité d'Alliance entre* LEOPOLD *Empereur des Romains, &* CHRISTOPHLE BERNARD, *Evêque & Prince de Munſter, pour la Defenſe de la Liberté Germanique, & le maintien de la Paix de Weſtphalie. A Saſſenberg le 17. Juillet 1671.* 149

23. Octob. *Traité entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* ERNEST AUGUSTE *Duc de Brunſwic & Lunebourg, & Evêque d'Oſnabrug. Fait à Cologne le 23. Octobre 1671.* 150

ANNO 1671. 22. Octob. 1. Nov. *Premier Inſtrument du Contract de Mariage entre* PHILIPPE *Duc d'Orleans, Fils de* LOUIS XIII. *Roi de France, & Frere de* LOUIS XIV. *&* ELISABETH CHARLOTTE *Princeſſe Palatine du Rhyn, Fille de* CHARLES LOUIS, *Electeur, & Sœur de* CHARLES, *auſſi Electeur Palatin. A Straſbourg le 22. Octobre 1671.* Avec la RENONCIATION *de ladite Princeſſe à tous Droits ſucceſſifs ſur tous les Biens Paternels & Maternels, tant Souverains que Feodaux &c. A Paris le 24. Novembre 1680.* 151

1. Nov. *Traité entre l'Empereur* LEOPOLD *&* LOUIS XIV. *Roi de France, pour Alliance & ſeureté mutuelle. A Vienne le 1. Novembre 1671.* 154

17. Dec. *Acte d'Alliance entre* CHARLES II. *Roi d'Eſpagne & les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, touchant un mutuel ſecours. Fait à la Haye le 17. Decembre 1671.* 155

1672. 2. Janv. *Traité entre l'Electeur de* COLOGNE, *& la Ville de même Nom. Fait à Cologne le 2. Janvier 1672.* 156

27. Janv. *Reces conclu entre les Deputez Conſeillers du Cercle de la* BASSE-SAXE, *& ceux de la Ville de* HAMBOURG, *au ſujet du Commerce & de la Navigation de l'Elbe, qui etoient fort diminuez. On y convient des moyens neceſſaires & convenables pour les rétablir en leur premiere fleur. A Hambourg le 27. Janvier 1672.* 159

18. Fevr. *Alliance defenſive entre Sa Majeſté Imperiale* LEOPOLD, *&* CHARLES GASPAR, *Electeur de Trêves, pour le maintien de la Paix de Weſtphalie, & la ſeureté de leurs propres Sujets, Terres & Provinces; avec ſtipulation du nombre de Troupes dont ils ſe devront aſſiſter reciproquement en cas de beſoin. A Coblents le 18. Fevrier 1672.* 161

22. Fevr. *Acte entre* CHARLES II. *Roi d'Eſpagne & les* PROVINCES-UNIES, *par lequel on s'engage reciproquement de ne point traiter de Trêve avec la France que conjointement. A la Haye le 22. Fevr. 1672.* 162

Mars. *Declaration de Guerre de* CHARLES II. *Roi d'Angleterre contre les* PROVINCES-UNIES. *Faite au Mois de Mars 1672.* 163

6. Avril. *Ordonnance de* LOUIS XIV. *Roi de France par laquelle Sa Majeſté, après avoir reſolu de faire la Guerre aux Eſtats de* HOLLANDE *deffend à tous ſes Sujets d'avoir Commerce ni Communication avec eux. Au Mois d'Avril 1672.* 164

9. Avril. *Traité de Paix entre* ALEXIS MICHALOWITZ, *Grand Duc de Moſcovie, &* MICHEL KORIBUT WIESNOWISKI *Roi de Pologne. Fait à Moſcou le 9. Avril 1672.* 165

14. Avril. *Renouvellement, Prorogation, & Explication de l'Alliance entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* CHARLES XI. *Roi de Suede. A Stockholm le 14. Avril 1672.* 166

26. Avril. *Convention Religieuſe entre* FREDERIC GUIL-

Anno 1672.

GUILLAUME *Electeur de Brandebourg,* & PHILIPPE GUILLAUME *Comte Palatin du Rhyn, Duc de Neubourg, par laquelle enſuite de l'Accommodement principal fait entr'eux le* 9. *Septembre* 1666 *au ſujet de la Succeſſion de Juliers, Cleves &c. ils conviennent auſſi d'une maniere fort étendue & fort ſpecifique de tout ce qui regarde l'état de la Religion & de toutes les choſes Eccleſiaſtiques, ſavoir en faveur des Catholiques dans le Duché de Cleves, au Comté de la Marck & au Comté de Ravensberg; & en faveur de ceux de la Confeſſion d'Ausbourg, & des Reformez, dans les Duchez de Juliers & Bergue, ſoumis au Duc de Neubourg. Fait à Cologne ſur la Sprée le* 26. *Avril* 1672. Avec le TRAITE' SEPARE' *du même jour, & la* RATIFICATION *du Duc. Donnée à Duſſeldorp le* 11. *Juin* 1672. 171

26. Avril. *Traité d'Aſſiſtance & defenſe mutuelle entre le très-Illuſtre Prince & Seigneur* FREDERIC GUILLAUME, *Marc-Grave de Brandebourg, Grand Chambellan & Electeur du Saint Empire d'une part, & les Hauts & Puiſſants Seigneurs, Meſſeigneurs les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *du Païs-Bas de l'autre. Fait à Cologne ſur la Sprée le* 26. *Avril* 1672. 194

Sauvegarde de l'Empereur LEOPOLD *accordé à la Ville de* Dortmond, *à l'occaſion des mouvemens de Guerre qui ſe font ſur le Rhyn & dans le Cercle de Weſtphalie, contre tous & chacun de ceux qui voudroient l'attaquer ou la troubler. A Vienne le* 26. *Avril* 1672. 196

27. Avril. *Reglemens & Articles de* LOUIS XIV. *Roi de France pour les Confins entre la Savoye & le Dauphiné. Fait à St. Germain en Laye le vingt-ſeptiéme Avril* 1672. Avec l'ACCEPTATION *du Duc de Savoye du ſuſdit Reglement fait par Sa Majeſté. Donnée à Turin le treiziéme Août* 1672. 197

16. Mai. *Traité d'Accommodement entre* ERNEST *le Pieux Duc de Saxe-Gotha d'une part, &* JEAN ERNEST *Duc de Saxe-Weimar,* JEAN GEORGE *Duc de Saxe-Eiſenach, &* BERNARD *Duc de Saxe-Jena, Freres, d'autre part, concernant les Principautés d'*ALTENBOURG *& de* COBOURG *devenues vacantes par la mort du Duc* FREDERIC GUILLAUME, *par lequel ils conviennent que leſdites Principautés appartiendront au Duc de Gotha; enſorte neanmoins, & à condition qu'il cedera auxdits trois Freres dans la Principauté d'Altenbourg, les Châteaux, Bailliages & Villes de Dornbourg, & Altſtet, Roslau, Burge, & Hensdorff, la quatrieme partie du Droit de conduite d'Erford, la Haute Juriſdiction & les Collectes de la Seigneurie de Remda, & Terre d'Apolda, la haute Juriſdiction & les Collectes avec le Droit de Retrait dans le Bailliage de Hardisleben, & la Terre de Schwabsdorf. Le même Duc de Saxe-Gotha leur cede auſſi d'ailleurs le Bailliage de Freyenberg, & la part du* Votum *d'Eiſenach, qui lui appartenoit dans les Diétes & Aſſemblees Circulaires. A Altenbourg le* 16. *Mai* 1672. 198

Anno 1672.

13—23. Juin. *Fœdus Defenſivum inter Sacram Cæſaream Majeſtatem* LEOPOLDUM, *& Electorem Brandenburgicum,* FREDERICUM WILHELMUM, *in Renovationem & Confirmationem Fœderis Defenſivi inter eosdem die* 9. *Februarii* 1658. *concluſi, &* 10. *Martii* 1666. *ad alios decem annos poſt elapſum primum Decennium confirmati & extenſi; atque ad Pacem Weſtphalicam illæſam ſervandam, ad Decennium de novo initum. Berolini die* 13—23. *Julii* 1672. 201

28. Juin. *Traité de Paix entre* LOUIS XIV. *Roi de France, & la Ville & le Roiaume de* TUNIS, *fait à la Baye de la Goulette le* 28. *Juin* 1672. *par le Marquis de Martel Lieutenant General des Armées Navales de Sa Majeſté au Levant.* 203

Traité de Paix entre CHARLES II. *Roi d'Angleterre & le Roiaume d'*ALGER. *Fait en* 1672. 205

Demandes & Conditions ſous leſquelles LOUIS XIV. *Roi de France conſentiroit de faire la Paix avec les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES. *Faites en* 1672. ibid.

Demandes & Conditions ſous leſquelles CHARLES II. *Roi d'Angleterre conſentiroit de faire la Paix avec les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES. *Faites en* 1672. 206

5. Juill. *Capitulation de la Nobleſſe d'*OVER-ISSEL, *avec* CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque de Munſter, par laquelle ladite Nobleſſe ſe ſoumet à lui, & le reconnoit pour ſon Prince Territorial; en échange dequoi il leur accorde l'Exercice de la Religion Réformée & promet de les y maintenir; il conſent qu'un certain nombre de Deputez tant de la Nobleſſe que des Villes ſoient choiſis, pour regler avec eux les Points reſtés indecis; & il declare qu'il admettra indiſtinctement les perſonnes de l'une & l'autre Religion aux Emplois & Dignités. Fait au Quartier General devant Coeverden dans la Maiſon Scheren le* 5. *Juillet* 1672. 207

16. Juill. *Traité d'une étroite réunion d'Interêts entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* CHARLES II. *Roi d'Angleterre, contre les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, par laquelle ils s'engagent de nouveau à ne conclure ni Paix ni Trêve que d'un commun accord. Fait au Camp de Heſarick le* 16. *Juillet* 1672. 208

25. Juill. *Traité d'Alliance entre l'Empereur* LEOPOLD, *& les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas. Fait à la Haye le* 25. *Juillet* 1672. ibid.

10. Octob. *Alliance Defenſive entre* LEOPOLD *Empereur des Romains;* JEAN PHILIPPE *Electeur de Mayence;* CHARLES GASPAR *Electeur de Tréves;* JEAN GEORGE *Electeur de Saxe;* CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque de Munſter; &* CHRISTIAN ERNEST *Markgrave de Brandebourg-Bareith, pour la Conſervation de leurs Droits & Dignités, & principalement pour*

celle

ANNO 1672. celle de la Liberté Germanique, & le maintien de la Paix de Weſtphalie. Fait au Château de Mariebourg à Wurtzbourg le 10 d'Octobre 1672. 210

18. Octob. Traité de Paix entre MICHEL KORIBUT WIESNOWISKI Roi de Pologne & MAHOMET IV. Empereur des Turcs. Fait le 18. Octobre 1672. 212

10. Dec. Traité entre LOUIS XIV. Roi de France & JEAN FREDERIC de Brunſwic & Lunebourg, Duc de Hanover; par lequel ledit Duc s'oblige de mettre ſur pied au plûtôt un Corps d'Armée de 10000. Hommes, pour la levée deſquels Sa Majeſté lui payera la moitié des Frais, & lui donnera 30000. Ecus par Mois, pour l'entretien d'iceux. A Hanover le 10. Decembre 1672. ibid.

12. & 13. Decemb. Teſtament de JEAN CASIMIR Roi de Pologne, par lequel il inſtitue ANNE DE GONZAGUE, & de Cleves, Princeſſe Palatine pour ſon Heritiere & Legataire univerſelle. A Nevers le 12. & 13. Dec. 1672. 214

1673. 18. Janv. Sentence Arbitrale prononcée pour LOUIS XIV. Roi de France ſur les differents entre Monſr. le Duc de SAVOYE, & la Republique de GENES. A St. Germain en Laye le 18 Janv. 1673. Avec la RATIFICATION du Duc de Savoye. Fait à Turin le 25. Janvier 1673. 215

21—31. Janv. Recès du CERCLE DE FRANCONIE, portant concluſion de mettre ſur pied & de tenir prête les Troupes qu'on doit fournir à l'Empereur conformement à ſes Lettres Alhortatoires. Comme auſſi de tout ce qui regarde la levée de ces Troupes, de leur entretien, & du fourniſſement des Mois Romains. A Nurenberg le 21.—31. Janvier 1673. 217

10. Fevr. Traité d'Alliance & d'Aſſiſtance reciproque entre FERDINAND MARIE Electeur de Baviere, & EBERHARD Duc de Wurtenberg, pour la Conſervation & maintien de la Paix de Weſtphalie, & pour leur propre defenſe, contre les dangers qu'ils apprehendent, à l'occaſion de la Guerre qui s'eſt allumée en Hollande. A Munich le 10. Fevrier 1673 219

1. Mars. Traité d'Aſſiſtance entre Sa Majeſté Imperiale, LEOPOLD I. & l'Electeur de Saxe JEAN GEORGE II. pour la Defenſe reciproque de leurs Terres & Provinces, par lequel les ſecours ſont reglés à 6000. Hommes de la part de Sa Majeſté Imperiale, & à 3000. de la part de l'Electeur. A Vienne le 1. Mars 1673 220

11. Mars. Teſtamente de le Emperatriz Donn MARGARITA MARIA de Auſtria que fue Hija de D. PHELIPPE IV. Rey d'España, Muger del Auguſtiſſimo Emperadoro LEOPOLDO PRIMERO. Fecho in Vienna de Auſtria a 11. de Março de 1673. 221

22. Avril. 2. Mai. Traité entre CHARLES XI. Roi de Suede & les PROVINCES-UNIES des Pays Bas, pour terminer quelques differens au ſujet de la Navigation & autres. Fait à la Haye le 22. Avril & 2. Mai 1673. 222

10—20. Mai. Traité d'Alliance entre CHRETIEN V. Roi de Dannemarc, & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, des Païs-Bas pour une reciproque Aſſiſtance. A Coppenhague le 10. & 20. Mai 1673. 223

ANNO 1673. 26. Mai. Cartel pour l'échange des Priſonniers fait par le Duc de Luxembourg de la part de LOUIS XIV. Roi de France, & par le Comte de Horne de la part des Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, le 26. Mai 1673. 231

5. Juill. Les Capitulations renouvellées entre LOUIS XIV. Empereur de France, & MEHEMET IV. Empereur des Turcs. Par l'entremiſe de M. Charles François Olier, Marquis de Nointel, Conſeiller du Roi en tous ſes Conſeils, & en ſa Cour de Parlement de Paris, & ſon Ambaſſadeur au Levant. Fait à Andrinople le cinquiéme Juin 1673. ibid.

6. Juin. Traité entre LOUIS XIV. Roi de France & FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg. Fait au Camp de Voſſen le 6. Juin 1673. 234

1. Juill. Traité d'Alliance entre l'EMPEREUR, le Roi d'ESPAGNE, & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas, d'une part, & le Duc de LORRAINE de l'autre. Fait à la Haye le 1. Juillet 1673. 235

20. Juill. Seconde Convention Religieuſe entre FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg, & PHILIPPE GUILLAUME, Comte Palatin du Rhyn Duc de Neubourg, au ſujet des changemens arrivés dans les Villes de Weſel, Rees, Emmerick, Orſoy & Boderick, durant l'occupation de ces Places & Pays dependans, par l'Armée de France. Faite à Duſſeldorp le 20. Juillet 1673. Avec la RATIFICATION du Duc PHILIPPE GUILLAUME du 16. Septembre 1673. 237

30. Août. Traité d'Alliance entre CHARLES II. Roi d'Eſpagne & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas, par lequel Sa Majeſté s'engage à ſe declarer en Guerre ouverte, contre les Rois de France & d'Angleterre: les Traitez de Munſter & d'Aix-la-Chapelle, y ſont confirmés & garantis, avec promeſſe reciproque de ne faire ni Paix ni Tréve ſans une reſtitution entiere des Places priſes ſur l'un & l'autre. Meſſieurs les Etats y promettent de plus la reſtitution de Maſtricht à Sa Majeſté Catholique. Fait à la Haye le 30. d'Août 1673. Avec les Articles ſeparés, concernant la Rupture du Roi Catholique, contre le Roi de la Grande Bretagne. 240

30. Août. Traité fait entre LEOPOLD & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES. A la Haye du trentiéme Août 1673. 242

15. Sept. Articles pour la Paix des Archevêque de COLOGNE & Evêque de MUNSTER, avec les PROVINCES-UNIES, dreſſez à Cologne le 15. Septembre 1673. 243

6. Octob. Traité d'Alliance entre Sa Majeſté Imperiale LEOPOLD, & CHARLES II. Roi Catholique d'Eſpagne & les Seigneurs Eſtats Generaux des PROVINCES-UNIES, d'une part, & CHARLES Duc de Lorraine d'autre part, contre la

ANNO 1673.

France. Fait au Camp, entre Hanau & Francfort le 6. d'Octobre 1673. Avec la RATIFICATION *dudit Duc.* 244

19. Octob. *Declaration de Guerre de* LOUIS XIV. *Roi de France, contre les* ESPAGNOLS. *neuvième* Octobre 1673. 245

5. Nov. *Teſtamentum Sereniſſimi Regis Poloniæ* MICHAELIS I. *quo de Sepultura ſua, Sereniſſimæ ſuæ Conjugis ſatisfactione, in adeunda poſſeſſione bonorum reformatoriorum à Senatu & Equeſtri Ordine præſtanda, debitorum ſolutione, bonorum Hæreditate aliisque diſponit. Leopoli die* 5. *Novembr.* 1673. ibid.

1. Dec. *Traité d'Alliance defenſive entre* CHARLES XI. *Roi de Suede &* FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg. Fait à Cologne ſur la Sprée le* 1. *Decembre* 1673. 246

1674. 14. Janv. *Articles d'Alliance propoſez entre* LEOPOLD *Empereur, & l'Electeur* PALATIN. *A Vienne le* 14. *Janvier* 1674. 250

16—26. Janv. *Alliance Defenſive entre* LEOPOLD I. *Empereur des Romains, &* CHRISTIAN V. *Roi de Dannemarc, pour le renouvellement de celle qu'ils avoient faite le* 12. & 22. *Septembre* 1672. *entr'eux mêmes, & avec quelques autres Princes. A Coppenhague le* 16—26. *Janvier* 1674. 251

9—19. Janv. *Traité de Paix entre* CHARLES II. *Roi d'Angleterre & les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas. Fait à Weſtminſter le* 9—19. *Janv.* 1674. 253

4. Avril. *Traité d'Alliance pour la Defenſe du Palatinat du Rhyn entre Sa Majeſté Imperiale* LEOPOLD, *& le Sereniſſime* CHARLES LOUIS *Electeur Palatin. A Vienne le* 4. *Avril* 1674. 255

22. Avril. *Tractatus inter Sacram Cæſaream Majeſtatem* LEOPOLDUM *ab una, & Illuſtriſſimum Principem* CHRISTOPHORUM BERNARDUM, *Epiſcopum Monaſterienſem ab altera parte, quo memoratus Epiſcopus Fœderi cum Rege Galliæ contra unitum Belgium inito, renuntiat, ac pollicetur ſe in debita fidei & obſequii conſtantia erga Sacram Cæſaream Majeſtatem perſiſturum, Fœdus cum Cæſarea Majeſtate initum exacte obſervaturum, nec non quæ in Comitiis Ratisbonenſibus in favorem oppreſſorum Imperii Statuum ſtatuta ſint, præſtiturum fore; Viciſſim Cæſarea Majeſtas memoratum Epiſcopum in ſpecialem ſuam Gratiam & Protectionem ſuſcipit, Fœduſque reciproce obſervaturum pollicetur. Coloniæ Agrippinæ* 22 *Aprilis* 1674. Cum *hujus Tractatus* RATIFICATIONE *ex parte Sacræ Cæſareæ Majeſtatis. Laxenburgi* 20. *Mai* 1674. 258

22. Avril. *Traité de Paix entre les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, &* CHRISTOPHLE BERNARD, *Evêque de Munſter. Fait à Cologne le* 22. *Avril* 1674. 259

14—24. Avril. *Recès particulier entre* LEOPOLD *Empereur des Romains, & les Ducs de Brunſwich-Lunebourg,* GEORGE GUILLAUME & RODOLPHE AUGUSTE, *par lequel outre ce qui a été conclu par le Recès principal du même jour, ils s'obligent à augmenter leurs Troupes juſques à* 8000. *Hommes de Pied,* 4000. *Chevaux &* 1000. *Dragons, & les faire agir contre les Ennemis communs ſous certaines conditions par eux ſtipulées. A Brunſwich le* 14—24. *Avril* 1674. 261

ANNO 1674.

Mai. *Declaratio* CAROLI CASPARI *Electoris Trevirenſis, quod quidem Pacificationi inter Cæſarem & Electorem Colonienſem nullum impedimentum injicere velit, attamen ratione damnorum Archi-Diœceſi Trevirenſi per Milites Colonienſes illatorum, ſe Cæſaream Majeſtatem implorare, ut ei aliqua ſatisfactio obtineatur.* 262

11. Mai. *Traité de Paix entre les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas &* MAXIMILIEN HENRI *Electeur & Archevêque de Cologne. Fait à Cologne le* 11. *Mai* 1674. ibid.

10—20. Juin. *Traité de Confederation, d'Aſſiſtance, & de Defenſe, entre* LEOPOLD *Empereur des Romains,* CHARLES II. *Roi Catholique des Eſpagnes, les Seigneurs Eſtats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *& les Seigneurs* GEORGE GUILLAUME & RUDOLPHE AUGUSTE *Ducs de Brunſwich & Lunebourg, pour durer juſqu'à la Paix, & dix ans au delà. A Ceil le* 10—20. *Juin* 1674. 263

21. Juin. 1. Juill. *Traité d'Alliance entre l'Empereur* LEOPOLD, CHARLES II. *Roi d'Eſpagne, les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, d'une part, &* FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg d'autre. Fait à Cologne ſur la Sprée le* 21. *Juin* — 1. *Juill.* 1674. 267

10. Juill. *Traité d'Alliance entre* LEOPOLD *Empereur des Romains,* CHARLES II. *Roi d'Eſpagne, & les Seigneurs Eſtats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *d'une part, &* CHRISTIAN V. *Roi de Dannemarck, d'autre part; contenant que Sa Majeſté Danoiſe tiendra ſur pied pendant la preſente Guerre, une Armée de* 16. *mille Hommes, ſçavoir* 5000. *Chevaux,* 10. *mille Hommes de Pied &* 1000. *Dragons, pour l'entretien deſquels, il lui ſera payé* 14. *mille Ecus par Mois, à ſa charge, moitié par moitié, de Sa Majeſté Catholique & de L. H. P. & payable à Amſterdam. Fait à la Haye le* 10. *Juillet* 1674. Avec *un* ARTICLE SECRET & SEPARÉ *contenant une particuliere Prolongation d'Alliance, pour quinze ans, entre Sa Majeſté Danoiſe & Leurs Hautes Puiſſances. Fait à la Haye le* 10. *Juillet* 1674. 269

23. Juill. *Traité de Protection, & d'Aſſiſtance, entre* CHARLES II *Roi Catholique des Eſpagnes, d'une part, & les Confederés des Provinces de* GUIENNE, LANGUEDOC, DAUPHINÉ, & PROVENCE, *par le Miniſtere du Comte de* Sardan, *leur Deputé, d'autre part. A Madrid le* 23. *Juillet* 1674. 277

30. Sept. 10. Octob. *Fœdus inter* CAROLUM II. *Magnæ Britanniæ, &* CAROLUM XI. *Sueciæ Reges, pro mutua Defenſione, & Commerciorum Securitate initum. Actum Weſtmonaſterii* 30. *Septembris. S. V. &* 10. *Octobris. S. N.* 1674. 280

Diplo-

ANNO 1674. 10. Octob. Diplome de l'Empereur LEOPOLD, par lequel il éleve ALBRECHT ERNEST Comte d'Oettingen, à la Dignité de Prince du St. Empire, pour lui & toute ſa Poſterité legitime Mâle & Femelle, avec ſubſtitution, en cas qu'elle vienne à defaillir, en faveur de ſon Frere JOACHIM ERNEST, & de ſa Ligne, & à ſon defaut en faveur de ſon autre Frere CHRISTIAN AUGUSTE & de ſa Ligne. A Vienne le 10. Octobre 1674. 281

1--10. Decemb. Tractatus Navigationis & Commercii inter CAROLUM II. Regem Angliæ & Ordines Generales UNITI BELGII, per Commiſſarios ſex ab utraque Parte, in ſequelam Articuli VIII. Tractatus Pacis, initus, quo certis Legibus, Terrâ Marique obſervandis cautum eſt, ut in poſterum Diſcordiæ & ſimultates omnimodè ceſſent ac penitus extinguantur. Actum Londini 1. Decembris 1674. 282

1675. 26. Janv. Traité de Confederation, Secours & Defenſe, entre l'Empereur LEOPOLD, CHARLES II. Roi d'Eſpagne, les Seigneurs Eſtats Generaux des PROVINCES-UNIES, & le Duc ERNEST AUGUSTE Evêque d'Osnabrug, Duc de Brunswick & Luneburg. A la Haye le 26. Janvier 1675. Avec les ARTICLES SEPARE'S, dont les uns portent que les trois Puiſſances ci-deſſus mentionnées payeront d'abord après ce Traité ſigné la Somme de 50000. Rixdalders, à Monſr. l'Evêque d'OSNABRUG. A la Haye le 26. Janvier 1675. Et les AUTRES que nonobſtant la teneur de l'Article onziéme du Traité, l'Intention des Alliez eſt, que les Troupes de Monſr. l'Evêque d'OSNABRUG, ſeront jointes à celles des autres Princes de la Maiſon de Brunswick-Lunebourg, & agiront conjointement avec elles &c. A la Haye le 26. Janvier 1675. 285

8--18. Mars. Article conclu entre CHARLES II. Roi d'Angleterre & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas, touchant les Compagnies Orientales d'Angleterre & de Hollande; Fait à Londres le 8. Mars 1675. 288

9. Mars. Traité d'Alliance Defenſive pour trois ans entre CHARLES XI. Roi de Suede, & FERDINAND MARIE Electeur de Baviere, pour le maintien de la Paix. Fait à Munich le 9. Mars 1675. 289

25. Avril. Traité de Renouvellement d'Alliance entre LOUIS XIV. Roi de France, & CHARLES XI. Roi de Suede. Fait à Verſailles le 25. Avril 1675. 291

21. Mai. Cartel ou Traité entre la FRANCE & la Republique des PROVINCES-UNIES du Païs-Bas, pour l'Echange, & la Rançon des Priſonniers de Guerre. Fait à Maſtricht le 21. Mai 1675. Avec les PLEINPOUVOIRS & RATIFICATIONS de part & d'autre. 292

7. Juin. Traité entre LEOPOLD Empereur des Romains, & CHRISTOPHLE BERNARD, Evêque de Munſter pour 9000. Hommes, leſquels ledit Evêque & Prince promet d'entretenir entre le Rhyn, le Weſer & la Moſelle, pour la ſureté du Cercle de Weſtphalie, contre tous Ennemis preſents & futurs, en conſideration dequoi Sa Majeſté Imperiale, lui promet un certain Subſide en argent, & lui aſſigne des Quartiers d'Hiver pour ſes Troupes &c. Fait à St. Ludgersbourg, Reſidence Epiſcopale le 7. Juin 1675. 295

ANNO 1675. 10. Juill. Pacta Rendsburgenſia inter CHRISTIANUM V. Daniæ Regem, & CHRISTIANUM ALBERTUM Sleſvici & Holſatiæ Ducem, quibus Regiæ Majeſtati Dux liberum tranſitum pro militibus ſuis, per Terras ſuas, atque jus Præſidii in ſuis Munimentis uſque ad reductam Pacem concedit, nec non Præfecturam Schwabſtadt cum dimidia parte Capituli Sleſvicenſis & Eccleſiæ Cathedralis reſtituit. Soverenitatique ſuper Ducatu Sleſvicenſi & Inſula Femeriæ renunciat &c. Rendsburgi 10. Julii 1675. 296

Sept. Capitulation ou Traité de Commerce fait & conclu entre MAHOMET IV. Sultan des Turcs & CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne, par lequel les anciennes Capitulations accordées du tems de la Reine ELISABETH, & des Rois JAQUES I. & CHARLES I. ſont rappellées & confirmées, Article par Article, avec une Addition conſiderable. Donnée à Andrinople au milieu de la Lune Gemaziel Akir 1086. qui étoit au Mois de Septembre 1675. 297

11--21. Sept. Traité de Neutralité entre CHARLES V. Roi de Dannemarc, FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg, & CHRISTOPHLE BERNARD Evêque & Prince de Munſter d'une part, & JEAN FREDERIC Duc de Brunswic-Lunebourg Hanover d'autre part, portant que ledit Duc ne s'oppoſera point aux Armes des trois Princes Confederés contre la Suede, de quelque coſté qu'elles ſe tournent, & qu'en échange ils auront ſoin que leurs Expeditions, Paſſages, & Campements ne cauſent aucun dommage à ſes Terres, Païs & Sujets, mais qu'au contraire ils le maintiendront & defendront en cette Neutralité. A Hanover le 11—21. Sept. 1675. 305

Accord particulier entre les mêmes Sereniſſimes Princes, le Roi de DANNEMARC, l'Electeur de BRANDEBOURG, & l'Evêque de MUNSTER d'une part, & le Sereniſſime Duc de BRUNSWIG-LUNEBOURG-HANOVER d'autre, ils lui promettent non ſeulement des Quartiers de Hiver, mais auſſi une certaine portion dans les Evêchés de Breme & de Verden, quand ils ſeront conquis. A Hanover le 11—21. Septembre 1675. 306

4--14. Octob. Traité entre CHRISTOPHLE BERNARD, Evêque & Prince de Munſter d'une part, GEORGE GUILLAUME & RODOLPHE AUGUSTE, Ducs de Brunswic-Lunebourg d'autre part, pour le partage des Lieux conquis par eux ſur les Suedois dans les Evêchés de Breme & de Verden. A Rottenburg & Wallrode le 4. & 14. Octobre 1675. 307

16. Octob. Traité d'Alliance entre les Hauts & Puiſſants Seigneurs Eſtats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas, pour eux & pour leurs Hauts Alliez d'une part, & le Seigneur CHRISTOPHLE BER-

Anno 1675. NARD Evêque & Prince de Munſter d'autre part, contre tous ceux qui durant cette preſente Guerre, ſont ou ſeront en inimitié avec leſdits Hauts Alliez. Fait à la Haye le 16. d'Octobre 1675. 308

18. Octob. Traité de Neutralité entre LOUIS XIV. Roi de France, & JEAN FREDERIC Duc de Brunswick & Lunebourg, fait à Liasbourg le 18. Octobre 1675. 312

25. Octob. Traité pour le rétabliſſement du Commerce entre les Sujets de LOUIS XIV. Roi de France, & ceux de CHARLES II. Roi d'Eſpagne dans les Païs-Bas Eſpagnols. Fait au Chateau de Freyr ſur la Meuſe le 25. Octobre 1675. 313

29. Octob. Traité d'Alliance entre CHRISTOPHLE BERNARD, Evêque & Prince de Munſter, & JEAN FREDERIC Duc de Brunswick-Lunebourg, pour la Defenſe de la Liberté Germanique & de leurs propres Terres & Seigneuries, comme auſſi de leurs Alliez & Confederez contre toute violence. A Rottenburg le 29. Octobre 1675. 314

Nov. Manifeſte concernant les affaires de MESSINE, publié en Italie de la part de LOUIS XIV. Roi de France, au commencement de Novembre 1675. 316

26. Nov. Traité de Commerce entre CHARLES XI. Roi de Suede & les PROVINCES-UNIES des Païs-Bas. Fait à Stockholm le 26. Novemb. 1675. Avec la RATIFICATION des Eſtats Generaux, & du Roi de Suede; & une CONVENTION poſterieure touchant la Forme des Paſſeports. ibid.

30. Dec. Declaration qui ſert à expliquer certains Articles de Traitez de Marine, conclus entre CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne, & les Eſtats Generaux des PROVINCES-UNIES, le 17--27. Fevr. 1667—68. & 1—10. jour de Decembre 1674. Fait à la Haye le 30. Decembre 1675. 319

1675/1676. 5—15. Mars. Articles du Traité de Paix & de Commerce conclu entre le Sereniſſime Prince CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne & les Illuſtres Seigneurs HALI Bacha, IBRAIM Day, Aga, Divan & Gouverneurs de la Ville & Royaume de TRIPOLI en Barbarie, le 5. de Mars, vieux ſtile, l'an de Jeſus-Chriſt 1675—76. & le dernier jour du Mois Zelhedga l'an de l'Hegire 1086. 319

Mars. Fœdus Defenſivum inter Regem HISPANIÆ, & Dominos Ordines Generales FOEDERATI BELGII ab una, & PHILIPPUM WILHELMUM Comitem Palatinum Rheni, & Ducem Neoburgicum, parte ab altera. Actum menſe Martio 1676. 321

23. Mai. Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, & FERDINAND Evêque & Prince de Munſter & de Paderborn, pour detacher ce Prince du Parti des Alliez, & pour l'engager dans ſes Interêts. Fait le 23. Mai 1676. 322

24. Juin. Conventio inter CAROLUM XI. Regem Sueciæ & Ordines Generales FOEDERATARUM BELGII PROVINCIARUM, de Formula Paſſeportuum hinc inde concedendorum. Holmiæ die 24. Junii 1676. 323

Anno 1676. 28. Août. Declaration de Guerre de LOUIS XIV. Roi de France, contre le Roi de DANNEMARC. Du vingt-huitiéme Août 1676. ibid.

19--29. Août. Recès ou Traité entre le Reverendiſſime CHRISTOPHLE BERNARD Evêque & Prince de Munſter, & les Sereniſſimes Ducs de Brunswic-Lunebourg, GEORGE GUILLAUME, & RUDOLPHE AUGUSTE pour la jonction de leurs Armes, & pour maintenir l'occupation du Duché de Breme, contre la Suede. A Bremer-Vord le 19—29. Août 1676. 324

16. Octob. Traité de Paix entre JEAN Roi de Pologne, & MAHOMET IV. Empereur des Turcs. Fait le 16. d'Octobre 1676. 325

25. Nov. Declaration ſur le Traité de Marine arreſté en l'an 1650.. entre CHARLES II. Roi d'Eſpagne, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, proviſionnellement arreſtée à Bruxelles le 25. Novembre 1676. ibid.

23. Dec. Traité d'Alliance entre Sa Majeſté de DANNEMARC, & Son Alteſſe Electorale de BRANDEBOURG, contre la Couronne de SUEDE, & tous ſes Aſſiſtans & Adherans. A Coppenhague le 23. Decembre 1676. 326

1677. Traité entre les PROVINCES-UNIES des Païs-Bas & le Baſſa & Divan d'ALGER. Fait audit Alger en 1677. 327

24. Fevr. Traité du Commerce entre les Couronnes de FRANCE & d'ANGLETERRE. Du vingt-quatriéme jour de Fevrier 1677. ibid.

8. Mars. Traité entre Sa Majeſté Imperiale LEOPOLD, & Son Alteſſe Electorale de Cologne MAXIMILIEN HENRI, par lequel ce Prince accede aux Alliances faites par Sa Majeſté Imperiale, contre l'Ennemi commun, avec promeſſe de s'y comporter en bon & fidelle Electeur. A Nimegue le 8. Mars ſt. n. anno 1677. 330

24. Avril. Fœdus inter LEOPOLDUM Romanorum Imperatorem, & JOANNEM III. Regem Poloniæ, quo priora Fœdera inter Poloniam atque Auſtriam inita renoventur, mutuum ſibi invicem auxilium perpetuamque Pacis atque Commerciorum culturam pollicentur. Actum in Civitate Viennæ & Arce Regia Varſovienſi die 24. Aprilis 1677. Cum RATIFICATIONE Regis Poloniæ, data Varſoviæ anno 1677. 332

29. Mai. Traité de Paix & d'Alliance entre CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne, & quelques Rois & Reines de l'Amerique Septentrionale, Voiſins de la Colonie Angloiſe de la Virginie, ſavoir la Reine de PAMUNKEY, la Reine de WAONOKE, le Roi de HOTTOWAYS & le Roi de NANEYMOND, par lequel ils ſe reconnoiſſent tous dependants & tributaires de la Couronne d'Angleterre, avec promeſſe de lui donner tous les Ans, chacun trois Fléches Indiennes pour marque de leur ſujetion. Fait au Camp Anglois de Middle-Plantation le 29. jour de Mai 1677. Avec un MEMORIAL de la Solemnité obſervée dans la Signature de ce Traité, & de l'excluſion de PERICIHTAH Roi des Appomatuks. 335

Traité

Digitized by Google

ANNO 1677. 14. Juin. *Traité entre* PHILIPPE GUILLAUME *Comte Palatin du Rhyn Duc de Neubourg,* & CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque & Prince de Munſter, ſur certaines Troupes qu'ils doivent fournir à la Couronne d'Eſpagne en vertu de leurs Traitez. A Werden le 14. Juin 1677.* 337

Sept. *Inſtrumentum Turcicum Pacis renovatæ & confirmatæ inter* MAHOMETUM IV. *Turcarum Sultanum & Regem ac Rempublicam* POLONIÆ, *quô Podolia & Ukrania Turcis relinquuntur; Munus verò annuum 22. millia aureorum, Portæ Ottomanicæ olim penſitatum ab ipſa Polonis condonatur. Datum in Campo Danovæ Baſſæ in plenilunio Septembris anno 1098.* 338

Dec. *Articles du Traité fait au Mois de Decembre 1677. entre D.* MANUEL DE LIRA *Envoyé Extraordinaire d'Eſpagne, & Meſſieurs les Deputez de L. H. P. les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *pour l'Envoy d'une Eſcadre dans la Mer Mediterranée.* 340

31. Dec. 1677. — 10. Janv. 1678. *Fœdus inter Regem Angliæ* CAROLUM II. *& Præpotentes Ordines Generales* UNITI BELGII, *ad Pacem inter Gallos, Hiſpanoſque, & alios belligerantes promovendam, iis Pactis & Conditionibus, quæ in univerſum Chriſtiani Orbis commodum cedere poſſint. Actum Hagæ-Comitum 31. Decembris 1677.—10. Januarii 1678.* Cum DECLARATIONE *& Dilucidatione Articuli I. ratione Locorum à Gallis Hiſpanis reſtituendorum; Hagæ-Comitum die & anno eodem. Quam ſequitur* ARTICULUS SEPARATUS *in Puncto reſtitutionis Ducis Lotharingiæ in Ducatum ejuſdem nominis. Eodem Dato.* 341

26 Fevr. — 8. Mars. *Alliance faite & concluë entre les Seigneurs Eſtats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, &* FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg, pour la Defenſe de leurs Terres, Païs Dominations & Sujets, contre tout injuſte Agreſſeur quel qu'il put être; par laquelle, ſans rien changer aux Traitez faits à l'occaſion de la preſente Guerre, ils conviennent des ſecours qu'ils devront ſe donner l'un à l'autre dans les cas de neceſſité. A Cologne ſur la Sprée le 26. Fevrier 8. Mars 1678.* Avec un ACTE SEPARÉ *par lequel l'Electeur cede & remet à L. H. P. diverſes pretentions qu'il avoit jusqu'alors gardées à leur charge. Du même jour & an.* 343

15. Mars. *Pacte Hereditaire renouvellé, entre* JULES FRANCOIS *Duc de Saxe Lauenbourg d'une part, &* JEAN GEORGE *Prince d'Anhalt pour lui & pour toute la Maiſon des Princes d'Anhalt d'autre part, portant que les Lignes Maſculines de l'une ou de l'autre venant à manquer, la ſurvivante lui ſuccedera en tous ſes Domaines. A Vienne le 15. Mars 1678.* 348

26. Juill. *Traité d'Alliance entre* CHARLES II. *Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES. *Fait à la Haye le 26. Juillet 1678.* ibid.

ANNO 1678. 10. Août. *Traité de Paix entre* LOUIS XIV. *Roi de France & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas; portans que chacun demeurera ſaiſi des Pais, Villes, & Places qu'il poſſede, à la reſerve de la Ville de Maſtricht, avec la Comté de Vronoff, & les Païs de Fauquemont, Dalhem & Rolleduc, que Sa Majeſté T. C. rendra à Leurs Hautes Puiſſances. Fait à Nimegue le 10. d'Août 1678.* Avec *les* RATIFICATIONS *& les* PLEINPOUVOIRS *d'une part & d'autre, comme auſſi un* ARTICLE SEPARÉ *touchant le Prince d'Orange, du même jour 10. d'Août 1678.* S'enſuivent DEUX LETTRES *d'Explication ſur l'Article XII. du Traité, concernant la Neutralité promiſe par les Etats Generaux, & la Guarantie des Obligations où l'Eſpagne entrera au regard de la Neutralité, du 17. d'Août 1678. La* RATIFICATION *du Roi T. C. ſur cette Explication. A Fontainebleau le 5. Septembre 1678.* L'ARTICLE SEPARÉ *concernant l'Amniſtie pour les Sujets de part & d'autre du 24. Septembre 1678. Et les Ratifications de Sa Majeſté & de Leurs Hautes Puiſſances.* 350

10. Août. *Traité de Commerce & de Navigation entre* LOUIS XIV. *Roi de France, & les Seigneurs Eſtats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, portant une reciproque Liberté de Commerce, pour les Sujets de part & d'autre, & avec les mêmes Franchiſes, dont jouiſſent les propres Sujets. Le Roi T. Ch. y promet auſſi que le* Droit d'Aubeine *ne ſera point exercé en ſon Royaume ſur les Hollandois. Fait à Nimegue le 10. d'Août 1678.* Avec *inſertion des* POUVOIRS *de part & d'autre, comme auſſi les Formules des Lettres de Mer.* S'enſuivent *les* RATIFICATIONS *& l'*ARTICLE SEPARÉ, *concernant l'Impoſition de cinquante ſols par Tonneau que le Roi T. C. ſe reſerve ſur les Navires Hollandois, comme ſur les autres étrangers. A Nimegue le 10. d'Août 1678.* 357

17. Août. *Induciæ ad tredecim annos prolongatæ, inter Legatos* JOANNIS III. *Regis & Reipublicæ* POLONIÆ, *nec non Magni Ducis* MOSCHOVIÆ. *Actum 17. Auguſti anno 1678.* 363

19. Août. *Convention entre les Commiſſaires du Roi* TRES-CHRETIEN, *ceux du Roi* CATHOLIQUE, *& ceux des Seigneurs Eſtats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *pour Ceſſation d'Armes & de toutes hoſtilités entre les Armées au Païs-Bas, juſqu'à l'arrivée & l'échange des Ratifications de la Paix. Au Camp de Mons, le 19. d'Août 1678.* Avec *les* APPROBATIONS *& Signatures des Generaux & Commandants en Chef &c.* 364

11. Sept. *Compromis entre les Ambaſſadeurs de* FRANCE *& d'*ESPAGNE *à la Paix de Nimegue au ſujet de quelques difficultés qui auroient pu retarder la concluſion du Traité, & dont ils remettent la Deciſion à l'Arbitrage des Seigneurs Eſtats Generaux des* PROVINCES-UNIES. *Fait à Nimegue le 11. Septembre 1678.* 365

ANNO 1678.

17. Sept. *Traité de Paix entre* CHARLES II. *Roi d'Eſpagne &* LOUIS XIV. *Roi de France, par lequel Sa Majeſté Très-Chrêtienne rendant quelques Villes & Places qui lui avoient été cedées en 1668. retient en échange pour elle & ſes Succeſſeurs à perpetuité, toute la Franche-Comté, Valenciennes, Bouchain, Condé, Cambrai, & Cambreſis, Aire, St. Omer, Ypres avec ſa Châtellenie &c. Fait à Nimegue le 17. Septembre 1678.* Avec les POUVOIRS *& les* RATIFICATIONS *de part & d'autre.* 365

20--30. Octob. *Declaration du Nonce Apoſtolique* BEVILAQUA, *faiſant à Nimegue la fonction de Mediateur, entre les Princes Catholiques. C'eſt en quelque maniere une nouvelle Proteſtation contre la Paix de Munſter, en ce qui regarde les Interêts des Proteſtants. A Nimegue le 20--30. Octobre 1678.* 374

1679. *Accord entre le Reverendiſſime Evêque & Prince de* CONSTANCE *d'une part, & les Seigneurs des Louables Cantons Helvetiques Poſſeſſeurs du Comté de* BADE, ZURICH, BERNE, LUCERNE, URY, SWITZ, UNDERWALD, ZUG, *&* GLARIS, *d'autre part, touchant la Juriſdiction haute & baſſe de* Keyſerſtuhl & Klingnau. *A Bade l'an 1679.* ibid.

Articuli Fœderis inter Electores FERDINANDUM MARIAM *Bavariæ, &* JOANNEM GEORGIUM II. *Saxoniæ, pro reducenda præprimis Pace in Sacro Romano Imperio, defenſione utriusque Ditionum, nec non avertendis cujuscunque generis, exactionibus, pernicioſis Militum transitibus & Hybernis, atque pro reſtabilienda Pace Weſtphalica concluſi. Actum de Anno 1679.* Cum ARTICULIS SECRETIS. *Ubi præterea ſe invicem obligant, de adigendo eos conjunctis Armis ſuis, qui dictæ Paci obſistendæ ſe opponere voluerint, interim tamen apud Suam Cæſaream Majeſtatem inſtare volunt, quatenus Pacem cum Chriſtianiſſimo Rege & cum Corona Sueciæ reintegrare velit, pro qua Suæ Majeſtati certis Copiis in auxilium adeſſe offerunt.* 375

5. Fevr. *Pax Noviomagenſis inter* LEOPOLDUM *Romanorum Imperatorem, ſuo &* IMPERII *nomine, &* LUDOVICUM XIV. *Regem Galliæ pro ſe, & Confœderatis ejus; Qua Pace Weſtphalica pro firma Baſi & norma utriaque poſitu, omnes discordiæ componuntur, Philippi-Burgum Cæſari, Friburgum vero Regi ceduntur; Reſtitutio Ducis* LOTHARINGIÆ *certis ſub Conditionibus ſtipulatur, Negotium Ducatus* Bullionenſis *amicabili Compoſitioni remittitur; Nec non omnia quæ per Pacem Monaſterienſem de Cauſa* Montisferrati *cauta ſunt confirmantur. Actum Noviomagi die 5. Februarii 1679.* Cum DECLARATIONE *Legationis Cæſareæ Inſtrumenti Pacis Legatis Mediatoribus conſignata, pro conſervatione Jurium Imperii in Civitates Decem unitas & Nobilitatem immediatam Alſatiæ. Data 3. Februarii 1679.* Et PLENIPOTENTIIS *atque* Ratificationibus *utriusque Partis, uti & Electorum & Principum Imperii; Nec non incluſionibus nomine Cæſaris includendorum atque deſignatione à Gallia reſtituendorum.* 376

ANNO 1679.

5. Fevr. *Pax Noviomagenſis inter* LEOPOLDUM *Romanorum Imperatorem, nomine ſuo &* IMPERII, *&* CAROLUM XI. *Sueciæ Regem, qua Pace Weſtphalica pro Baſi & norma omnimodo accepta, de futuris discordiarum cauſis contingentibus, quantum fieri poteſt, cavetur. Actum Noviomagi die 5. Februarii 1679.* Cum DECLARATIONE *Legationis Cæſareæ, circa Articulos tertium & quintum Tractatus, uti & de Telonio Warnemundenſi ac de Juribus Ducum Mecklenburgenſium. Data 5. Februarii 1679. Sequitur* RATIFICATIO *Suecica. Data in Caſtris Suecicis Luiagby die 3. Martii 1679.* 389

26. Janv. / 5. Fevr. *Traité de Paix entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* CHARLES XI. *Roi de Suede d'une part, & les Sereniſſimes Ducs de* BRUNSWICK-LUNEBOURG-ZELL, *&* WOLFFENBUTTEL, *d'autre part, le Roi T. C. y traitant pour lui, & pour Sa Majeſté Suedoiſe, par le Miniſtere du Sr. de Rebenac ſon Envoyé Extraordinaire. A Zell le 26. Janv. 5. Fevrier 1679.* Avec les ARTICLES SEPARE'S, *contenant diverſes Ceſſions & Reſtitutions entre la Couronne de Suede & leſdits Princes, comme auſſi une Somme de 300. mille Ecus, que Sa Majeſté T. C. promet de leur faire payer à Hambourg. Fait à Zell le même jour 26. Janvier 5. Fevrier 1679.* Item deux ARTICLES SECRETS *pour ſervir d'Aſſurance & de Garantie auxdits Princes dans leurs Interêts. Du même jour & an.* S'enſuivent *les* PLEINPOUVOIRS *& les* RATIFICATIONS. 391

17. Fevr. *Obligation donnée par le Gouverneur General des* PAYS-BAS ESPAGNOLS, *pour le payement des Contributions qui étoient encore dûës à la France au tems de la Paix de Nimegue, avec ſoumiſſion à toute Execution Militaire en cas de non-payement. Fait à Bruxelles le 17. Fevrier 1679.* 396

27. Fevr. *Declaration du Roi de France* LOUIS XIV. *en execution des Articles* XXI. XXII. XXIII. *du Traité d'*ESPAGNE, *& V. Article du Traité d'*HOLLANDE. *Donnée à St. Germain en Laye le 27. Fevrier.* 397

11. Mars. *Traité fait du conſentement du Très-Puiſſant Empereur de* FRANCE; *Entre les tres-Illuſtres Bacha Divan & Milice d'*ALGER, *& le Sieur* Denis Duſault, *pour le retabliſſement du Negoce & Pêche de Corail. Du onziéme Mars 1679.* ibid.

12. Avril. *Declaratio* LUDOVICI XIV. *Galliæ Regis de Incluſione Electoris* BAVARIÆ *in Tractatu Pacis Noviomagenſis die 5. Februarii cum Romanorum Imperatore concluſo, perinde ac ſi expreſſe in eo nominatus fuiſſet. Datum ad S. Germanum in Leyam die 12. Aprilis 1679.* 398

29. Mars. *Traité de Paix entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* FERDINAND *Evêque & Prince de Munſter & de Paderborn; dans lequel le Traité de Paix fait & ſigné le même jour entre Sa Majeſté Suedoiſe, & ledit*

ANNO 1679. *ledit Prince Evêque eſt rappellé & cenſé compris; de même que l'Article cinquième du Traité de Paix fait le 5. Fevr. entre Sa Majeſté Imperiale & Sa Majeſté T. C. ledit Prince Evêque promettant au ſurplus de rentrer dans la Neutralité à l'égard de la Guerre du Nord. A Nimegue le 29. Mars 1679.* Avec les PLEINPOUVOIRS *& les* RATIFICATIONS *de part & d'autre.* 399

19—29. Mars. *Pax inter* CAROLUM XI. *Regem Sueciæ, &* FERDINANDUM *Epiſcopum Monaſterienſem, & Paderbornenſem; Quâ Princeps Epiſcopus obſtringitur Regi præfato loca omnia munita vel non munita in Ducatibus Bremenſi & Werdenſi, armis ſuis occupata, reſtituere; Rex vero centum millia Talerorum tanquam impenſarum compenſationem ei ſolvere promittit; Uterque Articulo quarto Pacis Cæſareo-Suecicæ, die 5. Februarii ſancitæ, omnimodo ſatisfacere pollicetur; Actum Noviomagi 19—29. Martii 1679.* Cum RATIFICATIONIBUS *non ſolam Regis Sueciæ & Principis Epiſcopi, ſed etiam Capituli Cathedralis Monaſterienſis.* 401

21—31. Mars. *Articles & Conditions de ſuſpenſion d'Armes entre Sa Majeſté Très-Chreſtienne* LOUIS XIV. *Roi de France, &* CHARLES XI. *Roi de Suede d'une part, & le Roi de* DANEMARC *& l'Electeur de* BRANDEBOURG *d'autre part; Conclus & ſignez à Nimegue le 31. Mars 1679.* 403

30. Avril. *Traité de Paix & de Commerce entre les Très-Hauts, & Très-Puiſſants Seigneurs les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, & le Très-Excellent & Très-Illuſtre Prince d'*ORANGE *d'une part; & les Très-Illuſtres Seigneurs,* ISMAEL BACHA HADGI MAHOMET, *Dai, Baba Haſſan, Gouverneur Aga, le reſte de la Victorieuſe Milice, les grans & les petits de la Ville & du Royaume d'*ALGER, *d'autre part, par les ſoins & l'entremiſe des Sieurs* Thomas Hees *&* Jacob de Paez, *Commiſſaires deſdits Etats Generaux. Fait le 30. Avril 1679.* 404

3. Mai. *Articles ſignez entre les Ambaſſadeurs de* FRANCE *& celui de* BRANDEBOURG, *par leſquels Weſel & Lipſtad ſont remis aux Troupes de Sa Majeſté* LOUIS XIV. *Roi de France;* Avec *Prolongation de l'Armiſtice pour le tems de 15. jours. Fait à Zanten le 3. Mai 1679.* 406

25. Avril. / 5. Mai. *Declaration des Ambaſſadeurs de France pour la Prolongation de l'Armiſtice avec le Roi de* DANNEMARC *pendant quinze jours. A Nimegue le 5. Mai 1679.* Avec *une autre ſemblable* DECLARATION, *de l'Ambaſſadeur de Sa Majeſté Danoiſe. A Nimegue le 25. Avril—5. Mai 1679.* ibid.

29. Avril. / 9. Mai. *Lettres d'Hommage par leſquelles les Officiers de la Baſſe-Heſſe reconnoiſſent* CHARLES *Land-Grave de Heſſe-Caſſel pour leur Seigneur Territorial, & lui promettent toute obeïſſance & fidelité. A Caſſel le 29. Avril—9 Mai 1679.* 407

16. Mai. *Acte conclu entre les Ambaſſadeurs de* FRANCE *&* BRANDEBOURG *pour faire ceſſer les hoſtilités en Amerique. A Nimegue le 16. Mai 1679.* ibid.

16. Juin. *Traité pour l'Aſſemblée de Lunden entre le Roi de* SUEDE, *& le Roi de* DANEMARC. *Fait à Lunden le 16. Juin 1679.* 408

29. Juin. *Traité de Paix entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* CHARLES XI. *Roi de Suede, d'une part, &* FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg d'autre part, Sa Majeſté T. C. agiſſant & faiſant non ſeulement pour elle, mais auſſi pour ſon Allié le Roi de Suede. A St. Germain en Laye le 29. Juin 1679.* Avec les PLEINSPOUVOIRS *& les* RATIFICATIONS *de Sa Majeſté Très-Chrétienne & de Son Alteſſe Electorale, comme auſſi un* ARTICLE SEPARÉ *concernant l'aſſiſtance promiſe par le Roi T. C. aux Princes de la Maiſon de Brunswick-Lunebourg en certains Interêts, contraires à ceux de Son Alteſſe Electorale. A St. Germain en Laye le même jour 29. Juin 1679.* ibid.

17. Juill. *Traité pour l'Execution de la Paix entre le Sereniſſime & Très-Puiſſant Prince* LEOPOLD *Empereur des Romains, & le Sereniſſime & Très-Puiſſant Prince* LOUIS XIV. *Très-Chrétien Roi de France & de Navarre. Fait à Nimegue le 17. Juillet 1679.* 412

6—16. Août. *Lettre de Monſr.* JENKINS *Mediateur Anglois, écrite aux Ambaſſadeurs de Sa Majeſté Imperiale au ſujet du retabliſſement de la Paix entre l'*ESPAGNE *& la* SUEDE, *en leur envoyant un Projet ulterieur de Declaration pour être accepté & publié de part & d'autre à certain jour.* Avec *un* CERTIFICAT *des Ambaſſadeurs de S. M. Imperiale, ſur la Copie de cette Lettre communiquée par eux aux Ambaſſadeurs d'Eſpagne; mais dont l'Original reſtoit entre leurs mains.* 414

16. Août. *Proteſtatio nomine* CAROLI HOLLANDI DE TREMOLLIA, *Principis Tarenti ac Talemundi, apud D. Nuntium Mediatorem* BEVILAQUA *facta, de reſervato ſibi & Domui Tremollianæ jure competenti in Regnum Neapolitanum, Noviomagi die 16. Auguſti 1679.* 416

30. Août. *Contract de Mariage, de* CHARLES II. *Roi d'Eſpagne, avec la Princeſſe* MARIE LOUISE, *Fille du Prince* PHILIPPE, *Fils de France, Frere Unique de* LOUIS XIV. *Roi de France, Duc d'Orleans. Fait à Fontainebleau le 30. Août 1679.* 417

Armiſtice conclu entre les Rois de SUEDE *& de* DANNEMARC *pour durer juſqu'à l'execution de la Paix, on y convient non ſeulement d'une Ceſſation de toutes hoſtilités, mais auſſi de la Liberté du Commerce à commencer le 10. Septembre; avec permiſſion aux Garniſons des Places fortes de ſe pourvoir, en payant, des Vivres qui leur feront neceſſaires. Le Roi de Suede s'y oblige auſſi à faire payer au Roi de Dannemarc 2400. Ecus par Mois juſqu'à l'entiere évacuation des Places, & cela pour & à cauſe des Contributions qu'il tire de la Scanie. A Lunden le 30. Août 1679.* 418

2. Sept. *Pax inter* LUDOVICUM XIV. *Fran-*

ciæ & Navarræ Regem ſuo & CAROLI XI. Suecorum Regis nomine agentem ab una, & CHRISTIANUM V. *Daniæ Regem ab altera partibus; Qua Pacificationes Roſchildienſis, Hafnienſis, & Weſtphalica pro fundamento hujus admittuntur; Ablata durante hoc Bello omnia inter Reges Daniæ ſcilicet & Sueciæ utrinque reſtituuntur; Controverſiæ verò inter eoſdem circa Immunitates Navibus Suecicis in Oreſundo, & Freto Baltico conceſſas, ortæ remittuntur ad proximam Compoſitionem amicabiliter inſtituendam. Actum Fontebellaquei die 2. Septembris* 1679. Cum ARTICULO SEPARATO *de prætenſionibus, quas Rex Daniæ contra Duces Brunſvicenſes obtentas habet, amicè per interventionem Chriſtianiſſimi Regis componendis. Actum die 2 Septembris* 1679. Nec non TRACTATU *peculiari de Reſtitutione Ducis Holſato-Gottorpienſis intrà duarum ſeptimanarum ſpatium. Actum die 2. Septembris* 1679. Accedunt PLENIPOTENTIA & RATIFICATIONES *utriusque partis.* 419

27. Sept. *Accord entre les Princes d'Anhalt* JEAN GEORGE, VICTOR AMEDÉE, & GUILLAUME *tant pour eux, que comme Tuteurs du Prince* EMANUEL LEBRECHT *d'une part, &* CHARLES GUILLAUME, *tant pour lui que pour les Princes ſes Freres* ANTHOINE GUNTHER, JEAN ADOLPHE, & JEAN LOUIS, *d'autre part; ſur les differents ſurvenus entr'eux au ſujet de la Religion & des Revenus Eccleſiaſtiques. A Zerbſt le 27. Septembre* 1679. Avec *la* GARANTIE *de l'Electeur de* BRANDEBOURG *ſur cet Accord. A Potſdam le 5. Avril* 1680. 422

26. Sept. *Traité de Paix entre* CHARLES XI. *Roi de* SUEDE & CHRESTIEN V. *Roi de* DANEMARC. *Fait à Lunden en Scanie le 26. Septembre* 1679. 425

7. Octob. *Traité d'Alliance defenſive entre* CHARLES XI. *Roi de Suede &* CHRESTIEN V. *Roi de Dannemarc. Fait à Lunden en Scanie le 7. Octobre* 1679. 431

2—12. Octob. *Traité de Paix entre* CHARLES XI. *Roi de* SUEDE, *& les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas. Fait à Nimegue le* 12. *Octobre* 1679. 432

Traité de Paix entre JEAN SOBIESKI *Roi de Pologne, &* MAHOMET IV. *Fait en l'année* 1679. 435

Traité de Commerce & de Marine entre CHARLES XI. *Roi de Suede & les* PROVINCES UNIES *des Païs-Bas. Fait à Nimegue le* 12. *Octobre* 1679. 437

1. Nov. *Traité Proviſionel entre* CHRESTIEN V. *Roi de Dannemarc, & la Ville de* HAMBOURG *Fait à Pinnenberg le* 1. *Novembre* 1679. 443

15. Nov. *Traité d'Alliance & d'Amitié entre* LOUIS XIV. *Roi de France, & Monſieur l'Electeur de* SAXE. *Fait à St. Germain en Laye le* 15 *Novembre* 1679. 445

12—22. Dec. *Recès conclu entre les trois Cercles de l'Empire unis au faict de la Monnoye,* FRANCONIE, BAVIERE, & SUABE, *par lequel ils conviennent de la Reforme de diverſes méchantes eſpéces, & de la forme du poids & du Titre de quelques autres qu'on doit introduire. A Nuremberg le* 12—22. *Decembre* 1679. Avec l'EDICT *publié par leſdits Cercles, en execution du même Recès. A Nuremberg ledit jour* 12—22. *Decembre* 1679. 445

30. Dec. *Contract de Mariage, de* LOUIS DAUPHIN *de France, avec la Princeſſe Electorale de* BAVIERE. *Fait & paſſé à Munich le* 30. *Decembre* 1679. 449

FIN DE LA TABLE DE LA I. PARTIE DU TOME VII.

CORPS DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
OU
RECUEIL
DES
TRAITÉS D'ALLIANCE,
DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe, depuis CHARLEMAGNE jusques à préſent.

I.

ANNO 1667. 14.Janv. Receſs, welcher zwiſchen Pfaltz-Graf Adolph Johann zu Zweybrucken/ und Graffen Philipſen zu Leiningen/ wegen Verkauffung der Graffſchafft Rixingen und Herrſchafft Morßberg getroffen worden. Geſchehen Bergzabern den 14. Januar. 1667. [LONDORPII, *Acta publica* Tom. IX. pag 681. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans Gräfflich Leiningiſche Widerlegung der von Pfaltz-Graff Adolph Johann publicirten beantwortung/ den überfall des Schloſſes und Fleckens Oberbronn belangend/ inter Docum. ſub Lit. A. in Append. Diarii Europ. Contin XIX. & dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Abſatz I. pag. 726.]

C'eſt-à-dire,

Recès entre ADOLPHE JEAN *Duc des* DEUX-PONTS, & PHILIPPE *Comte de* LINANGE *pour la Vente du Comté de* Rixingen, & *de la Seigneurie de* Moersberg. *A Saverne en Alſace le* 14. *Janvier* 1667.

Kund und zu wiſſen ſey hiemit/ daß heut zu Endbenannten dato zwiſchen dem Durchleuchtigſten Fürſten und Herrn/ Herrn Adolph Johann/ Pfaltzgrafen bey Rhein/ in Beyern/ zu Gülch/ Cleve und Berg/ Hertzogen/ Grafen zu Veldentz/ Spanheim/ zu der Marck und Ravenſpurg/ Herrn zu Ravenſtein/ ꝛc. an einem; So dann dem Hochgebornen Grafen und Herrn/ Herrn Philipſen/ Grafen zu Leiningen und Rixingen/ Herrn zu Weſterburg/ Schaumburg/ Forbach und Mörßberg/ deß Heil. Röm. Reichs Semper-Freyen/ ꝛc. andern theils/ ein auffrichtiger/ redlicher Kauff geſchloſſen worden/ nemlich über die vom Biſthum Metz lehenrürige/ ſonſten aber dem H. R. Reich unmittelbar unterworffene Grafſchafft Rixingen und Herrſchafft Mörßberg/ welche benebens allen zugehörigen Schlöſſern/ Häuſern/ Flecken/ Dörffern/ Unterthanen/ hoch- und niedern Gerechtigkeit/ Weyer/ Waldungen/ Renthen/ und Gefällen/ geſucht und ungeſucht/ nichts davon außgenommen/ vor hochſtgedachter J. Fürſtl. Durchl. gleich Hochermeldter Herr Graf Philips zu Leiningen/ ꝛc. nunmehro eigenthumlich und wie derſelbe berührte Graf- und Herrſchafft ſelbſten beſeſſen und eingehabt/ übergibet/ und iſt ſolcher Kauff geſchehen vor und umb Einhundert ein und zwantzig tauſend und Fünffhundert Reichsthaler/ guter gangbarer Reichs-Müntz/ alſo und dergeſtalt/ daß mehr höchſtermeldte ſeine Fürſtl. Durchl. gleich bey würcklicher Einnehmung der Poſſeſſion (welche ehiſter Tagen erfolgen ſolle) zur Angab entweder zu Oberbronn oder Rixingen/ zwölfftauſend Reichsthaler/ ſo dann in der nechſtkünfftigen Franckfurter Oſtermeß Neun und viertzig tauſend und Fünffhundert Reichsthaler. Item in der Oſtermeß deß mit Gott hoffenden ſechzehenhundert acht und ſechtzigſten Jahrs/ Zwantzig tauſend Reichsthaler; Ferner um gleichmäſſig beſtimmte Zeit deß ſechszehen hundert neun und ſechtzigſten Jahrs/ und dann endlich in der Oſtermeß 1670. ANNO 1667.

die letzte Summ von zwantzig tauſend Reichsthaler bezahlen ſollen.

Es übergeben und cediren auch ſeine Hoch-Fürſtl. Durchl. deß Herrn Grafen zu Lein. H. Gräfl. Gn. zugleich in dieſem Kauff unterſchiedliche an die Cron Franckreich habende anſehentliche Schuldforderungen/ geſtalten bey Lieffer- und Abſtattung der erſten 12000. Reichsthaler/ alſobalden die Hauptverſchreibungen und Originalia zu Oberbronn ſollen außgehändiget werden; dagegen J. Hoch-Fürſtl. Durchl. noch eine abſonderliche discretion (welche gleichwollen zu dero ſelbſt belieben geſtellet iſt) zu geben verwilliget. Man verzeihet ſich hiernechſt an H. Gräfl. Leining. Seiten aller Rechtlichen Exceptionen, wie die Namen haben mögen/ ſonderlich enormiſſimæ læſionis, verſpricht hingegen gewöhnlich- und in Rechten zugelaſſene eviction und Wehrſchafft.

Endlich iſt von beyden Theilen abgeredet und bedungen worden/ daß weilen wegen Enge der Zeit dißmal kein förmlicher Kauffbrieff können verfertiget werden; dieſer gleich nach folgender würcklich reſpective Abtrettung und Beſchreibung dicht angeregter Graffſchafft Rixingen und Herrſchafft Mörſberg auffgerichtet/ und in demſelben alle ſonſt übliche Clauſulen eingerückt werden ſollen; Unterdeſſen dieſer nur generaliter abgefaßte Receſs zu beeder Theilen beſſer Verſicherung und ſteiffer Haltung deß geſchloſſenen und unabſtößlichen Kauffs in duplo außgefertiget/ auch ſo wol von offt höchſtgedacht J. F. D. als hochermelten Herrn Graf Philipſen Herrn Sohn dem gleich Hochgebornen Grafen und Herrn/ Herrn Ludwig Eberharden Grafen zu Leining. und Rixingen/ Herrn zu Weſterburg/ Schauenburg/ Forbach und Mörſberg/ deß H. Röm. Reichs ſemper-Freyen/ auch Röm. Kayſ. Maj. Rath/ und dero höchſtlöbl. Cammergerichts zu Speyer Præſidenten, vermög deß extradirten Gewalts unterſchrieben und geſiegelt worden/ ſo geſchehen Bergzabern den 14. Januar. deß jetzlauffenden 1667ſten Jahrs.

(L. S.) Adolph Johann Pfaltzgraf.
(L. S.) Ludwig Eberhard Graf zu Lein. und R.

Obligatio Reciproca, ſo Pfaltzgraf Adolph zu Zweybrucken/ an Graf Philips zu Leiningen wegen der von dieſem erkaufften Graffſchafft Rixingen und Herrſchafft Mörſberg außgeſtellt. Geben den 14. Febr. 1667. [LONDORPII *Acta publica* Tom. IX. pag. 683. d'où l'on a tiré cette Piece, qui ſe trouve auſſi dans Gräflich Leiningiſche Widerlegung ſub Lit. D. in Appendice Diarii Europ. Continuat. XIX. pag. 26. & dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Abſatz I. pag. 730.]

C'eſt-à-dire,

*Obligation reciproque d'*ADOLPHE JEAN *Duc des Deux-Ponts à* PHILIPPE *Comte de Linange ſur l'Achat du Comté de* Rixingen, *& de la Seigneurie* de Moersberg. *Donnée le* 14. *Fevrier* 1667.

VOn Gottes Gnaden Wir Adolph Johann Pfaltzgraf bey Rhein/in Bayern/zu Gülich/Cleve und Berg/Graf zu Veldentz/Sponheim/der Marck und Ravenſpurg/ Herr zu Ravenſtein ꝛc. Bekennen und thun kund allermänniglich hiemit/ und in Krafft dieſes Brieffs; Demnach wir ohnlängſthin von dem Hochwohlgebornen unſerm Fr. lieben Vettern/ Philipſen Grafen zu Leiningen und Rixingen/ Herrn zu Weſterburg/ Schaumburg/ Forbach und Mörſberg/ deß H. Röm. Reichs Semper-Freyen/ die von dem Biſthum Metz Lehenrührige Graffſchafft Rixingen und Herrſchafft Mörſberg/ mit allen ihren appertinentiis und anhangenden Recht und Gerechtigkeit/ wie ſolche Hochwolgedachter unſer lieber Vetter und ſeine Vorfahren ingehabt/ genutzt und genoſſen/ oder von Rechtswegen nutzen und nieſſen hätten können/ ſollen und mögen/ eines beſtändigen Kauffs an uns erkaufft/ und dafür in einem pretio und gemäſſen Kauffſchilling/ 121500. oder Einhundert ein und zwantzig Tauſend fünffhundert Reichsthaler/ den Reichsthaler zu anderthalb Gulden oder 90. Creutzer gerechnet auff drey gewiſſe Termin und Friſten; Nemlich nach erfolgt- und bezahlter verglichener Angab der 12000. Reichsthaler auff Oſtern dieſes inſtehenden 1667. Jahrs/ das erſte Ziel mit 99000. Reichstaler an guten gangbaren Sorten/ und dann auff Oſtern in anno 1668. das letztere Ziel mit 10000. Reichsthaler zu bezahlen/ Uns vermög darüber auffgericht- und verfertigter Kauffverſchreibung/ kräfftiglich obligirt und verbunden haben; Damit dann nun Hochwolermeldter Herr Verkauffer und deſſen Erben der pactirt und erſcheinenden Zielgelder/ deſto gewiſſer habhafft und mächtig werden/ und ermandten Kauffſchillings vorbeſagter maſſen deſto beſſer verſichert ſey/ ſo wollen wir darauff offt Hochermeldtem Herrn Verkauffer das Jus hypothecæ generalis & ſpecialis auff bemeldte Graffſchafft Rixingen und Herrſchafft Mörſberg/ Krafft deſſen ſie ſich biß auf den letzten Heller daran zu halten/ hiemit eingeraumt/ und reſervirt haben/ alſo und dergeſtalt/ daß im Fall der unverſehen retardirter exſolution und verglichenen erblegen Bezahlung/ dem Herrn Verkauffer/ deſſen Erben/ Lehens-Erben und Nachkommen/ freye Recht und Gewalt gegeben ſeyn ſolle/ Ihr Unterpfand die Graffſchafft Rixingen und Herrſchafft Mörſberg/ ohne unſern Vorwand ab executione non eſſe incipiendum, durch executions-Mittel/ mit oder ohne Recht/ anzugreiffen/ und damit als ihrem wahren verhafften Unterpfand zuverfahren/ ſo lange und viel/ biß der Herr Verkauffer/ oder ſeine Erben und Inhaber dieſes Brieffs alleinige deß Kauffſchillings und Intereſſe auch verurſachten Koſten und Schaden wol vergnügt und bezahlt ſeynd. Getreulich und ohne Gefährde; Deſſen alles zu wahrer Urkund Stet- und Veſthaltung/ haben wir Hertzog Adolph Johann/ als künfftiger Poſſeſſor der erkaufften Graffſchafft Rixingen und Mörſberg dieſe obligationem reciprocam an ſtatt einer aſſecuration, deren wir paratiſſimam executionem hiemit tribuiren, mit eigenen Händen unterſchrieben/ und mit Unſerm angebornen fürgetruckten Fürſtl. Secret confirmirt und beſtättiget. So gegeben und geſchehen den 14. Tag Monats Febr. im Jahr nach Chriſti Geburt 1667.

(L, S,)

Receſs, welcher zwiſchen Pfaltzgraff Adolph Johann zu Zweybrücken und dem Grafen Philips von Leiningen wegen der Graffſchafft Rixingen und Herrſchafft Mörſberg anderweit aufgericht worden. Geſchehen Straßburg den 22. Junij 1667. [LONDORPII *Acta publica* Tom. IX. pag. 684. d'où l'on a tiré cette Piece, qui ſe trouve auſſi dans Gräfflich Leiningiſche Widerlegung ſub Lit. D. in Appendice Diarii Europ. Continuat. XIX. pag. 27. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Abſatz I. pag. 731.]

C'eſt-à-dire,

Recès ulterieur conclu entre ADOLPHE JEAN *Duc des Deux-Ponts, &* PHILIPPE *Comte de Linange, au ſujet de la Comté de* Rixingen, *& de la Seigneurie de* Moersberg. *A Straſbourg le* 22. *Juin* 1667.

ZU wiſſen ſey hiemit/ demnach zwiſchen dem Durchleuchtigſten Fürſten und Herrn Herrn Adolph Johann/ Pfaltzgrafen bey Rhein/ in Bayern/ zu Gülich/ Cleve und Berg Hertzogen/ Grafen zu Veldentz und Sponheim/ der Marck/ Ravenſpurg und Rixingen/ Herrn zu Ravenſtein und Mörſberg an einem; So dann dem Hochgebornen Grafen und Herrn Herrn Philipſen/ Grafen zu Leiningen/ Herrn zu Weſterburg/ Schaumburg und Forbach/ deß H. Röm. Reichs Semper-Freyen/ Röm. Kayſerl. Maj. Rath/ ꝛc. Andern Theils am verwichenen 14. Jan. dieſes lauffenden Jahrs über die Graffſchafft Rixingen und Herrſchafft Mörſberg/ beneben aller darzu Gehördt/ ein auffrichtiger und redlicher Kauff geſchloſſen worden/ vor und um einhundert ein und zwantzig tauſend und fünffhundert Reichsthaler/ mit dieſer Bedingnuß/ daß erſt Höchſtgedachte Fürſtl. Durchl. bey einnehmung der Poſſeſſion in vorberürten Graf- und Herrſchafften alsbalden zwölfftauſend Reichsthaler/ anfolgends bey letzter Franckfurter Oſtermeß neun und viertzig tauſend und fünffhundert/ und endlichen in den dreyen nechſtfolgenden Oſtermeſſen/ jedesmals zwantzig tauſend Reichsthaler und damit die gantze Summa abſtatten und zahlen ſoll/ wie ein ſolches auß dem erſten Receſs klärlich zu erſehen.

Alldieweil aber ſeine Hochfürſtl. Durchl. nachgehends bey Verfertigung deß ordentlichen Kauffbrieffs ſothane conditionen freywillig geändert/ und nach erfolgter Bezahlung der erſten zwölfftauſend Reichsthaler nicht nur in Schweden vier und fünfftzig tauſend achthundert vier und dreiſſig Reichsthaler angewieſen/ ſondern auch bey deß Herrn Hertzogen in Lottringen Hochf. Durchl. zehentauſend Reichsthaler und bey der Univerſitet Gieſſen zwey und funfftzig tauſend Gülden Rheinl. Währung zubezahlen übernommen/ alſo nicht mehr als zehentauſend Reichsthaler im Reſt verblieben/ deren Erlegung gegen die Oſtermeß künfftigen Jahrs beliebt worden/ hingegen ſo wol Ihro Hochf. Durchl. in Lottringen als ermeldte Univerſitet Gieſſen auff die ehiſte Abſtattung jetzt angeregter Summen eiferig getrungen; Als haben deß Herrn Käuffers Hochf. Durchl. mit dem Herrn Verkauffer ſich auff das neue dahin verglichen/ daß ſeine Hochgr. Gnaden/ von denen Schwediſchen Geldern vier und funfftzig tauſend acht hundert vier und dreiſſig Reichsthaler beede Poſten entrichten ſollen/ dagegen jene verſprochen/ die mehrbedeute Gieſſiſche 52000. fl. benebenſt 2600. fl. als eine Jahrs penſion, nicht weniger die über-

ge

Digitized by Google

ANNO 1667.

ge 20000. Reichsthaler als die letzte Summ deß Kauffſchillings in der Franckfurter Herbſtmeß / oder im Herbſt künfftigen 1668 Jahrs baar gut zuthun / ſo ferne der Herr Verkäuffer alsdann mit einem ſchrifftlichen ſchein vorzeigen kan / daß Ihro Durchl. von Darmſtatt / wegen der Univerſitet Gieſſen contentirt und zu frieden geſtellet ſeyn. Falls aber dieſelbe um erſtbeſtimpte Zeit entweder nur einen Theil / oder gar nichts an dem Hauptgeld / ſondern nur die 1600. fl. penſion entrichten würden / iſt verabſchiedet worden / daß die Summa / ſo alsdann unbezahlet bliebe / ſo fort mit vier pro cento jährlich verzinſet werde / unterdeſſen die Graffſchafft Rixingen und Herrſchafft Mörßberg auff die noch reſtirende Summ verhypotheciret ſeyn und verbleiben ſolle / biß ſo lang und viel der gantze Kauffſchilling und letztere Heller bezahlt.

Dannoch aber haben ſich Ihr Hoch-Gräfl. Gnad. vorbehalten wollen / daß wann ſie nach Verflieſſung deß 1668. Jahrs I. Hoch-Fürſtl. Durchl. ein halb Jahr vorher anzeigeten / daß ſie einige Gelder von nöhten hätten / dieſelbe ſich auch nicht entgegen ſeyn laſſen würden / nach verfloſſenem halben Jahr ſeiner Hoch-Gräfl. Gnad. eine Summ von 10. oder 12000. Reichsthaler auff Abſchlag deß Kauffſchillings zu erlegen und zubezahlen: Dagegen haben ſein Hoch-Gräfliche Gnad der Herr Verkäuffer verſprochen / I. Hfl. Durchl. als Herrn Käuffer Votum & Seſſionem in Imperio, ſo wie es Ihro ratione der Graffſchafft Rixingen vormals und jetzunder gebüret / abzutretten / und würcklich einzuraumen / wie ſie dann auch ein abſonderlich Schreiben nacher Regenſpurg an den Gräflichen Wetterauiſchen Syndicum deßwegen haben außfertigen laſſen / und übrigens ſein Hfl. Durchl. von aller Anſprach wegen der zehentauſend Reichsthaler / ſo Ihr. Hfl. D. in Lottringen zuerlegen verſprochen / wie auch / was deß Herrn Landgrafen von Darmſtatt Fürſtl. Durchl. wegen der Univerſitat Gieſſen zugeſagt iſt worden / zu guarantiren. Deſſen zu Urkund und mehrer Verſicherung iſt dieſer Recess, ſo wol von deß Herrn Käuffers Hfl. D. als an ſtatt deß Herrn Verkäuffers von ſeiner Hgr. Gnad. Herrn Sohn / dem auch Hochgebornen Grafen und Herrn / Herrn Ludwig Eberharden / Grafen zu Leiningen / Herrn zu Weſterburg / Schaumburg und Forbach / deß H. R. Reichs Semper-Freyen / Röm. Kaiſ. Maj. Rath / und deß Hochlöbl. Cammergerichts zu Speyer Præſidenten eigenhändig unterſchrieben und geſiegelt / auch in duplo außgefertiget / und jedem Theil ein Exemplar zugeſtellet worden; So geſchehen Straßburg den 22. Junii An. 1667.

Adolph Johann Pfaltzgraf.
(L. S.)

Ludwig Eberhard Graf zu Leiningen.
(L. S.)

Kauffbrief / ſo Herr Philips / Graff zu Leiningen Pfaltz-Graf Adolph Johann zu Zweybrücken / uber die Graffſchafft Rixingen und Herrſchafft Mörtzberg außgeſtellt. Geben Oberbronn den 4. Febr. 1667. [LONDORPII *Acta publica* Tom IX. pag. 687. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans Gräflich Leiningiſche Widerlegung ſub Lit. B. pag. 20 in Appendice Diarii Europ. LUNIGS, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Abth. IV. Abſatz I. pag. 727.]

C'eſt-à-dire,

Contract par lequel PHILIPPE *Comte de Linange vend le Comté de* Rixingen, *& la Seigneurie de* Moersberg, *à* ADOLPHE JEAN *Duc des Deux-Ponts. A Oberbrun le 4. Fevrier 1667.*

WIr Philips / Graf zu Leiningen und Rixingen / Herr zu Weſterburg / Schauenburg / Forbach und Mörßberg / des H. R. Reichs / ſemper-Frey / Röm. Kaiſ. Mat. Rath / Bekennen und thun kund Männiglichen hiemit und in Krafft dieſes Brieffs / daß wir vor uns / all unſere Erben / Lehens-Erben und Nachkommen / mit freyem Wiſſen und Willen / wolbedachtem Muth / zeitigen vorgehabten Rath und Gutachten und Conſens unſerer Angehörigen und Agnaten / unſern mercklichen und ſcheinbaren Nutzen dadurch zubefördern / dagegen unſerm Schaden vorzukommen und zu wehren / ſonder Argeliſt oder Gefährde / betrogen / verführet oder hintergangen / eines ſtetigen / auffrichtigen ohnwiderrufflichen Kauffs verkaufft und zu kauffen geben haben / geben auch zu kauffen in aller beſtändigſter und kräfftigſter Form / Weiß und Geſtalt / wie ein immer wehrender Erbkauff in Geiſt- und Weltlichen Gerichten / Rechten und Gewonheiten beſtehen / Krafft / Macht und Beſtand hat / haben ſoll / oder verſehen werden mag / dem Durchleuchtigſten Fürſten und Herrn / Herrn Adolph Johann / Pfaltzgr. bey Rhein / in Bayern / zu Gülich / Cleve und Bergen Hertzogen / Grafen zu Veldentz und Sponh. der Marck und Ravenſpurg / Herrn zu Ravenſtein / etc. unſerm gnädigſten Fürſten und Herrn / ſeiner Hochfl. Durchl. Erben / Erbnehmen und Nachkommen / unſere gantze Graffſchafft Rixingen / und Herrſchafft Mörßberg / als nemlich unſer Behauſung / Schloß und Statt zu Rixingen / und denen darzu gehörigen Gütern / auch allen andern Dörffern / mit Namen Gämmingen / Mackern / Elbringen / Volckringen / Mitſch / Mörßberg / mit allen Zugehörungen / Rechten und Gerechtigkeiten / Wolffskirchen / Erckersweiler / Iſſinger und Berſinger Bann / Barrensdorff und einige leibeigene Underthanen in der Herrſchafft Bitſchingen. Wie auch alle hohe und Nidere Gerechtigkeiten auff dem Cloſter Rentingen / auch Höfen / Meyereyen / Landen / Leuten / Mannen / Fiſchwaſſern / Jagden / Weyhern / Waldern / Büſchen / Mühlen / Waſſerlauffen / Aeckern / Wieſen / Gärten / Weyden / Weydgängen / Zwingen / Bannen / Frevel / Bethen / Azen / Ungelden / Zöllen / Zinſen / Schatzungen / Gülten / Zehenden / Korn / Waitzen / Habern / und andern Früchten / Weingefällen / Gänſen / Cappen / Hünern / Hanen / Mühlſchweinen / hoch- und nider-Obrigkeiten / Geboten / Verboten / ſampt allen andern pertinentien und Zugehörungen / Inn- und Außgängen / in Waſſern / auff dem Land / ob und unter der Erden / auch alle Loſungen / Widerkauff und Wiederfällen / Rechten / Nutzungen / Nießungen / Actionen und Forderungen / Gerechtigkeit / Kirchen-Satz / und was ſonſten darzu gehören möchte / benand und ohnbenand / geſucht und ungeſucht / gantz und gar nichts davon / (wie auch ſolches Namen haben möchte und zu obberührter Graffſchafft und Herrſchafft gehörig iſt) außgenommen oder abgeſchieden / wie wir dieſelbe biß dato innen gehabt / beſeſſen / genoſſen / und gebraucht / oder jetzo inne haben / beſitzen / nutzen / genieſſen und gebrauchen ſollen und mögen / in keinem Weg ſonſten beſchwert / (außerhalb der Lehens-Beſchwerden) gantz frey und ledig. Geſtalten wir vor allen Dingen von dem empfangenen Kauffſchilling alle und jede darauff hafftende Schulden abzutragen uns verobligiren; Nächſt deme cediren und überlaſſen wir auch hochgedachtem Herrn Käuffers Fürſtl. Durchl. mit in dieſem Kauff die an die Cron Franckreich habende prætenſiones und darüber originaliter in Handen habende Obligationes.

Und iſt alſo ſolcher Kauff zugangen und beſchehen vor und um einhundert ein und zwantzig Tauſend fünffhundert Reichsthal. jeden zu anderhalb Gülden Rheiniſch. Wehrung / und den Gülden zu fünffzehen Batzen oder ſechtzig Creutzer gerechnet / oder deſſen Fuß und Taxt nach / in Gülden oder ſonſten guten unbenannten / aller Orten / gültigen / ohnverſchreiten Reichs- und Silber-Sorten / wie ſolche dieſe jetzige Contracts Zeit eingenommen und außgeben werden / davon uns bereits zwölfftauſend Reichsthaler baar erlegt ſind / wegen der übrigen Summ aber iſt bedungen und verabſcheidet worden / daß I. F. D von dem erſten Ziel / ſo auff Oſtern dieſes Jahrs fällig / zuforderſt der Univerſitet Gieſſen / mit 52000. fl. ſo ſie vermög deß jüngſt mit derſelben getroffenen Accords, dieſer Graf- und Herrſchafft Rixingen und Mörſberg halben / an uns zu fordern / wie auch I. D. dem Herrn Hertzog in Lottringen / wegen der jüngſt zu Widereinlöſung gedachter Herrſchafft Mörßberg / uns vorgeliehenen 10000. Reichsthalern contentiren, und dann uber dieſes / uns 54834 Reichsthaler / ſo ſich zuſammen auf neun und neuntzig tauſend / und fünffhundert Reichsthaler belauffen / aſſigniren und bezahlen laſſen ſollen. Die übrige annoch im Reſt verbleibende 10000. Reichsthaler ſollen uber ein Jahr / auf eben ſolche beſtimte Zeit / vollends bezahlt und gut gethan werden.

Sagen hierauf vor uns / unſere Erbnehmen oder Erben I. D. und deren Erben / berürter zu gutem Genügen gelieferter und in unſern Nutzen verwendeter 12000. Reichsthaler wegen / quitt ledig und loß. Haben auch hierauff ſothe hochſterwehnten Herrn Käuffers F. D. vorangeregte Frantzöſiſche Obligationes in originali zugeſtellt / nicht weniger Eingangs gedachte Graffſchafft Rixingen und Herrſchafft Mörſberg / mit aller derſelben ſpecificirten Stücken und Zugehörden würcklich abgetretten und eingeraumet / auch unſere darinn befindliche ſammtliche Unterthanen und Leibeigene an dieſelbe gewieſen / und unſers Theils aller Pflicht / Subjection oder Gehorſams ledig gezehlt / ingleichem alle Güter / Renten / Gülten / Zinß / Zehenden / und alles andere / wie es genahmt oder genennt werden mag / ſo ſie zureichen und zugeben ſchuldig ſind / ſo viel uns belanget / frey geſprochen / daß nunmehr / und fürterhin ſolche Unterthanen und Leibeigene Zinßleut / und wie ſie ſonſten ſind / ihrer obligation, Pflicht und Schuld halben ſeine Hfl. D. und dereſelben Erben tradiret und an die Hand gewieſen ſeyn ſollen. Und wir der Verkauffer / wie vorſtehet / haben den Hrn. Käuffer / und ſeiner Hfl. D. Erben deſſen alles / wie ob ſpecificirt, in ſolche redliche und leibliche / nützliche / würckliche / ruhige Poſſeſſion, Gewehr und Gewalt geſetzt / geſtellet und gelaſſen / hingegen uns und unſere Erben / mit unſerem guten Wiſſen und freyen Willen / ohne alle Vervortheilung / darauß geſetzt / daran (nach völlig bezahltem Kauffſchilling / der einhundert ein und zwantzig tauſend fünffhundert Reichsthaler) nunmermehr und zu ewigen Tagen / Forderung / Anſpruch noch Gerechtigkeit zu haben noch zu gewinnen / ſondern der Hr. Käuffer und ſeiner Hfl. D. Erben ſollen und mögen dieſe ermeldte Graffſchafft Rixingen ſamt allen denen darzugehörigen Stücken / nichts zumalen außgenommen / fürterhin haben / nutzen / nieſſen / gebrauchen / beſitzen / und damit thun und laſſen / als mit andern I. Hfl. D. eigenen Gütern / ohngehindert unſer / unſerer Erben / Erbnehmen und Männiglichs von unſertwegen / dann wir uns und unſere Erben / dem Hn. Käuffer

Digitized by Google

ANNO 1667.

und ſeiner Durchl. Erben / zu rechtmäſſiger / und redlicher guter Wehrſchafft hiemit zum allerkräfftigſten obligiret und verſchrieben / alſo und der Geſtalt / da dem Hn. Käuffer oder ſeiner Hſl. D. Erben ſothaner verkaufften Graf- und Herrſchafft / über kurtz oder lang von jemand / wer der wäre / hohes oder nidrigen Standes / einiger Eintrag oder Verhinderung geſchehen / oder zugefüget werden wolte / oder / auff den Fall ſich einige verſeſſene oder hinderſtändige Zinſe / Gülten / Verpfändungen oder anders / wie das Namen haben möchte / befunden ſolte / ſo dem Hn. Käuffer nicht namhafft gemacht worden / daß wir oder unſere Erben jederzeit / gegen männiglichen wo / wann / wie offt das von nöthen ſeyn wird / vor allen Leuten / Gericht / Geiſt- und Weltlichen vertretten / und in alle Weg ſchadloß halten ſollen und wollen. Solches alles verſprechen wir bey unſern Gräflichen Worten / Treuen und Ehren / auch bey Verpfändung unſerer andern Graf- und Herrſchafften / und ſonſt aller anderer beweg- und unbeweglichen Güter / ſo viel hierzu vonnöthen.

Darauf haben wir dem Herrn Käuffern zugeſtellt die Schlüſſel zu ſolchem Schloß und Hauß zu Kirringen und deſſelben Gebäuen / auch alle Brieff und Schrifften / ſo über gemelte Graf- und Herrſchafft und ihre Gerechtigkeit beſagend / in unſerer Gewalt geweſen; Ob aber von uns oder unſern Erben / in künfftigen Zeiten / einige Brieff / Regiſter / Vidimus, Tranſumpta, Rottel oder Urkunden / über obbeſtimbte Graf- und Herrſchafften / oder derſelbigen zugehörigen Gütern ſamt und ſonders wiſſend in unſern Archivis zu Alten Leiningen / oder hier zu Oberbronn gefunden würden / die ſollen und wollen wir offtgenanten Herrn Käuffern und ſeiner Hſl. Dl. Erben / ohne alle Um- oder Widerrede / gleichfals zu ſicheren Handen geben und überantworten / und ob die nimmermehr gefunden würden / noch vorhanden wären / ſollen ſie uns oder unſern Erben / doch zu keinem Vortheil / Nutzen oder Gerechtigkeiten / auch den Hrn. Käuffern / und ſeiner Hochfſl. Durchl. Erben zu keinem Nachtheil oder Schaden kommen oder dienen; Da aber briefliche Urkunden / welche nicht allein über vielberürte Graf- und Herrſchafft / ſondern auch zugleich über unſere anderer Oerter gelegene Güter oder Gerechtigkeiten / ſagen und weiſen thäten / erfunden und vorhanden wären / dieſelbe ſollen in eine Truhen verwahrlich zuſammen gelegt / und an den Ort / wohin wir begehren / gebracht werden.

Wir haben auch vor uns und unſere Erben / bey unſeren wahren Worten / Treuen / Gräfl. Ehren und Glauben verſprochen und ſagen zu / in Krafft diß Briefs / dieſen erblichen ohnwiderruflichen Kauff / auch alles in dieſem vor und nachgeſchriebenen / ſtet / veſt / und unverbrüchlich zu halten / und darwider nimmer zu reden / in keinem Weg / weder mit oder ohne Recht / heimlich noch öffentlich / oder ſonſten auf ander weiß / ſonder den Herrn Käuffer und ſeiner Hochfſl. Durchl. Erben ruhig darbey laſſen und zuvertretten / vor allen Leuten / Richtern / und Gerichten / Geiſt- oder Weltlichen / alſo alles das zuthun / was zu einer erbarn und redlichen / ohngefährlichen aufrichtigen Wehrſchafft gehöret und ſich gebühret / ſo lang und viel / biß der Hr. Käuffer und ſeiner Hochfſl. Durchl. Erben zu ruhiger / vollkommener und ohnangefochtener Beſitzung in recht genug daran erlangt. Hierwider ſolle uns und unſere Erben auch Erbnehmen nit ſchirmen künfftige Veränderungen der Käuffen in Glaubens- oder andern weltlichen Sachen ſo ſich zutragen möchten / auch kein Geiſtlich oder Weltlich / Kayſerlich Chur- oder Fürſtlich noch anderer Obrigkeiten / Freyheiten / Gnad / Gericht oder Recht / geſchriebenes oder ungeſchriebenes Verbott / Burgrecht / noch das Kayſerliche Cammer- oder Hofgericht / Bündnüß / Satzung / Statuten / Ordnungen / noch Gewonheiten / Tröſtungen / noch Glaid / von wem das wäre / noch ſonſten andere Einreden / Exceptionen, Fund / Liſt / oder Gefährde / die wir oder unſere Erben erdencken / und nemlich ſprechen möchten:

Als wären wir über den halben Theil eines rechten Werths vervortheilet / verführet / oder ſonſten betrüglich hintergangen / oder wir hätten die Sach nicht verſtanden / und daß der Nutzung mehr als deß Hauptgelds / oder daß wir nicht Macht gehabt dieſen Verkauff zuthun / oder daß es ein Anlehen; Dann wir uns aller ſolcher Behulf und Einrede / wie die erdacht / oder fürder immer erdacht werden möchten / auch deß Rechtens (ſo gemeiner Verzeihung ohne vorhergehende Sonderung widerſpricht) ſamt allen andern Freyheiten / Privilegien und Beneficien, ſo hierwieder dienlich ſeynd / oder aufgebracht werden möchten / auch oberzehlten alles wiſſentlich und wolbedächtlich verziehen und begeben haben / vor uns und alle unſere Erben / alle Gefahr und Argeliſt hierinnen gäntzlich vermitten und außgeſchieden / jedoch mit dieſer außtrücklichen condition, Beding und Vorbehalt / daß offtangezogene Graffſchafft Kirringen / und Herrſchafft Mörſiberg / mit allen ihren Obrigkeitlich- und Gerechtigkeiten / Ein- und Zugehörungen / nichts davon außgenommen / omni meliori jure & modo, uns / unſern Erben / Lehens-Erben und Nachkommen / vor obbeſtimpten Kauffſchilling / vom erſten biß auff den letzten Pfenning / und biß wir denſelben / ſamt ohnverhoffenden / à ſolutionis ceſſatione cauſirtem Intereſſe, Koſten und Schaden allerdings und vollkommentlich befriediget / und klag-loß geſtellet worden / ſpecialiter expreſſè (wie dann wir / auch alle unſere Erben und Nachkommen anderer Geſtalt unſere gerechtſame an denen vielberührten Graf- und Herrſchafften und dero appertinentien, nicht cedirt, ſondern beſter und beſtändigſter maſſen reſervirt haben wollen /) hypothecirt und verhafft ſeyn und bleiben ſollen / alſo und dergeſtalt / daß wir in dem ohnverſehenden Fall / der außbleibenden und nicht erfolgenden Bezahlung / Krafft dieſer Obligation und Kauffverſchreibung / ohne einige gerechtliche Solennitäten und Proceſſen, befreyt ſeyn und ein bereits erlangtes Recht haben ſollen / ſothane Graf- und Herrſchafften als unſer Unterpfand anzugreiffen und anderwerts zu verkauffen / ſo lang und viel / biß wir wegen des völligen Kauffſchillings / ſamt dannenhero verurſachten Koſten und Schaden / allerdings content und zu frieden geſtellt ſeyn.

ANNO 1667.

Deſſen alles zu wahrer Urkund / ſtet / veſt / und Genehmhaltung / haben wir eingangs benandter Verkauffer / und unſer freundl. geliebter Sohn / Ludwig Eberhard Graf zu Leiningen und Kirringen / ꝛc. ꝛc. Deß Kaiſ. Cammergerichts zu Speyer Præſident, dieſen Kauff- und Gewähr-Brieff / mit eigenen Handen underſchrieben / und unſer Gräfl. angebornes Secret und Inſiegel wiſſentlich daran hencken laſſen. So geben und geſchehen Oberbronn den 4. Februarii in dem Jahr nach Chriſti unſers lieben Herrn und Seligmachers Geburt 166 .

(L. S.) Philips / Graf zu Leining und Kirringen.
(L. S.) Ludwig Eberhard / Graf zu Lein. und Kirring.

II.

30.Janv.

Induciæ ad XIII. *Annos initæ inter* JOANNEM CASIMIRUM *Regem Poloniæ, &* ALEXIUM MICHAYLOWITZ *Czarum & Magnum Ducem totius Ruſſiæ, quibus controverſiæ circa Limites aliaſque res quamplurimas, componuntur, &* Smolensko *ac Principatus* Severiæ *Czareæ Majeſtati relinquuntur. Actum Denewnæ Andruſoviæ die* 30. *Januarii* 1667. [CHWALKOWSKI *Jus Publicum Regni Poloniæ* pag. 354. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans LONDORPII, *Acta publica* Part. IX. Lib. X. Cap. CCXXVIII. pag. 489. par extrait en Allemand, & dans GASTELIUS *de Statu publico Europæ noviſſ.* Cap. V. pag 96. auſſi par extrait, & en Allemand.]

SEreniſſimi & Magni Domini, Joannis Caſimiri, Dei gratia Regis Poloniæ & Sueciæ, Magni Ducis Lithuaniæ, Ruſſiæ & aliorum Suæ Majeſtati ſubjectorum, atque omnium Statuum Reipublicæ, utriusque Gentis Regni Poloniæ, ac Magni Ducatus Lithuaniæ tam Eccleſiaſticorum, quàm Secularium, Nos Magni & cum plena Poteſtate Legati ac Commiſſarii Georgius Carolus Hlebowicz in Dobrowna, Generalis Ducatus Samogitiæ & Borriſſovienſis Capitaneus, &c. &c.

Ex Mandato Sereniſſimæ Majeſtatis Domini Noſtri Clementiſſimi, & ex Commiſſione totius Reipublicæ, una cum Dei gratia Magni Domini Czari & Magni Ducis Alexii Michaylowicz, totius magnæ, parvæ & Albæ Ruſſiæ Autocratoris, atque multorum Dominiorum ac Terrarum Orientalium, Occidentalium, Septemtrionalium, Hæredis & Succeſſoris, & Domini ac Dominatoris, ejusque Czareæ Majeſtatis, magnis ac cum plena Poteſtate Legatis, cum Illuſtriſſimo & Illuſtriſſimis Caſtellano & Locumtenenti: Athanaſio Laurentide Ardino Naſzczokin, &c &c. congregati: Inter Smolenscum & Mſciſlaviam propè Fluvium Hlarodna, in Pago Andruſovia cum magna & ſingulari cura ab utrinque propoſuimus, ut tam inter Sereniſſimum Magnum Dominum noſtrum, ejusque Regiam Majeſtatem, interque Regnum Poloniæ ac magnum Ducatum Lithuaniæ ac univerſam Rempublicam, quam inter Dominum ejusque Czaream Majeſtatem ac Ducatum Moſchoviæ, omnes ſimultates & differentiæ (quæ præteritis annis exortæ, demum in publicam hoſtilitatem, bellum & ſanguinis effuſionem eruperant) componerentur, & Amicitia ſtabiliretur. Et quamvis nunc propter multas utrinque occurentes mutuas difficultates æterna Pax inter hos Magnos Dominos noſtros concludi non potuerit: tamen intuentes eorundem Magnorum Dominorum noſtrorum inclinationem, atque iis ſubjectorum Dominiorum ab utrinque Sanctæ Pacis deſiderium; quemadmodum initio hujus noſtræ Commiſſionis de armorum ſilentio conſtitutionem mutua fide ſtabilimus, ſolicitam & non interruptam æternæ vel temporaneæ Pacis curam polliciti: ita etiam plena à Magnis Dominis pro Sancta Pace firmanda in Nos collata, poteſtate uſi, reſpiciendo in feliciora tempora, in quibus ſupra nominata Amicitia in effectum deduci, atque inter Magnos Dominos, eorumque Dominia firma Pax evaleſcere poſſet, in hæc Puncta in trigeſimo primo Congreſſu, hoc eſt 30. Januarii juxta Calen-

ANNO 1667.

Calendarium noſtrum convenimus, eaque ab utrinque conſtituimus.

I. Ut Induciæ ab anno currenti, à Nativitate Filii Dei computando, hoc eſt, ab Anno 1667. à condito verò Mundo 7175. à Menſe Junio per annos tredecim ſine interruptione ſibi ſuccedentes usque ad Annum à Nativitate Filii Dei 1680 à condito verò Mundo 7188. ſimiliter ad menſem Junium ultimæ ſint. Atque per hos Induciarum ab initio noſtri Tractatus & Conventionis annos, usque (quod Deus præſtet.) ad perpetuam eliminationem omnium diſcordiarum (quæ ad hoc tempus & diem, ad concluſionem præſentium Induciarum, ab initio præteriti Belli, per arma & quaſcunque alias ſimultates intervenerunt) utraque Pars plene pacificata, ab omni vindiciarum & injuriarum memoria abſtinere: & præſenti firma Induciarum conſtitutione inter Sereniſſimum Magnum Dominum ejusque Regiam ac Magni Domini Czaream Majeſtates, interque Magna eorum Dominia, Terras, & Arces, tam inter illas quæ antiquitus ad quamcunque partem pertinebant; quam inter Bello acquiſitas, quæ in præſenti Induciarum Tractatu cuicumque obtigerunt, interque Subditos & homines utriusque Partis renovata, ſtabilita & confirmata inviolabilis Amicitia, juxta præſens Compromiſſum & Statutum, integrè absque ulla imminutione per hos omnes Induciarum Annos ſuperius expreſſos firmiter & conſtanter conſervari: & ſicut Sacra Regia, ita & Czarea Majeſtas inter ſe in omnibus modis mutuum bonum velle & Frater Fratri meliora quærere, atque in omnibus ſincere ſecum agere & procedere debent.

II. Sereniſſimæ verò ac Sacræ Regiæ Majeſtatis, ſicut & Magni Ducis Czareæ Majeſtatis perſonales Dignitatis & Juriſdictionis Tituli, ad utrumque in eorum propriis Litteris ac quibuscunque Scripturis ſcribi debent juxta formam ab initio hujus Inſtrumenti & Cautionis exaratam, ſine imminutione & immutatione tamdiu donec, auxiliante Deo, perpetua Pax ſtabiliatur. Similiter Senatores Palatini, Duces Exercituum, & cujuscumque Magiſtratûs, ac Conditionis homines, in limitaneis Dominiis & Arcibus habitantes, quorum, & ubi ſcire intererit. Ex alia quoque parte Nobiles & Palatini & Judices ex Mandato ſuorum Magnorum Principum perſonales eorundem titulos in quibuscunque Scripturis, juxta præſentem Conſtitutionem, uti ab initio expreſſum eſt, ſcribere debent; id caventes, ne ulla inimicitiarum præbeatur occaſio. Singulæ quoque expeditiones ex Cancellaria S. R. Majeſtatis & aliorum in Confiniis Regni Poloniæ & Magni Duc. Lithuaniæ habitantium non Ruthenico, uti fiebat ante Bellum, ſed Polonico Idiomate, uti hactenus per moderni Belli tempus obſervabatur, prodire debent.

III. Quæ porro Arces, Terræ hoc proximo Bello à Regno Poloniæ & Magno Ducatu Lithuaniæ ſunt avulſæ, & remanent in poſſeſſione & ſub Juriſdictione Czareæ Majeſtatis, hoc eſt Smolenſcum cum univerſo Severienſi Ducatu, cum Arcibus & particularibus locorum attinentiis, quæ ſunt ex hac parte a Vitepſcenſibus, Polocenſibus, ex parte vero Livoniæ à Lucinenſi localibus attinentiis, Smolenſcum usque uti Dohorobuzium, Biala, Nevelium, Sebezia, Kraſno, etiam Wielizia (quamvis antiquitus ad Palatinatum Vitepſcenſem pertinuerit) cum ſuis item particularibus locis ac attinentiis: ex alia vero parte, in qua ſunt Arces Severienſes, circa Czernihoviam omnes Arces & Terræ quibuscunque nominibus nuncupatæ, omnes relinqui debent in ſorte Czareæ Majeſtatis. Ad ſortem vero S. Regiæ Majeſtatis a Boryſthene ſub Kijovia, & per omnem Regionem ad limites Putiulenſes, nulla Arx, nec Civitas nec Latifundium pertinebit. Non prætergrediendo tamen limites Palatinatuum Vitepſcenſis, Polocenſis, & Mſciſlavienſis; Similiter Diſtrictuum, Orſenſis, Mozyrenſis, Rzeczycenſis, Braclavienſis, uti & limites Livoniæ, cum ea, qua ab antiquo continebantur, circumferentiâ cum omnibus particularibus attinentiis, Pagis, fundis ex utraque ripa Boryſthenis ac Dunæ & aliorum ſitis; ad Palatinatus & Diſtrictus in poſſeſſione S. Regiæ Majeſtatis remanentes pertinentibus; excepta Witiziâ, quæ Pacis Sanctæ cauſa à Palatinatu Vitepſcenſi avulſa, in ſorte Czareæ Majeſtatis præſenti Tractatu ad annos Induciarum collocata eſt. In ſuperiori verò parte Boryſthenis, quæ comprehenditur titulo Zaporohorum ſeu limitum Boryſthenis, & ejus loci Coſaci, in quibuscunque eo loco præſidiis, munitionibus, ſepimentis, & ſedibus degant, pertinere debent ad obedientiam & protectionem utriusque Magni Principis noſtri ad commune illorum obſequium contra imminentem (quam Deus avertat) Biſurmanicam potentiam. Omnibus tamen cujuscunque conditionis Indigenis in ſorte Czareæ Majeſtatis & in locis, quibus per hos Tractatus ad certum tempus ceſſimus, manſuris, liberum ubique debet eſſe Religionis Catholicæ exercitium, ſine ulla, de peracta in domibus propriis devotione, moleſtia. Similiter omnibus, cujuscunque conditionis hominibus, in ſorte Sac. Reg. Majeſtatis in locis per præſentes Tractatus conceſſis, manſuris, liberum debet eſſe Religionis Græcæ Exercitium, ſine ulla expediendorum Pietatis officiorum præpeditione.

ANNO 1667.

IV. Cavemus & hoc, ne ulla de Coſacis Ukrainenſibus ex hac parte Boryſthenis à Pereaslavia habitantibus, vindicta ſumatur, ea de cauſa: quia aliqui in partem S. Regiæ Majeſtatis & Reipublicæ tranſire ſoliti erant. Coſacos vero omnes ex altera ripa Boryſthenis à Kiovia habitantes, Czarea Majeſtas à juramento fidelitatis abſolvit: neque eos in ſuam protectionem recipiet, neque ad Civitates & Arces ſuæ Juriſdictionis admittet aut admitti permittet per totum tempus Induciarum. Similiter S. R. Majeſtas Coſacos ex altera ripa Boryſthenis a Pereaſlavia degentes in protectionem ſuam non recipiet, neque ad Civitates & Arces ſuæ Juriſdictiones per hoc Induciarum tempus admittet, aut admittere jubebit.

V. Civitas Kiovia cum Monaſterio, dicto Pieczary, cum ſua circumferentia ac circumjacentibus & vicinioribus Monaſteriis & cum paſcuis, quæ Incolæ Monaſteriorum in campis habent, & cum ingreſſu pro omni domeſtica neceſſitate, in eam Boryſthenis ripam in qua ſituata eſt Kiovia, non ultra milliare, ut integre cum ſatisfactione in Latifundiis & Sylvis, pro Arcis & Monaſteriorum habitatoribus, tam à circumjacentibus, quam à pauperibus conſervetur per tempus inſtitius de deducendo Præſidio Czareæ Majeſtatis ex eadem Arce Kiovienſi, & de reſtitutione ejusdem cum iisdem locis expreſſis in ſortem S. R. Majeſtatis, condictum & deſcriptum.

VI. Ex occupatis verò Bello Arcibus & Terris reſtituendæ ſunt in ſortem S. R. Majeſtatis Arces & Civitates, Polocia, Vitepſcum, Duneburgum, Lucinum, Rzeczyca, Margenhauſum, cum tota Livonia Meridionali; cum omnibus omnium Arcium prænominatarum Attinentiis, antiquitus ad easdem ſpectantibus excepta Wielizia. ab antiquo Vitepſcum pertinente: Ex his autem Arcibus, in quas recenter poſt earum occupationem, Græcarum Eccleſiarum Apparamenta, Imagines, Libri & alia; item Tormenta, Ammunitiones, varii generis Arma, item homines Aulici, Incolæ ex Ruſſia adventitii; item pecuniarum Theſaurus, Victualia ex Moſchovia invecta fuerunt; ad Arces Czareæ Majeſtatis, in vicinia ſitas, per vecturas publicas, ad Confinia harum attinentiarum deportari debent. Antiqua vero harum Arcium Tormenta, Inſtrumenta munitionum ſeu Ammunitiones, Arma, quæ nunc ſunt in iisdem, ſimiliter & earum Indigenæ ac Nobiles in ſuis ſedibus, tempore ceſſionis & traditionis harum Arcium relinqui debent. Hæ ſupra nominatæ ac reſtituendæ Arces, Polocia, Vitepſcum, Duneburgum cum Livonia & aliæ ſuperius expreſſæ, cum aliis locis & attinentiis Usviatâ, Suraziâ Jezierſciâ, debent tradi in ſortem S. R. Majeſtatis & Reipublicæ, in Anno à Nativitate Chriſti currenti 1667 menſis Maji 10. die juxta novum Kalendarium, per Commiſſarios tam a S. Regia quam à Czarea Majeſtate deputatos. Hujusmodi verò hominibus, qui publicas vecturas facturi ſunt, aut eorum jumentis, nulla vis & injuria à Subditis Czareæ Majeſtatis fiet. Nobilibus in his reſtituendis Attinentiis, ſtatim poſt concluſionem Tractatuum præſentium, ſua bona occupare liberum erit: in quibus pacificam habere habitationem debent, ſine præpeditione à Subditis Czareæ Majeſtatis in Fortalitiis usque ad earum evacuationem, relictis. Similiter Subditi Czareæ Majeſtatis relicti in Fortalitiis, quoad omnia à Subditis S. Reg Majeſtatis donec ex iisdem deducantur Fortalitiis, in pacifica & ſecura poſſeſſione permanebunt.

VII. Ipſa Kiovia Arx cum iisdem Monaſteriis, Pieczarii dictis, & cum aliis penes Kioviam relictis adjacentiis, ſimiliter cum omni veteri armatura, cum qua olim Kiovia in partem Czareæ Maj. accepta; cum proviſione tum temporis ibidem inventa, in ſortem S. R. Majeſtatis & Reipublicæ reſtitui & evacuari mundarique debet, ante primam de perpetua Pace commiſſionem, in his Induciarum annis, hoc eſt, poſt duos annos à præſenti Tractatu computando in Anno Deo dante 1669. in menſe Aprili die 15. juxta novum Calendarium occurrente; tandem ante hanc emundationem & evacuationem Kioviæ, ejuſque reſtitutionem in ſortem S. Regiæ Majeſtatis & Reipublicæ debet fieri à Magnis Dominis Noſtris mutua per Internuncios, per Commeantes Literas denunciatio; ut uni Parti de traditione, alteri vero de receptione conſtet. Et quamvis hæc denunciatio non fieret: tamen Arx Kiovia in ſortem S Regiæ Majeſtatis & Reipublicæ in termino nunc deſignato reſtitui, ejuſque ceſſio fieri debet. Quæ quidem Arx Kiovia per hos duos Annos, per quos in poſſeſſione Czareæ Majeſtatis permanebit, debet habere robuſtum ex Exercitu Czareæ Majeſtatis Præſidium tam contra Paganos, quam contra diſſenſos Coſacos: quo tempore neceſſaria, tam in commeatu quam in ammunitione, Czarea Majeſtas, miniſtrari præcipiet. Et pro hoc, reſtituendo & cedendo Kioviam, nullam compenſationem à S. Regia Majeſtate & à Republica requiret. Quod verò attinet ad armorum genera ex diverſis Arcibus, & Civitatibus, tam S. Reg. Majeſtatis, & Reipublicæ, quam privatorum Indigenarum Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuaniæ per hoc Bellum & in variis conflictibus ab utrinque occupatorum, hanc materiam ad Tractatum de perpetua Pace differimus.

VIII. Omnia Scripta publica, ſicuti & Libri Caſtrenſes, Tribunalitii & Magdeburgenſes, eorumque Acta; præterea Munimenta, Privilegia, Metricæ Bibliothecæ, & libri Eccleſiarum tam Romanæ quàm Græcæ; Vilnæ & in aliis Civitatibus & in variis Locis Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuaniæ per hoc Bellum accepti, quidquid eorum inveniri poterit tam privatorum quam publicorum, præſertim à Diſtrictibus & Palatinatibus tempore Belli ad ſuam Czaream Majeſtatem cum promiſſione ſubjectionis & fidelitatis expeditorum (qui per præſentes Tractatus caſſantur, & annihilantur in perpetuum) nullos penes ſe retinendo reſtituere ac omnes collectos, ſummum intra ſex menſes, vel quàm primùm colligi poſſunt, in Confinia ſua Czarea Majeſtas remittere mandabit: præmonita S. Regia Majeſtate, per proprias Litteras, ut pro his omnibus recipiendis ſuum expediat Commiſſarium. Munumenta verò & libri omnes Palatinatuum Smolenſcenſis, Czernihovienſis, & Diſtrictus Starodubenſis, non expectando tempus Induciarum intra 12. ſeptimanas poſt jurata Pacta, quicunque inveniri poterunt, collecti, Deputatis à S Regia Majeſtate Commiſſariis, in Confiniis, ſicut & Palatinatus Kiovienſis Munimenta & Libri, præmiſſis à S. Regia Majeſtate Monitoriis Literis, reſtitui & tradi debent.

IX. Quod autem ſpectat ſupellectilem, & res Eccleſiarum, tam Romanæ quam Græcæ, Deo ad honorem conſecratas & dicatas, uti ſunt varii generis Vaſa, Reliquiæ, præcipue partes Ligni S. Crucis Lublini acceptæ, diverſæ Imagines, ac Ornamenta Eccleſiaſtica: hæc omnia quidquid eorum in Dominiis Czareæ Majeſtatis colligi poterit, ſummum intra unum annum præmiſſâ mutuâ Magnorum Dominorum noſtrorum denunciatione reſtituentur. De Campanis externis S Regiæ Majeſtatis & Reipublicæ. in Moſchoviam & Terras Czareæ Majeſtatis erectis, in prima Commiſſione per Magnos utrinque & cum plena Poteſtate Legatus agetur.

X. Et quia inter nos, S. Regiæ Majeſtatis & Reipublicæ ac Czareæ Majeſtatis Magnos Legatos non exigua intercedebat difficultas de eliberatione Captivorum; & hanc tali modo facilitavimus & conſtituimus. Imprimis omnes Agricolas ac homines utriusque ſexus, agreſtibus laboribus addictos, ex Terris S. R. Majeſtatis tam Regno Poloniæ, quam M. D. Lithuaniæ in captivitatem abductos manere debere ſub Dominio & in partibus Czareæ Majeſtatis per omnes annos Induciarum aut viciniores, ſi maturius, auxiliante Deo, perpetua Pax in quacunque ex inferius nominatis Commiſſione, concluſa non fuerit. Quod verò alios captivos attinet, ſcilicet omnis generis Cives, qui recenſeri inter homines Aulicos non poſſunt, ex diverſis Civitatibus ac Oppidis S R. Majeſtatis; ſimiliter Judæos qui Religionem Græcam ſuſceperunt, per hoc Bellum ab ejusdem initio in Moſchoviam abductos: ita inter nos convenit: Quandoquidem Czareæ Majeſtatis Magni Legati non poterant modo de eliberandis ejusmodi hominibus quidquam nobiscum concludere. Nobis etiam S. Regiæ Majeſtatis Legatis & Commiſſariis difficile fuit concedere, ut hæc difficultas juxta requiſitionem Czareæ Majeſtatis Magnorum Legatorum nunc complanaretur. Igitur Magni & cum plena Poteſtate Legati S. Regiæ Majeſtatis, pro confirmatione præſentium Tractatuum ad annos Induciarum per nos concluſarum, ad Czaream Majeſtatem juxta Conventionem noſtram expediendi, id negotium in Metropoli Moſchoviæ, in præſentiâ & coram Czarea Majeſtate perfectè component, & uti oportet, paciſcentur.

XI. Omnes verò alii captivi, ab initio præſentis Belli abducti, tam Eccleſiaſtici quam Seculares, Equeſtris ac Militaris conditionis, ſeniores ac juniores, lixæ militares, omnis conditionis, ſexus & Religionis homines, ſimiliter Coſaci Ukrainenſes, Tartari S Regiæ Majeſtatis Subditi, Nobiles privati, & omnes alii Aulici, etiam in Magno Ducatu Lithuaniæ in Bonis vel domibus ſeu in conflictu, in Arcibus, Civitatibus, & ubicunque captivati; (quamvis nunc carceribus hæreant incluſi, aut in obſequio Czareæ Majeſtatis ac D D. Nobilium hæreant: quamvis in Terris Czareæ Majeſtatis cum Ruthenicis perſonis Matrimonia contraxerint, vel Religionem Græcam receperint; aut in Aulis Ducum ac Principum ſub Juriſdictione Czareæ Majeſtatis degentium, aut apud Cives in Civitatibus operas ſuas locaverint: Similiter Judæi, qui fidem ſuam Religioni Ruthenicæ non addixerunt) omnes cum Uxoribus ac Liberis, cum rebus eorum mobilibus, nemine celato, neque ad manendum coacto, bona fide in Terras S. Reg. Majeſtatis liberari & dimitti à Czarea Majeſtate jubebuntur. Qui verò ultrò in ſorte Czareæ Majeſtatis manere vellent, liberum eis erit. Quæ autem Polonicæ & Lithuanicæ Nationis fœmina & Judæa copulata eſt Matrimonio Viro Rutheno, omnes penes ſuos Maritos manere debent in Terris Czareæ Majeſtatis. Similiter omnes captivos ex partibus Czareæ Majeſtatis, omnis conditionis & ſexus homines qui in Regnum Poloniæ & Magnum Ducatum Lithuaniæ ex vario conflictu ſunt abducti, & in Arcibus Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuaniæ hærent, item eos, qui tempore Belli Turcici tranſibant in Poloniam, & nunc in Regno Poloniæ in obſequio S. R. Majeſtatis; vel in domibus aut Bonis Senatorum Nobilium, & in Civitatibus apud Cives laboribus exercentur: hos omnes S. R Majeſtas in Terras Czareæ Majeſtatis in Moſchoviam neminem celando, aut ad remanendum adigendo, bona fide libertos abire, & dimitti præcipiet. Qui verò ſub Juriſdictione S. Reg. Majeſtatis ultro manere cuperent, liberum eis debet eſſe. Hæc eliberatio & manumiſſio utrinque præſtari debet vicinioribus captivis, non exſpectando remotiores ex Civitatibus Regni Poloniæ, & Magni Ducatus Lithuaniæ, ſcilicet ex vicinioribus Civitatibus expedientur ad conterminas Arces Czareæ Majeſtatis intra duas Septimanas: ex remotioribus intra Menſem vel duos; longius & remotius adhuc abducti intra medium annum à concluſione præſentium Tractatuum. Similiter ex Ducatu Moſchoviæ; ex Arcibus Smolenſco, Vitepſco, Polociâ, Duneburgo, & aliis proximioribus, etiam Ukrainenſibus intra duas ſeptimanas: & Metropoli Moſchoviæ intra menſem, ex ultra Moſchoviticis propioribus Arcibus, intra duos Menſes, & remotioribus Arcibus intra quatuor menſes: ex Aſtracania intra medium annum, à concluſione horum Tractatuum computando. Ex Sibiria verò, & remotiſſimis Sibiriæ Arcibus colligi ad dimittendum debent intra annum vel quam primum fieri poterit. Per fines autem præmiſſa ad conterminos Palatinos & Præfectos denunciatione, omnibus ſine detentione liber præſtari tranſitus debet. Eodem modo ſi captivi Moſchoviticæ Nationis in Regno Poloniæ, vel M. Ducatu Lithuaniæ Fidem Catholicam recepiſſent, & Matrimonia contraxiſſent; nihilominus vellent in Moſchoviam redire; tunc illis liber ſicut ad Patriam Terram reditus abſque ulla difficultate cum Uxoribus & Liberis, & cum omnibus mobilibus concedetur.

XII. Et in his Induciarum annis, juxta inclinationem Magnorum Dominorum noſtrorum, eorumque fraternam charitatem ac utriusque Nationis perpetuæ Pacis deſiderium convenimus & concluſimus: ut utrinque ad mutuos Congreſſus mittantur Magni & cum plena Poteſtate Legati & Commiſſarii cum Inſtructionibus plenam Poteſtatem continentibus, numerando à Menſe Junio præſentis anni in futuro, Deo dante à Nativitate Chriſti 1669 Menſe Junio: juxta vero vetus Calendarium Anno 7177. Quod ſi in hoc primo Conventu & Commiſſione perpetua Pax propter occurrentes difficultates concludi non poſſet, tunc altera Commiſſio & Conventus inſtitui debebit intra quinquennium: ſcilicet Anno à Nativitate Chriſti 1674. in Menſe Junio, & juxta vetus Calendarium Anno 7182. Si vero neque in hac ſecunda Commiſſione perpetua Pax concludi poſſet: tunc non deſperando de perpetua Pace, ambo Magni Domini per ſuos Legatos, Principes Chriſtianos invitare pro Mediatoribus

debent

Digitized by Google

Anno 1667.

Anno 1667.

debent qui tunc utrique Magno Domino videbuntur neceſſarii: idque vel ex mutuo conſenſu; vel ſi alicui ex illis ex ſua parte ab iiſdem Chriſtianis Principibus videretur, Magni Legati ad diſcernendam & ſopiendam perpetuo controverſiam, pro tertia Commiſſione, ſcilicet in anno 1678. juxta novum Kalendarium in Menſe Junio, juxta verò vetus in Anno 7186. impetrandi. Quod ſi (quod Deus avertat) & tertia Commiſſio cum Mediatoribus in concluſione perpetuæ Pacis ſuum non conſequeretur effectum; & ex occurrentibus difficultatibus videretur Dominis Mediatoribus differendus Tractatus: tunc utrique Magni & cum plena poteſtate Legati, Mediatores cum omni honore expedient: ipſi verò cum bona ſpe different Commiſſionem ad Annum 1680. juxta novum Calendarium & juxta vetus ad Annum 7188. Menſem Junium, & in his ultimis duobus annis Magnis Principibus & Dominis noſtris liberum erit ſtudium & conatus circa renovandam per Legatos, aut etiam prorogandam ad ulteriores annos temporaneam Pacem. Bellum vero & effuſio ſanguinis, & devaſtatio terrarum utriuſque Monarchæ, adhibita omni tacitâ induſtriâ, permitti non debet: imo Pax omni Chriſtiano conatu & diligentia teneri; Bellum verò, adhibitis Internunciis ad ullas Limitaneorum querelas, quas componi oportet, nullatenus excitari.

XIII. Conventum etiam eſt, quia per prolongatum præſentis Belli tempus, limitanearum Arcium Incolæ, antiquos transgreſſi limites, in Attinentiis earundem Sylvas exciderunt, earumque terminos deleverunt: ut huic incommodo provideatur, utrinque in præſenti anno confirmatarum ab utroque Monarcha Induciarum, bini & bini Limitum Judices & Commiſſarii, nimirum Smolenſco & Vitepſco aliiſque Arcibus & Terris, cum Literis plenæ Poteſtatis mittentur: atque in Menſe Septembri, poſt mutuam de loco Conventus denunciationem congregati, viros provectæ ætatis, Limitumque peritos, ex quibus Civitatum, Pagorum, Terrarum, Sylvarum antiquos terminos deſtructos intelligant, advocabunt. Quoſque illi aſſignaverint læſos terminos iidem Commiſſarii jubebunt emendari & novos erigi, imperabuntque ſevere loci illius Incolis, ne ulla ex parte limites & termini amplius violentur.

XIV. Quæcumque autem ex parte diſcoli & inobedientes inventi fuerint, ii ad proximos Limitum Palatinos, vel vices eorum gerentes, deferantur, quibus poſt factam inquiſitionem abſque ulla dilatione pœna infligi debet. Id ipſum altera ex parte, nimirum Kioviam inter & Czernikoviam, & Percaslaviam, in altera ripa Danubii, facient: delegabunt Commiſſarios factiſque hac de re Incolis certioribus, Limites & terminos conſtituent, quoad uſque vi Pactorum Magnus Dux his Terris imperabit; cum hac tamen cautela, ne ſupra unum milliare Kiovia de Terra quidquam uſurpent.

XV. Id quoque conſtitutum eſt, ut ſecuta Pactorum confirmatione in ſpem & majus robur Pacis (quod etiam in ordine ad perpetuam Pacem inviolabiliter obſervari debet) per publicos vel privatos Delegatos, Principibus externis, cum quibus æterna, vel ad tempus ſancita ſunt Fœdera, hujus Pacis Confirmatio denuncietur ad publicam notitiam; ut in poſterum inter Mercatores cum extraneis Regionibus Mercatura incrementum accipiat.

XVI. Licebit quoque Mercatoribus, tam Magnæ Ruſſiæ, quàm Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuaniæ, in limitaneis Arcibus, Civitatibus, Locis, in quibus & ante præſens Bellum licebat, Merces exponere cum Literis paſſus: iis Mercibus exceptis, quæ in utraque Regione prohibitæ ſunt; perſoluto tamen, juxta utriuſque Gentis Statuta, vectigali. Moleſtiæ verò, exactiones & damna nulli Mercatorum inferri debent, neque his impedimentis alienari. Eadem libertas Mercatoribus Smolenſco per Dunam Fluvium cum non prohibitis Mercibus Rigam navigantibus concedi debet. Vectigal tamen conſuetum in loco conſueto ab hujuſmodi Mercibus ad Theſaurum S. Reg. Majeſtatis & Reipublicæ pendetur, tantum ad tempus ultimæ, quæ cum Mediatoribus celebrabitur, Commiſſionis, ſcilicet ad annum 1678. Menſem Junium.

XVII. Debita, quæ adhuc ante Bellum certis obligationibus & conditionibus, etiam per Contractus Mercatorios, promiſcue inter homines cujuſcunque conditionis, tam Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuaniæ, quam Moſchoviticæ Nationis, etiam inter eos, qui ſub Belli tempus in partes Magni Ducis tranſiverunt, contracta ſunt utrinque, exhiberi & juſtis argumentis probari debent: atque cuilibet injuriam paſſo ſecundum Cautiones, Chirographa, Contractus Mercatorios ex utraque parte ſine ulla dilatione, juxta leges, & rei exigentiam juſtitia adminiſtrabitur, & fiet ſatisfactio.

XVIII. Et id decrevimus, ut tam S. R. Majeſtas, quam Dux Moſchoviæ, Hanum Crimenſem de hac confirmata Pace per Literas certificent: ut vicinitatis motivo Hanus Crimenſis cum ſuis Populis, tam S Reg. Majeſtati quam Magno Duci mutuam conſervet amicitiam & confidentialem correſpondentiam, & à Bello penitus abſtineat, quandoquidem tam S. Reg. Majeſtas quam Magnus Dux jam ſecum in fraternam convenerint unionem. Quod ſi Hanus Crimenſis id & communem in vicinitate amicitiam ſpreverit, neque à Bello efficaciter deſtiterit, utrique Genti communis erit hoſtis. Quare Ukraina Kioviæ, in Zaporovia, aliiſque in Ukrainæ munitionibus, ex utraque ripa Boriſthenis, Exercitus tam Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuaniæ, quam Magni Ducis cum Incolis Ukrainæ contra Tartarorum & Hani potentiam in excubiis parati eſſe debebunt, eumque tanquam communem hoſtem unitis viribus repellent. Eædem quoque communes & mutuæ excubiæ in Zaporovia, & in Dono contra Turcas vigilabunt. Quod ſi Hanus Crimenſis de Noſtra Inſtructus amicitia, eidem tertius uniri voluerit: tunc de mediis Pacificationis in occurrentibus differentiis, tam S. Reg. Majeſtas quam Magnus Dux inter ſe mutuo conferent; & communem amicitiam ſeria diligentia promovebunt: ut Imperator Turcarum, confirmata communi amicitiâ Hano Crimenſi imponat mandatum, quatenus ab omni Belli occaſione abſtineat. Quod ſi data à Tartaris occaſione, res inter Hanum Tartaroſque, atque inter S. Reg. & Czaream Majeſtatem ad Bellum ſpectaret; atque Porta Ottomanica in defenſionem Tartarorum contra Sac. Reg. & Czaream Majeſtatem vim pararet, vel contra illorum alterutrum, tunc communibus viribus ac Exercitibus utrinque tam Sac. Regia, quam Czarea Majeſtas in omni occaſione vim Biſſurmanicam repellent.

XIX. Ad meliorem autem horum Pactorum notitiam tam à S. Reg. quàm à Czarea Majeſtate expedientur ad Imperatorem Turcarum Legati, qui ei tanquam limitaneo vicino concluſam Pacem denuncient. Id quoque utrinque cautum & conſtitutum eſt, ut Magni & Minores Legati, atque privati Internuncii, utrinque acceptentur & recipiantur cum debito honore juxta cujuſque dignitatem: quibus tam ingreſſus, quam reditus liber, ſine ulla impeditione & detentione permitti debebit. Porro Majorum Legatorum adventus conſtabit centum virorum & 150. equorum comitatu: Minorum Legatorum adventus habebit in comitatu viros 30. equos 50. Internuncios comitabuntur 10. homines, equi 14. Pro hoc univerſo comitatu, currus, & victui neceſſaria ſubminiſtrabuntur. Cum vero Legatos & Internuncium ad S. Regiam & Czaream Majeſtatem ire continget, & poſt præmiſſam denunciationem, juxta morem Legationum, expedientur obviam, qui eos cum commeatu & omni ſatisfactione excipiant: Legatus Paraſtatæ, ſeu Deductori, vulgo Przyſtanowi tradet tam virorum quàm Equorum Regeſtrum, & quidquid ſupra præſcriptum, tam in hominibus, quam in Equis numerum abundabit, horum omnium ſicut nomina, ita & computus colligetur, ac à finibus ſuis impenſis proficiſcentur, & tranſibunt. A Paraſtatis autem, ſeu Deductoribus, vulgo Przyſtanow, quotquot illi fuerint, juxta morem Legatorum, ſua præſtabitur obſervatio: neque fas erit in minimo eos, tam in adventu, quam in reditu, ad ipſos uſque limites lædere.

XX. Licitum verò erit Mercatoribus Legatos comitantibus Merces ſuas invehere tam in Regnum Poloniæ & M. Ducatum Lithuaniæ, quam in Moſchoviam, in Civitates earum Varſaviam & Moſcuam. Merces verò eas invehent, quæ Statutis Regnorum non prohibentur: eaſque palam, non clandeſtine diſtrahent & permutabunt. Qui Mercatores tamdiu morabuntur, quamdiu Legati illorum ſuo munere fungentur; quo expedito, illi quoque nulla interpoſitâ morâ una cum Legatis excedent. Nullus autem ex iis, qui ſunt in Legatorum comitatu, cujuſcunque Nationis hominem ſolicitare & clandeſtine ſecum evehere audebit. In quo ſi aliquis deliquiſſe fuerit deprehenſus, ex eo efficax ſatisfactio, tam pro hac, quàm pro quacunque alia culpâ, præſtari debet.

XXI. Decretum etiam eſt, & cautum utrinque, ut in limitaneis Arcibus Palatini, & Adminiſtratores, rem & commoda utriuſque vicinitatis ſolicite procurent, in Latrones Paciſque publicæ turbatores ſerio animadvertant, eoſque inquirant; & ſecundum utriuſque Nationis

Digitized by Google

nis Statuta ac criminis exigentiam puniant: ne eorum culpâ Pax publica lædatur. Si verò aliqua damna fuerint illata, in rebus præſertim mobilibus, & diviſione diſtrahentur: ad reſtitutionem ſecundum poſſe tenebuntur: ſociique criminis arguentur: & ut in poſterum ſimilia non attentent, admonebuntur.

XXII. Quod ſi Parte ex utraque ſuſcitabuntur aliquæ differentiæ & diſſidia, Pars læſa in Palatinis, in finibus autem eorum Subſtitutis denunciabit, ubi & in qua Terra id continget. Cumque conventum fuerit, ii ad quos pertinet, ſine ulla dilatione de exceſſu judicabunt, & fraterne decernent: atque ita horum occaſione, concluſa Pacta nullo modo violabuntur.

XXIII. Si verò Magni Ducis Subditi, petulanti collecta manu, S. Reg. Majeſtatis Terris & Subditis damna intulerint, Czareæ Majeſtati incumbet, armata eos quærere manu ac captivare; & parem crimini pœnam, ſine ullo reſpectu, infligere, atque pro damnis illatis reſtitutionem juxta vires imperare. Similiter ſi S. Reg. Majeſtatis Subditi ſeditioſe congregati, Czareæ Majeſtatis Terras ac Subditos in aliquo violaverint; culpæ illorum par pœna reſpondere debebit, damnis juxta debitum ſatisfieri, ac omnis exhiberi quàm primum ſatisfactio. In ultionem verò damnorum, armare Exercitus, Bellum auſpicari, aut quacunque ex cauſa præſentem turbare & evertere Pacem non licebit.

XXIV. Quod ſi caſus aliqui contigerint, qui à confinium Palatinis componi non poterunt, eos tam S. Regia quàm Czarea Majeſtas Legatorum Congreſſui reſervabit. Quos autem utraque ex parte ſupremi ambo Principes ad hanc Legationem deputabunt, hi in limitibus collatis Conſiliis, remotis omnibus controverſiis ac prolongationibus, Juſtitiam decernent: Neque ideo Pactis contravenire licebit.

XXV. Per idem tempus Induciarum, tam S. Regiæ, quàm Czareæ Majeſtatis, Dominia, Terræ, Arces, Subditi, eo nexu Pacis inter ſe mutuo connectentur, ut nullus Magnatum, neque Civis contra Civem tam publicè quàm privatim & occultè inimicitiam præ ſe ferre audeat: nemoque tam per ſe quam per alios, quicquam mali alteri inferet aut procurabit.

XXVI. Singulariter verò, Sereniſſimus Poloniarum Rex, ejusque in Regno & Magno Ducatu Lithuaniæ Succeſſores, publicos & occultos Czareæ Majeſtatis, & ejus Dominiorum hoſtes non recipient: neque illis tam pecuniis quam copiis ullum præbebunt auxilium: nec ullam tam ad inimicitias, quam ad Bellum tum per ſe ipſi, tum per ſubordinatas perſonas, occaſionem offerent; neque illam præcipient. Similiter Czarea Majeſtas, ejusque in Magno Ducatu Succeſſores, Magni Duces Moſchoviæ invigilabunt, ut nec per ſeſe neque per alias inſtructas perſonas, publicos vel privatos Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuaniæ hoſtes ſub ſuo foveant patrocinio, aut eis conſilium, ferrum, theſaurum per hos omnes initorum Pactorum annos miniſtrent, aut miniſtrare præcipiant, vel aliquod malum inferre. Imo utrinque tanquam Frater Fratri, omnia bona & quidquid fraternam unionem decet præſtabit, ne novæ gliſcant inimicitiæ & cauſa Bello præbeatur.

XXVII. Id etiam ſtabilitum eſt; ut tam à S. Reg. quàm à Czarea Majeſtate Magni & cum plena Poteſtate Legati, ad utrumque Monarcham pro Induciarum concluſione cum Confirmationis Literis expediantur. Qui quidem Legati à præſenti tempore confirmationis noſtræ intra ſex menſes convenire debent, facta prius utrique Monarchæ per Internuntium denunciatione de loco Conventus. Ac imprimis hi magni utrinque Legati, miſſi cum Confirmatione, ubi ad limitaneas Arces pervenerint, de Adventu ſuo certos ſe invicem reddent: deinde ubi convenerint, tanquam Frater Fratri exhibebunt ſuorum Monarcharum Confirmationis Literas; quæ concordare debebunt præſenti Tractatui, verbumque verbo correſpondere, munitæ ſuorum Principum Sigillis. Illis verò perlectis tradent ſibi utrinque mutuo quaternas copias, ex quibus conſtet prædictas Confirmationis Litteras per omnia præſenti Tractatui eſſe conformes; cum illique Magni utrinque Legati ad deſignatos Monarchas proficiſcentur. Quas tam S. R. quàm Czarea Majeſtas perſonaliter coram Sancto Evangelio juramento confirmabit. Rotam verò Juramenti Literis Confirmationis adſcriptam, tam in Regno Poloniæ, quam in Magno Ducatu Lithuaniæ utriusque Gentis Cancellarii ſubſcribent nominibus propriis: uti & in Metropoli Moſchoviæ Magnus Legationis Cancellarius, ad perpetuam memoriam & ſtabilitatem.

XXVIII. In hoc etiam inter nos conventum eſt: ut poſt noſtrum ad utrumque Monarcham noſtrum cum præſenti Pacis concluſione reditum, iidem Magni Legati, qui cum Confirmationis Literis utrinque ad ſupremos Monarchas noſtros deputabuntur, habeant plenam Poteſtatem ad tractandum de conſervanda utraque Ukraina, & Zaporovia & conſtituendarum rationum media mutui Subſidii, tam contra Hanum Tartarorum, ejusque populos, quam contra Imperatorem Turcarum, ſi forte Ukrainenſes Coſſacos communibus Exercitibus ſuis ad ſuam obedientiam & ſubjectionem cogere deberent: ſicuti & de aliis agendis, quæ ad omnimodam ſecuritatem, fortunam utriusque Gentis & ad augmentum fraternæ inter S. Regiam & Czaream Majeſtatem charitatis pertinerent.

XXIX. Punctum verò, quod S. Reg. Majeſtatis Magni Legati Magnis Czareæ Majeſtatis Legatis de numeranda aliqua convenienti Summa contentandæ Nobilitati, ex his Palatinatibus, Diſtrictibus, & ex parte Ukrainæ quam in ſortem Czareæ Majeſtatis conceſſimus, exulanti, propoſuimus: nimirum, ut dignaretur Czarea Majeſtas ex fraterna erga S. Reg. Majeſtatem charitate, ad alliciendos in conſtantem amicitiam utriusque Nationis populos ejus quantitatem determinare; in hunc modum à Magnis Legatis Czareæ Majeſtatis nomine reſolutum eſt: De hac ſatisfactione exulibus Nobilibus tam Regni Poloniæ, quàm M. Duc. Lithuaniæ præſtanda, in prima Legatione, quæ cum Literis Confirmationis ad S. Reg. Majeſtatem inſtituetur, futuram conferentiam & mutuum conſilium. Atque ita hoc negotium Czarea Majeſtas in adventum differt Legatorum.

XXX. Quod ſi, juvantibus Superis, alterutri horum duorum Monarcharum placuerit, cauſâ firmiter conſervandi aut ſtabiliendi hujus Induciarum Tractatus, alterum Monarcham per ſuos Legatos reddere certiorem, & de ſua amicabili propenſione ſignificare: id invicem poſtea alter Monarcha eidem præſtare debebit: atque hunc Induciarum Tractatum ambo Monarchæ ſuis Literis confirmare erunt obligati, ut ita omnia ad magis firmandam Pacem ordinentur.

XXXI. Ad extremum ſi aliquo inſperato Infortunio hunc Induciarum Tractatum, ratum & ſcripto confirmatum in aliqua horum Populorum Cancellaria contingat interire, aut ante traditionem ad Cancellariam amitti: tunc eadem firmitas hujus Tractatus in uno Dominio conſervati, ad utrumque Monarcham, eorumque Populos pertinebit: & æqualiter utrumque ad conſervandam præſentem Pacem obligabit.

Ut autem majori & ſolidæ ſecuritati conſulatur; hæc omnia, quæcunque à nobis S. Regiæ & Czareæ Majeſtatis Magnis & cum plena Poteſtate Legatis & Commiſſariis facta, conventa, conſtituta & definita ſunt; à Sereniſſimo & Magno Domino noſtro Joanne Caſimiro, Dei gratia Rege Poloniæ & Sueciæ, Magno Duce Lithuaniæ, Ruſſiæ, Pruſſiæ, Maſoviæ & ab omnibus S. Reg. Majeſtati ſubjectis Terris, & à tota Republica, tam Regno Poloniæ, quam Magno Ducatu Lithuaniæ, pariter à Magno Domino Czaro & Magno Duce Alexio Michaylowicz, totius Magnæ & Parvæ Albæ Ruſſiæ Autocratore & multorum Dominiorum ac Terrarum, Orientalium, Occidentalium, & Severienſium Hærede, Succeſſore Domino & Dominatore in omnibus Punctis obſervabuntur: & nunc concluſa, rata, & fixa erunt. Quem Tractatum & Cautionem nos S. R. Majeſtatis Magni & cum plena Poteſtate Legati & Commiſſarii manu noſtra ſubſcripſimus & Sigillis munivimus. Demum communi noſtro Juramento utrinque ſtabilivimus, atque his Induciarum munimentis ac Cautionibus, cum Czareæ Majeſtatis Magnis ac cum plena Poteſtate Legatis egimus. Scripta eſt hæc Confirmatio in loco Conventûs Derewnæ Andruſoviæ Anno à Nativitate Chriſti Domini 1667. menſe Januario, die trigeſima, à condito Mundo 7175.

III.

14. Fev.

LES PROVINCES-UNIES ET COLOGNE.

Accord tuſſchen ſyne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt van CEULEN, *ende Haer Ho. Mog. de Heeren Staten Generael der* VEREENIGDE NEDERLANDEN, *raeckende de Stadt* Rhynberck. *Gedaen in s'Gravenhage, die 14. Febr. 1667.* [AITZEMA, *Saacken van Staat en van Oorlogh.* Tom. XIII. pag. 723. d'où l'on a tiré cette Pièce, qu'on trouve auſſi dans le *Diarium Europ.* in Append. Cont. XX. pag. 166. en Allem. dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. I. Abtheil. III. Abſatz III. pag. 108. en Holland. & dans GASTELIUS *de Statu publica Europæ Noviſſimo.* pag. 407. en Allemand.]

EErſtelijck, dat de Patochiale *Kercke tot Rhynberck* voornoemdt, met de appendentien van die, ſal gelaten worden aen haer Ho. Mog. gevende daer voor eens tot Recognitie *dese duyſens* Rijxdaelders ofte *ſeven duyſent vyf hondert* Guldens Hollandts geldt, om in de ſelve Kercke den *Gereformeerde* Godts-dienſt geoeffent te worden, gelijck tegenwoordigh geſchiet, ende ſal aen de *Roomsgeſinden* vry ſtaen haere Doden in de ſelve Kercke, ofte op 't Kerckhof, indien ſy luyden daer eenige Graven ſouden mogen hebben, te begraven, de welcke oock met geen meerdere onkoſten van luyden, ofte anderſints ſullen beſwaert ofte belaſt worden, als die van de *Gereformeerde* Religie werden gedaen.

De Capelle van *Kampen*, tegenwoordig geappropriëert tot de wooninge van de Commandeur, ſal tot ghebruyck van de tegenwoordigen Commandeur ghelaten worden, ende in 't toekomende aen ſyne Succeſſeurs, tot dat de Stadt den ſuccederenden Commandeur, met een ander bequaem Huys ende Logement ſal hebben voorſien.

Dat aen den *Roomsgeſinden Paſtoor* ſullen verblyven alle ſoodanige inkomſten, als hy ſal konnen bewyſen tot de *Paſtorie* aldaer te behooren, des ſal den *Gereformeerden* Predicant het Paſtorie-huys ſyn leven lang geduyrende gebruycken.

Gelijck den Abt van *Kampen* ſal blyven ontlaſt van ſoodanige *Subſidie*, als hy tot noch toe aen de *Gereformeerde* Predicanten heeft betaelt.

Ende dewyle het Huys dat men ſeyt den *Vicarius* toe te komen, in het Jaer *ſeſtienhondert ſes en dertich* door den Blixem verbrandt, ende naderhant op hare Ho. Mog. koſten weder van de grondt af is opgetimmert, ſo wert tot optie van ſijn Keur-Vorſtel. Doorluchtigheyt geſtelt, het Huys te laten aen hare Ho. Mog. of wel de aengewende koſten te refunderen.

De *Parochie* Kercke van *Iſſum*, met de annexe Prebenden, gelaten werdende aen de *Roomsgeſinden* Paſtoor, ſal het aen de Heeren van *Iſſum*, als oock de opgeſetenen daer ontrent vry ſtaen, op, by, ofte omtrent het Huys van *Iſſum* te maken, ende te gebruycken, een bequaeme plaetſe tot exercitie van de Gereformeerde Religie, ſulex die ſelve tegenwoordigh in de voorſchreve Kercke ghepleecht werdt.

De Electie van de *Magiſtraet*, *Schepen ende Raden*, ſal geſchieden volgens de Privilegien, Handveſten, Gewoonten, ende Uſantien, daer van zijnde, en ſal die geene de welcke de Electie competeert, ende daer toe gequalificeert is, ſyne Stem vry gelaten werden, ſonder dat yemandt anders ſich daer mede ſal hebben te bemoeyen, directelijck ofte indirectelijck; Soo nochtans, dat altijdt de Magiſtraet, Schepenen ende Raed, ſal beſtaen half uyt Luyden van de voorſz. *Gereformeerde* Religie, ende half uyt de *Roomſche* geſinden.

Hare Ho. Mog. ſullen geen belet doen aen ſyne Keur-Vorſtelijcke Doorluchtigheyts Tol-bedienden, in het ontfangen van des ſelfs *Lands-Tol*, ſullende tot dien eynde de Tolberden by hare Ho. Mog. bedienden in het Ampt *Rhynberck* opgerecht, weghgenomen werden.

De Mark-Schipper op *Weſel*, *Lucas Vanck*, ſal voor ſyn leven in het bedienen van het voornoemde Ampt wes-

III.

ANNO 1667.

14. Fev.

LES PROVINCES-UNIES ET COLOGNE.

Accord entre l'Electeur de Cologne, & les Seigneurs Eſtats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas, touchant *Rhynberg. A la Haye le 14. Fevrier 1667.*

PRemierement que l'Egliſe Paroiſſiale de Rhinberg, avec ſes dependances ſera laiſſée à leurs Hautes Puiſſances, donnant une ſeule fois, pour recognoiſſance la Somme de trois mil Risdalers, ou ſept mil cinq cens Livres de Moneye de Hollande, pour pouvoir exercer la Religion Reformée dans ladite Egliſe, comme cela ſe fait à preſent, & il ſera loiſible aux Catholiques Romains d'enterrer leurs morts dans ladite Egliſe, ou dans le Cimetiere, s'ils y ont des foſſes, lesquels ne ſeront chargez de plus grands frais de ſonnerie ou autrement que ceux de la Religion Reformée le font.

La Chapelle de Campen apropriée preſentement pour la demeure du Commandeur ſera laiſſée à l'uſage dudit Commandeur, & à l'avenir de ſes Succeſſeurs, jusques à ce que la Ville ait pourvû le Commandeur qui lui ſuccedera d'une autre Maiſon ou Logement propre.

Qu'il ſera laiſſé au Paſteur des Catholiques Romains tous & tels revenus qu'il prouvera apartenir à la Paſterie de ce Lieu, & le Miniſtre des Reformez jouïra ſa vie durant de la Maiſon Paſtorale.

Semblablement l'Abbé de Campen demeurera dechargé du Subſide qu'il a payé jusques icy aux Miniſtres des Reformez.

Et comme la Maiſon qu'on dit apartenir au Vicaire a été embraſée en l'année mil ſix cens trente ſix par le tonnerre, & réedifiée depuis jusques au fondement aux depens de L. H. P. il eſt remis au choix de ſa Serenité Electorale de laiſſer ladite Maiſon à leursd. H. P. ou de rembourſer les depenſes.

L'Egliſe Paroiſſiale d'Iſſum avec les Prebendes y annexées étant laiſſée au Paſteur des Catholiques Rom. il ſera libre au Seigneur d'Iſſum, comme auſſi aux Habitans, de faire auprés ou és environs de la Maiſon d'Iſſum un lieu propre, & s'en ſervir pour l'exercice de la Religion Reformée, comme elle eſt exercée preſentement dans ladite Egliſe.

L'Election des Magiſtrats, Eſchevins & Conſeillers ſe ſera ſuivant les Privileges, Coutumes & Uſances qui en ſont, & celui à qui l'Election appartiendra & qui ſera qualifié pour cela donnera ſa voix librement ſans que perſonne s'en mêle directement ou indirectement. En ſorte neanmoins que les Magiſtrats, Eſchevins ou Conſeillers ſeront choiſis la moitié d'entre les Reformez & la moitié d'entre les Catholiques Romains.

Leurs H.P. ne donneront aucun empêchement aux Officiers de la Douane de ſa Ser. El. dans la recette des Droits du Païs, & ſeront à cet effect les Bureaux etablis par les Officiers de L.H.P. dans l'Officialité de Rhinberg.

Lucas Voeck Battelier du Batteau Marchand ſera continué dans ſa charge ſa vie durant, & la werden gecontinueert; Sullende naer ſyn overlyden, de diſpoſitie daer van gelaten werden aen ſyne Keur-Vorſtel. Doorluchtigheyt.

Soo wanneer de Haven, de welcke ſyne Keur-Vorſtelijcke Doorluchtigheyt van meeninge is te maecken, ſal zijn voltrocken, ende volcomen tot het ghebruyck geappliceert, ſullen de Schippers hare Ho. Mog. Onderdanen, het Havengelt gehouden zijn, nevens andere, ſoo wel ſyn Keur-Vorſtelijcke Doorluchtigheyts Onderdanen, als andere, doch hooger niet, te betaelen.

Ende ſal voortaen niemandt ſonder behoorlijck daer toe van ſyne Keurvorſtellijcke Doorluchtigheyt ghequalificeert te zijn, in het Ampt van *Rhijnberck* mogen jagen, veel min de *Boſſchen* aldaer met houwen of anderſindts mogen beſchadigen.

Eyndelijck, verclaren haer Ho. Mog. niet te ſullen gedoogen, dat door die van het Guarniſoen van *Rhynberck*, ofte eenige andere, 't zy politijck ofte Militaire Perſoonen, van wat ſtaet die zijn, Syne Keur-Vorſtelijcke Doorluchtigheyt eenige indracht geſchiede in des ſelfs *Regalien*, *Hoocheden*, *Jurisdictien*, *Rechs ofte Gerechtigheden*, *Domeynen*, *Tollen*, *Goederen*, *Revenuen*, *Boſſchen*, *Wiltbanen*, ofte oock ſyne Keur-Vorſtelijcke Doorluchtigheyts Beampten ende Juſticieren in de executie van haere Ampten eenige hinderniſſe aengedaen, veel min dat des ſelfs Onderdanen met eenige exactien, ofte extorſien ſouden gequelt worden.

Alle welcke Poincten aen den Commandeur van de Stadt Rhynberck tot des ſelfs naerichtinge ſullen werden bekent gemaeckt:

Gelijck oock dit alles mede wegens ſyne Keur-Vorſtelijcke Doorluchtigheyt ſal werden bekent gemaeckt aen den Amptman . . . ende de Magiſtraet van de meergenoemde Stadt *Rhijnberck*, om insgelijcx te ſtrecken tot haere naerichtinge.

Deſe Pointen ende Articulen ſullen niet prejudicieren, nochte oock derogeren aen de *Capitulatien*, ende Conventien, die voor date deſes, ſouden mogen ſyn opgericht, anders ofte verder dan voor ſoo veel die ſelve hier mede uytdruckelijck ſouden mogen verandert zyn.

De voorſz. Pointen ende Articulen, hier vooren verhaelt, ſullen ten wederſyden ter goeder trouwe ende onverbreeckelijck onderhouden worden, ende tot meerder vaſtigheyt van dien, ſyn hier van gemaeckt twee gelijckluydende Inſtrumenten, ende by de Heeren Gedeputeerden van haer Ho. Mog. ter eenre, ende den voornoemden *Agent* van ſyne Keur-Vorſtelijcke Doorluchtigheyt ter andere zyde, met handt ende Zegel beveſtigt, ende ſullen de Ratificatien daer op binnen den tijt van een maendt naer dato deſes, ofte wel eerder, is doenlijck, in beſtendige ende behoorlijcke forme werden uytgewiſſelt. Aldus gedaen in 's Gravenhage den *veertienden* February *ſeſtienhondert ſeven en ſeſtich*.

(L.S.) *J. Braeckel.*
(L.S.) *B. de Aſperen.*
(L.S.) *Johan de Wit.*
(L.S.) *M. van Crommen.*
(L.S.) *Johan van Reede.*
(L.S.) *E. van Botsma.*

(L.S.) *Jan van Yſſelmuyden.*
(L.S.) *H. Gokinga.*
(L.S.) *Henrick van Lochteren.*
(L.S.) *J. van Berſſele van der Hooge.*
(L.S.) *C. Burgh.*

la diſpoſition en ſera laiſſée après ſa mort à ſa Ser. Elect.

Quand les Ports que S. Ser. El. eſt dans le deſſein de faire ſeront achevez & qu'on s'en pourra ſervir; les Bateliers Sujets de L. H. P. ſeront obligez de payer le Havengelt *à ſa Ser. El. comme les autres, mais pas davantage.*

Et perſonne à l'avenir ne pourra chaſſer dans l'Officialité de Rhinberg, ſans être convenablement à ce qualifié de S. Ser. El. & encore moins couper ou autrement endomager les Bois.

Enfin L. H. P. declarent, qu'ils ne conſentiront point que ceux de la Garniſon de Rhinberg ou quelques autres, ſoit Politique ou Militaire, de quelque condition qu'ils ſoient, donnent aucune atteinte aux Regales, Prerogatives, Juriſdictions, Droits, ou Juſtices, Domaines, Peages, Biens, Revenus, Bois, Parcs, de ſa Ser. El. ni d'aporter aucun empeſchement à l'execution des Charges de ſes Officiers & Juſticiers, & beaucoup moins que ſes Sujets ſoient moleſtez par aucune exaction ou extorſion.

Tous leſquels Points ſeront notifiez au Commandeur de Rhinberck pour ſon inſtruction.

Comme auſſi ils ſeront notifiez de la part de ſa Ser. El. à l'Official . . . & Magiſtrat de la ſusdite Ville de Rhinberg, pour leur ſervir auſſi d'inſtruction.

Les Points & Articles ne prejudicieront ni ne dérogeront aux Capitulations & Conventions qui peuvent avoir été faites avant la datte des preſentes, ſi non entant qu'il pourroit y être changé quelque choſe par ceſdites preſentes.

Leſdits Points & Articles cy-deſſus ſeront de part & d'autre inviolablement & de bonne foy obſervez, & pour plus grande fermeté de ce, en a été fait deux Inſtruments de même teneur, & ont été ſignés & confirmez du Sceau des Deputez de leurs Hautes Puiſſances d'une part, & de l'Agent de ſa Serenité Electorale, d'autre part, & en ſeront les Ratifications en bonne & deuë forme échangées dans le temps d'un mois ou plutôt ſi faire ſe peut. Ainſi fait à la Haye le quatorziéme Fevrier mil ſix cens ſoixante ſept.

(L.S.) J. Brackel.
(L.S.) B. d'Aſperen.
(L.S.) Jean de Wit.
(L.S.) M. de Crommon.
(L.S.) Jean de Reede.
(L.S.) E. de Botsma.

(L.S.) Jean d'Yſſelmuyden.
(L.S.) H. Gockinga.
(L.S.) Henri de Lochteren.
(L.S.) J. de Borſele van der Hooge.
(L.S.) C. Burgh.

IV.

$\frac{7}{17}$. Fevr

MAYENCE ET PALATIN.

Sentence Arbitrale des Deputez de France & de Suéde dans le Différent entre l'Electeur de MAYENCE *& ſes Alliez d'une part, & l'Electeur* PALATIN *d'autre, au ſujet de divers Droits & prétentions. A Heilbron, le 17. Février*, 1667. [Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 323. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. Abſatz I. pag. 424. en Latin & en Allemand; dans LONDORPII (1) *Acta Publica* Tom. IX. pag. 480. en Latin; & dans GASTELIUS *de Statu publico Europæ noviſſ.* Cap. IX. pag. 447.]

POſtquam Sereniſſimi ac Potentiſſimi Reges, utpote in controverſis circa Wildfangiatum, Conductum & Telonia, indeque dependentia Jura, inter Eminentiſſimos Principes, Joannem Philippum Moguntinum, tanquam Epiſcopum Herbipolenſem, & Wormatienſem, Carolum Casparum, Trevirenſem, Maximillanum

---

(1) Le Copie de *Londorpius* differe aſſez des autres dans les termes, quoi qu'elle ne s'en éloigne pas dans le ſens. Il ſemble que ce ne ſoit qu'une Traduction de quelque autre Traduction. Celle-ci eſt tirée du *Theatrum Pacis*. La même Piece ſe trouve auſſi dans le *Theatrum Europæum*, Tom. X, pag. 454. [DUM.]

num Henricum, Colonienſem, Archi-Epiſcopos Sacri Romani Imperii per Germaniam, Galliam, Regnum Arelatenſe, & Italiam, Archi-Cancellarios & Electores, Sereniſſimum Carolum, Lotharingiæ Ducem, & Barri Marchionem, ut & Reverendiſſimos Principes, Lotharium Fridericum & Franciſcum Egonem, Spirenſem & Argentinenſem Epiſcopos, ſimiliter Comites Rheingravios, & Immediatam Sacri Romani Imperii Nobilitatem in Tractu Rheni, Sueviæ, Franconiæ, & appertinentibus locis, ex unâ; Tum Sereniſſimum Principem, Dominum Carolum Ludovicum, Comitem Palatinum Rheni, Sacri Romani Imperii Archi-Theſaurarium & Electorem, ex altera parte, nunc per aliquot annos durantibus controverſiis electi ac recepti Arbitri, vigore delati, receptique Arbitrii, ſuos propterea delegatos & ſpecialibus Mandatis inſtructos Miniſtros & Conſiliarios, Honoratum Courtin, Sereniſſimi ac Potentiſſimi Principis ac Domini, Domini Ludovici XIV. Galliarum & Navarræ Regis Chriſtianiſſimi à ſecretioribus Conſiliis, nec non Libellorum ſupplicum Magiſtrum, per Circulos Superioris & Inferioris Rheni Legatum Extraordinarium; Davidem Mevium, Sereniſſimi ac Potentiſſimi Principis ac Domini, Domini Caroli XI. Sueciæ, Gothorum & Vandalorum Regis à Conſiliis ſecretioribus, & Supremi Tribunalis quod Wiſmariæ eſt Vice-Præſidem, ut & Martinum Bockel, ejuſdem Regiæ Majeſtatis Conſiliarium Aulicum, tanquam ad hanc cauſam Legatos Extraordinarios, Heilbronnam (qui locus ad hoſce Tractatus aptiſſimus viſus fuit) miſerant, coram quibus etiam deinde vi Compromiſſi, die I. (XI) Novembris, Anno MDCLXVI. ab utriſque controvertentium Partium Plenipotentiariis ſubſcripti & ſubſignati, poſtea quoque à Principalibus ipſis ratificati, intra præfixos in eodem Compromiſſo terminos, gravamina, exceptiones, Replicæ, una cum adjunctis Documentis Literariis exhibita, Documenta hinc inde bonâ fide, partim recognita, partim pro recognitis acceptata fuerant, tandemque Partes concluſerant, atque Proceſſus ad Laudi promulgationem uſque deductus fuiſſet, perpenſis deinde eâ quâ decet diligentiâ Actis, ponderatiſque cauſarum circumſtantiis & momentis, de prædictis controverſiis, vi compromiſſorialis hujus Laudi, arbitrantur & pronuntiant.

Primò quoad Wildfangiatum. Quod omnes Perſonæ peregrinæ, mares & fœminæ, perſequentem corporum ſuorum Dominum non habentes, nemine excepto, tanquam Wildfangii, ſi quando in Palatinatu non ſolùm, ſed etiam in adjacentibus Epiſcopatibus, Dominiis, Oppidis, Pagis, & Ditionibus, de quibus præſens controverſia vertebatur, Domicilium conſtituerint, Domûs Electoralis Palatinæ, juxta tenorem Privilegii, & in eo memoratam antiquiorem conſuetudinem facti ſunto, & impoſterum fient, & quod ſub hoc indefinito nomine peregrinorum, non tantùm ii peregrini, qui planè extra Germaniam exiſtunt, ſed omnes adventitii homines, undecunque venerint, qui in Ditione illa, ad quam veniunt, indigenæ non ſunt, ſecundum proprietatem vocis (Peregrini) prout illa reſpectu Ditionum accipitur, & ex uſu anteriorum temporum comprehendentur; ad illos verò extendi non poſſit, qui, cum jam ante alicujus Epiſcopatûs, vel Ditionis Subditi, & liberi homines ſunt, ab uno loco ad alium, aut ex Oppido vel Pago quopiam ad alium Pagum ejuſdem Ditionis migrare, & Domicilium ſuum mutare voluerint; nec etiam ad illa loca, in quibus ſpeciatim Wildfangiatus ab Imperatoribus Romanis aliis conceſſus eſt, præſertim in Comitatibus Wildt- & Rheingraviorum, Dauni & Kührburgi, nec minus Steinii, uſque dum antiquius Jus & uſus ejuſdem hoc illorum Privilegio, illic locorum planum reddetur.

Quoad Jus in ejuſmodi proprios homines & Wildfangios exercendum, quòd diſcrimen fieri debeat inter Jura perſonalia, quæ ipſi perſonæ ſeu corpori adhærent, atque Territorialia Jura, quæ à Superioritate & Jure Territoriali derivantur; ut illa unà cum mancipatione (Electoratui Palatino) vi Privilegii competant, at quod juxtà antiquiora Jura & Conſuetudines proprios homines concernentia, ſit de iis ſtatuendum. Proindeque facultas illiuſmodi homines adventitios, & ex his deſcendentes, in numerum propriorum hominum recipiendi & conſtituendi cenſum corporalis, in pecunia vel gallinis, operæ præſtari ſolitæ, ſic tamen ut operæ illæ tolerabiles ſint, & debitis Subditorum præſtationibus non officiant, cenſus de defunctis, Mortuarium dictus, pecunia pro introitu, cenſus pro receptione, redemptio à proprietate hominii, Jus ſuccedendi in bona vacantia, Jus Detractionis, niſi Dominus Territorii id ſpeciali ex Privilegio vel ex uſu acquiſiverit, Homagium & Juramentum Fidelitatis & Obedientiæ (ſine præjudicio tamen Homagii illius, quod Domino Territoriali debetur,) Conſtitutio Officialium, vulgò *Ausfauthe* dictorum, qui illa obſervent & exigant, Jus mandandi & vetandi, in quantum hoc illorum debita officia, ſervitia & quicquid eos præſtare convenit, juxta conſuetudinem, quâ hactenus in ſingulis locis id exercitum fuit, Palatinis Comitibus relinquentur. Cæteræ verò Territorialia Jura, quorum Domini Fœderati in Libello mentionem faciunt, non ſolum ea, quæ Sereniſſimus Elector Palatinus ſibi Jure Wildfangiatûs attribuiſſe diffitetur, nempe Collectæ, Cenſûs, Gabellæ, pecunia pro itinerantibus Principibus Junioribus, & elocatione Filiarum Principum, Citationes, Evocationes, Cognitiones, Executiones, Appellationes in Eccleſiaſticis & Secularibus, Criminalibus pariterque Civilibus, realibus nec non perſonalibus Cauſis, Confirmationes Contractuum, Tranſactionum, Teſtamentorum, Pactorum ſponſalitiorum & Matrimonialium, diviſiones Hæreditatum, Jus Venandi feras majores minoreſque, Forreſtale, Piſcandive; Hoſpitatura, Albergaria tàm quoad perſonas quàm quoad canes equoſque melioramenta, Advocatia Eccleſiaſtica, affixio & publicatio Palatinorum Edictorum, Mandatorum, Reſcriptorum, Juſſorum, Citationum, Jus Metatorum & hoſpitatio Militum, ut & expenſæ bellicæ, præſtatio curruum & equorum pro impedimentis militaribus, Judæorum receptio, æſtimatio bonorum, finium & limitum deſcriptio, pariterque alia hujuſmodi Jura, quæ adhuc prætenduntur, veluti præter ſervitia perſonalia, Jus Angariarum, itineris & ſequelæ, armorum diſtributio, luſtratio Militum, Jus ordinariè & extraordinariè collectandi, dandi Tutores, earumque rationes examinandi, Inventaria (extra caſum bonorum vacantium) conficiendi juxta tenorem Privilegii Wildfangiatum concernentis, in Territoriis Confœderatorum eidem haud competant, ſic ut inpoſterum ſub hoc titulo ea exercere abſtineat; Exceptis tamen iis locis, in quibus per Tranſactiones tale quid conceſſum eſt, ſicuti quoad prætenſa hæc Jura eorumque exercitium id obſervetur, quod Tranſactiones & Pacta Conventa inter Sereniſſimos Comites Palatinos Electores, & Reverendiſſimum Epiſcopum Spirenſem, diverſis temporibus, nempè Anno MCCCCXCI. & Anno MDXX. inita continent, ſimiliter quoque inter altememoratam Domum Palatinam & Comitem Falckenſteinium Conventa anno MDXXXVIII. vigorem ſuum obtineant & ſerventur; Sic tamen ut in caſu aperti Feudi & conſolidationis Dominii utilis cum directo, (reſtitutis antea omnibus in Pagis & Locis, ad dictum Feudum pertinentibus, eum in ſtatum, in quo tempore inveſtituræ ipſis Comitibus Falckenſteiniis factæ erant) Domino Feudi Tranſactio illa nullatenus nocere aut præjudicare poſſit; Eodem modo in Pagis Creichoviæ quoque Centenæ obnoxiis Pagis cum Nobilitate, ratione collectationis propriorum hominum Palatinorum Tranſactiones inter illos tantum obſerventur, nec ulterius extendentur. Quicquid autem in Actis de aliis Conventionibus, nominatimque cum quibuſdam Nobilibus, allegatur, quandoquidem eæ productæ non fuerunt, id in medio relinquitur.

Præterea etſi Sereniſſimus Comes Palatinus Elector ex certo quodam Jure Superioritatis Territorialis ſibi plura arroget, attamen quoad hæc nihil ei attribui poteſt, priuſquam ſpeciatim ea in Locis vel Pagis exercita fuiſſe demonſtretur; Quod ad præſens Compromiſſum non pertinet, ſed ordinario Judicio reſervatur, cui etiam prætenſum Jus Territoriale in Pago *Muckenloch*, ut & quod de quibuſdam Nobilium locis aſſeritur, relictum eſto.

Omnia verò Jura, quæ prædicto modo Sereniſſimo Electori Palatino ex cauſa Wildfangiatûs competunt, æquitate ipſa id poſtulante, ſic conſerventur & exercebuntur, ut Dominorum Territorialium ſua Superioritas, Regalia, Juriſdictio, & cætera Territorialia Jura in Ditiones & Subditos, quæ per Inveſtituras & Privilegia Cæſarum acquiſivêre, vel longo uſu obtinuêre, in cæteris illæſa ſint, nec impediantur, aut perturbentur.

Propterea cum his pugnantes evocationes, interdicta, protectio, præſcriptio formularum Homagii Provincialis, ut & Mandatorum vel Interdictorum Domini Territorialis, Religionis & Juriſdictionis interpellatio, intermittentur. Et ſi impoſterum controverſiæ quædam exiſtent, eæ non vi, ſed amicabiliter vel Jure ſopiantur: è contrario Sereniſſimus Elector Palatinus ejusque Officiales circa Mandata & exactionem ejus, quod Electori Palatino tanquam hominum propriorum Domino debetur, nulla remora injicietur. Et ſi Jurisdictionis Territorialis auxilio ad executionem eorum opus fuerit, id ad inſtantiam, à cujusvis loci Sculteto promptè, eo verò denegato, aut ad octiduum à tempore Requiſitionis protracto, ipſismet permiſſum eſto exequi.

Et cum deprehendatur ea, quæ nunc in controverſiam deducta ſunt, non adeò ex Juribus, eorumque competente exercitio, quàm ex Officialium exceſſibus proveniſſe, & quod Pacis & bonæ vicinitatis gratiâ expediat non parum, ut inpoſterum ii in- & cohibeantur ipſi. Ideò conducere viſum fuit, ut ad evitandam perſonalium & Territorialium Jurium colliſionem & præveniendas ob eam metuendas difficultates & contentiones tàm ratione officii, quàm quoad modum in exercitatione eorum Jurium ſervandum, & Inſtructiones huic Laudo convenientes concipiantur, & has nunquam, ſine condigna pœna transgredi fas ſit.

Quoad ſecundum Compromiſſi Articulum Jus conducendi, & quæ de eo dependent, concernentem, Juri congruit, ut Transactiones & Conventiones deſuper initæ, inter utrasque Partes inprimis juxta ipſarum tenorem, ſervarentur. Quandoquidem verò vi Conventionis, Præfectura Lauda, quæ Episcopatui Herbipolenſi cum omnibus Juribus, cum iis & Jus quoque conducendi, quemadmodum ea Ludovico ab Hutten vendita erat, ceſſa fuit, & nil quicquam ex eo reſervabatur, propterea illud jam dicto Episcopatui ſine impedimento relinquetur imperturbatum, nec Electori Palatino integrum ſit, ſibi ratione ejusdem quicquam arrogare.

Similiter ea quæ inter Sereniſſimos Electores & Reverendiſſimos Episcopos Spirenſes, diverſis vicibus de Jure conducendi transacta ſunt, obtinebunt, & ſerventur, & ea, quæ contra illa facta ſunt, emendentur. Inter quæ etiam, quæ Edickhovenſis Receſſus definivit, in uſu maneant, & valeant; quod ſi verò nihilominus Reverendiſſimus Episcopus putaverit, ſibi, non obſtante Anteceſſorum ſuorum factâ approbatione, ab hoc recedere, Jus fasque eſſe, liberum ipſi eſto, per viam Juris in locis competentibus id planum faciendi, ut tamen dictus Receſſus, prout in aliis punctis, ita quoque, in ſpecie quantum Salvum Conductum & aperturam Deidesheimenſem concernit, usque ad aliam Judicialem deciſionem, porrò obſervetur. Et relinquetur ipſi etiam Jus conducendi, quod per Privilegia & Inveſtituras obtinuit. & hactenus exercuit. Cætera quod attinet, quibus in Conventionibus certus modus haud præſcriptus aut definitus, & à Dominis Confœderatis gravaminis loco prolatum eſt, & in controverſiam deductum fuit, Juri atque Conſuetudinibus Imperii conveniens cenſebatur:

Primò, ut Sereniſſimus Elector Palatinus in Ditionibus Confœderatorum Jure conducendi non aliter utatur, quàm in tranſitu Principum, aut ſimili aliarum dignitate illuſtrium Perſonarum, Copiarum equeſtrium vel pedeſtrium, Mercatorum ad ſolemnes Nundinas proficiſcentium, aut etiam Judæorum, Zingarorum & ſimilium perſonarum, quibus juxta Leges & Conſuetudines absque conductu ſecuritas non competit.

Secundò, ut nec exigatur aut exerceatur Jus conducendi, ſiquando Domini Territoriorum & Viarum ipſarum, nec non ipſorum Officiales, Milites & Subditi per eas vias commeant; ſed innoxio & Conſtitutionibus Imperii congruenti, libero & non impedito tranſitu in Ditionibus ſuis utentur, quemadmodum & Electores Palatini, eorum Miniſtri, Milites & Subditi viciſſim eâdem libertate ſine conductu alio, ſimili modo gaudeant.

Tertiò, Proceſſiones Religioſæ liberæ, & conductui nulli adſtrictæ ſunto.

Quartò, ut non in aliis quàm Viis Regiis conducendi Jus exerceatur; Cùm autem nondum omninò in propatulo ſit; quæ pro talibus habendæ erunt, interim verò tàm æquitati, quàm tranquillitati atque concordiæ non parum conferet, ſi illæ denominentur & deſcribantur exactè, ut & terminus à quo, per quas Ditiones, & quo usque Salvus Conductus ſe exerat, deſignetur. Ipſa neceſſitas poſtulat, ut ab utraque parte tales periti locorum nominentur, à quibus deſignatio Viarum, quæ pro publicis hactenus habitæ vel in futurum habendæ ſint, expediatur, ſecundùm quam in poſterum Palatini Jus illud exerceant, eâ tamen lege, ut Domini Territoriales coadunatis viribus ſedulò curent, ne tranſeuntes, qui conducendi erunt, aliâ viâ, niſi quâ ad unum alterumve locum veniri poſſit, incedent, aut demum deflectent, ſi aliâ viâ incedere neceſſitas exiget.

Quintò, ut Jus conducendi intra ea ſe contineat, quæ eidem in alienis Ditionibus per Leges & Conſuetudines Imperii, præſertim fini illorum, conveniunt; ſi quando autem ex Privilegiis apparet ad ſecuritatem & cuſtodiam viarum Jus conducendi Electoratui Palatino conceſſum eſſe, virtute ejusdem competet eidem inſimul ad id commodius exercendum, inſpectio viarum & exploratio ſecuritatis earundem, conſtitutio & ſuſtentatio Equitum Conductorum, indagatio & perſecutio Latronum, Prædonum & ſimilium hominum, per quos Viæ publicæ infeſtantur, (das Recht des Ausſtreiffens / ut vocant,) talium qui in ejusmodi Viis inveniuntur abductio & punitio, ut tamen quicquid eo nomine fit intra terminus Viæ Regalis conſiſtat, & ut ab iis cuſtodiæ Viarum præpoſiti non deflectant, multò minùs vicinis Provincialibus moleſti vel prægraves ſint, ſed ſuis ſumptibus ſine horum damno & onere, iſta omnia expediant. Quod ſi in perſecutione facinoroſi à publica Via ad vicinas vel alia loca adjacentium Territoriorum profugerint, perſecutoribus quidem permiſſum ſit, eos proſequi, & etiam in fuga ſiſtere & apprehendere, non verò abducere, quin potiùs iis, in quorum locis capiuntur, extradendi erunt, ut ab iis puniantur.

Sextò, ut Animadverſio in delinquentes & eorum pœna tàm quoad illos, qui conducuntur, & qui in eorum comitatu ſunt, quàm Equitum conducentium ipſos, penes Sereniſſimum Electorem ſit; quicquid autem aliàs Jurisdictionis ſeu Civilis ſeu Criminalis erit, ex titulo Salvi Conductûs non competet, ſed ad hos pertinebit, quorum vel Jus Viæ publicæ, vel huic adjacens Territorium eſt, quibus & in via delinquentium punitio, ut & cadaverum ſublatio, ſine impedimento, relinquatur, & oportet, ut Literis Inveſtiturarum & Privilegiorum, per quæ illud obtentum, quoad id inſiſtetur, hisque non exiſtentibus, conſuetudo & poſſeſſio, quæ hactenus viguit, obſervabitur, donec ſuper ea aliquid plenius in Foro competente deductum & Sententiâ definitum erit.

Septimò, ut, quando captivi ob crimen ab ipſis commiſſum ad carceres, vel damnati ad locum ſupplicii ex una Præfectura in aliam, vel ex uno Pago in alium per Viam publicam deducuntur, conductu opus non eſto, ſed quibus Jus Viæ publicæ aut ratione vicinitatis ejusdem liber uſus competit, cum velint, illûc deducere eos, liberum relinquetur.

Tertium Compromiſſi Caput, nempè Telonia quod attinet, æquitas poſtulat, ut quæ antehac eorum gratiâ conventa fuerunt, in poſterum quoque obſerventur, proindè ex uſu ſit & firmiter teneantur, quæ inter Sereniſſimum Electorem Palatinum & Reverendiſſimum Episcopum Spirenſem in Anno MDXXI. ut & inter illum, & Comitem Falckenſteinium Anno MDXXX. deſuper transacta ſunt, ut nihilominus quoad hæc etiam Domino Feudi in Comitatu Falckenſteinenſi, ratione Feudalium Bonorum in caſum caducitatis Feudi, Jus ſuum, quod tempore Inveſtituræ ipſi competiit, reſervatum ſit.

Porrò incumbit quoque Sereniſſimo Electori Palatino, vi tenoris Tractatuum cum Reverendiſſimo Episcopo Wormatienſi, Anno MCCCCLXXXV. initorum, ratione Telonii in Heimbsbach, vias, ſine onere Subditorum, niſi ab antiquo inde ita obſervatum fuerit, quod Subditi operas ad hoc præſtare debeant, reficere, bonaque & res Episcopales, haud verò perindè Subditos & Merces in Præfectura exiſtentes & quæ in illam asportantur vel exinde exportantur, cùm vel maximè de iis Pacta expreſſam mentionem non faciant, immunes dimittere. Si verò à parte Episcopatûs Jus hoc ab alio capite porrò prætenditur, deſuper in Judicio ordinario contendere ipſi integrum ſit; ut tamen interim præſens poſſeſſio continuetur, & eò usque non inhibeatur, ut illic cippus Telonarios erectus habeatur.

Ratione partitionis Telonii in *Ladenburg*, *Lampertheim*, *Hofheim*, *Weinsheim*, *Dirmſtein*, ſicut & in *Landeck*, quandoquidem Conventiones de communione ejusdem nullam mentionem faciunt, id quod à parte Palatinâ tanquam præcipuum nomine illorum prætenditur, & hactenus perceptum eſt, porrò obtinebit, donec a Parte adverſâ evincetur, quod tempore translationis Dominii Telonia in iis locis communia, & translationem in Electoratum Palatinum non aliter

Digitized by Google

Anno 1667.

factam fuiſſe, vel quod temporibus his durantibus, in quibus Juri Vectigalia exigendi præſcribitur, injuſtè percepta fuerint, de quo ordinarium Judicium cognoſcet.

Querelas de introductis novis Vectigalibus quod attinet, cùm Partes in merè contradictoriis verſentur, atque una quòd nova, altera verò quòd antiqua & longiſſimis inde temporibus introducta ſint, firmiter aſſerat, reperiri tamen hucusque hujusmodi talis non potuit probatio, ex quâ liquidò & verè appareret, illa in tantum contra Leges Imperii noviter introducta eſſe, ut ſtatim abrogari debeant, ſed quòd ulteriori inquiſitione, probatione, & diſcuſſione opus habeant, antequam imprimis in re tanti momenti certi aliquid ſtatuetur. Quandoquidem autem in Capitulatione Cæſarea quoad nova Vectigalia, & ratione illorum exiſtentium gravaminum, procedendi & judicandi modus præſcriptus eſt, oportet ut propterea omnia in ſtatu, in quo hactenus fuerunt, relinquantur, & controverſiæ ulteriori inquiſitioni & determinationi eò remittantur, cui ſimiliter querela de Teloniis Subſidiariis (*Webr Zoch*) jungetur. Ut nihilominus interim hæc declaratio locum habeat, tanquam appendix Vectigalium, quòd per hæc Vectigalis quantitas quæ in conſueto Telonii loco ſolvenda eſt, nequaquam multiplicetur, aut onus ejusdem ullo modo augeatur, nec in poſterum talia ſine præſcitu & voluntate Dominorum Territorialium introducantur, ſed ſolummodò quando iis opus fuerit, cum illorum voluntate ſecundum Privilegium Cæſareum ad hæc procedatur. Quod ſi etiam Territoriorum Domini adverſus peregrinantium defraudationes tales cautiones interponere vellent & poſſent, ut Telonium, quod alibi ſolvitur, per has fartum tectumque maneat, ob eas meritò ab onere Teloniorum ſubſidialium liberabuntur, cùm vel maximè hoc modo finis erectionis eorundem è medio tollatur. Ubi & usque quò Electoratus Palatinus Vectigalium poſſeſſionem retinet, eidem liberum eſto, Cippos Telonarios tanquam eorum ſigna in locis iis, in quibus Telonia exiguntur, in aliis verò locis eo nomine minimè, erigere.

Telonarii quotquot illorum Sereniſſimo Electori Palatino in Ditionibus Dominorum Confœderatorum in Vectigalibus exigendis operas ſuas præſtant, ratione officii meritò à Jurisdictione, ut & ab oneribus perſonalibus, exemptionem ſuam retineant, de cætero verò, ubi Domicilium ſuum collocaverint, Domino Territorii Homagium conſuetum ratione cauſarum, actionum & delictorum, quæ officium illorum non concernunt, præſtent, & ad inſtar aliorum Incolarum eorum Forum ſortiantur, nec non realia & mixta onera ſubeant. Telonium in alterius cujusdam Territorio ſic exigetur, ut præter illud alia Jurisdictio ſibi non arrogetur, & quòd ea extra locum, in quo ordinariè Vectigal penditur, vi haud invadatur, ſed ſi contingit, ut ab aliquo Subdito aut Peregrino fraus committatur, eum in flagranti delicto perſequi, ſiſtere & ſolvendam ab eo ſolutionem exigere permiſſum ſit, eum tamen, ſi non ſolverit, invitum non abducent, ſed vel tunc vel poſteà illum coràm Judice loci de defraudatione convenient, & ejus Judiciale auxilium implorent. Id quod ſine mora intra octiduum tàm ratione Vectigalis, quàm pœnæ commiſſæ defraudationis, impertietur, aut ſi diutius protrahetur, delinquentem ut & Bona ſua, ſi ad locum Vectigalis reverteretur, vel ſi quando ſub Jurisdictione Palatina deprehendetur, arreſtare, detinere, & coërcere in poteſtate illorum ſitum eſto.

Quantum immunitatem à Teloniis attinet, cenſetur, quod omnia, quæ Epiſcopi & Clerus, ut & Rheingravii, nec non immediata Imperii Nobilitas ex Proventibus, reditibus & fructibus ſuorum Dominiorum percipiunt, ſi ea uſus ſui & conſumptionis gratiâ in loca ubi degunt, devehant, exempta ſunto, ut tamen cura adhibeatur, ne vectigalibus fraus fiat.

De cætero, autem, ut exemptio ipſis, ſecundùm ipſorum Privilegia, ſic reſtituatur & relinquatur, quatenus vel notorium vel probabile eſt, olim eâ per longum uſum gaviſos fuiſſe, quod tamen, cùm ex Actis nihil certi de eo appareat, hâc vice determinari non potuit, præterquam quod id, quod ratione exemptionis Nobilium in allegata Confœderatione Dominorum Electorum Rhenenſium definitum reperiretur, inviolabiliter ſervandum fore videtur.

Quicquid priori obſervatione, ut & ſecundùm mentem vel uſum Privilegiorum incertum & controverſum, ſpecialim etiam id quod cum Epiſcopatu Spirenſi, in cauſa Mandati, in Aula Cæſarea ſub lite pendet, deciſioni Judiciali in loco competente relictum eſto.

Anno 1667.

Quoad Vectigal Udenheimenſe, quod Reverendiſſimus Epiſcopus Spirenſis vi Privilegii & Decreti Cæſarei, cum conceſſione, illud, quo velit, erigere, obtinuit, ut id ad alia loca transferat, non impediatur, ſed in ejusdem libero arbitrio ſine interturbatione ullâ ſit, illud in Territorio, ubicunque ipſi placebit, exigere, conſequenter eidem loca certa præfigere, dummodò exactio non multiplicetur, ſed ſemel tantum juxta tenorem Privilegii fiat.

Quamvis præter hæc in ſuperiori Laudo determinata, alia plura gravamina & inconvenientiæ in Libello atque Actis fuerint prolata, attamen cum ad Compromiſſum, quod tribus memoratis Capitibus, eorumque dependentiis adſtrictum, ea non pertineant, idcircò nihil de iis ſtatui potuit, ſed Foro competenti relicta ſunto.

Præſens hoc Laudum S. S. R. R. Majeſtatum nomine & ex Mandato Earundem Regii ad hanc cauſam miſſi Legati Extraordinarii & Ablegati, prout in Compromiſſo concordatum & conventum fuit, manibus & Sigillis noſtris ſubſcripſimus & ſubſignavimus. Actum Heilbronnæ XVII. (Novi,) & VII. Februarii Styli Veteris Anno MDCLXVII.

(L.S.) HONORATUS COURTIN, *Regis Chriſtianiſſimi Legatus Extraordinarius,*
(L.S.) DAVID MEVIUS, *S. Reg. Maj. Sueciæ Ablegatus Extraord.*
(L.S.) MARTINUS BOECKEL, *Sac. Reg. Maj. Sueciæ Ablegatus Extraord.*

V.

Traité entre LOUIS XIV. *Roi de France, &* *l'Electeur de* MAYENCE, *fait à Wirtzbourg le 28. Février* 1667. [FREDER. LEONARD. Tom. III.]

28. Fevr.
FRANCE ET MAYENCE.

LE ROI Tres-Chreſtien aiant témoigné jusques ici dans toutes les occaſions qui s'en ſont preſentées, combien il avoit à cœur l'exacte obſervation du Traité de Munſter & le repos de l'Empire, & voulant aller au devant de tout ce qui pourroit alterer l'un & l'autre, s'il arrivoit quelque rupture entre les Couronnes de France, & d'Eſpagne, Sa Majeſté a jugé à propos de s'informer d'aucuns des Electeurs & Princes du Rhin ſes Alliez, quelle reſolution ils pretendroient de prendre en cas d'une pareille rupture, & ſi on venoit à leur demander des quartiers ou des paſſages dans leurs Etats, contraires aux Conſtitutions de l'Empire & à l'Inſtrument de la Paix, afin qu'elle puſt prendre des meſures certaines pour le bien & la ſeureté de ſes affaires.

Monſieur l'Electeur de Mayence a fait entendre à Sadite Majeſté qu'eſtant perſuadé que le maintien dudit Traité de Munſter en toutes ſes Parties, eſtoit le veritable moien de conſerver le repos & la tranquillité dont ſa Patrie jouiſſoit depuis la concluſion, il vouloit nonſeulement l'obſerver ponctuellement de ſon coſté, mais s'oppoſer de tout ſon pouvoir à ceux qui voudroient y contrevenir, de quelque maniere & ſous quelque pretexte que ce puſt eſtre; que quelques differens qui puſſent arriver entre les Couronnes de France & d'Eſpagne, ſon intention eſtoit de demeurer neutre, & de faire enſorte que l'Empire ne ſe meslaſt point des Guerres Etrangeres: que pour cet effet il eſtoit ſur le point de convenir avec quelques autres Electeurs & Princes déja ſes Confederez par l'Alliance du Rhin, d'une nouvelle declaration pour une plus étroite obſervation de la meſme Alliance, en vertu de laquelle ils veulent empeſcher dans leurs Etats toutes ſortes de levées, de quartiers & de paſſages contraires aux Conſtitutions de l'Empire, afin que par ce moien ils puiſſent non-ſeulement ſe conſerver dans une parfaite Neutralité, & détourner de leurs Etats les maux qu'ils pourroient y attirer en favoriſant les uns ou les autres des Princes leurs voiſins qui ſeroient en Guerre, mais encore ſe mettre par cette Neutralité en eſtat eux meſmes de pouvoir eſtre Mediateurs de leurs differens.

Sadite Majeſté aprés avoir meurement conſideré la fin que ſe propoſent ledit Sieur Electeur, & les autres Electeurs & Princes dans cette plus étroite Alliance qu'ils pretendent contracter enſemble, n'a pû s'empeſcher de louër leur ſage conduite, & le zele qu'ils témoignent pour le bien de leur Patrie; & quoi qu'elle ait jugé qu'il pourroit ſe preſenter diverſes occaſions, où cette penſée & reſolution dudit Sieur Electeur & des

autres Princes, de ne permettre aucunes levées de Gens de Guerre dans leurs Etats, comme eſtant contraire à ce qui eſt porté par l'Alliance du Rhin, feroit de grand prejudice aux affaires de Sa Majeſté; neanmoins comme elle a toûjours eu autant à cœur les Intereſts des Princes ſes Amis & Alliez que les ſiens propres, & que d'ailleurs elle trouve cette Union non moins utile & avantageuſe au reſte de la Chreſtienté qu'à leur Patrie, Sadite Majeſté a pris auſſi de ſa part la reſolution, non ſeulement d'y concourir & de s'y conformer, mais encore de s'unir pour la meſme fin avec ledit Sieur Electeur, qui a agréé d'autant plus volontiers l'honneur qu'il plaît au Roi vouloir lui faire; qu'il a ſceu que quoi qu'il pût arriver des Guerres qui pourroient ſe faire entre la France & l'Eſpagne, à l'occaſion du Cercle de Bourgogne, lequel doit en vertu du Traité de Munſter demeurer Membre de l'Empire, Sa Majeſté Tres-Chreſtienne declare, que ſon intention eſt que l'Empire n'en reçoive aucune diminution, prejudice ni dommage, & que toutes choſes, ſans y rien innover ni alterer, demeurent en la diſpoſition où elles ont eſté miſes par l'Inſtrument de la Paix.

Surquoi le Sieur Abbé de Gravel, muni d'un plein Pouvoir de Sa Majeſté, aiant eu pluſieurs Conferences avec Monſieur l'Electeur de Mayence en perſonne, ils ſont enfin convenus du preſent Acte aux conditions qui enſuivent.

I. Que l'Alliance du Rhin au terme de ſon expiration, ſera prorogée encore pour trois années conſecutives, avec les meſmes Princes qui la compoſent aujourd'hui & qui y voudront demeurer, ſi non avec les autres & aux meſmes conditions des Inſtrumens precedens.

II. Sa Majeſté promet & s'engage audit Sieur Electeur, & aux autres Princes, de ne leur demander à l'avenir aucunes levées, quartiers ni paſſages pour ſes Troupes dans leurs Etats, à moins qu'elle ne ſe trouve obligée de le faire pour proteger & aſſiſter quelqu'un d'entr'eux, en conformité de ladite Alliance du Rhin.

III. Ledit Sieur Electeur s'engage reciproquement & promet à Sadite Majeſté, de n'accorder aucunes levées, quartiers ni paſſages de Troupes dans ſes Eſtats & Païs, ſous quelque pretexte que ce puiſſe eſtre, à aucun Potentat ou Prince, de quelque dignité qu'il puiſſe eſtre, ſoit de l'Empire ou Etranger, à moins que leſdits paſſages ſe faſſent exactement ſelon les Conſtitutions dudit Empire, & pour ſervir & aſſiſter quelqu'un de leurs Alliez compris dans ladite Confederation du Rhin.

IV. Afin d'eſtre toûjours en eſtat d'effectuer, autant qu'il dependra d'un chacun deſdits Alliez, la reſolution qu'on a priſe de s'oppoſer auſdits quartiers, levées, & autres violences qui pourroient leur eſtre faites, ledit Sieur Electeur mettra en vertu de cette nouvelle Alliance de bonnes Troupes ſur pied, leſquelles ne pourront eſtre moindres en tout tems de deux mille fantaſſins & de trois cens Chevaux que Son Alteſſe Electorale promet & s'engage d'entretenir en bon eſtat durant trois années, qui commenceront du jour que lui & les autres Princes auront conclu enſemble le Traité de leur Union, pour ne permettre aucun paſſage ſur le Rhin.

V. En cas que quelque Potentat ou Prince voulut prendre leſdits paſſages par force, & que ledit Electeur ne ſe trouvaſt pas aſſez fort avec quelques autres Princes Alliez pour l'en empêcher, Sa Majeſté s'engage auſſi & s'oblige de joindre de ſes Troupes à celles dudit Sieur Electeur & des autres Princes, en nombre ſuffiſant pour les ſoûtenir & s'oppoſer conjointement auſdits paſſages, & d'entretenir à ſes frais & dépens leſdites Troupes, auſſi long tems qu'elles ſejourneront dans les Etats de ſon Alteſſe Electorale & deſdits Princes Alliez.

VI. Le preſent Traité ſera obligatoire de part & d'autre juſqu'à la fin de l'année 1670 qui ſera le terme de ſa durée, aprés quoi il ſera permis à un chacun des Alliez, ou de le renouveller, ou de s'en retirer tout à fait.

Tous leſquels Points & Articles ci-deſſus énnoncez, ont eſté ainſi convenus & accordez de part & d'autre, entre Monſieur l'Electeur de Mayence en perſonne, & le Sieur Abbé de Gravel au nom du Roi, qui a promis d'en fournir dans un mois la Ratification de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne à Son Alteſſe Electorale, qui s'engage auſſi de donner au même tems une Declaration qui confirme la ſignature qu'elle aura faite des mêmes Points & Articles avec ledit Sieur Abbé. En foi de quoi ils ont ſigné le preſent Traité de leurs propres mains, & à celui fait appoſer les Cachets de leurs Armes. Fait à Wirtzbourg le 28. jour de Fevrier 1667. *Ainſi Signé*, JEAN PHILIPPES, Electeur. L'ABBE DE GRAVEL.

VI.

28. Fevr.

Acceptatio FERDINANDI CAROLI *Ducis Mantuæ Bonorum quorundam ab Imperatore* LEOPOLDO *ad Dies vitæ ipſi & Matri ſuæ conceſſorum; cum, ea de cauſa, Remiſſione* 58500 *Florenorum, quos Camera Oenipontana prædictæ Dominæ Matri ejus, vi delegatæ Dotis, debebat. Datum Mantuæ die ultima Februarii* 1667. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale. Faſc. 43.]

NOS FERD. CAROLUS, Dei gratia, Dux Mantuæ, & Montisferrati, &c. Hiſce notum facimus, Poſtquàm Sacra Cæſarea Majeſtas Leopoldus &c. ad noſtram, & dilectiſſimæ Dominæ Matris noſtræ Claræ Iſabellæ, natæ Archiduciſſæ Auſtriæ &c. inſtantiam clementiſſimè conceſſit, ut nos illis Bonis ſtabilibus, & mobilibus, quæ laudatiſſima Sua Majeſtas velut Hæres & Succeſſor Univerſalis defunctæ Sereniſſimæ Annæ Archiduciſſæ Auſtriæ, natæ Principiſſæ Hetruriæ, in Territorio Ducatus noſtri Mantuani, Titulo locationis mentionatæ noſtræ Dominæ Matri conceſſit, poſt obitum dictæ Dominæ Matris noſtræ, toto vitæ noſtræ tempore uti, frui poſſimus, quod nos non ſolum ſubmiſſo & grato animo, omne debitum obſequium & devotionem Auguſtiſſimo Imperatori ſpondentes, hanc Conceſſionem acceptemus, & remiſſionem, quam memorata Domina Mater noſtra, pro Capitali Florenorum quinquaginta octo millium, & quingentorum, quæ ipſi Camera Oenipontana debet, fecit, omni meliori modo approbemus, ſalva ſubſtantia, ſine ulla deterioratione, dictis bonis, in memoratum caſum uti, frui promittamus, ſed & inſuper Hæredes noſtros ad reſtitutionem dictorum Bonorum poſt mortem noſtram obligemus, concedendo, ut Sua Majeſtas Cæſarea, vel Ejusdem Succeſſores, memorata Bona poſt obitum noſtrum propria Authoritate apprehendant, nec noſtris Succeſſoribus, aut Hæredibus, ſub quocunque prætextu aut ratione, aliquod Jus retentionis competat, aut dictorum Bonorum reſtitutionem impedire, aut tardare liceat, obligantes Hæredes, aut Succeſſores noſtros, ſub generali Hypotheca noſtrorum, & ſuorum Bonorum ſpecificè ad reſtitutionem omnium illorum tam ſtabilium, quàm mobilium, quæ in Inventario cum Domina Matre noſtra, tanquam moderna Conductrice continebuntur. Cujus in rei fidem & chyrographum, & Sigillum noſtrum ſubjunximus. Datæ in Civitate Mantuæ, ultimo Februarii, Anni milleſimi, ſexcenteſimi, ſexageſimi ſeptimi.

FERD. CAROLUS.

(L.S.)

VII.

3. Mars.

Anderweiter Brüderlicher Vergleich zwiſchen denen Hertzogen zu Sachſen-Weymar/ Johann Ernſt/ Adolph Wilhelm/ Johann Georg/ und Bernhard; Wodurch ſie ferners der Criminal- und Civil-Sachen/ ingleichen auch der maleficanten und wider-annehmung der Relegirten halber übereinkommen/ und anbey auch einige in denen vorigen Verträgen abgehandelte Puncten theils erleitern/ theils auch verändern/ wie nicht weniger den modum procedendi ſo wohl in criminalibus quàm civilibus verſchlagen. Geſchehen Weymar zur Wilhelmsburg den 3. Martii anno 1667. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abſ. II. pag 571.]

C'eſt-

C'eſt-à-dire,

Ulterieure Convention Fraternelle entre JEAN ERNEST, ADOLPHE GUILLAUME, JEAN GEORGE, & BERNARD *Ducs de Saxe-Weimar ſur la maniere de proceder dans les Cauſes Criminelles & Civiles, ſur la reception des Relegués, & ſur divers autres Points qui n'avoient pas été ſuffiſamment reglés par les précedents Accords, & qui par celui-ci, ſont ou éclaircis, ou changés. A Weimar dans le Château de Wilhelmsbourg le 3. Mars 1667.*

VOn GOttes Gnaden Wir Johann Ernſt / Adolph / Wilhelm / Johann George / und Bernhard / Gebrüdere / Hertzoge zu Sachſen / Jülich / Cleve und Berg / Land-Grafen in Thüringen / Marggrafen zu Meiſſen / Gefürſtete Grafen zu Henneberg / Grafen zu der Marck und Ravensberg / Herren zum Ravenſtein / ꝛc. uhrkunden und bekennen hierdurch. Obwohl durch die Fürſt-väterliche Diſpoſition, auch darauff gegründete / und der Nothdurfft nach weiter hinzugebrachte Fürſt-brüderliche Verträge / zwiſchen uns Fürſtl. Gebrüdern allerſeits eine ſolche Verfaſſung / der Lands-Fürſtl. Regiments-Adminiſtration halber / Zeit währender Landes-Gemeinſchafft / biß anhero gemacht / daß man der gäntzlichen Hoffnung gelebet / es würde unſer geſambtes und eines jeden ſonderbares Befugniß in eine beſtändige Richtigkeit und Gewißheit geſetzet worden ſeyn.

Nachdeme aber / bey Ereignung der ſo unterſchiedenen Fälle und Umſtände / zu verſpühren / daß zu deſto mehrerer Befeſtigung Fürſt-brüderlichen guten Vertrauens und Vernehmens / auch möglichſter Vorſorge auff alle künfftige Haupt-Fälle bey der Poſterität / theils derer bißherigen Verträge reſpectivè Erläuter- und in gewiſſen dingen Aenderung / theils noch ferner hinzuthuung neuer Verträge / von nöthen ſeyn wolle / daß wir Hertzog Johann Ernſt uns mit Hochgedachten unſeren Herren Brüdern / Ld. Ld. Ld. auff derſelben vorhergangene anderweite erinnerung und wiederhohltes freund-brüderliches Anſuchen / darüber noch einſten mit einander vertraulich vernommen / unterredet / und nach reiffer der Sachen erwegung / ferner vereinbaret und verglichen.

Und zwar vor allen dingen geloben und verſprechen wir Fürſtl. Gebrüdere allerſeits / bey unſern wahren Worten und Treuen / und verpflichten uns gegen einander: Ob wohl wir von ein- und dem andern / was vorhin auch zwiſchen uns allerſeits verreceſſiret und verglichen geweſen / nunmehro gewichen / und darinnen nachfolgender maſſen ein anders beliebet / und vor gut befunden / daß es doch hinkünfftig / ſo lange bey itziger Landes-Gemeinſchafft gegenwärtige im Fürſtl. Haupt-Vergleich de Anno 1629. und angeregter Fürſt-Väterl. Diſpoſition fundirte Regiments-Form und Verfaſſung beſtehet / bey uns und unſern Fürſtl. Nachkommen / allerdings bey deme was anitzo als neue veraccordiret / und an dem vorigen nicht geändert worden / beſtändig und unveränderlich verbleiben / auch darwieder von uns den jüngern Herren Brüdern allerſeits / oder einem unter denſelben / nicht das geringſte / auff keinerley Weg oder Weiſe / (es wäre dann / daß wir vier Fürſtl. Gebrüdere allerſeits / oder unſere Nachkommen ins künfftige / aus höchſt tringender unvermeidlichen Noth / um gemeinen Nutzens und Wohlfarth unſers geſamten Fürſtl. Hauſes / auch Land und Leuthe willen / unumgänglich / und mit einmüthigen Willen / ein anders vergleichen müſſen /) weiter moviret / geſucht gehandelt werden ſoll. Worauff wir uns alſo / wie ſchon erwehnet / ſämtlich und einhellig / nachfolgender Maſſen vereiniget und vertragen:

Anfänglich und zum Erſten erinnern wir uns guter maſſen / welcher geſtalt / vermöge Fürſt-Väterlicher Diſpoſition, jedem Herrn ſeine Portion mit denen Gerichten / Hoch und Niedrig / ſo viel zur erſten Inſtanz gehörig / nebens andern zukommen. Und damit ſolche ſo wohl in Criminalibus, als Civilibus, dergeſtalt itzt und künfftig adminiſtriret werden möchten / daß eins theils Recht und Gerechtigkeit / wie es gegen GOtt und der erbaren Welt / und in eigenem Gewiſſen zu verantworten / gehandhabet / die Frommen geſchützet / die Böſen geſtrafft / auch Land und Leuthe auff keinen Fall zur Ungebühr beſchweret; andern Theils aber dem Directorio ſein gezimender Reſpect conſerviret / und die höhere Inſtanz denen jenigen / ſo ſich gravirt oder beſchwert zu ſeyn erachten / zu ihrer Nothdurfft iederzeit offen ſeye und erhalten werde / iſt in deme darauff Ao. 1662. getroffenen Fürſt-Brüderlichen Haupt-Vertrag / §. Damit aber zum Sechſten verſ. zu mehrer Kundmachung des Exercitii halber / und zwar / ſo viel zuförderſt die Criminalia betrifft / ein gewiſſer Modus dergeſtalt verglichen worden / daß nemlich der Proceſs von der Fürſtl. geſamten Regierung allhier und zu Eiſenach dirigiret / auch die Befehle / wiewohl in jedes Herrn der Portion Nahmen / daſelbſt auffgeſetzt und abgefaſt werden ſolten; Dieweil aber ſolches uns jüngern Gebrüdern nicht allein wegen des Hin- und Wiederſchickens / Verzögerung der Proceſſen und mehrern Auffwands der Koſten / etwas beſchwerlich fallen / ſondern auch an unſerm Fürſtl. Reſpect faſt nachtheilig ſcheinen / und denen / ſo unſers geſambten Hauſes Verfaſſung und Zuſtand nicht unnehaben / in die Länge verkleinerlich vorkommen wollen; ſo ſeynd wir doch dahero bewogen worden / dieſe Inconvenientien unſers älteſten und regierenden Hn. Bruders Ld. nochmahls freund-brüderlich vorzuſtellen / auch nebenſt denſelben auf Mittel und Wege zu dencken / wie zwar hierinnen eine Aenderung / ohne Abbruch des ſeiner Ldd. oder aber des künfftigen regierenden Herrn Bruders oder Vetters zuſtändigen Landes-Fürſtl. Directorii, Billigere dingen nach / getroffen / gleichwohl oder darbey vorbedeuteter gemein-nütziger hoch-nothwendiger Zweck nicht auſſer Acht gelaſſen / ſondern einen Weg als den andern beſtändig fortgeſetzt / bleiben und erhalten werden möchte.

Und ſeynd demnach nunmehro wir vier Fürſtliche Herren Gebrüdere ſolchergeſtalt diſſfalls mit einander einig und ſchlüſſig worden / daß hinführo / an ſtatt deſſen / was biß anhero mit auffſetzung derer Befehle in Criminalibus mehr gedachter unſerer geſambten Weimariſchen Regierung und Cantzeley zu Eiſenach obgelegen / ſolche Direction des peinlichen Inquiſition Proceſſus uns jüngern Fürſtl. Gebrüdern / durch die unſerige hierzu Qualificirte zu verrichten / überlaſſen ſeyn ſolte. Jedoch behalten wir Hertzog Johann Ernſt uns hierbey nicht unbillig ausdrücklich vor / wenn etwa / Zeit währender Inquiſition, einiger Inquiſitus beedes in Peinlichen / als andern Verbrechungs-Sachen / in ſeinen obliegenden beſchwerden an uns / als itzigen in gemeinen Nahmen regierenden Landes-Fürſten ſuppliciren / oder auch von uns auſſer dem zuweilen vor nöthig befunden würde / den Zuſtand der in denen Aemtern angeſtellten Inquiſition ex officio zu erkundigen / und deswegen nechſt einſendung der Acten / der Beamten Bericht zu erfordern / daß uns in beeden Fällen / unſers Landes-Fürſtl. Directorii hierunter zu gebrauchen / auch die Nothdurfft durch unſere geſamte Regierung allhier und zu Eiſ. nach diſſfals zu beobachten / allerdings unbenommen verbleibe. Welches nicht allein wir / die übrigen Fürſtl. jüngere Herren Gebrüdere / unſerm obangezogenen Fürſt-Brüderlichen Haupt-Vertrag allerdings gemäß zu ſeyn erachten / ſondern wir ſeind auch noch hierüber des Erbietens / die in Criminal-Sachen ergangene Acten vor der Verſchickung zum End-Urtel / zumahln in ſchweren Fällen / welches wir / es betreffe gleich Leibes- und Lebens oder andere Straffen an / nach wichtigkeit der Umſtände / oder da ſich ſonſten Difficultäten darbey ereignen / vernünfftig zu judiciren / unſerer geſambten Regierung oder dem Ober-Auffſeher nacher Eiſenach zu überſenden / und darüber ihr pflichtmäßiges bedencken zu vernehmen. Da ſich auch alsdenn / oder ſonſt nachgehends befinden würde / daß im Proceſs verſtoſſen / und ſonſt etwas Unrechtes vorgangen wäre / wollen wir ohne einzige Widerrede geſchehen laſſen / und gerne nachgeben / daß deswegen nothwendige Reformation fürgenommen / der Beambte / befundenen dingen und Umſtänden nach / ſo ex Actis und ſonſt vorher wohl zu erkundigen / auch allenfalls nomine Directorii, in beyſeyn jemanden von dem Herrn der Portion, mit beobachtung deſſen Particular-Intereſſe, dem Beampten Articuls-weiſe vorzuhalten / wenn er zuförderſt mit ſeiner vermeyntten Defenſion gehöret / dem verbrechen gemäß / jedoch mit vorbewuſt des Herrn der Portion, ernſtlich geſtraffet werde.

Zum andern / ob wohl in unſerm Fürſt-brüderlichen Haupt-Receſs, de dato den 20. Septembris Anno 1662. §. Damit aber zum ſechſten / verſ. Es iſt auch weiter ꝛc. ſo wohl dem darauff erfolgten Nach-Receſs, de dato den 17. Maji Anno 1663. §. Ob zwar hierüber und zum vierten ꝛc. klar verſehen / wie es mit begnadigung der Maleficanten zu halten / ſo ſeynd doch wir Fürſtl. Gebrüdere allerſeits nunmehro ſchlüſſig / und des einhelligen ſinnes worden / daß hinführo in Leib- und Lebens-Straffen / wie auch inſonderheit in Caſu adulterii und Gottes-Läſterungen / was gleich vor Straffen deswegen zuerkandt werden möchten / über begnadigung / wenn ſie von dem armen Sünder nach eingelangtem Urthel geſucht wird / von dem Herrn der Portion mit dem regierenden Herrn communiciret werden / und da ſie ſtatt findet / die ankündigung derſelben auch in ſeinem Nahmen allein / jedoch mit vermeldung der fürgangenen freund-brüderlichen Communication geſchehen ſoll. Wenn aber die begnadigung vor einholung des Urtheils gebeten / oder aber mit zugleich einverleibter eigentlicher benennung einer mildern Straffe / und wie hoch ſich dieſelbe noch endlichen erſtrecken ſoll / durch die Urtelsfaſſer ultro, und in ſpecie ungefragt in die Sentenz geſetzt würde / iſt deswegen die Communication nicht von nöthen / ſondern es wird die Urthels-Frage erſten falls nur in genere, ob / und wie weit die begnadigung von Rechts und Gewiſſens wegen ſtatt haben könne / eingerichtet. Da nun das einkommende Urthel / ohne / oder auff dergeſtaltige Befragung / einige gäntzliche Remiſſion, oder auch nur Linderung der Straffe / jedoch mit gewiſſer derſelben Determination, in ſich hält und bringet / wird ſolche bloß im Nahmen des Herrn der Portion, ohne Meldung einiger Communication, publiciret / und dem Miſſethäter angedeutet / widrigen falls aber / und wenn dem Urthel dergleichen Special-Determination nicht einverleibt / ſoll ſolche Communication einen Weg als den andern mit dem Directorio annoch gepflogen werden.

Ingleichen haben wir ſämbtliche Fürſtl. Gebrüdere / der Relegirten oder des Lands Verwieſenen wiederannehmung halber / uns nicht minder dahin verglichen / daß zwar ſolche in geringern verbrechungen jedem Herrn in ſeiner Portion alleine zu überlaſſen / jedoch daß er dabey behutſam und nicht ohne Rath verfahre,

fahre. Wenn aber die Delinquenten das Leben bereits verwürcket hätten / und ſolche Todes-Straffe nachgehends in die Relegation verwandelt worden / als dann in Caſu Adulterii und andern geſchehen kan / ſolchenfalls ſoll der Herr der Portion die Wahl haben / und in deſſen Willkühr ſtehen / ſich dißfalls entweder rechtlich informiren zu laſſen / oder aber ohne einholung dergleichen Urtels / es mit dem Fürſtl. Directorio zu communiciren / und mit demſelben / ob und welcher geſtalt der Verwieſene / mit zulaſſung der Rechte / wieder eingenommen werden könne / ſich zu vergleichen / welches letztere auch gleichfalls in acht zu nehmen / wenn in dem eingelangten Urthel kein Gewiſſes vor die Reception determiniret worden.

Wie nun dieſes alles / was in dieſem andern und vorhergehenden erſten Punct begriffen iſt / von uns allerſeits Fürſtl. Gebrüdern beliebet und acceptiret worden; alſo wollen wir auch / in Krafft dieſer Verpflichtung / und zwar jeder an ſeinem Orth / uns darnach / auch deme / was ſonſt in hierauff folgendem dritten Punct / wegen der erſten Inſtanz in Civil-Sachen / zwiſchen uns allerſeits einmüthig verglichen / darbey erinnert und bedinget worden / jederzeit zu richten / und es treulich in acht zu nehmen / ſchuldig und verbunden ſeyn.

Was denn hiernechſt zum dritten die erſte Inſtanz in denen Aemtern / ratione Civilium, anbelanget / bleibet uns allerſeits Fürſtl. Herren Gebrüdern / auch unſern Fürſtl. Erben und Nachkommen / ſo lange dieſe Landes-Gemeinſchafft währet / dieſelbe nochmahls nicht unbillig.

Und obwohl hergegen die höhere Inſtanz durchgehend zum Directorio gehörig / und dahero dem jenigen / ſo ſich über einen Amts-beſcheid / oder ſonſten eine andere von denen Beamten gethane verordnung / oder auch über ein in dem Aemtern eingeholtes Urtel / es möge gleich interlocutoriè oder definitivè ſeyn erkande worden / beſchweret / oder ſonſten ſeine Nothdurfft bey unſerer geſamten Regierung alhier / oder der Cantzley zu Eiſenach / nachdeme die Sach ein oder andern Orts hingehörig / zu ſuchen befugt iſt / von daraus dann jedesmahl / ſo offt es nöthig / Directorii nomine gebührende und rechtmäſſige Verordnung weiter gethan werden ſoll; So können wir / der älteſte regierende Bruder / doch geſchehen laſſen / wenn künfftig ein Unterthan oder Parthey nicht alſobald an das Directorium, (welches doch ihme jederzeit frey und allerdings ungewehret ſeyn ſoll /) ſondern lieber Anfangs / in denen in die erſte Inſtanz gehörigen Civil- und Klag-Sachen / an den Herrn der Portion ſeine Supplication einrichten / und ſich darin über den Beamten / wegen verzögerter oder verweigerter Juſtiz, erwieſener Partheyligkeit / begangener Ubereylung und ſonſten / beſchweren wolte / daß ſolchenfalls einem jeden Herrn in ſeiner Portion frey ſtehen möge / entweder den Supplicanten mit ſeinem ſuchen ſo balden zur geſamten Regierung oder Cantzley zu weiſen / oder vor ſich / und durch die ſeinigen / mund- oder ſchrifftlich dem Beamten zu befehlen / ſein Amt / bey Adminiſtration der Juſtiz in dem beklagten Handel / dermaſſen gebührend zu beobachten / damit es keines ernſten einſehens wider ihn behuffen möge.

Gleiche Meinung ſoll es auch haben / wann ein Beamter von dem Herrn der Portion, oder den ſeinigen / etwa vor ertheilung eines gewöhnlichen Amts-Abſchieds / wie er ſich bey deſſen Abfaſſung zu verhalten / damit derſelbe im Stand Rechtens paſſiren könne / ſich informiren laſſen wolte / daß nemlich alsdann ſolches ebenmäſſig ohngehindert geſchehen möge; Jedoch / daß in beeden dieſen Fällen die Reſolution und Verordnung / aus gewiſſen erheblichen Urſachen / keines weges zu den Acten gebracht werde. Und wiewohl ſich nicht fügen wil / die Güthliche Handlung erſt nach ertheiltem Amts-beſcheid / oder publicirten Urtel / ja alsdann geendigter erſten Inſtanz, aufs neue wieder zu verſuchen; So iſt doch jedem Herrn in ſeiner Fürſtl. Portion, nach Inhalt des Fürſt-brüderlichen Haupt-Vertrags de Anno 1662. §. Zum ſiebenden vers. Do auch überdiß ꝛc. ungewehet / ehe es zum beſcheid kommet / oder auch vor dem Rechtlichen Verfahren / und zwar allein in caſu leuterationis, ſolche gütliche Handlung nach Befindung / und wenn ſich zumahlen die Partheyen gutwillig darzu verſtehen wollen / ſelbſten zu vermitteln / und durch die ſeinigen pflegen zu laſſen. Im übrigen bleibet die andere oder höhere Inſtanz, es verſire gleich eine Sach im Proceſs oder nicht / dem Landes-Fürſtl. Directorio nochmahls nicht unbillig / und ſollen dahero die in erſter Inſtanz vor denen Aemtern und Gerichten ergangene beſcheide und andere Verordnungen / wann die geſamte Regierung oder Cantzley einen Irthum und unrechtmäſſige Procedur aus denen eingeſchickten Actis und Berichten befinden wird / des Directorii Reformation und contrari Verfügung unhinderlich unterworffen / denen Partheyen auch vorher die gewöhnlichen remedia ſupplicationis & appellationis nochmahls vorbehalten ſeyn und bleiben. Damit auch die Beamten heut oder morgen deſto weniger mit der Unwiſſenheit / als wenn ſie von dieſer unſer neuen einmüthigen Fürſt-brüderlichen Vergleichung keine Nachricht erlanget / ſich zu entſchuldigen haben mögen; So ſollen dieſelben beedes allhier zur geſamten Regierung / als auch drauſſen zur Eiſenachiſchen gemeinen Cantzley / förderlich erfordert / ihnen in beyſeyn jedes Herrn der Portion habenden Particular-Raths / oder wen der ſonſten darzu verordnen wil / der eigentliche Inhalt deutlich erkläret / jeder aber darbey ausdrücklich verwarnet werden / ſich nach demſelben in allen ſtrictè zu reguliren / und in Adminiſtration der Juſtiz dermaſſen zu bezeigen / damit der Regierende Herr nicht Urſach nehmen müſſe / genaue Viſitation und erkundigung in denen Aemtern dißfals anzuſtellen / und auf vorhergangene freund-brüderliche Communication; wider der Beamten befundene Mißbräuche und überfahrung ernſtliche und nachdrückliche Animadverſion in geſamten Nahmen anzuordnen.

Hierauf thun wir Jüngere Fürſtl. Gebrüdere / vor uns / unſere Erben und Nachkommen / wie auch wir Hertzog Johann Ernſt / gleichfalls vor unſere Erben / uns hiermit und in Krafft dieſes dahin einmüthig verpflichten und verbinden / daß / da Zeit währender unſerer jetzigen geſamten Regiments-Verfaſſung / die hierinnen begriffene Modification und Aenderung von ein- oder dem andern Fürſtlichen Intereſſenten / beydes in Criminalibus, als Civilibus, mißbrauchet / und die Unterthanen oder Klagenden wider zuverſicht mit ihrer Nothdurfft nicht gnugſam gehöret / ſondern übereilt / verkürtzet / oder ſonſten auf einigerley Weiſe und Wege über Gebühr / und unſern Verträgen zu entgegen / beſchweret werden ſolten / wir die jüngere Brüdere unſers älteſten Herrn Bruders Ld. oder künfftigen Directoris, um dergleichen Unheil nachdrücklich vorzubauen / und daſſelbe abzuwenden / gegen den überfahrenden Theil / da der Exceſs ausfündig zu machen / getreuliche Aſſiſtenz leiſten wollen.

Sonſten hat es auch hierbey ſein bewenden / daß / denen Verträgen zuwider / hiernächſt keine Policey- Conſiſtorial- Innungs- und andere dem Directorio überlaſſene und zukommende Sachen / ſie mögen unſere Intraden und abſonderliche Jura zugleich mit berühren oder nicht / (da zwar jenenfalls vor der Deciſion und entſchlieſſung aus dem Directorio mit dem Herrn der Portion nicht unbillich Communication zu pflegen /) von uns jüngern Fürſtl. Gebrüdern angenommen / ſondern da dergleichen einkommen / ſelbige an mehr gemeltes Directorium allerdings remittiret werden ſollen. Und zwar dieſes und alles vorige mit dem fernern Anhange / daß der jenige / ſo darwider handeln wird / nach befindung / und da es die übrige Fürſtl. Herren Gebrüdere oder Vettere / auf erfolgte Freund- Brüder- oder Vetterliche Communication, und der Sachen reiffe erwegung / alſo erkennen werden / dieſes vergleichs verluſtiget / und zu vorigem in dieſem Paſſo wieder verbunden ſeyn ſolle.

Nachdeme auch zum vierten / wegen belangung der Beamten / Zweifel vorfallen wollen / wo ſolche geſchehen ſolle / ſo hat man hierinnen ſich etwas eigentlicher zu bereden und zu vergleichen / vor rathſam erachtet.

Da nun über einen Beamten ſeines Amts / der verwaltung halber / beſchwerung geführet würde / und ſolche betreffe Intraden oder andere jedem Herrn abſonderlich zukommende Jura, ſo verbleibet es nochmahls bey dem Fürſt-brüderlichen Haupt-Receſs, §. 7. welcher klare Maſſe giebt. Und do die beſchwerung ob non vel malè adminiſtratam aut protractam Juſtitiam, oder wegen verdächtiger Partheyligkeit wäre / ſo iſt deswegen bereits im vorhergehenden andern Punct gemeſſene verſehung geſchehen / wobey es denn billig nicht weniger ſein bewenden.

Wenn aber ein Beamter / nicht wegen ſeines Amts und deſſen Adminiſtration, ſondern ſeiner Privat-Händel halber / belanget würde / geſchiehet ſolches pro ratione circumſtantiarum, nach Verordnung der Rechte / in foro Domicilii, und alſo nicht unbillig vor dem Herrn / in deſſen Portion er in dienſten und ſeßhafft iſt / welchenfals derſelbe eine unpartheyiſche Commiſſion vor ſich anzuordnen befugt ſeyn ſoll / oder aber in foro Delicti rei ſitæ & Contractus, und bleiben hierunter einem jeden die ihnen in Rechten gegönnte Beneficia und Competentia fori unbenommen / und da / zumahl auch in dergleichen Commiſſion, nicht legitimè ſolte procediret werden / ſoll dem Gravato allerdings freyſtehen / ſich entweder per modum ſupplicationis vel appellationis bey dem Directorio darwider zu beſchweren / und ſelbiges darauff gemeſſene Verordnung communi nomine zu machen haben.

Ferner und zum Fünfften iſt zwar wegen Annehmung der Beamten in offt angezogenem Haupt-Receſs bereits gute Verſehung geſchehen / jedoch anitzo noch dieſe Erläuterung hinzu zu thun / vor gut befunden worden: Daß nemlich / ſo viel die jenige Beamte betrifft / welche zugleich mit gemeinſchafftlichen Sachen und der Juſtiz zu thun haben / deren Denomination bey dem Domino Portionis beſtehen / und Ihm daran vom Herrn Directore, ohne erhebliche Urſachen / keine hinderung gethan / ſondern zwiſchen ihnen beeden / ſolcher der Beamten annehmung halber / Freund- Brüder- oder Vetterliche Communication gepflogen werden / nach gemachtem Schluß aber der Dominus Portionis alleine die beſtallungen zu unterſchreiben haben / ſonſt aber es bey der bißherigen Eydes-Notul und andern ungeändert bleiben / und ſolche geſamte Pflicht auf Verordnung des Directorii, in unſerer geſamten Regierung zu Weymar oder Cantzleyen zu Eiſenach / in gegenwart des Herrn der Portion Particular-Raths / oder eines andern darzu Deputirten / von dem neuen Beamten abgelegt / auch eine beſtändige beſtallungs-Formul abgefaſt und begriffen / und dann die Inſtallir- und einführung des geſamten Beamten / beedes in des regierenden / als des andern jüngern Herrn Nahmen / welcher / nach belieben / auch jemand von den ſeinigen mit beyzuordnen hat / zu werck gerichtet werden ſolle.

Im übrigen und zum ſechſten iſt / wegen derer in denen Portionen gelegenen / und mit gewiſſen Juribus verwandten / an ſich aber Schrifftſäſſigen Städte / nicht geringer Zweiffel vorgefallen / wie weit denenſelben ſo wohl ſchrifft- als mündlich von jedem Herrn der Portion, reſpectu ſolcher Jurium und dahero rührenden Præſtationen / befohlen werden könne / in deme die jün-

gere

Digitized by Google

gere Herren Brüdere darauf beſtanden/ daß ratione deroſelben/ und ſo weit ſich ſolche Jura erſtrecken/ nicht allein bloſſe Monitoria, welche gerne geſtanden werden/ ſondern auch/ bey verſpührten Ungehorſam/ Nachläſſigkeit in Lifferung der Gefälle/ und Leiſtung ihrer ſchuldigkeit/ pœnalia Mandata ertheilet/ und endlich gar die Execution vollſtrecket werden könte/ und dahero ſolches in gegenwärtigen Vergleich mit zu bringen/ urgiret/ darwieder aber ein und andere wichtige Conſideration vorkommen/ daß wir der älteſte und jetzt regierende Herr/ darein zu willigen/ uns noch zur Zeit nicht reſolviren können.

Und wenn nun hochgedacht unſer fr. geliebten Brüder Ld. Ld. Ld. bey denen erſten beruhen möchten/ ſol ihnen auf dero bloſſes anmelden/ ſo weit ſich ihre befugnüs erſtrecket/ ſolche Aſſiſtenz geleiſtet werden/ daß dero Reſpect gnugſam gerettet/ und wider die Ungehorſamen behauptet werden könne.

Weilen auch hierüber und zum ſiebenden von nöthen ſeyn wil/ daß in Zeiten auf künfftige Fälle gedacht und Verordnung gemacht werde: Als haben wir eingangs benannte Fürſtl. Gebrüdere uns einhellig beredet und verglichen/ daß nach unſerm oder der Unſerigen tödlichem hintritt/ im Fall unmündige junge Herren/ und deren mehr denn einer/ aber nicht alle beyſammen wären/ der älteſte von denen anweſenden das Votum nomine commune, ohne Communication mit denen abweſenden/ führen/ und damit derer andern Herren Gebrüdere Intereſſe deſto beſſer beobachtet/ auch mißtrauen und ſtreit verhütet werde/ der geſamten Räthe treuen Raths ſich hierunter gebrauchen/ wären ſie aber beyſammen und alle zugegen/ die Communication nach denen alten und neuen Verträgen geſchehen ſolte.

Da auch unmündige junge Herren vorhanden/ ſoll dem Herrn Vater zwar/ wegen beſtellung der Vormundſchafft/ ſo weit freye hand gelaſſen ſeyn/ daß er ſolche entweder einem Herrn Bruder und Herrn von dieſem Hauſe/ oder aber/ nach belieben/ einem frembden auftragen möge/ jedoch/ daß er bey dem letzten ſolche Verordnung mache/ daß derſelbe allein bey Adminiſtration derer Intraden und getheilten Jurium verbleibe/ nicht aber er/ ſondern ein ander vom Hauſe/ in Publicis & Secretis Domus, das Votum, auch da hierdurch die Majora auf deſſen Perſon kommen ſolten/ daſſelbige die geſamte Regierung zu führen hätte; Wären auch theils mündige/ theils unmündige/ ſoll es mit beeden auf bishero gemeldete weiſe gehalten werden.

Nicht weniger und zum achten hat auch/ wegen der nach unſerm oder der Unſerigen tödlichem Abgang hinterbleibenden Fräulein Fürſtl. Unterhalts und ausſtattung/ die Nothdurfft zu bedencken ſeyn wollen. Was nun erſtlichen dero Alimentation und Unterhalt betrifft/ ſtehet ſolche/ auf dem Fall/ wenn nebenſt denenſelben zugleich Junge Herrn vorhanden ſind/ auf Väterliche Diſpoſition, oder/ da ſolche ermangelt/ auf derer Herren Brüder ehrlicher und ſtandmäſſiger verſorgung/ wobey man ſich nach dem Lauff der Zeiten/ zuſtand des Landes und der einkünfften/ auch der anzahl der Perſonen zu achten/ und das werck/ der billigkeit nach/ alsdann darauf einzurichten haben wird. Wären aber keine Junge Herren oder Gebrüdere vorhanden: ſollen denen Fürſtl. Fräulinnen insgeſamt/ bey jeder Linie oder Portion, auf eines biß drey incluſive Jährlich — Gülden/ und auf vier biß ſechs incluſivè — Gülden/ do auch derer noch mehr/ auf jedes Jährlich — Gülden gereichet/ und gewiſſe einkünfften darzu angewieſen und prædiciret werden. Was denn dero ausſtattung anbelanget/ haben wir uns geſamt/ dieſen Paſſum annoch unerörtert/ und auf die Zeit und zuſtand/ wenn ſich Caſus ereignen möchten/ geſtellet bleiben zu laſſen/ im weitern nachſinnen vor rathſamer befunden. Damit aber/ auf begebende Fälle/ deſto weniger zweiffel entſtehen möge/ ob unſere Hertzog Johann Ernſts Fürſtliche Kinder und Nachkommen deſſen/ was unſerer freundlich geliebten Brüdere Ld. Ld. Ld. und dero Nachkommen/ durch dieſe reſpectivè erläuter- und aenderung voriger Verträge erlanget/ gleichergeſtalt theilhafftig/ und dabey ruhig zu laſſen; Als haben wir ſolches zum Überfluß expreſſe hierauf erinnern und bedingen wollen.

Überdiß und zum neunten laſſen wir Hertzog Johann Ernſt zu Sachſen/ ꝛc. uns nicht zu entgegen ſeyn/ daß unſere fr. geliebten Brüder/ Ld Ld. Ld. ſo offt es die gemeine angelegenheiten und der geſamtſchafftlichen Sachen und Geſchäffte Nothdurfft erfordert/ zur mündlichen unterredung und Deliberation anhero kommen/ wie denn ſolches/ Vermöge Fürſtl. Väterlichen Teſtaments und getroffener Verträge/ ohne das Ihren Ld Ld. Ld. frey und bevor ſtehet. Und obwohl letzthin verglichen/ daß in ſolchen fällen jeder Herr die anſtalt zu ſeinem Unterhalt vor ſich auf ſeine eigene abſonderliche Koſten und Privat-Mittel machen ſoll; So können wir doch/ widrige gedancken zu vermeiden/ geſchehen laſſen: daß in fällen/ da Ihre L L Ld ſich zu obbedeutetem ende allhier befinden/ die ausrichtung aus unſerer geſamten Cammer/ und auf geſamter Koſten/ gethan/ und hierzu unſer geſamter Cammer-Verwalter/ oder ein ander qualificirter Cammer- oder Rentherey-bedienter/ wie auch unſere oder künfftigen Directoris Leute/ oder aber unſere Particular-bediente/ wie wir es jeden mahl vor thunlich und nöthig befinden werden; Jedoch daß die Koſten jährlich zum höchſten über — fl. ſich nicht belauffen/ und deswegen Ihre L.L.Ld. jedes mahl mit gar wenigen Comitat, als dero eigenen anerklärung nach/ jeder zum meiſten mit 8. Perſonen und 10. Pferden einlangen/ auch die Kutſcher und Pferde vor ſich verpflegen/ oder da einer von denen Herren Gebrüdern dißfalls abſonderliche Unkoſten verurſachen würde/ denen andern/ jedem eben ſo viel aus geſamter Cammer an Gelde gereichet werden/ ſolches auch nur/ wie ſchon gemeldet/ bey denen zur gemeinen Deliberation angeſehenen Conferenzen/ ſonſten aber bey Privat-Anherokünfften nicht ſtatt haben ſolle.

Endlich und zum zehenden/ obwohl im Fürſtl. Väterlichen Teſtament, und darauf geſchloſſenen Verträgen/ unter andern verſehen/ daß unſers weiland hochgeehrten/ in GOtt ruhenden Herrn Vaters Gnd. Cabinet, wie auch die Drechſelſtuben/ und was zu beeden gehöret/ aus ſonderbahren Abſehen unvertheilet bleiben/ und bey hieſiger Reſidenß beyſammen gehalten werden ſolte/ wir auch der älteſte Bruder/ ſolchem nachzukommen/ und hierinnen keine aenderung zu treffen/ vor uns jederzeit geſonnen geweſen/ wir jüngere Fürſtl. Gebrüdere auch allerſeits ebenmäſſig anfangs und eine Zeithero in ſolcher meinung geſtanden; So iſt doch aus allerhand wichtigen Conſiderationen endlich vor gut befunden/ und durch einhellig von uns allerſeits gemachten ſchluß beliebet worden/ daß ſolche Sachen/ als welche ohne das in die Länge nicht zu erhalten/ ſondern nach und nach Schaden nehmen/ und dergeſtalt vergehen würden/ daß ſie hernach gar nicht mehr nutzen/ noch zu gebrauchen ſeyn dürfften/ ſonderlich aber die Bücher/ koſtbahre Uhrwercke/ Mathematiſche Inſtrumenta, Muſicaliſche Sachen/ ſchöne Gemählde und dergleichen/ vertheilet/ und von einem jedweden/ zu Hochged. unſers allerſeits weiland Hochgeehrten Herrn Vaters Gnd. Chriſtlöbl. andenckens ſonderbahren Ehren/ wohl in acht genommen/ und unverändert erhalten/ das jenige aber/ was an verfertigter Helffenbeiner und anderer künſtlichen arbeit verhanden/ in ein abſonderlich Zimmer ordentlich geſtellet werden/ und in gedachter hieſigen Reſidenß der geſamtſchafft verbleiben/ jedoch die Drechſel-Banck und darzu gehörige Inſtrumenta, weilen ſie nicht füglich von einander zu ſepariren/ auch zu deren Conſervation je länger je mehr Unkoſten aufgehen möchten/ entweder ein oder andern von uns Gebrüdern/ ſo darzu belieben trüge/ oder einer andern Fürſtl. Hohen Perſon/ um billigmäſſigen werth überlaſſen/ und zugeſchlagen werden ſoll.

Uhrkundlich/ auch um ſteter/ veſter und unverbrüchlicher haltung willen/ haben wir eingangs ernennte vier Fürſtliche Herren Gebrüder dieſen anderweit verabhandelten Freund-Brüderlichen Vertrag eigenhändig unterſchrieben/ und mit unſern Fürſtlichen hand-Secreten beſiegeln laſſen. So geſchehen Weymar zur Wilhelms-Burg/ den 3. Martii, im Jahr 1667.

VIII.

31. Mars.

France et Portugal.

Traité de Ligue Offensive & Defensive entre les Sérénissimes & Puissans Princes le Roi LOUÏS XIV. & ALFONSE VI. *Roi de Portugal, contre le Roi de Castille. Fait à Lisbonne le dernier Mars* 1667. [FREDER. LEONARD. Tom. IV. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans LONDORPII *Acta Publica*, Tom. IX. pag. 528. en Latin; dans les Memoires d'ABLANCOURT, pag. 304. dans les Memoires de LIONNE. pag. 59. dans le Recueil des Traitez de Confédération & d'Alliance entre la Couronne de France & les Princes & Etats Etrangers, pag. 505. & dans GASTELIUS, *de Statu publico Europæ noviss.* pag. 290. en Allemand.]

APRE'S que le Roy Tres-Chrestien d'une part, usant des moyens doux & amiables, n'a pû reduire le Roi de Castille à ce que par la Justice de sa cause, il lui rendit les Places & Estats qui appartiennent par Succession à la Reine Tres-Chrestienne son Epouse, ni d'autre part le Roi de Portugal aprés plusieurs Victoires, & avec l'intervention du Roi de la Grande Bretagne, n'a pû obtenir du Roi de Castille une honorable & seure Paix, comme finalement il se connoist par infinies experiences, que la seule force des Armes peut obliger les Castillans à ce qu'ils consentent que chacun jouïsse de ce qui lui appartient, Nous Melchior de Heron, Baron de S. Romain, Chevalier de l'Ordre de S. Lazare, Abbé de Saint Leonard de Corbinace, Commissaire ayant pouvoir, Deputé pour le present Traité pour Sa Majesté Tres-Chrestienne d'une part; & de l'autre Don Vasquez Louïs d'Agames, Marquis de Nissé, Comte de Laridiquiere, & Admiral des Mers des Indes Orientales, & Don Juan de Sylve, Marquis de Gauve, Comte de Portalegre, &c. Grand Maistre de la Maison du Roi, & Don Antoine Louis de Menesses, Marquis de Marialve, Comte de Castagñde, &c. & Francisco de Mello de Torres, Marquis de Sande, Comte de Ponte, &c. Louis de Vasconcellos, de Souse, Chastelmelhor,

melhor, &c.* Antoine de Souſe, Maqueda Sieur de Lille Grande, Secretaire d'Eſtat, tous Deputez de la part de Sa Majeſté de Portugal, avec pouvoir pour faire ledit Traité: aprés l'examen fait des Pouvoirs, & Procurations de l'un & de l'autre deſdits Seigneurs Rois, & avoir meurement examiné tous les Points d'icelui, avoir fait & contracté par ordre deſdits Seigneurs Rois, en vertu deſdits Pouvoirs, la ſuivante Ligue Offenſive & Defenſive, & les Articles d'icelle, afin que par ſon moyen on oblige les Caſtillans à une juſte, ſeure & honorable Paix.

I. Au même inſtant que la Paix qui ſe traite preſentement entre la Couronne de France, ſes Alliez & l'Angleterre ſera concluë, le Roi Tres-Chreſtien declarera la Guerre à la Caſtille, & la fera par Mer & par Terre.

II. Si contre l'eſperance & les deſirs des deux Rois, la Paix d'Angleterre ne ſe concluoit pas preſentement, ni dans l'eſpace de 30. mois d'aujourd'huy, leſdits 30. mois paſſez, nonobſtant la Guerre d'Angleterre, le Roi Tres-Chreſtien declarera la Guerre à Caſtille, & s'obſervera religieuſement le preſent Traité pour dix ans entiers, à compter de ce jour; & ſi pour quelque raiſon importante Sa Majeſté ne declaroit pas la Guerre à Caſtille, aprés l'eſpace deſdits trente mois paſſez, neanmoins ſe gardera encor ce preſent Traité juſques à la fin deſdits dix ans exactement en toutes choſes, comme auſſi la continuation de la ſubvention de neuf cens mille Cruſados, en la forme convenuë en l'Article ſuivant, juſques au jour que le Roi Tres-Chreſtien declarera la Guerre au Roi de Caſtille.

III. Du jour auquel le preſent Traité ſera ſigné, juſques au jour que la France declarera la Guerre, ſoit que pendant l'eſpace de 30. mois, ou moins, la Paix d'Angleterre ſe faſſe ou non, le Roi de Portugal fera la Guerre avec toutes ſes forces, & ne fera Paix ou Treves aucune de peu ou de long tems avec la Couronne de Caſtille; & afin que le Roi de Portugal puiſſe plus commodement ſoûtenir les frais de la Guerre juſques à ce que le Roi Tres-Chreſtien la declare à Caſtille, Sadite Majeſté Tres-Chreſtienne accorde à Sa Majeſté de Portugal par chacun an, un million & huit cens mille Livres, Monnoye de France, laquelle reduite en Monnoye de Portugal fait la Somme de neuf cens mille Cruſados, de laquelle Somme ſix cens mille Livres ſeront employez à l'entretien des Troupes Françoiſes, par l'ordre de Noble Homme Pierre Gravé, ou ſon Succeſſeur, comme il s'eſt pratiqué juſques à cette heure, & les douze cens mille reſtantes, qui ſont ſix cens mille Cruſados, ſe payeront à Lisbonne au Roi de Portugal en trois payemens de 400000. Livres chacun, le premier dans deux mois aprés la Ratification du preſent Traité, le ſecond quatre mois aprés, & le même ſe fera tous les ans, de quatre en quatre mois.

IV. Dés l'inſtant que la Guerre ſera declarée par le Roi Tres-Chreſtien, à celui de Caſtille, Sa Majeſté Tres-Chreſtienne demeurera delivrée du payement d'un million huit cens mille Livres: & ſeulement payera pour ſubſiſtance un million de Livres, deſquels en ſera employé ſix cens mille Livres, comme il eſt dit ci-deſſus, pour l'entretien des Troupes Françoiſes, & le ſuperflu à l'ordre de Sa Majeſté de Portugal: comme auſſi il a eſté dit, declarant que ſi Leurs Majeſtez de France, & de Portugal, font retirer les Troupes Françoiſes, ladite Somme ſe delivrera entierement au Roi de Portugal, pour les frais de la Guerre.

V. Et afin que ladite Somme ſe paye en Lisbonne, le Roi de Portugal fera mettre ſa marque à deux cens ſoixante mille Patacons, ſans aucuns frais & dépens, tant pour la ſolde des Troupes Françoiſes, que pour les ſalaires que le Roi Tres-Chreſtien donne aux Chefs & Conducteurs de Guerre qui ſervent en Portugal par ſon ordre, le ſurplus de la Somme promiſe avant ou depuis la Guerre declarée ſe payera en Lisbonne, & le Roi de Portugal recevra la moitié en Monnoye d'Argent Françoiſe, appellées Ecus blancs, en Eſpagnol vulgairement dits Patacons, pour la valeur de ſix cens Rez chacun, & l'autre partie en Piſtoles d'Eſpagne, ou Louïs d'Or François, pour la valeur de deux mille Rez chacun.

VI. Le preſent Traité s'obſervera le temps de dix ans, & pendant les trente premiers mois dudit temps, & avant qu'ils ſoient paſſez, s'il eſt poſſible, le Roi Tres-Chreſtien declarera la Guerre au Roi de Caſtille, comme il eſt dit au deuxiéme & troiſiéme Article; & cependant il y aura Alliance & Ligue Offenſive & Defenſive, contre les Rois & Roiaumes de Caſtille, & ſes Alliez, exceptez les Rois d'Angleterre, & de Suede, juſques à ce qu'il ſe puiſſe conclure une bonne & commune Paix, par laquelle demeurent reſpectivement ſatisfaits les Rois Confederez; Sçavoir, le Roi Tres-Chreſtien ſur les Places & Eſtats qui appartiennent à la Reine ſon Epouſe par Droit de Succeſſion, & le Roi de Portugal ſur la reconnoiſſance & rétabliſſement de ſa Couronne Royale, ſous la declaration que la Paix ſe traite directement, & par écrit entre les Rois de Portugal & de Caſtille, nommément comme il eſt accoûtumé de ſe faire entre Roys égaux, de bonne foi, & hors de toutes doutes & ſurpriſes, & que le Roi de Portugal reçoive toutes les Places de Portugal & Algarves que les Armes Caſtillanes auront occupées, & de la même maniere le Roi Tres Chreſtien les tiennes en France.

VII. Durant l'eſpace deſdits dix ans, il ne ſera licite à aucun des Rois de traiter de Paix ou Treves, & moins de les conclure ſans un commun, exprés & mutuel conſentement, & agiront en cecy l'un & l'autre Roi, tellement de concert & union, qu'on ôte à l'Ennemy toute l'eſperance que les affaires des Confederez ſe puiſſent accommoder par Traitez differens, ni ſe diviſer, ni ſe ſeparer par aucun artifice, & promettent mutuellement leſdits Rois de le declarer en temps & lieux aux Miniſtres du Roi de Caſtille, & accordent entr'eux, qu'ils ne traiteront ni concluront aucune choſe, ſinon conjointement reciproque.

VIII. Et afin que l'Ennemi commun ſoit obligé de faire la Paix, le Roi Tres-Chreſtien lui fera tous les ans la Guerre avec toutes ſes forces par tous les endroits par où il pourra, nommement en Eſpagne, par Catalogne ou Biſcaye: & le Roi de Portugal lui fera la Guerre qu'il lui ſera poſſible, auſſi avec toutes ſes forces, & avec une Armée Royale de douze mil Hommes d'Infanterie, & cinq mil Chevaux, & en chaque année fera deux Campagnes, l'une avant, & l'autre aprés la rigueur des chaleurs, & ſi pour quelque difficulté irreparable, il ne ſe pourroit faire une deſdites Campagnes, ſe fera au lieu d'icelle au moins quatre invaſions dans le Païs Ennemi, chacune d'elle avec 4000. Hommes.

IX. Le Roi de Portugal donnera, comme il a fait juſqu'à preſent aux Troupes Françoiſes, Chevaux, Pain, Orge, & Paille, & leur payera ponctuellement le vert ſelon la coûtume; & le Corps de Milice Françoiſe ſera commandé & gouverné, comme il a eſté juſqu'à preſent, par l'Excellentiſſime Comte de Schomberg ou autre General experimenté & agreable au Roi de Portugal, qu'envoyera Sa Majeſté Tres-Chreſtienne, s'il eſtoit neceſſaire d'en mettre un autre en ſon lieu, lequel ainſi comme ledit Comte de Schomberg ou ſon Succeſſeur, obeïront au Gouverneur des Armes de la Province, en laquelle ils feront la Guerre aux Meſtres de Camp Generaux, & de la même ſorte aux Generaux de la Cavallerie, & Generaux d'Artillerie, & aux Gouverneurs des Places où il y a Garniſon: Et afin que la Guerre ſe faſſe plus commodement, il a eſté arreſté qu'entre les François & Portugais de même Poſte, les plus modernes, ſuivant les Patentes, obeïront aux plus anciens: & que les Meſtres de Camp & de Cavalerie Françoiſe ſeront eſtimez égaux aux Lieutenans Generaux de Cavallerie Portugaiſe, & aura Sa Majeſté Tres-Chreſtienne Droit de pourvoir les poſtes qui vaqueront au Corps de la Milice Françoiſe.

X. Le Roi de Portugal confirmera les Privileges & Immunitez accordez par ſes Predeceſſeurs à la Nation Françoiſe, & de la même ſorte le Roi Tres-Chreſtien aux Portugais. Les Sujets du Roi Tres-Chreſtien, principalement les Marchands de Portugal, de deça & delà la Ligne jouïront de toutes les commodités, Libertés & Privileges, Droits, Exemptions & Prerogatives, qui par les derniers Traitez ont eſté concedez aux Nations Angloiſes & Hollandoiſes, que nous tenons par expreſſes declarées au preſent Traité, comme ſi elles eſtoient inſerées en icelui, & de la même ſorte, que les Portugais jouïront dans les Lieux ſujets de la Couronne de France, des mêmes Privileges, commodités & Prerogatives, qui par ce preſent Traité ſe concedent aux François.

XI. Les Conſuls de la Nation Françoiſe jouïront en tous les Lieux ſujets à la Couronne de Portugal, principalement à Lisbonne, de tous les Privileges, Droits & Honneurs dont jouiſſent les Conſuls des Nations

tions Angloiſes & Hollandoiſes, & de même choſe jouïront les Conſuls Portugais en tous Lieux dépendans de la Couronne de France.

XII. Sa Majeſté Portugaiſe ordonnera qu'on reçoive en tous les Ports & Coſtes les Navires François, & particulierement ceux qui ſont aux Compagnies d'Orient & d'Occident, favoriſera autant qu'il pourra le Commerce deſdites Compagnies, & de la même ſorte ſe recevront en tous les Ports ſujets de France les Navires Portugais: mais pour éviter les tumultes qui peuvent arriver, eſt accordé qu'il ne ſe recevra plus grand nombre de Navires de Guerre, que celui qu'on a accoutumé d'admettre des Anglois, ſuivant le Traité fait avec eux.

XIII. En ce Traité ſeront admis tous les Rois & Princes qui voudront y entrer, avec des conditions utiles aux deux Pais, principalement au Roi de la Grande Bretagne, le deſir du Roi de Portugal eſtant non ſeulement de garder les Accords & Amitiez fraternelles qu'il a avec Sa Majeſté Britannique, mais s'il eſt poſſible les accroiſtre par les deux Rois en faveur du Roi de Suede.

XIV. Quand & aprés la concluſion de la Paix avec l'Angleterre, le Roi Tres-Chreſtien procurera par toutes ſortes de bons offices d'accummoder les differens qui ſont entre le Portugal & les Eſtats Generaux d'Hollande, afin que les Villes Cochin & Cananor ſoient reſtituées, & ſur cette matiere ſe fera un Article ſpecial dans le Traité de la Paix d'Angleterre & de Hollande; & de la même ſorte le Roi Tres-Chreſtien intercedera envers le Souverain Pontife, afin que nonſeulement il confirme les Evêques de Portugal, comme avoient accoûtumé de faire les Pontifes envers les Rois ſes Predeceſſeurs.

XV. Sera permis au Roi de Portugal de lever Gens de Pied & de Cheval, s'il lui eſt neceſſaire en France & Alſace à ſes depens, conduire Ingenieurs & Mariniers acheter Chevaux & toutes ſortes d'Armes pour ſa deffenſe, & offenſe de ſes Ennemis, Munitions & Vivres pour le même prix, pour lequel l'acheteroit le Roi Tres-Chreſtien, moyennant que les Commiſſaires qui ſeront commis à cela donnent un eſtat du nombre des Soldats, & des Mariniers, & autres choſes à l'Illuſtre Seigneur du Terron à la Rochelle, & aux autres Miniſtres des autres Places & Villes.

XVI. Toutes les ſuſdites choſes ainſi arreſtées, & concluës entre les ſuſdites Rois de France & de Portugal ſe remettront par Traité ratifié à Paris dans 15. jours, aprés l'arrivée à la Cour du Roi Tres-Chreſtien, de celui qui portera la Ratification de la part du Roi de Portugal, & le preſent Traité ne ſera manifeſté en aucune ſorte, juſques à ce que le Roi Tres-Chreſtien ait declaré la Guerre à Caſtille; & en foy de quoy & force de cedit Traité nous avons ſigné de nos mains & ſeings à Lisbonne le dernier Mars 1667. *Signé*, Melchior de Heron, Deputé du Roi Tres-Chreſtien, le Marquis de Niſſe, Admiral des Indes, le Marquis Grand Maiſtre, le Marquis Marialve, le Marquis de Sande, le Comte de Chaſtelmelhor, Antoine de Souſe de Maqueda.

IX.

19/29 Avril. Reichs-Concluſum über das Müntzweſen/ erklährend was für Guldene und Silberne Müntzen und in was für Preis ſolche zu nehmen/ ferner/ wie den falſchen Müntzen und ſchlechten zu wehren/ die Guten aber zu erhalten ſeyen/ mit denen darzu gehörigen Beylagen. Regenſpurg den 19-29. April 1667. [LONDORPII *Acta Publica*, Part. IX. Lib. X. Cap. CLIX. pag. 540.]

C'eſt-à-dire,

Concluſion de l'Empire touchant les Monnoyes d'Or & d'Argent, *le titre & valeur dont elles doivent être, & le prix auquel on doit les recevoir; comme auſſi touchant la ſuppreſſion des Monnoyes fauſſes ou legeres; & la conſervation de celles qui ſont de bon poids & de bon alloi, avec quelques Documents appartenants à la même Concluſion. A Ratisbonne le* 19-29. *d'Avril* 1667.

DEr Röm. Käyſ. Maj. unſers allergnädigſten Herrn/ zu gegenwärtigem Reichs-Tag bevollmächtigtem höchſt anſehnlichem Commiſſario, dem Hochwürdigſten Fürſten und Herrn/ Herrn Guidobaldo, der Heil. Röm. Kirchen Cardinalen/ Ertz-Biſchoffen zu Saltzburg/ Legaten deß Stuls zu Rom/ und Biſchoffen zu Regenſpurg/ geben deß Hnl. Römiſchen Reiches Churfürſten und Ständen anweſende Räthe/ Botſchafften und Geſandte hiemit gebührend zu vernehmen/ demnach auff allerhöchſtgedachter Ihr. Käyſ. Maj. vermög Seiner Hochfürſtl. Eminentz/ unterm 11. May deß verwichenen Jahrs/ ertheilter Reſolution, erfolgte allergnädigſte Approbation, das Müntzweſen in allen dreyen Reichs-Ständen vorgenommen/ in ſieben Puncten abgetheilt/ und Deliberation gezogen worden/ als nemlichen.

I. Was für ſilberne Inn- und Ausländiſche ſorten/ und in was Valor und Gehalt ſie vor Wehrſchafft anzunehmen.

II. Wie dem verbottenen Nachſchlagen/ Beſchneiden/ und unnothwendigem Verſchmöltzen der ſilbernen Müntz-ſorten vorzukommen und zu begegnen.

III. Was für Fürſehung zu thun/ damit die gute Reichs-Müntz im Reich behalten und keine Ausländiſche ſchlechte und zugeringhaltende herein geführet werde.

IV. Was für Schied-Müntz und in was vor einem Werth und Gehalt der Wehrſchafft ſie anzunehmen.

V. Wie dem allzuhauffigen Gepräg der Schied-Müntz zu begegnen.

VI. Welche Inn- und Ausländiſche güldene Müntzen/ und in was Valor und Gehalt vor Wehrſchafft anzunehmen.

VII. Wie das Verſchmöltzen der güldenen Müntzen zu verhüten. Gleich wie man nun auch die General-Guardein der drey benachbarten correſpondirenden/ als der Fränckiſchen/ Bayr- und Schwäbiſchen Crayſen mit ihrem Gutachten/ vermöge deren den 5/15. und 16/26. Junii, auch 21/31. Julii deß verwichenen Jahrs dictirten Beylagen ſub lit. A. B. und C. darüber zu vernehmen/ vor eine Nothdurfft befunden/ auch ſolches alles/ nach und nach reifflich erwogen; Alſo hat man geſchloſſen/ daß es forderiſt durchgehendes bey den vorigen Reichs-Conſtitutionen und Ordnungen/ ſo weit denenſelben durch gegenwärtigen Reichs-Schluß nichts derogirt oder dieſelbe nach jetzigen Läufften eingerichtet und geändert werden/ zulaſſen:

Deme zu Folge und zwar ſo viel den erſten Punct anbelangt/ nemlich/ was für ſilberne Inn- und Ausländiſche grobe Sorten/ und in was Valor und Gehalt für Wehrſchafft anzunehmen/ in ſpecie vermöge der Müntz-Ordnung Ferdinandi I. de Anno 1559. und deß R. A. de Anno 1566. der Reichs-Gulden und Reichs-Thaler für eine allgemeine Reichs-Müntz zu halten/ und ſolle auf eine Cöllniſche Marck der Reichs-Gülden gehen 9. und ein halb Stuck/ und fein halten/ 14. Loth/ 16. Gran/ bey welchem es nochmahls/ wie auch bey dem alten Halt deß Reichs-Thalers/ deren nach Laut bemeldtem R. A. de An. 1566. auf eine Cöllniſche Marck/ acht Stuck gehen/ und fein halten ſollen/ 14. Loth/ 4. Gran/ zu verbleiben. Die ringhaltige Ausländiſche grobe Sorten anbetreffend/ und wie es damit zu machen/ haben die beyde höhere Collegia ſolches an die Crayſe zu remittiren/ doch daß in den Crayßſchlüſſen die Reichs-Conſtitutiones möglichſt beobachtet werden/ vor gut angeſehen/ das Reichs-Städtiſche aber/ ſolche Remittirung vor bedencklich/ und dafür gehalten/ daß der Ausländiſche Thaler dermahlen nit zu devalviren/ ſondern der Reichs-Thaler entweders in bonitate intrinſeca zu ringern oder in valore extrinſecò zu ſteigern ſey. Im übrigen und gleich wie man befunden/ daß denen bißher eingeriſſenen Müntzgebrechen und Unordnungen anderer Geſtalt nicht vorgebauet/ noch geſteuret werden kan/ es ſey dann vorhero durchgehend ingemein und überall ein gewiſſer Fuß/ wornach die Inn- und Ausländiſche grobe Sorten ſo wol/ als auch die Schied-Müntz gepräget und valvirt werde/ geſtellet und verglichen; Alſo würde derſelbige/ nach Meynung aller dreyen Reichs-Collegien, nicht füglicher/ als nach dem Reichs-Thaler vorgenommen werden können/ und inſonderheit dahin zu ſehen ſeyn/ damit der Silberkauff auff einen gewiſſen Werth regulirt, und woferen derſelbe ſo wol/ als auch die Wehrung deß Reichs-Thalers/ dermahlen nicht in perpetuum und beſtändig gemacht werden könne/ dennoch wenigſt proviſionaliter darüber ſtatuirt werden möge/ und ſolle man auch mit den angräntzenden frembden Cronen und Republiquen, ſo wol wegen angemeldtem Silberkauffs/ als Gleichheit der Müntzen communiciren, maſſen mit Theils deren/ auff höchſtgedachten Käyſerl. Commiſſarii erfolgten Conſens, allbereits geſchehen.

So viel den II. und VII. Puncten/ als welche beyde wegen ihrer Connexität in eine Deliberation gezogen/ betrifft/ wie nemlich dem verbottenen Nachſchlagen/ Beſchneiden/ und unnothwendigen Verſchmöltzen der guldenen und ſilbernen Müntz-ſorten vorzukommen und zu begegnen: Hat man ſich hierin dergeſtalt entſchloſſen: Als:

Erſtens und demnach in der peinlichen Halßgerichts-Ordnung Käyſers Caroli deß V. Art. 5. dem- und heylſamblich verſehen/ wie die Müntzfälſcher/ auch die jenige/ ſo ohne habende Freyheit müntzen/ zu beſtraffen: Als ſolle beſagte Ordnung von neuem confirmirt und erholet/ und wider die Verbrechere ernſtlich exequirt und vollſtreckt werden.

II. Dieweil auch in viel andere Wege unziemlicher Gewinn in den Müntzen geſucht/ Falſchheit und Betrug darinnen getrieben wird/ und dahero in der Müntz-Ordnung Käyſers Ferdinandi deß I. d. Anno 1559. §. 162. Hierauff ſetzen/ ordnen und

wollen Wir/ ꝛc. Und in den darauf folgenden dreyen §. §. §. klärlich geordnet/ daß die Granalirer/ Körner/ Seiger/ Ringerer/ Beſchneider/ Schwächer/ Wäſcher/ Schmöltzer/ Außführer/ Abgieſſer/ Außwieger/ Außſpicher/ Außwechsler und Fälſcher/ an Gut/ Leib und Leben/ nach Gelegenheit und Geſtalt deß Verbrechens/ zu ſtraffen/ und hierinnen niemanden zu verſchonen/ auch dem Anſager an der verwirckten Pöen ein Drittheil: Die andere zwey Theil aber der Obrigkeit/ darunter die Uberfahrung geſchehen/ abzufolgen/ und ſo dieſe ſäumig wären/ die Straff durch die Müntz-genoſſen ſelbigen Crayſes/ und wann auch dieſe nachläſſig/ durch den Käyſerl. Fiscal fleiſſig einzufordern/ und ſo gar der jenige/ ſo dieſe und andere verbottene Mißbräuche/ Betrug und Fälſche der Müntz gewuſt/ ſelbe aber der Obrigkeit/ allwo das delictum vorgangen/ oder allwo der Verbrecher zu betretten/ nicht angezeigt/ mit gewiſſer Geldſtraff/ als zwey Marck löttiges Goldes zu belegen ſey: Als wird ſolches alles/ wie auch/ was wegen deß Körners und Seigerers in gedachter Müntz-Ordnung §. 171. Wir ordnen/ ſetzen und wollen auch ferner/ ꝛc. auch der Granalirer und Seigerer/ zugleich der ſäumigen oder ſich ſelbſten der Sachen theilhafftig machenden Obrigkeiten/ Crayſen und Ständen halber/ in dem R. A. zu Augſpurg d. Anno 1566. §. 168. Was dann der Müntz halber/ ꝛc. und wiederumb §. 169. Wir ordnen und wollen auch/ ꝛc. der Länge nach einkommen/ anhero deutlich und außdrücklich wiederholet und von neuem beſtätiget/ ſo dann auch darob zu halten ſeyn/ daß vermöge mehrgedachten Müntz-Edicts die Jahrzahl/ auch auf den Silbernen Müntzen/ ſo unter dem Reichs-Thaler ſeyn/ der Valor jedesmahls mit auffgeprägt werde/ und inſonderheit die grobe Sorten/ in behöriger Breite/ circul und circumferenz außgehen/ keine Kappen-Schnitt oder Eck nicht haben/ zu welchem Ende denen special- und General-Guardeinen zu injungiren/ da ſie dergleichen Mängel gleich Anfangs bey Auffzieh- und Probirung deß Wercks befinden/ ſelbige nicht zu paſſiren/ ſondern mit Zuziehung und Implorirung der Obrigkeit/ den Müntzmeiſter dahin anzuweiſen und anzuhalten/ und dergleichen Sorten hinwieder zu verſchmöltzen und in behöriger Form außgehen zu laſſen.

III. Damit auch ferneres umb ſo viel weniger die in dem Müntzweſen gemachte treffliche Ordnungen überſchritten werden/ und die Obrigkeiten wider die jenige ſo etwan verdächtig/ mit geziemender Inquiſition zeitlich verfahren mögen/ Als ſoll nicht allein auff die jenige/ ſo mit verdächtigen/ und ihrer Nahrung nicht gemäſſen Inſtrumenten umbgehen/ fleiſſig acht gegeben/ ſondern auch die Handwercker in Städten und Gerichten/ welche die zum Müntz-Gepräge abſonderlich erforderlichſte Inſtrumenta und Materialia verfertigen/ bey ſchwerer unnachläſſiger arbitrari Straff gehalten ſeyn/ ohne Vorwiſſen ihrer Obrigkeit/ ſolche/ als in ſpecie die Stöck-Schneid- und Druckwerck ſampt den Prägſtöcken nicht zu machen noch außzubeſſern/ weniger damit einige Handlung treiben/ ſondern wann dergleichen an ſie geſucht wird/ es alſobald ihrer Obrigkeit zu referiren und deme/ was ſie hierunter befehlen/ nachzukommen. So ſollen auch gedachte Stöckſchneid- und Druckwerck zuſammt denen Prägſtöcken nicht in der Müntzmeiſter freyen Händen gelaſſen/ ſondern entweders in Obrigkeitliche Verwahrung hinterlegt/ oder doch wenigſt unter Obrigkeitlicher Beſiegelung denen verpflichteten Crayß-Guardeinen anvertrauet/ oder wie ſonſten/ zu Vorkommung alles Mißbrauchs/ jeden Orts Obrigkeit vor gut befinden wird/ die Gebühr in acht genommen werden.

IV. Dann und nach deme die Erfahrnüß bezeugt/ daß ſonderlich die Juden ſich an der Müntz auff eine und andere Weg offtmal vergreiffen/ und wider die Reichs-Conſtitutiones freventlich handlen; So ſeynd demnach die Stände/ in deren Gebieth ſich dieſe auffhalten/ ernſtlich zu erinnern/ auf dieſes Jahr gutes und emſiges Auffmercken zu tragen/ und ihnen/ wann ſie auffgenommen werden/ der formul deß Eyds oder Pflicht/ ſo ſie abzulegen haben/ außdrücklich einzuverleiben/ daß ſie ſich aller Ungebühr hierinnen entmüſſigen wollen; Den jenigen aber/ ſo ſich bereits in der Ständen Territoriis befinden/ ſolches bey erſtgedachter Ihrer Pflicht vorzuhalten/ wie es dann in dem R. A. zu Regenſpurg d. ann. 1532. Tit. 7. löblich geordnet/ daß Herrſchafften/ allwo die Juden geſeſſen/ einſehen tragen/ und Ordnung machen ſollen/ damit niemand beſchwert werde.

V. Alsdann auch die Müntz-Gerechtigkeit kein Mercantz ſondern ein Kayſerl. Regal, deſſen ſich die Stände nicht zu ihrem ſelbſt geſuchten Vortheil/ ſondern dem Reich zu Ehren und Wohlfahrt/ bedienen ſollen/ und darumb in dem R. A. d. ann. 1570. §. 132. Alsdann auch ꝛc. heiter ſtatuirt, daß keiner ſeine Müntz-Gerechtigkeit oder Müntzſtadt verkauffen/ verleihen/ verpfänden oder verlegen laſſen/ vielweniger mit dem Müntzmeiſter/ wegen Theilung deß Gewinns/ einiges Geding oder pact treffen ſolle; Als wird es bey ſolcher heilſamen und in mehr andern Reichs Abſchieden/ ſonderlich aber in ann. 1594. §. 102. wir ordnen/ wollen und gebieten/ ꝛc. beſchloſſenen und beſtätigten Reichsſatzungen gelaſſen/ und alle Pacta de quota lucri, ſie betreffen gleich einen kleinen oder groſſen Gewinn/ gäntzlich verboten/ und mehr nicht/ als dem Müntz-Meiſter eine gebührende Beſoldung/ aber nicht per modum quotæ zu beſtimmen erlaubet/ auch der Verkäuffer/ Verleiher/ Verpfänder/ oder der/ ſo ſeine quotam deß Gewinns verſprochen/ oder das Müntzen verlegen läſt/ ſeiner Müntzfreyheit verluſtiget ſeyn/ und noch darzu den Kauff- oder Pfandſchilling was er mittels ſolchen verbottenen Contracts an ſich gebracht/ verfallen/ und hierinnen mit Fiſcaliſchen Proceſſen dergeſtalten/ als wie im gemeldten R. A. de Anno 1594. §. 102. wir ordnen/ wollen/ ꝛc. vorgeſehen/ verfahren werden ſolle: dafern aber der jenige/ ſo ſich obgemeldter maſſen vergreifft/ dem Reich ohne Mittel nicht unterworffen wäre; So ſolle deß Lands- oder ſelben Orts Obrigkeit/ allwo das delictum begangen wird/ gebührende Beſtraffung/ wider dergleichen Ubertretter vorzunehmen ernſtlich aufferlegt ſeyn. Gleich wie nicht weniger die Käuffer/ Conductores, und alle/ ſo da mit jenen/ ſo Müntz-Freyheiten haben/ wider das Verboth der Reichs-Satzungen contrahiren und handeln/ nicht allein/ ſo viel das Kauffgeld oder Pfandſchilling/ oder den zugeſagten Beſtand-Zinß anbetrifft/ verwirckt/ ſondern noch darzu mit einer arbitrari pœn, ſo der Ubertretter/ wann er ohne Mittel dem Reich unterworffen/ dem Kayſerlichen Fiſco, ſonſten aber dem Domino Territorii, oder/ wann dieſer ſich deß Verbrechens auch theilhafftig gemacht/ berührtem Kayſerlichen Fiſco zu bezahlen/ angeſehen werden/ welches dann auch in ſpecie von den Müntz-Meiſtern zu verſtehen/ ſo nach Gelegenheit ihres ungeziemlichen Verfahrens auch untüchtig und unredlich erkläret und zu keinen Ehren zugelaſſen werden ſollen. Maſſen und damit dieſe umb ſo viel mehr ſcheuen tragen/ ſich hierunter auf einerley Weiſe zu vergreiffen; So iſt ihr der Müntz-Meiſter Aydes Formul, davon hernach mehrere Meldung geſchicht/ beyzuſetzen: daß ſie in keiner verliehenen/ verkaufften oder verpachten Müntzſtade arbeiten/ oder müntzen/ oder auch durch ihre Geſellen daſelbſt nicht arbeiten oder müntzen laſſen/ auch deſſentwegen vor Annehmung der Arbeit/ ſich angelegentlich erkündigen wollen: Geſtalten auch ſie die Geſellen/ ſo wiſſentlich in dergleichen Müntz-Städten ſich gebrauchen laſſen/ ebenmäſſig/ nach Beſchaffenheit ihres Ubertrettens/ zu beſtraffen/ und die Obrigkeiten und Crayſen hierunter ihr fleiſſiges Auffſehen haben/ und nach beſage verſchiedener R. Abſchiede/ darob/ und daran ſeyn ſollen/ damit in allwege in dieſem Werck mit Ernſt und ohne Verſchonung wider die Delinquenten verfahren werde.

VI. Nach dem ferners mit groſſem Schaden der Ständen und ihrer Unterthanen/ das Reich mit beſchnittenen Müntz-Sorten/ ſonderlich mit den beſchnittenen Genueſer Silber-Cronen gantze und halbe Philips Thaler auch Kopffſtück beſchwert werden: Als ſolle erſtens niemand ſolche beſchnittene Müntz-Sorten ohne Abzug deß an dem Gewichte erſcheinenden Abgangs/ anzunehmen ſchuldig ſeyn/ zu dem Ende man in dem Werck begriffen/ was nach proportion des befindlichen Abganges/ abzuziehen/ ein gewiſſes/ noch bey gegenwärtigem Reichstag/ zu determiniren/ noch über das ſolle jedem Crayß bevorſtehen/ da er nöthig oder nützlich zu ſeyn befindet/ dergleichen beſchnittene Müntzen bey Straffe zu verbieten/ doch daß hingegen in ſelbigem Crayß die Anſtalt gemacht werde/ daß ein jeder die habende beſchnittene Müntz-Sorten gegen Leidung deß Abgangs und Müntzkoſtens/ außwechſeln könnte/ welche hiernach der jenige Müntzſtand/ ſo dieſe an ſich löſet in gute und meiſtentheils grobe Reichs-Müntz zu verwenden ſchuldig ſein ſolle.

VII. Sintemahlen die gute Reichs-Müntz umbzuprägen/ oder wiederumb in Tiegel zu bringen/ und darauß Scheidmüntzen zu machen/ in verſchiedenen/ und das letzte mahl in dem Anno 1603. gemachtem R. A. §. So ſetzen/ ordnen und wollen wir/ ꝛc. verbothen worden; Als ſey auch ſolcher Ordnung zu inhæriren und die wider die Müntz-Herren/ Müntz-Meiſter und Geſellen in caſum transgreſſionis geſetzte pœn ein allewege zu wiederholen.

VIII. Hat man gleichfals eine hohe Nothdurfft zu ſeyn ermeſſen/ daß dem R. A. zu Speyer de Anno 1570. §. 134. darumb zu weiterer/ ꝛc. fleiſſig nachgelebt und mit den Müntzmeiſtern/ als wie alldort geordnet/ es in den Crayſen gehalten und darüber hin ſie die Müntzmeiſter von ihren den Crayß-Ständen und ihren Müntz-Herren der Reichs-Müntz-Ordnung und Abſchieden/ bey Verpfändung ihrer Haab und Güter nachzukommen verpflichtet werden ſollen/ auch ſich ſelbſten/ auf jedes Erfordern/ einzuſtellen und Red und Antwort zu geben/ zu welchem Ende/ eine ordentliche Special Inſtruction, wie ſich die Müntzmeiſter zu verhalten/ von Reichswegen abzufaſſen und derſelben in ſpecie, daß ſie keine gangbare Müntz verbrechen ſollen/ beyzuſetzen/ dem künfftigen R. A. einzutragen/ worauf dann ein jeder Müntzmeiſter zu ſchweren/ maſſen die vorhandene alte Inſtructiones revidirt und ad præſentem ſtatum, auch denen dermahlen fürkommenden Satzungen applicirt werden ſolle/ welche Meynung es dann auch

IX. Mit Guardeinen hat/ daß nämlich dieſe/ nach Innhalt gedachten Speyeriſchen R. A. de Anno 1520. §. 135. was dann aber von Annehmung/ ꝛc. auch deß Abſchieds de Anno 1594. §. 105. wir ordnen/ wollen/ und gebieten/ ꝛc. angenommen und verpflicht/ und ihnen ſo wohl/ als den Müntzmeiſtern/ ein ſpecial Inſtruction verfaſſet werden ſolle.

X. Obwohlen auch/ in vor allegirter Müntz-Ordnung de Anno 1559. §. dergleichen/ ob der Goldſchmied/ ꝛc. erlaubt wird den Goldſchmieden/ die Gold- und Silberne Müntz/ wann ſie das Gold und Silber zu Nothdurfft ihres Handwercks nicht bekommen mögen/ ſo weit zu verbrechen/ ſo viel ſie zum Verlag gedachten ihres Handwercks bedürfftig/ doch/ daß ſie es nicht verkauffen oder verführen/ auch/ daß ſolches mit Vorwiſſen ihrer ordentlichen Obrigkeit beſchehen ſolle. Nachdem aber gleichwohln die Erfahrnüß zeuge/ daß gehörte Satzung mit ihren Limitationen und einſchränckungen/ wenig beobachtet/ ſondern die guldene und

ſilber-

Digitized by Google

ANNO 1667.

ſilberne Sorten von beſagten Goldſchmieden/ allerdings nach gefallen gebrochen werden; Als hält man/ daß ihnen/ wie auch denen Goldſchlägern/ bloß und allein die Außländiſche Müntz-Sorten/ auch anderſter nicht als mit Vorwiſſen der Obrigkeit einzuwechſeln und zu ihrem Gebrauch zubrechen/ verſtattet werden ſolle/ wie dann die Obrigkeit zu mehrerer Nachgelebung dieſer neuen Ordnung die Anſtalt und Verfügung zu thun/ daß ſie die Goldſchmiede und Goldſchläger/ (wann ſie in die Zunfft/ oder da keine am ſelben Ort ſich befindet/ zu Bürgern oder Innwohnern auff und angenommen werden) ſchweren und geloben laſſen/ wider ſolche Ordnung und Geſetze nichts vorzunehmen/ bey Verluſt der Zunfft- und reſpectivè Burgerlichen Gerechtigkeit/ auch ihres ehrlichen Namens/ darauff dann gedachte Obrigkeiten zuhalten und nach Gelegenheit deß Verfahrens/ wider die Ubertretter ernſtliches einſehen vorzukehren haben: Gleich wie auch die Geſellen/ wann ſie bey einem Meiſter arbeiten wollen/ mittelſt deß Handſchlags ſich gegen die Obrigkeit verbinden ſollen/ dieſer Ordnung nachzuleben/ auch ſo ihre Meiſter darwider handelten/ es gedachter Obrigkeit alſobald anzuzeigen/ bey pœn der Gefängnüß oder anderer arbitrari Straff/ und ſolle obige wider die Goldſchmiede und Goldſchläger geſetzte pœn auch ſtatt haben/ wann ihnen inländiſche güldene und ſilberne/ gute und gerechte Sorten/ von andern zum brechen und verſchmöltzen zugeſtellet und eingehändiget werden/ und diejenige/ die ſolches thun/ angedeutete Müntz güldene und ſilberne Sorten verwürckt haben/ und die Obrigkeit ſelbigen Orts befugt ſeyn/ dieſe/ als verfallen und confiſcirt, zur Hand zu nehmen/ und einziehen/ nicht weniger und ob ſchon etwan einige das Handwerck nicht trieben/ doch aber ermeltes innländiſches gemüntzte Gold und Silber verſchmöltzten und hernach die Maſſam den Goldſchmieden und Goldſchlägern zuſtelleten: So ſolle doch ſo wol der Verſchmöltzer/ als der Goldſchmied oder Goldſchläger/ der hierumb Wiſſenſchafft gehabt/ derentwegen dann genaue Nachfrag zu halten/ geſtrafft/ und auch angedeute maſſa in commiſſum, wie oben gemeldet/ verfallen ſeyn. Damit auch in der mit Vorbewuſt und Zulaſſung der Obrigkeit verſtatteter Verbrechung der außländiſchen Sorten/ nicht excedirt werde/ haben die Chur- und Fürſtliche Collegia vor dienſamb erachtet/ daß jeder Standt/ von halben zu halben Jahren/ eine ordentliche Specification, wie viel von dergleichen Außländiſchen Müntzen in ſeinem Gebieth/ vorgedachter maſſen gebrochen worden/ denen Crayß-außſchreibenden Fürſten einſchicken und hernach ſolche Specification von ermeltem Crayß-außſchreibenden Fürſten neben den Ihrigen auf den Müntz-Probations-Tägen producirt, und allda/ nach befinden den exceſſen, remedirt werden ſolle. Ex parte der Reichs-Städte aber hat man ſolche ſpecificationes vor bedencklich/ und davor gehalten/ daß die Aufſicht über die etwann in Verbrechung dergleichen Sorten/ beſahrende exceſſen der Sorgfalt und Vigilantz eines jeglichen Ortes Obrigkeit anzuvertrauen. Und als ferners vorkommen/ daß an theils Orten ſich eine allzugroſſe Menge der Goldſchmied und Goldſchläger befinden thäten/ und daß es allerdings eine Nothdurfft wäre/ die Anzahl zu reſtringiren: ſo ſind die Obrigkeiten zu erinnern/ darauff bedacht zu ſeyn/ wie ſolcher Orten/ allwo gedachtes Handwerck überſetzt/ die Reſtriction entweder durch unterlaſſende Annehmung newer Meiſter/ an ſtatt der abſterbenden/ oder auff andere fügliche und billiche Wege möchte zur Würcklichkeit gebracht werden. Nachdem auch hie und da an geringen Orten ſich Goldſchmied und Gold-Arbeiter niederſetzen/ und daſelbſten ihres freyen Willens pflegen: Als wären dergleichen Goldſchmied und Gold-Arbeiter nicht zu gedulden/ ſie ſeynd dann auf ſonderbare den Reichs-Satzungen ähnliche Ordnung an und durch gedachte Obrigkeiten verbunden.

So viel aber XI. der Gold- und Silberdratzieher und Poſamentierer anbetrifft/ ſey denenſelben das einwechſeln und Verbrechen der gangbaren Müntz-Sorten wie auch der Silberkauff/ ihnen und allen andern Privatis ins gemein/ inſonderheit aber den Juden/ gäntzlich zu verbiethen/ auch ſie die Dratzieher und Poſamentirer/ daß ſie darwider nicht handlen wollen/ abſonderlich zu beeydigen. So dann berührter Silberkauff anderſter nicht/ als mit Bewilligung eines jeden Orts Obrigkeit/ welche dabey in acht nehmen ſolle/ daß derſelbe über den Preiß/ wie das rohe und Bruch-Silber/ den Reichs-Satzungen und dieſem Concluſo nach/ vermüntzt werden kan/ nicht geſteigert werde/ zu verſtatten/ und zu jeglicher Obrigkeit diſpoſition zuſtellen/ wenn ſie ſolchen Silberkauff publica authoritate committiren wolle.

XII. Sintemahl auch man befunden/ zu Vorkomm- und Abwendung aller in dem Müntzweſen einſchleichender Unordnung/ ſehr verträglich zu ſeyn/ daß jedes Jahrs die in der Müntz-Ordnung beſtimmte Probations-Täge/ als 1. May und 1. Octobris, oder wenigſt einer/ unfehlbarlich gehalten werde; Als ſeynd die außſchreibende Chur- und Fürſten ihrer Obliegenheit in allewegen zu erinnern/ maſſen alles jenes/ ſo derentwegen in verſchiedenen Reichs-Abſchieden enthalten/ erholet wird.

XIII. Und nachdeme in denen Reichs-Abſchieden de annis 1570. 1571. 1576. und 1594. auß wichtigen Urſachen verordnet worden/ in jedem Crayß eine gewiſſe Anzahl der Müntz-Städte/ in welchen und keinen andern zu müntzen/ zu benennen; hingegen alle hin und wieder eingeriſſene Hecken-Müntzen abzuſchaffen; Als ſeynd ſolche Reichs-Conſtitutiones, doch mit dem Unterſcheid/ ſo darinnen und in ſpecie dem Dep. Abſchied zu Franckfurt d. ann. 1571. §. und wiewohlen in mehrangeregtem unſerm Speyeriſchen Abſchied ꝛc. wegen der jenigen ſo Bergwerck haben/ berühet wird/ zu wiederholen/ und ſo viel es immer möglich/ zur Execution zu bringen/ oder/ da je in einigen Crayſen vorfallende difficultæt nicht zu überwinden/ auff ein ander Expediens zugedencken und auf allen Fall dahin zu ſehen/ damit wider die Gebühr und das herkommen das Müntz-Geld nicht erſteigert werde. Worbey jedoch das Churfürſtl. Collegium, das jenige ſo in der güldenen Bull Tit. 10. enthalten/ anhero wiederholet und bedinget/ dahingegen aber das Fürſtliche Collegium in ſolchen Zuſatz nicht willigen wollen/ ſondern es bey vorangezogenen Reichs-Conſtitutionibus allerdings verbleiben laſſen.

ANNO 1667.

XIV. Solle auch bey vermeidung derjenigen Straffe/ die in den Rechten und Reichs-Satzungen/ wider die Außwechsler und verſchmöltzer ſtatuirt/ niemand ſich vermeſſen/ die ſchwere Groſchen/ halbe Batzen und andere gute Scheidmüntz außzuwegen/ zuverbrechen/ oder zu ſteigerung der groben Sorten zu gebrauchen.

XV. Hält man auch vor dienlich/ daß die geſammte Goldſchmied und Silberarbeiter/ dahin zu halten/ daß das Silber/ ſo verarbeitet wird/ wenigſt 13. Loth fein nach dem Cölniſchen Gewicht/ und das Gold 18. carat halten/ auch alle ſolche Arbeit mit dem Wapen und Zeichen/ ſo wohl deß Orts/ da ſie gemacht/ als deß Goldſchmieds der ſie verfertigt/ gemerckt/ und die zu ſolchem Ende nothwendige Beſchau in loco publico & à perſonis publico nomine deputatis vorgenommen/ ingleichen zu verhütung allerhand Gefährlichkeiten von den Goldſchmieden keine Silberarbeit geringer/ als ſie ſeyn ſolle/ wann ihnen auch ſchon dergleichen/ von weme es immer ſeyn möchte/ angemutet und auffgetragen würde/ verarbeitet werden ſolle/ und dieſes bey denjenigen Straffen/ ſo hieroben wider ſie die Goldſchmied und Silberarbeiter beſtimmt ſeyn.

So ſolle auch XVI. bey ſchwerer arbitrari-Straff den Jubelierern/ Dratziehern/ Kauff- und Handelsleuten/ auch allen und jeden/ jedoch die Guardein und verpflichte Goldſchmied außgenommen/ eigene Schmeltz- und Probier-Oefen zu haben oder zu gebrauchen verbotten ſeyn.

XVII. Werden auch die Obrigkeiten erinnert/ wann Gold- und Silberarbeiter/ oder auch Kauff- und Handelsleute Gold- und Silbergeſchirr/ ſo ohne Probe gemacht/ auf die Märckte bringen/ die Beſchau gebührlich zu beobachten und die Probe ordentlich zu nehmen und darauf zu notiren; Allwo aber ſchon/ die notæ publicæ probationis darauf befindlich ſeyn/ dieſelbe/ doch mit Vorbehalt jedes Orts Probe/ mit der Nadel zu berühren/ doch dabey die Behutſamkeit zu gebrauche/ damit die Obrigkeitliche ordentliche Proben/ ohne ſonderbare Noth/ oder augenſcheinlich befundene Fähler/ nicht verworffen/ oder doppelte Proben/ ohne ſonderbare Noth/ oder Augenſchein/ zu mercklicher Beſchwerde oder Ungelegenheit der Handthierenden/ eingeführt werde/ dagegen aber die Obrigkeiten deſto behutſamer/ mit aufdrückung ihrer Wappen und Zeichen zu verfahren/ und wann die zuvor darauff gezeichnete ſich nit gerecht befindet/ gegen diejenige/ ſo ihr Zeichen und Wappen mißbrauchen/ eine ernſtliche remonſtration vorzukehren.

III. Berührend den dritten Haupt-Puncten/ nemlich/ was für Vorſehung zu thun/ damit die gute Reichs-Müntz im Reich behalten und keine Außländiſche ſchlechte und zu gering-haltige herein geführet werden/ da erinnert man ſich/ ſo viel das erſte Membrum dieſes Punctens anbelangt/ was geſtalt in den Reichs-Abſchieden/ inſonderheit aber de An. 1570. §. 146. und zu fernerm/ ꝛc. und §. 117 und aus ſondern nothwendigen/ ꝛc. & ſeqq. wie auch dem Deput. Abſchied/ de anno 1571. §. ſonſten/ da dieſe nochmahlen/ ꝛc. heilſamlich vorgeſehen/ daß keine Reichs-güldene oder ſilberne Müntz oder rohe und ungearbeitetes Silber auß dem Reich geführet werde/ und daß darauff die Churfürſten/ und Stände ins gemein/ wie auch die Churfürſten am Rhein neben den Kayſerl. Commiſſarien zu Franckfurt: Sachſen und Brandenburg aber in ihren Städten auf den Meſſen und Jahrmärckten/ gute achtung geben/ und inquiriren laſſen ſollen/ wie dann auch das Kayſerl. Mandat, ſo dem Franckfurtiſchen Deput. Abſchied de anno 1571. beygeſetzt/ klar außweiſſet/ daß die Außwechslung der Reichs-Müntz bey Verluſt Leib und Guts verboten/ und Chur-Fürſten/ und Ständen aufferlegt und befohlen worden/ in deren Chur- und Fürſtenthumen/ Gebieten und Obrigkeiten/ auff ſolche dinge/ ſonderlich aber bey den Jahrmärckten und andern Verſammlungen der Kauffleute und Handthierer/ fleiſſige Aufſicht zu halten und bey denen fürnehmen Land-Päſſen/ Zollſtädten/ Stapeln und Häfen/ damit/ wie gehört/ keine Reichs-güldene oder ſilberne Müntz/ noch auch rohe und ungemüntztes Silber/ auß dem Reich zu Waſſer oder zu Land verführt werde/ mit allem Ernſt aufzumercken oder nachfragen zu laſſen/ und da jemand/ wer der auch ſeyn möchte/ darob betretten würde/ denſelben ohne allen Reſpect der Perſon/ auch ungeachtet einigen Geleits/ oder anderer Vorwendung/ zu gebührlicher Straff anzunehmen/ und gegen ihme/ ſeinen Leib/ Haab und Güter/ neben fürnehmender würcklichen Confiſcation ſolcher/ wider das Verbot verführender Gelder und Silber/ innhalts viel berührter Ordnungen/ zu verfahren/ worbey es dann/ der Reichs-Müntz halber ſein Verbleibens hat.

Was aber die Außländiſche Sorten betrifft/ wird dafür gehalten/ daß in Fällen/ da es die Nothdurfft der Commercien fordert/ die Außführung derſelben zu geſtatten: Damit aber auch aller Betrug und ſo viel mehrers verhütet bleibe: So ſolten die jenige/ welche dergleichen Müntzen auß dem Reich verführen/ von deß Orts Obrigkeit gewiſſe Urkunden/ daß ſie deſſen bewährt/ ſonſten aber die/ ſo Waaren und Güter auſſer Reichs verführen/ daß denenſelben kein Geld eingepackt oder imballirt ſey/ beybringen/ welchen Urkunden dann auch/ wann anderſter ſelbige von des Orts ordentlicher Obrigkeit ertheilt/ und die Ballen darinnen ſpecificiret und bezeichnet ſeyn/ ohne anderwärtige Viſitation zwar zu glauben/ daſern aber ein vernünfftiger verdacht eines Betrugs wäre/ haben die beyde höhere Collegia beſchloſſen/ und vorbehalten/ daß ſolchen Falls die Viſitation, ohngeachtet beſagter Urkunden/ ohnbenommen ſeyn ſolle. Reichs-Städtiſchen Theils aber/ hat man mehr gedachte Urkunden/ und Atteſtata vor ſufficiente halten/ und zu erwehnter Viſitation nicht willigen wollen; Im übrigen aber/ und ſo viel die jenige/ welche nur ad captandum lucrum und Gold mit Geld einzuwechslen/ die Müntzen zu verführen ſich unterſtehen/ anbelangt/ hat es bey obgedachten Reichs-Satzungen/ ſein ohngeändertes Verbleiben/ zu welchem Ende auch/ dieſelbe Kayſerliche Mandat hierüber zu publiciren und auffzuſetzen und die neue verfaſſende Müntz-Ordnung/ zu männigliches Wiſſen/ wenigſt jährlich zu verleſen; Maſſen und damit dergleichen Satzungen ihren gebührenden Vollzug deſto beſſer erreichen; So ſolle den Anzeigern oder dem Denuncianten/ neben deme/ daß er unvermeldet verbleiben ſolle/ ein dritter Theil/ nach laut der Müntz-Ordnung Ferdinandi I. folgen/ und wann die Obrigkeit hierunter nur nachläſſig/ gegen ihnen auch mit Straff/ wie ſich gebühret/ verfahren werde/ und dann zu mehrer Verſicherung/ die Kauffleute ihren Obrigkeiten angeloben/ wider gedachte Ordnung auff einige Weiß und Wege nicht zu handeln/ noch ihren Dienern daß ſie ſolches thun/ zu geſtatten/ welche Kauffmanns-Diener dann auch/ wann ſie in Dienſt eintretten/ gegen deß Orts Obrigkeit ſich verpflichten ſollen/ deme allen/ ſo in ſolcher Ordnung begriffen/ nachzuleben/ auch wenn ſie ein ſolche Ubertrettung erfahren/ der Obrigkeit/ bey Verluſt ihres ehrlichen Namens/ und anderer arbitrari Straff/ anzuzeigen. Was auch hieoben und in dem Reichs-Abſchied wieder die Auffwechsler geordnet/ das ſolle auch abſonderlich wider die jenige verſtanden ſeyn/ ſo da die gute Reichs-Müntz gegen einen Gewinn und Auffgab/ er ſey gleich klein oder groß/ inn- oder auſſer Lands/ andern und frembde Müntz vertauſchen/ jedoch/ daß hierunter die Kauffmanns-Wechſel und Cambia, worunter man Reichs-Städtiſchen Theils auch andere nothwendige Gewerbs-Fäll wollen verſtanden haben/ außgenommen ſeyn ſollen.

Was aber das 2. Membrum dieſes dritten Haupt-Puncten betrifft/ weilen von den beeden höhern Collegiis die Valvirung der ſchlechter oder geringhaltiger außländiſcher Müntzen/ obgedachter maſſen an die Crayſe verwieſen worden; So läſt man es auch dabey bewenden/ und werden gedachte Crayſe/ auch dißfalls die Nothdurfft zu entſchlieſſen/ darob zu halten/ und die Gebühr jedesmahl bey den Müntz-Probations-Tägen zu beobachten wiſſen; Jedoch entzwiſchen unbenommen der durch die Reichs-Satzungen einem jeden Stand in particulari zukommender Devalvir- und Verbietung: Hingegen aber/ bleibt man Reichs-Städtiſchen Theils/ bey der ad primum Punctum dißfalls eröffneter Meynung/ daß nemlich dermahlige Devalvirung der Außländiſchen Thaler/ bey jetzigen Zeiten/ man nicht vorträglich ermeſſen könne: Ferners und demnach dem Römiſchen Reich hauptſächlich an dem gelegen/ daß alle guldene und ſilberne Müntzen/ ſie ſeyn inn- oder außländiſch/ in dem Reich/ ſo viel es immer möglich/ verbleiben: Als ſollen die güldene und ſilberne Spitzen und Borten/ wie auch die güldene und ſilberne Knöpff/ wie nicht weniger die güldene und ſilberne Tücher/ auch die mit Gold und Silber geſtickte Kleider/ jedoch mit Vorbehalt deſſen/ was bey Abhandlung der Policey-Ordnung dißfalls etwan weiters möchte verordnet werden/ zu tragen und das unnöthige Vergulden/ in Krafft dieſes/ verboten ſeyn/ auch alle Chur-Fürſten und Stände ſtrenglich darauff halten/ daß der Kleider-Pracht in ihren Gebieten abgeſchafft/ frembde koſtbare Zeuch und Tücher und ad luxum dienende Manufacturen/ nicht zugelaſſen und zu dem Ende durch Chur-Fürſten und Stände in ihrem Gebieth/ eine gewiſſe Policey-Ordnung begriffen/ und annebenſt auch die Handelſchafften in ihren Landen/ da es anderſt ſeyn kan/ dahin eingerichtet werden/ daß die jenige nothwendige Waaren/ welche im Reich nicht zu bekommen/ die Innländiſche Kauffleute nicht mit baarem Geld/ ſondern gegen Innländiſche Waaren/ Tauſchweiß an ſich erhandeln/ nicht weniger ſollen ſich Chur-Fürſten und Stände befleiſſen/ in ihren Landen ſolche Meiſter und Arbeiter zu halten/ welche die im Reich nothwendige Manufacturen/ auch deutſche Waaren und Materialia/ als Woll/ Leder/ Kupffer/ und dergleichen/ ſelbſten verfertigen und verarbeiten/ denen ſie dann gewiſſe Privilegia und Freyheiten in ihren Landen ertheilen können/ auch ſolche Meiſter oder Arbeiter und ihre Geſellen und Jungen wider andere Handwercker/ ſo dieſe ihnen einige Hinderung und Eintrag zufügen/ oder ſie wider die klare Reichs-Conſtitutionen auffzutreiben/ ſich unterfangen würden/ ſchirmen und ſchützen/ auch die Widerſetzliche in ſolchen und dergleichen Fällen/ keines Orts hegen/ noch anderwerts befördern/ wol aber dahin ſehen ſollen/ damit ſolche Künſtler und Arbeiter/ und ſelbe deſto beſſer zur Hand zu bringen/ nicht dergeſtalten/ wie an vielen Orten im ſchwang und mißbrauch iſt/ mit denen zunfft- oder auffnahms-Koſten/ und andern Exceſſen übernommen/ zurück gehalten und gehindert/ ſondern die Ubertretter mit Exemplariſcher Straff angeſehen werden; Allermaſſen alle das jenige ſo wider ihr/ der Handwercker Mißbrauch und deren Auffheb- und Beſtraffung halber in der Policey-Ordnung zu Augſpurg An. 1548. Art. 36. zugleich in dem Recess zu Franckfurt de an. 1594. auch letzten R. Abſchied geordnet/ allhero erholet/ und in genere auf alles unzuläſſige Auftreiben/ Auffſtand und Widerſetzlichkeit der Handwercks-Geneſſen gezogen und denebenſt angehenckt wird/ daß zu Abthu- und Wendung gehörter ſtraffbaren Mißbräuch und Muthwillens/ ein Stand dem andern die hülffliche Hand zu bieten/ ſchuldig ſeyn ſolle.

IV. Bey dem IVten Haupt-Puncten/ was nemlich vor Schied-Müntz/ in was vor einem Werth und Gehalt für Wehrſchafft anzunehmen.

V. Item bey dem Vten betreffend wie dem allzuhäuffigen Gepräg der Schied-Müntz zu begegnen: Hat man ſich alſo entſchloſſen. I. Daß ſo viel erſtens/ die Sorten und Gattung der Schied-Müntzen anberührt/ den Crayſen es zu überlaſſen/ welche paſſirt und angenommen werden ſollen. II. Den Halt der ſchlagenden Schied-Müntzen betreffend/ ſolle die Proportion der Güte/ von dem Reichs-Thaler genommen/ und in genere das Abſehen dahin getragen werden/ daß die Müntz-Herren über Abzug des nöthigen Koſtens ſo wenig ein Gewinn bey Schlagung der Schied-Müntzen/ als bey Außmüntzung der Reichs-Thaler haben. III. Wird das zulänglichſte Mittel zu ſeyn gehalten/ dem überflüſſigen Gepräg der Schied-Müntzen vorzukommen/ daß hierinnen den Reichs-Abſchieden nachgelebet werde/ und ohne deß Crayſes oder der Crayſen/ wie es bißhero ratione modi herkommens geweſen/ gebenden erlaubnüß/ welche aber behutſamlich/ und mit der in gemeldten Reichs-Abſchieden enthaltenen Beſcheidenheit zu ertheilen/ ſelbe niemand füro hero ſchlagen zu laſſen befugt ſeyn/ auch da einem Stand ein gewiſſes Quantum der Schied-Müntzen zu ſchlagen erlaubet wird/ derſelbe nach Proportion ſolcher Summe und Determinirung deß Crayſes oder der Crayſen gleichfalls grobe ſilberne Sorten müntzen laſſen/ ſonſten aber jeglicher Obrigkeit die ringhaltige und überhäuffte Schied- und Land-Müntzen nach Gut-befinden zu verruffen bevor ſtehen ſollen.

VI. Anlangend den VIten Haupt-Puncten/ nemlich/ welche Inn- und Außländiſche guldene Müntz/ und in was Valor und Gehalt für Wehrſchafft anzunehmen/ iſt man der Meynung/ daß 1. die der Müntz-Ordnung Ferdinandi I. d. ann. 1559. auch in andern Reichs-Abſchieden benannt- und paſſirte Gulden-Sorten/ noch fürohin/ wie auch andere Außländiſche guldene Müntzen anzunehmen; 2. Und ſo viel den Halt/ oder die innerliche Güte der Goldgulden/ Ducaten und Cronen anberühret/ läſt mans bey vorgedachter Müntz-Ordnung Ferdinandi I. gäntzlich verbleiben/ daß nemlich gedachter Goldgulden 72. Stück eine Cölniſch Marck wiegen und an fein halten ſollen 18 Carat 6. Gran/ das iſt 12. Loth 6 Gran/ der Ducaten aber ſollen 67. ſchön außbereiteter Stück/ eine Cölniſch Marck wiegen/ und fein lauter halten 23. Carat. 8. Gran: An Cronen aber/ ſollen ein Cölniſch Marck 70. Stück halten/ wie ſolches alles auß gedachter Müntz-Ordnung §. 64. Ferner die guldene Müntzen belangend/ ꝛc. §. 146. Ferner das Außländiſche frembde Gold/ ꝛc. zu erſehen/ ſo viel nun aber die zu geringhaltige Ducaten anbetrifft/ da iſt das Churfürſtliche Collegium der Meynung/ daß ſelbige ohne Unterſcheid/ mit defalcation deß an dem Gewicht befindlichen Mangels ebenmäſſig für gute Wehrung zu paſſiren: Die Fürſtliche und Reichs-Städten Collegia aber halten dafür/ daß nur die jenige Ducaten/ ſo das Cronen-Gewicht haben/ jedoch ebenmäſſig mit Nachtrag des Abgangs/ für Wehrung anzunehmen: Die übrige aber/ ſo darunter wiegen/ nach verfloſſenen acht Monaten gäntzlich zu verbieten ſeyn. 3. Ob man zwar in etwas angeſtanden/ ob dem Ducaten ein durchgehender Valor, im Römiſchen Reich/ noch dermahlen zu beſtimmen/ hat man jedoch geſchloſſen/ daß ſelbiger/ biß auf weitere Verordnung/ möge umb 3. Gulden/ aber höher nicht/ genommen werden/ wie dann auch den andern guldenen Müntzen ihre Wehrung nach Valor des Ducatens/ ſo hierunter als eine Richt-Schnur zu beobachten/ laut vorberührter ſub lit. B. and C. angezogener Beylagen/ angeſetzt und in ſpecie wegen der Goldgulden auch die von obbeſagten Crayß Guardeinen dißfalls ebenmäſſig erſtattete und am 25. Martii und 19. April. dictirten ſub lit. D. E. und F. beygelegten Gutachten verglichen worden/ daß die jenige/ welche der Reichs-Müntz-Ordnung d. ann. 1559. an Schrot und Korn gemäß ſeyn/ 2. Gulden co. Kr. ſo lang der Ducaten bey den 3. Gulden verbleibt/ gelten ſollen.

VII. Der ſiebende Haupt-Punct wie das Verſchmöltzen der guldenen Müntzen zu verhindern/ iſt allbereit bey den andern Puncten/ wie hieroben gemeldet/ erlediget und reſolviret. Damit nun aber das jenige/ was in dem Müntzweſen alſo abgehandelt und verglichen/ zur Execution gebracht/ und in unveränderter Obſervantz gehalten werde/ hat man geſchloſſen/ daß vorberührten in der Müntz-Ordnung de anno 1559. und folgenden Reichs-Abſchieden und Müntz-Edicten, auch dieſer neuen Müntz-Ordnung gegen die Ubertrettere angeſetzten Straffen/ feſtiglich zu inhæriren/ und bevorab den Denuncianten oder Anzeigern/ wo bey dem Müntzweſen einiger Betrug verſpühret wird/ wie allbereit bey unterſchiedlichen Special-Fällen gedacht worden/ der dritte Theil von dem Pön-Fall zu zueignen und hingegen die Beſtraffung auf die jenige/ welche wiſſentlich zu dergleichen Verbrechen/ ſtillſchweigen/ und dieſelbige nicht gehöriger Orten an-

melden

Anno 1667.

melden zu extendiren, auch da etwan einiger Stand ſich zu dergleichen Mißbrauch verleiten laſſen ſolt/ gegen denſelben nicht weniger/ das gebührliche Einſehen fürzuwenden und zu ſolchem Ende/ denen Reichs-Fiſcalen wol zu injungiren und bey ihren Pflichten aufzuladen; daß ſie pro intereſſe Imperii ihres Ampts bey dergleichen Fällen/ ſich obliegender Schuldigkeit nach gebrauchen/ inſonderheit aber wären die Müntz Probations-Täge/ nach Beſage ermeldter Reichs-Satzungen/ unauffgeſtellt jährlichen in allen und jeden Crayſen und Probations-Conventen, auf fürgangener unpartheyiſcher Probier- und Examinirung der Werck/ ablaſſende Annahmungen und Zuſchreiben/ von andern Crayſen nachdrücklichen zu ſecundiren und pro communi intereſſe zu verfolgen/ auch ſonſten von den Crayſen insgemein/ vermittelſt deren hochnöthigen unter ſich haltender guter Correſpondentz und Exequirung deß ihnen in den Reichs-Conſtitutionen/ ſonderlich in dem Müntz-Edict de anno 1559. und in dem Deput. Abſchied de Anno 1571. anbefohlenen ernſtlichen Auff- und Einſehens/ die Obliegenheit gebührenden Fleiſſes und Eyfers zu beobachten; So dann ferners all das jenige/ was zu Handhabung deß Müntzweſens/ und Abſtell- Vorkomm- und Verhütung aller etwan einreiſſender Gebrechen/ Mängel und Betrugs/ wie auch Erhaltung einer durchgehenden Gleichheit in allen Crayſen/ in dieſer und vorigen Reichs-Satzung verſehen/ fleiſſig zu halten.

Schließlichen/ ſo viel die anfangs befindliche Wort: Der Heiligen Römiſchen Kirchen/ betrifft/ wollen der Augſpurgiſchen Confeſſion-Verwandten Churfürſten und Ständen hier anweſende Geſandten ſich zu dem Zuſatz deß Worts (Heiligen) nicht verſtanden/ ſondern ihren diſſentum hiermit conteſtirt haben. Womit höchſtgedachten Käyſerl. Herren Commiſſarii Hochfl. Eminentz eingangs H. R. Reichs Churfſ. und Ständen dieſes Ortes anweſende Räthe Bottſchafften und Geſandte ſich beſten Fleiſſes unterthänigſt empfehlen. Signatum Regenſpurg den 19/29. April. 1667.

(L.S.)

Churfſ. Mayntziſch. Cantzley.

(Hierauff folgen nun die in dieſem Reichs-Concluſo angezogene Beylagen/ als:)

Lit. A. Der im Müntz-Weſen correſpondirender dreyen Ober-Crayſſen/ des Fränck- Bäyer- und Schwäbiſchen beeydigter General-Müntz-Wardeinen unvorgreiffliches Gutachten/ auf die vorgelegte/ und in dem verhergehenden Concluſo enthaltene 7. Haupt-Puncten. Deß H. Röm. Reichs/ ꝛc.

Gnädige/ Hochgeneigte und Hochgeehrte Herren.

Demnach durch das Hochlöbliche Chur-Mayntz. Reichs-Directorium, uns deren im Müntzweſen correſpondirenden dreyen Obern/ als Fränckiſchen/ Bayeriſchen und Schwäbiſchen Reichs-Crayſen beeydigten Müntz-Wardeinen ſieben Frageſtück übergeben worden/ mit dieſer außführlicher Erinnerung/ auf bedeutete ſieben Puncta, in Krafft derjenigen Pflicht/ welche ein jeder von uns denen correſpondirenden Crayſen abgelegt/ unſer außführlich Bedencken und Gutachten/ nach genugſamer und reifflicher Uberlegung der Sachen unvorgreifflich hochermeldtem Chur-Mayntziſchem Reichs-Directorio in Schrifften zu überreichen: Als geſchicht daſſelbige hiermit gehorſamlichſt/ auf Form und Weiſe/ wie hernach folget:

Der Erſte Punct.

Was vor Silberne Inn- und Außländiſche grobe Sorten/ in was Valor und Gehalt/ vor Wehrſchafft anzunehmen.

Dieſen Punct verſtehen wir alſo: wegen der groben Silber-Sorten/ als Genueſer, gehen deren auf ein Marck Cöllniſch 6[illegible]. Theil Stück/ halten auf 1. funffzehen Loth 2. Gran/ iſt alſo dem guten Reichs-Thaler nach/ zu anderthalben fl. ein Stück werth 2. fl. 5. und ein halben Kr.

Venetianiſche Silberkronen wegen [illegible]. Theil Stück ein Cöllniſche Marck/ halten auf 1. funffzehen Loth/ 1. in 2. Gran/ iſt alſo ein Stück/ dem guten Reichs-Thaler nach/ zu anderthalben fl. werth 1. fl. 44. Kr.

Frantzöſiſche Louis Reichs-Thaler wiegen derer neunthalben Stück eine Cöllniſche Marck/ halten auf 1. vierzehen Loth 9. Gran/ iſt einer werth gegen dem guten Reichs-Thaler. 1. fl. 26. Kr.

Die Cöllniſche/ Biſantzer/ Burgunder/ Schweitzer und Holländiſche Thaler/ darinnen am Schrott und Korn/ durch einander ein ſchlechter Unterſcheid zu finden/ gehen derer 8[illegible]. Theil Stück auf eine rauhe Marck Cöllniſch/ halten auf ein 13. Loth 14 Gran/ iſt ein Stück dem guten Reichs-Thaler nach/ zu anderhalb fl. gerechnet werth 1. fl. 24. Kr.

Auf gnädiges Begehren/ der gewichtigen Philips-Thaler auch zu gedencken/ gehen derſelben auf die rauhe Marck Cölniſch/ 6. und zwey drittheil Stück/ halten auf ein 13. Loth 4. Gran/ iſt ein Stück gegen einem Reichs-Thaler zu anderthalben fl. werth 1. fl. 40. Kr. der aber wenig gefunden werden.

Der ungewichtigen und beſchnittenen zu gedencken/ als zum Exempel: Es gehen 9. Stück auf die Marck Cöllniſch/ iſt ein Stück werth 1. fl. 14. und ein viertel Kr. gehen dann 8. Stück auf eine Cöllniſche Marck/ iſt einer werth 1. fl. 23. und ein halben Kr. Solten dann 7. und ein halb Stück auf ein Marck Cöllniſch gehen/ ſo wäre einer würdig zu nehmen: 1. fl. 29. und ein viertel Kr. Der 5. Theil und 10. Theil ingleichen zu ahnden/ welche noch ſehrer beſchnitten/ und in groſſer Menge in Bezahlung gehen/ können nach dem Silber Gewicht gewogen/ und das Loth pro 40. im Brauch angenommen werden.

Weiln nun hierobeii bemeldte 8. grobe Sorten/ ſich ziemlich an Schrot und Korn zu gering befinden/ wie dann deßwegen von vielen Jahren hero wir verpflichtete Müntz-Wardeinen vielfältig unterthänige Warnungsbericht übergeben/ aber bißhero alles für voll gehen laſſen/ dadurch ſeynd die guten Silber-Sorten mit ziemlichen Lagio auffgewechſelt/ und an ſolche üble Müntzſtädt verführet worden.

Der Ander Punct.

Wie dem verbottenen Nachſchlagen/ Beſchneiden/ und unnothwendigen Verſchmeltzen der Silbernen Müntz-Sorten vorzukommen und zu begegnen?

Dem verbottenen Nachſchlagen/ dadurch verſtehen wir die Hecken-Müntzer/ die wider die Reichs-Ordnungen müntzen/ welches durch hohen Obrigkeitl. Befehlich wohl kan verwehret werden. Das Beſchneiden belangend/ ſeynd Juden und Judensgenoſſen/ welche ſolches thun/ ſchwerlich zu erforſchen.

Wegen deß unnothwendigen Schmeltzens der ſilbernen Müntz-Sorten/ ꝛc. rühret der Schaden vermuthlich daher/ daß die Silber-Dratzieher und Goldſchläger/ immer einer nach dem andern ſich erhebt und vermehret/ und endlich auß Mangel Silbers/ die gute Reichs-Müntz brechen/ und in Tiegel werffen/ weil der Dratzieher geſponnen Gold und Silber/ ſo in hohem Preiß iſt/ welche weder Probe noch Satz haben/ hin und wieder in die Länder verſchicken/ als ſie ſich/ wie auch andere/ denen es nicht gebühret/ heimlich der Probir-Waage bedienet/ und alle gute ſilberne Sorten außgewogen und probirt/ was ihnen nutz und verträglich geweſen/ zu ihrer Arbeit täglich verbrauchet; Die hergegen zu gering befundene Sorten unter den gemeinen Mann verſchoben/ Ja auch gar das gute Gold und Silber zu dem Leoniſchen Guth verarbeitet wird/ thun alſo die Drathzieher dem Müntz-Weſen einen unwiederbringlichen Schaden/ wie auch dem gantzen Römiſchen Reich. Dann jedem gnug bekannt/ daß die jenige Spitzen und Porten ſich ſo verſchleiſſen und abnutzen/ daß der dritte Theil Silber nicht wol wieder zu Nutzen kommt/ ingleichen thun auch die Jubilirer/ Kauff- und Handelsleute/ welche ſich ebenmäſſig/ wie die Dratzieher der Schmeltz- und Probier-Oeffen nicht wenig bedienen/ welches dann billich abzuſtraffen iſt/ damit das Probiren abſonderlich den Müntz-Wardeinen anvertrauet und befohlen iſt/ durch das jenige Mittel werden alle gute Müntz-Sorten außgewogen/ und durch die jenige in Tiegel geworffen/ und geſchmeltzet/ ſonderlichen in den groſſen Handels-Städten/ da viel Goldſchmiede wohnen/ als Augſpurg/ Nürnberg/ Leipzig/ und Franckfurt/ und dergleichen Oerther mehr/ ja/ es werden auch von den gedachten Jubilirern/ Kauff- und Handelsleuten die halbe Batzen und Groſchen außgewogen/ die ſchwere zu der Legirung der groben Sorten gebraucht/ welches hernacher den Reichs-Ständen zu groſſem Nachtheil gereichet. Weiln dann auch hoch vonnöthen/ daß die geſampte Goldſchmiede und Silber-Arbeiter dahin gehalten werden/ daß dieſelbe durchauß bey der Reichs-Probe/ als nemlich dreyzehen Löthigen Silber ſolten gewieſen werden/ und nicht davon weichen/ oder geringer Macht haben zu arbeiten/ weiln es dem Reich hoch ſchädlich/ und mancher Müntzſtand dadurch im Einkauffen zu kurtz kompt/ und würden auch die grobe Müntz-Sorten vielfältig ungebrochen verbleiben.

Der Dritte Punct.

Was vor Fürſehung zu thun/ damit die gute Reichs-Müntz im Reich behalten/ und keine Außländiſche ſchlechte und zu geringhaltige eingeführt werden.

Wann das von Kauff- und Handelsleuten/ mit Auffwechslung der guten Reichs-Sorten von einer Stadt in die andere/ oder Hecken-Müntzen hinauß geführet wird/ hingegen geringe Sorten an die Stelle gebracht/ wäre für gut angeſehen/ daß Fürſten und Stände deß Reichs durch die Waag/ Mauth und Zoll fleiſſig nachſehen/ im Auß- und Einführen der Güter/ wo dergleichen vermuthlich/ eröffnen/ nach befindung ſtraffen und confiſciren, oder dasjenige Geld verſchmeltzen/ und wieder zuſtellen; So wird er alsdann den Gewinn ſchon finden. Ingleichen iſt genugſam bekannt/ wie daß der Zeit hero/ die Außländiſche Krämer ſehr überhand genommen/ und allen Orten und Ständen mit ihren allerhand unnöthigen Waaren/ ſo ſie verkauffen/ und die daraus gelöſete Gelder allein in guten Reichs-Sorten/ als Ducaten und Reichs-Thalern einwechſeln/ und auß dem Reich führen/ und hergegen ihre Waaren an deſſen Stell laſſen/ wäre aber gut/ wann ſolche frembde Nationen könten dahin gehalten

werden/

werden/ was ſie vor Silber erkauffen/ und eintauſchen/ nicht Macht hätten auß dem Reich zu führen.

Der Vierdte Punct.

Was vor Schied-Müntzen/ in was vor einem Werth und Gehalt/ vor Wehrſchafft anzunehmen?

Die Schied-Müntzen betreffend/ wegen dero Werths/ und wie ſolche anzunehmen/ wiſſen wir: (Auſſer was in den Hochlöbl. dreyen als Fränckiſchen/ Bäyer- und Schwäbiſchen Crayſſen gangbar:) nicht beſcheid zu geben/ als belegen wir ſolchen vierten Punct mit dieſem löblichen Mandat, welches Anno 1659. den 11. Maji publiciret und verglichen/ wie auch Anno 1665. den 11. Maji wiederumb zu Augſpurg auf dem gehaltenen Müntz-Probations-Tag iſt wiederholet und beſtättiget worden/ daß derer hoch obgedachten dreyer Crayſſen ihrer halben Batzen nicht mehr auff die rauhe Marck Cölliniſch gehen ſollen/ als 200. Stück/ und fein halten 7. Loth/ wird demnach die feine Marck ſampt allen Unkoſten hinauß vermüntzt/ per 11. fl. 14. Kr. Die alte Kayſerliche Groſchen aber/ welche mit der Jahrzahl von Anno 1623. an biß Anno 1659. ſeynd durchgangen und probirt worden/ welche durch und durch fein gehalten 7. Loth 9 Gran/ und 142. Stück auf die rauhe Marck Cölliniſch gangen iſt/ die feine Marck hinaus vermüntzt worden/ pro 15. fl. 8. und ein halben Kr. und ein Stück in Bezahlung für gut befunden worden pro 3. Kr. bey welchem Valor man auch nebenſt gedachten halben Batzen biß dato in Bezahlungen verblieben/ und weiter keine andere Sorten unſers Wiſſen zu gedencken.

Der Fünffte Punct.

Wie dem allzuhäuffigen Gepräg der Schied-Müntzen zu begegnen?

Daß ſich der Zeithero die Schied-Müntzen ziemlicher maſſen gehäuffet/ iſt die Urſach/ daß keine grobe Sorten ohne Schaden wegen des theuren Silber-kauffs hat können gemüntzt werden/ dann geſetzt/ wann die Marck fein Silber pro 14. fl. 20. Kr. welches allbereit der gemeine Kauff iſt/ und bezahlet wird/ wie kan ein Reichs-Stand ſolche wieder hinauß vermüntzen ohne alle Unkoſten pro 13. fl. 30. Kr. Alſo iſt in der Schied-Müntz nicht wol Aenderung zu verſchaffen/ wie aus dem vierdten Punct mit mehrern zu erſehen/ es werde dann die Marck fein Silber auf 13 und ein halben fl. wiederumb herab gebracht/ daran das meiſte gelegen.

Der Sechſte Punct.

Welche Inn- und Außländiſche güldene Müntzen und in was Valor und Gehalt vor Wehrſchafft anzunehmen.

Weilen nun vor vielen Jahren hero der gute Ducaten im Reich iſt auf drithalb fl. geſetzet worden/ und endlich durch das üble Kriegs-Weſen/ biß dato auf 3 fl. und anderer Orten nunmehr auf 3. und ein fünfftheil fl. hinauf geſteigert worden/ und zu beſorgen/ in Pohlen/ zu Venedig und mehr Orten/ möchten aus Mangel Gelds/ noch höher ſteigen/ iſt von andern güldenen Sorten noch zur Zeit den ſo geſtalten Sachen nicht wohl zu æſtimiren/ oder zu gedencken/ indem ſie ſich auch in Schrot und Korn ſehr ungleich befinden/ zumahlen/ weiln es auch mehrentheils keine Reichs-Sorten/ ſondern lauter Italiäniſche/ Frantzöſiſche/ Engliſche und Holländiſche Sorten ſeynd/ diß einmahls gegen den guten Ducaten/ ein anderer Satz beſchehen.

Der Siebende und letzte Punct.

Wie das Verſchmeltzen der güldenen Müntzen zu verhüten?

Daß die güldenen Müntz-Sorten möchten unverſchmeltzt bleiben/ das geſchiehet viel durch die Gold und Drat-Arbeiter/ welche an vielen Orten ſo ſchlecht Gold verarbeiten/ manchmahl und meiſtens 15. oder 16. Grad/ da doch die Probe aller Orten 18. Grad ſeyn ſolte/ dahero werden die Goldmüntzen von ihnen viel gebrochen/ als wäre hochnothwendig und vor gut gehalten/ daß man ſolche Gold- und Drat-Arbeit mit ſchweren Pflichten belege/ und ohnfehlbar dahin halten ſolle/ daß ſie nicht geringer als 18. Grad verarbeiten dürfften/ damit die Leute für ihre gute Bezahlung nicht ſo angeführet werden. So werden durch dieſes Mittel die güldene Sorten viel ungebrochen verbleiben.

Neben-Bedencken.

Wegen des hohen Silberkauffs über etliche Inn- und Außländiſche grobe Silber-Sorten/ wie auch wegen Groſchen und halben Batzen.

Weilen dann nun auch die geſampte Chur- und Fürſtlichen Stände verlanget zu vernehmen wegen des hochgeſteigerten Silberkauffs/ als nemlich die feine Marck pro 14. Gulden 15. in 20. Kr. darauf der Reichs-Thaler ſoll wie auch andere Müntzen gerechnet werden/ als kompt der gute Reichs-Thaler obbemeldten hohen Silberkauff nach pro 1. fl. 36. Kr.

Eine Genueſer Kron/ ſo ſein Gewicht völlig hat/ 2. fl. und ein halben Kr.

Eine Silberkron/ ſo dergleichen ſein Gewicht/ 1. fl. 50. Kr.

Die Frantzöſiſche Louis-Thaler/ 1. fl. 31¾. Kr.

Deßgleichen die gewichtige Philips-Thaler/ 1 fl. 46 Kr.

Die im Anfang geſetzte fünfferley Sorten Thaler/ als neue Cölliniſche/ Liſaucker/ Burgunder/ Schweitzer und Holländeſche Thaler/ iſt das Stück werth/ wie obbemeldt/ obigem Kauff nach/ ohne dem Müntzkoſten 1 fl. 29. und ein viertheil Kr.

Jngleichen die alte Kayſerliche Groſchen nach obigem Kauff/ ſampt dem Müntzkoſten iſt ein Stück werth/ 3 Kr.

Wie auch die halbe Batzen/ ſo bey denen dreyen correſpondirenden Crayſſen/ verglichener maſſen/ ſeynd vermüntzt worden/ iſt ein Stück werth/ 2. Kr.

Es iſt auch noch ferner zu beobachten/ weiln der Silberkauff ſo hoch geſtiegen/ und ſchwerlich wieder herunter zu bringen ſeyn möchte/ dann man von Anfang deß Müntzweſens her genugſamen Bericht hat/ daß Gold und Silber immer in einen höhern Preiß kommen; Als werden wir bey dieſen Zeiten/ da der Geld-Mangel ſo groß/ als jemahlen geweſen iſt/ es ſchwerlich dahin bringen/ dann es iſt zu beſorgen/ wann man die grobe Sorten wird auf den Werth des guten Reichs-Thaler ſetzen/ daß auß übel noch ärgers möchte erfolgen; Als haben wir verpflichtete Müntz-Wardeinen unſere einfältige Meinung wollen herbey ſetzen/ daß weilen die Marck fein Silber nunmehr koſtet 14. fl. 20. Kr. wenn man will Reichs-Thaler davon müntzen/ die Schrot und Korn behalten/ als nemlich 14. Loth 4. Gran/ und 8. Stück auf die rauhe Marck Cölliniſch gehen/ kompt das Stück pro 1. fl. 36. Kr. dadurch würden alle andere grobe Sorten in ihrem Werth nebenſt dem guten Reichs-Thaler ungebrochen verbleiben.

Daß dieſes alles obgeſchriebener maſſen/ unſeren geleiſteten Eydts-Pflichten/ und darauf gerichten Chur-Mayntz-Erinnerung gemäß beſchehen/ Urkunden und bekennen wir hiemit und in Krafft dieſer unſerer eigenen Hand und Unterſchrifften und vorgedruckten Petſchafften. Geſchehen Regenſpurg den 1. 11. Junii 1666.

Ew Excell. Hochw. und Gn. und unſerer Hochgeehrten Herren.

Gehorſame und Dienſtfertigſte.

Deß Hochlöblichen Fränckiſchen Crayſſes verpflichteter General Müntz-Wardein.
Leonhard Rholeder. (L. S.)

Deß Hochlöblichen Bayeriſchen Crayſſes verpflichteter General Müntz-Wardein.
Friederich Hunger. (L. S.)

Deß Hochlöblich, Schwäbiſchen Crayſſes verpflichteter General Müntz-Wardein.
Jeremias Pfeffenhauſen. (L. S.)

Lit. B. Der Fränck-Bayer- und Schwäbiſchen Crayſſe General Müntz-Guardeinen Gutachten.

Erſtlich folgen die Außländiſche Guldene Müntz-Sorten/ dero Schrot/ Korn und Werth/ dem Ducaten nach zu 3. fl. gerechnet/ wie hernacher mit mehrem zu erſehen iſt.

N. 1. Portugaleſer/ ſo einer am Gewicht 10 Ducaten wigt/ hält die Marck fein 23. Carat. 10. Gran/ iſt ein Stück werth 30. fl. 12. und ein halben Kr.

N. 2. Roſenobel gehen der 30. und drey viertheil Stück auf ein Cölliniſch Marck/ halten fein 23. Carat 10. Gran/ iſt ein Stück werth 6. fl. 34. und ein halben Kr.

N. 3. Schiffnobel/ gehen 35. und ein halb Stück auf die Cölliniſche Marck/ halten an fein 22. Carat 10. Gran/ iſt ein Stück werth 5. fl. 27. und drey viertheil Kr.

N. 4. Engliſche Jacobiner gehen derer auf eine Cölliniſche Marck 26. und ein ſiebende theil Stück/ halten an fein 22. Carat/ iſt ein Stück werth/ 7. fl. 8. und drey viertheil Kr.

N. 5. Dergleichen ſeynd auch die Engliſche Caroliner denen Jacobinern am Schrot/ Korn und werth gleich.

N. 6. Genueſiſche doppelte Duplonen/ gehen auf die Cölliniſche Marck 17⅞. Stück/ halten an fein 22. Carat/ iſt ein Stück werth/ 10. fl. 48. und ein viertheil Kreutzer.

N. 7. Jngleichen ſeynd die Genueſiſche einfache Duplonen denen hieneben gedachten Doppelten am werth gleich 5. fl. 24. und ein achtſtetheil Kr.

N. 8. Frantzöſiſche Duplonen unter deß Königs Lodovici deß XIV. Gepräg/ gehen auf die Cölliniſche Marck Stück/ halten an fein - - Carat/ Gran/ iſt ein Stück werth - -

N. 9. Spaniſche einfache Duplonen/ gehen 35 [illegible] Stück auf die Cölliniſche Marck/ halten fein 22. Carat/ iſt ein Stück werth/ 5 fl. 13 und ein halben Kr.

N. 10.

Digitized by Google

ANNO 1667.

N. 10. Brabandiſche Gold-Müntzen Saiverin genannt/ gehen derer 21. und ein 3theil Stuck auff die Cöllniſche Marck/ halten an fein 22. Carat/ 2. Gran/ iſt ein Stuck werth/ 8. fl. 50. Kr.

N. 11. Dergleichen dito halbe/ iſt ein Stuck werth/ 4. fl. 25. Kr.

N. 12. Engelotten/ welche für einen Doppeleen Gold-Gulden auffgegeben werden/ gehen derer 46. Stuck auf eine Cöllniſche Marck/ halten an fein 23. Carat 8. Gran/ iſt ein Stuck werth/ 4 fl. 22. Kr.

N. 13. Holländiſche Guldene Müntz/ unter der Stadt Zwoll Gepräg/ iſt auf einer Seiten ein Reuter mit dem Schwerdt/ und auf der andern ein Löw/ in einem Schild/ mehr dergleichen Holländiſche Müntz unter der ſieben Provintzen Gepräg/ iſt auf einer Seiten auch ein Reuter mit dem Schwerdt/ und auf der andern Seiten ein Löw in einem Schild/ welcher hält ſieben Pfeil/ dieſer beeden Sorten gehen 48. Stuck auf die Cöllniſche Marck/ halten insgeſampt an fein 22. Carat/ iſt ein ſolches Stuck werth/ 3. fl. 53. und ein halben Kr.

NB. Dieſer Stuck eines/ wird für vier und ein halben Gulden auffgegeben.

N. 14. Creutz-Ducaten/ gehen auf die Cöllniſche Marck 67. Stuck/ halten 22. Carat 3. Gran/ iſt ein Stuck werth/ 2. fl. 49. und drey 4theil Kr.

N. 15. Frantzöſiſche Cronen/ wiegen eine Cöllniſche Marck 70. Stuck/ halten 22. Carat 3. Gran/ iſt ein Stuck werth/ 2. fl. 41. und drey 4theil Kr.

N. 16. Neue Polniſche Doppelte Ducaten/ mit der Jahrzahl 1661. gehen auf die Marck Cöllniſch 33. und ein halb Stuck/ halten an fein 23. Carat 4. Gran/ iſt das Stuck werth/ 5. fl. 54. und ein halben Kr.

N. 17. Ingleichen Doppelte Ducaten der Königl. Maj. in Polen/ und unter der Stadt Thoren Gepräg/ mit der Jahrzahl 1665. ſeynd denen oben gedachten mit N. 16. an Schrot/ Korn und Werth gleich.

N. 18 Einfache Ducaten/ unter der Stadt Zürch Gepräg/ mit der Jahrzahl 1662. gehen auf die Cöllniſche Marck 69. Stuck/ halten an fein 23. Carat 6. Gran/ iſt ein Stuck werth/ 2. fl. 51. Kr.

Nun folget der groben Silbern-Müntz-Sorten Schrot/ Korn und Werth/ welche auf gnädiges Begehren unterſchiedlicher Jahrzahl und Gepräg ſeynd zuſammen gezogen/ und dem guten Rthlr. nach/ zu halben Gulden calculirt worden.

Als: N. 1. Gantze Thaler/ unter Ihrer Königlichen Maj. in Dänemarck Gepräg/ mit der Jahrzahl 1647. wiegen 8 Stuck nach dem Cöllniſchen Gewicht 15. Loth 3. Gran/ halten fein 14. Loth 3. Gran/ iſt ein Stuck werth/ 1 fl. 28½. Kr.

N. 2. Polniſche Thaler/ unter Ihrer Königl. Maj. Sigismundi Gepräg/ mit der Jahrzahl 1630. wiegen 8. Stuck 15. Loth/ 2. Gran/ 1. Heller/ halten an fein 13. Loth/ 17. Gran/ iſt ein Stuck werth/ 1. fl. 26. und ein 4theil Kr.

N. 3. Wiederumb dergleichen Polniſche Thaler mit der Jahrzahl 1629. wiegen 8 Stuck 15. und ein halb Loth/ halten an fein 13. Loth/ 13. Gran/ iſt ein Stuck werth/ 1. fl. 24. Kr.

N. 4. Frantzöſiſche Louis Thaler/ mit der Jahrzahl 1662. wiegen neunthalbe Stuck eine Cöllniſche Marck/ halten an fein 14. Loth/ 10. Gran/ iſt ein Stuck werth/ 2. fl. 26. und ein halben Kr.

N. 5: Churfürſtl. Cöllniſche Reichs-Thaler mit der Jahrzahl 1662. gehen auf die Marck Cöllniſch neunthalbe Stuck/ halten an fein 13. Loth/ 15. Gran/ iſt einer werth/ 1. fl. 22. und ein 4theil Kr.

N. 6. Inſpruggiſche Thaler mit der Jahrzahl 1665. wiegen 8. Stuck 16. und drey 4theil Loth/ halten an fein 14. Loth/ iſt ein Stuck werth/ 1. 27. und drey 4theil Kr.

N. 7. Siebenbürgiſche Thaler/ mit der Jahrzahl 1660. wiegen 8. Stuck 15 und ein halb Loth/ halten an fein 12. Loth/ 9. Gran/ iſt ein Stuck werth/ 1. fl. 17. und ein halben Kr.

N. 8. Ingleichen ſolche Siebenbürgiſche Thaler/ mit der Jahrzahl 1663. wiegen 8. Stuck/ nach dem Cöllniſchen Gewicht 15. und ein halb Loth/ halten fein/ 13. Loth/ 8. Gran/ iſt ein Stuck werth/ 1. fl. 20 und ein 4theil Kr.

N. 9. Der Stadt Biſantz gantze Thaler/ mit der Jahrzahl 1661. gehen auf die Cöllniſche Marck 8. und ein 4theil Stuck/ halten an fein 14. Loth/ iſt ein Stuck werth/ 1. fl. 25. und ein halben Kr.

N. 10. Burgundiſche Thaler mit der Jahrzahl 1639. wiegen 8. Stuck 15. und ein 4theil Loth/ halten fein 13. Loth/ 15. Gran/ iſt ein Stuck werth/ 1. fl 23. und ein halben Kr.

N. 11. Mehr dergleichen Sorten mit der Jahrzahl 1651. 53. und 56. wiegen 8. Stuck 15. Loth/ 1 Gran/ 2. Pf. halten fein 13. Loth 12. Gran/ iſt ein Stuck werth/ 1. fl. 22. Kr.

N. 12. Wiederum dergleichen Burgundiſche Thaler/ mit der Jahrzahl 1657. wiegen 8 Stuck 15. und ein halb Loth/ halten an fein 13. Loth/ 13. Gran/ iſt ein Stuck werth/ 1. fl. 24. Kr.

N. 13. Der Stadt Zürch Thaler/ mit der Jahrzahl 1646. wie auch 1663. wiegen 8. Stuck 15. und ein halb Loth/ halten an fein 14. Loth/ iſt ein Stuck werth/ 1. fl 26. und drey 4theil Kr.

ANNO 1667.

N. 14. Coſtnitziſche Thaler mit der Jahrzahl 1628 gehen auf die Cöllniſche Marck 8. Stuck/ halten an fein 13. Loth/ 15. Gran/ iſt ein Stuck werth/ 1. fl. 27. und ein halben Kr.

N. 15. Der Stadt Baſel Thaler/ mit der Jahrzahl 1638. 39. 40. ſeyn alle drey im Schrot und Korn gleich/ wiegen demnach 8. Stuck 15 und ein halb Loth/ halten an fein 13. Loth/ 16. Gran/ iſt ein Stuck werth/ 1. fl 25. und ein halben Kr.

N. 16. Der Stadt Genff Thaler/ mit der Jahrzahl 1640. wie auch der Stadt Schaffhauſen Thaler/ mit der Jahrzahl 1623. dieſe beede Sorten ſeynd denen Baſler Thaler an Schrot/ Korn und Werth gleich.

N. 17. Gelderiſche Thaler/ mit der Jahrzahl 1662. wiegen 8. Stuck 15. Loth/ 1. Gran/ 3 Pf. halten an fein 13 Loth/ in 14. Gran/ iſt ein Stuck werth/ 1. fl 23. und ein 4theil Kr.

N. 18. Holländiſche Thaler mit der Jahrzahl 1664. gehen auf die Cöllniſche Marck 8. und ein 4theil Stuck/ halten 13 Loth/ 14. Gran fein/ iſt einer werth/ 1. fl 24. und ein 4theil Kr.

N. 19. Seeländiſche Thaler/ mit der Jahrzahl 1649. Holländiſche Thaler/ mit der Jahrzahl 1650. Gelderiſche Thaler mit der Jahrzahl 1650. Weſtfrießländiſche Thaler/ mit der Jahrzahl 1652. Dieſe vierley Sorten/ welche auf der einen Seiten einen Mann mit dem halben Bruſt-Bild/ und auf der andern Seiten ein Löw in einem Schild führet/ wiegen 8. Stuck 15. und drey 4theil Loth/ und halten an fein 14 Loth/ iſt demnach ein ſolcher Thaler werth/ 1 fl. 27. Kr.

N. 20 Holländiſche/ Gelderiſche und Camper Thaler/ alle mit der Jahrzahl 1664 gehen dieſer Sorten auf die rauhe Marck Cöllniſch 8. und ein 3theil Stuck/ und ſeynd gleiches Halts/ nemlich 13. Loth/ 15. Gran/ iſt 1 der ſolcher Thaler werth/ 1. fl. 24. Kr.

N. 21. Genueſer Kronen/ gehen auf ein Marck Cöllniſch/ 6. zwey und 1theil Stuck/ halten an fein 15. Loth/ 2. Gran/ iſt ein Stuck werth/ 2. fl. 6. und ein halben Kr.

N. 22. Niederländiſche Ducaton mit der Jahrzahl 1649. unter deß Königs in Spanien Philipp des IV. Gepräg/ welches Stuck für fünff 4theil Thaler auffgegeben wird/ wiegen 7$\frac{3}{10}$. Stuck/ eine Cöllniſche Marck/ halten an fein 14. Loth/ 17. Gran/ iſt ein Stuck werth/ 1. fl 45. und ein halben Kr.

N. 23. Wiederumb dergleichen Sorten/ mit der Jahrzahl 1659. ſeynd denen mit N. 22. an Schrott/ Korn und Werth gleich.

N. 24. Mäyländiſche Silberkronen ohne Jahrzahl/ gehen derer auff Cöllniſch Marck 7$\frac{1}{4}$ Stuck/ halten an fein 15. Loth/ 3. Gran/ iſt eine würdig/ 1. fl. 45 Kr.

N. 25. Venetianiſche Silberkronen/ wiegen 7$\frac{1}{8}$. Stuck eine Cöllniſche Marck/ halten an fein 15. Loth/ 1. in 2. Gran/ iſt ein Stuck werth/ 1. fl. 44. Kr.

N. 26. Mantuaniſche Silberkronen/ gehen 7$\frac{1}{5}$. Stuck auf eine Cöllniſche Marck/ halten 15. Loth fein/ iſt eine werth/ 1. fl. 40 und drey 4theil Kr.

N. 27. Romaniſche Silberkronen mit der Jahrzahl 1643 gehet auf die Cöllniſche Marck 7$\frac{2}{3}$. Stuck/ halten an fein 14. Loth/ 7. Gran/ iſt ein Stuck werth/ 1. fl. 39. und drey 4theil Kr.

N. 28 Savoyſche Silberkronen/ mit der Jahrzahl 1632. ſeynd denen Venetianiſchen Silberkronen am Schrot/ Korn und Werth gleich.

N. 29. Spaniſche Matten gehen auff die Cöllniſche Marck - - Stuck/ halten - - Loth/ - - Gran fein/ iſt ein Stuck werth - - -

N. 30. Frantzöſiſche halbe Thaler/ mit der Jahrzahl 1662. wiegen 17. Stuck eine Cöllniſche Marck/ halten fein 14. Loth/ 8. Gran/ iſt ein Stuck werth/ 43. Kr.

N. 31. Der Stadt Baſel halbe Thaler/ mit der Jahrzahl 1638. wiegen 16. Stuck 15. und ein halbe Loth/ halten an fein 14. Loth/ iſt einer werth/ 42. und ſieben 8theil Kr.

N. 32. Der Stadt Genff halbe Thaler/ mit der Jahrzahl 1638. wiegen 16. Stuck 15. und ein halb Loth/ halten fein 13. Loth/ 23 Gran/ iſt ein Stuck werth/ 41. und ſieben 8theil Kr.

N. 33. Der gewichtigen Philipsthaler noch einmal zu gedencken/ welche aber ſchwerlich zu finden ſeyn/ gehen derer auff die Marck Cöllniſch 6. und ſieben 3theil Stuck/ halten an fein 13. Loth/ 4. Gran/ iſt das Stuck werth/ 1 fl. 40 Kr.

N. 34 Der ungewichtigen Philipsthaler ferner zu melden/ weil dieſelbige ſehr ungleich im Gewicht/ können ſolche anders als gewogen und dem Loth nach für 40. Kr. angenommen werden.

N. 35. Engliſche gewichtige Kopffſtück ohne Jahrzahl/ gehen auff die Marck Cöllniſch 40. Stuck/ halten an fein 14. Loth/ 12. Gran/ iſt ein Stuck werth 18. und ein halben Kr. deßgleichen iſt ein 10. Kreutzerer werth/ 9. und ein 4theil Kr.

N. 36. Spaniſche Kopffſtück der gewichtigen/ gehen 39. Stuck auff die Cöllniſche Marck/ halten fein 13. Loth/ 4 Gran/ iſt ein Stuck werth/ 17. Kr. und ein halbes dito/ ſo dergleichen ſein Gewicht hat/ iſt werth/ 8 und ein halben Kr.

Weiln nun der gantzen und halben Kopffſtück ſehr wenig gefunden werden/ die ihr völliges Gewicht haben/ ſeynd ſolche auch nicht anders anzunehmen als dem Loth/ nach für 40. Kr.

Endlich und zum Beſchluß/ iſt ferner gnädig anbefohlen worden/ der Kreutzer zu gedencken/ berichten hierauf unterthänig/ daß in Augſpurg Anno 1625 den 18/28. Junii von denen dreyen Correſpondirenden/ als Fränckiſch-Bayeriſch und Schwäbiſchen

Crayſen verglichen und geſchloſſen worden / daß nemlich auf die rauhe Marck Cölniſch 287. Stück gehen / und an fein 5. Loth halten ſollen / daran iſt die feine Marck gleich denen halben Batzen für 15 fl. hinauß vermüntzet worden / welche alſo biß dato darbey verblieben / und alſo keiner beſſern Kreutzer unſers Wiſſens zu gedencken iſt. Weiln dann Anno 1559. unter Ihrer Käyſerlichen Maj. Ferdinando I. der Reichs-Thaler auf 68. Kr. geſetzt worden / als ſeynd dazumahlen 243. und ein halb Stück der Kreutzer auf die rauhe Marck Cölniſch gangen / und haben an fein gehalten 6. Loth / 4. Gran / iſt die feine Marck hinauß vermüntzt worden / pro 10. fl. 26. Kr. iſt alſo dieſer gute Kreutzer gegen dem neben gedachten Kr. werth / 1 Kr. 1. und ein 16theil Pf. und der neue gangbare Kr. gegen dem Alten 3. und ein 6theil Pf.

Daß dieſes alle obbeſchriebener maſſen unſern geleiſteten Eydspflichten / und darauf gerichten Chur-Mayntz. Erinnerung gemäß beſchehen / urkunden und bekennen Wir hiermit und in Krafft dieſer unſerer eigenen Hand und Unterſchrifften. Geſchehen Regenſpurg den 15/25. Junii 1666.

Euer Excell. Hochw. und Gnad. und unſerer Hochgeehrten Herren /

gehorſame und Dienſtfertigſte

Der drey im Müntz-Weſen correſpondirenden / als Franck- Bayer- und Schwäbiſcher Crayſen verpflichte General-Müntz-Wardeinen.

Leonhard Rohleder.
Friederich Hunger.
Jeremias Pfeffenhauſer.

Lit. C. Demnach durch das Hochlöbl. Chur-Mäyntziſche Directorium denen Müntz-Guardeinen iſt gnädigſt anbefohlen worden / allerhand güldene und ſilberne Müntz-Sorten zu calculiren / und bey ihren Pflicht- und Eyden / den Halt und Werth eines jeden / anzuzeigen / weiln aber deren mehrer Theil Außländiſche Müntzen ſeyn / und wir Unterſchriebene nit von allen / wegen deß Halts / Bericht gehabt. Als haben wir 14. güldene Müntz-Sorten von neuem aufgezogen und probirt; Ingleichen 12. ſilberne Sorten. Dieweiln aber ſolches nicht kan geſchehen ohne Zergäntzung und Abgang: Als iſt an jeder güldenen Sorten wegen Abgang zu rechnen 36. Kr und an den ſilbernen 18. Kr. Thut an güldenen Sorten / 8. Gülden 24. Kr.

Und an ſilbernen 3. fl. 36. Kr.
Alſo in allem 12. fl.
Datum Regenſpurg den 21/31. Julii An. 1666.

Friederich Hunger / Müntz-Guardein.
Jeremias Pfeffenhauſen / Müntz-Guardein.

Lit. D. Demnach durch das Hochlöbl. Chur-Mäyntziſche Directorium uns deren im Müntz-Weſen zweyen Crayß-Wardeinen / als Bayeriſch- und Schwäbiſchen / mehrmalen wegen unterſchiedlicher güldenen Müntz-Sorten iſt gnädigſt anbefohlen worden / ſolche / nach unſern Pflicht- und Eyden / den Ducaten zu 3. fl. gerechnet / aufzuziehen / zu probiren und zu calculiren / und dann anzuzeigen / wie ein jedes ſich in Schrott und Korn befinde: Als wird ſolches hierbey aus ſechſerley ſorten mit mehrern zu vernehmen ſeyn.

N. 1. Päbſtiſche Duplonen gehen 35$\frac{4}{16}$. Theil ſtück auf eine Cölniſche Marck / halten fein 22. Carat / iſt ein ſtück werth / 5. fl. 13$\frac{1}{4}$. Kr.

N. 2. Mayländiſche Duplonen ſeynd den obigen juſt gleich.

N. 3. Venetianiſche Duplonen gehen 34$\frac{8}{23}$. Theil ſtück auf ein Cölniſche Marck / halten fein 22. Carat / iſt eine ſtück werth / 5. fl. 21. und ein halben Kr.

N. 4. Parmeſaniſche Duplonen gehen 35$\frac{7}{17}$. Theil ſtück auf eine Cölniſche Marck / halten fein 21. Carat / 10. Gran / iſt ein ſtück werth / 5. fl. 12. und ein 4theil Kr.

N. 5. Mantuaniſche Duplonen / gehen auch 35$\frac{7}{17}$. Theil ſtück auf eine Cölniſche Marck / halten fein 21. Carat / 9 Gran / iſt ein ſtück werth / 5. fl. 11. und ein 6theil Kr.

N. 6. Venetianiſche Zekin gehen 67. ſtück auf die Cölniſche Marck / halten fein 23. Carat / 10. Gran / iſt ein ſtück werth / 3. fl 13$\frac{3}{7}$. Kr.

Daß dieſes alles obbeſchriebener maſſen / unſerm geleiſteten Eyd / und darauf gerichteten Chur-Mayntziſchen Erinnerung gemäß / beſchehen / urkunden und bekennen wir hiermit und in Krafft dieſer unſer eigenen Hand und Unterſchrifft. Geſchehen Regenſpurg den 21/31. Julii 1666.

Euer Excell. Hochw. und Gnad. und unſerer Hochgeehrten Herren /

gehorſame und Dienſtfertigſte

Der Hochlöbl. Bäyeriſch- und Schwäbiſchen Crayſen verpflichtete General-Müntz-Guardeinen.

Friederich Hunger.
Jeremias Pfeffenhäuſer.

Lit. E. Demnach durch das Hochlöbl. Chur-Mäyntz. Reichs-Directorium mir zu End-Unterſchriebenen / als deß Hochlöbl. Bayeriſchen Crayſes verpflichten Müntz-Wardein anbefohlen worden / Bericht zu geben / was der gerechte gute Goldgülden gegen den Ducaten zu 3. fl. gerechnet / werth ſeyn möchte / wie hernach folgend zu vernehmen; Der gerechten Goldfl. ſollen auf die Cölniſche Marck 72. ſtück gehen und an fein halten 18. Carat / 6. Gran / an ſilber 3. Carat / 8. Gran / an kupffer 1. Carat / 10. Gran / iſt alſo der Goldfl. gegen den Ducaten zu 3. fl. gerechnet / würdig ohne Zuſatz deß ſilbers: 2. fl. 11. Kr. 3. und ein halben Pfen.

Der Zuſatz deß ſilbers thut auf ein ſtück 1. Kr 2. und ein halben Pfen.

Iſt alſo der Goldfl. werth / 2 fl 12. und ein halben Kr.

Es iſt aber bewuſt / daß Anno 1623. der Ducaten auf 2. und ein halben Gulden gewürdiget worden / und eine geraume Zeit darbey verblieben / Alſo iſt der Goldfl gegen denen Ducaten zu 2. und ein halben fl gerechnet / mehrers nicht werth / dann 1. fl. 50. und dreyviertheils Kr. ohne Müntzſchlag und Kupffer-zuſatz.

Welchen Bericht auf Begehren ich in Unterthänigkeit / meinen Pflichten nach übergeben wollen / den 14/24. Mart. Anno 1667.

Friederich Hunger / Müntz-Guardein.

Lit. F. Unſers Gnädigſten Fürſten und Herrn / rc. auch löbl. Schwäbiſchen Crayſes verpflichtem Müntz-Guardein Jeremiä Pfeffenhauſen wird hiermit gnädigſt anbefohlen / unverlängt / und noch vor Ablauff nechſt bevorſtehender Ordinari / ſeinen unterthänigſten begründeten Bericht / zum Fürſtl. Geheimen Regiments-Rath zu erſtatten / daß darauff ſicherlich zu fuſſen / und es an höhere Ort gelangen zu laſſen / den Stich halten möge / was der gerechte gute Goldfl. gegen dem Ducaten / in itzigem Werth zu 3. fl. gerechnet / eigentlich werth ſeyn möchte / deſſen wollen ſich Ihre Fürſtl. Durchleucht zu geſchehen / zu verläſſlich verſehen. Decretum Kirchbach den 26. Martii Anno 1667.

Eberhard H. zu Würtenberg.

Auf oben angeregten gnädigſten Fürſtl Befehlich / berichte ich in Unterthänigkeit / daß der guten Goldgülden der Reichs-Wehrung gemäß / 72. ſtück / auf Cölniſche Marck gehen / und fein halten 18. Carat / 6. Gran / gegen den Ducaten / deren 67. ſtück auff ein Cölniſch Marck / und fein halten 23. Carat / und 8. Gran / werth iſt / nemlichen 2. fl. 10. Kr. 2. und ein ſieben 9theil Pf.

Lit. F. Unterthänigſter und kürtzlicher Bericht / was der gerechte / nach Käyſers Ferdinandi I. in Anno 1559 zu Augſpurg publicirten Müntz-Ordnung regulirte Goldfl. gegen dem jetzigen Valor deß Ducatens zu 3. fl und dann gegen der feinen Marck Goldes / darunter das Silber auch mit hinein gerechnet iſt / nach dem Schrott und Korn (welches das rechte Fundament im Müntz-Weſen iſt / und beſtehet) werth ſeyn möchte.

I. Der guten Ducaten gehen auf die rauhe Marck Cölniſch 67. ſtück / halten an fein 23 Carat / 8. Gran Gold / und gilt das ſtück 3. fl darauß wird die rauhe Marck hinauß gebracht pro 201. fl iſt ein ſolcher gerechter Goldfl. gegen den Ducaten calculirt, mehr nit werth als 2. fl. 10. Kr. 3. und ein 3theil Pfen.

II. Wann man die gute Goldfl der feinen Marck-Goldes nach (welche an denen Ducaten umb 203 fl. 49. Kr. 3$\frac{2}{3}$. Pf. hinauß vermüntzt wird) rechnet. So befindet ſich / daß in einer Marck der 72. Goldfl. (welche 18. Carat / 6. Gran Gold / und 3. Carat / 8. Gran fein Silber halten) lauter Gold / 12 Loth 1. Gran / 1. und ein 3theil Pf. ſey / thue an Müntz 157. fl. 7. Kr. 03$\frac{1}{2}$. Pf. ſo iſt auch 2. Loth / 1. Gran / 3. und ein 9theil Pf. fein Silber darinnen / die feine Marck à 9. Thaler oder 13. und ein halben fl. gerechnet / thut 2. fl. 3. Kr. 3. Pf. Summa / ſo viel iſt das Gold und Silber / ſo in den 72. ſtücken Goldfl iſt / zuſammen werth / 159. fl. 10. Kr. 3$\frac{4}{9}$. Pf.

Iſt alſo ein ſolcher gerechneter Goldfl. nach der feinen Marck Golds werth / 2 fl. 12 Kr. 2$\frac{2}{3}$. Pf.

III. Wird die feine Marck Golds an dem Goldfl. ſammt dem Silber umb 204. fl 26. Kr 3$\frac{1}{3}$. Pfen. hinauß gebracht / iſt demnach ein ſolcher Goldfl dem Schrott und Korn nach calculirt, werth 2 fl. 11. Kr 2. und ein ſieben 8theil Pf.

NB. Dabey iſt zu wiſſen / daß dieſe Goldfl. welche nach der Müntz-Ordnung Anno 1559. ihr Schrott und Korn haben / und die zuvor benannte dreyerley Valor anzunehmen ſeyn / und werden hierbey die Metzer / Schaffhäuſer / Churer / Erffurter und andere Goldfl. welche ſich an Schrott und Korn / unterſchiedlich zu gering befinden / nicht damit verſtanden / ſondern muß ein Unterſcheid gemacht / geprobirt und außgerechnet werden.

Deß Hochlöbl. Fränckiſchen Creyſſes General-Müntz-Guardein

Leonhard Wilibard Hofmann.

X. Quit-

X.

3. Mai. Quittung Hertzog Friedrich Wilhelms zu Sachſſen-Altenburg/ an die Stadt Erfurt/ wegen abgeführten Erb-Schutz-geldern der 7500. gulden/ mit verzeihung der Exception non numeratæ pecuniæ. Geſchehen zu Altenburg den 3. Maii 1667. [Lunig, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abſ. II. pag 576.]

C'eſt-à-dire,

Quitance de Frideric Guillaume *Duc de Saxe-Altenbourg, pour la Somme de* 7500. *Florins que la Ville* d'Erford *lui devoit à titre de Protection; Il y renonce à l'Exception* de non numerata pecunia. *A Altenbourg le 3. Mai* 1667.

VOn GOttes Gnaden Wir Friedrich Wilhelm/ Hertzog zu Sachſen/ tot. tit. hiermit thun kund und bekennen: Demnach vermöge des/ durch Vermittelung des Herrn Churfürſten zu Sachſen und Burggraffen zu Magdeburg Ldd. zwiſchen dem Hochwürdigſten Herrn Johann Philippen/ Ertz-Biſchoffen zu Mäyntz/ tot. tit. unſern beſonders geliebten Herrn und Freund/ auch Herrn Gevatter/ und ſeiner Ldden Ertz-Stifft/ an einem/ und unſerm Fürſtl. Hauſe/ am andern Theil/ zu Leipzig am 20/30. Dec. 1665. aufgerichteten Haupt-Vergleichs/ unter andern verabhandelt worden/ daß der vor langen Jahren mit der Stadt Erfurth errichtete Erb-Schutz geziemender Maſſen loßgekündiget/ ſolche Loßkündigung auch an Seiten unſers Hauſes angenommen/ und die Schutz-Gelder durch Compenſation oder anderweitige Verſicherung gut gethan werden ſolten; Und aber der Rath zu Erfurth durch ein am 3/13. Martii 1666. datirtes Schreiben angeregte Loßkündigung des Erb-Schutzes werckſtellig gemachet/ auch darneben um gnädigſte Gegen-Loßſagung unterthänigſt gebethen; Darauff wir am 20. Martii dieſes Jahrs ſie mit Antwort verſehen/ und die gebethene Gegen-Loßſagung ihnen wiederfahren laſſen/ da ſie dann hiernechſt/ ſo viel die Schutz-Gelder betrifft/ des unſerm Fürſtl. Hauſe inſonderheit zukommenden Antheils der 7500. fl. Haupt-Summa halber/ vermittelſt ihrer bey unſer Altenburgiſch- und Coburgiſchen Cammer habenden Schuld-Foderung/ Richtigkeit getroffen/ und deswegen Ceſſion und Quittung ausgeſtellet/ dergeſtalt dann nichts mehr übrig iſt/ als daß ebenfalls unſers Theils hierüber behörige Quittung erfolge: Als wollen wir erwehnten Rath zu Erfurth wegen nunmehr abgeführter Schutz-Gelder der 7500. fl. mit Verzeihung der Exception non numeratæ vel acceptæ pecuniæ, hiermit Rechts-beſtändig quittiret haben/ mit Verſprechung/ daß weder von uns noch unſern Nachkommen ſie ſolchen Erb-Schutzes und Erb-Schutz-Gelder halber in einigen fernern Anſpruch nicht genommen werden ſollen/ treulich ohne Gefährde. Uhrkundlich haben wir dieſe Quittung mit Unterdrückung unſers Fürſtlichen Secrets eigenhändig unterſchrieben. So geſchehen zu Altenburg/ den 3. Maji, Anno 1667.

XI.

5. Mai. *Convention faite entre* Louïs XIV. *Roi de France, & les* Provinces-Unies *des Pays-Bas, pour la jonction de leurs Flotes. Faite à la Haye, le 5. Mai, 1667.* [Aitzema, *Affaires d'Etat & de Guerre.* Tom. XIII. pag. 232. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans les Lettres & Memoires du Comte d'Estrades. Tom. IV. pag. 178. & dans le *Diar. Europ.* Contin. XX. Append. pag. 23. en François & en Allemand.]

France et Provinces-Unies.

I. QUe de coſté & d'autre l'on fera un dernier effort pour mettre en Mer une Flotte auſſi conſiderable ou plus puiſſante que celle que l'on y a mis l'année paſſée.

II. Que pour prevenir l'Ennemy les Eſtats Generaux feront tous debvoirs poſſibles à mettre leur Flotte en Mer environ le 25. de ce mois, ou plutoſt s'il ſe pourra faire.

III. Que pareillement le Roy de France aura devant ou en ce temps-là ſa Flotte en eſtat d'entrer dans la Manche au moment qu'elle aura appris que la Flotte des Eſtats ſera en Mer & approchera la Riviere de *Londres* ou le Pas de Calais.

IV. Que la Flotte des Eſtats eſtant en Mer devant celle de l'Ennemy, le vent eſtant au Oueſt elle ſe poſtera vers le Pas de Calais, ou bien entre la Riviere de *Londres* & le Pas, & celle de Sa Majeſté s'avancera à la faveur du meſme vent dans la Manche, pour joindre celle des Eſtats.

V. Mais ſi en meſme cas le vent ſe met à l'Eſt, au momens que la Flotte des Eſtats aura advis, que celle de Sa Majeſté ſera ſortie du Port de Breſt, elle entrera plus avant dans la Manche, & ira au devant de la Flotte de Sa Majeſté jusques à la hauteur de Pontericux, ou environ, jusqu'où Sa Majeſté en ce cas fera avancer la ſienne, afin que la jonction eſtant ainſi faite, par la grace de Dieu, l'on puiſſe conjoinctement aller chercher l'Ennemy & le combattre.

VI. Et feront toutes les actions desdites Flottes, eſtant jointes, dirigées & conduites de concert entre les deux Admiraux, ou ceux à qui Sa Majeſté & leurs Hautes Puiſſances reſpectivement auront confié la direction ſupreme de leurs Armées navales, lesquels de part & d'autre ſeront pleinement autoriſés pour cela & particulierement auſſi pour aider à aſſeurer, le cas escheant, par tous les moyens poſſibles & raiſonnables, le retour de la Flotte de France jusques dans les Havres de Sa Majeſté, afin d'éviter tous les dangers qu'elle pourroit apprehender alors dans la Manche, ou ailleurs, autant que la conſtitution du temps & des affaires le pourra aucunement permettre.

VII. Mais ſi la Flotte Angloiſe eſt en Mer pluſtoſt que celle des Eſtats, quoy qu'il ſera bien difficile d'esquiver alors le combat devant la jonction, neanmoins l'on l'evitera autant que l'honneur & la reputation de l'Eſtat le pourra permettre, & en ce cas-là l'on advertira fort ſoigneuſement les uns les autres, tant par Mer que par Terre, de tout ce qui ſe paſſera de temps en temps, & de ce que les uns & les autres pourront faire & entreprendre pour taſcher de faciliter la jonction.

VIII. Si en l'un ou l'autre cas il ſe preſente quelque occaſion favorable au Roy ou aux Eſtats pour attacquer la Flotte Angloiſe, ou une partie d'icelle, ou incommoder l'Ennemy commun en aucune maniere notablement & ſenſiblement, l'on ne manquera pas de s'en ſervir & de le faire vigoureuſement. Fait à la Haye en Hollande le 5. May 1667.

XII.

13/23. Mai. (1) *Traité pour la continuation & renouvellement de la Paix entre* Charles II. *Roi d'Eſpagne, &* Charles II. *Roi d'Angleterre. Fait à Madrid, le 23. Mai, 1667.* Avec la Ratification *de la Reine d'Eſpagne donnée à Madrid le 21. Septembre 1667.* Et *les* Pouvoirs *des deux Parties; celui du Roi d'Eſpagne daté de Madrid le 15. Juin 1667. & celui du Roi d'Angleterre de Weſtmunſter le 16. Fevrier 1665.* [Copie Manuſcrite d'où cette Pièce eſt tirée. Elle ſe trouve auſſi dans Henr. Brewer *Tractatuum Hiſtorico-Politicorum* Part. V. pag. 225. en Latin; dans Londorpii *Acta publica* Tom. IX. pag. 529. en Allemand; dans le *Theatrum Europæum* Tom. X. pag. 707. par extrait en Allemand, & daté du 13/23. Mai; & dans Aitzema, *Affaires d'Eſtat & de Guerre.* Tom. XIII. pag. 636. en Flamand.]

L'Espagne et l'Angleterre.

DOm Charles ſecond par la grace de Dieu Roi d'Eſpagne, &c. & Marie Anne d'Autriche auſſi Reine d'Eſpagne, &c. ſçavoir faiſons par ces preſentes nos Lettres d'aprobation, Ratification & Confirmation que le 23. May de la preſente année mil ſix cens ſoixante ſept, a été fait, accordé & conclu en nôtre Palais à Madrid, le Traité de Paix, Commerce & de plus ferme

---

(1) On a vû & lû toutes les Copies imprimées que l'on cite ici, & après les avoir attentivement conferées, on a été obligé d'en revenir à la Copie manuſcrite qu'on avoit, comme à la plus entiere & la plus correcte, quoi que ce ne ſoit, auſſi bien que les autres, qu'une ſimple Traduction. (Dum.)

ferme amitié entre nous ſuſdits Sereniſſimes & Puiſſants Roi & Reyne d'Eſpagne, d'une part, & le Sereniſſime & Puiſſant Prince Charles ſecond Roi de la Grand' Bretagne, &c. nôtre Frere, Neveu, & digne ami, d'autre part, dont la teneur s'enſuit.

Comme il a plu à Dieu que par la mort du Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince Philippes quatriéme d'heureuſe memoire Roi Catholique des Eſpagnes, Dom Charles ſecond ſon Fils lui ait ſuccedé és Royaumes, Etats & Domaines de ſa Royale Monarchie, la Sereniſſime Dame Marie Anne d'Autriche Reine Catholique demeurant pour ſa Tutrice & Curatrice, pendant ſa Minorité pour le Gouvernement d'iceux, leſdits Sereniſſimes & Tres-Puiſſants Roi & Reine Catholique & le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince Charles ſecond Roi de la Grand' Bretagne ont par une egale & reciproque inclination renouvellé & confirmé avec nouvelle augmentation la bonne correſpondance & l'amitié reciproque, qui d'ancienneté ont été entre les Couronnes d'Eſpagne, & de la Grand' Bretagne, juſques à ce que les revolutions des choſes terreſtres ont troublé l'amitié & le repos qui étoient entre ces deux Nations; & comme la frequentation, & la communauté de Commerce, auſſi bien que l'affection des deux Nations, demande un parfait raport de ſentimens & d'interêt, le ſuſdit Roy de la Grand' Bretagne a deputé à cette fin l'excellent Seigneur Dom Edouard Comte de Sandwich, Burgrave de Hinckinbroek, Baron Montagu de St. Neote, Vice-Amiral d'Angleterre, Maître de la grande Garderobe du Roi, Conſeiller du Conſeil d'Etat & Chevalier du Tres-Excellent & Noble Ordre de la Jarretiere, & ſon Ambaſſadeur Extraordinaire auprés de Leurs Majeſtés Catholiques, pour non ſeulement renouveller les anciens liens d'amitié qui ont été rompus par l'iniquité des tems, mais auſſi la renouër par des neuds d'une nouvelle force & qui puiſſe durer de longues années, & a le ſuſdit Ambaſſadeur, pourvû d'un tres-ample Plein-pouvoir, dont Copie eſt icy inſerée, été receu favorablement & avec affection à la Cour Catholique, auſſi bien que ſa negociation, c'eſt pourquoy la Sereniſſime Reyne Tutrice & Gouvernante du Roy Catholique, a trouvé bon de nommer les Tres-Excellents Seigneurs Jean Everard Nidhard ſon Confeſſeur & Inquiſiteur General, Conſeiller au Conſeil d'Etat, Don Ramire Philippe Nunnes de Gusman Duc de St. Lucar la Majeure, & de Medina de las Torres, Conſeiller au Conſeil d'Etat, & Preſident d'Italie, & Don Gaspar de Bracamonte & Gusman, Comte de Peneranda Conſeiller au Conſeil d'Etat & Preſident des Indes, pour ajuſter & conclure un Traitté avec lui, auxquels a été accordé Plein-pouvoir & Commiſſion dont la teneur ſera inſerée ci-aprés.

I. Premierement, il a eſté accordé & conclu qu'à l'avenir à commencer du jour & datte des preſentes, il y aura entre les deux Couronnes de la Grand' Bretagne & d'Eſpagne une generale, bonne, ſincere, veritable, ferme & parfaite Amitié, Confederation & Paix, qui durera à jamais, & ſera inviolablement obſervée, tant par Terre, que par Mer & Eaux douces: comme auſſi entre les Terres, Païs, Royaumes, Seigneuries & Territoires appartenans à l'une ou à l'autre d'icelles, ou qui ſeront ſous leur obeïſſance, & que leurs Sujets, Peuples, & Habitans reſpectivement, de quelque qualité & condition qu'ils ſoient, aideront, aſſiſteront, & temoigneront doreſnavant l'un à l'autre, toute ſorte d'affection, de bons offices & d'amitié.

II. Que ny l'un ny l'autre deſdits Roys, ni leurs Peuples, Sujets, ou Habitans reſpectifs dans l'étenduë de leurs Domaines ne pourront ſous quelque pretexte que ce ſoit, en public, ni en particulier, faire ni procurer eſtre faite aucune choſe contre l'autre, en aucun lieu, par Terre ou par Mer, ni dans les Ports, & Rivieres l'un de l'autre, mais ſe traiteront l'un l'autre avec toute ſorte d'amitié & d'affection: & qu'ils pourront librement & ſurement paſſer par Eau, & par Terre, aux Confins, Païs, Terres, Royaumes, Iſles, Seigneuries, Citez, Villes, Villages fermez de murailles, fortifiez ou non fortifiez, leurs Havres & Ports, où on a accoûtumé juſqu'ici de negocier, & trafiquer, & y trafiquer & vendre aux Habitans des lieux reſpectifs & acheter d'eux comme ceux de leur propre Nation, ou de quelque autre Nation que ce ſoit qui y ſera, ou qui y viendra.

III. Que leſdits Roys de la Grande Bretagne & d'Eſpagne, prendront ſoin que les Peuples & Sujets reſpectifs s'abſtiennent doreſnavant d'uſer d'aucune force ny violence & de faire aucun tort, & s'il arrive qu'il y ait quelque injure faite par l'un ou l'autre deſdits Roys, ou par leurs Peuples, ou Sujets de l'un ou l'autre d'iceux aux Peuples ou Sujets de l'autre, contre les Articles de la preſente Alliance, ou contre le Droit commun, il ne ſera pas pour cela donné des Lettres de repreſailles, de marque ou de contremarque, par aucun des Confederez juſqu'à ce qu'on ait eu recours à la Juſtice ordinaire; mais au cas que la Juſtice fuſt retardée, ou déniée, alors le Roi dont les Peuples, ou Habitans auront receu du dommage, la demandera à l'autre par qui, comme dit eſt, la Juſtice aura eſté deniée ou dilayée, ou aux Commiſſaires qui ſeront Deputez par l'un ou l'autre Roi, pour recevoir & ouïr les demandes, afin que tous les differens puiſſent eſtre accommodez à l'amiable ou ſuivant la Loy, mais arrivant qu'il y euſt encore du délay, ou que Juſtice ne fuſt pas faite, ni ſatisfaction donnée dans ſix mois apres l'avoir ainſi demandée, en ce cas-là on pourra donner des Lettres de repreſailles, de marque, ou de contremarque.

IV. Qu'il y aura, entre le Roy de la Grande Bretagne, & le Roy d'Eſpagne, & leurs Peuples, Sujets ou Habitans reſpectifs tant par Terre que par Mer, & Eaux douces en tous & chacuns leurs Royaumes, Terres, Païs, Seigneuries, Confins, Territoires, Provinces, Iſles, Colonies, Citez, Villages, Villes, Ports, Rivieres, Cales, Bayes, Détroits & Courans où on a accoûtumé d'exercer juſqu'ici le Trafic & Commerce, pleine & entiere liberté de Trafic & de Commerce, de telle ſorte & maniere que ſans Paſſeport, & ſans permiſſion generale ou particuliere les Peuples & Sujets l'un de l'autre puiſſent librement naviger & aller tant par Terre que par Mer, & Eaux douces dans leurſdits Païs, Royaumes, Seigneuries, & dans toutes les Citez, Ports, Courans, Bayes, Détroits, & autres lieux d'iceux; & puiſſent entrer dans quelque Port que ce ſoit, avec leurs Navires chargez ou vuides, charroy ou charrois, pour y apporter leurs Marchandiſes & y vendre & acheter tout ce qu'il leur plaira, comme auſſi ſe pourvoir à juſtes & raiſonnables prix de Vivres & autres choſes neceſſaires pour la ſubſtentation de la vie, & pour leurs voyages, comme pareillement qu'ils puiſſent reparer leurs Navires & Charrois, Denrées, Marchandiſes & Biens pour retourner en leurs Païs, ou en quelqu'autre lieu qu'ils adviſeront bon eſtre, ſans aucune moleſtation, ny empeſchement, en payant les Droits & Doüanes qui ſeront deues & en conſervant l'un à l'autre les Loix & Ordonnances de leurs Païs.

V. Item il eſt pareillement accordé, que pour les Marchandiſes que les Sujets du Roy de la Grande Bretagne acheteront en Eſpagne, ou en d'autres Royaumes, & Seigneuries du Roy d'Eſpagne, & les porteront ſur leurs propres Navires ou ſur des Navires qu'ils auront loüé, ou qu'on leur aura preſté, on ne prendra pas de nouvelles Doüanes, Tolles, Diſmes, Subſides ou autres Droits ou Peages quelconques, que ceux que les natifs du Païs en payent, & que tous les autres étrangers ſont obligés de payer en pareil cas: & les Sujets ſuſdits, en achetant, vendant, & contractant pour leurs Marchandiſes tant à l'égard des prix, que de tous les Droits qui ſeront à payer, jouiront des mêmes Privileges qui ſont accordez aux Sujets naturels d'Eſpagne; & ils pourront acheter, & charger leurs Navires avec de pareilles Denrées & Marchandiſes, leſquels Navires eſtant chargez & les Doüanes payées, pour les Marchandiſes ne pourront eſtre detenus dans le Port, ſous quelque pretexte que ce ſoit, & les chargeurs Marchands ou Facteurs, qui auront acheté & chargé les Marchandiſes ſuſdites, ne pourront eſtre recherchez aprés le départ deſdits Navires pour quelque cauſe ou ſujet que ce ſoit touchant cela.

VI. Et afin que les Officiers & Miniſtres, de toutes les Citez, Villes & Villages appartenants à l'un ou à l'autre ne puiſſent, ny demander, ny prendre des Marchands & Peuples reſpectifs de plus grandes Taxes, Droits, Salaires, Recompenſes, dons ni frais, que ce qu'ils en doivent prendre, en vertu du preſent Traité: & que leſdits Peuples & Marchands puiſſent connoître & entendre avec certitude, ce qui eſt ordonné en toutes choſes touchant cela: il a eſté accordé & conclu, qu'il y aura des Pancartes & Liſtes attachées aux Portes des Bureaux de la Doüane, & Barrieres de toutes les Citez, Villes & Villages appartenans à l'un ou à l'autre Roy, où ces Droits, Peages ou Doüanes ſont ordinairement payez, dans leſquelles on mettra en écrit,

com-

combien on doit payer de Droits de Doüanes, de Subſides & d'Impoſitions, ſoit aux Rois ou auſdits Officiers, declarant les eſpeces de ce qui ſera apporté, ou transporté: Et ſi quelque Officier ou quelqu'autre perſonne en ſon nom ſous quelque pretexte que ce ſoit, en public, ou en particulier, directement ou indirectement, demande ou reçoit d'aucun Marchand ou autre perſonne reſpectivement quelque Somme d'Argent, ou autre choſe ſous le nom de droit, redevance, ſalaire, frais ou recompence, quoique ce ſoit par voye de don gratuit, autre & par deſſus ce que dit eſt, ledit Officier, ou ſon Deputé, ſe trouvant coupable du fait & convaincu devant un Juge competant du Païs, où le crime aura eſté commis, ſera mis en priſon pour trois mois & payera trois fois la valeur de la choſe ainſi receüe, moitié de laquelle Somme appartiendra au Roy du Païs, où le crime aura eſté commis, & autre moitié au Denonciateur, pour laquelle il lui ſera permis de pourſuivre ſon droit pardevant un Juge competant du Païs où cela arrivera.

VII. Qu'il ſera permis aux Sujets du Roy de la Grand' Bretagne d'apporter, & voiturer en Eſpagne, & en toutes les Terres & Seigneuries du Roi d'Eſpagne, où juſqu'icy ils auront exercé le Traffic, & Commerce, & y traffiquer avec toute ſorte de Marchandiſes, Draps, Manufactures & Denrées du Royaume de la Grand' Bretagne, & avec les Manufactures, Biens, Fruits & Denrées des Isles, Villes & Colonies qui lui appartiennent, & ce qui aura eſté acheté par les Facteurs Anglois en deça ou par delà le Cap de Bonne Eſperance, ſans être contraints de declarer à qui, & pour quel prix ils vendront leſdites Marchandiſes & Proviſions, ny être moleſtez pour les Erreurs des Maîtres de Navires ou autres en la declaration des Marchandiſes, & pourront partir quand bon leur ſemblera des Etats du Roi d'Eſpagne, avec le tout ou partie de leurs Biens, Denrées & Marchandiſes, pour retourner en quelques Territoires, Isles, Etats, & Païs que ce ſoit du Roi d'Angleterre ou tel autre Lieu que ce ſoit, en payant les Droits & Tributs mentionnés aux Chapitres precedents: & à l'égard du reſte de toute leur Cargaiſon qu'ils n'auront pas débarqué à Terre, ils pourront le retenir, garder, & remporter ſur leurdit Navire ou Navires, Vaiſſeau, ou Vaiſſeaux, ſans pour ce payer aucun Droit, ou Impoſition quelconque, comme s'ils n'avoient jamais été avec cela dans aucune Baye, ny Port du Roy Catholique, & toutes les Denrées, Biens, Marchandiſes, Navires, ou autres Vaiſſeaux, avec quelques choſes que ce ſoit, qu'on aura fait entrer dans les Domaines ou Places de la Couronne de la Grande Bretagne, comme priſes & adjugées pour telles, dans leſdits Domaines, & Places, ſeront priſes & reputées, pour Biens & Marchandiſes de la Grande Bretagne, ainſi compriſes par l'intention & diſpoſition du preſent Article.

VIII. Que les Sujets & Vaiſſeaux du Sereniſſime Roy de la Grande Bretagne, pourront porter & voiturer en tous & chacuns les Etats du Roi d'Eſpagne, tous Fruits & Denrées des Indes Orientales, en faiſant apparoir par le témoignage des Deputez de la Compagnie des Indes Orientales à Londres, qu'elles ſont des Conqueſtes, Colonies, ou Factoreries Angloiſes ou qu'elles en ſont venues, avec le même Privilege & conformement à ce qui eſt permis aux Sujets des Provinces-Unies par les cédules Royales de contrebande dattées des 27. Juin & 3. Juillet 1663. & publiées les 30. Juin & 4. Juillet de la même année, & à l'égard de ce qui peut concerner, tant les Indes qu'aucuns autres endroits que ce ſoit, la Couronne d'Eſpagne accorde & octroye au Roi de la Grand' Bretagne, & à ſes Sujets, tout ce qui a été accordé & octroyé aux Etats Unis des Pays Bas, & à leurs Sujets par le Traité de Munſter de l'année 1648. point pour point, en auſſi pleine & ample maniere, que s'ils étoient inſerez en particulier en ces preſentes; les mêmes regles que celles auxquelles les Sujets deſdits Etats Unis ſont obligez devant être obſervées, & les offices reciproques d'amitié rendus de part & d'autre.

IX. Que les Sujets du Roi de la Grand' Bretagne trafiquant, achetant, & vendant, dans les Royaumes, Gouvernemens, Isles, Ports, ou Territoires, dudit Roi d'Eſpagne, auront, uſeront & jouïront de tous les Privileges & Immunitez que ledit Roy a accordez aux Marchands Anglois, qui demeurent en Andalouſie par ſes Cedules Royales, ou Ordonnances dattées du * 19. jour de Mars du 26. jour de Juin, & du 9. jour de Novembre 1645. Sa Majeſté Catholique les confirmant, comme une partie du preſent Traité entre les deux Couronnes: & afin que ce ſoit une choſe notoire à toutes perſonnes, il a été conſenti, que leſdites Cedules, à l'égard de toute la ſubſtance d'icelles ſoient inſerées dans le corps des preſens Articles, au nom & en faveur de tous & chacuns les Sujets du Roy de la Grand' Bretagne, demeurant & traffiquants en quelques Lieux que ce ſoit de l'étendue des Etats de Sa Majeſté Catholique.

X. Que les Navires, ou autres Vaiſſeaux appartenans au Roy de la Grand' Bretagne, ou à ſes Sujets navigeans dans les Etats du Roy d'Eſpagne, ou en aucuns de ſes Ports, ne ſeront point viſitez par les Juges de contrebande, ou par quelque autre Officier, ou perſonne que ce ſoit par ſon authorité ou quelqu'autre authorité que ce ſoit, & on ne pourra mettre à bord d'aucun deſdits Navires ou Vaiſſeaux, aucuns Soldats, Hommes, Armes, aucuns Officiers, ny autres perſonnes, ny les Officiers du Bureau de la Doüane, de l'une ou l'autre Partie, ne pourront viſiter aucuns Vaiſſeaux ou Navires appartenans aux Sujets de l'une ou de l'autre, qui entreront dans leurs Païs, Etats ou Ports reſpectifs, juſqu'à ce que leurſdits Navires, ou Vaiſſeaux ayent été déchargez, ou juſqu'à ce qu'on ait porté à Terre toute la charge, & toutes les Marchandiſes qu'ils declareront avoir reſolu de debarquer dans leſdits Ports, & le Capitaine, le Maître, ny aucun autre des Hommes de l'Equipage deſdits Navires ne pourront être empriſonnez, ny eux, ny leurs Chaloupes retenuës à Terre, mais cependant des Officiers du Bureau de la Doüane, pourront être mis à bord deſdits Vaiſſeaux, ou Navires, de telle ſorte qu'ils n'excedent pas le nombre de trois pour chaque Navire pour voir & prendre garde qu'il n'y ait point de Denrées, ny de Marchandiſes débarquées deſdits Navires ou Vaiſſeaux ſans avoir payé les Droits que chaque Partie eſt obligée par les preſents Articles de payer: Leſquels Officiers ne pourront pretendre, ny demander aucuns frais au Navire ou Navires, Vaiſſeau ou Vaiſſeaux, leurs Commandans, Mariniers, Equipages, Marchands, Facteurs, ou Proprietaires, & arrivant que le Maître, ou le Proprietaire de quelque Navire declare que toute la Cargaiſon de ſondit Navire doit être debarquée en quelque Port, la declaration de ladite Cargaiſon ſera faite au Bureau de la Doüane en la maniere accoutumée, & ſi apres que la declaration aura été faite, on trouve quelques autres Marchandiſes de plus que ce qui ſera contenu en ladite declaration, on leur accordera huit jours ouvrables durant leſquels ils puiſſent travailler, qui ſeront contez du jour qu'on aura commencé à decharger, afin qu'on puiſſe declarer les Marchandiſes qui auront été recelées, & qu'on en puiſſe prevenir la Confiſcation, & au cas que dans le tems limité, la declaration ou exhibition, n'en ſoit pas faite, alors il n'y aura que les Marchandiſes ſeulement, qui ſe trouveront n'avoir pas eſté declarées comme dit eſt, qui ſeront confiſquées quoyque la décharge de celles qui auront eſté declarées, ne ſoit pas achevée, & non pas les autres, & le Marchand ny le Proprietaire du Navire, n'encourront point d'autre trouble ni punition: & apres que les Navires, ou Vaiſſeaux auront été déchargez, ils auront toute liberté de s'en retourner.

XI. Que le Navire, ou Navires appartenans à l'un ou l'autre Roi, ou à leurs Peuples & Sujets reſpectifs, qui entreront en quelques Ports, Terres, & Etats de l'un ou de l'autre & déchargeront quelque partie de leurs Denrées & Marchandiſes dans quelque Port ou Havre que ce ſoit qui ſoient deſtinées avec le reſte d'icelles, pour d'autres Lieux du dedans ou dehors deſdits Etats, ne ſeront point obligez de faire enregiſtrer, ny de payer les Droits d'autres Denrées & Marchandiſes que celles qu'ils déchargeront dans leſdits Ports ou Havres; & ne ſeront point contraints de donner des obligations pour les Marchandiſes qu'ils tranſporteront en d'autres lieux, ny aucune caution, à moins que ce ne ſoit en cas de félonie, debte, trahiſon, ou de quelqu'autre crime capital.

XII. Comme la moitié de la Doüane de toutes Denrées & Marchandiſes étrangeres qu'on apporte en Angleterre doit être renduë à ceux qui les apportent, au cas que leſdites Marchandiſes ſoient tranſportées hors dudit Royaume, dans l'eſpace de douze mois aprés qu'elles auront été deſcenduës à Terre la premiere fois, en prêtant Serment que ce ſont les mêmes Marchandiſes qui auront payé la Doüane en entrant: & qu'au cas qu'elles ne ſoient pas rechargées dans l'eſpace deſdits

* Le Privilege du 19. Mars dont il eſt ici parlé ſe peut voir ci devant ſous ſa propre date.

douze mois elles pourront neanmoins être tranſportées dehors ſans payer aucune Doüane, ni Droit de ſortie: pour cette cauſe, il a eſté accordé, que ſi quelques Sujets du Roi de la Grand' Bretagne déchargent ci-aprés quelques Denrées & Marchandiſes de quelque creû, ou de quelque nature qu'elles ſoient, dans les Ports de Sa Majeſté Catholique, & qu'apres les avoir declarées, & avoir payé les Droits qui doivent être payez conformement au preſent Traité, & deſirent apres les tranſporter ou quelque partie d'icelles, en quelqu'autre lieu que ce ſoit, pour les mieux vendre, il leur ſera permis de le faire librement, ſans payer, ou qu'on leur puiſſe demander aucuns autres Droits, ny Doüanes pour icelles, en quelque maniere que ce ſoit, en preſtant Serment s'ils en ſont requis que ce ſont les mêmes Marchandiſes, pour leſquelles on a payé la Doüane en les debarquant: & au cas que les Peuples, Sujets & Habitans des Etats de l'une ou l'autre partie dechargent ou ayent en aucune Cité, Ville, ou Village reſpectivement quelques Denrées, Marchandiſes, Fruits ou Biens, & qu'ils en ayent payé les Doüanes qui en étoient deuës, conformement à ce qui a été declaré, & qu'aprés cela, n'ayant pas pû en diſpoſer, ils prennent reſolution de les envoyer en quelqu'autre Cité, Ville, ou Village deſdits Etats, ils le pourront non ſeulement faire ſans difficulté, ny empêchement & ſans payer d'autres Droits que ceux qui étoient deubs lors qu'ils les ont fait entrer, mais encore leſdites Marchandiſes ne payeront plus derechef ni Doüanes, ni autres droits, en quelqu'endroit que ce ſoit deſdits Etats, en repreſentant des Certificats des Officiers du Bureau de la Doüane, qu'ils ont été payez en bonne & deuë forme, & les principaux Fermiers & Commiſſaires des Revenus du Roi d'Eſpagne en tous Lieux, ou quelqu'autre Officier ou Officiers qui devront être établis pour cet effet permettront & ſouffriront en tout tems le Tranſport de toutes leſdites Denrées & Marchandiſes d'un lieu à l'autre, & donneront un Certificat valable aux Proprietaires d'icelles, ou à leurs ayans cauſe, portant qu'elles ont payé la Doüane à leur premier debarquement, par le moyen duquel elles pourront être tranſportées & dechargées en quelqu'autre Port ou lieu de ladite Juriſdiction que ce ſoit, exemptes & affranchies de tous droits, ou empêchemens quelconques, ainſi que dit eſt, ſauf toûjours le droit de quelque tierce perſonne que ce ſoit.

XIII. Qu'il ſera permis à tous Navires apartenans aux Sujets de l'un ou de l'autre Roi, de moüiller l'anchre dans les Rades ou Bayes de l'autre, ſans être contraints d'entrer dans le Port, & au cas qu'ils ſoient neceſſitez d'y entrer à cauſe du mauvais tems, ou par la crainte des Ennemis, Pirates, ou par quelqu'autre accident que ce ſoit, au cas que leſdits Navires ne ſoient pas deſtinez pour quelque Port des Ennemis pour y porter des Marchandiſes de contrebande, dont ils ne ſeront point recherchez, ſans une preuve certaine, il ſera permis auſdits Sujets de retourner librement en Mer quand bon leur ſemblera, avec leurs Navires & Marchandiſes: de telle ſorte qu'ils n'entament pas la Cargaiſon, ou qu'ils n'en expoſent pas aucune choſe en vente; & qu'aprés qu'ils auront jetté l'anchre, ou qu'ils ſeront entrez dans les Ports ſuſdits, ils ne pourront être moleſtez, ni viſitez, & il ſuffira qu'en ce cas-là, ils repreſentent leurs Paſſeports, ou Lettres de Mer, leſquelles ayant été veuës par les Officiers reſpectifs de l'un ou l'autre Roi, leſdits Navires pourront retourner librement en Mer ſans aucune moleſtation.

XIV. Et au cas que quelques Navires appartenans aux Sujets, & Marchands de l'un ou de l'autre, en entrant dans les Bayes, ou eſtant en pleine Mer ſoient rencontrez par les Navires deſdits Rois, ou d'Armateurs particuliers qui ſoient leurs Sujets, leſdits Navires ne viendront pas à la portée du Canon, afin de prevenir tous les deſordres, mais ils envoyeront leurs Barques longues, ou Pinnaces à bord du Navire marchand avec deux ou trois Hommes ſeulement, auſquels le Maître, ou Proprietaire du Navire repreſentera ſon Paſſeport, & Lettre de Mer ſuivant le Formulaire qui ſera inſeré à la fin du preſent Traité: par laquelle on puiſſe faire apparoir non ſeulement de la Cargaiſon, mais encore du Lieu d'où le Navire eſt, comme auſſi du nom du Vaiſſeau & de ceux qui en ſont le Maître & les Proprietaires, & par ce moyen la qualité du Navire, & le Maître & les Proprietaires en ſeront ſuffiſamment connus, comme auſſi les Marchandiſes dont il ſera chargé, ſoit qu'elles ſoient de contrebande, ou non: auſquels Paſſeports, & Lettres de Mer on adjouſtera d'autant plus de foi & de croyance, que tant de la part du Roi d'Angleterre que de celui d'Eſpagne, on donnera de certains contre-ſeings, au cas que cela ſe trouve neceſſaire, par leſquels on puiſſe d'autant plus connoître qu'ils ſont authentiques & qu'ils ne peuvent pas être en aucune maniere falſifiez.

XV. Arrivant que des Marchandiſes defenduës ſoient tranſportées des Royaumes, Etats, & Territoires de l'un ou de l'autre deſdits Rois, par les Peuples ou Sujets reſpectifs de l'un ou de l'autre, en ce cas-là, il n'y aura que les Marchandiſes defenduës qui ſeront confiſquées, & non pas les autres Biens: & le Delinquant n'encourra point d'autre punition, à moins que ledit Delinquant ne tranſporte des Royaumes ou Etats reſpectifs du Roi de la Grand' Bretagne, de l'argent monnoyé & fabriqué au coin deſdits Royaumes, ou des Laines & de la Terre à Foulon: & des Royaumes & Etats reſpectifs dudit Roi d'Eſpagne, de l'Or, & de l'Argent fabriqué, ou non fabriqué, en l'un ou l'autre deſquels cas, les Loix des Païs reſpectifs ſeront executées.

XVI. Qu'il ſera permis aux Peuples & Sujets des deux Rois d'avoir accés dans les Ports reſpectifs l'un de l'autre, & d'y demeurer, & en partir avec la même liberté, non ſeulement avec leurs Navires & autres Vaiſſeaux pour le Commerce, & Traffic, mais encore avec leurs autres Navires équipez en Guerre, armez & diſpoſez pour reſiſter aux Ennemis, & les engager au combat, & y arrivant par neceſſité de la Tempeſte, pour y reparer & radouber leurs Navires, ou ſe pourvoir de Vivres de telle ſorte qu'ils ne donnent point de juſte ſujet de ſoupçon, & pour cette fin, ils ne pourront exceder le nombre de huit, ni demeurer plus longtems dans & autour de leurs Havres & Ports qu'ils en auront juſte cauſe, pour y reparer leurs Navires & pour y prendre des Vivres, & autres choſes neceſſaires, & bien moins encores, qu'ils fuſſent cauſe de l'interruption du libre Commerce, & de l'arrivée d'autres Navires de Nations qui ſeroient en amitié, avec l'un ou l'autre Roi, & ſi par accident un nombre extraordinaire de Navires de Guerre entroit en quelque Port, il ne leur ſera pas permis d'entrer dans leſdits Ports ou Havres, ſans en avoir obtenu auparavant la permiſſion du Roi auquel leſdits Ports appartiendront, ou des Gouverneurs deſdits Ports, au cas qu'ils ne ſoient pas contraints d'y relacher par neceſſité de Tempeſte, pour éviter le peril de la Mer; auquel cas ils feront incontinent ſçavoir au Gouverneur ou principal Magiſtrat du Lieu, le ſujet de leur venuë: & ils ne pourront pas y demeurer plus longtems que ledit Gouverneur ou Magiſtrat jugera convenable, ny commettre dans leſdits Ports, aucun Acte d'hoſtilité qui pût porter prejudice à l'un ou l'autre deſdits Rois.

XVII. Que le ſuſdit Roi de la Grand' Bretagne, ni le Roi d'Eſpagne, ne pourront par aucun Mandement general ni particulier, ni pour quelqu'autre cauſe que ce ſoit, arreſter, ni retenir, empêcher, ni prendre pour leurs ſervices reſpectifs aucun Marchand, Maître de Navire, Pilote, ni Mariniers, leurs Navires, Marchandiſes, Habits, ou autres Biens appartenans à l'un ou à l'autre, dans leurs Ports, ni Rivieres, à moins qu'ils n'en ayent eſté advertis auparavant, ſoit par leſdits Roys ou par les perſonnes à qui les Navires appartiendront & qu'ils en ſoient demeurez d'accord, pourveu que cela ne ſe faſſe pas pour interrompre le cours ordinaire de Juſtice, & des Loix dans leurs Païs.

XVIII. Que les Marchands & Sujets de l'un & de l'autre Roy, leurs Facteurs, & Serviteurs, comme auſſi leurs Navires ou Maîtres, ou Mariniers, pourront porter & ſe ſervir de toute ſortes d'Armes offenſives & deffenſives tant en allant qu'en venant, ſur Mer, ou ſur les Eaux douces, que dans les Havres & Ports de l'un & l'autre reſpectivement, ſans être obligez de les faire enregiſtrer, comme auſſi, d'en porter, & de s'en ſervir par Terre, pour leur defence ſuivant la coûtume du lieu.

XIX. Que les Capitaines, Officiers & Mariniers des Navires appartenans aux Peuples & Sujets de l'une ou l'autre Partie, ne pourront intenter Procés ni empêcher, ou apporter du trouble à leurs propres Navires, leurs Capitaines, Officiers ou Mariniers dans les Royaumes, Etats, Terres, Païs, ou Places de l'autre pour leurs gages, ou ſalaires, ou ſous quelqu'autre pre-

Digitized by Google

pretexte que ce ſoit, & ils ne pourront pas ſe mettre, ni être reçûs au ſervice, ni ſous la protection du Roy d'Angleterre, ou du Roy d'Eſpagne, ou ſous leurs Bannieres, ou Armes ſous quelque pretexte, ou occaſion que ce ſoit, mais au cas qu'il arrive quelques differens entre Marchands & Maîtres de Navires ou entre des Maîtres & Mariniers, l'accommodement de ces differens ſera laiſſé au Conſul de la Nation, & neanmoins de telle ſorte qu'au cas qu'il ne veuille pas ſe ſoumettre à la Sentence arbitralle du Conſul, il n'en puiſſe pas appeller au Juge ordinaire du lieu, auquel il eſt ſujet.

XX. Et afin qu'on puiſſe lever & ôter tous empêchemens & que les Marchands & Avanturiers des Royaumes de la Grande Bretagne puiſſent avoir permiſſion de retourner en Brabant, Flandres, & dans les autres Provinces des Pays-Bas de l'obéïſſance du Roy d'Eſpagne, autant qu'il a eſté jugé à propos que toutes & chacunes les Loix, Edicts & Actes par l'entrée de Draps ou de quelque ſorte que ce ſoit de Draps, ou de quelque autre ſorte de Manufactures de Laines que ce ſoit, teintes ou non teintes, faites au Moulin ou non, a eſté defenduë, ſera revoquée & annullée; & que s'il y a quelques Droits, Tributs, Impoſitions, ou Sommes d'argent impoſées par permiſſion ou autrement, ſur les Draps ou ſur aucune deſdites Manufactures de Laines ſuſdites, ainſi apportées, à l'exception des anciens Tributs, ſur chaque piece de Draps, & ainſi à proportion, ſur chaque autre Manufacture de Laine conformement aux anciens Traitez & Conventions, entre les Rois d'Angleterre & les Ducs de Bourgogne, & les Gouverneurs des Pays-Bas, ces mêmes Droits demeureront entierement éteints & abolis, & on n'impoſera plus à l'avenir aucuns Droits ni Tributs ſur leſdits Draps ou Manufactures, pour quelque cauſe ou occaſion que ce ſoit, & que tous les Marchands Anglois traffiquans dans leſdites Provinces, leurs Facteurs, Serviteurs ou Commis jouïront à l'avenir de tous les Privileges, Exemptions, Immunitez & Benefices qui ont été ci-devant donnez & octroyez par leſdits anciens Traitez, & Conventions entre les Roys d'Angleterre & les Ducs de Bourgogne, & Gouverneurs des Pays-Bas, il a été en outre accordé & convenu qu'il y aura des Deputez nommés par le Roy de la Grande Bretagne, qui s'aſſembleront avec le Marquis de Caſtel-Rodrigo, ou avec le Gouverneur des Pays-Bas, qui ſera en charge, ou avec d'autres Miniſtres du Roy d'Eſpagne, à ce faire deuement authoriſez, qui confereront & traiteront à l'amiable là deſſus, & on accordera en outre tels autres Privileges, Immunitez & Exemptions neceſſaires, & convenables à l'Etat preſent des affaires pour avancer le Commerce deſdits Marchands & Avanturiers & pour la ſureté de leur Trafic & Commerce, dont on conviendra par un Traité particulier, qui ſera fait entre les deux Roys touchant cette affaire.

XXI. Les Sujets & Habitans des Royaumes & Etats des Sereniſſimes Roys de la Grand' Bretagne & d'Eſpagne, reſpectivement pourront en toute liberté & ſeureté, naviger & traffiquer dans tous les Royaumes, Etats, ou Pays, qui ſont ou ſeront en Paix, Amitié, ou Neutralité, l'un à l'autre.

XXII. Et ils ne ſeront point troublez ny inquietez en cette liberté par les Navires, ou Sujets deſdits Roys, reſpectivement, à raiſon des hoſtilités qui ſont ou pourront arriver ci-apres entre l'un ou l'autre deſdits Roys, ou deſdits Royaumes, Pays & Etats ou aucuns d'iceux qui ſeront en amitié ou neutralité avec l'autre.

XXIII. Et au cas que par les moyens ſuſdits, on trouve ſur leſdits Navires reſpectivement, des Marchandiſes de contrebande & deffenduës ci-apres nommées, elles en ſeront tirées & confiſquées par l'Amirauté ou des Juges competans, mais le Navire, ni les autres Marchandiſes libres & affranchies, qui ſe trouveront à bord du même Navire, ne ſeront pas pour cela ſaiſies ni confiſquées en quelque maniere que ce ſoit.

XXIV. Il a eſté en outre declaré & accordé que pour mieux prevenir les differens, qui pourroient arriver touchant la qualité des Marchandiſes deffenduës, & de contrebande, que ſous ce nom là ſeront compriſes toute ſorte d'Armes à feu, comme d'Artillerie, Mouſquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Sauciſſes, Boulets à feu, Fourchettes, Bandolieres, Poudres, Mêche, Salpêtre, Balles, comme auſſi que ſous le nom de Marchandiſes deffenduës, ſeront compriſes, & entenduës toutes autres ſortes d'Armes, comme Picques, Eſpées, Morions, Caſques, Cuiraſſes, Hallebardes, Javelines, & toutes autres ſortes d'Armes; & que ſous ce nom, on deffend encore le tranſport des Soldats, de Chevaux, leurs Harnois, Piſtolets, Fourreaux, Baudriers, & autres aſſortiſſemens ſervans à l'uſage de la Guerre.

XXV. Il a été pareillement convenu, & accordé que pour prevenir toute ſorte de diſputes & de conteſtations ſous le nom de Marchandiſes deffenduës & de contrebande, ne ſeront point compris les Fromens, Bleds, Orges & autres Grains ou Legumes, Sel, Vinaigre, Huile, & generallement tout ce qui appartient à la nourriture & ſuſtentation de la vie, mais qu'ils demeureront libres; comme pareillement, toutes autres Marchandiſes non compriſes en l'Article precedent & le tranſport en ſera libre & permis, mêmes aux Villes & Places Ennemies, à l'exception des Villes & Places aſſiegées, bloquées, ou inveſties.

XXVI. Il a été auſſi accordé que tout ce qui ſe trouvera chargé par les Sujets ou Habitans des Royaumes & Etats de l'un ou l'autre deſdits Roys d'Angleterre, & d'Eſpagne, à bord des Navires des Ennemis de l'autre, quoique ce ne fuſt pas Marchandiſe deffenduë, ſera confiſqué avec tout ce qui ſe trouvera ſur leſdits Navires, ſans aucune exception ni reſerve.

XXVII. Que le Conſul qui demeurera à l'avenir dans les Etats du Roy d'Eſpagne, pour le ſecours & protection des Sujets du Roy de la Grand' Bretagne, ſera nommé par le Roy de la Grand' Bretagne, & qu'apres qu'il aura été ainſi nommé, il aura & jouïra du même pouvoir & authorité, en l'exercice de ſa charge, qu'aucun autre Conſul ait eû auparavant dans les Domaines dudit Roy d'Eſpagne: Et le Conſul Eſpagnol qui demeurera en Angleterre, jouïra d'autant d'Authorité & de pouvoir, qu'aucun Conſul de quelque autre Nation que ce ſoit ait eû juſqu'icy en ce Royaume là.

XXVIII. Et afin que les Loix de Commerce qui ont été obtenuës par la Paix ne puiſſent demeurer infructueuſes, comme il arriveroit ſi les Sujets du Roy de la Grand' Bretagne étoient moleſtez pour le cas de Conſcience quand ils vont & viennent ou demeurent dans les Etats ou Seigneuries du Roy d'Eſpagne pour y exercer le Commerce ou autrement: Pour cette cauſe afin que le Commerce ſoit ſeur & ſans danger, tant par Mer que par Terre, ledit Roy d'Eſpagne donnera les ordres neceſſaires pour faire que les Sujets dudit Roy de la Grand' Bretagne, ne ſoient pas moleſtez, contre & au prejudice des Loix de Commerce, & que pas un d'eux ſoit inquieté ni troublé pour ſa conſcience, auſſi long-tems qu'ils ne donneront point de ſcandale, & ne commettront point d'offence publique. Et ledit Roy de la Grand' Bretagne fera pareillement en ſorte que pour les mêmes raiſons les Sujets du Roy d'Eſpagne ne ſoient pas troublez ni moleſtez pour raiſon de leurs conſciences contre les Loix du Commerce, tant & ſi longuement qu'ils ne donneront point de ſcandale, & ne commettront point d'offence publique.

XXIX. Que les Peuples & Sujets des Royaumes reſpectifs ne ſeront point contraints, ſur les Etats, Territoires, Païs ou Colonies de l'autre, de vendre leurs Marchandiſes pour de l'argent monnoyé de cuivre, ni de les troquer pour d'autres Monnoyes, ou autres choſes contre leur gré: ou apres les avoir venduës d'en recevoir le payement en d'autres eſpeces que celles dont on eſt convenu en les marchandant, nonobſtant toutes Loix, & Coutumes contraires au preſent Article.

XXX. Que les Marchands des deux Nations, & leurs Facteurs, Serviteurs, & Familles, Commis, ou autres perſonnes par eux employées: Comme auſſi les Maîtres de Navires, Pilotes & Mariniers pourront demeurer librement & ſeurement dans leſdits Etats, Royaumes & Territoires de l'un & l'autre deſdits Roys, comme auſſi dans leurs Ports & Rivieres, & que les Peuples & Sujets d'un Roi pourront avoir, & en toute liberté & ſeureté jouïr ſur les Terres & Etats de l'autre de leurs propres Maiſons pour y demeurer; de leurs Magaſins, & Celliers, pour leurs Denrées & Marchandiſes qu'ils poſſederont durant le tems qu'ils les auront pris & qu'ils en devront jouïr, & qu'ils en ſeront convenus ſans aucun empêchement.

XXXI. Les Sujets & Habitans deſdits Roys Alliez, pourront ſe ſervir & employer tels Advocats, Procureurs,

reurs, Eſcrivains, Agens, & Soliciteurs, qu'ils adviſeront bon être dans toutes les Terres & Lieux de l'obeïſſance de l'autre, ce qui ſera laiſſé à leur choix, & à quoi les Juges ordinaires conſentiront toutes fois & quantes qu'il ſera beſoin, & ils ne ſeront point contreints de montrer ni repreſenter leurs Regiſtres & Livres de Comptes à qui que ce ſoit, ſi ce n'eſt pour faire preuve, pour eviter les Procés & conteſtations, & ils ne pourront être embarquez, retenus ou pris d'entre leurs mains, ſous quelque pretexte que ce ſoit, & il ſera permis aux Peuples & Sujets de l'un & l'autre Roy, dans les Lieux reſpectifs, où ils demeureront, de tenir leurs Livres de Comptes, de Traffic & correſpondance en telle Langue qu'il leur plaira ſoit en Anglois, Eſpagnol ou Flamand, ou telle autre Langue que ce ſoit, pour raiſon dequoi ils ne ſeront point moleſtez ni ſujets à l'Inquiſition. Et quelqu'autre choſe que ce ſoit, qui ait été accordé par l'une ou l'autre des Parties, à aucune autre Nation, concernant ce point là ſera entendu pareillement avoir été accordé ici.

XXXII. Arrivant que le bien de quelque perſonne ou de quelques perſonnes que ce ſoit fût ſequeſtré, ou ſaiſi par quelque Cour ou Tribunal de Juſtice que ce ſoit, de l'étenduë des Royaumes & Etats de l'une ou l'autre Partie, & qu'il arrive que quelques Debtes ou Biens ſoient entre les mains des Delinquans appartenans de bonne foi aux Peuples & Sujets de l'autre, leſdits Debtes ou Biens ne ſeront pas confiſqués par aucun deſdits Tribunaux, mais ils ſeront rendus, & reſtituez en eſpeces aux veritables Proprietaires, s'ils y ſont encore en eſpeces, ſinon la valeur d'iceux conformement au Contract & Accord, qui aura été fait entre les Parties, ſera renduë & reſtituée trois mois aprés ladite ſequeſtration.

XXXIII. Que les Biens & Marchandiſes des Peuples & Sujets de l'un ou l'autre des deux Rois, qui decedera dans les Païs, Terres & Etats de l'autre ſeront conſervez pour les Heritiers & Succeſſeurs legitimes du deffunt, ſauf le Droit de quelque autre Perſonne Tierce que ce ſoit.

XXXIV. Que les Biens & Marchandiſes des Sujets du Roi de la Grand' Bretagne, qui decederont ſur les Terres du Roi d'Eſpagne, ſeront inventoriés avec leurs Papiers, Ecritures & Livres de Comptes, par le Conſul ou autre Miniſtre public du Roi de la Grand' Bretagne, & depoſez entre les mains de deux ou trois Marchands qui ſeront nommez par ledit Conſul ou Miniſtre public, pour être gardez & conſervez, pour les Proprietaires & Creanciers : & ni le Cruzada ni quelque autre Juge que ce ſoit n'en pourra prendre aucune connoiſſance, ce qui ſera pareillement obſervé en pareil cas en l'Angleterre, à l'égard des Sujets du Roi d'Eſpagne.

XXXV. Qu'on accordera, & aſſignera un lieu convenable pour enterrer les corps des Sujets du Roi de la Grand' Bretagne qui decederont dans les Etats du Roi d'Eſpagne.

XXXVI. Si quelque differend arrivoit ci-aprés (ce qu'à Dieu ne plaiſe) entre le Roi de la Grand' Bretagne, & le Roi d'Eſpagne par lequel le Commerce reciproque, & la bonne correſpondance puſſent être en danger de ceſſer, les Sujets & Peuples reſpectifs de chaque Partie en auront advis en tems & lieu, c'eſt-à-dire qu'on leur donnera ſix mois de tems pour tranſporter leurs Marchandiſes & effets ſans que pendant ce tems-là on leur puiſſe donner aucun Trouble, ou moleſtation, ni detenir & arrêter leurs Perſonnes, ou Biens.

XXXVII. Tous Biens & Droits cachez, ou arrêtez, Meubles, Immeubles, Rentes, Faits, Debtes, Credits, & autres choſes ſemblables qui n'auront pas eſté portez à la Treſorerie, au tems de la concluſion du preſent Traité, demeureront en la pleine & libre diſpoſition des Proprietaires, leurs Heritiers ou ayant cauſe, avec tous les Fruits, Rentes, & Emolumens d'iceux, & ceux qui auront caché leſdits Biens, ni leurs Heritiers ne pourront être moleſtez pour ce ſujet, par les Chambres des Comptes reſpectivement, & les Proprietaires, leurs Heritiers, ou ayans cauſe, auront liberté de ſe pourvoir par les voyes de la Loy & de la Juſtice pour le recouvrement de leurſdits Biens & Droits comme pour leurs propres Biens & effects.

XXXVIII. Il a été accordé & conclu, que les Peuples & Sujets du Roi de la Grand' Bretagne, & du Roi d'Eſpagne auront & jouïront dans les Terres, Mers, Ports, Havres, Rades, & Territoires l'un de l'autre, & en quelques autres Lieux que ce ſoit, des mêmes Privileges, Seuretez, Libertez & Immunitez ſoit à l'égard de leurs Perſonnes ou Biens, avec toutes les Clauſes & Circonſtances avantageuſes, qui ont été ou ſeront ci-aprés accordées au Roi Tres-Chrétien, & aux Etats Generaux des Provinces Unies, aux Villes Hanſeatiques, ou à quelqu'autre Royaume ou Etats que ce ſoit d'une maniere auſſi ample, entiere, & utile comme ſi elles avoient été particulierement ſpecifiées & inſerées dans le preſent Traité.

XXXIX. Au cas qu'il arrivât quelque differend de part ou d'autre touchant les preſens Articles de Traffic & de Commerce, ſoit de la part des Officiers de l'Admirauté, ou d'autres Perſonnes en l'un ou l'autre Royaume, aprés que la plainte en aura été faite par la Partie intereſſée à Leurs Majeſtez, ou à quelques Perſonnes de leurs Conſeils, Leurſdites Majeſtez en feront incontinent reparer les dommages, & executer toutes choſes, ainſi qu'elles ont été cy-deſſus accordées, & au cas que par la ſuite du tems on découvrît quelques fraudes, & inconveniens dans la Navigation & Commerce, entre les deux Royaumes contre leſquels on n'auroit pas ſuffiſamment pourveu par les preſens Articles, on pourra ci-aprés convenir d'autres remedes tels qu'on les jugera convenables, le preſent Traité demeurant en ſa pleine force & vertu.

XL. Il a eſté pareillement accordé & conclu que les Sereniſſimes & tres-renommez Roys de la Grand' Bretagne & d'Eſpagne, garderont & obſerveront ſincerement, & fidelement & feront garder & obſerver par leurs Sujets & Habitans reſpectivement toutes & chacunes les Capitulations accordées & concluës par le preſent Traité, & qu'ils ne le violeront point directement ny indirectement, ny ne conſentiront point qu'il ſoit violé par aucuns de leurs Sujets, ou Habitans, & qu'ils ratifieront & confirmeront toutes & chacunes les Conventions ci-deſſus accordées par des Lettres Patentes reciproquement, en pleine, ſuffiſante, & efficace forme, & qu'eſtant faites, & expediées ainſi, elles ſeront reciproquement delivrées, ou faites delivrer fidelement & réellement dans l'eſpace de quatre mois, à compter du jour & datte de ces preſentes, & qu'aprés cela ils feront publier le preſent Traité de Paix, le plutôt que faire ſe pourra, en tous Lieux & en la maniere accoûtumée.

Pour aſſurance de toutes & chacune des choſes ci-deſſus nous Commiſſaires des Sereniſſimes Roi & Reine d'Eſpagne & Ambaſſadeur Extraordinaire du Sereniſſime Roi de la Grand' Bretagne ſouſſignez avons ſigné ce preſent Traité de nos mains & l'avons ſcellé de nos Sceaux. Fait à Madrid le 23. Mai ſtile nouveau, & le 13. ſtile ancien mil ſix cens ſoixante & ſept, *Signé*, JEAN EVERARD NIDHARD, le Duc & Comte d'ONATE, le Comte de PENERANDA, SANDWICK.

Lequel Traité ici écrit & inſeré, comme il eſt dit ci-deſſus, nous ayant été preſenté par mon ſuſdit Commiſſaire & aprés l'avoir vû & qu'il a été murement examiné mot pour mot dans mon Conſeil. Moi, pour moi-même & pour le Sereniſſime Roi d'Eſpagne Charles ſecond, nôtre tres bien aimé Fils & pour ſes Heritiers & Succeſſeurs, comme auſſi pour les Vaſſaux Sujets & Habitans de nos Royaumes, Païs & Seigneuries, aprouvons & tout le contenu en icelui & en tous ſes Points & par ces preſentes les tiens pour bons & vallables; prometant en foi & parolle de Reine & au nom & place du Sereniſſime Roi mon Fils & ſes Heritiers & Succeſſeurs de l'obſerver, & enſuivre tout de même & de la même maniere que ſi je l'avois fait moi-même, ſans rien faire aucunement ni permettre être rien fait allencontre & en quelque maniere que ce ſoit, & s'il ſe faiſoit quelque contravention au contenu du ſuſdit Traité je la ferai reparer effectivement ſans difficulté ni delay, puniſſant & faiſant punir les contrevenants, obligeant à l'effect ſuſdit pour ledit Roi Catholique mon Fils & pour ſes Heritiers & Succeſſeurs tous & un chacun leurs Royaumes, Païs & Seigneuries, & tous nos autres Biens preſens & avenir, ſans en rien excepter, & pour ſureté de cette obligation je renonce à toutes Loix, Coûtumes & autres Conventions à ce contraires; En témoin de tout ce que deſſus j'ai fait expedier ces preſentes ſignées de ma main, ſcellées de mon Seau privé, & contre-ſignées par mon Secretaire d'Etat: donné à Madrid le vingt & uniéme Septembre mil ſix cens ſoixante & ſept, *ſigné* MOI LA REINE, & contre-ſigné P. PEDRO FERNANDEZ DEL CAMPO Y ANGULO.

Digitized by Google

Formulaire des Lettres, qui doivent eſtre données par les Villes, Ports de Mer, aux Navires & Vaiſſeaux qui en ſortiront.

A Tous ceux à qui ces preſentes viendront, nous Gouverneurs, Conſuls, ou principal Magiſtrat, ou Commiſſaires des Doüanes de la Cité, Ville, ou Province de N. certifions & ſçavoir faiſons que N. N. Maître du Navire N. a declaré ſous Serment ſolemnel, que le Navire N. de - - - (Tonneaux plus ou moins) duquel il eſt à preſent le Maître appartient aux Habitans de N. dans les Etats du Sereniſſime Roy de la Grand' Bretagne; & nous requerons que ledit Maître puiſſe eſtre aydé en ſon voyage & affaires. Prions toutes perſonnes en general & en particulier qui le rencontreront & ceux de tous les Lieux où ledit Maître arrivera avec ſondit Navire, & la Marchandiſe qui eſt deſſus, de l'admettre favorablement, le traiter amiablement & recevoir ledit Navire dans leurs Ports, Bayes, Havres, Rivieres, & Domaines, lui permettant d'y naviger, paſſer, frequenter, & negocier paiſiblement ou en tels autres lieus que bon ſemblera audit Maître, en payant toûjours la Tolle, & Doüane qui ſera deuë de Droit, ce que nous reconnoîtrons avec gratitude: en témoin dequoi nous avons ſigné ces preſentes & y avons fait appoſer le Sceau de nôtre Ville. *Signé*, GUILLAUME GODOLPHIN, DON PETRO FERNANDEZ DEL CAMPO Y ANGULO.

Plein-pouvoir de Sa Majeſté Catholique.

DOM CHARLES par la grace de Dieu, Roy de Caſtille, de Leon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jeruſalem, de Portugal, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Sevile, de Sardagne, de Cordoüe, de Corcége, de Murcie, de Jaen, des Algarves, d'Algeciré, de Gibraltar, des Iles Canaries, des Indes Orientales & Occidentales, des Iles & Terre ferme de l'Ocean, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Milan, Comte de Habsbourg, Flandres, Tirol, & Barcelone, Seigneur de Biſcaye & de Molin, &c. & la Reine Dame Marie ſa Mere Tutrice & Curatrice de ſa perſonne Royale & Regente des ſuſdits Royaumes & Seigneuries, comme il eſt neceſſaire d'aſſoupir les differens des affaires communes d'entre les deux Couronnes d'Eſpagne & de la Grand' Bretagne qui par quelques accidens ſurvenus par tant de tems, ſe ſont trouvez s'être éloignez de l'obſervation des Capitulations accordées dans les anciens Traitez de Paix d'entre leſdites Couronnes; Nous avons trouvé bon de donner Plein-pouvoir à Jean Everard Nitard mon Confeſſeur, Conſeiller au Conſeil d'Etat & Inquiſiteur General, Dom Ramire Philippe Nunnez de Guſman Duc de St. Lucat la Majeure, & de Medina de las Torres, Conſeiller au Conſeil d'Etat & Preſident d'Italie, & Don Gaſpar de Bracamonte, & Guſman Comte de Peneranda, Conſeiller au Conſeil d'Etat, Preſident des Indes, à cauſe des Prerogatives & grandes qualitez qui ſe rencontrent en leurs perſonnes, & de leur prudence, experience, zele, & affection qu'ils ont à mon ſervice & particulierement pour la conſtance & le plaiſir avec leſquels ils m'aſſiſtent & font tout ce qui peut être avantageux au public, c'eſt pourquoy en vertu de ce Plein-pouvoir je les authoriſe, & leur donne pleine faculté, comme l'équité le requiert, pour au nom du Sereniſſime Roy mon tres-cher & bien-aimé Fils, & en ſon nom Royal repreſentant ma propre perſonne, de pouvoir entendre, conferer, traitter, ajuſter & conclure avec le Comte de Sandwick, Conſeiller au Conſeil d'Etat du Sereniſſime Prince Charles ſecond Roy d'Angleterre mon bon Frere & Neveu & ſon Ambaſſadeur extraordinaire à cette Cour, en vertu de ſon Plein-pouvoir lequel il a fait voir du Roi d'Angleterre, de faire un Traité de renouvellement de Païs, & leur donne auſſi Plein-pouvoir de faire un Traité d'Union & d'Alliance avec le ſuſdit Roy de la Grand' Bretagne, & une Treve avec la Couronne de Portugal, pour tout le tems qu'on jugera à propos, avec toute la plus grande authorité & le Pouvoir qui reſide en ma perſonne Royale, m'obligeant, comme je m'oblige, & pour le ſuſdit Roy mon Fils en foy & parole Royale, d'aprouver & ratifier le tout par Serment, & autres ſolemnitez requiſes, & qui ſeroient trouvées neceſſaires en tel cas, dans le terme qui ſera convenu, ſans en rien diminuer. Pour ſureté dequoy j'ay fait depêcher ces preſentes, ſignées de ma main, & ſcellées du Sceau privé, & contreſignées par mon Secretaire d'Etat. Donné à Madrid le quinziéme Juin, mil ſix cens ſoixante ſept. *Etoit ſigné*, MOY LA REINE & *contreſigné*, DON PEDRO FERNANDEZ DEL CAMPO Y ANGULO.

Plein-pouvoir de Sa Majeſté Britannique.

CHARLES ſecond par la grace de Dieu Roy de la Grand' Bretagne, France & Irlande, Deffenſeur de la Foy, &c. A tous & un chacun qui ces preſentes Lettres verront, Salut; comme le malheur de ce ſiecle, ſemble conſiſter principalement en ce que pluſieurs Princes & Etats ne penſant qu'à leurs paſſions, profit & interêt, foullent au pied toute amitié & droits de voiſinance, voulant même detruire toutes les affaires quand elles ne ſont pas conformes à leur opinion, & à ce qu'ils ſe ſont propoſez par leur legereté & injuſtice, d'autant plus doivent travailler le peu de Roys que le Seigneur Dieu a uni par amitié & bonne affection, à faire des Alliances pour l'entretenir, afin que ceux qui ont des inclinations contraires puiſſent par cet exemple ſe porter à la concorde; Vû donc que l'humeur des Anglois & des Eſpagnols a toûjours été ſi conforme qu'auſſi-toſt qu'il y a eu quelque diſſenſion entre eux ils ſe ſont auſſitôt reconciliez, & que quand ceux qui tenoient le Gouvernement cherchant la Paix l'ont affermie de part & d'autre, & l'ont ſaintement obſervée, on a vû les deux Royaumes fleurir; le tout bien conſideré, & étant ſolicité par la Sereniſſime Reine Dame Marie Anne d'Autriche, Mere, Tutrice & Curatrice du Sereniſſime & puiſſant Roi d'Eſpagne, &c. & Gouvernante de ſes Royaumes & Païs, de renouveller, non-ſeulement les anciens Traitez d'entre nos Couronnes, mais de les reſſerrer encore par de plus forts & plus fermes liens que ceux de cy-devant, il nous a ſemblé que pour executer un ſi ſaint ouvrage, nous devions choiſir une perſonne digne & proportionnée à l'importance de la choſe, & qui étant revêtüe de la qualité d'Ambaſſadeur Extraordinaire prés de la ſuſditte Sereniſſime Reine Regente d'Eſpagne, ornât ce caractere de ſes vertus; c'eſt pourquoy nous avons jugé à propos de nommer entre autres perſonnes, nôtre cher & tres-fidele Couſin Edoüard, Comte de Sandwick, Burggrave de Hinckingbroocke, Baron Montagu de St. Neote, Vice-Amiral d'Angleterre, Maître de notre grande Garderobe, Conſeiller privé & Chevalier du fameux & ancien Ordre de la Jarretiere: c'eſt pourquoy ſçachent tous que nous confians en ſa fidelité diligence, jugement, & prudence avons icelui établi, ordonné, & deputé pour nôtre veritable Commiſſaire & Plenipotentiaire ayant charge & pouvoir ſuffiſant de dreſſer, communiquer, traitter, accorder & conclure entre les deux Couronnes de la Grand' Bretagne & d'Eſpagne une plus forte Alliance, comme auſſi touchant la liberté du Commerce & Navigation, & cy-aprés d'une Alliance deffencive & offencive entre les ſuſdittes Couronnes & Royaumes, de la maniere la plus utile & convenable, faire tout ce qui pourra amener les choſes à une bonne fin, en dreſſer Articles, Lettres & autres Inſtrumens neceſſaires, & enfin de demander & recevoir de l'autre Partie tout ce qui pourra être utile & convenable à ce ſujet, promettant en bonne foy & Parole de Roy de tenir pour agreable, & vallable tout ce qui aura été fait, accordé & conclu entre ladite Sereniſſime Reine Regente d'Eſpagne, ſes Députez Plenipotentiaires, & Commiſſaires, & nôtre ſuſdit Ambaſſadeur extraordinaire, & de n'aller jamais au contraire en quelque maniere que ce ſoit; mais plutôt d'obſerver & faire inviolablement obſerver tout ce qui aura été promis en nôtre nom; en témoin dequoy nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main & y avons fait attacher nôtre grand Sceau d'Angleterre Donné en nôtre Palais de Weſtmunſter le ſeiziéme Février mil ſix cens ſoixante cinq. Et le dix-huitiéme de nôtre Regne *Signé*, CHARLES R.

XIII.

Vergleich zwiſchen Chur-Mayntz und dem Churfürſtl. Hauſe Sachſen/ wodurch der zu Leipzig ſub dato den 20-30. Decembr. 1666. Zwiſchen ihnen wegen der Stadt Erffurd getroffene Vergleich mehrers erör- 18. Mai.

ANNO 1667.

ANNO 1667.

tert und vollzogen worden. Geſchehen den 16-26. May 1667. in Erffurd. LUNIGS Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Abth. III. Abſatz I. pag. 418.]

C'eſt-à-dire,

Tranſaction entre l'Archevêque Electeur de MAYENCE, *& la Maiſon Ducale de* SAXE, *pour l'élucidation & l'execution du Traité conclu entre les mêmes le* 20-30. *Decemb.* 1666. *touchant* Erford. *A Erford le* 16-26. *May* 1667.

Zu wiſſen; Als zwiſchen dem Hochwürdigſten Fürſten und Herrn/ Herrn Johann Philipſen/ Ertzbiſchoffen zu Mayntz/ des Heiligen Röm. Reichs durch Germanien Ertz-Cantzlern und Churfürſten/ Biſchoffen zu Würtzburg und Wormbs und Hertzogen zu Francken/ ꝛc. ꝛc. und ſeiner Churfürſtl. Gnaden Ertz-Stifft Mayntz an einem; So dann dem Fürſtl Hauſe Sachſen/ am andern Theil, die bey der Stadt Erffurth und ſonſten von geraumer Zeit hero obgeſchwebte Irrungen/ durch gütliche Vermittelung des Durchlauchtigſten Fürſten und Herrn/ Herrn Johann George des Andern/ Hertzogen zu Sachſen/ Jülich/ Cleve und Berg/ des heil. Röm. Reichs Ertz-Marſchallen und Churfürſten/ Landgraffen in Thüringen/ Marggraffen zu Meiſſen/ auch Ober- und Nieder-Lauſnitz/ Burggraffen zu Magdeburg/ Graffen zu der Marck und Ravensberg/ Herrn zum Ravenſtein/ ꝛc. mit allerſeits Intereſſenten Belieben und Genehmhaltung/ beſage des in Leipzig den 20. (30.) Decembr. Anno 1665. aufgerichteten und ratificirten Receſſes/ hin und beygeleget/ etliche darinne begriffene Puncten aber zu mehrer Unterſuch- und würcklichen Vollziehung ausgeſtellet/ und zu ſolchem Ende eine Zuſammenſchickung allerſeits gevollmächtigter Räthe und Geſandten veranlaſſet worden/ die dann auch beſtimmten Tages in Erffurth erſchienen/ das Werck unter die Hand genommen/ allerſeits vorbrachte Erinnerungen gegen oberwehnten Leipzigſchen Receſs gehalten/ überleget und reifflich erwogen/ daß darauf nachbenandte præſtanda præſtiret/ dasjenige/ ſo weiterer Handlung bedürfft/ erörtert/ und darüber gegenwärtiger Executions-Receſs abgefaſſet und vollzogen worden.

Und zwar (1) hat es bey dem vormals abgehandelten Territorial-Punct über die Stadt Erffurth/ dero eigene und dem Fürſtl. Hauſe Sachſen lehnbar geweſene/ auch eigenthümliche Chur-Mayntziſche Oerter/ Schlöſſer/ Dörffer und Güther/ Inhalts obgemelten Leipzigiſchen Receſſes/ allerdings ſein Bewenden.

2. Nachdem auch die Fürſtl. Sächſ. Prætenſiones der Nothhülffe/ Nothſteuer/ Evocation vor das Hoffgericht zu Jehna/ Annehmung der Appellationen von Erffurthl. Gerichten/ Erforung zu Land-Tägen/ Inſinuation der Patenten und deroſelben Anſchläge/ Beſchreibungen zu Auffwartungen/ Haltung der Landes-Trauer/ und alles andere/ was vom Territorial-Recht/ und Landes-Fürſtl. Hohheit dependiret/ hinweggefallen; Als hat das Fürſtl. Hauß Sachſen nicht allein an dero geſamtes Hoff-Gericht zu Jehna/ ſondern zu förderſt auch an dero Regierungen und Canceleyen/ daß ins künfftige in allen dergleichen Fällen u. Begebenheiten ſie ſich in ihren Expeditionen darnach achten ſollen/ bereits gehörige Verfügung ergehen laſſen.

3. Es iſt ferner auf des Raths zu Erffurth/ beſagt Lit. A. geziemend geſchehene Loßkündigung des Erbſchutzes/ auch denen Fürſtl. Sächſ. Altenburg-Coburg und Weimarl. Rent-Cammer Lit. B. ertheilte Ceſſiones, derſelbe und gemeine Stadt ſamt aller Zugehör/ von der Erbſchutz-Verbündnüß und Lehns-Pflicht entlediget/ quittiret/ und daß hinführo kein Schutz-Geld gefordert werden ſolle/ verſichert worden/ wie Lit. C. und D. ausweiſen.

Hertzog Ernſtens zu Sachſen-Gotha Fürſtl. Durchl. aber ſind wegen 5270. fl. Schutz-Geld/ und 1714. fl. 6. gr. der Stadt geliehenen Geldes/ alſo zuſammen 6964 fl. 6. gr. Capitals auff die Gefälle der Dörffer klein Rettbach und Mörſeburg dergeſtalt verſichert/ daß deroſelben jährlichen 348 fl. 4. gr. 6. pf. als der Zinß von berührter Summa, von denen Unterthanen/ ſo hierzu würcklich angewieſen werden ſollen/ geliefert/ und vermöge Leipzigiſchen Receſſes hierzu/ durch die Voigtey ohnfehlbar angehalten/ zuförderſt aber der 3. jährige Zinß-Nachſtand von der Cämmerey befriediget/ und deshalben/ wie auch gegen vorgedachte Anweiſung ſo wohl/ als erſtmöglicher Abführung des Capitals und Eventual-Aſſignation in die Fürſtl. Weimariſche Cammer/ ferner ſpecial-Vergleich getroffen werden ſolle; Darbeneben hat das Fürſtl. Hauß Sachſen in einem Schreiben an Ihre Kayſerliche Mayeſt. gehorſamſt gebethen/ daß in künfftigen Lehnbrieffen dasjenige/ ſo in den vorigen/ der Stadt Erffurth Erbſchutzes halber/ enthalten geweſen/ ausgelaſſen werden möchte.

4. Obwohl in des Güther-Geleits halben/ ſoweit ſich der Erffurtiſche Diſtrict erſtrecket/ zwiſchen dem Ertz-Stifft Mayntz/ und denen Fürſtl. Hauſe Sachſen auf gewiſſe maſſe/ laut Leipziger Receſſes Handlung zu pflegen verglichen worden; So hat man dennoch verſchiedener vorkommender difficultäten halber/ darzu nicht gelangen mögen. Derowegen ſolches Güther-Geleit dem Fürſtl. Hauſe Sachſen verbleibet/ damit aber/ weil das Straſſen-Recht und Leib-Geleit jedem Chur- und Fürſtl. Theil in ſeinem Territorio zukommet/ gleichwohl bey Verfahrung deſſelben/ und in andern Fällen/ zwiſchen den Chur-Mayntziſchen Gerichten und Fürſtl Sächſ. Geleits-Bedienten kein Streit entſtehe/ auch die Fuhrleute/ der Handlung und Commercien zu Schaden/ nicht übernommen noch auffgehalten werden; So hat man ſich der Straff-Taffel verglichen/ und ſolche der Geleits-Taffel beygefüget/ die wider Chur-Mayntzl. Zoll-Ordnung de anno 1521. und Churfürſtl Sächſ. Geleits-Taffel de anno 1441. eingeſchloſſene Mißbräuche abgeſchaffet/ und/ daß es bey ſolchen beyderſeits Ordnungen/ weil ſie beſage der durchſehenen Regiſter im Jahr 1618. alſo in Obſervantz geweſen/ bleiben ſolle/ beſchloſſen/ auch wer von beyderſeits würcklichen Bedienten Zoll- und Geleits-frey ſeyn ſoll/ den Schläge-Schatz ausgenommen/ abgeredet/ benennet/ und der Zoll- und Geleits-Taffel beygefüget/ jedoch darbey beyderſeits beliebet/ da künfftig ein- oder andern theils mehr fürnehme würckliche Bediente angenommen werden möchten/ daß dieſelben ſo wohl im Geleit als Zoll dieſer Befreyung genieſſen ſollen. Ob auch ſchon wegen des Fürſtl. Sächſ. Wapens am Geleits-Hauſe allhier im Leipziger Receſs, einige Veränderung beliebet; So ſind jedoch Ihr. Churfürſtl. Gn. zu Mayntz gutwillig davon abgeſtanden/ und verbleibet demnach ſolches Sächſiſche Geleits-Schild/ wie es bißhero geweſen iſt/ auch hinführo.

Die Ceſſion des Dominii directi derer Dörffer und Güther/ ſo die Stadt Erffurt vom Fürſtl. Hauſe Sachſen/ entweder zu Lehn/ oder Affter-Lehn/ bißhero getragen/ iſt Ihro Churfürſtl. Gn. zu Mayntz/ beſage Ubertrages-Brieffes ſub Lit. E. würcklich geſchehen: Und erklären ſich Ihr Churfürſtl. Gnaden zu Mayntz ſamt dero Thum-Capitul/ daß ſie das Gräffliche Hauß Schwartzburg mit denenjenigen Lehnen/ ſo von demſelben der Rath zu Erffurt/ und die Graffen zu Schwartzburg von dem Fürſtl. Hauſe Sachſen biß hero recognoſciret/ beleihen wollen/ und von ihnen gemeldter Rath ſolche Stücke/ mit dem Prædicat: Liebe Getreue/ zu Lehn empfangen ſolle/ es möchte dann ins künfftige mit beyderſeits Belieben ein und ander Vergleich getroffen werden. Es hat ſich auch das Fürſtl Sächſ. Weimarl. Theil erbothen/ wann ſich jemand zur Erhandlung ihres Rappiſchen Ritter-Guthes im Erffurtiſchen Territorio zu Berlſtedt gelegen/ angeben würde/ demſelben ſolches erblich zu überlaſſen.

6. Gleichergeſtalt haben Ihro Churfürſtliche Gnaden zu Mayntz und dero Ertz-Stifft nicht allein uf alle die im Leipziger Receſs angegebene Lehns-Gerechtigkeit an Gotha/ Schloß und Stadt Apolda/ Amt Tanneberg/ Waltershauſen/ Altenburg und den Hoff Allendorff/ deren zwar das Fürſtl. Hauß Sachſen ſich nicht erinnern wollen/ ſondern ſich auf Käyſerl. Belehnung beruffen/ auch da ſich künfftig deren andere/ ſo das Hauß Sachſen vom Ertz-Stifft Mayntz vormals zu Lehn getragen hätte/ oder tragen ſollen/ finden würden/ beſage Beylage Lit. F. und G. ſonbahre ſchrifftliche Renunciation gethan/ ſondern auch ſich der Wieder-Kauffs-Aemter Lichtenberg und halb Saltzungen ſamt aller Zugehörung/ beſage Lit. H dergeſtalt begeben/ daß hinführo erſterwehntes Hauß Sachſen dieſelbe Erb- und eigenthümlich/ ohne einige Einlöſung behalte/ und Ihro Churfürſtl. Gnaden zu Mayntz und dero Ertz-Stifft daſſelbe dabey vertreten/ auch ſie beyderſeits vor einen Mann ſtehen ſollen/ im Verſprechen/ woferne ſich bey dem Chur-Mayntziſchen Lehn-Hofe noch ein und andere dergleichen Uhrkunden von vorberührten Lehns und Wiederkauffs-Contracten finden würden/ ſolche gegen Quittung ausantworten/ auch/ was dieſer wegen denen Lager- und Lehn-Büchern eingetragen/ als mortificiret notiren/ und deswegen aus der Chur-Mayntziſchen Regiſtratur einen beglaubten Schein ausbändigen zu laſſen/ geſtalt dann ſelbige hiermit und Krafft dieſes gäntzlich mortificiret ſeyn und bleiben ſollen. Inmaſſen auch wegen des Amts Capellendorff/ und derer vom Hauß Sachſen bißhero dabey eingehabter Dörffer/ ſie mögen Mayntz. Lehn ſeyn oder nicht/ ſo wohl wegen der Wüſtungen Wugelau und Jagau der Rath zu Erffurt/ wie weniger nicht derſelbe und das Stifft Beatæ Mariæ Virginis, wegen des Dorffs Groſen-Rudſtedt ſolchergeſtalt/ wie die Beylagen Lit. I. K. und L. ausweiſen/ Verzicht gethan/ und alle Documenta, ſo ſich jetzo finden/ ausgeantwortet/ auch da ſich deren mehr finden möchten/ gegen Quittung extradiret werden/ und hiermit ebenmäßig abgethan und mortificiret ſeyn ſollen.

7. Wegen derer auff dem verpfändet-geweſenen Chur-Mayntzl. Amt Mühlberg gehafteten 12155. fl. haben Ihro Churfürſtl. Gn. zu Mayntz nach Empfang der Fürſtl. Sächſ. Altenburgiſchen Ceſſion Lit. M. ſich ſowohl mit denen Herren Graffen zu Schwartzburg/ als jetzigen Inhabern gemeldten Amts/ denen Gebrüdern von Witzleben/ uf gewiſſe Maaß verglichen/ auch darneben dem Fürſtl. Hauſe Sachſen die 1325. fl. 7. gr 6. pf. ſo vermöge Melchior Franckens/ damahligen Fürſtl. Sächſ Rentmeiſters zu Weymar/ in original vorgelegter Cammer-Rechnungen für unterſchiedliche zu dem Amt Mühlberg erkauffte Zinſen und liegende Gründe bezahlet worden/ wieder erſtattet. Und weil man auch der Fürſtl. Sächſ. Gothaiſchen Cammer/ wegen deren auf dem verpfändet-geweſenen Amt Tonndorff geſtandener 5177. fl. 16. gr. 4. pf. benebenſt 100. fl. für den Egelſen ausgezahlten Kauff-ſchillings baaren Erſtattung/ wie nicht weniger/ was wegen der von Ihr. Fürſtl. Durchl zu Gotha geforderter Bau-Koſten zu Tonndorff/ ſowohl wegen des

ANNO 1667.

des Heringiſchen heimgefallenen Lehn-Guths zu Mühlberg durch des Inhalt Leipzigiſchen Receſſes verwilligte engere Compromiſs erkant werden möchte/ ſuſamt dem/ was der Jahres-Früchte halben verglichen wird/ Abtrag zu thun erböthig iſt: So ſoll alsdann von dem Fürſtl. Hauſe Sachſen/ ſowohl dieſes Amt/ als Mühlberg/ Ihro Churfürſtl. Gnaden zu Mayntz cum omnibus Juribus, durch hierzu deputirte Commiſſarios gäntzlich wieder eingeräumet/ auch die Pfands-Verſchreibung ſamt der Kayſerl. Confirmation zurück gegeben werden/ wie auch dem Chur-Fürſtl. Hauſe Dreſden der Revers, welchen Hertzog Friedrich Wilhelm der Chur-Sachſen Adminiſtrator, und Hertzog Johannes zu Sachſen/ beyderſeits Chriſtlöblichen Andenckens/ bey Aufrichtung dieſer Wiederkauffs-Handlung von ſich geſtellet/ wiederum ausgeantwortet werden ſolle. Würde er ſich aber nicht finden/ ſo ſoll er Krafft dieſes mortificiret und abgeleget ſeyn. Und demnach Ihro Fürſtl. Durchlauchtigkeit zu Sachſen-Gotha aus dero eigenen Mitteln etlichen Pfarrern und Schuldienern in denen Pfands-Aemtern/ um deswillen/ damit ſie bey Information der Alten und Jungen ſchuldigen Fleiß anwenden/ und dem ihnen hierinne vorgeſchriebenen Methodo nachgehen ſolten/ mit gewiſſen Additionibus verſehen/ und unerachtet der erfolgten Einlöſung/ woferne anders die Pfarrer und Schuldiener der Stifftung Genügen thun/ es nachmahln darbey zu laſſen gemeynet; So hat es hierbey ſein Bewenden/ jedoch mit der ausdrücklichen Bedingung/ daß/ wo ein- und anderer Pfarrer und Schuldiener ſolches Information-Werck nicht dergeſtalt beobachten würde/ als es von Ihro Fürſtl. Durchl. hiebevor angeordnet worden/ Derſelben/ ſolche Additiones wieder zu ſich zu nehmen/ und anderswohin GOTT zu Ehren anzulegen/ vorbehalten ſeyn ſolle.

8. Als man auch wegen der hohen Jagden in dem Erffurtiſchen Diſtrict alles zu guter Richtigkeit ſtellen wollen/ und ſich befunden/ daß auf ſolche Maſſe/ wie in dem Haupt-Receſs enthalten/ künfftigen Mißverſtänden nicht gründlich würde abgeholffen werden; So haben beyde hierunter abſonderlich intereſſirte Chur- und Fürſtl. Theile/ einen andern weitern Vergleich beliebet/ und zwar dergeſtalt/ daß Ihro Churfürſtl. Gnaden zu Mayntz auf dem Steiger-Berge und der Waage-Weide ſamt denen daran ſtoſſenden Cloſter-Juncker- auch Walerslebe- Mörſeburger- und Röder-Höltzern und Feldern/ und was darinnen angeſloſſen/ biß an den Weg/ welcher in dem Grunde des Zeiſig-Thales ſich anfänget/ und biß auf Egeſtedt gehet/ die Hohen- und Nieder-Jagden alleine; Ihro Fürſtliche Durchl. zu Weimar/ dero Erben und Nachkommen aber von dieſem Wege an/ welcher auf beyder Theile Koſten verſteinet werden ſoll/ in allen andern auch der Will-Röder Gehöltze/ mit allen/ was in der Schell-Röder-Holtzhäuſſer- und Egeſteder Fluhren angeſlogen iſt/ auch denen Feldern die hohen Jagden alleine haben/ und/ wie bißanhero/ alſo auch ins künfftige/ exerciren. Hierdurch aber werden Ihro Churfürſtl. Gnaden an dero Jure Territoriali und Foreſtali, noch ihrem und dero Unterthanen Eigenthum/ Viehe-Trifften/ Holtzungen und andern Gerechtigkeiten/ wo ſie bißhero in Ubung geweſen/ nichts benommen/ ſo auch die Nieder-Jagd einem jeden/ wie und wo er ſolche herbracht/ forderhin alſo bleiben ſoll; Auch haben Ihro Churfürſt. Gnaden zu Mayntz dem Fürſtl Hauſe Sachſen zu freundlichem Gefallen ſich erkläret/ nicht allein den wegen des Dominii directi der hohen Jagden im Erffurtiſchen Diſtrict, deſſen ſie ſamt dero Ertz-Stifft ſich hierdurch in hoc paſſu gäntzlich begeben/ vom Hauſe Sachſen verwilligten Lehn-Revers ſowohl die jährlichen vier Stück Wildes/ und die Luſt-Jagden fallen/ ſondern auch Ihro Fürſtl. Durchl. zu Weimar dero Erben und Nachkommen neben der hohen Jagd in Holtz und Feldern/ auch der Nieder-Jagden in dem Eſpig-Peter- und Wechſel-Holtz/ alſo/ daß biß auff 300. Schritte um dieſe Höltzer niemand als Fürſtl. Sächſ. Jäger oder Schützen/ Haſen oder Füchſe zu ſchieſſen befugt ſeyn ſollen/ alleine zu laſſen und zu übergeben. Wie dann der Herr Prælat des Kloſters S. Petri gegen ein von Ihro Churfürſtl. Gnaden ihm verſprochenes Æquivalent ſeine gehabte Nieder-Jagd-Gerechtigkeit/ dem Fürſtl. Hauſe Sachſen cediret und abgetreten. Worbey auch abgeredet/ daß die Rehe unter das hohe Wild zu rechnen/ und die Folge beydentheils auf 24. Stunden ſolcher geſtalt zu erſtatten/ daß derjenige/ ſo etwas geſchoſſen/ ſeinem Gräntz-Nachbar bey der Folge den Anſchuß anzuzeigen ſchuldig ſeyn ſolle.

9. Wiewohln Ihr. Churfürſtl. Gn. zu Mayntz noch zur Zeit von dem Zeller-Georgthäler und Reinhardsbrunner-Hofe zur Fortification keinen gebrauchen/ ſo iſt deroſelben dennoch die bedingte Austauſchung/ in dem im Leipzigiſchen Receſs benennten Fall ferner vorbehalten; Entzwiſchen aber der jetzige Beſitzer des Reinhardsbrunner-Hoffes zur Schuldigkeit/ jedoch ohne Nachtheil der darauff hafftenden Chur-Mayntziſchen Frey-Zinß-Gerechtigkeit/ angewieſen worden.

10. Wegen des Landes-Fürſtl. und Lehnsherrl. Rechten/ auch Ober- und Nieder-Gerichten zu Ißeroda/ hat das Fürſtl. Hauß Sachſen ſo viel Documenta, als ſich gefunden/ ausgeantwortet. Alldieweiln aber wegen bekanten groſſen Unvermögens der Chur-Mayntz. Unterthanen daſelbſt/ in Abführung der dem Fürſtlichen Hauſe Sachſen für die bißhero genoſſene Ordinar- wie auch Extraordinar-Land- und Tranck-Steuer verwilligten jährliche einhundert Gulden ſich beſorgliche Beſchwerungen zutragen möchten/ iſt verglichen/ daß ein- vor allemahl 2000. fl. Capital der Fürſtlichen Sächſ. Weimariſchen Cammer an Erffurthiſcher Activ-Schuld cediret werden ſoll; Inmaſſen auch Inhalts Lit. N. beſchehen iſt.

11. Bey Gleichen/ Blanckenhayn und Nieder-Crannichfeld bleibet das Fürſtliche Hauß Sachſen in poſſeſſione vel quaſi Juris Territorialis, cum omnibus commodis & emolumentis, ſo weit es ſolche bißhero exerciret und im Brauch gehabt. Insgleichen wird auch der Graff von Hatzfeld bey der Gewehr ſeiner Gerechtſame/ ſo weit dieſelbe herbracht/ und ſonſt habenden Gräfl. Reichs-Stande gelaſſen. Es iſt aber Ihro Churfürſtl. Durchl zu Sachſen/ Inhalts Leipzigiſ. Receſſes gebührend erſuchet worden/ das Exercitium actuum Superioritatis, biß zu Austrag der Haupt-Sache/ uff Maaß und Weiſe in letztermeldtem Receſs enthalten/ zuführen/ und wiewohl/ ſo viel ſolche Haupt-Sache betrifft/ daß ſelbige uf gütliche Wege hingeleget werden möchte/ vorgefallen; So hat es doch wegen Kürtze der Zeit vor dißmahl nicht geſchehen können/ ſondern wird man deſſentwegen ehiſten zuſammen ſchicken/ und fernere Handlung pflegen. Und hat wegen der 500. fl. davon Sachſen-Gotha 117. fl. 17. gl. 11. pf. und Sachſen-Weimar 382. fl. 3. gl. 1. pf. zugehörig/ die der Graff von Hatzfeld dem Fürſtl. Hauſe Sachſen Interims-weiſe zur recognition durch die Unterthanen jährlich zu lieffern gewilliget; bey dem/ was hiervon im Leipziger Receſs abgehandelt worden/ ſein bewenden. Weil auch eventualiter die bey der Fürſtlichen Sächſiſchen Weimariſchen Cammer der Stadt Erffurt gehörige Schuld dafür hafftet/ hat gemelter Rath deswegen ſub Lit. O. eine ſchrifftliche Verſicherung von ſich geſtellet; Und nachdem von Zeit des Leipziger Receſſes das Fürſtlich Hauß Sachſen-Weimar an Steuren gedachter Orthen nichts erhoben/ ſondern dieſelben an 600. fl. 7. gl 1. pf. annoch zurück ſtehen. So erwartet daſſelbe zuförderſt dero Bezahlung. Könte aber jetzgedachtem Fürſtlichen Hauſe wegen obiger 500. fl. andere annehmliche Verſicherung gemacht werden/ ſtünde es auf fernere Vergleichung. Es ſind auch Ihro Fürſtliche Durchlauchtigkeit zu Sachſen-Gotha und die Herren Graffen zu Schwartzburg/ vermöge beygefügten Scheins ſub Lit. P. daß ihnen die Dorffer Günthersleben/ Ingersleben und Stültzenbrück verbleiben/ und die Unterthanen deren Orther keine Frohnen zu Wandersleben hinfuhro zu thun ſchuldig bleiben ſollen/ gnugſam verſichert worden; Und bleiben demnach ſolche Frohnen denen Herren Graffen zu Schwartzburg alleine zu gebrauchen/ wohin ſie wollen.

ANNO 1667.

Hingegen haben Ihro Fürſtliche Durchl. zu Sachſen-Gotha nicht allein auf das Jus Feudalitatis dero Lehnſtücke zu Wandersleben und Freudenthal/ krafft dieſes/ Verzicht gethan/ ſondern auch die aus Wandersleben gefallene und auf beſchehene Fürſtliche Anordnung/ verwahrte Nutzungen dem Herrn Graffen von Schwartzburg die Erb- und Zeh-Regiſter/ auch andere Documenta, ſo viel deren vorhanden/ extradiret/ die Unterthanen zu Wolfersleben der Pflicht erlaſſen/ ſelbige hingegen Herr Graff von Hatzfeld/ nechſt Verſicherung ſie bey ihren Rechten und Gerechtigkeiten verbleiben zu laſſen/ uffgenommen; Und nachdem nunmehr vermöge Leipzigl. Receſſes die Taxation des Vorwergs zu Wandersleben werckſtellig gemacht worden/ ſo ſtehet dem Herrn Grafen von Hatzfeld frey/ binnen dato und Michaelis des 1669. Jahres die Zahlung des durch die taxation beſtimten pretii an 16682. fl. 10. gl. 6. pf. dergeſtalt baar zu leiſten/ daß/ da vor der Heu-Erndte die Ablöſung erfolget/ der Herr Graff von Hatzfeld die fructus naturales, und die Herren Graffen zu Schwartzburg die fructus induſtriales ſamt der Viehe-Nutzungen biß Michaelis heben/ ſonſten aber/ und da auff Michaelis, und alſo nach verrichteter Heu-Erndte die Einlöſung ergienge/ die Herren Graffen zu Schwartzburg/ nebenſt denen induſtrialibus ebenfals die fructus naturales behalten/ und hierüber den Saamen und das Artlohn derer auf das künfftige Jahr beſtellten Aecker/ ſo weit ſolche Beſtellung nicht mit des Dorffs Wandersleben hergekommenen Frohnen verrichtet worden/ vom Herrn Graffen von Hatzfeld erſtattet werden ſolle; Und ſoll nach erfolgter Einlöſung der Graff von Hatzfeld angeregtes Vorwerg gleich dem Dorff Wandersleben vom Ertz-Stifft Mayntz zu Mann-Lehn zu erkennen ſchuldig ſeyn. Trüge ſichs dann zu/ daß der Herr Graff von Hatzfeld die auf Michaelis 1669. geſetzte Friſt vorbey gehen lieſſe/ und alſo des Vorwergs zu Wandersleben um das taxirte pretium mit baarer Zahlung nicht an ſich bringen würde; So wäre alsdann derſelbe hiezu weiter nicht zu zulaſſen/ ſondern die Herren Graffen zu Schwartzburg behielten ſolches Vorwerg erb- und eigenthümlichen; Jedoch daß ſie daſſelbe von Ihro Chur-Fürſtl. Gnaden zu Mayntz gleichfals zu rechten Mann-Lehn trügen/ ſo würde aber ſolchen fals die Frohne derer Unterthanen im Dorff Wandersleben/ welche biß dahin zum Vorwerck zu leiſten iſt/ dem Herren Graffen von Hatzfeld verbleiben: damit auch/ woferne denen ſolcher zur Einlöſung geſetzten Zeit ſich caſus fortuiti ereigneten/ aller beſorglicher Streit und Mißverſtand verhütet werde/ ſo iſt dahin verglichen/ daß ſolche caſus fortuiti, wenn ſie nicht aus beweißlicher culpa derer Herren Graffen zu Schwartzburg und der Ihrigen ſich begeben/ der Herr Graff von Hatzfeld gelten/ und derer ungeachtet das vollſtändige pretium der 16682. fl. ablegen und entrichten ſolle. Was auch die Frohnen betrifft/ welche die Unterthanen des Dorffs Wandersleben interim zum Vorwerck leiſten/ haben die Gräfliche Schwartzburgiſche Bediente ſolche von den Leuten zu erfodern: Im fall aber dieſelbe ungehorſamlich auſſenblieben/ und ſich deſſen weigern würden/ denen Hatzfeldl. Bedienten/ oder in deren Abweſenheit den Schultzen des Orthes um Hülffe anzulangen/ da denn die Hatzfeldiſchen Befehlshaber denen Schwartzburgiſchen unverweiliche Hand bieten/ oder auf weitern vorgehenden Ungehorſam die Herren

ren Graffen zu Schwartzburg propria authoritate durch Gehorſams-Zwang die Unterthanen zu Gebühr anhalten mögen. Im übrigen ſollen die Unterthanen des Orths der Religions-Aſſecuration halber alles deſſen zugemeſſen haben / was dießfals andern zum beſten im Leipzigiſchen Receſs Art. 17. verglichen und diſponirt iſt / und darwieder von niemanden beeinträchtiget werden / geſtalt dann auch der Pfarrer daſelbſt die Beſoldung / wie ſeine Vorfahren zur Zeit der Graffen von Gleichen ſolche gehabt / nochmahls behalten / und deſſen hiedurch verſichert ſeyn ſoll.

Ubrige Gleichl. Lehn und Afterlehn im Erffurtiſchen Gebiete in und um Erffurt hat das Fürſtl. Hauß Sachſen / und zwar Sachſen-Gotha / als jetziger Innhaber des Oberlehn-Rechts / vermittelſt Scheins ſub Lit. Q. Ihro Churfl. Gnaden zu Mayntz abgetreten / welche dann diejenige / ſo die Singula inne haben / dem Herrn Graffen von Hatzfeld zur Affter-Belehnung ferner conſentiren. Und ſollen von den Herren Graffen zu Schwartzburg die Lehn-Leute ihrer dießfals getragenen Pflicht erlaſſen / und darmit reſp. an Ihro Churfürſtl. Gnaden und Herrn Graffen von Hatzfeld gewieſen werden. Ob auch wohl das Dorff Stäten vermöge des Leipziger Receſſes gegen ein gleichmäſſiges Lehn / Ihro Churfl. Gnaden zu Maintz cum omni Jure bleiben ſolte; ſo ſeind ſie jedoch Ihrer Fürſtl. Durchl. zu Sachſen-Gotha zu freundlichem Gefallen hievon gutwillig abgeſtanden / und werden nicht weniger die Herren Graffen zu Schwartzburg bey ihren biß dato daſelbſt gehabten Rechten allerdings gelaſſen.

So wirds auch bey dem von Ihro Churfürſtl. Gnaden zu Mayntz / ratione der Mayntziſchen Lehnſtücke / ſo Hertzog Friedrich Wilhelm zu Sachſen Adminiſtrator, Chriſtlöbl. Andenckens Anno 1591. von Graff Carln von Gleichen ſeel. erkaufft / Krafft des Leipziger Receſſes in ſolche Alienation und des gemeldten Jahrs darüber auffgerichteten Kauffbrieffes allbereit gegebenen Conſens nochmahls beſtändig gelaſſen; und deßwegen ein abſonderlicher Conſens-Brieff ſub Lit. R. ausgeantwortet; Und weil die fernere Handlung wegen der Crannichfelder See-Teiche und Mühlſtädten / Wieſenwachs / auch Blanckenhayn / und Nieder-Crannichfelder Hohen-Jagden / wozu das Fürſtl. Hauß Sachſen-Gotha und Weimar / ſich freywillig erkläret hat / annoch nicht vorgangen; So ſoll ſolche auf des Herren Graffens von Hatzfeld erwartendes Nachſuchen und Vorſchlägen unter die Hand genommen werden.

Hiernechſt hat dem Fürſtl. Hauſe Sachſen der Herr Graff von Hatzfeld gegen Empfahung ſeines Pfandſchillings / welcher ſich auff 27000. fl. befinden / das Dorff Mückeroda abzutreten ſich erkläret; und ſoll auch das Fürſtl. Hauß in poſſeſſione vel quaſi des Dorffs Neuendorff verbleiben / biß an Chur-Mayntzl. ſeiten das Dominium Directum erwieſen werden wird; Jedoch daß ſolches binnen 4. Jahren geſchehe / in Verbleibung deſſen aber das Fürſtliche Hauß Sachſen fernern Anſpruchs enthoben ſeyn ſolle.

Das Gräfliche Gleichl. Archiv. betreffend / hat ſich daſſelbe beym Fürſtl. Hauſe Sachſen nicht finden wollen; Jedoch wird man Fürſtlicher Sächſ. ſeiten dero Regierungen und Hoff-Gericht anbefehlen / daß die von Merſeburg contra Hohenlon ventilirte Acta dem Hrn. Grafen von Hatzfeld auf anſuchen wegen vorgeleget / und / ſo viel daraus vonnöthen / in copia abgefolget werden.

12. Weil vom Fürſtl. Hauß Sachſen-Weimar dero Beamten in der Voigtey Brembach und Groſſen-Obringen gewiſſer Immiſſions-Befehl ertheilet / und die Carthauß in ihre daſelbſt habende Güter und Zinſen würcklichen immittiret werden; ſo hat dieſelbe ratione fructuum perceptorum & expenſarum ſub Lit. S. ſchrifftliche Verzicht ausgehändiget.

13. Die von denen in Fürſtl. Sächſ. Territorio gelegenen / Mayntziſcher Geiſtligkeit eigenthümlich zuſtehenden Erbzinſen und Gütern zu fordern habende ordinar-Steuer / iſt auf Ihro Churfürſtl. Gnaden zu Mayntz bewegliches Zureden / und in Anſehung deſſen / daß die Beſitzer der Aecker und Zinß-Güther ohne das die Steuren / wie bißhero zu entrichten / von geſamtem Fürſtl. Hauſe Sachſen / gleich vorhin von Sachſen-Altenburg geſchehen / dergeſtalt moderiret / daß ſie ins künfftige den 6ten Theil aller gangbaren Erbzinſen und Gefällen / an ſtatt ſolcher Steuern zurück laſſen; Jedoch die Fürſtl. Bediente dieſen für die Steuer beſtimten Antheil Zinſen nicht an einem Ort vor den andern / ſondern jedes Ortes abſonderlich erheben und abziehen / und darneben / daß annehmliche Frucht geliefert werde / beobachten / auch jedesmahl die Stiffts-Bediente / daß ſolcher Zinß-Antheil an ſtatt der Steuer verglichener maſſen abgetragen worden / quittiren / der Geiſtlichkeit auch zu denen noch ungangbaren Zinſen / ehiſter Möglichkeit nach / verhelffen / ſelbige biß zu erlangter Richtigkeit auch nicht beygeleget / und ſo wohl gangbare als ungangbare Zinſen / von allen extraordinar-Anlagen / Inhalts des Haupt-Receſſes / freygelaſſen werden ſollen.

14. Bey dem 14. Articul iſt kein præſtandum vor / ſondern es bey dem Vertrag de Anno 1553. gelaſſen worden.

15. Wie auch ſo viel den 15. Articul betrifft / es bey dem Leipzigſ. Receſs ſein Bewenden hat.

16. Seind die zwiſchen der Walſchleber und Ringleber / dann Sprötau und Vippacher / wie auch klein Brembacher Fluhren vorgeweſene ſtrittigkeiten / vermittelſt zuſammengeſchickter Beamten und bedienten auf vorhero genommenen Augenſchein / auch eingezogene Kundſchaffe meiſtentheils gütlich hin- und beygeleget worden / und ſoll auch das übrige gleichergeſtalt ehiſtens vorgenommen / und erörtert werden.

17. Und ob zwar durch den Weſtphäliſchen Friedenſchluß die Stadt Erffurth / und alle dazugehörige / ihrer Religions-Freyheit vorhin genugſam verſichert; ſo haben dennoch Ihre Churfl. Gnaden zu Mayntz und dero Ertzſtifft / zu allem überfluß / auff Begehren des Fürſtl. Hauſes Sachſen / die Unterthanen / Adel- und Unadeliche / Geiſt- und Weltliche in dem Erffurtiſchen Diſtrict, wie auch denen Pfands-Aemtern Tonndorff und Mühlberg / ebenergeſtalt Iſſeroda / auch Gleichiſchen und allen andern in dieſem Vergleich berührten und abgetretenen Oerthern / da das Exercitium Augſpurgiſcher Confeſſion in Kirchen und Schulen jetzo üblich / und was in dem 17. Articul des Leipzigiſchen Receſſes weiter enthalten / darbey ohnhinderlich und ohne Eintrag / zu laſſen / beygehende Verſicherung mit Conſens des Thum-Capituls ſub Lit. T. gnädigſt ertheilet.

18. 19. 20. Wegen verglichener Adminiſtration der Juſtiz in künfftigen Irrungen zwiſchen Chur-Mayntziſ. und Fürſtl. Sächſ. Unterthanen / beyderſeits Renunciation auf alle Prætenſiones, und gegen den Leipziger Receß lauffender Ausreden / auch beſtändiger ſtetswährender ewiger Freundſchafft / hat es allerdings bey erſterwehntem Receß und den darinne beſchriebenen modo procedendi ſein Bewenden; Und ſoll die Kayſerl. Maj. ebenfals zu mehrer Bekräfftigung dieſes Receſſes umb allergnädigſte Confirmation gebührend erſuchet werden.

Zu Uhrkund deſſen iſt gegenwärtiger Receß aufgerichtet / und biß zu Erfolgung deren ſämtlichen Chur- und Fürſtlichen Herren Principalen und Intereſſenten Subſcription und Beſiegelung / welche innerhalb Monatsfriſt / von dato an / von einem jeden Ihro Churfürſtl. Durchl. zu Sachſen als Mediatorn ohnfehlbar eingeſchicket werden ſoll / von denen anweſenden Räthen und Abgeſandten Krafft habender Vollmachten vollzogen worden / alles treulich und ſonder Gefährde. So geſchehen den 26. (16.) May / Anno 1667.

Friedrich Greiffenclau von Vollrath wegen Chur-Mayntz.

Gerlach Molitoris D. Chur-Mayntziſcher Rath.

Wolff Conrad von Thumbshirn / wegen Sachſen-Altenburg.

Hannß Dietrich von Schönberg / wegen Sachſen-Altenburg.

Rudolph Wilhelmus Krauſe / wegen Sachſen-Weimar.

XIV.

Proteſtation und Contradiction Hertzogs Joachim Ernſt zu Holſtein-Plön / wider die von Graff Antonio zu Altenburg vor und im Nahmen Ihro Königl. Majeſt. in Dännemarck und des Herrn Hertzogs zu Holſtein-Gottorff Durchl. ergriffene poſſeſſion der Graffſchafften Oldenburg und Delmenhorſt. Geſchehen Plön den 2. July 1667. [Vorſtell. des nähern Succeſſions-Rechts Hertzogs Joach. Ernſts zu Schleswig-Holſtein zu den Graffſchafften Oldenburg und Delmenhorſt vor Ihro Königl. Majeſt. zu Dännemarck ꝛc. ſub Num. III. in Append. *Diar. Europ.* Contin. XIX. pag. 117.]

2. Juill.

C'eſt-à-dire,

Proteſtation de JOACHIM *Duc de Holſtein-Ploen contre la priſe de Poſſeſſion, des Comtés d'Oldenburg & Delmenhorſt, faite par* ANTHOINE *Comte d'Altenbourg au nom du Roi de Dannemarc, & du Duc de Holſtein-Gottorp. A Ploen le 2. Juillet 1667.*

VOn GOttes Gnaden Wir Joachim Ernſt / Erbe zu Norwegen / Hertzog zu Schleßwig / Holſtein / Stormarn und der Ditmarſchen / Graffe zu Oldenburg und Delmenhorſt / ꝛc. Thun vor Uns und Unſere Nachkommen hiemit kund an männiglich / tragen auch keinen zweiffel / es werde allen denen jenigen / welchen von des Heil. Röm. Reichs Actis publicis einige wiſſenſchafft beywohnet / allbereit zur genüge kund ſeyn / was geſtalt von J. J. Weyl. Kayſ. Kayſ. Maj. Maximiliano II. und Ferdinando III. glorwürdigſten andenckens / denen Hertzogen zu Schleßwig-Holſtein / allerſeits Linien und Häuſern die Anwartung auf die Graffſchafften Oldenburg und Delmenhorſt / als einſtmaligen Agnatis allergnädigſt ertheilet / und in denen darüber außgefertigten Kayſerl. Expectantz-Brieffen es alſo verordnet worden / daß bey abgehender Gräffl. Oldenburgiſchen Linien von denen Hertzogen zu Schleßwig-Holſtein der proximior gradus, oder wann ſie deßfals pares wären / der Senior vor allen andern / in beyde obgenannte Graffſchafften ſuccediren ſolte.

Wann es nun dem Allerhöchſten gefallen / uns diß zu dem tödlichen Hintritt des am 19. des verwichenen Monaths ſeel. verſchie-

Digitized by Google

ſchiedenen letzten Herrn Grafen zu Oldenburg das Leben zu friſten/ und wir demnach unter allen/ jetziger Zeit lebenden Hertzogen zu Schleßwig-Holſtein/ ꝛc. an erlebten Jahren/ nicht allein der älteſte/ ſondern auch noch umb einen Grad des vor hochermeldten letzten Herrn Grafen zu Oldenburg ſeel. Gedächtnuß/ nechſter Vetter ſind/ ſo hätten wir verhoffet/ man würde der ex proximioritate ſanguinis uns allein zukommender/ und in denen Käyſerl. Expectantz Brieffen veſt fundirter Succeſſions Gerechtigkeit/ ihren vigor gelaſſen/ uns in keinem wege eingegriffen/ und bevorab die ſämbtliche Gräfl. Oldenburg- und Delmenhorſtiſche Land-Stände (zumahl ſie unſere notoriſche und im gantzen Reich kundbahre Jura, als höchſt intereſſirte Perſonen/ unmüglich ignoriren können) ſich keiner andern Herrſchafft verpflichtet/ und unterthänig gemacht haben. Wir ſind aber wider alle ſolche gute Zuverſicht/ mit nicht weniger verwunderung in Erfahrenheit kommen/ daß alſo fort deß andern Tages/ nach obbeſagten Gräfl. Todesfall/ Herr Graff Anthonius zu Altenburg vor und im Namen Jhrer Königl. Majeſt. zu Dennemarck/ ꝛc. und des Herrn Hertzogen zu Schleßwig-Holſtein-Gottorff/ ꝛc. Ldd. eine vermeintliche poſſeſſion derer Graffſchafften ſich angemaſſet/ und die Huldigung von denen Unterthanen bey geſchloſſenen Pforten gefordert und angenommen. Gleich wie nun ſolches thätlich Vornehmen/ nicht allein denen klaren Käyſerl. Verordnungen/ und Befelch unverantwortlich zuwider laufft/ wir auch und alle unſere Erben und Nachkommen/ als ein jeder verſtändiger leicht zu ermeſſen hat/ hierdurch an unſern wohlhergebrachten Rechten/ mit unerſetzlichen ſchaden gefährdet werden; Alſo müſſen wir billich/ vor Uns und unſere Nachkommen/ allen ſolchen attentatis feyerlich contradiciren/ wie wir denenſelben hiemit nochmahls in optima forma widerſprechen/ und ſie vor eigenmächtig und nichtig halten/ auch darwider Uns und Unſern Nachkommen alle rechtliche Hülffs-mittel und competirende Jura wollen reſerviret/ und dabey expreſſe proteſtirt haben/ daß unſer bißheriges Stillſchweigen (indeme wir wegen Entlegenheit des Orthes von der Sachen gründliche nachricht nicht eher erlangen können) auch alles andern was in dieſem Succeſſions-fall/ vom hohen Gegentheil biß anhero de facto geſchehen/ oder noch künfftig vorgenommen möchte werden/ niemanden zu Erlangung oder Beweiß einigen Rechtens dienen/ noch irgend zu einem Behelff wider Uns/ und unſere Nachkommen/ angezogen werden ſolle. Zu mehrern Urkund und kräfftigen Valor haben wir dieſe offenbahre Proteſtation eigenhändig unterſchrieben und mit unſerm Fürſtl. Secret beſiegeln laſſen. So geſchehen auf unſerm Hauß Ploen/ den 3. July Anno 1667.

XV.

Juill. *Pacta prævia inter* CAROLUM XI. *Regem Suecorum & Ordines Generales* FOEDERATARUM BELGII PROVINCIARUM *conventa, ſuper Deſignatione Mercium quæ pro vetitis ſive Contrabandis habendæ ſunt. Dat. Hagæ Comitum die* $\frac{18}{28}$ *Julii* 1667. [Copie tirée des Archives de l'Ambaſſade d'Eſpagne à la Haye, du tems de *Charles II.* & meilleure que celle de la premiere Edition, de ce Grand Recueil de Hollande. Tom. IV. pag. 203.]

Pacta prævia inter Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum *Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem & Principem Hæreditarium, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Eſtoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomoraniæ, Caſſubiæ & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ & Wiſmariæ; Nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducem, & Celſos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales* Fœderati Belgii, *ſuper Mercium quæ pro vetitis ſive* Contrabandis *habendæ deſignatione aliiſque eo pertinentibus negotiis, communi conſenſu placita, protenus quidem ad amuſſim præſtanda atque adimplenda, dehinc autem ſolemni de re maritima Tractatu inter Sereniſſ. Regiam Majeſt.* Sueciæ, *& Celſitudinem D. D. Ordinum ſanciendo, inſerenda.*

I. SUbditis ac Incolis *Sueciæ*, ſimul ac *Fœderati Belgii*, plena Commerciorum atque Navigationis hinc inde libertas erit per Regna, Status, Ditiones & Provincias, quæ cum Seren. Regia Majeſt. Sueciæ, aut cum Celſitudine D.D. Ordinum Generalium *Fœderati Belgii*, Pacis, Amicitiæ aut Neutralitatis jus ſive jam nunc exercent, ſive exercebunt inpoſterum. Eaque libertas nequaquam interpellenda aut turbanda per alterutrius Partis ejusve Subditorum navigia ex occaſione inimicitiarum, quæ illi ejusve Succeſſoribus intercedunt fortè, vel de futuro ſint interceſſuræ, cum Regnis, Statu, Ditionibus, quibuscum Parti alteri jus Fœderum aut Neutralitatis intercedat, interceſſurumve ſit.

II. Nec propterea liceat tamen aut fas ſit, Subditis, Incoliſvè Ditionis alterutrius Fœderatorum prohibitas Merces (quas *Contrabandas* vocant) importare in Regna vel Regiones, quibuscum quidem ipſe ex ſua parte aut Amicitiam, aut Neutralitatem colat, ſed adverſum quos alter Fœderatorum Bello vel jam implicetur, vel implicandus ſit de futuro.

III. Ut verò evitentur penitus atque amoveantur Controverſiæ & diſceptationes, quæ ob deſignandam jam dictam Mercem de *Contrabanda* oriri aliquando poſſent, convenit utrinque ac pro te rata habitum eſt, hoc in numero duci & cenſeri oportere Arma quævis ad vim tam propulſandam quam inferendam apta, præſertim quæ ignem concipiunt pulvere tormentario, quem dicunt, admoto, aliaque eodem pertinentia, ejus verò generis intelligantur *Tormenta Bellica majora & minora* omnis generis, quæ *Canones* & *Sclopeta* vulgo dicuntur, *Mortaria*, *Petardæ*, *Bombæ*, *Granatæ*, *Sauciſiæ*, *Coronæ Piceæ*, *affentiæ*, *Furcæ Sclopetariæ*, *Bandelaria*, *Pulvis Tormentarius*, *Fomites ſive Lonten*, *Glandes Tormentariæ tam ferreæ quam plumbeæ*, *Nitrum ſive Salpetræ*, *Enſes*, *Lanceæ*, *Haſtæ*, *Hellebardæ*, *Bipennes*, *Flagella armata*, *Cuſpides*, & reliqua id genus Arma ad vim inferendam apta. Tum *Caſſides*, *Galeæ*, *Loricæ*, *Thoraces ænei ferreique*, *Clipei*, aliaque arma ad vim arcendam idonea, præterea ad Bellum inſtruendum utilia quæcumque, nempe *Equi*, *Ephippia*, *Sclopetorum Equiſtrium reconditoria*, & quicquid denique utile aut neceſſarium ad inſtruendos equos tam Turmarum equeſtrium, quam rei tormentariæ, niſi numero ſint admodum exiguo, ut inde conjectura probabilis elici poſſit, eadem non ad Bellum ſed ad alios uſus eſſe deſtinata.

IV. Merci prohibitæ nequaquam accenſebuntur, *Pecunia*, *Frumenti* ac *leguminis* genus omne, *Sal*, *Vinum*, *Oleum*, nec quicquid ad *victum* aut *alimentum* refertur, ſed nec *Ferrum*, *Cuprum*, *Æs*, nec quidquid ad Naves conſtruendas, inſtruendasvè, neceſſarium eſt, cujus notæ ſunt *Cannabis*, *Linteamen velis nauticis* aptum, *Picis tam liquidæ quam aridæ* omne genus, *Mali*, *Trabes*, *lignum incurvum*, *Tabulæ navales*, *rudentes*, *anchoræ*, vel *anchorarum partes quælibet*, hoc in numero habebuntur, nec aliæ Merces, quæ pro terreſtri vel maritimo Bello *formam* non acceperunt, multò minus hæ, quæ ad alium quemvis uſum jam apparatæ ac conformatæ ſunt, nec aliud Mercimonii genus quodcumque, quod præcedenti paragrapho deſignatum non ſit. Sed id omne transportari huc illuc licebit, etiam ad illas Nationes quibuscum Fœderatorum alter Bello jam nunc involutus eſt, aut poſtmodum involvi poſſet.

V. Attamen nec *Pecuniam* nec *Commeatum* aut quicquid vitæ per *alimentum* ſuſtentandæ conducit, quod jam ſupra paragrapho *quarto* inter licitam Mercem ſit numeratum, nec Militem nec quid aliud ex hisce rebus, quæ Hoſti in commodum vel adjumentum modo quocumque cedant, ſubmitti hinc inde fas eſto ad Munimenta, Oppida vel loca præſidio militari inſtructa, quamdiu ea ipſa per Militem Fœderati alterutrius, reſpectu locorum in Oris maritimis ſitorum, tam Terra quam Mari, obſidione cingi vel manu armata aſſideri continget, animo eadem in poteſtatem ſuam redigendi.

VI. Porrò ut impediatur, ne Merces in illicitis jam deſignatæ ad Hoſtem Fœderati alterutrius ſubvehantur, vel etiam ne, ſub hoc ipſo ſubvectionis impediendæ prætextu, libertas ſecuritasque Navigationis & Commerciorum detrimenti quid capiat, ab Incolis, Subditisque Ditionis alterutrius obviis locorum, tam in Portu atque Statione navali alterutrius Fœderati, quam in aperto Mari, nihil omninò requiri aut exigi jus eſto, præter exhibitionem talis Diplomatis, quale utrimque uſus hactenus confirmavit, aut quale deinceps per Pacta rei maritimæ utrimque ineunda ratum habebitur; Exhiberi ad hæc neceſſum erit Literas *Paſſeportus*, in quibus quantitas qualitasque Mercis, quâ Navis onerata eſt, deſignetur, & eas quidem indultas ab Officialibus publicè auctoritate conſtitutis illic locorum, unde Merx ipſa transportatur, & juxta quas Jura, quæ pro Mercimoniis transportandis debebantur, perſoluta ſunt; quod ſi Navis hæc non nihil Mercium vetitarum, quas de *Contrabanda* vocant, vehit, oportebit in Literis *Paſſeportus* exprimi, atque deſignari ea loca, ad quæ id genus

nus Merces devehendæ ſunt; poſt quam exhibitionem ſcrutationi aut viſitationi Naves, Merceſque non ſubjicientur, nec quicquam damni, moræ aut moleſtiæ iiſdem, quocumque ſub prætextu objicietur.

VII. Quod ſi conſtiterit Naves ad Subditos alterutrius Fœderati pertinentes, quæ ex toto vel ex parte Merce interdicta hujuſcemodi oneratæ ſint, ad Portum quem hoſtilem aut ad loca inimicæ Ditioni ſubjecta deſtinari, Merx omnis ejuſcemodi prohibita per Judicem competentem Fiſco addicetur. Naves ipſæ & quod reliquum Mercimonii haud vetiti in iis erit, totum à Fiſco illibatumque permanebit.

VIII. Bona ſive Merx quæcumque pertinens ad Subditos Fœderatorum alterutri, etiam illa, quam ex ſuperiorum Paragraphorum Auctoritate permiſſam ac neutiquam prohibitam eſſe conſtabit, in Navibus *inimicis* fortè deprehenſa, in prædam occupanti cedat, ac Fiſco addicatur, ulla ſine exceptione; Contra totum omninò & immune à Fiſco habeatur quicquid Navigiis ad Fœderati alterutrius Subditos pertinentibus concredetur, utcumque ſit Parti alterutri inimicorum, excepta ſolummodo Merce de *Contrabanda* ad Portum hoſtilem deſtinata, adverſus quam procedatur per modos jam ſupra deſignatos, ſed & *vectores* quoſcumque quamvis Subditos inimicos Partis alterutrius, tutos navigare conveniet, dum devehuntur aliquo in Navi Partis Fœderatæ hujus vel illius, nec eos inde avelli aut auferri licebit, exceptis tantum *Ducibus* ſive Officialibus hoſtilibus.

IX. Denique D. D. Ordines ſtatim poſt ſubſcriptionem harum Tabularum mandabunt, ut Naves Merxque omnis ad Subditos *Suecanæ* Ditionis pertinentes, atque ex auctoritate Paragraphorum ſuperiorum pro licitis habendæ, quas in poteſtate occupantium, aut in Cuſtodia *Admiralitatis* Belgicæ liquebit etiamnum detineri, nec Fiſco hactenus addictas eſſe, quaſve occupari, poſtquam Pactis hiſce jam ſubſcriptum erit, continget, quantociùs Proprietariis reſtituantur.

X. Quantum verò attinet ad reſtitutionem Navium Merciumque quarundam *Suecanarum*, quas per Sententiam ſolemnem Collegiorum rei maritimæ ſive Admiralitatis per *Fœderatum Belgium* pro Jure captis habitas, ac proinde Fiſco addictas eſſe conſtabit, cum nomine Regiæ Majeſtatis Sueciæ contendatur, urgeaturque ſolemnes haſce Sententias ſub fundamento minus ſtabili ſolidoque ac parum validis de cauſa, quæ per Patronos Fiſci Admiralitatis in rem ſuam ſint allegatæ, latas fuiſſe, curæ erit D. D. Ordinibus ut ejuſcemodi Sententiæ ſecundum Leges & Statuta Fœderati Belgii per *Reviſionis*, quam vocant, formam, altiori, attentiorique indagini permittantur, Judicibuſque *Admiralitatis* Ordinariis, alii extra ordinem, ut fieri conſuevit, Judices periti, quique in partibus non ſint, adjungantur. Quod ſi rationes nonnullas ſolidas in cauſam continget proferri, quæ conducant ad revocandos *fatalium reviſionis*, aliorumvè defectuum neglectuumvè decurſus; poſt elapſum jam illi perſequendæ tempus præſcriptum, iis locum haud quaquam defore D. D. Ordines pollicentur.

Hiſce Pactis ſubſcriptum eſt per nos Legatum & Ablegatum Extraordinarios S. Reg. Majeſtatis *Sueciæ* ab una parte, à parte verò altera per nos Commiſſarios Celſitudinis D. D. Ordinum *Fœderati Belgii* Generalium, & de Pactis iiſdem utrimque debitum in modum convenit. Promittentes nos hinc inde hæc ipſa Pacta per Regiam Majeſtatem *Sueciæ*, ac Celſitudinem Dominorum Ordinum Generalium ratihabenda, ratihabitionemque hinc inde exhibendam ac tradendam fore intra ſpatium *trium menſium*. Cujus in rei fidem majorem manu noſtra, noſtroque Sigillo hoc Diploma ſancivimus. Actum Hagæ-Comitum Anno 1667. die 15. Julii.

(L. S.) *Chriſtoph. Delphicus B. ac Comes à Dhona.*
(L. S.) *Haraldus Appelboom.*

(L. S.) *J. van Gent.*
(L. S.) *B. d'Aſperen.*
(L. S.) *Johan de Witt.*
(L. S.) *M. van Crommon.*
(L. S.) *J. Hoolck.*
(L. S.) *E. van Bootsma.*
(L. S.) *W. Royer.*
(L. S.) *J. Iſſebrandts.*

Articuli ſeparati.

QUandoquidem Paragrapho *quarto* Conventionis præviæ, hodie inter Dominos Legatum & Ablegatum Reg. Majeſt. *Sueciæ* extraordinarios, Celſitudiniſque D. D. Ordinum Generalium *Fœderati Belgii* Commiſſarios concluſæ generatim ſtatutum ſit, in vetitarum Mercium, quas *Contrabandas* vocant, numerum referendum non eſſe, quicquid ad Naves conſtruendas inſtruendaſve conducit, cujus ſunt notæ, *Cannabis, linteamen velis nauticis aptum, Picis, tam liquidæ quam aridæ* omne genus, *Mali, Trabes, lignum incurvum, tabulæ navales, rudentes, anchoræ* earumque partes quælibet, ſed ea omnia à Fœderati alterutrius Subditis liberè tranſportari poſſe, etiam ad eas Nationes quibuſcum Fœderatorum alter Bello jam implicitus eſt, vel cui poſthac Bello implicari forte continget. At verò quando R. Majeſt. *Sueciæ* plena jam nunc gaudet Pace, nec ulla omnino depræliatur cum Gente, contraque *Fœderati Belgii* Reſpublica cum *Britanniarum* Rege Bello decertat navali, atque hanc ob cauſam D. D. Ord. declarant durante hoc rerum ſtatu permitti aut indulgeri abs ſeſe nequaquam poſſe, ut ne inter Mercem *illicitam* habeatur, ac proinde Fiſco prædæque non ſit obnoxium omne id, quod ad conſtruendas inſtruendaſve Naves bellicas referri poteſt, ut ſunt *Cannabis, linteamen velis nauticis aptum, Picis tam liquidæ quam aridæ omne genus, Mali majores, Trabes majores, lignum incurvum, Tabulæ navales querneæ, rudentes majoris generis, majores anchoræ*, earumque partes quælibet, quoticunque hæc omnia aut ſingula devehentur in loca Ditionis *Britanniæ*, utpote inſtrumenta præcipua, per quæ à *Britannis Fœderato Belgio* damnum vel maximè infertur. Itaque ut de vero ac genuino iſtius Paragraphi *quarti* ſenſu conſtet, invicem placuit atque decretum eſt, licitum nullatenus fore, modo deſignatas Merces, quæ ad Naves Bellicas conſtruendas inſtruendaſve requiruntur, in Portus aliave loca ſub Imperio Magnæ *Britanniæ* Regis conſtituta per omne Belli hujuſce Britannici tempus ſubvehere, ac D. D. Ordinibus Jus poteſtatemque manere, earum quamlibet, quandocunque illuc devehi deprehendetur, intercipiendi ac Fiſco addicendi. Ad quaſcunque autem alias Gentes, quibuſcum *Fœderatorum* uterque Pacis, Amicitiæ vel Neutralitatis jura exercet, Merces haſce ipſas & Navale Inſtrumentum omne libere ac tuto devehere permiſſum erit.

II. Cum autem nomine S. Reg. Majeſt. *Sueciæ* expoſitum ſit, hac præſentis Belli Anglo-Belgici occaſione evenire frequenter, Naves *Suecanas* in *Fœderati Belgii* Ditionem appulſas Sociis Navalibus privari, qui muneribus forte aut ſtipendiis menſtruis aliquanto largioribus invitati alibi operam ſuam addicant, unde incommodi non parum ad *Suecanarum* Navium Magiſtros, diſceſſum molientes redundet, cum haud liceat illis per edicta D. D. Ordinum, novos ex *Fœderati Belgii* Incolis Socios Navales loco elabentium deligere, ſibique adſciſcere; Ea propter D. D. Ordines, quo palam faciant R. S. M. affectum ſuum *Suecanæ* Navigationis commoda promovendi, promittunt, ſi quando Navium *Suecanarum* Magiſtri oſtenderint, Socium Socioſve ſuos Navales fugitivos operam ſuam *Fœderato Belgio* addixiſſe, ac ſub hujus vel iſtius Navis Belgicæ Præfecto reipſa ſtipendia mereri, de rigore Edictorum ſuorum remiſſuros, Naviumque *Suecanarum* Magiſtris poteſtatem facturos, Socios Navales alios pari numero in locum fugitivorum horum deligendi, obſequiiſque ſuis addicendi.

III. Præterea ne impenſæ Judicii *Reviſorii*, quod beneficio Paragraphi decimi modo dictæ *Conventionis præviæ* inſtitui poterit, eorum, quorum intereſt ſingulis nimis graves ſint, vel quemquam à perſequendo Jure ſuo deterreant, promittunt itidem D. D. Ordines ſeſe Cauſas eorum omnes, quibus Diplomata *Reviſionis* indulſerunt, iiſdem Judicibus extra ordinem deligendis Judicibuſque Admiralitatis Ordinariis adjungendis, junctim decidendas commiſſuros.

Pacta hæc ejuſdem roboris fore cum reliquis modo dicta Conventione prævia comprehenſis, eademque fide præſtanda, ac eodem tempore à Dominis Superioribus reſpective noſtris ratihabenda ſpondemus. Cujus in rei fidem majorem manu noſtra, noſtroque Sigillo Tabulas haſce ſancivimus. Actum Hagæ Comitum die 16. Julii 1667.

(L. S.) *Chriſtoph. Delphicus B. ac Comes à Dona.*
(L. S.) *Haraldus Appelboom.*

(L. S.) *J. van Gent.*
(L. S.) *B. d'Aſperen.*
(L. S.) *Johan de Wit.*
(L. S.) *M. van Crommon.*
(L. S.) *G. Hoolck.*
(L. S.) *E. van Bootsma.*
(L. S.) *W. Royer.*
(L. S.) *J. Tibrants.*

XVI.

ANNO 1667.

XVI.

18. Juill. *Traité de continuation de Paix entre* CHARLES XI. *Roi de Suède, & les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *Fait à la Haye, le* 18. *Juillet*, 1667. [AITZEMA, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XIII. pag. 485. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans le *Diarium Europæum*. Contin. XX. Append. pag. 39.]

SUEDE ET DES PROVINCES-UNIES.

SEreniſſimi ac Potentiſſimi Principis ac Domini, Domini *Caroli*, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regis & Principis Hæreditarii, Magni Principis Finlandiæ, Ducis Scaniæ, Ethoniæ, Livoniæ, Carelliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ & Vandaliæ, Principis Rugiæ, Domini Ingriæ & Wiſmariæ, nec non Comitis Palatini Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducis, Legatus extraordinarius, Campi Mareſchallus, Conſiliarius Bellicus *Chriſtophorus Delphicus*, Burggravius & Comes in *Dhona*, Hæreditarius Dominus in Carwinden, Schlobitten, Borgdorf, Stockenfels, & Fiſchbach, S. R. M. Sueciæ Ablegatus extraordinarius; & Conſiliarius Aulicus *Haraldus Appelboom*, Hæreditarius de Suderbii; Nec non Celſorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii ad hunc actum ſpecialiter Deputati Commiſſarii *Johan Baro de Gent*, *Philippus Jacobus van den Boetſelaer*, *Baro d'Aſperen*, *Johan de With*, Conſiliarius & Penſionarius Hollandiæ & Weſt Friſiæ, *Joannes Kien*, *Gysbertus vander Hoolck*, Senator atque Exconſul Ultrajectinus, *Epæus Bootsma*, *Everwyn van Bentheim* J. U. D. & *Johan Tjarts* Senator Groninganus, reſpectivè Deputati Ordinarii ad Conſeſſum Ordinum Generalium Fœderati Belgii nomine Provinciarum Gelriæ, Hollandiæ, Weſtfriſiæque, Zelandiæ, Ultrajecti, Friſiæ, Tranſiſulaniæ, & Groningæ Omlandiæque. Notum teſtatumque facimus, quod ſicuti S. Reg. M. Prædeceſſoribus Regibus *Sueciæ*, & Celſitudini Dominorum *Ordinum Generalium* Fœderati Belgii conſtans ſemper fuit propoſitum, ac propenſiſſima voluntas ſtabiliendi atque promovendi veterem illam amicitiam atque neceſſitudinem quæ à multis retro annis inter eos viguit, ac magno utriuſque Subditorum commodo arctioribus aliquot Fœderum vinculis firmata fuit, Nec non in herba opprimendi atque componendi omnes difficultates atque controverſias, quæ prout variæ ſunt rerum humanarum viciſſitudines, ſubinde enatæ fuerunt, quo ſuus in perpetuum dictæ Amicitiæ, Fœderibuſque vigor conſtaret atque conſervaretur, ita etiam Impræſentiarum Domini ac Superiores reſpectivè noſtri laudabili majorum atque Prædeceſſorum ſuorum inſtituto inſiſtere decreverint, nobiſque in mandatis dederint, ut examinatis probeque perpenſis omnibus iis, quæ S. R. M. *Sueciæ* ac Celſitudo D. D. Ordinum Generalium *Fœderati Belgii*, pro Jure Amicitiæ ac vigore Fœderum à ſeſe invicem deſiderare profitentur, eò conſilia noſtra dirigeremus, quò dictis Dominorum atque Superiorum noſtrorum votis ſatisfieret, atque ut ſtatueremus & decerneremus omne id, quod in turbato hocce rerum ſtatu bono communi conducere judicaremus. In eum itaque finem congreſſi, matura inſtituta deliberatione, & exhibitis Procuratoriis vigore Poteſtatis nobis per ea conceſſæ, In ſequentia Capita conſenſimus & convenimus.

I. Inprimis quidem ſit ac maneat in perpetuum inter Sereniſſimum ac Potentiſſimum Regem Sueciæ, & Celſos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii, eorumque reſpectivè Regna, Ditiones, Provincias, ac Subditos, ſublatis & abolitis omnibus controverſiis & ſimultatibus, priſtina, vera, fida, ac conſtans amicitia & neceſſitudo arctiſſima; ſint itidem ac maneant in pleniſſimo vigore antiqua Fœdera & Pacta inter S. R. M. Sueciæ & Celſitudinem Dominorum Ordinum Generalium *Fœderati Belgii* annis reſpectivè 1640. *Holmiæ*, 1645. Suderocæ, & 1665. *Elbingæ* in Boruſſia concluſa, cum omnibus eorundem Articulis, tanquam præcipuum & immotum illius amicitiæ & neceſſitudinis arctioris fundamentum & vinculum.

II. Quo autem de fide iſtius amicitiæ, & confidentiæ ſincere ſerioque ſervandæ cultu, deque effectu & reali præſtatione eorum, quæ in ſupradictis Fœderibus invicem promiſſa ſunt, Sereniſſimus ac Potentiſſimus Rex Sueciæ, & Celſi ac Præpotentes D. D. Ordines Generales *Fœderati Belgii* omnino certi eſſe poſſint, declarant, nulla ſeſe habere cum quoquam Fœdera, aliaſve Conventiones, quæ ſupradictis Fœderibus, Pactiſve præſentibus adverſentur, vel quoquo modo impedimento ſint, quo minus ea in omnibus ſuis Articulis & Capitibus bona fide adimplere poſſint.

ANNO 1667.

III. Quandoquidem vero ſuper dicto Fœdere inter S. R. M. Sueciæ & Celſitudinem Dominorum Ordinum Generalium *Fœderati Belgii*, die 1. Septembris Anni 1656. *Elbingæ* in Boruſſia ſancito, Tractatus vulgo dictus *Elucidationum* Helſingoræ die 29. *Novemb.* Anni 1659. concluſus fuerit, ejuſque abrogationem dicta S. R. M. poſtea mutuo conſenſu decerni petierit, Celſiſque ac Præpotentibus D. D. Ord. jam Anno 1666. proxime elapſo placuerit deſideriis Regiis annuere, adeoque inter Suæ Majeſt. Commiſſarios ac Fœderati Belgii eo tempore in Sueciam extra ordinem Deputatum, ea de re jam tum convenerit; idcirco quo iſthæc Fœderatorum utriuſque Conſilia ſcopum quo collimaverant, omnino aſſequantur, placuit Conventione hacce mutua eadem ſancire, iſtumque Tractatum *Elucidationum* Fœderis *Elbingenſis*, die 29. *Novemb.* Anni 1659. concluſum, *abrogare*, *diſſolvere*, *vimque & effectum ejuſdem plane & in perpetuum reſcindere*, *extinguere*, *irritumque & omnino nullum declarare*, quemadmodum idem vi ac vigore præſentium abrogatur, diſſolvitur, viſque & effectus ejuſdem plane & in perpetuum reſcinditur, extinguitur, irrituſque & omnino nullus declaratur. Ita tamen ut ipſimet Tractatui *Elbingenſi* nihilominus vigor ſuus in omnibus illæſus atque illibatus conſtet atque conſervetur, prout verus ac genuinus verborum ejus ſenſus dictat atque præſcribit.

IV. Vigeat præterea liber Navigationis ac Commerciorum uſus, juxta priorum Fœderum tenorem Pactaque nupera de *vetitarum Mercium*, quas *Contrabandas* vocant, deſignatione, aliiſque eò pertinentibus negotiis die 6 *Julii* ſt. vet. proximè elapſi concluſa, eaque de quibus pleniori de re maritima Tractatu quam primum ſanciendo ſpecialius convenietur.

V. Controverſiæ autem quæ inter S. Reg. Majeſt. *Sueciæ* ejuſque Privilegio inſtructam Societatem *Sueco-Africanam* & Celſos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales *Fœderati Belgii*, eorumque itidem Privilegio munitam Societatem Generalem *Indiæ Occidentalis* ejuſque Fœderati Belgii obortæ fuerunt de proprietate quorundam locorum & nominatim Fortalitii *Cabo Corſo in Guinea* Africæ Littore ſiti, & de Commerciis quæ iiſdem in Locis exercentur, nec non de Navi quadam *Chriſtina* nuncupata, in dictis Oris capta ac ſubhaſtata, compoſitæ atque ſopitæ ſunt modo & conditionibus ſequentibus.

Ac *primo* quidem Sereniſſimus ac Potentiſſimus Rex *Sueciæ*, ejuſdemque Societas *Sueco-Africana* ſuo quiſque nomine renunciabunt, quemadmodum hiſce præſentibus renunciant omnibus omnino actionibus & prætenſionibus, quæ ab iis in hunc uſque diem in Societatem *Indiæ Occidentalis* Fœderati Belgii, circa dictum Fortalitium *Cabo Corſo*, & dictam Navim *Chriſtinam* inſtitutæ vel motæ ſunt, qualeſcunque illæ ſint aut quo nomine inſtitutæ fuerint, vel inſtitui poſſint; ſicut ab altera quoque parte Celſi ac Præpotentes Domini Ordines Generales *Fœderati Belgii*, & eorum Privilegio munita Societas *Indiæ Occidentalis* renunciant etiam omnibus actionibus & prætenſionibus, quæ ab iis aut ab ea in dictam Societatem *Africanam* motæ ſunt aut moveri poſſent, qualeſcunque eæ ſint, ſine ulla exceptione.

Secundo ſummè memoratus Rex *Sueciæ* dictaque ejuſdem Societas *Sueco-Africana* altememoratis D. D. Ordinibus Generalibus, dictæque Societati *Indiæ Occidentalis* Fœderati Belgii cedunt, & in eos transferunt omne Jus, poſſeſſionem, actiones & Prætenſiones, quas S. Reg. Maj. *Sueciæ* aut ejuſdem Societas *Sueco-Africana* aut re vera habuerunt, aut ſe habere putaverunt in Fortalitium, ſitum in Promontorio *Cabo Corſo* nominato, ut & omne Jus ab eo dependens, nec non omnia reliqua Fortalitia & receptacula in *Guinea* in Africæ Littore ſita, cum omnibus Juribus ab iis dependentibus, cum hac renunciatione ſpeciali, quod nec altiſſimè memorato Regi, nec ejuſdem Societati *Africanæ*, nec etiam reliquis ejuſdem Coronæ Subditis ad dictum Fortalitium dictaque receptacula locaque ab iis dependentia, navigare, aut ibidem Commerciorum gratia appellere licebit, directè vel indirectè, & quod S. Reg. Majeſt. dictaque Societas *Sueco-Africana* nemini omnino nec Subditis nec advenis, ut ad dicta Loca navi-

Digitized by Google

ANNO 1667.

navigent, neque auctores erunt, neque permittent, neque etiam eos protegent.

Tertiò, quod Navis dicta *Christina* cum ſuo onere, & cum ſuis Dependentiis cedet dictæ Societati Indiæ Occidentalis *Fœderati Belgii*, & cum in finem dicta S. Reg. Majeſt. renunciat tam ſuo nomine, quam nomine dictæ Societatis *Sueco-Africanæ*, & reliquorum omnium quorum intereſt, & quibus in dictam Navem, & in Merces, quibus onerata erat, cum omnibus Dependentiis, aliquod Jus erat, commodo & uſui dictæ Societatis *Indiæ Occidentalis* Fœderati Belgii.

Quarto & poſtremo hac de cauſa perſolventur *Amſtelodami* ei vel iis, quos dicta Regia Majeſt. ad id conſtituet, *centum & quadraginta millia Imperialium in ſpecie*, vulgo *de Banco* dictorum, ſimul ac hiſce Tabulis ſubſcriptum, & earum Ratihabitiones in debita forma exhibitæ & commutatæ erunt.

VI. Controverſias autem, quæ inter Societatem *Sueco-Africanam* & Indiæ Occidentalis Fœderati Belgii intercedunt, ratione damnorum quæ ſibi à ſeſe invicem in *America* illata eſſe prætendunt, ſecundum Juſtitiæ & æquitatis regulas cum dictæ S. R. M. Ablegato *Hagæ Comitis* quantocius examinandas, deſuper tranſigendum, Partique læſæ confeſtim & ſine mora ſatisfaciendum eſſe, ſtatutum atque decretum eſt.

VII. Quod attinet *Subſidia* quæ Sereniſſimus ac Potentiſſimus Rex *Sueciæ* tenore Pactorum ſuperioribus temporibus initorum hactenus à *Fœderato Belgio* poſtulavit, aliaſque prætenſiones quaſcunque quæ eodem vel quocunque alio ſub titulo aut prætextu moveri vel inſtitui poſſent, S. R. M. evidenti ſigno teſtari deſiderans, quanti faciat amicitiæ antiquæ cum *Fœderato Belgio* reſtaurationem & coalitionem, obinde declaravit, ſicuti & hoc ipſo declarat ſeſe dictis poſtulatis & prætenſionibus omnibus renuntiaturum, quemadmodum iis omnibus vigore præſentium pro ſe & Succeſſoribus ſuis, penitus & in perpetuum renunciat, ita ut nullo modo in poſterum à parte Regis Regnique *Sueciæ* urgeri poſſint vel debeant.

VIII. Viciſſim quod attinet *auxilia*, quæ Celſi ac Præpotentes *Domini Ordines* Generales Fœderati Belgii à Sereniſſimo ac Potentiſſimo Rege Sueciæ hactenus efflagitaverunt, aliaſque prætenſiones quaſcunque, quæ eodem vel alio quocunque ſub titulo aut prætextu moveri vel inſtitui poſſent, Domini Ordines conſimili evidentia teſtari deſiderantes, quanti faciant amicitiæ antiquæ & neceſſitudinis arctioris, cum S. R. M. Regnoque Sueciæ nexum, obinde declaraverunt, ſicuti & hoc ipſo declarant, ſeſe dictis poſtulatis & prætenſionibus omnibus renunciaturos, quemadmodum iis omnibus vi ac vigore præſentium penitus & in perpetuum renunciant, ita ut nullo modo in poſterum à parte *Fœderati Belgii* urgeri poſſint vel debeant.

IX. Quamvis autem, ut omnem omnino in futurum diffidentiæ anſam præciderent, amoverentque omne id quod priſtinæ confidentiæ reducendæ, quoquo modo obeſſe poſſet, Sereniſſimo ac Potentiſſimo Regi Sueciæ, Celſiſque ac Præpotentibus D. D. Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii, proxime præcedentibus Paragraphis renunciare placuerit omnibus in univerſum prætenſionibus, quæ quocunque ſub titulo aut prætextu utrinque moveri vel inſtitui poſſent, mentem tamen ſuam neutiquam eſſe declarant generali iſthac renunciatione præjudicium ullo modo facere privatis Subditorum utrinque ſuorum actionibus, Juribusque, iisve, quæ nomine publico vel privato iiſdem legitime debentur, ut vero promittunt, iiſdem quam primum ſeſe ſatisfacturos, & ut à Subditis ſuis ſatisfiat curaturos: Jus quoque iiſdem ſecundum Leges & Pacta ſine ambagibus, ullove reſpectu integre ut reddatur, redditumque ſine ulla procraſtinatione aut mora executioni ut mandetur, operam daturos. In negotio autem inter *Groot Joannem & Crivitſios* controverſo terminando, obſervabitur id, de quo partim jam convenit, & poſthac conveniet ulterius.

Pacta hæc bona fide præſtanda, atque à S. R. M. Sueciæ, & Celſitudine Dominorum Ordinum Generalium *Fœderati Belgii* rata habenda, ratihabitioneſque hinc inde intra ſpacium *trium* menſium exhibendas atque tradendas fore promittimus. In cujus rei fidem majorem nos ſupranominati Sereniſſimi ac Potentiſſimi Regis Sueciæ Legatus & Ablegatus extraordinarius; Noſque Celſorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Commiſſarii manu noſtra, noſtroque Sigillo Tabulas haſce ſancivimus. Actum Hagæ Comitum Anno 1667. die 18. *Julii*.

ANNO 1667.

(L. S.) *Chriſtophorus Delphicus B. ac Comes in Dhona.*
(L. S.) *Haraldus Appelboom.*

(L. S.) *J. van Gent.*
(L. S.) *B. d'Aſperen.*
(L. S.) *Johan de With.*
(L. S.) *Johan Kien.*
(L. S.) *G. Hoolck.*
(L. S.) *E. van Bootsma.*
(L. S.) *E. van Beuthem.*
(L. S.) *J. Tibrants.*

XVII.

$\frac{21}{31}$ Juill.

Traité (1) *de Paix entre* LOUÏS XIV. *Roi de France & CHARLES II. Roi d'Angleterre, par lequel Sa Majeſté T. C. reſtitue aux Anglois, la partie de l'Iſle de* St. Chriſtophle *qu'ils poſſedoient avant l'année 1665; comme auſſi les Iſles* d'Antigoa & Montſarat, *& toutes les autres Iſles & Terres, priſes & occupées pendant la Guerre; en échange dequoi Sa Majeſté Britannique reſtitue au Roi T. C.* l'Acadie, *& toutes les Iſles & Fortereſſes qu'il poſſedoit avant l'année 1665. Fait à Breda le $\frac{21}{31}$ Juillet 1667. Avec le* POUVOIR *du Roi T. C. donné à Verſailles le 15. Avril 1667. Celui du Roi Britannique donné à Weſtmunſter le 15. Avril 1667. La* RATIFICATION *du Roi T. C. donnée à Audenarde le 8. jour d'Août 1667. Et l'Acte de la Publication de la Paix, fait à Breda le $\frac{14}{24}$ d'Août 1667.* [Recueil de LEONARD Tom. V. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans les Lettres & Memoires du Comte d'ESTRADES. Tom. IV. pag. 395. dans AITZEMA, *Saaken van Staat en Oorlogh.* Tom. XIII. pag. 155. en Latin, dans le *Theatrum Pacis.* Tom. II. pag. 452. en Latin & en Allemand; dans le *Diarium Europæum* Continuat. XX. in Append. pag 62. en Latin; & dans LONDORPII *Acta publica* Tom. IX. pag. 518. en Allemand.]

A TOUS ceux en general, & à chacun en particulier, qui ſont intereſſez, ou qui le pourront être en quelque façon que ce ſoit. L'on fait à ſçavoir; Qu'aprés que la Guerre s'eſt allumée entre le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince LOUÏS XIV. Roi de France & de Navarre, d'une part; & le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne, d'autre, à l'occaſion de la Guerre qui eſtoit entre lui Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & Hauts & Puiſſants Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, les affaires ont eſté enfin reduites à ce point par la Bonté divine, que l'on a conceu des penſées de faire la Paix, le Sereniſſime & Tres-puiſſant Prince Charles Roi de Suede, des Goths & Vandales ayant interpoſé les bons & ſinceres offices de ſa Mediation, porté d'un amour & affection particuliere qu'il a pour les Rois ſusnommez qui ſe faiſoient la Guerre & pour leurs Royaumes, & auſſi pouſſé du zele qu'il a pour le ſalut de la Chrétienté, & pour y rétablir & conſerver le repos & la tranquillité: Et que pour parvenir à cette fin, les Parties d'un mutuel conſentement & accord, ont pris & nommé la Ville de Breda pour le lieu de l'Aſſemblée des Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires. Pour l'avancement de laquelle affaire & negociation, & pour la conduire à la perfection

tant

---

(1) Ce Traité fut fait en Latin, mais deux raiſons ont fait preferer la Copie Françoiſe qu'on en donne aux Copies Latines du *Theatrum Pacis* & d'*Aitzema*; l'une qu'ayant eté publiée à Paris par ordre du Roi, & imprimée avec Privilege chez ſon Imprimeur ordinaire, elle eſt par conſequent authentique, & l'autre qu'aprés l'avoir conferée à une Copie manuſcrite, qui ſe gardoit dans les Archives de l'Ambaſſade d'Eſpagne à la Haye, on l'a trouvée entierement ſemblable. [DUM.]

tant ſouhaitée, les Ambaſſadeurs extraordinaires de ſa Sacrée Royale Majeſté de Suede, le Sr. GEORGE FLEMMINGH, libre Baron de Liebelitz, Seigneur de Normaas & Lydinge, Senateur de ſa Sacrée Royale Majeſté & du Royaume de Suede, & Conſeiller de la Chancelerie, & le Sr. CHRISTOPHE DELPHIQUE, Burgrave & Comte de Dhona, Seigneur Hereditaire de Caritinden, Schlobitten, Bourgsdorff, Stockenfels, & Fiſchbach, Maréchal de Camp dans les Affaires de la Guerre; & encore le Seigneur PIERRE JULES COYET, Seigneur Hereditaire de Bengtsboda & Lyangebygard, Chevalier, Conſeiller d'Etat Aulique de ſa Sacrée Royale Majeſté & de ſa Chancelerie (qui toutefois peu de tems aprés ſon arrivée en ce lieu a eſté prévenu de mort inopinée, lors qu'il eſtoit occupé & qu'il travailloit à un ouvrage ſi ſaint) ont employé avec promptitude & ſincerité toute leur induſtrie, adreſſe & prudence. Et pareillement les Rois ci-deſſus nommez tendant à une ſi bonne fin, ont commis & deputé pour traiter l'accommodement & la Paix leurs Ambaſſadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires; à ſçavoir le Roi Tres-Chrétien, le Sr. GODEFROY D'ESTRADES, Lieutenant Général dans les Armées de Sa Majeſté, Gouverneur de Dunkerke, Maire perpetuel de Bordeaux, Vice-Roi de l'Amerique, Chevalier des Ordres de ſa Sacrée Royale Majeſté; & le Sr. HONORÉ COURTIN, Conſeiller d'Etat de ſa Sacrée Royale Majeſté, & Maître des Requeſtes: Et le Roi de la Grande Bretagne, le Sr. DENZEL HOLLES, Baron d'Ifeild, Conſeiller de ſa Sacrée Royale Majeſté & le Sr. HENRY COVENTRYE, Fils de Tres-honoré Seigneur Thomas Coventrye, vivant Garde du Grand Sceau d'Angleterre, Gentilhomme Privé de la Chambre de ſa Sacrée Royale Majeſté, Senateur dans le Conſeil ſuprême ou Parlement d'Angleterre, & Commiſſaire pour l'adjudication des Terres du Royaume d'Irlande. Leſquels aprés avoir échangé & communiqué entre eux les Lettres de leurs Plein-Pouvoirs, dont les Copies ſont inſerées de mot à mot à la fin du preſent Traité, ont d'un commun accord & conſentement fait le Traité d'Amitié & Confédération aux conditions ſuivantes.

PREMIEREMENT. Il y aura Paix univerſelle, perpetuelle, vraye & ſincere amitié entre le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince le Roi Tres-Chreſtien, & le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince le Roi de la Grande Bretagne, leurs Heritiers & Succeſſeurs, & auſſi entre leurs Royaumes, Eſtats & Sujets; laquelle Paix ſera ſincerement & inviolablement gardée & obſervée, en ſorte que l'un faſſe ce qui ſera pour l'utilité, honneur & bien de l'autre; & que de part & d'autre l'on vive comme voiſins qui ont confiance reciproque; & qu'enfin l'ancienne amitié reprenne force & vigueur.

II. Toutes les inimitiez, hoſtilitez, diſcordes, & Guerres entre les ſusnommez le Roi Tres-Chreſtien, & le Roi de la Grande Bretagne, ceſſeront & demeureront abolies: en ſorte que l'un & l'autre s'abſtiendront à l'avenir de ſe piller, dépreder, de ſe faire tort ou injure, de ſe moleſter & inquieter en quelque maniere que ce ſoit, par Terre ou par Mer, ou dans les Rivieres en quelque part du Monde que ce puiſſe être, & principalement dans l'étenduë & détroit de leurs Royaumes, Terres, Seigneuries, & Lieux quels qu'ils puiſſent être.

III. Seront oubliées toutes les offenſes, injures & dommages que le ſusnommé Seigneur Roi Tres-Chrétien, ſes Sujets, ou le ſusnommé Seigneur Roi de la Grande Bretagne & ſes Sujets, auront receus & ſoufferts l'un de l'autre pendant cette Guerre. De façon que pour quelque cauſe que ce ſoit, l'un ou l'autre & leurs Sujets ne ſe feront à l'avenir, ni ne commanderont ou ſouffriront qu'il ſe faſſe aucuns Actes d'hoſtilité & d'inimitié, & qu'on ſe donne de l'empêchement ou du trouble.

IV. La Navigation & le Commerce ſeront libres entre les Sujets des deux Seigneurs Rois, comme auparavant durant la Paix, & avant la declaration de la derniere Guerre: en ſorte que tous puiſſent librement & ſans aucun trouble, aller avec leurs Marchandiſes dans les Royaumes de l'un ou de l'autre, leurs Provinces, Places de Commerce, Ports & Rivieres, & y demeurer & negocier.

V. Les Priſonniers de part & d'autre, nul excepté, de quelque dignité ou qualité qu'ils ſoient, ſeront ſans aucun retardement delivrez, ſans payer aucune rançon en argent ou autrement; à la charge qu'ils payeront tout ce qu'ils pourront devoir legitimement pour leur nourriture ou pour autre choſe.

VI. Tous les Edits & Arreſts que l'une des Parties aura publiez contre la liberté de la Navigation ou du Commerce, au prejudice de l'autre, à raiſon de la preſente Guerre, ſeront abrogez de part & d'autre.

VII. Le Roi Tres-Chreſtien rendra au Roi de la Grande Bretagne, ou à ceux qui auront pouvoir & mandement de lui, deuëment ſcellé du grand Sceau d'Angleterre, la partie de l'Iſle S. Chriſtophe, que les Anglois poſſedoient le premier jour de Janvier 1665. avant la declaration de la derniere Guerre, & la reſtitution s'en fera le plutoſt qu'il ſera poſſible, ou au plus tard dans ſix mois, à compter du jour de la ſignature du preſent Traité: Et pour cet effet le ſusnommé Roi Tres-Chreſtien, incontinent aprés qu'il l'aura ratifié, donnera ou fera donner au ſusnommé Seigneur Roi de la Grande Bretagne, ou à ſes Officiers qu'il commettra pour cela tous les Actes & Mandemens neceſſaires, expediez en bonne & deuë forme.

VIII. Si toutefois quelqu'un des Sujets dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne a vendu les Biens qu'il poſſedoit en cette Iſle, & qu'il ait receu le prix de la vente, il ne rentrera point en poſſeſſion en vertu du preſent Traité, & ils ne lui ſeront reſtituez, qu'aprés qu'il aura réellement & de fait rembourſé & rendu l'argent qu'il aura receu pour le prix.

IX. Que s'il eſtoit arrivé (ce qui toutefois n'a point eſté ſceu juſques ici) que les Sujets du Roi Tres-Chrétien euſſent eſté chaſſez de cette Iſle de S. Chriſtophe par les Sujets du ci-deſſus nommé Roi de la Grande Bretagne, avant la ſignature du preſent Traité, ou depuis; les choſes toutefois ſeront rétablies au même eſtat qu'elles eſtoient au commencement de l'année 1665. (c'eſt-à-dire avant la declaration de la preſente Guerre qui ſe termine) & le Roi de la Grande Bretagne, à l'inſtant que la choſe ſera venuë à ſa connoiſſance, mettra ſans differer ni retarder, ou commandera que l'on mette entre les mains du Roi Tres-Chreſtien, ou de ſes Officiers qui ſeront par lui commis, tous les Actes & Mandemens expediez en bonne & deuë forme, neceſſaires pour faire executer la reſtitution.

X. Le ci-devant nommé Seigneur le Roi de la Grande Bretagne, reſtituera auſſi & rendra au ci deſſus nommé Seigneur le Roi Tres-Chreſtien, ou à ceux qui auront charge & Mandement de ſa part, ſcellé en bonne forme du grand Sceau de France, le Pays appellé l'Acadie, ſitué dans l'Amerique Septentrionale, dont le Roi Tres-Chrétien a autrefois joui. Et pour executer cette reſtitution, le ſusnommé Roi de la Grande Bretagne, incontinent aprés la Ratification de la preſente Alliance, fournira au ſusnommé Roi Tres-Chrétien, tous les Actes & Mandemens expediez deuëment & en bonne forme, neceſſaire à cet effet, ou les fera fournir à ceux de ſes Miniſtres & Officiers, qui ſeront par lui deleguez.

XI. Si quelques-uns des Habitans du Pays appellé l'Acadie, preferent de ſe ſoumettre pour l'avenir à la domination du Roi d'Angleterre, ils auront la liberté d'en ſortir pendant l'eſpace d'un an, à compter du jour que la reſtitution de ce Pays ſera faite; & de vendre & aliener leurs Fonds, Champs & Terres, Eſclaves & en general tous leurs Biens, meubles & immeubles, ou en diſpoſer autrement à leur diſcretion & volonté: Et ceux qui auront contracté avec eux ſeront tenus & obligez par l'autorité du Sereniſſime Roi Tres-Chreſtien, d'accomplir & executer leurs Pactions & Conventions. Que s'ils aiment mieux emporter avec eux leur Argent comptant, Meubles, Uſtancilles & emmener leurs Eſclaves, & generalement tous leurs Biens meubles, ils le pourront faire entierement ſans aucun empêchement ou trouble.

XII. Le Roi Tres-Chrétien reſtituera auſſi au Roi de la Grande Bretagne, en la forme ci-deſſus declarée, les Iſles appellées Antigoa & Monſarat, ſi elles ſont encore à preſent entre ſes mains; & encore toutes les Iſles, Pays, Forteresſes, & Colonies, qui peuvent avoir eſté conquiſes par les Armes du Roy Tres-Chreſtien, devant ou aprés la ſignature du preſent Traité, & qui eſtoient poſſedées par le Roi de la Grande Bretagne, avant qu'il eût commencé la Guerre (qui ſe termine par ce Traité) contre les Eſtats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas. Et reciproquement le Roi de la Grande Bretagne reſtituera & rendra au Roi Tres-Chrétien, en la forme ci-deſſus exprimée, toutes les

Iſles, Païs, Fortereſſes & Colonies, en quelque part du Monde qu'elles ſoient ſituées, qu'il poſſedoit avant le premier jour de Janvier de l'an 1665. & qui auront pû eſtre priſes par les Armes du Roi de la Grande Bretagne devant ou aprés le preſent Traité ſigné.

XIII. Si quelques uns des Eſclaves, qui ſervoient aux Anglois, Habitans de la partie de l'Iſle S. Chriſtophe, qui appartenoit au Roi de la Grande Bretagne, & auſſi des Iſles d'Antigoa & Monſarat, qui ont eſté priſes par les Armes du Roi Tres-Chreſtien, veulent retourner une autre fois ſous la domination des Anglois (ſans toutefois qu'ils y ſoient forcez ou contraints) il leur ſera permis de le faire dans le tems de ſix mois, à compter du jour que ces Iſles ſeront renduës. Que ſi les Anglois avant que d'en ſortir avoient vendu quelques Eſclaves, & qu'ils euſſent receu le prix de la vente; ils ne ſeront point rendus & remis entre leurs mains, ſi ce n'eſt en rembourſant & rendant le prix qu'ils en auroient receu.

XIV. Semblablement, ſi quelques uns des Sujets du Roi de la Grande Bretagne (qui ne ſont point de la condition d'Eſclaves) s'étoient obligez comme Mercenaires à ſervir de Soldats, ou de Colons & Laboureurs, ou en quelque autre qualité, ſoit au Roi Tres-Chrétien, ſoit à quelqu'un de ſes Sujets demeurans dans ces Iſles, moyennant des gages payables par années ou par mois, ou à la journée: Telles Pactions & Conventions d'obligation & de louage, ceſſeront aprés la reſtitution des Iſles, en payant les gages à ceux qui ſe ſeroient engagez de la ſorte, à proportion de leur peine & travail. Et ils auront la liberté de retourner avec ceux de leur Nation, & de vivre ſous la domination du Sereniſſime Roi de la Grande Bretagne.

XV. Tout ce qui a eſté conclu & arreſté touchant les Iſles ci-deſſus nommées, & les Sujets qui les habitent, eſt auſſi entendu pour conclu & arreſté touchant toutes les Iſles, Fortereſſes, Pays, Colonies, Sujets & Eſclaves qui y font leur demeure, que le Roi Tres-Chreſtien aura pris & conquis, ou dont il ſe rendra le Maiſtre par ſes Armes, avant ou aprés que le preſent Traité aura eſté ſigné, pourveu que le Roi de la Grande Bretagne en ait eſté le Poſſeſſeur, avant qu'il commençaſt la preſente Guerre (qui finiſt par le preſent Traité) contre les Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas. Et reciproquement le même eſt entendu au regard des Iſles, Païs, Fortereſſes, Colonies, Sujets & Eſclaves qui y demeurent, qui auront eſté en la poſſeſſion du Roi Tres-Chreſtien avant le premier Janvier 1665. & dont le Roi de la Grande Bretagne ſe ſera rendu Maître, ou ſe rendra avant ou aprés la ſignature du Traité.

XVI. Toutes Lettres, tant de repreſſailles, que de marque ou contremarque, qui juſques ici, pour quelque cauſe & ſujet que ce puiſſe être, ont été delivrées de part & d'autre, demeurent nulles, caſſées & ſans effet, & ſeront tenuës pour telles; & à l'avenir nul des deux Seigneurs Rois n'en delivrera de ſemblables contre les Sujets de l'autre, ſi au prealable il n'apparoit manifeſtement du deni de Juſtice: Ce qui ne pourra apparoiſtre & eſtre tenu pour conſtant & indubitable, ſi la Requeſte & ſupplication de celui qui demande telles Lettres de repreſſailles n'a eſté montrée & preſentée au Miniſtre ou Officier, qui ſe trouve ſur le lieu de la part du Roi, contre les Sujets duquel il en pourſuit l'obtention, afin que dans le tems de quatre mois, ou plutoſt, celui-ci puiſſe informer au contraire, ou faire en ſorte que le Defendeur ſatisfaſſe au Demandeur & pourſuivant. Que ſi en ce lieu-là il ne ſe trouve aucun Miniſtre ou Officier du Roi, contre les Sujets duquel on demande Lettres de repreſſailles, l'on n'en donnera point qu'aprés les quatre mois expirez, à compter du jour que la Requeſte tres-humble aura eſté preſentée & montrée au Roi, contre les Sujets duquel on les demande, ou à ſon Conſeil Privé.

XVII. Et pour retrancher toute matiere de contention, Procez, & debats qui pourroient eſtre meûs à cauſe de la reſtitution des Vaiſſeaux, Marchandiſes, & autres choſes qui tiennent nature de meubles, qui aprés la Paix concluë & ſignée & avant qu'elle puiſſe parvenir à la connoiſſance de ceux qui ſont en des Pays & Coſtes de Mer tres-éloignées ſeront priſes & enlevées ſur l'une des Parties par l'autre, & dont elle pourroit faire plainte: Tous Navires, Marchandiſes & autres Biens meubles, qui aprés la ſignature & Publication du preſent Traité pourront eſtre pris de part & d'autre, demeureront à ceux qui s'en ſeront ſaiſis dans le tems de douze jours, dans les Mers proches & voiſines; & dans les prochaines Mers juſques au Cap S. Vincent; & dans l'eſpace de dix Semaines au delà de ce Cap, & au deçà de la Ligne Equinoxiale, ou Equateur, tant dans l'Ocean, Mer Mediterranée qu'ailleurs: & finalement dans l'eſpace de ſix mois au delà des limites de la même Ligne par toute la Terre, ſans aucune exception, ou plus ample diſtinction de temps & de lieu, & ſans que l'on ait égard à aucune reſtitution ou compenſation.

XVIII. Que s'il arrivoit (ce qu'à Dieu ne plaiſe) que les meſintelligences & inimitiez ſe renouvellaſſent entre les deux Rois, & qu'ils en vinſſent à une Guerre ouverte, les Vaiſſeaux, Marchandiſes, & tous les Biens meubles de l'une des Parties qui ſe trouveront dans les Ports & Lieux de la domination de la Partie adverſe, ne ſeront point confiſquez ni endommagez; mais l'on donnera aux Sujets de l'un & l'autre des Seigneurs Rois ci-deſſus nommez, le terme de ſix mois entiers, pendant leſquels ils pourront, ſans qu'il leur ſoit donné aucun trouble & empêchement, enlever ou tranſporter où bon leur ſemblera leurs Biens de la nature ci-deſſus exprimée, & tous leurs autres effets.

XIX. Seront compris dans le preſent Traité, ceux qui avant l'échange des Ratifications d'icelui, ou ſix mois aprés, ſeront nommez du commun conſentement de l'une & de l'autre des Parties. Cependant, comme celles qui traittent enſemble, reconnoiſſent avec gratitude, les offices ſinceres & le zele continuel du Sereniſſime Roi de Suede, qui a par ſa Mediation, aſſiſté de l'aide Divine, avancé cet ouvrage ſalutaire de la Paix, & l'a conduit à l'iſſue ſouhaitée & deſirée, ainſi pour lui témoigner une pareille affection, toutes enſemble d'un commun conſentement ont reſolu & arreſté, que ſa Sacrée & Royale Majeſté de Suede ci-deſſus nommée ſoit compriſe dans le preſent Traité de Paix, en la meilleure forme qu'il ſe peut, avec tous ſes Royaumes, Seigneuries, Provinces, & tous les Droits qui lui appartiennent.

XX. Et pour la concluſion finale du preſent Traité & Alliance, les Ratifications ſolemnelles expediées en bonne & dûe forme, ſeront repreſentées de part & d'autre en cette Ville de Breda, & reciproquement & de bonne foi échangées dans le terme de quatre Semaines, à compter du jour que le Traité aura eſté ſigné, ou plûtôt, s'il eſt poſſible.

En foi de toutes & chacune des choſes ci-deſſus, & pour leur donner plus de force & d'autorité, Nous Ambaſſadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires conjointement avec les Illuſtriſſimes & Excellentiſſimes Ambaſſadeurs extraordinaires & Mediateurs avons ſouſſigné le preſent Acte, & y avons apposé les Cachets de nos Armes. Fait à Breda, le trente-un du mois de Juillet nouveau ſtile, & le vingt-un ſtile ancien, l'an 1667.

(L. S.) *Flemmingh.* (L. S.) *d'Eſtrades.* (L. S.) *Holles.*
(L. S.) *Ch. Delphique.* (L. S.) *Courtin.* (L. S.) *Henry Coventrye.*

Pouvoir des Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires de France.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Entre tous les Biens temporels dont l'immenſe Bonté divine beniſt les Hommes & les Eſtats, celui de la Paix eſtant ſans doute le plus precieux, Nous nous ſentons non moins conviez par noſtre Amour envers nos Peuples, qu'obligez par noſtre devoir à pratiquer tous les moyens qui peuvent dependre de Nous, pour faire ceſſer les malheurs d'une Guerre, dans laquelle nous ne ſommes entrez qu'avec un extrême regret, & par le ſeul motif de l'aſſiſtance que nous avons crûs être obligez en vertu de nos Traitez de donner au ſoûtien de nos Alliez, ſans que dans cette reſolution nous ayons eu aucun autre intereſt particulier qui nous fuſt plus propre. Et comme il a plû à cette même Bonté divine, de toucher également dans un même temps les cœurs de toutes les Parties intereſſées en ladite Guerre, pour leur faire ſouhaiter ardemment d'en voir finir les maux, & que par l'entremiſe, & les dignes ſoins des Miniſtres de nôtre tres cher & tres-amé Frere le Roi de Suede, leſdites Parties ont convenu d'envoyer inceſſamment leurs Ambaſſadeurs ou Miniſtres, avec Plein-Pouvoir, dans la Ville de Breda,

Breda, pour y traiter des moyens de parvenir à une bonne Paix & la concluſe, Il eſt neceſſaire de députer de noſtre part des Perſonnages de la ſuffiſance, zele & fidelité deſquels nous puiſſions nous repoſer d'une ſi grande affaire, qui embraſſe les intereſts de tant de Potentats. SÇAVOIR FAISONS; Que pour les bonnes & grandes qualitez qui ſe rencontrent dans les perſonnes de nos tres-chers & bien amez, le Sieur Comte d'ESTRADES, Chevalier de nos Ordres, Conſeiller en nos Conſeils d'Eſtat & Privé, nôtre Lieutenant Général dans nos Armées, nôtre Vice-Roi en Amerique, Maire de nôtre Ville de Bordeaux, & Gouverneur de Dunquerque, & du Sieur COURTIN, auſſi Conſeiller en nos Conſeils d'Eſtat & Privé, & Maître des Requeſtes ordinaire de nôtre Hoſtel, en qui nous avons une pleine & entiere confiance, pour les importans ſervices qu'ils nous ont rendu en divers emplois conſiderables, tant au dedans qu'au dehors du Roiaume; POUR CES CAUSES, & autres bonnes conſiderations à ce nous mouvant, Nous avons de l'avis de nôtre tres-cher & tres-amé Frere unique le Duc d'Orleans, & de pluſieurs Princes, Ducs, Pairs & Officiers de nôtre Couronne, & autres grands & notables Perſonnages de nôtre Conſeil, leſdits Sieurs Comte d'ESTRADES & COURTIN commis, ordonné & deputé, commettons, ordonnons, & deputons par ces preſentes ſignées de nôtre main, & leurs avons donné & donnons Plein-Pouvoir, commiſſion, authorité & Mandement ſpecial d'aller dans ladite Ville de Breda en qualité de nos Ambaſſadeurs extraordinaires, & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer avec les Ambaſſadeurs auſſi & Plenipotentiaires de nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Couſin le Roi de la Grande Bretagne, munis d'un pareil Pouvoir, des moyens de terminer & pacifier les differens qui ont cauſé la Guerre, en traiter & convenir enſemble, & ſur iceux conclure & ſigner une bonne & ſeure Paix. Comme auſſi avons donné & donnons à nos Ambaſſadeurs, pouvoir de donner tels Paſſeports & Sauf-conduits qui ſeront neceſſaires, pour la ſeureté des perſonnes qui iront & viendront pour le fait dudit Traité, & generalement faire, negocier, promettre & accorder, par le moyen de noſdits Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires, ou l'un d'entre eux en l'abſence, maladie, ou autre empêchement de l'autre, tout ce qu'ils eſtimeront neceſſaire pour le ſuſdit effet de la Paix, avec la même authorité que nous ferions & pourrions faire nous-mêmes, ſi nous y eſtions preſens en perſonne, encore qu'il y euſt quelque choſe qui requiſt un Mandement plus ſpecial, non contenu en leſdites Preſentes, promettant en foi & parole de Roi, ſous l'obligation & hypotheque de tous nos Biens preſens & à venir, de tenir ferme & d'accomplir tout ce que par eux aura eſté ainſi ſtipulé, promis & accordé, CAR TEL EST NOSTRE PLAISIR. En témoin de quoi Nous avons fait mettre noſtre Scel à ceſdites Preſentes. Données à Verſailles le 15. jour d'Avril l'an de grace 1667. & de noſtre Regne le 24. *Signé*, LOUIS. *Et ſur le repli:* Par le Roi, DE LIONNE, *& ſcellé du grand Seeau de cire jaune.*

Pouvoir des Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires d'Angleterre.

CHARLES II. par la grace de Dieu, Roi de la Grande Bretagne, d'Ecoſſe & d'Irlande, &c. A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. S'étant élevez depuis certains temps quelques differends entre Nous & les Hauts & Puiſſans Seigneurs les Eſtats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas d'où s'eſt enſuivi une Guerre qui depuis plus de deux ans s'eſt fort échauffée au grand dommage & prejudice de l'une & de l'autre Partie: Sur quoi eſtant arrivé que le Sereniſſime & Tres-puiſſant Roi de Suede, Ami commun, eut offert ſa Mediation, qui Nous eſt tres-recommandable, & en même temps leſdits Eſtats Généraux nous ayant enfin requis de vouloir envoyer des Plenipotentiaires de noſtre part en quelque lieu commode qui puſſent traiter avec leurs Commiſſaires & Deputez, en y joignant les Ambaſſadeurs des Sereniſſimes & Tres-puiſſans Princes les Rois Tres-Chrêtien & de Danemarc; pour travailler enſemble à appaiſer ces differends, éteindre cette Guerre, & enfin rétablir la Paix: Nous qui avons eſté obligez & comme contraints, malgré Nous, de prendre les Armes, avons toujours mieux aimé terminer ces differends par la voye d'Arbitrage, que par celle de la Guerre; ce qui fait que nous avons volontiers conſenti au deſir de la propoſition des Eſtats Généraux pour le Traité de Paix. A cette fin Nous avons choiſi pour nos Ambaſſadeurs extraordinaires, les Gens les plus excellens & les plus capables de nous ſervir en cette affaire; Sçavoir, noſtre tres-fidele & tres-aimé Conſeiller DENZEL HOLLES, Baron de Ifeild; & noſtre amé & fidele HENRY COVENTRYE, Fils de tres-honorable Thomas Baron de Coventrye, autrefois Garde du Grand Seeau d'Angleterre, l'un de nos Chambellans, Senateur dans le Souverain Conſeil ou Parlement d'Angleterre, & Commiſſaire deſtiné pour l'adjudication des Terres dans le Royaume d'Irlande, leſquels nous nommons pour pouvoir conferer, traiter & conclure ladite Paix, avec les Commiſſaires & Deputez des ſuſdits Rois & Eſtats Généraux.

NOUS faiſons donc à ſçavoir qu'ayant ſouvent experimenté la prudence, integrité, fidelité & induſtrie de nos ſuſdits Ambaſſadeurs extraordinaires, & Nous confians entierement en eux, Nous les avons ordonnez & deputez, & par ces preſentes ordonnons & deputons nos veritables & indubitables Commiſſaires, Procureurs & Plenipotentiaires, leur donnans pleine puiſſance & autorité, & Mandement general & ſpecial en noſtre Nom, de communiquer, traiter, convenir & conclure, & faire generalement toutes les autres choſes neceſſaires, pour avec les Commiſſaires reſpectifs des Rois & Eſtats ſus-mentionnez, ayans ſuffiſant Pouvoir pour ce ſujet, travailler à oſter tous les differends ſuſdits, ſous les Articles & conditions reciproques de reſtituer & rétablir de part & d'autre les choſes dont on ſera convenu: & enfin de dreſſer ſur le tout les Articles, Lettres & Inſtrumens neceſſaires, & de faire toutes les choſes qui ſeront à propos pour la concluſion de ce Traité, promettans de bonne foi & en parole de Roi, d'avoir agreables, fermes & ſtables, & de n'aller jamais à l'encontre des choſes qui ſeront reſoluës entre noſdits Ambaſſadeurs extraordinaires & ceux deſdits Eſtats Généraux, mais au contraire d'executer & obſerver inviolablement & religieuſement, tout ce qui ſera promis en noſtre Nom ſur ce ſujet. En témoignage de quoi Nous avons ſigné les preſentes Lettres, & à icelles fait appoſer le grand Seeau d'Angleterre. Donnée à Weſtmunſter le quinziéme du mois d'Avril l'an 1667. le dix-neuviéme de noſtre Regne. *Ainſi ſigné*, CHARLES, Roi.

Ratification du Traité donné par le Roi Tres-Chreſtien.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme les Sieurs Comte D'ESTRADES & COURTIN; & les Sieurs Baron HOLLES & COVENTRYE, dés le trente-un Juillet nouveau ſtile, & le vingt un ſelon l'ancien, en vertu des Pouvoirs & Mandemens donnez de part & d'autre, par Nous & par le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince le Roi de la Grande Bretagne, noſtre tres-cher & tres-aimé Frere & Couſin, auroient conclu, le Traité de Paix & de Reconciliation dans la Ville de Breda, & l'auroient ſouſſigné dont la teneur s'enſuit, &c. . .

. . . .

AYant agreable le preſent Traité & Alliance, & tous les Articles qui y ſont compris, Nous les avons tant en noſtre Nom, que de nos Heritiers, Succeſſeurs de nos Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, approuvez, confirmez & ratifiez, les approuvons, confirmons & ratifions, & Nous promettons en foi & Serment de Roi, ſous l'obligation & hypotheque de tous & chacuns nos Biens, tant preſens qu'à venir, que nous les garderons & accomplirons, & que jamais nous ne ferons rien au contraire, ni n'attenterons directement ou indirectement, en quelque maniere que ce ſoit. En foi de quoi Nous avons ſigné les preſentes de noſtre main, & avons commandé qu'elles fuſſent ſcellées de noſtre grand Seeau. Donné à Audenarde le huitiéme jour d'Aouſt mil ſix cens ſoixante-ſept, & de noſtre Regne le vingt-cinq. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas:* Par le Roi. DE LIONNE.

Acte de la Publication faite à Breda. De par les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France.

ON fait à ſçavoir que Paix, Alliance & bonne Confédération a eſté concluë & ſignée le trente-un du mois de Juillet dernier ſelon le nouveau ſtile, & le vingt un du même mois ſelon le ſtile ancien: Entre Tres-Haut, Tres-Excellent, & Tres-Puiſſant Prince **LOUIS**, par la grace de Dieu Roi de France,& de Navarre, noſtre Souverain Seigneur; & Tres-Haut, Tres-Excellent,& Tres-Puiſſant Prince **CHARLES**, par la même grace de Dieu, Roi de la Grande Bretagne, leurs Roiaumes, Pays & Terres de leur obeïſſance: la liberté du Commerce rétablie entre les Sujets desdits Royaumes, ainſi qu'elle eſtoit avant la declaration de la derniere Guerre. Et que la publication faite d'un commun conſentement, ſervira de regle à l'avenir pour commencer les termes, pendant leſquels, ſuivant la diſpoſition du dix-ſeptiéme Article dudit Traité de Paix, il n'y aura point de reparation pour les Vaiſſeaux qui auront eſté pris. Deſquels termes le premier écherra le cinquiéme Septembre ſuivant le nouveau ſtile, & le vingt ſixiéme Aouſt ſelon le ſtile ancien de l'année preſente, dans les Mers prochaines; ce qui s'entend du Canal de la Mer entre l'Angleterre & l'Irlande, & de la Mer Septentrionale & Balthique: Le quatriéme Octobre du nouveau ſtile & le vingt quatriéme Septembre du vieux, depuis leſdites Mers prochaines juſques au Cap de S. Vincent: Le premier Novembre du nouveau, & le vingt-deuxiéme Octobre de l'ancien ſtile, depuis ledit Cap de S. Vincent juſques à la Ligne Equinoxiale, tant dans la Mer Oceane que dans la Mediterranée: Et le 24. Fevrier, ſelon le nouveau ſtile, ou le quatorziéme ſelon l'ancien, au delà de ladite Ligne Equinoxiale, & dans tout le reſte du Monde. Fait à Breda le vingt-quatriéme Aouſt ſuivant le ſtile nouveau, & le quatorziéme ſelon le ſtile ancien de l'année 1667. *Signé*, D'ESTRADES & COURTIN, & ſcellé du Cachet de leurs Armes.

XVIII.

$\frac{21}{31}$ Juill.

ANGLETERRE ET LES PROVINCES-UNIES.

Traité de Paix & d'Alliance entre CHARLES II. *Roi de la Grand Bretagne, & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas. Fait à Breda, le* $\frac{21}{31}$ *Juliet*, 1667. [Recueil des Traitez faits entre les Provinces-Unies des Pays-Bas & divers Princes. *Theatrum Pacis* Tom. II. pag. 343. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans AITZEMA, *Affaires d'Etat & de Guerre.* Tom. XIII. pag. 108. dans LONDORPII *Acta publica*, Tom. IX. pag. 506. & dans GASTELIUS, *de Statu publico Europæ noviſſ.* Cap. XXVI. pag. 417. en Allemand; dans les Lettres & Memoires du Comte d'ESTRADES, Tom. IV. pag. 407. en François ſans annexes.]

NOtum ſit univerſis & ſingulis quorum intereſt, aut quomodolibet intereſſe poteſt. Cum annis proximè elapſis orta ſint quædam diſſidia inter Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem ac Dominum, Dominum *Carolum*, ejus nominis ſecundum Magnæ Britanniæ Regem ab una: & Celſos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum ab altera parte, quæ eò usque increverunt, ut non modo in apertum & acre Bellum exarſerint, ſed & Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem ac Dominum, Dominum *Ludovicum* 14^{um}. Galliarum & Navarræ Regem Chriſtianiſſimum, ut & Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem ac Dominum, Dominum *Fredericum* 3^{um}. Daniæ & Norvegiæ Regem, ratione Fœderum, quæ iis cum præfatis Dominis Ordinibus intercedebant, in partes traxerint, unde multa Chriſtiani ſanguinis effuſio cum ingenti utriusque Partis diſpendio ſecuta eſt, tandem Divinâ bonitate factum eſſe, ut Sereniſſimo ac Potentiſſimo Principe ac Domino, Domino *Carolo*, Suecorum, Gothorum ac Vandalorum Rege, pro ſingulari ſuo amore & affectu, quo belligerantes hosce Reges & Dominos Ordines Generales, eorumque reſpective Regna & Status complectitur, tum etiam publicæ ſalutis & quietis in Chriſtiano Orbe redintegrandæ ac conſervandæ ſtudio, Mediationis ſuæ amica & ſincera officia interponente, de Pace ſit ſuſcepta cogitatio, in eumque finem ex mutua Partium Conventione Bredæ Congreſſui Legatorum & Plenipotentiariorum locus conſtitutus ſit, quo in negotio ad finem optatum provehendo, cum altiſſimæ memoratæ Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ Legati Extraordinarii, Illuſtriſſimi atque Excellentiſſimi Domini, Dominus *Georgius Flemmingh*, liber Baro in Libelith, Dominus in Nornaas & Lydinge, Sacræ Regiæ Majeſtatis Regnique Sueciæ Senator, & Conſiliarius Cancellariæ, ut & Dominus *Chriſtoph. Delphicus*, Burggravius & Comes in Dona, Hæreditarius Dominus in Carwinden, Schlobitten, Burghsdorf, Stokenfels & Fiſchbach, Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ Campi Mareſchallus & Conſiliarius Bellicus; Nec non Dominus *Petrus Julius Coyet*, Hæreditarius in Bengtsboda & Liungebygard, Eques Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ Cancellariæ & Status Conſiliarius Aulicus, (qui tamen haud diu poſt ſuum ad hunc locum adventum, dum pio huic negotio ſimul inſudat, inopina morte præventus eſt) nomine Clementiſſimi Regis ac Domini ſui omnem induſtriam, dexteritatem atque prudentiam ſincerè, & absque tædio impenderint, pariterque altiſſimè memoratus Magnæ Britanniæ Rex, altéque memorati Domini Ordines Generales ad tam bonam metam collimantes ad pacificationem hancce pertractandam commiſerint & deputarint Legatos ſuos Extraordinarios & Plenipotentiarios Dominum *Denzel Holles*, Baronem de Ifield, &c. Conſiliarium Regium, & Dominum *Henricum Conventrye*, Honoratiſſimi Thomæ Baronis Conventrye, Magni Angliæ Sigilli quondam Cuſtodis Filium, à Cubiculis Regis intimis, in ſupremo Angliæ Conſilio ſive Parlamento Senatorem, & in Hiberniæ Regno ad res agrarias adjudicandas Commiſſarium, ab una, & in Conſeſſu Dominorum Ordinum Generalium à parte Provinciarum Gelriæ, Hollandiæ, Zelandiæ, Friſiæ, Groningæ & Omlandiæ Deputatos, prius quidem Dominum *Hieronymum van Beverningk*, &c. Dominum *Petrum de Huybert*, Dominum de Rengherskerke, Everswaert, &c. Conſiliarium & Syndicum Dominorum Ordinum Zelandiæ, & Dominum *Allardum Petrum Jongeſtal*, Supremæ Friſiorum Curiæ Conſiliarium Primarium, & Præſidem, vigore earum Plenipotentiarum, quæ quinto die Maii proximè elapſi expeditæ, in ipſo Tractatuum ingreſſu extraditæ fuerunt: Et poſtea itidem Dominum *Adolphum Henricum de Ripperda a Beurſe*, Dominum de Heer-Jans-Dam; & Dominum *Ludolphum Tiarda de Sterckenborgh*, Dominum de Weede, Surdijck, Nyenclooſter, ad ſolemniorem eorundem Tractatuum ſubſignationem ſecundis Plenipotentiarum Tabulis vigeſimo octavo hujus menſis Deputatos, ab altera parte, poſt mutuas Plenipotentiarum Tabulas (quarum Apographa ſub finem hujus Inſtrumenti de verbo ad verbum inſerta ſunt) ritè commutatas in mutuas Pacis, Amicitiæ & Confœderationis Leges conſenſum & conventum eſt, tenore ſequenti.

I. Imprimis, quod ab hoc die ſit vera, firma & inviolabilis Pax, Amicitia ſincerior, intimior atque arctior Confœderatio & Unio inter Sereniſſimum Magnæ Britanniæ Regem, atque Celſos & Præpotentes Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum, Terrasque, Regiones Civitatesque ſub utriusque Ditione ſine diſtinctione locorum ſitas, earumque Subditos & Incolas cujuscunque demum gradus fuerint.

II. Item, ut in futurum omnes inimicitiæ, hoſtilitates, diſcordiæ & Bella inter dictum Dominum Regem, & prædictos Dominos Ordines Generales eorumque Subditos & Incolas ceſſent & aboleantur: Et utraque Pars ab omni direptione, deprædatione, læſione injuriisque ac infeſtatione qualicunque tam Terra, quam Mari & Aquis dulcibus, ubivis gentium, ac maximè per omnes alterutrius Ditionis tractus, Dominia, loca & Præfecturas, cujuscunque demum illæ ſint conditionis, temperet abſtineatque prorſus.

III. Item, uti omnes offenſæ, injuriæ, damna, diſpendia, quæ dictus Dominus Rex ejusque Subditi, vel prædicti Domini Ordines Generales eorumque Subditi altrinſecus, durante hoc Bello, vel antehac, quibuscunque retrò temporibus, qualicunque de cauſa aut quocunque ſub prætextu alter ab altero pertulerent, ea oblivioni tradantur, & è memoria eradantur planè, ac ſi nullæ unquam interceſſiſſent, Sed & ut prædicta Pax, Amicitia & Confœderatio firmis atque inconcuſſis fundamentis innitantur, atque ab ipſo hoc die omnes novi diſſidii & altercationis anſæ præcidantur; Conventum præterea eſt, ut utraque jam deſignatarum Partium cum plenario Jure ſummi Imperii, proprietatis & poſſeſſionis, omnes ejusmodi Terras, Inſulas, Urbes, Munimenta, Loca & Colonias, teneat & poſſideat in poſterum, quotquot durante hoc Bello aut ante hoc

Bellum

Digitized by Google

Bellum ullis retro temporibus vi & armis aut quoquo modo ab altera Parte occupavit aut retinuit, eum prorſus in modum, quo ea $\frac{10}{20}$. die Maii proximè elapſi occupaverat & poſſedit, (nullis eorundem locorum exceptis.)

IV. Quin etiam Naves omnes cum ſuis armamentis, Mercimoniisque & bona cuncta mobilia, quæ durante hoc Bello, vel antehac ullis retro temporibus in poteſtatem unius vel alterius altè memoratarum Partium vel ad earum Subditos pervenerunt, ſine ulla compenſatione vel reſtitutione occupantium ſint & maneant; ſic ut quisquis horum, ejus quod ita occupatum fuit, ſine ulla controverſia, locive aut temporis aut rerum exceptione, fiat, maneatque Proprietarius & poſſeſſor in perpetuum.

V. Tum, uti ad hæc omnes actiones & prætenſiones, qualescunque demum illæ ſint, aut quocunque modo ullis jam ante Pacis aut Fœderum Tabulis, ſpecialiter etiam Articulo 15 earum, quæ anno 1662. ſubſignatæ ſint, reſtrictæ, circumſcriptæ, definitæ aut reſervatæ fuerint, quas dictus Dominus Rex & dicti Domini Ordines Generales eorumve Subditi ſibi invicem ultro citrove intentare, inſtituere, aut movere poſſent aut vellent, de ejusmodi negotiis aut rebus, quæ durante hoc Bello aut ullis retro temporibus, tam ante quam poſt prædictum Anni 1662. Tractatum, ad diem usque hujus præſentis Confœderationis Initæ acciderunt, irritæ, obliteratæ, caſſæ nullæque ſint & maneant; Quemadmodum dictus Dominus Rex, dictique Domini Ordines Generales declarabunt, ſicuti & hoc ipſo declarant ſe omnibus ejusmodi actionibus & prætenſionibus, pro ſe & Succeſſoribus ſuis, vigore præſentium, in perpetuum & penitus renunciaturos, quemadmodum & hoc ipſo renunciant, ita ut earum nomine nihil unquam amplius hinc inde urgeri, nihilque controverſiarum in poſterum moveri poſſit aut debeat.

VI. Sin autem poſt diem $\frac{10}{20}$. Maii Articulo tertio ſuperiore expreſſum, vel poſt inſtauratam Pacem aut ſubſignatas hujus Confœderationis Tabulas Pars alterutra, Terrarum, Inſularum, Urbium, Munimentorum, Coloniarum, aliorumve Locorum quodcunque alterutri Parti interceperit & occupaverit, omnia & ſingula horum abſque ulla loci temporisve diſtinctione, bona fide in eodem plane ſtatu confeſtim reſtituantur, quo tum temporis reperientur, quandocunque de inſtaurata Pace in iisdem locis conſtabit.

VII. Sed ad evitandam porrò omnem litis & contentionum materiam, quæ oriri interdum ſolet ex cauſa reſtitutionis aut liquidationis ejusmodi Navium, Mercium aliarumque rerum mobilium, quas in locis & oris longè diſſitis, poſt concluſam Pacem & priusquam ea ipſa Pax ibidem innotuerit, captas aut occupatas fuiſſe, utraque Pars aut alterutra cauſari poſſit. Conventum eſt, uti omnes ejusmodi Naves, Merces aliaque bona mobilia, quæ fortè poſt concluſionem & publicationem præſentis Inſtrumenti occupari poſſent, intra ſpatium duodecim dierum in Freto Britannico, atque in Mari Boreali; intra ſpatium ſex ſeptimanarum ab Oſtio dicti Freti Britannici usque ad Promontorium Sancti Vincentii, ut & intra ſpatium decem hebdomadum ultra prædictum Promontorium & cis Lineam Æquinoctialem vel Æquatorem, tam in Oceano & Mari Mediterraneo, quam alibi: tum inde intra ſpatium octimeſtre trans terminos prædictæ Lineæ per univerſum Orbem, ſine aliqua exceptione vel ulteriore temporis locive diſtinctione, ullave reſtitutionis aut compenſationis ratione habitâ, occupantium ſint & maneant.

VIII. Item, conventum eſt quod in prædictæ renunciationis & ſtipulationis partem venire quoque debeant quæcunque Repreſaliarum, Marcæ ac Contramarcæ, quas vocant, tam generales & particulares aliæque ejus generis Litteræ, quarum vi & tenore hoſtile quid in futurum exerceri queat, eæque publicâ utrinque hujus Fœderis auctoritate inhibeantur ac revocentur; Quod ſi qui nihilominus ex alterutra Gente poſt talem revocationem ſub prætextu vel auctoritate talium Litterarum vel Diplomatum jam revocatorum, poſt confectam jam Pacem & elapſa tempora Articulo ſeptimo ſuperiore definita, res novas machinabuntur, & hoſtile quid agent, eos, tanquam Pacis publicæ perturbatores, ſecundum Jura Gentium plectendos eſſe, præter integram direptæ rei reſtitutionem, aut plenum damni illati reſarcimentum, quo tenebuntur, non obſtante clauſula qualicunque etiam contraria, quæ prædictis Litteris revocatis inſerta fuerit.

IX. Cumque in Regionibus longè diſſitis, ut in Africâ & Americâ, præcipuè in Guinea, Proteſtationes & Declarationes quædam aliaque ejus generis Scripta à Gubernatoribus & Officialibus, nomine Superiorum ſuorum, hinc inde emiſſa & promulgata ſint, Commercii & Navigationis libertati adverſa, itidem conventum eſt, ut omnes & ſingulæ ejusmodi Proteſtationes & Declarationes, Scriptaque prædicta aboleantur, & pro nullis & irritis in poſterum habeantur, eâdemque Commercii & Navigationis libertate, tam in Africâ, quam in Americâ, utraque ante memoratarum Partium, eorumque Incolæ & Subditi gaudeant & fruantur, quâ gaudebant & fruebantur, aut de Jure gaudere & frui poterant id temporis, quo Tractatui Anni 1662. ſubſcriptum eſt.

* X. Item, ut Captivi utrimque ad unum omnes, cujuscunque demum dignitatis aut ſortis ſint, abſque Lytris aut alio ullo redemptionis pretio in libertatem aſſerantur, dum perſolvatur ab iis id æris alieni, quod pro victu aut alia de cauſa legitima debebunt.

XI. Item, uti dictus Dominus Rex, dictique Domini Ordines Generales maneant amici, Confœderati, neceſſitudine & amicitiâ conjuncti & adſtricti, ad Jura atque Immunitates Subditorum alterutrius contra quoscunque demum tuendas, qui utriusve Status Pacem, Terrâ Marive diſturbare conabuntur, vel qui intra alterutra Dominia degentes, publici utriusque Status Hoſtes denunciabuntur.

XII. Item, quod dictus Dominus Rex, dictique Domini Ordines Generales, nihil agent, facient, molientur, tractabunt aut attentabunt adverſus alterutrum vel Subditos alterutrius quocunque in loco, ſive Terrâ, Mari, Portibus, Diſtrictibus, Sinubus & Aquis dulcibus quâcunque occaſione, nec eorum alter vel Subditi alterutrius, dabit, præſtabit vel ſubminiſtrabit ullum auxilium, conſilium ſeu favorem, nec quicquam agi, tractari vel attentari ab alio quoviscunque alterutri in damnum aut præjudicium alterius, vel Subditorum alterutrius, ſed omnibus & ſingulis degentibus vel commorantibus, vel exiſtentibus intra alterutrius Dominia, qui contra alterutrum quicquam agent, facient, tractabunt vel attentabunt, uterque expreſſè & cum effectu contradicet, renitetur atque impedimentum realiter præſtabit.

XIII. Item, quod neque dictus Dominus Rex, vel dicta Reſpublica, neve ullus ex Subditis alterutrius, Incolis, aliisve in eorum Ditione commorantibus alterutrius Rebelles, quocunque ſubſidio, conſilio, ſtudio fovebit & adjuvabit, ſed expreſſè contradicet atque efficaciter obſtabit, ne quid auxilii aut adjumenti ab ullo, qui aut ex Subditis, Incolis aut commorantibus in alterutrius Dominiis fuerit, ullis iſtiusmodi Rebellibus prædictis, ſeu ſint Viri, Naves, Arma, bellicus apparatus, aliave bona interdicta, neque etiam pecuniæ aut commeatus ſeu Victualia, Mari vel Terrâ ſubmittantur aut ſuppeditentur, atque omnes Naves, Arma, bellicus apparatus, aliave bona interdicta, etiam pecuniæ & commeatus ad quamcunque perſonam vel perſonas pertinentia, quæ contra ſenſum hujus Articuli ſubmittentur aut ſuppeditabuntur, eidem Parti (ubi perſonæ contravenientes fuerint) addicentur & in Fiſcum cedent, quin & ii, qui ſcientes & volentes quicquam contra ſenſum hujus Articuli fecerint, commiſerint, attentaverint, conſiliumque dederint, utriusque Partis Hoſtes judicabuntur, atque ibi perduellionis pœnas luent, ubi id commiſſum aut perpetratum fuerit: De ſpecificatione autem earum Mercium, quæ prohibitæ aut Contrabandæ cenſebuntur, poſtea proviſum erit.

XIV. Item, quod dictus Dominus Rex, dictique Domini Ordines Generales ſibi mutuo, ſincerè & fideliter (prout opus fuerit) contra alterutrius Rebelles, Terra, Marique opem ferent, Viris & Navibus, eâ proportione, eoque modo, iisque conditionibus, de quibus poſtmodum convenerint, prout neceſſitas & rerum alterutrius ratio tulerit, ſumptibus tamen & expenſis illius Partis, quæ auxilium rogaverit.

XV. Item, quod neque dictus Dominus Rex, neque dicta Reſpublica, Subditive alterutrius Rebellem vel Rebelles, Profugum vel Profugos alterius vel declaratos vel declarandos, in ejus Dominia, Terras, Regiones, Portus, Sinus aut Diſtrictus, eorumve aliquod recipiet, neque iis vel eorum alicui in prædictis locis, vel alio quocunque etiam extra ſua Dominia, Patrias, Regiones, Terras, Portus, Sinus aut Diſtrictus, Auxilium, Conſilium, Hoſpitium, Milites, Naves, Pecunias, Arma, Apparatum bellicum vel Commeatum concedet, præſtabit aut miniſtrabit, neve alteruter iſtiusmodi

modi Rebelles, Profugos à quacunque Perſona vel Perſonis recipi permittet in ſua Dominia, Patrias, Regiones, Terras, Portus, Sinus, Diſtrictus, nec iſtiusmodi Rebellibus, Profugis ullum Auxilium, Conſilium, Hoſpitium, Favorem, Arma, Apparatum, Milites, Pecunias aut Commeatum præſtari, miniſtrari aut concedi permittet, ſed expreſſe & cum effectu contradicet, obſtabit atque impedimentum realiter præſtabit.

XVI. Item, quod ſi alteruter aliquem vel aliquos ſuum vel ſuos fuiſſe vel eſſe Rebellem vel Rebelles, Profugum vel Profugos, & in ſua Dominia, Territoria, Patrias, Portus, Diſtrictus, vel eorum aliquid receptum vel receptos eſſe, vel ibidem commorari, latitare vel perfugium ſibi quærere per Literas ſuas publicas & authenticas ſignificaverit & declaraverit. Tunc illa Pars quæ ejusmodi Literas receperit, vel cui taliter ſignificatum vel declaratum fuerit, intra ſpatium viginti octo dierum à die prædictæ ſignificationis proximè & continuè numerandum tenebitur, dicto Rebelli vel Rebellibus, Profugo vel Profugis præcipere & mandare, ut extra ſua Dominia, Patrias, Regiones, Terras, Diſtrictus & eorum quodlibet ſinguli exeant & recedant: Et ſi quis prædictorum Rebellium aut Profugorum intra decimum quintum diem à die hujusmodi præcepti & mandati non receſſerit & exiverit, ſinguli morte & amiſſione prædiorum & bonorum mulctabuntur.

XVII. Item, quod nullus Rebellis dicti Domini Regis Magnæ Britanniæ in aliqua Caſtra, Oppida, Villas, Portus, Diſtrictus vel alia Loca, ſeu Privilegio donata, vel non donata, quæ aliqua perſona cujuscunque ſtatus & Dignitatis exiſtat vel exiſtet, intra Dominia & Territoria Fœderatarum Provinciarum quocunque Jure vel titulo tenet vel poſſidet, vel deinceps tenebit vel poſſidebit, recipietur, nec in ea per aliquam perſonam cujuscunque ſtatus & Dignitatis fuerit, recipi vel in iiſdem commorari permittetur aut tolerabitur; Neque dicti Domini Ordines Generales alicui hujusmodi Rebelli in locis prædictis in Navibus, Militibus, Pecuniis, Commeatu, aut alio quocunque modo Auxilium, Conſilium vel favorem per aliquam perſonam, cujuscunque ſtatus aut Dignitatis fuerit, de cætero dari aut præſtari permittent aut tolerabunt, verum id publicè & diſertè prohibebunt atque efficaciter impedient. Et ſi aliqua Perſona vel Perſonæ cujuscunque ſtatus aut Dignitatis fuerint, manens vel degens, manentes vel degentes infra Dominia Fœderatarum Provinciarum earumve Poteſtates, contra hujusmodi Conventionem aliquid fecerit ſeu fecerint, quod tunc omnes & ſingulæ perſonæ taliter facientes, omnibus hujusmodi Caſtris, Oppidis, Villis, Prædiis, cæterisque locis, quæ illi vel eorum alter eo tempore habent aut habet, vel quocunque Jure aut titulo ſe habere prætendent vel prætendet, pro termino vitæ ſuæ exuentur & privabuntur; Pariter nullus Rebellis dictorum Dominorum Ordinum Fœderatarum Provinciarum in Caſtra, Oppida, Portus cæteraque loca, eorumve aliquod, ſive Privilegio donatum, ſive non donatum, quod quælibet Perſona vel Perſonæ cujuscunque ſtatus aut Dignitatis exiſtat aut exiſtant, quocunque Jure aut titulo tenet aut tenent, poſſidebit aut poſſidebunt, infra Regna vel Dominia dicti Domini Regis Magnæ Britanniæ recipietur vel à quacunque Perſona vel Perſonis recipi, inibique verſari permittetur; Neque dictus Dominus Rex Magnæ Britanniæ alicui hujusmodi Rebelli in locis prædictis, in Navibus, Militibus, Pecuniis, Commeatu, aut alio quocunque modo Auxilium, Conſilium aut favorem per aliquam ejusmodi Perſonam vel Perſonas cujuscunque gradus ſit, de cætero dari aut præſtari permittet aut tolerabit, ſed publicè & diſertè prohibebit, & efficaciter impediet. Et ſi quis è dicti Domini Regis Subditis vel degentibus infra illius Dominia contra hujusmodi Conventionem quicquam fecerit vel attentaverit, omnes & ſingulæ perſonæ taliter facientes, omnibus iſtiusmodi Caſtris, Oppidis, Villis, Prædiis, cæterisque locis, quæ illi vel eorum alter id temporis habent aut habet vel quocunque Jure aut titulo ſe habere prætendent aut prætendet, pari modo pro termino vitæ ſuæ exuentur & privabuntur.

XVIII. Item, quod dictus Dominus Rex Magnæ Britanniæ, Subditique ejus omnesque Majeſtatis ſuæ Dominiorum Incolæ, Item prædictæ Fœderatæ Provinciæ earumque Subditi & Incolæ, cujuscunque ordinis & conditionis fuerint, ad ſeſe mutuo rebus omnibus humaniter atque amicè tractandum obligabuntur, uti Terrâ vel Aquâ alterutrius Regiones, Oppida, Pagos, ſive muro cincta, ſive non cincta, ſive munita ſive non munita, Portus etiam & univerſam Partis utriusque Ditionem in Europa liberè & ſecurè adire poſſint, in iisque verſari & commorari quamdiu voluerint, ibique ſine ullo impedimento Commeatum ſuis uſibus, quantum neceſſe erit, coëmere, atque etiam negociari & Mercaturam facere, quocunque Mercium genere ipſis videbitur, easque advehere ſuo arbitratu aut exportare, dummodo quæ ſtatuta ſunt, Portoria ſolvant, ſalvis etiam alterutrius Dominii Legibus ac Statutis omnibus; ita tamen, ut Subditi & Incolæ utriusque Partis, Commercium ſuum exercentes, in alterutrius Regionibus & Ditionibus non obligentur inpoſterum plus Portorii, Cenſus, Vectigalium aut aliorum Tributorum ſolvere, quam pro rata proportione, quàm alii extranei ſolvant, in iisdem locis Mercaturam exercentes.

XIX. Item, quod Naves & Navigia dictarum Fœderatarum Provinciarum tam bellica & ad Hoſtium vim propulſandam instructa, quàm alia, quæ alicui è Navibus bellicis dicti Domini Regis Magnæ Britanniæ in Maribus Britannicis obviam dederint, Vexillum ſuum è mali vertice detrahent & ſupremum velum demittent, eo modo, quo aliis retrò temporibus unquam obſervatum fuit.

XX. Item, in majorem Commercii & Navigationis libertatem conventum & concluſum eſt, quod dictus Dominus Rex Magnæ Britanniæ, dictique Domini Ordines Generales in Portus ſuos, Urbes & Oppida non recipient neque ſinent, ut ullus ex Subditis alterutrius recipiat Piratas aut Prædones, iisve Hoſpitium, Auxilium aut Commeatum præbeant, verum operam dabunt, ut prædicti Piratæ & Prædones, eorumve piraticè participes, conſcii & adjutores in aliorum terrorem inveſtigentur, capiantur & merito ſupplicio puniantur; Omnesque Naves, Bona & Merces piraticè ab iis captæ atque in Portus alterutrius Dominii advectæ, quæ quidem inveniri poterunt, imò etiam ſi venditæ ſint, juſtis Dominis reſtituentur, aut ſatisfactio dabitur vel earum Dominis, vel iis, qui per Literas Procurationis eas res vindicaverint, modo Jus Dominii debitis ex lege probationibus in Curia cauſarum maritimarum appareat.

XXI. Item non permiſſum erit Subditis Regiæ Majeſtatis & Incolis Regnorum aut Terrarum, illi obedientium, aut Incolis & Subditis Fœderati Belgii hoſtile aliquid aut violentum invicem moliri aut facere, ſive Mari, ſive Terra, nullo prætextu aut colore, & per conſequens non licitum erit dictis Subditis aut Incolis ab aliquo Principe aut Statu, quibus cum alterutro Fœderatorum diſcordia aliqua aut Bellum apertum eſt, Literas patentes, (quas Commiſſiones vocant) aut Repreſalias impetrare, & multo minus vi iſtarum Literarum Subditos alterutrius Fœderatorum aliqua moleſtia aut damno afficere; Neque etiam permiſſum erit, Armatoribus extraneis non Subditis uni aut alteri Confœderatorum, habentibus Commiſſiones ab aliquo alio Principe aut Statu, ut in Portubus unius aut alterius Partium prædictarum Naves ſuas inſtruant, ea, quæ ceperunt, vendant, redimere faciant, aut alio modo quocunque mutent tam Naves, Mercimonia, quam alia onera quæcunque, & ne quidem Victualia coëmere illis licitum erit, niſi quæ neceſſaria erunt ad perveniendum ad Portum proximum illius Principis, à quo Commiſſiones obtinuerunt: Et ſi fortè aliquis Subditorum Regiæ Majeſtatis aut dictorum Dominorum Ordinum Generalium emerit, mutatione aut alio quocunque modo ſibi acquiſiverit ejusmodi Navem aut Mercimonia, quæ à Subditis unius aut alterius capta fuerunt, eo caſu dictus Subditus tenebitur dictam Navem, Bona aut Mercimonia reſtituere Proprietariis ſine ulla dilatione & ſine ulla compenſatione aut refuſione pecuniæ, pro dictis rebus ſolutæ aut promiſſæ, modo coram Conſilio Regiæ Majeſtatis aut dictis Dominis Ordinibus Generalibus probaverint ſeſe earum rerum Proprietarios eſſe.

XXII. Item, ſi dictus Dominus Rex Magnæ Britanniæ, dictive Domini Ordines Generales Fœderati Belgii, ullam Fœdus, Amicitiam, Confœderationem aut neceſſitudinem cum aliis quibuscunque Regibus, Rebus-publicis, Principibus aut Statubus contrahent, aut paciſcentur, alter una alteram ejusque Dominia in iis eorumve quolibet comprehendet, ſi comprehendi voluerit, atque de omnibus iſtiusmodi Amicitiæ & Confœderationis Tractatibus alterum certiorem reddet.

XXIII. Item, quod ſi acciderit, ut quamdiu Fœdus, Amicitia & Societas hæc duraverit, ab ullo ex Subditis aut Incolis alterutrius Partis contra hoc Fœdus aut ullum ejus Membrum, Mari, Terrâ aut Aquis dulcibus quicquam fiat aut tentetur, Amicitia hæc, Fœdus & So-

ANNO 1667.

& Societas inter has Nationes non idcircò interrumpentur aut infringentur, verum integra nihilominus perſtabunt, vimque ſuam plenariam obtinebunt, tantummodo illi ipſi, qui contra Fœdus prædictum commiſerint, ſinguli punientur & nemo alius, juſtitiaque reddetur, & ſatisfactio dabitur illis omnibus, quorum id intereſt, ab iis omnibus qui Terra, Mari aut aliis Aquis contra hoc Fœdus quidquam commiſerint, ulla in parte Europæ aut ubivis locorum intra Fretum Gaditanum, ſive in Americâ, vel per Africæ Littora aliisve in Terris, Inſulis, Æquoribus, Æſtuariis, Sinubus, Fluminibus, aliisve in locis cis Caput Bonæ Spei intra anni ſpatium, quam Juſtitia poſtulabitur, in omnibus autem (uti ſupra dictum eſt) ultra prædictum Caput, locis intra menſes octodecim, quam Juſtitia prædicto modo poſcetur. Quod ſi vero Fœderis ruptores non comparuerint, neque ſe judicandos ſubmiſerint, neque ſatisfactionem dederint intra hoc vel illud temporis ſpatium pro loci longinquitate modo conſtitutum, prædicti illi utriusque Partis Hoſtes judicabuntur, eorumque bona, facultates & quicunque reditus publicabuntur plenæque ac juſtæ ſatisfactioni impendenda erunt earum injuriarum, quæ ab ipſis illatæ ſunt, ipſique præterea, cum in alterutrius Partis poteſtate fuerint, iis pœnis obnoxii erunt, quas ſuo quisque crimine commeruerit.

XXIV. Item, quod dicti Domini Regis Subditi, quicunque ſub ejus Ditione fuerint, poſſint libere, tutò ac ſecurè in Fœderati Belgii Provinciis, & ſingulis ſuis Ditionibus in Europa, perque eas Terrâ vel Aqua ad alia in iis loca vel ultra eas iter facere, perque ulla earum Oppida, Præſidia, Munimenta tranſire, quæ ullis in locis Fœderatarum Belgii Provinciarum aut alibi in earum Ditionibus in Europa ſunt vel erunt, Mercaturam in omnibus illis locis facientes, eorumque Negociatores, Inſtitores Famulive, armati ſive inermes (armati autem non amplius quadraginta ſimul) tam ſine bonis ſuis & Mercimoniis, quam cum iis quocunque ire voluerint: Poterit item populus & Incolæ Fœderatarum Belgii Provinciarum eâdem libertate frui in omnibus dicti Domini Regis Ditionibus in Europa, dummodo in hujusmodi Commercio & Mercatura ſinguli alterutrius Dominii Legibus & Statutis utrimque pareant moremque gerant.

XXV. Item, ſi Naves Mercatoriæ unius aut alterius Subditorum per tempeſtatem vel Piratas, vel aliam quamcunque neceſſitatem Portum unius aut alterius Dominii intrent, inde ſecurè & liberè recedant cum Navibus & Mercimoniis abſque aliqua Vectigalium aut aliorum Jurium ſolutione, ita tamen, ut onus non diſtrahant aut divendant aut venale quicquam proponant, nec moleſtiæ qualicumque aut viſitationi ſubjicientur, modo nec perſonas aliquas, nec Merces in Navem receperint aut quicquam egerint contra Leges, Statuta aut Conſuetudines ejus loci, ubi Portus (uti præmiſſum eſt) intraverint.

XXVI. Item, quod Mercatores, Naucleri, Gubernatores & Nautæ alterutrius Partis, eorumque Naves, bona aut Mercimonia in Terris, Portubus, Navium Stationibus aut Fluminibus alterius non prehendentur, vel ſub arreſto detinebuntur ex Edicto quovis generali aut ſpeciali, ſive ad Bellum, ſive ad alium quemlibet uſum, niſi ſumma neceſſitate id cogente, juſtâ etiam ſatisfactione ob id data, ita tamen, ut detentionibus & arreſtationibus quæ ex Jure & Legibus alterutrius Dominii rectè atque ordine fiant, nihil hinc derogatum ſit.

XXVII. Item, uti Mercatores utrinque, eorumque Inſtitores & Famuli, atque etiam Naucleri, aliique Nautæ tam eundo quam redeundo Navibus per Maria aliasque Aquas, quam in Portubus alterutrius aut in Terra egreſſi ſui ſuorumque bonorum defendendi cauſa, omne genus arma, tam offenſiva quam defenſiva, geſtent, utanturque, verum ubi ad ſua quisque hoſpitia ac diverſoria pervenerit, ibi arma ſua deponet ac relinquet, donec rurſus ad Navem ſe receperit aut eo commeare velit.

XXVIII. Item, quod Naves Præſidiariæ ſeu Bellicæ alterutrius Partis quamcunque in Mari Navem aut Naves Mercatorias quæ ad alterum vel alterius Subditos aut Incolas pertinuerint, quæ eundem curſum tenuerint, idemve iter fecerint, obviam habentes aut aſſequentes iis præſidio eſſe, easque defendere tenebuntur, quamdiu eundem curſum tenuerint, contra omnes & ſingulos qui eas vi adorientur.

XXIX. Item, ſi qua Navis aut Naves quæ Subditorum aut Incolarum alterutrius Partis aut neutralis alicujus fuerint in alterutrius Portubus à quovis tertio capiantur qui ex Subditis & Incolis alterutrius Partis non ſit, illi quorum in Portu aut ex Portu aut quacunque Ditione prædictæ Naves captæ fuerint, pariter cum altera Parte dare operam tenebuntur in prædictis Nave vel Navibus inſequendis & reducendis, ſuisque Dominis reddendis, verum hoc totum fiet Dominorum impenſis aut eorum quorum id intereſt.

ANNO 1667.

XXX. Item, quod Scrutatores, cæterique id genus Officiales ex utraque parte ad normam Legum alterutrius Dominii ſeſe dirigent, neque plus imponent exigentve quam per authoritatem ſibi commiſſam & accepta mandata licuerit.

XXXI. Item, ſi qua Injuria ab alterutro Dominio ejusve Subditis aut Incolis alterius Subditis aut Incolis illata ſit, ſive contra ullos hujus Fœderis Articulos, ſive contra Jus commune, uti nullæ Literæ repreſaliæ, Mercæ aut Contra-Mercæ ab alterutro concedantur, donec Juſtitia prius juxta Leges ordinarias poſtuletur, ſin autem illic Juſtitia vel denegetur vel in longum detrahatur, tum uti dictus Dominus Rex dictique Domini Ordines Generales aut Delegati ejus Dominii, cujus Subditi & Incolæ injuria affecti ſunt, ab altero in quo Juſtitia, (uti prædictum eſt) denegatur aut differtur, aut ab illa poteſtate quæ hujusmodi poſtulatis audiendis conſtituta erit, publicè Juſtitiam poſtulent, ut omnes hujusmodi lites vel amicè componantur vel ordinario Legum proceſſu terminentur; Sin autem mora adhuc interpoſita erit, neque Jus reddetur neque ſatisfactio dabitur intra tres menſes quam hujusmodi poſtulatio lata fuerit, tum demum uti Literæ repreſaliæ, Mercæ vel Contra-Mercæ concedantur.

XXXII. Item, conventum eſt: ſi aliquando, quod omen Deus Optimus Maximus clementer averſum velit, ſopitas ſimultates inter dictum Dominum Regem dictoſque Dominos Ordines Generales recrudeſcere, atque in apertum Bellum denuo erumpere contingat, ut eæ Naves, Merces ac Bona quævis mobilia Partis alterutrius quæ in Portubus atque in Ditione Partis adverſæ hinc inde hærere atque extare deprehendentur, Fisco nihilominus haud quaquam addicantur, aut ullo incommodo afficiantur: Sed Subditis Civibusque alterutrius, ſpatium ſemeſtre integrum hinc inde concedatur, quo res jam dictas ac aliud quidvis ex facultatibus ſuis quo viſum libitumque fuerit omni ſine moleſtia inde tranſlatum eant.

XXXIII. Item, quod illi qui ſpecialia Diplomata aut Commiſſiones ab alterutra Parte obtinuerint priusquam illa Diplomata accipiant coram eo judice qui ea ipſis exhibebit, ſufficientem fiduciarum cautionem interponent per ejusmodi homines, qui reſpondendo pares ſunt, & non ejus Navis Socii aut participes, ſe nullum damnum aut injuriam alterutrius Subditis aut Incolis illaturos.

XXXIV. Item, conventum & concordatum eſt, quod utriusque Partis Subditis & Incolis ad Portus utriusque liber ſemper ſit acceſſus, in iisque commorari, ac inde rurſus recedere liberum eis licitumque erit non ſolum cum Navibus Mercatoriis & oneratis, ſed & cum Navibus Bellicis ſive ad dictum Dominum Regem dictoſve Dominos Ordines Generales ſpectent, ſive eorum ſint qui ſpecialia Diplomata obtinuerint, ſive tempeſtatis vi, aut Maris periculo intraverint, ſive ut Naves reparent aut Commeatum coëmant, modo octonarium Navium Bellicarum numerum non excedant, ſi ſua ſponte intraverint, nec diutius in Portubus aut circa Portus hæreant quam ad Navium reparationem, coemenda Victualia aliasve neceſſitates fuerit neceſſe; Et ſi major Navium Bellicarum numerus data occaſione ad ejusmodi Portus velit accedere, eas intrare nequaquam erit licitum niſi prius impetrata ab iis venia ad quos Portus illi pertinuerint, niſi tempeſtate aut vi aliqua aut neceſſitate compulſæ fuerint, quo Maris periculo effugerent. Quod cum accidit Præfectum ejus loci aut ſummum Magiſtratum ſtatim de cauſa ſui adventus certiorem facient, nec diutius ibi hærebunt quam illis à Præfecto aut ſummo Magiſtratu permiſſum erit, nec in iis Portubus commorantes hoſtile aliquid aut quicquam in præjudicium eorum molientur.

XXXV. Item, conventum & concluſum eſt, quod utraque Pars verè & firmiter obſervabit atque executioni mandabit præſentem Tractatum, omniaque & ſingula in eo contenta & comprehenſa, atque eadem ab alterius Subditis & Incolis obſervari & præſtari efficaciter curabit.

XXXVI. Item, ad majorem cautelam & ſecuritatem

tem Tractatus hujus & Confœderationis à parte dictorum Dominorum Ordinum Generalium Fœderatarum Provinciarum eorumque Populi ſincere & bona fide præſtanda, conventum & concluſum eſt, ſicut & dicti Domini Ordines Generales his præſentibus conveniunt ſeque firmiter obligant & devinciunt, quod omnes & ſinguli, quos aut quem vel ipſi vel Ordines Provinciarum quocunque demum tempore eligent, conſtituent aut præficient Capitaneum Generalem, Gubernatorem ſeu Præſidem primatium ſive Stadthoider, Imperatorem Exercituum ſeu Militiæ in Terra vel Admirallum ſeu Prætorem Claſſium, Navium, Copiarumve Marinarum obligabuntur & devincientur hunc Tractatum & omnia ejus Capitula, Juramento confirmare, itaque ſanctè & cum Juramento ſpondere, ſe quantum poſſint, omnia ea religioſè obſervaturos & executioni, quoad eos ſpectat, mandaturos, & curaturos ut ab aliis obſerventur & executioni mandentur.

XXXVII. Sub hoc præſenti Pacis Tractatu comprehendentur illi qui ante Ratihabitionum permutationem vel intra ſex menſes poſtea ab una alteràque Parte ex communi conſenſu nominabuntur, interim tamen quemadmodum Partes paciſcentes gratè agnoſcunt ſincera officia & indefeſſa ſtudia, quibus Sereniſſimus Rex Sueciæ, interpoſitâ ſuâ mediatione, hoc ſalutare Pacificationis opus, Divino adjuvante auxilio, ad exitum optatum promovit, ita ad teſtandum parem affectum communi Partium omnium conſenſu ſancitum & conventum eſt, ut altiſſime memorata Sacra Regia Majeſtas Sueciæ cum omnibus ſuis Regnis, Ditionibus, Provinciis ac Juribus huic Tractatui ſit incluſa, & præſenti Pacificatione omni meliori modo comprehenſa.

XXXVIII. Item conventum, concluſum & concordatum eſt, quod præſens Tractatus atque omnia & ſingula in eo contenta & concluſa à dicto Domino Rege Magnæ Britanniæ, dictiſque Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum, per patentes utriusque Partis Literas Sigillo magno munitas debita & authentica forma intra quatuor ſeptimanas proximè inſequentes (aut citius ſi fieri poterit) confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque Inſtrumenta intra prædictum tempus hinc inde Bredæ extradentur, nec non & Tractatus hic & Confœderatio ſtatim à traditis & permutatis inſtrumentis forma & loco ſolitis publicabitur. In quorum omnium & ſingulorum fidem, majusque robur, Nos prædicti ſacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ Legati, & Plenipotentiarii, cum Illuſtriſſimis & Excellentiſſimis Dominis Legatis Extraordinariis & Mediatoribus huic Pacis Inſtrumento ſubſcripſimus illudque Sigillis noſtris ſignavimus.

Actum Bredæ trigeſimo primo Julii, anno milleſimo ſexcenteſimo ſexageſimo ſeptimo.

(L.S.) *Georgius Flemmingh.*
(L.S.) *Chriſtophorus Delphicus in Dhona.*

(L.S.) *Holles.*
(L.S.) *Henricus Coventry.*

Articulus ſeparatus.

SI forte aliqua tapeta, periſtromata, aulæa, picturæ vel ſupellectiles cujuscunque generis vel Lapides pretioſi, Clenodia, Monilia, Gemmæ, vel alia quæcunque Bona mobilia, ad Regem Magnæ Britanniæ ſpectantia penes dictos Ordines Generales aut aliquem Subditorum ſuorum jam nunc ſunt aut de futuro reperientur, dicti Domini Ordines promittunt ſeſe nullo modo protecturos Poſſeſſores aliquorum mobilium ad dictum Dominum Regem pertinentium, quæ iis auferri poterunt eo modo, ut nulla iniquitate aut injuſtitia afficiantur illi, qui gravabuntur illa ſua ſponte reſtituere, dictique Ordines promittunt ſeſe modo quam efficaciſſimo operam daturos, ut de plano & ſummarie in iſto negotio procedatur ſine ordinaria forma & modo procedendi in Curiis uſitato & ut Juſtitia adminiſtretur, quâ ſatisfiat dictæ Regiæ Majeſtati, quantum fieri poterit, absque læſione alicujus.

Item, quod ſi qui eorum, qui rei ſunt illius nefandi parricidii in Regem Carolum primum beatiſſimæ memoriæ admiſſi ac legitime de eodem ſcelere attincti, condemnati aut convicti vel jam ſunt in Dominiis dictorum Ordinum Generalium, vel poſtea illuc advenient, ſtatim, quamprimum dictis Ordinibus Generalibus, vel aliquibus Officiariis ſuis innotuerit, vel relatum fuerit, prehenſi in cuſtodiam dentur, & vincti in Angliam remittantur, vel in eorum manus tradantur, quos dictus Dominus Rex Magnæ Britanniæ iis cuſtodiendis domumque revehendis præfecerit. In quorum fidem, & quod præſens Articulus ſeparatus de verbo ad verbum ejusdem tenoris eſt cum eo, qui 14 die menſis Septemb. 1662. apud Whitehal concluſus eſt eodemque vigore obſervandus cum iis, qui Tractatui principali inſerti ſunt. Nos prædicti Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii illi ſubſcripſimus & Sigilla noſtra appoſuimus; Actum Bredæ trigeſimo primo Julii anno milleſimo ſexcenteſimo ſexageſimo ſeptimo.

(L.S.) *Georgius Flemmingh.*
(L.S.) *Chriſtophorus Delphicus in Dhona.*

(L.S.) *Holles.*
(L.S.) *Henricus Coventry.*

CUm iis Pacis, Unionis & Confœderationis Articulis, qui hodie inter Sereniſſimum Magnæ Britanniæ Regem, & Celſos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii, concluſi ſunt, præcipue cautum & proviſum ſit, ut quanto ocius funeſti omnes & calamitoſi Bellorum effectus ceſſent, deſiderata autem & omnium votis expetita Pax in omnibus utriusque Partis Regnis & Ditionibus omnibusque earum Subditis & Incolis reſtituatur. & proinde temporis, & negotiorum ratio non permiſerit, æqua lance & ad amuſſim omnia & ſingula ponderare & adæquare, quæ circa prædictos Articulos animadvertenda & conſideranda fuerant, circa eos præſertim, qui ad liberæ Navigationis liberique Commercii Statuta pertinent; Et verendum tamen ſit, ne in novas altercationes, novaque diſſidia utriusque Partis Incolæ & Subditi reincidant & inde ſimultates jam ſopitæ recrudeſcant, ſi non certis quibusdam Legibus circa ea quæ Navigationem & Commercii uſum concernunt coërceantur; Ita inter prædictas alte memoratas Partes, mediantibus, annitentibus, & operam ſuam conferentibus iisdem, qui in Tractatu principali Dominis Sereniſſimæ Regiæ Majeſtatis Sueciæ extra ordinem Legatis, & ad Tractatus Pacis Mediatoribus, ſeparatis hisce Articulis porro conventum & ſancitum eſt.

I. Imprimis, ut omnia ejusmodi Edicta ac Senatus conſulta quæ ratione hujus Belli una pars in præjudicium alterius, contra libertatem Navigationis & Commercii promulgavit, hinc inde abrogentur.

II. Secundò ut ad elucidationem ejus Edicti quod à parte Magnæ Britanniæ Regis, Anno milleſimo ſexcenteſimo ſexageſimo promulgatum fuit, ei Genti excitandæ & invitandæ ad rem Navalem promovendam, quo Peregrini alias in Angliam Merces invehere prohibentur, quam quæ in propriis unius cujusque Terris enatæ aut manuum opera elaboratæ ſunt, licitum ſit Dominis Ordinibus Generalibus eorumque Subditis ſuis Navigiis in Angliam præterea etiam inferre omnia ejusmodi Mercimonia, quæ in Germania inferiora vel ſuperiore producta, enata, aut manibus elaborata, non niſi per Territoria ac Ditiones Uniti Belgii vel per Terram vel per Flumina ad Portus maritimos plerumque commodius & uſitatius ſubvehi ſolent, ut inde per Mare transportentur.

III. Tertiò, cum jam pridem inſtiterit Magnæ Britanniæ Rex, ut in certam commodamque normam Merces & Mercaturæ hinc inde redigantur, Domini autem Ordines Generales in eum etiam ſcopum ſemper collimarint; Ut certis quibusque perpetuoque obſervandis Legibus eædem circumſcribantur, & tamen ea res prolixioris videatur eſſe laboris, quam ut confeſtim ad utriusque Partis nutum abſolvatur, in opportuniorem occaſionem hoc negotium ita differre utrimque placuit, ut Commiſſarii quanto ocius fieri poterit, poſt concluſam hanc Pacem, utrimque conveniant, qui ſuper deſignandis & certo limite circumſcribendis Mercimoniorum ſpeciebus, Navigationisque Legibus aliquid certi ſtatuant, noviſque & mutuis Conventionis Tabulis deſignent; Ne tamen interea in ſuſpenſo hæreant, & in ambiguo teneantur utriusque Partis Incolæ & Subditi, incerti quas Mercimonii ſpecies in modum aut formam Bellici Apparatus vel ſuppetiarum, aut ſub titulo, aut prætextu Commerciorum Hoſti Partis alterutrius ſubvehere aut ſubminiſtrare aut licitum aut vetitum ſit: itidem conventum & ſancitum eſt, ut ille Navigationis & Commerciorum Tractatus, qui Dominis Ordinibus Generalibus cum Rege Chriſtianiſſimo intercedit, incipiendo ab Articulo vigeſimo ſexto ad Articulum usque quadrageſimum ſecundum incluſive, eo modo & tenore, quo Gallico Idiomate inſerti ſequuntur, proviſionaliter pro regula & norma ſit, & ad uberiorem de Commerciis maritimis Tractatum,

Google

tum, intra alte præmemoratas Partes perficiendum viam ſternat.

Sequuntur prædicti Articuli.

XXVI. Tous les Sujets & Habitans de France pourront en toute ſeureté & liberté naviger & trafiquer dans tous les Royaumes, Païs & Eſtats, qui ſont ou ſeront en Paix, Amitié ou Neutralité avec la France, ſans qu'ils puiſſent eſtre troublez ou inquietez dans cette liberté par les Navires, Galleres, Fregates, Barques ou autres Batimens de Mer, appartenans auſdits Seigneurs Eſtats ou aucun de leurs Sujets, à l'occaſion des hoſtilitez, qui pourroient ſe rencontrer cy-aprés entre leſdits Seigneurs Eſtats Generaux, & les ſuſdits Royaumes, Païs & Eſtats, ou aucun d'iceux qui ſont ou ſeront en Paix, Amitié ou Neutralité avec la France.

XXVII. Ce Tranſport & ce Trafic s'eſtendra à toutes ſortes de Marchandiſes, à l'exception de celles de Contrebande.

XXVIII. En ce genre de Marchandiſes de Contrebande, s'entend ſeulement eſtre compris toute ſorte d'Armes à feu & autres aſſortimens d'icelles, comme Canons, Mouſquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Sauciſſes, Cercles poiſſez, Affuts, Fourchettes, Bandolieres, Poudre, Meſche, Salpetre, Balles, Picques, Eſpées, Morions, Caſques, Cuiraſſes, Hallebardes, Javelines, Chevaux, Selles de Cheval, Foureaux de Piſtolets, Baudriers & autres aſſortiſſemens ſervans à l'uſage de la Guerre.

XXIX. Ne ſeront compris dans ce genre de Marchandiſes de Contrebande, les Fromens, Bleds & autres Grains, Legumes, Huilles, Vins, Sel, ny generalement tout ce qui appartient à la nourriture & ſuſtentation de la vie, mais demeureront libres, comme autres Marchandiſes & Denrées non compriſes en l'Article precedent, & en ſera le Tranſport permis, meſmes aux Lieux Ennemis deſdits Seigneurs Eſtats, ſauf aux Villes & Places aſſiegées, bloquées ou inveſties.

XXX. Pour l'execution de ce que deſſus, il a eſté accordé qu'elle ſe ſera en la maniere ſuivante, que les Navires & Barques avec les Marchandiſes des Sujets de Sa Majeſté eſtans entrées en quelques Havres deſdits Seigneurs Eſtats, & voulans de là paſſer en ceux deſdits Ennemis, ſeront obligez ſeulement de monſtrer aux Officiers du Havre deſdits Seigneurs Eſtats d'où ils partiront leurs Paſſeports, contenants la ſpecification de la charge de leurs Navires, atteſtez & marquez du Seel & Seing ordinaire & reconnu des Officiers de l'Admirauté des Lieux, d'où ils ſeront premierement partis, avec la declaration du Lieu où ils ſeront deſtinez, le tout en forme ordinaire & accouſtumée, aprés laquelle exhibition de leurs Paſſeports en la forme ſuſdite, ils ne pourront eſtre inquietez ny recherchez, detenus ny retardez en leurs voyages, ſoubz quelque pretexte que ce ſoit.

XXXI. Il en ſera uſé de meſme à l'égard des Navires & Barques Françoiſes, qui iront dans quelques Rades des Terres de l'obeiſſance deſdits Seigneurs Eſtats, ſans vouloir entrer dans les Havres, ou y entrans ſans toutesfois vouloir debarquer & rompre leurs charges, leſquels ne pourront eſtre obligez de rendre compte de leur cargaiſon, qu'au cas qu'il y euſt ſoubçon qu'ils portaſſent aux Ennemis deſdits Seigneurs Eſtats des Marchandiſes de Contrebande, comme il a eſté dit cy-deſſus.

XXXII. Et audit cas de ſoubçon apparant, leſdits Sujets de Sa Majeſté ſeront obligez de monſtrer dans les Ports leurs Paſſeports, en la forme cy-deſſus ſpecifiée.

XXXIII. Que s'ils eſtoient entrez dedans les Rades, ou eſtoient rencontrez en pleine Mer par quelques Navires deſdits Seigneurs Eſtats, ou d'Armateurs particuliers leurs Sujets, leſdits Navires des Provinces-Unies pour eviter tout deſordre, n'approcheront pas plus prez des François que de la portée du Canon, & pourront envoyer leur petite Barque ou Chaloupe au bord des Navires ou Barques Françoiſes, & faire entrer dedans deux ou trois hommes ſeulement, à qui ſeront monſtrez les Paſſeports & Lettres de Mer par le Maiſtre ou Patron du Navire François, en la maniere cy-deſſus ſpecifiée ſelon le Formulaire deſdites Lettres de Mer, qui ſera inſeré à la fin de ce Traité, par leſquels Paſſeports & Lettres de Mer il puiſſe apparoir non ſeulement de ſa charge, mais auſſi du lieu de ſa demeure & reſidence, tant du Maiſtre & Patron, que du Navire meſme, afin que par ces deux moyens on puiſſe connoiſtre, s'ils portent des Marchandiſes de Contrebande, & qu'il s'apparoiſte ſuffiſamment tant de la qualité dudit Navire, que de ſon Maiſtre & Patron, auſquels Paſſeports & Lettres de Mer ſe devra donner entiere foy & creance; & à fin que l'on connoiſſe mieux leur validité, & qu'elles ne puiſſent en aucune maniere eſtre fallifiées & contrefaites, ſeront données certaines marques & contreſeins de Sadite Majeſté & deſdits Seigneurs Eſtats Generaux.

XXXIV. Et au cas que dans leſdits Vaiſſeaux & Barques Françoiſes deſtinées vers les Havres des Ennemis deſdits Seigneurs Eſtats, ſe trouve par les moyens ſuſdits quelques Marchandiſes & Denrées de celles qui ſont cy-deſſus declarées de Contrebande & deffenduës, elles ſeront dechargées, denoncées & confiſquées par devant les Juges de l'Admirauté des Provinces-Unies, ou autres competens, ſans que pour cela le Navire & Barque ou autres Biens, Marchandiſes & Denrées libres & permiſes, retrouvées au meſme Navire, puiſſent eſtre en aucune façon ſaiſies ny confiſquées.

XXXV. Il a eſté en outre accordé & convenu, que tout ce qui ſe trouvera chargé par les Sujets de Sa Majeſté en un Navire des Ennemis deſdits Seigneurs Eſtats, bien que ce ne fuſt Marchandiſe de Contrebande, ſera confiſqué, avec tout ce qui ſe trouvera audit Navire, ſans exception ny reſerve, mais d'ailleurs auſſi ſera libre & affranchi tout ce qui ſera & ſe trouvera dans les Navires appartenans aux Sujets du Roy Tres-Chreſtien, encor que la charge ou partie d'icelle fuſt aux Ennemis deſdits Seigneurs Eſtats, ſauf les Marchandiſes de Contrebande, au regard deſquelles on ſe reglera ſelon ce qui a eſté diſpoſé aux Articles precedents.

XXXVI. Tous les Sujets & Habitans deſdites Provinces-Unies jouiront reciproquement des meſmes Droits, Libertez & exemptions en leurs Trafics & Commerces dans les Ports, Rades, Mers & Eſtats de Sadite Majeſté, ce qui vient d'eſtre dit que les Sujets de Sadite Majeſté jouiront en ceux deſdits Seigneurs Eſtats, & en haute Mer, ſe devant entendre que l'égalité ſera reciproque en toute maniere de part & d'autre, & meſme en cas que cy aprés leſdits Seigneurs Eſtats fuſſent en Paix, Amitié & Neutralité avec aucuns Roys, Princes & Eſtats, qui deviniſſent Ennemis de Sadite Majeſté, chacun des deux Partis devant uſer reciproquement des meſmes conditions & reſtrictions exprimées aux Articles du preſent Traité, qui regardent le Trafic & le Commerce.

XXXVII. Et pour aſſeurer davantage les Sujets deſdits Seigneurs Eſtats qu'il ne leur ſera fait aucune violence par leſdits Vaiſſeaux de Guerre, ſera fait deffenſe à tous Capitaines des Vaiſſeaux du Roy & autres Sujets de Sa Majeſté, de ne les moleſter ny endommager en aucune choſe que ce ſoit, ſoubs peine d'eſtre punis & tenus en leurs perſonnes & Biens des dommages & intereſts ſoufferts & à ſouffrir jusqu'à la deue reſtitution & reparation.

XXXVIII. Et pour cette cauſe ſeront doreſnavant les Capitaines & Armateurs obligez chacun d'eux avant leur partement, de bailler caution bonne & ſolvable par devant les Juges competens de la Somme de quinze mille Livres Tournois, pour reſpondre chacun d'eux ſolidairement des malverſations qu'ils pourroient commettre en leurs courſes, & pour les contraventions de leurs Capitaines & Officiers au preſent Traité, & aux Ordonnances & Edicts de Sa Majeſté, qui ſeront publiez en vertu & conformement à la diſpoſition d'iceluy, à peine de deſcheance & nullité deſdites Commiſſions & Congez, ce qui ſera pareillement pratiqué par les Sujets deſdits Seigneurs Eſtats Generaux.

XXXIX. S'il arrivoit qu'aucun deſdits Capitaines François fiſt priſe d'un Vaiſſeau, chargé deſdites Marchandiſes de Contrebande, comme dit eſt, ne pourront leſdits Capitaines faire ouvrir ny rompre les Coffres, Malles, Balles, Bougettes, Tonneaux, ou autres Caiſſes, ou les tranſporter, vendre, ou échanger & autrement alliéner, qu'elles n'ayent eſté deſcenduës en Terre en la preſence des Juges de l'Admirauté, & aprés Inventaire par eux fait deſdites Marchandiſes, trouvées dans leſdits Vaiſſeaux, ſi ce n'eſt que les Marchandiſes de Contrebande ne faiſant qu'une partie de la charge, le Maiſtre ou Patron du Navire trouvaſt bon & aggreaſt de livrer leſdites Marchandiſes de Contrebandes audit Capitaine, & de pourſuivre ſon voyage, auquel cas ledit Maiſtre ou Patron ne pourra nullement eſtre empeſché de pourſuivre ſa route & le deſſein de ſon voyage.

XL. Sa Majeſté voulant que les Sujets deſdits Seigneurs

gneurs Eſtats Generaux ſoient traitez dans tous les Pays de ſon obeïſſance, auſſi favorablement que ſes propres Sujets, donnera tous les ordres neceſſaires, pour faire que les Jugemens & Arreſts, qui ſeront rendus ſur les priſes qui auront eſté faites à la Mer; ſoient donnez avec toute Juſtice & equité, par perſonnes non ſuſpectes ny intereſſées au fait dont ſera queſtion, & donnera Sa Majeſté des ordres precis & efficaces à fin que tous les Arreſts, Jugemens & ordres de Juſtice deja donnez & à donner ſoient promptement & deuement executez ſelon leurs formes.

XLI. Et lors que les Ambaſſadeurs deſdits Seigneurs Eſtats Generaux, ou quelqu'autre de leurs Miniſtres publics qui ſeront à la Cour de Sa Majeſté, feront plaintes deſdits Jugemens qui auront eſté rendus, Sa Majeſté fera revoir leſdits Jugemens en ſon Conſeil, pour examiner ſi les ordres & precautions contenuës au preſent Traité auront eſté ſuivies & obſervées, & pour y faire pourvoir ſelon la raiſon, ce qui ſera fait dans le temps de trois mois au plus, & neantmoins avant le premier Jugement ny apres iceluy pendant la Reviſion, les Biens & effects qui ſeront reclamez ne pourront eſtre vendus ny dechargés, ſi ce n'eſt du conſentement des Parties intereſſées pour eviter le depetiſſement deſdites Marchandiſes.

XLII. Quand Proces ſera esmeu en premiere ou ſeconde Inſtance entre ceux qui auront fait des Priſes en Mer & les intereſſez en icelles, & que leſdits intereſſez viendront à obtenir un Jugement ou Arreſt favorable, ledit Jugement ou Arreſt aura ſon execution ſous Caution, nonobſtant l'Appel de celuy qui aura fait la Priſe, mais non au contraire, & ce qui eſt dit au preſent Article & aux precedens pour faire rendre bonne & brieve Juſtice aux Sujets des Provinces-Unies ſur les Priſes faites à la Mer, par les Sujets de Sa Majeſté, ſera entendu & pratiqué par les Seigneurs Eſtats Generaux à l'égard des Priſes faites par leurs Sujets ſur ceux de Sa Majeſté.

XLIII. Item, conventum eſt, quod ſupraſcripti ſeparati Articuli & omnia & ſingula in iis contenta & concluſa à dicto Domino Rege Magnæ Britanniæ, dictiſque Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum per Patentes utriuſque Partis Literas, Sigillo magno munitas debitâ & authenticâ formâ intra quatuor ſeptimanas proximè ſequentes, (aut citius, ſi fieri poterit) confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque Inſtrumenta intra prædictum tempus hinc inde Bredæ extradentur nec non à traditis & permutatis Inſtrumentis, formâ & loco ſolitis publicabuntur. In quorum omnium & ſingulorum fidem majuſque robur, nos prædicti Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii cum Illuſtriſſimis & Excellentiſſimis Dominis Legatis Extraordinariis & Mediatoribus hiſce ſeparatis Articulis ſubſcripſimus, illoſque Sigillis noſtris ſignavimus. Actum Bredæ 31. Julii Anno 1667.

(L.S.) *Georgius Flemming.*
(L.S.) *Chriſtophorus Delphicus in Dhona.*
(L.S.) *Holles.*
(L.S.) *Henricus Conventry.*

S'enſuivent les Paſſeports de Mer.

Formulaire des Paſſeports & Lettres qui ſe doivent donner dans l'Admirauté de France, aux Navires & Barques qui en ſortiront ſuivant l'Article du preſent Traité.

CÆSAR, Duc de Vendoſme, Pair & Grand-Maiſtre, Chef & Sur-Intendant de la Navigation & Commerce de France, A tous ceux, qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faiſons, que nous avons donné congé & permiſſion à . . . . Maiſtre & Conducteur de Navire, nommé . . . . de la Ville de . . . . du Port de . . . . Tonneaux ou environ eſtant de preſent au Port & Havre de . . . . de s'en aller à . . . . charge de . . . . . apres que viſitation aura eſté faite de ſon Navire, avant que partir fera Serment devant les Officiers, qui exercent la Juriſdiction de cauſes maritimes, comme ledit Vaiſſeau appartient à un ou pluſieurs des Sujects de Sa Majeſté dont il ſera mis Acte au bas des preſentes comme auſſi de garder & faire garder par ceux de ſon Equipage les Ordonnances & Reglement de la Marine, & mettra au Greffe le Roole ſigné & certifié, contenants les noms & ſurnoms, la naiſſance & demeure des hommes de ſon Equipage & de tous ceux qui s'embarqueront, leſquels il ne pourra embarquer ſans le ſçeu & permiſſion des Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec ſon Navire fera apparoir aux Officiers & Juges de la Marine du preſent congé, & leur fera fidele rapport de ce qui ſe ſera fait & paſſé durant ſon voyage, & portera les Pavillons, Armes & Enſeigne du Roy & les noſtres durant ſon voyage; en teſmoin dequoy nous avons fait appoſer noſtre ſeing & le Scel de nos Armes à ces preſentes, & icelles fait contreſigner par noſtre Secretaire de la Marine . . . . le jour de . . . . mil ſix cent . . . . *Signé*, CÆSAR DE VENDOSME. *Et plus bas*, Par Monſieur MARTHEL. Et cacheté du Scel des Armes dudit Seigneur Admiral.

Formulaire de l'Acte contenant le Serment.

NOus . . . . de l'Admirauté de . . . . Certifions que . . . . Maiſtre du Navire, nommé au Paſſeport cy-deſſus, a preſté le Serment mentionné en iceluy. Fait à la . . . . le jour de . . . . . mil ſix cent . . . . &c.

L'autre Formulaire des Lettres qui ſe doivent donner par les Villes & Ports de Mer des Provinces-Unies aux Navires & Barques qui en ſortiront ſuivant l'Article ſusdit.

AUx Sereniſſimes, Tres-Illuſtres, Tres-Puiſſants, Tres-Nobles, Honorables & Prudents Seigneurs, Empereurs, Roys, Republiques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs, Bourguemaiſtres, Eſchevins, Conſeillers, Juges, Officiers, Juſticiers & Regents de toutes bonnes Villes & Places tant Eccleſiaſtiques, que Seculiers, leſquels ces preſentes verront, ou liront, Nous Bourguemaiſtres & Regens de la Ville de . . . . . . ſçavoir faiſons, que . . . . . Maiſtre de Navire . . . . . comparant devant nous, a declaré ſe Serment ſolemnel, que le Navire nommé . . . . . grand environ . . . . . laſtes, ſur lequel maintenant il eſt le Maiſtre, appartient aux inhabitants des Provinces-Unies, *Ainſi Dieu le vueille ayder.* Et comme volontiers nous verrions ledit Maiſtre de Navire aydé dans ſes juſtes affaires. Nous vous requerons tous en general & en particulier, ou le ſusdit Maiſtre avec ſon Navire & Denrées arrivera, qu'il leur plaiſe de recevoir benignement, & traiter deuement, le ſouffrant ſur les Droicts accouſtumés des Peages & frais dans, par, & aupres vos Ports, Rivieres & Domaines, le laiſſant naviguer, paſſer, fréquenter & négotier là où il trouvera à propos. Ce que volontiers Nous reconnoiſtrons. En témoing dequoy, nous y avons fait appoſer le Sçeau de noſtre Ville, &c.

Sequitur tenor Commiſſionis ex parte Sereniſſimi Domini Regis Magnæ Britanniæ.

CAROLUS Secundus, Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defenſor, &c. Omnibus & ſingulis haſce Literas inſpecturis, Salutem. Cum differentiis quibuſdam inter Nos, & Celſos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii pridem exortis, Bellum inde exarſerit, quod jam ultra biennium acribus animis & magno utrinque diſpendio geſtum eſt, Cumque Sereniſſimus ac Potentiſſimus Rex Sueciæ communis amicus, ſuam in hac parte mediationem obtulerit (quæ plurimum apud nos valuit) ac dicti etiam Ordines Generales à nobis tandem petierint, ut idoneos ex parte noſtra Miniſtros ad locum aliquem commodum & opportunum mitteremus, qui cum ipſorum Commiſſariis ac Deputatis (Adjunctis etiam Sereniſſimorum ac Potentiſſimorum Principum Regis Chriſtianiſſimi Regiſque Daniæ Miniſtris) Congreſſu habito iiſdem differentiis componendis, Bello extinguendo ac Paci demum reſtituendæ operam darent. Nos qui ad arma capeſſenda invitè admodum pertracti ſumus & controverſias quaſcunque rationis arbitrio, quàm hoſtili contentione terminare ſemper maluimus, huic Ordinum Generalium deſiderio & propoſitioni de Pacis Tractatu protinus ineundo libenter annuimus, eumque in finem viros præſtantes & ad hujuſmodi negotium aptos perquam fidelem ac dilectum Conſiliarium noſtrum *Denzel Holles*, Baronem de Ifeild, Et dilectum nobis ac fidelem *Henricum Conventrye*, Honoratiſſimi Thomæ Baronis Conventrye, Magni Angliæ Sigilli quondam Cuſtodis, Filium, nobis à Cubiculis intimis, in ſupremo Angliæ Conſilio ſive Parlamento Senatorem, & in Hiberniæ Regno ad res agrarias adjudicandas Commiſſarium, Legatos noſtros Extraordinarios elegimus. Qui cum prædictorum Regum atque Ordinum Generalium Commiſſariis ac Deputatis congreſſi de prædicta Pace tractent, conveniant & concludant.

Sciatis igitur quod nos prudentiam, integritatem, fidem & induſtriam dictorum Legatorum noſtrorum extraordinariorum ſæpius experti, iiſdemque ipſorum virtutibus plurimum confiſi, ipſos veros & indubitatos Commiſſarios, Procuratores ac Plenipotentiarios noſtros fecimus, ordinavimus ac deputavimus, ac per præſentes facimus, ordinamus, deputamus: Dantes iiſdem & committentes plenam & omnimodam Poteſtatem atque authoritatem, pariter & mandatum generale & ſpeciale, nomine noſtro cum præfatis Ordinibus Generalibus ipſorumque ac præfatorum Regum reſpectivè Commiſſariis, Deputatis ac Procuratoribus ad hoc ſufficientem Poteſtatem habentibus de & ſuper differentiis prædictis tollendis, & Pace inter Nos & Partes reſpectivè, utiliſſimis & maximè convenientibus Articulis & Conditionibus reſtituenda ac ſtabilienda, communicandi, conveniendi & concludendi, cæteraque omnia faciendi, quæ ad prædictum finem faciant & conducant, atque ſuper iis Articulos, Literas & Inſtrumenta neceſſaria conficiendi, & ab alteris reſpectivè Partibus petendi & recipiendi; denique omnia ea, quæ ad præmiſſa vel circa eadem erunt neceſſaria & opportuna expediendi; Promittentes bonâ fide & in verbo Regio Nos omnia & ſingula, quæ inter dictos Legatos noſtros extraordinarios atque Ordines Generales, ipſorumque ac præfatorum Regum Procuratores, Deputatos aut Commiſſarios reſpectivè in præmiſſis ſeu præmiſſorum aliquo erunt facta, pacta & concluſa, rata, grata, & firma habituros, nec unquam contra ipſorum aliquid aut aliqua contraventuros. Quin potius quicquid nomine noſtro promiſſum fuerit, ſanctè & inviolabiliter obſervaturos & obſervari curaturos. In cujus rei teſtimonium, haſce Literas fieri, manuque noſtra ſignatas Magno Angliæ Sigillo communiri fecimus. Quæ dabantur apud Weſt-Monaſterium, decimo quinto die menſis Aprilis, Anno Domini milleſimo ſexcenteſimo ſexageſimo ſeptimo, Regnique noſtri decimo nono. Signatum erat.

CAROLUS R.

Sequitur tenor Commiſſionum ex parte Dominorum Ordinum Generalium.

LEs Eſtats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, A tous ceux, qui ces preſentes Lettres verront Salut. Comme devant la Guerre qui ſe fait depuis quelque temps entre l'Angleterre, & cet Eſtat, Nous avons touſjours teſmoigné, que nous n'y eſtions entrainés, qu'avec repugnance; auſſi deſirons Nous faire connoiſtre à toute la Chreſtienté le Zele ardant, avec lequel Nous Nous portons à la Paix dés que l'occaſion s'en preſente: C'eſt pourquoy le Sereniſſime Roy de la Grande Bretagne Nous ayant fait ſçavoir, qu'il envoyeroit au premier jour dans la Ville de Breda ſes Ambaſſadeurs Plenipotentiaires, pour y traitter la Paix avec cet Eſtat; & avec ſes Alliés: Nous avons bien voulu de noſtre coſté répondre à une ſi ſainte reſolution, voulans bien apporter tout ce que l'on peut deſirer de Nous en cette occurrence. Nous avons jugé neceſſaire, de commettre pour la Negociation de ce Traitté de Paix des Perſonnes du Corps de noſtre Aſſemblée; dont la ſuffiſance & le merite auſſi bien que l'affection pour le bien de l'Eſtat, ſont à la derniere épreuve, & que Nous ne pouvions pas faire un plus digne choix, que des Perſonnes des Sieurs *Hieroſme de Beverningk*, &c. *Pierre de Hubert*, Seigneur de Rengerskerck, Everſwaert, à Burg, & Haemſtede, Conſeiller Penſionnaire de la Province de Zelande, & *Alard Pierre de Jongeſtal*, Premier Conſeiller Preſident en la Cour de Juſtice de Friſe, Deputés en noſtre Aſſemblée de la part des Provinces de Hollande, Zelande & Friſe, qui en pluſieurs autres emplois tres-importants ont donné des preuves de leur fidelité, & de leur addreſſe au maniement des Affaires publiques. A ces cauſes & autres à ce nous mouvantes, Nous avons donné & donnons par ces preſentes auſdits Sieurs *de Beverningk*, *de Hubert*, & *de Jongeſtal*, & à aucuns de entr'eux ſi par maladie ou par d'autres empêchements ils ne pouvoyent tous eſtre preſens audit Traitté, Plein-pouvoir, Authorité, Pouvoir, & Mandement ſpecial de conferer, negotier & traitter en noſtre nom, en qualité de Deputés Plenipotentiaires, conjoinctement & de concert avec les Miniſtres des Roys Alliez de cet Eſtat, avec les Ambaſſadeurs Extraordinaires dudit Seigneur Roy de la Grande Bretagne, munis de Pouvoirs ſuffiſants, ladite Paix, aux conditions les plus utiles, & avantageuſes au bien de cet Eſtat, d'en convenir, les reſoudre, arreſter, conclure, & ſigner le Traitté, & d'en paſſer les Actes & Inſtrumens en bonne & deue forme, & de faire generalement tout ce que nous pourrions faire, ſi nous y eſtions preſens, quand meſme pour cela il ſeroit beſoing de Mandement plus ſpecial. Promettans en ſincerité & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme & ſtable tout ce que par leſdits Sieurs Nos Deputez Plenipotentiaires aura ainſi eſté negotié, promis, accordé & ſigné en ladite qualité, pour l'obſerver, accomplir & executer inviolablement en tous ſes Poincts, ſans jamais aller au contraire directement ou indirectement en quelque maniere que ce puiſſe eſtre, de l'agréer, & ratifier en la meilleure forme, que faire ſe pourra, & d'en faire expedier & delivrer nos Lettres de Ratification dans le temps & en la forme, qui ſe trouveront exprimés par ledit Traitté.

Donné à la Haye en noſtre Aſſemblée, ſous noſtre grand Seau & ſous le Seing & Paraphe ordinaire de noſtre Greffier, le cinquieſme jour de May, l'an 1667. *I. v. Reigersberg*, vt. Par Ordonnance deſdits Seigneurs Eſtats Generaux. *N. Ruyſch.*

LEs Eſtats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, A tous ceux, qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Pour repondre au deſir, que le Sereniſſime Roy de la Grande Bretagne Nous teſmoigna il y a quelque temps, de vouloir faire ceſſer l'effuſion de tant de ſang Chreſtien, qui ſe repand depuis quelques années, & de finir cette Guerre par une bonne Paix. Nous afin de ne retarder point une œuvre ſi ſaincte & Chreſtienne nommaſmes dès le premier jour du mois de May dernier, les Sieurs *de Beverningk*, *de Hubert*, & *de Jongeſtal*, pour en noſtre nom en qualité de Deputez Plenipotentiaires, aller dans la Ville de Breda, y conferer, negocier, & traitter conjoinctement, & de concert avec les Miniſtres, des Roys Alliés de cet Eſtat, avec les Ambaſſadeurs Extraordinaires dudit Seigneur Roy de la Grande Bretagne, en attendant, que Nous puiſſions nommer à loiſir un plus grand nombre de Deputez pour ſe trouver à l'Aſſemblée de ladite Ville de Breda, Et d'autant que par la bonté de Dieu, & par la prudente & ſage conduite de noſdits Deputés Plenipotentiaires & deſdits Miniſtres des Rois Alliés de cet Eſtat, leur Negociation ſe trouve tellement avancée, que nous ne pouvons plus douter de la concluſion du Traitté.

Nous pour rendre la ſignature plus ſolemnelle, & pour faciliter autant qu'en nous eſt ce qui peut-eſtre n'eſt pas encores adjuſté, avons nommés & deputés, nommons & deputons par les preſentes les Sieurs *Adolph Henry de Ripperda à Buirſe*, Seigneur de Heer-Jans-Dam, ... *Jean de Schrieck*, Bourguemaiſtre de la Ville de Deventer, & *Ludolphe Tiaerts de Sterckenburgh*, Sieur de Weede, Surdijck, & Nyeuclooſter, tous Deputés Ordinaires en noſtre Aſſemblée de la part de Gueldre, ... & de la Ville de Groningue, & Païs Circonvoiſins reſpectivement, auxquels & à aucuns d'entr'eux, ſi par la maladie ou par d'autres empeſchements ils ne pouvoyent pas tous eſtre preſents. Nous avons donné & donnons Plein pouvoir, Authorité, & Mandement ſpecial de traitter en noſtre nom en qualité de Deputés Plenipotentiaires conjoinctement avec leſdits Sieurs *Beverningk*, *de Hubert*, & *de Jongeſtal*, & avec les Miniſtres deſdits Seigneurs Roys Alliés de cet Eſtat, ladite Paix, aux conditions les plus utiles & avantageuſes, au bien de cet Eſtat, avec les Ambaſſadeurs Extraordinaires dudit Seigneur Roy de la Grande Bretagne d'adjuſter, regler, reſoudre, arreſter, concluire, & ſigner le Traitté, & d'en paſſer les Actes & Inſtrumens en deue forme, & de faire generalement tout ce que nous pourrions faire, ſi nous y eſtions preſents, quand meſme ſur cela il ſeroit beſoing un Mandement plus ſpecial; Promettans en ſincerité, & de bonne foy, d'avoir pour agreable, ferme & ſtable, tout ce que par leſdits Sieurs *Ripperda à Beurſe*, & *de Sterckenborgh*, conjoinctement avec leſdits Sieurs *de Beverningh*, *de Hubert*, & *de Jongeſtal*, aura eſté ainſy negotié, promis, accordé, & ſigné en ladite qualité, pour l'obſerver, accomplir & executer inviolablement & ponctuellement en tous ſes

Poincts, ſans jamais aller au contraire, directement ny indirectement, en quelque maniere, que ce puiſſe eſtre, de l'agréer, & ratifier en la meilleure forme, que faire ſe pourra, & d'en faire expedier & delivrer nos Lettres de Ratification dans le temps & en la forme, qui ſe trouveront exprimés par ledit Traitté.

Donné à la Haye en noſtre Aſſemblée, ſous noſtre grand Seau, & ſous le Seing & Paraphe ordinaire de noſtre Greffier, le vingt-huictieſme jour de Juillet, l'An mille ſix cent ſoixante ſept. *J. van Gent*, vt. Par Ordonnance deſdits Seigneurs Eſtats Generaux. *N. Ruyſch.*

Sequuntur Inſtrumenta Ratificationis Domini Regis Magnæ Britanniæ.

CAROLUS Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defenſor, &c. Omnibus præſentes Litteras inſpecturis, Salutem. Cum in vim Facultatum & Mandatorum reſpectivè datorum tam à Nobis, quam à Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii, Legatis noſtris Extraordinariis Dominis Baroni *Holles* & *Coventrye*, & Deputatis Plenipotentiariis dictorum Ordinum Generalium Dominis *Adolpho Henrico de Ripperda*, *Hieronymo van Beverningk*, *Petro de Huybert*, *Alardo Petro Jongeſtal*, & *Ludolpho Tiarda de Sterckenborgh*, ipſi vigeſima prima die menſis Julii ſtylo veteri, ſtylo autem novo trigeſima prima ejuſdem menſis Anni præſentis, Tractatum Pacis & Reconciliationis Bredæ concluſerint & ſubſcripſerint modo & tenore præcedenti.

Nos Pactum Fœduſque illud, ſinguloſque Articulos in eo comprehenſos gratos, acceptoſque habentes, eos tam noſtro, quam Hæredum, Succeſſorum Regnorum, Regionum, Terrarum, Ditionum, Subditorum noſtrorum nomine approbavimus, confirmavimus, acceptos ratoſque habemus, totumque fide & Jurejurando Regio ſub obligatione & hypotheca omnium & ſingulorum noſtrorum Bonorum tam præſentium, quam futurorum, Nos ſervaturos & impleturos pollicemur, nec unquam quidquam contra facturos nec attentaturos directè nec indirectè, aut alio quovis modo. In cujus rei fidem præſentes propria manu ſubſcripſimus, eaſque Magno Angliæ Sigillo muniri juſſimus. Datum apud Weſtmonaſterium vigeſimo uotto die menſis Julii ſtylo veteri, ſtylo autem novo octavo die menſis Auguſti, anno reparatæ Salutis milleſimo ſexcenteſimo ſexageſimo ſeptimo; Noſtri vero Regni decimo nono. Signatum,

CAROLUS R.

Guil. Morice.

CAROLUS Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defenſor, &c. Omnibus præſentes Literas inſpecturis, Salutem. Cum in vim Facultatum & Mandatorum reſpectivè datorum tam à Nobis, quam à Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii, Legatis noſtris Extraordinariis Dominis Baroni *Holles* & *Conventrye*, & Deputatis Plenipotentiariis dictorum Ordinum Generalium Dominis *Adolpho Henrico de Ripperda*, *Hieronymo van Beverningk*, *Petro de Huybert*, *Alardo Petro Jongeſtal*, & *Ludolpho Tiarda de Sterckenborgh*, ipſi vigeſima prima die menſis Julii ſtylo veteri, ſtylo autem novo trigeſimâ primâ die ejuſdem menſis Anni præſentis, præcedentem Articulum ſeparatum Bredæ concluſerint & ſubſcripſerint.

Nos dictum Articulum ſeparatum gratum acceptumque habentes, eum tam Noſtro, quam Hæredum, Succeſſorum, Regnorum, Regionum, Terrarum, Ditionum, Subditorum noſtrorum nomine approbavimus, confirmavimus, acceptum ratumque habemus. In cujus rei fidem præſentes manu ſubſcripſimus, eaſque Magno Angliæ Sigillo muniri juſſimus. Datum apud Weſtmonaſterium vigeſimo nono die menſis Julii ſtylo veteri, ſtylo autem novo octavo die menſis Auguſti, anno reparatæ Salutis milleſimo ſexcenteſimo ſexageſimo ſeptimo. Noſtri vero Regni decimo nono. Signatum,

CAROLUS R.

Guil. Morice.

Sequitur Inſtrumentum Ratificationis Dominorum Ordinum Generalium.

ORdines Generales Fœderati Belgii, Conſtare volumus omnibus & ſingulis, quorum intereſt, aut quomodolibet intereſſe poterit. Quoniam poſt Belli adeo cruenti incendium, quod aliquot retrò annis inter Coronam Angliæ, atque hunc Statum tantoperè flagravit, juſto deſiderio ac propenſa voluntate moti ſimus ad extinguendum illud Bellum, cum Sereniſſimo ac Potentiſſimo Principe ac Domino, Domino CAROLO, Magnæ Britanniæ & Hiberniæ Rege, contrahere ſinceram Pacem & inire ſtrictam, firmam mutuamque Amicitiam, Unionem & Confœderationem, pro defendenda & conſervanda libertate ac Jure utriuſque Nationis & Commercii; Et deſiderantes hujus ſalutaris operis progreſſum, neceſſarium duximus Bredam, locum ad Pacis Tractatum deſtinatum, deputare atque eo ablegare Extraordinarios Deputatos & Plenipotentiarios noſtros, ut cum ſummæ memoratæ Majeſtatis ſuæ Legatis & Plenipotentiariis, ibidem convenirent de ſtrictâ, firmâ, ſincerâ & mutuâ Amicitiâ. Unione & Confœderatione utrimque colenda & obſervanda; Illi igitur cunctis accurate deliberatis, ventilatis & diſcuſſis, nomine utriuſque Partis, Fœdus mutuum pepigerunt & concluſerunt, nec non de peculiaribus Articulis invicem convenerunt, quorum tenor is eſt, qui hic & infra verbotenus ſequitur inſertus.

Proinde prædictum ac ſuprà hic inſertum Pacti Fœderis atque Articulorum conventorum Inſtrumentum, cum Sereniſſimæ Majeſtatis ſuæ Legatis & Plenipotentiariis, per dictos Deputatos & Plenipotentiarios noſtros in ordinem redactum in omnibus Punctis & Clauſulis approbavimus & ratum habuimus, prout tenore ac vigore præſentium, illud approbamus & ratumhabemus, ſpondentes Nos dictum Inſtrumentum in omnibus Punctis & Articulis ſuis inviolabiliter ſervaturos, ac impleturos, neque paſſuros eſſe ut à quoquam ullo modo infringatur, lædatur vel violetur. In quorum fidem & robur haſce per noſtri Conſeſſus Præſidem ſignari, à Graphiario ſubſcribi, & majori Sigillo Noſtro muniri fecimus. Dabantur Hagæ-Comitum die 20. Auguſti 1667. *Er van Ghuſtrà*, vt. Ad Mandatum altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium. *N. Ruyſch.*

COmme ainſi ſoit, que durant la Negotiation de la Paix entre le Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & Meſſieurs les Eſtats Généraux des Provinces-Unies du Païs-Bas, Il y ait eu queſtion & debat ſur l'application des Articles 6, 7, & 8 de leur Traité de l'An 1662. touchant les Rebelles & Fugitifs qui ſe pourroient retirer dans les Royaumes & Terres reciproquement de l'un ou de l'autre.

Nous ſubſignez Ambaſſadeurs Extraordinaires de Sa Majeſté de Suede, & Mediateurs pour les Affaires de cette Negotiation, declarons que l'on eſt convenu que leſdits Articles 6, 7, & 8 dudit Traité de l'An 1652. ſeront mis dans le Traité-conclu ce jourdhuy ſans aucune alteration ou addition, ainſi qu'ils ont eſté inſerez dans celui de l'An 1662. Et aſſeurons en outre les Sieurs Deputez des Seigneurs Eſtats Généraux de par les Sieurs Ambaſſadeurs d'Angleterre, que ce n'eſt ni ſera jamais l'intention du Roi de la Grande Bretagne de ſe vouloir ſervir du contenu deſdits trois Articles au prejudice d'aucuns Officiers ou Soldats ou de quelques autres Perſonnes de quelque qualité & condition qu'ils ſoient, pour avoir ſuivi la partie contraire, durant cette Guerre, ou de les appliquer contre aucun Miniſtre de la Parole de Dieu ou des autres Gens qui au regard de la Religion, du Culte Divin, ou de la non-conformité dans les ceremonies d'icelui ſe ſont deja retirés ou ſe pourroient retirer encore dans les Terres & Domaines de l'obeïſſance de Meſſieurs les Eſtats, pourveu qu'ils s'y comportent en des autres choſes moderément & paiſiblement, & qu'ils ne ſoient pas coupables de quelque crime contre l'Etat qui les rende ſujets à la peine que portent ces Articles.

En foi dequoi nous avons ſigné le preſent Acte à Breda ce trente uniéme Juillet 1667.

(L.S.) *George Flemmingh.* (L. S.) *Chriſtophe Delphique de Dhona.*

COmme ainſi ſoit que ſur l'extenſion de l'Article deuxiéme de l'Acte ſeparé, contenant un interim & une proviſion ſur le fait des Placarts du Commerce dont Meſſieurs les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi de la Grande Bretagne, & Meſſieurs les Deputés & Plenipotentiaires des Seigneurs

ANNO 1667. gneurs Eſtats Généraux des Provinces-Unies ſont convenus ce jourdhui, il y ait eu difficulté ſur les mots ſuivants; *inſerre omnia ejuſmodi Mercimonia quæ in Germania inferiore vel ſuperiore producta, enata aut manibus elaborata, non niſi per Territoria ac Ditiones Uniti Belgii vel per Terras vel per Flumina ad Portus Maritimos ſubvehi ſolent, ut inde per Mare tranſportentur*: A ſçavoir ſi ceux de *non niſi* y ſeroient inſerez ou non: Meſſieurs les Ambaſſadeurs d'Angleterre ayants ſoûtenu qu'ils ne pouvoient conſentir qu'ils faſſent rayez parce qu'ils ſont conformes au texte du Placart de l'encouragement de l'an 1660. publié de par Sa Majeſté de la Grande Bretagne avec connoiſſance de ſon Parlement.

Et Meſſieurs les Deputés & Plenipotentiaires des Seigneurs les Eſtats Généraux des Provinces-Unies apprehendants que l'on pourroit donner telle aplication à cette periode, que par là on renverſeroit toute la vigueur dudit Article, ſous pretexte que les Marchandiſes venantes & deſcendantes de l'Allemagne haute & baſſe le long des Rivieres ou par la voye de Terre juſques aux Pays des Provinces-Unies peuvent auſſi commodement eſtre transferées par des autres endroits ou par des autres Ports.

Nous ſouſſignez Ambaſſadeurs Extraordinaires de Sa Majeſté de Suede & Mediateurs pour les Affaires de cette Negotiation, atteſtons & declarons pour plus grande ſeureté des Seigneurs les Eſtats ſusdits, que ce n'a nullement eſté l'intention de Meſſieurs les Ambaſſadeurs d'Angleterre de tirer cette conſequence de cette Clauſe ou deſdits mots *non niſi*, mais qu'au contraire ils ſe ſont declarés iterativement en noſtre preſence de bouche & en effect auſſi dans le Project d'un Acte qu'ils avoient minuté pour cette fin, qu'ils ne pretendent pas, que les Sujets deſdits Seigneurs Eſtats Généraux puiſſent être inquietez par aucune diſpute de cette nature, mais qu'au contraire ils auront la faculté & la liberté toute entiere pour le tranſport de toutes les Marchandiſes venantes & deſcendantes comme deſſus pour les porter & debiter dans leurs Vaiſſeaux en Angleterre, & afin qu'il y euſt moins d'obſcurité ou de contradiction dans ladite periode, qu'aprés les mots *ad Portus Maritimos* on a fait inſerer de commun accord & concert les mots *plerumque commodius & uſitatius.*, & qu'ainſi l'Article eſt demeuré dans les termes ſuivants: *licitum ſit Dominis Ordinibus Generalibus eorumque Subditis ſuis Navigiis in Angliam præterea etiam inferre omnia ejuſmodi Mercimonia, quæ in Germania inferiore vel ſuperiore producta, enata aut manibus elaborata, non niſi per Territoria ac Ditiones Uniti Belgii, vel per Terram vel per Flumina ad Portus Maritimos, plerumque commodius & uſitatius ſubvehi ſolent, ut inde per Mare tranſportentur.* En témoin de quoi nous avons ſigné la preſente Declaration. Fait à Breda le trente uniéme Juillet 1667.

(L.S.) *Georgius Flemmingh* (L.S.) *Christophorus Delphicus B. ac C. in Dhona.*

XIX.

31 Juill. DANEMARC ET ANGLETERRE. *Traité de Paix entre* FREDERIC III. *Roi de Danemarc &* CHARLES II. *Roi d'Angleterre.* Avec *les* DECLARATIONS *des Ambaſſadeurs de France ſur quelques Articles dudit Traité. Conclu à Breda le 31. Juillet*, 1667. [FREDERIC LEONARD. Tom. V. En Latin, mais plus abregé dans AITZEMA, *Affaires d'Etat & de Guerre*, Tom. XIII. pag. 402. *Theatrum Pacis.* Tom. II. pag. 467. LONDORPII *Acta publica* Tom. IX. pag. 520. en Allemand. GASTELIUS, *de Statu publico Europæ noviſſ.* pag. 270. en Allemand.]

A Tous en general, & à chacun en particulier, qui y ont intereſt, ou qui peuvent y en avoir. L'on fait à ſçavoir & l'on certifie; Qu'aprés la Guerre ſurvenuë entre le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince Frederic III. Roi de Danemarc, de Norwegue, des Vandales & des Goths; & le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince Charles II. Roi de la Grand' Bretagne & d'Irlande, à l'occaſion de celle qui depuis quelques années s'étoit allumée entre lui Roi de la Grand' Bretagne, & Hauts & Puiſſans Seigneurs les Eſtats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, par la grace de Dieu qui a beni l'ouvrage, & par la Mediation du Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince Charles XI. Roi de Suede, des Vandales, & des Goths, qui excité par l'amour & affection ſinguliere qu'il porte aux deux Rois qui ſe faiſoient entr'eux la Guerre, & auſſi à leurs Royaumes, & de plus pouſſé par le zele & le deſir qu'il a de travailler au ſalut de la Chreſtienté, & à y rétablir & conſerver le repos, s'eſt interpoſé comme Mediateur, & a employé ſes offices de ſincere ami, l'on a penſé de part & d'autre au rétabliſſement de la Paix, & que pour y parvenir l'on eſt convenu de la Ville de Breda, pour le lieu de l'Aſſemblée & des Conferences des Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires entr'eux. Et afin de conduire cette affaire à ſa perfection deſirée; Que les Ambaſſadeurs Extraordinaires de ſa Royale Majeſté Sereniſſime de Suede, les Tres-Illuſtres & Tres-Excellens Seigneurs, le Seigneur George Flemmingh libre Baron de Liebelitz, Seigneur de Nornaas & Liding, Conſeiller de ſa Royale Majeſté Sereniſſime de Suede, Senateur du Royaume & Conſeiller de la Chancelerie; le Seigneur Chriſtophle van Delft Comte de Dhona, Seigneur Hereditaire de Corwinden, Schobiſſen, Borgdorff, Slakels & Siſelbach, Mareſchal de Camp de ſa Royale Majeſté Sereniſſime de Suede, Conſeiller en ſon Conſeil de Guerre; & le Seigneur Pierre Jules Coyet Seigneur Hereditaire de Bengsboda, & Liengebigord, Chevalier, Conſeiller de la Chancellerie de ſa Royale Majeſté Sereniſſime de Suede, & de ſon Conſeil Aulique, prevenu toutefois de mort inopinée peu de tems aprés ſon arrivée en ce lieu, pendant qu'il contribuoit par ſes Travaux à l'accompliſſement d'une œuvre ſi ſainte, ont avec ſincerité & promptitude, au nom de leur tres-clement Roi & Seigneur, employé toute leur induſtrie, dexterité & prudence. Comme auſſi que les Rois, ci-deſſus nommez, ſe portant à une fin ſi ſalutaire, ont commis & deputé, pour travailler au Traité de la Pacification preſente, leurs Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires: c'eſt à ſçavoir le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Roi de Danemarc & de Norwegue, &c. le Seigneur Paul Klingenberg Seigneur Hereditaire de Buſtrug, Hauroro, & Toſtrup, Conſeiller de ſa Royale Majeſté Sereniſſime en ſon Amirauté, & Maiſtre Général des Poſtes, & le Seigneur Pierre Cariſius ſon Conſeiller en ſes Conſeils; & le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince Roi de la Grand' Bretagne, &c. le Seigneur Denzel Holles Baron d'Yfeild, Conſeiller de Sa Royale Majeſté Sereniſſime en ſes Conſeils, & le Seigneur Henri Coventrye, Fils du défunt tres-honoré Thomas Coventrye Garde du grand Sceau d'Angleterre, Gentilhomme Privé de la Chambre, Senateur dans l'Aſſemblée ou Parlement Souverain d'Angleterre, & Commiſſaire pour l'adjudication des Terres dans le Royaume d'Irlande, qui aprés avoir mutuellement & de bonne foi communiqué entr'eux les Lettres de leurs Pleins-Pouvoirs, (dont les Copies ſont inſerées de mot à mot à la fin du preſent Traité) ſont convenus des Articles de Paix & d'amitié ci-aprés declarez.

I. L'on eſt convenu, & il a eſté conclu & accordé, qu'à l'avenir, à commencer de ce jour, il y aura Paix perpetuelle, ferme, & inviolable entre le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince Frederic III. Roi de Danemarc, de Norwegue, &c. Et le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince Charles II. Roi de la Grand' Bretagne, entre leurs Heritiers & Succeſſeurs; comme auſſi entre leurs Royaumes, Principautez, Comtez, Iſles, Villes, Fortereſſes, leurs Sujets, & les Habitans, de quelque qualité & condition qu'ils ſoient. En telle ſorte que l'un conſerve & procure le bien & l'avantage de l'autre, comme le ſien propre; & auſſi que l'un empêche & detourne avec toute ſon induſtrie, le dommage & la ruine de l'autre. En conſideration dequoi, la liberté de la Navigation & du Commerce demeure mutuelle & reciproque aux Sujets de l'un & de l'autre Roi; comme auſſi d'entrer, ſejourner, & negotier avec leurs Marchandiſes dans les Places de Commerce, Havres & Rivieres de l'un & de l'autre.

ANNO 1667.

II. Tous Actes d'inimitié, de Guerre & d'hoſtilité ceſſeront en vertu du preſent Traité, tant par Mer que par Terre, entre les Rois ci-deſſus nommez, leurs Royaumes, Principautez, Sujets, & Habitans: c'eſt à ſçavoir dans la Mer Boreale ou du Septentrion, dans la Mer Baltique, comme auſſi dans le Canal (ou Manche) d'Angleterre, dans le vingt-uniéme jour; & depuis l'entrée du Canal ou Detroit juſques au Cap de S. Vincent, dans le terme de ſix ſemaines. Et ceſſeront pareillement dans l'eſpace de dix ſemaines, depuis ce même Cap, juſques à la Ligne Equinoxiale, ou Equateur, tant à la Mer Oceane, qu'en la Mer Mediterranée. Et finalement dans l'eſpace de huit mois ils ceſſeront au delà de l'Equateur par toute la Terre ſans aucune exception, ou diſtinction plus étenduë de tems ou de lieu. Tous les jours, les ſemaines, & les mois exprimez ſe comptant du jour de la ſignature du preſent Traité, & de la Publication qui en ſera faite en cette Ville de Breda. Et les jours ci-deſſus prefix étant paſſez, tout ce qui aura eſté pris & occupé par l'un ou l'autre des Rois, ou par ceux qui ſont à leur ſervice, à qui l'on aura donné des Commiſſions pour aller en cours, ſera rendu le même, & entier à icelui, ou à ceux à qui il aura eſté pris; qui ſeront pleinement dédommagez des pertes, dépenſes & frais qu'ils auront faits pour ce ſujet. Et ceux qui commettront quelque attentat en cette partie, ſeront punis chacun d'eux ſelon le merite du délit,

III. Il a eſté auſſi accordé & conclu, que de part & d'autre toutes les diſcordes, ſoupçons, defiances & mauvaiſes Intentions, tant de la part du Sereniſſime Roi de Dannemarc, que de celle du Sereniſſime Roi de la Grand' Bretagne, comme auſſi en ce qui touche leurs Miniſtres, Officiers & Sujets, demeureront ſupprimées & enſevelies dans un oubli, ou amniſtie perpetuelle. Mais en outre par le preſent Traité la memoire ſera pour jamais abolie & effacée de tous les dommages, offenſes & injures qu'ils ont faites l'un à l'autre tant de fait que de paroles, ou par écrit, incontinent aprés la Guerre commencée juſques à ce jour. & terme de tems preſcrit & limité: auquel toutes diſſentions, diſcordes, differents, meſintelligences, & inimitiez, ceſſeront & demeureront aſſoupies; nommement l'attaque & défenſe qui furent faites dans le Port de la Ville de Berghes en Norwegue, & generalement tout ce qui s'y paſſa, ou qui peut dependre de cet evenement. En ſorte que l'une des Parties ne cauſe aucun trouble ou empêchement à l'autre ſous quelque pretexte que ce ſoit, tant s'en faut qu'elle attente ou entreprenne de faire aucun Acte d'hoſtilité, pour raiſon de quelque perte, offenſe, ou dépenſe ſoufferte en ſuite de cet accident

IV. Tous les Priſonniers de part & d'autre, de quelque qualité & condition qu'ils ſoient, ſeront mis en liberté ſans payer aucune rançon.

V. Tous les Navires, Biens & autres choſes ſemblables, qui ont eſté priſes reciproquement par l'un ſur l'autre pendant l'embraſement & les troubles de la Guerre faite entre les deux Rois ſusmentionnez & leurs Sujets: ou les Biens & pretentions qui ont eſté confiſquées par l'une des Nations ſur les Sujets de l'autre, ou qui ont eſté priſes & enlevées; comme encore tous les frais de la Guerre faits de part & d'autre, demeureront également compenſez, ſans que l'on en faſſe jamais queſtion ou demande. Comme auſſi ſont compriſes dans cette compenſation les Dettes actives des Sujets du Roi de la Grand' Bretagne qui ont été confiſquées par le Roi de Dannemarc. S'entend, que toutes les Dettes de cette nature, qui depuis le dixiéme Mai vieil ſtile, & vingtiéme du nouveau, auront eſté payées par ſes Sujets, & par lui reçuës en vertu de la confiſcation & des Lettres de repreſailles, demeureront éteintes, comme ayant eſté acquittées. Et qu'à l'avenir il ne ſoit point permis aux Creanciers de telles Dettes, de pretendre de s'en faire payer en cette qualité, ou de contraindre au payement; moins encore par autre raiſon ſous quelque pretexte que ce ſoit. Mais il ſera licite & permis aux Sujets du Roi de la Grand' Bretagne de demander & pourſuivre par les voyes de Droit & ordinaires de la Juſtice, le payement de telles Dettes confiſquées qui n'auront point encore eſté payées & reçuës au jour ci-deſſus declaré. Excepté toutefois la Somme de ſix-vingt mille Risdales plus ou moins, qui provient de certains differens ſurvenus entre le Roi de Dannemarc & de Norwegue Chriſtian IV. de glorieuſe memoire, & le Parlement d'Angleterre, à cauſe du ſecours qu'il envoya au défunt de glorieuſe memoire Charles I. Roi de la Grand' Bretagne; pour laquelle Somme le Sereniſſime Roi de Dannemarc & de Norwegue, s'eſt obligé, & en a donné ſon obligation à la Compagnie de certains Marchands Anglois, qui negocient à Hambourg, & qui preſentement y font leur demeure, ou l'y ont ci-devant faite. Laquelle pretention de ſix-vingts mille Risdales, plus ou moins, eſtant déchuë par la confiſcation, demeurera par le preſent Traité annullée, éteinte & abolie, en ſorte, que les Creanciers de telle Dette ne pourront en cette qualité, preſentement ni à l'avenir, demander ou pretendre quoi que ce ſoit. Comme auſſi l'on eſt convenu & demeuré d'accord par paroles tres expreſſes, que l'on ne fera point revivre, ni l'on ne renouvellera aucune pretention pour raiſon des Navires & Biens pris & enlevez de la ſorte, & pour les Dettes deuës aux Creanciers, abolies & ſupprimées par la confiſcation, ſelon qu'il vient d'eſtre declaré ci-deſſus. Mais que toutes ſoient reputées & tenuës pour annullées, éteintes & abolies de part & d'autre au moyen de la compenſation ſolemnelle qui s'en fait. S'entendant toutefois, que les Terres & Biens Immeubles ne ſont point compris dans cette annullation & extinction, mais qu'ils ſoient ſans difficulté & empêchement quelconque reſtituez à ceux qui en eſtoient Poſſeſſeurs & Proprietaires avant la Declaration de la preſente Guerre.

VI. Il a eſté auſſi accordé, & l'on eſt convenu, que ſous la compenſation ci-deſſus, l'on n'a point entendu y comprendre les Païs, Villes, Fortereſſes, ou les Ports, ni autres Lieux de cette nature. Et au cas qu'il ſe trouvaſt que l'une des Parties durant le cours de la Guerre ſe fuſt emparé de quelqu'un de cette qualité, ſoit au dedans de l'Europe ou au dehors, ou qu'il s'en rendiſt le maiſtre dans le tems limité par le ſecond Article; il ſera incontinent, ſans aucun delai, tergiverſation, ni allegation d'aucun pretexte, reſtitué tel qu'il ſoit à qui il appartenoit auparavant, avec toutes les plus petites choſes qui en dépendent, & au même état qu'il étoit, lors qu'il a eſté pris, ſans qu'il puiſſe être retenu par forme de compenſation ou de dédommagement.

VII. Seront compris dans le preſent Traité ceux qui devant l'échange des Ratifications, ou aprés dans les ſix mois ſuivans, ſeront nommez du conſentement de l'une & de l'autre des Parties. Et comme elles, qui traitent enſemble, reconnoiſſent avec gratitude les ſinceres offices, & continuel zele & affection, avec leſquels le Roi Sereniſſime de Suede, aſſiſté du ſecours & aide divine, a avancé ce ſalutaire ouvrage de Pacification; pour lui témoigner reciproquement une pareille affection, il a eſté ordonné par le conſentement commun de toutes les Parties, que ſa Royale Majeſté Sereniſſime, ci-deſſus nommée, ſoit compriſe & incluſe dans le preſent Traité de Paix, en la meilleure forme qu'il ſe peut, avec tous ſes Royaumes, Seigneuries, Provinces, & tous les Droits qui lui appartiennent.

VIII. Il a eſté finalement conclu, arreſté, & accordé, que les ci-deſſus nommez, Sereniſſimes & Tres-puiſſans Rois, garderont & obſerveront avec ſincerité & de bonne foi, le contenu du preſent Traité, & qu'ils le feront inviolablement garder & entretenir par leurs Sujets & Habitans de leurs Païs, & qu'ils n'y contreviendront directement ni indirectement; & ne permettront qu'il y ſoit contrevenu en aucune maniere par leurs Sujets, ou par ceux qui font leur demeure dans leurs Royaumes: & qu'ils en ratifieront & confirmeront tous les Points & Articles, comme ils ſont ci-deſſus accordez, par Lettres Patentes ſouſcrites de leurs propres mains, & ſcellées de leurs grands Sceaux, conçuës & écrites en forme ſuffiſante pour leur donner autorité, & faire ſortir effet. Leſquelles Lettres Patentes ſeront reciproquement échangées dans le tems de quatre ſemaines prochaines, ou plûtôt ſi faire ſe peut, aprés la date des Preſentes, & les donneront dans cette Ville de Breda, ou les y feront donner de bonne foi, réellement, & de fait.

Et pour faire foi de toutes les choſes ci-deſſus & de chacunes d'elles, & pour leur donner plus de force & d'autorité: Nous Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires avons ſouſigné de nos mains le preſent Traité & Acte, avec les Illuſtriſſimes & Excellentiſſimes Seigneurs les Ambaſſadeurs Extraordinaires Mediateurs à Breda, le trente-uniéme Juillet mil ſix cens ſoixante-ſept.

(L.S.) *George Flemmingh.* *Paul Klingenberg.*
Holles *Pierre Cariſius.*
(L.S.) *Henry Coventrye.*
Chriſtophe Delphique de Dhona.

ANNO 1667.

Commission des Plenipotentiaires du Serenissime Roi de Danemarc.

FREDERIC III. par la grace de Dieu Roi de Danemarc, de Norwegue, des Goths, & Vandales, Duc de Sleswick, de Holstein, de Stormar & de Dithmarse, Comte d'Oldenbourg, & Delmenhorst. Nostre intention est que tous en general & chacun en particulier, sçachent que la Guerre s'étant émûe entre Nous, le Serenissime Tres-Puissant, Tres-Chrestien Prince LOUIS XIV. Roi de France & de Navarre; & les Hauts & Puissans Seigneurs, les Estats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, d'une part; & le Serenissime & Tres-Puissant Prince Charles II. Roi de la Grand' Bretagne, &c. d'autre part; & que des Traitez solemnels ayant esté commencez dans la Ville de Breda; pour accommoder les differens qui ont esté jusques ici entre les Parties: Nous avons constitué, deputé & commis, comme par ces Presentes Nous constituons, deputons & commettons pour y assister. Nobles & honnestes nos sincerement & fidelement bien-aimez Paul Klingenberg Conseiller de nostre Amirauté, & Maître General des Postes; & Pierre Carisius nostre Conseiller & Resident prés les susnommez Seigneurs Estats Généraux; ausquels Nous donnons plein & entier Pouvoir de negocier & traiter en nostre nom avec le Commissaire deputé ou Commissaires deputez par le ci-dessus nommé Roi de la Grand' Bretagne, garnis de Pouvoirs suffisans pour le même effet, de tous les differens que nous avons avec lui; de les accorder, terminer & conclure, & de faire en outre toutes les choses qui peuvent contribuer à assoupir & éteindre les mesintelligences & inimitiez secretes qui pourroient être entre Nous & le susmentionné Roi de la Grand' Bretagne; & qui sembleront pouvoir retablir l'ancienne amitié & concorde. Nous obligeant & promettant en parole de Roi, de confirmer & ratifier tout ce que les dénommez ci-dessus, nos Plenipotentiaires auront traité, negocié & conclu; & de ne rien faire de nostre part, & de ne souffrir qu'il soit fait aucune chose, qui en quelque maniere que ce puisse estre y repugne, & puisse y estre contraire: en foi dequoi Nous avons signé les Presentes de nôtre main, & pour les autoriser avons commandé, qu'elles fussent scellées de nôtre Sceau Royal. Donné en nôtre Château de Coppenhaguen, le sixiéme jour d'Avril mil six cens soixante sept. *Signé*, FREDERIC. *Et plus bas*, BIERMAN.

Les soussignez Plenipotentiaires de sa Royale Majesté Serenissime de Danemarc & de Norwegue, aprés avoir exactement collationné, certifient que les Lettres de Procuration & Pouvoir ci-dessus transcrites, conviennent avec l'Original en tous les Points & toutes les periodes. Fait à Breda le 21. Mai 1667. PAUL KLINGENBERG. P. CARISIUS.

Procuration de la part du Serenissime Roi de la Grand' Bretagne.

CHARLES II. par la grace de Dieu, Roi de la Grand' Bretagne, d'Ecosse & d'Irlande, &c. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront; Salut. S'étant élevé depuis certains temps quelques differens entre Nous & les Hauts & Puissans Seigneurs les Estats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, d'où s'est ensuivi une Guerre qui depuis plus de deux ans s'est fort échauffée au grand dommage & prejudice de l'une & de l'autre Partie: sur quoi estant arrivé que le Serenissime & Tres-Puissant Roi de Suede, ami commun, eut offert sa Mediation qui Nous est tres-recommandable, & en même-tems lesdits Etats Généraux nous ayant enfin requis de vouloir envoyer des Plenipotentiaires de nôtre part en quelque lieu commode qui pussent traiter avec leurs Commissaires & Députez, en y joignant les Ambassadeurs des Serenissimes & Tres-Puissans Princes les Roys Tres-Chrestien & de Danemarc, pour travailler ensemble à appaiser ces differens, éteindre cette Guerre, & enfin rétablir la Paix: Nous qui avons esté obligez, & comme contraints malgré Nous de prendre les Armes, avons toûjours mieux aimé terminer ces differens par la voye d'Arbitrage, que par celle de la Guerre; ce qui fait que nous avons volontiers consenti au desir & à la proposition des Estats Généraux pour le Traité de Paix: A cette fin Nous avons choisi pour nos Ambassadeurs Extraordinaires, les Gens les plus excellens & les plus capables de nous servir en cette affaire, sçavoir nostre tres-fidele & tres-amé Conseiller *Denzel Holles*, Baron de Ifeild, & nôtre amé & fidele *Henry Coventrye*, Fils de tres-honorable Thomas Baron de Coventrye, autrefois Garde du grand Sceau d'Angleterre, l'un de nos Chambellans, Senateur dans le Souverain Conseil ou Parlement d'Angleterre, & Commissaire destiné pour l'adjudication des Terres dans le Royaume d'Irlande, lesquels nous nommons pour pouvoir conferer, traiter & conclure ladite Paix avec les Commissaires & Députez des susdits Roys, & Estats Généraux.

ANNO 1667.

Nous faisons donc à sçavoir qu'ayant souvent experimenté la prudence, integrité, fidelité & industrie de nos susdits Ambassadeurs Extraordinaires, & Nous confians entierement en eux, Nous les avons ordonnez & députez, & par ces Presentes ordonnons & deputons nos veritables & indubitables Commissaires, Procureurs & Plenipotentiaires, leur donnans pleine puissance & autorité, & Mandement général & special en nostre nom, de communiquer, traiter, convenir & conclure, & faire generalement toutes les autres choses necessaires, pour avec les Commissaires respectifs des Roys & Estats susmentionnez, ayant suffisant Pouvoir pour ce sujet, travailler à oster tous les differens susdits sous les Articles & conditions reciproques de restituer & rétablir de part & d'autre les choses dont on sera convenu, & enfin de dresser sur le tout les Articles, Lettres & Instrumens necessaires, & de faire toutes les choses qui seront à propos pour la conclution de ce Traité, promettans de bonne foi & en parole de Roi, d'avoir agreables, fermes & stables, & de n'aller jamais à l'encontre des choses qui seront resoluës entre nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & ceux des Estats Généraux, mais au contraire d'executer & observer inviolablement & religieusement tout ce qui sera promis en nostre nom sur ce sujet. En témoignage dequoi nous avons signé les presentes Lettres, & à icelles fait apposer le grand Sceau d'Angleterre. Donné à Westmonster le quinziéme du mois d'Avril l'an 1667. le dix-neufiéme de nostre Regne. *Ainsi signé*, CHARLES, Roy.

Ratification du Roi de Danemarc du Traité de Paix conclu à Breda le 31. Juillet stile nouveau 1667. entre luy & le Roy de la Grand' Bretagne.

FREDERIC III, par la grace de Dieu, Roi de Danemarc & de Norwegue, des Goths & des Vandales, Duc de Sleswik, de Holstein, Stormarn & de Dithmarsu, Comte d'Oldembourg & de Delmenhorst: A tous ceux qu'il appartient, ou pourra appartenir pour leur interest, & chacun en particulier. Nous desirons par ces Presentes donner à connoistre, témoigner & certifier, que s'estant tenuë depuis peu dans la Ville de Breda une Assemblée solemnelle, pour éteindre l'embrazement de la funeste Guerre qui avoit esté allumée entre Nous, le Serenissime, Tres-Puissant & Tres-Chrestien Prince LOUIS XIV. Roy de France & de Navarre, & les Hauts & Puissans Seigneurs les Estats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, d'une part; Et le Serenissime & Tres-Puissant Prince Charles II. Roi de la Grand' Bretagne, d'autre part: Nous avons envoyé à cette même Assemblée Nobles & honnestes nos chers & bien-aimez Paul Klingenberg Conseiller en nostre Admirauté, & Maître Général des Postes, & Pierre Carisius aussi nostre Conseiller, afin qu'ils entrassent en Conference avec les Ambassadeurs Plenipotentiaires du ci-dessus nommé Roi de la Grand' Bretagne, & qu'ils traitassent pour accommoder & accorder les differents & dissentions qui étoient entre Nous. Ce qui par la benediction de Dieu a reüssi, de sorte que l'Accord s'en est ensuivi, & l'on a consenti à la Paix de part & d'autre, & sous certaines conditions, dont l'Acte est conçû de mot à mot, comme il ensuit, &c.

Declaration de Messieurs les Ambassadeurs de France sur le cinquiéme Article du Traité entre l'Angleterre & le Danemarc.

NOUS Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France, declarons que dans l'Article V. du Traité fait & conclu ce jourd'huy entre le Roi de la Grand' Bretagne, & le Roi de Danemarc, on n'a entendu parler que de l'abolition de la Dette de six vingts mille Richedales; plus ou moins, pour lesquelles

quelles ledit Seigneur Roi de Danemarc s'eſt obligé envers la Compagnie des Marchands Anglois, établie à Hambourg, ſans prejudice des autres Dettes pour lesquelles ledit Seigneur Roi ſe pourroit être obligé envers d'autres Sujets de Sa Majeſté Britannique, lesquelles on n'a point entendu éteindre & abolir par le preſent Traité. En témoin dequoy nous avons ſigné la preſente Declaration. Fait & paſſé à Breda le 31. Juillet 1667.

(L. S.) *d'Eſtrades.* (L. S.) *Courtin.*

Declaration de Meſſieurs les Ambaſſadeurs de France touchant le Droit du Sund.

NOus ci-deſſous denommez, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Tres-Chrétien Roy de France, Godefroy, Comte d'Eſtrades, Lieutenant General dans les Armées de Sa Majeſté, & Chevalier de ſes Ordres, Gouverneur de Dunkerque, Maire perpetuel de Bordeaux, Vice-Roi de l'Amerique; & Honoré Courtin Conſeiller d'Etat & Maître des Requeſtes: & conjointement Nous les Députez, Plenipotentiaires des Provinces-Unies des Païs-Bas, pour les preſens Traitez de Paix, Jerôme-Van-Beverning, Pierre de Huybert Seigneur de Regersberch, Everwerdt, &c. Conſeiller & Syndic de Meſſieurs les Eſtats de Zelande, & Allard Pierre Jongſtal premier Conſeiller & Preſident de la Cour Souveraine de la Province de Friſe, faiſons à ſçavoir, certifions & atteſtons qu'à cauſe du different & conteſtation ſurvenu dans ces Traitez de Paix; qui déja ont eſté conclus en ce lieu entre le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Roi de Danemarc, & le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Roi de la Grand' Bretagne; pour raiſon du payement du Peage & Droit d'Entrée que les Sujets de l'un des deux Rois ſeront à l'avenir tenus de payer pour raiſon de leurs Navires & Marchandiſes, dans les Ports & Rivieres de l'autre; & à cauſe auſſi que de la part du Roy de Dannemarc dans le Projet donné par ſes Plenipotentiaires aux Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires d'Angleterre, la periode ſuivante avoit eſté inſerée à la fin du premier Article en ces termes.

„ Et comme l'un & l'autre Roi a le Pouvoir Souverain & le Droit entier ſans qu'on le puiſſe mettre en „ controverſe ou le diſputer, de diſpoſer & ordonner „ des Impoſitions & Peages dans leurs propres Sei„gneuries & Terres de leur Domination; pareillement „ auſſi les Sujets de l'un payeront autant de Peages & „ d'Impoſitions dans les Royaumes, Principautez, Iſ„les, Villes, Havres & Rivieres de l'autre, que cha„cune des Parties pour ſon regard trouvera à propos „ qu'il ſe peut faire pour ſon ſervice, utilité & profit, „ & en la même maniere que les autres Nations Eſ„trangeres avec leſquelles il n'y a point de Conven„tions particulieres pour ce ſujet, ſont obligées de „ payer. Toutefois au paſſage du Sund l'on n'exigera „ point des Vaiſſeaux Anglois, & des Marchandiſes „ dont ils ſeront chargez, & ils ne payeront point de „ Peage & d'Impoſition plus grande que celle qui eſtoit „ exigée d'eux, & qu'ils payoient en l'an mil ſix cens „ cinquante."

Mais que de la part d'Angleterre l'on n'a pas voulu mettre cette clauſe, ſinon avec cette condition: Qu'au regard du Peage qui ſe paye au paſſage du Sund, au lieu de l'année mil ſix cens cinquante l'on appoſaſt l'an mil ſix cens cinquante-deux. Ce que toutefois l'on n'a pû perſuader aux Plenipotentiaires de Danemarc, quelque raiſon qu'on leur ait apportée, aſſurant & affirmant que dans leurs Inſtructions il n'y avoit rien qui touchaſt ce point. C'eſt pourquoy on leur a propoſé cet expedient pour temperament; Que l'on retranchaſt entierement de cet Article la periode qui feroit quelque mention des Peages & Impoſts; à quoy enfin les ci-deſſus nommez Plenipotentiaires Danois ont conſenti, principalement induits par le deſir de rétablir la Paix tant ſouhaitée. A condition toutefois, que Nous ſusnommez Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires rendiſſions témoignage que la Negociation s'eſt faite & paſſée de la ſorte, comme nous l'atteſtons & certifions par le preſent Acte ſouscrit de nos mains, avec l'appoſition du Cachet de nos Armes pour l'autoriſer d'autant plus. Fait à Breda le trente uniéme Juillet mil ſix cens ſoixante-ſept.

(L. S.) *d'Eſtrades.* (L. S.) *Courtin.*

Declaration de Meſſieurs les Ambaſſadeurs de France touchant les Orcades.

NOus ci-deſſous dénommez Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Tres-Chrétien Roi de France, Godefroy Comte d'Eſtrades, Lieutenant Général dans les Armées de Sa Majeſté, & Chevalier des Ordres de Sa Majeſté, Gouverneur de Dunkerque, Maire perpetuel de Bordeaux, Vice-Roi de l'Amerique, & Honoré Courtin Conſeiller d'Eſtat & Maitre des Requeſtes: & conjointement Nous les Députez Plenipotentiaires des Provinces-Unies des Païs-Bas pour les preſents Traitez de Paix, Jerôme-Van-Beverning, Pierre de Huybert Seigneur de Regersberch, Everwerd; &c. Conſeiller & Syndic de Meſſieurs les Eſtats de Zelande, & Allard Pierre Jongſtal premier Conſeiller & Preſident de la Cour Souveraine de la Province de Friſe; Faiſons à ſçavoir, certifions, & atteſtons, que dans les preſens Traitez de Paix faits & conclus en ce lieu, entre le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Roy de Danemarc & de Norwegue Frederic III. & le Sereniſſime & Tres Puiſſant Roi de la Grand' Bretagne Charles II. l'on a demandé de la part de Danemarc avec des inſtances tres-preſſantes la reſtitution des Iſles appellées Orcades & de Hitland; pour laquelle fin Meſſieurs les Plenipotentiaires de Danemarc ont inſeré l'Article ſuivant dans le Projet de leur Traité, qu'ils ont communiqué à Meſſieurs les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires d'Angleterre.

„ Dautant que l'on a prouvé ſuffiſamment par des „ Titres, que depuis pluſieurs ſiecles les Iſles Orcades „ ont appartenu au Royaume de Norwegue par une „ ſujection inſeparable & inaliénable; & luy appartien„nent encore; & qu'elles ont eſté engagées & hypote„quées au Roy d'Eſcoſſe pour une certaine Somme „ d'argent, à condition qu'elles ſeroient renduës & „ reſtituées, en rembourſant & payant la meſme Som„me, & qu'elles retourneroient & ſeroient reunies au „ Royaume de Norwegue: & bien que de la part de „ Danemarc le rembourſement de cette meſme Som„me ait eſté ſouventesfois offert, & que nonobſtant „ cela la reſtitution n'en ait point eſté faite; l'on eſt „ de nouveau d'accord enſemble, & l'on eſt convenu, „ par deſir & affection principalement, que l'on a „ d'obvier aux troubles & diſſenſions & de les empê„cher, qui à l'occaſion de ce different pourroient „ naiſtre entre les Sereniſſimes Rois de Danemarc & „ d'Angleterre, que les ſusnommées Iſles appellées „ les Orcades & Hitland, ſoient reſtituées & ren„duës au Roi de Danemarc: ou à tel autre à qui „ il donnera Pouvoir de les recevoir, en l'eſtat qu'el„les ſe trouvent à preſent ſans en rien retenir, & ſans „ retardement."

A laquelle propoſition Meſſieurs les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires d'Angleterre ont répondu de leur part: Qu'ils n'avoient aucune Inſtruction ſur cette affaire, & qu'ils deſiroient que cet Article fuſt rayé & effacé du Projet, veu principalement qu'il ne touchoit en rien le preſent Traité de Paix, & que l'on ne pouvoit pas l'inſerer, ni lui donner place entre les autres.

Ce que Nous ſouſſignez avons pareillement reconnu. C'eſt pourquoi les Seigneurs Plenipotentiaires du Sereniſſime Roi de Danemarc & de Norwegue, portez ſur tout d'affection pour la Paix ſi ardemment ſouhaitée, & afin que cette affaire ſi ſalutaire ne ſouffriſt de retardement de ce côté là, ont finalement conſenti, que cet Article touchant les Orcades & Hitland fuſt rayé & effacé de leur Projet. A condition toutesfois que la ſuspenſion & ſurſeance de la demande de reſtitution de ces Iſles ſoit entenduë, ſans qu'elle porte prejudice aux Droits de leur Seigneur Roi Sereniſſime, & ſans qu'elle déroge en quoy que ce ſoit à ſes pretentions; qui ſubſiſtent entieres & manifeſtes, jusques à une plus favorable occaſion, ſoit qu'elle ſe preſente plûtôt ou plus tard, afin d'en demander la reſtitution, ſuivant telles pretentions.

Surquoy l'on eſt demeuré d'accord, & l'on a promis que Nous ci-deſſus denommez Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, conjointement avec Meſſieurs les Ambaſſadeurs Extraordinaires du Sereniſſime Roi de Suede, donnerions atteſtation de ce que deſſus pour certitude plus ample de la verité du fait, comme la donnons de bonne foy par le preſent Acte ſigné de nos mains, auquel pour donner plus d'autorité

Nous

Nous avons apposé le Cachet de nos Armes. Fait à Breda le trente-uniéme jour de Juillet l'an mil ſix cent ſoixante ſept.

(L.S.) D'ESTRADES. (L.S.) COUNTIN.

Acte de la Publication de la Paix de la part des Plenipotentiaires de Danemarc.

NOus Paul Klingenberg & Pierre Cariſius Plenipotentiaires de Sa Majeſté Sereniſſime le Roi de Danemarc, faiſons à ſçavoir à tous qu'il appartiendra, & atteſtons qu'en vertu du Traité conclu & arreſté en cette Ville de Breda la trente-uniéme jour de Juillet paſſé, ſtile nouveau, & la vingt-uniéme ſtile ancien, la Paix plus ſtable & ferme qu'auparavant, & l'amitié ſincere ont eſté renouvellées entre le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince Frederic III. Roi de Danemarc & de Norwegue, des Vandales & des Goths, &c. Et le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince Charles II. Roi de la Grand' Bretagne; pareillement entre leurs Royaumes, Principautez, Comtez, Iſles & Seigneuries. Et qu'aujourd'huy, datte des Preſentes, les Ratifications données par les deux Rois ſusnommez ont été échangées mutuellement; & partant que le libre exercice du Commerce eſt entierement & ſans reſerve ni reſtriction reſtabli en ſa premiere vigueur. Et la Publication qui a déja eſté faite ici d'un conſentement mutuel, ſervira de regle, & ſera le terme, ſuivant lequel tous Actes d'inimitié & d'hoſtilité doivent ceſſer, & la Paix commencer, comme cela ſe peut voir plus particulierement dans le ſecond Article du preſent Traité. En cette maniere toutefois, que le premier terme & jour de la ceſſation des hoſtilitez commence dans la Mer Septentrionnale, dans la Mer Baltique, & le Canal, le quatriéme de Septembre ſelon l'ancien ſtile. Le ſecond jusques au Cap Saint Vincent commence le vingt-deuxiéme Septembre ſtile ancien. Et le troiſiéme terme pour ce qui regarde les Mers au delà du Cap Saint Vincent jusques à la Ligne Equinoxiale, tant dans l'Ocean que dans la Mer Mediterranée, commencera le vingt-troiſiéme Octobre pareillement ſelon l'ancien ſtile. Et finalement le quatriéme terme, auquel doivent ceſſer les hoſtilitez au delà de la Ligne Equinoxiale par toute la Terre, le quatorziéme Avril ancien ſtile de l'année mil ſix cent ſoixante huit. Et pour d'autant plus authoriſer ce que deſſus, Nous avons ſigné les Preſentes de nos mains, & les avons fait publier à haute voix & ſon de trompe dans la Ville de Breda, ce jourd'huy vingt-quatriéme Aouſt ſelon le ſtile nouveau, & le quatorziéme ſelon l'ancien.

(L.S.) PAUL KLINGENBERG.

(L.S.) PIERRE CARISIUS.

XX.

22. Aouſt. Cologne, Brandebourg, &c. (1) *Traité d'Alliance deffenſive entre divers Princes du Cercle de* WESTPHALIE, *& autres de l'Empire, comme entr'autres l'Electeur de* COLOGNE, *l'Electeur de* BRANDEBOURG, *les Princes de* BRUNSWICK *&* LUNEBOURG *&c. Fait à Brunswick, le* 22. *Aouſt,* 1667. [AITZEMA, *Affaires d'Etat & de Guerre.* Tom. XIII. pag. 746. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouva auſſi dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortſetzung II. Abtheil II. pag. 342. en François comme ici, & comme il paroît, tiré de la même ſource.]

LEs Seigneurs Electeurs de Cologne & de Brandebourg, enſemble les Seigneurs Evêque d'Osnabrug & George Guillaume, comme auſſi Rodolphe Auguſte Ducs de Brunswick & Lunebourg, avec la Dame Lantgravinne & Regente de Heſſe-Caſſel, ayant ci-devant & dans cette preſente conjoncture de tems diligemment conſideré & deliberé ſur les moyens de conſerver & maintenir les Païs & Peuples que Dieu leur a confiés & les deffendra avec l'aſſiſtance divine contre toute violence, afin qu'ils ſoient maintenus dans une bonne Union, & l'experience ayant apris que les Conſtitutions, & Ordonnances faites avec grande peine par le Saint Empire & tous les autres ſemblables moyens ont été de peu d'effect, ils ont pour l'amour paternelle qu'ils ont pour leursdits Païs jugé trés à propos, de perſiſter non ſeulement dans la confiance & amitié de bons voiſins ci-devant établies entr'eux, mais auſſi de faire entre eux une Alliance deffenſive plus ferme & plus étroitte. C'eſt pourquoi leſdits Princes & Electeurs ont deputé & envoyé leurs Conſeillers icy à Brunswick qui ont au nom de leurs Seigneurs Principaux, & ſous leurs Ratification & approbation traitté & conclu une Alliance deffenſive de la maniere ſuivante.

I. Il y aura entre leſdits Alliez de part & d'autre une ſincere & unanime amitié & voiſinance, enſorte qu'ils tâcheront de procurer le bien & utilité l'un de l'autre, & s'il leur arrive quelque choſe qui les mette en quelque danger, celui que cela regardera en avertira à tems, afin d'eviter les troubles qui en pourroient ſuivre, & qu'on puiſſe communiquer à tems ſur le ſecours promis & qui ſera deſiré.

II. Cette Alliance deffenſive, ne ſera point offenſive à l'égard de perſonne & encore moins à l'égard de Sa Majeſté Imperiale & de l'Empire, mais ſeulement pour la deffence & manutention des Païs, Peuples, Droits & Prerogatives d'iceux.

III. Tous & un chacun Païs des Alliez, qu'ils poſſedent maintenant dans le St. Empire ſeront compris dans la preſente Alliance, en telle maniere, que ſi quelques-uns deſdits Païs & Peuples deſdits Confederez venoient à être aſſaillis, ou qu'on vint à commettre contre iceux quelque violence, & entrepriſes, même en y voulant mettre les Troupes en quartier ou les y faire paſſer contre les Conſtitutions de l'Empire & Inſtrumens de Paix, (ſur leſquels eſt fondée la preſente Alliance) & qu'on voulut donner atteinte à ladite preſente Alliance, ceux des Alliez à qui telle violence ſera faite, en donnant avis & notification preallable & à tems à ſes Alliez ſeront aſſiſtés des Troupes de Cavalerie & d'Infanterie ſans perdre de tems, ſelon qu'il eſt accordé & convenu par les Articles ſuivans.

IV. Mais afin qu'on puiſſe ſçavoir ce que chacun ſera obligé de fournir à celui qui ſera attaqué ou lezé lors qu'il demandera du ſecours, il eſt accordé que ſon Alteſſe Electorale de Cologne fournira deux mille quarante Hommes de Cavalerie & ſeize cens fantaſſins; ſa Serenité Electorale de Brandebourg, mil Hommes de Cavallerie, & deux mil Hommes de Pied, le Prince Sereniſſime d'Osnabrug mil Chevaux & deux mil Fantaſſins, le Sereniſſime Prince George Guillaume deux cens quarente Chevaux, & ſix cens quarente quatre Fantaſſins, ſa Serenité le Duc Rodolphe Auguſte deux cens Chevaux & quatre cens Fantaſſins, la Sereniſſime Landgravinne de Heſſe-Caſſel deux cens Chevaux & quatre cens Fantaſſins, leſquels ils tiendront prêt, & les envoyeront ſans perdre de tems, comme il a été dit, quand l'occaſion le requerra. Les Alliez tiendront prête auſſi la moitié de plus que leurdite cotte part, qui même ſera augmentée ſi on le juge convenable.

V. Chacun des Alliez étant averti par celui qui ſera moleſté, du danger où il ſera, ſera obligé de lui envoyer le ſecours promis en Cavallerie & Infanterie dans quatorze jours, à compter du jour que la requiſition en aura été faite & ce ſans delai. Et qu'il ne la pourra rapeller & faire revenir, à moins que le requerant, n'en eût plus beſoin lui-même, ou que l'aſſiſtant étant attaqué ou moleſté n'en eut beſoin pour lui-même.

VI. Mais ſi plus d'un des Confederez venoit à être attaqué & à eſſuyer quelque danger, en ce cas les autres Alliez envoyeront une partie du ſecours à l'un des attaquez, & l'autre partie à l'autre de la maniere que deſſus, & parce qu'il ſe pourroit faire que ſemblable ſecours ne ſeroit pas ſuffiſant, en ce cas les Alliez ſeront tenus de prendre des reſolutions proportionnées au danger, & de convenir d'un tel ſecours qu'il ſoit ſuffiſant pour aſſiſter à bon eſcient celui qui ſera attaqué

VII. Quand le ſecours effectif aura été envoyé, & qu'il ſera arrivé auprés des Troupes & dans le Païs de celui qui l'aura requis, celui à qui ledit ſecours ſera envoyé en aura auſſi-tôt le commandement en Chef, & la direction dans toutes les affaires Militaires, ſoit

---

(1) Ce Traité a été traduit du Flamand; mais comme ce n'eſt pas l'original, on ne l'a mis ici qu'en François.

ANNO 1667.

qu'il vienne à agir dans ſon Païs ou dans un autre hors de celui des Confederez, mais quand il s'agira d'entreprendre quelque choſe, il ſera toutes les fois tenu un Conſeil de Guerre, comme c'eſt la coûtume

VIII Chaque aſſiſtant fournira autant d'Artillerie & autres choſes neceſſaires avec les Troupes que les cas de la Guerre le requerront, mais ſi l'on a beſoin de groſſes pieces de Canon, on les fournira à proportion du beſoin du requerant, en cas que ce ſoit pour agir dans ſon Païs, ou dans ceux qui ſeront le plus prés des Alliez, mais en l'un & en l'autre cas, ils ſeront fournis, & les dommages & reparations en ſeront payez à frais commun des Alliez.

IX. Chaque Officier des Alliez aura Juriſdiction ſur les Troupes qu'ils envoyeront au requerant, mais s'il arrivoit quelque choſe qui requît un Conſeil General de Guerre, on y joindra tous ceux qui y doivent aſſiſter, & le Preſident en ſera celui qui ſuivant le ſeptiéme Article aura le Directoire, & s'il n'y veut ou ne peut pas y aſſiſter, ce ſera celui qui ſera le premier en charge.

X. Pour l'entretien des Troupes de chaque Allié le requerant ſera obligé quand elles ſeront dans ſon Païs ou prés des ſiennes & pendant tout le tems qu'elles ſeront ſous ſa direction, de leur fournir des Quartiers & de les traitter comme les ſiennes propres.

XI. Et afin qu'il n'arrive aucune confuſion par la conjonction deſdites Troupes tous les Alliez dreſſeront enſemblement une Ordonnance de Diſcipline, ſuivant laquelle toutes les Troupes conjointes ſeront traittées. Et parce auſſi que toutes les Troupes Auxiliaires ne ſçauroient porter avec eux toutes leurs Proviſions à la fois, le requerant ſera obligé de leur fournir les proviſions neceſſaires pendant qu'elles ſeront dans ſon Païs, & le prix lui en ſera reſtitué par les Alliez à proportion du ſecours qu'ils ſont obligez de fournir.

XII. En outre cette Alliance deffenſive durera trois ans conſecutifs, à compter de la date des preſentes, pendant lequel tems elle ſera obſervée & ſubſiſtera inviolablement. Et il ſera en la liberté des Alliez de ſe confederer encore pendant leſdits trois ans pour prolonger encore cette ditte Alliance.

XIII. Et ſi quelques-uns des Confederez étoient encore outre cette Alliance compris dans quelque autre en vertu de laquelle ils ſeroient tenus de donner quelque ſecours à d'autres, le ſecours ne ſera fourni qu'en vertu de l'une ou de l'autre Alliance, & il ſera libre au requerant de declarer à laquelle des deux Alliances il s'en voudra tenir. Et quand un ſecours aura été une fois envoyé, il ſera ſouſtrait du *quantum*, de ce que les Confederez devront fournir.

XIV. Et ſi dans le voiſinage il venoit à ſe faire quelque mouvement dont l'Empire pût recevoir quelque deſavantage, les Alliez veullent bien autant qu'en eux ſera, aporter tout le ſoin & la diligence poſſible, afin que le point de la ſureté de l'Empire y ſoit menagé & qu'il ne ſoit rien negligé à cet égard.

XV. Et comme dans la Negociation de cette Alliance les Deputez du Seigneur Duc Jean Frederic de Bronſwick-Lunebourg qui y ont aſſiſté n'ont pû la ſigner faute de Mandement ſpecial dudit Prince, & que s'en étant exemté ils ont deſiré qu'ils la puſſent ſigner dans la ſuite, cela leur a été accordé, pourvû qu'ils ſe declarent là deſſus avant l'expiration du tems limité pour la Ratification des preſentes, comme il eſt contenu dans l'Article ſuivant.

XVI. Il eſt accordé & convenu que les Seigneurs Principaux feront échanger leurs Ratifications icy à Bronſwick dans le quatriéme d'Octobre prochain, vieux ſtile. En témoin dequoy ont les Deputez Conſeillers deſdits Seigneurs Princes & Electeurs ſigné & ſcellé ces preſentes, dont a été dreſſé un Inſtrument pour chacun. Ainſi fait à Bronſwick le 22. Août 1667 *Signé*

(L. S.) *Henri François Nicolas.*
(L. S.) *Frederic de Jena.*
(L. S.) *G. Chriſt. de Hamerſtein.*
(L. S.) *Paul Joachim de Bulaw.*
(L. S.) *Hierome de Grapendorp.*
(L. S.) *Regnier Badenhauſen.*

ANNO 1667.

XXI.

27. Août

Vergleich zwiſchen Beeden Churfürſten / Sachſen und Brandenburg / wegen Ausmünzung der Schiede-Müntzen getroffen. Geben zu Zinnen den 27. Auguſti 1667. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Theil. II. Abtheil. IV. Abſ. II. pag. 200.]

C'eſt-à-dire,

Accord entre les Electeurs de SAXE *&* *de* BRANDEBOURG, *au ſujet de la Fabrication de la petite Monnoye appelée* Schiede-Muntz. *A Zinnen le 27. d'Août 1667.*

ZWiſchen beyderſeits Churfl. Durchleucht zu Sachſen und Brandenburg / iſt bey jetziger Anweſenheit abgeredet und beſchloſſen worden: Nachdem beym hochſtangeſtiegenen Silber-Kauff und des alſo genanten rothen / unmöglich fallen will / die Schiede-Müntze nach der Reichs-Valvation de Anno 1559. zu beſchreiten / unterdeſſen aus benachbarten Landen Böhmen / Schleſien und Polen viele unrichtige Müntze in ihrer Churfl. Durchleucht. Landt bringet / das / wegen conformitaet in der Müntze / vertröſtete Reichs-Conclusum uns Stecken geräth / auch bey neulichſten Ober-Sächſ. Probations-Tags-Convent die intereſſirten Stände zu keinem Schluß / wie weit man beſagter Ordnung auf eine zeitlang abzugehen / gelangen können. Als wollen Ihro Churfürſtl. Durchleucht. dero Müntz-Guardeinen / nach Anleitung eines verglichenen Notuls, anbefehlen / hinführo mit der Groſchen- und kleinen Müntz-Sorten Beſchickung dergeſtalt zu verfahren / daß die feine Marck auf 10½. Thl. ſo lange ausgemüntzet werde / bis künfftig in dieſem Müntz-Punct ein allgemeines Reichs-Conclusum erfolget / Ihr. Churfürſtl. Durchl. hierunter ein anders zu verordnen Urſache haben würden / Jedoch / daß der Fuß des Reichs-Thalers verbleibe / wie er in der obgemelten Valvation geſetzet iſt. Sigl. unter Ihr. Churfl. Durchleucht. Unterſchrifften und fürgedruckten Inſiegeln zu Zinnen am 27. Aug. 1667.

XXII.

12. Oct.

Vergleich zwiſchen Ihro Königl. Mayeſt. zu Dennemarck FRIDRICH III. eines / und Ihro Hochfürſtl. Durchl. CHRISTIAN ALBRECHT, Hertzogen zu Schleßwig-Holſtein andern theils / über die zwiſchen Ihnen geführten Forderungen und Beſchwehrden ratione der Biſchöffl. Wahl zu Lübeck / der Regierung zu Sunderburg / der Veſtung Fridrichs-Ort ꝛc. Glückſtadt den 12. Octobr. 1667. Mit der RATIFICATION von Seiten Ihro Königl. Mayeſt. in Dennemarck / Glückſtadt den 23. Octobr. 1667. [Imprimé de la part du Duc de Holſtein en 1696. On le trouve auſſi dans LONDORPII *Acta publica* Part. XII. Lib. XIII. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Continuat. II. Fortſetzung II. Abtheil. IV. Abſatz VII. Num. LXXXVII. pag. 180. On en a une une Traduction Françoiſe dans mon petit Recueil. Tom. I. pag. 149.]

C'eſt-à-dire,

Traité d'Accommodement entre FREDERIC III. *Roi de Dannemarck,* *&* CHRISTIAN ALBERT *Duc de Holſtein-Gottorp, ſur leurs anciens diferents au ſujet de l'Election à l'Evêché de* Lubeck, *de la Regence commune de* Sunderbourg, *&* *de la Fortereſſe de* Friderichsorth. *A Gluckſtadt le 12. Octobre 1667.* Avec *la* RATIFICATION *du Roi de Dannemark, à Gluckſtadt le 23. Octobre 1667.*

WIr Friederich der Dritte von Gottes Gnaden zu Dennemarck / Norwegen der Wenden und Gothen König / Hertzog zu Schleßwig / Holſtein / Stormarn und der Ditmarſchen / Graf

Anno 1667.

Graf zu Oldenburg und Delmenhorſt / ꝛc. Thun kund und fügen hiemit Männiglichen zu wiſſen / als zu Beylegung einiger zwiſchen Uns / und dem Hochwürdigen / Durchlauchtigen Fürſten / Unſerm lieben Vettern und Sohn / Herrn Chriſtiano Albrechten, poſtulirten Coadjutorn des Stiffts Lübeck / Erbe zu Norwegen / Hertzogen zu Schleſwig / Hollſtein / Stormarn und der Dittmarſchen / Grafen zu Oldenburg und Delmenhorſt / ꝛc. obhandenen Irrungen und Mißhelligkeiten beyderſeits einige Gevollmächtigte Rähte deputirt und verordnet worden / welche ſich darüber zuſammen gethan / und nach gehaltenen verſchiedenen Conferentzen / und reiffer Erwegung aller Sachen / endlich einen gewiſſen Vergleich getroffen und auffgerichtet / des Wörtlichen Inhalts / wie folgt: Demnach zwiſchen dem Durchlauchtigſten / Großmächtigſten Fürſten und Herrn / Hn. Friederichen dem Dritten / zu Dennemarck / Norwegen / der Wenden und Gothen König / und dem weiland auch Durchlauchtigen Fürſten und Herrn Friederichen / Erben zu Norwegen / beyden Hertzogen zu Schleſwig-Hollſtein / Stormarn und der Dittmarſchen / Grafen zu Oldenburg und Delmenhorſt / ꝛc. eines und andern Theils vor Jahren verſchiedene Irrungen und Mißhelligkeiten ſich eräuget / die zum Theil bey dem zu Rotſchild Anno 1658. zwiſchen der Cron Dennemarck und Schweden auffgerichteten Frieden bereits abgethan / und völlig in damahls beliebten Termino zur Richtigkeit hätten ſollen gebracht werden / aber wegen kurtz darauff unter höchſtged. beyden Königen entſtandener neuen Unruhe darzu nicht können gelangen / ſondern bißhero unverglichen geblieben / dazu auch inzwiſchen noch weitere Beſchwerungen ſich auff beyden Seiten laſſen mercken / und dannenhero / nachdem vor weniger Zeit höchſtged. die zu Dennem. Norwegen Königl. Maj. ꝛc. im Fürſtenthum Hollſtein und der Veſtung Glückſtadt glücklich angelanget / bey Deroſelben der Hochw. Durchl. Fürſt und Herr / Herr Chriſtian Albrecht / poſtulirter Coadjutor des Stiffts Lübeck / Erbe zu Norwegen / Hertzog zu Schleſwig / Hollſtein / Stormarn und der Ditmarſchen / Graff zu Oldenburg und Delmenhorſt / ꝛc. durch ſeine gevollmächtigte Abgeſandte und einige Deputation höchſtgemeldter Ihrer Kön. Majeſt. Rähte zu Erledigung obangezogener gravaminum anhalten laſſen; Als ſeynd dazu von Seiten Ihr. Königl. Majeſt. dero geheimer Etats- und Land-Rath / Stathalter in den Fürſtenthümern Schleſwig / Hollſtein / Gouverneur und Amptman zu Steinburg in Ditmarſchen / und auff Langeland / Herr Friederich von Ahlefeld / auff Seegarten und Gravenſtein Erb-Herr / Ritter / ſo dann allerhöchſtgedachter Ihrer Königl. Majeſt. Land-Rath / Ambtmann zu Hadersleben / Herr Cay von Ahlefeld / auff Mehlbeck ꝛc. Ritter / und Herr Conradus Wasmer der Rechten Licentiatus, und bey der Königl. Regierungs-Cantzeley in hieſigen Fürſtenthumben beſtellter Rath / allergnäd. committiret, welche mit Ih. Hoch-Fürſtl. Durchl. Abgeſandten / als Herrn Johann Adolph Kielman von Kielmanſeck / auf Satrupholm / Oddorff und Weddelsbull / ꝛc. Thum-Probſt in Hamburg / Ihr Hochfürſtl. Durchl. Hochbetrauten geheimen Rathe / Regierungs- und Cammer Præſidenten, Hoff-Cantzlern und Ambtmann zu Trittow / Reinbeck und Mohrkirchen / wie auch Herr Friederich Chriſtian Kielman von Kielmanſeck auff Saterupholm und Oddorff / ꝛc. Canonico des Stiffts Lübeck / und vor höchſtgedachter Ihr Fürſtl. Durchl. hochbetrauten geheimen und Ober-Cammer-Rath / ſammt Herrn Andreas Cramern / auff Heyerswörth / höchſtgemeldter Ihrer Hochfürſtl. Durchl. wolbetrauten Cammer- und Regierungs-Rath in Conference getreten / und durch Gottes gnädige Verleihung nach præmittirter nöhtigen diſquiſition und Erörterung der poſtulatorum und gravaminum, auch darüber abgeſtatteten Relationen einen gütlichen Vergleich glücklich getroffen und auffgerichtet / welcher in nachgeſetzten Puncten beſtehet:

I. Soll zur reſtabilirung und Erhaltung des reſpective Freund- Vetter- und Söhnlichen guten Vernehmens zwiſchen Ihrer Königl. Majeſt. und Hochfürſtl. Durchl. alles daſſelbe / was den Unionen und alten Verträgen mit dem Königreich Dennemarck / Fürſtenthümben Schleſwich / Hollſtein / ꝛc. und incorporirten Landen zuwider bißher per directum vel indirectum vorgegangen und gehandelt / zu beyden Theilen gäntzlich vergeſſen / auffgehoben und getilget ſeyn / und obbeſagte Union, auſſer was Anno 1658. und 1660. durch obig beſagte Tractaten gäntzlich und zu ewigen Zeiten abgethan / bey ihrem Valeur zu Fried- und Kriegeszeiten / ohne einige Hülffrede und Mißdeutung bleiben / und beſtändigſt obſerviret / auch keiner von dem andern dawieder de facto es habe Nahmen wie es wolle / prægraviret und beſchweret werden.

II. Was von Ihr. Hochfürſtl. Durchl. Herrn Vatters Chriſtmildeſter Gedächtnüß Seiten / „ mit dem Capitulo zu Lübeck „ wegen der Anwaltung der Biſchöfflichen Wahl auff gewiſſe „ Fürſtliche Perſohnen Gottorffiſcher Linien Anno 1647. den 7. „ Julii geſchloſſen / dabey laſſen Ihr. Königl. Maj. es bewenden / es verſprechen aber Ihr. Hochfürſtl. Durchl. bey dem „ Capitulo müglichſt bey erſehender Gelegenheit zu cooperiren / „ auff daß ſelbiges mit der Wahl dergeſtalt bey dem Königl. Fürſtl. Hauſe Hollſtein zu verbleiben ſich anheiſchig mache / daß „ hinführo / wann beſagte Fürſtl. Perſohnen und Generationen „ vorbey / von Ihr. Königl. Majeſt. und Fürſtl. Durchl. Nachkommen / ſo durch GOttes Gnade alsdann verhanden / alternative immer dazu gelange.“

III. In dem Fürſtl. Ampte Sunderburg wird abſeiten Ihrer Königl. Majeſt. Ihrer Fürſtl. Durchl. die gemeine Regierung in den zugekaufften Adelichen Allodial-Gütern zugeſtanden / alſo daß auch / was dieſer halben bey vorſtehender Commiſſion noch zu expediren, von beyderſeits Herrſchafft Commiſſarien ſoll verrichtet werden. In den Lehn-Gütern aber behalten Ihre Königl. Majeſt. Ihr die Ober-Lehens-Herrligkeit und Gerechtigkeit mit allen deren dependirenden Juribus zuvor.

IV. Die Länder / ſo vorhin aus der Landes-Matricul wegen der inundation gezogen / bereits aber wieder bedeichet / oder bedeichet werden / ſollen von Ihr. Hoch-Fürſtl. Durchl. / wann Sie zum ſicheren und guten Stande gebracht / der Landes-Matricul wieder inſeriret werden.

V. „ Weil auch biß anhero / wann die Reichs- und Creyß- „ Hülffe von dem Fürſtenthum Hollſtein an Mannſchafft erfordert / Ihr. Hochfürſtl. Durchl. den Halbſcheid derſelben „ geſtellet / die aus Ihr. Königl. Majeſt. Aemptern mit müſſen „ unterhalten werden / zumahlen das Contingent, ſo dazu von „ Fürſtl. Gottorfiſchen Antheil in den Lege-Caſten wird geliefert / ſo viel wie daß Königl. nicht austräget / als iſt beliebet / daß hinführo eine jede Herrſchafft ſo viel Mannſchafft ſoll befugt ſeyn zu ſtellen / als derſelben pro rata der „ Pflugzahl / die Sie im Fürſtenthum Hollſtein hat / kan bekommen.“

VI. Sollen ſo wohl Ihr. Königl. Mayt. / als Hoch-Fürſtl. Durchl. ſattſahme Ordre ſtellen / daß die Ihrige auff des andern Grund und Gütern / wo Sie nicht befugt / aller Jagt ſich gäntzlich enthalten / und damit ſolches deſto beſſer könne zu Werck gerichtet werden / ſollen / gleich von Ihre Hoch-Fürſtl. Durchl. ſelbſt vorhin deſideriret, die Mang-Güter vermittelſt dazu von beyden Theilen erwehlender Commiſſarien / ſo viel thunlich / umbgeſetzet / und nach der Billigkeit ausgewechſelt werden.

VII. Alldieweil auch aus der Rendesburgiſchen Zoll-Rechnung befindlich / daß die Fürſtl. Unterthanen aus der Stadt und Ampt Huſum / auch Eyderſtät / von Ann. 1658. biß 1665. incluſive 1667. Stücke Viehes / ohne Erlegung des groſſen Zolls durchgehen laſſen; Ihro Hochfürſtl. Durchl. aber / weil Sie keine Zoll-Freyheit beſagten ihren Unterthanen verliehen / den Abgang / ſo Ihre Königl. Majeſt. daher in Ihrem Antheil erlitten / zu erſtatten ſich entleget; So wollen Sie dennoch / ſo wohl dero Beampten / ſo die certificationes ausgehoben / als die Leute / von welchen ſie bey den Zöllnern eingeliefferet / wann ſie deſſen überwieſen / dahin ernſtlich anhalten / daß ſie den biß dato nicht entrichteten Zoll ſollen nachlegen und abtragen / damit Ihro Königl. Majeſtät ihr Contingent davon könne erheben.

VIII. Wegen der prætenſion auff die Inſul Wulfshöver / Beeinträchtigung in finibus & Jure compaſcui der Löver und Rickelshäſer beyder Heyde / der dreyer Krügen Landes bey Henningſtätt / des prætendirten Herren Geldes von den 40. Morgen Landes zu Fedderung / Abtragung der extraordinari Beſchwerde von dem / was das Fürſtliche Antheil Ditmarſchen gröſſer iſt / als das Königliche / Wiederauffrichtung der alten Grentz-Pfähle im Ampt Segeberg / und was von dergleichen Irrungen in den Aemptern oder ſonſten entſtanden / oder noch zu beſorgen / ſollen von Ihro Königl. Majeſt. und Hochfürſtl. Durchl. gewiſſe Commiſſarii ehiſt verordnet werden / welche die Sachen ſollen in Augenſchein nehmen / beyde Theile nach Nothdurfft darüber hören / und dieſelbe gütlich vergleichen / oder in Entſtehung deſſen / durch Rechtlichen Spruch entſcheiden.

IX. Betreſſend das Kloſter Uterſen / ſo Ihre Hochfürſtl. Durchl. mit unter die gemeine Regierung zu ziehen begehret / iſt verglichen / daß der Conventus Cœnobialis ſampt dem Kloſter-Gebäud darunter werde gezogen / die dazu gehörige Dörffer aber / und geſambte Unterthanen ſollen unter den Königl. Aemtern / wohin ſie gehören / beſtändig gelaſſen werden.

X. Der einſeitigen Viſitation halber etlicher Adelicher Kirchen / ſoll von beyderſeits General Superintendenten eine Deſignation der Kirchen / warumb ein oder ander Theil vermeynet / daß ihm die ſimultanea viſitatio gebühre / eingeſandt / und darauff die Sach nach befinden remediret werden.

XI. Uber die prætenſion wegen vormahls von Hertzog Friederichen Chriſtſeeligſten Andenckens promittirter Beforderung zum Coadjutorat am Ertz-Stifft Bremen hat man ſich dieſer Geſtalt verglichen / daß / biß Ihrer Hochfürſtl. oder dero Erben oder Nachfolgern an der Regierung die 55000. Rthl. völlig vergnüget / zu Gottorff an ſtatt der drey Schilling / welche vor jedem Stück Vieh ſo durchgetrieben wird / bißher erleget werden / hinführo 1. Marck Lübiſch entrichtet / und denn auch in Vinzier vor Rendesburg auff Königl. Seiten / eine Zollſtätte angeleget werde / woſelbſt an ſtatt der drey Schilling ſo in Rendesburg / wann ſie nicht vorhin in Schleſwig abgetreten / pflegen bezahlet zu werden / gleichfalls 1. Marck Lübiſch abzugeben / davon die Helffte deſſen / ſo an beyden Orten gehoben / Ihrer Königl. Mayt. die übrige Helffte aber Ihrer Hochfürſtl. Durchl. jährlich zu erheben / dahingegen alle Foderung auff die von Ihr. Königl. Mayt. Herrn Vater Chriſtiano IV. Glorwürdigſter Gedächtnüs ausgegebene Verſchreibung de dato 13. July Anno 1621. ſoll ceſſiren, und dieſe ſo fort bey Vollenziehung dieſes Vergleichs in originali ausgereichet und caſſiret werden.

XII. Was wegen der Veſtung Friedrichs-Ort / ab Seiten Ihrer Hochfürſtl. Durchl. bißher wollen controvertiret werden / weil dieſelbe ſolches alles aus beſonderer Freund-Vetterlichen confidence zu Ihrer Königl. Mayt. bonté geſtellet / als verſprechen hingegen Hochſtgedachte Ihr. Königl. Mayt. zu Bezeugung Ihres Freund-Vetter- und Väterlichen Wollwollens hiemit/ daß Ihrer Hochfürſtl Durchl / dero Poſteritât / wie auch Landen/ Leuten und Städten aus beſagter Feſtung Friedrichs-Ort kein Nachtheil oder Schaden / einige Unſicherheit oder Gefahr/ es ſey zu Friedens- und Kriegs-Zeiten/ zugekehret werden ſoll. „ Und da je über beſſer Wiſſen und Vermuthen/ welches der allerhöchſte Gott in Gnaden abwenden wolle/ ſich einige Kriegs-Verfaſſung oder öffentliche Fehde in dieſen Fürſtenthümern anſpinnen ſolte/ daß alsdann Ihrer Hochfürſtl. Durchl. daherum liegende Unterthanen mit keiner abſonderlichen Verpflegung oder dergleichen anmuthen/ ſollen oneriret noch beſchweret werden/ da dergleichen aber de facto beſchehen zu ſeyn/ erwieſen würde/ daß ſolches/ was ſie mehr dann andere hergegeben/ und erlitten /von den übrigen beyder Fürſtenthümen ſämtlichen Eingeſeſſenen ſoll gut gethan werden/ und ſoll auch hiedurch dem Commercio in Ihrer Hochfürſtl. Durchl. Stadt Kiel nichtes derogiret/ noch die dahin ſegelnde Schiffer bey mehrbeſagter Feſtung Friedrichs-Ort anzulegen / und die einhabenden Wahren zum Verkauff allda auszulieffern/ angehalten/ noch genöthiget werden.

XIII. Weil auch die alſo genandte peræquations-Sache durch hinc inde beſchehene remonſtrationen nicht können abgethan oder beygeleget werden/ ſo iſt doch derenthalben beliebet/ dieſelbe nach Anweiſung der Union intra annum & diem ohnfehlbar entſcheiden zu laſſen.

XIV. Wie dann auch von beyden Herren ehiſten einige Commiſſarii zu verordnen / welche mit Zuziehung der Deputirten von den vier Städten ſich dahin zu bearbeiten / daß durch güthlichen Vergleich das Stadt-Gericht und Syndicat wieder auff vorigen Fuß werde gerichtet.

XV. Uber der von Ihr. Hochfürſtl. Durchl. deſiderirten Anſtellung des Zolls zu Itzebura/ hat man abſeiten Ihrer Königl. Mayt. vor eingezogener gnugſamer Nachricht ſich nicht völlig gewiſſ zu reſolviren/ es wird aber Ihr. Kön. Maj. dennoch/ wann die vorgeſchlagene Verpachtung der Zölle hiernechſt ſolte werden beliebet / ſich dieſer Poſte halber gar leichte mit Ihrer Hochfürſtl. Durchl. vergleichen.

XVI. Sonſten wollen Ihr. Königl. Majeſt die Olbeſchloer durch ernſtliche Mandata zu Reparirung deſſen was ihnen an Mühlen-Dämmen daſelbſt zu machen gebühret / ſo fort anweiſen/ damit der bißherige Abgang verhindert werde.

XVII. Wie ſie dann gleichfals das von Ihrer Fürſtl. Durchl. Herrn Vatters Hochſeel. Andenckens ausgegebenes Diploma wegen der Stadt Hamburg/ wann ſelbiges wieder ſolte an Hand gebracht werden/ Ihrer Hochfürſtl. Durchl. ſo fort wollen wieder laſſen ausantworten/ und ſich deſſen weiter als ſie befügt/ niemahls bedienen/ maſſen es dann in übrigen auch hiemit wird mortificiret und abgethan.

XVIII. Des Oſterfangs bey Wiedinghard und Waſſerlöſſung zwiſchen Ripen und Tondern halber ſollen von Ihr. Kön. Mayſt. und Hochfürſtl. Durchl. forderſahmſt nicht intereſſirte Commiſſarii benennet werden/ die beſagte Oerther in Augenſchein nehmen/ gewiſſe Außkogs-Leute dazu fodern und darüber deſinitivè erkennen laſſen ſollen.

XIX. Dann wollen auch Ihr. Kön Maj. wann die von den Fürſtlichen Unterthanen angezogene Privilegia, ſo Ihnen auff den Handel im Königreich Norwegen verliehen / ſolten zum Vorſchein gebracht werden/ ſich darüber allergnädigſt gegen ſie auslaſſen.

XX. Weil aber auch von Ihr Hochfürſtl. Durchl. Herrn Vatter Lobwürdigſter Gedächtnüs bey den zu Copenhagen Anno 1658. gepflogenen Tractaten deſideriert/ daß die Abolition der bißhero geführten gemeinen Regierung über Prælaten, Ritterſchafft und Städte mögte vorgenommen werden/ ſolchen paſſus halber aber von Ihr. Hochfürſtl. Durchl. Abgeſandten eingewandt/ daß ſie darüber nicht wären inſtruiret/ als bleibt ſelbiger biß zu Ihrer Königl. Mayt. und Hochfürſtl. Durchl. künfftigen Vereinbahrung ausgeſtellet/ und weil alſo die bißhero unter Ihr. Kön. Majeſt. und Hochfürſtl Durchl. auch dero Herrn Vatter Ruhmwürdigſten Andenckens vorgefallene Irrungen und Beſchwerungen/ ſo viel deren ſpecificiret/ obgeſetzter maſſen/ doch auff beyderſeits hoher Herren Principalen erfolgende Ratification, von denen dazu Eingangs genanten Herrn Deputirten beygeleget und abgethan. Als haben dieſelbe zu deſſen Bezeugung dieſen Vergleich eigenhändig unterſchrieben / und Ihre Pittſchafften beygedruckt. So geſchehen in der Kön. Stadt und Veſte Glückſtadt den 12. Octobr. Anno 1667.

Kay. V. Ahlefeldt. (L. S.)
F. C. Kielmann. (L. S.)
F. V. Alefeldt. (L. S.)
Joh. Ad. Kielmann. (L. S.)
Conrad Waßmer. (L. S.)
A. Cramer. (L. S.)

Daß wir vorgeſetzten Vergleich in allen ſeinen Puncten und Clauſulis approbiret/ ratificiret und für genehm gehalten/ approbiren ratificiren und halten auch denſelben hiemit für genehm/ und verſprechen bey Königl. wahren Worten für Uns/ und Unſere Erb-Succeſſores an der Regierung weder directè noch indirectè darwider zu handeln/ noch handeln zu laſſen/ ſondern demſelben aller maſſen beſtändig nach zu kommen/ und zu geleben/ Uhrkunde Unſer eigenhändigen Unterſchreibung und vorgedruckten Secret-Inſiegels. Gegeben in Unſer Veſte Glückſtadt den 23. Octobr. Anno 1667.

Friederich.

(L. S. R.)

XXIII.

18. Oct.

Friedens-Puncta zwiſchen dem Herrn Sobiesky Polniſchen Cron-Marſchalln und Feld-Herrn/ Nahmens des Königs und der Republic Pohlen eines/ und dem Sultan Galga nahmens des Tartar-Chams und der gantzen Crymmiſchen Gemeinde andern theils/ vorneml. des Lauts/ daß des Königs und der Republic Feinde auch des Chams Feinde ſeyn ſollen; wo gegen jene dieſem die gewöhnliche jährliche Penſion verſprechen. Geſchloſſen unter Podjahec am 18. Octobr. 1667. Mit den 4. Punctis welche zwiſchen der Cron Pohlen; und den Zaporouiſchen Coſacquen und dero Feldherrn Doroſczencko abgehandelt worden/ unter Podjahec den 19. Octobr. 1667. [*Theatrum Europæum* Tom. X. pag. 552.]

C'eſt-à-dire,

Articles de Paix concluë entre le Maréchal de la Couronne & le General SOBIESKI *Maréchal de l'Armée, au nom du Roi & de la Republique de* POLOGNE *d'une part, & le Sultan* GALGA, *au nom du Cham & de tous les* TARTARES *de la* CRIME'E *d'autre part, portant que le Cham devra regarder les Ennemis du Roi & de la Republique comme les ſiens propres; en conſideration dequoi on lui devra payer la Penſion accoutumée. A Podjahec le 18. Octobre 1667.* AVEC QUATRE *autres* ARTICLES *conclus entre la Couronne de Pologne, & les Coſaques de Zaporow, & le General Doroszenko. A Podjahec le 19. Octobre 1667.*

I. Alles daß jenige/ ſo vergangenen Winter paſſiret/ und biß auff gegenwärtige zeit vorgangen/ ſoll alles mit einander vergeſſen/ und Gott anheim geſtellet ſeyn/ welcher denjenigen/ der urſach darzu gegeben hat/ wird zu richten wiſſen.

II. Dafern ins künfftige ſich einige Mißverſtändnüſſe eräugnen möchten/ ſollen darumb nicht alſo bald die Waffen ergriffen/ ſondern es ſoll durch gewiſſe Abgeſandte wieder geſchlichtet und componirt werden.

III. Sultan Galga verſpricht im Namen deß Chams und ſeiner Nachkommen/ wie auch der gantzen Crymmiſchen Gemeinde/ aller derer jenigen Feind zu ſeyn/ welche ſeine Kön. Majeſt. ſamt der Republic für Feinde verklären und halten werden/ und daß er ſich mit ſeinen Horden/ auf was weiß/ und wohin ſeine Kön. Majeſt. werden wollen/ zu dienſte der Republic einſtellen werde: Hingegen verſpricht man ihm und allen ſeinen Horden/ hinführo die gewöhnliche jährliche Penſion dergeſtalt richtig zu geben, wie man ſich deme hierüber auch verglichen/ daß von Pohlniſcher Seiten einige Geſandten/ als Geiſel nach Crymm ſollen geſchickt werden/ welche ſich allda ſo lang auffhalten ſollen/ biß der Tartariſche Abgeſandte/ ſo auff den Reichs-Tag geſchikt werden ſoll/ ſich wieder bey den ſeinigen mit der Penſion wird eingefunden haben.

IV. Der Cham ſoll führohin keine Horden in der Ukraine und ſeine Königl. Majeſt. Länder/ es ſeye dann/ daß ſeine Königl. Majeſt. ſolches wiſſen und conſentiren/ zu ſchicken befugt ſeyn.

V. Und demnach etliche Horden bey des Chams Armee ſich auffhalten/ die unter deſſen Commando nicht gehören/ als erbeut er ſich/ im Fall ſie hinführo ſich unterſtehen ſolten/ mit ſtarcken Trouppen ſeiner Kön. Majeſt. Lande zu attaquiren und zu überfallen/ er ihnen keinen Secours zuſchicken/ viel weniger ſie unter ſeinen Protection nehmen wolle.

VI. Endlich ſoll auch der Cham ſchuldig ſeyn/ alle Gefangnen/ ſo vorm jahr unter Cracau genommen worden/ bald und

unge-

ungeſaumet loß zu laſſen/ zu gleich auch den Hn. Machowsky auff freyen Fuß zu ſtellen; Deßgleichen ſeiner Königl. Majeſt. thun werd. So verſichert auch der Sultan Galga/ daß er auff der Rukraiſe keine Parthey auff Raub ausſchicken/ ſondern viel mehr ſolches zu hindern/ ihm höchſt angelegen ſeyn laſſen wolle.

19. Oct. Pacta, welche gleichfalls zwiſchen dem Herrn Sobiesko/ als Cron-Marſchallen/ und dem Doroſenko/ als Zaporoviſchen Feld-Herren/ unter Podhavec am 19. Octobr. 1667. auffgerichtet und geſchloſſen worden. [*Theatrum Europæum* Tom. X. pag. 552.]

I. Eine general Amniſtie.

II. Daß die Coſacken keine andere Protection, als des Königs von Polen ſuchen wollen/ auch ferner geſtatten/ daß alle und jede der Cron Polen Einſaſſen/ ſo wol ihre Erb- als Kön. Güter in Friede und Ruhe beſitzen und genieſſen möchten/ jedoch daß man reciprocè ihnen auch ihre Vorwercke/und ſie insgeſamt vor frey erkennen ſolte.

III. Wird die Zaporoviſche Armee ihre Deputirte auff den künfftigen Reichs-Tag ſchicken/ und die Republic einer Commiſſion halben zu erſuchen. Dabenebenſt verſichert der Herr Feld-Herr dieſelben/ daß er keine Cron-Völcker in die Städt und Dörffer/ ſo der Zaporoviſchen Armee zugehörig ſind/ einlegen werde.

IV. An den Commendanten in Vialicierkiev werde der Herr Marſchall ernſtlichen befehl ergehen laſſen/ daß er fürohin keine Beſchwärnuß einigen Coſacken anthue/ und zugleich auch die Geiſtlichen Güter/ und den Herren Obriſten Pawolowsky außantworte.

XXIV.

18.Nov. *Tractaet ende Accord tuſſchen* PADUCCA SIRI *Sultan* HASSAN-OUDIN, *Coningh van Macaſſar, ende* CORNELIS SPELMAN, *Oude Gouverneur der Kuſten van Coromandel &c. van wegen* JEAN MAETZUYKER, *Gouverneur Generael van India, als Geauthoriſeert van de* OOST-INDISCHE COMPAGNIE *der Vereenighde Nederlanden. Gedaen den* 18. *Novembr.* 1667. [Mercure Hollandois Tom. XX. de l'an 1670. pag. 84. *Theatrum Europæum.* Tom. X. pag. 330. de l'an. 1670.]

LES PROVINCES-UNIES ET MACASSAR.

I. WOrden geconfirmeert voor goet, vaſt en van waerden gehonden de Contracten, in dato 19. Auguſti 1660. op Batavia in 't Caſteel, tuſſchen den Koningh van Poepoe, Volmachtighde van hooggemelde Regeeringe op Macaſſar, en de Heer Gouverneur Generael en de Heeren Raden van India, item in dato 2. December 1660. tuſſchen de voorſeyde Regeeringhe, ende Jacob Caeuw als Commiſſaris, van gedachte hun Ed. gemaeckt en geſlooten, ſullende de ſelve in alle haere deelen en Poincten ſodanig nagevolgt werden, voor ſo veel die in deſen niet en werden wederſproken.

II. Sonder eenigh uytſtel zullen aen handen van den Admirael overgegeven en getransporteert werden alle Europiaenſe Dienaren ende Onderdanen van de Compagnie, die haer preſent of in Macaſſar bevinden, ſoo die nu nieuwelijcks zijn overgeloopen, als die noch van voortijden hier mochten ghevonden werden, geene uyt-geſondert.

III. Dat aen handen van de Compagnie ſullen overgelevert ende gereſtitueert werden alle Scheeps gereetſchappen, Canonnen, Contanten en andere Goederen, geene uytgeſondert, welck uyt 't Schip de Walviſch op Zaleyer ende 't Jacht de Leeuwinne op Paulo Don Douange verongeluckt, gebergt ende tot noch toe aen de Compagnie bevonden komt te werden niet weder gegeven te weſen, blyvende niettemin eygen aen de hoogſt gemelde Regeeringe van Macaſſar ſoodanige 8. ſtucken yſer Canon als van de Walviſch hier beruſten, indien blijcke dat de Compagnie daer van met 4000. Rijders, ten jongſten aenweſen van den Commiſſaris Caeuw is voldaen.

IV. Dat als noch geſchiede prompte en rechtvaerdige Juſtitie, ten aenſchon en overſtaen van de Nederl. Reſident, over ſoodanige Perſoonen, als men bevinden ſal ſchuldigh en noch in 't leven te weſen aen verſcheyde moorden, aen diverſche Nederlanders op verſcheyde Plaetſen gedaen, en de welcke door die hoogſtgemelde Regeeringe met alle neerſtigheyt ſullen moeten werden opgheſocht, tot afſchrick van ſoodanige boosdaden in 't toekomende.

V. Den Koningh en vordere Grooten van Macaſſar, ſullen beſorgen dat nu ten eerſten des Compagnies Debiteuren komen te voldoen, en te betalen alle 't geene aen de Compagnie ſchuldigh zijn, en ten achteren ſtaen, en voor ſoo veel daer aen mochte komen te ontbreken, dat zelve oprechtelijck aen de E. Compagnie te vergoeden, iſt niet dit ſayſoen, dan ten langſten 't naeſt-

---

XXIV.

Traité & Accord entre PADUCCA SIRI Sultan HASSAN-OUDIN, Roi de Macaſſar, & CORNEILLE SPELMAN, Ancien Gouverneur des Côtes de Coromandel &c. au nom de JEAN MAETZUYKER, Gouverneur Général des Indes, comme ayant Pouvoir de la COMPAGNIE DES INDES ORIENTALES des Provinces-Unies. Fait le 18. Novembr. 1667. 18.Nov.

LES PROVINCES-UNIES ET MACASSAR.

I. S*Ont confirmez & tenus pour bons, fermes & vallables les Contracts en datte du 19. Août 1660., faits au Château de Batavia, entre le Roi de Poepoe, Plenipotentiaire de la Regence de Macaſſar & le Seigneur Gouverneur General & les Seigneurs du Conſeil des Indes, item en datte du 2. Decembre 1660. entre la ſusdite Regence & Jacob Caeuw comme Commiſſaire de L. N. & devront iceux être ſuivis dans tous leurs Points, à moins qu'il n'y ſoit derogé par ces preſentes.*

II. On remettra ſans delai au pouvoir de l'Amiral tous les Serviteurs & Sujets Européens de la Compagnie qui ſe trouvent preſentement à Macaſſar, tant ceux qui ont deſerté depuis peu que ceux qui y ont été dès long-temps auparavant, nuls exceptez.

III. Qu'on delivrera & reſtituera à la Compagnie toutes les choſes ſervant à un Vaiſſeau, Canons, Argent comptant, & autres Marchandiſes, nulles exceptées, qui ont été ſauvez à Zaleyer du Vaiſſeau nommé la Baleine & du Jacht nommé la Lionne qui a peri à Paul Don Douange, demeurant pourtant propre à la ſusdite Regence de Macaſſar, tels huit Canons de fer de la Baleine qui ſont icy, s'il aparoit que la Compagnie en a été ſatisfaite par 4000. Ecus payez depuis peu au Commiſſaire Caeuw preſentement en Commiſſion.

IV. Qu'il ſera encore fait prompte & bonne Juſtice en preſence du Reſident Hollandois à l'égard de quelques perſonnes que l'on trouvera encore en vie & coupables de pluſieurs meurtres commis en divers Lieux contre pluſieurs Hollandois, & dont la ſusditte Regence informera avec toute la diligence poſſible, pour prevenir à l'avenir & detourner telles méchantes actions.

V. Le Roi & autres Grands de Macaſſar, feront en ſorte que les Debiteurs de la Compagnie ſatisferont & payeront au plutôt tout ce qu'ils doivent à la Compagnie & les arrerages, & au cas qu'ils y manquaſſent ils feront leſdites Dettes bonnes, à la Compagnie, & l'en indemniſeront, ſi ce n'eſt en cette ſaiſon, ce ſera pour

't naeſtkomende, ſonder eenig vorder dilay of uytſtel, waer toe hun hoogſt-gemelte Regeeringe door den deſen ſpecialijck verbint.

VI. Sullen als noch doen vertrecken, in conformiteyt van de laetſt gemaeckte Contracten, alle Portugeſen met haren aenhangh, geene uytgeſondert, waer die onder de Regeeringhe van den Macaſſar werden gevonden: En dewijle de Engelze gehouden moeten werden voor groote aenſtoockers en veroorſakers van 't breken der voorſz. Contracten, ſoo ſal de Regeering die met al haer aenhang met de aldereerſte occaſie mede van onder haer Juriſdictie doen wegh gaen, ſonder dat yemant van de voorſz. Natien of hare Creaturen oyt of oys met deſen in eenige Plaetze, onder der Macaſſaren Gebiet weder ter Negotie of anders geadmitteert zullen mogen werden; oock nu niet langer mogen verblijven als uytterlijck tot ultimo toe: Soo en zal hoogſtgemelde Regeeringe oock nimmermeer ergens onder haer Gebiet nu of na deſen ter Negotie of anders mogen inlaten, admitteren of vergunnen eenige andere Europiaenſche Natie, of yemant van harentwegen, 't zy wieſe oock zijn, of hoe ſe genoemt werden, geen uytgeſondert.

VII. En wert de Compagnie alleen met uytſluytinghe van alle andere voorſz. Europiaenſche Natien, onder 't Gebiet van Macaſſar overgegeven, de vrye Handel en Negotie, ſonder dat oock eenige andere Indiaenze Natien, 't zy Moren, Javanen, Maleyers, Aeſchinders, Siammers, geen uytgeſondert, hier ter Merckt of te koop zullen mogen brengen eenige Cormandelſe, Suratſe, Perſiaenſche, Bengaelſche Kleeden of Koopmanſchappen; noch oock geen Chineſe Waren, daer van het aenbrenghen de Compagnie alleen wort toe-gelaten, en ſoo bevonden wierde dat contrarie deſen echter quame te geſchieden, dan ſullen ſulcke Kleeden en Waren ten profijte van de Compagnie geconfiſqueert, en de Overtreders daer en boven geſtraft worden, waer onder nochtans niet zijn begrepen ſoodanige ſlechte Kleeden als op de Ooſt-kuſt van Java ſelf werden geweven.

VIII. De Compagnie wert by deſen vry gekent en ontſlagen van alle Tollen en Gerechtigheden, ſo van de Goederen dieſe komt aen te brenghen: of wech te voeren, geen uytgeſondert.

IX. De Regeeringe of Onderdanen van Macaſſar, en ſullen naer deſen haere Vaerten nergens anders mogen maken, als op Baly, Javaenſſe Kuſt, Jaccattra, Bantam, Jamby, Palembang, Johor, Borneo, en gehouden weſen daer toe van den Commandant van wegen de Compagnie hier reſiderende, te vorderen Paſcedullen, op pœne dat wie ſinder de ſelve in Zee ofte elders komen te vinden, voor Vyanden aengeſien, en wegh ghenomen ſullen worden, ſonder dat voortaen op Biema, Solor, Timor, &c. eenighe Vaertuyghen ſenden, of oock beooſten den hoeck van Laſſen, zijnde de Ooſt-kant van de Straet, Zaleyer, komen mogen, oock niet aen d'ander zijde benoorden of beooſten Borneo, na Mingdanau of d'Eylanden daer omtrent, op verbeurte van Lijf en Goet der geener die daer elders komt gevonden te worden.

X. Ende dewijle alle de Fortificatien langs den Zee-Oever van Macaſſar meeſt reflecteren, om te dienen tot verſterckinghe teghen de Compagnie, ſoo is geaccordeert, dat de ſelve in alle promptitude zullen geſlecht en weghgenomen worden, als Borrambon, Pannekoecke, Graeſſe, Mariſſon, Borrebos of andere: Sullende alleen mogen ſtaen blyven 't groote Fort Samboupo, voor de Koningh, ſonder dat na deſen eenige nieuwe daer ter Plaetſe of elders, weder mogen gemaeckt werden, ten ware met het gemeen goet vinden van de Compagnie.

XI. 't Noorder Fort genaemt d'Joupandam, ſal aenſtonts na de ſolemneele be-eedinge van deſen Contracte van Macaſſers Guarniſoen werden geledigt, ende aen de Compagnie in bequame en behoorlijcke ordre overgegheven, om door haer Guarniſoen beſet te worden, blyvende het Dorp en Lant daer onder behoorende, gelijck voor deſen, ſonder dat de Regeringhe van Macaſſar ſich met de Inwoonders van dien zal hebben te bemoeyen, der ſullen de Koopluyden voor hare Negotie aen de Koningh ſoodanigen Tol en Gerech-

pour le plus tard la prochaine, ſans aucun plus long delay, à quoy la ſuſdite Regence s'oblige ſpeciallement.

VI. Ils feront derechef retirer en conformité du dernier Contract qui a été fait ſous les Portugais avec leurs adherents, nuls exceptez, par tout où ils ſe trouveront ſous l'obeiſſance de la Regence de Macaſſar, & comme les Anglois ſont reputez donner lieu & inſiſter à l'infraction des ſuſdits Contracts, la Regence les fera auſſi ſortir au plûtoſt & à la premiere occaſion de ſa Juriſdiction, avec leurs adherents, ſans qu'aucun des ſuſdites Nations puiſſe à jamais être reçû ni admis à negocier dans aucune Place de l'obeiſſance de ceux de Macaſſar, & ne pourront y reſter plus long tems que juſques au dernier la ſuſdite Regence n'admettra, non plus cy-apres dans les Lieux de leur Juriſdiction aucune autre Nation Européene à y negocier, ni perſonne de leur part, quel qu'il ſoit, & de quel nom on les puiſſe nommer, nuls exceptez.

VII. Et eſt accordé à laditte Compagnie le libre Negoce & Commerce ſous l'obeïſſance de Macaſſar, à l'excluſion de toute autre Nation Européene, ſans non plus qu'aucune autre Nation Indienne, ſoit Maures, Javanois, de Maleys, Aerchynds, Siamois, nuls exceptez, puiſſent venir aporter icy ni vendre ſur le Marché aucunes Marchandiſes ni habillements de Coromandel, de Surate, de Perſe, de Bengale, ni Marchandiſes Chinoiſes, qu'il eſt permis à la Compagnie ſeule d'aporter, & s'il ſe trouve qu'il y ſoit contrevenu, leſdits habillements & Marchandiſes, ſeront confiſquez au proffit de la Compagnie, & les contrevenans outre ce punis, n'y ſeront néanmoins pas compris tels ſimples habillements que l'on fabrique ſur les Côtes Orientales de Java.

VIII. La Compagnie eſt reconnuë par ces preſentes exemte de tous Peages & Droits, tant des Marchandiſes qu'elle aportera que de celles qu'elle en transportera, nulles exceptées.

IX. La Regence ou les Sujets de Macaſſar ne feront dorenavant leur Navigation, que ſur les Côtes de Bali & de Javan, qu'à Jacattra, Bantan, Jamby, Palembang, Johor, Borneo, & ſeront tenus pour cet effect d'obtenir un Paſſeport du Commandant qui reſide icy de la part de la Compagnie, ſur peine, étant rencontrez ſans cela en Mer, ou ailleurs, d'être pris & emmenez comme Ennemis, ſans que cy-apres on puiſſe envoyer aucune Barque à Biema, Soloor, Timor, &c. ni non plus qu'ils puiſſent venir au Cap de Laſſen, du côté de l'Eſt & du Nord de Borneo, à Mingdanau ou aux Iles et environs, ſur peine de confiſcation de Corps & de Biens de ceux que l'on y trouvera y être venus.

X. Et comme toutes les Fortifications qui ſont le long des Côtes de Macaſſar ne ſervent principalement qu'à ſe fortifier contre la Compagnie, il eſt accordé qu'elles ſeront demolies en toute promptitude, comme Borranbou, Pannekeeke, Greſſe, Mariſſou, Borrebot, ou autres; Et ne devra demeurer en état que le grand Fort Samboupo, pour le Roy, ſans qu'on en puiſſe à l'avenir redreſſer de nouvelles aux mêmes Lieux ou ailleurs, à moins que ce ne fut du conſentement de la Compagnie.

XI. Le Fort du Nord nommé le Joupandam, auſſitôt que ce Contract aura été juré ſolemnellement, ſera evacué par la Garniſon des Macaſſariens & remis en bon & convenable ordre entre les mains de la Compagnie, pour être occupé par la Garniſon d'icelle, le Village & le Païs és environs en dependant reſtant comme ci-devant, ſans que la Regence de Macaſſar ait à ſe mêler des Habitans d'icelui, moyennant quoi les Marchands payeront au Roy pour leur Negoce tel

Anno 1667.

tigheyt betalen, als tuſſchen hoogſt-gemelde Regeeringe en de Compagnie noch bedongen ſtaen te werden, maer en ſal de Compagnie onder 't voorſchreve reſſort niet vermoghen aen te nemen of te admitteren eenige misdadigers, of ſoodanige als aen den Koningh of de Grooten eenigh gelt ſchuldigh zijn, ten ware alvooren s voldeden, en ſal Compagnies Logie oock ten eerſten in ſoodanige ordre als die gelaten is door den Koopman Verſpreet, 't zy binnen of buyten 't Fort, ter keure van de Compagnie weder werden opgerecht.

XII. De Hollantze Munte ſoodanigh als die op Batavia in Ryckxdaelders, Schellingen, dubbele Stuyvers en Pitjens gangbaer is; ſal hier op Macaſſar in eygener waerden mede cours hebben, en voor ſoo veel mochte bevonden werden, dat het de gemeente teghen ſtont, neemt de Regeeringhe aen, met alle vermogen de ſelve Munte onder het gemeene Volck op de Bazaar mede aengenaem te maken.

XIII. Tot een breucke van de laetſt verbrokene Vrede, belooven de Koningh en de Grooten aen de Compagnie op te brengen duyſent Slaven en Slavinnen, jonge geſonde volwaſſe menſchen, behoudens dat haer vry ſal ſtaen, de betalinghe of met Slaven ſelve, of met Canon, Goudt of met Silver te doen, werdende in conformiteyt van de Maſſacaarſe gewoonte in ſulcken geval gereeckent op twee en een half Teyl, of 40. Maſſacaarſe goude Maſen yder, mits dat hier van ten minſten de helft met de te doene beſendingh in Junii aenſtaende na Batavia, ende de gantſe reſte ten langſten 't volgende ſayſoen voldaen werde.

XIV. Dat den Koningh en Grooten van Macaſſar voortaen hun niet ſullen vermoghen te bemoeyen met 't Lant van Biema ende 't reſort, maer de Compagnie daer mee laten gewarden naer hun wel gevallen, ſonder de ſelve nu of oyt naer deſen, op d'een of d'andere wyſe, directelijck of indirectelijck met raet of met daet te hulpe te komen tegens de Compagnie.

XV. De hoogſt-gemelde Regeeringhe bekent ghedaen weſende, de grouwlijcke Moort ende Schelmſtuck, waer aen ſich de Koningh van Biema, zijn Schoon-Soon, Crain Dompo, Radja Tamborro, Radja Sangaere, en hun volgers, ſterck te ſamen 25. Perſonen, meeſt Bimaneſen, in haer fugie tegens de Compagnien hebben vergrepen, nemen aen den ſelven Radja Biema, ende ſoo veel van zijn Conſoorten als 'er gevonden worden, in handen van de Compagnie over te leveren, om rechtvaerdige ſtraffe te ontfangen, insgelijckx Crain Montemarano, op dat hy van zijne misdaet in alle ootmoedt vergiffenis verſoecke.

XVI. Sullen aen den Koningh van Bouton ten eerſten vergoeden en reſtitueren alle ſoodanighe menſchen, als met den laetſten in een overval der Macaſſaren in dat Lant gherooft en wegh gevoert zijn, voor ſoo veel de ſelve noch in 't leven werden bevonden, geene uytgeſondert, en ſullen oock aen den Koningh van Bouton uytkeeren het Gelt, ontfangen voor ſoodanighe Boutonners, als zedert den verkoop geſtorven zijn, en dienvolgende niet weder gegeven konnen werden, ſonder nu of oyt nimmermeer naer deſen te houden of te hebben, eenige de alderminſte pretentie op eenige van de Landen van Bouton, daer van by deſen wel expres renuncierende.

XVII. Oock ſullen aen den Koningh van Ternaten reſtitueren in eyghener wijſe als in het 16. Poinct, de gerooſde menſchen van Xulas, ende daer benevens 10. Stucken yſer Canon, 2. metalle prinſe Stucken, en 3. Baſſen, 't zy met de ſelve die van daer ghehaelt zijn, of andere in de plaetſe, verklarende op de ſelve Eylanden geene pretenſien te hebben of te houden, nevens die oprechtelijck renuncierende, ten behoeve van gemelte Koningh, van alle gepretendeerde eygendom op de Eylanden Zaleyer, ende Pantſiano, als mede op de gantſe Ooſt-kuſt van Celebes, te reeckenen van Manado af tot aen Pantſiano toe, d'Eylanden Bangay en Gapy als andere op de ſelve Kuſt gelegen, daer onder mede begrepen, item tuſſchen Mandhaer Manado de Landen van Lambagy, Caydiepa, Booltoly, Dampellas, Balayſſangh, Silenſa en Cayely, van outs de Kroone van Ternaten in eygendom competerende, en de welcke de hoogh gemelte Regeeringe van Macaſſar oprechtelijck af-ſtaet, beloovende nummermeer

Anno 1667.

Tol & Droits dont il ſera encore convenu entre ladite Regence & la Compagnie, mais ne pourra la Compagnie recevoir dans le reſſort ſuſdit ni admettre aucuns malfaiteurs, ni telles autres perſonnes qui pourroient devoir quelque argent au Roy, ou aux Grands à moins qu'ils n'y euſſent ſatisfait auparavant, & la Loge de la Compagnie ſera remiſe, ſoit au dedans ou dehors du Fort au même ordre auquel le Marchand Verſpreet l'avoit laiſſé, & ce au choix de la Compagnie.

XII. La Monoye Hollandoiſe, telle qu'elle ſe trouve d'alloy à Batavia en Risdales, Chelins, doubles Sous & Pites, aura la même valeur & le même cours à Macaſſar, & s'il arrivoit que le Peuple s'y oppoſât, la Regence ſe charge de la faire recevoir parmi le Peuple ſur le Bazar.

XIII. Pour l'infraction de la derniere Paix le Roy & les Grands promettent à la Compagnie de lui amener mil Eſclaves de l'un & l'autre ſexe, gens tout formés de corps, & en bonne ſanté, excepté qu'il lui ſera loiſible d'en faire le payement en Eſclaves même ou en Canons, Or ou Argent, chacun étant compte, en conformité de la coûtume de Macaſſar en telle occaſion, à deux & demi Teyl ou 40. Maſes *d'or de Macaſſar, pourvû que la moitie en ſoit envoyée à Batavia dans le mois de Juin prochain, & tout le reſte au plus tard la ſaiſon ſuivante.*

XIV. Que dorénavant le Roy & les Grands de Macaſſar, ne ſe mêleront plus du Païs de Biema & de ſon reſſort, mais en laiſſeront uſer la Compagnie ſelon ſon bon plaiſir, ſans que preſentement ni à jamais dans la ſuite, d'une ou d'autre maniere, directement ou indirectement ils puiſſent lui donner ſecours contre la Compagnie.

XV. Le deteſtable Meurtre & la Friponnerie dont ſont coupables le Roi de Biema, ſon Gendre, Crain Dompo, Radja Tamborro, Radja Sangarre & ceux de leur ſuite, forts de 25. Perſonnes, la plus part Bimaneſiens, étant connus de la Regence & des Grands, ils s'engagent de remettre au pouvoir de ladite Compagnie ledit Radja Biema & autant de ſes complices qu'il s'en pourra trouver pour recevoir la punition qu'ils meritent, enſemble Crain Montemarano, afin qu'il demande ſa grace en toute ſoumiſſion.

XVI Ils indemniſeront au plûtôt le Roy de Bouton & lui reſtitueront tous & tels Hommes, qui ont été enlevez dans le Païs de Macaſſar, dans la derniere irruption qui y a été faite, au cas qu'ils ſoient encore en vie, nuls exceptez, & rendront auſſi au Roy de Bouton, l'Argent reçû, pour les Boutonners qui ſont morts depuis, & qui par conſequent ne peuvent être rendus, ſans avoir preſentement ni à jamais cy-aprés la moindre pretenſion ſur aucun des Païs de Bouton, à quoi eſt expreſſement renoncé par ces preſentes.

XVII. Reſtitueront auſſi de la maniere exprimée en l'Article 16. au Roy des Ternates les hommes enlevés de Xulas, & outre cela dix pieces de Canon de fer, 2. pieces de metal, & 3. Baſſes, *ſoit par les mêmes qui en ont été enlevez, ou d'autres en la place, declarant de ne pretendre rien auxdites Iles, & y renonceant ſincerement au proffit dudit Roy à toute proprieté & aux Iles de Zuleyer, Pantſiano, comme auſſi à toute la Côte Orientale de Celebes, à compter depuis Manado jusques à Pantſiano, aux Iles de Baugay & Capy, comme à toutes autres ſituées ſur la même Côte qui y ſont auſſi compriſes, item entre Mandhaer Manado, les Païs de Lambagy, Caydiapa, Booltoely, Dampellas, Balayſſang, Silenſa & Cayely, apartenantes d'ancienneté, en proprieté à la Couronne des Ternates, dont ladite Regence ſe deſiſte*

Digitized by Google

meer na deſen de Koning van Ternata daer inne te turbeten.

XVIII. Voorts renuncieert de hoogh-gemelte Regeeringe van alle Heerſchappye der Bougis & Loeboe, de ſelve Lant-Heeren erkennende voor vry gebnoren Koningen, Princen en Heeren, daer ſy geen de alderminſte pretentie op is hebbende, belovende mitsdien, ſonder eenigh uytſtel, den ouden Koning van Sopingh, met alle zijne Landen, Vrouwen, Kinderen, Huysgenooten, Goederen, niet uytgeſondert, in volle vrydom te ſtellen, en aen onſe handen over te geven, benevens oock ſoodanige andere Heeren Bougis als elders onder het Macaſſaers Gebiedt in gevangenis en ballingſchap op heden mochten zijn: Item alle Vrouwen en Kinderen der Bougis, welcke noch onder macht van hoog gedachte Majeſteyt mochten gevonden worden, geene uyt-geſondert, op dat alſoo de gront geleght werden, tot een oprechte Vreede en Vriendſchap.

XIX. Soo verklaren oock de Koningen van Layo en Bancala, met het gantze Lant van Turata ende Badjingh en al wat daer onder hoort, ſtaende den Oorlogh tot de Compagnie overgekomen te erkennen voor vrye Koningen, Heeren en Landen, daerſe niet ter Wereldt op en hebben noch en houden te pretenderen, deſelve ontſlaende van alle voorgaende Heerſchappye en Gebiedt, nu en altons.

XX. Alle Landen door de Compagnie en hare Bontgenooten, ſtaende den Oorlogh gewonnen ende verovert, gerekent van Boeloe-Boeloe af, tot aen de Landen van Turata toe, voorts weder van ginder tot hier aen Bongaya, ſullen zijn en blijven als eygen gewonnen Landen, van de Compagnie en hare Bontgenoten, volgens Recht van Oorloge, waer op mits dien de Koningh niet meer en behoudt eenigh Recht of Eygendom, noch oock niet op de Inwoondgren van dien, blijvende alleen ter diſpoſitie van de Compagnie, omme daer met te handelen naer welgevallen, ſullende by overkomſte van de Koningen van Panna en Bacca konnen aengeweſen werden, wat ons in krachte voorſz. benoorden Macaſſar is competerende.

XXI. De Landen van Wadjo, Boeloe-Boeloe en Mandhaer, als zijnde misdadigh aen de Compagnie en hare Bontgenooten, verklaert de hooft-gemelte Regeeringhe te abandonneren ende ons daer met te laten gewerden, ſonder de ſelve direćtelijck of indirećtelijck nu of oyt na deſen, te ſullen ſeconderen, Volck, Wapenen, Kruyt, Loot, Spijſe, Raet, daer of anderſints, hoe het oock genoemt mochte werden ter goeder trouwe.

XXII. Zijnde onderlingh verſtaen ende over een gekomen, dat de Bougis en Touraters die Macaſſerſſe, en weder Macaſſaren die Bougis of Touratſe Vrouwen hebben, elck de zijne ſal vermogen na zich te nemen, 't zijnen believe, ghelijck als dat betaemt, en voorts dat nu vortaen de Macaſſaren, ſich begevende onder de Bougis en Touraters, oock weder de Bougis en Touraters onder de Macaſſaren, niet ſullen vermogen aengehouden of in gelaten werden, als met toeſtemminge en licentie van yegelijck wettigh Heer en Koningh, ende ſonder die moeten werden afgeweſen, en weder na Huys geſonden.

XXIII. De hooghſt-gemelte Regeeringhe belooft in conformiteyt van 't ſeſte Articul, hare Landen voor alle andere Natien geſlooten te houden, en in cas eenige van de ſelve tegens hunnen danck daer in ſich begeerden ter neder te ſlaen, de ſelve met alle vermogen en macht te ſullen afweeren volghens haere behoudeniſſe in kracht van deſen Contraćte, doch in gevalle zy daer toe niet vermogens waren, ende onder de hant te ſwack vielen, als dan de Compagnie als haren Schut en Scherm-Heer tot aſſiſtentie ſouden verſoecken, alſoo zy verklaren de ſelve Compagnie in dier qualiteyt te erkennen, des ſullen zy oock gehouden weſen, daer toe geroepen weſende, d'Ed. Compagnie te aſſiſteren met alle vermogen, tegen ſoodanige Vyanden als hun hier by of omtrent Macaſſar teghen de Compagnie mochten openbaren, met verbinteniſſe, dat zy in geen onderhandelinghe van Vreede of anderſints treden ſullen met eenige Natie, daer met de Compagnie is in Oorlogh.

XXIV. Op alle welcke voorgeciteerde Contraćten en van nieuws gheraemde Poinćten, tuſſchen hooghgedachten Koningh en Grooten van Macaſſar is beſlooten ende gemaeckt een altoos duyrende Vrede, Vriendt en

ſiſte ſincerement, promettant de ne jamais troubler en cela le Roi de Ternate.

XVIII. De plus la ſuſdite Regence renonce à toute Souverainesé des Bougis & Loeboe, reconnoiſſant les Seigneurs de ces Païs pour Reys, Princes & Seigneurs nez libres, comme n'y ayant pas la moindre pretenſion; promettant par ces preſenses de remettre ſans delai aucun, le vieux Roi Sopingh en pleine liberté avec ſes Païs, Femmes, Enfans, Menage, Biens, & de les remettre en aot main, enſemble tels autres Seigneurs Bougis qui pourroient être ailleurs tenus priſonniers & bannis ſous la Juriſdiction de Macaſſar. Item toutes Femmes & les Enfans des Bougis qui pourroient encore être au pouvoir de Sadite Majeſté, nul excepté, afin qu'ainſi ſoit établie une bonne & ſincere Paix & Amitié.

XIX. Declarent auſſi de reconnoitre les Rois de Layo & Baucala avec tout le Païs de Turata & Badiug & tout ce qui en depend, & qui ſont paſſez à la Compagnie pendant la Guerre, pour Rois Seigneurs & Païs libres, auquels ils n'ont rien du Monde à pretendre, les degageant de toute precedente Domination & Commandement.

XX. Tous les Païs conquis par la Compagnie pendant la Guerre, à compter depuis Boeloe-Boeloe jusques au Païs de Turata, & depuis là jusques ici à Bongaya, feront & demeureront comme Païs conquis & propres à la Compagnie & à ſes Alliez, ſuivant le Droit de la Guerre, ſur leſquels le Roi ne retient aucun Droit & proprieté, non plus que ſur les Habitans d'iceux, demeurants ſeullement à la diſpoſition de la Compagnie pour en traiter ſelon leur bon plaiſir, & pourra par l'arrivée des Reis de Punna & Bacca être indiqué, ce qui nous apartient du côté du Nord de Macaſſar en verta de ce que deſſus.

XXI. Ladite Regence declare qu'elle nous abandonne les Païs de Wadio, Boeloe-Boeloe, comme étant coupables envers la Compagnie & ſes Alliez, ſans preſentement ni jamais ci-aprés les ſecourir directement ni indirectement de Troupes, Armes, Poudre, Plomb, Vivres, Conſeil ni autrement, quelque nom qu'on leur paiſſe donner, & ce de bonne foy.

XXII. Etant particulierement convenu que les Bougis & Turatiens pourront avoir des Femmes Macaſſariennes & les Macaſſariens des Femmes des Bougis & Turatiennes, & chacun pourra prendre la ſienne à ſa volonté, comme il eſt convenable, & qu'en outre que dès à preſent comme pour lors les Macaſſariens ſe donnant aux Bougis, & les Turatiens aux Macaſſariens ne pourront point être reçus que du conſentement & par la permiſſion de chacun des Seigneurs Rois legitimes, & ſans qu'ils puiſſent être renvoyez chez eux.

XXIII. Ladite Regence promet en conformité du ſixiéme Article de tenir leur Païs fermé à toute autre Nation & que ſi quelqu'une vouloit s'y établir contre ſon gré, elle l'empêchera de tout ſon pouvoir, ſuivant leur obligation en vertu de ce Contract; Mais ſi cela n'étoit point en leur pouvoir, & qu'ils fuſſent les plus foibles, elle priera la Compagnie comme ſa Protectrice de l'aſſiſter. Et comme elle declare qu'elle reconnoit la Compagnie en cette qualité, elle ſera auſſi obligée, en étant requiſe, d'aſſiſter ladite Compagnie de tout ſon pouvoir, contre tous les Ennemis qui pourroient ſe manifeſter contre la Compagnie dans Macaſſar ou és environs, avec cet engagement qu'elle n'entrera en aucune negociation de Paix ou autrement avec aucune Nation contre laquelle la Compagnie ſera en Guerre.

XXIV. En verta de tous leſquels Contracts & nouveaux Points dont on eſt convenu entre le ſuſdit Roi & les Grands de Macaſſar a été fait & conclu une Paix, Amitié & Alliance perpetuelle, dans laquelle

Digitized by Google

Anno 1667.

ANNO 1667.

en Bontgenootſchap, in de welcke oock werden begrepen de Grootmoghende Koningen van Tarnata, Tidor, Barchian, Bouton, de Koningen van Boogis, Sopingh, Loehoe, Tourata, Laays, Badjingh, met alle hare Landen en Onderdanen, item oock Biema, ende noch ſoodanighe andere Landt-Heeren en Vorſten, als naer deſen ſullen verſoecken mede in dit Bondtgenootſchap te mogen treden.

XXV. Of het geviele dat tuſſchen de Bondtgenooten en de reſpective Koningen door het een of ander misverſtant eenige differentie quamen te ontſtaen, ſoo ſullen Partyen niet ſtraekx malkanderen daerom eenigh ongemack of Oorloge aen doen, maer haer queſtie den Kapitain der Hollanders bekent maecken, omme (ſoo het mogelijck is) door bemiddelinghe van de ſelve, de oneenigheden uyt den wegh te leggen, ende goede Broederſchap te conſerveren, maer indien een van de Partyen na gheen bemiddelinghe luyſteren ende hartneckigh blijven wilde, ſonder ſich na de reden te voegen, als dan ſullen de gemeene Bontgenooten de andere, naer vereyſch ende recht van de ſake te hulpe komen.

XXVI Wanneer nu dit Vreede-Verbont onderteekent, be-eedigt en verzegelt ſal weſen, ſal den Koningh en Grooten van Macaſſar ghehouden zijn, nevens den Admirael, naer Batavia te committeren twee voorname Koninghen uyt het midden van den Raedt, 't zy Crain Tello, Linques, Poppoe, Crontou, Greiſe, Cattapan, of ten minſten twee uyt de ſelve, ter keure van hoogh-gemelde Regeeringe, om deſen Contracte van Vreede aen d'Ed. Heer Gouverneur Generael, ende de Heeren Raden van India te preſenteren, ende hun Edele aggreatie daer op te verſoecken, onder verſeeckeringhe dat ghemelde Heeren met contentement weder ſullen nae huys trecken, doch ſal het den Heer Generael vry ſtaen, wanneer het hem goet dunckt, twee voorname Konings Soonen te vorderen, omme ſoo lange daer als Oſtagieren te reſideren, als zijn Ed. meynt noodigh te zijn, doch ſal oock weder den Koningh van Macaſſar 't zynen believe, by langer verblijf van een Jaer, de ſelve door andere mogen doen vervangen, en de Compagnie gehouden zijn ſoodanige Princen te conſerveren in compatibel reſpect ende eere, ſonder van yemant de alderminſte overlaſt te lijden.

XXVII. Tot ampliatie van 't ſeſte Artijckel wert vergunt dat de Compagnie de Engelſen ende hare Goederen alhier ſullen vermogen te lichten, ende naer Batavia te voeren, ſonder dat het den Koningh ſal vermogen tegen te ſtaen.

XXVIII. Item tot ampliatie van 't vijfthiende Articul is belooft, dat indien de Koningen van Biema en Montemarano, levende of doot in tien dagen niet werden ghevonden, als dan tot Borge in handen van de Compagnie te ſullen ſtellen de Soone van Biema en de Soone van Montemarano.

XXIX, De Regeeringhe belooft aen de Compagnie uyt te keeren, in vergoedinge van hare Onkoſte ten Oorloge twee hondert vijftigh duyſent Rijckxdaelders, in vijf Mouſſons naeſt aen een volghende, 't zy in Canon, 't zy in Koopmanſchappen, 't zy in Gout, Silver of Juweelen, elck naer ſijn waerde.

XXX. Ende op dat alle de bovenſtaende Poincten des te religieuſer mogen worden onderhouden, ſoo zijn de ſelve door den Koningh van Macaſſar en zijn hier onder geſchreven Grooten, en by wegen van de Compagnie door den Admirael nevens oock alle de Koningen en Princen in dit Verbont begrepen, na aenroepinge van des Heeren Heyligen Name be-eedigt, geteekent en verzegelt elk op zijn wijſe, in een Velt-Tent op Vrijdagh den 18. November 1667 omtrent Borrombon op s' Compagnies eygen Grunt.

ANNO 1667.

quelle ſont auſſi compris les grands & puiſſans Rois de Taruata, Tidor, Butchian, Bouton, les Rois de Bougis, Soping, Loeboe, Touratu, Lauys, Badjing avec tous leurs Pais & Sujets, enſemble auſſi Biema, & tels autres Seigneurs & Princes qui ci-aprés demanderont d'entrer dans cette Alliance.

XXV. S'il ſurvenoit quelque different ou meſintelligence entre les Alliez & les Rois reſpectifs, les Parties ne ſe feront pas pour cela auſſi-tôt la Guerre, ni aucun déplaiſir, mais ils feront ſçavoir leur different au Capitaine des Hollandois, pour, s'il eſt poſſible, être terminé par ſa mediation, & être conſervé la bonne Fraternité; mais ſi l'une des Parties ne veut point entendre à aucun accommodement & veut demeurer opiniâtre, ſans vouloir entendre raiſon, pour lors les communs Alliez l'aſſiſteront ſelon l'exigence du droit & des cas, contre l'autre.

XXVI. Quand cette preſente Alliance de Paix ſera ſignée, jurée & ſcellée, le Roi & les Grands de Macaſſar ſeront tenus avec l'Amiral de deputer à Batavia deux principaux Rois d'entre le Conſeil, ſoit Crain Tello, Linques, Poppoe, Crouton, Greſſe, Cattapan, ou du moins deux d'entre eux au choix de ladite Regence, pour preſenter ce preſent Traité de Paix au Seigneur Gouverneur Général & aux Seigneurs du Conſeil des Indes, & pour requerir ſon approbation & ratification, ſous l'aſſurance que les ſuſdits Seigneurs s'en retourneront chez eux avec contentement. Mais il ſera libre audit Seigneur Général s'il le trouve bon de demander deux Fils de deux des principaux Rois pour demeurer en Otage, auſſi long tems qu'il le jugera neceſſaire; mais il ſera auſſi en la liberté du Roi de Macaſſar, & au cas qu'ils reſtent plus d'un an d'en envoyer d'autres, & la Compagnie ſera obligée de maintenir leſdits Princes en reſpect & honneur convenable, ſans qu'ils ſouffrent aucune moleſte.

XXVII. Pour donner plus d'etenduë au ſixiéme Article, eſt accordé que la Compagnie & les Anglois pourront transporter d'ici leurs effects à Batavia, ſans que le Roi puiſſe s'y oppoſer.

XXVIII. Item pour amplification du quinziéme Article il eſt promis que ſi les Rois de Biema & Montemarano ne peuvent pas ſe trouver morts ou vifs dans dix jours, ils remettront entre les mains de la Compagnie les Fils de Biema, & ceux de Montemarano pour cautions.

XXIX. La Regence promet de donner à la Compagnie pour l'indemniſer des frais de la Guerre deux cens cinquante mil Risdales, en cinq Mouſſons conſecutives, ſoit en Coton, en Marchandiſes, en Or, Argent ou Joyaux, chacun ſuivant ſa valeur.

XXX. Et afin que tous les Points ſuſdits ſoient d'autant plus religieuſement obſervez ont iceux été jurez, ſignez & ſcellés aprés l'invocation du nom de Dieu, par le Roi de Macaſſar & par ſes Grands, & de la part de la Compagnie par l'Amiral, enſemble par tous les Rois & Princes compris en cette Alliance chacun à ſa maniere, dans une Tente au Camp le Vendredi 18. Novembre 1667., environ Borrombon propre Terre de la Compagnie.

XXV.

13/23 Janv.

Fœdus inter Carolum II. *Magnæ Britanniæ Regem & Ordines Generales* Foederatarum Belgii Provinciarum, *quo in ſecuritatem mutuam, Pacificatio Bredæ inter eoſdem die* 31. *Julii* 1667. *facta, Legeſque Navigationis & Commercii, eò ſpectantes confirmantur, atque ſpecialis fit auxiliorum mutuo præſtandorum deſignatio; Hagæ Comitum die* 13/23 *Januarii* 1668. Cum Mandatis *ſeu Procurationibus hinc inde datis, nempe Weſtmonaſterii die* 2. *Januarii* 1667/1668 *& Hagæ Comitum die* 19. *Januarii* 1668. Aitzema, *Affaires d'Etat & de Guerre.* Tom. XIV. pag. 6. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans Londorpii *Acta publica*, Tom. IX. pag. 647. en Allemand; dans Christ. Gastelius *de Statu publ. Europ. noviſſ.* Cap. XXVI. pag. 817. en Allemand; & dans le *Theatrum Europæum*, Tom. X. Ann. 1668. pag. 843. auſſi en Allemand.]

QUandoquidem Pactis non ita pridem Bredæ inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum Magnæ Britanniæ Regem ab una, & Celſos ac Præpotentes Dominos Fœderati Belgii Ordines Generales ab altera parte concluſis, priſtina inter utramque Nationem amicitia ac bona correſpondentia, annuente Divina gratia, reſtituta, adeoque ad præcidendam omnem omnino in poſterum novis diſſidiis anſam atque ad prævenienda nova inter utriuſque Partis Subditos accidentia, quæ dictam amicitiam & bonam correſpondentiam turbare aliquando poſſent, in Articulos quoſdam Legeſque Navigationis ac Commerciorum ibidem conſenſum ac ſpeciatim undecimo dicti Tractatus Articulo ſtatutum ſit, uti dictus Dominus Rex dictique Domini Ordines Generales maneant Amici, Confœderati, neceſſitudine & amicitiâ conjuncti & adſtricti ad Jura & Immunitates Subditorum alterius contra quoſcunque demum tuendas, qui utriusvis Status Pacem Terra Marique diſturbare conabuntur, vel qui intra alterutra Dominia degentes publici utriuſque Status Hoſtes denunciabuntur, neque tamen ſpecificè definita reperiantur media auxiliave, quibus Fœderatorum pars una alteri tali caſu ſuccurrere debeat, dicto autem Magnæ Britanniæ Regi dictiſque Ordinibus Generalibus ſtet ſententia iſta Pacta corroborandi, magis magiſque perficiendi, placuit in primis atque ante omnia dictum Tractatum Bredæ concluſum dictaſque Leges Navigationis, & Commerciorum eo ſpectantes confirmare, quemadmodum per præſentia confirmantur obligatione mutua, atque indiſſolubili eas bona fide obſervandi atque adimplendi, jubendique ut à Subditis utrinque exactè atque religioſè obſerventur atque adimpleantur, juxta genuinum dicti Tractatus dictorumque Articulorum ſenſum ac tenorem.

Ut autem præterea de ſpecialiori auxiliorum mutuo præſtandorum deſignatione prioribus Pactis omiſſa, pro amicitiæ inter dictum Dominum *Regem*, dictoſque Dominos *Ordines Generales* incremento majori conſtet, utque ſecuritati & defenſioni mutuæ utriuſque Status contra infeſtos conatus vel inſultus hoſtiles à quoquam fortè quocunque ſub prætextu inſtituendos, arctiori Fœdere atque unione plenè proſpiciatur; Nos infra ſcripti, virtute mandati plenæque Poteſtatis nobis conceſſæ atque inferius inſerendæ, convenimus atque ſtatuimus, dictum Dominum *Magnæ Britanniæ Regem*, dictoſque Dominos *Fœderati Belgii Ordines generales* invicem obſtrictos, unitos, atque Confœderatos fore, quemadmodum vi ac vigore præſentium invicem obſtricti, uniti atque Confœderati ſunt *Fœdere defenſivo perpetuo*, modo atque conditionibus ſequentibus.

I. Quod ſi Principum Statuumve aliquis aut quilibet alius, qualiſcunque ille tandem fuerit, *nemine excepto*, ſub quocunque prætextu invaſerit vel invadere tentaverit, Territoria, Regioneſque, aut Loca quælibet ſub Ditione dicti Magnæ *Britanniæ Regis* ſita, aliumve quemcunque actum hoſtilem, Terra Marive contra dictum Dominum *Regem*, ejusve Subditos exercuerit, dicti Domini *Ordines Generales* tenebuntur, quemadmodum virtute præſentium tenentur, dicto Domino Regi ad inſultus eos, actuſque hoſtiles arcendos, ſupprimendos, atque repellendos, debitamque damni dati reparationem obtinendam, auxilio adeſſe *quadraginta Navibus Bellicis* probè inſtructis, quarum *quatuordecim à ſexaginta* ad *octuaginta Tormenta Bellica* majora hominesque *quadringentos* ferant ſingulæ, facta juſta compenſatione aut retributione inter eas, quæ numeroſiore & eas quæ minus numeroſo Milite Nautaque inſtructæ erunt, *quatuordecim* aliæ à *quadraginta* ad *ſexaginta tormentis*, hominibuſque ad minimum *trecentis*, facta compenſatione, ut ſupra, inſtructæ ſint quælibet, & nulla reliquarum minus ferat quam *triginta ſex tormenta*, hominesque *centum & quinquaginta*, atque inſuper *ſex mille peditibus & equitibus quadringentis*, vel valore juſto ejuſmodi auxilii in pecunia numerando, prout dicto Domino *Regi* eligere placuerit, vel parte tali prædicti auxilii aut dicti valoris in pecunia quæ à dicto Domino *Rege* expetetur; Præſtabuntur dicta auxilia intra *ſex ſeptimanarum* ſpatium, poſtquam poſtulata fuerint, dictiſque Dominis *Ordinibus* à dicto Domino *Rege* refundentur impenſæ omnes intra *triennium* à finito atque extincto Bello numerandum.

II. Quod ſi Principum Statuumve aliquis aut quilibet alius, qualiſcunque ille tandem fuerit, *nemine excepto*, ſub quocunque prætextu, invaſerit, vel invadere tentaverit *Provincias Confœderatas*, aut Loca quælibet ſub Ditione dictorum Dominorum *Ordinum Generalium* ſita, vel in quibus ipſorum Miles præſidio poſitus eſt, aliumve quemcunque actum hoſtilem Terra Marive contra dictos Dominos Ordines Generales eorumve Subditos exercuerit, dictus Dominus *Rex* tenebitur, quemadmodum virtute præſentium tenetur, dictis Dominis Ordinibus Generalibus ad inſultus eos actuſque hoſtiles arcendos, ſupprimendos atque repellendos debitamque damni dati reparationem obtinendam, auxilio adeſſe *quadraginta Navibus Bellicis* probè inſtructis, quarum *quatuordecim* à *ſexaginta* ad *octuaginta tormenta bellica* majora hominesque *quadringentos* ſingulæ ferant, facta juſta compenſatione aut retributione inter eas, quæ numeroſiore, & eas, quæ minus numeroſo Milite Nautaque inſtructæ erunt, *quatuordecim* aliæ à *quadraginta* ad *ſexaginta* tormenta, hominibuſque ad minimum *trecentis*, facta compenſatione ut ſupra, inſtructæ ſint quælibet, & nulla reliquarum minus ferat quam *triginta ſex* tormenta hominesque *centum quinquaginta*; atque inſuper *ſex mille* Peditibus & Equitibus *quadringentis*, vel valore juſto ejuſmodi auxilii in pecunia numerando, prout dictis Dominis *Ordinibus* eligere placuerit, vel parte tali prædicti auxilii aut dicti valoris in pecunia quæ ab iiſdem expetetur. Præſtabuntur autem dicta auxilia intra *ſex ſeptimanarum* ſpatium, poſtquam poſtulata fuerint, dictoque Domino Regi à dictis Ordinibus refundentur impenſæ omnes intra *triennium* à finito atque extincto Bello numerandum.

III. Dictæ Naves Bellicæ ac dictæ Equitum Peditumque Copiæ auxiliares, Navium & Copiarum Præfecti cæteriſque Officiales Bellici minores, vim atque injuriam paſſo ſubmiſſi, ejus voluntatem reſpicere tenebuntur atque obſequi mandatis ejus eorumve, quos ſummâ poteſtate exercitui ſuo Terrâ Marive præficere voluerit.

IV. Quo autem exacta computatio inſtitui poſſit *impenſarum*, intra *trium* annorum ſpatium, poſtquam Bello finis impoſitus fuerit, reſtituendarum, vel etiam juſti earundem valoris in pecunia numeratâ, quam vim hoſticam paſſo loco dictarum Navium, Equitum, Peditumque vel omnium vel pro parte eligere fortè placuerit, viſum fuit, impenſas quatuordecim Navium à *ſexaginta* ad *octoginta* tormenta inſtructarum, æſtimare pretio *octodecim millium ſexcentorum & ſexaginta ſex librarum Sterlings*, ſive Monetæ Anglicanæ, earumque quatuordecim, quæ à *quadraginta* ad *ſexaginta* tormenta ferunt, *quatuordecim millibus libris Sterlings*, reliquarum autem *duodecim, ſex millibus* ejuſdem *Monetæ libris*, *ſex mille* autem *Pedites*, *ſeptem millibus & quingentis libris Sterlings*, *quadringentos vero Equites*, *mille quadraginta ejuſdem Monetæ libris*, pro *quolibet menſe* computandis; omniaque à dicto quidem D. Rege *Magnæ Britanniæ Londini*, à Dominis verò *Ordinibus Generalibus Amſtelodami* ſolventur juxta curſum Cambii eo tempore, quo ſolutio præſtanda erit; pro primo autem menſe reſpectu *Peditum* ſupradictorum, inſuper perſolvent *ſex mille libræ Sterlings*, pretium nimirum ad eos conſcribendos inſtruendoſque neceſſarium.

V. Fœ-

Digitized by Google

V. Fœdus hoc omniaque & ſingula eo contenta a dicto Domino Rege *Magnæ Britanniæ* dictisque Dominis *Ordinibus* Generalibus Fœderatarum Provinciarum per patentes utriusque Partis Literas Sigillo magno munitas debitâ & authenticâ formâ intra *quatuor ſeptimanas* proximè ſequentes, aut citius, ſi fieri poterit, confirmabitur & rathabebitur, mutuoque Rathabitionum Inſtrumenta intra prædictum tempus hinc inde extradentur.

Sequitur tenor Mandati à Sereniſſimo D. Rege Magnæ Britanniæ dati.

CAROLUS, Dei gratiâ, Angliæ, Scotiæ, Franciæ, & Hiberniæ Rex, Fidei Defenſor, &c. Omnibus, ad quos præſens ſcriptum pervenerit, Salutem: quandoquidem is ſit præſens apud Vicinos noſtros Europæ Principes, ut plurimum, rerum ſtatus, ut merito metuatur ne flamma iſta, quæ inter Sereniſſimos Vicinos Reges bonos Fratres noſtros circa *Succeſſionem Brabanticam*, quæque exinde pendent, nuper eruperit, ni communi ope quantocius occurratur, finitima quæque corripiendo totum tandem Chriſtianorum Orbem invadat, non niſi multo ſanguine reſtinguenda; nos pro innato illo, quo in Principum Statuumque Vicinorum nobis & Confœderatorum Pacem & tranquillitatem ſumus animo, ſeriò cupientes ut Bellum iſtud, in proximos quosque mox ſæviturum, & (quod Principem Sanctum Chriſti nomen purè profitentem imprimis dolere debet) ipſi tandem Religioni Reformatæ funeſtum futurum, omni meliori modo ſiſti queat & ſopiri, bonos noſtros Amicos & Confœderatos Ordines Generales Fœderati Belgii commonuimus, rogavimusque, uti amicitia, quæ Nobis cum illis jam intercedit, arctiore Fœderis Ligæque nexu conſtringatur, quo aut vicini illi motus, ſi Deus ita voluerit, feliciter poſſint componi, aut noſtri ipſorum ſaluti communique Populorum bono tempeſtivius proſpiciatur, in quo dicti *Ordines Generales* eam prorſus eſſe in hoc negotio mentem ſuam oſtenderunt, quam & communis inter nos utilitas & tam pii in Chriſtianum Orbem operis ſenſus vindicare poterat; ſciatis ideo, quod Nos fidelis & dilecti Noſtri *Gulielmi Temple* Equitis Baronnetti fide, induſtria, judicio, & prudentia plurimum confiſi, eundem verum, certum, & indubitatum Noſtrum Deputatum, Commiſſarium, Procuratorem, & Factorem nominavimus, conſtituimus, & aſſignavimus, dantes ei & concedentes, ſicut & per præſentes ei damus & concedimus omnem & omnimodam facultatem, poteſtatem, authoritatemque. nec non Mandatum generale pariter ac ſpeciale, noſtro nomine cum dictis *Ordinibus Generalibus*, vel cum eorum Commiſſariis, Deputatis aut Procuratoribus, aliisve quibuscunque, authoritate ſufficienti ad id inſtructis, ſuper omnia & ſingula, quæ vel ad prædictum Bellum conſopiendum, vel ad communem utriusque noſtri Subditorumque noſtrorum Pacem & ſalutem penitus conſervandam facere videbuntur, tractandi, conſulendi, conſentiendi, & concludendi; quæque ita concluſa erunt & conventa noſtro nomine ſubſignandi mutuoque extradendi, reliquaque omnia factu neceſſaria præſtandi perficiendique tam amplis modo & formâ ac nosmet ipſi ſi intereſſemus facere & præſtare poſſemus, ſpondentes & promittentes, ſicut & per præſentes manu noſtra ſignatas ſpondemus & in verbo Regio promittimus. nos quæcunque à dicto noſtro Deputato Commiſſarioque noſtro nomine tranſigentur concludenturque, rata, firma, grata, & accepta omni meliori modo, habituros, neque paſſuros unquam, ut in toto vel in parte à quopiam violentur aut contraveniantur: In quorum omnium majorem fidem præſens hoc ſcriptum propriâ manu ſignatum, magno noſtro Angliæ Sigillo communiri juſſimus; Dabantur in Palatio noſtro *Weſtmonaſterienſi* die Januarii ſecundo ineuntis Anni ſupra $\frac{1667}{1668}$. Regni verò noſtri *decimo octavo*, ſignatum erat.

CAROLUS REX.

Sequitur tenor Mandati a Celſis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii dati.

LEs Eſtats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Le Seigneur *Guillaume Temple*, Chevalier, &c. Envoyé Extraordinaire du Roi de la Grande Bretagne, nous ayant fait entendre, en ſuite de ſes Lettres de Creance, datées à *Whitehal* le *deuxiéme* jour du preſent mois Janvier, *ſtilo loci*, qu'il avoit ordre de S. M. de propoſer & concerter icy des choſes avantageuſes pour le Bien commun de ſes Royaumes & de cet Eſtat, & ayant demandé pour ceſt effect que Commiſſaires luy fuſſent donnés, à qui il ne put pas ſeulement ouvrir les intentions du Roi ſon Maiſtre, mais auſſi avec qui il put traiter, negotier, & conclurre ce qui ſeroit jugé bon & utile de part & d'autre. Nous voulant bien correspondre aux bonnes intentions dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & d'ailleurs ſachants, que pour cela nous ne pourrons pas faire un meilleur choix que des perſonnes des Sieurs de *Gelicom*, *d'Asperen*, Conſeiller Penſionnaire *de With*, *Crommon*, *Amerongen*, *Unckel*, *Coeverden*, & *Tibrants*, Deputés en noſtre Aſſemblée de la part de toutes les Provinces-Unies reſpectivement, tant pour la parfaite connoiſſance d'affaires, qu'ils ſe ſont acquiſe, dans les premiers employs des mêmes Provinces & de l'Eſtat en general, que pour celle, que nous avons de leur prudence, zele au Bien de la Patrie, diligence, capacité & fidelité. Ainſi Nous pour ces cauſes & pour d'autres, qui nous y conviennent, avons donné, & donnons par ces preſentes Plein-pouvoir, autorité, commiſſion, & Mandement ſpecial auſdits Sieurs *de Gellicom*, *d'Asperen*, *Conſeiller Penſionnaire de With*, *Crommon*, *Amerongen*, *Unkel*, *Coeverden*, & *Tibrants*, ou à quelques uns d'entre eux, en cas d'abſence ou de maladie des autres, pour de noſtre part, & en noſtre nom, en qualité de nos Deputés entrer en Conference avec ledit Sieur Chevalier *Temple*, ouïr les propoſitions, qu'il voudra faire de la part du Roy de la Grande Bretaigne, negotier, convenir, & conclure avec lui tel Traité qu'ils jugeront à propos pour l'intereſt commun, auſſi de promettre, reſoudre & arreſter enſemble tout ce qui ſera jugé bon & neceſſaire pour le Bien commun du Royaume d'*Angleterre* & de cet Eſtat, & mêmes d'en conclure & ſigner un Traité, faire & paſſer tous les Inſtruments, Actes & promeſſes neceſſaires en bonne & deuë forme, & faire generalement tout ce que nous pourrions faire, ſi nous y eſtions preſents, quand mêmes pour cela il ſerois requis un Pouvoir plus ſpecial. Promettant ſincerement & de bonne foi, avoir agreable & tenir ferme & ſtable tout ce que leſdits Sieurs Deputés promettront, accorderont, agiront, conviendront & ſigneront en ladite qualité, pour l'obſerver, accomplir & executer inviolablement & de n'aller jamais au contraire, directement ni indirectement, en quelque maniere que ce puiſſe être, mais d'en faire expedier nos Lettres & Ratifications en la forme la plus authentique que faire ſe pourra & quand il ſera beſoin. Donné à la *Haye*, en nôtre Aſſemblée ſoubs nôtre grand Sçeau & ſoubs le Preſident. Paraphé en ſeing ordinaire de nôtre Greffier le 19. *Janvier* 1668. *étoit Paraphé* B. DE PALLANT, *plus bas eſtoit escrit.* Par Ordonnance deſdits Seigneurs Eſtats Generaux, *& ſigné*

N. RUTSCH.

In quorum omnium & ſingulorum fidem majusque robur hisce Tabulis ſubſcripſimus, illasque Sigillis noſtris ſubſignavimus Hagæ Comitum in Hollandia, die *vigeſimo tertio* Januarii anni *milleſimo ſexcenteſimo ſexageſimo octavo*, Signatum erat,

(L. S.) *W. TEMPLE.*

Articuli ſeparati, qui ejusdem erunt virtutis, atque Autoritatis, ac ſi inſerti forent Tractatui, hodierno die inter Regem Magnæ Britanniæ, & Ordines Generales Fœderati Belgii concluſo. Id eſt 23. Januarii 1668. [AITZEMA, *Saken van Staet en Oorlog*, in Fol. Tom. VI. Boeck 48. pag. 755]

SI in procuranda Pace inter Galliam & Hiſpaniam ſe offerat aliqua difficultas, ſuper Puncto Renunciationis ea ineunda eſt ratio, ut vel nulla ejus in Pactis fiat mentio, vel ut ejusmodi verbis concipiatur Formula, ut neutris duarum Coronarum, quoad prædictam Renunciationem, eo quicquam accedat, aut etiam inde creetur aliquid Juris aut detrimenti; quod ſi vero Rex Hiſpaniarum, vel etiam Rex Chriſtianiſſimus, in id conſentire nolint, adverſus recuſantes Rex Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines procedent ut conventum eſt Articulo 3. & 4. dicti Tractatus, & ultimo horum Articulorum reſpective, ea tamen conditione, ut in caſu

caſu recuſationis Regis Hiſpaniæ, Rex Chriſtianiſſimus ſe reciprocè obſtringat, ſe nullatenus arma moturum in Belgica.

II. Quod Rex Magnæ Britanniæ & Ordines Generales Fœderati Belgii, ut prolixius ab omni parte ſatisfiat, ſe obligabunt omnem ſedulo operam daturos, ut Pax inter Reges Hiſpaniæ & Luſitaniæ eodem tempore ſanciri poſſit, ea tamen lege, ut viciſſim Gallia ſe obſtringat, ſi tam cito id negotium non poſſit perduci ad finem, ut Pax inter ſe & Hiſpaniam nihilominus ineatur, hoc excepto, Regi Chriſtianiſſimo liberum fore, ſuppetias ferre Regi Luſitaniæ Fœderato ſuo, ut aliunde detrahat hoſtes, ſive alio quocunque modo, quem ſibi commodiſſimum, atque maxime ex uſu fore exiſtimabit, & ſi Hiſpani adduci poterunt, ut conſentiant in Pacem ſub dicta conditione, atque ea proinde concludatur, Rex Chriſtianiſſimus tenebitur Belgica ut pacata, atque neutrarum partium rebus implicata omnino abſtinere, neque ei jus faſque erit quicquam adverſus eam moliri, neque palam virtute bellica, neque clandeſtinis artibus, ut neque petere ullam ſatisfactionem ſub obtentu impenſarum erogationumque, quæ in Bello Luſitanico erunt faciendæ, tam ob delectum Militum, quam alia belli onera; quod ſi contingat, manente dicto Bello, per Auxiliares Regis Chriſtianiſſimi Copias occupari loca quædam in Hiſpania Italiave, Rex Chriſtianiſſimus, ſimulatque Pax cum Luſitania facta fuerit, eadem reſtituet Hiſpaniæ, ſed ſi præter & contra expectationem Hiſpania recuſet Pacem cum Rege Luſitaniæ ut & cum Rege Chriſtianiſſimo, ea cum exceptione, ut Fœderato ſuo liberum ſit ei auxiliari, quemadmodum jam dictum, hoc inopinato caſu Rex Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines tenebuntur reipſa id efficere, ut Hiſpani omnino in id aſſentiant, ita tamen ut reciproce Rex Chriſtianiſſimus ſe obſtringat quemadmodum caſu primo, quod non ſit moturus arma in Belgica.

III. Si præter omnem expectationem Rex Chriſtianiſſimus inducat in animum, ut promittere nolit quod Tractatum Pacis ſignaturus ſit, ſimulatque Hiſpani ceſſuri ſunt omnia loca ab eo occupata in noviſſima expeditione, vel aliud tantundem valens, de quo mutuo conſenſu conveniet, aut promiſſorum fidem non impleat, aut detractet reſpuatque cautiones & præmunimenta, in dicto Tractatu expreſſa, quæ neceſſaria ſunt, ut obviam eatur metui juſtiſſimo concepto, ne Rex Chriſtianiſſimus arma ſua victricia in ſæpius memorata Belgica ulterius proferat, quod omnibus iſtis caſibus, aut ſi per alia ſubterfugia, aut obliquas artes conetur Pacis concluſionem impedire aut illudere, Anglia Fœderatumque Belgium tenebuntur accedere Partibus Hiſpaniæ, omnibuſque & junctis viribus Terra Marique adverſus Galliam Bellum gerere, ut compellatur, non in Leges duntaxat ſæpius jam memoratas Pacem facere, ſed ſi arma in eum finem ſumta Deum habeant faventem & propitium, atque de communi conſenſu id expedire viſum fuerit, etiam Bellum continuare, donec res in eum ſtatum fuerint reſtitutæ, quo fuerunt tempore Fœderis in colliminio Regnorum in Montibus Pyrenæis ſanciti. Actum Hagæ-Comitis in Hollandia, die 23. Januarii 1668. Signatum erat

W. TEMPLE.

XXVI.

13/23 Janv. *Triplex Fœdus, ſive Tractatus Fœderis inter* CAROLUM II. *Magnæ Britanniæ Regem & Ordines Generales* FOEDERATARUM BELGII PROVINCIARUM, *accedente* CAROLO XI. *Sueciæ Rege, pro Pace inter Reges Chriſtianiſſimum & Catholicum, communibus Officiis promovendâ initus. Datum Hagæ Comitum die* 13/23 *Januarii* 1668. Cum *Articulis* (1) *ſecretis, circa difficultates ex* RENUNCIATIONE *Reginæ Chriſtianiſſimæ ortas, uti & circa Pacem inter Reges Galliæ & Luſitaniæ fiendam. Hagæ Comitum die* 23. *Januarii* 1668. [AITZEMA, *Saaken van Staet en Oorlogh*, Tom. XIV. Cette Piece ſe trouve auſſi dans LONDORPII *Acta publica* Tom. IX. Lib. X. Cap. CLXXIX. pag. 148. en Allemand, dans le *Theatrum Europæum*. Tom. X. ann. 1668. pag. 844. en Allemand; & dans GASTELIUS, *de Statu publico Europæ noviſſ.* Cap. XXVI. pag. 829. auſſi en Allemand.]

SEreniſſimus & Potentiſſimus Princeps ac Dominus *Carolus* ejus nominis ſecundus *Magnæ Britanniæ Rex*, ac Celſi & Præpotentes Domini *Ordines Generales Fœderati Belgii*, reputantes atque apud animum expendentes ſummo dolore miſerias, calamitateſque Belli, quod nuper inter *duas Coronas* in finibus exarſit, quodque neceſſitate quadam ineluctabili maximam partem Principum Statuumve *Chriſtiani* Orbis iiſdem involvit malis, ſerpente incendii iſtius flammâ ad Vicinos, niſi tempeſtivè & in principio extinguatur, exiſtimarunt ſe nullatenus functuros partibus officii munerisque ſibi à Deo mandati, ſi poſt feliciter inſtauratam amicitiam ſub auſpicio Divini Numinis & reductam veterem neceſſitudinem inter *Magnam Britanniam* & Fœderatum Belgium, eodemque tempore ſtabilitam Pacem inter *quatuor* Potentes Status, qui cruenti iſtius Belli partes fuerunt, animum non applicent ſedulo omnique induſtriâ ad componenda diſſidia, quæ oborta ſunt inter prædictas duas Coronas, præſertim ut memorati in finibus Belli flamma ſopiatur. Proinde cum Sereniſſimus *Magnæ Britanniæ Rex* & Celſi Præpotenteſque *Ordines Fœderati Belgii*, poſt multum operæ inſumptum variaſque obteſtationes, obtinuerunt à Chriſtianiſſimo Rege, ut profeſſus ſit Ordinibus Generalibus, *ſe ex hoc tempore arma depoſiturum*, dummodo *Hiſpani* parati ſint, illi ritè atque ſolenniter cedere per Tractatum Pacis omnia Loca & Munimenta, ut & Caſtellanias cum annexis, quæ armis in expeditione præcedentis anni occupavit aut munivit, vel ut Hiſpani permoveantur, in eum transferre omne Jus, quod illis reſtat in Ducatu *Luxemburgico* (ſive in *Ducatu Burgundiæ*) Præterea *Cameracum*, cum *Cameracea*, *Duacum*, *Fanum ſancti Audomari*, *Bergas St. Vinoci*, *Furnas* & *Linkam* cum *Bailliviatibus*, *Caſtellaneis*, cæteriſque quæ inde pendent, Regemque Chriſtianiſſimum, poſteriori caſu reſtituturum Regi Hiſpaniæ omnia Loca Ditioneſque, quæ Galli Armis, ex quo Flandriam ingreſſi ſunt, occupavere, ea Lege ut Celſi & Præpotentes D. Ordines Generales reciproce caveant, Regemque Chriſtianiſſimum ſecurum reddant, ſe effecturos apud Hiſpanos rationibus aliiſque momentis, ut in eaſdem conſentiant Leges; arbitrati ſunt ſe hac tempeſtate atque hoc rerum Articulo optimam navaturos operam, non modo utrique præfatorum Regum, ſed & aliis Principibus & Statibus vicinis, ſi conjunctim communicatis conſiliis collatiſque operis adhortentur & quantum ſuarum virium eſt, permoveant ſæpius dictas duas Coronas ad ineundam Pacem Legibus atque conditionibus ſupra memoratis; in quem finem facta nobis, qui has Tabulas ſubſignavimus, poteſtate libera, ex præſcripto Mandatorum noſtrorum convenimus de Articulis & Capitibus ſequentibus.

I. Quod *Rex Magnæ Britanniæ & Ordines Generales* Fœderati Belgii conjunctim vel ſeparatim, communicatis tamen omnino conſiliis, & ſecundum ea, de quibus mutuò convenerit, omnem operam, omnemque induſtriam adhibebunt apud Regem Chriſtianiſſimum, ut in optima legitimaque forma ſolenni Tractatu ſpondeat & promittat Regi Mag. Britanniæ & Fœderati Belgii Ordinibus Generalibus, ſe Pacis Fœdus facturum cum Rege Hiſpaniæ citra omnem quacunque de cauſa exceptionem vel diſpenſationem, ſi Hiſpaniæ Rex induci & permoveri queat per Regem Magnæ Britanniæ & Ordines Fœderatos, ut cedat Regi Chriſtianiſſimo aut loca anno præterito in Belgica armis occupata, aut aliud tantundem valens per traditionem locorum ſuperiùs memoratorum, aliorumve in compenſationem, de quibus mutuo conſenſu Partes inter ſe convenire poterunt.

II. Ut Rex Chriſtianiſſimus conſentire velit in *prorogationem vacationis armorum in Belgica* ad finem menſis Maii, ut interea temporis Rex Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines ſedulo omnique induſtria & diligentia operam dare poſſint apud Regem aut Reginam Hiſpaniæ, ejuſque Conſiliarios, uti Legibus conditionibuſque præfatis conſenſum adhibere velint.

III. Ut vero Rex Chriſtianiſſimus nulla juſta ratione dictam Armiſtitii prorogationem recuſare queat, Rex Magnæ Britanniæ Ordineſque Fœderati ſe eodem Tractatu obſtringent id ſe effecturos, ut reapſe Galliæ

---

(1) Vous les trouverez ci-deſſus à la page précédente, col. 2.

Digitized by Google

cedatur ab Hiſpanis omne quod Gallorum Armis anno præterito occupatum fuit, aut aliud *tantundem valens*, de quo mutuo Partium conſenſu conveniet.

IV. Quod Rex Chriſtianiſſimus inducetur & permovebitur, ut prædicto promiſſo plenam adhibere fidem atque in eo fiduciam ponere velit, & ut proinde ejus Arma inpoſterum quieſcant in Belgica, ita quidem ut ſi præter omnem ſpem & expectationem Rex Magnæ Britanniæ Fœderatique Ordines nequeant per exhortationes obteſtationesque permovere Hiſpanos ante finem menſis Maii proximi, ut conſenſum adhibeant conditionibus ſæpius memoratis, ac proinde ad media majoris efficaciæ venire neceſſe ſit, nihilominus Galli intra fines & in finibus dictæ Belgicæ ſua arma non movebunt aut introducent, ſed Rex Magnæ Britanniæ, & Fœderati Ordines ſe adſtringent atque in ſe recipient id ſe ſuppleturos, quod neceſſarium erit, *ut Hiſpani reipſa obſtringantur*, uti Pacem Legibus ſupradictis accipiant, adeoque Regi Chriſtianiſſimo *integrum non erit illos exercere Actus hoſtiles* in dictis Regionibus, neque ullum occupare *Oppidum*, licet ſponte ſua ſe dedere velit, niſi Rex Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines ceſſent atque omittant efficere id quod jam dictum eſt.

V. Quod ſancita inter duas Coronas Pace, ejus ſervandæ *Sponſores Vindicesque* erunt in forma omnium optima, ampliſſima, & ſecuriſſima non modo Rex *Magnæ Britanniæ* & *Fœderati Ordines*, ſed & *Imperator omnesque Reges & Principes Vicini*, qui exiſtimabunt ſua intereſſe, ut Orbi Chriſtiano inconcuſſa maneat quies & Belgicæ ſua reddatur conſtetque tranquillitas; in quem finem definiatur Copiarum militarium numerus aliaque media, quibus utendum erit adverſus alterutram Partium, quæ temeraverit vel violaverit Pacem, ut injuriam demat ac Parti læſæ reſarciat.

VI. Pacta hæc conventa omniaque & ſingula iis contenta a dicto Domino *Rege Magnæ Britanniæ* dictisque Dominis *Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum* per patentes utriusque Partis Literas Sigillo Magno munitas debita & authentica forma *intra quatuor ſeptimanas* proxime ſequentes aut citius, ſi fieri poterit, confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque Ratihabitionum Inſtrumenta intra prædictum tempus hinc inde extradentur.

In quorum omnium & ſingulorum fidem majusque robur hiſce Tabulis ſubſcripſimus, illasque Sigillis noſtris ſubſignavimus. Hagæ Comitum in Hollandia die $\frac{13}{23}$. Januarii 1668. Signatum

(L.S.) *W. TEMPLE.*

*Voyez l'*ACCESSION *du Roi de Suede, après la Traduction Françoiſe de ce Traité. Le même Traité en François.* Avec *un Acte proviſionel concernant l'*ACCESSION *future du Roi de Suede à ce Traité, laquelle Acceſſion fut cauſe qu'on l'appella depuis la Triple-Alliance. A la Haye le même jour 23. Janvier 1668.* [Tiré des Archives de l'Ambaſſade d'Eſpagne en Hollande, du tems du Roi CHARLES II.]

LE Roi de la Grande Bretagne, & les Eſtats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas, conſiderant avec beaucoup de douleur, les maux & les calamités de la Guerre, nouvellement allumée dans le voiſinage, par la rupture arrivée entre les deux Couronnes voiſines, & voyant que par une ſuite quaſi inévitable, la plus part des Princes & Eſtats de la Chreſtienté ſeront envelopés dans les mêmes incommodités, & que ce feu nouvellement allumé, paſſeroit bien en ſuite aux voiſins, s'il ne fuſt éteint & étouffé dans ſa naiſſance, ont jugé ne ſatisfaire point au devoir que Dieu leur a impoſé, ſi après avoir receu cette Benediction de la bonté Divine, de voir heureuſement retablie l'amitié, & la bonne intelligence entr'eux, & en même tems remis en Paix quatre puiſſants Eſtats, qui ſe trouvoient engagés dans une ſanglante Guerre; ils ne s'appliquaſſent auſſi avec tout le ſoin & le zele imaginable, à compoſer les differents reſſuſcités entre les deux Couronnes, & particulierement à éteindre le feu allumé dans leur voiſinage. C'eſt pourquoi Sa Majeſté & Leurs Hautes Puiſſances, ayant enfin par leurs Offices & Interceſſions diſpoſé le Roi T. C. à ſe declarer auxdits Eſtats, qu'il conſentira à poſer dès à preſent ſes Armes, pourvû que les Eſpagnols veuillent lui ceder en bonne forme, par un Traité de Paix, toutes les Places fortes, ou Poſtes, & leurs Châtelenies, ou dependances que ſes Armes ont conquiſes & occupées, ou fortifiées pendant la Campagne de l'année paſſée, ou bien que l'Eſpagne puiſſe eſtre portée à lui ceder ce qui reſte dans le Luxembourg, (* ou bien la Franche Comté) Cambray & Cambreſis, Douay, Aire, St. Omer, Bergue, Furne & Linck, avec leurs Baillages, Châtelenies, & Dependances, & de rendre en ce dernier cas au Roi d'Eſpagne, toutes les autres Places & Païs que ſes Armes ont conquiſes depuis leur entrée en Flandres, moyennant que L. H. P. donnent à Sa Maj. T. C. aſſeurance reciproque, de diſpoſer, ou d'obliger réellement l'Eſpagne à condeſcendre aux mêmes conditions, ont crû que dans la conjoncture preſente d'affaire, ils rendroient un tres bon office, auſſi bien à l'un & à l'autre deſdits deux Roix; qu'aux autres Princes & Eſtats voiſins; s'ils entreprenoient conjointement, & d'un commun concert, d'exhorter, & autant qu'en eux eſt d'obliger leſdites deux Couronnes, à conclure la Paix ſur les fondements & les conditions cy-deſſus mentionnées. Et à cette fin ayant donné Plein pouvoir & Commiſſion à nous ſouſſignés, nous avons chacun en vertu du notre, negocié, traité & conclu les Points & Articles ſuivants

I. Que le Roi de la Grande Bretagne, & les Eſtats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas, ſeront conjointement & ſeparément, mais toujours ſuivant ce qui ſera preallablement concerté entr'eux, des offices & inſtances au Roy Tres-Chreſtien, à ce que ledit Roy s'oblige en bonne & duë forme par un Traité ſolemnel au Roi de la Grande Bretagne, & aux Eſtats Generaux des Provinces-Unies, de conclure la Paix avec l'Eſpagne, ſans s'en pouvoir diſpenſer, ſous quelque pretexte & cauſe que ce ſoit, ſi l'Eſpagne peut eſtre diſpoſée ou obligée, par ledit Roi de la Grande Bretagne, & leſdits Eſtats Generaux, d'accorder & de laiſſer, à Sa Majeſté T. C. ou les Places qu'elle a conquiſes en la Campagne derniere dans le Païs-Bas, ou un Equivalent, par la ceſſion des Places cy-deſſus exprimées, ou par d'autres échanges, qui pourront eſtre faites du conſentement commun des Parties.

II. Que Sadite Majeſté Tres-Chrétienne veuille prolonger ſon conſentement à une ceſſation d'armes audit Païs-Bas, jusqu'à la fin du mois de May, afin que pendant le même tems, ledit Roi de la Grande Bretagne, & leſdits Eſtats Generaux puiſſent faire les diligences & les offices neceſſaires, pour diſpoſer le Roi, ou la Reine d'Eſpagne, & ſon Conſeil à donner les mains, aux conditions cy-deſſus mentionnées.

III. Et afin que le Roi Tres Chrétien n'aye aucune raiſon fondée pour refuſer ladite prolongation de la ſuſpenſion d'armes, ledit Roi de la Grande Bretagne, & leſdits Eſtats s'obligeront reciproquement dans le même Traité à faire avoir effectivement à la France par ceſſion de l'Eſpagne, ſeſdites Conqueſtes de l'année paſſée, ou ce qui lui pourra eſtre accordé par échange, du conſentement des Parties.

IV. Que l'on diſpoſera le Roi Tres-Chrétien de ſe vouloir repoſer ſur la promeſſe ſusdite, & de ne porter plus ſes Armes audit Païs-Bas; en ſorte que ſi contre toute eſperance, ledit Roi de la Grande Bretagne, & leſdits Eſtats Generaux, ne peuſſent pas par leurs interceſſions & exhortations diſpoſer l'Eſpagne avant la fin du mois de May ſuivant, à accorder les conditions cy-deſſus exprimées, & qu'il fallût par conſequent venir à des moyens plus efficaces, neantmoins les Armes de France, ne pourront pas eſtre portées audit Païs-Bas, mais que ledit Roi de la Grande Bretagne, & leſdits Eſtats Generaux, s'engageront à ſuppléer ce qu'il faudra, pour obliger réellement l'Eſpagne, à accepter les conditions ſusmentionnées, & que le Roi T. C. ne pourra plus uſer d'aucune hoſtilité dans leſdits Païs, ni auſſi s'y rendre Maiſtre d'aucune Ville, quand même quelques-unes ſe voudroient volontairement donner à lui, ſi ce n'eſt que l'Angleterre & l'Eſtat des Provinces-Unies manquaſſent à effectuer réellement ce que deſſus.

---

* *Ou bien la Franche Comté.* C'eſt ainſi qu'il faut lire, & non pas comme dans la Copie Latine qui precede, *ſive in Ducatu Burgundiæ*. Cela ſe prouve par la nature de la choſe, par l'Article III des Propoſitions du Roi de France, données à Paris le 18 Novembre 1667 auquel celuy-ci ſe rapporte, & par le Preambule du Traité de St. Germain en Laye, qui ſe peut voir ci après en date du 15. Avril 1668.

V. Que la Paix étant concluë entre les deux Couronnes, elle ſera garantie en la forme la plus ample, la plus forte que faire ſe pourra, tant par le Roi de la Grande Bretagne, & les Eſtats ſusdits, que par l'Empereur, & par tous les autres Roix & Princes voiſins, qui ſe trouveront intereſſez à la conſervation du repos de la Chrêtienté, & particulierement des Païs ſusdits, avec un denombrement des forces, que l'on ſera obligé de faire agir, vigoureuſement, en cas que l'une ou l'autre des deux Parties vienne à l'enfreindre, pour lui faire reparer le tort, & le dommage, que l'autre aura ſoufferte par ſa contravention.

VI. Ces Accords & Conventions, avec toutes & chacunes les choſes y contenues ſeront confirmés & ratifiés par ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & par leſdits Seigneurs Eſtats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, par des Lettres patentes de part & d'autre, munies de leur Grand Sceau en bonne & duë forme, dans quatre ſemaines prochain venans, ou pluſtoſt, ſi faire ſe peut, & les Actes de Ratification ſeront échangés de part & d'autre dans ledit tems.

Icy doivent eſtre inſerés les Pouvoirs du Sereniſſime Roi de la Grande Bretagne, & des Seigneurs Eſtats Generaux des Provinces-Unies.

En temoin de toutes leſquelles choſes, & chacune d'icelles, & pour leur donner plus de force, nous avons ſigné les preſentes, & y avons ajouté nos Cachets. A la Haye en Hollande le 23. Janvier 1668.

Acceſſio Regis Sueciæ CAROLI XI. *ad Fœdus inter Magnæ Britanniæ, & Ordines Generales Uniti Belgii, ut mediantibus eorum officiis, Pax inter Reges Galliæ & Hiſpaniæ promoveatur. Hagæ Comitum die* $\frac{13}{23}$ *Januarii* 1668.

CUm Magnæ Britanniæ Rex ac Ordines Fœderatarum Belgii Provinciarum valde deſiderarint, Regem Sueciæ una cum ipſis in partem principalem adſciſci illius Fœderis quod hodierno die per Deputatos ac Plenipotentiarios ſuos concluſum ſignatumque eſt, quo prompta atque tuta Pax inter Reges duos vicinos promoveatur, quoque divina aſpirante gratiâ per Orbem Chriſtianum publica tranquillitas inſtauretur: Præterea cum Rex ipſe Sueciæ, jam ab initio eorum motuum, qui inter duos deſignatos Reges eruperant, tam Magnæ Britanniæ Regi, quam Fœderatorum Belgarum Ordinibus ſit teſtatus bonum ſincerumque ſuum propoſitum ac ſtudium, quo tenebatur, ſeſe cum iis in hoc negotio, modo ſupra dicto, ſociandi ac jungendi, idque reſpectu arctiſſimæ neceſſitudinis, & horum Fœderum, per quæ communibus cum iiſdem commodis adſtringi ſe agnoſcit, ut per hunc interventum perque modus utiles quoſcunque ac honeſtos, Paci inter binos Reges ſtabiliendæ inſudetur, nec per ullam difficultatem ſe hactenus cohibitum, mentem ſuam ſuper re tota aperiendi, niſi quod præſtolatus ſit, dum certo reſciretur, quid deliberati atque firmi conſilii Rex Magnæ Britanniæ & Fœderatorum Belgarum Ordines ſuper omni hoc negotio eſſent capturi; tum quo usque promoveri ſubſidia aliaque id genus nonnulla poſſent, per quæ dictus Sueciæ Rex ſibi ſatisfieri exoptat, ut pari & æquato cum Magnæ Britanniæ Rege ac Fœderati Belgii Ordinibus paſſu in hac re procedat; ea propter ex commodo communi viſum eſt fore, ſi hoc Inſtrumentum inter Miniſtros Deputatos, ac Plenipotentiarios dictorum Regum Magnæ Britanniæ Sueciæque, nec non dictorum Fœderati Belgii Ordinum ſcripto conſignaretur, quo una ex parte obligaretur Rex Sueciæ, mediante ſatisfactione prædicta ad amplectendum deſignatum Fœdus, & ad eandem navandam operam eodemque paſſu procedendum, quo dictus Magnæ Britanniæ Rex dictique Fœderatorum Belgarum Ordines, procedendum ſibi eſſe exiſtiment, ut negotium tam ſalutare promoveatur, nec non parte ex altera dictus Rex Sueciæ certus ita fieret locum ſibi vacuum ac integrum relinqui Fœderis hujusce inter Partes principales amplectendi, quemadmodum id ut faciat à Magnæ Britanniæ Rege & ab Ordinibus Fœderati Belgii per haſce præſentes maximè amicum in modum rogatur, qui & ipſi libenter apud Cæſarem & Hiſpaniarum Regem omne Officii genus eo convertent, ut controverſiæ nonnullæ, quæ dicto Sueciæ Regii cum iis poſſint intercedere, quamprimum componantur, & ſecundum jus faſque è medio tollantur. Quantum verò ad ſubſidia, quæ à dicto Rege prætenduntur, Ordines Fœderati Belgii non defuturi ſunt Mandatis neceſſariis confeſtim ad Legatos ſuos in aulam Britannicam mittendis, ut hosce inter & Commiſſarios, quos dictus Magnæ Britanniæ Rex eam in rem deſignabit, interque Legatum Regis Sueciæ Extraordinarium, qui iter jam nunc eò meditatur ex Belgio, alioſque illic degentes Miniſtros Principum Statuumve, quos id negotium quoque tangit atque concernit, conſilia ineantur ſuper neceſſariis ac requiſitis omnibus conſtituendis; Sic ut Fœdus jam dictum conſequatur quamprimum ſubſtantiam atque formam Pacti tripliciter conventi, ad quod invitandis amicis & Fœderatis, ſi qui ejus in partem admitti volent, omni ex parte opera quam diligentiſſima dabitur. Actum Hagæ-Comitum die $\frac{13}{23}$. Januarii 1668.

Chriſtophorus Delphicus,
B. ac Comes in Dhona.
Haraldus Appelboom.

Gellicum.
B. d'Aſperen.
Johan de Wit.
M. van Crommon.
Adolph van Onkel.
Johan Schrieck.

XXVII.

Tratado de Paz ajuſtado entre el muy alto Sereniſſimo Principe Don CARLOS II. *Rey Catholico, y el muy alto y Sereniſſimo Prencipe Don* ALONSO SEXTO *Rey de Portugal, por mediacion de el muy alto y Sereniſſimo Prencipe* CARLOS II. *Rey de la Gran Bretaña. Firmado en Lisboa, a los 13. de el mes de Febrero de* 1668. Con *los* PODERES *de los Señores Reyes en fecha de los 5. de Enero, 4 y 6 de Febrero* 1668. Y la RATIFICATION *de el Sereniſſimo Rey Catholico. Dada en Madrid a 23. de Febrero* 1668. 13.Feyr.

[Sur l'Imprimé à Madrid, *con licencia de los Señores del Conſejo de Eſtado.* En la Imprenta de Domingo Garcia Morras ann. 1668. in 4. On trouve auſſi cette Pièce dans le *Theatrum Pacis.* Tom. II. en Latin; dans les Memoires d'ABLANCOURT, pag. 253. & 361. en Latin & en François; dans CHRIST. GASTELIUS, *de Statu publico Europæ.* Cap. VI. pag. 243. en Allemand; dans le *Theatrum Europæum* Tom. X. pag. 199 auſſi en Allemand; & dans AITZEMA, *Saaken van Staat en van Oorlogh.* Tom. XIV. pag. 1044. en Hollandois.

DON CARLOS Segundo, por la gracia de Dios, Rey de las Eſpañas, de las dos Sicilias, de Geruſalen, de las Indias, &c. Archiduque de Auſtria, Duque de Borgoña, de Milan, Conde de Abſpurg, y de Tirol, &c. Y la Reyna Doña Mariana de Auſtria ſu Madre, Tutora, y Curadora de ſu Real Perſona, y Governadora de todos ſus Reynos, y Señorios. Por quanto D. Gaspar de Haro Guzman y Aragon, Marques del Carpio, &c. en virtud del Poder que le concedi, ha ajuſtado, concluido, y firmado en trece de eſte preſente mes, un Tratado de Paz con los Miniſtros Comiſſarios infraſcriptos, Diputados para eſte efecto, por el muy Alto, y Sereniſſimo Principe D. Alto, y Sereniſſimo Principe D. Alonſo Sexto, Rey de Portugal, &c. Interviniendo tambien, como Medianero, y Fiador, en nombre del muy Alto, y Sereniſſimo Principe Carlos Segundo, Rey de la Gran Bretaña, &c. el Conde de Sandwich, ſu Embaxador Extraordinario, con Poder que para ello tuvo ſuyo, el qual dicho Tratado và aqui inſerto, reducido a trece Articulos, cuyo tenor, traducido de Lengua Portugueſa en Caſtellana, es como ſe ſigue.

ARticulos de Paz, entre el muy Alto, y Sereniſſimo Principe Don Carlos Segundo, Rey Catolico, ſus Succeſſores, y ſus Reynos. Y el muy Alto, y Sereniſſimo

niſſimo Principe Don Alonſo Sexto, Rey de Portugal, ſus Suceſſores, y ſus Reynos, por mediacion de el muy Alto, y Sereniſſimo Principe Carlos Segundo, Rey de la Gran Bretaña, Hermano de el uno, y Aliado muy antiguo de ambos, ajuſtados por Don Gaspar de Haro Guzman y Aragon, Marques del Carpio, como Plenipotenciario de Su Mageſtad Catolica: y Don Nuño Alvarez Pereira, Duque de Cadaval, Don Basco Luis de Gama Marques de Niza, Don Juan de Silva Marques de Goubea, Don Antonio Luis de Meneſes Marques de Marialva, Henrique de Souſa Tavares de Silva Conde de Miranda, y Pedro de Vieira de Silva, como Plenipotenciarios de Su Mageſtad de Portugal: y Duarte Conde de Sandwich, Plenipotenciario de Su Mageſtad de la Gran Bretaña, Medianero, y Fiador de la dicha Paz, en virtud de los Poderes ſiguientes.

Copia de el Poder de Su Mageſtad Catolica.

DON CARLOS Segundo, por la gracia de Dios, Rey de las Eſpañas, de las dos Sicilias, de Geruſalen, de las Indias, &c. Archiduque de Auſtria, Duque de Borgoña, de Milan, Conde de Aſpurg, y de Tirol, &c. Y la Reyna Doña Mariana de Auſtria ſu Madre, Tutora, y Curadora de ſu Real Perſona, y Governadora de todos ſus Reynos, y Señorios. Por quanto el Sereniſſimo Principe Carlos Segundo, Rey de la Gran Bretaña, movido del celo del bien, y repoſo comun de la Chriſtiandad, y deſeo de que ſe terminen las diferencias entre eſta Corona, y la de Portugal, ha interpueſto en diferentes tiempos repetidas inſtancias, ofreciendo ſu mediacion, y amigables oficios al fin referido; y ultimamente embiado a eſta Corte a Eduardo Conde de Sandwich, y Vizconde de Hinchingbrocg, Baron de Montagù de San Neute, Vice Almirante de Inglaterra, Maeſtro de la Gran Guardaropa, y de los Conſejos Secretos, y Cavallero de la Orden de la Jarreta, por ſu Embaxador Extraordinario, para tratar algun ajuſtamiento de reciproca ſatisfacion entre ambas Coronas con los Poderes neceſſarios para ello. Y aviendome inſinuado el dicho Conde de Sandwich, que podria ſer el mejor medio para conſeguir eſte intento el de una buena Paz con el hermano de ſu Rey Don Alfonſo Sexto, Rey de Portugal, ſe han ſuperado las dificultades que han ocurrido, y finalmente por lo mucho que deſeo complacer al dicho Sereniſſimo Rey de la Gran Bretaña, ſe han ajuſtado los trece Capitulos de Paz, que van pueſtos en un Proyecto aparte, para cuya mas prompta execucion ſe ha ofrecido el dicho Conde de Sandwich a ir en Perſona a Lisboa a participar al dicho Don Alfonſo Sexto, Rey de Portugal todo lo diſpueſto, y tratado por ſu mediacion, y a procurar en nombre de ſu Rey, que ſe llegue a la concluſion: Y porque para que eſto ſe conſiga con la brevedad que ſe requiere, es neceſſario que aya en aquella Ciudad Perſona de autoridad, calidad, prudencia, y celo, que tenga Poder mio para ajuſtar en forma debida los dichos Articulos de Paz. Por tanto concurriendo (como concurren) las dichas, y otras buenas partes, y calidades en vos Don Gaspar de Haro Guzman y Aragon, Marques del Carpio, Duque de Montoro, Conde Duque de Olivares, Conde de Morente, Marques de Heliche, Señor del Eſtado de Sorbas, y de la Villa de Lueches, Alcayde perpetuo de los Alcaçares de la Ciudad de Cordoua, y Cavalleriço Mayor de ſus Reales Cavalleriças, Alguacil Mayor perpetuo de la miſma Ciudad, y de la ſanta Inquiſicion della, Alcayde perpetuo de los Reales Alcaçares, y Ataraçanas de Sevilla, Gran Chanciller de las Indias, Comendador Mayor de la Orden de Alcantara, Gentil-Hombre de la Camera, Montero Mayor, y Alcalde de los Reales Sitios del Pardo, Balſain, y Zarçuela. Os doy, y concedo en virtud de la preſente, tan cumplido, y baſtante Poder, comiſſion, y facultad, como es neceſſario, y ſe requiere, para que por el Sereniſſimo Rey, mi muy Caro, y muy Amado Hijo, y en ſu Real nombre, y en el mio, podais tratar, ajuſtar, capitular, y concluir con el Diputado, y Comiſſario, ò los Diputados, ò Comiſſarios de el ſobredicho Don Alfonſo Sexto, Rey de Portugal, en virtud de el Poder que preſentaren de el dicho Rey Luſitano, una Paz perpetua, conforme al tenor de dichos Capitulos, ò en la forma que mas bien pareciere, y obligar al Rey mi Hijo, y a mi al cumplimiento de lo que aſſi ajuſtareis, y firmareis. Y declaro, y doy mi palabra Real, que todo lo que fuere hecho, tratado, y concertado por vos el dicho Marques del Carpio, desde aora para entonces lo conſiento, y aprueбo, y lo tendrè ſiempre por firme, y valedero, y paſſarè por ello, como por coſa hecha en nombre de el Rey mi Hijo, y mio, y por mi voluntad, y autoridad, y lo cumplirè entera, y puntualmente. Y aſſimiſmo ratificarè, y aprobarè en eſpecial, y conveniente forma, con todas las fuerças, y de mas requiſitos neceſſarios, que en ſemejantes caſos ſe acoſtumbra, todo lo que en razon de eſto concluyereis, aſſentareis, y firmareis, para que todo ello ſea firme, valido, y eſtable, con preciſa condicion, que ſe aya de fenecer, y firmar dicho Tratado de Paz dentro de quarenta dias desde el dia de la fecha deſte Poder, demanera, que ſi eſte plaço ſe paſſare, ſin quedar concluido, y firmado dicho Tratado, doy desde aora para entonces por nulo eſte Poder, y todas las clauſulas que en èl ſe contienen, y quanto en ſu virtud ſe huviere propueſto, ò començado a tratar, en cuya declaracion he mandado deſpachar la preſente firmada de mi mano, y ſellada con el ſello ſecreto, y refrendada de mi infraſcripto Secretario de Eſtado. Dada en Madrid a cinco de Enero mil y ſeiſcientos ſeſenta y ocho. YO LA REYNA. Don Pedro Fernandez del Campo y Angulo.

Copia de el Poder de el Rey de Portugal.

DON ALONSO, por la gracia de Dios, Rey de Portugal, y de los Algarves, y Daquem, y Ladem, Mar en Africa, Señor de Guinea, y de la Conquiſta, Navegacion, y Comercio de Ethiopia, Arabia, Perſia, y de la India, &c Por la preſente doy todo el Poder, y facultad neceſſaria a Don Nuño Alvarez Pereira, Duque de Cadaval, Marques de Ferreira, Conde Tentugal, Señor de las Villas de la Poboa, de Santa Chriſtina, Villanueva, Danſos, Rabacal, Arega, Albayacere, Buarcos, Anobra, Catapito, Mortagua, Penacoba, Villalva, Villarulba, Albergaria, Agua de los Peces, Operal, Abermalla, Cercal, Comendador de Grandola, de la Orden de Santiago, de mi Conſejo de Eſtado, y mi muy amado, y eſtimado Sobrino. A Don Basco Luis de Gama, Marques de Niza, Conde de Vidigueira, Almirante de la India, Señor de las Villas de Trades, y Ttobies, Comendador de la Encomienda de Santiago de Beya, de la Orden de Chriſto, de mi Conſejo de Eſtado, y Veedor de mi Hazienda. A Don Juan de Silva, Marques de Goubea, Conde de Portalegre, Señor de las Villas de Celorico, San Roman, Muymenta, Vinhò, Neſpereyra, Naboinhos, Riotorto, Valeſira, Villacoba, a Coelheyra, y de las Islas de San Nicolas, y San Vicente, Comendador de la Encomienda de Santa Maria de Almada, de la Orden de Santiago, de mi Conſejo de Eſtado, Preſidente de la Meſa del Deſembargo de Palacio, mi Mayordomo Mayor, y mi muy eſtimado Sobrino. A Don Antonio Luis Meneſes, Marques de Marialva, Conde de Cantanheda, Señor de las Villas de Melres, Mondim, Cerba, Atim, Hermello, Bilhò, Villar de Ferreira, Avellans de Caminho, Leomil, Penella, Poboa, y Valtongo, Señor del Mayorazgo de Medelo, y San Silveſtre, Comendador de la Encomienda de Santa Maria de Almonda, de la Orden de Chriſto, de mi Conſejo de Eſtado, Veedor de mi Hazienda, Governador de las Armas de Lisboa, y Plaça de Caſcaes, y de la Provincia de Eſtremadura, y Capitan General de el Exercito, y Provincia de Alentejo. A Henrique de Souſa Tavares de Silva, Conde de Miranda, Señor de las Villas de Podentes, Bouga, Folgoſinhos, Oliveira del Barrio, Germelo, Suza, Arancada, Alcalde Mayor de Arronches, y Alpalhao, Comendador de las Encomiendas de Alvalade, Villanueva de Alvito, Proença, Alpalhao, de las Islas Terceras, San Miguel, y Madeyra, de mi Conſejo de Eſtado, Governador de la Relacion, y Caſa del Puerto, y de las Armas de la miſma Ciudad, y ſu diſtrito. Y a Pedro Vieyra de Silva, de mi Conſejo, y mi Secretario de Eſtado, para que por mi, y en mi nombre traten, confieran, y ajuſten una Paz perpetua entre mis Suceſſores, y mis Reynos, y la muy Alta, y Sereniſſima Reyna D. Mariana de Auſtria, como Tutora, y Curadora de la Real Perſona de el muy Alto, y muy Poderoſo Principe Don Carlos Segundo ſu Hijo, Rey Catolico de las Eſpañas, de las dos Sicilias, de Geruſalem, y de las Indias Occidentales, Archiduque de Auſtria, Duque de Borgoña, y de Milan, Conde de Aſpurg, y de Tirol, y Governadora de ſus Reynos, y Seño-

Señorios, y entre ſus Succeſſores, y Reynos, por medio de Don Gaſpar de Haro Guzman y Aragon, Marques del Carpio, Duque de Montoro, Conde Duque de Olivares, Conde de Morente, Marques de Heliche, Señor del Eſtado de Sorbas, y de la Villa de Loeches, Alcayde perpetuo de los Alcaçares de la Ciudad de Cordoua, Cavalleriço Mayor de ſus Reales Cavallerizas, Alguacil Mayor perpetuo de la miſma Ciudad, y de la ſanta Inquiſicion de ella, Alcayde perpetuo de los Reales Alcaçares, y Ataraçanas de Sevilla, Gran Chanciller de las Indias, Comendador Mayor de la Orden de Alcantara, Gentil-Hombre de la Camara, Montero-Mayor, y Alcayde de los Reales Sitios, del Pardo, Balſain, y Zarçuela, como Plenipotenciario Diputado para eſte caſo por el dicho Sereniſſimo Principe Don Carlos, y con intervencion, mediacion, y ſeguridad de Duarte Conde de Sandwich, Vizconde de Hinchingbroch, Baron de Montagu de San Neote, Vice-Almirante de Inglaterra, de los Conſejos mas ſecretos de el muy Alto, y Sereniſſimo Principe Carlos, Rey de la Gran Bretaña, mi buen hermano, en ſu nombre, y como ſu Embaxador Extraordinario; deſtinado para eſte miſmo negocio, todo en la forma, y con las condiciones, declaraciones, y clauſulas que les parecieren convenientes al ſoſſiego, bien comun, amiſtad, y union entre ambas Coronas, y Vaſſallos de ellas, y lo por ellos hecho, y ajuſtado en eſta parte, me obligo en mi nombre, en el de mis Succeſſores, y mis Reynos, a lo cumplir, mantener, y guardar, debaxo de fee, y palabra de Principe, y lo tendrè por bueno, firme, y valedero, como ſi por mi fueſſe hecho, y acordado, y eſto ſin embargo de qualesquiera leyes, derechos, Capitulos de Cortes, y coſtumbres que aya en contrario, porque todos tengo por derogadas para eſte caſo, como ſi ſe hiziera dellos aqui particular, y expreſſa mencion, todo de mi motu proprio, cierta ciencia, Poder Real, y abſoluto, en el mejor modo, y forma que derecho puedo, y debo: Y por firmeza de todo lo que queda dicho mandè paſſar eſte Poder firmado por mi, y ſellado con el ſello grande de mis Armas. Dado en la Ciudad de Lisboa a los quatro dias de el mes de Febrero. Luis Teixeira de Carballo la hizo año del Nacimiento de nueſtro Señor Jeſu Chriſto mil y ſeiſcientos y ſeſenta y ocho. Pedro Vieyra de Silva le hizo eſcrivir. *EL PRINCIPE.*

Poder que otorgò Carlos Segundo, Rey de la Gran Bretaña, al Conde de Sandwich, ſu Embaxador Extraordinario en España, traducido de Latin en Lengua Caſtellana.

CARLOS Segundo, por la gracia de Dios, Rey de la Gran Bretaña, y de Francia, &c. A todos, y a cada uno de los que vieren eſtas, Letras, Salud Siendo aſſi, que nada ay mas Real, y Chriſtiano, que componer diferencias, y enemiſtades, y quitar tan de el todo las raizes antiguas de los odios, que depueſtes las armas, y reintegrada la Paz, ſe reſtituya la tranquilidad a los Pueblos, la ſeguridad al Comercio, la autoridad a las Leyes, y finalmente los Vaſſallos bendiciones a ſus Principes con aplauſo, y aclamacion Noſotros (que con un miſmo afecto, y volontad miramos los Reynos de Eſpaña, y Portugal) no ſin grande dolor hemos podido tener la mira en la Guerra, que por tantos años ſe ha trabado entre Naciones vezinas, enſangrentandoſe con tantas muertes, y deſeando, que tan Iluſtres exemplares de valor ſe mueſtren en otras Regiones, y contra otros enemigos, (aviendo ſido Dios ſervido de oir nueſtros deſeos, y ſuſpiros, de tal manera, que los Principes de ambas partes parece que ſe inclinan, como de ſu voluntad miſma, a los Tratados prevenidos) juzgamos, que con nueſtra mediacion ſe debe dar calor, y poner todo cuidado en un Principio tan piadoſo, y deſeado de noſotros; no ſolamente reconciliando los animos de una, y otra parte, ſino es tambien eſtableciendo union en ellos. Y para que eſta obra felizmente ſe empiece, y mas brevemente tenga fin, embiamos nueſtro Embaxador Extraordinario a los Principes de ambas Partes, Perſona de nueſtra primer nueſtra primer nobleza, igualmente abcionado a entrambas Coronas, para que aſſi con mas felicidad pueda en ellas exercer eſta nueſtra pacifica Legacia; es a ſaber, al muy amado, y fideliſſimo Pariente nueſtro Eduardo Conde de Sandwich, Vizconde de Hinchingbroch, Baron de Montagú de Sante Neote, Vice-Almirante de Inglaterra, Prefecto de nueſtra Gran Guardaropa, nueſtro Conſejero de el Secreto Conſejo, Cavallero de la Antiquiſſima, y Nobiliſſima Orden de la Jarretera. Sabed, pues, que fiados noſotros de la fidelidad, induſtria, juizio, y prudencia de el dicho Conde de Sandwich, nueſtro Embaxador Extraordinario, le hizimos verdadero, y cierto Comiſſario, y Procurador, y le eſtablecimos, y conſtituimos por tal; y aora por las preſentes Letras le hazemos, eſtablecemos, y conſtituimos, dandole, y cometiendole plena, y omnimoda poteſtad, y juntamente autoridad, y Poder general, y eſpecial en nueſtro nombre, de congregarſe con los dichos Principes de ambas partes, ò con ſus Miniſtros, y conferir con ellos, y de comunicar, tratar, concertar, y concluir con ſus Comiſſarios, Diputados, y Procuradores (que tuvieren baſtante Poder para eſto) ora ſea junta, ora ſeparadamente en los confines de los Reynos, ò en otro lugar donde pareciere mas conveniente de, y ſobre eſtablecer la Paz perpetua entre las Coronas, y Reynos de Eſpaña, y Portugal, ò de, y ſobre hazer treguas de muchos años entre las dichas Coronas, y Reynos, y efectuarlas con los mas utiles, mejores, y mas convenientes Capitulos; y de, y ſobre ajuſtar Confederacion, y Liga entre noſotros, y los dichos Principes de ambas partes, para la comun, y mutua defenſa de nueſtros Reynos, eſtendiendoſe eſta autoridad, y Poder que le damos, para hazer todas aquellas coſas que a los dichos fines, y a qualquiera de ellos pertenezcan, y conduzgan; y para efectuar ſobre todo ello los Articulos, Letras, è Inſtrumentos neceſſarios; y para pedirlos, y recibirlos de las otras Partes, ò en comun, ò ſeparadamente de ellas. Y prometemos en buena fee, debajo de la palabra Real, que noſotros tendremos por ratas, gratas, y firmes todas las coſas, y cada una de por ſi, que fueren hechas, pactadas, y concluidas entre los Principes de ambas Partes, ò ſus Procuradores, Diputados, ò Comiſſarios, y el ſobredicho nueſtro Embaxador Extraordinario, aſſi junta, como ſeparadamente en lo arriba referido, en general, ò particular, y que jamas contravendremos a coſa alguna della, antes bien de nueſtra parte, no ſolo obſervarèmos ſanta, y inviolablemente todo lo que en nueſtro nombre ſe huviere prometido, ò concluido en qualquiera de las materias arriba dichas; pero tambien prometemos, y ſalimos por Fiadores, que por las dos Partes, y por cada una de por ſi ſe obſervarà ſanta, y inviolablemente. E teſtimonio de lo qual mandamos dar eſtas Letras, firmadas de nueſtra mano, y corroboradas con el gran Sello de Inglaterra. Fechas en nueſtro Palacio Weſmonaſterienſe a diez y ſeis de el mes de Febraro, Año de el Señor de mil y ſeiſcientos y ſeſenta y cinco, y al diez y ocho de nueſtro Reynado. CARLOS REY.

En nombre de la Santiſſima Trinidad, Padre, Hijo, y Eſpiritu Santo, tres Perſonas, y un ſolo Dios verdadero.

I. PRIMERAMENTE declaran los Señores Reyes Catolico, y de Portugal, que por el preſente Tratado hazen, y eſtablecen en ſus nombres, de ſus Coronas, y de ſus Vaſſallos, una Paz perpetua, buena, firme, è inviolable, que començarà deſde el dia de la Publicacion de eſte Tratado, que ſe harà en el termino de quinze dias, ceſſando deſde luego todos los actos de hoſtilidad, de qualquier manera que ſean, entre ſus Coronas, por Tierra, y por Mar, en todos ſus Reynos, Señorios, y Vaſſallos, de qualquiera calidad, y condicion que ſean, ſin exempcion de lugares, ni de Perſonas. Y ſe declara, que han de ſer quinze dias para ratificar el Tratado, y quinze para publicarſe.

II. Y porque la buena fee con que ſe haze eſte Tratado de Paz perpetua, no permite que ſe pienſe en Guerra para lo futuro, ni en querer cada una de las Partes hallarſe para eſte caſo con mejor partido, ſe acordò en reſtituirſe a Portugal las Plaças, que durando la Guerra le ocuparon las Armas de el Rey Catolico; y al Rey Catolico las que durando la Guerra le ocuparon las Armas de Portugal, con todos ſus terminos, aſſi, y de la manera, y por los limites, y confrontaciones que tenian antes de la Guerra, y todas las haziendas de raiz ſe reſtituiran a ſus antiguos poſſeedores, ò a ſus Herederos, pagando ellos las mejoras utiles, y neceſſarias, ſinque por eſſo podran pedir los

daños

daños que ſe atribuyen a la Guerra, y quedarà en las Plaças la Artilleria que tenian quando ſe ocuparon. Y los Moradores que no quiſieren quedar, podràn llevar todos lo mueble, y quedaràn dueños de los frutos de lo que huvieren ſembrado al tiempo de la publicacion de la Paz. Y eſta reſtitucion de las Plaças ſe harà en termino de dos meſes, que empeçaràn deſde el dia de la publicacion de la Paz. Pero declaran, que en eſta reſtitucion de las Plaças no entra la Ciudad de Ceuta, que ha de quedar en Poder de el Rey Catholico, por las razones que para ello ſe conſideraron. Y ſe declara, que las haziendas que ſe poſſeyeren con otro titulo, que no ſea el de la Guerra, podran diſponer dellas ſus dueños libremente.

III. Los Vaſſallos, y Moradores de las Tierras poſſeidos de uno, ò de otro Rey, tendran todabuena correſpondencia, y amiſtad, ſin moſtrar ſentimiento de las ofenſas, y daños paſſados, y podran comunicar, entrar, y frequentar los limites de uno, ò de otro, y uſar, y exercitar Comercio con toda ſeguridad por Tierra, ò por Mar, y aſſi, y de la manera que ſe uſava en tiempo de el Rey Don Sebaſtian.

IV. Los dichos Vaſſallos, y Moradores de una, y otra parte tendran reciprocamente la miſma ſeguridad, Libertades, y Privilegios, que eſtan acordados con los Subditos de el Sereniſſimo Rey de la Gran Bretaña por el Tratado de veinte y tres de Mayo del año de ſeiſcientos y ſeſenta y ſiete, y de otro de el año de ſeiſcientos y treinta, en lo que en eſte Tratado eſtà toda via en pie, aſſi, y de la manera, como ſi todos aquellos Articulos en razon del Comercio, è Inmunidades tocantes a èl ſe eſtuvieſſen aqui expreſſamente declarados, ſin excepcion de Articulo alguno, mudando ſolamente el nombre en favor de Portugal: A de eſtos miſmos Privilegios uſarà la Nacion Portugueſa en los Reynos de Su Mageſtad Catolica, aſſi, y de la manera que lo uſaron en tiempo del Rey Don Sebaſtian.

V. Y porque es neceſſario un largo tiempo para poderſe publicar eſte Tratado en las partes mas diſtantes de los Señorios de uno, y otro Rey, para ceſſar entre ellos todos los actos de hoſtilidad, ſe acordò, que eſta Paz començarà en las dichas partes deſde la publicacion, que de ellas ſe hizieren en Eſpaña a un año ſiguiente: pero ſi el aviſo de la Paz pudiere llegar antes a aquellos Lugares, ceſſaràn deſde entonces todos los actos de hoſtilidad. Y ſi paſſado dicho año ſe cometiere por qualquiera de las Partes algun acto de hoſtilidad, ſe ſatisfarà a todo el daño que del naciere.

VI. Todos los priſioneros de Guerra, ò en odio della, de qualquiera Nacion que ſean, ſin dilacion, ò embargo alguno, ſeràn pueſtos en ſu libertad, aſſi de una, como de otra parte, ſin excepcion de perſona alguna, y de razon, ò pretexto que ſe quiera tomar en contrario; y eſta libertad començarà del dia de la publicacion en adelante.

VII. Y para que eſta Paz ſea mejor guardada, prometen reſpetivamente los dichos Reyes Catolico, y de Portugal de dar libre, y ſeguro paſſage por Mar, ò por Rios navegables, contra la invaſion de qualesquiera Piratas, ò otros Enemigos, que procuraràn tomar, y caſtigar con rigor, dando toda libertad al Comercio.

VIII. Todas las privaciones de herencias, è diſpoſiciones hechas con odio de la Guerra, ſon declaradas por ningunas, y como no acontecidas, y los dos Reyes perdonan la culpa a unos, y a otros Vaſſallos en virtud de eſte Tratado, aviendoſe de reſtituir las haziendas que eſtuvieren en el Fiſco, y Corona a las perſonas, a las quales ſin aver ſobrevenido eſta Guerra avian de tocar, ù pertenecer para Poder libremente gozar de ellas; pero los frutos, y lo que huvieren rentado los dichos bienes haſta el dia de la publicacion de la Paz, quedaràn a los que los huvieren poſſeido durante la Guerra. Y porque ſe pueden ofrecer ſobre eſto algunas demandas, que conviene abreviar para el ſoſſiego de la Republicà, ſerà obligado cada uno de los pretendientes a intentar las demandas dentro de un año, ſe determinaràn breve, y ſumariamente dentro de otro.

IX. Y ſi contra lo diſpueſto en eſte Tratado, algunos Mercaderes, ſin orden, ni Mandado de los Reyes reſpetivamente hizieren algun daño, ſe repararà, y caſtigarà el daño que hizieren, ſiendo apreſados los delinquentes; pero no ſerà licito por eſta cauſa tomar las armas, y romper la Paz. Y en caſo de no hazerſe Juſticia, ſe podran dar Cartas de marca, ò repreſallas contra los delinquentes en la forma que ſe acoſtumbra.

X. La Corona de Portugal, por los intereſſes, que reciproca, y inſeparablemente tiene con la de Inglaterra, podrà entrar a parte de qualquier Liga, y Ligas ofenſiva, y defenſiva, que las dichas Coronas de Inglaterra, y Catolica hizieren entre ſi, juntamente con qualeſquiera Confederados ſuyos: y las condiciones, y obligaciones reciprocas, que en tal caſo ſe ajuſtaren, ò adelante ſe añadieren, ſe tendran, y guardaràn inviolablemente en virtud de eſte Tratado, aſſi, y de la manera como ſe eſtuvieran particularmente expreſſadas en èl, y eſtuvieran ya nombrados los coligados.

XI. Prometen los ſobredichos Señores Reyes Catolico, y de Portugal de no hazer nada contra, ni en perjuizio de eſta Paz, ni conſentir ſe haga directa, ni indirectamente; y ſi acaſo ſe hiziere, de repararlos ſin ninguna dilacion; y para obſervancia de todo lo arriba contenido ſe obligan con el Señor Rey de la Gran Bretaña, como Medianero, y Fiador de eſta Paz; y para firmeza de todo renuncian de todas las Leyes, Coſtumbres, ò coſa alguna que haga en contrario.

XII. Eſta Paz ſerà publicada en todas las partes donde conveniere, lo mas brevemente que ſe pueda deſpues de la Ratificacion de eſtos Articulos por los Señores Reyes Catolico, y de Portugal, y entregados reciprocamente en la forma acoſtumbrada.

XIII. Finalmente ſeràn los preſentes Articulos, y Paz en ellos contenida ratificados tambien, y reconocidos por el Sereniſſimo Rey de la Gran Bretaña, como Medianero, y Fiador della, por cada una de las partes, dentro de quatro meſes deſpues de ſu Ratificacion.

Todas las quales coſas en Articulos referidas fueron acordados, eſtablecidas, y concluidas por noſotros Don Gaſpar de Haro Guzman y Aragon, Marques de el Carpio, Duarte Conde de Sandwich; y Don Nuño Alvarez Pereira, Duque de Cadaval; Don Baſco Luis de Gama, Marques de Niza; Don Juan de Silva, Marques de Gobea; Don Antonio Luis de Meneſes, Marques de Marialva, Henrique de Souſa Tavares de Silva, Conde de Miranda; y Pedro de Vieira de Silva, Comiſſarios Diputados para eſte efecto, en virtud de Plenipotencias que quedan declaradas en nombre de Sus Mageſtades, Catolica, de la Gran Bretaña, y de Portugal, en cuya fee, firmeza, y teſtimonio de verdad hizimos el preſente Tratado, firmado de nueſtras manos, y ſellado con el Sello de nueſtras Armas. En Lisboa en el Convento de Santo Eloy a los treze dias de el mes de Febrero de mil y ſeiſcientos y ſeſenta y ocho. Don Gaſpar de Haro y Guzman. El Conde de Sandwich. El Duques Marques de Ferreira. El Marques de Niza. Almirante de la India. El Marques de Gobea, Mayordomo Mayor. Marques de Marialva. El Conde de Miranda. Pedro Vieyra de Silva.

POR Tanto, aviendo viſto, conſiderado, y examinado en mi Conſejo maduramente dicho Tratado, y o por mi, y por el muy Alto, y Sereniſſimo Principe D. Carlos Segundo, Rey de las Eſpañas, &c. nueſtro muy caro, y muy amado Hijo, hemos reſuelto aprobarle, y ratificarle, como en general, y cada punto en particular le aprobamos, y ratificamos por Nos, y nueſtros Herederos, y Subceſſores, como aſſimiſmo por los Vaſſallos, Subditos, y Habitantes de todos nueſtros Reynos, Paiſes, y Señorios, aſſi en Europa, como fuera della, ſin exceptuar ninguno, recibiendo el dicho Tratado, y todo lo que contiene, y cada Punto dello en particular en todas ſus partes por bueno, firme, y valedero, prometiendo en fee, y palabra Real por Nos, y nueſtros Suceſſores Reyes, Principes, y Herederos ſinceramente, y con buena fee ſeguir, obſervar, y cumplirle inviolable, y puntualmente, ſegun ſu forma, y tenor, y hazerle ſeguir, obſervar, y cumplir de la miſma manera como ſi le huvieramos Tratado por nueſtra propia perſona, ſin hazer, ni permitir, que en ninguna manera ſe haga coſa en contrario directa, ni indirectamente en qualquier modo que ſer pueda; y ſi ſe huviere hecho, ò ſe hiziere contravencion en alguna manera, hazerla reparar ſin difficultad, ni dilacion alguna, caſtigar, y mandar caſtigar a los que huvieren contravenido con todo rigor, ſin gracia, ni perdon, obligando para el efecto de lo ſuſodicho todos, y cada uno de nueſtros Reynos, Paiſes, y Señorios, como tambien todos nueſtros otros bienes

preſentes, y venideros, ſin exceptuar nada. Y para la firmeza de eſta obligacion renunciamos todas las Leyes, y Coſtumbres, y todas otras coſas contrarios a ello. En fee de lo qual mandamos deſpachar la preſente, firmada de mi mano, ſellada con nueſtro Sello ſecreto, y refrendada del infraſcripto Secretario de Eſtado. Dada en Madrid a veinte y tres de Febrero de mil y ſeiſcientos y ſeſenta y ocho. YO LA REYNA. D. Pedro Fernandez del Campo y Angulo.

XXVIII.

17. Fevr.

L'ANGLETERRE, ET LES PROVINCES-UNIES.

(1) *Traité de Commerce entre* CHARLES II. *Roi d'Angleterre & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, fait à la Haye, le 17. Février, 1668.* [AITZEMA, *Affaires d'Etat & de Guerre.* Tom. XIV. pag. 194. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans GASTELIUS, *de Statu publ. Europæ noviſſ.* Cap. XXVI. pag. 825. en Allemand; & dans le *Theatrum Europæum*, Tom. X. pag. 851. auſſi en Allemand.]

QUandoquidem annuente Divina gratia & conſpirante mutuarum rerum ſalute æque ac Chriſtiani Orbis jam temporis neceſſitate *vigeſimo tertio* die Januarii proximè elapſi, inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem ac Dominum, Dominum *Carolum* ejus nominis *ſecundum Magnæ Britanniæ* Regem, & Celſos, ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum concluſum & ſignatum ſit Fœdus perpetuum defenſivum, fortiſſimis tam Mari quam Terra præſtandis auxiliis communitum, eodemque die alioque Inſtrumento de rerum vicinarum tranquillitate paceque Orbi Chriſtiano reſtituenda, inter prædictum Regem ac prædictos Ordines pronis animis conſultum & conventum fuerit, adeoque nihil aliud protius ſupereſſe videatur, quod tam mutua voluntate reſtauratam amicitiam & neceſſitudinem ullo unquam tempore interpellare poterit, præter controverſias de Mercimoniorum ſpeciebus hinc inde redigendis, forſitan orituras & ex incerta aut ambigua earundem utrimque adjudicatione forſitan etiam promovendas, idcircò quo omnibus innoteſcat, quam ſincera ſanctaque fide prædictus Rex ac prædicti Ordines nuper contractæ amicitiæ non modo in præſens ſed & ad poſteros colendæ cavere voluerint, jam demum ad divellenda quæcunque non modo diſſenſionum, ſed vel altercationum ſemina præcidendamque penitus eorum ſpem aut expectationem, quorumcunque demum prædictam amicitiam novis litibus concuſſum aut labefactatum iri, intereſſe poterit, in ſubſequentes Articulos utrimque conventum eſt, qui pro norma & regula ejuſmodi rerum Maritimarum & Mercaturæ hinc inde redigendæ mutuò & perpetuo obſervabuntur, aut quouſque ſaltem ex utriuſque Partis arbitrio & conſenſu Commiſſarii inducentur & conveniant ad uberiorem iis de rebus omnibus Navigationiſque Legibus, Tractatum, ex communi utrimque commodo & ulteriore experientia digerendam.

I. Subditis atque Incolis *Magnæ Britanniæ* jus faſque eſto, omnimoda cum libertate ac ſecuritate navigare atque Mercaturam exercere in omnibus Regnis, Ditionibus, Statibus, quibus cum *Magna Britannia* Pax, Amicitia, vel Neutralitas intercedit, vel inpoſterum intercedet, neque iſta libertate turbentur aut impediantur per Naves Bellicas, Triremes, Celoces, aliaque Navigia Ordinum Fœderati Belgii aut iis ſubditorum, ſi forte Bellum oriri contingat inter præfatos Ordines ab una, & dicta Regna, Ditiones & Status ab altera parte, quæ ſunt *Magnæ Britanniæ* fœderata, ſive Amicitiam aut Neutralitatem cum eo colant & obſervent.

II. Quæ navigandi commercandique libertas ſe extendet ad omnes omnino Mercimoniorum ſpecies, iis duntaxat exceptis, quæ Contrabandæ indigitantur.

III. Quo in numero ſolummodo comprehendentur omne genus arma igniaria & quæ eo ſpectant, ut Machinæ ſeu Tormenta Bellica, Bombardæ, Mortariæ, Piloclaſtra vulgo Petardæ, Bombæ, mala Punica, vulgo Granadæ, Sanciſæ, Coronæ piceæ, Machinarum vehicula vulgo Affutæ, Thecæ Sclopetariæ, Balthea, Pulvis pyrius, funes igniarii, Nitrum, Globi, Haſtæ, Gladii, Galeæ, Caſſides, Loricæ, Bipennes, Lanceæ, Equi, Ephippia, minorum Tuborum ſive Sclopetorum Equeſtrium Vaginæ aut reconditoria, Cinguli, cæteraque Inſtrumenta, quæ formam acceperunt, ut in Bello uſui eſſe poſſint, Gallicè dicta, *Aſſortiments ſervans a l'uſage de la Guerre.*

IV. Sub Mercibus prohibitis non comprehendentur frumentum, triticum aliave grana & legumina, Oleum, Vinum, Sal, nec generatim annona, nec quidquam eorum quæ ad victum aut alimentum pertinent, ſed erunt, uti & aliæ Merces quælibet præcedenti Articulo non enumeratæ, plane liberæ, integrumque erit, quaslibet earundem ſpecies vehere ad loca hoſtilia Fœderatorum Ordinum, exceptis duntaxat Oppidis, locisque obſidione cinctis, circumſcriptis vel inveſtitis, Gallicè, *bloquées ou inveſties.*

V. Ut vero prædicta rite atque ordine obſerventur, pactum atque conventum eſt, quod Naves aut Navigia Anglorum, quæ Mercibus onerata Portum aliquem Fœderatorum Ordinum intrabunt, animo autem ac conſilio exinde diſcedendi ad loca iisdem hoſtilia, tenebuntur Officiariis Portuum præfatorum Ordinum, ex quibus ſolvent exhibere, ſolummodo Literas commeatus, vulgo Paſſeportus dictas, quæ contineant Indicem ſive notitiam Mercium onerumque Navibus impoſitorum probatum atque ſignatum Sigillo ordinario Officiariorum Curiæ Maritimæ ſive Admiralitatis ejus loci, unde vela fecerunt, cum deſignatione loci quo deſtinata ſunt, idque in forma ordinaria & conſueta, poſtque Literarum commeatus ſive Paſſeportus exhibitionem Naves non moleſtabuntur, excutientur, detinebuntur, aut impedientur ab inſtituto itinere, quocunque ſub obtentu.

VI. Similiter Naves atque Navigia Anglorum, quæ ſeſe ſiſtent, in Navium ſtationibus ſub Oris Maritimis Imperio præfatorum Ordinum ſubjectis, quibus tamen propoſitum non eſt aut ſubire Portus, aut cum ingreſſa ſunt, exonerare Merces easque deponere, non tenebuntur reddere rationes onerum ſuorum, niſi ſuſpecta ſint, quod vehant Merces vetitas ſive Contrabandas ad Hoſtes Ordinum, ut jam dictum eſt.

VII. Quo quidem legitimæ ſuſpicionis caſu tenebuntur Subditi Regis Magnæ Britanniæ in Portubus exhibere Literas commeatus, ſive Paſſeportus in forma modo deſignata.

VIII. Quod ſi verò acceſſerint ad Oras Maritimas & in alto obvia ſint facta Navibus Ordinum aut ejus Subditorum, qui privatis ſumptibus & cum Diplomate tamen publico eas Naves inſtruxerunt, ut evitentur omnia incommoda, dictæ Naves Fœderatorum Ordinum iisve ſubditorum non appropinquabunt Anglis intra Tormenti Bellici jactum, ſed ſcapham expedient, integrumque iis erit cum duobus tribusque hominibus duntaxat conſcendere Naves aut Navigia Anglorum, ut ſibi a Magiſtro vel Præfecto Navis Anglicanæ exhibeantur Literæ Paſſeportus ſupra memoratæ, nec non Literæ Maritimæ ſive teſtimoniales de proprietate Navium ex præſcripto formulæ quæ huic Tractatui ſubjungetur, ut exinde conſtet non modo de onere, ſed & de domicilio Magiſtri ſive Præfecti, quemadmodum & de nomine ipſius Navis, ut duobus hiſce mediis deprehendi queat prohibitasne Hoſtes vehant Merces, & ut abunde appareat de conditione Navis ut & Præfecti ſive Magiſtri ejuſdem. Erit vero prædictis Paſſeportus Diplomatibus Maritimiſque Literis adhibenda omnimoda fides, at vero ut de eorum integritate certius conſtare poſſit & ne falſa ſupponantur, adhibebuntur certa quædam Regis & Ordinum Indicia, ſigna atque notæ.

IX. Quod ſi in Navibus vel Navigiis Anglorum, quæ curſum inſtituerunt verſus Portus Ordinibus hoſtiles, deprehendantur modis ſupradictis Merces prohibitæ ſive Contrabandæ, ſumentur eæ ex Navibus, deinde Judicio adverſus eas agetur, publicabunturque coram & à Judicibus rerum Maritimarum vel aliis competentibus, neque tamen propterea vel Navis aut Navigium vel cæteræ Merces non prohibitæ ſive Contrabandæ in dicta Navi repertæ publicabuntur aut in prædam cedent.

X. Conventum præterea eſt, ut quicquid deprehendetur immiſſum à Subditis Regis *Magnæ Britanniæ* in Navem ad Ordinum Fœderatorum Hoſtes pertinentem, quamvis id de genere vetitarum Mercium non ſit, in prædam tamen cedet & Fiſco addicetur una cum reliquis, quæ in dicta Navi reperientur citra ullam exceptio-

---

(1) Ce qui avoit été reglé touchant le Commerce à Breda l'année precedente n'étoit que proviſionel; ce qui donna lieu à ce ſecond Traité de Commerce.

Digitized by Google

ceptionem. Cæterum & contra Immune atque liberum erit quicquid deprehenditur in Navibus Subditorum Regis *Magnæ Britanniæ*, quantumvis onus aut pars ejus pertineat ad Hoſtes Ordinum Fœderatorum, exceptis Mercibus prohibitis, quarum intuitu obſervabitur id, quod antecedentibus Paragraphis cautum eſt.

XI. Subditi atque Incolæ Fœderatarum Provinciarum reciprocè iiſdem fruentur Juribus, Libertatibus atque Exemptionibus circa Navigationem & Commercia in Oris, in Portubus, Naviumque ſtationibus in Maribus & Ditionibus Regis *Magnæ Britanniæ*, quemadmodum jam dictum eſt, fruituros Subditos dicti Regis in illis, quæ imperio Fœderatorum Ordinum parent, ut & in aperto Mari; ſubintelligenda enim eſt in omnibus & ſingulis mutua & reciproca æqualitas, etiam eo caſu quo Ordines Fœderati poſthac Pacem Amicitiamque colent, vel Neutralitatem obſervabunt cum Regibus, Principibus, & Statibus, qui Bellum gerent cum *Magnæ Britanniæ* Rege, adeo ut utraque Pars iiſdem planè fruantur conditionibus & limitationibus quæ Pactis hiſce conventis continentur & Commercium ſpectant.

XII. Utque ſecuritati Subditorum Ordinum Fœderatorum abundè cautum ſit, quod nulla iis injuria inferatur aut vis fiet, per Bellicas Naves ad dictum *Magnæ Britanniæ* Regem ejusve Subditos pertinentes, interdicetur Præfectis Regiis ut & Subditis, qui ſuis impenſis Naves inſtruant, eorumque conſtitutis Officialibus & Magiſtris, ne ullam Subditis aut Incolis Fœderatarum Provinciarum faciant injuriam damnumve dent, ſin ſecus faxint, pœnas luant & propterea obſtricti erunt de damno cum omni cauſa & eo quod intereſt ſatisfacere per reparationem & reſtitutionem ſub obligatione & nexu Perſonæ Bonorumque.

XIII. Atque ob hanc cauſam in poſterum tenebuntur Præfecti ſive Capitanei, & qui Bellicas Naves armant ſinguli, priusquam Mari ſe committant, exponere cautionem idoneam coram Judicibus competentibus, ad ſummam *mille quingentarum librarum Sterlingi*, ſive *quindecim mille librarum Turonenſium*, ut eo melius ab iis in ſolidum repetantur damna & injuriæ quas dum Mari vagantur, fortaſſis inferre poſſent, ut & ea quæ committentur à Capitaneis eisque quorum miniſterio utuntur, adverſus hunc Tractatum Legesque & Edicta Regis, quæ vi ac vigore, & ſecundum diſpoſitionem hujus Tractatus publicabuntur ſub pœna, irrita fore Diplomata & revocatam fore permiſſionem prædarum ex Hoſte agendarum.

XIV. Quod ſi Præfectus aliquis Navis Anglicæ deprehendat atque capiat Navem oneratam dictis Mercibus prohibitis, fas illi non erit aperire aut ciſtas, ſcrinia, ſarcinas, vaſa, cave vendere, permutare aut alio modo alienare, priusquam expoſita ſint in Terram præſentibus Judicibus ſive Officialibus Admiralitatis, factoque ab iis Inventario Mercium in dicta Navi repertarum, niſi ſi Merx prohibita partem duntaxat oneris faciat, ut confeſtim ejusmodi Merx exoneretur auferaturque, quo minorem in inſtituto itinere moram patiatur, quo quidem caſu nulla amplius moleſtia afficiendus vel ab itinere propoſito avertendus erit.

XV. Rex *Magnæ Britanniæ* Subditos Fœderatorum Ordinum eodem favore proſequi volens in omnibus ſui Imperii Ditionibus ac proprios Subditos, id effectum dabit, ut ſuper prædis, quæ in Mari factæ ſunt fientque, Jus adminiſtretur ſecundum Juſtitiæ regulas, æquitatisque normam, per Judices non ſuſpectos, & quorum non intererit in cauſa quæ diſceptatur, utque Sententiæ jam latæ & quæ deinceps ferentur, rectè atque ordine executioni mandentur ſuumque ſortiantur effectum prout earum tenor exigit.

XVI. Quandocunque Legati Ordinum, aliive Miniſtri publica authoritate inſtructi in Aula Regiæ Majeſtatis *Magnæ Britanniæ* commorantes, querentur de iniquitate Sententiarum, quæ latæ fuerant, jubebit Rex easdem Sententias in Conſilio ſuo revideri atque ad examen revocari, ut conſtet an Leges formulæque hujus Tractatus in iis obſervatæ ſint, ut huic rei provideatur, quemadmodum Juris æquique norma exigit, quod intra trimeſtre ſpatium expediri oportebit, interim neque ante neque poſt latam Sententiam pendente reviſione bona controverſa vendere aut diſtrahere licebit, niſi ex conſenſu eorum, quorum intereſt, ſi forte Bona ſervando ſervari nequeant vel nequid detrimenti iis accidat.

XVII. Lite mota in prima vel in ulteriore inſtantia inter eos, qui in Mari prædam fecerunt ab una & eos quorum intereſt, quique intercedunt confiſcationi, ab altera parte, atque contiget hosce Sententia Judicis vincere & abſolvi, Sententia cautione interpoſita, mandabitur executioni, licet ab ea provocatum ſit ad ſuperiorem Judicem, at non contra ſi pronunciatum fuerit contra intercedentes. Porro quæ hoc atque antecedentibus Articulis ſancita ſunt de reddendo Jure ex præſcripto Juſtitiæ ſanctè ac remotis ambagibus in cauſis Subditorum Fœderatorum Ordinum, quando eorum Naves vel Merces captæ fuerunt per Subditos Regis *Magnæ Britanniæ* in Mari iiſdem obſervanda erunt ab Ordinibus Generalibus in cauſis Subditorum Regiæ Majeſt. quorum Naves Mercesque in Mari à Subditis Incolisve Fœderatarum Provinciarum interceptæ fuerint.

XVIII. Cum autem rerum omnium & Conventionum commoda aut incommoda non niſi tractu temporis mutuæque experientiæ documentis penitus indagari poſſint, conventum itaque eſt inter prædictum Dominum Regem *Magnæ Britanniæ*, & dictos Dominos Ordines Fœderati Belgii: ut quocunque demum tempore utrique Parti id viſum fuerit, ex communi conſenſu indici & convenire poterint delegati Commiſſarii, quorum curæ erit & operis, quodcunque in ſupramemoratis Articulis defeciſſe reperietur ſupplere, quodcunque autem incongruum aut utrinque incommodum fuiſſe, mutare aut circumſcribere, & uberiorem demum hiſce de rebus omnibus Navigationisque Legibus Tractatum abſolvere prorſus & perlimare.

XIX. Pacta hæc conventa omniaque & ſingula iis contenta à dicto Domino Rege *Magnæ Britanniæ* dictisque Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum per patentes utriusque Partis Literas Sigillo Magno munitas debita & authentica forma intra quatuor ſeptimanas proximè ſequentes, aut citius ſi fieri poterit, confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque Ratihabitionum Inſtrumenta intra prædictum tempus hinc inde extradentur.

Sequuntur formulæ, quarum ſuperius Articulo octavo mentio facta fuit.

Formula Literarum Teſtimonialium petendarum dandarumque ab iis, quibus rerum Maritimarum Juriſdictio Jure Ordinario in Magnæ Britanniæ Regno mandata eſt, omnibus Navibus Navigiisque inde vela facientibus, ſecundum diſpoſitionem Articuli octavi hujus Tractatus.

. . . . Archithalaſſus. Omnibus, quibus hoc Diploma exhibebitur, Salutem. Notum ſit N. N. Magiſtrum ſeu Præpoſitum Navis, cui nomen eſt . . . . . Civitatis . . . . . Vaſorum plus minus . . . . . . ſtantis hoc tempore in Portu . . . . . . à nobis obtinuiſſe veniam cum prædicta Nave onerata . . . . . . navigandi . . . . poſtquam ab iis quibus hoc inſtructum eſt, quid eam invectum illatum ſit exploratum fuerit.

Oportebit autem eundem Magiſtrum aut Præpoſitum dictæ Navis coram iis quibus Rerum Maritimarum Juriſdictio Jure ordinario mandata eſt, Jurejurando affirmare, dictam Navem pertinere ad Subditum Subditosque Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ (de quo Jurejurando præſtito ſub fine hujus Diplomatis apparere neceſſe erit) ſeque eosque qui Navis navigandæ cauſa in Navi ſunt, Leges atque Conventiones, quæ ad res Maritimas ſpectant ſanctè fideliter obſervaturum, ac obſervaturos, & apud Acta Curiæ Rerum Maritimarum edere indicem ſignatum probatumque, ſigillatim continentem nomina & cognomina, Locum originis & domicilii tam eorum qui Navem navigant, quam qui vehuntur, quos in Navem recipere, absque conſenſu eorum, qui rei Maritimæ præſunt, jus fas ei non erit: Tenebitur porro Judicibus aliisque, ad quos de rebus Maritimis cognitio pertinet, in ſingulis Portubus, ubi Navem appellet, Diploma hoc exhibere, ac peracto itinere ex fide referre ea, quæ toto Navigationis ſuæ tempore acta facta fuerunt, eodemque Navigationis ſuæ tempore non aliis quam memoratæ Regiæ Majeſtatis vexillis apluſtribus aliisque ſignis aut inſignibus uti licebit poteritque.

In quorum fidem hæc manu propria ſubſcripſimus Sigilloque noſtro munivimus & à noſtro Rerum Maritimarum Secretario ſubſcribi curavimus. Signatum erat . . . Et paulo inferius, Sigilloque præfati Domini Archithalaſſi ſignatum.

Formula Inſtrumenti continentis Jusjurandum a Magiſtro, ſeu Præpoſito Navis præſtandum.

NOs, quibus in Ditione & Territorio . . . . . Rerum Maritimarum Juriſdictio Jure ordinario mandata eſt, affirmamus N. N. Magiſtrum ſeu Præpoſitum Navis hoc Diplomate nominatæ præſtitiſſe Jusjurandum inibi expreſſum. In quorum fidem hæc ſignari curavimus.

Formula Literarum Teſtimonialium petendarum dandarumque a Conſulibus, Civitatum & Portuum Uniti Belgii omnibus Navibus Navigiisque inde vela facientibus ſecundum diſpoſitionem præfati Articuli octavi.

SErenissimis, Illuſtriſſimis, Potentiſſimis, Nobiliſſimis, Spectatiſſimis, Prudentiſſimis Dominis Imperatoribus, Regibus, Rerumpublicarum Moderatoribus, Principibus, Ducibus, Comitibus, Baronibus, Dominis Conſulibus, Scabinis, Senatoribus, Judicibus, Officialibus, Juſticiariis & Rectoribus omnium Civitatum & Locorum tam Eccleſiaſticorum quam Secularium, quibus hæ exhibebuntur. Conſules & Rectores Civitatis, ... notum facimus N. N. Magiſtrum ſeu Præpoſitum Navis . . . . . ſe nobis ſtricte & ſolemni Jurejurando affirmaſſe dictam Navem cui nomen eſt . . . . . menſurarum quas vulgo laſtas vocant plus minus . . . . . cujus ille hoc tempore Magiſter ſive Præpoſitus eſt, pertinere ad Incolas Provinciarum Uniti Belgii, ita eum Deus adjuvet; cum autem acceptiſſimum nobis eſſet, prædictum Magiſtrum ſeu Præpoſitum Navis in iis quæ probè juſteque ab eo agenda erunt adjuvari, rogamus vos univerſos & ſingulos, ubicunque dictus Magiſter ſeu Præpoſitus Navem Merceſque in eam invectas illatas appellet, velitis & jubeatis eum benigne recipi, humaniter tractari, ſub legitimorum conſuetorumque Vectigalium ac aliorum onerum ſolutione admitti, ingredi, manere, egredi Portus, Flumina & Dominia veſtra & omnimodo Navigationis, Mercatus, Commerciorum ac promercalium Jure ſpecieque uti, omnibus quibus hoc ei melius rectius viſum fuerit, grato animo id rependere vobis paratiſſimi ſemper promptiſſimique. In quorum fidem hæc Civitatis noſtræ Sigillo ſignari curavimus.

In quorum omnium & ſingulorum fidem & robur nos dicti Domini Regis Magnæ Britanniæ & dictorum Dominorum Ordinum Generalium Mandatarii factâ nobis ad id poteſtate ſufficienti hisce Tabulis ſubſcripſimus illasque Sigillis noſtris ſignavimus. Hagæ-Comitum in Hollandia die 17. Februarii anni 1668. Signatum erat.

W. TEMPLE.

XXIX.

Le 9. & 13. Mars.

Traité d'Alliance & de Protection entre les Seigneurs de la COMPAGNIE ORIENTALE HOLLANDOISE, & PADUCCA SIRI, *Sultan* HAROUNARRA CHIT, *Roi de Tello dans le Royaume de Macaſſar, par lequel ce Prince Indien ſe range ſous la protection de ladite Compagnie, avec ſes Freres, ſes Sœurs, ſes Enfans & ſes Sujets, promettant de lui eſtre fidelle, &c. Fait au Fort Tello le 9. Mars* 1668. Avec *les* LETTRES *de* MAMALYANG, *Roi de Chimrana Linques, Frere du Roi de Tello, par leſquelles il accede au même Traité, & ſe range ſous la même Protection, lui, ſes Enfans, ſes Sujets, & ſon Païs. Fait le 13. Mars* 1668. S'enſuivent *les* ARTICLES NOUVEAUX, *auxquels le Roi de Tello, & le Roi de Linques, ont été derechef admis à l'Alliance de la Compagnie du 15. Juillet* 1669. Et enfin l'ACCESSION *des Rois & des Peuples de Goa, & de Sadrebonne au même Traité. Fait au Logis de l'Amiral Hollandois le 27. Juillet* 1669. [Tiré de la Relation de tout ce qui s'eſt paſſé de plus memorable dans la Guerre que les Hollandois de la Compagnie des Indes Orientales ont eu contre le Roy & les autres Regens de Macaſſar, depuis l'an 1666. jusqu'à l'an 1669. à Paris chez Fr. Leonard 1670. in 12.]

JE ſouſſigné Paducca Siri Sultan Harounarra Chit, Roi de Tello, étant devenu Ami & Allié de la Compagnie, dans la derniere Paix faite avec le Royaume de Macaſſar, comme il eſt plus amplement porté par le Traité que nous en avons fait & confirmé par Serment, me repréſentans la fidelité & le ſoin paternel dont la Compagnie a toûjours uſé & uſe continuellement envers ſes Amis & Alliez, DECLARE par ces preſentes, que j'ai reſolu, de l'avis des Seigneurs de mes Etats, de mes Freres & de mes Sujets, que j'ai au préalable conſultez ſur cela, de m'allier & m'engager encore plus étroitement à la même Compagnie, moi & les miens, avec tout mon Royaume, & toutes les Terres de ma Juriſdiction, & de la prier auſſi de me recevoir en ſa protection, non ſeulement moi en particulier, mais auſſi tous mes Enfans, afin que tant durant ma vie qu'après ma mort, ils puiſſent être conſiderez avec moi, comme Amis & Alliez de la Noble Compagnie des Indes Orientales, & qu'elle nous prenne & maintienne en ſa protection paternelle, afin que qui que ce ſoit au monde, ne nous puiſſe faire le moindre tort ou injure: Surquoi le Sieur Corneille Speelman, Amiral & Général des Forces que la Compagnie a ici, repréſentant par la vertu de ſa Commiſſion, la Souveraineté du Gouverneur Général & du Conſeil des Indes établi à Batavia, m'a fait la grace d'accepter amiablement, & d'un franc-cœur, les demandes ſusdites, que je lui ai fait faire & porter par Paducca Siri Sultan Mandarſaha Roi de Ternate, & Mamalyang Roi de Linques; Et c'eſt pour ce ſujet que je m'engage à toute ſorte de fidelité à ladite Compagnie, Moi, mes Enfans, mes Freres & mes Sœurs, & les Seigneurs de mon Royaume, avec tous mes Sujets; & me donne & remets entierement avec eux tous, à ſes ſoins & ſous ſa conduite. Et parce que leurs Amis ſont les nôtres, de même que leurs Ennemis; nous ſerons toûjours prêts d'aller à la Guerre avec elle ou ſes Troupes, par tout où elle nous voudra employer. Et en cas que je vienne à mourir, mes Enfans & les Enfans de mes Enfans demeureront ſous ſa tutelle & protection paternelle: Et ſi lors de ma mort il n'y en avoit aucun en vie, ou qu'ils n'en laiſſaſſent aucun après leur mort, les Seigneurs de mon Royaume, mes Freres & autres Parens ne pourrons élire aucun Roi à ma place, que de l'avis & du conſentement de ladite Compagnie: Et même ſi mes Enfans ne ſe comportoient pas comme ils doivent, ladite Compagnie en pourra élire quelqu'autre des plus proches à leur place, pour le bien de mes Etats & celui de mes Sujets, confiant le tout de bon cœur, & avec toute ſorte de ſincerité à la conduite de ladite Compagnie: Et afin que ceci ſoit d'autant plus notoire à tout le monde, j'ai ſeellé les preſentes du Sceau de mon Royaume, & les ai fait ſigner par mon Frere Dain Mangappa, & par Carre-Motulle, & Galeran Carre Pato, & juré ſur l'Alcoran à nôtre maniere, d'obſerver fidellement tout ce qui y eſt contenu, en preſence de Meſſieurs Danker van der Straten, premier Marchand, Pierre Dupon, Capitaine, & Abraham Gabbema, Fiscal, promettant de les faire publier & proclamer à haute voix & ſon de Tambour dans ma Capitale, quand il plaira à Monſ. l'Amiral. Ainſi ſoit, juré & ſeellé dans mon Fort de Tello, le 25. du mois de Ramelan de l'année 1078. qui eſt ſelon le ſtile des Hollandois, le 9. Mars 1668. en preſence de l'Illuſtre & puiſſant Mandarſaha Roi de Ternate, & de Mamalyang Roi de Linques mon proche parens, qui ont ci-deſſous apposé leur Sceau pour confirmation de ceci.

Nous ſouſſignez Commiſſaires à ce deputez du Sieur Amiral Corneille Speelman, declarons que le Roi & les Témoins ſusnommez, ont ſeellé & juré ſolemnellement ce Traité en nôtre preſence, au lieu & en la forme que deſſus, après l'avoir auparavant bien compris, & entendu jusqu'au fond, comme nous l'avons auſſi rapporté de même audit Sieur, & ſur cela ordonné d'y appoſer le Sceau de la Compagnie, & le ſein du Secretaire, le jour & an que deſſus, fait au Château de Rotterdam en Macaſſar. *Signé* D. VAN DER STRATEN. PIERRE DUPON. A. GABBEMA: *le Sceau de la Compagnie étoit à côté imprimé ſur de la cire rouge, & au deſſous*, Par Ordonnance de Mr. l'Amiral, au lieu & jour ſusdit: *Signé* HENRI LOUP Secretaire.

Je ſouſſigné Mamalyang, Roi Hereditaire de Chiarana Linques, & Seigneur Baron dans le Royaume de Macaſſar, ayant mûrement lû, compris & medité le Traité ci-attaché, par lequel le Roi de Tello mon Frere s'eſt allié & engagé à la Compagnie des Indes en ma propre preſence; Je déclare pour moi & pour tous mes Fils & Filles, Domeſtiques, Païs, & Peuples, non ſeulement, que je m'engage de même à ladite Compagnie; Mais que je me mets auſſi entiérement ſous ſon obeïſſance & ſa protection, promettant de lui être dès maintenant & à jamais fidelle, dans tous ſes commandemens, ſon ſervice & ſes ordonnances, ſurquoi pour marque de verité. & de la ſincerité de mes intentions, moi & mon Fils Tartara Cranivan Patens, avons ſigné, ſcellé & juré les preſentes, où nous tenons pour inſeré le Traité de Tello, entre les mains dudit Amiral, & en preſence deſdits Sieurs Danker van der Straten, Pierre Dupon, & Abraham Gabbema, & de tous les Rois Alliés qui ont ſigné les preſentes, & fait appoſer leur Seau ci-deſſous, leſquels ſont témoins de ceci, aſſavoir le puiſſant Roi de Ternate, le Roi de Palacca, le Prince Calematta, & le Roi de Laya, le 13. du mois de Mars 1668. qui eſt ſelon nôtre compte le 29. du mois de Ramelan de l'année 1078. au Château de Rotterdam en Macaſſar. Les Seaux des Rois de Ternate & Palacca étoient au deſſous en cire rouge: & plus bas il y avoit *Nota*, le Seau & les ſeings de ci-deſſus ont été apoſez en plein Conſeil le 31. Mars ſeulement. *Signé*, DANKER VAN DER STRATEN, PIERRE DUPON, ABRAHAM GABBEMA. *Le Seau de la Compagnie eſt à la marge ſur de la cire rouge, & plus bas*, Par Ordonnance de Monſieur l'Amiral, le jour & lieu ſuſdits: *Signé*, HENRI LOUF Secretaire.

AUTRES ARTICLES.

SUR quoi le Roi, les Galerans & les Miniſtres d'Etat de Tello; Comme auſſi le Craio Linques, après avoir fait les ſoumiſſions en tel cas requiſes, ont été derechef reçus & admis dans l'Alliance de la Compagnie par le Sieur Speelman Surintendant & Commiſſaire Général ſur les Provinces Orientales, Amiral & Generaliſſime tant par Mer que par Terre au Païs de Macaſſar & aux environs, au nom du Sieur Jean Maetſuycker Gouverneur Général & de Meſſ. du Conſeil des Indes, ſous les conditions ſuivantes.

I. Que leſdits Seigneurs, Rois & Regens garderont ſaintement, & obſerveront fidelement & immuablement, dès maintenant à perpetuité, le Traité de Paix & d'Alliance qui fut fait entre le Royaume de Macaſſar & la Compagnie Hollandoiſe des Indes Orientales, ſcellé & ſolemnellement juré de part & d'autre à Bonaye le 18. Novembre 1667. qu'ils garderont & obſerveront de même un autre Traité fait entre le Roi & la Regence de Tello & le Crain Linques d'une part, & ladite Compagnie d'autre, qui fut conclu, juré & ſcellé le 9. Mars de l'année ſuivante 1668. Déclarant qu'ils ne l'ont violé que par leur mauvais Conſeil, qu'ils en ſont extrémement fâchez, & que pour ce ſujet ils ſe reconnoiſſent fort obligez à la bonté de la Compagnie, de ce qu'elle a daigné encore leur faire grace à leur inſtante & très-humble priere, & que par ces preſentes ils ſe donnent entiérement à ſa bonté, la priant cependant qu'à l'égard des ſommes qui lui ont été promiſes par le Traité de Bonaye, il lui plaiſe de ne permettre pas qu'ils ſoient ſurchargés au delà de leurs forces en ce qui regarde leur cotte, proteſtant qu'ils ſont fort impuiſſans & n'ont pas dequoi la payer; ſurquoi on les a aſſurez que Meſſieurs du ſuprême Conſeil des Indes auront indubitablement égard à leurs rémontrances & les traiteront avec toute ſorte de douceur ſur ce point-là.

II. Ils ont auſſi declaré qu'ils reputent à grande grace & bienfait, de ce qu'il plaît à la Compagnie de leur vouloir laiſſer leurs armes de main avec leurs Mouſquets, en conſideration de ce qu'ils étoient les premiers qui avoient abandonné les interêts du Roi & du Royaume de Macaſſar, & étoient venus s'humilier & ſe mettre ſous l'obeïſſance de la Compagnie, avec promeſſe que ſans delai ni tergiverſation aucune ils exhiberont & livreront incontinent, tout le petit Canon & les Baſſes, car ils n'en avoient plus de gros que le Roi & la Regence de Tello. & le Crain Linques ont encore, tant celui qu'il y a à Tello, à Goa & à Sadrebone, qu'ailleurs, ſans en pretendre aucune choſe, & remerciant bien fort ladite Compagnie, de ce qu'il lui plait les accepter en deduction de la ſuſdite dette, chaque choſe ſelon ſon prix.

III. Et en repetition & pour plus d'aſſurance du Traité fait à Bonaye, ils promettent de demanteler Tello & en démolir les remparts quand il plaira à la Compagnie, & de n'y faire jamais aucune autre fortification, directement ni indirectement, ſi ce n'eſt du conſentement & par permiſſion de ladite Compagnie.

IV. Et en cas que le Roi & la Regence de Goa, ne viennent pas faire leurs ſoumiſſions à la Compagnie ſur l'Acte de pardon qu'elle leur envera, alors leſdits Seigneurs Roys & Regens du Royaume de Tello, comme bons & fidelles Alliés de la Compagnie, les tiendront pour Ennemis ouverts & declarés, & contribueront à leur faire le plus de mal qu'il ſe pourra; mais quoi que ledit Roi de Goa perſiſte dans ſa rebellion, cela n'empêchera pas que les autres Rois, & Fils de Rois de Macaſſar, ni aucun de leurs Sujets qui viendront s'humilier & demander grace, ne ſoient agreablement reçûs, pourvû que le Roi & la Regence de Tello ne reçoivent ou n'admettent perſonne, particuliérement de gens de condition, ſans en donner avis chaque fois à la Compagnie, avec toute la promptitude poſſible.

V. Qu'en cas que Crontron, qui a été le pur auteur de la rupture du Traité de Bonaye, ne mette pas les armes bas, & ne ſe vienne jetter aux pieds de la Compagnie, lui demander grace, & ſe rendre à la diſcretion du ſuprême Conſeil ſeant à Batavia, & ſe mettre entiérement à ſa diſpoſition, les aſſûrant néanmoins; même ſans qu'on l'ait demandé, qu'il ne ſera rien attenté ni ſur ſon corps ni ſur ſa vie, qu'alors ils aideront à le pourſuivre, le prendre, ou le tuer, ſelon que l'occaſion s'en preſentera, & à mettre entre les mains de la Compagnie tous les effets qu'on pourra trouver à lui appartenant, en deduction de ce qui lui doit être payé en vertu du Traité ſusmentionné.

VI. Que pour plus de ſûreté de ce nouveau Traité d'Alliance, toutefois & quantes que la Compagnie le voudra, ledit Roi ou quelqu'un des Grands de ſon Royaume, tel que la Compagnie demandera, ſera tenu de venir demeurer parmi nous en un lieu commode, & d'y reſter tant qu'il plaira à la Compagnie.

VII. Enfin la ſuſdite Regence & le Craio Linques promettent, que pour ôter tout ſujet de méfiance, & ſelon la coûtume que les Hollandois obſervent parmi eux, ils ne viendront jamais dans aucune Place de la Compagnie qu'avec peu de monde, lequel même ſera deſarmé, le reſte de leur ſuite étant obligé de demeurer hors la Place, à moins qu'il ne fût permis autrement par des raiſons particulieres qu'on en pourroit avoir.

Et pour aſſûrance plus ſolennelle de tout ceci, Daayen Mangappa demi-Frere du Roi de Tello, les Galerans ou les Conſeillers du Royaume de la part dudit Roi en vertu de leurs Lettres de Créance ci-annexées, comme auſſi Crain Linques, pour lui-même, & derechef le ſuſdit Daayen Mangappa, Manchie-Love & Patto Conſeillers du Royaume, chacun pour ſoi-même, ont juré ſolennellement les preſentes ſur leur Alcoran, & pour plus grand affermiſſement & force d'icelles, ils ont bû de l'eau verſée ſur leurs Kriſſes, pour marquer par cette coûtume uſitée en leur Païs, qu'en cas qu'ils vinſſent à rompre & violer cette Alliance,, ils conſentent d'être defaits de leurs propres poignards. Ainſi fait & juré au quartier de Jaccatra au bord des rampars du Château de Samboupo que nous avons conquis, en preſence des Alliés ci-joints, qui ont ſigné & ſcellé les preſentes auſſi-bien que ceux qui en qualité de Membres du Conſeil ont été preſens à cette Negotiation, le 15. Juillet 1669. dans le Logement de l'Admiral.

Les Points & Articles ci-deſſus couchés ſont écrits d'un côté en Flaman, & de l'autre en Langue Maleſe; ſous le Flaman il y a ſigné Maximilian de Jongh, Pierre Marchand, Jean d'Oppyoen, Jean Franſen, Leonard Rus; & ſous le Males le Seau de Crain Linques avec ſon ſein, Daayen Mangappa, Galerau Mantſiloe. Galeran Carre Pano, & Daayen Telolo: les ſuivans ſont les Alliés qui y étoient preſens, le Seau du Roi de Ternate, & au deſſous Majoda Jurotuſſes; le Seau & le ſeing du Roi de Sopingh, Radja Palacca Arôu Taccque, Paſſa Poja, Radja Cajo, Palimpae Daayen Sitabe. Arôu Pite Touſuwa, & Arou Pite Laompo.

AUTRES ARTICLES.

LE Roi de Tello aiant aujourd'hui comparu au même lieu, accompagné de Crain Linques, Daayen Mangappa, Galeran de Patto, Daayen Telolo, & autres, il a lui-même en perſonne juré ſolennellement ſur l'Alcoran l'obſervation de tout ce que deſſus, & fait ci-deſſous appoſer ſon Seau pour donner plus de force aux preſentes, avec celui du Crain Linques, & les Seings des autres Grands de ſon Royaume, le 21. Juillet ſuivant, en preſence des Alliés ci-joints; Enſuite dequoi, pour la ſatisfaction du Roi de Tello, ſon Excellence Calamatta, de la part de ſon Frere le Roi de Ternate, & Sa Majeſté le Roi de Palacca, ont de même recollé ſur l'Alcoran le Serment ci-deſſus fait, ſur le Traité de Bonaye. Il y avoit ſigné en Flaman Maximilian de Jongh, Pierre Marchand, Jean Franſen, Leonard Rus; & en Malés le Seau & le ſeing du Roi de Tello, Daayen Mangappa, Galeran Manthloe, Galeran Carre de Paho, Daayen Telolo; les ſuivans ſont les Alliés qui y étoient preſens, le Seau du Roi de Ternate, & au deſſous Majuda Jurotulles; le Seau du Roi de Sopingh, Radja Palacca, Paſſa Poja, Radja Caja, Palimpoe Daayen Sitabe, Arou Pite Laompo.

AUTRES ARTICLES.

CE jourd'hui étant encore comparus Daayen en Macoule Sabanhaer, Crain Mamoet, & Crain Rapahini, accompagnés de Daayen Mangaliqui, Daayen Telolo; Cinq Sourouans, ſavoir Carre Ileſa Imama, Carre Tacca, Iſema, Carre Fadjan Imaxi, Carre Telolo Innanro; les Interpretes Carra Roupa Ilaton, Carra Gappa Ijono, & le Secretaire Amien, ils ont exhibé une demie feuille de papier blanc, ou leurs noms étoient deſſus en Lettres Macaſſarienes, écrits de la main propre du Roi avec le grand Seau, leur ſervant de Lettre de Créance; & ont livré même le Seau du Roi pour plus d'aſſûrance, déclarant que le Roi n'ayant pû venir pour cauſe de maladie, il les avoit envoyés eux pour repréſenter ici ſa propre perſonne, & ayant poſé les armes demander grace de ſa part à la Compagnie, la priant très-humblement de le recevoir de même qu'elle a fait le Roi de Tello, & de le rétablir dans ſon Alliance; Sur quoi le Traité d'Alliance ſusmentioné leur aiant été lû & traduit en Macaſſarien pour le leur faire mieux entendre, ils l'ont accepté en tout & par tout ſans la moindre contradiction, & ſpecialement le Traité fait en particulier avec le Roi de Tello le 9. Mars 1668. auquel ils ont encore ajoûté:

I. Que conformément à ce qui a été dit ci-deſſus de Tello, les Rois & les Peuples de Goa & Sadrebonne raſeront & demoliront, quand il plaira à la Compagnie, tous les rempars, murailles & fortifications des Villes de Goa & Sadrebonne, ſans pouvoir jamais les relever ni en bâtir des nouvelles, que du conſentement de ladite Compagnie.

II. Que leſdits Rois ne ſe mêleront en aucune maniere des Maletiens, Mores, ou autres étrangers, comment qu'ils ſe puiſſent appeller, qui ſont à préſent à Tello, Goa ou Sadrebonne, ou autre part ſous leur Juriſdiction, ou qu'ils puiſſent être trouvés, mais qu'ils en laiſſeront faire la Compagnie comme elle verra bon être, & particulierement envers Mapulle; & qu'à l'avenir ils ne pourront plus recevoir dans leurs Colonies aucun des ſusdites, ou des ſemblables Nations, ſi ce n'eſt du conſentement de la Compagnie, & en lui permettant de tenir à Tello, Goa & Sadrebonne, tout autant de monde que bon lui ſemblera pour prendre garde à leur conduite, ſans que pour cela leſdits Rois puiſſent recevoir aucunes Barques dans les Rivieres de Tello, & Sadrebonne, & autres ſituées entre-deux, en cas que ces étrangers vinſſent à quitter le parti de la Compagnie, ſi ce n'eſt celles qui auront Paſſeport de ladite Compagnie.

Surquoi les Deputez ſusdits, premierement pour & de la part de leur Roi, & puis pour eux-mêmes, ont prêté Serment d'une fidelle Alliance, tant ſur l'Alcoran, que ſur l'eau qu'ils ont bûë ſur leurs Kriſſes, avec la même ſolemnité qui eſt exprimée par le Traité de Tello, en preſence des Alliés ſousmentionnez, & du Conſeil ordinaire de l'Amiral, au ſusdit lieu, le 27. Juillet 1669. ſigné en Flaman, Duker van der Straten, Pierre Marchand, Jean Franſen, Jean d'Opynen, Leonard Rus: Et en Malés, Dain Macoule Sabander, Manoudjingan, Crain Mamou, Crain Rapoutchine, & Radja Palacca comme Allié, n'y en aiant pas eu davantage de preſens.

AUTRES ARTICLES.

ETANT aujourd'hui comparus au lieu ſusdit dans le Logis de l'Amiral, le Vieux Roi de Goa, parce que le Jeune Roi Mapa Somba étoit malade, Crourou, Crain Oedíou, Crain Rapotchini, Crain Tempo Ballang, Carra Mamoet, Crain Baboau & Daayen Mangeliquiou, ils ont auſſi en perſonne prêté le même Serment de fidelité ſur l'Alcoran, pour plus d'aſſûrance de tout ceci, & ci-deſſous appoſé leur Seau, avec la ſouſcription des autres Grands ſousnommés, en preſence des Alliés y joints, & des Membres du Conſeil. Signé en Flaman Maximilian de Jongh, D. vander Straten, L. Rus; & au deſſous du Malés, le Seau du Vieux Roi de Goa, & tout contre Crain Richoa, Abdul Hami Crunron, Daayen Mamou, Crain Hoedjou, Crain Rapoutchine, Himaligongan, Crain Tampoballan, Daayen Menawing, Crain Bobahan, Carre Mamou, Menou d'Iongang, Daayen, Menalyly; & comme Alliés Majuda Jurotulles, Quitſil Calamatta avec leur Seau. Le Seau du Roi de Sopingh avec ſon nom, Radja Palacca; le Seau du Roi de Tello; & ſon nom écrit de ſa main propre, Crainri Tello.

XXX.

16. Mars.
PORTUGAL ET SAVOYE.

Bref de Diſpenſe accordé par Monſieur le Cardinal de Vendoſme *Legat à Latere de* CLEMENT IX. *en France, pour le Mariage du Prince* DOM PEDRO *de Portugal, avec la Princeſſe* MARIE FRANÇOISE ELISABETH *de Savoie. Donné à Paris, le* 16. *Mars* 1668.

[FREDER. LEONARD, Tom. IV. d'ou l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans la *Relation des Troubles de Portugal* en 1667. & 1668. pag. 240. en François.]

LUDOVICUS miſeratione divina S Mariæ in Portica Diaconus Cardinalis de Vendoſmo nuncupatus ad Sereniſſimum D. D. Ludovicum Franciæ & Navarræ Regem Chriſtianiſſimum, & univerſum illius Regnum, illiuſque Provincias, Dominia, Civitates, Oppida, Terras & Loca eidem Regi ſubjecta, dictoque Regno adjacentia, ceteraque alia loca ad quæ nos declarare contigerit, S. D. N. Domini Clementis divina Providentia Papæ IX. & Sanctæ Sedis Apoſtolicæ, de latere Legatus, dilectis nobis in Chriſto Officiali ſeu Vicariis Generalibus Eccleſiæ Ulyſſiponenſis ab illius Capitulo, Sede Archiepiſcopali vacante, Deputatis, & veſtrûm cuilibet in ſolidum, Salutem in Domino ſempiternam. Oblatæ nobis pro parte Sereniſſimi Principis Domini Petri Infantis Portugalliæ & Regni Regentis Laici, & Sereniſſimæ Principiſſæ Mariæ Franciſcæ Elizabethæ de Sabaudia petitionis ſeries continebat, quod cum pro bono generali Regni Portugalliæ, & ſummoperè deſiderantibus univerſis illius Populis, neceſſarium ſit, ut dicti Sereniſſimi Princeps & Principiſſa invicem matrimonialiter copulentur, dubitant Matrimonium hujuſmodi contrahere poſſe abſque diſpenſatione Apoſtolica, eo quòd dicta Principiſſa cum Sereniſſimo & Potentiſſimo Domino Alfonſo Rege Portugalliæ, Fratre germano dicti Sereniſſimi Principis Petri, aliàs Matrimonium contraxit, & in facie Eccleſiæ ſolemniſavit, non tamen propter illius impotentiam conſummavit, ita ut nullum & invalidum via Juris declaratum fuerit; ex quo Matrimonio, & ſponſalibus præcedentibus forſan ſupervenit Impedimentum publicæ honeſtatis & Juſtitiæ. Quare iidem nobis humiliter ſupplicari fecerant, quatenus eis in præmiſſis opportunè providere benignè dignaremur. Nos igitur ſufficienti ad infraſcripta per Literas dictæ Sedis, ad quarum inſertionem non tenemur, facultate muniti, quique ex commiſſo nobis Apoſtolicæ Legationis officio, omnibus ad nos undecunque confluentibus ubicunque domicilium habeant, & undequaque originem trahant, opportunè conſulere poſſumus,

ANNO 1668. ſumus, Volentes erga illos, præſertim Regiæ ſtirpis nobilitate illuſtres gratioſum & benignum exhibere, ipſos & eorum quemlibet, à quibusvis excommunicationis & ſuſpenſionis & interdicti, aliisque Eccleſiaſticis Sententiis, Cenſuris & pœnis, à Jure vel ab homine quavis occaſione vel cauſa latis, ſi quibus quomodolibet innodati exiſtunt, dummodo in illis per annum non inſorduerint, ad effectum præſentium duntaxat conſequendum, harum ſerie abſolventes & abſolutos fore cenſentes, ac certam de præmiſſis notitiam non habentes, hujusmodi ſupplicationibus inclinati, diſcretioni tuæ, de qua in his ſpecialem in Domino fiduciam obtinemus, Apoſtolica authoritate, qua fungimur in hac parte, per præſentes committimus, & mandamus, quatenus depoſita per te omni ſpe cujuscumque muneris aut præmii etiam ſponte oblati, à quo te omninò abſtinere debere monemus, de præmiſſis te diligenter informes, & ſi per informationem eamdem repereris, quòd preces veritate nitantur, ſuper quo conſcientiam tuam oneramus cum eiſdem, dummodo illa propter hoc rapta non fuerit, quod impedimento publicæ honeſtati & Juſtitiæ hujusmodi, & Apoſtolicis ac in Provincialibus & Synodalibus Conciliis editis ſpecialibus vel generalibus Conſtitutionibus & Ordinationibus, cæterisque contrariis nequaquam obſtantibus, Matrimonium inter ſe publicè, ſervata forma Concilii Tridentini, contrahere, illudque in facie Eccleſiæ ſolemniſare, ac in eo poſtmodum remanere liberè & licitè valeant, dicta authoritate diſpenſes, prolem ſuſcipiendam exinde legitimam nunciando. Volumus autem, quòd ſi tu ſpreta monitione hujusmodi aliquid præmii vel muneris occaſione præmiſſorum exigere, aut oblatum recipere, temerè præſumpſeris, excommunicationis latæ Sententiæ pœnam incurras, à qua nonniſi à Romano Pontifice, vel à nobis, aut alio à Sede prædicta ſpecialiter facultatem habente, abſolutionis beneficium valeas obtinere. Datum Pariſiis anno Incarnationis Dominicæ 1668. 17. Kal. Aprilis, Pontificatus S. D. N. Papæ anno I. ANNO 1668.

L. Cardinalis de VENDOSME Legatus.

C. DE LIONNE Protonotarius Apoſt.
Datarius.

I. IMONIER Secretarius.

XXXI.

16. Mars. LES PROVINCES-UNIES ET LA MAISON DE LUNEBOURG.

Tractaet tuſſchen de Heeren Staten Generael der VEREENIGDE PROVINTIEN *en de Vorſten van* BRONSWYCK LUNENBURG, *Geſloten in den Hage, den 16. Maart* 1668. [AITZEMA, *Saaken van Staat en van Oorlog.* Tom. VI. pag. 879. Edition in Folio.]

DAt de Heeren Vorſten van *Bronswijck* en *Lunenburgh*, ſullen overgeven in dienſt van de Ho. Mog. Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden de nombre van *drie duyſent* man te Voet, gerengeert onder *drie* Regimenten, met de Officieren daer toe gerequireert, op den voet en volgens d'ordre van deſe Landen, mitsgaders *drie* Regimenten te Paerdt, maeckende te ſamen de nombre van *ſeſthien hondert veerthien* Ruyteren, gheecomposeert yeder van die uyt *ſes* Compagnien, de gerequireerde Officieren daer onder geteeckent, in dien ſtaet als deſelve jegenwoordigh zijn, en namentlijck de Lieutenant Collonels daer onder begreepen, alle gemonteert ende gewapent na behooren.

II. Dat de voorſz. Militie te Voet ende te Paerdt in vaſten dienſt van haer Hoogh Mog. ſal overgaen ende continueren den tijdt van *ſes* maenden, en na expiratie van deſelve in dienſt van haer F. F. D. D. wederkeeren in ſoodanigen ſtaet, als deſelve tegenwoordigh ſal worden gelevert.

III. Voorts is mede verdragen, en hebben haer F. F. D. D. belooft, ingevalle de gemeene ſaecke ſoude vereyſchen, dat binnen den tijdt van de voorſz. *ſes* maenden, of ſoo lange de voorſz. Troupen in haer Ho. Mog. dienſten mochten continueren, de Militie behoorde verſterckt te worden, dat alsdan haer F. F. D. D. wederom van nieus ſullen werven, ende hare Militie verſtercken met een ſoodanig getal, als ſich alsdan haer Hoogh Mog. met hare Doorluchtigheden alvooren ſullen vergelijcken, ende over 't gerequireerde aenrits-geld vereenigen, onvermindert nochtans ende ſonder prejudicie van de quadruple Alliantie den *vijf en twintigſten* October *ſeſthien-hondert ſes en ſeſtigh* geſlooten.

IV. Ingeval, gedurende de voorſz. *ſes* maenden, of wel nae date van dien, in tijde dat de voorſz. of andere Troupes van haer F. F. D. D. overgenomen, in dienſt van haer Ho. Mog. ſouden mogen zijn, het caſus moghte komen voor te vallen, dat haer Ho. Mog. geobligeert waren in krachte van de voorſz. Alliantie ſecours aen haer F. F. D. D. toe te ſenden, ſoo ſullen haer Hoogh Mog. de voorſz. Troupen in minderinghe van 't voorſz. ſecoors haer F. F. D. D. laten toekomen.

V. Dat de meergemelde Militie te Voet ende te Paerd ſal afgehaelt ende herwaerts geconduiſeert worden tot

laſte

XXXI.

Traité entre les PROVINCES-UNIES & les Princes de la Maiſon de LUNEBOURG, par lequel leſdits Princes s'engagent de fournir des Troupes auſdites Provinces-Unies à certaines conditions. Fait à la Haye, le 16. Mars 1668. [AITZEMA, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XIV. pag. 1073.] 16. Mars. LES PROVINCES-UNIES ET LA MAISON DE LUNEBOURG.

QUe les Seigneurs Princes de Bronswijck & Luneburg donneront au ſervice de leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies le nombre de trois mil hommes de Pied diviſez en trois Regimens, avec les Officiers y requis, ſur le pied & conformement à l'ordre de ces Pais, enſemble trois Regimens de Cavalerie, faiſant enſemble le nombre de ſeize cens quatorze Cavaliers compoſez chacun de ſix Compagnies, compris les Officiers y requis, en l'état où ils ſont à preſent & nommément y compris les Lieutenants Colonels, tous montez & armez comme il appartient.

II. Que les ſusdites Troupes d'Infanterie & de Cavalerie paſſeront au ſervice de leurs Hautes Puiſſances & continueront le tems de ſix mois, apres l'expiration duquel elles retourneront au ſervice de leurs Serenitez en tel & pareil état qu'elles ſeront preſentement données.

III. De plus il eſt auſſi convenu, & ont leurs Serenitez promis, que ſi pendant le ſusdit tems de ſix mois, ou pendant le tems que les ſusdites Troupes continueront au ſervice de leurs Hautes Puiſſances il étoit neceſſaire de les renforcer, qu'alors leurs Serenitez en leveront de nouvelles, & renforceront leurs Troupes de tel nombre qu'ils conviendront auparavant avec leurs Serenitez & les joindront aux autres ſous la paye requiſe & ce néanmoins ſans prejudice de la quadruple Alliance concluë le vingt cinquiéme Octobre mil ſix cens ſoixante ſix.

IV. Au cas que durant les ſusdits ſix mois ou bien aprés la datte des preſentes, dans le temps que les ſusdites & autres Troupes de leurs Serenitez ſeront au ſervice de leurs Hautes Puiſſances le cas arrivât que leurs Hautes Puiſſances fuſſent obligées en vertu de la ſusdite Alliance d'envoyer du ſecours à leurs Serenitez, leurs Hautes Puiſſances envoyeront leſdites Troupes à leurs Serenitez en diminution du ſusdit ſecours.

V. Que les ſusdites Troupes tant d'Infanterie que de Cavalerie ſeront envoyées querir & conduites icy à

la

laſte van haer Hoogh Mog., tot welcken eynde deſelve een ghequalificeert Officier ſullen authoriſeren of afſenden, om de voorſz. Militie op ofte omtrent de grenſen van haer F. F. D. D. behoorlick t'ontfangen, ende na de Frontieren van haer Ho. Mog. te geleyden, welcken voorſz. Officier binnen den tijdt van *tien* dagen nae d'uytwiſſelingh van de Ratificatien ſal moeten daer weſen, gelijck oock de voorſz. Militie tegen deſelve tijdt aldaer ſal moeten ghereedt ſtaen, in ſtaet om te konnen marcheren ende behoorlick overgenomen te worden, ende ſal de ſoldie van deſelve tot laſte van haer Hoog Mog. beginnen in te gaen van den dagh af dat der voorſz. Militie tot d'afleveringe gereedt ſal zijn, in cas haer Hoog Mog. buyten vermoeden, na expiratie van de voorſz. *thien* dagen *in mora* moghten weſen, om deſelve t'ontfangen, ende dat de Paſſen over den bodem van andere Princen ſal verſocht ende geobtineert worden, *conjunctim* by haer Hoogh Mog. en meerwelgemelde Vorſten.

VI. Dat met en nevens d'overleveringe van de Militie aen haer F. F. D. D. betaelt ſullen worden alle d'arrierages tot voldoeninghe ende executie van 't voorgaende Tractaet van Alliantie ende dat boven dien ten ſelven dage van wegen haer Hoogh Mog. in banckgeld geſourneert ſal worden de ſomme van *ſeventig duyſent* Rijcksdaelders.

VII. De bovenſtaende Conventie ſal ten wederzijden geratificeert, ende de Ratificatien daer over uytgewiſſelt werden binnen den tijdt van *veerthien* dagen, of eerder, ſoo 't doenlick is, ende ſal de voorſz Militie daer op vervolghens aenſtondts ſonder eenigh dilay, van wegen haer Ho. Mog. afgehaelt worden.

Hage den ſeſthienden Maert ſeſthienhonderts acht en ſeſtigh.

SEPARAET ARTIKEL.

DAt de voorſz. Militie te Voet ende te Paerde in vaſten dienſt van haer Ho. Mog. ſal overgaen ende continueren den tijdt van *ſes* maenden, ende na expiratie van deſelve in dienſt van haer F. F. D. D. wederkeeren in ſoodanigen ſtaet als deſelve tegenwoordigh ſal worden gelevert; ſoo is nochtans by dit ſeparaet ende ſecreet Articul, 't welck van deſelve kracht ende van 't ſelve effect ſal zijn, of in de originale Conventie van woorde te woorde ware geinſereert, veraccordeert ende verdragen, dat de voorſz. Militie, in dienſt van haer Hoogh Mog. overgegaen zijnde, oock na den tijdt van de voorſz. *ſes* maenden, haer Ho. Mog. ſulcks begeerende, daerinne ſal continueren, ſoo lange tot dat haer F. F. D. D. ſullen oordeelen ende verklaren deſelve in haer eygen dienſt van nooden te hebben, welcke verklaringe het deſelve vry ſal ſtaen 't allen tijden naer expiratie van de voorſz. *ſes* maenden te doen, ende of dan ſaecke ware, dat de voorſz. Militie invoegen als vooren, nae expiratie van de voorſz. *ſes* maenden tot haer F. F. D. D. mochten te rugge gaen, omme die voor eenighen tijdt in haer eygen dienſt t'employeren, ſoo langh de tegenwoordige ongelegenheyt ſulcks mochte komen te vereyſſchen, ende dat meer Hoogh-gemelde Heeren Vorſten, na dat de voorſz. Militie tot haer wederom te rugh gekomen ſouden mogen zyn, wederom quamen te reſolveren ſich van de voornoemde Militie te willen ontlaſten by licentieringe, overgevinge aen eenige andere Princen ende Potentaten, ofte anderſints, dat deſelve in ſulcken kas, ſonder eenige vordere Capitulatie daer over te maken, ofte eenige Penningen daer voor te bedingen, eerſt ende alvoorens haer Ho. Mog. aengepreſenteert worden, ende haer Ho. Mog. ſulcks begeerende, oock wederom in haeren dienſt effectivelijck overkomen ſullen, daer tegens oock by reciprocatie goedtgevonden ende veraccordeert is, dat by ſoo verre t'eenigen tijde eenige van haer Ho. Mog. Troupes in gelijcker wijſe aen haer F. F. D. D. overghelaten moghten worden, mede voor een gelimiteerden tijdt, dat in ſulcken cas de voorſz. Troupes, alhoewel nae expiratie van de voorſz. tijdt, wederom in dienſt van haer Ho. Mog. overgegaen zijnde, indien haer Hog. Mog. naderhandt reſolveren moghten de voorſz. Troupes te licentieren; of aen eenige andere Princen ende Potentaten, ofte anderſints over te laten, deſelve mede, ſonder eenige naedere Capitulatie daer over te maecken, ofte eenige naedere Penningen daer vooren te bedingen, eerſt ende alvoorens haer F. F. D. D. aengepreſenteert worden, ende deſelve ſulcks begeerende, oock wederom in haren dienſt effectivelijck overgaen ſullen.

la charge de L. Hautes Puiſſances, auxquelles fins ils authoriſeront & envoyeront un Officier qui aura les qualitez requiſes pour recevoir leſdites Troupes ſur ou aux environs des frontieres de L. Ser. pour les conduire ſur celles de leurs Hautes Puiſſances; lequel Officier ſuſdit devra être là dans le tems de dix jours aprés l'échange des Ratifications, comme pareillement leſdites Troupes devront être prêtes dans ledit tems, & en état de ſe mettre en marche & d'être receuës; & la ſolde deſdites Troupes commencera d'être à la charge de L. Hautes Puiſſances du jour qu'elles ſeront livrées, ou bien du jour qu'elles ſeront prêtes pour être livrées, & au cas que L. Hautes Puiſſances, contre eſperance, fuſſent aprés l'expiration deſdits jours en demeure de les recevoir; & que le paſſage par les Terres d'autres Princes ſera demandé & obtenu conjointement par L. Hautes Puiſſances & par leurs Serenitez.

VI. Que pareillement lors que leſdites Troupes ſeront livrées, ſeront payez à L. Ser. tous les arrerages en accompliſſement & execution du précédent Traisté d'Alliance, & qu'outre cela ſera fournie de la part de leurs Hautes Puiſſances en Argent de banque la Somme de ſoixante & dix mil Riſdales.

VII. La Convention cy-deſſus ſera ratifiée de part & d'autre, & les Ratifications d'icelles échangées dans le tems de quinze jours, ou plûtoſt ſi faire ſe peut, & leurs Hautes Puiſſances envoyeront querir leſdites Troupes auſſitôt & ſans delay.

Fait à la Haye le 16. Mars, mil ſix cens ſoixante huit.

ARTICLE SEPARE'.

QUe les ſuſdites Troupes d'Infanterie & de Cavalerie entreront & continueront au ſervice de leurs Hautes Puiſſances le tems de ſix mois & aprés l'expiration d'iceluy, elles retourneront au ſervice de leurs Serenitez au même état qu'elles ſeront livrées. Il eſt néanmoins accordé & convenu par cet Article ſeparé & ſecret qui ſera de même force & de même effect que s'il étoit inſeré de mot à mot dans la Convention originale, que leſdites Troupes étant paſſées au ſervice de leurs Hautes Puiſſances, même aprés le tems deſdits ſix mois elles y continueront ſi leurs Hautes Puiſſances le deſirent, juſques à ce que leurs Serenitez jugeront & declareront en avoir beſoin pour leur propre ſervice, laquelle declaration il leur ſera libre de faire en quelque tems que ce ſoit aprés l'expiration deſdits ſix mois; Et ſi le cas arrivoit que les ſuſdites Troupes duſſent en la maniere que deſſus retourner à leurs Serenitez aprés l'expiration deſdits ſix mois, pour les employer pour quelque tems à leur ſervice, auſſi long tems que la diſpoſition des affaires preſentes le demanderoit, & que leurs ſuſdites Ser. aprés que leurſdites Troupes leur auront été renvoyées, vinſſent à ſe reſoudre de s'en decharger en les congediant, ou en les donnant à quelque autre Prince, ou Potentat, ou autrement; en ce cas, ſans faire à cet égard aucune autre Capitulation ni ſtipuler aucuns Deniers, ils les offriront auparavant à leurs Hautes Puiſſances & leur Hautes Puiſſances le ſouhaittant elles retourneront à leur ſervice; Et il a été d'ailleurs reciproquement trouvé bon & accordé, que ſi quelque jour les Troupes de leurs Hautes Puiſſances venoient ſemblablement à être laiſſées à leurs Serenitez pour un tems borné, qu'en ce cas leſdites Troupes, quoy qu'aprés l'expiration du ſuſdit tems elles fuſſent retournées au ſervice de L. Hautes Puiſſances, ſi L. Hautes Puiſſances venoient à ſe reſoudre en aprés à les licentier, ou autrement à les donner à quelque autre Prince ou Potentat, elles ſeront auſſi offertes preallablement à leurs Serenitez ſans faire là deſſus aucune autre Capitulation, ni ſans ſtipuler à cet égard aucuns autres Deniers; Et ſi leurs Serenitez le deſirent elles retourneront auſſi effectivement à leur ſervice.

ANNO 1668.

XXXII.

27. Mars.

PORTUGAL ET SAVOYE.

Capitulation & Contract de Mariage, entre le Sereniſſime Dom PEDRO *Prince de Portugal, & la Sereniſſime Princeſſe* MARIE-FRANÇOISE-ELIZABETH *de Savoie, Ducheſſe de Nemours & d'Aumale; conclu par le Marquis de* Niza, *Comte de Vidigueira, Amiral des Indes, Conſeiller d'Etat, & Directeur des Finances, & Dom* Rodrigue de Menezes, *Gentilhomme de la Chambre de Son Alteſſe, & ſon Grand Ecuier: & par le Duc de* Cadaval, *Marquis de Ferreira, Comte de Tentugal, Conſeiller d'Etat, & le Marquis de* Marialva, *Comte de Cantagnede, auſſi Conſeiller d'Etat & Directeur des Finances, comme Procureurs de ladite Sereniſſime Princeſſe.* Sans datte, mais les Pouvoirs ſont du 27. Mars, 1668. [FREDER. LEONARD. Tom. IV.]

PREMIEREMENT. En conſideration de l'utilité qu'on eſpere qui en reviendra à la Chrêtienté, & du repos & bien commun de ce Royaume, on a trouvé à propos des deux côtés de marier le Sereniſſime Prince de Portugal Dom Pedro, avec la Sereniſſime Princeſſe Marie-Françoiſe-Elizabeth de Savoie: Et pour effectuer & celebrer ce Mariage, par paroles de preſent dans la forme preſcrite par l'Egliſe Romaine & par le S. Concile de Trente, les Procureurs nommés ci-deſſus ont arreſté reſpectivement, que chacun deſdits Princes nommera ſon Procureur ſpecial, auquel il donnera tous les Pouvoirs neceſſaires pour ſtipuler en ſon nom, juſques à la concluſion du preſent Contract.

II. Et le Sereniſſime Prince Dom Pedro ſe conſtitue en Dot avec la prochaine eſperance (ſi Dieu lui donne la vie) de la Succeſſion legitime de ce Royaume de Portugal, & avec tous les Etats & Revenus que ſon Pere tres-Haut & tres-Puiſſant Prince le Roi Dom Jean IV. de glorieuſe Memoire, lui a laiſſés par ſon decez, leſquels ſe tiennent pour duement declarés & énoncés dans cet Article.

III. Que ladite Sereniſſime Princeſſe ſe conſtitue en Dot un million de Croiſades ou Ducats, Monnoie courante de ce Roiaume, afin que le Sereniſſime Prince Dom Pedro, aprés la conſommation du Mariage, ait & gagne ladite Dot, & en diſpoſe à ſa volonté.

IV. Et parce que, quand la Sereniſſime Princeſſe vint de France, elle apporta avec ſoi une Somme qui ſe montoit à la valeur d'un million, laquelle a eſté effectivement remiſe entre les mains des Miniſtres de ce Roiaume, & que par conſequent ce Roiaume lui doit, on eſt convenu que ledit Sereniſſime Prince, parmi les autres Biens dudit Roiaume, qui eſt obligé à la reſtitution de ladite Somme, ſe contente de la même Dot, comme s'il l'avoit reçûë lui-même; & tient la Sereniſſime Princeſſe pour bien & duëment déchargée de la paier une autre fois, de même que ſi elle la lui paioit réellement & actuellement à cette heure.

V. Et le Sereniſſime Prince Dom Pedro, pour montrer en quelque maniere la grande eſtime qu'il fait de la perſonne & du merite de la Sereniſſime Princeſſe ſa future Epouſe, lui donne en Dot tous les Etats, Villes, Revenus, Juriſdictions, Patronages, & tous les autres Biens, que poſſedoit en ſon vivant la Sereniſſime Reine Dona Luiſa ſa Mere, & que les Reines de Portugal ont toûjours eûs pour apanage; afin qu'elle en ait la jouïſſance & l'adminiſtration, avec toutes les Franchiſes, Privileges, Prérogatives & Emolumens, que leſdites Rentes ont accoûtumé d'avoir.

VI. Pour les mêmes raiſons le Sereniſſime Prince Dom Pedro, conſiderant que les vingt mille Croiſades qu'on avoit aſſignées par an à ladite Sereniſſime Princeſſe pour l'entretien de ſa Maiſon, & qu'on lui aſſigne de nouveau par ce preſent Contract, ſçavoir quinze mille Croiſades ſur les Revenus du Bois de Breſil, & cinq mille ſur les Rentes de la Maiſon de Bragance, ne ſont pas ſuffiſans, leſdits Marquis de Niza & Dom Rodrigue de Menezes promettent, au nom du même Prince leur Committant, vingt mille Croiſades par an, qui ſeront priſes ſur les Douanes, afin que ladite Sereniſſime Princeſſe jouïſſe de ces quarante mille Croiſades durant ſa vie, ainſi que de tous les Revenus affectés aux Reines de Portugal, qui lui appartiennent déja en vertu de ce Contract.

ANNO 1668.

VII. On a declaré qu'au cas que ladite Sereniſſime Princeſſe ſurvive le Sereniſſime Prince, ou que pour quelque autre cauſe le Mariage vienne à eſtre diſſous, aprés avoir eſté conſommé, qu'il y ait ou qu'il n'y ait point d'Enfans, il ſera au choix de ladite Sereniſſime Princeſſe de demeurer dans le Roiaume, ou d'en ſortir, & que tant qu'elle y voudra demeurer elle conſervera tous les Etats & Revenus qui lui ont eſté accordés par les Articles précedens, ſans aucune diminution, & tels qu'elle les aura tenus, & qu'elle avoit droit de les tenir pendant la vie dudit Sereniſſime Prince.

VIII. Mais au cas qu'elle veuille ſe retirer en France, ou en quelque autre lieu hors de ce Roiaume, on lui donnera par tout où elle fera ſa reſidence, cinquante mille Croiſades par an, tant qu'elle vivra, dans laquelle Somme ſeront compriſes les quarante mille Croiſades qui lui ſont aſſignées par ce Contract, & dix mille autres qu'on lui aſſignera ſur les Droits de la Doüanne: & au cas qu'elle n'ait point d'Enfans, on lui reſtituera ſa Dot, avec laquelle il lui ſera permis d'emporter tous les Joiaux, Bijoux, Or, Argent, & tous autres Meubles, qui ſe trouveront alors entre ſes mains, excepté ceux qui appartiennent à cette Couronne. Et de plus les Procureurs dudit Sereniſſime Prince lui promettent, au nom de ſon Alteſſe, ſoixante mille Croiſades une fois paiées, pour tenir lieu d'Arres. Et ſi elle ſe retire de ce Roiaume, elle n'aura rien ni ſur les Etats & Revenus des Reines, ni ſur les quarante mille Croiſades dont Son Alteſſe la dote, parce qu'en échange on convient de lui donner leſdites cinquante mille Croiſades tous les ans, & les ſoixante mille autres paiables une ſeule fois, ſans qu'on puiſſe dire de part ni d'autre, que cette recompenſe eſt plus ou moins que le tiers de la Dot, à quoi ſe doivent monter les Arres; attendu que de part & d'autre on renonce à cette allegation, & que l'un ſe contente de l'obſervation & de l'accompliſſement du contenu de ce Contract.

IX. Mais s'il arrive qu'il y ait des Enfans de ce Mariage, & que la Sereniſſime Princeſſe veüille ſortir de ce Roiaume; en ce cas elle ne pourra emporter que le tiers de ſa Dot, parce que les deux autres parts appartiennent de droit & doivent venir à ſes Enfans.

X. Et en cas que ladite Sereniſſime Princeſſe vienne à mourir avant Son Alteſſe, ſans laiſſer d'Enfans, ſa Dot retournera à ſes Heritiers, & de plus elle pourra diſpoſer par Teſtament, non ſeulement de tous ſes Joyaux, Bijoux, & Meubles qu'elle aura pour lors, de même qu'elle auroit pû les emporter en ſe retirant de Portugal; mais encore de tous les autres Biens qu'elle aura acquis, ſoit par Donation, par Succeſſion, ou par tout autre titre que ce puiſſe être, parce que n'aiant point d'Enfans, tous ſes Biens pourront aller à ſes Heritiers, à moins qu'elle n'en ordonne autrement: au lieu que ſi elle laiſſe des Enfans, ces Biens leur appartiendront, & à leurs Succeſſeurs, excepté le tiers, dont elle pourra diſpoſer ou teſter. Et par ce moien leſdits Sereniſſimes Princes, & au nom de chacun d'eux, leurs Procureurs demeurent d'accord & contens touchant ce qui peut appartenir par la mort de l'un ou de l'autre au ſurvivant, ſans qu'on puiſſe demander ni pretendre autre choſe de part ni d'autre.

Les Pouvoirs, en vertu deſquels le preſent Contract s'eſt fait, ſont de la teneur ſuivante.

DOM Pedro Prince de Portugal, &c. je fais & conſtitue mes Procureurs Dom Vaſco Luis de Gama, Marquis de Niza, Comte de Vidigueira, Amiral des Indes, Conſeiller d'Etat & Directeur des Finances, & Dom Rodrigue de Menezes, Gentilhomme de ma Chambre & mon Grand Ecuier: pour en mon nom & pour moi traiter, conclure, & ſigner le Traité ou Contract de Mariage, Dot & Arres, en la meilleure forme que faire ſe pourra, entre moi & la Sereniſſime Princeſſe Marie-Françoiſe-Elizabeth de Savoie, Ducheſſe de Nemours & d'Aumale, en la maniere, forme, conditions, obligations, & clauſes qu'ils trouveront à propos. Et pour cet effet je leur donne tout Pouvoir general & ſpecial, en la meilleure forme & maniere que je puis: & je m'oblige d'agréer pour bon, ferme & valable tout ce qu'ils feront a cet égard, ſous l'obligation de mes Biens, comme ſi le tout eût eſté fait & ſigné par moi-même: En foi dequoi j'ai paſſé la preſente Procuration, ſignée par moi & ſcellée du Sceau de mes armes. Donné à Lisbonne le 27. Mars 1668.

Ecrite par moi PERO VIEIRA DA SILVA.

LA Princeſſe Marie-Françoiſe-Eliſabeth de Savoie, Ducheſſe de Nemours & d'Aumale, &c. je fais & conſtitue mes Procureurs Dom Nuno Alvares Pereira, Duc de Cadaval, Marquis de Ferreira, Comte de Tentugal, & Dom Antoine Loüis de Menezes, Marquis de Manalvo, Comte de Cantagnede: pour en mon nom conclure & ſigner le Traité ou Contract de Mariage, Dot & Arres, en la meilleure forme qu'il ſe pourra, entre moi & le Sereniſſime Prince Dom Pedro, Prince de Portugal, en la maniere, forme, & aux conditions, obligations & clauſes qu'ils trouveront à propos. Et pour cet effet je leur donne Pouvoir general & ſpecial, & m'oblige à tenir pour bon, ferme & valable tout ce qui ſera fait par eux à cet égard, ſous l'obligation de tous mes Biens, & comme s'il étoit fait & conclu par moi même: En foi dequoi je leur ai ordonné de paſſer la preſente Procuration, ſignée de ma main, & ſcellée du Sceau de mes armes. A Lisbonne le 27. Mars 1668.

Ecrite par moi PERO VIEIRA DA SILVA, *par l'ordre exprés de la Sereniſſime Princeſſe Marie.*

Donné en la Ville de Lisbonne le 27. jour du mois de Mars. Loüis Texeira de Carvalho l'a dreſſée l'année de la Nativité de N. S. J. C. 1668. Et moi Pero Vieira da Silva je l'ai fait écrire & ſouscrire, par l'ordre & conſentement desdits Sereniſſimes Princes.

LE MARQUIS DE NIZA.
D. RODRIGUE DE MENEZES.
LE MARQUIS DUC.
LE MARQUIS DE MARIALVA.

Du Mandement de leurs Alteſſes Sereniſſimes.

DOM Pedro Prince de Portugal, &c. je jure ſur les Saints Evangiles de recevoir pour ma legitime Femme la Sereniſſime Princeſſe Marie-Françoiſe-Eliſabeth de Savoye, Ducheſſe de Nemours & d'Aumale, en la forme preſcrite par la ſainte Egliſe Romaine, & de ne recevoir jamais d'autre Femme, tant qu'elle vivra. A Lisbonne le 27. Mars 1668.

PERO VIEIRA DA SILVA *a dreſſé cet Ecrit.*
LE PRINCE.

XXXIII.

9. Avril.

L'ESPAGNE ET LES PROVINCES-UNIES.

Tractaet (1) *tuſſchen Syne Majeſteyt* CAREL *den* II. *Koning van Spagnien ende haer Ho. Mogende de Heeren Staeten Generael der* VEREENIGDE NEDERLANDEN, *voor een verſtreckt van* 2000000. *Ponden ten behoeve van den hoogſtgemelten Koningh, op Intereſt tegen vyf ten honderts, en verpandt van verſcheidene Plaetſen, Steeden ende Forten; Te weten* Argenteau, Navaigne, Stevenswaert, Venloo met het Fort aen de andere zyde van de Maeſe gelegen, Gelder, Iſabelle, ende St. Donaes, *&c. Aldus gedaen in 's Gravenhage den 9. April* 1668. Met 't SEPARAET ARTICUL *door het welke haer Ho Mog. caveeren en verklaeren niet verobligeert ſullen zyn, de Penningen te demanneren, ofte laten demanneren, voor en aleer ſecker andere Contract daer inne gemeld, door, of van wegens den Gouverneur en Capiteyn Generael der Spaenſche Nederlanden onderteekent ſal werden.* [AITZEMA, *Saaken van Staat en Oorlogh.* Tom. XIV. pag. 902.]

KEnnelijck zy eenen yegelijck die 't aengaen magh, dat tuſſchen ons ondergeſchreven *Don Eſtevan de Gamarra*, &c. Ambaſſadeur ordinaris van den Koningh van *Spagnien*, ende by den Heer Marquis de *Caſtelrodrigo*, Gouverneur ende Capiteyn Generael van wegen den hooghſtgedachte Koning in ſijn Majeſteyts Nederlanden, ſpecialijck geauthoriſeert ende gevolmaghtigt tot het navolgende ter eenre; en de Gedeputeerden van de Heeren Staten Generael der Vereenighde *Nederlanden*, van wegen haer Hoog Mog. hier toe insgelijcks met behoorlicke authoriſatie ende Pouvoirs vourſien, ter andere zyde, veraccordeert ende vaſtgeſtelt worden by deſen de Poincten en Articulen hier na volgende.

I. Dat haer Ho. Mog. haer credit verſtrecken, ende in der beſter forme interponeren ſullen, ten eynde door N.N. aen ofte ten behoeve van den hooghſt-gemelten Koningh van *Spagnien* genegotieert, ende vervolgens ten behoeve van ſijn Majeſteyt verſtreckt moge worden alhier in *'s Gravenhage*, of binnen *Amſterdam*, aen den genen, die den gemelten Heer *Marquis* daer

XXXIII.

9. Avril.

L'ESPAGNE ET LES PROVINCES-UNIES.

Traité entre CHARLES II. Roi d'Eſpagne, & les Seigneurs Eſtats Généraux des PROVINCES-UNIES, pour un Preſt de 2000000. de Livres que leurs Hautes Puiſſances feront à Sa Majeſté ou lui feront faire, à cinq pour cent d'Intereſt ſur l'engagement de diverſes Places, Villes, & Forts, ſçavoir *Argenteau, Navaigne, Stevenswaert, Venloo, avec le Fort ſitué de l'autre côté de la Meuſe, Gueldres, Iſabelle, St. Donas*, &c. A la Haye le 9. Avril 1668. *Avec l'*ARTICLE SEPARÉ par lequel leurs Haut. Puiſſ. declarent par précaution, qu'elles ne feront pas obligées à fournir cet Argent, à Sa Majeſté ni à le faire fournir, avant que certain Contract, dont il eſt fait mention, ait été ſigné par le Gouverneur & Capitaine Général des Pais-Bas Eſpagnols, ou par quelqu'un de ſa part.

SOit notoire à tous & un chacun qu'il appartiendra, qu'entre nous ſouſſignez Don Eſtevan de Gamarra, &c. Ambaſſadeur ordinaire du Roi d'Eſpagne, & par le Seigneur Marquis de Caſtelrodrigo Gouverneur & Capitaine Général de la part dudit Roi aux Pais-Bas de Sa Majeſté, ſpecialement authoriſé pour ce qui ſuit d'une part; Et les Deputez des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies de la part de leurs Hautes Puiſſances pourvûs ſemblablement de Pouvoir & authorité convenable, d'autre part, ont été accordés & arrêtez, comme ſont accordez & arrêtez par ces preſentes, les Points & Articles qui ſuivent.

I. Que leurs Hautes Puiſſances interpoſeront leur credit & authorité en la meilleure forme, afin de negocier par N. N. au proffit dudit Roi d'Eſpagne une Som-

---

(1) Il eſt néceſſaire d'avertir que ce Traité ne fut ni executé, ni ratifié, & que ceci n'en eſt qu'une Traduction aſſez mauvaiſe. Ce n'eſt point en Hollandois, que les Rois d'Eſpagne font leurs Traitez avec Meſſieurs les Etats. [DU M.]

daer toe ſal authoriſeeren en een Somme van *twee Millioenen* Ponden, te *veertigh* grooten 't Pont, *Hollandts* geldt, op Intereſt tegen *vyf ten hondert* in 't Jaer, ſonder dat tot laſte van Sijne Koninghlijcke Majeſteyt wegens *opgeldt*, *Maeckelaerdygeldt*, ofte andere diergelijcke onkoſten yets ſal worden gebracht; tot verſeeckeringh van welck Capitael ende Intereſſe aen N. N. by proviſie Obligatie in de beſte en bondighſte forme ſal werden gepaſſeert door den gemelden Heer Ambaſſadeur *Gamarra*, ende vervolgens geratificeert, ſoo by den gemelden Heer Marquis de *Caſtelrodrigo* in qualité voorſz, als mede by den meer hooghſt-gemelden Koningh of Koninginne Regente in den Naem van Sijn Majeſteyt.

II. Dat den hooghſt-gemelden Koningh jaerlijcks de betalinge van de Intereſten op 't voorſz. Capitael verſcheenen aen den voornoemden N. N ſal doen, ofte beſorgen gedaen te worden door den gemelden Heer *Gamarra*, ofte ſoodanigh ander Miniſter in der tydt als Sijn Majeſteyt daer toe alhier ſal gelieven t'authoriſeeren.

III. Ende by ſoo verre de tegenwoordighe ongelegentheydt van den hoogh-gemelden Koningh ofte andere opkomende ſwarigheden, eenigh onvermogen cauſeeren mochten om den voorſz. Intereſt aen den voornoemden N. N. op te leggen ende te betalen, met ſoodanigen punctualiteyt als tot conſervatie van 't credit, ende naer 't publieq gebruyckt in deſe Landen is gerequireert, dat haer Hoogh Mog. tot facilitatie van de voorſz. lichtinge, ende tot ſecuriteyt van de geene die hare Penningen ten fine voorſz. aen den voornoemden N. N. crediteeren ſullen, tegen ſoodanigen onverhoopten geval haer van nu af aen verbinden, gelijck deſelve haer *in eum eventum*, van nu af aen verbinden by deſen, oock wederom haer credit te ſullen interponeren voor de lichtingen van ſoodanige Capitalen, als den gemelden geauthoriſeerden van den hooghſt-gemelden Koningh tot voldoeninghe van de verſcheenen Intereſſen van noode hebben ſal, ende dat even ende in ſulcker voegen, mitsgaders tot gelijcke ſecuriteyt van den geenen die de Penningen ſal ofte ſullen verſtrecken over 't Capitael ende Intereſſen, als ten aenſien van de voorſz. *twee Millioenen* Guldens, ende 't verloop van dien, hier boven breeder uytgedruckt ſtaet.

IV. Ende dewijle tegenwoordig tot vorderingh van de gemeene ſaecke, met Gemachtighden van den Koningh van *Sweeden* werdt gehandelt, om den ſelven Koningh nevens die van *Groot Brittaignen* ende Haer Hoogh Mog. tot bekominge van een goede uytkomſte, ten beſten te doen coöpereren, ende dat mogelick aen den hoogh-gemelden Koningh, mitsgaders oock aen de andere Princen ende Potentaten, die haer insgelijcks tot bevorderingh van de gemeene ruſte ſouden believen te voegen, eenige Geldt-ſubſidien tot krachtiger uytvoeringe van 't goedt voornemen ſouden moeten worden uytgelooft, dat over ſulcks voor ſoo veel Haer Hoogh Mog. met goedt vinden van de geauthoriſeerden van *Spaignen* daer toe yets ſoude mogen belooven 't ſelve noch boven de voorſz. *twee Millioenen* by haer Hoogh Mog. als by maniere van interpoſitie van haer credit ende op Intereſſe als boven, voor reeckeninge van den Koningh van *Spaignen* verſtreckt ſal worden, gelijck mede Haer Hoogh Mog. door interpoſitie van haer credit en op Intereſſe als boven aen den ghemelden Heer *Gamarra*, of ſoodanigh ander Miniſter in der tydt, als den hooghſt-gemelden Koningh alhier hebben, ende dien aengaende behoorlijck geauthoriſeert laten ſal, ſullen doen machtigh worden ſoodanige Sommen van Penningen, als waer van Sijn Majeſteyt hier te Lande ſal hebben gedisponeert, of noch gelieven te disponeren tot betalinge van ingekochten Amonitien van Oorloge, ofte andere Waeren, ende anderſints, mits dat Haer Hoogh Mog. niet gehouden ſullen zyn ſoo over de Subſidien, als over Amonitien ende anders, ſonder nader bewilliging 't excederen de Somme van noch *twee Millioenen* aen Capitael, met 't gene ſucceſſivelijck tot betalinge van den Intereſt van dien als vooren, ſal weſen gerequireert.

V. Tot den ontfangh van alle welcke voorſz. Penningen, mitsgaders om daer voor behoorlijcke Obligatie ende Quitantie te paſſeren, als mede om 't gerequireerde tot betalinge van de Intereſſen, die t'elckens op de gelichte Capitalen ſullen weſen verſcheenen, mitsgaders van ingekochte Waeren ende anderſints, nae behooren weder te mogen uytkeeren mitsdeſen, ende in krachte van de Ratificatie hier op als boven te volgen,

Somme de deux Millions de Livres, à quarante gros la livre Monnoye de Hollande à cinq pour cent d'Interêt annuel, pour être comptée ici à la Haye ou à Amſterdam à celui que le ſusdit Marquis authoriſera pour cet effect, ſans que pour la levée de ces Deniers, pour le droit de Courtier ou autres ſemblables frais on puiſſe rien mettre en compte à Sa Majeſté. Pour ſureté duquel Capital & Interêt d'icelui ſera paſſée à N. N. par proviſion une Obligation en la meilleure & plus ſure forme, par le ſusdit Seigneur Ambaſſadeur Gamarra, & enſuite ſera ratifiée tant par le ſusdit Seigneur Marquis de Caſtelrodrigue en ſa qualité ſusdite, qu'auſſi par le ſusdit Roi ou par ladite Reine au Nom de Sa Majeſté.

II. Que le ſusdit Roi fera annuellement le payement des Interêts échus dudit Capital audit N. N. ou fera en ſorte qu'ils ſoient payez par le ſusdit Seigneur Gamarra ou par tel autre Miniſtre qui ſera alors en employ, que Sa Majeſté voudra authoriſer.

III. Et ſi la preſente indiſpoſition du ſusdit Roi ou quelque autre difficulté qui ſurviendroit venoient à cauſer de l'impoſſibilité pour faire le payement deſdits Interêts au ſusdit N. N. avec la ponctualité qui eſt requiſe pour la conſervation du credit de ces Païs & ſelon qu'il y eſt d'uſage; Que leurs Hautes Puiſſances pour faciliter ladite levée & pour la ſureté de ceux qui aux fins ſusdites confieront leurs Deniers au ſusdit N. N. en ce cas non attendu, ils s'engagent dès à preſent comme pour lors, comme de fait ils s'engagent audit cas par ces preſentes, d'interpoſer derechef leur credit pour la levée du Capital dont celui qui ſera authoriſé par le ſusdit Roi aura beſoin, pour le payement des Interêts échus, & ce auſſi de telle maniere qu'il y aura ſemblablement ſureté pour ceux qui prêteront leurs Deniers tant pour le Capital & les Interêts que pour les ſusdits deux Millions de Livres, & les Interêts d'iceux ci-deſſus plus amplement exprimés.

IV. Et comme pour l'avancement des affaires communes, on eſt preſentement en negociation avec les Plenipotentiaires du Roi de Suede, pour faire en ſorte que ledit Roi & celui de la Grand' Bretagne & leurs Hautes Puiſſances cooperent à ce qu'on parvienne à une bonne iſſue, & que peut-être il faudra avancer quelques Subſides au ſusdit Roi, enſemble à d'autres Princes & Potentats pour l'avancement de la tranquillité publique, qu'à cet égard, ſi leurs Hautes Puiſſances, de l'aprobation des Plenipotentiaires d'Eſpagne, viennent à promettre quelque choſe, ils le feront encore outre les deux Millions ſur le compte de Sa Majeſté le Roi d'Eſpagne, par maniere d'interpoſition de leur crédit & à pareil Interêt que deſſus, comme de fait ils feront toucher au ſusdit Sr. Gamarra ou tel autre Miniſtre qui ſera en charge & lequel ledit Roi d'Eſpagne authoriſera convenablement, par l'interpoſition de leur credit, telle Somme de Deniers dont Sa Majeſté aura à diſpoſer pour le payement des Munitions de Guerre & autres Denrées; pourvû que leurs Hautes Puiſſances, ne ſoient pas plus obligez à l'égard des Subſides qu'à l'égard des Munitions, ſans un conſentement plus exprès, d'exceder la Somme de deux autres Millions en Capital, avec ce qui ſera requis ſucceſſivement pour le payement des Interêts comme deſſus.

V. Pour recevoir leſquels Deniers, comme pour en paſſer Obligation & Quittance convenable, enſemble pour ce qui eſt requis pour le payement des Interêts, qui écherront à chaque fois ſur leſdits Capitaux, qu'on levera enſemble pour les Marchandiſes, qui ſeront achettées, & en vertu de la Ratification qui van nu af als dan geauthoriſeert wordt de *Miniſter* in der tydt, die den hooghſt-gemelten Koningh by haer Ho. Mog. hebben ende houden ſal.

VI. Ende ten eynde Haer Hoogh Mog., mitsgaders de particulieren, die de voorſz. Capitalen, ende 't gune tot betalinge van 't verloop van tydt tot tydt weder ſoude mogen verſtreckt worden, ſullen hebben gefourneert van haer *geinterponeert credit* met genoeghſame ſeeckerheyt gelibereert, mitsgaders van 't *rembourſement* van hun uyt-geſchooten *Hooft-ſommen*, met de *Intereſſen* van dien behoorlijck verſeeckert mogen zyn ende blijven, dat over ſulcks de *Caſtelen*, *Steden*, *Forten*, en de Plaetſen van *Argenteau*, *Navaigne*, *Stevenswaert*, *Venloo*, met het Fort aen de andere zyde van de *Maſe* gelegen, *Gelder*, *Iſabella* ende *St. Donaes*, binnen *thien* dagen na d'onderteeckeninge van dit Contract, of eerder, ſoo doenlick, tot onderpandt aen Haer Hoog Mog. ſullen worden ingeruymt, welcke voorſz. Plaetſen dienvolgens met *Gouverneurs*, *Commandeurs* ende *Guarniſoenen* van haer Ho. Mo. beſet ſullen worden, met alle Prærogativen die de *Pants-Heeren* na Reghten volgen moeten, Wel-verſtaende, dat Haer Ho. Mog noch oock der ſelver *Gouverneurs* ofte *Commandeurs* in deſelve Plaetſen onder pretext van dien, ſich geenſints ſullen bemoeyen met het beſtellen van de Magiſtraet, of eenige andere Politique bedienden, noch oock met eenige andere ſaecken, de *Politie* ofte *Borgerlijcke Regeeringe* ende *Juriſdictie* van de voorſz. ende andere Steden ofte Plaetſen ten platten Lande concerneerende, maer ſullen daer mede laten geworden den Stadthouder ende Capiteyn Generael van Sijn Majeſteyt, de Officieren ende Magiſtraten reſpective, ende ſal deſelve *Pandſchap* duren ter tijden ende wijlen toe de Penningen, invoegen voorſz ſucceſſivelijck te verſchieten met de verloopen Intereſſen, als boven *gerembourſeert*, ende Haer Hoogh Mog. van 't voorſz *geinterponeerde credit* gelibereert ſullen zyn, oock voorts in gelijcker voegen reſtitutie ſullen hebben ontfangen van de Penningen, die tot verſterckinge ende defenſie der voorſz. *Plaetſen*, *Steeden*, ende *Forten*, ſoo in 't betalen van nieuwe, of 't repareren van oude *wercken*, als wegens 't *Canon*, *Amonitie*, of andere Oorloghs-behoeften, dewelcke tot defenſie van de verpande Plaetſen geemployeert ofte verlooren ſullen worden, ende dergelijcke ſullen weeſen te koſte geleydt, in maniere als hier nae breeder ſal werden verklaert; ende voor ſoo veel de *Guarniſoenen* belangt, de in de voorſz. Steden ende Plaetſen ſullen worden onderhouden, dat deſelve by de *Vereenighde Provintien* betaelt, ende daer van niet meer aen den hooghſt-gemelden Coningh van *Spagnien* in reeckeninge gebracht ſal worden dan *ſesthien* Compagnien Voet-knechten in alles, yder van *ſes en tnegentigh* Koppen, volghens d'ordinaris ſoldie van de *Vereenighde Provintien*, te weten, tegens *derthienhondert een-en-ſeventigh* Guldens ten *twee-en-veertigh* dagen, gedurende den Oorlogh; ende by ſoo verre de voorſz. Verpandinge noch na 't eyndigen van den Oorlog voor eenigen tijdt ſoude mogen dueren, dat als dan, gedurende den Vreede, niet meer dan *acht* gelijcke Compagnien in alles tot laſte van Sijn Majeſteyt gebracht ſullen worden, blijvende alle het vordere Guarniſoen alleenlijck ende privatelick tot laſte van Hare Hoogh Mog.

VII. Dat de voorſz. *Steeden*, *Forten* ende *Plaetſen*, aen Haer Hoogh Mog. in Pandſchap te leeveren, ſullen blijven voorſien ende geſterckt met ſoodanig *Geſchut*, *Buspoeder*, en andere *Amonitie* van Oorlogh, als tegenwoordigh in deſelve wordt gevonden, daer van *Inventaris* gemaeckt, ende t'zijner tydt perfecte verantwoordinge gedaen ſal worden.

VIII. Dat alle het Krijgs-volck van wegen den Coningh van *Spagnien*, jegenwoordigh in de voorſz. *Steeden*, *Forten*, ende *Plaetſen* bevonden wordende, uyt deſelve gelight ſal worden, ten eynde de *Gouverneurs*, *Commandeurs*, ende andere *Bevelhebberen*, van deſen Staedt aldaer gebieden mogen, ten aenſien van 't *ſluyten ende openen der Poorten*, *'t beſtellen der Wachten*, *'t doen van de Ronden*, *'t geven van 't Woordt*, *'t exerceren van Militaire Juriſdictie*, *ende Krijgs-diſcipline*, ende generaelick in alle het geene de bewaeringe ende verſeeckeringe derſelver *Steeden*, *Forten* ende *Plaetſen* aengaet, met den gevolghe ende aenkleven van dien; Wel-verſtaende, dat de voorſz Gouverneurs, Commandeurs ende andere Bevelhebberen van haer Hoog. Mog. haer niet en ſullen ſtecken in 't ſtuck van de Politie ende Burgerlijcke Regeeringe, dan alleen voor

ſoo

s'en enſuivra, dès à preſent comme pour lors eſt authoriſé le Miniſtre qui ſera en fonction & que Sadite Majeſté aura près de leurs Hautes Puiſſances.

VI. Et afin que leurs Hautes Puiſſances, enſemble les particuliers qui ſur le credit de leurs Hautes Puiſſances auront fourni pour les ſusdits Capitaux & le payement des écheances, ayent leur ſureté, & qu'ils ſoient aſſurez du rembourſement deſdits Capitaux & du payement des Interêts d'iceux, que les Chateaux, Villes, Forts & Places d'Argenteau, Navaigne, Steevenswaert, Venloo, avec le Fort ſitué de l'autre côté de la Meuſe, Geldre, Iſabelle, & St. Donnes, ſeront mis au pouvoir de leurs Hautes Puiſſances, dix jours après la ſignature de ce Contract, ou plûtôt ſi faire ſe peut; leſquelles ſusdites Places ſeront occupées conſequemment par les Gouverneurs, Commandeurs & Garniſons de leurs Hautes Puiſſances avec toutes les Prerogatives qui appartiennent de droit aux Seigneurs engagiſtes. Bien entendu que leurs Hautes Puiſſances ni leurs Gouverneurs ou Commandeurs deſdites Places ſous ce pretexte ne ſe mêleront en aucune maniere de créer les Magiſtrats ou aucun Officier de Police, ni d'aucune autre choſe qui concernera ladite Police ni le Gouvernement civil & de la Juſtice dans les ſusdites Villes & autres Places du plat-Païs, mais laiſſeront faire en cela le Stadthouder & Capitaine Général de Sa Majeſté, & les Officiers & Magiſtrats reſpectifs; & durera ledit gage juſques à ce que leſdits Deniers avec les Interêts échûs & courans ſoient rembourſez & que L. H. P. ſoient déchargées de l'interpoſition de leur credit, & qu'ils ayent de plus reçû de même moyen les Deniers qui auront eté deburſez pour le renfort & deffence deſdites Places, & Forts, ſoit pour les vieux ouvrages reparez & pour de nouveaux qu'on auroit conſtruit, comme auſſi tant pour le Canon, Munitions, & autres beſoins Militaires qui pour la deffence des Places engagées auroient été employez ou perdus, & qui ſeront mis en depence comme il ſera plus amplement dit cy-aptès. Et pour ce qui regarde les Garniſons qui ſeront entretenues dans leſdites Places, celà ſera payé par les Provinces-Unies, & qu'il n'en ſera pas compté davantage à Sadite Majeſté le Roi d'Eſpagne que ſeize Compagnies d'Infanterie en tout, chacune de quatre vingt ſeize Hommes, ſuivant la ſolde ordinaire des Provinces-Unies, ſçavoir à raiſon de treize cent ſoixante & onze Livres pour quarante deux jours durant la Guerre; Et s'il arrivoit que ledit gage continuât encore pour quelque tems après la fin de cette Guerre, qu'alors durant la Paix, on ne comptera que huit ſemblables Compagnies à la charge de Sa Majeſté, demeurant le ſurplus de la Garniſon à la charge de leurs Hautes Puiſſances.

VII. Que les ſusdites Villes, Forts & Places qui ſeront mis pour gage entre les mains de leurs Hautes Puiſſances ſeront pourvûes & munies de tel Canon, Poudre & autres Munitions de Guerre, qui s'y trouvent preſentement, dont il ſera fait Inventaire, pour en repondre en ſon tems.

VIII. Que toutes les Troupes du Roi d'Eſpagne qui ſe trouvent preſentement dans leſdites Villes, Forts & Places en vuideront, afin que les Gouverneurs & Commandeurs, & autres Officiers de cet Etat y puiſſent commander pour ce qui eſt de fermer & ouvrir ces Portes, poſer les Sentinelles, faire la Ronde, donner l'Ordre, & exercer la Juſtice & la Diſcipline Militaire, & generalement en tout ce qui regarde la garde & la ſureté deſdites Villes, Forts & Places & tout ce qui en depend. Bien entendu que leſdits Gouverneurs, Commandeurs, & autres Officiers de leurs Hautes Puiſſances ne ſe mêleront point des affaires de la Police ni du Gouvernement

nement

ſoo veel particulierlick aengaet die geene die aldaer in Guarniſoen leggen; ende ſullen deſelve *Gouverneurs* ende *Commandeurs* gehouden weſen goede correſpondentie te houden met den *Stadthouder* van Sijn Majeſteyt in 't Over-quartier van *Gelderlands*, die tot *Ruremonde* ſijne ordinaris reſidentie ſal houden, ende ſullen oock de voorſchreve *Gouverneurs* ende *Commandeurs*, des verſocht zijnde, alle noodige hulpe geven aen de *Ontfangers* van Sijn Majeſteyt, dewelcke ſullen woonen in de verpande Plaetſen, om alle desſelfs *Domainen*, *Licenten* ende *Inkomen* te mogen invorderen.

IX. Dat Haer Hoogh Mog. haer in de beſte ende krachtighſte forme ſullen obligeeren en verbinden, gelijck deſelve hier ter goeder trouwe obligeeren ende verbinden by deſen, de voorſz. *Steeden*, *Forten*, ende *Plaetſen* wel te ſullen defenderen, ende tegens een yegelijck, wie 't oock ſoude mogen weſen, die daer op yet ſoude willen attenteeren, vigoureuſelick te ſullen beſchermen, met gelijcken yver ende kracht als ſe eenighe van de Plaetſen ofte Frontieren van haer Hoogh Mog. ofte van de Vereenighde Nederlantſche Provintien ſelfs ſouden konnen ofte mogen doen, oock tot dien eynde de voorſz. *Steeden*, *Forten*, ende *Plaetſen* altoos met een competent ende ſuffiſant Guarniſoen beſet laten; ten welcken eynde oock van weegen den hooghſt-gedachten Coningh de paſſagie ende repaſſagie voor 't Krijghs-volck uyt haer Hoogh Mog. Frontieren naer de *Steeden*, *Forten* ende *Plaetſen* & *vice verſa* over den bodem van Sijn Majeſteyt ſoo veel doenlick gefaciliteert ſal worden, ende ſal daer van, des noot zijnde, tydelick advertentie worden gegeven aen den Stadthouder van Sijn Majeſteyt, om op de giſtes van de paſſagie ofte repaſſagie, door een Commiſſaris ordre te konnen ſtellen.

X. Indien nu of naemaels met communicatie ende overlegh van de Gecommitteerde van den Stadthouder ofte Gevolmachtigde van hooghſt-gemelden Coningh in de voorſz. Plaetſen, goedt en geraden gevonden mocht worden, tot meerder verſeeckering van de voorſz. *Steeden* ende *Plaetſen*, eenige nieuwe wercken te maecken, ofte oude te vernieuwen, eenige *Magaſijnen*, te bouwen, ofte de gebouwde met meerder proviſie te voorſien, ende diergelijcke, ſullen Haer Hoogh Mog. de wercken met communicatie, en ten overſtaen van den voorſz. Stadthouder ofte Gecommitteerde van Sijn Majeſteyt publiquelick aen de minſt-eyſchende beſteeden, oock voorts in gelijcker voegen allerhande noodige inkoop te doen; ende in 't opnemen van de beſteede wercken, mitsgaders by de leverantie ofte den invoer van gekochte Waeren, den voorſz. Stadthouder ofte Gecommitteerde verſoecken aldaer mede preſent te willen zyn, op dat alſoo de opneminge, oock t'ſijnen overſtaen, ende met behoorlicke kenniſſe geſchieden moge.

XI. Ende ten eynde de voorſz. bewaeringe ende beſcherminge des te ſeeckerder ende met des te beter ordre geeffectueert, mitsgaders de noodige correſpondentie ende eenigheyt tuſſchen de Gouverneurs ende Commandeurs, met het Guarniſoen ter eenre, ende de Magiſtraten met de Borgerye ter andere zyde in de voorſchreeve *Steeden*, *Forten* ende *Plaetſen* des te beter onderhouden worde, dat over ſulcks ſoo wel de voorſz. Magiſtraet voor haer ſelven, ende in name van de gantſche Borgerye, als voorſz. Gouverneurs ende Commandeurs mede voor haer ſelven, ende in den name van 't gantſche Guarniſoen, boven den Eedt, daer mede deſelve reſpective aen den hooghſt-gemelden Koningh ende aen de hooghſtgedachte Haer Hoog Mog. albereydts zyn verplicht, in handen van Commiſſariſen ten wederzyden daer toe te verkieſen, by ſolemneelen Eede ſullen belooven, de *Rechten van Sijn Majeſteyt als waren Eygenaer*, ende van Haer Hoogh Mog. als Pands-Heeren te ſullen voorſtaen, ende mainteneren nae hun vermoghen, oock de voorſz. Steeden te ſullen bewaeren, ende ſoo veel hun aengaet, helpen bewaeren, ten behoeve van den hooghſt-ghemelden Koningh, voor ſoo veel deſelve by reſtitutie van 't voorgementioneerde verſchot, met den Intereſſe van dien, daer van den eenigen ende onbeſwaerden Eygenaer moet zyn, ende voor Haer Ho. Mog. ten reguarde deſelve tot die tydt toe de voorſz. *Steeden*, *Forten* ende *Plaetſen* als wettige Pands-Heeren in maniere voorſz. met recht mogen blijven beſitten, ende voorts in alles haer nae het tegenwoordigh Contract te ſullen reguleeren,

nement civil, qu'entant ſeulement que cela pourroit concerner particulierement ceux de la Garniſon; & ſeront leſdits Gouverneurs & Commandeurs tenus de tenir bonne correſpondance avec le Stadthouder de Sa Majeſté dans le Quartier de Gueldre de delà, qui tiendra ſa Reſidence ordinaire à Ruremonde; & donneront auſſi leſdits Gouverneurs & Commandeurs en étant requis, toute l'aſſiſtance neceſſaire aux Receveurs de Sa Majeſté, pour lever les Droits Domaniaux, Licentes, & Revenus.

IX. Que L. H. P. s'engageront & s'obligeront en la meilleure forme, comme ils s'engagent & s'obligent par ces preſentes, de bien deffendre les ſuſd. Villes, Forts & Places, & d'agir vigoureuſement contre tous & un chacun, quels qu'ils ſoient qui y voudroient attenter quelque choſe, avec la même vigueur & la même ardeur qu'ils pourroient faire à l'égard des Places, Frontieres, ou autres apartenantes à leurs Hautes Puiſſances, & de faire en ſorte que leſdites Villes, Forts & Places ſoient toûjours pourvuës d'une bonne & ſuffiſante Garniſon, auſquelles fins Sa Majeſté facilitera autant que faire ſe pourra le paſſage des Troupes de leurs Hautes Puiſſances ſoit en allant ou en venant, ſur le Territoire de ſadite Majeſté pour ſe rendre dans leſdites Villes, Forts & Places; & ſi beſoin eſt en ſera donné avis à tems au Stadthouder de Sa Majeſté pour qu'un Commiſſaire puiſſe regler les Logemens dudit paſſage ou repaſſage.

X. Que ſi avec la communication & deliberation du Député, du Stadthouder ou Plenipotentiaire dudit Roi, il étoit trouvé à propos pour plus grande ſeureté des ſuſdites Villes & Places de faire quelques nouveaux ouvrages, ou de renouveller les anciens, de conſtruire quelques Magaſins, ou de pourvoir ceux qui ſeront déja bâtis de nouvelles Munitions, leurs Hautes Puiſſances donneront avec la communication, & en preſence du Stadthouder ou Commiſſaire de Sa Majeſté leſdites choſes publiquement au rabais, au moins demandant, & ils en uſeront de même à l'égard de tous les achapts neceſſaires, & ſera le Stadthouder ou Commiſſaire député requis de vouloir être preſent quand on donnera leſdits ouvrages au rabais, ou qu'on delivrera & transportera les Denrées, afin que le tout ſe faſſe en ſa preſence & avec ſa connoiſſance.

XI. Et afin que la ſuſdite garde & deffence ſe puiſſe faire d'autant mieux & d'autant plus ſûrement, & que la correſpondance & union neceſſaire entre les Gouverneurs & Commandeurs, & la Garniſon & le Magiſtrat & la Bourgeoiſie deſdites Villes, Forts & Places ſoit d'autant mieux entretenuë, le ſuſdit Magiſtrat tant pour lui qu'au nom de toute la Bourgeoiſie, comme auſſi les Gouverneurs & Commandeurs auſſi tant pour eux mêmes qu'au nom de toute la Garniſon outre le Serment auquel ils ſont obligez au ſuſdit Roi & à leurs Hautes Puiſſances promettront par Serment ſolemnel qu'ils feront entre les mains des Commiſſaires qui ſeront choiſis de part & d'autre, de maintenir de tout leur poſſible les Droits de Sa Majeſté comme vrai Proprietaire, & ceux de leurs Hautes Puiſſances comme Engagiſtes, & de garder leſdites Villes, & d'aider à les garder chacun endroit ſoy, au profit de ſa ſuſdite Majeſté comme en devant redevenir le Maître inconteſtable par la reſtitution des debourſements ſusmentionnez & des Interêts d'iceux, & pour leurs Hautes Puiſſances à qui leſdites Villes, Forts, & Places étant laiſſez pour gages, les doivent poſſeder jusques audit rembourſement, & en outre de ſe regler ſelon le contenu de ce preſent Contract, ſans rien faire, faire ren, ſonder daer tegens yet te doen, ofte gedooghen gedaen te worden, directelick of indirectelick in eeniger manieren.

XII. De Gouverneurs ofte Commandeurs met de voorſz. Guarniſoenen ſullen in de voornoemde *Steeden*, *Forten* ende *Plaetſen* vryelick ende ſonder eenigh belet ofte beſchimpinge, den Gereformeerden Godts-dienſt oeffenen, deweleke in de Geunieerde Provintien wordt geexerceert, ende dat in hunne Huyſen, ſoo die daer toe bequaem zyn, ende in cas van onbequaemheydt, ſullen hun daer toe andere bequame plaetſen, in de voorſz. *Steeden*, *Forten* ende *Plaetſen* vergunt worden, by ofte van weghen den Koningh door Gedeputeerden van den Stadhouder.

Ende ſullen daer tegens de voorſz. Gouverneurs ende Commandeurs exactelijck hebben te beſorgen, dat haer onderhebbende Soldaten geene beſpottinge, beſchimpinge of ſchandael, veel min eenigh belet komen toe te brenghen aen de Roomſche Catholijcke Geeſtelijckheyd, of oock aen de Borgeren ende Inwoonderen der voorſz. Steeden ende Plaetſen in de oeffeninghen ende ceremonien ofte Godts-dienſt, ende in cas t'eenigen tijde daer tegens by yemandt, wie 't oock ſoude mogen weſen, moghte wordett gepeeceert, dat ſoodanigen daer over door den Politicquen ofte Militairen Rechter, naer dat het caſus komt te vereyſſchen, tot verhoedinghe van ghelijck exceſſen voor 't toekomende wel ſtrengelijck gecorrigeert ofte geſtraft ſal worden, na dat de circumſtantien van ſijne begaene misdaet ſullen komen te vereyſſchen.

XIII. Dat de voorſz. ***Gouverneurs***, ***Commandeurs***, *Majoors*, *Auditeurs*, *Provooſten*, ende voorts de geheele Guarniſoenen in de voorſz. Steeden, Forten ende Plaetſen, met behoorlicke Logementen, Baracquen, ofte anderſints, buyten koſten ende laſte van Haer Ho. Mog. voorſien ſullen worden.

XIV. Dat van wegen den hooghſt gemelden Koningh de noodige voorſieninge gedaen ſal moeten worden, ten eynde de voorſz. Garniſoenen hare ordinaris Victualien ofte Levens-middelen ſoo wel als de Burgeren ende Inwoonderen der voorſz. Steden ende Plaetſen, ten redelicken prijſe bekomen moge, ende dat voorts aldaer behoorlicke Magaſijnen voor Granen, Turf ende andere noodige proviſie aengeweſen, ofte in maniere voorſz. gebouwt mogen worden.

XV. Dat, ſoo wanneer Haer Hoogh Mog. van hare verſchooten Penningen met den intereſſe van dien ſullen hebben ontſangen behoorlick rembourſement, ende voor haer gheinterponeert credit volkomentlick gelibereert zyn, als dan aenſtondts ende ſonder eenige tergiverſatien, de voorſz. Steden, Forten ende Plaetſen, met alle 't geene volgens Inventaris als boven, nevens deſelve overgelevert ſal zyn, ofte het equivalent van dien tet goeder trouwe wederom ontruymt, ende aen ofte ten behoeve van den hooghſt-gedachte Koningh weder overgelevert ſullen worden, ende tot meerder verſeeckeringe van de nakominge van dit Articul, van dat de Pandt-penningen, met het verloop van dien gereſtitueert zynde, de verpande Plaetſen oock geevacueert ende ghereſtitueert ſullen worden, ſullen Sijne Keyſerlijcke Majeſteyt, den Koningh van Groot Britaignen ende den Koningh van Sweden verſocht worden haer Guarand, deſen Articul aengaende t'interponeren.

XVI. Dat het voorſz. rembourſſement ende bevrijdinge van 't geinterponeerde credit van wegen den hooghſt-gemelden Koningh ſal mogen geſchieden in een Somme, ofte in . . . . . terminen gedaen ende geeffectueert ſal moeten worden, ten minſten binnen den tydt van . . . . . Jaren, ſullende middelerwijle voor de betalinge van de jaerlickſe Intereſſen verbonden zyn, ende door de Bedienden van den hooghſt-gemelden Koningh op ordre van Sijn Majeſteyt effectivelick uytgekeert worden het provenu van Sijn Majeſteyts Tollen ende Licenten op de Maſe, mitsgaders van des ſelfs andere Domeynen, Beden, Subſidien ende Inkomſten, onder 't reſſort van de voorſz. Steden ende Plaetſen vallende, voor ſoo veel de voorſz. Intereſten uyt de voorſz. Tollen ende Licenten niet vervallen ſouden konnen worden.

Ende in cas buyten verwachten ofte vermoeden, den voorſz. tydt moght komen t'expireren, ſonder dat het ſelve ten vollen gepreſteert moghte weſen; dat als dan de voorſz. Tollen, Domeynen, ende alle andere public-

faire, ou permettre être fait au contraire, directement ou indirectement.

XII. Les Gouverneurs ou Commandeurs avec la ſusdite Garniſon, pourront dans leſdites Villes, Forts & Places, faire l'exercice de la Religion Reformée ſans aucun trouble ni inſulte, comme elle eſt exercée dans les Provinces-Unies, & ce dans leurs Maiſons ſi elles y ſont propres; Et en cas qu'elles n'y ſoient pas propres, les Deputez du Stadhouder leur accorderont de la part dudit Roi d'autres places commodes dans les ſusdites Villes, Forts & Places.

Et leſdits Gouverneurs & Commandans auront un ſoin tres exact que leurs Soldats, ne feront aucune raillerie ni ſcandale, & encore moins aucun empêchement aux Eccleſiaſtiques des Catholiques Romains, non plus qu'aux Bourgeois & Habitans des ſusdites Villes & Places dans l'exercice & dans les ceremonies de leur Religion, & s'il arrivoit que quelqu'un le fit il ſera corrigé & châtié par le Juge de Police ou Militaire ſelon que le cas écheira & l'exigera, pour prevenir à l'avenir de ſemblables excez.

XIII. Que les ſusdits Gouverneurs, Commandeurs, Majors, Auditeurs, Prevôts & en outre toute la Garniſon feront pourvûs dans leſdites Villes, Forts & Places de Logemens & Baraques convenables, ou autrement, ſans frais pour leurs Hautes Puiſſances.

XIV. Que de la part dudit Roi feront fournies les proviſions dont ils auront beſoin afin que la ſusdite Garniſon puiſſe avoir les Vivres qui leur feront neceſſaires comme les Bourgeois & Habitans deſdites Villes & Places, & ce à un prix raiſonnable, & en outre qu'il ſoit conſtruit des Magaſins convenables, pour les Grains, Tourbes & autres proviſions neceſſaires.

XV. Que lors que leurs Hautes Puiſſances auront reçû le juſte rembourſement des Deniers avancez & des Interêts d'iceux, & qu'ils feront entierement liberez de l'interpoſition de leur credit, leſdites Places, Forts, & Villes, avec tout ce qui paroitra par l'Inventaire leur avoir été delivré, feront rendus & reſtituez audit Roi. Et pour plus grande ſureté de l'obſervation de cet Article, ſçavoir que les Deniers fournis & les arrerages reſtituez, les Places données en gage ferout evacuees & reſtituées, Sa Majeſté Imperiale, le Roi de la Grand' Bretagne & le Roi de Suede feront ſuppliez d'être Garands dudit Article.

XVI. Que le ſusdit rembourſement ſera fait de la part du ſusdit Roi en une Somme, ou en . . . . . termes, du moins dans le tems de . . . . . années, & cependant pour le payement des Interêts feront engagez & payez par les Officiers du ſusdit Roi & par l'ordre de Sa Majeſté les Revenus de ſes Doüanes & Peages de la Menſe, enſemble ceux de ſes autres Domaines, Tailles & Subſides dependants du reſſort deſdites Villes & Places.

Et en cas que contre toute attente ledit tems vienne à expirer ſans que ledit rembourſement ait été fait, qu'alors les ſusdites Doüanes, Domaines & autres

Anno 1668.

publicque Middelen ende Inkomſten onder 't reſſort van de voorſz. verpande Steeden ende Plaetſen vallende, voor de jaerlickſe voldoeninge der geſtipuleerde Intereſſen, van 't geene den hooghſt-gemelden Koningh als dan noch in 't geheel ſal weſen verſchuldight, als mede in verminderingh van 't ſelve Capitael, voor ſoo veel de voorſz. Inkomſten daer toe wijders ſullen konnen ſtrecken, by Haer Hoogh Mog. ſelfs onder hare adminiſtratie genomen, ende ten fine voorſz. effectivelijck beheert ſullen worden, mits daer van doende behoorlicke reeckeninghe, bewijs ende reliqua, op dat by faute van dien, die ſchuldt niet oneyndigh en excreſſere, en metter tydt onloſbaer worde.

XVII. Ende hebben wy ondergeſchreven wederzijdts Geauthoriſeerden ende Gevolmaghtighden belooft, ghelijck wy belooven by deſen, het jegenwoordighe Contract by de Heeren onſe reſpective Committenten ende Principaelen te ſullen doen ratificeeren, te weten, door Haer Hoogh Mog. ende den gemelden Heer Marquis de *Caſtelrodrigo* in qualité voorſz. binnen den tijdt van *veerthien* dagen; ende voorts by de hooghſt gemelde Koninginne Regente in name van Sijn Majeſteyt binnen den tijdt van *drie* maenden.

XVIII. Ende nademael Haer Hoogh Mog. al noch oprechtelick geintentioneert zyn, met ende nevens den Koningh van Groot Britannien alle doenlicke Officien aen te wenden, ten eynde den Koningh van *Vranckrijck* oock van ſijne zyde in den continuatie van den geaccordeerden ſtilſtant van Wapenen gelieven t'accorderen, ende vervolgens daer op de geprojecteerde Vreede, volgens d'acceptatie van 't eene Lit der bewuſte Alternative by den Heer Marquis de *Caſtelrodrigo* albereydts gedaen, finaliek te voltrecken: Soo is gheſtipuleert, ende gepreecautioneert, dat by ſoo verre den hooghſt-gedachten Koningh van *Vranckrijck*, ſoo als verhoopt wordt, by proviſie mede in de voorſz. prolongatie komt te conſenteren, ende deſelve oock effectivelick t'obſerveren, eer ende bevorens hier op d'executie van 't fourniſſement van Penningen ſal weſen ghevolght, als dan den gemelden Heer Marquis de *Caſtelrodrigo* ende Haer Hoogh Mog. vry ſal ſtaen, de ſaecke voor eerſt te laten in termen gelijck deſelve jegenwoordigh is; ende in cas den Vreede daer op voor d'executie deſes voltrocken wordt, dat als dan een yegelijck deſen aengaende, ſal weſen in ſijn geheel.

Aldus gedaen ende geſlooten in 's Graven-haghe den *negenden* April *ſeſthien hondert acht en ſeſtigh*.

(L.S.) *Gamarra.*
(L. S.) *W. Huygens*
(L.S.) *d'Aſperen.*
(L. S.) *Johan de Wit.*
(L. S.) *Johan de Rede.*
(L.S.) *E. v. Bootsma.*
(L.S.) *Jan van Yſſelmuyden.*
(L. S.) *Gockinga.*

BY dit *ſeparaet Articul*, 't welck van de ſelve kracht ſal zyn, als of 't meede ingelijft waere in 't Contract van Verpandinge tuſſchen ons ondergeſchreven op heeden geſlooten, is verklaert, gecaveert ende vaſt geſtelt gelijck verklaert, gecaveert ende vaſt geſtelt wordt by deſen, dat de Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden niet verobligeert ſullen zyn de Penningen, by 't ſelve Contract belooft, of eenigh gedeelte van dien te demanueren, ofte door N. N. te laten demanueren, voor en aleer d'Heer Marquis de *Caſtelrodrigo*, Gouverneur en Capiteyn Generael der Spaenſe Nederlanden, het Contract by Gecommitteerden van den Koningh van *Vranckrijck*, met concert van de Heeren van *Benningen* ende *Trevor*, extraordinaris Ambaſſadeur en extraordinaris Gedeputeerden van den Koningh van *Groot Brittaignen* ende van Haer Hoogh Mogende reſpective onlanghs op Papier ghebracht, of ſelfs ſal hebben onderteeckent, of anderſints pouvoir geſonden aen de gemelde Heeren van *Benningen* ende *Trevor*, om 't gemelte Tractaet in ſijnen name met Geauthoriſeerden van den hooghſt-ghemelden Koningh van *Vranckrijck* te perfectioneren ende te ſluyten.

Aldus

Anno 1668.

tres Revenus publics dependants du reſſort deſdites Villes & Places données en gage, ſeront adminiſtrez par leurs Hautes Puiſſances, pour le payement des Interêts ſtipulez & annuels de tout ce que ledit Roi reſtera encore redevable enſemble en deduction du Capital, au cas que leſdits Revenus puiſſent s'étendre juſques-là, & ſera dreſſé un compte & reliqua, le tout afin que faute de payement la dette ne vienne point tellement à s'augmenter qu'avec le tems elle ne puiſſe plus être rachetable.

XVII. Et ayant nous Plenipotentiaires ſoubſignez promis, comme nous promettons par ces preſentes, de les faire reſpectivement ratifier par nos Seigneurs Principaux, ſçavoir par leurs Hautes Puiſſances, & par ledit Seigneur Marquis de Caſtelrodrigue en la qualité ſuſdite dans le tems de quatorze jours, & en outre par la ſuſdite Dame Reine Regente au nom de Sa Majeſté dans le tems de trois mois.

XVIII. Et comme leurs Hautes Puiſſances, ſont encore dans la ſincere intention de faire avec le Roi de la Grand' Bretagne tout ce qu'ils pourront; afin que le Roi de France continue auſſi de ſon côté d'accorder la ſuſpenſion d'Armes dont on eſt convenu, & en conſequence d'accomplir le projet de la Paix ſuivant l'acceptation d'un Membre d'alternative déja faite par le Sieur Marquis de Caſtelrodrigue: Il eſt ſtipulé qu'au cas que le ſuſdit Roi de France vienne à conſentir auſſi par proviſion à ladite prolongation; & qu'en effect elle ſoit obſervée avant que l'execution du fourniſſement des Deniers s'en enſuive; il ſera alors libre au ſuſdit Sieur Marquis de Caſtelrodrigue & à leurs Hautes Puiſſances, de laiſſer les choſes dans l'état qu'elles ſont à preſent. Et en cas que la Paix ſe faſſe avant que ces preſentes ſoient executées, chacun demeurera alors à cet égard en ſon entier.

Ainſi fait & conclu à la Haye le neuviéme Avril mil ſix cens ſoixante huit. Signé.

(*L.S.*) Gamarra.
(*L.S.*) W. Huygens.
(*L.S.*) d'Asperen.
(*L.S.*) Jean de Wit.
(*L.S.*) Jean de Rede.
(*L.S*) E. v. Bootsma.
(*L.S.*) Jean de Yſſelmuyde.
(*L.S.*) H. Gockinga.

PAr cet Article ſeparé, lequel aura la même force que s'il étoit incorporé dans le Contract d'engagement ſigné & conclu cejourd'hui entre nous, il eſt declaré & arrêté, comme il eſt declaré & arrêté par ces preſentes, que les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies ne ſeront pas obligez de ſe deſaiſir des Deniers promis par le ſuſdit Contract, ou d'en laiſſer deſaiſir N. N. qu'au préallable ledit Sieur Marquis de Caſtelrodrigo Gouverneur & Capitaine Général des Païs-Bas Eſpagnols n'ait ſigné lui même le Contract couché depuis peu par écrit par les Deputez du Roi de France de concert avec les Sieurs de Beuningue & Trevor, Ambaſſadeur extraordinaire & Deputé extraordinaire du Roi de la Grand' Bretagne & de leurs Hautes Puiſſances; ou autrement qu'il n'ait envoyé pouvoir aux ſuſdits Sieurs de Beuningue & Trevor de perfectionner & conclure le ſuſdit Traité en ſon nom avec les Plenipotentiaires du ſuſdit Roi de France.

Ainſi

Aldus gedaen ende geſlooten in 's Graven-haghe den *negenden* April *ſeſthien hondert acht en ſeſtigh.*

(L. S.) *Gamarra*

(L. S.) *W. Huygens.*
(L. S.) *d'Asperen.*
(L. S.) *Johan de Wit.*
(L. S.) *Johan de Rede.*
(L. S.) *E. v. Bootsma.*
(L. S.) *Jan van Yſſelmuyden.*
(L. S.) *Gockinga.*

Ainſi fait & conclu à la Haye le neuviéme Avril mil ſix cens ſoixante huit. *Signé.*

(*L. S.*) Gamarra.

(*L. S.*) W. Huygens.
(*L. S.*) d'Asperen.
(*L. S.*) Jean de Wit.
(*L. S.*) Jean de Rede.
(*L. S.*) E. v. Bootsma.
(*L. S.*) Jean de Yſſelmuyde.
(*L. S.*) H. Gockinga.

XXXIV.

15. Avril.

FRANCE, ANGLETERRE, ET PROVINCES-UNIES.

Traité entre LOUIS XIV. *Roi de France,* CHARLES II. *Roi d'Angleterre & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, pour procurer la Paix entre les Couronnes de France & d'Eſpagne. Fait à S. Germain en Laye, le 15. Avril,* 1668. [AITZEMA, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XIV. pag. 703.]

LE Roi de la *Grande Bretaigne*, & Meſſieurs les *Etats Généraux* des Provinces-Unies des Pays-Bas ayant envoyé à la fin du mois de Fevrier les Srs. van *Beuningen* & *Trevor*, reſpectivement leur Ambaſſadeur & Envoyé extraordinaires au Roi *Tres-Chrétien*, lui offrir d'employer leurs ſoins & leurs offices, pour le prompt rétabliſſement du repos publicq, par la concluſion d'un bon Accommodement, entre luy & le Roi *Catholique*, & ledit Roi *Tres-Chrétien*, ayant dès lors agreablement reçeu les offres dudit Roi de la *Grande Bretaigne*, & deſdits Seigneurs *Etats*, declarat aux dits Seigneurs van *Beuningen*, & *Trevor*, qu'en conſideration de leurs Maîtres, il perſiſteroit à ſe contenter encore de faire la Paix, ſur le même fondement de l'une des deux *Alternatives* dont il s'étoit expliqué dès la fin de la Campagne, de l'Année paſſée, à ſçavoir, ou de la Ceſſion que les Eſpaignols lui feroient des Places, Forts & Poſtes, que ſes Armes avoient occupées, pendant ladite Campaigne, & de leurs Dependances, ou bien d'un équivalent conſiſtant en la Ceſſion de la *Franche Comté* (ou en ſa place du Duché de *Luxenbourg*) *Cambrai* & *Cambreſis*, *Doway*, compris le Fort de *Scarpe*, *Aire*, *St. Omer*, *Berg*, *Furne* & *Linck* avec leurs Dependances; Il ſeroit depuis arrivé, que par les ſoins & offices dudit Roi de la *Grande Bretaigne* & deſdits Seigneurs *Etats*, le Marquis de *Caſtelrodrigo*, Gouverneur de Flandres, en vertu de ſon Plein-pouvoir de traiter la Paix, auroit accepté au nom dudit Roi *Catholique*, le premier Membre des deux *Alternatives*, ci-deſſusdites, & declaré d'être preſt de ſigner, ou faire ſigner par ſes Subdeleguez, un Traité de Paix, conforme au Project, qui luy auroit eſté preſenté par les Miniſtres du Roi de la *Grande Bretaigne*, & deſdits Seigneurs *Eſtats*, qui ſont à *Bruxelles*, en ſuite de quoi leſdits Ambaſſadeur & Envoyé extraordinaires, voyant l'affaire ſi bien acheminée, auroient fait de vives inſtances à Sa Majeſté *Tres-Chrêtienne* de vouloir bien conſentir à une ſuſpenſion d'armes, juſqu'au *dernier jour de May* prochain, afin de donner un tems convenable pour achever ledit Traité, ſelon les formes accoûtumées. Et Sadite Majeſté ayant declaré ſur leſdites inſtances, que dans l'état preſent des affaires, elle ne pouvoit accorder, ſans ſe faire des prejudices extremes, à moins que ledit Roi de la *Grande Bretaigne*, & leſdits Seigneurs *Etats* lui donnaſſent toutes les ſeuretés, qu'il jugeroit lui être neceſſaires, *pour l'infaillible ſuccés de la Paix* auxdites conditions, & dans le tems ſuſdit, & leſdits Ambaſſadeur & Envoyé extraordinaires, ayant là-deſſus offert à Sa Majeſté *Tres-Chrêtienne*, que le Roi de la Grande *Bretaigne*, & Meſſieurs les *Etats* lui ſeroient Garants de paroles, qu'ils lui avoient portées de la part du Marquis de *Caſtelrodrigo*, ſur l'acceptation du premier Membre de *l'Alternative*, & dit que par cette *Garantie*, qu'ils avoient Pouvoir de promettre, ils ſe trouvoient pleinement authoriſés, & en état de donner à ladite Majeſté *Tres-Chrêtienne* toutes les ſatisfactions & *ſeuretés* requiſes, & qu'elle pouvoit deſirer, de l'infaillibilité dudit ſuccés. Le Roi *Tres-Chrétien* auroit là-deſſus nommé & deputé le Sr. le *Tellier*, Conſeiller en tous ſes Conſeils, Commandeur de ſes Ordres, & Secretaire d'Etat & des Commandements de Sa Majeſté, le Seigneur de *Lionne*, auſſi Conſeiller en tous ſes Conſeils, Commandeur de ſes Ordres, Miniſtre & Secretaire d'Eſtat & des Commandements de Sa Majeſté, & le Sr. *Colbert*, Conſeiller en tous ſes Conſeils, Controlleur General de ſes Finances, Treſorier de ſes Ordres, & Surintendant de ſes Baſtiments, munis d'un Plein-pouvoir ſuffiſant pour traiter avec leſdits Seigneurs van *Beuningen*, & *Trevor*, munis auſſi d'un même Pouvoir, & convenir enſemble deſdites ſeuretés, ainſi que des moyens plus ſeurs & plus prompts pour parvenir à la Paix. Et aprés pluſieurs Conferences, que leſdits Plenipotentiaires ont eues enſemble, ils ont enfin accordé, établi, & arreſté les Articles, qui en ſuivent.

I. Le Traité de Paix entre la *France* & *l'Eſpaigne*, ſera fait conformement au Project ſuſdit qui a eſté preſentement remis entre les mains deſdits Seigneurs van *Beuningen* & *Trevor*, & la Ratification de *l'Eſpaigne* ſera envoyée à *St. Germain en Laye*, à Sa Majeſté *Tres-Chrêtienne*, dans le *dernier jour de May* prochain incluſivement, comme pareillement le Roi *Tres-Chrétien* ſera remettre la Ratification dudit Traité, dans le même jour *dernier May*, entre les mains du *Gouverneur de Flandres*, & plûtôt ſi faire ſe peut.

II. Le Roi *Tres-Chrétien* accorde de ſa part une *Ceſſation* de toute ſorte d'entrepriſes & attacques ſur les Places fortes des Eſpaignols, à condition du reciproque du coſté de *l'Eſpaigne*, & ce juſqu'au dernier jour de *May* incluſivement.

III. En cas que contre toute attente, *l'Eſpaigne* manque à faire la Paix ſelon ledit Project, ou que la *Ratification d'Eſpaigne* n'ait pas eſté remiſe au Roy *Tres-Chrétien* dans ledit jour dernier May incluſivement; ledit Roy *Tres-Chrétien* n'eſtant pas plus alors tenu de faire la Paix aux Conditions des ſuſdites *Alternatives*, Sa Majeſté declare qu'elle ſe contentera de faire encore la Paix, pendant les mois de *Juin* & de *Juillet*, aux Conditions des deux *nouvelles Alternatives* ſuivantes, dont le choix ſera laiſſé à *l'Eſpaigne*, à ſçavoir, *la premiere* à la Ceſſion des Conqueſtes de la Campaigne de l'Eſté dernier, en y adjouſtant par l'Eſpaigne la Ceſſion de la *Franche Comté*, & *Cambray*, & *Cambreſis*; la ſeconde, de la Ceſſion de l'équivalent cy-deſſus dit, en y adjouſtant par l'Eſpaigne la Ceſſion du *Luxenburgh* ou en ſa place celle de *l'Iſle* & *Tournay*.

IV. Cependant dans le meſme cas, qui vient d'eſtre dit, que la Paix ne ſoit pas faite, & les Ratifications fournies dans le terme ſuſdit par la faute de *l'Eſpaigne*; Le Roy *Tres-Chrétien* attacquant alors, apres le terme de ladite ſuſpenſion expirée, les Eſpaignols, pour tâcher de les neceſſiter à la Paix aux Conditions de l'une des deux nouvelles alternatives, le Roy de la *Grande Bretaigne* & leſdits Seigneurs *Eſtats* ſeront obligés de mettre en effect la promeſſe contenuë dans leur Garantie ſuſmentionnée, & conſequemment employeront inceſſamment toutes leurs Forces par Mer & par Terre, pour obliger *l'Eſpaigne* à faire la Paix, aux Conditions, qui viennent d'eſtre dites.

V. En cas que la Paix n'ait pû eſtre encore faite, pendant leſdits mois de *Juin* & de *Juillet*, auxdites Conditions, par faute de *l'Eſpaigne*, leurs Majeſtés, & leſdits Seigneurs Eſtats conviendront alors enſemble de nouveau, de ce qu'ils trouveront eſtre plus expedient pour terminer la Guerre.

VI. Mais afin que dans l'employ des armes de leurs dites Majeſtés, & deſdits Eſtats, au cas ſuſdit, on puiſſe éviter les inconveniens qui pourroyent naiſtre par la concurrence des entrepriſes, dont chaque partie pourroit vouloir choiſir les meſmes deſſeins, il a eſté convenu que les Armes de Sa Majeſté *Tres-Chreſtienne* ſe contiendront à agir du coſté de deça des *Rivieres & Canaux*, qui paſſent par les Villes & Places, ou le long des Villes & Places ſuivantes, à ſçavoir, *Argenteau Malines, Rupelmonde, Dendremonde, Gand, Plaſſendael & Oſtende*, & n'attaqueront aucune deſdites Villes ou Places, & que les Armes du Roy de la *Grande Bretagne*, & deſdits Seigneurs *Eſtats*, ſe contiendront à agir au de-là des meſmes Rivieres & Canaux, & n'attaqueront aucunes Villes, ou Places du coſté de deça.

Tous leſquels Points & Articles cy-deſſus énoncés, ont eſté ainſi convenus, arreſtés, & accordés, de part & d'autre, entre les Seigneurs le *Tellier*, de *Lionne* & *Colbert* au nom dudit Roy *Tres-Chrêtien*, & leſdits Seigneurs van *Benningen* & *Trevor* reſpectivement au nom du Roy de la *Grande Bretagne*, & de Meſſieurs les *Eſtats Generaux*, leſquels ont promis d'en fournir les Ratifications de leurs Majeſtés & deſdits Seigneurs Eſtats, dans le dernier jour du preſent mois *d'Avril* incluſivement, & plûtoſt ſi faire ſe peut. En foy de quoy ils ont ſigné le preſent Traité de leur propre main, & à iceluy fait appoſer les cachets de leurs Armes. Fait à St. Germain en Laye le 15. d'Avril, 1668.

Signé,

(L. S.) *Le Tellier.* (L. S.) *Van Benningen.*
(L. S.) *De Lionne.* (L. S.) *Trevor.*
(L. S.) *Colbert.*

XXXV.

2. Mai.

FRANCE ET ESPAGNE.

Traité de Paix entre les Couronnes de FRANCE *& d'*ESPAGNE. *Conclu à Aix-la-Chapelle le 2. jour de May* 1668. [FREDER. LEONARD. Tom. XIV. d'où l'on a tiré cette Piéce, qu'on trouve auſſi dans le *Theatrum Pacis*, Tom II. en Latin, en Allemand, & en François; dans les *Lettres & Memoires* du Comte d'Eſtrades, Tom. IV. pag. 351; dans le *Theatrum Europ.* Tom. X. pag. 762. en Allemand; & dans GASTELIUS, *de Statu publico Europæ Noviſſimo.* pag. 164. en Allemand.]

LOUÏS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme en vertu des Pouvoirs reſpectivement donnez par Nous à noſtre cher & bien-amé Conſeiller en nos Conſeils d'Eſtat & Privé, Maiſtre des Requeſtes ordinaire de noſtre Hoſtel, & noſtre Ambaſſadeur extraordinaire, le Sieur Colbert: Et par tres-haut, tres-excellent, & tres-puiſſant Prince le Roy Catholique des Eſpagnes, noſtre tres-cher & tres-amé bon Frere, Beau-Frere & Couſin; & par tres-haute, tres-excellente, & tres-puiſſante Princeſſe la Reine Catholique des Eſpagnes, nôtre tres-chere & tres-amée Sœur & Couſine, comme Tutrice, & Curatrice & Gouvernante des Royaumes & Eſtats dudit Roy noſtre Frere, au Marquis de Caſtelrodrigo, Capitaine & Gouverneur General pour noſtredit Frere aux Payx-Bas; & par ledit Marquis de Caſtelrodrigo au Baron de Bergeik, qu'il auroit ſubdelegué en ſon lieu & place pour traiter la Paix: Leſdits Sieurs Colbert, & Baron de Bergeik, ayant dans la Ville Imperiale d'Aix-la-Chapelle, le deuxiéme du preſent mois de May, conclu, arreſté, & ſigné le Traité de Paix & de reconciliation, dont la teneur s'enſuit.

AU NOM DE DIEU LE CREATEUR: A tous preſens & à venir ſoit notoire, Comme par l'autorité & les ſoins paternels de noſtre Tres-Saint Pere le Pape Clement neuviéme du nom, ſeant heureuſement dans le Saint Siege pour le bon regime de noſtre Mere Sainte Egliſe, & par les continuelles exhortations & tres-vives inſtances de ſa Beatitude, tant par pluſieurs & diverſes Lettres écrites de ſa main, qu'envois & Negociations de ſon propre Neveu, aujourd'huy Cardinal Roſpiglioſi, & de ſes Nonces extraordinaires, tres-haut, tres-excellent, & tres-puiſſant Prince LOUÏS par la grace de Dieu, Roy Tres-Chreſtien de France & de Navarre: Et tres-haut, tres-excellent, & tres-puiſſant Prince CHARLES ſecond, par la grace de Dieu Roy Catholique des Eſpagnes: & tres-haute, tres-excellente, & tres-puiſſante Princeſſe Marie Anne d'Auſtriche, Reine Catholique des Eſpagnes, ſa Mere, comme Tutrice, Curatrice, & Gouvernante de ſes Royaumes & Eſtats, ſeroient convenus & tombez d'accord de choiſir la Ville Imperiale d'Aix la-Chapelle, pour y traiter de Paix, par l'entremiſe du Plenipotentiaire de ſa Sainteté; comme auſſi des Miniſtres d'autres pluſieurs Roys, Potentats, Electeurs, & Princes du Saint Empire, qui ont ſi louablement employé leurs ſoins & leurs offices pour acheminer cette grande affaire. Et comme pour y parvenir ledit Seigneur Roy Tres-Chreſtien auroit donné ſon plein-Pouvoir au Sieur Colbert, Conſeiller en tous ſes Conſeils, Maiſtre des Requeſtes ordinaire de ſon Hoſtel, & ſon Ambaſſadeur Extraordinaire, & ledit Seigneur Roy Catholique auroit donné ſon plein-Pouvoir au Sieur Marquis de Caſtelrodrigo, Capitaine & Gouverneur General des Pays-Bas, lequel en vertu de ſondit Pouvoir auroit ſubdelegué le Sieur Baron de Bergeik, Chevalier de l'Ordre de Saint Jacques, Conſeiller au Conſeil Suprême de Flandres, & de ſes Conſeils d'Eſtat & Finances, leſquels Sieurs Colbert & Bergeik, en vertu de leurſdits Pouvoirs & ſubdelegation, reconnus de part & d'autre pour ſuffiſans, ont accordé, eſtabli & arreſté les Articles qui enſuivent.

PREMIEREMENT. Il eſt convenu & accordé, qu'à l'avenir il y aura bonne, ferme, & durable Paix, Confederation, & perpetuelle Alliance & amitié entre les Roys Tres-Chreſtien & Catholique, leurs Enfans nais & à naiſtre, leurs Hoirs, Succeſſeurs & Heritiers, leurs Royaumes, Eſtats, Pays & Sujets; qu'ils s'entr'aimeront comme bons Freres, procurant de tout leur pouvoir le bien, l'honneur & reputation l'un de l'autre, & évitant de bonne foi tant qu'il leur ſera poſſible le dommage l'un de l'autre.

II. Enſuite de cette bonne reünion, auſſitôt que les Ratifications du preſent Traité auront eſté échangées, la Paix entre leſdits Seigneurs Rois ſera publiée, & dès l'inſtant de ladite Publication il y aura Ceſſation de toutes entrepriſes de Guerre, & de tous actes d'hoſtilité, tant par Mer & autres Eaux que par Terre, & generalement en tous Lieux que la Guerre ſe fait par les Armes de Leurs Majeſtez tant entre leurs Troupes & Armées, qu'entre les Garniſons de leurs Places: & que s'il étoit contrevenu à ladite Ceſſation par priſe de Place, ou Places, ſoit par attaque, ou par ſurpriſe, ou par intelligence ſecrette, & même s'il ſe faiſoit des Priſonniers, ou autres actes d'hoſtilité par quelque accident impreveu, ou de ceux qui ne ſe peuvent prevenir, contraires à ladite Ceſſation d'Armes, la contravention ſera reparée de part & d'autre de bonne foi, ſans longueur ni difficulté, reſtituant ſans aucune diminution ce qui auroit eſté occupé, & delivrant les Priſonniers ſans rançon, ni payement de depenſe.

III En contemplation de la Paix, le Roi Tres-Chrétien retiendra, demeurera ſaiſi, & jouira effectivement de toutes les Places, Forts & Poſtes, que ſes Armes ont occupées ou fortifiées pendant la Campagne de l'année paſſée: A ſçavoir, de la Forteresse de Charleroy, des Villes de Binch, & d'Athe, des Places de Doüay, le Fort de Scarpe compris, Tournay, Oudenarde, Lille, Armentieres, Courtray, Bergues & Furnes, & toute l'étendue de leurs Bailliages, Chaſtellenies, Territoires, Gouvernances, Prevoſtez, appartenances, dépendances & annexes, de quelque nom qu'elles puiſſent être appellées.

IV. Leſdits Lieux, Villes & Places de Charleroy, Binch, Atthe, Doüay, Fort de Scarpe, Tournay, Oudenarde, Lille, Armentieres, Courtray, Bergues & Furnes, leurs Bailliages, Châtellenies, Gouvernances, Prevôtez, Territoires, Domaines, Seigneuries, appartenances, dépendances & annexes, de quelque nom qu'elles puiſſent être appellées, demeureront par le preſent Traité de Paix audit Seigneur Roi Tres-Chrétien, & à ſes Succeſſeurs & ayans cauſe, irrevocablement & à toûjours; avec les mêmes Droits de Souveraineté, Proprieté, Droits de Regale, Patronnage, Gardienneté, Juriſdiction, Nomination, Prerogatives & Préeminences ſur les Evêchez, Egliſes Cathedrales, & autres, Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures, & autres quelconques Benefices eſtans dans l'étendue deſdits Païs, Places, & Bailliages cedez, de quelques Abbayes que leſdits

Prieurez ſoient mouvans & dépendans, & tous autres Droits qui ont ci-devant appartenu au Roi Catholique, encore qu'ils ne ſoient ici particulierement énoncez; ſans que Sa Majeſté Tres-Chrêtienne puiſſe être à l'avenir troublée ni inquietée par quelque voye que ce ſoit, de Droit ni de fait, par ledit Seigneur Roi Catholique, ſes Succeſſeurs, ou aucun Prince de ſa Maiſon, ou par qui que ce ſoit, ou ſous quelque pretexte ou occaſion qui puiſſe arriver en ladite Souveraineté, Proprieté, Juriſdiction, Reſſort, poſſeſſion & joüiſſance de tous leſdits Païs, Villes, Places, Châteaux, Terres, Seigneuries, Prevoſtez, Domaines, Chaſtellenies & Bailliages; enſemble de tous les Lieux & autres choſes qui en dependent. Et pour cet effet ledit Seigneur Roi Catholique, tant pour lui que pour ſes Hoirs, Succeſſeurs & ayans cauſe, renonce, quitte, cede & tranſporte, comme ſon Plenipotentiaire en ſon nom par le preſent Traité de Paix irrevocable, a renoncé, quitté, cedé & tranſporté perpetuellement & à toûjours, en faveur & au profit dudit Seigneur Roi Tres-Chrétien, ſes Hoirs, Succeſſeurs & ayans cauſe, tous les Droits, Actions, Pretentions, Droits de Regale, Patronnage, Gardienneté, Juriſdiction, Nomination, Prerogatives, & Prééminences ſur les Evêchez, Egliſes Cathedrales, & autres, Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures, & autres quelconques Benefices eſtans dans l'étenduë deſdits Païs, Places, & Bailliages cedez, de quelques Abbayes que leſdits Prieurez ſoient mouvans & dépendans, & generalement ſans rien retenir ni reſerver, tous autres Droits que ledit Seigneur Roi Catholique, ou ſes Hoirs & Succeſſeurs ont & pretendent, ou pourroient avoir & pretendre, pour quelque cauſe & occaſion que ce ſoit, ſur leſdits Pays, Places, Chaſteaux, Forts, Terres, Seigneuries, Domaines, Chaſtellenies & Bailliages, & ſur tous les Lieux en dépendans, comme dit eſt, nonobſtant toutes Loix, Coûtumes, Statuts, & Conſtitutions faites au contraire, même qui auroient eſté confirmées par Serment, auſquelles & aux clauſes dérogatoires des derogatoires, il eſt expreſſément dérogé par le preſent Traité, pour l'effet deſdites Renonciations & Ceſſions, leſquelles vaudront & auront lieu, ſans que l'expreſſion ou ſpecification particuliere déroge à la generale, ni la generale à la particuliere, & excluant à perpetuité toutes exceptions, ſous quelque droit, titre, cauſe, ou pretexte qu'elles puiſſent être fondées. Declare, conſent, veut & entend ledit Seigneur Roy Catholique, que les Hommes, Vaſſaux, & Sujets deſdits Païs, Villes & Terres cedées à la Couronne de France, comme il eſt dit ci-deſſus, ſoient & demeurent quittes & abſous dés à preſent & pour toûjours, des Foy, Hommage, Service, & Serment de fidelité qu'ils pourroient tous & chacun d'eux luy avoir fait, & à ſes Predeceſſeurs Roys Catholiques, enſemble de toute l'obeïſſance, Sujetion & Vaſſalage, que pour raiſon de ce ils pourroient luy devoir; Voulant ledit Seigneur Roy Catholique que leſdits Foy, Hommage, & Serment de fidelité demeurent nuls & de nulle valeur, comme ſi jamais ils n'avoient eſté faits ni preſtez.

V. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrêtien auſſi-tôt aprés la Publication de la Paix, retirera ſes Troupes des Garniſons de toutes les Places, Villes, Châteaux, & Forts du Comté de Bourgogne vulgairement appellé la Franche Comté, & reſtituera réellement, effectivement & de bonne ſoy à Sa Majeſté Catholique, toute ladite Comté de Bourgogne, ſans y rien reſerver ni retenir.

VI. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrêtien fera auſſi reſtituer audit Seigneur Roi Catholique, toutes les Places, Forts, Châteaux, & Poſtes que ſes Armes ont ou pourroient avoir occupé juſques au jour de la Publication de la Paix, en quelque lieu qu'elles ſoient ſituées, à la reſerve des Places & Forts qui doivent demeurer par le preſent Traité à Sa Majeſté Tres-Chrêtienne, ainſi qu'il a eſté ci-deſſus dit. Comme pareillement Sa Majeſté Catholique fera reſtituer à Sa Majeſté Tres-Chrétienne, toutes les Places, Forts, Châteaux, & Poſtes que ſes Armes pourroient avoir occupé juſqu'au jour de la Publication de la Paix, en quelque lieu qu'elles ſoient ſituées.

VII. Leurs Majeſtez conſentent que tous les Rois, Potentats, & Princes qui voudront bien entrer dans un pareil engagement, puiſſent donner à leurs Majeſtez leurs promeſſes & obligations de garantie, de l'execution de tout le contenu au preſent Traité.

VIII. Il a eſté convenu, accordé & declaré, qu'on n'entend rien revoquer du Traité des Pyrenées, (à l'exception de ce qui regarde le Portugal, avec lequel ledit Seigneur Roi Catholique a depuis fait la Paix) qu'entant qu'il en aura eſté autrement diſpoſé en celui-ci par la Ceſſion des Places ſuſdites, ſans que les Parties y ayent acquis aucun nouveau Droit, ou puiſſent recevoir aucun prejudice ſur leurs pretentions reſpectives, en toutes les choſes dont il n'eſt point fait mention expreſſe par le preſent Traité.

IX. Et pour plus grande ſeureté de ce Traité de Paix, & de tous les Points & Articles y contenus, ſera ledit preſent Traité publié, verifié, & enregiſtré en la Cour de Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris: Comme ſemblablement ledit Traité ſera verifié, publié & enregiſtré tant au Grand Conſeil, & autres Conſeils & Chambres des Comptes dudit Seigneur Roi Catholique aux Païs-Bas, qu'aux autres Conſeils des Couronnes de Caſtille & d'Arragon; le tout ſuivant & en la forme contenuë au Traité des Pyrenées de l'an 1659. dont ſeront baillées les expeditions de part & d'autre dans trois mois aprés la Publication du preſent Traité.

Leſquels Points & Articles cy-deſſus énoncez, enſemble tout le contenu en chacun d'iceux, ont eſté traitez, accordez, paſſez & ſtipulez entre les ſuſdits Plenipotentiaires deſdits Seigneurs Roys Tres-Chreſtien & Catholique, au nom de leurs Majeſtez: Leſquels Plenipotentiaires en vertu de leurs Pouvoirs reſpectifs, ont promis & prometteent ſous l'obligation de tous & chacuns les Biens & Eſtats preſens & à venir des Roys leurs Maiſtres, qu'ils feront par leurs Majeſtez inviolablement obſervez & accomplis, & de leur faire ratifier purement & ſimplement ſans y rien ajoûter, & d'en fournir les Ratifications par Lettres autentiques & ſcellées, où tout le preſent Traité ſera inſeré de mot à autre dans le dernier jour du mois de May prochain incluſivement: A ſçavoir, Sa Majeſté Tres-Chreſtienne à Bruxelles, entre les mains du Gouverneur de Flandres; & Sa Majeſté Catholique à S. Germain en Laye, entre les mains dudit Seigneur Roi Tres-Chreſtien, & pluroſt ſi faire ſe peut. En outre ont promis & promettent leſdits Plenipotentiaires auſdits noms, que leſdites Lettres de Ratification ayant eſté fournies, ledit Seigneur Roy Tres-Chreſtien le plutoſt qu'il ſe pourra, & en preſence de telle perſonne ou perſonnes qu'il plaira audit Seigneur Roy Catholique deputer, jurera ſolennellement ſur la Croix, Saints Evangiles, Canons de la Meſſe, & ſur ſon honneur, d'obſerver & accomplir pleinement, réellement & de bonne foy, tout le contenu aux Articles du preſent Traité. Et le ſemblable ſera fait auſſi le plutoſt qu'il ſera poſſible par ledit Seigneur Roy Catholique, & la Reine Regente ſa Mere, en preſence de telle perſonne ou perſonnes qu'il plaira audit Seigneur Roy Tres-Chreſtien deputer. En témoin deſquelles choſes, leſd. Plenipotentiaires ont ſouſcrit le preſent Traité de leurs noms, & fait appoſer le Cachet de leurs Armes. Fait dans la Ville Imperiale d'Aix-la-Chapelle, le deuxiéme jour du mois de May de l'année 1668. *Signé*, CHARLES COLBERT.

Et au nom de ſa Sainteté & deſdits Electeurs & Princes du S. Empire, ont pareillement ſouſcrit le preſent Traité de leurs noms, & fait appoſer le Cachet de leurs Armes: *Signé*, AUGUSTIN FRANCIOTTI, Archevêque de Trebiſonde, Plenipotentiaire de ſa Sainteté. LE BARON DE SCHENEBORN, au nom de ſon Alteſſe Electorale de Mayence. FRANÇOIS EGON DE FURSTENBERG, au nom de ſon Alteſſe Electorale de Cologne. Et le CHEVALIER SEMISING, au nom de ſon Alteſſe de Munſter.

NOUS, ayant le Traité ſuſdit agreable en tous & chacun les Points & Articles qui y ſont contenus & declarez, avons iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, & ſous l'obligation & hypotheque de tous & chacun nos Biens preſens & à venir, garder, obſerver inviolablement, ſans jamais aller ny venir au contraire, directement ou indirectement en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En témoin dequoy Nous avons ſigné ces preſentes de noſtre main, & à icelles fait appoſer noſtre Scel. Donné à S. Germain en Laye le 26. jour de May l'an de grace 1668. & de noſtre Regne le vingt-ſixiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, DE LIONNE.

XXXVI.

25. Avril. 5. Mai. *Fœdus Triplex, ſive Acceſſio Regis* Sueciæ *ad illud, die 23. Januarii proximo præteriti inter Regem* Magnæ Britanniæ *& Ordines Generales* Foederati Belgii *initum, de Pace promovenda inter Reges Galliarum & Hiſpaniarum; Adjectis certis Articulis de mutuâ Guarantia invicem ſuppeditanda, in caſu quod, eorum amico propoſito in ſiniſtram partem accepto, Bellum cuipiam ex iis fuerit motum. Actum Weſtmonaſterii die 25. Aprilis 1668.* [Aitzema, *Saaken van Staet en Oorlog.* Tom. VI. Boeck 48. pag. 909. in fol.]

CUm favente & annuente Divina gratiâ tum Sereniſſimus & Potentiſſimus Princeps ac Dominus, Dominus *Carolus Secundus*, Magnæ Brittanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defenſor, &c. Tum Celſi & Præpotentes Domini Ordines Generales *Fœderati Belgii* piis & ardentibus votis, laboribusque indefeſſis hactenus incubuerint, ut ſimultates & diſſidia inter Sereniſſimos *Galliarum* & *Hiſpaniarum* Reges orta, quæque nunc in funeſtum & acerrimum Bellum eruperunt, componerentur, & ab ipſis primordiis ſemina & radices mali ſerpentis præciderent & ſuffocarent, ne fortaſſe totus Chriſtianus Orbis in partes & ſtudia diverſus abiret ſcinderetùrque incendiumque, longè latéque totam Europam pervagaret; Eaque de cauſa memoratus Dominus Rex, Dominique Ordines per Deputatos ſuos & Mandatarios Hagæ Comitis die decimo tertio veteris, & vigeſimo tertio Januarii novi ſtili, proximè præterito, in mutuum Pactum conſenſerint, & quidem conditionibus in hoc rerum ſtatu toti Europæ procul dubio placituris, quod poſtmodum etiam ſolemni Ratihabitione confirmarunt, quo complexi ſunt rationes & media, quibus alma Pax inter diſſidentes Reges, cito tutoque promoveri & redintegrari poſſet: Cumque inſuper ſupra memoratæ Partes amicum valdè in modum Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem ac Dominum, Dominum *Carolum*, Dei gratiâ Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem ac Principem Hæreditarium, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ, & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ, & Wiſmariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ, & Montium Ducem, rogarint atque invitarint, ut tanquam Pars Principalis operam ſuam in eundem finem collocare, Tractatuique Pactoque prædicto etiam ipſe ſubſcribere dignaretur; Factum equidem eſt ut tunc temporis Illuſtriſſimus atque Excellentiſſimus Dominus *Chriſtophorus Delphicus*, Burggravius, &c. Comes in Dhona, Hæreditarius Dominus in Carwinden, Sclobitten, Borckersdorff, Stockenfelt & Fisbach, Campi Mareſcallus & Conſiliarius Bellicus ac Extraordinarius Sereniſſimæ Regiæ Majeſtatis Sueciæ Legatus; ut & Dominus *Heraldus Appelbomius* Hæreditarius de *Suderby*, Ejuſdem Sueciæ Regiæ Majeſtatis Conſiliarius Aulicus, atque Ablegatus Extraordinarius, dicto Tractatui Hagæ Comitis ſolemniter ſubſcribere vix potuerint, priuſquam jam dictus Dominus Legatus Extraordinarius *Sueciæ* in *Angliâ*, quâ verſus iter ſuum deſtinabat, de paucis quibuſdam rebus, ad prædictum negotium pertinentibus, cum ſummè dicto Magnæ Britanniæ Rege contuliſſet: Iidem tamen Domini Miniſtri Sueciæ, quo de optima & ſincera mente ac intentione Sereniſſimi Sueciæ Regis conſtaret, eodem tempore ac die, Inſtrumento ea de re confecto, ſubſcribendo deeſſe noluerunt, vacuumque locum Clementiſſimo ſuo Regi ac Domino, in principali Tractatu relinqui haud ægrè conſenſerunt: Cumque dictus Sueciæ Rex, medio tempore, quamvis huic Tractatui nec dum ſubſcribere curaviſſet, nihilominus operam & officia ſua, ubicunque hoc ex re communi fore creditum fuit, ad obtinendum ſæpe memoratum finem, cum dicto Magnæ Britanniæ Rege & dictis Dominis Ordinibus, pro virili, conferre non ceſſaverit, & per hoc non exiguum momentum ad eandem Pacem, cujus jam ex iis, quæ nunc accidêre, multo major quam antea ſpes affulgere videtur, maturandam attulerit; tandem expedire judicatum fuit, ultimam manum huic operi imponere: Quapropter dicti Sereniſſimi ac Potentiſſimi Magnæ Brittanniæ Regis Deputati ac Commiſſarii, Celſiſſimus ac Sereniſſimus Princeps, Dominus *Rupert.* Dei gratiâ Comes Palatinus ad Rhenum, Dux Bavariæ, Cumbriæque, &c. præclari Ordinis Garterii Eques Sociusque; nec non Illuſt. & Excell. Domini, *Orlandus Bridgeman*, Eques Auratus & Baronettus, Magni Angliæ Sigilli Cuſtos, *Johannes Baro Roberts de Truro*, Privati Sigilli ſupradicti Seren. Magnæ Brittanniæ Regis Cuſtos, *Georgius Dux Buckingamiæ*, *Georgius Albemarliæ*, Exercituum ſupramemorati Sereniſſimi Regis Magnæ Brittanniæ, Dux & Capitaneus Generalis, nec non Equitum Præfectus; Uterque pariter dicti Præclari Ordinis Garterii Equites Sociique; *Henricus Baro Arlington*, & *Guilielmus Morice*, Eques auratus & Baronetus dicto Sereniſſimo Magnæ Brittanniæ Regi Primarii Status Secretarii; ut & ſupra memoratus Dominus Legatus *Sueciæ* Extraordinarius, Dominus *Chriſtophorus Delphicus*, Burggravius & Comes in *Dhona*; Nec non Excellentiſſimi Domini, Dominus *Johannes Meerman*, Civitatis Leydenſis Exconſul ac Ordinarius ad Conventum Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Deputatus, & Dominus *Johannes Boreel*, Civitatis Medioburgenſis Exconſul atque Extraordinarius ad præfatum Conventum Deputatus, Ambo dictorum Dominorum Ordinum Legati Extraordinarii, vi Mandatorum ſuorum, quorum Apographa ſub finem hujus Inſtrumenti de verbo ad verbum inſerta ſunt, ſequentem in modum convenerunt & conſenſerunt.

Quod Sereniſſimus *Sueciæ* Rex, tanquam *Pars Principalis* in ſupradicto Tractatu ac Pacto adſciſcetur & recipietur, quemadmodum, virtute præſentium, adſciſcitur, qui proinde etiam ad omnia in eodem Tractatu contenta, nullâ re omnino exceptâ, ſeſe aſtringit, perinde ac ſi ſæpius memoratum Tractatum ab initio per Ablegatos ſuos concludi ac ſignari curaſſet, & ſic dictus Tractatus, a primo momento, formam ac ſubſtantiam Pacti tripliciter conventi habuiſſet, qua etiam de cauſa ſæpe dictum Tractatum de verbo ad verbum hic inſeri neceſſe judicatum eſt.

Sereniſſimus ac Potentiſſimus Princeps, ac Dominus, Dominus *Carolus*, ejus nominis ſecundus, Magnæ *Britanniæ* Rex, ac Celſi & Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii, reputantes atque apud animum expendentes ſummo cum dolore miſerias calamitateſque Belli, quod nuper inter duas Coronas in finibus exarſit, quodque neceſſitate quadam ineluctabili maximam partem Principum atque Statuum Chriſtiani Orbis iiſdem involvet malis, ſerpente incendii iſtius flamma ad vicinos, niſi tempeſtivè, & in principio extinguatur, exiſtimarunt ſe nullatenus functuros partibus officii muneriſque ſibi a Deo mandati, ſi poſt feliciter inſtauratam Amicitiam, ſub auſpiciis Divini Numinis, & reductam veterem neceſſitudinem inter Magnam Britanniam & Fœderatum Belgium, eodemque tempore ſtabilitam Pacem inter quatuor Potentes Status, qui cruenti iſtius Belli Partes fuerunt, animum non applicent ſedulo, omnique induſtria, ad componenda diſſidia quæ oborta ſunt inter prædictas duas Coronas, præſertim ut memorati in finibus Belli flamma ſopiatur. Proinde cum Sereniſſimus Magnæ Britanniæ Rex, & Celſi Præpotenteſque Ordines Fœderati Belgii, poſt multum operæ inſumptum, variaſque obteſtationes, obtinuerint à Chriſtianiſſimo Rege, ut profeſſus ſit dictis Ordinibus Generalibus ſe ex hoc tempore arma depoſiturum, dummodo Hiſpani parati ſint illi ritè atque ſolemniter cedere per Tractatum Pacis omnia loca & munimenta ut & Caſtellanias cum annexis, quæ armis in expeditione præcedentis Anni occupavit, aut munivit, vel ut Hiſpani permoveantur in eum tranſcribere omne quod illis reſtat in Ducatu *Luxenburgico* (ſive in Comitatu *Burgundiæ*) præterea *Cameracum* cum *Cameraceſio Ducatum Ariam*, *Fanum Sancti Audomari*, *Bergas Sancti Vinoci*, *Furnas*, & *Linkium*, cum Baillivatibus, Caſtellaniis, cæteriſque, quæ inde pendent: Regemque Chriſtianiſſimum, poſteriori caſu reſtituturum Regi Hiſpaniæ omnia Loca, Ditioneſque, quæ Galli armis, ex quo Flandriam ingreſſi ſunt, occupavere, ea Lege, ut Celſi & Præpotentes Domini Ordines Generales reciprocè caveant, Regemque Chriſtianiſſimum ſecurum reddant, ſe effecturos apud Hiſpanos rationibus, aliiſque momentis, ut in eaſdem conſentiant Leges, arbitrati ſunt ſe hac tempeſtate atque hoc rerum Articulo optimam navaturos operam, non modo utrique præfatorum Regum, ſed & aliis Principibus & Statibus vicinis, ſi conjunctim communicatis Conſiliis, collatiſque operis adhortentur, & quantum ſuarum virium eſt, permoveant ſæpius dictas duas Coronas ad Ineundam Pacem Legibus atque conditionibus ſupra memoratis; In quem finem ſectâ nobis, qui has Tabulas ſubſignavimus, poteſtate cum libera, ex præſcripto Mandatorum noſtrorum convenimus, de Articulis & Capitibus ſequentibus.

I. Quod Rex Magnæ Britanniæ & Ordines Generales Fœderati Belgii conjunctim vel ſeparatim, communicatis tamen omnino Conſiliis, & ſecundum ea de quibus mutuo convenerit, omnem operam, omnemque induſtriam adhibebunt, apud Regem Chriſtianiſſimum ut in optimâ legitimaque forma, ſolemni Tractatu ſpondeat & promittat Regi Magnæ *Britanniæ & Fœderati Belgii* Ordinibus Generalibus, ſe Pacis Fœdus facturum cum Rege Hiſpaniæ citra omnem quocunque ſub prætextu, vel quacunque de cauſa, exceptionem vel diſpenſationem, ſi Hiſpaniæ Rex induci aut permoveri queat per Regem Magnæ Britanniæ & Ordines Fœderatos, ut cedat Regi Chriſtianiſſimo aut Loca anno præterito in Belgica Armis occupata, aut aliud tantundem valens, per traditionem locorum ſuperius memoratorum, aliorumve in compenſationem, de quibus mutuo conſenſu Partes inter ſe convenire poterunt.

II. Ut Rex Chriſtianiſſimus conſentire velit in prorogationem vacationis armorum in Belgica ad finem menſis Maji, ut interea temporis Rex Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines ſedulo omnique induſtriâ & diligentiâ operam dare poſſint apud Regem aut Reginam Hiſpaniæ, Ejuſdemque Conſiliarios, uti Legibus conditionibusque præfatis conſenſum adhibere velint.

III. Ut vero Rex Chriſtianiſſimus nullâ juxtâ ratione dictam Armiſtitii prorogationem recuſare queat, Rex Magnæ *Britanniæ Ordineſque Fœderati* ſe eodem Tractatu obſtringent, id ſe effecturus, ut reâpſe Galliæ cedatur ab Hiſpanis omne quod Gallorum Armis anno præterito occupatum fuit aut aliud tantundem valens, de quo mutuo Partium conſenſu conveniet.

IV. Quod Rex Chriſtianiſſimus inducetur aut permovebitur, ut prædicto promiſſo plenam adhibere fidem atque in eo fiduciam ponere velit, & ut proinde ejus arma in poſterum quieſcant in Belgica. Ita quidem ut ſi præter omnem ſpem & exſpectationem Rex *Magnæ Britanniæ, Fœderatique Ordines* nequeant per exhortationes obteſtationeſque permovere Hiſpanos ante finem menſis Maji proximi, ut conſenſum adhibeant conditionibus ſæpius memoratis & proinde ad media majoris efficaciæ venire neceſſe ſit, nihilominus Galli intra fines & in finibus dictæ Belgicæ ſua arma non movebunt aut introducent, ſed Rex Magnæ *Britanniæ & Fœderati Ordines* ſe obſtringent, atque in ſe recipient id ſeſe ſuppleturos quod neceſſum erit, ne Hiſpani reapſe aſtringantur, uti Pacem Legibus ſupradictis accipiant, adeoque Regi Chriſtianiſſimo integrum non erit ullos exercere actus hoſtiles, in dictis Regionibus, neque ullum occupare Oppidum, licet ſponte ſua ſe dedere velit, niſi Rex *Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines* ceſſent atque omittant efficere id quod jam dictum eſt.

V. Quod ſancita inter duas Coronas Pace, ejus ſervandæ ſponſores vindiceſque erunt in formâ ampliſſimâ & ſecuriſſimâ, non modo Rex Magnæ Britanniæ & *Fœderati Ordines*, ſed & *Imperator*, omneſque Reges & Principes vicini, qui exiſtimabunt ſua intereſſe, ut Orbi Chriſtiano inconcuſſa maneat quies, & Belgicæ ſua reddatur conſtetque tranquillitas; in quem finem definietur copiarum militarium numerus, aliaque media, quibus utendum erit adverſus alterutram Partium, quæ temeraverit vel violaverit Pacem, ut injuriam demat, ac Parti læſæ reſarciat.

VI. Pacta hæc conventa, omniſque & ſingula in iis contenta a dicto Domino Rege *Magnæ Britanniæ*, dictiſque D. D. *Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum* per patentes utriuſque Partis Literas Sigillo Magno munitas, debita & authentica forma intra *quatuor* ſeptimanas proximè ſequentes, aut citius, ſi fieri poterit, confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque Ratihabitionum Inſtrumenta intra prædictum tempus hinc inde extradentur.

In quorum omnium & ſingulorum fidem, majuſque robur, hiſce Pactis ſubſcripſimus, eaque Sigillis noſtris ſubſignavimus, *Hagæ Comitum* in Hollandia die *vigeſimo tertio Januarii*, anni *milleſimi ſexcenteſimi ſexageſimi octavi*.

(L. S.) *Tengnagel de Gellicum.*
(L. S.) *D. Asperen.*
(L. S.) *Johan de Wit.*
(L. S.) *M. van Crommon.*
(L. S.) *Adolph van Vinckel.*
(L. S.) *Johan de Schrieck.*
(L. S.) *J. Ysbrants.*

II. Quo autem Pactum hoc *tripliciter conventum* ſolidioribus fundamentis niteretur, expreſſe conventum & ſancitum eſt, ut inter Sereniſſimos & Potentiſſimos *Magnæ Britanniæ* ac *Sueciæ* Reges, Celſoſque ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii firma ac ſincera ſemper ſit, maneatque Amicitia & Confœderatio, eaque ita feriò ac ſincerè colatur & continuetur, ut unaquæque Partium contrahentium alterius emolumenta, commoda, ac dignitates, ex animo bonaque fide promovere, quicquid verò ei contrarium eſt, quovis meliori modo avertere enixe ſtudeat.

III. Quem in finem, & pro præſtanda defenſione ſuorum reſpective Regnorum, Provinciarum & Subditorum, & pro conſervandis Dominiis, Juribus, Libertatibus, Immunitatibus, Commerciis, Pactis, & receptis conſuetudinibus tam Terra quam Mari, firma quoque, & inviolabilia permanebunt antiquiora Fœdera, & Tractatus, quorum vi & efficacia dicti Reges ac Regina, dictique Ordines ſibi invicem ante hac reſpective adſtricti & devincti ſunt.

IV. Sicut etiam ſupra memoratæ Partes non modo obligatæ erunt omnem in id operam impendere ut Pax inter Vicinos belligerantes Reges quantocius concludatur inviolataque poſtmodum conſervetur, verum etiam officia ſua, quantum fieri poterit, adhibebunt, ut univerſa Europa Pace, tot votis exoptatâ, longo tempore frui, & gaudere poſſit, & ut omnia quietè remaneant in eo ſtatu, quo per ſolemnia Pacificationum Fœdera poſita ſunt, utque ea ſincerè & bona fide colantur & obſerventur.

V. Si vero contigerit, ut amicum hoc Fœderatorum propoſitum in ſiniſtram (quod Deus avertat:) & iniquam partem fuerit acceptum, atque intempeſtivâ forſan vindictâ vel Bellum etiam ab aliquo modernorum belligerantium vel eo iisve, qui eorum partibus acceſſerint, aliiſque Statibus cuipiam Fœderatorum propterea ſubnaſcatur, tenentur Fœderati ſibi eſſe devinctiſſimi, ad ſuſtinendam vim omnem, ſeque mutuo & Regna Provinciaſque & Ditiones, Juraque & Libertatem ſuam Mari & Terrâ acerrimè defendendum, nec ab hac mutui auxilii Fide & *Guarantia communi*, cuipiam liceat prius deſiſtere, quam ſeſe invicem à periculo vindicarint, mutuumque ſatisfactionis & ſecuritatis eventum præſtiterint.

VI. Pacta hæc Conventa, omniaque & ſingula iis contenta, à dictis Dominis Regibus *Magnæ Britanniæ* ac *Sueciæ*, dictiſque Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum, per patentes Literas, Sigillo Magno munitas, debitâ & authenticâ forma intra *tres menſes* proxime ſequentes (aut citius ſi fieri poterit) confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque Ratihabitionum Inſtrumenta intra prædictum tempus extradentur.

Sequuntur Mandata Procuratoria.

CAROLUS ſecundus, Dei gratiâ Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defenſor, &c. Omnibus ad quos præſentes Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem in Fœdere iſto nupero inter nos, & Celſos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatarum *Belgii Provinciarum* pro efficaciori Pacis inter vicinos Reges mediatione die *decima tertia* Veteris, & *vigeſima tertia* Januarii proximè elapſi Hagæ Comitum ineundo, Illuſtriſſimus & Excellentiſſimus Vir *Chriſtophorus Delphicus* Comes de *Dhona*, à bono Fratre noſtro Sereniſſimo *Sueciæ* Rege, Legatus Extraordinarius feriò tam à nobis quam à dictis D. D. Ordinibus rogatus ſuam uti vellet operam in communem Orbis Chriſtiani Pacem conferre, ſeque Confœderationi iſti adjungere nomine Domini ſui Regis Sereniſſimi quem inprimis ex Europæ Principibus, tum ob alia illa ſingularia inter nos Amicitiæ Fœderumque vincula in tam pio opere ſocium nobis exoptabamus, per ſolemne quoddam Inſtrumentum manu ſua eodem die ſubſcriptum nomine & ex parte dicti Domini ſui *Sueciæ* Regis Sereniſſimi, ſe jam ad id promptum paratumque ſolemniter

ANNO 1668.

nitet declaraverit pollicitus inſuper ſpondensque quam primum *Londini* eſſet, qui tanquam Legatus Extraordin. ſupra memorati boni Fratris noſtri ſtatim erat profecturus, velle ſe declarationem iſtam ſuam, concurrentibus una dictorum D. D. *Ordinum Generalium* Legatis, Commiſſariiſque pariter à nobis ſufficienti Poteſtate ad id muniendis effectam abſolutamque dare, cumque ex quo hac advenerit, declarationi ſuæ priori inhærens, ſe, Regis ſui nomine, in dicti Fœderis partem Principalem obtulerit, certis ſub Legibus & conditionibus prius definiendis: In quem finem cum neceſſe ſit ut aliqui conſtituantur, qui tanquam Commiſſarii noſtri ſuper hâc re cum ſupradicto Comite de *Dhona*, nec non cum Legatis Extraordinariis dictorum D. D. Ordinum Generalium ex parte noſtra tranſigant & concludant; ſciatis igitur, quod nos de prudentia, fide & integritate præchariſſimi noſtri Cognati Domini *Ruperti Principis Palatini* ad Rhenum, nec non prædilectorum & Fidelium noſtrorum *Orlandi Bridgeman*, Equitis aurati & Baronetti Magni noſtri Angliæ Sigilli Cuſtodis. *Joannis Baronis Roberts* de *Truro* privati noſtri Sigilli Cuſtodis, Præchariſſimorum conſanguineorum noſtrorum *Georgii Ducis Buckinghamiæ*, *Georgii Ducis Albemarlæ* Exercituum noſtrorum Ducis & Capitanei Generalis, nec non Equitum Præfecti, utrique pariter Ordinis noſtri Garterii dicti Equites Sociique; nec non Prædilectorum & fidelium noſtrorum *Henrici Baronis Arlington*, & *Guilhelmi Morice*, Equitis aurati, Primariorum noſtrorum Status Secretariorum plurimum confiſi, eoſdem (à ſanctiori noſtro Conſilio omnes) conſtituimus, facimus, & ordinavimus, & per præſentes manu noſtrâ Regiâ ſignatos conſtituimus, facimus, & ordinamus noſtros veros, certos & indubitatos Deputatos Commiſſarios & Procuratores, dantes & concedentes eis, vel quibusvis eorum ſex, quinque, quatuor, vel tribus plenam Poteſtatem authoritatemque pro nobis & noſtro nomine, una cum Excellentiſſimis Viris Domino *Johanne Meerman* & Domino *Johanne Boreel*, dictorum D. D. Ordinum Generalium Legatis Extraordinariis prædictum illuſtriſſimum & Excellentiſſimum. Virum Dominum *Chriſtophorum Delphicum* Comitem de *Dhona*, præfati Sereniſſimi *Sueciæ* Regis Legatum Extraordinarium conveniendi, & cum eodem de & ſuper conditionibus, quibus præfatos Sereniſſimus *Sueciæ* Rex dictæ Confœderationi inter nos dictoſque D. D. Ordines Generales, uti dictum eſt, initæ, ſe tanquam Partem principalem ſociet & adjungat, communicandi, tractandi & concludendi, nec non ſuper ea quæ concludentur Inſtrumenta, quibus expediet modo & forma, faciendi ſignandique, reliquaque omnia & ſingula præſtandi quæ hac in re factu erunt neceſſaria, ſpondentes & in verbo Regio noſtro promittentes, nos quæcunque à dictis noſtris Commiſſariis vi præſentium concludi contigerint, rata ea omnia, grata, & accepta, ea qua convenerit Forma & ſolemnitate, habituros. In quorum fidem & teſtimonium has Literas noſtras manu noſtra Regia ſignatas Magno Angliæ Sigillo communiri fecimus. Dabantur apud *Palatium* noſtrum Weſtmonaſterienſe, *Aprilis die ſecundo* Anni Æræ Chriſtianæ *milleſimo ſexcenteſimo ſexageſimo octavo*, Regni noſtri vigeſimo,

CAROLUS REX.

NOS CAROLUS, Dei gratia Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, & Princeps Hæreditarius Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ & Vandaliæ, Princeps Rugiæ, Dominus Ingriæ & Wiſmariæ, nec non Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Dux, notum teſtatumque facimus omnibus & ſingulis quorum intereſt, aut quomodocumque intereſſe poterit. Quandoquidem Orbi Chriſtiano ex imminere videntur turbæ, præſertim in occaſione motuum, qui in Belgio *Hiſpanico* non ita pridem ſuborti ſunt, ut ſummo diſcrimine publica tranquillitas abſque dubio omni verſetur, niſi maturis curis ac ſtudiis eidem tempeſtive proſpectum fuerit; nos inſuper ad animum expendimus, quanto publicæ ac Chriſtianæ rei bono ac commodo ſemper fuit, quæ nos inter & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem Fratrem, Conſanguineum Amicum & Fœderatum noſtrum Chariſſimum Dominum *Carolum*, ejus nominis *ſecundum* eadem gratia *Magnæ Britanniæ*, Franciæ & Hiberniæ Regem, Fidei Defenſorem, jamdiu ſincera ac fida Amicitia viget, idcirco cum vel hoc tempore ad conſervandam periclitantem communem ſalutem publicamque quietem & incolumitatem mutuam tuendam maxime pertinere videatur, ut pro bono publico ac communi ſecuritatis ſtabilimento, intimiori Confœderationis nexu, curæ ac conſilia hinc inde mutuæ jungantur, nobis etiam cum alias, tum Documento ut recenti, tam glorioſo ac percelebri ſatis ſuperque conſtet, quantopere altememorato Sereniſſimo Regi publica ſalus ac tranquillitas curæ cordique ſit; Propterea in mandatis dedimus ac commiſimus, ſicuti & vigore harum in mandatis damus & committimus Noſtro Legato Extraordinario Campi Mareſchallo & Conſiliario Bellico, Illuſtri nobis ſincerè fideli Domino *Chriſtophoro Delphico* Burggravio & Comiti in *Dhona* Hæreditario Domino in Carwinden, Schlowitten, Burgsdorf, Stockenfels & Fisbach, eique plenam & ſufficientem Poteſtatem tribuimus, ut cum iis illove, quos quemve Sereniſſimus ac Potentiſſimus Rex *Magnæ Britanniæ* ad id itidem legitimis ac ſufficientibus mandatis inſtructos aut inſtructum conſtituerit, congrediatur, tractet, agat, ſtatuat ac concludat, ſuper iis modis ac conditionibus, quibus interiorem Confœderationis nexum ſanciri, publicæ quietis ac tranquillitatis conſervationem obtineri, adeoque mutuam ſecuritatem ac incolumitatem ſtabiliri, præſentes denique motus componi, ſiſti ac ſopiri poſſe, viſum fuerit. Quicquid autem dictus noſter Legatus Extraordinarius ad hunc ſcopum ſpectans tractaverit, ſtatuerit ac concluſerit, id nos omni meliori modo ratum gratumque habituros harum vigore, Regia ac inviolabili fide promittimus. In quorum fidem & majus robur haſce Sigillo noſtro Regio & honoratiſſimæ & chariſſimæ Matris noſtræ, nec non cæterorum noſtrorum Tutorum, Regnique noſtri Adminiſtratorum manibus ſubſcriptas, communiri juſſimus. Dedimus in Arce noſtra *Holmenſi*, die *decimo nono* Octobris Anni *milleſimi ſexcenteſimi ſexageſimi octavi*.

HEDEWIG ELEONORA. (L.S.)

Petrus Brahe Comes in Weſſingsbergh R. S. Drotzetus.
Lorens de Lind loco R. S. Marſch.

Guſtaff Otto Steenbock, R. S. Archithalaſſus.
Magnus Gabriel de la Gardie, R. S. Concellarius.

Guſtavus Banier, loco R. S. Theſaurarii.

NOS CAROLUS, Dei gratia Suecorum, Gothorum Vandalorumque Rex, & Princeps Hæreditarius, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ & Vandaliæ, Princeps Rugiæ, Dominus Ingriæ & Wiſmariæ nec non Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Dux, notum teſtatumque facimus, omnibus & ſingulis quorum intereſt aut quomodocumque intereſſe poterit. Quandoquidem enati in Belgio Hiſpanico armorum motus toti Orbi Chriſtiano magnas turbas cum publicæ ſecuritatis everſione haud obſcure minantur, nobis vero nihil curæ magis cordique ſit, quam ut communi tranquillitati ſuus conſtet vigor illæſus omnino ac inconcuſſus, inque eum finem quæ à ſubortis motibus Chriſtianæ rei metuenda diſcrimina videntur, tempeſtive avertantur, idcirco cum Celſi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii ſuam quoque teſtati ſunt propenſionem & promtitudinem proſpiciendi in tempore communi quieti bonoque publico omnibus cotis ac modis conſulendi; nos Legato Extraordinario Campi Mareſchallo, Conſiliario Bellico, Illuſtri nobis ſincere fideli Domino *Chriſtophoro Delphico* Burggravio & Comiti in *Dhona*, Hæreditario Domino in Corwinden, Schlobitteo, Bockersdorf, Stockenſelts, & Fiſchbach, ut & Ablegato noſtro Extraordinario & Conſiliario Aulico generoſo & Nobili nobis ſincere fideli *Heraldo Appelboom* Hæreditario de *Saderby* Mandatum ac plenam Poteſtatem eis damus, & concedimus, ut cum illis, quos Celſi ac Præpotentes Domini Ordines Generales uniti Belgii ſufficienti itidem ac legitimo Mandato ad id inſtructos denominaverint, Conſilia, ac rationes, quæ ad componendos, ſiſtendos ac ſopiendos dictos præſentis Belli motus, adeoque ad publicæ tranquillitatis ſecuritatiſque illibatam conſervationem ſpectare poterint, in commune conferant ſuperque iis communicent, tractent, agant & concludant; Promittentes bonâ fide & Regio verbo nos omnia & ſingula quæ ad dictum ſcopum pertinentia noſtro nomine communicaverint,

verint, tractaverint, egerint, & concluſerint, grata & rata habituros, ac re ipſa impleturos: In quorum fidem majorem has Sigillo noſtro Regio, & honoratiſſimæ ac Chariſſimæ Matris noſtræ, nec non cæterorum noſtrorum Tutorum, Regnique noſtri Adminiſtratorum manibus ſubſcriptas, communire juſſimus. Dedimus in Arce noſtra Holmenſi die *ſecundo* Octobris Anno *milleſimo ſexcenteſimo ſexageſimo octavo.*

HEDEWIG ELEONORA. (L. S.)

Petrus Brahe Comes in Wiſſingsborgh R. S. Drotzetus.	*Lorens de Lind loco R. S. Marſch.*
Guſtaff Otto Steenbork, R. S. Archithalaſſus.	*Sten. Bielke loco Cancellarii Regni.*

Guſtaf. C. Banier, loco R. S. Theſaurarii.

LEs Eſtats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Toute la Chreſtienté eſt teſmoin du zele, avec lequel nous nous appliquons à eſteindre le feu qui s'eſt allumé dans les Provinces voiſines, & de la peine que nous avons priſe & prenons encore tous les jours à y faire auſſi accourir d'autres Roys, Princes & Eſtats, qui pour n'en eſtre ſi voiſins ne laiſſent pas d'y eſtre auſſi notablement intereſſez; Entre les preuves que nous en avons données, eſt l'Ambaſſade Extraordinaire, qui eſt preſentement de la part de cet Eſtat, auprés de la *Grande Bretagne*, principalement pour y mettre la derniere main à cette grande œuvre; Et d'autant qu'elle ne ſe peut pas ſeurement achever, que l'on ne faſſe entrer dans les meſmes ſentimens pluſieurs autres Roys & Potentats, & voulant profiter de l'inclination que le Roy de *Suede* Nous a fait teſmoigner avoir à cela, par ſon Ambaſſadeur Extraordinaire, qui a negocié quelque tems icy, & qui ſe trouve preſentement *à Londres*; Nous avons jugé devoir ordonner à nos Ambaſſadeurs de menager cette occaſion: Et afin de le pouvoir faire avec ſucces, Nous avons pour ces Cauſes, & autres à ce nous mouvantes, donné & donnons par ces Preſentes, plein-Pouvoir, Authorité, Commiſſion & Mandement ſpecial aux Sieurs *Jean Meerman* Conſeiller & Bourguemaiſtre de la Ville de Leyde, & *Jean Boreel* Bourguemaiſtre de la Ville de Middelbourg, Deputez en noſtre Aſſemblée de la part des Provinces d'Hollande & Weſt-Friſe, & Zelande, (dont noſtredite Ambaſſade eſt compoſée:) Pour de noſtre part & de noſtre Nom, faire & conclure avec les Sieurs Commiſſaires & Ambaſſadeurs Extraordinaires des Rois de la Grande Bretagne & de Suede, reſpectivement un Acte de Triple Convention, pour l'avancement & la perfection de l'Acommodement entre les deux Rois de France & d'Eſpagne; Pour cet effect de conferer, comme auſſi de convenir, promettre, reſoudre, conclure & arreſter avec eux enſemblement ou ſeparement, tout ce qui ſera jugé neceſſaire pour cela; meſmes d'en conclurre & ſigner un ou pluſieurs Traitez, faire & paſſer tous les Inſtrumens, Actes & Promeſſes neceſſaires en bonne & duë forme; & faire comme ſi nous y eſtions preſens, quand meſme pour cela il feroit beſoin de Mandement plus ſpecial: Promettant ſincerement & de bonne foy, avoir agreable & tenir ferme & ſtable tout ce que leſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires promettront, accorderont, agiront, conviendront, & ſigneront, en ladite qualité pour ce que deſſus, pour l'obſerver, accomplir & executer inviolablement, & de n'aller jamais au contraire, directement ny indirectement, en quelque maniere que ce puiſſe eſtre; mais d'en faire expedier nos Lettres & Ratifications en la forme la plus authentique que faire ſe pourra, & quand il ſera beſoin. Donné à la *Haye* en noſtre Aſſemblée, ſous noſtre grand Sceau, ſous le Paraphe du Preſident, & ſignature de noſtre Greffier, *le vingtieſme jour de May mil ſix cent ſoixante huit.*

Signé,

A. TENGNAGEL DE GELLICUM.

Par Ordonnance deſdits Seigneurs Eſtats Generaux, & contre-ſigné,

N. RUYSCH.

IN quorum omnium fidem majusque robur, Nos Domini Deputati & Commiſſarii S. R. Majeſtatis *Magnæ Britanniæ* ut & Dominus Legatus Extraordinarius Sacræ Regiæ Majeſtatis *Sueciæ*, nec non Domini Legati Extraordinarii Celſorum ac Præpotentium D. D. Ordinum Generalium Fœderatarum Belgii Provinciarum, huic Inſtrumento ſubſcripſimus illudque Sigillis noſtris ſignavimus.

Actum *Weſtmonaſterii* in Palatio Regio die *vigeſimo quinto, Aprilis ſtilo veteri, Anno milleſimo ſexcenteſimo ſexageſimo octavo.*

Signatum erat,

Rupert. (L. S.)
Orl. Bridgeman. (L. S.)
Buckingam. (L. S.)
Arlington. (L. S.)
Albemarle. (L. S.)
J. Meerman. (L. S.)
Joh. Boreel. (L. S.)

Acceſſio Regis SUECIÆ *ad Articulos ſeparatos, die 23. Januarii proximè præteriti concluſos, de mediis ad Pacem conciliandam inter Reges Galliarum & Hiſpaniarum efficacioribus adhibendis. Actum Weſtmonaſterii die 25. Aprilis 1668.* [Tiré des Archives de l'Ambaſſade d'Eſpagne en Hollande, du tems du Roi CHARLES II.]

CUm die $\frac{13}{23}$. Januarii proxime præteriti ex Mandatis Sereniſſimi Magnæ Britanniæ Regis & Celſorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderatarum Belgii Provinciarum Tractatus quidam Hagæ Comitum initus ſit atque concluſus, ſuper mediis quæ ex re omnium quam maxime utilia & commoda viſa fuêre ad Pacem inter duos jam belligerantes Galliarum & Hiſpaniarum Reges conciliandam, eodemque tempore ſuper ſeparatis aliquibus Articulis dictum Tractatum concernentibus conventum & tranſactum fuerit, prætereaque Sereniſſimo Sueciæ Regi placuerit ad requiſitionem & invitationem tam dicti Regis Magnæ Britanniæ, quam Dominorum Ordinum dicto Tractatui ut Partem Principalem ſemet adjungere, ſicut in hodierno quodam principali Tractatu, & præcipue in primo ejus Articulo latius declaratum eſt, non tantum Tractatus iſte exhinc vim & naturam Pacti tripliciter conventi conſecutus eſt, ſed & cum dicti Separati Articuli pars ſint eſſentialis, & integralis dicti Tractatus Hagæ-Comitum initus, Conventum eſt inter Dominum Extraordinarium, Sereniſſimi Regis Sueciæ Legatum, Dominos Commiſſarios Sereniſſimi Regis Magnæ Britanniæ, ut & Celſorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Provinciarum Legatos Extraordinarios, in dicto principali hodierno Tractatu nominatos vi Mandatorum, etiam ibidem expreſſorum quæ hic pro ſpecialiter inſertis habentur, ut Articuli iſti Separati dicti Tractatus Hagæ-Comitum etiam pro inſertis in dicto hodierno principali Tractatu habeantur, ejusdemque obligationis ſint ac efficaciæ reſpectu dictorum Dominorum Regum & Dominorum Ordinum, ac ſi de verbo ad verbum in eo inſerti & expreſſi fuiſſent, ſicut hic infra inſeruntur.

Articuli Separati.

QUi ejusdem erunt virtutis atque authoritatis, ac ſi inſerti forent Tractatui hodierno die inter Regem Magnæ Britanniæ & Ordines Generales Fœderati Belgii concluſo.

I. Si in procuranda Pace inter Galliam & Hiſpaniam ſe offerat aliqua difficultas ſuper Puncto Renuntiationis, ea ineunda eſt ratio, ut vel nulla ejus in Pactis fiat mentio, vel ut ejusmodi verbis concipiatur formula, ut neutri duarum Coronarum quoad prædictam Renuntiationem eo quicquam accedat aut etiam inde decrescat aliquod Juris detrimentum; quod ſi vero Rex Hiſpaniarum, vel etiam Rex Chriſtianiſſimus in id conſentire nolint, adverſus recuſantem Rex Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines procedent ut conventum eſt Articulo III. & IV. dicti Tractatus & ultimo horum Articulorum reſpective, ea tamen conditione, ut in caſu recuſationis Regis Hiſpaniæ Rex Chriſtianiſſimus ſe reciproce obſtringat quemadmodum dicto Articulo IV. ſe nullatenus arma moturum in Belgica.

II. Quod

Anno 1668.

II. Quod Rex Magnæ Britanniæ & Ordines Generales Fœderati Belgii, ut probatius ab omni parte ſatisfaciat, ſe obligabunt omnem ſedulo operam daturos ut Pax inter Reges Hiſpaniæ & Luſitaniæ eodem tempore ſanciri poſſit, ea tamen Lege, ut viciſſim Gallia ſe obſtringat, ſi tam cito non poſſit id negotium perduci ad exitum, uti Pax inter ſe & Hiſpaniam nihilominus ineatur, hoc excepto, ut liberum ſit Regi Chriſtianiſſimo ſuppetias ferre Regi Luſitaniæ Fœderato ſuo eique auxilio eſſe, ſive inferendo arma ſua ut aliunde detrahat hoſtem, ſive alio quocumque modo quem ſibi commodiſſimum atque maxime ex uſu fore exiſtimabit; & ſi Hiſpani adduci poterunt ut conſentiant in Pacem ſub dicta conditione, atque ea proinde concludatur, Rex Chriſtianiſſimus tenebitur in Belgica omnino abſtinere, ut pacata & neutrarum Partium rebus implicata, neque ei jus faſque erit quidquam adverſus eam moliri, neque palam virtute Bellica, neque clandeſtinis artibus, ut neque petere ullam ſatisfactionem ſub obtentu impenſarum, erogationumque quæ in Bello Luſitanico erunt faciendæ, tam ob delectum Militum quam alia Belli onera; Quod ſi contingat manente dicto Bello, per auxiliantes Regis Chriſtianiſſimi Copias occupari loca quædam in Hiſpania Italiave, Rex Chriſtianiſſimus ſimulatque Pax cum Luſitania facta fuerit, eadem reſtituet Hiſpaniæ, ſed ſi præter & contra expectationem Hiſpania recuſet Pacem cum Rege Luſitaniæ, ut & cum Rege Chriſtianiſſimo, ea cum exceptione ut Fœderato ſuo liberum ſit ei auxiliari, quemadmodum jam dictum eſt, hoc inopinato caſu, Rex Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines tenebuntur reapſe id efficere, ut Hiſpani omni modo in id conſentiant, ita tamen ut reciprocè Rex Chriſtianiſſimus ſe obſtringat, quemadmodum caſu primo, quod non ſit moturus arma in Belgica.

III. Si præter omnem expectationem Rex Chriſtianiſſimus induat in animum, ut promittere nolit quod Tractatum Pacis ſignaturus ſit, ſimulatque Hiſpani ceſſuri ſint omnia loca ab eo occupata in noviſſimâ expeditione, vel aliud tantundem valens, de quo mutuo conſenſu convenietur, aut promiſſorum fidem non impleat, aut detrectet reſpuatve Cautiones & præmunimenta in dicto Tractatu expreſſa quæ neceſſaria ſunt, ut obviam eatur metui juſtiſſime concepto, ne Rex Chriſtianiſſimus arma ſua victricia in ſæpius memorata Belgica ulterius proferat, quod omnibus iſtis caſibus, ut & ſi per alia ſubterfugia aut obliquas artes conetur Pacis concluſionem impedire aut eludere, Anglia Fœderatumque Belgium tenebuntur accedere partibus Regis Hiſpaniæ omnibuſque & junctis viribus Terra Marique adverſus Galliam Bellum gerere, ut compellatur non in Leges dumtaxat ſæpius memoratas Pacem facere, ſed ſi arma in eum finem ſum, in Deum habeant faventem & propitium atque de communi conſenſu id expedire viſum fuerit, etiam Bellum continuare, donec res in eum ſtatum fuerint reſtitutæ, quo fuerunt tempore Fœderis in confinitio Regnorum in Montibus Pyreneis ſanciti.

IV. Articuli hi ſeparati omniaque & ſingula iis contenta a dicto Domino Rege Magnæ-Britanniæ dictiſque D. D. Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum per patentes utriuſque Partis Literas Sigillo Magno munitas debita & authentica forma intra quatuor ſeptimanas proxime ſequentes, aut citius ſi fieri poterit, confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque Ratihabitionum Inſtrumenta intra prædictum tempus hinc inde extradentur. Actum Hagæ-Comitum in Hollandia die 23. Januarii anno 1668.

(L.S.) *Tengnagel de Gellicum.*
(L.S.) *B. D'Asperen.*
(L.S.) *Johan de Witt.*
(L.S.) *M. V. Cromom.*
(L.S.) *A. V. Uckel.*
(L.S.) *S. V. Coeverden.*
(L.S.) *Isbrants.*

Inſtrumentum hoc ſeparatum omniaque & ſingula in eo contenta, a dictis Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Belgii Provinciarum per patentes Literas Sigillo Magno munitas debitâ & authenticâ formâ intra tres menſes proxime ſequentes, aut citius ſi fieri poterit, confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque Ratihabitionum Inſtrumenta intra prædictum tempus hinc inde extradentur.

In quorum omnium & ſingulorum fidem majuſque robur, Nos Dominus Legatus Extraordinarius Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ, ut & Domini Deputati & Commiſſarii Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ, nec non Domini Legati Extraordinarii Celſorum ac Præpotentium D. D. Ordinum Generalium Fœderatarum Belgii Provinciarum huic ſeparato Inſtrumento ſubſcripſimus, illudque Sigillis noſtris ſignavimus. Actum Weſtmonaſterii in Palatio Regio die vigeſimo quinto Aprilis, Anno milleſimo ſexenteſimo ſexageſimo octavo.

Chriſtophorus Delphicus B.
et Co. in Dhona.
(L.S.)

Meerman.
(L.S.)
Joh. Boreel.
(L.S.)

Conventio ad interim facta inter Reges SUECIÆ *&* MAGNÆ BRITANNIÆ, *Ordineſque Generales* FOEDERATARUM PROVINCIARUM, *Legato Hiſpanico conſentiente, de Subſidio Regi Sueciæ ſolvendo, ut pari paſſu cum Rege Britannico & Ordinibus Generalibus in Negotio Pacificationis procedere, atque Guarantiam conventam præbere poſſit. Actum Weſtmonaſterii 25. Aprilis anno 1668.* [AITZEMA, *Saken van Staet en Oorlog.* Tom. VI. Boeck 48. pag. 920. in fol.]

QUoniam juxta tenorem Inſtrumenti die 13. Januarii proxime præterito Hagæ-Comitis ſubſcripti ab Illuſtriſſimo Dom. D. Chriſtophoro Delphico Comite de Dhona Sereniſſimæ Regiæ Majeſtatis Sueciæ Legato Extraordinario, hic in Anglia per aliquot tempus jam elaboratum fuit ad conveniendum ſuper ſubſidiariæ pecuniæ ſumma Coronæ Sueciæ exſolvenda; Ut dicta Corona Sueciæ pari paſſu cum Sereniſſimo Magnæ Britanniæ Rege Dominiſque Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii in Pacificationis Negotio, quod inter duas Galliæ & Hiſpaniæ Coronas tractatur, & in quo, non obſtante, quod ſuper Negotio ſubſidiario nec dum tranſactum ſit, dicta Corona Sueciæ inſigne adjumentum contulit, procedere poſſit, cumque dictus Dominus Legatus Extraordinarius Suecicus ſemper inſtiterit, ut dicta promiſſio directe ab Anglia & Fœderato Belgio dictæ Coronæ Sueciæ fieret, nec unquam dictus Dominus Legatus perſuaderi potuerit, ut à Corona Hiſpanica pecunia ſubſidiaria directe ſtipularetur, libertate tamen ſalva Angliæ & Fœderato Belgio ſibi per ſtipulationem indemnitatis, aliosque aſſecurationis modos à Corona Hiſpanica eodem tempore pleniſſime proſpiciendi, ſine qua indemnitatis promiſſione nec Anglia, nec Fœderatum Belgium ad dictam pecuniam promittendam etiam induci potuere.

Nec tamen propter aliquas difficultates uſque adhuc negotium illud ad ultimum ſuum & optatum finem perduci, ſed ſolummodo quantitatis ſubſidiariæ pecuniæ cum conſenſu Domini Legati Hiſpanici in Anglia commorantis exprimi & determinari potuerit, nempe ut Coronæ Sueciæ, pro tempore, quo per aliquot jam elapſos menſes Copias ſuas militares in Germania, boni & Pacis publicæ cauſa, detinuit, exſolverentur trecenta millia thalerorum Imperialium in ſpecie, vulgo de Banckn, & initio cujuſvis trimeſtris ſpatii centum & octuaginta millia dictorum thalerorum pro toto ſubſequenti trimeſtri, uſque quoad Pax inter Coronas Galliæ & Hiſpaniæ ſancita & ratihabita foret, computando initio primi trimeſtris à primo die menſis Maji, ſtilo novo, ita ut ab illo primo die Maji totum tempus primi trimeſtris jam ceſſiſſe, terminuſque ſolutionis pro integro illo trimeſtri jam adveniſſe reputaretur, quod & in ſubſequentibus obſervandum eſſet ſpatiis, nimirum ut quamtumvis ſtatim poſt initium novi cujuſque trimeſtris, Pax per ſubſcriptionem Tractatus & Ratihabitionum communicationem certa ſtabiliſque reddatur, tamen pro omni iſto ſpatio ſumma jam nominata eſſet ſolvenda; Et tamen ex re communi, graviſſimis ob rationes, viſum fuerit ſubſcriptionem Triplicis Fœderis non ulterius differre, juſtum & æquum etiam judicatum fuit, ut infraſcripti Domini Deputati ac Commiſſarii Sereniſſimi Magnæ Britanniæ Regis Legatique extraordinarii Celſorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii ſeſe obligarent, ſicut vigore hujus Inſtrumenti ſe efficaciſſimè obligant, omne ſtudium operamque, quæ ullo modo excogitari poſſit, ex nunc à dicto Magnæ Britanniæ Rege, dictiſque Dominis Ordinibus apud Coronam Hiſpanicam adhibitum iri, ut negotium illud pecuniæ ſubſidiariæ, quod pro tempore præterito, uti dictum eſt. eſt trecentorum millium thalerorum, & pro quovis trimeſtri ſpatio uſque quoad Pax ſancita & ratihabita erat, centum & octuaginta millium thalerorum: quod tamen, ſi Pax ante exitum menſis Julii ſignetur, & ratihabeatur, non pertinget ad majorem ſummam quam ad quarto centeſimo octogeſimo thalerorum Imperialium millia, quæ modica ſolummodo portio eſt earum impenſarum quam ad procurandam Pacem dictus Magnæ Britanniæ Rex, dictique Domini Ordines de ſuo tam liberaliter impenderunt, eo modo dictæ Coronæ Hiſpaniæ cordi ſit, ſicque in ea re dicta Corona Hiſpanica proſpiciat, ut dictus Magnæ Britanniæ Rex dictique Domini Ordines primo quoque tempore & quidem pro ultimo dilationis termino intra octiduum, poſtquam Sereniſſimi Regis Sueciæ Ratihabitionum Inſtrumenta adveniſſe, & ad extradendum parata eſſe, ſignificatum fuerit, dictæ Coronæ Sueciæ plenariè, abſque tamen ullo dicti Magnæ Britanniæ Regis Dominorumque Ordinum onere aut diſpendio, dictam ſummam pecuniariam Hamburgi exſolvere queant; Et ſi hoc contra omnem expectationem intra præfixum tempus à Corona Hiſpanica impetrari non poſſit, nulla ſe tunc & in poſterum ulteriora amicorum officia ulterioremvè operam aut aſſecurationem in favorem aut utilitatem dictæ Coronæ Hiſpanicæ in Negotio, quod Hiſpaniæ cum Gallia intercedit, promiſſuros aut ullo modo præſtituros, neque quieturos in hoc zelo ſuo, quoad ſæpius memoratæ Coronæ Sueciæ plenaria ſatisfactio uti ſupra dictum eſt, facta fuerit.

Promiſſa hæc eodem modo ac tempore, æquè ac ipſum triplex Fœdus à dicto Magnæ Britanniæ Rege dictiſque Dominis Ordinibus ratihabebitur & confirmabitur.

In quorum omnium fidem majuſque robur, nos infraſcripti Deputati ac Commiſſarii, ut & Legati extraordinarii huic Inſtrumento nominibus noſtris ſubſcripſimus illudque Sigillis noſtris confirmavimus. Actum Weſtmonaſterii in Palatio Regio die *vigeſimo quinto* Aprilis, Anno *milleſimo ſexcenteſimo ſexageſimo octavo.*

Signatum erat,

(L. S.) *Rupert.*
(L. S.) *Orl. Bridgeman.*
(L. S.) *Buckingam.*
(L. S.) *Arlington.*
(L. S.) *Albemarle.*
(L. S.) *J. Meerman.*
(L. S.) *Joh. Boreel.*

XXXVII.

6. Mai. (1) *Tractatus Fœderis inter Sacram Cæſaream Majeſtatem* LEOPOLDUM *& Sacram Regiam Majeſtatem Sueciæ* CAROLUM XI. *pro mutua Provinciarum & Ditionum utriuſque Partis in Imperio Romano ſitarum defenſione ad Quinquennium initi, in Arce Holmienſi die 6. Maii S. V. Anno* 1668. [Tiré de la Regiſtrature d'Etat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

NOtum ſit univerſis & ſingulis, quorum intereſt aut quomodolibet intereſſe poterit, quod cum inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem ac Dominum Dominum Leopoldum, Electum Romanorum Imperatorem, ſemper Auguſtum, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ & Sclavoniæ Regem, Archiducem Auſtriæ, Ducem Burgondiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ & Carniolæ, Marchionem Moraviæ, Ducem Lucemburgiæ, ac ſuperioris & inferioris Sileſiæ, Wirtembergæ & Teckæ, Principem Sueviæ, Comitem Habſpurgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi & Goritiæ, Landgravium Alſatiæ, Marchionem Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac ſuperioris & inferioris Luſatiæ, Dominum Marchiæ, Sclavoniæ, Portus Naonis & Salinarum ex una, & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem, ac Dominum, Dominum, Carolum Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, Principem Hæreditarium, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stettini, Pomeraniæ, Caſſubiæ & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ & Viſmariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducem ex altera parte, de arctiore Amicitia, Correſpondentia & Fœdere inter ſe pro mutua Ditionum ſuarum, in Sacro Romano Imperio ſitarum, defenſione & ſecuritate ineundo ab aliquot retro annis actum ſit, & interea tam intra Imperii fines quam undique extra eos paſſim bellicis apparatibus, partim armorum conflictu omnia perſtrepant, metuendumque ſit, ne vicina ejuſmodi mala longius ſerpant, & comprimis altiſſime memoratarum ſuarum Majeſtatum Ditiones huic Fœderi inſertas, corripiant: Ideo utrinque placuit, inceptum tam ſalutare negotium per certos & ad talem actum concludendum ſpecialiter deputatos Miniſtros reſordiri, maturare & perficere: Congreſſi ergo cum Sacræ Cæſareæ Majeſtatis ad hunc Actum conſtituto Plenipotentiario Nos Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ pariter Deputati Plenipotentiarii, utpote Sacræ Regiæ Majeſtatis Regnique Sueciæ Senator & Cancellariæ Conſiliarius Steno Bielcke, Liber Baro in Korpo, Dominus in Gerdeholm, Groſſon & Tungæ, & Sacræ Regiæ Majeſtatis Regnique Sueciæ Senator & Cancellariæ Conſiliarius Matthias Biornklou, Hæreditarius Dominus in Elmahot, Wannesback, & Scungshamba, ut & Sacræ Regiæ Majeſtatis Conſiliarius Aulicus Joannes Gyllenſtierna, Liber Baro in Lundholm, Dominus in Sick, & Biockeſund, ut & Sacræ Regiæ Majeſtatis Conſiliarius Aulicus, & Secretarius Status Eduardus Ehrenſteen, Hæreditarius in Forſbygard, & Bureſtorp, nec non Sacræ Regiæ Majeſtatis Secretarius Status Franciſcus Joël Ornſted, Hæreditarius in Schettorp, & Hoſſgardens, atque poſt Plenipotentiarum Tabulas, utrimque rite commutatas, in mutuas Fœderis arctioris Conditiones & Leges conſenſimus, & de Articulis prout ſequuntur, convenimus.

I. Sit utrinque vigore Tranſactionis & Pacis Weſtphalicæ Anno 1648. die $\frac{14}{24}$ menſis Octobris initæ, vera, ſincera & perpetua Amicitia inter Sacram Cæſaream Majeſtatem, & Domum Auſtriacam ab una & Sacram Regiam Majeſtatem Regnumque Sueciæ ab altera parte, eaque utrinque poſthac mutuis officiis, ſtudiis & ſincera Correſpondentia ſerio & quidem ita colatur, ut Pars altera alterius honorem & commoda provehat, pericula vero, & damna, quæ Regnis & Provinciis alterius imminere videbantur, amica & mutua communicatione, vel quovis alio poſſibili modo avertere ſtudeat.

II. Confœderati etiam ſollicita opera, & indefeſſa cura quantum in Ipſis eſt, procurabunt, ut Pax Weſtphalica, quoad omnia requiſita ſanctè & religioſe ab omnibus obſervetur.

III. Quælibet ergo Pars pro viribus, & officii ratione allaborabit, ut dictæ Paci in omnibus & ſingulis ſuis Punctis plene ſatisfiat, contra illos vero, qui aut eidem jam facto ipſo contravenerunt; aut in futurum contraventuri ſint, ſociatis Conſiliis, uſque ad reſtitutionem & præſtationem cum pleno effectu, pro modo, in Inſtrumento Pacis & hoc Fœdere præſcripto procedatur.

IV. Tollantur autem juxta ejuſdem Inſtrumenti Pacis præſcriptum, debito modo, Statuum Imperii Gravamina, & permittatur cuilibet rerum illarum poſſeſſio, ac fruitio, quas vigore ejuſdem in tempore concluſæ Pacis debuiſſet, aut deberet adhuc poſſidere.

V. Quod ſi aliquid in Imperio, vel alienum, vel plane contrarium Fœderi Weſtphalico agatur, tum utraque Pars ſociatis Conſiliis eo collaboret, ut illud ſecundum genuinum Inſtrumenti Pacis tenorem in ordinem redigatur.

VI. Ut vero Imperii Status, antiquis ſuis Juribus Art. VIII. Inſtrumenti Pacis enumeratis, gaudere poſſint, Imperator Authoritate ſua Cæſarea promovebit, quantum fieri poterit, ut non tantum libere jura illa, quæ jam legitime poſſident, exerceant; ſed etiam omnia illa promiſſa, quæ neque in ſequentibus Comitiis, neque ad præſens hoc tempus determinata ſunt, quantocyus executioni mandentur.

VII. Quo itaque majori cum fructu & ſecuritate hæc a Confœderatis præſtari poſſint, e re viſum, Fœdus hoc Defenſivum pangere, quo reciproco tenebuntur Confœderati, alter alterutrius Provincias, Ditiones & Terras, prouti infra deſcribuntur, ſi contingat eas armis inimicorum infeſtari, uti propria ſua tueri, ac defendere, nempe a parte Sacræ Cæſareæ Majeſtatis omnes Ditiones & Provincias, quas Ferdinandi I. Succeſſores

---

(1) Ce même Traité ſe trouve dans ma petite Collection Tom. I. pag. 1[illegible]1 ſur une Copie tirée des Archives de l'Ambaſſade d'Eſpagne à la Haye. Elles s'accordent en tout; mais celle-ci eſt plus correcte. [Dum.]

Digitized by Google

ceſſores poſt Pacem Weſtphalicam, in Imperio Romano realiter poſſederunt, & adhuc quiete poſſident (Regnum Bohemiæ, cum incorporatis Provinciis in ſpecie ſub hac diſpoſitione comprehendendo) pari ratione a parte Sacræ Regiæ Majeſtatis omnes Provinciæ ac Ditiones, quæ vigore ejuſdem Pacis Inſtrumenti Sacra Regia Majeſtas ac Regnum Sueciæ poſſidet, comprehenduntur.

VIII. Quod ut eo tutius fieri poſſit, tenebitur in Regnis & Provinciis Confœderatorum Exercitus quatuordecim millium paratus ad defendendas ſupradictas Ditiones.

IX. Ad hunc numerum Sacra Cæſarea Majeſtas decem, quatuor vero millia Sereniſſimus Rex & Regnum Sueciæ ſubmittet, eo in loco congreganda, quem Pars requirens, pro neceſſitate temporis, duxerit commodiorem.

X. Conventum inſuper, ut dicti Exercitus tertia pars in Equitatu, reliqua vero in Peditatu conſiſtat.

XI. Cum conſtiterit ullum Bellum parari Fœderato, tum alter Fœderatorum, primo per Literas & Miniſtros ſuos ſumma cura eundem ab omni vi, & via facti dehortetur, contra eos vero, qui alterutrum Confœderatorum de facto vi armata aggredi auſi fuerint, alter alteri prædefinitum numerum ſtatim poſt factam requiſitionem tranſmittat, junctiſque Conſiliis & armis uſque ad plenariam ſatisfactionem contra lædentem procedatur.

XII. Fiat autem requiſitio & denominatio Loci, in quo dictus Exercitus congregandus, tribus menſibus, ante quam Copiæ cujuſque debeant uniri, ut cuilibet ſpatium detur, ſuum numerum dicto loco & tempore ſiſtendi, ita tamen ut Sacra Cæſarea Majeſtas, quando per aliorum Territoria, & fines Exercitus Suecicus ſit ducendus, procuret innoxium & liberum tranſitum prout 17. I. P. Artic. *Quoties autem* &c. indigitatur.

XIII. De tormentis minoribus, vulgo *Feldſtucken*, ſive Campeſtribus, dictis, quælibet Pars juxta proportionem ſuis provideat, majoribus a Parte requirente procurandis.

XIV. Quando itaque ad requiſitionem Sacræ Cæſareæ Majeſtatis vigore Fœderis prædictas Auxiliares Copias Sacra Regia Majeſtas miſerit, conventum eſt, ut auſpiciis Sacræ Cæſareæ Majeſtatis militent, & Duci, qui ſuprema cum poteſtate Militiæ Cæſareæ præerit, pareant, hac tamen conditione, ut Dux Suedicarum Copiarum adhibeatur Conſiliis bellicis, & quantum fieri poſſit Expeditiones Bellicæ communicatis Conſiliis peragantur. Pari etiam modo cum Copiis Auxiliaribus, quas Sacra Cæſarea Majeſtas Sacræ Regiæ Majeſtati ſubmittit, procedatur.

XV. Supradictum numerum una cum Tormentis minoribus quælibet Pars requiſita, licet aliis eſſet Bellis iſto tempore diſtracta, convento modo præſtabit, & ſuis quæque ſumptibus & ſtipendiis tam intra quam extra Expeditionem ſuſtentabit, exceptis tamen hoſpitationibus & ſervitiis, vulgo Servis/ aliiſque juxta Conſuetudinem loci, propriis Militibus dari conſuetis.

XVI. Quamdiu in hoſtico Confœderatorum Exercitus ſubſiſtit, omne illud, quod ad ſuſtentationem & ſubſiſtentiam Militum illis in prædam cedit, æqualiter ſecundum Copiarum proportionem dividatur.

XVII. Quamdiu vero in Provinciis Confœderatorum manſerit, ne dum neceſſariis requiſitis deſtituantur Milites, habeant occaſionem deſerendi ſigna, procurabunt Confœderati, ut in Civitatibus, Oppidis, Lociſque aliis opportunis neceſſaria ad Militum ſuſtentationem ſint in promptu, ut pro æquo pretio haberi poſſint.

XVIII. Diſciplina Militaris & Juſtitia ſumma cura conſervetur, & ſi qui ex Officialibus, vel gregariis Militibus licentia Militari Subditos Confœderati vexaverint, vel alio aliquo modo damno affecerint, cum ſummo vigore ſecundum Leges Militares in illos advertendum.

XIX. Quæ quiſque Confœderatorum loca armis in hoſtico ſeparatim occupaverit, ea durante Bello retineat, nec hoſti niſi communi conſenſu reſtituat; Captivi vero Illuſtriores in uſum permutationis, aut aliam Belli neceſſitatem aſſerventur.

XX. Si quæ Provinciæ, Civitates, Fortalitia, Arces aut Oppida Auguſtanæ Confeſſioni addicta, durante Bello in poteſtatem Sacræ Cæſareæ Majeſtatis venturæ ſint, fruantur ſine omni impedimento, perturbatione, aut imminutione integro ſuæ Religionis, & in Eccleſiaſticis ſtatu, relicto tamen Copiis Militaribus libero ſuæ Religionis Exercitio; idemque vice verſa obſervetur in locis Catholicæ Religioni deditis, per Sereniſſimam Regiam Majeſtatem durante Bello occupandis.

XXI. Liceat utrique Parti Militem in alterius Provinciis in Imperio Romano ſitis, citra ullum tamen alterius Partis ejuſque Subditorum gravamen conducere, ut & omne armorum genus equoſque coëmere, curetque Imperator, quantum in ipſo eſt, ut Sacræ Regiæ Majeſtati Sueciæ ubivis in Imperio eadem libertas juxta Leges Imperii concedatur, Inimicis vero utriuſque Fœderati in Provinciis, hoc Fœdere comprehenſis, illud denegetur.

XXII. Neuter Confœderatorum ab hoc Fœdere recedat, nec Pacem, Fœdus, aut Armiſtitium aliquod ullo modo huic Amicitiæ & Fœderi contrarium tractet, vel ineat, niſi cum utriuſque Partis notitia & conſenſu.

XXIII. Præſens Fœdus utriuſque Partis Hæredes & Succeſſores comprehendat, & ad quinquennium a die commutatarum Ratihabitionum duret, quo finito cuilibet Partium licitum eſto, de eodem prorogando mentionem injicere, ut iterum in Quinquennium, vel ultra, aut aliud communi conſenſu definiendum tempus extendatur.

XXIV. Invitentur etiam alii Principes ad hoc Fœdus, quorum conjunctio pro ſecuritate Imperii communi conſenſu expedire cenſebitur, ita tamen, ut de Perſonis ipſis, modo & ratione receptionis primo conveniatur; Sereniſſimo & Potentiſſimo vero Hiſpaniarum Regi Catholico Libera ſemper maneat huic Fœderi accedendi facultas.

XXV. Quo autem impoſterum magis firma ſint, maneantque hæc Pacta tum a Sacra Cæſarea Majeſtate, tum a Sacra Regia Majeſtate Sueciæ Domino noſtro Clementiſſimo intra duorum menſium ſpatium a die ſubſcriptionis firmabuntur, & ratihabita hic Holmiæ commutabuntur. In majorem omnium præmiſſorum certitudinem & robur hoc Fœdus nos Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ Commiſſarii & Plenipotentiarii ſubſcripſimus, ac Sigillorum noſtrorum impreſſione munivimus, illudque cum Domini Plenipotentiarii Cæſarei itidem ſubſcripto, ejuſque Sigillo firmato Exemplari commutavimus. Dabantur in Arce Holmenſi die 6. Maji, S. V. Anno 1668.

STEN. BIELKER. (L.S.

MATTHIAS BIÖRNELOW. (L.S.)

JOANNES GYRENSTIERNA. (L.S.)

EDUARDUS EHRENSTEEN. (L.S.)

FR. JOEL ORRSTED. (L.S.

XXXVIII.

21. Juill.

LA SUD-HOLLANDE ET LA NORD-HOLLANDE,

Accord tuſſchen ZUYD-*en*-NOORD-HOLLAND, *over de Verdeeling der Laſten. Gedaen*

XXXVIII.

Accord & Convention entre les deux Quartiers de la Province de Hollande, appellés SUD-HOLLANDE, & NORD-HOLLANDE, au ſujet des Depenſes publiques & communes du Païs, portant en general, qu'à l'égard des Conſentemens, & Depenſes ordinaires, & communes de l'état de Guerre, la Portion du Sud-Hollande ſera de quatre-vingt un & trois quarts par cent, & celle de Nord-Hollande ſeulement de dix-huit & un quart; on y convient

21. Juill.

LA SUD-HOLLANDE ET LA NORD-HOLLANDE.

daen in 't Graven-hage den 21. July 1668. [AITZEMA, *Saaken van Staat en Oorlogh.* Tom. VI. pag. 572. Edition in Folio.

KEnnelijck zy eenen yegelijcken die't aengaen magh by deſen jeghenwoordighen Inſtrumente, dat op huyden den *een en twintighſten* July *ſeſthien honderd acht en ſeſtigh*, na menighvuldighe Conferentien volgens iterative Bevelen van de Heeren Staten van *Hollandt* ende *Weſt-Vrieslandt*, tuſſchen derſelver Gecommitteerde Raden in 't een ende 't ander Quartier gehoudetr, op 't beramen van eene verdeelinge ende eſgualiſatie over beyde deſelve Poſten, begrepen in den Staet van Oorloge, ende andere Laſten by gemeen conſent van de Ridderſchap Edelen, ende Steden van den voornoemden Lande ſucceſſivelijck ingewilligt wordende, ende te dragen ſtaende, eyndelijck tuſſchen de Gecommitteerden alhier uyt den naem, ende van weghen de Steden van den *Zuyder-Quartiere* ter eenre, mitsgaders de Gedeputeerde ende Gecommitteerde Raden van *Weſt-Vrieslandt* ende den *Noorder-Quartiere*, uyt den naem, ende van weghen de Steden van den ſelven Quartiere ter andere zijde, op Approbatie ende Ratificatie van de Ridderſchap, Edelen ende Steden van den voornoemde Lande by minnelijcke vergelijckinge zijn veraccordeert ende vaſtgeſtelt, oock volgens reſolutie van Haer Ed. Groot Mogende van giſteren in geſchrifte geextendeert ende beſlooten de ſaecken in de navolgende Poincten ende Articulen vervat.

I. Dat alle de Poſten, Laſten ende Petitien de Provintie van *Hollandt* ende *Weſt-Vrieslandt* in 't gemeen concernerende ſoo extraordinaris als ordinaris by ghemeen conſent van de Ridderſchap, Edelen ende Steden van den voornoemden Lande opgenomen ende ingewilligt wordende; geene uytgeſondert, voort aen over beyde de voornoemde Quartieren gedragen ſullen worden nae een vaſte quote ende repartitie, te weten, dat in de voorſz. Poſten, Laſten ende Petitien geſupporteert ende betaelt ſal worden by die van den *Zuyder-Quartier een en tachtich ende drie vieren deel*, mitsgaders by die van *Weſt-Vrieslandt* ende den *Noorder-Quartiere achtien ende een quart in 't hondert*, ende dat ter tijden ende wijlen toe na openinge ende examinatie van wederzijdts Boecken, ende de rechte geſtaltenis van wederzijdts Finantien in de grondt ingeſien zijnde by eenparige reſolutien van Ridderſchap, Edelen ende Steden van den voornoemde Lande anders ſal weſen geordonneert: Tot præſtatie ende prompt fourniſſement van welcke voorſz. reſpective quotes de Gecommitteerde Raden in 't een ende 't ander Quartier elck in hun regardt haer in der beſter forme verbinden by deſen.

II. Dat alle de particulier ende Domeſtieque Laſten van 't een ende 't ander Quartier, mitsgaders de los Lijf-renten ende Intereſſen op de reſpective Comptoiren, loopende buyten de voorſz. verdeelinge, ofte repartitie gelaten, ende voortaen by 't een ende 't ander Quartier apart gedragen, ende betaelt ſullen worden, ſonder dat men daer over den anderen eenighe reeckenſchap ſchuldigh ſal zijn, dat over ſulcks oock in ſpecie mede by die van *Weſt-Vrieslandt* ende den *Noorder-Quartiere* alleen gedragen ende betaelt ſullen worden de *Hoofden*, *Rijs Pael* ende andere *Wercken*, aen ende ontrent *Huyſduynen* ende den *Helder* ſucceſſivelijck gemaeckt wordende, voor ſoo veel de laſten van deſelve niet en excederen de Somma van *vijf en twintigh duyſent* Guldens 's jaers, het eene jaer door 't andere gereeckent, maer by ſoo verre, ende voor ſoo veel t'eenigen tijde noodigh bevonden ſoude mogen werden aen de voorſz. Wercken meerder dan *vijf en twintigh duyſent* Guldens in een jaer te koſten te leggen, dat ſulcks by Haer Ed. Groot Mogende met kenniſſe van ſaecken gedecreteert, ende by de Gecommitteerde Raden in *Weſt-Vrieslandt* ende den *Noorder-Quartiere* geexecuteert ſal worden, ende dat alle 't geene als dan bevonden ſal worden aen de voorſz. Wercken boven de Somme van *vijf en twintigh duyſent* Carolus Guldens jaerlijcks ('t eene jaer als boven door 't andere gereeckent) te koſte geleydt te zijn, als een ghemeene laſt van de Provintie gereputeert, ende ſulcks in de voorſz. verdeelinge af repartitie mede ghebracht ſal werden ten

auſſi de certains ſoulagemens en faveur du Quartier de Nord-Hollande, dans les cas extraordinaires, & qu'au ſurplus chaque Quartier portera ſeul, ſes propres & particulieres Depenſes. Fait à la Haye 21. Juillet 1668.

SOit à un chacun à qui il apartient notoire par le preſent Inſtrument, que cejourdhui vingt & unième Juillet mil ſix cens ſoixante huit, apres pluſieurs Conferences tenues en conſequence des Mandemens iteratifs des Seigneurs Etats de Hollande & de Weſt-Friſe, entre les Conſeillers Deputez de l'un & l'autre Quartier pour deliberer ſur le partage & égaliſation des deux Articles contenus dans l'etat de Guerre, & autres charges qui par le commun conſentement du College des Nobles, & des Villes, doivent être conſenties & portées par les ſusdits Païs, ont été enfin accordées & arrêtées, par amiable compoſition entre les Deputez & de la part des Villes du Quartier du Zud d'une part, & les Conſeillers Deputez de Weſt-Friſe & du Quartier du Nord au nom & de la part des Villes dudit Quartier d'autre part, ſous l'approbation & Ratification du College des Nobles, & des Villes, & en conſequence de la Reſolution de L. N. Grandes Puiſſances du jour d'hier, les choſes contenues dans les Points & Articles ſuivants.

I. Que tous les Articles, Charges & Petitions concernantes la Province de Hollande & Weſt-Friſe en général, & ce tant extraordinaires qu'ordinaires qui ſeront conſenties par la Nobleſſe, les Nobles, & par les Villes du ſusdit Païs, nulles exceptées, ſeront portées à l'avenir par les deux ſusdits Quartiers aprés une ferme quotiſation & repartition, ſçavoir que dans les ſusdits Articles, Charges & Petitions ſeront portés & payez par le Quartier du Zud quatre vingt & trois quarts de cent, & par ceux des Quartiers de Weſt-Friſe & du Nord dix-huit & un quart, juſques à ce que par l'ouverture & examen des livres de part & d'autre, & ſuivant la juſte diſpoſition & état des Finances reciproques il en ait été ordonné autrement par reſolution unanime de la Nobleſſe, des Nobles, & des Villes. A quoi faire & promptement fournir les cottes parts reſpectives les Conſeillers Deputez de l'un & de l'autre Quartier s'obligent chacun à leur égard en la meilleure forme.

II. Que toutes les Charges particulieres & Domeſtiques de l'un & de l'autre Quartier, enſemble les Rentes à vie racheptables & Interêts des Comptoirs reſpectifs, & qui ne ſeront pas compris dans le partage & repartition ci-aprés ſeront portez & payez par l'un & l'autre Quartier, ſans qu'on ſoit obligé de s'en rendre compte l'un à l'autre; Que ceux des Quartiers de Weſt-Friſe & du Nord porteront & payeront ſeuls les Ouvrages des Ports de Mers comme Pilotis & autres en dependans qui ſeront faits de tems en tems à Hayſdune & à Helder, pourvû que les Charges n'en excedent point annuellement la Somme de vingt cinq mil Livres, comptant les années l'une parmi l'autre; Et s'il arrivoit que dans quelque tems il fut trouvé neceſſaire de faire pour leſdits ouvrages une depenſe excedante leſdits vingt cinq mil Livres en un an, cela ſera decreté par leurs Nobles grandes Puiſſances avec connoiſſance de cauſe, & executé par les Conſeillers Deputez des Quartiers de Weſt-Friſe & du Nord, & que tout ce qui ſe trouvera exceder pour leſdits Ouvrages ladite Somme de vingt cinq mil Livres Carolus par an, l'un compté comme dit eſt parmi les autres, ſera reputé une charge commune des Provinces, & ſera raportée dans la ſusdite diviſion & repartition, auxquelles fins il ſera fait tous les dix ans une ouverture ten welcken eynde van de onkoſten aen de voorſz. Wercken geſupponeert jaerlijcks openinge gedaen, ende ter executie van elcke *thien* jaeren daer over geliquideert ſal werden, ende by ſoo verre als dan bevonden ſoude mogen worden in de verloopene *thien* jaren daer aen meerder dan *twee honderts en vijftigh duyſent* Guldens te koſte geleydt te zijn, dat de voorſz. hoogere onkoſten, als een gemeene laſt van de Provintie over beyde de Quartieren nae de boven geexpreſſeerde quote gerepartieert, of anderſints de Penningen daer toe noodigh over de reſpective Comptoiren van *Hollandt* ende *Weſt-Vrieslandt* na de gewoonelijcke proportie genegotieert ſullen worden, doch by ſoo verre bevonden mochte werden in deſelve *thien* jaren daer aen minder dan *twee hondert en vijftigh duyſent* Guldens te weſen geſpendeert, dat als dan tot de volgende *thien* jaren gerefereert ende in de liquidatie die t'eynde deſelve *thien* jaren wederom ſtaet te geſchieden, gebracht ſal werden.

III. Ende nademael 't Collegie ter Admiraliteyt in *Weſt-Vrieslandt* ende den *Noorder-Quartiere* buyten extraordinaris conſenten, ende Subſidien van Staet van ſeer weynigh vermogen is, dat mitsdien van nu af aen ſal werden vaſt geſtelt, gelijck vaſt geſtelt wordt by deſen dat ſoo wanneer gene extraordinaris Subſidien ten behoeve van de Collegien ter Admiraliteyt werden ingewilligt, of oock de ingewilligde Subſidien voor 't contingent van 't gemelte Collegie geen *tachentigh duyſent* Caroli Guldens in een jaer mochten komen te bedraghen, als dan 't gemelte Collegie om 't ſelve mede eeniger maten tot behoorlijcke Equipagie bequaem te maecken, met de Somme van *tachentig duyſent* Guldens, of met ſoodanige Somme als d'ingewillighde extraordinaris conſenten voor 't contingent van 't gemelte Collegie minder dan *tachentig duyſent* Guldens in een jaer mochte komen te bedraghen, tot laſte van de gemeene Provintie van *Hollandt* ende *Weſt-Vrieslandt* geſubſidieert, ende mitsdien de voorſz. Somme by de maſſe van de laſten over beyde de Quartieren als boven te verdeelen gevoeght, oock vervolgens affective in de voorſz. verdeelinge ofte repartitie gebracht ſal worden: Alles ter tijden ende wijlen toe by eenparige Reſolutien van de Ridderſchap, Edelen ende Steden van *Hollandt* ende *Weſt-Vrieslandt* anders ſal weſen verſtaen: des werdt mede van nu af aen vaſt geſtelt, dat by ſoo verre, door Godes Zegen, het innekomen van 't voorſz. Collegie tot *vijf honderts duyſent* Guldens jaerlicks ofte daer boven moghte komen t'excreſſeren, of oock wel dat het ſelve innekomen door verloop, ofte veranderinge van ſaecken t'eenigen tijde moghte komen te esgaleren, ofte te ſurmonteren, het innekomen 't welck het Collegie ter Admiraliteyt op de *Maſe* ten ſelven tijde bevonden ſal werden te hebben, in beyde de voorſz. gevallen het voorgheroerde extraordinaris Subſidie ſal komen op te houden, immers dat alsdan uyt krachte van dit Verdragh daer toe geene Actie meer geboren ſal zyn.

IV. Wijders gemerckt ghedurende den jonghſten Oorlogh tegens *Engelandt* het ghemelte Collegie ter Admiraliteyt tot verſcheyden tijden, ende doorgaens uyt d'extraordinaris Conſenten of negotieerde Penningen ſoo veel te weynigh getoucheert heeft als het beloop der voorſz. conſenten, of de contingente portie in de voorſz. Negotiatien over *Weſt-Vrieslandt*, ende den *Noorder-Quartiere* minder bedraegt dan een gerecht *vierde part* in 't geene ten behoeve van de drie Collegien ter Admiraliteyt binnen deſe Provintie reſiderende ſucceſſivelick is geaccordeert, 't welck in alle den tijd van den voorſz. Engelſchen Oorlogh komt te bedragen ter Somme van *negen honderts duyſent* Caroli Guldens, dat over ſulcks om 't voorſz. aen 't gemelte Collegie ordentlick te rembourſeren de gerechte helft van dien by de Gecommitteerde Raden in *Weſt-Vrieslandt* ende den *Noorder-Quartiere* aen 't gemelte Collegie uytgereyckt ſal worden; tot het uytvinden van welcke reſpective helften deſelve Gecommitteerde Raden, voor ſoo veel des noodts zy, by de Heeren Staten in krachte van de approbatie, ende Ratificatie van deſen Accoorde geauthoriſeert ſullen weſen, de gerequireerde Negotiatien over de Comptoiren in 't een ende 't ander Quartier te mogen uytſchrijven, ende dat

ture & liquidation des depenſes faites pour leſdits Ouvrages, & au cas qu'au bout deſdits dix ans il ſe trouve qu'on ait depenſé plus de deux cens cinquante mil Livres, l'excedant ſera reparti ſur leſdits deux Quartiers comme une charge commune des Provinces, ſuivant la cottiſation exprimée ci-deſſus, ou autrement que les Deniers à ce neceſſaires ſeront negotiez ſur les Comptoirs de Hollande & de Weſt-Friſe ſuivant la proportion accoutumée; Mais s'il ſe trouve que dans les ſuſdits dix ans il ait été moins depenſé que deux cens cinquante mil livres, ce moins ſera raporté dans la liquidation des dix autres années ſuivantes & à la fin d'icelles.

III. Et comme le College de l'Amirauté des Quartiers de Weſt-Friſe & du Nord ſans les * *Conſentes & Subſides extraordinaires de l'Etat n'eſt pas de grand pouvoir, il ſera dés à preſent comme pour lors arrêté, comme il eſt arrêté par ces preſentes, que quand aucuns Subſides extraordinaires ne ſeront conſentis au proffit du College de l'Amirauté, ou que ce conſentement de Subſide ne viendra pas à monter en un an à quatre vingt mil Livres pour le contingent du ſuſdit College, alors pour rendre le ſuſdit College en quelque maniere capable d'un équipage convenable, il ſera ſubſidié de la Somme de quatre vingt mil Livres, ou de quelque autre Somme, ſi l'extraordinaire conſentement pour le contingent dudit College, vient à monter en un an à moins qu'à quatre vingt mille Livres, & ce à la charge des Provinces de Hollande & de Weſt-Friſe, & comme la ſuſdite Somme ſera jointe à la maſſe des charges qui devront être diviſées entre les deux Quartiers comme deſſus, elle ſera conſequemment effectivement raportée dans la ſuſdite repartition. Le tout juſques à ce que par une Reſolution unanime de la Nobleſſe, des Nobles, & des Villes de Hollande & Weſt-Friſe il en ſoit ordonné autrement. C'eſt pourquoi il eſt dés à preſent comme pour lors arrêté, que ſi par la benediction de Dieu, le revenu du ſuſdit College vient à augmenter annuellement juſques à cinq cent mil Livres, ou à plus, ou que ledit revenu par laps de tems ou par le changement des affaires, vienne quelque jour à égaler ou ſurmonter le revenu que le College de l'Amirauté ſe trouvera alors avoir ſur la Meuſe, en l'un & l'autre des ſuſdits cas les Subſides extraordinaires ſuſmentionnez viendront à ceſſer, du moins ne naitra-t il aucune Action à cet égard en vertu de ce Contract.*

* Charges ou Impoſitions auxquelles l'Etat donne ſon conſentement.

IV. En outre, vû que durant la derniere Guerre contre l'Angleterre le ſuſdit College de l'Amirauté a touché en differens tems, des Conſentemens extraordinaires ou Deniers negociez, beaucoup moins que le montant des ſuſdits Conſentemens ou la portion contingente dans les Negociations de Weſt-Friſe, & que le Quartier du Nord porte moins que la quatriéme part de ce qui eſt accordé ſucceſſivement au proffit des trois Colleges de l'Amirauté reſidens dans ces Provinces, ce qui dans tout le tems de la ſuſdite Guerre Angloiſe vient à monter à la Somme de neuf cens mille Livres Carolus, pour à cet égard rembourſer au ſuſdit College ce qui lui manque, la juſte moitié en ſera comptée au ſuſdit College par les Conſeillers Deputez de Weſt-Friſe & du Quartier du Nord; pour trouver leſquelles moitiés reſpectives, leſdits Conſeillers Deputez au cas que beſoin ſoit, par les Seigneurs Etats, en vertu de l'aprobation & Ratification de cet Accord, ſeront authoriſez de pouvoir ordonner les Negociations requiſes ſur les Comptoirs de l'un & de l'autre Quartier, & qu'en

ANNO 1668.

voorts alle d'achterſtallige, ofte onbetaelde Schulden van de verloopene jaren in 't een ende het ander Quartier reſpectivelick betaelt ſallen, werden ſouder dien aengaende eenige gemeenſchap te maecken, of repartitie te introduceren,

V. Dat door de voorſz. veraccordeerde quote, ofte repartitie gene de minſte veranderinge gemaeckt ſal worden in de gewoonelijcke ende van oudts gebruyckelijcke quote ontrent de Negotiatien op los-Lijfrenten of Intereſſen, maer dat alle de Capitalen die voorts aen tot voldoeninge van eenige laſten, of gedraege Conſenten, of oock wel tot een *fonds de reſerve* of anderſints ſullen werden genegotieert, over de reſpective Quartieren uytgeſchreven, ende by deſelve gheſurneert ſullen werden, als voor henen nae de ghebruyckelijcke quote van *negen en ſeventigh ende een half* over 't Zuyder Quartier, ende *twintigh ende een half* van 't Noorder-Quartier.

VI. Ende by ſoo verre het mochte komen te gebeuren, 't gundt Godt Almachtigh genadelijck gelieve te verhoeden, dat Weſt-Vrieslandt door het inbreecken van den bekenden Weſt-Vrieſchen Zeedijck moghte komen gheinundeert te werden, dat alsdan mits het gepreſupponeert onvermogen van 't gemelte Quartier deſe Conventie ſal komen te ceſſeren, ende een yeder van de Parthyen contrahenten wederom weſen in ſijn geheel, even ende in ſulcker voegen als of het jegenwoordige Verdragh noyt aengenomen ware geweeſt.

VII Dat de Penningen procederende van het middel van 't Dennezout in den Noorder-Quartiere gheheven werdende, alhoewel deſelve voor henen directelijck ende immediatelijck ten Comptoire van den Ontfanger Generael gebracht zijn, echter voortaen by adveu ende executie van deſen Contracte in de reſpective Comptoiren van Weſt-Vrieslandt ende den Noorder-Quartiere geſurneert werden, ende aldaer verblijven ſullen ter diſpoſitie van de Gecommitteerde Raden in den ſelven Quartiere, om nevens anderen tot voldoeninghe van de voorſz. Laſten ofte Petitien voor haer geemployeert te mogen werden.

VIII. Dat het proffijt gereſulteert, ofte noch te reſulteren uyt te gedaene, ofte noch te doene reductie van Renten ende Intereſſen over de Comptoiren van de Domeynen by goede ende vreedſame tijden, als voor henen ghe-employeert ſal worden tot afloſſinge van Capitalen over deſelve Comptoiren genegotieert, ende in kas by tijden van Oorlogh of andere gelegentheyt Haer Ed. Gr. Mog. gheraden ſouden mogen vinden deſelve Penningen elders dan tot afloſſinge als boven te laten employeren, dat als dan daer mede niet anders dan gemeene Laſten tot verlichtinge van beyde de Quartieren betaelt of anderſins deſelve Penningen by 't een ende 't ander Quartier na de voorſz. beraemde *quote* geprofiteert ſullen worden, ende voor ſoo veel nu of namaels eenige Middelen over de gantſche Provintie geheven of ingewilligt ende verpacht ſoude mogen werden, dat het provenu van dien insgelijcks niet anders dan in maniere voorſz. tot gemeene verrightinge gebruyckt, of by 't een ende 't ander Quartier na deſelve *quote* geprofiteert ſal worden.

IX. Dat ſoo lange deſelve beraemde *quote* of ſodanige andere als by eenparige Reſolutie als boven, in plaetſe van dien ſoude mogen weſen gearreſteert, by die van *Weſt-Vrieslandt* ende den *Noorder-Quartiere* werdt ghedraghen ende voldaen, 't voorſz. Collegie ter Admiraliteyt in den ſelven Quartiere ſal trecken en genieten het volle *vierde part* van de *quote* deſer Provintie, in alle conſenten tot Subſidie van de reſpective Collegien ter Admiraliteyt gedragen werdende, ende dat mitsdien het ſelve Collegie van de Middelen tot de ſaecken van de Zee geconſenteert, geaffecteert, of wel genegotieert, uyt het Zuyder-Quartier ſal ontfangen 't gene de voorſz. beraemde *quote* van *achtien ende een quart*, ten aenſien van geconſenteerde Middelen, ende het ordinaris van *twintigh en een half*, ten aenſien van genegotieerde Penningen minder dan 't voorſz. volle *vierde part* komt te bedragen.

X. Dat de Gecommitteerde Raden in 't eene ende 't andere Quartier, in kraehte van Haer Ed. Gr. Mo. approbatie, die op deſen Accoorde verwacht ende te ghe-

ANNO 1668.

outre tous les Arrerages & les Dettes, non payées, des années échuës dans l'un & dans l'autre Quartier ſeront payées reſpectivement, ſans qu'à cet égard, il y ait rien de commun, ni qu'on introduiſe aucune repartition.

V. Que par la ſuſdite cottiſation accordée, ou repartition il ne ſera fait le moindre changement dans les anciennes cottes & qui ſont d'uſage à l'égard des Negotiations ſur les Rentes rachettables, ou Interêts, mais que tous les Capitaux qui ſeront ci-aprés negociés pour ſatisfaire à quelques charges ou conſentemens, ou même pour un fond de reſerve ou autrement, ſeront fournis par les Quartiers reſpectifs, comme ci-devant, ſuivant la cotte accoûtumée de ſoixante & dixneuf & un demi, pour le Quartier du Zud, & de vingt un demi pour le Quartier du Nord.

VI. Et s'il arrivoit, ce qu'à Dieu tout-puiſſant ne plaiſe par ſa grace, que la Weſt-Friſe vint à être inondée par la rupture de ſa Digue, alors à cauſe de l'impoſſibilité que l'on ſuppoſe dudit Quartier; cette Convention ceſſera d'avoir lieu, & chacune des Parties contractantes reviendront en leur entier, comme & tout ainſi que ſi ce preſent Contract n'eût jamais été agréé.

VII. Que les Deniers procedant du revenu de Dennezout venant à rehauſſer dans le Quartier du Nord, quoi qu'ils ayent ci-devant été portez directement & immediatement au Comptoir du Receveur general. Cependant, en execution de ce Contract, ils ſeront cy-aprés fournis dans les Comptoirs reſpectifs des Quartiers de Weſt-Friſe & du Nord & demeureront à la diſpoſition des Conſeillers Deputez deſdits Quartiers, pour être employez avec les autres à ſatisfaire aux ſuſdites Charges & Petitions.

VIII. Que le proffit qui eſt revenu ou qui reviendra encore de la reduction déja faite ou à faire des Rentes & Interêts dans les Comptoirs des Domaines en bon tems & de paix ſera, comme ci-devant, employé au rembourſement des Capitaux negotiez par leſdits Bureaux; Et au cas que dans un tems de Guerre ou autre conjoncture fâcheuſe L. N. Gr. Puiſſances jugeaſſent à propos d'employer leſdits Deniers en autre choſe qu'au rembourſement ſuſdit, qu'alors on n'en payera que les Charges communes pour le ſoulagement des deux Quartiers, ou qu'autrement on fera proffiter leſdits Deniers par l'un & l'autre Quartier ſuivant la cotte ſuſdite. Et ſi à preſent ou ci-aprés étoient levez ou conſentis quelques revenus ſur toute la Province, & donnez à ferme, qu'on uſera ſemblablement du provenu comme dit eſt à l'avantage commun, ou que l'un & l'autre Quartier fera proffiter ſuivant ladite cotte.

IX. Et jusques à ce que la ſuſdite cotte ou telle autre qui par une Reſolution unanime comme deſſus, pourroit être arrêtée, ſoit portée & ſatisfaite par ceux des Quartiers du Weſt & du Nord, le ſuſdit College de l'Amirauté deſdits Quartiers tirera & jouira de la quatrieme partie entiere de la cotte de ces Provinces dans tous les conſentemens de Subſides qui ſont portez par les Colleges reſpectifs de l'Amirauté. Et que moyennant ce le ſuſdit College recevra du Quartier du Zud des revenus, conſentis, affectez & negotiez pour les affaires Maritimes, ce à quoi la ſuſdite cotte de dix huit & un quart à l'égard des revenus conſentis, & l'ordinaire de vingt & demi à l'égard des Deniers negociez, viendra à monter, moins que la ſuſdite quatriéme partie entiere.

X. Que les Conſeillers Deputez de l'un & de l'autre Quartier en vertu de l'approbation qu'on attend que L. N. Gr. Puiſſances donneront à cet Accord, ANNO 1668. ghemoet geſien werdt, geanthoriſeert ende gelaſt ſullen zijn, om tot voltreckinghe ende executie van den ſelven Accoorde, ten ſpoedighſten eene particuliere verdeelinghe ende repartitie over beyde de Quartieren te maken, ſoo van alle de Poſten in den Staet van Oorloge begrepen, als van alle andere Laſten, de gemeene Provintie concernerende, ende voorts van jaer tot jaer, of t'elckens als dienthalven eenige veranderinge voorvalt, of eenige nieuwe Laſten of Petitien ingewilligt zijn, wederom van gelijcke te doen, oock jaerlijcks te liquideren ende vereffenen 't gunt van de gerepartieerde Laſten op 't een of 't ander Quartier onbetaelt gebleven, ende *caduc* gevallen, of anderſins by d'een of d'andere toeval geprofiteert ſoude mogen zijn.

Aldus gedaen, veraccordeert ende geſtooten in *'s Gravenhage*, op den voorſz. *een en twintighſten* July, *ſeſthien hondert acht en ſeſtigh.* Ende ten oirconde der waerheyt by ons ondergeſchreven, met onſe reſpective Onderteeckeningen en Signaturen beveſtight.

Was geteeckent:

Zuyder-Quartier.

A. V. Bouckhorſt.
J. Van Beveren.
C. Graveſteyn.
A. van der Goes.
P. V. Swanenburg.
Gerard Haſſelaer.
Johan Peſſer.
Adriaen Boxel.
H. V. Arckel.
Herbert van Beaumont.
Simon van Beaumont.

Noorder-Quartier.

Lucas van Neck.
Nicolaes Teengs.
Pieter Bording.
Adriaen Sevenhuyſen.
Claes Admirael.
R. de Brouwer.
D. V. Foreeſt.
J. V. Foreeſt.

Johan de Wit.

ſeſtien hondert acht en ſeſtigh.

cord, ſeront authoriſez & chargez pour une execution & accompliſſement de cet Accord, de faire au plûtôt une particuliere diviſion & repartition ſur les deux Quartiers tant de tous les Articles compris dans l'état de Guerre, que de toutes les autres Charges qui concerneront les Provinces communes, & ainſi ſera fait d'année en année, ou chaque fois qu'il écherra quelque changement, ou qu'il faudra conſentir à quelque nouvelle Charge, ou Petitions, & l'on liquidera & égaliſera auſſi annuellement ce qui reſtera à payer des Charges reparties ſur chaque Quartier, ou qui aura été proffité dans l'une ou l'autre rencontre.

Ainſi fait, accordé & conclu à la Haye le ſusdit vingt & uniéme Juillet mil ſix cens ſoixante huit. En témoin de la verité nous ſouſſignez avons confirmé ces preſentes de nos ſignatures reſpectives.

Etoit ſigné:

Quartier du Zud.

A. V. Bouckhorſt.
J. van Beveren.
C. Graveſteyn.
A. van der Goes.
P. V. Swanenburgh.
Gerard Haſſelaer.
Jean Peſſer.
Adrian Boxel.
H. V. Arckel.
Herbert van Beaumont.
Simon van Beaumont.

Quartier du Nord.

Lucas van Neck.
Nicolas Teengs.
Pierre Bording.
Adrien Sevenhuyſen.
Claes Admirael.
R. de Brouwer.
D. V. Foreeſt.
J. V. Foreeſt.

Jean de Wit.

mil ſix cens ſoixante huit.

XXXIX.

5. Oct. *Articles convenus* ſub ſpe ratificationis, *entre les Miniſtres du Roi de la* GRANDE BRETAGNE, *du Roi de* SUEDE, *& des Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *pour aſſurer l'Affaire de la Triple-Alliance, en aſſurant le payement des Subſides promis à la Suede. A la Haye le* 5. *Octobre* 1668. Avec *l'*APROBATION *de Leurs Hautes Puiſſances par Reſolution du* 20. *Decembre* 1668 [AITZEMA, *Saken van Staet en Oorlog.* Tom. VI. Boeck 48. pag. 862. in fol. & derechef pag. 931.]

Extract uyt de Reſolutien van de Heeren Staten van Hollandt ende Weſt-Vrieslandt, in Haer Ed. Groot Mog Vergaderingh genomen op Donderdagh den twintichſten December.

BY reſumptie gedelibereert zijnde op 't Advijs van de Heeren Haer Ed. Groot Mog. Gecommitteerden tot de ſacken van *Engelant*, hebbende inghevolghe en tot voldoeninge van der ſelver Reſolutie Commiſſoriael in date den *ſeven en twintichſten* der voorlede maent geexamineert ende overwogen, 't gerapporteerde van 't gunt by abſentie van Haer Ed. Gro. Mog. was gepaſſeert en voorgevallen, ontrent het ſubject van de *Triple*-Alliantie den *vijf en twintichſten* April laeſtleden, tuſſchen *Engelant*, *Sweden*, ende deſen Staet gheſlooten, en in ſpecie ten aenſien van de Subſidien ter contemplatie van dien, door *Spangien* aen *Sweden* te betalen, met het gene daer ontrent is in voorgaende Notulen, onder date den vijfden deſes breeder gementioneert, hebben Haer Ed Gro. Mog. haer wel laten gevallen, het reſultat van ſeeckere Conferentie tuſſchen den Heere Ambaſſadeur *Temple*, en de Gedeputeerden van Haer Ho. Mog. met den Heere Extraordinaris Envoyé *Appelboom*, over 't voorſchreve ſubject gehonden, ſulex ende in dier voegen als 't ſelve is vervat, in 't geſchrifte hier naer geinſereert.

L'Ambaſſadeur du Roy de la *Grande Bretagne*, & les Deputez des Eſtats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, ayant eſté aujourd'huy en Conference avec le Sieur Envoyé Extraordinaire du Roy de *Suede*, au ſujet de la derniere Réponſe donnée au nom & de la part de la Reine Regente *d'Eſpagne*, ſur les Lettres reiterées, & inſtances nouvelles eſcrites & faites par & de la part dudit Seigneur Roy de la *Grande Bretagne* & deſdits Seigneurs Eſtats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas à ladite Reine; A ce qu'il pluſt à Sa Majeſté payer au Roy de *Suede* les Subſides, plus amplement exprimés dans l'Acte ſeparé, arreſté conjointement avec la *Triple-Alliance*, à Londres le *vingt cinquiesme* Avril dernier, ſtile du lieu, & voyant d'un coſté avec regret les difficultés que ladite Reine & le Conſeil *d'Eſpagne* continuent de faire à l'égard de la ſatisfaction deſdits Subſides, & faiſant reflexion de l'autre coſté ſur l'inclination ſincere & ſur le zele ardent deſdits Sieurs leurs Maiſtres, d'executer & de ſatisfaire, avec la derniere ponctualité tout ce à quoy ils ſe ſont obligés, tant par ladite Triple-Alliance, que par l'Article ſeparé qui en depend: ſçavoir à faire tous les devoirs & offices imaginables auprès de la Couronne *d'Eſpagne*, afin que leſdits Subſides puiſſent eſtre payés audit Seigneur Roy de *Suede* & faute de cela à s'abſtenir de tous offices d'amitié envers *l'Eſpagne*, aux affaires, que cette Couronne a à demeſler avec la France, ont pour plus grande ſatisfaction de la promeſſe faite par les Seigneurs leurs Maiſtres, & pour faire reüſſir l'intention de la Couronne de Soede, auſſi bien que le repos public, propoſé de leur mouvement les points ſuivans, leſquels ils tâcheront par toute ſorte de bons offices de faire agréer par leſdits Seigneurs leurs Maiſtres.

I. Que pour induire la Couronne *d'Eſpagne* par une plus grande aſſeurance de ſa ſeureté à fournir leſdits Subſides, l'on pourroit faire à la Reine Regente une offre particuliere de la part des Rois de la *Grande Bretagne* & de *Suede*, comme auſſi de la part des Eſtats Generaux des Provinces-Unies, qu'en eſchange de la promeſſe, de payer leſdits Subſides, ils promettront reciproquement, & ainſi par une obligation mutuelle de garantir la Couronne *d'Eſpagne*, à l'égard de tous ſes Royaumes, Provinces, Pais & Places, en la paiſible jouïſſance de la Paix dernierement faite à Aix la Chapelle; & ce ſans exception d'aucuns Pais, ou Places, quelque nom qu'ils puiſſent avoir, ou en quelque lieu qu'ils puiſſent eſtre ſitués.

II. Que pour cet effect, & pour une plus grande aſſeurance de ladite Paix, les trois Eſtats ſuſnommés arreſteront dés à preſent les forces & les moyens qu'ils employeront, en cas d'infraction par l'infracteur, comme auſſi la forme & la maniere, autant que cela ſe pourra faire, en laquelle chacun d'eux agira, le cas eſcheant.

III. Et afin que leſdits Subſides puiſſent eſtre d'autant plus aiſement payés, & avec moins d'incommodités pour la Couronne *d'Eſpagne*, que la Couronne de *Suede* veuille trouver bon, que le payement s'en faſſe une bonne partie comptant, & le ſurplus à des termes raiſonnables, & qu'en eſchange auſſi, pour plus grande ſatisfaction de la Couronne de *Suede*, & pour en cas d'Infraction de ladite Paix, ce qu'à Dieu ne plaiſe, la rendre d'autant plus capable d'une vigoureuſe execution de ſa Guarantie, on arreſtera auſſi ſemblablement dés à preſent que ladite rupture eſcheant l'on ſubſidiera ladite Couronne de *ſoixante mille* Ryxdalers par mois, dont la moitié ſera fournie par celuy, au profit & à l'avantage duquel la Garantie ſe fait & execute, & l'autre moitié ſera payée & acquittée par proviſion, par le Roy de la *Grande Bretagne* & par les Eſtats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, également; en recevant bonne aſſeurance, qu'aprés que la Paix ſera reſtablie, ils en ſeront rembourſés par ceux, en faveur & à l'avantage duquel la Guarantie aura eſté fournie & executée.

IV. Et d'autant que l'on a ſujet de croire, & que l'on prévoit, que l'on ne pourra pas faire regler cette affaire, avec la diligence requiſe, par des Lettres que l'on pourroit eſcrire & reſcrire en *Eſpagne* & en *Suede*, il ſera à propos, que de tous coſtés l'on faſſe en ſorte, que non ſeulement le Roy de la *Grande Bretagne* & les Eſtats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas qualifient leurs Ambaſſadeurs & Deputés reſpectivement, à ce que deſſus, mais auſſi principalement que les Miniſtres *d'Eſpagne* & de *Suede*, qui reſident preſentement icy, ou bien tels autres que leurs Maiſtres reſpectivement trouveront bon de nommer, pour cela, ſoyent pourveus d'inſtruction ſuffiſante, authorité & pouvoir, de regler, arreſter & conclurre leſdits Points, ſans que pour cela il ſoit beſoin d'autres ordre, inſtruction ou autorité de leurs Committents.

Ainſi fait à la Haye le *cinquieſme* Octobre *mil ſix cens ſoixante huit.*

XL.

30. Nov. *Fœdus Defenſivum inter Romanorum Imperatorem* LEOPOLDUM, *& Electorem Saxoniæ* JOHANNEM GEORGIUM, *ad Decennium initum. Viennæ die* 30. *Novembris anno* 1668 Cum RATIFICATIONE *ejuſdem Fœderis defenſivi ex parte Electoris. Data Dreſdæ die* 4. *Decembris* 1668. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

NOS JOANNES GEORGIUS Dei gratia, Dux Saxoniæ, Juliæ, Cliviæ & Montium, Sacri Romani Imperii Archi-Mareſchallus & Princeps Elector, Landgravius Thuringiæ, Marchio Miſniæ, Superioris & Inferioris Luſatiæ, Burggravius Magdenburgenſis, Comes Marchiæ & Ravenſpurgi, Dominus in Ravenſtein. Notum facimus univerſis ac ſingulis, quorum ſcire intereſt pro nobis, Hæredibus ac Succeſſoribus noſtris, quod cum inter Sereniſſimi, Potentiſſimi & Invictiſſimi Domini Domini Leopoldi, Divina favente Clementia Electi Romanorum Imperatoris ſemper Auguſti, Hungariæ atque Bohemiæ Regis & noſtrum Plenipotentiarium ſufficienti utrimque Mandato inſtructos de Fœdere Defenſivo vigeſimo ſtyli veteris Anno milleſimo ſeſcenteſimo ſexageſimo octavo ſequentem in modum actum & concluſum ſit.

In Nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, Dei Patris, & Filii & Spiritus Sancti. Amen.

CUm Sereniſſimus, Potentiſſimus & Invictiſſimus Dominus, Dominus Leopoldus Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus &c. &c. &c. Ex una: & Serenitas ſua Electoralis, Sereniſſimus Dominus, Dominus Joannes Georgius Dux Saxoniæ, Sacri Romani Imperii Archi Mareſchallus & Princeps Elector &c. &c. &c. moderni temporis & circumſtantiarum rationem perpenderint, & uterque ſibi proficuum fore judicaverint, ut invicem de matura defenſione ad mutuam ſecuritatem neceſſaria, tam arcte obligemur; ut alter in alterius auxiliis certam fiduciam ac fundamentum collocare queat. Idcirco inter Sacræ Cæſareæ Majeſtatis & Serenitatis ſuæ Electoralis Deputatos idonea inſtructos Plenipotentia, nempe ex parte Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Celſiſſimum Principem Dominum, Wenceslaum Ducem Saganenſem, Principem & Gubernatorem Domus Lobkuwitz, Principem Sternſteinenſem, Dominum in Culumnitz ad Albim, Equitem Aurei Velleris, dictæ Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Conſiliarium Arcanum & ſupremum Aulæ Præfectum, ex parte vero Sereniſſimi Electoris Celſiſſimum Dominum, Dominum & Principem Joannem Adolphum Sleſwigii & Holſatiæ Ducem, dictorum ſuorum Principalium nomine, ſequens Fœdus reciproce defenſivum factum & concluſum fuerit.

I. Primo, ſit & maneat conſtans, vera, ſincera inter Sacram Cæſaream Majeſtatem & Sereniſſimum Electorem Saxoniæ, & amborum Hæredes & Succeſſores Amicitia, ita ut utraque Pars alterius honorem, utilitatem commodumve promoveat, ſecuritati ſtudeat ſatagatque ut Pax Weſtphalica ſancta cuſtodiatur, & nulli amborum Partium quicquam hoſtilitatis, inimicitiæ aut moleſtiæ contra ejus tenorem inferatur.

II. Secundo, unde ſi contingeret Sacram Cæſaream Majeſtatem in ſuis Regnis, ſcilicet in Regno Hungariæ & Bohemiæ, aut aliis ſuis Statibus & Provinciis Hæreditariis ab aliquo vel aliquibus, quiſcumque aut quicunque illi ſint, hoſtiliter & Bello impeti, teneatur ſua Electoralis Serenitas poſt factam requiſitionem quam citiſſime, vel ſaltem intra trimeſtre Suæ Majeſtati ſubmittere in auxilium mille Pedites & quingentos Equites inſtructos armis, & apparatu Militari, nec non re tormentaria Campeſtri minori, quæ modo dicto numero conveniat. Quod ſi etiam gravior urgeret neceſſitas, & Sua Majeſtas ultra priorem numerum Militum alios mille Pedites & quingentos Equites pariter, uti modo dictum, omni apparatu inſtructos in auxilium deſideraret, teneatur & hos ſua Serenitas Electoralis poſt factam novam requiſitionem quantocius & ſaltem intra duos menſes ſubmittere.

III. Tertio, quod ſi ſuæ Serenitatis Electoralis Provinciæ ab uno vel pluribus, quiſque ille aut quicunque ſint, Bello invaderentur, pariter Sua Majeſtas velociſſime & ſaltem intra duos menſes a facta requiſitione ſuæ Serenitati ſuppetias ferat, cum pari numero Militum, nempe mille Peditibus & quingentis Equitibus, vel ſi gravior incumberet neceſſitas in viciſſitudinem promiſſionis a ſua Electorali Serenitate factæ, & in præcedenti Articulo comprehenſæ, cum bis mille Peditibus & mille Equitibus, omni apparatu neceſſario ut ante dictum, ad proportionem hujus numeri proviſis.

IV. Quarto, militabunt & egregiam in defenſionem navabunt operam, utriuſque Partis auxiliares Copiæ, quamdiu periculi ingruentis ratio hoc poſtulaverit, & uſque dum Pax inita fuerit.

V. Quinto, ſubminiſtrabit ille, cui in ſuis Provinciis ab altero ſubvenitur, Militi auxiliario eodem modo omnia victualia, ſicuti ſuis propriis Copiis, & quidem gratis & toto illo tempore, quamdiu in ſuo Statu durabit illa Expeditio: Stipendium vero militare quiſque Fœderatorum ſuis Copiis dependat: quibus etiam ſuis expenſis de apparatu dictæ rei tormentariæ Campeſtris minoris providebit; Quod ſi vero aliquis locus vel oppugnandus vel propugnandus foret, Tormenta majora cum debito apparatu Pars illa in cujus Defenſionem miſſum eſt auxilium, ſuo ære & ſumptu ſubminiſtret.

Digitized by Google

Anno 1668. VI. Sexto, ſi eodem tempore uterque ex Fœderatis ab uno vel pluribus vim pateretur, neuter in hunc eventum alteri ad ferendum auxilium obſtringitur.

VII. Septimo, quod ſi etiam alterutra Pars in diverſis locis, ab uno vel pluribus invaderetur, non teneretur tamen ultra prædictum numerum adaugere ſuppetias.

VIII. Octavo, Armorum Directio illi ex Fœderatis competat, in cujus Statu ac Territorio Bellum geritur: Omnia vero majoris momenti negotia, quæ circa Belli gerendi rationem occurrunt, communicatis Conſiliis expedientur.

IX. Nono, nullus hoſtibus alterius tranſitum, Commeatum, ſtativa, receptum aut receſſum concedat, ſed omni conatu & viribus impediat, permittat vero Copiis Auxiliaribus, ita ut & his, ſi ratio neceſſitatis exigat, detur receptus, ſub mœnibus & tormentis locorum munitorum, præmonito tamen Gubernatore illius Caſtri, vel Urbis, & communicato cum hoc Conſilio, & ut inde ceſſante periculo, iterum recedatur.

X. Decimo, neuter Pacem, aut Armiſtitium ſine alterius conſenſu & præſcientia tractet, multo minus concludat, ſed hæc omnia mutuo peragantur & abſolvantur placito, ſtudeatque unusquisque in ejusmodi Congreſſibus & Pacificationibus alterius ſecuritati & commodo.

XI. Undecimo, pangitur hoc Fœdus ad decem annos integros & completos, includendo, & obligando amborum Hæredes & Succeſſores, porrigendum etiam & prorogandum ante lapſum interſtitium dicti temporis, ſi ita res exigere videbitur.

XII. Duodecimo, cum nulla ſit alia in hoc Fœdere intentio, niſi mutuæ ſecuritati proſpicere & ne alterutra Partium contra tenorem memoratæ Pacis Weſtphalicæ, violentiis & hoſtilitatibus impetatur, liber proinde eſt aditus aliis Statibus mutuo Partium conſenſu admittendis.

Concluſa fuerunt hæc omnia inter præmemoratos Sacræ Cæſareæ Majeſtatis & Serenitatis ſuæ Electuralis Plenipotentiarios vigore plenæ facultatis ac Mandatorum a ſuis Principalibus ipſis conceſſorum, & reciproce commutatorum, quorum tenor infra ſequitur, ſub Ratihabitione ſuæ Cæſareæ Majeſtatis & Serenitatis ſuæ Electoralis, quas utriusque Partis Plenipotentiarii intra ſpatium quatuor hebdomadarum, extradendas & commutandas promittunt. In quorum fidem præſens hoc Inſtrumentum a prænominatis Dominis Principibus & Plenipotentiariis ſubſignatum & Sigillis munitum eſt. Actum Viennæ die ultima Novembris. Anno milleſimo ſexcenteſimo ſexageſimo octavo.

(L. S.) *Venceslaus Dux Saganenſis* (L. S.) *Joannes Adolphus Dux Sleswigæ & Holſatiæ.*

CUm vero ſimul etiam convenerit, ut hujus Fœderis Ratihabitio intra terminum quatuor hebdomadarum a dicta Sacra Cæſarea Majeſtate & a nobis ſequi, & utrinque commutari debeat, nos huic Conventioni ſatisfacientes, hoc memoratum Fœdus defenſivum per omnia & ſingula approbamus, confirmamus & ratum habemus pro nobis Hæredibus & Succeſſoribus noſtris verbo noſtro Electorali promittentes, nos omnia & ſingula in præfato Fœdere contenta, quantum ea nos concernunt, Divina favente gratia bona fide præſtituros & adimpleturos, omnique ratione impedituros, ne a noſtris vel aliis ullo modo violentur. In cujus rei fidem haſce manu noſtra ſubſcriptas Sigilli noſtri Electoralis appreſſione muniri juſſimus. Dabantur in Urbe noſtra Dreſda die quarta menſis Decembris ſtylo veteri, Anno milleſimo ſexcenteſimo ſexageſimo octavo

XLI.

1669. 16. Fevr. France et Cologne.

Traité d'Alliance, entre LOUÏS XIV. *Roi de France, &* MAXIMILIEN HENRY DE BAVIERE, *Prince Electeur de Cologne. Conclu à Paris le 16. Février, 1669.* [FREDERIC. LEONARD. Tom. III.]

SA Majeſté Tres-Chreſtienne ayant éprouvé les avantages qui provenoient de l'Alliance du Rhin pour le bien & le repos de toute l'Allemagne, & la proſperité & le profit de ſes propres Eſtats, aprés avoir fait connoiſtre au Sereniſſime Electeur de Cologne, le deſir qu'elle avoit de reſter dans cette Alliance, avec les meſmes Princes avec leſquels elle avoit eſté concluë & meſme de la proroger encore pour quelques années, & avoit témoigné qu'attendu qu'il ſe trouvoit de la part de quelques-uns des difficultés que Sa Majeſté ne pouvoit ſurmonter, Elle eſtoit encore preſte de la renouveller avec ceux à qui elle ſeroit agreable. Et d'autre part ſon Alteſſe Electorale n'ayant pas moins reconnu les avantages que cette Alliance avoit apporté pour le bien de toute la Chreſtienté, pour la ſureté de l'Empire, & pour le profit particulier de tous les Princes qui la compoſoient; & ainſi ſouhaitant de la maintenir & de la conſerver, tant pour ces raiſons que pour donner au Roi des marques de ſon amitié & de ſa reconnoiſſance. Sa Majeſté Tres-Chreſtienne a donné au Sieur de Lionne, Miniſtre & Secretaire d'Eſtat; Et ſon Alteſſe Electorale de Cologne au Prince Guillaume de Furſtemberg, Ordre & plein-Pouvoir de s'aſſembler, & les ont eſtablis leurs Plenipotentiaires, leſquels ſont convenus des Articles ſuivans. Anno 1669.

PREMIEREMENT. Son Alteſſe Electorale ſera toûjours preſte de renouveller ladite Confederation, toutes les fois que les autres Princes qui en ſont les Membres, ou tous, ou quelques-uns d'entr'eux y donneront leur conſentement, Elle promet de plus à Sa Majeſté que quand trois, ou du moins deux Princes d'Allemagne voudront faire une nouvelle Alliance avec Sa Majeſté, à peu prés de même nature que celle-cy, ſon Alteſſe Electorale y donnera les mains aux mêmes conditions.

II. Sa Majeſté auſſi pour donner de ſa part au Sereniſſime Electeur des marques de ſa bienveillance & de ſon amitié, luy fournira du ſecours contre tous les Princes, qui ſous quelque cauſe & pretexte que ce ſoit l'attaqueront.

III. A cet effet Sa Majeſté n'eſtant preſentement embaraſſée d'aucune Guerre, envoyera au ſusdit Electeur, pour s'en ſervir en quelle maniere, qu'il luy plaira, huit Compagnies du Regiment de Furſtemberg, comme il eſt porté par le Traité fait avec le Prince Guillaume de Furſtemberg.

IV. Et en cas que le ſusdit Electeur eût un juſte ſujet de craindre que ſes Eſtats ne fuſſent envahis par un ou pluſieurs Princes ou Eſtats ſes Ennemis, Sa Majeſté en eſtant requiſe, luy envoyera juſqu'à cinq mil Hommes de Pied & deux mil Chevaux, ſelon le nombre que ſon Alteſſe Electorale jugera luy eſtre neceſſaire, leſquels Sa Majeſté entretiendra à ſa ſolde, ſans que le ſusdit Electeur ſoit obligé de leur fournir autre choſe que le couvert: & Sa Majeſté aura ſoin que la Diſcipline Militaire ſoit exactement obſervée parmi eux dans les Lieux de leur ſejour, afin qu'ils ne ſoient point à charge aux Sujets de ſon Alteſſe. Sa Majeſté ne conſentira & ne permettra point qu'ils ſoient les premiers à commencer la Guerre, & à commettre les premiers Actes d'hoſtilité contre qui que ce ſoit, même qu'elle les rappellera en France a la premiere requiſition de ſon Alteſſe Electorale. Sa Majeſté de plus donnera ordre, que tant les ſimples Soldats que les Officiers & Commandans ſoient ſoumis à ſon Alteſſe, & à ſes ordres en tout & par tout, & pour plus grande ſeureté qu'ils preſteront Serment de fidelité entre les mains de ſon Alteſſe Electorale & de ſon Chapitre Metropolitain, pour le temps qu'ils reſteront à ſon ſervice; de maniere que Monſieur l'Electeur ne ſera obligé que de leur fournir le couvert, s'obligeant néanmoins d'avertir Sa Majeſté de leur retour en France, ſix ſemaines avant leur depart, & de leur fournir le neceſſaire pour leur voyage, & de leur procurer de tout ſon pouvoir la ſeureté de leur paſſage en France.

V. Que s'il arrivoit par hazard qu'on envahit les Eſtats du ſusdit Electeur, & qu'il eût beſoin d'un plus grand nombre de Troupes que des deux mil Chevaux & des cinq mil Hommes de Pied cy deſſus mentionnez, Sa Majeſté luy en fournira volontiers encore pareil nombre, c'eſt-à-dire, deux mil Chevaux & cinq mil Fantaſſins, que ſon Alteſſe entretiendra à ſa ſolde, moyennant un Subſide de 10000. Ecus de France, que Sa Majeſté luy fera payer exactement à la fin de chaque mois, & Sa Majeſté ne rappellera point les ſusdites Troupes, ni ne retranchera point le ſusd. Subſide, que ſon Alteſſe Electorale n'ait conclu une Paix ferme & entiere avec ſes Ennemis.

VI. Le Cardinal Mazarin, d'heureuſe memoire, ayant promis à ſon Alteſſe Electorale d'obtenir du Roy pour Elle douze pieces de Canon, & ſadite Alteſſe ne

les

ANNO 1669. les ayant pas encore reçû, Sa Majeſté luy promet comme Elle s'y oblige par un Ecrit à part de ſa main, de les remettre à Metz ou à Briſac, au Commiſſaire ou autre Officier qui y ſera envoyé par ſon Alteſſe Electorale, pour les y recevoir quand il luy plaira.

VII. En cas qu'on renouvellat la Traité de l'Alliance du Rhin, ou que Sa Majeſté en fit une ſemblable avec quelques Princes d'Allemagne, ou meſme avec ſon Alteſſe Electorale, Sa Majeſté ne ſera plus obligée d'obſerver les conditions cy-deſſus mentionnées, & tout ce preſent Traité ſera cenſé nul, exceptez les troiſiéme & quatriéme Articles qui concernent les huit Compagnies du Regiment de Furſtemberg, & les douze pieces de Canon, que Sa Majeſté ſera obligée de fournir en tout cas à Son Alteſſe Electorale, en la forme & maniere cy-deſſusdite. Ces preſens Articles ont eſté arreſtez par le Sieur de Lionne, en vertu du plein Pouvoir qu'il en a reçû de Sa M. & par le Prince Guillaume de Furſtemberg, en vertu du plein-Pouvoir de ſon A. E. dont ils ſe ſont reciproquement promis de fournir les Ratifications dans le terme de quinze jours, à compter du jour de la datte des preſentes. En foy de quoy ils ont ſigné ledit Traité, & y ont mis le Cachet de leurs Armes. Fait à Paris le ſeiziéme Février 1669.

XLII.

16. Fevr. Vereinigung zwiſchen Churfürſt Johann Georg den Andern/ und dero Herren Brüdern Auguſt/ Chriſtian/ und Moritz allerſeits Hertzogen zu Sachſen/ in puncto der Steuern/ und übernehmung derer an denen Erb-Landen hafftenden Steuer-Schulden aufgerichtet. Krafft welcher dieſelbe die beſagte Steuer-Schulden pro rata ihres Landts-antheils über ſich nehmen. Geſchehen Dreſden den 16. February 1669. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abſatz II. pag. 798.]

C'eſt-à-dire,

Accord entre JEAN GEORGE II. *Electeur de Saxe, & ſes Freres* AUGUSTE, CHRISTIAN, *&* MAURICE *Ducs de Saxe au ſujet des* Steures *de leurs Eſtats & Domaines. Ils en font le partage entr'eux, & s'engagent à payer auſſi chacun ſa part & portion des Dettes dont elles ſont chargées. A Dresde le 16. Février* 1669.

VOn GOttes Gnaden/ Wir Johann Georg der Andere/ des Heiligen Römiſchen Reichs Ertz-Marſchall und Churfürſt/ ꝛc. Und von deſſelben Gnaden/ Wir Auguſtus, poſtulirter Adminiſtrator des Primat und Ertz-Stiffts Magdeburg/ dann Wir Chriſtian/ und Wir Moritz/ allerſeits Gebrüdere und Hertzoge zu Sachſen/ Jülich/ Cleve und Berg/ reſpectivè poſtulirte Adminiſtratores der Stiffter Merſeburg und Naumburg/ Land-Grafen in Thüringen/ vor Uns und Unſere Nachkommen hiermit uhrkunden und bekennen;

Nachdem in des Durchlauchtigſten/ Hochgebohrnen Fürſten/ Herrn Johann Georgen des Erſten/ Hertzogen zu Sachſen/ Jülich/ Cleve und Berg (tot. tit.) Unſers Gnädigen und Hochgeehrten Herrn Vaters und Gevatters Hochſeeligen Andenckens hinterlaſſenen Teſtament und letzten Willen/ Uns auff die darinnen beſchriebene maſſen ſambt andern Nutzungen und Gerechtſamen/ auch in ſpecie und mit ausgedruckten Worten die Steuer geeignet/ und in dem zwiſchen Uns auffgerichteten Brüderlichen Vergleichungs-Receß unter andern abgeredet worden/ daß die Steuer zwar beyſammen bleiben ſolte/ daferne aber Wir ins künfftige deßwegen eine Aenderung zu treffen nöthig befinden würden/ man ſich nach Verflieſſung der damahls gegenwärtigen Landes-Verwilligung/ darüber mit Zuthuung der Landſchafft weiter vernehmen und güdlich vergleichen wolte/ in deſſen Entſtehung aber ſolte keinem Theil an ſeinen aus dem väterlichen Teſtament und ſonſten zuſtehenden Rechten etwas vergeben oder benommen ſeyn/ ſo haben wir ſolches alles und inſonderheit dieſes bey uns reifflich betrachtet und erwogen/ daß nehmlich Wir Unſers in GOtt ruhenden Herrn Vaters letzten Willen/ in denen übrigen Stücken ſchuldigſter maſſen erfüllet/ und dahero umb ſo viel mehr pflichtig und gehalten ſeyn/ ſolcher väterlichen Diſpoſition und Meynung auch in puncto der Steuer und Ubernehmung derer auff Unſers Hochſeeligen Herrn Vaters hinterlaſſenen Erb-Landen hafftenden Steuer-Schulden gebührend nachzuleben/ alles zu dem Ende/ damit Wir dem von Seiner Hochſeeligen Gnaden in angeregtem Teſtament auff den kindlichen Gehorſam und ſchuldigen Reſpect, wie auch auff die Erhaltung der brüderlichen Eintracht gerichteten Seegen GOttes reichlichen erlangen/ und den auff dem Gegenfall gelegten Fluch und Unſeegen von Uns/ und Unſern Nachkommen abwenden und verhüten/ zumahl wir bißhero nicht ohne unſeren und unſer Unterthanen Schaden verſpühret/ daß viel difficultäten/ Mißbräuche und Ungleichheiten bey der jetzigen Steuer-Verfaſſung entſtanden/ auch Innhalts der Rechte niemands wider ſeinen Willen in dergleichen Communion und Gemeinſchafft zu ſtehen verbunden iſt. Und ob wohl in unſerm freund-brüderlichen Vergleich enthalten/ daß man ſich Ausgangs der jetzigen Verwilligung mit Zuthuung der Landſchafft wegen dieſes Puncts vernehmen wolte; So haben wir doch in weiterer Uberlegung der Sachen und ſonſten nunmehro ſo viel befunden/ daß an einem Theil unverantwortlich fallen würde/ wann wir obbeſagte Unſers in GOtt ruhenden hochſeeligen Herrn Vaters aus Chriſtlicher Intention und treuer Vorſorge hergefloſſener klahrer Verordnung/ dem Väter-ernſtlichen Verboth zu wider/ dißfalls in diſputat und Zweiffel ziehen/ und dadurch mit Häuffung derer bey künfftiger Landes-Verſammlung aufgehenden hohen Speſen zur ungleichen Nach-Rede und Verzögerung Anlaß geben lieſſen; Am andern Theil auch/ weiln bey nunmehro ſich ereigneten Umbſtänden und nach vielfältig ergangenen Ceſſionen der Steuer-Schulden/ die meiſten von denen Lande-Ständen bey dem Steuer-Weſen als Creditores intereſſiret ſeynd/ in dieſer ſie tanquam ſingulos angehende Sache kan richtiger und gleichmäßiger Schluß zu hoffen/ ſondern ſolche deliberation nur in beſchwerliche Weiterung gerathen und hierdurch dieſes vorhabende höchſt nothwendige Werck/ auch Unſers hochſeeligen Herrn Vaters Gnaden letzter Wille an ſeinem völligen effect ferner gehindert und retardiert werden dürffte/ da doch über letzterzehlter Urſache/ uns ſonderlich auch obliegt/ dahin möglichſt zu trachten/ damit einſten Unſere Unterthanen der groſſen Schulden-Laſt erledigt/ bey dieſen gefährlichen Zeiten und Läufften/ in welchen zur Landes-Defenſion erkleckliche Mittel und ſchleuniger Beytrag höchſtnöthig/ hierdurch nicht in weiteres Unvermögen geſetzet/ die wüſt und unbewohnten Güther wieder angebauet/ das die ſämbtlichen Lande hart drückende Onus nach und nach erleichtert/ und Unſers höchſtſeeligen Herrn Vaters verſetzte Chur-Fürſtliche Brieff und Siegel (worinnen ſie ſich vor ſich und ihre Nachkommen verſchrieben/ und alle Summen auff dero Renth-Cammer verſichert/) einmahl wieder eingelöſet werden mögen/ zu fernerer Anmerckung/ daß unſerer in GOtt ruhenden höchlöblichen Vorfahrer/ und anderer lobwürdigen Fürſten Exempel nach/ auff das bonum publicum, den allgemeinen Nutzen/ auch unſer und der Nachkommen Beſtes und Wohlfarth mehr/ als auff das Intereſſe privatorum zu ſehen ſeyn will. Maſſen denn nach Anweiſung unſers freundbrüderlichen Vergleichs/ und dero zuvorhero abgefaſten und der getreuen Landſchafft communicirten Punctuation ohne diß lediglichen in unſerm Willen beruhet/ ob wir uns wegen dieſes Steuer-Puncts mit der Landſchafft Zuthuung weiter unter einander vergleichen/ oder widriges Falls bey dem Uns aus der väterlichen Diſpoſition und ſonſten zuſtehenden Rechten verbleiben wollen/ auch die getreuen Land-Stände mit ihrem Rath und Bedencken allbereit an dem 1657. angeſetzten Landtag ſattſam über dem paſſu der Steuer vernommen worden.

I. Haben uns zuvorhero 1.) auff zuvorhero gehaltenen reiffen Rath Krafft dieſes wohlbedächtig beredet/ auch verbündlich und unwiederrufflich vereiniget/ daß nach Verflieſſung der jetzigen Landes-Verwilligung/ welche Bartholomæi dieſes 1669ſten Jahres zu Ende gehet/ die groſſen Unkoſten/ ſo auff die Ober- und andere Steuer-Einnehmere und ſonſten bißhero auffgewendet werden müſſen/ der Steuer und denen ſämbtlichen Creditoren zu gut künfftig erſpahret/ ſolche Ober- und Creyß-Expedition Krafft dieſes aufgehaben/ und die jetzigen Ober- und Creyß-Steuer-Einnehmer in Gnaden erlaſſen werden ſollen. Und mag hingegen ein iedweder unter uns ſich ſeines aus dem väterlichen Teſtament und ſonſten zuſtehenden Rechtens gebührend gebrauchen: Die Land-Tranck- und Baarſchaffts-Steuern/ ſo die Stände auff allgemeinen von uns dem Chur-Fürſten ausgeſchriebenen Land- oder Ausſchuß-Tägen/ ſowohl zu Bezahlung der Schulden/ als zu andern unſern bedürffniß aus treuer Devotion iedesmahl verwilligen/ in ſeinen Landen und Landes-Theilen vor voll einnehmen/ und alles/ was hierzu nöthig/ und der Zuſtand ſonſten erfordern wird/ expediren/ diſponiren und verfügen laſſen/ Geſtalt dann wir der Churfürſt vor uns zweene qualificirte in dem Lande begütherte/ mit keinen andern ſonderlichen Amts-Verrichtungen belegte/ und zu dieſem Werck vereydete Landes-Kinder verordnen/ und ihnen noch zweene wegen der getreuen Landſchafft von Ritterſchafft/ Städten und andern Ständen (darzu wir zwey von denen anitzo wegen der Landſchafft befindlichen älteſten Ober-Einnehmern/ wann ſie ſolches annehmen/ und abſonderliche Pflicht leiſten werden/ ferner zu gebrauchen entſchloſſen/) adjungiren/ auch hierzu einen Secretarium neben andern dißfalls benöthigten und des Steuer-Weſens kündigen Bedienten beſtellen/ und ſie allerſeits mit genugſamer Inſtruction verſehen wollen/ do aber einer von denen wegen der Landſchafft Verordneten mit Tode abgehen würde/ wollen wir jedesmahl aus drey oder vier Subjectis, ſo die Landſchafft an des abgegangenen

Stelle

Digitized by Google

Anno 1669.

Stelle gebührend denominiren und vorſchlagen wird/ einen wiederverordnen und beſtätigen. Es ſollen auch jährlich die in ſolcher Steuer-Expedition gehaltene Rechnungen/ vor uns und denenjenigen/ ſo die Landſchafft hierzu deputiren wird/ abgenommen und juſtificiret werden. Jnmaſſen dann wir übrigen drey Fürſtl. Gebrüdere das Steuer-Weſen in Unſern Landes-Portionen mit ebenmäſſiger Zuziehung von der uns zukommenden treuen Ritterſchafft beſter und möglichſter maſſen in gehörige Verfaſſung zu ſetzen gemeynet ſeynde/ und damit der hierunter intendirte Zweck brüderlicher eintracht und allgemeiner Lande wohlfarth nicht allein und ſo viel mehr erreichet/ ſondern auch bey unſern Nachkommen ſtabiliret/ und immerwährend erhalten werden möge/ ſo verſprechen wir unter uns/ und einer dem andern reciproce, daß in ſolcher Steuer-Theilung/ deren expedition, Einhebung/ Anſtellung und Verfaſſung/ keiner unter uns und Unſern Nachkommen/ den andern und deſſen Nachkommen/ durch Geboth oder Verboth/ noch durch einige andere Maaſſe noch Weiſe einigen Einhalt thun ſollen noch wollen.

II. Demnach vors 2.) Uns dem Chur-Fürſten aber/ vermöge des Brüderlichen Erb-Vergleichs/ auch in Unſer freundlich geliebten Brüdern Liebden/ Liebden/ Liebden Landes-Portion das Jus Belli & Pacis, nebenſt andern reſervatis auff Maaß und Weiſe/ wie angeregter Unſer Freundbrüderlicher Vergleich mit mehrern beſaget/ zuſtehen thut; So wird daſſelbige ſamt allen darzugehörigen Contributionen/ und was die Stände zur Landes-Defenſion für die Soldateſca, Veſtungs-reparatur und dergleichen am jüngſt ergangenen Landtage gewilliget/ oder auch in Zukunfft weiter verwilligen möchten/ von der Steuer-Theilung Krafft diß ausdrücklichen ausgezogen/ und uns dem Chur-Fürſten und allen Unſern Nachkommen vorbehalten/ dergeſtalt und alſo/ daß uns und Unſern Nachkommen an der Chur dergleichen Verwilligung auch aus Jhrer Liebden/ Liebden/ Liebden Landes-portionen (erwehnter Steuer-Separation ungeachtet/) iederzeit unauffhältlich gefolget/ auch es ſonſten bey den uns dem Chur-Fürſten zugehörigen Jure Belli & Pacis und andern reſervatis, nach Jnnhalt Unſers Brüderlichen Vergleichs/ ohne einige novation und Aenderung allerdings gelaſſen werden ſolle.

III. Dargegen vors 3.) haben wir Hertzog Auguſtus, Hertzog Chriſtian und Hertzog Moritz/ wie auch alle Unſere Nachkommen/ alle Land-Tranck- und andere/ vermöge des väterlichen Teſtaments und freundbrüderlichen Vergleichs uns zuſtehende Steuer/ welche die uns zukommende Unterthanen bey vorher erwehnten Land- oder Ausſchuß-Tagen in Zukunfft willigen mögen/ in Unſern Landes-Portionibus vor voll einzunehmen/ jedoch auch mit dieſer beſcheidenen Maaß und Weiſe/ daß wir und Unſere Nachkommen neben denen unſere Landes-Portiones betreffende Steuer-Schulden/ dasjenige was zu denen Reichs- und Creyß-Steuern/ Römer-Zügen/ wie auch Cammer-Gerichts Unterhaltung/ und zu denen wichtigen die geſambte Lande angehende Geſandſchafften/ nöthig/ nach proportion der Landes-Theilung uffn Fall hierzu von der Landſchafft die Nothdurfft nicht abſonderlich bewilliget wird/ ſolcher geſtalt mit tragen und abſtatten wollen/ als dißfalls unter uns abſonderlich verglichen/ und deßwegen jüngſtverwichen allhier in Dreſden durch unſere niedergeſetzte Räthe eine richtige Abtheilung nach denen völligen Steuer-Schocken de anno 1628. gemachet worden.

IV. Was denn anbelanget 4.) die Steuer-Schulden an ſich ſelbſt/ gleichwie zuförderſt iedes Capital an ſich ſelbſten ipſo jure theilbaar/ alſo/ daß ieder unter uns den Steuer-Creditoren mehrer nicht/ als was ſeine rata nach der proportion beträgt/ und ſo viel ihm Jnnhalts der väterlichen Verordnung proportionabiliter betrifft/ nach und nach/ und ſo viel möglich/ abzuſtatten/ oder ſich deßwegen mit den Gläubigern zu vergleichen ſchuldig iſt; Alſo bleibet es auch nicht unbillig dabey/ und haben wir uns Krafft dieſes dergeſtalt vereiniget/ daß der alte Anſchlag de Anno 1628. hierinnen pro norma & fundamento ſtehen/ gelten und mehrgedachte Steuer-Schulden nach demſelben ohne Unterſchied/ ob die obligationes von unſern in GOtt hochſeeligſten ruhenden Vorfahren/ oder uns dem ietzigen Chur-Fürſten/ unterſchrieben/ hierinn von uns vertheilet und übernommen ſeyn/ auch ſelbige gehöriger maſſen abgetragen/ und die aus ietzt angezogenen Anſchlag de Anno 1628. herrührende Portion und eintheilung bey künfftiger Abſtattung der Steuer-Capitalien in acht genommen/ keines weges aber ein oder der anderer Steuer-Creditor weder mit/ noch wider ſeinen willen/ an einen unter uns verwieſen werden ſoll/ ſondern nachdem eines iedweden Landes Antheil viel oder wenig Steuer-Schocke/ Jnnhalts des erwehnten Anſchlags auff ſich hat/ nach ſolchen nimmet er auch viel oder wenig nach den Steuer-Schulden über ſich/ Als zum Exempel/ wann 5000. Gülden Capital Meißniſcher Währung abgetragen werden ſolte/ kommen davon der Proportion nach zu

3956. fl. 1. gr. 6. pf.	Uns dem Chur-Fürſten/ wegen des Chur-Fürſtenthumbs und andern Landen.
568. fl. 20. gr. —	Uns Hertzog Auguſto, wegen unſer Landes-Portion in Thüringen/ und des Ambts Sachſenburg.
132. fl. 10. gr. 6. pf.	Uns Hertzog Chriſtiano, wegen der Aembter Delitzſch/ Zörbig/ Bitterfeld und Fünſterwalda.
342. fl. 10. gr. —	Uns Hertzog Moritzen wegen der im Voigtlande habenden Städte und Aembter/ auch wegen der Aembter Weyda/ Arnshaugk und Ziegenrück/ ingleichen der Herrſchafft Tautenberg/ Frauen-Prießnitz und Nieder-Trebra.

Anno 1669.

Jm Fall auch gleich einer unter uns mehr Steuer-Capitalia/ als ſeine ſchuldige rata austrägt/ und Jhm zu bezahlen obliegen/ an ſich gebracht hätte/ oder noch an ſich bringen würde/ ſoll er doch ein mehrers/ als ſonſten ſeinen Cedenten/ ietzigen Landes Zuſtande nach/ gebühret/ oder zu bezahlen geweſen/ von uns andern zu fordern nicht berechtiget ſeyn/ ſondern deßwegen mit Jhme/ gleichwie mit andern Steuer-Creditoren/ beſage des väterlichen Teſtaments, billigmäſſige Vergleichung getroffen/ oder das Capital, ſo viel möglich/ nach und nach abgeſtattet werden. Wie nicht weniger einem iedweden Steuer-Gläubiger ſeine Capitalia einem andern/ Jnnhalts der beſchriebenen Rechte/ gebührend zu cediren und zu überlaſſen unbenommen ſeyn.

V. Ob auch wohl 5.) zuvor das Abſehen uff eine allgemeine Landes-Reviſion gerichtet geweſen; So haben wir dennoch bey uns betrachtet und erwogen/ daß man eines Theils zu dergleichen Reviſion zeithero nicht gelangen mögen/ anderer geſtalt auch/ und wenn ſchon endlich darzu geſchritten würde/ nichts deſtoweniger zu beſorgen wäre/ daß hierunter entweder der Landmann oder die Steuer mit vergeblichen Unkoſten beſchweret/ und doch die deſiderirte Gleichheit nicht erreichet werden dürffte/ dahero ſoll es bey dem alten Anſchlag de Anno 1628. wie ſchon oben erwehnet/ allerdings bewenden/ und die vorgehabte allgemeine Reviſion eingeſtellet bleiben. Gleichwohl aber mag ein iedweder in ſeinen Landes-Theilen eine Local-Reviſion vornehmen/ an die Oerther/ da die Anſetzung allzuhoch geſchehen/ Commiſſarien verordnen/ und dießfalls verfahren/ wie es der Verarmbten Zuſtand und Oerther Beſchaffenheit mit ſich bringet und erfordert/ auch an ſich ſelbſten Rechtens und billig ſeyn wird. Jedoch allezeit dergeſtalt und alſo/ daß mehr gemelter Anſchlag de Anno 1628. unverrückt verbleiben/ und ſo viel eines ieden unter uns auff ſeines Landes-Antheil hafftendes Quantum betrifft/ nicht verringert noch verändert/ vielweniger der Steuer/ und den dabey intereſſirenden/ einiger Abgang/ præjuditz oder Nachtheil zugezogen werde.

VI. So viel vors 6.) die alten zurückſtehenden/ und biß auff 1653. auffgeſchwellenen Zinſen belanget/ erinnern wir uns des in ietztgemelten Jahre publicirten Land-Tages-Schluſſes/ vermöge deſſen dieſelbe ſuſpendiret ſeyn/ laſſen es auch darbey nicht allein allerdings bewenden/ ſondern verſehen Uns auch zu denen Steuer-Creditoren in Gnaden/ ſie werden ſich hierunter der Billigkeit ſelbſt beſcheiden/ und wegen derer in vorigen Jahren bey denen Unterthanen vorgegangenen Landes-verderblichen Kriegs-Preſſuren von ſolchen alten Zinſen/ und deren prætenſionen/ gutwillig abſtehen; Allermaſſen wir denn auch bey dieſer Separation und ſonderung der Steuer dieſelben nicht mit an/ ſondern Krafft dieſes ausgeſetzet haben/ jedoch werden die piæ cauſæ hiervon nicht unbillig eximiret/ und ſoll von uns mit Fleiß dahin geſehen werden/ wie denenſelben dießfalls billigmäſſige Satisfaction geſchehe. Wir wollen auch unſern Unterthanen zu gute/ und in Anſehung ihres groſſen unvermögens/ förderlichſt durch gehörige Ausſchreiben/ alle biß auff 1653. befindliche Land- und Tranck-Steuer-Reſte gänzlich remittiren und erlaſſen/ worunter aber diejenigen Einnehmer und Gerichts-Herren/ ſo die Steuer eingehoben/ und nicht an gehörige Oerthe geliefert/ nicht begriffen/ noch ſie ſich mit dieſer Remiſſion zu behelffen haben.

Was auch allbereit bißhero an einem oder dem andern Orth auff die geſambten Steuern angewieſen/ ſolches ſoll alles auch nochmahls unverrückt in vorigem Stande verbleiben/ und der aſſignirten Poſten gebührend davon bezahlet werden.

VII. Sonſten ſollen vors 7.) die ſeider Anno 1653. biß dato auffs neue betagte Zinſen/ wie auch die Haupt-Summe, ſo weit ſie richtig/ in guten ſchweren Gelde und in liquido beſtehen/ (die übrigen aber/ ſo entweder von leichter Müntze herrühren/ oder dabey ſich ſonſten etwas anders bedenckliches ereignet/ ſeynd billig der ſchon bißhero gewöhnlichen reduction und rechtlichen examination unterworffen/ und ſollen ehe und bevor ſolches geſchehen/ von uns ſambt und ſonders nicht agnoſciret werden/) von iedweden unter uns nach der obangedeuteten Proportion und Maaſſe ohne ferner Zinß-Rechnung (auſſer was unſere und unſerer Aembter Capitalia, pias cauſas, auch arme Wittwen und Wayſen betrifft/ wie bey nachfolgenden Punct mit mehrern gedacht wird/) abgeführet/ auch hinführo die compenſation nicht auff die Zinſen/ ſondern nur auff die Capitalia verſtattet/ und die Stände/ ſo bißhero von ihren Unterthanen auff ihre rechtmäſſige Forderung eingenommen/ nochmahls unter denjenigen Herrn/ darunter ſie geſeſſen/ biß ihre zu Recht beſtändige Haupt-Summe abgelauffen/ dabey ohne Hinderniß gelaſſen/ und ein ieder unter uns nach proportion derer auff ſeine Lande und Landes-Portion zukommenden Steuer-Schulden/ die Abtheilung gemachet und zugerechnet werden/ da aber ein und der andere Creditor ſelbſten die proportionirte eintheilung des Capitals bey uns ſämbtlich begehrte/ die compenſation fahren laſſen/ und darauff der gehörigen bezahlung gewarten wolte/ ſoll ihm daſſelbe ja thun frey ſtehen. Und ſeynd wir hierbey der gewiſſen Gedancken und Zuverſicht/ daß ſich niemand mit Fug über die Ausſetzung der künfftigen Steuer-Zinſen zu beklagen haben

werde/

ANNO 1669. werde/ indem der erſchöpfften Unterthanen unvermögen am Tage/ und wir neben dieſen Landen ſonſten aus der groſſen Schuld-Beſchwerung nicht gelangen/ und die unter unſers Hochſeeligen Herrn Vaters Chur-Fürſtlichen Hand und Siegel ausgeſtellte Obligationes, uns und unſerm hohen Hauſe zum Nachtheil/ bey In- und Auswertigen noch länger zurück gelaſſen werden dürfften. Belangende aber die Steuer-Capitalia, welche zu Geiſtlichen Stifftungen/ Kirchen/ Schulen und andern milden Sachen geordnet/ wie auch unſere allerſeits eigene/ und unſerer ſämbtlichen Aembter Capitalia, ſo bißhero aus der Steuer verzinſet worden/ weilen ſolche dahin von langen Zeiten her gewiedmet/ und meiſtentheils zu milden Sachen verordnet worden/ auch ein und anders bedencken mehr dißfalls hierbey ſich ereignet/ iſt es damit dergeſtalt verglichen worden/ daß dieſelben ungetheilet daſelbſt verbleiben/ und iedes Ambts oder Stadt einkommende Steuern iederzeit verzinſet/ einem iedweden unter uns/ zu denen auff ſeine Landes-Portion zukommende Schulden zugerechnet/ und iedes hundert mit Fünffen richtig verzinſet werden ſoll/ biß mit der Intereſſenten guten Willen das Capital abgeleget werde.

VIII. Obwohl auch 8.) zwiſchen unſer des Chur-Fürſten Renth-Cammer/ und der Steuer/ bißhero keine Abrechnung fürgangen; Gleichwohl aber an dem/ daß die Haupt-Summe an alter guter Müntze/ Inhalts der vorhabenden Verſchreibungen/ auff eilffmahl hundert und Fünff tauſend Gülden/ und die übermaſſe von denen reducirten Steuer-Poſten annoch auff eine anſehnliche Summa ſich belauffen/ ſo ſoll dieſe Abrechnung/ zu Verhütung weitläufftigkeit/ gantz eingeſtellet ſeyn. Und erklähren wir Hertzog Auguſtus/ Hertzog Chriſtian und Hertzog Moritz/ uns allerſeits verbindlich dahin/ daß ſeine des Herrn Chur-Fürſten Liebden vor ſolche in dem Titel der Steuer habende Anforderung/ dreyzehenmahl hundert tauſend/ oder dreyzehen tonnen Goldes Gülden Capital Meißniſcher Wehrung/ den Gülden zu ein und zwantzig Groſchen gerechnet/ gut ſchweres Geld paſſiret/ und dieſes Capital nach der obbeſchriebenen uns zukommenden Proportion, und ſo viel eines jeden Landes Antheil betreffen wird/ von uns ſämbtlichen Chur- und Fürſtlichen Brüdern von denen Lande-Tranck- und Baarſchaffts-Steuern richtig und völlig der Chur-Fürſtlichen Renth-Cammer abgetreten/ oder biß dahin jährlich mit 5. pro Cento verzinſet werden ſoll/ Jedoch daß mit den ſämbtlichen zinßbaar bleibenden Capitalien die obige proportion der eintheilung nach denen zum Exempel geſetzten 5000. Gülden ebener maſſen obſerviret/ und keiner vor dem andern dießfalls beſchweret werde.

IX. Da auch 9.) inskünfftige von uns ſambt oder ſonders nöthig befunden würde/ wegen derer ferner vorfallenden und allhier nicht enthaltenen Puncten/ ſich Freund-Brüderlich zu vernehmen/ oder eines und das andere zu erleutern/ ſoll ſolches unverzüglich durch Zuſammenſchickung unſerer Räthe und Deputirte/ zu Werck gerichtet/ nothdürfftig darüber conferiret/ und darumb billige Vermittelung zu treffen/ möglichſter Fleiß angewendet werden; Jnmaſſen denn ſonderlich die Nothdurfft erfordert/ daß künfftig zu gewiſſen Zeiten/ Unſere Räthe in Leipzig zuſammen kommen/ und wie es mit Einlieferung der Steuer-Obligationen/ wenn nehmlich ein oder der andere unter uns ſeine ratam gebührend abgeführet/ und dennoch wegen des reſidui bey denen übrigen die Verſchreibung zurück bliebe/ wie auch ſonſten in andern Fällen mehr gehalten werden ſoll/ berathſchlagen/ und biß auff Unſere gnädigſte Ratification ſich vereinigen.

X. Und damit vors 10.) zu obangedeuteter Ablegung der Steuer-Capitalien umb ſo viel deſto eher und mehr zu gelangen ſey/ und offtangeregter allhier zum fundament geſetzter Steuer-Anſchlag de Anno 1628. durch Befehlige und ſonſten/ entweder umbſonſt/ oder auch gegen Abtretung eines gewiſſen Steuer-Capitals, abgeſchrieben worden/ hinführo nicht gelten/ noch beobachtet/ ſondern weil ſolches alles per ſub & obreptionem erfolget/ auch zur Schmählerung des Juris collectandi, als eines hohen Regal-Stücks/ wie nicht weniger zur mercklicher Beſchwerung der übrigen verarmbten Unterthanen gereichet/ Krafft dieſes allenthalben abgethan/ und in vorigen Standt geſetzet/ auch in Zukunfft von unſer keinen dergleichen Reſcripta, ſo zur Abſchreib- und Verminderung der alten Steuer-Schocke/ oder zu einigen andern Abbruch der Steuer gedihen/ weiter ertheilet. Und ob gleich ſolche auff eines oder des andern Sollicitanten/ wer der auch ſeyn könte/ importunes Anhalten erfolgen möchte/ von unſern zu dem Steuer-Weſen verordneten Räthen nicht attendiret/ wie auch den Steuer-Creditoren zum beſten/ alle von den Einnehmern und Gerichts-Herren eingehobenen und zurückgehaltenen Steuern fleißig eingetrieben/ und ſowohl in dieſen als in andern denen hiebevor ergangenen ausſchreiben gemäß/ verfahren werde; Und wollen wir gedachten unſern Räthen/ wann ſie mit Vollziehung und exequirung ſolcher Befehlige anſtehen/ und deßwegen unterthänigſte erinnerung thun/ (geſtalt ihnen denn dieſe iederzeit in acht zu nehmen/ hiermit ernſtlich eingebunden ſeyn ſoll/) keine verantwortung zumeſſen/ noch ſie deßwegen mit keiner Ungnade anſehen/ ſondern bey ihren Inſtructionen allezeit wider männiglich ſchützen und handhaben.

XI. Schlüßlichen und zum 11.) ſoll dieſe Unſere Brüderliche Vergleichung einer getreuen Landſchafft an ihren erlangten Gerechtigkeiten/ Privilegien und wohlhergebrachten Gewohnheiten gantz unſchädlich ſeyn. Und gleichwie dieſes alles/ ſo hierinnen begriffen/ auff das väterliche Teſtament, unſern freund-brüderlichen Haupt- und andere darauff erfolgte Vergleiche ſich gründen und fundiren thut;

ANNO 1669. Alſo wollen wir auch dieſelbigen bey völligen Vigor und Kräfften in allen Clauſulen/ Puncten/ Innhalt und Meynungen/ ſonder einige Veränderung nochmahls erhalten/ was darinnen ſowohl wegen Anſtellung der Land- und Außſchuß-Täge/ als ſonſten in andern mehr verglichen iſt/ unverbrüchlich obſerviren/ und ſolchen Verträgen hierdurch in keinerley Wege/ (auſſer was die unſere brüderliche hiebevor beliebte fernere Handlung über die Steuer-Sonderung betrifft/ darüber wir als ſämbtliche Paciſcenten uns aus erheblichen und Land und Leuten zum beſten gemeynten urſachen nunmehro allbereit hiermit endlich vereiniget/) derogiret wiſſen/ oder anderen es dahin auszudeuten geſtatten und nachgeben. Alles treulich und ſonder Gefehrde.

Zu Uhrkund haben wir uns eigenhändig unterſchrieben/ und unſere Chur- und Fürſtliche Daumen-Secreta wiſſentlichen auffdrucken laſſen/ auch neben renunciation und begebung aller exceptionen/ einander Freund-Brüderlichen hiermit verſprochen/

Allen und ieden was obſtehet/ vor uns und unſere Nachkommen feſtiglich nachzuleben/ und darwider in keinerley Weiſe durch uns oder andere zu thun/ noch zu handeln.

So geſchehen in Dreßden den ſechzehenden Februarii im Jahr ein tauſend ſechs hundert und neun und ſechzig.

Johann George/
Chur-Fürſt.
(L. S.)

Auguſtus/ Hertzog
zu Sachſen.
(L. S.)

Chriſtian/ Hertzog
zu Sachſen.
(L. S.)

Moritz/ Hertzog
zu Sachſen.
(L. S.)

XLIII.

6. Mars. *Declaracion de la Reyna Governadora de España para que los Sujettos del Rey de Francia en conformidad de los Trattados de Paz, ayan de gozar los Privilegios, Franquicias, y Immunidades, que gozavan los Ingleſes, y Olandeſes, y los Habitantes de las Ciudades Anſeaticas, que trafficam en los Puertos y Villas de España. Dado en Madrid a 6 de Marzo 1669.* [Tiré des Archives de l'Ambaſſade d'Eſpagne à la Haye.]

La Reyna Governadora.

POr quanto por parte del Marques de Villars Embiado del Rey Chriſtianiſſimo a eſta Corte ſe me ha repreſentado que entre los Privilegios dados a los Subditos de las Ciudades Anſeaticas a los de Ingalaterra y tambien a los de Francia, ſe los conçedieran los Capitulos cuya Copia de verbo ad verbum & del tenor ſiguiente.

Articulo 18. de Privilegios Anſeaticos.

Item aprobamos, queremos y concedemos que quantos naturales de las Ciudades Anſeaticas, habitaren en nueſtro Reyno de Caſtilla, ſean libros y de todo eſemptos de todas las Conceſſiones aſſi patrimoniales como perſonales y del cargo de la tutela y de toda penſion y tributo aſſi ordinario como extraordinario, y tambien de todo ſervicio de Milicia, aſſi en Mar como en Tierra.

Articulo 19. de los mismos Privilegios.

Contiene la miſma coſſa como el precedente.

Articulo 20. de los mismos Privilegios.

Item que a las Naves de los Anſeaticos de aqui adelante las perſonas Miniſtros, y otros qualeſquier Offeciales que fueren a hazer la viſita, nolos tomen ny pidan coſa alguna por ella, y ſi a caſo los Adminieſtradores lo Arendaderes de nueſtra Hazienda quiſieren embiar a las Naves algunas Guardas les embien y pongan los dichos Arendadores a ſu coſta, y los Adminiſtradores a la de mi hazienda y no los concientan que pedan o tomen coſa alguna a los Anſeaticos.

Articulo 10. de la Paz entre España y Ingalaterra del año 1667.

Que los Navios y otros qualeſquier Vaxelos, que pertenecieren al Rey de la Gran Bretaña, y a ſus Subditos

Anno 1669.

ditos y Habitantes navigando en los Dominios del Rey de España, o en qualquier de sus Puertos no ſean viſitados por los Miniſtros o Juezes de contravando, o por otra perſona alguna, por ſu propria authoridad, o de alguna otra, ny ſe pondran algunos Soldados, o Hombres armados, o otros Officiales o perſonas a bordo de ninguno de los dichos Navios o Vaxeles, ol los Officiales de la Aduana de la una o otra parte hazer peſquiſa en ninguno de los Vaxeles o Navios perteneciendo a los Pueblos del uno o del otro, que entraren en las Regiones, Dominios o reſpectivos Puertos, haſta que ſus dichos Navios o Vaxeles eſten deſcargados o haſta que hayen pueſto en Tierra toda aquella parte de la carga de la Mercancia, que declaran reſuelven deſembarcar en el dicho Puerto, ny ſera el Capitan Maeſtro, ny ninguno otro del Navio o Navios encarcelados, ny ella ny ſus Barcos detenidos en Tierra, por en el interim los Officiales Reales y de la Aduana pueden eſtar en dichos Vaxeles o Navios no excediendo el numero de tres en cada Navio, para reconocer que ningunos Bienes o Mercancia, ſe deſembarquen de dichos Navios o Vaxeles ſinque paguen los drechos, que por ellos Articulos cada parte eſtà obligado a pagar; los quales dichos Officiales han de eſtar ſin coſta ninguna del Navio o Navios, Vaxel o Vaxeles, ſus Officiales Marineros, Compania, Mercaderes, Factores o proprietarios, y quando el Maeſtro o Patron huviere declarado que ſe ha de deſcargar toda la carga de ſu Navio en algun Puerto, la declaration y entrada de la dicha carga ſe haya de hazer en la Aduana, en la forma acoſtumbrada y ſe deſpues de hecha ſe hallaren algunos otros Bienes en el dicho Navio o Navios mas de los contenidos en dicha entrada o declaration ſe concedara ocho dias del termino, dias en que ſe podra trabajar ſin contar las fieſtas, que ſe contaran deſde el dia en que ſe commenſare a hazer la deſcarga a fin de poder entrar y manifeſtar los Bienes no declarados y ſalvar la confiſcation dellos, y en caſo, que en dicho tiempo, no ſe huviera hecho la entrada o manifeſtacion, entonces los Bienes particulares, que ſe hallaren, como queda dicho, aunque la deſcarga no eſté acabada ſeran confiſcados, ſolamente, y no otros, ny ſe dara otra moleſtia, o caſtigo alguno al Mercader o dueno del Navio, y ſiendo dichos Navios o Vaxeles cargados tendran libertad otra veza ſalvi.

Articulo 18. de Privilegios Anſeaticos.

Item aprobamos, queremos y concedemos que ningun Juez o Magiſtrado de qualquier qualidad, eminencia que ſea, pueda viſitar y reconocer las caſas y lonjas de los Anciaticos, ſi no ſolo ſu Conſervador y Juez propio, ſalvo en caſo que algun mal hechor eſcapando del fragante delito ſea buſcado, en el qual caſo ſea ſolo permitido al Juéz que le va ſiguiendo por razon de Juſticia.

Articulo 19. de los miſmos Privilegios.

Contiene la miſma coſa como el precedente.

Articulo 6. de la Paz entre España y Francia del año 1659.

Las Villas, Subditos, Mercaderes, Eſtantes, y Habitantes de los Reynos, Eſtados, Provincias y Paizes, pertenecientes al Señor Rey Catholico, gozaran de los miſmos Privilegios, Franquiſas, Libertades y ſeguridades, en el Reyno de Francia, y otros lugares de la obediencia del Rey Chriſtianiſſimo, que gozan los Subditos de Ingalaterra, ſin que ſe pueda en Francia, y otros lugares, de la obediencia del Rey Chriſtianiſſimo, de mandar ny ſacar de los Eſpañoles, y otros Subditos del Rey Catholico, mayores drechos, y impoſitiones de los que ſeran pagados por los Naturales de Ingalaterra, y de los Eſtados Generales de las Provincias Unidas, o otros Eſtrangeros que fueren alli tratados mas favorablemente, el miſmo tratamiento, ſe hara en todos los Eſtados de la obediencia del Señor Rey Catholico, a todos los Subditos del dicho Señor Rey Chriſtianiſſimo de qualquier Pays o Naçion que ſean.

Y por que dicho Marques de Villars ha alegado que en vez de gozar lo referido los Subditos del Rey Chriſtianiſſimo ſe dexa de obſervar con ellos y reciben muchas vexaciones, ſuplicandome mando aplicar a eſto el remedio conveniente, yo attendiendo a la Juſtification de la Cauſa, y a que en dicho Articulo 6. de la Paz con Francia, ſe eſtipulo hazer a ſus Subditos, el mas favorable tratamiento que a los de Ingalaterra, Eſtados Generales de las Provincias Unidas, e otros Eſtrangeros, ſiendo (como es) mi real animo que ſe cumpla religioſamente, para que todos reſpectivamente gozen el beneficio, y felicidad del Commercio, y floreſca mas con la amigable y ſincera correſpondencia de los Vaſſallos de parte y otra: Por tanto en virtud de la preſente, mando a todos mes Virreyes y Capitanes Generales, Audiencias, Chancillerias, Corregidores, Alcandes Mayores y ordinarios, y a todos, y qualeſquier Miniſtros a quien tocare al cumplimiento de dichos Capitulos preinſertos, ſegun ſu tenor en general, y cada uno en particular que los hagan obſervar y guardar, ſin ir, ny contravenir a ellos en todo, ni en parte, que aſſi es mi voluntad y conviene al Real ſervicio. Dado en Madrid a ſeis dias del mes de Março 1669.

Anno 1669.

Yo la REYNA.

D. P. Fernandes del Campo y Angulo.

Collationné à l'Original envoyé de la Cour, & demeuré en nos mains par nous Michel le Peletier *Conſeiller du Roy en ſon Conſeil d'Eſtat & en ſa Cour du Parlement de Paris, Intendant de la Juſtice, Police & Finances en Flandres.*

XLIV.

7. & 9. Mai.

Convention faite entre les Miniſtres Plenipotentiaires des Rois de la Grande Bretagne, *& de* Suede, *& ceux des Seigneurs Eſtats Generaux des* Provinces-Unies, *pour la* Guarantie *de tous les Eſtats de Sa Majeſté Catholique en quelque partie du Monde qu'ils ſoient ſitués, conformement au Traité de la Triple-Alliance, & au ſeptieme Article de la Paix concluë à Aix la Chapelle le 2. Mai 1668. A la Haye le 7. Mai 1669.* Avec l'Acceptation *de l'Ambaſſadeur d'Eſpagne au nom de la Reine Regente, & promeſſe de payer à la Couronne de Suede une Somme de 480. mille Rixdalers. A la Haye le 9. Mai 1669.* [Copie imprimée, tirée des Archives de l'Ambaſſade d'Eſpagne à la Haye.]

Acte de Guarantie conclu le 7. May à la Haye 1669.

LEs Rois de la Grande Bretagne & de Suede, comme auſſi les Eſtats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, eſtant dez le 23. Janvier ſtile nouveau, & le 25. Avril, ſtile vieil, l'un & l'autre de l'année paſſée entrez enſemble dans un concert, & une liaiſon eſtroite, tant pour aider à faire finir par leur intervention la Guerre qui s'eſtoit alors allumée entre les deux Couronnes voiſines, & particulierement dans les Provinces des Pays-Bas de l'obeïſſance du Roy d'Eſpagne, que pour guarantir auſſi le plus fortement & efficacement que faire ſe pourroit la Paix, qui par la benediction de Dieu s'en pourroit enſuivre, afin de prevenir par là de ſemblables inconveniens à l'advenir, & les ſuites qui en pourroient naiſtre tant funeſtes à toute la Chreſtienté, & leurs ſalutaires intentions & bons offices qui ont eſté employez auprés de l'une & de l'autre deſdites Couronnes, ayant eſté tellement benis par ſa Divine Majeſté, que le 2. May de la même année, ladite Paix tant deſirée s'en eſt effectivement enſuivie, par l'Inſtrument de laquelle conclu le même jour en la Ville d'Aix la Chapelle, leſdites Couronnes ont expreſſément conſenty au 7. Article, que tous les Rois, Potentats, & Princes qui voudront bien entrer dans un pareil engagement, puiſſent donner à Leurs Majeſtez leurs promeſſes & obligations de Guarantie de l'execution de tout le contenu dudit Traité.

Leſdits Rois de la Grande Bretagne & de Suede, comme auſſi leſdits Seigneurs Eſtats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas perſeverant en leurs bons & pacifiques deſſeins, & auſſi voulant appuyer

ANNO 1669.

efficacement l'intention loüable & Chreſtienne deſdits deux Rois exprimée auſſi ſeptiéme Article, ont accordé & conſenti à la requiſition du Roy Catholique & promis irrevocablement en la maniere la plus forte & plus ſolemnele qu'il ſe peut, ainſi que leſdits Rois de la Grande Bretagne & de Suede, comme auſſi leſdits Seigneurs Eſtats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas tous enſemble, & chacun d'eux en particulier, accordent & promettent irrevocablement par ces preſentes, de guarantir ledit Traité, & par conſequent en cas qu'il arrive (ce qu'à Dieu ne plaiſe) que le Roy Tres-Chreſtien viene un jour à manquer à l'execution ou obſervation ponctuele de ce que par luy ou de ſa part a eſté promis audit Traité, & principalement, ſi au prejudice & par infraction du I. Article de ladite Paix, il viene à attaquer ou incommoder à force d'Armes, ou par voye de fait, ſous quelque pretexte que ce ſoit, aucun des Roiaumes, Eſtats, Pays, ou Sujets du Roy Catholique en quelque lieu, ou en quelque Partie du Monde, que cette attaque ou trouble de fait puiſſe eſtre fait ou arriver, par Mer, ou par Terre ſans aucune exception de Pays ou perſonnes, quelque nom qu'ils puiſſent avoir, ou en quelque lieu qu'ils puiſſent eſtre ſituez, qu'en tel cas inesperé & impreveu, ils emploieront toutes leurs forces, ou telle partie qu'il ſera neceſſaire, par Mer, & par Terre, & les feront agir avec la derniere vigueur, non ſeulement pour ayder à s'oppoſer à ladite attaque ou trouble, & pour la detourner, mais auſſi pour faire deuëment reparer la contravention qui aura eſté faite, & en cas que ladite attaque ſe fit en des Quartiers éloignez, en ſorte que la diſtance ou autres inconveniens les puiſſent empêcher à faire ſur le lieu la deffence neceſſaire, qu'alors ils tacheront de tout leur pouvoir par le moien de leurs Armes qu'ils emploieront ailleurs, tant par Mer que par Terre, là ou ils pourront le plus ſenſiblement incommoder l'attaquant ou aggreſſeur, de l'obliger à deſiſter de ſon aggreſſion & inſulte, ainſi qu'à reparer deuëment la contravention qu'il aura faite: & leſdits Roys Confederez entreront auſſi-toſt aprés telle aggreſſion ou inſulte dans un concert particulier avec l'attaqué ſur les moyens & les forces qu'ils emploieront actuellement, & en effet tant pour detourner que pour faire reparer pareille infraction ſelon les proportions & les expens, qui par un commun accord ſeront trouvez les plus neceſſaires à la deffence de l'attaqué & le plus utiles au bon ſuccez de la cauſe, qui en tel cas deviendra commune, & de ce que deſſus ſeront fait trois originaux dont l'un ſera ſigné par le Roy de la Grande Bretagne ou de ſa part, l'autre par le Roy de Suede ou de ſa part, & le troiſiéme par les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas ou de leur part, ce que nous ſoubſignez leurs Plenipotentiaires nous ſommes chargez & avons promis de procurer & de faire effectuer en bonne & deuë forme dans l'eſpace de deux mois ou pluſtoſt ſi faire ſe pourra. Fait à la Haye le 7. de May 1669.

Acte donné par Don ESTEVAN DE GAMARRA *Ambaſſadeur d'*Eſpagne *promettant de payer à la* Suede, *le Subſide de* 480. *mille Ecus promis à cette Couronne, par la Convention ad interim ſigné à Weſtmunſter le* 25. *Avril* 1668 *V. St. Donné à la Haye le* 9. *Mai* 1669. [Tiré des Archives de l'Ambaſſade d'Eſpagne à la Haye du tems du Roi CHARLES II.]

Nous Meſſire Don ESTEVAN DE GAMARRA *&* CONTRERAS *Chevalier de l'Ordre Militaire de S. Jaques, Conſeiller du Roy en ſes Conſeils Supremes de Guerre és Pays-Bas & Bourgogne, auprés de ſa Royale perſonne, Maiſtre de Camp General, Gouverneur de la Citadelle de Gand, & Ambaſſadeur auprés des Seigneurs Eſtats Generaux des Provinces-Unies.*

SA Majeſté la Reyne ayant veu & meurement examiné le Traité de Triple Alliance conclu à Weſtmunſter en Angleterre le 25. d'Avril ſtyle vieux de l'année paſſée, par les Sereniſſimes Roys de la Grande Bretagne & de Suede conjoinctement avec les Eſtats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas, tendant principalement à la Guarantie du Traité de Paix dernierement arreſté avec le Roy Tres-Chreſtien à la Ville Imperiale d'Aix la Chapelle le 2. jour de May de la meſme année, comme auſſi un certain Acte ſeparé & paſſé à Weſtmunſter ledit jour de 25. Avril par lequel Sa Majeſté Britannique & leſdits Seigneurs Eſtats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas s'obligent au Sereniſſime Roy de Suede d'employer tous les offices & devoirs imaginables pour luy faire toucher au pluſtoſt dans la Ville de Hambourg par ordre de Sadite Majeſté la Reyne la Somme de quatre cent quatre vingt mil Rixdaldres exprimez audit Acte pour les raiſons plus amplement deduites par iceluy, & nous ayant eſté montré depuis l'Acte de Guarantie que les Plenipotentiaires deſdits trois Eſtats ont ſigné en la meilleure & plus forte maniere, pour la ſeureté de tous les Royaumes, Eſtats, Pays & Sujets de la Monarchie de Sa Majeſté le Roy ſon Fils contre toutes les aggreſſions & inſultes qu'on luy pourroit faire en violant ou contrevenant au Traité d'Aix la Chapelle (ce qu'à Dieu ne plaiſe) Sadite Majeſté la Reyne aprés une meure deliberation de ſon Conſeil aggreant & approuvant ladite Triple Alliance, & voulant auſſi teſmoigner l'eſtime qu'elle a de contribuer de tout ſon pouvoir à l'affermiſſement de la Paix, a trouvé bon pour donner tant plus de force à la Guarantie & audit Sereniſſime Roy de Suede toute ſorte de ſatiſfaction autant qu'il peut deſirer & qui dépend de Sa Majeſté comme auſſi afin de rendre ledit Roy d'autant plus capable d'executer plus fortement & vigoureuſement ladite Guarantie, ainſi qu'il a déja promis pour repouſſer tout ce qui pourroit eſtre un jour entrepris contre & au prejudice de ladite Paix & la Tranquillité publique, & pour faire tout ce que Sa Majeſté la Reine feroit ou pourroit faire en vertu dudit Pouvoir, nous avons promis, ainſi que nous promettons par cette, de faire payer & compter effectivement & de bonne foy leſdits Subſides au profit de la Couronne de Suede en la Ville d'Amſterdam ou Hambourg, à ſçavoir la Somme de deux cent mil Riſdaldres contant incontinent aprés que les Actes de Guarantie auront eſté mis entre nos mains ratifiez des deux Roys & de cet Eſtat, & les deux autres cent quatre vingt mil Riſdaldres reſtans en deux termes eſgaux pour la moitié de ladite Somme, dont le premier eſchéera aprés huit mois expirez à compter du jour de ladite extradition; & l'autre terme de l'autre moitié aprés l'expiration des autres huit mois à compter du jour de l'eſcheance dudit premier terme, & à payer & compter au profit & au lieu que deſſus, & nous avons promis de bonne foy ainſi que nous promettons par ces preſentes de faire executer tout ce que deſſus preciſement & ponctuellement, comme auſſi de faire ratifier par Sa Majeſté la Reyne ces preſentes dans l'eſpace de deux mois, dont nous avons fait & ſigné trois originaux à la Haye le 9. de May 1669.

(✠ L. S.)

Eſtoit ſigné

GAMARRA.

ANNO 1669.

7. Juin.

HOLLANDE ET ZELANDE.

XLV.

Accoort tuſſchen de Heeren Staten van HOLLAND *en* WAST-VRIESLAND *ter eenre, en de Heeren Staten van* ZEELAND *ter andere zyde, wegens de Juſtitie. Geſloten in 's Graven-Hage den 7. Juny 1669.* [Mercure Hollandois de 1669. pag. 63. d'où cette Pièce eſt tirée. Elle ſe trouve auſſi dans le *Theatrum Europæum.* Tom. X. pag. 77. en Allemand.]

I. IN den eerſten, is tuſſchen de Hoog-gemelte Heeren Staten van d'eene en d'andere Provintie, na verſcheyde gehoudene Conferentien en Communicatie, veraccordeert en vaſt geſtelt, gelijck vaſt geſtelt wort by deſen, dat de Juriſdictie die den Preſident en Raden van den Hove tot noch toe mede over de Provintie, Steden en Ingeſetenen van Zeelant hebben gehad en geexerceert, volgens de originele Inſtructie, mitsgaders de Accoorden en Verdragen daer op gemaeckt, voortaen geheellijck ſal ceſſeren en ophouden; en dat dien volgende de Staten, Steden, en Ingeſetenen van Zeelant, in het toekomende voor de voorſz. Hoven in geenderhande wijſe betreckelijck, aenſprekelijck of cauſabel ſullen weſen, maer dat het voorſz. Hof ſoo in Juriſdictie als in 't aenſtellen van den Preſident, Raden en Miniſters, met den gevolge en aenkleven van dien, alleen ſal ſtaen onder 't geſagh en de diſpoſitie van de Heeren Staten van Hollant en Weſt-Vrieſlant.

II. Dat de Onderdanen en Ingeſetenen van Zeelant by proviſie, en ter tijt toe anders ſal weſen geordonneert, ſullen blijven, en voor ſoo veel des noot zy, op nieus geſtelt worden, gelijck de ſelve geſtelt worden by deſen, onder 't Reſſort en de Judicatuyre van den Hoogen Raet, onder de Conditien, reſtrictien ende limitatien vervat in de voorgaende Verdragen van de Jaren 1587. en 1596. mitsgaders in het proviſioneel Accoord van den Jare 1607. voor ſoo veel het ſelve op den voorſz. Hoogen Raet geappliceert kan werden; en dat dien volgende in ſpecie van alle Sententien, geweſen by de Heeren Gecommitteerde Raden van Zeelant, als repreſenterende Burch Grave en Leenmannen van de ſelve Provintie, mitsgaders by de Gerechten van de Steden, en van het platte Lant van Zeelant, daer van voor deſen aen het Hof is geappelleert geweeſt, directelijck ende immediatelijck ſal werden gereformeert ofte geappelleert aen den voorſchreven Hoogen Raet alleen.

III. Ende nademael de Staten, Steden en Quartieren van Hollant en Weſt-Vrieſlant jegenwoordig ter eerſter inſtantie voor het Hof van de ſelve Provintie mogen werden geconvenieert, en dat van de Sententien by 't voornoemde Hof daer over geweſen, aen den Hoogen Raet mach werden geappelleert: Dat derhalven oock die Staten, Steden en Quartieren van Zeelant ter eerſter inſtantie ſullen mogen werden betrocken voor den Hoogen Raet, of wel ſoodanighen Rechter als de Heeren Staten van Zeelant daer toe namaels mochten goet vinden in de eerſte inſtantie te ordonneren: Des dat in 't voorſz. laetſte cas van de Sententien by ſoodanighen Rechter geweſen, mede aen den Hoogen Raet in maniere voorſz. ſal mogen werden geappelleert; ende is hier op expreſſelijck verklaert, dat, voor ſoo veel hier boven van de Staten van d'eene en d'andere Provintie wert geſproocken, 't ſelve niet anders te verſtaen is, of geduyt ſal werden, dan ten reſpecte van ſaken, in de welcke de ſelve *privatorum loco* geacht en gehouden moeten werden.

IV. Den Preſident en Raden van den voorſz. Hoogen Raet ſullen geen beſoignes hebben of houden, dan ter preſentie van alle de Raden, ſoo uyt d'eene als d'andere Provintie *in loco* preſent zijnde, of immers daer toe behoorlijck beſcheyden weſende, volgens en in conformité van der ſelver Inſtructie, ſonder dat aen de Raden uyt d'eene Provintie apart en met ſeclutie van die van d'andere Provintie, eenighe ſaken gedefereert, veel min by deſelve verhandelt of getermineert ſullen mogen werden, uytgenomen alleen, dat de crimineele ſaecken, die van den Hove by Appel ofte refor-

ANNO 1669.

7. Juin.

HOLLANDE ET ZELANDE.

XLV.

Traité & Accord entre les Etats des Provinces de HOLLANDE & de WEST-FRISE, d'une part, & les Etats de la Province de ZELANDE, d'autre, au ſujet de la Juſtice; avec l'enregîtrement d'icelui. Fait à la Haye le 7. Juin 1669. *Mercure Hollandois de 1669. pag. 63.*

I. PRemierement a été, entre les ſuſdits Seigneurs Eſtats de l'une & de l'autre Province accordé & arrêté, comme il eſt arrêté par ces preſentes, après pluſieurs Conferences & Communications que la Juriſdiction, que les Preſident & Conſeillers ont eu juſques à preſent ſur les Provinces, Villes & Habitans de Zelande, ſuivant l'Inſtruction originelle, enſemble les Accords & Traitez faits à cet égard ceſſeront dorenavant entierement, & qu'en conſequence les Etats, Villes & Habitans de Zelande, ne ſeront point appellables ni ne pourront être tirez en cauſe en aucune maniere pardevant ladite Cour; mais que ladite Cour tant à l'égard de la Juriſdiction, comme à l'égard de l'inſtallation des Preſident, Conſeillers & Miniſtres & tout ce qui en depend, demeurera ſeulement à la diſpoſition, & authorité des Seigneurs Etats de Hollande & de Weſt-Friſe.

II. Que les Sujets & Habitans de Zelande, demeureront par proviſion, & juſques à ce qu'il en ſoit autrement ordonné, & ſi beſoin eſt ſeront remis de nouveau, comme ils le ſont par ces preſentes, ſous le Reſſort & Juriſdiction du Grand Conſeil, ſous les Conditions, reſtrictions, & reſerves contenus dans l'Accord precedent des années 1587. & 1596., & dans l'Accord proviſionel, de l'an 1607. entant qu'il peut être applicable au ſuſdit Grand Conſeil; & qu'en conſequence on appellera au ſuſdit Grand Conſeil directement & immediatement de toutes les Sentences rendues par les Seigneurs Conſeillers Deputez de Zelande, comme repreſentans le Burggrave & Seigneurs Feodaux de ladite Province, enſemble par les Juges des Villes & du plat-Païs de Zelande, dont on a cy-devant appellé à la Cour.

III. Et comme les Etats, Villes & Quartiers de Hollande & Weſt-Friſe, ſont appellez préſentement en premiere inſtance pardevant la Cour de ladite Province, & qu'on peut appeller des Sentences ſur ce rendues par ladite Cour au Grand Conſeil; que pour cette cauſe auſſi les Eſtats, Villes, & Quartiers de Zelande pourront être tirez en premiere inſtance pardevant le Grand Conſeil, ou pardevant tels Juges que les Seigneurs Etats de Zelande trouveront bon d'ordonner à ce ſujet en premiere inſtance: C'eſt pourquoi en cedit dernier cas on pourra auſſi appeller au Grand Conſeil, en la maniere que deſſus, des Sentences rendues par de tels Juges; Et eſt à cet égard expreſſément declaré, que ce qui eſt dit ci-deſſus, des Etats de l'une & de l'autre Province, ne s'entend autrement qu'à l'égard des affaires dans leſquelles ils ne doivent être reputez & tenus que privatorum loco.

IV. Les Preſident & Conſeillers du ſuſdit Grand Conſeil ne feront aucune affaire qu'en preſence de tous les Conſeillers, qui de l'une & de l'autre Province ſeront preſens in loco, *ou du moins appellés ſuivant & en conformité de leur Inſtruction, ſans qu'il puiſſe être deferé aucune affaire aux Conſeillers de l'une des Provinces à l'excluſion de ceux de l'autre, & encore moins qu'il puiſſe par eux être rien traité ni terminé, excepté ſeulement que les affaires criminelles qui ſeront aportées par Appel ou* matie aen den Hoogen Raet ſouden mogen werden gebracht, ſullen ſtaen ter kenniſſe en judicatuere van den Preſident en Hollantſe Raden; gelijck mede de Heeren Staten van Zeelant de vrijheyt ſullen hebben, om de kenniſſe en judicature van het Crimineel in haer Provintie vallende, dat appellabel of provocabel is, te defereeren aen den voorſz. Preſident en Zeeuwſe Raden, mitsgaders den Griffier *Yman Cauw*, en ſoodanige andere, die ſy ſouden mogen goet vinden, daer by te voegen: Sullende alle andere ſaecken, die tot noch toe van wederſijden aen den Hoogen Raet appellabel of provocabel ſijn geweeſt, ſoo wel in Hollant en Weſt-Vrieslant, als in Zeelant voorvallende, geene uyt-geſondert, gelijck oock de Dominiale ſaeken, by Appel of reformatie aen den Hoogen Raet werden gebracht: En voor ſoo veele de Heeren Staten van Zeelant eenige ſaken, 't zy in de eerſte inſtantie, 't zy in cas d'Appel, van de judicature van den vollen Hoogen Raet jegenwoordig, volgens de voorſz. Verdragen onthouden, of namaels noch ſouden mogen af-traecken, dat het aen de Heeren Staten van Hollant en Weſt-Vrieslant vry ſal blijven, de ſelve ſaken in haren reguarde door den Preſident en Hollantſe Raden aldaer te laten berechtenen ende termineren.

V. Dat in alle ſaken, in de welcke geſchil is tuſſchen Partyen, waer van d'eene, het zy *Actor* of *Reum*, is Hollants, ende de andere Zeeus, noch de Heeren Staten van d'eene, noch de Heeren Staten van d'andere Provintie, yets afſonderlijck aen den Hoogen Raet ſullen mogen gebieden of verbieden, maer dat de twee Provintien ten aenſien van ſoodanige ſaken, alleenlijck ſullen hebben en mogen exerceren een gemeene en concurrerende diſpoſitie, en dat dienvolgende oock *illis caſibus* den voornoemden Hoogen Raet niet ſal hebben te pareren eenigh bevel of verbodt, dan by beyde de Provincien te ſamen gegeven werdende.

VI. Dat de Heeren Staten van Zeelant, ten aenſien van twee Zeeuſe Partyen, ſoo wel als de Heeren Staten van Hollant ende Weſt-Vrieslant, ten aenſien van twee Hollandtſche Partyen, ſullen hebben en mogen exerceeren de vrye faculteyt, om dien aengaende ſodanigh te diſponeren, gebieden en verbieden, ſelfs oock met aftreckinge of verminderinge van Juriſdictie, als de ſelve ten meeſten dienſte van hare Provintie oorbaerlijck achten ſullen.

VII. Dat 't getal van de Hollantſche en Zeeuſche Raeden in den Hoogen Raet ſal werden gebracht en gehouden in de ſelve proportie, als het Hof is gecompoſeert geweeſt, namelijck, dat de Heeren Staten van Hollant en Weſt-Vrieslant in den voorſz. Hoogen Raet voortaen ſullen mogen ſtellen de nombre van acht Raden, en de Heeren Staten van Zeelant daerinne behouden 't getal van drie Raden, den Preſident in het een of 't ander getal niet gerekent, als zijnde en ſullende werden verkooren by beyde Provintien gelijckelijck, in manieren hier na breeder verklaert, ſonder dat het voorſz. getal van Raden van de eene of van de andere ſijde verder ſal moghen werden geaugmenteert, noch oock aen d'eene of d'andere Provintie eenige diminutie tegens haer wille geſchie: Sullende de Tractamenten van die drie Zeeuſche Raden voortaen werden verſorght ende betaelt by de Heeren Staten van Hollant ende Weſt-Vrieslant, ter Somme van ſeven duyſent Gulden jaerlickx, volgens ſoodanige diſtributie, als by de Heeren Staten van Zeelant ſal werden geordonneert; en de Raden by d'eene en d'andere Provintie verkoren, na dat yder van de ſelve in ſijn reguard goet duncken ſal, ſonder dat het van nooden ſal weeſen eenige verklaringe van aengenaemheyt daer over by den Hoogen Raet te doen, die niet te min de vryheyt gelaten wert, om by afſterven van yemandt van de Raden, eenige bequame en gequalificeerde Perſoonen voor te ſtaen, daer op de reſpective Provintien, yder in den ſijnen de noodige reflexie ſullen konnen nemen.

VIII. Dat, ſo wanneer de Preſidents of Griffiers-Plaetſe van den Hoogen Raet ſal komen te vaceren, een nieuwe Preſident of Griffier ſal werden gekooren by beyde Provintien, volgens het Verdrach dienthalven den jare 1596 ghemaeckt, op den voet en maniere als het ſelve jongſt den 15. Mey 1655. ten regarde van den jegenwoordigen Preſident is gepractiſeert, namentlijck,

van

reformation de la Cour au Grand Conſeil ſeront de la connoiſſance & Juriſdiction des Preſident & Conſeillers Hollandois; Comme pareillement les Etats de Zelande auront la liberté de deferer aux ſuſdits Preſident & Conſeillers de Zelande, enſemble au Greffier Yman Cauwe *& tels autres qu'ils trouveront à propos de s'adjoindre la connoiſſance & Jugement au Criminel qui écherra dans leur Province, & dont il pourra être appellé; toutes les autres affaires dont on a pû appeller juſques à preſent de part & d'autre au Grand Conſeil, & qui écheent tant en Hollande & Weſt-Friſe qu'en Zelande, nulles exceptées, comme auſſi les affaires concernant les Domaines, ſeront évoquées par Appel ou reformation au Grand Conſeil; Et ſi les Seigneurs Etats de Zelande venoient à retenir preſentement quelques affaires de la Juriſdiction du Grand Conſeil, ſoit en premiere inſtance ſoit en cas d'Appel ſuivant les ſuſdits Traitez, il ſera libre aux Etats de Hollande & de Weſt-Friſe de faire juger & terminer leſdites affaires à leur égard par les Preſident & Conſeillers de Hollande.*

V. Que dans toutes les affaires où il y aura different entre des Parties, dont l'une, ſoit Demandeur ou Deffendeur, ſera de Hollande & l'autre de Zelande, les Seigneurs Etats de l'une ni de l'autre Province ne pourront ordonner ou deffendre aucune choſe au Grand Conſeil. Mais que les deux Provinces à l'égard de telles affaires, en auront ſeulement une diſpoſition commune, & qu'en conſequence auſſi dans ces cas le ſuſdit Grand Conſeil deferera aux ordres & deffences qui ſeront donnez par les deux Provinces conjointement.

VI. Que les Seigneurs Etats de Zelande à l'égard de deux Parties Zelandoiſes, auſſi bien que les Etats de Hollande & de Weſt-Friſe, à l'égard de deux Parties Hollandoiſes, auront & exerceront la libre faculté pour en diſpoſer ſeulement à cet égard, ordonner & deffendre, même avec diſtraction & diminution de Juriſdiction, qu'ils jugeront être le plus utile à leurs Provinces.

VII. Que le nombre de Conſeillers Hollandois & Zelandois dans le Grand Conſeil ſera reduit & tenu, en la même proportion dont la Cour a été compoſée; ſçavoir que les Seigneurs Etats de Hollande & de Weſt-Friſe pourront dorenavant mettre le nombre de huit Conſeillers, & les Seigneurs Etats de Zelande le nombre de trois, le Preſident en l'un ou l'autre nombre non compris, comme étant & devant être élu par les deux Provinces également, en la maniere ci-après plus amplement declarée; ſans que le nombre deſdits Conſeillers puiſſe être augmenté d'un ou d'autre côté, ni qu'il en puiſſe être faite aucune diminution à l'égard de l'une ou l'autre Province contre ſa volonté, & les gages des trois Conſeillers Zelandois ſeront dorenavant payez par les Seigneurs Etats de Hollande & de Weſt-Friſe, moyennant la Somme de ſept mil Livres annuellement, ſuivant la diſtribution qui ſera ordonnée par les Seigneurs Etats de Zelande; Et les Conſeillers ſeront élûs par l'une & l'autre Province, comme chacune à ſon égard le jugera à propos, ſans qu'il ſoit beſoin d'avoir là-deſſus l'agrément du Grand Conſeil qui néantmoins, en cas de decés de l'un deſdits Conſeillers, aura la liberté de propoſer une perſonne de qualité requiſe, ſurquoi les Provinces reſpectives feront les reflexions qu'elles jugeront neceſſaires.

VIII. Que quand la charge de Preſident ou de Greffier du Grand Conſeil viendra à vaquer, le Preſident ou Greffier ſera élu par les deux Provinces, ſuivant l'Accord fait à ce ſujet en l'an 1596. ſur le pied & ſuivant la maniere qu'il a depuis été pratiqué, ſçavoir le 15. Mai 1655. à l'égard du Preſi-

dent

ANNO 1669. dat de Heeren Staten van Zeelant na ontfangen notificatie van het overlijden van den Preſident ofte Griffier voornoemt, door de Heeren Staten van Hollant ende Weſt-Vrieslant by Miſſive verſocht ſijnde, haer in 's Gravenhage te willen vervoegen, om geſamentlijck tot d'Electie van een nieuwen Preſident of Griffier te procederen, ſich ten dien fine aldaer ſullen laten vinden teghens den dagh in de voorſz. Miſſive te exprimeren, ofte by ongelegentheyt en empechement, op ſoodanigen anderen dagh, als ſulckx met haer commoditeyt beſt en gevoeghlickſt ſal konnen geſchieden, die in allen gevalle ſal moeten werden ghenomen binnen den tijdt van drie maenden, te rekenen van den dagh af dat de voorſz. Notificatie by haer ſal weſen ontfangen; welcke voorſz. tijt ſoo by d'eene als by d'andere Provintie ſal moeten werden waer genomen, op pœne dat by gebreecke van dien, en de voorſz. drie maenden verſtrecken zijnde, den Preſident ofte Griffier ſal werden verkoren by de Heeren Staten van de Provintie alleen, die haer daer toe binnen den ſelven tijt als boven ſal hebben ingeſtelt, ende dat by dienvolgende oock op Commiſſie van de ſelve Provintie alleen in de poſſeſſie van ſijnen Staet geſtelt en ontfangen ſal werden: En ſullen de Hoog-gedachte Heeren Staten in de voorſz. actie haer Seſſie nemen aen een langhe Tafel, ten dien fine in de Vergader-Plaetze van de Heeren Staten van Hollant en Weſt-Vrieslant te approprieren, daer van de Hoog-gem. Heeren Staten van Hollant en Weſt-Vrieslant tot haer keure nemen en occuperen ſullen de eene zijde, en de Heeren Staten van Zeelandt d'andere zijde, en vervolgens procederen tot de voorſz. Electie, by verſamelinge van Billetten, in ſulcker voegen, dat yder Lidt op een Billet ſal ſtellen ſijn eygen naem of qualificatie, en daer onder de Perſoon, die het ſelve Lidt tot bekleedinge van het vaceerende Ampt ſal willen ſtemmen: Sullende de voorſz. Billetten van de Leden van de eene en d'andere Provintie by der ſelver reſpective Miniſters, yder in ſijn reguard in een Back of Comme apart gecollecteert, en ſulckx gedaen ſijnde, de Billetten, ſoo van d'eene als d'andere, door de voorſz. Miniſters te ſamen gebracht en onder den anderen gemengt werden; en voorts de voorſz. Billetten op de voorſz. Tafel gelegt, en getelt ſijnde, of oock het juſte getal van Billetten behoorlijck by den anderen gevonden wert, ſal den Miniſter van Hollant Billet voor Billet opnemen, openen, ende vervolgens leveren in handen van den Miniſter van Zeelant, om by de ſelve opgeleſen en de ingeſchreven naem geprononcieert te werden; geduyrende welcke opleſinge, den Secretaris van de Heeren Staten van Hollant ende Weſt-Vrieslandt, als mede den Secretaris van de Heeren Staten van Zeelant, indien de ſelve oock preſent is, aenteyckeninge doen, en vervolgens verklaren ſal, in wat voegen de Stemmen ſullen ſijn gegaen, en op wat Perſoon dienvolgende de Electie ſal weſen gevallen, alles onder ſoodanigen actie van non-prejudicie, als voor deſen, en noch jongſt in den voorſz. Jare 1655. aen de Heeren Staten van Zeelant is gegeven geweeſt.

IX. Alle voorgaende Accoorden en Verdragen, de Juſtitie concernerende, voor ſoo veel daer aen by deſen niet en wert gederogeert, ſullen blijven in haer geheel, doch alleenlick applicabel weſen op den Hoogen Raet, die ſich vervolgens nae den inhoude van de voorſz. Accoorden en Verdragen ſal hebben te reguleren.

X. Alles by proviſie en met conditie, dat by ſoo verre d'eene of d'andere Provintie haer in tijden en wijlen by deſen Accoorde in 't generael of particulier bevonden beſwaert, men deshalven met den anderen ſal komen in communicatie, ende in cas de voornoemde Provintien, wederſijds redenen gehoort en ingenomen ſijnde, met den anderen niet konden accorderen, dat alsdan de reſpective Provintien daer van ſullen mogen ſcheyden, ende blijven op haer geheel, ghelijck waren voor dato van 't proviſioneel Accoord van den jare 1607.

XI. Aldus veraccordeert ende geſlooten tuſſchen Gedeputeerden van de Heeren Staten van Hollant en Weſt-Vrieslant ter eenre, en de Gedeputeerden van de Heeren Staten van Zeelant ter andere ſijde, met wederſijts beloſte, deſe, elck by de Hoogh-gemelde Heeren Staten haer Committenten te ſullen doen aggreeeren, en daer op behoorlijcke Ratificatie uytwiſſelen, bin-

dent d'apreſent; ſçavoir que les Seigneurs Etats de Zelande aprés qu'on leur aura notifié la mort du Preſident ou Greffier ſuſdit, & qu'ils auront été requis par Lettres des Etats de Hollande & de Weſt-Friſe de ſe rendre à la Haye pour proceder enſemblement à l'Election d'un nouveau Preſident ou Greffier, ils s'y rendront au jour qu'on aura exprimé dans la Lettre, ou en cas d'incommodité ou empêchement à tel autre jour qu'ils trouveront le pouvoir faire pour le mieux, lequel jour en tous cas ſe devra prendre dans le tems de trois mois, à compter du jour qu'ils auront reçu ladite Notification, lequel tems devra être obſervé par l'une & l'autre des Provinces, à peine, au deffaut de ce & leſdits trois mois étant paſſez, que ledit Preſident ou Greffier ſera élû par les Seigneurs Etats de la Province ſeule qui ſe ſeront rendus dans ledit tems, & qu'auſſi il ſera reçu & inſtallé dans ſa Charge ſur la Commiſſion de ladite Province ſeule. Et leſdits Seigneurs Etats pour ledit Acte prendront leur Seance allentour d'une Table longue qu'on appropriera dans le lieu de l'Aſſemblée des Seigneurs Etats de Hollande & de Weſt-Friſe dont les Seigneurs Etats de Hollande & de Weſt-Friſe occuperont un côté à leur choix & les Seigneurs Etats de Zelande l'autre, & enſuite procederont à ladite Election par Billets, en ſorte que chaque Membre mettra ſur un Billet ſon propre nom ou qualité & au deſſous la perſonne à qui ledit Membre donnera ſa voix pour être revêtu de ladite Charge. Et les ſuſdits Billets des Membres de l'une & l'autre Province ſeront par les Miniſtres reſpectifs d'icelles recueillis chacun à ſon égard dans un vaſe ou écuelle à part, ce qui étant fait les Billets des uns & des autres ſeront mis & mêlez enſemble par les ſuſdits Miniſtres; & enſuite les ſuſdits Billets étant mis ſur la Table, & le nombre convenable ſe trouvant juſte, le Miniſtre de Hollande prendra leſdits Billets l'un aprés l'autre, les ouvrira & enſuite les mettra entre les mains du Miniſtre de Zelande pour être par lui lû & prononcé le nom de celui qui y ſera écrit, pendant laquelle Lecture le Secretaire des Seigneurs Etats de Hollande & de Weſt-Friſe, comme auſſi le Secretaire des Seigneurs Etats de Zelande, s'il eſt auſſi preſent, écriront & declareront de quelle maniere les voix ſe ſeront données, & ſur quelle perſonne l'Election ſera tombée le tout ſous tel Acte de non prejudice que ci-devant & notamment a été donné aux Seigneurs Etats de Zelande en la ſuſdite année 1655. ANNO 1669.

IX. Tous les Accords & Traitez precedens concernant la Juſtice, pourvû qu'il n'y ſoit point derogé par ces preſentes, demeureront en leur entier. Mais ſeront ſeullement applicables au Grand Conſeil, qui aura à ſe régler ſuivant le contenu deſdits Accords & Traitez.

X. Le tout par proviſion & à condition que ſi l'une ou l'autre des Provinces ſe trouve ci-aprés en general ou en particulier léſée par cet Accord, on ſe communiquera de part & d'autre les raiſons qu'on aura, & au cas que leſdites Provinces, raiſons ouïes de part & d'autre, ne ſe puiſſent accorder, qu'alors leſdites Provinces reſpectives pourront ſe ſeparer, & demeureront en leur entier, comme elles étoient avant l'Accord proviſionel de l'an 1607.

XI. Ainſi accordé & conclu entre les Deputez des Seigneurs Etats de Hollande & de Weſt-Friſe d'une part, & les Deputez des Seigneurs Etats de Zelande d'autre, avec promeſſe reciproque de faire chacun agréer ces preſentes par les Seigneurs Etats qui les ont commis, & d'en échanger les Ratifications con-

binnen den tijdt van ſes weecken oft twee maenden uytterlijck, t'Oirkonde deſes ſijn hier van gemaeckt en ten wederſijden behoorlick onderteeckent, twee eensluydende inſtrumenten, in 's Gravenhage den ſevenden Junii Anno ſeſtien hondert negen en 't ſeſtig.

In den naem ende van wegen de geſamentlijcke Heeren Gedeputeerden van Hollant ende Weſt Vrieslant, daer toe by deſelve ſpecialijck geauthoriſeert. Ende was onderteyckent,

JOHAN DE WIT.
(L.S.)

In den naem ende van wegen de geſamentlijcke Heeren Gedeputeerden van Zeelant, daer toe by de ſelve ſpecialijck geauthoriſeert. Ende was onderteyckent,

PR. DE HUYBERT.
(L.S.)

NAdemael door 't Verdrach tuſſchen de Heeren Staten van Hollant ende Weſt-Vrieslant ter eenre, en de Heeren Staten van Zeelant ter andere zijde, huyden geſlooten, van difficilder executie ſchijnt gemaeckt te werden de genegentheyt, die d'eene of d'andere Provintie voor heenen gehadt heeft, jegenwoordig noch ſoude mogen hebben, ofte oock naemaels konnen krijgen, tot combinatie van beyde de Hoven van Juſtitie; ende dat nochtans de meyninge niet en is door het tegenwoordige Verdrach de ſelve combinatie of te advanceren of te ruch te ſetten, ſoo wert by deſen wel expreſſelijck verklaert, dat beyde de Provintien onaengeſien deſen Accoorde, dienthalven blijven behouden, gelijcke vryheydt van deliberatie en naerder Verdrach, als haer voor dato deſes heeft gecompeteert, ſonder dat uyt dit Accoord oyt of oyt eenige illatie gemaeckt, of argumentatie geformeert ſal mogen werden, om de voorſz. combinatie te promoveren, of te reculeren. Aldus gedaen ende gepaſſeert tuſſchen Gedeputeerden van d'eene of d'andere Provintie, in 's Gravenhage, met beloſte van Ratificatie, als in de voorſz. Accoorde, den 7. Juny 1669.

In den naem ende van wegen de geſamentlijcke Heeren Gedeputeerden van Hollant ende Weſt-Vrieslant, daer toe by de ſelve ſpecialijck geauthoriſeert. Was gheteykent,

JOHAN DE WIT.
(L.S.)

In den naem ende van wegen de geſamentlijcke Heeren Gedeputeerden van Zeelant, daer toe by de ſelve ſpecialijck geauthoriſeert. Was gheteykent,

PR. DE HUYBERT.
(L.S.)

Ratificatie van de Heeren Staten van Hollant ende Weſt-Vrieslant.

DE Staten van Hollant ende Weſt-Vrieslant, *Doen te weten*, Dat wy geſien, rijpelijck geexamineert ende geconſidereert hebbende het Verdragh, op den 7. Juny deſes loopende Jaers 1669. getroffen tuſſchen Gecommitteerden uyt het midden van den Onſen, en de Heeren Staten van Zeelant met ſeeckere Acte van non prejudice, reflecterende op de combinatie van beyde de Hoven van Juſtitie, ſoo als het ſelve hier nae van woort tot woort ſtaet geinſereert.

Fiat inſertie.

Ende nademael Wy bevinden den inhoude van dien conform onſe goede meeninge ende intentie, en oordeelende dat al het ſelve ſal ſtreecken voor den dienſt, ruſte ende luyſter van beyde de Provintien, als mede tot handhavinge ende vorderinge van de oude ende vertroude Vrientſchap ende goede correspondentie tuſſchen de ſelve en wederſijts Intereſſen. *SOO IST*, dat wy het voorſeyde Verdrach in allen deelen, Poincten en Articulen, hebben goet gevonden, geapprobeert en geratificeert, vinden goet, approberen en ratificeren het ſelve mits deſen; Beloovende allen den Innehoude van dien onverbrekelijck te ſullen naekomen, en obſerveren, doen naekomen en obſerveren, ſonder eenigh belet, of infractie ter contrarie; en tot meerder verſeeckeringe van dien, hebben wy deſen met onſen Grooten Zegel hier aengehangen, doen

convenables, dans le tems de ſix ſemaines ou deux mois au plus; En temoin dequoi ont des preſentes été faits deux Inſtrumens de même teneur, à la Haye le 7. Juin 1669.

Au nom & de la part des Seigneurs Deputez de Hollande & de Weſt-Friſe à ce ſpecialement par eux authoriſez. Etoit ſigné,

JEAN DE WIT.
(L.S.)

Au nom & de la part des Seigneurs Deputez de Zelande à ce ſpecialement authoriſez par eux. Etoit ſigné,

PR. DE HUYBERT.
(L.S.)

COmme le Contract conclu ce jourdhui entre les Seigneurs Etats de Hollande & Weſt-Friſe d'une part, & les Seigneurs Etats de Zelande d'autre part, ſemble rendre plus difficile l'execution du penchant que l'une & l'autre des Provinces ont eu ci-devant, qu'ils auroient encore à preſent, & qu'ils pourroient avoir ci-aprés pour la combinaiſon des deux Cours de Juſtice; Et que neantmoins l'intention n'eſt pas, que par le preſent Traité ladite jonction ſoit avancée ni reculée, il eſt expreſſément declaré par ces preſentes, que les deux Provinces, ſans avoir égard à cet Accord, demeureront en la liberté de pouvoir déliberer & convenir plus expreſſément, qu'ils ont eu ci-devant, ſans qu'on puiſſe rien inferer de cet Accord, ou tirer aucun argument, qui puiſſe avancer ou reculer ladite jonction. Ainſi fait & paſſé à la Haye entre les Deputez de l'une & de l'autre Province, avec promeſſe de Ratification comme dans le ſuſdit Accord, le 7. Juin 1669.

Au nom & de la part des Seigneurs Deputez de Hollande & Weſt-Friſe, ſpecialement par eux authoriſez. Etoit ſigné,

JEAN DE WIT.
(L.S.)

Au nom & de la part des Seigneurs Deputez de Zelande à ce par eux ſpecialement authoriſez. Etoit ſigné,

PR. DE HUYBERT.
(L.S.)

Ratification des Seigneurs Etats de Hollande & de Weſt-Friſe.

LEs Etats de Hollande & de Weſt-Friſe, faiſons ſçavoir, qu'ayant vû, examiné & conſideré murement le Traité fait & conclu le 7. Juin de cette preſente année 1669. entre les Deputez d'entre nous & des Seigneurs Etats de Zelande, avec certain Acte de non-prejudice, concernant la jonction des deux Cours de Juſtice, comme il eſt inſeré de mot à mot dans la ſuite.

Fiat inſertio.

Et comme nous trouvons le contenu en icelui conforme à nôtre bonne intention, & conſiderant qu'il tendra au ſervice, & ſplendeur des deux Provinces, comme auſſi au maintien & à l'avancement de l'ancienne & fidelle amitié & bonne correspondence d'entre elles & pour leur Interêt reciproque, Nous avons ledit Traité trouvé bon dans toutes ſes Parties, ſes Points & Articles, & l'avons aprouvé & ratifié, le trouvons bon, l'approuvons & ratifions par ces preſentes. Promettant d'en enſuivre & obſerver le contenu inviolablement, & de le faire enſuivre & obſerver ſans aucun empêchement ni infraction au contraire; & pour plus grande ſureté de ce que deſſus, nous avons fait appoſer nôtre Grand Sceau *à ces preſentes, & icel-*

ANNO 1669. doen zegelen, en door onſen Secretaris doen teekenen op den 20. July des Jaers onſes Heeren en Saligmakers 1669. *Was geparapheert*,

JOHAN DE WIT. vt.

Lager ſtont, Ter Ordonnantie van de Staten,
En geteeckent,

HERBT. VAN BEAUMONT.

Ratificatie van de Heeren Staten van Zeelant.

DE Staten van den Lande ende Graeflickheyt van Zeelant, Allen den geenen die deſen ſullen ſien of hooren leſen, Saluyt. *Doen te weten*, Dat Wy geſien, rijpelick geexamineert en geconſidereert hebbende het Nader-Accoord op den 7. Juny deſes loopenden Jaers getroffen, tuſſchen Gedeputeerden uyt het midden van de Provintien van Hollant en Zeelant, daer toe ſpecialick geauthoriſeert, rakende het faict van de Juſtitie, met den gevolgen en aenkleven van dien, mitsgaders ſekere Acte van non-prejudicie, mede ten ſelven dage wederzijts onderteeckent, ſoo als het een ende het andere hier na volgende van woorde tot woorde geinſereert ſtaet.

Inſeratur.

Ende nademael Wy bevinden den Inhoude van het voorſz. Accoord ende Acte van non-præjudicie te weſen conform onſe goede meeninge ende intentie, en oordeelende dat al het ſelve ſal ſtrecken tot beter en prompter adminiſtratie van Juſtitie, en onderhoudinge van alle goede en vertrouwde correſpondentie tuſſchen de twee Provintien, tot bevorderinge van wederſijts Intereſſen. Soo iſt, dat wy het voornoemde nader Accoord in alle ſijn deelen, Pointcten, en Articulen, mitsgaders de Acte van non prejudicie hebben goet gevonden, geapprobeert en geratificeert, gelijck wy het eene en het andere goet vinden, approberen en ratificeren by deſen: Belouvende alle den Inhoude van dien onverbreeckelijck te ſullen nakomen en obſerveren, en door andere die het behoort te doen nakomen en obſerveren, ſonder eenigh belet of infractie ter contrarie: en tot meerder verſekeringe van dien, hebben Wy deſen met onſen Grooten Zegel, hier aengehangen, doen zegelen, en door onſen Secretaris doen ondertekenen: In 't Hof van Zeelant, binnen Middelburgh, op den 11. July 1669. *Onderſtont*, Ter Ordonnantie van Hoog-gem. Heeren Staten.

Ende was geteyckent,

JUSTUS DE HUTBERT.

icelles fait ſigner par nôtre Secretaire le vingtiéme Juillet de l'an de nôtre Seigneur & Sauveur 1669. ANNO 1669.
Etoit paraphé:

JEAN DE WIT.

Et plus bas étoit, *par Ordonnance des Etats*,
& ſigné,

HERBT. DE BEAUMONT.

Ratification des Seigneurs Etats de Zelande.

LEs Etats des Pays & Comté de Zelande, à tous ceux qui ces preſentes verront ou orront, Salut. Sçavoir faiſons, qu'ayant vû & examiné murement l'Accord poſterieur du 7. Juin de l'année courante 1669. conclu entre les Deputez des Provinces de Hollande & Zelande, avec les ſuittes & dependances d'icelui, enſemble certain Acte de non prejudice, ſigné de part & d'autre le même jour, en la maniere que l'un & l'autre ſont ci-aprés inſerez de mot a mot.

Inſeratur.

Et comme nous trouvons le contenu des ſuſdits Accord & Acte de non prejudice être conforme à notre bonne intention, & jugeant que l'un & l'autre tend à une meilleure & plus prompte adminiſtration de la Juſtice, & à l'entretenement de toute bonne & fidele correſpondance entre les deux Provinces & l'avancement des Interêts reciproques, Nous avons icelui Traité plus exprés, trouvé bon en tous ſes Points & Articles, enſemble ledit Acte de non prejudice, & avons iceux approuvé & ratifié, comme nous les approuvons & ratifions l'un & l'autre par ces preſentes; Promettant d'en enſuivre & obſerver le contenu inviolablemens, & de les faire enſuivre & obſerver comme il appartient par les autres, ſans aucun empêchement ni infraction au contraire; Et pour plus grande ſureté de ce nous avons fait appoſer nôtre Grand Sceau à ces preſentes, & icelles fait ſigner par nôtre Greffier. En la Cour de Zelande à Middelbourg le 11. Juillet 1669. Au deſſous etoit écrit, *par Ordonnance des ſuſdits Seigneurs Etats.*

Et étoit ſigné,

JUSTUS DR HUYBERT.

XLVI.

14. Juin. Kayſers LEOPOLDI Lehen-Brieff Hertzog JULIO FRANTZ zu Sachſen-Lauenburg über das Hertzogthum gleiches namens und deſſen benannten Zugehörungen und Herrſchafften ertheilt. Wien den 14. Juny 1669. [Tiré d'une Information de Droit preſentée à l'Empereur de la part de LOUÏS GUILLAUME, Marck-Grave de Baden ſous le Titre de Darthuung wolbefugter Weiblicher Succeſſions Prætenſion in und zu dem Erb-Lehenbahren Hertzogthum Nider-Sachſen / ſous Lit. C.]

C'eſt-à-dire,

Lettres d'Inveſtitures accordées par l'Empereur LEOPOLD, *à* JULES FRANÇOIS *Duc de Saxe-Lauembourg pour le Duché de ce nom, avec ſes Dependances & Appartenances; & pour les Seigneuries y denommées. A Vienne le 14. Juin 1669.*

WIr Leopold von GOttes Gnaden / erwöhlter Römiſcher Keyſer / zu allen zeiten Mehrerer des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Bekennen offentlich mit dieſem Brieff / undt thun kundt jedermänniglich. Nachdem der Hochgebohrne Julius Frantz Hertzog zu Sachſen-Lauenburg / unſer lieber Oheim undt Fürſt / uns durch ſeiner Ldl. Befelchhabere demüthiglich angeruffen undt gebetten / daß wir ihme ſeine Regalia undt Lehen / mit allen undt jeden Fürſtlichen Würden / Ehren / Graffſchafften / Herrſchafften / Rechten / hohen undt niedern Gerichten / Zollen / Gleiten / Mannſchafften / Eigenſchafften / Schlöſſern / Landen / Leuthen / Gütern / Wildbahnen / Bergwercken / Fiſchereyen / Walden / Saltzwercken / undt allen andern Gerechtigkeiten / darzu gehörig / ſo von uns undt dem heyligen Reich zu Lehen rühren / undt ihme zuſtunden / als jetzt regierender Römiſcher Keyſer zu Lehen zu verleihen gnädiglich geruheten / inmaſſen wir jüngſt hievor gegen ſeiner Ldl. Vattern Hertzogen Julium Heinrichen zu Sachſen-Lauenburg gleichfalls gethan hetten. Das haben wir angeſehen / ſolch ſein Hertzog Julii Frantzen demüthiglich zimbliche bitte / auch die angenehme / getreue undt nutzliche dienſte / die ſeine Vorderen weylande Unſern Vorfahren am Reich Römiſchen Keyſern undt Königen / undt dem heyligen Reich vielfältig gethan haben / undt er Uns undt dem Reich hinführo

ANNO 1669.

führo zuthun urbitig iſt / auch wohl thun mag unde ſoll; unde haben darumb mit wohlbedachtem muth / guten Rath unde rechtem wiſſen / dem vorgenantem Unſerm Oheimb undt Fürſten Hertzog Julio Frantzen die vorbeſtimbte ſeine Regalien unde Lehen mit allen unde jeden Fürſtlichen Würden / Ehren / Grafſchafften / Herrſchafften / Rechten / hoben undt nider-gerichten / Zöllen / Gleiten / Mannſchafften / Eigenſchafften / Stätten / Schlöſſern / Landen / Leuthen / Gütern / Wildbahnen / Bergwercken / Fiſchereyen / Walden / Saltzwercken / unde allen andern Gerechtigkeiten darzu gehörig / wie die nahmen haben unde er jetzundt der zeit innen hat unde beſitzt / verſetzt undt unverſetzt / als nemblich die Stat Möllen undt die Zölle daſelbſt mit ihrer Zubehörung / Item in dem Lande undt Stadt Lüneburg Zöll undt Güter / als ſeine Eltern auf ihne in derſelben Stat undt Lande geerbet haben / Item in dem Landt Weſtphalen undt Engern / Schloſſern / Gerichte / Herrſchafften / Landt unde Leuthe / als ſein Vatter auf ihn geerbet hat / Item das Landt zu Hadeln undt Weſt-Frieslande / mit der Herrſchafft Beederixa / undt das Schloß Ritzebuttel / Item das Landt Darpingen / das Schloß Lauenburg / Item die Grafſchafft Ratzeburg / Item die Schlöſſer Ertenburg / Rippenburg / Bergerdorff / Item den Kirchwerder / Item die Elbe mit ſolchen Zöllen / als er darauf hat zu Lauenburg / zu Ertlenburg / Eyßlingen / undt auf der Dellnenau / unde zu Herenburg / als dann die ſo von beſagten ſeinem Vattern Hertzogen Julio Heinrichen auf ihn geerbet ſeyndt unde anderſt darzu gehörig / nichts ausgenommen zu Lehen gnädiglich verliehen / undt verleyhen ihme die von Römiſcher Keyſerlicher Macht in Krafft dieſes Briefs / was wir ihme von Rechts oder gewohnheit wegen daran verleihen ſollen undt mögen / alſo daß er die fürdashin von uns unde dem Heyligen Reich zu rechten Fürſtlichen Lehen innen haben / nutzen undt gebrauchen möge / als derſelben Lehen Recht / undt Herkommen iſt / von allermänniglich an ſeinen Rechten unvergreiflich undt unſchädlich; Uns hat auch der vorgenanter Hertzog Julius Frantz durch gedachter ſeiner Ldl. Vollmächtige Anwalt undt Gewalthabere / Unſere undt des Reichs liebe getreüe Michael Albrecht / Frantzen von Schwaan / unde Franciſcum von Meyersheimb / ſeiner Ldl. Rath undt Reſpective Agenten an Unſeren Keyſerlichen Hoff gewöhnliche Huldigung / Glübt undt Ayde gethan / Uns unde Reiche gehorſamb / getreü undt gewärtig zu ſein / zu dienen unde zuthun / als des Reichs getreüer Fürſt ſeinem Lehen-Herrn unde Römiſchen Keyſer zuthun pflichtig iſt / ohne geferde; die weil auch vorgedachter Hertzog Julius Frantz neben dem angezeiget / deß er von ſeiner Vordern hero ein Hertzog zu Sachſen ſeyn / unde alſo an uns unterthanig geſunnen laſſen / daß wir ihme den Titul Hertzog zu Sachſen / Engern unde Weſtphalen gnädig zugeben / undt darzu auch die Lehen / allermaſſen wie die weilandt ſeinen Vorforderen von weylandt unſern Vorfahren am Reich Keyſer Carl dem Vierten / undt Keyſer Sigismunden verliehen worden ſein / zu verleihen geruheten / als nemblich das Lande zu Sachſen / undt Pfaltz-Grafſchafft zu Sachſen / die Grafſchafft zu Hollſtein / unde das Lande zu Stormarn / Item die Herrſchafft zu Lauenburg / Item die Herrſchafft von der Hoya / nemblichen Werdenau / Bruckhauſen / undt den Haadershagen / Warſtorff unde Norde / mit allen ihren Ein- unde Zugehörungen / unde wir aber daſſelbe alſo dieſer zeit auß etlichen bewegenden Urſachen anſtehen laſſen / haben wir ihme doch ſolches ſeines Geſinnens undt Anruffens hiermit auch meldung undt anzeig thun wollen / alſo daß ſolcher Stillſtandt gedachtem Hertzogen Julio Frantzen / undt ſonſt manniglichen an ſeinen Rechten undt Gerechtigkeiten unſchädlich ſein ſolle; mit Urkunde dieſes Briefs / beſigelt mit Unſerem Keyſerlichen anhangenden Inſigell / der geben iſt zu Wienn den 14. Juny, Anno 1669.

XLVII.

15. Juill. *Articles nouveaux, auxquels le Roi de* TELLO, *& le Roi de* LINQUES, *ont été derechef admis à l'Alliance de* la COMPAGNIE ORIENTALE *Hollandoiſe, & du Roi de* Tello *dans le Royaume de Macaſſar, faite le 9. Mars* 1668. *Donnés le* 15. *Juillet.* [Voyez-les ci-devant ſous le 9. Mars 1668.]

XLVIII.

27. Juill. *Acceſſion des Rois & des Peuples de* GOA *&* SADREBONNE, *à l'Alliance conclue le 9. Mars* 1668. *entre la* COMPAGNIE ORIENTALE *Hollandoiſe, & le Roi de* Tello *dans le Royaume de Macaſſar. Faite le* 27. *Juillet* 1669. [Voyez-la ci-devant ſous le 9. Mars 1668.]

ANNO 1669.

XLIX.

30. Juill.

PORTUGAL ET LES PROVINCES-UNIES.

Traité d'Alliance & de Commerce entre le PORTUGAL *& les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, fait à la Haye le 30. Juillet, 1669. Theatrum Pacis.* Tom. II. pag. 87.

QUanduquidem à Concluſione & Ratificatione inde poſtremi Tractatûs Pacis, inter Regnum Portugalliæ ex una, & Ordines Provinciarum Unitarum ex altera parte, die VI. Auguſti Anno MDCLXI. ſancitæ, certæ quædam Controverſiæ ſuper expugnatione locorum Cochin & Cananor, quæ Societas Indiæ Occidentalis dictarum Provinciarum in India armis in poteſtatem ſuam redegit, intervenerint, ob quas & interea dum de Jure dictorum locorum diſceptatur, à parte Coronæ Portugalliæ plurimis promiſſis, neque quoad argentum, neque quoad valorem argenti, neque quoad Commerciorum frequentiam in Regionibus à Portugallia acquiſitis & alibi, ſatisfactum fuerit, hocque occaſionem præbuerit timendi, ne harum contentionum continuatio inter ambas Nationes denuò Bellum excitet, quod antevertere tàm una quàm altera Natio toto corde deſiderat; Propterea inter Dominum Don Franciſcum de Mello, Equitem Ordinis Chriſti, Commendatorem ad S. Petrum de Verga de Lilla, & S. Martinum de Ranhados, Dominum in Sylves, Gubernatorem Civitatis Lamego, Sereniſſimi Principis Portugalliæ Summum & Nobilem Ciborum Sectorem & menſæ Diribitorem, ipſius Conſiliarium, & Legatum Extraordinarium ad Generales Ordines Fœderatarum Provinciarum, virtute Mandati cum libera à dicta ſua Celſitudine Regia, Sereniſſimo Principe Don Petro, Succeſſore, Gubernatore & Regente Regni Portugalliæ, ipſi dati, cujus Copia ſub finem præſentis Tractatûs, inſeretur, ab una parte, & Dominos, Guilielmum de Heuckelom, Conſulem Civitatis Noviomagenſis, Joannem à Nieuborgh, Conſulem Civitatis Alckmarienſis, Joannem de Witt, Conſiliarium & Syndicum Hollandiæ atque Friſiæ-Occidentalis, Hadrianum Piererſon, Syndicum Civitatis Zierkſeenſis, Joannem, Baronem de Reede, Dominum in Renswoude, Emmickhuyſen &c. Equitem Ordinis Regis Daniæ, Everwynum de Bentheim, Juris Doctorem, & Conſulem Civitatis Campenſis, ut & Egbertum Horencken, Dominum de Wiethuyſen &c. omnes Deputatos & Plenipotentiarios, Celſorum & Præpotentium Ordinum Generalium Provinciarum Unitarum Belgii, ſimiliter vi Mandatorum per Superiores illorum ipſis datorum, quorum Copia ſub finem hujus Tractatus adſcripta quoque extat, ex altera parte conventum & concluſum fuit. Quemadmodum ad præveniendas majores Turbas, vigore præſentium conventum & concluſum eſt.

I. Quod ad interim Civitates & Loca Cochin & Cananor, quorum jamjam mentio facta eſt, dictorum Dominorum Ordinum poteſtati (ſub qua nunc ſunt) ſubjecta, & in manibus Societatis Indiæ Occidentalis maneant, atque in ſecuritatem vi hypothecæ eas ipſi teneant, usque dum ſolutio ſex terminorum in Tractatu Anni MDCLXI. expreſſorum & promiſſorum, quæ menſe Aprilis Anno MDCLXVIII. fieri debebat, tresque milliones Hollandici valoris efficit, nec non refuſio ſumptuum quos in inſtructionem Claſſis, & in belligerationem, quò dicta loca expugnarentur, impendi oportebat, quorum æſtimatio ad juſtum pretium redigenda erit, fiat. Adeò ut Corona Portugalliæ reſtitutionem dictorum locorum à Præpotentibus Celſitudinibus ſuis prætendere nequeat, antequam reapſe ceſſi termini iis ſoluti ſint, & refuſio expenſarum & ſumptuum memoratorum fiat. Nec quoad Ordines Generales, in illorum poteſtate ſiet à Corona Portugalliæ dictam Summam trium millionum exigere, quamdiu hæcce loca retinuerint.

II. Jus Proprietatis dictarum Civitatum & Locorum quod concernit, de quo hucusque in unum convenire partes nequivêre, omni opere adnitetur ad informationem pleniorem de eo capiendam, & amicabiliter deſuper paciſcendum, antequam Præpotentes ſuæ Celſitudines dictam ſummam trium millionum, & refuſionem ſumptuum & expenſarum, ut ſupra memoratum, accipiant.

III. Præterea Præpotentes Celſitudines Suæ ex una parte renuntiabunt, quemadmodum vi præſentium quoque renuntiant, tàm pro ſe, quàm pro Societate ſua Indiæ Occidentalis, & aliis Provinciarum Belgii Incolis

Juri

ANNO 1669.

Juri per Articulum XXV. ipſiusmet Tractatûs Pacis quæſito, atque ex altera parte Regnum Portugalliæ bona fide ſe obligabit, ſicuti vigore præſentis Tractatûs ſe adſtringit, ad ſolvendum Præpotentibus ſuis Celſitudinibus, aut Mandatariis illorum, exacte & efficaciter, ſummam quingentorum millium Cruſatorum, aut millionem unum librarum, & id quidem mediante Sale, quod in Civitate Setuval ſuppeditabitur & extradetur, ad onerandum eo Navigia, ex Mandato Ordinum Generalium, ad hoc illuc tranſmiſſa.

IV. Et id ipſum Sal Portugalli ſumptibus ſuis & ſine onere tradent & convehent, in Scaphis aut Navigiolis, ad Litora Maris; quod deinde hi hinc avehent, pro more hucusque Subditis & Incolis Provinciarum Unitarum, ſi quando illi in Setuval Sal coëmerunt, conſueto & uſitato, ad rationem mille quadringentorum & octuaginta Reis (qui reducti ad monetam Cruſatorum, juxta valorem eorundem nunc temporis in Portugallia receptum duos Cruſatos, & viginti quatuor partes, quarum viginti quinque totum Cruſatum conficiant, valent) pro modio, ſic ut pro ſeptuaginta quatuor Cruſatis, viginti modii Salis tradantur. Proinde concluſum conſtitutumque fuit, & firmiter obtinebit, ut pro quingentis Cruſatorum millibus centum ſexaginta octo millia, centum & novendecim modii Salis exhibeantur.

V. Quoad tempus memoratum Sal exhibebitur & extradetur, ſtatim atque deſtinata ad id tranſportandum Navigia appulerint, idque duobus aut tribus vicibus, aut pluribus, ſi ita res poſtulet, & dictis Dominis Ordinibus id conducere viſum fuerit.

VI. Intercedente hoc, & ad evitandum ne ullo tempore dicti Subditi & Incolæ prætenſiones ſuas iterare, & denuo à Corona Portugalliæ aliam quàm vigore præſentis Tractatus ſtipulatam ſatisfactionem exigere queant, Præpotentes ſuæ Celſitudines curabunt, ut in manus memorati Domini Legati Portugalliæ, poſt realem ſolutionem dictorum centum mille Cruſatorum omnia Inſtrumenta, Scripta, Documenta, & Pacta, de prætenſionibus illis, tam liquidis, quàm illiquidis, quæ contra Coronam Portugalliæ pro Intereſſatis ratione XXV. Articuli producta fuiſſe deprehendentur, tradentur.

VII. Alias Summas, quod attinet, quas Regnum Portugalliæ, ſtatis terminis, vigore dicti Tractatûs Pacis ſolvere obſtrictum eſt, ducentos ſcilicet quinquaginta mille Cruſatos per annum, & dein decem inſequentibus annis, illæ ſequenti modo expedientur: Quantumcunque Corona Portugalliæ de quolibet modio Salis, qui Setuvaliæ venditur & tollitur, pro jure ſuæ Gabellæ recipit, ſeptingentos nempe Reis, qui ſecundùm valorem præſentem Cruſatorum, unum Cruſatum de quinque modiis Salis & pro proportione majorem quantitatem efficiunt, totum id Jus unicè deſtinatum ſit, & reapſe convertetur in ſolutionem deficientium terminorum ad utilitatem Præpotentium ſuarum Celſitudinum.

VIII. Verùm cum ſubductâ ratione illâ, neceſſe eſt, ut ad realem ſatisfactionem cujusque Termini extradantur, & ſingulis annis in Naves plus quàm centum ſeptuaginta octo millia, quingenti ſeptuaginta cum uno modiorum Salis inferantur, & cum nullo modo cogitatione aſſequi queat, tantam quantitatem uno anno ſuppeditari poſſe, ad hoc experientia docuerit, ipſo tempore Pacis, & cùm coactio illa nullo incommodo aut inconvenientia, nec Mari, nec Terrâ, turbata fuiſſet, quod ſingulis annis plusquam (incirca) nonaginta millia modiorum Salis, plusve minusve, Navibus immiſſum fuerit, conventum eſt ad evitanda plura detrimenta, quæ præcavere Portugallia haud potis erit, ſi obſtricta foret, tam ingentem Summam pecuniæ per ſingulos annos exactè præſtare, concordatum fuit, quod tempus Solutionis illius prolongetur, eo reſpectu verò, ſicuti etiam quò alio quoque modo damnum ceſſantium uſurarum, & incertitudo ſolutionis quæ ex prolongatione illa terminorum reſultat, compenſetur, ſolutio intra viginti annos fiet, quorum primus initium ex eo ſumet, ex quo Præpotentes ſuæ Celſitudines ceſſarunt mittere, conquirendum pretium unius millionis librarum in Sale, ut ſupra dictum, & quod intermedio tempore illorum viginti annorum ipſis cum effectu valor centum quingentorum millium Cruſatorum exhibitus ſit. Mediante quo omnia diſſidia & tricæ computorum, quæ ob uſuras Summarum in terminis in Tractatu Pacis memorato præfixis non exſolutarum, & ob id quoque quod eadem de re in quæſtionem vocabatur, ſuboriri poterunt, ceſſabunt.

ANNO 1669.

IX. Quod in exactam ſatisfactionem dictæ Summæ centum quingentorum mille Cruſatorum annuorum, Corona Portugalliæ, modo ſuperius expreſſo cedet, prout etiam illa irrevocabiliter Præpotentibus ſuis Celſitudinibus cedit, Gabellas quas Corona illa, ſicut ſupra memoratum, ex omni Sale, quod venditur & ex Setuval exportatur, capit; videlicet ſeptingentos Reis, ſive unum Cruſatum & quinquageſimam de quolibet modio, & de ſeptingentis millibus centum quadraginta tribus modiis, dictam integram Summam, centum quingentorum millium Cruſatorum.

X. Sub hac tamen expreſſa conditione & reſervatione, ut caſu quo dicta quantitas ſeptingentorum millium centum & quadraginta trium modiorum Salis uno in anno ſuppeditari nequeant, inſuperve Jus quod Corona recipit, totam Summam, centum quingentorum millium Cruſatorum in argento exæquare haud valeat, laudata Corona Portugalliæ ſupplebit iſtum defectum, ſolvendo ſequentibus annis ante omnia in commodum ſuarum Præpotentum Celſitudinum, tot modios Salis, quot ad ſupplementum defectûs præteriti anni requirentur, ſic ut quilibet modius ſupra dicto modo extraditi Salis, quadringentis & octuaginta Reis, id eſt, duobus Cruſatis & viginti quatuor partibus, quarum viginti quinque totum Cruſatum conficiunt, cum incluſione Jurium Coronæ, & ſumptuum, ſine dictis Juribus autem modius ipſe, ad rationem ſeptingentorum octuaginta Reis, aut unius Cruſati cum quatuordecim partibus, quarum viginti quinque totum conficiunt, æſtimetur, taliter ut viginti quatuor modiorum, ſupra dicto modo traditorum, defectus, triginta novem Cruſatis & in majori quantitate pro portione reſarciatur, dummodò memoratus defectus ſingulis annis triginta mille Cruſatorum valorem non excedat, eò quòd Corona Portugalliæ expreſſiſſime vi præſentium Tractatuum ſtipulata ſit, quòd Sale ſupplere haud obſtricta fiet id, quod ſingulis annis dictam Summam triginta millia Cruſatorum excedit. Quemadmodum etiam in caſu cujuscunque alterius defectûs, omnia media & cautiones neceſſariæ atque poſſibiles adhibeantur, per quas Præpotentes ſuæ Celſitudines ſecurè reddantur, & ipſa ſolutione allegatæ ſummæ centum quinquaginta millium Cruſatorum annuatim ſatisfiat, idque ſine retardatione aut fruſtratione quacunque, & quocunque etiam modo id fiat.

XI. Quo minùs etiam, in omnem eventum, dictus defectus, à Præpotentibus ſuis Celſitudinibus, aut Incolarum & Subditorum Provinciarum Unitarum culpâ augeatur, promiſerunt eæ & ſeſe obligarunt, prout per præſentes promittunt & ſeſe obligant, curaturos ſemet, ut Subditi & Incolæ dictarum Provinciarum Unitarum quotannis tantum Salis tollant & avehant, quantum ejusdem ſuſtulerunt & avexêre proximis præcedentibus annis, iis, qui præ aliis hoc Naves onerarunt.

XII. Et quod ſi contingat defectum aliquem, vel ob Bella, vel contentiones maritimas, vel alias ob incommoditates, aliquando ſupervenire poſſe, ſic ut Subditi & Incolæ dictarum Provinciarum Unitarum ad tollendam quantitatem Salis, ad quam avehendam vi præcedentis Articuli, adſtricti ſint, illuc commeare haud valeant, quòd tunc Corona Portugalliæ defectum illum ſupplere non teneatur, priusquam dicti viginti anni plenariè finem ſuum nacti fuerint, ut tamen ea propter Uſuras aliquas pendere, obligata haud ſiet; Nec Præpotentes ſuæ Celſitudines ſine liberrimo conſenſu Coronæ Portugalliæ aliquam aliam ſatisfactionem debitorum ſuorum prætendere poterunt, quamdiu reapſe Juribus ad Sal Setuvalenſe gaudebunt.

XIII. Nihilominus ſi fortè Coronæ Portugalliæ aliud quodpiam medium ſeſe citiùs expediendi, ſive argento, aut aliis effectibus, quàm dictis Juribus, ratione Salis, occurrerit, illud arripiendi & in actum deducendi in electione illius erit, & eo caſu id de memoratis terminis pro proportione deducetur.

XIV. Inſuper in ſpecie conventum & concordatum eſt, non ſecus ac in præſentibus Tractatibus paciſcitur & convenitur, ut ad præveniendas varii generis incommoditates, Sal, durante termino ad dictam ſolutionem, nec majori pretio Incolis Unitarum Provinciarum, nec minori alii cuicunque Nationi, pretio, Sal vendetur, quàm ut quadringentis & octingentis Reis, qui ut ſuperius hic dictum eſt, juxta valorem communem & præſentem Cruſatorum, duos Cruſatos & viginti quatuor partes, de viginti quinque partibus Cruſati efficiunt, modius valeat, idque tantò minùs ſine præcedente Præpotentum Celſitudinum ſuarum conſenſu.

XV. Quemadmodum quoque, caſu quo reperiatur, Domini Ordines, ex tam ingenti Salis quantitate, quam ex Setuval avehere poterunt, ante elapſum terminum viginti annorum, integri debiti ſui ſolutionem recepiſſe, non obſtante aſſignatione dicti termini, quocunque tempore reperietur æs alienum expeditum fore, memorata aſſignatio ceſſet, & Jura illa Corona Portugalliæ libera retineat.

XVI. Quo verò omnia ſuperius conventa ad præſcriptum & neceſſariâ cum ſecuritate Præpotentum ſuarum Celſitudinum exequantur, præponent ex ſua parte & amorem in dicto loco Setuval, perſonam huic negotio aptam authoritate publicâ munitam, qui inprimis nomine ipſorum apocham omnis in ſolutionem dicti millionis præſtiti Salis det, & dehinc vice Celſitudinis Suæ Regalis, Principis Portugalliæ, nec non vice Præpotentum ſuarum Celſitudinum integrum pretium omnis in Naves illati & avehendi Salis, ab Incolis Unitarum Provinciarum, ut & ab aliis Nationibus, recipiet, ut exinde proventus, quantum Jura Coronæ attinet, & id quod requiritur ad ſupplendum annuum defectum, modo ſupra dicto, Præpotentibus ſuis Celſitudinibus aut ad ipſorum Mandatum ſolvat, & reliqua quoque in manus Mercatorum Salis in Setuval, ad quos ea pertinent, det. Pro integritate & fide ejus perſonæ, ut & exacta executione & implemento omnium ſuperiorum, prædes ſeſe Præpotentes Suæ Celſitudines conſtituent & obligent, quemadmodum vi horum ſeſe pro his obligant & prædes conſtituunt. Adjungeturque eidem à Celſitudine ſua Regali pro ſua parte perſona, quæ ſupputet cum ipſa rationes, & adverſas conſcribet, omnium tàm pro Juribus, quàm pro Sale receptorum, & quæ extradentur apochæ dictorum receptorum, à duabus illis perſonis conjunctim ſubſignentur.

XVII. Nec etiam curſus dictæ ſuppeditationis Salis aut ſolutionis, ullo modo aut ullâ ratione, quæcunque illa ſit, interrumpi aut turbari poterit, nec etiam permittetur, ut per arreſta aut manuum injectiones incommodetur, verum ſolutio dicta, aut ſatisfactio memorata ſemper continuetur, quicunque etiam caſus aut diſſidia ſupervenire queant, aut quæ actiones aut prætenſiones inpoſterum naſcantur, ſic ut propterea aut illa de cauſa, nulla retentio, compenſatio, aut detractio prætendi, multò minus executio in actum deduci queat.

XVIII. Eo fine & ut nullum obſtaculum, nec ullum præpedimentum, qui executionem omnium ſupra ſcriptorum remorari in Portugallia valeat, ſed Navigia illarum Provinciarum illic appellentia, parata eorum onera inveniant, Præpotentes ſuæ Celſitudines, Officialem, qui vice Coronæ Portugalliæ apud Ordines illos reſidebit, menſe uno ante illorum diſceſſum, de eo certiorem reddent.

XIX. Et quoniam Sereniſſimus Portugalliæ Princeps ſe obſtringit, quòd ſecundum ſuperiora, Domini Ordines, pro Juribus illius Coronæ ſeptingentos Reis ex quolibet modio Salis perpetuò lucrifacient, etiamſi fortè in Portugallia moneta inpoſterum mutetur, & conſequenter Cruſati in majorem aut minorem numerum Reis, quàm quo in præſenti ſunt, reducentur, & ſic citatum Jus ſeptingentorum Reis, plures vel pauciores Cruſatos, quàm nunc temporis, efficiant; Conventum fuit, ut ſi inpoſterum talis mutatio contingat, eoque ipſo Jus Coronæ ad plures aut pauciores, quàm unum Cruſatum & duas quinquageſimas pertingat, prædicta Jura quoque in eadem proportione dictis Ordinibus imputentur, id eſt, tot Cruſati cum talibus partibus, quot reapſe pro memoratis Juribus ſolventur.

XX. Et quamvis Præpotentes ſuæ Celſitudines, in ſuperioribus, Juri, privatis per Articulum XXV. dicti Tractatûs Pacis quæſito, renuntiarunt, nihilominus executio & citum complementum formalium Contractuum, quos Comes de Miranda nomine Regis & Coronæ Portugalliæ, cum quibusdam privatis, ſuper legitimis ſuorum prætenſionibus, & nominatim cum Domino Guilielmo Doneker, Conſule Haglenſi, Gisberto de Wit, & Abrahamo Azevedo, qui Contractus hîc de verbo ad verbum inſerentur, non intermittetur.

XXI. Proindeque ut per hæc totaliter omnes cauſæ & prætextus, qui executionem dicti Tractatûs Pacis impedire vel differre poterunt, ſublati ſint, ſeſe declararunt & promiſerunt, tam Corona Portugalliæ ex una, ſicut Præpotentes ſuæ Celſitudines ex altera parte, quemadmodum vigore præſentium, bonâ fide ſemet declarant & promittunt, quod ille progreſſu temporis, tàm ab una quam ab altera parte, in omnibus Articulis, Clauſulis, & Punctis, ſine omni dilatione, contentione, aut præpedimento, & in ſpecie quoad trigeſimum & quadrageſimum Articulum ejusdem, executioni mandetur & adimpleatur, ſic ut Naves Incolarum Provinciarum Unitarum, quæ vi diſpoſitionis dictorum Articulorum, quampiam Regionem Regni Portugalliæ adire volunt, aut quæ exinde venientes, aliorſum curſum ſuum dirigunt, nullatenus in itineribus ſuis retardari, aut arreſto conſtringi, aut aliter ſive directè ſive indirectè impediri in Portubus aut Litoribus Portugalliæ, aut dictis Regionibus, ſub prætextu quòd Claſſis anniverſariis, aut Naves Salvi Conductûs paratæ non ſint, aut nulla alia de cauſa ſive prætextu, qualis qualis etiam is ſit, poterunt. Sub hac tamen conditione, ut omnes Subditi & Incolæ dictarum Unitarum Provinciarum qui capient versùs Braſiliam negotiari & ibidem mercaturam exercere, hoc rectâ viâ illuc facere nequeant, ſed quod hùc euntes & illàc redeuntes in Portus Portugalliæ appellere & eadem onera, propter exitum, ratione illarum, quæ versùs Braſiliam abeunt, & propter introitum, quæ inde veniunt, quæ proprii Regni Subditi in tali caſu ſolvunt, dependant. Spondentque dicti Domini Ordines Generales in Subditos & Incolas harum Provinciarum Unitarum ſeverè ſeſe animadverſuros, qui aliquando his ſuperius contentis contraveniſſe deprehendentur, & curare ut in emolumentum Regni Portugalliæ pœnâ quadruplo majori, eâ quam ſuſtinere obſtricti fuiſſent in Portugallia, ſi illuc veniſſent, afficiantur. Ad quam virtute ſupra memorati Tractatûs & præſentis Articuli tenebuntur.

XXII. Et caſu quo ex parte Portugalliæ omnibus ſupra ſcriptis aut etiam aliis quibuscunque Capitulis dicti Tractatûs, aut prætenſæ Conventioni ſatisfactum non fuerit, Præpotentes ſuæ Celſitudines, juxta diſpoſitionem memorati Articuli IV. redibunt ad priſtina ſua Jura omnia, quæ ante citati Tractatûs concluſionem adversùs Coronam Portugalliæ ipſis acquiſita fuerunt, ut tamen propterea Portugalli pecuniarum ab ipſis, vigore ejusdem ipſius Tractatûs, aut præſentis Conventionis, jam ſolutarum reſtitutionem ſibi fieri, prætendere nequeant. Quemadmodum quoque, ſi ex parte Dominorum Ordinum, dicto Tractatui aut præſentibus Pactis Conventis, contravenietur, Celſitudo ſua Regalis & Corona Portugalliæ ad omnia, ipſi ante hos Tractatus virtute ipſius illius IV. Articuli, competentia Jura redibit.

XXIII. Et quoniam jam ante conquerebatur de interruptione & turbatione Commerciorum, ex diſſenſione & diſſidio, quæ inter duas Nationes hactenus interceſſit, tàm in Europa quàm in Indiis ſubortâ; Amicitia, quæ per præſentes hos Tractatus reſtauratur, hoc effectui dabit, quòd vi Conventionis hujus & mediante exactâ executione ſuperius contentorum, unius alteriusve bonum & conditio omnibus rationibus, & omnibus convenientibus modis promovebitur, & inprimis Navigationi & Commerciis Subditorum & Incolarum unius alteriusve omnimodè, in ſpecie verò versùs Indiam Orientalem, ſecundùm Jus Gentium, favebitur, in tantùm ut nullum omninò ratione illius perferatur, minus ab uno alteri inferatur impedimentum, nec permittetur, ut hoc ab unius aut alterius Subditis perpetretur, quin potius ex adverſo, ſi fortè fortunâ quid ſimile ex una aut altera parte contingat, (quod DEUS avertat.) id ſtatim emendetur, & Parti læſæ debita ſatisfactio præſtetur.

XXIV. Ante omnia verò, quemadmodum Regia ſua Celſitudo ſe pro ſe & omnes ſuos Subditos obſtringit, quod omnia ſuperiora obſervet, & ut ſanctè per omnia obſerventur, efficiet; Sic quoque pro parte ſuâ Præpotentes ſuæ Celſitudines pro ſe, & pro omnibus ſuis Subditis, & nominatim pro Societatis Orientalis & Occidentalis Indiæ hominibus, ſeſe obſtringunt, curaturos ſemet ut in omnibus præſens Tractatus obſervetur, & Pax ubique tàm in Europa, quàm alibi conſervetur, prout in præcedenti Articulo pleniùs & longiùs comprehenſum eſt.

XXV. Tandem conventum eſt ab utrisque Partium, quòd Tractatus hic, & contenta in præſentibus Articulis, in optima & forma legitima, tàm ex parte Sereniſſimi Principis Portugalliæ, quàm ex parte Dominorum Statuum Generalium Unitarum Provinciarum, & quidem per Literas Patentes unius alteriusve Statuum majori Sigillo roboratas, confirmentur & ratihabeantur, & quod inſtrumenta Ratihabitionis, intra ſpatium trium menſium, à ſubſignatis præſentibus Tractatibus numerandorum, vel etiam citiùs, ſi id

ANNO 1669. fieri queat, mutuò extradentur, & quod omnia in hoc Tractatu comprehenſa, ſtatim poſt mutationem memoratarum Ratihabitionum in forma, & modo conſueto publicentur.

Sequitur Tenor Mandati Domini Extraordinarii Legati Portugalliæ.

DOn Petrus, DEI gratiâ Princeps Portugalliæ & Algarbiæ, citra & ultra Mare Africanum, Dominus Guineæ, Conqueſtuum, Navigationis & Commerciorum in Æthiopia, Arabia, Perſia & Indiis &c. ac Succeſſor, Gubernator & Regens illorum Regnorum & Dominiorum Portugalliæ, vi præſentium, plenariam poteſtatem & facultatem neceſſariam impertior Don Francisco de Mello, Equiti Ordinis Chriſti, Commendatori ad St. Petrum de Verga de Lilla ad St. Martinum de Rauhados, Gubernatori Civitatis Lamego ſummo meo Ciborum Nobili Sectori & menſæ Diſibitori, meo Extraordinario ad Ordines Generales Unitarum Provinciarum Belgii Legato, tractandi & paciſcendi, cum dictis Ordinibus, & Officialibus Societatum Orientalis & Occidentalis Indiæ, aut unaquaque dictarum Societatum, de reſtitutione locorum Cochin & Cananor in India Orientali, & de difficultatibus, quæ circa Pacem cum dictis Ordinibus VI. die menſis Auguſti Anno M DC LXI. initam, ſe produnt, & de omnibus quæ occurrent, quò reciprocè inter nos dicta Pax in omnibus Mundi locis, Terrâ Marique ſine limitatione conſervata, & magis ſtabilis perduret. Hoc fine de Articulis, de Inſtrumentis publicis, & de ſecretis, quæ reperientur ad hoc fore neceſſaria, cum omnibus ſuis clauſulis mediis, & obligationibus, de quibus convenerit, tranſiget, & omnia, quæ ab ipſo inita erunt, ratihabebuntur, non ſecus ac ſi ea Ego ipſe iniiſſem. Sub fide & verbo Regio, motu proprio & poteſtate Regali & abſoluta, non obſtantibus Legibus quibuscunque, Capitulis Statuum, aut diſpoſitionibus contrariis. Inque fidem omnium ſuperius expreſſorum curavi, ut ipſi præſentes manu meâ ſubſcriptæ, & Magno Sigillo inſignium meorum firmatæ expedirentur. Datum Ulyſſipponi VII. die menſis Novembris, Anno à Nativitate Domini JESU CHRISTI M DC LXVIII.

Martinus de Brito Corito has ſcripſit.
Petrus Sanchez Fartuba has ſcribere curavit.
Subſignavit
Princeps,
Et ſigillavit Magno Sigillo in cera rubra.

Sequitur Tenor allegati Mandati Dominorum Deputatorum Ordinum Generalium.

ORdines Generales Provinciarum Unitarum Belgii, omnibus præſentes Literas viſuris, Salutem. Cum nos perpetuò & ſollicitè nullam non obſervaverimus occaſionem, quæ ſeſe obtulerat, cum Regibus & Statibus Vicinis, & inter illos cum Corona Portugalliæ, mutuam exercendi amicitiam. Cujus propoſiti Documenta in omnibus cum illa, triginta & quod excedit jam inde per annos, initis Pactis, dedimus. Quandoquidem vero Tractatus iſti ſucceſſibus, qui de Jure ſperari poterant, caruerint, & plurimi caſus, qui inciderunt, executionem remorarint, & quòd denuò Sereniſſimus Princeps Don Petrus, Princeps & Gubernator Regni Portugalliæ, Nos per Dominum Don Franciſcum de Mello, Equitem Ordinis Chriſti, Commendatorem ad Sanctum Petrum de Verga de Lilla, & ad St. Martinum de Ranhados, Gubernatorem Civitatis Lamego, ſuum Summum & Nobilem Ciborum Sectorem & menſæ Diribitorem, & Extraordinarium ſuum Legatum ad hunc Statum, de deſiderio ſuo quo ardet, removendi pro ſua parte obſtacula cuncta, quæ hactenus executionem præteritorum Tractatuum intercluſerunt, & curandi ut omnia diſſidia, quæ ſincerum animum amborum Nationum alterare invicem queant, terminentur, certiores reddiderit; Quòd nos, ex parte noſtra intentioni huic reſpondere cupientes, eò magis voluerimus denominare Dominos, Guillelmum de Heuckelum, Conſulem Civitatis Noviomagenſis, Joannem à Nieuborgh, Conſulem Civitatis Alcmarienſis, Joannem de Witt, Conſiliarium & Syndicum Hollandiæ atque Friſiæ Occidentalis &c. Hadrianum Pieterſon, Syndicum Civitatis Zirckſeenſis, Joannem, Baronem de Reede, Dominum de Renswoude, Emminckhuyſen &c. Equitem Ordinis Regis Daniæ &c. Everwynum de Beuthem, Doctorem Juris & Conſulem Civitatis Campenſis, ut & Egbertum Horencken, Dominum de Wierhuyſen &c. Omnes Delegatos Concilii ex parte Unitarum reſpectivè Provinciarum, atque dedimus, prout vi præſentium pleniſſimum Mandatum, authoritatem, Commiſſionem, & ſpecialem juſſum ipſis, & unicuique illorum, in caſum morbi aut abſentiæ alterius, impertimur, pro noſtra parte, ut nomine & in qualitate noſtrorum Delegatorum quantocius in congreſſum laudati Domini Legati Extraordinarii Portugalliæ veniendi, propoſita audiendi & alia in medium adferendi, ea expediendi, ineundi & concludendi cum illo Pacta, quæ ad boni communis Coronæ dictæ & hujus Status normam directa ſint, & hoc fine loco noſtri promittendi, noſtroque nomine conficiendi, acceptandi & ſignandi in optima & debita forma, talia Inſtrumenta & Acta, qualia id de neceſſitate requiri, ipſis videbitur, & generaliter omnia ea faciendi & peragendi, quæ nos faceremus & poteramus facere & peragere, ſi nos ibidem præſentes adeſſemus & ſi quoque ad id juſſus & Mandatum ſpecialius requiſita forent; promittentes ſincere & bonâ fide, habere grata, nec non firmiter, inconcuſſè, & inviolatè ſtare omnibus, quæ laudati Domini noſtri Delegati, promittent, peragent, & in dicta qualitate concludent, ut ea à nobis obſerventur, impleantur, & exactè atque ſanctè exequantur, ſic ut eadem nunquam, vel directè vel indirectè, quacunque ratione aut modo id fieri queat, infringentur. Sed curaturos, ut Literæ noſtræ Ratificationis & Ratihabitionis eorum omnium in ampliori & authentica forma, qua fieri poteſt, & ſi id à Nobis requiretur, aut opus erit, conficiantur & extradentur. Datum Hagæ ſub teſſera chirographaria Præſidis noſtri, & ſignatura noſtri Actuarii, noſtroque Sigillo majori, XXX. Julii M DC LXIX. ANNO 1669.

Teſſera
G. de Naſſau.

In plica,
Ad Mandatum dictorum Dominorum Ordinum Generalium.
N. Ruyſch.
Et ſigillata erat majori Sigillo.

In fidem & teſtimonium eorum, Nos Legatus Extraordinarius memorati Sereniſſimi Principis Portugalliæ, & Nos Commiſſarii Delegati dictorum Dominorum Ordinum, virtute Mandatorum, à Superioribus noſtris nobis datorum & jamjam tranſcriptorum, Articulos iſtos manu noſtra propria ſubſcripſimus, iiſque Sigilla noſtra impreſſimus. Hagæ XXX. Julii Anno M DC LXIX.

(L. S.) *Don Francisco de Mello.*
(L. S.) *W. van Heuckelom.*
(L. S.) *Johan de Wit.*
(L. S.) *A. Pieterſon.*
(L. S.) *Johan Baron van Reede.*
(L. S.) *E. van Benthem.*
(L. S.) *Egb. Horenken.*

Articulus Separatus.

QUandoquidem Domini Ordines Generales Provinciarum Unitarum Belgii, in Articulo XI. hodie concluſi & invicem ſubſcripti Tractatûs ſeſe obſtrinxerunt, curaturos Præpotentes ſuas Celſitudines id ipſum, ut Subditi & Incolæ dictarum Provinciarum Unitarum quotannis tantum Salis tollant & avehant, quantum ejuſdem ſuſtulêre & avexêre proximis præcedentibus annis ii, qui præ aliis Naves ſuas onerarunt. Et in Articulo ſequenti XII. conventum fuit, quod ſi contingat, defectum aliquem vel ob Bella, vel contentiones Maritimas, vel alias ob incommoditates, aliquando ſupervenire poſſe, ſic ut Subditi & Incolæ dictarum Provinciarum Unitarum ad tollendam quantitatem Salis, ad quam avehendam vi præcedentis Articuli XI. adſtricti ſunt, illuc commeare haud valeant, quod tunc Corona Portugalliæ defectum illum ſupplere non teneatur, niſi prius memorati in præcedenti Articulo integri viginti anni plenariè finem ſuum nacti fuerint, ut tamen ea propter Ultras aliquas pendere obligata haut fiet &c. Plenioris declarationis ergo, & præveniendorum diſſidiorum gratiâ, quæ inpoſterum ſive ratione juſtæ quantitatis Salis, quâ Incolæ dictarum Unitarum Provinciarum, qui præ aliis maximam partem aveſére de Setuval, Naves ſuas onerarunt, ſive etiam ob incommoditates alias, quæ ſufficere putabuntur, ut ipſi ilâ inediæ à tollenda & avehenda tota dicta quantitate Salis abſtineant, exoſiri poterunt; per præſentem Articulum ſeparatum conventum & concordatum eſt, quemadmodum Nos per præſentes convenimus & concordamus, quòd ex parte Portugalliæ, unà cum Ratihabitione citati Tractatûs ſimul extractus authenticus Regiſtrorum ſuper receptis Juribus de importatione & exportatione, & aliorum Regiſtrorum publicorum laudati Regni Portugalliæ, ſuper omni Sale, quo Incolæ memoratarum Provinciarum in Setuval in Annis M DC LIX. M DC LX. M DC LXI. M DC LXII. M DC LXIII. M DC LXIV. M DC LXV. M DC LXVI. Naves onerarunt, cum nomine & cognomine Navarchorum & Navium, à quibus & in quas dicta quantitas Salis recepta eſt, extradentur, quò mediante hoc, & ope aliarum informationum à Præpotentibus ſuis Celſitudinibus deſuper in hiſce Regionibus interim captandarum, ante permutationem Ratihabitionum per mutuam Conventionem definiri & in ſpecie determinari juſta quantitas modiorum, quos Incolæ dictarum Unitarum Provinciarum quotannis tollere & avehere tenebuntur, queat, & ut contentis in memorato Articulo XI. ſatisfiat, in reliquis verò penes Principem Portugalliæ electio & optio maneat, conditionem in dicto Articulo XI. expreſſam in ſuo vigore relinquendi, eamque generaliter & ſine exceptione exequendi, id eſt, ſine diſceptatione dictum defectum ante decurſum viginti annorum ſupplendi, aut potiùs circa finem & ante exſpirationem cujuſcunque anni promptè & in parata pecunia, tertiam partem juſti valoris Salis, quod Subditi & Incolæ Unitarum Provinciarum in dicto anno juſta quantitatem in memorato Articulo ſtipulatam tollere intermiſerint, ſolvendi; Dummodò laudatus Dominus Princeps ante permutationem Ratihabitionum, ratione hujus alternativæ definitè ſe declararet; & ſi quando poſterius membrum ipſius ejuſdem alternativæ acceperit, nempè promptè in parata pecunia tertiam partem dicti defectûs exſolvendi, Ipſe reapſe, cum effectu, & ſine dilatione eidem ſatisfaciet, & ſi id non præſtiterit, Præpotentes ſuæ Celſitudines anno inſequenti, integrum defectûs pretium in Sale, ſecundum in ſtipulationem deductum, & in X. Articulo ejuſdem Tractatûs, quoad ſupplementum defectûs, qui ſine culpa alte-memoratarum ſuarum Celſitudinum, aut Subditorum & Incolarum Provinciarum Unitarum & ratione quantitatis Salis, quæ ex cauſa ibidem contenta Art. X. ſtipulata fuerat contigerit, pleniùs expreſſum modum accipient. Actum Hagæ die XXXI. Julii M DC LXIX.

(L.S.) *Don Francisco de Mello.*

(L.S.) *W. van Heuckelom.*
(L.S.) *Johan de Wit.*
(L.S.) *A Pieterſon.*
(L.S.) *Johan Baron van Reede.*
(L.S.) *E. van Beethem.*
(L.S.) *E. Harenken.*

*Ratification * dudit Traité par le Sereniſſime Prince de Portugal.*

DOm Pedro par la grace de Dieu Prince de Portugal &c. Comme Succeſſeur, Gouverneur, & Regent deſdits Royaumes & Eſtats. Nous faiſons ſçavoir à tous ceux qui verront ces preſentes Lettres d'Approbation, Ratification & Confirmation, Que ſur quelques difficultez & differens qui ſont ſurvenus pour l'execution du dernier Traité de Paix, fait à la Haye, le 6 d'Aouſt 1661. Aprés avoir eſté par nous, & par leſdits Eſtats Generaux des Provinces-Unies, approuvé, ratifié, & confirmé: A eſté fait, accordé, conclu & ſigné un Traité d'Accommodement, audit lieu de la Haye, le 31. jour du mois de Juillet 1669. Entre Dom Franciſco de Mello, &c noſtre Procureur capable d'une part; & les Illuſtres & Magnifiques &c. en vertu du Pouvoir, & Procuration à eux donnée le 30. Juillet de ladite année, audit lieu de la Haye d'autre part. Duquel Traité accordé par leſd. Dom Franciſco de Mello, & Commiſſaires, comme auſſi des Pouvoirs, & Procurations reciproques, la forme, & teneur enſuit.

D'autant que depuis la Concluſion &c.

LEquel Traité cy-deſſus, ayant eſté par nous veu, conſideré, & meurement examiné, avons trouvé bon de recevoir, approuver, ratifier & confirmer: Comme effectivement nous le recevons, approuvons, ratifions & confirmons par ces preſentes; Promettans tant pour nous, que pour nos Succeſſeurs, & pour nos Royaumes, d'obſerver, garder & accomplir inviolablement tout ce qui eſt contenu; ſans ſouffrir qu'il y ſoit contrevenu en quelque cas, ni maniere que ce ſoit, ni à preſent, ni à l'avenir, directement ni indirectement. Et promettons, & nous obligeons obſerver tout ce que deſſus, ſur noſtre foy, & Parole Royale, tant en noſtre nom, qu'en celuy de nos Succeſſeurs & de nos Royaumes: Soubs l'obligation, & Hypothecque de tous nos biens, & revenus, tant en general, qu'en particulier, preſens & avenir. En foy, & teſmoignage de quoy nous avons fait expedier ces preſentes ſignées de noſtre main, & ſcellées du grand Sceau de nos armes. A Liſbonne le 10. Octobre. Antonio Freire de Sequeira l'a eſcrit. L'année ſuſdite de la naiſſance de noſtre Seigneur Jeſus-Chriſt mil ſix cents ſoixante neuf. Franciſco Correa de la Cerda Secretaire d'Eſtat l'a fait eſcrire. *Signé*, o Principe.

Ratification de l'Article Separé par le Sereniſſime Prince de Portugal.

DOm Pedro par la grace de Dieu, Prince de Portugal &c. Comme Succeſſeur, Gouverneur, & Regent deſdits Royaumes, & Eſtats. Nous faiſons ſçavoir à tous ceux qui verront ces preſentes Lettres d'Approbation, Ratification & Confirmation, Que le 31. jour de Juillet 1669. A eſté fait, accordé, conclu & ſigné, à la Haye, entre Dom Franciſco de Mello &c. noſtre Procureur capable, d'une part, & les Illuſtres & Magnifiques &c. en vertu du Pouvoir, & Procuration à eux données le 30. Juillet de ladite année, audit lieu de la Haye d'autre part: l'Article dont la teneur enſuit.

D'autant que les Seigneurs Eſtats Generaux &c.

LEquel Article Separé ayant eſté par nous veu, conſideré, & meurement examiné, avons trouvé bon le recevoir, approuver, ratifier & confirmer. Comme effectivement nous le recevons, approuvons, ratifions & confirmons par ces preſentes; Promettans tant pour nous, que pour nos Succeſſeurs, & pour nos Royaumes d'obſerver, garder, & accomplir inviolablement tout ce qui y eſt contenu; ſans ſouffrir qu'il y ſoit contrevenu en quelque cas, ni maniere que ce ſoit, ni à preſent, ni à l'avenir, directement, ni indirectement. Avec cette Declaration, que le cas avenant que les Sujets, & Habitans deſdites Provinces-Unies ne peuſſent pas tirer chaque année la quantité de Sel qui ſera determinée, & definie de commun accord dans le temps de l'Eſchange des Ratifications: Nous ne ſerons pas tenus de ſuppléer à ce defaut, ſinon aprés l'expiration deſdites vingt années. Et cette condition (qui eſt le premier des Membres de l'Alternative qui nous a eſté propoſée par ledit Article ſeparé) eſt celle que nous choiſiſſons.

Et promettons, & nous obligeons &c.

Ratification dudit Traité par les Seigneurs Eſtats Generaux.

LEs Eſtats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas; A tous ceux qui ces preſentes verront, ou lire orront, Salut. Comme ainſi ſoit que le 31. Juillet de la preſente année 1669. il ait eſté fait, conclu, & arreſté un Traité entre le Sereniſſime Prince Dom Pedro Succeſſeur, Gouverneur, & Regent du Royaume de Portugal, d'une part. Par Monſieur Dom Franciſco de Mello &c. en vertu du plein-Pouvoir à luy donné par Son Alteſſe Royale, & nos Commiſſaires, en vertu de leurs Pouvoirs; Dont la teneur enſuit de mot en mot.

D'au-

---

* C'eſt de la feuille volante imprimée en François, que l'on a tiré ces Ratifications. Elles manquent aux Copies Latines. [Dum.]

D'autant que depuis la Concluſion &c.

NOus avons agreé, approuvé, ratifié, & confirmé ledit Traité, ainſi que nous l'agreons, approuvons, ratifions & confirmons par ces preſentes; Promettans de bonne foy, & ſincerement, garder, obſerver & executer inviolablement tout ce que deſſus; Engageans tous les biens, & revenus deſdites Provinces-Unies des Pays Bas, preſens & avenir, en general & en particulier: ſans y contrevenir directement, ni indirectement, ni ſouffrir qu'il y ſoit contrevenu en quelque ſorte, ou maniere que ce ſoit. En foy dequoy nous avons fait confirmer les preſentes par noſtre grand Sceau, & les avons fait ſigner par le Preſident de noſtre Aſſemblée, & contreſigner par noſtre Greffier. Fait en noſtre Aſſemblée, à la Haye le 13. Decembre 1699. *Signé*, VAN GENT. *Et plus bas*, Par Ordonnance deſdits Seigneurs Eſtats Generaux. En l'abſence du Greffier I. SPRONSSEN.

Ratification de l'Article Separé par les Seigneurs Eſtats Generaux.

LEs Eſtats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas; A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, ou lire orront, Salut. D'autant qu'outre le Traité conclu, & ſigné le 31. jour de Juillet dernier, entre le Sereniſſime Prince Succeſſeur, Gouverneur & Regent du Royaume de Portugal, & nous; Par Monſieur Dom Franciſco de Mello &c ayant plein-Pouvoir d'une part; Et nos Commiſſaires ayans auſſi plein-Pouvoir d'autre. Il a eſté convenu d'un Article ſeparé, ſervant d'eſclairciſſement aux Articles XI. & XII. du Traité principal, ainſi qu'il ſe trouve icy inſeré de mot en mot.

D'autant que les Seigneurs &c.

LEquel Article ſeparé ayant eſté par nous veu, & examiné, nous l'avons agreé, approuvé, & ratifié; Promettons de bonne foy, & ſincerement le tout garder, & obſerver, ſans y contrevenir directement, ni indirectement, ni ſouffrir que de noſtre part il y ſoit contrevenu, en quelque ſorte, ou maniere que ce ſoit. En teſmoignage dequoy nous avons fait ſceller les preſentes de noſtre grand Sceau, ſigner du Preſident de noſtre Aſſemblée, & contreſigner de noſtre Greffier. Fait en noſtre &c.

L.

5. Sept. *Traité de Paix entre le Sultan* MAHOMET IV. *& la Republique de* VENISE, *fait le* 5. *Septembre*, 1669. [*Theatrum Pacis.* Tom. II. pag. 533.]

Le Turc et Venise.

I. CApitaneus Generalis teneatur tradere in manus Supremi Vezirii Civitatem Candiam, ut de ea abſolutè ad beneplacitum ſuum, tanquam de loco Imperio Magni Sultani ſubjecto, diſponat; Venetique obſtricti ſunto, ſe intra dies duodecim Standiam verſus conferre, ſi modo tempus ad hoc conveniens erit, atque Copiæ univerſæ excedent ex Standia intra ſpatium dierum XL. ſi tempus ad hoc opportunum fuerit.

II. Omnia Munimenta, Portus, Inſulæ adjacentes & alia loca quæ ſub Ditione Reipublicæ in Regno Candiæ ſunt, eodem modo quo ante Bellum, ſub Dominatione Ejuſdem fuerunt, porrò manebunt. In quorum numero ſunt, Suda, Spina longa, Carabuſe & Tini: omneſque dependentiæ Spinæ longæ à Regno Candiæ ſeparentur.

III. Omnis res tormentaria, & inſtructus qui in loco erit, ſub hac conditione illic in totum relinquetur, ut tamen Supremus Vezirius Capitaneo Generali XL. Tormenta majora dono det.

IV. Omnes Inſulæ in Archipelago & aliæ, quæ ad ipſam Rempublicam pertinebunt, ſub poteſtate ejuſdem maneant eodem modo, quo Ipſi ante Bellum ſubjectæ fuerunt; Fortalitiumque Cliſſa. & omnia quæ Veneti eripuerunt Turcis in Dalmatia & in Albania abſolutæ ſummæque Poteſtati Sereniſſimæ Reipublicæ ſubdita relinquentur.

V. Reſpublica contributiones graviores haud ſolvet, quàm quas ratione Inſularum in Archipelago & Græcia pendere conſuevit, ratione Zante verò & Cephaloniæ & nil quicquam intuitu Commerciorum illarum ſolvet.

VI. Neutra Partium teneatur aliquid pecuniarum, ſub prætextu Compenſationis cujuſdam, Impenſarum, Penſionum, donorum, Belli, aut alterius cujuſpiam tituli, quiſquis is fuerit, conferre.

VII. Supremus Vezirius concedet omninò ſufficiens temporis ſpatium Capitaneo Generali ad avehendum commeatum & Inſtructum Bellicum; abſcedentque præſidiarii Milites Vexillis explicatis, & cum omnibus ſuis impedimentis, permiſſumque eſto omnibus Urbis Incolis, qui ibidem ſubſiſtere nolunt, diſcedere cum univerſa eorundem familia & ſubſtantia; integrumque eſto Capitaneo Generali ſecum avehere omnes Reliquias Sanctorum, ſacra Vaſa, & Eccleſiarum ornamenta.

VIII. Mittet Sereniſſima Reſpublica Legatum quempiam Conſtantinopolim, qui curet, ut ratihabeatur hic Tractatus, & perfectius Commercia ſtabiliantur, ut ea libera & ſine impeditione ulla ſint, prout ea ante Bellum erant.

IX. Libertati donentur omnes Captivi & mancipia ambarum Partium, ſtatim atque Legatus Sereniſſimæ Reipublicæ Conſtantinopolim venerit.

X. Omnes conventi ſuperius Articuli, fideliter & inviolabiliter adimpleantur, & firmetur denique Juramento inter Partes utraſque Pax æterna & perpetuum Commercium.

LI.

19. Sept. *Traité d'Amitié & de Commerce entre* CHARLES II. *Roi de la Grand' Bretagne, &c. & le Sereniſſime Prince* CHARLES EMANUEL II *Duc de Savoye. Conclu à Florence le* 19. *jour de Septembre*, 1669. [Manuſcrit.]

Angleterre et Savoye.

LA ſituation convenable du Port de Villefranche ſur la Mediterranée, & l'eſtenduë d'icelui, conjointement avec la ſeureté en toutes manieres, ont eſté les motifs efficaces, qui ont porté Son Alteſſe Sereniſſime le Duc de Savoye, à le produire, & declarer libre à tout le monde, avec croyance qu'il pourroit avec le temps ſe trouver avantageux au public; & à ſon Alteſſe Royale en particulier. Mais arrivant ainſi que la vigueur des choſes qui ſont eſtablies par les meilleurs Conſeils, dans la ſuite du temps, eſt renduë languiſſante, & ſujette au changement: Pour cette cauſe, il a plû à Son Alteſſe Royale, non ſeulement de confirmer le libre Eſtat & qualité de ſon Port: Mais encore plus, de l'offrir à Sa Majeſté de la Grand' Bretagne &c avec une addition de nouveaux Privileges, & augmentation de Capitulations inviolables. Une tres puiſſante & reciproque incitation s'eſt jointe à ces motifs, ſçavoir la fertilité abondante du terroir, qui eſt commune dans les Royaumes & autres Colonies, qui ſont ſous la domination de Sa Majeſté de la Grand' Bretagne, &c. de meſme que dans les Etats de Sadite Alteſſe Royale, laquelle ſuperfluité, puis qu'elle eſt ſi proprement, & ſi naturellement transferée, & verſée dans des Territoires mutuels, par des fruicts reciproques, à l'advantage du Sujet, il étoit aiſé aux deux Princes entre leſquels il y a eû depuis long-temps des liens d'une ancienne amitié, confirmée par des Alliances reiterées & par la derniere conjonction de conſanguinité, d'entretenir ſes ſentimens, d'y adjouſter encore de nouveaux liens de Commerce reciproque, par lequel ils puiſſent, par la conſideration de faire du bien à leurs Sujets, s'obliger, & s'engager davantage, & reciproquement l'un envers l'autre: Pour cette fin, & pour cet effect, il a plû à ſa tres excellente Majeſté, par ſes Lettres Patentes, ſcellées du grand Sceau d'Angleterre, de conſtituer le Chevalier Jean Finch, à preſent Reſident pour Sa Majeſté de la Grande Bretagne, aupres du Grand Duc de Toſcane, ſon vray & legitime Procureur, avec un Pouvoir Plenipotentiaire, ainſi qu'il appert par leſdites Lettres Patentes: & pour le meſme deſſein & intention, Son Alteſſe Royale a trouvé bon, de munir de meſme Pouvoir & authorité le Seigneur Joſeph Maurice Philippone, ſon Conſeiller, Auditeur, & Procureur General de ſes revenus, ainſi qu'il appert pareil-

pareillement par les Lettres Patentes de Son Alteſſe Royale, leſquels deux Plenipotentiaires apres pluſieurs Conferences ont finalement conclu ce qui enſuit.

Articles dont on eſt convenu.

I. PRemierement, comme le Commerce a toûjours eſté le Compagnon de la Paix, cette Paix qui n'a jamais eſté interrompuë, par la Guerre, durant pluſieurs années, eſt à preſent ratifiée, eſtablie & confirmée, entre le tres-puiſſant Monarque Charles ſecond Roi de la Grande Bretagne &c & Son Alteſſe Royale Charles Emanuel ſecond du nom, Duc de Savoye, &c. les Sujets deſquels ſont obligez en toutes occaſions, de faire les uns aux autres, toute ſorte d'actions de civilité, & affection reciproque.

II. Secondement, il ſera permis, & libre, pour toutes ſortes & eſpeces de Navires & Vaiſſeaux, appartenans à Sa Majeſté le Roi de la Grand Bretagne &c. ou à ſes Sujets, de conduire & d'amener dans les Ports, de Ville-Franche, Nice, ou de ſaint Hoſpice. toutes choſes quelconques, ou toutes ſortes de Marchandiſes, ſoit qu'elles ſoient produites par nature, ou faites par art, en quelque partie que ce ſoit du Monde; toutes leſquelles choſes ou Marchandiſes ainſi apportées, ſeront librement & franchement debarquées, & portées par les Capitaines, ou Maiſtres, ou par quelques autres perſonnes qui dependent d'eux, ou par les Marchands, ou Facteurs Sujets de Sa Majeſté, dans les Maiſons deſdits Marchands, ou Facteurs, ou en des Magaſins, ou Celiers, hors de leurs Maiſons dans leſdits Ports, pour y eſtre conſervées & gardées par eux autant de temps qu'il leur plaira, ſans confiſcation, Impoſition de Douane, ou exaction de quelques Droits que ce ſoit, & en outre, au cas que toutes leſdites choſes. ou aucune partie d'icelles, ne ſoit pas venduë dans leſdits Ports, il eſt & ſera permis auſdits Capitaines, Maiſtres, Marchands, ou Facteurs, Sujets de Sa Majeſté, d'envoyer librement toutes leſdites choſes, ou aucune partie d'icelles, par Mer, en quelque lieu que ce ſoit qu'il leur plaira, ſans payer aucune Douane, Peage, ou quelque ſorte d'Impoſition que ce ſoit.

III. Tiercement, que toutes & chacunes ſortes & eſpeces de choſes. & de Marchandiſes, qui ſeront renduës à Nice, Ville-Franche, ou ſaint Hoſpice, & aprés que la vente en aura eſté faite, ſeront envoyées ou tranſportées, par Mer, dans les Territoires de quelque Prince que ce ſoit, ſeront toûjours tant à l'égard du Vendeur, que de l'Acheteur, quittes & affranchies de toutes Douanes, Droits, ou Impoſitions quelconques, mais à l'égard de toutes les choſes, & Marchandiſes qui aprés que la vente en aura eſté faite dans leſdits Lieux ſeront tranſportées par Terre, dans les Territoires de quelqu'autre Prince, il a eſté auſſi convenu & accordé que durant l'eſpace de dix ans à commencer du jour de la publication du preſent Traité tous leſdits Biens, ſeront quittes, & affranchis de toutes Douanes, Droits ou Impoſitions quelconques, pour leur paſſage par Terre, & de toutes autres peines que ce ſoit, tant à l'égard du Vendeur, que de l'Acheteur, leſquelles dix années eſtant expirées, ſi Son Alteſſe Royale, ne veut pas confirmer cette liberté de paſſage, pour un plus long eſpace de tems, en la forme & maniere ſuſdite, en ce cas-là, on ne payera ſeulement pour toutes & chacunes leſdites choſes, qui aprés que la vente en aura eſté faite, paſſeront par Terre comme dit eſt, que la moitié du Droit, ou Impoſt, qui ſe leve pour le paſſage ſuivant le Tarif imprimé, à la fin de l'Ordonnance publiée le 30. Octobre 1633.

IV. Quatriémement, toutes & chacunes ſortes de choſes, ou Marchandiſes, qui ſeront produites par nature, ou faites par art, en aucun des Royaumes de Sa Majeſté, ou en aucunes Colonies des Indes Occidentales, ou Orientales, ou en aucuns autres Territoires, qui ſont preſentement, ou ſeront cy-aprés ſous l'obeïſſance de Sa Majeſté, peuvent & pourront eſtre venduës librement, par les Sujets de Sa Majeſté dans l'eſtenduë de tous les Eſtats de Son Alteſſe Royale, & en quelque endroit que ce ſoit de ſes Territoires, ou Lieux de ſon obeïſſance, ſans aucune prohibition ni amende, nonobſtant toutes Loix, ou Edits contraires, à l'exception toûjours, & ſeulement, du Sel, du Tabac, de la Poudre à Canon, de la Méche, du Plomb à giboyer, Balles à Mouſquet, de la Balaine, & des Cartes de toutes ſortes, parce que c'eſt la coutume, d'affermer la permiſſion de vendre les choſes cy-deſſus mentionnées, à des particuliers, privativement à toutes autres perſonnes: & neanmoins, il ſera permis aux Sujets de Sa Majeſté, conformement à ce qui eſt exprimé, au ſecond Article, de recevoir & de garder, en leur Maiſon ou Magaſins, toutes les ſuſdites Marchandiſes deffenduës, ſans payer aucune Douane, Peage, ni encourir aucune peine ou amende. De plus meſmes, il ſera permis aux Sujets de Sa Majeſté de vendre les ſuſdites Marchandiſes deffenduës aux Fermiers qui auront pris à ferme la permiſſion de les vendre à l'excluſion de toutes autres perſonnes. Mais à l'égard de toutes ſortes de Marchandiſes (à l'exception de celles qui ſont deffenduës, cy-deſſus ſpecifiées) qu'on fera entrer, & conduire dans les Ports de Ville-Franche, Nice, ou de S. Hoſpice, quand elles ſeront tirées deſdits Ports pour en procurer la vente, & le debit, dans l'eſtenduë des Domaines de Son Alteſſe Royale, il n'y aura que celuy qui les tirera deſdits Ports, ſoit le Vendeur, ou l'Acheteur, qui payera ſeulement la moitié de la Douane, ou Peage ſpecifié dans le Tarif, la Copie imprimée duquel ſignée du Procureur de S. A. R. a eſté par luy delivrée au Chevalier Jean Finch: aprés le payement duquel Droit, ou Douane, une fois fait, il ne ſera payé aucune choſe de plus, dans les Domaines de S. A. R. ſoit par le Vendeur, ou l'Acheteur, pour leſdites Denrées ou Marchandiſes, avec declaration expreſſe, que pour toutes Manufactures de Laines ou quelques autres Marchandiſes ſuſdites que ce ſoit, qui comme il appert, ne ſont pas ſpecifiées dans leſdits Tarifs, il ſera payé un & demi pour cent, c'eſt à dire, ſeulement la moitié de trois pour cent, impoſées, ſur toutes les Marchandiſes qui ne ſont pas ſpecifiées dans le ſuſdit Tarif, par le dernier Article, ou les dernieres lignes d'icelui. Lequel Droit ou Impoſt, eſtant une fois payé, il ne ſera payé rien de plus, ni par le Vendeur, ni par l'Acheteur, dans l'eſtenduë des Terres de Son Alteſſe Royale.

V. Cinquiémement, il a été convenu, & accordé que toutes ſortes de Navires, ou Vaiſſeaux appartenans à Sa Majeſté de la Grand' Bretagne, ou à ſes Sujets, qui navigueront d'Angleterre ou de quelqu'autre Port, de l'obeïſſance de Sa Majeſté, ou des Etats de Sa Majeſté, qui ne ſeront pas infectez de Contagion, & arriveront dans les Ports de Nice, de Ville-Franche, ou de St. Hoſpice, avec des Certificats & Atteſtations de bonne ſanté, n'ayant point eu de Commerce en leur Voyage avec aucuns Lieux ou perſonnes ſoupçonnées d'être infectées du mal contagieux, ſont & doivent être exempts de faire quarantaine ou quelques jours que ce ſoit de purgation: & il ſera incontinent accordé aux perſonnes qui ſeront ſur leſdits Navires, toute liberté de Commerce & de Trafic dans leſdits Ports; & on permettra ſans aucun delai de mettre à Terre toutes choſes, & toutes les Marchandiſes que leſdits Navires auront apportées, pour être portées dans les Maiſons, ou Magaſins des Marchands, Sujets de Sa Majeſté, à Nice, Ville-Franche, ou S. Hoſpice: Mais ſi leſdits Navires arrivent ſans Certificat, ni Atteſtation de bonne ſanté, ou ſi dans leur Voyage, ils ont converſé avec des perſonnes, ou eu Commerce dans des Lieux ſoupçonnez d'être infectez du mal contagieux, en ce cas-là, les Perſonnes, & Biens ſeront ſujets à la quarantaine, ou purgation, mais les jours de quarantaine ou de purgation, ſeront abregez à l'égard des Perſoones & Biens autant que le ſoin de preſerver la ſanté du public le pourra permettre; Et pour la qualité des Marchandiſes qui ſeront ſujettes au Lazard, ou à faire purgation, comme auſſi pour les droits du Lazard, ou frais, pour les Biens qui feront purgation, cela eſt contenu avec d'autres particularitez en un Papier des Taux des droits du Lazard, tranſcrit à la fin du preſent Inſtrument, qui ne peuvent jamais être changez ni alterez, ſans le conſentement du Conſul, ou de la plus grande partie des Marchands demeurans dans leſdits Ports.

VI. Sixiémement, à cauſe que les Ports qu'on appelle Francs, ont accoûtumé de donner protection & refuge aux Banqueroutiers, ou perſonnes qui font faillite, & Banqueroute, avec les Biens d'autrui, la même pieté de Sa Majeſté, qui protege les Gens de Bien, punit ceux qui ne le ſont pas, c'eſt pourquoi en ce qui regarde les Sujets de Sa Majeſté, il a été convenu & accordé, que ſans avoir égard à quelques Edits que ce ſoit, qui ayent été publiez, les Sujets de Sa Majeſté ſeront entierement privez, & tout à fait déchûs, de jouir de cette protection, qu'on nomme communément Sauf-conduit, reſervant à chaque Sujet de Sa Majeſté,

Majeſté, ſon propre Droit ; comme pareillement tous les Sujets de Sa Majeſté ſeront privez du benefice de protection, ou Sauf-conduit, qui commettront quelques crimes que ce ſoit contre Sa Majeſté, comme auſſi, tous les Sujets de Sa Majeſté, ſoit qu'ils ſoient Maîtres de Navires, Mariniers, ou autres qui ſeront coupables de Baratrie, auſquels, ainſi qu'à tous Pirates, & Ecumeurs de Mer, qui ſeront Sujets de Sa Majeſté, toute permiſſion de vendre des Biens, ou Marchandiſes, ou de paſſer des Contracts pour icelles, dans leſdits Ports ſera déniée : Mais à l'égard de tout ce qui eſt ſtipulé, dans la precedente partie du preſent Article, qui ne regarde ſeulement que les Sujets de Sa Majeſté ; il a été pareillement convenu & accordé en faveur deſdits Sujets qu'ils jouiront pleinement & entierement du Privilege & Sauf-conduit, ou protection contre tous Etrangers, promiſe & publiée en l'Edit d'un Port-Franc, par Son Alteſſe Royale ainſi que tous Etrangers en jouiront à l'encontre d'eux.

VII. Septiémement tous les Sujets de Sa Majeſté, qui demeureront à Nice, Ville-Franche, ou St. Hoſpice, pour y exercer le Commerce, ou autrement, ſont declarez exempts, & affranchis de tous Tributs, Taxes ou levées d'argent, qui ſont ou ſeront impoſées par Son Alteſſe Royale

VIII. Huitiémement il eſt pareillement declaré que les perſonnes des Sujets de Sa Majeſté, qui demeureront à Nice, Ville-Franche, ou Saint Hoſpice, ne ſeront point espoſées ni ſujettes à arreſt, ni empriſonnement, ni leurs Biens ſujets à ſaiſie, ou ſequeſtration, pour quelques cauſes civiles que ce ſoit, à moins qu'il n'y ait eu un Procés intenté en Juſtice auparavant, mais à l'égard des cauſes criminelles, qui ſont punies de mort, ou de quelque peine corporelle, ils ſeront ſujets à l'empriſonnement, ſans aucun adjournement, ou citation en Juſtice.

IX. Neufiémement, il ſera libre & permis à tous & chacuns les Sujets de Sa Majeſté de la Grand' Bretagne &c. demeurans dans leſdits Ports de vivre dans leur propre Religion de la maniere qu'il eſt permis, ſoit à Genes ou à Ligorne, & on ordonnera, ou aſſignera un ſepulchre convenable pour y enterrer les Sujets de Sa Majeſté qui decederont dans leſdits Lieux.

X. Diziémement, comme il n'y a rien qui tourmente davantage les Hommes, que les Procés devant des Tribunaux de Juſtice, eu égard à la grande conſommation de temps & d'argent, mais encore plus particulierement, un étranger, qui n'a aucune connoiſſance des Coûtumes, & des Loix du Pays, pour cette cauſe, il a été convenu & accordé entre Sa Majeſté de la Grand' Bretagne &c. & Son Alteſſe Royale, que tous les differens, & demeſlez qui arriveront, entre Sujet & Sujet de Sa Majeſté, ou entre leſdits Sujets, & quelqu'autre perſonne qui ne ſera pas Sujet de Sa Majeſté, ſeront ſeulement plaidés devant un Juge qui ſera appellé le Delegué de la Nation Angloiſe, par lequel ſeul ils ſeront decidez, lequel Delegué ſera touſjours choiſi par les Sujets de Sa Majeſté, qui demeureront à Nice, Ville-Franche, ou Saint Hoſpice, à la charge touſjours, que l'élection ſera faite, du nombre des Miniſtres de Son Alteſſe Royale, qui conſtituent les Conſuls de la Mer, lequel Delegué, ainſi choiſi, ſera continué durant le plaiſir des Electeurs Nationaux, pourvû que cette continuation ne ſoit pas pour plus de tems, que celui qui eſt limité par Son Alteſſe Royale pour la fonction de l'Office du reſte des Conſuls de la Mer. Aprés que ce Delegué aura été éleû, la Nation le preſentera à Son Alteſſe Royale, avec une Requeſte tendante à ce que par ſon authorité il puiſſe être établi pour exercer cette Charge, & aprés qu'il aura été ainſi conſtitué par cette Authorité il decidera, & terminera avec briéveté & expedition, tous les differens ſuſdits, ſans formalité de Procés en Juſtice, conformement au poids & validité de la raiſon, n'ayant égard ſeulement qu'à la verité du fait, & tout cela ſe fera ſans aucuns frais, depens, ni autre depenſe, que du ſimple payement de l'Ecriture. On ne pourra appeller de la Sentence donnée par ce Delegué, ſi ce n'eſt au Tribunal des Conſuls de la Mer, demeurans à Nice, l'un deſquels devra être le Delegué, qui prendra ſeance comme un des Juges, duquel Tribunal, il n'y aura plus d'appel à pretendre : Mais arrivant que par la ſuite du temps, les Sujets de Sa Majeſté devinſſent ſi nombreux dans leſdits Ports (ce qu'il y a lieu d'eſperer de la bonne diſpoſition des Loix) ſi on trouve quelque inconvenient en la deciſion des differens, conformement à la maniere preſcrite, en ce cas, à l'égard de quelque démeſlé qui arrive, ou ſurvienne ſeulement entre Sujet & Sujet de Sa Majeſté, le Reglement ſuivant pour la deciſion definitive du Different, de laquelle on ne pourra ſe porter pour Appellant, ſera établi & confirmé entre Sa Majeſté, & Son Alteſſe Royale, lequel Reglement ſera & devra être en ſa pleine force & vertu, à commencer du temps que Sa Majeſté le requerra de Son Alteſſe Royale. Voici la forme de ce Reglement. Les Sujets de Sa Majeſté choiſiront trois Hommes parmi la Nation Angloiſe qui pour leur vie & mœurs ſeront eſtimez des Hommes de la plus grande integrité parmi eux, ces trois Hommes ſupplieront tres-humblement Son Alteſſe Royale, qu'il lui plaiſe de nommer l'un d'eux, qui ſous le titre de Delegué de S. A. R. en puiſſe exercer la Charge, lequel ſera incontinent declaré ; & aprés qu'il aura été ainſi conſtitué par ſon authorité & que pour cet effect, il aura obtenu de Lettres de S. A. R. il ne ſera pas neanmoins capable d'exercer ſa Charge, à moins que d'avoir auparavant preſté Serment devant le ſuſdit Delegué National, ou en ſon abſence, par devant quelque autre des Conſuls de Mer, demeurans à Nice, pour ſon Alteſſe Royale. Ces choſes étant faites, lors qu'un different ou démeſlé arrivera ou ſurviendra, le Demandeur, & le Deffendeur choiſiront chacun deux Arbitres, & les declareront & conſtitueront pour tels, devant le Delegué de Son Alteſſe Royale, à chacun deſquels le Delegué fera preſter Serment ſur les Saints Evangiles, en ces termes, qu'autant qu'il ſera en leur pouvoir, ſans avoir aucuns égards pour les perſonnes, en bonne conſcience, & conformement aux meilleures regles de Juſtice ils rendront leur Sentence arbitrale juſtement & fidelement. Aprés lequel Serment, ils pourront s'aſſembler, quand l'occaſion s'en preſentera, mais touſjours en preſence dudit Delegué, lequel Delegué n'aura point de voix, au cas que la plus grand' partie des quatre Arbitres s'accordent, en leur arbitrage, & ſi cela arrive, la deciſion qui ſera ainſi faite, ſera ferme & ſtable, mais ſi les Arbitres ne s'accordent pas, par raiſon de leur égalité de voix, alors le Delegué de Son Alteſſe Royale, aprés avoir preſté le même Serment que les Arbitres auront fait, devant un des Conſuls de Mer, à Nice, aura voix deliberative parmi les autres quatre Arbitres, & la déciſion qui interviendra, du côté qu'il y aura majorité de voix, ſera ferme & valable en toutes les choſes dont aura été queſtion en ces deux cas, la deciſion ainſi faite amiablement, ſera envoyée à Son Alteſſe Royale, dans l'eſpace d'un mois, afin que par ſon authorité, elle puiſſe avoir ſa pleine force, & être miſe à execution. Ce Delegué ſera en outre obligé de faire des Ecritures, ou tenir des Regiſtres, comme Delegué de Son Alteſſe Royale & le devoir de ſa Charge ſera, de les garder, & conſerver ſoigneuſement, il ſera continué trois ans en la fonction de ſa Charge, & obligé de rendre compte au Delegué, qui lui ſuccedera, de toutes les Affaires qui ſe ſeront paſſées durant ce temps-là.

XI. Onziémement, arrivant que quelque Sujet de Sa Majeſté vienne à deceder dans leſdits Ports, ſans faire ſon Teſtament, ou que par ſon Teſtament il ait inſtitué un Heritier ou Executeur, qui ne demeure pas en aucun deſdits Ports, toute la Nation ſera tenuë de s'aſſembler, & de choiſir quelques perſonnes, qui ſoient de bonne vie, renommée, & credit, qui avec le Delegué de Son Alteſſe Royale Sujet de Sa Majeſté, & le Conſul de la Nation prendront ſoin des Biens du deffunct, de ſorte qu'ils ne puiſſent pas être dérobez, mais plûtôt conſervez pour ceux à qui de droit ils devront appartenir ; leſquels Anglois ainſi élûs par la Nation, ſeront devant le Tribunal des Conſuls de la Mer, demeurans à Nice, conſtitués & établis Adminiſtrateurs pour les fins ſuſdites, des Biens du deffunct, & pour cet effect, ils auront plein-Pouvoir de demander & de garder toutes choſes quelconques, qui de droit auront appartenu à la perſonne decedée, comme auſſi de payer, & acquiter tout ce qui ſe trouvera legitimement deub, par le decedé, à quelques perſonnes que ce ſoit.

XII. Douziémement, tous Mariniers, Sujets de Sa Majeſté, qui ſe retireront, ſans l'aveu de leur Capitaine, ou Maître, & entreront à bord de quelqu'autre Navire, ou Vaiſſeau, ſur la plainte qui en ſera faite à l'Officier de Son Alteſſe Royale à Nice, Ville-Franche, ou Saint Hoſpice, ſeront tirés du Vaiſſeau, qui les aura reçûs, & rendus à leur premier Capitaine ou Maître : Si quelque Marinier abandonne ſon Capitaine ou Maître, & ſe retire en quelque Maiſon publique, ANNO 1669. ou particuliere, d'aucun des Habitans deſdits Ports, & ſoit recelé par l'Habitant, il ſera tiré de la Maiſon par force, & le Maître de la Maiſon ſera condamné en vingt Ecus d'amende pour chaque offence de cette nature. Si quelque Marinier couche à Terre toute la nuit en quelque Maiſon publique, ou particuliere, ſans le Congé par eſcrit, ſigné de ſon Officier, le Maître de la Maiſon, qui l'aura logé, payera dix Ecus d'amende. Si quelque Marinier contracte une Debte avec un Habitant deſdits Ports, ou s'endebte envers lui au deſſus d'un Ecu, ſans le Congé par écrit, de ſon Capitaine ou Maître, ſon Creancier perdra ſon deub. Mais ſi le Marinier fait en ſorte de trouver quelqu'un qui s'engage pour le payement de la Debte, qui ne ſoit pas Marinier, on laiſſera aller le Marinier, mais celui qui aura reſpondu pour lui, pourra être retenu pour la Debte.

XIII. Treiziémement, il a été convenu & accordé que toutes fois & quantes que des Navires de Guerre appartenans à Sa Majeſté entreront dans leſdits Ports, ils y ſeront reçûs de tous points avec les mêmes honneurs qu'aucuns autres Navires, ou Vaiſſeaux appartenans à quelque Monarque ou Prince que ce ſoit; durant le temps que les Navires de Sa Majeſté demeureront dans leſdits Ports, on ne leur refuſera rien qui leur ſoit neceſſaire, ou convenable, en payant un prix competent pour ce qu'ils prendront, & à l'égard de leurs Vivres, il eſt permis à tous ceux qui ſont deputez, pour fournir des Vivres aux Navires, dans l'eſtendue de tous les Domaines de Son Alteſſe Royale, de contracter pour acheter toutes choſes neceſſaires & convenables pour la ſuſtentation de la vie, & de faire porter toutes leſdites choſes, ainſi achetées dans leſdits Ports, ſans payer aucuns Droits de Douane ni autres Impoſitions, en payant ſeulement pour icelles, ce qu'elles ont couſté la premiere fois. Et il eſt en outre convenu, que leſdits Navires de Guerre de Sa Majeſté, durant le temps qu'ils ſeront dans leſdits Ports, y ſeront protegez & deffendus contre qui que ce ſoit, qui voudroit entreprendre de commettre quelque violence, ou exercer des hoſtilitez contr'eux.

XIV. Quatorziémement; comme dans le preſent Inſtrument de Commerce, on a fait mention de certaines Ordonnances Fiſcales, ou Traffics, qu'on nomme communément Livre de Taux, ou de Droicts publics, l'un deſquels, imprimé le dixiéme jour de Decembre mil ſix cent cinquante un, contient les Peages, ou Droits de Douane, qui doivent eſtre payez pour toutes ſortes de Marchandiſes, qui ſont vendues dans l'eſtendue des Domaines de Son Alteſſe Royale, le ſecond contient à la fin du general ordre du Port franc, (du 30 Octobre 1633.) les Droits qui doivent eſtre payez pour le paſſage par Terre à travers des Eſtats de Son Alteſſe Royale. Et le troiſiéme & dernier, ſigné par le Procureur de Son Alteſſe Royale contient les Droicts du Lazaret, ou les frais & Droits qui doivent eſtre payez, pour purger les Denrées qui ſont Quarantaine, tous leſquels trois Livres de Taux, & de Droicts, doivent eſtre reglez, conformement aux limitations, & reſtrictions contenuës dans les Articles precedens: il a eſté convenu que leſdits Tarifs ou Taux & Droicts, ne ſeront jamais changez, ni alterez ſans le conſentement du Conſul, & de la plus grande partie des Marchands & Facteurs Anglois, demeurans dans leſdits Ports. Il eſt en outre convenu, que les Marchands & Facteurs de Sa Majeſté ſeront expediez en toute diligence, dans les Lieux où les Droits de Douane, & de Peage doivent eſtre payés, & qu'aucun deſdits Sujets, ne ſera en aucun temps ſujet à la reviſion de comptes, ſous pretexte de fraude. Et ſi quelque Officier de Son Alteſſe Royale exige, ou reçoit quelque Somme ou valeur outre & pardeſſus ce qui eſt reglé dans les ſuſdits Tarifs ou Taux, & limité ainſi que dans les ſuſdits Articles, par voye de recompenſe, don gratuit, ou de quelque autre pretexte que ce ſoit, celui qui aura commis cette exaction, ſera empriſonné l'eſpace de trois mois, ou plus long-temps, ſi Son Alteſſe Royale le juge à propos, & payera trois fois la valeur entiere de ce qu'il aura ainſi demandé ou reçeu, moitié de laquelle Somme, appartiendra à S. A. R. & l'autre moitié au Denonciateur, ou Accuſateur.

XV. Quinziémement & finalement, Il a été convenu, & accordé, que toutes les Immunités, Privileges & Conceſſions contenuës en la Publication generale qui a eſté faite d'un Port franc, par Son Alteſſe Royale, & ne ſont pas mentionnées, ni ſpecifiées dans les Articles precedens, ſeront entendues être expreſſement mentionnées & contenuës dans la teneur du preſent Inſtrument, pour le plein & entier advantage des Sujets de Sa Majeſté, en toutes les diſpoſitions & intentions, & toutes Immunitez, Privileges, ou advantages, qui à l'avenir ſeront accordez à quelqu'autre Royaume ou Eſtat que ce ſoit, tous & chacuns leſdits Privileges, Immunitez & advantages ſont & ſeront auſſi pleinement en toutes leurs circonſtances accordez aux Sujets de Sa Majeſté, comme s'ils avoient eſté expreſſement accordez & octroyez par le preſent Inſtrument pour la pleine & indubitable confirmation duquel, & de tous les Articles précédens, les ſuſnommez Procureurs de Sa Majeſté de la Grand' Bretagne, &c. & de Son Alteſſe Royale ayant diligemment leû & conſideré tous les ſuſdits quinze Articles, ils les ont ſignez de leurs ſeings, & y ont appoſé le cachet de leurs Armes à Florence le 19 jour de Septembre de l'an de grace 1669. ANNO 1669.

(L. S.) JEAN FINCH.
(L. S.) JOSEPH MAURICE FILIPPONE.

LII.

Traité Proviſionel entre le Sereniſſime Electeur de Cologne Prince & Evêque de LIEGE, *autoriſé de Sa Majeſté Imperiale, tant pour l'Empire, que pour l'Evêché, & la Principauté de Liege d'une part; & les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *des Pais-Bas d'autre, au ſujet de la ſuprême Juriſdiction ſur la Seigneurie de la Rochette. A la Haye le 9. Octobre 1669.* [Copie Manuſcrite & ſûre.] 9. Oct.

QUE (ſans préjudice du Droit de Souveraineté laquelle l'Empire, & notamment le Païs de Liege, ou Leurs Hautes Puiſſances prétendent avoir ſur la Rochette avec ſes Appartenances, & Dépendances:) les Appointemens, & Sentences que le Conſeil de Brabant, rendant ici à la Haye, a déja donnés & rendus, en Jugement contradictoire, & non par contumace, ou qu'il donnera & rendra encore ci-après, touchant ladite Rochette ſes Appartenances, & Dépendances, ſoit pour ou contre le Procureur Général de Brabant ici à la Haye, le Seigneur de Helmont ou la Dame Marie Sibille de Plettenberg Veuve du feu Sr Jean Ruyſſchenberg, en ſon vivant Seigneur de la Rochette reſpectivement à la requiſition expreſſe, faite par ces preſentes de la part de L. H. P. & du conſentement formel que ſon Alteſſe Sereniſſime donne par ces preſentes, ſeront executés ſans conſequence par des Huiſſiers dudit Conſeil de Brabant ici à la Haye, ſuivant l'Inſtruction & le ſtile ordinaire dudit Conſeil; & promettent L. H. P. de n'y envoyer point de Troupes Militaires avant que le Jugement par les Arbitres, dont on parlera ci-aprés, ſoit rendu: Mais ſi cependant ſon Alteſſe Sereniſſime eſt requiſe de prêter main forte pour faciliter leſdites executions, elle ne manquera pas de le faire inceſſamment, & ſans aucun delai; Bien entendu que ladite Dame Marie Sibille de Plettenberg, pour prévenir ladite execution, ſe pourra ſervir par devant ledit Conſeil de Brabant ici à la Haye, de tous les Benefices de droit qu'elle jugera les plus propres pour la conſervation de ſon Droit à la Rochette, les Appartenances & Dépendances, ſans qu'elle ait beſoin de ſe faire relever de la contumace accordée contre elle par ledit Conſeil, & ſans que l'on puiſſe avoir égard aux Sentences, Decrets & Appointemens donnés, ou prononcés, faute d'avoir comparu; ladite contumace, & leſdites Sentences, Decrets, & Appointemens étant levés & annullés par ces preſentes: Et s'il arrive quelque conteſtation, ſi les Parties ont été en Jugement, ou non, elles ſeront encore ouïes ſur ce different, & ledit Conſeil de Brabant en appointera, prononcera, ou jugera, avant qu'il ſe faſſe aucune execution, ſans que L. H. P. par cet Acte ſe veuillent entremettre des autres Biens, ſur leſquels ladite Dame de Plettenberg prétend être fondée outre ladite Rochette, les Appartenances & Dépendances ne relevant point de L. H. P. & n'étant pas de leur Territoire.

Que tant que ledit different ſubſiſtera ni de la part des

ANNO 1669.

des Poſſeſſeurs de ladite Rochette, ſes Appartenances & Dependances, ni de la part de l'Empire & notamment dudit Pais de Liege, ou de L. H. P. on ne pourra rien entreprendre directement, ni Indirectement dudit Lieu de la Rochette, ſes Appartenances, & Dependances qui puiſſe en aucune maniere endommager, préjudicier, ou incommoder l'Empire, & notamment le Pais de Liege, & ſes Sujets d'un côté, ni L. H. P. & leurs Sujets d'autre.

Que ſadite Alteſſe Sereniſſime demeurera en poſſeſſion des Droits des Mineraux, & tous autres, entant qu'elle eſt en poſſeſſion paiſible d'iceux audit lieu, juſques à ce que ledit different de Souveraineté ſoit terminé.

Que dans deux mois après la Ratification des preſentes les Parties conviendront des voyes, & moyens d'ajuſter à l'amiable ledit different touchant ladite Souveraineté, ou que faute de cela leſdites Parties nommeront dans un mois après l'expiration deſdits deux mois des Juges ou Arbitres, qui termineront & décideront ledit different.

Que tout ce qui eſt exprimé ci-deſſus n'a été convenu & accordé que ſous l'agreation & approbation de ſon Alteſſe Sereniſſime, & L. H. P. reſpectivement, laquelle l'on fournira dans deux mois du jour de la date des preſentes, ſans laquelle agreation & approbation il n'y aura rien de fait, mais que néanmoins ſon Alteſſe Sereniſſime donnera ordre à ce que ladite Rochette avec ſes Appartenances & Dépendances ſoit vuidée & delivrée des Gens de Guerre, & de la Garniſon qui y eſt preſentement, devant l'expiration d'un mois, à compter du jour de la Signature de ce preſent Acte, ſans que l'on y puiſſe mettre d'autres Gens de Guerre, ſur les aſſurances que L. H. P. donnent, qu'après que ladite évacuation aura été faite L. H. P. n'attenteront ni ne permettront d'attenter à occuper ladite Rochette ni à y mettre Garniſon, ſoit par voye de fait, ou pour executer quelques Sentences ou Appointemens du Conſeil de Brabant ici à la Haye, ſi ce n'eſt après la Ratification de la preſente Convention, & cela ſur le pied, & en la maniere exprimée ci-deſſus.

En foi de quoi nous ſouſſignés avons mis nos ſeings & Seaux à ces preſentes. A la Haye le 9 d'Octobre 1669. *Etoit ſigné & cacheté*,

G. F. RENESSE
Baron d'Elderen.
(L. S.)

FR. DE SELYS.
(L. S.)

LIII.

24. Oct.

Traité de Commerce & de bonne Correſpondance entre le Prince Evêque de MUNSTER, *& la Ville d'*EMBDEN. *A Aſſendorp le 24. Octobr. 1669.* [Simple Copie, traduite du Hollandois.]

QU'IL ſoit notoire à tous par ces preſentes, Qu'attendu que le Haut & très-Digne Prince & Seigneur Chriſtophle Bernard Evêque de Munſter, Bourg-Grave de Stromberg, Prince du Saint Empire Romain, & Seigneur de Boreuloo, auroit reçu diverſes Informations & Plaintes de ſes Sujets, portant que l'on contrevenoit en pluſieurs manieres aux anciens Accords entre l'Evêché & Principauté de Munſter & le Païs d'Ooſt-Friſe, particulierement à celui de l'an 1497; Et que de l'autre part on ſe plaignoit auſſi de diverſes vexations, il a été trouvé bon pour abolir entierement toutes ces Plaintes reciproques, & prévenir les meſintelligences qui en pourroient ſourdre à l'avenir, d'établir des Conferences amiables avec les Seigneurs Bourguemaîtres & Conſeillers de la Ville d'Embden, dans leſquelles après pluſieurs Negociations on s'eſt enfin accordé de la maniere qui ſuit.

I. Il y aura entre ſa Haute Grace Principale, & la Ville d'Embden, ſes Bourgeois & Habitans, une ſincere, veritable & bonne amitié, intelligence & Correſpondance, Elle ſera en toute maniere entretenuë & cultivée, & par conſéquent les Repreſailles ſeront abſolument bannies de part & d'autre.

II. Toutes les fois que les Bâtimens de ſadite Haute Grace Principale, ou de ſes Sujets deſcendront la Riviere d'Ems allant vers la Mer, ou la remonteront en venant de la Mer, ils pourront entrer à Embden dans l'Eſtacade & y demeurer trois jours, tellement comptés que le premier y ſoit compris, en cas que leſdits Bâtimens ſoient arrivés avant midi.

III. Auſſi-tôt que leſdits Bâtimens ſeront entrés, il ſera donné au Preſident Bourguemaître, une exacte & particuliere ſpecification de toutes les Marchandiſes qui y ſeront chargées, avec une Declaration ſous Serment (ſi cela eſt jugé neceſſaire) de celles qui appartiendront aux Sujets de la Principauté de Munſter; & de celles qui appartiendront à d'autres.

ANNO 1669.

IV Pendant ledit tems il y aura de part & d'autre une entiere liberté de converſer, negotier, vendre & acheter, c'eſt-à-dire entre les Sujets de Munſter & les Bourgeois de la Ville d'Embden ſeulement, & le prix des Marchandiſes ſera laiſſé en ſa propre valeur à la liberté des Contractans, ſans aucune contrainte de la part du Magiſtrat, & en échange les Bourgeois de la Ville d'Embden jouiront d'une liberté ſemblable, dans l'Evêché de Munſter.

V. Les Marchandiſes qui ſe trouveront dans ces Bâtimens, & qui appartiendront à d'autres qu'à des Sujets de Munſter, ſeront debarquées & traitées ſelon l'ancienne coûtume, & les Privileges de la Ville.

VI. Le Peage ſera payé comme à l'ordinaire, & ne pourra être hauſſé, non plus que le Tonnage, ni l'Impôt du Back, & il ne ſera mis aucune nouvelle charge ſur les Marchandiſes, Bâtimens, ou perſonnes qui en dépendent; ce qui eſt auſſi reciproquement promis de la part de Munſter.

VII. De même l'argent que l'on paye pour la Gruë, & pour les Halles, ne ſera exigé que lors que les Marchandiſes ſeront effectivement venduës ou achetées, & en toutes choſes les Bourgeois de la Ville d'Embden ſeront traités dans tout l'Evêché de Munſter, comme les Sujets de Munſter dans la Ville d'Embden.

VIII. Le Peage & autres exactions ci-deſſus nommées, demeureront *hinc inde* ſur le même pied ou elles ſont à preſent, & ne pourront être rehauſſées.

IX. La Ville d'Embden ne pourra viſiter les Bâtimens Munſteriens, quand même cette viſite ſe feroit en bon ordre, ſans décharger les Marchandiſes & ſans les remuer, mais en cas de fraude, & que les Maîtres des Bâtimens fuſſent ouvertement pourſuivis en Juſtice, pour n'avoir pas fidellement déclaré les Marchandiſes de leur charge, & qu'on ne pût autrement éclaircir le fait; En ce cas-là, & non autrement, la Ville pourra viſiter les Bâtimens & remuer les Marchandiſes, toutefois ſans frais ni dépenſe pour les Marchands; & de telle maniere que les ſeules Marchandiſes non déclarées ſeront tirées des Bâtimens, & que les autres n'en ſoufriront en aucune maniere. La même regle ſera auſſi obſervée dans l'Evêché de Munſter à l'égard des Marchands d'Embden, & pour d'autant mieux prévenir toute ſorte de fraude, il ſera donné reciproquement de la part d'Embden à Munſter, & de la part de Munſter à Embden des Extraits des Livres de Peage, contenant la ſpecification des Marchandiſes qui y auront été déclarées au depart, & cela toutes les fois qu'il en ſera fait requiſition.

X. Les Vaiſſeaux ainſi demeuré, comme il a été dit trois jours dans la Ville, en dedans de l'Eſtacade, ſeront obligés de partir ſans retardement le ſoir à ſix heures avec leurs charges, tant celle qu'ils auront aportée & non venduë, que celle qu'ils auront priſe à Embden, pour après cela remonter la Riviere, ou deſcendre vers la Mer, ſelon la volonté des Marchands, & ſans qu'ils puiſſent y être empêchés.

XI. Touchant les Pierres de Taille des Carrieres de ſa Haute Grace Principale, & les autres moindres Pierres qui en proviennent, en quelque quantité & de quelque forme qu'elles ſoient, il a été convenu que lors qu'elles appartiendront immédiatement à la Chambre de ſadite Haute Grace Principale, les Bâteaux qui en ſeront chargés, & qui ſe tiendront ſur leurs Ancres hors de l'Eſtacade en tel lieu qu'il leur plaira, paſſeront ſans rien payer, après qu'ils auront été préalablement viſités, & qu'ils auront produit des Paſſeports ſignés de la main de ſa Haute Grace Principale; mais ſi les Carrieres viennent à être affermées, alors chaque Bâteau chargé de Pierres payera trente ſix Rixdales d'Embden, moyennant quoi ils pourront continuer leur Navigation ſans aucun retardement.

XII. Toutes leſquelles choſes ont été convenuës ſans préjudice des Droits & Privileges Imperiaux de la Ville d'Embden, leſquels demeureront inviolables dans tous leurs Points & Clauſes, avec renoncement ſur ce ſujet à toutes ſortes d'exception, & ſera le préſent Traité ratifié dans le tems de trois ſemaines par les Seigneurs Principaux de l'une & l'autre part, & les Ratifications échangées à certain jour & heure dont on conviendra. Fait & ſigné de la main des Dépu-

Deputez & ſcellé de leur cachet à Aſſendorp le 24. Octobre 1669.

HERMAN MATHIAS *Baron d'Eveelen.*
JOOST HERMAN RAVELANDT.
JEAN GASPAR BISPING.
HENRI MARTELS.
AD. SALLE' Dr.
D. GONDBEE D.
WOUTER DIRCKS.

LIV.

24. Oct. *Articles & Conditions accordées pour le Port & Tranſport des Lettres, Depêches & Paquets écrits, tant des Villes de tout le Royaume de France que de celles cedées au Roy par les Traittés des Pirenées & d'Aix la Chapelle, dans les Villes des Provinces-Unies des Pays-Bas, que des Villes deſdites Provinces-Unies dans celles de France & deſdites Villes cedées, entre* THOMAS CARPATRY, *Conſeiller du Roy en ſon Conſeil d'Eſtat, Commis de Monſeigneur le Marquis de* LOUVOIS *& de Courtanvaux Secretaire d'Eſtat & des Commandemens de Sa Majeſté, Grand Maître des Couriers, & Sur-Intendant General des Poſtes de France,* LEON PAJOT *&* LOUIS ROUILLE' *Directeurs du Bureau General de la Poſte de Paris, fondés de Pouvoir dudit Seigneur Marquis de Louvois pour l'effet des Preſentes d'une part, &* CHRISTIAN CONSTANTIN RUMPF, *Secretaire de l'Ambaſſade des Meſſieurs les Eſtats d'Hollande aiant charge & pouvoir en bonne forme de Meſſieurs les Bourguemaitres & Regens de la Ville d'*AMSTERDAM, *& des autres Villes d'*HOLLANDE *d'autre part; leſquels Pouvoirs ſeront tranſcrits à la fin des preſens Articles. A Paris le 24. d'Octobre* 1669. [Simple Copie, mais ſûre.]

I. PREMIEREMENT qu'il ſera entretenu une bonne, ferme & mutuelle correſpondance de part & d'autre pour l'envoy, reception & diſtribution des Lettres, Depêches & Paquets.

II. Que les Lettres de Paris, Rouen, Bourdeaux, la Rochelle & Nantes partiront de Paris & Rouen pour les Villes d'Hollande tous les Vendredis à huit heures du matin, pour, paſſant par l'Iſle, Deinſe ou Peleguen & Anvers, ſe rendre à Cuyperſveer ſur la minuit du Lundi au Mardi de chacune ſemaine, où la Malle & Depêches ſeront delivrées par un Commis, que ledit Seigneur Marquis de Louvois prepoſera, ſi bon lui ſemble, audit Cuyperſveer aux Couriers de la Ville d'Amſterdam, & des Villes de Sud-Hollande, pour l'apporter en diligence le Mardi au matin, en ladite Ville d'Amſterdam.

III. Que des Villes de l'Iſle, Douai, Tournai, Courtrai, Oudenarde & Ath il partira des Couriers pour se trouver au paſſage de celui pour la Hollande, & lui delivrer les Lettres, Depêches & Pacquets, dont ils ſeront chargés dans la même Malle avec les Lettres de France & recevoir de même les Lettres de Hollande pour leſdites Villes.

IV. Que les Lettres de la Ville d'Amſterdam & de Sud-Hollande pour les Villes de Flandres cedées à Sadite Majeſté, & pour Paris, Rouen, Bourdeaux, la Rochelle, Nantes & autres Villes de France, partiront les Jeudis au ſoir à la porte fermante, pour être portées à Cuyperſveer au Commis ou Courier dudit Seigneur Marquis de Louvois pour être enſuite portées & delivrées dans toutes les Villes de l'obeïſſance de Sa Majeſté.

V. Que les Lundis de chaque ſemaine jour du depart des Couriers d'Amſterdam pour la Ville d'Anvers, les Negocians dudit Amſterdam écriront à Lille & leſdites Lettres & Depêches ſeront miſes dans un Pacquet clos & cacheté qui ſera delivré à Cuyperſveer aux Commis ou Couriers dudit Seigneur Marquis de Louvois, pour être par eux transportés dans ladite Ville de Lille, ſans que leſdits Commis d'Amſterdam ſoient obligés d'y mettre les Lettres, qui s'addreſſeroient directement à Paris, leſquels Commis recevront reciproquement les Pacquets de Lille, qui leur ſeront addreſſées, ſans être obligés de delivrer les Lettres, qui pourroient venir directement de Paris, ſans qu'aucuns Negocians de Paris & d'Amſterdam puiſſent ſe ſervir de leurs Correſpondances d'Anvers pour écrire dans leſdites Villes d'Amſterdam & Paris, à peine de repéter contre les contrevenans le Port entier de Paris à Amſterdam & d'Amſterdam à Paris, & pour l'éviter ſe pourront leſdits Negocians de Paris & d'Amſterdam, ſervir de leurs Correſpondants de Lille, pour écrire auſdites Villes & ledit Pacquet de Lille arrivera à Anvers le Jeudi à midi, afin qu'il puiſſe partir avec le Courier dudit Anvers pour Amſterdam.

VI. Que les frais & depens pour les Couriers & Chevaux emploiés pour le tranſport deſdites Lettres tant d'aller que de venir, ſeront faits par ledit Seigneur Marquis de Louvois, depuis Paris & les Villes de l'obeïſſance de Sadite Majeſté juſques à Cuyperſveer.

VII. Que pareillement les Officiers des Poſtes d'Amſterdam feront les frais & depens des Couriers & Chevaux depuis Cuyperſveer juſqu'au dit Amſterdam, tant en allant qu'en retournant.

VIII. Que ledit Seigneur Marquis de Louvois ou ſes Commis recevront le Provenu de tous les Ports de Lettres qui partiront de ladite Ville d'Amſterdam, dans toutes les Villes & Places de France & des autres, eſtant ſous l'obeïſſance de Sadite Majeſté.

IX. Que ledit Seigneur Marquis de Louvois recevra en outre le Port de toutes les Lettres qui ſeront affranchies de ladite Ville d'Amſterdam juſques à Paris & Rouen, ſçavoir d'une ſimple Lettre pour Bourdeaux, Bayonne, la Rochelle, Nantes, St. Malo, & autres Places par delà Paris & Rouen dix ſols, d'une Lettre double au delà de demi once onze ſols, d'une Lettre peſant trois quarts d'once & au delà douze ſols, & de l'once ſeize ſols, le tout Monnoye d'Hollande, & ledit affranchiſſement n'aura lieu qu'autant de tems que ledit Seigneur Marquis de Louvois le deſirera, en avertiſſant toutefois quinze jours auparavant leſdits Sieurs Bourguemaîtres ou les Commis des Poſtes de ladite Ville d'Amſterdam.

X. Que les Officiers des Poſtes d'Amſterdam recevront tout le provenu du Port des Lettres venans tant des Villes & Places de France que de celles cedées à Sadite Majeſté pour la Ville d'Amſterdam, en payant audit Seigneur Marquis de Louvois, ſçavoir de chacune Lettre ſimple de Bourdeaux, Bayonne, la Rochelle, Nantes, St. Malo, & autres Villes par delà Paris & Rouen onze ſols, dont cinq ſols apartiendront au Bureau de la Poſte de Paris, pour le port deſdites Lettres depuis leſdites Villes juſques à Paris, & les ſix ſols reſtans ſeront audit Seigneur Marquis de Louvois pour le Port depuis Paris juſques à Cuyperſveer; des Lettres doubles ſçavoir de celles d'au delà demi once, un gros, treiſe ſols, celles d'au delà demi once deux gros, quatorſe ſols, & de l'once dix huit-ſols, le tout Monnoie d'Hollande.

XI. Que les Officiers des Poſtes d'Amſterdam recevront pareillement le provenu des Ports des Lettres, venans de Paris, Rouen, Calais, Abbeville, Amiens & autres Villes de pareille diſtance, en payant audit Seigneur Marquis de Louvois, ſçavoir pour une Lettre ſimple ſix ſols, pour une Lettre double au delà de la demi once ſept ſols, & pour l'once neuf ſols, le tout Monnoye d'Hollande.

XII. Et pour chaque Lettre ſimple écrite de Lille, Tournai, Courtrai, Douai, Ath, Oudenarde & autres Villes, cedées à Sa Majeſté, quatre ſols, & pour l'once ſix ſols, Monnoye d'Hollande, qui ſont les prix ainſi que ceux marqués aux Articles IX. X. & XI. que ledit Sieur Rumpf a affirmé avoir toûjours été payés au Sieur Comte de Taſſis, & s'il ſe trouve qu'il en ait payé plus grande Somme, il en ſera fait raiſon audit Seigneur Marquis de Louvois tant du paſſé que de l'avenir.

XIII. Qu'il a eſté arrêté & convenu qu'à l'égard des Lettres, qui viendront des Places cedées à Sadite Majeſté pour ladite Ville d'Amſterdam, qui ne pourront pas être delivrées & dont les Ports ne pourront pas être reçûs par les Officiers des Poſtes d'Amſterdam, leſdits Officiers ne ſeront point tenus d'en payer les Ports ci-deſſus ſpecifiés audit Seigneur Marquis de Louvois ou a ſes Commis, mais en ſeront quittes en renvoiant leſdites Lettres de rebut tous les quinze jours, ainſi qu'il en eſtoit uſé avec Monſieur le Comte de Taſſis, & pourra ledit Seigneur Marquis de Louvois

ANNO 1669. vois pour éviter l'abus faire paraſſer toutes les Lettres pour Amſterdam.

XIV. Qu'il ſera deduit par chacune ſemaine ſur ce qui appartiendra audit Seigneur Marquis de Louvois la ſomme de douze Livres pour indemniſer leſdits Officiers des Poſtes d'Amſterdam des frais de la diſtribution des Lettres & de la Taxe ſur les eſpéces provenans des Ports d'icelles.

XV. Que les Deniers qui reviendront audit Seigneur Marquis de Louvois pour les Ports des Lettres & Pacquets ſeront payés tous les mois à celui qui en aura pouvoir de lui à Amſterdam.

XVI. Que pour la ſeureté & conſervation des Lettres & Depêches elles ſeront miſes dans des Valiſes bonnes & bien conditionnées.

XVII. Il a encore été convenu, que ledit Seigneur Marquis de Louvois accorde tout ce que deſſus & aux mêmes conditions aux Villes de Sud-Hollande, principalement Dordrecht, Haerlem, Leyden, Rotterdam & la Haye, leſquelles Villes de Sud-Hollande ſont auſſi compriſes dans ce Traité, aiant été expreſſement accordé que les Lettres appartenantes à Amſterdam & aux Villes deſdits environs, ſeront miſès à part dans une Valize fermée, horsmis le Pacquet de la Ville de Haerlem qui viendra dans la Valize d'Amſterdam avec une Liſte. Mais pour les Villes de Dordrecht, Leyden, Rotterdam & la Haye leurs Lettres viendront enſemble dans une même Valize fermée, neantmoins les Lettres de chaque Ville miſes dans un ſac ou pacquet particulier, & a chacun une Liſte des Lettres dont le Port ſera payé à Amſterdam à ceux ou celui que ledit Seigneur Marquis ou ſes Commis authoriſeront, dont ledit Sieur Rumpf, és noms qu'il procede, demeurera reſponſable, ſans que leſdites Villes puiſſent pretendre aucun dedommagement pour la Taxe des eſpeces & de la diſtribution.

XVIII. Qu'il faudra ſoigneuſement prendre garde de quel lieu les Lettres & Pacquets viendront, afin qu'on faſſe bon audit Seigneur Marquis de Louvois les Ports qui lui ſont accordez par ce preſent Traité. Et pour cet effet les Lettres venans de par delà Paris & Rouen ſeront miſes apart, & celles de Paris, Rouen, Amiens, Calais, Abbeville & autres de ſemblables diſtances, doivent auſſi être ſeparées, comme auſſi les Lettres des Villes des Pays-Bas, d'autant qu'il faut qu'elles payent des Ports particuliers.

XIX. Qu'au cas que les Lettres de France n'arrivent pas à Cuypersveer, excepté que ce ne ſoit par le mauvais tems ou paſſages de Rivieres, au même tems que celles de Brabant, ainſi qu'il a eſté ſtipulé au deuxiéme Article du preſent Traité, deſorte qu'on ſoit obligé de les envoyer quérir ſeparement, ledit Seigneur Marquis de Louvois ou ſes Commis ſeront en ce cas obligez de payer aux Officiers des Poſtes d'Amſterdam la ſomme de trente Livres argent d'Hollande, & reciproquement ſi les Lettres d'Hollande n'arrivent pas auſſi aiſés à tems à Cuypersveet, & qu'on ſoit obligé de les aller quérir ſeparement, les Officiers des Poſtes d'Amſterdam payeront audit Seigneur Marquis de Louvois la ſomme de trente Livres.

XX. Qu'avec les Lettres de France qui arriveront à Amſterdam, & dans les autres Villes d'Hollande on envoyera une Liſte exacte de toutes les Lettres ſimples, doubles & onces, laquelle liſte ſera examinée au Comptoir d'Amſterdam, & la trouvant conforme, on payera les Lettres ſur ce pied, ſinon, les Officiers des Comptoirs d'Hollande feront bon à ceux des Comptoirs de France de ce qui ſe trouvera, ſoit qu'il y en ait plus ou moins que la Liſte ne portera.

XXI. A eſté expreſſement ſtipulé que l'on ſera obligé de part & d'autre de faire delivrer trés-fidellement les Lettres & Pacquets & particulierement ceux des Miniſtres, qui ſeront taxez ſuivant les reglemens & delivrés trois ou quatre heures aprés leur arrivée ou pluſtoſt ſi faire ſe peut.

XXII. Ce que nous ci-deſſus nommez promettons de faire ratifier, ſavoir nous dits Carpatry, Pajot & Rouillé, par ledit Seigneur Marquis de Louvois, & moi dit Rumpf, par meſdits Seigneurs les Bourguemaîtres & Regens de la Ville d'Amſterdam, le tout dans trois ſemaines, auquel tems nous nous obligeons de faire l'échange reciproque des Ratifications en bonne forme ſignées & ſcellées, fait double à Paris le vinghuiétieſme Septembre mil ſix cens ſoixante neuf. *Signé*, CARPATRY, PAJOT, C. C. RUMPF, ROUILLE'.

FRANÇOIS MICHEL LE TELLIER Marquis de Louvois & de Courtanvaux Conſeiller du Roy en ſes Conſeils, Secretaire d'Eſtat & des Commandemens de Sa Majeſté, Grand Maître des Couriers & Sur-Intendant General des Relais, Poſtes, & Chevaux de Louage de France. Aiant eſtimé à propos pour l'avantage du ſervice du Roy & de celui du publicq, & pour faciliter le Commerce par le moien du libre transport des Lettres & Pacquets de France en Hollande & d'Hollande en France, d'entendre aux propoſitions qui nous ont été faites de la part de Meſſieurs les Bourguemaitres d'Amſterdam ſur ce ſujet, nous avons commis, ordonné & deputé, commettons, ordonnons & deputons les Sieurs Carpatry, Pajot & Rouillé pour avec le Sieur Rumpf, authoriſé du Pouvoir deſdits Sieurs Bourguemaitres convenir en notre nom des conditions reciproques pour ledit transport & libre paſſage deſdits Pacquets & Lettres, en arreſter, conclure & ſigner le Traité de notre part, leur en donnant tout Pouvoir, & promettant de ratifier & d'entretenir & de faire entretenir & garder, tout ce qui aura été par eux conclu & arreſté à cette occaſion; en foi de quoi nous avons ſigné la preſente de notre main & fait contreſigner par l'un de nos Commis à la Surintendance Generale deſdites Poſtes & à icelles fait appoſer le cachet de nos Armes, à Chambor le vingt un Septembre mil ſix cens ſoixante neuf. *Signé*, DE LOUVOIS, *& plus bas*, Par mon dit Seigneur COLBERT.

NOUS Bourguemaîtres Regens de la Ville d'Amſterdam, aians été requis de la part de Monſieur le Marquis de Louvois en qualité de Sur-Intendant General des Poſtes de France, & des Villes cedées à Sa Majeſté Tres-Chreſtienne par le Traité d'Aix la Chapelle, à établir avec lui une correspondance pour le port & rapport des Lettres de France, & deſdites Villes cedées vers Amſterdam, & d'Amſterdam vers la France, & leſdites Villes cedées reciproquement, & deſirans que cet établiſſement ſe faſſe au plûtôt en la meilleure forme, avons commis & commettons à celle fin le Sieur Chriſtian Conſtantin Rumpf, Secretaire de l'Ambaſſade de Meſſieurs les Eſtats Generaux des Provinces-Unies en France, comme nous lui donnons par ces preſentes plein-Pouvoir, ordre & commiſſion de conferer negocier & traitter en notre nom avec ledit Monſieur le Marquis de Louvois, ou avec ſes Commis munis de Pouvoir à ce ſuffiſant des conditions d'un Traité touchant ledit port & rapport des Lettres, telles qu'il jugera les plus utiles & favorables au bien du Commerce mutuel en convenir, les reſoudre, arrêter & conclure, & en ſigner les Articles, promettans d'avoir pour agreable, ferme & ſtable tout ce que par ledit Sieur Rumpf aura été accordé & ſigné, de le ratifier & d'en faire délivrer les Lettres de Ratification aux termes, & en la maniere qui aura été preſcrite & reglée par ledit Traité. En temoignage dequoi nous avons mis à ces preſentes le Scel, & les avons fait ſigner d'un Secretaire de cette Ville le trente & uniéme d'Aouſt l'An 1669. *Signé*, WIGBOLD SLICHER & ſcellé du grand Sceau de la Ville. *Signé*, CARPATRY, PAJOT, RUMPF & ROUILLE'.

NOUS THOMAS CARPATRY, Conſeiller du Roy en ſon Conſeil d'Eſtat, Commis de Monſeigneur le Marquis de Louvois, & de Courtenvaux Secretaire d'Eſtat & des Commandemens de Sa Majeſté, Grand Maiſtre des Couriers & Sur-Intendant General des Poſtes de France, Leon Pajot & Louïs Rouillé Directeurs du Bureau General de la Poſte de Paris, fondés de Pouvoir dudit Seigneur Marquis de Louvois, & Michel Michelſon Conſeiller de la Ville de Fleſſingue, auſſi fondé de Pouvoir de Meſſieurs les Bailli, Bourguemaitres, Eschevins & Conſeillers de ladite Ville, transcrits à la fin des preſentes pour le libre paſſage & reglement du port des Lettres tant des Villes de France, & de celles cedées par les Traités des Pyrenées & d'Aix la Chapelle, aux Villes & Lieux de Zelande, que deſdites Villes & Lieux de Zelande en celles de France & leſdites Villes cedées, nous dits Carpatry, Pajot & Rouillé aurions pour y parvenir leu audit Sr. Michelſon le Traité fait à Paris le vingt & huitiéme Septembre dernier, entre nous au nom dudit Seigneur Marquis de Louvois, & le Sr. Chriſtian Conſtantin Rumpf, Secretaire de l'Ambaſſade de Meſſieurs les Eſtats Generaux des Provinces-Unies des

Pays-Bas, pareillement au nom de Meſſieurs les Bourguemaîtres & Regens de la Ville d'Amſterdam, pour le port des Lettres de France en Hollande & d'Hollande en France, & moi dit Michielzon aprés l'avoir entendu attentivement & meurement conſideré, ai agréé ce qu'il contient, & promets tant en mon propre & privé nom qu'en celui de meſdits Sieurs les Bourguemaîtres de ladite Ville de Fleſſingue de le faire executer pour toute la Zelande, à quoi nous dits Carpatry, Pajot & Rouillé avons conſenti, & à cette fin nous ſommes tous convenus que d'orenavant toutes les Lettres & Pacquets des Villes de France, & Villes cedées pour toutes celles de Zelande partiront de Paris & Rouen tous les Vendredis à huit heures du matin, pour paſſant par Lille, Deinſe ou Pelegen ſe rendre au Sas de Gand tous lex Lundis, ou plutôt ſi faire ſe peut, où les Depêches pour toutes les Villes de Zelande, qui ſeront enfermées dans un ſeul Pacquet, ſeront delivrées par les Commis ou Couriers dudit Seigneur Marquis de Louvois, aux Commis ou Couriers qui ſeront envoiés par leſdits Srs. Bailli, Bourguemaîtres, Echevins & Conſeillers de ladite Ville de Fleſſingue, qui delivreront toutes les Depêches des Villes de Zelande le Vendredi, ou à tel autre jour qu'il conviendra pour faire quadrer à Deinſe, aux Couriers qui viendront d'Amſterdam à Paris.

A été convenu que s'il eſt jugé à propos d'établir un ſecond Courier de Zelande ſur Lille, pour ſous couverte de Lille écrire une ſeconde fois par ſemaine de Zelande en France, & de France en Zelande, ledit établiſſement ſe ſera de concert enſemble.

Leſdits Sieurs Bailli, Bourguemaîtres, Eſchevins & Conſeillers de ladite Ville de Fleſſingue, s'obligent de faire payer audit Seigneur Marquis de Louvois, ou à ſes Commis dans ladite Ville de Fleſſingue ou celle de Middelbourg, tous les mois, le montant du port deſdites Lettres & Pacquets conformement aux Articles dudit Traité, deduction faite de quatre Livres par ſemaine pour indemniſer les Officiers des Poſtes de Fleſſingue des frais de la diſtribution & de la Taxe ſur les eſpeces provenans du port deſdites Lettres, bien entendu, comme il eſt dit par le ſuſdit Traité, que le port entier des Lettres, Depêches & Pacquets deſdites Villes de Zelande, pour les Villes de France & les Villes cedées, appartiendra audit Seigneur Marquis de Louvois, qui fera les frais depuis Paris & Rouen & Villes cedées, juſqu'au dit Sas de Gand tant en allant qu'en revenant, & leſdits Sieurs Bailli, Bourguemaîtres, Eſchevins & Conſeillers de Fleſſingue, deſdites Villes de Zelande juſqu'au Sas de Gand, tant auſſi en allant qu'en retournant, ce que nous promettons de faire notifier & d'en échanger les Actes en bonne forme de part & d'autre dans un mois, fait double à Paris le vingtquatriéme jour d'Octobre mil ſix cens ſoixante neuf. *Signé*, CARPATRY, PAJOT, ROUILLÉ, M. MICHIELZON.

LV.

29. Nov. *Fœdus* (1) *inter* CAROLUM II. *Magnæ Britanniæ Regem*, & FREDERICUM III. *Daniæ Regem, ad majorem ſecuritatem Regnorum ſuorum, & libertatem Commercii Subditis, per Terram, Mare, Flumina & Aquas dulces, tàm in Europâ quam extra Europam conſervandam. Apud Weſtmonaſterium die* 29. *Novembris* 1669. [Tiré de la Regiſtrature d'Etat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale, Faſc. 52. On trouve auſſi ce Traité dans les Archives de l'Ambaſſade d'Eſpagne à la Haye du tems de CHARLES II.]

SErenissimis ac Potentiſſimis Principibus ac Dominis, Domino Carolo ſecundo Dei gratia Britanniæ & Hiberniæ Regi, Fidei Defenſori ab una, & Domino Frederico Tertio eadem gratia Regi Hæreditario Daniæ, Norwegiæ, Vandalorum Gothorumque, Duci Sleswici, ab altera parte, e re præſenti, quam maxime neceſſarium fuit pro majore Regnorum ſuorum ſecuritate, & promovendis ab utraque parte Commerciis non ſolum vetuſtiſſima illa conſanguinitatis & Amicitiæ vincula a Majoribus ad ſe derivata, redintegrare, ſed novis etiam arctioribus incrementis corroborare, quem in finem ſumme memoratus Rex Daniæ & Norwegiæ, ad declarandam reciprocam ſuam intentionem, de qua ex parte Sereniſſimi Magnæ Britanniæ Regis certior factus fuerat, Legatum ſuum Extraordinarium Illuſtriſſimum Dominum Ulricum Fredericum de Guldenleeuw, Ordinis Elephanti Equitem, Conſiliarium ſuum intimum & Status, Proregem Norwegiæ Militiæque ibidem Generalem, Gubernatorem in Aggershus & circumjacentes Diſtrictus, in Angliam tranſmiſit, & conſtitutis a ſumme memorato Rege Magnæ Britanniæ & Commiſſariis, Dominis, charo Conſanguineo ſuo Ruperto Principe Palatino Bavariæ & Cumbriæ Duce, Caſtelli Windeſoræ Conſtabulario perquam fideli & perdilecto Conſiliario ſuo intimo, Orlando Bridgeman Equite aurato & Baronetto Magni Angliæ Sigilli Cuſtode, perquam fidelibus, & perdilectis ſuis Conſanguineis & Conſiliariis Georgio Duce Buckingamiæ equorum ſuorum Magiſtro, Jacobo Ormondiæ Hoſpitii ſui ſummo Mareſchallo & Joanne Comite Lauderdaliæ Regni ſui Scotiæ Secretario Status unico, perquam fidelibus & perdilectis Conſiliariis ſuis intimis Henrico Barone Arlington Primariorum Secretariorum uno, Denſilio Barone Holliæ, Antonio Barone Aſley Cancellario, Thoma Lifford Equite aurato Hoſpitii ſui Theſaurario, Joanne Trevor Equite aurato, Primariorum Secretariorum ſuorum altero, vigore plenariarum Poteſtatum utrinque exhibitarum, tandem habitis quam plurimis Conſultationibus in ſequentes Articulos conventum eſt.

I. Sit inter ambos Sereniſſimos Reges eorumque Hæredes & Succeſſores, nec non Regna, Principatus, Provincias, Ditiones, Comitatus, Inſulas, Civitates, Subditos & Vaſallos, cujuſcumque Conditionis, Dignitatis & gradus illi fuerint, Terra Marique in Fluminibus, Aquis dulcibus, & ubivis locorum tam in Europa quam extra Europam, nunc & in futurum ſincera, vera, ac perfecta Amicitia, Pax, & Confœderatio, ita ut neque alter alterius Regnis, Principatibus, Provinciis & Ditionibus, hominibusque & Subditis ullum detrimentum, damnum, vel incommodum inferat neque hoc ab aliis, quantum in ſe erit, fieri permittat, ſed potius ſe invicem ſincera amicitia & amore proſequantur, & alter alterius ut & Subditorum ejus utilitatem & rationes tanquam proprias omni tempore promoveat, omnia autem, læſiones & injurias facto & conſiliis, cunctis viribus prohibeat & avertat.

II. Neuter prædictorum Regum eorumque Hæredum in ullam rem quæ ſuo Confœderato præjudicio aut damno eſſe poſſit, conſentiet, ſed ſi alteruter Regum reſciverit aliquid proponi, agi vel tractari aut propoſitum, actum vel tractatum iri, quod in alterius detrimentum vergere queat, id alteri ſine mora ſignificare, atque interea illud omnibus viribus avertere & impedire tenebitur.

III. Prædicti iidem Reges pro ſe, Hæredibus & Succeſſoribus utrinque ſuis ſancte pollicentur, ſe alterutrius hoſtibus, qui aggreſſores fuerint, nihil Subſidii Bellici, veluti Milites, Arma, Machinas, Bombardas, Naves, & alia Bello gerendo apta & neceſſaria ſubminiſtraturos, aut ſuis Subditis ſubminiſtrare paſſuros; ſi vero alterutrius Regis Subditi hiſce contravenire audeant, tum ille Rex, cujus Subditi id fecerint, obſtrictus erit in eos acerbiſſimis pœnis, tanquam ſeditioſos & fœdifragos animadvertere.

IV. Conventum præterea & concordatum eſt, quod ſi ullo unquam tempore aliquis Princeps vel Status Sereniſſimi Regis Daniæ & Norwegiæ &c. Regna Hæreditaria, Provincias, Comitatus, Oppida, Inſulas, Territoria, aut Dominia quæ jam poſſidet invaſerit, vel quovismodo hoſtiliter aggreſſus fuerit, tunc Sereniſſimus Rex Magnæ Britanniæ talem terreſtrium Copiarum atque Bellicarum Navium numerum Sereniſſimo Regi Daniæ & Norwegiæ &c. contra ejuſmodi Agreſſorem auxilio in tempore ſuppeditabit, qualis ad pellendam vim ſufficerit, ejuſdemque rerum ſtatus poſtulaverit, quâ ratione Sereniſſimus Rex Magnæ Britanniæ omnibus ſuis viribus impeditum ibit, ne per ejuſmodi invaſionem vel turbationem Sereniſſimo Regi Daniæ & Norwegiæ, quicquam de Regnis, Dominiis aut Juri-

---

(1) Il y a une Traduction Françoiſe de ce Traité dans la premiere Edition de ce Grand Recueil de Hollande Tom. IV. pag. 279 mais la principale moitié de l'Article XI. y manque, & l'on n'y voit ni Preambule, ni Signatures, ni Date. L'Editeur marque ſeulement au Titre que le Traité a été fait à Coppenhague le 11. Juillet 1670, enſuite dequoi, il declare par une Note marginale, que ſa Copie s'étoit trouvée fort defectueuſe; que l'Article XIII. y manquoit tout entier, & qu'il avoit été obligé de le tirer d'un autre Manuſcrit Latin. (DUM.)

bus ſuis decedat, & ſi dictus Sereniſſimus Rex Daniæ ullum Fœdus, Amicitiam, Confœderationem, neceſſitudinem, cum aliis quibuscumque Regibus, Principibus, Rebuspublicis aut Statibus contrahet, aut paciſcetur, alter unà alterum ejusque Dominia in iis (quantum in ipſo fuerit) comprehendere tenebitur, ſi comprehendi voluerit.

V. Utriusque Regis Subditis liberum erit alterius Regna & Provincias, Emporia, Portus & Flumina cum Mercibus ſuis, tam Terra quam Mari, tempore Pacis absque licentia, aut Salvo Conductu generali vel ſpeciali adire, ubique verſari, ut negotiari, dummodo Vectigalia conſueta ſolvant, ſalvâ tamen utriusque Regis ſuperioritate ac Jure in Regnis, Provinciis, Principatibus atque Territoriis reſpective ſuis.

VI. Conventum tamen & concluſum eſt quod Subditi Sereniſſimi Magnæ Britanniæ Regis ad Portus prohibitos, quorum in præcedentibus Fœderibus mentio fit, neque Coloniis absque ſpeciali licentia Regis Daniæ & Norwegiæ, petita & obtenta, nullatenus accedant, niſi evidens Maris periculum aut tempeſtatum impulſus, vel Piratæ inſequantur, accedere vel intrare coëgerint, ubi tunc omnino ipſis mercandiſare licebit, quemadmodum invicem nec Subditi Sereniſſimi Regis Daniæ & Norwegiæ ad Colonias Britannicas accedere debent, niſi ſpeciali licentia Sereniſſimi Regis Britanniæ petita & obtenta.

VII. Sereniſſimi Regis Daniæ & Norwegiæ Subditis in cellas & reconditoria ſua in Angliâ, Scotiâ &c. Hibernia & reliquos Magnæ Britanniæ Regis Portus in Europa tales Merces importare licebit, quas Regiones, Ditiones, & Dominia, Sereniſſimo Regi Daniæ & Norwegiæ ſubjecta, nunc vel in poſterum ferre aut producere poterunt, & quæ ibi fabricata erunt, itemque ex univerſo Fluvio Albi provenientes, Subditis etiam Magnæ Britanniæ Regis viciſſim liberum fuerit, in Daniam, Norwegiam, omnesque alios Portus & Colonias non prohibitas Sereniſſimi Regis Daniæ & Norwegiæ omnis generis Mercimonia importare & afferre, quæ nunc vel in poſterum in Regnis, Ditionibus & Dominiis Sereniſſimo Regi Magnæ Britanniæ ſubjectis producta & fabricata erunt, ſi verò deinceps aliis peregrinis Nationibus permittatur omnis generis Merces absque exceptione in Angliam, Scotiam, & Hiberniam aliosque Sereniſſimi Magnæ Britanniæ Regis Portus ferre & adducere, tunc illud ipſum Sereniſſimæ Regiæ Majeſtatis Daniæ & Norwegiæ Subditis, etiam licitum erit, quod viciſſim etiam Sereniſſimi Magnæ Britanniæ Regis Subditis in Sereniſſimi Regis Daniæ & Norwegiæ, Portus & Coloniis prohibetur, pariter conceſſum erit.

VIII. Conventum etiam & concluſum eſt, quod Populus & Subditi Domini Regis Magnæ Britanniæ quæcumque Hæreditaria Regna, Ditiones aut Dominia Regis Daniæ & Norwegiæ ad Navigantes vel in iisdem Mercaturam facientes, nec plura nec majora Vectigalia, Tributa, Portoria, aliaque Jura, neque alio modo ſolvent, quam quæ Populi Fœderatarum Belgii Provinciarum aliique (Suecis ſolummodo exceptis) eo negotiantes & minora Vectigalia pendentes ſolvunt aut ſolvent, atque redeundo & commorando nec non piſcando & negotiando, cæteriſque iisdem Libertatibus, Immunitatibus & Privilegiis gaudebunt, quibus Populi cujuscumque exteræ Gentis in dictis Regnis & Dominiis Regis Daniæ & Norwegiæ, quæcunque Regna, Ditiones aut Dominia Regis Magnæ Britanniæ ad Navigantes, vel in iisdem Mercaturam facientes, nec plura nec majora Vectigalia, Tributa, Portoria, aliave Jura neque alio modo ſolvent, quam quæ Populi Fœderatarum Belgii Provinciarum aliive exteri eo negotiantes & minora Vectigalia pendentes ſolvunt, aut ſolvent, atque eundo, redeundo, & commorando nec non piſcando, & negotiando, cæteriſque iisdem Libertatibus, Immunitatibus & Privilegiis gaudebunt quibus Populi cujuscumque exteræ Gentis, in dictis Regnis & Dominiis Regis Angliæ commorantes gaudent vel gaudebunt, ita tamen utriusque Regis ſumma Poteſtas in eorum reſpective Regnis, Ditionibus, Dominiis atque Portubus Vectigalia & alia quævis pro re nata ſtatuendi vel immutandi ſalva & illæſa maneat, modo memorata æqualitas ab utraque Parte prædicto modo ſtricte obſervetur.

IX. Item conventum eſt, quod ſi Subditi utriusque Regis Merces ſuas in alterius Dominia invexerint, Vectigalia conſueta pro iis ſolverint, & viſitationem ſubierint, licitum liberumque erit dictas Merces ſuas, in reconditoria & cellas ſibi proprias vel loca quæ ipſi maxime commoda atque opportuna exiſtimaverint, inferre, ibique reponere, nec ullus alterutrius Civitatum, Portuumve Magiſtratus, vel Officiales repoſitoria, cellas, aut loca recondendis Mercibus absque eorum licentia iis imponet.

X. Subditi utriusque Coronæ per Mare Commercia exercentes, & Litora alterutrius Regni legentes, non tenebuntur quemcumque intrare Portum, ſi ipſorum curſus eo non fuerit directus, ſed libertatem habeant, iter ſuum absque impedimento vel ulla detentione quocumque voluerint, proſequendi, neque in Portum vi tempeſtatis compulſi, ibidemque ſubſiſtentes, cogantur Merces ſuas exonerare, commutare, vel vendere, ſed licitum illis ſit, de illis pro libitu diſponere, & aliud quidvis, prout rebus ſuis conducere arbitrabuntur, agere, modo nihil fiat quod alterius Regis Juribus vel Vectigalibus fraudi eſſe poſſit.

XI. Concordatum etiam eſt, quod abietes, mali cæteraque lignorum genera, ubi ſemel in Subditorum vel Incolarum Domini Regis Magnæ Britanniæ Naves illata fuerint, nulli amplius viſitationi ſubjecta erunt, verum omnis viſitatio vel ſcrutatio antea fiet. Si tum vel quercus vel alia ligna prohibita inveniantur, ea ſtatim in loco antequam inferantur in Naves, detinebuntur, neque Populorum dicti Domini Regis Magnæ Britanniæ, ejusve Subditorum ſive perſonæ, ſive Bona ob hanc rem vel arreſto vel alio quovis detentionis genere ullo modo moleſtabuntur, verum ſolummodo Subditi Regis Daniæ, qui ejusmodi ligna prohibita divendere, vel abalienare auſi fuerint, ob delictum debito more punientur, eaque omnia & ſingula in hoc Articulo contenta & conceſſa habebunt, poſſidebunt, & fruentur Populi & Subditi Domini Regis Magnæ Britanniæ; absque quod aliqui de Populo Fœderatarum Provinciarum Belgicarum eadem talia vel conſimilia quocumque Fœdere inito vel ineundo, Conventione, Pacto, vel permiſſione habeant, poſſideant, fruantur, vel habere poſſidere vel frui debeant aut poſſint.

XII. Conventum quoque & concordatum eſt, quod omnes Subditorum Regis Magnæ Britanniæ Naves & Mercatores in paſſagio ſuo per Oreſundi, cum Sereniſſimo Daniæ & Norwegiæ Regis eodem beneficio & Privilegio de differenda ſolutione Vectigalium usque ad reditum ſuum fruantur, quo ſuperioribus annis proximè elapſis ante nuperum Bellum gaviſi ſunt & fruebantur, ita tamen ut dictæ Naves & Mercatores ſecum portent Litteras teſtimoniales ſub Sigillo Officiariorum dicti Regis Magnæ Britanniæ ad hoc deputatorum, teſtificantes easdem Naves ad Subditos Domini Regis Magnæ Britanniæ pertinere, nec non ante tranſitum ſuum ſufficientem & ſatis idoneam cautionem de dicta ſolutione debito loco Domini Regis Daniæ & Norwegiæ Vectigalium exactoribus in earum reditu, aut ſi non redierint ut plurimum intra tres menſes facienda præſtent, ſi in dicto eorum primo tranſitu eadem non ſolvant.

XIII. Et præterea conventum eſt, quod quaſcunque Merces ſuas Sereniſſimi Magnæ Britanniæ Regis Subditi Elſignoræ in Terram exponent ibique recondent, non alio fine, quam ut rurſus in Naves integrè reponantur alio tranſvehenda, eadem omnino Vectigalia pro illis Mercibus ſolvere tenebuntur, & non amplius quam quæ Natio Belgica aliive exteri hoc in caſu ſolvere ſolent, quod viciſſim cum Subditis Sereniſſimi Daniæ Regis eundem in modum in Anglia obſervabitur.

XIV. Item conventum eſt, quod Naves & Subditi Domini Regis Magnæ Britanniæ tranſactionem & expeditionem ſuam apud Elſingoram, quam citò appulerint, recipient, absque dilatione nullis omnino Navibus cujuscumque Gentis præ ſe prælationem in ea parte habentibus, exceptis Incolis quorumdam locorum, qui tale Privilegium in hoc caſu ab antiquo obtinuerunt, eodemque hucusque fruuntur.

XV. Si quem alterutrius Subditorum in alterius Dominiis aut Territoriis mori contigerit, ei licitum erit pecunias, res & bona quæcumque ſua, quocumque modo diſponere, & ſi quis intra alterius Regna aut Provincias absque tali diſpoſitione prius facta, moriatur tunc bona ab eo relicta, mobilia vel immobilia, cujuscumque generis aut conditionis fuerint, fideliter conſervabuntur, in uſum Legitimi Hæredis & in ſatisfactionem ejusmodi debitorum ad quæ ſolvenda defunctus revera tenebatur, atque eum in finem ut primum ullus alterutrius Subditus in alterius Dominiis morietur, Conſul vel publicus Miniſter qui tunc temporis ibi

reſide-

ANNO 1669.

reſidebit, Jus habebit ejusmodi pecunias & bona poſſidere, & coram aliquo illius Magiſtratus earumdem rerum Inventaria facere, quæ res & bona poſtea apud ipſum remanebunt, quo Hæredibus, ac Creditoribus, ut ſupradictum eſt, reſpondeatur; ſi autem nullus ejusmodi Conſul aut publicus Miniſter ibi fuerit, tunc licebit duobus Mercatoribus defuncti Conterraneis, bona ejus relicta poſſidere, conſervare, parique modo Hæredibus & Creditoribus reſpondere, quod tamen ita debet intelligi, quod nulla Carta aut Rationum libri per hunc Articulum dicti Magiſtratus inſpectioni exponentur, ſed tantum bona defuncti realia & Merces, quodque dictus Magiſtratus inter ſpatium 48 horarum poſt notitiam & requiſitionem factam adeſſe tenebitur, aliter quod dicta Inventaria absque ejus interventu fient.

X V I. Alterutri Confœderatorum ejusque Subditis Populove cum alterius hoſtibus Commercium habere, atque Merces quascumque (prohibitis ſolummodo quas Contrabandas vocant exceptis) advehere & ſubminiſtrare absque ullo impedimento licebit, niſi in Portubus Incisque ab altero obſeſſis, quod ſi fecerint, liberum tamen ipſis erit, vel obſidentibus bona ſua divendere, vel ad alium quemvis Portum, locumvè non obſeſſum ſeſe conferre.

X V I I. Item conventum eſt, quod alterutrius Regis Subditis in alterius Dominiis, Portubusvè Mercaturam facientibus, liberum, licitumque erit ibidem commorari ac reſidere, ad Merces tum alienas emendum tum vendendum ſuas, absque ulla temporis reſtrictione, vel limitatione, ab ullis Officialibus aut Magiſtratibus dictorum Dominiorum, Portuumve iis imponenda, dummodo conſueta Vectigalia pro omnibus quas importaverint, vel exportaverint Mercibus, ibi ſolvant, præterea quod Mercaturam cum nemine exerceant, niſi qui ſit Civis, vel Burgenſis alicujus Urbis, vel Oppidi intra Regna Daniæ aut Norwegiæ, idque ſolummodo integris Mercium quantitatibus, ſicut primitus importantur, non autem minutim aut fruſtatim ſicut in Officinis fieri ſolet.

X V I I I. Item ut Commercium utrinque majori celeritate & incremento promoveatur, atque ut omnes quæ inter Portuum Officiales & Mercatores exoriri poterunt fraudes disputationesque prorſus evitentur, conventum & concordatum eſt, quod omnia & ſingula Vectigalia ſecundum publicum Tariffam exigenda & ſolvenda erunt, in qua deſignabuntur omnia Vectigalia & Portoria ſolvenda, tam pro Mercibus in Portubus reſpectivis, quam pro tranſitu per Fretum Oreſundicum, atque ut hoc eo ſtrictius obſervetur, uterque Rex ſuis Officialibus & Vectigalium exactoribus, non ſolum ſub graviſſimâ pœnâ injunget, ne quidquam committant, quod huic Conventioni fraudi aut detrimento eſſe poſſit; ſed etiam nec ulla moleſtia aut exactione ultra quam ipſis debetur alterutrius Regis Subditis negotium faceſſant aut damno illos afficiant.

X I X. Inſuper conventum eſt quod Sereniſſimus Rex Daniæ teloniorum ſuorum inſpectores, aut alios quosdam Commiſſarios conſtituat ad remenſurandas Naves omnes Sereniſſimi Regis Magnæ Britanniæ Subditorum in Norwegiâ Mercaturam facientium, ſecundum magnitudinem & proportionem ipſarum, ita ut quæ vel in exceſſu vel in defectu hactenus non ritè obſervata ſunt, in meliorem poſthac ordinem redigantur.

X X. Ne verò libera ejusmodi Navigatio aut Tranſitus Fœderati unius cujusque Subditorum ac incolarum, durante Bello alterius Fœderati, Terrâ Marive cum aliis Gentibus fraudi ſit alteri Confœderato, Mercesque & Bona hoſtilia occultari poſſint dolis prætendendo amici nomen, & ratio amovendæ fraudis ſuſpicionisque placuit, quod Naves, Merces, hominesque ad alterum Confœderatorum pertinentes in itineribus ac Navigationibus ſuis muniti omnino eſſe debeant, Salvi Conductus vulgo & Certificationum Litteris, quarum tales ut infra ſcriptæ ſunt formulæ obſerventur.

Carolus Secundus Dei gratia Magnæ Britanniæ,
Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defenſor &c.

Fredericus Tertius Dei gratia, Daniæ Norwegiæ,
Vandalorum Gothorumque Rex, Dux Sleswici,
Holſatiæ, Stormariæ, atque Ditmariæ, Comes
in Oldenburg & Delmenhorſt &c.

Fiat inſertio Paſſeportus & Certificationis.

UBi igitur Merces, Bona, Navigia, homines alterutrius Confœderatorum ejusque Subditorum & Incolarum in aperto Mari, Fretis, Portubus, Stationibus, Terris, ac Locis quibuscumque obviæ aut obvii fuerint Navibus Bellicis publicis, aut privatis, vel hominibus, Subditis ac Incolis alterius Confœderati, exhibitis duntaxat prædicti Salvi Conductus Litteris, nihil ulterius ab iis exigatur, in Bona, Navigia, aut homines nequaquam inquiratur, multo minus injuria, damno aut moleſtia ulla afficiantur, ſed proſequendo itineri ac inſtituto ſuo liberrimè dimittantur. Quod ſi verò ſolemnis hæc & ſtata Salvi Conductus & Certificationis formula non exhibeatur, aut alia aliqua juſta atque urgens ſuſpicionis cauſa ſit, tum Navis viſitari debet, quod tamen hoc ſolum caſu & non aliter permiſſum intelligi debet. Si ab utraque parte adverſus hujus Articuli genuinum ſenſum quicquam commiſſum fuerit contra alterutrum Confœderatorum, contravenientibus Subditis ac Incolis ſuis pœnam ſeveram uterque Confœderatorum infligi: Læſo autem alteri Confœderato ejusve Subditis ac incolis de jactura omni ac impenſis plenaria ac protinus ſine ulla mora ſatisfieri curabit.

X X I. Conventum etiam & concordatum eſt, quod omnes Domini Regis Magnæ Britanniæ, Subditorum & Incolarum Naves, una cum oneribus & Mercimoniis ſuis, quæ Munimentum Gluckſtadienſe vel reliqua ſub Regis Daniæ Dominio ad ripam Fluvii Albis, ſita Loca & Oppida præternavigent, ſive ſit eundo, ſive redeundo, liberæ & immunes erunt ab omni Vectigali, Portorio, ſcrutatione, detentione, atque moleſtia, excepto tantummodo caſu ſcrutationis tempore Belli, quando Rex Daniæ Bellum habet cum alio quocumque Rege vel Statu.

X X I I. Si alterutrius Regis Subditi, in alterius Territorio lædantur, vel injuria ſive detrimento afficiantur, tum Rex illius Loci ubi injuria illata eſt, curabit ut ſecundum Jura & conſuetas Regionis Leges prompta Juſtitia adminiſtretur, iisque qui delictum vel injuriam commiſerunt, debita pœna cum reparatione, damnum paſſis facienda infligatur.

X X I I I. Item conventum eſt, quod nulla omnino Navigia, Naves, Merces, vel Mercimonia, in Navibus onerata cujuscumque naturæ, generis vel qualitatis, utcumque capta vel ad Subditos quoscumque unius vel alterius Regis prædicti ſpectantia, ſub aliquo quocumque colore ſeu prætextu pro præda adjudicentur, niſi per Judicialem examinationem & proceſſum in forma Juris, in Curia Admiralitatis pro talibus prædis maritimis in ea parte legitime conſtituta.

X X I V. Utraque Pars Subditis & Populo alterius æquitatem ſecundum unius cujusque Regionis Leges, & Statuta celeriter & absque prolixis & non neceſſariis ambagibus ac impenſis adminiſtrari faciet in omnibus cauſis & litibus, etiamnum pendentibus, quæve deinceps exoriri poſſent.

X X V. Si circa alterius partis Littora alterutrius Confœderatorum ejusque Subditorum & Incolarum Naves, ſive illæ Bellicæ ſive Mercatoriæ fuerint, vadis hærere, vel ſcopulis allidi, jacturamque facere, aut quocumque caſu (quod Deus avertat) frangi contingat, prædictæ Naves cum omni apparatu, Bonis, & Mercibus, vel quicquam ex illis ſuperfuerit, Dominis & Proprietariis ſuis reſtituentur, dummodo ipſi vel ipſorum Plenipotentiarii aut Procuratores intra unius anni & diei ſpatium, ex quo naufragium factum fuerit, Naves, & Bona ſibi vindicarint, ſalvis ſemper Juribus & Conſuetudinibus; cujuscumque Nationis Subditi etiam & Incolæ ad ejusmodi Littora, ac oras habitantes periclitantibus ſubvenire, & quantum in ſe erit auxilio adeſſe tenebuntur, omnemque operam conferent, vel ad Navem liberandam, vel ad Bona, Mercimonia, Navisque apparatum cæteraque quæ poterunt a naufragio eripienda, & quæ Dominis reſtituentur in tutum Locum convehenda, ſolvendo tamen expenſas & præmia quæ meruerint, illis quorum opera & diligentia res & bona recuperata & cuſtodita fuiſſent, & denique utraque Pars hoc in Paſſu illud obſervari curabit, quod ab altera obſervari præſtarique velles.

X X V I. Navium Præfecti earumque Gubernatores, Milites, Nautæ Sociique Navales, ipſæ etiam Naves, Mercesque & Bona quibus onuſtæ erunt, nullius omnino Mandato ſive generali, ſive ſpeciali, nullamque ob cauſam niſi Regnorum defenſionis & conſervationis cauſâ, vadimonio ſive arreſto detineri poterunt, quod tamen de arreſtis Legum authoritate, ob contractum alienum legitimis, aliis quibuscumque de cauſis impoſitis non intelli-

telli-

Digitized by Google

telligetur, in quibus ſecundum Juſtitiæ Legumque præſcriptum omnino procedetur.

XXVII. Mercatoribus utrinque, eorum Inſtitoribus & Famulis atque etiam Naucleris, Nautiſque per Maria, aliaſque Aquas, tum etiam in Portubus, Littoribus & Terris alterutrius Fœderatorum, liberum erit euntibus, redeuntibus, & ambulantibus ſui ſuorumque bonorum defendendi cautâ omne genus arma portatilia, tam offenſiva quam defenſiva, geſtare, modo nequaquam præbeat Præfectis & Magiſtratibus uniuſcujuſque loci juſtam ſuſpicionem de machinationibus adverſus Pacem publicam vel privatam.

XXVIII. Naves præſidiariæ ſive Bellicæ alterutrius Partis, quaſcumque Naves Mercatorias vel alias quæ ad alterum Fœderatum, vel ejus Subditos pertinuerint, idemque iter fecerint in Mari intra vel extra Europam obviam habentes, aut aſſequentes, iis præſidio eſſe eaſque defendere tenebuntur, quamdiu eundem curſum tenuerint.

XXIX. In majorem Commerciorum ſecuritatem & Navigationis libertatem, conventum atque concordatum eſt, quod neutra Pars, quantum fieri poſſit, & in ſuis fuerit viribus, permittet, ut Piratæ publici, vel alii hujus generis prædones in alterius Regni vel Regionis Portubus receptacula ſua habeant, aut ſinent, ut ullus ex Incolis aut Populo alterutrius illos tecto vel commeatu excipiat, aut aliquo modo juvet, verum e contra operam dabit, ut prædicti Piratæ vel Prædones eorumque participes & adjutores prehendantur, ac pro merito puniantur, Naveſque & Mercimonia quantum eorum reperiri poterit legitimis ſuis Dominis vel eorum Procuratoribus reſtituantur, modo eorum Jus debitis ex Lege probationibus in Curia Admiralitatis cauſarum Maritimarum appareat.

XXX. Conventum & concordatum eſt, quod utriuſque Partis Subditis & Populo ad alterius Confœderati Portus ac Oras liber ſemper erit acceſſus, licitumque illis erit in iis commorari & inde rurſus recedere ac etiam per Maria ac Territoria quæcumque utriuſque Regis reſpective tranſire (non faciendo damnum nec præjudicium) non ſolum cum Navibus Mercatoriis & onerariis, ſed etiam cum Navibus Bellicis, ſive publicæ fuerint, ſive eorum qui ſpecialia Diplomata obtinuerint, ſive tempeſtatis vi, aut Maris periculo evitando intraverint, ſive ut Naves reparent, aut commeatum coëmant, modo ſex Navium Bellicarum numerum non excedant, ſi ſua ſponte intraverint, nec diutius in Portubus aut circa Portus hærebunt quam ad Navium reparationem, coëmenda Victualia, aliaque neceſſaria opus fuerit; & ſi majori Navium Bellicarum numero data occaſione ad ejuſmodi Portus velint accedere, iis intrare nequaquam erit licitum, niſi data primum tempeſtiva per Litteras notitia de illarum adventu, & prius impetrata ab iis venia, ad quos Portus prædicti pertinuerint. Si vero vi tempeſtatis vel alia urgente neceſſitate ad Portum quærendum compulſæ fuerint, in tali caſu abſque ullo indicio vel notitia præcedente, Naves ad certum numerum reſtringendæ non erunt, hac tamen conditione, quod illarum Præfectus ſtatim ab ipſarum appulſu ſummum Magiſtratum, vel iſtius loci, Portus aut Oræ ad quem appulerint Præfectum de ſui adventus cauſa certiorem faciat, nec diutius ibi hærebit, quam ipſi a ſummo Magiſtratu vel Præfecto permiſſum erit, nihilque hoſtile in Portubus in quos ſe receperit, aut quicquam in præjudicium iſtius ad quem pertinuerint Confœderati faciet aut molietur.

XXXI. Subditis amborum Regum Incoliſve Regnorum aut Terrarum illis obedientium licitum non erit ab aliquo Principe vel Statu, cui cum alterutro Fœderatorum diſcordia aut Bellum apertum erit, Litteras Patentes, quas Commiſſiones vocant, aut Repreſſalia impetrare multo minus vi iſtarum Litterarum Subditos alterutrius aliqua moleſtia aut damno afficere, uterque dictorum Magnæ Britanniæ & Daniæ Regum Subditos quiſque ſuos ſtricte prohibebit ullas ejuſmodi Commiſſiones ab aliis Principibus, aut Statibus obtinere vel accipere, ſed quantum in ipſis erit, deprædationes omnes virtute talium Commiſſionum fieri omnino vetabit.

XXXII. Si quæ Navis aut Naves, quæ Subditorum alterutrius Regni fuerint, in alterius Portubus à quovis tertio capiantur, illi quorum in Portu aut quacumque Ditione prædictæ Naves captæ fuerint, pariter cum altera parte dare operam tenebuntur in prædictis Nave vel Navibus inſequendis & reducendis, ſuiſque Dominis reddendis, quod tamen fiet Dominorum impenſis, aut eorum quorum id intereſt.

XXXIII. Quod ſi etiam in Navibus ab alterutrius Confœderati Subditis captis & in Portum aliquem alterius adductis, aliqui Nautæ vel aliæ perſonæ reperiantur, quæ illius Confœderati, in cujus Portus, vel Flumina præda adducetur, Subditi fuerint, ab illis qui ipſos ceperint humaniter tractabuntur, & libertati protinus abſque ullo redemptionis pretio reſtituentur.

XXXIV. Quod ſi alterius Coronæ Navem Bellicam vel aliam quamdam Mercibus prohibitis onuſtam capere contingat, Præfectis qui illam ceperunt liberum non erit, ciſtas, tonnas, ſarcinaſque in ea contentas aperire vel reſcindere, neque etiam Mercium quid tranſportare vel aliquovis modo alienare, niſi illæ prius in Terram expoſitæ fuerint earumque coram Judicibus rerum Maritimarum confectum inventarium.

XXXV. Utque amborum Regum Subditorum ſecuritati eo uberius proſpiciatur adhibeaturque cautio, ne ulla ipſis violentia à prædictis Navibus Bellicis inferatur, omnibus Sereniſſimi Magnæ Britanniæ Regis Navium Bellicarum Præfectis, & aliis quibuſcumque ejus Subditis, ſevere injungetur, & mandabitur, ne moleſtia aut detrimento ullo Subditos Sereniſſimi Regis Daniæ afficiant, ſecus ſi fecerint, in perſonis & bonis omnibus tenebuntur, donec de detrimento ab ipſis illato & in commodis omnibus exinde perceptis & percipiendis debita ac juſta conſecuta fuerit ſatisfactio & compenſatio, ſimiliter omnibus Sereniſſimi Regis Daniæ, Navium Bellicarum Præfectis & aliis quibuſcumque ejus Subditis ſevere ſub iiſdem pœnis injungetur, & mandabitur, ne moleſtia aut detrimento dictos Regis Magnæ Britanniæ Subditos afficiant, præviſo tamen quod omnes prædictæ actiones juſto & legitimo Proceſſu in Curia Admiralitatis utriuſque Regis examinari & judicari debeant, ſive ſi Partium alterutri qui extraneus fuerit in iſto loco ubi controverſia fuerit peragenda, potius viſum fuerit, coram certis quibuſdam Commiſſariis, quos uterque Rex, ſtatim atque implorati fuerint, hunc in finem conſtituent, examinabuntur. Ita ut Proceſſus hac ratione non ſolum abſque plurimis ſumptibus pertractari, ſed etiam ad ſummum intra 3. menſes finiri poſſit.

XXXVI. Ambobus Regibus curæ erit, ut Judicia & Sententiæ de rebus in Mari captis ad Juſtitiæ & æquitatis præceptum ab hominibus non ſuſpectis & non intereſſatis ferantur, latæque à Judicibus hujuſmodi Sententiæ ſecundum formam & tenorem ſuum, ut legitimæ Executioni dentur, ambo quoque Reges ſuis locis mandabunt atque præcipient.

XXXVII. Si alterutrius Regis Legatos ſive quoſvis alios Miniſtros publicos apud alterum Regem commorantes de ejuſmodi Sententiis conqueri contigerit, Rex apud quem conqueſtio fiet, dicta Judicia & Sententias in Conſilio ſuo revideri & examinari curabit, ut appareat, utrumne ſecundum Leges hujus Fœderis, adhibitis cautionibus peracta ſint omnia, neceſſariaque, ſi contrarium contigerit, adhibeantur remedia, quod intra trium ad ſummum menſium tempus fieri debet; neque tamen vel ante prolatam primam Sententiam, vel poſtea durante reviſionis tempore, bona de quibus quæſtio erit, è Navibus exponere aut vendere & diſtrahere licebit, niſi id forte Mercium corruptionis cauſa fieri contingat.

XXXVIII. Memoratorum Regum alter in alterius Aula ſuos habeat Miniſtros, in certis verò Portubus Conſules, ut tanto facilius per eos invicem communicari & proponi poſſint res, quas tam publico quam privato uniuſcujuſque commodo inſervire poſſe putaverint.

XXXIX. Nulla privata injuria Fœdus hoc ullo modo infirmabit, neque odium aut diſſidia inter prædictas Nationes ſuſcitabit, ſed quilibet de facto ſuo proprio reſpondebit, deque eo tenebitur, neque per repreſſalia, aut alios ejuſmodi odioſos Proceſſus aliter id luet, in quo alter aliquid deliquerit, niſi Juſtitia denegabitur, aut plus juſto differetur, in quo caſu Regi illi, cujus Subditus damnum & injuriam paſſus eſt, licitum erit, juxta Juris gentium Leges & præſcripta omni modo procedere, donec facta fuerit læſo reparatio, modo tamen alterum ante Regem debito modo admonuerit.

XL. Item concordatum eſt, quod ſi Gens Belgica, vel alia quæcumque Gens, Suedica Gente tantummodo excepta, aliqua meliora Pacta, Conventiones ſive Privilegia, quam ea quæ in hoc Tractatu continentur, a Domino Rege Daniæ hactenus obtinuit, vel in futurum obtinebit, quod eadem talia & conſimilia Domino Regi Magnæ Britanniæ & Subditis ſuis communicentur,

Anno
1669.

tur, & cum effectu concedantur liberè & cum omni plenitudine,& è contra ſi Gens Belgica vel aliaquæcumque Gens aliqua meliora Pacta, Conventiones,exemptiones ſive Privilegia, quam ea quæ in hoc Tractatu continentur, a Domino Rege Magnæ Britanniæ obtinebit, quod eadem talia & conſimilia Domino Regi Daniæ & Norwegiæ & Subditis ſuis communicentur liberè & cum omni plenitudine concedantur.

XLI. Concordatum etiam eſt, quod per nulla Pacta, Conventiones, Articulos, ſive Capita, in præſenti Fœderis Tractatu contenta ullo modo præcedentes Tractatus aut Fœdera inter prædictos Confœderatos aut ſuos Prædeceſſores Reges, tam pro Regnis Magnæ Britanniæ quam pro Hæreditariis Regnis Daniæ & Norwegiæ, reſpectivè antehac ſancita, cenſeantur ſublata & antiquata, ſed ut ea perpetua maneant in priſtino ſuo robore, firmitate & vigore quatenus non ſunt contraria aut repugnantia præſenti Fœderi aut Articulorum alicui in eo contento.

XLII. Denique conventum, concordatum & concluſum eſt, quod prædicti Sereniſſimi Principes & Reges omnia & ſingula Capita in præſenti Tractatu contenta & ſtabilita ſincerè & bonâ fide obſervabunt, perque ſuos Subditos & Incolas obſervari facient neque illis directè vel indirectè contravenient, aut a ſuis Subditis vel Incolis contraveniri permittent, omniaque & ſingula ut ſupra conventa per Litteras Patentes manibus ſuis ſubſcriptas, Magnis Sigillis ratihabebunt & confirmabunt in ſufficienti, validâ & efficaci formâ conceptas & exaratas, eaſdemque reciprocè intra tres menſes poſt datum præſentium tradent, ſeu tradere facient bona fide,realiter & cum effectu. In quorum omnium fidem omnia & ſingula ut ſupra ſunt contenta manibus noſtris ſubſcripſimus Sigilliſque munivimus. Dabantur apud Weſtmonaſterium 29. die menſis Novembris Anno Domini 1669.

(L.S.) RUPERT.
(L.S.) ORMOND.
(L.S.) ARLINGTON.
(L.S.) HOLLIS.
(L.S.) ASHLEY.
(L.S.) TH. CLIFFORD.
(L.S.) G. J. TREVOR.

LVI.

1670.
1. Mars.

Revers donné par les Deputés des Eſtats Generaux des PROVINCES-UNIES, *à Don* ESTEVAN DE GAMARRA, *Ambaſſadeur d'*ESPAGNE, *au ſujet d'une Obligation de* 500. *mille Livres, qui devoit ſervir au payement des* Subſides *promis à la* SUEDE. *Fait à la Haye le* 1. *Mars* 1670. [Tiré des Archives de l'Ambaſſade d'Eſpagne en Hollande, du tems du Roi CHARLES II.]

NOUS ſouſſignés Deputés des Eſtats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas, confeſſons avoir reçû des mains de Monſieur Don Eſtevan de Gamarra, Ambaſſadeur du Roy d'Eſpagne, une Obligation du Sr. Nicolas Rochus Van Capelle, datée à Amſterdam le 16 jour de Septembre de l'année paſſée, contenant confeſſion qu'il a en ſon nom à la Banque d'Amſterdam, la Somme de cinq cents mille Livres à la diſpoſition de Monſieur le Conneſtable de Caſtille, & puis que ledit Sr. Van Capelle ne debourſera par proviſion, que la Somme de quatre cents, quatre vingts mille Livres en la même Banque, ſuivans l'ordre paſſé aujourd'hui pour cet effet par ledit Sieur Ambaſſadeur de Gamarra, en ſuite d'une Lettre eſcrite par ledit Sieur Conneſtable de Caſtille, audit Van Capelle en date du premier Fevrier paſſé, & deux Quitances Notariales de même teneur, paſſées par lui le 12. du même mois, nous avons promis, comme nous promettons par ces preſentes,de faire tenir audit Sieur Ambaſſadeur de Gamarra, une autre Obligation dudit Sieur Van Capelle du ſurplus, ſçavoir de vingt mille Livres en la même Banque, couchée au reſte en mêmes termes que la premiere qui nous a eſté miſe en main. Fait à la Haye le premier jour de Mars 1670.

Anno
1670.

LVII.

17. Mars.

Puncta Approbatæ Pacificationis Andruſovienſis de Anno 1667. *inter Regnum* POLONIÆ, *&* *Imperium* MOSCHOVITICUM *per utriuſque Magnos cum plenaria Poteſtate Legatos & Commiſſarios concluſa. Actum Radzini* 17. *Martii Anno* 1670. [CHWALKOWSKY, *Jus Public. Regni Poloniæ* pag. 384.]

POſt *Titulos.* Significamus, quod cum vigore Pacificationis pro debito ſuo uterque Magnus noſter Princeps ſatisfacturi Pactis Andruſovienſibus, fide reciproca corroboratis, ac declaraturi immutabilem ſuam firmandæ perpetuæ Pacis propenſionem, ad locum hujus Congreſſus nos ſuos Magnos cum plenaria facultate Legatos & Commiſſarios cum Literis ſuis Plenipotentiarum miſiſſent.

Nihilominus quamvis ex Mandato utriuſque noſtri Magni Principis multis Congreſſibus Andruſoviæ inſtitutis ſtudia noſtra impendiſſemus, quomodo inter utrumque Magnum Principem, eorundem Dominia & Nationes, perpetuus amor & amicitia renovaretur, atque Sancta Pax temporibus perpetuis duratura probe fundata conſtitueretur;

Attamen mutuæ noſtræ perpetuæ Pacis ſtabiliendæ cura conſummationem noſtram in præſenti Commiſſione, propter incidentes magnas difficultates, obtinere nequierint. Ut vero toti Orbi oſtenderemus, quod magna in cordibus utriuſque noſtri Magni Principis de pacificanda Chriſtianitate & renovanda fraterna charitate pronitas radicata ſit, quidquid ad roborationem firmorum & juratorum Pactorum & ad induendam executionem illorum pertinuit, in præſentia conſtituimus.

Et primo, Pacta Androszovienſia Anno 1667. inita, primitusque ab utrinque Magnorum Plenipotentiariorum Legatorum ac Commiſſariorum, & poſtmodum ipſimet utriuſque Magni noſtri Principis reciprocis juramentis firmata, tum quoque Ordinationes Legatorum poſt jurata Pacta Andruſovienſia in Urbe Moſcua tranſactæ, & jurejurando Legatorum ab utrinque roboratæ, in omnibus Punctis, Clauſulis, & Paragraphis, prout in ſe ſonant, ſine ulla mutilatione, aut ſiniſtra interpretatione, firmiter & inconcuſſe per omne tempus Annorum Induciis præfinitorum, vigore connecti deſuper Inſtrumenti conſervari debent.

Et quandoquidem conjunctio virium mutuarum, utriuſque noſtri Magni Principis principaliter in Tractatu Androszovienſi, & poſt etiam Tranſactione Legatorum in Urbe Moſcua ſufficienter deſcripta eſt, atque mutuo jurejurando Legatorum & Literis Principum ratihabita eſt: proinde nequicquam ab hoc Sancto & Chriſtiano opere recedendum, & nihil immutandum, uterque noſter Magnus Princeps vigore Tranſactionis Legatorum eandem ſe obſervaturos ab hoc tempore ſpondent.

Quæ conjunctio conſenſu placita, & in Tranſactione Legatorum deſcripta, ne aliquam dubitationem habeat; proinde illam uterque noſter Magnus Princeps aſſiſtentibus Magnis Legatis qui ab utrinque,vigore Pacificationis Andruſovienſis cum fraternis congratulationibus de felici regimine Gentium ſuarum, cumque confirmationibus Sanctæ hujus Pacis & Pactorum juratorum, intra ſex menſes, à tempore præſenti computandos, miſſi fuerint, juramentis ſuis Regiis ratihabebunt, & roborabunt. De iis verò Magnis Legatis mittendis ab utrinque ſervata conſuetudine per Internuncios mutuos requiſitio fiet.

Iſti verò noſtri utriuſque Principis Magni Legati, cum ad locum convenientem limitaneum pervenerint, prævia ſalutis nunciatione convenient, invicem monſtrabuntque mutuò Principum confirmatorias Litteras, ut ſint in omnibus de verbo ad verbum vigore anteriorum & præſentium Tranſactionum conformes, Sigillis Principum munitæ, lectis his Literis, conformibuſque adinventis, Frater Fratri Copias illarum communicabit, atque tum demum ad Principes Magnos ambo Legati iter ſuum dirigent.

Quibuſcunque verò Punctis Andruſovienſis & Commiſſorialis Tranſactionis jurejurando firmatis hucuſque intra præſtitum diem ſatisfactum non eſt, & effectu ſuo deſtituuntur, & quorum etiam in præſenti Commiſſione Paci-

Pacificatio & executio non ſtetit: proinde proclives exiſtentes ad media S. R. Majeſtatis & Reipublicæ Magnis Legatis & Commiſſariis erga ipſius Moſchoviæ Majeſtatis Magnum Plenipotentiarium Legatum, in congreſſibus, in ſcriptis, & ablegationibus declarata hoc eſt, ut difficultates iſtas, aut ad Legationem proximam, aut ad aliud aliquod tempus differremus. Ideoque omnia iſta non adimpleta Andruſovienſis & Commiſſorialis Tranſactionis Puncta circa Legationem iſtam DEO dante futuram ſuperiusque memoratam tranſigi, pacificari & ad effectum, & ad executionem deduci debebunt. Illic quoque modus quàm efficaciſſimus de eripienda ex manibus Mahometanum omni Ukraina, impedienda protectione, vindicandoque utriusque noſtrum Dominio ab illorum incurſionibus, tum quoque reducendis ad debitum obſequium Coſacis, & cogendis ad ſubjectionem rebellibus adinvenietur. Eoque vigore conjunctionis juratæ ad effectum deducetur. His itidem remedia de alliciendis Mahometanis ad vicinalem amicitiam remedia adinveniri debebunt.

Juramentum Principum.

NOs Sereniſſimus & Magnus Rex Michael Dei gratia, Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithnaniæ, Ruſſiæ & aliorum. Juramus Deo in Trinitate uni in hoc, quod omnia, quæcunque fraternæ conjunctionis cum Fratre noſtro Dei gratia Magno Principe Czaro & Magno Duce Alexio Michaylowicz, totius Magnæ, Parvæ & Albæ Ruſſiæ, unico Domino, latiſſimorumque Principatuum & Terrarum Orientalium, Occidentalium, Severiæque Succeſſore, Hærede, Principe & Domino, cum Czarea Majeſtate, in Commiſſorialibus ad Urbem Moſcuam Tranſactionibus Anno 1667. initis per Magnos Legatos ab utrinque delegatos & miſſos ordinata, conſcripta & Juramentis firmata ſunt, ea omnia vigore Andruſovienſis & Anno præſenti 1670. concluſæ & juratæ Pacificationis per nos Magnum Regem, & Succeſſores noſtros & Rempublicam in omnibus Punctis adimplebuntur & realiter obſervabuntur. In quo quam fideliter juramus, ita nos Deus adjuvet & Sancta ejus Paſſio.

Ex præſcripto hujus Rotæ Juramenti uterque Princeps jurabit.

LVIII.

4. Avril. *Teſtamentum Sereniſſimi Electoris Palatini* CAROLI LUDOVICI, *quo Sereniſſ. Duciſſa* AURELIANENSIS, *Sereniſſimo Electori* CAROLO *Fratri in univerſa Bona Allodialia, ſi ſinè liberis deceſſerit, ſubſtituitur. Actum, lectum & approbatum 4. April* 1670. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil IV. Abſatz I. pag. 732. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans THUCELIUS, in *Actis Publicis* Tom. III. pag. 189. Continuation des *Actes* & *Memoires* de la Paix de *Ryswick* pag. 81. en François. Il ſe trouve auſſi en François dans mon petit Recueil Tom. I. pag. 190. ſur une Copie qui m'avoit été communiquée de main ſûre.]

NOs CAROLUS LUDOVICUS &c. (tot. tit.) agnoſcimus & notum facimus per præſentes. Quod cum ſerio & maturè perpenderimus, Nos per ſpecialem Dei gratiam ac conſervationem in optima adhuc valetudine, pro qua maximas divinæ bonitati gratias agimus, ad ætatem iſtam perveniſſe, in qua præcipue etiam debeamus, una cum reliquis curis ac ſolicitudinibus, quas pro felicitate, incolumitate ac optimo Regimine noſtrarum Provinciarum, ac Subditorum, quibus præſumus, ſuſcepimus, de adornanda Domo cogitare, ut ſiquidem Deo placuerit, nos hac vita decedere, & Filius noſter Hæres Electoralis, & Filia noſtra Eliſabetha Carola, non ſolum, quid de illis noſtris per benedictionem divinam partis & acquiſitis Bonis Allodialibus unicuique pro ſuâ ratâ, ſine contradictione debeatur, & quibus gaudeant, ſed & Illuſtris noſtra dilectiſſima Raugravia, noſtrique ex ea progeniti liberi adhuc dum viventes, quid pro ratione ſtatus, in ſubſidium eis ordinaverimus, quo decenter vitam agere queant, de illis Allodialibus Bonis, ſciant pro certo, & ut adeò omnes omninò impoſterum rixæ ac diſceptationes, quæ horum cauſa oriri ſolent, tollantur, ac ceſſent. Quare hoc animo paterno ſumus in eos, ut ordinationem hanc de Bonis Allodialibus confecerimus, conſulto, ac maturo judicio pro facultate ac poteſtate Principis ac Patris in optima forma, qua id fieri poſſit, uti ſequitur. Volumus igitur,

Primò, ut omnia Clenodia noſtra, Picturas, Statuas, Equos, Arma & Armaturam, Bibliothecam, cæteraque omnia alia mobilia, quæ nobis vel per Parentes relicta, vel alias acquiſita, cujuſcunque etiam generis, & nominis ſint, excepto quod ex illis alibi donavimus, vel legavimus, aut etiam donabimus & legabimus inpoſterum, ea omnia per ſucceſſionem habebit noſter Filius & Hæres Electoralis, ejusque Hæredes, & hisce omnibus mortuis *Filia noſtra Eliſabetha Carola, ejuſque Hæredes habebunt & poſſidebunt perpetuò*, excepta Bibliotheca, Armis, & ad Armaturam pertinentibus, quæ apud Domum Electoralem manſura ſunt.

Secundò, activa debita, quæ nobis debentur extra Germaniam, quod concernit, penſiones ex Anglia perhibentur reſtare ad annum usque 1660. incluſive in Summa 125596o. Flor. & reſtantes pecuniæ ſubſidiariæ ex Francia 30000. Flor. dividentur æqualiter inter Filium noſtrum Hæredem Electoralem, & ejus Sororem Germanam Filiam noſtram Eliſabetham Carolam, ac poſt eorum obitum pervenient ad eorum legitimos Hæredes, æqualiterque inter eos dividentur; ſi vero ſine legitimis Hæredibus deceſſerint, revertentur hæc omnia ad Filios noſtros naturales, & poſt eorum obitum ad Filios eorum legitimos.

Tertiò, pecuniam quod attinet, quam commodavimus Cameræ noſtræ ac Ditionibus noſtris univerſis, quæ tamen neque ex reditibus noſtris, aut Dominiis fuit percepta, ſed aliunde acquiſita; quia nobis facultas ſemper fuit non ſolum ejusmodi pecunias noſtris liberis donandi, antequam in rem & utilitatem noſtrarum Regionum verterentur, eorumque in futurum commodum de iiſdem providendi, ſed etiam cum jam in utilitatem publicam verſæ ſunt, eas redhibere ac efficere, ut temporibus paulò melioribus nobis refunderentur; inconveniens ſiquidem eſſet noſtros liberos iisdem pecuniis nobis aliunde acquiſitis privari: quare ante omnia Filia noſtra Eliſabetha Carola ex paraphernalibus Electricis, quæ 24375. Flor. erant, eandem Summam accipiet.

Nempe - - - - - - - - - - - - - -	24375. Flor.
Per Donum gratuitum ex Helvetiis	9000.
De Pecuniis Suecicis ratione Satisfactionis datis.	14822.
Quæ pro redimenda Commiſſariatus vexatione expendimus - - - - - - - - - - - - - -	7658.
	55855. Flor.

Quam ſummam quinquaginta quinque millium octingentorum & quinquaginta quinque Florenorum, ut proprium quid habebit ac poſſidebit.

Ultra quam ſummam per anticipationem expendimus tenore extractus noſtræ Cameræ de Ære Anglicano	36000 Flor.
Item in annis 1652 & 1653. in Comitiis Ratisbonenſibus Præfecturæ Cæſareæ dedimus	37862. Flor.
Subſidiarias ex Gallia pecunias commodavimus	285000.
Item ex penſionibus Hollandicis	48000.
Ac tandem quæ dedit Generalatus Norimb.	24000.
Quæ addita efficiunt.	430862. Flor.
De hac vero Summa detrahantur	
Primo - - - - - - - - - - - - - -	90000. Flor.
Secundo - - - - - - - - - - - - - -	6000.
Tertio - - - - - - - - - - - - - - -	12000.
Quæ addita efficiunt - - - - - - - -	108000. Flor.

quos ſupra dicta noſtra dilectiſſima Raugravia jam dudum accepit, illique ad ſubſiſtentiam neceſſario debitam, tenore Pacti deſuper initi, tum etiam, quodcunque illa alias, vel pecuniæ, vel mobilium acceperit, manebunt, quibus debet eſſe contenta, acquieſcere, nec unquam inpoſterum prætenſionem habere in Electoratu Palatino, quemadmodum illa nobis etiam per Reverſales, de 30. Decembr. 1667. aſſecurationem hac de re extradidit.

Deductis verò de prædicta Summa 430862. Floren. prædictis 108000. Flor. reſtant 322862. Flor. inter liberos, quos ex dicta Raugravia ſuſcepimus, dividendi, ita tamen, ut, quia dilecto Filio noſtro Carolo Ludovico in Feudum dederamus Arcem Streichemberg, & Pagum Steppach, deducantur quindecies mille Floreni ad Filium noſtrum Hæredem Electoralem reverſuri. De reliquis 307862. Flor. prædictus Filius noſter Carolus Ludovicus centies mille Flor. & Filius noſter Carolus Edwardus 107862. Florenos accipient.

E Filiabus autem noſtris Carolina, Ludovica, Amelia Eliſabetha, & Friderica quæque viginti quinque millia Florenorum accipiet, ut verum bonum proprium & irrevocabile, ejuſque ad ſolutionem uſque ſortis integras uſuras percipient ad quatuor centeſimas.

Sexaginta duos autem menſes Romanos à Cæſarea Majeſtate anno 1653. Auguſtæ Vindelicorum nobis conceſſos, qui efficiunt 58156. Flor. quos tamen hactenus à Subditis ſive Clericis ſive Laicis ad eos ſolvendos obligatis nondum recepimus, & ſimiliter 1224426. Flor. pecuniarum Suecicarum ratione præſtandæ ſatisfactionis, quos anno 1650 Corona Suecica nobis aſſignavit & donavit, nec tamen hucuſque à Subditis noſtris fuêre ſoluti. Item quos prætendimus 37432. Florenos ratione expenſarum ad obtinendam Summam illam à Corona Suecica factarum, ac à nobis præſenti pecunia commodatarum, ut & illas pecunias & reditus pecuniarios, qui ex Domanialibus Cameræ ſolum, non autem de Tributo ac Subſidiis dependent ac proveniunt, & à nobis in utilitatem publicam noſtrorum Subditorum exſoluti ſunt, nec dum tempore noſtri deceſſus ex reditibus Cameralibus nobis refuſi; quos inter præcipue etiam numerari debent magnæ quantitates frumenti, vini, fœni, &c. quas tam in præcedentibus, quàm in præſentibus Belli motibus Militibus tradidimus, nec hucuſque tamen nobis fuerunt reſtitutæ; hæc omnia ſicut & cætera alia noſtra bona & Allodialia, & debita, niſi de his aliter diſpoſuerimus, cum Hæreditate noſtra Filius noſter & Hæres Electoralis ea omnia obtinebit, cum Jure ac poteſtate ea exigendi. *Ea autem ſine Heredibus maſculis decedente ad ejus Allodiales Heredes devolventur.* Supplemus autem de Superioritatis noſtræ Territorialis plenitudine, ac paterna inter liberos poteſtate, ſi huic forte diſpoſitioni deſuerint quædam Solennitates ad talem diſpoſitionem requiſitæ, omni meliori modo ac forma, qua fieri poteſt. In quorum fidem præſentes manu propria ſubſcripſimus, & Sigillo noſtro majori ſigillari fecimus. Actum, lectum, & approbatum die 4. Aprilis, Anno Chriſti 1670.

LIX.

Juill.

LA MOSCOVIE ET LA TARTARIE.

Traité de Paix entre le CHAM *de la Petite Tartarie &* ALEXIS MICHALEWICZ *Grand Duc de Moſcovie, fait au mois de Juillet* 1670. [*Theatrum Pacis*, Tom. II. pag. 540.]

I. COlatur inter Chamum Crimenſem Succeſſoreſve ejuſdem, atque inter Moſcoviæ Czarum & Regem Poloniæ firma & inviolabilis Pax.

II. Nullæ Turmæ Militares prædatoriæ (prout Chamus juratoriè cavit) Ukrainiæ moleſtæ ſint.

III. Ruſſiam nec Tartari nec Poloni, ſub ullo prætextu hoſtiliter invadent.

IV. Literæ ad Magnum Ducem perſcriptæ omnes ejus Titulos comprehendent.

V. Si Moſcis aut Polonis Bellum quiſpiam indicet, ejuſdem Authoribus auxilium nullum præſtetur.

VI. Caſu quo Tartari denuo erga Polonos hoſtiliter ſe gerent, declarat Chamus, quod eos propterea condignis pœnis afficere, & prædas captas ſine impenſis Polonis reſtituere velit.

VII. Stipulatur Czarus quod Chamo Tartarorum quotannis munera mittet.

VIII. Tartaris à Domino Zeremeth centum ſexaginta mille Imperiales, dimidietaſque eorum in Ducatis ſolventur.

IX. Abſtinet Chamus prætenſione Donativorum à tredecim annis abhinc exactorum.

X. Caſu quo aliqua adhuc Puncta in controverſiam vocata exiſtent aut dubia ſint, de his Chamus ad Czarum ſcribet.

XI. Legatis aut Commiſſariis, quos Magnus Dux ad Chamum, Crimam verſus mittet, de victu, & Domiciliis convenientibus provideatur.

XII. Si Tartarus ad Moſcum Legationem dederit, ea, præter Legationis Principes, duodecim ſolummodo perſonis conſtet.

XIII. Legatis aut Mercatoribus peregrinantibus liberum ſit, venire & abire ad beneplacitum. Et ſi quando à quibuſdam in itinere injuria aut vis illata iis fuerit, violatores hujuſmodi pœna corporali & capitali plectentur.

XIV. Poſt hos concluſos Articulos Moſci Tartaris ſexaginta mille Imperiales dono annuatim pendent.

XV. Pax hæc in Tartaria Crimenſi publicetur, & omnes illuc delatæ prædæ reſtituentur.

XVI. Tam Czarus, quàm Chamus, hanc Juramento firmatam Pacem ſuis manibus & Sigillis corroborent.

XVII. Moſcus Ratificationem hujus Juramento firmati Tractatûs cum donis quibuſdam Sultano Galgæ mittet.

XVIII. Quò Articuli hi Pacis innoteſcant & palàm fiant, Czarus in Mandatis dedit, ut Regi Poloniæ tranſmittantur.

Sequitur Juramentum, quod Legati Tartarici ſuper Alcoranum præſtiterunt.

EGo *Seſer Aga*, & Ego *Actmiſſa Athalig* juro per Creatorem Cœli & Terræ, quod omnia & ſingula ea, quæ ex Mandato *Chami* noſtri, ut & *Sultani Galgæ & Narraaini* cum aliis concluſimus, & manu noſtra, Sigillis & Juramento firmavimus, inter Chamum Tartariæ Crimmenſis, Czarum Moſcoviæ, & Regem Poloniæ conſtanter & inviolabiliter ſerventur. In fidem ejus Ego *Seſer Aga* in Moſcovia tam diu ſubſiſtam donec exſpectata Confirmatio Articulorum à Tartaria Crimmenſi adveniet: Et Ego *Athalig* ſummâ ope in id enitar, ut Moſcovici Legati Ratificationem Crimmenſem quàm citiſſimè naniſcantur. Ita nos adjuvet DEUS, qui eſt manetque ſemper & in æternum in præceptis ſuis verax, quod hæc omnia fideliter & ſine fraude ulla adimpleantur, DEUSQUE veritatem tuebitur, quæ ſuper Alcoranum hunc jurata fuit.

LX.

11. Juill.

ANGLETERRE ET DANEMARC.

Articles d'Alliance & de Commerce entre le Sereniſſime & tres-puiſſant Prince CHARLES SECOND, *par la grace de Dieu, Roi d'Angleterre, d'Ecoſſe, France, & Irlande, Deffenſeur de la Foy, &c. Et le Sereniſſime & tres-puiſſant Prince,* CHRISTIAN CINQUIEME, *par la grace de Dieu Roy de Danemarc, Norwege, &c. Conclu à Copenhague le* 11. *jour de Juillet,* 1670. [Manuſcrit.]

I. (r) QU'il y aura entre les deux Roys, leurs Heritiers & Succeſſeurs, comme auſſi leurs Royaumes, Principautez, Provinces, Eſtats, Pays, Iſles, Villes, Sujets & Vaſſaux de quelque qualité, & condition, qu'ils ſoient, par Terre & par Mer, Rivieres, Eaux douces, & en tous Lieux quelconques, tant en Europe, que hors l'Europe dès à preſent & à l'avenir, une ſincere, veritable & parfaite Amitié, Paix, & Alliance, de ſorte que l'une ni l'autre Partie ne faſſe aucun tort, dommage, ou prejudice, aux Royaumes, Principautez, Provinces, & Eſtats, ou aux Habitans, & Sujets de l'autre, ni ne ſouffre qu'il en ſoit fait aucuns, autant qu'il ſera en ſon pouvoir, mais plutoſt qu'ils vivront enſemble comme amis ſe traitans l'un l'autre avec bienveillance & reſpect, & avançant en toutes occaſions les intereſts & advantages l'un de l'autre, & de leurs Sujets, comme ſi c'eſtoient les leurs propres, & en prevenant & empêchant de tout leur pouvoir par leur advis, & aſſiſtance, qu'il leur ſoit fait aucun tort, dommage, & injure.

II. L'un, ni l'autre deſdits Rois, ni de leurs Heritiers, ne conſentira à aucune choſe, qui puiſſe eſtre au prejudice ou dommage de ſon Allié: Mais ſi l'un ou l'autre deſdits Roys, ſçait qu'aucune choſe ſoit propoſée, agitée ou projectée, qui puiſſe apporter du dommage à l'autre il ſera obligé de lui en donner advis, ſans

aucun

(r) Cette Copie n'eſt pas ſûre, & il paroit que ce n'eſt qu'un Extrait du Traité conclu à *Weſtmunſter* le 29. Novembre 1660, entre *Charles* II. Roi d'Angleterre & *Frideric* III. Roi de Dannemarc, qu'on a inſeré ci-deſſus dans ſa propre place. Mais il pourroit bien être que le même Traité fut renouvellé cette année 1670 par le nouveau Roi *Chriſtian* V. C'eſt auſſi pour cela que nous avons jugé à propos de le retenir en cet endroit.

Digitized by Google

Anno 1670.

aucun delay, & cependant l'empêcher & prevenir par toutes voyes poſſibles.

III. Leſdits Roys, tant pour eux que pour leurs Heritiers, & Succeſſeurs, s'engagent, & promettent reciproquement qu'ils n'aſſiſteront, ni ne fourniront aux Ennemis de l'une ou l'autre Partie, qui ſeront Aggreſſeurs, aucunes proviſions de Guerre, comme Soldats, Armes, Machines, Canons, Navires, ou autres choſes neceſſaires pour l'uſage de la Guerre, ni ne ſouffriront, que leurs Sujets en fourniſſent aucuns. Mais ſi les Sujets de l'un ou l'autre Prince, oſent agir, au contraire de ces preſentes, alors le Roy dont les Sujets en auront agi ainſi, ſera obligé de faire proceder contr'eux avec toute ſeverité, comme contre des ſeditieux & infracteurs de l'Alliance.

IV. Il eſt en outre convenu & accordé, que ſi en quelque temps que ce ſoit cy-aprés, aucun Prince, ou Eſtat, envahit, ou par aucune voye ennemie entreprend ſur les Royaumes Hereditaires, Provinces, Pays, Villes, Iſles, Terres ou Seigneuries du Roy de Dannemarc, qu'il poſſede à preſent, le Roy de la Grand Bretagne aſſiſtera ledit Roy de Dannemarc, en temps & lieu, de tel nombre de Troupes par Terre, & de Navires de Guerre contre un tel Aggreſſeur, qu'ils ſuffiſent pour repouſſer la force & ſelon que l'eſtat des Affaires dudit Roy le demandera, & ledit Roy de la Grand Bretagne entreprendra, pour cet effect d'empêcher de tout ſon pouvoir, que par une telle invaſion, & violence le Roy de Danemarc ne ſoit en aucune maniere moleſté en ſes Royaumes, Seigneuries, ou Droits. Et ſi ledit Roy de la Grand Bretagne ou ledit Roy de Danemarc, contracte, ou fait aucune Ligue, Alliance, ou Union avec aucun autre Roy, Prince, Republique, ou Eſtat; ils tâcheront reſpectivement d'y faire comprendre l'un l'autre & leurs Eſtats, autant qu'il leur ſera poſſible s'ils deſirent y eſtre compris.

V. Il ſera permis aux Sujets des deux Roys, venir dans les Royaumes, Provinces, Villes, où l'on tient Foires & Marchez, Ports, & Rivieres l'un de l'autre avec leurs Denrées & Marchandiſes tant par Mer que par Terre en temps de Paix ſans Congé ni Paſſeport general ou particulier, & d'y ſejourner, & trafiquer en payant les Doüanes & Peages accouſtumez, reſervant toutes fois à l'un & l'autre Prince ſa Souveraineté & Juriſdiction Royale en ſes Royaumes, Provinces, Principautez & Terres reſpectivement.

VI. Il eſt néanmoins convenu & conclu, que les Sujets du Roy de la Grand' Bretagne ne viendront en aucune maniere dans les Ports deffendus, dont on a fait mention dans les Traitez precedens, ni dans les Colonies ſans avoir auparavant demandé & obtenu, le Congé particulier du Roy de Danemarc, à moins qu'ils ne fuſſent contraints d'y relâcher, & entrer par neceſſité de tempeſte ou par la pourſuite des Pirates, auquel cas il ne leur ſera pas permis de rien vendre, ni acheter, de meſme que les Sujets du Roy de Danemarc ne viendront pas dans les Colonies Angloiſes, à moins que ce ne ſoit par un Congé particulier qu'ils ayent auparavant demandé & obtenu.

VII. Il ſera permis aux Sujets du Sereniſſime Roy de Danemarc, d'apporter dans leurs Magaſins, en Angleterre, Ecoſſe & Irlande, & dans les Ports du Roy de la Grande Bretagne, en Europe, les Denrées qui ſont à preſent, ou qui ſeront cy-aprés du creu, & production, de leurs Eſtats, Pays & Seigneuries, ſujettes au Roy de Danemarc, ou des Manufactures d'icelles, comme auſſi celles, qui viendront d'aucun endroit de la Riviere d'Elbe.

Il ſera permis de la meſme maniere, aux Sujets du Roy de la Grand' Bretagne, de faire venir, & de porter dans le Danemarc, la Norwegue, & dans les autres Ports, & Colonies du Roy de Danemarc, qui ne ſont pas deffenduës, toutes ſortes de Marchandiſes, qui ſont, & ſeront produites & fabriquées, cy-aprés dans les Royaumes, Pays, & Eſtats de l'obeïſſance du Roy de la Grand' Bretagne, & s'il arrive qu'en quelque temps que ce ſoit, cy-aprés, il ſoit permis à aucunes Nations eſtrangeres, d'apporter toutes ſortes de Denrées ſans exception, en Angleterre, en Ecoſſe, & en Irlande, & dans les autres Ports qui appartiennent au Roy de la Grand' Bretagne, la meſme choſe ſera auſſi permiſe aux Sujets du Roy de Danemarc: ce qui ſera permis de la meſme maniere aux Sujets du Roy de la Grand' Bretagne en pareille occaſion, dans les Ports & Colonies dependans du Roy de Danemarc.

Anno 1670.

VIII. Il eſt auſſi convenu & accordé que les Peuples & Sujets du Roy de la Grand' Bretagne, venans à naviger en aucun des Royaumes Hereditaires, Pays ou Seigneuries du Roy de Danemarc, & y traffiquer, ils ne payeront pas plus de Doüane, de Couſtume, de Tolle, ni autres Droits, ni en aucune autre maniere, que les Habitans des Provinces-Unies des Pays-Bas, & autres Eſtrangers (à l'exception de la Suede ſeulement) qui ont liberté d'y traffiquer en payant de moindres Droits de Couſtume, payent ou payeront cy-aprés, & en y allant, y retournant, ou y ſejournant, comme auſſi en y peſchant & traffiquant, & en toutes autres choſes, ils jouiront des meſmes Libertez, Immunitez & Privileges, que les Peuples d'aucuns Pays eſtrangers, qui demeurent & trafiquent dans leſdits Royaumes, & Eſtats du Roy de Danemarc, jouiſſent ou jouiront cy-aprés, & d'autre coſté les Peuples & Sujets du Roy de Danemarc auront & jouiront des meſmes Privileges dans les Pays & Terres du Roy de la Grand' Bretagne, c'eſt-à-dire, que les Peuples & Sujets du Roy de Danemarc qui navigeront ou traffiqueront en aucun des Royaumes, Pays, ou Seigneuries du Roy de la Grand' Bretagne, ne payeront pas plus de Doüane, de Couſtume, de Tolle, ny autres Droits ny en aucune autre maniere, que les Habitans des Provinces-Unies, ou autres eſtrangers qui y traffiquent en payant de moindres Droits de Couſtume, en payent ou payeront en y allant, retournant & y ſejournant, comme auſſi en y peſchant & trafiquant, & en toutes autres choſes, ils jouiront des meſmes Libertez, Immunitez & Privileges dont jouiſſent, & jouiront dans leſdits Royaumes & Eſtats du Roy de la Grand' Bretagne, les Peuples d'aucun autre Pays eſtranger. Mais de telle ſorte que le Pouvoir de chaque Roy d'eſtablir, ou de faire quelque changement dans les Doüanes, ou autres Droits ainſi qu'ils en verront l'occaſion, dans leurs Royaumes, Pays, Eſtats, & Ports, demeure plein & entier, & en ſa force & vertu, pourvû que ladite égalité ſoit exactement obſervée de part & d'autre.

IX. Il eſt auſſi accordé qu'aprés que les Sujets de l'un & l'autre Roy, auront fait entrer leurs Marchandiſes, dans les Eſtats de l'autre, qu'ils en auront payé les Doüanes accouſtumées & en auront ſouffert la viſitation, il leur ſera libre & permis de faire porter leſdites Marchandiſes, dans leurs propres Magaſins, ou Celliers, ou dans les Lieux qu'ils jugeront le plus à propos, & les plus commodes, & les y garder, & aucun Magiſtrat, ni autre Officier, ne pourra pas les obliger à ſe ſervir d'aucuns autres Magaſins, ou Celliers, ſi ce n'eſt de leur contentement.

X. Les Sujets de l'une & l'autre Couronne, traffiquans ſur les Mers, & naviguans prés des Coſtes de l'un ou de l'autre Royaume, ne ſeront pas obligez d'entrer dans aucun Port, vers lequel ils ne feront pas leur route, mais auront la liberté de pourſuivre leur voyage, où il leur plaira, ſans aucune detention, ni empêchement, & s'ils ſont contraints de relâcher dans les Ports, par la tempeſte, & qu'ils y demeurent, ils ne ſeront point obligez d'y décharger leurs Marchandiſes, ou d'y échanger, ou debiter aucune partie d'icelles, mais il leur ſera permis d'en diſpoſer, ainſi qu'ils adviſeront bon eſtre, & de faire telle autre choſe, qu'ils jugeront eſtre le plus à leur advantage; pourveu qu'il ne ſe faſſe rien qui tende à frauder les Droits & Doüanes de l'un ou l'autre Prince.

XI. Il a eſté auſſi accordé qu'aprés que les Planches, Maſts & autres ſortes de Bois de Charpente, auront eſté une fois embarquées ſur les Navires des Sujets, ou Peuples du Roy de la Grand' Bretagne, elles ne ſeront plus expoſées à aucune autre viſitation, mais toutes les viſites, & recherches ſeront faites auparavant; & ſi alors, on y trouve aucun Bois de Cheſne, ou autre Bois de Charpente deffendu, il ſera incontinent ſaiſi & arreſté ſur les Lieux; avant qu'il puiſſe eſtre mis à bord des Navires, & les Sujets, ni Peuples du Roi de la Grande Bretagne, ne pourront pour ce ſujet eſtre moleſtez en leurs Perſonnes ou Biens, par arreſt, ou autre detention quelconque, mais il n'y aura ſeulement, que les Sujets du Roy de Danemarc, qui ſe ſeront mêlez de vendre & aliéner de tel Bois defendu qui ſeront duëment punis.

XII. Il a eſté auſſi conclu & accordé, que tous Navires appartenans aux Sujets du Roy de la Grand' Bretagne, & aux Marchands, en paſſant par le Sond dependant du Sereniſſime Roy de Danemarc, & de Norwege; &c. jouïront du Benefice & Privilege, de differer le payement de leurs Peages, juſqu'à leur retour de la meſme maniere qu'ils en ont joüi par le paſſé avant la derniere Guerre, à la charge toutesfois que leſdits Navires, & Marchands, apporteront avec eux des Certificats ſcellez du Seel des Officiers du Roy de la Grande Bretagne, à ce deputez, par leſquels il apparoiſſe que leſdits Navires appartiennent aux Sujets du Roi de la Grande Bretagne comme auſſi qu'avant leur paſſage, ils donneront bonne & ſuffiſante caution, pour le payement deſdits Droits de Doüane en un lieu convenable pour les Receveurs deſdites Droits à leur retour, ou dans l'eſpace de trois mois au plus tard, au cas qu'ils ne retournent pas; Si mieux ils n'aiment de payer comptant leſdits Droits, au temps de leur premier paſſage

XIII. Item, on eſt convenu à l'égard de toutes les Marchandiſes, que les Sujets du Roi de la Grand' Bretagne mettront à Terre à Elſeneur, dans la ſeule vuë d'être de nouveau transportées en leur entier dans les Vaiſſeaux, qu'ils payeront les mêmes Droits, & non plus, qu'ont accoutumé de payer les Hollandois, & autres Etrangers en pareil cas; ce qui reciproquement ſera obſervé de la même maniere en Angleterre envers les Sujets du Roi de Danemare & de Norwegue.

XIV. Il a eſté auſſi accordé, que les Navires & Sujets du Roy de la Grande Bretagne, auront leurs Dépeſches à Elſeneur, auſſi-toſt qu'ils y arriveront, ſans aucun delay, & ſans qu'aucuns autres Navires de quelque Nation qu'ils ſoient puiſſent eſtre expediez devant eux par preference, à l'exception toutesfois des Habitans de certains Lieux, qui en ont anciennement obtenu le Privilege dont ils jouiſſent encor à preſent.

XV. S'il arrive qu'aucun Sujet de l'un ou l'autre Prince vienne à décéder, dans les Eſtats, ou Terres de l'autre, il lui ſera permis de diſpoſer de ſes Biens, ſoit en argent, ou Marchandiſes, de telle maniere qu'il lui plaira: Et ſi aucun Sujet vient à mourir dans les Royaumes, ou Provinces de l'autre Prince, ſans en avoir fait aucune diſpoſition, les Biens Meubles & Immeubles qu'il aura laiſſez de quelque nature & eſpece qu'ils ſoient, ſeront fidelement conſervez aux Heritiers pour leur uſage & pour le payement des Debtes que le deffunct aura eſté juſtement obligé de payer, & pour cette fin, auſſitoſt qu'aucun Sujet de l'un ou l'autre Prince, ſera décédé, dans les Eſtats de l'autre Prince, le Conſul ou Miniſtre public, qui y ſera reſident en ce temps-là, aura Droit de prendre poſſeſſion dudit Argent & Biens, & en fera un Inventaire devant quelque Magiſtrat du Lieu: Leſquels Biens demeureront par aprés en ſes mains, pour en rendre compte aux Heritiers & aux Créanciers comme dit eſt, mais s'il n'y a pas là de Conſul, ou de Miniſtre public, il ſera permis à deux Marchands du meſme Pays que celuy du deffunct, de ſe mettre en poſſeſſion des Biens par luy delaiſſez, pour les conſerver & en rendre compte, de la meſme maniere, aux Heritiers & Créanciers: ce qui doit eſtre toutesfois entendu de telle ſorte qu'aucuns Papiers, ni Livres de comptes, ne doivent pas eſtre repreſentez au Magiſtrat, mais ſeulement les Biens, & Marchandiſes réelles du décédé: & que ledit Magiſtrat ſera obligé dans l'eſpace de quarante huit heures, aprés la Notification & Requeſte qui luy en ſera faite, d'eſtre preſent à l'Inventaire qui ſera fait, ſi non, à faute de ce faire, ledit Inventaire ſera fait ſans luy.

XVI. Il ſera permis à l'un ou à l'autre des Alliez & leurs Sujets, ou Peuples de trafiquer avec les Ennemis de l'autre, & de leur porter, ou fournir toute ſorte de Marchandiſes (à l'exception ſeulement, de celles qui ſont deffenduës qu'on appelle de Contrebande) ſans aucun empeſchement, à moins que ce ne ſoit dans des Ports, ou Places aſſiegées par l'autre: ce que toutesfois s'ils faiſoient, il leur ſera permis de vendre leurs Marchandiſes aux aſſiégeans, ou de ſe retirer en quelqu'autre Port, ou Place qui ne ſera pas aſſiegée.

XVII. Il a eſté auſſi accordé qu'il ſera libre, & permis aux Sujets de l'un, ou l'autre Prince, trafiquans dans les Etats ou Ports de l'autre, d'y demeurer, & ſejourner, pour y acheter, & vendre des Marchandiſes ſans aucune preſcription, ou limitation de temps, qui pourroit leur eſtre ordonnée par aucun Officier ou Magiſtrat deſdites Seigneuries, ou Ports, en payant les Droits accouſtumés pour toutes les Denrées & Marchandiſes qu'ils y porteront, ou en remporteront, & il a eſté en outre ſtipulé, qu'on ne trafiquera point avec d'autres perſonnes que des Citoyens ou Bourgeois de quelque Cité, ou Ville, de l'eſtenduë des Royaumes de Danemare, ou de Norwege, & que ce ne ſera qu'en gros, & non pas en détail, ou par parcelles.

XVIII. Il a été en outre convenu & conclu, que pour un plus grand avancement du Trafic & Commerce, & pour éviter entierement toutes fraudes & diſputes, qui pourroient arriver entre les Officiers des Ports, & les Marchands, que tous & chacuns les Droits ſeront demandez & payez conformément au Tarif imprimé, dans lequel ſeront compris tous les Droits & Impoſitions, qui doivent eſtre payées tant pour les Marchandiſes dans les Ports reſpectifs, que pour le paſſage par le Sond. Et afin que cela puiſſe eſtre obſervé plus exactement, les deux Roys ne deffendront pas ſeulement à leurs Officiers & Collecteurs, de leurs Doüanes, ſous des peines les plus ſeveres, de faire aucune choſe, qui puiſſe éluder l'effect de cette Convention, mais encore, de cauſer aucun trouble, ni de faire aucun tort aux Sujets de l'un & l'autre Roy, par aucune moleſtation ou exaction.

XIX. Il a eſté en outre conclu & accordé que le Roy de Dannemare ordonnera que les Controlleurs de ſes Doüanes, ou d'autres Officiers, ſoient établis Commiſſaires, pour remeſurer tous les Navires appartenans aux Sujets du Roy de la Grande Bretagne, trafiquans en Norwege ſuivant leur port, & leur grandeur, de ſorte que ce qui n'a pas eſté juſqu'icy deuëment obſervé, puiſſe eſtre à l'avenir remis en meilleur ordre.

XX. Mais de peur que cette liberté de Navigation, ou de paſſage, d'un Allié, & de ſes Sujets, & Habitans, durant la Guerre, que l'autre pourroit avoir par Mer ou par Terre, contre aucun autre Pays, ne porte pas prejudice à l'autre Allié, & que les Denrées & Marchandiſes appartenantes à l'Ennemi ne puiſſent eſtre frauduleuſement recelées, ſous pretexte d'eſtre en amitié, afin d'empêcher les fraudes, & ôter tout ſoupçon, on a trouvé à propos, que les Navires, Marchandiſes, & les Hommes de l'Equipage appartenans à l'autre Allié, ſoient munis de Lettres, de Paſſeports, & de Certificats en leur paſſage, & Voyages, les Formulaires deſquelles doivent eſtre ainſi qu'il enſuit.

Charles Second par la grace de Dieu, Roy de la Grand Bretagne, &c. Chriſtian Cinquiéme par la grace de Dieu, Roi de Dannemare & de Norwege, &c.

Soit notoire à tous & chacuns qui nos preſentes Lettres de Paſſeport verront, que, ... noſtre Sujet & Citoyen de noſtre Cité de . . . . . nous a humblement repreſenté que le Navire nommé . . . . . du port de . . . . Tonneaux . . . . . luy appartient, & à quelques autres de nos Sujets, & qu'ils en ſont les ſeuls Proprietaires, & qu'il eſt de preſent chargé de Denrées, qui ſont contenuës en un Billet des Officiers de nos Doüanes, que le Navire a à bord, & qu'il appartient à nos Sujets, ou à d'autres intereſſez, qui ſont en Neutralité & eſt prêt à partir du Port de . . . . . pour aller en tel autre lieu, ou Lieux, où il pourra commodement trafiquer avec leſdites Marchandiſes qui ne ſont pas deffenduës, ni appartenantes à l'une ou l'autre des Parties en Guerre, ou bien trouver ſon fret, ce que noſtredit Sujet ayant atteſté par écrit ſigné de ſon ſeing, & affirmé par Serment être veritable ſous peine de confiſcation deſdites Denrées, nous avons jugé à propos de luy accorder nos preſentes Lettres de Paſſeport: & partant Nous prions & requerons tous Gouverneurs de Pays, & Commandans ſur Mer, Roys, Princes, Republiques, & Villes libres, & particulierement les Parties qui ſont preſentement en Guerre, & leurs Commandans, Admiraux, Généraux, Officiers, Maiſtres de Ports, Commandans de Navires, Capitaines, Fretteurs & tous autres qui ont quelque Juriſdiction par Mer, ou la garde d'aucun Port, qu'il luy arrivera de rencontrer, ou parmi la Flotte, ou Navires deſquels il luy arrivera de tomber, ou demeurer dans leurs Ports, qu'en vertu de l'Alliance & Amitié que nous avons avec aucun Roy ou Eſtat, ils ſouffrent ledit Maiſtre, avec le Navire . . . . . Perſonnes, Biens & toutes les Marchandiſes qui ſont ſur ſon bord, pourſuivre ſon Voyage, vers quelque lieu que ce ſoit, non ſeulement avec liberté, & ſans aucune moleſtation, detention ou empêchement, mais encore qu'ils luy rendent tous offices de civilité; comme à noſtre Sujet s'il y a occaſion, ce que nous & les noſtres ſerons prêts à reconnoiſtre en pareille ou autre occaſion. Donné le . . . . jour de . . . . de l'année . . . .

Nous

Nous le Preſident Conſuls & Senateurs de la Ville de . . . . . atteſtons & certifions que N. N, ... le . . . . . jour de . . . . . de l'année . . . . . eſt venu & comparu en perſonne devant nous . . . . . N. N. . . . . . Citoyen & Habitant de la Cité ou Ville de . . . . . . & ſous le Serment qu'il eſt obligé envers le Roi noſtre Souverain Seigneur, nous a declaré que le Navire ou Vaiſſeau, nommé . . . . . du Port de . . . . . Tonneaux appartient au Port, Cité, ou Ville de . : . . . en la Province de . . . . . & que ledit Navire luy appartient juſtement, & eſt de preſent prêt à partir directement du Port de . . . . . chargé des Denrées mentionnées au Billet qu'il a receu des Officiers des Douanes, & qu'il a affirmé par le Serment ſuſdit, que le Vaiſſeau cy deſſus nommé avec les Denrées & Marchandiſes, dont il eſt chargé, appartient ſeulement aux Sujets de Sa Majeſté, & ne porte point de Marchandiſes deffenduës qui appartiennent à l'une ou à l'autre des Parties, qui ſont à preſent en Guerre.

En temoignage dequoy nous avons fait ſigner le preſent Certificat par le Sindic de noſtre Ville, & y avons fait appoſer noſtre Sceau.

Donné, &c.

C'eſt pourquoy lors que les Marchandiſes, Denrées, Navires ou Hommes de l'Equipage de l'un, ou l'autre des Alliez, & de leurs Sujets & Habitans, rencontreront en pleine Mer, dans les Détroits, Ports, Havres, Terres, Places quelconques les Navires de Guerre, ſoit publics, ou particuliers, ou les Hommes de l'Equipage, Sujets & Habitans de l'autre Allié, en repreſentant ſeulement leſdits Paſſeports, & Certificats, on ne leur demandera rien de plus, & on ne fera aucune viſitation des Marchandiſes, Navires, ou Hommes, & ils ne ſeront en aucune autre maniere que ce ſoit, moleſtez ni troublez, & on ſouffrira qu'ils pourſuivent leur Voyage en toute ſeureté: Mais ſi on ne repreſente pas les Paſſeports & Certificats expediez en cette forme ſolemnelle & établis, & qu'il y ait quelqu'autre ſujet de ſoupçon juſte & apparent, le Navire ſera viſité, ce qui neanmoins eſt entendu, n'eſtre permis ſeulement qu'en ce cas là. S'il ſe commet aucune choſe contraire au veritable ſens de cet Article, par l'une ou l'autre Partie, contre l'un ou l'autre des Alliez, chacun deſdits Alliez ſera punir ſeverement ſes Sujets & Habitans, qui y auront contrevenu, & fera donner une pleine & entiere ſatisfaction, incontinent & ſans delay, à la Partie qui aura eſté moleſtée, & à ſes Sujets & Habitans pour tous leurs dommages & intereſts, & depens.

XXI. Il a eſté auſſi conclu & accordé, que tous Navires des Sujets & Habitans du Roy de la Grand' Bretagne, enſemble leurs Cargaiſons & Marchandiſes, paſſans par le Port de Gluckſtadt, ou autres Places, & Villes de l'obeiſſance du Roy de Danemarc ſcituées ſur la Riviere d'Elbe, tant en allant qu'en retournant, ſeront exempts & affranchis de toutes Douanes, Impoſts, viſitation, ſaiſie & moleſtation, excepté ſeulement le cas de viſitation en temps de Guerre, quand le Roy de Danemarc aura Guerre contre aucun autre Roy, ou Eſtat.

XXII. Si les Sujets de l'un, ou l'autre Prince ſont moleſtez, ou endommagez ſur les Terres de l'autre, alors le Roy du lieu ou l'injure aura eſté faite, prendra ſoin que Juſtice luy ſoit faite, ſuivant les Loix & Couſtumes du Pays, & que les coupables ſoient deuëment punis, & que la ſatisfaction ſoit donnée à la Partie moleſtée.

XXIII. Il a été auſſi accordé qu'aucuns Navires, Vaiſſeaux, ou Marchandiſes chargées ſur leſdits Navires de quelque eſpece, nature ou qualité qu'ils ſoient qui auront été pris, appartenans à aucuns des Sujets de l'un ou l'autre deſdits Roys, ſous quelque cauſe, ou pretexte que ce ſoit, ne ſera jugé de bonne priſe, à moins que ce ne ſoit par un examen judiciaire, & par un Procés intenté legitimement pour ce ſujet, dans une Cour d'Amirauté eſtablie pour les priſes faites ſur Mer.

XXIV. Les deux Parties feront rendre Juſtice avec toute équité, aux Sujets & Habitans l'un de l'autre, ſuivant les Loix & Statuts de l'un ou l'autre Pays, promptement & ſans aucunes longues formalitez de Juſtice, & depenſes qui ne ſont pas neceſſaires, en tous Procés & differens, tant ſurvenus dès à preſent, qu'en ceux qui pourront ſurvenir cy-aprés.

XXV. Arrivant que des Navires de l'un ou l'autre des Alliez & de leurs Sujets & Habitans, ſoit de Marchans ou de Guerre, échouent, ou ſoient portez ſur des écueils, ou ſoient contraints de ſe décharger, ou autrement faſſent naufrage, ſur les Coſtes de l'un ou l'autre Roy (ce qu'à Dieu ne plaiſe) leſdits Navires, avec leurs Agrez, Biens, & Marchandiſes, ou tout ce qui ſera ſauvé, ſera reſtitué aux Proprietaires & intereſſez, pourvû qu'eux, ou leurs Agents, & Procureurs, reclament leſdits Navires, & Biens, dans l'eſpace d'un an, & un jour, aprés le naufrage arrivé, ſauf toûjours les Droits & Douanes des deux Nations. Depuis les Sujets & Habitans demeurans ſur leurs Coſtes, & Rivages, ſeront obligez de venir à leur aide, en cas de peril, & de donner leur aſſiſtance autant qu'il ſera en leur pouvoir, & ils feront tous leurs efforts, ſoit pour delivrer le Navire, ou pour en ſauver les Biens, Marchandiſes & Agres, & toute autre choſe qui leur ſera poſſible, ou pour tranſporter en quelque lieu de ſeureté ce qui en ſera ſauvé, pour eſtre reſtitué aux Proprietaires, en payant le Droit de ſauvement, & en donnant telle recompenſe aux perſonnes par l'aide & diligence deſquelles leſdits Biens, & Marchandiſes auront été ſauvées & preſervées, qu'elles le meriteront. Et finalement, les deux Parties, en cas de tel accident, feront obſerver de leur part, ce qu'elles voudroient être fait, & obſervé de l'autre part.

XXVI. Les Maiſtres de Navires, leurs Pilotes, Soldats, Matelots, & autres Gens de Mer, comme auſſi les Navires mêmes ni les Denrées, & Marchandiſes dont ils ſeront chargés, ne pourront eſtre ſaiſis, ni arreſtez, en vertu d'aucun ordre general, ou particulier, ou pour quelque cauſe que ce ſoit, à moins que ce ne fût pour la deffenſe, & conſervation du Royaume, en quoy toutes fois n'eſt entendu de comprendre les ſaiſies & arreſts faits par authorité de Juſtice, pour de loyalles Debtes contractées, ou pour aucunes autres cauſes legitimes, pour raiſon deſquelles, il ſera procedé par voye de Droit ſelon la forme de Juſtice.

XXVII. Il ſera permis aux Marchands des deux Royaumes, leurs Facteurs, & Serviteurs, comme auſſi aux Maiſtres, & Mariniers de Navires de porter toute ſorte d'Armes portatives, tant offenſives, que deffenſives, tant ſur Mer, que ſur autres Eaux, comme auſſi dans les Ports, & ſur les Coſtes, & Terres de l'un ou l'autre Allié, en allant, retournant, & cheminant, pour la deffenſe de leurs Perſonnes, & Biens, de telle ſorte qu'ils ne donnent pas juſte cauſe de ſoupçon aux Commandans & Magiſtrats d'aucune Place, d'aucuns complots, ni cabales, contre le repos public, ou particulier.

XXVIII. Les Convois, ou Navires de Guerre, de l'une ou l'autre Partie rencontrans, ou atteignans en leurs Voyages, aucuns Navires Marchands, ou autres appartenans à l'autre Allié, ou à ſes Sujets, & faiſans la même route ſur, dans, ou hors l'Europe, ſeront obligez de les proteger & deffendre auſſi longtemps qu'ils continueront la meſme route enſemble.

XXIX. Pour plus grande ſeureté de Commerce, & liberté de Navigation, il a été conclu & accordé, que l'une ni l'autre Partie, autant que faire ſe pourra, & qu'il ſera en ſon pouvoir, ne ſouffrira qu'aucuns Pirates & Forbans publics ayent leur retraite, en aucun des Ports de l'autre, ni qu'aucuns des Habitans, & Sujets de l'un ou l'autre Prince les reçoivent en leurs Maiſons, leur fourniſſent aucuns Vivres, ou leur donnent aucune aſſiſtance; mais au contraire, qu'ils feront leurs efforts, pour faire en ſorte que leſdits Pirates & Forbans, leurs partiſans & complices, ſoient pris, apprehendez & punis, ſelon leur merite, & que les Navires & Biens, autant qu'on en pourra trouver, ſoient reſtituez aux Proprietaires legitimes d'iceux, ou leurs Agens, en faiſant deuëment apparoir du Droit qu'ils y auront, par une preuve certaine de Juſtice, en la Cour de l'Admirauté.

XXX. Il a été conclu & accordé qu'il y aura en tout temps libre accés, pour les Sujets & Habitans de l'une & l'autre Partie, dans les Ports & ſur les Coſtes des deux Princes, & qu'il leur ſera permis d'y demeurer, & d'en partir, comme auſſi de paſſer dans toutes les Mers & Territoires de l'un & l'autre Roy reſpectivement (ſans commettre aucun deſordre ni violence) non ſeulement avec des Navires Marchands, & de charge, mais encore avec des Navires de Guerre, équipez pour le compte public, ou pour les Commiſſions d'Armateurs particuliers, ſoit qu'ils entrent dans leſdits Ports par la neceſſité de la tempeſte, pour éviter le peril de la Mer, ou pour ſe radouber & acheter des Vivres, de telle ſorte qu'ils n'excedent pas le nombre

de

de ſix Navires de Guerre, lors qu'ils y cotreront de commun accord, & qu'ils ne demeurent pas dans les Havres, ou environs des Ports, plus longtemps qu'il ne leur ſera neceſſaire pour radouber leurs Navires, & pour y acheter des Vivres ou autres choſes neceſſaires, & s'ils ont beſoin d'entrer dans leſdits Ports avec un plus grand nombre de Vaiſſeaux de Guerre, il ne leur ſera pas permis de le faire ſans avoir donné avis de leur venuë auparavant par une Lettre, & ſans en avoir obtenu la permiſſion de ceux à qui leſdits Ports appartiennent: Mais ſi par la violence de la tempeſte, ou quelque autre urgente neceſſité, ils ſont contraints de relâcher dans un Port, en ce cas là, les Navires ne ſeront pas reſtraints à un certain nombre, quoy qu'ils n'ayent fait ſçavoir leur venuë auparavant: Mais neanmoins, à condition que leur Admiral, ou Commandant en Chef, Incontinent aprés ſon arrivée en fera ſçavoir la cauſe au principal Magiſtrat, ou Commandant de la Place du Havre, ou de la Coſte ſur laquelle il ſera, & il n'y demeurera pas plus longtemps, que celuy qui luy ſera accordé, par ledit principal Magiſtrat ou Commandant, & il n'y commettra aucun acte d'hoſtilité, ni aucune autre choſe prejudiciable à celui des deux Alliez à qui ils appartiendront.

XXXI. Il ne ſera permis aux Sujets de l'un & l'autre Roy ni aux Habitans des Royaumes & Terres de leur obeïſſance, de ſe charger d'aucunes Lettres Patentes, appellées Commiſſions de repreſailles, d'aucun Prince ou Etat, qui aura des differens ou Guerre ouverte, contre l'un ou l'autre des Alliez, bien moins encore de s'en ſervir, pour troubler, ni moleſter les Sujets de l'un ou de l'autre deſdits Alliez, leſdits deux Rois feront de trés-expreſſes inhibitions & deffenſes à leurs Sujets reſpectivement, d'obtenir ni accepter, d'aucuns Princes ou Eſtats, de telles Commiſſions, & deffendront & empêcheront, autant qu'il ſera en leur pouvoir, qu'ils commettent aucunes depredations en vertu deſdites Commiſſions.

XXXII. S'il arrive qu'aucun Navire, ou Navires appartenans aux Sujets de l'un, ou de l'autre Roy, ſoient pris, dans les Ports, de l'un ou de l'autre, par une tierce Partie, l'un ou l'autre dans leſdits Ports ou Juriſdiction duquel leſdits Navires auront été pris, ſera reciproquement obligé de faire ſes efforts conjointement avec l'autre, pour trouver & reprendre ledit Navire, ou Navires, & les rendre aux Proprietaires, ce qui ſera neanmoins fait aux depens des Proprietaires, ou Parties intereſſées.

XXXIII. Comme pareillement, ſi ſur les Navires pris par les Sujets de l'un ou l'autre Allié, & amené en aucun Port appartenant à l'autre on trouve aucuns Matelots, ou autres perſonnes qui ſoient Sujets de l'Allié dans les Ports ou Rivieres duquel la priſe ſera amenée, ils ſeront traitez civilement, par ceux qui les auront pris, & remis incontinent en liberté, ſans payer aucune rançon.

XXXIV. Mais s'il arrive qu'un Navire de Guerre, ou quelqu'autre Vaiſſeau, chargé de Marchandiſes de Contrebande, & appartenant à l'autre Couronne ſoit pris, il ne ſerá pas permis aux Capitaines, ou Commandans qui l'auront pris, d'ouvrir, ni rompre les Coffres, Tonneaux, ou Bales, qui ſeront ſur ledit Navire, ni auſſi de les transporter, ou autrement aliener aucunes Marchandiſes qui y ſeront, qu'elles n'ayent été deſcenduës à Terre, & qu'il n'en ait été fait Inventaire en la preſence des Juges de l'Amirauté.

XXXV. Et pour plus grande ſeureté des Sujets des deux Roys, & pour prevenir toute violence, qui pourroit leur être faite, par leſdits Navires de Guerre, il ſera fait de trés expreſſes Inhibitions & deffences à tous Commandans de Navires de Guerre appartenans au Roi de la Grande Bretagne, & à tous ſes autres Sujets, de troubler, ni moleſter les Sujets du Roi de Danemarc: s'ils en uſent autrement, ils ſeront tenus en leurs Perſonnes & Biens des dommages & interêts ſoufferts, & à ſouffrir, jusqu'à la reſtitution & reparation. Les mêmes deffenſes ſeront pareillement faites à tous Commandans des Navires de Guerre appartenans au Roi de Danemarc, & à tous ſes autres Sujets, de troubler, ni moleſter les Sujets du Roi de la Grand' Bretagne, pourvû toutes fois que toutes leſdites actions ſoient examinées & jugées par voye de Droit ſelon la forme de la Juſtice, dans les Cours d'Amirauté des deux Rois, ou ſi l'une ou l'autre Partie ſe trouvant étrangere, dans le lieu, où l'affaire doit être decidée, le trouve plus à propos, le fait ſera examiné devant des Commiſſaires que les deux Rois deputeront à cette fin, auſſitôt qu'ils en ſeront requis, afin que par ce moyen, les Procedures n'en ſoient pas ſeulement faites ſans beaucoup de depenſe, mais encore qu'elles ſoient terminées en trois mois de temps, tout au plus.

XXXVI. Les deux Roys donneront tous les ordres neceſſaires pour faire que les Jugemens, & Sentences, qui ſeront renduës ſur les Priſes qui ſeront faites à la Mer, ſoient données avec toute juſtice, & equité, par des perſonnes non ſuſpectes, ni intereſſées au faict dont ſera queſtion, & qu'aprés qu'elles ſeront données par de tels Juges, ainſi qu'il eſt dit cy-deſſus, ils enjoindront & ordonneront à leurs Officiers, & autres qu'il appartiendra de les faire deuëment & promptement executer ſelon leur forme & teneur.

XXXVII. Lors que les Ambaſſadeurs de l'un & de l'autre Roy, ou quelques autres de leurs Miniſtres publics qui ſeront à la Cour de l'autre Roy feront plainte deſdites Sentences, le Roy auquel la plainte ſera faite, fera revoir & examiner ledit Jugement & Sentence en ſon Conſeil, pour connoitre ſi toutes les choſes requiſes, & neceſſaires, ont été executées, ſuivant les regles du preſent Traité, & avec les precautions qui y ſont contenuës, & s'il ſe trouve que le contraire ait été fait, il y ſera pourvû, ce qui ſera fait dans le temps de trois mois au plus. Et il ne ſera pas permis, avant que le premier Jugement ait été donné, ni aprés icelui pendant la reviſion, de decharger, vendre, & aliener les Biens & effects qui ſeront reclamez, ſi cela ne ſe fait du conſentement des Parties pour éviter le déperiſſement deſdits Biens & Marchandiſes.

XXXVIII. Leſdits Rois auront dans les Cours l'un de l'autre, leurs Miniſtres, & dans de certains Ports, leurs Conſuls, pour mieux & plus aiſément communiquer & propoſer les choſes qu'ils jugeront avantageuſes, pour l'interêt public, ou celui des perſonnes particulieres.

XXXIX. Les offenſes particulieres n'empêcheront en aucune façon, l'execution du preſent Traité, & ne feront naitre aucune haine, ni diſſenſion entre leſdites Nations, mais chacun repondra de ſon propre fait, & en demeurera reſponſable, & l'un ne ſouffrira pas, pour l'offence qu'un autre aura commiſe par un recours à des Lettres de repreſailles, ou de telles autres voyes rigoureuſes, ſi ce n'eſt, en cas de déni de Juſtice, & de delais plus longs qu'on ne doit, auquel cas, il ſera permis au Roi dont le Sujet aura reçû du dommage, d'avoir recours aux Regles que preſcrit la Loy des Nations, jusqu'à ce que reparation ait été faite à la Partie qui aura ſouffert le dommage, pourvû toutes fois qu'il en ait deuëment adverti l'autre Roy auparavant.

XL. Il a été auſſi accordé que ſi les Hollandois ou quelqu'autre Nation que ce ſoit (à l'exception de la Nation Suedoiſe ſeulement) ont déja obtenu ou obtiennent cy-aprés du Roy de Danemarc, quelques Articles, Conventions, Exemptions, ou Privileges plus avantageux, que ceux qui ſont contenus, au preſent Traité, les mêmes & ſemblables Privileges ſeront pareillement accordez au Roy de la Grand' Bretagne, & à ſes Sujets pleinement & efficacement en toutes manieres & diſpoſitions, & d'autre côté, ſi les Hollandois ou quelque autre Nation, que ce ſoit, a déja obtenu, ou obtient cy-aprés de Sa Majeſté de la Grand' Bretagne, quelques Articles, Conventions, Exemptions, ou Privileges plus avantageux, que ceux qui ſont contenus au preſent Traité, les meſmes & ſemblables Privileges, ſeront pareillement accordez au Roi de Danemarc, & à ſes Sujets, & d'une maniere auſſi ample & auſſi efficace.

XLI. Il a été pareillement conclu que les precedens Traitez qui en quelque temps que ce ſoit ont été faits jusqu'icy, entre leſdits Alliez ou leurs Predeceſſeurs Rois, tant pour les Royaumes de la Grand' Bretagne &c. que pour les Royaumes Hereditaires de Danemarc, de Norwege &c. reſpectivement, ne ſeront pas en la moindre choſe reputez être rompus, ni abolis par aucun Accord, Convention, ou Article, contenus en ce preſent Traité: Mais qu'ils demeureront en leur pleine force, effect, & vertu, entant qu'ils ne ſeront point contraires, & ne repugneront point audit Traité, ni à aucun Article y contenu.

XLII. Finalement, il a été convenu, conclu & accordé que leſdits Rois obſerveront ſincerement & de bonne foi tous & chacuns les Articles contenus & inſerez

ANNO 1670. inſerez au preſent Traité, & les feront obſerver par leurs Peuples & Sujets qu'ils n'y contreviendront point, ni ne ſouffriront point que leurs Peuples & Sujets y contreviennent, directement ni indirectement, & qu'ils en confirmeront & ratifieront tous & chacuns les Articles, ainſi qu'ils ſont ci-deſſus accordez, par des Lettres Patentes ſignées de leurs ſeings, & ſcellées de leurs grands Sceaux, en bonne, ſuffiſante, & efficace forme, & les delivreront ou les feront delivrer de bonne foi, & réellement avec effect, dans trois mois, à compter de la datte de ces preſentes.

LXI.

18. Juill. *Tractatus* (1) *& Amica Compoſitio inter* CAROLUM II. *Regem Magnæ Britanniæ, &* CAROLUM II. *Regem Hiſpaniæ, ad bonum correſpondentium in America interruptum rurſus inſtaurandam, & Deprædationes, injuriaſque omnes coërcendas. Actum Matriti die 18. Julii* 1670. Cum RATIFICATIONE *Regis ac Reginæ Hiſpaniarum, nec non utriuſque Partis Procurationibus.* [Sur l'Imprimé à Madrid, en caſa de *Domingo Garcia Morras* Impreſſor de l'Eſtado Eccleſiaſtico de laz Coronas de Caſtilla y Leon; con Licencia de los Señores del Conſejo de Eſtado in 4. ann. 1670.]

CAROLUS Secundus, Dei gratia Hiſpaniarum, &c. Rex, & Sereniſſima Regina Maria Anna Auſtriaca, &c. Notum facimus per præſentes noſtras Litteras, Approbationis, Ratihabitionis & Confirmationis, quòd decimo octavo die menſis Julii, anni præſentis milleſimi ſexcenteſimi ſeptuageſimi, Matriti, Tractatus de componendis Controverſiis, Deprædationibus coërcendis, & Pace concilianda in America inter Nos, præfatum Sereniſſimum, ac Potentiſſimum Regem, atque Reginam Hiſpaniarum, ab una, & Sereniſſimum, ac Potentiſſimum Carolum Secundum Magnæ Britanniæ Regem, &c. Fratrem, Conſanguineum, & Amicum noſtrum chariſſimum, ab altera parte factus, initus, & concluſus fuit tenore ſequenti.

CUm pluribus retro annis bona intelligentia, & amica Gentes inter Hiſpanam, Anglicanamque correſpondentia in America interruptæ fuiſſent, & ad utramque reſtaurandam, certiſque pro futuro regulis ſtabiliendam Sereniſſimus, ac Potentiſſimus Dominus Carolus Magnæ Britanniæ &c. Rex miſiſſet in Hiſpaniam Ablegatum ſuum Extraordinarium Dominum Guilielmum Godolphin, Equitem Auratum Ærarii, Reddituumque Regiorum Auditorem, & in Parlamento Angliæ Senatorem, ipſique plenam, & omnimodam dediſſet Poteſtatem ineundi quemcumque Tractatum in hunc finem neceſſarium: Necnon Sereniſſimi, Potentiſſimique Dominus Carolus Rex Hiſpaniarum, &c. Et Regina Domina Maria Anna Auſtriaca ipſius Parens, Tutrix, & Curatrix, Regnorumque ejus, ac Ditionum Gubernatrix, ut tam ſanctum opus promoveretur, Plenipotentiarium quoque ſuum deputaſſet Excellentiſſimum Virum Dominum Gaſparem de Bracamonte & Guzman, Comitem Peñarandæ, Conſiliarium Status, & Præſidem Indiarum, qui cum ſupradicto Domino Guilielmo Godolphin Ablegato Extraordinario de iis ageret, tractaret, & concluderet: Tandem ab utraque parte in ſubſequentis Tractatus Articulos conventum eſt, virtute ſuarum reſpectivè Commiſſionum, quarum Copiæ hic inſeruntur.

Sequitur tenor Commiſſionis, ſeu Plenæ Poteſtatis à Majeſtate Sua Catholica Domino Comiti de Peñaranda conceſſæ.

DON CARLOS, por la gracia de Dios, Rey de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de ambas Sicilias, de Jeruſalen, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordona, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Islas, y Tierra firme, del Mar Oceano, Archiduque de Auſtria, Duque de Borgoña, de Brabante, y Milan, Conde de Abspurg, de Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Vizcaya, y de Molina, &c. Y la Reyna Doña Maria Ana ſu Madre, Tutora, y Curadora de ſu Real perſona, y Governadora de dichos Reynos, y Señorios. Por quanto para aſſentar, y eſtrechar mas la buena correſpondencia, y amiſtad entre las Sereniſſimas dos Coronas de España, y la Gran Bretaña, y eſpecialmente para apartar todo motivo de mala inteligencia, que la pueda turbar, conviene, que ſe haga nueva eſplicacion, y declaracion de algunos puntos contenidos en los Articulos del Tratado de Paz, ajuſtado entre las dichas dos Coronas el año de mil ſeiscientos y ſeſenta y ſiete, pertenecientes a entrambas Indias, he tenido por bien de dar Poder, como en virtud de la preſente le doy a Don Gaſpar de Bracamonte y Guzman, Conde de Peñeranda, del Conſejo de Eſtado, y Preſidente del de Indias, por concurrir en ſu perſona las prerrogativas de gran calidad, prudencia, y eſperiencias, zelo, y amor de mi ſervicio, y particularmente por la gran confiança, y ſatisfacion que me aſſiſte, de lo que procura, y deſea todo lo que pueda conducir al beneficio, y bien publico. Por tanto, en virtud del preſente Poder le autoriço, y doy tan cumplida facultad, qual de derecho ſe requiere, para que por el Sereniſſimo Rey mi muy caro, y muy amado Hijo, y en ſu Real nombre, repreſentando mi propia perſona, pueda dir, conferir, tratar, ajuſtar, y concluir con D. Guillelmo Godolphin, Embiado Extraordinario en eſta Corte del Sereniſſimo Rey de la Gran Bretaña Carlos Segundo, mi buen Hermano, y Primo, en virtud del Poder que preſenta ſuyo, qualeſquier Tratados de Union, y Aliança con el dicho Sereniſſimo Rey de la Gran Bretaña, y hazer todas las explicaciones, y declaraciones que fueren neceſſarias para la mejor inteligencia de los Articulos de el dicho Tratado del año de mil ſeiscientos y ſeſenta y ſiete, eſpecialmente de los que tratan de entrambas Indias, el qual Poder, y facultad le concedo con toda la mayor autoridad, y poteſtad, y la miſma que reſide en mi Real perſona, obligandome, como me obligo, y al dicho Rey mi Hijo, en fee, y palabra Real, a eſtar, y paſſar por ello, a probarlo, y ratificarlo, con el Juramento, y mas requiſitos, y ſolemnidades, que en tal caſo fuere neceſſario, dentro del termino que para ello ſe ſeñalare, ſin diminucion alguna. En fee de lo qual mandè deſpachar la preſente, firmada de mi mano, ſellada con el ſello ſecreto, y refrendada del mi infraſcripto Secretario de Eſtado. Dada en Madrid a doze de Julio de mil ſeiscientos y ſetenta. YO LA REYNA. Don DIEGO DE LA TORRE.

Sequitur tenor Commiſſionis, ſeu Plenæ Poteſtatis à Sereniſſimo Rege Magnæ Britanniæ, Domino Guilielmo Godolphin conceſſæ.

CAROLUS Secundus, Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Rex, Fidei Defenſor, &c. Omnibus, & ſingulis, ad quos præſentes Litteræ pervenerint, ſalutem. Cum nihil, vel ingenitæ animi noſtri propenſioni, vel fundatiſſimis Coronæ noſtræ rationibus, vel prudentiſſimis Anteceſſorum noſtrorum exemplis, magis congruum, & conſentaneum eſſe poſſit, quam ut neceſſitudinem, & Confœderationem intimam, firmiſſimamque cum Corona Catholica indeſinenter colamus, undè jam longa experientia compertum eſt Gentes utrobique Britannicam, & Hiſpanicam nullis non temporibus mirificè floruiſſe, tàm in Commercio & rei quæſtuariæ commodis, quibus ſe invicem ditarunt, quàm in fama, & exiſtimatione virium, quibus terrorem hoſtibus, vel propriis, vel communibus ſemper incuſſerunt, cumque hodierna rerum, temporumque conſtitutio arctam quandam & conjunctiorem, tùm Conſiliorum, tùm affectuum unionem poſtulare videatur, cùm denique ad meliorem inter Subditos utrimque noſtros intelligentiam fovendam; & conſervandam liquidior explanatio quorundam Articulorum ad utraſque Indias ſpectantium neceſſario deſideretur, eo magis, quod in illis remoti Orbis Regionibus nonnullæ controverſiarum occaſiones proruperunt, quibus dirimendis, componendiſque per Tractatus bonuſque con-

ANNO 1670.

---

(1) J'ai un autre Exemplaire de ce Traité en Anglois, imprimé, par commandement du Roi, *in the Savoy, by the aſſigns of* John Bill *and* Christopher Barker *in 4. ann. 1670.* On y marque que les Ratifications furent échangées à Madrid le 10-20. Octobre 1670. On en a auſſi une Traduction Françoiſe dans la I. Edition de ce Grand Recueil de Hollande Tom. IV. pag. 284. (Dum.)

concluſos, haud ſatis proviſum, cautumque eſſe videtur; Ad ſingulos fines prædictos, & ad alia etiam de novo tractanda, ac finaliter concludenda, quæ vel ad majorem Commercii frequentiam, & ſecuritatem, vel ad amiciorem inter Regna, ac Populos Magnæ Britanniæ, Hiſpaniæque correſpondentiam, Fœduſque ſtrictiſſimum conducere poterunt, viſum eſt, dilectum Nobis & fidelem Guilielmum Godolphin Equitem Auratum, Rationum Ærarii noſtri, Reddituumque Regiorum Auditorem, & in Supremo Angliæ Conſilio, ſivè Parlamento Senatorem, Virum tanto muneri dignè obeundo parem, atque idoneum ad Sereniſſimos, & Potentiſſimos Regem Catholicum, & Reginam Dominam Mariam Annam Auſtriacam ipſius Parentem, Tutricem, & Curatricem, necnon Regnorum ejus, ac Ditionum Gubernatricem extra ordinem ablegare.

Sciatis igitur, quod Nos prudentia, integritate, fide, & induſtria prædicti Guilielmi Godolphin plurimum confiſi, ipſum Ablegatum noſtrum Extraordinarium ad prædictos Sereniſſimos Regem, & Reginam Hiſpaniarum fecimus, ordinavimus, & deputavimus, ac per præſentes facimus, ordinamus, & deputamus, dantes eidem, & committentes plenam, & omnimodam Poteſtatem, atque authoritatem pariter, & Mandatum generale, ac ſpeciale Nomine noſtro cum prædictis Sereniſſimis Rege, & Regina, ipſorum Commiſſariis, Deputatis, & Procuratoribus ad hoc ſufficientem Poteſtatem habentibus de, & ſuper arctiori Confœderatione inter Nos, & Coronam Catholicam, ſicut etiam de, & ſuper explanandis, & ampliandis quibuſvis Articulis jam dudum concluſis de novis item Tractatibus, Fœderibuſque condendis, utiliſſimis, & maximè convenientibus Articulis, & conditionibus communicandi, tractandi, conveniendi, & concludendi, cæteraque omnia, & ſingula faciendi, quæ ad dictos fines, vel quoslibet eorum faciant, & conducant, atque ſuper iis Articulos, Litteras, & Inſtrumenta neceſſaria conficiendi, & ab altera parte petendi, & recipiendi: denique omnia ea, quæ ad præmiſſa, vel circa eadem erunt neceſſaria, & opportune expediendi; Promittentes bona fide, & in verbo Regio, Nos omnia, & ſingula, quæ inter ſupra-memoratos Sereniſſimos Regem & Reginam Hiſpaniarum, eorumvè Procuratores, Deputatos, & Commiſſarios, atque prænominatum Guilielmum Godolphin Ablegatum noſtrum Extraordinarium in præmiſſis, ſeu præmiſſorum aliquo erunt facta, pacta, & concluſa, rata, grata, & firma habituros, & quicquid Nomine noſtro promiſſum fuerit, ſanctè, & inviolabiliter obſervaturos, & obſervari curaturos. In cujus rei teſtimonium haſce Litteras fieri, manuque noſtra ſignatas Magno Regni noſtri Angliæ Sigillo, muniri fecimus. Quæ dabantur in Palatio noſtro Weſtmonaſterienſi, vigeſimo quarto die Februarii anno Domini ſupra milleſimum ſexcenteſimum (ſtylo quidem veteri) ſexageſimo octavo, (ſtylo autem novo) ſexageſimo nono, Regnique noſtri vigeſimo primo.

CAROLUS REX.

I. CONcordatum imprimis eſt inter alte memoratos Plenipotentiarios Dominum Comitem de Peñaranda, & Dominum Guilielmum Godolphin, Nominibus Sereniſſimorum reſpectivè Regum Dominorum ſuorum, uti Tractatus Pacis, & Amicitiæ inter Coronas Hiſpaniæ, & Magnæ Britanniæ Matriti initus $\frac{\text{decimo}}{\text{vigeſimo}}$ tertio die Maii anno Domini milleſimo ſexcenteſimo ſexageſimo ſeptimo, ullave ejus Capita per præſentes Articulos, & Conventiones, nequaquam ſublata cenſeantur, vel antiquata, ſed ut ea perpetuò maneant in priſtino ſuo robore, firmitate, ac vigore, quatenus non ſint contraria, aut repugnantia præſenti Tractatui, aut Articulorum alicui in eodem contento.

II. Pax ſit univerſalis, ſincera, atque vera Amicitia, tàm in America, quàm in cæteris Mundi partibus inter Sereniſſimos Hiſpaniarum, & Magnæ Britanniæ Reges, eorumque Hæredes, & Succeſſores, necnon inter Regna, Status, Colonias, Fortalicia, Civitates, Præfecturas, Inſulas, ſine diſtinctione locorum ſub utriuſque Ditione poſites, earumque Populos, & Incolas, quæ ab hoc die in perpetuum durabit, & tàm Terra, quàm Mari, atque ubivis Aquarum ſanctè obſervabitur, ita ut alter alterius commoda, ac utilitates promoveat, Populique ſibi invicem ſtudiis mutuis, ac honeſto affectu auxilio ſint, & faveant, omnique ex parte in remotis illis Regionibus (uti in propinquioribus) fida vicinitas, & ſecura Pacis, atque Amicitiæ cultura creſcat in dies, & augeatur.

III. Item uti in futurum omnes inimicitiæ, hoſtilitates, & diſcordiæ inter prædictos Dominos Reges, eorumque Subditos, & Incolas ceſſent, & aboleantur: & utraque Pars ab omni direptione, deprædatione, læſione, injuriiſque ac infeſtatione qualicunque tam Terra, quam Mari, & Aquis dulcibus ubivis gentium temperet prorſus, & abſtineat.

IV. Item ut iidem Sereniſſimi Reges Subditos ſuos ab omni vi, & injuria abſtinere curent, revocentque quaſcunque Commiſſiones, ac Litteras, tàm Repreſaliarum, ſeu de Marca, quàm facultatem prædandi in Occidentali India continentes, cujuſcunque generis, aut conditionis ſint, in præjudicium alterius, aut Subditorum ejus, Subditis ſuis, aut Incolis, ſivè extraneis datas, & conceſſas, eaſque nullas, caſſas, & irritas declarent, ut hoc Pacis Tractatu nullæ, caſſæ, & irritæ declarantur, & quicunque contravenerint, puniantur, ac præter inflictam criminalem pœnam, Subditis læſis, & id requirentibus illata damna reſarcire compellantur.

V. Renuntiabuntque præterea, prout tenore præſentium dicti Reges, ac quilibet eorum renuntiabit, & renuntiat cuicumque Ligæ, Confœderationi, Capitulationi, & intelligentiæ in præjudicium unius, vel alterius quomodolibet factæ, quæ præſenti Paci, & Concordiæ, omnibuſque, & ſingulis in ea contentis repugnat, vel repugnare poſſit, eaſque omnes, & ſingulas quoad effectum prædictum caſſabunt, & annullabunt, nulliuſque momenti declarabunt.

VI. Captivi utrinque ad unum omnes cujuſcumque ordinis, aut ſortis ſint, qui ratione hoſtilitatis cujuſvis in America dudum commiſſæ, detinentur, abſque Lytro, aut alio ullo redemptionis pretio, ſine mora dimittantur.

VII. Omnes offenſæ, diſpendia, damna, injuriæ, quæ Gentes Hiſpana, & Anglicana altrinſecus quibuſcunque retro temporibus, qualicunque de cauſa, aut prætextu, alia ab altera pertulerunt in America, ea oblivioni tradantur, & è memoria eradantur planè, ac ſi nullæ unquam interceſſiſſent. Conventum præterea eſt quod Sereniſſimus Magnæ Britanniæ Rex, Hæredes, & Succeſſores ejus cum plenario jure ſummi Imperii, Proprietatis, & Poſſeſſionis, Terras omnes, Regiones, Inſulas, Colonias, ac Dominia in Occidentali India aut quavis parte Americæ ſita habebunt, tenebunt, & poſſidebunt in perpetuum, quæcunque dictos Magnæ Britanniæ Rex, & Subditi ejus impræſentiarum tenent, ac poſſident, ita ut eo nomine, aut quacunque ſub prætenſione nihil unquam amplius urgeri, nihilque controverſiarum in poſterum moveri poſſit, aut debeat.

VIII. Subditi, & Incolæ, Mercatores, Navarchæ, Naucleri, Nautæ, Regnorum, Provinciarum, Terrarumque utriuſque Regis reſpectivè abſtinebunt, cavebuntque ſibi à Commerciis, & Navigatione in Portus, ac Loca Fortaliciis, ſtabulis Mercimoniorum, vel Caſtellis inſtructa, aliaque omnia, quæ ab una, vel ab altera parte occupantur in Occidentali India: Nimirum Regis Magnæ Britanniæ Subditi Negotiationem non dirigent, Navigationem non Inſtituent, Mercaturam non facient in Portubus, Locisvè, quæ Rex Catholicus in dicta India tenet, neque viciſſim Regis Hiſpaniarum Subditi in ea loca Navigationes inſtituent, aut Commercia exercebunt, quæ ibidem à Rege Magnæ Britanniæ poſſidentur.

IX. Si verò tractu temporis viſum fuerit alterutri Regum licentiam aliquam generalem, vel ſpecialem, aut Privilegia concedere alterius Subditis Navigationem inſtituendi, & Commercium habendi in quibuſvis locis ſuæ Ditionis, qui dictas Licentias, & Privilegia conceſſerit, dicta Navigatio, & Commercium exercebuntur, & manu tenebuntur juxta, ac ſecundum formam, tenorem, & effectum Permiſſionum, aut Privilegiorum, quæ indulgeri poterint, quorum ſecuritati præſens Tractatus, ejuſdemque Ratihabitio inſerviet.

X. Item concordatum eſt, quod ſi alterutrius Confœderatorum Subditi, & Incolæ cum Navibus ſuis, ſivè bellicæ ſint, & publicæ; ſivè onerariæ, ac privatæ, procellis abrepti fuerint, vel perſequentibus Pyratis inimicis, ac hoſtibus, aut alio quovis incommodo cogantur ſe ad Portum quærendum in alterius Fœderati Flumina, Sinus, Æſtuaria, ac Stationes recipere, vel ad Littora quæcumque in America appellere, benignè, omnique humanitate ibidem excipiantur, amica gaudeant protectione, & benevolentia tractentur. Nullo autem modo impediantur, quò minus integrum omninò habeant reficere ſe, victualia etiam & omne genus commeatum, ſivè vitæ ſuſtinendæ, ſivè Navibus reparandis,

Digitized by Google

randis, & itineri faciendo neceſſarium, æquo, & conſueto pretio comparare. Nulla quoque ratione prohibeantur ex Portu, & ſtatione viciſſim ſolvere, ac egredi, quin ipſis licitum ſit, pro libito migrare loco, libereque diſcedere quandocunque, & quocunque viſum fuerit, abſque ulla moleſtatione, aut impedimento.

XI. Pari ratione ſi Naves alterutrius Confœderati, ejuſdemque Subditorum, ac Incolarum ad oras, aut in Ditionibus quibuſcunque alterius impegerint, jactum fecerint, vel (quod Deus avertat) naufragium, aut damnum quodcunque paſſæ fuerint, ejectos, aut detrimenta paſſos, in vincula, aut ſervitutem abducere nefas eſto, quin periclitantibus, aut naufragis benevolè, ac amiciſſimè ſubveniatur, atque auxilium feratur, Literæque illis Salvi Conductus exhibeantur, quibus inde tutò, & abſque moleſtia exire, & ad ſuam quiſque Patriam redire valeat.

XII. Quando autem alterutrius Naves (uti ſupradictum eſt) Maris periculo, aliave cogente ratione compulſæ in alterius Portus adigantur, ſi tres, quatuorvè fuerint, juſtamque ſuſpicionis occaſionem præbere poterint adventus iſtiuſmodi cauſa, Gubernatori, vel primario loci Magiſtratui, ſtatim exponetur, nec diutius ibi mora trahetur, quam quæ illis à dicto Gubernatore, aut Præfecto permiſſa, & victui comparando, Navibuſque tum reſarciendis, tum inſtruendis commoda, atque æqua fuerit, cautum verò ſemper erit, ut onus non diſtrahant, neque Mercium, aut ſarcinarum aliquid è Navibus efferant, & venum exponant, nec etiam Mercimonia ab altera parte in Naves receperint, aut quicquam egerint contra hoc Fœdus.

XIII. Utraque pars verè, ac firmiter obſervabit, atque executioni mandabit præſentem Tractatum, omniaque, & ſingula in eodem contenta, & comprehenſa, atque eadem à ſuis quæque Subditis, ac Incolis obſervari, & præſtari efficaciter curabit.

XIV. Nulla privata injuria Amicitiam hanc, Pactumque ullo modo infirmabit, neque odium, aut diſſidia inter prædictas Nationes ſuſcitabit, ſed quilibet de facto ſuo proprio reſpondebit deque eo tenebitur, neque per repreſſalias, aut alios hujuſmodi odioſos Proceſſus alter id luet, in quo alter deliquit, niſi Juſtitia denegabitur, aut plus juſto deferetur; In quo caſu Regi illi, cujus Subditus damnum, & injuriam paſſus eſt, licitum erit juxta Juris Gentium Leges, & præſcripta omni modo procedere, donec facta fuerit læſo reparatio.

XV. Præſens Tractatus nihil derogabit præeminentiæ, Juri, ac Dominio cuicunque alterutrius Confœderatorum in Maribus Americanis, Fretis, atque Aquis quibuſcunque, ſed habeant, retineantque ſibi eadem pari amplitudine, quæ illis Jure competit; intellectum autem ſemper eſto libertatem navigandi neutiquam interrumpi debere, modo nihil adverſus genuinum horum Articulorum ſenſum committatur, vel peccetur.

XVI. Denique Pacti hujus, ac Fœderis ſolemnes, ac ritè confectæ Ratihabitiones intra quatuor menſes ab hoc die utrinque exhibeantur, & reciprocè commutentur, atque intra octo menſium ſpatium à dicta commutatione Inſtrumentorum computandum, aut citius, ſi fieri poterit, per omnia utriuſque Confœderati Regna, Status, Dominia, & Inſulas, ubi convenerit, tam in Occidentali India, quam alibi publicentur.

In quorum omnium & ſingulorum fidem Nos ſupra memorati Plenipotentiarii præſentem Tractatum manibus noſtris, & Sigillis mutuis ſubſignavimus, & munivimus. Matriti decimo octavo die menſis Julii, anno Domini milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo. Conde de PENARANDA. GUILLELMO GODOLPHIN.

QUem Tractatum ſuperius exaratum, & inſertum nobis à præfato Commiſſario, ac Plenipotentiario noſtro exhibitum, poſtquàm viſus, & in Conſilio noſtro maturè examinatus eſſet pro Nobis, & Sereniſſimo Hiſpaniarum, &c. Rege Carolo Secundo, Filio noſtro chariſſimo, proque Hæredibus, & Succeſſoribus ejus, necnon Vaſſallis, Subditis, & Incolis Regnorum, Ditionum, ac Dominiorum noſtrorum & totum ejus contentum, & quodcunque ejus punctum ſeparatim, ut bonum, firmum, & ſtabilem acceptavimus, approbavimus & ratificavimus, & per præſentes acceptamus, approbamus, & ratificamus, ſpondentes verbo, ac fide Regia, & dicti Sereniſſimi Regis Filii noſtri nomine, locoque, necnon Hæredum, ac Succeſſorum ejus, dictum Nos Tractatum juxta formam, & tenorem ſuum conſtanter, ac inviolabiliter obſervaturos, & perfecturos, atque, ut obſervetur, & perficiatur, curaturos eſſe, eo modo ac ſi eundem in propria perſona noſtra tractaſſemus, neque ulla quacumque tandem ratione, ſivè directa, ſivè indirecta, contraventuros, neque ut ab aliis contraveniatur permiſſuros eſſe: Cum obſtrictione in eum finem, atque obligatione dicti Sereniſſimi Regis Catholici Filii noſtri chariſſimi, atque Hæredum, Succeſſorum, poſterorumque ejus, quin etiam omnium, & ſingulorum Regnorum, Regionum, & Dominiorum noſtrorum, nullis exceptis, ut & omnium aliorum Bonorum noſtrorum præſentium, & futurorum. Quo autem ſupradicta Obligatio eo magis confirmetur, Legibus, conſuetudinibus, & exceptionibus quibuſcunque contra facientibus, vel adverſantibus renuntiamus. In eorum autem omnium, quæ ſupra dicta ſunt, fidem, & teſtimonium juſſimus expediri præſentes Literas propria noſtra manu ſubſcriptas, ac Sigillo noſtro ſecreto munitas, manuque Secretarii noſtri Status ſubſignatas. Dabantur Matriti octavo die menſis Octobris, anno Domini milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo. YO LA REYNA. DON DIEGO DE LA TORRE.

LXII.

$\frac{11}{21}$ Août.

Vergleich- und Einigkeits-Receſs zwiſchen denen Hoch-Gräfflichen Häuſern Hanau-Lichtenberg und Hanau-Müntzenberg ſowohl unter ſich ſelbſt/ als dero Reformirten Unterthanen/ auf verſchiedener Chur- und Fürſten angewandten Fleiß/ über Religions- und Geiſtliche/ als auch Weltliche Sachen aufgerichtet. Hanau den $\frac{11}{21}$ Auguſti Anno 1670. Mit Ihro Kayſerl. Mayeſt. Leopoldi des I. Confirmation und Ratification, Geben zu Wien den 23. December 1671. [GASTELIUS *de Statu Publ. Europ. Noviſſ.* Cap. XXXI. pag. 866. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans LONDORPII *Acta Publica* Part. IX. Libr. X. Cap. CCVIII. pag. 716. dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. VI. Abſatz IV. pag. 45.]

C'eſt-à-dire,

Traité d'Accommodement & de bonne intelligence entre les Illuſtres Maiſons de HANAU-LICHTENBERG, *& de* HANAU-MUNTZENBERG, *y compris leurs Sujets de la Religion Reformée, par lequel ils conviennent de leurs reciproques interêts & differents, tant au ſujet des affaires de la Religion que des autres. Fait & conclu par l'interpoſition de quelques Electeurs & Princes de l'Empire à Hanau le $\frac{11}{21}$ d'Août 1670.* Avec *la* CONFIRMATION *de l'Empereur* LEOPOLD I. *Donnée à Vienne le 23. Decembre 1671.*

WIr Leopold von GOttes Gnaden/ erwehlter Römiſcher Kayſer/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ in Germanien/ zu Hungarn/ Böheim/ Dalmatien/ Croatien und Sclavonien/ König/ Ertz-Hertzog zu Oeſterreich/ Hertzog zu Burgund/ zu Steyr/ zu Kärndten/ zu Crayn/ zu Lützenburg/ zu Würtemberg/ Ober- und Nieder-Schleſien/ Fürſt zu Schwaben/ Marggraff des Heil. Röm. Reichs/ zu Burgaw/ zu Mähren/ Ober- und Nieder-Lauſitz/ Gefürſteter Graffe zu Habſpurg/ zu Tyrol/ zu Pfird/ zu Kyburg und Görtz/ Landgraff im Elſaß/ Herr auf der Windiſchen Marck/ zu Portenau und zu Salins/ ꝛc.

Bekennen offentlich mit dieſem Brieff/ und thun kund allermänniglich/ daß uns die Hochgebohrne Anna Magdalena/ Pfaltzgräffin bey Rhein/ Hertzogin in Bayern/ Gräffin zu Veldentz und Sponheim/ verwittibte Gräffin zu Hanau/ Unſere liebe Muhm und Fürſtin/ und neben Ihrer Ld. der auch Hochgebohrne Chriſtian/ Pfaltzgraff bey Rhein/ Hertzog in Bayern/ Graff zu Veldentz und Sponheim/ ꝛc. Unſer lieber Oheim und Fürſt/ als weyland Johann Reinharden/ Graffen zu Hanau hinterlaſſenen unmündigen Kindern und Pupillen Vormünderin und

conſtituirter Mit-Vormunder/ ſo dann der auch Wolgeborne Unſer Raht/ und des Reichs lieber Getreuer Friederich Caſimir/ Graff zu Hanau/ Herr zu Müntzenberg und Liechtenberg/ in Unterthänigkeit zu vernehmen geben/ was maſſen ſie durch vornehme Cooperation Unſerer lieben Neven und Oheimen/ der Churfürſten zu Maynz/ Sachſen/ Brandenburg und Pfaltz/ wie auch der Fürſten zu Pfaltz-Simmern/ Heſſen-Caſſel und Heſſen-Darmſtatt L. L. L. L. L. L. Liebden und deren Räthen und Deputirten fleiſſige Bemühung die jenige Mißverſtände und Irrungen/ ſo ſich zwiſchen Augſpurgiſcher Confeſſions-Verwandten/ und den Reformirten in der Graffſchafft Hanau-Müntzenberg wohnend/ annoch enthalten/ völlig hin- und beygelegt/ und darüber ein Religion-Vergleichs-Receſs mit denen Unterthanen aufgerichtet worden/ welchen ſie uns in originali eingeſchicket/ ſo von Wort zu Worten hernach geſchrieben ſtehet/ und alſo lautet:

Zu wiſſen/ Nachdem zu Hinlegung deren zwiſchen dem Hochgebornen Grafen und Herrn/ Herrn Friederich Caſimirn/ Grafen zu Hanau/ Rieneck und Zweybrücken/ Herrn zu Müntzenberg/ Liechtenberg und Ochſenſtein/ Erb-Marſchallen und Ober-Voigten zu Straßburg. Und deſſelben Reformirten Unterthanen/ oder in ihrem Namen denen alſo genannten Corporibus, oder vielmehr engern und weitern Außſchuß in der Graffſchafft Hanau-Müntzenberg eine Zeithero wegen der in Eccleſiaſticis ſo wol als Politicis ſich enthaltener Beſchwernuſſen und Differentien eine gütliche Conferentz beliebet worden/ und dann die Durchleuchtige Fürſtin und Frau/ Frau Anna Magdalena/ Pfaltzgräffin bey Rhein/ Hertzogin in Bayern/ Gräffin zu Veldentz und Sponheimb/ verwittibte Gräfin zu Hanau/ Rieneck und Zweybrücken/ Frau zu Müntzenberg/ Liechtenberg und Ochſenſtein/ ꝛc. Und der Durchleuchtige Fürſt und Herr/ Herr Chriſtian/ Pfaltzgraff bey Rhein/ Hertzog in Bayern/ Graff zu Veldentz und Sponheimb in Vormundſchaffts Namen/ der von weyland dem auch Hochgebohrnen Graffen und Herrn/ Herrn Johann Reinharden/ Graffen zu Hanau/ Rieneck und Zweybrücken/ Herrn zu Müntzenberg/ Liechtenberg und Ochſenſtein/ Erb-Marſchallen und Ober-Voigten zu Straßburg/ dero geweſenen reſpectivè Eheherrn und Schwagers Chriſtſeel. Andenckens hinterlaſſener Kinder/ Herrn Philips Reinhards/ und Herrn Johann Reinhards/ beeder Graffen zu Hanau/ ꝛc. nicht allein zu gleichen Zweck und Aufhebung der/ zwiſchen Herrſchafft und Unterthanen/ ſondern auch zwiſchen beederſeits Religions-Verwandten Unterthanen unter ſich ſelbſt/ ſo dann zu verhütung aller/ auf etwo künfftigen Succeſſions-Fall beſorgter Differentien/ und zu deſto mehrer Beruhigung Land und Leute/ wie nicht weniger zu Stifft- und Erhaltung beſtändigen guten Vertrauens zwiſchen Herrſchafft und Unterthanen/ und dieſer unter ſich ſelbſten/ in gütliche Handlung mit einzutretten bewogen worden/ daß auf vielfältige Bemühung und gepflogene Unterredung die Sach endlich/ vermittelſt Göttlichen Beyſtands/ nachfolgender Geſtalt verglichen/ und aus dem Grund gehoben worden.

Und zwar iſt/ Anfänglichen und zuvorderſt/ das zwiſchen der Gräffl. Hanau-Liechtenberg und Hanau-Müntzenbergiſchen Linien aufgerichte Pactum de An. 1610. zum Fundament geſetzt/ auch jetzo und künfftig dergeſtalt beſtättiget und veſt geſtellet worden/ daß in Krafft deſſen die jetztbemeldte Reformirte bey allen/ aus demſelben erlangten Rechten/ Privilegien und Freyheiten gelaſſen/ geſchützt und gehandhabt/ dargegen aber nichts zu thun oder vorzunehmen jemals verſtattet werden ſolle/ und verſprechen ſolchem nach/ vorgemeldter regierender Herr Graff und Fürſtl. Vormundſchafft vor ſich und reſpectivè Ihre Pflegbefohlene/ wie auch vor Ihre Nachkommene/ Graffen und Succeſſores der Graffſchafft Hanau-Müntzenberg/ ꝛc. wer die ſeyn möchten/ hiemit kräfftiglich/

Daß/ Zweytens/ nun und zu ewigen Zeiten obgedachtes Pactum de An. 1610. wie auch ſonſt alle und jede mit denen Unterthanen Reformirter Religion in denen Städten und auf dem Lande aufgerichtete Capitulation, Transfix, Rahts-Ordnungen/ Rechts-gegründete und beſtändig-herbrachte Obſervantz und Gewohnheiten/ Verſicherungen/ Indulten/ Renthen/ Zinſen/ und andere rechtmäſſig erlangte Privilegia, ſie haben Namen wie ſie wollen/ in allen ihren Puncten und Clauſulen, ſteiff und unverbrüchlich gehalten/ und darwider keines wegs/ ſive directè ſive per indirectum, unter keinerley Schein und Vorwand einigen Rechtens ſive Juris Territorialis ſive Epiſcopalis, weder vor ſich noch durch andere gehandelt/ dieſelbe in den geringſten Zweiffel nicht gezogen/ oder aus einigem Dinge/ wie daſſelbe jetzo immer Namen haben/ oderſt nochmals durch Menſchen-Sinn und Witz erdacht werden könnte oder möchte/ impugnirt oder angefochten werden ſolle/ ausgenommen/ was in dieſem gegenwärtigem Vergleich mit klaren und deutlichen Worten anders verſehen oder abgehandelt.

Solchem nach/ und vors Dritte/ ſtehet bey dieſer Graffſchafft Hanau-Müntzenberg der Status Eccleſiaſticus Reformirter Religion unbeweglich/ dergeſtalt/ daß ein jeweilig regierender Herr Graff zu Hanau/ in was Wege oder Weiß bemeldte Graffſchafft an ihn gelangen und kommen möchte/ jetzo und zu ewigen Zeiten nicht Macht/ Fug oder Recht haben ſolle/ ichtwas in der Religion/ Kirchen-Gebräuchen/ und andern/ was die Anſtellung der Geiſtlichkeit und Kirchen-Weſen anlangt/ dem Innhalt der Augſpurgiſchen Confeſſion und Apologiæ in maſſen dieſelbe in der Chur-Fürſtl. Pfaltz Kirchen-Ordnung und Catechiſmo erkläret und außgeführet/ auch jetziger Zeit in Chur-Fürſtl. Pfaltz in übung iſt/ zu verändern/ abzuthun/ und in andere Form/ Weiß und Wege anzuſtellen/ ſondern alles in dem Stand/ weil es zu Zeit aufgerichteter und beſchloſſener Erb-Verein geweſen/ unverruckt bleiben zu laſſen/ pflichtig und verbunden ſeyn/ alles mehrern Inhalts vorerwehnten Erb-Pacti, de Anno 1610.

Und weilen alſo/ Vierdtens/ die Reformirte fort wie fort ein eigen Conſiſtorium bis auf gegenwärtige Stunde gehabt/ welches jedesmals mit niemand anders/ dann allein mit tüchtigen der Reformirten Religion zugethanen Subjectis Geiſt- und Weltlichen Standes beſetzet; Als bleibet es auch dabey unverruckt und allerdings/ und gehören vor dieſes Conſiſtorium alle Reformirter Religion/ Kirchen-Schulen- und Rechnungs-Sachen/ alle Reformirte Pfarrherrn in perſonalibus, und ſo viel ihr Ambt/ Lehr und Leben betrifft/ deroſelben Vocation, Beſtell- Annehm- und Erlaſſung/ wann ſie von jemand beſprochen/ belanget oder verklagt werden ſolten/ alle andere Perſonen/ welche bey Kirchen/ Gymnaſiis und Schulen/ aufwarten und bedienet ſeynd/ alle Kirchen-Gymnaſii- und Schul-Renthen und Einkünfften/ und in Summa alle Eccleſiaſtica und Conſiſtorialia der Reformirten/ ſie haben Namen wie ſie wollen/ alſo und dergeſtalt/ daß bemeldtes Conſiſtorium in ſolchen zu denen Reformirten Kirchen/ Schulen und Gymnaſiis gehörigen Sachen/ alles im Namen des jeweilig regierenden Herrn Graffen verrichte und außfertige/ worbey dennoch demſelben auch unbenommen/ in berührtes Conſiſtorium nach belieben in eigener Perſon zu gehen/ immaſſen nicht weniger die Annehm- und Erlaſſung der Geiſtlichen in des regierenden Herrn Namen/ und mit deſſen Vorwiſſen/ doch auch alles obige dergeſtalt beſchehen ſolle/ daß er dabey nichts behindere noch ändere.

Uber dem ſoll/ Fünfftens/ den Reformirten Kirchen und Schulen auch Pfarrern und Schul-bedienten/ ſo aus der Hoch-Gräffl. Renth-Kammer ihre Beſoldung haben/ die lauffende ſo wol/ als auch das Intereſſe deſſen/ was die Herrſchafft denenſelben/ und andern Geiſtlichen Collegiis in Capitali ſchuldig iſt/ von Jahr zu Jahr jedesmals richtig und ohnfehlbarlich abgetragen werden/ und weilen bey bemeldter Gräffl. Kammer von vorigen Jahren an beſagter Beſoldung und Intereſſe ſich ein ſtarcker Ruckſtand befindet/ als ſoll derhalben forderlichſt Liquidation zugelegt/ mit der Kammer Abrechnung gepflogen/ und das alsdann ſich befindende Quantum an richtigen und ohnausbleiblichen Gefällen angewieſen und abgeführet werden.

Sechſtens/ Nachdem die Reformirte darvor halten wollen/ daß auch/ vermög offtgedachten Erb-Pacti de An. 1610. neben dem Reformirten Exercitio kein anders in gedachter Graffſchafft Hanau-Müntzenberg eingeführet werden könnte/ an Seiten der Lutheriſchen Religions-Verwandten aber/ hinwieder darauf beſtanden worden/ daß das freye Exercitium ihrer Religion/ Krafft vorerwehnten Erb-Pacti incluſivè & cumulativè zugleich auch ſtehen geblieben/ ſo iſt dieſes faſt ſchweren Puncts halben/ durch Gottes Gnad/ es doch endlich dahin verglichen/ und ſolle denen Lutheriſchen bey dieſer Graffſchafft Hanau-Müntzenberg und zugehörigen Orten das Coëxercitium Religionis liberum indefinitum & illimitatum cum annexis, (als da ſeynd die Anricht- und Beſtellung abſonderlicher Conſiſtorien/ Kirchen und Schulen/ wie auch Annehmung derſelben Bedienten/ neben denen darzu gehörigen Juribus Patronatus und andern Rechten) ohne einige Dependentz von der andern Religion nun und hinführo zu ewigen Zeiten mit gleichmäſſigen Rechten und Freyheiten/ als bey denen Reformirten/ ungekränckt und unverruckt verbleiben/ alſo/ daß daſſelbe von dato erfolgter Ratification und Kayſerl. allergnädigſten Confirmation an/ in beyden Städten Alt Hanau und Windecken/ und ſonſten an allen Orten dieſer Graffſchafft (doch die Neu-Stadt Hanau von Erbauung einer Lutheriſchen Kirchen und Adminiſtration des Lutheriſchen Gottesdienſts/ auch Anrichtung der Schulen eximirt, die Krancken aber zu beſuchen/ und die Sterbende mit dem H. Abendmahl zu verſehen/ wie auch die Kinder in Nohtfällen zu Tauffen/ und privat Information für die Kinder zu halten/ dem Herkommen gemäß/ denen Lutheriſchen Pfarrern ohnbenommen) offentlich/ frey und ohnbeeinträchtigt von einer Gemein allein/ oder mehr zuſammen geſchlagenen Gemeinen/ mit Adminiſtration des völligen Gottesdienſts und zugehörigen Stücken/ auch in Ermanglung eigener Kirchen und Schulen/ (deren Erbauung und Aufrichtung ihnen allenthalben frey ſtehen ſolle) in abſonderlichen und privat Häuſern/ ihrer Bequemligkeit nach/ eingeführet/ und auch frey und ohnbeeinträchtiget geübet/ privat-Præceptores ihren Kindern gehalten/ frembde und außwertige Prediger/ oder Miniſterii Candidaten ihrer Religion/ doch ins künfftig mit Vorwiſſen und Gutbefinden des Conſiſtorii und Superintendenten ins geſambt/ oder von einem jeden vor ſich inſonderheit/ in Mangel eigener Seelſorger/ beruffen/ die Kinder in ihrer Religion frey auferzogen und informirt, und in Summa/ alles und jedes/ was zu Ubung eines freyen und ohnbeſchränckten Religions-Exercitii gehörig iſt/ vorgenommen und gethan/ auch darwider weder jetzo noch künfftig zu ewigen Zeiten auf einige Weiß/ wie die erdacht werden möchte/ ihnen keine Beſchwerde oder Beirrung zugezogen werden ſolle/ könne oder möge.

Worbey/ Siebendens/ dieſes abſonderlich/ und zu Verhütung allerhand Unordnung/ beliebt und verglichen worden/ daß von denen Lutheriſchen keine Kirche an denen jenigen Orten ſoll erbauet

Digitized by Google

ANNO 1670.

bauet werden/ wo nicht acht Haußgeſeſſene dieſer Religion zugethane Unterthanen vorhanden/ es wäre dann/ daß wegen Bequemligkeit der umligenden Orten die Nohtdurfft erforderte/ an ſolchen Orten/ wo gleich nicht acht Haußgeſeſſene befindlich/ eine Kirch aufzurichten/ auf welchen Fall es ihnen gleichfalls frey ſtehet/ jedoch nicht ad æmulationem oder zu Nachtheil der Reformirten geſchehen/ und darneben/ wann keine Kirch erbauet würde/ denen in wenigerer Anzahl ſich befindenden Unterthanen Schulen anzurichten/ privat-Præceptores zu halten/ die Kinder in ihrer Religion frey aufzuziehen/ und Frembde von andern Orten/ auſſer der Graffſchafft/ wie obgemeldt/ zu ſich kommen zu laſſen/ unbenommen und ohngewehrt ſeyn ſolle.

Wie dann auch/ Achtens/ mehrbemeldtes Coëxercitium Lutheriſcher Religion in der Stadt Schlüchtern (jedoch auf einem Dorff in der Nähe/ ob eben nicht acht Familien allda vorhanden/ voriger Clauſul gemäß/ eine Kirche zu ſetzen ohnbenommen) weder jetzt noch ins künfftig auch nicht in der Stadt Steinau/ ſondern nur in einer oder andern Vor-Stadt zu bemeldtem Steinau/ als auf dem Steinweg/ oder vor dem Oberthor/ und zwar erſt nach Expiration des/ der jetzigen Hoch-Gräfl. GeGemahlin/ gebohrner Fürſtin zu Anhalt/ zuſtehenden Wittumbs eingeführet werden möge/ und wird über das zu Steinau und Schlüchter in jeder Stadt eine Schule anzurichten/ und privat-Præceptores zu halten/ auch frembde Prediger/ doch absque Publico Exercitio privatim zu ſich kommen zu laſſen/ benebenſt freyer Education der Kinder den Lutheriſchen vorbehalten.

Es ſollen auch/ Neundtens/ die Kirchen und Schulen/ welche zu dieſem Coëxercitio etwa aufgebauet werden möchten/ ohne einige Hülffe/ zu thun/ Aufbürdung einiger dahin angeſehener Collecten/ gezwungener Frohndienſte/ Beſchwer und Nachtheil der Reformirten/ auf der Lutheriſchen eigene Koſten aufgeführt/ ingleichen dieſelbe und die darzu beſtellende Pfarrherren/ Schulmeiſter/ Küſter und andere Perſonen/ wie die Nahmen haben mögen/ von ihren/ der Lutheriſchen eigenen Mitteln dotirt und erhalten/ und beſoldet/ auch ſonſten alles alſo eingerichtet und gehalten werden/ daß denen Reformirten an ihren Kirchen/ Schulen/ Geiſt- und Weltlichen Stifftungen/ Hoſpitaln/ Siechhäuſern/ Allmoſen-Kaſten/ Kirchen-bauen und Præſentzen/ Renthen und Einkommen/ wie ſie dieſelbe bis anhero gehabt/ genoſſen haben und genieſſen/ oder künfftig unter ſich haben und genieſſen werden/ ſollen oder können/ es habe Nahmen wie es wolle/ nichts überall davon außgeſchloſſen/ und zwar ohne einiges Abſehen/ ob zu Erhaltung alles obigen von gedachten Gefällen und Einkommen/ was übrig ſeyn würde oder nicht/ und ſonſt an deroſelben freyen unbeſchränckten Exercitio ihrer Religion in denen Städten und Dörffern/ auch in ſpecie zu Vilbel/ nicht das allergeringſte abgehe/ und alle ihre in Religions- und darzu gehörigen Sachen habende Jura, Privilegia, Poſſeſſion, Gymnaſia und Schul-Recht/ Obſervantz, und wie es ſonſten ſeyn und heiſſen mag/ auch ſo viel ſeyn ſolle/ als wären alle ſolche Jura, Gerechtſame und Befugnüſſe allhier ſpecificè ausgetruckt/ und jedes mit Nahmen genennet/ ohnbeſchränckt und ohnbeeinträchtigt vor jedermann/ der Herrſchafft ſo wol als anderer/ nun und zu ewigen Zeiten immer währende/ und zwar ohne einige Dependentz von der andern Religion ſeyn und bleiben.

Nachdem ferner/ und zum Zehenden/ wegen Grünau und Selters abſonderliche Beſchwerung geführt worden/ ſo hat man ſich dießfalls dahin beſtändig verglichen/ daß es zu Grünau bey der Lutheriſchen Pfarr-Beſtellung/ wie es jetzo befindlich/ auch ins künfftig bewenden/ und denen Lutheriſchen ſolche Kirch ſambt denen Reditibus hinführo und allezeit verbleiben/ die Kirche zu Selthers aber denen Lutheriſchen von Zeit der Confirmation dieſes Vergleichs an/ gleichfalls eigenthümlich nebſt denen Reditibus, (wovon die zur Competentz der Pfarr zu Bleichenbach gehörige Stück/ als jährlich 15. Gulden an Geld/ ſambt zugehörigen Wieſwachs zum Genuß allein außgenommen ſeyn/ und ſelbigem Pfarrer und ſeinen Succeſſoren in officio, wie bishero auch inskünfftig jederzeit gelaſſen werden ſollen) zuſtehen ſoll; Hingegen verſprechen vorgedachte regierender Herr Graff und Fürſtl. Vormundſchafft nicht weniger vor ſich und reſpectivè dero Hoch-Gräffl. Pupillen und ihre Succeſſores, daß ſie die in dem Flecken Bockenheim denen Reformirten Teutſchen/ Niederländiſchen und Frantzöſiſchen Gemeinden zu Franckfurt in Anno 1638. ſo dann von jetzo regierenden Herrn Graffen/ vor etlichen Jahren zu Wolffsheim in der Obern-Graffſchafft Liechtenberg/ ohnweit Straßburg/ verwilligte Reformirte völlige Exercitia und reſpectivè deßwegen in Anno 1656. zu bemeldtem Wolffsheim aufgebauete Kirche/ wie bishero/ alſo hinfüro zu ewigen Zeiten denen Reformirten laſſen/ ſelbiges nicht abſtellen/ noch geſtatten wollen/ daß ſie in dieſem ihrem Exercitio in einige Wege gehemmet werden.

So hat es auch/ Eilfftens/ bey denen Kirchen zu Bieber/ Lohrhaupten/ Wartenſtein/ Steinbach und andern (da deren noch etwa einige vorhanden ſeyn ſollten) in An. 1610. unter dem Lutheriſchen Exercitio geſtandenen und noch ſtehenden Orten/ und derſelben Exercitio ſein ungeändertes verbleiben/ und wird Aſſenheim in ſtatu, quo eſt, gelaſſen.

Was nun/ Zwölfftens/ ferner Vermög erwehnten Coëxercitii Religionis die Lutheriſchen an Kirchen/ Schulen/ Exercitiis privatis & publicis, entweder bereits reſpectivè erbauet und aufgerichtet haben/ oder ins künfftig erbauen/ aufrichten und anſtellen möchten/ alles ſolches/ und was zu berührten Exercitiis ihrer Religion gehörig/ ſoll ohne einige Dependentz von jemand anders/ auſſer deme aufzurichtenden ſtehenden Conſiſtorio, wovon unten gedacht wird/ in eigener Freyheit alſo hierunter mit denen Reformirten in gleichen Rechten ſtehen/ dergeſtalt/ daß weder die neu-erbauete Kirch zu Hanau hinführo nicht ſchuldig ſeyn ſoll/ ihre Quartal extractus der Proclamationen/ Copulationen, Kindtauffen/ Begräbnüſſen zur Reformirten Kirchen einzulieffern/ noch ſonſten im geringſten etwas/ wordurch einige Dependenz inferirt werden möchte/ von denen Reformirten vorgenommen werden ſolle.

Damit aber/ Dreyzehendens/ alles obige in gewiſſer Ordnung und Diſciplin erhalten werden möge/ ſo ſoll jederzeit ein Conſiſtorium von Lutheriſchen Religions-Verwandten/ doch ohne der Reformirten Beſchwerde/ bey dieſer Graffſchafft beſtellet ſeyn/ welches ebenmäſſige Privilegia, hiemit und in Krafft dieſes haben ſolle/ als der Reformirten Conſiſtorium bishero gehabt hat/ und noch hat/ und ſollen zu dieſem Lutheriſchen Conſiſtorio Kirchen-Schul- und Rechnungs-Sachen/ alle dieſer Religion zugethane Pfarrer in perſonalibus, und ſo viel ihr Ambt/ Lehr und Leben betrifft/ deroſelben Vocation, Beſtell- und Annehm- auch Erlaſſung/ wann ſie von jemand beſprochen/ belangt oder verklagt werden ſollten/ ſodann alle andere Perſonen/ welche bey Kirchen und Schulen aufwarten und bedienet ſeyn/ alle Kirchen- und Schul-Renthen und Einkünfften/ und in Summo alle Eccleſiaſtica und Conſiſtorialia, ſie haben Nahmen wie ſie wollen/ gehörig ſeyn/ und alles was in bemeldtem Conſiſtorio vorgehet/ im Nahmen und mit Vorwiſſen des jeweiligen regierenden Landherrn verrichtet werden.

Solche beederſeits Conſiſtoria ſollen/ Vierzehendens/ im Nahmen der jeweils regierenden Herrſchafft ob dieſem Vergleich nicht allein ſteiff halten/ ſondern auch bey Annehmung der Geiſtlichen jedweder Religion dieſelbe jedesmals erinnern/ und ihnen ernſtlich auflegen/ darwider nichts vorzunehmen noch zu tentiren.

Fünffzehendens/ ſollen alle Kirchen- und Schul-Bediente in den Städten und auf dem Land von beyderley Religionen gleicher Freyheit genieſſen/ auch keinerley Religions-Verwandte von den andern/ oder um der andern willen beſchweret werden.

So ſollen auch/ Sechzehendens/ die auf dem Gottes-Acker fallende Allmoſen der Religion/ welcher der Verſtorbene zugethan geweſen/ verbleiben. Was aber von Allmoſen und ſonſten bey den Zünfften gefället/ nach Proportion jeder Religion Zunfft-Brüder/ nachdem nemlich von dieſer oder jener Religion mehr oder weniger ſeynd/ außgetheilet/ und die bedürfftige Lutheriſche Bürger oder Einwohner in die Spitäler mit-auf- und eingenommen werden/ doch ſoll es mit dem Hoſpital in der Neuſtadt alſo gehalten werden/ daß/ wann die in ſolcher Stadt wohnende Lutheriſche/ ſich deſſen mit bedienen wollen/ darüber ſie ſich zu erklären/ auch zu ihren Leichbegängnüſſen ſich der Neuſtadt Glocken gebrauchen/ und gleich denen Reformirten die Gebührnüß darvor zu bemeldten Hoſpitals Behuff bezahlen ſollen. Die Einſammlung des Feſthellers bleibet vor den Glöckner jeder Religion.

Damit auch/ Siebenzehendens/ in beyderſeits Kirchen alle Unordnungen um ſo viel mehr verhütet werden/ ſo ſollen/ wann beyderley Religions-Verwandten zuſammen heyrathen/ die Proclamationes in beyderley Kirchen verrichtet/ und in die jenige Kirch/ wo die Copulation geſchicht/ aus der andern Kirch eine Atteſtation der daſelbſt auch mit geſchehenen Proclamation gebracht werden/ die Proclamations-Gebühr aber denen Pfarrern jeder Kirche verbleiben.

Und ſollen/ Achtzehendens/ die Copulationes und Kindtauffen in denen Kirchen verrichtet werden/ deren Religion der Bräutigam und Vater des Kinds zugethan.

Zum Neunzehenden/ ſoll bey den Leichbegängnüſſen der jenige/ ſo ſich bey den Glöcknern am erſten anmelden wird/ ohne Unterſcheid der Religion/ den Vorzug haben/ die Leichpredigt auch von dem jenigen Pfarrer geſchehen/ deſſen Religion der Verſtorbene zugethan geweſen.

Uber dieſes/ und zum Zwanzigſten/ ſollen die jeweilige Herrſchafften/ Succeſſores und Nachkommen der Graffſchafft Hanau-Müntzenberg/ jetzo und zu ewigen Zeiten nicht Macht/ Fug noch Recht haben/ in beſagter Graffſchafft und deren zugehörigen Orten/ etwas in den Lutheriſchen Religions-Freyheiten/ deren Kirchen-Gebräuchen/ oder andern/ ſo zu Beſtellung der Geiſtligkeit und Kirchenweſen gehörig/ zu ändern/ abzuthun/ oder in andere Form/ Weiß und Weg einzurichten/ ſondern alles in dem Stand/ wie es jetzo verglichen und beſchloſſen/ unverruckt verbleiben zu laſſen/ hiermit und in Krafft dieſes pflichtig und verbunden ſeyn.

Als auch/ zum Ein und zwanzigſten/ über obgedachte Eccleſiaſtica und deren Dependentien ferner die Beſtellung der weltlichen Diener vorgekommen/ hat man ſich/ ſo viel die Cantzley betrifft/ dahin verglichen/ daß beederley Religions-Verwandte qualificirte Räthe an der Zahl gleich ſeyn/ das Directorium an Seiten der Lutheriſchen Religions-Verwandten verbleiben/ der Secretarius der Reformirten/ der Regiſtrator aber der Lutheriſchen Religion beygethan/ und darneben einem oder anderen Reformirten Cantzley-Raht gleich den Lutheriſchen Räthen/ auf geſinnen/ die Archiv jedesmals zu eröffnen und einzulaſſen ſchuldig ſeyn/ ſo dann der Cantzeliſten wegen die parität gehalten werden ſolle.

Vorbey dann / zum zwey und zwantzigſten / auch allerſeits beliebet worden / daß ſo wol die Reformirte als Lutheriſche Räthe / in Lands-Juſtitz- und Regiments-Sachen / die Hanau-Müntzenbergiſche Graffſchafft betreffend / mit zugezogen / und alſo die Nothdurfft communicato conſilio deliberirt und reſolvirt werden / auch die Außfertigung dem Concluſo gemäß in der Cantzley geſchehen ſolle.

Allermaſſen dann auch / zum drey und zwantzigſten / wann die Räthe einer oder der andern Religion / dem regierenden Herrn Graffen in Sachen / dieſen Vergleich / oder ſonſten ihr Ambt betreffend / bey erheiſchender Nohtdurfft etwas mit geziemender Beſcheidenheit erinnern / oder abſonderlich zu Vorſtand einer oder der andern Religion ſchrifft- oder mündlich reſpectivè aufſetzen und vortragen möchte / ihnen ſolches zu keinen Ungnaden gewendet / ſondern zugelaſſen ſeyn ſolle.

Zum vier und zwantzigſten / iſt bey Beſtellung der Kammer beliebt / daß ein Lutheriſcher und ein Reformirter Kammer-Raht beſtändig ſeyn / und der Kammerſchreiber und Regiſtrator ſo lang dieſe Officia conjungirt bleiben / in der Religion alterniren / oder auch dafern dieſe beyde Officia ſeparirt werden ſollten / dieſelbe von beyden Religions-ſubjectis beſetzt werden / wann aber zu ſeiner Zeit nur einen Reformirten / und keinen Kammer-Raht mehr zu beſtellen gut befunden würde / alsdann ſoll der Kammerſchreiber und Regiſtrator, wann nur ein Subjectum darzu gebraucht wird / Lutheriſcher Religion zugethan ſeyn / und pro paritate votandi ein Votum mitführen. Wann dann endlich bemeldte Paritas auch an Seiten der Reformirten Religions-Verwandten durch Beſtellung eines Reformirten Raths bey ged. Kammer nicht erhalten würde / ſo ſoll in vorfallenden Sachen / durch Beyſetzung einiger Reformirten Cantzley-Räthe oder Beambten ſothane Parität gemacht werden.

Zum fünff und zwantzigſten / ſollen die beyde Graffſchafften in der Alt- und Neuen Stadt Hanau / ſo dann die ſämbtliche Herrſchafftl. Bediente in den Aemtern Steinau an der Straſſen ſambt Schlüchter und Blondenſtein / wie auch Windecken und Bucherthal (bis auf zweene der Lutheriſchen Religion zugethane Schultheiſſen oder Centgreven / nemlich zu Rüdigheim und Bruchköbel) und dem Amt Dorheim (bis auf einen Schultheiſſen / nemlich zu Nauheim / welcher Lutheriſch ſeyn ſoll /) der Reformirten Religion / hingegen die ſämptlich Herrſchafftliche Bediente im Bornheimer Berg / bis auf den Keller und fünff Centgreffen / als zu Bergen / Bockenheim / Preungesheim / Biſchoffsheim und Filbil / ſo reformirt ſeyn ſoll / wie auch in dem Amt Ortenberg und Gericht alten Haſſelau / der Lutheriſchen Religion zugethan ſeyn / bey dem Amt Rodheim aber der Oberſchultheiſſen und Kellerey-Dienſt durch eine Perſon verſehen / und unter beyden Religionen dieß Orts alternirt werden / ſo dann der Schultheiß zu Steinbach und Ober-Eſchbach in ſelbigem Amt Lutheriſcher / die übrige zwey Schultheiſſen aber / als zu Rodheim und Nieder-Eſchbach Reformirter Religion ſeyn.

Zum ſechs und zwantzigſten / hat es mit der Amtmanſchafft des Freygerichts / Welmutzheim vor dem Berg / zu Lohrhaupten und Partenſtein / wie auch zu Rienck zu ſamt der Kellerey Müntzenberg und Aſſenheim / wie ſie ohne dieß mit Lutheriſchen Beamten und Bedienten bisher verſehen geweſen / ſo dann nicht weniger mit der allhieſigen Hoffkellerey dergeſtalt ſein verbleiben / daß ſolche ſo wol als die Kriegs- Hof- Forſt- Jagt- und Zoll-Dienſte nach Belieben des Landsherrn mit Perſonen / ſo der Lutheriſchen Religion zugethan / beſtellet werden mögen / jedoch ſolle dem regierenden Herrn frey ſtehen / die Reformirte nach deren qualitäten und erheiſchender Nothdurfft / darzu auch zu befördern / deſſelben gleichen iſt auch abgerede / daß die jetzige Bediente beyder Religionen / wie ſie ſich vor dißmal an einen oder andern Ort befinden / ſo lang ſie leben / ohne gnugſame Urſach ihrer Dienſte nicht erlaſſen / noch derer Tod aber auf den verglichenen Fuß die Dienerſchafft eingerichtet werden ſolle / und erkläret ſich mehrgemeldter regierender Herr Graff und die Fürſtl. Vormundſchafft aus Landsväterlicher Affection, und Liebe zu dieſer Graffſchafft Unterthanen vor ſich / ihre Pflegbefohlene / und obgedachte ihre Succeſſores dahin / daß ſie zu den Raths und andern Politiſchen und Militariſchen Bedienungen / ſo viel möglich / eingebohrne und begüterte qualificirte Unterthanen / wenigſtens / ſo fern ſie beſſere oder gleiche Qualitäten haben / und ſonſten dabey kein Bedencken vorhanden / vor andern Frembden und Außländiſchen gebrauchen wollen / immaſſen ſie auch über dem ihre Räthe und Bediente / ſo lang ſie ſich ihrer Inſtruction und Pflichten in Beobachtung ihrer Beſtallung gemäß bezeigen / nicht abſchaffen / ſondern ihnen vielmehr mit Gnaden zugethan ſeyn und verbleiben wollen.

Belangend ferner / zum ſieben und zwantzigſten / die Beſtellung des Stadt-Magiſtrats bleibt es dißfalls in der Neuſtadt Hanau bey ihrer Capitulation und Transfix, wie auch nicht weniger in der Altſtadt Hanau darbey / daß wie ſie jetzo mit reformirten ſubjectis beſetzet / alſo weder jetzo noch künfftig in ihren Rathſtühlen Lutheriſche auf- und anzunehmen verbunden / jedoch ged. Stadt-Rath auch die freye Wahl Lutheriſche mit einzunehmen ohnbenommen ſeyn ſollt. Wegen der Städte auf dem Land aber iſt verglichen / daß in dem Stadt-Rath ein Viertel Lutheriſche Rathsherrn / doch auch ehender nicht / als wann durch Abſterben reformirter Rathsherrn ſo viel Stellen vacant werden / auf- und angenommen werden ſollen / aber auch alſo / daß wider ihren Willen / durch Decrets, Befehle / oder auf andere Weiß ihnen keiner aufgedrungen / ſondern wie bisher / bey ihrer unſtreitigen Wahl / Nomination und Præſentation ohnperturbirt gelaſſen werden: Es ſollen auch Burgermeiſter und Rath in beyden Städten Hanau bey Erwehl- Beſtell- und Annehmung ihrer Bedienten / welche von den Stadtgefällen allein beſoldet werden / ohne einiges Menſchen behinderung ruhig und ohnbeeinträchtigt verbleiben / ſo viel aber die Beſtellung der Burger-Officirer und anderer bürgerlicher Aemter betrifft / ſollen die Lutheriſche davon nicht außgeſchloſſen / und obgemeldte Diener und Officirer / wie Herkommens / dem jeweiligen regierenden Herrn Graffen præſentirt / und nach abgelegten gewöhnlichen Eydspflichten von demſelben confirmirt werden.

Zum acht und zwantzigſten / ſoll der Unterrath zu Windecken zur Helfft mit Lutheriſchen ſubjectis beſtellet / gleicher Geſtalt in dem alſo genannten Blutgericht zu Steinau und Schlüchtern / zu Blutſchöffen auch Lutheriſche admittirt / die Untergerichte aber auf den Dorffſchafften / wie auch Landſcheide in den Städten und auf dem Land der gantzen Graffſchafft nach Proportion der von beyderley Religionen am jeden Ort befindlicher Unterthanen / mit Reformirten und Lutheriſchen vermengt werden / und ſoll darbey der Gemeynd dem Herkommen gemäß / die freye Wahl / Nomination und Præſentation, wann ſolches nur nach jetztgemeldter Proportion reſpectu Religionis geſchicht / gelaſſen werden.

Es ſoll auch / zum neun und zwantzigſten / mit Annehmung der Burger und Unterthanen in Städten und auf dem Land im geringſten kein Unterſchied unter dieſen beyden Religionen gemacht / und allein in der Neuſtadt Hanau dieſes abſonderlich beobachtet werden / daß ein jeder / ſo der Lutheriſchen Religion zugethan / und daſelbſt zum Burger angenommen zu werden begehrt / neben den 10. Rht. Einzugsgeld / dem Stadt Rath zu ſeiner diſpoſition abzurichten / auch 200. fl. im Vermögen haben / hingegen der doppelten quartal Collecten befreyet / und hierüber auch ſchuldig ſeyn ſoll / gleich den Reformirten ſeine ehrliche Geburt / Herkommen und Wandel der Gebühr beyzubringen.

Zum dreyſſigſten / läſt man an Seiten der Herrſchafft geſchehen / daß die ſo genannte Reformirte Corpora, oder vielmehr engerer und weiterer Außſchuß von Städten und Land in ihren Angelegenheiten und Sachen / ſo dieſen Vergleich betreffen / wie bishero ohnbehindert zuſammen kommen / desgleichen dann denen Lutheriſchen Unterthanen bey vorfallender Nothdurfft ebenmäſſig ohnverwehrt ſeyn / die auf bemeldten Zuſammenkunfften und ſonſt benöthigte Unkoſten aber / mit Vorwiſſen der Herrſchafft unter ihnen außgebracht / und kein Theil mit des andern Außlagen beſchwert werden möge / immaſſen auch ratione præteriti vorgemeldten Reformirten die ihnen in Ann. 1664. wegen der damahligen Conferentz Coſten bewilligte und aſſignirte Gelder / ſo viel deren noch ohnbezahlt außſtehen / bey denen zwey erſten nechſten Anlagen eingetheilt / und ihnen abgetragen werden ſollen.

Wann auch / zum ein und dreyſſigſten / aus einen und andern Urſachen bishero einige Flecken dieſer Graffſchafft Hanau Müntzenberg verſetzt ſeyn / und zwar die regierende Herrſchafft / deren hinfüro keine mehr zu verſetzen feſtiglich reſolvirt hat / jedoch ſich ſolche Zeiten über Verhoffen begeben könnten / daß mit Vorwiſſen und Conſens deren / ſo dabey intereſſirt ſeyn / noch einiges oder anderes verſetzt werden müſte / ſo wird doch allen Falls an Seiten der jeweilig regierenden Herrſchafft ſorge getragen werden / immaſſen ein ſolches auch verſprochen wird / Krafft dieſes / daß die Creditores antichretici ſo gegenwärtige als zukünfftige / die ihnen untergebene Unterthanen beyder Religionen in Eccleſiaſticis & Politicis wider dieſen Vergleich / Privilegia und altes Herkommen nicht beſchweren ſollen / können noch mögen.

Damit nun / zum zwey und dreyſſigſten / dieſes und obiges alles deſto ſteiffer und veſter gehalten werde / ſo renunciren / verzeihen und begeben allerſeits ſo Herrſchafft / als Unterthanen vor ſich / und reſpectivè ihre Pflegbefohlene und dero künfftige Succeſſores und Nachkömlinge ſich pleniſſimo effectu, und zum kräfftigſten nicht allein aller und jeder hinc inde bey dem Kayſ. Reichshof-Rath und Cammergericht zu Speyer nach und nach außgewürckten Proceſſen / und erlangten Decreten vollkommenlich und gäntzlich / dergeſtalt daß ſeldige zu Behauptung einiger Sachen in Ewigkeit nicht mehr angezogen / ſondern hinführo für aufgehoben und abgethan gehalten ſeyn / auch ſolches ohnverzüglich an gehörige Oerter notificiret werden ſoll / ſondern auch ſie renunciren und begeben ſich gleicher Geſtalt aller und jeder jetzigen und künfftigen Beneficien / Privilegien und Guthaten gemeiner beſchriebener Rechten / auch Statuten / Gewonheiten und Special-Verordnungen / wie ſolche nicht allein wider dieſen Vergleich / ſondern auch die hierinnen begriffene Renunciationes ſelbſten / durch Menſchen-ſinne erdacht werden können / ſonderlich aber renunciren allerſeits mit gutem Wiſſen und Willen auch reiffen vorbedacht Exceptioni doli, metus, coactæ voluntatis, ignorantiæ, rei aliter geſtæ, juris tertii non citati, non ſatis auditi nec defenſi, læſionis, reſtitutionis in integrum, ſive ſit ex minorennitate ſive ex alio capite nullitatis fidei commiſſi, juris ex Inveſtituris quæſiti, diſpoſitionis Teſtamentariæ und aller anderer / wie ſie immer Namen haben mögen / zumalen nichts außgeſchieden / in maſſen ſie ſich deren allen dergeſtalt begeben / als wann ſolche mit Namen allhier außgedruckt wären.

Es ſollen daneben / drey und dreyſſigſtens / zu deſto mehrer Verſicherung und deſſen allen Veſthaltung beyder Religionen

ANNO 1670.

Räthe und Bediente der Cantzley und Cammer / auch Beampte und Bediente in den Städten und auf dem Lande bey ihrer Annehmung in ihren Eydpflichten / auf dieſen Vergleich gewieſen werden / und ſich dann aller Gebühr gegen einander ohn alle diffidentz, æmulation, und Widerwillen bezeigen.

Solte dann ferner zum vier und dreyſſigſten / wider Verhoffen über den Sinn und Verſtand gegenwärtigen Vergleichs ſich ein oder anderer Zweiffel ereignen / ſolchen Falls wird mit nichten alſobald de facto verfahren / ſondern was zweiffelhafft hinc inde bekannt gemacht / und hingelegt / ſonſt aber und wofern dieſem zu wider nichts deſto weniger was vorgenommen werden wolte / dem gravirten Theil ohne das frey und bevor ſtehen / Krafft und Inhalt des Pacti de Anno 1610. Kayſerl. Mandata pœnalia Executorialia & inhibitorialia S. C. bey dem Kayſerl. und des H. Reichs Cammergericht zu Speyer auszuwürcken.

So ſoll es auch zum fünff und dreyſſigſten / wegen der jeweiligen Erbhuldigung bey dem offtgemelten Pacto de Anno 1610. allerdings ſein Verbleiben haben.

Und damit endlich zum ſechs und dreyſſigſten / dieſer Vergleich in allen ſeinen Puncten und Clauſulen unverbrüchlich gehalten / und demſelben der Gebühr nach gelebet werde / ſo ſoll dieſer Receſs zu deſto mehrer Befeſtigung nicht allein nach vorgangener allerſeits Intereſſenten auch durch ihre Geſandſchafften allhier beyſammen ſtehender Chur- und Fürſten Ratification (welche innerhalb 3. Monats-Friſt à dato einzubringen beliebet worden /) darauf allerförderlichſt Ihro Kayſerl. Mayſt. zu allergnädigſter Confirmation und Manutenentz allerunterthänigſt vorgetragen / und dieſelbe deßfalls allergehorſamſt angelanget werden / auch immittelſt und bis ſolche allergnädigſt ertheilt wird / jeder Theil in ſtatu quo gelaſſen / und in vorigen ſeinen habenden Rechten ohngekränckt und ohnverruckt verbleiben / à dato bemeldter Kayſerl. Confirmation aber / dieſer Vergleich in allen und jeden Puncten nun und zu ewigen Tagen ſeine Würcklichkeit erreichen / und beſtändig behalten / ſondern es werden auch Ihro Chur- und Fürſtl. Gnad. und Durchl. Durchl. Durchl. Durchl. Durchl. Durchl. zu Mayntz / Sachſen / Brandenburg / Pfaltz / Pfaltz-Simmern / Heſſen-Caſſel / und Heſſen-Darmſtadt von allerſeits Principal-Intereſſenten hiermit reſpective freund-dienſtl. unterthänigſt auch gehorſamſt erſucht / gegenwärtigen Vergleich conſerviren zu helffen / und nicht zu verſtatten / daß darwider etwas vorgenommen oder gehandelt werden möchte: Worzu auch Fürſtlicher Vormundſchafftlicher Seiten wegen dero Gräfflicher Pupillen annoch zwey hohe Reichsſtände / Lutheriſcher Religion zugethan / mit zu erbitten / vorbehalten wird.

Deſſen zu wahrer Urkund haben nechſt denen Intereſſirten Theilen vor Hochſtged. Ihro Chur- und Fürſtl. Gn. Durchl. Durchl. Durchl. Durchl. Durchl. Anweſende Herrn Abgeſandte / benantlich wegen Chur-Mayntz Herr Ludwig Guſtav / Graff zu Hohenlohe / geheimer Rath ꝛc. wegen Chur-Sachſen Herr Nicol von Gerſdorff geheimer Raht und Cammerherr / wegen Chur-Brandenburg / Herr Johann de Bayer, geheimbder Clev- und Märckiſcher Regierungs-Rath / und Hoffgerichts Director, wegen Chur-Pfaltz / und Pfaltz-Simmern / Herr Georg Wilhelm von Brunnen Hoffgerichts-Rath und Oberamptmann zu Bocksberg / und Herr Daniel Veling Regierungs-Rath / wegen Heſſen-Caſſel Herr Regnerus Badenhauſen Geheimer- und Regierungs-Rath ꝛc. wegen Heſſen-Darmſtadt Herr Georg Ludwig / Burggraff von Kirchberg ꝛc. Geheimer-Rath / Regierungs- und Cammer-Præſident, dieſen Receſs eigen-händig unterſchrieben und geſiegelt. So geſchehen in Hanau den 16. (26.) Tag Auguſti im Jahr nach Chriſti Geburt 1670.

(L.S.) Ludwig Guſtav Graff zu Hohenloh.

(L.S.) Nicol. von Gersdorff.

(L.S.) Johan de Bayer.

(L.S.) Georg Wilhelm von Brunnen.

(L.S.) Daniel Veling.

(L.S.) Regnerus Badenhauſen.

(L.S.) Georg Ludwig Burggraff von Kirchberg.

(L.S.) Friederich Caſimir Graff zu Hanau.

Hochgräfl. Hanau Vormundſchafftl. Abgeſandte Räthe.

(L.S.) Hans Reinhard von Dornberg.

(L.S.) Joh. Wolffg. Pfal.

(L.S.) Wolffg. Rehm.

(L.S.) Joh. Ernſt Barnbäler.

Der Hanauiſchen Corporum Siegelung.

(L.S.) L.S.) L.S.) (L.S.)

UNd Uns darauf Eingangs-gemeldte Fürſten und Graffen / wie auch der Reformirten Religion zugethane Unterthanen demüthiglich angeruffen und gebetten / daß wir ſolchen ihren aufgerichteten Vergleichs-Receſs alles ſeines Innhalts gnädiglich zu confirmiren und zu beſtätigen geruheten; Das haben Wir gnädiglich angeſehen ſolche ihre gehorſamſte Bitt / und darum mit wolbedachtem Muth / gutem Rath / und rechtem Wiſſen / den ob-inſerirten Religions-Vergleichs-Receſs ſo weit derſelbe dem Münſteriſch- und Oſnabrückiſchen Friedenſchluß nicht zuwider / ſondern demſelben gemäß iſt / alles ſeines Innhalts / aus Römiſcher Kayſ. Macht Vollkommenheit gnädigſt confirmirt / approbirt / ratificirt / und beſtätigt / thun das auch / confirmiren / approbiren / ratificiren / und beſtätigen ſolchen auch hiemit / ſo weit es obgedachtem Friedenſchluß gemäß / und nicht zu wider iſt / und was Wir daran zu confirmiren haben / von Röm. Kayſerl. Macht wiſſentlich in Krafft dieſes Brieffs / und meynen / ſetzen und wollen / daß obeinverleibter Religions-Receſs, in allen ſeinen Puncten / Clauſulen / Articuln / Innhalt / Meynung und Begreiffungen ſtät / veſt / und unverbrüchlich gehalten und vollzogen / und von niemanden darwider gehandelt und verfahren werden / ſondern beyde verglichene Theil ſich derſelben geruhiglich freuen / gebrauchen / und genieſſen mögen / und ſollen / von allermänniglich unverhindert / jedoch Uns / dem H. Reich und ſonſt männiglich an ſeinen Rechten und Gerechtigkeit unnachtheilig und unſchädlich. Und gebiethen darauf allen und jeden Chur-Fürſten / Fürſten / Geiſt- und Weltlichen / Prälaten / Graffen / Freyen / Herren / Rittern / Knechten / Landvögten / Hauptleuten / Vizdomben / Vögten / Pflegern / Verweſern / Amptleuten / Landrichtern / Schultheiſſen / Burgermeiſtern / Richtern / Räthen / Burgern / Gemeinden / und ſonſten allen andern Unſern / und des Reichs Unterthanen und Getreuen / in was Würden / Stand oder Weſen die ſeynd / ernſt- und veſtiglich mit dieſem Brieff / und wollen / daß ſie obberührten Religions-Receſs alles ſeines Innhalts / und dieſe Unſere Kayſ. darüber ertheilte Confirmation bey ihren Würden und Kräfften verbleiben / und mehrgedachte ANNAM MAGDALENAM, und Chriſtian / Pfaltzgräfin und Pfaltzgraffen bey Rhein / als Vormünderin und Mitvormundern / Graff Johann Rheinharden zu Hanau / hinterlaſſenen Kindern / und Ihne Graff Friederich Caſimirn zu Hanau und deren Unterthanen / derſelben ruhiglich erfreuen / gebrauchen und genieſſen laſſen / ſie darwider nicht beſchweren / hindern noch irren / inſonderheit befehlen wir denen Hanauiſchen Vormündern / und Mitvormündern / und ihne Graff Friederich Caſimirn zu Hanau / und denen ſo dabey intereſſirt ſeynd / gnädigſt / daß ſie auch ihrer Seits ſolchen Vergleichs-Receſs, ſo weit derſelbe einen jeden bindet / in allen Puncten / Articulen / Clauſuln / Innhalt / Meyn- und Begreiffungen / wie obſtehet / geſtracks nachkommen / und geleben / darwider nicht thun / handlen / oder fürnehmen / noch das jemands andern zu thun geſtatten / in keine Weiß noch Weg / als lieb einem jeden iſt Unſer / und des Reichs ſchwere Ungnad und Straff / und darzu ein Pœn / nemlich zehen Marck löthiges Goldes / zu vermeiden / die ein jeder / ſo offt er freventlich hierwider thäte / Uns halb in Unſer und des Reichs-Cammer / und den andern halben Theil mehr gedachtem verglichenen / und dem haltenden Theil ſo hierwider beleidigt würde / unnachläßlich zu bezahlen / verfallen ſeyn ſolle.

Mit Urkund dieß Brieffs beſiegelt mit Unſerm Kayſerl. anhangendem Inſiegel / der geben iſt in Unſerer Stadt Wien den 23. des Monats Decembris, nach Chriſti unſers lieben Herrn und Seeligmachers Gnadenreichen Geburt / im 1671. Unſerer Reiche / des Römiſchen im 14. des Hungariſchen im 17. und des Böhmiſchen im 16. Jahre.

LEOPOLD.

Vid. Leopold Wilhelm Graff zu Königsegg.

Ad Mandatum Sac. Cæſ. Majeſtatis proprium.

Wilhelm Schröder.

LXIII.

15 Oct.

Receſs durch derer dazu erſuchter Reichs-Commiſſarien ſubdelegirte zwiſchen Ihro Fürſtl. Durchl. zu Lothringen und dem Gräfflichen Hauſe Naſſau-Sarbrücken aufgerichtet / wodurch dieſes in die poſſeſſion der Veſtung Homburg / der Graffſchafft Sarwerden und dero Appertenentien immittirt wird. Geſchehen zu Sarbrücken den 15 Octobr. 1670. [GASTELIUS *de Statu Publ. Europ. Noviſſ.* Cap. XXXI. pag. 861. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheil. IV. Abſatz XIV. pag. 337.]

C'eſt-

C'eſt-à-dire,

Recès conclu par les Subdelegats des Commiſſaires Imperiaux à ce requis, entre le Sereniſſime Duc de LORRAINE *d'une part, & les Comtes de* NASSAU-SAARBRUG *d'autre part, par lequel lesdits Comtes sont mis en poſſeſſion de la Fortereſſe de* Hombourg *& du Comté de* Sarwerden *& de ſes Appartenances & Dependances. A Saarbrugh le* 16/6 *Octob.* 1670.

Zu wiſſen / als wegen der im Inſtrum. Pacis Art. 4. Comitibus Naſſau Saræpontanis berührten Naſſau-Sarbrückiſchen Reſtitutions-Sach / nach vielfältiger geſchehener Bemühung / endlich zwiſchen Ihrer Fürſtl. Durchl. zu Lothringen und Hochgedachten Gräffl. Haus Naſſau / auf noch ſtehenden Reichstag zu Regenſpurg / und durch Vermittelung einiger Reichs-Deputirten ein Vergleich getroffen / ſolcher in einen Receſs de dato 9. (19.) Decembris An. 1669. gebracht / und von beyden Theilen vollzogen / zu deſſen Exequirung durch ein Reichs-Gutachten de dato den 11. Julii jüngſthin der Hochwürdigſte Fürſt und Herr / Herr Carol Caſpar / Ertz-Biſchoff zu Trier / des Heil. Röm. Reichs durch Gallien und des Königreichs Arelaten Ertz-Cantzler und Chur-Fürſt / &c. wie auch der Durchl. Fürſt und Herr / Herr Georg Wilhelm / Hertzog zu Braunſchweig und Lüneburg / &c. zu Commiſſarien erſucht / ſie auch ſolches willig unternommen / und in dero Nammen / und zwar an Seiten Ihrer Chur-Fürſtl. Durchl. zu Trier der Wolgeborne Joh. Eberhard / Freyherr von Keſſelſtadt / Herr zu Illinen und Führen / Chur-Fürſtl. Trieriſcher Raht / Stadthalter zu Trier / and Ambtmann zu Pfaltzen / &c. auch der Wol-Edle und Hochgelehrte Herr Damian Heinrich Anetanus, Chur-Fürſtl. Trieriſcher Hof-Raht / an Seiten Ihrer Fürſtl. Durchl. zu Braunſchweig und Lüneburg aber / der Hoch-Edle und Geſtrenge Herr Lorentz Müller / Ihrer Fürſtl. Durchl. Geheimer Raht zu Subdelegirten conſtituirt, dieſe auch / nachdem die Zuſammenkunfft auf begehren Hochged. Ihrer Fürſtl. Durchl. zu Lothringen von dem Anfangs vor genehm gehaltenen Städtlein Sarbrücken als loco partis, Zweybrücken mit allerſeits belieben verlegt worden / an jetzt gedachten Ort ſich eingefunden / und bey Eröffnung obhabender Commiſſion, durch producirung ihrer Subdelegations-Gewalt / zu legitimirung ihrer Perſonen / denen Partheyen / als den Wolgebornen Herrn Maronis de Harencourt, General de la Bataille, und Gubernator des Teutſchen Beliſthumbs Ihr. Durchl. zu Lothringen / wie auch dero Raht und Procureur General zu Wolderfang Herr Ernſt Cöller / als Deputirte von Ihro Durchl. und dann in Perſon gegenwärtig geweſen / die Hochgeborne Herren / Herr Johann / Herr Johann Ludwig / Herr Guſtav Adolff / Herr Walrath / und Herr Friedrich / alle Graffen zu Naſſau / Sarbrücken und Sarwerden / Herren zu Lohr / Wißbaden und Idſtein angezeigt / wie es endlich in dieſer lang geſchriebenen Sach ſo weit gekommen / daß man jetzo zur Execution obged. Regenſpurgiſchen Receſs würcklich ſchreiten / und von den Partheyen nur lediglich vernehmen wollte / an welchem Ort mit der Immiſſion der Anfang zu machen / und zum füglichſten ohne Weitläufftigkeit oder Beſchwerde der Intereſſenten / und deren Unterthanen / bis zum Ende verfahren werden könne; Und als ſich Anfangs wegen der Ordnung / nach welcher die Reſtitution vorzunehmen / einige Diſcrepantz herfür gethan / ſo doch endlich durch Repræſentation guter Rationen / die von einem der Herrn Subdelegirten Höchſtgemeldter Ihrer Fürſtl. Durchl. zu Lothringen auf der Veſtung Homburg perſönlich geſchehen / nach Wunſch ſuperirt / und dann endlich der Herren Lothringiſchen Deputirten Vollmachten examinirt und gefunden worden / daß man zwar bey denſelben ein und anders zu erinnern hätte / gleichwol ſolches nicht ſehr anden wollte / wann nur zum effect, man etwan von offt erneldter Ihrer Fürſtl. Durchl. zu Lothringen einen immediaten Befehl unter dero Hand an die Gubernetirs / und Beamdten / um die Reſtitution geſchehen zu laſſen / wie auch die noch ermangelte Subſcription der bey der Hand habender drey Original Regenſpurgiſcher Receſſen erlangen und habhafft werden könnte / und dann ſolches alles zu vollen Vergnügen erfolget / daß darauf zur würcklichen Execution geſchritten / und mit dem Ambt und Veſtung Homburg dergeſtalt der Anfang gemacht / daß in Gegenwart mehrgemeldter Lothringiſcher Deputirten / und deren Intereſſ. Herren Reichs-ſubdelegirten Commiſſarien den Fürſtl. Lothringiſchen Gouverneur daſelbſten / und Obriſten Johann Gerntern / wie auch der in Ordnung rangirter Guarniſon / mit Vorleſen mehr erwehnten Regenſpurgiſchen Receſs, in paſſibus concernentibus angedeutet worden / daß man / vermög deſſelben / die in gegen ſich befindete Graffen zu Naſſau-Sarbrücken in die Poſſeſſion der Veſtung und Ambt Homburg hiemit wieder würcklich immittire, und gedachten Gouverneur und Guarniſon in derſelben geſamdeen Pflichten zu nehmen begehrete / ſolches auch darauf nach einigen beſchehenen Erinnerung und wiedergegebenen Erklärungen / zu erſt von dem Commendanten / und hernach von allen Officiern and gemeinen Knechten reſpective in Teutſcher und Frantzöſiſcher Sprach würcklich affeſtirt, auch die wenige reſtituirende Unterthanen dieſes Ambts / in allen Stücken / nach Diſpoſition offtged. Receſs vollführet worden / hat man nach überlieſſerter / auf höchſterwehnter Ihro Fürſtl. Durchl. eigenhändigen Ordre an den Commendanten zu Bitſch / bisherigen Ambtmann der Graffſchafft Sarwerden / die Unterthanen jetzged. Graffſchafft / ins Chur-Fürſtl. Trieriſche Lehen-Dorff St. Lorentz zuſammen kommen laſſen / denenſelben mit Vorweiſung der an die Lothringiſchen Herren Deputirt gegebenen Commiſſion, und derſelben Ordre / ſo an die Beambten ergangen / anzeigend / daß / weil von Lothringiſcher Seiten niemand zugegen / man ſie / Krafft obhabender Commiſſion der Pflichten / worinnen ſie bisherto geſtanden / erlaſſt / auch Hochged. Herren Graffen hiemit in Poſſeſſion der Graffſchafft Sarwerden / nach Innhalt des Regenſpurgiſchen Rece's, wieder immittire / ſie die Unterthanen an dieſelbe / als Ihre Land- und Erb-Herren wieder anweiſe / und von ihnen den Huldigungs-Eyd abnehmen würde / ſolches auch darauf würcklich geſchehen / nicht minder auch die Herren Graffen in die zu Sarbrückenheim und Sarwerden in dem Receſs zugeſtandener Reichs-Lehen / als Zoll und Gelevt / durch einen gewöhnlichen Durchzug und Aufrichtung der Zollſtöcke / reſtituirt, endlich und zum letzten auch die Immiſſion in die Vogtey Herbitzheim / durch Erlaſſung der vorigen / und Wiederannehmung gewöhnlicher Naſſauiſcher Huldigungs-Eyd / würcklich geſchehen / und alſo offtgemeldter Regenſpurgiſcher Receſs in allen ſeinen Stücken / zu Vergnügung mehrmals gedachter Herren Graffen zu Naſſau-Sarbrücken / zur Execution gebracht worden ſey. Urkündlich der Herren Subdelegirten eigenhändigen Subſcription und hervorgedruckten Pettſchafften.

Geſchehen zu Sarbrücken / den 6. (16.) Octobr. Anno 1670.

Johann Eberhard / Freyherr von Keſſelſtadt. (L. S.)

Damian Heinrich Anetanus. (L. S.)

Lorentz Müller. (L. S.)

LXIV.

Aſſignatio Regis Poloniæ MICHAELIS ELEONORÆ *Reginæ Conſorti ſuæ*, LEOPOLDI *Imperatoris Sorori, facta, quâ in Aſſecurationem Contra-Dotis, ſeu Donationis propter Nuptias certi denominati Loci, Dominia, Civitates, Oppida, Arces & Terræ Regni Poloniæ de conſenſu Ordinum, eidem Sereniſſimæ Reginæ delegantur, &c. Varſaviæ 7. die Novembris* 1670. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

7. Nov.

MICHAEL Dei gratia Rex Poloniæ, Magnus Dux Lituaniæ, Ruſſiæ, Pruſſiæ, Maſoviæ, Samogit. Kijoviæ, Volhin. Podol. Podlach. Livoniæ, Smolen. Sever. Czernicchque. Ad perpetuam rei memoriam, notum teſtatumque facimus, ad quos præſentes Litteræ noſtræ devenerint, hujus & futuri temporis univerſis & ſingulis; Connubiales amicitiæ conditionem, non ad animorum duntaxat, voluntatumque inter ſe devinctarum individuum nexum, verum etiam ad externorum bonorum communionem, mutuumque uſum referri, certum habetur: quæ tunc demum ſolido conſediſſe fundamento exiſtimanda eſt, cum & affectus invicem, & conjugales fortunæ pari ſorte in præſidium & decus utrinque miſcentur. Quod equidem ſacer Maritalis amor, tantò ampliori merito exigit, quantò plura, in delecta ad perpetuitatem omnis fortunæ conſorte, charitatis illicia & quædam innocentium flammarum alimenta aſpiciuntur. Iſto nomine Divinæ bonitati ſupplices ſumus, reddimusque immortales gratias, quæ ſicuti Nos magnarum Gentium Regem eſſe juſſit, ita ad firmandas per Connubium Imperii & duraturæ felicitatis ſpes animum flexit, quo Regia Poſteritas in felicem Votorum materiam Electori Populo naſcatur, neque funeſta ampliſſimi Regni Orbitas, gravi & metuendo externorum ambitu, deinceps laceretur. Rependimus gratum affectum Sereniſſimæ Domui Auſtriacæ, quod deliberatio Matrimonii noſtri, nec difficilis nec ambigua diu fluctuavit, quæ Regum thalamis condigna Vota, Cæſarum Filias, Nepteſque parere & educare tot Sæculis aſſueta, noſtri deſiderii curſum facilem & plenis velis ventisque in ſe vertit, Impulitque Majeſtas illa & ſplendor Auſtriacus, quâ Sol utrumque recurrens aſpicit Oceanum, diffuſus, ſtimulo fuit, ut minime dubitantem animum in eligenda Sereniſſima Eleonora determinare voluerimus. Commendarunt Nobis Auguſtam Principem non ſolum inclytæ Origines, & per tot Cæſa-

ANNO 1670.

Cæſares & Sceptra deductus ſanguis, ſed non minus magnæ ſtirpi par & digna Regno mens, quæ diviſas in aliis Dotes, in ſe unam adeò collegit, ut pietas modeſtiæ, prudentia candori, forma pudicitiæ, gravitas bonitati in hac Principe optimè jungantur, reſpondeantque, & in Auguſta facie, oculiſque habitantes Gratiæ, magnæ virtuti reconditæ fidem non ambiguam faciant. Itaque cum de Conſilio Senatus noſtri per Legatum noſtrum, Cæſaream Majeſtatem de Nuptiis noſtris appellaverimus, & obtentum Cæſareæ Domus pignus Sereniſſimam Principem Eleonoram Archi-Duciſſam Auſtriæ Throno, Thoroque Regali ſociam junxerimus, reliquum eſt, ut amorem noſtrum, quo eandem Sereniſſimam Reginam conſortem noſtram dilectiſſimam complectimur, in argumenta eximia & publica provocemus, quatenus Orbi Chriſtiano conſtet, quo apud nos Sereniſſimæ Auſtriacæ Domus conjunctionem, quo item Regias Sereniſſimæ Conſortis Virtutes loco habeamus. Quod igitur ea obligatione Pactorum Matrimonialium præſtare tenebamur jam feliciter in Comitiis Regni Generalibus, ſedulâ diligentiâque operâ noſtrâ perfecimus, ut juxta eadem Pacta pro Dote centum millium Florenorum Rhenenſium ſtatim & realiter Czenſtochoviæ poſt Nuptias celebratas nobis numerata, alia Summa, centum millium Florenorum ratione Contra-Dotis, ſeu Donationis propter Nuptias, in certis idoneis locis, Dominiis, Civitatibus, Oppidis, Arcibus & Terris Regni Poloniæ & Magni Ducatûs Lituaniæ de conſenſu omnium Ordinum aſſignaretur, conſtitueretur, & Reformatio ſufficiens ſecundum Conſtitutiones Regni, & conſuetudinem alias obſervatam, ſuper iiſdem bonis approbaretur & ratificaretur. Quæ Loca, Civitates, Oppida, & Arces in Regno nimirum Uſcie cum Pila, Krzeczow, Tucholia, Novitargum, Dolinia, Grauditum, Oſtroteka, Zarnovlecia, Golubia, Dybovia, Rubieſzovia & Advocatia Bydgoſtienſis: in Lituania verò Furbotkum, Nova Vola, Upicia cum attinentiis, Opeskia, Uſpolia cum Saltibus ac Sylvis, Polonga Siemnum, Metelle, Onikſzy, cum Juribus Patronatûs in Conſtitutione ſpecificata ſunt. Porrò cum Sereniſſima Regina Conſors noſtra dilectiſſima obſtantibus Juribus modernorum poſſeſſorum & communicativis eorundem bonorum Reformationi ſuæ ſervientium poſſeſſionem adire, & fructus ex iis ſtatim, & ad præſens percipere non poſſit, inhærendo prædictæ Conſtitutioni Proviſionem annuam ſuper Zuppa ſalinaria noſtra Bochnenſi, centum quinquaginta millium Florenorum Monetæ in Regno currentis, ejus Serenitati aſſignamus, determinamus, & Privilegio noſtro præſenti roboramus: ea Lege, ut cum, & quando ſua Serenitas, alte memoratas Præfecturas, & Bona ſua Reformatoria, in poſſeſſionem receperit, tantum de ſumma Proviſionis annuæ Bochnenſis ductâ proportione detrahatur, quantum quælibet Præfectura fructus & reditus annui ſuæ Serenitati realiter & effective importabit. Quâ quidem Proviſione Bochnenſi, totâ & integrâ, per ratas infallibiliter, & ſine dilatione, aut minima diminutione numerandâ, & exſolvenda Sereniſſima Regina pleno Jure utetur & fruetur, uſque ad extenuationem ejus per aſſecutionem, & poſſeſſionem pacificam dictarum Præfecturarum alias ad vitæ ſuæ tempora, ſalvo donativo Nuptiali Duorum millium Ungaricalium in utriuſque Zuppis Vielicenſi & Bochnenſi aſſignato, quod extenuationi minime ſubeſt, & integrè item ad vitæ tempora à Sereniſſima Regina recipietur. Quam quidem Proviſionem annuam Bochnenſem, & omnia, ac ſingula ejus certitudinem, & ſecuritatem concernentia, verbo noſtro Regio, & ſub cautione, obligationéque in Pactis Matrimonialibus, ſeu Litteris Tractatûs ejus comprehenſa, adeoque Senatûs noſtri Conſilio & conſenſu publico, Comitiorum Auctoritate accedente, integrè & inviolabiliter Nos, Succeſſoreſque noſtros obſervaturos, noſtro, Succeſſorumque noſtrorum Regum Poloniæ nomine recipimus, promittimus, & bonâ fide, dolo, & fraude ſemotis, ſpondemus. In quorum omnium & ſingulorum fidem & teſtimonium haſce manu noſtra ſubſcriptas Sigillo Regni noſtri communiri juſſimus. Datum Varſaviæ, die ſeptima menſis Novembris, Anno Domini M. DC. LXX. Regni noſtri 11. Anno.

MICHAEL REX.

(L.S.)

Pro Cancellariatu Reverendi in Chriſto
Patris G. Andreæ Olſzowski Epiſcopi
Culmenſis & Pomeſan. Pro-Cancellarii
Poloniæ.

STANISLAUS BURENSKI
Regens Cancell. Regni.

ANNO 1671.

LXV.

7. Avril.

Defenſiv-Alliantz zwiſchen Jhro Churfürſtl. Durchl. von Brandenburg Fridrich Wilhelm / Jhro Hochfürſtl. Gnad. Chriſtoph Bernhard Biſchoffen von Münſter / Jhro Churfürſtl. Durchl. Philipp Wilhelm Pfaltzgraff bey Rhein / zu Beſchützung des Weſtphäliſchen Crayſſes und der paciſcirenden Theile eigener Land und Leuthe Sicherheit auf 6. Jahre aufgerecht. Bielefeldt den 7. Aprilis 1671. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

C'eſt-à-dire,

Alliance Defenſive, entre FRIDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg*, CHRISTOPHE BERNARD *Evêque de Munſter*, *&* PHILIPPE GUILLAUME *Comte Palatin du Rhyn, pour la defenſe du Cercle de* WESTPHALIE, *& des Parties Contractantes; pour ſix ans. A Bilefeldt le 7. d'Avril 1671.*

Es haben der Durchleuchtigſte Fürſt und Herr / Herr Friedrich Wilhelm Marggraff zu Brandenburg des Heil. Röm. Reichs Ertz-Cämmerer und Churfürſt (tit.) dann der Hochwürdigſte Fürſt und Herr Chriſtoph Bernhard (tit.) ingleichen der Durchleuchtigſte Fürſt und Herr / Herr Philipp Wilhelm Pfaltzgraff bey Rhein (tit.) nit nur als getreue Churfürſten und Fürſten daß Heil. Röm. Reichs / ſondern auch als Directores und ausſchreibende Fürſten des Weſtphäliſchen Crayſes / des Heil. Röm. Reichs als des geliebten Vaterlands der Teutſchen Nation Zuſtand in gemein / und dann auch die Gefährlichkeiten / welche ſich abſonderlich dem Weſtphäliſchen Crayſe / und alſo auch ſolcher gedachten Jhrer Churfürſtl. Durchl. Fürſtl. Gnad. und Fürſtl. Durchl. Landen zu näheren ſcheinen / und woraus gar leicht mehrere und weitere Angelegenheit / Noth und Betrübnus folgen / abſonderlich aber auch itzgedachter Crayß und genante Landen dabey leiden könten / dahero Sie Jhrer Schuldigkeit / Ambt und Landes-väterlicher Vorſorge gemäs zu ſeyn erachtet / in zeiten auf ſolche Mittel und Wege bedacht zu ſeyn / wodurch mit des Allerhöchſten Beyſtand dem gantzen Heil. Röm. Reich ein nützlicher dienſt geleiſtet / der Weſtphäliſche Crayß und die hierinnen benandte Land aber ſo viel möglich von allem Feindlichen Einbruch und andern unrechtmäſſigen Beſchwerden / ſie haben Nahmen wie ſie wollen / befreyhet bleiben; Und weilen ſie noch zur Zeit kein zureichender Expediens geſehen oder gefunden / als daß ſie ſich durch eine nähere Verſtändnus und Defenſiv-Alliantz zuſammen ſetzeten / So haben Sie Jhren antzo zu Bilefelde beyſammen ſich befindenden Räthen gnädigſt committiret und befohlen / eine Defenſiv-Alliantz abzuhandlen und zu ſchlieſſen / welche ſich dann Crafft habenden Gewalts und gemäſſener Inſtruction zuſammen gethan / und biß auff gnädigſte Ratification Jhrer Gnädigſten Churfürſten / Fürſten und Herrn ſich nachfolgender Puncten verglichen.

I. Erſtlich / ſo iſt hiemit und Crafft dieſes zwiſchen allerſeits Bunds-Verwandten eine rechte Verträuliche Freundſchafft nicht nur noch mehr beveſtiget / ſondern auch zu Beſchützung der Weſtphäliſchen Landen wider alle und jede / welche dieſelbe auf einigerley weis mit Durchzügen / Contributionen / Einquartirungen oder andern feindlichen invaſionen und thätlichkeiten vergewaltigen oder beſchwehren / gegenwertiger Defenſiv-Bund dergeſtalt aufgerichtet und geſchloſſen / daß ein jedweder Bunds-verwandter dem andern mit aufrichtiger / wahrer und alter Teutſcher freundſchafft meynen / was zu eines jedwederen Ehr / Wohlfarth / Nutzen und Aufnehmen / auch zu Abwendung alles Nachtheils / Schaden und Ungelegenheit gereichen kan / äuſſerſten Vermögens und Kräfften nach / gleich als wans ihn ſelber betreffe und angienge / zu beförderen / gefließen und verbunden ſeyn ſolle.

II. Dafern ſich auch für das andere begeben ſolte / daß eines Bundsgenoſſen Lande / wie ſolche vorhin angezeiget und genennet worden / von jemand / wer der auch immer ſeyn möge / feindlich angegriffen / oder mit durchzügen / Einquartirungen / Contributionen und andern dergleichen Vergewaltigungen und Thättlichkeiten wider die Rechten des Inſtrum. Pacis und die Reichs-Conſtitutiones beſchwehret und dergeſtalt angefochten werden ſolten; auf ſolchen fall ſollen alle Bundes-Verwandte für einen Mann ſtehen / und innerhalb 6. Wochen von Zeit der geſchehenen requiſition anzurechnen / dem jenigen / deſſen Land auf vorerzehlte weiſe angegriffen / beſchwehret oder beleidiget würde / die im folgenden Articul belobte und verſprochene Hülffe zu Roß und Fuß an guter tüchtiger geworbener Mannſchafft ohne einzigen Auffenthalt oder Verzögerung zuſchicken.

Anno 1671.

III. Und damit zum dritten ein jedweder wiſſen möge/ was ein Allürter dem andern auf ſolchen in vorhergehenden Articul beſchriebenen fall an Mannſchafft zur Aſſiſtenz zu zuſchicken habe; ſo iſt ferner Craſſt dieſes verglichen und paciſciret/ daß Jhro Churfürſtl. Durchl. zu Brandenburg ein tauſend ſiebenhundert zu Roß/ und dreytauſend und hundert zu Fuß/ Jhro F. Gnad. zu Münſter gleichergeſtalt eintauſend ſiebenhundert zu Roß/ und dreytauſend und hundert zu Fuß/ des Herrn Pfaltzgrafen Fürſtl. Durchl. aber eintauſend fünffhundert zu Roß/ und dreytauſend zu Fuß/ guter tüchtiger/ wohlbewehrter und geworbener Mannſchafft ſchicken und ſtellen ſolle.

IV. Es ſolle aber auch/ vor das vierdte/ derjenige welcher beleidiget wird/ und die Hülff begehret/ ſchuldig und gehalten ſeyn/ zum wenigſten vor ſich ſo viel guter geworbener Mannſchafft an Reutern und Fußknechten auſſerhalb ſeinen Guarniſonen zu haben und damit zu agiren/ als in dieſem foedere ſeine quota iſt; Und ſolle derjenige oder diejenige/ welche die Aſſiſtentz würcklich leiſten/ ihre Auxiliar-Trouppen nit ehender zurück zu fordern berechtiget ſeyn/ es ſey dann der beleidigte mit ſeinem Land hinwiederumb auſſer Gefahr/ und in voriger guter Ruhe und Sicherheit/ und habe auch darneben von dem Beleidigern deß ſchadens halber und ſonſten ſeine gute und billige ſatisfaction würcklich empfangen.

V. Wenn auch vor das fünffte die Gefahr und der Beleidiger ſich dergeſtalt verſtärckte/ daß die in dieſem Bund paciſcirte Hülff nit zureichend/ auf ſolchen fall verbinden ſich hiemit die Herren Bundes-Verwandte einer gegen dem andern/ daß ein jeder ſo bald vor ſich die ſeinige/ ſo viel es in der Eyl möglich/ verſtärcken/ und allerſeits ohne einigen Zeit Verluſt miteinander das Werck dergeſtalt überlegen und einrichten wollen/ damit ſie dem Feind genugſam gewachſen ſeyn mögen.

VI. Damit aber auch für das ſechſte ſich ein Jedweder der Herren Bundes-Verwandten auf allen fall auf die Hülff deſto gewiſſer zu verlaſſen/ und ſeinen Staat und Rechnung auf dieſelbige machen könne/ haben ſie allerſeits hiemit verſprochen/ daß ein jedweder ſich ſo fort in eine dergleichen Verfaſſung ſetzen wolle/ damit Er auf dem bedürffenden fall dem beleidigten nicht nur die in dieſem Bund verſprochene Hülff in rechter Zeit leiſten/ ſondern auch ſeine Veſtungen wohl beſetzen und ſein Land von aller Defenſion nit ſo gar entblöſſet behalte.

VII. Würde es ſich auch zum ſiebenden zutragen/ daß die Hülffſchickende/ einer oder beyde/ unterdeſſen auch angegriffen würden/ und die Gefahr dergeſtalt beſchaffen wäre/ daß die Hülffſchickende derſelbigen ſich nit anders los machen könten/ ſie forderte dann Jhre dem erſtbeleidigten zugeſchickte Auxiliar-Völcker wieder ab und zurück/ ſo ſolle ſolches dem letztbeleidigten allezeit frey ſtehen/ alle oder ein Theil der Jhrigen wieder zu revociren/ und der erſtbeleidigte ſolle ſchuldig und gehalten ſeyn/ dieſelbe alſofort und ohne einigen auffenthalt wieder zurück zu laſſen.

VIII. Demjenigen/ zum achten/ welcher die Hülff ſchicket/ ſtehet frey/ ſeine Auxiliar-Trouppen in ſo viel Regimenter und Compagnien zu vertheilen/ wie es Jhme beliebet und Er es ſelbſt gut findet/ dieweil es aber der Kriegs-dienſt halber beſſer iſt/ daß die Regimenter und Compagnien gleicher ſtärck: Als wollen ſich die Herrn Allürte hierinnen mit einander conformiren/ und es dahin richten/ daß kein Regiment über acht/ neun oder zehen Compagnien/ eine Compagnie aber zu Pferd nit über achtzig oder hundert Einſpänniger und ein Fähnlein zu Fuß nit über einhundert und fünffzig Knechte neben nöthigen Ober- und unter Officiren ſtarck ſeyn ſolle.

IX. Geſtalt dann/ vor das neundte/ auch wegen der Verpflegung von allerſeits Confoederirten ſo viel möglich Gleichheit zu halten/ doch iſt derjenige dem Hülff geſchickt wird/ nit ſchuldig denen Auxiliar-Völckern ein mehreres als Quartier/ Servis, Rauch-Futter und Brod zu geben/ und gleichwohl daß des beleidigten Völcker in dieſem Stück und abſonderlich der Quartier halber nit beſſer/ ſondern gleich tractiret/ und Anſtalt gemacht werde/ damit an allen Orten nothdürfftige Lebens-Mittel für Mann und Roß gegen billiche zahlung zu erlangen. So viel aber den Monatlichen Sold anlanget/ denſelbigen entrichtet ein jedweder Herr ohne zuthun des andern den ſeinigen.

X. Zum zehenden ſolle ein jedweder/ welcher Hülff ſchicket bey jedwederm Regiment zu Fuß/ ſo geſchickt wird/ zwey Regiments-Stück nebens zu behöriger Munition und Bedienten haben/ wann aber ein oder der ander occupirter Ort anzugreiffen/ oder ſonſten eine ſchwere Artigleria erfordert wird/ auf ſolchen fall muß derjenige in deſſen Land die Operation geſchicht/ dieſelbe nebens allem was nach Kriegs-raiſon darzu erfordert wird/ anſchaffen und unterhalten.

XI. Das Commando zum eilfften betreffend/ bleibet daſſelbige nebens der vollkommenen Juriſdiction in Civil- und Criminal-Sachen bey eines jedwedern Trouppen demjenigen/ welcher ſolche commandiret und dem andern zuführet/ welcher jedoch gute und ſcharffe Diſciplin halten/ alle Exceſſen mit Ernſt abſtraffen/ dem beleidigten gebührende ſatisfaction verſchaffen/ oder ſelbſt dafür hafften ſolle. Das Ober-Commando aber und die Haupt-Direction ſtehet bey demjenigen/ welchem die Hülff geſchickt wird/ und in deſſen Land die Operationes geſchehen/ doch daß nichts haubt-ſächliches reſolviret oder fürgenommen werde/ es ſeye dann vorhero mit dem Commandirenden Officiren der Auxiliar-Trouppen überlegt/ und nach vorgegangener gemeiner Berathſchlagung gut befunden worden.

Anno 1671.

XII. Es wollen/ für das zwölffte/ die Allürte ſofort und von nun an gute und richtige Magazinen aufrichten/ auch Gewehr und Ammunition zur Hand ſchaffen/ damit alles auf den Nothfall in Bereitſchafft ſtehe/ und es an nichts ermangeln möge.

XIII. Und damit es/ zum dreyzehenden/ denen Bunds-Verwandten/ wann ſie in ihren Landen Werbungen anzuſtellen/ an Mannſchafft ſelbſt nit ermangle/ wollen ſie in allen deren Landen/ alle frembde und auswertige Werbungen durch öffentliche Patenta verbieten/ dieſelbige auch niemands/ er ſey wer er wolle/ verſtatten und zulaſſen.

XIV. Wann dann/ zum vierzehenden/ der fall ſich ereignet daß die hierinnen verſprochene und paciſcirte Hülff zuſchicken/ ſo ſollen die unbeleidigte nicht nur obgeredter maſſen die Hülff würcklich ſchicken/ ſondern auch ſo bald zugleich da ſie Hülff leiſten/ durch Schickung/ interpoſition oder andere der zeit Beſchaffenheit nach nützliche Dienſte ſich des beleidigten annehmen/ und dardurch nichts unterlaſſen/ was zu des angegriffenen beſten und wohlfarth gereichen kan.

XV. Gleichwie aber/ wie für das fünffzehende in eingang gedacht/ die Bunds-Verwandten ihre Sorg nicht einzig und allein auf ihre eigene Land/ ſondern auch mit auf die gemeine wohlfahrt und tranquillität des gantzen Weſtphäliſchen Crayſſes gerichtet/ alſo wollen ſie/ ſo bald nur gewiſſe Nachricht von einigen Krieg bey welchem jetztgedachter Crayß und deſſen eigen Land in Gefahr gerathen/ und wohl gar impliciret werden können/ einlangen wird/ allen möglichen Fleiß anwenden/ und an ihnen überall nichts erwinden laſſen/ ob die bevorſtehende Kriegs-Gefahr zu verhüten/ die vorſeyende irrungen in der Güte zu heben/ und dergeſtalt Ruhe und Friede zu halten.

XVI. Für das ſechzehende ſoll dieſer Bund denen andern Bündnüſſen/ welche die Herren Confoederirte vorhin unter ſich oder ſonſten haben/ nit praejudiciren/ ſondern dieſelbe einen weg als den andern in vigore und Kräfften verbleiben/ gleichwohl aber in keinerley weiſe einen oder den andern Theil von würcklicher Adimplirung deſſen/ was in dieſer gegenwertiger Allianz verſprochen und paciſciret/ abhalten oder verhindern/ die Hülff aber keiner mehr als aus einem Foedere zu leiſten ſchuldig ſeyn/ und ſoll ein Theil dem andern von ſeinen habenden Bündnüſſen treuliche Nachricht geben.

XVII. Dieſe Bündnus gleichwie ſie zum ſiebenzehenden von künfftigen Fällen zu verſtehen/ alſo ſoll dieſelbe von dato der Genehmhaltung auf die nechſt nacheinander folgende ſechs Jahr gerichtet ſeyn/ nach verflieſſung dieſer zeit bleibt es in der Herren Allürten und derſelbigen Succeſſoren und Nachfolgern belieben dieſelbige zu prorogiren/ oder auch vor Ablauff der ſechs jahren von fernerer prorogation zu handeln.

XVIII. Zum achtzehenden/ ſo bleibt andern Churfürſten und Fürſten/ abſonderlich aber des Weſtphäliſchen Crayſſes Gliedern offen und frey/ mit allerſeits Herren Allürten vorbewuſt und einmüthiger Bewilligung/ auf vorhergangene Vergleichung in dieſe gegenwärtige Allianz ſich mit zu begeben.

Dieſe Bündnus ſoll von dato innerhalb vier Wochen ratificiret und die Ratificationes in originali allhier gegen einander ausgewechſelt werden/ zu mehrer Urkund haben allerſeits Deputirte und gevollmächtigte Räthe dieſe Bündnus unterſchrieben und geſieglet/ ſo geſchehen Bilefeld den 7. Aprilis 1671.

(L.S.) Frid. von Dern.
(L.S.) Math. Korfgut Heuchman.
(L.S.) W. de Sencet.
(L.S.) Wer. Wil. Blaſpil.
(L.S.) Wer. zur Mühlen Dr.
(L.S.) Frantz Herr von Giſe.
(L.S.) Stratman.

LXVI.

Receſs zwiſchen Jhro Fürſtl. Gnaden Chriſtoph Bernhard Biſchoffen zu Münſter eines/ und Jhro Hochfürſtl. Durchl. Rudolph Auguſt/ Hertzogen zu Braunſchweig-Lüneburg andern theils/ durch Mediation der Cron Franckreich/ Chur-Mayntz/ Chur-Cölln/ und derer Hertzogen von Braunſchweig und Lüneburg/ Georg Wilhelms und Johann Fridrichs Gebrüdere/ über die zwiſchen denenſelben wegen der Stadt Hörter entſtandene zwiſtigkeiten/ den 7/17 April 1671. 7/17 Avril.

[LONDORPII *Acta Publica* Theil. IX. Lib. X. Cap. CCXXII. pag. 768. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans CHRIST. GASTELIUS *de Statu Publico Europ. Noviſſ.* Cap. XXVII. pag. 840.]

C'eſt-

C'eſt-à-dire,

Traité conclu entre CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque & Prince de Munſter, &* RODOLPHE AUGUSTE *Duc de Brunswich-Lunebourg, par la Mediation de la Couronne de France, des Electeurs de* MAYENCE *& de* COLOGNE, *& de* GEORGE GUILLAUME *&* JEAN FRIDERIC *auſſi Ducs de Brunswich-Lunebourg, ſur les Diferents qu'ils avoient au ſujet de la Ville de* HOEXTER. *Le* $\frac{5}{15}$. *Avril* 1671.

Zu wiſſen/ demnach zwiſchen dem Hochwürdigſten Fürſten und Herrn/ Herrn Chriſtoph Bernharden/ Biſchoffen zu Münſter/ Adminiſtratorn zu Corvey/ ꝛc. an einem/ dann dem Durchleuchtigen Fürſten und Herrn/ Herrn Rudolph Auguſto/ Hertzogen zu Braunſchweig und Lüneburg/ ꝛc. am andern Theil/ darüber Irrungen und Mißverſtand entſprungen ſeyn/ daß jetzt höchſtgedachtes Hn. Hertzogen Rudolph Auguſti Fürſtl. Durchl. auff Anruffen Burgermeiſter und Rath der Statt Hörter in dieſelbe/ Krafft inferirter Schutzgerechtigkeit einige Völcker geführet/ worauß allerhand groſſe Weiterung zu beſorgen geweſen/ daß die Durchleuchtigſte Fürſten und Herren/ Herr Georg Wilhelm/ und Herr Johann Friderich/ Gebrüdere/ Hertzogen zu Braunſchweig und Lüneburg/ zu Vorkommung derſelben und daß gute Vertrauen zwiſchen höchſtgemeldtes Herrn Biſchoffs Fürſtl. Gnad. und Herrn Hertzogen Rudolph Auguſti zu Braunſchweig und Lüneburg Fürſtl. Durchl. zu reſtabiliren, viel und ſorgfältig bedacht und bemühet geweſen/ und bald anfangs ihre Freund-nachbarliche Officia und Mediation offerirt, und ſolche zu effectuiren, dero Räthe mit Vollmachten und Inſtructionen an mehr höchſtged. Herrn Biſchoffs Fürſtl. Gnad. abgeſchicket/ dergleichen wolgemeinte Interpoſition folgends Ihre Königliche Maj. in Franckreich/ wie auch der Hochwürdigſte Fürſt und Herr/ Herr Johann Philipps/ Ertz-Biſchoff zu Maintz/ deß H. Röm. Reichs durch Germanien Ertz-Cantzler und Churfürſt/ ꝛc. So dann der Hochwürdigſte Fürſt und Herr/ Herr Maximilian Henrich/ Ertz-Biſchoff zu Cölln/ deß H. Röm. Reichs durch Italien Ertz-Cantzler und Churfürſt/ ꝛc. übernommen/ da dann auff fleiſſige und ſorgfältige bemühung jetzt hochſtged. Herren Mediatoren Abgeſandten/ die Sache mit belieben und genehmhaltung mehrhöchſtermelten Herrn Biſchoffs zu Münſter Fürſtl. Gnad. und Herrn Hertzogen Rudolph Auguſti Fürſtl. Durchl. proviſionaliter & præliminariter verhandelt und verglichen/ wie folget:

Erſtlich verſprechen Hn. Hertzogen Rudolph Auguſti Fürſtl. Durchl. daß ſie ihre in beſagter Statt Hörter geführte Völcker/ jedoch mit Vorbehalt/ der obangezogener/ aber von deß Herrn Biſchoffs Fürſtl. Gn. allemal contradicirter Schutzgerechtigkeit innerhalb 14. Tagen/ nach commutation oder Außwechſelung dieſes Receſſes, auß derſelben mit guter Diſciplin und Ordre wider abführen/ dieſelbe einraumen/ nichts/ was ſie nicht hinein gebracht/ und nach dem Stifft Corvey oder der Statt Hörter gehörig/ mitnehmen laſſen wollen.

Da hingegen aber deß Herrn Biſchoffs Fürſtl. Gn. zugeſagt und eingewilliget/ daß der Statt Hörter ihre Jura, welche ſie vermöge Herkommens/ Privilegien/ und deß zu Oßnabrück und Münſter getroffenen Friedenſchluſſes/ rechtmäſſig zu prætendiren hat/ nicht benommen/ ſondern bevorſtehen ſolle/ ihre Gravamina in foro competenti auch bey deß Herrn Biſchoffs Fürſtl. Gn. anzuführen/ welche ſie durch unpartheyiſche Miniſtros und Räthe unterſuchen/ und darauff verfügen laſſen wollen/ was den Rechten und Reichs-Conſtitutionibus und inſonderheit dem Inſtrum. Pacis gemäß; falls auch erwehnte Statt durch erfolgende Erkandtnuß und Verordnung ſich gravirt erachten werden ſolte/ wollen ſeine Fürſtl. Gnad. geſchehen laſſen/ daß dieſelbe an höhern Ort durch gewöhnliche Rechts-Mittel appellationis, reſtitutionis in integrum &c. ihren Recours nehmen möge.

Damit aber auch das gute Vertrauen/ umb ſo viel mehr zwiſchen hochſtermelten Herrn Biſchoffs Fürſtliche Gnad. und Herrn Hertzogen Rudolph Auguſti Fürſtl. Durchl. reſtabilirt, und was daſſelbe hindern könde/ auß dem Weg geraumet werde.

So iſt ferner verglichen/ daß immediatè auff erfolgende evacuation der Statt ihre reſpective Fürſtl. Gn. und Herren dero Gevollmächtigte nacher Bilefeld abſenden und mit Zuziehung hochermelten Herrn Hertzogen Georg Wilhelms und Herrn Johann Friderichs Fürſtl. Fürſtl. Durchl. Durchl. ſo dann ſeine Kön. Maj. in Franckreich und andern Mediatoren abgeordneten Räthen/ die wegen mehrbeſagter Statt Hörter/ zwiſchen dem Fürſtl. Hauſe Braunſchweig-Lüneburg und dem Stifft Corvey ſtreitige Jura, in der Güte abzuthun/ ſich alles Fleiſſes angelegen ſeyn laſſen/ auch alsdann ob ſie berührte der Statt Gravamina auch andere Streitigkeiten/ welche ſonſten mit dieſem Hörteriſchen Weſen keine Gemeinſchafft haben/ in die Tractaten kommen zu laſſen/ in fernere Berathſchlagung ziehen wollen.

Dieſe gütliche Handlung ſoll aber von Zeit der Zuſammenkunfft ſich innerhalb 2. Monat endigen/ und da wider Verhoffen in ſolcher Friſt nicht alles gütlichen beygeleget und verglichen werden könte/ ſo ſollen die übrige ohnaußgemachte Puncten in einen willkührlichen Compromiſs verwieſen ſeyn/ und damit auch hiebey alle unnötige und der Widerſtifftung guten Vertrauens und Einigkeit hinderliche Verzögerung vermiden bleibe/ wollen beyde hohe Herren Intereſſenten bey noch währenden gütlichen Tractaten der Herren Arbitrorum, auch ehe man ſo dann der Compromiſs-notul halber ſich verglichen/ allen möglichſten Fleiß anwenden/ damit innerhalb 4. Wochen von Zeit der geendigten gütlichen Tractaten anzurechnen/ auch dieſer Punct ſeine Richtigkeit erlange.

Zu Außübung deß Proceſſes, für den erkieſſenden Schieds-Richter/ ſollen auch mehr nicht dann 6. Monaten geſetzet oder determinirt werden/ jedoch eben wol mit dem bedinge/ daß in der Arbitrorum Macht und Gutbefinden ſolche Zeit biß auff noch 4. andere Monaten zu erſtrecken/ ſtehen/ auch die hohe Intereſſenten gehalten ſeyn ſollen/ ſolcher prolongation ſtatt zu thun/ und damit inmittelſt ſolche gute intention im wenigſten gehindert werden möge/ ſollen alle Thätlichkeiten von beyden Seiten ceſſiren, und will keiner wider den andern etwas/ darauß Widerwille entſtehen könde/ vornehmen/ oder daß es durch die ſeinige geſchehe/ verſtatten.

Nach dem auch/ wie es unter währender ſolcher Zeit der gütlichen Tractaten, Compromiſs und Widerbeſetzung der Stadt zu halten/ viele Handlungen gepflogen/ iſt durch die hohe Herren Mediatoren es endlich dahin vermittelt worden/ daß deß Herrn Biſchoffs Fürſtl. Gnad. von 60. biß 70. Mann in beſagte Statt Hörter legen/ ſolche Anzahl aber/ ſo lang die Tractaten und Compromiſſen währen/ nicht ergröſſern/ noch vermehren mögen/ und ſolches ohne præjudiz ein und andern hohen Theils habenden Rechtens/ alsdann ferner/ im Nahmen höchſtgemeldter Herren Hertzogen Georg Wilhelms und Johann Friderichs Fürſtl. Fürſtl. Durchl. Durchl. bey deß Herrn Biſchoffs zu Münſter Fürſtl. Gn. für den Rath/ Burgerſchafft und Bedienten der Statt Hörter intercedirt, denſelben ohne Außnahm eines und andern/ was Zeit dieſer Schwürigkeit Ihr. Fürſtl. Gnad. und dero Corveyiſchen Regierung zu wider vorgenommen/ und für ein Verbrechen und ſtraffbar geachtet werden könde/ zu vergeben/ und ſie zu Gnaden wider auffzunehmen/ und nicht zu geſtatten/ daß ſie derentwegen jetzt oder künfftig mit einigen proceſſen oder Executionen angefochten/ oder mit Straffen belegt werden mögen.

So haben ſich Ihre Fürſtl. Gnad. endlich dahin erkläret/ daß zwar kein General-perdon gewilliget werden könne/ nichts deſtoweniger aber ſolle die beſchehene freund- und inſtändige Interceſſion in gebührende conſideration genommen/ und die Schuldig befundene/ wider Recht und die Reichs-Conſtitutiones nicht beſchwert/ auch wann ſie zu der Clemence Zuflucht nehmen werden/ mit ihnen nach Gnaden verfahren/ und zumahl keiner an Leib und Leben geſtrafft werden/ und ſolle dem Fürſtl. Hauß Braunſchweig-Lüneburg/ wegen der edlen Vogtey habenden/ ſo wenig als den Corveyiſchen Rechten hierdurch ichtwas derogirt ſeyn. Urkündlich iſt dieſer Receß in duplo verfertiget/ und von beyden hohen Intereſſenten deß Hn. Biſchoffs Fürſtl. Gnad. und Hn. Hertzogen Rudolph Auguſti F. Durchl. unterſchrieben/ mit dero Fürſtl. Secreten verſiegelt/ und jedem Theil ein Exemplar zugeſtellet worden. So geſchehen den 15/5. April Anno 1671.

CHRISTOPH BERNHARD.
RUDOLPH AUGUSTUS.

LXVII.

Articul ſo von Ihro Hochfürſtl. Durchl. zu Braunſchweig-Lüneburg Hertzog Rudolpho Auguſto dem Burgermeiſter und Rath/ auch gemeiner Burgerſchafft der Stadt Braunſchweig/ ehe ſich dieſelbe an Ihro Hochfürſtl. Durchl. ergeben/ zugeſtanden worden. Im Haubt-Quartier zu Ridagshauſen am 10. Junii Anno 1671. [LONDORPII *Acta Publica* Theil. IX. pag. 780. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. IV. Abtheilung. IV. Abſatz, Num. 58. pag. 146. Ces Articles ſe trouvent auſſi dans ma petite Collection Tom. I. pag. 195. en François & traduits d'une feuille volante imprimée en Hollandois in 4. l'an 1671.] 10. Juin.

C'eſt-à-dire,

Articles accordez aux Bourguemaîtres, Conſeil, & Bourgeoiſie de la Ville de BRUNSWIC *par le*

Duc RODOLPHE AUGUSTE. *Au Camp à Ridagshauſen le* 10. *Juin* 1671.

DEmnach Burgermeiſtere und Raht/ Gilden und Hauptleute/ auch gemeine Burgerſchafft der Stat Braunſchweig/ bey jetziger/ zwiſchen deß Durchleuchtigſten Fürſten und Herrn/ Rudolph Auguſten/ Hertzogen zu Braunſchweig und Lüneburg/ ꝛc. als regierenden Landes-Fürſten/ Wolffenbüttelſchen Theils/ und denſelben in puncto ſubjectionis & præſidii obſchwebenden Handlungen durch dero Deputirte unterthänigſt gebeten/ daß Seine Fürſtliche Durchleucht. vor dero von ihnen unterthänigſt abſtattender Erb-Huldigunge über nachfolgendt puncta in Gnaden ſich erklären mögen. So haben Seine F. Durchl. dero angebohrenen Clemenz und Gütigkeit nach/ und auß Landts-Väterlicher affection und wolmeinung gegen beſagte dero Stadt und deroſelben ehrliche Burgerſchafft heute dato ad protocollum folgenden Inhalts dero gnädigſte Meinung eröffnen laſſen.

Anfänglich und vors erſt/ als gedachte Burgermeiſtere und Rath und gemeine Stadt gehorſamſt ſuchen und bitten laſſen/ daß ſie allerſeits bey dem Exercitio Auguſtanæ Confeſſionis beſtändig gelaſſen/ die Jurisdictio in Eccleſiaſticis ihnen fürders gegönnet/ ihre vor Reformation deß Fürſtenthums Braunſchweig publicirte Kirchen-Ordnung in ihrem Vigor bleiben/ ihnen auch die Pfarr-Beſtellung ſo in- als auſſer der Stadt fürders gegönnet/ jetziger Coadjutor und andere Prediger in der Stadt und auff dem Lande bey ihren Aemptern fürders gedultet werden mögen: Haben Seine F. Durchl. ſich darauff gnädigſt erkläret/ daß ſie die Verſicherung wegen deß Exercitii Religionis, nach der ohnveränderten Augſpurgiſchen Confeſſion ermeldter ihrer Stadt hiemit geben/ und dieſelbe hierin der üblichen Landes-Reverſalien, vor ſich ihre Fürſtliche Nachkommen und Succeſſoren vollſtändig mit genieſſen laſſen wolten. So viel demnechſt die Jura Epiſcopalia und was dahin gehörig/ betrifft/ ſo können ſie zwar Burgermeiſtern und Rath und gemeiner Burgerſchafft ſolches nicht einräumen/ ſondern müſſen ſich als Landes-Fürſten dieſelbe billich reſerviren, was aber im übrigen die Stadt circa præſentationem, vocationem & introductionem der Kirchen- und Schuldiener beſtändig und ohnſtreitig hergebracht und erſeſſen/ und was deſſen ſonſt dem berührten Juri Epiſcopali nicht abbrüchig/ wollen Seine F. Durchl. ſie dabey fürders gnädigſt laſſen/ und ihre habende Jura patronatus ihnen nicht ſchwächen/ jedoch da man in einigen Pfarr-Belehnungen mit der Stadt von vielen Jahren hero ſtreitig iſt/ können Se. F. Durchl. dero Stadt nicht geſtatten/ daß ſie via facti darunter verfahren/ und Seiner F. Durchl. zu Nachtheil etwas verhengen wolten.

Vors andere iſt von Burgermeiſtern und Rath auch gemeiner Burgerſchafft geſuchet/ daß in politicis & ſecularibus die Stadt bey ihrem hergebrachten Stadt-Regiment/ freyer Wahl und Beſtättigung der Magiſtratuum, Beſtellung der Gerichten und Bedienten/ dem iure ſtatuendi und Beybehaltung ihrer Policey/ Ordnung/ Stadt-Rechts/ Kleider/ Hochzeit/ Begräbnüß/ Feuer/ Wachte/ Handwercks/ Mühlen/ und andern Ordnungen und Edicten, auch das jenige/ ſo zu Erhaltung guter Policey/ auch Exercirung des meri & mixti imperii Dienſten/ wie auch die Inſtantien, item des Ober- und Unter-Gerichts/ gemeiner Beſcheide/ und dergleichen Abfaſſung ihnen unabbrüchig gelaſſen werden möchte. Darauff haben Seine F. Durchl. ſich dahin gnädigſt erkläret/ daß/ ob ſie zwar von dero Stadt jetzigen Regiments-Form/ und denen angezogenen Juribus und Befugnüß keine grundliche information hätten/ zuforderſt aber das Jus ſtatuendi denen ſubditis nicht zuſtündt/ ſo wären jedoch Seine F. Durchl. gar nicht gemeinet/ das Stadt-Regiment und gute nützliche Ordnung auffzuheben/ und das jenige/ was wohl und löblich hergebracht/ mehrbemeldter ihrer Erb- und Land-Statt hierunter abzuſchneiden/ beſonders wann dieſelbe die angezogene Statuta und Ordnung demnechſt zu Seiner F. Durchl. unterthänigſt einſchicken/ und im übrigen in gemeiner Stadt und der ehrlichen Burgerſchafft Nutzen/ darin nichts zu verbeſſern/ und einige Enderung zu machen nötig befunden werden ſolte/ Seine F. Durchl. dieſelbe alsdann gnädigſt confirmiren, und dißfalls der gemeinen Stadt und Burgerſchafft beſtes zu beforderen/ Ihr auß Landes-Väterlicher ſorgfalt gnädigſt angelegen ſeyn laſſen wollen.

Drittens hat Burgermeiſter und Rath auch unterthänigſt ſuchen und bitten laſſen/ daß die Müntz-Gerechtigkeit und einiges Gepräge ſchlagen zu laſſen/ ihnen förders erſtattet/ auch ſie deßwegen nicht gefähret werden möchte/ daß ſie neulicher Zeit ad interim einige Müntze von geringem Gehalt ſchlagen laſſen/ mit dem Erbieten/ daß ſie dieſelbe wider einwechſlen/ und das wahre pretium davor erſtatten wolten. Worauff Seine F. Durchl. ſich dahin gnädigſt vernehmen laſſen/ daß gleich wie in deß H. Röm. Reichs-Satzungen und Müntz-Edict gewiſſe Verordnung gemacht/ woran alle und jede/ ſo mittelbare als unmittelbare Angehörige deß Reichs verbunden/ alſo Seine F. Durchl. dero Unterthanen darwider zu handeln nicht geſtatten/ im übrigen aber/ ſie bey ihrer Müntz-Gerechtigkeit/ wie ſie dieſelbe von Alters erlanget und hergebracht/ fürderſt gnädigſt laſſen wolten.

Und als vierdtens von Seiten der Stadt geſuchet worden/ daß wegen der per appellationem an das Fürſtl. Hof-Gericht zu Wolffenbüttel devolvirenden Sachen/ gewiſſe Verordnung geſchehen/ und ſie dißfalls alſo begnadiget werden mögten/ daß es gemeiner Stadt träglich/ auch darin den Rechten/ Reichs-Ordnung und Herkommen nach verfahren werden mögte/ haben Se. F. Durchl. ſich darauff dahin reſolviret, daß gleich wie Ihro als Landes-Fürſten obliege und gebühre/ ſie auch Zeit ihrer Landes-Fl. Regierung Ihr eifferigſt angelegen ſeyn laſſen/ daß jedem dero Unterthanen die Juſtitz gebührlich adminiſtriret werden möge/ alſo ſolten auch die ehrliche Burgerſchafft und Angehörigen dero Statt Braunſchweig deſſen auch allemahl Genoß empfinden/ und ſtünde nicht allein einem jeden/ der durch Urtheil und Recht beſchwert/ auff gewiſſe Maſſe frey und bevor/ an die höhere Gerichte zu provociren, ſondern da etwan vor dem durch ein oder andere unzuläſſige Bedrängnüß ermeldte Burgerſchafft und Angehörigen abgehalten worden/ bey den hohen Gerichten/ durch Appellationes beſſer Recht zu ſuchen/ S. F. Durchl. ſolches fürders nicht geſtatten/ ſondern vielmehr den Rechten ſeinen freyen und ungehinderten Lauff gegönnet haben wolten.

Fünfftens hat man an Seiten der Stadt gebührend geſucht und gebeten/ daß ihnen die Jagt-Gerechtigkeit ſo wohl in dero Eigenthum und Feldmärckten/ als auch auſſerhalb derſelben reſpective auff hohes und niedriges Wild zu exerciren unbehindert gelaſſen werden möge/ welches Seine F. Durchl. ihnen an denen Orten/ da ſie in geruhiger und ohnſtreitiger poſſeſſion ſolcher Jagt-Gerechtigkeit ſich bißhero befunden/ auch fürderſt gnädigſt zu gönnen verſprechen laſſen.

Und als ſechſtens dieſelbe damit nicht vergnüget/ daß auff ihr vormahliges unterthänigſtes Anſuchen S. F. Durchl. gnädigſt ſich erkläret/ daß ſie dero Stadt Braunſchweig und deren Kirchen/ Klöſtern/ Schulen/ Hoſpitalen/ auch den Burgern an ihren mit Recht inhabenden Gütern/ nichts entzogen/ noch ſich deren entwehren wolten/ ſondern ſolche Erklärung in ſpecie auch auff das Eichgerichte und andere gemeiner Stadt Land-Güter/ Gefälle und Einkommen/ mit denen darzu gehörigen Juribus und Gerechtigkeiten/ wie auch andere auſſer dem Eichgerichte noch habendt Aempter/ Dörffer/ Burg-Wind- und Waſſer-Mühlen/ Fiſchereyen/ Höltzungen/ Schäffereyen/ Steinbrüchen/ Kalcköfen/ Lehen-Meyere/ und andern Gütern/ Korn- und Wag-Häuſern/ das Zeughauß/ Artiglerie/ Munition/ und was dem angehörig/ Ziegel-Ofen/ Zimmerhöfe/ Thon- und Leimens-Gerechtigkeiten/ ingleichem die Zehenden/ Zinſen/ Vor- und Nach-Schoß/ Zoll- und Straf-Gefälle/ Weg-Gelder/ Brüch-Stuben-Gefälle/ Apothecken/ Marſtall- Wein- und Bier-Keller/ auch andere Intraden/ als das Jus Fisci, und detractus, ſo wol von den abziehenden/ als an frembde erledigenden Erbſchafft und Legaten, Burger-Gilden/ Landwehren und Thürmen/ auch der Stadt und Burgerſchafft außſtehenden Schulden und Forderungen/ wie die Nahmen haben/ inſonderheit appliciret/ und jedweder dabey geruhig gelaſſen werden möge: ſo haben Seine F. Durchl. ſich darauff gnädigſt vernehmen laſſen/ daß ſo viel das Zeughauß/ Munition und Artillerie betrifft/ ſolches ad jus Armandiarum, und alſo majora Regalia, welche von der Superiorität dependiren gehörte/ und dahero deren nachtheilige uſurpationes S. F. Durchl. dero Unterthanen nicht geſtatten könten/ dahero auch die löbliche Burgerſchafft in deren beſondern Memorial nicht dabey beſtanden/ ſondern in eventum billigmäſſiger ſatisfaction und Erſtattung deßwegen unterthänigſt begehren/ S. F. Durchl nach eingezogener gnädigen Erkundigung ſich mit der Stadt darüber vergleichen wolten; auch erinnerten S. F. Durchl. ſich/ daß von dero in Gott ruhenden Vorfahren an der Regierung Burgermeiſtern und Rath die Zoll-Gerechtigkeit nicht geſtanden/ ſie wolten gleichwol dero Stadt vor der Hand deren nicht deſtituiren/ ſondern ſalvis Juris competentibus dieſelbe dabey laſſen/ was auch ſonſten an vorberührten gemeinen Stadt-Intraden dieſelbe wol hergebracht/ und geruhig bißlang erſeſſen/ die wolten Seine F. D. keines Weges derſelben entziehen/ ſondern ſie dabey fürders geruhig laſſen/ auch was es mit dem Eichgerichte und andern Land-Gütern/ Aemptern/ Dörffern/ Burg-Mühlen und deren mitbenahmten Juribus und Gütern vor Bewandnüß habe/ demnächſten eygentlich erkundigen laſſen/ inzwiſchen aber ein für allemahl die Stadt dahin gnädigſt verſichert haben/ daß alle das jenige/ was dieſelbe bono titulo & jure erlanget/ und bißlang beſeſſen/ ſie auch fürters behalten/ und deſſen nicht entwehret werden ſolten.

Siebendens haben Burgermeiſtere und Rath/ und gemeine Stadt in puncto commerciorum nicht weniger unterthänigſt begehret/ daß den Burgerlichen Gewerben Brau- und andern Nahrungen ihr freyer Lauff gnädigſt gegönnet/ den Braunſchweigiſ. Burgern die freye Marckt-Gerechtigkeit zu Wolffenbüttel/ Helmſtädt/ Schöningen/ und allen andern Orten deß Fürſtenthumbs ungeſchmälert verſtattet/ die Zwang-Biere und erhöhete Acciſen abgeſtellet/ die Handwercker auff den Dörffern umb die Stadt gäntzlich abgeſchaffet/ oder auff eine gewiſſe Diſtantz eingeſtellet/ den Burgern die herabgebrachte Zoll-Freyheit/ in dem Fürſtenthum und denen incorporirten Graff- und Herrſchafften gnädig gelaſſen/ die Nebenſtraſſen am Trendel und womit ſonſten der Stadt Zölle geſchwächt würden/ ernſtlich verbotten/ die auff Garen/ Wolle/ Mumme/ und Hopffen wider das Herkommen gelegte Beſchwerungen abgethan/ denen Burgern wider die Unterthanen im Lande ohngeſäumt Rechtens verholffen/ auch dabey

Achtens angehängt/ geſucht und gebeten/ daß deß Fürſtlich. Poſt-Meiſters Hilmer Deichmanns/ dem Commercio gar nachtheilige Anmaſſungen/ als Erhöhungen deß porto, ſpate und

Digitized by Google

ANNO 1671. und unfleiſſige beſtellung/ auch Verluſt der anvertraueten Paquete und Schreiben/ remediret/ zu dem Poſt-Meiſter-Ampte eine Burgerliche/ genugſam geſeſſene und erfahrene Perſon beſtellet/ in eventum gedachter Deichmann die verſprochene Schutz- und Beywohnungs-Gelder zu erlegen/ frembde Perſonen dem Magiſtrat anzumelden/ und deß Raths-Brieffe frey beſtellen zu laſſen/ angehalten/ der Stadt eygene Ordinantz-Boten geduldet/ dero Boten Gerechtigkeit nicht gehindert/ ſondern die Fuhren und Brieffeſammlungen ihnen füeters verſtattet werden möchten: Worauff S. F. Durchl. die Stadt gnädigſt verſichern laſſen/ daß ſie dero Nahrung/ Wachsthum/ und Auffnahm/ ſo viel immer müglich/ aus Landes-F. Sorgfalt und Zuneigung jederzeit befordern/ ſolchem nach auch inſonderheit die Frey-Jahr-Marckts-Gerechtigkeit den Braunſchweigiſchen Burgern gleich andern Unterthanen/ ingleichem die Zollfreyheit/ ſo weit und fern dieſelbe dießfalls in poſſeſſione vel quaſi ſich jetzo befinden/ ihnen füeters ungeſchmälert laſſen wolten/ daß auch ihr Bier nicht höher als ander eingebrautes veracciſet/ und wegen der Brau-Nahrung und Handwercker auf ein ſolches expediens gedacht werden ſolte/ wodurch beydes der Stadt Braunſchweig und deren Burgern nach Müglichkeit geholffen werden/ dabey aber andere Unterthanen unverkürtzet bleiben mögen.

Ingleichem ſolte wegen der angeführten Garn/ Wolle- und Hopffen-Angelegten Beſchwerungen/ wenn die Stadt ſich deßwegen ſpecialius vernehmen laſſen würde/ zumahlen Seine F. Durchl. ſich deren nicht erinnerten/ gewährige Verordnung erfolgen/ die Straſſe am Trenbel aber/ könten Seine F. Durchl. niemand verbieten/ es ſolte aber im übrigen ſo wenig ihren Burgern/ wann ſie wider die Unterthanen auff dem Lande zu klagen/ als ſonſten niemanden die Juſtitz verſaget/ vielmehr dieſelbe ſo wol wider dieſe/ als auch was den achten Punct betrifft/ wider den Poſt-Meiſter Deichmann/ da jemand an demſelben Spruch und Forderung zu haben vermeynete/ gebührlich und unauffhältlich adminiſtriret/ auch ſonſten der erwehnten Exceſſen halber gebührlich Erkündigen eingezogen/ und weil in der Poſt-Ordnung wegen der Boten gewiſſe Verordnung vom geſamten Fürſtlichen Hauſe gemacht worden/ ſo lieſſen Seine F. Durchl. es dabey billich bewenden.

Alß auch neundtens einige Amniſtie von Burgermeiſter und Rath und gemeiner Stadt vor ſich/ ihre Bedienten und angehörigen geſucht/ haben Seine F. Durchl. ſich dahin gnädigſt erkläret/ daß/ ob ſie zwar wol Urſache hätten/ wider einen und andern der verübten Ungebühr und geführten ſchimpflichen Reden halber der Strenge nach zu verfahren/ ſie jedoch ſolches alles aus Landes-F. Clementz und Güte allen und jeden hiemit gnädigſt vergeben/ und daß der geſuchten Amniſtie nicht allein Burgermeiſter und Rath/ Gilden und Hauptleute/ auch gemeine Burgerſchafft/ ſondern auch/ wie in ſpecie unterthänigſt begehret worden/ alle und jede dero angehörige Bedienten/ hohe und niedrige Officirer und Soldaten zu Roß und Fuß/ Artillery-Bedienten/ Conſtabels und dergleichen dergeſtalt genieſſen laſſen mügen/ daß ſie deßwegen an Ehre/ Leib und Guth/ auch ſonſten keinerley Geſtalt gefähret werden ſolten.

Zehendens haben Burgermeiſter und Rath und gemeine Stadt inſtändig gebeten/ das bey dieſer Belägerung ihnen und den ihrigen abgenommenes Vieh und Sachen zu reſtituiren/ und daß die zu beyden Seiten reſpectivè erlittene Schaden und auffgewand-Unkoſten im übrigen compenſiret/ und die Gefangene und Arreſtirte loß gelaſſen/ ſo dann an ſtatt der vor vielen undencklichen Jahren ihnen entzogenen Ægidiſchen Gütern/ einigen armen Stadt-Kindern ein beneficium in der Communität zu Helmſtädt oder dergleichen/ gnädigſt zugewendet werden möchten.

Darauff Seine F. Durchl. gnädigſt verſprochen/ daß all das jenige/ was wider ihren Willen dero Geſtalt bey dieſer Belägerung den Burgern von der Soldateſca etwa weggenommen/ und annoch bey einem oder andern verhanden/ ihnen ohne Entgelt reſtituiret werden/ auch die Erlaſſung der Gefangenen bey Ubergabe der Stadt ſo bald erfolgen/ ingleichem auch die Stadt-Kinder der Communität zu Helmſtädt mit zu genieſſen haben ſolten.

Und als eylfftens die Stadt ferner gantz beweglich geſuchet/ daß/ weil ſie mit groſſen Schulden beladen/ welche ſie ſo bald nicht abführen könten/ daß ſie dannenhero mit geſchwinden Proceduren nicht überleget/ ſondern ihnen darzu Zeit gegönnet werden möchte/ haben Se. F. Durchl. darinn ſo viel thunlich/ gnädigſt zu willigen/ und ſo viel ſalva juſtitia immer geſchehen könte/ dero Suchen zu deferiren ſich erkläret.

Zwölfftens und letztlich haben dieſelbe gleichfalls unterthänigſt gebeten/ daß die jenige/ ſo der Stadt zuwider/ und ihrer Verbrechen halber darauß verfeſtet wären/ vor ihrer Außſühnung nicht wieder hineingeſtattet werden möchten/ welches S. F. Durchl. gleichfalls/ in ſo weit niemanden dadurch Unrecht oder Gewalt geſchehen/ in Gnaden verſprochen/ dabey aber außdrücklich bedinget haben/ daß da einer oder ander deßfalls über zugefügter oder künfftige noch zufügende Unbilligkeit mit Fug und beyfall Rechtens/ ſich beſchweren möchte/ daß S. F. Durchl. denſelben nicht enthören/ ſondern dem einen ſo wol als dem andern Gleich und Rechte wiederfahren laſſen wolten: Und nachdemmahl über ſolche von Burgermeiſter und Rath eingebrachte Deſideria auch zugleich die ehrliche Burgerſchafft durch ihre Deputirten beſonders ſuchen und bitten laſſen/ daß ſie bey Einlegung deß Præſidii mit beſchwerlicher Einquartierung in ihre Häuſer auch mit- und andern mehr angezogenen præſtationibus, in ſpecie der Landfolge/ Dienſt/ Vorſpann/ Wachtholtz/ und dergleichen gnädigſt verſchonet/ auch ſo bald nach der Huldigung einige gewiſſe Commiſſarii verordnet werden möchten/ welche ihre habende Gravamina cognoſciren/ und darinnen billigmäſſige Verordnung thun möchten: Haben S. F. D. ſolchem ihrem Suchen in allen zu deferiren und ſtatt zu thun/ und wegen deß Wachtholtzes erträgliche Verordnung ergehen zu laſſen/ ſich gnädigſt erkläret/ und ſeyn darauff nunmehr gewärtig/ daß hingegen dero Stadt Braunſchweig der geforderten Huldigung/ auch des Beytrags zu den gemeinen Land-Beſchwerungen/ ingleichem der Guarniſon halber ſich ohne weitern Auffenthalt ſo fort unterthänigſt accommodiret/ widrigen falls S. F. Durchl. an alle dero hierinn gethanen gnädigſte Verſprechungen unverbunden ſeyn wollen. ANNO 1671.

Zu Uhrkund deſſen allen/ iſt Burgermeiſter und Rath/ auch der ehrlichen geſampten Burgerſchafft zur Nachrichtung ſothane Sr. F. Durchl. gnädigſte Erklärung und Reſolution hierunter dero Fürſtl. Hand und Siegel ertheilet worden: So geſchehen und geben im Haupt-Quartier zu Riddagshauſen/ am 10. Junii, Anno 1671.

LXVIII.

Bündnuß zwiſchen Jhro Röm. Kayſerl. Mayeſt. Leopoldum/ und Jhro Fürſtl. Gnaden/ Herrn Chriſtoph Bernhardt/ Biſchoff zu Münſter/ zu Conſervirung der Teutſchen Freyheit und des Weſtphäliſchen Friedens auffgerichtet. Zu Saſſenberg den 17. Julii 1671. 17. Juill. [Copie de mot à mot ſur l'Original qui ſe garde dans la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de Cour, de Sa Majeſté Imperiale.]

C'eſt-à-dire,

Traité d'Alliance entre LEOPOLD *Empereur des Romains, &* CHRISTOPHE BERNARD *Evêque & Prince de Munſter, pour la Defenſe de la Liberté Germanique, & le maintien de la Paix de Weſtphalie. A Saſſenberg le 17. Juillet 1671.*

ZU wiſſen als der Durchleuchtigſt Großmechtigſt und Unüberwindlichſter Fürſt und Herr/ Herr Leopold/ Erwehlter Römiſcher Keyſer/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ in Germanien/ zu Hungarn/ Böheim/ Dalmatien/ Croatien/ und Sclavonien König ꝛc. Ertz-Hertzog zu Oeſterreich/ Hertzog zu Burgund/ Steyer/ Cärnten/ Crain/ und Wirtemberg/ Graff zu Tyrol/ und Görtz ꝛc. Und mit und neben Jhrer Kayſ. Mayſt. der Herr Chriſtoph Bernhard Biſchoff zu Münſter/ Adminiſtrator zu Corvey/ Burggraff zu Stromberg/ und Herr zu Borckeloe/ ꝛc und alle wege/ ſonderlich aber bey gegenwärtigen Läufften ihre Rathſchläge und ſorgfältigkeit dahin vornemblich gerichtet/ wie der zu Münſter und Oßnabrug auffgerichtete Fride beſtändig conſerviret/ mithin auch dero von Gott anvertraute Land und Leüth in beſtändiger Ruh erhalten/ von denenſelben alle gefahr und ungelegenheit abgewendet/ und wider alle unbillige gewalt in zuſammen geſetzten guten Vertrauen und Vereinigung geſchützet/ und gehandhabet werden könten/ daß dahero dieſelbe auch zu dem ende/ keines weges aber dadurch die zu Regenſpurg bey gegenwärtiger Reichs-Verſamlung obhandene conſultation wegen feſt-ſtellung gemeiner Reichs-Securität/ und damit einlauffenden allbereit für gut angeſehener Proviſional-Reichs-Verfaſſung/ als worzu auch allſchon alle Reichs-Creyſe neben dem Königreich Böhmen/ und incorporirten Provincien ein gewiſſes quantum bewilliget haben/ in einige wege zu verhindern/ ſondern allein unterdeſſen bis ſolches heilſam gemein nütziges werck zu ſeiner völligen Richtigkeit wird gebracht werden können/ zu deſto zeitlicher beſſerer abwendung deren etwa ereigenden gefährlichkeiten/ eine particular Defenſiv-Allianz unter ſich geſchloſſen/ wie folgt:

I. Nemlich fürs erſte/ daß nechſt vorbehaltung der Römiſch. Kayſ. Mayſt. hohen Kayſ. Amt/ authorität/ und gebührenden Reſpect, dieſe Vereinig- und Verfaſſung zu Niemandes offenſion, am allerwenigſten aber wider das Heyl. Röm. Reich/ oder zu erweck- und anrichtung einer Univerſal, oder particular-unruh/ und trennung im Heyl. Röm. Reich/ oder ſich in frembde Kriege impliciren und einzumiſchen/ ſondern nur allein zu erhaltung eines jeden zuſtehenden Dignität/ Würden/ Rechten/ und Gerechtigkeiten/ ſonderlich aber die Teutſche Freyheit/ und beſtändigen genuß des Weſtphäliſchen Fridens/ wie auch ſich und Jhre allerſeits im Heyl. Röm. Reich habende und gelegene Land und Leüthe wider alle gewaltthätige angriff/ und denen Reichs-Conſtitutionen, und beſagtem Fridenſchluß zuwider lauffende zunöthigungen/ und beſchwerden/ wie die nahmen haben/ und von wem dieſelbe herrühren mögen/ wie auch wider alle innerliche empörungen zu conſerviren, zu defendiren, und zu retten angeſehen/ und gemeint ſeyn ſolle: Alſo daß einer dem andern

Anno 1671.

ohne unterſcheid der Religion in rechtem vertrauen meynen/ zu obgedachtem ende man allerſeits veſtiglich/ und unausgeſetzet bey einander ſtehen/ auch aus allen begebenheiten/ woraus beſagte unruhe entſtehen/ und worauf die hierin verſprochene Aſſiſtence erfordert werden möchte/ vorhero und zeitlich einander communiciren, keiner aber einigem Stand des Reichs/ oder frembden Cronen/ Potentaten/ und Republiquen zu Feindlicher Invaſion Urſach geben/ auch die Bundes-Verwandte unter ſich ſelbſten beſtändige Freundſchafft erhalten/ und keiner dem anderen mit Thätlichkeit/ oder gewalt überfallen/ überziehen/ oder beleydigen/ ſondern ſeine gegen den andern habende Mißhelligkeit/ und Streitigkeiten/ wo deren einige ſeyn möchten/ durch Güt- und Rechtliche mittel entſcheiden/ und ſich damit begnügen laſſen ſolle.

II. Woſern nun zweytens ein oder anderer Confœderirter/ und deſſelben im Heyl. Röm. Reich gelegene Lande ins geſamt/ oder deren eines/ die Graffſchafft Bentheim/ wegen des Stiffts und Fürſtenthumbs Münſter/ in Krafft allergnädigſt ertheilten Kayſerlichen Protectorii, mit eingeſchloſſen/ wider verhoffen obberührter maſſen mit Gewalt überfallen/ und Feindlich angegriffen/ oder auch durch innerliche Empörungen und aufſtände angefochten/ oder dieſer hierin geſchloſſener Zuſammentretung/ und hinc inde verſprochener Defenſion halber über kurtz oder lang/ es geſchehe von wem es wolle/ angefochten werden: Alsdann wollen und ſollen dieſelben wegen berührter Ihrer im Reich gelegenen Landen und Leüthen veſtiglich beyeinander ſtehen/ einander auf beſchehenen anſuchen wider den offendenten dem beleidigten unverzüglich/ wie hernach folget/ zu Hülff kommen/ kräfftig beyſtehen/ und deſſen Land und Leuthe wider Gewalt ſchützen/ ſchirmen/ und verthädigen helffen.

Und damit man wiſſen moge/ was ieder Theil an Manſchafft zu Roß und Fuß dem beleidigten requirirenden zu Hülff zu ſchicken habe/ ſo iſt fürs

III. Dritte verglichen worden/ daß auf die erſte mahnung innerhalb 14 Tagen Ihro Kayſ. Meyſt. wegen dero im Reich gelegenen/ und darzu gehörigen Erb-Königreich und Landen zu Roß Tauſent Pferd/ und zu Fuß 2000. Mann/ und auf die andere mahnung innerhalb drey Wochen widerumb ſoviel. Ihro Fürſtl. Gnaden zu Münſter ebner geſtalt auf die erſte mahnung innerhalb 14. Tagen zu Roß vier hundert/ Dragoner hundert/ und zu Fuß fünff hundert Mann/ auf die andere mahnung innerhalb drey Wochen widerumb ſoviel zu hülff ſenden ſolle/ mit der verbindlichen abrede/ daß der eine Bunds-Verwandter dem andern auf bloſſes anſuchen einen unſchädlichen durchzug vor des Bunds-Völcker unwaigerlich zu verſtatten ſchuldig ſeyn ſolle.

IV. Es ſolle auch viertens die hülff nicht wider zuruck gezogen werden/ bis des Feindes vornehmen gewehret/ und daſſelbe/ ſo derſelbe etwa eingenommen/ wider erobert ſeyn werde/ es ſey dan der ſchickende/ oder zu hülff kommende würde ſelbſt überzogen/ und wie vorgedacht/ vergewaltiget/ und beleidiget.

V. Solte nun aber zum fünfften wider verhoffen mehr als einer von denen Alliirten überzogen werden/ und gefahr leiden/ auf ſolchem fall ſolle die übrige Bundes-Hülff von denen unbeleydigten halb dem einem/ und die andere helffte dem anderen beleydigten auf maß und weis/ wie vorgemeldet/ zugeſchicket werden.

VI. Woſern auch ſechſtens eine dergleichen Hülff nicht zureichen ſolte/ auf ſolchem fall ſollen und wollen die Bundts-Genoſſene auf erlangende nachricht von ſolcher ereugenden Gefahr/ auch ſodald ohne aufenthalt darüber ſich mit einander vernehmen/ und einer ſolchen anſtalt und Hülffe vergleichen/ welche zulänglich/ und womit dem Nothleidenden in der Noth würcklich geholffen werden möge.

VII. Sobald auch zum ſiebenden die Hülff würcklich geſchickt/ und in des requirirenden Land/ oder bey deſſen Trouppen angelangt ſeye/ ſo ſolle jedesmahl/ wan etwas vorzunehmen/ darüber gebührend Kriegs-Rath gehalten werden.

VIII. Es ſoll auch achtens ein jeder Hülffſchickender ſeinen Trouppen ſo viel Feld-Artiglerie neben der zubehör mit geben/ als es die nothurfft und Kriegs-Raiſon erfordert.

IX. Die Direction und Ober-Commando über die Waffen ſolle zum neundten bey Ihrer Keyſ. Meyſt. verbleiben/ und von deroſelben eine Generals-Perſon mit beliebung der Confœderirten vorgeſtellet werden/ welcher in deſſen Land/ deme die Hülff geleiſtet wird/ ohne deſſelben vorwiſſen/ und belieben nichts vornehmen/ ſondern das jenige/ was ſelbiger zur Defenſion und rettung ſeiner Land und Leuthen gut befinden möchte zuthun/ und zulaſſen/ in Krafft dieſes angewieſen und verpflichtet ſeyn ſolle; ſolte aber ein fall ſich begeben/ welcher einen general Kriegs-Rath erfordert/ ſo ſollen auch zu denſelben alle der jenige gezogen werden/ welche zu einem Kriegs-Rath gehören/ und ſolle derjenige in demſelben præſidiren, welcher das Directorium, oder Ober-Commando führet/ oder da derſelbe nicht dabey ſeyn wolte/ oder könte/ als dan der/ ſo die höchſte Charge bedienet.

X. So ſolle zwar auch zehentens ein jeder ſeine Völcker unterhalten und bezahlen/ und zu deren behuff/ damit dieſelbe/ wan ſie in andern Landen ſtehen/ ſchwürig zu werden/ zu exorbitiren, confuſion, und andere ungelegenheiten anzufangen keine Urſach haben mögen/ dem bey ſeinen Völckern habenden Commiſſario zwey Monath Sold gleich anfangs zum Vorrath mitgeben.

XI. Allermaſſen dann auch zum eilfften zu verhütung aller mißbräuchen unter den Völckern die Bunds-Verwandte/ ſobald auf den Nothfall eine gewiſſe Verpflegungs-Ordonantz aufrichten wollen/ nach welcher bey währender conjunction alle Trouppen durchgehends gleich bezahlt werden ſollen.

XII. Dieweil fürs zwölffte die Auxiliar-Völcker das Proviant nicht zugleich mit ſich führen können/ ſolle der Requirent zwar ſchuldig ſeyn/ ſelbige ſo lang ſie in ſeinem Land ſtehen/ mit nothwendigem Commis-Brod vorſchuſſes weiſe/ zu verſehen/ welches ihme jedoch unverzüglich von jedem der hülffſchickenden bezahlt und erſetzt werden ſolle/ gleich dann auch die Conjungirte-Völcker ein mehrers/ als dieſes Commis-Brod/ und das obdach/ und rauch-Futter/ nicht fordern/ oder exequiren, ſondern was ſie darüber begehren werden/ denen Unterthanen in billigem werth mit Geld bezahlen ſollen.

XIII. Wann auch zum dreyzehenden einige Bunds-Verwandten auſſerhalb dieſem noch in einem andern gleichmäſſigen Fœdere mit einander begriffen/ krafft welchen ſie ebenfalls einander hülff zuleiſten ſchuldig/ ſo ſolle doch kein theil aus beeden Fœderibus, ſondern nur aus einem die Aſſiſtentz zuſchicken gehalten ſeyn/ und dem Requirenten frey ſtehen/ auf welchem Bund er ſeine Confœderirte requiriren wolle; da etwa auch eine Crayß- und Reichs-Hülff geſchicket werden ſolle/ ſo ſolle auch dieſe von dem quanto der Bunds-Hülff abgezogen werden.

XIV. Es ſolle auch ſonſten fürs vierzehende von niemanden aus denen Bündnus-Verwandten einige andere Bündnus aufgerichtet/ oder eingegangen werden/ ſo dieſer zuwider.

XV. Im übrigen hat es auch zum fünffzehenden hiebey die meinung gar nicht/ ob wolte man durch dieſe particular Verbündnus die zu verhüt- und abtreibung unrechten Gewalts im Heyl. Röm. Reich fundirte Executions-Ordnung/ und in krafft derſelben/ ſonderliche Reichs- oder Crayſſes-Verfaſſunge/ wie auch die im Friedenſchluß verordnete Univerſal-Guarantie zuruck ſtellen/ ſtecken/ oder verhindern/ ſondern es ſollen nichts deſtoweniger dieſelbe ohne abbruch dieſes Receſſus in allweg mit gehörigen Fleiß/ und eifer/ ſowohl ins gemein bey gegenwertigem Reichs- als abſonderlich den Crays-Conventen allerſeits nach möglichkeit befördert werden/ wie dan krafft dieſes Fœderis alle und jede Bündnus-Verwandten verſprechen/ daß ſie zu erhaltung des Friedens mit allen Kräfften daran ſeyn wollen/ damit der Punctus ſecuritatis bey noch währenden Reichs-Convent fortgeſtellet/ und damit die gemeine Proviſional-Verfaſſung würcklich eingerichtet werden möge; auf dem Fall aber ſolche wieder verhoffen verhindert werden ſolte/ ſo ſolle doch nichts deſtoweniger ein jeder zu der hierin verglichenen Bunds-Hülff obligiret, und dieſelbe ohnaufhaltlich zuleiſten verbunden ſeyn.

Wann auch ſchließlich mehr andere Chur-Fürſten und Stände des Reichs/ ſie ſeind Catholiſch/ oder Augſpurgiſcher Confeſſion in dieſer particular Defenſions-Verfaſſung obgeſetzter maſſen mit eintretten wollen/ und ſich bey jemanden/ ſo in dieſer Verfaſſung begriffen/ darumb anmelden würden/ ſo ſolle es derſelbe denen anderen alsbald notificiren, und ſolche Chur-Fürſten/ und Stände auch unweigerlich darinnen mit eingenohmen werden; Gleich nun ſolches zwiſchen allerhöchſt gedacht Ihro Keyſ. Meyſt. anſehenlichen Geſandten Herrn Heinrichen Otto Marcheſen von Savona/ Carretto/ und Grana in krafft überreichten allergnädigſten Creditivs/ und Ihro Fürſtl. Gnaden zu Münſter und Corvey/ dergeſtalt verglichen/ ſo wollen Sie darüber der Keyſerliche allergnädigſte Ratification allergehorſamſt erwarten. In Urkund deſſen ſeind dieſer Defenſiv-Allianz Receſſen zwey gleichen Inhalts verfertiget/ und gegen einander ausgewechſlet. Signatum Saſſenberg den 17. July 1671.

Ott. Heinrich Mr. Carretom. (L.S.
Chriſtoff. Bernhardt. (L.S.)

LXIX.

Traité entre Louïs XIV. *Roi de France*, & Ernest Auguste *Duc de Brunſwic & Lunebourg, & Evêque d'Oſnabruc, Fait à Cologne le 23. Octobre 1671.* [Freder. Leonard. Tom. III.]

23. Oct.

France et Osnabrug.

NOus Ernest Auguste, par la grace de Dieu, Duc de Brunſwic & de Lunebourg, Evêque d'Oſnabruc, aiant veu & examiné le Traité & l'Article à part, faits & paſſez à Cologne le 23. d'Octobre dernier, entre M. Verjus, Conſeiller du Roi Très-Chrêtien en ſon Conſeil d'Etat, & ſon Envoié extraordinaire en Allemagne, au nom de Sa Majeſté; & le Sieur de Hammerſtein, Conſeiller en nôtre Conſeil d'Etat & privé, & Preſident de nôtre Chambre des Comptes, duquel Traité la teneur enſuit.

Le Roi aiant donné ordre & plein-Pouvoir au Sieur Verjus, Conſeiller de Sa Majeſté en ſon Conſeil d'Etat & ſon Envoié extraordinaire en Allemagne, de faire & d'accorder avec Son Alteſſe Monſieur le Duc Erneſt Auguſte de Brunſwic & de Lunebourg, Evêque d'Oſnabruc,

nabruc, un Traité de Neutralité entre S. M. & tel autre Prince ou Etat avec qui elle pourroit avoir la Guerre: & ledit Sieur Duc aiant donné un pareil Pouvoir au Sieur de Hammerſtein, Conſeiller en ſon Conſeil d'Etat & Privé, & Preſident de ſa Chambre des Comptes, ledit Sieur Verjus au nom & de la part de S. M. & ledit Sieur de Hammerſtein pour ledit Sieur Duc, ſont convenus des Articles ſuivans.

I. Que ledit Sieur Duc s'engage à obſerver une exacte Neutralité pour le tems qui ſera marqué ci-aprés, entre le Roi, & quelque Prince ou Etat que ce puiſſe être, contre qui Sa Majeſté ait la Guerre, & de n'entrer en aucun Parti ou Ligue qui ſoit directement ou indirectement contraire aux interêts de Sa Majeſté.

II. Que ledit Sieur Duc s'oblige de donner paſſage aux Troupes de Sa Majeſté & de ſes Alliez, quand Sadite Majeſté l'en requerra; ſe reſervant neanmoins de le donner ſelon les Conſtitutions de l'Empire, à d'autres qui le lui pourroient demander.

III. Qu'il ſera permis à S. M. de faire acheter dans le Païs dudit Sieur Duc, autant de Vivres & de Munitions de Guerre qu'elle jugera à propos, autant que Sadite Alteſſe n'en aura pas beſoin elle-même.

IV. Que ledit Sieur Duc promet auſſi de ne donner durant ce preſent Traité, ni preſter à perſonne ſes Troupes, ni de permettre aucune levée dans ſes Etats au prejudice des interêts du Roi.

V. Que ledit Sieur Duc dans toutes les occaſions qui ne touchent point l'Empire ni ſa Maiſon, ſera toûjours preſt à donner des preuves de ſon affection aux interêts & ſervice du Roi, pour meriter d'autant plus par toute ſa conduite la bien-veillance & confiance de Sa Majeſté.

Sa Majeſté promet auſſi de ſon côté,

I. Qu'elle fera paier audit Sieur Duc un Subſide de cinq mille Ecus par mois pendant le cours du preſent Traité, & tant qu'il durera, à commencer du jour de l'échange des Ratifications; lequel Subſide doit être avancé de deux mois en deux mois.

II. Que dans les paſſages que S. M. pourroit demander audit Sieur Duc par ſes Etats, elle ne fera pas ſeulement paier ponctuellement les frais & les dépenſes que ſes Troupes y pourroient faire, mais donnera auſſi les ordres neceſſaires afin que ſes Sujets n'en reçoivent aucun dommage.

III. Que S. M. ne prendra aucun quartier d'Hiver ou Logement dans les Etats dudit Sieur Duc, ſans ſon conſentement.

IV. Qu'il ſera permis audit Sieur Duc, en cas que quelques Partis ou Coureurs fiſſent du deſordre dans ſes Etats, de s'en ſaiſir, & de les faire punir ſelon que le cas & la juſtice le requerra.

V. Que le Roi lorsqu'il en ſera requis aprés le terme de ſix ſemaines, ſera obligé d'aſſiſter & de proteger ledit Sieur Duc, contre ceux qui le pourront attaquer ou inquieter durant le cours du preſent Traité, étant libre à S. M. de preſter le ſecours en Hommes ou en argent, pourveu qu'il ſoit proportionné & égal au danger; faute dequoi il demeurera libre audit Sieur Duc de pourvoir à l'Intereſt de ſes Etats le mieux qu'il pourra. Et quand, ce que Dieu ne veüille permettre, ledit Sieur Duc pour le ſujet de cette Neutralité, viendroit à perdre une partie de ſes Etats ou le tout, S. M. ne fera & n'accordera nulle Paix ou Treve avec ceux qui en ſeront les uſurpateurs ou poſſeſſeurs, ſans qu'il ſoit pleinement & entierement reſtitué en tout ce qui lui appartient legitimement, avec dedommagement & interêt; comme en toutes les autres occaſions le Roi promet d'appuyer toûjours puiſſamment les interêts dudit Sieur Duc, pour lui donner de plus en plus ſujet de s'attacher à ceux de Sa Majeſté.

VI. Que ledit Sieur Duc ſe pourra reſerver la fidelité qu'il doit à l'Empereur & à l'Empire, ſur les choſes qui pourroient être concluës ou arrétées par les Etats de l'Empire, dans les formes ordinaires & accoûtumées.

VII. S'il arrivoit que pendant ce Traité l'un ou l'autre des Princes de la Maiſon de Brunswic fût le premier attaqué dans ſes Etats, par qui que ce ſoit, ledit Sieur Duc ſe reſerve de l'aſſiſter, conformement à ce qu'il doit en vertu des anciens Pactes de famille établis en ſa Maiſon, ſans choquer ou manquer à la foi du preſent Traité.

VIII. Il a été convenu & arreſté que le preſent Traité durera deux années à compter du jour de l'échange des Ratifications, ſoit que le Roi ſoit en Paix ou en Guerre, & qu'en cas que durant le cours de ces deux années, le Roi fut entré en Guerre contre quelque Prince ou Etat, ledit Traité continuera & ſera exactement obſervé de part & d'autre dans toutes les conditions, durant le cours de deux autres années aprés les deux premieres écheuës, ſi ce n'eſt que la Guerre finiſſe plûtôt, auquel cas le Traité finira avec ladite Guerre.

IX. Que trois mois avant que ce Traité expire, le Roi & ledit Sieur Duc pourront traiter & convenir de ſa prolongation autant qu'ils le jugeront à propos.

X. Et la Ratification du preſent Traité ſera fournie par le Sieur Verjus de la part du Roi, un mois aprés que ledit Sieur de Hammerſtein lui aura livré ledit Traité, & la Ratification de ſadite Alteſſe.

En foi dequoi leſdits Sieurs Verjus & de Hammerſtein, ont ſigné le preſent Traité & y ont mis le Cachet de leurs Armes. Fait à Cologne le 23. d'Octobre 1671. *Signé*, VERJUS & DE HAMMERSTEIN.

ARTICLE A PART.

Outre ce qui a été conclu & arreſté ce jourd'hui entre le Sieur Verjus, Conſeiller de Sa Majeſté en ſon Conſeil d'Etat & ſon Envoyé extraordinaire en Allemagne; & le Sieur de Hammerſtein, Conſeiller de ſon Alteſſe en ſon Conſeil d'Etat & Privé, & Preſident de ſa Chambre des Comptes, en vertu de leurs Pouvoirs ils ſont convenus par cet Article, qui aura la même force & authorité que le Traité principal; que nonobſtant la promeſſe que le Sieur Duc a fait d'obſerver une exacte Neutralité, il lui demeurera neanmoins libre & permis, ſans que pour cela il puiſſe être accuſé d'aucune contravention au Traité ſusdit, d'envoier à l'aſſiſtance des Membres de la Quadruple-Alliance, deux cens Chevaux, & quatre cens Hommes de Pied, qu'il eſt obligé de leur donner en vertu du Traité d'Alliance fait en l'an 1666. jusqu'au tems que cette Alliance prenne ſa fin, qui ſera le 25. jour d'Octobre de l'année 1672.

En foi de quoi leſdits Sieurs Verjus & de Hammerſtein, ont ſigné le preſent Article à part, & y ont mis le Cachet de leurs Armes. Fait à Cologne le 23. d'Octobre 1671. *Signé*, VERJUS & DE HAMMERSTEIN.

Aiant les ſusdits Traité & Article à part agreables, en tous & chacuns les Articles y contenus, les avons approuvez & ratifiez, approuvons & ratifions, promettant en foi & parole de Prince de les entretenir, garder & obſerver inviolablement de nôtre part de point en point ſelon leur forme & teneur, ſans y contrevenir ni ſouffrir qu'il y ſoit contrevenu, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En témoignage de quoi Nous avons ſigné la preſente Ratification de nôtre main, & à icelle fait appoſer le Scel de nôtre Secret. Fait à Veniſe le ſixiéme de Novembre 1671. *Signé*, ERNEST AUGUSTE, Duc de Lunebourg, Evêque d'Oſnabruc.

LXX.

22. Oct. / 1. Nov.

Premier * *Inſtrument du Contract de Mariage, entre* PHILIPPE *Duc d'Orleans, Fils de* LOUIS XIII. *Roi de France, & Frere de* LOUIS XIV. *&* ELISABETH CHARLOTTE, *Princeſſe Palatine du Rhyn, Fille de* CHARLES LOUÏS *Electeur, & Sœur de* CHARLES *auſſi Electeur Palatin. A Strasbourg le 22. Octob. 1. Novembre 1671.* Avec *la* RENONCIATION *de ladite Princeſſe à tous Droits Succeſſifs ſur tous les Biens Paternels & Maternels tant Souverains que Feodaux &c. A Paris le 24. Novembre* 1680. [Copies autentiques, & produites dans la Negociation qui ſe fit à Francfort ſur le Meyn en 1699. pour finir les Differents

---

* Ces deux Pièces ſe trouvent dans ma petite Collection Tom. I. pag. 208. Dans la Continuation des *Actes de la Paix de Ryswick*, pag. 167. Et dans THUCELII *Actor. Publ.* Tom. III. pag. 813. (DUM.)

rents agitez entre S. A. E. Palatine, & S. A. R. Madame la Ducheſſe d'Orleans, au ſujet de la Succeſſion.]

ARTICLES & Conventions du Mariage entre très-haut & très-puiſſant Prince Philippe Fils de France, Frere unique du Roi, Duc d'Orleans, de Valois, de Chartres & de Nemours, Seigneur de Montargis, Pair de France, & très-haute & très-puiſſante Princeſſe Eliſabeth Charlotte, Comteſſe Palatine du Rhin, de la Maiſon Electorale, Ducheſſe de Baviere, &c. arrêtez & conclus avec l'aveu & conſentement de très-haut, très-puiſſant, & très-excellent Prince, Louis par la grace de Dieu, Roi de France, & de Navarre, & mondit Seigneur Duc, entre très-haut & très-puiſſant Prince Charles Louïs par la grace de Dieu Comte Palatin du Rhin, Archi-Treſorier & Prince Electeur du Saint Empire; Duc de Baviere, &c. Pere de madite Dame Eliſabeth Charlotte d'une part, & Meſſire François Marquis de Bethune, aiant Pouvoir & Procuration de Sadite Majeſté de mondit Seigneur Duc d'autre part.

I. Mondit Seigneur Duc prendra pour Femme & Epouſe madite Dame la Princeſſe Eliſabeth Charlotte par foi de Mariage, comme madite Dame prendra pour Mari mondit Seigneur Duc, ſolemnellement à la face de la Sainte Egliſe

II. Auſſi-tôt que le Contract du Mariage conforme à ces preſens Articles ſera mis entre les mains de mondit Seigneur Electeur, ce qui ſe doit faire inceſſamment, madite Dame Princeſſe ſera conduite juſqu'à Mets, aux fraix de Sadite Alteſſe Electorale Palatine, avec un Equipage, Meubles & Habits, convenables à ſa condition.

III. Monſieur le Maréchal Duc du Pleſſis Pralin ſe trouvera à Mets de la part de Sadite Majeſté, & mondit Seigneur Duc avec Procuration ſuffiſante, pour faire les Epouſailles avec madite Dame Princeſſe, au Nom de mondit Seigneur Duc.

IV. Enſuite le ſusdit Maréchal épouſera en vertu de ſon Pouvoir & par Procuration madite Dame Princeſſe, le lendemain ou deux jours après l'arrivée de ladite Princeſſe à Mets avec toutes les Solemnitez requiſes.

V. Après quoi ladite Dame Princeſſe ſera conduite par très-haute, & très puiſſante Princeſſe Anne de Mantoue Comteſſe Palatine du Rhin, Ducheſſe de Baviere Douairiere, au lieu où il plaira à mondit Seigneur Duc de ſe trouver, dans lequel lieu le Mariage ſera confirmé & conſommé.

VI. En faveur dudit Mariage mondit Seigneur Prince Palatin a conſtitué en Dot, & fait don à madite Dame Princeſſe ſa Fille de la même Somme que les Princeſſes de la Maiſon Palatine ont accoûtumé de recevoir, & que les Etats dont il eſt à preſent en poſſeſſion ſont en uſage de donner en pareilles occaſions, qui ſera delivrée partie en argent, partie en Bagues dont Inventaire ſera fait & eſtimation, qui lui tiendront nature de propre, laquelle Somme ſera payée dans un an apres la conſommation du Mariage, & pour la ſûreté de laquelle tous les Biens meubles & immeubles ſeront hypothéquez du jour du payement, & ſpecialement une Terre de la valeur au moins de ladite Somme, au choix de mondit Seigneur le Duc d'Orleans.

VII. „ Ladite Dame Princeſſe ſera autoriſée par le-
„ dit Seigneur futur Epoux pour renoncer, comme elle
„ renonce dès à preſent à tous Droits ſucceſſifs ſur tous
„ les Biens Souverains, & Feodaux, Paternels. &
„ Maternels ſitués en Allemagne. ſe reſervant ſeule-
„ ment ſes Droits ſur les Biens de même qualité
„ ſituez hors de l'Allemagne, & les Allodiaux de ſa
„ Maiſon.

VIII. Seront leſdits Seigneur & Dame futurs Epoux communs en tous Biens, Meubles, & conquêts Immeubles, qui ſeront par eux faits durant & conſtant ledit Mariage, ſuivant la coûtume de la Ville, Prevôté, & Vicomté de Paris, étant néanmoins convenu que tous les Biens meubles & immeubles, qui de preſent appartiennent à mondit Seigneur Duc d'Orleans, lui ſeront & demeureront propres, & aux ſiens de ſon côté & ligne; declarant mondit Seigneur Duc que depuis le décès de Madame ſon Epouſe, il a fait faire Inventaire de ſes Biens, duquel Inventaire recollement ſera fait avant la célébration dudit futur Mariage, & Copie d'icelui jointe à la Minute des preſentes.

IX. Monſeigneur Duc d'Orleans pour la ſinguliere affection qu'il porte à ladite Dame Princeſſe ſa future Epouſe, lui donnera des Pierreries, Bagues, & Joyaux pour la Somme de cent cinquante mille Livres. à la charge qu'arrivant le predecès de ladite Dame Princeſſe ſans Enfans, leſdites Pierreries, Bagues & Joyaux lui ſeront reſtitués & appartiendront, ſans qu'ils puiſſent être compris en ladite communauté; laquelle reſtitution aura auſſi lieu en faveur des Heritiers dudit Seigneur Duc d'Orleans, en cas qu'il prédecede ladite Dame ſa future Epouſe, ſans Enfans, après toutefois le decès de ladite Dame Princeſſe, qui en jouira ſa vie durant.

X. Mondit Seigneur le Duc d'Orleans douera ladite Dame Princeſſe de la Somme de 40. mille Livres par chacun an de Douaire prefix en fonds de Terre de proche en proche à prendre & en jouir par ſes mains, du jour que le Douaire aura lieu: premierement ſur les Biens, Terres & Seigneuries dudit Seigneur Duc, autres que ceux de ſon appanage; & outre donne à ladite Dame Princeſſe ſa future Epouſe le Château de Montargis garni de Meubles comme il convient à ſa qualité, pour ſon habitation & demeure, ſa vie durant.

XI. En cas de predecès de mondit Seigneur Duc d'Orleans ſans Enfans dudit Mariage, il ſera permis à ladite Dame Princeſſe future Epouſe de renoncer à ladite Communauté dans trois mois après ledit décès, & y renonçant elle demeurera quitte de toutes Dettes de ladite Communauté, ſoit qu'elle y ait parlé ou non, & reprendra les Deniers qui lui ont été conſtituez en Dot, qui ſe trouveront avoir été reçûs par mondit Seigneur Duc d'Orléans, avec tous les Biens qui lui ſeront avenus & échûs conſtant ledit Mariage par Donation, Succeſſion, ou autrement, enſemble ſes Habits, Bagues, Joyaux, Meubles qu'elle aura apportez, dont à cette fin ſera fait un bref Inventaire, ſondit Douaire, & habitation au Château de Montargis, meublé, comme il eſt ci-deſſus dit, franchement & quittement de toutes Dettes, dont ladite Dame Princeſſe ſera aquitée ſur les Biens dudit Seigneur Duc d'Orleans, & pour raiſon de ce, & autres Clauſes & Conditions dudit futur Mariage, ladite Dame Princeſſe aura hypotheque ſur les Biens du jour dudit Contract de Mariage.

XII. Et ſi ladite Dame Princeſſe future Epouſe, ſurvivante avec Enfans dudit Mariage, vouloit accepter ladite Communauté & y participer, elle emportera ſeulement le tiers des Biens d'icelle Communauté, payant par elle le tiers des Dettes; mais s'il n'y a des Enfans, & qu'elle choiſiſſe ladite acceptation, elle emportera la moitié de ladite Communauté, à la charge auſſi de payer & aquitter la moitié des Dettes d'icelle.

XIII. Arrivant au contraire que ladite Dame Princeſſe future Epouſe vint à prédeceder ſans Enfans, ou avec Enfans dudit Mariage, ſes Heritiers ne pourront rien demander audit Seigneur Duc d'Orleans, à cauſe du Droit de Communauté, ſtipulé en faveur de madite Dame Princeſſe, mais ſera tenu mondit Seigneur Duc de reſtituer auxdits Heritiers tout ce qu'il aura touché de Dot, de Donation, ou d'Heritage, du côté & ligne de madite Dame future Epouſe.

XIV. Et en cas que pendant ledit Mariage il ſeroit alienê quelques Biens des propres & Immeubles de ladite Dame future Epouſe, ores qu'elle y ait parlé, ou qu'il ſoit fait rachat d'aucune de ſes Rentes, ou retiré quelque Domaine alienê à elle appartenant, en ſera fait autre remploi par ledit Seigneur futur Epoux, & à faute de ce faire par lui, pendant ledit Mariage, les Deniers ſeront repris ſur la Communauté, & ſi elle ne ſuffit, ſur les propres dudit Seigneur futur Epoux.

XV. Ledit Seigneur Electeur envoira ſes Procurations, & celles de madite Dame ſa Fille au Sieur Paul de Rammingen ſon Conſeiller & Reſident à Paris, pour ſigner le Contract de Mariage avec le Roi, & mondit Seigneur le Duc d'Orleans, ſelon la teneur de ces preſens Articles.

En foi de quoi mondit Seigneur Electeur Palatin, madite Dame la Princeſſe Eliſabeth Charlotte ſa Fille, & Meſſire François Marquis de Bethune en vertu de ſa ſusdite Procuration, ont ſigné ces preſentes de leurs mains, & y ont fait mettre leur Seel. Fait à Strasbourg le 22. d'Octobre du vieux ſtyle, & le 1. de Novembre ſtile nouveau l'an 1671. *Signé*, CHARLES-LOUIS, ELISABETH-CHARLOTTE, & FRANÇOIS DE BETHUNE, & ſcellé de leurs Sceaux & Cachets.

COPIE

De la Renonciation réïterée de la Sereniſſime Ducheſſe d'Orleans.

PAr devant les Conſeillers du Roi Notaires à Paris ſouſſignez, furent preſens très-Haut, très-Puiſſant & très-Excellent Prince Monſeigneur Philippe, par la grace de Dieu, Fils de France, Frere unique du Roi, Duc d'Orleans, de Valois, de Chartres, & de Nemours, Comte de Bogeney, Seigneur de Montargis, &c. & très-Haute, très-Puiſſante, & très-Excellente Princeſſe Madame Eliſabeth-Charlotte ſon Epouſe, qu'il autoriſe à l'effet des preſentes, leſquels ont reconnu & confeſſé avoir reçû de très-Haut & très-Excellent Prince Charles, par la grace de Dieu, Comte Palatin du Rhin, Archi-Treſorier & Prince Electeur du Saint Empire, Duc de Baviere, &c. Frere de ſadite Alteſſe Royale Madame, la Somme de 32000. Florins d'Allemagne, valans Monnoye de France, celle de 64000. Livres, pour la Dot promiſe par très-Haut très-Puiſſant & très-Excellent Prince Charles Louïs, par la même grace de Dieu, Comte Palatin du Rhin, Archi-Treſorier, & Prince Electeur du Saint Empire, Duc de Baviere, &c. à Son Alteſſe Royale madite Dame ſa Fille, tant en Deniers cumptans, que Bagues, en faveur de ſon Mariage avec ſon Alteſſe Royale mondit Seigneur, ſuivant le Contract de ſon Mariage, reçûe par Meſſieurs le Tellier & Culbert, Conſeillers Secretaires de la Maiſon & Couronne de France, Conſeillers & Secretaires d'Etat & des Commandemens & Finances de Sa Majeſté, le 6. Novembre 1671. de laquelle Somme de 32000. Florins d'Allemagne, faiſant 64000. Livres Monnoye de France, Leurs Alteſſes Royales quittent & déchargent Son Alteſſe Electorale, laquelle Somme ainſi payée, ſera & tiendra nature de propre à madite Dame conformement audit Contract de Mariage, & pour ſûreté de ce, mondit Seigneur ſon Epoux a affecté, obligé, & hypothequé tous ſes Biens Meubles & Immeubles, & ſpecialement la Terre, Seigneurie & Comté de Bogenci, ſes circonſtances & dependances, que Monſeigneur a aquis de Monſieur le Maréchal de la Ferté, „ moyen-
„ nant la Somme de 153000. Livres, & en conſequen-
„ ce du ſuſdit payement, madite Dame autoriſée ainſi
„ que dit eſt de mondit Seigneur ſon Epoux, en réïte-
„ rant la Renonciation qu'elle a d'abondant renoncé
„ par ces preſentes à tous Droits ſucceſſifs ſur tous les
„ Biens Souverains & Feodaux Paternels, & Mater-
„ nels, ſitués en Allemagne, ſe reſervant ſeulement
„ ſes Droits ſur les Biens de même qualité, ſitués
„ hors l'Allemagne, & les Allodiaux de ſa Maiſon ſui-
„ vant la Coûtume de la Maiſon Electorale Palatine".
Et ont Leurs Alteſſes Royales conſenti qu'il ſoit fait mention de la preſente Renonciation & Quittance, ſur ledit Contract de Mariage, ce qui ne ſervira avec ces preſentes que d'une même choſe, promettans, obligeans, & renonçans. Fait & paſſé à Paris au Palais Royal, l'an 1680. le 24. jour de Novembre avant midi, & ont Leurs Alteſſes Royales ſigné les preſentes doubles. *Signé*, PHILIPPE, ELISABETH-CHARLOTTE, THOMAS, & BECHET.

Les deux Copies ci deſſus ont été collationnées à leurs Originaux par moi Remi le Petit, Notaire Imperial & Public à Francfort.

Second Inſtrument du Contrat de Mariage entre PHILIPPE *Duc d'Orleans, &* ELISABETH-CHARLOTTE *Princeſſe Palatine du Rhyn, fait & paſſé au Château de Verſailles, le 6. Novembre* 1671. [Recueil de Leonard Tom. III. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheil. IV. Abſatz I. Num. 64.]

AU NOM DE DIEU. Sçachent tous preſens & à venir, que comme le Roi a toûjours eu un très-grand deſir de procurer & concourir en toutes choſes à la ſatisfaction & aux avantages de Monſeigneur Fils de France, Duc d'Orleans, ſon Frere Unique; Sa Majeſté dans la reſolution que mondit Seigneur a pris de ſe remarier, a bien voulu lui procurer une Alliance ſortable à la grandeur de ſa naiſſance: & pour cet effet aiant conſideré qu'entre toutes les Princeſſes de l'Europe ſur leſquelles elle auroit pû jetter les yeux, la Princeſſe Electorale Elizabeth-Charlotte, Palatine du Rhin, ſeroit plus convenable, tant pour ſon ancienne & illuſtre naiſſance, que pour les diverſes Alliances que les Princes ſes Pere & Aïeuls ont eu avec cette Couronne, Sa Majeſté en auroit fait faire les propoſitions ſur leſquelles les Articles & Conditions neceſſaires pour parvenir à l'accompliſſement dudit Mariage (ſuivant le conſentement que nôtre S. Pere le Pape en a donné) en ont été arrêtez & ſignez. Pour ce eſt-il que du conſentement & volonté de tres-haut, tres-excellent & tres puiſſant Prince LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; & de tres-haute, tres-excellente & tres-puiſſante Princeſſe Marie Thereſe, par la même grace de Dieu Reine de France & de Navarre, Epouſe de Sa Majeſté, furent preſens tres-haut & tres-puiſſant Prince Philippes, Fils de France, Frere Unique du Roi, Duc d'Orleans, de Vallois & de Chartres, Seigneur de Montargis, Pair de France, d'une part. Et Meſſire Frederic Pavel de Rammengen, Conſeiller & Reſident prés Sa Majeſté, de tres-haut & tres-puiſſant Prince Charles Louis, par la grace de Dieu Comte Palatin du Rhin, Archi-Treſorier Prince, Electeur du S. Empire, Duc de Baviere, aiant Pouvoir & Procuration de mondit Seigneur Prince Palatin; & de tres-haute & tres-puiſſante Princeſſe Elizabeth-Charlotte, Comteſſe Palatine du Rhin, Ducheſſe de Baviere, Fille de mondit Seigneur Prince; & de tres-haute & tres puiſſante Princeſſe . . . . . de Heſſe ſon Epouſe, ladite Procuration étant en parchemin écrite en Latin, expediée ſous les ſignatures de mondit Seigneur Prince & Princeſſe ſa Fille, & ſcellée de leurs Sceaux ſur lacs de ſoie & argent, dattée à Strasbourg le vingt-deuxiéme Octobre dernier, ancien ſtile, & premier Novembre preſent mois ſtile nouveau, demeurée avec les Articles dudit Mariage, auſſi ſignez & dattez comme ladite Procuration, annexées à la Minutte des preſentes, aprés que ladite Procuration a été paraphée, *ne varietur*, dudit Sieur de Rammengen, d'autre part; leſquelles Parties de leur bon gré, pure & franche volonté, ont convenu & accordé ce qui enſuit.

I. C'eſt à ſçavoir, mondit Seigneur Duc d'Orleans prendra pour Femme & Epouſe madite Dame la Princeſſe Elizabeth-Charlotte, par loi de Mariage, comme auſſi madite Dame prendra pour Mari mondit Seigneur Duc ſolennellement à la face de la Sainte Egliſe Catholique, Apoſtolique & Romaine.

II. Auſſi-tôt que le preſent Contract de Mariage ſera mis entre les mains de mondit Seigneur Prince Palatin, ce qui ſe doit faire inceſſamment, madite Dame Princeſſe ſera conduite juſqu'en la Ville de Metz, aux frais de mondit Seigneur Prince Electeur Palatin, avec un Equipage, Meubles & Habits convenables à ſa condition.

III. Le Sieur Maréchal Duc du Pleſſis-Praſlin ſe trouvera en ladite Ville de Metz de la part de Sa Majeſté & de mondit Seigneur Duc d'Orleans, avec Procuration ſuffiſante pour faire les Epouſailles avec madite Dame Princeſſe, au nom de mondit Seigneur Duc.

IV. Enſuite ledit Sieur Maréchal épouſera en vertu de ſon Pouvoir & Procuration madite Dame Princeſſe, le lendemain ou deux jours aprés l'arrivée de ladite Dame Princeſſe à Metz, avec toutes les ſolennitez requiſes.

V. Aprés quoi ladite Dame Princeſſe ſera conduite par tres-haute & tres puiſſante Princeſſe Anne de Gonzagues de Mantoué, Comteſſe Palatine du Rhin, Ducheſſe de Baviere Doüairiere, au lieu où il plaira à mondit Seigneur de ſe trouver, dans lequel lieu le Mariage ſera confirmé & conſommé.

VI. En faveur dudit Mariage mondit Seigneur Prince Electeur a conſtitué en Dot, & fait don à madite Dame Princeſſe ſa Fille de la même Somme que les Princeſſes de la Maiſon Palatine ont accoûtumé de recevoir, & que ſes Etats dont il eſt à preſent en poſſeſſion, ſont en uſage de donner en pareilles occaſions, qui ſera delivrée partie en argent, partie en Bagues, dont Inventaire & eſtimation ſera fait, & lui tiendront nature de propre, laquelle Somme ſera paiée dans un an aprés la conſommation du Mariage, & pour la ſureté de laquelle tous les Biens meubles & immeubles de mondit Seigneur Duc d'Orleans ſeront hipotecquez du jour du paiement, & ſpecialement une Terre de la valeur au moins de ladite Somme, au choix de mondit Seigneur Duc d'Orleans.

VII. Ladite Dame Princeſſe ſera autoriſée par mondit Seigneur futur Epoux, pour renoncer, comme elle renonce dés à preſent à tous Droits ſucceſſifs ſur tous les Biens Souverains & Feodeaux, Paternels & Maternels ſituez en Allemagne, ſe reſervant ſeulement ſes Droits ſur les Biens de même qualité ſituez hors l'Allemagne & les Allodiaux de ſa Maiſon.

VIII. Seront leſdits Seigneurs & Dame futurs Epoux communs en tous Biens meubles & Conqueſts immeubles, qui ſeront par eux faits durant & conſtant ledit Mariage, ſuivant la Coûtume de la Ville, Prevoſté & Vicomté de Paris, étant neanmoins convenu que tous les Biens, meubles & immeubles, qui de preſent appartiennent à mondit Seigneur Duc d'Orleans, lui ſeront & demeureront propres, & aux ſiens de ſon côté & ligne, declarant mondit Seigneur Duc que depuis le deceds de deffunte Madame ſon Epouſe, il a fait faire Inventaire de ſes Biens, duquel Inventaire recollement ſera fait avant la celebration dudit futur Mariage, & Copie d'icelui jointe à la Minutte des preſentes.

IX. Mondit Seigneur Duc d'Orleans pour la ſinguliere affection qu'il porte à ladite Dame Princeſſe ſa future Epouſe, lui donnera des Pierreries, Bagues & Joiaux pour la Somme de cent cinquante mil Livres, à la charge que arrivant le predeceds de ladite Dame Princeſſe ſans Enfans, leſdites Pierreries, Bagues & Joiaux lui ſeront reſtituez & appartiendront, ſans qu'ils puiſſent être compris en ladite Communauté; laquelle reſtitution aura auſſi lieu en faveur des Heritiers dudit Seigneur Duc d'Orleans, en cas qu'il predecede ladite Dame ſa future Epouſe ſans Enfans, aprés toutefois le deceds de ladite Dame Princeſſe qui en jouira ſa vie durant.

X. Mondit Seigneur Duc d'Orleans a doüé ladite Dame Princeſſe de la Somme de quarante mil Livres de Rente par chacun an de Doüaire prefix, en fonds de Terre de proche en proche, à prendre & en jouir par ſes mains du jour que Doüaire aura lieu. Premierement ſur les Biens, Terres & Seigneuries dudit Seigneur Duc autres que ceux de ſon Appanage: & en cas que leſdits Biens ne ſoient ſuffiſans, ledit Doüaire ſera pris pour le tout ou partie ſur les Terres de ſon Appanage. En outre donne à ladite Dame Princeſſe ſa future Epouſe le Château de Montargis garni de Meubles, comme il convient à ſa qualité, pour ſon habitation & demeure ſa vie durant.

XI. En cas de predeceds de mondit Seigneur Duc d'Orleans ſans Enfans dudit Mariage, il ſera permis à ladite Dame Princeſſe future Epouſe de renoncer à ladite Communauté dans trois mois aprés ledit deceds, & y renonçant elle demeurera quitte de toutes Dettes de ladite Communauté, ſoit qu'elle y eut parlé ou non, & reprendra les Deniers qui lui ont été conſtituez en Dot, qui ſe trouveront avoir été receus par mondit Seigneur Duc d'Orleans, avec tous les Biens qui lui ſeront avenus & écheus conſtant ledit Mariage par Donation, Succeſſion ou autrement, enſemble ſes Habits, Bagues, Joiaux & Meubles qu'elle aura apportez, dont à cette fin ſera fait un bref Inventaire, ſondit Doüaire & habitation audit Château de Montargis meublé, comme il eſt dit ci-deſſus, franchement & quittement de toutes Dettes, dont ladite Dame ſera aquittée ſur les Biens dudit Seigneur Duc d'Orleans; & pour raiſon de ce, & des autres Clauſes & Conditions dudit futur Mariage, ladite Dame Princeſſe aura hipotecque ſur leſdits Biens du jour du preſent Contract.

XII. Et ſi ladite Princeſſe future Epouſe ſurvivant avec Enfans dudit Mariage, vouloit accepter ladite Communauté & y participer, elle emportera ſeulement le tiers des Biens d'icelle Communauté, paiant par elle le tiers des Dettes, mais s'il n'y a des Enfans & qu'elle choiſiſſe ladite acceptation, elle emportera la moitié de ladite Communauté, à la charge auſſi de paier, & aquiter la moitié des Dettes d'icelle.

XIII. Arrivant au contraire que ladite Dame future Epouſe vint à predeceder ſans Enfans, ou avec Enfans dudit Mariage, ſes Heritiers ne pourront rien demander audit Seigneur Duc d'Orleans, à cauſe du Droit de communauté ſtipulé en faveur de ladite Dame Princeſſe; mais ſera tenu mondit Seigneur Duc de reſtituer auſdits Heritiers tout ce qu'il aura touché de Dot, de Donation ou Heritage du côté & ligne de madite Dame future Epouſe.

XIV. Et en cas que pendant ledit Mariage il ſoit aliené quelques Biens des propres & Immeubles de ladite Dame future Epouſe, ores qu'elle y eut parlé, ou qu'il ſoit fait rachapt d'aucune de ces Rentes, ou retiré quelque Domaine aliené à elle appartenant, en ſera fait autre emploi par ledit Seigneur futur Epoux: & à faute de ce faire par lui pendant ledit Mariage, les Deniers ſeront repris ſur la communauté, & ſi elle ne ſuffit pas, ſur les propres dudit Seigneur futur Epoux.

XV. Et à tout ce que deſſus entretenir, garder, obſerver & accomplir, ſe ſont les Parties obligées & obligent avec tous & chacun leurs Biens quelconques, preſens & à venir, ſans jamais y contrevenir. Et furent les preſentes faites & paſſées en la preſence de tres-haut & tres-excellent Prince Monſeigneur Louïs Dauphin de France; de tres-haute & tres-puiſſante Princeſſe Marguerite de Lorraine Ducheſſe Doüairiere d'Orleans, & de tous les Princes & Princeſſes du Sang, Ducs, Pairs & Officiers de la Couronne, & principaux Seigneurs du Conſeil de Sa Majeſté, & de tous les Conſeillers Secretaires de la Maiſon & Couronne de France, Conſeillers Secretaires d'Etat, & des Commandemens & Finances de Sa Majeſté. Au Château de Verſailles le 6. jour de Novembre 1671. *Signé*, LE TELLIER & COLBERT.

LXXI.

1. Nov.

Traité entre l'Empereur LEOPOLD *&* LOUÏS XIV. *Roi de France, pour Alliance & ſeureté mutuelle. A Vienne le 1. Novembre* 1671. [FREDER. LEONARD. Tom. III.]

AU NOM DE LA TRES-SAINTE ET INDIVISIBLE TRINITÉ, PERE, FILS & SAINT ESPRIT. Ainſi ſoit-il.

COmme ainſi ſoit que le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince & Seigneur Leopold, Empereur élu des Romains, toûjours Auguſte, Roi de Germanie, d'Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croatie, & de Sclavonie, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Stirie, de Carinthie & de Carniole, Marquis de Moravie, Duc de Luxembourg, de la haute & baſſe Sileſie, de Wirtemberg, & de Tech, Prince de Suabe, Comte de Habſpourg, de Tirol, de Kiburg & de Gorice, Marquis du Saint Empire, de Burgau, & de la haute & baſſe Luſace, & Seigneur de la Marche Eſclavonique, de Pornau & de Salins, d'une part. Et le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince & Seigneur LOUÏS XIV. Roi Tres-Chreſtien de France & de Navarre, d'autre. Aprés avoir conſideré l'eſtat preſent des affaires, auroient jugé qu'il leur ſeroit avantageux pour établir leur mutuelle ſeureté, de s'engager reciproquement de telle maniere qu'ils puiſſent avoir une confiance plus entiere dans l'amitié l'un de l'autre, les Deputez de Leurs Majeſtez munis de leurs pleins Pouvoirs; Sçavoir, de la part de Sa Majeſté Imperiale, le Sieur Jean Paul Hocher, Baron Libre, Conſeiller du Conſeil Secret de Sadite Majeſté, & Chancelier de ſa Cour & d'Autriche; & de la part de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne, le Sieur Jacques Brethel de Gremonville, Chevalier & Commandeur de l'Ordre de Saint Jean de Jeruſalem, Conſeiller du Roi en ſes Conſeils d'Etat & Privé, Lieutenant General de ſes Armées, & Envoié extraordinaire auprés de l'Empereur, ont fait & conclu le preſent Traité au nom de leurs ſuſdites Majeſtez.

I. La Paix de Munſter demeurera ferme & inviolable, & ne ſera jamais rompuë entre Sa Majeſté Imperiale, tous les Etats, Vaſſaux & Sujets de l'Empire, d'une part; & Sa Majeſté Tres-Chreſtienne de l'autre. Un des deux Princes n'aidera point les Ennemis preſens ou avenir de l'autre, ſous quelque pretexte que ce ſoit, directement ou indirectement, d'Armes, d'Argent, de Vivres, de Conſeil ou autrement, ainſi qu'il eſt porté dans le ſuſd. Traité de Paix auquel on ſe rapporte. Et il ne ſera point permis à l'une de leurſd. Majeſtez d'aſſiſter de quelque eſpece de ſecours qu'on puiſſe imaginer, ni de recevoir ſous ſa protection les Sujets ou Vaſſaux de l'autre, qui auroient excité contre l'autre une ſedition, émotion, rebellion ou deſertion, de quelque maniere ou en quelque lieu que ce ſoit.

II. Comme il n'eſt pas permis par cette Paix à aucun Eſtat de l'Empire de pourſuivre ſon Droit par la force

force ou par les Armes, mais que s'il y a quelque differend déja mû ou qu'il s'en meuve dans la ſuite quelqu'un, chacun doit agir par les voies de la Juſtice, & que ce qui a été reglé par la Sentence du Juge doit être commis ſans diſtinction à l'execution des Etats; ainſi que les Loix de l'Empire touchant l'execution des Sentences l'ordonnent. Le Roi T. C. ne donnera aucun ſecours directement ou indirectement, ſoit d'Armes & de Troupes, ſoit d'Argent, de Vivres, de Conſeil ou autrement, ni par lui ni par les autres, à ceux qui tâchent ou tâcheront de pourſuivre leurs Droits par la voie des Armes: & il n'empêchera point non plus qu'on ne mette en execution contre ces ſortes de perſonnes, les Loix & les Conſtitutions de l'Empire, établies pour la deffenſe & la conſervation de la tranquillité publique. A l'égard des differens qui ſont ou pourront être à l'avenir entre S. M. I. & S. M. T. C. ils ſeront terminez par une amiable compoſition; & ſi on n'en peut convenir, par des Arbitres nommez de chaque côté en pareil nombre; & s'ils ne peuvent s'accorder, par un Arbitre choiſi par les deux Parties. La même choſe ſera obſervée entre le Roi T. C. & les Sujets ou Vaſſaux de l'Empire, touchant les differens déja mûs ou qui pourroient s'émouvoir à l'avenir, entre S. M. T. C. & leſdits Etats, Sujets & Vaſſaux de l'Empire, ſoit qu'il n'y en ait qu'un ou qu'ils ſoient pluſieurs, enſorte que tous ces differens ne ſeront point terminez par les Armes, mais par une amiable compoſition, ou par les Arbitres des deux Parties, en excluant toute ſorte de violence. Et comme il a été dit dans le premier Article, que l'un des deux Princes ne pourra en aucune façon donner du ſecours aux Ennemis de l'autre, tout ce qui eſt porté dans le Traité de Munſter, touchant les Eſtats de l'Empire, doit eſtre cenſé repeté ici, comme s'il eſtoit inſeré mot à mot.

III. Comme il eſt de l'intereſt de l'Empereur, de tout l'Empire, & même de toute la Chreſtienté, que la Paix d'Aix-la-Chapelle ſoit conſervée en ſon entier, & que S. M. I. en deſire avec raiſon à cauſe de cela la conſervation, le Roi T. C. promet à l'Empereur de l'obſerver exactement dans tous ſes Chefs ou Articles, ſans aucune exception; afin qu'il ſoit ainſi libre à S. M. I. de promettre & de donner au Roi Catholique ſa garantie de ladite Paix d'Aix-la-Chapelle: & s'il eſt beſoin Elle emploiera efficacement auprés dudit Roi Catholique, tous les offices neceſſaires afin qu'il ne faſſe rien contre cette Paix, mais qu'elle demeure ſtable pour le bien du repos univerſel. Afin donc que l'Amitié mutuelle entre l'Empereur & le Roi T. C. ſe conſerve mieux à l'avenir, chacune des Parties aura ſoin de l'utilité, de l'honneur, & des avantages de l'autre, & meſme du Roi Catholique. S. M. I. en conſideration de la promeſſe que le Roi T. C. vient de faire d'obſerver ladite Paix d'Aix-la-Chapelle s'oblige & promet que pourvû que ladite Paix ſoit conſervée en ſon entier de la part du Roi T. C. s'il s'élevoit une Guerre ouverte hors des Cercles & Fiefs de l'Empire, que les Etats ou Vaſſaux de l'Empire poſſedent, entre le Roi T. C. d'une part, & les Rois d'Angleterre & de Suede, & les Etats des Provinces-Unies de l'autre part; en ce cas il ne ſe mêlera point de cette Guerre, ni par lui ni par autre, ſi ce n'eſt par une entremiſe de ſes offices pour procurer la Paix; & il ne fera aucune Confederation avec les uns ni avec les autres pour leur deffenſe, & contre le Roi T. C. & il ne donnera dans le cas ci-deſſus, ſoit auſdits Rois d'Angleterre & de Suede, ou aux Etats Generaux, s'ils ſont Ennemis du Roi T. C. aucun ſecours en Armes, Argent, Conſeil, ou quelque autre choſe que ce ſoit, & tout cela pour une plus grande confirmation de leur veritable amitié, & des Traitez de Paix qui ont déja été faits.

IV. On ne dérogera point par cette Confederation à celles que l'Empereur a faites juſqu'à preſent, ou fera à l'avenir pour la deffenſe des Terres ou Fiefs de l'Empire ou de ſes Roiaumes & Provinces, de même que par cette Convention on ne déroge pas non plus à l'Alliance, ou aux Alliances que le Roi T. C. a fait ou fera pour la deffenſe du Royaume de France: Avec neanmoins ce temperamment & explication, que l'Empereur ni le Roi T. C. ſous pretexte ou pour raiſon des Alliances qu'ils ont concluës ou concluront à l'avenir, ne feront ou ne ſtipuleront aucune choſe qui ſoit contraire à cette Convention. Que cette Confederation ne prejudiciera auſſi en rien aux Garanties que l'Empereur ou le Roi T. C. ont promis dans la Paix d'Oliva, & enſuite dans la Paix qui a ſuivi en l'année 1666. entre leſdits Etats Generaux, & l'Evêque de Munſter.

V. Cette Alliance ſera gardée fort ſecrette, & ne ſera en nulle façon communiquée à qui que ce ſoit, ſans le conſentement de l'autre Partie. Leurs Majeſtez auront auſſi ſoin & feront enſorte qu'elle ne ſoit pas publiée & divulguée par leurs Miniſtres qui en ont preſentement connoiſſance.

Toutes ces choſes ont été concluës entre leſdits Plenipotentiaires de Leurs Majeſtez, en vertu des pleins-Pouvoirs qu'ils en ont receu de leurs Maiſtres, & qu'ils ont échangez reciproquement, ſous la promeſſe que leſdits Plenipotentiaires des deux Parties ont fait de délivrer & échanger dans ſix ſemaines, à compter de ce jour, les Ratifications de l'Empereur & du Roi T.C. En foi de quoi ce preſent Traité a été ſigné, & muni du Sceau des Armes deſdits Sieurs Plenipotentiaires. Fait à Vienne le premier jour de Novembre de l'année 1671. *Signé*, LE CHEVALIER DE GREMONVILLE. JEAN PAUL HOCHER L.B.

LXXII.

17. Dec.

L'ESPAGNE, ET LES PROVINCES-UNIES.

Acte d'Alliance entre CHARLES II. *Roi d'Eſpagne & les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, touchant un mutuel ſecours. Fait à la Haye le* 17. *Decembre* 1671. [Manuſcrit.]

I. NOus Don Manuel Franciſco de Lira, Introducteur des Ambaſſadeurs en Eſpagne, & Envoyé extraordinaire du Roi, auprés des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies.

Comme ainſi ſoit, que leſdits Seigneurs Etats ayent fait connoître par leurs Deputez, qu'ils deſiroient ſçavoir, ce qu'ils ſe pouvoient promettre de la Reine ma Maitreſſe, en cas que le Roi Trés-Chrétien vint à attaquer quelques Terres, Villes ou Places de la Juriſdiction deſdits Seigneurs Etats, ou dans leſquelles ils ont leur Garniſon, de quoi ayant été rendu compte à Sa Majeſté, elle a trouvé bon, portée d'un zéle particulier pour la conſervation du Corps Belgique, de nous faire déclarer & promettre (ainſi que nous déclarons, & promettons par ces[?]) que toutes & quantefois que leſdits Seigneurs Etats, ſeront attaquez par la France, directement ou indirectement és dites Terres, Villes, ou Places, Sa Majeſté les fera ſecourir (bien qu'elle ne s'y trouve obligée par aucun Traité) de toutes les Troupes, & de toutes les manieres qu'elle pourra; mais ſi pour raiſon de ces ſecours, Sa Majeſté fut attaquée par le Roi Trés-Chrétien, en quelqu'un de ſes Etats, qu'en ce cas-là, on fera agir toutes les forces de part & d'autre de commun concert, en toutes les entrepriſes, qui ſeront jugées neceſſaires pour les aſſiſtances reciproques, & le bien de la cauſe commune, & de ce que deſſus, nous nous chargeons d'obtenir la Ratification de Sa Majeſté en bonne & deuë forme, dans l'eſpace de deux mois. Fait à la Haye le dix-ſeptiéme du mois de Decembre 1671. *Etoit ſigné*,

(L.S.) D. MAN. FRANCISCO DE LIRA.

II. Les ſouſſignez Deputez des Hauts & Puiſſants Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, ayant vû & meurement examiné la déclaration & promeſſe de ſecours faite, paſſée & ſignée ce jourd'hui par Monſieur Don Manuel Franciſco de Lira, Envoyé Extraordinaire du Roi d'Eſpagne, au nom & de la part de Sa Majeſté, & y voulant correſpondre de même, ont declaré & promis, déclarent & promettent au nom & de la part de leurs Hautes Puiſſances qu'outre l'obligation qui eſt déja acquiſe à Sa Majeſté par la Garantie (qui demeure en ſon entiere force & vigueur) du Traité de Paix conclu entre les deux Couronnes à Aix-la-Chapelle le 2. de Mai 1668. promiſe par leurs Hautes Puiſſances, que toutes & quantes fois, que Sadite Majeſté ſera attaquée par la France directement ou indirectement és Provinces, Terres, Villes ou Places, qui appartiennent au ſuſdit Roi d'Eſpagne, ou dans leſquelles Sa Majeſté aura Garniſon, leurs Hautes Puiſſances feront ſecourir Sa Majeſté de toutes les Troupes & en toutes les manieres qu'elles pourront, mais ſi pour raiſon de ce ſecours leurs Hautes Puiſſances fuſſent attaquées par le

Roi

Anno 1671. Roi Trés-Chrêtien en quelqu'une des Provinces, Villes & Places qui leur appartiennent, ou dans lesquelles elles ont leur Garniſon, ou ſera agir toutes les forces de part & d'autre de concert commun en toutes les entrepriſes qui ſeront jugées neceſſaires pour le ſecours reciproque & pour le bien de la cauſe commune, & ſe chargent leſdits Sieurs Députez de leurs Hautes Puiſſances par les preſentes de fournir dans deux mois ſur ce que deſſus la Ratification de leurs Hautes Puiſſances en bonne & deuë forme. Fait à la Haye le 17. Decembre 1671. *Etoit ſigné,*

(L. S.) *J. van Gent.* (L. S.) *D. van Wyngarden.*
(L. S.) *Johan de Witt.* (L. S.) *Nic. Staeſveniſſe.*
(L. S.) *G. V. Hoolck.* (L. S.) *E. V. Bootsma.*
(L. S.) *H. ter Borch.* (L. S.) *B. Gruys.*

LXXIII.

1672. 2. Janv. Cologne. *Traité entre l'Electeur de* Cologne, *& la Ville de même nom. Fait à Cologne, le 2. Janvier,* 1672. [*Theatrum Pacis.* Tom. II. pag. 545. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans le *Theatrum Europ.* Tom. X. pag. 444. en Allemand, & dans Lunig, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. III. Abſatz III. pag. 460.]

POſtquam inter Sereniſſimum Principem Electorem Colonienſem, ejusque Archidiœceſin ex una, nec non Conſules & Magiſtratum Civitatis Colonienſis ex altera, partibus, variæ differentiæ ac controverſiæ à longo tempore hucusque exortæ, adeò creverunt, ut cauſam utrinque dederint variarum, earumque periculoſarum diffidentiarum: Hinc ad præcavendum mala, quæ timentur exindè ventura & ad Pacem tranquillamque ſecuritatem conſervandam, clementiſſimè permota & inducta Sacra ſua Cæſarea Majeſtas, omnes hasce hinc inde controverſias amicabili compoſitione terminandas, Celſiſſimis, & Sereniſſimo, Principibus Electoribus Moguntino, Trevirenſi & Brandenburgenſi commiſit: Qui etiam pro ejusdem Cæſareæ Commiſſionis debitâ paritione per ſuos Subdelegatos cum Mandatis ſufficientibus Coloniam Agrippinam circa principium nuper præteriti menſis Junii miſſos, ibidem 25. ejusdem menſis dictam Commiſſionem, coram utriusque Partis Deputatis publicârunt, amicabili compoſitioni initium fecerunt, in ejusdemque pertractatione proceſſerunt: Cui quoque fini, ſcilicet præcavendorum periculorum ſupratactorum, & retinendæ communis ſecuritatis, Principes deinde & Status Circuli Infra Rhenani-Weſtphalici in Conventu Circulari, nuper Bilefeldiæ indicto & habito, utile ac expediens eſſe judicârunt, non modò diverſas introducere ac ſuscipere deliberationes; ſed inſuper etiam inſignem Deputationem unà cum Directorio reſolvere & deſtinare; Prout quidem etiam illi omnes ſuas curas & cogitationes in propoſitum Cæſareorum Dnn. Subdelegatorum finem quàm optimè & ſecundiſſimè provehendum per tempus aliquod contulerunt: At verò in ipſo progreſſu, non minus Cæſarei Subdelegati, quàm memorati Circuli Deputati, cauſam principalem ab ipſa compoſitione procul adhuc abeſſe, intereà autem diffidentiam utrimque natam adaugeri, ac inde plurium violentiarum pericula magis magisque in metum venire, obſervarunt: hisce autem ita pendentibus, etiam Celſiſſimus Episcopus ac Princeps Monaſterienſis ejusdem metûs avertendi curam ſtudio perquàm ſingulari & eximio in ſe ſuscipiens, in viciniam Civitatis Colonienſis ipſemet acceſſit, ac præter Cæſareos D. D. Subdelegatos unà cum reliquis ex dicto Directorio aliisque Circuli præſentibus Dominis Deputatis pro exequenda Auguſtiſſimæ Cæſareæ Majeſtatis Cæſareorumque Dnn. Commiſſariorum intentione, prædictum ſecuritatis punctum, (ad cujus quippe promotionem memorata Circuli Deputatio ex ſupra relatis cauſis præcipuè reſoluta ac inſtructa fuit) absque mora aſſumens, tam præfatum Sereniſſimum Electorem Principem, quàm etiam Civitatem, cum debito reſpectu, & ſeriò deſuper convenit, tandemque utriusque Partis deſiderio, & mente percepta, ac ſimul diligentiâ, quâ fieri potuit, adhibitâ, cum ejusdem utriusque Partis placito & aſſenſu, mediante hac Tranſactione proviſionali citra tamen præjudicium Cæſareæ Commiſſionis & Subdelegationis, conventum, tranſactum & concluſum eſt, ſecuritatem iſtam modo ſubſequenti fundandam, ſtabiliendam ſubſequentique ratione conſtanter obſervandam, ac illi contrarium nihil prorſus attentandum.

Anno 1672. Et quidem primò, ut memoratus Sereniſſimus Princeps Elector Colonienſis, ſub Principis fide & verbo ſub ſua manu & Sigillo in ſcriptis, & accedente Metropolitani Capituli conſenſu, Civitati Colonienſi ſpondeat, & caveat, quod nec ipſe, nec ejus Succeſſores in Archidiœceſi prædictam Civitatem Milite proprio aut alieno ullatenus obſidere, circumcingere, coanguſtare, aut inquietare; nec etiam per arreſta, repreſſalia, inhibitiones, prohibitiones aut executiones, aliove quocunque modo, in ſuis ſuorumque Civium & Incolarum perſonis, immobilibus aut mobilibus bonis, reditibus, Navibus & Mercibus ad Mercaturam ſpectantibus, quàvis ratione & viâ, aut aliàs in Juribus ſuis gravare debeant. Et caſu quo à ſua Serenitate, ejus nomine, aut per ejusdem jam tum collectos, aut deinceps colligendos proprios, uti & aliter recipiendos Milites, Civitati ejusdem, Civibus & Inquilinis, ſicuti prædictum, præter omnem opinionem, damnum aliquod inferatur, quod hoc ipſum velit reparare.

Et contrà, ſecundo, ut Conſules & Magiſtratus Civitatis Colonienſis cum conſenſu totius Communitatis repromittant, quod Milites extraneos, modo & forma apud ſequentium tertium Articulum fuſiùs relato, dimittere, & cavere velint, quod nec per ſuos Cives nec per collectos, aut deinceps colligendos proprios aut alias ſuscipiendos Imperii & Circuli Milites, Sereniſſimo Principi Electori, ejusdem Archidiœceſi & Terris earundemque Incolis ex Civitate & nomine Civitatis ullum omnino damnum directè vel indirectè inferri, nec Clerus, nec ſuæ Serenitatis Miniſtri in ipſa Civitate quoquo modo moleſtari, nec inſuper in ſæpius memoratæ ſuæ Serenitatis ejusdemque Archidiœceſis, in & extra Civitatem poſſeſſis Juribus, Jurisdictionibus, earundemque exercitio ulla uſurpatio aut invaſio fieri, nec quicquam novari, & caſu quo Sereniſſimo Principi Electori ejusdemque Archidiœceſi & hujus Incolis damnum aliquod ex Civitate & nomine Civitatis adverſus hæc illatum fuerit, illud ipſum per eosdem redintegrari & reſarciri debeat.

Ut igitur tertiò Civitas Colonienſis extraneorum, uti dictum, Militum dimiſſione factâ, in tuto eſſe ac manere, inſuper etiam Pax & tranquillitas in Circulo Weſtphalico retineri poſſit; Civitas quidem Legionem Pamphilianam ita dictam, ſervitiis & Sacramento relaxatam & liberatam ad promiſſum & cautum Salvum Conductum dimittet, nec ullum extraneum Militem impoſterum, excepto caſu Articuli ultimi §. *Quâ etiam ratione* &c. admittet. Ante talem dimiſſionem verò, aut ad minimum circa idem tempus, & pari paſſu pro ſecuritate ſuâ ſuscipiet ex illis, in Conventu Weſtphalici Circuli Bilefeldiæ nuper celebrato, conventis Copiis Auxiliariis 1200. Pedites, ejusdem Circuli ſtipendio perſolvendo & cauto, ac non tantùm illorum plures, quando opus habuerit & requiſiverit à memorato Circulo aut ejusdem Principibus Directoribus infallibiliter & absque mora exſpectabit, atque de illis deinceps certa exiſtet: ſed præterea etiam ipſi liberum erit, Sacram Cæſaream Majeſtatem, nec non tres ad amicabilem præſentium differentiarum compoſitionem, Deputatos Dnn. Commiſſarios & Principes Electores pro conſimili mittendo fortè deſideratorum militum auxilio, pari modo & contributione cautorum ſumptuum, ſubmiſſiſſimè & ſubmiſſè implorare, quemadmodum & Vicinos Circulos pro ejusmodi reſolutione ac declaratione ad pleniorem ſui aſſecurationem in caſu neceſſitatis interpellare & requirere: Ad hæc Conſules & Magiſtratus præſentabunt ac nominabunt qualificatum & Circulo dignum Chiliarchum, qui jam dictis Copiis Circularibus in memorata Urbe præſit: Ille vero & reliqui Officiales juxta normam Receſſus Circularis Bilefeldiæ nuper concluſi, à Directorio unà cum cæteris ad has Colonienſes differentias Dnn. Deputatis præficientur. Dicti porrò Milites, quamdiu in Urbe manſerint ſequentur præfati Magiſtratûs imperium, & quando eidem placuerit, inde migrabunt: Iſte Chiliarchus autem & reliqui Officiales unà cum dictis Circuli Copiis Auxiliariis, ſimul etiam Civitati fidelitatem jurabunt, idque hâc reſervatione, ut Civitas per hæc nulli Bello, quod ab uno fortè alterove Circuli aut Imperii Conſtatu in particulari, præter ſpem geri poſſet, ſeſe velit immiſcere.

Quia etiam, quartò inchoatum, Munitionis ſeu Fortificationis opus periculoſis controverſiis occaſionem

faciliè

Digitized by Google

ANNO 1672.

facilè præbere poſſet; atque ſic ejuſdem perfectio debeat apud hunc ſecuritatis punctum meritò in conſiderationem venire: Ideo Sereniſſimus Princeps Elector pro conteſtatione pacifici ſui animi, permittit & concedit ut tale opus ad finem perducatur, hac tamen conditione, ut Urbis Colonienſis Magiſtratus in Scriptis caveat, de opere ejuſmodi demoliendo, reſtituendoque, aut aliundè deſuper Archidiœceſi idoneè ſatisfaciendo, ſi poſthac examinato Negotio in Poſſeſſorio aut Petitorio pronuntiatum fuerit, loca & fundos, in quibus ædificatum opus eſt, eſſe de Archidiœceſios Colonienſis Territorio: nec non juxta ſuam jam tum factam declarationem de indemniſando, privatos illos, ad quos fundi ſpectant, in quibus ceſpites effoſſi ſunt, uti etiam de non accreſcendo Civitati, neque ab eadem prætendendo ullum jus novum per ceſpitationem in ita dicto Burbanio factam.

Ut, quintò, omnes Controverſiæ inter ſæpè memoratum Sereniſſimum Principem Electorem & dictam Civitatem Colonienſem prorſus tolli, ac per hoc ſecuritas iſthæc tantò minus violari poſſit, utrimque conventum eſt, ut omnes ac ſingulæ hinc indè motæ prætenſiones & actiones, ſive in lite de præſenti pendeant ſive non, cujuſcunque nominis & undecunque deſcendant, in Cæſaris & Sacri Romani Imperii Judicio Camerali Spirenſi, juxta ordinationem noviſſimi Imperii Receſsûs de Anno M DC LIV. in illis ſex ibidem præſcriptis terminis peremptoriis, abſque conceſſione ullarum in citato Imperii Receſſu vetitarum prorogationum, aut dilationum, quàm fieri poteſt, breviſſimè expediantur: Et quidem in ſpecie in probatoriali termino Commiſſarii idonei, utrique Parti, ad examinandum teſtes, ad productionem & tranſſumptionem Documentorum, vel inſpectionem loci, aliave deputentur: Et talis Commiſſio ab iiſdem, in Partis utriuſque præſentia, in loco, nempe ubi Documenta aſſervantur, ſive Coloniæ, ſive Bonnæ, perficiatur: atque Sacra Cæſarea Majeſtas ſubmiſſiſſimè imploretur, quatenus dignetur præfato Camerali Judicio ſeriò injungere, ut ſuper Controverſiis hujuſmodi ſecundum ſuperiorem Ordinationem ad ſummum intra quinquennium, à die inſtitutæ querelæ, cognoſcat, eaſque decidat; Realis verò executio judicati fiat pro cauſarum gravitate, infra tres aut ad ſummum infra ſex menſes, à die publicationis numerandos, illudque in hoc Articulo nominatum tempus obſervetur: Quod ſi præter ſpem, ob unius alteriuſve Partis moram, tale tempus fruſtra effluxerit, integrum erit Parti aut ad ejuſdem Tranſactionis obſervationem Tranſactionem hanc obſervanti ulteriùs agere, aut aliàs jure ſuo uti, ad eum modum, quo ante hujus Tranſactionis Conventionem uti licuit & potuit.

Interea etiam & quouſque ſupratactæ præſentes ac futuræ controverſiæ, ſecundum ſuperiorem normam funditus ſublatæ & ſopitæ ſint, tam, ſextò, Sereniſſimus Princeps Elector, ejuſdemque Archidiœceſis, quàm ipſa quoque Civitas, manebunt & continuabunt, quoad Jura & Juriſdictionalia in & extra Urbem in poſſeſſione, detentione, exercitio, & uſurpatione illâ, in quâ hinc inde Partes de præſenti ſunt.

Ubi, ſeptimò, ſæpiùs memoratus Sereniſſimus Princeps Elector conſentit, & vigore hujus permittit, quòd, licet opinione Serenitatis ſuæ, Civitas præter omnem exſpectationem, pendente ſupradictâ Juris viâ, in uno aut altero, adverſus ſuperiorem ſuam pollicitationem quidpiam attentaverit; nihilo tamen minùs ſua Serenitas viâ facti vel armorum, aut etiam, intra quinquennium à dato hujus Tranſactionis computandum per modum arreſti, prohibitionis, repreſſaliorum vel executionis neutiquam procedere; ſed talis inſperata attentata, aut etiam quando aliàs in uno alterovè puncto ſuper dicto ſtatu poſſeſſionis vel detentionis, exercitii vel uſurpationis, dubium fortè aliquod vel contentio emerſerit, illud præfato Cæſaris & Sacri Romani Imperii Judicio Spirenſi committere velit: Quemadmodum etiam Civitas ſimiliter ab omnibus attentatis, uti etiam dictum, abſtinebit, & deſuper memorati Cameralis Judicii Cognitioni acquieſcet: quod Judicium ſuper punctis dubiis & controverſis ratione poſſeſſionis, detentionis, exercitii, vel uſurpationis (poſtquam eadem ſummariè, & tantummodò in duobus productis intra quadrimeſtre coràm Jure Conſultis in Urbe Colonienſi ad hoc ab utraque Parte nominandis inſtructa, ac deinde Acta ad memoratum Cæſareum & Sacri Imperii Judicium Camerale tranſmiſſa fuerint) de plano & ad ſummum intra trimeſtre à die receptorum Actorum cognoſcet & judicabit; cui judicato, donec cauſa principalis deciſa fuerit, omninò parebitur; Poſt lapſum verò prædicti à dato hujus currentis quinquennii, Partibus Jura ſua priora ſalva erunt & manebunt, & quod Cæſareum Camerale Judicium intereà aut poſteà judicabit, illi ab utraque Parte obtemperabitur.

Et quamvis, octavò, omnia, tali modo, uti dictum, viæ Juris relicta ſint, nihilominus tamen poteſt per Cæſaream Commiſſionem & Deputatos ad illam Dnn. Subdelegatos, uti etiam per alios Pacis amantes Imperii ac Circuli Electores, Principes, & Status, quouſque cuicuique viſum fuerit, amicabilis compoſitio ulterius quovis meliori modo tentari, & in illam opera conferri. Et quoniam pars controverſiarum ita comparata eſt, ut ſi amicabiliter componi nequeant, ſaltem coràm quibuſdam ab utrâque Parte deligendis Jure-Conſultis, in Urbe Colonienſi, intra certum hinc inde placitum breve tempus inſtrui, ſubmitti, Acta irrotulari, irrotulata Spiram mitti, deſuperque per præfatum laudabile Cameræ Judicium intra determinatum ac breve tempus judicari poſſit, ſic per talem amicabilem compoſitionem quoque tentari poſſet, utrum & quouſque utraque Pars etiam in his poſſet adduci ad concordiam.

Ut igitur ſuperiora omnia in omnibus ac ſingulis ſuis Punctis & Clauſulis, ſic ut præfertur, robur ſuum tantò magis obtineant, & juxta Literam obſerventur;

Sacra ſua Cæſarea Majeſtas, nonò, tam per Celſiſſimos Cæſareos Dnn. Commiſſarios, quam etiam Weſtphalici Circuli Directores, alioſque Principes ac Status, uti non minus à dicto Sereniſſimo Principe Electore, & Civitate Colonienſi, decenter & ſubmiſſiſſimè implorabitur, non tantummodò, ut hanc pro utriuſque ſecuritate conventam Tranſactionem clementiſſimè confirmare, & ejuſdem obſervationem pro deciſione ſupratactarum controverſiarum antefato Cameræ Judicio mandare, verùm etiam eandem tutari ſeu guarentigiare clementiſſimè dignetur. Cujus etiam tuitio talis ſeu Guarentigia pariter à ſupradictis Celſiſſimis Cæſareis Dnn. Commiſſariis Principibus Electoribus Moguntino, Trevirenſi, & Brandenburgico, nec non à Weſtphaliæ & inferioris Saxoniæ Circulis eorundemque Directoribus Principibus ac Statibus, generatim vel ſigillatim petetur. Inſuper verò etiam memoratæ Auguſtiſſimæ Cæſareæ Majeſtati ſupplicabitur, quatenus Eminentiſſimo Principi Electori Moguntino committere dignetur, ut ille in caſum neceſſitatis, quo hæc Aſſecuratio & conventa Puncta, præter omnem ſpem ulla ratione labefactentur & perfringantur, quinque Circulos juxta Imperii Executionis Ordinationem & Receſſum de Anno 1555. §. *So ſich dan, &c.* ad defenſionem Partis læſæ & obſervationem hujus Tranſactionis conſcribat, juxtaque citatam Imperii Executionis Ordinationem ad ulteriora procedat. Quâ etiam ratione ſæpè dicto Sereniſſimo Principi Electori vel Civitati, illi videlicet Parti, quæ præter opinionem omnium, metum & vim adverſùs hanc Tranſactionem patietur, in tali neceſſitatis caſu, ac præſertim ob cunctationem & moram ſupradictæ tuitionis ſeu Guarantiæ, aut inſperatum ejuſdem executionis defectum, liberum eſt, etiam auxiliis Extraneorum juxta modum Inſtrumenti Pacis Monaſterio-Oſnabrugenſis, ad arcendam ejuſmodi vim, uti.

In cujus teſtimonium non tantùm ſuper hâc Tranſactione, neceſſaria Originalia expedientur: eorundemque alia nomine ſæpiùs memorati Sereniſſimi Principis Electoris Colonienſis & illius Metropolitani Capituli ſubſcripta ac ſigillata, Civitati; alia verò nomine dictæ Civitatis pariter æqualiterque ſubſcripta ac ſigillata, memorato Sereniſſimo Principi Electori, & illius Capitulo Metropolitano: ab utraque autem Parte, alia Cæſareæ Subdelegationi & Inferioris Rhenani Weſtphalici Circuli Directorio ac Deputatis ſingulatim extradentur: verùm etiam complura exemplaria nomine dictorum Celſiſſimorum Cæſareorum Dominorum Commiſſariorum, ab eorundem Dominis Subdelegatis, & nomine jam memorati Circuli à Celſiſſimo Principe Monaſterienſi inprimis, ac deinde à dicto reliquo Circuli Directorio præſentibuſque Circuli Deputatis ſubſcribentur, ſigillabuntur, ſignis illorum corroborabuntur, & ſimiliter extradentur, Ratificatio eorundem autem infra ſeptem dies procurabitur, & hinc indè communicabitur. Sic actum II. Januarii M DC LXXII.

ANNO 1672.

Nomine Cæſareæ Commiſſionis pro parte Eminentiſſimi Principis Electoris Moguntini &c.

(*L.S.*) Fridericus Greiffenclau *von Vollratz.*
(*L.S.*) Conſtantinus Bertrambs.

Pro parte Eminentiſſimi Principis Electoris Trevirenſis &c.

(*L.S.*) Antonius Sohler, manu propr.

Pro parte Sereniſſimi Principis Electoris Brandenburgici &c.

(*L.S.*) Conradus *von der Reck.*
(*L.S.*) Wernerus Guilielmus Blaspeil.
(*L.S.*) Ezechiel von Spanheim.

(*L.S.*) Chriſtophorus Bernhardus, Epiſcopus Monaſterienſis.

Pro parte Juliæ Cliviæ.

(*L.S.*) Franciſcus Liber Baro de Gieſe.

Pro parte Cliviæ Juliæ.

(*L.S.*) Wernerus Guilielmus Blaspeil.

Pro parte Paderbornæ.

(*L.S.*) Caſparus Philippus *von Kettler.*

Pro parte Naſſoviæ Evangelicæ.

(*L.S.*) Joannes de Beyer.

Pro parte Werdenæ.

(*L.S.*) Joannes Brandt.

Pro parte Tremonæ.

(*L.S.*) Joannes Brandt, ad requiſitionem nomine Conſilrui &c.

Receſſus annexus.

SCiendum, quandoquidem inter Sereniſſimum Principem Electorem Colonienſem, & Conſules ac Senatum Civitatis Colonienſis, poſt deciſum & transactum Securitatis punctum, nonnullæ adhuc, ratione cauſæ Sulzerianorum & Heſſelmanni, nec non ratione executionis Sententiarum, à ſuæ Serenitatis Officialibus in Judicio latarum ac ferendarum controverſiæ particulares intercedant. Hinc illæ cum utriusque Partis conſenſu, per Cæſareos Dnn. Subdelegatos in modum ſequentem per Receſſum hunc acceſſorium ita quoque compoſitæ & expeditæ ſunt, ut eædem ſub illa, in Receſſu principali conventâ Guarantiâ æquè benè comprehenſæ eſſe debeant; Et quidem primò, poſtquam in ita dicta Sulſerania & Heſſelmannica cauſa omnis generis difficultates ſeſe prodiderant, quando à parte Sereniſſimi Principis Electoris exiſtimabatur, Decretum illud VI. Martii anni currentis in alto Judicio latum, eſſe executioni mandandum, Conſules & Senatus verò contrarium, & per hoc Juri ſuo derogari ſuſtinebant, atque ita ſuper hac cauſa in medium adductæ variæ conditiones nullum effectum habuerunt. Hinc tandem (ſalvo tamen per expreſſum, quod hic caſus neutri Parti aliquod præjudicium conciliare, nec in conſequentiam trahi, Partibus juſta ſua defenſio reſervata eſſe debeat) eò conventum ac transactum eſt, quòd in illa, Heſſelmannum & ambos Fratres Sulzer concernente cauſâ, in eventum, quo Celſiſſimi Principis Monaſterienſis interceſſio non aſſequatur deſideratum effectum, deciſio Cameralis Judicii juxta expreſſum tenorem in puncto ſecuritatis reparabilis Articuli ſeptimi, in eoque contentæ brevioris viæ ſuper modo procedendi, & qualiter à dicto alto Judicio ulterius procedendum, exſpectari; Intereà verò & donec illa inde ſecuta fuerit, ſupradictæ tres perſonæ ea in cuſtodia, in quâ nunc exiſtunt, manere, ac ea violata in illos proptereà per Magiſtratum debitè animadverti debeat. Quòd ſi intereà, & pendente cauſæ inſtructione inter ſuam Serenitatem & Conſules, Senatumque ſuper modo procedendi, uti ſupra memoratum, amicabilis compoſitio iniri poterit, illi per omnia parendum erit.

Cum etiam, ſecundò, ratione executionis Sententiarum in Curia Officialatûs Colonienſis latarum contentiones uſque huc ex eo capite exiſtant, quòd Conſules & Senatus Civitatis Colonienſis pro aſſiſtentia eorundem violentiarum Judicium ad executionem faciendam, non mediante Vice-Comite, ſed per ipſummet Officialem immediatè requiri voluerint: prout in uſu ſe habere aſſeruerant. Ex parte Sereniſſimi Electoris Colonienſis autem hoc recuſatum, & ad obſervantiam contrariam, quam tamen Conſules & Senatus non conceſſerunt, relatio facta ſit, atque ita utrimque poſſeſſorium vel quaſi, in hoc puncto diſputatum fuerit. Ut igitur pauperes & egentes Partes, quæ cauſas ſuas apud præfatum Officialatûs Judicium per Jus & Sententiam evicerunt, diutiùs non deſtituantur competente auxilio, hinc Conſules & Senatus ad aſſiduam Cæſareorum Subdelegatorum inſtantiam, tandem amore Pacis eò ſe declaraverunt, quòd ipſi erga promiſſum ſuæ Serenitatis Reverſale, in quo Magiſtratus ſecurus reddatur, quòd hæc declaratio eidem ne vel in minimo, in circumventionem, præjudicium & conſequentiam interpretari, neutri Partium etiam per hanc, novum quoddam Jus, in quocunque poſſeſſorio vel petitorio accreſcere, vel jam acquiſitum diminui vel auferri debeat; intra quadrimeſtre ſpatium à duo hujus acceſſorii Receſſûs computandum, ſuos violentiarum Magiſtros, ad requiſitionem Vice-Comitis pro executione dictarum Sententiarum concedere velint, & adhuc ulteriùs utrimque conventum eſt, ut coràm quatuor impartialibus Juris-Conſultis, nominatim N. N. N. N. utrinsque Partis fundamenta & merita infra Menſis ſpatium ab hoc dato, hinc indè in ſcriptis, producantur, deinde etiam ad contra agendum mediante poſitione quadam in ſcriptis, ſimiliter intra menſis ſpatium facienda, poſt verò neutiquam admittenda invicem communicentur: In tertio menſe autem tam pro unâ quàm altera parte in hoc Proceſſu ordinarii poſſeſſorii exhibita probatoria expediantur, conſequenter abſque admiſſione ulteriorum productorum ſeu actitatorum cauſa hæc pro concluſa acceptetur, Acta prout Juris ac ſtyli inrotulata, ad Cameram Imperialem pro deciſione transmittantur: iſthinc adveniens Deciſio publicetur, atque ita cauſa hæc pro certo ſeu infallibiliter intra memoratum quadrimeſtre definitivè decidatur, illique Judicato, citra aliam contradictionem & provocationem, ab utraque parte per omnia eoque uſque parebitur, donec aliud in petitorio, locis competentibus cognitum ac definitum fuerit. Illius in fidem præſens Acceſſorius Receſſus tam per Cæſareos Dnn. Subdelegatos, quàm nomine utrimque Partium ſubſcriptus ac ſigillatus, Partibusque ſingulis neceſſaria ejuſdem exemplaria tradita ſunt. Sic actum Coloniæ II. Jan. M DC LXXII.

Nomine Cæſareæ Commiſſionis pro parte Eminentiſſimi Principis Electoris Moguntini &c.

(*L.S.*) Fridericus Greiffenclau *von Vollratz.*
(*L.S.*) Conſtantinus Bertrambs.

Pro parte Eminentiſſimi Principis Electoris Trevirenſis &c.

(*L.S.*) Antonius Sohier, manu propriâ.

Pro parte Sereniſſimi Principis Electoris Brandenburgici &c.

(*L.S.*) Conradus *von der Reck.*
(*L.S.*) Wernerus Guilielmus Blaspeil.
(*L.S.*) Eſechiel von Spanheim.

LXXIV.

27. Janv. Abſchied zwiſchen Deputirten Räthen der Churfürſten und Ständen des Unter-Sächſiſchen Creyſes/ wie auch Deputirten der Stadt Hamburg/ wegen des Commercii und Schiffahrt auf der Elbe/ aufgerichtet; Wodurch daſſelbe in abgang kommene reſtauriret/ die alten Zölle reduciret/ und alle nöthige mittel zu deſſen vollkommener aufrichtung verordnet werden. Geſchehen Hamburg den 27. Janv. 1672. [LUNIG,

NIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortſetzung II. pag. 351.]

C'eſt-à-dire,

Recès conclu entre les Deputez Conſeillers du Cercle de la BASSE-SAXE, *& ceux de la Ville de* HAMBOURG *au ſujet du Commerce & Navigation de l'Elbe, qui étoient fort diminuez. On y convient des moyens neceſſaires & convenables pour les rétablir en leur premiere fleur. A Hambourg le 27. Janvier 1672.*

ZU wiſſen: Demnach nun von etlichen Jahren hero wahrgenommen worden/ daß die Commercia und Schiffahrt auf der Elbe je länger je mehr in Abgang kommen/ und zu beſahren geweſen/ daß dieſelbe endlich mit allzu empfindlichen Abbruch und Verringerung der Elb-Zölle Einnahme/ wie auch der Unterthanen Nahrung zu ſchaden/ davon divertiret werden möchten/ daß die beym Elb-Commercio intereſſirte Chur-Fürſten und Stände daher verurſachet worden/ auf die Urſachen ſothanen Abgangs und Schadens genauer zu inquiriren/ und ihre Gedancken dahin zu wenden/ wie denſelben geſteuret/ hingegen das Elb-Commercium, Land und Leuten zum Beſten und Aufnehmen/ wieder in vorigen guten Stand und flor gebracht werden möchte.

Zu welchem Ende Sie ihre Räthe und Deputirte An. 1662. nacher Magdeburg und An. 1669. anhero nacher Hamburg geſchicket/ und darüber nothwendige Unterſuchung und Berathſchlagung anſtellen laſſen/ darauff folgendes unter ihnen ſämbtlich gut befunden/ in dieſem Monath lauffenden Jahres abermahls zuſammen zu kommen/ und auf Mittel und Wege zu gedencken/ wie vorgemeldte Zweck zum füglichſten erreichet/ denen Traſiquirenden in ihren Deſideriis geholffen/ und alle Mißbräuche oder Exceſſe, ſo die Schiffahrt bißhero gehindert und beſchweret/ abgeſchaffet werden möchten; Welchem zu folge die von höchſtgedachten Ihr. Chur- und Fürſtl. Durchl. Durchl. anhero abgeſchickte Räthe/ und dieſer Stadt Hamburg Deputirte, ſich in unterſchiedenen Conferentzien und Handelungen angelegen ſeyn laſſen/ alle und jede eingeriſſene Mängel zuſammen zu tragen/ zu erwegen/ und endlich ſich mit einander/ jedoch biß auff gnädigſte Ratification ihrer hohen Herren Principalen und Obern/ folgender Puncten verglichen. Und zwar gleich wie bekannt/ daß theils der angeregten Mängel und Gebrechen ſich bey den Zoll-Städten bißher ereuget/ theils von denen Schiffern und Kauffleuten ſelbſt herrühren/ alſo iſt vorerſt als ein gemeines Gravamen angemercket/ daß an den meiſten Zoll-Städten die Rollen etwas erhöhet worden.

I. Dahero einhelliglich geſchloſſen/ daß die bißhero ein und andern Orts eigenmächtig erhöhete Rollen auf den alten Fuß/ wie ſie vor dem Krieges-Weſen geweſen/ reduciret und eingerichtet/ dieſelbe durch den Druck publiciret/ und bey jeder Zollſtätte angehänget werden ſollen/ damit der Schiffer ſelbſt ſehen und wiſſen könne/ was er an Zoll zu entrichten habe.

II. Man hat dabey vor nöthig und gut befunden/ daß ein gewiſſes Maaß der in den Zoll-Rollen benannten und gebräuchenden Packen/ Fäſſer und Gewichte verglichen/ und ſolches den Zoll-Rollen/ auf wie viel Fuß jedes Faß und Pack zu rechnen/ einverleibet werden ſolle/ alſo/ daß der Zollner bald mit einem Stab das Faß oder Pack/ ohne Verrückung deſſelben auf der Stelle/ wo es lieget/ meſſen könne/ und dieſelbe nicht auf die Wage gebracht werden dörffen. Weil aber ſolches ziemlich Zeit erfodern wird/ und alſo hier nicht auszumachen geweſen; So haben die Herren Churfürſtl. Brandenburg. Geſandten über ſich genommen/ daß ihres Orts ein Entwurff verfertiget/ hernach communiciret/ und nach eingekommenen Conſens, und mit Bewilligung der andern (welche inzwiſchen auch ihres Theils Hand mit anlegen/ und die Sache ausarbeiten helffen wollen/) die publicatio durch den Druck geſchehen ſolle.

III. Wegen der Wiſpel aber iſt hiebey verglichen/ daß auf allen Zollen nach Bernburger Maaß gezollet werden ſolle/ durchgehends in allerley Getreyde/ thut auf jeden Wiſpel nach Magdeburger Maaß vier Scheffel aufs Maaß oder Viertheil.

IV. Hiernechſt iſt erinnert worden/ daß die Einnahme der Zölle ehrlichen und gewiſſenhafften Leuten anvertrauet werden möchte/ die zwar billich der Herrſchafft Befugniß in acht nehmen/ nicht aber allzu rigeros mit denen/ ſo ſich des Elb-Commercii gebrauchen/ verfahren müſſen/ und ſolchemnach ſollen die Schiffer ohn erhebliche Urſachen oder genugſame Præſumptionen fürgehender Defraudation nicht aufgehalten/ vielweniger fürſetzlich an Beſchleunigung ihrer Reiſen gehindert werden/ und zu Vermeidung aller ſolcher Klagen/ muß der Zollner/ ſo bald ſich das Schiff an gewöhnlichen Ort geſetzet/ bey der General-Durchſehung der verhandenen Waaren/ ohne Verzug dem übergebenen Certification oder Zoll-Zettel nachgehen/ die Fäſſer/ Packe/ Ballen/ Bulten/ nach der Gröſſe anſehen/ und gantz vor gantz/ halb vor halb/ Viertel vor Viertel verzollet nehmen/ dem Schiffer ſoll ſeine Rechnung/ was er von Zollbahren Waaren zu entrichten/ in Gegenwart ſeiner nach der auffgehenckten Zoll-Rollen gemachet/ und von ihm ein mehres nicht/ als was es eigentlich austräget/ genommen/ über dasjenige auch/ was er bezahlet/ dem Schiffer eine beſondere Quittung gegeben werden.

V. Es haben auch die Schiffer Beſchwerung geführet/ daß an den Zoll-Städten bißhero lauter Banco-Thaler gefodert worden/ welches ſie abzuſtellen und mit courent-Müntze zufrieden zu ſeyn gebeten: Alldieweil aber darauff niemand eigentlich inſtruiret geweſen/ der Fürſtl. Mecklenburg. Schwerin. Herr Abgeſandter auch/ daß er auf Banco-Thaler zu halten befehliget/ angezeiget/ iſt es von allen ad referendum genommen/ ob es etwa dahin zu richten/ daß/ biß ein gewiſſer Reichs-Schluß des Müntzweſens halber erfolget/ die Helffte an courent-Müntze/ die andere Helffte aber in Specie Reichs-Thalern oder Ducaten entrichtet würde.

VI. Von geringen und denen Schiffern zuſtehenden Sachen/ als was Sie zu ihren Unterhalt an Speiß und Tranck mit ſich führen/ ſoll kein Zoll noch ſonſt ichtwas unter was prætext es ſey/ genommen werden/ jedoch daß es die Schiffer mündlich angeben; was etwa ein Schiff-Knecht an einen oder 2 Käſen und dergleichen bey ſich hat/ ſoll ſo genau nicht genommen werden/ ſonſt aber iſt ihm einige Waaren mit ſich zu führen/ und damit zu handeln/ gantz verbohten.

VII. Alles/ was zu unbilliger Auffhalt- und Beſchwerung der Schiffe gereichen kan/ ſoll abgeſchaffet werden/ auch niemand von den Zoll-Bedienten befugt ſeyn/ den Schiffern Geſchenck oder Gaben abzudrucken/ oder ſie deswegen an ihrer Fort-reiſe zu verhindern/ und aufzuhalten/ vielmehr ſollen ſie ſchuldig ſeyn/ die Schiffer/ ſo bald es möglich/ abzufertigen und zu erlaſſen/ die Schiff-Knechte auch/ wenn ſie ſich beym Trunck aufhalten wolten/ fortzutreiben/ und hierunter den Schiffern auf ihr Begehren die Hand zu bieten; auch damit man wiſſen möge/ an wem die Schuld der Aufhaltung ſey/ iſt vor gut angeſehen/ daß aller Orten Stunden-Zettel ertheilet werden ſollen/ wenn die Schiffer ankommen/ und ihnen abzufahren geſtattet worden.

VIII. Die Accidentien betreffend/ ſo die Zoll-Bediente bißhero für ſich genommen/ haben ſolche die Schiffer gäntzlich abzuſchaffen gebeten; demnach aber von etlichen dafür gehalten worden/ daß ſich nicht füglich alles gäntzlich abthun lieſſe/ ſo iſt bewilliget/ daß von einem Schiff ein Thlr. von einer Schute 12. Gr. und von einem geringen Gefäß 6 Gr. gegeben werden mögen/ darinnen ſich diejenigen zu theilen/ welche bißhero an den Accidentien und Schreib-Gebühr participiret/ ein mehrers aber zu fordern oder zu nehmen/ ſoll ihnen bey Verluſt ihres Dienſtes jedes Orts verbohten/ wo aber bishero ein wenigers gegeben worden/ dabey ſoll es allerdings gelaſſen werden.

IX. Was unter dem Titul Commendanten-Geld bißhero gefodert worden/ ſoll hinkünfftig gäntzlich ceſſiren und auffgehoben ſeyn.

X. Demnach es auch dem Commercio ſchädlich gehalten/ wenn die Zölle verpachtet würden: So iſt ins künfftige ſolches einzuſtellen/ verabredet worden.

XI. So viel nechſt deme die wider etliche Adeliche Zölle/ als zu Rogetz/ Milo, Wittenberg und Kunloſe/ geführete Beſchwerden anreichet/ haben Se. Chur-Fürſtl. Durchl. zu Brandenburg und des Herrn Adminiſtratoris zu Magdeburg Durchl. ſich dahin erkläret/ die Sache unterſuchen zu laſſen/ und da ſich befinden ſolte/ daß etwa der Orten zur Ungebühr an Zoll genommen worden/ mit Ernſt daran zu ſeyn/ daß es hinkünfftig eingeſtellet werden möge.

XII. Uber das alſo genannte Baum-Geld/ ſo zu Dömitz von den Schiffern gefodert wird/ haben ſie ſich hefftig beklaget/ und iſt deswegen mit dem Fürſtl. Mecklenburgiſch. Schwerinſ. Geſandten ausführlich geredet worden; Weil aber derſelbe prætendiret/ daß noch in die 14. biß 16000. Thlr. Unkoſten rückſtändig wären/ die noch nicht bezahlet/ dagegen die Schiffer dafür gehalten/ daß ſie ſo viel entrichtet/ daß es die Unkoſten wohl erreichete/ wo nicht ein Uberſchuß geweſen; ſo hat zwar gemelter Abgeſandter eine Liquidation zwiſchen dem Fürſtl. Mecklenburg. Commercien-Rath Hilmer Gercken und den Schiffern anzulegen fürgeſchlagen/ und im übrigen die Einnahme des Baum-Geldes noch auf einige Jahre einzuräumen begehret.

Nachdem aber das Fundament der prætenſion oder cauſa debendi von allen entweder nicht agnoſciret/ von andern aber/ daß der Zweck nicht erhalten/ und noch einen Weg wie den andern Vorſteſſer gebrauchet werden müſſen/ theils ausgebrachte Holtz auch ſchon wieder hinein gefallen/ angezogen worden/ und denn allerdings zu Tage ſtehet/ wie die Schiffer durch dieſe Auflage bißhero abgeſchrecket worden; So hat man hierüber zu keinem Schluß kommen können/ deswegen die Geſandte und Deputirte ihren gnädigſten Herren und reſpectivè Obern dieſer Sache halber alle Nothdurfft vorbehalten/ die meiſten auch dieſe ausdrückliche Declaration gethan/ und ad Protocollum nehmen laſſen/ daß ihre gnädigſte Herren Principalen und Obern ihre Unterthanen ferner damit beſchweren zu laſſen nicht gemeinet wären/ ſondern dieſelbe darwider zu ſchützen bedacht ſeyn würden/ welches ſie auch in dem an Ihro Fürſtl. Durchl. von ihnen insgeſambt abgelaſſenen Schreiben wiederholet.

XIII. Die Schiffer haben noch verſchiedene Klagen eingebracht/ wie ſie ſonderlich zu Dömitz mit arreſten der Schiffe und Güter/ mit Gefängniß ihrer Perſohn und mit Straffen ohne vorgehende cognition, ohne Befugniß ſehr beſchweret würden/ und noch über dieſes/ wenn ſie ſo hart und übel tractiret/ theils gezwungen werden/ Reverſalen oder Zeugniß unter ihrer Hand von ſich zuſtellen/ daß ſie wohl gehalten/ und auf keinen des Orts etwas zu ſprechen hätten: Weiln nun alle anweſende Geſandten ſolche Proceduren höchlich improbiret/ der Fürſtl. Mecklenburg-Schweriniſche auch conteſtiret/ daß es ſeinen Gnädigſten Herrn zu ungnädigſten Mißfallen gereichen würde/ wenn über Dero Bedienten jemand dergleichen Klagen ſolte ausführig machen können/ ſie es auch ins künfftige durchaus nicht zulaſſen oder geſtatten würden/ ſo wird die Zuverſicht getragen/ Ihro Fürſtl. Durchl. werden dieſem geſchehenen Erbieten würcklichen Nachdruck geben/ und nicht geſchehen laſſen/ daß auf ſolche Maaß das Commercium gedrucket werden möchte.

XIV. Ob auch wohl die Kauffleute und Schiffer ſich in ihren Gravaminibus über den erhöheten Zoll zu Lentzen/ welchen ſie Licent genennet/ beſchweret/ und dahero die anweſende Geſandten deren gäntzliche Auffhebung/ als dem Commercio ſehr nöthig und dienlich/ recommendiret/ dennoch aber Se. Chur-Fürſtl. Durchl. ſich dißfals/ beſage Protocolli, allerdings befugt erachten wollen/ auch dabey/ wie ſie ſonſt dem Elb-Commercio zum beſten einen neuen Graben mit groſſen Koſten anfertigen laſſen/ ſambt vielen Schleuſen/ die noch ferner zu unterhalten nicht geringe Speſen erfoderten/ angezogen/ zugeſchweigen des frey gegebenen zwantzigſten Wiſpels/ dennoch ihre ſonderbahre Begierde dem Elb-Commercio zu helffen/ ſich zur Remiſſion des dritten Theils mit gewiſſer ad Protocollum genommener Bedingung erkläret/ die anweſende Geſandten aber dabey ferner inſtance gethan/ ob Se. Chur-Fürſtl. Durchl. ſich dißfals näher erklähren möchten/ mit Verſicherung/ daß viele/ ſo bishero die Schiffarth auf der Elbe angegeben/ unter andern auch dadurch von neuen dazu würden animiret werden; So haben die Chur-Brandenburgiſ. Hrn. Abgeſandte hierunter zwar defectum mandati ulterioris vorgeſchützet/ dennoch dafür gehalten/ Ihro Chur-F. Durchl. würden an Ihr nicht ermangeln laſſen/ endlich die Moderation biß auf die Helffte einzurichten/ gleichwohl mit angehängter Condition, daß auch andere ihre Impoſten proportionirlich fallen laſſen/ und die offenbahre Beſchwerung des Commercii, inſonderheit das Baum-Geld/ gäntzlich abſchaffen möchten/ welches die anweſende Geſandten ihres Theils ad referendum angenommen. Darüber aber angezeiget/ daß die Reſervatio wegen des Baum-Geldes überflüßig ſeyn würde/ nachdem allbereit verglichen/ daß niemand ſeine Unterthanen dadurch ferner beſchweren laſſen würde.

XV. Als eine Beſchwerung des Commercii iſt gleichfalls angezogen worden/ daß der Stadt Magdeburg 12. Gr. von einem Wiſpel Getreyde/ ſo daſelbſt eingeſchiffet würde/ in die Cämmerey bezahlt werden müſſen/ dahero ſtiege der Wehrt des Getreydes/ und würden die Käuffer graviret/ ob nun wohl die Churfürſtl. Brandenburg. Abgeſandten dagegen angezeiget/ daß nicht der Käuffer/ ſondern die Bürger zu Magdeburg ſolche Impoſten bezahlen müſſen/ dahero dieſes als ein Gravamen hieher nicht gehörete/ denn auch eine jede Commun auf ihre Bürger zumahlen cum conſenſu Superiorum, Acciſe anlegen könnte/ und möchte nicht attendiret werden/ wenn ſchon per conſequentiam ein oder andere Waaren dadurch in etwas geſteigert würden.

Dieweil dennoch von vielen auf die gäntzliche Abſchaffung gedrungen/ von einigen aber dafür gehalten/ daß der guten Stadt/ in Anſehung ihres vor dieſem bekanter maſſen ausgeſtandenen Unfalls/ etwas nachgeſehen/ und an ſtatt der vorhin gehobenen 12. Gr. die Helffte/ als 6. Gr. von jeden Wiſpel/ auf eine beliebige Zeit gegönnet werden möchte/ die hier wegen mehrged. Stadt zur Stelle ſich befindende Deputirte auch ſub ſpe rati gegen einige der Herren Abgeſandten ſich heraus gelaſſen/ daß zu Beföderung des fürgeſteckten allgemeinen Zwecks/ die Stadt in 4. Gr. endlich fallen zu laſſen/ reſolviren möchte/ ſo iſt ſolches von dem Convent ad referendum genommen/ und nechſt deme der Hoffnung gelebet worden/ daß/ weiln dieſes Gravamen albereit von der Landſchafft des Fürſtenthums Magdeburg an Ihr. Chur- und des Herrn Adminiſtratoris zu Magdeburg Fürſtl. Durchl. Durchl. gebracht worden/ beederſeits Ihr. Chur- und Fürſtl. Durchl. Durchl. werden die Sache dahin einrichten/ damit ſich die Schiffer und Kauff-Leute ferner zu beſchweren keine Urſach haben.

Als auch bey dieſem Punct wegen der übrigen 4. Gr. ſo zur Fortification zu Magdeburg auf jeden Wiſpel Getreyde geleget/ und bißhero zur Helffte von den Schiffern gefodert ſeyn ſolle/ ferner angezeiget/ daß dieſelbe von den Bürgern allein/ und nicht von den Schiffern entrichtet würden/ ſo hat es dabey hinkünfftig ſein Verbleiben.

XVI. Endlich iſt im Nahmen Ihra Königl. Maj. zu Schweden/ durch Dero/ wegen des Hertzogthums Brehmen bey dieſem Convent ſich befindenden Herrn Abgeſandten/ wider die Städte Hamburg und Magdeburg abſonderliche Beſchwerung geführet worden/ indeme erſtlich den Brehmiſchen Unterthanen und inſonderheit den Bürgern zu Buxtehude/ ſo ſich der Schiffahrt auf der Ober-Elbe gebrauchen/ nicht zugelaſſen werden wolte/ in Ihre Schiff-Gefäß Korn und andere Waaren einzuſchiffen/ und damit die Elbe auf- oder abzufahren/ wenn ſie nicht nach Magdeburg eine halbe Schiffs-Ladung brachten/ dagegen man ihnen zu Hamburg nicht mehr als eine halbe Laſt einnehmen laſſen wollen/ vielweniger wolte ihnen geſtattet werden/ um gewiſſe Fracht-Güter einzunehmen und zu verfahren/ welche Beſchwerung auch die Fürſtl. Braunſchweig-Lüneb. Herren Abgeſandte wegen ſelbige Hertzogthums Schiffer repetiret. So viel nun das erſte anreichet/ iſt ſo wohl von dem Rath zu Hamburg/ als den Deputirten der Stadt Magdeburg/ die allhier bey der Hand geweſen/ die Erklährung geſchehen/ daß/ was die Bürger von Buxtehude und andere Königl. Schwediſche Unterthanen des Hertzogthums Brehmen/ wie auch Braunſchweig-Lüneburg. Schiffer mit ihrem eigenen Gelde kauffen/ oder auf Credit an allerhand Waaren erhandeln würden/ ihnen in ihre eigene Gefäß einzuladen/ und ohne Hinderung/ jedoch gegen Entrichtung des gebührenden Zolls/ abzuführen/ auch in Magdeburg/ wenn ſie gleich mit ledigen Schiffen dahin kähmen/ daſelbſt ohngehindert zu laden/ zugelaſſen ſeyn ſolle; um Geld aber in ihre Schiffe mehr als eine halbe Laſt frembde Güter einzunehmen/ haben ſie ihrer Bürger-Freyheit und dem Herkommen zuwieder gehalten; Ihre Königl. Mazeſt. zu Schweden/ wie auch die Fürſtl. Braunſchweig. Herren Abgeſandte haben die Erklährung wegen des Erſten/ nemlich der zugelaſſenen Verführung der mit eigenen Gelde/ oder auf Credit erhandelten Güter acceptiret/ und hat es dabey billig ſein Bewenden/ wegen des andern/ die Einnehmung frembder Kauffmanns-Waaren betreffend/ iſt die geſchehene Anzeige ad referendum genommen.

XVII. Bey den übrigen von den Hauß-Leuten zu Aſell Hertzogthums Brehmen angebrachten Klagen/ daß zu Hamburg ſie gezwungen werden wolten/ mit einem Eyde zu bekräfftigen/ daß ſie das in Hamburg erkauffte Korn oder andere Victualien nicht auſſerhalb der Schar-Tonnen führen/ beſondern in Aſell/ dem Hertzogthum Brehmen laſſen wolten/ iſt von dem Rath zu Hamburg dieſe Reſolution erfolget/ daß ſie ferner mit ſolchem Eyde nicht beſchweret werden ſollen/ es ſey aber Herkommens/ daß die Brehmiſche Unterthanen/ wenn ſie ſolch Getreyde auſſer den Schar-Tonnen führen/ die Schiffe verzollen müſſen/ ſonſten aber/ wenn ſie binnen Landes bleiben/ vom Schiffe nichts gegeben werden dürffte.

XVIII. Was der auf dem Nieder-Baum in Hamburg geſetzte Zoll-Schreiber zum Trinckgeld fodert/ ſoll ein Voluntarium ſeyn/ und niemand dazu gezwungen/ oder deßwegen aufgehalten werden. So viel denn ferner die Beſchwerungen anreichet/ welche von den Kauffleuthen oder Schiffern herrühren/ beſtehen dieſelbe in der unrichtigen Anſage/ da entweder koſtbahre Waaren verſchwiegen/ und andere geringere angegeben/ oder die rechte Zahl/ Maaß und Gewicht nicht angezeiget/ offt auch wohl gar einige Fäſſer oder Packen zollbahrer Waaren nicht profitiret werden.

XIX. Gleichwie nun/ wann deſſen ein Schiffer überführet wird/ daß er den Zoll dergeſtalt defraudiren wolle/ die pœna confiſcationis billich ſtatt hat/ die ſich gleichwohl weiter nicht/ als auf das verſchwiegene Gut erſtrecken ſoll/ alſo ſeyn Kauffleute und Schiffer fleißig zu verwarnen/ ſich hierunter fürzuſehen/ und für Straffe und Schaden zu hüten. Diejenigen Oerter/ ſo die Viſitation nicht hergebracht/ als Künloſen/ Wittenberg/ Milari, Rogetz und Jerichow/ dörffen die Schiffer und Flößer nicht zwingen/ daſelbſt zu ſtellen oder zu ſetzen/ die Zoll-Städte aber/ ſo der Viſitation berechtiget ſeyn/ als Hamburg/ Sachſen-Lauenburg/ Boitzenburg/ Bleckede/ Hitzacker/ Dömitz/ Lentzen/ Schnackenburg/ Sendow/ Tangermünde und Magdeburg/ ſollen ſolche nicht eher vornehmen/ als wenn ſtarcker und erheblicher Verdacht oder præſumtiones vorhanden/ daß der Schiffer in einem oder andern Stück eine Betrug umgehe/ und denn die Zoll-Bediente ſolche Viſitation alſo anſtellen/ damit die Fäſſer/ Ballen oder Kiſten/ nicht leichtlich eröfnet/ noch dem Schiffer oder Kauffmann an den Waaren Schaden zugefüget werden möge/ ſonſten und wenn offenbahre Urſachen oder Indicia des Verdachts nicht verhanden/ ſollen die Zoll-Bediente ſich mit den Certifications-Zetteln/ die von jedes Orts Magiſtrat und Beambten/ wo die Waaren eingeladen/ fürgezeiget werden/ begnügen laſſen/ da denn der Magiſtrat dahin ſehen wird/ daß durch Abfoderung einiger Schreib-Gebühr/ die Handelung nicht von neuen beſchweret werden möge; Würde der Schiffer auch unterwegens von ſeiner Ladung etwas ausſetzen/ oder dazu ein mehres einnehmen/ ſoll er an dem Ort/ da es geſchiehet/ vom Rath oder Beambten ein Zeugniß nehmen/ oder ſolches (wenn es nur ein Dorff wäre/) bey der näheſten Zoll-Stätte anmelden/ das eingenommene unter den erſten Certificat- oder Zoll-Zettel ſchreiben laſſen/ und da dem herkommen nach/ der eingebrachte Zoll-Zettel verbleiben/ und dagegen ein neuer ertheilet werden müſte/ ſoll derſelbe vor erſt fleißig collationiret werden.

XX. Neben-Zettel aber ſollen hinführo nicht mehr zugelaſſen ſeyn/ wie auch das mündliche Anſagen/ auſſer was unzollbahre Dinge ſeyn/ die doch angeſaget werden müſſen.

XXI. Bey den Viſitationen des Korns haben die Schiffer inſonderheit als ein Gravamen angezogen/ daß die Zoll-Bedienten/ wenn das Korn im Schiffe vom Regen und Näſſe gequollen iſt/ durch einen Meſſe-Staab meſſen/ und durch ſolche Gelegenheit ihnen vielmahls Straffe dictiren wollen/ als wenn nicht recht angeſaget; Weil nun ſolches unbillig und vorhin gut befunden/ daß denen Certification-Zetteln getrauet/ und dieſelbe reſpectiret werden ſollen; So iſt dieſes auch/ zumahl bey dem Korn in acht zu nehmen/ und muß/ wenn daſſelbe gequollen/ ſolches dem Schiffmann nicht zum Schaden oder Nachtheil gereichen.

XXII. Se. Churfürſtl. Durchl. zu Brandenburg haben zu Auffhelffung des Elb-Commercii abſonderlich erſprießlich erachtet/ daß zum wenigſten bey etlichen Waaren von dem gewöhnlichen hergebrachten Zoll etwas remittiret werden möchte/ nur auf

ANNO 1672.

ein Verſuch und geringe Zeit / von etwa 2. oder 3. Jahren / ob ſich ſolcher geſtalt mit der Zeit die Schiffer auf der Elbe wieder wollen ziehen laſſen / wie ſie denn ſchon an ihren Zollſtädten den Anfang gemachet / und von Wolle / Wachs / Tuch und Kupffer nur die Helffte zu nehmen anbefohlen; die meiſten Geſandten haben ſich defectu mandati entſchuldiget / und es ad referendum genommen / der Fürſtl. Mecklenburg-Schweriniſche hat dafür gehalten / daß an Seiten ſeines gnädigſten Fürſten und Herrn Fürſtl. Durchl. von denen in der Zoll-Rollen de An. 23. ſpecificirten Waaren nicht würde moderiret werden / was aber darinn nicht begriffen / und doch vermöge der in ihrem Privilegio enthaltenen clauſulæ generalis zollbar wäre / darinn würde wohl einige Mäßigung können verfüget werden / jedoch auch endlich unterthänigſt zu referiren ſich erbothen.

XXIII. Der Fürſtl. Magdeburgiſche Herr Abgeſandte hat bey dieſem Punct in Vorſchlag gebracht / weiln an der Kornfuhrt auf der Elbe das meiſte gelegen / daß vornehmlich dahin zu gedencken / wie durch Geringerung des darauff geſchlagenen und biſhero genommenen Zolles / deſſelben Abfuhr aus dem Fürſtenthum Magdeburg / und angräntzenden Landen / möchte befördert werden / weil man aber ſich diſfalls ohne ſpecial, daran es allen ermangelt / nicht bemächtigen können / ſo iſt auch dieſer Punct zu unterthänigſter Relation ausgeſtellet.

XXIV. Unter die Mittel / dem Elb-Commercio zu helffen / haben die Fürſtl. Magdeburgiſche und theils andere Geſandten mit anführen wollen / ob nicht etwa auch die intereſſirte Chur- und Fürſten der Frey-Päſſe ſich auf eine Zeitlang begeben / oder auf ein gewiſſes Quantum der diſfalls anſchiffende Waaren reſtringiren wolten. Man hat aber darüber / weil theils Geſandten darauff eigentlich nicht inſtruiret geweſen / die Churfürſtl. Brandenburgiſche auch contrarium Mandatum gehabt / ſich anitzo weiter nicht vereinigen können / als daß die abuſus, ſo einiger Orten vorgangen / hinkünfftig abgeſtellet und vermieden / inzwiſchen auch reſpective referiret werden ſollen.

XXV. Der Fürſtl. Magdeburgiſche Herr Abgeſandte hat aus gnädigſtem Befehl bey dieſer Zuſammenkunfft den gefährlichen Einbruch des Elb-Strohms bey Rogetz / davon ſchon zu Lüneburg geredet worden / abermahls fürgeſtellet / und daß allen denjenigen / ſo ſich des Elb-Strohms gebrauchen / höchlich daran gelegen / ſolchen gefährlichen Ort alſo zu faſſen / damit das Waſſer nicht unverſehens daſelbſt einen Durchbruch nehmen / den Alveum gäntzlich mutiren / und alſo den Strohm zur Schiffahrt inutil machen möchte / repræſentiret. Ob nun wohl von den meiſten dafür gehalten werden wolle / daß ein jeder Herr in ſeinem Lande dergleichen Schaden zu verhüten / auch Dämme und Teiche zu halten ſchuldig wäre / zumahln aber deswegen Zoll und Geleite gegeben würde; So iſt doch auf geſchehene Anzeige / daß keine Dämme oder Teiche des Orts zu halten / ſondern ſich eine ſolche Tieffe an dem Ufer erzeigte / daß die erfoderte Unkoſten ein Privatus, und die von Alvensleben / ſo der Orten einen geringen Zoll haben / nicht würden ertragen können / davon unterthänigſt und gebührend zu referiren angenommen worden.

Die von den Geſandten und Deputirten in vorerwehnten Puncten übernommene Relation ſoll ſo fort bey ihrer Rückkunfft verrichtet werden / und iſt dabey ferner verabredet / daß darauff binnen 6. Wochen die Erklärung an Se. Churfürſtl. Durchl. zu Brandenburg eingeſchicket / und von Derſelben hernach an gehörige Oerter ferner Communication gethan / auch nach befindender Nothdurfft ein anderer engerer Convent nach Magdeburg oder Braunſchweig berahmet werden ſolle.

Urkundlich iſt dieſer Receſs von denen anweſenden Chur- und Fürſtlichen Geſandten / wie auch der Stadt Hamburg Deputirten / unterſchrieben und beſiegelt / denen vorher abgereiſeten Fürſtl. Mecklenburg-Schweriniſchen und Fürſtl. Sachſen-Lauenburgiſchen Herrn Abgeſandten aber Ihre Stellen zu unterſchreiben und zu ſigniren offen gelaſſen worden. Geſchehen Hamburg den 27. Januar. An. 1672.

Wegen Sr. Chur-Fürſtl. zu Brandenburg /

(L.S.) Joh. Köppen.
(L.S.) C. Z. W. Scharde.
(L.S.) Otto von Guericke.
(L.S.) M. Matthies.

(L.S.) Heinrich Dürfeldt / wegen des Poſtulirten Herrn Adminiſtr. des Primat- und Ertz-Stiffts Magdeburg Hochf. Durchl.

Wegen Ihro Königl. Majeſt. zu Schweden / als Hertzog Bremen /
B. V. Wolffberg.

Wegen Herrn Hertzog Georg Wilhelms zu Braunſchweig und Luneb. Hochf. Durchl.
(L.S.) Levin Adam Hacke.
(L.S.) Weip. Lud. Fabricius.

Wegen Herrn Hertzog Joh. Fr. zu Br. Lüneburg Durchl.
(L.S.) Otto Joh. Witte.

Wegen Herrn Hertzog Rudolph Auguſt. zu Braunſchweig und Lüneburg Durchl.
(L.S.) Juſtus Böttcher.

Wegen Ihro Hochfürſtl. Durchl. Mecklenburg-Güſtrau /
(L.S.) Adam Henning Bülaw.

ANNO 1672.

18 Fevr.

LXXV.

Defenſiv-Alliantz zwiſchen Ihro Kayſerl. Majeſt. Leopold den I. und dem Hochwürdigſten Churfürſten von Trier Carl Caſparn / Zu Conſervation deß zu Münſter und Oſnabrug geſchloſſenen Friedens / Dero Land und Leuthe Vertheidigung / über eine gewiſſe mutuelle anzahl Hülffs-Trouppen geſchloſſen. Coblentz den 18. Febr. 1672. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

C'eſt-à-dire,

Alliance defenſive entre Sa Majeſté Imperiale LEOPOLD, *&* CHARLES GASPAR *Electeur de Treves, pour le maintien de la Paix de Weſtphalie, & la ſeureté de leurs propres Sujets, Terres, & Provinces; avec ſtipulation du nombre de Troupes dont ils ſe devront aſſiſter reciproquement en cas de beſoin. A Coblents le 18. Fevrier 1672.*

Zu wiſſen als der Durchleuchtigſt / Großmächtigſt und Unüberwindlichſte Fürſt und Herr / Herr Leopold erwölter Röm. Kayſer / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / in Germanien zu Hungarn / Böheimb / Dalmatien / Croatien / und Sclavonien König / Ertz-Hertzog zu Oeſterreich / Hertzog zu Burgund / Steyer / Karndten / Crain und Würtenberg / Graff zu Tyrol und Görtz ꝛc. Und mit und neben Ihrer Kayſ. Mayeſt. der Hochwürdigſte Churfürſt und Herr / Herr Carl Caſpar Ertz-Biſchoff zu Trier / deß H. Röm. Reichs durch Gallien und deß Königreichs Arelat Ertz-Cantzlar / und Churfürſt / Adminiſtrator zu Prümb / ie- und allewege / ſonderlich aber bey gegenwärtigen Läufften Ihre Rathſchlage und Sorgfältigkeit dahin vornemlich gerichtet / wie der zu Münſter unde Oſnabrück auffgerichtete Friede beſtändig conſerviret / mithin auch dero von Gott anvertraute Land / und Leuthe in beſtändiger Ruhe erhalten / von denenſelben alle Gefahr und Ungelegenheiten abgewendet und wider alle unbillige Gewalt in zuſammen geſetzten gutem Vertrauen / und Vereinigung geſchützet / und gehandhabet werden könten / daß dahero dieſelbe auch zu dem End / keines wegs aber dadurch die zu Regenſpurg bey gegenwärtiger Reichs-Verſammlung obhandene Conſultation wegen Beſtſtellung gemeiner ſecuritet / und damit einlauffenden albereith vor gutt angeſehener Proviſional Reichs-Verfaſſung / alß worzu auch alſchon alle Reichs-Crayſe / neben dem Königreich Böheimb / und incorporirten Provintzien ein gewiſſes quantum bewilliget haben / in einige wege zu verhindern / ſondern allein unterdeſſen bis ſolches heilſamlich / gemein nutziges werck zu ſeiner völligen richtigkeit wird gebracht werden können / zu deſto zeitlicher beſſerer Abwendung / deren etwa ſich ereignenden gefährlichkeiten eine particular Defenſiv-Alliantz unter ſich geſchloſſen von folge.

I. Nemblich vors erſte / daß negſt vorbehaltung der Römiſch. Kayſ. Mayeſt. hohen Ambts Authoritët / und gebührenden Reſpects dieſe Vereinig- und verfaſſung zu Niemanden offenſion, am allerwenigſten aber wieder deß H. Römiſch Reichs / oder zu erweck- und anrichtung einer Univerſal, oder particular Unruh / und erregung im Heil. Römiſch. Reich / oder ſich in frembde Krieg zu impliciren / und einzumiſchen / ſondern nur alleine zu erhaltung eines jeden zuſtehenden dignitët / Würden / Rechten / und Gerechtigkeiten / ſonderlich aber der Teutſche Freyheit / und beſtändiger Genoß deß Weſtphäliſchen Friedens / wie auch ſich und ihre allerſeits im H. Röm. Reich habende / und gelegene Land und Leuthe wider alle gewaltthätige angriff / und denen Reichs-Conſtitutionen / und beſagten Friedenſchluß zuwider lauffende zunötigungen und beſchwerden / wie die Nahmen haben / und von wem dieſelbe herrühren mögen / wie auch wider alle innerliche empörungen zu conſerviren / zu defendiren / und zu retten angeſehen / und gemeint ſeyn ſolle / und alſo daß einer dem andern ohne underſcheidt der Religion in rechten vertrauen meynen / zu obgedachtem Ende man allerſeits veſtiglich / und unauffgeſetzet bey einander ſtehen / auch auß allen Begebenheiten / worauß beſagte Unruhe entſtehen / und worauf die hierin verſprochene aſſiſtence erfordert werden mögte / vorhero und zeitlich einander communiciren / keiner aber einigem Stand deß Reichs / oder frembden Staaten / Potentaten / und Republiquen zu feindlicher Invaſion Urſach geben / auch die Bunds-Verwandte unter ſich ſelbſten beſtändige freundſchafft erhalten / und keiner dem andern mit tätligkeit / oder Gewalt / überfallen / überziehen / oder beleidigen / ſondern ſeine gegen den andern habende mißhelligkeit- und ſtrittigkeiten / wo deren einige ſeyn mögten / durch güt- und rechtliche mittel entſcheiden / und ſich darinne begnügen laſſen ſollen.

II. Woſern nun zweytens ein- oder anderer Confœderirter/ und deſſelben im H. Römiſch. Reich gelegene Lände insgeſamb/ oder deren eines wider verhoffen angegriffen/ oder auch durch innerliche empörungen/ und aufſtände angefochten/ oder dieſer hierin geſchloſſener zuſahmentretung/ and hinc inde verſprochener defenſion halber über kurtz oder lang/ es geſchehe von weme es wolle/ angefochten werden/ Alsdann wollen und ſollen dieſelben wegen berührter ihrer im Reich gelegenen Landen und Leuthen veſtiglich bey einander ſtehen/ einander auf beſchehenes anſuchen wieder den offendenten dem Beleidigten unverzüglich/ wie hernach folgt/ zu hulff kohmen/ kräfftig beyſtehen/ und deſſen Land und Leuthe wider Gewalt ſchützen/ ſchirmen/ und vertheidigen helfen.

III. Und damit man wiſſen möge/ was jeder theil ahn Manſchafft zu Roß und Fueß dem beleidigten requirirenden zu hülff zu ſchicken habe/ So iſt vors erſte verglichen worden/ daß auf die erſte mahnung innerhalb 14. Tagen Ihre Kayſ. Majeſt wegen dero im Reich gelegenen/ und darzu gehörigen Erb-Königreich und Landen/ zu Roß ein tauſend Pferdt/ und zu Fueß zwey tauſend Man/ und uff die andere mahnung innerhalb drey Wochen wiederumb ſo viel/ Ihre Churfürſtl. Gnaden zu Trier ebenergeſtalt auf die erſte mahnung innerhalb vierzehen Tagen zu Roß fünff- und ſiebentzig/ und zu Fueß fünffhundert Mann auf die andere mahnung innerhalb drey Wochen wiederumb ſo viel zu Hülff ſenden ſolle/ mit der Verbündlicher Abrede/ daß der eine Bundes-Verwandte dem andern/ uff bloſſes anſuchen einen unſchädlichen durchzug vor deß Bundes-Völcker unwaigerlich zu verſtatten ſchuldig ſeyn ſolle.

IV. Es ſolle auch viertens die Hülffe nicht wieder zurück gezogen werden/ biß des Feindes vornehmben gewähret/ und daſſelbe/ ſo derſelbe etwa eingenohmben/ wieder erobert ſein werde/ es ſeye dan/ der ſchickende/ oder zu hulff kommende würde ſelbſt überzogen/ und wie vorgedacht/ vergewaltigt und beleidiget.

V. Solte nun aber zum fünfften wieder verhoffen mehr als einer von denen Allirten überzogen werden/ und gefahr leiden/ auf ſolchem fall ſolle die übrige Bundes-Hülffe von denen unbeleidigten halb dem einen/ und die andere helffte dem andern beleidigten auf Maaß/ und Weiſe/ wie vorgemelt/ zugeſchickt werden.

VI. Woſern auch ſechſtens eine dergleichen Hülff nicht zureichen ſolte/ auf ſolchem fall ſollen und wollen die Bunds-Genoſſene auf erlangende Nachricht von ſolcher ereigenender Gefahr auch ſo baldt ohne auffenthalt darüber miteinander vernehmben/ und einer ſolchen anſtalt und Hülffe vergleichen/ welche zulänglich/ und wohmit dem nothleidenden in der that würcklich geholffen werden möge.

VII. So bald auch zum ſiebenden die Hülffe würcklich geſchicket/ und in deß requirenten Landt/ oder bey deſſen Trouppen angelangt ſeyn/ ſo ſollen jedesmahl/ wan etwas vorzunehmben/ darüber gebührendt Kriegs-Rath gehalten werden.

VIII. Es ſollen auch achtens ein jeder Hulff ſchickender ſeinen Trouppen ſo viel Feldt-Artiglerie neben der zugehör mitgeben/ alß es die Nothdurfft/ und Kriegs-raiſon erfordert.

IX. Die Direction, und Ober-Commando über die Waffen ſolle zum neundten bey Ihrer Kayſ. Majeſt. verbleiben/ und von deroſelben eine Generals-Perſohn mit Beliebung der Confœderirten vorgeſtellet werden/ welche in deſſen Landt/ deme die Hülff geleiſtet wird/ ohne deſſen vorwiſſen und belieben nichts vornehmben/ ſondern dasjenige/ waß ſelbiger zur defenſion, und rettung ſeiner Landt und Leuthen guth befinden möchte/ zuthun und zulaſſen/ in krafft dieſes angewieſen/ und verpflichtet ſeyn ſolle; Solte aber ein fall ſich begeben/ welcher einen General Kriegs-Rath erforderte/ So ſollen auch zu demſelben diejenige gezogen werden/ welche zu einem Kriegs-Rath gehören/ und ſolle derjenige in demſelben præſidiren/ welcher das Directorium/ oder Ober-Commando führet/ oder da ſelber nicht darbey ſeyn wolte/ oder könte/ alsdann der ſo die höchſte Charge bedienet;

X. Es ſolle zwar auch zehendens ein jeder ſeine Völcker underhalten/ und bezahlen/ und in deren Behueff/ damit dieſelbe/ wann ſie in andern Landen ſtehen/ ſchwürig zu werden/ zu exorbitiren/ confuſion, und andere Ungelegenheiten anzufangen/ keine Urſach haben mögen/ dem bey ſeinen Völckern habenden Commiſſario zwey Monath ſold gleich anfangs zum vorrath mitgeben

XI. Allermaſſen dann auch zum eilfften/ zu Verhütung aller Unordnung unter denen Völckern/ die Bundes-Verwandten/ ſo bald auſſer dem Nothfall eine gewiſſe Verpflegungs Ordonnantz auffrichten wollen/ nach welcher bey währender conjunction alle Trouppen durchgehends gleich bezahlet werden ſollen.

XII. Dieweil vors zwölffte die Auxiliar-Völcker das Proviant nicht zugleich mit ſich führen können/ ſolle der requirent zwar ſchuldig ſeyn/ ſelbige/ ſo lang ſie in ſeinem Lande ſtehen/ mit nothwendigem Commis-Brod vorſchuſſes weis zu verſehen/ welches ihme jedoch unverzüglich von jedem der Hülffſchickenden bezahlet/ und erſetzet werden ſolle/ gleich die conjungirte-Völcker ein mehrers/ als dieſes Commis vorſchußweiſe/ und das obdach/ und rauhe Futter nicht fordern/ oder exequiren/ ſondern was ſie darüber begehren werden/ denen Unterthanen in billigem Werth um Geld bezahlen ſollen.

XIII. Wann auch zum dreyzehenden einige Bunds-Verwandte auſſerhalb deſſen noch in einem andern gleichmäſſigen Fœdere mit einander begriffen/ krafft welchen ſie ebenfalls einander Hülff zu leiſten ſchuldig/ ſo ſolle doch kein theil auß beeden Fœderibus, ſondern nur aus einem die aſſiſtentz zuſchicken gehalten ſeyn/ und dem requirenten frey ſtehen/ auf welchem Bund Er ſeine Confœderirte requiriren wolle/ ſo ſolle auch dieſe von dem quanto der Bundes-Hülff abgezogen werden.

XIV. Es ſolle auch ſonſten vors vierzehende von niemanden aus denen Bundnus-Verwandten einige andre Bundnus aufgerichtet/ oder eingegangen werden/ ſo dieſer zu wieder.

XV. Im übrigen hat es auch zum funffzehenden die meinung gar nicht/ ob wolte man durch dieſe particular Verbündnus/ die zu verhüt- und abtreibung unrechten gewalts im H. Röm. Reich fundirte executions-Ordnung/ und in krafft derſelben ſonderliche Reichs- oder Craiß verfaſſungen/ wie auch die im Friedenſchluß verordnete Universal-Guarantie zurück ſtellen/ ſtecken/ oder verhindern/ ſondern es ſollen nichts deſtoweniger dieſelbe ohne Abbruch dieſes Receſſus in alle wege mit behörigem Fleiß und Eyffer/ ſowohl insgemein bey gegenwärtigen Reichs- als abſonderlich denen Craiß-Conventen allerſeits nach möglichkeit befordert werden. Wie dan krafft dieſes Fœderis alle und jede Bundnus-Verwander verſprechen/ daß ſie zu erhaltung des Friedens mit allen Kräfften daran ſeyn wollen/ damit der punctus ſecuritatis bey noch währenden Reichs-Convent feſt geſtellet/ und damit die gemeine proviſional-Verfaſſung würcklich eingerichtet werden möge/ ſo ſolle doch nichts deſtoweniger ein jeder zu der hierin verglichener Bundes-Hülffe obligirt/ und dieſelbe unauffhaltlich zu leiſten verbunden ſeyn.

Wann auch ſchließlichen mehr andere Chur-Fürſten und Stände des Reichs/ ſie ſeyn Catholiſch- oder Augſpurg. Confeſſion in dieſe particular-Defenſions verfaſſung obgeſetzter maſſen mit eintretten wollen/ und ſich bey jemanden/ ſo in dieſer Verfaſſung begriffen/ darumben anmelden würden/ ſo ſolle es derſelb denen andern alſobalden notificiren/ und ſolche Chur-Fürſten und Stände auch unweigerlich darinne mit angenommen werden.

Weil nun ſolches zwiſchen Allerhöchſt gedacht Ihrer Kayſerl. Majeſt. anſehentlichen Geſandten Herrn Otto Henrichen Marcheſen von Savona Carreto, und Grana in krafft ihme ertheilter allergnädigſter Vollmacht/ und Ihrer Churfürſtl. Gnad. zu Trier dergeſtalt verglichen/ ſo wollen ſie darüber die Kayſerl. Allergnädigſte Ratification allergehorſambſt erwarthen; Zu Urkundt deſſen ſeindt dieſer Defenſiv-Allianz Receſſen zwey gleichen inhalts verferdiget/ und gegen einander ausgewechſelt. Signatum Coblentz den 18. Februar. 1672.

CAROL. CASPAR, Elect.
(L.S.)

LXXVI.

(1) *Acte entre* CHARLES II. *Roi d'Eſpagne, & les* PROVINCES-UNIES, *par lequel on s'engage reciproquement de ne point traiter de Tréve avec la France que conjointement. A la Haye le 22. Fevrier 1672.* [Manuſcrit.]

22. Fevr.
L'Espagne, et les Provinces-Unies.

NOus Don Manuel Franciſco de Lira Introducteur des Ambaſſadeurs en Eſpagne & Envoyé extraordinaire du Roi auprés des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies.

D'autant qu'il a plu à la Reine ma Maîtreſſe d'aprouver & ratifier l'Acte que nous avons ſigné le 17. de Decembre dernier, & que ſon accompliſſement pourroit entraîner une Guerre ouverte avec le Roi Trés-Chrêtien, nous avons pour liaiſon plus étroite & ſureté plus grande deſdits Seigneurs Etats declaré & promis, ainſi que nous déclarons & promettons par les preſentes, qu'en cas d'une rupture formelle & commune avec la France, Sa Majeſté ne fera aprés aucune ſuſpenſion d'Armes avec ledit Roi que conjointement & du conſentement deſdits Seigneurs Etats, mais le cas écheant que l'on vint à entrer en Negotiation ſoit pour traiter de Paix ou de Tréve de quelques Années, que Sa Majeſté ne la commencera point ſans la participation deſdits Seigneurs Etats & ſans leur procurer à même temps & auſſi-tôt qu'elle même la faculté & ſureté requiſe & neceſſaire pour envoyer leurs Miniſtres ſur le lieu où on traitera, comme auſſi ſans donner ſucceſſivement de temps en temps communication, de tout ce qui ſe paſſera en ladite Negotiation, & ne paſſera Sa Majeſté juſques à la concluſion de ladite Paix & Tréve ſans y comprendre leſdits Seigneurs Etats & les faire remettre (s'ils le deſirent ainſi) dans la poſſeſſion des Pays, Terres, & Places, & jouïſſance des Droits & Immunitez qu'ils tenoient, & dont ils jouïſſoient

---

(1) Il y avoit un ſemblable Acte ou Contre-Declaration de la part de Mrs. les Etats qui manque. [Dum.]

ſoient avant la Guerre, & ſans ſtipuler dudit Roi Très-Chrétien pour leſdits Seigneurs Etats les mêmes Droits, Immunitez, Exemptions & autres Prerogatives que pour elle même, ſi ce n'eſt que Sa Majeſté & leſdits Seigneurs Etats en convinſſent autrement, & de ce que deſſus, nous nous chargeons d'obtenir la Ratification de Sa Majeſté en bonne & deûe forme, dans l'eſpace de deux mois. Fait à la Haye le vingt-deuxiéme Fevrier 1672. *Signé*,

(L.S.) D. MAN. FRANCISCO DE LIRA.

LXXVII.

Mars.

L'ANGLETERRE, ET LES PROVINCES-UNIES.

Declaration de Guerre de CHARLES II. *Roi d'Angleterre contre les* PROVINCES-UNIES. *Fait au mois de Mars*, 1672. [Dans la Traduction Françoiſe du Mercure Hollandois, de l'année 1672. pag. 50.]

NOus avons toûjours eu de l'inclination pour le repos commun de toute la Chrétienté, & avons été ſi ſoigneux de n'en envahir aucun Royaume ou Eſtats d'autruy, que nous eſperons que tout le Monde nous fera la Juſtice de croire que ce n'eſt qu'une neceſſité inévitable qui nous contraint à ſuivre la reſolution que nous avons faite de prendre les Armes.

La premiere choſe que nous entreprimes immediatement aprés noſtre rétabliſſement à la Couronne, ce fut d'affermir la Paix, & d'établir une bonne correſpondance entre nous & nos Voiſins. Et nous eumes ſoin particulierement de cimenter une ferme Paix avec les Eſtats Généraux des Provinces-Unies, ſous des conditions ſi raiſonnables, qu'elles n'auroient aſſeurement jamais été violées, ſi quelque obligation euſt eſté capable de les faire contenir dans les bornes de l'Amitié & de la Juſtice.

Nous avons obſervé inviolablement cette Alliance; Mais en l'année 1664. nous fumes éveillés par les plaintes de nos Sujets, & par la voix unanime des deux Chambres de noſtre Parlement, qui jugeoient que c'eſtoit en vain que nous pretendions de procurer la proſperité de nôtre Royaume par des moyens pacifiques, pendant que nos Sujets eſtoient expoſés aux injures & aux oppreſſions de cet Eſtat dans les Païs éloignés.

Tout cet Eté ſe paſſa en Negotiations, & en toutes ſortes de devoirs que nous fiſmes de nôtre côté pour les porter à des conditions raiſonnables; mais tout cela fut en vain, & nonobſtant tous nos ſoins, la fin nous fit voir que c'eſtoit une choſe impoſſible; Car plus nous leur faiſions des propoſitions amiables, plus obſtinés ſe montroient-ils à s'accorder avec nous.

La Guerre s'enſuivit de là en 1665. & dura jusques en 1667, pendant toute laquelle nos Victoires & leurs pertes leur devoient aſſés ramentevoir qu'il leur faloit à l'avenir obſerver & entretenir ponctuellement leurs Alliances. Mais au lieu de cela la Paix ne fut pas plûtôt concluë, que ſelon leur coûtume ordinaire ils ſe porterent à la rupture des Articles du Traité, & à traverſer noſtre Commerce.

Comme par exemple, les Etats étoient obligés, par un Article du Traité fait à Breda, de nous envoyer des Commiſſaires à Londres pour regler noſtre Commerce des Indes; Mais ils étoient ſi éloignés de l'execution de cet Article, que lors que nous leur envoyames noſtre Ambaſſadeur pour les en ſommer, en trois ans de tems nous ne pûmes en avoir aucune ſatisfaction ſur ce point-là, ni obtenir d'eux aucun relâche ou ſurſeance des injuſtices que nos Sujets recevoient d'eux en ce Païs-là.

Aux Indes Occidentales ils ont paſſé plus avant; Car par un Article du même Traité, nous eſtions obligés de leur reſtituer Surinam; & par d'autres Articles de la même Paix ils eſtoient obligés de permettre à nos Sujets de cette Colonie, de ſe transporter avec leurs effets en quelques autres de nos Peuplades: En vertu de ce Traité nous leur livrâmes ce lieu-là, & nonobſtant ils y retindrent tous nos Sujets, & arreſterent Priſonnier nôtre Major Baniſter, parce qu'il demandoit permiſſion de les faire paſſer ailleurs, conformement au Traité.

Noſtre Ambaſſadeur ſe plaignant de cette injuſtice, reçut enfin, aprés deux ans de ſollicitation, un ordre pour l'execution de ces Articles; Mais y ayant envoyé des Commiſſaires & deux Vaiſſeaux pour le transport de nos Sujets, les Hollandois, ſelon ce qu'ils avoient auparavant pratiqué pendant plus de 40. ans en l'affaire de Poulerou, y envoyerent en ſecret un ordre contraire à celui qu'ils nous avoient donné publiquement: de ſorte que le voyage de nos Commiſſaires en ce lieu-là ne ſervit qu'à en transporter quelques uns des plus pauvres de nos Sujets, & à en raporter les prieres ardentes que faiſoient les plus riches & les plus conſiderables pour ſortir de cette ſervitude: Aprés quoi nous en fimes nos plaintes au mois d'Août dernier, par les Lettres que nous en écrivimes aux Etats Généraux, par leſquelles nous demandions qu'on envoyaſt ordre à leurs Gouverneurs en ce Païs-là pour l'obſervation de ces Articles; Mais jusques ici nous n'avons pû en recevoir un ſeul mot de réponſe ni de ſatisfaction.

Mais il ne faut pas s'étonner qu'ils extravaguent ſi fort contre nos Sujets dans des Lieux éloignés, puis qu'ils en agiſſent ſi inconſiderément en leur propre Païs à l'égard de nôtre Perſonne Royale, & de l'honneur de cette Nation qui eſt ſi proche d'eux, n'y ayant preſque point de Ville dans toute l'étendue de leur Juriſdiction, qui ne ſoit remplie de Peintures offençantes, de Medailles ou de Monumens faux, dont il y en a même qui ont été mis au jour, ou expoſés publiquement en montre par ordre de l'Etat, dans le moment que nous conſultions avec eux pour former la Triple-Alliance, & affermir la Paix de la Chrétienté. Cela ſeul étoit digne de nôtre mécontentement, & du reſſentiment de tous nos Sujets: Mais nous y avons été pouſſés & contraints par d'autres conſiderations que celles qui nous regardent nous-mêmes; ſavoir la preſervation de nôtre Commerce, d'où depend le bonheur & la proſperité de nôtre Peuple, le ſoin que nous devons avoir de le garantir de violence & d'oppreſſion dans les Païs éloignés, & la hardieſſe que les Hollandois ont de nous faire affront preſque dans nôtre propre terroir, ce qui nous donne ſujet de leur faire reſſentir les effets de nôtre juſte indignation.

Le Droit du Pavillon eſt ſi ancien, que c'eſt une des premieres Prerogatives des Rois nos Predeceſſeurs, & doit être la derniere, dont ce Royaume ne doit ſe défaire jamais. Cela n'a jamais été mis en queſtion, & il a été expreſſement reconnu dans le Traité de Breda. Neantmoins il n'a pas ſeulement été violé l'Eſté paſſé par les Capitaines des Vaiſſeaux qu'ils avoient en Mer: cette infraction fut encore enſuite approuvée à la Haye, & ils publierent dans la plûpart des Cours de la Chrétienté, que c'étoit une choſe digne de riſée que nous euſſions de telles pretenſions; inſolence inouïe, qu'ils veuillent nous disputer l'Empire de la Mer! eux qui ſous le Regne du feu Roi nôtre Pere étoient obligés de payer les Droits & Coûtumes pour pêcher dans nos Mers; & ce n'eſt pas à eux d'en disputer avec nous, eux, dis-je, qui ſont redevables de l'eſtat où ils ſont maintenant à la protection de nos Anceſtres, & au ſang & à la valeur de nos Sujets.

Nonobſtant toutes ces provocations, nous en avons patiemment attendu ſatisfaction, ne voulant pas troubler la Chrétienté pour nôtre reſſentiment particulier, dans le moment qu'ils faiſoient tout leur poſſible pour animer contre nous le Roi Tres-Chrétien, duquel ils s'aſſeuroient ſi fort, qu'il y a prés d'un an que leurs Miniſtres nous en menaçoient ici.

Enfin n'attendant rien plus d'eux, nous leur envoyâmes un autre Ambaſſadeur, qui aprés leur avoir livré pluſieurs Memoires pleins de menaces de nôtre part, n'en pût avoir aucune réponſe, jusques à ce qu'il leur euſt declaré que nous l'avions rappellé: ils lui preſenterent alors un Ecrit, par lequel ils diſoient qu'en cette conjoncture ils vouloient bien conſentir à ſaluër nos Vaiſſeaux Pavillon bas, pourveu que nous vouluſſions les aſſiſter contre la France, à condition que cela ne pourroit jamais ci-aprés être tiré à conſequence, & n'auroit aucun lieu à leur prejudice.

Depuis le retour de nôtre Ambaſſadeur, ils nous en ont envoyé un Extraordinaire, qui nous a fait connoître d'une maniere extraordinaire, qu'il ne pouvoit nous donner aucune autre ſatisfaction qu'il n'en euſt récrit à ſes Maitres.

De ſorte que deſeſperant d'aucun bon ſuccès, ou de celui d'une plus longue Negotiation, nous ſommes contraints à prendre les Armes pour le maintien des anciennes Prerogatives de nôtre Couronne, & pour l'honneur & la ſeureté de nôtre Royaume, ſur la confiance ſiance que nous avons en Dieu, qu'il nous aſſiſtera dans nos juſtes entrepriſes, veu que nous avons par toutes ſortes de moyens tâché de defendre nos Peuples contre la malice de cette Nation là en temps de Paix, & par la valeur de nos Sujets en tems de Guerre.

C'eſt pourquoi nous avons trouvé bon de declarer, comme nous declarons par ces preſentes, que nous voulons faire la Guerre tant par Mer que par Terre contre les Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas, & contre tous leurs Sujets & Habitans; Enjoignant par ces preſentes à nôtre bien aimé Frere le Duc d'Yorck, nôtre Grand Amiral, à tous nos Gouverneurs de Provinces, Gouverneurs de Forts & Garniſons, & à tous autres Officiers & Soldats de leur obeïſſance tant par Mer que par Terre, de s'oppoſer à toutes les entrepriſes des Etats Généraux des Provinces-Unies, ou de leurs Sujets, de faire & d'executer tous actes d'hoſtilité dans la ſuite de la Guerre contre leſdits Etats, leurs Vaiſſaux & leurs Habitans, voulant que tous nos Sujets en ſoient avertis, & leur deffendant fort expreſſement dés à preſent, ſur peine de la vie, d'avoir aucune correſpondence ou communication avec eux, ou leurs Sujets, à la reſerve de ceux qui y ſeront neceſſités, pour tranſporter eux & leurs effets hors deſdites Provinces-Unies.

Nous declarons & donnons nôtre parole Royale, que tous ceux des Flamands qui ſe comporteront en bons Sujets envers nous, & n'auront aucune correſpondence avec nos Ennemis, ils ſeront aſſeurés tant en leurs Biens qu'en leurs perſonnes, & ne ſeront moleſtés de quelle maniere que ce puiſſe être.

Nous declarons de plus que s'il y a des Sujets des Provinces-Unies, qui par un mouvement d'affection envers nous ou nôtre Gouvernement, ou par oppreſſion qu'on leur y fait, veuillent venir en nôtre Roiaume, ils y recevront toute ſorte de protection, tant en leurs perſonnes qu'en leurs Biens.

Et parce que par un Traité nous ſommes obligés de maintenir la Paix faite à Aix la Chapelle, nous declarons finalement que nonobſtant l'entrepriſe de cette Guerre, nous voulons entretenir la veritable teneur & le vray ſens de ce Traité, & qu'en toutes les Alliances que nous ferons dans la ſuite de cette Guerre, nous avons & aurons toûjours ſoin de garder qu'elle ne ſoit violée, à moins que nous n'y ſoions provoqués.

Publié par le Conſeil Secret de Sa Majeſté.

LXXVIII.

6. Avril.

FRANCE ET LES PROVINCES-UNIES.

Ordonnance de LOUÏS XIV. *Roi de France, par laquelle Sa Majeſté, après avoir reſolu de faire la Guerre aux Etats de* HOLLANDE, *deffend à tous ſes Sujets d'avoir aucun Commerce ni communication avec eux. Au mois d'Avril* 1672. [Dans la Traduction Françoiſe du Mercure Hollandois de 1672. pag 67.]

LA mauvaiſe ſatisfaction que Sa Majeſté a de la conduite que les Etats Generaux des Provinces-Unies ont eu depuis quelque temps en ſon endroit, étant venue ſi avant, que Sa Majeſté, ſans diminution de ſa gloire, ne peut diſſimuler plus long-temps l'indignation qui luy eſt cauſée par une maniere d'agir ſi peu conforme aux grandes obligations dont Sa Majeſté & les Rois ſes Predeceſſeurs les ont comblés ſi liberalement, Sa Majeſté a declaré, comme elle declare preſentement, qu'elle a arrêté & reſolu de faire la Guerre auxdits Etats Generaux des Provinces-Unies, tant par Mer, que par Terre: Ordonne par conſequent Sa Majeſté à tous ſes Sujets, Vaſſaux & Serviteurs de courir ſus aux Hollandois, & leur deffend d'avoir ci-aprés aucun Commerce, communication, ni intelligence avec eux, ſur peine de la vie.

Pour le même effet a auſſi Sadite Majeſté revoqué par la preſente toutes permiſſions, Paſſeports, Sauvegardes ou Saufconduits qu'elle auroit peu accorder par le paſſé, ou qui auroient peu être accordés par ſes Lieutenants Generaux & autres Officiers, contraires au contenu de la preſente, les declarant tous nuls & de nulle valeur, deffendant auſſi à qui que ce ſoit d'y avoir aucun égard.

De plus mande & ordonne Sadite Majeſté à Monſr. le Comte de Vermandois, Grand-Maître, Preſident & Sur-Intendant General de la Navigation & Commerce de ce Royaume, aux Marechaux de France, Gouverneurs & Lieutenans Generaux pour Sa Majeſté dans ſes Provinces & Armées, Marechaux de Camp, Colonels, Meſtres de Camp, Capitaines, les Chefs & Conducteurs de ſes Armées tant à pié qu'à cheval, François & Etrangers, & tous autres les Officiers, qu'il appartiendra, de faire mettre à execution le contenu de la preſente, chacun en ſon égard, ſous ſon Diſtrict & Juriſdiction: Car tel eſt le plaiſir de Sa Majeſté, laquelle veut & entend que la preſente ſoit publiée & affichée en toutes ſes Villes tant Maritimes qu'autres, & en tous les Ports, Havres & autres Lieux de ſon Royaume, où il ſera de beſoin, afin que perſonne n'en pretende cauſe d'ignorance. Fait au Château de Verſailles le 6. Avril 1672.

Ainſi ſigné,

LOUIS.

Et plus bas, LE TELLIER.

Et plus bas,

IL eſt ordonné à Charles Canto, Crieur ordinaire de Sa Majeſté de publier & faire afficher par tous les Lieux de cette Ville, Faux-bourgs, Bailliages & Vicomtés de Paris où beſoin ſera, l'Ordonnance du Roy, du 6. de ce preſent mois & an, afin qu'on n'en pretende cauſe d'ignorance. Fait le 6. Avril 1672.

Signé,

DE LA REYNIE.

Ordonnance enſuite de la précédente.

DE PAR LE ROY.

SA Majeſté étant informée que les Hollandois qui ſe trouvent preſentement en ce Royaume, ont crainte d'être moleſtés en leurs perſonnes, & troublés en la jouiſſance de leurs Biens, en conſequence de l'Ordonnance du 6. de ce mois par laquelle Sa Majeſté a declaré qu'elle vouloit faire la Guerre aux Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas tant par Mer que par Terre, & ordonne à cet effet à tous ſes Sujets, Vaſſaux & Serviteurs de courir ſus aux Sujets deſdits Etats, & leur a deffendu d'avoir aucun Commerce, intelligence ni communication avec eux, ſur peine de la vie: Et Sa Majeſté voulant donner à connoître ſes intentions au regard des Particuliers de cette Nation, qui ſe ſont habitués en ce Royaume ſur la foy des Traités de Paix, & particulierement de celui de 1662. Sadite Majeſté a ordonné, veut & entend que l'Article dudit Traité de l'an 1662. ſoit executé. Au moyen dequoy elle a permis & permet aux Sujets deſdits Etats de demeurer en ſon Royaume pendant le terme de 6. mois, à conter du jour & datte de la preſente Ordonnance, pendant lequel temps ils pourront vendre & tranſporter ſeurement leurs Marchandiſes & autres Biens: Deffendant Sadite Majeſté bien expreſſement à tous ſes Sujets de moleſter leſdits particuliers Hollandois en leurs perſonnes ou en leurs Biens, pour quelque cauſe, occaſion, & ſous quelque pretexte que ce puiſſe être, ſi ce n'eſt par voye de Juſtice, & le tout en toutes manieres comme ils ont pû faire devant la publication de ladite Ordonnance du 6. du preſent mois. Enjoint & ordonne Sadite Majeſté à tous Gouverneurs, ſon Lieutenant General en ſes Provinces, Intendants deſdits Gouverneurs, particuliers de ſes Villes & Places, &c. de tenir la main, un chacun en ſon égard, à l'exacte obſervation de la preſente, &c. Fait à Saint Germain en Laye le 14. jour d'Avril 1672.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas, COLBERT.

DE PAR LE ROY.

SA Majeſté étant informée qu'il y a pluſieurs François en Hollande & les Provinces-Unies du Païs-Bas, & ne voulant pas qu'aprés avoir declaré la Guerre aux

aux Etats Generaux deſdites Provinces, aucuns de ſes Sujets y demeurent ou faſſent reſidence, ni entretiennent aucun Commerce ou Communication avec les Hollandois, Sa Majeſté ordonne & enjoint tres expreſſement à tous ſes Sujets, de quelque qualité ou conditions qu'ils ſoient, qui ſont en Hollande, dans les Terres de la Juriſdiction deſdits Etats Generaux, ſoit qu'ils y ayent pris parti, ou autrement, d'en partir, & de retourner en ce Royaume, 15. jours aprés la publication de la preſente, ſur peine d'être procedé contre les Contrevenants par Confiſcation de Corps & de Biens, ſuivant la rigueur des Ordonnances: Mande & ordonne Sa Majeſté aux Gouverneurs & Lieutenants Generaux de ſes Provinces, &c. de tenir la main, un chacun en ſon égard, à l'execution & obſervation de la preſente, &c. Fait à Saint Germain en Laye le 15. Avril 1672.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas, LE TELLIER.

LXXIX.

9. Avril. *Traité de Paix entre* ALEXIS MICHAELOWITZ *Grand Duc de Moscovie, &* MICHEL KORIBUT WIESNOWISKI, *Roi de Pologne. Fait à Moscou le 9. Avril*, 1672. [AITZEMA, *Theatrum Pacis*. Tom. II pag. 563. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans CHRIST. GASTELIUS, *de Statu publ. Europæ noviſſ.* Cap. VI. pag. 295. en Allemand; dans LONDORPII *Acta Publ.* Tom. IX. pag. 815. & dans le *Theatrum Europ.* Tom. XI. pag. 81.

MOSCOVIE ET POLOGNE.

I. PRomittunt Clementiſſimi Domini noſtri Principales ex parte utrâque, quòd initos Anno M DC LXVII. Andruſzovii, & primùm à ſolennibus utriusque Partis Legatis, dein quoque à noſtris Dominis Principalibus, Juramento confirmatos Tractatus, nec non id omne quod à noſtra Legatione, eo ipſo M DC LXVII. Anno, hic Moscoviæ tranſactum & concluſum fuit, unà cum concordatis inter iteratam Commiſſionem Andruſzovii Anno M DC LXX. & ab utraque Solenni Legatione Juramento corroboratis, in omnibus Punctis & Clauſulis, firmiter & inviolabiliter, ſine fraude & ſiniſtrâ interpretatione nullâ ſervent.

II. Stabiliendæ ſinceræ & perpetuæ Amicitiæ gratiâ ſua Czaarea Majeſtas, tam tres præcedentes, quàm quartum hunc Tractatum, in præſentia noſtra, corporali Juramento confirmare vult, quamprimùm nos Ratificationem ad manus ſuas tradiderimus. Similiterque Regia ſua Majeſtas Poloniæ primùm ambos Andruſzovii initos Tractatus, unà cum concluſis hic Moscoviæ, & denique ultimum hunc Tractatum in præſentiâ Czaareæ Solennis Legationis, poſt exhibitam Ratificationem Jurejurando corroboret. Et adventus utriusque Solennis Legationis per præmiſſos Præcurſores in anteceſſum, more conſueto, denuntietur.

III. Cùm ratione diverſorum Punctorum tam Andruſzovienſium Pactorum, ut & Moscoviæ concluſarum Conventionum, nonnulla Gravamina & prætenſiones ſubſecutæ fuiſſent, videlicet circa Articulum ſecundum Pactorum Andruſzovienſium, quoad Nomina & Honorum Titulos unius alteriusve Principis, & circa Articulum ſeptimum, eò quòd Kyovia reſtituta non eſſet. Item circa primum Punctum Moscoviæ concluſæ Tranſactionis, in eo definitum, conjunctionem Copiarum auxiliarium concernentem. Item, quòd neutri Partium fas ſit, ſive cum Chamo Crimenſi, ſive cum Sultano Turcarum Tractatum quempiam inire &c. Propterea dicta Puncta ob ſuborta, præcedentibus temporibus, exindè Gravamina & Contentiones, non quidem expuncta ex Pactis juratis, ſed tantummodò ad futuram usque Commiſſionem, quæ Menſe Junio Anno M DC LXXIV. vigore primorum Andruſzovienſium Tractatuum inſtituetur, ampliata ſunto. Sic ut tunc Gravamina hæc ab utriusque Partis deputatis Commiſſariis leventur & per Tranſactionem ſuſtollantur.

IV. Quamvis Civitas munita Kyovia, ad inſtantiam Majeſtatis ſuæ Czaareæ deſideria ſub ejuſdem poteſtate & diſpoſitione, usque ad proximam Commiſſionem, in qua terminus Evacuationis firmiter & conſtanter determinetur & definietur, maneat. Id ipſum tamen Pactis Andruſzovienſibus nil quicquam deroget; Quin potiùs Punctus Evacuationis Kyoviæ, juxta tenorem Pactorum Andruſzovienſium, abſque ulla ſequiori interpretatione, & ſine diminutione ullâ pleniſſimum vigorem obtineat. Prætereàque deſuper firmiſſimè cavetur, quòd Czaareæ Suæ Majeſtati, de dictâ Arce munitâ, cum aliquo Principum nullatenus ſive tractare ſive Contractum inire, aut etiam eandem fortè alicui Amicorum, multò minùs Hoſtium Regni Poloniæ & Magni Ducatûs Limaniæ, cedere & reſignare fas ſit; Verum Arx hæc munita ad manus Regiæ ſuæ Majeſtatis & Reipublicæ Poloniæ, tradetur, quemadmodum etiam Litera Tranſactionis ſonat. Idque ſine ulla prætenſa exactione expenſarum & ſumptuum, per integrum tempus in præſidium, & ad defenſionem qualemcunque atque media ad ſuſtentationem neceſſaria factorum, utpote ad quorum refuſionem Regia Sua Majeſtas & Reſpublica Poloniæ adſtricta minimè eſto. Inſuper Majeſtatis ſuæ Czaareæ exercitus, & ſpeciatim Coſaci Severienſes ultra Boryſthenem non excurrent, ſed intra limites, qui in Pactis Andruſzovienſibus circa Kyoviam ipſis aſſignati ſunt, ſe contineant, minimèque audeant, commeatûs aut pabuli avehendi causâ, nec ſub quopiam alio prætextu, Diſtrictui Owruczenſi, aut ullis aliis ad Regiam ſuam Majeſtatem Poloniæ pertinentibus Ditionibus, incurſionibus moleſtos exiſtere. Quod itidem Majeſtas ſua Regia ſuæ poteſtati ſubjectis Coſacis injunget, & ne lineam iſtam tranſeant ſeveris Mandatis eos coërcebit.

V. Quòd ſi Turcarum Sultanus auſis ſuis hoſtilibus inſiſtet, atque Regiam ſuam Majeſtatem & Rempublicam Poloniæ armatâ manu invadet, aut ope Tartarorum quietem ejuſdem interturbet; Eum in caſum Czaarea ſua Majeſtas pro affectione ſuâ Chriſtianâ & Amicitiâ fraternâ ſe declarat, quòd ſuæ Regiæ Majeſtati Calmucenſibus, Nogaicenſibus, & aliis Hordis, Terrâ, Mari verò Donicis Coſacis aſſiſtet atque auxilium feret, Hoſtemque à propoſito ſuo divertet. Promittit quoque Czaarea Sua Majeſtas pro ſeſe in Mandatis mos daturam, ut Coſaci Zaporenſes ad expeditionem in Mare Nigrum ſe parent, & ſibi de Navigiis ad eam requiſitis provideant; Polliceturque ipſis pecunia & Commeatu ad eam perficiendam adfore. Id ipſumque Regia ſua Majeſtas dictis Coſacis injungere vult.

VI. Promittit porrò Czaarea ſua Majeſtas ſe ad Sultanum Turcarum, & Crimenſem Chamum Legatos miſſuram, & mediantibus Literis tali forma & ſtylo, quali exaratæ eæ ſunt, quarum Apographa ex Cancellaria Czaarea nobis impertitæ ſunt, concipientur, de Bello contra Polonos dehortaturam, mentionem injiciendo, quantam Conjunctionem animorum & Amicitiam Czaarea ſua Majeſtas cum Regia ſua Majeſtate contraxerit. Viceque verſa & Regia ſua Majeſtas ſimiliter, ad Turcam & Tartarum Legationes amandare promittit.

VII. Præterea pollicetur, quoque Czaarea ſua Majeſtas quòd Coſacis ſuis in Severia inhibere velit, ut nec Biſurmannis, nec etiam Doroſensko aſſiſtent. multò minùs cum Coſacorum immorigerorum Copiis in vicinitate Bialocerquæ, contra Regiam ſuam Majeſtatem & Rempublicam Poloniæ Fœdere ſemet jungant. Contra Regia ſua Majeſtas quoque ad Coſacos ſuos Ukranienſes ſimilia generalia Mandata inhibitoria expediri curet.

VIII Czaarea ſua Majeſtas libero arbitrio relinquit & indulget ſubjectæ Regno Poloniæ & Magno Ducatui Lituaniæ Nobilitati, quæ in Ditionibus Smolenſci & Starobubi exiſtit, vel alibi in ejuſdem Regionibus habitat, ut unusquisque ejus generis, pro lubitu, cum Uxore & Liberis, tranſire iterum in partes Regiæ ſuæ Majeſtatis & Reipublicæ, liberè & ſine præpedimento, & mobilia ſua ſecum asportare queat.

IX. Iis verò qui ſub poteſtate Czaareâ manere voluerint, & Romanæ Religioni addicti ſunt, permittit Czaarea ſua Majeſtas, Cultûs eorum Divini peragendi gratiâ, fines Ditionum tranſgredi, & Eccleſias proximè adjacentes adire. Nec ulli Romanæ Religioni addicto, Confeſſio fidei ſuæ, apud Czaaream ſuam Majeſtatem detrimento, aut Gratiam Ipſius promerendi impedimento ſit. Ex adverſo verò omnibus & ſingulis quoque Ruſſorum Religionem colentibus, cujuſcunque ſtatûs aut conditionis etiam ii erunt, qui cum locis per Pacta Andruſzovientia ceſſis, iterum ad Regiam ſuam Majeſtatem pervenerunt, Exercitium Græcæ Religionis liberum concedetur, nemo in peractione cultus divini ſuorumque Sacrorum impedimentum aliquod iis adferet.

X. Omnibus & ſingulis Civicis Perſonis & Mercatoribus, Regno Poloniæ & Magno Ducatu Lituaniæ ortis, & nunc ſub Czaarea ſua Majeſtate habitantibus, qui tempore primæ permutationis in libertatem aſſeri nequiverunt, ubicunque locorum ii vivent, Paganis ſolummodò exceptis, poſt ſolutionem eorum quæ Creditoribus ſuis debuerint, liberi dimittentur, quò, pro lubitu, in partes Regiæ ſuæ Majeſtatis iterum tranſire queant. Si verò alicui placuerit ſub Czaareæ Majeſtatis Imperio permanere, id eidem prohibitum non eſto. Homines Civicos verò qui prædia & bona Bojarorum ſive Conſiliariorum Statûs inhabitant, quod concernit, de iis ſufficienter tractetur in futura ad Annum M DC LXXIV. ampliata Commiſſione ibique Punctus hic ad ſatisfactionem Partis utriusque componetur.

XI. Præterea Czaarea ſua Majeſtas ſpondet, ſe Regiæ ſuæ Majeſtati, unà cum ultima Legatione remiſſuram, omne id, quod de ligno ſanctæ Crucis conquirere valebit, & ſe obſtringat, quòd nil ampliùs de eo reperiri poterit.

XII. Imperabit ſua Czaarea Majeſtas, ut Reliquiæ S. Caſimiri, nec non aurea, argentea & alia ornamenta Eccleſiæ Cathedralis Smolenskonenſis, ut & Campanæ ejus, & quicquid alio modo indagari poterit, reſtituentur.

XIII. Porrò Majeſtas ſua Czaarea edictum promulgabit, vi cujus omnes & ſinguli ablati libri, Documenta, Scripturæ, Acta Judicialia, Imagines, argentea ſuppellex Eccleſiaſtica, ornatus & apparatus, ut & Campanæ & ſimiles res in Czaareæ ſuæ Majeſtatis Ditionibus conquirentur, & quicquid harum reperietur, intra terminum ſex menſium, aut quàm longiſſimè intra Anni unius ſpatium, ad fines Regni asportetur, Regiæque ſuæ Majeſtati tradetur.

XIV. Quamprimum etiam aliqui ad Palatinatum Kyovienſem pertinentes libri reperiri poterunt, ſua Czaarea Majeſtas eos ſtatim Regiæ ſuæ Majeſtati tranſmittere vult.

XV. Hiſce profitetur Czaarea ſua Majeſtas, quod nullæ Scripturæ aut Documenta publica, Legationum quarumpiam Palatinatuum & Diſtrictuum Magni-Ducatus Lituaniæ Indices, ex quibus conjectura capi queat, quempiam Czaareæ ſuæ Majeſtatis poteſtati & vi ſe ſubjeciſſe, in Archivo extent. Et ſi procedenti tempore ſimile quid in apricum proferetur, id tamen per antecedentes Tractatus jam abolitum erit, & hiſce denuò vigore præſentis Articuli reſcinditur.

XVI. Quandoquidem Severienſes Coſaci limites Regni tranſgreſſi ſunt, partemque Palatinatûs Mieciſlavienſis, ut & quædam in Diſtrictibus Rzeczicienſi & Miedzyrcenzi occuparunt: ſua Czaarea Majeſtas iiſdem ſeriò injungere vult, ut retrocedant, & fines Regni ab omnibus invaſionibus immunes & puros ſervent Quod ſi verò per invaſiones haſce Incolis fortè damna quædam data fuerint, Regia tamen ſua Majeſtas & Reſpublica refuſionem eorum quampiam nullatenus exiget.

XVII. Ne autem irrepentes ſæpius Errores circa Titulos utriusque Partis, inter Incolas limitaneos anſam Diſſidiorum & malevolentiæ aliquam præbere valeant, inpoſterum Accolæ limitum Partis utriusque privati, non tenebuntur integrum Titulum Regis & Czaaris Literis ſuis præponere, ſed ſufficient hæc: SUÆ REGIÆ MAJESTATI &c. SUÆ CZAAREÆ MAJESTATI &c. Palatini verò, Satrapæ & Officiales utriusque Partium, in ſcribendo & Titulis, erga Partium Principes, Pactis Andruſzovienſibus ſe conformes exhibebunt.

XVIII. Quò XIII. Articulo Pactorum Andruſzovienſium, juxta §. VII. hujus, Moſcoviæ concluſi Tractatûs, ſatisfactio præſtetur, cùm delegati Judices limitum, hactenus nullam de Finibus litem determinaverint, nullusque locorum litigioſorum, etiamſi jam fidem Jurisjurandi ad hoc dederint, certò definitus fuerit: ex quo contentiones de finibus quotidiè augentur: Idcircò uterque Principum, evitandarum ulteriorum incommoditatum, diſſidiorum & turbationum, inter Vicinos in Confinibus degentes gratiâ, & ut eò faciliùs ea ſopiantur, quiſque ſuo nomine duos eligere vult Judices, qui ſtato termino anni, ſemel aut bis Aſſeſſores ſuos & Collegas, ipſis adjunctos, eo ipſo in Palatinatu ſive Provinciâ in quâ jus dicent, convocent, & quâque vice actiones de Injuriis limitaneis, & commiſſis exceſſibus, ut & de latrociniis & homicidiis, motas, audient, læſæ Parti Juſtitiam adminiſtrent, delinquentes coërceant, & ſic fines quietos & pacatos ſervent. Quò verò hi Judices finium regundorum ab utrâque parte ſufficienti ſecuritate gaudeant, unaquæque Pars, plures quàm XX. Perſonas ſecum non adducet, & fruetur utraque Pars eâ ipſâ ſecuritate, quæ Legatis Solennis Legationis, quoad Commiſſiones injunctas, impertietur.

XIX. Quòque omnes occaſiones odiorum & inimicitiarum in finibus præcaveantur; Czaarea ſua Majeſtas ſpeculam propè Racienſum, ad Fluvium Horedna, quæ vigore primorum Pactorum, in ſtatu ſuo permanſit, cùm ea anſam multijugarum contentionum præbuiſſet, tollet, inhibeatque, ne aliæ ſimili in loco inpoſterum exſtruantur.

XX. Omnia alia Puncta, præterquam ea quæ ad Commiſſionem remiſſa ſunt, quæ neceſſe non habent, ut Commiſſionem exſpectent; ſed ſtatim executioni mandentur, adimplere ſine ulla dilatione aut ſtudio conquiſitis ſiniſtris interpretationibus, uterque Principum ſtipulatur.

XXI. Præſens hæc Conventio, prout ea Nos inter ſuæ Regiæ Majeſtatis & Reipublicæ Poloniæ Solennes Legatos, & Czaareæ ſuæ Majeſtatis Bojaros & Conſiliarios Statûs mutuò pacta, concluſa & in Scripturam redacta fuit, à Sereniſſimo Principe ac Domino, Domino Michaele, DEI gratiâ Rege Poloniæ, &c. &c. Domino noſtro Clementiſſimo, & ſuæ Majeſtatis Succeſſoribus Regni, nec non omnibus Reipublicæ Ordinibus, tam Eccleſiaſticis quàm Secularibus utriusque Nationis, Regni Poloniæ & Magni-Ducatus Lituaniæ, ex una; & à Sereniſſimo Principe ac Domino, Domino Alexio Michaelowicz &c. &c. & ſuæ Czaareæ Majeſtatis Succeſſoribus, ex altera parte, in omnibus Punctis conſtanter & inviolabiliter ſervetur. Huncce concluſum Tractatum Regiæ ſuæ Majeſtatis & Reipublicæ Poloniæ Nos Legati Solennes noſtris manibus ſubſignavimus, & Sigillis noſtris corroboravimus, & poſtquam hinc indè eundem jurejurando firmavimus, atque unius ejuſdemque tenoris deſuper confecta & ſubſcripta Inſtrumenta cum Czaareæ ſuæ Majeſtatis Bojaris & Conſiliariis Statûs ad invicem permutavimus. Actum in Czaareæ ſuæ Majeſtatis Sede Moſcoviæ IX. Aprilis Anno à nato Chriſto M DC LXXII.

(*L.S.*) JOANNES GNINSKI.
(*L.S.*) CYPRIAN PAUL BRISTOWSKY.
(*L.S.*) ALEXANDER KOTOWIKS.

LXXX.

Renouvellement, Prorogation & Explication, de l'Alliance entre LOUÏS XIV. *Roi de France,* & CHARLES XI. *Roi de Suede. A Stockolm le* 14. *Avril* 1672. [FREDER. LEONARD. Tom. V. Ce Traité ſe trouve en Latin dans la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

14. Avril.

FRANCE ET SUEDE.

NOUS Claude Tott, Comte de Carleby, libre Baron de Surdby, Seigneur d'Ekelſund & de Laeiſſeho, Senateur & Grand Eſcuier de la Sacrée Majeſté Roiale & du Roiaume de Suede, Gouverneur Général de Livonie; Sten Bielke, libre Baron de Corp, Seigneur de Haddeiholm, de Geſoohca & de Tonga, Senateur de la Sacrée Majeſté Roiale & du Roiaume de Suede, & Conſeiller de la Chancelerie; Nicolas Brahé, Comte de Wiſinburg, libre Baron de Cajane, Seigneur de Ridboholm & de Saivejen, Senateur de la Sacrée Majeſté Roiale & Roiaume de Suede, Admiral & Conſeiller de l'Amirauté; & Jean Guldenſtern, libre Baron de Lundholm, Seigneur de Streche & de Bierkſunt, Senateur de la Sacrée Majeſté Roiale & du Roiaume de Suede, & Conſeiller de la Chancellerie, Commiſſaires Deputez, munis d'un plein-Pouvoir de nôtre tres-puiſſant Prince & tres-clement Seigneur CHARLES, par la grace de Dieu Roi de Suede, des Gots & des Wandales: Voulons qu'il ſoit notoire à

tous

tous à qui il appartient, que conformément à l'Article 21. de l'Alliance faite à Fontainebleau entre le Roi de France & le Roi de Suede, le 22. Septembre de l'année 1661. par lequel il eſt dit que ſi on le trouve à propos, ladite Alliance pourra être prorogée du commun conſentement des deux Rois, & qu'à ce deſſein le Tres-Puiſſant, & Tres Chrêtien Prince & Seigneur LOUÏS XIV. Roi de France & de Navarre, auroit envoié à Stockolm au commencement du mois d'Août de l'année derniere 1671. l'Illuſtriſſime & Excellentiſſime Seigneur le Sieur Simon Arnaud de Pompone, Conſeiller d'Etat ordinaire & Ambaſſadeur extraordinaire, & ledit Sieur étant choiſi pour Secretaire d'Etat; le Sieur Marquis de Vaubrun, Maréchal des Camps & Armées de S. M. Gouverneur de Philippeville, lequel étant auſſi appellé en Lorraine, Sa Majeſté Tres-Chrêtienne auroit envoié l'Illuſtriſſime & Excellentiſſime Seigneur le Sieur Honoré Courtin, Conſeiller d'Etat ordinaire, & Ambaſſadeur extraordinaire, muni d'un Plein-Pouvoir. Les Sereniſſimes & Puiſſans Rois de France & de Suede, faiſant reflexion de quelle utilité & de quel avantage avoient été pour leurs Etats les anciens Traitez qui avoient été faits & obſervez inviolablement & religieuſement, tant entre Leurs Majeſtez qu'entre les Rois d'heureuſe memoire leurs Predeceſſeurs: Et ſe reſſouvenant auſſi qu'ils ont principalement beaucoup ſervi pour la ſeureté & ſtabilité de la Paix qui avoit été renduë à l'Empire par la jonction de leurs Conſeils & leurs Forces, ils n'ont jamais rien eu plus à cœur que de renouveller non ſeulement cette Alliance, mais de lui donner encore plus de force, en s'y engageant d'une maniere plus étroite. Pour ce ſujet, Nous Commiſſaires Députez, & ledit Ambaſſadeur extraordinaire, aprés nous être communiquez mutuellement nos Pleins-Pouvoirs, & nous être aſſemblez pluſieurs fois, avons arreſté & ſommes convenus d'obſerver de part & d'autre, pour marque d'Amitié & d'Alliance, les Articles ſuivans.

I. Les Sereniſſimes Rois de France & de Suede & leurs Roiaumes, aiant été unis depuis long tems par une ſincere & veritable amitié, & par une fidelle correſpondance avantageuſe à leurs deux Roiaumes, & aiant depuis été affermis dans cette union par des Alliances tres-étroites, ils ont encore aujourd'hui les mêmes raiſons de demeurer unis, & de s'y engager plus étroitement, & même il eſt à propos de renouveller & de rétablir entre ces deux Rois & leurs Roiaumes leur ancienne amitié, comme en effet en vertu du preſent Traité elle eſt renouvellée, confirmée & rétablie: De maniere qu'entre les deux Rois, leurs Roiaumes, leurs Sujets, & les Habitans des Terres de leur obeïſſance, il y aura toûjours amitié & fidelle correſpondance, qui fera que l'un aura ſoin des biens & de la ſeureté de l'autre, & des avantages & profits communs comme du ſien propre; & que non ſeulement il avertira ſon Allié du danger qui pourra le menacer, mais encore qu'il s'oppoſera de tout ſon pouvoir au tort qui pourroit lui être fait.

II. Il y aura outre cela à commencer dés ce jour entre le Tres Puiſſant Roi & Roiaume de France d'une part, & le Tres-Puiſſant Roi & Roiaume de Suede, de l'autre, une Alliance deffenſive tant pour la conſervation mutuelle des deux Rois & de leurs Roiaumes, des Provinces & Terres de leur obeïſſance, & de tous leurs Droits, que pour la ſeureté de la Mer Baltique de l'Ocean, à l'avantage du Commerce, & à la liberté de la Navigation.

III. La principale fin de cette Alliance doit être que toutes les choſes qui ont été reglées, ſoit pour la Politique, ſoit pour ce qui concerne les affaires Eccleſiaſtiques, par la Paix de Munſter & d'Oſnabruch, demeurent dans le même état conformément aux Articles de la Paix, enſorte que les deux Rois, & tous les Etats de l'Empire qui ſont compris dans ladite Paix, en joüiſſent entierement: Et afin que les autres qui y ſont intereſſez l'obſervent d'autant mieux, les deux Rois feront inſtance conjointement & ſeparément auprés de l'Empereur & des Etats de l'Empire, non ſeulement afin que tout ce qui a été arreſté par les Articles de ladite Paix, ſoit executé dans toute ſon étenduë, mais encore afin que la Paix & la tranquillité publique, qui a été achetée par l'effuſion de tant de ſang, par de tres-grands travaux & grandes dépenſes, ſoit maintenue inviolablement.

IV. Et afin que les Traitez de Weſtphalie, & ceux qui ont été faits depuis ſur le même ſujet, ne ſoient pas ſeulement obſervez, mais qu'ils le ſoient encore ſelon toute leur force & dans toute leur étenduë, il a été arreſté en premier lieu, entre les Sereniſſimes & Tres-Puiſſans Rois de France & de Suede, que non ſeulement ils ne donneront aucuns ſecours aux Ennemis de l'Empire, & aux Perturbateurs de la Paix de l'Empire, mais encore que ſi l'Empereur, les Electeurs, ou quelque Eſtat attaquoit les armes à la main un des deux Rois dans l'Empire, contre la diſpoſition de la Paix de Weſtphalie, ou bien qu'il donnât ſoit dedans ſoit dehors l'Empire, un ſecours de Troupes, d'Armes, ou de quelque autre maniere, ſous quelque pretexte que ce ſoit, aux Ennemis de l'un des deux Rois, en ce cas les deux Rois ſe ſecoureront mutuellement & ils uniront leurs Armes pour attaquer l'infracteur de la Paix, s'il ne veut pas écouter l'avertiſſement à l'amiable qui lui ſera fait auparavant.

V. Les deux Rois Confederez ſolliciteront pour le bien commun pluſieurs autres Eſtats de l'Empire, tant Catholiques que Proteſtans, à entrer dans cette Alliance, & on agira & conclura avec eux à peu prés de la même maniere que l'on fit à l'Alliance du Rhin, qui fut faite entre les Couronnes de France & de Suede, & pluſieurs Electeurs & Princes de l'Empire.

VI. Et comme ſelon ce qui vient d'eſtre dit dans l'Article precedent, les deux Rois Alliez doivent procurer que pour le bien public les Etats d'Allemagne qui ſont Amateurs de la Paix, ſoient invitez d'entrer dans cette Alliance, auſſi n'empêchent ils point que l'Empereur, les Electeurs, les Princes & les Etats de l'Empire, à qui auſſi la Paix peut être agreable, n'entrent encore dans cette Alliance, pourvû qu'ils ſe declarent dans le temps, & que cela ſe faſſe à des conditions raiſonnables, & du commun conſentement des deux Rois Alliez.

VII. Comme il a été propoſé dans le temps paſſé, ſoit par la voye des Conſeils, ſoit par celle des Armes aux deux Rois Confederez & à leurs Alliez, qu'on reſtablît conformement aux Loix Fondamentales de l'Empire, les Electeurs, Princes & Eſtats dudit Empire, dans le Droit de ſuffrage dans les déliberations ſur toutes les affaires de l'Empire; & qu'à cet effet pluſieurs Reglemens deſd. Traitez de Paix, & principalement l'Article 8. des Droits des Etats ait été inſeré dans cette Paix; En conſequence les deux Rois Alliez ont arreſté preſentement, & ſont convenus que les affaires de l'Empire qui ont été decidées, ſoit dans la Paix de Weſtphalie & par ledit Article 8. ou qui l'ont été depuis dans les Aſſemblées de l'Empire d'un commun conſentement des Etats ſelon la diſpoſition du Traité de Paix, demeureront dans toute leur force & pour ce qui regarde celles qui ſont demeurées indeciſes, & qui ont été remiſes par la Paix de Weſtphalie à la premiere Diete de l'Empire, les deux Rois Confederez jugent à propos de s'unir pour avertir l'Empereur, ou tous les Princes & Eſtats de l'Empire par Lettres, & de faire en ſorte par leurs Miniſtres dans les Aſſemblées de l'Empire, que leſdites affaires indeciſes & qui ont été renvoiées aux Dietes, y ſoient decidées d'un commun conſentement.

VIII. Si quelques-uns de ceux qui ſont expreſſement nommez dans la Paix de Weſtphalie ſont encore troublez, & principalement ſi contre les Articles d'Amniſtie & des Griefs, ils ſont privez de l'execution de ladite Paix, en ſorte qu'ils n'aient pas été rétablis, ou que l'aiant été, ils ne l'aient pas été entierement, ou même qu'aprés leur rétabliſſement, ils aient été deſtituez une ſeconde fois en quelque maniere que ce ſoit, ceux qui ſeront ainſi troublez de quelque eſtat & condition qu'ils ſoient, recevront les compoſitions à l'amiable des Rois Alliez, & les moiens équitables qui ſeront ſuggerez par les Membres de la Paix.

IX. Que s'il arrive qu'un ou deux Eſtats de l'Empire, & que ceux-là en particulier, ou pluſieurs d'entr'eux enſemble, ſoient troublez en quelque maniere contre la diſpoſition de la Paix de Weſtphalie, & des Conſtitutions de l'Empire, dans la paiſible poſſeſſion de leurs Terres & de leurs Droits, ou même qu'ils ſoient attaquez à force ouverte & les Armes à la main, & qu'en conſequence ils implorent le ſecours des Rois Alliez comme Garands de la Paix, ces Etats ſoit qu'il y en ait un ou pluſieurs doivent attendre des Rois Alliez conjointement les remedes qui ſont marquez dans le Traité de Paix & dans les Articles ſuivans.

X. Il a été auſſi reſolu pour plus grande ſeureté des

Terres & des Provinces qui ont été acquiſes par le Traité de Paix, à l'un & à l'autre des Rois Alliez & à leurs Roiaumes pour les ſatisfaire, que s'il arrive qu'elles ſoient menacées de quelque danger, ou ſi quelqu'un oſe les attaquer par les Armes, les deux Rois s'obligent par cette Alliance à la juſte & mutuelle deffenſe de leurs Terres, ſe promettans d'unir leurs Conſeils & leurs Armes qui ſeroit neceſſaires pour repouſſer par la force des Armes une telle invaſion: & ne deſiſteront pas qu'on n'aie donné une entiere ſatisfaction pour l'injure reçûë, & pour les pertes qui pourroient avoir été faites, avec une Garantie certaine de ne plus rien troubler. Celui qui ſera attaqué & qui demandera du ſecours, aura le choix d'être aſſiſté & de recevoir ce ſecours, ou en Troupes ou en Argent.

XI. Si quelqu'un des Etats de l'Empire, eſt troublé & offenſé contre les Articles de la Paix par les autres Etats, les Rois Alliez leur ſeront premierement une remonſtrance amiable, & enſuite ſi elle eſt inutile, on donnera une communication des avis aux Etats de l'Empire, ſelon la maniere preſcripte dans ledit Traité de Paix, qui n'aura d'autre but que de pourvoir à l'entiere ſatisfaction & ſeureté da la Partie offenſée, & d'empêcher qu'il ne ſoit fait aucun tort, ou prejudice à aucun Membre de la Paix dans ſes Droits, Dignitez, & Privileges.

XII. Comme cela doit eſtre entendu, ſi quelque Membre de la Paix publique étoit offenſé, non pas à la verité par les Armes, mais en toute autre maniere que ce ſoit. De même ſi quelqu'un, ou parce que les Rois Alliez tâchent par toute ſorte de moien de conſerver la tranquillité publique dans ſon entier, ou à cauſe de la premiere Guerre, & ainſi par un eſprit de vengeance attaquoit les Armes à la main quelqu'un des Rois Alliez, ou de ceux dont ils deffendent la cauſe; & que le bon Droit ou l'entremiſe de l'un ou de l'autre Allié fut inutile dans cette occaſion, & qu'il ne pût pas être aidé par aucun autre moien ou ſecours, pour lors les Rois Alliez aprés un avertiſſement amiable, s'oppoſeront conjointement & enſemble à cet infracteur de la Paix de Weſtphalie, conformement aux anciens Traitez qui ont été pluſieurs fois reiterez, & ſelon la maniere qui a été en uſage pendant la premiere Guerre, & uniront leurs forces pour le pourſuivre d'un commun avis juſques à ce qu'il ait ſatisfait aux deux Rois Alliez, ou à quelque autre Membre de la Paix qui auroit été offenſé, & qu'on ait fait avec eux une Paix ſeure & honeſte.

XIII. Et afin que le Sereniſſime Roi de Suede connoiſſe combien la ſeureté & l'avantage de la Suede eſt à cœur au Sereniſſime Roi Tres-Chreſtien. Sa Majeſté Tres-Chreſtienne veut en vertu de ce Traité renouveller & confirmer de nouveau par ſa parole Roiale au Sereniſſime Roi de Suede, toutes les Garanties ſur la Paix d'Oliva & de Coppenhague qui lui ont été promiſes par des Traitez particuliers, & principalement pour ce qui regarde le Roi & le Roiaume de Danemarc, on eſt convenu d'un commun avis, que comme le Roi de Suede s'eſt engagé d'être ami & fidelle voiſin du Roi de Danemarc, conformement à la teneur des Traitez faits au Camp de Coppenhague le 27. jour de Mai 1660. & qu'il ne veut rien tenter contre le Roi & les Roiaumes de Danemarc & de Norwege, ni contre les Terres que le Roi de Danemarc poſſede dans l'Empire, auſſi mutuellement le Roi Tres-Chreſtien empêchera que le Roi de Danemarc n'entreprenne rien contre le Roi & le Roiaume de Suede, ni contre ſes Droits, Terres, Provinces & Lieux qui lui ſont ſoûmis en quelque endroit qu'ils ſoient, ſoit dans l'Empire, ou par tout ailleurs.

XIV. Le Duc de Sleswich & de Holſtein Gottorp jouira de la même Garantie, & l'un & l'autre des Rois Alliez promettent d'emploier tous leurs ſoins, afin que ledit Duc jouiſſe entierement, & ſans alteration de tout ce qui a eſté arreſté expreſſement dans ladite Tranſaction de Danemarc & de Suede, & qui a été inſeré dans la Convention, entre le Roi de Danemarc & ledit Duc, pour la ſeureté de ſon Eſtat & de ſes Droits.

XV. Et comme l'un & l'autre des Rois Alliez regardent les Ducs de Mecklebourg, Sverin & Guſtrou, qui leur ſont unis depuis longtemps par des liens particuliers d'Amitié & d'Alliance comme Membres de la Paix de Weſtphalie, & qu'ils aient par conſequent à cœur leur conſervation, ils feront pour cet effet en vertu de la preſente Convention tous leurs efforts, afin que leſdits Ducs ne ſoient pas troublez dans la poſſeſſion des Terres, Droits, Biens & Avantages qu'ils ont obtenu par le Traité de Paix de Weſtphalie, mais qu'ils ſoient conſervez tranquillement dans leur Etat preſent.

XVI. De même maniere les Rois Alliez travailleront conjointement, & auront ſoin que le Marquis de Bade-Dourlac Membre de la Paix de Weſtphalie, ſoit conſervé, autant que faire ſe pourra, dans la paiſible poſſeſſion des Terres & Droits, & de tous les avantages qu'il a obtenus par ladite Paix de Weſtphalie.

XVII. Quoique les deux Rois Alliez eſperent que la ſeureté publique a été ſi bien établie, qu'on a ſi bien pourvû à tous les évenemens, & qu'elle a été ſi bien confirmée dans l'Empire Romain par la Paix de Weſtphalie qu'il n'y a rien à craindre; Cependant comme les choſes paroiſſent être hors de l'Empire dans un état qui menace aſſez certainement de la Guerre, de laquelle ſans doute il peut naiſtre de grands deſordres, les deux Rois Alliez à cauſe de l'inclination qu'ils ont pour les avantages de l'Allemagne, ne peuvent s'empêcher de témoigner qu'ils jugent à propos d'y pourvoir par toute ſorte de moiens poſſibles, & d'empêcher que ce feu qui eſt ſi voiſin de l'Allemagne ne ſoit porté juſques dans le ſein de l'Empire.

XVIII. Comme auſſi les deux Rois aiant toûjours uniquement eu en veuë depuis la Paix de Weſtphalie, d'empêcher que l'Empire ne fut engagé dans aucune Guerre, & qu'elle ne put facilement s'étendre bien loin au dehors, ſi quelqu'un ſe meſloit dans des affaires étrangeres qui ne regardent point l'Empire, on a jugé à propos de part & d'autre que l'un & l'autre des Rois Alliez témoignent à l'Empereur & aux Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, l'inclination ſinguliere qu'ils ont pour la tranquillité de l'Allemagne, & leur faſſent voir que ceux qui demeureront en Paix, ſeront dans une entiere ſeureté à cauſe deſdites Proviſions, Garanties & Alliances deffenſives des Etats de l'Empire, qu'ils ôtent par leurs Ambaſſadeurs toute ſorte de ſoupçon, & qu'ils donnent en ami des avis ſalutaires, & qu'ils leur faſſent voir le danger où ils ſeront, ſi quelqu'un d'eux s'engageoit dans la Guerre qui n'eſt pas à la verité dans l'Empire, mais qui n'en eſt pas éloignée.

XIX. Aprés cette precaution jointe aux avis & bons offices qui peuvent ſervir de remede à la Guerre, & autant que la prevoiance humaine peut s'étendre, confirmée par la Paix & la tranquillité d'Allemagne, les deux Rois ne peuvent croire que perſonne ait beſoin d'une plus grande ſeureté, ni qu'il en puiſſe ſouhaiter une meilleure. Que ſi pourtant l'on ne fait nulle attention à ces avis qu'on donne ſincerement & en ami pour le repos public, & qu'on ne veuille pas pourvoir à la preſente tranquillité par la voie de la Paix. En ce cas l'un & l'autre des Rois Alliez s'engagent mutuellement, & s'obligent auſſi à l'avenir d'être unis pour la deffenſe du Traité de Paix & la ſeureté commune, tant des deux Rois que de tous les autres qui ſervent à la conſervation de la tranquillité publique, que s'il arrive (ce qu'à Dieu ne plaiſe) que quelque Membre de la Paix de Weſtphalie ſans avoir égard auſdits remedes de la Guerre, entre en rupture en prenant les Armes, d'abord les deux Rois conſulteront entr'eux pour trouver un remede proportionné à la grandeur du peril, afin qu'une telle Guerre, ſi on voioit qu'elle dût troubler l'Allemagne, ſoit éloignée & repouſſée.

XX. Et afin que Sa Majeſté Suedoiſe ſoit cependant en état de pourvoir au repos commun, & de s'oppoſer au peril qui pourroit le menacer, il aura ſur pied pour la conſervation de la tranquillité publique une Armée compoſée, tant d'Infanterie que de Cavalerie qui ſera conſiderable, à proportion de la neceſſité du temps & du danger, avec tout l'appareil neceſſaire de Canons & d'autres choſes qui regardent la Guerre.

XXI. Pour ſoûtenir ces dépenſes & pour entretenir leſd. Troupes S. M. T. C. s'oblige en vertu de cette Alliance, de donner tous les ans un certain ſubſide qui ſera proportionné à la grandeur de l'Armée que S. M. Suedoiſe entretiendra, lequel ſera paié en Monnoie de Richedales: & il ſera compté tous les ans à Hambourg dans la Banque, ſans aucune conteſtation ni perte de Sa Majeſté Suedoiſe.

XXII. Le Roi T. C. n'aiant rien plus à cœur que d'obſerver religieuſement & de bonne foi le Traité de Paix conclu à Aix la Chapelle, le 2. Mai de l'année 1668. entre les Couronnes de France & d'Eſpagne, le

Roi de Suéde aiant auſſi aſſez témoigné par le penchant qu'il a pour la tranquillité publique, & pour l'avantage de S. M. T. C. & de S. M. C. le ſoin qu'il a de procurer la continuation & confirmation de la bonne amitié & correſpondance renouvellée par ledit Traité, en offrant au Roi T. C. & en accordant au Roi Catholique ſa Garantie, ledit Roi T. C. loüant, non ſeulement l'affection ſinguliere qu'a Sa Majeſté Suedoiſe pour la tranquillité de l'Europe; mais reconnoiſſant auſſi en cela une grande marque de ſon amitié, declare & confirme par cet Article le ſincere & veritable deſir qu'il a de ne s'éloigner jamais autant qu'il ſera en lui, de l'obſervation dudit Traité d'Aix la Chapelle, qu'au contraire il aura ſoin qu'il ſoit obſervé tres-exactement dans toutes ſes clauſes.

XXIII. Les Sujets du Roi de Suede & les Habitans des Provinces qui lui ſont ſoûmiſes, jouïront de la liberté de la Navigation & du Commerce dans tous les Royaumes & Terres qui ſont en Paix, Amitié ou Neutralité avec Sadite Majeſté Suedoiſe, & ils ne ſeront pas inquietez par les Vaiſſeaux du Roi T. C. à l'occaſion de la Guerre qui pourroit être avec d'autres Rois, Roiaumes & Etats en telle ſorte pourtant qu'ils ne donnent point de Marchandiſes deffenduës & de Contrebande à ſon Ennemi.

XXIV. Il faut regarder comme Marchandiſes de Contrebande toute ſorte d'Armes, tant Offenſives que Deffenſives, & principalement les Armes à feu & toutes les autres qui ſervent pour le même ſujet, il faut comprendre dans ce nombre les Canons grands & petits de toute ſorte de façons, qu'on appelle ordinairement Canons & Mouſquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Fleches, Careaſſes, Bales à Mouſquets ſoit de Fer ou de Plomb, Nitre ou Salpeſtre, Poudre à Canon & toute ſorte d'Epées, Sabres, Picques, Hallebardes, Haches, Fleaux, & toute autre Arme propre à attaquer: Comme auſſi Morions, Caſques, Cotte de Maille, Cuiraſſes & Boucliers de Cuivre ou de Fer, & autres Armes propres pour ſervir de deffenſes; outre cela tout ce qui ſert pour l'Equipage d'une Armée, comme Chevaux, Selles de Chevaux, Fourreaux de Piſtolets: & enfin tout ce qui peut être utile ou neceſſaire pour harnacher les Chevaux.

XXV. Il ne faut pas entendre ſous le nom de Marchandiſes deffenduës & de Contrebande, les Marchandiſes qui n'ont pas encore été travaillées, & qui n'ont pas été miſes en œuvre pour l'uſage de la Guerre, comme l'Acier, le Fer, le Cuivre, la poix liquide & dure, le Bled, le Sel, le *Vin*, l'Huile & les autres de ce Genre, ou toute autre qui ſert à l'entretien de la vie; le tranſport en eſt permis chez les Ennemis même, excepté dans les Villes & les Lieux aſſiegez & bloquez.

XXVI. Les Marchandiſes de Contrebande pourront auſſi être tranſportées à d'autres Nations: & il ne ſera pas permis, ni en allant, ni en revenant d'empêcher, de troubler, ni d'inquieter les Vaiſſeaux Suedois, pourveu qu'ils montrent les Lettres de Saufconduit, ſelon la Formule ci-jointe; laquelle eſt conçûe en ces termes.

La Sereniſſime & R. M. &c. Nous certifions que le jour . . . du mois . . . de l'année . . . a comparu devant Nous N N. Sujet de Sadite Majeſté & Citoien de la Ville . . . . . lequel en vertu du Serment de fidelité par lequel il eſt engagé à nôtre tres-clement Seigneur Sa Majeſté Suedoiſe, nous a declaré que ledit Vaiſſeau . . . . . eſt de la Ville de . . . . . & qu'il lui appartient & à ſes Aſſociez, qui ſont auſſi Sujets & Citoiens de Suede, en propre à juſte titre, lequel voulant faire voiage du Port . . . . . chez des Nations Eſtrangeres chargé des Marchandiſes de Suede, Nous aſſurant ſous le même Serment de fidelité qu'aucun Eſtranger n'a part dans ledit Vaiſſeau pour les Marchandiſes qui y ſont déja, ni pour celles qui y ſeront miſes: & que le Patron dudit Vaiſſeau eſt Citoien de la Ville . . . . . c'eſt pourquoi connoiſſant ſuffiſamment aprés une exacte recherche que ledit Vaiſſeau & toutes ces choſes qui doivent y être miſes pour ce voiage ſont permiſes, & qu'il appartient veritablement aux Sujets de Sa Majeſté Suedoiſe, Nous requerons humblement & honnêtement pour marque d'Amitié & de bon office, de toutes les Puiſſances de Terre & de Mer, Rois, Princes, Republiques & Villes libres: Comme auſſi de tous les Généraux d'Armée, Capitaines, Officiers & Gouverneurs des Ports, & de tous ceux qui ont quelque Charge dans les Ports, ou ſur la Mer, de tous ceux que le Vaiſſeau pourroit rencontrer en voiage, ou dans les Flottes deſquels il pourroit paſſer ou être jetté dans les Ports, qu'en conſideration de l'Alliance qui eſt entre chacun de ceux qui ſont ci-deſſus nommez, & le Sereniſſime Roi de Suede nôtre tres-clement Seigneur, ils permettent non ſeulement que ledit Pilote avec ledit Vaiſſeau aille & vienne librement ſans empêchement ni ſans être inquieté, mais encore s'il vouloit aller ailleurs de lui rendre tous les bons offices d'humanité & de bien-veillance comme à un Sujet de Sa Majeſté Suedoiſe, devant s'attendre d'en recevoir autant dans une pareille ou ſemblable occaſion de Sa Majeſté Suedoiſe, & de tous ſes Miniſtres & Sujets. En foi de quoi nous avons fait mettre le Sceau du College aux Preſentes & les avons ſignées. Donné à Stockolm . . . . . ou ailleurs.

XXVII. Et afin que toute viſite ſoit deffenduë ſur la Mer, & que la Navigation ſe faſſe plus ſeurement, tout pretexte inutile de viſite s'étant retranché, les Vaiſſeaux du Roi T. C. qui iront au devant des Vaiſſeaux Suedois, s'arreſteront à la portée du Canon, & envoieront une Chaloupe aux Vaiſſeaux Suedois, & entreront ſeulement avec deux ou trois Hommes, auſquels on montrera les Lettres de Saufconduit conceuës ſelon la Formule precedente: & on ne pretendra, ni on ne tentera autre choſe, mais on y ajoûtera une entiere foi, afin que ſans aucun trouble, recherche ou detention le Vaiſſeau puiſſe continuer ſa route.

XXVIII. Tous les Sujets du Roi T. C. jouïront auſſi de la même liberté du Commerce & de la Navigation, conformement aux conditions & limitations qui ont été exprimées ci deſſus, en cas que le Roi de Suede ſoit engagé dans la Guerre avec d'autres Rois, Roiaumes & Etats.

XXIX. Que s'il arrive que les Vaiſſeaux d'un des Alliez deſtinez pour un Port Ennemi, ou pour des Lieux qui ſoient ſujets aux Ennemis, ſe trouve chargé de Marchandiſes deffenduës en tout ou en partie, les Marchandiſes deffenduës ſeront confiſquées par un Juge competent; & les Vaiſſeaux ni les autres Marchandiſes qui s'y trouveront & qui ne ſeront pas deffenduës, ne pourront pas l'être.

XXX. Les anciennes Alliances qui ne ſont pas contraires à celle-ci demeureront dans toute leur force, & principalement l'Alliance faite entre leſdits Rois à Fontainebleau en l'année 1661. doit être cenſée renouvellée dans toutes ſes Clauſes & Articles, ſi ce n'eſt qu'on en ait diſpoſé autrement dans celle-ci.

XXXI. Et afin qu'on connoiſſe que cette Alliance n'eſt faite au deſavantage ni au prejudice de perſonne, les Alliez & Amis des deux Rois qui voudront & ſouhaiteront y être compris le ſeront.

XXXII. Cette Alliance durera pendant dix années, à compter du jour qu'on échangera les Ratifications, excepté l'obligation mutuelle exprimée dans l'Article 4. & les choſes qui concernent la conſervation & la ſeureté de la Paix de Weſtphalie, que les deux Rois doivent ſe promettre de l'Empire en vertu de ladite Paix, toutes choſes demeureront toûjours dans leur entier.

XXXIII. Ces Articles confirmez par la Ratification des deux Rois de France & de Suede, s'échangeront mutuellement à Stockolm dans trois mois à compter du jour qu'ils ſeront ſignez. En foi de toutes ces choſes & pour donner une plus grande force, Nous avons ſigné ces Preſentes & y avons mis le Sceau de nos Armes. Fait à Stockolm le 14. jour d'Avril 1672.

ARTICLES SECRETS.

I. Les deux Sereniſſimes & Puiſſans Rois de France & de Suede ſont convenus expreſſement de la même choſe par l'Article 4. de leur Alliance concluë ce même jour; à ſçavoir, que non ſeulement ils ne donneroient point de ſecours en aucune maniere aux Ennemis de l'Empire, & aux Perturbateurs de la Paix dans l'Empire; Mais encore que ſi l'Empereur, ou quelque Etat vouloit contre la diſpoſition de la Paix de Weſtphalie attaquer dans l'Empire par les Armes & à force ouverte un des deux Rois, ou donner aux Ennemis de l'un ou de l'autre Roi un ſecours de Troupes, ou de quelque autre maniere, ſoit dedans ou dehors l'Empire, ſous quelque raiſon ou pretexte que ce ſoit; en ce cas ils ſe ſecourront mutuellement, & ils joindront leurs Armes pour attaquer l'Infracteur de la Paix, ſuppoſé qu'il mépriſe un avertiſſement à l'amiable qu'on lui donnera auparavant.

II. Quoique le Roi T. C. ſoit perſuadé que s'il entreprend la Guerre contre les Etats des Provinces-Unies des Païs-Bas, & que les Armes & Troupes de

Sa Majeſté entrent ou attaquent les Provinces, Villes, Citadelles & Lieux fortifiez deſdits Etats, l'Empereur ni aucun Electeur ou Prince de l'Empire ne voudra s'y meſler ni aider par aucun ſecours leſdits Etats Ennemis de Sa Majeſté; ſi pourtant il arrive contre cette eſperance que l'Empereur ou quelque Electeur & Prince de l'Empire veuille donner des Troupes Auxiliaires auſdits Etats, ou prendre les Armes ſous quelque pretexte que ce ſoit, tandis que cette Guerre durera contre S. M. T. C. & ſes Alliez, pour lors ce qui ſans doute excitera la Guerre en Allemagne & troublera la tranquillité de l'Empire, le Sereniſſime Roi de Suede s'oppoſera premierement à ce mal naiſſant par une voie amiable; & enſuite ſi elle eſt inutile, par la Force & par les Armes.

III. C'eſt pourquoi le Sereniſſime Roi de Suede comme tres-zelé Défendeur de la Paix d'Allemagne, tâchera premierement par un avertiſſement amiable de faire deſiſter l'Empereur, les Electeurs ou Princes de leur entrepriſe. Et ſi ces remonſtrances faites en ami ſont inutiles, & ſi l'Empereur ou tout autre Prince ne veut pas deſiſter de fournir du ſecours aux Etats des Provinces-Unies contre le Roi Tres-Chrêtien, pour lors le Roi de Suede qui cherchoit la gloire de conſerver la Paix dans l'Empire par une voie amiable, tâchera de le faire par les Armes, les Rois Alliez étans convenus par le moien ſuivant de la maniere dont toute cette entrepriſe ſeroit menagée.

IV. Lorſque l'Empereur, ou un Electeur, ou Prince de l'Empire aura reſolu d'envoier des Troupes Auxiliaires contre Sa Majeſté Tres-Chrêtienne aux Etats des Provinces-Unies, ou d'attaquer Sa Majeſté ou ſes Alliez dans l'Empire, pour lors le Sereniſſime Roi de Suede requis & averti à tems par le Roi Tres-Chrêtien à ſçavoir trois mois auparavant, promet de faire entrer dans le Duché de Bremen ou dans la Pomeranie, une Armée compoſée de dix mil fantaſſins, & ſix mil Chevaux, munie de toutes les choſes neceſſaires pour la Guerre; laquelle Armée attaquera à force ouverte l'Empereur & les autres Princes de l'Empire qui lui ſeront unis pour donner du ſecours aux Etats des Provinces-Unies, & qui voudroient cauſer quelque dommage au Roi T. C. & à ſes Alliez; & il empêchera par toute ſorte de voie ſelon qu'il le pourra par les Armes, qu'on envoie aucunes Troupes Auxiliaires aux Etats des Provinces-Unies contre le Roi de France, & ledit Sereniſſime Roi de Suede ne quittera point les Armes, que l'Empereur ou les autreſd Princes n'aient deſiſté de leur entrepriſe.

V. Au reſte afin de donner une plus grande force à cette Guerre (qui n'aura pour unique but que la Paix & la tranquillité de l'Allemagne) le Roi Tres-Chrêtien ſelon l'exigence & le beſoin de la choſe, ſi les forces du Roi de Suede & de ſes Alliez ne ſuffiſent pas contre l'Empereur, les Electeurs & Princes qui lui ſont unis, fera paſſer une Armée en Allemagne, laquelle agira conjointement ou ſeparement avec l'Armée Suedoiſe ſelon les évenemens de la Guerre, l'Armée Suedoiſe demeurant toutefois en cas de jonction ſous le commandement du Général François.

VI. Le Roi T. C. promet pour cela, qu'à raiſon du ſoin qu'il a, de même que le Roi de Suede, de conſerver la Paix dans l'Allemagne, de s'oppoſer de la maniere dont on eſt convenu par l'Article 5. & par les avis & par les Armes, à ſçavoir par une bonne Armée, & ſelon l'exigence du danger par les plus grandes forces qu'il pourra, ſi l'Empereur ou quelque Electeur, Prince ou Etat de l'Empire ſe mêle dans la Guerre entre le Roi de Suede & ſes Ennemis, ſoit qu'il ſe range entierement de leur côté, ſoit qu'il leur envoie des Troupes Auxiliaires, & il ne quittera point les Armes, que l'Empereur ou les autreſd. Princes ne deſiſtent de leur entrepriſe.

VII. Et puiſqu'il ne faut pas douter que la Paix de l'Empire, qui eſt ſi fort à cœur aux deux Rois Alliez, ne ſoit troublée ſi le Roi T. C. attaque par les Armes les Lieux ſituez dans l'Empire, & qui ſont preſentement occupez par les Garniſons des Etats des Provinces-Unies, & que neanmoins on ne peut refuſer de Droit au Roi T. C. de pourſuivre en quelque lieu que ce ſoit ſes Ennemis, dont les Armes pourroient lui nuire, pour cet effet le Sereniſſime Roi de Suede declare que l'Empire, ou le veritable Seigneur des Villes & Lieux où il y a des Troupes & Citadelles, donne à tems une entiere & pleine ſeureté au Roi T. C. par laquelle il ſera pourvû que de ceſd. Villes & Lieux gardez, on ne faſſe aucun acte d'hoſtilité ſur les Troupes du Roi T. C. que ſi on ne veut pas donner cette ſatisfaction à S. M. T. C. & qu'Elle ſoit obligée d'attaquer leſdites Places par les Armes, en ce cas le Sereniſſime Roi de Suede regardera ce refus comme une rupture de Paix dans l'Empire.

VIII. Si les deux Rois Alliez ſe trouvent obligez d'entrer en Guerre contre l'Empereur & les Alliez, ils ſe promettent mutuellement qu'ils ne feront aucune Paix ni Treve avec l'Empereur & ceux qui lui ſont unis, que les deux Rois n'y interviennent & n'y conſentent, & qu'avec l'incluſion & la ſeureté de leurs Terres, comme auſſi l'entiere ſatisfaction de l'un & de l'autre.

IX. Si le Roi Catholique contre la diſpoſition de la Paix des Pirenées ſe joint aux Etats des Provinces-Unies, & que l'Empereur, les Electeurs & Princes de l'Empire, lui donnent du ſecours contre la veritable teneur de la Paix de Weſtphalie, & trouble ainſi indirectement la ſeureté que le Roi T. C. doit ſe promettre de l'Empire en vertu du Traité de Paix, pour lors le Sereniſſime Roi de Suede par le deſir qu'il a qu'il ſoit pourvû à la conſervation de la Paix dans l'Allemagne, tâchera par une remonſtrance à l'amiable de faire deſiſter l'Empereur & les autres Rois ou Princes, de leur entrepriſe; & ſi cela eſt inutile, il agira de la maniere qu'il voudra le ſecourir dans cet évenement.

X. Comme on n'a rien reſolu dans le Traité public d'Alliance touchant le ſecours mutuel qu'on doit ſe donner, & qu'on en a parlé ſeulement en termes généraux, on a jugé à propos de l'exprimer plus en particulier dans ces Articles Secrets: C'eſt pourquoi aiant fait reflexion ſur la neceſſité des dépenſes que le Sereniſſime Roi de Suede ſera obligé de faire pour la ſuſdite entrepriſe, le Roi T. C. pour contribuer auſdites dépenſes par maniere de Subſide, fera paier tous les ans ſix cens mil Ecus; laquelle Somme ſera paiée en deux termes, à ſçavoir tous les ſix mois, la moitié à chaque terme à Hambourg, ſans aucune dépenſe du Roi de Suede ni de ſon Miniſtre deputé pour cela, & le paiement ſe fera du jour de la requiſition du Roi T. C. & lorſque l'Armée de Suede commencera à entrer en action, & à marcher vers l'Ennemi.

XI. Afin que le Sereniſſime Roi de Suede puiſſe être preſt à toute ſorte d'évenement, & diſpoſer toutes choſes ſelon qu'on eſt convenu par les Articles precedens, il aura au commencement de l'Eſté prochain une Armée de ſeize mil Hommes outre les Garniſons, dans la Pomeranie & dans le Duché de Bremen, & le Roi T. C. promet de faire paier tous les ans au Roi de Suede ou à ceux qui auront ordre de lui, en deux termes comme on a dit dans l'Article precedent, à compter du jour de la Ratification des preſens Articles, en ſorte que la moitié ſoit paiée incontinent aprés ladite Ratification à Hambourg, quatre cens mil Ecus, lequel paiement ſera toûjours continué pendant que ce Traité durera, ſi Sa Majeſté Tres-Chrêtienne juge à propos de demander du ſecours au Sereniſſime Roi de Suede contre l'Empereur & les autres Princes de l'Empire, ou même que la neceſſité étant moins grande, il ne veuille pas s'en ſervir, de ſorte pourtant que ſi le Roi de Suede requis & averti par le Roi T. C. envoie ladite Armée en Allemagne; pour lors il lui ſera ſeulement paié pendant tout le tems qu'elle ſera en campagne, la ſuſdite Somme de ſix cens mil Ecus tous les ans; que ſi avant la fin de ce Traité la Paix eſt rétablie en Allemagne, & que ni le Roi T. C. ni le Roi de Suede n'aient pas beſoin d'avoir une Armée ni des Troupes dans l'Empire; en ce cas pendant que ce Traité durera, le Roi T. C. paiera ſeulement tous les ans au Roi de Suede la même Somme de quatre cens mil Ecus, qui lui avoit été promiſe avant qu'il aſſemblaſt les Troupes & l'Armée dont il eſt parlé à la fin du ſuſd. Article, & qu'il l'envoiaſt en Allemagne.

XII. Sa Majeſté Tres-Chrêtienne voiant avec beaucoup de joïe que la Paix du Nord qui a été rétablie par ſes bons offices & ſa Mediation, par le Traité de Coppenhague du 27. May 1660. ſubſiſte depuis long tems & s'affermit tous les jours de plus en plus, & Sa Majeſté Suedoiſe faiſant aſſez connoître le deſir ſincere qu'elle a de demeurer en bonne amitié & en bon voiſin avec le Sereniſſime Roi de Danemarc, le Roi T. C connoiſſant auſſi la bonne intention qu'a Sa Majeſté Danoiſe de conſerver de tout ſon pouvoir la Paix & la même Amitié, & voulant par ſon entremiſe donner quelque force aux bonnes intentions de ces deux Rois voiſins, s'oblige par le preſent Article comme il a déja fait

par

ANNO 1672.

par le ſusd. Traité de Coppenhague, d'être leur caution commune, confirmant derechef & promettant tres expreſſement d'être le Garand de tout ce dont on eſt convenu, & qui eſt compris dans ledit Traité de Coppenhague.

XIII. Si le cas dont il eſt fait mention dans le preſent Traité arrive, que l'Empereur ou quelqu'un des autres Princes de l'Empire aprés avoir été avertis auparavant, ne veulent pas deſiſter de donner du ſecours aux Etats des Provinces-Unies contre la France, le Sereniſſime Roi de Suede ſera obligé de prendre les Armes conformement à la teneur du Traité contre l'Empereur ou autres Princes. Et parce qu'il peut être de l'avantage commun de faire entrer dans cette Alliance offenſive tous autres Princes ou Etats, les Rois Alliez delibereront entr'eux, s'ils doivent inviter le Sereniſſime Roi de Danemarc à prendre les Armes, & à entrer dans leur Alliance s'il le juge à propos pour la Guerre d'Allemagne; de ſorte pourtant qu'il ne ſera permis à aucun des deux Rois de France & de Suede d'inviter ledit Roi de Danemarc à entrer dans lad. Guerre & de ſe joindre dans leur Alliance pour prendre les Armes, ſi ce n'eſt du commun avis & conſentement des deux Rois.

XIV. Et comme l'intention du Roi de Suede eſt de garder tres-religieuſement la Paix qui eſt entre lui & le Sereniſſime Roi de Danemarc, le Roi T. C. lui donnera ſa Garantie qui eſt renouvellée par la force de cet Article; que ſi contre toute eſperance le Roi de Danemarc entreprenoit quelque choſe contre le Roi & le Roiaume de Suede, en ce cas le Roi T. C. aprés avoir employé ſon entremiſe ſecourra promptement de toutes ſes forces le Roi de Suede, & travaillera à la conſervation des Traitez ſelon leur veritable ſens, comme ils ont été confirmez par ſa Garantie.

XV. Et comme ces Articles Secrets n'ont pas été faits pour nuire aux S. E. des Provinces-Unies des Païs-Bas, ni à aucun autre deſſein, mais ſeulement dans la vûë de conſerver la tranquillité de l'Empire, conformement à la Paix de Weſtphalie: & le Sereniſſime Roi de Suede aiant fort à cœur que l'amitié qui eſt entre S. M. & les E. G. ſoit toûjours conſervée; auſſi ne veut-il rien negliger de ſon côté afin que cela ſoit. C'eſt pour cela qu'il eſpere que non ſeulement les E. G. ne recevront pas leſdits Articles en mauvaiſe part, mais qu'ils auront auſſi un empreſſement égal à celui du Roi de Suede, pour donner une nouvelle force à leur mutuelle affection, & qu'ils conſentiront lorſqu'ils en ſeront requis à l'amiable, que tout ce qui peut nuire en quelque maniere que ce ſoit à leur mutuelle amitié, & ſincere & bonne correſpondance ſoit éloigné.

Si pourtant il arrive contre toute eſperance quelque autre choſe de contraire; & que ou à cauſe de cette Alliance les Etats des Provinces-Unies veuillent nuire en quelque maniere que ce ſoit au Sereniſſime Roi de Suede, ou même qu'ils veüillent l'empêcher de faire mettre ſes Vaiſſeaux ſur Mer, & lui ôter la liberté qu'ont tous les Rois d'uſer de leurs Droits dans toutes les choſes qu'ils trouvent bon d'entreprendre ſelon l'uſage de leurs Roiaumes, en ce cas le Roi T. C. promet qu'il ſecourra le Roi de Suede ſelon l'exigence de la choſe & du danger juſqu'à ce qu'il ait obtenu une raiſonnable & entiere ſatisfaction: & outre ce, attendu la cauſe commune des deux Rois, il ne conclûra aucun Traité avec les E. G. des Provinces-Unies qu'il ne ſoit pourvû auſſi à la conſervation des Droits de S. M. Suedoiſe, à la Ceſſion & reſtitution de ſes revenus, & au Commerce & Immunitez de ſes Sujets avec la Garantie.

XVI. Cette Alliance durera en ce qui regarde l'éloignement des troubles qui pourroient être excitez dans l'Empire à l'occaſion de la Guerre entre le Roi T. C. & les E. G. des Provinces-Unies des Païs-Bas, pendant trois années, à compter du jour qui eſt exprimé dans le premier Article du grand Traité, & pour toutes les choſes qui regardent la conſervation & la ſeureté de la Paix de Weſtphalie que les deux Rois de France & Suede doivent ſe promettre de l'Empire en vertu de lad. Paix, elles demeureront toûjours dans toute leur force & vigueur.

XVII. Ces Articles Secrets qui auront la même force que s'ils étoient inſerez mot à mot dans l'Alliance publique, ſeront confirmez par la Ratification des deux Rois de France & de Suede, dans trois mois à compter du jour qu'ils ſeront ſignez à Stockolm le 14. jour d'Avril de l'année 1672.

ANNO 1672.

LXXXI.

26. Avril.

BRANDEBOURG ET NEUBOURG.

Religions-Vergleich zwiſchen Friedrich Wilhelm Churfürſt zu Brandenburg/ und Philipp Wilhelm Pfaltzgraff bey Rhein/ Hertzogen zu Neuburg; Wodurch Sie zu folge dem/ zwiſchen Ihnen anno 1666. den 9. Sept. wegen der Succeſſion in Jülich/ Cleve und Bergiſchen Landen aufgerichten Vergleich/ all der Mitteln ſich vereinigen/ ſo zu Beſchützung ſo wohl der Römiſch Catholiſchen Religion im Hertzogthum Cleve und denen Graffſchafften Marck und Ravenſperg/ als auch der Augſpurgiſchen Confeſſion in denen Hertzogthumern Jülich und Berg/ erforderlich ſeyn mögen. Geſchehen zu Cölln an der Spree den 16. April 1672. Nebſt einen Neben-Receſs, de eodem dato, Und deß Hertzogs Ratification. Geben Duſſeldorff den 11. Junii 1672. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Abtheil. IV. Abſatz III. pag. 232.]

Von GOttes Gnaden Wir Philipp Wilhelm Pfaltzgraff bey Rhein in Bäyern/ zu Gülich/ Cleve und Berg Hertzog/ Graff zu Veldentz/ Sponheimb/ der Marck/ Ravensberg und Mörß/ Herr zu Ravenſtein ꝛc. Fügen hiemit zu wiſſen männiglich/ Demnach der Durchleuchtige Fürſt Herr Friederich Wilhelm Marggraff zu Brandenburg/ des Heil. Röm. Reichs Ertz-Cammerer und Churfürſt/ zu Magdenburg in Preuſſen/ Gülich/ Cleve/ Berge/ Stettin/ Pommeren/ der

Caſſu-

LXXXI.

26. Avril.

BRANDEBOURG ET NEUBOURG.

Convention Religieuſe entre FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg, & PHILIPPE GUILLAUME Comte Palatin du Rhyn, Duc de Neubourg, par laquelle enſuite de l'Accommodement principal fait entr'eux le 9. Septembre 1666. au ſujet de la Succeſſion de Juliers, Cleves &c. ils conviennent auſſi d'une maniere fort étenduë, & fort ſpecifique de tout ce qui regarde l'état de la Religion & de toutes les choſes Eccleſiaſtiques, ſçavoir en faveur des Catholiques dans le Duché de Cleves, au Comté de la Marck, & au Comté de Ravensberg, & en faveur de ceux de la Confeſſion d'Ausbourg, tant Lutheriens que Reformez, dans les Duchez de Juliers & Berge ſoumis au Duc de Neubourg. Fait à Cologne ſur la Sprée le 26. Avril 1672. *Avec* le TRAITÉ SEPARÉ du même jour, & la RATIFICATION du Duc. Donnée à Duſſeldorp le 11. Juin 1672.

Nous Philippe Guillaume, par la grace de Dieu, Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviére, de Juilliers, de Cléves, & de Berghe: Comte de Veldentz, de Sponheim, de la Marc, de Ravensberg, & de Meurs: Seigneur de Ravenſtein, Sçavoir faiſons, que le Sereniſſime Prince & Seigneur Fréderic Guillaume, par la grace de Dieu, Marggrave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Electeur du Saint Empire, en Pruſſe, à Magdebourg, de Juilliers, Cléves, Berghe, Stettin, Pomeranie, Caſ-

ſubie,

Caſſuben und Wenden/auch in Schleſien/ zu Croſſen und Jägerndorff Hertzog/ Burggraff zu Nürenberg/ Fürſt zu Halberſtadt/ Minden und Camin/ Graff zu der Marck und Ravenſberg/ der Lande Lauenburg und Butau/ꝛc. Und Wir uns durch einen ewigen und beſtändigen Erb-Vergleich nach Anweiſung des Inſtrumenti Pacis ratione der ſucceſſion, über die Gülich/ Clev/ Berg-Marck und Ravenſpergiſche Lande in anno 1666. gütlich vereinbaret/ dann auch wegen der in dieſen Landen der Religion halber obgeſchwebter Streitigkeiten einen abſonderlichen Neben-Receſs in erſtgemeldtem Jahr auffgerichtet/ und deſſen Execution halben nach verſchiedenen derentwegen gehabten Conferentien endlich zu Bielefeld/und ſchließlich zu Berlin durch unſere beyderſeits zuſammen geordnete Räthe ferners hernach geſetzte Abrede geſchehen/ und auff Ratification geſchloſſen worden/ wie dieſelbe von Worten zu Worten inſerirt folget:

Religions-Vergleich 1672. 26. Aprilis.

DEmnach zwiſchen den Durchleuchtigſten Fürſten und Herren/ Herren Friederich Wilhelmen/ Marggraffen zu Brandenburg/ des H. Röm. Reichs Ertz-Cammereren und Chur-Fürſten/ in Preuſſen/ zu Magdeburg/ Gülich/ Cleve/ Berg/ Stettin/ Pommeren/ der Caſſuben/ und Wenden/ auch in Schleſien/ zu Croſſen und Jägerndorff Hertzogen/ Burggraffen zu Nürnberg/ Fürſten zu Halberſtadt/ Minden und Cammin/ Graffen zu der Marck und Ravenſberg/ Herrn zu Ravenſtein/ und der Lande Lowenburg und Bütaw/ ꝛc. an einem und dem Durchleuchtigſten Fürſten und Herren/ Herren Philipp Wilhelmen/ Pfaltzgraffen bey Rhein/ in Bäyeren/ zu Gülich/ Cleve und Berg Hertzogen/ Graffen zu Veldentz/ Sponheim/ der Marck/ Ravenſberg und Mörß/ Herren zu Ravenſtein am anderen Theil/ den 9. Septemb. des 1666. Jahrs nicht allein ein Haubt- und Erb-Vergleich der Hertzogthumber Gülich/ Cleve und Berge/ auch Graffſchafften Marck und Ravenſberg halber/ ſondern auch ein Neben-Receſs auffgerichtet/ und darin verſehen worden/ wie es mit der Religion und anderen Geiſtlichen Sachen/ in jetzt angeregten Landen gehalten werden ſolle/ und dann beyde Ihre Chur-Fürſtl. Durchl. und Fürſtl. Durchl. ungeachtet denen verſchiedentlich gehalten Zuſammenkunfften/ und Conferentien, von beyderſeits committirten Rhäten zu Münſter-Eyffel/ Linnich/ Hamme/ Xanthen/ Mörß und Duißburg erfahren/ und geſehen/ daß durch alle dieſe Negotiationes der Neben-Receſs zu keiner Execution zu bringen/ und daß ſich dabey viel und mancherley difficultäten und Schwierigkeiten ereignen wollen/ beyden vor höchſtg. Ihrer Chur-Fürſtl. Durchl. und Fürſtl. Durchl. aber ſo wol/ als beyderſeits dero Unterthanen zum höchſten daran gelegen/ daß auch dieſe Religions- und andere Geiſtliche Sachen nicht weniger als der Haubt- und Erb-Receſs zum Stande und ſeiner guter Richtigkeit dermahleins gebracht/ und alſo dieſes puncts halber vorgemelte Landen und Underthanen ohne Unterſcheid der Religion in guter Ruhe/ Friede und Sicherheit geſetzet/ auch das hochnötige Freund-Vetterliche Vertrawen zwiſchen beyderſeits Herrſchafften je mehr und mehr befeſtiget werde. So haben ſo wol höchſtged. Ihre Chur-Fürſtl. Durchl. als auch Ihre Fürſtl. Durchl. zu ſolchem Ende dero reſpective Geheime/ und andere Räthe mit gnugſamer Inſtruction und Vollmacht nacher Bielefelde abgeſchickt/ welche dann endlich nach vorhergangener vielfältiger Examination und beſchwärlicher langwiriger Handlung ſich wegen der Religion und Geiſtlichen Sachen/ und wie es damit forthin zu immerwehrenden Zeiten in vorher genanten Gülich-Cleviſch-Berg-Marck- und Ravenſbergiſchen Landen zu halten/ bis auff erfolgende gnädigſte Ratification in dem Pauſch/ und durch den Bogen mehrentheils verglichen; Das übrige iſt an höchſtged. Ihrer Chur-Fürſtl. Durchl. Hoff zu Cöllen an der Spree mit des Herren Pfaltzgraffen Fürſtl. Durchl. Gevollmächtigten Geheimen Rath Dieterich Althee Heinrichen Stratman völliglich abgethan/ und die gantze Sache folgender Geſtalt geſchloſſen.

Articulus I.

Hertzogthumb Cleve.

§. 1. ANfänglich/ So wollen Ihre Churfürſtl. Durchl. zu Brandenburg/ ꝛc. in dero Hertzogthumb Cleve die Römiſch-Catholiſchen nit allein bey dem jenigen/ was ſie an Exercitien/ Kirchen/ Capellen/ Schulen und Renthen/ ſie haben Nahmen wie ſie wollen/ gegenwärtig beſitzen/ zu jederzeit gnä-

bie, & des Vandales, en Sileſie, Croſſen, & Jagherdorf, Duc, Burggrave à Nuremberg, Prince de Halberſtat, Minden, & de Camin, Comte de la Marc, & de Ravensbergh: Seigneur de Ravenſtein, & du Territoire de Lawenbourg, & de Butau, & Nous étant convenus à l'amiable, & conformément au Traité de Paix, par un Accord perpétuel de la ſucceſſion aux Provinces de Juilliers, Cléves, Berghe, de la Marc & de Ravensberg dés l'an 1666. & ayant auſſi fait dreſſer la même année un Traité ſéparé pour ajuſter les différens, qu'il y avoit ſur le fait de Religion, nous aurions enfin député de nos Conſeillers, qui en exécution dudit Traité ſéparé ont tenu pluſieurs Conférences à Bielfeld, & finalement à Berlin, & y ont arrêté la Transaction, qui ſuit.

LEs Sereniſſimes Princes & Seigneurs le Seigneur Frederic Guillaume, Margrave de Brandebourg, &c. & le Seigneur Philippe Guillaume, Comte Palatin du Rhin, &c. ayant fait régler non ſeulement par un Accord principal, la ſucceſſion aux Provinces, & Terres de Juilliers, Cléves, Berghe, de la Marc, & de Ravensberg, ſous la datte du 9 Septembre 1666. mais auſſi les affaires de la Religion & de l'Egliſe par un Traité ſéparé de la même année, & ayant remarqué, que ce dernier Traité n'étoit pas mis en exécution par le moyen de toutes les Aſſemblées & Conférences, que leurs Miniſtres y députez avoient tenuës à Munſter-Eiffel, Linnik, Hamen, Zanthen, Meurs, & à Duisbourg, & qu'au contraire pluſieurs différens & griefs y étoient ſurvenus: Conſidérant pourtant de plus, qu'il importoit extrêmement, tant à leurs ſuſdites Alteſſes Sereniſſimes, qu'à leurs Sujets, d'achever le réglement des affaires de la Religion & de l'Egliſe, de la même maniére, qu'on avoit déja heureuſement achevé celui de la ſucceſſion dans leſdites Provinces, afin que ſur ces points-là tous les Habitans, de quelque Religion qu'ils ſoient, puiſſent être mis en repos, Paix & ſureté, & qu'enſemble on vit rétablie, & confirmée de plus en plus une ſincére amitié & confiance ſi néceſſaire à toutes les Parties. A ces conſidérations Leurs Alteſſes Electorale & Sereniſſime, ont envoyé de part & d'autre, de leurs Miniſtres d'Etat, & autres, tous munis d'Inſtructions & de Plein-Pouvoirs ſuffiſans à Bielfeld, ainſi que ceſdits Miniſtres, aprés avoir tous mûrement examiné, & traité long-temps, & avec beaucoup de peine, ont finalement conclu en général, & arrêté pour la plus grande partie un Réglement perpétuel des affaires de la Religion & de l'Egliſe, pour les ſuſdits Duchez de Juilliers, Cléves, & de Berghe, & pour les Comtez de la Marc, & de Ravensberg, en attendant la Ratification de leurs Sereniſſimes Maîtres; le reſte a été entiérement ajuſté à la Cour de Son Alteſſe Electorale à Cologne ſur la Sprée, conjointement avec le Miniſtre d'Etat de Son Alteſſe Sereniſſime, le Sieur Dieteric Altet Henri de Stratman, ayant Plein-Pouvoir, & le tout a été articulé de la maniére ſuivante.

Article I.

Duché de Cléves.

§. 1. *PRemiérement que Son A. E. de Brandebourg maintiendra & protégera ceux de la Religion Catholique Romaine non ſeulement dans leurs Exercices, Egliſes, Chapelles, Ecoles, & Rentes, telles qu'elles puiſſent être, & dont ils ſont préſentement en poſſeſſion: Mais elle leur ſera encore donner* gnädigſt ſchützen und handhaben/ ſondern ihnen auch nachfolgende Geiſtliche Güter/ Vicarien und Beneficia bey Execution dieſes Vergleichs dergeſtalt reſtituiren laſſen/ daß ſie derſelben Auffkünffte und Gefälle von der Zeit und alſo in dieſem 1672. und folgenden Jahren völlig genieſſen ſollen.

1. Die Halbſcheid der Paſtorat Renthen zu Bimmen.

2. Die Vicarie S. Nicolai zu Weeze.

3. Vicarie S. Catherinæ in Till.

4. Zwey Malder Roggen und vier Thaler Cleviſch/ ſo zu dem Paſtorat Renthen in Kervenheim gehörig/ und daher von dem Catholiſchen Vicario dem Paſtori daſelbſten reſtituirt werden ſollen.

5. Zwey Malder Roggen vor den Schulmeiſter zu Udem.

6. Das Officium Matutinale in Heyen.

7. Das Officium S. Annæ in Kervendunck ſoll dem Paſtori reſtituirt werden.

8. Vicarie trium Regum zu Goch.

9. Die reditus ſacelli S. Sebaſtiani in Cranenburg.

10. Halbe Gilde Renthen zu Soensbeck.

11. Die zu der Vicarie S. Nicolai zu Ginderich gehörige Renthen ſollen den Catholiſchen aus der Schleuterey Xanten bezahlet werden.

12. Aus der Vicarie B. M. V. zu Haminckelen zehen Reichsthaler jährlichs.

13. Die rudera von der Kirchen zu Düſſelwehrt/ dabey ihnen zugleich freygegeben wird/ an dem Ort/ da die rudera jetzo noch ſtehen/ eine neuwe Kirch zu bawen/ und das Exercitium publicum, wann die Kirche verfertigt/ darinnen zu halten/ und ſoll auch alsdann/nemblich nach verfertigter Kirche/ oder ſo bald der Paſtor anfangen wird/ den Gottesdienſt allda zu verrichten/ gemeltem Paſtori die erſte in höchſtg. Ihro Churfürſtl. Durchl. Turno in Xanten/ Cranenburg/ oder Heinßberg verfallende Præbenden, doch ohne incorporation, und application, zugewande werden.

14. Ingleichen ſollen ſie/die Römiſch-Catholiſche/ Macht haben/ zu Alten Calcar an einem Orthe welcher der Veſtung nicht zu nahe/ und nicht ſchädlich/eine newe Kirche zu bawen/ und in derſelben das Exercitium publicum zu halten und zu üben. So ſoll auch/ wann die Kirche erbawet/ oder der Paſtor anfangen wird den Gottesdienſt allda zu verrichten/ gemeltem Paſtori die alsdann ſich erledigende Præbende in ihrer Churfürſtl. Durchl. Turno in Xanten/ Cranenburg/ oder Heinßberg/ doch gleichwol ohne incorporation, conferirt werden.

15. Eine Rent von einem alten Schild aus der Rentmeiſterey Embrich dem Capitulo daſelbſt.

16. Die Vicarie S. Catherinæ zu Keken in der Düffel/ doch daß an ſtatt des Kauffs-Gelds ſo vor das Jus Patronatus gegeben worden/ dem Käuffer oder deſſen Erben einhundert Reichsthaler reſtituirt werden.

17. Soll das Canonicat/ welches der jetzige Paſtor in Cleve innen hat/ dem Paſtorat daſelbſt incorporirt werden.

18. Soll das Capitul zu Cleve haben das Jus nominandi oder præſentandi Vicarios ad Vicarias S. Nicolai & Barbaræ, S. Catharinæ & Wilgefortis & S. Trinitatis-in der Collegiat Kirchen daſelbſt.

19. Ingleichen ſoll es aus der Vicarie S. Annæ zu Cleve jährlichs zwantzig Cleviſche Thaler wegen des Vicarey-Hauſes/

20. Und aus der Vicarey S. Thomæ jährlichs achtzehn Cleviſche Thaler behalten/ das Vicarey-Hauß aber bleibet denen Evangeliſchen/ welche daſſelbe jetzo haben.

21. So ſollen ſie auch wieder haben und bekommen die reditus Capellæ in Moylande/ mit dem Rückſtande.

§. 2. Uber dieſes ſollen denen Römiſch-Catholiſchen auch folgende Vicarien und Beneficia, doch nicht ehender/ als wann ſich dieſelbige erlediget/ und durch Abgang der jetzigen Prediger und Beſitzer/welche benennet/und wovon die ſpecification übergeben werden ſolle/vacant/ reſtituirt werden/ als

donner en execution de ce Traité les ſuivans Biens Eccleſiaſtiques, Vicariats & Benefices, pour pouvoir entierement jouir des Emolumens, & Revenus dès à preſent, & ainſi dès l'an 1672. & pour tous les ans à venir.

1. *La moitié des Revenus de la Cure à Bimmen.*

2. *Le Vicariat de S. Nicolas à Weze.*

3. *Le Vicariat de S. Catherine à Till.*

4. *Deux meſures de blé, & quatre Ecus Monnoye de Cléves appartenans aux Rentes de la Cure de Kervenheim, & qui ſeront ainſi rendus par le Vicaire Catholique au Paſteur de ce lieu.*

5. *Deux meſures de blé pour le Maître d'Ecole à Udem.*

6. *L'Office Matutinal à Heyen.*

7. *L'Office de S. Anne à Kervendonk ſera rendu à ce Paſteur-là.*

8. *Le Vicariat* trium Regum *à Gok.*

9. *Les Revenus de la Chapelle de S. Sebaſtien à Cranenbourg.*

10. *Les Rentes de demi Florin à Sonsbek.*

11. *Qu'on payera des Finances, (ou* Schleuterie,) *de Xanten aux Catholiques les Rentes appartenantes au Vicariat de S. Nicolas à Ginderik.*

12. *Du Vicariat de Nôtre-Dame à Haminkelen annuellement dix Ecus.*

13. *Les débris de l'Egliſe à Daſelwert, enſemble le Privilege d'y bâtir une Egliſe neuve ſur ces debris, & d'y avoir enſuite l'Exercice libre, en ſorte que cette Egliſe étant bâtie, & le Paſteur y commençant l'Office, on lui donnera la premiere Prebende, qui pourroit échoir à ſon A. E. dans ſon tour à Xanten, Cranenbourg, ou à Heinsberg, toutefois ſans y incorporer une telle Prebende.*

14. *De même auront les Catholiques Romains le pouvoir de bâtir une Egliſe à Calcar le Vieil, en tel endroit, qui ne pourroit pas incommoder les Fortifications, pour en être trop proche, & ils auront en telle Egliſe l'Exercice public de leur Religion, & ſitôt que l'Office y commencera, on donnera au Curé une Prebende, qui pourroit échoir à Son A. E. par ſon tour à Xanten, Cranenbourg, ou Heinsberg, mais toutefois ſans en faire incorporation.*

15. *Une Rente provenante d'une vieille Dette, qui ſera payée par le Receveur à Emeric au Chapitre du Lieu.*

16. *Le Vicariat de Sainte Catherine à Kerker dans l'Eifel, à condition pourtant, que pour rembourſer l'argent, qui a été payé pour le Droit de Patronage, on rendra à l'Acheteur, ou à ſes Heritiers, la Somme de cent Ecus.*

17. *Le Canonicat, dont le Curé à Cleves jouit preſentement, ſera incorporé à ſa Cure.*

18. *Le Chapitre de Cléves aura le Droit de nommer, ou de preſenter les Vicaires aux Vicariats de S. Nicolas, & de Sainte Barbe, de Sainte Catherine, & Wilgefortis, & de la Sainte Trinité dans l'Egliſe Collégiale de ladite Ville.*

19. *Enſemble recevra-t-il annuellement vingt Ecus, Monnoye de Cléves, du Vicariat de Sainte Anne à Cléves, à cauſe de la Maiſon du Vicariat, qui y eſt.*

20. *Pareillement tous les ans dix-huit Ecus Monnoye de Cléves, du Vicariat de S. Thomas, dont la Maiſon reſtera pourtant à ceux de la Religion Reformée, qui la poſſedent preſentement.*

21. *On leur rendra auſſi les Revenus de la Chapelle dans le Moyland, avec les Arrerages.*

§. 2. Outre tout cela on rendra encore aux Catholiques Romains, les Vicariats & Benefices qui ſuivent, bien entendu en cas d'ouverture, ou de mort des Paſteurs qui en jouiſſent preſentement, & dont on donnera ſpecification.

1. Vicaria B. M. V. in Qualburg.

2. Die Vicarey B. M. V. in Weeze.

3. Die Vicarey S. Barbaræ in Biſlich.

4. Die Vicarey B. M. V. in Reeß/ doch daß wegen der angewendeten Unkoſten zuvorderiſt funff und zwantzig Reichsthaler wieder erſtattet werden.

5. Der zu Nieder-Mörmter pro luminaribus Ecclesiæ gewidmeter Zehende.

6. Die Vicarey B. M. V. in Udem/ doch werden den Evangeliſchen Reformirter Gemeine daraus jährlich fünff und zwantzig Reichsthaler/ welche dieſelbe daraus vor dem Jahre 1651. genoſſen/ ausdrücklich vorbehalten/ daß dieſelbe ſolche 25. Reichsthaler jährlichs richtig haben und bekommen mögen.

7. Was die Gaſthaus Capelle in der Stadt Calcar anbelangt/ ſoll dem deßfalls auffgerichtetem Vergleich nachgelebt werden.

8. In dem Wäyſenhauſe zu Reeß ſollen auch Römiſch Catholiſche Wäyſenkinder auffgenommen werden.

§. 3. In dem Adelichen Jungfräulichen Weltlichen Stifft zu Beddür ſoll hinführo zum wenigſten das dritte Theil/ und in dem Stifft Oberendorff auch zum wenigſten das vierdte Theil mit Römiſch-Catholiſchen Jungfern beſetzet/ und wo daſſelbe Theil nit complet iſt/ die Præbenden bey der erſter vacantz/ ſie geſchehe durch reſignation, oder durch den Todt/ denen Römiſch-Catholiſchen bis zu ſolcher Zahl conferiret werden/ und darüber gleichwol nit weniger die Catholiſchen als Reformirten und Lutheriſchen fähig ſeyn/ auch künfftig/ wann zu Beddür zweene Dominæ der Evangeliſcher Religion geweſen/ die dritte aus den Catholiſchen/ zu Oberendorff aber/ wann drey Evangeliſche Dominæ geweſen/ die vierdte aus den Catholiſchen erwehlet/ und es damit fort für fort alſo gehalten werden ſoll.

§. 4. Auch ſolle die eine oder andere Religions-Jungfer das freye offentliche Exercitium haben/ und wann ſie nicht ſonſten mit Beichtigern/ Predigern und Seelſorgeren verſehen ſeyn/ oder ſich deren die in der nähe ohne ihre incommodität hinkommen/ gebrauchen können/ freyſtehen und unbenommen ſeyn/ dieſelbe abſonderlich vor ſich zu beſtellen/ da dann auch die Catholiſche aus des Stiffts mittelen jährlichs mit zweyhundert Reichsthaler zum ſalario verſehen werden ſollen/ doch daß den Evangeliſchen Predigern aus dem jenigen/ was ſie bis anhero aus des Stiffts Mittelen gehabt/ und genoſſen/ nichts abgehe.

§. 5. Und demnach in dem alſo genandten Neben-Receſs vom 9. Septembris des 1666. Jahrs verglichen/ daß die Religions-Sachen in denen mit Staatiſcher Garniſon beſetzten Städten durch abſonderliche Commiſſarios in der Güte beyzulegen/ als hat es auch dabey ſein bewenden.

Articulus II.

Graffſchafft Marck.

§. 1. SO viel nun die Graffſchafft Marck anbetrifft/ wollen Ihre Churfürſtl. Durchl. gleich wie im Clevſchen/ die Römiſch-Catholiſche bey dem jenigen was ſie an Exercitien/ Kirchen/ Capellen/ Schulen und Renthen/ ſie haben nahmen wie ſie wollen/ gegenwärtig beſitzen/ zu jederzeit gnädigſt ſchützen/ und handhaben.

§. 2. Und weil die Herren Pfaltz-Newburgiſche für gemelte Römiſch-Catholiſche an unterſchiedenen Orten/ in denen Lutheriſchen Kirchen das ſimultaneum Exercitium mit der Halbſcheid der Kirchen und Pfarr-Renthen prætendirt, dagegen aber und daß ſie von ſolcher ihrer prætenſion gäntzlich und immerwährend abgeſtanden/ von höchſtged. Ihrer Churfürſtl. Durchl. ihnen gnädigſt vergönnet und zugelaſſen/ an denen fünff nachfolgenden Orthen/ Kirchen oder Capellen zu bawen und anzurichten/ und in denſelben das öffentliche freye Exercitium zu halten/ dabenebens ſollen ſie/ wann dieſer Vergleich ratificirt, und die ratificirte Exemplaria gegeneinander ausgewechſelt werden/ fünff tauſend Reichsthaler in einer Summa empfangen.

Die fünff Exercitia publica aber ſollen ſie halten zu

1. Ha-

1. *Le Vicariat de Nôtre-Dame à Qualbourg.*

2. *Celui de Nôtre-Dame à Weze.*

3. *Celui de Sainte Barbe à Biſlik.*

4. *Celui de Nôtre-Dame à Rees, à condition, qu'on rembourſera auparavant vingt-cinq Ecus pour les frais, qu'on y a faits.*

5. *Au Vicariat du Bas-Mormter, la dîme deſtinée pour les Cierges de l'Egliſe.*

6. *Le Vicariat de Nôtre-Dame à Udem, dont pourtant on reſerve expreſſement pour les Evangeliques de la Religion Reformée annuellement les vingt-cinq Ecus, qu'ils en ont tiré avant l'an 1651. de ſorte qu'ils les tireront encore à l'avenir.*

7. *Quant à la Chapelle de l'Hôpital de Calcar, on ſuivra la Convention, qui a été faite.*

8. *On prendra auſſi des Enfans Catholiques à la Maiſon des Orphelins à Rees.*

§. 3. *Qu'on mettra à l'avenir dans le Chapitre Séculier des Dames Nobles à Bedbour, pour le moins une troiſiéme partie de Demoiſelles Catholiques, & dans celui de Obersdorf pour le moins une quatriéme partie deſdites Catholiques Romaines, & qu'on remplira ce nombre par l'ouverture des Prébendes, qui vaqueront les premieres, ſoit par réſignation, ou par mort, & que par après les Catholiques en ſeront également capables que les Reformées, & les Luthériennes: & ainſi quand il y aura eu deux Dames ou Superieures de la Religion Evangelique conſecutivement à Bedbour, on choiſira pour la troiſiéme une Dame de la Religion Romaine: De même qu'on prendra auſſi une Dame de ladite Religion Catholique Romaine pour la quatriéme à Oberndorf, en cas qu'il y eût déja eu trois Dames de la Confeſſion Evangelique, & on continuera toûjours de cette maniere.*

§. 4. *Chacune deſdites Demoiſelles, ſoit Proteſtante ou Catholique, aura l'exercice public de ſa Religion, & quand elle ne ſeroit pas d'ailleurs pourvûe de Confeſſeur, Prédicateur & Directeur, ou qu'elle n'auroit pas la commodité de s'en ſervir aiſément dans le voiſinage, il lui ſera libre & permis, d'en prendre expreſſement pour elle, & on payera annuellement pour ſalaire deux cens Ecus de Biens du Chapitre, ſans toutefois diminuer les Emolumens, que les Paſteurs Proteſtants ont tiré juſqu'à préſent deſdits Biens du Chapitre.*

§. 5. *Et d'autant qu'il eſt convenu par le Traité ſéparé du 9. Septembre 1666. que dans les Villes, où il y a Garniſon des Etats, les affaires de Religion ſeront réglées par des Commiſſaires, on s'en tiendra à cela, ſans y rien changer.*

Article II.

Le Comté de la Marc.

§. 1. *POur ce qui eſt du Comté de la Marc, S. A. E. déclare d'y vouloir auſſi bien qu'au Pays de Cléves maintenir & proteger les Catholiques Romains dans tout ce qu'ils y poſſédent d'Exercices, d'Egliſes, de Chapelles, d'Ecoles & de Rentes quelles qu'elles puiſſent être.*

§. 2. *Et comme on prétendoit de la part de S. A. E. de Neubourg pour les Catholiques l'Exercice public enſemble avec les Luthériens dans pluſieurs de leurs Egliſes, S. A. E. a bien voulu, pour faire deſiſter de cette prétenſion, permettre aux Catholiques de bâtir des Egliſes, ou Chapelles dans les cinq Places ſuivantes, & d'y avoir l'Exercice public, ſçavoir*

1. *à Ha-*

1. Hagen.
2. Schwellm.
3. Eyckel.
4. Mengede.
5. Oſtunne.

§. 3. Ferner ſo hat man ſich auch wegen der Römiſch Catholiſchen Exercitien auff einigen Adelichen Häuſeren in dieſer Graffſchafft / wie der Evangeliſchen Exercitien halber auff einigen Adelichen Häuſeren in dem Hertzogthumb Berge dahin verglichen / daß gemelte Römiſch Catholiſche in der Graffſchafft Marck ihren öffentlichen freyen Gottesdienſt ſollen üben auff den drey Adelichen Häuſeren in der Graffſchafft Marck.

1. Hemmeren / im Ambt Iſerlohe / dem von Brabeck zuſtändig.

2. Opherdick im Ambt Unna / dem von Frieſendorff gehörig.

3. Torck zu Heringen im Ambt Hamm; und zwar dergeſtalt / daß wann ſchon hiernechſt dieſe Adeliche Häuſer an Evangeliſche kommen oder transferirt werden / oder der Beſitzer ſeine Religion änderen ſolte / daß dannoch auff ſolche fälle die Römiſch Catholiſche Gemeine / ſo alsdann daſelbſt ſich finden werd / an oder bey denenſelben / oder doch negſtgelegenen Orth / ihren Gottesdienſt mit Beſuch- und Anhörung der Predigten / Meſſen und Adminiſtration der Sacramenten nach wie vor ungehindert üben und darin continuiren könne.

§. 4. Auch ſoll den Röm. Catholiſchen in der Stadt Schwert das Exercitium in einer daſelbſt vorhandenen / und verfallenden Capellen B. Mariæ Virginis dergeſtalt verſtattet werden / gleich ſie daſſelbe im Jahr 1651. und folgends in der Gaſthauß-Capellen vor Einäſcherung derſelben geübet haben / wie ſie dann zu dem Ende gemeldte Capelle Mariæ Virginis auff ihre Koſten wieder repariren mögen.

§. 5. Imgleichen ſollen die Römiſch Catholiſche ihren Gottesdienſt auff dem Rahthauſe zu Blanckenſtein continuiren / und die Lutheriſchen Unterthanen daſelbſt einhundert Reichsthaler zur reparation bey auswechſelung dieſes Receſſus geben / der Magiſtrat aber daſelbſt hiemit befehliget ſeyn / die Römiſch Catholiſche in zeit währenden Gottesdienſt nicht zu turbiren / noch von anderen turbiren zu laſſen.

§. 6. So ſollen auch in dem Cloſter S. Catharinæ in Unna ſo viel Catholiſche Jungfern zugelaſſen werden / als den erſten Januarii des 1624. Jahrs darin erweißlich geweſen.

§. 7. In denen Clöſteren zu Camen / Lüdtgendortmunde und Marienheide / bleibet es wie es bishero geweſen und noch iſt.

§. 8. In dem Cloſter Norder Hoſpital vor dem Hamm / ſoll alles gehalten werden wie es Anno 1624. geweſen.

§. 9. In dem Jungfräulichen Weltlichen Stifft zu Clarenberg / und zu St. Walburg in Soeſt ſoll zum wenigſten das dritte Theil / und in denen Adelichen Stiffteren Fründenberg / Gevelsberg / und Herdicke zum wenigſten das vierdte Theil mit Römiſch-Catholiſchen Jungfern beſetzet / und wann dieſes vierdte oder dritte Theil nicht beſetzet / die Præbenden bey der erſten Vacantz / ſie geſchehe durch die reſignation oder durch den Todt / Römiſch-Catholiſchen biß zu ſolcher Zahl conferiret / und darüber gleichwohl nicht weniger die Catholiſche / als Reformirte und Lutheriſche fähig ſeyn.

§. 10. In dem Stifft Clarenberg und zu S. Walburg in Soeſt ſollen zwo Evangeliſche nach einander / und die dritte eine Römiſch-Catholiſche / in denen Stiffteren Fründenberg / Gevelsberg und Herdicke aber drey Evangeliſche nach einander / und die vierdte Fraw eine Römiſch-Catholiſche ſeyn / und in ſolcher Ordnung erwehlet / und damit fort für fort alſo gehalten werden.

§. 11. Es

1. à Haghen.
2. à Schwelem.
3. à Eickel.
4. à Mengedé.
5. à Oſtanne.

& on leur payera de plus cinq mille Ecus pour une fois, ſi-tôt, que ce Traité ſera ratifié, & que les exemplaires en ſeront échangés.

§. 3. On a pareillement accordé aux Catholiques l'exercice libre en quelques Maiſons Nobles dans ledit Comté de la Marc, & de la même maniere qu'on accordait l'exercice aux Reformez dans quelques Maiſons Nobles du Duché de Berghe, de ſorte que les Catholiques feront publiquement & librement leurs offices dans ces trois Maiſons du Comté.

1. à Hemmeren dans la Juriſdiction appartenant au Seigneur de Brabeck.

2. à Opherdick dans le reſſort d'Unna, qui eſt au Seigneur de Friſendorf.

3. à Torck de Heringhen dans le reſſort de Ham: bien entendu qu'encore que ces Maiſons Nobles fuſſent tranſportées enſuite à des Seigneurs Reformez, ou bien que les Poſſeſſeurs ſe fiſſent de la Religion, le Corps des Catholiques, qui s'y trouveroit, pourroit néanmoins continuer ſes exercices dans leſdites Maiſons, ou bien dans d'autres des plus proches, & y frequenter publiquement les Sermons, & les Meſſes, & recevoir les Sacremens avec la même liberté qu'auparavant.

§. 4. On permettra auſſi l'exercice public des Catholiques dans la Ville de Schwert à la Chapelle de Nôtre-Dame, qui s'y trouve, quoi que preſque ruinée, deſorte qu'ils la pourront réparer à leurs dépens, & y faire leur Office de la même maniere, qu'ils le faiſoient l'an 1651. & enſuite dans la Chapelle de l'Hôpital avant qu'il fût détruit par le feu.

§. 5. Les Catholiques Romains continueront de même leur exercice public dans la Maiſon de Ville à Blanckenſtein, & les Habitans Reformez leur payeront cent Ecus pour des frais de reparation, ſi-tôt que ce preſent Traité ſera échangé & l'on défend par ceci bien expreſſement au Magiſtrat d'y troubler les Catholiques pendant l'office qu'ils y feront, ni de permettre que perſonne y aporte de l'empêchement.

§. 6. On ſouffrira auſſi dans le Cloître de Ste. Catherine tel nombre de Demoiſelles Catholiques qu'on pourra montrer y avoir été le 1. Janvier de l'an 1624.

§. 7. Dans les Cloîtres de Camen, de Lutgendortmunt, & de Marienheid, on ſe tiendra à ce qui s'y eſt pratiqué juſqu'à preſent.

§. 8. Dans l'Hôpital du Cloître Nort devant Ham, on obſervera le tout ſelon l'état de l'an 1624.

§. 9. Dans le Cloître Séculier des Dames à Clarenberg, & dans celui de S. Walbourg à Soeſt, on mettra pour le moins une troiſiéme partie de Demoiſelles Catholiques: & dans les Chapitres Nobles de Frundenberg, Gevelsberg, & de Herdike, on en mettra tout au moins une quatriéme partie, & en cas que tel nombre n'y fût pas encore, on le fera au plûtôt en conferant les premieres Prebendes, ſoit qu'elles vaquent par reſignation, ou par mort de quelques-unes, aux Demoiſelles Catholiques, & par aprés tant celles-ci que les Proteſtantes ſeront également capables d'y parvenir.

§. 10. Dans les Chapitres à Clarenberg, & de S. Walbourg à Soeſt, il y aura conſécutivement deux Dames Proteſtantes, & pour la troiſiéme une Catholique, mais dans les Chapitres de Frundenberg, Gevelsberg, & Herdike, il y aura de ſuite trois Dames de la Religion Proteſtante, & la quatriéme Dame ſera de la Religion Catholique, & on obſervera toûjours cet ordre dans les élections à venir.

§. 11. Il

ANNO 1672.

§. 11 Es ſollen auch der einen oder anderen Religion zugethane Jungfern das freye öffentliche Exercitium haben/ und wann ſie nicht ſonſten mit Beichtigern/ Predigern/ Paſtoren/ oder Seelſorgern verſehen ſeyn/ oder ſich deren in der nähe/ da ſie ohne ihre incommodität hinkommen/ gebrauchen können/ freyſtehen und unbenommen ſeyn/ dieſelbe abſonderlich zu beſtellen: Da dann auch die Catholiſche auß des Stiffts-Mittelen jährlichs mit zwey hundert Reichsthaler zu ſalariren/ doch daß denen Evangeliſchen Predigern an dem jenigen/ was ſie biß anhero auß deß Stiffts-Mittelen gehabt und genoſſen/ nichts abgehe.

§. 12. Nechſt dieſem ſo ſoll den Römiſch-Catholiſchen pars Vicariæ S. Michaelis zu Bochum und pars Vicariæ S. Gregorii daſelbſt bey Execution dieſes Vergleichs reſtituirt, tertia pars Vicariæ S. Stephani aber zu Camen/ bey erſter Vacantz und Abgang des jetzigen poſſeſſoris zurück gegeben werden.

§. 13. Und weil zur Competentz für die Römiſch Catholiſche Paſtoren und Sacellanen ſo in Cleve als Marck die reſtitution verſchiedener Beneficien ferner prætendirt worden/ ſo iſt verglichen/ daß dafür einmahl vor all fünff tauſende Reichsthaler und biß daran dieſelbe würcklich werden abgetragen ſeyn/ die Zinſen davon ad fünff vom hundert gereichet/ und denen Herren Pfaltz-Newburgiſchen deßwegen bey Ratification dieſes Receſſus gnugſame Verſicherung gegeben werden ſolle.

§. 14. Was dann das jenige ſo dieſer Geiſtlichen Sachen halber in der Lipſtadt zu vergleichen anbelanget/ ſolches ſoll mit Zuziehung des Herren Graffen zur Lippe/ nach Anweiſung des Teutſchen Friedenſchluſſes/ abgethan und eingerichtet werden.

Art. III.

SO viel nun die Geiſtliche Jurisdiction in dem Hertzogthumb Cleve/ und Graffſchafft Marck anbelangt/ haben ſich höchſtged. Ihre Churfürſtl. Durchl. dahin erkläret/ daß es damit immerhin folgender Geſtalt gehalten werden ſolle/ wobey es auch Ihre Fürſtl. Durchl. zu Newburg ob ſie gleich von Ihrer Chur-Fürſtl. Durchl. in dieſer Geiſtlicher Jurisdictions-Sache ein anders deſiderirt gehabt/ ihres orts zu letzt bewenden laſſen.

§. 1. Erſtlich ſollen die Officiales zu Xanthen/ zu Embrich und zu Soeſt wie von alters mit qualificirten ſubjectis beſtellet/ und eine moderirte Taxa Jurium bezahlet werden.

§. 2. Zweytens ſollen die Officiales mit Zuziehung zweyer ihnen gefälliger einheimiſcher Rechtsgelehrten/ und zwar in denen Diſtricten und Sachen/ in welchen ſie von alters biß hieher ihr Officialat exerciret, die Gebühr Rechtens erkennen/ als wann eine Perſohn auff eine Römiſch-Catholiſche die Ehe prætendiret, und zu erkennen/ ob die Ehe-Verſprechung denen Rechten nach gültig ſey oder nicht? Und dann ob und wie weit dieſelbe ratione graduum oder ſonſten zuläſſig oder nicht? Jedoch dergeſtalt daß dem Landsfürſten die dispenſation vorbehalten bleibe; Wie auch der Officialis zu erkennen/ ob die Ehe quoad menſam & thorum oder ſonſten beſtändig? Das übrige bleibet Ihrer Churfürſtl. Durchl. als Landsfürſten/ wie es bißhero obſervirt worden: Solte aber in dergleichen Matrimonial-Sachen zwiſchen Evangeliſchen und Römiſch-Catholiſchen einiger Streit entſtehen/ ſoll der Actor forum Rei zufolgen/ und die Judices einen jeden nach ſeiner Religion Rechten zu urtheilen ſchuldig und gehalten ſeyn.

§. 3. Wann Teſtamenta von Römiſch-Catholiſchen Prieſtern als Teſtatoribus auffgerichtet ſeynd/ alsdann erkennet der Officialis, ob ſie beſtändig/ und die formalia welche die Rechte erforderen/ dabey in acht genommen? Und hat ein dergleichen Teſtator von ſeinen Patrimonial-Güteren nach Ordnung der gemeinen Rechten eigenes Gefallens zu diſponiren, doch daß darauß keine manus mortua werde/ was er aber von dem Beneficio erworben/ ſoll er ſchuldig ſeyn/ der Kirchen oder den Ar-

men

ANNO 1672.

§. 11. *Il ſera libre à ces Demoiſelles de l'une & de l'autre Religion d'y exercer publiquement la leur, & en cas qu'elles ne fuſſent déja pourvûës de Paſteurs, Prédicateurs & Confeſſeurs, ou qu'elles n'en puſſent pas aiſément fréquenter dans le voiſinage, il leur ſera auſſi permis d'en prendre expreſſement, & ainſi les Catholiques tireront pour gages annuellement deux cens Ecus des Biens du Chapitre, en ſorte qu'on ne diminuë pas par là ce que les Paſteurs de la Religion Proteſtante ſont accoûtumez de tirer deſdits Biens du Chapitre.*

§. 12. *Il ſera rendu de plus aux Catholiques une partie du Vicariat de S. Michel à Bokum, & une partie de celui de S. Gregoire dans ce même lieu, dès que ce Traité ſera échangé: mais une troiſiéme partie du Vicariat de S. Etienne à Camen, ne leur ſera reſtituée qu'en cas d'ouverture, ou de mort du Poſſeſſeur.*

§. 13. *Et d'autant qu'on prétendoit par compétence pour les Paſteurs Chapelains Catholiques pluſieurs Benefices dans les Païs de Cléves, & de la Marc, l'on eſt demeuré d'accord, qu'on en payera une fois pour toutes, la Somme de cinq mille Ecus, & même l'Interêt à raiſon de cinq pour cent, juſqu'à ce que cette Somme ſoit entierement comptée, & on en donnera au temps de la Ratification de ce Traité, des aſſûrances ſuffiſantes aux Miniſtres de S. A. S. de Neubourg.*

§. 14. *Pour ce qui eſt des differens ſur les affaires d'Egliſe à Lipſtat, on en fera la déciſion conjointement avec Monſieur le Comte de la Lippe, & ſelon les Traitez de la Paix de Weſtphalie.*

Art. III.

TOuchant la Jurisdiction des Eccleſiaſtiques dans le Duché de Cléves, & la Comté de la Marc. S. A. E. accorde & declare la ſuivante maniere, dont cette Jurisdiction y ſera dorénavant exercée, & S. A. S. de Neubourg, encore qu'elle pretendît davantage de ſadite A. E. ſur ce point, a pourtant enfin aquieſcé à ce qui s'enſuit.

§. 1. *On mettra des Gens capables pour Officiaux, comme ci-devant, à Zanten, Emeric, & à Soeſt, & on y prendra des Taxes ou Droits fort modérez.*

§. 2. *Les Officiaux conjointement avec deux Juriſconſultes du Païs, & tels, qu'ils voudront, décideront dans les points, & les cauſes, où ils ont de tous temps exercé leurs Officialitez, ſavoir, quand en matiére de Mariage quelqu'un ſera Demandeur contre une perſonne de la Religion Catholique Romaine, ils decideront ſi telle promeſſe de Mariage doit ſubſiſter ſelon les Droits, ou non, comme auſſi s'il peut ſubſiſter par la proximité des dégrez, à condition pourtant, que la diſpenſation en ſoit reſervée au Souverain du Païs. Ces Officiaux jugeront de même, ſi le Mariage doit ſubſiſter pour la communauté de Corps & de Biens, ou autrement. Tout le reſte demeure au pouvoir du Souverain, comme il l'a été juſqu'à preſent. Mais quand le different en matiere de Mariage eſt entre des perſonnes Reformées & Catholiques, on obſervera la régle commune:* Actor ſequitur forum Rei, *& les Juges jugeront chacun conformement aux régles, & aux Droits de ſa Religion.*

§ 3. *Quand un Prêtre de l'Egliſe Romaine fait un Teſtament, l'Official jugera de ſa validité, & des formalitez y requiſes par le Droit, & il ſera libre à tel Teſtateur de diſpoſer à ſon gré de tout le Bien Patrimonial conformement au Droit commun, ſans pourtant en faire Main-morte: mais du bien gagné par ſon Benefice, il n'en pourra diſpoſer qu'en faveur de l'Egliſe & des Pauvres: En tout cas*

l'Offi-

Digitized by Google

men zuzuwenden und zulaſſen; Und hat der Officialis dahin zuſehen/ daß denjenigen/ welchem etwas vermachet/ wie nicht weniger der Kirchen und Armen das ihrige ohne ſaumnuß abgefolget werde.

Solte aber von Weltlichen Perſonen denen Romiſch-Catholiſchen Kirchen und Armen etwas vermachet ſeyn/ alsdann wird der Weltliche Richter erkennen und exequiren/ dieſe Execution auch keines wegs verzogeren/ ſondern auch ex officio, vielmehr aber ad inſtantiam, welche etwan von Officialen oder ſonſten geſchiehet/ dieſelbe in geſetzter Friſt Rechtens beſchleunigen und werckſtellig machen.

§. 4. Es ſollen an dieſe Officiales auch gehören die Beneficial oder Geiſtliche Lehn-Sachen/ und ob der præſentatus oder beneficiatus qualificirt und zu dem Beneficio und inveſtitur zu admittiren ſey oder nit? Jedoch daß die jenige/ welche von dem Lands-Herren als Patrono beneficiirt und præſentiret worden/ nicht abgewieſen werden. Wann aber der præſentirten Perſonen halber etwas erhebliches zu erinneren/ ſoll ſolches unterthänigſt berichtet/ und darauff dieſem Receß gemäß Beſcheidt erwartet werden. Solte aber zwiſchen Weltlichen Patronen ratione Juris Patronatus, Dotationis oder præſentationis oder in anderen Fällen Streit vorfallen/ als dann ſoll die Cognition oder Deciſion dem Lands-Herren verbleiben.

§. 5. Für dem Officiali ſollen auch gehören die Erkäntnuß über Geiſtliche Güter/ welche von alters oder hundert Jahren hero vor mortificirte gehalten werden. Was aber derſelben Beſitz und Verpachtung angehet/ wie auch wann zwiſchen einem Weltlichen und Geiſtlichen Streit vorfiele/ ob das Gut mortificirt ſeye oder nit? In ſolchen Fall ſoll die Erkäntnuß bey dem Weltlichen Gericht verbleiben.

§. 6. Wann ein Geiſtlicher oder Weltlicher an einem Geiſtlichen Actione perſonali Anſpruch zu haben vermeint/ ſo ſollen ſie dieſe Actionem perſonalem für das Officialat anbringen; Wann aber ein Geiſtlicher einen Weltlichen belangen will/ ſo bleibet es bey der gemeinen Regul; Actor ſequitur forum rei, und ſoll dem Geiſtlichen Kläger an das Weltliche Gericht ſchleunig und unpartheiſch Recht wiederfahren.

§. 7. Endlich ſollen zwar die Geiſtlichen Ubertretter und Verbrecher von ihren in Clev- und Märckiſchen Landen ſeyenden/ und durchaus von keinen anderen frembden Geiſtlichen/ auch auff keines anderen frembden Geiſtlichen Befehl/ die Cenſuram Eccleſiaſticam leyden/ Ihrer Churfürſtl. Durchl. und in dero Nahmen der Regierung aber nach als vor frey bleiben/ dergleichen Verbrecher/ wie auch andere Romiſch-Catholiſche Unterthanen in quibuscunque delictis nach anweiſung der Rechte gebührend anzuſehen und zu beſtraffen/ auch die davon fallende Geltbrüche vor ſich zu behalten.

§. 8. So mag ſich auch ein jedweder/ welcher ſich beſchweret befindet/ von dem Officialat an Ihrer Churfürſtl. Durchl. Hoffgericht wenden/ und daſelbſt ſeine Sachen weiter ausführen. Wann nun die Sache vor dem Hoffgerichte inſtruirt iſt/ ſoll ihnen frey ſtehen entweder daſelbſt ſprechen zulaſſen/ oder aber eine oder andere Parthey zu begehren/ daß die Acta prævia inrotulatione ſumptibus petentis zur unparteiſchen Erörterung in vorher geſetzten Sachen an eine Juriſten Facultät/ welche der Romiſch-Catholiſchen Religion zugethan iſt/ ausgeſtellet; In den übrigen Sachen aber ſoll nach Inhalt des Land-Tages-Receſſen, Privilegien, und wie es bishero üblich und gebräuchlich geweſen/ verfahren werden.

§. 9. Decani und Capitula behalten über die zu dem Capitulo behörige Leuthe die Cognition in civilibus in prima inſtantia: Von denen Beſcheiden aber/ welche Dechant und Capitula ertheilen/ mag ſich der beſchwerte Theil/ wie in kurtz vorhergehendem §. diſponiret, an das Hoffgerichte wenden.

Art. IV.

Graffſchafft Ravensberg.

§. 1. SO viel nun die Graffſchafft Ravensberg anbetrifft/ ſo wollen Ihre Churfürſtl. Durchl. gleich wie in dem

l'Official aura ſoin, que ce qui pourroit être legué à quelqu'un, comme auſſi ce qui en reviendroit à l'Egliſe, & aux Pauvres, ſoit donné ſans delay à qui il appartient.

Mais quand des Perſonnes Seculieres legueront quelque choſe aux Egliſes, ou aux Pauvres Catholiques, le Juge Seculier en jugera, & fera l'execution prompte, & dans le tems preſcrit par les Loix, ſoit qu'il le faſſe par Office, ou à la requiſition, que l'Official, ou quelqu'autre en auroit faite.

§. 4. *Il appartiendra auſſi à ces Officiaux de juger des Benefices, & des Fiefs Eccleſiaſtiques, ou bien ſi la perſonne qu'on preſente, a les qualitez requiſes pour cette Inveſtiture au Benefice, à condition pourtant, qu'on ne donnera pas l'excluſion à ceux qui ſeroient preſentez, ou inveſtis par le Souverain du Païs ſelon le Droit de ſon Patronage: Et quand même il ſe trouveroit quelque défaut conſiderable dans la perſonne preſentée de cette maniere, on ſe contentera d'en faire un très-humble rapport au Souverain, & d'attendre là-deſſus la reſolution conformement au preſent Traité: Mais en cas qu'il y eût quelque different entre les Maîtres, ou Patrons Seculiers ſur le Droit de Patronage, de Dotation, de Preſentation, ou autrement, pour lors la connoiſſance & la déciſion en demeurera au Souverain.*

§. 5. *Il appartiendra de plus à cet Official de connoître & de juger de ces Biens Eccleſiaſtiques, qui ont été tenus pour amortis depuis cent ans: Mais dans les cas, où il s'agit de la poſſeſſion ou des Fermes, ou qu'on diſpute, ſi un Bien eſt amorti, ou pas amorti, la connoiſſance en ſera au Juge Seculier.*

§. 6. *Quand quelqu'un, ſoit Eccleſiaſtique ou Seculier, prétend ſur un Eccleſiaſtique, il intentera l'Action perſonnelle devant l'Officialité: Mais quand un Eccleſiaſtique en veut à un Seculier, on ſuivra la regle commune:* Actor ſequitur forum rei, *& le Juge Seculier adminiſtrera promptement Juſtice ſur la demande du Demandeur Eccleſiaſtique.*

§. 7. *Enfin il ſera bien permis, que les Tranſgreſſeurs ou Coupables Eccleſiaſtiques ſoient châtiez par la Cenſure de leurs Eccleſiaſtiques, qui ſe trouvent dans ces Païs de Cléves, & de la Marc, & jamais par la Cenſure d'autres Eccleſiaſtiques étrangers, ni par leur ordre. Toutefois demeure-t'il reſervé à ſon A. E. & de ſa part à la Regence du Païs, le pouvoir de châtier conformement aux Loix ſes Sujets Catholiques, & même les Eccleſiaſtiques, de quelque crime qu'ils puiſſent être coupables, & de s'approprier l'amende pecuniaire, qui en reviendroit.*

§. 8. *Il ſera auſſi libre à un chacun, en cas des griefs, d'appeller de l'Officialité au Conſeil Aulique de ſon A. E. & d'y pourſuivre ſa demande, & la Cauſe y étant inſtruite, il ſera encore libre d'y faire donner Sentence, ou de demander, que les Actes après que la Rotule en eſt faite, ſur la dépenſe de celui qui le demande, ſoient envoyez à une Academie, ou Faculté des Juriſconſultes de la Religion Romaine, pour y être décidez ſans prévention. Du reſte, & dans tous les autres cas, on ſe tiendra aux Recès des Dietes, aux Privileges, & aux Coûtumes du Païs.*

§. 9. *Les Doyens & les Chapitres jugeront toûjours dans les Cauſes Civiles, & en premiere inſtance tous ceux qui dependent de leurs Chapitres: mais on pourra appeller de leurs Decrets au Conſeil Aulique de ſon A. E. comme il eſt ordonné ci-deſſus.*

Art. IV.

Le Comté de Ravensberg.

§. 1. *QUant au Comté de Ravensberg, ſon A. E. y maintiendra auſſi, & protegera autant* dem Hertzogthumb Cleve und Graffſchafft Marck die Römiſch-Catholiſche bey dem jenigen/ was ſie an Exercitien/ Kirchen/ Capellen/ und Renthen/ ſie haben Nahmen wie ſie wollen/ gegenwertig beſitzen/ und in folgenden nicht reſtituiren müſſen/ zu jederzeit gnädigſt ſchützen und handhaben.

§. 2. Das übrige aber iſt dergeſtalt verglichen und abgethan/ daß die Canonici zu Bielefeldt/ welche der Römiſch-Catholiſchen Religion/ das Exercitium publicum, jedoch ohne Parochialibus (welche denen alſo genannten Patribus Recollectis in dem Cloſter daſelbſt vergönnet/ zugelegt und verſtattet werden) in einem Hauſe bey der Neuſtädtiſchen Kirchen/ in welchem bishero die Lutheriſchen ihre Schulen gehabt/ und welches ſie die Lutheriſche auff ihre Koſten zum gebrauch des Catholiſchen Gottesdienſt/ ſo viel das Gebäude betrifft/ aptiren müſſen/ ſo bald dieſer Receſs ſeine Würcklichkeit erlanget/ anrichten/ haben und behalten/ und dabenebens ihre horas wie bishero alſo auch ferner in allen ſtücken auff dem Chor/ in der Neuſtädtiſchen Lutheriſchen Kirchen continuiren mögen.

§. 3. Die Römiſch-Catholiſche Adeliche Stiffts-Jungfern zu Schilſchede bekommen das Exercitium publicum und dazu die Capelle S. Johannis in dem Stande/ wie dieſelbe jetzo iſt/ und demnach zumahl bey Winterzeit der Weg nach dieſer Capelle etwas unbequem/ als ſolle dieſer Weg von den Lutheriſchen Unterthanen daſelbſt auff dero eigene Koſten gebeſſert und unterhalten werden/ auch denen Römiſch-Catholiſchen vergönnet und zugelaſſen ſeyn/ jedoch ohne Zuthun und Beytrag der Evangeliſchen/ jetzgedachte Capelle S. Johannis abzubrechen/ und an einen anderen näheren Orth nach Schilſchede/ welcher ihnen auff ſolchen Fall angewieſen werden ſoll/ auff ihre Unkoſten zuſetzen.

§. 4. Es ſoll in dieſem Stifft Schilſchede zum wenigſten das dritte Theil mit Römiſch-Catholiſchen Jungferen beſetzet/ und ſo lang dieſes dritte Theil damit nit beſetzet/ die Præbenden bey erſter vacantz/ ſie geſchehe durch reſignation oder durch den Tode Römiſch-Catholiſchen bis zu ſolcher Zahl conferirt, und darüber gleichwohl nit weniger die Catholiſche als Reformirte und Lutheriſche fähig ſeyn.

§. 5. Wann dieſe jetzige Evangeliſche Lutheriſche und nach dieſer noch eine Evangeliſche Reformirte oder Lutheriſche Decaniſſin verſtorben/ ſo ſoll die dritte aus denen Römiſch-Catholiſchen Stiffts-Jungferen erwehlet/ und es künfftig jedesmahl alſo gehalten werden/ daß wann zwo Evangeliſche Decaniſſin geweſen/ die dritte der Römiſch-Catholiſchen Religion ſey. So ſollen auch nach Abgang der jetzigen Römiſch-Catholiſchen Probſtin zwo Evangeliſche Reformirte oder Lutheriſche nach einander darzu kommen und erwehlet werden/ und hinführo wie der Decaniſſin halber geſaget/ jedesmahl die dritte Probſtin der Römiſch-Catholiſchen Religion zugethan ſeyn.

§. 6. Die Römiſch-Catholiſche Adeliche Stiffts-Jungferen zu Schilſchede mögen ihnen einen Beichtiger beſtellen/ und ſoll demſelben an ſtatt ſeiner competentz die Einkunfft einer der Hebdomaderey und ein mehrers aus gemeinen Stiffts-Mittelen nicht gegeben werden. Die Evangeliſche aber das bey ſolcher Hebdomaderey bishero geweſenes votum ſtets hin behalten.

§. 7. In der Commentherey Capelle zu Hervord wird denen Römiſch-Catholiſchen das Exercitium publicum verſtattet/ und ihnen zugleich vergönnet/ dieſe Capelle auff ihre Unkoſten zu erweiteren.

§. 8. Das Exercitium Religionis in der Capelle auffm Hoff zu Urendorff bleibet auch künfftig in dem Stand wie es bis anhero der Münch exerciret, und iſt nicht zu extendiren.

§. 9. Ihre Churfürſtl. Durchl. vergönnen auch denen Römiſch-Catholiſchen das Exercitium publicum vor dem Flecken Blotho/ und mögen ſie ihnen dazu für ſich und ohne Beſchwer der Lutheriſchen eine Capelle/ ein Predighaus oder Kirche bauen.

§. 10. Wie nicht weniger ſoll ihnen zugelaſſen ſeyn/ wie jetzo wegen Blotho gedacht/ des Exercitium publicum vor und bey Verſmold oder einem anderen den Catholiſchen anſtändigen Ort/ jedoch daß er den Evangeliſchen nicht nachtheilig ſey/ anzurichten/ und auff ihre eygene Köſten ihnen eine Capelle/ Predig-Haus oder Kirche und ſonſten zu bauen.

§. 11. Nicht weniger ſollen auch gemelte Römiſch-Catholiſche hin-

autant que dans les Païs de Cléves, & de la Marc, les Catholiques Romains dans la jouïſſance de tout ce qu'ils poſſedent preſentement en exercice libre, Egliſes, Chapelles & Rentes, quelles qu'elles puiſſent être, & dont la reſtitution ne ſe trouve pas ordonnée dans la ſuite de ce Traité.

§. 2. *On eſt convenu de plus, que les Chanoines Catholiques de Bielfeld auront leur exercice public: mais toutefois ſans les Paroiſſials, leſquels ſeront reſervez, & permis aux Peres Recollets qui y ont un Cloitre, dans une Maiſon proche de l'Egliſe de Neuſtat, & que les Luthériens, qui y ont juſques à preſent tenu leurs Ecoles, feront en execution de ce Traité, la dépenſe pour reparer ladite Maiſon, & pour la rendre propre à l'Office deſdits Chanoines, qui pourront de plus continuer encore à l'avenir de dire toutes leurs Heures dans le Chœur de l'Egliſe Luthérienne de Neuſtat.*

§. 3. *Les Demoiſelles Catholiques du Noble Chapitre de Schilſchede auront l'Exercice public, & encore la Chapelle de S. Jean, dans l'état, qu'elle eſt preſentement, & d'autant que le chemin, qui y conduit, eſt fort malaiſé en tems d'Hiver, les Habitans Reformez le raccommoderont, & l'entretiendront à leurs depens: & les Catholiques pourront même, mais ſans que les Réformez y contribuent, abattre ladite Chapelle de S. Jean, & la rebâtir à leurs propres frais, dans un endroit qui leur ſera alors aſſigné plus proche de Schilſchede.*

§. 4. *On placera dans ce Chapitre de Schilſchede pour le moins une troiſiéme Partie de Demoiſelles Catholiques, & ainſi on leur conférera toutes les Prebendes, qui pourroient vaquer par mort, ou par reſignation, juſqu'à ce que tel nombre y ſoit complet: & par après les Demoiſelles Catholiques n'en ſeront pas moins capables que les Réformées & Luthériennes.*

§. 5. *Quand après la mort de cette Dame Doyenne, qui eſt Luthérienne, on en aura élû une ſeconde de la même Religion, ou de la Réformée, la troiſiéme Doyenne ſera de la Religion Catholique, & l'on continuera à l'avenir dans ce même ordre, de prendre de ſuite deux Dames Proteſtantes, & pour la troiſiéme une Catholique Romaine. De même, on choiſira auſſi après la mort de la Dame Prévôte, qui y eſt Catholique, deux Dames Proteſtantes l'une après l'autre, & l'on continuera toûjours de cette maniere.*

§. 6. *Les Demoiſelles Catholiques dudit Chapitre Noble de Schilſchede pourront prendre un Confeſſeur, qui pourtant pour ſa competence, ne tirera du Chapitre que la Rente d'un hebdomadaire, & les Proteſtans conſerveront le Suffrage, qui a été juſqu'ici annexé à l'Office d'Hebdomadaire.*

§. 7. *Les Catholiques jouïront auſſi de l'exercice public dans la Chapelle de la Commanderie à Hervort, & ils pourront même élargir ladite Chapelle, mais à leurs dépens.*

§. 8. *L'Exercice public dans la Chapelle de la Cour à Urendorf, ſera continué de la même maniére, qu'il y eſt exercé par le Moine de ce lieu, & ſans qu'il ſoit étendu davantage.*

§. 9. *Son A. E. permet de plus aux Catholiques Romains l'Exercice public devant le Bourg de Vlotho, & qu'ils y puiſſent bâtir une Chapelle ou Egliſe, mais ſans incommoder les Luthériens.*

§ 10. *A l'exemple de cette permiſſion pour Vlotho, on permet auſſi aux Catholiques d'avoir l'Exercice public, & de bâtir à cette fin Egliſe ou Chapelle prés de Verſmolde, ou dans un autre endroit, qui leur ſera commode, & qui ne portera pas préjudice aux Réformez.*

§. 11. *Pareillement ſeront les Catholiques Romains*

ANNO 1672.

hinfüro auff den beyden Adelichen Häuſeren Tatenhauſen und Hoeltfelde ihren öffentlichen freyen Gottesdienſt auff eben dieſelbe Art und Weiſe als auff den Adelichen Häuſeren in der Graffſchafft Marck / wovon hieoben Art. 2. §. Ferner ſo hat man ſich auch ꝛc. 3. verſehen iſt / üben und verrichten mögen.

§. 12. So wird ihnen / denen Römiſch-Catholiſchen / auch die Vicarie S. Catherinæ zu Bielefeld ſo bald dieſelbe vaciret, reſtituiret.

Hingegen aber ſo ſollen auch denen Evangeliſchen bey der erſten Vacantz ebenmäſſig reſtituirt werden.

1. Die Vicarie omnium Sanctorum.
2. Die Vicarie S. S. Math, Erasmi, Crispini & Crispiniani.
3. Die Vicarie decem millium Martyrum.
4. Die Vicarie S. Johannis Baptistæ & Margarethæ.
5. Eine Præbenda in der Collegiat-Kirchen zu Bielefelde.
6. Wie auch drey Præbenden in dem Collegio Canonicorum zu Herword.

§. 13. Und bleibet es im übrigen in dieſer Graffſchafft Ravensberg ratione Jurisdictionis Ecclesiasticæ, Visitationis und ſonſten / wie es bißhero darin von alters gehalten und üblich geweſen.

Art. V:

§. 1. AN allen Orthen nun / an welchem die Römiſch-Catholiſche in vorgedachten Landen die Exercitia publica haben / und vermöge dieſer Pauſch-Handlung verſtattet und reſtituirt bekommen / haben ſie Macht ihren Römiſch-Catholiſchen Gottesdienſt in allen Stücken / Zufolge in dieſem Receß enthaltenen Regulen / ungehindert / und ungeirret zu üben und zu treiben / Kirchen / Kirchenhäuſer / Capellen / Pfarr / Schulen / Kuſter-Haus / Thürne und Clocken / und was ſonſten mehr zum Gottesdienſt nötig / auff ihre Koſten zu bauen / und zu unterhalten. Dabey Seine Churfürſtl. Durchl. ſie jedesmahl / und wider männiglich gnädigſt ſchützen wollen.

§. 2. Hernechſt ſollen die Römiſch-Catholiſche Geiſtliche Seculares und Regulares Manns und Weibs-Perſonen in ihren Stifftern / Collegien / Pfarren / Kirchen / Capellen / Schulen / und anderen gehörigen Häuſeren und Wohnungen auch gewidmeten Gütern / Renthen und Gefällen / alle Geiſtliche Freyheit für ihre Perſohnen und für die darzu gewidmete Gütere / wie und wo dieſelbe im Lande gelegen / überall gleich wie die Evangeliſche genieſſen / auch wider des Lands-Gebrauch und Herkommen mit Einquartirung und Contributionen nit beſchweret / viel weniger die Cloſter und Geiſtlichen / welche von täglichen Allmoſen leben / wann ſie in die Steur-Matricul nicht gehören / dahin wider Recht nit gezogen / noch beſchwäret / auch der contribuablen Güter halber / welche ſie vor dieſem gehabt / jetzo aber an andere Poſſeſſores kommen / nicht beſprochen / ſondern die jetzige Poſſeſſores darzu angehalten / und alſo auch in dieſem Stück denen Evangeliſchen gleich tractirt und gehalten werden.

§. 3. Nicht weniger ſollen gedachte Römiſch-Catholiſche Geiſtliche bey ihren hergebrachten Ceremonien / Statuten / und Ordnungen / auch ungehinderter Beſuchung ihrer Synodal und anderer Conventen innerhalb den unirten Hertzogthumben und Graffſchafften gehandhabet werden / auſſer Landes aber ſich aller Synodal und anderer dergleichen Verſamblungen / ohne Vorwiſſen und Bewilligung der Landes Fürſtl. Obrigkeit / enthalten.

§. 4. Ihre Churfl. Durchl. vergönnen auch hiemit gnädigſt / daß die Geiſtlichen in denen vorher gedachten unirten Hertzogthumben und Graffſchafften / nachdem es nöthig ſeyn wird / die Orden / Cloſter und Kirchen viſitiren: Ehe und bevor ſie aber dieſe particular Visitationes vornehmen / ſollen ſie ſolches und jedweder der nötig halt zu viſitiren / Ihrer Churfürſtl. oder in dero Abwe-

ANNO 1672.

mains leurs Offices publics, & librement dans les deux Maiſons Nobles de Tatenhauſen, & de Holtfeld, tout de même que dans les Maiſons Nobles de la Comté de la Marc, dont il a été parlé ci-deſſus dans l'Art. 2. §. 3.

§. 12. On rendra de plus aux Catholiques Romains le Vicariat de S. Catherine à Bielfeld, tout auſſi-tôt qu'il ſera vacant.

Mais en échange on rendra aux Proteſtans, en pareil cas de vacance

1. Le Vicariat de tous les Saints.
2. Le Vicariat de SS. Math. Eraſme, Criſpin, & Criſpinien.
3. Le Vicariat de dix mille Martyrs.
4. Le Vicariat de S. Jean Baptiſte & S. Marguerite.
5. Une Prebende dans l'Egliſe Collegiale à Bielfeld, comme auſſi
6. Trois Prebendes dans le College de Chanoines à Hervord.

§. 13. On demeure du reſte, & touchant la Juriſdiction Eccleſiaſtique, les Viſitations, & autres annexes, dans le ſtile, qui eſt pratiqué depuis longtems dans cette Comté de Ravensberg.

Art. V.

§. 1. LEs Catholiques Romains pourront ainſi dans les Lieux, où l'Exercice public leur eſt permis, ou rendu en conformité de cette Convention generale, faire leur Office dans toutes les manieres & Rites de leur Egliſe, & même y bâtir & entretenir à leurs dépens des Egliſes, & des Maiſons neceſſaires, des Chapelles, Ecoles, Maiſons de Paſteur & de Marguillier, des Clochers avec Cloches, & generalement y avoir tout ce qui pourroit être requis à leur Office & Exercice public de leur Religion, c'eſt ce, en quoi Son Alteſſe Electorale les maintiendra toûjours, & contre tout le monde.

§. 2. Les Eccleſiaſtiques de la Religion Catholique Romaine, tant Seculiers, que Reguliers, tant Hommes que Femmes joüiront de toute liberté Eccleſiaſtique, tant pour leurs perſonnes, que pour leurs Chapitres, Cloîtres, Egliſes, Chapelles, Ecoles, Maiſons & Logis, comme auſſi dans leurs Biens & Rentes, en quelque endroit qu'elles puiſſent être ſituées, par tout & à l'imitation de la liberté, dont ceux de la Religion Reformée y jouïſſent, même ſans pouvoir être chargez, contre l'ancienne Coûtume du Païs, de Quartiers, ou d'autres Contributions: Et moins encore pourront ceux des Cloîtres, & autres Eccleſiaſtiques, qui vivent d'Aumônes, & indépendans de leur Matricule, y être tirez ou chargez en maniere aucune contre les Droits, & ils ne ſeront non plus inquietez des Contributions au ſujet des Biens, dont ils étoient en Poſſeſſion ci-devant, mais les Poſſeſſeurs d'à preſent y ſeront taxez ſeuls, en ſorte que les Eccleſiaſtiques Romains ſoient encore en ce point-ci traitez également avec les Proteſtans.

§. 3. Les Eccleſiaſtiques Romains continueront de plus, & ſans empêchement aucun, dans toutes leurs Cérémonies, Statuts & Ordres établis, comme auſſi leurs Viſitations, Synodes & autres Aſſemblées dans les Duchez & Comtez nommez ci-deſſus, mais ils auront à ſe garder de ſe rendre à aucune Aſſemblée ou Synode hors de ce Païs, ſans en avoir une permiſſion particuliere du Souverain.

§. 4. S. A. E. permet auſſi, que les Eccleſiaſtiques Romains puiſſent par tout, où il ſera neceſſaire, dans ſes Duchez & Comtez réünis, viſiter les Cloîtres & les Egliſes; à condition pourtant, que devant que d'entreprendre telle Viſitation, ils en avertiſſent très-humblement S. A. E. ou en ſon abſence, Abweſen dero Regierung in Zeiten es unterthänigſt und gebührlich zu wiſſen machen/ damit jemand verordnet werden könne/ welcher wegen vor offt höchſtgemelter Ihrer Churfürſtl. Durchl. als Landfürſten der Viſitation beywohne/ ſonſten aber dahin ſehe/ und acht habe/ daß nichts geſchehe/ oder von denen Geiſtlichen/ welche bey denen Viſitationen ſeyn und viſitiren/ etwas vorgenommen werde/ welches der Lands-Fürſtl. Hoheit/ Botmäſſigkeit/ und Jurisdiction entgegen/ nachtheilig und præjudicirlich. Und wollen Ihre Churfürſtl. Durchl. jedesmahl ihrentwegen einen der Römiſch-Catholiſchen Religion zugethanen Viſitatorem auff ihre Koſten verordnen/ welcher doch/ wann Sachen vorgehen/ die ad interius Conclave gehören/ und wann die Cenſura Eccleſiaſtica vorgenommen wird/ ſich ſo lange abſentiren und dieſen Actibus nicht beywohnen ſoll. Die Weltliche Obrigkeit ſoll in dem/ was von dem Römiſch-Catholiſchen Viſitatoribus ihren Geiſtlichen Rechten/ auch der Regularium Ordinum Satzungen/ Regulen und Statuten gemäß des Viſitati oder correcti Lebens/ Handels und Wandels/ Verhaltens und Abſtraffens halber ſtatuirt iſt/ nicht verhindern noch auffhalten/ weniger die corrigendos, vel correctos dawider ſchützen. Wofern auch der Viſitatus, corrigendus, vel correctus, darüber an die Weltliche Obrigkeit ohne gnugſame und erhebliche Urſach ſich wenden würde/ derſelbe abgewieſen/ und denen ihm vorgeſetzten Geiſtlichen Viſitatoribus in Vollziehung der Execution gegen den per Cenſuram Eccleſiaſticam correctum die Hand biethen und behülfflich erſcheinen.

§. 5. Wann Römiſch-Catholiſche Geiſtliche præſentirt werden/ ſo mögen ſie von ihren Oberen/ welche in vorgedachten Landen ſeynd nach Römiſch-Catholiſcher Ordnung und Gebrauch die Inſtitution und Inveſtitur gebührlich ſuchen/ und ſich alſo zu denen Beneficiis qualificiren/ geſtalt dann ohne ſolche vorhero gehende und producirte qualification Ihre Churfürſtl. Durchl. keinen Römiſch-Catholiſchen Geiſtlichen admittiren wollen.

§. 6. Hiernechſt ſo mögen Ihrer Churfürſtl. Durchl. Römiſch-Catholiſche Unterthanen frey und unverweigert die Römiſch-Catholiſche Feyrtagen in ihren Kirchen und Häuſeren feyren/ auch Proceſſiones, an welchen Orten ſie hergebracht/ nebens anderen ihren Ceremonien behalten/ und ſoll ihnen darin von denen Augſpurgiſchen Confeſſions-Verwandten/ Reformirten und Lutheriſchen/ in vorgedachter Ihrer Churfürſtl. Durchl. Landen keine Hinderung noch Eintrag geſchehen/ zur Aergernüs keine Urſach gegeben/ viel weniger ſie beſchimpffet/ oder andere inſolentien wider ſie verübet/ auff allen unverhofften Fall aber der jenige/ welcher ſolches dennoch thut/ ohne verzögerung gebührendt und wie ers verdienet/ geſtraffet werden.

Es ſoll aber auch weder ſonſten/ noch auch etwa hierdurch kein Augſpurgiſcher Confeſſions-Verwandter/ weder Reformirter noch Lutheriſcher/ an einige der Römiſch-Catholiſchen Feyrtage und derſelben Obſervir- und Haltung/ noch auch an einige andere deroſelben Ceremonien/ ſie heiſſen und haben nahmen wie ſie wollen/ gebunden oder dazu im geringſten gehalten ſeyn.

§. 7. Auch ſollen die Römiſch-Catholiſche keine Proclamationes, dimiſſoriales oder Copulationes bey denen Evangeliſchen ſuchen/ ſondern es ſoll gnug ſeyn/ wann ſie ſich in ihrer Religion nechſt gelegenen Gemeinen proclamiren/ und wo ſie wollen copulieren laſſen.

Art. VI.

Hertzogthumber Gülich und Bergh.

§. 1. ANreichendt nun die Hertzogthumber Gülich und Berge/ da laſſen des Herren Pfaltz-Graffen Fürſtl. Dl. die Augſpurgiſchen Confeſſions-Verwandte ſo wol Reformirte als Lutheriſche bey denen Exercitiis, Kirchen/ Capellen/ Beneficiis/ Renthen/ Gütern und Einkommen/ welche ſie bishero innen gehabt/ poſſedirt und genoſſen/ unbetrübt und ruhig/ wollen dieſelbe gegen jedermänniglich gebührend ſchützen/ auch was krafft dieſes Vergleichs zu reſtituiren/ ſo bald dieſe Pauſch-Handlung ratificirt, ohne die allergeringſte Saumnus reſtituiren laſſen.

Hertzogthumb Gülich.

§. 2. SOlchem nach ſollen die Augſpurgiſche Confeſſions-Verwandte der Reformirten Religion in dem Hertzog-

ſence, la Regence du Païs, afin qu'on y puiſſe députer quelqu'un pour aſſiſter de la part de Sadite A. E. & pour y obſerver ou empêcher qu'on n'y faſſe rien de la part des Viſitateurs Eccleſiaſtiques, ou d'autres, qui puiſſe préjudicier à la Souveraineté & à la haute Juriſdiction de Son A. E. qui ſe déclare de plus, vouloir bien députer toûjours de ſa part un Viſitateur qui ſoit de la Religion Catholique, & de l'y entretenir à ſes dépens, lui ordonnant de plus, qu'il ait toûjours à ſe retirer lors qu'il s'agira de quelque choſe, qui appartient au Conclave interieur, & d'une Cenſure Eccleſiaſtique, de ſorte qu'il n'aſſiſtera pas à tels Actes, & le Bras Seculier n'empêchera jamais l'execution de ce qui aura été ordonné par les Viſitateurs Eccleſiaſtiques, & conformement à leurs Canons, & aux Statuts des Ordres Reguliers, contre la perſonne du Coupable, ni ne protegera en aucune maniere ceux qui auront été corrigez, ou qui ſeront à corriger, mais au contraire ledit Bras Seculier renverra ceux qui y auroient recours ſans cauſe legitime, auſdits Viſitateurs Eccleſiaſtiques, pour y être effectivement châtiez, ou corrigez ſelon la Cenſure, & en facilitera même l'execution.

§. 5. Toutes les fois, qu'on preſentera des Eccleſiaſtiques Romains, ils ſe feront donner l'Inſtitution, & l'Inveſtiture ſelon les Canons, & les Coûtumes de leurs Egliſes, par la main des Superieurs, qui ſont dans ces Duchez & Comtez unis, & ils ſe legitimeront ainſi pour les Benefices, car Son A. E. n'y admettra aucun Eccleſiaſtique de la Religion Romaine, ſans qu'il produiſe préalablement une telle legitimation.

§. 6. Son A. E. permet encore à ſes Sujets de la Religion Romaine, d'obſerver librement dans leurs Egliſes, & Maiſons, les Fêtes de l'Egliſe Romaine, enſemble les Proceſſions dans les Lieux, où ils en ſont en poſſeſſion, avec toutes leurs autres Cérémonies, & de les continuer, ſans que ceux de la Confeſſion d'Ausbourg, ou de la Religion Reformée les en puiſſent aucunement empêcher, incommoder, injurier, ou leur donner occaſion de ſcandale, & en cas que tel empêchement, ou inſolence fut fait, on en châtiera inceſſamment, & à proportion du crime les Coupables.

Mais pour ceux de la Confeſſion d'Ausbourg, & de ladite Religion Reformée, ils ne ſeront ni ici, ni ailleurs, tenus à l'obſervation des Fêtes, & des Cérémonies des Catholiques Romains.

§. 7. Les Catholiques Romains n'auront pas beſoin non plus de Proclamations, Dimiſſoriales, ou de Copulations par ceux de la Religion Reformée: mais il leur ſuffira de ſe faire proclamer, & copuler dans les plus proches Communautez de leur Religion Romaine.

Art. VI.

Les Duchez de Juilliers, & de Berghe.

§. 1. DAns les Duchez de Juilliers & de Berghe, ſon A. S. de Neubourg laiſſera & maintiendra ceux de la Confeſſion d'Ausbourg, tant Reformez, que Luthériens, dans l'Exercice, Egliſes, Chapelles, Benefices, Rentes, & les Biens dont ils ont joüi juſqu'à preſent, & leur fera effectivement & promptement rendre tout ce qui leur doit être rendu en conformité de cette Convention generale, auſſi-tôt qu'elle ſera ratifiée de part & d'autre.

Duché de Juilliers.

§. 2. DE ſorte que ceux de la Confeſſion d'Ausbourg, & de la Reformée continueront & tien-

ßogthumb Gülich an nachfolgenden Orten / allwo ſie ohne dem vorhero die Exercitia publica gehabt / dieſelbe auch künfftig rühig und ohn contradiction behalten / als in Städten und Flecken

1. Zu Düren.
2. Zu Heinsberg.
3. Zu Oberwinter.
4. Zu Linnich.
5. Zu Waſſenberg.
6. Zu Stolberg.
7. Zu Randenrahe.
8. Zu Bruggen.
9. Zu Eſchweiler.
10. Zu Sittard.
11. Zu Waldeniel.
12. Zu Süchtelen.

In denen Dörfferen.

13. Zu Gemonde.
14. Zu Teveren.
15. Zu Weyden.
16. Zu Frechen.
17. Zu Kirchherten.
18. Zu Kaldenkirchen.
19. Zu Juchen.
20. Zu Hunshoven.
21. Zu Otzenroth.
22. Zu Lövenich.
23. Zu Broche.
24. Zu Keltzenberg.
25. Zu Huckelhofen.
26 Zu Rheide in der Pfarrkirchen / worzu derſelben Renthen und Gefälle gehörig.

Auff den Adelichen Häuſeren

27. Zu Flammersheim. 28. Zu Bulles oder Groſſen Bullesheim / dergeſtalt daß wann ſchon hernechſt die Häuſer an Römiſch-Catholiſche / es ſeye auff was Art und Weiſe es immer wolle / kommen / oder transferiret werden / oder der Beſitzer zu ſolchem öffentlichen Gottesdienſt ſein Hauß länger nit dazu verſtatten köne oder wolte / auff ſolche Fälle nichts deſtoweniger das Exercitium publicum continuiret / und in den Dörfferen Gros Bullesheim und Flammersheim Kirchen und Schulen gebauet / und alle annexa Exercitii publici geübet werden.

§. 3. So viel aber die übrige Evangeliſche Reformirte Adeliche Häuſer in ſpecie Lürcken / Vercken / Merotgen / Severnich / Berg vor Flosdorff / Laidendorff / Bolheim und Durweis / ꝛc. angehet / darauff ſolle gleich wie bis anhero der Gottesdienſt / doch mit Zulaſſung der Benachbarten Reformirten Religion Familien / ohne Parochialibus geübet werden. Gleich wie auch denen Adelichen Römiſch-Catholiſchen in dem Herßogthumb Cleve auff ihren Häuſeren eben dergleichen Gottesdienſt verſtattet / ob ſie gleich weder publicum noch privatum Exercitium bishero darauff gehabt hetten.

§. 4 Reſtituiret aber und geſtattet ſoll ihnen den Reformirten werden das publicum Religionis Exercitium cum omnibus annexis, und ſie hiemit Krafft und Macht haben und befugt ſeyn / daſſelbe nunmehr auch einzuführen und einzurichten.

1. Vor der Stadt Gülich auff dem Acker Käyſers-Kamp genandt / und allernechſt der Carthäuſer Mühle gelegen / oder auff der zwiſchen höchſtgemelter Ihrer Fürſtl. Durchl. und der gemeldter Carthäuſer Mühlen gelegenen Grund eine Kirche und Küſters Wohnung zu bauen / des Predigers Wohnung aber und die Schule in der Stadt Gülich zuhaben und anzuſtellen. Es wäre dann daß Ihre Fürſtl. Durchl. den Bau dieſer Kirchen an einen bequemen Ort in der Stadt bewilligten. 2. Zu Remagen. 3. Zu Ormunde. 4. München Gladbach in der Vorſtadt / Kirche und Schule / und was dem exercitio publico anklebet.

§. 5. So viel nun die Augſpurgiſche Confeſſions-Verwandte Lutheriſcher Religion anlanget / bleiben dieſelbe bey ihren öffentlichen Religions-Ubungen / und was denen anklebet / als 1. Zu Düren. 2. Zu Stolberg. 3. Zu Gemünde. 4. Zu Kindsweiler.

tiendront ſans contradiction leur Exercice public, comme ils l'ont eu auparavant, dans les Villes & Bourgs ſuivans.

1. *à Duren.*
2. *à Heinsberg.*
3. *à Oberwinter.*
4. *à Linnik.*
5. *à Waſſenberg.*
6. *à Stolberg*
7. *à Randenrath.*
8. *à Bruggen.*
9. *à Eſchweiller.*
10. *à Sittart.*
11. *à Waltnil.*
12. *à Suktelen. Ainſi*

Dans les Villages.

13. *De Gemont.*
14. *De Teveren.*
15. *De Weiden.*
16. *De Freehen.*
17. *De Kirkherten.*
18. *De Kaldenkirken.*
19. *De Juchen.*
20. *De Hunshofen.*
21. *D'Ozenrath.*
22. *De Lovenik.*
23. *De Bracht.*
24. *De Kelzenberg.*
25. *De Hukelhofen.*
26. *Dans l'Egliſe Paroiſſiale de Rheide, avec les Emolumens, & Rentes, qui en dépendent.*

De même dans les Maiſons Nobles

27. *De Flomersheim,* 28. *& de Bulles, ou grand Bullesheim, & encore que ces Maiſons fuſſent tranſportées à des Catholiques Romains, ou que les Poſſeſſeurs ne vouluſſent plus permettre d'y faire l'Exercice de la Religion, on continuera pourtant tel exercice public, & ce qui en dépend, & on bâtira pour cette fin des Egliſes, & Ecoles, dans les Villages du Grand Bullesheim, & de Flomersheim.*

§. 3. *Pour ce qui eſt des autres Maiſons Nobles des Reformez, & nommément de Lurken, de Verken, Merotgin, Severnik, Berg devant Flosdorf, Laidendorf, Bolheim, & de Durweis, &c. On y continuera, comme on a fait juſqu'à preſent, l'Office des Réformez, en y recevant auſſi ceux du voiſinage de la même Religion, mais toutefois ſans les Droits Paroiſſiaux, & de la même maniere qu'on a permis à des Nobles Catholiques Romains de faire l'Office de leur Religion dans leurs Maiſons au Duché de Clèves, encore qu'ils n'y euſſent juſqu'à cette heure aucun Exercice, ni public, ni particulier.*

§ 4. *Il ſera rendu & permis aux Réformez l'Exercice public de la Religion avec les annexes, & ils pourront en vertu de ceci le commencer ou établir.*

1. *Devant la Ville de Jailliers ſur un Champ nommé Keiſerskamp, proche du Moulin des Chartreux, ou ſur la Terre, qui y eſt entre les Moulins de S. A. S. & deſdits Chartreux, bâtir une Egliſe, & Maiſon de Marguillier, & d'y tenir l'Ecole, & une Maiſon pour leur Paſteur dans l'enceinte de la Ville de Juilliers, ſi ce n'eſt que S. A. S. permit expreſſément de bâtir cette Egliſe dans quelque endroit de la Ville même;* 2. *à Remagen.* 3. *à Ormunt.* 4. *à Munken-Gladbach dans le Fauxbourg, où ils pourront établir Egliſes; Ecoles, & tout ce qui dépend de l'exercice public de la Religion.*

§. 5. *Quant à ceux de la Confeſſion d'Ausbourg nommez Luthériens, ils demeureront dans leur exercice public, & tout ce qui en dépend,* 1. *à Duren;* 2. *à Stolberg;* 3. *à Gemunde;* 4. *à Kintsweiler.*

§. 6. Reſtituiret und geſtattet wird ihnen aber das Exercitium Religionis publicum, und was demſelben anklebet/ als 1. vor der Stadt Gülich an ſtat Engelsdorff dergeſtalt/ daß des Predigers Wohnung und die Schule in der Stadt Gülich gehalten und angeſtellet werden möge.

2. Auffm Zweiffel und 3. zu Menzeradt vor Monjoye/ und ſolche cum omnibus annexis.

Art. VII.

Hertzogthumb Berg.

§. 1. SO viel das Hertzogthumb Berge angehet/ ſollen die Augſpurgiſche Confeſſions-Verwandte Reformirter Religion an nachfolgenden Orten die Exercitia publica, Kirchen/ Capellen und Schulen mit denen darzu gehörigen Paſtorat-Kirchen/ Cuſterey/ und Schul-Renthen/ Wiedenhöfen/ Vicarien/ und deren Auffkünfften/ inmaſſen ſie ſolche bis dato exerciret, inne gehabt/ und genoſſen/ auch künfftig unbeeinträchtiget haben und behalten. Als

1. Zu Elberfeld. 2. zu Cronenberg. 3. zu Hilden. 4. zu Haen. 5. zu Waldt. 6. zu Somborn. 7. zu Langenbergs. 8. zu Neviges. 9. zu Mülheim an der Ruhe. 10. zu Wülffraht. 11. zu Wermeskirchen. 12. zu Dühn. 13. zu Raht vorm Wald. 14. zu Sohlingen. 15. Capellam S. Anthonii auff der Thones Heyden mit der Vicarey S. Anthonii. 16. Capellam S. Reinholdi bey Sohlingen. 17. Capellam auff dem Hoff zu Windraht. 18. zu Schöler. 19. zu Hückeswagen. 20. In der Stadt Düſſeldorff. 21. In der Stadt Ratingen. 22. zu Homberg. 23. zu Velbert. 24. zu Greffrath. 25. zu Düſſel. 26. zu Mettman. 27. Auff der Urdenbach. 28. zu Mülheim am Rhein. 29. zu Ober-Caſſel.

§. 2. Auff den Adelichen Häuſeren.

1. Auff dem Haus Lennep.
2. Auffm Hauſe zum Spich.
3. In der Delling zu Olepe.
4. In Bawyr zu Erckraht.
5. Auff dem Hauſe Dorp.
6. Auff dem Hauſe Rott und Elsfelde.

Dergeſtalt wann ſchon hernechſt dieſe Adeliche Häuſer an Römiſch-Catholiſche kommen oder transferirt werden/oder der Beſitzer ſeine Religion ändert/ daß dennoch auff ſolche Fälle/ die Gemeine ſo alsdann daſelbſt ſich finden wird/ an oder bey denſelben oder doch nechſt gelegenen Orth ihren Gottes-dienſt mit Beſuch und Anhörung der Predigten/ und adminiſtrirung des Abendmahls/ und der Tauffe auch Ehe-Einſegnung nach wie vor ungehindert üben/ und darinn continuiren könne.

§. 3. Hernechſt ſoll ihnen/den Reformirten/ reſtituirt werden 1. Das Exercitium publicum zu Grüten cum annexis. 2. Das ſimultaneum Romano-Catholicum Exercitium in der Pfarr-Kirche zu Hückeswagen ſoll abgeſchaft/ auch die ihnen entzogene halbe Kirchen-Renthen bey extradition der Ratification über gegenwertigen Vergleich reſtituiret/ hergegen aber auch zugleich denen Römiſch-Catholiſchen zu Reparirung der Schloß-Capellæ daſelbſt einhundert Reichsthaler gegeben und ausgezahlt werden. 3. Die reditus B. Mariæ Virginis & S. Anthonii zu Hückeswagen/ ſo bald dieſelbe durch Abſterben des jetzigen Beſitzers/ welcher den Römiſch-Catholiſchen Gottesdienſt verrichtet/ und ein Geiſtlicher aus dem Cloſter Wipperförde iſt/ oder ſonſten Vacant wird/ denen Römiſch-Catholiſchen aber dagegen fünffhundert Reichsthaler von denen Reformirten ausgezahlt werden.

4. Die Paſtorat-Renthen zu Ober-Caſſel.

5. Zu Düſſel ſollen die Römiſch-Catholiſche die Paſtorat-Renthen gantz an ſich behalten/ und dargegen der Reformirter Gemeine daſelbſt jährlich achtzig Reichsthaler in certis reditibus aus gemelter Paſtorat-Renthen daſelbſt per ſe zu heben/ anweiſen/

§. 6. Et on leur permet, & rend l'Exercice public avec ce qui en dépend; 1. Devant la Ville de Juilliers, en échange d'Engeldorf, tellement que la Maiſon du Paſteur, & l'Ecole puiſſent être établies, & tenues dans la Ville même; 2. à Zweifel; 3. & à Menzeras devant Monjoye, & le tout avec les annexes.

Art. VII.

Duché de Berghe.

§. 1. POur ce qui touche le Duché de Berghe, & ceux de la Confeſſion d'Ausbourg, dits Réformez, ils y exerceront, & tiendront dans les Places ſuivantes, tout ce qu'ils y ont exercé & tenu juſqu'à preſent, ſoit d'Exercice public, d'Egliſes, de Chapelles, d'Ecoles, avec des Egliſes Paroiſſiales, Rentes d'Ecole, & de Marguillier, Widenhofen, *Vicariats, & ſes Revenus, ſçavoir, dans les Villes, Bourgs, & Villages.*

1. d'Elberfeld. 2. Cronenberg. 3. Hildem. 4. Haen. 5. Walt. 6. Somborn. 7. Langenberg. 8. Noviges. 9. Mulheim ſur la Ruhr. 10 Wulfrath. 11. Wermeskirken. 12. Duhen. 13 à Rath devant le Bois. 14. De Sohlingen. 15. La Chapelle de S. Antoine ſur la Bruyere de Thenes avec le Vicariat de S. Antoine. 16. La Chapelle de S. Reinhold près de Sohlingen. 17. La Chapelle à la Cour de Windrath. 18. Scholer. 19. Hukeswagen. 20. Dans la Ville de Duſſeldorp. 21. Dans la Ville de Ratingen. 22. à Homberg. 23. Velbert. 24. Grefrath. 25. Duſſel. 26. Metmon. 27. Sur l'Urdenbach. 28. à Malheim ſur le Rhin. 29. à Ober-Caſſel.

§. 2. Dans les Maiſons Nobles.

1. De Lennep.
2. De Spich.
3. à Olepe dans le Delling.
4. Bawir à Erkrath.
5. à la Maiſon de Derp.
6. à la Maiſon de Rott, & Elsfeld.

Et même, quand ces Maiſons ſeroient transferées à des Catholiques Romains, ou que les Poſſeſſeurs changeroient de Religion, la Communauté Réformée, qui s'y trouveroit, ne laiſſeroit pas pourtant de continuer ſon exercice, ou bien dans un des plus proches Lieux, comme auſſi d'y fréquenter les Prêches, la S. Cene, & d'y recevoir le Batême, & la Benediction de Mariage avec la même liberté qu'auparavant.

§. 3. On rendra de plus auſdits Réformez. 1. l'Exercice public, avec ce qui en dépend, à Gruten. 2. Comme on ôtera aux Catholiques l'exercice, qu'ils avoient enſemble avec les Réformez dans l'Egliſe Paroiſſiale à Hukeswagen, on rendra à ceux-ci encore l'autre moitié des Rentes de ladite Egliſe, ſi-tôt que la Ratification de cette Convention ſera échangée, à condition pourtant, qu'ils payent cent Ecus aux Catholiques pour en reparer la Chapelle du Château. 3. Les Revenus du Vicariat de Nôtre-Dame, & de S. Antoine à Hukeswagen, en cas d'ouverture, ou de mort du Poſſeſſeur, qui eſt de la Religion Romaine, & du Cloître de Wipperforde, & à condition, qu'ils en payeront aux Catholiques cinq cens Ecus.

4. Les Revenus de la Cure à Ober-Caſſel.

5. Comme les Catholiques tiendront entierement pour eux les Rentes de la Cure à Duſſel, ils en donneront en échange à la Communauté Réformée des aſſignations, qu'elle puiſſe annuellement, & ou certaines Rentes de ladite Cure, tirer la Somme de quatre-vingt Ecus, ou bien ils feront obligez d'y rendre

ANNO 1672.

ſen / oder aber den Reformirten daſelbſt gemeldte Paſtorat-Renthen gantz einräumen und ſich daraus achtzig Reichsthaler in certis anweiſen laſſen.

6. In Neviges ſoll der Reformirten Gemeinde alſobald nach Ratification dieſes Receſſus dasjenige reſtituirt werden/ was ſie ſie von allen und jeden Gütern und Renthen bey Veränderung der Religion des Herren von Hardenberg in Beſitz gehabt / und biſhero ihnen zum Theil von der Fraw von Hardenberg entzogen. Wann nach geſchehener ſolcher reſtitution die Fraw von Hardenberg ſo dann einige Befügnüs darauff zu haben vermeinet / ſoll ihr freyſtehen/ daſſelbe rechtlicher Gebühr nach ausfündig zu machen / und wann die Sach vor Ihrer Fürſtl. Durchl. Regierung zu Düſſeldorff inſtruirt iſt / und beyde Partheyen zur gnüge gehöret ſeyn / dieſelbe zur Erörterung an unpartheyiſchen aus beyden Römiſch-Catholiſchen und Reformirten Religionen ausgeſtellet werden/ es wäre dan daß gemelte Fraw mit vorgemeldter Gemeine vor Erlangung der Ratification dieſes Receſſus ſich darüber vergliche / dabey es dann billig ſein bewenden hätte.

§. 4. So viel nun die Augſpurgiſche Confeſſions-Verwandte Lutheriſcher Religion in dem angeregten Hertzogthumb Berge betrifft / ſollen dieſelbe an nachfolgenden Orten die Exercitia, Kirchen / Capellen und Schulen mit denen darzu gehörigen Paſtorat-Kirchen / Kuſterey und Schul-Renthen / Wiedenhöfen / auch Vicarien / und deren Aufkünfften / inmaſſen wie gemeldte Lutheriſche dieſelbe jetzo beſitzen und genieſſen / haben und behalten. Als

1. In der Stadt Lennep.
2. Zu Remſcheide.
3. Zu Daveringhauſen.
4. Zu Remglingrode.
5. Zu Burſcheid.
6. Zu Neukirchen.
7. Zu Witzhelden.
8. Zu Volberg.
9. Zu Honradt.
10. Zu Waldbroel.
11. Zu Rosbach.
12. Zu Eckenhagen.
13. Zu Leuſcheidt.
14. Zu Odenſpiel.
15. Zu Wilberg die Capella.
16. Zu Velbert nebſt der Capelle / jedoch mit Vorbehalt der darauff von denen Reformirten habender prætenſion.
17. Zu Leichlingen.
18. Zu Walſcheidt.
19. Zu Holpe.
20. Zu Dencklingen in der Capelle ſimultaneum dergeſtalt/ daß die Lutheriſche die Capelle allein behalten.

21. Das ſimultaneum zu Herchen/ doch daß die reditus in jetzigem Stande verbleiben / und denen Lutheriſchen die Cantzel nicht verſperret / noch gehindert werde.

So viel aber Altar und Tauffſtein anbetrifft / ſollen die Römiſch-Catholiſche dieſelbe vor ſich behalten / jedoch bey Execution dieſes Receſſes zu Behueff der Evangeliſch-Lutheriſchen ex communibus ſumptibus in derſelben Kirchen an einen bequemen und denen Evangeliſchen gelegenen Ort ein ander Altar und Tauffſtein gemachet werden.

22. Daß ſimultaneum zu Seelſcheid / wobey dann zu wiſſen daß die Römiſch-Catholiſche und Lutheriſche ſich weiter zu vergleichen haben/ damit ſie an denen Orten/ an welchen die ſimultanea ſeynd / und in Krafft dieſes Receſſus verbleiben / zu gewiſſer Zeit und Stunde den Gottesdienſt verrichten und einer den andern nicht hinderen. Dann die Lutheriſche mögen im Winter und im Sommer des morgens umb 10. Uhr / nachmittag aber umb 3. Uhr ihren Gottesdienſt verrichten. Die Römiſch-Catholiſche aber ſich der übrigen Zeit zu ihrem Gottesdienſt in den Kirchen gebrauchen.

Ferner haben und behalten die Lutheriſche folgende Exercitia publica.

23. In

rendre entierement les Revenus de la Cure, & d'accepter les aſſignations de la Communauté Réformée pour en tirer quatre-vingts Ecus annuels.

6. *On rendra encore à Neviges après que les Ratifications de ce Recès ſeront échangées, aux Réformez tout ce qu'ils y poſſedoient en Biens, & en Rentes, du tems du changement de Religion du Sieur de Hardenberg, & dont ils avoient été en partie dépoſſedez par Madame de Hardenberg, laquelle pourra pourtant, après cette reſtitution faite, pourſuivre ſon Droit en Juſtice, ſi elle en croit avoir, & quand ſa cauſe ſera entamée, ou inſtruite dans la Régence de S. A. S. à Duſſeldorp, & que les Parties y ſeront entenduës, on la fera decider par des Gens deſintereſſez, & de l'une & l'autre Religion, à moins que ladite Dame ne s'en fût accordée autrement avec les Réformez, & pour lors on ſe tiendra à leur Accord.*

§. 4. *Pour ce qui eſt de ceux de la Confeſſion d'Ausbourg, qu'on nomme Luthériens, ils tiendront & poſſederont dans ce Duché de Berghe, tout ce qu'ils y poſſedent preſentement en Exercices, Egliſes, Chapelles, Ecoles, avec ce qui en dépend, ſoit de Rentes, Egliſes Paroiſſiales, de Marguillier, & de Maître d'Ecole, Widenhofen, comme auſſi en Vicariats, & en Rentes en dépendantes, ſçavoir*

1. *Dans la Ville de Lennep.*
2. *à Remſcheide.*
3. *à Daveringhauſen.*
4. *à Remblingrode.*
5. *à Burſcheid.*
6. *à Neukirken.*
7. *à Witzhelden.*
8. *à Volberg.*
9. *à Honrat.*
10. *à Waltbroel.*
11. *à Rosbach.*
12. *à Ekenhagen.*
13. *à Leuſcheid.*
14. *à Odenſpiel.*
15. *La Chapelle à Wilberg.*
16. *à Velbert proche de la Chapelle, où l'on réſerve pourtant aux Réformez la prétention qu'ils y ont.*
17. *à Leichlingen.*
18. *à Walſcheid.*
19. *à Holpe.*
20. *à Denklingen dans la Chapelle l'Exercice public enſemble avec ceux de l'autre Religion, à condition pourtant, que les Luthériens jouiront ſeuls des Rentes de cette Chapelle.*
21. *à Herken l'Exercice enſemble avec ceux de l'autre Religion, les Rentes demeureront pourtant dans l'état d'à preſent, & l'on n'y fermera, ni n'ôtera pas la Chaire aux Luthériens.*

Mais les Catholiques Romains tiendront pour eux l'Autel & les Fonts Baptiſmaux, à condition néanmoins, qu'en éxecution de ce Traité, l'on y fera dans la même Egliſe, & dans un endroit convenable aux dépens communs un autre Autel, & Fonts de Batême pour le ſervice des Luthériens.

22. *à Seelſcheid l'Exercice enſemble avec ceux de l'autre Religion, bien entendu, que les Catholiques & les Luthériens ayent à convenir dans tous les Lieux, où, ſelon ce Traité, ils ont l'Exercice enſemble, que l'on y faſſe l'Office à certain tems & heure, afin que les uns ne donnent pas d'empêchement aux autres, car les Luthériens pourront en Hiver, & Eté, faire leur Office le matin à 10. heures, & l'après-midi à trois heures, & les Catholiques Romains pourront le reſte du tems ſe ſervir de telles Egliſes communes.*

Les Luthériens conſerveront de plus, & tiendront leur Exercice public :

23. *Dans*

23. In der Stadt Düſſeldorff.
24. In der Stadt Sohlingen.
25. Zu Hückeswagen.
26. Zu Mülheim am Rhein/ und
27. Zu der Freyheit Burg/ wie nit weniger bleiben ſie auch ferner zu Rade vor dem Walde/ und zu Medman in dem Stande/ in welchem ſie bishero geweſen und gegenwärtig ſeynd.

§. 5. Reſtituirt aber und geſtattet werden ihnen den Lutheriſchen an nachfolgenden Orten die Exercitia publica cum annexis auff ihre Koſten/ als

1. Zu Rüppichtradt.
2. Zu Ratingen/ und
3. Zu Reusradt.

Art. VIII.

§. 1. AN allen vorher erzehlten Orten nun/ an welchen die Augſpurgiſche Confeſſions-Verwandten Reformirter und Lutheriſcher Religion die Exercitia publica haben/ und vermöge dieſer Vouſch-Handelung reſtituiret bekommen/ haben ſie Macht ihren Gottesdienſt/ wie derſelbe in denen Reformirten und Lutheriſchen Kirchen unter Evangeliſchen Herren geübt und getrieben wird/ in allen Stücken ungehindert/ und ungeirret zu üben/ und zu treiben. Sie haben auch Macht/ Kirchen/ Kirchhäuſer/ Thürne und Glocken/ und was ſonſt mehr zum Gottesdienſt nötig/ auff ihre Koſten zu bauen/ und zu unterhalten. Dabey ſie des Herren Pfaltz-Graffen Fürſtl. Durchl. jedermahl und wider männiglich gnädigſten und mächtigen Schutz halten wollen.

§. 2. Hernechſt ſo ſollen vorgedachter beyder Religionen Augſpurgiſcher Confeſſion Reformirte und Lutheriſche Prediger/ Pfarrern/ Paſtores/ Schulbediente und Küſter in ihren Pfarren/ Kirchen/ Capellen/ Schulen/ und anderen gehörigen Häuſeren und Wohnungen/ auch gewidmeten Güteren/ Renthen und Gefällen alle Geiſtliche Freyheit vor ihre Perſon/ und vor die zu ihren Pfarren gewidmete Güter/ wie und wo dieſelbe im Lande gelegen/ über all gleich/ wie die Römiſch-Catholiſche indifferenter genieſſen/ dieſelbe mit Landſteuren/ Einquartirungen und dergleichen Laſten wider des Landes-Gebrauch und Herkommen nicht beſchweret/ und alſo auch in dieſem Stück denen Römiſch-Catholiſchen im Gülich und Bergiſchen gleich gehalten und tractirt werden.

§. 3. Nicht weniger ſollen gedachte Prediger/ Pfarrer/ Paſtores/ Schulbediente und Küſter bey ihren Kirchen-Ordnungen/ Statuten/ welche ſie gleichwol zu vorderiſt Ihrer Fürſtl. Durchl. als Landes-Fürſten/ damit darinnen wider die Landes-Fürſtl. Hoheit nichts nachtheiliges gefunden werde/ zur Beſtättigung unterthänigſt einreichen laſſen ſollen/ und wollen Ihre Fürſtl. Durchl. dieſelbe ſo dann gnädigſt und unweigerlich beſtättigen/ Gebräuchen/ Gewonheiten/ Ceremonien/ Kirchlicher Diſciplin bey denen ordentlichen Conventen der bishero gewöhnlicher General, Provincial, Synodal, Claſſical, Presbyterial und Conſiſtorial-Verſamblungen (welche ſie in den unirten Hertzogthumben und Graffſchafften ungehindert/ auſſer denſelben aber anderer Geſtalt nit als mit Vorwiſſen und Bewilligung des Landes-Fürſten beſuchen mögen) und derſelben Schluſſen und anderen ihren Gebräuchen gehandhabet werden.

§. 4. Denen Præſidibus und Moderatoribus Synodorum & Inſpectoribus Claſſium ſoll in denen hervor gedachten unirten Hertzogthumben und Graffſchafften zugelaſſen ſeyn/ denen in den Evangeliſchen Kirchen üblichen Gebrauch/ Obſervantz und Ordnung zufolge zu viſitiren/ und ad correctionem vitæ & morum zu ſchreiten/ die Geiſtliche Diſciplin zu unterhalten/ auch gegen die verbrechende Glieder zu verfahren. Ehe und bevor ſie aber dieſe particular Viſitationes vornehmen/ ſollen ſie ſolches und ein jedweder der nöthig halt/ zu viſitiren/ Ihrer Fürſtl. Durchl. oder in derſelben Abweſen/ der Regierung in Zeiten unterthänigſt und

23. *Dans la Ville de Duſſeldorp.*
24. *Dans la Ville de Sohlingen.*
25. *à Hukeswagen.*
26. *à Mulheim ſur le Rhin.*
27. *Dans la Franchiſe de Burg: ils continueront auſſi à Rade devant le Bois, & à Metman, dans le même état qu'ils y ſont preſentement.*

§. 5. *On rend auſſi & permet aux Luthériens, mais à leurs dépens l'Exercice public, avec ce qui en dépend, dans les Places ſuivantes.*

1. *à Rupichtrat.*
2. *à Ratingen.*
3. *à Reusrat.*

Art. VIII.

§. 1. D*Ans tous ces Lieux donc, où ceux de la Confeſſion d'Ausbourg, tant Réformez que Luthériens continuent, ou obtiennent en vigueur de ce Traité, l'Exercice public, il leur ſera permis d'y faire leur Office publiquement, & de la même maniere, qu'il s'exerce dans des Egliſes Réformées, ou Luthériennes, ſous des Souverains de telle Religion. Il ſera permis de plus de bâtir & d'entretenir à leurs dépens, des Egliſes, Chapelles, Maiſons de Paſteurs, d'Ecoles, & de Marguilliers, avec des Clochers & Cloches, & generalement tout ce qui pourroit être neceſſaire à l'Office public de leur Religion: C'eſt ce, en quoi S. A. S. les protégera, & maintiendra toûjours & contre toute ſorte de perſonnes.*

§. 2. *Tous les Miniſtres de la Confeſſion d'Ausbourg, tant Réformez que Luthériens, & nommement les Paſteurs, Miniſtres, Maîtres d'Ecole, Marguilliers, joüiront de toute liberté Eccleſiaſtique, à l'exemple des Catholiques, non ſeulement pour leurs perſonnes, mais encore pour les Biens, Maiſons, Rentes & Emolumens, qui leur ſont deſtinez, dans quelque endroit du Païs qu'ils ſoient ſituez, & ils ne ſeront pas chargez non plus de Tailles, Quartiers, ou autres Taxes, contre l'ancienne Coûtume du Païs, mais ils ſeront encore en ceci traitez également avec les Miniſtres de l'Egliſe Romaine par tous les Païs de Juilliers, & de Berghe.*

§. 3. *On maintiendra auſſi leſdits Miniſtres Proteſtans, Paſteurs, Prédicateurs, Maîtres d'Ecoles, Marguilliers & autres, dans l'uſage & l'execution des Statuts & Ordonnances de leur Egliſe: leſquels ils ſeront pourtant obligez de preſenter auparavant à S. A. S. afin qu'on n'y pratique rien au préjudice du Souverain, & d'en demander très-humblement la confirmation, que S. A. S. aura toûjours la bonté de leur accorder ſans repugnance: comme auſſi dans les autres Coûtumes & Cérémonies de leurs Egliſes, Diſciplines, Aſſemblées ordinaires de quelque nom qu'elles ſoient, Générales, Provinciales, Synodales, Claſſiques, Presbiteriales, & Conſiſtoriales, en ſorte qu'ils les pourront frequenter librement, & de leur chef dans les Duchez & Comtez unis, mais non point hors d'icelles ſans le conſentement & la permiſſion du Souverain du Païs, & qu'on donnera main forte pour l'execution des Arrêts & Concluſions, qu'ils y auront priſes.*

§. 4. *Les Directeurs ou Moderateurs des Synodes, & les Inſpecteurs des Claſſes pourront ainſi par toutes ces Duchez & Comtez unis, viſiter ſelon la Coûtume & l'Ordonnance de l'Egliſe Evangelique, y faire obſerver la Diſcipline Eccleſiaſtique, corriger la Conduite & les Mœurs, & même châtier les Tranſgreſſeurs, mais le tout à condition que devant que d'entreprendre une telle Viſitation particuliere, ils en avertiſſent très-humblement S. A. S. ou en ſon abſence, la Regence du Païs, afin qu'on députe quel-*

ANNO 1672.

und gebührlich zu wiſſen machen / damit jemand verordnet werden könne / welcher wegen vor höchſtgedachter Ihrer Fürſtl. Durchl. als Landes-Fürſten der Viſitation beywohne / ſonſten aber dahin ſehe und acht habe / daß nichts geſchehe / oder von den Geiſtlichen / welche bey denen Viſitationen ſeynd und viſitiren / etwas vorgenommen werde / welches der Landes-Fürſtl. Hoheit / Bottmäſſigkeit und Jurisdiction entgegen / nachtheilig und præjudicirlich ſey / und wollen Ihre Fürſtl. Durchl. jedesmahl ihrentwegen einen der Evangeliſchen Religion zugethanen Viſitatorem auff dero Koſten verordnen / welcher doch wann Sachen vorgehen / die ad interius Conclave gehören / und wann die Cenſura Eccleſiaſtica vorgenommen wird / ſich ſo lange abſentiren und dieſen actibus nicht beywohnen ſoll. Die Weltliche Obrigkeit ſoll in dem / was von dem Præſide & Moderatoribus Synodi, & Inſpectoribus Claſſium hinführo von Predigern / Pfarrern / Paſtoren / und Vorſtehern jeder Gemeine Kirchlichem Gebrauch und der Kirchen Ordnung gemäs / des Viſitati Lebens / Handels und Wandels / Verhaltens und Abſtraffung halber ſtatuirt iſt / nicht verhinderen noch auffhalten / weniger die corrigendos vel correctos darwider ſchützen; Woſern auch der Viſitatus, corrigendus vel correctus darüber an die Weltliche Obrigkeit ohne gnugſame und erhebliche Urſachen ſich wenden würde / derſelbe abgewieſen / und denen ihm vorgeſetzten Geiſtlichen Viſitatoribus in Vollenziehung der Execution gegen den per Cenſuram Eccleſiaſticam correctum die Hand biethen / und behülfflich erſcheinen.

§. 5. Vorgedachte Augſpurgiſcher Confeſſions-Verwandte Reformirter und Lutheriſcher Religion ſollen an keine andere Ceremonien als die ihre gebunden ſeynd; Dahero ſie nit ſchuldig und gehalten ſeynd / bey denen Römiſch-Catholiſchen Proceſſionen Gras zu ſtreuen / Meyen zuſetzen / Mäy / oder andere dergleichen bey den Römiſch-Catholiſchen gebräuchligen Feyer-Glocken zuziehen / mit dem Gewehr bey den Proceſſionen auffzuwarten / Fahnen oder Creutze zu tragen / bey der Morgens / Mittags und Abends-Glocke den Hut abzuziehen / und was dergleichen mehr. Sie ſollen auch dieſerthalb von niemanden beſchwäret / viel weniger von ihnen begehrt werden / vorher erzehlten und anderen Römiſch-Catholiſchen Ceremonien und ritibus beyzuwohnen.

§. 6. Ferner ſollen ſie die verſchloſſene Zeiten nach Römiſch-Catholiſcher Kirchen gewohnheit in Eheſachen nit obſerviren / keine Proclamationes, Dimiſſoriales oder Copulationes bey den Römiſch-Catholiſchen Paſtoren ſuchen / ſonderen es ſoll gnug ſeyn / wann ſie ſich in ihrer Religion Gemeinen proclamiren und bey denen ſelbigen wo ſie wollen copuliren laſſen. In denen jetztgedachten verſchloſſenen Zeiten aber ſollen ſie gleichwol keine weitläuffige Hochzeiten anſtellen / noch auch zu der Zeit auff denen Hochzeiten wie ſonſten bräuchlich / tantzen.

§. 7. Uber dem ſo ſollen ſie der Synod / welche in der Römiſch-Catholiſchen Kirchen gehalten wird / keines wegs unterworffen ſeyn / und dieweil auch das Kirchen-Meiſter-Ambt und Bruder-Meiſter-Ambt bey denen Römiſch-Catholiſch. Officia Eccleſiaſtica ſeynd / ſo ſollen die Reformirte und Lutheriſche mit denſelben und dergleichen wider ihren Willen nicht beſchwäret werden.

§. 8. Uber dieſes ſollen jetztgedachte Evangeliſche bey denen Römiſch-Catholiſchen Proceſſionen / und wann das alſo genandte Venerabile zu den Krancken getragen wird / kein vorſetzlich ärgernüs geben / ſondern entweder ſo lange / bis die Proceſſion oder das Venerabile vorbey / auff die ſeithen in ein Haus oder zurück gehen / oder dem Prieſter und denen / welche mit ihm ſeynd / eine dergleichen Ehrerbietung beweiſen / als wie ſie zu thun pflegten / wann Prieſter und andere ehrliche Leuthe ihnen zu anderen Zeiten begegnen.

§. 9. Es ſoll in Barmen / Sohlingen / und Elverfelde den Evangeliſchen ſo Reformirten als Lutheriſchen bey den Catholiſchen Feſttagen öffentlich / an übrigen Orten aber in den Häuſern bey verſchloſſenen Buden / Thüren / Laden und Fenſteren zu arbeiten erlaubt ſeyn / und ſollen ſie deßwegen keine Inquiſition und Beſtraffung zu befürchten haben / wann aber den Grob-Schmieden an Feyrtagen von Durchreiſenden Arbeit zugebracht wird / mögen ſie ſelbige auch öffentlich verfertigen.

§. 10. Es bleibet offtgedachten Reformirten und Lutheriſchen bevor / in der Faſten / auch am Freytag und anderen Römiſch-Catholiſchen Abſtinentz-Tagen in ihren Häuſeren Fleiſch zu ſpeiſen / wann ſie nur ihr Römiſch-Catholiſch Hausgeſinde wider ihren Willen ſolches zu eſſen nicht anhalten.

ANNO 1672.

quelqu'un, pour y aſſiſter de la part de S. A. S. & pour obſerver & empêcher, qu'on n'y faſſe rien au préjudice de la haute Juriſdiction, & authorité du Souverain. S. A. S. déclare de plus, de vouloir toujours députer de ſa part, & à ſes depens un Viſitateur, qui ſera de la même Religion Evangelique, & de lui ordonner auſſi, qu'il ait à ſe retirer, quand il s'y paſſe quelque choſe, qui appartient au Conclave interieur, & de n'y aſſiſter durant le tems, qu'on applique des Cenſures Eccleſiaſtiques. Le Bras Seculier n'empêchera jamais l'execution de ce qui ſera ordonné conformément aux Statuts & Coûtumes de l'Egliſe par le Preſidens & les Directeurs de Synode, ou par les Intendans d'Ecole, Paſteurs, Predicateurs & Superieurs Eccleſiaſtiques, ſoit touchant la Correction ou autrement, & ledit Bras Seculier n'entreprendra pas de proteger ceux qui auront été corrigez, ou qui le devroient être; mais au contraire, il renverra ceux qui auroient ce recours ſans raiſon légitime, auxdits Viſitateurs Eccleſiaſtiques mêmes, pour y être effectivement châtiez ou corrigez, & en facilitera l'execution.

§. 5. *Tous ceux de la Confeſſion d'Ausbourg, Reformez & Luthériens, ne ſeront tenus qu'à leurs Cérémonies, & ainſi ils ne ſeront pas obligez à mettre des herbes pour les Proceſſions des Catholiques, ni à planter des Mais, ſonner les Cloches de leurs Fêtes, ſe tenir ſous les Armes du tems des Proceſſions, porter des Drapeaux & des Croix, ni à ôter le Chapeau quand on ſonne le Matin, à midi & le Soir, ni à d'autres choſes ſemblables, dont ils ne pourront jamais être inquietez de qui que ce ſoit, ni forcez à aſſiſter à aucune des Cérémonies des Catholiques.*

§. 6. *Ils n'obſerveront pas non plus le tems, où les Mariages ſont défendus aux Catholiques, ni ne prendront non plus des Dimiſſoriales, Proclamations, ni Copulations des Paſteurs Catholiques, mais ils ſe contenteront de ſe faire proclamer dans leurs Communautez, & d'épouſer devant qui ils voudront; toutefois auront-ils à ſe garder de danſer, & même de faire des pompes, quand leurs Mariages ſe font dans un tems défendu aux Catholiques.*

§. 7. *Ils ne ſeront nullement obligez au Synode, qui ſe pratique dans l'Egliſe Romaine, & comme les Charges de Maître d'Egliſe & de Confrérie ſont réputées pour des Offices Eccleſiaſtiques, les Réformez & les Luthériens n'en ſeront jamais chargez contre leur gré.*

§. 8. *Tous les Proteſtans auront à ſe garder de donner aucun ſcandale, quand ils voyent porter le Vénérable aux Malades, ou dans quelque Proceſſion, mais ils auront plûtôt à ſe retirer dans des Maiſons, ou bien à témoigner au Prêtre, & à ceux qui le ſuivent, la même civilité, qu'ils leur feroient dans d'autres rencontres.*

§. 9. *Il ſera permis aux Proteſtans, tant Réformez que Luthériens, de travailler ouvertement les jours de Fêtes Catholiques, dans les Places de Barmen, de Sohlingen, & d'Elverfelde; mais dans d'autres Lieux pas autrement que dans leurs Maiſons, & à condition d'y tenir les Boutiques, Caves, Portes & Fenêtres bien fermées, & en ce cas-là, ils ne ſeront pas ſujets à d'autre recherche, ni à aucune correction pour leur travail, & ſi par hazard aux jours de telles Fêtes Romaines, quelque paſſager preſente de l'Ouvrage aux Maréchaux ou Forgerons, ils y pourront partout travailler publiquement.*

§. 10. *Ils auront auſſi toute liberté de manger de la viande dans leurs Maiſons en Carême, les Vendredis, ou les autres jours d'abſtinence obſervez par les Catholiques, toutefois ſans contraindre leurs Domeſtiques Catholiques à en manger contre leur gré.*

Art. IX.

§. 1. DAmit auch der Jurisdiction halber in Geiſtlichen Sachen/ welche die Reformirte und Lutheriſche angehen/ ins künfftige in dieſen Hertzogthumben Gülich und Bergh ſeine Richtigkeit habe; Soll keine Censur, Disciplin, Matrimonial und dergleichen Sachen/ welche ſonſten bey denen Evangeliſchen ad forum Eccleſiaſticum oder mixtum gehören/ vor denen Landt-Dechanten/ oder anderen Geiſtlichen Römiſch-Catholiſchen Gerichteren gezogen/ ſondern von denſelben gäntzlich befreyet ſeyn und bleiben.

§. 2. Und dahero mögen die Evangeliſche/ wann ſie untereinander in Ehe-Sachen ſtreitig worden/ ſich bey den Synoden/ Claſſibus, Presbyteriis, Conſiſtoriis, Inſpectorio, oder bey ihren Seelſorgern angeben/ welche dann die Partheyen zu ſich zu veranlaſſen/ ſie zu vergleichen und in der güte von einander zu ſetzen/ allen Fleiß anzuwenden. Wann aber die güte zum längſten innerhalb drey Monathen nicht verfangen wolte/ alsdann ſollen ſie die Sachen an Ihrer Fürſtl. Durchl. Regierung zu Düſſeldorff verweiſen/ welche Regierung eine jede Sache in dreyen Schrifften hinc inde von 24. Tagen/ oder zum längſten von drey zu drey Wochen ohne Verſtattung unnötiger und zum höchſten der zweyten dilation inſtruiren laſſen/ und wann ſie völlig inſtruirt iſt/ die Acta prævia inrotulatione entweder an eine derſelben Religion zugethane bewehrte Juriſten Facultät/ oder anderen der Religion zugethanen unpartheyiſchen Rechts-gelehrten/ nachdem die Sache der einer oder andern Evangeliſcher Religions-Verwandten concerniret/ zu rechtlicher deciſion ohne daß die Partheyen wiſſen wohin/ zuverſchicken/ und auszuſtellen.

§. 3. Was nun dergeſtalt erkant/ daſſelbe ſolle von mehr gemeldter Regierung zur Execution geſetzt/ und davon kein Appellation, noch Reviſion geſtattet werden. Jedoch wann ſich ein oder das ander oder auch beyde Theils beſchwärer funden/ und etwas/ ſo in vorigen Actis nicht geweſen/ oder nit recht außgeführet/ nachmahls anzuführen wolten/ und ſich bey der Regierung anmeldeten/ alsdann ſollen jedwedem Theile noch zweene Sätze verſtattet/ und mit Inſtruction auch Verſchickung der Acten eben wie vorgedacht/ verfahren werden.

§. 4 In denen Fällen aber/ wann zwiſchen Römiſch-Catholiſchen und Evangeliſchen Unterthanen Eheſtreit vorfället/ folget der Actor das forum rei und wird der Evangeliſche nach deren von den Evangeliſchen angenommen/ der Römiſch-Catholiſche aber nach den Römiſch-Catholiſchen Geiſtlichen Rechten inſonderheit in puncto divortii & repudii gerichtet.

Art. X.

UNd demnach über vorhergeſetztes und verglichenes noch eines und das andere nöthig befunden/ welches künfftig in allen vorher erwehnten Landen/ als in denen Hertzogthumben Gülich/ Cleve und Berg/ auch Graffſchafften Marck und Ravensberg obſerviret/ gehalten und denſelben allerdings nachgelebet werden ſolle: Dieſem nach iſt ſolches in nachfolgende puncta abgefaſſet:

§. 1. Und ſoll demnach anfänglich alles und jedes/ was allerſeits Religions-Verwandten Vermöge dieſes Vergleichs behalten oder wieder bekommen/ von eben der Natur/ und Kräfften ſeyn/ als wann ihnen ſolches alles durch die Execution des Teutſchen Friedenſchluſſes gelaſſen/ wieder gegeben und zugeeignet wäre.

§. 2. Darnach ſo ſoll allen Religions-Gemeinden ſo wol der Römiſch-Catholiſchen als Augſpurgiſchen Confeſſions-Verwandten/ Reformirten und Lutheriſchen/ welche das Exercitium publicum haben/ und darin durch dieſe Pauſch-Handlung reſtituirt werden/ freyſtehen/ wann es nöthig/ nicht nur einen Prediger und Paſtoren/ ſondern mehr auff ihre Koſten und ohne der anderen Religion Beſchwer und Nachtheil zu beruffen/ auch die Gemeinen nach Gelegenheit zu combiniren/ und hinwiederumb die combinirte zu ſepariren/ daß jede an dem vorigen abſonderlichen Prediger oder Paſtorn/ welcher ſich bey ſeiner Gemeine mit der Wohnung auffhalten ſoll/ bedienet werden mag.

§. 3. Wo auch die Gemeinden ihrer Religion Schulen haben/ dieſelbe ſollen ſolche behalten/ und wo an gemelten Orten/

Art. IX.

§. 1. *POur regler la Juriſdiction Eccleſiaſtique, en ce qui touche les Réformez & Luthériens, dans ces Duchez de Juilliers, & de Berghe, il eſt ordonné, que les affaires de Cenſure, de Diſcipline, de Mariage & autres ſemblables, qui appartiennent à la Juriſdiction Eccleſiaſtique ou mixte auprès des Proteſtans, ne ſeront pas décidées par le Doyen du Païs, ni par aucune autre Cour de Juſtice Catholique Romaine, mais en ſeront tout à fait exempts.*

§. 2. *C'eſt pourquoi tous ces Proteſtans, en cas de différens en Mariages pourront librement recourir à leurs Synodes, Claſſes, Conſiſtoires, &c. ou d'autres de leurs Paſteurs, qui auront ſoin d'aſſembler les Parties, & de les mettre d'accord à l'amiable; mais en cas, que cette voye de douceur ne produiſît pas ſon effet dans le tems de trois mois, ils remettront les affaires à la Regence de S. A. S. à Duſſeldorp, laquelle fera inſtruire chaque Cauſe par trois Ecrits, que les Parties ſeront obligées de fournir de quinze en quinze jours, ou bien de trois en trois ſemaines, ſans qu'on leur permette des délais inutiles, & jamais au delà d'un deuxiéme, & ayant inſtruit la Cauſe, & mis en rôlle les Actes, Elle les remettra à la déciſion de quelque fameuſe Faculté de Juriſconſultes Proteſtans, ou bien d'autres Juriſconſultes deſintereſſez, & qui ſoient de même Religion que les Parties, ſans pourtant qu'icelles ſoient informées du chemin, qu'on y a pris.*

§. 3 *La déciſion qui aura ainſi été faite, ſera enſuite miſe en execution par ladite Regence, ſans donner lieu à d'autre Appel ou Reviſion: mais toutefois ſi les Parties ſe trouvoient chargées, parce que quelque raiſon ou piéce n'auroit pas été produite, ou ne l'auroit pas été ſuffiſamment dans les Actes, & qu'elles ſe préſentaſſent à la ſuſdite Regence pour deduire telle choſe de nouveau, on permettra encore deux Ecrits à chacune des Parties, & on y obſervera la même méthode, qu'on vient de marquer.*

§. 4. *Dans les cas, où il y auroit différent au ſujet de Mariage entre des Catholiques & Proteſtans, on ſe tiendra à la regle commune:* Actor ſequitur forum rei, *& on y jugera un chacun ſelon les Droits de ſa Religion, particulierement dans les cas de divorce, & de répudiation.*

Art. X.

ET d'autant qu'après tout ce qui a été déclaré & reglé pour les Duchez de Juilliers, Cléves, & Berghe, & pour les Comtez de la Marc, & de Ravensberg, on a encore trouvé néceſſaire d'y ajoûter quelque choſe, on eſt convenu des Points ſuivans.

§. 1. *Premierement, tout ce qu'on permet ou donne par cette Tranſaction à l'une, & à l'autre Religion, aura la même force que s'il avoit été établi ou donné en execution des Traitez de Weſtphalie.*

§. 2. *Par tout, où il y auroit Exercice public, en vertu de cette Tranſaction, ſoit pour les Catholiques, ou pour les Proteſtans Réformez & Luthériens, ils pourront prendre non ſeulement un, mais pluſieurs Paſteurs & Prédicateurs, toutefois à leurs dépens, & ſans préjudice des autres, comme auſſi joindre les Communautez, & les ſéparer derechef, & en pourvoir chacune d'un Paſteur & Prédicateur qui auroit ſon Logis, où telle Communauté avoit été devant la réunion.*

§. 3. *Les Communautez, qui ſont déja pourvûës d'Ecole de leur Religion, la continueront; mais celles qui*

ANNO 1672.

en/ welche poſſedirt, geſtattet/ oder reſtituiret werden/ ſie keine Schule haben/ ſolle denſelben alda (auſſerhalb in caſibus exceptis) Lateiniſche/ Teutſche/ Frantzöſiſche/ Schreib-Rechnungen- und andere Schulen/ in welchen die Artes liberales auch principia Diſciplinarum, Theologiæ, Logicæ, Rhetoricæ, auch Hebraica und Græcæ Linguæ gelehret/ und gelehrnet werden/ einzuführen und auffzurichten/ und darzu einen oder mehr Magiſtros, Præceptores, Schulmeiſter und Maitreſſen auff ihre Koſten zu beruffen und zu halten frey ſtehen.

§. 4. Die Paſtores und Prediger ſollen des Landes Herren/ wofern derſelbe des Geiſtlichen Beneficii Patronus und Collator iſt/ Collation, Confirmation und Placitum einhohlen/ es ſollen aber ſolche Collation, Confirmation und Placitum nicht verweigert/ ſondern unauffhältlich ertheilet werden/ jedoch keinen anderen als ſolchen Perſonen/ welche wegen ihrer qualification, wie vorher gemeldt/ wie es bey der einen oder anderen Religion brauchlich iſt und erfordert wird/ auch von denen Evangeliſchen Gemeinden/ daß ſie mit der Perſon zu frieden/ und auff Lehr und Leben nichts zuſagen haben/ beweißlichen Schein vorbringen. Dofern aber des Landes-Herr nicht/ ſondern einander Patronus oder Collator were/ ſoll der beruffene Paſtor und Prediger dennoch verbunden ſeyn/ einen Schein ſeiner Vocation und Collation des ordentlichen Patroni (welche Collation eben ſo wenig verweigert werden ſoll) und qualification, daß gemelte Vocatio und Collatio jetzgeſetzter maſſen richtig ſey/ dem Landes-Herren/ oder deſſen Regierung einzulieffern/ und dem vorhergegangenen ungehindert ſeinen Beruff antretten/ und jedesmahl von dem Landes-Herren gebührende Handhabung zugewarten haben.

§. 5. Wann von unterſchiedlichen Religions-Genoſſen Heyrathen geſchehen/ ſollen die Proclamationes in eines jeden ſeiner Religions-Kirchen/ ob ſie gleich in einer Stadt oder Kirchſpiel gelegen/ ordentlich verrichtet/ Dimiſſoriales hinc inde vor die gewohnliche Gebühr gefordert/ jedoch unbedinglich und unweigerlich gegeben werden. Die neuwe Eheleuthe aber ſich bey ihrer Religion Predigern und Paſtoren unbehinderlich copuliren laſſen/ dieſer geſtalt jedoch/ daß wann ſie differenter Religion ſeyn/ die Braut dem Bräutigam in puncto der Copulation folgen ſolle. Sonſten auch der Römiſch-Catholiſchen Prieſter und Paſtores keine Evangeliſche Religions-Verwandten/ wie auch die Evangeliſche Prediger und Paſtores keine Römiſch-Catholiſche ohne Dimiſſorialibus ihrer Prieſter/ Paſtoren/ oder Prediger zuſammen geben. Wann ein Römiſch-Catholiſcher oder Evangeliſcher in oder auſſer dem Ort ſeiner Wohnung und Pfarr bey ſeiner Religion-Gemeine und in krafft vorgemeldter Dimiſſorialen zur Ehe eingeſegnet/ ſo ſollen weder die Römiſch-Catholiſchen Prieſter noch auch die Evangeliſche Paſtores die Jura ſtolæ forderen.

§. 6. Dafern auch Ihre Chur-Fürſtl. Durchl. in dero Clev-Marck- und Ravensbergiſchen Landen/ oder Ihre Fürſtl. Durchl. in dero Gülich- und Bergiſchen Landen/ oder auch dero beyden Succeſſores, zu Abwendung Krieg/ Peſtilentz/ oder anderer gemeiner Gefahr und Schwärigkeiten einige Buß- oder Bet-Tage/ oder auch vor eine ſonderbahre gemeine Gnade und Wolthat Gottes Danck- und Feſt-Tage anordnen möchten/ ſollen die Evangeliſche nicht weniger als die Catholiſche in beyderſeits Herrſchafften Landen/ ein jeglicher nach ſeiner Religion-Weiſe/ ſolche Bus- Bett- und Danck-Feſt-Tage zu feyren ſchuldig und gehalten ſeyn.

§. 7. Und nachdem ſich auch zwiſchen der ein und andern Religion Paſtoren/ Pfarrern und Predigern des Kinder-Tauffens halber Irrungen und Misverſtandnüſſen zugetragen/ indem der Paſtor/ Pfarrer/ oder Prediger der anderen Religion ſeiner Pfarr angehöriger Unterthanen Kinder tauffen/ oder da dieſelbe zu Religion-Verwandten Geiſtlichen oder Predigern ausgetragen werden/ deſtoweniger nicht die Jura ſtolæ oder herbeachtes Tauff Geld forderen wollen. Als iſt zu Erhaltung Friede und Einigkeit dahin verglichen worden/ daß die Unterthanen/ welche von ihren Paſtoren/ Pfarrern und Predigern verſchiedener Religion ſeynd/ ihre Kinder an andere nechſt gelegene ihrer Religion-Kirchen/ oder wo ſonſten das öffentliche Exercitium, zur Tauffe bringen/ oder auch bey Winters-zeit der Kinder Schwachheit oder anderer erheblicher Verhindernüſſen halber dieſelbe in ihren Häuſeren von ihrer Religion Paſtoren/ Geiſtlichen oder Predigern jeder Kirchen-Ordnung und Ceremonien nach privatim tauffen laſſen mögen/ daran ſie dann von den Paſtoren oder Predigern loci nit gehindert/ oder mit Abforderung einiger Jurium ſtolæ oder Tauff-Geld beſchweret werden ſollen.

§. 8. Ebener Geſtalt ſoll es auch mit Adminiſtration einer jeden Religion-Sacramenten gehalten werden.

§. 8. Nach-

ANNO 1672.

qui n'en ont pas ſur les Lieux, qu'on leur permet ou rend par ce Traité, y pourront à leurs dépens établir des Ecoles Latines, Allemandes, & Françoiſes pour l'Ecriture, l'Arithmetique & autres, & y entretenir des Maitres, Précepteurs, & Maitreſſes, tant pour les Arts libéraux, que pour les principes de Diſcipline, de Théologie, Logique, Rhétorique, & pour l'uſage de la Langue Hébraique & de la Grecque.

§. 4. *Les Paſteurs & Prédicateurs auront à demander la Collation, la Confirmation & le Placet du Souverain du Pais, dans les Lieux où il eſt Patron & Collateur du Bénéfice, & il ne le refuſera jamais, mais le donnera d'abord à des perſonnes, qui auront apporté leur légitimation pour tel Bénéfice, de la manière qu'il a été dit ci-deſſus, avec l'atteſtation des Communautez Proteſtantes, qu'elles n'auroient rien à dire contre la Conduite & la Doctrine de tels Paſteurs, & Prédicateurs: & encore que le Souverain, ne fut pas le Collateur du Bénéfice, le nouveau Paſteur, & Prédicateur ne manquera pas pourtant de livrer à la Régence un Certificat de ladite légitimation, & de la Collation même qu'il auroit obtenue du Patron ou Collateur: (lequel ne le pourra non plus refuſer, ni retarder,) & il y ſera enſuite toûjours maintenu & protégé.*

§. 5. *Quand on aura à faire un Mariage entre des perſonnes de différente Religion, on en fera les Proclamations dans les Egliſes d'une chacune, ſoit que leurs Egliſes ſe trouvent dans la Ville, ou hors d'icelle, & on demandera de part & d'autre les Dimiſſoires, qu'on ne leur refuſera jamais, moyennant le payement des Droits, & la Bénédiction ſe fera enſuite par leurs Paſteurs ou Prédicateurs, à condition, que l'Epouſe ſuivra toûjours ſon Epoux. Mais du reſte aucun Prêtre, ou Paſteur Catholique n'entreprendra de faire la Bénédiction des Proteſtans, ni aucun Prédicateur ou Paſteur Proteſtant, de faire celle de perſonnes Catholiques, ſans voir reſpectivement les Dimiſſoires de leurs Prêtres, Paſteurs ou Prédicateurs: & quand quelqu'un, ſoit Catholique ou Proteſtant, fera benir ſon Mariage dans une Communauté de ſa Religion, ſoit dans le lieu de ſa demeure, ou hors d'icelle, il n'en payera aucun Droit aux Paſteurs.*

§. 6. *Toutes les fois que S. A. S. dans les Païs de Cléves, la Marc, & Ravensberg, & S. A. S. dans les Païs de Juilliers, & de Berghe, ou leurs Succeſſeurs, ordonneront quelques jours de Jeûne, & de Prière, à l'occaſion d'une Guerre, Peſte, ou autre calamité publique, ou bien des jours d'actions de graces, & de réjouïſſance au ſujet de quelque bénédiction particulière du Ciel, les Proteſtant les obſerveront auſſi-bien que les Catholiques dans le même Païs, & un chacun ſelon l'uſage de ſa Religion.*

§. 7. *Pour ajuſter les différens, qu'il y avoit au ſujet du Batême, & de l'argent de Batême, que les Paſteurs ou Prédicateurs du Lieu prétendoient, même de ceux qui n'étoient pas de leur Religion, & pour maintenir la Paix & la Concorde dans ces Pais, on eſt convenu, que les Habitans, qui ſeroient d'une autre Religion que les Paſteurs & Prédicateurs du Lieu, pourront porter leurs Enfans aux Lieux voiſins, où il y auroit Egliſe ou Exercice public de leur Religion, ou bien les faire batiſer en particulier dans leurs Maiſons par quelque Miniſtre de leur Egliſe, en cas que l'Hiver ou la foibleſſe des Enfans les y obligeât, & le Paſteur ou Prédicateur du Lieu ne les en pourra pas empêcher, ni demander aucun Droit, ou Argent de Batême.*

§. 8. *On obſervera le même dans l'adminiſtration des Sacremens pour chaque Religion.*

§. 9. Com-

Digitized by Google

§. 9. Nachdem auch in dem Inſtrumento Pacis die Bürgerliche Freyheit einem jeden/ was vor Religion von den dreyen es ſey/ verſtattet/ ſo iſt dieſem zufolge allhier verglichen/ abgehandelt/ und reciprocè verſprochen: Daß einem jeden ohne Unterſcheidt freyſtehen ſolle/ ſein Domicilium von einem zu dem anderen Orth (auſſerhalb wo Ihre Chur-Fürſtl. Durchl. und Ihre Fürſtl. Durchl. und dero geehrte Vorfahren/ die Gerechtigkeit hergebracht/ daß die Unterthanen ohne des Landes-Fürſten Bewilligung nit auszihen mögen) ſeiner Gelegenheit nach zu transferiren, auch in oder auſſerhalb deſſelben/ ja gar auſſer Landes ſich zu verheyrathen/ dergeſtalt und alſo/ daß er deßhalb weder an ſeiner Gerechtigkeit ihm præjudiciren, viel weniger aber von ſeiner Wohnung und Orth verſtoſſen oder verjaget werden ſolle.

§. 10. Niemand/ er ſey Geiſtlich oder Weltlich/ ſolle der Evangeliſchen oder Römiſch-Catholiſchen Religion halber/ er ſey darin gebohren/ oder habe dieſelbe vor kurtz oder lang angenommen/ verfolget/ weniger aus einer Stadt/ Dorff oder dem Lande/ zu emigriren genöhtiget/ noch ſeines Glaubens halber verachtet/ nachgeruffen/ ausgeſchreyen oder geſcholten werden.

§. 11. Niemand ſoll vom Burger-Recht/ von Kauffleuthen/ Handwerckeren oder Zunfften/ Gemeinſchafften/ auch öffentlichen Gewerb/ Handthierung/ Handwercken/ Contracten/ Kauff- und Verkauff/ beweg- und unbeweglichen Gütern/ von Vernaherungs-Recht/ wo es hergebracht/ noch von einigen Erbſchafften/ Erb-Vermächtnus oder Legaten noch auch Hoſpitalen/ Wäyſen-Siechen oder Leproſen-Häuſeren/ Allmoſen/ noch von dem ſo bey Kauffen- und Verkauffen gegeben wird/ oder anderen gemeinen Gerechtigkeiten oder Handelungen der Religion halber ausgeſchloſſen werden. Und wie die Legata, welche der Römiſch-Catholiſchen Geiſtlichkeit und Kirchen specialiter vermacht werden/ deren Kirchen und Armen allein verbleiben. Alſo ſollen die jenige/ ſo den Evangeliſchen allein vermachet ſeyn/ deren Kirchen oder Armen ebenfals allein gelaſſen werden.

§. 12. An denen Orthen/ an welchen im Jahr 1624. die Römiſch-Catholiſche oder Augſpurgiſche Confeſſions-Verwandte Reformirte und Lutheriſche im dem Stadt-Magiſtrat oder anderen Ehrenſtellen fähig geweſen/ da ſollen dieſelbe ſo wohl in den Städten als Dörffern bey vacirenden Stellen widerumb nicht nur zur Wahl gezogen/ ſondern auch würcklich erwehlet/ und angeſetzet werden/ dergeſtalt daß allezeit einige der Evangeliſchen oder Römiſch-Catholiſchen Religion zugethane im Raht und Ehren-Stellen/ wo ſie Anno 1624. darin geweſen/ angeſetzet und gelaſſen werden ſollen.

§. 13. Wann die Evangeliſche oder Römiſch-Catholiſche ihre beſondere Kirchhöfe oder Plätze haben/ ſollen ſie ſich der anderer Religion Kirchhöfen/ auſſerhalb den Erb-Begräbnuſſen enthalten/ und derſelben ſich nicht gebrauchen. Wo aber die Evangeliſche/ Römiſch-Catholiſche in einer Stadt/ oder einem Dorff keine abſonderliche Kirchhöfe haben/ alsdann ſollen von dem gemeinen Stadt- oder Dorff-Kirchhoff der Religion halber niemand abgekehret/ ſondern ein jeder ſeine Todten ſelbiger Religion Brauch nach unbehindert/ unbeſchweret/ und unbeſchimpffet allda begraben/ und ſoll von ſolchen Todten alsdann nicht mehr als ſelbigen Orts Herkommens und von anderen Evangeliſchen/ oder Römiſch-Catholiſchen geſchiehet/ der Begräbnus halber gefordert oder gegeben werden.

§. 14. Wo bis anhero bey Begräbnuſſen der Evangeliſchen oder Römiſch-Catholiſchen auff gemeinen Kirchhöfen keine Leich-Predigten/ Gebett und Ceremonien gehalten ſeynd/ da ſollen ſelbige an ſolchen Orten ins künfftige auch nicht/ ſondern die Leich-Predigten und andere Ceremonien an dem Orth ihrer gewöhnlichen Verſamblungen/ oder in beſonderen Häuſeren und Orthen geſchehen/ ſonſten ihnen doch freyſtehen/ auff ihren abſonderlichen oder eygenen Kirchhöfen ihre Leich-Predigten und Ceremonien ihrer Religions-Brauch nach ungehindert einzuführen/ und zu verrichten.

§. 15. Es ſoll ferner einem jedweden Evangeliſchen Predigern/ Paſtoren und Krancken-Tröſter/ wie auch einem jedweden Catho-

§. 9. Comme le Droit de Bourgeoiſie eſt permis à un chacun des trois Religions par les Traitez de Weſtphalie, on a enſuite de cela accordé, & réciproquement promis cette Tranſaction, qu'un chacun, ſans diſtinction, pourra librement changer de Place, & de demeure: (à la réſerve pourtant de ces Lieux, où Leurs Alteſſes Electorale & Sereniſſime, & leurs Prédéceſſeurs, ſe ſont acquis le Droit d'empêcher, que les Sujets n'en puiſſent ſortir ſans leur permiſſion;) & ſe marier, où bon leur ſemblera, même hors de ces Provinces, de ſorte qu'il n'en recevra aucun préjudice dans ſes Droits, & moins encore dans le lieu de ſa demeure.

§. 10. On ne perſécutera qui que ce ſoit, Eccleſiaſtique ou Seculier, à cauſe de ſa Religion, Proteſtante ou Catholique, ſoit qu'il y ſoit né, ou qu'il l'ait changée, & moins pourra-t'il être obligé pour cela à ſortir de la Ville, du Village, ou du Païs, ni même taxé, mépriſé ou décrié, à cauſe de ſa croyance.

§. 11. Perſonne ne pourra à cauſe de ſa Religion, (ſuppoſé qu'elle ſoit d'une de ces trois,) être exclus du Droit de Bourgeois, de Marchand, de Maîtriſes, de Communauté, de Commerce ou de Métier public, de marchander de Biens Meubles & Immeubles, ou de faire toute ſorte de Contracts, ni du Droit de proximité ou préférence, où il ſeroit de coûtume, ni d'aucuns Héritages ou Legs, ni des Maiſons publiques, comme Hôpitaux d'Orphelins, ou de Lepreux, ni des Emolumens qui proviennent à l'occaſion de Ventes & achats: & comme les Legs, qu'on fait particulierement aux Eccleſiaſtiques & aux Egliſes Catholiques, demeureront à eux ſeuls, ainſi ceux qui ſeront faits aux Eccleſiaſtiques & aux Egliſes des Proteſtans, n'en ſortiront pas non plus.

§. 12. Dans tous les Lieux, où les Catholiques ou Proteſtans étoient reſpectivement de la Magiſtrature de la Ville, ou capables d'autres Charges d'Honneur l'an 1624. on les placera derechef à la premiere ouverture, ſoit dans les Villes ou dans les Villages, & on ne ſe contentera pas de les mettre parmi les Candidats, mais on les y choiſira effectivement, de ſorte qu'il y aura à l'avenir toûjours quelques-uns deſdits Catholiques ou Proteſtans dans les Magiſtratures & Charges aux Lieux, où reſpectivement il y en avoit l'an 1624.

§. 13 Quand les Catholiques ou les Proteſtans ont des Cimetiéres, ou Places particulieres pour enterrer ceux de leur Religion, ils s'y tiendront, ſans ſe ſervir des Places de ceux d'autres Religions, ſi ce n'eſt de Places ou Tombes diſtinctes à toute une famille: Mais dans les Villes ou Villages, où il n'y auroit pas des Cimetiéres ou Places diſtinctes pour les Religions, les Habitans y enterreront auſſi indiſtinctement leurs morts, & toûjours conformement à l'uſage de leur Religion, ſans qu'on les en puiſſe empêcher, injurier, ou railler, ni leur demander plus de Droits, qu'il n'y ſeroit payé par ceux d'autres Religions du même Lieu.

§. 14. Les Oraiſons Funébres & autres Cérémonies ſeront continuées dans l'enceinte des Cimetiéres communs aux Lieux, où on en a uſé ainſi jusqu'à préſent, & faute de cet uſage, on les fera dans les Lieux d'Aſſemblée ordinaire, ou dans des Maiſons & Places particulieres: mais quand les Cimetiéres ſont diſtincts ou ſéparez pour les Communautez de chaque Religion, il leur ſera toûjours permis & libre, d'y commencer & établir les Oraiſons Funébres, & autres Cérémonies conformes à la pratique de leurs Egliſes.

§. 15. Les Paſteurs & Conſolateurs des Malades Proteſtans, comme auſſi les Prêtres & les Paſteurs Catho-

Catholiſchen Prieſtern und Paſtoren freyſtehen/ die Krancken ſeiner Religion auſſer ihrer Pfarr/ an allen und jeden Orthen/ wo ſie auch wohnen/zu beſuchen und ſie zu tröſten/ auch zu denen Miſſethätern/ſo wol in dem Gefängnus/ als auch wann ſie zur Execution geführet werden/verſtattet und zugelaſſen werden.

§. 16. Alles was vorhero von der Immunität/ Recht und Freyheit der Geiſtlichen Güter geſetzt/ verglichen und verſprochen/ das ſollen auch haben/ genieſſen/ und behalten/ die jenigen Kirchen/ Predighäuſer/ Capellen/ Schulen/ Prediger/ Schulbedienten/Küſter-Häuſer/ und Wohnungen/ welche vermöge dieſes Vergleichs annoch ſollen gebauet und angerichtet werden.

§. 17. Niemand ſoll der Religion halber vor anderen in Schatzungen/ Contributionen/ Einquartierungen/ Dienſten/ Bürgerlichen Laſten/ und ſonſten übernommen/ ſondern alle und jede Römiſch-Catholiſche und Evangeliſche Geiſt- und Weltliche in obgemelten puncten nach proportion gleich tractiret werden. Doch bleibet es dieſerthalb bey den Lands-Verfaſſungen und dem Herkommen.

§. 18. Welcher aus anderen Landen in angeregte Hertzogthumben Gulich/Cleve/ Berge/ Graffſchafften Marck und Ravensberg kommen/ und ſich niederlaſſen will/ demſelben/ wann er einer der obgemelten dreyen Religionen zugethan iſt/ auch ſich der Policey-Ordnung/ als weit dieſelbe die Religion nicht/ ſondern alle und jede Unterthanen ohne Unterſcheid der Religion angehet/ gemäs qualificiren kan/ und ſonſt ſeines ehrlichen Handels und Wandels Zeugnus hat/ die Beywohnung oder Bürger-Recht nicht verſaget/noch derſelbe der Religion halber abgewieſen werden. Wie dann dißfalls die Verordnung/ welche von einer oder anderen Landes-Herrſchafft/ auch Stadt-Magiſtraten/ in vim retorſionis, oder auch anderen Urſachen zu excluſion eines oder anderen Eingeſeſſenen vom Bürger-Recht oder Bürgerlichen Ehren-Aemptern vor dem gemacht und bishero obſerviret ſeyn mag/ hiemit caſſirt und auffgehoben werden.

§. 19. Und ſoll auch in dieſem Stück ohne Unterſcheid der dreyen Religionen Gleichheit gehalten/ und da ſie nur/ wie jetzt gemeldet/ ſich der Policey-Ordnungen gemäs qualificiren können/ zugelaſſen/ und der jenige ſo einer der dreyen Religionen zugethan iſt/ſo wohl als wann auch entweder ein Römiſch-Catholiſcher/ oder aber ein Evangeliſcher ſeine Religion veränderen/ und eine andere (woſern dieſelbe im Röm. Reich und in Inſtrumento Pacis nur zugelaſſen iſt) führen und üben wil/ gedüldet werden/ und mit freyem Gewiſſen/ wann an dem Orth/ da er wohnen oder ſich niederlaſſen mögte/ das offentliche Exercitium ſeiner Religion nicht zugelaſſen wäre/ in ſeinem Hauſe nebſt ſeiner Familie und Geſinde/auſſer Inquiſition und turbation privatim, jedoch ohne Einführung eines Exercitii publici, ſeiner devotion abwarten. In der Nachbarſchafft aber/da ſeine Religion offentlich geübet wird/ ſo offt und was Orths es ihme beliebig/ dem Exercitio beywohnen/ auch ſeine Kinder in abgelegene ſeiner Religion zugethane Schulen ſchicken/ oder auch wann er wil privatis Præceptoribus zu Hauſe zu unterweiſung ohne Verhinderung untergeben/ und auch im übrigen obgemelter in nechſt vorigen §. §. exprimirter bürgerlichen Freyheit/ über all genieſſen/ jedoch daß er der anderen Religion zugethanen einige ärgernus würcklich nicht gebe/ ſondern ſich über all beſcheidentlich verhalte/ und ſein Ruhe mit gebührender ſubjection und Gehorſamb der Land und Policey-Ordnung nach (in ſo weit dieſelbe die in Inſtrumento Pacis zugelaſſene Religion nicht concerniret, und dieſem Vergleich nicht zuwider iſt) verrichtet/ und zu keiner Unruhe oder Verwirrung Urſach gebe.

§. 20. Wobey gleichwol außbedungen worden/ weil die freye Bürgerliche Beywohnung beyderſeits Unterthanen ohne Unterſcheid der Religion/ Vermöge Friedenſchluſſes und dieſes Vergleichs ungehindert ſeyn und bleiben/ und alſo keiner der obgemeldeten dreyen Religionen zugethaner Eingeſeſſener ſeiner Religion halber über kurtz oder lang/ wovon in Inſtrumento Pacis Art. 5. §. Conventum autem eſt, ut à Territoriorum Dominis &c. diſponirt iſt/ zu emigriren genöhtiget/ weniger außgewieſen/ noch vertrieben werden ſoll. So iſt doch hiemit außdrück-

Catholiques pourront par tout, & même hors de leurs Cures viſiter librement les malades de leur Religion: & ils ſeront de même admis à voir les Criminels dans les Priſons, & pour les accompagner au lieu d'Execution.

§. 16. *Tout ce qu'on a accordé & permis d'Immunité, de Liberté, & de Droit aux Egliſes, & aux Biens Eccléſiaſtiques, qui ſubſiſtent effectivement, eſt également accordé, ſtipulé, & permis aux Egliſes, Chapelles, Ecoles, & à toutes ſortes de Maiſons y appartenantes, qui ſeront & pourront être bâties & établies en vertu de cette Transaction.*

§. 17. *Perſonne ne ſera ſurchargé à cauſe de ſa Religion, mais tous ſeront taxez à proportion des Biens, ſoit en matiere des Tailles, ou des Quartiers, Contributions ou autres Charges publiques, en quoi on ne prétend pourtant pas déroger aux Ordonnances particulieres & Uſages du Païs.*

§. 18. *Si quelque Etranger prétend aller demeurer ou ſe faire Bourgeois dans une des Duchez de Juilliers, Cléve & Berghe, ou des Comtez de la Marc & de Ravensberg, & s'il ſe peut qualifier pour cela ſelon les Ordonnances de Police, il n'en ſera pas empêché ou refuſé, à cauſe de ſa Religion, pourvû qu'il en ait une de ces trois dont il s'agit, & qu'il apporte d'ailleurs un témoignage de ſa bonne conduite, & honnêteté. C'eſt pourquoi on caſſe, léve, & annulle en vigueur de ceci, toutes les Ordonnances & Statuts, qui ont été faits de quelque Régence de Païs, ou de Magiſtrat de Villes par maniere de Repreſailles, ou autrement, pour l'excluſion des Etrangers de Charges, & de Droits de Bourgeoiſie, encore qu'ils ayent été obſervez juſqu'à préſent.*

§. 19. *L'égalité qu'on obſervera à l'égard des trois dites Religions, ſera de telle étenduë, que non ſeulement les étrangers n'en auront aucun obſtacle, comme il a été dit, pour les Droits de Bourgeoiſie, ſuppoſé qu'ils ſe puiſſent qualifier en conformité des Statuts de la Police, mais que même ceux qui veulent changer de Religion, le puiſſent faire librement, pourvû qu'ils en prennent une qui ſoit tolérée dans l'Empire, & par les Traitez de Weſtphalie, & encore qu'il n'y eût point d'Exercice public pour telle Religion dans les Lieux où ils prétendroient demeurer, ils pourront pourtant en particulier, & avec leurs Familles exercer leur dévotion dans les Maiſons, & toutes les fois qu'ils voudront, fréquenter l'Exercice public dans les Places voiſines, où il y en auroit, comme auſſi envoyer leurs Enfans dans telles Ecoles du voiſinage, ou même les faire inſtruire dans leur Religion par des Précepteurs particuliers chez eux, ſans qu'ils en puiſſent être empêchez ou incommodez par aucune Inquiſition. Ils jouïront de plus de toute autre Liberté, & des Droits de Bourgeoiſie exprimez dans les Paragraphes précédens, à condition pourtant, qu'ils n'y donneront pas de ſcandale à ceux d'autre Religion, qu'ils ſe gouverneront toûjours honnêtement, qu'ils s'acquiteront de leurs Charges avec une exacte obeïſſance pour les Loix du Païs, & Civiles, entant qu'elles ne concernent pas telles Religions, & qu'ils éviteront de cauſer la moindre confuſion, ou trouble dans l'Etat, où ils demeurent.*

§. 20. *Encore que le Droit de Bourgeoiſie, & de demeure, ſoit abſolument permis à ceux des trois Religions ſuſdites, & que perſonne ne puiſſe être inquieté ſur ce point, ni être contraint à ſortir, même ſelon les Traitez de Weſtphalie l'Art. 5. & §.* Conventum autem eſt, ut à Territoriorum Dominis &c. *Toutefois on eſt convenu, & on a arrêté bien expreſſement, que ceux qui en vertu deſdits Traitez de Weſtphalie, & de cette Convention,* vendrücklich verſehen / verglichen und verordnet / daß die jenige / welche ſich des privati Exercitii, Vermöge des Friedenſchluſſes / und dieſes Receſſus in ihren Häuſern gebrauchen wollen / dennoch niemahls befügt und berechtiget ſeyn ſollen / ob ſie ſich gleich in einer Stadt / Pfarre / oder Gemeinde in guter Anzahl befinden möchten / ſich zuſammen zu thun / und einig publicum Exercitium unter ſich anzuſtellen oder einzuführen / das publicum aber an Orthen / da es ſonſten in der nähe / in öffentlicher übung / wie obgemeldt / zu frequentiren, und ſich deſſelben zu gebrauchen.

§. 21. Ferner ſollen in den Hertzogthumben Gülich / Cleve und Berge / auch Graffſchafften Marck und Ravensberg / alle Kirchen / Clöſter / Stiffter / Capellen / Hoſpitalen / Prälaturen / Präbenden / Canonicaten / Paſtoraten / Vicarien / und andere Geiſtliche Beneficien / wie auch Schulen / und alle darzu gehörige Renthen / Einkunffte und Gefälle / wann ſie hinführo vaciren / oder verfallen / von den Patronis und Collatoribus zu behuff ſolcher Religion / wobey ſie bis zur Zeit der letzten Vacantz geweſen / in ſpecie alle Prälaturen / Canonicaten / Präbenden und Vicarien / in allen Collegiat-Kirchen in den Hertzogthumben Gülich / Cleve und Berg / wie auch S. Patrocli zu Soeſt / und welche ferner in dieſen Landen Anno 1624. bey den Catholiſchen geweſen / allein qualificirten Romiſch-Catholiſchen unauffgehalten / und ohne Verminderung und real Beſchwärung gemeldter Beneficien conferirt werden. Jedoch ſoll alles das jenige / was oben und vorhero der Geiſtlichen Güter und Beneficien halber verändert / und veſtgeſetzet worden / dieſer Regul nicht unterworffen ſeyn / ſondern wie es bey dieſer Pauſch-Handlung verglichen iſt / unverbrüchlich gehalten werden.

§. 22. So ſollen auch die Patroni und Collatores ſo Geiſt- als Weltliche von dem Landes-Fürſten oder deſſen Regierung und Beambten in ihrem Jure conferendi nicht gehemmet noch beſchräncket werden / jedoch auch nicht bemächtiget ſeyn / die Præbenden, Beneficia, Capellen / Vicarien / welche nach obgemelter Regul des allgemeinen Friedenſchluſſes und dieſes Vergleichs den Catholiſchen oder Evangeliſchen verbleiben / ins künfftig anderen Kirchen / dann zu welchen dieſelbe von Anfang verordnet / und von den Catholiſchen oder Evangeliſchen Beneficiatis Anno 1624. genoſſen und bedienet worden / oder anderen uſibus, dann dazu dieſelbe fundiret, zu appliciren, weniger an eine andere Religion / dann welche dieſelbe Anno 1624. obgemeldter maſſen gehabt / oder denen es vermöge dieſes Vergleichs verblieben / zu conferiren oder zuzuwenden.

§. 23. Sonſten aber einer jeden Religion Weltlicher Obrigkeit unbenommen / ja ausdrücklich vorbehalten ſeyn / durch ſich ſelbſt oder ihre darzu verordnete Commiſſarien uber ihrer Religion zugehörige Güter / Renthen / und Gefälle / zu beförderung mehrer Ehren Gottes und beſſerem Kirchen-Dienſt / wie ſolches denen Catholiſchen Geiſtlichen Rechten / oder der Evangeliſchen Ständen Juribus und approbirten Kirchen-Ordnung gemäs iſt / zu verordnen und zu diſponiren, darüber jedoch der Patronen Willen und Conſens (dafern die Renthen zu einem Beneficio Juris-Patronatus gehörig) vor allen eingeholet und erlanget werden ſolle.

§. 24. Was aber die Stifftungen und Fundationes, welche nicht zu dem Gottesdienſt / ſondern pro ſtudiis oder anderen löblichen Exercitiis auffgerichtet worden / anlanget / da bleibet denen Collatoribus frey und bevor / damit nach Inhalt der fundationen zu verfahren und zu diſponiren.

§. 25. Dafern auch ins künfftige einer der Catholiſchen Religion / oder Augſpurgiſcher Confeſſion Reformirter oder Lutheriſcher Religion zugethaner Prælatus, Canonicus, Canoniſſa, Parochus oder Beneficiatus ſeine Religion oder Confeſſion veränderen würde / ſollen ſie der Prælatur, Præbenden, Pfarr oder Beneficia eo ipſo verluſtig ſeyn / und daſſelbe einem anderen ſolcher Religion / zu welcher daſſelbe Vermöge Inſtrumenti Pacis und dieſes Vergleichs gehörig / unausgeſetzt / und ohne real beſchwerung / wie oben gedacht / wieder conferirt werden.

§. 26. Was aber die Collation und Vergebung der Prælaturen, Canonicaten, Præbenden, und anderen Geiſtlichen Beneficien anbelanget / welche in mehrgedachten Hertzogthumben Gülich / Cleve / Berge / auch Graffſchafften Marck und Ravensberg zu

voudroient ſe ſervir de l'Exercice particulier dans leurs Maiſons, ne pourront jamais en faire des Aſſemblées entieres, ou un Exercice public, encore qu'ils y fuſſent avec le tems en grand nombre: mais qu'ils ſe contenteront toûjours de frequenter les Lieux voiſins, où l'Exercice public de leur Religion ſeroit en uſage.

§. 21. *Les Patrons & Collateurs de Benefices Eccleſiaſtiques, ſeront encore à l'avenir obligez de conferer dans les Duchez de Juilliers, Cléves, & de Berghe, & dans les Comtez de la Marc, & de Ravensberg, toutes les Egliſes, Chapitres, Chapelles, Hôpitaux, Prélaturés, Prébendes, Canonicats, Cures, Vicariats & autres, comme auſſi les Ecoles, & tous les Revenus & Emolumens ou dépendanss, en cas d'ouverture, au profit de la Religion, qui en a été en poſſeſſion au tems de la derniere Vacance, & particulierement toutes les Prélatures, Canonicats, Prébendes, & Vicariats dans toutes les Egliſes Collegiales dans les Duchez de Juilliers, de Cléves, & de Berghe; & encore celle de S. Patrocle à Soeſt, & de plus toutes celles deſdits Duchez, qui ont été aux Catholiques l'an 1624. ſeront immanquablement & ſans aucune Charge réelle conférez ſeuls aux Catholiques Romains, qui auront les qualitez requiſes, à la reſerve pourtant de ce qui a été accordé ou diſpoſé autrement touchant les Biens Eccleſiaſtiques ci-deſſus, & par cette même Convention generale, qu'on aura à obſerver à jamais.*

§. 22. *Les mêmes Collateurs & les Patrons tant Eccleſiaſtiques, que Seculiers, ne ſeront nullement empêchez ou inquietez par les Souverains, ou par les Regences du Païs dans l'uſage de leur Droit de conferer les Benefices. Ils ne pourront pas pourtant diſpoſer des Prébendes, Benefices, Chapelles, & Vicariats, (qui ſuivant la regle des ſuſdits Traitez de Paix, & de cette Tranſaction, demeureront à une certaine Religion,) qu'en faveur de ceux de cette même Religion, & qui en a été en poſſeſſion l'an 1624. bien loin de les employer à d'autres uſages, que conformement à leurs Fondations.*

§. 23. *En tout cela on n'ôte pas, mais on réſerve expreſſement aux Superieurs, ou Magiſtrats Seculiers de chaque Religion le Pouvoir de diſpoſer des Biens, des Rentes, & des Emolumens appartenants à leur Egliſe, pour autant qu'il ſeroit à la plus grande gloire de Dieu, & au meilleur ſervice de l'Egliſe, comme il eſt auſſi conforme aux Canons des Catholiques, & aux Droits & Decrets approuvez parmi les Proteſtans, ſur quoi on aura pourtant beſoin d'obtenir l'agrément, & le conſentement des Patrons, en cas que telles Rentes appartinſſent aux Benefices de leur Collation.*

§. 24. *Mais dans les Fondations, qui ne ſont pas deſtinées pour l'entretien de l'Office Divin, mais ſeulement pour celui des études ou d'autres Exercices honorables, les Collateurs auront & conſerveront toute la liberté d'en diſpoſer conformément aux teneurs de Fondations.*

§. 25. *Quand un Prélat, Chanoine ou Chanoineſſe, Paſteur, ou autre Beneficier change de Religion, il perdra d'abord par cette action ſa Prélature, Prébende, Cure, ou ſon Benefice, de ſorte qu'on le conferera même ſans aucune nouvelle charge à une autre perſonne de la Religion, à qui il appartient en vertu des Traitez de Paix, & de cette Tranſaction.*

§. 26. *Quant à la Collation de Prélatures, Canonicats, Prébendes, & autres Benefices Eccleſiaſtiques, qui appartient au Souverain dans leſdites Duchez de Juilliers, Cléves, & Berghe, & dans les Comtez de la Marc, & de Ravensberg, on y obſervera*

Digitized by Google

Anno 1672.

zu des Landes-Fürſten Collation gehörig / ſoll es damit nachfolgender Geſtalt unveränderlich gehalten werden / daß auff denjenigen Stiffteren / da alle Collationes der Herrſchafft völlig gebühren / Ihrer Chur-Fürſtl. Durchl. zu Brandenburg und dero Descendenten die jenige Beneficia, ſo in dem Januario, Martio, Majo, Julio, Septembri & Novembri verfallen / oder ad manus Principum reſignirt werden: Alſo auch Ihrer Fürſtl. Durchl. zu Newburg und derſelben Descendenten die jenige / ſo im Februario, Aprili, Junio, Auguſto, Octobri und Decembri fallen oder reſignirt werden / zu vergeben zuſtehen. Auff denjenigen Stiffteren aber / da die vorige Landes-Fürſtliche Herrſchafft ſechs Monath hergebracht / da ſollen Ihrer Chur-Fl. Durchl. und dero Descendenten drey Monath / und des Herren Pfaltz-Graffens Fürſtl. Durchl. und derſelben Descendenten auch drey Monathen dergeſtalt reſervirt ſeyn / daß Ihre Chur-Fürſtl. Durchl. zu Brandenburg an denſelben Orthen im Januario, Majo, und Septembri, Ihr Fürſtl. Durchl. zu Newburg aber in Martio, Julio & Novembri die Collatio ohne Beſchwer und Verminderung gemeldter Beneficien, und Renthen / wie obengedacht / zu exerciren, der alſo von Ihrer Chur-Fürſtl. Durchl. oder Fürſtl. Durchl. Proviſus auch ſchuldig ſeyn / mit Vorzeigung ſeines Collation-Patents des anderen Placitum zu erhalten. Wie dann ohne Vorzeigung ſolcher Collation und darauff erfolgten Placiti die Prælati und Capitula die Proviſos zur Poſſeſſion nicht admittiren, noch geſtatten ſollen.

§. 27. Damit es auch darin deſto richtiger hergehen und die Herrſchafft Nachricht haben möge / ſo ſoll ſo offt ein Prælatur, Præbende, oder Beneficium zu Ihrer Chur-Fürſtl. Durchl. oder Fürſtl. Durchl. Collation vaciret, ſolche Vacantz / und durch welches Abſterben / auch in welchem Monath oder turno dieſelbe ſich begeben / ſchrifftlich Ihrer Chur-Fürſtl. Durchl. oder Fürſtl. Durchl. oder dero heimgelaſſenen Regierung unverzüglich unterthänigſt berichtet werden.

§. 28. In den übrigen Puncten, welche in dieſem Receß nicht exprimiret ſeynd / und der einen oder anderen Religion zugethanen zum beſten gedeyen können / wollen höchſtgedachte Ihre Chur-Fürſtl. Durchl. die Römiſch-Catholiſchen Unterthanen in dero Hertzogthumben Cleve / Graffſchafften Marck und Ravensberg ſolcher Geſtalt / als ihre der Augſpurgiſchen Confeſſion Reformirter und Lutheriſcher Religion zugethane Unterthanen tractiren. Wie dann auch höchſtgemelte Ihre Fürſtl. Durchl. der jetztgedachten Confeſſion angehörige in dero Hertzogthumben Gülich und Berge eben wie die Römiſch-Catholiſche Unterthanen tractiren.

§. 29. Und wann Controverſiæ hernechſt vorfallen würden / welche nicht in dieſem Receſs erörtert / oder per juſtam interpretationem daraus erörtert werden könten / ſollen dieſelbe ex æquo & bono auff Art und Weiſe / wie bey dieſer Pauſch-Handelung geſchehen / in der Güte beygelegt werden.

Art. XI.

§. 1. DAmit aber auch alles das jenige / was in dieſem Vergleich der einen oder anderen Religion zu Sicherheit und Beſten verordnet iſt / deſto unverbrüchlicher gehalten werden möge / iſt verglichen und reciprocè verſprochen / daß wann demſelben uber kurtz oder lang contraveniret werden ſolte / das veſthaltende Theil ſich gegen ſothane contravention des Juris retorſionis, bis ſo lange das jenige / was newerlich geſchehen / wieder abgeſchafft / gebrauchen möge / und daſſelbe vor kein unzuläſſiges Gegen-Mittel von niemand außgedeutet werden ſolle. Jedoch ſoll ſolche retorſion eher nicht vorgenommen werden / bis durch zuſammen geſchickter Räthe von beyden Theilen behörige information eingezogen / und Unterſuchungen geſchehen / und darauff von Ihrer Churfürſtl. Durchl. oder Ihrer Fürſtl. Durchl. expreſſer Befelch an dero Regierung ergangen.

§. 2. Endlich ſoll alles das jenige / was obiger Geſtalt bey dieſer Pauſchhandlung verabſcheidet und verglichen iſt / nach er-

Anno 1672.

ſervera inviolablement cet ordre, que dans les Chapitres, dont toutes les Collations appartiennent au Souverain, S. A. E. de Brandebourg, & ſes Succeſſeurs, en confereront toûjours celles qui ſeront ouvertes dans les mois de Janvier, Mars, Mai, Juillet, Septembre, & de Novembre, & qu'ainſi S. A. S. de Neubourg, & ſes Succeſſeurs auront à conférer celles qui tomberont, ou ſeront réſignées aux mains du Souverain dans les mois reſtans, à ſçavoir, de Février, Avril, Juin, Août, Octobre, & de Decembre. Dans les autres Chapitres deſdits Païs, où le Souverain n'eſt accoûtumé d'avoir que la Collation pour ſix mois de l'an, S. A. E. & ſes Succeſſeurs, la feront aux mois de Janvier, de Mai, & de Septembre, & S. A. S. & ſes Succeſſeurs, auront leur tour dans les mois de Mars, de Juillet, & de Novembre. Les uns & les autres exerceront cette Collation, comme il a été dit, ſans aucune nouvelle charge, ou diminution du Benefice, & de ſes Rentes, & celui qui en ſeroit pourvû par Sadite A. E. ou par Sadite A. S. ſera toûjours tenu à preſenter les Lettres Patentes de ſa Collation à l'autre de ſes Princes, & à obtenir encore de celui-ci le Placet, car les Prelats, & les Chapitres, ne pourront admettre qui que ce ſoit, à la poſſeſſion d'un Benefice, s'ils ne voyent préalablement les Patentes de la Collation, & du Placet.

§. 27. *Afin qu'en tout cela, il y ait moins de confuſion, & que le Souverain en ait plus de notice, il a été convenu & ordonné, que dès le moment de l'ouverture de quelque Prélature, Prébende, ou Benefice, dont la Collation ſeroit à L. A. Electorale & Sereniſſime, on fera très-humblement rapport à ceſdits Princes, ou à leurs Regences, non-ſeulement de telle Vacance en general, mais particulierement par la mort de qui, & dans quel mois elle étoit tombée, & qui de leurſdites Alteſſes y avoit le tour.*

§. 28. *Dans tous les autres Points, dont on ne fait pas expreſſement mention ici, & qui pourroient être favorables aux Habitans de l'une & de l'autre Religion, S. A. E. déclare, qu'Elle regardera & traitera toûjours dans ſon Duché de Cléves, & dans ſes Comtez de la Marc, & de Ravensberg les Sujets, qui y ſeroient de la Religion Catholique Romaine, de la même maniére, qu'elle y traiteroit ſes autres Sujets Proteſtans, & S. A. S. déclare d'en vouloir faire le même à l'égard de ſes Sujets de ladite Religion Proteſtante dans ſes Duchez de Juilliers, & de Berghe.*

§. 29. *Quand il arriveroit quelque different, dont la déciſion ne ſe trouve pas, ni dans la lettre, ni dans la veritable interpretation de cette Transaction, on tâchera toûjours de l'accommoder en toute équité, & à l'amiable, comme on a tâché de faire dans cette Convention generale.*

Art. XI.

§. 1. P*Our faire immanquablement obſerver tout ce qu'on a ordonné pour le bien, & pour la ſûreté de l'une & de l'autre Religion par tout ce Traité, on a de plus ſtipulé, & reciproquement accordé, qu'en cas, que l'une des Parties y contrevînt en quelque choſe, l'autre pourra ſe ſervir des Repreſailles, jusqu'à ce qu'on ait redreſſé, & ôté la nouveauté: Bien entendu pourtant, qu'on députera de part & d'autre des Miniſtres Conſeillers, pour en prendre des informations, & pour examiner l'affaire, & que l'uſage des Repreſailles ne ſe fera jamais, que ſur les ordres exprès que S. A. E. ou S. A. S. en donneroit à ſa Regence.*

§. 2. *Finalement, on aura à mettre en execution par ces Païs, tout ce qu'on vient d'arrêter, ſi-tôt* folgter Ratification alſo fort in allen Landen ohne einige fernere Verordnung zur Execution geſetzt und darwider keine exception auch keine andere Geiſtliche und Weltliche Satzungen / ſie haben Nahmen wie ſie wollen / und kommen auch her von wem ſie wollen / ſie ſeyen allbereit vor dieſem gemacht / oder werden künfftig gemacht / eingewendet werden. Maſſen dann zu deſto mehrer veſthaltung verglichen / daß die bey dem im Jahr 1666. zu Cleve auffgerichteten Haubt- und Erb-Vergleich bedungene Garantie auch auff dieſe Tauſch-Handlung extendirt ſeyn ſoll. Zu Urkund und ſtet-veſthaltung ſeyn hierüber zwey gleichlautende Receſſus auffgerichtet und von denen darzu committirten hierunten benennten Räthen unterſchrieben / und mit deren Pittſchafften bewahrt worden. Geſchehen zu Cöllen an der Spree den 26. Aprilis Anno 1672.

(L.S.) Otto Freyherr von Schwerin.
(L.S.) Johan Arnold Freyherr von Leeradt.
(L.S.) Laurentz Chriſtoff Somnitz. m. m.
(L.S.) Frantz Freyherr von Giſe.
(L.S.) Joh. Koppen.
(L.S.) T. A. Henr. Stratman.

Als haben wir obangeregten Vergleich in allen und jeden ſeinen Clauſuln und Punctis ratificirt und genehm gehalten / ratificiren und approbiren und halten auch denſelben hiemit in allen und jeden ſeinen Clauſulis und Punctis genehm / und verſprechen bey Unſeren wahren Fürſtlichen Worten / allem dem jenigen / ſo obgeſetzt / vor Uns / Unſere Erben und Poſterität nachzukommen / treulich und ohne Geferde. Urkund unſers Handzeichens und hervorgedruckten Geheimen Cantzeley-Secrets. Gegeben in Unſerer Reſidentz-Stadt Düſſeldorff den 11. Junii Anno ein tauſend ſechshundert zwey und ſiebentzig.

PHILIPP WILHELM. (L.S.)

Neben-Receß.

NAchdem auch bey Verleſung des heut dato unterſchriebenen Religions-Receß, noch ein und anders von Chur-Brandenburgs Liebd. und Unſeren Räthen erinnert / und darüber gleichfalls fernere Abrede getroffen worden / wie von Puncten zu Puncten hernach folget:

1. Weilen der Freyherr von Quadt zu Creutzbergen wegen des pro luminaribus Eccleſiæ oder Leuchten-Zehends zu Niedermormter / ſo Krafft obgedachten Receß den Catholiſchen zu reſtituiren iſt / ſuſtiniret, das ſolches keine zu Geiſtlichen oder Kirchen-Sachen gewidmete Renthen / ſondern ſein eygen Gut ſeye / damit er ſeinem Belieben nach ſchaffen könne / ſo ſoll zwarn die Poſitio deßhalben in dem Receß nicht geändert / Ihme von Creutzbergen dennoch freyſtehen / ſein Angeben innerhalb drey Monaten der Gebühr zu beweiſen / und ſoll ſolchen fals er damit nicht beſchweret werden.

2. Wegen der bey reſtitution der Vicareyen B. M. Virginis in Uden der Reformirten Gemeine daſelbſt vorbehaltene fünff und zwantzig Reichsthaler jährlichs / weilen Catholiſchen theils ſuſtinirt wird / daß vor und in dem Jahr 1651. bemeldte Gemeine ſolche 25. Reichsthaler daraus nit genoſſen habe / iſt gut gefunden / daß zwar der Receß darumb nicht geändert werden / die Catholiſche aber hiemit verſichert ſeyn ſollen / daß wann ſie ihr Angeben beweißlich darthun werden / ihnen gedachte Vicarie gantz und ohne jetztgemeldten Vorbehalt völlig reſtituirt werden ſolle.

3. Weilen Herren Pfaltz-Newburgiſche auch ſuſtiniret, daß die von dem Catholiſchen Schulmeiſteren zu Weeze repetirte zehn Morgen Landes nit allein in dem Jahr 1624. ſondern auch ſelbſt Anno 1658. von gedachten Catholiſchen Schulmeiſteren rühig genoſſen ſeynd / iſt verglichen / daß wann die Catholiſche ſolches beweißlich darthun würden / obgedachtes Land der Catholiſchen Schulen zu Weeze reſtituirt werden ſolle.

4. Weilen die Catholiſche den kleinen Beguinen Convent zu Goch zwar repetirt, die Reformirte aber dagegen einen Beſcheidt der Cleviſcher Regierung de Anno . . . . . vorgebracht / iſt placidirt, daß allerſeits dem Beſcheidt gelebt werden ſolle.

5. Weil

que la Ratification ſera obtenuë, ſans qu'aucune exception y ait lieu, ni qu'aucuns Statuts Eccleſiaſtiques ou Seculiers, de quelque nom ou de quelque Auteur qu'ils ſoient, faits ci-devant ou dans la ſuite, y puiſſent être oppoſez. Ainſi, & pour aſſûrer davantage tout ceci, on eſt convenu, que la Garantie ſtipulée au Traité principal de la ſucceſſion faite à Cléve l'an 1666. ſera auſſi étenduë à cette Tranſaction. En foi de quoi, on a dreſſé deux Recès pareils, que les Miniſtres Conſeillers y députez & nommez ci-deſſous ont ſigné, & y ont appliqué leurs Sceaux. Fait à Cologne, ſur la Sprée le 26. d'Avril l'an 1672.

(L.S.) Othon Baron de Schwerin.
(L.S.) Jean Arnold Baron de Leeradt.
(L.S.) Laurent Chriſt. Somnitz. m. m.
(L.S.) François Baron de Giſe.
(L.S.) Jean Koppen.
(L.S.) T. A. Henri Stratman.

Nous ayant agréable la preſente Tranſaction en tous & un chacun de ſes Clauſes & Points, avons iceux ratifié & approuvé, & accepté, comme nous les ratifions, approuvons & acceptons, par ceci, & promettons en parole de Prince tant pour nous que pour nos Héritiers & Succeſſeurs de les garder & obſerver ſans fraude & ſupercherie: En témoin de quoi nous avons ſigné ces preſentes, & à icelles fait appoſer nôtre Sceau. Donné dans nôtre Ville & Réſidence de Duſſeldorp l'onziéme de Juin l'an mille ſix cens ſeptante-deux.

PHILIPPE GUILLAUME. (L.S.)

Traité ſéparé.

L*A Tranſaction au regard des differentes Religions ſignée ſous la datte d'aujourd'hui étant lûe, & les Miniſtres Conſeillers de Brandebourg, auſſi-bien que les nôtres y ayant encore remarqué diverſes choſes, on en eſt pareillement convenu par ces Points ſuivans.*

1. Comme le Baron de Quadt à Creutzberghen ſoûtient, que la Dime deſtinée pour les Chandelles de l'Egliſe à Nidermormter, qui en vertu de ladite Tranſaction devroit être renduë aux Catholiques, n'eſt pas une Rente d'Egliſe, mais de ſon propre Bien, dont il peut librement diſpoſer, il ſera permis au ſuſdit Baron de prouver dûement cette aſſertion dans le tems de trois mois, & qu'en ce cas-là, il n'en ſera pas chargé, cependant on ne changera pas la poſition de ladite Tranſaction.

2. Les Catholiques, qui ſoûtiennent, que la Communauté Reformée à Uden, à qui on avoit reſervé vingt cinq Ecus annuels du Vicariat de Nôtre-Dame dudit lieu, n'en a pas joüi ni devant, ni pendant l'an 1651. ſeront aſſûrez par ceci, que quand ils prouveront ce qu'ils avancent, ledit Vicariat leur ſera rendu, ſans aucune reſerve, mais que le Recès de la Tranſaction ne ſera pas changé pour cela.

3. Touchant les dix arpens de Terre, qu'en avoit redemandé du Maître d'Ecole Catholique à Weeze, & dont il doit avoir (à ce que ſoûtiennent les Miniſtres de S. A. S. de Neubourg,) paiſiblement joüi non ſeulement l'an 1624. mais même dans l'an 1658. il a été accordé, que quand les Catholiques auront dûement prouvé ce fait, ladite Terre ſera renduë à l'Ecole Catholique à Weeze:

4. Les Catholiques ont bien redemandé le petit Couvent des Beguines à Goch, mais comme les Reformez y ont oppoſé un Decret de la Regence de Cléves de l'an . . . . . on a trouvé bon, qu'on ſe tiendra audit Decret.

5. Puis

5. Weilen man Pfaltz-Neuburgiſchen Theils ſuſtiniret, daß Vicaria ſanctiſſimæ Trinitatis zu Weſel bis Anno 1661. da der letzte Poſſeſſor geweſener Probſt zu Xanten/ Johan von Sternenberg/ genandt in Düſſeldorff geſtorben/ Catholiſch geweſen/ und von den Herren Chur-Brandenburgiſchen zu Bielefeldt angeben worden/ daß dieſelbe von Catholiſchen annoch poſſediret, in der That ſich aber befinden ſolte/ daß ſie jetzt von Evangeliſchen genoſſen werde/ iſt veradredet/ daß ſolches unterſuchet/ und unerachtet davon in dem Receſs nichts gemeldet/ dannoch die Vicaria, wann ſich befinden ſolte/ daß dieſelbe nit ante annum 1657. ad Evangelicos uſus würcklich applicirt geweſen/ den Catholiſchen alſobald gelaſſen werden ſoll.

6. Wird den Catholiſchen verſtattet/ an ſtatt der jüngſt vom Wahl-Strom abgetriebener Kirchen zu Hulhauſen/ eine andere Kirche in gedachter Herrlichkeit Hulhauſen zu ſetzen.

7. So ſoll auch an die Clevische Regierung reſcribirt werden/ daß wegen Abgang der Canonicat- und Vicareyen-Plätze und Stallungen bey Einrichtung der Gaſſen zum Naſſawiſchen Thor zu Cleve/ die längſt vertröſtete ſatisfaction denen Geiſtlichen geſchehen/ und im übrigen mit dem Unterhalt der Gaſſen oder ſonſten das Capitul nicht beſchweret werden.

8. Die von den Beampten zu Hörde und Lühnen vor etwa zwey Jahren arreſtirte, denen Vicarien zu Dortmund zugehörige Pächte ſollen relaxirt, und gedachten Vicareyen ungehindert gefolget werden.

9. Ob wohl ſeine Churfürſtl. Durchl. als Landes-Fürſt bey dem Receſs die Dispenſation in Matrimonialibus vorbehalten/ weilen ſie dennoch dero Catholiſchen Unterthanen die Gewiſſens-Freyheit in allem gnädigſt gern gönnen/ So iſt verglichen/ daß obgedachte Römiſch-Catholiſche in Cleve/ Marck und Ravensberg in alle wege zwar bey Ihrer Churfürſtl. Durchl. oder dero Regierung die Dispenſation ſuchen/ ihnen aber auch freyſtehen ſolle/ nach Anweiſung der Catholiſchen Geiſtlichen Rechten bey Ihrer Geiſtlichkeit in gradibus prohibitis die Beruhigung ihres Gewiſſens gehörigen Orts zu ſuchen und zu erhalten/ und daß ehe und bevor ſolches geſchehen/ die Paſtores ſolche Perſohnen wider ihr Gewiſſen zu copuliren keines Wegs angehalten werden ſollen.

10. Haben Ihre Churfürſtl. Durchl. ſich gnädigſt erkläret/ daß in Abſtraffung der Prieſter und Geiſtlichen/ Sie die Vorſehung wollen thun/ daß ſolches bey den Weltlichen-Gerichten nicht öffentlich/ ſondern privatim geſchehe/ und die Beſchimpffung des Geiſtlichen Standes darunter ſo viel möglich verhütet werde.

11. Sollen keine Römiſch-Catholiſche Geiſtliche Güter gültig alieniret, oder beſchweret werden mögen/ es ſey dann aus denen in den Catholiſchen Geiſtlichen Rechten exprimirten und mit beygebrachten advis einer Römiſch-Catholiſchen bewehrten Univerſität zu recht erwieſenen Urſachen/ und darauff erhaltenen Conſens.

12. Endlich weilen Pfaltz-Newbürgiſchen Theils remonſtriret worden/ daß die Catholiſche Geiſtliche in dem Fürſtenthumb Cleve und Graffſchafft Marck in den Schatzungen ſo hoch angeſchlagen werden/ daß dieſelbe dabey länger unmöglich würden beſtehen können/ haben ſeine Churfürſtl. Durchl. ſich gnädigſt erkläret/ mit Zuziehung dero getreuen Land-Ständen auch hierin zu remediren, dergeſtalt daß dieſer Punct ohne Streit beygeleget werden/ und den Geiſtlichen erträglich ſeyn ſolle. Und ſollen alle obgedachte Puncten eben alſo gehalten werden/ als wann dieſelbe dem Receſs von Wort zu Wort würcklich einverleibet wären. Cöllen an der Spree den 26. Aprilis Anno 1672.

5. *Puis qu'on ſoûtient de la part de S. A. S de Neubourg, que le Vicariat de la Très-Sainte Trinité à Weſel a été aux Catholiques juſqu'à l'an 1662. où le dernier Poſſeſſeur, & en même tems Prévôt à Xanten Jean de Sternenberg mourut à Duſſeldorp, & que de la part de S. A. E. de Brandebourg on a débité à Bielfeld, que ledit Vicariat eſt encore entre les mains des Catholiques, on eſt convenu, qu'on en prendra connoiſſance, & s'il ſe trouve, que les Reformez en jouiſſent préſentement, & qu'il n'avoit pas pourtant été appliqué à leurs uſages devant l'an 1657. on le cédera inceſſamment aux Catholiques, encore qu'on n'en fit aucune mention dans la Tranſaction.*

6. *Il ſera permis aux Catholiques, qu'à la place de leur Egliſe à Hulhauſen, qui fut dernièrement emportée par la Riviere de Wahl, ils en puiſſent bâtir une autre dans la même Seigneurie de Hulhauſen.*

7. *On ordonnera auſſi par un Reſcript à la Regence de Cléves, que pour reparer la perte des Places, & des Ecuries appartenantes aux Canonicats, & aux Vicariats, qu'on ôta en dreſſant les ruës vers la porte de Naſſau à Cléves, la ſatisfaction y promiſe ſera effectivement donnée auſdits Eccleſiaſtiques, & que ceux-ci ne ſeront nullement obligez à entretenir leſdites ruës.*

8. *On relâchera, & on donnera ſans empêchement aux Vicariats de Dortmund les Fermes, que l'Officier à Horde, & à Lunen leur arrêta, il y a environ deux ans.*

9. *S. A. E. en qualité de Souverain du Païs par la Tranſaction reſerve la diſpenſe pour les Mariages, & voulant pourtant bien permettre à ſes Sujets Catholiques toute Liberté de Conſcience, accorde & conſent, que ſeſdits Sujets Catholiques dans les Païs de Cléves, la Marc, & Ravensberg, outre la diſpenſe, qu'ils ſeront toûjours obligez de demander à Son A. E. ou à la Regence du Païs, pourront encore pour le repos de leur Conſcience s'adreſſer à leurs Eccleſiaſtiques, & requerir & obtenir dans les degrez defendus la diſpenſe de qui il faudroit ſelon les Canons des Catholiques, & qu'à moins de cela, les Paſteurs ne ſeront nullement tenus à benir les Mariages de telles perſonnes.*

10. *S. A. E. déclare de faire en ſorte, que le châtiment des Prêtres, & Eccleſiaſtiques ne ſe fera pas publiquement, mais en particulier, & que la fauſſe accuſation de l'Ordre Eccléſiaſtique ſera, autant qu'il eſt poſſible, empêchée.*

11. *Aucun Bien de l'Egliſe Catholique ne pourra être valablement aliené, ni même chargé, ſi ce n'eſt dans les cas exprimez par les Canons Eccleſiaſtiques, & declarez pour tels, par l'avis de quelque célebre Univerſité des Catholiques, & qu'on en ait obtenu le conſentement.*

12. *Enfin, & ſur les remontrances, qu'on a faites de la part de S. A. S. de Neubourg, de ce que les Eccleſiaſtiques Catholiques étoient ſi exceſſivement taxez dans le Duché de Cléves, & dans le Comté de la Marc, qu'il ne leur ſeroit pas poſſible d'y ſubſiſter plus long-tems, S. A. E. a declaré, qu'Elle y remediera encore conjointement avec ſes Etats du Païs, en ſorte que ce Point ſera ajuſté ſans diſpute, & en faveur des Eccleſiaſtiques. Et tous ces Points ſeront obſervez de même que s'ils étoient effectivement, & de mot à mot inſerez dans la Tranſaction. A Cologne ſur la Sprée l'an 1672.*

Und Wir dann ſolche Puncten ebenfals approbiret, ratificiret und genehm gehalten: Als thun Wir ſelbiges hiemit und in Krafft dieſes bekräfftigen/ verſprechen auch ebenmäſſig bey wahren Fürſtlichen Worten/ obberührten Puncten allen und jeden treulichſt und ohne Geferde nachzukommen/ auch niemand der Unſerigen dagegen zu handelen zugeſtatten. Urkund Unſers Handzeichens und hervor getruckten Geheimen Cantzley-Secrets. Geben in Unſer Reſidentz-Stadt Düſſeldorff den 11. Junii 1672.

PHILIPP WILHELM. (L.S.)

Et nous ayant agréable, avons approuvé, & ratifié les ſusdits Points, le déclarons en vertu de ceci, & promettons pareillement en parole de Prince d'obſerver exactement tous, & un chacun de ces Points, & de ne ſouffrir jamais qu'il y ſoit contrevenu, banniſſant toute fraude & ſupercherie. En foi de quoi nous avons fait appoſer nôtre Sceau à ces Patentes, ſignées de nôtre propre main. Donné dans nôtre Ville, & Reſidence de Duſſeldorp l'onziéme de Juin de l'an 1672.

PHILIPPE GUILLAUME. (L.S.)

LXXXII.

26. Avril.

PROVINCES-UNIES ET BRANDEBOURG.

Traité d'Aſſiſtance & deffenſe mutuelle entre le très-Illuſtre Prince & Seigneur, FREDERIC GUILLAUME, *Marcgrave de Brandebourg, Grand Chambellan & Electeur du Saint Empire d'une part, & les Hauts & Puiſſans Seigneurs, Meſſeigneurs les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *du Païs-Bas, de l'autre. Fait à Cologne ſur la Sprée le 26. Avril*, 1672. [Traduction Françoiſe du Mercure Hollandois, de 1672. pag. 18. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans LONDORPII *Acta Publica*, Tom. IX. pag. 817. dans PUFENDORF *de Rebus geſtis* FRIDERICI WILHELMI *Elect. Brand.* Lib. II. pag. 794. mais ſeulement par Extrait; dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abtheil. IV. Abſatz III. pag. 174. & dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XI. pag. 28. en Allemand.]

COmme ainſi ſoit que le très Illuſtre Prince & Seigneur, Monſeigneur Frederic Guillaume, Marquis de Brandebourg, Grand Chambellan & Electeur du Saint Empire (*tot. Titulus*) d'une part, & les Hauts & Puiſſants Seigneurs, Meſſeigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies du Païs-Bas, de l'autre, ont trouvé bon, veu la conjoncture préſente des affaires, de faire un Traité d'Aſſiſtance & deffenſe mutuelle, c'eſt pourquoi les Articles ſuivants ont été conclus & arrêtés entre les Plenipotentiaires de part & d'autre, aſſavoir de la part de S. A. E. de Brandebourg, le Magnifique & Excel. Seigneur Otton, Baron de Swerin, Seigneur d'Altendanberg, Jochan & Wildenhofen, &c. Chambellan Hereditaire de l'Electorat & Marche de Brandebourg, & Doyen de l'Egliſe de Brandebourg, Preſident & Conſeiller au Conſeil privé de S. A. E. de Brandebourg, &c. comme auſſi le Magnifique & Excel Seigneur, Laurens Chriſtoffle de Sommits, Seigneur Hereditaire de Grumbsdorf, Drenau & Gerbero, Chambellan Hereditaire de la baſſe Pomeranie, &c. & le très-Noble & très-docte Seigneur Frans Menderts, Conſeiller en la Cour & en la Milice de S. A. E. de Brandebourg; & de la part des Hauts & Puiſſans Seigneurs les Etats Généraux, le Noble & Excel. Seigneur Godert Adriaen, Baron de Rede, Seigneur d'Amerongen. Ginckel & Elst, &c Deputé Ordinaire pour la Nobleſſe du Païs d'Utrecht en l'Aſſemblée de Meſſeigneurs les Etats Généraux, le tout ſous l'approbation & Ratification des Parties Principales de part & d'autre.

I. Premierement Sadite A. E. promet en conſideration de la ſeureté commune, & pour l'aſſiſtance & deffenſe de Meſſeigneurs les Etats Généraux, en cas qu'ils vinſſent à être attaqués à main armée dans les Provinces Unies, ou Lieux circonvoiſins, d'aſſembler & mettre ſur pié, & ce plûtôt, & dans le tems declaré ci-après, une Armée de vingt mille Hommes, à condition que deſdits 20000. Hommes il y en aura 2000. à pié, & 600. à cheval, leſquels en cas de beſoin, & ſelon que Sadite A. E. le trouvera à propos, ſeront mis dans les Forteréſſes apartenantes à Sadite A. E. qui ſont dans la Weſtphalie, afin de garder leſdites Forteréſſes, & repouſſer les Ennemis, qui en voudroient approcher, ou bien s'en ſervir en Campagne, ſelon les occaſions, qui ſe pourront preſenter.

II. Pour former ladite Armée, Meſſeigneurs les Etats Généraux payeront la moitié des levées, & Son Alteſſe Electorale, l'autre moitié à proportion, en conſequence dequoi S. A. E. levera à ſes depens 4000. Chevaux, & 6000. Hommes de Pié, & Meſſeigneurs les Etats Généraux auſſi 4000. Chevaux & 6000. Hommes de Pié, dans lequel nombre ſeront compris les Dragons neceſſaires, dont on contera trois contre 2. Hommes de Cheval, & un Homme de Pié.

III. Sur ledit nombre d'Hommes, qui ſe doit lever, Meſſeigneurs les Etats Généraux donneront pour chaque Homme de Cheval 40. Risdales, & pour chaque Homme de Pié 10. Risdales qui font pour tout le Corps de l'Armée la Somme de 220000. Risdales.

IV. Les Etats Généraux payeront tous les ſusdits Deniers incontinent aprés l'accompliſſement du preſent Traité, ſoit à Hambourg ou à Breme, & en échange S. A. E. s'oblige d'être prêt 2. mois aprés la reception deſdits Deniers avec ladite Armée de 20000. Hommes, à proportion comme deſſus, & de les faire effectivement marcher, agir, & faire halte pour la deffence & ſeureté commune.

V. Leſdits Etats Généraux payeront auſſi la moitié de l'entretien deſdites Troupes, & S. A. E. l'autre moitié; tellement que la Cavalerie ſera compoſée de 16. Regiments, & chaque Regiment pour le moins de 500. Hommes, en 6. Compagnies, & l'Infanterie de 12. Regiments, chaque Regiment de 1000. Hommes, & 10. Compagnies, pour chaque Regiment de Cavalerie la Somme de 4767. Risdales 50. ſous, Monnoye de Hollande, & pour chaque Regiment d'Infanterie 4104. Risdales 4 ſous, Monnoye de Hollande, & outre cela pour chaque Bâton de Regiment ſera payé 210. Risdales par mois, en contant 30. jours pour chaque mois, ou 12. mois pour une année

VI. Outre cela Meſſeigneurs les Etats Généraux payeront tous les mois pour le Bâton général du Regiment, comme encore pour l'entretien de l'Artillerie, & proviſions neceſſaires pour les Chevaux; item pour toutes ſortes de dépenſes journalieres pour les ſorts de Munition, Armes, Outils, Livrées, Envois, Meſſages, & autres neceſſités inevitables, la Somme de 14841. Risdales.

VII. Il ſera toutefois permis à S. A. E. de renforcer ou affoiblir leſdites Troupes, ainſi qu'elle verra le plus à propos ſelon les occurrences de la Guerre, à condition neanmoins que le Corps n'en ſera point amoindri, mais ſera toûjours compoſé de 20000. Combattants effectifs.

VIII. Sadite A. E. fournira à ſes depens les Officiers de l'Artillerie, & toutes les autres choſes neceſſaires, comme le Canon, les Munitions, Chariots, Charettes, Chevaux, & autres. Ladite Artillerie ſera compoſée de cinquante pieces de Canon, avec les Boulets, Poudres, & autres Munitions, Outils, & Officiers neceſſaires pour cet effet.

IX. L'entretien de l'Armée & les Subſides, que les Etats Généraux payeront tous les mois en la maniere ſusmentionnée, commenceront à courir du jour & date que les Deniers des levées ſeront effectivement fournis à S. A. E. à condition toutefois que leſdits Etats, pour le premier mois, ne payeront que la moitié, mais le mois enſuivant, leur portion toute entiere des Subſides, auxquels ils ſont tenus, ſuivant le preſent Accord.

X. S. A. E. en échange ſera obligée 2. mois aprés la reception deſdits Deniers, de fournir ladite Armée de 20000. Hommes complets, & d'agir avec elle ainſi que la neceſſité des affaires le pourra requerir.

XI. A condition toutefois qu'il ſera permis auſdits Etats Généraux aprés l'expiration de 2. mois, de faire montre de ladite Armée, en tout ou en partie, toutes & quantesfois qu'il leur plaira, par leurs Commiſſaires, conjointement avec les Commiſſaires qu'il plaira à S. A. E. d'ordonner pour cet effet. En conſequence dequoi leſdits Etats paieront leſdits Subſides à proportion des Chevaux, Fantaſſins ou Dragons, qu'on trouvera de faute dans ladite Armée.

XII. Leſdits Etats payeront, ou feront payer promptement en Argent contant à Hambourg ou à Breme, les Deniers requis pour ledit entretien au commencement de chaque mois, entre les mains de celui, que S. A. E. ordonnera pour cet effet, lequel prendra enſuitte à ſa charge, comme il prend par la preſente, le payement particulier deſdites Troupes.

XIII. Auſſi eſt accordé dés maintenant, que ladite Armée ſera entretenuë par proviſion le tems & eſpace de 4. mois conſecutifs, encore que leſdits Etats ne fuſſent point attaqués par Terre pendant ce temps-là, & que par conſequent leſdits Subſides demeureront fixes ou arrêtés pour ce temps-là, pour le payement deſquels leſdits Etats s'obligent par le preſent Traité, & en cas que la repos & amitié fuſſent rétablis avant l'expiration deſdits 4. mois, leſdits Subſides ne laiſſeront pas d'être payés pour 4. mois entiers. Mais ſi la Paix & le repos venoient à être rétablis dans ledit quatriéme mois, leſdits Etats promettent & s'obligent de payer encore un mois par deſſus les quatre, qui feront en tout 5. mois de ſubſide.

XIV. Leſdits ſubſides continueront de 4. en 4. mois, tant que la Guerre durera; en ſorte que la Paix venant à être faite par la benediction de Dieu, le premier, ſecond ou troiſiéme deſdits 4. mois, leſdits Etats ſeront neantmoins obligés à l'entier payement deſdits 4. mois. Et en cas que ladite Paix vint à être obtenuë & ratifiée ledit quatriéme ou dernier mois, en ſorte qu'on peût reduire ou licentier ladite Armée, leſdits Etats ſeront neanmoins tenus de payer encore un mois entier de ſubſide à S. A. E. pour congedier & licentier les Troupes.

XV. S. A. E. fera marcher autant de Soldats qu'il ſera poſſible, des Troupes qu'elle a deja ſur pié, vers ſes Terres de Weſtfalie (où ſeront auſſi menées les nouvelles Troupes qu'on levera de tems en tems) & enſuite toute l'Armée avec l'Artillerie, aprés l'expiration de deux mois, à conter du jour du payement des Deniers, ou elle ſera tenuë prête pour agir contre les Ennemis & leurs Adherants.

XVI. Lors que l'Armée ſera prête & miſe ſur pié, S. A. E. fera faire le Serment de fidelité & d'obeïſſance à tous les Principaux & moindres Officiers, & à tous les Soldats, tant à Pié qu'à Cheval, comme auſſi en cas qu'on vint à mener leſdites Troupes, en tout ou en partie, ſur les Terres deſdits Etats, pour y agir ou rendre quelque ſervice contre les Ennemis, en ce cas leſdits Officiers tant moindres que Principaux & Soldats, ſeront obligés de prêter le même Serment aux Etats Généraux, & aux Commiſſaires qu'ils ordonneront pour cet effet, auquel Serment ils ſeront obligés pendant tout le tems qu'ils ſeront ſur les Terres deſdits Etats; à condition toutefois que les Principaux Officiers de S. A. E. auront la Juriſdiction & Droit de Diſcipline entiere ſur leurs Regiments, ſans aucune diminution ni alteration; Comme auſſi au contraire, en cas que leſdits Etats trouvaſſent bon de faire joindre quelques-unes de leurs Troupes avec celles de S. A. E. & qu'on fut obligé d'agir avec leſdites Troupes ſur les Terres de Sadite A. que leſdites Troupes des Etats ſeront obligées de prêter le même Serment à S. A. E.

XVII. Le Commandement en Chef de l'Armée ſera & demeurera par devers S. A. E. qu'elle exercera toujours elle même, en cas qu'elle n'en fût empêchée par maladie, ou par quelque autre accident; laquelle a auſſi promis en vertu du preſent Traité, d'exhorter & ſolliciter inceſſamment & ſerieuſement toutes leſdites Troupes de combatre indifferemment & ſans diſtinction pour le ſervice, tant de Sadite A. E. que deſdits Etats Généraux.

XVIII. Et en cas que Sadite A. E. trouvât bon d'établir quelque perſonne capable & qualifiée pour Général deſdites Troupes, ladite perſonne ſera obligée, au moyen d'un Renverſail par lui ſigné & ſeellé, de promettre ſuſdits Etats d'accomplir preciſement & de Point en Point tous les Articles contenus au preſent Traité.

XIX. Sadite A. E. aviſera inceſſamment avec les Commiſſaires deſdits Etats, & Monſeigneur le Prince d'Orange, comme Capitaine Général deſdits Etats pour la prochaine expedition, lors que ſon Alteſſe ſera preſente, aux moyens & expedients les plus neceſſaires & les plus utiles pour le bien des deux Parties; à condition que lors que l'Armée ſera obligée d'agir pour la deffenſe des Villes ou Païs appartenants auſdits Etats, ou qui ſont gardés par leurs Garniſons, l'avis des Commiſſaires deſdits Etats prevaudra dans les Conſultations, & devra être ſuivi; Mais lors qu'il ſera queſtion de deffendre les Villes & Païs de S. A. E. en ce cas-là l'avis de S. A. E. ou de ſes Commiſſaires prevaudra, & ſera mis à execution.

XX. A été encore accordé & ſtipulé qu'encore que l'Armée de S. A. E. fût menée en tout ou en partie ſur les Terres des Etats Généraux afin d'y être employée contre les Ennemis, neantmoins le commandement en Chef, avec ce qui en dépend, comme de donner le mot, & autres choſes, demeurera par devers S. A. E. lors qu'elle commandera l'Armée en perſonne; Mais s'il arrivoit qu'elle n'y fût pas en perſonne, alors ledit commandement en Chef, avec ce qui en depend, ſera par devers le Général qui ſera établi de la part des Etats Généraux, à condition toutefois qu'il portera les mêmes titres d'honneur, & aura les mêmes Commiſſions que celui qui commandera l'Armée de S. A. E. Comme auſſi en cas qu'on menât l'Armée deſdits Etats Généraux, en tout ou en partie, ſur les Terres de S. A. E. afin d'y être employée contre les Ennemis, le commandement en Chef, avec tout ce qui en dépend, ſera par devers Monſr. le Prince d'Orange comme Capitaine Général, lors qu'il commandera l'Armée en perſonne: Mais s'il n'y étoit pas en perſonne, ledit commandement en Chef, avec tout ce qui en dépend, ſera par devers celui que S. A. E. établira en qualité de Général; à la charge toutefois qu'il ſera pourveu des mêmes Commiſſions, & ne portera pas de moindres titres d'honneur que celui qui commandera en Chef l'Armée deſdits Etats Généraux.

XXI. Et comme les Parties Contractantes de part & d'autre n'ont point d'autre but & intention que de conſerver la precieuſe liberté de leurs Terres & Provinces, & non d'offenſer ni de faire tort à perſonne, c'eſt pourquoi on a ſtipulé expreſſément par le preſent Traité, que ladite Armée ne ſera employée à autre fin, ſinon pour deffendre les Terres & Provinces des Etats Généraux contre tous ceux qui les voudroient attaquer, auquel cas S. A. E. ſera obligée d'aſſiſter leſdits Etats avec ladite Armée à leur premiere ſemonce & ſollicitation, & ruiner les Ennemis qui leur voudroient nuire.

XXII. Et afin qu'on puiſſe mieux ſubvenir aux dépenſes neceſſaires pour l'entretien de ladite Armée, on tâchera de mettre ſous Contribution les Terres & Païs qui ſe ſeront declarés en faveur de l'Ennemi, leſquelles Contributions, pour ce qui pourra reſter aprés la deduction des frais neceſſaires, ſeront également pour le profit des Parties Contractantes.

XXIII. Lors que ladite Armée aura commencé d'agir effectivement, il ne ſera permis à aucune des Parties Contractantes de faire aucune Paix ni Tréves avec l'Attaquant, ou ſes Adherents, qu'avec le commun conſentement des deux Parties, duquel conſentement on ne pourra faire aucune difficulté de part ni d'autre, ſi chacun peut être rétabli par ce moyen, ou conſervé en l'état auquel il étoit devant le commencement de la Guerre: & en cas qu'on voulût entrer en quelque Traité, ſoit de Paix ou de Tréves, pour quelques années, ne pourra l'une deſdites Parties s'engager audit Traité ſans en faire part à l'autre, & ſans lui procurer en même temps la facilité & le moyen d'envoyer ſes Miniſtres aux Lieux où on traittera: Et ſe communiqueront leſdites Parties ſucceſſivement, & de tems en tems, tout ce qui ſe paſſera dans ladite Negotiation: Ne conſentiront auſſi leſdites Parties à ladite Paix ou Tréve avec ledit Attaquant ou ſes Adherants, ſans ſe faire rétablir l'un l'autre en la poſſeſſion des Villes & Places, s'il le deſire, comme auſſi l'exercice des Droits & Immunités, qui appartiennent reſpectivement auſdites Parties, & dont elles jouïſſoient devant la Guerre, ſans auſſi ſtipuler de l'Attaquant & ſes

Adherants, l'un pour l'autre, les mêmes Droits & Immunités, Exemptions & Prerogatives qu'il ſtipulera pour ſoi même, à moins que leſdites Parties ne fiſſent d'autres conditions enſemble, & aura-t-on generalement égard à ce que les Hoſtilités ceſſent en même tems contre leſdites Parties.

XXIV. Les Généraux, Colonels & Commandants des Armées & Troupes, ſeront tenus de faire bonne Juſtice à un chacun, ſans avoir aucun égard à l'apparence des perſonnes.

XXV. Lors que Son Alteſſe Electorale ſe trouvera dans quelqu'une de ſes Villes, où il y aura Garniſon des Etats Généraux, il lui ſera permis de retenir auprés de ſa perſonne ſa Garde du Corps de deux cent Chevaux au moins, leſquels ne ſeront obligés à aucune autre choſe qu'à la garde de la perſonne de Sadite Alteſſe; auſſi ne ſeront commandés que par Sadite Alteſſe & moins entreprendront aucune choſe qui puiſſe tendre au prejudice deſdites Places occupées par les Garniſons deſdits Etats.

XXVI. Sera auſſi permis à Sadite A. de dreſſer un Magaſin dans ſes Villes du Païs de Cleve, où il y aura Garniſon deſdits Etats, dans leſquels Magaſins il pourra mettre les Munitions neceſſaires pour un prix raiſonnable, & tel que leſdits Etats les achetent eux mêmes, & les lui voudroient laiſſer, à moins qu'ils n'en euſſent affaire eux mêmes.

XXVII. Sera enſuite aviſé entre les Parties Contractantes aux autres moyens neceſſaires pour ramener la Paix, & rétabliſſement du repos & ſeureté commune, par une Alliance plus étroite, ou autres expediens convenables à ce deſſein. Pour lequel effet leſdits Etats Généraux traiteront autant qu'il ſera poſſible avec Meſſeigneurs les Ducs de Bronswick, & du moins avec Meſſ. les Ducs George Guillaume, & Rudolf Auguſte, afin de les engager auſſi à un Traité d'Alliance.

XXVIII. Tous leſquels Points & Articles ſusmentionnés leſdites Parties Contractantes promettent d'obſerver fidellement & inviolablement de part & d'autre, dont pour plus grande aſſeurance ont été faits deus Inſtruments d'une même teneur, qui ont été ſignés & ſcellés par les Deputés deſdites Parties, qui promettent de faire ratifier & permuter le preſent Traité dans un mois prochainement venant, à conter de la datte des preſentes, & même plûtôt, s'il eſt poſſible. Ainſi fait, accordé & arrêté ſous la Signature & Cachets deſdits Deputés, mentionnés en ladite Procuration, à Cologne au Sprée le 26. Avril vieux ſtile, l'an de grace 1672.

Ainſi ſigné,

Otto Baron de Swerin. (L.S.)
L. Chriſtoffle v. Sommits. (L.S.)
Frant Meinderts. (L.S.)
Godert B. v. Reede. Sr. d'Amerongue. (L.S.)

LXXXIII.

26. Avril. Salva Guardia von Ihro Kayſ. Mayeſt. Leopold der Stadt Dortmund / occaſione der am Rhein und in Weſtphalen entſtandenen Kriegs-Empörungen wider alle und jede Aggreſſores ertheilt. Wien den 26. April 1672. [Londorpii *Acta Publica*, Theil. XIII. Libr. XIV. Cap. XXXVII. pag. 468.

C'eſt-à-dire,

Sauvegarde de l'Empereur Leopold, *accordée à la Ville de* Dortmond, *à l'occaſion des mouvements de Guerre qui ſe font ſur le Rhyn & dans le Cercle de Weſtphalie, contre tous & chacun de ceux qui voudroient l'attaquer ou la troubler. A Vienne le 26. d'Avril 1672.*

Wir Leopold von GOttes Gnaden / Erwöhlter Römiſcher Käyſer / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Böheim / Dalmatien / Croatien und Schlavonien ꝛc. König / Ertz-Hertzog zu Oeſterreich / Hertzog zu Burgund / Steyr / Kärndten / Crain und Würtenberg / Graff zu Tyrol ꝛc. Entbieten allen und jeden Chur-Fürſten / Fürſten / Geiſt- und Weltlichen Prælaten, Graffen / Freyen / Herren / Rittern / Knechten / Landvoigten / Hauptleuten / Vitzdomben / Vögten / Pflegern / Verweſern Ambtleuten / Schultheiſſen / Burgermeiſtern / Richtern / Räthen / Bürgern / Gemeinden / und ſonſten allen andern unſern und des Reichs Unterthanen und getreuen / und dann allen und jeden Kriegs Herren / Obriſten / Rittmeiſtern / Fendrichen / Hauptleuten und Befehlshabern / Ehrenholden / Quartier-Meiſtern / Furirer / wie die Namen haben mögen / zu Roß und Fuß / Waſſer und Land / wes Standes / Weſens oder Würdens die ſeyn / unſer Freundſchafft / Gnad und alles Gutes / und hiemit zu wiſſen / daß wir aus erlichen unſern Käyſerl. Gemüth bewegenden tapfferen erheblichen und gantz rechtmäſſigen Urſachen / über das und neben dem alle unſere und des Heil. Reichs gehorſame Ständ / Städte / und ihre Unterthanen und Zugehörige / gemeiniglich in unſerm / als Römiſchen Käyſers und gemeinen Oberhaupts Schutz und Schirm / Protection und Verſpruch ſeyn / unſere und des Reichs liebe Getreue / N. Burgermeiſter und Rath der Stadt Dortmund / ſamt allen den Ihrigen / auch derſelben Hinterſaſſen / Dienſt- und Ambtleute / mit aller ihrer Leib / Haab und Güttern / Lehen und Eigen / inſonderheit die Stadt und von uns und dem Heil. Reich Lehenrührige Graffſchafft Dortmund / mit dero Leuten / Schlöſſern / Märckten / Mühlen / Weyhern / Spitalen / Güttern / Empfangen / Hofen / Vorwerckern und Schäffereyen / ſamt allen Freyheiten und Immunitäten / Gerechtigkeiten / Einkommen und Nutzungen / wie ſie das alles an Lehen / Wiederkauffs / Pfand- und Eigen Güthern / auch Fahrnüß / und anderen / nichts ausgenommen / in Gewähr und Beſitz haben / bey der anjetzo am Rhein in des Heil. Reichs Niederland / Weſtphäliſchen Creyß / und deſſen Benachbahrten Provincien und Landen / vorhergehenden gefährlichen Kriegs-Empörungen und Conjuncturen nochmahlen in unſern und des Reichs beſonderen Verſpruch / Schutz / und Schirm und Salvaguardiam empfangen und auffgenommen haben / thun das auch / nehmen und empfangen ſie darein hiemit und in Krafft dieſes Brieffs / erklähren und wollen / daß vorgedachte Burgermeiſter und Rath der Stadt Dortmund / und all das Ihrige / inn- und auſſerhalb der Stadt / zu ſamt ihren ehelichen Weibern und Kindern / auch derſelben Erbens-Erben / Hinterſaſſen / Dienſt- und Ambtleuten / mit aller ihrer Leib / Haab und Güttern / Lehen und Eigen / Graff- und Herrſchafften / Schlöſſern und Leuten / Rechten / Gerechtigkeiten / auch Nutzungen / Freyheiten / Immunitäten / und Poſſeſſionen, ſo ſie jetzo haben / oder ins künfftig weiter erlangen und bekommen / oder mit gebührlichen Titul an ſich bringen möchten / mit allen derſelben Ein- und Zugehörungen / nichts ausgenommen / unter und in ſolchem und des Reichs-Verſpruch / Schutz / Schirm und Käyſerl. Adlers Salvaguardiam, Freyheiten und Sicherheiten / allezeit ſeyn und bleiben / auch alle und jede Recht / Gerechtigkeiten / Freyheiten / Immunitäten / Sicherheit / Vortheil und Beneficien haben / ſich derſelben erfreuen genieſſen ſollen und mögen / wie andere unſere und des Reichs Unterthanen / die mit dergleichen Käyſerl. Salvaguardia begabet und verſehen ſeyn / haben / ſich erfreuen und genieſſen ſollen und mögen / gantz und zumal nichts ausgeſchloſſen / und damit ſolche unſere Käyſerl. Protection, Frey-Sicherheit und Haltung / Verſpruch / Schutz / Schirm und Salvaguardia männiglich kundbar und wiſſend ſeye / auch würcklich vollenzogen werde / ſo vergönnen / erlauben / und geben wir ermelten von Dortmund hiemit unſer vollkommene Macht und Gewalt / daß ſie ſo offt es ihnen gefällig / und zu ihrer Güter und Leuten Nothdurfft erfordern würde / können und mögen / entweder ſelbſt / oder durch ihre Befehlshabere jedes Orts an ihre Stadt / Schlöſſer und Feſten / oder ihre perſöhnlich Anweſen / Haußhaltungen / oder auch Poſſeſſionen, Höffe / Vorwercke und Schäffereyen unſern Käyſerl. Adler und des Heil. Reichs / auch unſerer Königreich und Landen Wappen / ſampt oder ſonderlich / zum Gezeugnüß unſers Käyſerl. Schutzes / Handhabe und Salvaguardia, vorſchlagen / und daß ſelbiger / wo die im Reich allenthalben angeſchlagen / publicirt und inſinuirt worden / vollkommentlicher Glaube / gleich dem Original ſolle zugeſtellet und gehorſamet werden. Und befehlen darauff Ew. L.L. A.A. und euch / allen ſämptlich oder einem jeden inſonderheit von Röm. Käyſerl. Macht / Vollkommenheit / hiemit ernſtlich gebietend und wollen / daß ihr mehrgedachte unſere und des Heil. Reichs-Stadt Dortmund / dero Bürgermeiſter / Rath und Bürger / auch das jenige / was ihnen zugehörig / ſamt allen dem / wie obſtehet / geruhig bleiben / und wieder dieſen unſern Käyſerlichen Schutz / Schirm und Salvaguardiam keines Wegs betrüben / paſſiren / hemmen / beleidigen / einfallen / beſetzen / eigenthätig einquartiren / gefänglich beſtricken / Bereiſſen und Plündern / in keine Weiſe / ſondern ſie und alle die Ihrige und was denſelben zuſtändig / wie auch das Namen haben mag / darbey ruhiglich / unturbirt, und allerdings unbeleidigt bleiben / auch unſer ordentlichem rechtlichen Proceß und darin ergangenen und in der andern Inſtantz publicirten End-Urtheils nicht beſchweren noch bekümmern laſſen / als lieb Ew. L.L. A.A. und euch und einem jeden ſeye / unſere Käyſerl. Ungnade / und darzu eine Geld-Pœn, als nemlich einhundert Marck löthiges Goldes / ſo ein jeder / ſo offt er freventlich hierwieder handelt / halb in unſere Käyſerl. Cammer / und den andern halben Theil vielgedachter Stadt Dortmund unnachläſſig zu bezahlen verfallen ſeyn ſolle; Und dann den ausländiſchen Befehlshabern und Kriegsleuten / des Heil. Reichs Acht / auch Leib- und Lebens-Verwürckung zu vermeiden / Und das meynen wir ernſtlich / mit

Urkund

Urkund dieſes unſers Kayſerl. Brieffes beſiegelt mit unſerm Kayſerl. anhangenden Inſiegel/ der geben iſt in unſer Stadt Wien/ den ſechs und zwantzigſten Tag des Monats Aprilis, nach Chriſti unſers lieben HErrn und Seeligmachers Gnadenreichen Geburth/ im ſechzehenhundert/ zwey und ſiebentzigſten/ unſerer Reiche des Römiſchen im viertzehenden/ des Hungariſchen im ſiebenzehenden/ und des Böhmiſchen im ſechzehenden Jahre.

Leopold.

Ut. Leopold Wilhelm Graff zu Königſeg.

Ad Mandatum Sacræ Cæſareæ Majeſtatis proprium.

Wilhelm Schröder.

(Locus appendentis Sigilli Cæſarei.)

LXXXIV.

27. Avril.

France et Savoie.

Reglemens & Articles de Louïs XIV. *Roï de France pour les Confins entre la Savoye & le Dauphiné. Fait à S. Germain en Laye le vingt-ſeptiéme Avril* 1672. Avec l'Acceptation *du Duc de Savoye du ſusdit Reglement fait par Sa Majeſté. Donné à Turin le treziéme Août* 1672. *Tiré du Recueil des Edits du Duc de Savoye. Imprimez à Chamberi en* 1679. [Freder. Leonard. Tom. IV. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans le Recueil des Edits de S. A. R. de Savoie imprimé à Chamberi 1679.]

Le Roy ayant deſiré que les difficultez qui ſe ſont rencontrées juſques à preſent, pour raiſon des Limites de Belle-Combe & Chaparellan en Dauphiné, & d'Appremont, Franſin, & des Marches de Savoie, fuſſent terminées par un bon accommodement, auroit nommé des Commiſſaires pour y travailler conjointement avec ceux que Monſieur le Duc de Savoie avoit deputé à même effet; mais leſdits Commiſſaires n'étant pû convenir de la fixation deſdites Limites, Mondit Seigneur de Savoie, ſe ſeroit volontairement remis à Sa Majeſté de determiner leſdites difficultez, ainſi qu'elle l'eſtimeroit à propos. En conſequence dequoi le Roi ſe ſeroit fait repreſenter les Titres, Enſeignemens, Pieces & Memoires ſervans à la juſtification deſdites Limites de part & d'autre, avec les Procez Verbaux des Conferences deſdits Commiſſaires, a eſtimé que leſdites Limites doivent eſtre reglées, ainſi qu'il enſuit.

Premierement. Que la Vnye Montagniere qui faiſoit la ſeparation des Mandemens de Belle-Combe & d'Appremont, commençera à la cime de la Montagne de Grenier, tirant droit à l'endroit où étoit ci-devant la Croix d'Entremont, dans le Bois de la Serre, au deſſus de la Ruine, laiſſant le Pré de l'Echau du côté de Savoie, auquel endroit il ſera planté une Borne, dans laquelle du côté de Belle-Combe ſeront gravées les Armes du Dauphiné, & du côté d'Appremont celles de Savoie; que de cet endroit ladite Voye Montagniere continuera & deſcendra à droite Ligne au Molard dudit Colombier, & dudit Molard droit au Roc appellé Pierre Acher, qui demeurera de la part de Dauphiné: & que depuis ladite Croix d'Entremont juſqu'audit Pierre Acher, il ſera planté des Bornes pareilles à celles ci-deſſus, de diſtance en diſtance à celle-ci.

II. Que dudit Pierre-Acher il ſera tiré une Ligne droite juſqu'au coin du Bois de Baſſuie, appellé des Muſard, à la teſte du Pré Paſchalis, conformement au Reglement Proviſionnel de 1576. lequel demeurera definitif; bien entendu que le grand Sac, appelé le Sac de Mery, dont le tiers, ſuivant cet Alignement & ledit Reglement de 1576. devoit demeurer du côté de Savoye, ſera reputé à l'avenir être entierement du Dauphiné, le long de laquelle Ligne il ſera planté auſſi des Limites de diſtance en diſtance.

III. Et quant à la Prairie des Mortes, que directement au milieu d'icelle, entre le Pont de Glandon & l'Orme des Mortes, il ſera poſé une Borne qui ſervira de Limite; de laquelle Borne il ſera tiré deux Lignes droites, l'une du côté de la Riviere d'Izere qui finira à ladite Riviere, & l'autre du côté qui regarde les Bois de Baſſuie, laquelle finira au bout de ladite Prairie & aboutira aux Terres qui devoient demeurer du côté de la Savoie par ledit Traité Proviſionnel; que du bout de ladite Ligne il en ſera tiré une juſqu'à la Borne qui ſera plantée à la teſte du Pré Paſchalis: & que ce qui ſera en deçà deſdites Lignes du côté de Chaparellan & Belle-Combe, ſera reputé de Dauphiné, & ce qui ſera en delà deſdites Lignes ſera de la Savoie; bien entendu que le Fort bâti par le Comte Aymond, en l'endroit où il étoit, demeurera dans la partie de la Savoie; le long deſquelles Lignes il ſera pareillement poſé des Bornes de diſtance en diſtance.

IV. Que la fixation ainſi faite des Limites des deux Etats, ne pourra prejudicier au droit de proprieté tant des particuliers pour les Heritages qui leur appartiennent, leſquels par ce moyen ſe trouveront dans l'un ou l'autre des Etats, que des Eccleſiaſtiques & Seigneurs pour les Fiefs qu'ils y auront, dont ils jouïront ainſi que par le paſſé, ſous la Souveraineté du Prince dans l'état duquel ils ſe trouveront.

V. Que ladite fixation ne pourra auſſi apporter aucun changement pour ce qui concerne le payement des Rentes & Redevances, étant expreſſement convenu qu'elles ſe leveront reciproquement comme par le paſſé.

VI. Et à l'égard des Tailles, qu'elles ſeront payées en Dauphiné par les Savoiſiens, pour les Heritages qu'ils poſſederont dans la partie de ladite Prairie qui ſera du Dauphiné, & que les Sujets de Sa Majeſté payeront auſſi la Taille en Savoye pour les Heritages qu'ils poſſederont dans ladite Prairie qui ſera du côté de Savoye.

VII. Qu'en outre tant ceux du Dauphiné que ceux de Savoye, pourront indiſtinctement faire repaître leurs Beſtiaux dans toute l'étenduë de ladite Prairie, entre le Pont de Glandon & l'Orme des Mortes, ſoit dans la partie qui ſera du Dauphiné ou dans celle de Savoye, aprés la premiere herbe levée, depuis la Feſte de la Magdeleine juſqu'à l'Hyver enſuivant.

VIII. Que doreſnavant ladite Prairie ſera miſe en banc à Chaparellan, & que les Officiers dudit lieu en feront les Publications & les Reglemens de Police à jour prefix, auſquelles Publications les Habitans d'Appremont, de Franſin, des Marches, & autres Sujets de Savoye qui ont des Heritages dans ladite Prairie, ſeront tenus de s'y trouver ſi bon leur ſemble.

IX. Et afin d'entretenir dores-en-avant une bonne amitié entre les Dauphinois & les Savoiſiens de ce côté-là; en cas qu'en execution du preſent Reglement il arrive quelques differends entr'eux, ſoit pour le paſturage, contravention aux Reglemens de Police de la Prairie des Mortes, ou pour le plantement des Limites, leſdits differends ſeront jugez & terminez ſommairement par les Officiers de Sa Majeſté, & ceux de Mondit Seigneur le Duc de Savoye, leſquels ſeront tenus de ſe trouver pour cet effet audit lieu de Chaparellan, ſans prejudice au ſurplus de la Juriſdiction des uns & des autres, tant au civil qu'au criminel, laquelle ils exerceront chacun dans l'étenduë de ſon Reſſort.

X. Qu'en outre les Alignemens, plantemens de Bornes & Limites portez par le ſuſdit Reglement, ſeront faits en preſence des Commiſſaires ci devant nommez de part & d'autre pour la fixation deſdites Limites, pardevant ceux qu'ils envoyeront ſur les Lieux à cet effet, leſquels en dreſſeront & ſigneront conjointement des Procez Verbaux, qui ſerviront de Titres à l'avenir. Fait à S. Germain en Laye le 27. Avril 1672. *Signé*, LOUIS. *Contre-ſigné*, Le Tellier. *Scelé du petit Sceau de cire rouge.*

Acceptation du Reglement fait par Sa Majeſté Tres-Chrétienne ſur les Limites du Dauphiné.

Charles Emanuel, par la grace de Dieu Duc de Savoye, Chablais, Aouſte & Genevois, Prince de Piemont, &c. Voulant que les Articles touchant le Reglement des Confins & Limites de Belle-Combe & Chaparellan en Dauphiné & d'Appremont, Franſin, & des Marches en Savoye, que nous avons accepté & approuvé en la forme qu'ils nous ont eſté envoiez, ſignez par le Roi à S. Germain en Laye le 27. jour d'Avril dernier, deſquels Articles & Acceptation Copie autentique eſt attachée aux preſentes, ſoient obſervées de bonne foy & pleinement executées, Nous avons pour cet effet reſolu d'ordonner, comme par ces preſentes ſignées de nôtre main, de nôtre certaine ſcience, pleine puiſſance & autorité Souveraine, & par l'avis de nôtre Conſeil reſidant prés nôtre perſonne, Nous mandons & ordonnons à nos tres-chers bien amez & feaux Conſeillers d'Etat, les Seigneurs de la Perrouze & de Challes, par Nous ci-devant deputez pour le fait dudit Reglement des Confins, de faire executer leſdits Articles de point en point ſelon leur forme & teneur, de ce faire, leur donnant tout le Pouvoir & toute l'autorité neceſſaire. Mandons en outre à nos tres-chers bien amez & feaux Conſeillers les Gens tenans nôtre Senat & Chambre des Comptes de Savoye, de faire enregiſtrer leſdites Preſentes, avec ladite Acceptation, Approbation & Articles ſuſdits, pour y avoir recours, les faiſant garder & obſerver pleinement & perpetuellement, ſans aucune difficulté: Car tel eſt nôtre plaiſir. Donné à Turin le treiziéme jour du mois d'Août 1672.

Signé,

CHARLES EMANUEL.

Viſa, BUSQUET.

Contre-ſigné, DE S. THOMAS.

Et ſcellées en grand Sceau de cire rouge.

LXXXV.

16. Mai. Receſs und Vergleich zwiſchen Erneſtum Pium Hertzogen zu Sachſen-Gotha eines/ und denen Hertzogen Johann Ernſt zu Sachſen-Weymar/ Johann Georg zu Sachſen-Eiſenach/ und Bernhard zu Sachſen-Jena Gebrüderen anderen Theils; Wodurch die durch den Tod Friedrich Wilhelms Hertzogs zu Sachſen-Altenburg/ verledigte Fürſtenthümer Altenburg und Coburg Hertzog Erneſt von Gotha behält/ doch daß denen 3. Herren Brüdern von Weymar/ Eiſenach und Jena aus dem Fürſtenthum Altenburg zukommen und von Hertzog dem Frommen cediret werden/ die Schlöſſer/ Ambt/ und Städte Dornburg/ Altſtett/ das Ambt Roßlau/ Ambt und Stadt Burgl/ Ambt Henſſdorff/ der Altenburgl. Vierdte Theil am Glaith zu Erffurt/ die Hoheit und Steuren der Herrſchafft Remda/ und des Guts Apolda/ die Hoheit und Steuer ſamt dem Jure reluendi über das Ambt Hardisleben und Vorwerck Schwabsdorff; ferner cediret gedachter Hertzog Ernſt an die 3. Gebrüdere/ auß dem Fürſtenthum Gotha oder dahin gehörigen halben Fürſtenthum Eiſenach das Ambt Freyenberg/ ingleichen das zuvor mit Eiſenach gemein gehabte Eiſenachiſche Votum auf Reichs- und Crayß-tagen. Altenburg den 16. May 1672. [CHRIST. GASTELIUS, *de Statu publico Europæ noviſſ.* Cap. XIX. pag. 589. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Abſatz II. pag. 201.]

C'eſt-à-dire,

Traité d'Accommodement entre ERNEST *le Pieux Duc de Saxe-Gotha d'une part*, & JEAN ERNEST *Duc de Saxe-Weimar*, JEAN GEORGE *Duc de Saxe-Eſenach*, & BERNARD *Duc de Saxe-Jena, Freres, d'autre part, touchant les Principautés d'*ALTENBOURG *& de* COBURG *devenuës vacantes par la mort du Duc* FREDERIC GUILLAUME; *par lequel ils conviennent que leſdites Principautés appartiendront au Duc de Gotha, en ſorte néanmoins, & à condition qu'il cedera auxdits trois Freres dans la Principauté d'Altenbourg les Châteaux, Baillages, & Villes de Dornbourg, & Altſtett, Roſtlau, Burgel, & Hausdorff, la quatriéme partie du Droit de conduite d'Erford, la haute Juriſdiction & les Collectes de la Seigneurie de Remda, & Terre d'Apolda, la haute Juriſdiction & les Collectes avec le Droit de Retrait dans le Baillage de Hardsleben, & la Terre de Schwabsdorff. Le même Duc de Saxe-Gotha leur cede auſſi d'ailleurs le Baillage de Freyenberg, & la Part du* Votum *d'Iſenach, qui lui apartenoit dans les Dietes & Aſſemblées Circulaires. A Altenburg le 16. Mai 1672.*

Von GOttes Gnaden Wir Ernſt/ Hertzog zu Sachſen/ Jülich/ Cleve und Berg/ ꝛc. und von deſſelben Gnaden Wir Johann Ernſt/ Johann Georg/ und Bernhard/ Gebrüdere/ Hertzogen zu Sachſen/ Jülich/ Cleve und Berg/ ꝛc. thun hiermit kund/ und bekennen gegen männiglich. Demnach GOtt der Allmächtige/ nach Seinem heiligen allein-weiſen Raht und Willen/ den Weyland Hochgebornen Fürſten/ Unſern freundlichen lieben Vettern/ Herrn Friederich Wilhelmen/ den Jüngern/ Hertzogen zu Sachſen/ Jülich/ Cleve und Berg/ ꝛc. durch einen zwar unvermutheten/ doch ſeligen Tod an der Kranckheit der Kindes-Blattern in dero blühenden Jugend und fünffzehenden Jahre dero Alters/ am 14. Aprilis, nechſthin von dieſer Zeitlichkeit abgefordert/ und dardurch ſeiner Liebden anererbte Fürſtenthümer Altenburg und Coburg/ ſambt darzu geſchlagenen Hennebergiſchen Antheil Landes verlediget worden; So iſt zwar zwiſchen Uns Hertzog Ernſten eines/ und Uns Hertzog Johann Ernſten/ Johann Georgen und Bernharden Gebrüdern/ andern Theils/ über der Succeſſion an ſolchen verledigten Landen Irrung vorgefallen/ und zur Apprehenſion der Poſſeſs auf eine und andere Weiſe geſchritten worden.

Dieweiln aber Wir allerſeits als Chriſtliche Fürſten/ nicht ſo ſehr was einer oder ander Theil aus verhoffen Recht/ nach der Schärffe/ gantz oder zum theil für ſich behaupten könte/ als die nahe Blut- und Stamm-Verwandtſchafft auf rechte wahre Freundſchafft/ Einigkeit/ gutes Vertrauen und Zuſammen-Verbindung Unſers Stammhauſes/ und Verhütung ſchädlicher und ärgerlicher Weiterung in Betrachtung gezogen/ Wir Hertzog Ernſt auch abſonderlich Uns wol erinnert/ wie Wir vor hochgedachten drey Herren Gebrüdern/ Unſern freundlichen lieben Vettern/ als dero in GOtt ruhenden Herrn Vattern leiblicher Bruder nicht viel minder/ als väterliche Treue und Liebe zu erzeigen hätten; So haben Wir ſämtlich ohne Verzug/ und gleich bey entſtandener Differentz die Neigung zu einer Chriſtlichen/ GOtt wolgefälligen/ und zu Erhalt- auch Fortpflantzung beſtändigen Wolvernehmens abziehlenden Vergleichung ſpühren laſſen; Und nachdem zugleich der Durchleuchtigſte Fürſt/ Herr Johann Georg der Andere/ Hertzog zu Sachſen/ Jülich/ Cleve/ und Berg/ des Heiligen Römiſchen Reichs Ertz-Marſchalck und Chur-Fürſt/ ꝛc. Unſer freundlich geliebter Herr Vetter/ Bruder und Gevatter/ wie auch der Hochwürdige/ Durchleuchtige Fürſt/ Herr Moritz/ Hertzog zu Sachſen/ Jülich/ Cleve und Berg/ Poſtulirter Adminiſtrator des Stiffts Naumburg/ ꝛc. und der Balley Thüringen Stadthalter/ ꝛc. Unſer freundlicher lieber Vetter/ auch Schwager/ Bruder und Gevatter/ als Unſers verſtorbenen jungen Vettern zu Altenburg biſherige Vormündere/ ſich aus treuer Wolmeinung und tragenden Sorgfalt/ alſo fort ins Mittel geſchlagen/ und zu Unſer allerſeits ſonderbahren Dancknehmigen Erkanntnuß/ dero wegen obberührten Todesfalls nacher Altenburg abgeordnete geheime Räthe/ den Wohlgebornen/ und den Veſten Herrn Carln Freyherrn von Frieſen zu Rötha und Cotta/ und Herrn Veit Ludwig von Seckendorff/ zu Obern-Jenna/ Gumperda und Mödelſtein/ Ihro Liebden und Gnd. reſpectivè Cammerherrn/ Præſidenten des Obern-Conſiſtorii zu Dreßden/ auch Cantzlern und Præſidenten des Stiffts-Conſiſtorii zu Zeitz/ zu einer freundlichen Interpoſition inſtruiret und bevollmächtiget; Als haben Wir Hertzog Ernſt/ indem uns hohen Alters halben ſelbſt fortzukommen nicht wol möglich geweſen/ dem Hochgebornen Fürſten/ Unſern freundlichen lieben Sohn/ ꝛc. Herrn Friederichen/ Hertzogen zu Sachſen/ Jülich/ Cleve und Berg/ ꝛc. Wir Hertzog Johann Ernſt aber/ Unſern freundlich-geliebten Brüdern und Gevattern/ Hertzog Johann Georgen/ und Hertzog Bernharden Unſere Vollmachten aufgetragen/ und iſt darauf im Nahmen Gottes/ am nechſt-verſchienenen 24. Aprilis in Altenburg zu gütlicher Handlung der Anfang gemacht/ und durch Göttlichen Beyſtand/ nach genugſamer Erwegung aller Umbſtände/ mittelſt fleiſſiger und anſehnlicher Bemühung vorgenannter Chur- und Fürſtlicher Deputirten und getreuen Zuthun und Einrathen Unſerer allerſeits mit nach Altenburg erforderter und geſchickter reſpectivè Geheimer und anderer Räthe/ am 6. May ein Schluß erfolget/ punctiret/ und von Uns denen anweſenden reſpectivè Fürſtlichen Gewalthabern und Principalen unterſchrieben/ nunmehro aber in gegenwärtigen ausführlichen Receſs extendiret und begriffen worden/ wie folget:

Zum Erſten/ behalten Wir Hertzog Ernſt erblich und eigenthümlich ins gemein/ ohne Anſchlag und überhaupt/ und alſo nur das jenige ausgenommen/ was laut folgender Puncten Unſere freundliche geliebte Vettern empfahen/ den übrigen gantzen Anfall/

Anfall/ Succeſſion und Erbſchafft des Fürſtenthumbs Altenburg und Coburg/ mit eingeſchloſſen das Stifft Saalfeld/ und die Hennebergiſche Aemter/ ſambt allen hohen und andern Gerechtigkeiten und Pertinentien/ alſo mit Juribus & Actionibus, commodis & oneribus, wie ſolche Oerter unſer junger Vetter Seel. verlediget/ nichts überall/ als was gedachter maſſen hernechſt außdrücklichen außgeſchloſſen/ und unſerer Herren Vetter Ld. Ld. Ld. geeignet zu befinden/ und Wir Hertzog Johann Ernſt/ Johann Georg/ und Bernhard/ Gebrüdere/ ſeynd damit auch gäntzlich und wol zufrieden/ wünſchen Seiner Gnad. und dero Fürſtlichen Poſteritæt/ zu obgedachter Poſſeſſion Göttlichen reichen Segen/ und alles Fürſtliche Gedeyen/ und wollen auſſer denen bedingten und hiernechſt benannten Stücken an Seiner Gnad. und dero Fürſtlichen Erben und Nachkommen/ ſo lang dero Männliche Deſcendentz ſich nach GOttes Willen erſtrecket/ für Uns und Unſere Fürſtliche Erben und Nachkommen/ auſſer der geſambten Hand/ und Succeſſion-Recht/ durchaus keinen Zuſpruch dargegen erwecken; ſondern Uns deſſen allen wiſſentlich und wolbedächtlich begeben/ und Ihrer Gnad. ruhige und völlige Poſſeß und Eigenthumb gütlich/ gern und willig geſtanden haben.

Zum Andern/ Uns Hertzog Johann Ernſten/ Johann Georgen/ und Bernharden/ Gebrüdern verbleiben und werden reſpectivè aus dem Fürſtenthumb Altenburg/ mittelſt abſonderlichen Reſignationen der geweſenen Chur- und Fürſtlichen Herren Vormündere/ und Herrn Hertzog Ernſtens Gnad. überlaſſen und überwieſen folgende Schlöſſer/ Aemter/ Städte/ Cammer-Güter/ Lande/ Leute/ Vaſallen/ und Unterthanen/ mit aller Landes-Fürſtlicher Hoher Obrigkeit/ Regalien/ Steuern/ Ritterdienſten/ Geholtzen/ auch Hohen- und Nieder-Jagten/ Gerichten und Gerechtigkeiten/ Pertinentien und Zugehörungen/ nichts überall außgenommen/ ſondern in aller maſſe ſolche entweder von Unſern letzt-verſtorbenen jungen Vettern zu Altenburg/ oder reſpectivè von Seiner Herrn Hertzog Ernſts Gnad. ſelbſten/ bis zu dieſer Uberlaſſung und Abtretung/ beſeſſen/ genutzet und gebrauchet worden/ oder von Rechtswegen hätte genutzet und gebrauchet werden mögen/ Namentlich aus dem Fürſtenthumb Altenburg:

Schloß/ Ambt und Stadt Dornburg/ zuſambt der Hoheit und Lehen an denen Schrifft- und Ambtſaſſen zu gedachten Dornburg/ Wormſtett/ Greutſchen/ Flurſtett und Obertrebra/ ſo viel die Lehen-Brieff dieſer und folgends gemeldten Vaſallen und Freyſaſſen außweiſen/ und wie ſie in die Aembter oder deren Bezirck/ denen unten angezogenen Theilungs-Anſchlägen nach gehören/

Schloß/ Ambt und Stadt Allſtett/ ſambt denen Schrifft- und Ambtſaſſen zu gedachten Allſtett/ Hengendorff/ Kaldsrieth/ Wolfferſtett/ Niederreblingen/ Mittelhauſen und Einzingen.

Ambt Roßlau/ mit ſeinen Flecken und Dörffern/ und denen reſpectivè Schrifft- und Ambtſaſſen zu Berg-Sultza/ Wickerſtett/ Ober- und Nieder-Roßla/ auch Zottelſtett/ doch das Saltzwerck zu Sultza mit ſeiner Zugehörung und Gerechtigkeit/ wie ſich daſſelbe bishero befunden/ vor uns Hertzog Ernſten/ außgenommen/ beſonders auch daß der Saltzkauff in denen überwieſenen Aembtern bey dem Saltzwerck zu Sultza gelaſſen/ und die Unterthanen deſſen daſelbſt ſich zu erholen/ ferner ernſtlich und ohne widriges Nachſehen und Verſtattung einiges Unterſchleiffs/ wie ſie bishero zu thun ſchuldig geweſen/ nichts minder auch fortden unverruckt angehalten werden.

Deßgleichen bleibt uns Hertzogen Ernſten auch die Saalfloſſe allerdings/ wie ſolche bishero der Fürſtl. Altenburgiſche Theil zu gebrauchen gehabt.

Weiter kommt uns denen drey Gebrüderen zu/ Ambt und Stadt Bürgel/ mit denen darzu von Altershero gehörigen Jagten/ auch dem Vorwerck Rimbsdorff.

Das Ambts Heußdorff.

Der Altenburgiſche Vierdte Theil an dem Glaith zu Erffurt und deſſen Beygeleyten/ und die Helffte des Georgenthalerhoffs zu gedachten Erffurt.

Hierüber die Hoheit und Steuren der Herrſchafft Remba/ und des Gutes Apolda/ welche Oerter unſer geſambten Univerſitæt zu Jehna/ Krafft Fundation, zugehören/ mit eingeſchloſſen die Lehnſchafft zu Heilsburg und Sundremda.

Weiter die Hoheit und Steuren ſambt dem Jure reluendi über das Ambt Hardiſleben und Vorwerck Schwabsdorff.

Aus dem Fürſtenthumb Gotha aber/ oder dahin gehörigen halben Fürſtenthum Eyſenach;

Das Amt Krayenberg/ mit denen [illegible] und Frey-Höfen/ jedoch mit vorbehaltenem Zwang des Saltzkauffs zu Saltzungen/ und daß wider der Stadt und Saltzwercks daſelbſt deßfalls hergebrachte Statuta und Privilegia nichts vorgenommen/ noch zu deren Nachtheil/ unter was Namen und Fürwand ſolches geſchehen könte oder möchte/ ichtwas nachgeſehen werden ſoll.

Endlich auch die Lehenſchafft/ die Wir Hertzog Ernſt an des von Neckrods Gütern im Fürſtenthum Eyſenach Weimariſchen Theils bißhero gehabt/ jedoch daß uns und Unſern Fürſtlichen Deſcendenten der erſte Heimfall verbleibe/ und das Gut darauf wiederumb an einen Lehnmann gebracht werde.

Und wiewol bey dieſer Abtrettung und Einraumung auf den Ertrag der Aemter/ und zwar nach denen alten in Anno 1572. und 1603. wie auch der in Anno 1660. ergangenen Hennebergiſchen Landestheilungen/ und damals gefertigten Anſchlägen und Beſchreibungen ſich gerichtet/ und dahin geſehen worden/ daß uns drey Gebrüdern/ ſo viel als der vierdte Theil der Renthen und Nutzungen/ oder aber beyläufftig zwantzig tauſend Gulden jährlicher Einkünffte an Ambtsgefällen/ über und nebens der Land- und Tranck-Steuer in denen abgetrettenen Aemtern/ Städten/ Oertern und Gütern/ Krafft dieſes Vergleichs zukommen möchten; So ſoll doch/ im Fall der Ertrag mehr oder weniger/ als ſolche abgeſehene Summa betrüge/ deßgleichen wann ſich befünde/ daß die Aemter ſeithero an pertinentien geſchwächt/ oder auch verſtärckt und gebeſſert worden/ einige Læſion, Erſetzung/ peræquation, oder Herausgabe/ weder an Gefällen noch Steuern zu keiner Zeit geſuchet/ noch prætendiret/ ſondern alles überhaupt und durch den Bogen verſtanden/ und ſich nach der jetzo gefundenen Poſſeſſion und Nutzung/ nach Inhalt der Ambts-Rechnungen gerechnet/ auch alle und jede zu ſolchen Aemtern und Stücken gehörige Documenta, Rechnungen und Urkunden/ wie ſie jedes Orts befindlichen/ dabey gelaſſen/ und aus denen Cantzleyen/ Kammern und Ober-Steuer-Einnahmen zu Altenburg/ und reſpectivè zu Gotha die Ambts-Beſchreibungen/ Ambts- und Steuer-Rechnungen und Anſchläge/ ſo wol die dazu gehörige Cantzley-Lehen-Kammer und Conſiſtorial-Acten außgeantwortet/ oder von dem/ was nicht füglich zu ſepariren/ bedürffende Abſchrifften ertheilet werden.

Solten aber ſolche Aemter/ und andere überlaſſene Stücke/ gantz oder zum theil werden angeſprochen/ und deren etliche pertinentien/ wie ſolche überlaſſen worden/ als man ſich doch keines wegs zu verſehen hat; ſo wollen Wir Hertzog Ernſt und Unſere Erben/ die deßhalben zu recht geforderte Gewehr Unſern freundlichen lieben Vettern und dero Erben gebührlich præſtiren/ und zu deren Behauptung alle mögliche Aſſiſtentz leiſten.

Wir verzeihen uns auch an ſolchen Aemtern und Orten aller bißhero gehabter oder aus Altenburgiſcher Succeſſion verhoffter Hoheit/ Nutzbarkeit und Gerechtigkeit/ alſo daß Ihr Ld. Ld. Ld. und dero Fürſtliche Männliche Erben und Deſcendenten von uns und unſern Erben zu keiner Zeit deßhalben beſprochen/ noch vermenhiget werden ſollen. Wünſchen Ihnen vielmehr darzu alle Fürſtliche gedeyliche Wolfahrt und erſprießliche Nutzung/ und behalten uns allein die geſambte Hand- und Succeſſion-Recht davon zuvor/ nebenſt Beobachtung deſſen/ was durch dieſen Vergleich in folgenden Puncten ferner abſonderlich bedinget worden.

Zum Dritten/ Nachdem auch biſanhero wir allerſeits auf Reichs- und Craiß-Tägen/ wegen des Fürſtenthums Eyſenach/ deſſen Aemter wir Hertzog Ernſt in hiebevorigen Landstheilungen zu Helffte erlanget/ ein Fürſtlich Votum miteinander zu commun geführt/ nunmehro aber uns Hertzog Ernſten mit dem Fürſtenthum Altenburg und Coburg zwey Vota, und zugleich die bißher Altenburgiſchen theils gehabte Stelle unter denen Ordinari-Reichs-Deputirten zukommet; So wollen wir uns hingegen Unſerer Vettern Ld. Ld. Ld. und dero Nachkommen zum beſten ſolches halben Eyſenachiſchen Voti begeben haben/ alſo daß Ihre Ld. Ld. Ld. ſolches ſambt oder ſonders/ wie ſie ſich deſſen vergleichen möchten/ alleine und ohne fernere unſere Concurrentz führen mögen; Wormit wir die drey Gebrüdere wol zufrieden/ und hingegen von den obigen Votis des Altenburgiſchen und Coburgiſchen Fürſtenthumbs/ auf Reichs-Craiß- und Deputations-Tägen gäntzlich abſtehen.

Zum Vierdten/ Ob nun wol die Haupt-Intention und Meynung dieſes Vergleichs genugſam zu vernehmen/ und alſo Krafft deſſen/ was im Erſten Punct enthalten/ uns Hertzog Ernſten mit beyden Fürſtenthümern Altenburg und Coburg/ Stifft Saalfeld und Hennebergiſchen Antheil/ auch denen Reſidentien und Veſtungen/ alle Vaſallagia und Lehenſchafften durchaus (nur die jenigen/ ſo im andern Punct gemeldet/ und nur den dreyen Gebrüdern aſſigniret/ außgenommen) und darüber auch die Lehen und Hoheit an den Graffen zu Waldeck/ wegen der Herrſchafft Tonna/ und was der Fürſtliche Altenburgiſche Theil an den Graffen zu Schwartzburg gehabt/ deßgleichen an denen Hrn. Hrn. Hrn. Reußen wegen der Herrſchafft Schauenforſt zukommen/ und wir uns dieſemnach auch des Altenburgiſchen halben Antheil an der Univerſitæt zu Jehna/ und dem Hoff-Gerichte auch Schöpffen-Stul daſelbſt anzunehmen hätten; ſo haben wir uns doch/ zu Verhütung ungleicher Vereintzelung und anderer inconvenientien/ dahin erkläret/ daß nicht nur die Hoheit über die Herrſchafften Remda und Appolda/ wie oben im andern Punct gedacht/ ſondern auch aus dieſer Altenburgiſchen Succeſſion, ein Viertheil an gedachter Univerſitæt/ Hoff-Gericht und Schöpffen-Stul zu Jehna/ mit allen commodis & Juribus, alſo dem Jure conferendi, confirmandi, viſitandi, und was dem anhängig/ auf vorhergehende bißhero gewöhnliche oder künfftig weiter zu vergleichen habende Weiſe Unſerer Herren Vettern Ld. Ld. Ld. zuſtehen ſollen/ ſolcher Geſtalt/ daß ſie nunmehr incluſivè Ihres ohne das gehabten Viertheils die Helffte an obbenannter Univerſitæt/ Hoff-Gericht und Schöpffen-Stuhl haben/ jedoch auch nach ſolcher Proportion die Onera tragen/ und nechſt-bevorſtehendes Quartal Crucis, (dann das entſtehende Quartal Trinitatis wollen Wir Hertzog Ernſt noch aus der Altenburgiſchen Kammer zahlen laſſen) mit denen Beſoldungen und Unterhalt des Convictorii, nach ſolcher Proportion anfangen. Es bleibet aber Uns Hertzog Ernſten/ ob wir gleich die Hoheit über die Univerſitæt-Güter überlaſſen haben/

Anno 1672.

nichts deſto minder ſeyn und bevor / Rectorem und Profeſſores der Univerſität / als Prälaten / durch Ihre Deputirte, Unſerem Belieben nach / auf die Land-Täge / wie vorhin geſchehen / zu verſchreiben / allermaſſen wir die drey Gebrüdere / Ihre Ld. und dero Herren Succeſſores daran nicht hindern / ſondern vielmehr die Univerſität zur Erſcheinung anhalten laſſen wollen.

Zum Fünfften / Wir Hertzog Johann Ernſt / Johann Georg / und Bernhard / Gebrüdere / verpflichten uns hiemit wegen der mit Eigenthum / Hoheit und Steuer uns zukommenden Aemter und Oerter / zu denen Reichs- Craiß- und Kammer-Gerichts oneribus proportionirten Beytrag zu thun / auch das Contingent bey denen Reichs- Craiß- und Kammer-Gerichts-Caſſen uns zuſchreiben zu laſſen / und zwar übernehmen wir nach der vorjetzo allhier gefertigten / und von denen zur Abtheilung und Calculation beſtändig an jedem hundert Gulden des Reichs- und Kammer-Gerichts Anſchlags / der dem Fürſtenburg Altenburg / mit eingeſchloſſen des Stiffts Saalfeld Anſchlag / zukommet / ſiebenzehen Gulden / acht Groſchen / fünff Pfenning.

Wegen des Ambts Creyenberg aber / was nach ebenmäſſiger Aufrechnung / denen jetzo gangbaren Land-Steuern nach / von dem Anſchlag des Fürſtenthums Gotha / oder halben Fürſtenthums Eyſenach / darauf kommen / und künfftig dieſem Receſs mit beygefügt werden wird.

Was aber die Steuer-Schulden belanget / wollen wir zu Abſtattung Zinß und Capital die jenigen Aemter und Oerter / welche bißanhero dem Ober-Steuer-Einnehmer zu Altenburg / vermög der Steuer-Rechnung / Beytrag darzu gethan / auch hinfort Beytrag thun laſſen / ſolcher Geſtalt / daß nach jetzo ebenmäſſig ausgerechneter Proportion zu jedem hundert Gulden Capital oder Zinß / welche die Ober-Einnahme zu Altenburg zu bezahlen hat / Unſere Aemter und Oerter Dornburg / Bürgel / Roßla / Neußdorff und Oldißleben / dreyzehen Gulden / drey Groſchen / eylff Pfennig / zuſchieſſen und bezahlen ſollen.

Die jenigen uns zukommenden Aemter und Oerter / als Allſtett / Remda und Appolda / welche bis dato zu denen Steuer-Schulden mit concurriret / wollen wir auch hinführo darein ziehen zu laſſen uns nicht verbunden haben; Es wäre dann / daß eine geſambte Altenburgiſche Landſchafft dergleichen Beytrag mit Recht und Billigkeit behaupten könte.

Den oben verſprochenen Zuſchuß aber wollen wir vor uns und Unſere Fürſtliche Nachkommen / Fürſtlich und aufrichtig praeſtiren laſſen / und darzu jedesmahlige und ungeſäumte Verordnung thun / daß deßhalben kein Mangel und Beſchwerung zu keiner Zeit entſtehen ſoll.

Wann aber ſolche Schulden abgetilget / alsdann ſollen gedachte uns zukommende Oerter mit dergleichen Beytrag nicht weiter beſchweret / ſondern bey ihren zugetheilten und überſchriebenen Oneribus gegen das Reich / Craiß- und Kammer-Gericht gelaſſen werden / wie dann Wir Hertzog Ernſt oder Unſere Nachkommen / ſo dann ein mehrers nicht praetendiren und begehren wollen.

Solte ſichs aber fügen / daß uns / denen drey Gebrüdern / nach gezogenem Calculo, ohne Widerſprechen der Creditoren / alſofort das jenige Quantum an Capital und Zinſen / ſo unſern Aemtern zukommen wird / überwieſen werden könte / ſo ſoll alsdann der fernere Beytrag zur Altenburgiſchen Ober-Einnahme aufhören / und wollen wir ſolchen Falls der uns überwieſene Poſten richtig und gebührlich abſtatten laſſen / und die Landſchafft des Fürſtenthumbs Altenburg deßhalben ſchadloß halten.

Was die bis dato rückſtändige Steuer-Reſten betrifft / ſo haben wir uns allerſeits ſo wol wegen derſelben / als auch der Ambts-Reſten dahin verglichen / daß die Steuer-Einnehmer / wie nicht weniger die Beambten / der uns denen drey Gebrüdern zukommenden / und oben im andern Punct benannter Aemter und Oerter ihre Rechnungen vor der Ober-Einnahme und Kammer zu Altenburg / und was Creyenberg belanget / zu Gotha / bis reſpectivè den Abend Wolburgis / in Ambtsgefällen und Steuern den Abend vor Trinitatis juſtificiren / und was ſie vor ſich oder Ihro Verfahren / deren Erben ſie worden / ſchuldig verbleiben / dahin abſtatten. Deßgleichen auch was in der Altenburgiſche Ober-Einnahme zu Schulden und extraordinaria bey denen Unterthanen hafften / nach vorgehender Examination, auch billichmäſſigen Moderation, gleicher Geſtalt zu gedachter Ober-Einnahme / nach Möglichkeit / abgetragen werden ſoll.

An denen übrigen ſonſt zur Kammer gezogenen Steuer- und Ambts-Reſten / ſoll uns denen drey Gebrüdern / in denen uns zukommenden Aemtern und Oertern / der vierte Theil gebühren / womit wir uns alſo obgedachter maſſen vergnügen / und hingegen an fleiſſiger Examination auch möglichſter Erhebung nichts erwinden laſſen / ſondern unſers Herrn Vettern Ld. und dero darzu Befelchten / durch unſere Beambte und Bediente / gebührlich und getreulich an die Hand gehen laſſen wollen.

Zum Sechſten / wegen der Mobilien und Inventarien / es ſeye an pretioſis, Geſchmeiden / Baarſchafft / Silberwerck / Geſchütz / Munition, Rüſtung / Kleidung / Gewand / Tapeten / Haus- und Zierrath-Stücken / Getraide / Viehe / Pferde / und alles andern / wie es Namen hat / deßgleichen auch auſſenſtehender Schulden und Forderungen / ſive actionibus realibus & perſonalibus, bleibt es bey dem / was im erſten Punct ins gemein geſetzt / jedoch zufordriſt mit dieſer Außnahme / daß uns den dreyen Gebrüdern alle Mobilia und Inventaria, in denen uns entweder aus denen Altenburgiſchen oder Gothaiſchen Landen zukommenden Aemtern / wie ſolche die Ambts-Inventaria, und die Rechnungs-Schlüſſe (der auf den Abend vor Wolburgis / nechſt verwichen / zu machen / und damit auch die heutige Wolle bey den Aemtern zu laſſen / hierdurch verglichen wird) mit ſich bringen / zufordriſt mit den Aemtern folgen / gleichwol das aufgeſchüttete Getreyd / und vorhandene Wein-Vorraht nicht mitgemeinet; Sodann und ferner verwilligen Wir Hertzog Ernſt hierüber Ihrer Ld. Ld. Ld. den vierten Theil alles aufgeſchütteten Getraides in Altenburgiſchen und Coburgiſchen auch Hennebergiſchen Orten / alſo wann der Calculus und Sturtz nach der Juſtification der Rechnungen (der wir Ihren Ld. Ld. Ld. getreulich communiciren / dero habende befugte Erinnerung gern vernehmen / auch nach dero Belieben jemanden zum Sturtz / gleich uns in denen Ihnen uberlaſſenen Aemtern auch frey ſtehet / admittiren wollen) ſeine Richtigkeit hat / wollen wir / oder auch immittelſt in Abſchlag des vermuthlichen Quanti, ſo viel als der vierdte Theil des Vorrahts beträgt / Ihren Ld. Ld. Ld. zufordriſt in denen Ihnen zukommenden Orten / überweiſen und einmeſſen laſſen; würde aber / wie wegen des anſehnlichen Vorrahts zu Allſtätt zu ermeſſen / ein mehrers in deroſelben Orten / als zum vierdten Theil erfordert wird / ſich finden / das ſoll uns Hertzog Ernſten vorbehalten bleiben.

Anno 1672.

Hierüber ſolle auch Ihre Ld. Ld. Ld. den vierdten Theil an vorhandenen pretioſis oder Jubelen / incluſivè Schatz-Geld / deßgleichen an Silbergeſchirr und Jagzeug / nach Außweiſung der Inventarien / wie ſich ſolche bis auf erwehnten Rechnungs-Schluß finden müſſen / empfahen / jedoch alles dermaſſen / daß ſie nicht alleine von aller übriger Fahrnuß und auſſenſtehenden Schulden und Reſten abſtehen / ſondern auch für allen dingen mit uns / gegen der Hochgebornen Fürſtin / Unſerer freundlichen Lieben Muhmen / Frauen Johannen Magdalenen / gebornen und vermählten Hertzogin zu Sachſen Ld. Anſpruch und praetenſiones, zu Verbehaltung rechtlicher Befugnuß / und Abwendung widrigen praejudices antretten und Aſſiſtentz leiſten / auch die Tractaten mit derſelben / nebenſt uns / antretten und abhandeln.

Zum Siebenden / Dieweil ſich auch / nebenſt denen Steuer- und Landſchaffts-Schulden / noch eine ziemliche und namhaffte Summa Kammer-Schulden / rückſtändige Diener-Beſoldung / auch unverglichener Forderungen / und die Außſtattung mehr hochernehmter Fürſtin / finden / wie nicht weniger die Aufrichtung des Fürſtl. Begräbnuſſes bevorſtehet / deßhalben wir Hertzog Ernſt bewogen werden können / auf einen proportionirten Beytrag zu beharren / bevorab uns auch die Laſt der zweyerley Reſidentien Regierungs- und andern Collegien, und zumal der Veſtungen Unterhalt obliget: So haben wir dennoch / auf beſchehene fleiſſige Unterhandlung / uns endlich reſolviret / Unſerer drey Herren Vettern Ld. Ld. Ld. ſolchen Beytrags gantz und gar zu benehmen / damit ſie deſtomehr in Anmerckung hierinn angeführeter / und anderer Ihnen beywohnender und eröffneter wichtigen Motiven zu dieſen Vergleich mit guter Vergnügung ſchreiten / und uns den Vorzug / den wir dabey / nach Göttlicher Schickung / und auf getroffene Tranſaction erlanget / unſerer gewiſſen Zuverſicht nach / deſto lieber und freundlicher gönnen / und von aller peraequation, Angefällen / Steuren / Lehnſchafften / Jagten / und dergleichen gantz und gar abſtehen möchten / welches dann wir die drey Gebrüdere aus aufrichtigem wolmeinendem Gemühte wollen conteſtiret / und hingegen geſchehenes Erbieten / der Schulden Ubernehmung / zu ſonderbaren Danck / angenommen haben.

Gleichwol wird hiemit das jenige / was wegen einer ergiebigen Uberlaſſung an Jagten / wir Hertzog Ernſt / und wir Hertzog Johann Georg vor uns und Unſere freundl. geliebte Herrn Brüder in einer Neben-punctation zu Friedenſtein am 9. diß uns erkläret / und was dabey ferner bedinget worden / hiermit nicht aufgeſchoben / ſondern wir wollen daſſelbe allerſeits nach Möglichkeit und dergeſtalt befördern / daß ſolches innerhalb Monatsfriſt zum richtigen Stand komme.

Zum Achten / Uber dieſes alles ſollen auch mit dieſer Vergleichung alle und jede Praetenſiones, die der Fürſtl. Altenburgiſche Theil / zumal wegen der alten Theilungen / und daher geſuchter peraequation, auch über diß wir Hertzog Ernſt an Unſerer Herren Vettern Ld. Ld. Ld. wegen der ſchon abgegangenen oder ferner abgehenden Land- und Tranck-Steuren / der Pfand-Aemter Mühlberg und Tonndorff / da dieſes letzte auch eingelöſt werden ſolte / gehabt oder haben mögen / auffgehoben ſeyn / und uns denen dreyen Gebrüdern deßwegen weder jetzo noch künfftig ichtwas zugemuthet werden. Was aber geſtändige und liquidirliche Kammer-Forderungen ſeynd / die werden hierinne nicht gemeinet / ſondern in dem Stande / wie es die Inſtrumenta debiti, oder richtige Berechnungen ausweiſen werden / gelaſſen.

Und wollen Wir Hertzog Ernſt hiernechſt Unſerer Herren Vettern Ld. Ld. Ld. nach Abſterben der Durchleuchtigſten Fürſtin / Unſerer freundlichen Lieben Muhmen / Schwägerin und Gevatterin / Frauen Dorotheen, gebohrner und verwittibter Hertzogin zu Sachſen Ld. wegen des Ihnen obligenden Antheils an dero Fürſtl. Rückfalls-Geldern / ohne Anſpruch laſſen / und ſie deſſen entheben.

Zum Neundten / Gleichwie nun dieſer gantze wichtige Vergleich nicht anders / als auf beſtändige Stifftung unauflößlicher Freundſchafft und vertraulicher Zuſammenſetzung angeſehen und erbauet iſt; Alſo erklären wir uns allerſeits dahin / daß weder durch dieſe noch vorige Vertheilungen wir oder Unſere Nachkommen / uns trennen / und an ſolcher heilſamer Verbindung hin-

dern

ANNO 1672.

bern laſſen wollen/ ſondern verſprechen vielmehr Fürſtlich und aufrichtig/ mit unzertheiltem Conſilio, allem Widrigen vorzubauen/ entſtehende Mißhelligkeiten und Gebrechen aber freundlich/ Chriſtlich und billichmäſſig hinzulegen/ hingegen die Ehre Gottes/ das Aufnehmen Unſerer wahren Chriſtlichen Religion in Kirchen und Schulen/ ſo wol die liebe Juſtitz und gedeyliche Regierung Unſerer von GOtt anvertrauten Land und Leute eyferig und einſtimmig zu befördern und zu handhaben/ wie dann Wir Hertzog Johann Ernſt/ Johann Georg und Bernhard Gebrüdere/ bey vermerckter Ihrer Hertzog Ernſtens Gn. dißfalls beweglich vorgeſtalten Sorgfalt/ uns hiermit willig darzu erklären/ auch wegen darzu erſprießlicher Mittel und Wege mit Ihr. Gnad. uns förderſam vernehmen und vereinigen wollen.

Inſonderheit aber ſoll die Chriſtliche Catechiſmus-Information in Kirchen und Schulen/ in dem von S. Gn. uns überlaſſenden Amt Treyenberg in bißherigem Stande unveränderlich gelaſſen/ und nebenſt der Chriſtlichen Diſciplin in Obſervantz würcklicher Obacht gehalten werden; Dagegen Wir Hertzog Ernſt den Pfarrherrn und Schuldienern ſelbiger Orten/ die von uns mildiglich geſtifftete Zulagen vor uns und Unſere Nachkommen beſtändiglich reichen laſſen wollen/ Doch/ daß ſie entweder für ſich/ oder auf Begehren/ bey Abholung derſelben ſich in Perſon einſtellen/ auf Nachfragen wegen ihres Verhaltens/ guten Bericht geben/ und ſich ihrer Chriſtlichen Pflicht und Gewiſſens obengemeldten Anſtalten nachzuleben/ erinnern laſſen/ welches dann uns den drey Gebrüdern gar nicht zuwider ſeyn ſolle/ ſondern wollen vielmehr gedachte Perſonen und Ihre Succeſſores darzu anhalten/ und Ihnen zu ſolcher Verrichtung Unſere Hohe Obrigkeitliche Aſſiſtentz widerfahren laſſen.

Zum Zehenden und letzten/ wird auch alles das jenige/ was nach dem Todesfall Unſers jungen Vettern/ mit Ergreiffung der Poſſeſſion vorgenommen/ oder von den Bedienten und Unterthanen einem oder andern Theil unter uns/ dem Anſehen nach/ zu Beſchwerung oder zum Vortheil vorgangen/ oder dahin zu deuten ſeyn möchte/ allerdings/ ſo wol unter uns/ als gegen dieſelbe in gäntzliche Vergeſſenheit geſtellet/ und ſoll deſſen kein Diener noch Unterthan in einige wege mit Ungnaden entgelten.

Die bey ſolcher Ergreiffung und angeſtellte bißhero verurſachte Koſten werden auch ohne wieder Erſtattung/ ſo wol bey Hoff/ als in den Aemtern hin und wieder paſſirt, und in die Bogenfahrt Krafft dieſes geworffen; auch ſoll/ wie mehr berühret/ die perception der Aemter Nutzungen/ ſo viel uns drey Gebrüdere belanget/ mit dem Tag Walburgis angehen/ und des Abends vorhero die Rechnungen geſchloſſen werden/ wie oben im fünfften Puncten paciſcirt und verglichen worden.

Und wir allerſeits verſprechen und geloben/ Krafft dieſes/ bey Unſern Fürſtl. wahren Worten/ Treu und Glauben/ für uns und Unſere Fürſtl. Nachkommen/ daß wir dieſem allem Fürſtlich/ aufrichtig/ ſteiff und veſt nachleben/ und darwider in keinerley Wege handeln noch geſtatten wollen/ daß darwider jemand Unſertwegen handlen ſolle. Begeben uns aller und jeder Exceptionen, die aus Geiſt- oder Weltlichen Rechten dieſen Vertrag zuwider erſonnen werden könten/ beſonders aber/ was ex capite læſionis, Erroris Calculi und dergleichen angezogen zu werden pfleget/ als deſſen allen wegen wir uns nicht zu beſchweren/ ſondern aus redlichen und dapffern Urſachen/ nach reiffer Erwegung aller Umſtände/ uns bedächtlich/ wiſſentlich und unwiederrufflich verglichen haben.

Wiederholen gegeneinander obangezeigte Freundſchafft/ Vetterliche gratulationes, und wollen wir die drey Gebrüdere auch Krafft dieſes der Röm. Kayſerl. auch zu Hungarn und Böheim Königl. May. Unſerm allergnädigſten Kayſer/ König und Herrn; wie auch denen hohen Stifftern/ von welchen ein und ander particular-Stück zu Lehen rühret/ unſern Abſtand von dem jetzigen Fürſtl. Altenburgiſchen Succeſſion und Lehensfall hiermit/ ſalvo Jure ſimultaneæ Inveſtituræ aut Succeſſionis, gegen bedingte Uberlaſſung der benannten Oerter allerunterthänigſt und ziemender maſſen eröffnet/ zugleich aber und ingeſamt wir allerſeits die Kayſerl. Königl. und andere Lehenherrliche reſpectivè Confirmationes und Conſens decentiſſimo modo (über das/ was noch in beſondern ſchrifftlichen Anſuchungen zu geſchehen üblich) reſerviret haben. Alles treulich und ſonder Gefehrde.

Zu Urkund haben wir dieſen Receß und Vergleich eigenhändig unterſchrieben/ und mit Unſern Fürſtl. Inſiegeln bedrucken laſſen. So geſchehen den 16. May, Anno 1672.

LXXXVI.

$\frac{13}{23}$ Juin. *Fœdus Defenſivum inter Sacram Cæſaream Majeſtatem* LEOPOLDUM *& Electorem Brandenburgicum* FRIDERICUM WILHELMUM, *in Renovationem & Confirmationem Fœderis Defenſivi inter eosdem die 9. Februarii 1658. concluſi & 10. Maii 1666. ad alios decem annos, poſt elapſum primum Decennium confirmati & extenſi; atque ad Pacem Weſtphalicam illæſam ſervandam, ad Decennium de novo initum. Berlini die $\frac{13}{23}$ Junii 1672.* Cum RATIHABITIONE *Cæſarea Viennæ data 13. Julii 1672.* [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

ANNO 1672.

In Nomine Patris, Filii, & Spiritus Sancti Unius veri Dei, Amen.

POſtquam inter Sereniſſimum Potentiſſimum & Invictiſſimum Principem ac Dominum, Dominum Leopoldum Divina favente Clementia, Electum Romanorum Imperatorem, ſemper Auguſtum, nec non Hungariæ & Bohemiæ Regem &c. &c. &c. ex una; & Sereniſſimum Principem ac Dominum, Dominum Fridericum Wilhelmum Marchionem Brandenburgenſem, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarium & Principem Electorem &c. &c. &c. ex altera parte: Pro defenſione Regnorum, Ducatuum, Terrarumque ſuarum diverſis temporibus, uti infra exprimitur, Fœdera ſancita fuerunt, & vero cum Sacræ Cæſareæ Majeſtati, tum ſuæ Serenitati Electorali, conſultum neceſſariumque viſum, ut eadem Pacta non ſolum renoventur, ſed & præſenti rerum ſtatui, ad eo melius ab Imperio, dictis Regnis, Ducatibus Terriſque repellendas hoſtilitates turbaſque, tum ad avertenda Belli pericula damnaque, conformentur. Idcirco utriuſque Partis ad hæc conſtituti Plenipotentiarii, certis Mandatis quæ infra exhibentur inſtructi; Et a parte quidem Sacræ Cæſareæ, nec non Hungariæ & Bohemiæ Regiæ Majeſtatis Illuſtriſſimus & Excellentiſſimus Dominus Johannes Liber Baro de Goëſſen, ſuæ Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Conſiliarius Imperii Aulicus: Ex parte vero ſuæ Serenitatis Electoralis Celſiſſimus Princeps ac Dominus, Dominus Johannes Georgius, Princeps Anhaltinus, Comes Aſcaniæ, Dominus in Berenburg & Serbſt, Electoratus Brandenburgenſis Locum tenens, & Generalis Campi Mareſchallus, dictorum Principalium nomine in ſequentem Pactionem convenerunt.

I. Maneat conſtans & inviolabilis inter utramque Partem Amicitiæ nexus; alter alterius commoda promovere ſtudebit, damnaque mutuo avertere, & reciprocæ utilitati & ſecuritati ſedulo conſulere.

II. Specialiter denuo confirmatur & renovatur Fœdus Defenſivum inter ſuam Majeſtatem Cæſaream & Sereniſſimum Electorem Brandeburgicum, quoad Status & Provincias utriuſque Partis 9. Februarii 1658. concluſum & 10. Maii 1666, ad alios decem annos poſt elapſum primum decennium confirmatum & extenſum, nec quid in ullo Articulo, Puncto vel Punctis immutatum cenſeatur, niſi in illis ſuper quibus hic amplius & latius conventum eſt.

III. Scopus hujus moderni & novi Fœderis Defenſivi eſt, ut Pax Oſnabrugenſis & Monaſterienſis ſervetur illæſa, nec per ullum, quicunque ille ſit, in ſiniſtram interpretationem propria authoritate trahatur, ut etiam ſub nullo prætextu contra Imperatorem & Imperium, Pacemque ejus publicam, & contra Juramentum, quo quiſque Imperatori & Imperio obſtrictus eſt, Fœdera fiant, vel ſi facta forent, ut ea tollantur & caſſa habeantur, nec ab ullo Compaciſcentium, dictæ Pacis Weſtphalicæ, vel dictarum Pacificationum Conſortibus, vel a quocunque alio, ambobus Paciſcentibus aut Statibus Imperii, qui dictam Pacem Weſtphalicam obſervant, vel directe vel indirecte quicquam hoſtilitatis, inimicitiæ, moleſtiæ aut impedimenti, quoad Perſonas, Statum, Bona, vel ſecuritatem, per ſe vel alios inferatur, ſed ſi quid contra factum fuit vel fuerit, nec amicabilis dehortatio locum invenerit, armis mutuis Pacis Turbatores & Violatores ad debitam ſatisfactionem compellantur.

IV. Permittitur omnibus Pacificationis Conſortibus huic Fœderi Defenſivo æquis conditionibus & cum conſenſu utriuſque Partis debito tempore accedere, ſicuti etiam in arbitrio Coronæ Hiſpaniæ ſtabit, eidem accedere.

V. Cum totius Imperii Romani interſuerit, tam Pacem Olivenſem & Clivenſem, quam Pyrenæam & Aquiſgranenſem pro conſervando Belgio Hiſpanico concindi, exinde operam dabunt ambo Paciſcentes, ſeque mutuo obligant, ut hæ omnes maneant illæſæ, vel ſi his contraventum fuerit, eæ reſtabiliantur, præſtita tamen ab Aggreſſore vel violatore congrua ſatisfactione.

VI. Pariter cum Transactio inter Sereniſſimum Electorem Colonienſem ac Civitatem Colonienſem con-

cluſa & a Sua Majeſtate Cæſarea ratificata Jure merito ſit obſervanda, utraque Pars ex jam dictis Tranſigentibus conjunctim remedia competentia expectet.

VII. Sociabunt in caſum neceſſitatis ambo Paciſcentes ſua Conſilia & Arma neceſſaria, ut omnem invaſionem, violationem, aut Turbationem retundant, nec deſiſtent, uſque dum debite ſatisfactum fuerit.

VIII. Teneat proinde pro conſervanda tranquillitate publica paratum utraque Pars Exercitum, tam Pedeſtrem, quam Equeſtrem, parem huic ſuſcepto negotio cum omni neceſſario Tormentorum apparatu.

IX. Et cum Sua Majeſtas cum aliquibus Electoribus & Statibus Imperii Proviſionale Fœdus Defenſivum concluſerit, dabit operam Imperator atque allaborabit, quantum in ſe eſt, ut dicti Electores & Status huic moderno Fœderi accedant.

X. Neutra Pars ex ambobus Confœderatis poſſit facere aliquid momentoſi, vel Tranſactionem Pacis aut Induciarum inire, niſi conjunctim cum altera, & ex ipſius conſenſu.

XI. Durabit hoc Fœdus minimum per Decennium a die hodierna, quo elapſo, aut etiam ante, ambæ Partes Paciſcentes de prorogatione hujus Fœderis ulteriore juxta rerum exigentiam convenient.

Concluſa fuerunt hæc omnia inter præmemoratos Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis, & Serenitatis ſuæ Electoralis Plenipotentiarios vigore plenæ facultatis ac Mandatorum a ſuis Principalibus Ipſis conceſſorum & reciproce commutatorum, quorum tenor infra ſequitur, ſub Ratihabitione ſuæ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis & Serenitatis ſuæ Electoralis, quas utriuſque Partis Plenipotentiarii intra ſpatium quinque Hebdomadarum a data hujus computandarum extradendas & commutandas promittunt. In quorum fidem præſens hoc Inſtrumentum a prænominatis Dominis Plenipotentiariis ſubſignatum ac Sigillis munitum eſt. Actum Berolini die $\frac{13}{23}$. Junii Anno Domini milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo ſecundo.

Joannes *Baro* de Goessen.
(*L.S.*)

Johannes Georgius *Princeps* Anhaltinus. (*L.S.*)

Articuli Secreti.

I. Primo ante omnia mutuis Conſiliis & Auxiliis Coloniæ provideatur. Cæſarea Majeſtas teneat intra proximum Bimeſtre a die hodierna & congreget duodecim millia tam Equitum quam Peditum, armis & omni apparatu militari & re Tormentaria, talibus Copiis convenienter inſtructa Elector item paratum habeat Exercitum nempe duodecim millia tam Equitum quam Peditum omni ſimili apparatu neceſſario proportionaliter inſtructa.

II. Nihil quod ſummam rei contingit, niſi communi conſenſu ſuſcipiatur.

III. Circa Religionem & Status Eccleſiaſticos Imperii exacte obſerventur ſingula, quæ in Pace Weſtphalica comprehenſa ſunt, & omnia quoad dictum Punctum Religionis in moderno ſtatu relinquantur, ita ut nulla Archiepiſcopatuum vel Epiſcopatuum, Abbatiarum, Præpoſiturarum, Commendarum & aliorum quorumcunque Bonorum & Beneficiorum Eccleſiaſticorum fiat: vel imminutio, vel in partes diſcerptio, multo minus univerſalis alienatio: ſed Romano Imperio & Fidei Catholicæ conſerventur, nec Jura Electionis Capitulis competentia quocunque modo turbentur.

IV. Maneat etiam Civitati Bremenſi, ejuſque Territorio & Subditis præſens ſuus ſtatus, Libertas, Jura & Privilegia ſine impetitione tam in Eccleſiaſticis quam Politicis.

V. Quandoquidem etiam in Imperii Conſtitutionibus præclare ſit ordinatum, quid exteris in Imperio, circa coactionem Militum, Tranſitum & Hoſpitationes eorundem liceat, vel minus; Non permittent ambo Paciſcentes, ut quid in his & ſimilibus, in Imperatoris aut Imperii præjudicium, aut contra Pacem publicam fiat, aut Suæ Cæſareæ Majeſtatis ſummis Juribus Regalibus, Dignitati & authoritati ullum præjudicium inferatur.

VI. Et cum Inſtrumento Pacis Weſtphalicæ & Imperii Legibus reliquis cautum ſit, quatenus Imperatori, vel ſingulis Statuum Bellum in alterius Status, vel exterorum offenſionem decernere aut ſuſcipere liceat, vel non liceat: Curent omni modo debito ambæ Partes, ne quid contra hoc ab ullo Imperii Statu fiat aut attentetur.

VII. Quæ in quinto Articulo Fœderis Publici de manutenenda Pace Pyrænea & Aquiſgranenſi dicta & conventa ſunt, hanc interpretationem ex parte Sereniſſimi Electoris habeant, ut ſi oportuerit armis dictam Pacem tueri, intra Quadrimeſtre proximum hoc faciat una cum Imperatore pro viribus, confiſus, quod in recompenſationem hujus Guarantiæ, ſi per arma intra dictum tempus facta fuerit, Rex Catholicus Electori congruum ſubſidium ſit præſtiturus, prout etiam Sua Majeſtas Cæſarea, ſi opus fuerit, apud dictum Regem Catholicum ſua officia interponet. Elapſo autem hoc Quadrimeſtri, ſi deinde memoratam Pacem, armis manutenere neceſſitas exigeret, teneatur quidem ad hoc dictus Elector; ſed non aliter, niſi prævio & concluſo Tractatu inter Regem Catholicum & Electorem de modo & rationibus conſervandæ dictæ Pacis.

VIII. Curet Elector, ut Sereniſſimus Rex Daniæ, Domus Brunſvicenſis, Haſſo-Caſſellana, aliique huic Fœderi proxime accedant.

IX. Concluſa fuerunt hæc omnia inter præmemoratæ Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis, & Serenitatis ſuæ Electoralis, Plenipotentiarios, vigore plenæ facultatis ac Mandatorum a ſuis Principalibus ipſi conceſſorum & reciproce commutatorum, ſub ratihabitione Suæ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis, & Serenitatis ſuæ Electoralis, quas utriuſque Partis Plenipotentiarii intra ſpatium quinque Hebdomadum, a data hujus computandarum, extradendas & commutandas promittunt. In quorum fidem præſens hoc Inſtrumentum a prænominatis Dominis Plenipotentiariis ſubſignatum & Sigillis munitum eſt. Actum Berolini die $\frac{13}{23}$. Junii Anno Domini milleſimo ſexcenteſimo, ſeptuageſimo ſecundo,

Joannes *Baro* de Goessen.
(*L.S.*)

Johannes Georgius *Princeps* Anhaltinus. (*L.S.*)

Ratificatio Cæſarea Viennæ data die 13. Julii 1672.

Nos Leopoldus (*Titulus.*) Notum facimus univerſis ac ſingulis, quorum ſcire intereſt, agnoſcimuſque pro nobis, Hæredibus ac Succeſſoribus noſtris; Quod cùm nobis a Sereniſſimo Friderico Wilhelmo, Marchione Brandenburgenſi (*Titul.*) Sacri Rom Imperii Archi-Camerario, Principe Electore, & conſanguineo noſtro Chariſſimo, mediante ejuſdem ad nos bis ablegato Illuſtriſſimo Joanne Georgio Principe Anhaltino, Comite Aſcaniæ, & Domino in Bernburg, conſanguineo & Principe noſtro Chariſſimo, certum quoddam Fœdus pro modernarum rerum exigentia & circumſtantiarum qualitate propoſitum, eoque domum reverſo, inter noſtrum ibidem reſidentem Miniſtrum & Ablegatum, Generoſum Conſiliarium noſtrum Imperialem Aulicum, Sacrique Imperii fidelem dilectum Joannem Liberum Baronem de Goëſſen, & memorati Sereniſſimi Principis Electoris Brandenburgici ad hoc deputatum, ſufficienti utrinque Mandato inſtructos, & extraditis mutuis & reciprocis Plenipotentiis, utriuſque noſtrum nomine, die 23. Junii anno 1672. in ſequentem modum initum & concluſum ſit:

Sequitur inſertio Fœderis. Item *inſertio Plenipotentiarum utriuſque Partis.*

Cumque ſimul etiam convenerit, ut ejuſdem initi & concluſi Fœderis Ratihabitio à nobis & à prædicti Sereniſſimi Electoris Brandenburgenſis dilectione intra terminum quinque Hebdomadarum, à die ſubſcriptionis ſemel & utrinque commutari debeat. Nos huic Conventioni ſatisfacientes, idem Fœdus initum & concluſum, per omnia & ſingula approbaverimus, confirmaverimus, & ratihabuerimus, veluti hiſce pro nobis, Hæredibus ac Succeſſoribus noſtris, verbo noſtro Cæſareo approbamus, confirmamus & ratihabemus: Promittentes inſuper, nos omnia ac ſingula in præfato Fœdere contenta, quantum quidem nos concernunt, Divinâ aſpirante gratiâ, bonâ fide præſtituros & adimpleturos,

ANNO 1672. turos, omniquè ratione impedituros, ne a noſtris vel aliis ullo modo violentur. In cujus rei fidem haſce manu noſtra ſubſcriptas, Sigilli noſtri Cæſarei appenſione muniri juſſimus. Dabantur in Civitate noſtra Viennæ die 13. menſis Julii, anno 1672. Regnorum noſtrorum &c.

LXXXVII.

28. Juin. FRANCE ET TUNIS. *Traité de Paix entre* LOUÏS XIV. *Roi de France, & la Ville & le Roiaume de* TUNIS, *fait à la Baye de la Goulette le 28. Juin 1672. par le Marquis de Martel Lieutenant General des Armées Navales de Sa Majeſté au Levant.* [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

PREMIEREMENT que doreſnavant à compter du jour de la ſignature des preſens Articles, il y aura ceſſation d'Armes & de toute hoſtilité tant de l'une que de l'autre part. Il y aura une bonne intelligence, amitié & Paix ferme, & ſtable entre les Sujets de Sa Majeſté Tres-Chrétienne & les Illuſtres & Magnifiques Seigneurs, Pacha, Divan, Dey, & Beys, & Peuples dudit Royaume, & qu'en contemplation de cette Paix, leurs Vaiſſeaux, Galleres, Barques, & autres Bâtimens navigueront en toute liberté tant ſur Mer que ſur Terre, les Subjects de l'une & de l'autre part ne ſe feront aucun acte d'hoſtilité, au contraire s'entre aideront & ſe ſerviront les uns les autres ſans ſe procurer aucun dommage, ains ſe donneront toute aide & confort & pareillement tous les Subjects de l'une & l'autre Nation pourront negocier dans toute l'étenduë tant du Roiaume de France que de celui de Navarre, & celui de Tunis en toute liberté, dans leſquels Roiaumes ils ſeront traités avec le temoignage d'une vraie & ſincere amitié.

II. Que tous les Eſclaves (ſ) François detenus dans la Ville de Tunis & étendue d'icelui Roiaume pris ſous la Banniere de France comme auſſi tous les Janiſſaires & Mores dudit Roiaume pris par les Vaiſſeaux du Roi depuis la rupture de la Paix, de quelque qualité & condition qu'ils ſoient, ſeront dès à preſent mis en toute liberté.

III. Que tous les Vaiſſeaux tant d'une part que d'autre ſe trouvant en Mer ou dans quelques Ports & Rades, après avoir deploié leur Pavillon & s'être reconnus pourront continuer leur route ſans qu'il leur ſoit donné aucun empêchement; Mais d'autant que ceux d'Alger, Tripolly, Salié, & autres endroits de Barbarie portent même Pavillon que ceux de Tunis, pour prevenir tous les accidens qui en pourroient naître, il eſt arreſté que les Vaiſſeaux de Tunis aprés la ſuſdite reconnoiſſance, & que leurs Equipages ſe ſeront mouſtrés ſur le Tillac pour ſe reconnoître, pourront envoier un Homme ou deux dans leurs Batteaux outre ceux qui ſeront neceſſaires pour la conduite d'iceux, à bord des Vaiſſeaux de S. M. T. C. pour s'aſſeurer s'ils ſont François, y entrer ſi bon leur ſemble, & faire aparoir par un Certificat du Conſul reſident à Tunis qu'ils ſont dudit Roiaume, à l'exhibition duquel, les Commandans desdits Vaiſſeaux de S. M. leur laiſſeront continuer leur route en toute liberté. Sans qu'il ſoit fait aucun tort ni dommage à leurs perſonnes, ſoit Marchands, Mariniers, Soldats, & Paſſagers, de quelque Nation & condition qu'ils puiſſent être ſans les viſiter ni rechercher d'aucune maniere, ce qui s'obſervera ſemblablement par les Vaiſſeaux dudit Tunis, à l'égard des Vaiſſeaux de S. M. T. C. & de ſes Subjets, qui ſeront obligés de faire aparoir un Paſſeport de l'Admiral de France, qui ſe renouvellera toutes les années, hormis pour les voyages du Levant & de longues courſes, Et en cas que par malheur ils euſſent perdu leur Paſſeport ils ſeront amenés à Tunis & en France pour être mis en ſequeſtre entre les mains du Conſul jusques à ce qu'il en ait été juſtifié.

IV. En cas que quelques Vaiſſeaux, Barques, & autres Bâtimens Marchands de Tunis, fuſſent rencontrés en Mer par les Vaiſſeaux de Guerre ou autres Bâtimens de S. M. & que par mégarde ils fuſſent contraints de combattre & qu'en ſuite ils fuſſent forcez & pris, venans à être reconnus être dudit Roiaume de Tunis ils ne ſeront nullement reputez être de bonne priſe, au contraire ils ſeront reſtituez avec leurs Equipages & Paſſagers, & toute leur Marchandiſe & effets de quelque nature qu'elles puiſſent être. Ce qui ſe pratiquera & obſervera de point en point par les Vaiſſeaux de Tunis, à l'égard des Vaiſſeaux & autres Bâtimens des Sujets de Sa Majeſté. ANNO 1672.

V. Quand les Vaiſſeaux de Guerre & autres de Sa Majeſté ſe rendront aux Ports & Havres de Tunis avec des priſes, ils les pourront vendre, excepté celles faites ſur les Turcs, ſans qu'il leur puiſſe être fait aucun empêchement quel qu'il puiſſe être par ceux du Païs, & ne ſeront obligez d'en paier que les Droits ordinaires & accoutumez. Et en cas que leſdits Vaiſſeaux aient beſoin de Victuaille & autres choſes neceſſaires ils pourront les acheter librement au prix ordinaire du Marché du Païs, & n'en paieront aucun Droit à aucun Officier, & le même ſera obſervé en France à l'égard des Vaiſſeaux de Tunis.

VI. Que quelque Sujet de Sa Majeſté Marchand ou Paſſagers ou de quelque qualité & condition qu'ils puiſſent être, ſe trouvans dans un des Ports ou Havres de Tunis, aura la liberté de demeurer dans ſon Vaiſſeau, d'en ſortir, aller en Terre; & en revenir, ſans en pouvoir être empêchez; ce qui ſera permis à ceux dudit Roiaume de Tunis quand ils ſeront dans les Ports de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne.

VII. Que ſi par cas fortuit quelque Gallere, Vaiſſeaux, Barques, & autres Batimens de Sa Majeſté vinſſent à eſtre attaqués ou combatus par ceux d'Alger, Tripolli, Sallé, ou autres de leurs Ennemis, dans les Ports du Roiaume de Tunis, ou ailleurs, les Commandans des Places ſeront obligés de leur donner refuge dans leurs Ports, & ſeront tenus d'envoier de leurs Gens dans un ou pluſieurs Batteaux pour y apporter du remede, & les deffendre autant qu'il leur ſera poſſible. Ce qui ſera de même obſervé en faveur de ceux de Tunis dans les Ports de Sa Majeſté Tres-Chrétienne.

VIII. Que tous les Vaiſſeaux Marchands & autres Bâtimens Subjects de S. M. qui ſe rendront à Tunis & dependances dudit Royaume pour y vendre leurs Marchandiſes, le pourront faire en toute ſeureté & liberté en paiant ſeulement les Droits ordinaires d'entrée, & à l'égard de celles qui ne ſe vendront point ils les pourront transporter dans leur bord, ſans que pour ce ils puiſſent eſtre obligez de paier aucuns Droits pour icelles.

IX. Que les Vaiſſeaux tant de Guerre, Galleres, Marchand ou autres Bâtimens appartenans au Roi T. C. ou à ſes Sujets, pourront venir à tel Port, Rade, ou Havres des dependances dudit Roiaume de Tunis, tel que bon leur ſemblera pour ſe radouber, caréner, ſpalmer & y faire de l'eau, & y prendre des raſraichiſſemens, ſans qu'il leur en puiſſe être fait refus, ni pour ce exiger aucuns Droits avec precaution, neanmoins à l'égard des Gall. qu'elles ſeront obligées avant que d'entrer dans leſdites Ports d'envoier un Caïque en Terre, advertir les Commandans des Forteresſes d'iceux de leur intention, lequel Caïque & ſon Equipage reſtera pour oſtage, pendant que le Batteau desdites Forteresſes ira reconnoître leſdites Galleres & apprendre leur intention.

X. Que les Vaiſſeaux, Galleres & autres Bâtimens de Sa Majeſté & de ſes Sujets qui par malheur pourroient faire naufrage dans les Ports, Rades ou Coſtes dudit Roiaume de Tunis & ſes dependances, ne pourront eſtre reputés de bonne priſe ni leurs effets pillés, ni leurs Hommes de quelque qualité ou Nation qu'ils ſoient, Marchands, ou Paſſagers, être reputés Eſclaves, au contraire, que les Gouverneurs des Forteresſes, des Villes & Ports, & Peuples dudit Roiaume de Tunis & ſes dependances feront leur poſſible pour leur donner aide & ſecours afin de ſauver leurs perſonnes, Bâtimens, & Marchandiſes, ſans que les Seigneurs Paſcha, Divan & Dei puiſſent rien pretendre ni y contrevenir, & le même ſera obſervé en France à l'égard des Vaiſſeaux dudit Roiaume de Tunis, en cas qu'il leur arrive pareille disgrace.

XI. Qu'il ſera permis à ceux de Tunis de noliſer de gré à gré les Bâtimens François qui ſeront dans leurs Ports, & en cas que le Conſul ſe ſoit rendu caution par Acte ſigné de ſa main, ledit Conſul ſera reſponſable & non autrement étant pour leur ſervice, & non par violence comme il arrive.

XII. Que ſi quelque Vaiſſeau ou autre Bâtiment de Tripolly, Alger, Sallé, ou de quelqu'autre part que ce puiſſe

---

(ſ) Pluſieurs Eſclaves que leurs Patrons avoient envoié à la Campagne, & le nombre eſt marqué par un rôle ſeparé.

ANNO 1672.

ANNO 1672.

puiſſe être amene dans Tunis, ou autre part de ſa dépendance quelque Vaiſſeau ou autre Bâtiment appartenant aux Sujets de Sa Majeſté, il ne leur ſera permis de vendre dans leſdits Ports aucuns Matelots, ni Paſſager pris ſur leſdits Bâtimens, mais ſeulement les Marchandiſes. Ce qui ſera obſervé en France à l'égard de ceux dudit Roiaume de Tunis.

XIII. Que deſormais aucuns Vaiſſeaux de Guerre, Galere ou autres Bâtimens dudit Roiaume de Tunis ne pourront faire aucuns François Eſclaves ni autres non pas même les Chevaliers de Croix embarquez aiant Paſſeports, ſous la Banniere de France; & qu'ils ne pourront non plus faire Eſclaves les François Paſſagers ſous les Bannieres Eſtrangeres de quelque Nation qu'elles ſoient: mais quant aux François Canoniers, Soldats & Matelots ſeront faits Eſclaves, & pourront être rachetez ſeparement ou enſemblement pour 150. Piaſtres chacun, pourvû qu'ils n'aient pas été pris ſur des Vaiſſeaus de Guerre Ennemis de ceux de Tunis auſquels on ne pretend rien. Ce qui ſera pareillement obſervé en France à leur égard.

XIV. Que doreſnavant tous les Sujets du Roiaume de Tunis ſeront libres en France & de quelque Lieu qu'ils puiſſent être aportez ou amenez, ne ſeront tenus pour Eſclaves ni achetez, ni vendus; & ſi d'avanture il s'en rencontroit quelqu'un, à la premiere requiſition il ſera rendu & mis en liberté avec toutes ſes hardes & effets reſtituez: Comme pareillement il en ſera uſé dans toute l'étenduë du Roiaume de Tunis à l'égard des François.

XV. Que le Conſul François reſident à Tunis y ſera honoré & reſpecté, & y aura la préeminence ſur tous les autres Conſuls, & continuëra d'avoir dans ſa Maiſon un Lieu auquel lui & les Sujets de Sa Majeſté Tres-Chrêtienne puiſſe exercer librement leur Religion, ſans que perſonne leur puiſſe faire aucun tort ni empêchement, ni dire aucune injure par paroles ou voie de fait. Et pourra ledit Sieur Conſul avoir & entretenir chez lui un Prêtre tel que bon lui ſemblera pour ſervir ſa Chapelle, ſans que le Pacha, Dei & Divan l'en puiſſe empêcher.

XVI Arrivant changement de Conſul François par établiſſement d'un nouveau par Sa Majeſté; leſdits Seigneurs, Pacha, Divan & Dei n'y pourront aporter aucun obſtacle, ni empêchement ſous quelque preteste que ce puiſſe être, & le Conſul qui ſortira s'en pourra aller librement en paiant ſes Dettes: & doreſnavant les Conſuls François avec participation toutefois du Seigneur Dei pourront changer de Saccagi ou de Truchement de trois en trois mois ſelon la Coûtume ordinaire du Divan, ce qui lui ſera accordé ſans difficulté.

XVII. Que toutes les Nations qui négocieront dans Tunis & l'étenduë dudit Roiaume, reconnoîtront le Conſul des François, & lui paieront les Droits accoûtumés du Conſulat ſans difficulté, excepté la Nation Angloiſe qui a à preſent un Conſul dans Tunis, & même les Grecs de la domination Ottomane, au cas qu'ils aient beſoin dudit Conſul pour leurs Expeditions.

XVIII. Que les Etoffes, Victuailles & autres Denrées que le Conſul François fera venir pour ſon uſage ou pour faire preſens, ne paieront aucun Droit ni Impôt non plus que ce qu'il pourra achetter ſur les Lieux pour la proviſion de ſa Maiſon.

XIX. Que deſormais tous les Biens des Sujets de Sa Majeſté qui demeureront dans Tunis, ou dans l'étenduë du Royaume ne pourront en cas de Dette, abſence ou méfait être ſaiſis & mis en ſequeſtre par qui que ce ſoit de Tunis: au contraire demeureront en main du Conſul François, même que les Sujets de Sa Majeſté auront liberté de ſe retirer en France, ou ailleurs où bon leur ſemblera, avec leurs Femmes, Enfans, Domeſtiques, Biens & effets generalement quelconques, ſans qu'il leur ſoit fait aucun empêchement.

XX. Que le Conſul François, ni aucuns Sujets de S. M. T. C. ne ſera tenu des Dettes d'un autre François, ni d'aucun d'une autre Nation quel qu'il puiſſe être, n'y pourra être empriſonné, ni la Maiſon du Conſul ſcellée, & qu'aucun témoignage ſera reçû contre aucun d'eux ni ne pourront être actionnez, à moins qu'au préalable ils n'y fuſſent obligez par Acte ſigné de leurs propres mains.

XXI. Qu'en cas que quelqu'un des Sujets de Sa Majeſté frape ou maltraite un Turc, ou More, on pourra en faire la Juſtice s'il eſt pris, mais en cas qu'il ſe ſauve dans la Maiſon du Conſul on ne pourra s'en prendre audit Conſul ni à aucuns des Sujets de Sa Majeſté.

XXII. Que nul Sujet de Sa Majeſté pour les differens qui leur ſurviendront ne ſeront ſoûmis à aucun autre Jugement qu'à celui du Seigneur Dei, & non à celui du Divan ni du Cadi.

XXIII. Que pour ce qui regardera les differents que les Sujets de Sa Majeſté auront entr'eux, en particulier, ou avec ceux de toute autre Nation qui negocient ſous la protection du Conſul François ils ne ſeront tenus les decider pardevant autres que ledit Conſul auquel ſeul en appartiendra la connoiſſance

XXIV. Que ſi quelque Marchand François ou autre étant ſous la protection du Conſul François vient à mourir dans l'étenduë dudit Roiaume de Tunis, les facultez qui ſe trouveront lui appartenir en cas qu'il teſte ſeront remiſes au pouvoir de celui qui aura été nommé par lui ſon Executeur Teſtamentaire pour en tenir compte à leurs Heritiers ou autres en faveur deſquels on auroit diſpoſé, mais en cas qu'il vint à deceder ſans faire Teſtament, pour lors le Conſul François ſe ſaiſira de leurs Biens & facultez pour en tenir compte à leurs Heritiers, ſans que qui que ce ſoit dans le Roiaume de Tunis en puiſſe prendre connoiſſance. Mais ſeulement s'il leur étoit deub quelque choſe; la Dette bien verifiée, ſera ladite Dette priſe ſur les effets du deffunt.

XXV. Que tous les François Habitans en Païs Etranger & mariez ſeront cenſez Etrangers; & que les Etrangers Habitans & mariez en France ſeront en revanche cenſez & reputez François.

XXVI. En cas que quelque Vaiſſeau de Guerre, Galere, Marchand ou autre Bâtiment appartenant à Sa Majeſté ou à ſes Sujets vinſſent par quelque infortune à eſchouër en quelque Iſle ou Place Inhabitée, & que par haſard il vint à paſſer un Vaiſſeau ou autre Bâtiment de Tunis; ils ſeront obligés de les aller ſecourir même prendre leurs Gens, Robbes & Marchandiſes: leſquelles ils conſigneront és mains du Conſul François de Tunis, ſans qu'ils les puiſſent porter ou vendre ailleurs. Le même s'obſervera par les Vaiſſeaux de France à l'égard de ceux de Tunis.

XXVII. Que tous les Eſclaves qui ſe trouveront dans le Roiaume de Tunis, leſquels aprés leur captivité deviendront Sujets de Sa Majeſté par la Conqueſte de leur Patrie, ſeront délivrés à la requiſition du Conſul François, moiennant la Somme qu'ils auront été vendus au Marché ou Cazat à l'enchere, & que ceux qui n'auront point été vendus, payeront la Somme de 150. Piaſtres, comme a été d'ordinaire uſé, & étant devenus Sujets de Sa Majeſté jouïront des mêmes prerogatives.

XXVIII. Que en même tems que ces Articles ſeront ſignez & confirmez tous les dommages & déprédations qui auront été faites ou ſouffertes de part & d'autre, avant qu'on ait pris connoiſſance de la preſente Paix, ſeront incontinent réparés, & d'iceux donné reciproquement une pleine & entiere ſatisfaction; même tout ce qui ſe trouvera encor en nature, rendu & reſtitué. C'eſt pourquoi & pour prevenir tous inconveniens on advertira de ceci en toute diligence les Commandans des deux Parties.

XXIX. Il eſt arreſté auſſi qu'en attendant l'entiere reſtitution des Eſclaves de part & d'autre; On les traitera avec toute ſorte de douceur & d'humanité, ſans ſouffrir qu'il leur ſoit fait aucun mauvais traitement & dommage.

XXX. Si quelque grief arrive de part & d'autre, il ne ſera loiſible à aucune des Parties de rompre la Paix juſqu'à ce qu'on ait refuſé la Juſtice. Et le Conſul en aiant eu des plaintes ſera obligé d'en écrire en France & de faire apparoir de ſa diligence

XXXI. Que le Conſul de la Nation Françoiſe reſident à Tunis en cas qu'il arrive quelque different quel qu'il puiſſe être qui faſſe une rupture de Paix entre les deux Parties; Le Conſul aura la liberté entiere de ſe retirer quand bon lui ſemblera, & que lors qu'il partira il lui ſera loiſible d'emmener avec lui ſa famille & Domeſtiques & même deux Eſclaves à ſon choix ſans qu'il lui en puiſſe être fait aucun empêchement; & pour ce faire pourra aller & venir librement ſur les Vaiſſeaux ou autres Bâtimens qui ſeront és Ports, même aller à la campagne ou ailleurs auſſi ſans qu'il lui puiſſe être fait aucun empêchement. *Signé* à l'Original, Le Marquis de MARTEL.

LXXXVIII.

LXXXVIII.

ANGLETERRE ET ALGER.

Traité de Paix entre CHARLES II. *Roi d'Angleterre & le Royaume d'*ALGER. *Fait en* 1672. [*Theatrum Pacis.* Tom. II. pag. 176.]

I. SIt Pax firma inter Partes in æternum duratura.

II. Liberum ſit Majeſtati ſuæ Regiæ, vel ejuſdem Subditorum, Navibus in Algirenſes & earum Ditioni ſubjectos Portus, & Fortalitia intrare, emereque & vendere, dummodò conſuetas Gabellas, pro ſingulis centenis decem ſolvant.

III. Tàm Anglicanæ quam Algirenſes Naves omninò liberrimè, ſine viſitatione ulla, ab una aut altera Parte, cum omnibus hominibus cujuſcunque Nationis etiam illi ſunt, qui in iis eum. bonis ſuis, pecuniis, & Mercimoniis vehunt, Maria peragrare, ſine impedimento ullo poterunt.

IV. Quod ſi Algirenſes in Mari aliqua Navigia Mercatoria, quæ ad Regiam ſuam Majeſtatem non pertineant, obviam habebunt, mittent ad eam ſcapham cum hominibus duobus, & ſi Navis illa Literas Salvi Conductûs ab Archithalaſſo expeditas, exhibebit, aut ſi tales Capitaneus exhibere haud poterit, major pars verò Sociorum Navalium Anglicana fuerit, illam liberè & ſine impedimento commeare ſinant. Quod & ſimiliter ratione Navium Algirenſium obtinebit.

V. Capitanei Algirenſes nullam ex Navibus Anglicanis perſonam abducant, aut iis vim inferant, ſub quocunque id fieri queat prætextu.

VI. Quod ſi circa Ora Maritima Algirenſia, Naves quædam naufragium patientur, in iis contenta bona prædæ non cedent, nec homines ſervituti mancipentur, quin potius omnia humanitatis officia iis præſtentur.

VII. Algirenſes Saleenſibus contra Anglos minimè aſſiſtent.

VIII. Algirenſes in facie Tangirenſium prædæ Navium non inhient.

IX. Piratis Tripoletanis, Tunetanis, & Saleenſibus fas haud ſit, captas Anglorum Naves Algiri vendere.

X. Regiæ Suæ Majeſtatis celocibus integrum eſto, prædas ſuas Algiri vendere, atque pro indigentia ordinariarum prædatoriarum Navium, commeatum variaſque alias res neceſſarias coëmere.

XI. Si fortè aliquæ Naves Anglicanæ Algirim appulerint, & de adventu ſuo Gubernatorem certiorem reddiderint, poterunt quidem Mancipia Chriſtiana cuncta diligenter cuſtodiri, quando verò aliqua ſemet ſubduxerint & ad Anglicanam quampiam Navim confugerint, libera illa erunt, nec ſatisfactio ratione illorum exigetur.

XII. Mancipia Anglicana eodem, quo vendita ſunt, pretio redimentur.

XIII. Quotiens aliquis Anglus Algiri morietur, ejuſdem bonis manus nequaquam injicientur, ſed Conſuli relinquentur

XIV. Nec Conſul Anglicanus nec alii Mercatores cogentur aliorum debita ſolvere, niſi ſemet ad hoc obligaverint.

XV. Quod ſi quibuſdam Anglis invicem lis quæpiam intercedet, nemo alius quàm Conſul, ſi verò cum Algirenſi rem habeant, Divan illorum controverſiam dirimat.

XVI. Si Anglus maleficium committet, duriori pœnâ quàm Turca haud afficietur. Si verò fugâ elabatur, ejus nomine nec Conſul, nec alius quiſpiam Anglus moleſtetur.

XVII. Liberum ſit Conſuli Anglicano ſeligere ſibi ipſi interpretem, aſſigneturque ei locus in quo ſacra ſua peragat libertateque Religionis fruatur.

XVIII. Conſuli & Mercatoribus integrum ſit, tàm Pacis quàm Belli temporibus Merces ſuas transportare.

XIX. Nullus Anglorum, hic aut illic locorum, etiamſi in Navi Hoſtili deprehendatur, moleſtiâ ullâ afficietur

XX. Statim atque Articuli hi ſubſcripti fuerint, omnia damna ab una aut altera Parte illata, reſarcientur. & captæ res reſtituentur. Quod ſi inpoſterum aliquid in Pacem hanc committetur, nihilominus Bellum propterea non ſuſcipietur, priuſquam ſatisfactio deſuper denegetur. Et in caſu redemptionis Mancipiorum Anglicorum, Summa duodecim Imperialium (*Patacons*) de pecunia, quæ conſueto modo in redemtione illorum ſolvenda erit, ſubtrahatur.

LXXXIX.

FRANCE ET LES PROVINCES-UNIES.

Demandes & Conditions, ſous leſquelles LOUIS XIV. *Roi de France conſentiront de faire la Paix avec les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES. *Faites en* 1672. [Traduction Françoiſe du Mercur. Hollandois de 1672. pag. 258.]

I. QUe les Ordonnances faites ci-devant par les Etats Generaux, tant pour deffendre les vins & eaux de vie de France dans les Provinces-Unies, que pour mettre de nouvelles charges ſur les Marchandiſes & Manufactures de France, ſeront revoquées: Que dans 3. mois on fera un Traité de Commerce entre Sa Majeſté & leſdits Etats, dans lequel ſera auſſi compris un Reiglement pour les Compagnies Orientales & Occidentales tant de France que de Hollande.

II. Qu'à l'avenir il y aura par toutes leſdites Provinces-Unies, non ſeulement une liberté entiere, mais auſſi un exercice public de la Religion Cathol. Apoſt. Romaine; tellement qu'en tous les Lieux où il y aura plus d'un Temple, on en donnera un aux Catholiques: Qu'il leur ſera auſſi permis d'en bâtir un aux Lieux, où il n'y en aura point, & que juſqu'à ce qu'il ſoit bâti, ils pourront celebrer le Service Divin publiquement dans les Maiſons, qu'ils auront achetées ou louées pour cet effet. Qu'il ſera accordé par leſdits Etats Generaux, ou par chaque Province en particulier, un Appointement raiſonnable à un Curé ou Prêtre en chacune deſdites Egliſes ſur les Biens, qui ont autrefois appartenu à l'Egliſe, ou autrement.

III. Et parce que les Deputés deſdits Etats Generaux, qui ont été envoyés à Sa Majeſté l'ont priée particulierement, qu'il luy plût par une Paix de laiſſer le Corps des Provinces-Unies, au même état, qu'il a été juſqu'à preſent, & que pour donner quelque échange à Sa Majeſté pour les Conquêtes, dont il a plû à Dieu de benir la Juſtice de ſes Armes, au lieu des Provinces, Villes & Places que Sa Majeſté a déja occupées ils offroient de luy ceder d'autres Pais, Villes & Places, qui ont été cedées par l'Eſpagne auxdits Etats, tant en Flandres qu'en Brabant; Sa Majeſté quoy que déja Maîtreſſe de trois Provinces entiéres, du nombre des ſept Provinces-Unies, comme auſſi de quelques Places & Poſtes en Hollande, a bien voulu, pour conſerver leſdites 7. Provinces en leur premiere Union, faire rendre ce qui a été occupé par ſes Armes dans leſdites Provinces, excepté ce qui ſera ci-aprés declaré, & ſur les conditions ſuivantes.

IV. Que leſdits Etats cederont generalement à Sa Majeſté toutes les Provinces, Villes & Places, qu'ils ont tant en Flandres qu'en Brabant, & qui leur ont été cedées par l'Eſpagne, excepté ſeulement l'Ecluſe, & l'Ile de Caſant.

V. Cederont auſſi leſdits Etats à Sa Majeſté la Ville de Nimegue, avec ſes appartenances & dependances, le Fort de Knodſenbourg, celuy de Skin, & toute la partie de la Province de Gueldres, ſituée par deçà le Rhin, au regard de la France, comme auſſi toute l'Ile de Bommel, l'Ile & Fort de Voorne, le Fort de Saint André & Château de Louveſteyn, avec le Fort de Creve-cœur.

VI. Cederont pareillement leſdits Etats de Sa Majeſté la Ville de Grave, avec ſes appartenances & dependances, & luy feront donner en proprieté la Ville & Comté de Meurs, pour en diſpoſer à ſon bon plaiſir; à condition que leſdits Etats rendront indemné le Prince d'Orange pour ladite Comté & autres Places, Villes & Pais appartenants audit Prince qui auront été cedés à Sa Majeſté.

VII. Que leſdits Etats cederont à Sa Majeſté le même Droit qu'ils auroient eu, ou qu'ils pourroient avoir ou pretendre ſur les Places que Sa Majeſté a occupées ſur leſdits Etats dans l'Empire: Qu'ils feront auſſi

Anno 1672.

auſſi une pareille Ceſſion en faveur du Prince & Comte de la Friſe Orientale, de tous les Droits qu'ils pourroient avoir ou pretendre ſur les Places qu'ils occupent dans ſon Païs, àſavoir ſur la Ville d'Emden, le Fort de Leer-Oort & Dyler, d'où ils tireront leurs Garniſons.

VIII. Qu'il ſera permis aux Sujets de Sa Majeſté d'aller & venir de tous les Païs, Villes & Places, qui luy auront été cedées, dans tous les Païs deſdits Etats Generaux, tant par Mer que par Terre, & ſur toutes Eaux & Rivieres, ſans qu'ils ſoient ſujets au payement d'aucun Droit ou impoſition, ni viſite de leurs Marchandiſes ou Bagage, Munitions de Guerre, ou Vivres.

IX. S'obligeront leſdits Etats de faire reſtituer à l'Ordre & Religion de Malte les Commanderies, qui ſe trouveront apartenir audit Ordre dans leſdites Provinces-Unies.

X. Promettront leſdits Etats de faire rendre au Comte de Benthem ſes Enfans, qui ont été retenus par la Comteſſe de Benthem ſa Femme ſous l'autorité & protection deſdits Etats, non-obſtant les inſtances par luy faites pluſieurs fois, qu'il a fait appuyer des recommandations de l'Empereur & de Sa Majeſté tres-Chrétienne afin d'obtenir ladite reſtitution.

XI. Promettront auſſi leſdits Etats de rendre indemné Sa Majeſté des dépenſes exceſſives, qu'elle a été obligée de faire pour cette Guerre, & de luy faire payer dans le temps qui ſera ſtipulé, la Somme de 20. Millions; moyennant quoy Sa Majeſté leur quittera les 3. Millions qu'ils luy devoient payer, ſuivant le prêt à eux fait en l'an 1631 par le Pere de Sa Majeſté de glorieuſe Memoire, comme auſſi les interêts qu'ils luy devoient depuis ladite Année 1631.

XII. Qu'en reconnoiſſance de la Paix, que Sa Majeſté veut bien accorder auxdits Etats, lors qu'elle pouvoit étendre plus avant ſes Conquêtes dans leur Païs, leſdits Etats luy feront preſenter tous les ans par une Ambaſſade extraordinaire, à certain jour preſix, une Medaille d'Or, peſant un Marc, laquelle contiendra qu'ils tiennent de Sa Majeſté la conſervation de la même liberté que les Roys ſes Predeceſſeurs ont aidé à luy acquerir.

XIII. Que quoy que Sa Majeſté declare de ſe contenter des conditions precedentes, à la charge qu'elles ſeront acceptées dans 10. jours, aprés leſquels Sa Majeſté ne pretend plus y être obligée, elle donne neanmoins à entendre par la preſente, que quoy qu'elles fuſſent accordées par leſdits Etats, elles n'auront toutesfois aucune force, & que Sa Majeſté ne fera aucun Traité ni de Paix ni de Treves, que le Roi d'Angleterre, à ſon égard, ne ſoit ſatisfait par leſdits Etats, & que les Princes de l'Empire, qui ſont alliés en cette Guerre avec Sa Majeſté ne ſoient pareillement contents des conditions, qui leur ſeront accordées par leſdits Etats.

Et afin que Sa Majeſté puiſſe faire voir par le choix de plus d'une condition, avec quelle franchiſe elle a bien voulu propoſer auxdits Etats Généraux pluſieurs moyens, pour parvenir à la Paix qu'ils lui ont demandée, & ne pas étendre auſſi loin qu'elle peut les pretentions qu'elle pourroit fonder avec raiſon ſur la force de ſes Armes, & la continuation de ſes Victoires, Sadite Majeſté declare que ſans ſe tenir préciſement aux offres qui lui ont été faites par leſdits Etats Généraux, comme auſſi aux conditions qu'ils lui avoient demandées par forme d'alternative, elle ſe voudra bien contenter en retenant toutes les Conquêtes qu'elle poſſede maintenant, comme auſſi celles, qu'elle pourroit faire encore à l'avenir, juſqu'à ce que leſdits Etats ayent accepté les conditions preſentes, à ſavoir toute la Province & Duché de Gueldres appartenant aux Etats, le Païs d'Utrecht, Comté de Zutphen, toutes les Villes, Places & Fortereſſes qui ſont ſituées dans leſdites Provinces, leurs Appartenances & Dependances, ſans exception, la Souveraineté des Provinces, Païs, Villes & Places conquiſes par Sa Majeſté juſqu'à ce tems-là, leſdites Appartenances & Dependances demeurant à l'avenir perpetuellement & à jamais à Sa Majeſté.

Que pour pouvoir mettre en état leſdites Conquêtes, Païs, Villes & Places cedées à Sa Majeſté, afin de pouvoir être d'autant plus appuyées par les aſſiſtances, qui leur pourroient venir du Royaume, leſdits Etats remettront en toute Souveraineté les Villes de Maſtricht & Wijck, comme auſſi ce qu'ils poſſedent dans les Païs d'Outre Meuſe, Dalem, Fauquemont & Bois-le-Duc, avec ladite Ville & Mayerie de Bois-le-Duc, Appartenances & Dependances, & le Fort Crevecœur.

Anno 1672.

Et afin que le Traité puiſſe ſervir ſur ces dernieres conditions, non ſeulement pour rétablir l'ancienne Amitié & Alliance entre Sa Majeſté & leſdits Etats, mais auſſi pour procurer le repos & la tranquillité de l'Empire, que Sa Majeſté comme Garandeur & Conſervateur des Traités de Weſtphalie, prend particulierement à cœur, Sa Majeſté veut bien promettre de renoncer, aprés la Paix faite, en faveur des Princes de l'Empire, à tout le Droit que ſes Armes lui auroient donné ſur les Places, qu'elle a occupées ſur leſdits Etats, dans les Terres de l'Empire, Sa Majeſté ſe reſervant ſeulement la liberté d'en ruiner les fortifications.

Mais d'autant que Sa Majeſté veut contribuer d'elle même à rétablir les Princes de l'Empire en la poſſeſſion des Villes & Places qui leur appartiennent, elle a bien voulu procurer que leſdits Etats Généraux faſſent ſortir leurs Garniſons des Villes & Places, qu'ils peuvent encore avoir dans ledit Empire, à ſavoir de la Ville d'Emden, le Fort de Leer-oort & Yler-Schans, leſquels ſeront délivrés entre les mains du Prince & Comte de la Friſe Orientale, avec tous les Droits, qui lui peuvent appartenir pour raiſon de ladite Comté. Et afin que la communication neceſſaire entre la France & la Ville de Maeſtricht, qui ſeroit cedée à Sa Majeſté, ne puiſſe donner à l'avenir ſujet à aucune conteſtation, il ſeroit ſtipulé de part & d'autre, qu'on tacheroit d'établir avec l'Electeur de Cologne, comme Prince & Evêque de Liege, un paſſage libre par le Païs de Liege, pour les Troupes de Sa Majeſté, des Frontieres de France juſqu'au dit Maſtricht, à condition de ne prendre leſdits paſſages que ſous bon payement, ſans qu'ils peuſſent être à la charge du Païs.

Demeureront en outre en leur entier tous les Articles mentionnés dans le Memoire precedent, mêmes celui de la Ceſſion de la Ville & Comté de Meurs, excepté ſeulement ceux qui concernent la Ceſſion d'autres Païs & Places, qui ſeroit faite par leſdits Etats à Sa Majeſté.

XC.

Demandes & Conditions ſous leſquelles CHARLES II. *Roi d'Angleterre conſentiroit de faire la Paix avec les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *Faites en 1672.* [Traduction Françoiſe du Mercure Hollandois de 1672. pag. 265.]

Angleterre et les Provinces-Unies.

I. LE Roi d'Angleterre entend que les Hollandois lui cedent l'honneur du Pavillon, ſans aucune contradiction, voire même que leurs Flottes entieres abaiſſent le Pavillon, & abatent le mats de hune pour un ſeul Navire Anglois portant le Pavillon de Sa Majeſté, dans toute la Mer Britannique, juſque ſur les Côtes de Hollande.

II. La permiſſion libre une année entiere à tous les Anglois, qui ſont demeurés dans la Colonie de Surinam, d'en pouvoir ſortir quand il leur plaira avec tous leurs Biens, de quelque nature qu'ils puiſſent être, ſuivant le Traité de Breda.

III. Banniſſement perpetuel hors de tous les Païs des Provinces-Unies, de tous les Sujets du Roi, qui ont été declarés coupables du Crime de Leſe Majeſté, enſemble de tous autres, qui ſeront denotés par Sa Majeſté d'avoir fait des Libelles ſeditieux, ou autrement conſpiré contre le repos & la tranquillité de ſes Royaumes.

IV. Rembourſement à Sa Majeſté des frais de la Guerre, juſqu'à un Million de Livres Sterlins, dont 400000. ſeront payées dans le mois d'Octobre, & le reſte à 100000. Sterlins par an.

V. Payement annuel de 10000. Livres Sterlins à perpetuité, pour la permiſſion que le Roi donnera de pouvoir pêcher des Harans ſur les Côtes d'Angleterre, Ecoſſe & Irlande.

VI. Le Prince d'Orange d'à preſent, & ſes Deſcendants, poſſederont la Souveraineté des Provinces-Unies; excepté ce qui écherra en partage aux 2. Rois & à leurs Alliés; ou à tout le moins joüiront des Digni-

Dignités de Gouverneur & Amiral Général à perpetuité, en la maniere la plus avantageuſe que les Princes precedents les ont poſſedées.

VII. Que dans 3. mois aprés la Paix faite il ſe ſera un Traité de Commerce, tant pour le Reiglement du Commerce des Indes, ſuivant les demandes faites par ci-dévant, comme auſſi pour l'avantage des Sujets de Sa Majeſté dans leur Negoce, allant, venant, ou habitués en quelque Païs appartenant auſdits Etats, & avec les mêmes conditions avantageuſes, qui ſont accordées aux Nations les plus favoriſées.

VIII. L'Iſle de Walcheren, la Ville & Château de l'Ecluſe, avec leurs dependances, l'Iſle de Caſant, celle de Goerée, & l'Iſle de Voorne, ſeront miſes entre les mains de Sa Majeſté, par maniere de caution, pour l'execution des conditions mentionnées ci-deſſus.

IX. Quoi que Sa Majeſté declare de ſe contenter des conditions precedentes, à la charge qu'elles ſerout acceptées dans 10. jours, aprés leſquels Sa Majeſté n'entend plus y être obligée, elle declare neanmoins preciſement, que quoi qu'elles fuſſent accordées par leſdits Etats, elles n'auront toutefois aucune force, & que Sa Majeſté ne ſera aucun Traité ni de Paix ni de Tréves, que le Roi Tres-Chrêtien à ſon égard ne ſoit ſatisfait par leſdits Etats, & que les Princes de l'Empire, qui ſont alliés en cette Guerre avec Sa Majeſté ne ſoient pareillement contents des conditions, qui leur ſeront accordées par leſdits Etats.

XCI.

5. Juill. Capitulation der Ritterſchafft von Ober-Iſſel / mit Chriſtoph Bernhard / Biſchoff zu Münſter; Worinn dieſelbe beſagten Biſchoff vor ihre Landts-Fürſtl. Obrigkeit erkennet / und demſelben ſich unterwirfft / wie auch bey demſelben immerdar zu verbleiben verſpricht. Dahingegen Jhro von jenem das öffentl. Exercitium der Reformirten Religion zugelaſſen / dieſelbe und derſelben Städte undt Innwohner zuſchützen verheiſſen wird / und zu vermeidung aller ferneren uneinigkeiten einige Räthe ſowohl aus der Ritterſchafft als denen Städten erwehlet und die Aembter und Dignitäten ohne unterſcheid der Religion zu vergeben beſchloſſen wirdt. Geſchehen in dem Haubt-Quartier in dem Hauß Scheren vor Coeworden den 5. July 1672. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Fortſetzung III. pag. 222.]

C'eſt-à-dire;

*Capitulation de la Nobleſſe d'*OVER-ISSEL *avec* CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque de Munſter, par laquelle ladite Nobleſſe ſe ſoumet à lui, & le reconnoit pour ſon Prince Territorial; en échange dequoi il leur accorde l'Exercice de la Religion Reformée, & promet de les y maintenir; il conſent qu'un certain nombre de Deputez tant de la Nobleſſe que des Villes ſoient choiſis, pour regler avec eux les Points reſtés indecis; & il declare qu'il admettra indiſtinctement les perſonnes de l'une & l'autre Religion aux Emplois & Dignités. Fait au Quartier General devant Coeverden dans la Maiſon Scheren le 5. Juillet 1672.*

VOn GOttes Gnaden Wir Chriſtoph Bernhard / Biſchoff zu Münſter / Adminiſtrator zu Corvey / Burggraff zu Stromberg / des H. Römiſchen Reichs Fürſt und Herr zu Borkelo ꝛc. Thun kund und zu wiſſen / krafft dieſes. Nachdem durch die Gnade des Allerhöchſten / unſere wieder den Staat des Vereinigten Landes ergriffene Waffen alſo geſegnet ſind / daß Wir nebenſt andern Veſtungen und Herrligkeiten / auch die Herrſchafft von Ober-Iſſel unter unſere Botmäßigkeit gebracht haben / und gleichwie die darzu gehörige Städte / bey Eroberung derſelben / von Uns einen gewiſſen Accord erhalten haben; So iſt es auch / daß die damahls bey einander geweſene Ritterſchafft Uns durch Ihre Deputirten unterthänigſt fürgetragen und zu verſtehen gegeben haben / auff was Weiſe ſie bey gegenwärtiger Zeit / von den übrigen Provintzen / welche Ihnen aus Krafft der Verbündnüß hetten helffen ſollen / verlaſſen worden; Und weiln nun auch dieſelben Provintzen mehrentheils unter frembden Gewalt ſind / die Verbündnüß gebrochen / und ſie ſämtlich nicht mehr daran verbunden ſind; ſondern / daß deswegen alle und jede / insgeſambt und ins beſonder / hiemit wiſſentlich renunciiren / und ſich davon für ſich ſelbſt / ihre Nachkommen und gantze Poſteritäs / zu ewigen Zeiten abſondern / und dabenebenſt zu unſer mehrer Verſicherung / das durch unſere gerechte Waffen daran erhaltenes Recht / und unſere Land-Fürſtliche Hohe Obrigkeit / und was davon dependiret / freywillig erkennen / und derſelben ſich nachmahls unterthänigſt unterwerffen wollen / und ſich von nun an zu ewigen Zeiten / durch nichts / es mag Nahmen haben wie es wolle / zum Abfall bewegen zu laſſen / ſondern ſind geſinnet / bey uns / als ihrem Landes-Fürſten und Herrn / Gut und Blut auffzuſetzen / Dahero wir / in gnädigſter Betrachtung derſelben unterthänigſter Bezeugung und Unterwerffung / auch des zuvor gemeldten und hierdurch erworbenen Rechts / ſo wir in Gnaden auff- und annehmen / aus Fürſtlicher Milde und Güte ſind beweget worden; doch ohne Nachtheil und Verminderung unſer Hohen Landes-Fürſtlichen Obrigkeit und Rechts / auch mit Ausſchlieſſung ſowol derjenigen / welche ſich noch bißher abſentiren / als derjenigen / die ſich in unſer Feinde Dienſten gegenwärtig auffhalten: Alß haben wir unſer obbemelten Herrlichkeit Ober-Iſſel / folgende Gnade und Privilegien / für uns und unſere Nachfolger / krafft Landes-Fürſtlicher Macht / und zur Erhaltung der gemeinen Wohlfarth / Ruhe und Sicherheit / mittheilen wollen.

Nemlich: Daß allen und jeden Innwohnern die Gewiſſens-Freyheit in der alten Catholiſchen und Reformirten Religion, und derſelben offentlichen Ubung ſoll zugelaſſen werden; Zu dem Ende ſoll es auch den Reformirten ſo wenig an nöthigen Kirchen / als den Predigern an gebührlichem Unterhalt ermangeln. So dennoch wegen der Kirchen einiger Streit ſich ereugen möchte / alsdann ſollen die Unterthanen zu Erhaltung der guten Einigkeit / und zu beyderſeits Vergnügen / ſich untereinander in der Güte darüber vergleichen; ſolten aber die Unterthanen darüber nicht eins werden können / alsdann wollen wir ſolche Zeit und Stunde darzu ernennen und verordnen / daß die Reformirte und Catholiſche ihren Gottesdienſt füglich in den Kirchen verrichten mögen. Und wie wir nun / krafft gegenwärtiger Landes-Fürſtlicher Schuldigkeit / mehrgedachte unſere Herrlichkeit Ober-Iſſel / und derſelben Städte und Innwohner / nach allem Vermögen / wieder allen Gewalt beſchirmen / und alle nothwendige Mittel deßwegen verordnen müſſen; Alſo wollen wir uns auch ſorgfältig angelegen ſeyn laſſen / die Verwaltung der Gerechtigkeit dermaſſen einzurichten / damit einem jeden Recht wiederfahren / und alles dasjenige / welches bißhero die Brunnquelle ſo vielfältiger Uneinigkeiten und Secten geweſen / wodurch die Authorität der Gerechtigkeit zum Eigen-Nutzen und Ungerechtigkeit mißbrauchet werden / möge gäntzlich aus dem Mittel geräumet werden: Weswegen wir denn einen Cantzler / nach unſerm gnädigſtem Gefallen / nebenſt acht Räthen / derer fünff aus der Ritterſchafft / und drey aus den Städten / theils Catholiſche / theils Reformirte / wollen erwehlen / und einen Secretarium darzu ernennen laſſen / vor welchen die aus der Ritterſchafft und aus den Städten Gerichtlich erſcheinen / und die Appellationes der Unter-Gerichte erörtert und entſchieden werden ſollen. Zu dem Landtage wollen wir niemand vom Adel beſchreiben oder zulaſſen / es were dann / daß ſeine Provintzen und Landen / woſelbſt die Ritterſchafft und Lands-Stand ſind / zu denſelben beſchrieben worden / und ſoll Niemand auffs neue zugelaſſen werden / er habe denn und beſitze eigenthümlich einen Adelichen Sitz und Güter / welche zum wenigſten 25000. Gülden wehrt ſind. Und ſollen die zum Land-Tage gehörige Edelleute / wie auch der Secretarius, die Ritterſchafft mit derſelben Schreibern und einem Thür-Hüther / alsdann in den Städten / oder auff dem Lande / von allen perſöhnlichen Schatzungen / ins beſonder auch von der Inquartierung der Soldaten frey und exemt ſeyn. Auff gleiche Weiſe / ſoll ein jeder zum Landtage gehöriger Edelmann / Vatter und Sohn / für eine Perſohn gerechnet werden / und ſoll ein Adeliches Gut / wornach er zum Landtage beſchrieben wird / zum wenigſten 14. Malter an Samen / und zwölff Küh-Weide begreiffen / welche er frey und ohne die geringſte Beſchwerung gebrauchen / und auch in Anſehung derſelben / bey der gewöhnlichen hergebrachten Freyheit verbleiben. Es ſoll auch ein jeder zum Landtage beſchriebener Edelmann / jährlich 100. Gülden zu genieſſen haben: Zu welchem Ende wir der Ritterſchafft 8000. Reichsthaler eins für allen zugelegt / welche wir aus den eingewilligten Schatzungen wollen heben laſſen; und ſoll dieſe zugelegte Summa zu obbemelter Land-Täge Unkoſten / und zur Unterhaltung der Bedienten / auch nöthig fürfallenden Läuffen / und zu den gemeinen Lands-Dienſten verbrauchet werden; Was aber die gemeine Land-Mittel und Einkommen betrifft / wollen wir es bey der Gewohnheit beruhen laſſen / wie dieſelbe von der vorigen Regierung eingeführet und geübet worden iſt / auch Sorge tragen / damit derſelben kein Abbruch geſchehen / ſondern durch gute Ordnung und Verwaltung mögen erhalten werden.

Die Aembter und Bedienungen wollen wir den comparirenden Edelleuten und Innwohnern dieſer Landſchafft / ohne Unterſcheid der Religion, geben / und noch dergeſtalt / daß hergegen von dieſer Dignität / Niemand von unſern übrigen Unterthanen /

der ſich darzu qualificiren kan / directe noch indirecte ſoll ausgeſchloſſen und überſehen werden.

Endlich wollen Wir auch nicht verbieten / ſondern vielmehr befehlen / damit die rechtmäſſige Land-Schulden mögen bezahlet / und einem jeden ſein Recht wiederfahren möge. Zur Urkund haben Wir dieſes mit unſerm Fürſtlichen Pitſchafft und Siegel bekräfftiget. So geſchehen in unſerm Haupt-Quartier / auff dem Hauſe Scheren vor Coevorden / den 5. Jul. 1672.

Und gleichwie Wir untergeſchriebene aus der Ritterſchafft / als gevollmächtigte Deputirte / Hochgemeldter Seiner Fürſtlichen Gn. hierin verfaſſtes Erklährung / in Unterthänigkeit völlig annehmen / und demſelben darfür unſterblichen Danck ſagen: Alſo wollen Wir dieſes mit unterſchreiben und verſiegeln / ſind auch erbötig / und verpflichten uns hiemit darzu / auff Begehr / aller und jeder unſer Principalen Hand und Siegel zu liefern. So geſchehen an Ort und Zeit wie droben gemeldet.

XCII.

16. Juill. *Traité d'une étroite Réunion d'Interêts entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* CHARLES II. *Roi d'Angleterre contre les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, par laquelle ils s'engagent de nouveau à ne conclure ni Paix ni Trève que d'un commun Accord. Fait au Camp de Heſurick le 16. Juillet 1672.* [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

LES ſuccès ſi favorables dont il a plu à Dieu de benir autant par Mer que par Terre les juſtes Armes que les Rois de France & de la Grande Bretagne ſe ſont vûs obligés de prendre contre les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, aiant porté leſdits Etats à envoyer en même tems des Deputez vers l'un & l'autre des deux Rois pour leur faire des Propoſitions de Paix, & ſavoir à quelles équitables conditions ils la leur voudroient accorder. Leurs Majeſtés T. C. & de la Grande Bretagne touchés l'un & l'autre d'une même affection pour la tranquilité publique, & preferant par ce motif ſi digne également de bons & de Grands Princes, une Paix honorable, à une Guerre dont les commencements ſi heureux ne prometent pas une ſuite moins glorieuſe, ne ſe ſeroient pas éloignés d'entendre les propoſitions qui leur ſeroient faites par leſdits Etats; mais comme l'amitié ſi étroite qui eſt entre leurſdites Majeſtés, autant que les liens du Traité qui les ont unis dans cette entrepriſe, ne leur donne qu'un même eſprit dans les Reſolutions qu'ils peuvent prendre, ou de finir la Guerre, ou de la continuer, ils ſe ſeroient auſſi-tôt communiqué les Deputations qui leur auroient été faites par leſdits Etats, afin de convenir par un commun Concert, de la maniere d'en admettre, & d'en regler les Propoſitions. Et parce que dans une rencontre de cette Importance; le Roi de la Grande Bretagne a jugé qu'il étoit du bien de l'affaire de faire connoitre au plûtôt ſes ſentiments à Sa Majeſté Très-Chrétienne, & de s'inſtruire ſemblablement de ceux de Sa Majeſté, par des perſonnes en qui il eut une entiere confiance, il a nommé à cet effet ſes Ambaſſadeurs extraordinaires, par ſon Pleinpouvoir du 21. Juin de la preſente année, le Sieur Duc de Buckingham ſon Grand Ecuyer, le Sieur Comte d'Arlington, ſon premier Secretaire d'Etat, & le Sieur Vicomte de Halifax de ſon Conſeil privé, & par un ſemblable Pleinpouvoir du 22. dudit mois de Juin, le Sr. Duc de Montmouth; leſquels après avoir expoſé à Sa Majeſté T. C. la ſincere & conſtante affection du Roi leur Maître, pour demeurer unis dans leurs premieres raiſons, & avoir trouvé dans Sa Majeſté T. C. une non moins forte diſpoſition, de ne ſeparer point leurs Interêts dans le Traité de Paix qui ſe pourroit faire, ſont convenus des Articles ſuivants, avec le Sr. Marquis de Louvois, Conſeiller dudit Roi T. C. en ſes Conſeils, Commandeur, Chancelier, Grand Maître, & Surintendant Général des Poſtes de France, Secretaire d'Etat & de ſes Commandements; & le Sr. Arnauld Chevalier Seigneur de Pompone, Conſeiller ordinaire en tous ſes Conſeils, auſſi Secretaire d'Etat, & de ſes Commandements, nommés Commiſſaires & Plenipotentiaires en cette affaire par Sadite Majeſté, & ſemblablement munis de ſon Pleinpouvoir.

Bien que la Foi des deux Rois ſoit telle qu'après les paroles qu'ils ſe ſont données par leur Traité du 12. Fevrier de ne faire ni Paix, ni Tréves avec les Etats Généraux ſans le conſentement reciproque de leurs Majeſtés, & ſans que leur ſatisfaction y ſoit pleinement établie, neanmoins afin qu'il ne reſte aucune eſperance à leurs Ennemis communs, quelque mal fondée qu'elle pût être, de les ſeparer d'interêt, ils s'engagent de nouveau par ce preſent Article de n'écouter aucune Propoſition de Paix ſans ſe la communiquer auſſi-tôt, de n'entrer dans aucune, qui leur pourroit être faite ſeparément pour leurs avantages, & de n'accepter aucune ſatisfaction, que l'autre des deux Rois ne ſoit pleinement content de celle qui lui aura été donnée.

II. Pour cela leſdits Rois promettent de convenir enſemble des Conditions ſous leſquelles ils voudroient bien conclure une Paix, qui leur fut à l'un & à l'autre ſûre & honorable, & de ne vouloir donner les mains à aucun Accommodement avec leſdits Etats Généraux que leſdites conditions ne leur ayent été accordées.

III. Et afin que le Concert d'amitié, de liaiſon, & d'Interêt mutuel, puiſſe être non ſeulement confirmée par les preſents Articles, mais ne puiſſe être ignoré des ſusdits Etats Généraux, leurs ſusdites Majeſtés donneront l'ordre neceſſaire, pour faire connoître aux Deputez deſdits Etats auprès d'eux, ou par telle autre voye qu'ils jugeront plus publique, que leurs Interêts comme leur ſatisfaction ne peuvent être ſeparés; & confirment leſdits deux Rois par le preſent Traité, tout celui qui a déja été arrêté & ſigné entr'eux le 12. Fevrier de la preſente année, qu'ils promettent de nouveau, d'obſerver & de maintenir en tous ſes points.

Et ont promis leſdits Srs. Commiſſaires de Sa Majeſté T. C. d'une part, & leſdits Ambaſſadeurs extraordinaires de Sa Majeſté de la Grande Bretagne de l'autre, en vertu de leurs Pleinpouvoirs, de faire agréer, & ratifier par les Rois leurs Maîtres, les preſens Articles, & d'en fournir reſpectivement les Ratifications dans un mois. Fait & arrêté au Camp de Heſurick le 16. Juillet 1672.

Et ont ſigné les preſents Articles, le Sr. Duc de Buckingham, le S. Comte d'Arlington, & le S. Vicomte d'Halifax Ambaſſadeurs Extraordinaires de Sa Majeſté de la Grande Bretagne en vertu de leur Pleinpouvoir ci-deſſous transcript du 2. Juin de la preſente année.

Et ont ſigné les préſents Articles, le Sieur Marquis de Louvois & le Sr. de Pompone Commiſſaires de Sa Majeſté Très-Chrétienne en vertu de leur Plein-pouvoir ci-deſſous transcript.

BUCKINGHAM.
(L. S.)

ARLINGTON.
(L. S.)

HALIFAX.
(L. S.)

LE TELLIER.
(L. S.)

ARNAUD.
(L. S.)

Et a pareillement ſigné leſdits Articles le Sr. Duc de Montmouth, auſſi Ambaſſadeur Extraordinaire de Sa Majeſté de la Grande Bretagne, en vertu de ſon Plein-pouvoir du 22. du mois de Juin, auſſi ci-deſſus transcript.

MONTMOUTH.
(L. S.)

XCIII.

Traité d'Alliance entre l'Empereur LEOPOLD & *les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas. Fait à la Haye le 25. Juillet 1672.* [BEEWER. Traité Hiſtor. & Polit. part. VI. pag. 57.] 25. Juill. L'EMPEREUR ET LES PROVINCES-UNIES.

CUm Sua Majeſtas Cæſarea, à Provinciis Uniti Belgii, & Ordinibus earum Generalibus inſtanter requiſita

ANNO 1672. quiſita fuerit, ut *Pacis Clivenſis* An. 1666. concluſæ Guarantiam vigore Declarationis Suæ Cæſareæ, eodem anno extraditæ, præſtare, & eum, aut eos, qui contra fecerint, ad ſenſum rationis & obſervantiam dictæ Pacis redigere velit, ſimul inſtiterint, ne liceat Statibus Imperii contra illos Bellum gerere, maximè cum pro Pacis Weſtphalicæ Contoribus ab Imperio fuerint denominati, hinc inter ambas Partes ſequenti modo conventum eſt.

I. Quod Cæſarea Majeſtas ad manutenendam Pacem Clivenſem, & procurandum, ne quid contrarium Paci Weſtphalicæ aut Conſtitutionibus Imperii ſuſcipiatur, cum *Electore Brandenburgico* conjunctura ſit exercitum, quinque Equitum, & ſeptem Peditum millibus conſtantem, ſufficienti apparatu tormentario, aliiſque neceſſariis inſtructum. Cumque altememorata Cæſarea Majeſtas inſtanter requiſita fuerit, ut condictum Militum numerum ad fines hos facilius & ſecurius conſequendos augere vellet, ſaltem ad alia duodecim millia, declarat, hiſce quod ultre dicta prima duodecim millia, non tantum jam alia quatuor millia cum dictis Copiis Electoris Brandenburgici ſit conjunctura, ſed & impoſterum operam datura, ſi ſtatus & ſecuritas Regnorum & Provinciarum Hæreditariarum permittat aut patiatur, ut adhuc plura millia ad complendum numerum integrorum viginti quatuor millium ſubmitti poſſint.

II. Econtra verò Fœderati Provinciarum Unitarum Ordines in ſublevationem ejus oneris perſolvent pro prædicto Exercitu viginti quatuor Militum millia recenſente, menſtruatim quadraginta quinque millia Imperialium, in hunc ſcilicet modum: ſi Sua Cæſarea Majeſtas cum Electore Brandenburgico ſua ex parte, viginti quatuor Militum millia conjunxerit, quod promiſſa menſtrua quadraginta quinque millia Imperialium eidem integrè ſolvantur: ſi vero numerus ſubmittendorum Cæſareorum Militum foret minor, detrahatur tantum de dictis quadraginta quinque mille Imperialibus menſtruis, quantum proportio deficientis, & ad viginti quatuor Militum millia non aſcendentis numeri demonſtrat, & per conſequens pro illis ſedecim Militum millibus, quæ Sua Cæſarea Majeſtas, cum dicto Electore Brandenburgico conjunget, dependantur à Statibus unitis, non quidem integra quadraginta quinque Imperialium millia, ſed tantum ſolvantur triginta Imperialium millia, augenda uti dictum, vel minuenda proportionaliter, ſecundum numerum Copiarum Cæſarearum, ad cujus ſummæ rationem vel deductionem numerari curabunt Amſtelodami vel Hamburgi Summam ducentorum millium Imperialium pro prædicto Exercitu, quam primum Sua Majeſtas illum cum Electore Brandenburgico conjunxerit, cum reliquis menſtruis quantis durantibus his motibus debito tempore continuaturi.

III. Econtra promittunt Provinciæ Unitæ, & memorati Ordines Generales, quod & ipſi cum Exercitu Imperatoris, & dicti Electoris, ſi ſuper hoc requiſiti fuerint, arma ſua & Exercitum conſtantem octo millibus Equitum & duodecim millibus Peditum conjungere, & ad dictos fines uſque ad finem Belli operari, nec Pacem ſine Cæſaris, & Electoris conſenſu facere velint.

IV. Quod ſi ſequeretur Pax inter illos, cum quibus jam Bellum gerunt Ordines, includatur in illa Cæſar & Elector aliique Fœderati; inſeratur vero dictæ *Pacificationi*, ut ejuſdem Guarantiam liceat præſtare Cæſari, & Principibus Imperii. Et ſi deinde Pace dicto modo ſubſecutâ, poſt finitum hoc Bellum inter Sereniſſimum Regem Galliæ, & ſæpè fatos Generales Ordines, aliqui Principes aut Status Imperii aliique Reges & Poteſtates ſuam Cæſaream Majeſtatem aut memoratos Ordines Generales Bello aggrediantur, Sua Cæſarea Majeſtas & Uniti Belgii Ordines intra bimeſtre à die requiſitionis in auxilium Bello petiti mittet aut mittent quatuor Equitum, & octo Peditum millia uſque dum Pax fuerit reſtituta, vel loco præfati auxiliaris Militis ſummam pecuniæ eidem auxilio proportionatam, menſtruatim perſolvendam in loco à partibus deſignando, in quarum arbitrio permanebit, an pro parte vel in totum pecuniam habere malint vel Militem: ea tamen conditione, ut Pars, cui ſuppetiæ mittentur, pro ſublevatione oneris Parti ſuppetias mittenti quadraginta quinque thalerorum Imperialium millia menſtruatim numeret.

V. In arbitrio tam Suæ Majeſtatis Cæſareæ, quàm Fœderati Belgii Ordinum, quibus vigore quidem hujus Tractatus ſuppetiæ mittentur, manebit, dictas ſuppetias in totum aut pro parte non exigere, unaquæque itemque partium, quæ ſuppetias accipiendas non putaverit, à præſtatione pecuniæ alioquin ſolvendæ immunis erit: neutra etiam Partium *ſuſpenſionem armorum* cum Hoſte communi panget, niſi conjunctim, & conſenſu tam Suæ Majeſtatis Cæſareæ, quam præfatorum Ordinum: caſu autem emergente, quo Negociatio Pacis aut *Induciarum* ſeu Treugarum introducenda videbitur, neutra Partium abſque alterius communicatione eam Negociationem incipiet, procurabitque unaquæque alteri eo ipſo tempore, quo ſibi facultatem, Salvos Conductus, & ſecuritatem neceſſariam mittendi Plenipotentiarios ſuos ad locum Tractatus deſtinatum, facietque altera alteram, & utriuſque Miniſtri ſe invicem ſucceſſive & quovis tempore participes omnium eorum, quæ ibidem proponentur, agentur & tractabuntur, nec ad concluſionem Pacis aut Induciarum ſeu Treugarum, alterutra procedet, quam alteram in Pacis conditionibus comprehendo, includendo & ipſi quantum poſſibile erit ſatisfactionem procurando, ſimul & ſtipulando idem, quod ſibi jus, ac eaſdem Immunitates, Exemptiones & Prærogativas, niſi poſtmodum inter ipſos aliter convenerit. ANNO 1672.

VI. Neutra Partium poterit cum aliis Regibus, aut Principibus, durante hoc Fœdere ullum Tractatum inire, qui præſenti Conventioni repugnet, vel minimum quid deroget: ſi tamen alii Reges aut Principes huc accedere deſiderent, id fiet ex communi Suæ Cæſareæ Majeſtatis, & Fœderatorum Ordinum conſilio & conſenſu.

VII. Hoc Fœdus defenſivum ad decem annorum ſpatium durabit, ſi tamen Sua Majeſtas Cæſarea illud ad plures annos extendere voluerit, hoc ipſi ante ratihibitionem liberum erit, & promittunt infraſcripti Suæ Majeſtatis Miniſtri, & Ordinum Fœderatorum Belgii Deputati, vigore Mandatorum invicem exhibitorum, Suam Majeſtatem Cæſaream & Fœderatos Belgii Ordines ea quæ ſupra ſcripta ſunt bona fide adimpleturos & executioni mandaturos, omnia nihilominus ſub ratihabitione Suæ Majeſtatis Cæſareæ & dictorum Ordinum Fœderatorum Belgii, quàm ſeſe exhibituros intra ſpatium duorum menſium aut citius ſi fieri poſſit, pollicentur. Actum Hagæ-Comitis 25. menſis Julii 1672.

(*L. S.*) STAPVENISSE.
(*L. S.*) B. DE ISOLA. (*L. S.*) ISBR. *van Nierſen*
(*L. S.*) CRAMPRICHT. *Herunken.*

Declaratio (1) *& Explicatio Articulorum tertii & quarti Fœderis inter Auguſtiſſimum* LEOPOLDUM *Imperatorem, & Dominos Ordines* FOEDERATI BELGII *Generales initi. Facta & conventa Hagæ-Comitum die* 22. *Septembris* 1672. Cum RATIFICATIONE *Cæſarea Dat. Viennæ die* 17. *Octobris* 1672. [Copie Manuſcrite.]

CUm Articulo tertio Tractatûs inter Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Miniſtros, & Ordinum Fœderati Belgii Deputatos hodie concluſi conventum ſit, altememoratos Ordines pro Exercitu ibidem & Articulis antecedentibus expreſſo aut proportionabiliter, numerari curaturos Amſtelodami vel Hamburgi ſummam Ducentorum Imperialium millium, quàmprimum Sua Majeſtas Cæſarea illum cum Exercitu Brandeburgico conjunxerit, & cum reliquis menſtruis quantis, durantibus his motibus, debito tempore continuaturos.'

Præfati Deputati Ordinum declaraverunt, altememoratos Ordines omnem operam quidem adhibituros, ut quod in ſublevationem oneris dicti Exercitûs aut proportionabiliter menſtruatim ſecundùm Tractatum promiſſum eſt, perſolvatur.

Cùm verò prævideant pro hoc rerum ſtatu id Ordinibus Generalibus difficillimum fore, expreſſè teſtati ſunt, ſinceram eorundem intentionem eſſe, id, quod præſenti pecu-

---

(1) On ne ſauroit dire poſitivement d'où l'on tient cette Copie. Mais on croit en connoître l'écriture, & ſi l'on ne s'y méprend point elle vient de bonne main. Elle s'accorde auſſi, à quelques mots près, qui ne ſont pas de conſequence, avec la Copie de *Brewer*, qui ſe voit dans la premiere Edition de ce Grand Recueil de Hollande Tom. IV. pag. 509. La difficulté eſt de ſavoir quel eſt ce Traité *hodie concluſus* auquel la Declaration ſe rapporte; car d'un côté il ſemble que ce ſoit le Traité du 25. Juillet 1672. & de l'autre la Date du 22 Septembre y répugne. Outre que la teneur du troiſiéme Article de ce Traité, n'eſt pas telle * qu'on l'indique. (*Dum.*)

* La teneur de l'Article III. eſt bien la même, mais il y a une faute du Copiſte à laquelle M. *Du Mont* n'a pas pris garde. Le II Art. doit commencer aux mots du I. Art. *Cumque altememorata* &c. & le III. doit commencer où commence ici le ſecond.

pecuniâ perſolvere non poterunt, ſupplere per apochas & congruas obligationes Cæſareæ Majeſtati aut iis, qui pecuniam erogare parati ſunt, contiguandas, tam communi nomine, quàm pro cujusque ratâ in particulari ſcilicet Ordinum Hollandiæ, Zelandiæ, Friſiæ, Groningæ & Omlandiæ, ſub promiſſione uſurarum, quæ aliis earundem Provinciarum Creditoribus ſolvuntur, aut impoſterum ſolventur.

Obligationem præterea ſolvendæ pecuniæ, aut dandarum apocharum aut obligationum à die primo . . . . oriri, ita tamen at Copiæ Suæ Majeſtatis Cæſareæ unà cum Brandenburgicis ad dictos fines, Articulo primo modò memorati Tractatûs conſequendos agere pergant, vel ad fines Imperii, aut ad Rhenum, vel Moſam, aut Viſurgim, ad defenſionem dictarum Pacificationum, Exercitum tenendo, aut ſi neceſſitas vel ratio Belli ejusmodi Exercitum in uno dictorum locorum tenere non exigeret, contra eos, qui Pacem Weſtphalicam aut Clivenſem violaturi ſunt, prout modò memorata ratio Belli admittit, operando.

Cum etiam in dicto Articulo tertio comprehenſum ſit, Ordines & Provincias Unitas cum Exercitu Imperatoris & dicti Electoris arma ſua & Exercitum conſtantem octo millibus Equitum & duodecim millibus Peditum, ſi ſuper hoc requiſiti fuerint, conjungere, & ad dictos fines usque ad Belli finem operari, vel arma ſua, ſi hoc magis conducere Imperatori & Electori videbitur, aliorſum vertere teneantur; Conventionem hanc ita interpretandam Cæſari & Ordinibus placuit, ut huic operationi ſatisfactum intelligatur, ſi memorati Ordines dictas ſuas Copias ad factam requiſitionem cum Cæſareanis & Brandenburgicis poſt ſubſecutam & extraditam & permutatam Ratificationem conjunxerint, ſeu hoſtem vel hoſtes, illos ſcilicet, qui contra Pacem Weſtphalicam aut Clivenſem acturi, aut ejusdem Guarentigiam impedituri ſunt, inſecuturi, ſeu per diverſiones, ſeu quovis alio modo, prout ratio Belli ex mutuo inter partes Conſilio dictabit, operaturi erunt.

Sincerum præterea Articuli quarti intellectum eſſe, altememoratos Ordines, Pacem ſine Imperatoris & Electoris conſenſu non facturos, niſi modo & formâ, Articulo quinto dicti Tractatûs expreſſis, id eſt, ut non ſolum in Pace ambo includantur, verùm etiam illis omnium eorum, quæ poſt ſecutam hujus Fœderis Ratificationem ab hoſtibus vel hoſte, illis ſcilicet, qui contra Pacem Weſtphalicam Imperatorem aggreſſuri ſunt, aut Pacem Clivenſem violabunt, aut ejusdem Guarentigiam impedient, erepta ablataque ſunt, realis & actualis reſtitutio, nec non in aliis, quantum poſſibile eſt, ſatisfactio procuretur, niſi poſtmodum inter ſe ipſos aliter convenerint.

Nos infraſcripti Suæ Majeſtatis Cæſareæ Miniſtri præſentibus declaramus Tractatum hodie inter nos & Deputatos Ordinum Fœderati Belgii concluſum, non aliter obligatorium aut firmum fore, niſi ſub Ratificatione ſupradictæ Declarationis, à Sua Majeſtate Cæſarea altememoratis Ordinibus ſimul cum Ratificatione dicti Tractatus exhibendâ. Actum Hagæ-Comitis 22. Septembris 1672.

(L.S.)

B. de Lisola.

(L.S.)

Krampricht.

Sequitur (1) *Ratificatio Cæſarea ſuper hac Declaratione. Datum Viennæ* 17. *Octobris* 1672. [Copie Manuſcrite.]

NOs Luopoldus (*Titulus integer*). Notum facimus univerſis ac ſingulis, quorum ſcire intereſt, agnoſcimusque pro Nobis, Hæredibus, ac Succeſſoribus noſtris. Quod cum ratio præſentis temporis & Germaniæ tranquillitas popoſcerit, ut inter Nos ex unâ: & Chariſſimos Amicos noſtros, Generales Fœderati Belgii Status ex alterâ parte, pro mutuâ Provinciarum noſtrarum defenſione, & ad conſervationem Pacis Weſtphalicæ, Aquisgranenſis, Clivenſisque Fœdus defenſivum iniretur: idque inter noſtros & illorum ad hoc Deputatos, ſufficienti utrinque Mandato inſtructos, & ex traditis mutuis & reciprocis Plenipotentiis, utriusque noſtrum nomine Hagæ-Comitis die 25. Julii 1672. initum & concluſum ſit: ambabus verò Partibus placuerit, penes illud ſequentem ſpecialem Declarationem ſuper dicto Tractatu concluſo, inter ſe condere & addere, quæ à memoratis Plenipotentiariis ſupradicto (2) eodem loco & die 22. Septembris anni 1672. in ſequentem modum concluſa eſt.

Sequitur Declaratio inſerenda.

CUmque ſimul etiam convenerint, ut ejusdem Declarationis præinſertæ ratihabitio à nobis & prædictis Generalibus Fœderati Belgii Statibus intra terminum duorum menſium à die ſubſcriptionis, ſi fieri poterit, ſequi & utrinque commutari debeat; Nos huic Conventioni ſatisfacientes, eandem declarationem additam & concluſam, per omnia & ſingula approbaverimus, confirmaverimus, & ratihabuerimus; Veluti hisce pro nobis Hæredibus ac Succeſſoribus noſtris, verbo noſtro Cæſareo approbamus, confirmamus & ratihabemus: Promittentes inſuper, nos omnia & ſingula in præfata Declaratione contenta, quantum quidem nos concernunt, divinâ adſpirante gratiâ, bona fide præſtituros & adimpleturos, ne à noſtris, vel aliis ullo modo violentur. In cujus rei fidem haſce manu noſtrâ ſubſcriptas Sigilli noſtri Cæſarei appenſione muniri juſſimus. Dabantur Viennæ 17. Octobris 1672.

XCIV.

10. Oct.

Defenſiv-Allianz zwiſchen Jhro Kayſ. Mayeſt. Leopoldo/ denen Hochwürdigſten Churfürſten/ Johann Philipp zu Maynz/ und Carln Caſparn zu Trier/ Jhro Churfürſtl. Durchl Johann Georg zu Sachſen/ Chriſtoph Bernhard Biſchoffen zu Münſter und Marggraff Chriſtian Ernſt zu Brandenburg-Bayreuth/ zu Erhaltung eines jeden Dignität und Rechten/ ſonderl. aber der Teutſchen Freyheit/ und beſtändigen Genuſ deß Weſtphäliſchen Friedens beſchloſſen. Geſchehen auf dem Schloß Marienburg ob Würtzburg den 10. Octobre 1672. [Christ. Gastelius, *de Statu Publ. Europæ noviſſ.* Cap XXIII. pag. 766. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans Lunig, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheilung I. Abſatz I. pag. 430. & dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XI. pag. 37. col. (1.)]

C'eſt-à-dire,

Alliance Defenſive entre Luopold *Empereur des Romains*; Juan Philippe *Electeur de Mayence*; Charles Gaspar *Electeur de Tréves*; Jean George *Electeur de Saxe*; Christophle Bernard *Evêque de Munſter*; *&* Christian Ernest *Marck-Grave de Brandebourg-Bareith, pour la conſervation de leurs Droits & Dignités, & principalement pour celle de la Liberté Germanique, & le main-*

---

(1) Cette Copie vient de la même main que celle de la Declaration, & ne ſe trouve ni dans les Actes de *Breuer*, ni dans la premiere Edition de ce Grand Recueil de Hollande, ni en aucun autre livre imprimé. Elle ne leve point la difficulté qui naît de la difference des Dates, & de la teneur de l'Article III du Traité principal indiquée & rapellée au commencement de la Declaration. Au contraire elle l'augmente, par la mention expreſſe que l'Empereur y fait de ce Traité, ſous Date du 25. Juillet. [Dum.]

(2) NB. Qu'en cet endroit la Copie dont on ſe ſert portoit *ſupradicto eodem die & loco, in ſequentem modum*, mais que par renvoi & correction, on y avoit marqué en marge, comme on le voit ici, *eodem loco & die* 22. *Septembris anni* 1672. [Dum.]

(1) Ces trois Exemplaires conviennent en tout, hors dans la Date; Celle de *Lunig* eſt abſolument du 10. Janv 1661. Celle de *Gaſtelius* de même Date dans l'Inſtrument & de l'an 1671. dans le Titre, & celle du *Theatrum Europæum* du 10 Oct 1672. On ſuit cette derniere Date preferablement aux autres, parce qu'elle convient ſeule au recit Hiſtorique de Puffendorf, de *Rebus Geſt. Frederici Wilhelmi* Elect. Brand. Lib. XI. §. 44. pag. 791. [Dum.]

maintien de la Paix de Weſtphalie. Faite au Château de Marienbourg à Wurtzbourg le 10. d'Octobre 1672.

Zu wiſſen / als der Durchleuchtigſte Großmächtigſte / Unüberwindlichſte Fürſt und Herr / Herr Leopold / Erwehlter Römiſcher Kayſer / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Böhmen / Dalmatien / Croatien / Schlavonien König / Ertz-Hertzog zu Oeſterreich / Hertzog zu Burgund / Steyer / Kärndten / Crain und Würtenberg / Graff zu Tyrol / ꝛc. ꝛc. und mit und neben Ihrer Kayſerl. Mayeſt. die Hochwürdigſte / auch Hochwürdige / Durchleuchtige / Hochgebohrne Fürſten und Herrn / Herrn Johann Philipp / des Heiligen Stuls zu Mayntz Ertz-Biſchoff / des Heil. Röm. Reichs durch Germanien Ertz-Cantzler und Chur-Fürſt / Biſchoff zu Würtzburg und Wormbs / und Hertzog zu Francken / ꝛc. Carl Caſpar / Ertz-Biſchoff zu Trier / des Heil. Röm. Reichs durch Gallien / und des Königreichs Arelaten Ertz-Cantzler und Chur-Fürſt / Adminiſtrator zu Prümb / ꝛc. Johann George / Hertzog zu Sachſen / Jülich / Cleve und Berg / des Heil Röm. Reichs Ertz-Marſchall / Land-Graff in Thüringen / Marggraff zu Meiſſen / auch Ober- und Niederlauſnitz / Burggraff zu Magdeburg / Graff zu der Marck und Ravensberg / Herr zu Ravenſtein / ꝛc. Chriſtoff Bernhard / Biſchoff zu Münſter / Adminiſtrator zu Corvey / Burggraff zu Stranberg und Herr zu Borckeloy / ꝛc. Chriſtian Ernſt / Marggraff zu Brandenburg / zu Preuſſen / Magdeburg / Stettin / Pommern / der Caſſuben und Wenden auch in Schleſien zu Croſſen / ꝛc. Hertzog / Burggraff zu Nürnberg / Fürſt zu Halberſtadt / Minden und Camin / ꝛc. je und alle wege / ſonderlich aber bey gegenwärtigen Läufften Ihre Rathſchläge und Sorgfältigkeit dahin fürnemlich gerichtet / wie der zu Münſter und Oßnabrüg aufgerichtete Frieden beſtändig conſerviret, mit hin auch dero von GOtt anvertraute Land und Leuthe in beſtändiger Ruhe erhalten / und denſelben alle Gefahr und Ungelegenheit abgewendet / und wider allen unbilligen Gewalt / in zuſammen geſetzten guten Vertrauen und Vereinigung geſchützet und gehandhabet werden könten / daß dahero dieſelbe / auch zu dem Ende / keines weges aber dadurch die zu Regenſpurg bey gegenwärtiger Reichs-Verſammlung obhandener Conſultation, wegen Feſtſtellung gemeiner Reichs-Securität und damit einlauffenden / albereit für gut angeſehenen Reichs-Proviſional-Verfaſſungen / als worzu auch ſchon alle Reichs-Stände neben dem Königreich Böheim und incorporirten Provintzen ein gewiſſes Quantum bewilliget haben / in einige wege zu verhindern / ſondern allein unterdeſſen / bis ſolches heilſame gemein-nützliche Wercke zu ſeiner durchgehenden völligen Richtigkeit wird gebracht werden können / zu deſto zeitlicher beſſerer Abwendung der etwan ſich ereigenden Gefährlichkeiten / ein particular-defenſiv-Alliance unter ſich geſchloſſen / wie folget.

Nemlich vors Erſte / daß nechſt Vorbehaltung Röm. Kayſerl. Mayeſt. hohen Kayſerl. Ambt / Autorität und gezimenden Reſpect die Vereinigung und Verfaſſung zu niemanden Offenſion, am allerwenigſten aber wider des Heil Röm. Reich / oder ſich in frembden Krieg zu impliciren und einzumiſchen / ſondern allein zu Erhaltung eines jeden zuſtehenden Dignität / Würden / Rechten und Gerechtigkeiten / ſonderlich aber der Teutſchen Freyheit und beſtändigen Genoß des Weſtphäliſchen Friedens / wie auch ſich und ihrer allerſeits im H. Röm. Reich habender und gelegener Land und Leute wider alle Gewalthätige Eingriffe und denen Reichs-Conſtitutionen / und beſagten Friedenſchluß zu widerlauffenden Zunöthigungen und Beſchwerden / wie die Nahmen haben / und von wem dieſelbe herrühren mögen / wie auch wider alle innerliche Empörung zu conſerviren und defendiren und zu retten angeſehen und gemeint ſeyn ſolle / alſo / daß einer den andern ohne Unterſcheid der Religion in rechten Vertrauen meynen / zu gedachtem Ende man allerſeits feſtiglich und unauffgeſetzet bey einander ſtehen / auch aus allen Begebenheiten / woraus beſagte Unruhe entſtehen / und worauf die hierinnen verſprochene Aſſiſtentz erfodert werden möchte / vorhero zeitig einander communiciren / keiner aber einigen Ständen des Reichs oder frembden Cronen / Potentaten und Republiquen zu feindlicher invaſion Urſach geben / auch die Bundes-Verwandte unter ſich ſelbſt beſtändige Freundſchafft zu halten / und keiner den andern mit Thätlichkeit oder Gewalt überfallen / überziehen oder beleidigen / ſondern gegen den andern habende Mißfälle und Streitigkeiten / wo deren einige ſeyn möchten / durch gütliche rechtliche Mittel entſcheiden / und ſich damit begnügen laſſen ſolle.

Woſern auch Zweitens / ein oder ander Confœderirter und derſelben im H. Röm. Reich gelegene Land ins geſambt / oder deren einer wider Verhoffen obberührter Maſſen mit Gewalt überfallen und feindlich angegriffen / oder auch durch innerliche Empörung und Aufſtände / oder dieſer hierinnen geſchloſſener Zuſammentrettung und hinc inde verſprochenen Defenſion halber / über kurtz oder lang / es geſchehe von wem es wolle / angefochten werden / alsdann wollen und ſollen dieſelbe wegen berührter ihrer im Reich gelegenen Land und Leuten feſtiglich bey einander ſtehen / einander auf beſchehenes Anſuchen wieder die Offendenten ohnverzüglich / wie hernach folget / zu Hülffe kommen / kräfftig beyſtehen / und deſſen Land und Leute wider Gewalt ſchützen / ſchirmen und vertheidigen helffen / und damit man wiſſen möge / was jedweder Theil an Mannſchafft zu Roß und Fuß den beleidigten Requirenten zu Hülffe zu ſchicken habe.

So iſt vors Dritte verglichen worden / daß auf die erſte Mahnung innerhalb 6. Wochen Ihre Kayſerliche Majeſtät / wegen dero im Reich gelegenen und darzu gehörigen Erb-Königreich und Landen / 1000. zu Roß und 2000. zu Fuß / Chur-Mayntz / als Churfürſt und Biſchoff zu Würtzburg und Hertzog zu Francken 150. zu Roß und 1000. zu Fuß. Chur-Trier 75. zu Pferd und 500. zu Fuß / Chur Sachſen 400. zu Pferd 100. Dragoner und 1500. Mann zu Fuß / Biſchoff zu Münſter 400. zu Pferde / 100. Dragoner / und 500. zu Fuß / Marggraf Chriſtian zu Brandenburg Culmbach 30. zu Pferde und 50. zu Fuß. Und auf die andere Mahnung innerhalb 6. Wochen wiederum ſo viel zu Hülffe ſenden ſollen / mit der verbindlichen Abrede / daß der eine Bunds-Verwandte den andern auf Anſuchen einen unſchädlichen Durchzug für die Bunds-Völcker / unweigerlich zu geſtatten ſchuldig ſeyn ſolle.

Es ſoll auch Vierdtens die Hülffe nicht wieder zurück gezogen werden / bis des Feindes Fürnehmen gewehret / und das jenige / ſo derſelbe etwan eingenommen / wieder erobert ſeyn werde / es ſey denn / der Schickende oder zu Hülffe kommende würde ſelbſt überzogen / und wie vorgedacht / vergewaltthätiget und beleidiget.

Solte nun aber zum Fünfften wider Verhoffen mehr als einer von den Alliirten überzogen werden / und Gefahr leiden / auf ſolchen Fall ſolle die übrige Bunds-Hülffe von den unbeleidigten / halb dem einen / und die andere Helffte dem andern beleidigten auf Maſſe und Weiſe / wie vor gemeldet / zugeſchicket werden.

Woſern auch Sechſtens / eine dergleichen Hülffe nicht zureichen ſolte / auf ſolchen Fall ſollen und wollen die Bunds-Genoſſen auf erlangte Nachricht von ſolcher ereigneter doppelter Gefahr / auch ſo bald ohn Auffenthalt ſich darüber miteinander vernehmen / welche zulänglich / und womit den Nothleidenden in der That und Würckung geholffen werden könne.

Es ſolle auch Siebendens / ein jeder Hülffſchickender ſeinen Trouppen ſo viel Feld-Artiglerie nebſt der darzugehör mitgeben / als es die Nothdurfft und Krieges-Raiſon erfodert.

Die Direction und Ober-Commando über die Waffen ſolle zum achten bey Ihrer Kayſerl. Mayeſt. verbleiben / und derſelben ein General-Perſon / mit Beliebung der Confœderirten / vorgeſtellet werden / welcher in deſſen Landen / dem die Hülffe geleiſtet wird / ohne deſſelben Vorwiſſen und Belieben nichts vornehmen / ſondern das jenige / was er zu defendir- und Rettung ſeiner Land und Leute gut befinden möchte / zu thun und zu laſſen in Krafft dieſes angewieſen ſeyn ſoll.

Solte aber zum Neundten / ein Fall ſich begeben / welcher einen General-Kriegs-Rath erfodert / ſo ſollen auch zu denſelben alle die jenige gezogen werden / welche zu einem General-Kriegs-Rath gehören / und ſoll der jenige in demſelben præſidiren / welcher das Directorium oder Ober-Commando führet / oder aber da derſelbe nicht dabey ſeyn wolte oder könte / alsdenn der die höchſte Charge bedienet.

Und ſoll zwar auch Zehendens / ein jeder ſeine Völcker unterhalten und bezahlen / und zu deren Behuff / damit dieſelbe / wann ſie in anderen Landen ſtehen / ſchwierig zu werden / zu exorbitiren / Confuſion und andere Ungelegenheiten anzufangen keine Urſach haben mögen / dem bey ſeinen Völckern habenden Commiſſario zwey Monat Sold gleich Anfangs zum Vorrath mitgeben.

Allermaſſen denn auch zum Eilfften zu Verhütung aller Unordnung unter den Völckern / die Bunds-Verwandten ſo bald auf den Nothfall eine gewiſſe Verpflegungs-Ordinance aufrichten wollen / nach welcher / bey währender Conjunction, alle Trouppen durchgehend gleich bezahlet werden ſollen.

Dieweil fürs Zwölffte auch die Auxiliar-Völcker das Proviant nicht zugleich mit ſich führen können / ſoll der Requirent zwar ſchuldig ſeyn / ſelbige ſo lange ſie in ſeinem Lande ſtehen / mit nothwendigem Commiß-Brod Vorſchußweiſe zu verſehen / welches ihme jedoch unverzüglich von jedem der Hülffſchickenden bezahlet / und erſetzet werden ſolle / gleich denn auch die Conjungirte-Völcker ein mehres / als dieſes Commiß Vorſchußweiſe / und das Obdach und rauhe Futter / nicht fodern noch exequiren / ſondern was ſie darüber verzehren werden / den Unterthanen in billigem Werth mit Geld bezahlen ſollen.

Wann nun zum Dreyzehenden / einige Bundes-Verwandte auſſerhalb dieſes noch in einem andern gleichmäſſigen Fœdere mit einander begriffen / Krafft welchen ſie ebenfals einander Hülffe zu leiſten ſchuldig / ſo ſoll doch kein Theil aus beyden Fœderibus, ſondern nur aus einem die Aſſiſtentz zu ſchicken gehalten ſeyn / und dem Requirenten frey ſtehen / auf welchen Bund er ſeinen Confœderirten requiriren wolle / da auch etwa eine Creyß- oder Reichs-Hülffe geſchicket werden ſolle / ſo ſolte auch dieſe von dem Quanto der Bundes-Hülffe abgezogen werden.

Es ſoll auch ſonſten vors Viertzehende von den Bundes-Verwandten einige andere Bündnüß nicht aufgerichtet / noch eingegangen werden / ſo dieſer zu wider.

So hats auch zum Fünffzehenden / hiebey die Meynung gar nicht / ob wolte man durch dieſe particular-Verbündnüß / die zu Beyhülf- und Abtreibung unrechten Gewalt im Heil. Röm. Reich Fundirte Executions-Ordnung und in Krafft derſelben ſonderlich Reichs- oder Creyß-Verfaſſung / wie auch die im Friedenſchluß verordnete Univerſal Guarantie zurück ſtellen / ſtecken oder verhindern / ſondern es ſollen nichts deſtoweniger dieſelbe ohne

Abbruch

Abbruch dieſes Receſſus in alle wege mit behörigen Fleiß und Eyfer/ ſo wol ins gemein bey gegenwärtigen Reichs- als abſonderlich den Creyß-Conventen allerſeits nach Möglichkeit befördert werden. Wir denn in Krafft dieſes Fœderis alle und jede Bundes-Verwandte verſprechen/ daß ſie zu Erhaltung des Friedens mit allen Kräfften daran ſeyn wollen/ damit der Punctus Securitatis bey noch währendem Reichs-Convent vorgeſtellet/ und damit die gemeine Reichs-Proviſional-Verfaſſung würcklich eingerichtet werden möge. Auf dem Fall aber ſolche wider Verhoffen verhindert werden ſolte/ ſo ſoll doch nichts deſtoweniger ein jeder zu der hierinnen verglichenen Bundes-Hülffe obligirt, und dieſelbe unaufhaltlich zu leiſten ſchuldig ſeyn.

Für Sechszehende/ ſoll die Defenſiv-Verbündniß von dato anzurechnen 10. nach einander folgende Jahr unverbrüchlich gehalten werden und beſtehen/ dabey dann in Allerhöchſtgedachter Ihrer Kayſerl. Mayeſt und der Confœderirten freyen Willen und Belieben bleiben/ ob ſie vor Ablauff ſolcher 10. Jahr dieſe Bündniß weiter zu prorogiren/ geſtalten Zeiten und Läufften nach nöthig finden werden.

Wann nun ſchließlichen mehr andere Chur-Fürſten und Stände des Reichs/ ſie ſeyen Catholiſch oder Augſpurgiſcher Confeſſion/ in die particular-Defenſions-Verfaſſung obgeſetzter Maſſen mit eintretten wolten/ und ſich bey jemand/ ſo in dieſer Verfaſſung begriffen/ darinn anmelden würden/ ſo ſoll es derſelbe denen andern alsbald notificiren/ und ſolcher Chur-Fürſt und Stand auch unweigerlich darinn eingenommen werden.

Mit Urkund Ihrer Chur-Fürſtl. Gn. zu Maynß eigenhändiger Unterſchrifft und fürgedruckten Chur-Fürſtl. Secrets. So geſchehen auf Unſerm Schloſſe Marienburg ob Würtzburg den 10. Januarii 1662.

JOHANN PHILIPP.
(L. S.)

XCV.

18. Oct.

TURQUIE ET POLOGNE.

Traité de Paix entre MICHEL KORIBUT WIESNOWISKI *Roi de Pologne &* MAHOMET IV. *Empereur des Turcs. Fait le* 18. *Octobre*, 1672. [*Theatrum Pacis.* Tom. II. pag. 576.]

I. TArtaris illis, qui olim in Regno Poloniæ habitarunt, quos aliàs Lipce vocant, nunc verò ex eo diſceſſerunt, & ſemet Illuſtriſſimæ Portæ Ottomannicæ ſubjecerunt, Uxoreſque & Liberos ſuos adhuc in Polonia reliquerunt, liberum ſit, eas & eos cum bonis & rebus ſuis omnibus, ſine ullo præpedimento avocare; In reliquorum autem, qui adhuc in Regno, ut & cum Uxoribus, Liberis, vel bonis & rebus, permanſerunt, poteſtate eſto, cum omnibus ſuis emigrare, aut illic ſubliſtere.

II. Majeſtas ſua Regia, Rex Poloniæ, per Legatos ſuos, quotannis Portæ Ottomannicæ viginti duo mille Ducatorum mittet, Initiumque ejus, poſt decurſum Inſtantis Anni MDCLXXII. proximo MDCLXXIII. V. Novembris, hoc eſt die S. Demetrio ſacro, faciet, & hoc ipſum ſemper ſequentibus temporibus & annis obſervet; hac tamen ſub conditione, ut Sultanis Turcarum, vicinorum Poloniæ Turcarum, Tartarorum, Coſacorum, & cæterorum Portæ Subditorum Populorum, impetus & excurſus cohibeat, & quoties ab iis Regno Poloniæ damnum aliquod illatum fuerit, Regia Sua Majeſtas per Literas ſatisfactionem exiget, & ſi quando à Baſſis Vicinis eandem conſequi nequiverint, jam quoad annum illum, remunerationem illam mittere haud tenebuntur.

III. Podolia ſecundùm limites ſuos veteres Portæ Ottomannicæ ſubjecta eſto; & ſi fortè lites & controverſiæ quædam de limitibus & terminis exorientur, Conſenſu Dominorum à parte utraque Commiſſarii eligentur, qui in loco, ubi controverſia exiſtit, convenient, & pro ſtatu cauſæ & juſtitiæ eandem decident.

IV. Milites præſidiarii Poloni, qui in Podolia reperientur, unà cum omnibus hominibus, familiis, bonis, rebus mobilibus, & propriis armis exindè diſcedent, atque ex adverſo Porta Ottomannica occupata Caſtella, Arces & loca in Ruſſia cum omnibus ſuis hominibus & inſtructu Bellico, ſtatim Regi Poloniæ reſtituet, in Podolia verò omnes reditus deſcribentur, quâ deſcriptione factâ, Nobilibus, qui illic in Podoliâ bonis & poſſeſſionibus ditati ſunt, liberum erit in ſedibus ſuis perſiſtere; & quicquid à Subditis colligent, pro portione Regiæ Suæ Majeſtatis ad id deputatis Commiſſariis exhibebunt, retinendo reditus ſufficientes. Dicti Nobiles cum liberis ſuis liberi maneant, nec de bonis ſuis, niſi juſtis ex cauſis aut ob exceſſus & tranſgreſſiones, dejicientur. Decima liberorum nec à Nobilibus, nec ab eorum Subditis, uti nec ab aliis in Podoliâ exiſtentibus Chriſtianis ullatenus, ad exemplum aliorum exigetur.

V. Unicuique liberum Religionis ſuæ Exercitium permittetur, Templiſque nullum damnum inferetur, niſi in Arcibus illis, in quibus Turcica Templa inædificentur.

VI. Omnibus & ſingulis utriuſque ſexus, Camenecix & aliis Podoliæ in locis liberum relinquitur, ſi ita voluerint intra duorum menſium ſpatium, cum Uxoribus, Liberis & bonis, emigrare, Porta Ottomannica Salvum ipſis Conductum ad fines uſque Regni Poloniæ præſtabit. Attamen Subditi illic manere obſtricti ſunto.

VII. Ukraina ſive ulterior Podolia Coſacis ſecundùm antiquiora inſtituta relinquetur, & ſi quædam Controverſia de limitibus ſuborietur; ea modo eodem, quo ſuperius de Podolia conventum, componetur, Bialocerqua (Album Fanum) ut & alia loca munita, ad Ukrainam pertinentia itidem Coſacis reſtituentur, & quidem abductis exindè Militibus Præſidiariis, Militibus verò Præſidiariis cum omni inſtructu, bonis, & armis ſuis tuta & ſecura via ad fines Poloniæ uſque concedetur, dummodò de quindecim ad Arcem Bialocerquam pertinentibus tormentis nullum ſecum abducant.

VIII. Coſacis liberum eſto ab Haneneko in prædia ſua ſe conferre, iique nullâ pœnâ aut contumeliâ afficientur; quamdiu & uſquequo pacati vivent. Haneneko verò ipſe haud revertetur.

IX. Reliqua verò & antiquiora Puncta inter Regnum Poloniæ & Illuſtriſſimam Portam Ottomannicam concordata, vigorem & vim ſuam obtineant omnimodam, præterquam ea Puncta, quæ per præſentia Pacta abrogata ſunt.

XCVI.

10. Dec.

FRANCE ET HANNOVER.

Traité entre LOUÏS XIV. *Roi de France, &* JEAN FREDERIC *de Brunswic & Lunebourg, Duc de Hanover, par lequel ledit Duc s'oblige de mettre ſur pied au plûtôt un Corps d'Armée de* 10000. *Hommes, pour la levée deſquels Sa Majeſté lui payera la moitié des frais, & lui donnera* 30000. *Ecus par mois, pour l'entretien d'iceux. A Hanover le* 10. *Decembre* 1672. [FREDER. LEONARD. Tom. III.]

LE ROI aiant fait repreſenter à Monſeigneur le Duc Jean Frederic de Brunſwic & de Lunebourg, par Monſieur Verjus Envoié extraordinaire de Sa Majeſté, le ſoin & le deſir extrême qu'a Sadite Majeſté, que parmi tous les troubles qu'elle voit à regret s'exciter en differens endroits, au moins la Paix generale de l'Empire établie ſi heureuſement par les Traitez de Weſtphalie, puiſſe être conſervée en ſon entier, & ſur tout que la Liberté & les Droits des Princes d'Allemagne confirmez par les mêmes Traitez, ne ſouffre aucune atteinte ni diminution par tous les mouvemens qui pourroient arriver, pour laquelle fin Sa Majeſté avoit déja fait un Traité avec la Couronne de Suede, & étoit en termes d'en faire de ſemblables avec les Electeurs de Cologne, Baviere & Palatin, & avec les Princes de Neubourg, Munſter & Wirtemberg. Et Sa Majeſté deſirant auſſi par l'affection qu'elle a toûjours eu pour ledit Seigneur Duc, & par la connoiſſance qu'elle a de ſes bonnes & droites intentions pour le repos de l'Allemagne, qu'il joignit ſes inclinations & ſes Armes à celles de Sadite Majeſté, pour obtenir une ſi bonne & heureuſe fin, ſon Alteſſe conſiderant l'importance de l'affaire, & ne trouvant point de ſujet de ſe ſeparer en cela des intentions du Roi, qu'elle trouve ſi conformes à ſon devoir vers l'Empire, & aux Interêts de l'Allemagne, a nommé les Sieurs de Grott & de Weiſſendorff, ſes Conſeillers & Miniſtres d'Etat, pour traiter là-deſſus avec ledit Sieur Verjus, qui leur aiant communiqué le Plein-pouvoir qu'il a pour cela de Sa Majeſté, & veu celui qui leur a été donné pour cette fin par ſon Alteſſe, eſt convenu avec eux des Articles ſuivans.

I. Cette Alliance n'eſt point pour offenſer qui que ce puiſſe être, & ſe fait encore bien moins contre l'Empereur ou l'Empire, n'aiant au contraire pour unique but que la propre ſeureté, conſervation & deffenſe de ceux qui aiant une même intention avec le Roi & ſon Alteſſe, viendroient à être offenſez & opprimez par d'autres qui voudroient ſacrifier le repos public à leurs deſſeins & interêts particuliers.

II. Conformement à quoi le Roi pour continuer de donner à tout le monde, & principalement à l'Empire, des marques du deſir qu'il a d'y maintenir la Paix & la tranquillité, & pour montrer que rien ne le peut detourner de cette même paſſion de la conſerver en toute maniere, & qu'il redouble même pour cela ſes ſoins dans les occaſions où il pourroit y avoir quelque ſujet d'apprehender qu'elle vint à être alterée, veut bien renouveller encore une fois à Monſieur l'Electeur de Brandebourg, & expoſer aux yeux de tout le monde par un Memoire inſinué à la Diette de Ratisbonne, les offres que Sa Majeſté lui a fait faire continuellement de lui rendre en faiſant la Paix avec les Hollandois, ou de remettre en main tierce de quelque Prince de l'Empire, les Places que la raiſon de la Guerre l'oblige de leur oſter dans le Duché de Cleves, de le faire joüir cependant des fruits & Revenus de la Juriſdiction entiere des mêmes Places, comme il en jouiſſoit du tems qu'elles étoient entre les mains des Hollandois, & de ne faire aucun acte d'hoſtilité dans le Païs dudit Electeur, ou de lui donner ſatisfaction convenable, ſi le contraire arrivoit; bien entendu que ſi Monſieur l'Electeur de Brandebourg ne veut point accepter ces conditions, le Roi ne ſera pas tenu de lui accorder enſuite les mêmes avantages.

III. Sa Majeſté declare encore, comme elle a toûjours fait, qu'elle ne veut rien retenir de ſes Conqueſtes qui appartienne à quelque Prince ou Etat de l'Empire.

IV. Aprés des declarations ſi authentiques & de ſi grands engagemens, dont tout le monde doit être ſatisfait, ſi Monſieur l'Electeur de Brandebourg & ſes Alliez, quels qu'ils puiſſent être, retirent leurs Troupes, enſorte qu'elles ne puiſſent plus donner d'ombrage & de jalouſie au Roi, ni aucun ſoupçon qu'elles vouluſſent ſe meſler de la Guerre d'Hollande, Sa Majeſté en conſideration du repos de l'Empire, conſent de ne ſe pas reſſentir de ce qui s'eſt fait juſques à maintenant, & de retirer auſſi ſes Troupes hors des Terres poſſedées de l'Empire, & elle fera en même tems & inceſſamment jouïr Monſieur l'Electeur de Brandebourg de ce qu'elle lui a offert touchant les Places & Païs en la maniere ſusdite.

V. Mais ſi quelqu'un ne ſe contente pas d'offres ſi raiſonnables, ledit Seigneur Duc pour prevenir que ſes Etats ne ſoient plus expoſez au bon plaiſir d'autrui, & des inſultes pareilles à ceux qu'ils ont déja ſoufferts, & pour ſe mettre en état de deffendre & de proteger plus puiſſamment ſes Sujets contre la ruine dont ils ſeroient menacez par les marches & remarches continuelles des Troupes, & autres inconveniens inſeparables d'une Guerre generale & univerſelle, même pour faire reparer les torts qu'il a déja innocemment & injuſtement ſoufferts dans ſes Païs, & pour contribuer de tout ſon pouvoir à obliger ceux qui voudroient alterer en aucune maniere le repos de l'Allemagne, à demeurer dans les termes des Traitez de Weſtphalie & des Conſtitutions de l'Empire, promet & s'oblige de faire au plutoſt un Corps d'Armée de dix mil Hommes avec un Equipage d'Artillerie convenable, & toutes les autres choſes neceſſaires pour le mettre en Campagne, & le faire en agir dans les Cercles de Saxe & de Weſtphalie, contre tous les Perturbateurs de la Paix & tranquilité de l'Empire.

VI. Pour faciliter ce deſſein & cet armement, Sa Majeſté promet de donner à ſon Alteſſe la moitié de la levée pour un Corps de dix mil Hommes, à raiſon de cinquante Ecus pour Cavalier, quarante pour Dragon & quatorze pour Fantaſſin, & Sa Majeſté fournira pour cela en Lettres de Change ſur Hambourg la Somme neceſſaire, au meſme moment que les Ratifications s'echangeront de part & d'autre, ce qui ſera dans le terme dont on conviendra ci-deſſous.

VII. Sa Majeſté donnera auſſi à ſon Alteſſe trente mil Ecus par mois pour l'entretien de ces dix mil Hommes, outre & pardeſſus les dix mil Ecus que le Roi paie déja par mois à ſad. Alteſſe.

VIII. Ce Subſide commencera de courir un mois après que l'argent aura eſté delivré pour la levée; & le paiement de cette Somme prenant alors ſon commencement, ſera enſuite toûjours continué de deux mois en deux mois par avance à Hambourg ou à Bremen, en Ducats d'or ou Riſdales à la croix, & les Lettres de Change ſeront paiables preciſement dans le commencement du terme dont on eſt convenu, & ſi ledit Seigneur Duc peut en quelque rencontre s'accommoder d'argent à Francfort, ou à Cologne, ou à Paris meſme, il ſe ſouviendra d'en faire donner avis pour la facilité des paiemens.

IX Ledit Corps de dix mil Hommes ſera compoſé de ſix mil Hommes de Pied, de trois mil Chevaux & mil Dragons effectifs, & à mettre en Campagne: & au cas que ledit Seigneur Duc ne levaſt pas le nombre entier deſdites Troupes, il ne pourroit pretendre de S. M. l'argent de la levée & de l'entretien qu'à proportion de celles qu'il mettroit ſur Pied, de meſme que ſi on trouvoit à propos du commun concurrement de Sa Majeſté & de Son Alteſſe, d'augmenter ce Corps de quelques mil Hommes, les levées auſſi bien que les ſubſides, ſeront hauſſez à proportion du prix convenu par ce Traité.

X. Son Alteſſe ne ſera obligée en nul cas, & quoi qu'il pût arriver, d'attaquer aucun Prince de ſa Maiſon chez eux avec ledit Corps ni aucune autre de ſes Troupes, & elle ſe reſerve particulierement de n'eſtre point engagée à leur faire la Guerre dans leurs Etats, quelque parti qu'ils puiſſent ou vouluſſent prendre, & le Roi ne trouve pas mauvais qu'après ce Traité conclu, ſon Alteſſe donne part de cet Article aux Princes de ſa Maiſon.

XI. En cas que pour la raiſon de Guerre, ou pour l'intereſt commun du Roi & dudit Seigneur Duc ou d'autres Princes Alliez, il fuſt trouvé bon d'un commun conſentement de joindre ce Corps à quelques Armées deſdits Princes Alliez, il n'obeïra pourtant qu'à ſadite Alteſſe & à ſes Generaux.

XII En cas que pour la meſme raiſon de Guerre, ou pour le meſme intereſt commun des Alliez, ainſi qu'il eſt porté ci-deſſus, ce Corps fuſt obligé de ſe joindre à une des Armées du Roi, pour lors le General dudit Corps obeïra au General de l'Armée du Roi, moiennant que le General de ſon Alteſſe conſerve ſur ſon Corps le commandement immediat entier pour le détail & pour l'execution, & que les demarches & entrepriſes que les Armées jointes enſemble auront à faire, ſoient concertées par le General de l'Armée du Roi avec celui de ſon Alteſſe, ou tel qu'elle aura deputé pour cela, ait aſſiſté & eu ſuffrage.

XIII. En cas que ſon Alteſſe ſe trouvaſt en perſonne à la teſte dudit Corps, lors qu'il ſe joindroit à une Armée du Roi, elle y auroit la meſme conſideration & authorité, & le meſme Pouvoir que d'autres Princes Souverains ont eu en pareil cas, lors qu'ils ſe ſont joints à une Armée de France avec un Corps d'Armée à eux

XIV. Pour faciliter audit Seigneur Duc la levée dudit Corps, & afin qu'il puiſſe la faire avec plus de ſureté, le Roi contribuera de bon cœur ſes offices pour faire que Monſieur l'Electeur de Cologne conſente qu'elles ſe faſſent ſous ſon nom, & que les premiers quartiers ſe prennent pour cette levée dans l'Evêché d'Hildesheim en paiant exactement. Comme auſſi Sa Majeſté auprés de la Couronne de Suede, de Monſieur l'Electeur de Cologne, de Monſieur l'Evêque de Paderborn, de Monſieur le Duc de Neubourg pour en obtenir, que ſadite Alteſſe puiſſe faire des levées dans leurs Etats.

XV. Afin meſme de maintenir toûjours mieux les Traitez de Weſtphalie, & prevenir autant qu'il eſt poſſible que l'Empire ne retombe pas dans les malheurs de la Guerre paſſée, le Roi & S. A. s'obligent reciproquement tout de nouveau par cet Article expres, à la Garantie deſdits Traitez, & à s'oppoſer meſme avec les Armes s'il en eſt beſoin, à ceux qui voudroient y contrevenir durant le tems de ce Traité.

XVI Ledit Seigneur Duc en particulier ſouhaitant d'executer, & d'entretenir exactement & fidellement leſdits Traitez de Weſtphalie, ne donnera pendant cette Alliance aucun ſecours de Troupes ni de Munitions de bouche ou de Guerre, ni aucun quartier, retraite ou paſſage aux Ennemis de Sa Majeſté ou à leurs Adherans, & à ceux qui voudroient les aſſiſter, il emploiera même ſes offices, ſes ſoins, & tous les moiens les plus efficaces qui dependent de lui, pour faire que tous les Princes & Etats qui dependent de l'Empire, entretiennent toûjours une bonne & parfaite intelligence avec Sa Majeſté, ſuivant la teneur deſdits Traitez de Weſtphalie.

XVII. En cas que Monſieur l'Electeur de Brandebourg, ou quelque autre puiſſance que ce pût être, ne vouluſt point ſe contenter des offres & conditions accordées par le Roi dans l'Article ſecond de ce Traité, mais vouluſt au contraire continuer de porter la Guerre contre Sa Majeſté & ſes Alliez en faveur des Hollandois, au hazard de rejetter l'Empire dans les deſordres & calamitez des premieres Guerres contre l'intention deſdits Traitez, & de cauſer à toute l'Allemagne la ruine que pluſieurs Etats, & meſme ceux de ſon Alteſſe ont déja depuis peu éprouvez, ſon Alteſſe s'engage d'agir contre ledit Electeur, ou autre Ennemi du Roi & de ſes Alliez avec le ſuſdit Corps d'Armée, juſqu'à ce que le repos ſoit rendu à l'Empire par la retraite de ceux qui ont ainſi entrepris de le troubler, & juſqu'à ce qu'on ait fait une bonne Paix à la ſatisfaction de Sa Majeſté & de ſes Allier conjointement.

XVIII. Pour faire mieux voir à tout le monde la Juſtice & les ſinceres intentions de ce Traité, on ne laiſſera pas de travailler à l'ouvrage de la Paix pendant la Guerre meſme, ſi ceux du parti contraire le ſouhaitent, Sa Majeſté s'eſtant declarée de ne vouloir de ſa part refuſer en aucun tems des propoſitions & conditions juſtes & raiſonnables pour la Paix.

XIX. Cependant ni le Roi ni ſon Alteſſe ne feront ni Paix ni Treve, ſans un commun conſentement & ſans une reſtitution entiere, quand la Paix ſe fera, de tout ce qui aura eſté pris l'un ſur l'autre des Alliez, & ſans une reparation ſuffiſante des dommages qu'ils auroient ſoufferts.

XX. En cas que ledit Seigneur Duc vint à être attaqué de qui que ce pût être par des forces plus grandes que les ſiennes, le Roi lui envoiroit à ſes depens le ſecours neceſſaire pour la deffenſe de ſes Etats, & Sa Majeſté promet de l'aſſiſter dans toutes les occaſions où il ſeroit beſoin, par toutes les voies qui ſeront jugées les plus convenables, & les plus promptes & efficaces; & d'autant que quaſi tout ce Traité tourne à l'avantage des Alliez de Sa Majeſté dans les Cercles de Saxe & de Weſtphalie, elle promet de ne rien oublier pour faire enſorte qu'en cas de beſoin, ils donnent auſſi audit Seigneur Duc toute l'aſſiſtance & tout le ſupport qui ſera poſſible, & pour cet effet ils faſſent un Traité entre eux, ſadite Alteſſe declarant de ne vouloir point eſtre obligée à ſecourir leſdits Alliez dans leurs Etats, avant que ledit Traité d'Aſſiſtance ſoit conclu.

XXI. Le Roi ne prendra point de Quartier, ou Quartiers d'Hiver dans les Etats de ſon Alteſſe ſans ſon conſentement exprés, & tout ce qui a eſté ſtipulé à cet égard, & à l'égard des paſſages dans le Traité de Neutralité fait avec Sa Majeſté, le dixiéme Juillet 1671. ſera exactement tenu & obſervé. Comme auſſi ſadite Alteſſe demeurera engagée à toutes les obligations qu'elle avoit contractées à l'égard du Roi par le meſme Traité.

XXII. Du moment que ſon Alteſſe ſera entrée en Guerre, elle jouïra de toutes les contributions qu'elle pourra tirer des Païs Ennemis voiſins du ſien.

XXIII. La preſente Alliance durera juſqu'à la fin de cette Guerre, & juſqu'à ce que les troubles excités dans l'Empire, & les actes d'hoſtilitez exercez contre les Alliez de Sa Majeſté, ſoient appaiſez & terminez par un Accommodement, du commun conſentement de Sa Majeſté & de ſes Alliez.

XXIV. Et afin de donner plus de vigueur & de force à cette Alliance, ledit Seigneur Duc contribuera conjointement avec Sa Majeſté de tout ſon poſſible à faire ajuſter & conclure dans la forme dont on conviendra, l'Alliance propoſée à Ratisbonne entre le Roi, la Suede, & pluſieurs Electeurs & Princes de l'Empire: & de plus Sa Majeſté s'engage de donner ordre à ſes Miniſtres en Suede, qu'ils s'appliquent inceſſamment à faire contracter par leur moien & leur entremiſe, une liaiſon particuliere d'amitié & intelligence entre ladite Couronne & Sadite Alteſſe, qui met pour une condition ſans laquelle on ne peut pas faire ce Traité à cauſe de l'Alliance de Brunswic, que la Suede ou le Danemarc prenne le parti de France.

XXV. Sa Majeſté promet auſſi de faire agréer & ratifier le preſent Traité par le Roi d'Angleterre, & d'en fournir la Ratification, un mois ou ſix ſemaines aprés la ſienne.

XXVI. Aprés cette Guerre finie, ledit Seigneur Duc promet de donner au Roi, ſi Sa Majeſté le ſouhaite & l'en requiert, juſqu'à mil Chevaux, cinq cens Dragons & deux mil Hommes de Pied des Troupes, qu'autrement il voudroit licentier ou donner à d'autres Princes.

XXVII. L'on conſultera auſſi alors enſemble pour faire un autre Traité pour la conſervation de la même Paix qu'on aura concluë, & pour la plus grande ſeureté des Alliez de Sa Majeſté, & des Conquestes qu'ils pourroient avoir fait en cette Guerre, ou des avantages qu'ils pourroient avoir acquis par le Traité de Paix.

Tous leſquels Points ou Articles ci-deſſus, enſemble tout le contenu en chacun d'iceux, ont eſté traitez, accordez & ſtipulez entre ledit Sieur Verjus, de la part du Roi, & leſdits Sieurs de Grott & Veiſſendorff, de la part dudit Seigneur Duc, leſquels en vertu de leurs Commiſſions & Pleins-pouvoirs, ont promis & promettent que tant Sa Majeſté que ſon Alteſſe executeront pleinement & ſans aucune contravention directe ou indirecte le preſent Traité, tant en general qu'en chacun de ſes Points & Articles en particulier, & qu'ils ſeront tous ſans aucun changement acceptez, confirmez & ratifiez reciproquement par Sa Majeſté & ſadite Alteſſe, & que les Lettres de Ratification en ſeront expediées en la forme la plus autentique, & échangées de part & d'autre dans l'eſpace d'un mois. En foi de quoi ledit Sieur Verjus, & leſdits Sieurs de Grott & Veiſſendorff ont ſigné le preſent Traité, & y ont fait appoſer le Cachet de leurs Armes, *Fait à Hanover le* 10. *Decembre* 1672.

XCVII.

Teſtament de JEAN CASIMIR *Roi de Pologne, par lequel il inſtitue* ANNE DE GONZAGUE, *& de Cleves, Princeſſe Palatine pour ſon Heritiere & Legataire univerſelle. A Nevers le* 12. *&* 13. *Decembre* 1672. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.] 12. & 13. Dec.

AUjourdui date des preſentes, nous Notaires Royaux reſidents en la Ville de Nevers ſouſſignés, ayant été mandés par très-Haut, très-Puiſſant & Sereniſſime Prince Jean Caſimir Roi de Pologne & de Suede, Grand Duc de Lithuanie &c. Nous nous ſommes tranſportés en l'Hôtel Abbatial de St. Martin dudit Nevers où il eſt logé preſentement, où nous l'avons trouvé dans une Chambre qui a ſon aſpect ſur la Court d'icelui, en ſon lict malade, ſain d'eſprit & d'entendement, ainſi qu'il nous eſt apparu, lequel nous a dit eſtre en volonté de faire ſon Teſtament, & ordonnance de derniere volonté, ce qu'il a fait de ſon bon gré, ſans induction, ſuggeſtion, ni contrainte, en la forme & maniere qui enſuit.

Premierement a recommandé ſon Ame à Dieu, à la glorieuſe Vierge Marie, & à tous les Saints & Saintes de Paradis, qu'il prie interceder pour lui envers Dieu. Veut & entend qu'aprés ſon decez, s'il arrive audit Nevers, laiſſant neantmoins la liberté à l'Executrice de ſon preſent Teſtament ci-après nommée, de le faire faire au lieu où elle le deſirera, ſe raportant auſſi à elle, pour ſes Funerailles; declarant ledit Seigneur Roi qu'il a inſtitué & inſtitue par ces preſentes, pour l'amour & ſinguliere affection qu'il porte à très-Haute, & très-Puiſſante Princeſſe, Madame Anne de Gonzagues de Cleves, Princeſſe Palatine, & pour pluſieurs autres conſiderations, ſa ſeule & univerſelle Heritiere, de tous les Biens qui lui appartiennent, ſitués dans les Lieux, où Inſtitution Teſtamentaire d'Heritier a lieu; & pour les Biens, qui lui appartiennent, ſitués dans les Lieux, où ladite Inſtitution d'Heritier Teſtamentaire n'a point lieu, l'a declarée ſa ſeule & univerſelle Legataire, de tous & un chacun ſes Biens Meubles & Immeubles, ſitués tant dans ce Royaume de France, qu'au Royaume de Pologne, qui conſiſtent en ſa Terre de Ziviecs, ſon Palais des Jardins de Varſovie, ſa Tapiſſerie qui eſt en depoſt entre les mains du Sr. Gratta Bourgeois de Dantzick, même les remanences des Scels qui lui appartiennent en Pologne, & toutes les autres pretentions qu'il a, tant ſur ledit Royaume de Pologne, que ſur la Lithuanie & le Roi regnant,

ANNO 1672.

tégnant, & generalement tout ce qui peut lui apartenir dans ledit Royaume; de plus donne & legue auſſi à ladite Dame Princeſſe, tous ſes Biens étants dans le Royaume de Naples, avec les Arrerages échus juſqu'à ce jourdui; même ceux qui ont été retenus pendant les Guerres, par Sa Majeſté Catholique; leſquels Biens lui appartiennent, comme Heritier de la feuë Reine de Pologne, Bonne Sforce, Femme de Sigiſmond premier; comme auſſi les Droits qui lui peuvent apartenir pour Vente des Vaiſſeaux faite par le Roi Sigiſmond troiſieme d'heureuſe memoire ſon Pere au Roi d'Eſpagne; plus ſes pretentions ſur les Princes de Brunswick; & generalement tous les Biens, Droits, & Actions qui lui peuvent apartenir, en quelque lieu qu'ils ſoient ſitués, & de quelque nature qu'ils ſoient; la ſuſdite Inſtitution d'Heritiere & Legataire univerſelle, faite à la charge & aux conditions ſuivantes.

Premierement ledit Seigneur Roi Teſtateur ſe remet à la pieté & devotion, de ladite Dame Princeſſe, du ſoin de ſa ſepulture & funerailles, deſirant auſſi que du prix provenant de la Vente de ſes Meubles qui ſont en France, & de ce qui lui pourroit eſtre deub de ſes Penſions & Benefices, ſoit pris, préalablement à toutes autres choſes, les gages qui ſe trouveront deubs à ſes Officiers tant du paſſé que juſqu'à la fin de l'année preſente, ſelon les liquidations faites ci devant à Paris par ſon Conſeil, ou à faire, & outre ce le prix d'une année de gages, après les Debtes payées, & particulierement aux Etrangers pour les frais de retour en leur Païs. Plus veut, & entend ledit Seigneur Roi Teſtateur, que la Somme de deux cent mille Livres tournois ſoit employée pour recompenſer tous les Officiers, & un chacun à proportion du tems qu'ils auront été à ſon ſervice, & ſuivant la qualité d'iceux, de laquelle Somme ladite Dame Princeſſe, Legataire & univerſelle Heritiere, diſpoſera & la diſtribuera entre ſeſdits Officiers, ſelon qu'elle le jugera plus à propos. Comme auſſi ſera tenuë ladite Dame Princeſſe Heritiere & Legataire univerſelle de payer toutes & chacunes les Debtes, tant celles contractées par ledit Seigneur Roi Teſtateur, en France, depuis ſon arrivée, que celles qui ſe trouveront eſtre deuës en Pologne. Donne & legue aux Peres Jeſuites de Rome, la Somme de cent mille Livres tournois Monnoie de France, qui ſeront payables & pris ſur les premiers Deniers qui proviendront de la Vente faite, comme ci-deſſus eſt dit, des Vaiſſeaux par le feu Roi Sigiſmond troiſiéme ſon Pere d'heureuſe Memoire, à Sa Majeſté Catholique, & ce pour une fondation de S. Ignace. Plus, veut & entend ledit Seigneur Roi Teſtateur, que les vœux qu'il a faits, qui ſont ſpecifiés dans un Ecrit de ſa main, ſoient executés en tous leurs points, circonſtances & dependances; lequel Ecrit eſt entre les mains de ſon Pere Confeſſeur. Plus donne & legue à une petite Fille nommée Marie Catherine, qui eſt ſous la conduite de la Femme du Sieur Gallois Apotiquaire la Somme de quinze mille Livres tournois, pour la mettre Religieuſe en l'Ordre de la Viſitation. Plus donne & legue aux pauvres de l'Hoſpital general dudit Nevers, la Somme de mille Livres tournois, revoquant ledit Seigneur Roi Teſtateur tous autres Teſtaments, Diſpoſitions & Codicilles qu'il peut avoir ci-devant faits, voulant que le preſent ſoit executé en tous ſes Points & Articles, pretendant par le preſent Teſtament faire une choſe qui ſera fort agreable à Meſſieurs les Princes de Condé & d'Anguien, & à Madame la Ducheſſe d'Anguien, pour leſquels il a toûjours eu une parfaite eſtime, & ſolide amitié. Et pour Executrice de ſon dit preſent Teſtament, il a nommé la perſonne de ladite Dame Princeſſe Palatine, ſon Heritiere & Legataire univerſelle ci-deſſus nommée, laquelle il prie en vouloir prendre la charge, avec Pouvoir de ſubſtituer tel que bon lui ſemblera, ayant entiere confiance qu'elle ſatisfera ponctuellement à ſes volontés, priant auſſi, ledit Seigneur Roi Teſtateur, le Roi Tres-Chrétien de vouloir donner ſa protection & tenir la main, à l'execution du preſent Teſtament, & même donner les ordres neceſſaires pour le payement de ce qui lui eſt, & ſe trouvera deub, de ſes Penſions juſqu'au jour de ſon decez, deſtinant particulierement ſes ſommes, comme les plus aſſeurées, pour le payement de ſes Debtes contractées en France; ce qu'il peut avoir en Pologne à Monſieur Prazmowsky Archevêque de Gneſne, Primat dudit Royaume de Pologne, Monſieur de Trezebizki Evêque de Cracovie, & Monſieur Morſtyn Grand Treſorier de Pologne, afin que par leur credit & aſſiſtance, ladite Dame Princeſſe Palatine, puiſſe plus facilement jouïr des Effets qui lui appartiendront; & avec plus de commodité donner ſatisfaction aux Creanciers legitimes, qui ſe preſenteront, ayant toûjours été perſuadé de l'amitié que ces Meſſieurs conſervent pour lui; Declarant auſſi ledit Seigneur Roi Teſtateur qu'il doit à Madame la Maréchale de l'Hôpital, trois cent Piſtoles d'or, deſquelles elle n'a aucune ſeureté par écrit. Et lequel preſent Teſtament a été redigé par écrit, par l'un des Notaires Royaux ſouſſignés, l'autre preſent, ainſi que ledit Seigneur Roi Teſtateur l'a dicté, & à lui leu, & releu, a dit eſtre volonté derniere, & qu'il veut eſtre ſuivie, par la meilleure forme que les Loix & Coûtumes le deſirent, dont il a requis Acte à nous Notaires Royaux ſuſdits, & ſouſſignés, que lui avons octroyé audit Nevers, après midi, environ l'heure de huit, audit Hoſtel Abbatial, le douziéme jour du mois de Decembre, mil ſix cent ſoixante douze, en preſence deſdits Notaires; Et a ledit Seigneur Roi Teſtateur ſigné avec nous Notaires Royaux ſuſdits; Ainſi ſigné en la minute des preſentes, JEAN CASIMIR Roy. REGNAULT & BOURGOIN Notaires Royaux; Ledit Bourgoin ſouſſigné, par devers lequel eſt la Minute, a declaré ces preſentes eſtre ſujetes au Droit de Scel. Ainſi ſigné Bourgoin & Regnault; & après eſt écrit ce qui enſuit.

ANNO 1672.

Et le treiziéme jour dudit mois de Decembre audit an, mil ſix cent ſoixante douze à Nevers, après midi, nous Notaires Royaux ſuſdits & ſouſſignés, au Mandement dudit Seigneur Roi Teſtateur, nous nous ſommes tranſportés par devers lui, étant audit Hoſtel Abbatial de Saint Martin dudit Nevers, & en la même Chambre, où nous le trouvâmes le jour d'hier, étant giſant au lict malade, ſain d'eſprit, il nous a commandé de lui faire lecture de ſondit Teſtament ci-deſſus écrit, ce qu'ayant été fait par l'un de nous, intelligiblement en la preſence de l'autre, a declaré d'abondant qu'il veut & entend qu'il ſorte ſon plein & entier effect; & outre y ajoutant, a donné & legué, donne & legue, à Monſieur le Comte de Vazenar Fils naturel du Roi Vladislas quatriéme ſon Frere, la ſomme de trente mil Livres tournois, à prendre icelle ſur les pretentions des Vaiſſeaux mentionnés au ſuſdit Teſtament, & ce pour l'amitié qu'il lui porte. Comme auſſi veut & entend que incontinent après ſon decez, il ſoit dit & celebré pour le repos de ſon Ame trois mille Meſſes, en telles Egliſes que Madame la Princeſſe Palatine ſon Executrice Teſtamentaire deſirera; & lecture à lui faite à diverſes fois du preſent Codicile, a dit qu'il veut qu'il ſorte ſon plein & entier effect, ainſi que ſon dit Teſtament. Fait audit Hoſtel Abbatial environ l'heure de ſix après midi, les an, jour, lieu, & heure ſuſdits; preſents leſdits Notaires; & a ledit Seigneur Roi ſigné avec nous Notaires Royaux ſuſdits, ainſi ſigné à la minute des preſentes, JEAN CASIMIR Roi. REGNAULT & BOURGOIN Notaires Royaux, ledit Bourgoin ſouſſigné, par devers lequel eſt la minute. Ainſi ſigné Bourgoin & Regnault. Et au bas eſt écrit ce qui enſuit.

Nous Henry Bolacre, Lieutenant General de Nevers, certifions à tous qu'il apartiendra, que Maiſtres Charles Bourgoin, & Charles Regnault, leſquels en qualité de Notaires Royaux, reſidens en cette Ville de Nevers, ont reçû & ſigné ledit Teſtament & Codicile ci-deſſus, en date des douze & treize de ce mois, ſont veritablement pourvûs deſdits Offices de Notaires Royaux, à la Reſidence de cette Ville, & qu'ils les exercent, & que foi eſt ajoutée aux Actes qui ſont par eux reçûs, en Jugement. En foi dequoi, nous avons ſigné notre preſent Certificat, & icelui fait ſouſſigner de notre Greffier, & ſcellé du Sceau ordinaire de ce Bailliage. A Nevers le Vendredi ſeiziéme Decembre mil ſix cent ſoixante douze. Ainſi ſigné BOLACRE & BAUDOT Greffier commis.

Collationné à l'Original en parchemin par les Notaires ſouſſignés à Paris le vingt-huit Decembre mil ſix cent ſoixante douze.

DE FRANC. DUPUZO.

XCVIII.

Sentence Arbitrale prononcée par LOUÏS XIV. *Roi de France ſur les differens entre Monſieur le Duc de* SAVOYE, *& la République de* GENES.

1673. 18. Janv. SAVOYE ET GENES.

GENES, *à S. Germain en Laye le* 18. *Janvier* 1673. *Avec la* RATIFICATION *du Duc de Savoye. Fait à Turin le* 25. *Janvier* 1673. [FREDER. LEONARD. Tom. IV.]

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. L'affection ſinguliere que nous avons toûjours fait paroître pour maintenir la tranquilité de l'Italie, & les ſoins que nous ſommes bien aiſes de donner en toutes rencontres, autant pour nourrir la bonne intelligence entre nos Voiſins & nos Alliez; que pour faire ceſſer les obſtacles qui peuvent s'élever pour la troubler, nous porterent dès l'année derniere à nous entremettre de l'Accommodement entre noſtre tres-cher & tres-aimé bon Frere le Duc de Savoie, & la Republique de Genes. L'un & l'autre s'étant remis à noſtre Mediation, pour terminer les differens qui les avoient engagé à prendre les Armes, l'application que nous y donnâmes fut accompagnée de tant de ſuccez, que nous arreſtames bien-toſt après les fâcheux effets d'une Guerre, qui dans le peu de tems qu'elle avoit duré, avoit eſté ſuivie d'une effuſion de ſang, d'autant plus grande que l'animoſité paroiſſoit plus vive entre les Parties, ſans attendre qu'un Traité eut tout à fait reglé les conditions de la Paix: & pour éviter que les longueurs de la Negociation ne fiſſent durer trop long-temps l'action des Armes, nous portâmes les Parties à convenir entre nos mains de la Ceſſation des hoſtilitez, de la reſtitution des Lieux qui avoient eſté occupez durant la Guerre, & de l'échange des Priſonniers. Ainſi par l'execution de ces conditions nous ſuſpendîmes le mal, ſi nous ne le finîmes pas entierement; & l'Italie commença à entrer dans la joüiſſance du repos que nous avions eu le deſir de lui procurer. Mais parce qu'elle ne peut eſtre delivrée de la crainte de voir renaiſtre la Guerre, juſques à ce qu'elle la voye tout à fait éteinte par une Paix, & que noſtre ſuſdit Frere le Duc de Savoie, & la Republique de Genes, ont bien voulu pour y arriver plus promptement, ſe remettre à Nous de juger ſur tous leurs differens, & s'obliger de ſouſcrire & ratifier tout ce que nous aurions prononcé; Nous pour ſatisfaire aux loüables intentions qu'ils profeſſent pour la Paix, pour étouffer tous ſujets de diviſion entre eux, & pour rendre la premiere tranquilité à l'Italie, declarons par ces preſentes, ſelon le ſuſdit Pouvoir qu'ils nous en ont donné,

PREMIEREMENT. Que la ſuſpenſion d'armes qui a été procurée & continuée juſques à cette heure par noſtre entremiſe, entre noſtre ſuſdit Frere le Duc de Savoie, & la Republique de Genes, ſera changée en une Paix bonne, ferme & durable, ſans que tout ce qui s'eſt paſſé durant la Guerre y puiſſe apporter aucune alteration à l'avenir.

II. Que la reſtitution des Lieux qui avoient été occupez de part & d'autre, & l'eſchânge des Priſonniers ayant déja été executé, les choſes demeureront en l'état qu'elles étoient avant la ſuſdite Guerre, & en l'état qu'elles ſe trouvent aujourd'hui depuis les ſuſdites reſtitution & eſchange, ſans que l'on puiſſe avoir de part ni d'autre, aucunes pretentions ni pour les frais & dépenſes de la Guerre, ni pour les dommages qu'elle auroit cauſez.

III. Que le Commerce tant par Terre que par Mer, Rivieres & autres Eaux, ſera rétabli entre les Sujets de part & d'autre, en la maniere qu'il eſtoit auparavant, enſorte que leſdits Sujets pourront vivre à l'avenir dans la premiere intelligence & bon voiſinage qu'ils faiſoient avant la priſe des armes.

IV. Et parce que les differens qui eſtoient nez pour quelques limites entre les Lieux de Cenoa & Rezzo, auroient donné la premiere origine à la Guerre, & qu'il importe de les terminer en telle ſorte qu'ils ne puiſſent cauſer de ſemblables troubles à l'avenir, il ſera convenu dans le terme de deux mois entre les Parties, de tels Juges en Italie dont ils demeureront d'accord enſemble, auſquels ils ſe remettront entierement de part & d'autre, pour connoitre & decider deſdites limites entre Cenoa & Rezzo, nommement des Lieux appellez l'Epollette, & Agroſoglio, ou bien les Foſſate de Pittone, enſemble des differens entre les Lieux de Lormée & de la Pieve, pour la Juriſdiction dans les Alpes de Vinſſenna: comme auſſi les differens entre Briga & Triora. Pareillement auſſi leſdits Juges nommez connoitront des differens touchant la Portion de Pornaſſio, des Lieux de Monteroſto, de Savina, de Cenoa & Arvigo. Promettant le ſuſdit Sieur Duc & la Republique, de ſe ſoumettre & ſouſcrire à tout ce que leſdits Juges prononceront, ſans que ſur les differens touchant leſdits Lieux & limites, on puiſſe plus revenir à l'avenir à la voie de fait & des armes.

V. Que ſi dans ledit terme de deux mois aprés l'échange des Ratifications du preſent Acte, les ſuſdites Parties n'avoient pû convenir de Juges entre elles, Nous pourrons alors leur en nommer tels que nous jugerons à propos, à condition toutesfois que nous les choiſirons en Italie, auſquels leſdites Parties ſeront obligées de ſe ſoumettre en la meſme ſorte qu'il a été dit dans l'Article precedent.

VI. Le preſent Acte & les Articles de Paix qui y ſont contenus, ſeront communiquez par le Sieur Servient, noſtre Ambaſſadeur auprés dudit Sieur Duc, conjointement avec le Sieur de Gomont noſtre Envoié extraordinaire, & emploié particulierement à la ſuſdite mediation, à noſtre ſuſdit Frere le Duc de Savoie, & par ledit Sieur de Gomont à la Republique de Genes; leſquels Sieur Duc & Republique, s'obligeront d'en fournir entre les mains dudit Sieur de Gomont, un mois aprés la ſuſdite communication, ou plûtoſt ſi faire ſe peut, chacun deux Actes de Ratification, dont l'un ſera remis par ledit Sieur de Gomont à chacune deſdites Parties reſpectivement, & l'autre nous ſera envoié.

VII. Et afin que rien ne retarde l'entiere & prompte execution des Articles ci-deſſus, leur Ratification & la Publication de la Paix, Nous voulons bien conformement au deſir qui nous a été témoigné par les Parties, & à l'affection que nous avons de donner plus promptement le repos à l'Italie, prendre ſur nous, & aſſurer autant noſtredit Frere le Duc de Savoie que la Republique de Genes, que toutes les choſes promiſes dans les preſens Articles, ſeront accomplies & executées fidelement de part & d'autre, en la maniere & dans le tems qui y ſeront portez. En témoignage de quoi nous avons ſigné ces preſentes de noſtre main, & à icelles fait appoſer noſtre Seel. Donné à S. Germain en Laye le 18. jour de Janvier l'an de Grace 1673. & de noſtre Regne le trentiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, ARNAULD. *Et ſcellé ſur double queuë de cire jaune du grand Sceau.*

Ratification de Monſieur le Duc de Savoie.

Les ſuſdits Articles de Paix entre Nous & la Republique de Genes, prononcez par le Roy, nous aiant été preſentez aujourd'hui au Nom de Sa Majeſté, par M. Servient ſon Ambaſſadeur auprés de Nous, & par M. de Gomont ſon Envoié extraordinaire, nous les avons reçûs & acceptez ſans nul delai, afin de témoigner à Sa Majeſté le reſpect que nous avons pour tout ce qui vient de ſa part, promettant de les garder & obſerver inviolablement. En témoignage de quoi nous avons ſigné de noſtre main le preſent Acte de Ratification, fait contreſigner par noſtre premier Secretaire, & à icelui appoſer le Seel de nos Armes. A Turin le 25. jour de Janvier 1673.

Signé,

EMANUEL.

Et plus bas,

DE SAINT THOMAS.

XCIX.

Abſchied des Fränckiſchen Crayſes/ durch welchen nach ergangenen Kayſerl. Excitatorio die Glieder deſſelben mit Ihrer gehörigen Mannſchafft ſich gefaſt zu halten promittiren/ wegen Beyſchaffung deren nöthigen Kriegs-requiſiten und Materalien eine gewiſſe Ordnung etabliren/ auch wegen Beſtellung der Niedern Kriegs-Officier und Bezahlung der Römer-Monath einen gewiſſen Schluß faſſen. Nürnberg den 31. Januar. 1673. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.] 31. Janv.

C'eſt-à-dire,

Recès du CERCLE DE FRANCONIE, *portant Conclusion de mettre sur pied & de tenir prêtes les Troupes qu'on doit fournir à l'Empereur conformement à ses Lettres Adhortatoires, comme auſſi de tout ce qui regarde la levée de ces Troupes, de leur entretien, & du fourniſſement des Mois Romains. A Nuremberg le 31. Janvier 1673.*

Kundt und zu wiſſen. Demnach bey nechſt vorigen zu Bamberg gehaltenen Creiß-Convent, etliche in die propoſition gebrachte puncten darumb zur andermahligen Conſultation ausgeſtellet worden / weilen noch ungewiß geweſen / wo ſich Sedes Belli begeben / oder wann die Römiſch. Keyſ. Mayeſt. Unſre Allergnädigſt. Herr zu würcklicher zuſamm- und abführung der verwilligten Creiß-Völcker die allergnädigſte befehlung ergehen laſſen möchten; Seithero aber von Allerhöchſtged. Ihrer Keyſerl. Mayeſt. bey dem zu Regenſpurg noch fürwährenden Reichstag ſubſiſtirenden hoch anſehentlichen Herrn Principal Commiſſario, Ihro Hochfürſtl. Gnaden zu Aychſtädt ein anderweites Excitatorium, an alle des heiligen Reichs Creiß-ausſchreibende Fürſten dahin ergangen / daß ſelbe bey ihren Mit-Ständen darahn ſeyen / und ernſtliche Erinnerung thun ſollen / mit ihrer gehörigen Mannſchafft ſich gefaſt zu halten / und die ſo wohl heilſam- als ſehr nothwendige gemeine Reichs-Verfaſſung zu einem verſicherten Stand zu bringen / damit auf allen nothfall ſich derſelben nützlich möchte zugebrauchen ſeyn: Als haben dieſes Löbl. Reichs-Creiſſes beide Herren Ausſchreibende Fürſten die Hochwürdigſt und Durchleuchtigſte Fürſten und Herren / Herr Peter Philip Biſchoff zu Bamberg / und Herr Chriſtian Ernſt / Marggraff zu Brandenburg ꝛc. tot tit. zu dermahligen adjuſtirung dieſes gemeinen Reichs-Verfaſſung- und Defenſions wercks auf den 31. hujus anhero in des heiligen Reichs-Stadt Nürnberg einen anderweiten Creißtag auszuſchreiben beliebt / bey welchem auch der geſambten höchſt- und wohllöbl. Fürſten und Ständen Räth und Abgeſandte / auſſer der Graffen von Wertheimb und Herrn von Limburg Speckfelder Linien (die doch durch Schreiben ihre entſchuldigung eingewendet / und beyneben mit den majoribus zu conformiren und ihr gebührendes Contingent an Geld und Mannſchafft mit beyzutragen ſich offerirt) perſöhnlich erſchienen und nach fürdera beſchehener uberreichung dero gewalden auf die ahn ſeithen des Löbl. Bambergiſchen Directorii von newem proponirte puncten geſchloſſen / wie folgt.

Erſtlich: Nachdeme für allen in die umbfrag geſtelt worden / ob die geſambte Löbl. Creiß-Stände ihr angehöriges quantum der Mannſchafft zu Roß und Fuß / nach inhalt des nechſt vorigen Creiß-Receſſes und darinn begriffener repartition, geworben / und damit dergeſtalten in bereitſchafft ſtehen / daß auf allen bedürfftigen fall ſelbe wohl exercirt und ausmondirt bey künfftigen Rendezvous erſcheinen mögen. Item ob ſelbige ihr Contingent ahn den verwilligten halben Römer-Monath nebſt denen bey ein und andern ſchuldig verbliebenen alten Reſten bezahlt / auch derentwegen mit denen Creiß-Caſſirern gebührende abrechnung gepflogen: Als haben hierauff die meiſte Abgeſandten ſincerirt / und zu vernehmen gegeben / wie ſie ihre Völcker zu Roß und Fuß in guter bereitſchafft / und ſelbe zu des gemeinen Reichs nothhaben und erforderen gleich ſtellen könten / andere aber / ſo damit noch nit völlig gefaſt / ſich erbietig gemacht / die ihrige nit weniger mit nechſten auff zu bringen / alſo daß bey deren würcklicher zuſamm- und abführung einiger mangel nit erſcheinen / wie im gleichen die in alten Reſt verbliebene Gelder ſambt dem jüngſt verwilligten halben Römer-Monath wo nicht bey noch währendem Creiß-Convent, jedoch allerförderlichſt abgetragen / darüber auch ordentliche Quittung erhoben / und dem Löbl. Directorio auf begehren fürgelegt werden ſollen. Worbey man es dann der zeit noch bewenden laſſen / und zu deſto gewiß- und endlichen vollſtreckung einen Sechswochentlichen termin præfigirt, und angeſetzt / alſo / wo entzwiſchen deme nicht nachgelebt würde / wieder die ſäumige alsdan die würckliche Execution ſambt einbringung aller daraus erwachſender Schaden / und Koſten / ohne einziges weitheres nachſehen vorgenommen werden ſolle / und zwar uf maas und weiſe / wie beider Herren Ausſchreibender F. Fürſten / Hochfürſtl. Gnaden und Durchl. inhalts letztern Bambergiſchen Creiß Receſſes, ſich mit einander zu vergleichen haben / ſolte aber innerhalb ſolch ſechswochigen termini dieſer Vergleich nicht zuerheben ſein / ſolle eins als andern weegs die Execution für dismahl wieder beſagte Moroſos in liquidis vor hochſternanter Herren Ausſchreibender F. Fürſten und Creiß-Obriſten Hochfürſtl. Fürſtl. Gnadl. und Durchl. von geſambten Creiß wegen / krafft dieſes / aufgetragen ſeyn / auch mit bederſeithligen zuthun / ſalvo tamen cujusvis Jure, und daß hierdurch keinem theil / an deſſen wiſſentlichen herbringen derogirt oder præjudicirt ſeyn ſolle / alles würcklich vollzogen werden / alſo / daß darwider ſich umb ſo weniger jemandt fürs künfftig zu beſchwehren / oder mit fug und billichkeit zu entſchuldigen haben möge: Allein / weillen Herr Graff Georg Ludwig zu Erbach für ſich / und ſeine Herren Gebrüdere wehemütig remonſtriren laſſen / daß durch die in neülichkeit abmarchirte Völcker die Graffſchafft Erbach guthen Theils in eüſſerſten Ruin und Deſolation geſetzet worden / dahero gebetten / mit Ihnen / wegen Ihrer zuſtellen habender Mannſchafft / und Bezahlung der verwilligten gelder ein unleidentliches einſehen zuhaben / als iſt denenſelben / weilen der üble zuſtandt nicht unbekandt / die helffte der bewilligten anderthalben Römer-Monathen für dismahl nachzulaſſen von geſambten Creiß wegen placidirt worden / des gäntzlichen verſehens / ſie werden hingegen nit allein die übrige helffte gedachter anderthalb Monathen ohnfehlbahr erlegen / ſondern auch ihre völlige ahngebührnus an der Mannſchafft zu nechſtfolgenden ausfordern und begehren ohne einzigen mangel und abgang ſtellen.

Weilen andertens zu beyſchaffung der Regiments-Stücklein / deren außrüſt- und Mondirung / Ammunition, Conſtabel / Handlanger / Fuhrknecht / Roß / Wagen und anderer dergleichen nothwendigkeiten / nach ausweis der hiernach folgender von Deputirten der 4. Bäncken und Kriegs-Räthen gefertigter / und vom Creiß approbirter Deſignation (alſo genau man auch die ſach angreiffen und einrichten wird) der vorhero verwilligte halbe Römer-Monath bey weithem nicht erklecklich / derentwegen zu beförderung dieſes gemeinen Reichs verfaſſ- und defenſions-wercks ein mehrers beyzutragen vonnothen ſeyn wollen; als iſt von denen geſambten Löbl. Ständen noch ein gantzer Römer-Monath und zwar deſen helffte inner 4. Wochen / die übrige helffte aber wan es die beide Herren Creiß-ausſchreibende Fürſten für gut und nöthig erachten werden / zur Creiß-Caſſa / bey vermeidung vorgedl. unausbleiblicher Execution, zu liefern / und einzuſchicken beliebt / nicht weniger ausdrucklich reſervirt worden / daß ſolche neüe verwilligte Monaths-gelder / in keinen andern Nutzen oder gebrauch / als zu beförderung dieſer gemeinen Reichs Kriegs-Rüſtung (darzu man dan des heiligen Reichs-Stadt Nürnberg umb die behörige nothdurfft nach advenant beyzuſchaffen / die Commiſſion übertragen) employirt, und darwider einigem Standt / nach ausweis des jüngſt zu Bamberg aufgerichteten Receſſes, die geringſte Moderation, Retention, Compenſation, oder andere dergleichen Exception und vorwandt nit verſtattet / gleichwohln aber auch Ihnen an gedl. ihren zu prætendiren habenden Moderations- oder Compenſations-Recht in andere wege nichts præjudicirt / oder benohmmen werden ſolle.

Ohngefehrlicher Uberſchlag.

Was für Kriegs-nothdurfften zu gemeinem Creiß zu verſchaffen.

Für 2. Regiment-Stücklein ſo wenigſtens 3. W. ſchieſſen / jedes à 6. Centner	540. fl.
Hierzu werden erfordert 6. und dan 1. lediges Pferdt / à 50. fl.	350. fl.
Für 2. Karren / worauff erwelte Stück geführt werden	45. fl.
Für Materialien / Geſchirr / Ketten / Seilen / Winden / Strick	300. fl.
Zu Führung 23. Centner Pulver 46. Centner Bley / 46. Centner Lunden / ſeindt vonnöthen 5. Ammunition Wagen / welche aus der Caſſa zuſchaffen jede à 30. Reichsthaler	225. fl.
Zur Artolerie deren Munition- Material- und Proviand-Wagen / als ahn der zahl 3. jeden à 45. fl.	135. fl.
Zu 52. Pferde zu vorgeſetzten 13. Munition- Material und Proviand-Wagen jedes à 50. fl.	2600. fl.
Für die Sattler- und Riemer-arbeit zu gedl. 13. Wagen	130. fl.
Für 2. Feldkaſten zu beeden Regimenter	300. fl.
Für 200. gegoſſener Kugelen à 4 fl. den Centner	24. fl.
Sieben Centner Pulver jeden à 30.	210. fl.
Drey Centner Lunden à 6.	18 fl.
Einhundert Cardetſchen à 30.	50. fl.
Radtſchienen / Winden / Hufeiſen / Radtnägel / Latter / Wagenſchmier und dergleichen	60 fl.
Zu Mondirung des Heerpauckhers / Trompetters / beſtellung des Profoſſens	450. fl.
Zu allerhand anderen gemeinen auslagen	500. fl.
Für allerhand ſachaden	50. fl.

Zu denen beiden Regimentſtucken werden 3. Conſtabel und 2. handlanger vonnöthen ſeyn / damit nun wegen unterhaltung der Conſtabel die Koſten dem Creiß erſparet bleiben mögen / wird für rathſamb ermeſſen / daß einige Stände ſolche interim, weilen Theils derſelben mit ſoldaten leuthen ohne dem überflüſſig verſehen / in ihren dienſten unterhalten und beym fortzug dem Creiß überlaſſen mögen / allermaſſen ſich hierzu Bamberg / Wirtzburg und Nürnberg erboten: Es ſolle aber einem jeden Conſtabel 2. Reichsthaler zum handtgeldt interim gegeben / und dabey verſprochen werden / bey folgenden abzug einem jeden noch 8. Reichsthaler zu ſeiner Mondirung reichen zulaſſen.

Die Knecht und handlänger hält man dismahlen für unnöthig zu beſtellen / wie zwahr auch die Pferde eben dismahlen wegen Koſtbahren underhalts zuerkauffen / weilen Knecht und Pferde allezeit wohl zuhaben.

Die Ammunition aber anzuſchlagen iſt darumb für unnöthig

ANNO 1673.

befunden worden/ weilen ein jeder Stand die ſeinige mit Krauth und Loth ſelbſten verſehen wird.

Was nun denen Staabs-Officierern aſſignirt werden wolle/ darüber werd ſich der hochlobl. Creiß zu reſolviren haben.

Summa vor-ſpecirter Poſten thun . . . . 6212. fl.

Drittens betreffend die benambs- und beſtellung der Niederen Staabs-Officiers des Regiments zu Roß/ da iſt an ſeithen Brandenburg-Culmbach zum Adjutanten Jhr. Dl. Cammer-Juncker Chriſtoff Friedrich von Brandſtein: Zum Regiment Schultheiſſen Johan Chriſtoff Staub/ der zeit Seiner Durchl. Hoff-Raths- und Legations-Secretarius zu Regenſpurg/ zum Gerichts-Schreibern Georg Mülhern/ zum Feldtſcherer Heinrich Wolrath Gros: Dan zum Zahl- und Proviand-Meiſtern Andreas Möſch Brandenburgiſcher Ambts-Verwalter zu Stockenrodt: zum Regiments Quartier-Meiſtern/ welcher ſonſten von gemeinen Creiß-wegen/ vermög nechſt vorigen Creiß-ſchluſſes zu benambſen geweſen/ Georg Ernſt Handel Capitain über den Anſchuß der Haubtmanſchafft Hoff in Vorſchlag kommen/ und zu der Stande belieben geſtellet worden; ob ſie bemelte 2. letztere ſubjecta für qualificiert erkennen und zu dergleichen Chargen annehmen wolten; ob nun zwar die meiſte Abgeſandte von denſelben qualitäten und Conditionen wenige nachricht und kandtnus getragen/ ſo haben jedoch ſelbe zu dero auffnehmung zu willigen/ darumb deſtoweniger bedenckens gehabt/ weilen ohnzweifflich Jhre Durchl. auf ſolche Perſonen von ſelbſten werden bedacht ſein/ die ſowohl Jhr/ als dem gemeinen Löbl. Creiß mit treugefliſſenen dienſten zugethan ſeyn und verbleiben/ dabey aber abſonderlich gedingt und vorgeſehen worden/ daß gedachter Möſch zu dieſer ſeiner ſehr importirlicher Charge mit leiſtung gewöhnlicher Pflichten und gebührlicher Caution, und zwar mit ſolchen Leuthen/ die im Creiß genugſamb begüthert/ und angeſehen/ ſich habilitiren und Jhm zu ſeinem beſſeren und verſicherten verhalten/ eine gewiß- und gemeſſene Inſtruction (gleich auch bey dem nechſt vorgeweſenen Türcken-Krieg beſchehen) zugeſtellet werde.

So bleibt auch zu jeden Stands freyen belieben/ für ſeine Völcker noch einen aignen Proviant- und Zahlmeiſter zu conſtituiren/ ſo zu dererſelben beſſerer Conſervation invigiliren/ und mit Zahlung Solds/ auch Reichung des Proviands fleiß und getreulich umbgehen/ dabenebenſt gegen beide Herren Obriſte/ Regiments-Proviand- und Zahlmeiſtern den gebührenden Reſpect tragen und erweiſen/ wie auch in allen begebenden fällen ſich dero guthen Raths erhohlen/ hingegen dieſe Jhm auch mit allen geneigten willen und vorſchub an die hand gehen/ und beforderlich ſein werden/ gleichermaſſen hat H. Frantz Jacob d'Avila, Obriſter zu Fuß zu ſeines Regiments unteren Staabs-Officiers vorgeſchlagen/ nemblich zum Regiments-Schultheiſſen Philip Müllichen Jur. Lic. zum Secret Sigmund Büllebern/ zum Adjutanten/ Hans Caſpar Dümblein/ zum Feldſcherr/ Johan Hauſſern/ zum Wagenmeiſter Valentin Leo/ zum Regiments Quartier-Meiſtern Hans Schneidern einen Reformierten Leutenant/ welche Perſohnen/ ob ſie gleich denen ſambtlichen Geſandten auch nicht allerdings bekandt/ jedoch uff H. Obriſtens gutbefinden und (ſo viel den Regiments-Quartiermeiſter betrifft) beſchehene Recommendation aufgenommen worden.

Anlangend die 4. Feld-Prediger beiderley Religionen/ thun die geſambte Räth und Abgeſandte zu Jhrer Hochfürſtl. F. Gn. und Durchl. beide Herren ausſchreibende Fürſten das gute vertrauen ſetzen/ ſie werden in ihren Landen taugliche ſubjecta beyzubringen und damit dem Löbl. Creiß (zumahlen ſolches zu Gottes ehr und der Seelen heil gereichet) an handen zu gehen nicht ungeneigt ſein.

Wann nun hierbey erinnert worden/ daß ſo wohl die hohe/ als benambſte untere Staabs-Officierer/ und noch andere auffnehmende geringere Perſohnen ohne einige angab oder Wartgelde/ ſich in die lenge mehr nicht gedulden/ noch man deren gewiß verſichert ſein dorffte: Als iſt beliebt worden/ denenſelben ad interim bis zu deren Verpflicht-abmarchirung und operation ein vor allemahl ein Monathſolde nach der Reichs-Ordinanz zu ertheilen/ um dadurch ſich ſelbiger umb ſo mehr geſichert zu machen.

Dan iſt fürs 4te auf den propoſitions-Punct/ aus weſſen anweis und befehl: Item zu was Operation die beide Creiß-Regimenter ins Felde zuſchicken/ wan/ wo/ und welcher geſtalten der rendezvous anzuſtellen/ für gut angeſehen und geſchloſſen worden/ daß/ weilen man anjetzo in gemeiner Reichs defenſion und verfaſſung begrieffen/ maſſen dahin nicht allein der jüngere Bambergiſche Creiß-Receſs abgefaſſet/ ſondern auch die ergangene Kayſerl. Excitatoria darauff ſelbſt gerichtet/ ſelbige auf allerhöchſt gebl. Jhre Kayſerl. Majeſt./ und des Reichs-Commando abzuſchicken/ und zur Operation anzuweiſen ſein/ damit man aber um ſo gewiß- und geſicherter auf allen bedörffenden fall/ in bereitſchafft/ und guter poſtur ſtehe/ iſt gleichfals geſchloſſen worden/ beide Regimenter zu Roß und Fuß auf den 1/7 kommenden Monaths Aprilis albie umb Nürnberg/ und zwar auf jeden Stands aignen koſten/ und daß durchgehends gute Ordre gehalten/ auch niemand einiger ſchad zugefügt werde/ und da wieder verhoffen dergleichen erfolgte/ von ſelbigem Stande deme die Völcker zuſtändig/ die Refuſion geſchehen ſolle/ zuſammen zuführen; Selbe mittels beider Herren Ausſchreibenden Fürſten und Creiß-Obriſten (denen vorhero die Rolle über die Mannſchafften einzuſchicken) darzu geordneter Kriegs-Officierer zu luſtriren/ und die verordnung zuthun/ damit ſelbe auf einerley und zwar bey der Kayſerl. Armée üblicher manier exercirt/ dan der bey ein oder anderer Compagnie befindliche defectus verbeſſert werden mögen/ ſolte aber wieder verhoffen die Noth es ehender erfordern/ und nach vorgeſtelten puncto ſecuritatis Imperii ein anderweithe auffbietung von Jhrer Kayſerl. Majeſt. und dem geſambten Reich erfolgen/ hätten die beide Herren Creiß-ausſchreibende Fürſten und Creiß-Obriſter (gleichwie in allen anderen eilenden fällen und Creiß-diſturbien) Jhres obhabenden Ambts wegen hierinn auch die ehendere anſtalt zumachen/ den Rendezvous zu anticipiren/ ſo dan bey einem anderweithen anzuſehen-habenden termin zu verpflicht- und vorſtellung beider Herren Regiments-Obriſten und anderen hohen Kriegs-Officierern/ ungleichen/ zu würcklicher expedit- und abfertigung der Völcker zu ſchreiten: Inzwiſchen aber/ und bis dahin dieſelbe/ vermög des jüngern Creiß-ſchluſſes unter eines jeden Stands Commando bleiben ſollen/ ſo viel aber die præſentation hoch und wohlernelter Herren Obriſten/ dan der Staabs-Perſohnen zu Roß und Fuß betrifft/ iſt verglichen worden/ daß im Nahmen Jhrer Hochfürſtl. Gnad. zu Bamberg/ als Creiß-ausſchreibenden Fürſten/ dan Seiner Hochfürſtl. Gnad. Herrn Teutſchmeiſtern/ als dieſes Creiſes nachgeordneten/ Seiner Hochfürſtl. Durchl. zu Brandenburg-Culmbach/ als Obriſter zu Pferdt/ den hoheren Staabs-Perſohnen und Officierern des Jhro anvertrauten Regiments/ hingegen der Obriſte/ wie auch die Staabs und andere Officiers zu Fuß durch jetzt hochernante Jhre Durchl. von Creiß wegen præſentirt werden ſollen.

ANNO 1673.

Nechſt deme iſt vor hochnothwendig ermeſſen worden/ der Röm. Kayſerl. Majeſt. für die bißhero in erhaltung Ruhe und Friedenſtands des heyligen Röm. Reichs getragene gantz Vätterliche Vorſorg allerunterthänigſten danck zuſagen/ und zu denen/ daß ſelbe allergnäd. geruhen wolten/ dieſen der anſcheinenden gefahr faſt zum nechſt geſeſſenen Creiß in dero allergnädigſten Huld und protection ferner zu erhalten/ und bey dem noch fürwährenden Reichstag zu Regenſpurg (jedoch ohne allerunterthänigſtes ziehl- und masgeben) den punctum ſecuritatis Imperii publicæ in Erörterung bringen/ mithin Churfürſten und Stände zu erhaltung des ſo theuer erworbenen Münſter- und Oſnabrugg. Friedenſchluſs/ einfolglich die geſambte Creiß/ wieder alle des heiligen Reichs Feinde zu rechtſchaffener zuſammentrett- und verfaſſung vermögen und anweiſen zulaſſen/ zu welchem ende nicht weniger ſo wohl an die Löbl. Correſpondirende/ als andere nechſt angelegene/ inſonderheit ahn die Ober- und Nieder-Sächſ. Creiſſe geſchrieben und ſelbe gebührend erſucht werden ſollen/ mit dieſem Creiß/ bey ſo gefährlichen Conjuncturen gute Correſpondentz und nähere verſtandnus zupflegen/ mit dem erbiethen/ daß man dis Orts dergleichen auch zuerweiſen/ und zu reciprociren ſich ſo willig/ als bereith wolle erfinden laſſen.

Und nachdem fünfftens/ von der Hochfürſtl. Würtzburgiſchen Geſandſchafft in puncto der zur Münſteriſchen Legations-ſpeſen reſtirenden zweyen Römer-Monathen auff beſchehene anreg/ einwendung und exception geſchehen: Als hat man für gut befunden/ daß die gebühr durch ein bewegliches Remonſtrations-ſchreiben ahn hochſtged. Jhrer Churfürſtl. Gnad. vorzuſtellen/ nit weniger/ als dieſelbe die Herren von Schonborn/ ſo von Römiſch. Kayſerl. Majeſt. auf die alte freye Reichs Herrſchafft Reichelberg inſignirt/ und bereits zur Reichs-Seſſion und mit-Votirung admittirt worden/ dem Löbl. Creiß zu gleichmäſſiger reception und introduction bey dieſem gegenwertigen Convent recommendirt/ haben die anweſende Räth und Abgeſandte davor gehalten/ daß wegen mehrertheils ermanglender Inſtructionen dieſer punct der zeit noch anzuſtellen/ und Jhrer Churfürſtl. Gnad. hierunter gehörig zu beantworten ſein:

So viel ſechſtens die innerliche Creiß-ſecurität und verfaſſung betreffen thut/ da hat es bey der im jüngſt zu Bamberg auffgerichteten Receſs gethaner Dispoſition und vorſehung ſein nochmahliges bewenden: und weilen Jhre Hochfürſtl. Durchl. zu Br. Culmbach/ dero geheimben Kriegs-Rath/ Haubtmann zu Culmbach und Commendanten der Veſtung Plaſſenburg Herman Adolffen Mieſitſcheck von Weiskaw/ Obriſten/ Item H. Teutſchmeiſters Hochfürſtl Gnad. Philip Heinrichen von Andlaw des heil. Römiſch. Reichs und Löbl. Teutſchen Ordens Rittern/ dan Jhro Hochfürſtl. Durchl. zu Sachſ. Gotha für ſich und im nahmen dero Herren mit-Intereſſenten Heinrichen Gotlob von Seckendorff/ dero Rath und Amtmann zu Königsberg/ zu Creiß-Kriegs-Räthen præſentiren und vorſtellig machen laſſen/ ſeind ſelbe umb ihrer gerümbten dexterität und Militariſcher Experientz willen zu ſolcher ſtell von geſambten Löbl. Creiß aufgenommen/ und nach gethanen handgelübenus auch abgelegten Jurament an hochſtged. Jhre Durchl. zu Br. Culmbach/ als Creiß-Oberſten/ umb in vorfallenden Creiß-Kriegs-ſachen/ mit ihrem Rath/ Hülff und Vigilantz an hand zugehen und all das jenige/ was zu des Creiſſes Ruhe/ und Friedens Stand gedeyen mag/ ihren beſten vermögen/ und pflichten nach/ befordern zu helffen/ verwieſen worden.

Nachdeme nun ſiebendtens die Gebhard- und Rehlederiſche Erben umb dermahlige contentierung ihrer reſpective bekand- und liquiderlicher ſchulden ſich mehrmahlen angemeldet/ iſt vor billich erkand und geſchloſſen worden/ bemelten ſollicitanten von den nechſt einkommenden Reſten die gebührenden ſatisfaction widerfahren zulaſſen/ dieweilen aber auch wiſſend und bekand/ daß das Löbl. Directorium und beide Ausſchreibende Fürſten-Aembter

neben

Anno 1673.

neben der Stadt Nürnberg wegen vieler und von langen Jahren hero ausgeſetzter / und vorlängſt ſchon liquidirter ſpeſen ein merckliches zu prætendiren / hat man nit weniger für gut und nothwendig befunden / wo ſolche prætenſiones von alten einkommenden Reſten zugleich nicht zuerheben / daß bey nechſt anderweithen Creißtag davon ſolle geredet / und auff eine hierzu beſonders deſtinirende verwilligung angetragen werden.

Als auch letztens Johannis Eraſmi Grienſſeiſſens / bey dem nechſt vorigen Türcken-Krieg geweſenen Zahlmeiſters / bißhero noch unerörtertes Rechnungs-Weſen an handen genohmen / und ſo viel befunden worden / daß das liquidum, ſo der Löbl. Creiß ihme hinwieder zuerſetzen und guth zumachen / mehrers nicht / als 353. fl. 38. kr. nach ausweis der Deputirten Calculation und geſtelter abrechnung auswerffen thue / die übrige aber von gid. Grienſſeiſſen angeſetzte 4839 fl. 50½. kr. für gantz unlauter und illiquid zu halten / alſo daß der Löbl. Creiß darzu ſich keins wegs bekennen und verſtehen kan / damit man aber aus dieſem langwierigen und verdrüßlichen werck dermahlen gelangen möchte / iſt für guth angeſehen und beliebt worden / ihme noch über das obbemelte liquidum, ex æquo & bono eine abfertigung zuthun / dahero das zu Wien noch ſtehendes und auf 40. Centner belauffendes Pulver zu überlaſſen / auch derentwegen gewiſſe anweiſung zu ertheilen / und damit dieſem werck ſeine abhelffliche maaß zugeben ſeyn.

Schließlichen haben die geſambte Räthe und Abgeſandte für guth befunden / von dieſem Creiß-Abſchied denen Correſpondirenden Creiſſen nachricht und Communication wiederfahren zulaſſen.

Urkund deſſen allen iſt gegenwerthiger Receß von den Löbl. 4. Bäncken geſiegelt und von andern anweſenden Räthen und Geſandten unterſchrieben worden / ſo geſchehen Nürnberg den $\frac{1}{21}$. Januar. Anno 1673.

C.

10. Fevr. Defenſiv-Alliantz zwiſchen Ihro Churfürſtl. Durchl. zu Bayern Ferdinand Mariam / und Herrn Eberhard Hertzogen zu Würtemberg / zu erhaltung des Weſtphäliſchen Friedens / und abwendung derwegen entſtandener Kriegs-Unruhen in denen Niderländiſchen Vereinigten Provintzen / beſorgender gewaltthätigkeit. Geſchehen München den 10. Febr. 1673.

[Tire de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

C'eſt-à-dire,

Traité d'Alliance & d'Aſſiſtance reciproque entre FERDINAND MARIE *Electeur de Baviere, &* EBERARD *Duc de Wurtemberg, pour la conſervation & maintien de la Paix de Weſtphalie, & pour leur propre Defenſe, contre les dangers qu'ils aprehendent, à l'occaſion de la Guerre qui s'eſt alumée en Hollande. A Munich le 10. Fevrier 1673.*

Von GOttes Gnaden Wir Ferdinand Maria Churfürſt ꝛc. Fügen hiemit zu wiſſen / demnach zwiſchen Uns und dem Durchleuchtigſten Hochgebornen Fürſten / unſern freundlichen lieben Vettern / Herrn Eberharden / Hertzogen zu Wirtenberg Teckh / ꝛc. in Conſideration deren dermahlen ſo gefährlichen Zeiten und weit ausſehenden Conjuncturen wegen beiderſeitigen Landen nahen ſituation, und zu mehrer deren Verſicherung / auf vorhero erfolgte zuſammen-ordnung und unterredung / auch allerſeits erfolgende Ratification ſich einiger nachfolgender Vereinigung und Verbündnus verglichen worden: Als

Demnach die in der Vereinigten Staten von Holland Provintzien entſtandene Kriegs-Unruhe ſo weit kommen / daß man bey jetzigen ſchwehren und gefährlichen Conjuncturen billich Urſach hat / ſorgfältig zu ſeyn / damit der ſo theuer erworbene Fried und ruheſtand im Römiſchen Reich erhalten / und der Friedliebenden und intereſſirten Ständen Lande und derſelben unſchuldige Unterthanen mit durchzügen / einquartirungen und anderen Kriegs-preſſuren nicht beſchweret werden / daß zu dem ende zwiſchen dem Durchleuchtigſten Fürſten und Herrn / Herrn Ferdinand Maria Churfürſten in Bayeren ꝛc. und dem auch Durchleuchtigſten Fürſten und Herrn / Herrn Eberhard Hertzogen zu Wirtenberg und Teckh / ꝛc. wegen beider Landen nahen ſituation eine Freund-nachbarliche zuſammen ordnung und unterredung veranlaſſet worden / bey welcher auf beider hohen Herrn Principalen gnädigſte Ratification nachfolgende Vereinigung und Verbündnus geſchloſſen und verglichen worden. Als:

Erſtlichen / wollen beiderſeits hohe Herren Principalen ſich gegen einander zur reciprocirlichen Freundſchafft und correſpondenz hiermit verbinden / und ſoll einander vertraulich communicirt werden / was ein und andern theils des jetzigen intereſſens und der darüber in oder auſſer Reichs-führenden anſchläg halber für nachricht einlangen / damit man zur Conſervation beiderſeits Land und Leuthe / um ſo viel mehr die gemeine Conſilia darnach richten könne / wie dan auch beiderſeits zu Regenſpurg ſubſiſtirende Geſandſchafften und bevollmächtigte zu gleichmäſſig vertraulicher Correſpondentz und Vereinigung ihrer Stimmen in dieſen Puncten von beiderſeits gnädigſten Herrn anzuweiſen.

Anno 1673.

II. Dieſe Vereinigung Verbündnus ſolle zu keines einigen menſchen offenſion und beleidigung / ſondern allein zur conſervation und erhaltung des Münſter- und Oſnabruggiſchen Frieden-Schluſſes / auch abwendung der denſelben und anderen Reichs-Conſtitutionibus zu widerlauffenden Contraventionen / gewaltthätigen durchzügen / einquartirungen / Plünderungen / Schatzungen und anderen dergleichen Kriegs-preſſuren und beſchwerden / wie die immer namen haben mögen / vermeint und angeſehen ſeyn / auch nicht anderſt verſtanden und aufgenommen werden.

III. Beide hohe Herren Principalen wollen fordriſt aller Ohrten / wo es dien- und erſprießlich ſeyn kan / zu einrathung des Friedens bey denen in Waffen ſtehenden theilen ihre Officia eyffrig anwenden und jedesmahl von dem erfolg einander Freund-Vetterliche vertrauliche communication ertheilen.

IV. Wann aber der liebe Frieden beſſerer hoffnung zugegen nicht ſolte zu erheben ſeyn / ſondern dieſes unweſen ſo weit greiffen / daß beider Herren Principalen unſchuldige Land und Unterthanen wieder die Reichs-Conſtitutiones und das Inſtrumentum Pacis mit durchzügen / ſtraiffen / quartieren / contributionen oder anderen exactionen wolten bedrangt werden / ſo obligiren ſie ſich hiemit / daß ſie in Ihren Landen und gebiethen deren keines geſtatten / auch da etwas dergleichen mit Gewalt geſucht oder vorgenohmen werden ſolte / einander auf weis und maß / wie hernach folgt / kräfftiglich aſſiſtiren und ſich wieder männiglichen / ſo gut ſie können / ſchützen und retten wollen.

V. Zu dem ende beide Allürte Chur- und Fürſten nicht nur Ihre Veſte und haltbare Plätze mit Guarniſonen und anderen nothwendigkeiten verſehen / und ihre Lands-Unterthanen in gutem Exercitio halten wollen / ſondern ſie verſprechen auch einander mit nachfolgender geworbenen Mannſchafft zu Roß und Fuß zu aſſiſtiren / als Chur-Bayern mit dreytauſent zu Fuß / und eintauſent zu Pferd / Wirtemberg aber mit eintauſent fünffhundert zu Fuß und vierhundert zu Pferd.

VI. Und weilen dieſe Summa beiderſeits hilffleiſtung zu abwendung gröſſeren Gewalts nicht erklecklich / ſo wollen Ihnen beide theil angelegen ſeyn laſſen / daß bey dem Löblich-Schwäbiſchen Craiß / alwo man albereith in Werbung begriffen / das zur Reichs-Verfaſſung bewilligte quantum der zweytauſent zu Fuß / und ſechshundert zu Pferd auf daß förderlichſte zuſammen gebracht und alſo der völlige Craiß mit dieſer Confœderation und Verbündnus einverleibt und vereiniget werde.

VII. Auf welchen fall ſiebendens Ihr Churfürſtl. Durchl. in Bayern noch weiter verſprechen / über obige albereith ausgeworffene dreytauſent zu Fuß und tauſent zu Pferd mit der helffte des Schwäbiſchen Craiſſes quanti, iſt tauſent zu Fuß und dreyhundert zu Pferd / zu concurriren / alſo / daß die völlige Mannſchafft dieſer Confœderation ſich auf ſiebentauſent fünffhundert zu Fuß und zweytauſent dreyhundert zu Pferd erſtrecken wird.

VIII. Es wollen auch beide hohe Herren Paciſcenten einige benachbarte Churfürſten und Stände ohne unterſcheid der Religion (derowegen man ſich weiters miteinander zu vernehmen hat) zu gleichmäſſigen beytritt einladen / auch da ſie ſich ſelbſten angeben würden / auf weiß und weeg zulaſſen / wie man ſich wird mit jeden der billichkeit nach vergleichen können / es verhoffen auch beide hohe Herren Principalen / weilen die freye Reichs-Ritterſchafft des gemeinen Craiſſes Schutz gleichfahls genieſſet / dieſelbe werde zu einer billichmäſſigen concurrentz nicht ungeneigt ſeyn.

IX. Da auch die Gefahr und Gewalt gros anſcheinen würde / daß zu deren abwendung obige ausgeworffene / und der etwan noch beytrettenden Stände Mannſchafft unerklöcklich ſeyn ſolten / hette man förderlichſt zuſammen zuſchicken / und ſich wegen eines nach beſchaffenheit der Gefahr adæquirten augmenti, als etwan von 4. in 5. Mann ferner zu vergleichen.

X. Ein jedweder aus den Allürten ſoll die hülff aus ſeinen Koſten laiſten / und damit gute Diſciplin unter den Völckern erhalten werden mögen / mit der bezahlung fleiſſig und richtig zuhalten / jedoch hat der jenige dem die hilff geſchickt wird / mit beyſchaffung des Proviants und anderer Lebens-mittel gegen billich- und leydentliche bezahlung ſolche vorſehung zuthun / damit kein abgang oder mangel erſcheine.

XI. Ihre Churfürſtl. Durchl. in Bayern ſollen zu dem Corps wann es zuſammen geführt wird / einen General Feldzeugmeiſter und General Wachtmeiſter / und Ihre Durchl. der Hertzog von Wirtemberg den andern General Wachtmeiſter / die Obriſten Wachtmeiſter aber / andere Officier und Staab-Perſonen / ein jeder theil nach anzahl und proportion der Mannſchafft die er ſtellet / verordnen und auf ſeinen Unkoſten unterhalten / welcher theil aber den General Wachtmeiſter zu Fuß / und welcher den zu Pferd geben möchte / hat man ſich ſeiner zeit weiters amicabiliter zu vergleichen.

XII. Einem jedem theil ſtehet frey die Regimenten nach ſeinen gefallen einzurichten / jedoch / wann eines ſtärcker iſt als das andere / ſollen die dienſte nicht nach anzahl der Regimenter / ſondern der Knechten geleiſtet werden.

XIII. Das Ober-Commando über die Völcker ſoll allezeit der jenige aus denen Allirten haben / in deſſen Land die operation iſt / oder deme die Völcker zugeſchickt werden / ſonſten aber bleibt es bey der ſubordination die den hohen Kriegs-Beambtern und Officieren nach geſtaltſame Ihrer Charge gebühret.

XIV. Unter denen Officieren / ſo gleiche Chargen haben / ſoll der gang und rang nach dem alter Ihrer Chargen gehalten werden.

XV. Die Allirte ſollen Ihre Trouppes mit kleinen Feld-Stücklein / wie es die proportion erfordert / verſehen / das grobe Geſchütz aber / da man eines vonnöthen hätte / wie gleichen die Munition der jenige hergeben / in deſſen Land und Gebieth die action iſt / doch daß die Munition auf der ſambtlichen Allirten gemeinen Unkoſten nach anzahl der Mannſchafft in leidentlich- und billichen preiß wieder bezahlt werde / und iſt die hilffleiſtung nach beſchehener requiſition längſt inner 14. Tagen würcklich zu leiſten / und dem hilff nehmenden zuſtellen.

XVI. Endlichen ſolle dieſe Verbündnus / wann es vonnöthen / auf 10. Jahr gültig ſeyn / und die Ratification von beiden hohen Herren Paciſcenten darüber inner 14. Tagen ertheilet / und beiderſeit ausgewechſelt werden.

Deſſen zu wahren Urkund haben ſich beiderſeits darzu verordnete Chur- und Fürſtliche Miniſtri und Geheime Räthe unterſchrieben und ihre Petſchafft vorgetruckt. Geſchehen in der Churfürſtl. Haubt- und Reſidentz-Stadt München / den 10. Monats-tag Febr. Anno 1673.

(L.S.) Herman Egen Graff von Fürſtenberg.
(L.S.) Caſpar Schmid.
(L.S.) G. W. von Bidenbach.

Daß wir ſolchem nach erſt vorſtehenden Vereinigungs und Verbündnus Receſs Unſers theils in allen ſeinen Puncten und Articulen allerdings genehm halten und hiemit ratificiren thun / haben wir zu deſſen beſtättung uns eigenhändig unterſchrieben / unſer Churfürſtl. Geheime Cantzley-Secret vortrucken laſſen / ſo geben und geſchehen in Unſer Churfürſtl. Haubt- und Reſidentz-Stadt München / den 1. Martii Anno 1673.

CI.

1. Mars. Bündnüß zwiſchen Ihro Kayſerl. Majeſt. Leopold den I. und Churfürſt Johann Georg den II. zu Sachſen / wodurch Ihrer Kayſerl. Majeſt. zu Beſchützung dero Königreiche und Erblanden / letzterer 3000. Mann; Ihro Kayſerl. Majeſt. aber dem Churfürſten 6000. Mann in Vergewaltigungs-Fällen zu ſenden ſtipuliren / aufgericht auf 5. Jahr. Wienn den 1. Martii 1673. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

C'eſt-à-dire,

Traité d'Aſſiſtance entre Sa Majeſté Imperiale LEOPOLD I. *& l'Electeur de Saxe* JEAN GEORGE II. *pour la Defenſe reciproque de leurs Terres & Provinces, par lequel les ſecours ſont reglés à 6000. Hommes de la part de Sa Majeſté Imperiale, & à 3000. de la part de l'Electeur. A Vienne le 1. Mars 1673.*

Im Nahmen der Heil. Dreyfaltigkeit Gottes / des Vaters / Sohns / und Heil. Geiſtes. Amen.

Sey hiemit kund / und zu wiſſen / Nachdem der Allerdurchlauchtigſte Fürſt und Herr / Herr Leopold / erwehlter Röm. Kayſer zu allen zeiten Mehrer deß Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Böheimb / Dalmatien / Croatien / Sclavonien / ꝛc. König / Ertz-Hertzog zu Oeſterreich / Hertzog zu Burgund / Steyr / Kärndten / Crain / und Wiettenberg / Graf zu Tyrol ꝛc. ꝛc. nebſt dem Durchlauchtigſten / Hochgebornen Fürſten und Herrn / Herrn Johann Georg dem Andern / Hertzogen zu Sachſen / Jülich / Cleve und Berg / des Heil. Röm. Reichs Ertz-Marſchallen / und Churfürſten / Landgrafen in Thüringen / Marggraffen zu Meiſſen / auch Ober- und Nieder Lauſnitz / Burggraffen zu Magdeburg / Grafen zu der Marck und Ravenſpurg / Herrn zu Ravenſtein / die eine zeithero auf des Heil. Röm. Reichs Teutſcher Nation Confinien aufgangene / und daſſelbe zum Theil eingedrungene höchſtgefährliche troublen / motus und Conjuncturen / daß / wo keine Vorſehung geſchicht / dieſelbe weiter fortgehen: Ihre Erblanden / nebſt geſamten Reich ergreiffen / und den gemeinen Ruhe ſtand und Genuß deß ſo theur erworbenen und beſtättigten Weſtphäliſchen Friedenſchluſſes kräncken / ja gäntzlich aufheben / und zernichten mögten / dagegen der punctus ſecuritatis Imperii, nebens allgemeiner Reichs-Verfaſſung über alle angewandte Bemühung / bey noch währenden Reichstage in Regenſpurg biß dato zu keinen rechten Stand zubringen / noch durch die in Reichs-Satzungen verordnete ordinari mittel der vor Augen ſtehenden Gefahr mit Nachdruck und Würcklichkeit zu begegnen ſeyn will: Immittelſt gleichwohl ohne Sicherung und Defenſion zuſtehen / weder dem Kayſerl. allerhöchſten und Churfürſtl. hohen Amte und Pflichten gemäß / noch gegen das Reich und der eigene Lande und Leute verantwortlich geſtanden.

Alß iſt auf Ihrer Kayſerl. Majeſt. ſowohl ſchriefftliche / als durch dero Miniſtros, den Kayſerl. würckl. Rath und Abgeordneten / Herrn Otten / Abten zu Pantz / wie nicht weniger ſpecial Abordnung dero Cammerer und Reichs-Hoff-Raths / Herrn Graffens Maximilian zu Mannßfeld / wohlgemeintes bewegliches Erinnern / fürſtellen / und Einladen / beyderſeits guth befunden worden / zu ſolchem Ende ein abſonderliches Defenſiv-Bündnuß / und Verfaſſung abzureden / zu projectiren / und von jetztgedachter Kayſerl. und zween Churfürſtl. Sächſiſchen Miniſtris den 28. Auguſti zuruck gelegten 1672. Jahrs unterzeichnen zu laſſen: Nachdem aber vermög anderweit daſelbſt vorbehaltener Churfürſtl. Abſchickung nach m Kayſerl. Hofe / bey einem und andere punct fernere Erinnerung und Handlung fürgefallen / iſt endlich / und nachdeme man ſich völlig darüber vereinbahret / die nähere zuſammenſetzung / und Alliance zu Gottes Ehren / allgemeinen Reichs-Beſten / und Erhaltung der von Gott anvertrauten Land- und Leuthe / mit allerſeits guten willen und vergnügen / folgender geſtalt geſchloſſen worden.

I. Nächſt vorbehaltung der Röm. Kayſerl. Maj. hohen Ambts Authorität / und gezimenden allerunterthänigſten Reſpects, ſoll dieſes nähere Verſtändnuß / und vereinigung / zu niemandes offenſion, noch Schaden inner oder auſſer Reichs / ſondern allein zu rechtmäſſig zugelaſſener verwahrung / Sicherheit / und Defenſion geſchehen.

II. Verſprechen Ihre Churfürſtl. Durchl. zu Beſchützung Ihrer Kayſerl. Majeſt. Erblanden und Königreichs Böheim ſamt incorporirten Provintzen / Schleſien / und Mähren / wie auch deß Königreichs Hungarn / dreytauſend Mann / alß eintauſend zu Roß / und zweytauſend zu Fuß / wie damit am füglichſten aufzukommen ſeyn würde / nach Ablauff 3. Monathen / von zeit geſchehener requiſition zuſchicken / und mit der Kayſ. Armée zu conjungiren / worneben es bey dißfalls den letzten Novembris Anno 1668. albereits getroffenen Defenſiv-Fœdere, ſo weit in gegenwertigen keine Änderung geſchicht / ſein gäntzliches verbleiben hat.

III. Hinwieder verſprechen Ihro Kayſerl. Majeſt. ſeiner Churfürſtl. Durchl. zu Sachſen Churfürſtenthum / mit allen darzu gehörigen / und incorporirten Landen / auch denen Marggrafthümben Ober- und Nieder-Lauſnitz / in vergewaltigungs-fällen / binnen Monathsfriſt von zeit ergangener Erſuchung / anzurechnen / mit 6000. Mann / als 4000. zu Fuß / und 2000. zu Pferd / wo nicht die Noth und Umbſtände ein mehrers erfordern / ohne Erſtattung einiger Kriegs-Koſten / zu Hülfe zu kommen / und ſollen dieſelben / ſo lang ſie darinnen ſtehen / und agiren / Ihrer Churfürſtl. Durchl. Ober-Direction und Commando untergeben ſeyn.

IV. Daferne auch biß zu Aufgang nechſt vorhandenen Monaths May kein Univerſal Frieden erfolgen / und das Heyl. Röm. Reich von jemanden feindlich angegriffen werden ſolte; Ubernehmen Seine Churfürſtl. Durchl. zu defendirung deß geſamdten Reichs / und manutenirung deß Weſtphäliſchen Friedens / nicht weniger beſagte 3000. Mann / auf obbemeldte 3. Monathliche requiſition, zu ſtellen / und mit der Kayſerl. Armée zu conjongiren.

V. Die Churfürſtl. Völcker nun haben in der zeith / wann ſie ſich beym Kayſerl. Corpo befindete / mit demſelben gleiche quartier zu genieſſen / auch angeregte dienſte mit- und neben Ihnen / Militariſcher Ordnung und proportion nach / zu leiſten.

VI. Sollen zwar dieſelben unter der Kayſerl. Kriegs-Generalität Commando, nach geſchehener Conjunction, ſtehen / dem Churfürſtl. Commendanten aber vor ſeine Untergebene Soldaten die Juriſdiction gelaſſen / Sie auch in Ihrer Gewiſſens-Freyheit / und Religions Exercitio keinerley weiſe turbirt, noch gehindert werden.

VII. Soll der Churfürſtl. Commendant zugleich dem Kriegs-Rathe beywohnen / und alſo alle wichtige Kriegs-Deliberationen nach vorhergegangener Communication mit demſelben zu weck gerichtet werden.

VIII. Da auch unterdeſſen / oder nachgehends / Stillſtands-Tractaten / und Friedens-Handlungen / unter was Namen es geſchehen möchte / fürgehen würden / ſollen Ihre Churfürſtl. Durchl. vermittelſt der Ihrigen darzu würcklich admittiret: Und ohne ihr vorbewuſt / nichts gehandlet noch zu præjuditz / oder Schaden bedingt / und verſprochen / wohl aber dieſelben in belibende Friedens-Vergleich eingeſchloſſen werden.

ANNO 1673.

IX. Wird allen und jeden Chur- und Fürſten des Reichs ſich in dieß Defenſive Fœdus mit beyderley Theile Conſens zu begeben freygelaſſen.

X. Solches Bündnüß nun ſoll von dato der vollziehungen auf 5. Jahr / im fall durch Friedliche Hinlegung / oder ſonſten die Urſachen / ſo es die zeit veranlaſſet / nicht ehe abgethan wererſtrecken / würde ſichs aber länger damit verweilen / habe man ein halbes Jahr vor Ablauff der erwehnten über dieſer Continuation, ſich weither zu vernehmen / und zu vergleichen.

Obiges alles nun iſt durch die von Ihrer Kayſerl. Mayſt. an einem und von Ihrer Churfürſtl. Durchl. zu Sachſen / am andern Theil hierzu deputirte / und zu End unterzeichnete Plenipotentiarios, und gevollmächtigte / Krafft den diſfalls gehabten / und gegeneinander außgewechſelte Gewalde / und Vollmachten / welche unten angefüget / biß zu allerhöchſtgedachter Kayſ. Mayſt. auch höchſt erwehnter Churfürſtl. Durchl. Ratification, welche a dato binnen Monathsfriſt eingebracht werden ſoll / alſo abgehandelt / beliebet / und beſchloſſen / auch zu deſſen mehrern Urkund von Ihnen eigenhändig unterſchrieben / und darneben beſiegelt werden. So geſchehen Wien den 1. Martii 1673.

(L.S.) A. H. V. Sagan.

(L.S.) Johann Paul Hocher Hmmſſ.

(L.S.) W. V. Gerſdorff.

CII.

11. Mars. *Teſtamento de la Emperatriz Dona* MARGARITA MARIA *de Auſtria que fue Hija de D.* PHELIPPE IV. *Rey de Españа y Muger del Auguſtiſſima Emperado* LEOPOLOO PRIMERO. *Fecha in Vienna de Auſtria a 11. de Março de 1673.* [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

EN el nombre de Dios, todo poderoſo, y de la Virgen Maria nueſtra Señora, y de los Santos y Angeles de la Corte del Cielo. Nos la Emperatriz Dona Margarita Maria de Auſtria, Infante de España, hallandonos enfermas del mal de la muerte, en eſte Imperial Palacio de Viena de Auſtria, y en nueſtro ſano y entero Juycio, otorgamos eſte Teſtamento, ultima y poſtrimera voluntad, en la forma ſiguiente, y en la que mejor haga lugar de derecho, con expreſſa clauſula Coodicillaria.

Primeramente declaramos por nueſtra unica univerſal y legitime Heredere de todo lo que nos pertenece, y puede pertenecer, a la Archiduqueſa Maria Antonia nueſtra Hija, confirmando en todo acontecimiento, y en el, que Dios no permita, lo declarado, y lo en el Teſtamento del Rey mi Señor y mi Padre, de glorioſa memoria, contenido.

En lo tocante à nueſtro entierro, Funeral, Miſſas, y ſufragios por nueſtra alma, dejamos ſu execution a la voluntad del Emperador, nueſtro Señor, y marido, confiando ſu mejor logro, del Carino que le devemos.

Ytten mandamos a nueſtra Señora de Zeln quinientos talleres per una vez.

Ytten al Collegio de San Miguel deſta Corte mandamos otros quinientos talleres, per una vez, para acabar y perficional la Capilla de San Blas, que eſta en ſu Ygleſia.

Ytten mas otros cien talleres, por una vez, a Santa Roſalia, en la parte que dejamos communicado à dicha Mageſtad Ceſarea del Señor Emperador nueſtro Tio.

Ytten mandamos otros cien talleres, por uno vez, al Convento de los hermanos de la miſericordia, que eſta extra muros deſta Ciudad.

Ytten mandamos à la Imagen de nueſtra Señora, que eſta en el Altar mayor de la Ygleſia de San Geronimo deſta Ciudad, una Joya a eleccion de dicha Mageſtad Ceſarea

Ytten mandamos al Señor Rey de España nueſtro hermano, a la Señora Reyna de España nueſtra Madre, a la Señora Emperatriz Eleonora nueſtra Tia, y a la Archiduqueſa Mariana nueſtra hermana, à cada uno de los quatro, una Joya, ſegun la voluntad de dicho Señor Emperador nueſtro Marito y Tio.

Ytten mandamos al dicho Señor Emperador nueſtro Tio por el grande cariño que le tenemos, y en memoria del que le profeſſamos tan de obligacion, uno de los Aderecos ricos, que trujimos de España.

ANNO 1673.

En commendamos con todad ſingularidad, al Señor Emperador nueſtro Tio, y a la Señora Reyna de España nueſtra Madre, las Perſonas de la Condeſa de Eril, nueſtra Camarera mayor, de la Marqueſa de Lanzarotte, Señora de honor continua, de Doña Leonor Faxardo, Señora de honor y Guardamayor, y de las cinco Damas Eſpañolas que actualmente nos ſirven, pidiendoles con todo encarecimiento las honrten y favoreſcan como lo merecen ſus buenos ſervicios.

Ytten ſuplicamos al Señor Emperador nueſtro Tio, que al Principe de Dietriſtain, nueſtro Mayordomo mayor, le tenga por muy recomendado haciendo lo ſe merced que ſus muchos ſervicios han merecido. Y lo miſmo ſuplicamos a Sa Mageſtad Ceſarea pur nueſtras Damas Alemanas, que actualmente nos ſirven.

Ytten mandamos a la Marqueſa de los Balvaſes, a las dichas Camarera mayor, Princeſa de Dietriſtain muger del dicho noſtro Mayordomo mayor, a la Marqueſa de Lanzarotte, a D. Leonor Fajardo, a nueſtras cinco Damas Eſpañolas y ocho Alemanas, que actualmente nos ſirven, una Joya de las nueſtras, a cada una de las referidas perſonas, las que fueron a la voluntad del Señor Emperador nueſtro Tio.

Ytten es nueſtra voluntad que a todos los Criados y Criadas que nos ſirven actualmente ſe les de a todos, y a cada uno de los de por ſi, la Racion, y Gajes que gozan en eſta Ceſarea Corte por ſus Officios, de que les hacemos merced por todos los dias de ſu Vida, a imitacion de la Señora Emperatriz Maria nueſtra Abuela, que goſa de Dios, queriendo que ſe les paguen de nueſtra Dote, en Madrid, y per nueſtra Embajada Ceſarea, come ſe hace al preſſente con los que ſirvieron à dicha Señora nueſtra Abuela, redaciendo eſta Merced alla de España, como ſe hizo entonces.

Suplicamos al Señor Emperador nueſtro Tio, que como nos le tienes ofrecido, amparè la dicha nueſtra familia, que actualmente nos ſirve, haciendo les toda merced, y mandando conducir a España à los que ſu hubieren de bolver, y a la Señora Reyna de España nueſtra Madre ſuplicamos lo miſmo, y que los admitta todos en ſu real ſervicio, como tambien a las Perſonas, que tienen nueſtra Imperial Palabra de ſer admitida, a nueſtro ſervicio, en los pueſtos que conſtan a dicho Señor Emperador nueſtro Tio.

Y ſingularmente pedimos a la Señora Reyna nueſtra Madre que favorezca la de Fr. Simon Garcia nueſtro Confeſſor por lo bien que nos ha ſervido.

Ytten mandamos a la Condeſa de Mansfeldt Aya de nueſtra Hija, por lo que eſtimamos, y por el cuydado con que la ſirve, en ſeñas de nueſtra gratitud, una Joya tambien de las nueſtras, a eleccion del Señor Emperador nueſtro Tio.

Y todo lo arriba referido, otorgamos por nueſtra ultima voluntad, ſiendo teſtigos rogados el Marques de los Balvaſes, Embajador de España en eſta Corte; el Principe de Lobcowitz, Mayordomo mayor de dicha Mageſtad Ceſarea, el Principe de Dietriſtain, nueſtro Mayordomo mayor, El Principe de Swartzemberg, Preſidente del Conſejo Aulico Imper., El Conde de Sinzendorff Preſidente de la Camera, El Conde de Dietriſtain, Cavallerizo mayor de Su Mageſtad Ceſarea, El Conde de Zinzendorff Mayordomo mayor de dicha Señora Emperatriz Leonora nueſtra Tia, El Baron Hocher Canciller Aulico de dicha Mageſtad Ceſarea, y el Conde Franciſco Auguſtin de Baldeſtain, en preſencia de nueſtros Secretarios Joan Jorge Koch, y Don Yſidro de Angulo; en cuya confirmacion lo firmamos, y mandamos ſellar con eſt ſello acoſtumbrado de nueſtras Imperiales Armas, corroborado de los dichos dos nueſtros Secretarios. Fecho en Vienna de Auſtria a onee de Março de mil y ſeiſcientos y ſetenta y trea Annos.

MARGARITA MARSA.
(L S.)

D. Pablo Spla. Doria.	(L S.)	*Albrecht Gr von Sinzendorff.*	(L.S.)
V. Duque de Sagan.	(L.S.)	*Johan Paul Hoch.*	(L.S.)
Ferdinando Principe de Dietrichſtain.	(L S.)	*Franciſco Conte de Waldſtein.*	(L.S.)
H. Pr. di Schwartzenberg.	(L.S.)		
G Ludovico Conte di Sinzendorff.	(L.S.)		
Gundacaro Conte di Dietrichſtain.	(L.S.)		

Y nos los ſuſſo referidos Secretarios de la Emperatriz nueſtra Señora, que a lo dicho fuimes preſſentes, y que de ſu mandado lo eſcrivimos, lo firmamos tambien en dicho dia, mes y año.

Juan George Koch. Ysidro de Angulo.

NB. *Ce qui ſuit eſt écrit en Allemand au dos du Teſtament.*

Gegenwärtiges Teſtament iſt zu Wien den 20 Martii 1673. nachmittag zwiſchen 4. und 5. Uhr in gegenwarth Ihrer Fürſtl. Gl. Gl. Gl. der dreyen Herrn Fürſten: Als des Herrn Hertzogen von Sagan / des Herrn Fürſtens Ferdinand von Dietrichſtain und Herrn Fürſtens von Schwartzenberg / und des Herrn Hoff-Cammer Præſidentens Grafens von Sinzendorff / und Herrn Hoff Canzlars Baron Hohers / und Meiner / in der Behauſung Ihrer Fürſtl. Gl. von Schwartzenberg (als die ſelbige tag an einem ſchwehren Catharr und Augenfluß das Bette hüten müſſen) eröffnet und ordentlich recognoſciret / auch für das wahre und rechte Original befunden worden.

Wien den 20. Martii 1673.

Chriſtoph von Abele.

CIII.

22. Avril. / 2. Mai.

La Suede et les Provinces Unies.

Traité entre **Charles XI.** *Roi de Suede & les* **Provinces-Unies** *des Païs-Bas, pour terminer quelques differens au ſujet de la Navigation & autres. Fait à la Haye, le* $\frac{22.\ Avril}{2.\ Mai}$, 1673. [Manuſcrit.]

Sereniſſimi & Potentiſſimi Principis ac Domini Caroli, Suecorum, Gothorum Vandalorumque Regis, Magni Principis Finlandiæ, Ducis Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stettini, Pomeraniæ, Caſſubiæ, & Vandaliæ, Principis Rugiæ, Domini Ingriæ, & Wiſmariæ, nec non Comitis Palatini Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducis, Regis & Domini noſtri Clementiſſimi Nos Pedeſtrium Copiarum Generalis, & Gubernator in Elsborgſlehy & Dahl. Petrus Sparræ Liber B. in Chronebergh, Dominus in Nasby & Beltebergh, nec non ejuſdem Sacræ Regiæ Majeſtatis Conſiliarius Cancellariæ & Secretarius Status, Eduardus Ehrenſteen, Hereditarius in Fursbygaard, Lindlio, & Barkeſtorp, ad Sereniſſimum & Potentiſſimum Magnæ Britanniæ Regem atque Rempublicam Unitarum Provinciarum Fœderati Belgii pro Pacis Mediatione obeunda miſſi & conſtituti Legati ut & altiſſimè quoque memoratæ Sacræ Regiæ Majeſtatis ad Unitos Belgas Ablegatus Extraordinarius & Conſiliarius Aulicus Haraldus Apelboom, Hereditarius de Soderby, quemadmodum & Celſorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Nos ad hunc Actum ſpecialiter Deputati Commiſſarii, Gaſpar Fagel Conſiliarius & Penſionarius Hollandiæ & Weſt Friſiæ, Johan de Mauregnault, Wilhelmus ab Haren, Agri Boeltani in Friſiis Grietmanius, Johan Isbrandts Horſtlingh in Hoochkerke & Senator Groninganus, Deputati in Conſilium Ordinum Generalium Uniti Belgii.

Notum teſtatumque facimus omnibus & ſingulis, quorum intereſt, aut quocunque nomine intereſſe poterit, quod cum altiſſimè memorata Sacra Regia Majeſtas Sueciæ nihil magis voveat, quam ut ſe inter Regnumque ſuum ab una & Celſitudinem D. D. Ordinum Uniti Belgii ab altera parte, firma & conſtans ſemper Amicitia vigeat & floreat; idque omne tollatur & complanetur, quod vel minimo impedimento eſſe queat, animorumque conſenſus, ſicuti olim, cum hi reſpectivè Status eſſent non ſine fructu ingenti quam conjunctiſſimi, ad illud reciprocæ & fidæ correſpondentiæ faſtigium rurſus evehatur, ut mutui Fœderis antiqua neceſſitudo planè illibata & illæſa deprehendatur, atque altememorati D. D. Ordines Generales declaraverint, in eo ſtudii genere omnem inſimul promptitudinem ſeque tam bonæ Sacræ Regiæ Majeſtatis intentioni pari voluntate reſponſuros, & in eundem finem propoſitumque certatim & libenter cooperaturos eſſe; proinde congreſſi ſint utriusque Partis ſupra nominati Plenipotentiarii interque eos actum & concluſum eſt modo ſequenti.

I. Quemadmodum Sacræ Regiæ Majeſtati Sueciæ & Celſitudini D. D. Ordinum Generalium Fœderati Belgii non ſecus ac aliis Principibus, Regibus, & Supremis Statibus competit jus & libertas ſumma diſponendi de ſuis Navigationibus, Vectigalibus, Mercibusque, ita par eſt, ut eodem jure & libertate ſine ulla cujuſpiam contradictione fruantur adeoque ſicut elucidationis actus Helſingoræ $\frac{29.\ Novemb.}{9.\ Decemb.}$ 1659. concluſus per Tractatum $\frac{18}{28}$. Julii 1667. Hagæ-Comitis abrogatus viſque ejus omnis in perpetuum extincta eſt, ita idem nunc confirmatur & ſtabilitur, & quidem ſic, ut eadem elucidatio pro nulla ſemper habeatur, nec amplius exiſtere præſumatur, neque talis aut conſimilis inpoſterum fiat ulla, nec in præſens aut futurum hinc moveatur quidpiam, quod dictam Sacræ Regiæ Majeſtatis libertatem, & jus impedire valeat, nec eo nomine ad Elbingenſem vel quempiam illius Tractatus Paragraphum ubi de radice talis vel conſimilis elucidationis agi prætendatur, procurare liceat; ſed ut pars utraque in ea explicatione planè acquieſcat, quâ Sacra Regia Majeſtas Regnumque Sueciæ & Celſitudo D. D Ordinum Generalium hodie fruuntur & poſſident, atque poſt eradicatam elucidationem uſu ipſo utrinque comprobata eſt, ac etiamnum viget, ſalvo in reliquis tam quoad Commercia, quam alia omnia Elbingenſi Tractatu ſecundum verum & genuinum ejus ſenſum.

II. Præterea cum impoſitio aut onus quoddam ordinarium aut extraordinarium, quocunque tandem nomine illud appellatum ſit, Navibus vel Mercibus in Mare Balthicum invehendis vel inde in Belgium Unitum exportandis in majorem Populorum illi Mari adjacentium gravationem quam quæ aliarum Gentium verſus Occidentem vel aliorſum eunti redeuntique Navigationi & Commerciis reciprocandis incumbit, hactenus impoſitum ſit, inter Plenipotentiarios pariter conventum & transactum eſt, ut Sacræ Regiæ Majeſtatis Subditi eorumque Naves & Merces conformiter Pactis non aliter quam conjunctiſſima quæque Gens peregrina cum ſuis Navibus & Mercibus in quaſcunque Orbis partes iter inſtituerint, in Unitis Belgarum Provinciis habere debeant, ac proinde dictum onus, quocunque tandem nomine appellatum ſit aut appellari poſſit, tollatur, abrogetur & caſſetur, quemadmodum vigore præſentium tollitur, abrogatur & caſſatur, ita ut deinceps ſub nullo unquam prætextu nunc aut futuris temporibus capiatur, ceſſet verò omnis controverſia ſuper eo quod ex dicto onere hactenus perceptum eſt.

III. Deinde cum Art. 6. dicti Tractatus Anni 1667. ſtatutum & decretum ſit, ut controverſiæ quæ inter Societatem Sueco-Americanam & Societatem Indiæ Occidentalis Fœderati Belgii intercedunt, tam ratione occupationis, quàm damnorum, quæ ſibi à ſeſe invicem in America facta, & illata eſſe prætendunt, ſecundum Juſtitiæ & æquitatis regulas, cum Sacræ Regiæ Majeſtatis Ablegato Hagæ-Comitis examinarentur, deſuper transigeretur Partique læſæ confeſtim & ſine mora ſatisfieret, neque hactenus ex illo tempore amplius quidquam actum ſit, & tamen D. D Legati Suecici contendant, evidenter conſtare à Societatis Suecſæ ejuſdem Indiæ novam Sueciam dictam vi & armis ſubactam eſſe; apertè verò altememoratorum D. D. Ordinum Generalium Uniti Belgii petitum ſit, ut collatis prius utriusque Societatis rationibus demonſtretur, quomodo Ditio illa ſit occupata, quidve injuriæ vel damni illati quælibet Societas ab altera prætendere ſuſtineat, idque per temporis brevitatem nunc peragere cum non vacet, conventum eſt, ut ſtatim poſt perfectum & concluſum hoc Pactum, controverſiæ illæ à parte Sacræ Regiæ Majeſtatis per ejuſdem hic loci Miniſtrum vel quemcunque alium alioſve ab altiſſimè memorata Sacra Regia Majeſtate ad illud negotium conſtitutos vel ordinatos, ex parte verò D D. Ordinum ad id deputatos reaſſumantur, & quid quantumve damni & injuriæ alterutra Pars ab altera paſſa ſit, accuratè inveſtigetur, expendatur, & ſine ulteriore mora ſecundum dictam definitionem tam ratione occupationis, quam damni dati intra currentis anni ſpatium ſatisfiat.

IV. Conventum præterea eſt Sacram Regiam Majeſtatem & Celſitudinem D. D. Ordinum Generalium operam omnem daturas, ut ad finiendas controverſias, quæ inter Hæredes Grott Johannis ex una & Hæredes Crivitzii ex altera parte verſantur, per dictos Hæredes

ANNO 1673.

Groti Johannis & dictor Hæredes Crivitzii, quatenus postremi in his Provinciis Uniti Belgii morantur, aut bona eorum existunt ab utraque Parte litigante vel Confœderata intra trimestre tempus à die conclusi Tractatus pares numero Arbitri eligantur, & ut dictæ controversiæ à præfatis Arbitris aut viâ amicabili, aut eorundem Arbitrorum Sententiâ quàm celerrimè & ad minimum intra anni spatium terminentur, promittentes utriusque Partis Plenipotentiarii tam Regiam Majestatem quàm Celsitudines dictorum D. D. Ordinum Generalium, quatenus præfati Hæredes aut eorum bona in supradictis Provinciis existunt, absque ulla mora executioni mandaturas quod dicta viâ amicabili conventum aut Sententiâ Arbitrorum pronuntiatum fuerit.

V. Postremò cum Tractatus die 6. Julii 1667. de Mercibus Contrabandis aliisque, adeoque de securitate & libertate Navigationis & Commerciorum, quid nimirum & quomodo tempore Belli ab utraque Parte Fœderata agi debeat, expressè ordinet & statuat, jamque remotis Articulis separatis ad tempus conclusi Fœderis duntaxat adaptatis, dictus Tractatus solus communi consensu ut norma habeatur quam Partes invicem sequi teneantur, inter Plenipotentiarios hac vice idem renovatus vigorique suo restitutus est, ac proinde si quæ hactenus à Reipublicæ Belgicæ armatoribus (*Commissie-Vaerders* dictis) contra Fœderis sensum surreptæ sint, vel dehinc ab alterutra Parte totti, itaque aut alicubi detineantur, vel in futurum detentæ fuerint, promissum est, ut mox absque aliarum Legum vel Judiciorum ambagibus vel impedimento ullo privati cujuspiam, atque sine detrimento etiam vel si illud contra dictum Fœdus illatum sit, præstitâ omnino promptè indemnitate dimittantur & in plenam libertatem restituantur. In fidem horum majorem duo exemplaria invicem commutanda confecta & dein extradita sunt Plenipotentiariorum manibus Sigillisque munita, addita stipulatione mutua de Ratificatione intra tres menses subsecutura, quæ hic loci mox commutari debeat, Actum Hagæ-Comitis die $\frac{22.\ Aprilis}{2.\ Maii}$ 1673.

(*L. S.*) P. SPARRE. (*L. S*) GASPAR FAGEL.
(*L. S.*) EHRENSTEEN. (*L. S.*) JO. MAUREGNAULT.
(*L. S.*) HARALD APPELBOOM. (*L. S.*) W. V. HAREN.
(*L. S.*) J ISBRANDTS.

CIV.

$\frac{10}{20}$. Mai.

LE DANEMARC ET LES PROVINCES-UNIES.

Tractaet van Alliantie tusschen Syne Koninghlycke Majesteyt CHRISTIAEN DE V. *tot Denemarcken, ende de Hoog Mogende Heeren Staten Generaal der* VEREENIGHDE NEDERLANDEN, *over een reciproquelycke Assistentie. Gedaen tot Coppenhagen den $\frac{10}{20}$ Mai 1673.*

[Manuscrit, d'où l'on a tiré cette Piéce qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 446. col. 2. en Allemand.]

KEnnelijck zy; Nademaal t'zedert de Alliantie tusschen den Doorluchtigsten ende Grootmagtigsten Furst ende Heere, Heere FREDERICK de Derden Koningh van Denemarcken, Noorwegen, der Wenden ende Gothen, Hertog van Sleswyck, Holsteyn, Stormar ende der Dietmarschen, Graaf tot Oldenburgh ende Delmenhorst Glorieuser memorie, ende de Hoogh Mogende Heeren STATEN GENERAAL der Vereenigde Nederlanden in de Jaren 1649. 1657. ende 1666. gesloten den toestant van 't gemeene weesen, sigh merckelijck heeft verandert, ende de experientie getoont, dat de hulpe daar in *hinc inde* gestipuleert niet altydts soude konnen toereycken, maar het eene nootsaeckelyckheyt schynt te wesen, om over een meerdere assistentie reciproquelyck te convenieren; ende derhalven de Heeren Staten Generaal, om dese ende andere oorsaacken, goetgevonde hebben aan de jegenwoordige regeerende Koninckl yeke Majesteyt van Denemarcken, Noorwegen, &c. eerst den Welgebooren Heer, Heere *Daniel van Wyngaerden*, Vryheer van Wyngaerden, Ruybroeck ende Benthuysen, Heere van Werckendam, Soetermeer, Moermont en Renesse, nyt de Ridderschap van Holland ende West-Vrieslant, Ordinaris Gedepnteerde ter Vergaderinge van de Heeren Staten Generaal der Vereenighde Nederlanden wegens de selve Provincie, Bailliu, Dyck-Graaf ende Super-Intendant van het Kasteel, de Stadt en Lande van Woerden, Hooghe Heemraet van Delflandt, als haaren Extraordinaris Ambassadeur, ende naderhandt oock den Edelen Gestrengen, Wysen, Voorsienigen Heere *Simon van Beaumont* Secretaris van de Heeren Staten van Hollandt ende West-Vrieslandt als derselver Extraordinaris Gedeputeerde af te vaerdigen, om aen syne Koninghlycke Majesteyt die nootsaeckelyckheyt van dien voor te dragen, ende daer over in handelinghe te treden; oock het hooghstgedachte syne Koninghlycke Majesteyt belieft heeft daer toe te committeren de Wel-ende Hoogh-geboorcn, Hoogh ende Wel-Edele Heeren, den *Uldrick Frederick Guldenleeuw* syner Koninghlycke Majesteyts Geheymen Raedt, Stadthouder ende Generael in Noorwegen, als mede Opper-Kamer-Heer &c. den Heer *Pieter Retz* Erf-Heere van Paltsgaerd, Ridder, Geheymen Raedt, Cancelier, President in het Cancellerye-Collegie, Gouverneur en Ampt-

CIV.

Traité d'Alliance entre CHRÉTIEN V. Roi de Dannemarc, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas, pour une reciproque Assistance. A Copenhague le $\frac{10}{20}$. Mai 1673.

$\frac{10}{20}$. Mai.

LE DANEMARC ET LES PROVINCES-UNIES.

SOit notoire, que comme depuis l'Alliance d'entre le Serenissime & très-Puissant Prince & Seigneur FREDERIC Troisiéme Roi de Danemarc, Norwegue, des Vandales & des Gots, Duc de Sleswick, Holstein, Stormar, & de Ditmarsen, Comte d'Oldenbourg, & Delmenhorst, de Glorieuse mémoire, & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, conclue ès années 1649 1657. & 1666. l'Etat de la Republique a changé considerablement, & que l'experience a fait voir que l'assistance qui y est hinc inde stipulée, non-seulement ne suffit pas, mais qu'il semble necessaire de convenir reciproquement d'une assistance plus grande, & que les Seigneurs Etats Generaux pour ces & autres raisons, ont trouvé à propos de députer à cet effet à Sa Majesté le Roi de Danemarc, Norwegue, &c. presentement regnant, le Sieur Daniel de Wyngaerden, Baron de Wyngaerden, Ruybroeck & Benthuysen, Seigneur de Werckendam, Soetermeer, Moermont & Renesse du College des Nobles de Hollande & West-Frise, Deputé Ordinaire en l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas de la part de ladite Province, Baillif, Dick-Grave & Sur-Intendant des Château, Ville & Païs de Woerden, Grand Heemraat de Delftlands, & leur Ambassadeur Extraordinaire, & depuis aussi le Noble, Discret, Sage & prudent Seigneur, Simon de Beaumont, Secretaire des Seigneurs Etats de Hollande, & de West-Frise, aussi en qualité de leur Deputé Extraordinaire, pour en proposer la necessité à Sa Majesté de députer aussi à cet effet le Noble Seigneur Ulrick Frederic Guldenleeuw, Conseiller Privé de Sadite Majesté, Gouverneur & General en Norwegue, & aussi Grand Chambellan, &c. le Sieur Pierre Retz, Seigneur de Paltsgaerd, Chevalier, Conseiller Privé, Chancelier du College de

Amptman over Haddelandt, Offre-Rummerige, Buſcherud ende Ringerugers-Ampt, oock *Aſſeſſor in Collegio Status* ende het Hooghſte Gerechte; den Heer *Johan Chriſtoff von Corbitz*, Erff-Heer van Hellerup, Ridder, Geheymen Raedt, Ryex Maerſchalck, Stichts-Gouverneur over Zeelandts Sticht ende Amptman over Coppenhagen ende Roſchilde Ampt, als oock *Aſſeſſor in Collegio Status*, het Hooghſte Gerechte ende het Kryghs Collegie, den Heer *Pieter van Griffenvelt*, Erf-Heer van Griffenvelt, Ridder, Geheymen ende Cancellerye-Raedt, Opper- ende Geheymen Staets ende Kamer-Secretaris, Gouverneur ende Amptman over Theunis-Berghampt, als oock *Aſſeſſor in Collegio Status*, ende het Hooghſte Gerechte; den Heer *Paul van Klingenbergh*, Erf-Heer van Buſtrup, Hanrou ende Toſtrup, Staets-Raet ende Poſt-Meeſter Generael in Denemarcken, ende den Heer *Coenraedt Bierman*, Cancellerye-Raedt, Staets ende Kamer-Secretaris, oock *Aſſeſſor in Collegio Status*, ende het Hooghſte Gerechte; dat naer ryp overlegh van Saecken ende verſcheyden gehoudene Conferentien ende by-een-komſte over de naarvolgende Poincten ende Articulen, van weederzyden geaccordeert ende verdragen is als volght:

I. Sal tuſſchen Syne Koninghlycke Majeſteyt ende de Heeren Staaten Generael der Vereenighde Nederlanden, zyn ende blyven beſtandige Vriendtſchap ende vertrouwde Correſpondentie, ſoo dat d'een d'andere getrouwlijck meynen, ende niet alleen ſoo dickmaels als het noodigh weſen ſal voor ſchade ende onheyl bytyts waarſchouwen, maer oock van den ſelven alle pericul ende ongelegentheyt, conform den innehouden van de naervolgende Articulen effectivelyck helpen afkeeren.

II. Indien by gevolge Syne Koninghlycke Majeſteyt van iemandt, wie het oock ſoude mogen weſen, niemandt uytgeſondert, in Europa vyandtlyck ſoude mogen werden overvallen ende aangetaſt, het zy dat ſulcks geſchiede opentlyck met de Wapenen ofte oock door andere feytelyckheden ende indrachten, voortkomende ende haaren oorſpronck nemende uyt Syne Majeſteyts Landen ende Kuſten, binnen ofte buyten Europa gelegen, tot herſtellinge ende afwendinge van deweleke Syne Koninghlycke Majeſteyt ſoude genootſaeckt werden van ſelfs de Middelen by de hand te nemen, deweleke ſoo wel de Goddelycke als natuyrlycke ende aller Volckeren Rechten in diergelycken voorvallen toelaten, ſoo belooven de Heeren Staaten Generael Syn Koninghlycke Majeſteyt, op des ſelfs begeeren ende gedane Notificatie, binnen twee maenden, ofte wel eerder, indien ſulcks eenichſints ſal konnen geſchieden, boven de ſes duyſent Man in de voorige Tractaten de Annis 1649. 1657. ende 1666. geſtipuleert, op haer eygen onkoſten te hulp te ſenden, ſoodanige macht te Water ende te Lande, aen Schepen ende Volck te Paerde ende te Voet, als naer de geſchapentheyt ende den toeſtant van ſaecken ſal van nooden zyn, omme den Vyandt ende deſſelfs geweldt af te keeren; of in gevalle de Heeren Staaten Generael met ſoo veele Volckeren te Paerdt ende te Voet ſoo haeſt niet ſoude konnen opkomen, dat de ſelve alsdan een gedeelte aen Volck, ende een gedeelte in baren gelde, om de deficierende Manſchap daer mede op de been te brengen, ende t'onderhouden, ſullen verſchaffen, ende daer mede, ſoo lange den Oorlogh duyren ſal, continueren; maer in cas ſoodanigh ſecours omme den Vyandt af te dryven ende tot reden te brengen, niet ſoude konnen toereycken, het zy dat Syne Koninghlycke Majeſteyt, of met een gekroont Hooft, of met ſulcken Staet, die van een gekroont Hooft geappuyeert ende geaſſiſteert wierde, in Oorlogh mochte geraecken, ſoo ſullen de Heeren Staten Generael ſchuldigh zyn, boven alle het voorſchreven ſecours Sijn Koninglijcke Majeſteyt op haer eyghen onkoſten met haer geheele Macht te Water ende te Lande te aſſiſteeren, ende de Vyanden van Syne Koninghlijcke Majeſteyt met het uyterſte vigueur, kracht ende vermogen aen te taſten, de ſelven allen mogelycken afbreuck

de la Chancellerie, Gouverneur, & Grand Baillif de Haddelands, & des Châtellenies de Offre-Rummerige, Buſsberud, auſſi l'Aſſeſſeur au College d'Etat, & de la Haute Juſtice, le Sieur, Jean Chriſtophle de Corbitz, *Seigneur Héréditaire de Hellerup, Chevalier, Conſeiller Privé, Maréchal du Royaume, Gouverneur de Zelande, & Baillif des Châtellenies de Coppenhague, & Roſchilde, comme auſſi l'Aſſeſſeur au College d'Etat, Haute Juſtice, & College de Guerre le Sieur* Pierre Griffenvelt, *Seigneur Héréditaire de Griffenvelt, Chevalier, Conſeiller Privé, & en la Chancellerie, Premier Conſeiller d'Etat & Privé, & Secretaire de la Chambre, Gouverneur & Grand Baillif de la Châtellenie de Tennis-Berg, comme auſſi l'Aſſeſſeur au College d'Etat, & Haute Juſtice, le Sieur* Paul de Klingenberg, *Seigneur Héréditaire de Buſtrup, Hanrau & Toſtrup, Conſeiller d'Etat, & Directeur Général des Poſtes de Danemarc, & le Sieur* Conrard Bierman, *Conſeiller de la Chancellerie & d'Etat, & Secretaire de la Chambre, comme auſſi Aſſeſſeur au College d'Etat, & de la Juſtice Suprême, & qu'après avoir tenu diverſes Conférences, & Aſſemblées, ils ont de part & d'autre convenu & accordé ſur les Points & Articles ci-après en la maniére ſuivante.*

I. Il y aura entre Sa Majeſté, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, une conſtante amitié, confiance, & correſpondance, en ſorte qu'ils ſont d'intention non-ſeulement de ſe donner avis l'un à l'autre, toutes & quantes fois que beſoin ſera, de tout ce qui pourroit tendre à leur dommage & malheur, mais s'aſſiſteront l'un l'autre à detourner effectivement tous les dangers & dommages qui pourroient les menacer, conformément au contenu des Articles ſuivans.

II. Si par conſequent quelqu'un, qui que ce puiſſe être, nul excepté, venoit à attaquer Sa Majeſté hoſtilement en Europe, ſoit que ce ſoit ouvertement, par la voye des armes, ou bien par quelque autre acte d'hoſtilité, & voyes de fait, à cauſe des Païs & Côtes de Sa Majeſté, ſituez dedans ou dehors de l'Europe, & pourquoi rétablir & détourner, Sa M. ſeroit obligée de prendre en main les moyens tant Divins que naturels, & tous autres qui ſont permis par le Droit des Gens & autre, c'eſt pourquoi les Seigneurs Etats Généraux ont promis à Sa Majeſté ſur ſa requiſition, & Notification qu'il en fera, de lui envoyer à leurs propres dépens en ſecours dans deux mois ou plûtôt, ſi la choſe ſe peut faire, outre les ſix mil Hommes ſtipulez és précédens Traitez des années 1649. 1657. & 1666. telles Forces par Mer & par Terre, en Vaiſſeaux & Troupes de Cavalerie & d'Infanterie que par la diſpoſition & ſituation des affaires, il ſera de beſoin pour repouſſer l'Ennemi & ſes violences, ou au cas que les Seigneurs Etats Généraux ne puiſſent pas fournir ſi promptement autant de Troupes de Cavalerie & d'Infanterie, qu'ils fourniront une partie en Troupes, & une partie en argent comptant, pour en mettre ſur pied les Troupes qui défaudront, & les entretenir, & continuer ainſi tant que la Guerre durera; mais au cas qu'un tel ſecours ne ſoit pas ſuffiſant pour repouſſer l'Ennemi, & l'amener à la raiſon, ſoit que Sa Majeſté entre en Guerre, ou avec une Tête Couronnée, ou avec quelque Etat qui ſeroit appuyé d'une Tête Couronnée, & en ſeroit aſſiſté, les Seigneurs Etats Généraux ſeront obligez, outre le ſuſdit ſecours, d'aſſiſter Sa M. à leurs dépens de toutes leurs forces, tant par Mer que par Terre, & d'attaquer les Ennemis de Sa M. avec la derniére vigueur, force & pouvoir, de leur faire tout le dommage poſſible, & de rompre & d'entrer en Guerre ouverte avec eux, tout

Digitized by Google

Anno 1673.

breuck te doen, ende met haer in openbaere Vyandtſchap, Oorlogh, ende Rapture te treden, niet anders als of aen Haer ſelfs indrachte gedaen, ende ſy waren geattacqueert geworden, oock daer inne te continueeren, ſoo lange dat de Vreede weder verkreghen, ende aen ſijne Koninghlijcke Majeſteyt voor de geledene ende toegevoeghde ſchade, tot vergenoegen ſatisfactie geſchiedt ſal zyn, ſonder dat Haer Hoogh Mog. ſellen bevoegt zyn, van wegen ſoodanige ordinaire of extraordinaire aſſiſtenzie te Water ende te Lande oyt eenige vergoedinghe, refuſie of recompens te eyſſchen ofte te pretenderen, onder wat pretext ſulcks ſoude kunnen geſchieden.

III. Van gelycken in gevalle de Heeren Staten Generael der Vereenichde Nederlanden, van ymandt, wie die oock ſoude mogen weeſen, niemandt uytgeſondert, in Europa vyandtlijck ſoude mogen werden aengetaſt ende overvallen, het zy dat het ſelve geſchiede opentlijck met de Wapenen, ofte oock door andere feytelijckheden ende indrachten, voortkomende, ende haeren oorſpronck nemende uyt Haer Hoogh Mog. Landen ende Kuſten binnen ofte buyten Europa gelegen, tot herſtellinge ende afwendinge van de welcke de Heeren Staten Generael van ſelfs genootſaeckt ſoude werden, die Middelen by der handt te nemen, de welcke ſoo wel de Goddelijcke als Natuyrlycke ende aller Volckeren Rechten in diergelijcken voorvallen toelaten, ſoo belooft Sijne Koninghlijcke Majeſteyt aen de Heeren Staten Generael, op der ſelve begeeren ende gedaene Notificatie, binnen den tyt van twee maenden, ofte wel eerder, indien ſulcks eenichſints ſal konnen geſchieden, te hulp te komen met een Vloot van veertich goede Oorlogh Schepen met Volck ende alle andere nootſaeckelijckheden wel voorſien: Alleſints voor ſoodanige Subſidien ende op ſulcke conditien als by het voorige Tractaet van den $\frac{1}{11}$. Februarii ſeſtien-hondert ſes en t'ſeſtigh is geſtipuleert, behoudens dat Sijn Koninghlijcke Majeſteyt op hem neemt, het volle getal van de veertigh Oorlogh-Schepen te equiperen, ende het geene verders in het naervolgende achſte Articul wegens de conjunctie aengeroert werd; oock daer benevens Haer Hoogh Mog. in plaetſe van de ſes duyſent Mannen by de vorengaende Tractaet geſtipuleert, ende waer van de Heeren Staten Generael, midtsgaders van de pretentie dien aengaende gemoveert, by deſen t'eenemael afſtandt doen, te Lande te aſſiſteeren met een Armée van thien duyſent Man, te weten vier duyſent Paerden in acht Regimenten ende ſes duyſent te Voet in ſes Regimenten, midtsgaders met eene Artillerye, geproportionneert naer het getal van de voorſchreve Militie, ende daer mede tegens de Vyanden van den Staet van Haer Hoogh Mog. te ageren, ſoo lange den Oorlogh duyren ſal: Voor welcke aſſiſtentie te Lande, de Heeren Staten Generael aen Sijne Koninghlijcke Majeſteyt tot de helfte van de voorſchreve thien duyſent Man ſullen betalen de Werfgelderen, te weten veertich Rycxdaelders voor een Ruyter, ende thien Rycxdaelders voor een Voetknecht, maeckende te ſamen hondert thien duyſent Ryxsdaelders; ende voor het maendelijck onderhout van de voorſchreve helfte, op een Regiment te Paert vier duyſent ſeven hondert t'ſeſtigh Rycxdaelders dertich ſtuyvers, ende op een Regiment te Voet vier duyſent een hondert vier Rycxdaelders vier ſtuyvers; oock boven dien op elcks Regiments-Staff des maents twee hondert thien Rycxdaelders, maer tot den Generaels-Staff, als mede tot de Artillerye ende de dependentien van dien, des maents ſeven duyſent vier hondert twintich Rycxdaelders; welcke onderhout-Penningen te ſaemen des maents beloopen veertich duyſent twee hondert vyf en veertich Rycxdaelders: Waer tegens Sijn Koninghlijcke Majeſteyt de voorſchreve Heeren Staten Generael alle verdere onderhoudinge ende andere onkoſten, ſoo wel by de Vloot, als by de Militie te Lande te ſupporteeren, ſal afhouden ende gantſchelyck ontheffen, maer in cas het voorſz. ſecours niet mochte konnen toereycken, omme den Vyant af te weeren, ende den ſelven tot reden te brengen, of oock de Heeren Staten Generael met een gekroont Hooft, ofte ſoodanigen Staet dewelcke van een gekroont Hooft onderſteunt ende geaſſiſteert wierden, in Oorlogh mochten geraecken, ſoo ſal ſijne Koninghlijcke Majeſteyt het voorgemelde ſecours verdobbelen, ende tot op twintich duyſent Man, te weten, acht duyſent te Paert ende twaelf duyſent te Voet vermeerderen: Waer tegens de Heeren Staten Generael de Subſidien van gelycken te verdobbelen, ende

tout de même, & non autrement que ſi les hoſtilitez étoient faites à eux mêmes, & que s'ils étoient attaquez, & d'y perſiſter jusques à ce qu'on ait obtenu la Paix, & que ſatisfaction ait été faite à Sa Majeſté pour le dommage qu'elle aura ſouffert; ſans que Leurs Hautes Puiſſances ſoient jamais fondées pour telles ordinaires, & extraordinaires aſſiſtances par Mer & par Terre, de demander, ou prétendre aucune indemnité, refuſion, ou recompenſe, ſous quelque prétexte que ce puiſſe être.

Anno 1673.

III. Semblablement, au cas que les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas viennent à être attaquez en Europe par qui que ce puiſſe être, nul excepté, ſoit ouvertement par les Armes, ou par autre voye de fait, à cauſe des Païs & Côtes que L. H. P. ont en Europe, pourquoi retablir & détourner les Seigneurs Etats Généraux ſeroient obligez de ſe ſervir des moyens que Dieu & la Nature, auſſi-bien que le Droit des Gens permet en telles occaſions, Sa Majeſté promet auſdits Seigneurs Etats Généraux, ſur leur requiſition & dans deux mois de la Notification qui leur en ſera faite, ou plûtôt ſi la choſe ſe peut faire en quelque maniere, de les ſecourir avec une Flotte de quarante bons Vaiſſeaux de Guerre, pourvûs de Troupes & de toutes autres choſes neceſſaires, moyennant les Subſides, & ſous les conditions ſtipulées par le précédent Traité du $\frac{1}{11}$. Février mil ſix cens ſoixante-ſix; excepté que Sa Majeſté ſe charge d'équiper le nombre entier deſdits Vaiſſeaux de Guerre, & ce qui en outre eſt mentionné dans le huitième Article ſuivant, à l'égard de la conjonction; & d'aſſiſter auſſi par Mer, & par Terre, outre ce L. H. P. au lieu des ſix mil Hommes ſtipulez par les Traitez précédens, & dont les Seigneurs Etats Généraux ſe déſiſtent entierement, auſſi-bien que des pretentions miſes à cet égard, d'une Armée de dix mil Hommes, ſçavoir quatre mil Chevaux en huit Régimens, & ſix mil Hommes d'Infanterie en ſix Regimens, avec une Artillerie proportionnée au nombre des ſuſdites Troupes, pour s'en ſervir, & agir contre l'Ennemi de l'Etat de L. H. P. tant que la Guerre durera; pour lequel ſecours par Terre, les Seigneurs Etats Généraux payeront à Sa Majeſté la moitié des Deniers de levée deſdits dix mil Hommes, ſçavoir quarante Risdales pour un Cavalier, & dix Risdales pour un Fantaſſin, faiſant enſemble cent dix mil Risdales, & pour l'entretien par mois de la ſuſdite moitié pour un Regiment de Cavalerie quatre mil ſept cens ſoixante Risdales, trente ſous; & pour un Regiment d'Infanterie quatre mil cens quatre Risdales quatre ſous, auſſi outre cela pour chaque Etat Major de Regiment par mois deux cens dix Risdales, mais pour l'Etat Major General, auſſi-bien que pour l'Artillerie & dépendance d'icelle ſept mil quatre cens vingt Risdales, leſquels Deniers d'entretien montent enſemble par mois à quarante mil deux cens quarante-cinq Risdales. Et Sa Majeſté déchargera de ſa part les ſuſdits Seigneurs Etats Généraux de tout autre entretien & frais qu'il faudra porter, tant pour la Flotte que pour les Troupes de Terre: Mais au cas que ledit ſecours ne fut pas ſuffiſant pour repouſſer l'Ennemi, & l'amener à la raiſon, ou que les Seigneurs Etats Généraux vinſſent à entrer en Guerre avec une Tête Couronnée, ou avec quelque Etat qui ſeroit ſoûtenu, & aſſiſté d'une Tête Couronnée, Sa Majeſté redoublera le ſuſdit ſecours, jusques à vingt mil Hommes, ſçavoir huit mil de Cavalerie, & douze mil d'Infanterie; & les Seigneurs Etats Généraux doubleront auſſi leſdits Subſides de leur côté, & ce, outre l'entretien, qui

monende nevens den onderhout, die als dan maentlyck tot tagentich duyſent vier hondert t'negentich Rycxdaelders ſal beloopen, en aen Werf gelderen twee hondert twintich duyſent Rycxdaelders, te betalen gehouden ſullen zyn, boven alle het voorſchreve ſecours, ſal Sijne Koninghlijcke Majeſteyt verders ſchuldig zyn, Haer Hoogh Mogende met ſijn geheele Macht te Water ende te Lande te aſſiſteeren, ende der ſelver Vyanden met de uyterſte vigueur, krachte ende vermoogen aen te taſten, de ſelve alle mogelycke afbreuck te doen, ende met haer in openbare Vyantſchap, Oorlogh ende Rupture te treden, niet anders, als of Sijn Koninghlijcke Majeſteyt ſelfs indrachten gedaen, ende de ſelve geattacqueert ware geworden, oock daer inne te continueren, ſo langh tot dat de Vreede wederom verkregen, ende aen Haer Hoogh Mogende voor de geledene ende toegevoeghde ſchade tot vergenoegen ſatisfactie geſchiet ſal zyn.

IV. Waer by dan expreſſelijck is bedongen, dat de betaelinge van de voorſz. geſamentlijcke Subſidien tot Hamburg in Banco richtich, ende onfeylbaerlijck als Wiſſel-gelden ſal geſchieden; in dier voegen, dat de helft van ſes hondert duyſent Rycxdaelders tot de Vloot belooft, naementlyck, drie hondert duyſent Rycxdaelders voor af als de eerſte termyn; Van gelycken de geſtipuleerde Werf gelden tot de voorſchreve Armée te Lande, ſullen werden betaelt, terſtont als het ſecours ſal werden begeert; maer de tweede termyn tot de Vloot, te weten hondert vyftigh duyſent Rycxdaelders drie maenden daer naer, ende naer 't verloop van noch drie andere maenden, het derde ende laetſte termyn, te weten, de reſterende hondert vyftigh duyſent Rycxdaelders; maer wat aengaet de Subſidien tot het onderhout van de Militie te Lande, de ſelve ſullen wel voor de drie eerſte maenden van gelycken tot Hamburg in Banco ofte by ſeekere Koopluyden gereedt leggen; dogh de eerſte maent maer half warden gereekent, ende de betalinghe van een geheele maent gepreſteert eerſt vier weecken naer dat de Werfgelden ſullen weſen betaelt, ende van de overige anderhalf maenden, by de eerſte Monſteringe; maer naer expiratie van deſe drie eerſte maenden ſullen voor den volgenden vierden maent de Subſidien tot het onderhout terſtont in 't beginne van de ſelve maent, ende ſoo voorts, ſoo lang den Oorlogh duyren ſal, in 't begin van elcke maent, door de Heeren Staten Generael aen de Gevolmachtichde van Syne Koninghlycke Majeſteyt in Hamburg werden getelt.

V. Ende niet tegenſtaende het onderhout, gelyck terſtont is geſeyt, by Haar Hoogh Mog. niet meer als t'elkens op een maent ſal werden betaelt, ſoo ſullen echter de Subſidien geduyrende den Oorlogh van vier maenden tot vier maenden continueren, ſoodanig, dat al ſchoon de Vreede in de eerſte tweede ofte derde maent geſlooten ende geratificeert wierde, echter de Subſidien voor die vier volle maenden ſullen moeten werden betaelt, maer indien men in de vierde ende laetſte maent de Vreede, ende de Ratificatie van dien quame te verkryghen, ende dat de Volckeren bequamelyck, ende ſonder pericul van d'een of d'andere der Geallieerdens ſouden konnen werden afgedanckt, ſoo ſullen de Heeren Staten Generael gehouden zyn, niet alleen de Subſidien voor de vier volle maende, maer oock nogh een maent daer boven te betalen; dan aengaende de continuatie van de Subſidien tot de Vloot blyft het by het geene wat by het Tractaet in Anno 1666. opgerecht, is geaccordeert ende vergeleecken geworden.

VI. Ende nademael Haer Hoogh Mog. in manieren voorſchreve ſich obligeeren aen Syne Majeſteyt, voor des ſelfs beloofde Aſſiſtentie met Subſidien te gemoet te komen, ſoo ſullen oock de Volckeren, wanneer ſy geworven ende op het Rendevous by den anderen ſullen gekomen zyn, in preſentie van Haer Hoogh Mog. Commiſſariſſen werden gemonſtert, omme te ſien of de ſelve compleet zyn, ende in het veraccordeerde getal ſigh bevinden, ende vervolgens oock, ſoo haeſt immers mogelyck is, tot aſſiſtentie van Haer Hoogh Mog. aengevoert, ende reëlyck geemployeert werden. Maer naermaels ſal de Monſteringe alle drie maenden ofte oock meermaelen, indien ſulcks by Syne Koninghlycke Majeſteyt ende Haer Hoogh Mog. ofte der ſelver Gevolmachtighde, nodich ende dienſtich ſal worden geoordeelt, gedaen werden; ende ſal de be-

montera alors par mois à quatre-vingt mil quatre cens quatre-vingt & dix Risdales, & les Deniers de levée deux cens vingt mil Risdales, qu'ils ſeront obligez de payer. Outre tout le ſuſdit ſecours, Sa Majeſté ſera de plus obligée d'aſſiſter L. H. P. de toutes ſes Forces de Mer, & de Terre, & d'attaquer leurs Ennemis avec la derniere vigueur, force & puiſſance, pour leur faire le plus de dommage qu'il ſera poſſible, comme auſſi d'entrer avec eux en inimitié, Guerre & Rupture, & non autrement que ſi l'hoſtilité ſe faiſoit à Sa Majeſté même, & qu'elle fut attaquée. Et auſſi d'y perſiſter, tant que la Paix ſoit rétablie, & que L. H. P. ayant reçû ſatisfaction pleine & entiere pour le dommage qui leur aura été fait, & qu'ils auront ſouffert.

IV. Outre quoi, il eſt expreſſement ſtipulé que le payement des ſuſdits Subſides enſemble ſe fera à Hambourg en Banque, & ſans faute comme au Change, en cette ſorte, que la moitié des ſix cens mil Risdales promis pour la Flotte, ſçavoir trois cens mil Risdales, comme terme premier, comme auſſi les Deniers de levée ſtipulez pour la ſuſdite Armée de Terre ſeront payez auſſi-tôt que le ſecours ſera requis; mais le ſecond terme pour la Flotte, ſçavoir cent cinquante mil Risdales trois mois après, & après l'expiration de trois autres mois, le troiſieme & dernier terme, ſçavoir les cent cinquante mil Risdales reſtans; mais pour ce qui concerne les Subſides pour l'entretien des Troupes de Terre, ils ſeront avant les trois premiers mois remis à Hambourg en Banque, ou par des Marchands ſûrs en argent comptant; mais le premier mois la moitié ſeulement ſera comptée, & le payement d'un mois entier ſera fait, ſeulement quatre ſemaines après que l'argent de levée aura été payé, & pour l'autre mois & demi reſtant, à la premiere revûë. Mais après l'expiration de ces trois premiers mois, ſeront pour le quatrieme mois, & dès le commencement d'icelui, payez par les Seigneurs Etats Généraux aux Plenipotentiaires de Sa Majeſté à Hambourg les Subſides pour l'entretien, & ainſi de ſuite, au commencement de chaque mois, tant que la Guerre durera.

V. Et nonobſtant que l'entretien, comme il vient d'être dit, ne ſera à chaque fois payé qu'à un mois près par L. H. P. neanmoins les Subſides continueront de quatre mois en quatre mois tant que la Guerre durera, en ſorte qu'encore que la Paix vienne à ſe ratifier dans le premier, ſecond ou troiſieme mois, leſdits Subſides devront cependant être payez pour les quatre mois entiers; mais ſi la Paix & Ratification vient a ſe faire dans le quatrieme & dernier mois, & que les Troupes puiſſent convenablement, & ſans danger pour l'un & l'autre des Confederez, être congédiées, les ſuſdits Seigneurs Etats Généraux ſeront obligez de payer les Subſides non-ſeulement pour les quatre mois entiers, mais encore pour un mois de plus. Mais à l'égard de la continuation des Subſides pour la Flotte demeure ce qui eſt accordé, & convenu par le Traité de l'an 1666.

VI. Et comme L. H. P. s'obligent en la maniere que deſſus de donner des Subſides a Sa Majeſté pour l'aſſiſtance promiſe; quand les Troupes ſeront levées & arrivées les unes près des autres au rendez-vous, elles ſeront paſſées en revûë en la préſence des Commiſſaires de L. H. P. pour voir ſi elles ſont completes, & au nombre dont on eſt convenu, & ſeront enſuite conduites & employées réellement auſſi-tôt qu'il ſera poſſible pour le ſecours de L. H. P. mais en après la montre s'en fera tous les trois mois au plus ſouvent, ſi Sa Majeſté & L. H. P. ou les perſonnes à ce autoriſées le jugent utile & néceſſaire; & la diminution qui ſera trouvée du vondene afganck ende verminderinge van het getal van 't Volck ſoo die tot op duyſent Mannen komt te beloopen, ende dat de Officiers ſullen konnen bewyſen dat ſulcken afgangh ende verminderinge niet by haer verſuym toegekomen, nochte uyt eenige andere practijke geſprooten is, maer dat ſulcke Volckeren ofte in de Oorloghs-Actien zyn gebleven ende vermiſt, of onderſints wegh geſtorven, door de Heeren Staten Generael voor de helfte geremplaceert, ende de nodige Recreuteringhs-gelden daer toe aengetelt werden.

VII. De Regimenten te Paert, mitsgaders de Dragonders (drie Dragonders tegens twee Royters ende een Voetknegt gerekent) waer van elck Regiment in vyf hondert Man ſal moeten beſtaen ſullen, in ſes Compagnien, maer die te Voet elck van duyſent Man, in thien Compagnien werden afgedeelt; doch ſal het aen Syne Majeſteyt vry ſtaen, de voorſchreeve Regimenten in 't generael, ofte elck in 't byſonder, na ſyn believen ende gelegentheyt te formeeren, ſoo maer het geſtipuleert getal van de voorſchreeve Volckeren ſich ieder mael ſal uytvinden ende Haer Hoogh Mog. wegens deſelve, boven de voorſchreeve Subſidien met geen meerder laſten ende uytgiften en werden beſwaert

VIII. Ten aenſien van de Oorloghs-operatien ende hoe deſelve ten gemeenen beſten ſullen konnen werden gevoert, is vergeleecken, dat over deſelve ieder mael ſal werden geconcerteert tuſſchen Syne Koninghlycke Majeſteyt ofte de geene aen de welcke deſelve het Opper-Commando over ſyne Volckeren ſal toe betrouwen; ende de Gevolmachtighden van Haer Hoogh Mog. de welcke ten dien eynde tot alle Oorloghs-deliberatien ſullen werden geadmitteert. Ende in gevalle eenigh Exploict by de handt ſoude mogen werden genomen dat ſtrecken mochte tot beſcherminge van Haer Hoogh Mog. Landen ende Steden, ofte van ſulcke Plaetſen die met derſelver Guarniſoen zyn beſet, ofte oock tot recuperatie van die geene, de welcke in het gewelt van den Vyant ſoude mogen zyn geraeckt, ſoo ſal aldaer in de deliberatie het ſentiment van Haer Hoogh Mog. Gevolmachtighde, voor ſoo verre de Oorloghs-reden 't ſelve ſal toelaten, prevaleeren ende gevolght werden, maer by aldien dusdanige Oorloghs-operatien ſouden mogen concerneren Syne Koninghlycke Majeſteyt, ende de defencie, ſecuriteyt, ende Intereſt van deſſelfs Rycken ende Landen, in ſulcken gevalle ſal het goetduncken, ende de meyninge van Syne Koninghlycke Majeſteyt ofte deſſelfs Gevolmachtighden prevaleren, ende ſoo verre als de Oorloghs-raiſon ſulcks toelaten ſal ter executie geleyt worden, dat daer beneffens oock wederzydts Gevolmachtighden ende Generalen geinſtrueert ende gelaſt ſullen werden, ſich na den innouden deſes Tractaets, ſoo veel de Oorloghs verrichtinge aengaet, in alles reciproquelyck te reguleren, het ſy wanneer Syne Majeſteyt Haer Hoogh Mog. ofte deſelve Syne Majeſteyt ſullen aſſiſteeren, maer wat de Vloot belanght, blyft het dienaengaende, gelyckerwyſe by het Tractaet anno ſeſthien hondert ſes en 't ſeſtich opgerecht; behoudens alleen dat Syne Majeſteyt gehouden ſal zyn, wanneer het den noodt ſal komen te vereyſſchen, ende dat deſelve in ſyne eygen Rycken ende Landen geen pericul te verwachten heeft op Haer Hoogh Mog. begeeren een gedeelte van ſyne Oorlogh-ſchepen tot twintich in 't getal met Haer Hoogh Mog. Capitale Vloot by Fleckeroë ofte de Neus in Noorwegen te conjungeren.

IX. By ſoo verre oock de aſſiſtentie-Volckeren, geduyrende de Oorloghs-Oeffeninghe, occaſie mochten bekomen, eenige Landen den Vyandt toebehoorende, onder contributie te ſetten, ſoo ſullen in ſulcken cas de gegevene Contributien aen beyde de Hooge Geconfedereerde in gelycke deelen toe ende ten goeden komen: Dogh is hier onder niet te verſtaen 't geene den Soldaet in de Quartieren aldaer ſal genieten, ende vervolgens oock Syne Koninghlycke Majeſteyt aen de beloofde Subſidie dieswegen niet afgaen: Maer by aldien Syne Koninghlycke Majeſteyt ofte ſyne Onderdanen aen de Volckeren van de Heeren Staten Generael, ofte Haer Hoogh Mog. of derſelver Ingeſetenen aen de Troupes van Syne Koninghlycke Majeſteyt eenige aſſiſtentie van Proviandt ofte andere nootwendigheden ſouden mogen komen te doen, ſal de geene aen de welcke ſodanige aſſiſtentie geſchiet, gehouden zyn aen de andere ſulcks met contant gelt te betalen.

X. De

nombre des Troupes, ſi elle ſe monte juſques à mil Hommes, & que les Officiers puiſſent prouver qu'elle ne vient point de leur negligence, ni d'aucune autre pratique, mais qu'ils ſont demeurez dans l'action ou autrement par mortalité, ſera remplacée pour la moitié par les Seigneurs Etats Généraux, & les Deniers des recrûes neceſſaires par eux payez.

VII. Les Regimens de Cavalerie, & de Dragons, (trois Dragons comptez pour deux Cavaliers & un Soldat,) dont chaque Regiment devra être composé de cinq cens Hommes, ſeront partagez en ſix Compagnies, mais ceux d'Infanterie, chacun de mil Hommes, en dix Compagnies; mais il dépendra de Sa Majeſté de former leſdits Regimens en general, ou chacun en particulier, comme Elle voudra, pourvû que le nombre ſtipulé deſdites Troupes s'y trouve à chaque fois; & que L. H. P. ne ſoient point chargez de plus de Subſides & dépenſes que ceux ci-deſſus ſtipulez

VIII. A l'égard des opérations de la Guerre, & comment elles devront être conduites pour le bien commun, il eſt convenu qu'à chaque fois, la choſe ſera concertée entre Sa Majeſté, ou celui à qui le Commandement en Chef de ſes Troupes ſera confié, & ceux qui ſeront à ce autoriſez par L. H. P. & qui ſeront à cette fin admis à toutes les deliberations qui concerneront la Guerre; & ſi l'on entreprend quelque exploit de Guerre tendant à la defenſe des Pais & Villes de L. H. P. ou de quelques Places où ils ont Garniſon, ou pour recouvrer celles dont l'Ennemi pourroit s'être rendu maître, ce ſera le ſentiment de celui qui ſera autoriſé par L. H. P. qui prévaudra, & ſera ſuivi dans les deliberations, autant que les raiſons de Guerre pourront le permettre; mais ſi leſdites operations concernent Sa Majeſté, & la defenſe, ſureté & Interêt de ſes Royaumes & Pais, en ce cas ce ſera le bon plaiſir & ſentiment de Sa Majeſté, ou de celui qui ſera par Elle autoriſé, & il ſera autant que les raiſons de la Guerre le permettront, mis à execution; enſemble que ceux qui ſeront autoriſez de part & d'autre, ſeront inſtruits & chargez de ſe conformer reciproquement au contenu de ce Traité, tant à l'égard des operations de Guerre, qu'en toute autre choſe, ſoit que Sa Majeſté aſſiſte L. H. P. ou L. H. P. Sa Majeſté. Mais pour ce qui concerne la Flotte; demeure ce qui à cet égard eſt convenu par le Traité de l'année mil ſix cens ſoixante ſix. Excepté ſeulement que Sa Majeſté ſera obligée, quand la neceſſité l'exigera, & qu'elle n'aura rien à craindre pour ſes propres Royaumes & Pais, de joindre à la requiſition de L. H. P. près de Fleckeroe, ou Neus en Norwegue, une partie de ſes Vaiſſeaux de Guerre à la Flotte de L. H. P. juſques au nombre de vingt.

IX. Si pendant les operations de la Guerre les Troupes du ſecours avoient occaſion de mettre quelque Pais appartenant à l'Ennemi, ſous contribution, celles qui ſe leveront ſeront partagées également entre les Confederez; mais en ce n'eſt point compris ce dont le Soldat jouira dans le quartier qu'il y aura; & conſequemment Sa Majeſté ne ſe departira pas non plus à cet égard des Subſides promis; Mais ſi Sa Majeſté ou ſes Sujets venoient à fournir quelques Vivres ou autres choſes neceſſaires aux Troupes des Seigneurs Etats Generaux, ou L. H. P. ou leurs Sujets à celles de Sa Majeſté, ceux à qui telle aſſiſtance aura été faite ſeront tenus de le payer aux autres argent comptant.

X. L'ad-

ANNO 1673.

X. De adminiſtratie van Juſtitie, ſoo wel by de Militie te Lande als op de Vloot ſal blyven aen elck een van de Geallieerdens over deſſelfs Volckeren ende Scheepen, ſonder dat hy van yemanden daer in belet ofte benadeelt ſal mogen worden.

XI. Wanneer het ſecours van de eene of de andere Partye eens ſal gepreſteert zyn, ſoo ſal een geen van beyde geoorloft weſen ſich in eenige handelinghe met den Vyandt in te laten, veel min in eenich Accoord van Vreede of Stilſtant van Wapenen, ſonder voorgaende communicatie ende conſent van ſyn Geallieerde, maer in gevalle yets diergelycks van de tegen-partye ofte oock van de Mediateurs wierde geproponeert, ſal die Geallieerde, aen de welcke ſulcke ouvertures werd gedaen aen ſyne mede-Geallieerde ſonder eenich tyt-verſuym daer af kenniſſe geven, ende deſſelfs intentie daer over innemen, ende in gevalle denſelven toelaet, dat tot eenich Tractaet werde getreden, ſal hy echter ſulcks niet ingaen mogen, voor ende al eer hy voor ſyn meede Geconfedereerde ſal hebben geobtineert de nodige verſeeckeringe ende ſaufconduit, ten eynde de ſelve ſyne Miniſters van gelycke naer de plaets daer getracteert ſal werden, mochte afvaerdigen, gelyck oock op de handelinge ſelve den eenen Geconfedereerde daer en niet ſal mogen voortgaen, veel min iets ſluyten ſonder participatie, conſent ende bewilliginge van d'andere maer alles ſal moeten geſchieden met gemeen conſent ende goedt vinden, en het Intereſt van beyde de Geconfedereerdens *pari paſſu* moeten werden voortgeſet, nochte oock door d'eene in 't minſte niets met den Vyant werden geſlooten, ten waere de andere daer by zy geincludeert, ende voorts ſo hy ſulcks ſal begeeren, volkomentlich herſtelt in de poſſeſſie van alle dusdanige Landen, Rechten, Prerogativen ende Gerechtigheden die hy voor den Oorlogh heeft gehadt ende genoten, ende dat voor den ſelven gelyckerwyſe ſullen zyn geſtipuleert ende bedongen, alle ſoodanige *jura* ende immuniteyten de welcke zyn Mede-Geallieerde voor ſich ſelfs bedongen ende geobtineert mochte hebben.

XII. Maer dewyle d'Heeren Staten Generael tegenwoordig alreede met de Croonen van Vranckryck ende Engelant de Keurvorſt van Keulen, ende den Biſſchop van Munſter in eenen openbaren Oorlogh ſtaen, ende niet ſonder reden te beduchten is, dat in het toekomende nogh een ofte andere ſtaet ſigh in ſulcken Oorlogh mede mengen, ende de Vyanden van de Heeren Staten Generael aſſiſteren mochte, waer door de ſelvige neffens hare Geallieerdens, in hare voor te nemen Oorloghs operatien ſouden konnen werden belet ende ghediverteert; ſoo is, omme aen de voorſchreve beduchte onheylen by tydts de behoorlijcke middelen van defenſie t'oppoſeeren, tuſſchen beyde Hooge Geconfedereerdens geaccordeert, dat wel Sijne Koninghlijcke Majeſteyt het getal van de veertigh Oorlog-ſchepen in het derde Articul geſpecificeert, tot het equiperen ſal vaerdigh houden, ende daer benevens oock de twintich duyſent Man te Landen in 't ſelve Articul uytgedruckt, op de been brengen; Maer tegenwoordigh dewyle Sijne Koninghlijcke Majeſteyt oordeelt voor 't gemeene Intereſſe niet dienſtigh te weſen, ſigh in deſen Oorlogh t'immiſceeren, niet meer als twintich Oorlogh-ſchepen, ten beſten van de Commercien ende om ſijne Havens ende Stroomen van alle dadelyckheden ſoo veel mogelyck te bevryden, effectivelick equiperen ende te Lande twaelf duyſent Man te Paert ende te Voet, neffens eene convenable Artillerye in ſijne na de ſituatie, naeſt-gelegene ende bequaemſte Landen by een trecken, ende doen campeeren; Tot welcke Armature de Heeren Staten Generael ſullen betalen, de gerechte helfte van de Subſidien, die anderſints voor veertigh Oorlogh ſchepen, ende twintich duyſent Man te Lande zyn geſtipuleert, te weeten; driemael hondert duyſent Rycxdaelders tot de Vloot, tot de Werf-ende Aenrits-gelden op een Ruyter veertich Rycxdaelders, ende op een Voet-knecht thien Rycxdaelders t'ſamen hondert thien duyſent Rycxdaelders, ende tot het maendelijck onderhout veertich duyſent twee hondert vyf-en veertich Rycxdaelders 's maends ende daerin gehouden zijn te continueeren, ſoo lange den Oorlogh tuſſchen de hooghgedachte Koningen ende Princen, ende Haer Hoogh Mog. ſal duyren, ende geen andere Staet die tegenwoordig in den ſelven Oorlogh niet en is geengageert, ſich

ANNO 1673.

X. L'adminiſtration de la Juſtice, tant pour les Troupes de Terre, que pour celles de la Flotte, ſe fera par chacun des Alliez ſur ſes Troupes & Vaiſſeaux, ſans y pouvoir recevoir d'empéchement, ni de dommage de perſonne.

XI. Quand le ſecours de l'une ou de l'autre Partie aura une fois été fourni, il ne ſera permis ni à l'une ni à l'autre d'entrer en Negociation avec l'Ennemi, bien moins encore en aucune Paix ou Suſpenſion d'Armes, ſans communication & conſentement préalable de ſon Allié; mais au cas que quelque choſe de ſemblable vint à être propoſée par l'adverſe Partie, ou par les Mediateurs, l'Allié auquel lesdites ouvertures ſeront faites, en donnera connoiſſance ſans perdre de tems à ſon Confederé, & conſultera ſon intention là-deſſus; & s'il conſent qu'on entre en quelque Traité, il ne pourra néanmoins le faire qu'au préalable il n'ait obtenu pour ſon Co-Allié les aſſûrances & Sauf-conduits neceſſaires, afin qu'il puiſſe envoyer ſes Miniſtres au Lieu du Traité, de même que dans la Negociation ne pourra être rien entrepris par l'un des Confederez, beaucoup moins rien être conclu, ſans la participation, conſentement & approbation de l'autre, mais le tout ſe devra faire d'un commun conſentement, & pour l'Interêt réciproque des deux Confederez pari paſſu, *ni ne pourra le moins du monde être rien conclu par l'un avec l'Ennemi, à moins que l'autre n'y ſoit compris, & s'il le deſire, ne ſoit retabli dans la poſſeſſion de tous & tels Païs, Droits, Prérogatives & Juſtice, qu'il avoit, & dont il jouïſſoit avant la Guerre; & que pour lui ne ſoient ſtipulez tels Droits & immunitez, lesquels ſon Co-Allié aura ſtipulé & obtenu pour lui-même.*

XII. Mais comme les Seigneurs Etats Generaux ſont déja à preſent en Guerre ouverte, avec les Couronnes de France & d'Angleterre, l'Electeur de Cologne, & l'Evêque de Munſter; & que ce n'eſt pas ſans raiſon, qu'il eſt à craindre qu'à l'avenir, l'un ou l'autre Etat pourroit ſe mêler de cette Guerre, & aſſiſter les Ennemis des Seigneurs Etats Generaux, par le moyen de quoi les ſusdits & leurs Co-Alliez pourroient être empêchez & détournez dans leurs operations de Guerre, pour s'oppoſer à temps aux ſusdits inconveniens qui ſont à apprehender, par des moyens convenables, il a été accordé entre lesdits deux Confederez, qu'à la verité, Sa Majeſté tiendra bien prêts le nombre de quarante Vaiſſeaux de Guerre ſpecifiez dans l'Article troiſiéme, & mettra ſur pied les vingt mil Hommes y mentionnez; mais preſentement comme Sa Majeſté juge que pour l'Interêt commun Elle ne ſe doit point mêler dans cette Guerre, elle n'équipera effectivement que vingt Vaiſſeaux de Guerre pour l'avantage du Commerce, & pour garantir ſes Havres & Rivieres autant qu'il ſe pourra de toutes voyes de fait, & par Terre mettra ſur pied & fera camper dans l'endroit le plus propre ſuivant la ſituation de ſon Païs douze mil Hommes, tant Cavalerie, qu'Infanterie, avec l'Artillerie à ce convenable. Pour lequel armement les Seigneurs Etats Generaux payeront la juſte moitié des Subſides, qui autrement ſont ſtipulez pour quarante Vaiſſeaux de Guerre, & pour vingt mil Hommes; ſçavoir trois cens mil Risdales pour la Flotte, pour les Deniers de levée, quarante Risdales pour un Cavalier, & vingt Risdales pour un Fantaſſin, faiſant enſemble cent dix mil Risdales, & pour l'entretien par mois quarante mil deux cens & quarante-cinq Risdales, par mois, & ſont obligez d'y continuer tant que la Guerre d'entre les ſusdits Rois & Princes, & L. H. P. & qu'aucun autre Etat, n'étant point preſentement engagé dans cette

ANNO 1673.

ſich daer in ſal immiſceeren, ende Haer Hoogh Mog. Vyanden aſſiſteeren, waer tegens de Heeren Staten Generael ſijne Koninghlijcke Majeſteyt oock in het te maecken Tractaet, wanneer het ſelve, gelijck verhoopt wert, tot concluſie van een Vreede ſal werden gebracht, onder andere der ſelver mede-Geallieerdens *nominatim* mede ſullen includeren, gelijck buyten twyffel de Kroonen van Vranckryck ende Engelant het ſelve oock ſullen doen.

XIII. Maer indien eenich Nabuyrich Staet, ſijne Wapenen ſoude komen te voegen met die van Haer Hoogh Mog. Vyanden, ſich in den voorſchreeven Oorlogh immiſceeren, ende de voorſchreeve Haer Ho. Mog. Vyanden aſſiſteeren ofte met gewelt beletten, dat de ſelve door haere Geallieerden geaſſiſteert ende geſecoureert wierden, ſoo ſal ſyne Koninghlijcke Majeſteyt als dan gehouden zyn, tegens die geene dewelcke het gunt voorſz. is, tegens Haer Hoogh Mog. ende der ſelver Geallieerdens ſouden mogen komen te ondernemen, effectivelyck op Haer Hoogh Mog. verſoeck ende begeerte in Vyandelycke actie te treden, ofte oock wel anderſints, als het ſelve ſal werden geoordeelt aen het gemeene Intereſt voordeelich te ſijn, dat Haer Hoogh Mog. in ſoodanigen gevallen ſchuldich ſullen zijn aen hoogſt gemelte ſijne Koninghlijcke Majeſteyt, de reſterende helft der Werf-gelderen, ende de volle Somme der Subſidien uyt te reycken op alle ſulcke manieren ende conditien doorgaens, als in de Articulen van deſe Verbinteniſſe omſtandelijck wert gementionneert. Waer tegens Sijne Koninghlijcke Majeſteyt ſal verbonden zijn, ſoo wel ſijne Vloot van veertich Schepen volkomentlick te equiperen, als oock ſijne Armée te Lande tot op twintich duyſent Man te vergrooten, ende met de ſelve neffens de tegenwoordige Geallieerdens van Haer Hoogh Mog. tegens der ſelver Vyanden als voorſchreeven is, effectivelijck te ageren, in welcken cas de voorgaende Articulen van dit Tractaet als dan ſullen applicabel zyn.

XIV. Maer nadementael de Heeren Staten Generael aen Sijne Koninghlijcke Majeſteyt omſtandelyck hebben doen repreſenteeren dat het haer tegenwoordich t'eenemael onmogelijck is de beloofde Subſidien tot de voorſchreeve Armatures in het twaelfde Articul aengeroert in contant gelt op te brengen, ende over ſulcks verſocht, dat Sijne Koninghlijcke Majeſteyt ſich wilde laten gevallen, in plaetſe van dien obligatien aen te nemen; ſoo is by Sijne Majeſteyt, volgens de affectie die de ſelve tot den Staet der Vereenichde Nederlanden is draghende, daer inne gecondeſcendeert, ende wil de ſelve met goede ende vallable Obligatien contentement nemen, ſoo lange deſelve tot geen effective aſſiſtentie ſal treden; Edoch onder expreſſe conditie, dat Haer Hoogh Mog. den eerſten termyn tot de Vloot zynde hondert vyftich duyſent Ryexdaelders, ſullen betalen met vyftich duyſent Ryexdaelders in baren gelde, ende hondert duyſent Ryexdaelders in allerhande Scheeps-behoeften naer Marck-gang: Als mede de obligatien tot het onderhout van de voorſchreve Volckeren ende Vloot by anticipatie t'elckens voor drie maenden preciſelijck extraderen, welcke Obligatien by Sijne Majeſteyts Gevolmachtighde voor ſoo hooge prys als mogelyck weſen ſal, met communicatie van Haer Hoogh Mog. ſullen mogen werden verhandelt ende verkocht; maer dewyle de voorſchreve obligatien voor de Somme daerinne begrepen, by de tegenwoordige tyden niet en konnen werden verhandelt, ten zy dat by het vernegotieren van de ſelve ſal moeten werden verlooren, ſoo ſullen Haer Hoogh Mog. gehouden ſijn, ſoodanigh verlies met andere Obligatien te ſuppleren ende te vergoeden; welcke Obligatie Sijne Koninghlijcke Majeſteyt ſal vry ſtaen, naer hem beſt gelegen ſal komen, voor ofte naer den Vreede, met kenniſſe ende communicatie van de Heeren Staten Generael, als vooren te verhandelen, ſonder dat Haer Hoogh Mog. in de vergoedinge van het verlies dat op de voorſchreve obligatien van Supplement, by verhandelinge van de ſelve ſoude mogen worden gedaen, gehouden ſullen zyn, maer indien Sijne Koninghlijcke Majeſteyt in gevolge van het voorſtaende derthiende Articul ſoude genootſaeckt werden effectivelyck in actie te treden, ende als dan de behoorlycke ende geſtipuleerde Subſidien op de obligatien niet en ſoude ſijn te bekomen, ſoo ſullen Haer Hoogh Mog. ſchuldig ſyn in plaetſe van dien baar gelt te verſchaffen.

ANNO 1673.

ceſte Guerre, ne s'en mêlera point, & n'aſſiſtera point les Ennemis de L. H. P. Et les Etats Généraux de leur part lors qu'ils feront un Traité de Paix, comme il eſt à eſperer, y comprendront nommément Sa Majeſté entre leurs Alliez, comme ſans doute les Couronnes de France, & d'Angleterre feront de leur part la même choſe.

XIII. Mais ſi quelque Etat voiſin vient à joindre ſes Armes avec celles des Ennemis de L. H. P. à ſe mêler de ceſte Guerre, & à aſſiſter leſdits Ennemis de L. H. P. ou empêcher par force qu'ils ne ſoient aſſiſtez & ſecourus de leurs Alliez, Sa Majeſté ſera alors obligée, d'entrer à la requiſition de L. H. P. en hoſtilité contre celui qui voudra entreprendre quelque choſe contre eux & leurs Alliez, ou autrement comme il ſera jugé être le plus avantageux pour l'Interêt commun; Que L. H. P. en ce cas ſeront obligez de fournir à Sa Majeſté la moitié reſtante deſdits Deniers de levée, & la Somme entiére des Subſides, de la même maniere & aux mêmes conditions qu'il eſt menſionné avec circonſtance par les Articles de cette Alliance. Et ſera Sa Majeſté obligée de ſa part d'équiper entierement ſadite Flotte de quarante Vaiſſeaux, comme auſſi d'augmenter ſon Armée de Terre juſques à vingt mil Hommes, & agir effectivement avec icelles Flotte & Troupes conjointement avec les Alliez préſens de L. H. P. contre leurs Ennemis, comme il eſt dit ci-deſſus, auquel cas ſeront alors applicables les précédens Articles de ce Traité.

XIV. Mais comme les Seigneurs Etats Généraux ont fait particulierement repréſenter à Sa Majeſté qu'il leur eſt pour le preſent entierement impoſſible de fournir en argent comptant les Subſides promis dans l'Article douziéme pour ledit Armement, & qu'ils ont prié Sa Majeſté qu'il lui plaiſe de recevoir des obligations en leur place, Sadite Majeſté par un effet de l'affection qu'elle porte à l'Etat des Provinces-Unies des Païs-Bas, y a donné les mains, & ſe contentera de bonnes & valables obligations, tant qu'elle n'entrera point en aſſiſtance effective; mais ſous ceſte expreſſe condition que L. H. P. payeront au premier terme pour la Flotte, qui font cent cinquante mil Riſdales, avec cinquante mil Riſdales en argent comptant, & cent mille Riſdales en toute ſorte de Munitions pour les Vaiſſeaux, ſuivant le prix ordinaire. Comme auſſi les obligations pour l'entretien deſdites Troupes & Flotte par avance préciſement pour trois mois, à chaque fois, leſquelles obligations ſeront, par Sa Majeſté ou perſonnes à ce autoriſées, négociées, ou venduës au plus haut prix qu'il ſe pourra; mais comme les ſuſdites obligations dans les tems préſent ne peuvent pas être négociées pour la Somme y contenuë, à moins que d'y perdre, L. H. P. ſeront obligées de ſuppléer & indemniſer de ladite perte par d'autres obligations. Leſquelles obligations il ſera loiſible à Sa Majeſté de negocier avant ou après la Paix, s'il le trouve le plus à propos, avec la connoiſſance & communication des Seigneurs Etats Généraux, comme deſſus, ſans que L. H. P. ſoient tenues de l'indemniſé de la perte qui pourroit être faite ſur leſdites obligations de Supplemens, en le négociant; Mais ſi Sa Majeſté en conſequence du précédent Article treiziéme ſe trouvoit obligée d'entrer en action, & qu'alors on ne pût avoir, ou recouvrer les Subſides convenables & ſtipulez, ſur des obligations, L. H. P. ſeront alors obligez de les fournir en argent comptant.

Anno 1673.

XV. Ende ten eynde oock de Navigatie op Sijne Majeſteyts Stroomen des te veyliger moge weſen, ende de Ingeſetenen van Haer Hoogh Mog. haere Commercien met dies te minder perieul t'allen tyden aldaer mogen voort ſetten: Soo ſal oock Sijne Koninghlijcke Majeſteyt in tydt van Vreede ſeecker getal van ſyne Oorlogh-ſcheepen equiperen, ende daer mede de voorſchreve Stroomen voor alle dadelyckheden ſuyver ende reyn houden, dat over de begrootinge van het getal, de groote monture ende vermanninge der voorſchreve jaerlycks te equiperen Oorlogh ſchepen, ende de Subſidien daer toe naer proportie gerequireert, met den eerſten nader ſal werden gehandelt ende geconvenieert.

XVI. Waer beneffens dan Haer Hoogh Mog. ſich verbinden de achterſtallige Subſidien van de jaeren ſesthien hondert ſes en t'ſeſtigh, ende ſeſtien hondert ſeven en t'ſeſtigh, ſoo ras immers mogelijck, ende ten langſten binnen twee jaeren onfeylbaerlyck in baren gelde te betalen ende te voldoen.

XVII. Gelijck men dan mede ten wederzyde vergeleecken is, dat vermids wegens de arbitragie-ſaeck (in de welcke Sijne Koninghlijcke Majeſteyt van de Sententie by den Koningh van Vranckrijck eens uytgeſproocken, niet heeft willen afwycken) niet finalijcks heeft konnen werden geſlooten, door dien de Heeren Extraordinaris Ambaſſadeur ende Gedeputeerde, ſich dien aengaende niet geinſtrueert gevonden hebben, ſoo wel wegens deeſe ſaecke, als oock wegens prolongatie van de jaaren, aengaende de Tollen in het Tractaet van Chriſtianopel gedetermineert, ende dan wegens executie van het Compromis tuſſchen de Koninghlijcke Gluckſtadtſche Africaenſche ende de Hollandtſche Weſt-Indiſche Compagnien gemaeckt, ſoo haeſt doenlijck, afſonderlijck ſal werden getracteert, ende de voorſchreve pretenſien ende Tolſaecken naer wederzyds Rechten de Hooge Geallieerden competerende, midtsgaders naer alle equiteyt ende billickheyt ſullen werden afgedaen. Dogh dat de voorſchreve handelingen, als oock het geene dat in 't bovenſtaende vijfthende Articul ten aenſien van de negotiatie aen te ſtellen, over de begrootinge der Subſidien in tyt van Vreede gementionneert wert, den inhouden van deſen Tractate niet beletten nochte d'executie van dien ophouden ſal.

XVIII. Eyndelijck is oock beſproocken ende vergeleecken, dat aenſtonds by de uytwiſſelinge van wederſeyts Ratificatie op deeſen Tractaet by Haer Hoogh Mog. tot de Vloot van Sijne Koninghlijcke Majeſteyt de geſtipuleerde vijftigh duyſent Rycxdaelders in baren gelde betaelt, ende de Scheeps-materialen voor hondert duyſent Rycxdaelders verſchaft, als mede de obligatien voor den eerſten termyn der Subſidien tot de Volckeren te Lande overhandight ſullen worden, ten eynde op de voorſchreve obligatien door Sijne Koninghlijcke Majeſteyts Gevolmachtigde de nodige Penningen genegotieert mogen werden, ende eyndelijck dat de uytwiſſelinge der voorſchreve Ratificatie binnen vier weecken in behoorlijcke forme, naer date van de onderteeckeninge, ofte wel eerder, als het mogelijck is, in den Hage ſal geſchieden.

Welcke boven geſchreven Articulen geſamentlijck ende een yder in 't beſonder, beyde de Hooge Geallieerden getrouwelyck ende onverbreeckelyck ſullen gehouden weſen naer te komen. Ende zijn tot meerder confirmatie van dien, hier van gemaeckt twee Inſtrumenten van gelycken inhouden opgeſtelt, ende van de Heeren Koninghlijcke Miniſters ter eenre, ende de Heeren Haer Hoogh Mogende Extraordinaris Ambaſſadeur ende Gedeputeerde ter andere zyde; op approbatie ende Ratificatie, met Hant en Zegel beveſtigt. Aldus gedaen tot Coppenhagen den $\frac{20}{10}$ May Anno 1673. Was geteeckent,

(*L.S.*) V. F. Guldenleeuw.

(*L.S.*) P. Rets.

(*L.S.*) J. Ch. V. Corbitz.

(*L.S.*) P. Griffenfelt.

(*L.S.*) Paul van Klingenberg.

(*L.S.*) C. Bierman.

(*L.S.*) D. van Wyngaerden.

(*L.S.*) Simon van Beaumont.

Anno 1673.

XV. Et afin que les Navigations dans les Rivieres de Sa Majeſté ſoient d'autant plus ſûres, & que les Sujets de L. H. P. y paſſent en tout tems faire leur Commerce avec d'autant moins de danger; Sa Majeſté équipera auſſi en tems de Paix un certain nombre de Vaiſſeaux de Guerre, pour tenir leſdites Rivieres libres & exemptes des voyes de fait; Que pour le nombre, la grandeur, & l'Equipage, des ſuſdits Vaiſſeaux de Guerre à équiper annuellement, & des Subſides à ce requis à proportion, on en traitera & conviendra au plûtôt.

XVI. Outre quoi L. H. P. s'obligent auſſi de payer & ſatisfaire en argent comptant le plûtôt qu'il ſera poſſible, ou au plus tard dans deux ans les arrérages des Subſides des années mil ſix cent ſoixante-ſix, & mil ſix cent ſoixante-ſept.

XVII. Comme de l'autre part, il eſt convenu, que comme l'affaire touchant l'arbitrage, (à l'égard duquel Sa Majeſté n'a pas voulu ſe départir de la Sentence rendue par le Roi de France) n'a pas pû être finalement concluë, parce que les Sieurs Ambaſſadeur Extraordinaire, & Deputez ne ſe ſont pas trouvez inſtruits à cet égard, on traitera à part de cette affaire, auſſi-bien que de la prolongation des années à l'égard des Tols déterminez dans le Traité de Chriſtianſtads, & en après touchant l'execution du Compromis d'entre la Compagnie Royale de Gluckſtads en Afrique, & la Compagnie Occidentale de Hollande, & ce auſſi-tôt que faire ſe pourra; & les ſuſdites prétentions, & affaires du Tol ſeront terminées ſelon le droit réciproque qu'ont les Alliez, & l'équité & la raiſon. Mais que la ſuſdite Negociation, non plus que ce qui eſt mentionné dans l'Article quinziéme ci-deſſus, à l'égard de l'établiſſement de la Negociation, ſur l'augmentation des Subſides en temps de Paix, n'arrêtera point le contenu de ce Traité, ni n'en empêchera l'exécution.

XVIII. Enfin, il eſt convenu, & accordé qu'auſſitôt après l'échange des Ratifications reciproques de ce Traité, ſeront par L. H. P. payez pour la Flotte de Sa Majeſté les cinquante mil Riſdales ſtipulez, argent comptant, & fournis les matériaux de Vaiſſeaux pour cent mil Riſdales, comme auſſi les obligations pour le premier terme des Subſides pour les Troupes de Terre, afin que Sa Majeſté ou celui qui ſera par Elle autoriſé, puiſſe négocier les Deniers néceſſaires ſur leſdites obligations, & qu'enfin l'échange des ſuſdites Ratifications ſe fera ici à la Haye en bonne forme, dans le tems de quatre ſemaines du jour de la ſignature, ou plûtôt, s'il eſt poſſible.

Leſquels Articles ci-deſſus enſemblement & chacun d'eux en particulier ſeront tenus leſdits deux Hauts Alliez obſerver fidélement & inviolablement; Pour plus grande confirmation de quoi ont des préſentes été faits deux Inſtrumens de même teneur, & été ſignez de la main deſdits Miniſtres de Sa Majeſté d'une part, & par les Ambaſſadeur Extraordinaire, & Députez de L. H. P. d'autre, & confirmé de leurs Seaux. Ainſi fait à Copenhague, le $\frac{20}{10}$ *Mai* 1673. *Etoit ſigné,*

(L.S.) V. F. Guldenleeuw.

(L.S.) P. Rets.

(L.S.) J. Ch. V. Corbitz.

(L.S.) P. Griffenfelt.

(L.S.) Paul de Klingenbergh.

(L.S.) C. Bierman.

(L.S.) D. de Wyngaerden.

(L.S.) Simon de Beaumont.

ANNO 1673.

CV.

26. Mai.

FRANCE ET PROVINCES-UNIES.

Cartel pour l'échange des Priſonniers fait par le Duc de Luxembourg de la part de LOUÏS XIV. *Roi de France, & par le Comte de Horne de la part des Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *le 26. Mai*, 1673. [Traduction Françoiſe du Mercure Hollandois de 1673. pag. 148.]

CHâque priſonnier ſera changé contre un autre qui exercera la même Charge, ou qui tiendra le même rang, tant pour le regard de la Cavalerie, Infanterie & Artillerie, que pour les Commis & Commiſſaires de ladite Artillerie, Vivres & autres de pareille qualité de quelque condition qu'ils puiſſent être. Il ſera permis à celui qui aura pris les Priſonniers de prendre la rançon qui a été taxée pour cet effet, ou de les changer contre d'autres du même rang. Les Généraux Commandans en Chef les Armées de Sa Majeſté feront changés contre les Généraux de Leurs Hautes Puiſſances de la même qualité, ou payeront l'un & l'autre 50000. Livres. Les Maréchaux de Camp de Leurs Hautes Puiſſances ſeront changés contre ceux qui commanderont l'Armée de Sa Majeſté Tres-Chrêtienne immediatement aprés le Général, ou payeront 20000. Livres. Les Généraux de la Cavalerie & Infanterie ſeront changés reciproquement, ou payeront 4000. Livres. Le Général de l'Artillerie autant. Un Intendant contre un Deputé pour la Campagne, ou payera 10000. Livres. Les Lieut. Généraux de la Cavalerie & Infanterie 2500. Livres. Le Major Général de la Cavalerie & Infanterie 1500. Livres. Un Brigadier Commandant 1000. Livres. Les Colonels de l'Artillerie Cavallerie & Infanterie, 800. Livres. Un Sergent Major de la Cavalerie, 500 Livres. Les Lieut. Colonels de l'Infanterie & Artillerie, autant. Les Sergents Majors de l'Infanterie & Artillerie 200. Livres. Les Brigadiers des Généraux, 180 Livres, Les Cap. de Cav. 200. Livres. Les Cap. d'Infanterie 80. Livres. Les Ajutans des Généraux. 60 Livres. Les Brigadiers d'ordre, 70. Livres. Les Lieut. de Cav. 70 Livres. Un Cornette, 60. Livres. Les Lieutenans d'Infanterie, 40. Livres, Enſeignes, 20. Livres. Un Aide Major, ou Ajutant, 20. Livres. Le Quartier Maître Général, 200. Livres. Le Général des Chariots 200. Livres. Le Quartier-Maitre d'un Regiment de Cavalerie, 40. Livres. Le Quartier-Maître d'un Regiment d'Infanterie, 30. Livres. Le Quartier-Maître d'une Compagnie, 25. Livres, Un Soldat, Grenadier, Charpentier, Maréchal, 9. Livres. Un Cavalier ou Sergent, 15. Livres. Toutes ſortes de Commis & Commiſſaires 50. Livres. Un Conducteur 12. Livres. Un Gentilhomme du Canon, 40. Livres Un Canonier, 10. Livres. Un Guide 9. Livres, Un Matelot ou Pontonnier, 9. Livres. Un Ingenieur ou Controlleur, 40. Livres. Un Auditeur 25. Livres. Les Medecins, Apotiquaires, Chirurgiens & leurs Valets, ſeront renvoyés ſans rançon. A été ſtipulé de part & d'autre qu'aucuns Priſonniers ne pourront être depouillés ni privés de leurs habits. Ceux qui exercent diverſes Charges ne payeront que la rançon de la plus grande qu'ils poſſedent, & ſeront auſſi échangés à proportion. Tous Officiers de l'Artillerie, excepté le Général, & ceux qui ont été ſpecifiés ci-devant, qui auront le même nom que ceux de l'Infanterie, pourront être échangés indifferemment contre leurs ſemblables, ou à faute de cela payeront la Somme exprimée ci-deſſus. S'il arrivoit que les Priſonniers de part & d'autre n'euſſent pas les mêmes Charges, cela ſe pourra ajuſter en donnant autant de Priſonniers de moindre Charge, jusqu'à ce qu'il vienne à monter à la rançon d'un plus haut Officier, ce qui ſe pourra faire comme ſi c'étoit de l'argent, pourveu que l'argent de la rançon des moindres Officiers ſe monte à pareille Somme que celle d'un plus grand. Un Officier reformé ne donnera que la quatriéme Partie de la rançon à laquelle il eſt taxé lors qu'il eſt en ſervice actuel. Les Officiers qui ont des Charges qui ne concernent pas la Guerre, payeront une rançon moderée, à proportion de la Charge qu'ils exercent, de quelque nature qu'elle puiſſe être. Il ne ſera point permis de part ni d'autre de retenir les Trompettes & Tambours qui viennent reclamer les Priſonniers ou d'arrêter les Priſonniers plus de 3 jours, ſur peine d'être à la charge de ceux qui les retiennent. Les Femmes ne donneront point de rançon, ni les garçons qui ſont au deſſous de 12. ans. Les Officiers tant grands que petits, & autres tirant gages, qui ne ſont point compris en ce Quartier, & qui neanmoins ſont tenus de ſuivre les Armées, pourront être mis à rançon en payant 6. mois de gages. S'il y a quelque diſpute ſur la qualité ou les gages de quelqu'un deſdites perſonnes, cela ſera terminé ſur la ſimple declaration par écrit de celui qui commandera l'Armée, la Province ou la Ville du côté du Priſonnier, ſans qu'il ſoit beſoin d'aucune autre preuve pour cet effet.

ANNO 1673.

Traitement des Priſonniers.

Tous Cavaliers, Soldats, Matelots, Pionniers, Pontonniers, Charpentiers, Marechaux, & autres de même ſorte, ne pourront depenſer que 6. ſous par jour, & les Sergens 10. lequel argent ceux qui auront pris les Priſonniers, ſeront obligés de leur faire tenir ſelon la valeur de la Monnoye de France. Pour les Officiers, ils pourront ſe faire traiter comme ils voudront, & ſelon qu'ils auront le moyen de payer. Eſt auſſi accordé que les Livres qui ſont ſpecifiées ci-deſſus, ſeront contées pour des Livres de France, dont les onze ſont un Louis d'or, ou Piſtole d'Eſpagne, & trois un Patacon ou Richsdale. Et touchant les conditions ſusnommées, a été accordé, que tous les Priſonniers de part & d'autre ſeront renvoyés 12. jours aprés la ſignature du preſent Quartier ſans rien demander pour la nourriture des Soldats : Et pour ce qui eſt des Officiers, on fera un état de leur dépenſe, & on aura ſoin du payement de part & d'autre. Châque parti fera une liſte des Priſonniers qu'il renvoyera, & prendra un Recepiſſé du Commandeur du lieu où ils auront été delivrés afin qu'aprés l'échange de tous les Priſonniers, ceux qui demeureront encore redevables ayent ſoin de s'en acquitter, en conformité de la rançon ſpecifiée ci-deſſus. Tous les Priſonniers des Armées de Sa Majeſté Tres-Chrêtienne ſeront menés à Utrecht, & ceux de leurs Hautes Puiſſances à Oudewater ou Gorcum. Ainſi fait & arrêté ce 26 May 1673. *Ainſi ſigné*, MONTMORENCY LUXEMBOURG, comme ayant Pouvoir de Sa Maj. Tres-Chrêtienne. W. A. Comte de HORNES, comme authoriſé de Leurs Hautes Puiſſances, & de Monſeigneur le Prince d'Orange.

CVI.

5 Juin.

FRANCE ET TURQUIE.

(1) *Les Capitulations renouvellées entre* LOUÏS XIV. *Empereur de France, &* MEHEMET IV. *Empereur des Turcs. Par l'entremiſe de M.* Charles François Olier, *Marquis de* Nointel, *Conſeiller du Roi en tous ſes Conſeils, & en ſa Cour de Parlement de Paris, & ſon Ambaſſadeur en Levant. Fait à Andrinople le cinquiéme Juin 1673.* [FREDER. LEONARD. Tom. V. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans les *Memoires* du Sr. DE LA CROIX, Tom. I. pag. 403.]

VOicy ce qu'ordonne ce noble ſigne, dont la reputation eſt ſi grande, qui vient d'un lieu ſi relevé; qui eſt vrayment Royal, & le Conquerant du monde; qui eſt Imperial, & qui par le ſecours Divin, la protection d'en Haut, & les graces du Liberateur, vient à bout de toutes ſortes d'entrepriſes.

Les Qualitez du Grand-Seigneur.

MOY, qui ſuis par les infinies Graces du Juſte, Grand & Tout puiſſant Createur; Empereur des Empereurs, Diſtributeur des Couronnes, Serviteur des deux tres Auguſtes & Sacrées Villes de la Mecque & Medine, Protecteur & Gouverneur de la ſainte Jeruſalem,

---

(1) Quoi que ce ne ſoit ici qu'une Traduction, car toutes les Capitulations de la Porte ſe font en Turc, on peut la regarder comme un Original, quoi qu'elle vienne du Secretaire de l'Ambaſſade qui pour lors étoit employé au Levant de la part de la France, & qu'elle a été faite pour l'uſage de la Nation. Le Titre capital qu'on y voit, eſt le même qui ſe trouve dans *Leonard*, & les Memoires citez ci deſſus; Il repugne à nos uſages, mais il convient à la Piece. (DUM.)

ſalem, Seigneur de la plus grande partie de l'Aſie & de l'Afrique, de Themiſvar, de l'Eſclavonie, de Segetuar, & de la Forteresſe inexpugnable d'Agria, de la Caramanie, de l'Arabie, & toute la Syrie, de Rhodes & de Chypres, de Diarbequir, d'Alep, du Caire, de Van, d'Erzerum; de Damas, lieu de ſeureté & de plaiſance, Païs de Salut; de Babylone, Paradis Terreſtre & le ſejour des Princes; de Balſora, d'Azac; d'Egypte, rare en ſon temps & puiſſante; des Villes de Thunis, de la Goulette, de Tripoli de Barbarie; de la Ville de Conſtantinople, lieu de ſeureté & le deſir des Rois: & de pluſieurs autres Pays, Villes & Seigneuries; des Mers blanche & noire, Isles, Destroits, Paſſages, Peuples, Familles, Generations, & d'un nombre infini de victorieux Hommes de Guerre, qui repoſent ſous l'obeïſſance & Juſtice de l'Empereur Mehemet, Fils de l'Empereur Ibrahim, Neveu de Sultan Murat, Succeſſeur des Empereurs Selim & Bajazet, & de l'Empereur Mehemet, par la grace de Dieu, recours des grands Princes, & refuge des honorables Empereurs.

Les qualitez que donne le Grand-Seigneur au Roy.

LA Gloire des plus grands Monarques de la Terre, de la Croyance de JESUS, *choiſi entre les Princes glorieux de la Religion du Meſſie, la Victoire de toutes les Nations Chrétiennes, Seigneur de Majeſté & d'Honneur, Patron de Loüange & de Gloire,* LOUIS, *Empereur de France, que ſa fin ſoit heureuſe.*

NOUS ayant receu une Lettre ſincere par la main du Sieur CHARLES FRANÇOIS OLIER, MARQUIS DE NOINTEL, de la part dudit Empereur de France, ſon Seigneur, comme ſon Conſeiller en tous ſes Conſeils, & ſon Ambaſſadeur à noſtre Porte Ottomane, choiſi entre les Gentils-Hommes de ſon Royaume, ſoûtien de la Proſperité du plus Grand de tous les Grands de la Croyance du Meſſie, & ſon Ambaſſadeur ordinaire à noſtre Porte; de trouver bon, que les Capitulations qui ont longtemps duré entre nos Ayeuls & les Empereurs de France, fuſſent renouvellées ſous cette conſideration: & par l'inclination que nous avons à conſerver cette ancienne amitié, Nous avons accordé ce qui s'enſuit.

PREMIEREMENT. Que les Ambaſſadeurs qui ſeront envoyez de l'Empereur de France à noſtre Porte; que les Conſuls qui reſident dans nos Ports, les Marchands & les Truchemens, ne ſoient point inquietez en aucune façon que ce ſoit; mais au contraire receus & honorez avec le ſoin que ſe doit à la foy publique. Voulons de plus, qu'outre l'obſervation de nôtre Capitulation, celle qui fut faite & accordée par noſtre feu Pere, Glorieux en ſa vie & Martyr en ſa mort, ſoit inviolablement obſervée de bonne foy: & pour l'honneur & l'amitié que ledit Empereur de France a toûjours eu avec noſtre Porte, Nous luy avons accordé de renouveller des Capitulations qui luy avoient eſté données du temps de l'Empereur Mehemet noſtre Bis-Ayeul, & d'y ajoûter quelques Articles ſur la demande qui nous en a eſté faite, que nous avons accordée & ordonné qu'elle y fut inſerée.

II. Que les François qui vont & viennent pour viſiter les Saints Lieux, ne ſoient point mal traitez: & que les Religieux qui ſont dans l'Egliſe *du Kamam, le ſaint Sepulchre*, n'y ſoient point inquietez, à cauſe de l'ancienne amitié que les Empereurs de France ont eu avec noſtre Porte.

III. Permettons aux Marchands François, en conſideration de la parfaite amitié que leur Prince conſerve avec noſtre Porte, d'enlever des cuirs, cordoüans, cire, cottons en laine, cottons filez, ſoit que ce ſoient Marchandiſes défenduës d'enlever; Ratifions la permiſſion que noſtre Bis-Ayeul en a donné, ſans que perſonne puiſſe les en empêcher.

IV. Que les Monnoyes qu'ils apportent de leur Païs dans le noſtre, ne puiſſent eſtre priſes de nos Treſoriers, ny de nos Monnoyeurs, ſous pretexte de la vouloir convertir en Monnoye Ottomane; Et nous voulons pareillement qu'ils ne puiſſent prendre aucun droit à cauſe d'icelles. Et d'autant que aucuns Sujets de France navigent ſur des Vaiſſeaux appartenans à nos Ennemis, y chargeans de leurs Marchandiſes, & leſdits Vaiſſeaux eſtans rencontrez & pris des noſtres, ils ſont faits le plus ſouvent Eſclaves, & leurs Marchandiſes confiſquées. Pour empêcher cela, Nous commandons & voulons: que doresnavant ils ne puiſſent eſtre pris Eſclaves ſous tel pretexte, ny leurs facultez confiſquées.

V. Nous declarons que ceux qui ſeront trouvez ſur des Vaiſſeaux Corſaires, ſeront Eſclaves de bonne foy.

VI. Nous voulons auſſi que les François qui ſe trouveront pris par les Vaiſſeaux de nos Sujets, portans vendre des Vivres à nos Ennemis, ne puiſſent eſtre mal traitez ni retenus Eſclaves, attendu qu'ils ſeront Mariniers gagnans leur vie.

VII. Nous deffendons que les Vaiſſeaux François qui ſeront rencontrez par les nôtres, chargez de Victuailles priſes des Pays de nos Ennemis, puiſſent être retenus ni confiſquez, ni les Gens faits Eſclaves, ſous pretexte qu'ils les portent à nos Ennemis.

VIII. Nous ordonnons que les François qui achetent des Victuailles de nos Vaiſſeaux pour porter dans leur Pays, quand ils ſont rencontrez de nos Vaiſſeaux, ne puiſſent être retenus Eſclaves, ni leurs facultez confiſquées, & en cas qu'il y en ait de cette façon, Nous voulons qu'ils ſoient mis en liberté, & que leurs facultez leur ſoient renduës.

IX. Que les Marchandiſes qui ſeront apportées par les Marchands François en nos Ports, & celles qu'ils y acheteront, ne ſoient ſujettes à payer d'autres droits, que ceux qui ſe payent d'ancienneté.

X. Nous voulons & declarons, que lors que les Marchands François qui ſont dans nos Havres & Ports, ne pourront point vendre leurs Marchandiſes avantageuſement & qu'ils les veuillent conduire à d'autres Ports, qu'ils le puiſſent faire ſans aucun empêchement, ni être forcez de payer aucun droit que de ce qu'ils auront vendu.

XI. Que leſdits François ſoient exempts de l'Impoſt nommé *Caſabis*, autrement, l'Aide de Chair; comme auſſi de celui des Cuirs, appellé *Rest*; qu'ils ne ſoient non plus recherchez de payer celui des Buttes, *Radgé*, & *Taſaconh*; qu'ils ſoient auſſi exempts de payer aucune autre choſe aux Gardes de nos Ports & Paſſages, que trois cens aſpres ſous le nom de bon & heureux voyage.

XII. Les Corſaires de Barbarie allans par les Ports & Havres de la France, y ſeront receus, ſecourus, même de Poudre, Plomb, voiles, & autres choſes neceſſaires. Neanmoins ſi ſans avoir égard à nos promeſſes, rencontrant les Vaiſſeaux François en Mer à leur avantage, ils les prennent & ſont Eſclaves les Marchands & les Mariniers qui ſe trouvent ſur iceux, contre nôtre vouloir, & celui de feu l'Empereur nôtre Pere; lequel pour faire ceſſer leur violence, les a ſouventesfois menacez, ſans que pour cela ils ayent diſcontinué leurs actes d'hoſtilitez; S'il y a des Eſclaves pris de cette ſorte, Nous ordonnons qu'ils ſoient en liberté & que leurs facultez leur ſoient renduës, & declarons qu'en cas que leſdits Corſaires faſſent demeure, qu'ils ſeront tenus des dommages & pertes que leſdits François auront faites, & ſeront privez de leurs Charges, ſans qu'il ſoit beſoin d'autres preuves du mal fait, que la plainte qui nous en ſera faite de la part de l'Empereur de France avec des Lettres Roiales. Nous conſentons auſſi qu'en cas qu'ils n'obſervent ce qui eſt porté par cette nôtre Capitulation, que l'Empereur de France lés châtie en les privant de ſes Ports, & proteſtant de n'abandonner pour cela l'amitié qui eſt entre nos Majeſtez Imperiales, approuvons & confirmons les Commandemens qui ont été donnez de nôtre feu Pere.

XIII. Nous permettons auſſi que les François puiſſent venir pêcher du Poiſſon & du Corail, au Golfe & Lieux de la Juriſdiction de Thunis, ſans qu'il leur ſoit fait ni donné aucun trouble ni empêchement, confirmant toutes permiſſions qui ont été données par nos Ayeuls, & ſingulierement par nôtre feu Pere, touchant cette Pêche.

XIV. Voulons & Nous plaiſt, que les Interpretes & Truchemens qui ſervent les Ambaſſadeurs, ſoient francs & exempts de payer le *Karatche*, Taille perſonelle, & tous autres Impoſts tels qu'ils ſoient

XV. Que nos Sujets qui trafiquent aux Pays de nos Ennemis, ſoient obligez de payer le droit de l'Ambaſſadeur & Conſuls François, ſans contradiction, jaçoit qu'ils trafiquent avec leurs Vaiſſeaux ou autrement.

XVI. Que ſurvenant quelque meurtre & inconvenient entre les François, les Ambaſſadeurs & Con-

ANNO 1673.

Conſuls d'icelle Nation, puiſſent ſelon leurs Loix & Coûtume faire Juſtice, ſans qu'aucun de nos Officiers en prennent aucune connoiſſance ni Juriſdiction.

XVII. Que les Conſuls François qui ſont établis dans les Lieux de nôtre Empire, pour avoir ſoin de ceux qui trafiquent, ne puiſſent pour quelque cauſe que ce ſoit, être faits Priſonniers, ni leurs Maiſons ſcellées & bruſlées, mais commandons que ceux qui auront pretention contre eux, ſoient renvoiez à nôtre Porte, où il leur ſera fait Juſtice.

XVIII. Que tous Commandemens qui ont été ci-devant obtenus ou qui le ſeront ci-aprés, par mégarde ou ſurpriſe contre cette nôtre Promeſſe & Capitulations, ſoient de nul effet & valeur, & qu'il n'y ſoit ajouté aucune foi.

XIX. Et parce que ledit Empereur de France eſt entre tous les Rois & les Princes Chrétiens, le plus noble de la haute Famille, & le parfait Amy que nos Ayeuls ayent acquis entre leſdits Roys & Princes de la Croyance de JESUS, comme il a été dit cy-deſſus, & comme le témoignent les effets de la ſincere amitié: En cette conſideration: *Nous voulons & commandons que ſon Ambaſſadeur qui reſide à noſtre heureuſe Porte, ait la Préſeance ſur tous les Ambaſſadeurs des autres Roys & Princes, ſoit à noſtre Divan public, ou autres Lieux où ils ſe pourront trouver.*

XX. Que les étoffes que les Ambaſſadeurs de France reſidans à noſtre Porte, feront venir pour leur uſage & preſens, ne ſoient Sujets à aucun Dace ou Impoſt.

XXI. Que les Victuailles & Proviſions qui ſeront achetées pour la Maiſon de l'Ambaſſadeur, ne payent point de Droit ni d'Impoſt

XXII. Que les Conſuls François joüiſſent du même Privilege aux Lieux où ils reſideront, & qu'ils ayent la Préſeance ſur les autres Conſuls quels qu'ils ſoient.

XXIII. Que les François qui viennent avec leurs Vaiſſeaux & Marchandiſes dans les Ports de noſtre Seigneurie & Pays, y puiſſent venir ſeurement ſur la foy publique; & en cas que la fortune ou orage jettaſt quelqu'un de leurs Vaiſſeaux à Terre, rencontrant de nos Galeres ou Vaiſſeaux, Nous leur ordonnons de les aider & ſecourir, portant honneur & reſpect aux Patrons ou Capitaines deſdits Vaiſſeaux François, leur faiſant donner pour leur argent, tout ce qui leur ſera neceſſaire pour leur vie, & autres neceſſitez.

XXIV. En cas qu'aucuns d'iceux Vaiſſeaux viennent à faire naufrage, Nous voulons que tout ce qui ſe recouvrera ſoit remis entre les mains des Marchands à qui leurs facultez appartiendront, ſans que nos Vice-Roys, Gouverneurs, Juges & autres Officiers y contreviennent; mais au contraire, Nous voulons qu'ils les ſecourent à retourner par tout noſtre Empire, ſans qu'il leur ſoit donné aucun empêchement.

XXV. Nous ordonnons & recommandons aux Capitaines de Mer, Lieutenans, & tous autres qui dependent de noſtre obeïſſance, de ne violenter ni par Mer ni par Terre, leſdits Marchands François, ni pareillement les Interpretes & Truchemens, non plus que les Eſtrangers qui viennent ſous la ſeureté de leur Banniere. Voulons toutesfois qu'ils ſoient tenus de payer les droits ordinaires des Ports & Havres.

XXVI. Qu'iceux Marchands ne puiſſent être contraints d'acheter autres Marchandiſes que celles qu'ils voudront, & qui leur ſeront propres & convenables.

XXVII. Et en cas qu'aucun d'iceux ſe trouve redevable, Nous voulons que les Dettes ne puiſſent eſtre demandées qu'au debiteur, ou à celuy qui ſe ſera rendu caution pour luy.

XXVIII. Et ſi aucuns Marchands ou autres d'icelle Nation meurent en nos Païs, que les facultez qui ſe trouveront leur appartenir, ſoient remiſes au pouvoir de celuy qu'ils auront nommé dans leur Teſtament; mais s'il arrive qu'ils meurent *ab inteſtat*; Nous voulons que les Conſuls qui ſont dans nos Païs, prennent le ſoin des facultez du mort, pour les envoyer à leurs Heritiers, ſans que nos Gouverneurs ou Juges, en puiſſent prendre aucune connoiſſance.

XXIX. Que les Conſuls François, les Marchands, les Interpretes, & leurs dependans, ayent en leurs ventes & achats, & réponſes, à paſſer Actes devant les Juges du lieu où ils ſeront, au défaut de quoy, Nous voulons & commandons, que ceux qui auront quelques pretentions contre eux, ne ſoient écoutez s'ils ne font paroître, comme dit eſt, par Contract public, leurs pretentions ou droits.

ANNO 1673.

XXX. Voulons que tous les Témoins qui ſeront ouïs à leur dommage, ne ſoient receus ni écoutez, ſi premierement, comme on dit, il n'apparoit d'Actes publics de leurs ventes & achats.

XXXI. Que l'on ne moleſte point leſdits François en leur imputant qu'ils les ont injuriez, afin de pouvoir tirer quelque argent d'eux, puis que c'eſt contre la Noble Juſtice, & que nos Gouverneurs & Juges l'empêchent.

XXXII. Et ſi aucuns d'eux pour Dettes, ou pour avoir commis quelque mauvais acte, faiſoit faute de nos Païs, Nous voulons & commandons que ceux d'icelle Nation ne puiſſent eſtre reſponſables pour celui ou ceux qui ſe ſeront abſentez, s'ils n'y ſont obligez, comme dit eſt, par Contract autentique.

XXXIII. Et s'il ſe trouve par noſtre Empire des Eſclaves François eſtant reconnus pour tels de l'Ambaſſadeur ou Conſuls, ceux au pouvoir de qui ils ſe trouveront faiſant refus de les livrer, ſoient obligez de les envoyer à noſtre Porte, afin d'eſtre jugé à qui ils appartiendront.

XXXIV. Que les François qui demeurent dans le Pays de noſtre Empire, ſoient francs & exempts de *Karatche*, c'eſt à-dire de Tailles.

XXXV. Qu'au changement & eſtabliſſement des Conſuls François, en nos Havres d'Alexandrie, Tripoli de Sirie, Arget, & autres Eſchelles de noſtre Pays, nos Gouverneurs & Officiers, ne puiſſent empêcher qu'ils ſoient eſtablis en charge.

XXXVI. Nous voulons qu'ils ſoient exempts de l'Impoſt appellé *Harſié*. Si quelqu'un de nos Sujets a differend avec un François, dont la connoiſſance appartienne à nos Juges, ils ne puiſſent écouter la demande du demandeur qu'un Interprete de la Nation ne ſoit preſent, & ſi pour lors il ne ſe trouve aucun Truchement pour comparoître devant le Juge, & défendre la cauſe du François, que les Juges remettent la cauſe à une autre fois, juſques à ce que l'on trouve l'Interprete; le François ſera toutefois obligé de le faire trouver, afin que l'effet & prompte expedition de la Juſtice ne ſoient point differez.

XXXVII. Et s'il naiſt quelque contention ou differend entre deux François, que l'Ambaſſadeur ou Conſuls ayent à les terminer, ſans que nos Juges & Officiers les empêchent, & en prennent connoiſſance

XXXVIII. Nous ordonnons auſſi aprés que la recherche aura été faite à Conſtantinople, que les Vaiſſeaux François ne ſoient plus obligez d'être fouillez, ſi ce n'eſt au ſortir des Dardanelles, ou aux Châteaux du Détroit: Nous défendons qu'ils le ſoient à Galipoli, comme ils y ont été contraints par le paſſé.

XXXIX. Nos Armées Navalles, nos Galeres ſe rencontrant avec celles de la France, Nous exhortons les Capitaines d'une part & d'autre, qu'ils ayent à s'aider & ſervir, ſans ſe porter les uns aux autres aucun dommage, mais au contraire ſecours & confort Nous voulons auſſi qu'ils ne puiſſent point prendre par force des jeunes Enfans, & autres choſes ſemblables, ſous pretexte de preſent.

XL. Nous voulons & Nous plaiſt, que tout ce qui eſt porté par les Capitulations accordées aux Venitiens, ait lieu pour les François, & qu'iceux avec leurs Vaiſſeaux & Marchandiſes, trouvent ſeureté par nos Mers, & par tous les Lieux de nôtre Empire & de nôtre obeïſſance, & puiſſent venir, aller, retourner & ſejourner, ſans aucun empêchement.

XLI. Que les Admiraux de nos Armées Navalles, nos Vice Rois, Gouverneurs de nos Provinces, Juges, Capitaines, Châtelains, & autres qui dépendront de nôtre obeïſſance, ſoient ſoigneux d'obſerver cette nôtre Capitulation, puis que tel eſt nôtre plaiſir & commandement.

XLII. *Declarons que ceux qui contreviendront à cette Noble Capitulation, ſeront declarez deſobeïſſans & Perturbateurs du repos public, en cette conſideration, que ſans aucune remiſe ils ſoient condamnez à un grief châtiment, afin qu'ils ſervent d'exemple à ceux qui auront envie de les imiter à mal faire, & outre les promeſſes que Nous faiſons de l'obſervation de cette nôtre Capitulation, Nous entendons que celles qui ont été faites par nôtre Predeceſſeur Sultan Suleiman, auquel Dieu faſſe miſericorde, ſoient obſervées & entretenuës de bonne foi.*

ANNO 1673.

XLIII Il fut accordé à l'Empereur de France, par les Capitulations qui furent faites avec nos Bis-Ayeuls, à qui Dieu faſſe miſericorde, que toutes les Nations qui n'ont point leur Ambaſſadeur ordinaire à noſtre Porte de felicité, puiſſent trafiquer ſous la Banniere de France, & viſiter les Saints Lieux, & puis aprés pour quelque ſujet ils en furent privez & cet Article qui étoit dans les Capitulations, fut rayé & effacé; Mais quelque temps aprés ledit Ambaſſadeur de France envoya une Lettre à noſtre Porte de felicité, par laquelle il prioit que puiſque l'on avoit interdit leſdites Nations de trafiquer ſous la Banniere de France, que du moins il leur fut permis de pouvoir aller viſiter les Saints Lieux de Jeruſalem, comme ils faiſoient auparavant, ſans que perſonne leur donne aucun trouble ni empêchement: & que ſi à l'avenir ils leur permettoient de trafiquer dans les Lieux de ſon Empire, que ce fut encore ſous la Banniere de France, parce que l'Empereur de France a toujours conſervé l'ancienne amitié qu'il avoit avec nos Bis-Ayeuls juſqu'à preſent; Sa demande lui fut accordée, en commandant que les Nations Chrêtiennes qui n'ont point leurs Ambaſſadeurs à noſtre Porte, & qui ſont Amis dudit Empereur de France, puiſſent viſiter les Saints Lieux, comme ils faiſoient auparavant, avec aſſurance & liberté, ſans que perſonne les empêchaſt ni les moleſtaſt: & puis aprés que ſi Nous donnons la permiſſion aux ſuſdites Nations de trafiquer par les Lieux de nôtre Empire, que ce ſoit ſous la Banniere de France, comme auparavant, & non pas ſous celle d'un autre, comme il a été declaré par les Capitulations qui ont été d'ancienneté juſqu'à preſent, preſentement de nouveau, *Nous voulons & commandons que les Articles mentionnez ſoient ajoutez aux Nobles Capitulations.*

ARTICLES NOUVEAUX.

PREMIEREMENT.

QUE les Evêques ou autres Religieux de Secte Latine, qui ſont Sujets à la France, de quelque ſorte qu'ils puiſſent être, ſoient dans tous les Lieux de nôtre Empire comme ils étoient auparavant, & y faire leurs fonctions ſans que perſonne les trouble ni les empêche; que les Religieux François qui ſont en Jeruſalem, & qui ont depuis long temps les Lieux Saints, tant dehors que dedans, comme auſſi ceux qui ſont dans le Saint Sepulchre, en jouiſſent & le poſſedent comme auparavant, ſans que perſonne les moleſte, en leur demandant des Impoſts ou autrement, & s'ils ont quelques Procez ils ſoient envoyez à nôtre Porte de felicité

II. Que tous les François, & tous ceux qui ſont ſous leur protection, de quelque ſorte qu'ils puiſſent être qui vont & viennent en Jeruſalem, ne ſoient point tourmentez ni moleſtez.

III. Nous voulons que les Peres Jeſuites & Capocins qui ſont en Galata, jouiſſent toûjours de leurs Egliſes: & celle des Capocins ayant été bruſlée, Nous donnons permiſſion qu'elle ſoit rebaſtie. Nous voulons auſſi que l'on ne moleſte point les Egliſes des François qui ſont à Smirne, à Seyde, & à Alexandrie, & dans toutes les autres Eſchelles de nôtre Empire, ni qu'on leur demande aucun argent pour celle-ci.

IV. Nous permettons qu'ils puiſſent exercer l'Office Divin dans l'Hôpital qui eſt à Galata, ſans que perſonne les moleſte.

V. Et comme les Marchands François avoient toûjours payé cinq pour cent juſques à preſent, de toutes les Marchandiſes qu'ils apportoient, ou de celles qu'ils emportoient; l'Empereur des François Nous a demandé qu'ils ne payaſſent que trois pour cent; ce que Nous lui avons accordé, à cauſe de l'ancienne amitié qu'il a toûjours euë avec nôtre Porte, & Nous avons ajoûté aux Nobles Capitulations, que les Doüanniers ne les moleſtaſſent point en leur demandant davantage que trois pour cent. Nous voulons que les Marchands François payent nos Doüannes avec la même Monnoye comme la prennent nos Treſoriers, & qu'il ne ſoient point moleſtez en leur demandant plus ou moins.

VI. Nous permettons que ceux qui n'ont point leurs Ambaſſadeurs ou Reſidans à nôtre Porte de felicité, comme Portugal, Sicile, Caſtillans, Meſſinois, & autres Nations Ennemies, puiſſent venir ſous la Banniere de l'Empereur de France, comme ils faiſoient au temps paſſé, & qu'ils payent la Doüanne comme les autres François, ſans que perſonne les moleſte, tant qu'ils ne feront choſes qui ſoient contraires à l'Accord que Nous avons fait.

ANNO 1673.

VII. Nous voulons qu'ils payent la Mezeterie de Conſtantinople & de Galata, de la même façon que font les Anglois.

VIII. Et ſi les Doüanniers eſtiment plus les Marchandiſes qu'elles ne valent pour leur profit, Nous ordonnons ſans contredit, qu'au lieu de l'argent ils prennent des Marchandiſes.

IX. Que quand une fois ils auront payé la Doüanne de ſoye, & autres Marchandiſes, on ne la leur demande derechef.

X. Que quand les Doüanniers auront été payez de leurs Doüannes, qu'ils leur donnent le Teskeret de leur payement, & qu'ils ne les empêchent point de les porter à d'autres Echelles, & que l'on ne les moleſte point derechef dans une autre Echelle, en leur demandant la Doüanne.

XI. Nous ordonnons que les Conſuls François, & les Religieux qui leur ſont ſujets, les Marchands & les Droguemans, puiſſent faire du Vin dans leurs Maiſons pour leurs proviſions, & en puiſſent apporter du dehors, ſans que perſonne les moleſte, ni les empêche.

XII. Si quelqu'un de nos Sujets a quelque Procez contre quelque François, dont la Somme ſoit plus de quatre mille aſpres, Nous deffendons qu'il ſoit fait Juſtice autre part que dans nôtre Divan.

XIII. Et s'il arrive qu'on tuë quelqu'un dans les Quartiers où ſont les François, Nous deffendons qu'ils ſoient moleſtez en leur demandant le prix du ſang; ſi ce n'eſt qu'on prouve en Juſtice que ce ſont eux qui ont fait le mal.

XIV. Nous accordons aux Truchemens qui ſervent les Ambaſſadeurs, les mêmes Privileges qu'aux François.

XV. *Nous promettons par la verité du Puiſſant Createur du Ciel & de la Terre, & par les Ames de nos Ayeuls & Bis-Ayeuls, de ne contrarier ni contrevenir à ce qui eſt porté par les Nobles Capitulations, tant que l'Empereur de France ſera conſtant & ferme à la conſervation de nôtre amitié; Acceptons dés à preſent la ſienne, avec volonté de la tenir chere & en faire eſtime: Telle eſt nôtre promeſſe Imperiale. Fait à Andrinople, le cinquiéme Juin 1673.*

CVII.

Traité entre LOUÏS XIV. *Roi de France &* FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg, fait au Camp de Voſſem le 6. Juin* 1673. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale. On la trouve auſſi dans FREDER. LEONARD. Tom. III.]

6. Juin.

FRANCE ET BRANDEBOURG.

APRES que Monſieur le Duc de Neubourg a fait connoitre au Roi le deſir qu'auroit Monſieur l'Electeur de Brandebourg, & par ſes propres ſentimens, & par les inſtances qui lui en auroient été faites par divers Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, de rétablir non ſeulement la premiere Alliance qu'il a ci-devant eu avec Sa Majeſté, & qui auroit été alterée depuis quelque tems par les Traitez qu'il auroit faits avec les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & les Armes qu'il auroit priſes enſuite en leur faveur, mais de contribuer encore en cette ſorte à la Pacification de l'Allemagne, Sa Majeſté qui avoit veu avec peine que ledit Sieur Electeur euſt pris une conduite oppoſée à l'amitié qui a toûjours été entre Sa Majeſté & Son Alteſſe Electorale & leurs Predeceſſeurs, & qui s'étoit trouvé contraint avec regret de porter ſes Armes dans l'Empire, dont elle a toûjours affectionné ſi particulierement la tranquillité & le repos, a appris avec plaiſir les diſpoſitions dans leſquelles étoit ledit Electeur, & aiant autoriſé pour ce ſujet le Sieur Arnauld, Chevalier Seigneur de Pomponne, Conſeiller du Roi en tous ſes Conſeils, & Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majeſté, pour traiter avec le Sieur Meinders, Conſeiller d'Etat & Privé, & Envoyé extraordinaire dudit Sieur Electeur vers Sa Majeſté,

muni

ANNO 1673.

muni pareillement d'un Plein-pouvoir de Son Alteſſe Electorale, il a été convenu entre eux des Articles ſuivans.

I. Tout ce qui s'eſt paſſé depuis la priſe des Armes par Monſieur l'Electeur de Brandebourg en faveur des ſuſdits Etats Généraux, tant de la part de Sa Majeſté & de ſes Alliez, que de celle dudit Sieur Electeur de Brandebourg, ſera pleinement oublié, & Son Alteſſe Electorale cultivera la premiere amitié qu'elle avoit avec Sa Majeſté, avec le Roi de la Grande Bretagne, Monſieur l'Electeur de Cologne, Monſieur l'Evêque de Munſter, & autres Alliez de Sa Majeſté, ſans qu'à raiſon des pertes & dommages qui auroient été cauſez durant ladite Guerre, il ſoit libre de ſe rien demander de part ni d'autre.

II. Et quant au Traité que Son Alteſſe Electorale de Brandebourg a fait avec les Etats Généraux de leur donner aide, ſecours ou aſſiſtance contre Sa Majeſté & ſes Alliez, Son Alteſſe Electorale s'oblige de ne donner à l'avenir ſous quelque raiſon, pretexte ou occaſion que ce puiſſe être, directement ni indirectement, aucun ſecours, aide ou aſſiſtance aux Ennemis de Sa Majeſté, quels qu'ils puiſſent être.

III. Ledit Sieur Electeur promet ſemblablement de faire ſortir de ſes Places les Troupes deſdits Etats, ou autres Etrangeres qui y pourroient être entrées depuis la preſente Guerre; comme auſſi qu'il tiendra le Corps de ſon Armée au delà du Weſer, & ſe contentera durant la preſente Guerre de tenir les Garniſons neceſſaires dans ſes Places au deçà de cette Riviere, dont pourtant il pourra loger quelques Troupes au plat-Païs, juſques à la concurrence de mil Hommes.

IV. Sa Majeſté en échange pour donner un témoignage plus public & de la ſatisfaction avec laquelle elle rétablit avec ledit Sieur Electeur ſa premiere amitié; comme auſſi pour faire connoître avec quelle ſincerité elle s'eſt toûjours declarée, qu'elle n'avoit eu aucune penſée de rien retenir de ce que ſes Armes avoient conquis dans l'Empire, promet de remettre ou faire remettre aprés les Ratifications échangées du preſent Traité, audit Sieur Electeur tout ce que ſes Armes, ou celles de ſes Alliez ont occupé dans les Duché de Cleves, Principauté de Minde, Comtez de la Mark, & de Ravensberg, ou autres Terres generalement quelconques dudit Sieur Electeur, à l'exception de quelques Places ſur le Rhin, dont il ſera parlé dans l'Article ſuivant.

V. Les Places que les Etats Généraux occupoient dans le Duché de Cleves, aiant été la ſeule cauſe qui obligea Sa Majeſté à porter ſes Armes ſur le Rhin, lorſqu'elle commença la Guerre contre leſdits Etats, quelque pretention que Sa Majeſté pût avoir de les garder comme les aiant priſes ſur ſes Ennemis, elle voulut bien ſe declarer dans tout l'Empire, qu'elle n'avoit deſſein de les retenir que juſques à la Paix qui pourroit être faite avec leſdits Etats. Sa Majeſté perſiſtant dans les mêmes ſentimens, declare encore qu'elle gardera ſeulement les Places de Weſel avec le Fort de la Lippe, Reez avec ſon Fort, pour les remettre audit Sieur Electeur fortifiées, & avec les Canons aux Armes ou marques de Son Alteſſe Electorale ou de ſes Predeceſſeurs, comme elles étoient lors qu'elles ont été priſes par les Armes de Sa Majeſté, auſſi-tôt aprés la Paix concluë & ratifiée avec leſdits Etats, dont Sa Majeſté veut bien que le ſuſdit Sieur Duc de Neubourg demeure garant.

VI. Que durant ce tems le Droit de ſuperiorité & toute autre Juriſdiction, demeurera audit Sieur Electeur dans leſdites Places, & que les Garniſons qui ſeront entretenues & paiées par Sa Majeſté, ſans qu'elle y puiſſe lever aucun droit ou contribution, ni que leſdites Garniſons puiſſent être à charge auſdites Places que pour le ſimple logement, Son Alteſſe Electorale s'oblige toutefois de laiſſer ſurement & librement paſſer dans ſes Etats ſur les Rivieres du Rhin & de la Meuſe, ſans en pouvoir prendre aucun Droit ni Peage, les Munitions de bouche & de Guerre qui deſcendront pour les Troupes de Sa Majeſté; bien entendu que ceux qui conduiront leſdites Munitions feront apparoir par les ordres de Sa Majeſté ou certifications de ſes Miniſtres, que leſdites Munitions ſeront pour le ſervice de Sa Majeſté.

VII. Et puiſque dans l'occupation qui fut faite des Places du Duché de Cleves par Sa Majeſté, elle a fait rendre aux Catholiques quelques Egliſes qui leur avoient été oſtées durant que les Etats Généraux y avoient Garniſon, il a été convenu que toute cette affaire Eccleſiaſtique & ce qui en dépend, ſoit pour l'exercice ou pour les revenus, ſera reglée & determinée en conformité & ſelon les regles de l'Accord fait ſur ce ſujet, entre Son Alteſſe Electorale de Brandebourg & Son Alteſſe le Duc de Neubourg, & afin que leſdits Catholiques ne ſoient point inquietez à l'avenir dans les Provinces de Cleves, de la Mark & Ravensberg, Son Alteſſe Electorale promet de les laiſſer jouïr paiſiblement de ce qui leur eſt deu en vertu du ſuſdit Traité.

ANNO 1673.

VIII. Sa Majeſté promet pour ſoi & au nom de ſes Alliez, que toutes contributions & exactions qui auroient été impoſées dans les Etats de Son Alteſſe Electorale, ceſſeront depuis le dixiéme du mois d'Avril, & qu'on n'en pourra lever ni exiger aucunes, ſous quelque pretexte que ce peut être qui auroient été impoſées, ou qui ſeroient écheuës depuis ce tems, à condition que ledit Sieur Electeur obſervera la même choſe de ſon côté, & qu'il ne ſera aucune exaction de ce qui lui pourroit reſter & qu'il pourroit pretendre depuis le terme ſuſdit. Comme auſſi que Sa Majeſté ne prendra plus aucuns Quartiers ou paſſages ſans le conſentement dudit Sieur Electeur, & ſans paier & dedommager ſes Sujets de la charge qu'ils en pourroient ſouffrir.

IX. Et bien qu'il ſoit dit dans l'Article 2. du preſent Traité, que ledit Sieur Electeur de Brandebourg n'aſſiſtera, directement ni indirectement, les Ennemis de Sa Majeſté, ledit Sieur Electeur aiant témoigné toutefois qu'il ne pourroit être engagé à rien qui pût être contre l'Empire, & qu'il ſe reſervoit les mains libres en cas qu'il fût attaqué, Sa Majeſté qui n'a pas moins à cœur la ſureté & la Paix dudit Sieur Electeur, à condition toutefois que Sa Majeſté ne ſera pas cenſée attaquer ledit Empire, ſi elle ſe trouvoit obligée de porter ſes Armes en Allemagne, & d'agir contre tout Prince dudit Empire quel qu'il pût être qui voulut attaquer Sa Majeſté, ou donner aſſiſtance à ſes Ennemis contre le Traité de la Paix de Munſter.

X. Et parce que dans l'étroite Union & l'Alliance qui eſt entre Sa Majeſté & le Roi de la Grande Bretagne pour la Guerre contre la Hollande, ledit Sieur Electeur de Brandebourg n'a pas moins agi contre ledit Roi que contre Sa Majeſté, lorſqu'il a pris les Armes en faveur des Etats Généraux, Sa Majeſté veut bien ſe charger & promettre de faire agréer au ſuſdit Roi de la Grande Bretagne que tout le paſſé ſoit oublié de part & d'autre, & que la premiere amitié & intelligence ſoit rétablie entre Sa Majeſté Britannique & Son Alteſſe Electorale.

XI. Et pour donner une plus grande marque de l'Alliance que Sa Majeſté renouvelle avec ledit Sieur Electeur, elle veut bien promettre de le faire comprendre en vertu du preſent Traité dans la Paix qu'elle pourroit faire avec les Etats Généraux; comme auſſi elle s'oblige de l'aſſiſter & de le garantir contre tous ceux dont il pourroit être attaqué, à l'occaſion ou à cauſe du preſent Traité.

XII. Sa Majeſté pour donner une plus grande marque à Monſieur l'Electeur de Brandebourg, qu'en rétabliſſant avec lui la premiere amitié par ce Traité, elle veut bien encore prendre en lui la même confiance qu'elle avoit eu avant ces derniers mouvemens, declare qu'aprés que le preſent Traité aura eſté accompli par l'échange des Ratifications, elle conſentira de ſa part que ledit Sieur Electeur puiſſe être admis dans la Mediation de la Paix qui ſe traiteroit avec les Etats Généraux, lors que les affaires de l'Empire auront eſté pleinement accommodées.

XIII. Il a eſté convenu de fournir & échanger les Ratifications du ſuſdit Traité de part & d'autre, dans le terme de trois ſemaines au plustard. Fait au Camp de Voſſem ce 6. jour de Juin 1673. *Ainſi ſigné*, ARNAULD. FR. MEINDERS.

CVIII.

1. Juill.

L'EMPEREUR, L'ESPAGNE, LES PROVINCES UNIES ET LA LORRAINE.

*Traité d'Alliance entre l'*EMPEREUR, *le Roi d'*ESPAGNE, *& les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas d'une part, & le Duc de* LORRAINE *de l'autre. Fait à la Haye le 1. Juillet 1673* [Actes & Memoires des Negotiations de la Paix de Nimegue. Tom. I. pag. 573. FREDER. LEONARD. Tom. VI.]

COmme ainſi ſoit que Son Alteſſe le Duc de Lorraine ait fait témoigner à Leurs Majeſtés Imperiale & Catholique, & aux Etats Generaux des Provinces-Unies, le genereux deſir dont elle eſt portée à contribuer de tout ſon poſſible au reſtabliſſement d'une Paix honneſte & durable, & qu'il étoit preſt d'entrer dans une eſtroite Liaiſon avec eux pour les mêmes fins, c'eſt pourquoi conſiderant les grands avantages qui en peuvent reſulter pour le bien public, & eſtimant, comme il eſt juſte, ſes bonnes intentions, la preſente Convention a eſté arreſtée & concluë entre les Miniſtres & Plenipotentiaires de part & d'autre ci-aprés denommés, & à ce duement authoriſés en la forme qui s'enſuit.

I. Que Sadite Alteſſe de Lorraine pour Elle & pour ſes Succeſſeurs tant en vertu de ſes anciennes Liaiſons, que par le preſent Traité, ſera dés à preſent & pour l'avenir Allié & Confederé de Leurs Majeſtés Imperiale & Catholique, comme auſſi des Etats Généraux des Provinces-Unies, & qu'une eſtroite Union ſera établie entre eux pour procurer mutuellement les avantages, ſeuretés & utilités l'un de l'autre, & detourner les dommages autant que faire ſe pourra

II. Que pour donner d'autant plus de moyens à Sadite Alteſſe de Lorraine de mettre en execution ſes bonnes volontés, & de ſe rendre plus utile à la cauſe commune, on l'aidera à former un Corps de dixhuit mille Hommes, à ſçavoir huit mille Chevaux, & dix mille Hommes de pied; Et pour cet effet Sadite Alteſſe fournira de ſa part trois mille Chevaux, qu'elle a preſentement ſur pied, & levera deplus à ſes propres frais deux mille Chevaux, & trois mille Hommes de pied; Sa Majeſté Imperiale promet pareillement de donner de ſa part mille Chevaux & trois mille Hommes de pied, & Sa Majeſté Catholique s'oblige auſſi de donner mille Chevaux & quatre mille Hommes de pied, & quant aux Etats des Provinces-Unies, comme ils ont preſentement à ſupporter le plus-grand poids de la Guerre, & qu'ils ne peuvent pas ſe deſtaiſir des Troupes qui ſont neceſſaires pour leur defenſe, ils ne pourront donner plus de mille Chevaux

III. Et afin qu'on puiſſe joüir au plûtôt du bon effet que l'on peut attendre de l'emploi deſdites Troupes, Sadite Alteſſe s'oblige à mettre ſur pied quatre mille Chevaux & deux mille Hommes de pied, en quatre Semaines, aprés le jour que ce Traité doit être ratifié, & d'y joindre de plus autres mille Chevaux, & mille Hommes de pied deux mois aprés ledit terme de quatre Semaines; Et Sa Majeſté Catholique, comme auſſi leſdits Etats Généraux promettent d'y joindre leur part ci deſſus ſpecifiée, au même tems que S. A. de Lorraine aura mis ſur pied leſdites premieres Troupes, & ſeront Commiſſaires deputés & authoriſés de part & d'autre pour faire reveuë de toutes leſdites Troupes, afin d'obſerver ſi elles ſont au nombre qu'elles doivent être ſelon cette preſente Convention; Et ſera ladite reveuë réiterée toutes les fois, que quelqu'une des Parties le requerra.

IV. Et quand S. A. de Lorraine viendra à agir effectivement pour aider à maintenir ſes propres Troupes, tant celles qu'elle a ſur pied, que celles qu'elle fera de nouveau; comme auſſi pour les frais neceſſaires pour l'Artillerie, on lui paſſera durant la Guerre * la Somme laquelle ſera également repartie entre Leurs Majeſtés Imperiale & Catholique, & les Etats Généraux des Provinces-Unies, à ſçavoir un tiers pour chaque mois: Et d'autant qu'en la conjoncture preſente des affaires il ſeroit impoſſible auſdits Etats de payer ledit tiers en argent comptant, il leur ſera libre de fournir ledit tiers en Obligations ſur ces Provinces de Hollande, & Weſtfriſe, Zelande, Friſe, Groningue & Ommelande, ſelon la proportion entr'eux obſervée, avec promeſſe de tel Intereſt qu'elles ſont accoûtumées de payer à leurs autres Creanciers, ayant obligations, que par ce moyen leſdites Troupes, qu'on pourra exiger dans le Païs Ennemi, ſeront receuës & adminiſtrées par des Commiſſaires à ce Deputés du commun conſentement des Parties, pour être employées aux frais neceſſaires pour la ſubſiſtance & renforcement dudit Corps, & pour les levées & recruës neceſſaires, & autres uſages de la Guerre.

* Cette Somme n'eſt pas ſpecifiée.

V. Que Sadite Alteſſe de Lorraine ſera obligée d'agir avec ledit Corps offenſivement contre les Ennemis declarés des Etats des Provinces-Unies, & pour le bien de la cauſe commune de concert avec les Alliés, ſelon qu'il ſera jugé plus convenable de commun accord ou par la pluralité d'iceux, ſoit pour ſe joindre avec les Armes de Sa Majeſté Imperiale, ou de Sa Majeſté Catholique, ou avec celles des Provinces-Unies, quand le beſoin le requerra, ſoit pour agir par diverſion dans le Païs Ennemi, ou par telle autre operation, que la raiſon de la Guerre l'exigera.

VI. Et en cas que par leſdites operations ou autrement, les affaires ſe reduiſent à une Guerre ouverte & commune entre leſdits Alliés & les Ennemis préſents ou futurs deſdits Seigneurs Etats Généraux, Leurſdites Majeſtés Imperiale & Catholique & leſdits Etats, outre ce qu'elles ont déja ſtipulé entre eux par leurs Traitez précédens pour le regard des Traitez de Paix, promettent conjointement & de commun accord à S. A. de Lorraine, que le cas eſchéant que l'on vint à entrer en Negotiation de Paix ou de Tréves de quelques Années, ils ne la commenceront point ſans ſa participation & ſans lui procurer auſſi-tôt qu'à eux-mêmes la faculté & ſeureté requiſe & neceſſaire, pour envoyer ſes Miniſtres ſur le lieu ou l'on traitera, comme auſſi ſans lui donner de tems en tems communication de tout ce qui ſe paſſera en ladite Negociation, & qu'ils ne paſſeront juſques à la concluſion de ladite Paix ou Tréve, ſans l'y comprendre & le faire remettre, (s'il le deſire ainſi) dans la poſſeſſion des Terres, Places, Domaines, & jouiſſances des Droits, Immunités, & Prerogatives dont il a joui avant la derniere invaſion des François, en ſes Duchés; & ſans ſtipuler pour lui les mêmes exemptions, ſeuretés, & Prerogatives que pour eux-mêmes, pourveu que Leurs Majeſtés Imperiale & Catholique s'obligent auſſi aux mêmes choſes envers les Etats, pour la reſtitution des Places & Terres, qui leur ſont & pourront être oſtées, & par le reſtabliſſement en la jouiſſance des Droits, qui leur ſont ou pourront être disputés en cette Guerre; Comme reciproquement S. A. de Lorraine promet & s'oblige dés-à-preſent de n'entrer en aucune Negotiation ou Traité ou pourparler de Paix ou de Tréve, ſans le ſceu & la participation de Leurs Majeſtés Imperiale & Catholique, & de M. M. les Etats Généraux; & de ne venir à aucune concluſion que d'un commun conſentement & ſans procurer à ſes Alliez l'entier rétabliſſement dans tout ce qui leur a été ou ſera enlevé pendant le cours de cette Guerre, & ſtipuler pour eux les mêmes avantages, Prérogatives & ſeuretés que pour lui-même; Si ce n'eſt que puis aprés ils en conviniſſent autrement d'un commun accord.

VII. Cette Alliance durera le même-temps que celle de Sa Majeſté Imperiale avec les Etats des Provinces-Unies, à ſçavoir pour le terme de dix Ans; à compter du 22 Septembre de l'année 1672, pendant lequel, ſi la Paix vient à ſe conclure, toutes les Parties demeureront liées par une garantie reciproque de ſe ſecourir l'un l'autre contre toute ſorte d'infracteurs de ladite Paix, ſauf à prolonger ledit terme ſelon que du contentement commun, il ſera convenu. Tous les ſuſdits Articles ayant été vûs & examinés par S. A. Monſeigneur le Prince d'Orange aſſiſté de Monſieur de Beuningen & de Monſieur le Conſeiller Penſionaire Fagel, d'une part, & de Meſſieurs le Baron de Liſola & le Chevalier de Crampricht au nom de Sa Majeſté Imperiale, de Monſieur Don Bernard de Salinas, au nom de Monſieur le Comte de Monterey & de la part de Sa Majeſté Catholique; & de Monſieur le Baron de Serinchamps comme Plenipotentiaire de S. A. de Lorraine Aprés le rapport fait à Meſſieurs les Deputés aux affaires de la Triple-Ligue, le tout a été approuvé & concerté d'un commun conſentement ſous l'aveu neanmoins & Ratification de leurs Principaux, laquelle on promet dans le terme de ſix ſemaines ou plûtoſt ſi faire ſe peut. Fait à la Haye, le premier Juillet mil ſix cens ſeptante trois.

Etoit ſigné,

(*L. S.*) J. de Liſola.
(*L. S.*) D. Ber. de Salinas.
(*L. S.*) D. I. Crampricht.
(*L. S.*) Serinchamps.

CIX.

ANNO 1673.

CIX.

20. Juill. Anderter Religions-Vergleich zwiſchen Friedrich Wilhelm Churfürſt zu Brandenburg/ und Philipp Wilhelm Pfaltzgraffen am Rhein und Hertzogen zu Neuburg/ wegen einigen/ in denen Städten Weſel/ Rees/ Emmerick/ Orſoy/ und Büderich/ zeit währender occupirung derſelben/ durch die Frantzöſiſche Kriegs-Macht/ vorgegangenen veränderungen/ aufgerichtet zu Düſſeldorff den 20. July 1673. Benebſt des Pfaltzgraffens Ratification. Geben den 16. Sept. 1673. [Sur l'Imprimé à *Duſſeldorp*. On trouve auſſi cette Pièce en Allemand dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheilung IV. Abſatz III. pag. 253.]

WIr Philipp Wilhelm von Gottes Gnaden Pfaltz-Grafe bey Rhein in Bäyern/ zu Gülich/ Cleve und Berg Hertzog/ Graff zu Veldentz/ Sponheimb/ der Marck Ravensberg und Mörs/ Herr zu Ravenſtein/ ꝛc. thun kundt und bekennen hiemit vor Uns/ Unſere Erben und Nachkommen/ auch Pfaltz-Graffen bey Rhein/ Hertzogen zu Gülich/ Cleve und Berg/ ꝛc. Als zwiſchen dem Durchleuchtigſten Fürſten Herren Friederich Wilhelmen Marggraffen zu Brandenburg/ des Heil. Röm. Reichs Ertz-Cammereren und Chur-Fürſten/ in Preuſſen/ zu Magdeburg/ Gülich/ Cleve/ Berg/ Stetin/ Pommeren der Caſſuben und Wenden/ auch in Schleſien zu Croſſen und Jägerndorff zu Halberſtadt/ Minden und Camin/ Graffen zu der Marck und Ravensberg/ Herren zu Ravenſtein/ auch der Lande Lowenburg und Butaw/ ꝛc. es dahin veranlaſſet worden/ daß/ weil ſeither dem in nechſt vorigem Jahr auffgerichteten Religions-Receſs in den Städten/ Weſel/ Rees/ Emmerich/ Orſoy und Büdrich durch die Frantzöſiſche Kriegs-Macht/ und occupation einige Veränderung der Orthen vorgangen/ durch Zuſammenſchickung beyderſeits Räthen alles unterſuchet/ und zur Richtigkeit gebracht werden ſolte; Geſtalt dann bis auff Unſer beyderſeits Chur- und Fürſtl. Ratification von denen dazu committirten Rähten nachfolgender Vergleich getroffen worden/ welcher von Wort zu Wort alſo lautet.

Nachdem in denen zwiſchen dem Durchleuchtigſten Fürſten und Herren Herren Friederich Wilhelm Marggraffen zu Brandenburg/ des Heil. Röm. Reichs Ertz-Cammereren und Chur-Fürſten/ in Preuſſen/ zu Magdeburg/ Gülich/ Cleve und Berg/ Stetin/ Pommeren/ der Caſſuben/ und Wenden/ auch in Schleſien zu Croſſen und Jägerndorff Hertzogen/ Burggraffen zu Nürnberg/ Fürſten zu Halberſtadt/ Minden und Camin/ Graffen zu der Marck und Ravensberg/ Herren zu Ravenſtein/ und der Lande Lowenburg und Butaw/ ꝛc. an einem und dem Durchleuchtigſten Fürſten und Herren Philipp Wilhelm Pfaltz-Graffen bey Rhein in Bäyern/ zu Gülich/ Cleve und Berg Hertzogen/ Graffen zu Veldentz/ Sponheimb/ der Marck/ Ravensberg und Mörs/ Herren zu Ravenſtein/ am anderen Theil Anno 1666 den 9. Septembris und 1672. den 26. Aprilis auffgerichteten Religions-Receſſen unter anderen enthalten und verglichen worden/ daß man ſich wegen der Kirchen/ Clöſter/ Geiſtlichen Güter/ Renthen und Beneficien/ ſo die Catholiſche in denen mit Staatiſchen Guarniſonen damahl beſetzt geweſenen Städten Weſel/ Rees/ Emmerich/ Orſoy und Böderich hiebevor eingehabt und beſeſſen/ daraus aber Anno 1628. und folgends durch die Staatiſche Kriegs-Macht und ſonſten geſetzet worden/ in der Güte vergleichen ſolte/ ſeither deme aber an ſolchen Orten ein- und andere Veränderungen vorgangen/ indem dieſelbe durch die Frantzöſiſche Wapffen und Kriegs-Macht occupirt, und folgends obgemeldte Kirchen/ Clöſter/ Geiſtliche Güter und Beneficien den Catholiſchen zum theil wiederumb eingeräumet und abgetretten worden/ Als haben höchſtgemelte beyde Chur- und Fürſtl. Durchl. zu Verhütung und Auffhebung aller Irrungen und Misverſtändnus ſich dieſerthalb in der Güte dergeſtalt verglichen.

I. Daß ſeine Churfürſtl. Durchl. zu Brandenburg die Römiſch Catholiſche bey dem jenigen/ was ſie an Kirchen/ Clöſter/ Sacellen/ Geiſtlichen Wohnungen/ Gütern und Renthen/ ſie haben

ANNO 1673.

CIX.

20. Juill. Seconde Convention Religieuſe entre FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg, & PHILIPPE GUILLAUME Comte Palatin du Rhyn, Duc de Neubourg, au ſujet des changemens arrivés dans les Villes de Weſel, Rées, Emmerick, Orſoy & Boderick, durant l'occupation de ces Places & Pays dependans par l'Armée de France. Faite à Duſſeldorp le 20. Juillet 1673. *Avec* la RATIFICATION du Duc PHILIPPE GUILLAUME du 16. Septembre 1673.

NOus Philippe Guillaume, par la grace de Dieu, Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviére, de Juilliers, de Cléves, & de Berghe, Comte de Veldentz, de Sponheim, de la Marc, de Ravensberg, & de Meurs, Seigneur de Ravenſtein, ſçavoir faiſons tant pour nous, que pour nos Héritiers, & Succeſſeurs, auſſi Comtes Palatins du Rhin, & Ducs de Juilliers, de Cléves, & de Berghe, &c. qu'avec le Sereniſſime Prince, & Seigneur Frederic Guillaume, par la grace de Dieu, Marggrave de Brandebourg, Grand Chambellan, & Electeur du S. Empire, en Pruſſe, à Magdebourg, de Juilliers, Cléves, Berghe, Ssostin, Pomeranie, Caſſubie, & des Vandales, en Sileſie, Croſſen, & Jaghersdorf, Duc, Burggrave à Nuremberg, Prince de Halberſtat, Minden, & de Camin: Comte de la Marc, & de Raveaſtein, & du Territoire de Lawenbourg, & de Butau, &c. Nous ſommes convenus, en conſideration de pluſieurs changemens, qu'après la Tranſaction au fait de Religion arrêtée l'année paſſée, les Armées de France ont cauſez dans les Villes de Weſel, Rées, Emmerik, Orſoy, & de Burick, d'ordonner une Aſſemblée de nos Miniſtres Conſeillers, pour en prendre connoiſſance, & faire le reglement: ainſi que ceux-ci Deputez par nous ont accordé, & conclu jusqu'à nôtre Ratification, ce qui s'enſuit de mot à mot.

Comme entre le Sereniſſime Prince, & Seigneur Frederic Guillaume, Marggrave de Brandebourg, Grand Chambellan, & Electeur du Saint Empire, &c. d'une part, & entre le Sereniſſime Prince, & Seigneur Philippe Guillaume, Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviére, &c. de l'autre part, on fit des Tranſactions ſur le fait de Religion le 9. Septembre de l'an 1666. & le 26. d'Avril de l'an 1672. où l'on convint entr'autres choſes, qu'à l'égard des Egliſes, Cloîtres, Biens Eccleſiaſtiques, Rentes, & Benefices, que les Catholiques avoient poſſedez ci-devant dans les Villes de Weſel, Rées, Emmerik, Orſoy, & de Boderik, & dont ils étoient pourtant depoſſedez, ſoit l'an 1628. ou depuis, ſoit par les Armes des Etats, qui y avoient Garniſon, ou autrement, on accorderoit le tout à l'amiable: & comme il ſe trouve preſentement, que pluſieurs choſes y ont été changées, & que pluſieurs deſdites Egliſes, Cloîtres, & Biens, ont été données aux Catholiques, par les Armées de France, qui ont depuis occupé ces Places-là: Leurs Alteſſes Electorale & Sereniſſime ont trouvé à propos, & pour ôter toute confuſion, & meſintelligence, de s'y accorder à l'amiable, & de la maniere qui ſuit.

I. Que S. A. E. de Brandebourg protegera, & maintiendra les Catholiques Romains dans la jouiſſance de tout ce qu'ils ont preſentement en Egliſes, Cloîtres, Chapelles, Maiſons pour leurs Eccleſiaſtiques, haben Nahmen wie ſie wollen/ dem Inſtrumento Pacis und auffgerichteten Religions-Receſſen gemees/ gegenwärtig beſitzen/ jederzeit ſchützen und handhaben wollen.

II. Daß die Pfarr-Kirch zu Weſel auff der Mottna genant/ welche zu Verwahrung einigen Geträyds und Mehls bis dahin gebrauchet worden/ den Evangeliſchen Reformirten und die zur Commenden S. Johannis daſelbſt gehörige Kirch oder Capelle den Catholiſchen eingeräumet/ vorgemeldte Reformirten und Catholiſchen auch die übrige Kirchen und Cloſter daſelbſt zufolg gemelten Inſtrumenti Pacis und Religions-Receſſen reſpectivè verbleiben und reſtituiret.

III. So dann die Collegiat- und Pfarr-Kirchen zu Rees den Römiſch-Catholiſchen gelaſſen/ denenſelben auch die Vicarie trium Regum, als deren Renthen zu Unterhaltung des in ſelbiger Kirchen vorhandenen Organi gehörig/ wieder gegeben/ den Evangeliſchen Reformirten aber in ihrer daſelbſt habender Kirch und ſonſt dem belieben nach ihren Gottesdienſt zu üben in alle Wege freyſtehen ſolle.

IV. Daß die in der Stadt Emmerich geſtifftete Archidiaconat Kirch S. Martini und S. Adelgundis Pfarr-Kirch/ ſo dann der PP. Societatis Jeſu, der Creutz-Brüder und S. Georgii Frater-Herren Kirch/ wie auch das Jungfrauen-Cloſter obgemelten Römiſch-Catholiſchen/ vermög des Münſter- und Oßnabrüggiſchen Frieden-Schluſſes und vorgemeldten Religions-Receſſen verbleiben/ ſie Catholiſche aber der convenientz halber zu Erweiterung und Aufrichtung der Evangeliſchen Kirchen und Exercitii zu gemelten Emmerich die Summ von tauſend fünffhundert Reichsthaler bey Auswechſelung und Execution jetztgemelten Vergleichs/ baar erlegen/ dabeneben das Sacellum Divæ Virginis Marienburg genandt/ ſambt dabey liegenden Kirchhoff abtretten/ und die Evangeliſch-Reformirte und Lutheriſche ſich hierunter in der Güte mit einander vereinbahren/ nicht weniger auch obgemeldte Frater-Herren S. Georgii ſich mit den Evangeliſch-Lutheriſchen wegen ihrer des organi, ornamenten und reparations halber gemachter prætenſion der Billigkeit nach vergleichen ſollen.

V. Und weilen erwelte Evangeliſch-Reformirte vorbracht/ das in der Pfarr-Kirchen zu Orſoy im Jahr 1609. das Reformirte Exercitium geübet/ deſſen aber im Jahr 1622. entſetzet/ folgends doch wieder darin reſtituiret worden/ und dannenhero ſo wol als auch weil der mehrer Theil der Gemeinden zu Orſoy Reformirter Religion zugethan/ ſothane bey neulicher Eroberung der Stadt Orſoy den Catholiſchen wieder eingeräumbte Pfarr-Kirchen ihnen Reformirten abzutretten und zu laſſen ſey/ hingegen jetztgemelte Catholiſche vorgeben/ das dieſe Pfarr-Kirch Anno 1609. und 1624. bis ins Jahr 1632. Catholiſch geweſen/ und damahlen ſampt der Paſtorat und Schulhaus/ Renthen und Vicarien durch die Staatiſche Guarniſonen ihnen entzogen/ ſo iſt zu beyderſeits Religion zugethaner Unterthanen Beruhigung/ Commodität und Convenientz gut gefunden und verglichen/ daß erwelten Reformirten mehrgemelte Pfarr-Kirch/ ſampt dem Pfarr- und Schul-Haus reſtituiret/ ihnen auch die dazu gehörige Renthen und Vicarien gelaſſen/ den Catholiſchen aber die Gaſthaus-Kirch zu Ubung ihres freyen öffentlichen Exercitii eingeräumet/ auch den Catholiſchen Paſtoren und Seelſorgern eine bequeme Wohnung in dem Gaſthaus geſtattet/ und zu ſeiner ſubſiſtentz jährlich ſechtzig Reichsthaler aus obgemelten Renthen unfehlbar entrichtet/ und ſie Catholiſche derenthalben genugſam verſichert/ ihnen auch in vorgemelter Pfarr-Kirchen abgebrochener und dannoch vorhandener Altar unweigerlich ausgefolget werden ſolle.

VI. Zu Büderich ſollen die Catholiſche in der daſelbſt vorhandener Cloſter-Kirchen ihr Exercitium publicum cum omnibus annexis behalten. Und weil ſie ſich beſchweren/ daß ſelbige Kirch wegen Ihrer Anzahl zu enge ſey/ als ſolle dieſelbe zu ihrer

ques, Biens, & Revenus, de quelque nom qu'ils puiſſent être, s'ils les poſſédent en conformité des Traitez de Paix, & des Tranſactions faites ſur les affaires de Religion.

II. Que l'Egliſe Paroiſſiale à Weſel, & ſituée ſur la Matena, dont on s'eſt ſervi pour Magazin à blé, ſera renduë aux Reformez; que l'Egliſe & la Chapelle, qui appartiennent à la Commanderie de S. Jean, ſeront renduës aux Catholiques; & qu'en vertu des Traitez de Paix, & des Tranſactions ſur le fait de Religion, encore le reſte des Egliſes, & des Cloîtres, y ſera reſpectivement laiſſé, ou reſtitué aux Reformez, & aux Catholiques Romains.

III. Qu'on laiſſera auſſi aux Catholiques l'Egliſe Collegiale, & l'Egliſe Paroiſſiale à Rées, avec le Vicariat des trois Rois, dont les Rentes ſont pour l'entretien des Orgues de ladite Egliſe. Mais qu'il ſera permis auſſi aux Reformez de faire l'Office à leur gré dans l'Egliſe qu'ils poſſédent dans ladite Ville.

IV. Auſdits Catholiques Romains demeureront de plus, & en conformité des Traitez de Weſtphalie, & deſdites Tranſactions, l'Egliſe de l'Archidiaconat de S. Martin fondé dans la Ville d'Emmerik, & l'Egliſe Paroiſſiale de S. Adelgonde, comme auſſi celle des Peres Jeſuites, celle des Freres de la Croix, & celle des Freres de S. George, mais à condition, que les Catholiques contribuent par convenance, pour l'agrandiſſement ou l'établiſſement des Egliſes, & de l'Exercice des Proteſtans à Emmerik la Somme de mille cinq cens Ecus; & en la payant effectivement en execution de cette Tranſaction, & qu'ils leur quittent auſſi la Chapelle de Nôtre-Dame, nommée Marienbourg avec le Cimetiere y joint, & dont les Reformez, & les Luthériens s'accommoderont à l'amiable: & que pareillement leſdits Freres de Saint George s'accorderont équitablement avec les Luthériens ſur la prétention que ceux-ci ont faite au ſujet des réparations, & des ornemens des Orgues.

V. Puis que d'un côté les Reformez prétendent, qu'ayant eu l'Exercice public dans l'Egliſe Paroiſſiale à Orſoy l'an 1609. & encore qu'ils en ayent été dépoſſedez l'an 1622. y ayant pourtant été remis dans la ſuite du tems, ladite Egliſe Paroiſſiale, qui, par la derniere priſe de la Ville, a été tranſferée aux Catholiques, devroit d'autant mieux être renduë, que la plus grande partie de la Communauté à Orſoy, eſt effectivement de leur Religion Reformée: & que de l'autre côté les Catholiques Romains ſoûtiennent, que ladite Egliſe Paroiſſiale leur appartenoit dans les années 1609. & 1624. juſqu'à celle de 1632. où la Garniſon des Etats la leur ôta auſſi bien que les Maiſons de Paſteur, & d'Ecole, avec ſes Rentes, & Vicariats, on a trouvé & accordé pour la convenance, la commodité, & le repos de l'une & de l'autre Religion; qu'on rendra aux Reformez ladite Egliſe Paroiſſiale, avec les Maiſons de Paſteur & d'Ecole, & tous les Revenus, & Vicariats y appartenants, & qu'on donnera aux Catholiques pour leur Exercice public l'Egliſe de la Maiſon des Vieillards, nommée Gaſthaus, *dans laquelle on baillera auſſi un appartement convenable aux Curez des Catholiques avec une Penſion annuelle de ſoixante Ecus pour ſubſiſtance, & que les Catholiques en recevront des Cautions ou aſſurances, comme auſſi leur Autel, qui avoit été ôté de ladite Egliſe Paroiſſiale, & qui ſe trouve encore entre les mains des Proteſtans.*

VI. Les Catholiques conſerveront leur Exercice public avec tous les annexes dans l'Egliſe du Cloître, qui ſe trouve encore à Baderik, & puis qu'ils ſe plaignent que cette Egliſe-là eſt trop étroite pour le grand

ANNO 1673.

ihrer Commodität halb auff der Reformirt- und halb auff der Catholiſchen Köſten vergröſſert / oder das Chor der Pfarr-Kirchen zu gemelten Büderich / und wann daſſelbe zu eng / alsdann neben demſelben noch ein ſolcher Theil von ſelbiger Kirchen / als zu übung ihres Gottesdienſt nöthig ſeyn wird / vom übrigen Theil gemeldter Kirchen auff der Reformirten Köſten durch eine Maur abgeſondert / und ſeparirt / und ihnen ſampt der am Chor angebauten Sacriſtia zu ihrem Exercitio gelaſſen und eingeraumet / das andere Theil der Kirchen aber neben der Pfarr-Renthen und Vicarien denen Reformirten abgetretten und gelaſſen / und ſie gemelten Catholiſchen zu Unterhaltung und ſubſiſtenz ihres Seelſorgers jährlichs ein hundert Reichsthaler unfehlbar entrichten / derenthalb auch genugſamb verſichern / und bis daran obgemelte extenſion oder ſeparation würcklich vollenzogen / ihnen Catholiſchen das Exercitium ihrer Religion in mehrgemelten Pfarr-Kirchen ungehindert zu üben freyſtehen und unbenommen ſeyn.

VII. Und gleich wie die Römiſch-Catholiſche in obgemeldten Städten und Orten / Weſel / Rees / Emmerich / Orſoy und Büderich das Exercitium publicum ihrer Religion haben / und vermöge dieſes Vergleichs reſtituirt bekommen / alſo ſollen ſie auch daſſelbe und ihren Gottesdienſt / wie in der Römiſch-Catholiſchen Kirchen geſchicht / in allen Stücken und annexis ungehindert üben und treiben mögen / und es in dieſem und allen übrigen obgemelten Religions-Receſſen gemäs gehalten werden.

VIII. So ſollen auch mehrgemelte Evangeliſch Reformirte und Lutheriſche mit denen Römiſch-Catholiſchen in obernendten Städten ſich hinführo friedlich untereinander vertragen / und was bey und nach Eingangs angezogener Veränderung wegen der Religion und dero anklebenden Stück vorgelauffen / vergeſſen / und auffgehoben ſeyn / auch niemand desfals angeſehen oder beſchwäret werden.

IX. Und weil ſo wohl die Römiſch-Catholiſche als Evangeliſche bey gegenwärtiger Handlung ein- und andere prætenſiones und gravamina übergeben / welche dieſesmahl abzuthun und zu erledigen die Zeit und eingefallene Verhinderungen nicht erleiden wollen / als ſoll dieſerthalb nöthige Erkündigung förderlichſt eingezogen und hierin offt-gemelten Frieden-Schluß und Religions-Receß gemees remedirt;

X. Und obgeſetzte Articulen von Höchſtgemelter Ihrer Chur-Fürſtl. Durchl. zu Brandenburg / und Seiner Fürſtl. Durchl. zu Pfaltz-Newburg inner Zeit von ſechs Wochen / à dato dieſes / oder ſo bald es geſchehen kan / ratificiert und gegeneinander ausgewechſelt werden; Deſſen zu Urkund haben unter benannte Räthe und Gevollmächtigte dieſes eygenhändig unterſchrieben / und ihre Pittſchafften auffgedrucket. So geſchehen zu Düſſeldorff den 20. Julii 1673.

(L.S.) FRANTZ MEINDERS.

(L.S.) MELCHIOR VOETZ.

Daß Wir demnach kein Bedencken gefunden / obſtehenden Vergleich in allen Puncten und Clauſulen zu ratificiren / geſtalt wir dan denſelben hiemit alſo ratificiert und darüber veſt und unverbrüchlich gehalten haben wollen / Urkundlich unſer eygenhändiger Unterſchrifft und vorgedrucktem Fürſtl. Inſiegel. So geſchehen Bensberg den 16. Septembris 1673.

PHILIPP WILHELM. (L.S.)

ANNO 1673.

grand nombre de leur Communauté, on leur y donnera toute commodité par l'agrandiſſement de ladite Egliſe, qui ſe fera pour une moitié à leurs dépens, & pour l'autre aux dépens des Reformez, où on leur bâtira le Chœur de l'Egliſe Paroiſſiale à Buderik, & en cas qu'il fût trop étroit, on l'élargira en y comprenant une telle partie de l'Egliſe Paroiſſiale même, qui ſeroit ſuffiſante, & on fera cette ſeparation d'Egliſe par une muraille aux dépens des Reformez ſeuls, c'eſt ce qu'on laiſſera aux Catholiques avec la Sacriſtie jointe audit Chœur, pour l'uſage de leur Exercice public, mais l'autre partie de ladite Egliſe Paroiſſiale, auſſi-bien que les Rentes de cette Paroiſſe, & les Vicariats ſeront donnez, & permis aux Reformez, à condition, qu'ils en payent immanquablement pour la ſubſiſtance du Paſteur Catholique cent Ecus annuels, & qu'ils en donnent ſuffiſamment caution & ſûreté aux Catholiques Romains, leſquels pourront librement faire, & continuer leur Exercice dans cette Egliſe Paroiſſiale juſqu'à ce que ladite extention ou ſeparation ſoit effectivement faite pour leur ſervice.

VII. Comme les Catholiques Romains ont l'Exercice public, ou l'auront en vertu de cette Tranſaction dans les Villes & Places de Weſel, Rees, Emmerik, Orſoy, & de Buderik, ainſi l'y pourront-ils faire de la même maniere, que l'Egliſe Romaine l'ordonne, dans tous ſes Points & annexes, ſans qu'ils y puiſſent être aucunement empêchez ou troublez, le tout en conformité des ſuſdites Tranſactions au ſujet des differentes Religions.

VIII. Ainſi les Proteſtans, tant Reformez, que Luthériens, auront à ſe comporter paiſiblement avec les Catholiques Romains dans les ſuſdites Villes, & tout ce qui s'eſt paſſé de part & d'autre à l'occaſion des changemens pour les Religions, & leurs annexes, ſera tellement oublié, & ſupprimé, que perſonne n'en puiſſe plus être chargé, ou incommodé.

IX. Et comme dans le tems de cette Négociation, tant de la part des Catholiques, que de celle des Proteſtans, on a préſenté encore des prétentions, & des griefs, que ni le tems, ni d'autres empêchemens ne permettent pas d'ajuſter préſentement, on déclare qu'on en prendra au plûtôt les connoiſſances néceſſaires, & qu'on y remediera conformément aux Traitez de Paix, & aux Tranſactions faites ſur la Religion.

X. Tous ces Articles ſeront ratifiez de S. A. E. de Brandebourg, & de S. A. S. de Neubourg, & les Ratifications en bonne forme échangées dans le tems de ſix ſemaines, à compter du jour de la ſignature, ou plûtôt, ſi faire ſe peut. En foi de quoi, les Miniſtres Conſeillers, en vertu de leurs Pouvoirs reſpectifs, ont ſigné ces preſentes, & y ont appoſé les Cachets de leurs Armes. Fait à Duſſeldorp le 20. Juillet de l'an 1673.

(L.S.) FRANÇOIS MEINDERS.

(L.S.) MELCHIOR VOETZ.

Nous n'ayant pas difficulté de ratifier, & d'approuver cette Tranſaction dans tous ſes Points & Clauſes, l'approuvons & ratifions par ces préſentes, & promettons de nous y tenir inviolablement. En témoignage de quoi, nous avons fait mettre nôtre Sceau aux preſentes, ſignées de nôtre main. Fait à Bensbergh, le 16. de Septembre l'an 1673.

PHILIPPE GUILLAUME. (L.S.)

CX.

30. Août. L'ESPAGNE ET LES PROVINCES-UNIES.

Traité d'Alliance entre CHARLES II. *Roi d'Eſpagne & les Seigneurs Eſtats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, par lequel Sa Majeſté s'engage à ſe declarer en Guerre ouverte, contre les Rois de France & d'Angleterre: Les Traitez de Munſter & d'Aix la Chapelle, y ſont confirmés & garantis, avec promeſſe reciproque de ne faire ni Paix ni Tréve ſans une reſtitution entiere des Places priſes ſur l'un, & ſur l'autre. Meſſieurs les Eſtats y promettent de plus la reſtitution de Maſtricht à Sa Majeſté Catholique. Fait à la Haye le 30. d'Août 1673.* Avec *les Articles ſeparés, concernant la Rupture du Roi Catholique, contre le Roi de la Grande Bretagne.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. I. pag. 460. Recueil de LEONARD. Tom. VI. LONDORPII *Acta publica* Tom. X. pag. 92. en Allemand. *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 512. auſſi en Allemand.]

APrès de ſi grandes & de ſi conſiderables aſſiſtances renduës, par la Couronne d'Eſpagne avec tant de generoſité aux Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas, & aprés les obligations extraordinaires que leſdits Etats Generaux ont témoigné d'avoir à Sa Majeſté Catholique, comme à un Prince qui s'eſt oppoſé avec tant de conſtance à la ruine manifeſte dont ils étoient menacez lors qu'ils ont été attaquez par de ſi puiſſants Ennemis. Leſdits Etats Generaux conſiderant que pour aſſurer leur retabliſſement & conſervation à l'avenir, ont beſoin d'une ferme Union avec Sadite Majeſté pour la proſperité & manutention de tous les Pays-Bas en general, ils ont fait pluſieurs inſtances à Sadite Majeſté à ce qu'il luy plût d'accomplir cette grande œuvre, non ſeulement par le renouvellement des anciens Traitez faits entre Sadite Majeſté, & leſdits Etats, mais auſſi en leur donnant une marque ſignalée de bien-veillance Royale en contractant avec eux une Alliance nouvelle & inviolable, afin de parvenir par ce moyen à l'unique but qu'ils ſe ſont propoſez, à ſçavoir le repos de toute la Chreſtienté. Et puis qu'il ſemble qu'on ne peut point obtenir ce bonheur par les moyens que l'on a employez juſques à preſent, leſdits Etats Generaux ont toûjours eſperé que Sa Majeſté ſe rangeroit à leur ſecours par une Guerre ouverte, & declarée pour la conſervation des Pays-Bas, leſquels ſont ſi fort menacez par le progrés des Armes Ennemies, afin de changer les troubles de la Chreſtienté en une Paix generale par l'aſſiſtance & la faveur du Ciel. C'eſt pourquoy Sa Majeſté ſe conformant au deſir deſdits Etats Generaux, & étant ſollicitée outre cela par d'autres motifs de Juſtice & d'equité, il a été accordé au nom de Sadite Majeſté par Don Emanuel de Lira Introducteur des Ambaſſadeurs en la Cour d'Eſpagne, & Envoyé extraordinaire de Sadite Majeſté à la Haye, d'une part, & les Sieurs Conrard van Beuningen, Gaſpar Fagel Conſeiller Penſionnaire des Etats de Hollande, Jean de Mauregnault, Isbrant van Vierſen & Schako Gockinga tous Deputez ordinaires en l'Aſſemblée des Etats Generaux au nom deſdits Etats, d'autre.

I. Qu'il y aura une ferme, ſincere & perpetuelle amitié & bonne intelligence entre le Roi, les Rois Catholiques ſes Succeſſeurs & ſes Royaumes, d'une part, & les Etats Generaux des Provinces-Unies du Pays-Bas, les Terres & Sujets de leur domination, d'autre, tant par Mer que par Terre, & en tous Lieux tant dedans que dehors l'Europe.

II. Il y aura entre Sadite Majeſté, les Rois ſes Succeſſeurs & leurs Couronnes, & leſdits Etats Generaux, les Terres & Sujets de leur domination une eſtroitte Alliance & fidelle Union, pour ſe maintenir & conſerver les uns les autres en la poſſeſſion de tous les Etats, Villes, Places & Pays qui leur appartiennent, & dans l'uſage de tous les Droits & franchiſes du Commerce & de la Navigation de quelque nature qu'ils puiſſent eſtre, tant par Mer, que par Terre; dont ils jouiſſent aujourd'hui, ou dont ils ont droit d'uſer par le Droit general, ou des franchiſes qu'ils ont déja acquiſes, ou qu'ils pourroient encore acquerir à l'avenir par des Traitez de Paix, Amitié ou Neutralité qui ont été déja faits par le paſſé, ou qu'ils pourroient faire à l'avenir par conſentement mutuel avec d'autres Rois, Republiques, Princes, Villes & Etats ſeulement dans l'Europe.

III. Ils s'obligent pareillement de ſe garantir les uns les autres des Traitez que Sa Majeſté ou les Etats Generaux pourroient déja avoir faits avec d'autres Rois, Republiques, Princes & Etats, qu'ils ſe communiqueront les uns aux autres avant l'échange de la Ratification ou Confirmation du preſent Traité; comme auſſi tous ceux qu'ils pourroient faire enſemble à l'avenir, afin de ſe defendre, ſecourir & conſerver mutuellement en la poſſeſſion des Etats, Villes, Places & Pays qui leur appartiennent preſentement ou qui pourroient leur appartenir à l'avenir, tant à Sadite Majeſté & aux Rois ſes Succeſſeurs, qu'auſdits Etats Generaux, ſoit par les Traitez ſusmentionnez, ou en quelque autre maniere que ce puiſſe être & en quelque partie de l'Europe que leſdits Etats, Villes, Places & Pays ſoient ſituez; en ſorte que ſi Sadite Majeſté ou les Rois ſes Succeſſeurs, ou leſdits Etats Generaux venoient à être troublez, ou inquietez, en quelque maniere que ce puiſſe être en la poſſeſſion ou jouiſſance deſdits Etats, Villes, Places, Pays, Droits & franchiſes du Commerce ou Navigation, ou de quelques autres Droits tant par Mer que par Terre, que Sadite Majeſté & leſdits Etats poſſedent, ou dont ils jouiſſent par les Traitez déja faits ou encore à faire, ainſi qu'il a été dit cy-deſſus: Sa Majeſté & leſdits Etats Generaux, aprés communication & enqueſte des deux coſtez feront tous les devoirs poſſibles pour faire ceſſer leſdites moleſtations & hoſtilitez, & faire reparer tous les torts & dommages qui pourroient avoir été faits à l'un ou l'autre des Alliez.

IV. Et en cas que ladite agreſſion ou moleſtation fût ſuivie d'une Guerre ouverte, celui des 2. Alliez qui n'aura point été attaqué ſera obligé de faire la Guerre à l'attaquant trois mois aprés qu'il en aura été requis par celui à qui on fait la Guerre: & pendant ce temps-là, il ſera tous les devoirs poſſibles par ſes Ambaſſadeurs ou autres Miniſtres pour procurer une bonne Paix entre l'attaquant & celui qui eſt attaqué; & cependant demeurera neanmoins obligé d'envoyer un ſecours de 8000. Hommes de pied partagez en Regimens & Compagnies, ſous leurs Colonels & autres Officiers tels qu'il trouvera bon de choiſir pour cet effet. Il ſera auſſi obligé d'envoyer leſdites Troupes Auxiliaires, & de les entretenir à ſes dépens au ſervice de l'Allié qui eſt attaqué; auquel il ſera permis de recevoir ledit ſecours en Argent ou en Hommes, ou en partie en Hommes, Argent, Vaiſſeaux, Armes, Inſtrumens & Munitions de Guerre: enſorte que 1000. Hommes ſeront taxez à 10000. Florins par mois, ſuivant le cours du change d'Amſterdam, & à conter 12. mois pour un an. Le payement ſe fera auſſi par mois par égales portions, ſoit à Anvers, ou bien à Amſterdam. Toutefois en cas que ledit ſecours ſe donnât en tout ou en partie, en attirail de Guerre, Vaiſſeaux, ou autres choſes neceſſaires à la Guerre, celui qui eſt aſſiſté ſera obligé d'aller recevoir toutes leſdites choſes dans le Pays de celui qui donnera ledit ſecours; à la charge que ſi celui qui ſera aſſiſté en demande une partie en Cavalerie ou en Dragons, chaque Cavalier ou Dragon ſera conté pour trois Soldats à pié juſques au nombre des 8000. Hommes qui doivent être fournis: Et lors qu'on donnera ledit ſecours en Gens de Guerre, leſdites Troupes Auxiliaires ſeront obligées d'obeïr & de recevoir les ordres de l'Allié auquel elles ſeront envoyées, lequel s'en ſervira à la Campagne, en des Sieges de Villes, ou pour la garde & defenſe de ſes Places, & par tout où la neceſſité & utilité de ſes affaires le requerra: à la reſerve toutesfois que les Compagnies ne pourront être ſeparées entierement les unes des autres, & ne pourront être laiſſées enſemble en moindre nombre que de 2. ou 300. Hommes de châque Regiment; & nullement ſans leurs Drapeaux; Mais ſi la neceſſité des affaires requeroit que ledit ſecours dût être augmenté, Sa Majeſté & les Etats Generaux en pourront traitter par enſemble. & s'accorder au mieux qu'il ſera poſſible. Il ſera auſſi du choix de l'Allié qui eſt attaqué de ſe ſervir du ſecours qui lui ſera envoyé aprés l'expiration deſdits trois mois, en cas que la conſtitution du temps ou des affaires lui fit plutôt choiſir la continuation dudit ſecours, que la declaration d'une Guerre plus ouverte.

V. La Garantie ou aſſurance mutuelle ſera établie

en

ANNO 1673.

en cette ſorte: Lors que l'un des Alliez aura été attaqué ou moleſté, & qu'il ſera obligé d'en venir à une Guerre ouverte, l'autre Allié ſera auſſi obligé de declarer la Guerre à l'attaquant, & d'employer toutes ſes forces par Mer & par Terre, & les joindre à celles de celui qui eſt attaqué, afin d'obliger l'Ennemi commun à entendre à une Paix honorable, juſte, équitable & aſſurée.

VI. Et en ce cas-là les forces de Sa Majeſté & des Etats Generaux agiront conjoinctement ou ſeparement, ſuivant l'Accord qui ſe fera alors entre Sadite Majeſté & leſdits Etats Generaux, & deliberant enſemble ſur les moyens les plus propres pour endommager l'Ennemi commun, ſoit par diverſion ou autrement, & l'obliger, comme il eſt dit, à entendre au plûtôt à une Paix honorable.

VII. Et quoi que par ce qui a eſté dit à la fin du deuxiéme Article du preſent Traité tout l'effet de cette Union ſe renferme dans les limites de l'Europe, il faut neanmoins entendre en telle ſorte que ſi Sa Majeſté Catholique ſe trouve ci-aprés troublée ou inquietée, en quelque ſorte que ce puiſſe être en la poſſeſſion & jouiſſance des Etats, Villes, Places, Pays, Droits ou franchiſes du Commerce, Navigation ou autres choſes de quelque nature qu'elles puiſſent être, tant par Mer que par Terre, que Sa Majeſté ou leſdits Etats Generaux poſſedent, ou dont ils jouiſſent, ou qu'ils ont Droit de poſſeder hors de l'Europe ou en quelque partie du monde que ce ſoit, ſoit par le commun Droit des Gens, ſoit par Traitez déja faits ou encore à faire, ainſi qu'il a été déja dit ci-deſſus; Sa Majeſté & leſdits Etats Generaux aprés qu'ils en auront été requis mutuellement, contribueront unanimément tout ce qui ſera en leur pouvoir pour faire ceſſer ladite Agreſſion ou hoſtilité, & faire reparer les torts & dommages qui auront été infligez à l'un des Alliez. Mais en cas, qu'ils ne puiſſent parvenir à ce but par les voyes de la douceur dans le temps ou eſpace de quatre mois, & que celui des Alliez qui aura été attaqué ou moleſté en cette ſorte hors de l'Europe, ou en quelque partie du monde que ce ſoit, ſe trouvât obligé de prendre les armes contre l'Attaquant ou Agreſſeur, afin de le mettre à la raiſon, alors celui des deux Alliez, qui n'eſt pas attaqué ni moleſté, fournira à l'autre le ſecours mentionné ci-deſſus, & declarera la Guerre ouvertement à l'Attaquant ou Perturbateur du repos commun, en la meſme maniere que ſi l'Agreſſion ou Moleſtation eût été faite dans les limites de l'Europe.

VIII. Lors que leſdits Alliez ſeront entrez dans une Guerre ouverte ſuivant les obligations du preſent Traité, il ne ſera permis à l'un ni à l'autre de faire aucune ſuſpenſion d'Armes avec les Ennemis, qu'avec le conſentement mutuel de l'un & de l'autre.

IX. S'il arrivoit qu'on en vint à un Traité; ſoit de Paix ou de Treves pour quelques années, ledit Traité ne pourra être entamé par l'un des Alliez ſans en donner connoiſſance à l'autre, & ſans lui procurer en meſme temps la liberté & la ſeureté neceſſaire comme pour lui même, pour envoyer ſes Miniſtres & Ambaſſadeurs au lieu du Traité, comme auſſi lui donner avis fidelle de temps en temps de tout ce qui ſe paſſe audit Traité. Ne pourra auſſi aucun deſdits Alliez venir à une concluſion de ladite Paix ou Treve ſans y comprendre ſon Allié, & ſans le faire remettre s'il le deſire, en la poſſeſſion des Etats, Places & Païs, & la jouiſſance des Droits & franchiſes, dont il a joui devant la Guerre. Ne pourra non plus conſentir que l'Ennemi commun n'accorde point à ſon Allié les mêmes Droits, franchiſes, immunitez & avantages qu'il ſtipulera pour lui-même, du moins juſqu'à ce que ſon Allié ſe ſoit premierement accordé à d'autres conditions.

X. Et afin que la veritable inclination qui eſt tant par devers Sa Majeſté que du coſté des Etats Generaux pour établir par ce preſent Traité une tres-étroite amitié & Union entre eux, leurs Etats & leurs Sujets, au bien & au repos commun de tous les deux, puiſſe paroître encor davantage, & que leur intention eſt de n'épargner aucune peine pour empêcher qu'elle ne ſoit alterée par aucun accident ou occaſion, on eſt demeuré d'accord que Sa Majeſté Catholique & leſdits Etats non ſeulement ne pourront s'engager à l'avenir en aucune Alliance qui pourroit être contraire à la preſente, mais mêmes qu'ils ne pourront faire aucun Traité ſans s'y comprendre l'un l'autre, s'ils le deſirent, & ſans s'en avertir de bonne heure mutuellement, afin qu'ils puiſſent declarer s'ils veulent y eſtre compris.

XI. Et afin que la preſente Alliance, dont le but & la fin principale eſt le rétabliſſement & la conſervation du repos commun, puiſſe avoir d'autant plus de force & d'efficace, l'Empereur & les autres Rois, Princes & Etats que l'on jugera les plus convenables d'un commun conſentement, ſeront conviez d'y entrer. On travaillera auſſi particulierement de part & d'autre à conſerver en ſon entier la Triple-Alliance de Garantie ou aſſurance qui a été faite en faveur de Sa Majeſté Catholique pour faire obſerver le Traité d'Aix-la-Chapelle auſſi-toſt que la preſente Guerre avec Sa Majeſté de la Grande Bretagne ſera finie.

XII. Le Traité de Paix fait à Munſter entre la Couronne d'Eſpagne & les Etats Generaux en l'an 1648. celui de Marine ſigné le 17. Decembre 1650. la Garantie ou aſſurance de la Paix d'Aix-la-Chapelle promiſe par Meſſieurs les Etats Generaux, & tous autres Traitez faits depuis ce temps-là, ſeront obſervez en tous leurs Points & Articles; & Sa Majeſté & leſdits Etats Generaux & leurs Sujets jouïront mutuellement de tout ce qui a été arreſté & conclu dans leſdits Traitez, tant pour le fait des affaires generales que des particulieres.

XIII. Et d'autant que leſdits Etats Generaux ſe trouvent maintenant engagez en une grande & dangereuſe Guerre avec le Roi Tres-Chreſtien & celuy de la Grande Bretagne, comme auſſi avec l'Electeur de Cologne & l'Evêque de Munſter, & que les Plenipotentiaires de toutes les Parties ſont aſſemblez à Cologne pour y conclure un Traité de Paix, s'il eſt poſſible; lequel puiſſe redonner le repos à l'Europe, & délivrer les Etats Generaux de l'oppreſſion en laquelle ils ſe trouvent; Sa Majeſté Catholique afin de donner auſdits Etats Generaux les dernieres preuves de ſa Royale generoſité, de l'affection dont il les honnore, & du ſoin qu'il a de leur conſervation, promet & s'oblige de contribuer tout ce qui eſt en ſon pouvoir pour la concluſion de ladite Paix, ſans differer plus long-temps les conditions qu'on jugera qu'elle pourra accorder pour le bien commun, & pour ſortir du danger & de la deſolation où ils ſe trouvent. Mais en cas que la bonne intention deſdits Etats pour la concluſion de ladite Paix ne pût pas avoir le ſuccez deſiré, Sa Majeſté Catholique entrera conjoinctement avec Sa Majeſté Imperiale en une Guerre ouverte auſſi-toſt aprés la premiere inſtance deſdits Etats envers le Gouverneur General pour Sa Majeſté des Pays-Bas, & Comté de Bourgogne: Et afin de travailler au plutôt pour le bien commun & ſoulagement deſdits Etats opprimez, ledit Gouverneur General employera par avance toutes ſes forces contre le Roi Tres-Chrétien, & Sa Majeſté Catholique en fera de même dans les autres parties de l'Europe tant par Mer que par Terre, ainſi qu'il a été dit cy-deſſus; & ledit Gouverneur General commencera meſme à faire la Guerre devant que la Ratification de ce Traité ſoit arrivée d'Eſpagne, & alors on lui mettra ſans aucun delai entre les mains, celle deſdits Etats Generaux.

XIV. La Guerre ſe faiſant en cette maniere entre Sa Majeſté & leſdits Etats Generaux d'une part, & le Roi de France d'autre, Sadite Majeſté & leſdits Etats s'obligent de ne faire aucune Suſpenſion d'armes ſans un commun conſentement, & de ne point perſiſter en l'Aſſemblée qui eſt preſentement à Cologne, & de ne rentrer ci-aprés en aucun Traité de Paix ou de Tréves pour quelques années, que moyennant une exacte obſervation de tout ce qui a été arreſté ci-deſſus à l'Article 9.

XV. Et d'autant qu'il y a pluſieurs Villes, Places & Pays appartenans auſdits Etats Generaux qui leur ont été ôté, Sa Majeſté s'oblige de ne point faire la Paix, que premierement, ils ne leur ayent eſté reſtituéa entierement, avec tous ceux qui pourroient encore leur être ôtez pendant la preſente Guerre, à moins que l'on ne ſtipulât d'autres conditions pour le bien de la Paix.

XVI. Leſdits Etats Generaux en reconnoiſſance de cette grace de Sa Majeſté & d'un ſecours ſi grand & ſi conſiderable qu'ils ont receu d'Elle en la preſente Guerre, & dans leurs plus grandes neceſſités, s'obligent de ne point faire la Paix avec le Roi Tres-Chrétien, que premierement Sa Majeſté Catholique ne ſoit remiſe en la poſſeſſion de toutes les Villes, Places & Pays qui lui ont été oſtés par le Roi Tres-Chrétien depuis le Traité de Paix des Pirenées fait en l'an 1659. à moins qu'on n'en ordonnât autrement pour le bien & avancement de la Paix.

XVII. Et pour ce qui eſt des autres Parties qui ſe trouveront alors en Guerre avec Sa Majeſté & les Etats

Generaux on traitera avec eux pour ce qui concerne les affaires de la Paix ainſi qu'il a été accordé ci-deſſus à l'Article 9.

XVIII. Leſdits Etats Generaux promettent outre cela de ceder & donner à Sa Majeſté Catholique la Ville de Maeſtricht avec la Comté de Vroonhoven, & tout ce qui en dépend dans le Pays d'Outremeuſe, avec toutes les pretentions qu'ils ont ou peuvent avoir ſur les Villages d'alentour ſans aucune reſerve. Mais en cas tant par la part que Sa Majeſté prend en cette Guerre, que par la ſuite des armes communes, ou en quelque autre maniere que ce puiſſe être, les affaires fuſſent remiſes en un tel état que leſdits Etats Generaux ne fuſſent pas obligés à faire leurs efforts pour procurer la Paix, alors leſdits Etats accorderont à Sa Majeſté d'un commun conſentement ou ladite Ville de Maeſtricht, ou quelque autre de leur Eſtat qu'ils ont déja perdue, ou qu'ils pourroient encore perdre pendant cette Guerre.

XIX. Le preſent Traité ou Alliance durera le tems de 25. années conſecutives, avant l'expiration deſquels on traittera du tems que l'on y continuera pour le bien du commun, & on delivrera les Ratifications 2 mois aprés que ledit Traité aura été ſigné, à condition neantmoins que ſi pendant ce tems-là leſdits Etats Generaux viennent à ſentir pour leur bien les effets de la Guerre que Sa Majeſté a promis de declarer en leur faveur, en cas qu'ils ne puiſſent point avoir la Paix ainſi qu'il a été dit ci-deſſus, alors leſdits Etats délivreront la leur tout auſſi tôt, ſans attendre celle de Sa Majeſté Catholique. Fait à la Haye ce 30. Août 1673. *Ainſi ſigné*,

Dom FRANCISCO EMANUEL DE LIRA.
VAN BEUNINGEN.
GASPAR FAGEL.
JEAN DE MAURFGNAULT.
YSBRANT VAN VIERSEN.
SCHAKO GOCKINGA.

Articles (1) *ſeparés.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. I. pag. 597.]

I. Bien que par le Traité, conclu & ſigné aujourd'huy entre Sa Majeſté & les Eſtats Generaux des Provinces-Unies, Sa Majeſté s'eſt engagée ſeulement à rompre avec la France, en cas que l'on ne pût conclure la Paix aux conditions, que l'on auroit jugées raiſonnables; & que Sa Majeſté ſeroit obligée avec douleur à rompre l'amitié qu'elle a avec le Roi de la G. B. puiſque toutes ſortes de raiſons font voir, que ſi ledit Roy de la G. B. s'attache à ne point vouloir faire la Paix avec leſdits Eſtats Generaux; l'on ne peut attendre l'effet, que l'on peut deſirer des Armes de Sa Majeſté Catholique, à moins qu'elles agiſſent conjointement avec celles deſdits Eſtats, & indiſtinctement contre tous ceux, qui voudroient continuer à leur faire la Guerre, ſans vouloir admettre les conditions d'une Paix équitable; il a été convenu qu'en cas qu'on ne puiſſe promptement conclure un bon Accommodement avec Sadite Majeſté de la G. B. & que tous les efforts, qui ont déja été employés à cet effet, & qui s'employeront encore par (2) *l'entremiſe de Sa Majeſté Catholique*, *declarent la Guerre* au Roy de la G. B. en la méme maniere, qu'elle auroit fait au Roy Trés-Chrétien; Toutefois pour ne pas manquer à rien de ce qui pourroit contribuer à empêcher cette rupture, leſdits Eſtats Generaux pour ſatisfaire aux deſirs de Sa Majeſté Catholique, & pour l'inclination, qu'ils ont de pouvoir reſtablir leur ancienne amitié, avec ledit Roy de la G. B. ſont demeurés d'accord, que Sa Majeſté Catholique fera un dernier effort pour porter le Roi de la G. B. à la Paix; & meſme en luy offrant les conditions qui ſont exprimées * *cy-deſſus*, bien entendu que ſi leſdites conditions ne ſont pas acceptées par le Roy de la G. B., & que la Paix, avec ledit Roi ne ſe conclue pas trois ſemaines aprés que la Ratification du preſent Traité aura eſté remiſe; En ce cas Sa Majeſté Catholique rompra avec le Roy de la G. B, comme elle auroit déja rompu avec le Roy de France, & pour ce qui regarde les conditions que Sa Majeſté Catholique pourra offrir au Roi de la G. B. & que leſdits Eſtats Generaux ſouſcriront, en cas que par l'entremiſe dudit Roi de la G. B on veuille faire la Paix avec eux il a été convenu, que bien que leſdits Eſtats, ni par aucun Principe de Juſtice, ni par aucun Succés d'Armes ne ſe trouvent obligés à donner les mains à des conditions deſavantageuſes, & que les grandes dépenſes, & les perils auxquels l'on les a engagés par tant d'efforts, & dont ils ſe ſont heureuſement defendus par l'aſſiſtance divine, ne les mette pas dans le beſoin d'acheter la Paix par des conditions, qu'ils ne doivent pas accorder; que neantmoins pour fuir s'il ſe peut la Guerre avec Sa Majeſté de la G. B. Sa Majeſté Catholique ne jugeant pas autrement pouvoir travailler à cette Paix, pourra offrir audit Roy de la G. B. pour toutes les pretentions qu'il a formées juſques à cette heure, ou qu'il pourroit former encore contre leſdits Eſtats Generaux, premierement en ajuſtement ſur les affaires du Pavillon à la ſatisfaction de Sa Majeſté Britannique.

II. La reſtitution des Païs, & Places, que leſdits Eſtats Generaux ont occupés ou pourroient occuper par les Armes ſur les Anglois durant cette Guerre hors de l'Europe, moyennant une reſtitution reciproque.

III. Une Somme de 4. 5. 6. 7. ou 8. cens mille Ecus payables aux termes ſuivans, ſçavoir la quatriéme partie dans le tems que les Ratifications ſeront delivrées; & le reſte en trois termes, le premier dans la premiere année aprés la fin de la preſente Guerre: un autre dans le ſecond & le troiſiéme en parties égales. Et leſdits Eſtats Generaux donneront pour cet effet des Cautions ſuffiſantes à la ſatisfaction des Miniſtres du Roy Catholique.

Addition aux Articles ſeparez.

L'Article ſeparé touchant l'Angleterre ſigné ce jourd'huy entre le Miniſtre de Sa Majeſté Catholique, & les Commiſſaires des Eſtats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas, n'ayant eſté accordé par Don Emanuel Franciſco de Lira, Envoyé Extraordinaire de Sa Majeſté, que ſous le conſentement & l'approbation qui ſe doit attendre d'Eſpagne dans quatre ſemaines, aprés la ſignature du preſent Traité, il a été convenu, afin d'ôter tous les ſcrupules, qui pourroient naiſtre des Articles 15. & 16 du Traité ſigné d'aujourd'huy avec les ſouſſignés des Miniſtres & Commiſſaires, en ce qui regarde la Negotiation, aprés la rupture qui ſera faite en commun, ne ſeront obligatoires, ſi faute de conſentement & approbation ledit Article ne ſubſiſte plus en ce qui touche le Roy de la Grande Bretagne: bien entendu qu'en attendant ledit conſentement & approbation, & le Gouverneur General ayant commencé à y travailler, leſdits Articles 15. & 16. ſeront obſervés comme tous les autres, meſme devant la Ratification dudit Traité. Fait à la Haye ſigné, comme cy deſſus.

CXI.

Traité fait entre l'Empereur LEOPOLD *& les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES. *A la Haye, du trentiéme Août* 1673. [FREDER LEONARD. Tom. VI. Actes & Mémoires de la Paix de Nimégue. Tom. I. pag. 580.]

30. Août.

L'EMPEREUR ET LES PROVINCES-UNIES.

A Tous ceux qu'il appartiendra ſoit notoire & manifeſte, que puis qu'en ce qui a été conclu l'année paſſée entre Sa Majeſté Imperiale & Meſſieurs les Eſtats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, conjointement avec le Sereniſſime Electeur de Brandebourg, pour rétablir la Paix & les moyens qui peuvent ſervir à cet effet, il eſt ſurvenu un grand changement, d'autant que ledit Sieur Electeur a cependant traité ſeparément avec le Roi de France, & qu'auſſi la continuation des hoſtilités & injures faites à Sa Majeſté Imperiale ne lui permet pas de deſiſter du deſſein qu'Elle a crû être de ſon devoir pour la Garantie du Traité de Weſtphalie, Cleves & Aix, &

pour

* Liſez cy-deſſous.

---

(1) Ces Articles ne ſe trouvent ni dans le Recueil de *Leonard* ni dans la 1. Edition de celui ci. [DUM.]

(2) Cet endroit eſt corrompu. On ne doute point qu'il ne faille lire *par l'entremiſe de Sa Majeſté Catholique, fuſſent inutiles, elle declarera la Guerre au Roi de la Grande Bretagne de la même maniere qu'elle aura fait au Roy T. C.* [DUM.]

pour éteindre la preſente Guerre, comme auſſi pour obtenir une fin ſi deſirée qui tende au bien commun de toute la Chreſtienté, & que partant il eſt neceſſaire que le precedent Traité ſoit accommodé & proportionné à la conſtitution du tems & des affaires; c'eſt pourquoi il a été trouvé bon avec le conſentement des deux Parties qu'il fût conclu & accordé par leurs Plenipotentiaires, ainſi qu'en vertu de ce Traité il eſt conclu & accordé.

I. Que Sa Majeſté Imperiale nonobſtant le Traité particulier du Sereniſſime Electeur de Brandebourg avec le Roi de France, demeurera neanmoins conſtante en la cauſe commune, & la pourſuivra courageuſement par toute ſorte de moyens, juſqu'à ce que la Paix ſoit reſtablie à des conditions honorables par les armes communes, ainſi qu'il ſera dit plus amplement ci-aprés.

II. Sa Majeſté Imperiale tiendra prête pour cet effet pour le 16. du preſent mois d'Aouſt ſur les Frontieres de Boheme, auprés de la Ville d'Egra une Armée de 30000. Hommes, à ſçavoir 10000. Chevaux & 20000. Fantaſſins, pourveue de toutes ſortes de Munitions neceſſaires tant d'Artillerie qu'autrement; laquelle Armée Sa Majeſté envoyera ſans aucun delay du côté du Rhin afin d'agir pour la cauſe commune, ſelon que la neceſſité des affaires le requetra, juſqu'à la fin de la Guerre, pour parvenir au but mentionné ci-deſſus. Et il ſera permis auſdits Eſtats Généraux d'envoier des Commiſſaires pour viſiter leſdites Troupes dont on fera montre auprés dudit lieu d'Egra, & marquer le nombre qu'il y aura, comme auſſi ils pourront être preſents à toutes les montres ſuivantes qui ſe feront de trois mois en trois mois, & prendront connoiſſance de tout, ainſi qu'ils verront le plus à propos.

III. Et d'autant que par la preſente conſtitution des tems & des affaires Sa Majeſté ſe trouve beaucoup plus chargée que par ci-devant, on a reſolu qu'à l'égard des nouveaux frais qu'il conviendra faire pour augmenter le nombre de la Milice par de nouvelles levées & recrues, & executer les autres choſes neceſſaires pour le bien de la cauſe commune, leſdits Eſtats Generaux payeront tous les mois pour le ſoulagement deſdits frais à Sa Majeſté à Francfort, ſi ledit payement s'y peut faire, ou bien à Hambourg, 45000. Riſdales en argent contant de Banque, lequel payement commencera à courir dés le premier Aouſt de la preſente année, & durera juſqu'à la fin de la preſente Guerre.

IV. Et ſi l'on trouvoit bon pour le bien de la Guerre, d'augmenter leſdites Troupes d'un commun conſentement, ou qu'on fût obligé d'agir contre de nouveaux Ennemis qui pourroient être ſuſcités à Sa Majeſté par le preſent Traité, ou pour quelque autre occaſion que ce pût être, leſdits Subſides ſeront augmentés à proportion ſelon le nombre des Soldats que Sa Majeſté ſera obligée de lever, tant pour ſa propre deffence, que pour celle de la cauſe commune.

V. Et d'autant qu'il eſt neceſſaire pour la marche de l'Armée qu'il y ait de l'argent contant pour pluſieurs neceſſitez de la Guerre, leſdits Etats promettent de payer par avance en argent contant à Francfort s'il ſe peut faire, ou à Hambourg, la Somme de 100000. Riſdales, & cela en deduction deſdits Subſides, auſſi-tôt, que la Ratification ſera arrivée en ce lieu de la Haye, & qu'elle aura été delivrée par le Sieur Krampricht au nom de Sa Majeſté Imperiale, & dés que l'Armée commencera à marcher hors des Terres Hereditaires pour cet effet.

VI. Mais s'il arrivoit que pendant que les Armées Imperiales ſont occupées à travailler pour le bien de la cauſe commune, que Sa Majeſté Imperiale fût empêchée en ſon bon deſſein par l'invaſion des Turcs, en ce cas-là il ſera permis à Sadite Majeſté de rappeller de ſes Troupes autant qu'elle en aura beſoin pour ſa propre deffence, à condition toutefois que les Subſides ci-deſſus mentionnés ſeront amoindris à proportion deſdites Troupes qui auront été rappellées.

VII. Sadite Majeſté Imperiale & leſdits Etats Généraux auront ſoin que les autres Rois, Princes & Electeurs dont le ſecours & l'aſſiſtance pourroient être utiles au rétabliſſement du repos & de la tranquillité publique ſoient compris en ce preſent Traité: & en cas que quelques-uns deſdits Rois, Princes ou Republiques y vouluſſent entrer, cela ſe pourra faire d'un commun conſentement aux conditions que l'on pourra ſtipuler avec eux; & on fera tous les devoirs poſſibles à ce que le Traité qui a été commencé avec le Duc de Lorraine, ſoit amené à ſa perfection par un commun conſentement comme deſſus, & qu'aprés cela il ſoit reputé comme une partie du preſent Traité, & y ſoit compris abſolument.

VIII. Sa Majeſté Catholique pour Elle-même, & pour ſes Succeſſeurs, Roiaumes & Provinces, ſera compriſe en ce preſent Traité, comme y ayant une part conſiderable, & en eſtant un Membre principal, aux conditions qui ſeront accordées, entre Leurs Majeſtez Imperiale & Catholique & leſdits Eſtats Généraux: les Articles duquel Traité ne feront qu'un ſeul & même corps avec le preſent Inſtrument; tout de même que s'ils y étoient inſerés de mot à mot.

IX. De plus il a été accordé que les Eſtats Généraux renforceront leur Armée le plus qu'il leur ſera poſſible, & du moins juſqu'au nombre de 14000. Hommes ſelon la conſtitution de leurs affaires, & juſqu'à 20000. Hommes s'il ſe peut, ſuivant le 3. Article du Traité de l'année paſſée, laquelle ils tiendront prête pour agir aux Lieux où il ſera neceſſaire, auſſi-tôt que l'Armée Imperiale étant partie d'Egra, ſera arrivée ſur les Terres de l'Empire, on aura commencé à agir ſeparement contre les Ennemis qui portent ou porteront les Armes contre la Paix de Weſtfalie, Aix ou Cleves, ou qui en empêchent la Garantie, & cela par Troupes ſeparées, ou autrement, ſelon que la neceſſité des affaires le requerra, du commun conſentement des deux Parties & leurs Généraux. Il ſera auſſi permis à Sa Majeſté Imperiale d'envoyer des Commiſſaires pour être preſens à la montre de ladite Armée des Etats, & prendre connoiſſance du nombre des Soldats dont elle eſt compoſée.

X. Enfin tous les Articles qui ſont compris au precedent Traité du 17. Octobre de . . . . . & qui ne ſont point contraires au preſent, & ſur tout le 3. 4. 5. & 6. comme auſſi les Articles ſeparés, demeureront en leur entiere force & vigueur, & ne ſeront point alterés par le preſent Inſtrument, lequel durera autant de tems que le precedent, à ſçavoir 10. années conſecutives, à conter du jour de la Ratification, laquelle ſera delivrée de part & d'autre dans le tems de trois ſemaines. Fait à la Haye ce 30. Août 1673. *Ainſi ſigné.*

(L.S.) JEAN KRAMPRICHT.

CXII.

Articles pour la Paix des Archevêque de COLOGNE *& Evêque de* MUNSTER, *avec les* PROVINCES-UNIES, *dreſſez à Cologne le 15. Septembre*, 1673. [Manuſcrit.]

15. Sept.

LES PROVINCES-UNIES, COLOGNE ET MUNSTER.

SOn Alteſſe Electorale de Cologne, & ſon Alteſſe l'Evêque de Munſter rendront à Meſſieurs les Etats non ſeulement tout ce qu'elles ont occupé dans le Païs de Drente & de Gueldres, mais auſſi de la Province d'Over Yſſel, les Villes de Deventer, & Campen avec tout le Païs de Vollenhoven à l'exception de Swart-Sluys & du Païs de Sallandt, ils retiendront en outre le Païs appellé la Colmſchate, ſituée à l'entour de la Ville de Deventer avec les Villages, & Terres ſitués auprès de la Ville de Campen, de l'autre côté de l'Yſſel, le tout à condition que leſdits Princes

I. Retiendront en toute Souveraineté la Ville de Swolle avec toutes les dependances des Païs de Sallandt & Troente, excepté ce qui a été nommé cy-deſſus, & que leſdits Princes ne pourront rien faire fortifier de nouveau ſur la Riviere de l'Yſſel entre Deventer & Campen.

II. Du Comté de Zutphen les petites Villes de Lochem, & Grolle, comme auſſi les Terres, Villes & Seigneuries de Borkelo, Brefort, & Lichtenvoort avec toutes les dependances.

III. Que la Ville de Swolle, Haſſelt, & tous les Habitans & Sujets des Païs, qui demeureront auſdits Princes auront la meſme liberté du Commerce dans les Provinces-Unies qu'ils ont eu cy-devant, ſans que Meſſieurs les Etats y puiſſent apporter aucun changement.

IV. Que non ſeulement on laiſſera dans Deventer, Campen & leurs dependances les choſes à l'égard de la Religion dans le même état où elles ſe trouvent, mais que même il y aura liberté d'exercice de la Religion

Apoſtolique Romaine dans toutes les Villes des Provinces-Unies ſuivant les Vieux Concordats, & les Catholiques ne pourront plus être exclus des Charges publiques à cauſe de la Religion.

V. Qu'au lieu du Château de Wedde, avec le Païs de Weſter-wolde, le Fort de Bortangue comme auſſi Bellingzwolde avec ſes dependances, le tout promis dans les Traittés avec les deux Rois à Son Alteſſe de Munſter, ſadite Alteſſe ſe contentera pour l'amour de la Paix de retenir la Ville & Seigneurie de Linguen avec ſes dependances & que le Fort de Bortangue ſera raſé.

VI. Que les Etats Generaux ſeront obligés de faire payer auſdits Princes deux cent mille Ecus argent comptant, six ſemaines aprés la Paix faite, pour contenter leurs Troupes.

VII. Que leſdits Etats Generaux rendront Embden & Lieroort au Prince d'Ooſt-Friſe, comme auſſi à tous autres Princes de l'Empire ce qui ſe trouvera uſurpé de leurs Etats, par leſdites Provinces-Unies, ſans ſe mêler doreſnavant plus en aucune affaire qui regarde les Princes & Etats de l'Empire, & leurs Juriſdictions, & autres Droits, tels qu'ils puiſſent être, & notamment encore qu'ils ſatisferont les Ordres Teutonique & de Malthe, comme auſſi Son Alteſſe Electorale de Brandebourg, & Son Alteſſe de Neubourg touchant leurs juſtes pretentions.

VIII Rendront à Monſieur le Comte de Benthem ſes Enfans, qu'ils lui retiennent contre toute ſorte de Juſtice & de Droit divin, & des Gens & contre les Mandemens Imperiaux.

Et finalement que l'on conviendra d'une telle Garantie & ſeureté que leſdits Princes auſſi bien que les autres de l'Empire leurs voiſins n'ayent plus à craindre de recevoir aucun tort ni dommage de Meſſieurs les Etats Generaux, ni qu'ils contreviendront en aucune maniere contre le preſent Traité.

Signé à Cologne ce quinziéme de Septembre, l'an 1673. étoit ſigné,

François Egon Ep. Argent.	*Le Chevalier de Smiſing.*
J. Prince de Furſtenberg.	*Le Bar. Gotw. Droſte.*
	W. zur Mublen. D.

CXIII.

6. Oct.

Traité d'Alliance entre Sa Majeſté Imperiale Leopold, *&* Charles II. *Roi Catholique d'Eſpagne & les Seigneurs Eſtats Generaux des* Provinces Unies *d'une part, &* Charles *Duc de Lorraine d'autre part, contre la France, fait au Camp, entre Hanau & Francfort le 6. d'Octobre 1673.* Avec *la* Ratification *dudit Duc.* [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

Charles par la grace de Dieu, Duc de Lorraine & de Bar, &c.

Ayant eſté conclu de noſtre part un Traité que nous acceptons pour nous, nos Heritiers, & Succeſſeurs avec Leurs Majeſtés Imperiale, & Catholique, & les Eſtats Generaux des Provinces-Unies ſigné au Camp Imperial entre Hanao & Franckfort le ſixiéme d'Octobre mille ſix cent ſoixante & treize, qui eſt en la forme ſuivante.

Comme ainſi ſoit, que Son Alteſſe le Duc de Lorraine a fait teſmoigner à Leurs Majeſtés Imperiale & Catholique, & aux Eſtats Generaux des Provinces-Unies le genereux deſir, dont Elle eſt portée de contribuer avec eux tout ſon poſſible pour le reſtabliſſement d'une Paix univerſelle, honeſte, ſeure & durable, & qu'il eſtoit preſt d'entrer dans une eſtroite liaiſon avec eux pour les meſmes fins: C'eſt pourquoi conſiderant les grands avantages, qui en peuvent reſulter pour le bien public, & eſtimant comme il eſt juſte, ſes bonnes intentions, la preſente Convention a eſté arrêtée & concluë, entre les Miniſtres & Plenipotentiaires de part & d'autre cy-aprés denommés & à ce deuëment authoriſés en la forme qui s'enſuit.

I. Que Sadite Alteſſe pour elle, & pour ſes Succeſſeurs tant en vertu de ſes anciennes liaiſons, que par le preſent Traité ſera dés à preſent & pour l'advenir Alliée & Confederée de Leurs Majeſtés Imperiale & Catholique, comme auſſi des Eſtats Generaux des Provinces-Unies, & qu'une eſtroite liaiſon ſera eſtablie entre eux, pour procurer mutuellement les avantages, ſeuretés & utilités l'un de l'autre, & ſur tout pour obtenir ladite Paix univerſelle, honneſte, ſeure, & durable, & procurer la reparation & ſatisfaction des dommages cauſez par le Roy Tres-Chreſtien, & toutes ſortes d'autres infractions de la Paix de Weſtphalie, autant que faire ſe pourra.

II. Que pour donner d'autant plus de moyen à Sadite Alteſſe de Lorraine de mettre en execution ſes bonnes volontés, & de ſe rendre plus utile à la cauſe commune on l'aidera à former un corps de dix huit mille Hommes, à ſçavoir huit mille Chevaux, & dix mille Hommes de pied, & pour cet effect Sadite Alteſſe fournira de ſa part trois mille Chevaux, qu'elle a preſentement ſur pied, & levera de plus à ſes propres frais deux mille Chevaux, & trois mille Hommes de pied, Sa Majeſté Imperiale promet pareillement de donner de ſa part mille Chevaux, & trois mille Hommes de pied. Et Sa Majeſté Catholique s'oblige auſſi de donner mille Chevaux & quatre mille Hommes de pied. Et quant aux Eſtats des Provinces-Unies, comme ils ont preſentement à ſupporter le plus grand poids de la Guerre, & qu'ils ne peuvent pas ſe deſaiſir des Troupes qui ſont neceſſaires pour leur defence, ils ne pourront donner plus que mille Chevaux. Bien entendu que leſdites Troupes agiront ou en un corps ſeparé, ou jointes avec les autres Armées, ſelon l'exigence des choſes, & ſelon que du conſentement de plusieurs on trouvera plus à propos.

III. Et afin qu'on puiſſe jouir au pluſtoſt du bon effect, que l'on peut attendre de l'employ deſdites Troupes, Sadite Alteſſe s'oblige à mettre ſur pied quatre mille Chevaux & deux mille Hommes de pied, en quatre ſemaines aprés le jour que ce Traité doit eſtre ratifié, & d'y joindre de plus, autres mille Chevaux, & mille Hommes de pied en deux mois aprés le dit terme de quatre ſemaines, & Sa Majeſté Imperiale & Catholique comme auſſi leſdits Eſtats Generaux promettent d'y joindre leur part cy-deſſus ſpecifiée en même temps que Son Alteſſe de Lorraine aura mis ſur pied leſdites premieres Troupes, & ſeront Commiſſaires deputés & authoriſés de part & d'autre pour faire reveuë de toutes leſdites Troupes, afin d'obſerver, ſi elles ſont au nombre qu'elles doivent eſtre, ſelon cette preſente Convention, & ſera ladite reveuë reiterée de trois en trois mois, en toutes les fois qu'aucune des Parties le requerra.

IV. Et quand Son Alteſſe de Lorraine viendra à agir effectivement pour aider à maintenir ſes propres Troupes, tant celles, qu'elle a ſur pied, que celles, qu'elle fera de nouveau, comme auſſi pour les frais neceſſaires pour l'Artillerie, on luy payera durant la Guerre la Somme de neuf mille Patacons par mois, le payement de laquelle ſera également reparti entre Leurs Majeſtés Imperiale & Catholique, & leſdits Eſtats Generaux des Provinces-Unies, à ſçavoir un Tiers pour chacun, mais d'autant, que dans la conjoncture preſente des affaires il ſeroit impoſſible auxdits Eſtats de payer ledit Tiers en argent contant; il leur ſera libre de payer ledit Tiers en obligations ſur les Provinces d'Hollande & de Weſt-Friſe, Zelande, Friſe, Groningue & Ommelande, ſelon la proportion entre eux obſervée avec promeſſe de tels Intereſts, qu'elles ſont accoûtumées de payer à leurs autres Creanciers ayant Obligations, bien entendu, que les contributions que par le moyen deſdites Troupes on pourra exiger dans le Pays Ennemi ſeront receues & adminiſtrées par des Commiſſaires à ce deputés du commun conſentement des Parties pour eſtre employées aux frais neceſſaires & autres uſages de la Guerre.

Les autres Articles touchant les operations futures, les Negotiations de Paix ou ſuſpenſion d'Armes au ſçeu, & avec participation de Leurs Majeſtés Imperiale & Catholique, & les Sieurs Eſtats Generaux, & le tems pour lequel cette Alliance doit durer, ſeront obſervez par Son Alteſſe le Duc de Lorraine de la même maniere, que Sa Majeſté Imperiale en a été d'accord avec leſdits Sieurs Eſtats Generaux, & de la même ſorte, que s'ils eſtoient compris & reiterés icy de mot à mot, veu principalement que ce Traité fait une partie de la Liaiſon concluë entre Leurs Majeſtés Imperiale & Catholique, & les Sieurs Eſtats Generaux,

raux, & que par conſequent il y appartient comme la part à ſon corps entier.

FLORIMOND D'ALLAMONT.

(L.S.)

NOUS Reymond Comte de Montecucoli Seigneur de la Baronnie de Hochenegg & Oſterburg, Chambellan de Sa Majeſté imperiale, Conſeiller dans ſes Conſeils d'Eſtats & Privé, Preſident dans celuy de Guerre, Maréchal General de Camps, & Lieutenans General de ſes Armées, Chevalier de la Toiſon d'or ayant Pouvoir de Sa Majeſté Imperiale daté du vingt unieme Septembre, mille ſix cent ſeptante & trois, lequel a eſté produit & reconnu par Monſieur le Comte d'Allamont Plenipotentiaire & General de Bataille de Son Alteſſe Sereniſſime de Lorraine, avons ſigné avec luy le preſent Traité, muni du Seel de nos Armes, & contreſigné par le Secretaire de Sa Majeſté Imperiale cy-bas nommé. Fait au Camp Imperial entre Hanau & Franckfort le ſixiéme d'Octobre l'an mille ſix cent, ſeptante & trois.

R. C. MONTECUCOLI.

(L.S.)

A. DE PATOUILLET.

NOUS ayant ce Traité ſuſdit agreable en touts, & chacun des Points & Articles qui y ſont contenus & declarés, avons iceux tant pour nous que pour nos Heritiers, Succeſſeurs Ducs accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons de bonne foi, & ſous l'obligation & hypotheque de tous & chacun nos Biens, preſents, & advenir, garder, obſerver, & entretenir inviolablement ſans jamais aller ni venir au contraire directement ou indirectement, en quelle ſorte & maniere, que ce ſoit: en teſmoin de quoi nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & à icelle fait mettre & appoſer nôtre Seel, & fait contreſigner par un de nos Secretaires d'Eſtats & Finances. Donné à Coblentz le dix ſeptiéme Decembre, mille ſix cent, ſoixante & treize,

CHARLES DE LORRAINE.

J. DE RAULIN.

CXIV.

19. Oct. *Declaration de Guerre de* LOUÏS XIV. *Roi de France contre les* ESPAGNOLS. *Du dix-neuvième Octobre* 1673. [FREDER. LEONARD. Tom. VI.]

FRANCE ET ESPAGNE.

SA Majeſté ayant été informée que le Gouverneur des Païs-Bas Eſpagnols, a fait commencer des Actes d'hoſtilité par toute la Frontiere ſur les Sujets de Sa Majeſté le ſeiziéme de ce mois; Elle a ordonné & ordonne par la preſente, ſignée de ſa main, à tous ſes Sujets, Vaſſaux, & Serviteurs, de courre ſus aux Eſpagnols, tant par Mer que par Terre; & leur a defendu & defend d'avoir ci-apres avec eux aucune communication, Commerce ni intelligence, à peine de la vie. Et pour cette fin Sa Majeſté a dés à preſent revoqué & revoque toutes Permiſſions, Paſſeports, Sauvegardes, ou Sauf-conduits qui pourroient avoir été accordez par Elle, ou par ſes Lieutenans Généraux, & autres Officiers, contraires à la preſente, & les a declarez nuls & de nulle valeur, defendans à qui que ce ſoit d'y avoir aucun égard. Mande & ordonne Sa Majeſté à Monſieur le Comte de Vermandois Admiral de France, aux Marechaux de France, Gouverneurs & Lieutenants Généraux pour Sa Majeſté en ſes Provinces & Armées, Marechaux de Camp, Colonels, Meſtres de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ſes Gens de Guerre, tant de Cheval que de pied, François & Eſtrangers, & tous autres ſes Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la preſente ils faſſent executer chacun à ſon égard dans l'étenduë de leurs Pouvoirs & Juriſdictions. Car telle eſt la volonté de Sa Majeſté, laquelle entend que la preſente ſoit publiée & affichée en toutes ſes Villes, tant Maritimes qu'autres, & en tous les Ports, Havres & autres Lieux de ſon Roiaume que beſoin ſera, à ce qu'aucun n'en pretende cauſe d'ignorance. Fait à Verſailles le dix-neufiéme Octobre 1673. *Signé*, LOUIS: *Et plus bas*, LE TELLIER.

IL eſt ordonné à Charles Canto, Juré Crieur ordinaire du Roi, de publier & faire afficher en tous les Lieux de cette Ville, Faux-bourgs, Prevoſté & Vicomté de Paris que beſoin ſera, l'Ordonnance du Roi du dix-neufiéme du preſent mois & an, afin qu'il n'en ſoit pretendu cauſe d'ignorance. Fait ce vingtiéme d'Octobre 1673.

Signé, DE LA REYNIE.

Leu, publié à ſon de trompe & cry public, & affiché en tous les Carrefours ordinaires & extraordinaires de cette Ville & Fauxbourgs de Paris, par moy Charles Canto, Juré Crieur ordinaire du Roi en ladite Ville, Prevoſté & Vicomté de Paris. Faiſant laquelle Proclamation j'étois accompagné de cinq Trompettes; Sçavoir de Hieroſme Trouſſon, Eſtienne du Bos, Jurez Trompettes du Roi, & trois autres Trompettes, le vingtiéme Octobre 1673.

CXV.

Teſtamentum Sereniſſimi Regis Poloniæ MICHAELIS I. *quo de ſepultura ſua, Sereniſſimæ ſuæ Conjugis ſatisfactione, in adeunda poſſeſſione bonorum reformatoriorum à Senatu & Equeſtri Ordine præſtanda, debitorum ſolutione, bonorum Hæreditate aliiſque diſponit. Leopoli die 5. Novembr.* 1673. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſte Imperiale.] 5. Nov.

In Nomine Domini Amen.

SI quippiam aliud mediocris ſortis juxtaque Principum animos magis exercere debet, illud primum ac præcipuum, ut ad normam Chriſtianæ Religionis vitam ſuam componendo noviſſimorum continuam foveant memoriam, ac vitæ humanæ ingreſſum ſtadium ita decurrant, ut brabeum æternitatis beatæ feliciter comprehendant. Hæc nimirum divinæ nutu voluntatis ordinata, ut velut à communi naſcendi ſorte Principes non eximit, ita moriendi inexorabilis iiſdem decreta ſit neceſſitas, nihilque certiùs, quàm vitam tot caſibus obnoxiam cedere in ſpolium mortalitatis. Regium itaque exiſtimavi inter ea humanæ viciſſitudinis ſpectacula, quæ omni momento in oculos aureſque incurrunt, ſeriam intendere cogitationem, ne imparatus à ſuprema & ineluctabili fatorum deprehendar neceſſitate. Dum itaque gravi infirmitate proſtratus & lecto affixus hominem me eſſe memini, & in Confinio vitæ ac mortis poſitum, hanc ultimæ meæ voluntatis connotationem aggredior, ſeræque poſteritati volo conſignare, quod cogitationem mei ipſius tam in vita quam in morte nunquam exuerim. Condo itaque & ordino Teſtamentum meum omni meliori modo, via, forma ac ſtylo.

Ac inprimis divinæ Majeſtati pro omnibus Beneficiis tributarias exolvo gratias, interque illud primo repono loco, quod in Fide Catholica Orthodoxa Romana natus ſum & educatus, & quam cum ſanguine paterno, lacteque hauſi materno, eandem Fidem ad extremum vitæ meæ halitum tenenturum, me conſtantiſſimè profiteor & recognoſco, & ſi quippiam in ultimo agone tentare Spiritus vellet, damno, rejicio, nunquam me conſenſurum, aut conſentire proteſtor.

Sanctiſſimæ Virgini Mariæ Patronæ meæ à prima pueritia ſummas refero gratias, quod ope, auxilio, patrocinio per omnem vitam mihi indigno famulo Clienti adſtiterit. Patronis meis Sancto Michaeli Archangelo, Thomæ Apoſtolo, quorum Nomina in Baptiſmo partitus ſum, quam poſſum, devotiſſimè me commendo, oroque, ut in extremis meis, & in ſuprema illa Lucta, unde animæ meæ pendebit æternitas, adeſſe & auxiliari velint.

Anno 1673.

Sereniſſimæ Reginæ, Dominæ Conſorti meæ Chariſſimæ, ultimo hoc gratæ voluntatis Symbolo, intimum affectum meum conſigno, cujus eximium erga me illudium & integerrimum amorem, cum ſummarum & Imperatorio ſanguine digniſſimarum virtutum ornamentis expertus, quoniam per brevioris vitæ meæ & Regiminis curſum eidem in adeunda poſſeſſione bonorum reformatoriorum non ſit ſatisfactum, ut Senatus, & Equeſter Ordo condignam ejus Majeſtatis habeant rationem, ac Dignitati & utilitati ejuſdem ſtudere non intermittant, majorem in modum rogo.

Senatui Ordinique Equeſtri ultimum dico vale, & benevoli Animi refero Teſtimonium, quod Regimen tanti Regni mihi commiſerit, meque præter ſpem meam & vota, unanimi Conſenſu ad Solium Regium evexerint. Imperfectiones, ſi aliquæ in me inventæ, rogo ignoſcant & indulgeant. Omnibus qui mihi fuere fidi & benevoli, Altiſſimus retribuat, dum mihi non ſupereſt compenſandi. Quidquid verò offenſionum, diſſidentiarum, injuriarum per Confœderationes & quoſcunque in Republica motus intervenit, ignoſci mihi rogo, quia ego omnibus ex toto corde ignoſco.

Quàm primùm mortale hoc Corpus anima mea reliquerit, ut pro Miſſæ ſacrificiis quantocius abſolvendis duodecim millium ſumma diſtribuatur volo & ordino.

Corporis mei ſepulturam ad Baſilicam Cathedralem Cracovienſem in Mauſoleo Anteceſſorum meorum Regum Poloniæ deſigno. Cor verò meum amoris obſidem Religioſis Eremitis Camaldulenſibus in Monte Regio prope Varſaviam in Eccleſia ibidem à me inchoata deponi volo, pro cujus conſummanda fabrica lego ſummam in Codicillis ſpecificandam.

Magnifico Demetrio Duci in Wiſniowiec & Zbaras Palatino Belzenſi, Campeſtri Militiæ Præfecto, necnon Conſtantino Duci in Wiſnowiec pro omni benevolo ſtudio ago gratias, debita iiſdem inſcripta & aſſecurata exolvi volo.

Reverendo in Chriſto Patri Andreæ Olszowski Epiſcopo Culmenſi & Vice-Cancellario Regni, pro magnis multiſque erga me meritis, & quod mihi ad ultimum uſque ſpiritum conſtanti officio & opera adſtiterit, gratum affectum confeſſor. Eidem Pro-Cancellario amanter committo, & concredo, ut torquem aurei Velleris Sereniſſimo Hiſpaniarum Regi, remitti curet.

Venerabilem Alexandrum Wolff Abbatem Peplinenſem, cujus in obſequio ſingularem fidem, promptitudinem à primo Regni mei exordio agnovi, obligo, ut circa ſepulturam corporis mei eandem fidem demortuo teſtetur, quam vivo exhibuit, eundemque Sereniſſimæ Reginæ Dominæ Conſorti meæ Chariſſimæ patrocinio impenſe commendo.

Generoſum Felicianum Waſowicz Capitaneum Narvenſem, qui à teneris mihi fidele & indefeſſum impendit obſequium, probique & diligentis viri implevit partes, Sereniſſimæ Reginæ itidem commendo pro tot annorum obſequio, ut habeat recompenſationem, rogo Sereniſſimam Reginam, hocque meis Executoribus injungo.

Generoſum Martinum Roſtucki Capitaneum Lelovienſem eidem Sereniſſimæ Reginæ recommendo. Rogo uterque in hac Orbitate, favore, & patrocinio Sereniſſimæ Reginæ ſublevetur, & pro fidelibus tot annorum obſequiis ex argentea & Cameræ noſtræ ſupellectile luculentam habeant conſolationem: Bona Zamoiſciana Ordinationi ſubjecta, juxta mentem Proavi mei materni Joannis Zamoiski Cancellarii Regni tradantur iis, ad quos de jure Ordinationis ſpectant.

Porrò bona mea omnia & ſingula, paterna, materna & alia quævis devolutoria (exceptis bonis Biati Kamien, quæ in ſumma centum millium Florenorum Polonicalium Generoſo Martino Roſtocki per me obligata & invadiata ſunt) in exolutionem debitorum paternorum, maternorum, nec non meorum ante Dignitatem Regiam, contractorum & legitimè deducendorum converti volo & ordino, excluſis tamen ſix debitis, quæ ſuper bonis meis in hoſtico ſitis (in quorum poſſeſſione egomet non extiti, neque ullos ex iis fructus percepi) inſcripta & aſſecurata ſunt, quamdiu eorundem bonorum poſſeſſionem Heres ſeu Succeſſor Heredes ſeu Succeſſores mei non adierint. Bona autem mea mobilia in Regia Dignitate acquiſita in auro, argento, Clenodiis, ſummis paratis, & ex Oeconomiis currentibus, ad me ſpectantibus, nec non ex ſummo Theſauro Regni & Theſauro à me in publicum mutuo datis, ac quoquo modo mihi debitis, Magni Ducatus Lithuaniæ nimirum, quæ per Status & Ordines Terrarum Pruſſiæ mihi aſſecuratæ ſunt, adhuc in periſtromatibus, ac alio quocumque nomine vocitata ſupellectile Regia univerſa & ſingula, nullis exceptis, Sereniſſimæ Reginæ Conſorti meæ dilectiſſimæ, do, dono, & inſcribo, cum ea obligatione, ut omnia debita mea à die meæ ad thronum Regium evectionis contracta, juſte & legitime deducenda, tum & Mercedes deſervitas Aulicis & Servitoribus meis realiter exolvat, nec non Legata mea in ſeorſivis Codicillis expreſſa (quibus per præſentes robur idem ac vim, prout ipſimet Teſtamento eſſe volo) expediat. Omnes autem Aulicos & ſervitores meos, uſque ad ſupremi funeris mei exequias in Servitio retineri, ſuſtineri, ac non prius, quam peracto funere, ſolutaque debitâ mercede expediri volo & ordino.

Anno 1673.

Hujus vero ultimæ Voluntatis meæ & Codicillorum ſeorſivorum manu mea ſubſcriptorum Executores nomino & conſtituo,

Sereniſſimam Reginam Dominam Conſortem meam amantiſſimam, cui ultimum dico Vale, ac pro omni amore & benevolentia refero gratias.

Reverendiſſimos in Chriſto Patres.
- Caſimirum Florianum Zartorycki Archi-Epiſcop. Gneznenſem.
- Albertum Korycynski Archi-Epiſcopum Leopolienſem
- Andream Trzebicki Epiſcopum Cracovienſem, Ducem Severiæ.
- Stephanum Wierzbowski Epiſcopum Poſnanienſem.
- Stanislaum Sarnowski Epiſcopum Præmiſlienſem.
- Andream Olszowski Epiſcopum Culmenſem Vice-Cancell. Regni.

Magnificos,
- Alexandrum Lubomirski Palatinum Cracovienſem, Michaëlem Pac. Palatinum Vilnenſem, ſupremum M. D. L. Exercitus Ducem. Joannem Tarlo Palatinum Sendomirienſem. Demetrium Ducem in Wiſniowiec & Zbaras Palatinum Belzenſem, Exercitus Regni Campi Ductorem.
- Joannem Sobieski, ſupremum Mareſchallum & Exercitus Regn. Ducem.
- Joannem Leszczynski ſupremum Regni Cancellarium.
- Michaelem Caſimirum Radziwill Ducem, Vice-Cancellarium, & Campi Ductorem M. D. L.
- Andream Morsztyn Theſaurarium Regni.

In quorum fidem præſentes manu mea ſubſcriptas Sigillo muniri mando Leopoli die 5. Novembr. Anno 1673.

MICHAEL REX.

Locus Sigilli.

CXVI.

1. Dec.

SUEDE ET BRANDEBOURG.

Traité d'Alliance défenſive entre CHARLES XI. *Roi de Suede &* FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg, fait à Cologne ſur la Sprée, le 1. Decembre, 1673.* [JEAN CHRETIEN LUNIG. in *Publicorum Negotiorum* Sylloge. pag 37.]

NOtum teſtatumque ſit omnibus & ſingulis, quorum intererit & quomodocunque intereſſe poterit; Quod cum inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem ac D. D. CAROLUM, Suecorum, Gothorum Vandalorumque Regem, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ & Wiſmariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducem ab una, & Sereniſſimum Principem ac Dominum Dominum FRIDERICUM WILHELMUM, Marchionem Brandenburgenſem, Sacri Romanii Imperii Archi-Camerarium & Principem Electorem, Pruſſiæ, Magdeburgi, Cliviæ, Montium, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiorum Vandalorumque nec non in Sileſia, Croſnæ ac Carnoviæ Ducem, Burggravium Norimbergenſem, Principem Halberſtadii, Mindæ & Camini, Comitem Marcæ & Ravensbergi, Dominum Ravenſteini, & Terrarum Lauenburg & Bütow &c. ab altera parte, elapſo nuper anno ſexageſimo ſexto, die vigeſimâ ſeptimâ Martii, mutuum

mutuum Fœdus Defenſivum, in ipſos proximè ſequentes annos decem duraturum, initum, debitâ integritate ſervatum nec adhuc finitum eſſet. Intereà verò Nominis Chriſtiani hoſtis hæreditarius *Turca* vicino Regno *Poloniæ* Bellum intulerit &c. hodiè continuet, id verò quod inter Chriſtianiſſimum Regem & *Ordines Confœderati Belgii* haud ita pridem exortum, intra gyrum & terminos, proximis Sacri Romani Imperii Provincias & Ditiones vaſtârit, & in ipſo nunc meditulliô hæreat, Sacra Regia Majeſtas Sueciæ non magis, quàm ſua Serenitas Electoralis dum hæc ſaluti & incolumitati publicæ proprìque Status Securitati obverſantia maturius expendunt & imminentia majora mala & pericula proſpiciunt, è re exiſtimarunt, ut ſanctè hactenus mutuò culta obſervataque amicitia arctioribus vinculis adſtringeretur, Fœdus verò annô ſexageſimô ſextô ictum, renovaretur, & ejuſdem Capita vel Articuli ad præſentem Reipublicæ ſtatum ſimul accommodarentur atque extenderentur.

Quem in finem Sacra Regia Majeſtas Sueciæ, Nos ſuos Ablegatos, utpote me, Militiæ ſuæ pedeſtris Generalem & Vice-Gubernatorem Pomeraniæ, *Conradum Mardefeld*, Hæreditarium in Vanſelo, P.otz, Penſio & Koſicke &c. ut & me, ſuæ Regiæ Majeſtatis Colonellum Locum tenentem, *Bernhardum Chriſtianum Wangelin*, Hæreditarium in Noſſentbien &c. Mandatis ſufficientibus munivit; Sua Serenitas Electoralis verò Nos ſuos Commiſſarios, utpote me, ſupremum ſuum Præſidem, Conſiliarium Status intimum & Feudorum, *Ottonem*, Liberum Baronem à *Schwerin*, Dynaſtam antiquæ Landsbergæ, Zachanii, Wildenhoſen, Lansburgi & Wolfshagen, Electoratûs Brandenburgici Camerarium Hæreditarium, nec non Capituli Brandeoburgenſis Præpoſitum; me, ſuæ Serenitatis Electoralis Conſiliarium Status intimum & Pomeraniæ Orientalis Cancellarium, *Laurentium Chriſtophorum à Somnitz*, Hæreditarium in Grumsdorf, Drenau, & Gerbera, Pomeraniæ Orientalis Camerarium Hæreditarium, & me, ſuæ Serenitatis Electoralis Conſiliarium Status intimum, *Fridericum à Jena* cum plena poteſtate conſtituit. Itaque vigore mandati Dominorum noſtrorum Clementiſſimorum negotium aggreſſi de renovatione & extenſione Fœderis Anno ſexageſimo ſexto proximè præterlapſo, pacti, tractavimus & de ſubſequentibus Capitibus & Articulis inter Nos convenit.

I. Sit inter Sacram Regiam Majeſtatem ejuſque Hæredes Succeſſores Reges, Regnumque Sueciæ ab una, & Serenitatem ſuam Electoralem Brandenburgicam, ejuſque Hæredes Succeſſores Maſculos deſcendentes, ab altera parte, pro ſecuritate mutuâ & ſtabiliendâ conſervandâque Pace, Juribuſque acquiſitis, ſtrictior Amicitia & Fœdus Defenſivum, illudque bona fide & ſincero affectu, in utriuſque Confœderatorum honorem & commoda ſervetur & excolatur.

II. Huic Fœderi defenſivo fundamenti loco ſubſternuntur ante omnia *Pacificationes & Pacta Oſnabrugis & Monaſterii* Anno 1648. die 14—24. Octobris concluſa & inde dependens *Receſſus Limitaneus*, Stedini die 4. Maii Ann. 1653. erectus, ut & *Pacta Olivienſia* die 23. Aprilis 3. Maii 1660. inita & confecta, cum omnibus & ſingulis Punctis, Articulis, Clauſulis, Inſtrumentis earundem Pacificationum & Pactorum inſertis, vigoreque earundem competentibus Juribus, quæ omnia exactè & inviolabiliter obſervanda ſunt, & ſi quid præter ſpem inpoſterum inter Confœderatos irrepat, quod iiſdem contrarium, aut minùs conveniens videri poſſit, id confeſtim bonis & civilibus modis mediiſque amicabiliter componatur.

III. Quemadmodum autem hujus Fœderis non alius ſcopus eſt, quàm conſervatio Pacis Weſtphalicæ, & Securitatis communis vindicatio, mutuaque defenſio, à quacunque hoſtili irruptione in utriuſque Confœderatorum Provinciis & Ditionibus ſequentibus Articulis exprimendis; ita, ſi contingat, ut alter Paciſcentium Confœderatorum propterea, quod Paci ac Securitati publicæ communi conſenſu & conſilio conſuluerit, vel etiam aliam ob cauſam iis Provinciis, Ditionibus, Statu, Juribus huic Fœderi incluſis, à quopiam hoſtiliter invadatur vel invito Confœderato contra Conſtitutiones Imperii & Jura Gentium tranſitu, Stationibus, Inhoſpitationibus aut Hybernis, Contributionibus aliiſve Exactionibus violentis urgeatur, & prematur, adeoque Jura quæſita quovis modo violentur; Pars altera prævià requiſitione tenetur Parti læſæ aſſiſtere, Eique copias militares auxilio mittere, quemadmodum hoc inferiùs ſtatutum eſt.

IV. Cum Pax & Tranquillitas publica haud parum labefactata ſit, conſultum utrinque viſum eſt, ut reducendæ eidem ac priſtino vigori reſtituendæ, omnis porrò ſine mora impendatur cura, labor, & ſtudium, & tàm S. Regia Majeſtas prout ab initio ſtatim eorum qui nunc ſunt motuum, ſollicitè ſatis jam fecit, quàm S. Seren. Electoralis quæ ea omnia pro reducenda Pace adhibita officia probavit, & eâdem viâ incedit, belligerantibus ulterius & conjunctim & ſeparatim, cum per Literas, tùm per Miniſtros & Legatos ſuos, mala omnia, quæ jam Belli calamitas conciliavit, quæque ſi continuetur diutius, non implicitis modo eidem, ſed & qui extortes ejuſdem, expectanda ſint & maneant quoque incommoda, exponi faciant, atque illos denuò moneant ſerióque hortentur, ut Orbi Chriſtiano, æquis [illegible] conditionibus Pacem reddere velint, ſpe certâ fretæ, Deum, Pacis, Tranquillitatis atque Concordiæ fontem, conſervatoremque piis hiſce ac verè Chriſtianis conatibus adfuturum, eoſque optato ac felici ſucceſſu beaturum. Aſt verò, ſi hæc officia, labor & induſtria fruſtra fuerint omneſque amicæ hortationes, fida conſilia, oblataque convenienti loco & tempore media, quamvis repetita, miſeriæque & calamitates aliaque incommoda, quibus quoque innocentium publica juxta & privata res conflictantur, nullum planè invenerint locum, nec æquæ conditiones admiſſæ ſed rejectæ fuerint, eo caſu S. Regia Majeſtas & S. Seren. Electoralis nihilominus conſtans ſuum promovendæ conſervandæque Pacis propoſitum, ſimulque aliquantò ſignificantius teſtabuntur, quàm ſibi hæc diſpliceant, conferantque ſtatim inter ſe conſilia, quâ ratione pro temporum rerumque ſtato & facie, officiis hactenus fruſtrà impenſis, tandem locus aliquis à belligerantibus detur.

V. Ut etiam conſtet, quænam Ditiones hoc Fœdere propriè contineantur, convenit utrinque, ut Provinciæ Sacræ Majeſtatis extra Romanum Imperium ſitæ, utpote *Eſthoniæ* & *Livoniæ* Suedicæ Ditionis, cum omnibus earundem Provinciarum Juribus, conditionibus & pertinentiis, prout S. Regia Majeſtas eaſdem hunc uſque in diem hunc quietè poſſidet, Guarantiam præſtet Sua Serenitas Electoralis Brand. ejuſque Succeſſores & Hæredes contra quoſcunque, qui dictas Provincias vel earundem conditiones, Jura aut Pertinentias Bellô apertô, vel quocunque modo violare turbareve, modo ac Militum numero tali, de quo in hiſce Fœderis Tabulis ſpecialius poſtea explicabitur.

VI. Viciſſim Sacra Regia Majeſtas, Reges, Succeſſores & Regnum Sueciæ, S. Seren. Electorali Brandenburgicæ ejuſque & Succeſſoribus Maſculis Deſcendentibus præſtent contra quoſcunque Guarantiam *Boruſſiæ Ducalis* prout ea Seren. S. Electorali cum Jure directi, ſupremi & independentis Dominii (quod Souverenitatem vocant) à Rege & Republica POLONIÆ publicis Pactis conceſſi & in Comitiis Reipublicæ Poloniæ Generalibus Warſaviæ Anno 1658. approbatis, in præſenti quiete poſſidetur; ita, ut ſi contingat, quempiam eorum tentare dictum *Ducalem Boruſſiam* ejuſque conditiones, Jura & pertinentias, dictumque Jus Souverenitatis Bello aperto, vel quocunque ullo modo violare turbareve, S. Regia Majeſtas Sueciæ, Succeſſores Reges, Regnumque Sueciæ teneantur S. Serenitati Electorali Brandenburgicæ ejuſque Hæredibus & Succeſſoribus pro tuendis & conſervandis illis omnibus, copias militares auxilio mittere, eo modo & numero, prout inferiùs determinabitur.

VII. Utriuſque Partis Paciſcentis Provincias, in Germania ſitas, quod attinet, licet illæ omnes vi *Pacificationis Germanicæ*, ſint in continua tutela & Guarantia Sacri Romani Imperii omniumque ejus Statuum & Membrorum, nihilominùs tamen in majorem utriuſque jam Paciſcentium Securitatem utrinque convenit, ut Regiæ illæ Provinciæ, Ducatus nempè *Bremenſis*, *Verdenſis & Pomeraniæ citerioris* cum annexis partibus *ulterioris Pomeraniæ* vigore Inſtrumenti dictæ *Pacis Weſtphalicæ & Receſſus Stetinenſis*, *Regiæ Pomeraniæ* adjectis, ut & *Principatus Rugenſis & Dominium Wiſmarienſe* cum omnibus cæteris Juribus ex Inſtrumento jam dictæ Pacis & Receſſu Stetinenſi vel aliundè in Germania hodiè legitimè S. Reg. Majeſt. Regnoque Sueciæ competentibus. Et Electorales, utpote Electoratus *Marchia Brandenburgenſis*, *Ducatus Cliviæ*, *Comitatus Marcæ & Ravenſberg*, *Pomerania ulterior* ad Ser. S. Elect. ſpectans, *Principatus Halberſtadienſis*, *Mindenſis & Camminenſis*, ut & omnia & ſingula cætera

Jura ex Inſtrumento memoratæ Pacis Weſtphalicæ vel aliundè in Germania hodiè legitimè S. Ser. Elect. ejusque Hæredibus & Succeſſoribus Maſculis deſcendentibus competentia, præſenti huic Fœderi defenſivo includantur.

VIII. Si igitur durante hoc Fœdere contigerit, ut S. Regia Majeſtas Regnumque Sueciæ ab aliquo Rege, Principe, vel Republica, quòcunque tandem nomine cenſeantur, infeſtentur, oppugnentur & violentur, in prædictis hocce Fœdere comprehenſis Provinciis, Ditionibus, Terris, Arcibus, Locisve, ejusdemque annexis vel inde dependentibus S. Reg. Majeſt. Regnoque Sueciæ competentibus Juribus & Privilegiis, Ser. S. Elect. pro ſe, Succeſſoribus & Hæredibus Maſculis deſcendentibus, bonâ fide, ſpondet ac ſpecialius hic promittit, ſe eidem S. Reg. Majeſt. Regnoque Sueciæ, factâ notificatione, quàm primum potuerit, & ad ſummum intra ſpatium duorum menſium à die requiſitionis ſuppetias laturam, Exercitu duorum millium Peditum & quingentorum Equitum, quibus Copiis S. Reg. Majeſt. Regnumque Sueciæ usque ad finem Belli, ſi tamdiu Fœdus duret, uti poterit, ſiquidem eidem ita viſum fuerit.

IX. Vice verſa, S. Reg. Majeſtas Regnumque Sueciæ bonâ fide ſpondet & pariter ſpecialius hic promittit, ſe factâ notificatione, quamprimùm potuerit, & ad ſummum intra ſpatium duorum menſium à die requiſitionis S. Seren. Elect. ejusque Hæredibus & Succeſſoribus Maſculis ſuppetias laturam, Exercitu duorum millium & ſexcentorum Peditum & octingentorum Equitum, ſi contingat, ut S. Ser. Elect. ejusque Hæredes & Succeſſores Maſculi deſcendentes ab aliquo Rege, Principe vel Republica, quocunque tandem nomine cenſeantur, infeſtentur, oppugnentur & violentur in prædictis hocce Fœdere comprehenſis Provinciis, Ditionibus, Terris, Arcibus, Locisve vel quibuscunque eisdem annexis, vel inde dependentibus, & in ſuperioribus Articulis memoratis Juribus & Privilegiis.

X. Quod ſi verò caſus exiſtat, quò in præcedentibus Articulis pactus determinatusque Militum numerus, avertendo periculo, reſiſtendoque hoſti non ſuffecerit, utrique Confœderati ſibi invicem promittunt, ſe conventum modò Militum numerum augere, & ſi habito prius ſtatim invicem conſilio, ſubſecutâque Conventione neceſſe fuerit, ad primam quamque requiſitionem duplicare vel triplicare velle; Ita ut requirens & Bello petitus eo ad finem usque Belli uti, & prout ratio Belli dictaverit, vel ſeorſim vel junctis etiam ſuis propriis Copiis cum eo agere poſſit.

XI. Equidem in uno & altero præcedentium Articulorum ſuppetiis miſſis, ad finem usque Belli uti permittitur, attamen cum contingere queat, ut poſtquam miſſa auxilia, Fœdus citius, quàm exortum Bellum expiret & finiatur, adeoque revocare iterum Copias auxiliares finitô licet nondum Bellô, finitô tamen Fœdere, liberum & meri arbitrii ſit, Articuli quoque ipſi nullum alium ex utriusque Confœderatorum Conſenſu & Conventione intellectum & ſenſum habeant. Poſtquam tamen utrique Confœderatorum communique cauſæ & ſaluti haud leve damnum eſt, incommoda alia certiſſimaque pericula conciliari attrahique neceſſam ſit, ſi durante, & ardente adhuc Bellô auxilia præſtita revocari debeant, ideò convenit hoc ipſo utrinque, ut Bello petitus Requirens, antequam finiatur Fœdus, cum Confœderato, quem requiſivit, quique auxilia miſit, agat & paciſcatur, ut ad finem licet vergente Fœdere impoſterum quoque & quamdiu Bellum continuatum fuerit, auxilia miſſa haud revocet, in quo æquis admiſſis conditionibus, vel renovato & prorogato hoc Fœdere, difficilem ſe alter Confœderatorum haud præbebit.

XII. Caſu quo Confœderatorum Copiæ conjunguntur, Requirens, ejus Exercitus Dux vel alius ex ejus Officialibus nullam planè prætendet in miſſa auxilia Juriſdictionem, ſed qui ſuppetiis miſſis præeſt, haud minus eam ſalvam & integram retineat quàm Requirens vel ejus Militum Dux in ſuos. Quando vero Judicium militare Generale neceſſarium fuerit, tunc ex utriusque Partis Officialibus id conſtituetur, & eidem præſidebit Is, cui id abſente Principali Requirente, ſupremus Belli Dux commiſerit, ita, ut primâ vice Præſidium Regio, ſecundâ verò vice Electorali, atque ita ſemper vice verſa, vel, ut loqui amant, alternativè competat. Quemadmodum quoque ad actiones militares Requirens & ejus Dux habitô & communicatô prius cum auxiliarium Copiarum Duce vel Præfecto, cæterisque Officialibus, quos ad conſilium Bellicum adhibere mos erit, conſilio, nec aliter procedet.

XIII. Is, qui requiſitus à Confœderatô, auxilia mittit, iisdem de tormentis minoribus, vulgò Campeſtria dictis, cum omnibus ad uſum eorum neceſſariis proſpiciet; tormenta verò majora & mortaria cum omni apparatu & rebus quibuscunque ad uſum eorum pertinentibus, is ex Confœderatis ſuppeditabit, in cujus Ditionibus atque Provinciis contra hoſtem agitur. Quod ſi verò extra Confœderatorum Territoria, atque ita in loco tertio Bellum geritur, Tormenta majora & mortaria cum omnibus ad uſum eorum ſpectantibus is adduci curabit; qui loco jam dicto tertio vicinior fuerit.

XIV. Et cum utriusque Paciſcentium, præſenti imprimis rerum facie, maximoperè interſit, ut quilibet eorum, de promiſſis reciprocè auxiliis, certus eſſe poſſit, ideò utrimque hoc ipſo convenit, ut ſimul atque Paciſcentium unus Bellô petitus fuerit, alter factâ notificatione & ſubſecutâ requiſitione, auxilia ſtatim juxta Articulos præcedentes, mittat, nec ideò differat, quaſi prius examinandum, cauſamne aggreſſionis petitus Bello dederit, an absque juſta cauſa petitus; ſed nuda hoſtilis aggreſſio, vel turbationes & injuriæ in Articulis III. V. & VII. nomine tenus expreſſæ, pro juſta & neceſſaria auxilii mittendi cauſa, à quolibet Fœderatorum haberi debent.

XV. Quamvis autem prædictæ Copiæ auxiliares ipſo actu Subſidio miſſæ ſint, liberum tamen nihilominus Confœderato implorato & requiſito erit, per Legatos & Miniſtros id operam dare, an Invaſor ſeu Turbator amicabili ratione perſuaderi poſſit, ut à vi & injuria deſiſtat, ſin lædenti ea ſederit obſtinatio, ut nullis amicabilibus rationibus ad æqua præſtanda ſe induci patiatur, non ante ab auxilio præſtito ceſſabitur, quàm Parti læſæ per omnia ſatisfactum fuerit.

XVI. Miſſis itaque auxiliaribus Copiis in Ditionibus ſuis de commeatu ſufficienti æquè ac propriis proſpiciet is, qui illas requiſiverit, ratione verò ſolvendi Stipendii Militaris, quisque pro arbitrio, Conventioneque cum Officialibus ſuis initâ, aget.

XVII. Quicunque Copiis auxiliaribus Præfectus, Imperium in easdem, ſubſecutâ etiam conjunctione armorum, retineat: Ita tamen, ut ſub auſpiciis ejus, qui auxilia requiſiverit, militet, ejusdemque vel conſtituti ab eodem Ducis Exercitus juſſis pareat, ſive is ſuppetiis ſibi ſubmiſſis ad defenſionem Ditionum, Statuum, Locorumque ſuorum, ſive ad oppugnandum primum aggreſſorem in propriis ejusdem Terris ac Ditionibus uti voluerit, habitâ ſemper eâ ratione, ut Copiæ auxiliares cum reliquo Exercitu ubique æqualiter tractentur.

XVIII. Auxilia ferenti hâc imprimis ratione proſpectum ſit, ut ſiquidem in terminis Auxiliatoris ei licuerit, nec oblatas ſuppetias illi Bello ipſemet involutus fuerit, ſine incluſione plenâque ſecuritate ejusdem nullus quidem Tractatus Pacis vel Induciarum iniri debeat, imò ne ſuſpenſio quidem armorum (ubi id Status Bellique ratio requiſiverit) niſi ad ſummum trium ſeptimanarum pro utroque Exercitu ſimul. Quod ſi verò oblatum Confœderato auxilium cum aggreſſore, vel alio quocunque aperto Bellô implicetur, tunc neuter ſine alterius ſcitu, conſenſu & conſilio, neque ad principales cum hoſte Tractatus deſcendet, ſed omnia mutuâ operâ, communicatione & conſilio agantur & tractentur, donec utrique Confœderato de ſufficienti ſecuritate pleniſſimè proviſum & per omnia ſatisfactum fuerit.

XIX. Cum verò in initio hujus Fœderis præſentis Poloniæ Status eique Regno ab infenſiſſimo Chriſtiani Nominis hoſte, Turcâ, magis magisque impendentium periculorum facta quoque ſit mentio; Proinde ſua Regia Majeſtas & Ser. Sua Electoralis non ſolùm vicinitatis, ſed & Chriſtianitatis Jure motæ, ſe rem ſuo Nomine & Ordine digniſſimam eſſe facturas cenſuerunt, ſi in iſtum caſum, quo dictum Regnum ac Rempublicam Polonicam, Barbarus ille hoſtis denuò Bello infeſtare, atque in ejus viſcera ruere tentarit; Eidem certum aliquem Militem auxilio mittant; atque ad idem præſtandum alias quoque Poteſtates ac Status adducant, cum ulteriori propoſito & conventione, ſe ſuper toto ſuppetiarum mittendarum negotio, earundem numero, ſubſiſtentia, modo ſuſtentationis, cæterisque omnibus à Regno & Republica Poloniæ præſtandis, ſimul per Miniſtros ſuos utrinque ad id negotium plenariè inſtruendos, ad inſtantiam Regni & Reipublicæ Poloniæ cum eadem quamprimùm eſſe tractaturas, & conjunctim ad finem perducturas, atque ut prætacto modo alii quoque in Societatem hujus auxilii, contra immanem illum hoſtem ferendi permoveantur, junctâ curâ & opera allaboraturas,

XX. Quò verò hæc omnia, quæ in hoc Fœdere ſancita atque invicem promiſſa ſunt, eò exactiùs præſtari ac in deſtinatum finem eò felicius perduci valeant, placuit etiam utrinque mutua ſuper hiſce negotiis correſpondentia, ac fida conſiliorum communicatio, ita ut alter alteri mature ſatis ſignificet, quid mutarâ fortè tàm in Germaniâ, quàm in vicinitate temporum & rerum facie, ſaluti publicæ, propriique Status rationi conveniens exiſtimet, quò facto uterque Confœderatorum conſilia conferat, eoque dirigat, quo Pacificatio univerſalis, hujus Fœderis ac Amicitiæ veræ Leges ad amuſſim promoveantur & obſerventur. Quomodo quoque Confœderati virtute hujus Articuli in ſe recipiunt, ſe durante hoc Fœdere nullum aliud huic contrarium, pacturos, neque paſſuros ſe ad alia flecti, quæ Conventioni huic & amicitiæ ſinceræ ſtrictiſſimæque ulla ex parte adverſari poſſint. Proinde etiam utriusque Confœderatorum Miniſtri publici & Legati, imprimis etiam Ratisbonæ adhuc hærentes, vel impoſterum illic miſſi, colant quoque bonam inter ſe amicitiam ac correſpondentiam, ita ut de rerum argumentis ibi propoſitis, præſertim verò ad Pacem & Securitatem publicam ſpectantibus, fideliter conferant, deliberent, atque de certa aliqua Sententia, quæ Paci Weſtphalicæ, Conſtitutionibus Imperii, Securitati & Libertati Germaniæ, huic Fœderi & Confœderatorum commodo conformis ſit, inter ſe conveniant, tandem publicè pronuntient, eique inſiſtant & inhæreant.

XXI. Durante Bello vel etiam ſubſecuta Pace, is, qui ſuppetias ex hujus Fœderis præſcripto tulerit, eo nomine nil quicquam præter mutua vice verſa in Ditionibus, caſibusque hocce Fœdere comprehenſis definiſisque poſtulare poterit auxilia, neutiquam autem à requirente ſive ſumptuum Bellicorum ſive damnorum prætextu aut quocunque alio colore de Ditionibus, Statibus, Arcibus, locisque quibuscunque aliquid detinere vel prætendere.

XXII. Includantur huic Fœderi defenſivo ab utraque parte reſpectivè Imperator Romanus, Reges, Principes Electores, Principes, Reſpublicæ & Status utrinque nunc & poſthac amici & Fœderati, quorum amicitiæ Fœderibus & Pactis conventis hoc Fœdus nullum præjudicium afferat, ſed maneant ea in ſuo vigore illæſa, ſalvo tamen per omnia hoc Fœdere.

XXIII. Admittantur ex iis quibus accedere libuerit, communi tamen conſenſu, & ut certis de capitibus cum iis nomine utriusque Confœderatorum agatur, conveniaturque.

XXIV. Duret hoc Fœdus in decem annos, religioſeque ſervetur, quo tempore elapſo, vel etiam ante conveniant Confœderati de prorogatione, ſiquidem ipſis ita collibitum fuerit.

XXV. Ratificationum Inſtrumenta ſuper hoc Tractatu & Fœdere defenſivo, à Sua Regia Majeſtate & Sua Serenitate Electorali propriis manibus ſubſcripta, intra ſpatium trium menſium, aut, ſi fieri poteſt, citiùs à die ſubſcriptionis computandorum, hic Coloniæ ad Spream ritè commutentur.

In horum fidem & ſecuritatem majorem duo hujus Fœderis ejusque Capitum ſeu Articulorum Exemplaria, pari tenore confecta, manuum nominumque noſtrorum ſubſcriptione & ſigillorum impreſſione firmavimus. Acta hæc ſunt in Arce Colonienſi ad Spream die 1. Decemb. Anno 1673.

(L.S.) C. Mardefeld. (L.S.) Ottho L.B. à Schwerin.
(L.S.) B.C. Wangelin. (L.S.) Laur. Chriſt. Somnitz.
(L.S.) Fredericus de Jena.

ARTICULUS SEPARATUS.

I. NOtum prætereà teſtatumque ſpeciali & ſeparato hoc Articulo ſit omnibus, quorum intereſt, vel quavis ratione intereſſe poteſt. Quamvis in Fœderis defenſivi quod inter Ser. Reg. Majeſt. Sueciæ & S. Ser. Elect. Brandenburgicam ab utrinsque Plenipotentiariis hodie concluſum, Articulo imprimis quarto ſpecialiùs conventum pactumque ſit, quâ ratione ab utroque Confœderato, pro reducenda Pace, labor, cura, ſollicitudo & officia impendi & adhiberi debeant, & ſi fruſtra fuerint, quomodo pro temporum, rerumque facie collatis conſiliis, Confœderatorum officiis locus aliquis à Belligerantibus detur. Hoc ipſo tamen neuter Confœderatorum ita tenebitur, ut ſi functi officiis fruſtratos ſe & à ſpe promovendæ bonis officiis Pacis dejectos viderint, quilibet eorum, prout ſibi, Rebus, Statuique ſuo conveniens & proficuum exiſtimârit, haud poſſit liberè & abſque ullo vel hujus Fœderis vel aliundè quovis modo præveniente impedimento, pro lubitu decernere & diſponere, potius cuique liberum, nullâque ratione vel impeditum vel prohibitum ſit, neglectâ à Belligerantibus Pace & protracto ulterius Bello, vel acceſſione ad quascunque Belligerantium partes vel aliâ quâcunque ratione ſecuritati rebusque ſuis conſulere ac proſpicere, ita tamen, ut conſiliis, quæ fovet, cum altero Confœderato maturè & juſto tempore, prius communicatis, id omni ſtudio agatur, quo deliberata ſatis re & examinatis conſiliis inter ſe convenire poſſint. Quod ſi verò alteruter adduci rationibus non poſſit, ut deſcendat in Confœderati ſui ſententiam, eamque amplectatur & ſequatur, tunc cuilibet Confœderatorum quodcunque libuerit, ſeparatim decernere licebit & partes etiam eas tandem eligere, quas ſibi Statuique & intereſſe ſuo magis putaverit faventes & commodas, adeoque etiam Confœderato ſuo vel tunc contrarias, vel futuras. Nihilominus tamen jam enumeratis & quibuscunque aliis, qui excogitari poſſunt & contingere, caſibus Fœdus hoc & amicitia inter Suam Regiam Majeſtatem, Succeſſores, Reges Regnumque Sueciæ, & Suam Serenitatem Electoralem Brandenburgicam ejusque Hæredes & Succeſſores Maſculos deſcendentes, ſalva, integra inviolataque maneant, omnesque utriusque Confœderati Provinciæ & Ditiones exiſtente caſu gaudeant, juxta Fœdus Guarantia & auxiliis in eodem promiſſis, Confœderatique non obſtante, quid unus vel alter ſeparatim & non probante, vel conſentiente altero, hoc vel illud agere, vel facere decreverit, alter alterius commoda promoveat, Fœdus defenſivum in omnibus Capitibus, Articulis & Clauſulis ſanctè ſervet, conſiliaque pro ſecuritate utriusque Status & publicâ Pace tranquillitateque nihilominus ex fide conferant, ſtrepentibusque armis haud deſiſtant, à propoſito ſtabiliendæ iterum conſervandæque quietis.

II. Ut ut etiam in ejusdem jam dicti Fœderis defenſivi Articulo V. inter Ditiones & Provincias Elect. Ducatus Cliviæ & Comitatus Marcæ & Ravensberg expreſſis verbis contineantur, eandemque quam pro reliquis Ditionibus & Provinciis Electoralibus Sua Majeſtas Sueciæ promiſit & pacta eſt, Guarantiam, etiam pro Ducatu Clivenſi, Comitatu Marca & Ravensberg cum cæteris omnibus in Fœdere defenſivo & ejus Articulis comprehenſis Juribus & Beneficiis præſtare in ſe recepit: Poſtquam tamen conſtat, Sereniſſimam Domum Palatinam, Lineæ Bipontinæ & ſibi quasdam circa ita nominatam Juliacenſis Succeſſionis cauſam competere prætenſiones, hactenus profeſſam, prætereà in Pace Weſtphalica Art. 4. conventum ſit, ut tota Juliacenſis Succeſſionis cauſa vel ordinario proceſſu vel amicabili compoſitione vel alio legitimo modo dirimi debeat, ex ante memorata Domo Palatina Lineæ Bipontinæ verò plures prætendentes concurrant, & cum quibusdam eorum juxta tenorem Weſtphalicæ Pacis jam tranſactum, prætereaque eorum præcluſiones enecatæ ſublatæque penitus ſint. Suæ Majeſtatis Sueciæ autem ejusdemque Domini Patrui Prætenſio per Pacta inſuper eandem Suam Regiam Majeſtatem, Serenitatem Suam Electoralem & Sereniſſimum Ducem Neoburgicum die 6. Maii Anno 1665. inita, Art. 9. ſalva & integra manſerit & adhuc ſit; ita Serenitas Sua Electoralis pro ſe, & Succeſſoribus & Hæredibus ſuis Maſculis hoc ipſo declarat, nullum unquam ullo modo afferre debere præjudicium Sac. Reg. Majeſt. ejusdemque Domini Patrui prætenſioni, quæ ipſis circa dictam Juliacenſis Succeſſionis cauſam competit, eò quod Sac. Reg. Majeſt. Succeſſores Reges Regnumque Sueciæ pro Ser. S. Elect. Ducatu Cliviæ, & Comitatu Marca & Ravensberg juxta Fœdus defenſivum hodie concluſum & ejus Articulos in ſe ſusceperit & pollicita ſpecialius ſit Guarantiam. Quemadmodum quoque Articulus 9. Pactorum die 6. Maii anno 1668. initorum majoris Securitatis & certitudinis ergò verbo tenus hic repetitus ſit & huic Articulo inſertus habetur.

In cujus fidem Nos Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ Ablegati & Nos Suæ Serenitatis Electoralis Brandenburgicæ Commiſſarii, hos Articulos ſeparatos manibus noſtris ſubſignavimus & ſigillis noſtris communivimus. Actum Coloniæ ad Spream die 1. Decembr. Anno 1673.

(L.S.) C. Mardefeld. (L.S.) Ottho L.B. à Schwerin.
(L.S.) B.C. Wangelin. (L.S.) Laur. Chriſt. Somnitz.
(L.S.) Fredericus de Jena.

CXVII.

14 Janv.

L'Empereur, et l'Electeur Palatin.

Articles d'Alliance propoſez entre **Leopold** *Empereur, & l'Electeur* **Palatin.** *A Vienne, le 14. Janvier 1674.* [Manuscrit.]

In nomine Sanctiſſimæ & Individuæ Trinitatis, Patris, Filii & Spiritûs Sancti. Amen.

NOtum ſit quod cum à Sua Sacrâ Cæſareâ Majeſtate ſua Celſitudo Electoralis Palatinatus Rheni per Dominum Joannem Fridericum Sciller ſuum Secretarium, Status Conſiliarium, Plenipotentiarium, & Deputatum expreſſum ad Aulam Cæſaream ſubmiſsè petierit promptam operam & præſens Auxilium in ſtatu deplorato, in quo verſatur ſua Domus Electoralis tot adflicta ruinis, multis damnis ſibi illatis, cum ab Exercitu Gallico ſub Ductu Vice-Comitis Turrenil, cum à Præſidio Gallico Philipsburgi, aliiſque Confœderatis Galliæ Præfectis Copiarum & Officialibus, cum etiam ut obviam iretur ulteriori deſtructioni extremoque excidio, quod ab iiſdem Copiis & Confœderatis immineret; cumque perpendiſſet Sua Sacra Cæſarea Majeſtas non alio fine arma ſe anno præterito in imperio moviſſe, quam ut conſervaret maximè Weſtphalica Pax, & Clivienſis, utque adeſſet Sacra Cæſarea Majeſtas fortiter Electoribus, Principibus, & Ordinibus oppreſſis, & injuria armorum externorum vi prægravatis, iiſque adeò Dominiorum ſuorum reſtitutionem procuraret, ſed imprimis ut Imperio Romano priſtina quies, & Weſtphalicæ Pacis tanta omnium utilitate reſtitutæ ſeu inſtauratæ obſervantia redderetur, eò libentiùs ſe ſuper hac inſtantia ſuæ Celſitudinis Electoralis Sacra Cæſarea Majeſtas declaravit, ut exhibeat quo ſit animo ad præſtanda ea, quæ ſive ſua Dignitas Imperialis, ſive obligationes dictæ Celſitudinis Electoralis verſus ſuum primum ac ſupremum Dominum requirunt., tum etiam cura, quam gerit pro toto Imperio, nec non pro dictis Tractatibus Pacis, Capitulationibus in ſua Electione juratis, aliiſque Conſtitutionibus Imperialibus, & Ordinibus vindicandis, quibus ut & affectu, confidentiâ, propenſioneque ſua ſingulari in dictam Celſitudinem Electoralem permota Sacra Cæſarea Majeſtas mandavit ſuis infraſcriptis Conſiliariis Status ut cum dicto Domino Sciller communicarent uterque, deinde poſt habitas fidas collationes & conferentias, de ſequentibus Articulis conventum eſt

I. Promittit Sacra Sua Cæſarea Majeſtas ſe quàm primum ad requiſitionem dicti Domini Electoris duo millia Peditum & quingentos Equites ſub Imperio & Ductu Officialium Germanorum eſſe ſubmiſſuram, quæ quidem Copiæ atque Officiales, ſecundum præſentis Tractatus Leges, præter Sacramentum, quo jam Sacræ Suæ Cæſareæ Majeſtati tenentur, ſeſe novo Sacramento dictæ ſuæ Electorali Celſitudini obſtringent, quo tenebuntur quamdiu in ejus Ditione manebunt, jamque ſuper ea re ordines neceſſarii ad Ducem de Bournonville tranſmiſſi ſunt.

II. Dictæ Copiæ non revocabuntur ſine prævia participatione conſenſuque ſuæ Celſitudinis Electoralis ad quam ſpectabit earum Imperium, quamdiu in ſua Electorali Ditione (ut ſupra jam memoratum eſt) manebunt, & omnis Juriſdictio in ipſas Officialesque Cæſareos, quemadmodum in pari caſu fieri ſolet, qui quidem Officiales in bonum commune & ſecundum Militiæ Leges ac maximè ad dicti Electoratus defenſionem Subditorumque tuitionem dictæ Celſitudinis Electoralis promptam obedientiam præſtabunt, ipſique abſolutè in iis, quæ juſſerit prohibueritve morem gerent, quin etiam & dictæ Celſitudini Electorali ſeverè in ipſos animadvertendi militeſque ſubordinatos caſtigandi jus erit, ſi alicubi damnum intulerint, qui ſcilicet Officialis illud ipſum illatum damnum reſarcire ac pro eo dictæ Celſitudini Electorali ſatisfacere tenebuntur. Et viciſſim non remittentur dictæ Cæſareæ Copiæ à ſæpius memorata Celſitudine Electorali ſine prævia participatione conſenſuque Sacræ Cæſareæ Majeſtatis quibus cum non amplius ſe habere judicaverit huc dictæ Sacræ Cæſareæ Majeſtati ſignificandum curabit ejuſque ulteriorem deliberationem & conſenſum expectabit.

III. Curabit Sacra Cæſarea Majeſtas dictis duobus millibus quingentis, tum Peditibus, tum Equitibus ſuis ſumptibus ſubſiſtentiam exactè ſubminiſtrari, exceptis, quas vocant utenſiliis, vino, cereviſia, & pabulis ſive commeatu, quæ omnia ultro ſua Celſitudo Electoralis obtulit abſque ullis Suæ Sacræ Cæſareæ Majeſtatis expenſis, donec ſtabilitæ fuerint contributiones, quæ ab iis à quibus prætendi merito poſſunt exigentur & in ſuſtentationem, tum dictarum Cæſarearum Copiarum, tum earum, quâ jam dictæ Celſitudini Electorali Militum, tum earum etiam quæ ſi caſus requireret à Sacra Cæſarea Majeſtate ſuiſque illo onere ſublevabitur. Contributionum quidem partitio fiet pro ratione utriuſque Partis Copiarum, à Deputatis utrinque, poſt ratihabitionem hujuſce Tractatus nominandis, eâ conditione, ut quæ ab ipſis concordata fuerint ad memoratam Sacram Cæſaream Majeſtatem perferantur, quæ cum ipſa rata habuerit exactè deinceps ultro citroque obſervabuntur.

IV. Si autem ita caſus tulerit, ut præter ſupradictum duorum millium Peditum & quingentorum Equitum numerum majoribus Copiis Celſitudo ſua Electoralis opus habuerit, hunc majorem numerum ad ſæpius dicti Electoris requiſitionem reique poſſibilitatem quamprimum Sacra Cæſarea Majeſtas ſubminiſtrabit, quodque ad Imperium & Juriſdictionem dictarum Copiarum attinet expreſſa primo & ſecundo hujus Tractatus Articulo ac deinceps concordanda locum habere intelligentur: Inſuper autem Sacra Cæſarea Majeſtas in id nulla interpoſitâ morâ incumbet, ut Circuli Franconiæ Sueviæque atque alii Imperii Ordines parata auxilia, uti jam propoſitum eſt, dicto Domino Electori mittenda habeant, majoraque, ubi caſus id requirere videbitur.

V. Ad ſublevandam ſuam Celſitudinem Electoralem gravi tot ſumptuum quos ſuſtinet onere Sacra Cæſarea Majeſtas ſolvendam Francofurti ad Mœnum, in partem quinquaginta millium Talerorum Imperialium, quæ vigore Tractatuum Weſtphalicorum & ſubſequentis Receſſûs Norimburgici prætendit ſua Celſitudo Electoralis viginti quinque millium Talerorum Imperialium ſummam numerari curabit, ubi prius tamen hujus Tractatus ratificatio à dicto Sereniſſimo Electore tradita fuerit, ex ipſiuſque ordine publicatæ Avocatoriæ Litteræ ad revocandos omnes Feudatarios Vaſſalloſque Subditos ac dependentes dicti Electoratus Palatinatus, qui in Galliæ aut ſub ipſius Confœderatis Stipendia faciunt, conſignatæque fuerint Sereniſſimi Electoris Litteræ ſeu Patentes, quibus Subditis ſuis injunget, ut Galliæ ejuſque Confœderatis quam maximum poterunt damnum armis inferant; Reliqua verò viginti quinque millia Talerorum Francofurti quoque ad Mœnum ſtatim ac Bello dictam Coronam Galliæ ejuſque Fœderatos ſua Celſitudo Electoralis petierit, in præſenti numerabuntur.

VI. Suſcipit Sacra Cæſarea Majeſtas Sereniſſimam Celſitudinem Electoralem totam ipſius Domum Electoralem Electoratumque, & Ditiones omnes in ſuam ſingularem protectionem, tutelam, & patrocinium, iiſque continuo ac quantum in ſe erit favebit, dabitque quàm primùm Generalibus ſuis ordines præſenti rerum ſtatui, neceſſitatique ac maximè periculo, in quo verſatur ſua Celſitudo Electoralis quam maximè convenientes, neque verò poterunt Sacra Cæſarea Majeſtas aut Sereniſſima Celſitudo Electoralis Pacem, Armiſtitium, vel Inducias cum Galliâ, ejus Fœderatis aliiſve hoſtibus ſine mutuo utriuſque conſenſu tractare aut eo modo ut alterutra Pars excludatur, quæ tunc è contra ſua conſilia conferent invicem, conjunctimque, omnique fiduciâ majore adlaborabunt, hâc tamen adhibitâ cautione, quod neutra ambarum Partium teneatur æquas atque honeſtas Pacis conditiones, ſi offerrentur, recuſare, & quidem Sacra Cæſarea Majeſtas ita comprehendi ſuam Celſitudinem Electoralem ejuſque Domum Electoralem in Tractatu Pacis curabit, ut quidquid ipſi per Inſtrumentum Pacis Weſtphalicæ aſſignatum fuerat, reſtituatur, in idque etiam pro parte ſuâ incumbet, ut damna nuper à Galliâ ejuſque Fœderatis dictæ Celſitudini Electorali illata reſarciantur.

VII. Hoc etiam modo ſua Celſitudo Electoralis ſubjicit Mediationi Suæ Cæſareæ Majeſtatis vertentes cum Electoribus Moguntino ac Trevirenſi, & Duce Lotharingiæ controverſias, recepitque donec eæ dirimantur quietè ſe & amicè cum dictis Electoribus confinibuſque Principibus victurum, Quod ſuſcepit clementer ac perbenignè Sacra Cæſarea Majeſtas quæ nihil omittet, ut eædem controverſiæ mediante ſuâ interpoſitione quamprimum fieri poterit, amicabiliter inter ipſos componantur ac terminentur, ita ut ſua cuique prætenſiones ſuumque jus maneat illibatum.

ANNO 1674.

VIII. Præter ea quæ hue usque allata ſunt, ſtatuit Sacra Cæſarea Majeſtas ea omnia quæ ad Dignitatem, utilitatemque ſuæ Celſitudinis Electoralis ejusque Domûs Electoralis ſpectabunt quantum in ſe erit, promovere quod id ipſum ſua Celſitudo Electoralis erga ſuam Cæſaream Majeſtatem præſtabit.

IX. Spondet viciſſim ac promittit ſua Celſitudo Electoralis partes Sacræ Cæſareæ Majeſtatis ejusque Confœderatorum in Imperio, ratihabito hocce Tractatu, ſe amplexuram ſeque in ejus favorem apertè declaraturam, Cæſareisque Copiis ſuos Equitatus Peditatusque, tum quas Stipendiis ſuis alit, tum etiam ſuæ Ditionis militias quam maximo poterit numero (munitis ſufficienti Præſidio ſuis Urbibus ac Fortalitiis) ſe conjuncturam, cum quibus contra Galliam ejusque Confœderatos & Adhærentes ad primam Sacræ Cæſareæ Majeſtatis requiſitionem aperto Bello ſive conjunctim ſeu ſeparatim, prout è re eſſe judicabitur, impetum faciet, neque ſolummodo nulli Fœderi inſenſo Suæ Cæſareæ Majeſtati dicta Celſitudo Electoralis adhærebit, verum etiam totis viribus ſe periculoſis conſiliis aut machinationibus, quas quis moliri poſſet in Imperio opponet, munietque Inſtructionibus & Facultatibus, quos habet Ratisbonæ, aliisque locis Legatos ac Miniſtros, quo ſanctiſſimam Suæ Majeſtatis mentem pliſſimaque conſilia conjunctim promoveant.

X. Utetur ſua Celſitudo Electoralis dictis duobus millibus, & quingentis hominibus ſuſcepto ab ipſis Juramento fidelitatis, tum in ſuis Fortalitiis, tum in aliis Ditionum ſuarum partibus, prout ratio Belli permittit, eorumque imprimis ſecuritati ac conſervationi proſpiciet diligenter, & invigilabit.

XI. Quo autem Suæ Cæſareæ Majeſtatis ſecuritati aliquo modo caveatur, conſignabit ipſi ſua Celſitudo Electoralis Ghermersheim, ita ut in hanc Arcem & Urbem poſſit ſua dicta Cæſarea Majeſtas idoneum Præſidium introducere ſuis ſuſtentandum expenſis & ſumptibus, ita ut nulli ſit oneri, aut moleſtiæ Civibus à quibus nullæ poterunt contributiones exigi. Manebit Sereniſſimæ Celſitudini Electorali redituum ſuorum Dominialium libera perceptio, rerumque Civilium, Politicarum, & Eccleſiaſticarum adminiſtratio. Dictum verò Præſidium Civitatem tuebitur contra Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Imperiique hoſtes, ſeque tum conatibus publicis, tum privatis fraudibus doliſque opponet, obſervabit exactè, coletque cum proximis Gubernatoribus Officialibusque Electoralibus concordiam & correſpondentiam, & quietè vivet cum ejusdem Civitatis Incolis, ac Pace tandem concluſâ, educetur, nullâ interpoſita morâ Præſidium, ac ſine ulla compenſatione dicta Civitas ſuæ Celſitudini Electorali ipſaque deficiente Hæredi ipſius Comiti Palatino conſignabitur ac omnino reſtituetur.

XII. Requirente id neceſſitate Belli ac ratione, concedet ſua Celſitudo Electoralis ante præmonita liberum tranſitum reditumque, ſive paſſus ac repaſſus in Electoratu, aliisque ſuis Ditionibus Exercitui Suæ Cæſareæ Majeſtatis ejusque & Confœderatorum commoda, quantum in ſe erit, ſtratis Pontibus, aliisque præſtitis, quæ in ejusmodi tranſitibus fieri ſolent, nec non etiam pro commeatu adhibita cura promovebit, non diſcedatur quantum fieri poterit ab itinere à ſua Celſitudine Electorali conſtituto, obſervetur ubique exacta Diſciplina, juxta Conſtitutiones Imperiales, à quovis exceſſu, direptione, aut exactione militari, caveatur, ſolvatur è contra æquo pretio quidquid fuerit à dicta Celſitudine Electorali ejusve Subditis in uſum dicti Exercitus ſubminiſtratum.

XIII. Caſu verò, quod dictus dictive Exercitus retroducere adigerentur, liceat ipſis ſub ipſis Arcibus ac Fortalitiis dictæ Celſitudinis Electoralis ſe recipere.

XIV. Promovebit quatenus in ſe Subditisve ſuis erit ſua Celſitudo Electoralis quæ ad comportandos aſſervandosque Commeatus, ſive Magaſenos erigendos conducere poterunt, emptione ſcilicet victuum, aliarumque rerum comportatione, & advectione quæ Exercitibus Sacræ Cæſareæ Majeſtatis & Confœderatorum in Imperio uſui eſſe poſſunt, ubivis illi reperiantur, eâ tamen Lege, ne hujusmodi prætextu vectigalium fraus fiat, cui ut occurratur, quos dabunt Generales Cæſarei Salvos Conductus, ſeu Paſſeportus propria manu ſubſignabunt, Sigilloque munient, deſcripto numero expreſſaque quantitate rerum, ad ſubſiſtentiam Cæſarei, Fœderatorumve Exercitus tranſmittendarum; atque advertatur imprimis ne quidquam ab iis comprehendatur, quod ad Chriſtianos Hebræosve, qui Mercimonia inferunt asportantve, pertineat, pro quibus eſt ab ipſis conſtitutum Vectigal ſive Gabella exſolvendum, concurret autem fideliter dicta Celſitudo Electoralis aderitque ubi agetur de defenſione & conſervatione Regnorum, Principatuum, Statuumque Sacræ Cæſareæ Majeſtatis & maximè Provinciarum Auſtriæ ſuperioris & inferioris atque ad oppugnandam unam pluresve hoſtium Arces, aliasque Militares expeditiones ſuſcipiendas in ſua vicinia, tot ſubminiſtrare majora Tormenta, quot ſine evidenti propriarum Arcium periculo poterit; & de cætero omnem opem ferre omnimodamque aſſiſtentiam præbere tenebitur.

XV. Copiis Gallicis, aut Galliæ Fœderatis, nec tranſitum, nec receptum dabit Terrâ vel Aqua, nec Victus, Munitiones aut Navigia, ſeu Cymbas, ſeu Barcas, imò verò iis ſe totis viribus opponet, & quidquid eò pertinebit impediet ſubvertetque.

XVI. Durabit præſens Fœdus per decem annos, etiamſi Pax intereà ſequeretur, atque hoc finito temporis ſpatio liberum erit cuilibet Partium ipſum renovare, liceat ſingulis Cæſareæ Majeſtatis Confœderatis hocce etiam Fœdere includi, ſi velint, ſi verò præter ſpem omnem Bellum denuo contra Galliam ejusque Fœderatos moveatur aut Sacra Cæſarea Majeſtas & ſua Celſitudo Electoralis earumve Fœderati ab ipſa Bello petantur, aut in aliquod periculum adducantur, moleſtiâve ratione præſentis Fœderis, aut aliâ quavis causâ afficiantur, ſine ulla ulteriori hujusce Tractatus renovatione durare adhuc ille effectumque ſuum ſortiri, nec non ambæ eodem modo obligatæ invicem Partes intelligantur, ad cujus certiorem notitiam, firmioremque obſervantiam præſens Tractatus à Plenipotentiariis Sacræ Cæſareæ Majeſtatis & ſuæ Celſitudinis Electoralis propriâ manu ſubſcriptus Sigilloque munitus eſt, & traditis ultro citroque expeditis in id exemplariis, promiſerunt invicem Ratihabitionis Inſtrumenta Dominis ſuis intra trium ſeptimanarum ſpatium, atque etiam prius, numerandum ab hac die, tranſmittenda. Viennæ die 14. Januarii 1674.

Subſignatum,

RAYMUNDO *Conte di* MONTECUCULI,
GIO PAOLO HOCHER,
GIO FEDER. SEILLER.

CXVIII.

$\frac{16}{26}$ Janv.

Defenſiv-Allianz zwiſchen Jhro Kayſerl. Mayeſt. Leopold den I. und Chriſtian den V. Konig in Dennemarck/ zu beveſtigung der anno 1672. den $\frac{12}{22}$. Septemb zwiſchen Jhnen und andern Teutſchen Fürſten eingegangenen Defenſiv-Allianz. Geſchehen zu Coppenhagen den $\frac{16}{26}$. Januarii 1674. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

C'eſt-à-dire,

Alliance Defenſive entre LEOPOLD I. *Empereur des Romains*, & CHRISTIAN V. *Roi de Dannemarc pour le renouvellement de celle qu'ils avoient faite le $\frac{12}{22}$. Septembre 1672. entr'eux-mêmes, & avec quelques autres Princes de l'Empire. A Coppenhague le $\frac{16}{26}$. Janvier 1674.*

Zu wiſſen ſey hiemit/ daſs die Röm. Kayſ. auch zu Hungarn und Böheim Konigl. Mayeſt. ingleichen die zu Dennemarck und Norwegen Konigl. Mayeſt. Jhre Churfürſtl. Durchleuchtigkeit zu Brandenburg/ der Herren Georg Wilhelms und Herren Rudolph Auguſti/ Hertzogen zu Braunſchweig und Lüneburg/ dann auch der Frauen Land-Gräfin und Regentin zu Heſſen-Caſſel/ Fürſtl. Fürſtl. Fürſtl. Durchleucht Durchl. Durchl. in anſehung der jetzt gefährlichen Conjuncturen, und zu erhaltung ihrer ihnen von Gott anvertrauten Land- und Leüthe vor allen unbilligen gewalt/ in guter Ruhe und Frieden/ durch Jhre mit genugſamer Vollmacht und Instruction in die Stadt Braunſchweig zuſammen-geſchickte gewiſſe Räthe und Abgeſandte/ noch unterm dato den $\frac{12}{22}$. Septemb des jungſt verfloſſenen 1672 Jahrs ein gewiſſes Fœdus defenſivum mit einander eingegangen/ und ſelbiges hernach die geſambte Allerhöchſt, und höchſte Herren Prin-

Principalen und Frau Principalin allerſeits ratificiret haben; Nachdem ſich aber inzwiſchen die gefährliche Conjuncturen nicht allein nicht gebeſſert und nachgelaſſen / ſondern es vielmehr das anſehen gewonnen / als wann auch die jenigen / ſo davon am weiteſten entfernet / und ſich dieſes weit ausſehenden Kriegs am meiſten zu enteuſſern jederzeit geſuchet / dannoch wider ihren willen darinn eingeflochten werden möchten; Als haben allerhöchſtged. Ihre Kayſ. Majeſt. und die zu Dennemarck Norwegen Königl. Majeſt. eine hohe notturfft zu ſeyn ermeſſen / Ihre reſpective Extra-ordinair-Ambaſſadeur und Commiſſarien, den Hoch- und Wolgebornen Ihrer Kayſerl. Majeſt. Reichs-Hoff-Rath und Cämmerern Herrn Gottlieb / Grafen von Windiſchgrätz / Freyherrn zu Waldſtein und im Thal / Herrn auff Trautmansdorff / Obriſten Erb-Stall-Maiſtern in Steyer / Rittern / und den Wolgebornen Ihrer Königl. Majeſt. Cantzlern und Geheimbden- und Etats-Rath / Præſidenten im Cantzley-Collegio, Ambtmann über Hadeland / Kummerige Buſcherude und Ringeriges Ambter / Herrn Peter Retz / zu Polsgard / Rittern. Den Hoch- und Wolgebornen / Ihrer Königl. Majeſt. Reichs-Cantzleen und Geheimbden- und Etats-Rath / Ambtman über Tonsberg-ambt / Herrn Peter Greiffenfeld / Graffen zu Greiffenfeld / Rittern / den Wolgebornen Ihrer Königl. Majeſt. Geheimbden Rath / Reichs-Marſchallen / Aſſeſſorn im Collegio Status und höchſten Gericht / Stiffts-Ambtmann über das Seeländiſche Stifft / auch Ambtmann über Coppenhagen und Roſchilde-Ambter / Herrn Johann Chriſtoph von Korbitz zu Hellerup / Rittern / den Wol-Edlen Ihrer Kön. Majeſt. Cantzley-Rath / Aſſeſſorn im Collegio Status, und höchſten Gericht / auch Etats- und Commer-Secretarium Conrad Biermann / an dero Königl. Hof hier zu Coppenhagen in Conferentz tretten zulaſſen / damit ſie nicht allein von der erläuterung und erklärung / ſondern auch von würcklicher und nachdrücklicher Execution beſagtes im vergangenen Jahr getroffenen Fœderis handlen und zugleich ſchlieſſen möchten / welche ſich dann darauf nach beiderſeits gegeneinander ausgewechſelten Vollmachten und gehaltener ein- und anderer Conferentzen / nachſtehender Articuln, bis auf allergnädigſte Ratification von dero allerhöchſt-benannten Kayſerl. auch zu Dennemarck Norwegen Königl. Maj. Maj. verglichen / und

I. Soll es bey beſagten vor einem Jahr ſchon getroffenen Fœdere defenſivo, ſo weit demſelben durch dieſe gegenwärtige Bündnus nicht derogirt, allerdings verbleiben und ſelbige in allen ſeinen zwantzig Puncten feſtiglich gehalten werden.

II. Dahero man ſich in Gottes Namen einmüthig reſolviret, zu manutenirung bedeuteter Alliance die kräffte zuſammen zuſetzen / damit das Röm. Reich von allen weitern Feindlichen einbruch errettet / wider den Münſteriſchen Friedenſchluß ferner nichts gehandlet / der beyden höchſten Allirten Erb-Königreich und Landen / wie auch der geſambten Bunds-Verwandten ſicherheit beſtermaſſen conſerviret, und mithin ein ſicherer beſtändiger Univerſal-Frieden umb ſo viel ehender wieder reſtabiliret werde.

III. Zu welchem ende Ihre Kayſerl. Majeſt. und die zu Dennemarck Norwegen Königl. Majeſt. hiemit verſprechen / daß in beſagter Alliance zu der geſambten Bunds-Verwandten / und auch eines jeden defenſion in particulari übernohmenes quantum, der neuntauſent Mann / als dreytauſent zu Pferd und ſechstauſent zu Fuß mit einer convenablen Artillerie ſtets in bereitſchafft zuhalten / auch in dero Erb-Königreich und Landen / an denen ohrten zuverlegen / von dannen beſagte Trouppen ohne langen auffenthalt / auf erſuchung des beleydigten und ſolcher Hilffe benöthigten mit-Allirten / alſobald zuſammen gezogen / und zu Felde gebracht werden können.

IV. Wober dann ferner beide höchſte Allirte ſich verglichen / daß ſo lange ſie beyderſeits mit einer ſolchen Macht einander ſecouriren, ein Allirter von dem andern aus keinem andern Fœdere einige Völcker zufordern befugt ſeyn ſoll.

V. So viel die Kriegs-operationen anbetrifft / da ſollen ſolche unter denen mit-Confœderirten vertreulich verglichen / und von jedem das jenige / was auf ihne kombt / zu beſtimbter zeit / mit aller Macht und kräfften / männlich und tapffer vollzogen werden.

VI. Ratione der von einem und anderen eroberenden Plätzen und Landen / ſoll es bey dem jenigen verbleiben / weſſen man ſich des fals / in deme im vergangenen Jahr geſchloſſenen Fœdere defenſivo §. ſolte man ꝛc. verglichen / jedoch daß ſolches nur von den fällen zuverſtehen ſein ſoll / wann der Allirten Trouppen conjunctim an einem ohrt agiren.

VII. Dabey doch bedungen worden / was die zu dem Röm. Reich gehörige ohrter / und die darinnen begriffene Religionen und Geiſtlichkeit anbetrifft / daß das jenige / was diß orths in dem Weſtphäliſchen Frieden begriffen / gehalten / und alles quo ad punctum Religionis in gegenwärtigem ſtand gelaſſen werden ſoll. Zu dem ende auch keine veränderung oder verminderung weder in denen Stifftern noch an der Religion verſtattet / ſondern ſelbige bey dem Röm. Reich und der in ſelbigen ohrten obhandenen nicht allein Cathol. ſondern auch andern Religionen / wie ſich dieſelbe anjetzo befinden / erhalten / wie auch die Jura Electionis, ſo dem Thumb- und andern Capitul zuſtändig keines wegs turbiret, ſondern ſie da bey ruhig gelaſſen und geſchützet werden ſollen.

VIII. Soll kein theil ohne verwiſſen und einwilligung des andern / weder etwas groſſes noch hauptſächliches vornehmen / noch einigen Frieden oder anſtand der Waffen tractiren, weniger aber Frieden ſchlieſſen / oder einigen anſtand der Waffen machen / ſondern alles communicato conſilio & communi conſenſu thuen / auch ehender keinen Frieden eingehen / es ſeye dann jedem alles das / ſo nach dieſer Bündnus einem oder andern abgenohmen / wiederumb reſtituiret, und ein jeder in dem alten ſtand / in welchen er bey ſchlieſſung dieſer Bündnus geweſen / geſetzet / und dem beleidigtem ſeine billigmäſſige ſatisfaction und ſicherheit ſoviel immer möglich / wiederfahren.

IX. Iſt aller Fleiß anzuwenden / damit Ihr der Bunds-Verwandten Land und Leuthe mit den Durchzügen / Contributionen und ſonſten möglichſt verſchonet werden.

X. Sonſten bleibt die ſache wegen der Juriſdiction und Commando über dieſe Völcker / wegen deren Durchzug und Verpflegung / des modi aſſiſtendi, wegen beſtellung eines Kriegs-Raths und ſonſten bey deme / was in beſagten im vergangenen Jahr geſchloſſenen Fœdere gemeldt und veranlaſſet worden.

XI. Wann auch ein- und andern Potentaten und Ständen in dieſe Bündnus mit einzutretten gefallen ſolte / ſolches mit einmüthiger verwilligung und belieben der hohen Bunds-Verwandten geſchehen / darüber handlung gepflogen / und die Conditiones deren man ſich vergleichen mag / dieſem Receſs-Revers beygefüget werden.

XII. Soll dieſe Bündnuß denen vorigen Fœderibus, ſo beide höchſte Allirte entweder unter ſich / oder mit dem Staat der Vereinigten Niederlanden bereits haben / keines wegs præjudicieren, ſondern es ſollen dieſelbe ſo ferne in Ihren vollkommenen vigore bleiben und gelaſſen werden / in ſo weit ſie dieſem nicht zu wider / und hier in einem und andern extendiret, oder ſonſten geendert und vermehret worden.

XIII. Und dieſem nach ſoll dieſe Bündnuß von dato dieſes Receſſus drey nach einander folgende Jahr ſtehen / und unverbrüchlich gehalten / auch der höchſten Bunds-Verwandten Ratification durch gewiſſe hierzu Deputirte inner Monatsfriſt allhier in Coppenhagen eingebracht / oder durch der zu Dennemarck Norwegen Königl. Majeſt. an Ihrer Kayſ. Maj. Hof habenden Miniſtrum Lilienkron inner jetzt beſagter zeit allda ausgewechſelt werden / und bleibe dabenebens zu der Hohen Bunds-Verwandten gefallen und gutbefinden geſtellet / ob ſie dieſe Bündnuß prorogiren, und zu ſolchem ende noch vor ablauff der drey Jahren eine zuſammenkunfft und handlung veranlaſſen wollen.

Deſſen zu Urkund / iſt dieſer Receſs von anfangs allerhöchſtged. Ihrer Kayſ. und Königl. Majeſt. Majeſt. reſpective Herren extraordinair-Ambaſſadeur und Herren Commiſſarien unterſchrieben und beſiegelt worden. So geſchehen in Coppenhagen den $\frac{6}{16}$. Januarii Anno 1674.

Gtth. von Windiſchgrätz. (L. S.)
P. Retz. (L. S.)
Greiffenfeld. (L. S.)
Jchr. V. Korbitz. (L. S.)
C. Biermann. (L. S)

Articuli Secreti.

Zu wiſſen / Als zwiſchen der Röm. Kayſerl. auch zu Hungarn und Böheimb Königl. Majeſt. eines / und Ihrer Königl. Majeſt. zu Dennemarck Norwegen andern theils zwar unter heutigen Dato ein gewiſſer Receſs, zu erleuter- und vermehrung des den $\frac{1}{11}$. Sept. verwichenen 1672. Jahrs zu Braunſchweig aufgerichteten Fœderis von denen hierzu beederſeits bevolmächtigten / und in ermeldtem Receſs benenten reſpective Kayſerl. und Königl. Herrn Extraordinair-Ambaſſadeur und Hochl. Miniſtris unterſchrieben; Und dabey aber von letzbeſagten Kayſerl. Herrn Extraordinair-Ambaſſadeur urgiret worden / daß Ihre Königl. Majeſt. zu Dennemarck Norwegen nicht allein von Erleuter: erklär: Vermehr: und extendirung obbeſagten Braunſchweig. Fœderis handlung pflegen / ſondern ſich jetziger conjuncturen halber etwas näher heraus zu laſſen belieben möchten: Als haben jetz höchſtged. Königl. Majeſt. zu mehrer Bezeugung ihrer zu Ihro Kayſerl. Majeſt. und dero geſambten höchſtlöbl. Hauß Oeſterreich tragender affection, und für das gemeine weſen führenden vorſorge / zumahlen auch beide Herrn Hertzogen von Braunſchweig Lüneburg Zell und Wolffenbüttel ohne dem bey dem proponirten project kein gröſſeres bedencken gefunden / als die herbeytrettung Ihrer Königl. Majeſt. und die Richtig-machung der Subſidien / auch deſſfals dem gemeinen weſen zum beſten an ſich nichts erwinden laſſen wollen / geſtalt man ſolchem nach ſich hierunten geſetzter Secret Articlen einmüthig unter einander verglichen / und zwar

So bleibet es erſtlich allerdings allein bey dem zu Braunſchweig in dem Haubt-Receſs angezogenen Fœdere defenſivo in allen ſeinen 20 Puncten / ſo ferne denſelben durch heutigen Haubt-Receſs, oder dieſe Secret Articul nicht derogirt wird / und wird auch ſelbiges nicht allein auf den Oſnabrugg und Münſteriſche Frieden verſtanden / ſondern auch auf die manutenir: und Garantirung des Cleviſchen Frieden-Schluſſes ausdrücklich mit erſtrecket / dahero man ſich in Gottes Namen für das

Andere einmüthig reſolvirt, bedeute Friedenſchlüſſe auf alle weis zu mainteniren / und zu ſolchem ziehl die kräfften zuſammen zu ſetzen / bloß darumb / damit dadurch das Röm. Reich von allen weitern Feindlichen Einbruch errettet / die General-Staaten wieder beſagten Cleviſchen Frieden nicht beſchwehret / und mithin ein ſicherer beſtändiger Univerſal-Friede umb ſo viel ehender wiederumb reſtabiret werde. Doch mit dem Vorbehalt und außdrücklicher Bedingnuß / wenn nebſt Ihro Kayſerl. Majeſt. die Cron Spanien / wie es nun ſchon geſchehen / noch ferners bey dieſer gemein-nützigen Sache unausgeſetzt verbleibet / und dero Waffen agiren laſſen / auch die General-Staaten ſich ſolcher geſtalt dahin verſtehen mögen / wie die Sachen zwiſchen Ihro Königl. Majeſt. und ihnen allhier in Coppenhagen jüngſthin in einem und andern fall allſchon verglichen / und wann ſich auch darüber noch ferner wird vergleichen können.

Drittens verbinden ſich Ihre Königl. Majeſt zu Dennemarck Norwegen daß gleich wie Ihre Kayſerl. Majeſt. Ihrer ſeits mit einer Armee von 30000. Mann bereits zu reſtabilirung eines ſichern allgemeinen Friedens würcklich agiren / auch damit ſo lang dieſe Bündnus wehren wird / zu continuiren ſich verbunden; auch ſie das in denen mit Holland geſchloſſenen Tractaten übernommenes quantum derer 20000. Man ebenmeſſig zu Feld bringen / und nach genommenen concert mit denen übrigen höchſt und hohen Allirten damit ohne cunctiren vigoroſe operiren zu laſſen wollen / ſo bald entweder letztbeſagte mit Holland im Monath Majo jüngſthin aufgerichtete Tractaten ratificirt / und ratione Subſidiorum adimpliret worden / wie ſolches in ſelbigen Tractaten mit mehrern erwehnet wird / auch ſo lang dieſe Bündnuß dauret / mit obbeſagtem quanto zu continuiren; oder da auch dieſelbe ſolcher geſtalt / wie ſie allhier unterſchrieben worden / von Holland nicht ratificiret würden / daßjenige præſtiren / wie man ſich durch reaſſumirte Tractaten hierüber weiter wird vergleichen können / weswegen auch Ihre Kayſerl. Majeſt. bey denen General Staaten alle zulängliche officia anwenden wollen / damit wann oberwehnter Tractat, deſſen Ratification von denen General Staaten difficultiret wird / nicht zur perfection gelangen ſolte / die ſache dannoch auf einem oder anderen weg nach billigen dingen verglichen werden möge: Wann aber ſolches zu negotiren und abzuhandlen ſich etwa noch länger / als man wohl vermeynet / verziehen könte / und ein oder ander Eſtat über gegenwärtige Tractaten ſolche jalouſie und ombrage nehmen / daß dahero noch vor den völligen Schluß des gantzen werckes / dadurch leichtlich eines oder des anderen / der höchſten Confœderirten Leuth und Landen einige gefahr zugezogen werden möchte ſo verbinden ſich beyde höchſtged. Majeſt. Majeſt. daß im fall einer oder der ander von beyden höchſten Confœderirten auch zeit währender Handlung / und ehe entweder vorangeregte Hollandſ. Tractaten ratificiret / oder man ſich durch anderwertige reaſſumirte Tractaten auf einen oder anderen fuß wird verglichen haben / von jemand wer der auch ſey / in denen in dem Braunſchweigſ. Fœdere eingenommenen und mit-begrieffenen Erb-Königreich / und Landen auch ratione hujus Fœderis feindlich angegriffen werden ſolten / ſie einander nicht allein mit denen in dem heutiges tags geſchloſſenen publico Receſſu erwehnten neuntauſend Mann / ſondern auch mit mehrern und ſo groſſer Macht / als ſie immer werden aufbringen können / alſobald getreulich zu Hulffe zu kommen. Und obwohlen Ihre Kayſerl Majeſt. ferners vor andere nichts gewiſſes verſprechen können / ſo wollen ſie doch / ſo wohl bey der Cron Spanien / als denen Herren General Staaten (mittelſt nachdrücklicher remonſtration, wie ſchädlich und gefährlich es für das gemeine weſen ſeyn würde / wann Ihre Königl Maj. ſolcher geſtalt attaquiret werden ſolten) alle dienliche officia anwenden / damit wann ſelbige dieſer hierin gethaner declaration halber entzwiſchen auf ſolche Maas und Weis / wie hieroben gemeldt / von jemand / wer der auch ſeye / feindlich angegriffen werden ſolte / auch ſelbige mit einem gleichmäſſigen und möglichſten ſuccurs Ihro Königl Majeſt. zu Hulffe zu kommen / ſich diſponiren laſſen mögen.

Vierdtens verſprechen Ihrer Königl. Majeſt. zu Dennemarck Norwegen ſich auf alle weiſe dahin zu bearbeiten / damit des Hertzogen zu Braunſchweig-Lüneburg Hannover Fürſtl. Durchl. dieſer gemein-nützigen ſache mit beytretten / oder doch wenigſtens wieder dieſelbe nichts thätliches vornehmen möge.

Und ſollen beide hochſte Confœderirte dieſe neben-Articul nicht anderſt / als wann ſie dem Haubt-Receſs ſelbſten von Wort zu Wort ein verleibet wären / unverbrüchlich zu halten / und zu leiſten / auch zu dem Ende ihre Ratificationes darüber an zeit und Orth / wie in jetzt-beſagten Haubt-Receſs erwehnt / extradiren zu laſſen verbunden ſeyn. Wie dann auch im übrigen ſolche neben-Articul in höchſter geheim ſollen menagiret und ſecret gehalten werden.

Deſſen zu Urkund ſeind ſelbige von allerhöchſtgedachte Irer Kayſerl. und Königl. Majeſt. Majeſt. reſpective Herrn Extraordinair-Ambaſſadeurs und Herrn Commiſſarien unterſchrieben und verſiegelt worden. So geſchehen in Coppenhagen den 16. Januar. Anno 1674.

Ggrf. von Windiſchgratz. (L.S.)
P. Reeß. (L.S.)
Greiffenfeld. (L.S.)
J. Chr. V. Corbitz. (L.S.)
C. Biermann. (L.S.)

CXIX.

Traité de Paix entre CHARLES II. *Roi d'Angleterre & les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas. Fait à Weſtminſter le* $\frac{9}{19}$ *Février*, 1674.

$\frac{9}{19}$ Fevr.

L'ANGLETERRE ET LES PROVINCES-UNIES.

[Actes & Memoires des Negotiations de la Paix de Nimegue. Tom. I. pag. 606. d'où l'on a tiré cette Piecé, qui ſe trouve auſſi dans LONDORPII, *Acta publica*, Tom X. pag. 149. en Allemand, & dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XI. pag. 663. en Allemand.]

QUandoquidem, ut extingueretur funeſtum illud Bellum quod inter Ser. & Potentiſſimum Principem Dominum Carolum Secundum, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regem, fidei Defenſorem, &c. & Celſos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii nuper exortum etiamnum flagrat, non ſolum totius fere Chriſtiani Orbis ſuſpiria efflagitaverint, ſed præcipuè Sereniſſima Domina Regina Regens Hiſpaniæ, ex intuitu antiquæ illius neceſſitudinis & amicitiæ, quæ inter Coronas Britannicam & Hiſpanicam ſemper interceſſit, eo operam ſuam & curam adhibuit; ut diſſidiis omnibus inter Regnum Magnæ Britanniæ & Fœderati Belgii Provincias prorſus ſublatis Pax quantocius reſtitueretur, quumque prædicti Ordines Fœderati Belgii ſupra nominatum Sereniſſimum Dominum Magnæ Britanniæ Regem, tam per Literas ſuas quam per nuncia repetita flectere conati ſint, ut conditionibus Pacis aurem animumque accommodare vellet; atque ut pacifica Negociatio facilius feliciusque ad optatum exitum produceretur Illuſtriſſimo ac Excellentiſſimo Domino Petro Fernandez de Jouar & Velaſco, Marchioni de Freſno, Majeſtati Suæ Catholicæ à Cubiculis intimis & Sereniſſimi ac Potentiſſimi Principis Domini Caroli Secundi Hiſpaniarum, &c. Regis apud eundem Sereniſſimum Dominum Magnæ Britanniæ Regem Legato Extraordinario plenam Poteſtatem dederint, ut eorum nomine atque ex eorum parte Pacem pro iis cum præfato Sereniſſimo Domino Magnæ Britanniæ Rege tractaret & concluderet, toties memoratus Sereniſſimus Dominus Magnæ Britanniæ Rex, qui nonniſi firmæ ac duraturæ Pacis cauſa hoc Bellum primo ſuſcepit, interpoſitionem ſupradictæ Sereniſſimæ Dominæ Regentis Hiſpaniarum tanti fecit, ut deſideriis præmemoratorum Ordinum Generalium in hac parte libenter accedere voluerit, adeoque ad Pacis Tractatum inter Majeſtatem ſuam dictoſque Ordines Generales ineundum conficiendumque Deputatos Commiſſarios & Procuratores ſuos plena Poteſtate munitos nominavit & conſtituit perquam fidelem & perdilectum Conſiliarium ſuum intimum Heneagium Baronem Finck de Deventry, Magni Angliæ Sigilli Cuſtodem; perquam fideles & perdilectos ſuos intimos Thomam Vice Comitem Latimer, ſummum Angliæ Theſaurarium; Jacobum Ducem de Monmouth, Equeſtris Turmæ pro cuſtodia Majeſtatis Sacræ Capitaneum; Jacobum Ducem Ormondiæ, Hoſpitii Regis Seneſchallum; Henricum Comitem d'Arlington, primariorum Majeſtatis Sacræ Secretariorum unum; & perquam fidelem & prædilectum Conſiliarium ſuum intimum Henricum Coventry Armigerum, primariorum Secretarium alterum, qui quidem Commiſſarii ac Deputati cum præfato Domino Marchione de Freſno parem à prædictis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii Poteſtatem habente congreſſi, ac collocuti ſunt, in hæc demum Pacta, Capitula, atque Tractatus, & ſubſequentes Articulos concordibus animis mutuo conſenſerunt conveneruntque: videlicet,

I. Concluſum & conventum eſt, quod ab hoc uſque die ſit firma, ſincera & inviolabilis Pax, Unio & Amicitia inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Dominum Magnæ Britanniæ Regem, ac Celſos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii, eorumque reſpective Subditos tam intra quam extra Europam, omnibus utriuſque Partis Regionibus, Dominiis & locis quibuſcunque.

II. Et quo vera iſthæc Unio inter præfatum Sereniſſimum Dominum Regem Magnæ Britanniæ & dictos Dominos Ordines Generales citius effectum ſuum

fortiatur, conventum ab iis & concluſum eſt, quod immediate poſt promulgationem hujus Tractatus Pacis omnes actus hoſtilitatis ab utraque parte ſtatim prohibeantur, neque ullum Diploma, Commiſſio vel Inſtructio privatim vel publicè, directè vel indirectè, ab alterutra parte detur vel foveatur aut ullo modo permittatur, ad infeſtandum, aggrediendum, oppugnandum vel ſpoliandum alterius res, Dominia vel Subditos, verum è contrario Subditis utriuſque Nationis ſtrictè mandetur; ut ubivis locorum pacatè ſe invicem gerant & amicè.

III. Quoniam diſtantiæ locorum adeò variæ ſunt, ut mandata & directiones reſpective Superiorum ad omnes Subditos ſuos eodem tempore pervenire nequeant, viſum eſt, pro actibus hoſtilitatum, aut vi in utramque partem committenda, hoſce limites ſubſequentes ſtatuere, videlicet, quod poſt expirationem duodecim dierum publicationem hujus Tractatus proximè ſequentium nulla committatur hoſtilitas à termino in Occidentali Plaga Canalis Britannici vulgo *the Soundinghs* appellato uſque ad alterum terminum, qui *Naza* dicitur in Norvegia, neque poſt finem ſex ſeptimanarum à dicto termino *the Soundinghs* ad Civitatem uſque *Sungitanam*, uſque poſt finem decem ſeptimanarum in Oceano, Mari Mediterraneo vel alibi inter dictam Civitatem *Sungitanam* & *Æquatorem*, neque poſt finem octo Menſium in ulla Orbis Regione. Et quicunque actus hoſtilitatis poſt expirationem prædictorum terminorum, cujuſvis prioris Commiſſionis, Literarum repreſſaliæ aut ſimilium prætextu commiſſi fuerint, pro illegitimis habebuntur, atque ut publicæ Pacis violatores punientur.

IV. Prædicti Ordines Generales Unitarum Provinciarum debite, ex parte ſua agnoſcentes jus ſupra memorati Domini Magnæ Britanniæ Regis, ut vexillo ſuo in Maribus infra nominandis honos habeatur, declarabunt & declarant, concordabunt & concordant, quod quæcunque Naves & Navigia ad præfatas Unitas Provincias ſpectantia, ſive Naves Bellicæ, ſive aliæ eæque vel ſingulæ, vel in Claſſibus junctæ in aliis Maribus à Promontorio *Finis Terræ* dicto uſque ad medium Punctum Terræ *van Staten* dictæ in Norwegia quibuslibet Navibus aut Navigiis ad Sereniſſimum Dominum Magnæ Britanniæ Regem ſpectantibus, obviam dederint, ſive illæ Naves ſingulæ ſint, vel in numero majori, ſi Majeſtatis Britannicæ, ſive apluſtrum, ſive vexillum *Jac* appellatum gerant, prædictæ Unitarum Provinciarum Naves aut Navigia vexillum ſuum maliveſlicæ detrahentes ſupremum velum demittent, eodem modo parique honoris teſtimonio, quo ullo unquam tempore aut in alio loco antehac uſitatum fuit verſus ullas Maj. Britannicæ ſuæ aut Anteceſſorum ſuorum Naves ab ullis Ordinum Generalium ſuorumque Anteceſſorum Navibus.

V. Quandoquidem Colonia Surinam & Articuli ſuper ejuſdem deditione facti Anno 1667. inter Guilielmum Biam, tunc temporis illius Coloniæ Præfectum pro Sereniſſimo Domino Magnæ Britanniæ Rege, & Abrahamum Quirini pro ſupra dictis Ordinibus Generalibus in eorum executione multas differentiarum ac diſceptationum occaſiones dederint, multumque contribuerint malæ intelligentiæ, quæ inter Majeſtatem S. Britannicam & prædictos Ordines Generales nuper nata eſt, quo omnes errorum cauſæ in futurum penitus amoveantur, prædicti Ordines Generales per haſce præſentes concordant, & cum ſupra nominato Sereniſſimo Domino Magnæ Britanniæ Rege conveniunt, quod non ſolum prædicti Articuli plenam ſortientur executionem abſque ulla tergiverſatione vel æquivocatione, ſed etiam quod M. S. Britannicæ liberum erit unum aliquem aut plures eò deputare, qui conditionem Subditorum ſuorum ibi manentium explorent, & cum iis de tempore diſceſſus ſui conveniant. Quoque M. S. liberum erit; unam, duas vel tres Naves eo mittere, quæ M. S. Subditos una cum rebus, bonis & ſervis ſuis accipiant asportentque, quodque Præfectus, qui tum fuerit pro dictis Ordinibus Generalibus, nullam legem vel feret, vel exequetur, qua emptio & venditio Terræ, debitorum ſolutio aut bonorum commutatio, ullo alio modo ſe habeat ratione Anglorum, quam ſicut verſus omnes alios illius Coloniæ Incolas uſitatum fuit vel erit. Sed quod quam diu remanſerint iiſdem Legibus, & Privilegiis actiones intentandi pro eo quod ipſis debetur, ſolvendi id quod debent, pactaque, ſtipulationes & contractos faciendi fruantur quibus alii Incolæ communiter fruuntur; Et quandoquidem Maj. S. Britannica ſufficientes & authenticas Literas, ab Ordinibus Generalibus ad illius Coloniæ, Præfectum poſtulaverit, tam ut dicti Angli inde diſcedant, quam ut Naves eo (ſicut prædictum eſt) mittendæ admittantur: prædicti Ordines Generales intra certum temporis ſpatium in eum finem Deputato plenas & ſufficientes Literas atque Inſtructiones ad Præfectum illius Coloniæ tradent, tam ut ſinat dictas Naves libere appellere, quam in illas intrare Majeſtatis Subditos, qui illinc velle diſcedere profitebuntur, cum bonis & ſervis ſuis, eò tranſvehendos, quo Majeſtas Sua ſtatuerit.

VI. Concluſum & concordatum eſt, quod quæcunque Terra, Inſulæ, Oppida, Portus, Caſtella aut Fortalitia ab utraque parte capta ſunt, vel erunt ab altera parte ex eo tempore quo nuperum infelix Bellum erupit, ſive intra Europam vel alibi & ante expirationem terminorum ſupra poſitorum pro ceſſatione hoſtilitatis, priori Domino ac Proprietario reſtituentur in eadem plane conditione, qua fuerint tunc cum Pax iſta promulgabitur. Poſt quod tempus nulla erit expilatio vel direptio Incolarum, nulla Fortalitiorum demolitio nec asportatio Tormentorum, pulveris vel ullius Bellici apparatus, quæ ad ullum Caſtellum aut Fortalitium pertinebant eo tempore, quo captum erat.

VII. Quod Tractatus Bredæ concluſus anno Domini 1667. ſicut etiam omnes ulli præcedentes Tractatus per illum Tractatum confirmati, renoventur & maneant in pleno vigore, in quantum præſenti Tractatui nullatenus contradicunt.

VIII. Quod Tractatus Marinus Hagæ Comitis inter Partes utraſque anno Domini 1668. initus continuetur pro ſpacio novem menſium poſt hujus Tractatus publicationem, niſi per ſubſequentem Tractatum aliter proviſum fuerit. Interea autem ut conſideratio novi ſuper hac re Tractatus ad eoſdem Commiſſarios referatur, ad quos Commercium per Indias Orientales in Articulo proximè ſequenti refertur. Quod ſi tales Commiſſarii intra tres menſes poſt primum Congreſſum ſuum in novum Tractatum Marinum ex voto non conſenſerint, tunc res illa quoque ad arbitrium ac diſpoſitionem S. D. Reginæ Regentis Hiſpaniæ referetur, eodem plane modo, quo Commercii Orientalis regulatio ad M. S. arbitrium in dicto Articulo proxime ſequenti refertur..

IX. Et quod à mutua & non turbata Commercii ac Navigationis libertate non ſolum opulentia, ſed Pax etiam utriuſque Nationis ſummopere pendet, nihil magis curæ eſſe debet utrique Parti, quam juſta & æqua Commercii regulatio & præcipuè in Indiis Orientalibus, & tamen quia res eſt maximi momenti, eo multum temporis requiret, ut firmi ac duraturi Articuli ad ſatisfactionem & ſecuritatem Subditorum utriuſque Partis conficiantur; cùm tamen languens & pene intermoriens plerarumque Europæ Regionum conditio, non minus quam duarum Partium in hoc Bello implicatarum ad properam hujus Tractatus concluſionem anhelet; ſupra memoratus Ser. D. Magnæ Britanniæ Rex votis & deſideriis prædictorum Ordinum Generalium accedere dignatus, ob eaſdem conſiderationes in æqualem numerum Commiſſariorum ab utraque parte nominandorum conſenſit cum iiſdem Ordinibus Generalibus, ut illi, quos ipſi nominaverint Londinum mittantur, ad tractandum cum illis quos Majeſtas Sua Britannica pariter à parte ſua deputaverit, idque inter ſpatium trium menſium poſt hujus Tractatus publicationem: Numerus item Commiſſariorum utrinque nominandorum ſex erit perſonarum. Sin autem poſt tres menſes, poſtquam congreſſi fuerint, eorum conatus non tam feliciter ſucceſſerint, ut Tractatus inde concludatur, cœptæ inter eos controverſiæ ad arbitrium Ser. D. Reginæ Regentis Hiſpaniæ referentur; quæ undecim Commiſſarios nominabit & quodcunque major eorum pars determinaverit indifferenter, id utramque Partem obligabit, proviſo ſemper, quod judicium ſuum declarent intra ſpatium ſex menſium, à die quo primum congredientur, quod etiam intra ſpatium erit trium menſium poſtquam Ser. D. Regina Regens Hiſpaniæ prædictum arbitrium in ſe ſuſceperit.

X. Quod cùm præfata Ser. D. Regina Regens Hiſpaniæ eſſe eutsverit, prædictos Ordines Generales poſtquam Pax concludetur, M. S. Britannicæ ſummam octo centenorum millium Pataconum modo ſequenti ſolvere, videlicet quartam ejuſdem partem quam primum Ratificationes hujus Tractatus mutuo extradentur, reliquum autem tribus annis ſequentibus proximè per æquas portiones.

XI. Quod altememoratus Ser. D. Magnæ Britanniæ Rex & præfati Celſi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Unitarum Provinciarum omnia & ſingula Capita in præſenti Tractatu contenta & ſtabilita ſincere

& bona fide obſervabunt, perque ſuos Subditos & Incolas obſervari facient, neque illis directè vel indirectè contravenient aut ſuis Subditis vel Incolis contravenire permittent, omniaque & ſingula, ut ſupra conventa per Literas Patentes, manibus ſuis ſubſcriptas magniſque Sigillis ſigillatas ratihabebunt, in ſufficienti, valida & efficaci forma conceptas & exaratas, easdemque reciprocè intra hebdomadas poſt datum præſentium (vel citius ſi fieri poterit) tradent, ſeu tradere facient bona fide, realiter & cum effectu.

XII. Denique ſimul ac dictæ Ratificationes utrinque exhibitæ & reciprocè riteque commutatæ fuerint, Pax iſta promulgabitur Hagæ Comitis intra ſpatium viginti quatuor horarum, poſt Ratificationes ibi extraditas & commutatas. Actum Weſtmonaſterii nono die Februarii anno Domini 167¾.

Signatum & ſigillatum erat.

(*L.S.*) H. Finch. (*L.S.*) *Al. Marques d'el* Fresno.
(*L.S.*) Latimer.
(*L.S.*) Montmouth.
(*L.S.*) Ormont.
(*L.S.*) Arlington.
(*L.S.*) Coventry.

Articulus ſecretus præcedentis Tractatus Pacis.

UT Amicitia & Confœderatio inter Sereniſſimum Principem Dominum Carolum II. Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regem, fidei Defenſorem, &c. & Celſos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii ſolidioribus fundamentis innitantur, utque facilius via aperiatur ad Pacem ſecuram ac duraturam in Orbe Chriſtiano ſtabiliendam: ultra omnia quæ in Tractatu Pacis & Amicitiæ inter duas Nationes hodie facto pacta & concluſa ſunt, concordatum eſt etiam in hoc Articulo ſecreto, quod neutra dictarum Partium dabit, neque per ullos Subditos, Incolasve ſuos dari conſentiet auxilium, favorem aut conſilium directè vel indirectè, Terra vel Mari aut in Aquis dulcibus; neque ſubminiſtrabit aut per Subditos Incolaſve Dominiorum & Terrarum ſuarum ſubminiſtrari conſentiet, Naves, Milites, Nautas, Victualia, Pecuniam, Inſtrumenta Bellica, pulverem tormentarium, aut ulla alia ad Bellum faciendum neceſſaria hoſtibus alterius Partis, cujuſcunque generis aut conditionis illi fuerint. Et præſens Articulus eandem omnino vim & vigorem habebit, ac ſi in prædicto Pacis & Amicitiæ Tractatu incluſus eſſet: ita tamen ut neutiquam intelligatur ullis Tractatus illius contentis derogare. Ratihabebitur etiam & confirmabitur per ſupradictum Sereniſſ. D. Magnæ Britanniæ, &c. Regem & per præfatos Dominos Ordines Generales eodem tempore, quo Tractatus hodierno die concluſus ratihabebitur. Actum Weſtmonaſterii nono die Februarii 167¾.

Signatum & ſigillatum erat uti ſupra.

CXX.

4 Avril. **Bundnuß zwiſchen Röm. Kayſer Leopold den I./ und Carl Ludwig Churfürſt zur Pfaltz/ zur Defenſion der Chur-Pfaltz wieder Franckreich. Geſchehen Wienn den** 4. April 1674. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

C'eſt-à-dire,

Traité d'Alliance pour la Defenſe du Palatinat du Rhyn, entre Sa Majeſté Imperiale Leopold, *& le Sereniſſime* Charles Louïs *Electeur Palatin. A Vienne le* 4. *Avril* 1674.

Im Namen der Allerheiligſten unzertheilten Dreyfaltigkeit/ Gottes des Vatters/ Sohn und Heiligen Geiſtes Amen.

Zu wiſſen/ nachdeme Ihr. Kayſerl. Majeſt. Unſer allergnädigſter Herr/ von deß Herrn Churfürſtens zu Pfaltz Churfürſtl. Durchl. umb eilfertige ergäbige Hülff und Beyſtand in gegenwärtigem Ihrem und Ihres Chur- und Fürſtlichen Hauſes betrübten zuſtand/ und ſowohl von der Frantzöſiſchen Armee unterm Commando des Feld-Marſchallen Viſconte de Turenne, als von der Frantzöſiſchen Guarniſon zu Philippsburg und anderen der Cron Franckreich und derſelben Alliirten Befelchs-habern/ Kriegs-bedienten und Trouppen bißhero erlittenen ſchäden und ruin/ zu abwendung alles von beſagten Frantzöſiſchen und Ihren Conjungirten Waffen noch ferners beſorgenden Unheils und endlichen untergangs/ durch Ihren deßwegen eigens an den Kayſerlichen Hof abgeordneten und bevollmächtigten Rath und Geheimbden Staats-Secretarium Herrn Johann Friederich Seiler gehorſambſt angeruffen/ von Ihrer Kayſerl. Majeſt. auch zu gemüth gezogen worden/ daß ſie dero Waffen ferthen und heuer darumb blos und allein in das Röm. Reich geſchickt/ damit vorderiſt der Weſtphaliſche und Cleviſche Fried manutenirt; und zumahlen durch beſagte Waffen denen/ von denen Frembden und anderen unzuläſſigen Waffen beträngten Churfürſten und Ständen alle mögliche Beyſtand geleiſtet und dardurch ſelbige den denen Ihrigen noch ferners erhalten/ mithin auch dem Römiſchen Reich die vorige Ruhe und erwehnter ſo theuer erworbene Weſtphaliſche Frieden wiederumb ehiſt gegeben werden möge.

Als haben Seine Kayſ. Majeſt. ſich zu dieſen Ihrer Churfürſtl. Durchl. gethanen unterthänigſten begehren umb ſo viel ehender erkläret/ weilen ſolches ſowohl Ihrer Kayſ. Majeſt. tragenden höchſten Kayſ. Ambt/ und der von Ihro Kayſ. Majeſt. als dero höchſtgeehrteſten Ober-haubt und dem geſambten Röm. Reich habenden pflichten/ auch ſonſten zu manutenirung beſagtes Frieden-Schluſſes/ dero Kayſ. Wahl-Capitulation und anderer Reichs-Satzungen und Ordnungen allerdings gemeß und angeſehen iſt; Ihre Kayſ. Majeſt. auch gegen Seiner Churfürſtl. Durchl. und dero hohen Churhaus ein beſonders Vertrauen/ Lieb/ affection und gewogenheit tragen/ zu dem ende dan Ihren hierzu hierunten unterſchriebenen Geheimen Räthen den allergnädigſten befehl aufgegeben/ ſich deßwegen mit ihme Herrn Seiler vertreulich zu vernehmen/ allermaſſen man ſich dan beiderſeits in einem und anderen dahin allerdings verglichen.

Erſtlich verſprechen Ihre Kayſ. Majeſt. Seiner Churfürſtl. Durchl. die begehrte 2000. zu Fus und 500. zu Pferd von lauter Teutſchen Mannſchafft/ und unter guten wohlverſuchten Teutſchen Officiern/ ſo bald Ihre Churfürſtl. Durchl. ſolche von der Kayſ. Generalität begehren werden/ ohne verzug erfolgen und verſtatten zulaſſen/ daß ſelbige neben der Ihrer Kayſ. Majeſt. deren geleiſteten pflicht/ auch Seiner Churfürſtl. Durchl. zugleich den Ayd nacher inhalt der zu end dieſes Tractats annectirten Formul r. ablegen/ ſolcher auch ſo lang gelten ſolle als ſie in Ihrer Churfürſtl. Durchl. Landen und botmäſſigkeit/ auch wo ſie ſonſten Völcker zuhaben oder hinzulegen befugt/ nach Ihrer Churfürſtl. Durchl. gefallen zuſammen/ oder zertheilt ligen und bleiben werden; wie Ihre Kayſ. Majeſt. deswegen an dero Feld-Marſchallen den Herrn Duca di Bourneville die gehörige und wegen der Anzahl an der Volcks-Hülff dieſem Tractat gemeſſene ordre allergnädigſt ergehen und ſelbige bey der Ratification dieſes Tractats Ihrer Churfürſtl. Durchl. aushendigen laſſen wollen.

Zum anderten ſollen ſolche Völcker jedesmahlen alſo parat gehalten werden/ daß auf den fall bedörffens ſie alſobald anziehen und zu Ihrer Churfürſtl. Durchl. ungeſaumbt ſtoſſen könten/ ſelbige Hülffs-Völcker auch ohne Ihr Churfürſtl. Durchl. vorwiſſen und einwilligung nicht abgefodert/ deroſelben auch über ſolche Kayſerl. Völcker das Commando unter Ihr Kayſerl. Majeſt. ſo lang gebühren und gelaſſen werden als ſie (wie gemeldt) in Ihrem Land- und Churfürſtenthumb ſtehen/ jedoch ſolle die juriſdiction über ſelbige dem Kayſerl. Ober-Officier und Befehls-habern/ wie in dergleichen fällen gebräuchig/ allerdings zuſtehen/ auch dieſelbe der von Ihrer Churfürſtl. Durchl. der Gemeinen ſache zum beſten/ und nach erforderung der Raiſon de Guerre, inſonderheit zu beſchützung dero Churfürſtenthumb/ Land und Leuth ergehenden geboten und verboten unweigerlich nachkommen/ die von Ihren untergebenden etwan begehende exceſſen mit ſchärffe abſtraffen/ ſo gewiß/ als ſonſt Ihre Churfürſtl. Durchl. im widerigen die verantwortung und wieder erſtattung aller daraus erlittenen ſchaden bey Ihren Kayſerl. Officiern zuſuchen/ und ſie zulaſſen haben werden und ſollen. Wie Seine Churfürſtl. Durchl. dan dieſelbe/ wann ſie einem und anderen Orthen einigen exceſs begehren und ſie in flagranti ertappen thäten/ gar wol durch die Ihrigen anhalten und hernach zu fernerer beſtraffung Ihren Ober-Officiern einhändigen laſſen können und ſollen. Hingegen ſollen auch dieſe Kayſerl. Völcker von Ihrer Churfürſtl. Durchl. ohne vorwiſſen und einwilligung Ihrer Kayſerl. Majeſt. nicht zurück geſchickt/ ſondern da Seine Churfürſtl. Durchl. ſolche weiters nicht verlangen oder ferners nicht vonnöthen hätten/ oder aber auch der beiderſeits ſo hoch verlangende liebe Frieden erfolgen thäte/ deſſen Ihre Kayſerl. Majeſt. von Ihro zeitlichen erinnert und dero Conſens und einwilligung ſolchen falls darüber erwartet/ jedoch auch forderlich ertheilt werden.

Drittens wollen Ihre Kayſerl. Majeſt. bedeuten 2500. Mann zu Roß und Fuß die verpflegung (jedoch auſſer der Servitien in Wein oder Bier/ Brod und Fourage, als an deren Reichung ſich Seine Churfürſtl. Durchl. auf maß und weis/ als ſie ſelbige

dige den Ihrigen reichen laſſen / ohne entgelt Ihrer Kayſerl. Majeſt. anerbotten) aus dem Ihrigen / der Kayſ. Verpflegungs-ordinantz gemäß / ordentlich reichen laſſen. Da auch

Vierdtens Seine Churfürſtl. Durchl. über dieſe 2500. Mann noch ein mehrere Anzahl von dero Völckern vonnöthen hätten / und begehren thäten / wollen Ihre Kayſ. Majeſt. Ihro Churf. Durchl. auch ſelbige / wann es anders möglich / gern zuſchicken und wegen des reſpectivè Commando und Jurisdiction darüber das obige in dem erſten und anderten Articul, auch im übrigen es alſo halten laſſen / wie man ſich ſchon deswegen beyderſeits ferner vergleichen wird. Ihre Kayſ. Majeſt. wollen auch gleich jetzo allen möglichſten fleiß anwenden / und das Ihrige möglichſt thun / damit von denen Fränckiſch- und Schwäbiſchen auch anderen Crayſen und Reichs-Ständen mit der von Ihrer Churf. Durchl. begehrten / und da es die nothdurfft erfordert / auch mehrern Hülff / zu eingangs ermeldten ende / deroſelben würcklich an die hand gegangen werde.

Fünfftens / zu beſtreitung theils der Ihro Churfürſt. Durchl. anjetzo obliegenden ſehr groſſen ausgaben / wollen Ihre Kayſerl. Majeſt. Seiner Churfürſtl. Durchl. in abſchlag Ihrer bey deroſelben habenden von erwehnten Weſtphäliſchen Frieden-Schluß und dem Nürnbergiſchen Executions-Receß herrührenden und auf die verhaffende Römer-Monath zum theil angewieſenen bekanten anforderungen 50000. Reichsthaler alſobalden gegen quittung / vermög der zu end dieſes Tractats annectirten Formul 2. bey beiderſeits erfolgender aushändigung der allerhöchſten Kayſerl. und hohen Churfürſtl. Ratification dieſes Tractats, der Ordre an die Kayſ. Generalität nach dem inhalt der dieſem Tractat annectirten Formul 3. ſodann gegen auslieferung der Chur-Pfältziſchen zu Lautern / wegen einlaſſung Ihrer Kayſ. Majeſt. Völcker daſelbſt / publicirung der Avocatorien der Chur-Pfältziſchen / allenfalls ſich etwan in denen Frantzöſiſchen und deren Allirten dienſten befindenden Unterthanen und angehörigen / auch aushändigung der veranlaſſeten Patenten an alle Chur-Pfältziſche Unterthanen und angehörige wider die Frantzöſiſche Soldatesca und dero mit-Confœderirte im Reich / zug umb zug par bezahlen und in der Stadt Franckfurt am Mayn liefern laſſen.

Nicht weniger nehmen Ihre Kayſ. Majeſt. vor das Sechſte Seine Churfürſtl. Durchl. ſambt dero geſambten hohen Churhaus / dero angehörige Churfürſtenthumb / Land und Leuth in dero ſonderbahre Protection, Schutz und Schirm an- und auf / und wollen ſie mit dero Waffen durchgehend möglichſt (ohne einige von Ihro Kayſerl. Majeſt. gegen Seine Churf. Durchl. begehrende wieder-erſtattung des dießfalls aufwendenden nöthigen unkoſtens) ſchützen / auch dero Generalität die nothdurfft darüber / dieſem Tractat gemäß / und zugleich dieſes alſobald allergnädigſt anbefehlen / daß ſie der gefahr halber mit Ihro Churf. Durchl. fleiſſig und vertreulich correſpondiren ſollen; Ihre Kayſ. Majeſt. und Ihre Churfürſtl. Durchl. wollen auch keinen Frieden oder Stillſtand ohne beiderſeits einwilligung und einſchlieſſung weder mit der Cron Franckreich und dieſer Cron Confœderirten noch andern widerwertigen eingehen und ſchlieſſen / ſondern desfalls beiderſeits communicato Conſilio vertreulich handlen / doch daß beide theil keine ehrliche und zimbliche Friedens-Conditionen anzunehmen ausſchlagen / darbey aber auch Ihre Kayſerl. Maj. bedeute einſchlieſſung Ihrer Churfürſtl. Durchl. in dem künfftigen Frieden alſo einrichten laſſen wollen und ſollen / damit dieſelbe und dero Chur-haus bey allem dem jenigen / ſo derſelben zu guten im Weſtphäliſchen Frieden verordnet / und Ihro vermög ſolchem gebührt / erhalten / auch ſonſten Ihres höchſten orths allen möglichſten Fleiß ſowohl in währenden Kriegs-actionen, als bey ermelten Friedens-Tractaten und ſchluß derſelben ankehren / damit Ihrer Churf. Durchl. die von Franckreich und ihren mit-Confœderirten zugefügte und noch ins künfftig anthuende ſchaden wiederum erſetzt / auch Ihrer Churf. Durchl. ſambt dero Land und Leuthen ein mehrere ſicherheit für das künfftige gegen dergleichen gewaltthätigung verſchafft werden möge. Gleicher geſtalt und

Zum Siebenden / weilen Ihrer Kayſ. Majeſt. Seine Churfürſtl. Durchl. die mit Chur-Mayntz / Chur-Trier und dem Hertzogen von Lothringen habende verſchiedene ſtrittigkeiten zu dero allergnädigſten Mediation allerunterthänigſt anheimb gegeben / und ſich dabey gehorſambſt erbotten / einzwiſchen und bis zu ſolcher beylegung mit hochgedachten Chur- und Fürſten ſowohl als andern dero benachbahrten Ständen in guter ruhe und verſtändnus daſern ſie ſich auch dergleichen gegen Ihre Churfſt. Durchl. bezeugen / zu leben; als nehmen Ihre Kayſerl. Majeſt. ſolches allergnädigſt auf und an / und wollen Ihro beſtens angelegen ſeyn und ſehen laſſen / damit beſagte ſtreittigkeiten durch deroſelben Mediation in der güte und guten willen förderlich auf ein beſtändiges verglichen und beygelegt werden möge / jedoch dieſes der Juſtitz lauff ſowohl / als allerſeits anforderungen und Rechten allerdings unpræjudicirlich.

Vor allen aber Achtens wollen Ihre Kayſerl. Majeſt. über das obige auch ſonſten in allen anderen begebenheiten Ihrer Churfürſtl. Durchl. und dero hohen Chur-hauſes nutzen und frommen beſt möglichſt befordern; desgleichen auch Ihre Churfſt. Durchl. gegen Seiner Kayſerl. Majeſt. thuen.

Hingegen verſprechen für das Neunte Ihre Churfſt. Durchl. alſobald nach erfolgter Ratification dieſes Tractats und würcklichen empfang der obgedachten 50000. Reichsthaler / überlaſſung Ihrer Kayſerl. Majeſt. Ihrer Churfürſtl. Durchl. alligirten Hülffs-Völcker und darzu dieſem Tractat gemäß ertheilten ordre an die Kayſerl. Generalität / wie ſolches oben in denen 1. 2. 3. und 5. Articulen verglichen / zu Ihro Kayſ. Majeſt. und dero mit-Confœderirten Partheyen im Röm. Reich / zu erhaltung offtgemelten zwecks / zu rucken / und ſich vor Ihr. Kayſerl. Majeſt. öffentlich zu erklären / nicht weniger ſich mit denen von Ihro Kayſ. Maj. in vorigen Articulen Ihro überlaſſenen Kriegs-Völckern / auch mit Ihren von geworbenen / Lehen-Leuthen und Land-ausſchus auf den Beinen habenden Völckern zu Fuß und zu Pferd (ſo viel ſie deren ohne abbruch der benöthigten Guarniſonen und reſpectivè Feld-Arbeit entbehren mögen) mit Ihro Kayſerl. Majeſt. zu conjungiren / welche begehrte Conjunction in zeiten von der Kayſerl. Generalität Ihro Churfürſtl. Durchl. zu aviſiren / und gedachte dero Churfürſtliche Völcker in dero pflicht verbleiben / auch ſo lang ſie ſich bey der Kayſ. Armée befinden / von Ihrer Kayſ. Majeſt. verpflegt und mit quartieren wie andere / verſehen / auch nach der Kriegs-action Ihrer Churfürſtl. Durchl. wiederumb geliefert werden ſollen / und ſo bald ſolche Conjunction geſchehen / und Ihre Kayſ. Majeſt. es allergnädigſt begehren werden / entweder ins geſambt / oder abſonderlich / wie man es für gut befunden / und die Kriegs-nothurfft erfordern wirdet / wieder Franckreich und dero mit-Confœderirte und Adhærenten im Reich in denen Fränckiſch-Schwäbiſch / Chur- und Ober-Rheiniſchen Crayſſen / auch auf deroſelben grantzen durch offenen Krieg / dero deſſen vermögen nach / zu beforderung des zu eingang dieſes Tractats gemelten Zwecks / ſo bald und ſo lang Ihre Kayſ. Majeſt. und dero Allirte gegen gedachter Cron / Land / Leuth / und Arméen in- und auſſer dem Römiſchen Reich und dero mit-Confœderirte in würcklicher Kriegs-Action werden begriffen ſeyn / operiren / und Ihrerſeits nicht allein keinem / Ihrer Kayſ. Majeſt. und dem Röm. Reich ſchädlichen Fœderi beypflichten / ſondern auch alle etwa im Reich verhandene gefährliche Rathſchläge und anbeginnen / ſo viel an Ihro möglich / bey anderen auf alle weis verhinderen / wie auch Ihre Geſandte zu Regenſpurg und ſonſten allenthalben zu ſecundirung Ihrer Kayſ. Majeſt. obgemelten Zwecks und gerechtiſten intention gebührend inſtruiren.

Ebenermaſſen und Zehendens wollen Ihre Churfürſtl. Durchl. obbeſagte 2500. Mann ſambt oder ſonders / wie / und wann ſie es nöthig erachten / entweder in dero habende veſte Oerther (jedoch gegen vorhero geleiſteten geſambten pflichte / deren Formul zu end dieſes Tractats N°. 1. annectirt) legen / oder aber auch auſſer beſagter Veſtungen anderwertig in Ihrer Churfürſtl. Durchl. Landen / botmäſſigkeit und anderen Orthen / wo ſie Völcker zu haben oder hinzulegen befugt / gebrauchen / doch ſollen Ihre Churfürſtl. Durchl. darbey auf deren ſicherheit und conſervation, nicht weniger als vor dero eigene allein verpflichte Trouppen jederzeit möglichſt bedacht ſeyn.

Eilfftens Ihrer Kayſ. Majeſt. daſern ſie es gnädigſt begehren werden / zu ihrer mehrerer verſicherung die mit Ihrer Churfſt. Durchl. Völckern anjetzo beſetzte Stadt Kayſers-Lautern eingeben / dergeſtalt und alſo / daß Ihre Kayſ. Majeſt darinnen eine genugſambe beſatzung von dero eigenen Ihro mit Aydpflichten allein zugethanen oder des Reichs-Völckern legen und ſolche von Ihrer Kayſ. Majeſt allein dependiren / auch von deroſelben ohne einiges zuthun Ihrer Churfürſtl. Durchl. dero Unterthanen und angehörigen unterhalten werden / von ſolcher beſatzung auch in eintreibung Herſchafftlicher und anderer gemeinen gefäll- und ſchuldigkeiten gedachter Stadt und Ambts auch ſonſten in Civil- und Politiſchen Geiſtlichen und Kirchen-Sachen Ihrer Churfſt. Durchl. dero Beambten und Bedienten keine hinderung oder eintrag geſchehen / der orth gegen Ihrer Kayſ. Majeſt des Reichs und Ihrer Churfürſtl. Durchl. Feinde wider öffentlichen gewalt und heimbliche liſt geſchützet und defendiret, gute fleiſſige Correſpondentz mit Ihrer Churfürſtl. Durchl. benachbahrten Commendanten und dero Beambten / auch inſonderheit gute ordre gehalten / dieſelbe ſich unter- und mit einander fürnemblich mit des orths eingeſeſſenen friedlich vertragen / und bedeuter orth nach gemachten Frieden Ihrer Churfſt. Durchl. oder nach dero Tod / dero Erben / Pfaltzgraffen / Churfürſten / ohne einigen auffenthalt / compenſation oder entgelt / völlig wieder abgetretten und eingeraumbt / auch unterdeſſen niemand andern als obgemelt / geliefert werden ſolle.

Zwölfftens Ihro Kayſ. Majeſt. und dero Confœderirten Armeen und Völckern / wann es die noth und Kriegs-Raiſon erfordern werden / den Paß und Repaß in Ihrem Churfürſtenthumb- und Landen auf vorgehende zeitliche erinnerung geſtatten / darzu auch in allem / es ſeye der Bruggen halber und ſonſten / möglichſten vorſchub und beforderung umb deren ungeſaumbte pare bezahlung thun / doch daß bey ſolchem durch-marche und auch nöthigen Subſiſtentz umb die par und ungeſaumbte zahlung in Ihrer Churfürſtl. Durchl. Landen / botmäſſigkeit / Schutz- und Schirms-Orthen die von Ihrer Churfürſtl. Durchl. an die hand gebende Route möglichſt beobachtet: So dan allenthalben ſcharffe und exacte Diſciplin und ordre denen Reichs-Conſtitutionibus gemeß gehalten / alle exorbitantien, Raub / Plünderung und Kriegs-exactionen unterlaſſen / auch was zu unterhaltung beſagter Arméen von Ihro Churfürſtl. Durchl. und dero Unterthanen und angehörigen Schutz- und Schirms-Verwandten / auch contribuenten wirdet hergegeben werden / in billichen preis ohne auffſchub par bezahlt werden ſolle.

Da auch Dreyzehendens jetztgedachte Armée unter Ihrer Churfſt. Durchl. Veſtungen eine Retraite zunehmen von Feinds über-

Digitized by Google

übernehmender macht genöthiget würden/ ſolche wollen ſie auch denenſelben geſtatten.

Jngleichen wollen für das Vierzehende Jhre Churfl. Durchl. zu aufrichtung richtiger Magazinen/ erhandlung und freyer zu- und durchfuhr des Proviants und anderer nothwendigkeiten/ welche zu unterhaltung und ſubſiſtentz vorgemeldter Armeen von Jhrer Kayſ. Majeſt. und dero Confœderirten im Reich und deſſen Grantzen dienlich/ ſo viel an Jhro/ und deren Unterthanen ſeyn wird/ allen möglichſten vorſchub und beförderung umb der parr bezahlung erweiſen/ jedoch ſolle aller unterſchlaiff verhütet/ und zu ſolchem ende die Paß-Brieff von der Generalität eigenhändig unterſchrieben und geſieglet/ darin die quantität des zu behuef ob höchſtgedachter Jhrer Kayſ. Majeſt. und dero Confœderirten im Reich Armeen zu- und vorbey führenden ſpecificirt, ſelbige bey anfahrung/ anmeld- und Viſitirung der Schiff und fuhren an den Zoll-Stätten zu waſſer und Land aufgewieſen/ auch hierunter das jenige/ ſo Chriſten und Juden/ welche ihr gewerb darmit treiben/ zu- oder vorbey führen/ nicht verſtanden/ ſondern der gewohnliche Zoll davon jedesmahls gebührend entrichtet werden; nicht weniger ſonſten zu defendir- und beſchützung Jhrer Kayſ. Majeſt. geſambten Erb-Königreich-Fürſtenthumb- und Landen/ und zumahlen der O. und V. Oeſterreichiſchen Landen/ wie gedacht/ treulich mit-agiren helffen/ zu belägerung und einnehmung ein- und anderen von dem Feind inhabenden Orths und anderen etwa künfftigen Kriegs-operationen in der nachbahrſchafft mit herleihung der groſſeren ſtucken (welche ſtuck und zugehörungen Jhrer Churfürſtl. Durchl. nach geendigter Operation von der Generalität wiederum in dero Veſtungen geliefert werden ſollen) und ſonſten ſo viel als ohne gefahr und entblöſſung dero Veſtungen geſchehen kan/ Jhrer Kayſ. Majeſt. allen erſprießlichen beyſtand laiſten/ wie ſolches der Neunte Articul mit ſich bringet.

Da hingegen Fünffzehendens weder der Cron Franckreich/ noch ihren mit-Alliirten einigen Paß und Repaß vor dero Volck/ Vivres, Munition, Schiff und andere notturfft zu Waſſer oder Land/ zu ſchaden und abbruch der Kayſ. und dero Confœderirten Waffen/ auch des Römiſchen Reichs und deſſen Ständen wieder das Inſtrumentum Pacis nicht geſtatten/ ſondern ſelbige nach vermögen abkehren/ verwähren und verfolgen/ darzu Jhre Kayſ. Majeſt. auch alle nöthige aſſiſtentz verſprechen;

Dieſe Bündnus ſolle durch zehen Jahr gewehren/ auch nach dem unmittels erlangten frieden/ nach ausgang derſelben aber jedem theil bevorſtehen/ ſolche entweder wiederum zu verneuren/ oder gäntzlich aufzuheben/ es auch denen anderen mit-Confœderirten von Jhrer Kayſ. Majeſt. wie auch Jhrer Churfl. Durchl. zu Pfaltz Freunden und Agnaten frey ſtehen ſolle/ in dieſe Bündnus mit beiderſeits einwilligung mit einzutretten. Da aber wieder verhoffen dieſer mit Franckreich und dero mit-Confœderirten obhabende Krieg wiederum erneuert/ oder Jhre Kayſerl. Majeſt. oder Jhre Churfürſtl. Durchl. wegen dieſes miteinander geſchloſſenen Tractats, aber ſonſten von gemelter Cron Franckreich/ und dero mithaltenden angegriffen oder überzogen/ oder auf einige weis und weeg betranget werden ſolten/ auf ſolchen Fahl ſoll dieſer Tractat ohne einige weitere Formal-verneuerung deroſelben in allen und jeden Puncten wiederumb hafftend/ und beide theil gegen einander verbunden ſeyn.

Zu deſſen allen mehrern Urkund und beſtändiger Veſt-haltung haben aller- und höchſtgedachte Jhre Kayſ. Majeſt. und Churfl. Durchl. hierzu bevollmächtigte dieſen Tractat eigenhändig unterſchrieben und mit ihren Pettſchafften bekräfftiget und die hierüber verfertigte exemplaria gegen einander ausgewechslet/ auch reſpectivè verſprochen/ ihrer aller- und gnädigſter Herren Principalen Ratificationes innerhalb 5. Wochen und auch ehender à dato dieſes einzubringen. So geſchehen zu Wienn den 4. tag April Anno 1674.

Formula Juramenti

Für die Kayſerl. an Chur-Pfaltz überlaſſende Soldateſca.

WJr der Röm. Kayſ. Majeſt. Unſerm allergnädigſten Herrn mit Ayd und Pflicht zugethane Kriegs-Leuth und Soldaten ſchwöhren hiemit wir geſambt/ und jeder inſonderheit einen Corperlichen Ayd/ nit allein allerhöchſtgedacht Jhro Kayſerl. Majeſt. ſondern auch Jhro Churfürſtl. Durchl. zu Pfaltz/ ſo lang wir ſambt oder beſonders in dero Churfürſtl. Plätzen botmäſſigkeit und Landen/ wie auch/ wo Jhro Churfürſtl. Durchl. ſonſten Völcker zuhaben oder hinzulegen befugt/ zu ſchutz und defenſion deſſelben commandirt ſeyn/ und darinnen verbleiben werden/ alle Treue/ gehorſamb und reſpect zutragen und zuerweiſen/ allerhöchſtgedacht. Kayſ. Majeſt. wie auch Jhro Churfl. Durchl. Kriegs-Dienſte bey allen vorfallenden occaſionen zu Waſſer und Land treulich zulaiſten/ darbey dero fromen und nutz zu befordern/ und ſchaden und nachtheil aber nach euſſerſten Unſern kräfften zu hindern/ Unſer Standarden und Fahnen niemahls zu verlaſſen/ ſondern vielmehr in handhabung deren/ dieſelbe bis auf den letzten Bluts-Troppen zu verfechten und zu beſchützen/ auch allem demjenigen was der Kayſerl. Articuls-Brieff mit ſich bringet/ gebührend nachzukommen/ daß wir dieſes alles ſteiff/ veſt/ und unverbrüchig halten ſollen und wollen/ ſolches betheuren wir mit aufgehobenen fingern. So wahr Uns Gott helff und das Heilige Evangelium.

Ad Articulum V.

Quitungs - Formul.

WJr Carl Ludwig von Gottes Gnaden Pfaltz-Graff bey Rhein (tit.) Urkunden und bekennen hiemit/ daß Wir von der Röm. Kayſ. Majeſt. Unſerm allergnädigſten Herrn in abſchlag der an Unſerer bey höchſtgedacht Jhrer Kayſ. Majeſt. habenden von dem Weſtphaliſchen Frieden-ſcius und dem Nürenbergiſ. Executions-Receß herrührenden und auf die verhoffende Römer-Monath zum theil angewieſenen bekanten anforderungen 50000. Reichsthaler von dem Kayſ. General Veld-Marſchallen Duca di Bourneville aus dero bey ihme habenden Veld-Kriegs-caſſa par und ohne abgang in des Heil. Römiſch. Reichs-Stadt Franckfurt am Mayn zu Unſern ſicheren handen empfangen haben. Solches bezeugt Unſer eigene Hand Unterſchrifft und Churfürſtl. Jnſiegel. Geben ꝛc. ꝛc. Anno 1674.

Formul der Ordre.

An den Kayſerl. Veld-Marſchall.

LJeber Veld-Marſchall. Wann über Mein voriges vom 15. Januarii an euch abgangenes des (tit.) Pfaltz-Grafens/ meines Lieben Oheim und Churfürſtens Liebden eine Anzahl bis auf 2000. zu Fuß und 500. zu Faß meiner Kayſ. Völcker begehren würden/ welche ſie mehr oder weniger in ihre Plätze/ botmäſſigkeit und Lande/ wie auch andere Orth/ wo ſie ſonſten Völcker zuhaben/ oder hinzulegen befugt ſeyn/ einlegen wolten/ und darbey verlangen thetten/ daß ſie neben dem Ayd/ mit welchem ſie mir zugethan ſeyn/ und verbleiben/ auch Jhrer Liebden ſo lang ſie abgedachter maſſen in ihren Oerthern und Landen ligen werden/ die Kriegs-Pflicht ablegen ſollen/ ſo könnet ihr ſolche Völcker erfolgen und dieſelbe ihrer Liebden zugleich ſchwören laſſen nach beyliegenden Formular. Und iſt ſo geſchehen zu Wienn wie obgemelt den 4. April 1674.

R. C. Montecuculi. (L.S.)
J. P. Hocher Freyherr. (L.S.)
Johann Friederich Seiler. (L.S.)

Articuli Secreti.

ZU wiſſen; Nachdem ſich Jhro Kayſerl. Majeſt. und Jhre Churfürſtl. Durchl. zu Pfaltz/ Unſere reſpectivè, Allergnedigſte und Gnedigſte Herren/ durch Uns zu End unterſchriebene/ beiderſeits Gevollmächtigte unterm heutigen dato, Eines Haubt-Fœderis verglichen/ benebenſt zu Gemüth gezogen/ was es für eine Beſchaffenheit mit der Veſtung Philippsburg habe/ und wie Franckreich ſich derſelben wieder das ausdrückentliche Inſtrumentum Pacis, diſshero mißgebraucht/ und aus ſelbiger Veſtung das Römiſche Reich/ und zumahlen die allda benachbarte Churfürſten und Stände deſſelben bis dato ſehr beunruhiget/ und in groſſe Schaden und Unkoſten geſetzt. Als hat man ſich zu jetziger und künfftiger beſtändiger Abwendung deſſelben/ auch mehrere Sicherheit und nöthiger Garantirung des verhoffenden lieben Friedens mit einander abſonderlich verbunden und ſich nachfolgender geheimbter Articulorum allerdings verglichen.

Primo, im fall ſich die Kayſ. und dero Confœderirten Kriegs-Actiones in gegenwärtigen Kriege/ etwa über kurtz oder lang dahin anſchicken/ und es die raiſon de Guerre zulaſſen würde/ daß beſagte Veſtung Philippsburg entweder durch Liſt/ oder Kriegs-Gewalt in deren Gewalt gebracht werden könte/ daß ſolches nicht unterlaſſen/ ſondern ungeſaumbt vorgekehrt/ und zu dem Ende ſowohl von Jhrer Kayſ. Majeſt. als Jhrer Churfürſtl. Durchl. zu Pfaltz ſeithen/ ungehindert deß in dem Haubt-Tractat begrieffenen/ zu dieſer Handlung die Hand würcklich angelegt; und dieſe Beläger- und Eroberung möglichſt befordert/ zu dem Ende auch/ von zeit der erfolgt- und ausgehendigten Ratification dieſes/ von Jhrer Churfürſtl. Durchl. der Cron Franckreich/ und ihren mit-Alliirten kein Paß mehr nacher Philippsburg verſtattet/ ſondern nach vermögen abgekehret/ und verſagt/ darin auch von Jhrer Kayſ. Majeſt. alle nöthige Aſſiſtentz geleiſtet werden ſolle.

Secundo, wann durch des Allmächtigen Beyſtand bedeute Veſtung in Jhrer Kayſ. Majeſt. oder dero Confœderirten Hände kommen ſolte/ daß ſelbige alsdann/ als eine dem Rhein-Strohm/ und geſambten Römiſchen Reich höchſtgefährliche Brill/ nicht aufrecht gelaſſen/ ſondern raſirt/ und in alten Stand geſetzt/ wie auch/ daferrn es vor ſolcher Eroberung zu Friedens-Tractaten kommen ſolte/ daß dabey beſagte raſirung zur mehreren

Reichs-Sicherheit für ein Condition angedrungen/ und darauf beſtanden werden ſolle. Sie auch ſonſten an ihrem höchſten Orth das werck ſo gut/ als ſie künden/ beförderen helffen wollen.

Zumahlen tertio alle die Puncten in dem Haubt-Tractat ſo von Chur-Pfältziſch. reſtitution, ſatiſfaction, und Kayſerl. Schutzes/ es ſeye in Kriegs- oder Friedens-Zeiten/ meldung thun/ neben der gemeinen/ und jedes Sicherheit/ nach fürnemlich dahin zu verſtehen ſeyn/ um Chur-Pfaltz von der Veſtung Philippsburg zu entledigen/ ſelbige zu raſiern/ und zu dem Ende die Völcker/ ſo bald es die raiſon di Guerra zulaſſt/ mit einander zu conjungiren.

Quarto demnach auch in Articulo tertio deß Haubt-Receſſes begriffen/ daß Ihre Kayſerl. Majeſt. bedeuten Ihro Churfürſtl. Durchl. überlaſſenden 2500. Mann zu Roß und Fuß die verpflegung (jedoch auſſer der ſervitien/ Wein oder Bier/ Brod und Fourage, als zu deren Reichung ſich Seine Churfürſtl. Durchl. auf maß und weis als ſie ſelbige denen übrigen reichen laſſen/ ohne entgeld Ihrer Kayſerl. Majeſt. anerbotten) aus dem übrigen/ der Kayſerl. Verpflegungs-ordinanz gemäß/ ordentlich reichen laſſen wollen;

Als ſolle es zwar darbey verbleiben/ jedoch dieſe Verpflegung allein verſtanden werden/ bis und ſo lang die Contributionen von denen Orthern/ allwo man ſolche ein zutreiben befugt/ und es die Umſtände zulaſſen/ Man ſich nach ratione quanti und der Orther mit Seiner Churfürſtl. Durchl. nach proportion beiderſeits Völcker noch vor Außwechslung der Ratification dieſes Tractats verglichen werde/ (jedoch die Chur-Pfaltz und dero heimbgefallenen Lande/ als welche vorhin Ihrer Churfſ. Durchl. zu contribuiren gehalten ſeyn/ von ſolcher Contribution ausgenommen) zu Unterhaltung dieſer ſowohl/ als auch Ihrer Churfürſtl. Durchl. Kriegs-Eſtat, und auf denen [illegible] habenden/ auch derjenigen Völcker/ ſo deroſelben auf erheiſchenden Nothfall von Ihrer Kayſerl. Majeſt. oder dero Alliirten im Reich ferner zugeſchickt werden/ ſicher und recht eingericht/ und durch ſolches Contributions-Mittel auch dieſes obige onus der eignen Unterhaltung beiderſeits wiederum aufgehebt ſeyn werden. Und ſolle Seiner Churfürſtl. Durchl. ferners die Aſſignation der Contributions-Oerther bey der Ratifications außgehendigt; auch bey künfftigen etwa durch ſolche Contributions-Orth und Quartier nach Erforderung der Kriegs-raiſon von Ihrer Kayſerl. Majeſt. und dero Confœderirten Armée nehmenden durchzug/ die von Ihrer Churfſ. Durchl. an die Handgebende route möglichſt beobachtet werden/ wie ſolches der 12. Articul des Haubt-Receſſus weiters mit ſich bringet. Und ſolle dieſer ſecrete Neben-Receſs nichtweniger als der Haubt-Receſs gültig ſeyn/ und gleiche Crafft mit demſelben in allen ſeinen Puncten und Clauſulen haben/ auch von beiderſeits Aller- und höchſten Herren Principalen zugleich und auf eine zeit ratificirt, und gegen einander ausgewechſelt werden. Zu Urkund deſſen haben wir beiderſeits Gevollmächtiger obgedachten ſecreten Neben-Receſs eigenhändig unterſchreiben und gefertigt. So geſchehen zu Wienn den 4. April Anno 1674.

R. C. Montecuculi. (L.S.)

Joh. Paul Hocher. Freyherr. (L.S.)

Johann Friedrich Seiler. (L.S.)

CXXI.

22. Avril. *Tractatus inter Sacram Cæſaream Majeſtatem* LEOPOLDUM *ab una, & Illuſtriſſimum Principem* CHRISTOPHORUM BERNARDUM *Epiſcopum Monaſterienſem ab altera parte, quo memoratus Epiſcopus Fœderi cum Rege Galliæ contrà Unitam Belgiam inito, renuntiat, ac pollicetur ſe in debita fidei & obſequii conſtantia ergà Sacram Cæſaream Majeſtatem perſtiturum, Fœdus cum Cæſarea Majeſtate initum exactè obſervaturum, nec non quæ in Comitiis Ratisbonenſibus in favorem oppreſſorum Imperii Statuum ſtatuta ſint, præſtiturum fore; Viciſſim Cæſarea Majeſtas memoratum Epiſcopum in ſpecialem ſuam Gratiam & Protectionem ſuſcipit, Fœdusque reciprocè obſervaturum pollicetur. Coloniæ Agrippinæ 22. Aprilis* 1674. Cum *hujus Tractatûs* RATIFICATIONE *ex parte Sacræ Cæſareæ Majeſtatis. Laxenburgi* 20. *Maii* 1674 [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

NOS LEOPOLDUS, &c. Notum, teſtamurque facimus univerſis, & ſingulis, quorum ſcire intereſt, agnoſcimusque pro nobis, Hæredibus, ac Succeſſoribus noſtris: quòd, cum inter Venerabilem Principem, devotum nobis dilectum Chriſtophorum Bernardum, Epiſcopum Monaſterienſem ex una: & Chariſſimos Amicos noſtros, Generales Fœderati Belgii Ordines Status ex altera partibus, Coloniæ Agrippinæ vigeſimâ ſecunda Aprilis hujus currentis 1674. anni, ad interpoſitionem noſtrorum, illuc ad Tractatus Pacis cum Plenipotentia Legatorum, Generoſi, Fidelium nobis dilectorum Franciſci Liberi Baronis de Liſola, Conſiliarii noſtri Cameralis Aulici, & Joannis Fiſcher, anterioris Auſtriæ Conſiliarii Cameralis, per prædictarum ambarum Partium Plenipotentiarios & Deputatos, Pax certis conditionibus concluſa, & præterea inter nos ex una: & memorati Epiſcopi Monaſterienſis devotionem ex altera parte, medio dictorum noſtrorum, ad hoc ſufficienti utrinque Mandato inſtructorum Deputatorum, certus Receſſus ſeu Conventionis Tractatus ſupradicto eodem die, & loco inſequentem modum initus & concluſus ſit.

Quandoquidem ad interpoſitionem Sacræ Cæſareæ Majeſtatis huc ad Tractatus Pacis cum Plenipotentia Legatorum Illuſtriſſimorum, & Excellentiſſimorum Dominorum, Franciſci Liberi Baronis de Liſola, Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Conſiliarii Aulici, & Joannis Fiſcher anterioris Auſtriæ Conſiliarii Cameralis, inter Dominos Plenipotentiarios, & Deputatos, Reverendiſſimi & Celſiſſimi Domini Epiſcopi, & Principis Monaſterienſis ex una, & Celſiſſimorum, & Præpotentium Fœderati Belgii Ordinum, ex altera partibus, Pax certis conditionibus hâc ipſâ die 22. Menſis Aprilis concluſa eſt, & in principio Inſtrumenti dictæ Pacificationis continetur, quòd dictus Dominus Epiſcopus in devotiſſimum reſpectum Sacræ Cæſareæ Majeſt. à Fœdere cum Chriſtianiſſimo Galliarum Rege ante paucos annos contra dictos Dominos Ordines inito, vi & poteſtate Arbitrii ſibi in ipſo Fœdere reſervari, diſcedere, eique debitè renunciare, nec non nuperis Comitiorum Ratisbonenſium Receſſibus pro Guarantia oppreſſis Statibus Imperii juxta ejusdem Conſtitutiones præſtanda, per omnia ſtare, & ſe conformare, eumque in finem cum debita ſua quota concurrere paratus ſit, ſic deputati altememorati Domini Epiſcopi, & Principis Monaſterienſis nomine ſuæ Celſitudinis, & ex ſpeciali ejusdem inſtructione, & commiſſione præfato Fœderi Gallico hisce de facto renunciant, & promittunt Celſitudinem ſuam in immota hactenus illibatæ fidei, obſequii, & devotiſſimi zeli conſtantia, quam Sacræ Cæſareæ Majeſtati & Sereniſſimæ Domui Auſtriacæ ſæpius re ipſa comprobavit, in futurum ſemper perſtituram: promittunt quoque ſuam Celſitudinem pro majore aſſecuratione, & defenſione vicinorum Imperii limitum, Fortalitia ſua, & loca munita propriis præſidiis, & ſumptibus firmaturam, & pro poſſe ſtrenue defenſuram, & ea, quæ Tractatu ſpecialis Fœderis cum Cæſarea Majeſtate non ita pridem initi, & hinc inde ratificati continentur, exactè obſervaturam, nec non iis, quæ nuper in Imperii Comitiis Ratisbonenſibus ratione Guarantiæ oppreſſis Imperii Statibus, juxta ejusdem Imperii Conſtitutiones præſtandæ concluſa & ſtatuta ſunt, & deinceps ritè concludentur, ſe per omnia conformaturam, & Sacræ Cæſareæ Majeſtati & Imperio cum debita ſua quota non defuturam, uti & in Ditionibus ſuis pro Cæſarea Majeſtate militum conſcriptionem, Copiisque Cæſareis exigente id neceſſitate, tranſitum, innoxium tamen, & juxta Imperii Conſtitutiones permiſſuram, & ſi Majeſtas Sua ultra id aliquas Celſitudinis ſuæ Copias deſideret, Celſitudo ſua ea in re talem ſe præbebit, ut ſuæ Majeſtati facillimum ſit cognoſcere, quod ſuæ Celſitudini nihil magis cordi ſit, quàm ſuam erga Cæſaream Majeſtatem ejusque Auguſtiſſimam Domum conſtantiſſimam devotionem, & obſervantiam re ipſa demonſtrare. E contra memorati Domini Legati, & Plenipotentiarii Cæſarei, nomine Imperatoris promittunt, quod Sua Majeſtas prænominatum Dominum Epiſcopum cum Statibus ſuis, & Subditis, ac univerſa Ejusdem familia, in gratiam ſuam, & protectionem ſpecialem ſuſceptura, nec paſſura ſit, ipſi aut ipſis quidquam damni, aut injuriæ à quopiam fieri, ſed ejusdem augmentis, & commodis pro benignitate ſua Cæſarea, oblatis ad hoc occaſionibus, clementer proſpectura, nec non prædictum ſpeciale Fœdus inter ſuam Majeſtatem & Dominum Epiſcopum initum ex ſua parte obſervatura, præterea omnibus officiis allaboratura ſit, ut per futuros Tractatus Pacis Generalis Exercitium Religionis Catholicæ in locis à ſua Celſitu-

dine

ANNO 1674. dine occupatis jam introductum, & præſertim in Dominio Lingenſi, Imperio de Jure ſubjecto, uti & univerſis Provinciis Fœderatis, meliori, quâ fieri poteſt, ratione firmetur, & ſtabiliatur; Quòd quoque Cæſarea Majeſtas omni ſtudio conatura ſit, firmatâ Pace ſæpedictos uniti Belgii Ordines diſponere, ut Juri Superioritatis in Dominium Borckelo prætenſo amicabiliter renuncient, illudque ad Imperium, & Diœceſin Monaſterienſem, cui de jure competit, revertatur, nec minùs, ut bona Ordini Militari Sancti Joannis Hieroſolymitani propria, in Provinciis Fœderatis ſita, & ab iis occupata eidem Ordini reſtituantur, aut eo nomine ſatisfiat. In cujus rei fidem Receſſus hic, cujus Ratificatio intra proximas ſex ſeptimanas hinc inde procurabitur, in duplicato expeditus, & tam à Dominis Legatis Cæſareis, quàm Deputatis Monaſterienſibus ſubſcriptus eſt. Sic actum Coloniæ Agrippinæ 22. Aprilis 1674.

(*L.S.*) FRID. B. A SCHMISING.

(*L.S.*) WERNERUS ZUR MÜHL.

CUmque ſimul etiam convenerit, ut ejuſdem initi, & concluſi Receſſus Ratihabitio à nobis, & præfati Monaſterienſis Epiſcopi, & Principis devotione intra proximas ſex ſeptimanas à die ſubſcriptionis ſequi, & utrinque commutari debeat; Nos huic Conventioni ſatisfacientes, eundem præinſertum Receſſum, per omnia & ſingula approbavimus, confirmavimus, & ratum habuimus, quemadmodum hiſce approbamus, confirmamus, & ratum habemus: promittentes inſuper, nos omnia, & ſingula in præfato Receſſu contenta, quantum quidem nos concernit, divina adſpirante gratiâ, bona fide præſtituros, & adimpleturos, omnique ratione impedituros, ne à noſtris vel aliis ullo modo violentur. In cujus rei fidem haſce manu noſtrâ ſubſcriptas, Sigilli noſtri Cæſarei appenſione muniri juſſimus. Datum in Arce noſtra Laxemburgi 20. Maii 1674. Regnorum noſtrorum, &c.

LEOPOLDUS,

JOANN PAUL HOCHER L. B.

Ad Mandatum Sacræ Cæſareæ Majeſtatis proprium.

CHRISTOPHORUS DE ASELE.

CXXII.

22. Avril. Provinces-Unies et Munſter.

Traité de Paix entre les PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas*, & CHRISTOPHE BARNARD *Evêque de Munſter. Fait à Cologne le 22. Avril* 1674. [Recueil des Traitez entre les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, & divers Rois, Princes &c. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 685. en Allemand; dans LONDORPII *Acta publica*, Tom. X pag. 674. en Allemand; & dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Cont. II. Abtheil. III. Abſatz XV. pag. 221.]

In nomine Domini ac Sacro Sanctæ & Individuæ Trinitatis.

NOtum ſit cunctis, poſtea quam Bellum inter Chriſtianiſſimum Galliarum Regem ejuſque Confœderatos ex una; & Celſiſſimos & Præpotentes Fœderati Belgii Ordines, eorumque Confœderatos ex altera partibus nuper exortum, eo uſque exerevit, ut Sacram Cæſaream Majeſtatem totumque Romanum Imperium tandem involvat: Et altiſſime memorata Sac. Cæſ. Maj. per Miniſtros ſuos Reverend. & Celſiſſim: Dominum Epiſcopum & Principem Monaſterienſem, qui, uti Chriſtianiſſimæ Regiæ Majeſt. Confœderatus, dicto Bello contra Unitum Belgium acceſſerat, adhortari fecerit, ut à Fœdere Gallico recederet, & pro communi totius Imperii & Reipublicæ bono, Pacem cum altememoratis Dominis Ordinibus iniret: Cui adhortationi dictus Dominus Epiſcopus locum dare; & in devotiſſimum reſpectum Sac. Cæſ. Maj. à Fœdere cum altememorato Rege Chriſtianiſſimo antehac inito, vi & poteſtate arbitrii ſibi in ipſo Fœdere reſervati, diſcedere eique debite renunciare, nec non nuperis Comitiorum Ratiſbonenſium Receſſibus, pro Guarantia oppreſſis Imperii Statibus juxta ejuſdem Conſtitutiones præſtanda, per omnia ſtare & ſe conformare, eumque in finem cum quota debita concurrere; prout etiam cum dictis Dominis Ordinibus Fœderati Belgii, ad bonum publicum promovendum, Pacem inire paratus. ANNO 1674.

Quod hinc ad interpoſitionem Sac. Cæſ. Maj. Miniſtrorum, nimirum Illuſtriſſimorum & Excellentiſſimorum Dominorum Franciſci, Liberi Baronis de Liſola, Sac. Cæſ. Maj. Conſiliarii Aulici, & Joannis Fiſcher, Anterioris Auſtriæ Conſiliarii Cameralis, ad Generales Pacis Tractatus Legatorum & Plenipotentiariorum, inter utriuſque Partis Plenipotentiarios & ad hoc Deputatos: Ex parte altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium Illuſtriſſimos & Excellentiſſimos Dom. Hieronymum à Beverningk, Urbis Goudanæ Exconſulem, quondam Uniti Belgii Conſiliarium & Quæſtorem Generalem; & Joannem Isbrants, Toparcham in Hoogkereke & Senatorem Groninganum, in Conſeſſu Dominorum Ordinum Generalium Deputatos: Ex parte vero prænominati Domini Epiſcopi, Reverendiſſimum, Perilluſtrem & Generoſum, nec non Nobilem & Clariſſimum Dominos Fridericum, Baronem à Schmiſing, Ordinis S. Joannis Hieroſolymitani Equitem & Commendatorem in Francforte & Wernerum zur Muhlen, Jurium Doctorem, Celſitudinis ſuæ Conſiliarios intimos & reſpective Vice-Cancellarium, in ſequentes Pacis Leges tandem conventum ſit.

I. Pax ſit conſtans & perpetua inter antedictos Dominos Ordines Uniti Belgii, & Dominum Epiſcopum & Principem Monaſterienſem, eaque ſic colatur & ſervetur ſerio, ut mutuis ſibi invicem commodis ſtudeant, & omnia Humanitatis bonæque viciniæ officia præſtent, neque impoſterum una Pars contra alterius Subditos Arreſta & Repreſſalias decernet, nec executiones rerum judicatarum impediet.

II. Sit utrimque perpetua oblivio omnium eorum; quæ poſt Pacem Clivenſem, & ab initio hujus Belli usque huc, quocunque modo aut loco, ultro citroque hoſtiliter facta ſunt, ita, ut nec illorum, nec ullius alterius rei cauſa vel prætextu, ullus poſthac quicquam hoſtilitatis, inimicitiæ, moleſtiæ vel impedimenti, tam quoad perſonas, quam bona, per ſe, vel per alios, clam aut palam, directe vel indirecte, ſpecie Juris aut via facti uſpiam inferat vel inferri faciat aut patiatur, ſed omnes & ſingulæ hinc inde, tam ante quam in Bello, verbis, ſcriptis aut factis illatæ injuriæ, violentiæ, damna, expenſæ, absque omni perſonarum rerumque reſpectu, ita penitus abolitæ ſint, ut quidquid eo nomine alter adverſus alterum prætendere poſſet, perpetua ſit oblivione ſepultum.

Ad quorum tamen dilucidationem conventum eſt, quod ab hac amneſtia erunt excipiendi ii omnes, qui proditionis, aut læſæ Majeſtatis rei, arguentur, ita tamen, ut illis via Juris utrimque aperta, & uxoribus liberiſque & Hæredibus bona ſalva maneant, juxta tenorem Articuli ſecundi Tractatus Clivenſis.

III. Poſito hoc univerſalis & illimitatæ amneſtiæ fundamento, reſtituet Dominus Epiſcopus ſtatim & illico poſt Ratificationem Dominis Uniti Belgii Ordinibus omnia ea loca, ubicunque ſita, nullo prorſus reſervato, quæ durante hoc Bello occupavit, & quæ ex iiſdem in ipſius poteſtate tempore hujus concluſionis invenientur, & quidem omnia in eo ſtatu, quo nunc reperiuntur, & curabit, ne quidquam in iis deterius; quam nunc eſt, reddatur, nominatim Oppida, Arces & Caſtella de Lingen, Lichtenfort & Borckelo, &c. ſalvis tamen per omnia Juribus & Conſtitutionibus Imperii Paciſque Weſtphalicæ, ne quid per haſce reſtitutiones iis derogetur, aut in eorum præjudicium innovetur.

IV. Reſtituet identidem omnibus Nobilibus, Vaſallis & Subditis Dominorum Ordinum, cujuſcunque nominis & conditionis, omnia & ſingula eorum Territoria, Dominia, Juriſdictiones, agros & bona immobilia ubicunque ſita, quæ durante hoc Bello occupavit aut occupari fecit & nominatim evacuabit Militæ ſuo Caſtellum, ium, Oppidum & Dominium de Weerth, & Domino Georgio Frederico, Comiti de Waldecq reſtituet, reſervatis tamen per expreſſum omnibus tam dicto Domino Epiſcopo ejusque Succeſſoribus & Eccleſiæ, quam Domino Comiti competentibus Juribus, prætenſionibus & actionibus coram competente Judice decidendis; prout & curabunt Domini Ordines, ut vice verſa Vaſallis & Subditis Monaſterienſibus omnia eorundem durante hoc Bello occupata bona immobilia ubicunque ſita reſtituantur. Captivi quoque hinc inde cujus conditionis, ſtatus aut profeſſionis ſint, libere demittentur & relaxabuntur.

V. Maneat Tractatus Clivenſis 18. Aprilis ſtilo novo Anno 1666. concluſus, in plena vi & vigore in quantum præſenti Tractatui nullatenus contradicit.

VI. Comprehendatur hac Pace & Amneſtia Domus & Familia Comitum de Benthem, ejusque Miniſtri, Vaſalli & Subditi; & quæ ipſi, durante hoc Bello, ablata fuerunt, utrimque reſtituantur: Gaudeatque dictus Dominus Comes absque ullo impedimento, uti reliqui Imperii Status ſuis Juribus & Regalibus & ſub Cæſ. Maj. & Imperii protectione tranquille relinquatur: Et poſt horum Tractatuum ratihabitionem, allaborabunt Pars utraque coram Cæſ. S. Maj. quo Pax, ſecuritas & amor, præcipue conjugalis in ea Familia reſtituantur & ſtabiliantur, Jurisdictione tamen Cæſarea ſemper ſalva & reſervata.

VII. Ad majorem prædictorum cautelam & ſecuritatem Sac. Cæſ. Maj. ac Sereniſſimus Hiſpaniarum Rex debite requirentur, ut Guarantiam hujus Tractatus ſolemni & meliori forma præſtare velint.

VIII. Hujus Tractatus Ratihabitiones ex utraque parte paciſcentium extradentur ad manus Dominorum Legatorum Sac. Cæſ. Maj. & commutabuntur intra quindecim dies à die ſubſcriptionis hujus Inſtrumenti computandos, & citius ſi fieri poſſit: Actus tamen hoſtilitatis ceſſabunt quam primum Ratihabitio Celſiſſimi D. Epiſcopi Monaſterienſis Coloniam advenerit & ad manus dictorum Dominorum Legatorum Cæſareanorum fuerit conſignata.

In cujus rei fidem duo ejusdem tenoris Inſtrumenta, deſuper confecta, tam à Dominis Legatis Cæſareis quam ab utriusque Partis Plenipotentiariis & Deputatis ſubſcripta & ſigillata ſunt. Actum Coloniæ Agrippinæ die vigeſima ſecunda Aprilis Anno 1674.

Signatum erat,

(*L.S.*) H. VAN BEVERNINGK.

(*L.S.*) SCHMISINGH.

(*L.S.*) J. ISBRANTS.

(*L.S.*) W. ZUR MUHLEN.

In ſupradictorum omnium fidem, infraſcripti Domini Mediatores hoc Inſtrumentum ſubſignatione ſua & Sigillis communiverunt loco & die, ut ſupra.

(*L.S.*) F. DE LISOLA.

(*L.S.*) JOHAN FISCHER.

ARTICULUS SECRETUS.

CUm Domini Legati & Plenipotentiarii Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii declarant, ſe à dictis Dominis ſuis Principalibus expreſſe inſtructos eſſe, ut cum Domino Epiſcopo & Principe Monaſterienſi Pacem non concludant, niſi Domus ſeu Caſtrum Darvelt, in Diœceſi Monaſterienſi ſitum, Domino Comiti de Flodorf reſtituatur, è contra vero Domini Plenipotentiarii & Deputati Monaſterienſes conſtanter ſuſtineant caſum hunc eſſe privatarum Partium & meræ Juſtitiæ, nec cum Tractatu Pacis quicquam habere commune, adeoque à Domino ſuo Principali ſe deſuper non eſſe inſtructos, nec inſtrui potuiſſe: Inconſultum autem viſum fuerit concluſionem Pacis, hanc ſolam ob cauſam cum boni publici non exiguo detrimento, diutius differri: Hinc placuit, ut Tractatus Pacis hinc inde ſubſcribatur, & dictus caſus reſtitutionis Caſtri de Darvelt ad ejusdem ratificationem & executionem remittatur: Offerendo ſe Domini Legati Plenipotentiarii Sac. Cæſ. Maj. interim utramque partem paciſcentem diſponere, ut quæſtio hæc tempore dictæ executionis æquo & congruo medio componatur. Sic actum Coloniæ Agrippinæ die vigeſima ſecunda Aprilis Anni milleſimi ſexcenteſimi ſeptuageſimi quarti

Signatum erat,

(*L.S.*) H. BEVERNINGK.

(*L.S.*) W. D. SCHMISINGH.

(*L.S.*) J. ISBRANTS.

(*L.S.*) W. ZUR MUHLEN.

In ſupradictorum omnium fidem infraſcripti Domini mediatores hoc Inſtrumentum ſubſignatione ſua & Sigillis communiverunt, loco & die, quo ſupra.

(*L.S.*) F. DE LISOLA.

(*L.S.*) JOHANNUS FISCHER.

Ratificatio Altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium.

ORdines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum, Notum teſtatumque facimus, univerſis & ſingulis, quorum ſcire intereſt: Quod cum ad interpoſitionem Sac. Cæſ. Maj. Miniſtrorum, nimirum Illuſtriſſimorum & Excellentiſſimorum Dominorum, Dominorum Franciſci liberi Baronis de Liſola, Sac. Cæſ. Maj. Conſiliarii Aulici, & Joannis Fiſcher, Anterioris Auſtriæ Conſiliarii Cameralis, ad generales Pacis Tractatus Legatorum & Plenipotentiariorum, inter Plenipotentiarios ex parte noſtra Illuſtriſſimos & Excellentiſſimos Dominos Hieronymum à Beverningk, Urbis Goudanæ Exconſulem, quondam Uniti Belgii Conſiliarium & Quæſtorem Generalem, Joannem Isbrants, Toparcham in Huochkerke, & Senatorem Groninganum in Conſeſſu noſtro Deputatos & inter Plenipotentiarios ex parte Reverendiſſimi & Celſiſſimi Domini Epiſcopi & Principis Monaſterienſis per Illuſtrem & generoſum nec non Nobilem & Clariſſimum Dominos Fridericum Baronem à Schmiſing, Ordinis Sancti Joannis Hieroſolimitani Equitem, & Commendatorem in Francfort, & Wernerum Zur Muhlen, Jurium Doctorem Celſitudinis ſuæ Conſiliarios intimos & reſpective Vice-Cancellarium Deputatos ad hoc ſufficienti utrimque Mandato inſtructos, Coloniæ Agrippinæ die 22. Aprilis Anni milleſimi ſexcenteſimi ſeptuageſimi quarti, in ſequentes Pacis leges conventum ſit.

Inſeratur Tractatus.

Cumque ſimul etiam convenerit ut ejusdem initæ & concluſæ Pacis Ratihabitiones ex utraque parte Paciſcentium extradantur ad manus præfatorum Dominorum, Dominorum Legatorum Sac. Cæſ. Majeſtatis, & intra quindecim dies à die ſubſcriptionis vel citius, ſi fieri poſſit, commutentur. Nos huic Conventioni ſatisfacientes eandem Pacem initam & concluſam per omnia & ſingula approbavimus, & confirmavimus & ratihabuimus, quemadmodum hiſce approbamus, confirmamus & ratam habemus; promittentes inſuper nos omnia & ſingula in præfata Pace contenta, bona fide præſtituros & adimpleturos, omnique ratione impedituros, ne à noſtris vel aliis ullo modo violentur: In cujus rei fidem, has majoris Sigilli noſtri appenſione muniri, & per Conſeſſus noſtri Præſidem ſignari curavimus, ut & per Primarium Graphiarium noſtrum ſubſcribi juſſimus. Actum in Conſeſſu noſtro die quarto menſis Maji Anni 1674. SCATO GOCKINGA, vt. Ad mandatum altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium. H. FAGEL.

Ratificatio Domini Epiſcopi Monaſterienſis.

NOs CHRISTOPHORUS BERNARDUS, Dei gratia Epiſcopus Monaſterienſis, Adminiſtrator Corbeienſis, Burg-Gravius in Stromberg, Sacri Romani Imperii, Princeps & Dominus in Borkelo, conſtare volumus, poſteaquam ad interpoſitionem Sacræ Cæſ. Majeſtatis ad Generales Pacis Tractatus Legatorum & Plenipotentiariorum inter Noſtros, & Celſorum ac

Præ-

ANNO 1674. Præpotentium Ordinum Fœderati Belgii Plenipotentiarios & ad hoc Deputatos ſequens Pacis Inſtrumentum erectum eſt.

Inſeratur Tractatus.

Quod nos habita deſuper matura deliberatione, omnia & ſingula, quæ in eo continentur, rata habeamus uti & ea acceptamus, approbamus, & ratificamus per præſentes Tabulas, ſub manu Sigilloque noſtro datas in Urbe noſtra Monaſterienſi, die vigeſima quinta Aprilis Anno milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo quarto.

Signatum erat,

(*L.S.*)

CHRISTOPHORUS BERNARDUS.

Sacræ Cæſareæ Majeſtatis LEOPOLDI I. *Ratificatio Pacis inter Illuſtriſſimum Principem* CHRISTOPHORUM BERNARDUM Epiſcopum Monaſterienſem *ab una; & Præpotentes Ordines Generales Fœderati Belgii ab altera parte, Coloniæ Agrippinæ die 22. Aprilis 1674. concluſæ. Data in Arce Cæſarea Laxenburgi 20. Maii 1674.* [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

NOs LEOPOLDUS, &c. Notum teſtatumque facimus univerſis & ſingulis, quorum ſcire intereſt, agnoſcimuſque pro nobis, Hæredibus ac Succeſſoribus noſtris; Quod cum inter Venerabilem Principem devotum nobis Dilectum Chriſtophorum Bernardum Epiſcopum Monaſterienſem ex una & Chariſſimos amicos noſtros, Generales Fœderati Belgii Status ex altera Partibus, Coloniæ Agrippinæ 22. Aprilis hujus currentis anni 1674. ad interpoſitionem noſtrorum, illuc ad Tractatus Pacis cum Plenipotentia Legatorum, Generoſi, Fidelium nobis Dilectorum Franciſci Liberi Baronis de Liſola, Conſiliarii noſtri Cameralis Aulici, & Joannis Fiſcher, Anterioris Auſtriæ Conſiliarii Cameralis, per prædictarum ambarum Partium Plenipotentiarios & Deputatos, Pax certis Conditionibus in ſequentem modum inita & concluſa ſit.

Fiat Inſertio.

Cumque ſimul a nobis per ambas Partes petitum fuerit, ut præinſertæ Pacificationis Inſtrumentum a dictis Plenipotentiariis Legatis noſtris, ceu Mediatoribus ſubſcriptum & ſigillatum, a nobis quoque ratificaretur ac corroboretur. Idcirco nos eandem præſcriptam Pacificationem per omnia & ſingula approbavimus, confirmavimus & ratam habuimus; quemadmodum hiſce approbamus, confirmamus & ratam habemus: Promittentes inſuper, nos ſedulo curaturos & allaboraturos, ut omnia & ſingula in præfata Pacificatione contenta bona fide præſtentur & adimpleantur, & nec a noſtris vel aliis ullo modo violentur. In cujus rei fidem haſce manu noſtra ſubſcriptas, ſigilli noſtri Cæſarei appenſione muniri juſſimus. Datum in Arce noſtra Laxenburgi 20. Maii Anno 1674.

CXXIII.

$\frac{14}{24}$ April. Neben-Receſs zwiſchen Ihro Kayſerl. Majeſt. Leopold und beiden Herrn Hertzogen Georg Wilhelm / und Rudolph Auguſt zu Braunſchweig und Lüneburg / worinnen neben dem was im Haubt-Receſs ſub eodem dato geſchloſſen worden / die Herrn Hertzogen ihre Völcker biß auf 8000 zu Fuß 4000. Pferdt / und 1000. Dragoner / wieder die gemeine Feinde zu verſtärcken und agiren zu laſſen / doch unter gewiſſen Bedingungen / verſprechen. Braunſchweig den $\frac{14}{24}$ April 1674. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

ANNO 1674.

C'eſt-à-dire,

Recès particulier entre LEOPOLD *Empereur des Romains, & les Ducs de Brunswich-Lunebourg* GEORGE-GUILLAUME, *&* RODOLPHE AUGUSTE, *par lequel entre ce qui a été conclu par le Recès principal du même jour, ils s'obligent à augmenter leurs Troupes jusques à 8000. Hommes de Pied, 4000. Chevaux, & 1000. Dragons, & à les faire agir contre les Ennemis communs ſous certaines conditions par eux ſtipulées. A Brunswich le* $\frac{14}{24}$. *Avril* 1674.

ZU wiſſen / als die Röm. Kayſ. auch zu Hungarn und Böheimb Königl. Majeſt. Herrn Georg Wilhelms und Herrn Rudolph Auguſten Hertzogen zu Braunſchweig und Lüneburg Durchl. Durchl. vermittels verſchiedener hoch-anſehenlicher Abſchickungen zuerkennen gegeben / was maſſen ſie bey denen in dem heyl. Römiſch. Reich erweckten motibus die Waffen zuergreiffen eüſſeriſt neceſſitiret / doch keine andere intention führeten / dan das Reich und deſſen Stände von aller oppreſſion zu befreyen / und ihrem Kayſerl. Reſpect / auch der Stände Freyheit / ſo dann gute harmonie und Frieden im Reich zuerhalten / mit dem erſuchen / daß hochſtgedachter beider Herrn Hertzogen Durchl. Durchl. ſolche Ihr Kayſ. Majeſt. gemein-nützige intention zubefordern / und zu dem Ende nicht allein das alhier zu Braunſchweig den [illegible] Septemb. 1672. aufgerichtetes Fœdus zu extendiren / ſondern auch unverlengt mit ihren Völckern / wieder die jenige / welche Ihre Kayſ. Majeſt. die Cron Spanien / und die Herrn General Staaten / wieder den Oſnabrugg- und Münſteriſchen / Aach- und Cleviſchen Frieden jetzo bekriegen / oder noch bekriegen würden / conjungiren möchten / darauff auch ein gewiſſer Receſs unter heutigen dato zwiſchen Ihro Kayſ. Majeſt. und hochſtgnad. Herrn Hertzogen Durchl. Durchl. hierunden benanten und zu dieſer Handlung bevollmächtigten Miniſtris geſchloſſen / annebens der gemeinen ſache verträglich erachtet worden / denſelben in einem neben-Tractat, welcher in höchſter geheimb zu halten / zuerleütern / ſo iſt volgends durch obgedachte gevollmächtigte ferner abgeredet und verglichen worden wie folget.

Erſtlich / weil hochgedachter Herrn Hertzogen Durchl. Durchl. verſchiedener erheblichen Urſachen halber / ihre auf den Beinen habende Militz zuverſtärcken nöthig halten / und hiezu gewiſſe Geldt-Subſidien zubegehren ſich befugt achten / daß demnach Ihre Kayſ. Majeſt. ſo wohl bey der Cron Spanien als denen General Staaten alle mögliche und fleiſſige Officia interponiren wollen / damit von jetzt bemelter Cron und denen General Staaten beider Herrn Hertzogen Durchl. Durchl. vermittelſt eines chiſten vergleichs / gewiſſe ſubſidien erfolgen mögen / in entſtehung deſſen der Herren Hertzogen Durchl. weiter nicht als an oberwehntes alhier zu Braunſchweig den [illegible] Sept. 1672. aufgerichtetes Fœdus verbunden / und hingegen an dieſen Secret- und Haubt-Receſs keines weegs gehalten / ſondern ſelbiger auf ſolchen fall krafftlos bleiben ſolle.

Wann aber zweytens man berührter Subſidien halber zu dem intendirten Schluß gelanget und mit zahlung jetzterwehnter Subſidien ein ſolcher anfang gemachet / gleich mit höchſt-gedachter Kön. Maj. in Hiſpanien und denen Herren General Staaten man ſich verglichen haben würd / als dann wollen höchſtermelter beider Herren Hertzogen Dl. Dl. mit einer Armée von acht tauſend zu Fuß / vier tauſend zu Pferd und tauſend Dragoners ſambt convenabler Artiglerie wieder die gemeine Feinde agiren laſſen an Orth und Enden / wo Ihre Kayſerl. Majeſt. Ihr Königl. Majeſt. zu Hiſpanien / die General Staaten / und der Herren Hertzogen Durchl. Durchl. für gut finden werden / maſſen dan bey künfftiger Kriegs-Expedition, zumahlen alsdann wann die Armeen der Hohen Allirten conjungiret / alle Haubt-Operationes anderſt nicht / dan nach den mehern Stimmen ob-aller- und hochſtgenanter Allirten dirigirt / und zur Execution gebracht werden ſollen / dergeſtalt daß Ihre Kayſ. Majeſt. eine / Ihre Königl. Majeſt. in Spanien eine / die Herrn General Staaten eine / der beiden Herrn Hertzogen Durchl. Durchl. aber ingeſambt eine Stimme zuführen haben.

Solte auch Drittens hiernechſt befunden werden / daß man obberührtes Corpus umb den verlangten Frieden zu beförderen / zu verſtärcken hette / ſo ſoll darüber ferners Handlung angeſtellet / die proportion nach dem mit der Cron Spanien und denen General Staaten ratione Subſidiorum vorhin getroffenen vergleich genohmen / und darauf auch eine ſolche Hülffe würcklich geleiſtet werden.

Weſern dann Vierdtens der beiden Herren Hertzogen Durchl. Durchl. Lande zeit währenden dieſes Kriegs von jemanden / wer der auch ſeye / und unter was prætext ſolches geſchehen möge / attaquirt oder überzogen werden ſolten / wollen Ihro Kayſerl.

Majeſt. denenſelben mit einer ſolchen macht/ als die erheiſchender noth nach/wird begehrt/und zulänglich geachtet werden können/ mit darzu gehöriger Artielerie/auf beſchehene requiſition, unverweilt zu Hülff kommen/ und mit allem Vigore wieder die attaquanten agiren laſſen/ geſtalten dan der beiden Herrn Hertzogen Durchl. Durchl. in den fall/ daß Ihre Kayſ. Majeſt. in dero Landen feindlich angegriffen würden/jetzt allerhöchſtgemelte Kayſ. Majeſt mit obbenantem Corpo, und wie dieſelbe nach ausweis des vorhergehenden dritten Articuls verſtärcket werden möchte/ zu aſſiſtiren gleichsfals verbunden ſeyn ſollen.

Solte auch Fünfftens/ zeit währender dieſer Bündnus ſich jemand unternehmen/ die Stadt Brehmen aus ihren jetzigen Stande gewaltthätiger weiſe zuſetzen/ nachdeme dan nicht allein der Herren Hertzogen Durchl. Durchl. Lande/ ſondern auch der gantze Nieder-Sächſiſche/ wie nit weniger Weſtphaliſche Creiß in noch groſſere Unſicherheit und gefahr hierdurch geſtürtzet werden dorfften/ ſo wollen Ihre Kayſ. Majeſt. mit und nebens Ihrer Königlichen Majeſt. zu Dennemarck-Norwegen/ und beider Herren Hertzogen Durchl. Durchl. alle Rettungs-Mittel ergreiffen/damit dieſe Stadt in ſtatu quo gelaſſen/ und ihr Via facti nichts wiedriges zugemuthet werde.

Daferne Sechſtens/ ſich bey folgender Kriegs-Expedition begeben ſolte/ daß von der Herrn Hertzogen Durchl. Durchl. ein oder mehr Plätze dem Feinde abgenommen würden/ſo ſoll es zwahr damit gehalten werden/ gleich man ſich diſſfalls in dem obangezogenen Braunſchweigiſch. Foedere im 17. Articul verglichen/ jedoch iſt dabey bedungen worden/ was die zu dem Röm. Reich gehörige Oerther und die darinnen begriffenen Religionen und Geiſtlichkeit anbetrieft/daß dasjenige/was dis Orts in dem Weſtphaliſchen Frieden begrieffen/gehalten/und alles quoad punctum Religionis in gegenwertigen Standt gelaſſen werden ſoll. Zu deme Ende auch keine veränderung oder verminderung weder in denen Stiffteren/ noch an der Religion verſtattet/ ſondern ſeldige bey dem Römiſchen Reich und der in ſeldigen Orthen obhandene nicht allein Catholiſchen ſondern auch andere Religionen/ wie ſich dieſelbe anjetzo befinden/ erhalten/ wie auch die Jura Electionis, ſo dem Thumb und andern Capitul zuſtändig/ keines weegs turbiret/ ſondern ſie darbey richtig gelaſſen/ und geſchützet werden ſollen.

Dann und Siebendens/ daß bey Anſetz: und ſtabilirung der Quartier und Contributionen in deren Landen/welche in dieſem Nieder-Sächſiſchen und Weſtphaliſchen Creiß gelegen/der Herren Hertzogen Durchl. Durchl. einiger vorzug in ſo weit gegönnet werde/ daß denſelben viel mehr in jetzt berührten Landen/ als anderer Orthen erwehnte Quartier und Contributiones nach proportion angewieſen/oder da ſie ſeldige ſchon überkommen/dabey richtig gelaſſen werden.

Achtens wollen Ihre Keyſerl. Majeſt. nicht weniger als Ihre Durchl. Durchl. bey ihro Königl. Majeſt. in Dennemarck/auch beiden Herren Churfürſten zu Sachſen und Brandenburg alle dienliche Officia noch ferner anwenden laſſen/ damit dieſelbe en dieſe Parthey völlig tretten/ und dabey beſtändig verharren mögen/als dann auch der beiden Herren Hertzogen Durchl. Durchl. ſich bemühen wollen/ Herren Ernſt Auguſti Biſchoffens zu Oßnabrug und Herrn Johann Friederichs beiden Hertzogen zu Braunſchweig und Lüneburg Durchl. Durchl. zu disponiren damit dieſelde dieſer gemeinen ſache ſich annehmen und ihre kräfften mit der hohen Alliirten zuſammen ſetzen.

Woſern aber dieſelbe dazu nicht zubewegen/ ſondern ſie lieber ſtill ſitzen und erwarten wollen/was etwo bey währenden Reichs-tage in puncto ſecuritatis, oder ſonſten in dieſen Nieder-Sächſiſchen und Weſtphäliſchen Creiſſen geſchloſſen werden möchte/ ſo wollen gleichwohlen Ihre Kayſ. Majeſt. nicht verhalten/daß jetzt höchſtgedachter beider Herren Hertzogen Land und Leuthe mit durchzügen/Einquartierungen und Contribution ohn durch ihre Miliz/ jedoch ſo lang auch ſie wieder Ihre Kayſ. Majeſt. und dero hohe Alliirte nichts Feindliches vornehmen würden/beſchwehret werden ſollen.

Ob dann ſchon Neüntens in dem unter heütigen dato aufgerichten Haubt-Receß enthalten/ daß dieſe Bündnus nur drey Jahr währen ſoll/ ſo ſoll doch ſolches anderſt nicht verſtanden werden/dann en dem fall/ da der Frieden noch vor ablauf ſolcher zeit mit der ſammentlichen hohen Bundts-Verwandten einwilligung wiederbracht werden könne.

Sonſten und daferne in ſolcher zeit die gemeine Feinde zum Frieden nicht zudringen/ ſoll auch dieſe Bündnus ihre krafft behalten/noch einigen der hohen Alliirten darans zuſcheiden erlaubt ſein/ es ſeye dan der allgemeine Friede mit gemeiner einwilligung der hohen Alliirten erlanget/ allermaſſen dan auch das offt erwehnter alhier in Braunſchweig 1672. aufgerichtete Foedus, ſo viel Ihr. Kayſ. Maj. und der Herren Hertzogen Durchl. Durchl. belanget/ in ſolchen fall/ bis dahin ſeine krafft behalten/ noch attendiret werden ſoll/daß der darin beſtimbte dreyjährige termin entzwiſchen expiriret.

Und ſoll dieſes alles nicht weniger obſerviret und unverbrüchlich gehalten werden/ als ob es von Worten zu Worten dem Haubt-Receß einverleibet/ wie dann auch die Gevollmächtigte verſprochen und zugeſagt/ dero allerhöchſt und höchſtgedachter Principalen Ratification über dieſen neben-Tractat in der beſtimbten Monaths zeit alhier in der Stadt Braunſchweig einzuſchaffen und auswechslen zulaſſen.

Deſſen zu Urkund haben ſie ſelbigen eigenhändig underzeichnet und mit ihren Pettſchafften bekräfftiget/ſo geſchehen Braunſchweig den $\frac{14}{24}$. Aprilis Anno 1674.

(L.S.) B. Grhv. Windiſchgrätz.

(L.S.) Joh. Helm Schütz.

(L.S.) Chriſtoph von Hammerſtein.

(L.S.) Fritz von Heimburg.

(L.S.) Joachim Friedrich Sohler.

CXXIV.

Declaratio CAROLI CASPARI *Electoris Trevirenſis, quod quidem Pacificationi inter Cæſarem & Electorem Colonienſem nullum impedimentum injicere velit; attamen ratione damnorum Archi-Diœceſi Trevirenſi per Milites Colonienſes illatorum, ſe Cæſaream Majeſtatem implorare, ut ei aliqua ſatisfactio obtineatur.* [Tiré de la Regiſtrature de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.] Mai.

CUm in reſarciendis immenſis illis damnis, quæ Excellentiſſimus Princeps Elector Trevirenſis ab injuſtis Gallorum armis hactenus perpeſſus eſt & adhuc dum patitur, ſecutura aliquando ſub Auguſtiſſimi Cæſaris noſtri auſpiciis Pax, modum & rationem oſtenſura ſit, atque nunc de conditionibus tantum agatur, quibus Sereniſſimus Princeps Elector Colonienſis à Gallici Bellici Societate abſtractus in Cæſaream gratiam recipi poſſit: declarat utique Elector Trevirenſis, ſe operi tam pio & laudabili nullum quidem injecturum eſſe impedimentum, ab ea tamen, quam Archidiœceſi ſuæ vovit, curâ & fide aſtringi, ut aliqualem ſaltem ac planè modicam reparationem pro illis etiam exigere debeat damnis, quæ non minus à Colonienſi Milite innoxiæ Provinciæ ſuæ præter omne fas illata fuerint.

Hinc eſt, quod ſecundum inita antehàc Pacta Sacræ Cæſareæ Majeſtatis opem implorare cogitur, quo afflictæ Archidiœceſi Trevirenſi, levi & exigua duorum Pagorum acceſſione ſatisfieri patiatur, Rachtig nempe & Zeltingen, qui procul à cætera Ditione Colonienſi ad ſuperiorem Moſellam ſiti, ac Trevirenſi Territorio undiquaque cincti, neque lucro, neque ſentiendo admodum detrimento aliquo alterutram Provinciarum afficere poterunt.

Sereniſſimo autem Electori Colonienſi ejusque Metropolitano Capitulo grave id eſſe non debet, cum denuntiatum ipſis non ſemel ſit, diſſolvenda & compenſanda aliquando eſſe damna illa, quæ toties rogati & admoniti avertere ab innocentibus ac nihil tale promeritis vicinis neglexiſſent, graſſante interea Colonienſi Milite in Trevirenſi agro non ſecus ac in hoſtico, per omne genus injuriarum quarum particulari enarratione in eam propinqua reconciliationis ſpe, merito ſuperſedendum nunc eſſe exiſtimavimus.

CXXV.

Traité de Paix entre les PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas &* MAXIMILIEN HENRI *Electeur & Archevêque de Cologne. Fait à Cologne le* 11. *Mai*, 1674. [*Theatrum Pacis.* Tom. II. pag. 600. d'où l'on a tiré cette Pièce qui ſe trouve auſſi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 613. dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Contin. II. Abtheilung III. Abſatz III. pag. 112. en Allemand; & dans LONDORPII *Acta publica*, Tom. X. pag. 169.] 11. Mai.

Les Provinces-Unies et Cologne.

In Nomine Sacro-Sanctæ Individuæ Trinitatis.

NOtum hiſce ſit cunctis & unicuique; poſtequam inter Chriſtianiſſimum Galliarum Regem, ejusque

Anno 1674.

que Confœderatus ex unâ; atque Celſos, & Præpotentes Fœderati Belgii Ordines, eorumque Confœderatos ex alterâ, Partibus, nuper exortum Bellum, eo usque excreviſſet, ut Cæſaream Suam Majeſtatem, totumque Romanum Imperium tandem involverit: & altiſſimè memorata Sua Cæſ. Majeſtas, per Miniſtros ſuos, Sereniſſimum Principem Electorem Colonienſem, (qui uti Chriſtianiſſimæ Regiæ Majeſtatis Confœderatus, ad dictum Bellum contra Unitum Belgium acceſſerat) adhortari curaſſet: ut pro communi totius Imperii & Reipublicæ bono, pacem cum altememoratis Dominis Ordinibus inire vellet: huicque adhortationi Sereniſſima Sua Electoralis Celſitudo locum dediſſet, & pro devotiſſimâ ſuâ erga Cæſaream Suam Majeſtatem reverentiâ, non obſtantibus quibuscunque aliis Pactis Fœderibus, vigore & poteſtate liberi ſibi in iisdem reſervati arbitrii, cum dictis Dominis Ordinibus Fœderati Belgii ad bonum publicum promovendum pacem inire paratam ſeſe quòd oſtendiſſet; ad interpoſitionem & mediationem Cæſareæ Suæ Majeſtatis Miniſtrorum, nimirum Illuſtriſſimorum & Excellentiſſimorum Dominorum, Domini Franciſci, Liberi Baronis de Liſola, Cæſareæ Suæ Majeſtatis Conſiliarii Aulici, & Joannis Fiſcher, anterioris Auſtriæ Conſiliarii Cameralis, & ad generalis Pacis Tractatus Legatorum, & Plenipotentiariorum, inter utriusque Partis Plenipotentiarios, & ad hoc Deputatos; ex parte Sereniſſimæ Suæ Serenitatis Electoralis, Reverendiſſimos, Generoſos & Prænobiles Dominos, Thomam Quentel, Franciſcum Baronem de & in Frentz, & Kendenich, nec non Ignatium Wittman, Suæ Electoralis Serenitatis Conſiliarios intimos, Metropolitanæ Eccleſiæ Colonienſis, Cathedralium Hildeſienſis, & Paderbornenſis Eccleſiarum, nec non Collegiatarum Baſilicarum S. Severini & S. Andreæ reſpectivè Præpoſitum, & Capitulares; Ex parte verò altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium, Illuſtriſſimos & Excellentiſſimos Dominos Hieronymum à Beverningk, Urbis Goudanæ Ex-Conſulem, quondam Fœderati Belgii Conſiliarium, & Quæſtorem Generalem, & Joannem Iſbrants, Toparcham in Hoochkerke & Senatorem Groninganum, in Conſeſſu Dominorum Ordinum Generalium Deputatos, in ſequentes Pacis Leges tandem conventum ſit

I. Sit Pax conſtans & perpetua inter Sereniſſimum Dominum Electorem, & Fœderati Belgii Dominos Ordines, eaque ſic colatur, ut Pars una alterius commoda quærat & promoveat, atque omnia humanitatis, bonæque vicinitatis officia ſibi mutuò præſtent. Neque impoſterum, Pars ulla contra alterius Subditos, arreſta & repreſſalias decernet, aut executiones rerum judicatarum impediet. Sub quo tamen, viâ Juris obtentæ, & ex cautis debitorum & Contractuum obligatoriorum, originem ſumentes Sententiæ, minimè intelligentur; ſed quoad eas ſecundùm Juris ordinem, & rectam rationem procedetur.

II. Omnia ea, quæ ab initio Belli hujus hucusque hinc indè ullo modo aut ratione, ex parte utraque hoſtiliter patrata ſunt, in tantum oblivioni tradita ſunto, ut nec illorum nomine, nec ſub ullo alio prætextu, nemo poſthac aliquam hoſtilitatem, violentiam aut concuſſionem, tam alterius perſonis, quàm bonis, vel per ſe, vel per alios, clam aut palam, directè vel indirectè, ſpecie Juris, aut viâ facti, uspiam non inferet, vel inferri indulgeat; verùm omnes ac ſingulæ hinc indè, tam ante, quàm durante Bello, verbis, ſcriptis aut factis illatæ injuriæ, damna, expenſæ, absque omni perſonarum rerumque reſpectu, ita penitus abolitæ ſunto, ut quicquid eo nomine alter adverſùs alterum prætendere poſſet, perpetuâ oblivione ſepultum eſto. Ad quorum tamen dilucidationem conventum eſt, quòd ab hac amneſtia excluſi ſunto ii, qui proditionis aut læſæ Majeſtatis rei arguentur, ſic tamen ut illis via Juris præcluſa non ſit, eorumque Uxoribus, Liberis & Hæredibus bona ſua ſine impetitione ſalva maneto.

III. Poſito hujus univerſalis & illimitatæ amneſtiæ fundamento, reſtituet Sereniſſima Sua Celſitudo Electoralis ſtatim atque illicò poſt Ratificationem, Dominis Ordinibus Fœderati Belgii, loca ea omnia, ubicunque ſita ſient, nullo prorſùs excepto, quæ durante hoc Bello occupavit, ſibique ſubjecit, & quicquid tempore concluſæ hujus Pacis in iisdem in vim & poteſtatem ſuam redactum invenietur, & quidem omnia eo in ſtatu, quò nunc reperiuntur, cavebitque ne quidquam detrimenti ea capiant, ſimiliterque vetabit, & ipſo facto impediet, ne dictarum Urbium, locorumque Gubernatores, aut per ſe, aut Suæ Sereniſſimæ Celſitudinis Electoralis nomine, Senatui, aut Populo quicquam pecuniarum extorqueant, imò nec illum quidem in caſum, ſi præcedentibus horum Tractatuum ſubſcriptionem pollicitationibus verbalibus, fortè ratione pendendi lytri & redemptionis de certâ pecuniæ ſummâ cum iis tranſactum fuiſſet, ſed ea omnia & ſingula pro nullis, caſſis & irritis habeantur, ut tamen, quod jam reaplè ante præſentis Tractatûs ſubſignationem perſolutum fuerit, non repetatur. Obſides verò, ſi qui dati aut abducti erunt, illicò ſine ullo redemptionis pretio liberè dimittantur.

IV. Reſtituet identidem omnibus Nobilibus, Vaſallis, & Subditis Dominorum Ordinum, cujuscunque nominis & conditionis fuerint, omnia & ſingula ad eosdem pertinentia Territoria, Dominia, Jura, agros, & bona immobilia, ubicunque etiam ſita erunt, Sereniſſima Sua Electoralis Celſitudo quæ durante hoc Bello occupavit aut occupari fecit.

V. Contra prædicti Domini Ordines Generales ſe abdicant & renunciant omnibus & ſingulis Juribus, & prætenſionibus, quas quovis modo habuerant, aut deinceps habere aut prætendere poſſent in Civitatem Rhenobergam, ejusdem pertinentias, & quæcunque ab ea dependent, ſic ut re ipſa & cum effectu, in perpetuum maneat penes prædictam Sereniſſimam Celſitudinem Suam Electoralem; in ſpecie autem renuntiant actionibus omnibus iis, quæ ob im: & expenſas in munitionem, ædificia publica, armamentaria & tormenta factas intentari poterant, viceque verſa in ſimul curabunt, ut Subditis Colonienſibus omnia eorundem durante hoc Bello extorta immobilia Bona, ubicunque ſita ea erunt, reſtituantur; Captivique quin etiam hinc indè cujuscunque conditionis, ſtatûs aut profeſſionis ii fuerint, liberè dimittentur.

VI. Solutio Contributionum, & lytrorum quæ tempore concluſi Tractatûs Pacis præſtanda reſtiterit, intuitu perſonarum & bonorum, unius alteriusve Partis, ab iis, quibus cura Contributionum & lytrorum incumbit, dirigatur, determinetur, & moderetur.

VII. Ad majorem prædictorum cautelam & ſecuritatem, Cæſarea Sua Majeſtas, ac Sereniſſimus Hiſpaniarum Rex, debitè requirentur, ut Guarantiam hujus Tractatûs, ſolemniter & omni meliori formâ in ſe recipere haud grave ducere velint.

VIII. Ratihabitiones hujus Tractatûs ex utraque parte Paciſcentium ad Cæſareæ Suæ Majeſtatis Dominorum Legatorum manus tradantur, & intra quindecim dierum ſpatium, à die ſubſcriptionis hujus Inſtrumenti computandos, & citius, ſi fieri poterit, commutentur: hoſtilitates verò ceſſent, quàm primùm ratihabitio ab una ambarum Parsium ad manus dictorum Dominorum Legatorum Cæſareanorum tradita fuerit. In cujus rei fidem duo ejusdem tenoris Inſtrumenta deſuper confecta, & tam à Dominis Legatis Cæſareis, quàm ab utriusque Partis Plenipotentiariis & ad hoc Deputatis ſubſcripta & ſigillata ſunt. Actum Coloniæ Agrippinæ die XI. menſis Maii Anno M. DC. LXXIV.

Anno 1674.

Thom. Quentel. (L. S.)

Franc. C. v. Frens. (L. S.)

Ignatius Witmann. (L. S.)

H. v. Beverningh. (L. S.)

J. Isbrandts. (L. S.)

In ſupra dictorum omnium fidem infraſcripti Domini Mediatores hoc Inſtrumentum ſubſignatione ſuâ & Sigillis communiverunt, loco & die ut ſuprà.

F. B. de Lisola. (L. S.)

Joannes Fischer. (L. S.)

CXXVI.

10/20 Juin.

Traité de Confederation, d'Aſſiſtance, & de Defenſe, entre LEOPOLD *Empereur des Romains*, CHARLES II. *Roi Catholique des Eſpagnes; les Seigneurs Eſtats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *& les Seigneurs*

GEORGE GUILLAUME & **RUDOLPHE AUGUSTE** *Ducs de Brunswich & Lunebourg pour durer jusqu'à la Paix, & dix ans au delà. A Cell le $\frac{20}{30}$ Juin* 1674. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

SOis notoire, (1) Que Sa Majeſté Imperiale, Sa Majeſté Catholique, & Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, ayant par diverſes fois fait connoître à leurs Alteſſes le Seigneur George Guillaume, & le Seigneur Rudolphe Auguſte Ducs de Brunswiek & Lunebourg, comme ils avoient, tant dans que hors l'Empire, été en pluſieurs façons endommagés & outragés, & ce contre le Traité de Paix d'Osnabrug, & Munſter, & Cleves & Aix. & par ainſi neceſſités de joindre leurs Armes, & de tâcher à rétablir la Paix & le repos, à conditions honneſtes & équitables, tant en l'Empire que ſon voiſinage, avec requiſition que leurs ſusdites Alteſſes vouluſſent temoigner dans les troubles preſents émeus par le Parti contraire, au très-grand prejudice & dommage de tous les Eſtats de l'Empire, le même ſoin qu'elles avoient toujours fait paroiſtre pour le bien public & la ſeureté de l'Empire, & de joindre leurs Armes à celles de Sadite Majeſté Imperiale, du Roi d'Eſpagne, & de Leurs Hautes Puiſſances pour obtenir une Paix generale & ſeure; Et que leurs Alteſſes ſuffiſamment aſſeurées des intentions de Sa Majeſté Imperiale & de Sa Majeſté Catholique & de Leurs Hautes Puiſſances, non moins dreſſées à l'utilité de l'Empire qu'à celle des Eſtats desdits Alliés, & ayant conſideré de plus, que ſi la Paix ne s'établit à tems dans le voiſinage, les Eſtats & Sujets de Leurs Alteſſes ne pourroient pas bien eſtre maintenus dans le repos & la ſeureté dont ils ont joui jusques ici, il s'eſt fait entre les ſousſignés Miniſtres de Sa Majeſt. Imp. de Sa Majeſt. Cath. de Leurs Hautes Puiſſances, & de Leurs Alteſſes ſur la conjonction ſusdite due conſultation, & qu'icelle a été accordée & concluë comme s'enſuit.

I. Il eſt, en premier lieu, de l'intention, que cette Alliance ne viſera à l'offenſe d'aucun Potentat, Roi, ou autre Eſtat, mais principalement à procurer la Paix au voiſinage, & comme ceci a été arreſté d'une part, & reconnu pour juſte & conforme aux inclinations & égards des Hauts Alliés, il a été eſtimé de l'autre coſté équitable, neceſſaire & convenable au but ſusdit de dreſſer cette Alliance à ce, que non ſeulement elle vaille contre les Ennemis preſents, de l'Empereur, du Roi d'Eſpagne, & de L. H. P. & contre les Adherens desdits Ennemis, ce qui ſe poſe inviolablement par le preſent Traité, mais qu'encore, ce qui s'y promet avec pareille certitude, elle ſera applicable & aura ſon effect entier, contre tous ceux qui durant la preſente Guerre, pourroient devenir Ennemis des Hauts Alliés, choiſir le Parti desdits Ennemis en façon quelconque, ſoit en general ou en particulier, ou bien forger & former de mauvais deſſeins contre les Hauts Alliez, leurs Eſtats, Païs & Sujets reſpectifs, pour lesquels prevenir & arreſter, il a été de même expreſſément convenu par le preſent Traité, que les Troupes ci-deſſous ſpecifiées, ſeront employées ſelon qu'il a été en ſuivant arreſté par ce preſent Traité contre tous tels Ennemis preſens & futurs, leurs Adherans, choiſiſſans leur parti, ou forgeans ou formans mauvais deſſeins, & non contre aucuns autres.

II. Il a été promis que leurs Alteſſes mettront ſus pied au pluſtoſt, & aſſembleront au pluſtard en ſix ſemaines après la Concluſion de ce Traité dans leurs Païs les plus confinans aux Villes & Places des Ennemis communs une Armée de quatre mille Chevaux, huit mille Fantaſſins & mille Dragons.

III. Que leurs Alteſſes entretiendront ſix mille Hommes de la ſusdite Armée, à ſçavoir deux mille Chevaux, trois mille Fantaſſins & mille Dragons; & que les ſept mille Hommes qui reſtent, à ſçavoir deux mille Chevaux, & cinq mille Fantaſſins, ſeront entretenus par l'Empereur, le Roi d'Eſpagne, & leurs Hautes Puiſſances; chacun pour le juſte tiers.

IV. Que pour aſſembler la ſusdite Armée de quatre mille Chevaux, mille Fantaſſins & mille Dragons, le pluſtoſt qu'il ſe pourra, & au pluſtard dans le tems ci-deſſus arreſté, l'Empereur, le Roi d'Eſpagne, & Leurs Hautes Puiſſances ſeront remettre auſſi-tôt dans la Ville de Hambourg, à leurs Alteſſes par des Lettres de Change valables la Somme de cent & trente mille Rixdalers, ou trois cent & vingt cinq mille Florins, argent de Hollande, pris à quarante Rixdalers pour la levée d'un Cavalier, & dix Rixdalers d'un Fantaſſin bien montez, & bien armez.

V. Que lors que leurs Alteſſes après la concluſion de ce Traité preſenteront huit ou neuf mille Chevaux ou Fantaſſins, & deſireront qu'on leur faſſe paſſer montre, elle ſe ſera par des Commiſſaires de part & d'autre, & que dez ce tems là les ſusdits huit ou neuf mille Hommes, ſeront entretenus pour la moitié par Sa Majeſté Imperiale, Sa Majeſté Catholique, & les Seigneurs Eſtats Generaux, & que lesdits huit ou neuf mille Hommes, dez le tems du ſusdit Payement, ſerons obligés d'agir pour le bien commun, où il ſera requis, & que quand, les quatre ou cinq mille Hommes reſtans, ſe trouveront aſſemblés dans le terme ſusdit; alors, après autre montre faite, l'entretien des ſept mille Hommes ſusdits, commencera de courir en entier ſur le Compte de Sa Majeſté Imperiale, de Sa Majeſté Catholique & de Leurs Hautes Puiſſances, comme celui des autres ſix mille Hommes aux depens de leurs Alteſſes.

VI. Que la ſusdite Milice ſera rangée ſous huit Regimens de Cavalerie, huit Regimens d'Infanterie & huit Compagnies de Dragons; que chaque Regiment de Cavalerie ſera compoſé de cinq cens Chevaux diviſés en ſix Compagnies, chaque Compagnie de Dragons de cent Dragons, & chaque Colonel de Cavalerie ou d'Infanterie, ſera traité à raiſon de ſix vingt Rixdalers, ou trois cent Florins Monnoye d'Hollande par mois; chaque Lieutenant Colonel à raiſon de quarante Rixdalers ou cent Florins, chaque Major à raiſon de trente deux Rixdalers ou quatre-vingt Florins, & le Quartier Maiſtre & Prévoſt des Fantaſſins enſemble à raiſon de dix huit Rixdalers ou quarante cinq Florins par mois, pour chaque Regiment, moyennant quoi, ne leur ſeront ſoufferts ou validés dans leur marche, ou autrement, aucuns autres frais, ſoit de Chariots, Charettes ou Chevaux.

VII. Que leurs Alteſſes auront par mois, pour chaque Regiment de Chevaux rangés comme ci-deſſus, & entretenus par l'Empereur, le Roi d'Eſpagne, & L. H. P. à raiſon de douze mois par année, une Somme de 4767. Rixdalers 29. Sols & 9. Deniers, ou 11918. Livres 19 Sols 9. Deniers Monnoye de Hollande, & pour chaque Regiment d'Infanterie, dont l'entretien ſera à la charge de l'Empereur, du Roi d'Eſpagne, & de Leurs Hautes Puiſſances, elles auront par mois, comme ci-deſſus 4104. Rixdalers 4. Sols, ou 1262. Florins & 1. Denier de Hollande, ou autant moins, à proportion que lesdits Regiments ſeront trouvés plus foibles en nombre de Chevaux ou Fantaſſins dans les montres à faire.

VIII. Que les Deniers requis pour le ſusdit entretien reſpectif à la concurrence de 2000. Chevaux & cinq mille Fantaſſins, à ſçavoir le mois de Gage payable ſans delai, au jour de chacune desdites montres à faire, & puis de tems en tems à l'entrée de chaque mois, comme auſſi pour neuf Colonels, Lieutenants Colonels, Majors, Quartiers-Maiſtres & Prevoſts, ſeront de la part de l'Empereur, du Roi d'Eſpagne & de Leurs Hautes Puiſſances, comme ci-deſſus, preciſement remis par Lettres de Change valables, à leurs Alteſſes, lesquelles ſur ce prendront à leur charge, les Payemens particuliers, de ſorte que l'Empereur, le Roi d'Eſpagne, & Leurs Hautes Puiſſances, ne pourront eſtre moleſtés au ſujet des mauvais Payemens, par aucun desdits Colonels, & autres Hauts ou Subalternes Officiers, Cavaliers ou Soldats comme ils ne ſeront ſur ce convenibles par qui que ce puiſſe eſtre.

IX. Il ſera libre de part & d'autre, & avec mutuelle communication, de faire Reveuë & Montre desdites Troupes, ſoit à part ſoit conjointement, ſelon la commodité du tems, pour pouvoir eſtre aſſeuré du nombre des Cavaliers & Soldats, comme de leurs Armes & Montures, & ſeront les Hauts Officiers & Capitaines de Cavalerie, & Infanterie, obligés d'obeir en tout tems aux ordre qui leur ſeront donnés à ce ſujet.

---

(1) Ceci ne peut être qu'une Traduction du Latin. Le même Traité ſe trouve en Hollandois dans les *Actes & Memoires des Negotiations de Nimegue.* Tom. I. pag 624. avec une Traduction Françoiſe qui ne vaut rien du tout, mais qui pourtant avoit été inſerée comme bonne dans la I. Edition de ce Recueil de Hollande, Tom. IV. pag 316. Celle ci eſt plus exacte, & plus originale. Elle s'accorde auſſi infiniment mieux avec l'exemplaire Hollandois des Actes de Nimegue. [Du M.]

ANNO 1674.

X. Il ſera joint à la ſuſdite Armée un Train d'Artillerie proportionné à ſa grandeur & à ſa force; à quel effect y ſeront employés

Deux Mortiers.
Deux Piéces de Canon de 24. Livres de Bale.
Quatre Piéces de 12. Livres de Bale.
Six Piéces de 6. Livres de Bale.
Vingt Piéces de 3. ou 4. Livres de Bale.

Boulets.	*Quintaux.*
200 de 24	48
400 de 12	48
600 de 6	36
2000 de 4	80
(1) 100 de 30 100 de 40 }	212. Quintaux de Boulets.

100 Quintaux de Grenades, avec autant de Poudre qu'il y faut.

Puis à raiſon d'une demie Livre de Poudre, pour une Livre de Balle; 106. Quintaux de Poudre, pour le Canon.

(2) Puis à raiſon de deux Livres de Poudre par Homme comptant ſur 8000. Hommes, 160. Quintaux de Poudre.

Et à raiſon de deux Livres de Plomb pour une Livre de Poudre 320. Quintaux de Plomb ou Bales de Mouſquet.

Les Hauts & Bas Officiers neceſſaires à cette Artillerie y ſeront auſſi joints, à ſçavoir:

Officiers appartenans à l'Artillerie.

Un Colonel.
Un Major.
Deux Capitaines.
Deux Lieutenans.
Quatre Commiſſaires.
Un Miniſtre.
Un Chirurgien & ſon Valet.
Deux Artificiers avec leurs Gens.
42 Canoniers.
Un Charpentier pour travailler aux Ponts avec ſes Gens.
Un Petardier avec ſes Gens.
Un Mareſchal avec ſes Gens.
Deux Aplaniſſeurs de Chemins.
Deux Maiſtres d'Armes.
Un Sellier avec ſes Gens.
Un Maiſtre d'Ecuyrie.
Un Eſcrivain.

80. Sous-Canoniers, à ſçavoir quatre près de chaque Piéce de 24. Livres & de 12. Livres de Bale, & deux pour chacune des autres Piéces.

Quelques Pionniers.

Des Charons pour travailler aux Affuts avec leurs Gens.

Leurs Alteſſes prendront ſoin, dès à preſent, ou du moins auſſi-toſt après la concluſion du preſent Traité, & donneront les ordres neceſſaires à ce que la moitié de la ſuſdite Artillerie, avec les Chevaux, Chariots, Charrettes & autre Attirail y requis, avec la moitié des ſuſdits Hauts & Bas Officiers ſe trouve preſte pour s'en pouvoir ſervir en cas de beſoin, là où il ſera neceſſaire, ſur le champ, & ſans aucun delai, comme auſſi, quant à l'autre moitié de la ſuſdite Artillerie, Chevaux, Chariots, Charretes, & autre Atirail y apartenant, & l'autre moitié des ſuſdits Hauts & Bas Officiers dudit Train, au plus tard dans ſix ſemaines après la concluſion du preſent Traité, & ce pour les cauſes ſus alleguées, moyennant quoi l'Empereur, le Roi d'Eſpagne, & L. H. P. payeront par mois à L. A. dès que les ſuſdits huit ou neuf mille Hommes ſeront mis ſur pied, & qu'une moitié de l'Artillerie & ſes Officiers auront paſſé Montre & reveue, à raiſon des frais y requis, & du Payement des Penſions des Generaux qu'il faudra engager dans le ſervice au delà des Colonels, la Somme de quatre mille quatre cent cinquante deux Rixdalers dix ſept Sols & huit Deniers, & onze cent trente un Florin douze Sols & huit Deniers de Hollande; Et lorſque l'Armée ſuſdite aura été entierement miſe ſur pied, & que toute la ſuſdite Artillerie, & Officiers d'icelle auront paſſé reveue & montre, il leur ſera payé par mois la Somme de huit mille neuf cent cinq Rixdalers, ou vingt deux mille deux cens ſoixante trois Florins & cinq Sols argent de Hollande, à condition qu'ils ſeront par là à l'abri de toute importunité, comme il a été dit au 8. Article.

ANNO 1674.

XI. Que leurs Alteſſes ſeront obligées de mettre & tenir ſur pied, & en Corps ladite Armée, & d'agir avec elle contre les Ennemis en tel lieu, & endroit, & en tel tems, & ainſi qu'il ſera jugé, par la pluralité des voix de l'Empereur, du Roi d'Eſpagne, des Seigneurs Eſtats Generaux, & de leurs Alteſſes, eſtre pour le plus grand ſervice & bien commun, comme auſſi quand les Armées des Hauts Alliés ſeront entierement, ou en partie jointes à celle-ci, toutes les Actions principales, en tant qu'elles concerneront les Troupes conjointes, ſeront concertées entre leſdits Hauts Alliés, ou leurs Authoriſés, de même qu'elles ſeront miſes en execution, ſuivant la pluralité des voix ſuſdites.

XII. En cas que les Païs de leurs Alteſſes, ſoit peu après la concluſion de ce Traité, ſoit durant le cours de cette Guerre, venoient à eſtre attaqués de qui que ce ſoit, ou ſous quelque pretexte que ce puiſſe eſtre, non ſeulement cette Armée ne ſera point éloignée ou retenue loin de leurs Eſtats, mais au contraire, elle agira en cet évenement ſans delai, & avec toute vigueur, & même on y envoyera d'autres Troupes de l'Empereur, du Roi d'Eſpagne, & de Leurs Hautes Puiſſances, autant qu'il en ſera requis & neceſſaire pour repouſſer les ſuſdites attaques.

XIII. Que ſi dans la ſuite du tems, on vint à experimenter que les ſuſdits quatre mille Chevaux, huit mille Fantaſſins, & mille Dragons, ne fuſſent pas tout à fait ſuffiſans, pour porter les Ennemis ſuſdits, & leurs Adherens, à deſiſter de leurs hoſtiles aggreſſions, & enſuite à les diſpoſer à une Paix raiſonnable, alors ils ſeront en la maniere ſuſdite, & de commun concert, augmentés juſques à quinze mille Chevaux, Fantaſſins, & Dragons, ou à tel autre plus grand nombre qu'on jugera neceſſaire & convenable pour parvenir à un but ſi ſalutaire.

XIV. Qu'après la concluſion de ce Traité, il ne ſera loiſible, à l'Empereur, au Roi d'Eſpagne, à Leurs H. P. ni à leurs Alt. de faire aucune Ceſſation d'Armes avec leſdits Ennemis que conjointement, & de commun concert, mais qu'en cas, qu'on vint à entrer en quelque Negociation, ſoit de Paix, ou de Tréves de quelques Années, la Negociation ſuſdite ne pourra eſtre entamée par aucun des Hauts Alliés ſans la participation des autres, & ſans procurer auſdits Alliés auſſi-toſt & en même tems qu'à ſoi-même la faculté & ſeureté neceſſaire pour pouvoir envoyer ſes Miniſtres ſur le lieu où l'on traitera, & qu'auſſi les ſuſdits Alliés ſeront tenus de ſe communiquer ſucceſſivement & de tems en tems, tout ce qui ſe paſſera dans la ſuſdite Negociation; Que pareillement il ne ſera permis à aucune des Parties ſuſdites, de conclure une Paix, ou Tréves de quelques Années, ſans y comprendre ſes Alliés, & ſans les reſtituer, s'ils le deſirent ainſi dans la Poſſeſſion de tous leurs Païs, Villes & Places, comme auſſi dans l'uſage des Immunités & Droits, qu'ils poſſedoient, & dont ils jouiſſoient avant la Guerre, & à moins de ſtipuler des Ennemis pour ſeſdits Alliés, les mêmes Libertés, Droits & Prerogatives qu'il aura ſtipulées pour ſoi à moins qu'eux mêmes Hauts Alliés vinſſent à en convenir autrement.

XV. Que de plus, la Guerre preſente finie, il ſera & demeurera entre leſdits Hauts Alliés, une ſincere & fidelle amitié & correſpondance, laquelle tendra, à ce qu'un chacun d'eux taſche à s'entre-procurer fidellement tout bien reciproque, & à s'entraider à detourner au poſſible les torts & dommages, avec telles forces reſpectives, que ci-deſſous ſera declaré.

XVI. Que les Hauts Alliés s'entraideront à ſe defendre & proteger les uns les autres, contre tous ceux qui ſous quelque pretexte que ce puiſſe eſtre, entreprendroient d'invader hoſtilement par Terre, ou d'attaquer quet de force ouverte leurs Eſtats & Païs ci-deſſus ſpecifiés, à ſçavoir, de Sa Majeſté Imperiale les Païs Hereditaires d'Autriche, & le Royaume de Boheme; de Sa Majeſté Catholique, les Païs-Bas Eſpagnols, la Comté de Bourgogue y compriſe; de Leurs Hautes Puiſſances tous leurs Païs aſſis en Europe, & de leurs Alteſſes les Païs qu'ils poſſedent preſentement, comme auſſi ceux que les Hauts Alliés pourroient acquerir par Succeſſion, ou autre juſte Titre confinans aux ſusdites Poſſeſſions, y compris tous les Habitans, Villes, & Forteresſes.

---

(1) *L'Inſtrument Hollandois des Actes de Nimegue, met ici* 100. *ad* 6. & 300 *ad* 4. *Ce qui doit eſtre conſideré, comme une faute de Copiſte ou d'Imprimeur. Le ſens naturel de l'Article le fait aſſez connoiſtre. Il y a même une Omiſſion dans l'Exemplaire de la Regiſtrature Imperiale auquel il faut neceſſairement ſuppléer; en expliquant ces deux Articles de* 100. *chacun, d'autant de Boulets que les Sereniſſimes Ducs s'obligeoient de fournir pour le ſervice de l'Armée; ſçavoir* 100. *de* 30. *Livres de poids &* 100. *de* 40. *Livres.* [Dum.]

(2) *On lit dans l'exemplaire Hollandois des Actes de Nimegue.* 106. Centner Buskruyt gereekent voor Soldaten. 320. Centner Loot of Musquet-Kogels. *C'eſt encore une faute de Copiſte ou d'Imprimeur. Il eſt aiſé de voir que deux Livres de poudre par Homme, comptant ſur* 8000. *Hommes font* 160. *Quintaux, & non pas cent ſix.* [Dum.]

XVII. Que cette Alliance Defenſive ſubſiſtera l'eſpace de dix années à compter de la fin de la Guerre preſente, & qu'en cas, que quelqu'un des Hauts Alliés, vint à eſtre troublé ou attaqué, durant ce tems-là, de qui que ce puiſſe eſtre, ſans aucune exception, les non attaqués aſſiſteront, & viendront au ſecours de l'attaqué, avec un ſecours ſortable, à ſçavoir l'Empereur, le Roi d'Eſpagne & Leurs Hautes Puiſſances chacun avec 2000. Chevaux & 4000. Fantaſſins, & les ſusdits Seigneurs Ducs de Brunswick Lunebourg, avec 500. Chevaux & 1000. Fantaſſins, tous tels Regimens, Compagnies, Colonels, & autres Officiers, que les reſpectives Parties aſſiſtantes trouveront & jugeront propres pour un pareil ſecours, qui ſera delivré, fourni, & entretenu, pour le ſervice de l'attaqué, aux frais des Parties reſpectives aſſiſtantes, toutes les fois que l'un des Hauts Alliés ſera attaqué, ou troublé en la maniere ci-deſſus exprimée.

XVIII. Que celui qui ſera attaqué en la maniere ſusdite, aura le choix & l'option, de prendre ledit ſecours tout entier en Soldats, ou tout entier en argent, ou partie en Soldats, & partie en Armes, Munitions de Guerre, argent ou autres choſes, propres à l'uſage de la Guerre, en telle ſorte, que mille Soldats ſeront pris & taxés à raiſon de dix mille Florins par Mois, le Cavalier compté pour deux Soldats, à compter douze Mois pour une Année, & que le Payement ſe fera au commencement de chaque Mois à portions égales, de ſorte que ſi ce Payement ſe fait entierement, ou en partie en argent, les Deniers ſeront fournis en un lieu agreable à l'attaqué, & qui lui ſemblera plus commode, mais qu'en cas qu'on y ſatisfaſſe entierement, ou en partie en Munitions de Guerre, ou autres effets & Denrées propres à l'uſage de la Guerre, l'aſſiſté ſera tenu de les faire prendre des Païs de celui qui fournira le ſecours.

XIX. De quelle ſorte que le ſecours vienne à eſtre demandé, il ne ſera permis à aucun des Hauts Alliés, d'excepter au fourniſſement d'icelui, ſur le defaut d'autrui, ainſi faudra-t-il fournir promptement le ſecours demandé, & ſi en Soldats, le livrer au plustard dans ſix ſemaines après la requiſition dans le Païs de l'attaqué, en ſuite dequoi cette Milice ſera & reſtera entierement ſoumiſe aux ordres & commandemens de celui à qui elle aura été envoyée, où à ſon authorité, pour s'en ſervir & la transporter au lieu où bon leur ſemblera, bien entendu par Terre, Campagne, Sieges, & pour la garde des Villes & Places, par tout, & auſſi ſouvent, que la neceſſité le requerera, avec reſerve toutesfois qu'il ne ſera pas permis de ſeparer entierement les Compagnies, qu'il reſtera pour le moins deux ou trois cens Soldats de chaque Regiment ſous leurs Drapeaux.

XX. Après que le ſecours conſiſtant en Cavaliers & Fantaſſins aura été fourni & envoyé par les hautes Parties aſſiſtantes, & qu'il aura été reçeu par l'attaqué, les Parties aſſiſtantes ou leurs authoriſés, donneront & ſuppléront aux Charges, qui y pourroient venir à vaquer.

XXI. Que ſi l'Empereur, le Roi d'Eſpagne & Leurs Hautes Puiſſances venoient à requerir de leurs Alteſſes un plus grand nombre de Milice, en ce cas la Milice ſusdite ſera augmentée par leurs Alteſſes même, jusqu'au nombre de quatre mille Chevaux & huit mille Fantaſſins, moyennant qu'elles jouiſſent de l'argent de levée, & Subſides à proportion de ce qui aura été ajouté au nombre ſusdit à la Somme que l'argent de levée & Subſide, a été ci-devant arreſté.

XXII. Les Hauts Alliés ſoigneront de plus au poſſible, que les Troupes qui enſuite de ce Traité viendront ſur quelqu'une de leurs Terres, y puiſſent ſubſiſter à prix raiſonnable.

XXIII. Que celui qui viendra à inſulter quelqu'un des Hauts Alliés à main armée, ſera tenu pour attaquant, & qu'ainſi contre tel, il faudra fournir les ſecours.

XXIV. Que celui qui aprehendera, ou prevoira quelqu'attaque, ſera obligé d'en donner à tems la communication aux Alliez afin qu'ils ſe puiſſent employer pour moyenner un Accommodement, de ſorte toutesfois, que nonobſtant les Offices de Mediation, il faudra que le ſecours promis s'envoye auſſi toſt qu'il y aura attaque, ou rupture effective.

XXV. Que cette Alliance ne derogera point aux Traitez & Alliances que les Hauts Alliés, ou quelques-uns d'entr'eux ont fait avant la Date des preſentes, avec quelqu'un deſdits Alliés, s'entendant que le plus grand ſecours de Gens de Guerre comprendra le moindre.

Tous leſquels Points & Articles ci-deſſus mentionnés ſeront obſervés reciproquement, inviolablement & de bonne foi, & pour leur plus grande ſeureté, il en a été fait cinq Inſtrumens de même teneur, & confirmés par les Sceaux & ſignatures des Miniſtres ſouſſignés deſdits Hauts Alliés. Et en ſeront les Ratifications de la part de tous & chacun deſdits Hauts Alliés apportées & eſchangées à Brunswich dans l'eſpace de ſix ſemaines, ou pluſtoſt s'il eſt poſſible, & à l'égard de Sa Majeſté Catholique, celle de ſon Excell. le Seigneur Comte de Montereï, jusques à ce qu'une autre de Sa Majeſté ſoit venuë de Madrid & ſoit extradée. Ainſi fait à Cell, le $\frac{18}{28}$. Juin 1674. *Ainſi ſigné*,

(*L.S.*) D. J. Krampricht.

Pour Sa Majeſté Imperiale.

(*L.S.*) T. Brasset.

Pour Sa Majeſté Catholique,
& pour Leurs Hautes Puiſſances.

(*L.S.*) J. Helwich Schutz.
(*L.S.*) C. von Hamerstein.
(*L.S.*) F. von Heimbach.
(*L.S.*) J. Friderick Sobben.

Articles Separés.

I. (1) Soit notoire, qu'attendu que par certain Traité d'Alliance fait & ſigné ici le $\frac{18}{28}$. Juin 1674. entre les ſous ſignés Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté Imperiale, de Sa Majeſté Catholique, de Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Eſtats Generaux des Provinces-Unies, & de leurs Alteſſes le Seigneur George Guillaume, & le Seigneur Rodolphe Auguſte Ducs de Brunswich & Lunebourg, il a été convenu Art. III. & IV. & autres, que Sa Majeſté Imperiale contribueroit pour un tiers à la levée & à l'entretien des 2000. Chevaux & 5000. Hommes de pied, ſelon qu'il eſt plus amplement porté par les ſusdits Articles; & que pourtant par un autre Traité particulier fait entre Sa Majeſté Imperiale, Sa Majeſté Catholique & Leurs Hautes Puiſſances le . . . . il en a été autrement diſpoſé, on eſt convenu qu'on en demeureroit à ce qui avoit été ſtipolé par ledit Traité particulier, & qu'en conſequence Sa Majeſté Catholique, & Leurs Hautes Puiſſances prendront ſur elles le fourniſſement du Tiers de Sadite Majeſté Imperiale, comme auſſi Sa Majeſté Imperiale promet, & ſera obligé de ſatisfaire audit Traité particulier du . . . . & au ſurplus de ce que porte la preſente Alliance.

II. Et d'autant que la ſeureté que les Hauts Alliés ſe propoſent pour objet, ne pourroit pas eſtre obtenuë, ſi la Ville de Breme venoit à eſtre miſe par force hors de ſon Eſtat preſent, on eſt convenu qu'en cas qu'elle ſoit attaquée, ſoit durant la Guerre, ou dans le tems de dix années après la Paix, leſdits Hauts Alliés, la ſecoureront enſemble, & en uſeront à cet égard de la même maniere, que ſi leurs propres Villes ou Païs étoient attaquées.

III. Et la queſtion ayant été agitée touchant les Contributions, que leurs Alteſſes pourroient établir ou exiger dans leurs Expeditions de Guerre, & ce qui en ſeroit;

---

(1) *Soit notoire.* Ces Articles ne ſont pas tirés, comme le Traité de la Regiſtrature Imperiale. On les a traduits de l'Exemplaire Hollandois, qui ſe trouve dans les Actes de Nimegue Tom. I. pag. 638. & on a été obligé de le faire, parce que la Traduction Françoiſe de ces mêmes Articles qui s'y trouve auſſi n'eſt pas meilleure que celle du Traité. (Dum.)

ANNO 1674.

ſeroit; On eſt enfin demeuré d'accord, qu'elles reſteront à la diſpoſition particuliere de leurs Alteſſes, ſans que les autres Hauts Alliés en puiſſent rien pretendre, ni porter à compte en diminution de leur Contingent de l'entretien des 7000. Hommes ou de l'Artillerie, & que leſdits Contingens & Subſides ſeront exactement fournis par eux au commencement de chaque mois; en échange de quoi leurs Alteſſes ſeront obligées de pourvoir de toutes les choſes neceſſaires les Places qu'elles pourront conquérir, ſans rien pretendre ni deſirer des autres Hauts Alliés, ſoit pour cauſe de recruë, ou de Licentiement, ou pour quelque choſe que ce ſoit.

IV. Cependant pour prevenir les meſintelligences, qui pourroient ſurvenir entre les Hauts Alliés, & les Commandans de leurs Troupes au ſujet des Terres & Lieux où les Quartiers & Contributions devroient eſtre établies, on s'en accordera à tems, & leurs Alteſſes en feront chaque fois une raiſonnable diſtribution dans les Cercles de la Baſſe Saxe, & de Weſtphalie; comme auſſi, en cas que leurs Alteſſes ne puiſſent obtenir aucune Contribution, les autres Hauts Alliés ſeront obligés, d'augmenter juſqu'à la Somme de 1666. Rixdalers l'argent de levée anticipé par eux pour les mille Dragons, par deſſus les dix Rixdalers par teſte, qu'ils auront conté à pied, & d'en faire le Payement au plustard dans le tems de trois Mois aprés la Paix, leurs Alteſſes demeurant au reſte chargées deſdits Dragons & de leur entretien. Ainſi fait à Cell, le $\frac{1}{11}$. Juin 1674.

(*L. S.*) D. J. **KRAMPRICHT.**

Pour Sa Majeſté Imperiale;

(*L. S.*) T. **BRASSET.**

Pour Sa Majeſté Catholique & pour Leurs H. P.

(*L. S.*) J. **HELWICH SCHUTZ.**

(*L. S.*) C. **VON HAMERSTEIN.**

(*L. S.*) F. **VON HEIMBACH.**

(*L. S.*) J. **FRIDERICK SONBEN.**

CXXVII.

21. Juin. 1. Juill.

L'EMPEREUR L'ESPAGNE, LES PROVINCES-UNIES ET BRANDEBOURG.

Traité d'Alliance entre l'Empereur **LEOPOLD**, **CHARLES II.** *Roi d'Eſpagne, les* **PROVINCES-UNIES** *des Pays-Bas, d'une part &* **FREDERIC GUILLAUME** *Electeur de Brandebourg d'autre. Fait à Cologne ſur la Sprée le* $\frac{21 \text{ Juin}}{1 \text{ Juillet}}$, 1674. [Actes & Mémoires de la Paix de Nimégue. Tom. I. pag. 655.]

In Nomine Domini, Amen.

CUm in omnium oculos incurrat, quàm inſignes calamitates, oppreſſiones, devaſtationesque, nec non tot innocentium Chriſtianorum ſanguinis effuſio ex ſuſcitatis nuper à Gallia & continuatis hucusque Bellis ortæ ſint; Sacra Cæſarea Majeſtas, ſua Regia Majeſtas Hiſpaniæ, Serenitas ſua Electoralis Brandenburgica, nec non Celſi & Præpotentes Fœderatarum Provinciarum Ordines Generales, in id præcipuè ſibi incumbendum duxerunt, quo pacto divinâ auxiliante gratiâ malis iſtis & tam injuſtiæ violentiæ occurri, oppreſſi Subditi ab eadem liberari, unaquæque Pars ſibi debita unà cum æqua ſatisfactione recuperare, eoque modo pacifico & tranquillo ſtatui reſtitui poſſit. Cumque ad eundem quantociùs perveniendi concepta hactenus ſpes non modò evaneſcere viſa ſit, ſed & in dies magis magisque appareat, etiam alias nihil tale promeritas Provincias progrediente tempore iiſdem malis ac miſeriis involvi; eò magis neceſſarium viſum fuit, quæ inter Sacram Cæſaream Majeſtatem, ſuam Regiam Majeſtatem Hiſpaniæ, ſuam Serenitatem Electoralem Brandenburgicam, necnon Celſos & Præpotentes Dominos Ordines Generales vigent Fœdera, amicitiam ac correſpondentiam non redintegrari ſolummodò, ſed & ad ſcopum ſupradictum collimantia in commune conferri, Fœdusque huic temporum rationi accommodum, inter altememoratas Partes tractari ac concludi.

ANNO 1674.

I. Sit & maneat Sacræ Cæſareæ Majeſtati, ſuæ Regiæ Majeſtati Hiſpaniæ, Serenitati ſuæ Electorali Brandenburgicæ, necnon Celſis & Præpotentibus Dominis Ordinibus Fœderati Belgii, ſcopus hujus Fœderis præcipuus, prompta quàm maximè reſtauratio univerſalis, æquæ & conſtantis Pacis, cujus ſpem ferè omnem Tractuum qui Coloniæ ad Rhenum inſtituebantur ſequuta interruptio, latiusque hinc inde ſerpens Belli flamma ſubvertere videntur, agantque in hunc finem dicti Fœderati vigore hujus Fœderis contra hoſtes communes præſentes aut futuros; cum hæc ſit Fœderatorum intentio, ut contra adverſa molimina omnium illorum, qui partibus dictorum hoſtium aut accedunt aut jam acceſſerint, offenſivè & defenſivè agatur, eâ ratione, ut Serenitas ſua Electoralis, unà cum Sacra Cæſareâ Majeſtate, & ſua Regia Catholica Majeſtate, necnon cum Celſis & Præpotentibus Ordinibus Fœderati Belgii contra eosdem directè plenam publici Belli Societatem inire debeat.

II. Siſtet huic fini Serenitas ſua Electoralis ſedecim millium Exercitum, quinque mille nimirum Equites, decem mille Pedites, & mille Dimachas, vulgo Dragones, quorum tres ratione ſtipendii pro duobus Equitibus & uno Pedite computantur; educaturque hic Exercitus in campum, ſtatim à dato ſubſcriptionis hujus Tractatûs, & poſtquam ſequenti Articulo tertio expreſſa pecunia Serenitati ſuæ Electorali ſoluta fuerit, atque communi conſenſu omnium Contrahentium adverſus ſupra Articulo primo nominatos hoſtes agatur.

III. Ut autem hic Exercitus ſedecim millium, cujus ſuſtentationi ſua Serenitas Electoralis jam ultra annum de proprio gravibus proſpexit ſumptibus, quique ex benè exercitato Milite compoſitus eſt, tantò ſit inſtructior, atque ex remotis partium ubi degit oris in campum educi, locoque de quo inter Fœderatos conveniet, ſiſti queat, ſolvetur Serenitati ſuæ Electorali eodem tempore, quo fiet ſubſcriptio, Summa ducentorum millium Imperialium, pro dimidia quidem parte à Regia Majeſtate Catholica, pro alterâ dimidiâ à Celſis & Præpotentibus Dominis Ordinibus.

IV. Sumptuum ad ſuſtentationem antedicti Exercitus neceſſariorum Regia Hiſpaniæ Majeſtas & Celſi ac Præpotentes Domini Ordines unam & Serenitas ſua Electoralis alteram dimidiam ſuſtinent, ita ut Equitatus in decem Legiones ſive Regimenta & unumquodque Regimentum quingentis Equitibus conſtans in ſex Turmas ſeu Companias, Peditatus verò ſimiliter in decem Regimenta, & unumquodque Regimentum mille Militibus conſtans in decem Cohortes, & prædicti mille Dragones in unum Regimentum decem Turmis conſtans, & unaquæque Turma in centum Dragones redigi, iisque conſtare debeat. In unumquodque Equitum Regimentum, primam, uti vocant, planam, ſive Officiales Turmarum & gregarios Milites ſolvetur Summa quatuor mille ſeptingentorum ſexaginta ſeptem Imperialium, triginta ſtuverorum monetæ Hollandicæ, inque ſingula Regimenta Pedeſtria quatuor mille centum & quatuor Imperiales quatuor ſtuveri monetæ Hollandicæ; Ad hæc in cujusque Regimenti Officiarios ſuperiores, quos communi nomine *Regiments-ſtab* indigitamus, ducenti decem imperiales idque ſingulis menſibus, Menſem pro triginta diebus, & annum pro duodecim menſibus computando; Atque hæc ita, ut nulli ulteriores ſumptus, neque ratione curruum, equorum aut ſimilium, cujuſcunque ſint generis, exigi aut requiri debeant. Non tamen tenebitur hac ratione Serenitas ſua Electoralis Regimenta, quæ ſub ſignis habet, imminuere, quin imò eadem in ſtatu præſenti relinquere, atque ita cum aliis ad Exercitum ducere poterit.

V. Præter hæc per ſingulos Menſes à Regia Catholica Majeſtate & Celſis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus in ſuperiores Exercitus Officiarios ſive *General-Stab*, necnon ad ſuſtentationem rei tormentariæ Præfectorum, eoque ſpectantium equorum, porrò ad ſumptus quotidiè emergentes in Munitiones, inſtrumenta ad munimenta extruenda neceſſaria, arma, veſtimenta, exploratores, Legationes & ſimiles inevitabiles neceſſitates, ſolvetur ad Caſſam Summa quinta parte minor illâ, quæ antehac Tractatu anni milleſimi ſexcenteſimi ſeptuageſimi ſecundi ſingulis menſibus promiſſa fuit.

VI. Liberum tamen erit Serenitati ſuæ Electorali pro arbitrio, & prout rationi Belli congruum, & promovendis operationibus incidentibus expedire judicabit,

Regi-

ANNO 1674.

Regimenta ac Turmas augere, dummodò ipſum Corpus non imminuatur, ſed ſemper quinque mille Equitibus, decem mille Peditibus, & mille Dragonibus effectivè belligerantibus conſtet, numerusque Officiariorum, puta Tribunorum, eorundem Locum tenentium, Præfectorum Vigilum, Centurionum & minorum Officialium eo modo relinquatur, quo tempore Ordinationis Regimentorum fuit.

VII. Rei tormentariæ Miniſtros, & quicquid Machinarum Bellicarum, Munitionum, Curruum, Rhedarum, equorum, aut aliàs ad eam requiritur, id omne Serenitas ſua Electoralis ſuis procurat ſiſtitque ſumptibus. Æquabiturque hæc res tormentaria & qui ad eam neceſſarii Globi, Munitiones, necnon Officiales & Miniſtri pro ratâ Exercitus ſedecim millium, atque ita quintâ parte infra illum numerum, quo res tormentaria ſive Artilleria juxta Tractatum anni milleſimi ſexcenteſimi ſeptuageſimi ſecundi formata fuit.

VIII. Suſtentatio Exercitus & Subſidia, quæ altè memorata Regia Catholica Majeſtas & Ordines Generales ſupra dicto modo ſingulis menſibus ſolvere tenentur, initium ſumunt à dato ſubſcriptionis hujus Tractatus, ita ut die dictæ ſubſcriptionis menſem unum ſolvere, atque hoc pacto de menſe in menſem continuare debeant. Vice verſa Serenitas ſua Electoralis dicta ſubſcriptionis hujus die, parique paſſu, Regiæ Hiſpaniæ Majeſtatis & Dominorum Ordinum Commiſſariis, ab Officialibus ipſius ſubſcriptas luſtrari dicti totius Exercitus Tabulas, cum nominibus & cognominibus omnium Militum exhibebit. Quò prævio dictus Exercitus intra quatuor ſeptimanarum ſpatium in Campo luſtrabitur, eaque luſtratio à parte Serenitatis ſuæ Electoralis diutius haud differetur. Adeò, ut Regia Catholica Majeſtas & Celſi ac Præpotentes Domini Ordines antequam luſtratio illa effectivè peracta fuerit, ſolutionem ullam ulteriorem facere haud obligati eſſe debeant; hac tamen expreſſa conditione, ut, ſi in luſtratione Exercitus minus completus reperiatur, defectus iſte de facta jam ſolutione deduci, inque rationem ſequentis ſecundi Menſis imputari debeat.

IX. Liberum quoque erit Regiæ Hiſpaniæ Majeſtati & Celſis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus, Exercitum aut pro parte aut totum quando & quotieſcunque ipſis placuerit, per ſuos ad id nominatos Commiſſarios, unà cum iis Commiſſariis, quos Serenitas ſua Electoralis ad id ordinabit, luſtrare & inſpicere; Idque à Regia Hiſpaniæ Majeſtate & Dominis Ordinibus ex antedictis Subſidiis pro ratâ minus ſolvetur, quod ſucceſſivè in luſtrationibus Equitatûs, Peditatûs, aut Dragonum numero deeſſe deprehenſum fuerit.

X. Regia Sua Catholica Majeſtas & Celſi ac Præpotentes Domini Ordines antedicta Subſidia, initio cujuſque Menſis abſque ulla mora prompteque in præſenti pecunia Amſterodami ad manus illius, quem Serenitas ſua Electoralis ad id nominabit, & pleno Mandato inſtruet, ſolvi curabunt, eoque poſt ſolutionem particularem fieri curabit, eoque nomine tenebitur. Optioni autem ſuæ Regiæ Hiſpaniæ Majeſtatis & Dominorum Ordinum relinquitur, utrum dictam ſolutionem argenteis Ducatonibus, ſingulis ad ſexaginta tres ſtuveros computatis, an vero Hollandicis aut Brabanticis Caſſæ Imperialibus ad quinquaginta ſtuveros fieri velint, omnibus in eo conſentientibus, ut omnes ſolutiones, quarum in hoc Tractatu mentio fit, non *in Banco*, uti vocant, ſed Hollandica currente Caſſæ pecunia fieri debeat.

XI. Adhæc conventum & determinatum eſt, quod, ſi divino auxilio Pax, tranquillitas & amicitia undique reſtituta fuerit, Serenitati ſuæ Electorali præter tum temporis currentia, adhuc poſt initam Pacem, unius Menſis Subſidia, nihilque præterea præſtari & ſine mora exſolvi debeant.

XII. Serenitas ſua Electoralis ex iis, quas ſub ſignis habet, Copiis, eum, quem poterit, Cohortium & Militum numerum verſus Terras ſuas in Weſtphalia ſitas tendere, ibidemque Hoſpitium ſumere faciet, quo & totus Exercitus ſtatim à facta ſubſcriptione unà cum tormentis procedet.

XIII. Majores etiam & Minores Officiales, tum gregarii Milites Juramentum Serenitati ſuæ Electorali præſtitum, Regiæ ſuæ Hiſpaniæ Majeſtati & Celſis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus aut Commiſſariis iis, quos ad id ordinabunt, præſtare tenebuntur, & ſi id poſtulatum fuerit, dicto Juramento eò uſque obſtricti manebunt, quoad in memoratæ Catholicæ Majeſtatis & Dominorum Ordinum Terris ac Ditione militant, atque in ſpecie promittere debent ſe Imperatori, Regi Hiſpaniarum & Ordinibus Generalibus id præſtituros, quod à ſtrenuis & honeſtis Militibus exigi queat. Officialibus tamen Brandenburgicis plenaria tum manet Juriſdictio & Diſciplina Militaris in concreditas ſibi Copias, abſque turbatione & imminutione ulla.

XIV. Obligant quoque ſe Sua Cæſarea Majeſtas & Sua Regia Hiſpaniæ Majeſtas nec non Celſi & Præpotentes Domini Ordines Serenitati ſuæ Electorali, ſi eandem, durante hoc Bello, à quopiam facto & reipſa in Terris aut Portubus ipſius armis infeſtari contigerit, pari aut minori numero, prout de eo inter ipſos tum conveniet, aſſiſtere, omnemque ab illis vim hoſtilem amoliri debere, nec Pacem facient donec Ditiones ipſius in priſtinam tranquillitatem vindicatæ, Serenitati ſuæ Electorali ſua reſtitutæ, ac ſatisfactum fuerit.

XV. Caſu conjunctionis in Serenitatis ſuæ Electoralis Provinciis, Cæſarei, Hiſpanici & Ordinum majores minoresque Officiales, ut & gregarii Milites Juramentum, Cæſareæ Majeſtati, Regiæ Catholicæ Majeſtati, nec non Celſis & Præpotentibus Dominis Ordinibus præſtitum, Serenitati ſuæ Electorali præſtabunt, manetque Cæſareis, Hiſpanicis & Ordinum Officialibus ſua in Legiones ſuas Juriſdictio & Diſciplina Militaris, perinde uti antea.

XVI. Summum Imperium competit Serenitati ſuæ Electorali, idque ſemper, dummodò infirmitate aut vi majori non impediatur, ipſa præſens exercebit. Promittit quoque eadem ac pollicita eſt, quemadmodum hoc ipſo promittit ac pollicetur, ſe omnem hunc Militem, quamdiu vigore hujus Tractatus aget ac unà conſiſtet, præciſè & ſeriò eò adacturam, & directuram, ut quibusvis ſubnaſcentibus occaſionibus indiſcriminatim publico bono, commodo & ſecuritati inſerviat & adhibeatur.

XVII. Et quemadmodum Serenitatis ſuæ Electoralis arbitrio relictum Generalatum hujus Exercitûs capaci neceſſariisque qualitatibus inſtructo committere Duci, ita ille, cui Serenitas ſua Electoralis id munus deferet, obſtrictus erit vigore ab ipſo ſubſcripti & Sigillo roborati Reverſûs memoratis Sacræ Cæſareæ Majeſtati, ſuæ Regiæ Hiſpaniæ Majeſtati, necnon Celſis & Præpotentibus Dominis Ordinibus promittere, iiſdemque fidem ſuam dare, ſe omnes Articulos & Puncta hujus Tractatûs diligenter obſervaturum, tenorique eorum præciſè inhæſurum.

XVIII. Obligat ſeſe Serenitas ſua Electoralis, ſe cum prædictis Copiis contra hoſtes eo loco, tempore ac modo acturam, quibus id altè nominata Sacra Cæſarea Majeſtas, Regia Hiſpaniæ Majeſtas, ut & Celſi ac Præpotentes Domini Ordines publico commodo maximè conveniens fore per majora judicabunt; ſicut & omnes actiones principaliores, caſu, quo Fœderatorum Exercitus toti aut pro parte huic Exercitui juncti erunt, inter dictos Fœderatos, aut eorum Commendantes, quantum conjunctas haſce Copias attinet, expendi ac ventilari, & prout id majori parti conſultum viſum fuerit, executioni mandari debent.

XIX. Ubi porrò conventum cautumque eſt, ut licet Exercitus hic totus aut pro parte in Regiæ Suæ Majeſtatis Hiſpaniæ aut Dominorum Ordinum Territoria ducendus ſit ibidemque militare debeat, ſupremum tamen Imperium & quicquid inde ratione diſtributionis teſſeræ militaris & aliàs dependet, Serenitati ſuæ Electorali ſi ipſa præſens Exercitui præerit, relinqui debeat. Quod ſi verò Serenitas ſua Electoralis eo caſu Summum Imperium non exerceat, tum inter Fœderatos ulterius ſuper ea re diſponendâ deliberabitur & convenietur.

XX. Quod ſi locus aliquis ad Serenitatem ſuam Electoralem ſpectans obſideatur & occupetur, ex Copiis Electoralibus Brandenburgicis is Præſidium accipiet. Planè uti Regiæ Sacræ Hiſpaniæ Majeſtatis & Celſorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum locis ab hoſte recuperatis ipſorum Milites imponentur. Si verò hoſti ejusve Adhærentibus locus extra Romanum Imperium & Fœderatorum Territoria ſitus eripiatur, Fœderati ſuper ejus Præſidio tranſigent. captivi verò, Munitiones, Tormenta Bellica & ſimilia, nullo excepto, ibidem reperta, Sacræ Regiæ Hiſpaniæ Majeſtati & Dominis Ordinibus pro dimidia parte, & pro altera dimidia Serenitati ſuæ Electorali cedent.

XXI. In diviſione Tormentorum Bellicorum, Munitionum, & ſimilium in acie & conflictibus captorum, ſecundum modo dictam proportionem procedetur.

XXII. Captivi ſpectatæ conditionis, ſive Civiles illi, ſive militares ſint, illi Parti maneant à qua capti ſunt. Per-

ANNO 1674.

Digitized by Google

Anno 1674. mutatio tamen undique locum habebit, illique qui talem captivum ceperit, juxta conceptam ſuper hac re formulam vulgò *Cartel*, ſatisfieri debet.

XXIII. Si ante dictus Exercitus contagione aut in actionibus cum hoſte duorum aut plurium millium numero diminutus, & ob id ſupplementis opus ſit, eo caſu ſua Regia Hiſpaniæ Majeſtas, & Celſi ac Præpotentes Domini Ordines pro rata portionem ſuam contribuent.

XXIV. Secuta ſubſcriptione, factaque primâ ſolutione nulli Contrahentium licebit cum hoſte ejuſve Adhærentibus Armiſtitium ullum inire, niſi conjunctim & communi conſenſu. Et præterea conventum eſt, quòd ſi Serenitatis ſuæ Electoralis Cliviacæ & aliæ Provinciæ ob confectionem hujus Fœderis in futurum per communes hoſtes ad majorem ruinam redigantur, ut in Pacis Tractatibus omni operâ eò allaborari debeat, quò id damnum imprimis & ante omnia reſarciatur. Quòd ſi etiam ad Tractatum aliquem, ſive Pacis ſive Armiſtitii aliquot annorum deveniatur, tum nemo Confœderatorum iſtam Negotiationem, ſive Tractatum absque reliquorum participatione, & priusquam ipſis eodem tempore, & tam citò ac ſibi ipſi requiſitam & neceſſariam facultatem ac ſecuritatem Miniſtros ſuos ad locum Tractatus mittendi procuraverit, aggredietur. Prædicti quoque Fœderati eorundemque Miniſtri ſucceſſivè & ſemper quæ in dicta Negotiatione occurrent, ſibi mutuò communicabunt. Similiter alter alteri eadem Jura, Immunitates, Exemptiones, Prærogativas & ſecuritatem ab hoſtibus eorundemque Adhærentibus & Fœderatis paciſcetur, quæ ſibi ipſi ſtipulatus & adeptus eſt, niſi aliter ſuper eo inter ſe conveniant, quod cum generatim attendi debet, ut hoſtilitates tàm adverſus unum quàm alterum Contrahentium ſimul tollantur.

XXV. Generales, Tribuni, Commendantes Exercitus & Cohortium ubique exactam ſervare diſciplinam, & unicuique debitam juſtitiam ſine mora adminiſtrare tenebuntur.

XXVI. Serenitati quoque ſuæ Electorali liberum erit, in quibusdam ad Celſos & Præpotentes Dominos Ordines ſpectantibus eorundemque præſidiis inſeſſis locis, Domum frumentariam, vulgò *Magazin* erigere. Eidem quoque ſingulis vicibus Munitiones & commeatus neceſſarii æquo, illoque pretio, quo Domini Ordines ipſi ea coëmerunt, vendi debent, niſi ipſi illis indigeant. Anno 1674.

XXVII. Porrò inter Contrahentes perpendetur & examinabitur, quænam ulteriora media ad conſervationem aut reductionem Pacis, & ſtabilimentum communis tranquillitatis & ſecuritatis per arctiores Confœderationes aut alias amplectenda ſint. Sacra Cæſarea quoque Majeſtas, Regia Catholica Majeſtas, nec non Fœderati Ordines id agent, ut inſtitutus hactenus cum Dominis Ducibus Brunſvicenſibus Tractatus omnibus modis quantociùs finiatur, ita tamen ut hæc pactio tanquam conditio ſine qua non habeatur.

XXVIII. Ut etiam Exercitus tantò meliùs ſuſtentari queat, opera dari debet, ut illis Provinciis, quæ ſe hoſtiliter declaraverint, contributiones imperentur, eaque contributio, quantùm ex ea deductis impenſis ſupererit, in utilitatem & commodum Contrahentium ex æquis partibus juxta rationes ſuperinde reddendas vertatur.

XXIX. Prædicti Fœderati durante præſente Bello nulli ſe committent Bello, contra alios Principes & Poteſtates, quæ ſe hiſce prædictorum Fœderatorum partibus adjunxerunt.

XXX. Omnia & ſingula ſupra poſita Puncta & Articulos omnes contrahentes ſincerè & inviolabiliter ſe præſtituros, eaque perfectè, bonâ fide, & ex omni parte reipſa adimpleturos ſpondent.

In majorem hujus rei firmitatem & conſtantem obſervationem quatuor ejusdem tenoris Inſtrumenta deſuper confecta, & à Contrahentium Plenipotentiariis ſubſcripta ac ſignata ſunt. Quorum Ratificationes, ſi fieri poteſt, intra duos menſes à dato hujus computandos, vel citius etiam debitâ formâ extradi & commutari debent. Acta hæc ita ſunt Coloniæ ad Spream die 22. Junii / 2. Julii anno 1674.

CXXVIII.

10. Juill. *Alliantie* (1) *tuſſchen Syne Keyſerlyke Majeſteyt* LEOPOLD, CAREL DEN II. *Koning van Spagnie, ende de Heeren Staten Generael der* VEREENIGDE NEDERLANDEN *ter eenre, ende* CHRISTIAN V. *Koning van Denemarcken ter andere zyde, behelſende dat Hoog-gedachten Koning van Denemarcken, gedurende den jegenwoordigen Oorlogh veerdig en gereet ſal houden eene Armée van* 16000. *man, te weten* 5000. *Ruyters*, 10000. *Soldaten*, & 1000. *Dragonders; ende dat derwegens Syne Majeſteyt ſal genieten eene Somme van* 14000. *Ryckſdalers ter Maend, de helfte by Syne K. Majeſteyt van Spanje, en de wederhelfte by Haar Hoog. Mog. te betalen tot Amſterdam. Aldus gedaen in 's Gravenhage den* 10. *July* 1674. *Met een* SECREET *ende* SEPARAET ARTICUL *houdende een particulier prolongatie van Alliantie, tot vyftien Jaren tuſſchen Syne Majeſteyt van Denemarken ende Haer Hoog Mogende. Gedaen in 's Gravenhage den* 10. *July* 1674. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. I. pag. 527. en Hollandois comme ici, avec une Traduction Françoiſe.]

ZY kennelijck dat ſyne Roomſch Keyſerlijcke Majeſteyt van Spanje, en Haar Hoogh Mogende de Heeren Staten Generaal der Vereenigde Nederlanden, verſcheyde malen te kennen gegeven hebbende, hoe dat ſy ſoo wel in als buyten 't Rijck tegens de Osnabrugſe en Munſterſche, Cleefſche, en Akenſche Vrede veler-

CXXVIII.

Traité d'Alliance entre LEOPOLD Empereur des Romains, CHARLES II. Roi d'Eſpagne, & les Seigneurs Eſtats Generaux des PROVINCES-UNIES d'une part, & CHRISTIAN V. Roi de Dannemarck d'autre part; contenant que Sa Majeſté Danoiſe tiendra ſur pied pendant la preſente Guerre, une Armée de 16. mille Hommes; ſçavoir 5000. Chevaux, 10. mille Hommes de pied & 1000. Dragons; pour l'entretien desquels, il lui ſera payé 14. mille Ecus par mois, à la charge, moitié par moitié, de Sa Majeſté Catholique, & de L. H. P. & payables à Amſterdam. Fait à la Haye le 10. Juillet 1674. *Avec* un ARTICLE SECRET & SEPARE' contenant une particuliere Prolongation d'Alliance, pour quinze ans, entre Sa Majeſté Danoiſe & Leurs Hautes Puiſſances. Fait à la Haye le 10. Juillet 1674. 10. Juill.

SA *Majeſté Imperiale, Sa Majeſté Catholique, & Leurs Hautes Puiſſances Meſſieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, ont pluſieurs fois declaré, qu'ayant eſté offenſés contre les Traitez de la Paix concluë à Osnabrug, à Munſter, à Cleves & à Aix; Ils ont eſté contraints de joindre leurs*

---

(1) Ce Traité, n'étant ſigné que du Miniſtre de Dannemarck, & de ceux de L. H. P. on doit en conclure qu'il s'en fit divers Inſtrumens. Ceux de l'Empereur & du Roi d'Eſpagne furent ſans doute en Latin. Celui-ci, etant demeuré à Meſſieurs les Etats peut avoir été couché originairement en Hollandois. Il y a même bien de l'apparence que cela ſoit ainſi & je n'en doute presque point. (DUM.)

velerwegen beledigt en verweldigt oock daar door geneceſſiteert waren geworden haar te conjungeren, en daar heenen te trachten, dat de Vrede en ruſte ſoo wel in het Rijck, als des ſelfs naarbuurſchap op eerlijcke en billicke conditien geretabiliceert mochte werden, met verſoeck dat Sijn Koninglijcke Majeſteyt van Denemarcken ſijne, t'allen tijden voor de gemeyne welvaart en ſeeckerheyt des Rijcks betaugde ſorgvuldigheyt oock by deſen door de contrarie Partyen allen Standen des Rijcks tot hoogſte prejuditie en nadeel verweckte beroerte, bewijſen en met Hoogſt-gedachte Keyſerlijcke en Catholijcke Majeſteyten en Haar Hoog Mogende tot het erlangen eener ſeeckere gemeyne Vrede haar te ſamen vereenigen mochten. En naar dat Hoogſt-gedachte Syne Koninglijcke Majeſteyt van Denemarcken ſich van Sijne Keyſerlijcke Majeſteyts, en Koninghlijcke Majeſteyts van Spanjen en Haar Hoog Mogende niet weyniger tot des Rijcks, als haar geſamentlijcke Geallieerden Landen nut tenderende intentien genoegſaam verſekert, en daarnevens in conſideratie getrocken hadde; hoe Syne Koninglijcke Majeſteyts Landen en Luyden, ingevalle de Vrede niet wederom tijdelijck geſlijt wierde, by de tot noch toe genotene ruſt en ſeeckerheyt niet wel behouden ſouden konnen werden, ſoo is tuſſchen Hoogſt-gemelte Haare Majeſteyten, Keyſerlijcke, van Spanjen, en Denemarcken, en Haar Hoog Mogende ondergeſchreven Miniſters ende Gedeputeerden over de voorſz. conjunctie naarder geconvenieert en beſlooten in maniere hier naarvolgende.

I. Eerſtelijck is de meeninge dat deſe Alliancie tot geene Potentaten, Konings of andere Staats offenſie; maar voornamentlijck om de ruſte in de Naarbuurſchap te bevorderen aangeſien zy: dat gelijck ſulcks rechtmatig van eene kant geoordeelt, en der Hoogen Geallieerden inclinatie en inſichten conform bevonden zijnde, geaffecteert werdt, is oock van de andere zijde billiek, noodig en op 't gemelte oogmerck convenabel geacht, de voorſz. Alliantie daar heenen te richten, ſoo als dan vaſt geſtelt wert by deſen, dat de ſelve Alliantie haar volkomen effect ſal ſorteeren tegens alle de gene welcke geduurende den jegenwoordige Krijgh met de hooge Geallieerden in Vyandſchap ſouden mogen komen, de Partyen van der ſelver Vyanden in eenigen deele kieſen, 't zy in 't gemeen of in 't byſonder, of tegens de hooge Geallieerden en der ſelver reſpective Staaten en Landen en Luyden quade deſſeynen voornemen en onderleggen ſoude mogen, omme dewelcke voor te komen en tegens te gaan dan mede by deſen expreſſelijck geconditioneert is, dat de Troupen hier onder geſpecificeert tegens alle ſoodanige toekomende Vyanden, der ſelver Adherenten, kieſers van haare Partye, of onderleggers en voornemers van quade toeleg, edoch tegens geene andere in diervoegen als by dit Tractaat vervolgens verdragen is, ſullen werden gebruyckt.

II. Is dan verders verſprooken, dat den meer-Hooggedachten Koning van Denemarcken, tegens alle ſoodanige toekomende Vyanden, der ſelve Adherenten, kieſers van hare Partye ofte onderleggers en voornemers van quaden toeleg, geduurende den jegenwoordigen Oorlog, veerdig en gereet ſal houden eene Armee van 16000. Man, te weten, 5000. Ruyters, 10000. Soldaten, en duyſent Dragonders.

III. Dat Syne Majeſteyt voor de onkoſten, die de ſelve geobligeert is te doen, ſoo tot het onderhoudt van het voorſz. Volck als anderſints mede geduurende den jegenwoordigen Oorlogh, ſal hebben en genieten eene Somme van 14000. Rijcksdaalders ter loopende maant, twaalf maanden in 't jaar gereeckent, de helfte by Syne Koninglijke Majeſteyt van Spanje, en de wederhelfte by Haar Hoog Mogende te betalen tot Amſterdam in ſwaar of hart kas-gelt, en dat de voorſz. eerſte maandt aanvang ſal nemen, ſoo haaſt de Ratificatie van het jegenwoordig Tractaat van wegen den meer Hoogh-gedachten Koningh van Denemarcken alhier in den Hage gekomen en ge-extradeert ſal zijn.

IV. En ſoo wanneer eenige nieuwe Vyanden der ſelver Adherenten, kieſers van hare Partye, ofte onderleggers en voornemers van quaden toeleg aan den Hoogſt-gemelte Geallieerde of eenige van de ſelve ſoude mogen opkomen, ſal den meer Hoogſt-gedachten Koning van Denemarcken ter requiſitie van de Hoogſt-gemelte Geallieerde gehouden zijn tegens de ſelve Vyanden in openbaare rupture te treeden, en omme de voorſz. rupture met des te meer nadruck tegens de ſel-

va

Armes afin de chercher tant le repos de l'Empire, que celui des Païs voiſins, & y rétablir la Paix aux conditions les plus favorables que faire ſe pourroit. C'eſt pourquoi ils ont eté obligés de requerir S. M. Danoiſe, de ſe vouloir en toute occaſion porter pour l'interet de l'Empire, & contre tous Partis contraires à icelui, & aux Confederez qui ſont S. M. I. S. M. C. & L. L. H. P. depuis peu Confederez. Et S. M. Danoiſe a vu que S. M. I. S. M. C. & L. L. H. P. n'ont rien fait, qui ne tendit à la ſureté de l'Empire & de ſes Voiſins, & par conſequent qu'il n'y avoit nul préjudice pour ſes Terres & Sujets. Ce que voyant, Sadite M. D. a trouvé bon & a donné ordre à ſes Miniſtres de traiter en ſon nom avec les Miniſtres de Sa Majeſté Imp. de S. M. C. & de L. L. H. P. comme s'enſuit.

I. Premierement, on ne pretend point que cette Alliance ſoit offenſive, ni contre aucun Potentat ſoit Roi ou Etat; mais ſeulement pour le repos des Alliez & de leurs Voiſins. Ayant dont reſolu ceci, & les Alliez y ayant acquieſcé, ont trouvé bon de former la preſente Alliance, ayant conclu de l'effectuer, pendant cette Guerre contre tous ceux qui pourroient prendre le Parti, ou adherer aux Ennemis des Alliez, & même contre ceux qui les Armes à la main les voudroient attaquer, ou leurs Etats, Vaſſaux, Domaines ou Sujets. Et pour prevenir tels accidents, leſdits Alliez ont trouvé bon de former une Armée ſelon les formes ci-deſſous mentionnées. Afin de ſe defendre contre tous les ſuſdits Ennemis, ou ceux qui pourroient épouſer leur Parti, ladite Armée devant être conduite ſelon les conditions ſuivantes.

II. Suivant ce preſent Traité Sa M. D. ſera obligée de tenir ſur pied une Armée de 16000. Hommes, ſçavoir de cinq mille Chevaux, de dix mille Fantaſſins, & de mille Dragons, & toûjours prête à marcher contre les Ennemis, qui pourroient attaquer leſdits Alliez, ou leurs Adherans en quelque façon que ce ſoit.

III. Que Sadite M. D. recevra pour les frais qu'elle ſera obligée de faire tant pour la levée, que pour l'entretien de ladite Armée, la Somme de 14000. Rixdalers par Mois, pendant que cette Guerre durera, contant les années de douze Mois. S. M. C. ſera obligee de payer la moitié de ladite Somme, & l'autre moitié ſera payée par LL. H. P. à Amſterdam en Banque ou en caiſſe. Le payement du premier Mois commencera du jour que S. M. D. aura donné la Ratification du preſent Traité, & ſera venue entre les mains des Alliez.

IV. Et en cas qu'il ſurvînt de nouveaux Ennemis aux Alliez, Sadite M. D. ſera obligée de rompre avec eux & leurs Adherans, & de ſoutenir con-

tre

Digitized by Google

Anno 1674.

ve nieuwe Vyanden der ſelver Adherenten, kieſers van haare Partye of onderleggers ende voornemers van quaden toelegh, in 't werck te ſtellen, binnen den tijd van ſes weken naar date van de voorſz. requiſitie, op de been en in Sijne Majeſteyts Landen naaſt grenſende aan de Steden en Plaatſen van de ſelve Vyanden by een brengen de voorſz. Armée van 16000. Man ſal werden onderhouden, voor de eene helft ten laſten van Syn Koninglijcke Majeſteyt van Spanje, en Haar Hoog Mogende, yder half en half, en de wederhelfte ten laſte van Syne Koninglijcke Majeſteyt van Denemarcken, en dat de voorſz. Subſidien van de voorſz. 14000. Rijcksdaalders ſullen continueeren tot den dag toe, dat de voorſz. andere Subſidien aanvang ſullen nemen.

V. Dat omme de voorſz. Armée van 5000. Paarden, 10000. Man te Voet, en 1000. Dragonders in het voorſz. geval des te ſpoediger, en ten langſten binnen den hier bovenſtaande tijdt te doen by een brengen, Hoog-gedachte Syn Koninglijcke Majeſteyt van Spanje, en Haare Hoogh Mogende terſtont naar de voorſz. requiſitie by goede wiſſelen, ten behoeve van Syn Koninglijcke Majeſteyt van Denemarcken, en in de Stadt Hamborg ſullen doen overmaecken eene Somme van 170000. Rijcksdaalders, of 425000. Guldens Hollants gelt, als genomen 40. Rijcksdaalders tot aanrichts gelt voor yder Ruyter en Dragonder, en 10. Rijcksdaalders voor yder Voetknecht wel gemonteert en wel gewapent.

VI. Dat de voorſz. Militie, ſoo wanneer die in manieren vooren verhaalt op de been ſal werden gebracht, ſal werden gerangeert onder tien Regimenten te Paart, onder tien Regimenten te Voet, en tien Compagnien Dragonders; dat yder Regiment te Paart ſal beſtaan in 500. Paarden verdeelt in ſes Compagnien, en yder Regiment te Voet in 1000. koppen, en yder Compagnie Dragonders in hondert koppen, dat yder Colonel te Paart en te Voet ſal werden getracteert tegens 120. Rijcksdaalders, of drie hondert Guldens Hollandts ter loopende Maandt, yder Luitenant-Colonel tot veertig Rijcksdaalders of hondert Guldens, en yder Major tot 32. Rijcksdaalders of tachentig Guldens, en de Quartiermeeſters en Provooſten te Voet t'ſamen tegens 18. Rijcksdaalders of 45. Guldens Hollandts ter Maandt voor yder Regiment, des en ſullen aan de ſelve geene andere onkoſten, het zy van Wagen, Karren, of Paarden op de optochten of anderſints geleden ofte gevalideert werden.

VII. Dat Syne Koninglijcke Majeſteyt van Denemarcken, als dan mede voor yder Regiment te Paart gerangeert als vooren, dat by Hoogſt-gedachte Syne Koninglijcke Majeſteyt van Spanje, en Haar Hoog Mogende moet werden onderhouden, ſal hebben tot Soldye alle loopende Maanden, de ſelve tot twaalf in 't jaar te reeckenen, eene Somme van 4767. Rijcksdaalders 26. Stuyvers 9. Deniers, of 11. duyſent 9. hondert 18. Guldens 19. Stuyvers 9. Deniers Hollandts, en voor yder Regiment te Voet, dat ten laſte van Hoogſt-gedachte Sijne Koninglijcke Majeſteyt van Spanje, en Haar Hoogh Mogende moet werden onderhouden ter loopende Maandt als vooren 4104. Rijcksdaalders vier Stuyvers of 12062. Guldens vier Stuyvers Hollandts, of naar proportie ſoo veel min als by de te doene Monſteringe de voorſchreven Regimenten ſwacker in getal van Paarden ofte Voetknechten ſullen bevonden werden, doch by aldien ten tijde van de te doene Monſteringe de voorſchreve Armée in 't geheel duyſent Man, en niet meerder, in getal minder mochte bevonden werden als de ſelve moet weſen, en dat de Officieren ſouden kunnen bewyſen, dat ſoodanigen afgang of verminderinge niet by haar verſuym toegekomen, nochte uyt eenige andere practijcquen geſprooten is, maar dat ſulcke Volckeren of in de Oorlogsactien zyn gebleven, en vermiſt of anderſints weechgeſtorven, dat in ſoodanigen gevalle ter ſaken van die voorſchreve verminderinge aan de voorſchreven Subſidien geene kortinge ſal mogen werden gedaan: mits dat de voorſchreven Armee op de volgende Monſteringe weder compleet gevonden werde.

VIII. Het ſal nochtans aan meer hooghſtgedachte Sijne Koninckliјcke Majeſteyt van Denemarcken vryſtaan naar ſijn believen ende goetvinden zoo als het deſelve, volgens het Krijgsgebruyck ende tot verrichtinge der voorvallende operatien, ten beſten ſal oordeelen, de voorſz. Regimenten en Compagnien te mogen ver-

tre eux avec ladite Armée dans ſix ſemaines, aprés la requiſition faite par les Alliez. Ladite Armée de ſeize mille Hommes ſera entretenue par les Confederés, ſçavoir une moitié par S. M. C. & LL. H. P. chacun moitié par moitié; Et l'autre moitié ſera entretenuë par S. M. D. continuant l'Appointement ci-deſſus dit de 14000. Rixdalers, juſqu'au commencement de l'autre.

V. Et afin que ladite Armée de cinq mille Hommes de Cavalerie, de dix mille d'Infanterie & de mille Dragons, ſoit plûtoſt miſe ſur pié au moins au temps ci-deſſus preſcrit, S. M. C. & LL. H. P. auront ſoin, tôt aprés la requiſition faite, de faire tenir, par Lettres de change, à S. M. dans la Ville de Hambourg la Somme de 170000. Rixdalers ou 425000. Florins Monnoie d'Hollande: proportionnant ladite Somme à la levée deſdites Troupes, ſçavoir 40. Rixdalers pour un Cavalier ou Dragon, & dix Rixdalers pour chaque Fantaſſin.

VI. Que ladite Armée étant levée ſera miſe en ordre & diviſée en dix Regimens de Cavalerie, dix Regimens d'Infanterie, & dix Compagnies de Dragons. Que chaque Regimens de Cavalerie ſera de cinq cens Hommes & ſix Compagnies, & chaque Regiment d'Infanterie de mille Hommes, & chaque Compagnie de Dragons de 100. Hommes. Que chaque Colonel, tant de Cavalerie que d'Infanterie tirera par Mois ſix vingts Rixdalers ou 300. Flor. Monnoie de Hollande. Chaque Lieutenant Colonel aura par Mois de Solde 40. Rixdalers ou cent Florins Monnoie d'Hollande. Et chaque Major auſſi par Mois de Solde 32. Rixdalers ou 80. Florins d'Hollande. Chaque Maréchal des Logis & Prevoſt aura 18. Rixdalers ou 45. Florins par Mois. Il ne ſera fait aucune dépenſe au delà, ſoit pour Chariots, Charettes, Voitures ou autres choſes.

VII. Que S. M. C. & LL. H. P. fourniront à S. M. D. pour chaque Regiment de Cavalerie mis en l'état ſuſmentionné, la Somme de 4767. Rixdalers 26. Sols 9. Deniers, ou onze mille neuf cens dix huit Florins d'Hollande 19. Sols 9. Deniers, pour chaque Mois courant. Et pour chaque Regiment d'Infanterie 4104. Rixdalers 4. Sols ou 12062. Florins 4. Sols Argent d'Hollande. Et le tout ſera payé à proportion du Monde qu'on paſſera en revûë tant de Cavalerie, que d'Infanterie. Neanmoins s'il ſe trouvoit qu'en paſſant Montre, on ne trouvât manquer à l'Armée que mille Hommes, ſans toutefois que ce fût la faute des Officiers, & que leſdits Officiers fuſſent complets, & puſſent verifier que ce n'eſt pas leur faute, & que ce qui pourroit manquer, auroit eſté par quelque défaite ou autrement par deſerteurs, on ne laiſſeroit pas d'accomplir le Payement, comme ſi ladite Armée avoit été trouvée entiere, à condition neanmoins, qu'à la premiere Montre on rempliroit les places vacantes & rendroit ladite Armée complete.

VIII. S. M. D. pourra ſe ſervir de ladite Armée, ſelon l'ordre de la Guerre s'il le trouve bon, & augmenter le nombre des Officiers, & former les Regimens & Compagnies ainſi qu'il luy plaira.

ſtercken met meerder Officieren, alleenlijck dat het Corpus daar door niet en werde vermindert, maar ten allen tijde blijve beſtaan in 5000. Ruyteren, 10000 Man te Voet, en 1000. Dragonders effective combattanten; en mits oock het getal van Colonellen, Lieutenant Colonellen, Majors, Kapiteynen ende lage Officieren, blijvende zoo als het hier voren is uytgedruckt: en behoudelijck oock dat Syne Majeſteyt daar geen hoogere ofte meerdere Subſidien ſal mogen pretenderen.

IX. Dat de Penningen tot het voorſz. reſpective onderhoudt ter concurrentie van de helft van de voorſz. 16000. Man gerequireert, te weten een Maandt Solts, piratelijck te betalen ten dage van ieder van de voorſz. te doene Monſteringe, ende daar-naar voort van tijdt tot tijdt alle loopende Maanden ingang: mitsgaders oock ten behoeve van elf Colonellen, Lieutenant-Colonellen, Majoors, Quartiermeeſters en Provooſten, van wegen hooghſtgemelte Syne Koninecklijcke Majeſteyt van Spanje en Haar Hoog. Mogende by goede Wiſſelen, als boven, preciſe ſullen werden overgemaackt aan Syne Majeſteyt, dewelcke dan voorts de particuliere betalinge ſal nemen tot ſijnen laſte zoodanigh, dat hooghſtgedachte Koninecklijcke Majeſteyt van Spanje en Haar Hoog. Mogende, noyt by eenige Overſten oft andere Hooge of Lage Officieren, Ruyteren en Soldaten over eenige wanbetalinge ſullen mogen aangeſproken werden, ofte daar voor by iemant convenibel zijn.

X. Ende werd daar benevens vaſtgeſtelt, dat zoo wanneer door Godes hulpe, de ruſte en Vrede ende vriendſchap allerzijts ſoude mogen werden herſtelt, ende dat het Tractaet van de voorſz. Vrede gereyckent ſoude mogen werden naar het verloop van de helft van de Maant daar inne Sijn Koninckl. Maj. van Denemarcken getreeden ſoude mogen zijn, de meer hooghſtgedachte Syne Majeſteyt van Denemarcken in ſulcken gevalle ſal genieten de Subſidien van de Maant, daar inne de ſelve getreden ſal weſen, en daar en boven noch een Maant van de ſelve Subſidien; maar ingevalle het voorſz. Tractaat ſoude mogen werden geteeckent voor het verloop van de helft van de voorſz. Maant, dat Sijne Majeſteyt als dan echter zal trecken noch een volle Maant, te reeckenen van den dagh af dat het voorſz. Tractaat geteeckent ſal zijn, 't en ware de hooge Geallieerde ſoude mogen goetvinden de voorſz. Armee naar het voorſz. geteeckende Tractaat noch langer op de been te houden, in welcken gevalle de voorſz. Maant gereeckent en getrocken ſal werden, van ende naar den tijdt dat de hooghſtgemelte Geallieerde ſullen hebben verklaart de voorſz. Armee, voor zoo veel haar aangaat, niet langer van nooden te hebben.

XI. Het ſal wedertijds ende met onderlinge communicatie vryſtaan alle de voorſz. Troupes ſonder onderſcheydt ſeparaat ende te gelijck, naar gelegentheyt van tijden, te doen inſpecteren ende te doen monſteren, om van het getal der Ruyteren en Knechten, oock van der ſelver Monture en Wapenen te konnen verſekert zijn, en ſullen de Hooge Officieren, Ritmeeſteren en Capiteynen gehouden zijn ten allen tijden daar omtrent te obedieren aan de ordres de welcke daar toe ſullen gegeven worden.

XII. Tot de voorſz. Armee ſal gevoeght werden een train van Artillerye, de welcke naar de groote ende macht van de ſelve zoodanigh ſal worden geproportioneert, dat daar toe ſullen werden gebruyckt:

Twee Mortiers.
Twee halve Kartouwen.
Vier Stucken van 12. pont.
Ses Stucken van 6. pont
Twintigh van drie à vier pont.

Ponden.	*Kogels.*	*Centenaar*
Twee hondert à	24	48
Vier hondert à	12	48
Hondert à	60	
Ses hondert,	6	36
Hondert à	40	
Twee duyſent à	4	80

Centenaar Kogels 212.

Hon-

Neanmoins le Corps de l'Armée doit demeurer dans les formes ci-deſſus mentionnées, ſçavoir de 5000. Cavaliers, de 10000. Hommes d'Infanterie & de 1000. Dragons tous effectifs & bons Soldats, & les Officiers ſusnommez, ſçavoir Colonels, Lieutenans-Colonels, Majors, Capitaines & autres moindres Officiers demeureront comme il a été accordé. Et S. M. D. ne pourra pas prétendre plus d'Appointement qu'il lui en a été promis.

IX. Que les Deniers ſervant au payement deſdites Troupes; ſçavoir de la moitié de 16000. Hommes ſelon que l'on eſt convenu, doivent eſtre payez au commencement de chaque mois, qui commencera du jour que leſdites Troupes auront paſſé Montre, ce qui ſe fera auſſi à l'égard des Colonels, Lieutenans-Colonels, Majors, Capitaines, Maréchaux des Logis, & Prevôts. Et quant à S. M. C. & LL. H. P. elles ne manqueront de faire tenir par bonnes Lettres de change leſdits payemens à S. M. D. pour en faire une diſtribution particuliere à chaque Officier & Soldat, ſelon qu'il le trouvera bon, à condition que jamais les Alliez, ſçavoir S. M. C. & LL. H. P. ne ſeront inquietez, pour le payement d'aucun General ou autres moindres Officiers, ſoit Cavaliers, ou Soldats.

X. Et en cas qu'il avint, que la Paix fût concluë vers la moitié du Mois, leſdits Alliez ſeront obligez neanmoins de payer à Sa M. D. le Mois entier, & encore un Mois de ſurplus. Mais en cas qu'elle vint à être concluë un peu aprés le commencement du Mois, alors Sa M. D. ſera payée encore d'un Mois en comptant du jour que ladite Paix ſera concluë; A moins que leſdits Alliez ne trouvaſſent bon de tenir encore ladite Armée ſur pied, & alors le payement ſe fera comme devant, juſques à ce que leſdits Alliez déclarent n'avoir plus beſoin de ladite Armée.

XI. Il ſera permis tant d'un côté que d'autre de faire paſſer Montre à ladite Armée, ſoit toute enſemble ou ſeparément, comme on le trouvera à propos. Afin de voir en quel Equipage ſont les Cavaliers & Soldats, & s'ils ſont habillez & bien armez, les mettre en ordre. Aprés quoi les Colonels tant de Cavalerie que d'Infanterie, Capitaines & autres Officiers devront être preſts à obeir aux ordres qu'on leur pourra donner.

XII. On joindra à ladite Armée un Equipage d'Artillerie proportionné à la grandeur d'icelle, pour être employée où on le jugera à propos, dont le contenu ſera comme il ſuit, & qui ſera de

Deux Mortiers.
Deux Carteuches.
Quatre Pieces de Canon portant 12. Livres de Bale.
Six Pièces de Canon chacune de 6. Livres de Bale.
Vingt Pièces de Canon chacune de 3. à 4. Livres de Bale.

Livres.	Boulets.	Quintaux.
Deux cens	*à* 24	48
Quatre cens	*à* 12	48
Cent	*à* 60	
Six cens	*à* 6	36
Cent	*à* 40	
Deux mille	*à* 4	80

Quintaux de Boulets 212.

Cent

Anno 1674.

Hondert Centenaar Granaden, met zoo veel Buskruyt als daar toe van nooden is.

Tegens een pont Kogels een half pont Buskruyt gereeckent.

Op acht duyſent Man ieder twee pont gereeckent.

Ende tegens een pont Kruyt twee Pont Loot gereeckent.

Hondert Centenaar Buskruyt voor het Canon.

Hondert Centenaar Buskruyt voor de Soldaten.

Drie hondert en twintigh Centenaar Loot ofte Musquet-kogels.

Ende oock daar by ſullen werden gevoeght de noodige ende gerequireerde hooge en lage Officieren, als namentlijck:

Bedienende, tot deſe Artillerye gehoorende,

Een Collonel.
Een Majoor.
Twee Capiteynen.
Twee Lieutenanten.
Vier ſtuck Jonckers.
Een Predikant.
Een Veltſcheerder met een Velt-volck.
Twee Vuurwerckers met het Volck.

Twee en veertigh Conſtapels.
Een Brughmeeſter met ſijn Volck.
Een Petardier met ſijn Volck.
Een Mineur met ſijn Volck.
Een Smit met ſijn Volck.
Een Rademaecker met ſijn Volck.
Een Zadelmaecker met ſijn Volck.
Twee Wegh-bereyders.
Twee Schutmeeſters.
Een Controlleur.
Een Schryver.

Tachtentigh Hantlangers by 't Canon, te weten: vier by een Cartouw, en elck Stuck van twaelf pont, ende voor de reſt by elck Stuck twee.

Eenige Pionniers.
Affuytmakers met haar Volck.

Ende ſal Sijne Koninckliјcke Majeſteyt die voorſieninge doen, ende die noodige ordres ſtellen, dat de voorſchreve Artillerye met de Paarden, Wagens, Karren en andere Attirail daer toe gerequireert, oock de voorſz. hooge en lage Officieren van den train mede binnen den tijdt van ſes weecken naar de voorſz. requiſitie op de been ende in ſtaat ſullen weſen gebracht, om te konnen werden gebruyckt daar het ſal van nooden zijn, des ſullen de hooghſtgedachte Syn Koninckliјcke Majeſteyt van Spanje ende Haar Hoog. Mogende zoo ras de voorgeroerde Armee van 16000. Man op de been gebracht, ende de voorſz. Artillerye en de Officieren van de ſelve ſullen gaargeſien ende gemonſtert zijn, tot verval van de onkoſten daar toe gerequireert, mitsgaders tot de betalinge van de hooge Tractamenten der Generaals Perſoonen, dewelcke, boven de Colonels van de Regimenten, ſullen moeten aangeſtelt ende gebruyckt werden, aan Sijne Koninckliјcke Majeſteyt van Denemarcken, alle loopende Maanden, betalen eene Somme van 10686. Rijcksdaalders, ofte 26715. Guldens Hollandtſch gelt, behondelijck, dat de voorſchreve Artillerye met ſijn appendentien en dependentien, oock met een vijfde part hooger of meerder ſal moeten werden vergroot als die in deſen Articul ſtaat geſpecificeert: en op conditie dat Syn Koninckliјcke Majeſteyt van Spanje en Haar Hoog. Mogende daar mede van alle namaninge ſullen zijn bevrijdt, gelijck hier voren Articulo IX. geſeyt is.

Cent Quintaux de Grenades avec autant de Poudre qu'il ſera neceſſaire pour l'uſage d'icelle.

On contera pour chaque Livre de Bales une demie Livre de Poudre.

Pour huit mille Hommes chacun deux Livres de Poudre.

Et pour chaque Livre de Poudre deux Livres de Plomb.

Cent Quintaux de Poudre pour le Canon.

Cent Quintaux de Poudre pour les Soldats.

Trois cens & vingt Quintaux de Plomb ou Bales à Mousquet.

Et entre tout ce que deſſus on établira des Officiers tant hauts que ſubalternes pour gouverner ladite Artillerie, ſçavoir:

Un Colonel.
Un Major.
Deux Capitaines.
Deux Lieutenans.
Quatre Appointez.
Un Miniſtre.
Un Barbier.
Deux faiſeurs de Feux d'artifices avec leurs aides.

Quarante deux Canonniers.
Un Maître de Pontons avec ſes aides.
Un Petardier avec ſes Gens.
Un Mineur avec ſes aides.
Un Mareſchal avec ſes valets.
Un Charon avec ſes valets.
Un Sellier avec ſes compagnons.
Deux Racommodeurs de chemins.
Deux Maîtres d'Armes.
Un Contrôleur.
Un Ecrivain.

Quatre-vingts Hommes pour faire jouër & manier le Canon, qui ſeront diviſez, ſçavoir 4. à chaque Courtau, & à chaque Piéce de Canon de douze livres de Bale, & deux Hommes à chacune des autres Piéces.

Quelques Pionniers, &
Charons avec leurs compagnons.

Sa M. D. ſera obligée de lever & mettre en ordre ladite Artillerie avec Chevaux, Chariots, Charettes, & enfin tout ce qui ſera neceſſaire, avec tous les Officiers tant Hauts que Bas, dans le temps de ſix ſemaines, aprés la requiſition faite par les Alliez, afin d'être employez où on le jugera à propos, ſitôt que ladite Armée ſera ſur pied & paſſée en Montre, & que ladite Artillerie ſera en ordre, les Officiers d'icelles paſſés en Montre, leſdits Alliez, ſçavoir S. M. C. & LL. H. P. ſeront obligées de payer à S. M. D. chaque Mois courant la Somme de 10686. Rixdalers, ou 26715. Florins Argent d'Hollande pour la Solde des Generaux qui commanderont ladite Armée au-deſſus des Colonels. A condition que ladite Artillerie ſera augmentée de la cinquiéme partie, ſans que les Alliez, ſçavoir S. M. C. & LL. H. P. en ſoient aucunement inquietez ou recherchez d'aucun payement, comme il a été ſpecifié en l'Article neuviéme.

Anno 1674.

XIII. Dat Syne Konincklijcke Majeſteyt van Denemareken, in 't voorſchreven geval, ter requiſitie van de hooghſtgedachte Geallieerden geobligeert ſal zijn, de voorſz. Armee en Corps by een te brengen en te houden, ende daar mede tegens de Vyanden te ageeren, ter oort en plaatſe wanneer, ende zoo als met de meeſte ſtemmen van de Hooghſtgedachte Syne Keyſerlijcke Majeſteyt, en de Konincklijcke Majeſteyt van Spanje, ende Denemareken, en Haar Hoog. Mogende, voor het gemeene beſte dienſtigh geoordeelt ſal werden; gelijck dan alle Hooft-actien wanneer de Armee der Hooge Geallieerden, geheelijck ofte ten deele met deſe Armee geconjungeert ſullen zijn, voor zoo veel de geconjungeerde Troupen belangt, tuſſchen de ſelve Hooge Geallieerden, ofte der ſelver Bevelhebberen geconcerteert, ende naar meerderheyt der bovengenoemder vier ſtemmen, ter executie gebracht ſullen werden.

XIV. Ende ſoo wanneer Syn Konincklijcke Majeſteyt van Denemarcken de voorſz. Armee ter requiſitie van de Hooghſt-gedachte Geallieerde, op de been ſoude mogen hebben gebracht, ende dat desſelfs Landen, geduyrende den Oorloch daar inne Syne Majeſteyt mede getreden ſoude zyn, van ymandt wie het oock zy, ofte onder wat pretext ſulcx geſchieden mochte, geattacqueert ſoude mogen werden, ſal niet alleen de voorſz. Armee van Syne Majeſteyts Landen niet afgetogen of te engh gehouden werden; maar ſullen oock ſoo veel meerder Troupen van de Hooghſt-gedachten Keyſer, Koninck van Spanje, en de Staten Generael in ſulcken gevalle tot afweeringe van de voorſz. attaques ſonder oytſtel met alle vigeur ageeren als daer toe gerequireert en nodigh ſoude mogen zyn.

XV. Doch by aldien den meer Hooghſt-gedachten Koninck van Denemarcken na het ſluyten en ratificeeren van het jegenwoordig Tractaat ende voor en al eer Syne Majeſteyt ter requiſitie van de Hooghſt-gedachten Geallieerden mede in den Oorloch getreden ſoude zyn van iemant in ſijn Landen Vyandelijck ſoude mogen werden geattacqueert en aangetaſt, ende dat die Vyandelijcke attacques ende aggreſſie quam te geſchieden directelijck, ende alleen ter oorſake van het jegenwoordig Tractaat, ende omme geen andere redenen, en dat Hoogſt-gedachte Syne Majeſteyt ſelfs daar toe geene occaſie ofte aanleydinge hadde gegeven directelijck ofte indirectelijck in eenige manieren, ende dat de Hoogſt-gedachte Geallieerde daar van klaarlijck ende evidentelijck quam te conſteren, invoegen dat, de ſelve daar van ten volle overtuyght ende verſeeckert waren, dat in ſoodanigen gevalle, ende verder noch anders niet de meer Hoogſt gedachte Syne Konincklijcke Majeſteyt van Spanje, ende Haar Hoogh Mogende aan de meer Hoogſt-gedachte Syne Konincklijcke Majeſteyt van Denemarcken ſullen betalen de ſelve aanrichts-gelden en Subſidien die Hoog-gedachte Syn Konincklijcke Majeſteyt van Spanje, ende Haar Hoog Mogende ſoude hebben moeten goet doen indien de ſelve Syne Konincklijcke Majeſteyt van Denemarcken hadde verſocht om in de rupture ende gemeinſchap van den Oorlog te treden

XVI. Indien oock by verloop van tijt mochte bevonden werden, dat de voorſz. 5000. Ruyteren, 10000. Knechten, en duyſent Dragonders niet volkomentlijck beſtant waren om de voorſz. Vyantlijcke attacques te reſiſteeren, ofte de voorſchreve Vyanden, ende der ſelver Adherenten te brengen tot een afſtant van hare Vyantlijcke aggreſſien, ende vervolgens tot een redelijcke Vrede, dat als dan de ſelve invoegen voorſz. met gemeen concert verders vermeerdert en begroot ſullen werden op ſoodanigen meerder getal als men ſal meenen tot bereyckinge van ſoo ſalutairen oogmerck nodig ende convenabel te zyn.

XVII. Indien oock by de Hoogſt-gedachte Geallieerden dienſtig of nodig gevonden mochte werden, dat den meer Hoog-gedachte Koninck van Denemareken eenige Equipagie te Water ſoude moeten doen, ende dat Syne Majeſteyt dien volgende ter requiſitie van de Hoogſt-gedachte Geallieerden eenige Scheepen van Oorloge in Zee ſoude mogen komen te brengen, dat in ſoodanigen geval ende anders niet, by de Hoogſt-gedachte Syn Konincklijcke Majeſteyt van Spanje, ende Haer Hoog Mogende ſal werden betaelt de helft van de koſten die gedaen ſullen moeten werden tot de Equipagie ende onderhout van die Scheepen, die de Hooe-gedachte Geallieerde ſullen hebben verſocht, dat den meer Hoogſt-gedachte Koninck van Denemarcken ſoude

XIII. Que S. M. D. ſera obligée dans l'occaſion de tenir cette Armée prête & en ordre en un Corps, pour être employé contre les Ennemis, lors qu'on le jugera à propos, & ſelon la pluralité des voix des Alliez, qui tomberont d'accord ſçavoir de S. M. I. & S. M. C. & S. M. D. & LL. H. P. Et en cas de conjonction de ladite Armée avec l'Armée des Alliés, ſoit toute ou en partie, les ordres ſeront donnez ſelon les quatre voix ſusdites en ce qui concerne leſdites Troupes.

XIV. S'il avenoit que S. M. D. ayant à la requiſition deſdits Alliez mis ladite Armée en ordre, fût attaquée dans ſon Païs par qui que ce fût, & ſous quelque pretexte que ce fût, Elle ne pourra pas ſeulement employer ladite Armée pour ſa défenſe. Mais auſſi leſdits Alliez, ſçavoir S. M. Imper. Sa M. C. & LL. H. P. ſeront obligés de ſecourir Sadite M. D. avec autant de Troupes qu'il en ſouhaitera, leſquelles s'employeront de toutes leurs forces à reſiſter aux Ennemis de Sadite M. D.

XV. Et en cas que S. M. D. aprés la Ratification de cette preſente Alliance avec leſdits Alliez, fût attaquée ſur ſes Terres par les Ennemis à raiſon dudit Traité, & que Sadite M. n'en eût donné aucun ſujet directement ou indirectement, & que leſdits Alliez n'y trouvaſſent rien à redire. Dans cette occaſion leſdits Alliez, ſavoir S. M. C. & LL. H. P. & Sadite M. D. ſeront obligez de payer également les frais qui pourroient avoir été faits pour la levée & l'entretenement d'une Armée, pourvû que Sadite Majeſté Danoiſe eût requis d'entrer dans la rupture avec les autres.

XVI. Et en cas que ladite Armée de 5000. Hommes de Cavalerie, & de 10000. Hommes d'Infanterie, & de mille Dragons ne fût pas capable de réſiſter aux Ennemis, ni même de les contraindre à contracter, & enfin à faire la Paix, on pourra renforcer ladite Armée jusques à ce qu'elle ſoit en état de le faire.

XVII. Et en cas que leſdits Alliez jugeaſſent à propos que S. M. D. équipât une Armée Navale, & que leſdits Alliez le requiſſent de tenir quelques Eſquadres de Vaiſſeaux de Guerre en Mer, alors leſdits Alliez, ſçavoir S. M. C. & LL. H. P. ſeront obligez de payer la moitié des frais que pourra faire S. M. D. pour la levée & l'entretenement de ladite

Digitized by Google

ſoude willen in Zee brengen, de voorſz. onkoſten te bereeckenen naer proportie van Feoningen in het Tractaet in den jare 1666. aan meer Hoog-gedachte Syne Majeſteyt van Denemarcken by Haer Hoog Mogende beloofſt.

XVIII. Dat naer het ſluyten van het jegenwoordig Tractaet, ſoo wanneer Syne Koninckltjcke Majeſteyt van Denemarcken ter requiſitie als voren de voorſz. Armee op de been ſal hebben gebragt, den Hoogſt-gedachten Keyſer, Koningen van Spanje, Denemarcken, en de Staten Generael niet ſullen mogen maken eenigen ſtilſtant van Wapenen met de Vyanden anders dan geſamentlijck, ende met gemeene bewillinge; maer ingevalle men ſoude mogen komen te treden tot eenige onderhandelinge, 't zy van Vrede of van Treves voor eenige jaeren, dat die voorſz. onderhandelinge niet ſal mogen werden begonnen door een van de Hoogſtgemelde Geallieerde ſonder participatie van de andere, en ſonder aen de ſelve Geallieerden op den ſelven tijt, ende ſoo haeſt als voor ſich ſelfs te beſorgen de faculteyt ende nodige ſeeckerheyt van eenige van ſijne Miniſters te kunnen ſenden, ter plaetſe daer men handelen ſoude: dat oock de Hoogſt-gemelte Geallieerden genouden ſullen zyn, d'een den ander ſucceſſivelijck, ende van tijt tot tijt te geven communicatie van alles 't gene in de voorſz. Negotiatie ſal komen voor te vallen: dat oock geen van de voorſz. Partyen ſal vermogen te treeden tot de concluſie van de voorſz. Vrede ofte Treves voor eenige jaaren ſonder ſijn mede Geallieerden daer inne te begrijpen, ende ſonder hem te doen herſtellen, indien hy het alſoo begeert, in de poſſeſſie van de Landen en Steden ende Plaetſen, mitsgaders het gebruyck van de vry-en gerechtigheden die hy hadde, ende daar van hy jouiſſeerden voor den Oorlog, ende ſonder van de voorſz. Vyanden voor den ſelven Geallieerden te bedingen de ſelve vry-ende Gerechtigheden, Exemptien, ende Prerogativen die hy voor ſich ſelven bedongen hadde, ten ware de Hoogſt gemelde Geallieerde den anderen des aengaende nader quamen te verſtaen.

XIX. Ende byaldien naar het ſluyten ende ratificeeren van het jegenwoordige Tractaet, ende voor dat Syne Majeſteyt by de Hoogſt gedachte Geallieerde verſocht ſoude mogen ſijn om mede in de voorſz. rupture te treeden, van Vrede ſoude mogen werden gehandelt, dat Hoogſt-gedachte Hare Keyſerlijcke ende Konincklijcke Majeſteyten van Spanje, ende Haar Hoog Mogende gehouden ſullen ſijn, voor ſoo veel ſulks nodig ſoude mogen weſen, ten behoeve van Syn Koninckltjcke Majeſteyt van Denemarcken, te beſorgen de faculteyt ende ſeeckerheyt omme ſijn Miniſters te kunnen ſenden ter plaetſe daer men handelen ſal: ſal oock aen den meer Hoogſt-gemelte Koninck van Denemarcken ſucceſſivelijck ende van tijt tot tijt gegeven worden communicatie van 't gene in de Negotiatie ſal komen voor te vallen, ende Syne Majeſteyt in de Vrede ofte Treves voor eenige jaren t'includeren ende te begrypen.

XX. Dat voorts naar het eyndigen van den tegenwoordigen Oorlog tuſſchen de Hoogſt-gemelde Geallieerde ſal ſijn ende blyven eene oprechte, getrouwe vrientſchap ende correſpondentie, dewelcke daer toe ſtrecken ſal, dat d'een des anderen beſt getrouwelijck ſal ſoecken te bevorderen, en deſſelfs ſchade ende nadeel naer alle vermogen helpen afkeeren ende weeren, volgens ende in conformité van de Tractaten met de Hooge Geallieerde reſpectivelijck gemaeckt ende opgereent, dewelcke door het tegenwoordig Tractaet in geenen deele gederogeert, maer veel meerder in alle hare Poincten ende Articulen geconfirmeert ende bekrachtigt werden.

Aldus gedaen ende geſlooten op Approbatie ende Ratificatie van de meer Hoogſt gedachte Hare Keyſerlijcke, Koninckltjcke Majeſteyten van Spanje ende van Denemarcken, ende van Haer Hoog Mogende, dewelcke overgebracht, ende alhier in den Hage ſullen moeten uytgewiſſelt werden binnen den tijt van twee Maenden naer date deſes, ofte eerder indien het doenelijck is. Ende in oirkonde deſes geteeckent in 's Gravenhage deſen 10. Julii, 1674.

Geteeckent,

(*L.S.*) J. HOEGH. (*L.S.*) VAN WYNGAERDEN.
(*L.S.*) GASPAR FAGEL.
(*L.S.*) J. DE MAUREGNAULT.
(*L.S*) G. VAN BOOTZMA.
(*L.S.*) B. GRUYS.

Secreet

ladite Armée, conformément à l'Accord fait entre S. M. D. & LL. H. P. en l'année 1666.

XVIII. S. M. D. ayant levé & mis en ordre ladite Armée Navale, lesdits Alliez, ſavoir S. M. I. S. M. C. & LL. H. P. ne pourront traiter de Paix ni de Tréve avec qui que ce ſoit, que par le commun conſentement de tous les autres. Mais en cas qu'aucun deſdits Alliez vint à traiter en particulier, ſoit de Paix ou de Tréve pour quelques années, il ſera obligé d'en donner avis à ſes Alliez avant que de commencer la premiere Conference, afin que leſdits Alliez puiſſent avertir leurs Miniſtres, d'avoir ſoin de leurs interêts. Outre cela ledit Allié en particulier ne pourra rien conclure, qu'il n'y comprenne les Alliez, & qu'il ne leur faſſe remettre toutes les Villes, Places, Provinces & Domaines, qui leur pourroient avoir été priſes, pendant cette Guerre, avec tous les Privileges qu'ils ont eus auparavant, en cas qu'ils le requierent, faute de quoi, il ne pourra s'accommoder.

XIX. Et en cas qu'aprés la concluſion & Ratification de la preſente Alliance S. M. D. fût requiſe d'entrer dans la rupture, & qu'aprés on vint à traiter de Paix, leſdits Alliez, ſçavoir S. M. Imp. S. M. C. & LL. H. P. ſeront obligez de proteger les Miniſtres de S. M. D. en toutes occaſions, au lieu où on traitera, en leur donnant la faculté & aſſurance requiſe, afin qu'ils puiſſent garder les interêts de S. M. D. & aviſer Sadite M. de temps en temps, de tout ce qui ſe paſſe dans la Negotiation, & venant à conclure la Paix ou quelque Tréve pour quelques années d'y comprendre Sadite Majeſté.

XX. Qu'à la fin de la Guerre preſente leſdits Alliez demeureront en une fidele & inviolable amitié, conſervant les interêts l'un de l'autre autant qu'il ſera poſſible, & repouſſant tous ce qui pourroit être prejudiciable à l'un ou à l'autre Allié, s'entre-aydant les uns les autres dans toutes les rencontres, ſans deroger aux Articles de ce preſent Traité. Mais au contraire en les fortifiant & obſervant exactement.

Tout ce que deſſus a été conclu & arreſté ſur l'Approbation & Ratification deſdits Alliez, ſçavoir de S. M. I. de S. M. C. de S M. D. & de LL. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies, dont la Ratification ſera rendue dans le tems de deux Mois, à commencer au jour de la concluſion de cette preſente Alliance. A la Haye, le 10. de Juillet 1674.

Et étoit ſigné.

(*L.S.*) J. HOEGH. (*L.S*) D. VAN WYNGAERDEN.
(*L.S*) G. FAGEL.
(*L.S*) J. DE MAUREGNAULT.
(*L.S*) E. VAN BOOTZMA.
(*L.S*) B. GRUYS.

Article

Secreet ende ſeparaet Artical.

NAerdemael by het 20. Articul van het Tractaet van mutuele defenſie ende aſſiſtentie heden geſlooten ende geteickent, tuſſchen de Miniſters van den Keyſer, Koninck van Spanje, ende van Denemarcken, ende Haer Hoog Mogende de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, is ter nedergeſtelt, dat naer het eyndigen van den tegenwoordigen Oorlog tuſſchen de Hoogſt-gedachten Geallieerden ſal ſijn ende blyven een oprechte ende getrouwe vrientſchap ende correſpondentie, de welcke daer toe ſtrecken, dat d'eene des anderen beſt getrouwelijck ſal ſoecken te bevorderen, ende deſſelfs ſchade ende nadeel naer alle vermogen te helpen afkeeren ende weeren, volgens en in conformité van de Tractaten met de Hooge Geallieerden reſpectivelijck gemaeckt en opgerecht, de welcke door het voorſz. Tractaet huyden geſlooten in geenen deele gederogeert, maer veel meerder in alle hare Poincten ende Articulen geconfirmeert ende bekraehtigt werden; ſoo is dat meer Hoogſt-gedachte Syne Koninckliјcke Majeſteyt van Denemarcken, ende Haer Hoog Mogende tot meerder verſterckinge, elucidatie ende explicatie van het voorſz. 20. Articul verdragen ende geconvenieert zijn, verdragen ende convenieren by deſen, dat Haar Hoog Mogende naer het eyndigen van den tegenwoordigen Oorlog, indien Hoog-gedachte Syne Majeſteyt by iemant wie het oock ſoude mogen zyn in Europa vyandelijck ſoude mogen werden aengetaſt ende geattacqueert, in plaetſe van het Secours van ſes duyſent Man in de voorſz. Tractaten breeder gementioneert, Syne Koninckliјcke Majeſteyt op haar eygen koſten met hare geheele macht te Lande ende te Water, indien ſulcks naer ſituatie van de Landen van den Attacquant oock te Water kan geſchieden, te aſſiſteren, ende de Vyanden van de Koninckliјcke Majeſteyt met de uyterſte vigeur, kracht, ende vermogen aen te taſten, de ſelve alle mogelijcken afbreuck te doen, ende met haer in openbare Vyantſchap, Oorlog, ende rupture te treden, niet anders als of ſy ſelve vyandelijck waren geattacqueert ende aengetaſt geworden; ende ſullen de Hoog-gedachte Geallieerden beyde geobligeert zyn daer inne te continueeren tot dat de Vrede gemaeckt ſal zijn, ende Syne Majeſteyt, ende Haer Hoog Mogende herſtelt ſullen weſen, indien ſy het alſoo begeren, in de poſſeſſie van de Landen, Steden ende Plaetſen, mitsgaders het gebruyck van de vry-ende gerechtigheden die ſy hadden, ende daer van ſy jouiſſeerden voor den Oorlog, ende ſonder voor haer beyden te bedingen, de ſelve vry-ende Gerechtigheden, Exemptien ende Prerogativen die ſy hadden, ten ware de Hoog-gemelde Geallieerden den anderen des aengaende naerder quamen te verſtaen, ſonder dat Haer Hoog Mogende ſullen bevoegt zyn daer voor oyt eenige vergoedinge, refuſie ofte recompenſe te eyſchen ofte te pretenderen, onder wat pretext ſulcks oock ſoude mogen geſchieden. Des heeft de meer Hoogſt-gedachte Syne Koninckliјcke Majeſteyt van Denemarcken daer tegens belooft by deſen, naer het eyndigen van den jegenwoordigen Oorlog ende rupture, te ſullen treden tegens die gene die t'eenigen tydt Haer Hoog. Mogende in Europa ſoude mogen komen te attacqueren, ende ſullen de Hoogſt-gedachte Geallieerden beyde geobligeert zyn, daar in te continueren tot dat de Vrede gemaackt ſal zyn, ende Syne Majeſteyt ende Haar Hoog Mogende herſtelt ſullen weſen, indien zy het alſoo begeeren, in de poſſeſſie van de Landen, Steden en Plaetſen; mitsgaders het gebruyck van de vry-en Gerechtigheden die zy hadden ende daer van zy jouiſſeerden voor den Oorlog, ende ſonder voor haer beyde te bedingen de ſelve vry-en Gerechtigheden, Exemptien ende Prerogativen, 't en ware Hoog-gemelde Geallieerden den anderen des aengaende naerder quamen te verſtaen, ende ſal den meer Hoogſt-gedachte Koning van Denemarcken ten dien fine boven de preſtatie van de 6000. Man, in de voorſz. Tractaten breeder gementioneert, oprechten eene Armee van zoo veel meerder Volck van Oorlog als Haer Hoog. Mogende ſullen requireren tot 16000. incluys, op dien eygen voet en onder die ſelve Subſidien die in 't voorſz. Tractaet, huyden geſlooten, breeder zyn uytgedruckt: behoudelijck dat de voorſchreven Subſidien ſullen werden geproportioneert naer het getal van het Volck dat Haer Hoog. Mogende ſullen komen te eyſchen.

Ende

Article ſecret & ſeparé.

ET voyant, que ſuivant le 20. Article de ce preſent Traité ſigné par les Miniſtres de S. M. I. S. M. C. S. M. D. LL. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies; il eſt arreſté qu'à la fin de cette preſente Guerre leſdits Alliez demeureront en une mutuelle amitié, prenant part aux intereſts les uns des autres, & cherchant à repouſſer ce qui pourroit préjudicier & nuire à quelqu'un des Alliez, & ainſi qu'il a été expreſſément ſpecifié dans ce preſent Traité, qu'on ne derogera à aucun Article du preſent Traité; Mais qu'au contraire, on les executera dans les formes autant que faire ſe pourra. Et ſuivant ce que deſſus S. M. D. & LL. H. P. les Etats des Provinces-Unies donnant plus d'éclairciſſement & d'explication, ſont convenus & conviennent enſemble, par la concluſion & force dudit 20. Article, que ſi à la fin de cette preſente Guerre, un des deux Partis fût attaqué dans l'Europe: que Leurs Hautes Puiſſances, au lieu des 6000. Hommes de ſecours ci-deſſus mentionné, ſeront obligez d'employer toutes leurs forces tant par Mer que par Terre, ſelon que l'occaſion le requerra, pour ſecourir S. M. D. en attaquant les Ennemis, & leur faiſant autant de dommage comme ſi c'étoit leurs Ennemis propres: Enfin d'entrer en Guerre & de rompre avec eux à l'occaſion de Sadite M. D. & ſeront obligez leurſdites Hautes Puiſſances, de continuer juſques à ce que la Paix ſoit concluë entre S. M. D. & leſdits Ennemis, contribuant à remettre & rétablir Sadite M. D. dans toutes les Places, Villes, & Châteaux, Terres, Domaines, & Sujettions, qui lui auroient été priſes pendant ladite Guerre, le remettant en poſſeſſion de tous Privileges & Prérogatives qu'il avoit auparavant, en cas de requiſition pour cet effet, par Sadite M. D.; & cela ſe doit faire ſans que Leurs Hautes Puiſſances, puiſſent jamais prétendre aucun rembourſement de leurs frais ni aucune recompenſe, ſous quelque prétexte que ce ſoit. Et en vûë de ce que deſſus S. M. D. promet de ſe declarer & de rompre aprés la fin de cette preſente Guerre, contre tous ceux qui pourroient déclarer & attaquer Leurs Hautes Puiſſances de quelque maniere que ce ſoit, dans l'Europe. Et que les ſuſdits Alliez ſeront obligez de continuer juſques à ce que la Paix ſoit concluë, & que Sa M. D. & LL. H. P. ſoient entierement rétablis, s'ils le requierent ainſi, ſçavoir des Provinces, Villes, Places, Châteaux, & generalement tous les Privileges & Prerogatives qui leur pourroient avoir été pris pendant ladite Guerre, & dans telle occaſion S. M. D. ſera obligée outre les 6000. Hommes ci-deſſus ſpecifiez, de lever autant de monde qu'il plaira à Leurs Hautes Puiſſances juſques au nombre de 16000. Hommes aux mêmes conditions, & à même Solde qu'il a été dit dans le ſuſdit Traité.

Et

Anno 1674.

Ende naerdemael ſijne meer Hoogſt-gedachte Koninecklijcke Majeſteyt, in conformité van de voorſz. vorige Tractaten, mede gehouden was Haer Hoog. Mogende in den tegenwoordigen Oorlog te aſſiſteren met een ſecours van de voorſz. 6000. Man, en dat, vermits eenige tuſſchen-komende difficulteyten, het voorſz. ſecours by Syne Majeſt. niet heeft konnen werden gepreſteert, ſoo hebben Haer Hoog. Mogende verklaert en verklaren by deſen, hier mede te renuntieren van alle pretentien die deſelve daer over in eenige manieren nu ofte hier namaels ſoude kunnen maken of moveeren: belovende daer voor noyt iets te ſullen eyſchen ofte vorderen, in eeniger manieren onder wat name het oock ſoude mogen zyn, of 't voorſz. voorval ten anderen tijde als een exempel te ſullen voortbrengen, om haer daer door de preſtatie van de tegenwoordige ofte eenige andere voorgaende conventien te ontſlaen, bevryden of diſpenſeren.

Ende is wyders verdragen, dat deſe tegenwoordige conventie ſal duuren den tyt van vyftien jaren naer de expiratie van deſen tegenwoordigen Oorlog.

Aldus gedaen en geſloten op Approbatie en Ratificatie van Syn Koninecklijcke Majeſteyt en Haer Hoog. Mogende, dewelcke overgebracht en alhier in den Hage uytgewiſſelt ſullen werden binnen den tydt van twee Maenden na dato deſes, of eerder indien 't doenlijck is, en in oirkonde deſes geteeckent in 's Gravenhage, den 10. Julii 1674.

(*L.S.*) J. Hoegh.
(*L.S.*) D. van Wyngaerden.
(*L.S.*) G. Fagel.
(*L.S.*) J. van Mauregnault.
(*L.S.*) E. van Bootzma.
(*L.S.*) B. Gruys.

Anno 1674.

Et comme en vue des Traitez precedens, Sadite M. D. étoit obligée d'aſſiſter LL. H. P. dans la preſente Guerre avec une Armée de 6000. Hommes, & que S. M. D à cauſe de quelque difficulté ſurvenue n'a pû y ſubvenir: Leurs Hautes Puiſſances ſe deſiſtent de toutes les pretentions qu'elles pourroient avoir ſur Sa M. D. en ce fait, promettant de n'en jamais rien demander ni pretendre de quelque maniere, ni ſous quelque pretexte que ce ſoit, ni même d'en rien jamais reprocher, ſoit par rapport de quelques exemples ou autrement.

Et on eſt de plus convenu, que la preſente Alliance durera l'eſpace de quinze années aprés la fin de cette preſente Guerre.

Le tout a été ainſi conclu & accordé ſur l'Approbation & Ratification de S. M. D & de Leurs H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies, laquelle ſera apportée & changée à la Haye, deux Mois aprés la concluſion de la preſente, ou plûtôt ſi faire ſe peut. Fait & ſigné à la Haye, le 10. de Juillet 1674.

Et étoit ſigné,

(*L.S.*) J. Hoegh.
(*L.S.*) D. van Wyngaerden.
(*L.S.*) G. Fagel.
(*L.S.*) J. van Mauregnault.
(*L.S.*) E. van Bootzma.
(*L.S.*) B. Gruys.

CXXIX.

23. Juill.

Traité de Protection, & d'Aſſiſtance, entre CHARLES II. *Roi Catholique des Eſpagnes, d'une part & les Confederés des Provinces de* GUIENNE, LANGUEDOC, DAUPHINE', & PROVENCE, *par le Miniſtere du Comte de* Sardan *leur Deputé, d'autre part. A Madrid le 23. Juillet* 1674. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

ETant arrivé en cette Cour le Sieur Comte de Sardan, avec le Caractere de Deputé de la Confederation ci-aprés expliquée, ſous les très-humbles repreſentations qu'il a faites à Sa Majeſté, en la maniere qui ſuit.

Dieu ayant operé en l'année 1660, la Paix des Pirennées, & cette Paix ſolemnelle ayant été cimentée par le Mariage du Roi Très-Chrétien, avec l'Infante d'Eſpagne, les Nobles & Plebéens des Provinces de Guienne, Languedoc, Dauphiné & Provence s'étoient flatés que cette Paix entraineroit avec elle, le repos de toute l'Europe, & leur produiroit en leur particulier, avec le retabliſſement de leurs Privileges, la ſuppreſſion des Tailles, Gabelles, Subſides & autres Impoſitions extraordinaires & exorbitantes que ces quatre Provinces avoient ſouffertes avec beaucoup de patience & de ſoumiſſion depuis l'année 1635. juſques en l'année 1660. que cette Guerre entre les deux Couronnes avoit duré, & ce qui les confirmoit fortement dans cette penſée, c'eſt qu'il doit eſtre remarqué que ces quatre Provinces ont cela de particulier & de commun entr'elles, qu'elles ſont toutes quatre Païs d'Eſtats, qui par leurs anciennes Capitulations, lors de leurs jonctions avec la France, ſont naturellement exemptes de ces impoſitions, n'y en pouvant eſtre faite aucune nouvelle, que de l'aveu & conſentement de leurs Eſtats Provinciaux; ce qui n'auroit pas empêché que de toutes les manieres qu'il avoit plû au même Miniſtere, elles n'euſſent ſacrifié leur ſang & leurs moyens, au delà de leurs forces, pour le ſoutenement de la Gloire de l'Eſtat, dans la continuation de cette Guerre, en maniere même, qu'il peut eſtre avancé avec beaucoup de verité, que depuis pluſieurs années avant la Paix, les Armées d'Italie & de Catalogne n'ont ſubſiſté avec gloire que par les Hommes, les Denrées, & les contributions qu'elles ont fournies, & par les Quartiers d'Hyver, qui ont été établis dans ces quatre Provinces.

Mais au lieu qu'un zele ſi fidele ait eu le ſuccez que les Peuples de ces quatre Provinces avoient crû pouvoir legitimement eſperer, d'autant plus qu'ils ne l'avoient pû pratiquer ſans tomber dans une indigence digne de compaſſion, ces pauvres Peuples ont eu la douleur de voir qu'il a ſemblé que les Miniſtres d'Eſtat de France, n'avoient conſenti à faire la Paix en dehors, que pour avoir lieu de faire avec plus de facilité une Guerre cruelle aux plus fidelles Sujets de Sa Majeſté Très-Chrêtienne au dedans; puis que les Tailles, les Gabelles, & autres Impoſitions ont eu, non ſeulement le même cours que pendant la Guerre, & ſe ſont exigées avec la même rigueur, mais on les a de nouveau ſurchargées, & on les ſurcharge tous les jours, de toutes les Maltotes, Subſides & nouvelles Impoſitions, que les Eſprits mal intentionnés, qui ont l'oreille du Miniſtre des Finances, ont pû inventer, & tâchent d'inventer de nouveau; en maniere que les Habitans de ces quatre Provinces, de toute ſorte de qualité, ſe trouvant en la plus grande partie, depuis pluſieurs années hors d'état de pouvoir payer leſdits Subſides, & Impoſitions, & à plus forte raiſon leurs Debtes particulieres, ſont obligés d'abandonner en proye aux Collecteurs, Commis, Sergens & autres Prépoſés des Receveurs, Traitans, & Partiſans, deſdites Provinces, ou à leurs autres Creanciers, leurs Denrées, Beſtiaux, Meubles, & Patrimoines, & de ſe remettre pour le ſurplus de leurs ſubſiſtances, & de celles de leurs malheureuſes familles aux ſoins de la divine Providence.

Et comme ces deſordres entrainent naturellement

Digitized by Google

cette neceſſité ; que les deux tiers des Habitans deſdites Provinces ſont reduits à une mendicité forcée, & que la pluſpart des autres qui ne ſe trouvent pas dans ce cas, à la reſerve de fort peu, ſont ſi embaraſſés dans leurs propres Affaires, ou par l'impuiſſance de payer ce qu'ils doivent, ou par celle de ſe faire payer ce qui leur eſt deub, qu'il eſt certain qu'on ne peut imaginer rien de plus deplorable, n'y ayant d'accommodé ni d'exempt, de cette maniere, que les Partiſans, Receveurs, ou Employés auxdites levées, ou leurs Participans, qui, comme des ſangſuës achevent de ſuccer le ſang, & la ſubſtance de tous ces pauvres Peuples ; Et bien loin que les Miniſtres d'Eſtat ayent voulu entrer dans aucune conſideration, de voir que ce que ces Peuples avoient fait ou ſouffert, avoit été fait, comme il a été remarqué auparavant, pluſtoſt par un effect de leur zelle, pour le ſervice de leur Monarque, que par aucun legitime devoir auquel ils fuſſent obligés, & qu'en conſequence on leur ait voulu donner quelque eſperance du retabliſſement de leurs Privileges, tout au contraire l'Aſſemblée des Eſtats des trois Ordres de la Province du Dauphiné, & de Guienne, ont été entierement ſupprimées, & abolies. Ceux de celle de Provence ont été en la plus grande partie énervés, & ceux de la Province de Languedoc n'ont conſervé que leur forme & leur exterieur.

Et comme ſi ce n'étoit pas aſſés des maux paſſés & preſens, les Miniſtres d'Eſtat ne ſe contentant pas, d'avoir ſuprimé entierement ou en partie les Eſtats Provinciaux, pour éviter que le Roi ne puiſſe jamais eſtre inſtruit de leur pernicieuſe conduite, & du deplorable état ou ſont reduits ſes Sujets, après avoir aboli depuis long tems la tenue des Eſtats Generaux du Royaume, ont encore de nouveau oſté aux Parlements & autres Cours Souveraines du Royaume, l'Authorité qui ne leur avoit jamais été diſputée.

Et parce que ces Cours, lors que les Gens du Roi preſentoient quelque nouvel Edit, ou Declaration, pour en requerir le Regiſtre, avoient droit d'en faire l'examen, même d'en ordonner le ſurcis, juſques à ce que leurs remontrances en euſſent été faites au Roi, pour ſe defaire de ce dernier obſtacle, par une Declaration expreſſe, depuis quelques années il a été établi en force de Loi, à peine de deſobeiſſance, que leſdites Compagnies Souveraines, regiſtreront purement & ſimplement, tous les Edits qui leur ſeront preſentés, ſans pouvoir eſtre admis à aucune remontrance, qu'après avoir obeï, ce qui étoit l'unique moyen, pour établir l'authorité des Miniſtres, & oſter pour jamais à ces Peuples malheureux l'eſperance même de leur ſoulagement.

Les Deputations annuelles & reïterées qu'aucunes deſdites Provinces, ont fait à la Cour depuis pluſieurs années, ainſi que leurs plaintes & doleances, de même que celles que les autres ont faites avec autant de reſpect que de juſtice devant les Intendants de leurs Provinces ayant été traitées du dernier mepris ; & aucuns deſdits Deputés ayant même été menacés, comme Rebelles, cela joint à l'impuiſſance publique & notoire où ſont tous ces Peuples, & à l'indigence malheureuſe où ils ſont plongés ; Et la conduite ſuſdite, leur oſtant pour l'avenir toute eſperance d'aucun ſoulagement, & leurs maux ainſi que ceux de leurs voiſins devenant tous les jours pires, depuis le commencement de cette derniere Guerre, après avoir pris Dieu à témoin de la ſincerité de leurs intentions, pour le bien & la gloire en general de l'Eſtat, ainſi que de la douleur veritable qu'ils ont que l'oppreſſion ſous laquelle ils gemiſſent, par l'impitoyable conduite deſdits Miniſtres, les force à ſe ſervir des derniers Remedes que la nature ne denie pas même aux plus malheureux, leurs ſouffrances étant venuës au dernier periode, & l'injuſtice de ſes Miniſtres à ſon comble, il a été procedé en la maniere que s'enſuit.

Les Habitans de toutes qualités deſdites quatre Provinces, repreſentés par diverſes Perſonnes de chacune d'elles, deputées & aſſemblées à cet effect, tant pour eux que pour les autres Provinces, qui ſe voudront joindre à la Conſederation ci-après propoſée, ſe ſont conſederés à l'effect de la manutention & retabliſſement entier de tous leurs anciens Privileges generalement quelconques, dans l'étenduë deſdites quatre Provinces, & dans celles qui s'y voudront joindre, pour ne ſe departir de ladite Conſederation, qu'après la tenuë des Eſtats Generaux du Royaume, en une Ville libre, ſuivant & conformement aux anciennes Conſtitutions de l'Eſtat, retabliſſement entier de tous leurs anciens Privileges, generalement quelconques ; ainſi que la ſuppreſſion réelle & effective de tous les Etabliſſements qu'on peut avoir fait, dans icelle, depuis la derniere tenuë des Eſtats Generaux du Royaume ſous le Regne de Henri III. ainſi que plus au long le contient, le Concordat fait & arreſté ſur ce ſujet.

Et comme la cruelle conduite qu'on a tenu contre leſdites Provinces Conſederées, les reduit à cette neceſſité, pour éviter leur entiere ruine & diſſipation de recourir aux Puiſſances qui peuvent proteger la Juſtice de ladite Conſederation, après avoir meurement agité cette queſtion par les mêmes Deputés, il auroit été adviſé qu'on ne ſçauroit plus legitimement s'adreſſer, qu'à Sa Majeſté Imperiale, la Sereniſſime Reine d'Eſpagne, & les Seigneurs Eſtats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, ces trois Puiſſances ayant intereſt, de ſoutenir & proteger la Liberté deſdites Provinces.

Et à cet effect, ayant été deputé du Corps de ladite Conſederation, Jean François de Paulo, Seigneur Comte de Sardan, Vicomte de la Houſſaye, qui auroit été chargé de toutes les Inſtructions, volontés & deſirs en particulier & en general de ceux qui compoſent ladite Conſederation, & repreſenté tout ſon contenu, & ſupplié Sa Majeſté par vives raiſons importantes de ſes Intereſts.

Sa Majeſté, après avoir deputé Monſieur le Marquis de Caſtel Rodrigo ſon Grand Ecuyer & Conſeiller d'Eſtat, & Preſident du ſuprême de Flandres, près de ſa Royale perſonne, pour ouïr & examiner les Propoſitions dudit Deputé, leſquelles ayant été reconnues & examinées par Sa Majeſté, avec l'advis de ſon Conſeil ſuprême dans la connexité des Intereſts de ladite Conſederation, avec ceux de ſa Royale Monarchie, ſe trouvant dans l'injuſte Guerre ouverte que Sa Majeſté Très-Chrétienne lui a meu, elle a reſolu que le ſuſdit Marquis de Caſtel-Rodrigo, en ſon Royal nom, accorde non ſeulement ſa Royale Protection & de ſa Monarchie comme il eſt ſupplié, mais auſſi les Articles de la ſupplication faite par ledit Sieur de Sardan, comme Deputé de ladite Conſederation.

I. Premierement pour repondre à l'Article XV. du Traité que ledit Comte de Sardan a conclu pour ce même effet, avec les Eſtats Generaux des Provinces-Unies, & qui a été en leur nom ſigné par le Prince d'Orange à la Haye le 21. d'Avril de cette preſente année 1674 a été arreſté, que pour oſter tout pretexte auxdits Hollandois, de ne pas ſatisfaire au contenu dudit Traité, Sa Majeſté donnera un Acte en particulier, pour la ſatisfaction deſdits Eſtats, qui aprouvera de mot à mot de ſa part, tout le contenu audit Traité, ſans y rien alterer ; mais atendu la connexité des Intereſts de ladite Conſederation, & de Sa Majeſté, il demeure convenu, que ſans s'arreſter audit Traité, le preſent contiendra capitalement, ce que Sa Majeſté veut accorder en ſon particulier auxdits Conſederés, lequel preſent Traité ſera un Acte ſecret, d'entre Sadite Majeſté, & les Chefs de ladite Conſederation.

II. Et d'autant par le ſuſdit Traité de la Haye du 21. d'Avril dernier, il eſt porté que les premieres exploitations à faire de la part de ladite Conſederation, s'executeroient dans le 15. du preſent mois de Juillet, ce qu'il a été impoſſible d'executer, pour n'avoir ledit Sieur de Sardan pû regler avec Sa Majeſté, les Intereſts de ladite Conſederation, que juſques à cejourdui, ce defaut n'étant en aucune maniere provenu de ſa part, ni de celle de ſes Conſorts, mais ſeulement des tems qui ſe ſont conſommés à pouvoir ſe transporter en ſeureté en cette Cour, Sa Majeſté s'eſt chargée de faire retirer par Son Miniſtre en Hollande, un Acte en bonne forme de la part deſdits Eſtats Generaux, ou dudit Prince d'Orange, comme ils prorogent le delai ſuſdit, juſques au jour qui ſera reglé ci-après ; laquelle Declaration ledit Miniſtre envoyera au pluſtoſt, qu'il ſera poſſible audit Comte de Sardan.

III. Et ayant égard aux grandes depenſes qu'il convient de faire, pour l'execution de ce qui eſt propoſé par leſdits Conſederés, & ne pouvant pas moins que d'eſtre grandes, & ayant pour objet principal le ſoulagement des Peuples qui ſouhaitent de ſe pouvoir eximer de ſi intolerable poids, Sa Majeſté a eu la bonté, d'accorder auxdits Conſederés un demi million de Livres Monnoye de France, pour les frais du premier ſoulevement, & operations de ladite Conſederation, & deſpenſes pendant cette premiere Campagne, leſquels Deniers ſe remettront à la Ville de Geneve, ſur les Frontieres de Suiſſe, pour le ſecours des Conſederés,

dès

dès auſſi-toſt que le ſoulevement aura pris Corps, & dès qu'il aura commencé.

IV. Et parce qu'il eſt impoſſible auſdits Confederés, pour le bien de la Cauſe commune, de pouvoir ſoutenir ſolidement leurs Intereſts, que par des forces & Armements correspondants à la ſeureté, Sa Majeſté en conſideration des grands frais & depenſes qu'ils feront obligés de ſupporter pour ce chef, leur a accordé pour la Campagne prochaine 1675. & pour les ſuivantes, en ſoutenant un Corps d'Armée raiſonnable, un million de Livres chaque année Monnoye de France, payable, par avance, de deux Mois en deux Mois, bien entendu; qu'en cas que la Hollande, par les Offices des Miniſtres de Sa Majeſté continueroit d'accorder chaque Campagne, deux cent mille Livres, leſdits deux cent mille Livres ſeront deduites au profit de Sa Majeſté, dudit million de Livres.

V. Et pour tant plus donner courage au Chef, & Dictateur de ladite Confederation, de ſervir avec affection & fidelité leſdits Confederés, Sa Majeſté lui a accordé une Penſion de cent mille Livres chaque année, laquelle Penſion ſera payable auſſi de deux Mois, en deux Mois, par avance, pour eſtre diſtribuée par lui, comme il le verra bon eſtre, d'entre lui, & ſes principaux Conſorts & ſera continuée ſur le pied ſuſdit, tout autant que durera le ſuſdit parti.

VI. Sa Majeſté ayant fait conſideration de la repreſentation que ledit Comte de Sardan lui a fait de la part deſdits Confederés, que pour pouſſer avec vigueur, les operations de leurs Troupes, il ſeroit neceſſaire qu'elles fuſſent fortifiées d'un Corps de Cavalerie; Sa Majeſté a accordé de fournir auxdits Confederés, un Corps de deux mille Chevaux, Troupes reglées & bien aguerries, lequel Corps de Cavalerie entrera dans le Terrein de ladite Confederation, incontinent après ledit ſoulevement, fait par l'endroit qui ſera le plus plauſible, & convenable, demeurant convenu & arreſté, que ladite Cavalerie étant jointe, avec les Troupes des Confederés agira ſous les ordres du Dictateur de ladite Confederation. Lequel Corps de Cavalerie ſera actuellement payé, aux frais de Sa Majeſté, ſans que leſdits Confederés lui doivent fournir que le Logement, & gros fourage, & avec cette condition auſſi qu'il ſera convenu à l'amiable d'entre les Commiſſaires de Sa Majeſté & leſdits Confederés, des ſeuretés ſolides, à tout évenement, pour l'entrée & ſortie dudit Corps de Cavalerie.

VII. Et comme Sa Majeſté n'a point d'autre veuë dans cette preſente Guerre, que de pourvoir à la defenſe de ſes Etats, & Royaumes, & de proteger les Peuples opprefſés, ſuivant les ſupplications qui lui en ont été faites, il a été arreſté qu'en cas leſdits Confederés fuſſent en état d'executer quelque choſe de conſiderable, ſur les coſtes de la Mer Mediteranée Sa Majeſté donnera les ordres neceſſaires à ſes Amiraux & Commandants de Mer, de donner toute aide & main forte, ſecours d'Armes & Munitions de Guerre auxdits Confederés, ſans que pourtant en cas que les Troupes de S. M. fiſſent entrée ou deſcente, dans le Terrein ou ſur les Coſtes, de ladite Confederation, & qu'elles vinſſent à ſe rendre Maiſtre de quelques Poſtes, pour oſter tout pretexte aux Emiſſaires de la Cour en France, de rendre odieuſe ladite Confederation, ſi leſdites Troupes perſiſtoient à garder leſdits Poſtes, elles ſeront tenuës de les delivrer és mains des Confederés, ſous les ordres de leur Dictateur general.

VIII. Ayant été repreſenté combien il ſeroit important de reuſſir en la ſurpriſe qu'on a projeté de faire ſur une Place importante, des Coſtes de Guienne, cette ſeule reuſſite pouvant donner moyen à toute la Baſſe Guienne de ſe declarer ouvertement, comme il eſt impoſſible de reuſſir dans les Affaires de cette nature, ſans les ſecours actuels de quelques Comptans, Sa Majeſté conſent que des cinq cent mille Livres accordées ci-deſſus au Corps deſdits Confederés, pour le fonds du premier ſoulevement, il en ſera pris la Somme de cent mille Livres, laquelle ſera envoyée à un Confident dans la Ville de Bourdeaux, & laquelle ne pourra eſtre employée qu'aux frais legitimes de ladite Entrepriſe, ſous le Controlle dudit Confident; Bien entendu qu'en cas que cette Entrepriſe vint à faillir, ladite Somme ſera comptée auxdits Confederés après l'ouverture de cette Guerre, en telle autre part, qu'ils jugeront à propos, comme faiſant partie de ce que Sa Majeſté leur a accordé pour ledit premier ſoulevement.

IX. Et pour établir d'autant plus ſolidement les Intereſts & ſeuretés de ladite Confederation, Sa Majeſté s'eſt chargée de faire menager par ſes Miniſtres, auprès de Sa Majeſté Imperiale, à l'effect que Sadite Majeſté accorde auſſi ſon Auguſte protection, à la ſuſdite Confederation, & ſouſcrive pour ce qui le regarde, le Traité qui ſera fait, comme eſt dit ci-deſſus en conformité de celui de la Haye, & s'engage de n'entendre à aucune Paix de la part de la France, que conjointement, avec leſdits Confederés, & ſous les Conditions appoſées aux Articles VIII. & X. du ſuſdit Traité de la Haye.

X. La ſuſdite Confederation ayant des intereſts à regler, avec les Chefs de la Maiſon de Lorraine, pour le fait de la Provence, & ledit Sr. de Sardan, chargé des propoſitions à faire ſur leſdits Intereſts, ne pouvant à cauſe du bien des Affaires de ladite Confederation ſe transporter en Allemagne pour cette diſcuſſion, ſur la très humble priere qu'il a faite à Sa Majeſté, de faire connoitre par quelqu'un de ſes Miniſtres, au Prince Charles de Lorraine, Heritier preſomptif de ladite Maiſon, la neceſſité qu'il y auroit pour ſes Intereſts propres, de faire aboucher par un de ſes Confidens ledit Sr. de Sardan, Sadite Majeſté s'eſt chargé de faire advertir ledit Prince, afin qu'il envoye avec tous les Pouvoirs neceſſaires un de ſes Confidens à l'endroit où ſera ledit Sr. de Sardan, pour l'éclairciſſement & execution deſdites choſes ſuſdites.

XI. Et le cas avenant que les ſuſdits Confederés puiſſent eſtre aſſez forts, pour former un Eſtat particulier, ou Republique, Sa Majeſté s'oblige en tel cas pour elle & ſes Succeſſeurs à continuer ſa Protection Royale, faveur & aſſiſtance, en la même forme, plus ou moins, que les Rois de France l'ont fait avec les Eſtats de Hollande, ſous des pretextes moins juſtes, auquel effect l'on conſentira ſans aucune difficulté à faire tous les Traités que l'exigence des cas le pourra ſouhaiter raiſonnablement, pour les Intereſts communs.

XII. Sa Majeſté voulant procurer en toute maniere auxdits Confederés, leur bien & avantage, leur a accordé le benefice du libre Commerce tant par Mer que par Terre, dans tous les Ports & Havres, Villes, Provinces & Royaumes de ſa Domination, generalement quelconque, en payant les Droits ordinaires, avec les meſures, Privileges & Exemptions, dont jouiſſent pour ce chef, Meſſieurs les Eſtats des Provinces-Unies & la Republique de Gennes; comme auſſi par reciproque les Sujets de Sa Majeſté, pourront aller & venir librement, commercer dans tous les Ports, Villes & Lieux de ladite Confederation, en payant auſſi les anciens Droits, & afin que pour ce chef. il ne puiſſe arriver aucun abus. les Marchands des Lieux de ladite Confederation ſeront tenus de porter avec eux, un Certificat en bonne & due forme dudit Sieur de Sardan, ſigné & ſcellé, contenant leur veritable caractere, avec lequel ils auront toute ſorte de ſupport, & de protection de la part des Gouverneurs & Commandans de Sa Majeſté, & pour leur plus grande ſatisfaction, Sadite Majeſté declare auſſi, qu'elle accorde de ſurabondant auxdits Confederés, que toutes & quantes fois, ils ſeront rencontrés dans les Mers de ſa Domination, ou en tous autres Lieux par ſes Vaiſſeaux, Galeres, ou autres Bâtimens, ils ſeront traités comme amis, en la forme qu'il eſt preſcrit, à condition qu'ils ſeront tenus de porter le Certificat ſuſdit.

XIII. Sa Majeſté, par exprès s'oblige, & promet, par ſa Royale parole, tant pour elle, que pour ſes Succeſſeurs, de ne faire, ni entendre à aucune Paix avec la France, qu'après la ſatisfaction entiere, tant des Chefs que du General des Confederés, & ſuivant & conformément aux Articles VIII. & X. dudit Traité du 21. d'Avril dernier, & d'abondant qu'après une Amniſtie en bonne & duë forme, bien & duëment enregiſtrée & verifiée par tous les Tribunaux de France, où il ſera beſoin, & qu'après toutes ſeuretés ſolidement établies, pour les principaux Entrepreneurs ainſi qu'il a été pratiqué par les Predeceſſeurs de Sa Majeſté, dans les Traitez faits avec le Roi de France, & Traité de Madrid le 14. Janvier 1526, & celui des Pirennées ou l'Isle des Faiſans le 7. Novembre 1659.

XIV. Et reciproquement ledit Sieur de Sardan, tant de ſon Chef, qu'en la qualité de Deputé ſuſdit, & pour tous les Corps deſdits Confederés, s'engage formellement & ſpecialement, de ne pouvoir entendre aucunes propoſitions de Tréves, ni de Paix, de quelle

part qu'elles puiſſent eſtre propoſées, qu'aux conditions mentionnées en l'Article IX, du Traité de la Haye, & que conjointement & après la ſatisfaction entiere de Sa Majeſté, ou de ſes Succeſſeurs.

XV. Ledit Sr. de Sardan s'oblige de même, en qualité de Sindic General des Confederés, de la Province de Languedoc, & de Deputé de la Generalité de toute ladite Confederation, d'executer d'ici à la fin du Mois de Septembre, de cette preſente année, ou pluſtoſt s'il eſt poſſible, un ſoulevement de 12. mille Hommes dans les Montagnes des Cevenes & Vivarez, pour commencer à ſe rendre Maiſtre autant qu'il ſera poſſible, de tous les Poſtes qui ſont ſur la Riviere du Rhone, & de toutes les autres Places qui ſe pourront ſurprendre, par leſdits Confederés, en ladite Province, & autres voiſins du Corps de ladite Confederation.

XVI. Et pour établir la ſeureté & ſolidité en toutes manieres du preſent Traité, il demeure convenu que dans un Mois, à compter du premier jour du ſoulevement, dans leſdites Montagnes du Languedoc, Sa Majeſté ſera expedier un Inſtrument en bonne forme, contenant la Ratification d'icelui de mot à mot, pour eſtre delivré audit Sieur de Sardan, de la part où il ſera, la Ratification de la part des Confederés étant tenue pour faite, du jour que le ſuſdit ſoulevement ſera executé; & afin de n'arreſter les operations du ſuſdit ſoulevement, ni les ſecours que Sa Majeſté veut bien accorder auxdits Confederés, le preſent Traité a été ſigné double; ſçavoir de la part de Sa Majeſté, par Monſieur le Marquis de Caſtel Rodrigo ſon Grand Eſcuyer, du Conſeil d'Etat, & Preſident du ſuprême de Flandres, en vertu de la charge & Pouvoir par écrit que lui en a donné Sa Majeſté, en date du 16. de ce preſent Mois; & de la part deſdits Confederés par ledit Sieur Comte de Sardan, comme Sindic General des Confederés de la Province de Languedoc, & Deputé de la Generalité de ladite Confederation. Fait, conclu, ſigné, & ſcellé à Madrid le vingt troiſieme du Mois de Juillet de l'an mil ſix cent ſeptante quatre. El Marques de CASTEL RODRIGO. Le Comte de SARDAN DE RAULO.

CXXX.

30. Sept.
10. Oct.

Fœdus inter CAROLUM II. *Magnæ Britanniæ, &* CAROLUM XI. *Sueciæ Reges, pro mutua Defenſione, & Commerciorum Securitate initum. Actum Weſtmonaſterii* 30. *Septembris S. V. &* 10. *Octobris S. N.* 1674. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

QUandoquidem quidam Tractatus partim Confœderationis & Unionis, partim Commercii Stockholmiæ primo die Menſis Martii Anno Domini 1665 concluſus & initus fuerit inter Sereniſſimos Magnæ Britanniæ & Sueciæ Reges pro decem Annorum ſpatio continuandus, cujus Tractatus Art. 32. inter prædictos Reges conventum eſt, quod ante hujus termini expirationem prædicti Domini Reges (ſi ita viſum fuerit) de ejus prolongatione & continuatione tractarent & convenirent; cumque ſupra memoratus Sereniſſimus Sueciæ Rex per Legatum extraordinarium ſuum Petrum Sparre Liberum Baronem in Cronenberg, Dominum in Rhyaas & Berguara, Generalem Militiæ pedeſtris Sueciæ: ut & Ablegatum ſuum extraordinarium Joannem Leyenberg, Hæreditarium in Laruneta, Equitem, dicto Sereniſſimo Magnæ Britanniæ Regi prædicti Tractatus pro ulteriori temporis ſpatio continuationem propoſuerit, dictus Sereniſſimus Magnæ Britanniæ Rex pro ſingulari illo affectu, quo prædicti Sereniſſimi Regis Sueciæ tum perſonam tum amicitiam proſequitur; mutuoque Subditorum hinc inde reſpectivè ſuorum bono & utilitate quam lubens & ex animo in id conſenſerit, ex parte altememoratorum Sereniſſimorum Regum, ſcilicet ex parte Sereniſſimi Magnæ Britanniæ Regis Dominus Rupertus Princeps Palatinus Bavariæ & Cumbriæ Dux, Heneginus, Finch, Baro de Daventry Magni Angliæ Sigilli Cuſtos, Thomas Comes de Danby, ſummus Angliæ Theſaurarius, Jacobus Dux de Monmouth equorum Regiorum Magiſter, Joannes Dux de Lauderdale primarius pro Scotiæ Regno Secretarius, Henricus Comes de Arlington Hoſpitii Regii Camerarius, Henricus Coventry Armiger primariorum Secretariorum unus pro Angliæ Regno, & Joſephus Williamſon primariorum Secretariorum pro dicto Regno alter, & ex parte Sereniſſimi Sueciæ Regis dicti Legatus & Ablegatus extraordinarii virtute Facultatum reſpectivè ſuarum infra inſertarum in Articulos ſequentes convenerunt.

I. Quo conſtans inter utroſque Reges Regnaque Magnæ Britanniæ ac Sueciæ maneat, roboreturque amicitia mutuæ defenſionis obligatio & Commerciorum ſecuritas, conventum in præſens utrinque eſt, ut prædictum Fœdus inter prædictos Sereniſſimos Reges die primo Martii, Holmiæ, uti dictum eſt, initum in plenum biennium, à dicti Tractatus lapſu numerandum prorogetur, quo durante ſanctè & inviolabiliter tam à Regibus ipſis quàm ab eorundem Subditis & Vaſallis in ſuis Articulis & Clauſulis obſervabitur, eoque decurrente de ejuſdem renovatione prout bonum utrinque viſum fuerit denuò agetur.

II. Quandoquidem octavo ſupradicti Fœderis Articulo conventum, quòd Auxiliares Copiæ, quas dicto Tractatu mutuo ſibi dari dicti Sereniſſimi Reges ſtipulati ſunt, intra quatuor menſes à die quo primum alterutra Pars eas petierit, numerandos, mittentur: præſentibus inſuper concordatum eſt, inter prædictos Sereniſſimos Reges, dictas Auxiliares Copias etiam citiùs quàm intra quatuor menſium ſpatium mittendas, ſi commodè fieri poterit, abſque eo, quod hoc ullo modo præjudicet Art. 9. dicti Tractatûs de commutatione talium Copiarum Auxiliarium vel earundem Partis cujuslibet pro pecuniis, apparatu Bellico &c. prout prædicto Art. 9. inter prædictos Sereniſſimos ſtipulatum eſt.

III. Quòd inter prædictos Reges Impoſterum ſit adhuc ſtrictior Confœderatio, & Unio pro defenſione & conſervatione Religionis Proteſtantium Evangelicæ & Reformatæ, quam ſub Divinâ Providentiâ ſe aſſerturos, ut & omnia quæ ad eam ſpectant, promittunt & præſentibus ſeſe obligant.

IV. Et ut plenius adhuc ſecuritati commodiſque Commerciorum & Navigationis præcedentibus Fœderibus ſtabilitis proſpiciatur, placuit utrinque, ut quàm primùm nominentur hinc inde Commiſſarii, qui intra menſes ſex à Ratihabitione præſentis Fœderis Londini congrediantur, atque ea quæ in dictis Pactis vel omiſſa vel non rectè poſita aut intellecta deprehendeant, unde Commerciis & Navigationibus incommodi quid vel hactenus acciderit vel impoſterum accidere poſſit, habitâ accuratâ & juſta diſquiſitione ſuppleant, corrigant & elucident, ſuper quo Negotio cum inſtrumentum confectum fuerit, & ab utrìuque Regum ratihabitum, valebit illud & obſervabitur ſub iiſdem conditionibus ac ſi præſenti Tractatui inſertum eſſet, ut ſic bonæ Regum intentioni ſatisfiat, eorumque Subditorum commodis conceſſiſque Libertatibus debitè conſulatur.

V. Denique hujus Tractatus ſolennes ac ritè confectæ Ratihabitiones intra quatuor menſium ſpatium à die ſubſcriptionis computandum, vel citius, ſi fieri poſſit, Londini utrinque exhibeantur & reciprocè ritèque commutentur.

Sequitur tenor Facultatum ſive Inſtrumentorum Procuratoriorum.

In quorum omnium fidem & teſtimonium commiſſi Commiſſarii præſentes ac ſupradicti Legatus &c. Ablegatus Extraordinarii manuum reſpectivè ſuarum ſubſcriptione & Sigillorum applicatione firmârant. Actum Weſtmonaſterii 30. die Menſis Sept. St. V. novi autem 10. Octobris 1674.

FINCH. (*L.S.*) P. SPARRE. (*L.S.*)
DANBY. (*L.S.*) J. LEYENBERG. (*L.S.*)
LAUDERDALE. (*L.S.*)
H. CONVENTRY. (*L.S.*)
J. WILLIAMSON. (*L.S.*)

CXXXI.

10. Oct.

Diploma Jhro Kayſerl. Mayeſt. Leopoldi/ wodurch ſie den Grafen von Oetingen Albrecht Ernſten und alle ſeine Eheliche Leibes-Erben/ oder auf deren Linie ſodt-

tödtlichen Abgang/ deſſen Bruder Joachim Ernſten und ſeine Linie/ und da auch dieſe abgehen ſolte/ dero andern Bruder Chriſtian-Auguſten und ſeine Linie und deren allerſeits Ehliche Leibes-Erben/ Manns- und Frauens-Perſohnen in den Stand/ Ehre und Würde des Heil. Röm. Reichs-Fürſten und Fürſtinnen Gnädigſt erhebt Wien den 10. Octobr. 1674. [LONDORPII *Acta Publica*, Theil. XIII. Libr. XIV. Cap. I. Num. I. pag. 1.]

C'eſt-à-dire,

Diplome de l'Empereur LEOPOLD, *par lequel il éleve* ALBRECHT ERNEST *Comte d'Oettingen à la Dignité de Prince du St. Empire, pour lui & toute ſa Poſterité legitime Mâle & Femelle; avec ſubſtitution, en cas qu'elle vienne à defaillir, en faveur de ſon Frere* JOACHIM ERNEST, *& de ſa Ligne, & à ſon defaut, en faveur de ſon autre Frere* CHRISTIAN AUGUSTE *& de ſa Ligne. A Vienne le* 10. *d'Octobre* 1674.

WIr LEOPOLD von GOttes Gnaden erwehlter Röm. Kayſer/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs in Germanien/ zu Hungarn/ Böheimb/ ꝛc. König/ ꝛc. bekennen für Uns und Unſere Nachkommen am Heil. Röm. Reich/ auch Unſerer Erb-Königreiche/ Fürſtenthumb und Landen/ öffentlich mit dieſem Briefe/ und thun kund allermänniglich/ wiewohl die Röm. Kayſerl. Würdigkeit/ durch Macht Ihres erleuchteten Throns/ hievor nicht allein zu Erleichterung und Würden/ ſondern auch zu Nothdurfft und Zierung des Heil. Röm. Reichs Großmächtigkeit/ mit Fürſten/ Ständen und Hoch-Edlen Geſchlechtern gezieret iſt/ jedoch/ ſintemahln durch Abſterben der Menſchen ſolche hohe Geſchlechter je zu Zeiten in Mangel gerathen/ und je mehr die Kayſerl. Hoheit dieſelben/ Ihrem ſtattlichen Herkommen/ Wohlſtand und Verdienen nach/ mit hohern Ehren und Würden verſiehet und begabet/ je herrlicher der Thron Kayſerl. Majeſtät dardurch gezieret und ſcheinbar gemacht/ auch die Unterthanen bey Erkäntnüß Kayſerl. Mildigkeit und ihren ſchuldigen Gehorſam erhalten und zu Adelichen Tugenden/ Ritterlichen Thaten und getreuen und beſtändigen Dienſten beweget und gereizet werden. Uber dieſes/ und ob wir wohl aus ſolcher Kayſerl. hohen Gewalt und Würdigkeit/ darein Uns der Allmächtige/ nach ſeinem Göttlichen Willen/ geſetzet hat/ aus angebohrner Güte und Mildigkeit allezeit geneigt ſeynd/ aller und jeder unſerer und des Heil. Röm. Reichs/ auch unſerer Königreich/ Fürſtenthumb- und Landen zugewandten hohen und niedern Ständen und Gliedern Ehre/ Würde/ Aufnehmen und Wohlfarth zu betrachten und zu beförderen/ ſo iſt doch unſer Kayſerl. Gemüth billig mehrers bewogen und begierlicher/ die jenige/ deren Vor-Eltern und ſie ſelbſt von uralten ſtattlichen Nahmen/ Stammen und Geſchlechte herkommen/ und ſich gegen Unſeren Vorfahren/ Röm. Kayſern und Königen/ auch Uns/ dem Heil. Röm. Reich und unſerm löblichen Erbhauß Oeſterreich mit ſonders getreuer/ embſig- und beſtändiger Dienſtbarkeit zu Kriegs- und Frieden-Zeiten/ vor andern gutwillig und ſtandhafftig erzeigen/ und beweiſen/ in noch höhern und gröſſern Stand und Ehren zu heben und zu ſetzen.

Wann wir nun gnädigſt angeſehen/ wahrgenommen und betrachtet/ das uralte Gräffl. Geſchlecht Oettingen/ welches von vielen Seculis her im Heil. Röm. Reich/ als ein Gräffl. Stande deſſelben/ bekannt iſt/ und die Monumenta geben/ wovon unter andern Bucinus an gewiſſen Orthen atteſtiret/ daß nach des Kayſers Ottonis Magni Zeiten/ welcher in dem zehenden Seculo regieret/ Grajo umb das Heil. Reich ſich ſehr verdient gemacht/ und dahero Bellicus genannt/ Ihme auch nicht allein das Wappen auf ſolche Weiſe/ wie es jetzo noch geführet wird/ vermehret/ ſondern denebenſt der Nahme Grafen von Oettingen/ in Gedächtnüß Ottonis, ertheilet worden/ von deme denn/ als dem Alt-Vater/ die noch lebende Grafen von Oettingen und unter andern auch ſonderlich der Wohlgebohrne/ Unſer und des Reichs lieber Getreuer/ Albrecht Ernſt/ Graf von Oettingen ꝛc. recta ſeine herſtammen und ihres Vorvordern veſtigiis, vermittelſt gleichmäſſiger tapfferer Bezeugungen in Sago & Toga treulichſt eingefolget/ dannenhero dann Unſers Tritavi Atavus oder zehender Anherr und Vorfahrer am Heil. Reich/ Kayſer Albertus I. Graf Ludwigen/ der ſämtlichen Grafen von Oettingen Tritavi Tritavo, oder eilfften Ahnen/ die ſonderbahre Kayſerl. Gnade gethan/ und deſſen jüngſtere Prinzeſſin/ Nahmens Gutha oder Bona, mit Ihme zu vermählen geruhet; Von welchen beyden Er/ Albrecht Ernſt/ neben ſeinen Brüdern/ und ſeinem Vetter der Wallenſteiniſchen Linie/ wie vorgemeldet/ immediatè herrühret/ geſtalten diß Gräffl. Hauß vor und nach/ in viel andere Fürſtliche Häuſer/ benanntlich Pfaltz/ Brandenburg/ Würtenberg/ Baden/ Anhalt/ Burggrafen zu Nürnberg/ Lichtenberg/ Münſterberg in Schleſien/ Görtz und andern/ ſich verheurathet/ auch daß ſowohl erſtermelte Vermählung mit Kayſers Alberti I. Prinzeſſin/ als andern Häuſern vergangen; Inſonderheit aber ſeynd ſeiner Brüder und Vettern davon herrührende immediat Deſcendenz, nicht weniger daß ſeine Linie von dem ältern Bruder/ Ludovico dem Sechzehenden/ welcher Anno 1508. gebohren/ und Anno 1560. geſtorben/ ſeine Vettern aber von dem jüngern Friderico/ welcher Anno 1574. geſtorben/ entſproſſen/ gnugſam bekannt iſt/ und dann ermeldeter Graf/ Albrecht Ernſt/ neben ſeinen Brüdern/ gleich ihren Vor-Eltern/ in allerunterthänigſter Devotion ſowohl für Ihro Perſonen zu verharren/ als ihren verhoffende Nachkommen zu gleichförmigem Eifer anzuweiſen/ des allerunterthänigſten Erbiethens iſt/ maſſen er und ſie wohl thun können/ mögen und ſollen/ ꝛc.

So haben wir demnach aus obangezogenen und andern Unſer Kayſerl. Gemüthe hierzu bewegenden Urſachen zu gnädigſter Erkanntnüß dieſes fürtreflichen uralten Gräffl. Geſchlechts der Grafen zu Oettingen/ und der Uns und Unſern Vorfahren geleiſteter nütz- und erſprießlicher Dienſten/ mit wohlbedachtem Muth/ guten zeitigen Rath/ aus ſelbſteigener Kayſerl. Bewegnüß und rechtem Wiſſen/ obbenanntem Albrecht Ernſten/ Grafen zu Oettingen/ dieſe beſondere Kayſerl. Gnade gethan/ und Ihn ſambt allen ſeinen jetzigen und künfftigen Ehelichen Leibes-Erben/ und derſelben Erbens-Erben/ Mannes und Frauens-Perſonen/ abſteigenden Linien/ wie auch/ da jetztgedachter Graf Albrecht Ernſt nach dem Willen Gottes ohne eheliche Männliche Leibes-Erben mit Todt abgehen ſollte/ alsdann ſeinem Bruder/ Joachim Ernſten und ſeine Linie/ auch da dieſe abgehen ſollte/ deren andern Bruder Chriſtian Auguſten und ſeine Linie/ und deren allerſeits eheliche Leibes-Erben und derſelben Erbens-Erben/ in ewige Zeit in den Stand/ Ehre und Würde Unſerer und des Heil. Reichs-Fürſten und Fürſtinnen von neuem gnädigſt erhebt/ gewürdiget und geſetzet/ ſie auch der Schaar/ Geſellſchafft und Gemeinſchafft/ anderer Unſerer/ und des Heil. Reichs-Fürſten und Fürſtinnen zugefügt/ zugeſellet/ und verglichet/ darzu Ihnen den Fürſtlichen Titel und Nahmen zu führen gnädigſt bewilliget/ gegeben und zugeleget/ auch ſich alſo zu nennen und zu ſchreiben zugelaſſen und erlaubt.

Ordnen/ ſetzen/ erheben und erhöhen demnach/ aus Röm. Kayſerl. Majeſtät und Vollkommenheit/ hiemit wiſſentlich/ in Krafft dieſes Briefs/ obbeſagten Graf Albrecht Ernſten zu Oettingen/ auch alle ſeine eheliche Leibs-Erben/ oder/ auf deren Linie tödtlichen Abgang/ vorernannte deſſen beyde Brüdere/ Joachim Ernſten und Chriſtian Auguſten/ Grafen zu Oettingen/ und deren eheliche Leibes-Erben und derſelben Erbens-Erben/ Manns- und Frauens-Perſonen/ abſteigender Linien/ obgehörter maſſen/ in den Stand/ Ehr und Würde/ Unſerer und des Heil. Reichs-Fürſten und Fürſtinnen/ zufügen/ vergleichen/ ſetzen und geſellen ſie zu derſelben Schaar/ Geſell- und Gemeinſchafften/ ertheilen und geben Ihnen auch ſamt und neben denen zuvor habenden Gräfflichen Ehren-Tituln/ den Nahmen und Titul Unſerer und des Heil. Reichs-Fürſten und Fürſtinnen/ und erlauben Ihnen/ ſich alſo gegen Uns und jedermann gleich/ weß Standes oder Würden die ſeynd/ alſo zu nennen und zu ſchreiben/ und meinen/ ſetzen und wollen hierauf/ daß mehr genannter Graf Albrecht Ernſt zu Oettingen/ ſowohl ſeine eheliche Leibes-Erben/ oder/ auf Abgang derſelben/ die in obbenannter Ordnung folgende Brüdere und derſelben Erbens-Erben/ Mann- und Frauens-Perſonen/ dieſes Nahmens/ Stammes und Geſchlechts/ für und für in Ewigkeit Unſere/ und des Heil. Reichs-Fürſten und Fürſtinnen ſeyn/ ſich alſo neben Ihren alten wohl und löblich hergebrachten Tituln nennen und ſchreiben/ von Uns/ Unſern Nachkommen am Heil. Reich und ſonſt allermänniglich dafür geachtet/ erkennet und genennet und geſchrieben werden/ auch alle und jegliche Gnaden/ Freyheiten/ Ehre/ Würde/ Vortheil/ Præeminentz, Fürſten-Stand/ Recht und Gerechtigkeit/ in Verſammlung/ Ritterſpielen/ mit beneficien auf hohen und niedern Stifftern/ Geiſt- und Weltlichen Lehen und Aemtern zu empfahen und zu tragen/ und ſonſt alle andere Sachen haben/ deren theilhafftig und empfänglich ſeyn/ ſich auch deß allen/ ſonderlich aber des Fürſtlichen Tituls/ Krohn/ Schild und Wapens allenthalben mit allen Ehren/ Regalien und zugehörigen Præeminentz, Seſſionen/ Stimmen/ Proceſſionen in denen Reichs-Verſammlungen/ Reichs Creyß-Tägen und andern Zuſammenkunfften/ an allen Ende und Orte nach Ihren Ehren/ Nothdurfften/ Willen und Wohlgefallen/ freuen/ gebrauchen und genieſſen ſollen und mögen.

Immaſſen ſich andere Unſere und des Reichs recht-gebohrne Fürſten von Recht oder Gerechtigkeit wegen freuen/ gebrauchen oder genieſſen/ von allermänniglich ohnverhindert; Zum Fall aber obmehrgemeldter unſer lieber Oheimb und Fürſt Albrecht Ernſt zu Oettingen Seiner Liebden eheliche Leibes-Erben/ oder/ auf Abgang deren/ obernannte im Stand und Regierung folgende beyde Brüdere/ oder deren eheliche Leibes-Erben aus erheblichen und beweglichen Urſachen/ oder ſelbſt freyen Willen/ nicht gleich jetzo/ oder gar nicht/ oder nur auf eine Zeitlang/ dieſen Stand und Fürſtlichen Titul zu führen und zu gebrauchen unterlaſſen/ und ſich allein des vorigen Gräfflichen Standes/ Nahmens und Gerechtigkeit bedienen wollen/ ſollte Ihme oder Ihnen daſſelbe ohne einige Anzahl der Jahr und Zeit zu thun nicht allein frey und unbenommen/ ſondern ebenmäſſig gnädigſt zugelaſſen und gegönnet ſeyn/ ſolchen Fürſtlichen Stand/ Nahmen und Titul mit aller Prærogativ und Gerechtigkeit wieder anzunehmen/ und ſich deſſen nach belieben zu bedienen und zu gebrauchen/ und ſolle Ihnen die Unterlaß- und nicht Führung des Fürſtlichen Standes und Titels an dieſer Unſerer Kayſerl. Erheb- und Würdigung/ gantz und gar ohne Abbruch/ Nachtheil und Schaden/ ſondern dieſelbe in ihren Würden und Kräfften ſeyn und verbleiben/ ohnverhindert männiglichs. Indem ſollen auf obbeſtimmte und angeführte Fälle/ da offtermeldeter Graf Albrecht Ernſtens zu Oettingen Stamm und Linie/ ohne Hinderlaſſung männlicher ehelicher Leibes-Erben/ nach dem Willen GOttes mit Todt abgehen ſollte/ deſſen obbenannter Bruder/ Joachim Ernſt/ oder deſſelben eheliche männliche Leibes-Erben/ gleichermaſſen auch/ da dieſer und ſeine Linie abgehen ſollte/ und dieſe Fürſtliche Dignität auf den dritten Bruder/ Chriſtian Auguſten/ und ſeine eheliche männliche Leibes-Erben und Linie fallen ſolte/ dieſelbe jedesmahls und falls bey Unſerer und Unſeren Nachkommen Kayſerl. Reichs-Hof-Cantzley/ und Ausfertigung der Confirmation und gewöhnlichen Intimation, und was ſich dargegen zu thun gebühret/ anzumelden und einzukommen haben.

Und gebiethen darauf allen und jeden Chur-Fürſten/ Geiſt- und Weltlichen/ ꝛc. und ſonſt allen andern unſern und des Reichs/ auch unſerer Erb-Königreich/ Fürſtenthum und Landen/ Unterthanen und Getreuen/ in was Würden/ Stand und Weſen die ſeynd/ ernſtlich und feſtiglich mit dieſem Briefe/ und wollen/ daß ſie den Hochgebohrnen/ Unſern Oheimb und des Reichs Fürſten/ Albrecht Ernſten zu Oettingen/ ſeine eheliche Leibes-Erben/ und auf dieſer Linie todtlichen Abgang die andere obernannte in der Ordnung folgende Brüder/ Grafen zu Oettingen/ und deren eheliche Descendentes, auf oberfüllte Condition, nun hinführo ewiglich für Unſere und des Heil. Röm. Reichs-Fürſten und Fürſtinnen halten/ ehren/ ſchreiben/ annehmen/ nennen und erkennen/ ſie auch ſucceſſivè in allen und jeglichen Reichs-Creyß- und andern ehrlichen Verſamlungen/ Ritterſpielen/ hohen und niedern Stifftern und Aemtern/ Geiſt- und Weltlichen/ auch ſonſt an allen Orten und Enden/ für Unſere und des Heil. Reichs-Fürſten und Fürſtinnen ehren/ zulaſſen/ achten/ halten und erkennen/ Ihnen auch den Reichs-Fürſtlichen Nahmen und Titul ſchrifft- und mündlichen geben/ ſie alſo bey aller und jeder Ehre/ Würde/ Seſſion, Præeminentz, Fürſten-Stand/ Vortheil/ Recht und Gerechtigkeit/ deren ſich andere gebohrne und würckliche Fürſten des Heil. Röm. Reichs von Rechts und Gewohnheit wegen freuen/ gebrauchen und genieſſen/ gäntzlichen und geruhiglich verbleiben laſſen/ und ſie an allem deme/ was hieroben umſtändlich geſchrieben/ nicht hindern noch irren/ auch hierwider nicht thun/ noch das jemand andern zu thun geſtatten/ in keine Weiſe und Wege/ als lieb einem jeden ſeye Unſere und des Reichs ſchwehre Ungnad und Straff/ und darzu eine Pœn, nemlich 2000 Marck löthiges Goldes/ zu vermeiden/ die ein jeder/ ſo offt er freventlich darwider thäte/ Uns halb in Unſere/ und des Reichs-Cammer/ und den andern halben Theil vielbeſagtes Albrecht Ernſten/ Fürſtens zu Oettingen Liebd. und dann obverſtandner maſſen in der Regierung folgenden Fürſten/ oder deme/ ſo hierwieder beleidiget würde/ ohnnachläſſig zu bezahlen verfallen ſeyn/ und nichts deſto minder offtbemeldeter Albrecht Ernſt/ Fürſt zu Oettingen/ bey dieſem Fürſtlichen Ehren-Stand/ Würden und Freyheiten verbleiben/ auch würcklich geſchützet und gehandhabet werden ſollen/ deſſen zu wahrer Urkund haben Wir Unſere Kayſerl. güldene Bullam an dieſen Brief wiſſentlich hengen laſſen/ der geben iſt in Unſer Stadt Wien den 10 Tag/ Monats Octobris, nach Chriſti Unſers lieben HErrn und Seeligmachers Gnadenreicher Geburth im 1674. Unſerer Reiche des Röm. im 16. des Ungariſch. im 20. und des Böhemiſchen im 18. Jahr.

LEOPOLD.

Vt Leopold Wilhelm/ Graf zu Königseck.

Ad Mandatum S. Cæſar. Mjeſt. propriam,

Wilhelm Schröder.

CXXXII.

1/10 Dec.

L'ANGLETERRE ET LES PROVINCES-UNIES.

Tractatus Navigationis & Commercii inter CAROLUM II. *Regem Angliæ & Ordines Generales Uniti Belgii per Commiſſarios ſex ab utraque Parte, in ſequelam Articuli* VIII. *Tractatus Pacis, initus; quo certis Legibus, Terrâ Marique obſervandis, cautum eſt, ut in poſteram Diſcordiæ & ſimultates omnimodè ceſſent ac penitus extinguantur. Actum Londini, 1. Decembris* 1674. [Recueil des Traitez faits entre les Seigneurs Eſtats Generaux des Provinces-Unies, & divers autres Princes & Eſtats. d'où l'on a tiré cette Piece qui ſe trouve auſſi dans LONDORPII *Acta publica*, Tom X. pag. 671 en Allemand & dans le *Theatrum Europæum*. Tom. XI. pag 673. auſſi en Allemand.]

QUandoquidem Pace reſtabilita inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem Dominum *Carolum Secundum*, Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regem, Fidei Defenſorem, &c. & Celſos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii per Tractatum Weſtmonaſterii 9/19 die Februarii anno Domini 167¾. concluſum, Articulis octavo & nono proviſum fuit, ut ſex Commiſſarii ex parte dicti Sereniſſimi Domini Magnæ Britanniæ Regis nominandi, cum totidem Commiſſariis ex parte dictorum Dominorum Ordinum Generalium Londinum mittendis, novum ibi Tractatum Marinum conficerent.

Quumque in eum finem Dominus Thomas Baro Culpeper, Georgius Downing, Eques & Baronnetus, Richardus Ford, Gulielmus Thomſon, Equites Joannes Jollif & Joannes Buckworth Armigeri, Commiſſarii ex parte ſupramemorati Sereniſſimi Domini Magnæ Britanniæ Regis Deputati, item Domini Joannes Corver & Ægidius Sautin, Civitatis Amſtelodamenſis Conſiliarii & Senatores, Samuel Beyer & Andreas van Voſſem, Civitatum Roterodamenſis & Enchuſenſis reſpectivè Conſiliarii & Syndici, Petrus Duvelaer, Civitatis Medioburgenſis Exconſul, & Michael Michielſon, Civitatis Vliſſingæ Scabinus & Conſiliarius, Commiſſarii ex parte dictorum Dominorum Ordinum Generalium Londinum miſſi, ſæpius congreſſi ſint, & ſermones ea de re ultro citroque habuerint; tandem ſecundum Literas plenæ Poteſtatis utrimque exhibitas (quarum exemplar in calce hujus Tractatus inſertum eſt) in Articulos ſequentes, pro Tractatu Marino per omnes & ſingulas Univerſi Orbis Regiones & partes Terra, Marique obſervando juxta tenorem præfati octavi Articuli unanimiter & ex voto conſenſerunt.

I. OMnibus & ſingulis Subditis Sereniſſimi & Potentiſſimi Domini, Domini Magnæ Britanniæ Regis antememorati, licitum & jus eſto; cum omnimoda libertate & ſecuritate navigare, negotiari, & Mercaturam quamlibet facere in omnibus iis Regnis, Regionibus, & Statibus, quibus Pax, Amicitia, aut Neutralitas cum præfato Domino Rege nunc ſubſiſtit, aut ullo dehinc tempore interceſſura eſt, ita ut nec vi Militum armata, nec Navibus Bellicis, aliiſve cujuſcunque generis Navigiis, ſive ad Celſos & Præpotentes Dominos Ordines Generales antedictos, ſive ad illorum Subditos ſpectantibus, occaſione vel prætextu hoſtilitatis vel diſcordiæ alicujus, quæ inter præfatos Dominos Ordines Generales & Principes aut populos quoſcunque Pacem aut Neutralitatem cum memorato Domino Rege colentes, jam flagrat, aut inpoſterum exarſerit, in Navigationibus aut Commerciis ſuis ullatenus impedientur, aut moleſtia aliqua afficientur. Pari itidem ratione omnibus & ſingulis Subditis Celſorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii antememoratorum licitum & jus eſto, cum omnimoda libertate & ſecuritate navigare, negotiari & Mercaturam quamlibet facere in omnibus iis Regnis, Regionibus & Statibus quibus Pax, Amicitia, aut Neutralitas cum præfatis Dominis Ordinibus nunc ſubſiſtit, aut ullo dehinc tempore interceſſura eſt; ita ut nec vi Militum armata, nec Navibus Bellicis, aliiſve cujuſcunque generis Navigiis, ſive ad Sereniſſimum & Potentiſſimum Dominum Regem antedictum, ſive ad ejus Subditos ſpectantibus, occaſione vel prætextu hoſtilitatis vel diſcordiæ alicujus, quæ inter præfatum Dominum Regem, & Principes aut Populos quoſcunque Pacem aut Neutralitatem cum memoratis Dominis Ordinibus colentes, jam flagrat, aut inpoſterum exarſerit, in Navigationibus aut Commerciis ſuis ullatenus impedientur, aut moleſtia aliqua afficientur.

II. Neque illa navigandi & commercandi libertas, occaſione vel cauſa ullius Belli infringetur in ullis Mercimoniorum generibus, ſed ad omnes Merces quæ in Pace ſubvehentur, ſe extendet, exceptis ſolum iis, quæ Articulo proximo ſequuntur & Contrabandæ nomine indigitantur.

III. Sub illo nomine Contrabandæ ſeu Mercimoniorum prohibitorum ſolummodo comprehendentur Arma, Bombardæ, cum ſuis Ignariis & aliis ad eas pertinen-

tinentibus, ignes Miſſiles, Pulvis Tormentarius, Fomites, Globi, Cuſpides, Enſes, Lanceæ, Haſtæ, Bipennes, Tormenta, Tubi Catapultarii (vulgo *Mortaria*) inductiles Sclopi, vulgo *Petardæ*, Glandes, Igniarii Miſſiles, vulgo *Grenadæ*, Furcæ Sclopetariæ, *Bandeliers*, Salpetræ, Sclopeti, Globuli ſeu Pilæ, quæ Sclopetis jaculantur, Caſſides, Galeæ, Thoraces Loricati, vulgo *Cuiraſſes*, & ſimilia Armaturæ genera, Milites, equi, omnia ad inſtruendos equos neceſſaria, Sclopethecæ, Balthei, & quæcunque alia Bellica Inſtrumenta.

IV. Inter Bona prohibita haudquaquam cenſebuntur, hæc, quæ ſequuntur, Mercimonia, omnes ſcilicet pannorum ſpecies, omneſque aliæ Manufacturæ, textæ ex quacunque Lana, Lino, Serico, Goſſipio, vel alia quacunque materia, omnia veſtium & indumentorum genera, una cum ſpeciebus, ex quibus confici ſolent, aurum & argentum tam ſignatum quam non ſignatum, Stannum, Ferrum, Plumbum, Cyprium & Carbones Focarii, Triticum etiam & Hordeum, & aliud quodcunque Frumenti vel leguminis Genus, Herba Nicotiana, vulgo *Tabaco*, nec non omne genus aromatum, Carnes ſalitæ & fumo duratæ, piſces ſaliti & arefacti; Caſeus & butyrum, Cerviſia, Olea, Vina, Sacchara, & omne genus Salis, nec non omnis generatim annona, quæ ad victum hominum & vitæ ſuſtentationem facit: Goſſipii porro, Cannabis, lini & picis omne genus, Funes, vela & Anchoræ, Mali item Navales, ut & aſſeres, Tabulæ & Trabes ex quibuſcunque arboribus, omniaque alia ad Naves ſeu conſtruendas, ſeu reficiendas comparata, quia plane inter Mercimonia libera cenſebuntur, juxta atque aliæ quælibet Merces & res, quæ in Articulo proximè præcedenti non comprehenduntur; ita ut à Subditis Regiæ Majeſtatis antememoratæ, etiam ad loca Dominis Ordinibus inimica, ut & à Subditis Dominorum Ordinum, vice verſa, ad loca hoſtibus Domini Regis obtemperantia, liberrime transportari & invehi poſſint, exceptis duntaxat Oppidis, locisve obſidione cinctis, circumſeptis vel inveſtitis, Gallice *bloequées* ou *inveſties*.

V. Quo autem in poſterum diſcordiæ & ſimultates omnimodæ hinc inde per Mare & per Terram juxta ceſſent, ac penitus extinguantur, conventum eſt, quod Naves & Navigia, omne genus ad Subditos Domini Regis ſæpius memorati ſpectantia, quæ Stationem aut Portum aliquem Dominis Ordinibus obtemperantem ingreſſa vel ingreſſura ſunt, & aliovorſum pergere volentia, ſolummodo Literas Commeatus, vulgo Literas Maritimas dictas, quarum formula Articulis hiſce ſubnectitur, Officialibus in Portu agentibus, aut ſi quas Naves Ordinum Præſidiarias, aut alias ſumptibus privatis ad Bellum inſtructas, ibi verſari contigerit, earundem Præfectis exhibere tenebuntur, neque ſub eo prætextu quicquam ab iis pecuniæ, vel alterius rei exigetur, ſin autem in alto Mari, aut alibi locorum, quæ non ſunt intra Dominorum Ordinum Ditionem, Navibus Bellicis, Dominorum Ordinum, aut Navibus ſumptibus privatis Subditorum ſuorum ad Bellum inſtructis, obviam dederit Navis aliqua, ad Subditos Domini Regis Magnæ Britanniæ ſpectans, dictæ Naves Dominorum Ordinum ſuorumque Subditorum, interjecta idonea diſtantia ſubſiſtent, & Scapham ſuam ſolum expedient, licitumque iis erit cum duobus, tribuſve duntaxat hominibus Majeſtatis ſuæ Subditorum Naves & Navigia conſcendere, ut ſibi à Præfecto ſive Magiſtro talis Navis aut Navigii ad Majeſtatis ſuæ Subditos ſpectantis Literæ Maritimæ de proprietate ejuſdem juxta formulam inferius deſcriptam, exhibeantur, & Navi, quæ eas exhibuerit, liber erit tranſitus, eandemque moleſtia aliqua afficere, excutere, detinere, aut de Curſu deſtinato, ut deflectat cogere, nefas eſto; eadem autem in omnibus libertate atque immunitate fruuntor omnes Subditi Dominorum Ordinum ipſis pariter Literas Commeatus, vulgo Literas Maritimas ſuas exhibentibus, juxta formulam, in calce hujus Tractatus præſcriptam, conceptas.

VI. Quod ſi Navi alicui, vel Navigio ad Anglos vel alios Regiæ Majeſtatis Subditos ſpectanti; verum ad Portum aliquem Dominis Ordinibus inimicum tendenti aut etiam vice verſa, Navi alicui ad Fœderatas Belgii Provincias, vel alios Dominorum Ordinum Subditos ſpectanti, Portum aliquem hoſtibus dictæ Regiæ Majeſtatis obtemperantem petenti, in curſu ſuo obviam fit, Navis illa non tantum Literas Commeatus, vulgo Literas Maritimas, quibus juxta formulam inferius præſcriptam, munienda eſt, verum etiam Literas Certificatorias, exprimentes rerum ſubvectarum Indices, à Teloniorum Inſpectoribus in Portu, unde ſolverat, ſub forma conſueta datas, exhibebit, unde dignoſci queat an Mercimoniis aliquibus Articulo hujus Tractatus tertio prohibitis, oneretur.

VII. Quod ſi per exhibitionem ſupradictarum Literarum Certificatoriarum, exprimentium rerum ſubvectarum Indices, à Teloniorum Inſpectoribus in Portu, unde ſolverat, ſub forma conſueta datarum, de quarum exhibitione ſuperius conventum eſt, altera pars deprehenderit aliqua id genus Mercimonia, quæ Contrabanda ſeu prohibita eſſe in tertio hujus Tractatus Articulo declarantur, ad Portum alterius hoſtibus obtemperantem deſtinata, foros illius Navis, in qua ea reperiri contigerit, ſive ad Subditos Domini Regis, ſive ad Dominorum Ordinum Subditos ſpectaverit, reſignare, Ciſtas, Capſas, Sarcinas, aut vaſa in eadem referare, vel diſrumpere, vel partem licet minimam, Mercimoniorum diſtrahere, niſi toto prius onere præſentibus Tribunalis Maritimi Officialibus in Terram expoſito, & in Inventarium redacto, nefas eſto: earum venditioni tamen, permutationi, aut alienationi qualicunque nullatenus locus erit niſi poſtquam ritè & legitimè contra illiuſmodi bona prohibita proceſſum fuerit, eademque rerum Maritimarum Judices lata Sententia Fiſco reſpective ſuo addixerint, ſalva ſemper tam ipſa Navi, quam cæteris Mercibus, in eadem repertis, quæ ex hoc Tractatu liberæ cenſendæ ſunt, ne ex prætenſo Mercium prohibitarum contagio detineri, nedum pro præda legitima confiſcari poſſint, ſin autem non totum, ſed pars oneris duntaxat ex Mercibus prohibitis, vel Contrabandis conſtiterit, eaſque Præfectus Navis Captori, qui eas deprehenderit, extradere ſe promptum & paratum præſtet, in eo caſu Captor Navem ut ad Portum ſibi commodum deflectat, haud coget, quin illico dimittet, neque ulla ratione impediet quo minus curſum, quem inſtituerat, liberè proſequatur.

VIII. Conventum porro eſt, quod quicquid à Subditis Regiæ Majeſtatis in Navem quamcunque ad hoſtes Dominorum Ordinum pertinentem, impoſitum eſſe deprehendetur, quamvis de genere Mercium prohibitarum non ſit, totum id Fiſco addici poſſit, cæterum è contra pro immuni atque libero habebitur omne id, quod in Navibus ad Subditos Regiæ Majeſtatis ſpectantibus immiſſum deprehendetur, etiamſi totum oneris vel ejuſdem pars aliqua ad hoſtes Dominorum Ordinum juſto Proprietatis titulo pertinuerit, exceptis ſemper Mercibus Contrabandis, quibus interceptis, omnia ex Articulorum præcedentium mente & præſcripto fient: pari itidem ratione quicquid à Subditis Dominorum Ordinum in Navim quamcunque ad hoſtes Regiæ Majeſtatis pertinentem, impoſitum eſſe deprehendetur quamvis de genere Mercium prohibitarum non ſit, totum id Fiſco addici poteſt, Cæterum è contra omne id, quod Navibus ad Subditos Dominorum Ordinum ſpectantibus, immiſſum deprehendetur, pro immuni atque libero habebitur, etiamſi totum oneris, vel ejuſdem pars aliqua ad hoſtes Regiæ Majeſtatis juſto Proprietatis titulo pertinuerit, exceptis ſemper Mercibus Contrabandis, quibus interceptis, omnia ex Articulorum præcedentium mente & præſcripto fient: nequid autem detrimenti alteri Parti in Pace verſanti, ubi altera Pars forte in Bellum proruperit, ex improviſo adferatur, proviſum & cautum eſto, quod Navis ad hoſtes alterutrius Partis ſpectans, bonis Subditorum alterius onerata, eadem confiſcationi contagio ſuo non reddet obnoxia, modo impoſita fuerint ante expirationem terminorum & dierum, hic inferius præſcriptarum, poſt Belli cujuſvis denunciationem ſeu declarationem, videlicet ſi bona impoſita fuerint in aliquo Portu, vel loco inter terminum vel locum *the Soundings* vocatum, & terminum, qui Naz dicitur in Norvegia intra ſpatium ſex ſeptimanarum poſt talem declarationem, duorum menſium inter dictum terminum *the Soundings* & Civitatem Tingitanam, & decem ſeptimanarum in Mari Mediterraneo, vel intra ſpatium octo menſium in quavis alia Orbis Regione, vel loco; bona igitur Subditorum Regiæ Majeſtatis in quacunque Navi vel Navigio cujuſcunque, qui Dominis Ordinibus hoſtis fuerit, capta, aut deprehenſa, eo ſub prætextu confiſcare non licebit, ſed ſine dilatione Proprietariis reſtituentur, niſi impoſita fuerint poſt dictorum terminorum temporis reſpectivè expirationem, ita tamen ut poſtmodum iis licitum non ſit, dicta Mercimonia, quæ Contrabandæ dicuntur, atque ob dictam cauſam confiſcationi obnoxia non erunt, ad Portus inimicos advehere; bona etiam Subditorum Dominorum Ordinum vice verſa in Nave vel

Navi-

Navigio cujuſcunque, qui Regiæ Majeſtati hoſtis fuerit capta aut deprehenſa, eo ſub prætextu Fiſco addicere nefas in lem eſto; ſed ſine mora Proprietariis reſtituentur, niſi poſt dictorum terminorum temporis reſpective expirationem, impoſita fuerint, ita tamen ut poſtmodum iis licitum non ſit dicta Mercimonia, quæ Contrabandæ dicuntur, atque ob dictam cauſam confiſcationi obnoxia non erunt, ad Portus Inimicos advehere.

IX. Quo Majeſtatis ſuæ & dictorum Ordinum Subditorum ſecuritati abundantius cautum ſit, quod nulla injuria per alterutrius Partis Naves Bellicas, vel alias ſumptibus privatis ad Bellum inſtructas, iis inferetur, omnibus tam Majeſtatis ſuæ, quam dictorum Ordinum Navium Præfectis, omnibuſque eorum Subditis, qui ſuis impenſis Naves inſtruent, ut & privilegiatis hinc inde Communitatibus, omni in alteram partem injuria & damno quocunque interdicetur, ſin ſecus faciant, pœnas luent, & præterea obſtricti erunt de damno cum omni cauſa, & eo, quod intereſt, ſatisfacere, per reparationem & reſtitutionem ſub obligatione & nexu perſonæ bonorumque.

X. Ob hanc cauſam ſinguli Navium ſumptibus privatis ad Bellum inſtructarum Præfecti, antequam Diplomata ſive Commiſſiones ſuas ſpeciales recipient, ſufficientem fiduciariam cautionem per viros idoneos, qui ſolvendo ſunt, & in tali Navi partem vel intereſſe non habentes, coram Judice competenti interponere in poſterum tenebuntur in Summa mille quingentarum librarum Sterlingarum, ſive ſedecim millium quingentorum Florenorum vulgo *Guldens*, at quoties centum & quinquaginta numero excedunt homines, in Summa ter mille librarum Sterlingarum, ſive triginta & trium millium Florenorum, ſe damnis & injuriis quibuſcunque, quas ſuo curſu Navali, ipſi vel ſui Officiales, aliive ſibi inſervientes, contra præſentem hunc Tractatum vel alium quemque inter Majeſtatem ſuam, dictoſque Ordines committant in ſolidum ſatisfacturos, ſub pœna etiam revocationis & caſſationis Literarum Commiſſionalium ſpecialium ac Diplomatum, in quibus ſemper inſeretur talem cautionem ab ipſis (ut præfertur) interpoſitam fuiſſe & inſuper conventum eſt, quod Navis etiam ipſa damnis & injuriis à ſe illatis ſatisfacere tenebitur.

XI. Majeſtas ſua, dictique Ordines alterutrius Subditos ac ſi proprii ſui Subditi eſſent, mutuo eodemque favore in omnibus ſuis reſpective Ditionibus proſequi volentes, quæ neceſſaria fuerint, ſimul & efficacia dabunt Mandata, ut jus ſuper prædis captis adminiſtretur, ſecundum Juſtitiæ & æquitatis normam à Judicibus omni ſuſpicione majoribus, & quorum in cauſa, quæ diſceptatur, nullatenus intereſt, Majeſtas ſua dictique Ordines pariter ſtricte dabunt in Mandatis, ut Sententiæ jam latæ & in futurum ferendæ executioni (prout earundem tenor exigit) debite mandentur, ſuumque ſortiantur effectum.

XII. Quandocunque dictorum Dominorum Ordinum Legati, aliive Miniſtri publica authoritate muniti, in Aula Sereniſſimæ Suæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ commorantes, querentur de iniquitate Sententiarum, quæ latæ fuerint, Majeſtas ſua eaſdem in Conſilio ſuo revideri, & ad examen revocari curabit, ut conſtet utrum Ordinationes & cautelæ in hoc Tractatu præſcriptæ, ſervatæ & debitum effectum ſortitæ fuerint, curabit itidem ut huic rei omnino provideatur, juſque ſuum cuique querelanti intra trimeſtre ſpatium reddatur: & cum pariter Legati vel alii Majeſtatis ſuæ Miniſtri publica authoritate inſtructi apud Ordines Generales commorantes, de Sententiarum iniquitate querentur, dicti Ordines, earundem reviſionem in Ordinum Generalium Conventu fieri, & ad examen revocari curabunt, ut conſtet utrum ordinationes & cautelæ in hoc Tractatu præſcriptæ, ſervatæ & debitum effectum ſortitæ fuerint; curabunt itidem ut huic rei omnino provideatur, juſque ſuum cuique querelanti intra trimeſtre ſpatium reddatur, nihilominus ante vel poſt Sententiam latam pendente ejuſdem ab alterutra parte reviſione, bona controverſa vendere vel exonerare, niſi ex conſenſu eorum, quorum intereſt, nullatenus licebit.

XIII. Lite mota inter prædarum Captores ex una, & earundem Reclamatores ex altera parte, lataque Sententia vel Decreto pro parte reclamante, eadem Sententia ſive Decretum (interpoſita cautione) executioni mandabitur, Captoris ad ſuperiorem Judicem provocatione nullatenus obſtante, quod quidem non obſervabitur, ubi Sententia lata fuerit contra Reclamatores.

XIV. Cum autem Magiſtri Navium Mercatoriarum ut & Nautæ & vectores multa atrocia & barbariem ſpirantia nonnunquam perpetiantur, ubi in Navium (prædas tempore Belli per Mare facientium) poteſtatem redacti ſunt, Captoribus more inhumano in illos ſævientibus, quo confeſſionem, qualem illi factam vellent, ab iis extorqueant, conventum eſt, quod tam Regia Majeſtas, quam Domini Ordines Generales illiuſmodi flagitia, prorſus inhumana, ſanctionibus ſeveriſſimis prohibebunt, & quoſquot legitimis probationibus talium factorum convictos oſtenderint, debitis & juſtis pœnis & quæ in terrorem ſufficiant, in eos animadverti curabunt, omnes Navium Præfectos & Officiales, per quos hujuſmodi flagitia admiſſa fuiſſe probabitur, vel proprio ipſorum actu, vel alios ad ea perpetrandum inſtigando, vel connivendo dum perpetrantur, præter alia ſupplicia pro delictis eorum infligenda, à munere quemque ſuo ſtatim amoveri jubebunt; & quælibet Navis in prædam abducta, ubi Nautæ aut Vectores torturam aliquam perpeſſi fuerint, illico dimittetur, & ab omni ulteriore excuſſione aut impetitione tam judiciali quam extrajudiciali cum toto onere ſuo liberabitur.

XV. Conventum itidem eſt, quod ſimilis pœnarum ſeveritas ſtatuetur in eos, qui contra dictamen Articuli vigeſimi primi Pacis Bredanæ Commiſſiones ab hoſtibus capient ad deprædandas Sociorum Naves, contra quam dicto Articulo cautum eſt.

XVI. Conventum denique & concluſum eſt, quod præſens Tractatus, omniaque & ſingula in eo contenta, quam mature fieri poterit, reſpective ratihabebuntur & confirmabuntur, quodque Ratificationes deſuper habitæ, intra duos menſes à data præſentium numerandos, reciproce & rite inter Partes permutabuntur; dictuſque porro Tractatus intra unum menſem poſt ejuſmodi permutationem Ratificationum tam apud Gubernatores Communitatum hinc Anglicanarum per Indiam Orientalem & Africam Commercia exercentium, quam apud Directores Communitatum illinc Belgicarum per Indias Orientales & Occidentales Commercia itidem exercentium, in debita & authentica forma deponetur, & tam à Regia Majeſtate ſupramemorata quam à præfatis Dominis Ordinibus ad ſuos reſpective Coloniarum & locorum in quacunque Orbis Regione extra Europam ſitarum, Gubernatores & Præfectos cum prima quaque occaſione tranſmittetur, in eum finem, ut ab illis & ab omnibus aliis intra Ditiones ſuas & ſub eorum poteſtate reſpective degentibus, quam exactiſſime obſervetur & perimpleatur.

Formula Literarum Commeatus, vulgo Literarum Maritimarum petendarum, dandarumque à Domino, Domino Magno Admirallo ſeu Archithalaſſo, vel ab iis, quibus rerum Maritimarum Jurisdictio Jure ordinario mandata eſt, ſive à Prætore vel alio ſummo Magiſtratu, ſive à Commiſſariis, aliisve Principalibus Officialibus Teloniorum in Portubus ſuis reſpectivis & locis intra Majeſtatis ſuæ Dominia Navibus & Navigiis inde vela facientibus, ſecundum Articuli quinti hujus Tractatus diſpoſitionem.

OMnibus ad quos præſentes Literæ pervenerint,
Salutem; Nos Architha-
laſſus, Nos Commiſſarii Magni Admiralli
officio fungentes, ſive Nos,
ſupremæ Curiæ Admiralitatis
Judex, aut Nos
Prætor vel Magiſtratus ſive Nos
Commiſſarii ſive Principales Telo-
niorum Officiales in Civitate, vel Portu
Teſtamur & notum facimus,
Magiſtrum ſive Præfectum Navis vocatæ
coram nobis comparuiſſe & ſolemni Jurejn-
rando affirmaſſe, dictam Navem vel Navigium
Menſurarum (quas vulgo *Tonnen* vocant)
plus minus (cujus ille hoc tempore Ma-
giſter ſive Præpoſitus eſt) pertinere ad Incolas
intra Dominia Sereniſſimi &
Potentiſſimi Domini, Domini Regis, Angliæ, Scotiæ,
Franciæ & Hiberniæ, fidei Defenſoris &c.

Ita eum Deus adjuvet.

Cum autem acceptiſſimum nobis foret, prædictum Magiſtrum ſeu Præpoſitum in iis, quæ probè juſteque ab eo agenda erunt, adjuvari, Rogamus vos univerſos & ſingulos, ubicumque dictus Magiſter, ſeu Præpoſitus Navem,

ANNO 1674. Navem, Merceſque, in ea invectas, & illatas appellet, velitis, jubeatis eum benigne recipi, humaniter tractari ſub legitimorum conſuetorumque vectigalium ac aliarum rerum ſolutione admitti, ingredi, manere, egredi, Portus, Flumina & Dominia veſtra, & omnimodo Navigationis Mercatus Commerciorum & promercalium Jure ſpecieque uti, omnibus in locis, quibus hoc ei melius rectius viſum fuerit, grato animo id rependere vobis paratiſſimi ſemper promptiſſimique: *in quorum* majorem fidem & teſtimonium præſentes manu noſtra ſignavimus & Sigillo noſtro communiri curavimus. Datas in die . Anno Domini.

Formula Literarum Commeatus, vulgo Literarum Maritimarum, petendarum, dandarumque à Conſulibus Civitatum & Portuum Uniti Belgii omnibus Navibus Navigiisve, inde vela facientibus, ſecundum Articuli quinti hujus Tractatus diſpoſitionem.

SEreniſſimis, Illuſtriſſimis, Potentiſſimis, Nobiliſſimis, ſpectatiſſimis, prudentiſſimis Dominis Imperatoribus, Regibus, Rerumpublicarum Moderatoribus, Principibus, Ducibus, Comitibus, Baronibus, Dominis Conſulibus, Scabinis, Senatoribus, Judicibus, Officialibus, Juſtitiariis & Rectoribus omnium Civitatum & locorum tam Eccleſiaſticorum, quam Secularium, quibus hæ exhibebuntur, Conſules & Rectores Civitatis Notum facimus Magiſtrum ſeu Præpoſitum Navis ſe nobis ſtitiſſe, & ſolenni Jurejurando affirmaſſe dictam Navem cui nomen eſt menſurarum, quas vulgo *laſtas* vocant, plus minus cujus ille hoc tempore Magiſter ſive Præpoſitus eſt, pertinere ad Incolas Provinciarum Uniti Belgii, *Ita eum Deus adjuvet*; Cum autem acceptiſſimum nobis foret prædictum Magiſtrum ſeu Præpoſitum in iis, quæ probe, juſteque ab eo agenda erunt, adjuvari, Rogamus vos univerſos & ſingulos, ubicunque dictus Magiſter ſeu Præpoſitus Navem, Merceſque in ea invectas & illatas appellet, velitis, jubeatis eum benigne recipi, humaniter tractari ſub legitimorum, conſuetorumque vectigalium ac aliarum rerum ſolutione admitti, ingredi, manere, egredi Portus, Flumina & Dominia veſtra & omnimodo Navigationis, Mercatus, Commerciorum ac promercalium Jure ſpecieque uti, omnibus in locis, quibus hoc ei melius rectius viſum fuerit, grato animo id rependere vobis paratiſſimi ſemper promptiſſimique, In quorum majorem fidem & teſtimonium hæc Civitatis noſtræ Sigillo, ſignari curavimus, datas . . . . in . . . .
. . . . die . . . . Anno Domini
. . . .
. . . .

In quorum omnium & ſingulorum fidem & robur nos altememoratæ Regiæ ſuæ Majeſtatis & præfatorum Dominorum Ordinum Generalium Commiſſarii, facta nobis ad id poteſtate ſufficienti hiſce Tabulis nomina noſtra ſubſcripſimus illaſque Sigillis noſtris ſignavimus Londini primo die Decembris anno milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo quarto.

Signatum erat,

(*L. S*) *Tho. Culpeper.*	(*L. S.*) *J. Corver.*
(*L. S.*) *G. Downing.*	(*L. S.*) *G. Santyn.*
(*L. S.*) *Richard Ford.*	(*L. S.*) *Samuel Beyer.*
(*L. S.*) *Will. Thomſon.*	(*L. S.*) *And. van Voſſen.*
(*L. S.*) *John Jollif.*	(*L. S.*) *P. Duvelaer.*
(*L. S.*) *John Buckworth.*	(*L. S.*) *N. Michielſon.*

CXXXIII.

1675. 26. Janv. *Traité de Confederation, Secours & Defenſe entre l'Empereur* LEOPOLD, CHARLES II. *Roi d'Eſpagne, les Seigneurs Eſtats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *& le Duc* ERNEST AUGUSTE *Evêque d'Oſnabrug, Duc de Brunswick & Lunebourg. A la Haye le 26. Janvier 1675.* Avec des ARTICLES SEPARE'S, *dont les uns porteut, que les trois Puiſſances ci-deſſus mentionnées payeront d'abord après ce Traité ſigné la Somme de 50000. Rixdalers à Monſr. l'Evêque d'*OSNABRUG. *A la Haye le 26. Janvier 1675.* Et *les* AUTRES *que nonobſtant la teneur de l'Article onzième du Traité, l'Intention des Alliez eſt, que les Troupes de Monſr. l'Evêque d'*OSNABRUG, *ſeront jointes à celles des autres Princes de la Maiſon de Brunswick-Lunebourg, & agiront conjointement avec elles &c. A la Haye le 26. Janvier 1675.* [Actes & Memoires des Negociations de la Paix de Nimegue Tom. I. pag. 713.] ANNO 1675.

SOit notoire à tous, que Sa Majeſté Imperiale, Sa Majeſté le Roi d'Eſpagne, comme auſſi Leurs Hautes Puiſſances, Meſſeigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, ayant fait repreſenter pluſieurs fois à Son Alteſſe Sereniſſime M. Erneſt Auguſte Evêque d'Oſnabrug, Duc de Bronswick & Lunenbourg, comment au prejudice des Traités d'Oſnabrug, de Munſter, de Cleves, & d'Aix-la-Chapelle, ils ont été en pluſieurs ſortes, & manieres offenſés, & violentés tant dedans que dehors l'Empire; ce qui les auroit neceſſités de joindre leurs Armes, afin de rétablir par là la Paix & le repos dans l'Empire, auſſi-bien que dans ſon voiſinage, à des conditions honnorables & juſtes, requerant que Son Alteſſe Sereniſſime, qui de tout temps a témoigné une affection particuliere, & ſoin pour le bien commun, & pour la ſeureté de l'Empire, voulût auſſi dans ces troubles, ſuſcités par le parti contraire, au dernier prejudice & deſavantage de tous les Etats du même Empire, continuer & joindre ſes Armes, à celles de Sadite Majeſté Imperiale, Sa Majeſté le Roi d'Eſpagne, & Leurs Hautes Puiſſances, afin d'obtenir par là une Paix ſeure & generale; Et de l'autre côté Son Alteſſe Sereniſſime étant aſſurée entierement, que les intentions tant de Leurſdites Majeſtés Imperiale, & Royale d'Eſpagne, comme auſſi de Leurs Hautes Puiſſances ont pour objet, non ſeulement le bien & la conſervation de l'Empire; mais auſſi celui des Etats de tous les Alliés. Ayant auſſi conſideré que lui-même pourroit difficilement à l'égard de ſon Pays, & de ſes Sujets mêmes conſerver le repos & la ſeureté, dont ils ont paiſiblement joui, juſques à preſent, ſi la Paix ne ſe rétablit bien-tôt dans le voiſinage: Il a été aprés meure deliberation faite, touchant ladite jonction, entre les Miniſtres ſouſſignés de Sadite Majeſté Imperiale, dudit Seigneur Roi d'Eſpagne, deſdits Seigneurs Etats Generaux, & dudit Seigneur Evêque, Duc de Bronswick & Lunenbourg, convenu, & accordé en la maniere ſuivante.

I. Premierement, que ce n'eſt pas leur intention de faire cette Alliance, pour offenſer aucun Roi, Prince, ou Republique; mais au contraire & principalement pour établir le repos dans le voiſinage, car comme d'un côté, cela eſt jugé juſte, & conforme à l'inclination, & intention des Alliés: ainſi de l'autre eſt-il juſte, neceſſaire & conforme à leur intention, de faire cette Alliance, afin qu'elle ne ſerve pas ſeulement contre les Ennemis que l'Empereur, le Roi d'Eſpagne, & les Etats Generaux des Provinces-Unies, ont preſentement, & contre leurs Adherans: Ce qui eſt poſé ici comme un fondement inébranlable; mais auſſi qu'avec cela, elle ſera applicable, & ſortira ſon entier effet, ce qui doit être auſſi infaillible que l'autre, à l'égard de tous ceux, qui dans la ſuite de la preſente Guerre viendront a rompre avec les Alliés, ou avec l'un d'eux, ou bien qui en quelque maniere que ce ſoit, prendront Parti avec leurs Ennemis, ſoit en general, ou en particulier, ou qui pourroient former, & machiner de mauvais deſſeins, & entrepriſes contre leſdits Alliés, Pais & Sujets reſpectivement; Et afin de les prevenir & s'y oppoſer, il a été expreſſément ſtipulé, que les Troupes ci-deſſous ſpecifiées, ſeront employées contre tels Ennemis quels qu'ils puiſſent être, preſents & futurs, leurs Adherans & Partiſans, ou Entrepreneurs, ou Machinateurs de mauvais deſſeins, & non contre d'autres, ainſi qu'il a été conveun par le preſent Traité.

II. Il a auſſi été convenu que ledit Seigneur Duc mettra ſur pied le plûtôt que faire ſe pourra, ou au plus tard dans deux Mois & demi, aprés la ſignature du preſent

present Traité, dans cette Partie de ſes Etats, qui eſt la plus proche des Villes & Places des Ennemis communs, 1500. Chevaux, 3000. Hommes de Pied, & 500. Dragons, ou 300. Dragons, & deux Compagnies de Gardes chacune de cent Hommes, ſuivant que Son Alteſſe le trouvera à propos.

III. Que Sadite Majeſté Sereniſſime ſera tenuë d'entretenir & de payer 2000. Hommes, ſçavoir 1000. Fantaſſins, & 500. Chevaux, & 300. Dragons avec deux Compagnies des Gardes pour la Perſonne de Sadite Alteſſe, l'une à Cheval, & l'autre à Pied, & que les trois mille Hommes reſtants, ſçavoir les 2000 Hommes de Pied & mille Chevaux, ſeront payés par Sadite Majeſté le Roi d'Eſpagne, & Leurs Hautes Puiſſances, chacun pour la moitié également.

IV. Que pour faciliter la levée deſdits 5000. Hommes, c'eſt-à-dire 3000. Fantaſſins, 1500. Chevaux, & 300. Dragons, & deux Compagnies de Gardes chacune de cent Hommes, afin qu'ils ſoient levez au plutôt, ou au plus tard dans le tems porté ci-deſſus, Sa Majeſté le Roi d'Eſpagne & les Etats Generaux feront payer audit Seigneur Evêque Duc immediatement aprés la ſignature du preſent Traité dans la Ville d'Amſterdam la Somme de 50000. Rixdalers, ou 125000. Livres Monnoie de Hollande.

V. Que lors qu'aprés la concluſion du preſent Traité une partie deſdits Gens de Guerre aura été miſe ſur pied, & Sadite A. S. les preſentera, en requerant, que l'on en faſſe la revûë, ladite revûë ſe fera par des Commiſſaires, qui ſeront nommez de part & d'autre, & dès lors Sa Majeſté le Roi d'Eſpagne, & les Etats Generaux payeront la moitié des Troupes, qui auront été ainſi preſentées, leſquelles auſſi dès ce temps là, ſeront tenuës de ſe laiſſer employer & d'agir, ainſi qu'il ſera jugé à propos, pour le bien commun des Alliés. Et aprés que leſdits cinq mille Hommes auront été entierement levez, Sa Majeſté le Roi d'Eſpagne, & les Etats Generaux en étant requis, en feront une ſeconde revûë, & aprés cela les Subſides ſeront par eux entierement & ponctuellement fournis pour les Payemens deſdits 2000. Hommes de Pied, & mille Chevaux, & combien que leſdites revûës ne ſe fiſſent point de la part de Leurs Hautes Puiſſances, la paye ne laiſſera pas de courir du jour qu'elles auront été ſommées de la part de Sadite Alteſſe Sereniſſime.

VI. Que leſdits Gens de Guerre, ſeront rangés en trois Regimens de Cavalerie, en trois Regimens d'Infanterie, & un Regiment de Dragons; que chaque Regiment de Cavalerie ſera compoſé de cinq cens Chevaux en ſix Compagnies; chaque Regiment d'Infanterie de mille Fantaſſins, en dix Compagnies de cent Hommes chacune; que chaque Colonel, tant d'Infanterie que de Cavalerie, ſera payé à raiſon de 120. Rixdalers, ou 300. Livres Monnoye d'Hollande par mois courant, chaque Lieutenant Colonel à raiſon de 40. Rixdalers ou 100. Livres, & les Mareſchaux des Logis, & Prevôts d'Infanterie l'un & l'autre, à raiſon de 18. Rixdalers ou 45. Livres Monnoie de Hollande par Mois, moyennant quoi Sadite Alteſſe Sereniſſime ne pourra pas pretendre le rembourſement d'autres frais faits pour des Chariots, Charrettes, Chevaux, qui auront été employés dans les expeditions ou autrement.

VII. Que Sa Majeſté le Roi d'Eſpagne, & Leurs Hautes Puiſſances payeront à ſon Alteſſe Sereniſſime pour les gages de chaque Regiment de Cavalerie, qui ſera par eux entretenu & payé, rangé ainſi que deſſus, la Somme de quatre mille ſept-cens ſoixante & ſept Rixdalers, vingt neuf Sols, & neuf Deniers par Mois courant, dont les douze font une année, & pour chaque Regiment d'Infanterie la Somme de 4104 Rixdalers; ou 10262. Livres un Denier Monnoye de Hollande, auſſi par Mois courant, dont les douze compoſent une année.

VIII. Que les Deniers neceſſaires pour le Payement des gages deſdites Troupes juſques à la concurrence de mille Chevaux, & de 2. mille Hommes de Pied, ſeront promptement payés le même jour que la revûë en aura été faite, & ainſi de temps en temps au commencement de chaque Mois, tant que cette Guerre durera, comme auſſi Sadite Majeſté le Roy d'Eſpagne, & les Etats Generaux feront remettre ponctuellement, par bonnes Lettres de Change à Oſnabrug les appointemens de cinq Colonels, autant de Lieutenants-Colonels & Majors, afin qu'il en faſſe les Payemens, ainſi qu'il jugera à propos enſorte que Sadite Majeſté le Roi d'Eſpagne, & les Etats Generaux ne ſoient point reſponſables des payemens, qui n'auront pas été faits, à l'égard d'aucun Officier, Cavalier ou Soldat.

IX. Qu'aprés la premiere revûë, qui aura été faite deſdites Troupes, lors qu'elles ſeront complettes, Sadite Alteſſe Sereniſſime ne ſera pas obligée d'en ſouffrir aucune autre; Mais Sadite Majeſté le Roi d'Eſpagne & les Etats Generaux ſeront tenus de les payer comme complettes, comme de ſon côté Sadite Alteſſe Sereniſſime promet en parole de Prince, qu'elle les rendra toûjours complettes à l'entrée de chaque Campagne.

X. Que l'on ajoûtera auxdites Troupes une Artillerie proportionnée à leur nombre, & payeront Sadite Majeſté le Roi d'Eſpagne, & les Etats Generaux pour le Train, & Equipage de ladite Artillerie la Somme de trois mille Rixdalers ou 7500. Livres par Mois courant.

XI. Que Sadite Alteſſe Sereniſſime ſera tenuë d'aſſembler leſdites Troupes en Corps d'Armée, & de les faire agir, contre toutes ſortes d'Ennemis ſans aucune exception, lors qu'il ſera neceſſaire; & ainſi qu'il ſera jugé à propos pour le bien commun par leſdits Seigneurs Empereur, Roi d'Eſpagne, Etats Generaux, & ledit Seigneur Evêque d'Oſnabrug, Duc de Bronſwic & Lunebourg, à la pluralité des voix, bien entendu qu'elle ne ſera pas obligée de porter ſes Armes juſques dans le Païs de la Maiſon de Bronſwick & Lunebourg.

XII. Qu'en cas que les Païs de Sadite Alteſſe Sereniſſime ſoient attaqués, pour quelque cauſe ou ſur quelque pretexte que ce ſoit, incontinent aprés la concluſion du preſent Traité, ou bien pendant la preſente Guerre, non ſeulement ſes Troupes ne ſeront pas tirées du Païs, ni retenuës dans les Armées; mais leſdits Seigneurs Empereur, Roi d'Eſpagne, & les Etats Generaux détacheront, ſans aucun delay, de leurs Corps les Troupes qui ſeront jugées neceſſaires, pour les faire agir avec vigueur, afin de repouſſer ladite attaque.

XIII. Qu'en cas, qu'il ſe trouve ci aprés, que leſdits 1500. Chevaux, 3000. Hommes de Pied, & 300. Dragons, avec les deux Compagnies des Gardes, ne ſoient pas capables de reduire les Ennemis, & leurs Adherans & Partiſans, à la neceſſité de faire ceſſer les hoſtilités & aggreſſions, & de conſentir à une Paix raiſonnable, qu'alors leſdites Troupes ſeront renforcées & augmentées, de concert, & de conſentement commun, d'un nombre proportionné à celles que les autres Alliés fourniront.

XIV. Qu'aprés que le preſent Traité ſera conclu, leſdits Seigneurs Empereur, Roi d'Eſpagne, les Etats Generaux, & Sadite Alteſſe Sereniſſime, ne pourront pas faire une Tréve, ou ſuſpenſion d'Armes, avec leſdits Ennemis, ſinon conjointement, & d'un conſentement commun; mais en cas que l'on vienne à entrer en aucune Negotiation, ſoit de Paix ou de ſuſpenſion d'Armes, pour quelques années, que ladite Negotiation ne pourra pas être entamée par l'un des Alliés, ſans la participation des autres, & ſans qu'il faſſe donner aux mêmes Alliés, dans le même temps, & auſſitôt, qu'il aura obtenu pour lui-même, la faculté & les ſeuretés neceſſaires, pour les Miniſtres qu'ils voudront envoyer au lieu, où la Negotiation ſe doit faire, comme auſſi que leſdits Alliés ſeront tenus de donner de temps en temps les uns aux autres communication de ce qui ſe paſſera en ladite Negotiation. Et encore que pas une des Parties ne pourra paſſer outre à la concluſion de ladite Paix, ou Tréve pour quelques années ſans y comprendre ſes autres Alliés, & ſans les faire rétablir, s'ils le deſirent ainſi, en la poſſeſſion de leurs Etats, Païs, Villes, Places, comme auſſi en la jouiſſance des Droits & Libertés, qu'ils auroient, & dont ils jouïſſoient avant la Guerre, & ſans ſtipuler deſdits Ennemis pour leſdits Alliés les mêmes Droits, Libertés, Exemptions, & Prerogatives, qu'il auroit ſtipulées pour lui-même, ſi ce n'eſt que leſdits Alliés en conviniſſent entr'eux autrement ſur ce ſujet.

XV. Comme auſſi qu'aprés, que la preſente Guerre ſera finie, il y aura & demeurera, entre leſdits Alliés, une bonne, fidelle & ſincere amitié, & bonne correſpondance, laquelle ſervira à ſe procurer fidellement & de tout leur pouvoir, le bien, & l'avantage les uns des autres, & à aider à éviter & détourner tout le mal & dommage, qu'on leur pourroit faire avec les forces, qui ſeront ci-aprés declarées à l'égard des uns & des autres.

XVI. Que les Alliés aideront à defendre, & à proteger

teger contre tous ceux, qui pourroient entreprendre d'envahir, ou attaquer à force ouverte, ſous quelque pretexte, que ce puiſſe eſtre, leurs Etats, Païs, & Provinces, ci-deſſous ſpecifiés, ſçavoir à l'égard de Sa Majeſté Imperiale, les Païs Hereditaires d'Autriche & le Roiaume de Boheme; à l'égard de Sa Majeſté le Roi d'Eſpagne, les Provinces des Pays-Bas de ſon obeïſſance, y compris la Comté de Bourgogne; à l'égard de Leurs Hautes Puiſſances, tout ce qui leur appartient en Europe; & à l'égard de Sadite Alteſſe Sereniſſime, tous les Païs qu'elle poſſede preſentement, comme auſſi tous ceux, que leſdits Alliés acquerront ci-aprés, par Succeſſion, ou autre Titre legitime, auprés deſdits Pays, ou dans le voiſinage, y compris les Habitans, Villes, Places & Forts d'iceux.

XVII. Que la preſente Alliance defenſive ſubſiſtera dix ans, à compter depuis la fin de la preſente Guerre: & en cas que pendant ce temps-là quelqu'un des Alliés vint à être aſſailli, par qui que ce ſoit, ſans exception aucune, ou contraint de ſoûtenir une Guerre en le deffendant, ceux des Alliés, qui ne ſeront pas attaquez, ſeront tenus d'aſſiſter celui qui le ſera, & de le ſecourir de forces raiſonnables, ſçavoir leſdits Seigneurs Empereur, Roi d'Eſpagne, & Etats Generaux, chacun de 2000. Chevaux, & 4000. Fantaſſins, & Sadite Alteſſe Ser. à proportion de ce que les autres Princes de ladite Maiſon de Bronswick & Lunebourg ont promis de fournir, diſtribuez en tels Regimens, Compagnies, & ſous tels Colonels, Capitaines, & autres Officiers, que ceux des Alliez, qui envoyeront ledit ſecours trouveront à propos, & jugeront propres pour l'effet ſusdit. Et ſera ledit ſecours fourni, envoyé, & entretenu au ſervice de l'attaqué aux dépens des autres Alliez, qui l'envoyeront, & toutes les fois, que quelqu'un des Alliez ſera attaqué en la maniere qu'il vient d'eſtre dit

XVIII. Que celui, qui ſera ainſi attaqué en la maniere ſusdite, aura le choix & l'option, de recevoir tout ledit ſecours en Soldats, ou bien en argent, ou bien en partie en Soldats, & partie en Armes, Munitions de Guerre, argent ou autres Denrées propres pour ſervir à la Guerre, enſorte que mille Soldats ſeront comptez, ou eſtimez à dix mille Livres par Mois, chaque Cavalier compté pour deux Soldats & douze Mois pour l'année; & que le Payement ſe ſera au commencement de chaque Mois par portions égales; tellement qu'en cas que ledit Payement ſe faſſe en argent, en tout, ou en partie, les Deniers ſeront payez au lieu que l'attaqué trouvera à propos, & jugera lui eſtre le plus commode; mais en cas qu'il le fourniſſe en Munitions de Guerre ou autres choſes propres à la Guerre, en tout ou en partie, qu'alors celui qui recevra le ſecours ſera tenu de l'envoyer querir dans le Pays de celui qui le fournit.

XIX. Pas un des Alliez à qui ledit Secours ſera demandé quel qu'il puiſſe eſtre ne pourra ſe ſervir du pretexte de manquement de quelqu'un des autres pour le refuſer, ou retarder; mais ſera obligé de fournir promptement le ſecours, qui lui ſera demandé; & en cas que ce ſoit en Soldats, il doit eſtre fourni effectivement au plus tard dans ſix ſemaines, aprés que la requiſition aura été faite dans le Païs de celui qui l'aura demandé. Et ſeront leſdits Gens de Guerre entierement & abſolument commis au commandement & aux ordres de celui à qui ils ſeront envoyés, ou de celui qui aura pouvoir de lui, pour s'en ſervir & les transporter aux Lieux ou bon lui ſemblera, bien entendu que ce ſoit par Terre, à la Campagne, aux Sieges, à la garde des Places, & par tout ou la neceſſité ou l'utilité le requerra & toutes les fois qu'il ſera beſoin, avec cette reſerve toutefois que les Compagnies ne pourront pas être entierement ſeparées les unes des autres, mais qu'elles demeureront enſemble ſous leurs Drapeaux, du moins au nombre de deux ou de trois cens Soldats de chaque Regiment.

XX. Aprés que le Secours ſera fourni, composé de Cavalerie & d'Infanterie, & qu'il aura eſté envoyé par les Parties aſſiſtantes & reçu par l'Attaqué, ceux qui envoient le ſecours, ou bien ceux qui auront authorité & pouvoir pour cela, pourront diſpoſer des Charges, & remplir les vacantes.

XXI. Et en cas que leſdits Seigneurs Empereur, Roi d'Eſpagne, & Etats Generaux demandent un plus grand Secours à Son Alteſſe Sereniſſime: qu'en ce cas il pourra augmenter le nombre des Gens de Guerre à proportion de ce que les autres Princes de Brunswick & Lunebourg augmenteront le nombre ſtipulé dans le xi. Article du Traité du 13. Juin, 1674. moiennant qu'ils lui faſſent fournir les choſes neceſſaires pour faire les levées, & payer les Subſides à proportion du nombre ſur le pied qu'ils ont été fournis du commencement de ce Traité.

XXII. Leſdits Alliez donneront auſſi ordre autant que cela ſe pourra faire à ce que les Troupes, qui en vertu de ce preſent Traité ſeront envoiées dans le Pays de quelqu'un d'entr'eux, y puiſſent ſubſiſter à prix raiſonnable.

XXIII. Que l'on tiendra pour l'attaquant & que l'on ſera tenu de fournir le Secours contre celui qui employera les Armes contre quelqu'un deſdits Alliez.

XXIV. Que celui qui apprehende quelque attaque, ou en eſt menacé, ſera tenu d'en faire part de bonne heure aux Alliez, afin qu'ils ayent le loiſir de s'employer à moyenner un accommodement, enſorte neanmoins que non obſtant les offices de mediation, le Secours promis ſera fourni tout auſſi-tôt que la rupture ou attaque ſera effectivement arrivée.

XXV. Que la preſente Alliance ne dérogera point aux Traitez & Alliances que leſdits Alliez, ou quelques-uns d'eux ont fait avec quelques-uns deſdits Alliez, avant la date des preſentes, bien entendu que le plus grand Secours de Gens de Guerre comprendra le moindre.

Tous leſquels Points & Articles ci-deſſus couchez, ſeront réciproquement, de bonne foy & inviolablement obſervez & executez. Et pour plus grande aſſurance de cela, il a été fait du preſent Traité quatre Inſtrumens ſemblables, qui ont été ſignez par les Miniſtres ſouſſignez deſdits Seigneurs Alliez, qui les ont confirmez du cachet de leurs armes, & ſeront les Ratifications du preſent Traité données en bonne forme, & échangées entre les Parties Intereſſées ici à la Haye, dans le temps de ſix ſemaines ou plutôt, ſi faire ſe peut. Et à l'égard de celle de Sa Majeſté le Roi d'Eſpagne, on fournira dans le même temps celle de ſon Excellence Monſieur le Comte de Monterey, en attendant que celle de Sa Majeſté meſme puiſſe être envoyée de Madrid. Fait à la Haye le 26. Janvier, 1675.

Signé,

(*L. S.*) E. FRANCISCO DE LIRA.

(*L. S.*) G. FAGEL.

(*L. S*) J. DE MAUREGNAULT.

(*L. S.*) J. *Baron de* REEDE, *Vryheer van* RENSWOUDE.

(*L. S.*) G. VAN BOTZMA.

(*L S.*) L. ADAM HAGEN.

(*L. S.*) J. PHILIP MULLER.

(*L. S.*) A. WICKEFORT.

Articles ſeparés.

I. BIen entendu que par le quatriéme Article du Traité aujourd'huy arreſté & conclu entre Meſſieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, & Monſieur l'Eveſque d'Osnabrug, Duc de Bronswick & Lunenbourg, il ſoit dit que Sa Majeſté Imperiale, Sa Majeſté le Roy d'Eſpagne, & Leurs Hautes Puiſſances feront payer à Son Alteſſe Sereniſſime immediatement aprés la ſignature dudit Traité, la Somme de 50000. Rixd. ou 125000. Liv. Monnoye d'Hollande, ſi eſt-ce que d'autant que Monſieur le Miniſtre d'Eſpagne n'a point d'ordre poſitif de promettre la ſuſdite Somme; quoi qu'il ne doute point qu'elle ne ſoit effectivement payée, & que de l'autre côté Sadite Alteſſe Seren. ne peut pas s'obliger à la levée & ſubſiſtance du nombre des Gens de Guerre porté par le meſme Traité, & qu'il ne ſeroit pas raiſonnable auſſi, qu'elle demeurât ſeule chargée de cette dépenſe, Leurs Hautes Puiſſances ont bien voulu y intervenir & promettre par cet Article ſeparé, qu'en cas que la Cour d'Eſpagne manque d'avouer & de ratifier ledit Traité, & auſſi de payer au bout de deux Mois ſa part de la Somme promiſe par ledit quatriéme Article, elles y ſuppléront, &

payeront ſeules ladite Somme de cinquante mille Rixdalers.

II. Afin que le Payement, dont il eſt parlé au 5. Article du Traité aujourd'huy arreſté, & conclu entre Sa Majeſté Imperiale, le Roy d'Eſpagne, Meſſieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, & Monſieur l'Evêque d'Oſnabrug, Duc de Bronſwick & Lunenbourg, ſe faſſe ponctuellement, & ainſi que les bonnes intentions des Alliez ne ſoient point éludées, & le ſervice commun retardé, Leurs Hautes Puiſſances promettent, par cet Article ſeparé, de vouloir employer tous leurs offices auprés de Sa Majeſté Imperiale, afin qu'elle ſouffre que Leurs Hautes Puiſſances rabatent ſur les Subſides, qu'elles payent à Sadite Majeſté Imperiale la Somme à laquelle monte la part que Sa Majeſté le Roy d'Eſpagne s'oblige de payer par ledit 5. Article, Sadite Majeſté ſe reſervant ſon recours, pour cet égard & pour ſon dédommagement envers ledit Seigneur Roi d'Eſpagne.

III. Comme auſſi il a eſté convenu, que le cas mentionné dans le 11. Article du meſme Traité échеant, enſorte que les Alliez vinſſent à faire des Conqueſtes ſur leurs Ennemis communs, celles qui ſe feront dans le voiſinage, c'eſt-à-dire dans les Cercles de Weſtphalie, & de la Baſſe-Saxe, Meſſieurs les Etats Generaux n'y veulent rien prétendre, en quelque maniere que ce ſoit.

IV. Leurs Hautes Puiſſances ont auſſi particulierement promis, & promettent par cet Article ſeparé, qu'à l'Aſſemblée qui ſe fera pour la Negotiation de la Paix, & par tout ailleurs où il ſera neceſſaire, Elles feront tous les offices poſſibles, & imaginables, à ce que l'Evêché d'Oſnabrug, qui preſentement eſt alternatif, & tantoſt electif & tantoſt Hereditaire, demeure à l'avenir à ladite Sereniſſime Maiſon de Bronſwick & Lunenbourg, ſans qu'il en puiſſe eſtre détaché ou demembré pour quelque cauſe, ou pour quelque pretexte que ce ſoit. Fait à la Haye, le 26. Janvier 1675.

Signé,

(*L.S.*) G. FAGEL.

(*L.S.*) J. DE MAUREGNAULT.

(*L.S.*) J. VAN REEDE, *Vryheer van* RENSWOUDE.

(*L.S.*) E. VAN BORTZMA.

Articles ſeparez.

I. IL a eſté plus particulierement convenu qu'encore que par l'onziéme Article du Traité aujourd'huy arreſté, & conclu entre Sa Majeſté Imperiale, le Roy d'Eſpagne, Meſſieurs les Eſtats Generaux des Provinces-Unies, & Monſieur l'Evêque d'Oſnabrug, Duc de Bronſwick & Lunenbourg, il a eſté dit que Sadite Alteſſe Sereniſſime ſera tenuë d'aſſembler les Troupes en Corps d'Armée, & de les faire agir contre toutes ſortes d'Ennemis, ſans aucune exception, lors qu'il ſera neceſſaire, au lieu & ainſi qu'il ſera jugé à propos, pour le bien commun, par leſdits Seigneurs l'Empereur, le Roy d'Eſpagne, les Etats Generaux, & ledit Seigneur Evêque d'Oſnabrug, Duc de Bronſwick & Lunenbourg, à la pluralité des voix, neanmoins la veritable intention des Alliez eſt, que leſdites Troupes ſeront jointes à celles des autres Princes de la Maiſon de Bronſwick & Lunenbourg, pour agir conjointement avec elles, pour le bien commun des Alliez, ſi ce n'eſt que leſdits Alliez, & leurſdites Alteſſes Sereniſſimes jugeaſſent neceſſaires Elles meſmes de les faire employer ailleurs, ou ſeuls ou conjointemens avec d'autres Troupes des Alliez pour leur avantage commun.

II. Pour ce qui eſt des quartiers qui ſe prendront & des Contributions qui ſe leveront dans les Cercles de la Baſſe-Saxe, & de Weſtphalie, il en ſera uſé ainſi, que l'on eſt convenu par le troiſiéme & quatriéme des Articles ſecrets du Traité fait entre Sa Majeſté le Roy d'Eſpagne & Leurs Hautes Puiſſances d'une part, & Leurs Alteſſes Sereniſſimes les Ducs de Bronſwick, & Lunenbourg, conclu à Cel le 10. Juin 1674.

III. Et d'autant qu'en ce monde il n'y a rien qui ne ſoit ſujet aux changemens, & aux revolutions, il a été encore convenu, qu'en cas que pendant que la preſente Alliance ſubſiſtera, il plût à Dieu de diſpoſer de la perſonne de Son Alteſſe Sereniſſime Monſieur le Duc George Guillaume, ce que les Alliez eſperent qui n'arrivera point, ledit Seigneur Evêque d'Oſnabrug, Duc de Bronſwick & Lunenbourg, promet qu'en ce cas-là, il entrera dans l'obligation, en laquelle ledit Duc George Guillaume s'eſt conſtitué par ledit Traité du 16. Juin 1674. pourvû que Sadite Majeſté Imperiale, Sa Majeſté le Roy d'Eſpagne, & Leurs Hautes Puiſſances accordent à Son Alteſſe Sereniſſime les mêmes conditions, que ledit Seigneur Duc a ſtipulées pour lui par le même Traité, mais que s'il arrivoit auſſi, que Monſieur le Duc Jean Frederic vint à déceder, Sadite Alteſſe Sereniſſime ne ſera pas tenue de fournir d'autres Troupes, que celles qu'elle promet par le preſent Traité, ſi ce n'eſt que par une nouvelle Convention on luy faſſe des avantages proportionnez à ceux que l'on deſirera d'Elle. Fait à la Haye, le 26. Janvier 1675.

Signé,

(*L.S.*) E. FRANCISCO DE LIRA.

(*L.S.*) G. FAGEL.

(*L.S.*) J DE MAUREGNAULT.

(*L.S.*) J. *Baron de* REEDE, *Vryheer van* RENSWOUDE.

(*L. S.*) G. VAN BOOTZMA.

(*L.S.*) L. ADAM HAGEN.

(*L.S.*) J. PHILIP MULLER.

(*L.S.*) A. WICKEFORT.

CXXXIV.

8. Mars.

L'ANGLETERRE ET LES PROVINCES-UNIES.

Article conclu entre CHARLES II. *Roi d'Angleterre & les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas touchant les Compagnies Orientales d'Angleterre & de Hollande. Fait à Londres le* 8. *Mars*, 1675. [Traduction Françoiſe du Mercure Hollandois de 1675. pag. 161.]

COmme ainſi ſoit que par l'Art. IX. du Traité qui a été conclu à Weſt-munſter le 9. Fevrier vieux ſtile en l'an de nôtre Seigneur 1674 entre le Tres Haut & Tres-Puiſſant Prince Charles II. par la grace de Dieu Roi d'Angleterre, Ecoſſe, France & Irlande, Deffenſeur de la Foy, d'une part, & les Hauts & Puiſſans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas, d'autre, il a été accordé entre autres choſes que quelques Commiſſaires qu'on deputeroit de part & d'autre s'aſſembleroient pour cet effet en cette Ville de Londres, leſquels delibereroient & s'accorderoient ſur des Articles fermes & durables pour le contentement & ſecurité des Sujets de part & d'autre, au moyen dequoi on pourroit établir un Reglement juſte, & équitable ſur le Commerce dans les Indes Orientales, dans laquelle Aſſemblée deſdits Commiſſaires on n'a neanmoins rien pû changer, établir ou determiner pour ce ſujet : Mais comme il eſt entierement expedient, tant pour l'Interêt de la Paix publique que pour le bien des Particuliers qu'il y ait une amitié ferme & ſtable entre les Compagnies d'Angleterre & de Hollande qui font Negoce dans les Indes Orientales, & une inclination toute particuliere pour procurer l'avantage les uns des autres, c'eſt pourquoi on eſt demeuré d'accord cejourd'huy entre Nous Commiſſaires ſouſſignés de Sadite Majeſté & deſdits Seigneurs Etats Generaux en vertu des Pouvoirs qui nous ont été octroyés pour cet effet, que les Compagnies ſe comporteront paiſiblement & amiablement l'une envers l'autre, procureront reciproquement l'avantage l'un de l'autre autant qu'il ſera poſſible, obſerveront en tous Lieux une bonne amitié & étroite correſpondence ſuivant les Traités qui ont été déja faits entre Sadite Majeſté & leſdits Etats, ou qui pourroient encore être faits à l'avenir, & qu'elles executeront ponctuellement ce qui leur ſera ordonné par Sadite Majeſté

Digitized by Google

Majeſté & leſdits Etats Generaux; mais s'il arrivoit qu'il ſurvînt quelque different entre leſdites Compagnies, (ce qu'on n'eſpere pas) ou qu'il fût fait quelque tort, injure ou violence par une d'elles, ou par quelque autre dependant de l'une des deux, à l'autre, ou qu'on pretendît une telle injuſtice avoir été faite, en ce cas-là il ſera deffendu à la Compagnie qui pretendra être offenſée de ſe vanger par aucune ſorte d'actes d'hoſtilité, de quelque nature qu'ils puiſſent être; à condition neantmoins qu'elles ne ſeront ſujettes à aucune Juſtice ou examen de Procés Judiciel, mais ſi la Compagnie de Hollande eſt offenſée, elle s'en plaindra au Roi en la meilleure forme qu'il ſe pourra, & ſi c'eſt celle d'Angleterre, elle en ſera de même auprés deſdits Etats Generaux: Mais s'il arrivoit que la ſatisfaction ſur leſdites plaintes fût differée plus de 6. Mois, alors l'arbitrage de toute l'affaire ſera remis entre les mains de 2. Commiſſaires, qu'on nommera de part & d'autre tant par Sa Majeſté que par leſdits Etats, leſquels s'aſſembleront 3. Mois aprés ledit tems expiré pour terminer ledit affaire, & ce qui ſera jugé par leſdits Commiſſaires ſortira ſon plein & entier effet ſans aucun Appel, Reduction ou autres moyens ordinaires ou extraordinaires, & promettent ledit Seigneur Roi & leſdits Seigneurs Etats Generaux de faire executer ponctuellement & de bonne foi ladite Sentence ſelon la forme & teneur, à condition que leſdits Commiſſaires traiteront pour la premiere fois à Londres, & s'il eſt beſoin d'en nommer d'autres pour de nouvelles plaintes, que ce ſera pour la ſeconde fois à la Haye, & ainſi ſucceſſivement tour à tour: Mais s'il arrivoit que leſdits Commiſſaires ne pûſſent pas s'accorder pour ladite Sentence dans le tems de 3. Mois, alors ils ſeront obligés de choiſir un Arbitre ou Compromiſſaire un Mois aprés l'expiration deſdits 3. Mois, lequel decidera abſolument tout ce qui n'aura pas été determiné par eux, ce qui ſervira de Sentence finale & peremtoire aux 2. Parties, & promettent Sadite Majeſté & leſdits Etats d'accomplir fidellement & de point en point ladite Sentence quelle qu'elle puiſſe être ſans aucune contradiction ni oppoſition. Et en cas que leſdits Commiſſaires ne puiſſent pas s'accorder ſur la nomination dudit Arbitre ou Compromiſſaire dans un Mois aprés l'expiration du tems pendant lequel eux-mêmes devoient terminer le different ou que le Compromiſſaire même ne prononce pas ſa Sentence ſur les choſes indeciſes dans 6. Mois aprés qu'il aura été élû, alors on remettra le tout à Sadite Majeſté & leſdits Seigneurs Etats Generaux, & ce qui aura déja été determiné aura ſon entier accompliſſement. Finalement il a été accordé & reſolu que le preſent Article & tout ce qui y eſt compris ſera ratifié & confirmé le plûtôt que faire ſe pourra, & que les Ratifications ſeront échangées de part & d'autre 2. Mois aprés la datte des preſentes, afin que dans un Mois aprés ledit échange il puiſſe être depoſé en bonne forme tant ici auprés du Gouverneur de la Comp. Angloiſe qu'auprés du Directeur de la Comp. Hollandoiſe, afin d'être obſervé exactement tant par eux que par tous autres qui ſeront ſous leur domination. En foy de tout ce que deſſus nous Commiſſaires de Sadite Majeſté, & deſdits Seigneurs Etats Generaux ayant reçû plein-Pouvoir pour cet effet, avons ſouſigné la preſente, & l'avons cachetée de nos cachets. Fait à Londres ce 8. Mars.

Ainſi ſigné,

(*L.S.*) *Tho. Kulpeper.*
(*L.S.*) *G. Downing.*
(*L.S.*) *Richard Ford.*
(*L.S.*) *William Thomſon.*
(*L.S*) *Jean Jolliſ.*

(*L.S.*) *J. Corver.*
(*L.S.*) *Sautyn.*
(*L.S.*) *Samuel Beyer.*
(*L.S.*) *And. van Voſſen.*
(*L.S.*) *P. Duvelaer.*
(*L.S.*) *M. Mitchielſon.*

CXXXV.

9. Mars.

SUEDE ET BAVIERE.

Traité d'Alliance Défenſive pour trois ans entre CHARLES XI. *Roi de Suede, &* FERDINAND MARIE *Electeur de Baviére, pour le maintien de la Paix. Fait à Munich, le 9. Mars, 1675.* [JEAN CHRETIEN LUNIG. In Negotiorum Publicorum Sylloge. pag. 142.]

NOtum teſtatumque ſit univerſis. Poſteaquam ex turbis in Provinciis Unitorum Belgii Statuum orti, Romanum Imperium hactenus ita implicatum fuit, ut illius Status & Membra innocentia, eorumque Provinciæ & Subditi omnis generis preſſuris, & exactionibus Militaribus, Stativis, Hybernis & Tranſitibus violentis ex omni parte eorum & devaſtentur, & variis nominibus peſſimè habeantur, ut ſalus & incolumitas Imperii in extremo verſari videatur periculo, vel ad minimum eorum exponi arbitrio, qui per ejuſmodi attentata Inſtrumento Pacis Weſtphalicæ, cæteriſque Conſtitutionibus Imperii prorſus contraria, vel ad voluntatem ſuam in alienis Territoriis & Ditionibus ex ſolo illo prætextu, quod Ratio Belli ita exigat, liberè & impunè diſponere intendunt.

Ideò inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem, & Dominum, Dominum Carolum, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ; Careliæ, Bremiæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ; & Wiſmariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducem: Et Sereniſſimum Principem ac Dominum, Dominum Ferdinandum Mariam, utriuſque Bavariæ ac Palatinatus ſuperioris Ducem, Comitem Palatinum Rheni, Sacri Romani Imperii Archidapiferum & Electorem, Landgravium Leichtenbergiæ: ad amicitiam hactenus inter ſe cultam arctioribus vinculis adſtringendam, & hæc omnia mala avertenda, Provinciaſque ſuas in Imperii Romano-Germanici finibus ſitas, ac earum Subditos defendendos ac conſervandos, per utriuſque Partis infra ſubſignatos Plenipotentiarios, nimirum ex parte Sac: Regiæ Majeſtatis Sueciæ per Nobiliſſimum & Generoſiſſimum Dominum, *Georgium Marſchalk*, Hereditarium in Hutlohe, Regium Conſiliarium Status Bremenſis & Verdenſis, nec non ad Comitia Imperii ablegatum: Et ex parte Sereniſſ. Elect. Bavar. per Illuſtriſſ. & Excellentiſſimum Dominum *Bernhardum Bero lib. Baronem de Rechberg*, Dynaſtam in Scharffenberg, Electoralem Conſiliarium Intimum, ſupremum Camerarium & Præfectum in Erding: nec non Dominum *Caſparum Schmid de Haslach* & Peunbach, Electoralis Conſilii Secretioris Vice-Cancellarium, ſupremum Feudorum Præfectum. Denuò per Dominum *Franciſcum de Meyer* in Stockau, Electoralem Conſiliarium intimum, ad Ratificationem Principalium ſuorum amicabili Fœdere in ſequentes Articulos conventum eſt.

I. Sit inter Suam Regiam Majeſt. Regnumque Sueciæ, & Suam Sereniſſimam Electoralem, Dominum Ferdinandum Mariam Electorem & Ducem Bavariæ, pro ſecuritate mutua reſtabilienda, conſervandaque Pace, & defendendis Juribus ſtrictior Amicitia & Fœdus defenſivum, illudque bona fide & ſincero affectu in Partium Confœderatarum honorem & commoda ſervetur, & excolatur.

II. Ut verò hæc Amicitia Fœduſque tantò feliciùs ad finem ſuum perducatur, effectumque propoſitum ſortiatur, placuit Partibus Confœderatis, ut mutua ſemper correſpondentia inſtituatur, fidaque conſiliorum communicatio habeatur, non modò ſuper hujus Fœderis & iis negotiis, quæ in Imperio Romano, ſed etiam quæ extra illud in alienis Regnis & Statibus agantur, & quovis modo incolumitatem Confœderatorum concernere videantur, ita ut ſe ſe invicem certiores faciant, quid pro rerum ac temporum ſtatu tàm in Germania, quam in Vicinitate ſaluti publicæ propriique Status rationi conveniens exiſtiment; Quo facto Conſilia conferant, eòque dirigant, quo Pacificatio Univerſalis, hujuſque Amicitiæ & Fœderis veræ Leges promoveantur, & obſerventur, Et ſi juſta certiſque indiciis orta & fundata fuerit periculi alicujus imminentis ſuſpicio, non modo Confœderati ſibi invicem ſignificabunt, ſed etiam ob communem cauſam imminens tale malum omnibus ſtudiis avertuncari curabunt, ne ex improviſo aliquis Fœderatorum obruatur, ſed ſuæ ſecuritati in tempore conſulatur. Præterea etiam Confœderatorum Miniſtri Publici & Legati ubivis locorum, Imprimis autem Ratisbonæ adhuc hærentes, vel in poſterum illuc miſſi colant quoque bonam inter ſe Amicitiam & Correſpondentiam, ita ut de rerum argumentis ibi propoſitis, præſertim verò ad Pacem & ſecuritatem publicam

ſpectantibus, fideliter conſerant, deliberent, atque de certâ aliquâ Sententiâ, quæ Paci Weſtph. Conſtitut. Imperii, Libertati & Securitati Germaniæ, huic Fœderi & commodo Confœderatorum conformis ſit, inter ſe conveniant, eandemque omni meliori modo promovere ſtudeant.

III. Quemadmodum autem Fœdus hoc in neminis offenſionem intra vel extra Imperium, multò minus in præjudicium Pacis Publicæ inſtituitur, nec ſcopum alium habet, quàm reſtitutionem & conſervationem Pacis Weſtphal. & Securitatis communis vindicationem, mutuamque defenſionem à quavis hoſtili irruptione in quibuſcunque Fœderatorum Provinciis & Ditionibus in Imperio ſitis, ita eidem Fœderi tanquam baſis & norma exactè obſervanda, fundamenti loco Inſtrumentum Pacis, ſive Pacificatio & Pacta Oſnabruggis & Monaſterii Anno 1648. die 14/24. Octob. concluſa, ſubſternuntur.

IV. Proinde ſicuti hoc Fœdus de futuris caſibus, iiſque, qui poſt ejus concluſionem evenire potuerint, intelligi debeat, ita ſi poſthac contingat, ut aliquis Confœderatorum ſive in Imperio, ſive extra illud, quicunque illa fuerit, ob quamcunque cauſam vel prætextum contra Conſtitutiones Imperii, & Inſtrumentum Pacis, in prædictis Provinciis & Ditionibus, Juribus & Libertatibus ſuis à quopiam hoſtiliter invadatur, turbetur & prematur, ambo Confœderati prævia requiſitione obligati erunt, unus alteri mox ſuppetias ire, copiasque auxiliares ſubmittere, eo modo, quo in ſequenti Articulo ſtatuitur & definitur.

V. In eum finem inter Confœderatos ſtipulatum & conventum eſt, ut periculo avertendo Exercitus & Copiæ militares in Provinciis & Ditionibus Germanicis durante hoc Fœdere in parato ſic habeantur, ut facta requiſitione mox intra tres ſeptimanas, læſo & turbato in auxilium moveri & duci queant; Quo nomine Sac. Reg. Majeſt. Sueciæ pollicetur, ſe ſuſtentaturam, & paratum habituram Exercitum, Peditum ſex millia, Equitum quatuor millia, octingentos, Dimacharum ſive Dragonum mille ducentos. Sua Seren. Elect. Bav. verò Peditum quinque millia, quingentos, Equitum duo millia, & Dragones quingentos, quas Copias quisque Fœderatorum in certa Regimina ſive Legiones diſpertiet, ita, ut Equitum & Dragonum Legio non excedat numerum octingentorum, Peditum verò non excedat millenarium numerum; vel ſi exceſſerit, Officialibus ad idoneum Militum regimen, & uſum proportionaliter muniatur, ita ut omnes bonis & neceſſariis Officialibus plenè & perfectè inſtruantur.

VI. Quo verò hic numerus ſemper ſit completus, nec deſideretur quicquam, cum in tem præſentem veniendum ſit, ad minimum cum vernali tempore apparatus & expeditiones æſtivales inſtituantur, convenit, ut quidquid ex Copiis detritum vel diminutum fuerit, mox ſupplementis reſarciatur, ut ubi neceſſitas requiſiverit, ſive Confœderatus læſus partem ejus, ſive totum flagitâtit, ſive directè, & per conjunctionem, ſive per diverſionem ſufficienti ſemper Exercitu in hoſtem iri queat, ita quidem, ut quantum attinet, an auxilia per conjunctionem vel diverſionem præſtanda, ſuo tempore amicabiliter conveniatur, & ad requirentis arbitrium principaliter reflectatur.

VII. Auxilia hæc ferenda quidem ſunt, quantum omninò fieri poteſt, ſine gravatione & ſumptu requirentis: proinde requiſitus & auxilia mittens providere debet, ut Copiis ſuis Stipendium militare ſolvatur, & quisque ſuas quidem Copias propriis ſumtibus ſuſtentabit, hoſpitia tamen, equorumque pabula (Germanicè *Rauchfutter*) & ſervitia, vulgo *ſervice*, ſuppeditabit requirens, eoque ſuſtentationis genere non ſecus, ac ſuas proprias tractabit: Itaque etiam caſu exiſtente providere debet in tempore, ut ubique neceſſarius Commeatus, imprimis panis, & alia Victualia æquo pretio pro Militibus adferri, & comparari queant. Cæterum ſi ad Bellum apertum, quod Deus clementer avertat, deventum fuerit, omni ope nitendum eſt, ut aggreſſor retundatur, atque ſic Exercitus Confœderatorum in hoſtico, & extra eorundem Territoria vivat, & ſuſtentetur.

VIII. Is, qui a Confœderato requiſitus auxilia mittit, iiſdem de Tormentis, vulgò campeſtria dictis, cum omnibus ad uſum eorum neceſſariis proſpiciat. Tormenta verò majora & Mortaria cum omni apparatu & rebus quibuscunque ad uſum eorum pertinentibus is ex Confœderatis ſuppeditabit, ad cujus requiſitionem, vel in cujus Ditionibus atque Provinciis contra hoſtem agetur.

Quòd ſi verò extra Territoria Confœderatorum, atque ita in loco tertio Bellum geratur, Tormenta majora & Mortaria cum omnibus ad uſum eorum ſpectantibus is adduci curabit, qui loco jam dicto tertio vicinior fuerit.

IX. Quod ſi periculum & neceſſitas major graviorque fuerit, quam ut prædictus Exercitus eidem ſuſtinendæ ſuffecerit, virtute hujus Pacti mutuum obligantur Fœderati, non modo adæquatum diſcrimini Exercitum adornare & ſubmittere, ſed etiam ad defenſionem tàm neceſſariam omnes, quas poſſunt vires contrahere, iiſque uti ad urgendum & perſequendum hoſtem, donec reſtitutio & juſta ſatisfactio reddita fuerit.

X. Quamvis autem prædictæ Copiæ auxiliares abſque cunctatione, ut ſuperius dictum eſt, mitti debeant, vel ipſo actu ſubmiſſæ ſint, nihilominus liberum erit Confœderato & requiſito per Legatos & Miniſtros id operam dare tentaréque, annon invaſor ſeu turbator amicabili ratione perſuaderi poſſit, ut à vi & injuria deſiſtat, adeoque ſi probabiliter conſtet, parari adverſus aliquem Fœderatorum Bellum, tum auxilium ſubmiſſuro, etiam antequam Bellum palam eruperit, vel per ſuum Miniſtrum, vel per Literas ei diſſuadere, & à propoſito hoſtili dimovere incumbet, non retardato interea auxilio, quod in Fœderis juſto tempore præſtare tenetur: Quòd ſi verò lædenti vel læſuro tanta tamen ſedeat obſtinatio, ut nullis amicabilibus rationibus ad æqua præſtanda ſe induci patiatur, non ante ab auxilio præſtito vel contra machinantem præſtando ceſſabitur, quam Parti læſæ per omnia ſatisfactum fuerit.

XI. Quicunque ex hujus Fœderis præſcripto ſuppetias tulerit, eo nomine nihil quicquam præter mutua vice verſa in Ditionibus, caſibusque hocce Fœdere comprehenſis definitisque poſtulare poterit auxilia, neutiquam autem à requirente ſive ſumptuum Bellicorum, ſive damnorum prætextu, aut quocunque alio colore aliquid prætendere, multo minus de Ditionibus, Statibus, Arcibus, locisve ipſius quidquam detinere.

XII. Quantum ad Imperium militare & Exercitus Copiarumque miſſarum directionem attinet, quisque Confœderatorum, aut ejus Dux Generalis & Officialis in ſuas quidem Cohortes directionem habebit, ita, ut requirens nullam planè in miſſa auxilia prætendat Jurisdictionem, ſed ſi contigerit, ut in unum corpus conjungantur ſupradicti Exercitus & Copiæ, conjunctimque agere oporteat, eo caſu æquum viſum eſt Fœderatis, ut Imperium & Directio tam in actionibus Bellicis, quàm in Præſidio Conſilii militaris Generali, communicato prius cum cæteris Generalibus conſilio, Sacræ Regiæ Majeſtatis Exercitus Duci competat.

XIII. Ubi vero actio militaris in aliqua ſuæ Serenit. Elect. Bavar. Ditione ſuſcepta fuerit, ipſe Elector ſupremam Directionem obtinebit, nihil autem arduum aut eximium, niſi ſcitu & conſilio Ducis Sacræ Regiæ Majeſtatis peragatur.

XIV. Quod ſi res in apertum Bellum eruperit, nulli Confœderatorum licitum aut permiſſum ſit, ſine ſcitu & conſenſu communi aliquem cum aggreſſore, vel ejus Adhærentibus Tractatum inſtituere, multò minus Inducias inire, aut Pacem vel compoſitionem aliquam conficere, niſi eam utriusque Confœderatorum conſilio & conſenſu, ſecuritatisque & ſatisfactionis incluſione.

XV. Liberum ſit aliis Romani Imperii Statibus præſentibus Bellis non implicitis, ſine ulla Religionis diſtinctione hisce Fœderis Defenſivi Legibus ſeſe aſſociare & ſubmittere. Quibus autem accedere libuerit, cum iis de admiſſionis modo, nomine Fœderatorum, agatur, & de auxilii quantitate, numeroque Copiarum, & aliis conditionibus prius conveniatur.

XVI. Ne præterea quidpiam in mora ſit, quo minus debitum auxilium juſto tempore ſubmittatur, id quoque hoc ipſo inter Confœderatos tranſactum eſt, ut ſimul & paciſcentium unus Bello petitus fuerit, alter factâ notificatione, & ſubſequuta requiſitione auxilia ſtatim juxta Articulos præcedentes mittat, quamprimum de hoſtili aggreſſione, turbatione, injuriisque, vel inevidentibus argumentis intentata, quemadmodum ſuperius determinatum eſt, conſtiterit: adeoque ne præſentis Tractatus executio ſub ullius rei prætextu eludatur, aut ſuſpendatur, Verbo Regio & Electorali Confœderati inter ſe caverunt, fideque genuinâ & candidâ ſtipulati ſunt, hunc Tractatum, & quamvis ejusdem clauſulam inviolabiliter ſe ſervaturos & effectui juncturos eſſe.

XVII.

XVII. Virtute hujus Fœderis Confœderati in ſe quoque recipiunt, eo durante ſe nullum aliud huic contrarium pacturos, neque paſſuros eſſe, ad alia ſe flecti, quæ Conventioni huic & Amicitiæ ſinceræ ſtrictiſſimæque ulla ex parte adverſari poſſint.

XVIII. Duret hoc Fœdus per tres continuos ſubſequentes annos, quibus elapſis, ſi ea conſtitutio rerum fuerit, quod ſalutis & incolumitatis, ſecuritatiſque communis intereſſe judicabitur, ut prolongetur, integrum erit Confœderatorum cuique dimidio ante exſpirationem ejus anno ſe declarare, an idem ultra tempus præſcriptum continuare velit; & ſi deprehenſum fuerit, talia manere pericula, quæ Fœderis prorogationem ſuadeant, in eodem renovando & prorogando difficiles ſe non præbebunt.

XIX. Illud quoque Partes Confœderatæ adjiciendum cenſuerunt, quod quandoquidem huic defenſioni velut neceſſitatem impoſuit præſens Bellum, quod initio quidem inter Galliam & Belgium unitum exarſit, ſed poſtea indies longius longiuſque ita ſerpere cœpit, ut alios quoque ex præcipuis Europæ Statibus corripuerit, non modo id agerent, ut imminentia Belli flagrantis pericula à ſuis Provinciis & Statibus idoneo tutamine averterentur, ſed etiam, cum haud parum referre exiſtiment, ut omnis moveatur lapis, quo Pax, ſi poſſibile eſt, univerſalis, ſecura, æqua, & honeſta, primo quoque tempore Orbi Chriſtiano conciliari, vel ſi illud obtineri non poſſit, Imperio ſaltem Romano reduci queat, quantum in illis eſſet, in id omni bono officio & ſtudio incumberent, quo Tractatus opus pio ſinceroque Mediationis Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ cœptum & agitatum, cuique impoſterum conſtanter inhærere conſtituit, donec ope divina juſtum ſuum effectum ſortiatur, porrò continuetur, & ad optatum Pacis finem provehatur. Verùm enimverò cum præterea animo perpendant, quam Pax & tranquillitas publica nihilominus quotidie patiatur, conſultum viſum eſt, eidem ſuccurrendæ reducendæque & priſtino vigori reſtituendæ ſine mora, debita cura, labor & ſtudium dehinc quoque impendantur, Partibuſque belligerantibus ulterius conjunctim & ſeparatim, cum per Literas, tum per Miniſtros & Legatos ſuos mala omnia, quæ jam Belli calamitas conciliavit, quæque ſi continuetur diutius, non modo eidem implicitis, ſed etiam ejuſdem exſortibus expectanda ſunt, & maneant incommoda, atque illos ſerio hortentur & moneant, ut Orbi Chriſtiano æquis admiſſis conditionibus Pacem reddere velint, ſpe certa freti, Dominum Pacis, Tranquillitatis & Concordiæ fontem, Conſervatoremque piis hiſce & verè Chriſtianis conatibus tandem adfuturum, eoſque optato & felici ſucceſſu beaturum. Aſt ſi verò hæc officia, labor & induſtria fruſtra fuerint, omneſque amicæ exhortationes, fida conſilia, oblataque conveniente loco & tempore media quamvis repetita, miſeriæque & calamitates, aliaque incommoda, quibus quoque innocentium publica, mixta & privata res conflictantur, nullum planè invenerint locum, vel æquæ conditiones non admiſſæ, ſed rejectæ fuerint, eo caſu Confœderati nihilominus conſtans ſuum promovendæ, conſervandæque Pacis propoſitum, ſimulque aliquando ſignificantius teſtabuntur, quam ſibi hæc diſpliceant, conferantque ſtatim inter ſe conſilia, qua ratione pro temporum rerumque ſtatu & officiis hactenus fruſtra impenſis, tandem locus aliquis à belligerantibus detur.

XX. Ratificationum Inſtrumenta ſuper Tractatu & Fœdere hoc defenſivo intra ſpatium duorum menſium à die ſubſcriptionis commutandorum Ratisbonæ ritè commutentur.

In horum fidem & certitudinem majorem nos ſupra nominati utriuſque Partis Plenipotentiarii duo hujus Fœderis exemplaria pari tenore confecta manuum, nominumque noſtrorum ſubſcriptione, & Sigillorum impreſſione firmavimus. Actum *Monachii* die 27. Febr. 9. Mart. Anno 1675.

CXXXVI.

25. Avril.

FRANCE ET SUEDE.

Traité de Renouvellement d'Alliance entre LOUÏS XIV. *Roi de France,* & CHARLES XI. *Roi de Suede. Fait à Verſailles le 25. Avril 1675.* [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

LOUÏS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront; SALUT. Aiant veu & examiné le Traité conclu & arreſté à Verſailles le 25. jour d'Avril de cette preſente année 1675. en nôtre nom & celui de nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Couſin le Roi de Suede, par nôtre amé & feal Conſeiller en tous nos Conſeils, Secretaire d'Etat & de nos commandemens le Sieur Simon Arnaud Chevalier Seigneur de Pomponne d'une part, & le Sieur Comte Pierre Sparre Baron de Cronebergh, Seigneur de Nasbi & de Berquara, & Grand Maître de l'Artillerie de Suede, d'autre part, en vertu de leurs Pouvoirs reſpectifs, & voulans ſatisfaire à l'obligation en laquelle nous ſommes entrés de fournir dans le tems de quatre Mois la Ratification dudit Traité, dont la teneur s'enſuit.

La mutuelle & ſincere amitié qui a été depuis longtems entre les Sereniſſimes Rois de France & de Suede, & qui a été ſouvent renouvellée, ayant receu un nouvel accroiſſement & une nouvelle force par le Traité conclu en dernier lieu à Stokolm le quatorziéme jour d'Avril de l'Année 1672. & l'intention des Rois Alliés ayant été pour lors de ſe communiquer mutuellement leurs avis, & de joindre leurs forces ſi l'occaſion s'en preſentoit, tant pour entretenir le repos public dans l'Empire, conformement à la Paix de Weſtphalie, que pour pourvoir à leur ſeureté particuliere, & les choſes ſe trouvant preſentement dans une telle ſituation, que leſdits Sereniſſimes Rois ont eſtimé être neceſſaire dans ces troubles de l'Empire, non ſeulement de s'en tenir à cette premiere Alliance, mais encore de l'augmenter & de la renouveller. C'eſt pourquoi le Sieur Simon Arnaud Seigneur de Pomponne, Conſeiller & Secretaire d'Etat du Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince & Seigneur LOUÏS XIV. par la grace de Dieu Roi Tres-Chrêtien de France & de Navarre, au nom de Sa Majeſté Tres-Chrêtienne: Et le Sieur Pierre Sparre Baron de Croneberg, Seigneur de Narbi & de Barquara, Grand Maître de l'Artillerie de Suede & Ambaſſadeur de Sa Majeſté Suedoiſe en France, au nom du Sereniſſime Prince & Seigneur Charles XI. Roi des Suedois, des Goths & des Vandales, Grand Prince de Finlande, Duc de Scanie, Eſtonie, Livonie, Carelie, Breme, Verde, Stetin, Pomeranie, Caſſubie & Vandalie; Prince de Rugen, Seigneur d'Ingrie & de Viſmar; comme auſſi Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, de Juliers, de Cleves & de Monts, en vertu de leurs Pleins-Pouvoirs qu'ils ſe ſont communiqués, ſont convenus des Articles ſuivans.

I. On eſt convenu en premier lieu que les precedentes Alliances faites entre les Sereniſſimes Rois de France & de Suede, conſerveront toute leur force pour tout le tems qui y eſt determiné, & en particulier que les Articles Secrets du 14. Avril 1672. qui ont été faits pour trois ans, ſeront confirmés & prorogés par cette preſente Alliance, ainſi ladite Alliance ſera obſervée à l'avenir comme elle l'a été juſqu'à preſent dans tous ſes Articles, tant publics que ſecrets, ſi ce n'eſt entant qu'il y auroit quelque choſe de changé par ce preſent Traité.

II. Cette preſente Alliance n'a point d'autre but que la conſervation de la Paix de Weſtphalie, & le rétabliſſement de la tranquillité publique par une Paix honneſte, ſeure & generale.

III. Pour ce qui regarde la Paix de Weſtphalie comme les Rois Alliés ſe ſont obligés mutuellement par leſdites precedentes Alliances, à maintenir ladite Paix dans tous ſes Articles, & principalement à défendre les Droits des Etats de l'Empire, auſſi par cette Alliance ils s'y obligent d'autant plus étroitement, que dans les troubles preſens, on viole les Droits deſdits Etats de l'Empire, & on agit contre la diſpoſition de ladite Paix de Weſtphalie.

IV. Et en particulier on eſt convenu qu'on pourvoira par des moiens convenables à ce que les Etats de Sileſie jouïſſent de la liberté de la Religion conformement au Traité de Paix.

V. Outre cela le Sereniſſime Roi de Suede aiant connoiſſance que ceux qui lui ſont peu affectionnez, ont inſeré & ajoûté dans les Alliances qu'ils ont faites avec l'Empereur ou avec d'autres un Article ou public, ou ſecret en faveur de la Ville de Bremen, & jugeant ainſi à propos de prendre garde que cela ne lui ôte & ne préjudicie en rien aux Droits qu'il a ſur ladite Ville. Pour cet effet le Sereniſſime Roi de France promet au Sereniſſime Roi de Suede ſa Garantie pour défendre les Droits qui lui appartiennent ſur ladite Ville de Bremen, conformement à la diſpoſition de la Paix de Weſtphalie.

VI. Et afin qu'on connoiſſe la ſincere affection que les Rois Alliez ont pour l'Empire, le Roi Tres-Chrétien promet que d'abord que l'Empereur, les Princes & Etats de l'Empire qui ſont entrés dans la Guerre, voudront quitter les Armes, renvoier leurs Armées, & promettre d'obſerver deſormais la Paix de Weſtphalie, il retirera en même tems ſes Troupes des Terres de l'Empire, il rendra les Places qu'il y aura priſes, & donnera outre ce une ſatisfaction convenable pour les pertes qu'il aura cauſées, pourveu que l'Empereur, le Roi Catholique, & les Etats Generaux faſſent la même choſe.

VII. Enſuite il ſera facile aus Seigneurs Electeurs de Tréves & Palatin de ſe reconcilier, d'avoir la Paix, & de rentrer dans leurs Places.

VIII. Les Villes d'Alſace joüiront auſſi de leurs Droits & Privileges, conformement au Traité de la Paix de Weſtphalie.

IX. Et pour faire connoître le deſir qu'on a de procurer la Paix, le Seren. Roi de Suede promet que quoiqu'il ait eu un veritable déplaiſir de voir que tous les ſoins qu'il a pris pour faire ceſſer la Guerre, aient été inutiles juſqu'à preſent, & qu'elle n'a fait que s'étendre plus loin, l'Empereur, le Roi Catholique & quelques autres Princes aiant pris les Armes, il emploira pourtant encore tous ſes ſoins par le deſir qu'il a de la tranquillité publique, tandis qu'il pourra en eſperer quelque bon effet pour la Paix, & ſe ſervira de tous les moiens poſſibles pour conduire les choſes avec la grace de Dieu en cet état, & délivrer au plûtôt la Chrétienté des maux de la Guerre.

X. Le Roi Tres-Chrétien aiant pour agréables ces empreſſemens du Roi de Suede promet qu'il accordera volontiers tout ce qui pourra ſervir à faire une juſte & honneſte Paix, & qu'on pourra raiſonnablement attendre de lui, & que pour cet effet il donnera deſormais, comme il a déja fait, toute ſorte de facilité pour les Préliminaires de la Paix.

XI. Et afin que la Negotiation de la Paix, où il y a eu juſqu'à preſent tant de difficultés puiſſe aller plus vite, & qu'on empêche d'agir ceux qui voudroient la retarder, & que la tranquillité ſoit conſervée dans l'Empire, ſans contrevenir aux Traités de Weſtphalie, le Roi de Suede non ſeulement promet, comme il eſt porté par les anciennes Alliances, qu'il prendra les Armes contre celui ou ceux dans l'Empire, qui contre la diſpoſition de la Paix de Weſtphalie feront la Guerre au Roi Tres-Chrétien, ou donneront du ſecours à ſes Ennemis, mais outre cela, il promet par cette Alliance que ſi l'Empereur, les Electeurs, ou quelque Etat dans l'Empire, tâchent d'empêcher ou de rejetter des conditions raiſonnables de Paix, il prendra auſſi pour ce ſujet les Armes contre lui & contre eux.

XII. Et afin qu'on ne croie pas que le Roi Tres-Chrétien refuſe d'accorder lui-même ce qu'il ſouhaite de ſon Ennemi, il promet qu'il rendra tres volontiers la Paix à la Chrétienté d'abord qu'il pourra obtenir de juſtes & équitables conditions, & que de ſon côté il obſervera inviolablement les Traités de Munſter & d'Oſnabrug.

XIII. Les choſes étant preſentement dans un état que le Sereniſſime Roi de Suede a été obligé de prendre les Armes en vertu des Alliances avec le Roi Tres-Chrétien contre Monſieur l'Electeur de Brandebourg, & qu'il paroît qu'il aura à ſoutenir une grande Guerre de tous les Alliés dudit Prince qui le menacent ouvertement de toutes parts. C'eſt pour cela que s'il arrive que quelque Roi, Prince, ou Etat prenne les Armes contre le Sereniſſime Roi de Suede, ou à raiſon de l'Alliance qu'il a avec les autres, ou à cauſe de la preſente Alliance, ou des precedentes entre les Sereniſſimes Rois de France & de Suede, & à cauſe des entrepriſes qu'on aura faites en vertu d'icelles, ou ſous tout autre pretexte que ce ſoit, pour lors le Sereniſſime Roi de France regardera publiquement, celui qui fera une telle entrepriſe comme ſon Ennemi, & l'attaquera par lui & par ſes Alliés, par Mer & par Terre avec le plus de force qu'il pourra, & ſelon l'exigence du peril, & ne ceſſera pas de lui faire la Guerre qu'on n'aie rétabli la Paix, & ſatisfait entierement au Sereniſſime Roi de Suede.

XIV. Et afin que le Sereniſſime Roi de Suede puiſſe ſoûtenir tous les efforts que ſes Ennemis pourront faire contre lui, le Sereniſſime Roi de France promet qu'il emploiera tous ſes ſoins, afin que les autres Princes & Etats joignent à tems leurs Armes à celles du Sereniſſime Roi de Suede, & lui donne des ſecours efficaces.

XV. Comme le Sereniſſime Roi de Suede ſera obligé de faire de plus grandes dépenſes, on eſt convenu que pour le ſoulager, Sa Majeſté Tres-Chrétienne lui donnera toutes les années à commencer du 14. jour de Janvier de l'année courante 1675. juſqu'à la fin de la Guerre, ou tandis qu'il faudra avoir des Troupes en état de s'oppoſer aux Ennemis, ou de les attaquer conformement à la diſpoſition de l'Alliance, même pendant que l'Amniſtie durera, s'il arrive que du commun conſentement des deux Rois Alliés on l'obtienne, huit cent mill Richedals dans la Banque de la maniere, aux termes & Lieux exprimés dans les Traités precedens.

XVI. Si quelques Princes ou Etats dans l'Empire veulent garder la Neutralité, ils pourront le faire avec toute liberté, ni ils ne recevront pour cela aucun dommage des Armes des Rois, mais plûtôt ils connoîtront par là qu'on n'a en veuë dans cette Alliance que de rétablir la liberté & le premier état dans l'Empire.

XVII. Et parce que le principal but de cette Alliance, eſt que la Paix ſoit rétablie dans l'Empire, le Sereniſſime Roi de Suede veut expreſſement que comme il aura pris les Armes en vertu de ſa premiere ou de cette preſente Alliance, il lui ſoit libre de les quitter, d'abord qu'on pourra obtenir une juſte Paix dans l'Empire.

XVIII. On ne fera pourtant aucune Convention, ſoit de Paix ou de Tréve que d'un commun conſentement, aprés une ſatisfaction convenable, & avec l'incluſion de l'autre Allié, comme il eſt exprimé dans l'Article huitiéme de l'Alliance ſecrete de l'année 1672.

XIX. Pour ce qui regarde la maniere dont on agira dans la Guerre, on en conviendra ſelon que l'état des choſes le demandera.

XX. Cette Alliance exprimée dans les precedens Articles durera toûjours, en ce qui concerne l'obſervation de la Paix de Weſtphalie, & en tant qu'elle eſt faite pour procurer la Paix & pour appaiſer les troubles, juſqu'à ce que la preſente Guerre & tous les differens avec quelque Prince ou Etat que ce ſoit, aient été terminés par la Paix.

XXI. On donnera reciproquement les Ratifications de la preſente Alliance dans quatre Mois, à compter du jour qu'elle ſera ſignée, ou plûtôt ſi faire ſe peut.

En foi dequoi & pour lui donner plus de force, nous avons ſigné les Articles ci-deſſus, en vertu de nos Pleins-Pouvoirs. FAIT à Verſailles le 25. du Mois d'Avril 1675.

CXXXVII.

21. Mai.

Cartel ou Traité entre la France & la Republique des PROVINCES-UNIES *du Païs-Bas, pour l'Echange, & la Rançon des Priſonniers de Guerre. Fait à Maſtricht le 21. Mai 1675.* Avec *les* PLEINS-POUVOIRS *&* RATIFICATIONS *de part & d'autre.* [Feuille volante imprimée à la Haye chez *Jacques Scheltus*, Imprimeur ordinaire de l'Eſtat ann. 1675. in 4.]

NOUS GODEFROY, Comte d'Eſtrades, Chevalier des Ordres du Roi, Lieutenant Général de ſes Armées, Viceroi de l'Amerique, Gouverneur des Villes & Citadelle de Dunquerque, Maſtricht & Places en dépendantes, au nom & de la part de Sa Majeſté, & Jean Peſters, Docteur és Loix, Greffier de la Cour Provinciale d'Utrecht, au nom & de la part de Son Alteſſe Monſeigneur le Prince d'Orange, ſommes convenus de l'Echange & Rançon des Priſonniers de Guerre qui ont été & ſeront faits par les Troupes des Armées & Garniſons de France, & des Etats Généraux des Provinces-Unies, les unes ſur les autres ſeulement, & en avons paſſé le preſent Traité en vertu des Pouvoirs à nous donnés en la maniere qui en ſuit.

Anno 1675.

Premierement. Que tous les Priſonniers qui ſeront faits de part & d'autre ſeront rendus de bonne foi, quinze jours après leur detention au plus tard, par échange d'autres Priſonniers de pareil poſte ou autres en faiſant compenſation du plus au moins des Rançons, ou payeront leurs Rançons, qui ſeront ci-après marquées, leſquelles ſe peyeront en Monnoye de France.

Et afin qu'il n'arrive aucune conteſtation ni difficulté, tant pour le regard du poſte & qualité des Officiers de part & d'autre, que des Rançons qui devront être payées par chacun d'eux, il a été eſtimé à propos de ſpecifier ci-après les charges & poſtes de chacun parti & le prix deſdites Rançons.

Les Généraux des Armées du Roi commandant en Chef, & les Maréchaux de France ſeront échangés contre le Capitaine Général des Etats Généraux, commandant en Chef leur Armée, comme l'eſt preſentement Monſeigneur le Prince d'Orange, ou payeront les uns & les autres — — — — — 50000 Liv.

Le Capitaine Général des Armées du Roi 40000 Liv.

Les Lieutenans Généraux des Armées du Roi ſeront échangés contre ceux qui commandent les Armées des Etats Généraux immediatement après le Général, ou payeront — — — — — — — 20000 Liv.

Le Grand Maître de l'Artillerie de France contre le Général de l'Artillerie des Etats Généraux, ou payeront — — — — — — — — 4000 Liv.

Les Maréchaux de Camp des Armées du Roi ſeront échangés, ou payeront — — — — 4000 Liv.

Le Colonel Général de Cavalerie ſera échangé contre un Général de Cavelerie ou d'Infanterie ou payeront — — — — — — — — 4000 Liv.

Commiſſaire Génétel de le Cavalerie de France — — — — — — — — — — 3000 Liv.

Un Intendant des Armées ou Provinces contre un Deputé des Etats en Campagne, ou payeront 5000 Liv.

Leurs Subdelegués s'ils s'en rencontrent 1500 Liv.

Un Lieutenant Général de l'Artillerie des Armées du Roi, ſera échangé contre un Lieutenant Général de l'Artillerie des Etats Généraux, ou payeront 1000 Liv.

Les Lieutenants particuliers de l'Artillerie des Armées du Roi — — — — — — — 500 Liv.

Les Commiſſaires de l'Artillerie — — 100 Liv.

Lieutenant Général de Cavalerie ou Infanterie — — — — — — — — — — 1500 Liv.

Un Brigadier commandant s'ils s'en rencontrent — — — — — — — — — — — 1000 Liv.

Les Brigediers de Cavalerie ou d'Infanterie ſeront échangés, ou payeront — — — — — 800 Liv.

Major Général d'Infanterie ſera échangé, ou payera — — — — — — — — — — — 800 Liv.

Major Général de Cavalerie, ſera échangé contre un Commiſſaire Général de Cavelerie des Etats, ou payeront — — — — — — — 800 Liv.

Un Major de Brigade contre un Brigadier d'Ordre, ou payeront — — — — — — — 300 Liv.

Maréchal Général des Logis de l'Armée, contre un Quartier Maiſtre Générel, ou payeront — 600 Liv.

Aides de Maréchal Général des Logis, & du Quartier-Maiſtre Général — — — — — 100 Liv.

Aides de Camp ſervans près le Perſonne du Roi — — — — — — — — — — 500 Liv.

Aides de Camp ſervans près des Généraux en Chef, Lieutenants Généraux & Maréchaux de Camp — — — — — — — — — — 300 Liv.

Maréchal des Logis de la Cavalerie, ſera échangé ou payera — — — — — — — 200 Liv.

Ses Aides — — — — — — — — 100 Liv.

Le Threſorier Général de l'Extraordinaire 1500 Liv.

Le premier Commis de cheque Armée — 500 Liv.

Les autres moindres — — — — — 50 Liv.

Général des Vivres, ſera échangé contre le Prevedor des Vivres, ou payeront — — — — 1000 Liv.

Le premier Commis de chaque Armée — 500 Liv.

Les autres moindres Commis & Controlleurs — — — — — — — — — — — — 50 Liv.

Les Commiſſaires de Guerre — — — 100 Liv.

Le Prevôt Général, échangé contre le Fiſcal du Conſeil de Guerre, ou payeront — — — 300 Liv.

Son Lieutenant, contre le Greffier dudit Conſeil de Guerre, ou payeront — — — — — 100 Liv.

Les autres Officiers ou Soldats de la Prevôté de part & d'autre chacun — — — — — — 18 Liv.

Le Wage-Meeſter Général, contre le Capitaine des Chariots, ou payeront — — — — — — 150 Liv.

Son Lieutenant — — — — — — — 80 Liv.

Le Commiſſaire Général des Batteaux — 150 Liv.

Le Lieutenant — — — — — — — 50 Liv.

Les Conducteurs de l'un & de l'autre, chacun 12 Liv.

Un Auditeur — — — — — — — 25 Liv.

Un Commiſſaire ou Gentil-homme de Canon — — — — — — — — — — — — 40 Liv.

Canoniers comme Soldats — — 7 Liv. 10 Sols.

Capitaine des Mineurs — — — — 35 Liv.

Mineurs comme Soldats — — — 7 Liv. 10. Sols.

Wegh-Meeſter Général — — — — 80 Liv.

Capitaine des Pionniers — — — — 35 Liv.

Pionniers comme Soldats — — — 7 Liv. 10. Sols.

Les Ingenieurs payeront un Mois de Solde.

Gendarmerie.

Le Brigadier de Gendarmerie — — — 1100 Liv.

Les Capitaines des Gardes du Corps de Sa Majeſté — — — — — — — —

Le Capitaine Lieutenant des Gendarmes — — — — — — — — —

Le Capitaine-Lieutenant des Chevaux-Legers — — — — — — — —

Le Capitaine-Lieutenant de le Garde Ecoſſoiſe — — — — — — — —

Les Capitaines-Lieutenants des deux Compagnies des Mouſquetaires à Cheval —

Le Capitaine-Lieutenant des Gendarmes Anglois — — — — — — — —

Les Capitaines-Lieutenents des Compagnies des Gendarmes & Chevaux-Legers de la Reine & de Monſeigneur le Dauphin — — — — — — — — — 2000 L.

Le Capitaine-Lieutenant des Gardes de Monſeigneur le Duc d'Orleans — — —

Le Capitaine-Lieutenant de ſes Gendarmes & Chevaux-Legers — — — — —

Les Lieutenants des Gardes du Corps de Se Majeſté. — — — — — — —

Les Sous-Lieutenants des Gendarmes —

Les Sous-Lieutenants des Chevaux-Legers — — — — — — — — —

Les Sous-Lieutenants des deux Compagnies des Mouſquetaires du Roi — — —

Le Sous-Lieutenant de la Garde Ecoſſoiſe — — — — — — — — —

Le Sous-Lieutenant de la Compagnie des Gendarmes Anglois — — — — — —

Le Sous-Lieutenant des Gendarmes de le Reine & de Monſeigneur le Dauphin — —

Le Sous-Lieutenant des Gendarmes de Monſeigneur le Duc d'Orleans — — — —

Le Capitaine des Chevaux-Legers de la Gendarmerie — — — — — — — —

Le Capitaine de la Cavalerie — — — —

Les Enſeignes des Gardes du Roi — —

L'Enſeigne & Guidon de ſes Gendarmes 1000 L.

L'Enſeigne de la Compagnie Ecoſſoiſe —

L'Enſeigne & Cornette des Compagnies de Mouſquetaires — — — — — —

L'Enſeigne de la Compagnie des Gendarmes Anglois — — — — — — —

L'Enſeigne des Gendarmes de la Reine —

Le Cornette des Chevaux-Legers de la Garde — — — — — — — — —

Les Cornettes des Chevaux-Legers de la Reine — — — — — — — — —

L'Enſeigne des Gendarmes de Monſeigneur le Dauphin — — — — — —

Le Lieutenant des Gardes de Monſeigneur le Duc d'Orleans. — — — — — —

L'Enſeigne de ſes Gendarmes — — —

Le Cornette des Chevaux-Legers — — —

Le Guidon des Gendarmes Ecoſſois — —

Celui des Gendarmes Anglois — — —

Celui des Gendarmes de la Reine, de Monſeigneur le Dauphin, & de Monſeigneur le Duc d'Orleans — — — — — — — 600 L.

Le Lieutenant & le Cornette des Chevaux-Legers & la Gendarmerie — — — —

Le Lieutenent & le Cornette de le Cavalerie legere — — — — — — — —

Le Major des Gardes du Corps — — — —

Anno 1675.

Et pour ce qui regarde les Exempts & Maréchaux des Logis de toutes les Compagnies ci-deſſus, les Brigadiers, Sous Brigadiers, Gardes du Corps, Gendarmes & autres des Compagnies ci-deſſus un mois de Solde.

Le Regiment des Fuſiliers de Flandre à cheval.

Le Regiment Royal de Piedmont.

Le Regiment Royal Anglois.

Le Regiment Suiſſe de Lochman.

Tous leſdits Regiments ſeront traités comme le reſte de la Cavalerie.

Garde Françoiſe & Suiſſe.

Le Colonel du Regiment des Gardes Françoiſes — — — — — — — —	3000 Liv.
Le Lieutenant Colonel — — —	1500 Liv.
Les Capitaines — — — — —	300 Liv.

Les Lieutenants, Sous-Lieutenants, Enſeignes, & autres, juſques aux Soldats compris, un mois de Solde.

Le Colonel Général des Suiſſes - - -	4000 Liv.
Le Colonel des Gardes Suiſſes - - -	3000 Liv.

Les Capitaines, Lieutenants & autres Officiers & Soldats des Gardes Suiſſes comme les Gardes Françoiſes.

Les Officiers, Cavaliers & Soldats des Regiments & des Compagnies des Gardes de ſon Alteſſe Monſeigneur le Prince d'Orange payeront un Mois de leur Solde.

Un Colonel d'Infanterie ou de Cavalerie 400 Liv.

Le Lieutenant Colonel d'Infanterie ou de Cavalerie.

Major de Cavalerie ou d'Infanterie.

Capitaines d'Infanterie ou de Cavalerie.

Aide Major, ou Adjutant de Cavalerie ou d'Infanterie.

Lieutenant de Cavalerie ou d'Infanterie.

Cornettes & Enſeignes.

Maréchal de Logis ou Quartier-Maiſtre des Regimens ou Compagnies.

Sergeants, Caporaux, Ecrivains, Cavaliers, Soldats, Guides, Faiſeurs d'Artifices, Charpentiers, Maréchaux, Matelots ou Pont-gaſten, Brugh-Maiſtres & tous ſemblables payeront un Mois de Solde chacun.

Colonel Général des Dragons — —	3500 Liv.
Colonel d'un Regiment — — —	250 Liv.
Capitaine — — — — — — — —	150 Liv.
Major — — — — — — — —	150 Liv.
Lieutenant — — — — — —	70 Liv.
Aide Major — — — — —	70 Liv.
Cornette — — — — — —	55 Liv.
Maréchal des Logis - - - - - - -	25 Liv.
Cravatte & Dragon - - - - - - -	18 Liv.

Les Gouverneurs, Lieutenans de Roi & Majors des Places, payeront un mois de leur Solde, & aiant une autre Charge, dont l'appointement eſt plus haut, payeront ſur le pied de ladite Charge.

Et d'autant qu'aucuns Lieutenans de Roi, Commandeurs ou Majors des Villes n'ont aucun gage, leur Rançon ſera reglée ſur le pied de la plus haute Charge qu'ils exercent.

Tous Volontaires François, qui ſeront dans les Armées du Roi de quelque qualité qu'ils ſoient, s'ils ſont du nombre de ceux, qui font leur ſejour ordinaire à la Cour, qui n'ont point des Charges Militaires payeront - - - - - - - - - - - - - 2000 Liv.

Et les Volontaires qui ſeront dans quelque emploi ſoit dedans ou hors l'Armée, quel qu'il puiſſe être, payeront la Rançon, à quoi ledit Emploi par ce Cartel eſt reglé.

Le contenu de ces deux Articles ſera obſervé au regard des Volontaires qui ſeront dans les Armées des Etats Généraux.

Les Aumôniers, Miniſtres, Medecins, Intendants de Malades, Apothicaires, Chirurgiens & autres Officiers ſervants à l'Hôpital, comme auſſi les Femmes de quelle condition qu'elles puiſſent être, Enfans de douze Ans & Valets ſeront renvoyez de part & d'autre ſans rançon.

Tous ceux qui exercent differentes Charges, ne payeront que la rançon de la plus haute Charge qu'ils poſſedent, & à proportion d'icelle ſeront échangez ou payeront leur rançon.

Tous Officiers de l'Artillerie non compris dans ce Traité aians les mêmes noms avec les Officiers de l'Infanterie pourront ſans aucune difference être échangés pour la même rançon.

Anno 1657.

Tous Officiers reformés, ne payeront que le quart de la rançon de la Charge à laquelle ils ſont mis étant à pied.

Les Trompettes & Tambours qui iront reclamer leſdits Priſonniers ſeront renvoyez dans trois jours, & ſi quelque raiſon de Guerre oblige de les retenir davantage, leurs depenſes ſeront payées par ceux qui les auront arrêtez.

Tous Officiers & autres, tirans gages non compris en ce Cartel & tenus de ſuivre les Armées pourront être rançonnez en paiant un mois de leur gage, outre qu'il ſera licite aux Parties de ſe donner avis reciproquement des Officiers qui pourroient être ômis dans ce Cartel & d'en convenir entr'eux, après quoi ce qui aura été concerté ſera ponctuellement obſervé & tenu pour inſeré dans ce preſent Traité.

S'il arrivoit quelque difficulté touchant la qualité ou gage de quelques Priſonniers, elle ſera levée ſur le Certificat qu'en donnera de bonne-foi le Général de l'Armée ou Gouverneur de la Place d'où ſera ledit Priſonnier, ſans qu'aucune autre preuve ſoit neceſſaire.

Tous Soldats, Cavaliers, & autres dont les rançons ſont égales, auront pour leur ſubſiſtance, pendant le temps qu'ils demeureront en Priſon, trois Sols Monnoye de France, outre le Pain de Munition, & le Sergeant le double avec le Pain.

Il ſera fait défenſes de part & d'autre, d'ôter les Habits aux Priſonniers.

Tous les Officiers ſe pourront faire traitter ainſi qu'ils trouveront bon, & ſeront en état de payer.

Les Officiers de part & d'autre, qui auront été renvoyez ſur leur parole ſeront obligez de retourner, & ſe rendre Priſonniers quinze jours après la Ratification de ce Traité, à moins qu'auparavant ils n'aient fait tenir leur rançon ſur le pied y ſpecifié, & ce qu'ils pourroient devoir des frais par eux faits dans la Priſon, pour leur ſubſiſtance, ce qu'ils pourront faire ſans être obligez de retourner, & ſeront libres de ſervir, ſitôt qu'ils auront l'acquit de ceux auxquels ils s'étoient obligez.

Quant au Mois de Solde, dont pluſieurs Articles parlent, ils ſeront reglez de part & d'autre ſelon les appointemens que donne Sa Majeſté, excepté les Gouverneurs, Lieutenants du Roi, Majors des Places, Officiers, Cavaliers & Soldats des Gardes de Son Alteſſe Monſeigneur le Prince d'Orange, qui payeront ſuivant les appointemens qu'ils reçoivent des Etats Généraux.

Moyennant les conditions ci-deſſus, on eſt convenu de renvoyer de part & d'autre tous les Priſonniers quinze jours après la Ratification du preſent Traité, en payant de part & d'autre ce qu'ils auront depenſé pour leur nourriture pendant le temps de leur detention, dont ſera fait état.

Chaque Partie fera un état des Priſonniers qu'il renvoyera, & en tirera un reçu du Commandant du lieu où ils auront été remis afin qu'après l'entiere delivrance des Priſonniers, celui des deux Parties qui demeurera redevable à l'autre, ait ſoin d'y ſatisfaire ſur le pied de la rançon ci-deſſus ſpecifiée.

Tous Officiers, Soldats & autres Perſonnes ſpecifiées dans ce Traité de quelque qualité qu'ils puiſſent être qui ſont ou ſeront faits Priſonniers pendant les trois Ans qu'il doit durer inviolablement, ſeront rendus de part & d'autre, ſi-tôt qu'ils ſeront reclamez en payant leurs rançons ou rendans des Priſonniers en nombre équivalent à la Charge qu'ils poſſedent quinze jours après leur captivité au plus tard.

Tous les Priſonniers qui ſeront & ont été faits depuis la Declaration de la preſente Guerre, ſeront renvoyez de part & d'autre en ſatisfaiſant aux Articles ci-deſſus dans les Places les plus commodes.

Le preſent Traité aura lieu à commencer du jour de la datte de ſa Ratification, & finira à la fin de trois années ſuivantes incluſivement, pendant lequel tems il ne pourra être rompu pour quelque cauſe ou occaſion que ce puiſſe être.

Et pour plus grande aſſeurance de l'execution dudit Traité, nous avons promis reciproquement de le faire ratifier, tant par Sa Majeſté que par Son Alteſſe Monſeigneur le Prince d'Orange dans quinze jours de la date d'iceIui. Fait & arrêté à Maſtricht le 21. Mai 1675.

Signé,

LE COMTE D'ESTRADES. JEAN PESTERS.

LE

ANNO 1675.

LE Roi aiant eu bien agreable la Propoſition qui lui a été faite, de regler un Cartel, tant pour la rançon & échange des Priſonniers de Guerre, faits ſur les Troupes des Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, que de ceux qui pourront être faits, à l'avenir, tant par les Armées de Sa Majeſté, que par celles deſdits Etats Généraux: & pour faire faire en même tems le compte de ce qui ſera dû pour la nourriture, & rançon des Priſonniers de Guerre Hollandois, qui ſont en France: Et étant neceſſaire, pour cette fin, de commettre une perſonne capable, & intelligente, pour s'employer avec celui, ou ceux que le Prince d'Orange commettra, à même effet; Sa Majeſté ſe confiant particulierement en la capacité, experience, prudence, & ſage conduite du Sieur Comte d'Eſtrades, Chevalier de ſes Ordres, l'un de ſes Lieutenants Généraux en ſes Armées, Gouverneur de Maſtricht, l'a commis, & ordonné, pour, & en ſon nom, regler avec celui, ou ceux, qui auront Pouvoir ſuffiſant dudit Prince d'Orange, à l'effet ſuſdit, le Cartel de l'échange, ou des rançons que devront payer les Priſonniers de Guerre, tant ceux qui ſont preſentement en ſon Pouvoir, que ceux qui pourront être faits, pendant la preſente Guerre, par les Armes de Sa Majeſté, & celles deſdits Etats Généraux: Comme auſſi faire en même tems le compte de ce qui ſera dû pour l'échange des Priſonniers de Guerre Hollandois, qui ſont au Pouvoir de Sa Majeſté. Icelui Cartel & Compte conclurre, ſigner, & arrêter en la maniere dont il ſera convenu, promet Sa Majeſté, en foi & parole de Roi, avoir pour agreable, tenir ferme & ſtable, tout ce que par ledit Sieur Comte d'Eſtrades aura été ainſi fait, arrêté, & ſigné en ſon nom, & de le ratifier dans le tems dont il ſera convenu. Fait à St. Germain en Laye le 8. Janvier 1675. *Etoit ſigné*, LOUIS. *Et plus-bas*, LE TELLIER.

SON Alteſſe a commis & autoriſé, comme il commet & autoriſe, par cette, le Sieur Jean Peſters, Greffier de la Cour Provinciale d'Utrecht, pour, en ſon nom, traiter avec Monſieur le Comte d'Eſtrades, Gouverneur de Maſtricht, touchant la rançon & échange des Priſonniers de ce côté, preſentement encore detenus auprès de l'Ennemi: Comme auſſi pour ajuſter, avec ledit Seigneur Comte, un projet de Cartel, lequel pourra, à l'avenir, être obſervé entre le Roi de France, & cet Etat: le tout ſous l'approbation & aveu de Son Alteſſe. Fait à Zoeſt le 9. de Fevrier 1675. *Signé*, G.H. PRINCE D'ORANGE. *Et plus-bas*, Par Ordonnance de Son Alteſſe. *Signé*, C. HUYGENS.

LE Roi aiant vû & lû attentivement le Traité ci-deſſus tranſcrit, fait & paſſé en ſon nom, par le Sieur Comte d'Eſtrades: & au nom de Monſieur le Prince d'Orange, par le Sieur Peſters, pour l'échange, & rançon des Priſonniers, qui ont été & ſeront faits, par les Troupes des Armées, & Garniſons de France, & des Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, les unes ſur les autres ſeulement, & pour le tems de trois Années, à compter du jour de la Ratification dudit Traité: Et Sa Majeſté aiant icelui bien agreable, l'a approuvé, confirmé & ratifié, l'approuve, confirme & ratifie: Et a promis & promet, en foi & parole de Roi, de l'entretenir & faire entretenir & garder, de ſa part, inviolablement, ſans y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu en aucune maniere. Aiant, pour témoignage de ſa volonté, ſigné la preſente de ſa main, & à icelle fait appoſer le Seel de ſon ſecret. Au Camp de Gimblou le 29. Mai 1675. *Signé*, LOUÏS. *Et plus-bas*, LE TELLIER. *Et cacheté du Cachet des Armes de Sa Majeſté.*

SON Alteſſe aiant vû le Traité conclu à Maſtricht le 21. du Mois de Mai entre Monſieur le Comte d'Eſtrades, comme en aiant été particulierement autoriſé par & de la part de Sa Majeſté Très-Chrétienne, & le Sieur Jean Peſters, en aiant été autoriſé de même de Son Alteſſe, touchant la rançon & l'échange des Priſonniers de part & d'autre, l'a approuvé, & ratifié en toute ſa teneur, promettant ſur la foi & parole de Prince, de le faire ponctuellement garder & obſerver, en tout & par tout. Fait à l'Armée à Duffel le 30. Mai 1675. *Etoit ſigné*,

G. H. PRINCE D'ORANGE.

Au deſſous, Par ordre de Son Alteſſe.

Signé, C. HUYGENS.

ANNO 1675.

CXXXVIII.

7. Juin.

Tractat zwiſchen Jhro Kayſerl. Majeſt. Leopolden und Jhro Fürſtl. Gn. zu Münſter Chriſtoph Bernhardt/ wodurch Jhre Fürſtl. Gn. 9000. Mann wider Jhrer Kayſerl. Majeſt. und des Heil. Röm. Reichs jetzt und künfftige Feinde/ vornemlich zu verſicherung des Nieder-Weſtphäliſchen Crayſſes/ zwiſchen den Rhein und Weſer/ auch an der Moſel agiren zu laſſen promittiret, dargegen Jhro Kayſerl. Majeſt. gewiſſe in-benennte Subſidien-Gelder zu zahlen verheiſſet/ ſolchen Trouppen gewiſſe Quartire aſſigniret, und wegen der operation und andern Stücken mit Jhro Fürſtl. Gnad. überein komt. Geſchloſſen durch die darzu bevollmächte und zu Ende des Tractats unterſchriebene uf der Fürſtl. Reſidenz St. Ludgerſpurg den 7. Juny 1675. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

C'eſt-à-dire,

Traité entre LEOPOLD *Empereur des Romains,* & CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque de Munſter pour 9000. Hommes, leſquels ledit Evêque & Prince promet d'entretenir entre le Rhyn, le Weſer & la Moſelle, pour la ſeureté du Cercle de Weſtphalie, contre tous Ennemis preſents & futurs; en conſideration de quoi Sa Majeſté Imperiale lui promet un certain Subſide en argent, & lui aſſigne des Quartiers d'Hyver pour ſes Troupes &c. Fait à St. Ludgersbourg Reſidence Epiſcopale le 7. Juin 1675.*

DEmnach die Römiſch. Kayſerl. Majeſt. unſer Allergnädigſter Herr ſich der Aller-unterthänigſten Treü und Devotion allergnädigſt erindert/ welche Jhre Fürſtl. Gnaden zu Münſter darein mehrmahlen erwieſen/ daß Sie Jhrer Majeſt. zum öfftern/ vornemblich aber in vorigen Jahrs Campagne eine Conſiderable Mannſchafft wieder dero Feinde zu Hülff geſchickt/ und darumb bey gegenwärtigem auff des Reichs-Boden ſich mehr und mehr ereignenden gefährlichkeiten aus allergnädigſter zu Jhrer Fürſtl. Gnad. tragenden zuverſicht/ mit deroſelben durch ihren Reichs-Hoff- und vorder Oeſterreichiſ. Cammer-Rath auch Abgeſandten zu denen Friedens-Tractaten Johann Fiſcher/ in Crafft einer ihme zu dem End ertheilter Special-Commiſſion, und vollkommener Macht/ wegen darſtellung eines beſondern Corpo, womit einige in dieſem Niedertheil des Weſtphäliſchen Craiſſes hernach folgende ſpecificirte Crais-Stände/ und denen Feinden zu ihrem vortheil/ und mercklicher fortſetzung des jetzigen gemeinen Defenſions-wercks beſtgelegene Lande verſichert/ und dem befinden nach in den benachbarten Reichs-Landen zu dienſt Jhrer Kayſ. Majeſt. und des heyligen Römiſchen Reichs nützlich agirt werden könte/ tractiren zulaſſen bewogen worden/ als iſt bey allen wol erwogenen umbſtänden endlich dahin beiderſeits behandelt/ verabredet/ und geſchloſſen worden/ wie folget.

Erſtlich ubernemben Jhre Fürſtl. Gnad. zu Münſter 9000. Mann/ welche in 6000 zu Fuß 2400. zu Pferd und 600. Dragoner beſtehen ſollen/ ins Feld zuſtellen/ und ſelbige mit nöthigen Regiments-Stucken/ Munition/ Conſtablen/ und anderen zugehörigkeiten notturfftig zuverſehen.

Zweitens/ dieſe Völcker ſollen Jhrer Fürſtl. Gnad. zugehörig/ in dero Ayd/ unter dero/ oder Jhres darzu verordneten Ober-Officiers Jurisdiction und Commando verbleiben/ und wieder Jhrer Käyſerl. Majeſt und des heyligen Römiſchen Reichs jetz und künfftigen Feinden/ vornemblich zu verſicherung dieſes Nieder-Weſtphäliſchen Craiſes zwiſchen dem Rhein/ und Weſer Strom/ dann auch an der Moſel bis Trier/ an der Weſer bis Hoxter/ am Rhein bis Coblentz/ und an der Maaß bis gen- und in Ruremunde und Venloe gebraucht werden können.

Drittens/ zu deren beſſerer Subſiſtentz wollen Jhre Käyſerl. Majeſt. zu Recroutirung des Fuß-Volcks/ und nöthiger Montirung der Reüterey/ als welche bey vorigem Feldzug ſehr ruinirt worden/ gleich nach der Ratification dieſes Tractats viertzig tauſend Reichsth. in Baarſchafft abſtatten/ und pro Subſidio, vom erſten Juny lauffenden Jahrs anzufangen/ Monathlich im Sommer 15000. und im Winter 10000. Reichsth. unfehlbar entrichten/ und bey ein oder andern gewiſſen Kauffmann in der Statt Cölln anweiſen und verſichern/ auch einen Sommer-Monath ad 15000. Reichsth. neben erlägung erſtbeſagter 40000. Reichsth. avanciren laſſen.

Vierdtens / zu erſetzung deren von vorigen Jahrs reſtirender Subſidien wird neben die zu Wienn ohnlängſt bezahlte 2000. Reichsth. Namens Ihrer Kayſerl. Majeſt. dasjenige / was aus der Juden-Commiſſion zu Franckfurt zu erhalten ſeyn möchte / wie auch vorigen Jahrs Reſtant der Graffſchafft Oldenburg Fürſtlichen theils cum annexis Ihrer Fürſtl. Gn. angewieſen und darüber die nöthige Expeditiones und Befelche hierdurch verſichert; was aber deroſelben wegen der auf Ihrer Kayſerl. Majeſt. allergnädigſtes gutbefinden und erſuchen für dieſen Weſtphäliſchen Crays gelieferter / und zur Kayſerl. Armée geſchickter 2000. Mann zu Fuß und 1000. zu Pferdt einiger maſſen compenſiret / ein ſolches ſolle deroſelben zu Ihrer völligen ſatisfaction reſerviret und bevorbleiben.

Fünfftens / damit aber dieſe Mannſchafft nicht / wie in vergangenem Jahre zu groſſem unſtatten des gemeinen weeſens geſchehen / durch Mangel des Solds / und benöthigter unentbärlichkeiten zu grund gehen / ſondern zu Sommer und Winterzeiten wohl erhalten / und mit aller Notturfft immerhin verſehen / und verſichert bleiben / auch ſo offt nöthig recrutiret / und zu vorbeſagte 9000. Mann ergäntzet werden möge / haben Allerhöchſtged. Ihre Kayſerl. Majeſt. die darzu erfoderte Mittel und Quartier in denen Fürſtenthumben Paderbohrn / und Oſt-Frießland den Stiffteren Corvey / Eſſen und Werden / der Graffſchafft Oldenburg Fürſtlichen theils / den Graffſchafften Lippe / Bentheim / Tecklenburg / Schawenburg / Gräfflichen theils / Ritberg neben denen auf denen Gräntzen gelegenen Herrſchafften / geſtalt dieſelbe Fürſtenthumbe / Stiffter / und übrige benente Lande / wie in gleichen das Fürſtenthumb Münſter / welches zu mehrer ſicherheit des Reichs und Crayſes den ſchwehren laſt verſchiedener Gräntz-Veſtungen / und einer beſonderer nach dieſen geſchwinden läufften proportionirter Mannſchafft zutragen hat / von allen Kayſerlichen und anderwerten Einquartierungen / Exactionen / Contributionen und übrigen beſchwerden / wie die Nahmen haben mögen / deswegen befreyet ſeyn / und bleiben ſollen / und darumb ſo viel weniger / auch aus Ihrer Majeſt. und dem gemeinen Vatterland ſchuldigen pflichten ſich hierin der Reichs-kündigen neceſſität nicht werden entziehen können / allergnädigſt verordnet und angewieſen / und darüber zu deren Effect und erhaltung eine biß zum End dieſes Tractats ohne Enderung und Revocation beſtendig bleibende allergnädigſte Commiſſion Ihrer Fürſtl. Gn. ertheilt / immaſſen dieſelbe ſolcher geſtalt hiemit und in Krafft dieſes ertheilet wird / wie dann dieſe Subſidia, Mittel / und Quartieren biß dahin continuiren / und wann ſchon in hoſtico einiger Vortheil / Contributiones oder Einquartierungen erhalten würden / darumb dannoch im geringſten nicht alteriert / vermindert oder verweigert werden ſollen. Abſonderlich wollen Ihre Kayſerl. Majeſt bey denen Städten Cölln / Aachen und Bremen die ernſtliche erinnerung thuen laſſen / daß dieſelbe wegen Ihres hiebey waltenden ſonderbahren Intereſſe uff verſchaffung dienlich befindenden Commoditäten und müglichen vorſchub mit Ihrer Fürſtl. Gnad. ſich forderlichſt zu vergleichen hetten.

Sechſtens / die Kriegs-Operationes, wor und warein dieſer Völcker zugebrauchen / ſollen zwiſchen Ihrer Fürſtl. Gn. und Kayſerl. Generalität concertiret und anderer geſtalt nicht / als mit Ihrer Fürſtl. Gn. belieben vorgenommen werden.

Siebendens / und gleichwie Ihre Fürſtl. Gn. vorhochged. wegen vorigen Jahrs ungelegenheiten ſorgfeltig ſeyn / damit die Ihrige nicht hinwiederumb zu crepiren genöthiget werden / iſt von deroſelben conditioniret / und Namens Ihrer Kayſerl. Majeſt. veſtiglich verſprochen worden / daß mehrgemelte Völcker wann ſie mit denen Kayſerlichen oder deren Allürten conjungiret / oder ſonſten zu dienſt Ihrer Majeſt. in Campagne ſeyn / bey wehrendem Feldzug in verſtattung guter Quartieren / Fouragierung und anderer Notturfft denen Kayſerlichen gleich gehalten / und wo ſie auch immer ſeyn oder hinkommen möchten / die unfehlbahre anſtalt würcklich gemacht werden ſolle / daß man die unentbärliche Lebens-Mittel / und vor allem das nöthige Brod für Gelt / jedoch ohne Ihrer Majeſt. weiteren Koſten / und in billichen guten preiß haben könne.

Achtens / haben Ihre Kayſerl. Majeſt. uf Ihrer Fürſtl. Gn. wohlgemeinte Remonſtration, in allergnädigſter erwegung was für Unheil und Gefahr Ihro und Ihren hohen Allürten daraus entſtehen müſte / wann jemand mit gewalt ſich dieſes Fürſtenthumbs Münſter und anderer vorgedachter uf den Gräntzen gelegener Reichs-Landen bemächtigen und einen fuß darein ſetzen würde / allergnädigſt gut befunden / und bewilliget / daß im fall und ſo offt Ihre Fürſtl. Gnad. erachten und urtheilen werden / das dieſe Völcker zu defenſion und verſicherung ſehr gedachter Fürſtenthumben und Landen / oder zu abwendung oder præventirung der gefahr nothwendig zu gebrauchen ſeyn / Ihro die limitirte Revocation und abforderung derſelben vermittels bloſſer Notification an der Kayſerl. Generalität frey bevorſtehen / und keiner geſtalt directè vel indirectè verweigert / noch behindert werden ſolle / dafern auch

Neundtens / die gefahr oder gewalt wormit gemeltes Fürſtenthumb / und die angräntzende vorbeſagte Lande betrauet oder würcklich angetroffen werden dörfften / allzu groß / und beſagten Völckern überlegen / verfolglich ein mehrere Kriegsmacht vonnöthen wahre / ſeyn Ihre Kayſerl. Majeſt des allergnädigſten erbietens und verſprechen hierdurch / daß ſie auf unter allerunterthänigſt erſuchen Ihrer Fürſtl. Gn. in zeit 14 tagen von Ihren eigenen Kayſerl. Völckern bis zu 6000. Mann / wor unter 2000. zu Pferdt ſein ſollen / zur aſſiſtentz, verſicherung und Rettung Ihres Fürſtenthumbs und der übrigen / vorbeſagter maſſen zu behueff ſeiner Völcker angewieſener Landen zuſchicken anjetzo an Ihre Generalität darzu nöthige Eventual-Ordres und befelche ertheilen wollen.

Zehendens / ſoll dieſer Tractat in allen und jeden ſeinen Puncten hinc inde richtig gehalten und volzogen werden / auch von dem Monath Majo ſeinen anfang nemmen / und biß zu bevorſtehendem frieden / zwiſchen Ihrer Kayſerl. Majeſt. und Fürſtl. Gn. dauren. Zu Urkund deſſen iſt dieſer Tractat von wegen Ihro Kayſerl. Majeſt. von dero Reichs Hoff-Rath und Abgeſandten vorgeb. und von wegen Ihrer Fürſtl. Gn. zu Münſter ꝛc. durch dero darzu Gevollmächtigten Geheimben Rath den Commenthur von Schmiſing mit Hand und Petſchafft verſehen worden. So geſchehen uff der Fürſtl. Reſidentz St. Ludgerſpurg den 7. Jany Anno 1675.

Johann Fiſcher. (L.S.)
Friederich ſonſt genant Schmiſinch. (L.S.)

CXXXIX.

10. Julii

Pacta Rendsburgenſia inter CHRISTIANUM V. *Daniæ Regem, &* CHRISTIANUM ALBERTUM *Slesvici & Holſatiæ Ducem, quibus Regiæ Majeſtati Dux liberum tranſitum pro Militibus ſuis, per Terras ſuas, atque Jus Præſidii in ſuis Munimentis uſque ad reductam Pacem, concedit; nec non Præfecturam Schwabſtat cum dimidia parte Capituli Slesvicenſis & Eccleſiæ Cathedralis reſtituit, Suvereinitatique ſuper Ducatu Slesvicenſi & Inſula Femeriæ renunciat &c. Rendsburgi 10. Julii 1675.* [LONDORPII *Acta Publica*, Tom. XII. Libr. XIII. pag. 308.]

NOtum ſit omnibus & ſingulis præſentes has Tabulas inſpecturis, quod communis ſecuritatis & ſalutis gratiâ Daniæ inter Regnum, & Slesvici Holſatiæque Ducatus antiquitus certa Unionis & Conjunctionis Pacta inita ſint, quæ pro re natâ & temporum uſu ſæpius renovata, aucta & mutata fuerunt: Cumque jam Sereniſſimus ac Potentiſſimus Princeps ac Dominus, Dominus Chriſtianus Quintus, Daniæ & Norvegiæ, Gothorum ac Vandalorum Rex, Dux Slesvici & Holſatiæ, Stormariæ & Dithmarſiæ, Comes Oldenburgicus ac Delmenhorſtanus, ut & Reverendiſſimus ac Sereniſſimus Princeps ac Dominus, Dominus Chriſtianus Albertus, Heres Norvegiæ, Poſtulatus Coadjutor Epiſcopatus Lubecenſis, Dux Slesvici & Holſatiæ, Stormariæ & Dithmarſiæ, Comes Oldenburgenſis & Delmenhorſtanus, pernecceſſarium hac præprimis periculoſâ & calamitoſâ tempeſtate duxerint, ut ejuſmodi Unionum Pacta, ad laudabile Majorum ſuorum exemplum, renoventur, & præſentis temporis, Regnorum & Provinciarum ſtatui accommodentur, comprobato tam ſalutari Conſilio à parte Regia, Dominus Petrus, Comes de Greiffenfeld & Tönsberg, Dominus in Sambſoë, Brattinsburg & Wiesburg &c. Eques, Cancellarius Regni, Conſiliarius intimus, & Præſes in Collegio Status & Cancellariæ &c. Ut & Dominus Fridericus ab Alefeldt, Comes in Langeland & Rixingen, Liber Baro de Moersburg, Hereditarius in Sehegarden, Grawenſtein & Wildnis, Eques, Regiæ Majeſtatis intimus Status & Provincialis Conſiliarius, Produx in Ducatibus Slesvici & Holſatiæ, Gubernator Præfecturæ Steinburgenſis & Dithmarſiæ: A parte verò Ducali reſpect. Summè Rever. Perilluſtres, Generoſiſſimi ac Nobiliſſimi Domini, Dominus Johannes Adolphus Kielmannus à Kielmanſeck, Hereditarius in Satrupholm, Obdorff, & Bunsbüll, Eccleſiæ Cathedralis, quæ eſt Hamburgi, Præpoſitus, Sereniſſimi Cimbrorum Regentis Ducis Conſiliarius, intimus, Regiminis & Cameræ Præſes, Gubernator Præfecturarum Reinbeck & Trittow: Johannes Henricus Kielmannus à Kielmanſeck, Hereditarius in Quarnbeck, Marutendorff, & Cronshagen, Cœnobii Nobilium Virginum St. Johannis prope Slesvicum Præpoſitus, Sereniſſimi Cimbrorum Regentis Ducis Conſiliarius Provincialis, & Gubernator Præfecturarum Chiloni & Borsholmii: Dominus Johannes Adolphus de Bockwoldt, Hereditarius in Boeſtel & Tryburg, Sereniſſimi Cimbrorum Regentis Ducis Conſiliar. Provincialis, & Gubernator Præfecturæ Gottorpiæ: Dominus Hans van Thienen Hereditarius in Wahlſtorff & Borckhorſt, Sereniſſimi Cim-

Anno 1675.

Cimbrorum Regentis Ducis Conſiliarius Provincialis, & Gubernator Præfecturæ Tunderenſis &c. Dominus Fridericus Chriſtianus Kielmannus à Kielmanſeck, Hereditarius in Kohöfft, Canonicus Eccleſiæ Cathedralis, quæ eſt Lubecæ, Sereniſſimi Cimbrorum Regentis Ducis intimus, & Cameræ Conſiliarius, Vice-Præſes, Conſiliarius Provincialis, & Gubernator Præfecturæ Morkirchen &c. ut & Dominus Andreas Cramerus, Hereditarius in Heyetsworth, Sereniſſimi Cimbrorum Regentis Ducis intimus, & Cameræ Conſiliarius, congreſſi ſunt, & in ſequentes Articulos conſenſere.

I. Quemadmodum tam Regia Sua Majeſtas, quàm Sereniſſima ipſius Celſitudo Ducatus Slesvici & Holſatiæ, & his incorporatas Terras communi, & indiviſo regimine gubernant, & adminiſtrant; ita etiam juxta regulam, & normam ante initarum Unionum utrinque operam dabunt, ut omnia Conſilia unanimi conſenſu eo dirigant, quo Ducatuum ſalus, ſecuritas, & incrementum procuretur, omne vero damnum, periculum, & detrimentum ab iis arceatur, & averruncetur.

II. Quamobrem quoties neceſſitas id poſtulabit, & prædictis Ducatibus ullum periculum imminere videbitur, in eo toti erunt, ut omni niſu, conjunctis ſcilicet conſiliis & viribus ei obviam eatur, nec, ſi res ad arma venerit, vel Induciæ ante pangantur, vel Pax cum hoſte ineatur, quàm commune periculum à cervicibus ſit depulſum, & utrique Parti ab hoſte ſatisfactum, & de ſecuritate cautum.

III. Sicut igitur Regia Sua Majeſtas hoc pacto & Sereniſſimi Ducis, & ejus portionis, quam in Ducatibus habet, defenſionem & Guarantiam in ſe plenè ſuſcipit ac promittit; ita è contrario Sereniſſ. ipſius Celſitudo pollicetur, quoties Sua Regia Majeſtas ad Ducatuum horum, & his incorporatarum Terrarum defenſionem ex ſuis Regnis educendi Copias neceſſitate adſtringetur, aut aliàs cum extraneo Principe, quicunque ille fuerit, nemine excepto, Bello implicabitur, quamvis ob commune regimen idem ſibi jam deberi & competere putet, ſe ei tamen per Præfecturas & Civitates omnes liberum tranſitum non ſolùm conceſſuram, ſed licentiam etiam conſcribendi luſtrandique ibi Militem, Stativa & Hoſpitia indulturam, imò in omnibus pro viſili opem laturam.

IV. Quoniam etiam, durante hac triſti tempeſtate, ex inevitabili quadam neceſſitate Sua Regia Majeſtas temperare ſibi non potuit, quin ad majorem ſui ſecuritatem facultatem imponendi præſidii ex ſuis Copiis in Munimenta Gottorpienſe & Tonningenſe, & Fortalitium Stapelholmenſe, flagitaret, quam etiam Sereniſſimæ Ipſius Celſitudinis voluntate obtinuit, hac tamen certa ſpe, et ceſſantibus turbis, & reducta Pace, omnia ſarta tecta abs Regiâ Suâ Majeſtate ei rurſus cedantur, & reſtituantur. Cumque certa à Sereniſſima ipſius Celſitudine percuſſa ſint Fœdera, in quibus non pauca extent, quæ Regiæ Suæ Majeſtati ingentes ſuſpiciones impreſſerunt, ut in poſterum de Sereniſſimæ ipſius Celſitudinis intentione ſecurior eſſe poſſit, & omnium diffidentiarum materia penitus è medio tollatur, utrinque concordatum & conventum eſt, ut Sereniſſimæ ipſius Celſitudini abſque communicatione & Regiæ Suæ Majeſtatis conſenſu cum exteris Principibus & Statibus ulla Fœdera inire, nec iis, quæ forſan jam inita ſunt, in Regiæ Suæ Majeſtatis præjudicium & detrimentum in futurum ullo modo eti, ne liceat.

V. Quò etiam ſecundum temporum occaſionem & imminentis periculi proportionem Munimenta & Fortalitia, quæ ad horum Ducatuum, & his incorporatarum Terrarum defenſionem neceſſaria ſunt, provideantur, & debito apparatu inſtruantur, Statusque Provinciales eò minus graventur, utrique Parti placuit, ut Contributiones in poſterum in commune Ærarium inferantur, nec ad alium, quàm ad prædictum uſum erogentur.

VI. Quoniam verò tantum abeſt, ut exſolutæ hactenus Contributiones ſuffecerint Militi alendo, qui in horum Ducatuum defenſione excubat, ut Regia Sua Majeſtas etiam ex propriis reditibus non exiguam Summam adjicere neceſſe habuerit, Sereniſſima vero ipſius Celſitudo ex perceptis à ſe Contributionibus eximiam partem ad Cameram traxerit, & aliis privatis uſibus applicuerit, pro quo abuſu Sua Regia Majeſtas ſatisfactionem ſibi dari contendit; itaque Sereniſſima ipſius Celſitudo, compenſationis loco, & ut quantum fieri poteſt, omnia ad priſtinum ſtatum reducantur, & juxta antiquarum Hæreditariarum diviſionum normam, quod unicuique Domui in iis attributum eſt, reſtituatur, Suæ Regiæ Majeſt. Præfecturam Swabſtedienſem, cum dimidia parte Capituli Slesvicenſis, & Eccleſiæ Cathedralis, quæ unà cum Præfectura Swabſtedienſi à S. R. Majeſt. glorioſiſſimæ memoriæ Sereniſſimæ ipſius Celſitudini olim ceſſa fuit, cum omnibus pertinentiis, Reditibus, Fructibus, Dominiis, Prærogativis, & Regaliis, quemadmodum Sereniſſima ipſius Celſitudo hæc & ceſſa obtinuit, & hactenus quietè poſſedit, in totum & perpetuum cedit.

VII. Quod limitaneas verò aliasque controverſias, quæ ratione Præfecturarum Ripenſis & Tunderenſis emerſerunt, attinet, quarum diſcuſſio ad hoc uſque tempus in ſuſpenſo manſit, illæ ſecundum æquitatem, & Regiorum Commiſſariorum, qui ultimæ Commiſſioni id propter habitæ interfuerunt, arbitria decidentur. Quod ſi in futurum lites & querelæ forſan, vel inter Regiam Suam Majeſtatem, & Sereniſſ. ipſius Celſitudinem, vel inter utriuſque Domini Subditos, orientur, quæ ab ipſis explicari nequeant, tunc illæ modis mediiſque Unionum Pactis præfinitis & amicabili via componentur.

VIII. Cùm autem jam per renovatam hanc Unionem & Tranſactionem ab utraque Parte nihil aliud intendatur aut quæratur, quàm ut ambas inter Domos, tàm Regiam quàm Ducalem perpetua & ſummè neceſſaria confidentia reſtabiliatur, & in omne ævum inviolabilis conſervetur, novitates autem & mutationes, quæ cum tempore irrepſerunt, non levem diffidentiæ materiam pepererint, concordatum porro & conventum eſt, quò res in priſtinum ſtatum quàm citiſſimè redigantur, ut Sereniſſima ipſius Celſitudo, ejusque Succeſſores obtentæ per Tabulas Pacis Roſchildienſis & Hafnienſis Suverænitati, ſuper Ducatu Slesvicenſi, ejus pertinentiis, & Inſula Femariâ, in totum & perpetuum renunciet, non aliter ac ſi ſummum illud Imperium ipſis nunquam ceſſum vel ab iis poſſeſſum fuiſſet, quin etiam teneantur jam non minus intra annum & diem, quàm olim toties, quoties caſus vel morte Domini vel Vaſalli ſe obtulerit, Inveſtituram ſuper prædicto Ducatu Slesvicenſi, ejus pertinentiis, & Femaria, quemadmodum olim in uſu fuit, à Daniæ Regibus, debito modo, petere & accipere, omniaque præſtare juxta conceptam & à Sereniſſima ipſius Celſitudine extradendam Renunciationis formulam. Quo fine Sereniſſima ipſius Celſitudo ſe etiam obſtrinxit, ſe acceptum à Sacra Regia Majeſtate glorioſiſſimæ memoriæ, & qui tunc temporis erant, Regni Senatoribus Suverænitatis Diploma, quod hoc ipſo tollitur & annullatur, rurſus extradituram, & in Regiæ Majeſtatis manus conſignaturam.

Tandem Unio hæc & Tranſactio, tanquam baſis & fundamentum ſemper duraturæ amicitiæ & neceſſitudinis inter utramque Domum, & velut adamantinum vinculum, quo & Regia Sua Majeſtas, & Sereniſſima ipſius Celſitudo cum Domibus ſuis conſtringuntur, ſancta & firma ſubſiſtet, ab utrâque Parte & Succeſſoribus earum illibatè obſervabitur, nec quiſquam ei contra ibit, vel ut contra eatur unquam permittet, imò quæ hic correcta non ſunt, vigore veterum Pactorum & Obſervantiæ, in ſuo manebunt ſtatu.

In majorem fidem præſentes hi Unionis & Tranſactionis Articuli à Nobis tàm Regiis, quàm Ducalibus ad hoc negotium deputatis Commiſſariis manuum noſtrarum ſubſcriptione & Sigillorum adjectione muniti ſunt. Rendsburgi 10. Julii, Anno 1675.

CXL.

Sept.

Capitulation ou Traité de Commerce fait & conclu entre MAHOMET IV. *Sultan des Turcs &* CHARLES II. *Roi de la Grande Bretagne, par lequel les anciennes Capitulations, accordées du tems de la Reine* ELISABETH, *& des Rois* JACQUES I. *&* CHARLES I. *ſont rappellées & confirmées, Article par, Article avec une Addition conſiderable. Donné à Andrinople au milieu de la Lune Gemaziel Akir* 1086. *qui étoit au Mois de Septembre* 1675. [Manuscrit.]

QUe les préſens Articles ſoient obſervez conformement à mon commandement Imperial & qu'on ne permette aucun Acte qui y ſoit contraire.

MAHOMET.

LE Commandement de cette Haute & Majeſtueuſe Signature Imperiale, preſervée & exaltée par la providence Divine, dont le triomphe & la gloire ſont renommées par tout le monde, par la faveur du Conſervateur de toutes choſes, & la miſericorde, & grace du Miſericordieux, moy qui ſuis le puiſſant Seigneur des Seigneurs du monde, dont le nom eſt formidable ſur Terre, Diſtributeur de toutes les Couronnes de l'Univers, Sultan Mahomet Han, Fils de Sultan Ibrahim Han, Fils de Sultan Ahmet Han, Fils de Sultan Mahomet Han, Fils de Sultan Murat Han, Fils de Sultan Selim Han, Fils de Sultan Soliman Han, Fils de Sultan Selim Han.

Au Glorieux entre les grands Princes de Jeſus, reveré par les Hauts Potentats des Peuples du Meſſie, ſeul Directeur des Affaires importantes de la Nation Nazaréenne, Seigneur des Limites de la bienſeance, & l'honneur de la Grandeur, & de la Renommée Charles ſecond, Roi d'Angleterre & d'Eſcoſſe, c'eſt-à-dire de la Grand' Bretagne, France & Irlande, les intentions & entrepriſes duquel le Dieu tout puiſſant, puiſſe terminer avec bonheur, & faveur, & avec l'Illumination de ſa ſainte volonté.

La Reine deſdits Royaumes a autrefois envoyé pluſieurs de ſes Gentilshommes de reputation, & des perſonnes de qualité, avec des Lettres & des Navires, à cette Haute Porte Imperiale (qui eſt le refuge des Princes du monde, & la retraite des Rois de tout l'Univers) dans les heureux temps de la fameuſe Memoire de mes Predeceſſeurs, qui ſont à preſent placez dans le Paradis, dont les ames ſoient remplies de miſericorde Divine; leſquels Gentilshommes, & préſens ont été agréablement reçûs, declarans & propoſans au nom de ladite Reine, une bonne & ferme Paix, & une amitié parfaite, & demandans que ſes Sujets pûſſent avoir la liberté de venir d'Angleterre en nos Ports. Noſdits Predeceſſeurs d'heureuſe memoire accorderent en ces temps-là, leur permiſſion Imperiale, & mirent entre les mains de la Nation Angloiſe, divers Mandemens Impériaux & ſpeciaux, afin qu'ils pûſſent ſeurement & librement aller, & venir en ces Etats, & que dans leur chemin & paſſage en allant ou retournant ſoit par Eau, ou par Terre, ils ne puſſent être moleſtez ni empeſchez aprés lequel temps, du vivant de nôtre grand Pere, Sultan Mahomet Han, de fameuſe memoire (à l'ame duquel l'abſolution Divine ſoit donnée) étant demandé de nouveau, que les Sujets Marchands, & leurs Interpretes pûſſent librement & ſeurement venir trafiquer & negocier, par tous les endroits de ſes Domaines Imperiaux, & que les mémes Capitulations, & autres Privileges & Mandemens Imperiaux, que ceux qui avoient eſté accordez aux Nations des Rois & Princes, qui étoient en Paix & amitié avec cette Haute Porte, comme la France, Veniſe, la Pologne, & autres pûſſent auſſi être accordez, aux Sujets de ladite Reine, & à tous autres qui viendroient ſous la Banniere d'Angleterre, en conformité de laquelle requeſte, les Capitulations Imperiales, & Privileges qui ſuivent furent donnez & confirmez par nos Predeceſſeurs de fameuſe memoire, c'eſt-à-dire, il eſt commandé &c.

I. Que ladite Nation, & les Marchands Anglois, & toute autre Nation, ou Marchands qui ſont ou viendront ſous la Banniere, & protection d'Angleterre, avec leurs Navires grands & petits, Marchandiſes, Effects, & tous leurs autres Biens, pourront en tout temps ſeurement paſſer en nos Mers, & aller & venir en toute ſeureté & liberté en tous endroits des Limites Imperiaux de nos Etats, de telle ſorte que qui que ce ſoit de la Nation, ni ſes Biens & Effects ne recevront aucune moleſtation ni empêchement de quelque perſonne que ce ſoit.

II. Que ladite Nation pourra de la même maniere, ſeurement & librement aller, & venir par Terre, par tous les Limites Imperiaux de nos Etats, de telle ſorte qu'il ne ſera fait, ni donné aucune injure, trouble ni empêchement aux perſonnes, Beſtes, Biens, Effects de ladite Nation, mais au contraire qu'elles pourront en tout temps librement & ſeurement trafiquer comme il leur plaira en tous les endroits de nos Etats.

III. Arrivant que quelques perſonnes de ladite Nation venant par Terre en nos Etats, ou paſſant en d'autres Païs ſoient retenues ou arreſtées par quelques-uns de nos Miniſtres, ces perſonnes-là ſeront remiſes en pleine & entiere liberté, & ne recevront plus enſuite aucun empêchement en leurs voyages.

IV. Tous Navires ou Vaiſſeaux Anglois, grands ou petits pourront en tout temps venir, & entrer en quelque Port & Havre, que ce ſoit de nos Etats, & en pourront partir quand il leur plaira, ſans retardement ni empêchement de quelque perſonne que ce ſoit.

V. Que s'il arrive quelque accident à aucun Vaiſſeau Anglois grand, ou petit, par le peril de la Mer ou par quelqu'autre neceſſité, tous les Vaiſſeaux tant Imperiaux que ceux qui appartiendront à des particuliers, qui en ſeront prés; comme auſſi tous autres Vaiſſeaux qui navigueront ſur les Mers, & qui ſeront à portée de les ſecourir, ſoient tenus de leur donner aide & aſſiſtance, & quand ils ſeront entrez dans nos Ports ou Havres, ils y pourront demeurer auſſi long-temps qu'il leur plaira, y acheter toute ſorte de proviſions, & autres choſes neceſſaires pour leur argent, & y pourront faire aiguade, ſans aucun trouble ni empêchement de quelque perſonne que ce ſoit.

VI. S'il arrive que quelques-uns de leurs Navires qui auront échoüé par tempeſte, ou auront été endommagez par quelque autre accident, ſoient jettez ſur les côtes de nos Etats, tous les Beglerbeys, Caddées, Gouverneurs, Miniſtres & autres perſonnes qui ſe trouveront à portée de les ſecourir ſeront tenus de leur donner aide, & aſſiſtance, & tous les Biens & Marchandiſes, qui en ſeront ſauvées ſeront rendues aux Anglois, & s'ils ſont informez qu'on ait derobé ou enlevé quelque partie de leurs Biens & Marchandiſes, noſdits Miniſtres en feront une exacte perquiſition & recherche, avec toute la diligence poſſible, pour trouver & recouvrer leſdits Biens & Marchandiſes, & les reſtituer aux Anglois.

VII. Les Marchands Anglois, leurs Interpretes, Courtiers & tous autres Sujets de la même Nation, pourront en toute ſeureté, & liberté, aller & venir, par Mer ou par Terre, dans tous les Ports de nos Etats, & en partir quand il leur plaira pour retourner en leur Païs, & nous faiſons deffenſes à tous nos Beglerbegs, Miniſtres, Gouverneurs, & autres Officiers, Capitaines de Navires, & à tous nos autres Sujets Eſclaves, de mettre la main ſur leurs perſonnes ou Biens ni de leur faire aucun tort ni injure ſous quelque pretexte que ce ſoit.

VIII. Arrivant que quelque Anglois, ſoit à cauſe de ſes propres Debtes, ou pour s'être rendu caution, s'abſente, ou ſe ſauve du Païs ou faſſe Banqueroute, le Créancier ne pourra avoir ſon recours que contre ſon debiteur, & non pas contre aucun autre Anglois: Et au cas que le Créancier n'ait pas d'acte, ou Billet authentique de caution fait par un autre Anglois, il ne pourra pas avoir aucune pretention contre aucun autre Anglois, pour le payement de ce qui lui ſera deû.

IX. En toutes cauſes, affaires, & incidens qui arriveront entre ladite Nation, les Marchands, Interprétes & Courtiers ou ſerviteurs & quelques autres perſonnes que ce ſoit de la même Nation, c'eſt-à dire en rendant ou recevant caution, ou ſeureté en matiere de Debtes, ou de credit, & en toutes autres qui appartiennent aux Miniſtres de la Loy & de la Juſtice, les Parties pourront tousjours en telles occaſions s'adreſſer au Caddée, qui eſt le Juge de la Loy, & paſſer une Convention ou Acte authentique & public en preſence de teſmoins, & aprés l'avoir fait enregiſtrer, en tirer une expedition qui ſera gardée par les Parties, afin que ſi à l'avenir il arrivoit quelque different ou pretention entre leſdites Parties elles pûſſent toutes deux avoir recours à ladite Convention, & Acte: & au cas que la pretention ſe trouve conforme à la teneur de la Convention qui aura été enregiſtrée, elle aura ſon effect, conformement à la Convention. Mais ſi le Demandeur n'eſt pas muni, & n'a pas en ſes mains un tel Acte public, & ne produit que des témoins partiaux qui ne depoſent que des vetilles & des pretextes, nos Miniſtres n'y auront pas égard, mais ils ſuivront l'Acte authentique regiſtré.

X. Et ſi quelque perſonne de l'étenduë de nos Etats accuſe quelque Anglois de lui avoir fait tort, & que pour ce ſujet il pretende d'agir contre lui par voye de violence, ou de témoins partiaux, nos Miniſtres ne les écouteront pas & ne les recevront pas à en faire les preuves par cette voye-là, mais l'Ambaſſadeur, ou le Conſul de la Nation Angloiſe en ſeront informez, afin que l'affaire puiſſe être decidée avec

ANNO 1675.

ANNO 1675.

avec ſa participation, & en ſa préſence, & que les Anglois puiſſent touſjours avoir recours à leur appui & protection.

XI. Si quelque Anglois qui aura commis quelque offenſe, fait en ſorte de ſe ſauver ou de s'abſenter, un autre Anglois qui n'aura pas été ſa caution, ne ſera pas pris ni moleſté pour lui.

XII. Tous les Anglois, ou Sujets du Royaume d'Angleterre, qui ſeront trouvez Eſclaves dans l'étendue de nos Etats, ou qui ſeront demandez par l'Ambaſſadeur, ou Conſul de la Nation Angloiſe ſeront tenus de faire deuement examiner le fait, & ceux qui ſe trouveront être vrais Sujets de l'Angleterre, ſeront remis en liberté & delivrés entre les mains de l'Ambaſſadeur ou du Conſul Anglois.

XIII. Tous les Anglois, & tous autres Sujets de la Couronne d'Angleterre, qui demeureront & reſideront dans nos Etats, ſoit qu'ils ſoient mariez, ou qu'ils ne le ſoient pas, pourront y trafiquer, vendre & acheter ſans qu'on leur demande aucune taxe, qu'on nomme Harach, ou taxe Capitale.

XIV. Les Ambaſſadeurs d'Angleterre reſidant en Alep, Alexandrie, Tripoli de Surie, ou à Tunis, Alger, Tripoli de Barbarie, aux Smirnes; dans les Ports du Caire, ou en quelque autre endroit de nos Etats, pourront établir des Conſuls, comme il leur plaira, & pareillement les dépoſer, ou changer, & en établir d'autres en leur place, & pas un de nos Miniſtres ne pourra s'y oppoſer, ni refuſer de les accepter.

XV. En toutes matieres concernant la Loy, & la Juſtice, entre la Nation Angloiſe, & quelque autre Nation que ce ſoit, les Juges ni aucuns autres de nos Miniſtres ne pourront proceder, & donner Sentence en l'abſence de leurs Interprêtes.

XVI. Arrivant quelque different entr'eux-mêmes, la deciſion en ſera entierement laiſſée à leur Ambaſſadeur, ou Conſul, conformement à leurs Droits & à leurs Loix, & nos Miniſtres n'en prendront aucune connoiſſance.

XVII. Noſtre Armée de Galeres, les Navires, ou autres Vaiſſeaux de nôtre Empire, qui rencontreront ou trouveront en Mer des Navires Anglois, ne leur donneront ni feront, ni ne ſouffriront qu'il leur ſoit fait la moindre injure ni trouble, ni ne les retiendront, ne leur demanderont, pretendront, ou prendront, aucune choſe d'iceux; mais les ſalueront, & teſmoigneront une bonne & mutuelle amitié les uns aux autres ſans aucune offenſe.

XVIII. Tous les Privilêges particuliers & Capitulations qui du tems paſſé ont été accordées aux François, aux Venitiens, ou à toute autre Nation Chrétienne que ce ſoit, dont le Roi étoit en Paix, & amitié avec la Porte, ſont donnez & accordez de la même maniere à la Nation Angloiſe: afin qu'à l'avenir, la teneur de nôtre preſente Capitulation Imperiale puiſſe être en tout temps obſervée par toute ſorte de perſonnes, & que perſonne ne puiſſe en aucune maniere pretendre, ſous quelque pretexte que ce ſoit, y contrevenir ni la violer.

XIX. S'il ſe trouve que des Pirates, ou Corſaires Levantins, qui infeſtent ces Mers avec leurs Fregates, aient enlevé quelque Vaiſſeau Anglois, ou qu'ils ayent dérobé, ou pillié leurs Marchandiſes, & Effects, comme auſſi s'il ſe trouve que quelques-uns aient enlevé de force, les Biens de quelque Anglois, en aucun endroit de nos Etats, nos Miniſtres ſeront tenus de faire toutes les diligences poſſibles, pour trouver ceux qui en ſeront coupables, & les punir ſeverement, comme pareillement de faire en ſorte que tout l'argent, les Navires, & les Marchandiſes, & tout ce qui aura été enlevé à ceux de la Nation Angloiſe leur ſoit incontinent, duëment & abſolument reſtitué.

XX. Tous nos Beglerbeys, Capitaines, Maîtres de Navires Imperiaux, & autres Juges particuliers, Gouverneurs, Officiers de Doüanes, Fermiers, & tous nos autres Sujets, & Eſclaves obeïront en tout temps & ſatisferont à la teneur de nos preſentes Capitulations, confirmées par Serment, & cultiveront avec toute ſorte de reſpect, l'amitié, & bonne correſpondance établie entre les deux Parties chacun en droit ſoi; ſe gardant, avec un ſoin particulier, de commettre aucune action qui y ſoit contraire: Et tant & ſi longuement que ladite Reine d'Angleterre ſe montrera & demeurera en Paix, Amitié, & Alliance, ferme; conſtante, & ſincera avec nous, conformement au preſent Traité d'Amitié, & à la ſincere & bonne correſpondance, nous promettons pareillement de noſtre côté reciproquement, que la preſente Paix, Amitié, Articles, Capitulations, & Correſpondance, en la forme ci-devant écrite ſera maintenuë, obſervée & reſpectée, pour jamais, & que perſonne ne contreviendra, ni deſobeïra à aucune partie d'icelles, tous leſquels Articles de Paix & d'Amitié ſus declarés ont été conclus, ſignez, accordez, & confirmez par une Capitulation Imperiale, par nos Predeceſſeurs d'heureuſe Memoire.

Depuis lequel temps, Sa Majeſté d'Angleterre Jacques qui eſt decedé du temps de Sultan Achmet Han nôtre Grand Pere d'heureuſe Memoire, ayant envoyé à nôtre Thrône Imperial des Ambaſſadeurs avec des Lettres, & des preſens qui étoient tres-agréables, & ayant demandé que la Paix & Amitié déja contractée, & la bonne correſpondance établie avec nos Predeceſſeurs, & les Capitulations, Articles, & Privileges ci-deſſus tranſcrits fuſſent derechef ratifiez & ladite Paix & Amitié renouvellée: requerant en outre que quelques Articles tres-neceſſaires fuſſent adjouſtez auſdites Capitulations; la demande de Sa Majeſté ayant été declarée, en la preſence Imperiale de Sultan Achmet Han, noſtredit Grand Pere, elle fut incontinent accordée: & il ordonna, & commanda expreſſément que ladite Paix & Amitié, fuſſent renouvellées & fortifiées, & que les anciennes Capitulations & Privileges fuſſent confirmez: & que les nouveaux Articles demandez fuſſent inſerez & adjouſtez aux Capitulations Imperiales: accordant en outre à la Nation Angloiſe tous les autres Articles & Privileges qui avoient été donnez, & inſerez dans toutes les autres Capitulations faites avec les autres Nations, Potentats, ou Princes, qui étoient en Paix & Amitié, avec la Porte Imperiale, & par ce Commandement Imperial, il ordonna que toutes perſonnes obéïſſent auxdits Commandemens Imperiaux, & que la teneur en fuſt deuëment obſervée. Les Articles ſuivans furent ceux qui furent en ce tems-là accordez & adjouſtez aux Capitulations.

XXI. Que nos Miniſtres ne demanderont, ni ne prendront de ladite Nation Angloiſe aucune Doüane, ni autres Droits pour tous les Ecus blancs, ou Sequins, qu'eux, ou quelques autres perſonnes que ce ſoit portant la Banniere d'Angleterre apporteront, ou tranſporteront de Place, en Place, ou porteront hors de nos Etats, & que ni Beglerbeys, Beys, Caddées, Treſoriers, Maîtres de Monnoyes ni autres ne prendront ni ne demanderont à ladite Nation, ni Ecus, ni Sequins, pour les changer en petits Aſpres, & ne leur feront ni donneront aucune violence ni trouble là-deſſus.

XXII. La Nation Angloiſe, & tous ceux qui viendront ſous la Banniere d'Angleterre, leurs Vaiſſeaux grands & petits, pourront naviguer, trafiquer, acheter, vendre, & demeurer en tous les endroits de nos Etats, & pourront à l'exception des Armes, Poudre à Canon, & de telles autres Marchandiſes, embarquer & emporter ſur leurs Vaiſſeaux telles de nos Marchandiſes qu'il leur plaira, ſans aucun trouble ni empêchement de quelque perſonne que ce ſoit, & leurs Navires, & Vaiſſeaux pourront venir librement & moüiller l'anchre ſeurement en tout temps & trafiquer en tout temps, en tous les endroits de nos Etats, & y acheter des Vivres, & toutes autres choſes pour leur argent, ſans aucune contradiction ni empêchement de quelque perſonne que ce ſoit.

XXIII. Arrivant quelque different avec quelques perſonnes de ladite Nation Angloiſe par Procés, ou quelque autre démêlé, les Caddées, ni aucuns autres Miniſtres de nôtre Juſtice ne pourront oüir ni decider la cauſe, à moins que l'Ambaſſadeur, le Conſul, ou le Dragoman de ladite Nation n'y ſoient preſens.

XXIV. Tous differens, ou Procés, qui arriveront avec ladite Nation, & qui excéderont la valeur de quatre mille Aſpres, ſeront toûjours oüis & decidez en noſtre Porte Imperiale.

XXV. Le Conſul, ou Reſident de la Nation Angloiſe étant établi en quelque Port que ce ſoit de nos Etats, par l'Ambaſſadeur qui y reſidera, pour ladite Nation, nos Miniſtres n'auront pas le Pouvoir de les mettre en Priſon, ni d'appoſer le ſcellé à leurs Maiſons, ni de les renvoyer, ni diſpoſer de leurs charges & fonctions: Mais arrivant quelque different ou Procés, avec le Conſul, on fera un Certificat adreſſant à la Cour Imperiale, afin que l'Ambaſſadeur les puiſſe proteger, & répondre pour eux.

XXVI. Arrivant que quelque Anglois, ou autre per-

Anno 1675.

perſonne qui ſera venuë ſous la Baniere d'Angleterre, vienne à deceder dans nos Etats, avec des Biens, ou effects, ou quelques autres choſes, qui leur appartiennent, nos Treſoriers des Deniers Caſuels, nos Caddées, & autres Miniſtres, ne pourront pas s'en emparer, ni en ſaiſir aucune partie, ſous pretexte que ce ſont les Biens du deffunct, & qu'il n'y a perſonne qui en ſoit le Proprietaire, mais ils ſeront toûjours conſignez & depoſez entre les mains de telle perſonne Angloiſe que le deffunct aura inſtitué par ſon Teſtament pour s'en charger, & au cas qu'il decéde *ab inteſtat*, le Conſul Anglois ſe chargera de ſes Biens & Effects, & au cas qu'il n'y ait point de Conſul au lieu où il ſera decédé, le Reſident Anglois en prendra poſſeſſion, & arrivant qu'il n'y ait ni Conſul, ni aucun autre Anglois ſur les Lieux, en ce cas-là, leſdits Biens & Effects ſeront mis en la garde du Caddée dudit lieu, & aprés que l'Ambaſſadeur d'Angleterre en aura eu advis, à la diligence du Caddée, ledit Caddée ſera tenu de remettre tous leſdits Biens & Effects entre les mains de telles perſonnes que l'Ambaſſadeur envoyera avec Commiſſion de les recevoir.

XXVII. Tous les preſens Privileges, & autres Libertez accordées à la Nation Angloiſe & à ceux qui ſeront venus ſous leur protection, par divers Mandemens Imperiaux, ſoit avant ou aprés la datte des preſentes Capitulations Imperiales, ſeront toûjours maintenus & conſervez, & ſeront toûjours entendus & interpretés en faveur de la Nation Angloiſe conformement à la teneur & la diſpoſition veritable d'iceux.

XXVIII. Qu'au cas de mort, ni l'Officier qu'on nomme le Caſſam ou Collecteur des Droits du Caddée, ni le Caddée meſme ne pourront prendre, ni pretendre des Anglois aucune eſpece de dixmes, Caſmets, ou Droits de diviſion.

XXIX. L'Ambaſſadeur du Roi d'Angleterre, ou le Conſul Reſident de nos Etats, pourront prendre à leur ſervice, tel Janiſſaire ou Interprete qu'il leur plaira à leur choix & depens: & aucun Janiſſaire, ni autre perſonne de nos Eſclaves ne pourront entrer à leur ſervice, contre leur gré & conſentement.

XXX. L'Ambaſſadeur du Roi d'Angleterre, le Conſul & tous autres Sujets de la Nation Angloiſe demeurans dans noſtre Empire, & y faiſant du Mouſt ou du Vin dans leurs Maiſons pour l'uſage de leurs perſonnes, & de leurs Familles; n'y pourront être troublez, ni empêchez par aucun de nos Miniſtres, Caddées ou Janiſſaires, & ils ne pourront leur demander aucun argent, ni aucuns Droits, pour joüir de cette liberté, ni leur donner aucun empêchement.

XXXI. Aprés que les Marchands Anglois auront payé les Droits de Péage dans les Forts de Conſtantinople, d'Alep, d'Alexandrie, de Scio, de Smirne, & dans les autres endroits de nos Etats, conformement à la teneur des Capitulations Imperiales, perſonne ne les pourra plus troubler ni moleſter ni prendre d'eux aucune choſe de plus, & quelque Marchandiſe qui ſoit chargée ſur leurs Navires, & aportée en nos Etats, & déchargée en quelque Port que ce ſoit, au cas qu'ils deſirent la recharger ſur leurs meſmes Navires, pour la transporter en quelqu'autre Havre ou Port, la meſme Marchandiſe arrivant dans le ſecond Port, ou Havre, & y étant débarquée, les Officiers de la Coûtume ni les Fermiers, ni aucun autre de nos Officiers ne pourront pretendre, ni recevoir encore une fois les Droits de Doüane pour la meſme Marchandiſe, afin que ladite Nation puiſſe en tout tems trafiquer avec toute liberté, & ſeureté, & pourſuivre ſes affaires.

XXXII. Qu'on ne demandera pas un ſeul Aſpre, ni aucun autre argent, ſous le titre de l'Impoſition qu'on nomme Halſapie, ou compoſition pour la viande pour les Janiſſaires, à aucuns Anglois, ni à ceux qui trafiqueront ſous la Baniere d'Angleterre.

XXXIII. Eſtant arrivé autrefois un different entre l'Ambaſſadeur de la Reine d'Angleterre & l'Ambaſſadeur de France, tous deux Reſidens en noſtre Porte, touchant les Marchands de la Nation Hollandoiſe, leſquels Ambaſſadeurs envoyerent leurs requeſtes à noſtre veſtibule Imperial, tendantes à ce que leſdits Marchands Hollandois venant dans nos Etats fuſſent obligez à y paſſer ſous la Baniere deſdits Royaumes, cette requeſte deſdits Ambaſſadeurs fût accordée ſous noſtre Sceau Imperial: & neanmoins Sinan Baſſa, Fils de Cigala, Capitaine ſur Mer, qui eſt à preſent decedé, comme étant Admiral, & verſé dans les cas Maritimes ayant informé Sa Majeſté Imperiale, qu'il étoit à propos & convenable que la Nation Hollandoiſe fut miſe ſous la Protection de l'Ambaſſadeur d'Angleterre, & que cela fut ainſi inſeré en leurs Capitulations, ſon advis fut approuvé par tous les Vizirs, & il fut commandé par ordre expres, & authorité Imperiale, que les Marchands Hollandois des Provinces de Hollande, de Zelande, de Frize, & de Gueldres, c'eſt-à-dire les Marchands de ces quatre Provinces, trafiquans dans nos Etats y viendroient toûjours ſous la Baniere de la Reine d'Angleterre comme tous les autres Anglois faiſoient, & que pour toutes les Denrées & Marchandiſes, qu'ils apporteroient ſur leurs Vaiſſeaux en nos Etats, ou en emporteroient, ils payeroient les Droits de Conſulage & tous autres Droits à l'Ambaſſadeur, ou Conſul de la Reine d'Angleterre, & que l'Ambaſſadeur de France, ni le Conſul de la Nation Françoiſe ne s'entremettroient jamais à l'avenir de cette affaire, & il fut commandé que cela fut execute & obſervé, à l'avenir, conformement à la preſente Capitulation.

Aprés quoi un autre Ambaſſadeur, envoyé de la part du Roi d'Angleterre, étant arrivé en cette haute Porte avec des Lettres, & des preſens qui furent fort agréables, ledit Ambaſſadeur demanda que quelques autres Articles neceſſaires fuſſent adjoûtez, & inſerez aux Capitulations Imperiales, le premier deſquels étoit que comme autrefois du vivant de Sultan Soliman Han, l'un de nos Predeceſſeurs de fameuſe Memoire, il y eut une certaine Capitulation & un certain Privilege octroyé, portant que les Marchands de la Nation Eſpagnole, de Portugal, d'Ancone, Seville, Florence, Catalogne, & toutes ſortes de Hollandois & autres Marchands étrangers, pourroient en toute ſeureté & aſſeurance, aller & venir en tous les endroits de nos Eſtats & y trafiquer, & negocier, leur accordant en outre qu'ils pourroient établir des Conſuls en quelque endroit que ce fuſt de nôtre Empire: mais comme chaque Nation à part n'eſtoit pas capable de deffrayer les depenſes & l'entretenement d'un Conſul, il fut laiſſé à leur choix, & volonté, de venir ſous la Baniere de tel Ambaſſadeur, ou Conſul d'un Roi qui fuſt en Paix & amitié avec noſtre haute Porte: Sur laquelle Conceſſion & ſur d'autres Privileges qui leur furent accordez, il y eût ſouvent des Mandemens & Conſtitutions accordées ſur la requiſition qui en fut faite par des Marchands étrangers qui de leur propre mouvement & volonté choiſirent de trafiquer, ſous la Baniere, & protection de l'Ambaſſadeur, & du Conſul du Roi d'Angleterre, & durant le temps qu'ils avoient recours à la Baniere & protection des Conſuls Anglois, dans nos Ports & Havres, il ſembloit que l'Ambaſſadeur de France ayant trouvé moyen de faire inſerer de nouveau dans les Capitulations que leſdits Marchands étrangers viendroient ſous leur Baniere eût entrepris de les contraindre dans tous les Havres, à ſe mettre ſous leur protection, pour laquelle cauſe, le different fut encore renouvellé & referé à noſtre Divan, ou Grand Conſeil, lequel ayant deuëment examiné l'affaire, aprés qu'il fut permis auſdits Marchands, de faire un nouveau choix, & Election, à leur plaiſir & volonté, ils demanderent derechef qu'ils fuſſent & demeuraſſent ſous la protection de l'Ambaſſadeur du Roi d'Angleterre, & quoi qu'on eût fait connoître, à la Porte Imperiale, que l'Ambaſſadeur de France, n'avoit point encore voulu moleſter leſdits Marchands, ni les contraindre à ſe mettre ſous leur protection, le premier Article écrit dans les Capitulations Françoiſes portant que les Marchands étrangers viendroient ſous leur protection, fut par le Commandement Imperial declaré nul, & annullé, & afin que ſuivant l'ancienne Coûtume deſdits Marchands étrangers, ils vinſſent toujours ſous la Baniere & protection de l'Ambaſſadeur, ou des Conſuls d'Angleterre, & qu'ils ne fuſſent jamais à l'avenir moleſtez, ni troublez par l'Ambaſſadeur de France, ſur ce point, leſdits Ambaſſadeurs de Sa Majeſté d'Angleterre, ayant demandé que cette circonſtance fuſt écrite & inſerée en cette nouvelle Capitulation Imperiale, le preſent Article y fuſt par conſequent inſeré: & il eſt enjoint par l'authorité Imperiale, qu'à l'avenir, & pour jamais, les Marchands deſdits Princes ſeront toujours ſous la Baniere & protection de l'Ambaſſadeur & des Conſuls d'Angleterre, en la forme ſuſdite, & conformement au preſent Commandement Imperial qu'ils auront en leurs mains.

XXXIV. Il n'y aura jamais aucuns Mandemens Imperiaux donnez ni octroyez qui ſoient contraires à la teneur & aux Articles du preſent Commandement Imperial, ou Capitulation, ni au prejudice de noſtre preſente

ſente Paix, & amitié, mais en pareille occaſion, la cauſe ſera premierement communiquée à l'Ambaſſadeur d'Angleterre Reſident à la Porte, afin qu'il puiſſe répondre & s'oppoſer à toute action ſcandaleuſe, ou autre pretexte qui pourroient violer la Paix, & l'Alliance.

XXXV. Aprés que les Marchands Anglois auront payé la Doüane, pour toutes les Marchandiſes qu'ils apporteront, ou tranſporteront ſur leurs Navires, ils payeront auſſi le Droit de Conſulage à l'Ambaſſadeur d'Angleterre, ou au Conſul de la même Nation.

XXXVI. Les Marchands Anglois, & tous autres qui ſeront ſous la Baniere d'Angleterre, pourront en toute ſeureté, trafiquer, vendre, & acheter, dans l'étenduë de nos Etats, toutes ſortes de Marchandiſes (à l'exception ſeulement de celles qui ſont deffenduës) comme auſſi ils pourront aller, & trafiquer, en Moſcovie, par Mer ou par Terre, ou par la voye de la Riviere Tanais, ou par la Ruſſie, & delà ils pourront apporter leurs Marchandiſes dans noſtre Empire: comme pareillement ils pourront aller trafiquer en Perſe, & en retourner, par toute la partie que nous en avons conquiſe, & par les confins ſans empêchement, ni moleſtation de nos Miniſtres, & ils payeront les Doüanes & autres Droits de ce Païs-là, & rien plus.

XXXVII. Les Marchands Anglois & tous autres qui ſeront ſous la Baniere d'Angleterre, pourront librement & ſeurement trafiquer, & negocier dans Alep, le Caire, Scio, Smyrne & dans tous les endroits de nos Etats, en payant, ſuivant l'ancienne coûtume, trois pour cent de toutes leurs Marchandiſes & rien plus.

XXXVIII. Arrivant que les Navires Anglois, qui viendront en noſtre Ville de Conſtantinople, ſoient contraints par les perils de la Mer, ou par le mauvais temps, de relâcher à Caffa, ou en quelqu'autre Port ſemblable, tant que les Anglois n'y voudront point débarquer, ni vendre leurs Denrées & Marchandiſes, perſonne ne leur y fera aucune violence, & ne leur donnera aucun trouble, ni empêchement, mais dans toutes les Places, ou il y aura du danger, les Caddées & nos autres Miniſtres deffendront & protegeront toujours leſdits Navires Anglois, leurs Hommes, & leurs Marchandiſes de peur qu'ils ne reçoivent aucun dommage, & ils y pourront acheter des Vivres & autres choſes neceſſaires pour leur argent, & au cas qu'ils veuillent loüer des Charettes ou des Vaiſſeaux, qui n'ayant pas été loüez auparavant par d'autres perſonnes, pour tranſporter leurs Marchandiſes de lieu en lieu, perſonne ne leur donnera aucun trouble ni empêchement quelconque.

XXXIX. De toutes les Marchandiſes que ceux de la Nation Angloiſe apporteront ſur leurs Vaiſſeaux, en la Ville de Conſtantinople, ou en quelqu'autre Port de nos Etats, & qu'ils n'auront pas intention de débarquer, ni vendre, il n'en ſera demandé ni pris aucun Droit de Doüane à leur arrivée dans le Port, & aprés y avoir débarqué leurs Marchandiſes, & en avoir payé les Doüanes & autres Droits, ils en pourront partir paiſiblement & ſeurement ſans la moleſtation d'aucune perſonne.

XL. Comme les Navires Anglois en venant en nos Etats, ſe ſont ſouvent accoûtumez à relacher en quelque endroit de l'Afrique & y prendre les Pelerins & Paſſagers Mahometans pour les tranſporter en Alexandrie, & étant entrez dans ce Port-là, il s'eſt trouvé que les Commis de la Doüane, & autres Officiers pretendoient de prendre des Droits de Doüane ſur toutes les Marchandiſes qui ſeroient trouvées ſur leurs Navires, avant que les Marchands euſſent deſſein d'en décharger aucunes, au ſujet de laquelle moleſtation ils ſe ſont abſtenus de tranſporter des Pelerins: Comme pareillement leurs Navires arrivans à Conſtantinople chargez de diverſes Marchandiſes pour en tranſporter une partie en d'autres Places, les Commis & Fermiers de la Doüane les veulent contraindre à décharger leurs Marchandiſes, & prétendent de leur faire payer les Droits de Doüane: pour ces cauſes nous ordonnons que tous les Navires Anglois, qui viendront chargez de Marchandiſes dans le Port de Conſtantinople, d'Alexandrie, de Tripoli de Surie, de Scanderonn, ou en quelqu'autre Port que ce ſoit de noſtre Empire, ne payeront ſeulement ſuivant la coûtume que la Doüane des Marchandiſes, qu'ils auront deſſein de vendre, de leur propre volonté: & à l'égard des Marchandiſes, qu'ils ne débarqueront pas de leurs Navires de leur propre volonté, nos Officiers de la Doüane ne leur en demanderont, ni prendront d'eux aucune Doüane, ni autres Droits, & auront la liberté, de les tranſporter ou il leur plaira.

XLI. Arrivant que quelque Anglois, ou quelqu'autre perſonne qui ſera ſous la Baniere d'Angleterre, commette quelque homicide, effuſion de ſang, ou crime ſemblable, ou qu'il arrive quelque affaire qui depende de la Loy, ou de la Juſtice, les Juges ni les autres Miniſtres ne pourront la décider, ni donner Sentence avant que l'Ambaſſadeur ou le Conſul y ſoient preſens, pour examiner deuëment l'affaire; mais le different ſera toujours examiné en preſence de l'Ambaſſadeur ou du Conſul, afin que perſonne ne ſoit jugé, ni condamné contre la diſpoſition de la Loy & contre les Capitulations.

XLII. Comme il eſt écrit dans les Capitulations Imperiales que les Marchandiſes débarquées des Vaiſſeaux Anglois, qui viendront dans nos Etats & payeront la Doüane, doivent auſſi payer le Droit de Conſulage à l'Ambaſſadeur ou Conſul Anglois, il eſt arrivé que divers Marchands Mahometans, Sciots, & autres Marchands, qui ſont en Paix & amitié, avec cette Porte Imperiale, & d'autres Marchands Etrangers, refuſent de payer le Droit de Conſulage, c'eſt pourquoi, il eſt ordonné que toutes les Marchandiſes, qui ſeront chargées ſur leurs Navires, & auront payé la Doüane, à quelques perſonnes qu'elles puiſſent appartenir, payeront ſuivant les anciennes Capitulations le Droit de Conſulage, à l'Ambaſſadeur ou Conſul d'Angleterre ſans aucune contradiction.

XLIII. Que les Marchands Anglois, & ceux qui ſont ſous la Baniere d'Angleterre, qui trafiquent en Alep, payeront les Droits de Doüane de toutes les Soyes qu'ils acheteront, & chargeront ſur leurs Navires, comme les Marchands François & Venitiens les payent, & pas un Aſpre ou Liard de plus.

XLIV. Comme les Ambaſſadeurs du Roi d'Angleterre qui reſideront en cette Cour Imperiale ſont Commiſſaires de Sa Majeſté, & repreſentent ſa perſonne, de même les Interprétes doivent être conſiderez comme Commiſſaires de l'Ambaſſadeur, c'eſt pourquoi dans les affaires où les Interprétes traduiront, ou parleront au nom & par l'ordre de l'Ambaſſadeur, s'il ſe trouve que ce qu'ils auront traduit ſoit conforme à la volonté & à l'ordre de l'Ambaſſadeur ou du Conſul, ils ſeront toujours exemptez d'accuſation, & de punition : mais au cas qu'ils commettent quelque offenſe, nos Miniſtres ne mettront pas en Priſon aucun de ces Interprétes, ni ne le maltraiteront pas ſans le ſçeu de l'Ambaſſadeur ou du Conſul. Arrivant qu'aucun des Interprétes Anglois vienne à déceder, s'il eſt Anglois de Nation, l'Ambaſſadeur ou Conſul d'Angleterre, ſe mettra en poſſeſſion de tous ſes Biens & Effets, mais au cas qu'il ſoit Sujet de nos Etats ils ſeront mis entre les mains de ſon plus proche Heritier, & au cas qu'il meure ſans Heritiers, ils ſeront portez en noſtre Treſor Imperial, & comme en cette clauſe, de même auſſi, dans tous les autres Articles ſus declarez, & dans les Privileges accordez par nos Predeceſſeurs d'heureuſe Memoire, il eſt expreſſement commandé & ordonné que tous nos Eſclaves obeiront & ſe conformeront toujours à la preſente Capitulation Royale, & que la Paix & amitié ſera reſpectée & entretenuë ſans aucune violation quelconque.

XLV. Depuis lequel tems de nos Predeceſſeurs du fameuſe Memoire & l'octroy des Capitulations, Articles, & établiſſement de Paix & amitié ſus declarez, ledit Roi d'Angleterre, ayant du tems de Sultan Mahomet Han, noſtre Grand Pere, d'heureuſe Memoire, envoyé une perſonne de qualité, en qualité de ſon bien amé Ambaſſadeur à cette Porte Imperiale, pour confirmer cette Paix, Articles & Capitulations, cet Ambaſſadeur declara pluſieurs fois, qu'il y avoit eu des Mandemens Imperiaux accordez à diverſes perſonnes qui avoient été ſubrepticement obtenus contre la teneur, & les Articles des Capitulations Imperiales, leſquels ayant été preſentez à noſtre inſceu à nos Juges & Gouverneurs & les dattes de ces Mandemens étant plus fraiches, que celles de nos Capitulations Imperiales, les Juges & Miniſtres mettoient à execution ces Mandemens particuliers, contre & au prejudice des Imperiaux, c'eſt pourquoi, afin qu'à l'avenir, il n'y ait plus de tels Mandemens acceptez par aucun d'eux, mais plûtôt que les Capitulations Imperiales puiſſent être toujours obſervées & maintenues ſelon leur ſignification ſincere, ledit Ambaſſadeur faiſant voir la ſincerité de Sa Majeſté, & ſa demande en cette occaſion qui étoit trés-recevable étant venuë à nôtre Connoiſſance Imperiale, en conformité d'icelle, il fût expreſſement ordonné que tous les Mandemens de cette nature, qui avoient déja été, ou ſeroient ci-aprés accordez, & qui étoient ou ſeroient contraires, à la teneur de la preſente Capitulation, tels que fuſſent ces Mandemens, quand ils ſeroient preſentes devant nos Caddées, ou nos autres Miniſtres, ne ſeroient jamais acceptez, ni mis à execution, mais que la teneur des Capitulations Imperiales ſeroit toûjours obſervée, & que quiconque preſenteroit de tels Mandemens, contraires aux Capitulations ou les lui ôteroit, & ne ſeroient nullement d'aucune force, ni vertu, dans lequel tems tous les Privileges, Articles & Capitulations ci-deſſus écrites, furent auſſi approuvées & ratifiées, de la part de nôtre dit Grand Pere, & la Paix & Amitié, & bonne Correſpondance, contractées d'ancienneté furent de nouveau confirmées & établies.

XLVI. Du tems de l'Inſtallation de Sultan, Osman Han, ſur le haut & Imperial Trône, le Roi d'Angleterre envoya encor un fameux & noble Gentilhomme, en qualité de ſon Ambaſſadeur avec des Lettres & des préſens, qui furent trés-agréables, & ledit Ambaſſadeur ayant demandé au nom de Son Roi, & de Son Seigneur, que l'ancienne Capitulation, les Articles & les Contracts accordez du vivant de nos Predeceſſeurs fuſſent par lui renouvellez & confirmez, & que l'ancienne Paix & Amitié fuſſent de nouveau fortifiées, & établies, laquelle Requeſte fut trés-agreable audit Sultan Osman & les anciennes Capitulations, Articles & Privileges furent ici écrits, & confirmez, & la Paix & Amitié contractée de long-tems fut par lui promiſe & accordée.

XLVII. Aprés lequel, & du vivant du même Sultan Han, le Roi d'Angleterre aiant encore envoié en la même maniere à cette Haute Porte, l'Excellent & Honorable Chevalier Thomas Roe, en qualité de ſon Ambaſſadeur, avec des Lettres, & des préſens, qui furent trés bien receus, & cet Ambaſſadeur ayant offert au nom du Roi ſon Seigneur, toute ſorte de Conditions d'Amitié, & de bonne Correſpondance, & ayant demandé que les anciennes Capitulations, & tous les Articles ci devant accordez par ſes Anceſtres & par lui à la Nation Angloiſe, puſſent être de nouveau confirmez, & que la Paix & Alliance, qui étoient depuis long-tems contractée entre les deux Parties fût renouvellée & ratifiée, que quelques autres Articles fort neceſſaires puſſent être ajoûtez aux Capitulations Imperiales, & que pluſieurs autres déja accordez, puſſent être renouvellez, changez & expliquez en meilleure forme, laquelle Requeſte & demande lui furent tres-agréables & conformement à icelles, les anciennes Capitulations Imperiales, & tous les Articles & autres Privileges pluſieurs fois confirmez en icelles, & la Paix, Amitié & bonne Correſpondance contractées du tems de ſes Anceſtres, de ſon Grand Pere & de ſon Pere avoient été confirmées, ainſi que par lui-même furent derechef ratifiées, établies, promiſes, & accordées, ſurquoi il fit commandement exprés, qu'à l'avenir la teneur de ſes Capitulations Imperiales fût obſervée par toutes perſonnes, & que tout le monde reſpectât avec beaucoup de ſoin ladite Paix & Amitié établie & contractée entre les deux Parties, & que perſonne n'entrepriſt de les violer, ni de faire aucune action qui y fût contraire: lequel Ambaſſadeur declara pluſieurs fois, que les Caddées, & nos autres Miniſtres, avoient impoſé & établi diverſes Taxes, Tributs, & Sommes d'argent, ſur ladite Nation Angloiſe, & ſur celles qui s'étoient miſes ſous la Baniere d'Angleterre, au préjudice des Capitulations Imperiales, & contre la volonté de Sa Majeſté Imperiale, pour laquelle cauſe, ainſi qu'il eſt ci-deſſus declaré, ayant été trouvé neceſſaire, de faire des additions de quelques nouveaux Articles, à ladite Capitulation Imperiale, dont ledit Ambaſſadeur fit declaration par Ecrit, & la preſenta à Sa Majeſté Imperiale, ledit Sultan Osman Han donna auſſi-tôt des ordres & commandemens exprés ſignez de ſa main Imperiale, & ſeellez, portans qu'à l'avenir tous les Articles, qui étoient déja dans les Capitulations Imp. & ceux qui y ont été nouvellement ajoûtez par nôtre ordre ſeroient deuëment gardez & obſervez conformement au ſens ſincere de nos preſentes Capitulations.

XLVIII. D'autant que comme c'eſt une choſe de notorieté publique que de certains Pyrates de Tunis, & d'Alger, au préjudice de nos Capitulations Imperiales, & contre nôtre intention & volonté, prennent, & enlevent ſur Mer, des Navires, des Marchandiſes & des Hommes, qui ſont des Sujets du Roi d'Angleterre, & d'autres Rois & Etats qui ſont en Alliance avec nôtre Porte Imperiale, au grand dommage & préjudice de ladite Nation Angloiſe, pour ces cauſes, nous commandons & par ces préſentes nous ordonnons qu'on donne & expedie pluſieurs Mandemens, pour la reſtitution entiere & parfaite des Biens & Marchandiſes ainſi enlevées à la Nation Angloiſe & que tous les Anglois, qui ont été pris & faits Eſclaves, ou empriſonnez par leſdits Pirates, ſoient mis inceſſamment en liberté, & ſi aprés le jour de la datte de nos preſentes Capitulations Imperiales, il ſe trouve que leſdits Pirates de Tunis & d'Alger les volent encore & ne ceſſent point de continuer leurs outrages, & ne veuillent reſtituer leurs Biens, & leurs Hommes, nous deffendons que leſdits Pirates ſoient reçeus en aucun Port de nos Etats: & particulierement dans les Havres de Tunis, d'Alger, Modon ou Coron, faiſons de tres-expreſſes inhibitions & deffenſes à nos Beglerbeys & autres Miniſtres, de les y laiſſer entrer, ni de ſouffrir qu'ils y ſoient logez ni reçeus, mais au contraire nous commandons auſdits Beglerbeys, Caddées & autres Miniſtres de les pourſuivre, bannir & punir.

XLIX. Ayant été informez que pluſieurs de nos Commis de la Doüane & autres Officiers d'Alep, au préjudice de nos Capitulations Imperiales, & ſous pretexte de prendre des Droits de Doüane & d'autres Droits ſur les Soyes des Marchands Anglois, ont exigé par violence de grandes Sommes d'argent deſdits Marchands: & d'autant qu'il eſt écrit dans les Capitulations Imperiales, que les Anglois payeront pour les Soyes qu'ils acheteront en Alep, comme les François & les Venitiens font, & non pas davantage, deſdits Officiers de la Doüane outre les deux & demi pour cent de Doüane & de Reſt, n'ont pas laiſſé d'exiger depuis peu une grande Somme d'argent de ladite Nation ſous le nom de Reſt. Pour ces cauſes, nous ordonnons que cette affaire ſoit examinée, & que ladite Somme d'argent ſoit reſtituée, & qu'à l'avenir on obſerve l'ancienne coûtume: & que cette Nation-là ne paye ſeulement que comme les François, & les Venitiens font, & qu'on n'exige jamais d'eux pas même un Aſpre ſous le nom de cette Impoſition.

L. Comme les Marchands Anglois demeurans à Galata achétent ordinairement diverſes Denrées & Marchandiſes, avant que de les pouvoir embarquer & envoier ſur leurs Navires, & payent aux Officiers de la Doüane les Droits de Doüane, que doivent leſdites Marchandiſes, en prenant un Billet ou Quittance pour faire voir qu'ils les ont payez, aprés quoy, ils font porter les Marchandiſes en leurs Magaſins, cependant il arrive qu'avant qu'ils puiſſent charger, & envoyer leſdites Marchandiſes, l'Officier de la Doüane, nommé Diet, vient à deceder ou eſt dépoſé de ſa charge, & le nouveau Commis ou Officier établi en ſa place, ne voudra pas ſe contenter de ladite Quittance, pretendra un autre Droit de Doüane, & troublera, & moleſtera leſdits Marchands en differentes manieres, pour cette cauſe, nous ordonnons qu'apparoiſſant réellement qu'ils ont payé une fois la Doüane de toutes les Marchandiſes qu'ils auront achetées, l'Officier de la Doüane ſe contentera de ladite Quittance, & n'en demandera pas une ſeconde aux Marchands.

LI. Comme on achéte ordinairement en Augora des Camelots, des Moires, des Soyes, & d'autres ſortes de Marchandiſes qu'on transporte à Conſtantinople, & en d'autres Places de nos Etats dont on paye les Doüanes, & dont on retire des Quitances, aprés quoi on met les Marchandiſes dans des Magaſins: & voulant aprés les embarquer, pour les transporter ailleurs, les Officiers de la Doüane en demandent derechef les Droits de Doüane. Pour ces cauſes arrivant à l'avenir, que les Marchands veuillent embarquer les Marchandiſes, & qu'il ſoit veritable qu'ils ayent déja payé la Doüane pour leſdites Marchandiſes, leſdits Officiers de la Doüane ne pourront demander une nouvelle, ou ſeconde Doüane, pourvû que leſdits Marchands ne mêlent pas leurs Marchandiſes, qui n'auront pas payé les Droits, parmi celles qui les auront déja payez.

LII. Les Marchands Anglois ayant payé la Doüane de toutes les Marchandiſes qu'ils apporteront en nos Etats, ou de celles qu'ils en voudront transporter ailleurs, comme des Soyes, Camelots, & autres Marchandiſes, ſans les avoir venduës à d'autres, & voulant aprés les faire embarquer, pour les porter à Scio, Smir-

Smirne, ou en quelque autre Port, & leſdites Marchandiſes y étant arrivées, les Commis de la Doüane, & autres Officiers ſeront toûjours tenus de recevoir leurs Quitances, qu'ils auront en main, & ne demanderont, ni ne prendront point d'autres Droits de Doüane, pour leurs Marchandiſes.

LIII. Les Meſtaragis de Galata, & de Conſtantinople, prendront leur Droit de Meſtarie, ou de Courtage ſuivant l'ancienne Coûtume & Pancarte, de toutes les Marchandiſes, que les Marchands Anglois apporteront à Conſtantinople, ou en quelqu'autre Port que ce ſoit de nos Etats, ou en transporteront ailleurs, c'eſt-à-dire qu'ils ne prendront ſeulement le Droit de Meſtarie que des Marchandiſes, qui auront accoûtumé de le payer, ſuivant l'ancienne Coûtume, mais à l'égard des Marchandiſes, qui anciennement n'avoient pas accoûtumé de le payer, ils ne pourront prendre aucun Droit de Meſtarie contre l'ancienne Pancarte, & de plus on ne ſera ni levera aucune impoſition ſur les Marchandiſes Angloiſes, ni on ne prendra de la Nation Angloiſe, pas ſeulement un Aspre, contre l'ancienne Pancarte, & l'uſage accoûtumé.

LIV. Les Marchands Anglois pourront librement venir en tous les Ports de nos Etats, pour negocier, & y apporter des Draps, du Crezé, des Epiceries, de l'Eſtain, du Plomb, & toutes autres Marchandiſes, & perſonne ne leur donnera aucun trouble, ni empêchement; de même qu'ils y pourront achéter, & en transporter toutes ſortes de Marchandiſes, à l'exception de celles qui ſont deffenduës, ſans que perſonne les en puiſſe empêcher, ni les y troubler, & aprés qu'ils en auront payé la Doüane conformement à la preſente Capitulation Imperiale, & à l'ancienne coûtume, les Commis de la Doüane & autres Officiers ne leur demanderont rien de plus.

Du tems de Sultan Murat Han, mon Oncle d'heureuſe Memoire, le Roi d'Angleterre envoya le Chevalier Sackville Cron, en qualité de ſon Ambaſſadeur, avec ſon préſent, & des Lettres qui furent tres-bien reçuës, & le tems de ſon Ambaſſade étant expiré, le Chevalier Thomas Bendiſh arriva à la Porte, pour y réſider & apporta ſon préſent, & des Lettres obligeanses, qui de la même maniere furent auſſi tres-bien reçuës: & leſdits Ambaſſadeurs ayant preſenté les Capitulations Imperiales qui avoient été autreſois accordées, & demandé que ſuivant l'ancienne coûtume elles pûſſent être renouvellées, il eſt derechef ordonné par ces preſentes, que tous les Poincts & Articles qu'elles contiennent ſoient gardez & obſervez.

LV. Et à cauſe que contre le ſens & la teneur d'iceux, pluſieurs Officiers ſont venus à bord des Navires des Marchands Anglois avant qu'ils fuſſent arrivez au Port, & ont de vive force enlevé deſdits Navires les Biens & Denrées des Marchands, & enlevé toute l'élite ſans demeurer d'accord du prix, ni en faire aucun compte avec les Proprietaires.

LVI. Et de plus, leſdits Marchands ayant une fois payé les Droits au Bureau de la Doüane pour leurs Marchandiſes, & voulant les transporter dans un autre Port, les Officiers de la Doüane les en ont empéché; & les ont retenus jusqu'à ce qu'ils euſſent reçu un ſecond Droit de Doüane pour icelles.

LVII. Et comme il eſt expreſſement ſtipulé dans les Capitulations Imperiales, que dans tous les differens & Procés avec la Nation Angloiſe, nos Magiſtrats ne doivent point oüir, ni decider la cauſe, à moins que l'Ambaſſadeur, ou le Conſul n'y ſoient préſens, nos Juges ont depuis peu condamné, & empriſonné des Anglois, & en ont pris & reçû des preſens, ſans le ſçeu de leur Ambaſſadeur, ce qui eſt une grande injure qu'on leur a faite.

LVIII. Comme auſſi d'autant qu'il eſt ordonné par les Capitulations Imperiales, que les Officiers de la Doüane ne prendront aucuns Droits pour l'or & pour l'argent monnoyé, que la Nation Angloiſe apportera dans nos Etats, ou en transportera ailleurs, & que les Marchands ne ſoient tenus de payer que trois pour cent de Doüane pour leurs Marchandiſes & rien plus; néanmoins les Officiers de la Doüane pretendent des Droits de Doüane ſur leurs Sequins & ſur leurs Escus d'argent & de prendre plus de Droits qu'il ne leur en eſt deub pour les Soyes cruës qu'ils achetent; Et à l'égard des Marchandiſes qu'ils déchargent à Scanderoon, pour le porter en Alep, ils en demandent ſix pour cent; leſquelles exactions injuſtes ont été autrefois rectifiées & reformées par un expres Hatter Sheriffe, & étant de nouveau informez qu'on fait tort auſdits Marchands Anglois, comme auparavant à cauſe que les Officiers de la Doüane evaluent & apretient les Marchandiſes des Marchands Anglois à plus haut prix qu'elles ne valent, & quoi que leſdits Officiers de la Doüane, ne doivent avoir que trois pour cent, neanmoins par une evaluation exorbitante des Marchandiſez ils prennent d'eux ſix pour cent, & les Serviteurs du Bureau de la Doüane, ſous prétexte de quelques petits droits & frais, tirent indeuëment de grandes Sommes d'eux: Et comme on met à preſent à bord des Navires Anglois, un plus grand nombre de Viſiteurs qu'on n'avoit accoûtumé auparavant, les frais en ſont fort à charge aux Marchands & Maîtres de Navires qui les ſupportent; à toutes leſquelles choſes ayant été priez de pourvoir, nous ordonnons que quand les Officiers de la Doüane, évalueront les Marchandiſes à trop haut prix, les Marchands leur offrant d'en payer les Droicts ſur le pied de trois pour cent, en eſpece deſdites Marchandiſes, les Officiers de la Doüane ne les pourront refuſer, & ſeront tenus de les accepter; & ſur ce que l'Ambaſſadeur d'Angleterre nous a demandé que les abus & injures ci-deſſus ſpecifiez fuſſent rectifiez, nous ordonnons que les Marchands Anglois ne ſoient point troublez dans les circonſtances precedentes ni en aucune maniere, ni que leurs Privileges ne ſoient pas injuſtement violez au prejudice, & au contraire des Capitulations Imperiales. Le Chevalier Henneage Finch, Comte de Winchelſey, Vicomte de Maiſton, Baron Fitz Herbert de Eſtwell, Seigneur du Domaine Royal de Wye, & Gouverneur de la Province de Kent & de la Ville de Canterbury Ambaſſadeur du Roi d'Angleterre, (les jours duquel puiſſent eſtre terminez avec bonheur) arriva avec ſes preſens, & il fut accompagné de Lettres qui avec toute ſincerité & affection exprimoient la bonne Amitié & Correſpondance; & cet Ambaſſadeur ſusdit preſenta les Capitulations, afin qu'elles puſſent eſtre renouvellées ſuivant la coutume, & afin que quelques Articles de grande conſideration, qui étoient auparavant dans les Capitulations puſſent être plus ponctuellement obſervez, ledit Ambaſſadeur demanda qu'ils puſſent être derechef renouvellez & plus clairement exprimez dans les Capitulations Imperiales, ſa requeſte fut favorablement reçûë. L'un de ces Poincts eſt celui-ci.

LIX. Les Galeres & autres Vaiſſeaux de la Flotte Imperiale, partant des Etats du Grand Seigneur, & rencontrant ſur Mer les Navires d'Angleterre, ne leur donneront aucune moleſtation, & ne les retarderont point en leur voyage, & ne leur prendront aucune choſe quelconque, mais devront toûjours témoigner l'un à l'autre une bonne Amitié, ſans cauſer le moindre dommage: & cela étant ainſi declaré dans les Capitulations Imperiales, les Beys & Capitaines qui navignent ſur les Mers, & ceux d'Alger, Tunis & Tripoli, rencontrans des Navires Anglois, qui naviguent d'un Port à l'autre, ne devront point leur enlever aucun argent ni Marchandiſes; ſous pretexte que leurs Vaiſſeaux transportent des Biens des Ennemis, & à cette occaſion les viſiter, & ſous ce pretexte les moleſter & les retarder en la pourſuite de leur voyage, de ſorte qu'il n'y aura qu'à l'entrée des Châteaux, & dans les Ports, où les Viſiteurs, qui appartiennent à la Doüane, ont accoûtumé de venir à bord; que leurs Biens ſeront examinez, mais étant ſur Mer, ils ne ſeront point ſujets à une plus ample viſitation ni perquiſition.

LX. Les Marchandiſes de la Nation Angloiſe ayant une fois payé la Doüane, ne doivent recevoir aucune moleſtation contre la teneur des Capitulations Imperiales, & les Officiers de la Doüane ne pourront refuſer le Billet ou Certificat portant qu'ils ont payé la Doüane, & arrivant qu'on en faſſe plainte, nous commandons expreſſément que leſdits Officiers, ne different de delivrer incontinent ledit Billet, ou Certificat, ſur la demande qui en ſera faite.

LXI. Et aprés que la Doüane aura été une fois payée pour aucune ſorte de Marchandiſes, qui n'aura pas été venduë dans le Port où l'on aura payé les Droits, & qui doit être transportée dans un autre Port, on adjoutera foi entiere au Certificat, & on ne pourra pas prétendre de lui faire payer une ſeconde Doüane.

LXII. Les Marchands Anglois & leurs Serviteurs pourront librement & franchement trafiquer, en Alep, au Caire & dans les autres Ports des Etats Imperiaux, & ne payer que trois pour cent, pour toutes leurs Denrées & Marchandiſes ſuivant l'ancienne coûtume, &

conformement aux Capitulations Imperiales, ſoit qu'elles ſoient apportées par Mer ou par Terre: & quoi que les Officiers & Fermiers de la Doüane, à l'arrivée des Marchandiſes dans le Port, & pour donner du trouble & de la moleſtation à la Nation Angloiſe, pretendent qu'il n'y a que les Denrées du cru & Manufacture d'Angleterre qui ne doivent payer que trois pour cent, mais que les Marchandiſes qui viennent de Veniſe, & d'autres Lieux, ſont obligez de payer davantage, & ſous ce pretexte & pretention, faire naître des Procès & des troubles aux Anglois; Pour cette raiſon, que les Capitulations Imperiales ſoient obſervées à cet égard, comme elles l'eſtoient au temps paſſé, & nos Officiers ne doivent en aucune maniere permettre le contraire.

LXIII. Arrivant qu'un Anglois devienne endebté, ou qu'il ſe ſoit rendu caution pour un autre qui aura fait Banqueroute ou qui ſe ſera enfuy, la Debte devra être demandée au Debiteur, & ſi le Créancier n'e point d'Acte, pour prouver qu'un tel s'eſt rendu plége & caution ſuivant la Loy, la Debte ne pourra pas être demandée à un autre, lequel Article eſt déja declaré dans les Capitulations.

LXIV. Comme il arrive quelquesfois qu'un Anglois demeurant dans un Pays, pour s'exempter de payer une Debte, tire une Lettre de Change, ſur un autre Anglois, qui n'a point de ſes effects en ſes mains, & la perſonne à qui l'argent eſt payable, étant un Homme de pouvoir & d'authorité, apporte ſa Lettre de Change, & au prejudice de la Loi, & des Capitulations demande, & voudroit exiger par force le payement de la Lettre de Change: en ce cas-là le Marchand acceptant la Lettre de Change ſera obligé de la payer, mais s'il ne l'accepte pas, il ne ſera pas ſujet à aucun trouble pour cela.

LXV. Et comme les Interpretes de l'Ambaſſadeur d'Angleterre ſont exempts de toute Angarie ou Taxes, par les Articles declarez dans les Capitulations, arrivant que leſdits Interpretes viennent à deceder, leurs Biens ou Effects ne ſoient pas ſujets aux Droits de Doüane, mais ſeront partagez entre les Créanciers & les Heritiers.

LXVI. Et comme le Roi d'Angleterre eſt un veritable ami de noſtre heureuſe Porte, on permettra à ſon Ambaſſadeur, qui reſidera ici, d'avoir dix Serviteurs de quelque Nation que ce ſoit, qui ſeront exempts de Harach, ou de Taxes, & de moleſtation de qui que ce ſoit.

LXVII. Arrivant qu'un Anglois ſe faſſe Mahometan, & qu'il ait entre ſes mains des Biens & Effects appartenant à ſes Superieurs, ces Biens & Effects ſeront mis entre les mains de l'Ambaſſadeur, ou du Conſul, afin qu'on les puiſſe faire tenir & faire bons aux veritables Proprietaires.

Le dernier, Monſieur le Chevalier Hervey Ambaſſadeur du Roi d'Angleterre qui reſidoit en noſtre haute Porte, étant decédé, le Chevalier Jean Finch Homme prudent & qui étoit du Conſeil du Commerce eſtranger, a été nommé pour lui ſucceder en la fonction de l'Ambaſſade, & l'advis nous ayant eſté donné que ledit Ambaſſadeur eſtoit arrivé avec des Lettres Royaux, & les preſens accoûtumez, ils nous ont été tres-agréables, & ledit Ambaſſadeur nous ayant fait connoiſtre qu'il y avoit des expreſſions ſi pleines d'ambiguité dans les Capitulations, qui avoient eſté déja accordées, qu'elles avoient beſoin d'une plus ample explication & pour cet effect, nous ayant requis au nom du Roi ſon Maiſtre, que les Capitulations puſſent eſtre renouvellées, & qu'on y pût adjouſter les explications, & Articles qui étoient neceſſaires, la requeſte dudit Ambaſſadeur nous ayant eſté communiquée, nous y avons donné noſtre conſentement, & nous commandons & il eſt commandé que les additions demandées ſoient adjouſtées aux Capitulations precédentes, & en voici une.

I. Le Niſani Sherif, (c'eſt-à-dire) le Commandement Imperial ſur lequel fut mis en l'année 1653. le Hatterſheriff, (c'eſt-à-dire) le Seing de l'Empereur Sultan Ibrahim Han (l'ame duquel repoſe en gloire) lequel Commandement declare qu'anciennement les Navires Anglois qui venoient de Scanderoon payoient pour chaque piéce de Drap de Londres pour la Doüane de Scanderon quarante Paras, & pour une piece de Creзé ſix Paras, & pour chaque Pacquet de Peaux de Lapin ſix Paras, & pour chaque quintal de Damas, ou Cantaro, cinquante-ſept Paras & demi de Doüane, leſquelles Marchandiſes arrivant aprés en Alep, payoient pour la Doüane d'Alep, pour chaque piece de Drap de Londres huit Paras, pour une piece de Crezé huit Paras & un ſixiéme, pour chaque Pacquet de Peaux de Lapin huit Paras & un ſixiéme, pour chaque Batman d'Alep, d'Eſtain & de Plomb, un Para de Doüane, & ceux de ladite Nation achetant des Marchandiſes & les transportant, pour tout ce qu'ils achetoient en Alep & le transportoient ailleurs, payoient pour la toile crue, ou chilis, pour les Cordouans, pour Horaſani Hindi, pour chaque balle de chacun, deux Ecus blancs & demi, & pour chaque Balle de Cotton cru, un Esco blanc, & un quart, & pour une balle de noix de Gale un quart d'Escu blanc, & pour chaque balle de Soye dix Oſmani (dont les quatorze ſont un Escu blanc) pour chaque cent peſant de Rubarbe, & autres pareilles Drogues trois Escus blancs ſuivant l'eſtimation du chef de cet art, leſdites Denrées étant portées à Scanderoon & y ayant été chargées ſur leurs Vaiſſeaux payoient pour de la toile crue, ou chilir, pour les Cordouans chacun un Escu blanc & demi pour la Doüane de Scanderoon, pour l'Horaſani Hindi, & le Coton cru, trois quarts d'un Ecu blanc la balle, pour une bale de noix de Gale, le quart d'un Ecu blanc, pour de la Rubarbe & autres pareilles Drogues, ſuivant l'apreciation des Droguiſtes, trois quarts d'un Escu blanc la balle, & il n'y a rien à payer de plus ſuivant ce ſublime Commandement & en cas que le Teſterdar donne aucun Commandement contraire à celui-ci, qu'on n'y obeiſſe pas, & qu'il ſoit reputé de nulle valeur, mais que toutes choſes ſoient obſervées conformement à ce préſent Commandement Imperial & aux Capitulations Imperiales.

II. Pour toutes les Marchandiſes que les Marchands Anglois apporteront ou transporteront, ils ne payeront que trois pour cent ſeulement, & ne doivent jamais payer un Aſpre davantage, étant ainſi ſpecifié dans les Capitulations Imperiales. Mais y aiant eu des Conteſtations & differens à Conſtantinople, & à Galata, avec les Officiers de la Doüane touchant les Draps apportez de Londres, & autres ſortes de Draps de Manufacture d'Angleterre, ils payeront ſuivant l'ancien Tarif accouſtumé, & ainſi qu'ils ont tousjours payé juſqu'ici, c'eſt-à-dire en Aſpres, ou menue Monnoye, dont quatre vingt Aſpres ſont une piece de huit, & ſoixante dis ſont un Ecu de Lyon, cent quarante quatre Aſpres pour chaque piece de Drap, de la fabrique d'Angleterre, ſoit que les Draps ſoient fins ou gros, ou de quelque prix que ce ſoit, & les Officiers de la Doüane ne demanderont & ne doivent pas prendre davantage. Mais à l'égard des Draps qui viendront d'Hollande, & d'autres Païs, c'eſt-à-dire, Londrins, des Soyes, & des Eſcarlattes, & de toutes autres ſortes de Draps qui ne ſeront pas de la fabrique d'Angleterre paieront à l'avenir les Droits qu'ils ont accouſtomé de payer juſqu'ici, & à Smirne, on peiera ſuivant l'ancienne couſtume & uſage en Aſpres ou menue Monnoye, dont quatre vint ſont une piece de huit, & ſoixante dix, un Eſcu de Lyon, ſix vingts Aſpres pour chaque piece de Draps d'Angleterre, ſoit qu'ils ſoient fins ou gros, ſoit qu'ils ſoient de Londres, ou non, pourveu qu'ils ſoient fabrique d'Angleterre, & les Officiers de la Doüane ne pourront pas demander & ne doivent pas prendre un Aſpre davantage, & qu'il n'y ait point d'innovation faite ſur la Doüane de ces Draps là.

III. Les Capitulations qui ordonnent que les Anglois aiant un different, dont la valeur eſt de plus de quatre mille Aſpres la cauſe doit être ouïe & decidée par la Porte, & non pas ailleurs, eſtant de notorieté publique, arrivant qu'en quelque temps que ce ſoit, le Caddi ou les Miniſtres de quelque Place vouluſſent retenir aucun Marchand, ou empeſcher aucun Anglois, qui ſera ſur un Navire, de pourſuivre ſon Voyage, ſous pretexte de quelque Somme impoſée ſur les Anglois ou pretendre d'eux, ſi le Conſul du lieu ſe veut rendre Caution de reſpondre devant la Porte aux pretentions qu'on aura contr'eux, telles perſonnes auront pleine & entiere liberté de pourſuivre leur Voyage, & ceux qui prendront quelque choſe d'eux ſeront tenus de venir devant le Divan, pour faire juger le different d'entre les Parties, & l'Ambaſſadeur reſpondra ſur leurs demandes. Mais au cas que le Conſul ne veuille pas eſtre Caution, le Juge du lieu pourra en eſtre le Juge & rendre Sentence ſur le fait, dont ſera queſtion.

IV. Tous Navires Anglois qui arriveront à Conſtantinople, Scanderoon, Smirne, à Cypre, & en tous

tous les autres Ports de mon Empire, payeront trois cens Aspres pour Droit d'anchrage & pas un ſeul Aspre de plus.

V. Arrivant, qu'un Anglois venant avec des Effects ſe faſſe Muſulman, l'Ambaſſadeur, ou Conſul, ſachant que ſes Effects appartiennent à d'autres Marchands Anglois tout l'argent & autres Effects ſeront tires des mains du Muſulman, & conſignez entre celles de l'Ambaſſadeur, afin qu'il puiſſe les faire tenir à ceux à qui ils appartiendront, & que par ce moyen les Biens d'un autre Homme ne puiſſent pas demeurer entre les mains de ce Muſulman, & que cela ne ſoit pas empesché par aucun Caddi, ni aucuns autres Juges ou Miniſtres.

VI. Les Marchands de ladite Nation Angloiſe qui auront acheté des Camelots, des Moires, ou des Eſtoffes à gros Grains cru, en Angora, ou à Begbazar, & qui les voudront transporter en d'autres Lieux, aprés avoir paié trois pour cent de Doüane, ne pourront eſtre moleſtez pour le Skraz-bath, c'eſt-à-dire pour le paſſage ou transport desdites Marchandiſes en d'autres Lieux, & ils ne devront pas payer un ſeul Aspre, pour aucune demande de cette nature.

VII. Les Marchands Anglois venant à recevoir de leurs Debiteurs quelque Somme d'argent, ſi la Debte eſt payée par le moyen ou entremiſe d'un Aſſiſtant, ou d'un Chiaou, celui qui recevra la Debte ne payera pas davantage, que ce qu'on paye aux autres Caddis, qui eſt ſeulement deux Aspres, & pas une ſeule Aspre davantage.

VIII. Comme il y a une bonne correspondance entre nous, & le Roi d'Angleterre, en conſideration de cette bonne Amitié, nous accordons & permettons que deux Navires chargez de Figues, de Raiſins de Corinthe, puiſſent eſtre transportez de nos Etats, pour l'uſage de la Cuiſine de Sa Majeſté, pourveu qu'il n'y ait pas de diſette, & de cherté de ces fruicts-là dans le Pays, lesquels fruicts nous permettons aux Anglois d'acheter pour leur argent dans le Port de Smyrne, Salonique, ou en tel autre Port que ce ſoit de nôtre Empire, en paiant trois pour cent de Doüane, lesquels eſtant payez perſonne ne donnera à ceux qui les chargeront, aucun trouble ni empêchement.

IX. Sur ce qui nous a été repreſenté, que les Anglois n'ont paié jusqu'ici, aucun Droit de Doüane ni de Mezan, pour toutes les Soyes qu'ils achétent à Smyrne, à l'exception de celles de Pruſſe, & d'Armenie, c'eſt-à-dire pour les Soyes de la Georgie, de la Perſe, ou de l'Armenie: au cas qu'il y ait réellement un tel uſage & couſtume, & que la choſe ne porte aucun prejudice à l'Empire: qu'on ne demande point à l'avenir a Smyrne, ni Doüane ni *Mezan* pour lesdites Soyes, mais qu'on y traite les Anglois avec toute ſorte de tesmoignages d'amitié. Et ſur l'inſtance que l'Ambaſſadeur nous a faite, que les precedents Articles fuſſent inſerez dans les Capitulations; ſa demande lui a été octroyée, & conformement au précedent Seing Imperial, & Capitulation, que la preſente Capitulation ſoit renouvellée & accordée à preſent en conformité de ce qui a été paſſé, & de mon commandement Imperial, ce que nous commandons pour le temps auſſi long, que Charles ſecond Roi d'Angleterre (dont les jours ſe puiſſent terminer en bonheur) entretiendra une bonne Amitié, & correspondance avec nous, conformement à celle qui a eſté entretenuë avec nos Anceſtres, & nous ne manquerons pas de nôtre côté à entretenir cette amitié, avec toute ſorte de tendreſſe.

Et nous jurons, & promettons, par celui qui a créé le Ciel & la Terre, & toutes les Créatures, nous promettons par un ſeul Dieu, le Créateur, qu'il ne ſera fait rien de contraire à cette préſente Capitulation Imperiale; & par conſequent chacun eſt tenu d'obeir à nôtre Seing Imperial.

Donné au milieu de la Lune Gemaziel Akir 1086. en la Ville Imperiale d'Andrinople, qui eſtoit au Mois de Septembre 1675.

Le Grand Seigneur escrit en haut de ſa propre main ainſi qu'il ſuit.

Que toute choſe ſoit obſervée en conformité à nôtre Commandement Imperial & que rien ne ſoit fait qui y ſoit contraire.

CXLI.

$\frac{11}{21}$ Sept.

Neutralitäts-Receß zwiſchen Ihro Königl. Majeſt. in Dennemarck Chriſtian V./ Ihro Churfürſtl. Durchl. zu Brandenburg Friedrich Wilhelm/ und Ihro Hochfürſtl. Gnaden Chriſtoph Bernhard/ Biſchoffen zu Münſter eines/ und Ihro Hochfürſtl. Durchl. Johann Friedrich/ Hertzogen zu Braunſchweig und Lüneburg andern theils/ wodurch dieſer erſtere verſichert/ dero wieder Schweden und anderer Orten ſich wendenden Wapffen ſich nicht zu wiederſetzen/ dahingegen erſtere dieſem verſprechen/ deſſen Lande von allen Kriegs-Belaſtigungen frey ſeyn zu laſſen/ und bey dieſer Neutralität zu ſchützen. Hanover den $\frac{11}{21}$. Septembr. 1675. Mit dem Neben-**Receß** zwiſchen Gedachten Königl. Majeſt./ Chur- und Fürſtl. Durchl. ſub dato & loco eodem. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

C'eſt-à-dire,

Traité de Neutralité entre CHRISTIAN V. *Roi de Dannemarc*, FRIDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg &* CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque & Prince de Munſter d'une part, &* JEAN FRIDERIC *Duc de Brunswic-Lunebourg-Hanover d'autre part, portant que ledit Duc ne s'oppoſera point aux Armes des trois Princes confederés contre la Suede de quelque coſté qu'elles ſe tournent, & qu'en échange ils auront ſoin que leurs Expeditions, Paſſages, & Campements ne cauſent aucun dommage à ſes Terres, Païs & Sujets, mais qu'au contraire ils le maintiendront & defendront en cette Neutralité. A Hanover le* $\frac{11}{21}$*, Septembre 1675.*

Zu wiſſen/ als der Durchläuchtigſte Großmächtigſte Fürſt und Herr/ Herr Chriſtian der Fünffte/ König zu Dennemarck/ Norwegen/ der Wenden und Gothen/ Hertzog zu Schleßwig-Hollſtein/ Stormarn und der Ditmarſchen/ Graffe zu Oldenburg und Delmenhorſt ꝛc. Wie auch der Durchl. Fürſt und Herr/ Herr Friederich Wilhelm Marggraff zu Brandenburg/ des Heil. Röm. Reichs Ertz-Cämmerer und Churfürſt/ in Preuſſen/ zu Magdeburg/ Gülich/ Cleve/ Berg/ Stetin/ Pommern/ der Caſſuben und Wenden/ auch in Schleſien/ zu Croſſen und Jägerndorff Hertzog/ Burggraff zu Nürnberg/ Fürſt zu Halberſtadt/ Münden und Camin/ Graff zu der Marck und Ravensberg/ Herr zu Ravenſtein/ und der Lande Lauenburg und Bütau ꝛc. Und der Hochwürdigſte Fürſt und Herr/ Herr Chriſtoph Bernhard/ Biſchoff zu Münſter/ Adminiſtrator zu Corvey/ Burggraff zu Stromberg/ Herr zu Borckelae ꝛc. Dem Durchl. Fürſten und Herrn/ Herrn Johann Friederich/ Hertzogen zu Braunſchweig und Lüneburg ꝛc. Durch Ihrer Königl. Majeſt. Churfürſtl. Durchl. und Fürſtl. Gnad. abgeſchickte Miniſtros, auß ſonderbahrer Freund-Vetterlicher Affection und vertraulicher Freundſchafft/ fürtragen laſſen/ was geſtalt männiglich bekandt und vor augen/ in was für einem Zuſtand das Heil. Röm. Reich/ unſer geliebtes Vatterland/ durch die vor einigen Jahren entſtandenen und nachgehens mehr und mehr auffgebreitete Kriegs-Unruhe/ gerahten/ und es endlich dahin außgeſchlagen/ daß zu Rettung der bedrängten Chur-Fürſten und Stände verſchiedene nachdrückliche Concluſa bey dem noch wehrendem Reichs-Tag zu Regenſpurg ergangen/ dannenhero auch Ihre Königl. Majeſt. zu Dennemarck/ Ihre Churfürſtliche Durchl. zu Brandenburg/ und des Herrn Biſchoffs zu Münſter Fürſtl. Gn. auff reſpectivè beſchehenes erſuchen/ und auffgetragene Commiſſion Ihrer Kayſerl. Majeſt. und angeregten Reichs-Concluſis zufolge/ wie dann auch Vigore der vorhin zwiſchen ihnen auffgerichteten Bündnuſſen/ zu Rettung des Heil. Röm. Reichs höchſtbedrängter und unterdrückter Stände/ abſonderlich aber zu befrey- und Verſicherung Ihrer Churfürſtl. Durchl. zu Brandenburg durch die Cron Schweden angegriffener/ und infeſtirter Lande/ gegen ſelbige Cron die Waffen zu ergreiffen veranlaſſet worden/ und man anjetzo an Seiten Ihrer Königl. Majeſt. zu Dennemarck/ und des Herrn Biſchoffs zu Münſter Fürſtl. Gnad. denen Kriegs-Operationen und zwar in den Königl. Schwediſchen/ in Weſtphäliſchen und Nieder-Sächſiſchen Cray-

ſen belegenen Landen einen Anfang zu machen / entſchloſſen wäre / vorhero aber höchſtnöthig erachtet / höchſtbeſagtem Hn. Hertzog Joh. Friederichs zu Braunſchweig und Lüneb. Durchl. als einem vornehmen Fürſten gemeldter Cräyſe / deſſen Lande auch in der nähe angeregter Königl. Schwediſcher Lande gelegen / von ſolchem Fürhaben parte zu geben / und mit deroſelben / welcher geſtalt bey dieſem Werck die allerſeits benöhtigte Sicherheit beſtens verwahret / mithin auch das Freund- Vetter- und Nahbarliche gute Vernehmen hinführo ferner unterhalten werden möchte / vertrauliche communication anzuſtellen / darauff Seine Fürſtl. Durchl. ſich dahin erkläret / daß gleich ſie auch ihres theils / bey gegenwärtigen gefährlichen Zeiten / nebſt dero eigenen Sicherheit / auff des Reichs Wohlfahrt und Beſtes / auch Widerbring- und Erhaltung des werthen Friedens / ein ſorgfältiges Abſehen gehabt / als ſie hinkünfftig im geringſten etwas / ſo der Kayſerl. Majeſt. und des Reichs intention, und denen ergangenen Reichs-Concluſis zuwider ſeyn möchte / vorzunehmen nicht gemeinet / ſondern vielmehr / wie ſchon vorhin geſchehen / alſo ferner ſolchen Concluſis, doch vorbehaltlich deſſen / was in dieſem Tractat abſonderlich verglichen / ein genügen zu thun bereit und entſchloſſen / auch mit Ihrer Kayſerlichen Majeſt. und des Reichs Allirten und Zugethanen / inſonderheit mit Ihrer Churfſt. Durchl. zu Brandenburg / und des Herrn Biſchoffs zu Münſter Fürſtl. Gn. in guter Verſtändnuß beharrlich zu ſtehen verlangten / und dißfals an Ihra nichts erwinden laſſen wollen / dannenhero ſie zu Behuff des intendirten gemeinnützigen Zwecks die veranlaßte communication Ihro mit gefallen laſſen: Daß darauff im Nahmen des Allerhöchſten / die allezeit hierzu verordnete / und gnugſam bevollmächtigte Räthe und Miniſtri, benantlich wegen Ihrer Königl. Majeſt. zu Dennemarck / der Hoch-Wohlgebohrne Graff und Herr / Herr Friederich Graff von Alefeld zu Langland und Rixingen / Freyherr zu Meersburg / Herr zu Gravenſtein / der beyden Seegarten / auch in der Wildnuß / Ritter ꝛc. Sr. Königl. Maj. geheimter Eſtats und Land-Raht / Stathalter in den Fürſtenthumen Schleßwig und Holſtein / Gouverneur und Amptmann zu Steinburg und in Ditmarſchen ꝛc. wegen Ihrer Churſ. Durchl. zu Brandenburg der Wohlgebohrne Herr Curd Wilhelm von Lende / Sr. Churſ. Durchl. Cammerherr und Stallmeiſter; Wegen des Herrn Biſchoffs von Münſter Fürſtl. Gnad. der Hochwürdige / Wohlgebohrne Herr Matthias Korff / genant Schmiſing / Sr. Fürſtl. Gn. Dahm-Küſtnern / auch geheimter und Land-Raht ꝛc. wegen Herrn Hertzogen Johann Friedrichs zu Braunſchweig Lüneburg Durchl. die Wohlgebohrne / Herr Otto Groote / und Herr Hieronymus von Wietzendorff / Seiner Durchl. geheimte und Cammer-Rähte / die Handlung angetretten / und ſich nachfolgender conditionen mit einander vereinbahret und verglichen:

I. Erſtlich erklären Herrn Hertzogen Johann Friedrichs zu Braunſchw. und Lüneb. Fürſtl. Durchl. ſich dahin / daß ſie ſich / bey wehrendem dieſem Kriege / allerdings neutral halten / Ihrer Kayſerl. Maj. und des Reichs auch dero Allirten und Zugethanen / inſonderheit Ihrer Königl. Majeſt. zu Dennemarck / Ihrer Churſ. Durchl. zu Brandenburg / und des Herrn Biſchoffs zu Münſter Fürſtl. Gnaden Waffen / an was Ort ſich auch ſelbige wenden möchten / auff keinerley Weiſe / weder per directum noch per indirectum ſich widerſetzen / noch durch die ihrige denenſelben einigen Eintrag und Schaden thun / oder auch einige von ihren Völckern / weder heimlich noch öffentlich deroſelben Feinden und Widerwärtigen überlaſſen / ſondern in beſtändiger devotion und Treu gegen Ihr. Kayſerl. Majeſt. und das Reich / auch in auffrechtem gutem Vernehmen mit Ihr. Königl. Majeſt. zu Dennemarck / und dero hohen Allirten beharren wollen.

II. Dahingegen Ihr. Königl. Majeſt. zu Dennemarck Ihr. Churſ. Durchl. zu Brandenburg und des Herrn Biſchoffs zu Münſter Fürſtl. Gnad. für ſich / und im Namen dero ſamtlich hohen Allirten gegen Seine Durchl. ſich erkläret / und veſtiglich verſprochen / daß Ih. Fürſtl. Durchl. in ihren Landen ruhig gelaſſen / und von allen Einquartierungen / Contributionen / durchzügen und andern wieder das Inſtrumentum Pacis, die Reichs-Conſtitutiones und Executions-Ordnung lauffenden Belaſtigung / wie die Namen haben mögen / jederzeit befreyet ſeyn ſollen.

III. Da auch über verhoffen die Cron Franckr. auß Urſach / weil Ih. Durchl. ſich Neutral erklären / einen Anſpruch an dieſelbe wegen der eine geraume Zeit her empfangene Subſidien / machen ſolte; ſo ſeynd Ih. Kayſ. Maj. und dero geſampte hohe Allirte / Seine Durchl. ſowol dagegen / als wann ſie auch ſonſt dieſer Neutralität halber / angefochten oder Feindlich tractiret werden / ſampt und ſonders zu vertretten und zu ſchützen erbietig.

IV. Wie Ihro dann ebenfalls wegen der mit Franckreich und Schweden gehabten Fœderum, von niemanden zugeſetzet werden / noch Ih. Durchl. deſſenthalben in einige wege / wie es immer Namen haben möchte / etwas zu befürchten / oder zu entgelten haben ſollen.

V. So ſoll auch offtged. Ihrer Durchl. die Ihro vor dieſem ſchon von den hohen Allirten angebottene Mediation nochmals deferiret und hiemit auffgetragen ſeyn.

VI. Verſprechen Ihr. Kön. Majeſt. zu Dennemarck / Ihr. Churſ. Durchl. zu Brandenburg und des Herrn Biſchoffs zu Münſter Fürſtl. Gnad. Krafft dieſes feſtiglich / daß Ihr. Fürſtl. Durchl. bey allen obgemeldten Puncten und Clauſulen von ihnen maintenirt und auf alle Weiſe und Wege garantirt werden ſolle.

VII. Schließlich und ſiebendens iſt verabredet worden / daß die Ratification dieſes Tractats von Ihr. Kayſerl. Majeſt. in 6. Wochen / und von denen auſſerhalb Reichs ſich befindenden Allirten innerhalb 3. Monaten / von Ihr. Kön. Majeſt. zu Dennemarck / Ih. Churſ. Durchl. zu Brandenburg / und des Herrn Biſchoffs zu Münſter Fürſtl. Gnad. aber innerhalb 14. Tag à dato hujus eingebracht / und zu Hamburg oder allhier zu Hanover gegen Ihr. Durchl. Ratification außgewechſelt werden ſolle.

Daß nun dieſes alles was obſtehet / ſammt und ſonders von Ihr. Kön. Majeſt. zu Dennemarck / ihrer Churſ. Durchl. zu Brandenb. und des Hn. Biſchoffs zu Münſter Fürſtl. Gn. auch Hn. Hertzog Johann Friedrichs zu Braunſchweig und Lüneb. Fürſtl. Durchl. ſtett / feſt und ohnverbrüchlich bey Kön. Chur- und Fürſtl. wahren Worten / Treu und Glauben ohne einzige Argeliſt und Gefährde gehalten / denſelben in allen und jeglichen Puncten und Clauſulen nachgelebt / und deſſen nichts unterlaſſen / verzögert / vielweniger / auß was Urſachen oder Einwand ſolches immer geſchehen möchte / dem im geringſten zuwieder gehandelt werden ſolle / haben eingangs benannte deputirte und gevollmächtigte Miniſtri Namens dero hohen Principalen / zugeſagt und feſtiglich verſprochen. Deſſen zu Uhrkund dieſer Receß vierfach außgefertiget / und von allerſeits Kön. Chur- und Fürſtlichen Gevollmächtigten unterſchrieben und beſiegelt / auch jedem ein Exemplar davon zugeſtellet. So geſchehen Hanover den 11/21. Sept. 1675.

F. v. A. Graf zu Langland und Rixingen. (L. S.)

M. K. g. Schmiſing. (L. S.)

O. Groote. (L. S.)

H. von Wietzendorff. (L. S.)

Neben-Receſs zwiſchen der in vorhergehenden Neutralitäts Receſs gedachter Königl. Majeſt. in Dannemarck / Churfürſtl. Durchl. in Brandenburg / Ihro Hochfürſtl. Gn. den Biſchoffen von Münſter eines / und Ihro Hochfürſtl. Durchl. Hertzogen zu Braunſchweig-Lüneburg andern theils / die Quartiere vor Ihro Hochfürſtl. Durchl. von Braunſchweig Troupen und dero Antheil an den gewinnenden Stifftern Brehmen und Fehrden betreffend. Hanover den $\frac{11}{21}$. Sept. 1675. [LONDORPII *Acta publica* Tom. X. Lib. XI. Cap. CXXXIV. pag. 336.]

C'eſt-à-dire,

Accord particulier entre les mêmes Sereniſſimes Princes, Roi de DANNEMARC, *Electeur de* BRANDEBOURG, *& Evêque de* MUNSTER, *d'une part, & le Sereniſſime Duc de* BRUNSWIC-LUNEBOURG-HANOVER *d'autre, ils lui prometent non ſeulement des Quartiers d'Hyver, mais auſſi une certaine portion dans les Evêchés de Breme & de Verden quand ils feront conquis. A Hanover le* $\frac{11}{21}$. *Septembre* 1675.

Zu wiſſen daß bey dem zwiſchen dem Durchläuchtigſten / Großmächtigſten Fürſten und Herrn / Herrn Chriſtian dem Fünfften / Könige zu Dennemarck / Norwegen / der Wenden und Gothen / Hertzogen zu Schleßwig / Holſtein / Stormarn und der Ditmarſen / Grafen zu Oldenburg und Delmenhorſt ꝛc. Dann dem Durchlauchtigſten Fürſten und Herrn / Herrn Friedrich Wilhelm / Marggraffen zu Brandenburg des H. R. Reichs Ertz-Cämmerer und Churfürſten / in Preuſſen / zu Magdeburg / Gülich / Cleve / Bergen / Stettin / Pommern / der Caſſuben und Wenden / auch in Schleſien zu Croſſen und Jägerndorff Hertzogen / Burggraffen zu Nürnberg / Fürſten zu Halberſtadt / Minden und Camen / Graffen in der Marck und Ravensberg / Herrn zu Ravenſtein / und der Lande Lauenburg und Bütau / ꝛc. Und dem Hochwürdigſten Fürſten und Herrn / Herrn Chriſtopff Bernhard / Biſchoffen zu Münſter / Adminiſtratorn zu Corvey / des H. R. Reichs-Fürſten / Burggraffen zu Stromberg / Herrn zu Borckelohe / ꝛc. Wie auch dem Durchl. Fürſten und Herrn / Herrn Johann Friedrich / Hertzogen zu Braunſchweig-Lüneburg / heute untengeſetzten dato auffgerichteten Tractat wegen der bey dem zwiſchen Ih. Kön. Maj. zu Dennemarck / Ih. Churſ.

Durchl.

Digitized by Google

ANNO 1675.

Durchl. zu Brandenburg/ des Herrn Biſchoffs zu Münſter F. Durchl. und deren Alliirten/ eines/ und der Cron Schweden/ andern Theils/ entſtandenen Krieg/ von Herrn Hertzogen Johann Friedrichs zu Braunſchweig-Lüneburg Durchl. auf die Ihm dagegen verſicherte Conditiones, nach Inhalt deß darüber gemachten Receſſes, verſprochene Neutralität/ noch ein und ander Neben-Articul von denen hiezu deputirten gevollmächtigten Miniſtris verabredet und verglichen/ folgenden Inhalts:

Erſtens/ weilen Hn. Hertzogen Johann Friedrichs zu Braunſchweig-Lüneburg Durchl. dafür halten/ daß Ihre Sicherheit auff Erhaltung Ihrer anjetzo auff den Beinen habenden Troupen beſtehe/ und ſich dahin erkläret/ daß ſie ſelbige nicht weniger zu Ih. Kayſ. Maj. und des Reichs/ als Ihrer eigenen Sicherheit/ jedoch dieſem Neutralitäts-Tractat ohnabbrüchig/ beyzubehalten gemeynet/ auch allerhöchſtged. Ih. Kayſ. Maj. ſolches ſonder zweiffel ſelbſt gerne ſehen werden/ ihrer Durchl. aber ſie auß ihren eigenen Mitteln zu erhalten/ ohnmöglich fallen wil.

Als verſprechen Ih. Kön. Maj. zu Dennemarck/ Ih. Churfl. Durchl. zu Brandenb. und des Herrn Biſchoffs zu Münſter F. Gn. daß ſie es bey der Röm. Kayſ. Maj. dahin zu dirigiren/ ſich äuſſerſten Vermögens bemühen/ alle erſinn- und nachdenckliche Mittel anwenden/ und daran ſeyn wollen/ daß ihrer Fürſtl. Durchl. das Stifft Hildesheim/ das Eichsfeld/ oder da ſolches nicht zu erhalten/ die Graffſchafft Schwartzburg/ dann ferner die Graffſchafften Schaumburg/ Lippiſchen Theils/ und Stollberg/ wie auch die Reichs-Städte Nort- und Mülhauſen/ zu Hülffs- und Subſiſtentz-Quartieren ſo lange gegeben/ und gelaſſen werden ſollen/ als das jetzige Weſen und Unruhe im Reich währen möchte; Und nachdemmahl Seine Fürſtl. Durchl. an ſtatt deß anerbottenen Stiffts Fulda/ auff der Graffſchafft Mansfeld/ daß dieſelbe ihro gleicher geſtalt verbindlich eingeräumet werden möchte/ feſt beſtanden/ der Münſter. Herr Gevollmächtigte auch ſolches nicht difficultiret; Ih. Kön. Majeſt. zu Dennemarck/ und Churfl. Durchl. zu Brandenburg Herrn Miniſtri aber darauff poſitivè nicht verbindlich einlaſſen können: ſo haben ſie jedoch ſub ſpe rati ſich/ nebſt beſagtem Münſter. Herrn Miniſtro, dahin Krafft dieſes erkläret und verſprochen/ daß im Fall ja über verhoffen höchſterm. ihrer Kön. Maj. und Churfl. Durchl. in die Überlaſſung der Graffſchaft Mansfeld nicht gehelen/ noch ſolches ratificiren würden/ alsdann ihrer Durchl. ein Æquivalens, derſelben eben ſowol gelegen/ zugleich bey erfolgung der Ratification zu dero billigmäſſigen befriedigung angewieſen/ und nebenſt denen übrigen Quartieren überlaſſen werden ſolle. Weil auch hiebey zugleich in conſideration kommen/ daß ihrer Fürſtl. Durchl. Durchl. zu Zell und Wolffenbüttel ebenfalls einigen Antheil des Stiffts Hildesheim zu dero Quartieren begehren/ als iſt ferner verglichen und verabredet worden/ daß Hn. Hertzog Johann Friedrichs Fürſtl. Durchl. denenſelben zu Freund- Brüder- und Vetterlichen gefallen/ die 6. Aempter/ Peina/ Steinbrücke/ Widelahn/ Dienenburg/ Schladen/ und Bilderlahe/ wiederumb abtretten und überlaſſen wollen/ wann ihro hingegen das Fürſtenthumb Anhalt/ ſo weit es ſich diſſeits der Elbe erſtrecket/ angewieſen und übergeben wird. Dahingegen Seine Durchl. übernehmen/ und verſprechen ſolcher Lande contingent, ſo ſie zur Reichsverfaſſung ſchuldig/ künfftigen Frühling zu des Reichs-Dienſten darzuſtellen/ und herzugeben. Imgleichen und nebenſt dem verſichern ihrer Durchl. ferner/ weder durch obberührte Hülffs-Quartiere/ noch ſonſten ihro anjetzo auff den Beinen habende Milice zu verſtärcken/ jedoch vorbehaltlich der nothwendigen Recruitirung der abgehenden.

Zweytens/ iſt verglichen auff den Fall die Hertzogthume Brehmen und Verden ins künfftige durch der hohen Alliirten Waffen gewunnen/ und getheilet werden ſolten/ alsdann Hn. Hertzogen Johann Friedrichs zu Braunſchweig-Lüneb. Durchl. auch dazu gelaſſen/ und ihren Theil/ wie man ſich mit den geſammten hohen Alliirten darüber wird vergleichen können/ mit daran haben/ auch wann und ſo offt darüber zwiſchen den hohen Alliirten Tractaten zugeleget werden/ ſie davon advertiret/ und mit dazu gezogen/ auch wann die Theilung zum effect kommt/ deroſelben ihr verglichener Antheil ſo fort aſſigniret/ und würcklich übergeben werden ſolle.

Dieſe beede Neben-Articul ſollen nicht weniger Krafft haben/ als ob ſie dem Haupt-Receſs und der darin verſprochenen Guarantie von Worten zu Worten einverleibt wären/ geſtalt auch deren Ratification von ihrer Kayſ. Majeſt. in 6. Wochen/ und von denen auſſerhalb Reichs befindenden Alliirten innerhalb 2. Monaten/ von ihrer Kön. Majeſt. zu Dennemarck/ ihr. Churfl. Durchl. zu Brandenb. und des Herrn Biſchoffs zu Münſter Fürſtl. Durchl. aber innerhalb 14. Tagen/ à dato hujus, eingebracht/ und zu Hamburg/ oder allhier zu Hanover/ gegen ihre Fürſtl. Durchl. Ratification außgewechſelt werden ſolle. Daß nun auch dieſes alles/ was obſtehet/ ſammt und ſonders von Ih. Kön. Maj. zu Dennemarck/ Ih. Churfürſtl. Durchl. zu Brandenburg/ des Hn. Biſchoffs zu Münſter Fürſtl. Gnad. und Herrn Hertzogs Joh. Friedrichs zu Braunſchw. Lüneburg Durchl. ſtets/ feſt und ohnverbrüchlich/ bey Königl. Churfl. wahren Worten/ Treu und Glauben/ ohne einzige Argeliſt und Gefährde gehalten/ demſelben in allen und jeglichen Puncten und Clauſulen nachgelebet/ und deſſen nichts unterlaſſen/ verzögert/ vielweniger/ auß was Urſachen oder Einwand ſolches immer geſchehen möchte/ deme im geringſten zuwider gehandelt werden ſolle/ haben unten benamte deputirte und gevollmächtigte Miniſtri Namens dero hohen Principalen/ zugeſaget und feſtiglich verſprochen.

Deſſen zu Uhrkund ſie auch dieſen vierfach außgefertigten Neben-Receß/ davon gleichfals jedwedem ein Exemplar zugeſtellet/ eigenhändig unterſchrieben/ und mit ihren Siegeln und Pittſchafften bedrucket. So geſchehen Hanover den $\frac{11}{21}$. Septemb. Anno 1675.

F. v. A. Graff zu Langland und Ritzingen. (L.S.)

C. W. von Lende. (L.S.)

M. K. g. Schmiſing. (L.S.)

Otto Groote. (L.S.)

H. v. Wietzendorff. (L.S.)

ANNO 1675.

CXLII.

Tractat zwiſchen Ihro Fürſtl. Gnad. Chriſtoph Bernhard Biſchoffen zu Münſter eines/ und denen Hertzogen zu Braunſchweig-Luneburg Georg Wilhelm/ und Rudolph Auguſtum andern theils/ wegen der im Stifft Bremen und Verden/ wieder Schweden erhaltenen und zu theilenden Conquêten. Rottenburg und Wallrode den $\frac{4}{14}$ Octobris 1675. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

$\frac{4}{14}$. Oct.

C'eſt-ù-dire,

Traité entre CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque & Prince de Munſter d'une part*, GEORGE GUILLAUME, *&* RODOLPHE AUGUSTE *Ducs de Brunswick-Lunebourg d'autre part, pour le Partage des Lieux conquis par eux ſur les Suedois dans les Evêchés de Breme & de Verden. A Rottenburg & Wallerode le $\frac{4}{14}$ Octobre 1675.*

I. Ihre Hochfürſtl. Gnaden der Herr Biſchoff zu Münſter/ und Ihre Durchl. Durchl. Herr Georg Wilhelm und Herr Rudolff Auguſtus Hertzoge zu Braunſchweig und Lüneburg verſprechen einander/ wie jetzo Buxtehude/ alſo noch ferner Carlſtatt/ Stade/ und Bremerförde conjunctis viribus zubelägern/ und nichts zu unterlaſſen/ was zu deren forderſamen eroberung dienen kan.

II. Buxtehude wan es erobert/ ſoll allein von Ihrer Durchl. Durchl. dem Herrn Hertzogen beſetzet bleiben/ Carlſtadt aber/ Stade/ und Bremerförde/ wann ſie zur Devotion gebracht/ wollen Ihre Hochfürſtl. Gnaden zu Münſter und Ihre Durchl. Durchl. die Herrn Hertzoge zu Braunſchweig-Lüneburg ins geſamt mit gleicher anzahl Volcks beſetzen/ auch darunter keine veränderung ohne gemeines belieben vornehmen.

III. Mit dem Commando in jetzt beſagten Platzen/ Stade/ Carlſtadt/ und Bremerförde ſoll über den andern Tag alternirt werden/ und ſollen zu den Thoren beyderſeits Commandirende Officirer verſchiedene ſchlüſſel haben/ alſo daß keiner ohne dem andern ſelbige eroffnen könne/ wie dan auch was zur Defenſion der Plätze vorgenommen werden will/ allezeit zuvor durch beſagte Officieren berathſchlaget/ und einwilligung an hand genommen werden/ und weilen bey noch währenden Kriegs-Operationen ſich begeben mag/ daß Ihre Hochfürſtl. Gn. zu Münſter/ und Ihre Durchl. Durchl. die Herrn Hertzogen zu Braunſchweig-Lüneburg/ in ein oder anderen eroberten und geſamter hand beſetzten Orth/ ſich auf zuhalten nöthig befinden mögten/ ſo ſoll ſolches beyden theilen frey ſtehen/ nach diesfalls die Leib-guarde unter der beſatzungs anzahl gerechnet werden/ auf ſolchem fall dem Herrn/ welcher ſich in ein oder andern Ort/ obermelten maſſen einfinden wird/ gezimenden Reſpect zuerweiſen.

IV. Wie es mit beſetzung derjenigen Oerther/ welche von Ihrer Hochfürſtl. Gnaden zu Münſter bereits occupirt, als die Burg Langenwede/ Verden/ Rotenburg/ und Ottersberg zuhalten/ deswegen iſt auch handlung gepflogen/ und endlich die abrede genohmen worden/ daß ſolche zwar von Ihrer Hochfürſtl. Gnaden Völcker alleine beſetzet bleiben/ jedoch mit der Condition, daß alsdan dieſe Oerther und dorthin gehörige Aemter in die helffte der Ihrer Hochfürſtl. Gnaden zukommender Quartieren gezogen werden ſollen.

V. Was in obbeſagten Orthen/ welche annoch zuerobern ſeyn/ als Stade/ Carlſtadt/ Buxtehude/ und Bremerförde an Artillerie,

Anno 1675.

illerie, Ammunition, und Proviant gefunden wird/ darvon ſoll die eine helffte des Herrn Biſchoffen zu Münſter Hochfürſtl. Gnaden/ die andere helffte Jhrer Durchl. Durchl. den Herrn Hertzogen zu Braunſchweig-Lüneburg zuſtehen/ und alsdan vertheilt werden/ wann zuvor alles durch die hierzu bevollmächtigte Commiſſarios inventiret, wobey es dan gleichwohl den verſtand behalt/ daß der beyderſeits befindende nohturfft an Stucken/ Munition und Proviant in den occupirten Orten/ welche von beyden Teilen zubeſetzen/ bis zum Friedenſchlus gelaſſen und alsdan jedem ſein antheil/ aus Buxtehude aber Jhrer Hochfürſtl. Gnaden zu Münſter Jhre völlige halbſcheid auf deroſelben erfordern ohnweigerlich ausgefolgt werde; So iſt auch abſonderlich verglichen/ daß das Archiv/ und andere Cantzley-Acten und Brieffſchafften zu Stade ſo lang beyeinander verwahret gelaſſen werden ſollen/ bis man die theilung der Landen vornehmen könne/ welchen falls einem jedem diejenige Documenta und Acta abgefolgt werden ſollen/ welche ſeinen antheil concerniren.

VI. Des Feindes Militair und Civil-bediente/ ſo in nechſt vorbemelten Plätzen betreten/ und nicht in Accord geſchloſſen werden/ ſollen gleichfalls beeder theilen gefangene ſein/ und die Rançon Jhrer Hochfürſtl. Gn. zu Münſter/ und Jhrer Durchl. Durchl. denen Herren Hertzogen zu Braunſchweig Lüneburg zu gleichen theilen zu gute komen.

VII. Wofern vorberührete Plätze durch Gottes Gnade erobert/ oder da man im Felde nicht mehr wird ſtehen und ſelbige insgeſamt emportiren können/ ſoll zu eintheilung der Quartieren geſchritten/ und ſelbige in zwey gleiche theile repartirt werden/ darvon die eine helffte Jhrer Hochfürſtl. Gnaden/ der andere Jhrer Durchl. Durchl. den Herren Hertzogen zu Braunſchweig-Lüneburg zufallen ſolle/ jedoch haben dieſe ſich erbothig gemacht die Chur-Brandenburgiſche Trouppen/ welche bishero in dem Brehmiſchen geſtanden/ und zu eroberung der Plätze ſich gebrauchen laſſen in ihr antheil zunehmen/ entzwiſchen ſoll gleichwoll allerſeits gute diſciplin gehalten/ noch dem einen theil durch einſeitige Brandſchatzung/ und andere dergleichen exactiones des andern Quartiere ruinirt werden.

VIII. So lang dieſer Krieg wehret/ wollen beyde Theile in manutenirung dieſer Landen/ in ſo weit ſie ſich deren bemächtiget/ einander mit Rath und That getreulich aſſiſtiren/ keiner ſoll ohne des andern wiſſen und willen ſich dieſer Landen halber/ ſie ſeind bereits erobert oder nicht/ in einige Handlung von Stillſtand/ Frieden/ oder wie dieſelbe nahmen haben möge/ einlaſſen/ ſondern wan etwas dergleichen an einen von beyden Theilen gebracht wird/ dem andern ſo fort communicirt werden/ wie dan auch ſolches abſonderlich in dem fall geſchehen ſolle/ da jemand an dieſen Landen ichtwas prætendiren oder darvon participiren wolte.

IX. Wollen beyde Theile bey Jhrer Keyſ. Majeſt. und übrigen Alliirten/ ſonderlich wann hoffnung zum Frieden/ und derentwegen Tractaten angeſtellet werden allen müglichen Fleis anwenden/ damit ihnen dieſe Landen mit allen ihren anklebenden Regalien/ Freyheiten/ und gerechtſamen loco ſatisfactionis in perpetuum verbleiben/ auch ihnen in dem erreichenden Friedens-Inſtrument, darüber die Garantie auf das kräfftigſte verſprochen werde.

Anno 1675.

X. Und ſoll alsdann auch die Haubt-theilung dieſer Landen vorgenohmen und ſobald müglich zum ſtand gebracht werden: und damit gutes vertrauen um ſo mehr beybehalten/ und alle bey dergleichen theilung ſich ereignende Differentzien evitirt werden/ iſt ferner verglichen/ daß die ſamentliche Lande mit aller ihrer zubehör in drey theile vertheilt/ darvon duæ Tertiæ Jhrer Durchl. Durchl. ob höchſtgenannten Herren Hertzogen zu Braunſchweig-Lüneburg/ die übrige Tertia aber Jhrer Hochfürſtl. Gnaden zu Münſter gebühren und verbleiben ſolle.

XI. Jhre Durchl. Durchl. die Herren Hertzogen zu Braunſchweig-Lüneburg haben hiebey aus gewiſſen Conſiderationen gewilliget/ daß die Herrſchafft Wildeshauſen Jhrer Hochfürſtl. Gnaden zu Münſter zu einem præcipuo gelaſſen noch in deren tertiam imputirt werde.

XII. Die abtheilung vorbeſagter dreyer quoten ſoll einmüthig und in der güte verglichen werden/ da man ſich aber wieder zuverſicht darein nicht vergleichen könte/ iſt beliebet/ daß Jhre Durchl. Durchl. die Herren Hertzogen zu Braunſchweig-Lüneburg très-Tertias formiren, Jhrer Hochfürſtl. Gnaden zu Münſter aber bevor bleiben ſolle einen Theil darvon zuerwehlen.

XIII. Bey ſolchem theilungs-Actu ſoll auch abgeredet werden/ wie es mit einrichtung neuer Veſtungen/ oder Schantzen in dieſen Landen/ umb alle beſorgende jalouſie zuvermeiden/ gehalten werden ſolle.

XIV. Und gleichwie ein theil dem andern dasjenige gantz uffrichtig leiſten/ und wiederfahren laſſen ſolle/ was ein ſtand dem andern vermög der Reichs-Conſtitutionen/ und Guarantie, ſo in künfftigen Friedenſchlus pactiet werden mögte/ ſchuldig und gehalten/ alſo haben noch über das Jhre Hochfürſtl. Gnaden zu Münſter/ wie auch Jhre Durchl. die Herren Hertzoge zu Braunſchweig-Lüneburg ſich und Jhre Succeſſores ſich gegeneinander dahin verbunden/ daß uff dem fall ſie innerhalb zwölff Jahren nach getroffenem Friedenſchlus/ in dieſen Jhren durch denſelben erlangten Landen/ gewaltthätiger weiſe angefochten werden ſollen/ Jhre Hochfürſtl. Gnaden der Herr Biſchoff zu Münſter Jhrer Durchl. Durchl. den Herren Hertzogen zu Braunſchweig-Lüneburg uff beſchehene requiſition unverweilet mit drey tauſent zu Fuß und tauſent zu Roß/ und vice verſa Jhre Durchl. Durchl. die Herren Hertzogen zu Braunſchweig-Lüneburg Jhrer Hochfürſtl. Gnaden zu Münſter mit ſechs tauſent zu Fuß und zwey tauſent zu Roß auff ihren koſten zu Hülff komen/ noch dieſelben zurück ziehen ſollen/ bis der Aggreſſor abgetrieben und gebührende ſatisfaction geleiſtet; Urkundlich iſt dieſe punctatio dreyfachig ausgefertigt/ und ſowohl von Jhrer Hochfürſtl. Gnaden zu Münſter/ als denen Herren Hertzogen zu Braunſchweig-Lüneburg rc. eigenhändig unterſchrieben/ und mit mit deren Jnſieglen betrucket worden; So geſchehen reſpective zu Rottenburg und Wallesrode den $\frac{6}{16}$. Octobris 1675.

Chriſtoph Bernhard. (L.S.)

Georg Wilhelm. (L.S.)

Rudolphus Auguſtus. (L.S.)

CXLIII.

16. Oct. *Tractaet van Alliantie tuſſchen de Hoog-Mogende Heeren Staten Generael der* VEREENIGDE NEDERLANDEN *voor haer ſelven ende haer Hooge Geallieerden ter eenre, ende den Heere* CHRISTOFFEL BERNARD, *Biſſchop en Furſt van Munſter ter andere zyde; tegens alle de geene welcke gedaurende den jegenwoordigen Krijgh, met de Hooge Geallieerden in Vyandtſchap ſyn, of ſoude mogen komen. Gedaen in 's Gravenhage den 16. Octobre 1675.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. I. pag. 576. en Hollandois, & en François. Ed. de 1679. d'où l'on a tiré cette Piéce qui ſe trouve auſſi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 921. en Allemand, & dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. III. Abſatz XV. pag. 229. en François.]

I. EErſtelijck is de meeninge, dat deſe Alliancie tot geen Potentaten, Konings of andere Stands offenſie; maar voornamentlijck om de ruſt in de Nabuurſchap te bevorderen, aangeſien ſy, dan gelijck ſulcks van de eenu kant rechtmatig geoordeelt, en der Hooge

CXLIII.

Traité d'Alliance entre les Hauts & Puiſſants Seigneurs Eſtats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas, pour eux & pour leurs Hauts Alliez d'une part, & le Seigneur CHRISTOPHLE BERNARD Evêque & Prince de Munſter d'autre part, contre tous ceux qui durant cette preſente Guerre, ſont ou ſeront en inimitié avec leſdits Hauts Alliez. Fait à la Haye le 16. d'Octobre 1675. 16. Oct.

PRemierement on ne pretend point, que cette Alliance ſoit offenſive, ni contre aucun Potentat, ſoit Roi ou autre Etat. Mais ſeulement pour procurer le repos des Alliés & de leurs voiſins, ce qu'ayant donc été vû & examiné de part & d'autre, Les-

Hooge Geallieerde inclinatie, en inſichten conform bevonden sijnde, gearreſteert wert, is oock van de andere billijck, noodig, en op 't gemelte oogmerck convenabel geacht de voorſz. Alliancie daer heenen te richten, dat ſy niet alleenlijck ſal gelden tegens des Keyſers, Konings van Spanjen, en Haar Hoog Mogende tegenwoordige Vyanden, en der ſelver Adherenten, 't welck by deſen onverbreeckelijck werdt geſtatueert, maar oock daar benevens ('t gene even vaſt en ſeker werdt verſproocken) applicabel ſal zijn, en haar volkomen effect ſorteeren, tegens alle de gene welke geduurende den jegenwoordigen Krijg, met de Hooge Geallieerden in Vyandſchap ſoude mogen komen, de Partye van de voorſz. Vyanden in eene deelen kieſen, 't zy in 't gemeen of byſonder, of tegens de Hooge Geallieerden, en der ſelver reſpective Staten, Landen en Luyden, quade desſeynen voornemen en onderleggen ſouden mogen, om dewelcke voor te komen en tegens te gaan, dan mede by deſen espreſſelijck geconditioneert is, dat de Troupen hier onder geſpecificeert, tegens alle ſoodanige tegenwoordige en toekomende Vyanden, der ſelver Adherenten, kieſers van haare Partye, of onderleggers en voornemers van quaden toeleg, edoch tegens geene andere, indiervoegen als by dit Tractaat vervolgens verdragen is, ſullen werden gebruyckt.

II. Is verder verſprooken, dat nademaal Sijne Furſtelijcke Doorluchtigheydt den Heere Biſſchop en Furſt van Munſter op de been heeft gehadt 500. Dragonders, en 2500. Man te Voet, al voor de Maant van Auguſto laetſtelijck, dat derhalven aan S. F. Doorluchtigheydt voor of in plaatſe van aanritsgelt aan de voorſz. 2500 Man te Voet, en 500. Dragonders ſal werden goet gedaan de Somme van 24000. Rijcksdaalders, d'eene helft te betalen by Sijn Koninglijcke Majeſteyt van Spanjen, en d'ander helft by Haar Ho. Mog., en dat Syne Kon. Maj. van Spanjen, en Haar Ho. Mog. noch daar-enboven voor het onderhoudt van de voorſz. 2500. Man te Voet, en 500. Dragonders alle loopende Maant, de ſelve tot 12. in't Jaar te reeckenen, aan S. F. D. ſullen betalen de Somme van 8000. Rijcksdaalders, te weten, yder de gerechte helft van dien.

III. Dat de voorſz. 2500. Man te Voet, en 500. Dragonders ſullen werden gerangeert onder drie Regimenten, yder Regiment te Voet van 1250. Man, en de voorſz. 500. Dragonders mede in een Regiment.

IV. Dat de voldoeninge van de voorſz. aanritsgelden ſal moeten geſchieden aanſtonts naar de Ratificatie deſer, en maandelijcke betalinge van de voorſz. Troupen ſal aanvang nemen met den 1. Auguſti laatſtelijck, alſoo S. F. D. de ſelve van dien tijdt af paraat en gereet heeft gehadt, en daar mede ten dienſte van 't gemeyn geageert.

V. Het ſal wederzijds en met onderlinge communicatie vry ſtaan de voorſz. Troupen ſonder onderſcheyt ſeparaat, en te gelijck naar gelegentheyt van tijden te doen Inſpecteeren en te doen monſteren, om van het getal der Ruyteren en Knechten, oock van der ſelver Monture, en Wapenen te konnen verſeeckert zijn, en ſullen de hooge Officieren, Ritmeeſteren, en Capiteynen gehouden zijn ten allen tijden daar omtrent te obedieren aan de Ordres dewelcke daar toe ſullen gegeven worden.

VI. Dat de voorſz. 3000. Man ſullen zijn, en blijven gevoegt by de Armee die S. F. D. volgens het Tractaat met Sijne Keyſerlijcke Majeſteyt geſlooten op de been moet brengen, ſoo nochtans, dat de ſelve 3000. Man ſullen moeten excederen het voorſz. getal 't welcke in krachte van 't voorſz. Tractaat met Sijn Keyſerlijcke Majeſteyt aangegaan, gepreſteert moet werden, en dat de voorſz. 3000. Man, buyten bewilligen van Sijn F. D. daar van niet ſullen mogen werden geſepareert, ten waare ſulcks om evidente redenen by pluraliteyt van ſtemmen van Sijn Koninglijcke Majeſteyt van Spanjen, Haar Hoog Mogende, en Sijn F. D. anders ſouden mogen werden goet gevonden, als wanneer de voorſz. 3000 Man oock ſullen mogen en moeten geemployeert werden ter oort en plaatſe daar ſulks by de voorſz. pluraliteyt van ſtemmen goet gevonden ſal werden, ſoo nochtans dat als de voorſz. ſeparatie ſoude mogen werden goet gevonden, de voorſz. Troupen ſullen gelaten werden onder het Commandement van haren Generaal of over-Officier dewelcke over de voorſz. Troupen ſal houden, en exerceren alle Geſach en Diſcipline; maar in het ſtuck van het Commandement moeten volgen de ordres van de gene die de Armee en Chef ſal commanderen, en dat oock de voorſz. Troupen niet en ſullen mogen werden gebracht

Leſdits Alliés ont trouvé bon de former la preſente Alliance, ſuivant laquelle on ne ſe declarera pas ſeulement contre les Ennemis preſens de S. M. I. de S. M. C. & de leurs Hautes Puiſſances, mais auſſi contre tous ceux qui pourroient directement ou indirectement prendre leur parti, pendant cette preſente Guerre, ou ſe declarer contre leſdits Alliés ou leurs Etats, Pais & Vaſſaux. Et pour y parvenir on a expreſſément ici arreſté par la preſente Alliance, que les Troupes cy-deſſous mentionnées ſeront employées contre tous les Ennemis, qui pourroient ſurvenir ou leurs Adherans, & ceux qui pourroient prendre leur Parti, ſelon le couteau de ce preſent Traité.

II. Et attendu que S. E. S. de Munſter a fait une levée avant le Mois d'Aouſt dernier d'une Armée de 500. Dragons & de 2500. Fantaſſins, on a reſolu de remettre à S. E. pour les frais qu'elle pourroit avoir faits pour la levée de ladite Armée, la Somme de 24000. Rixdalers, de laquelle Somme S. M. C. en payera une moitié, & Leurs Hautes Puiſſances l'autre moitié, & que de plus S. M. C. & Leurs Hautes Puiſſances ſeront tenuës de fournir à S. E. la Somme de 800. Rixdalers par Mois, pour l'entretenement de ladite Milice, en comptant 12. Mois par an, laquelle Somme S. M. C. & leurs Hautes Puiſſances payeront moitié par moitié.

III. Que ladite Armée ſera composée de trois Regimens, ſçavoir deux d'Infanterie chacun de 1250. Hommes, & d'un Regiment de 500. Dragons.

IV. Que le payement de la levée de ladite Armée ſera fait auſſi-tôt que le preſent Traité ſera ratifié. Et la Solde de chaque Mois pour leſdites Troupes commencera le premier d'Aouſt dernier, parce que Sadite E. S. les a levées en ce temps-là, & les a fait agir depuis ledit jour pour l'intereſt commun.

V. Il ſera permis du conſentement deſdits Alliés de faire paſſer montre auxdites Troupes, afin qu'on ſçache en quel état ſont les Cavaliers & les Fantaſſins, ſçavoir s'ils ſont en bon ordre, & bien-armés. C'eſt pourquoi tous les hauts & bas Officiers ſeront obligés d'être preſens pendant ladite montre, afin de recevoir les Ordres qu'on leur pourroit donner.

VI. Que ladite Armée de trois mille Hommes demeurera avec l'Armée que S. E. S. eſt tenuë ſelon le Traité paſſé avec S. M. I. de tenir ſur pied. Que nonobſtant leſdits 3000. ſoient de plus que de ladite Armée, afin que le Traité fait avec S. M. I. ſoit accompli, quoi qu'on ne puiſſe pas détacher leſdits 3000. Hommes de ladite Armée ſans le conſentement de S. E. S. à moins qu'il ne fût jugé tres-neceſſaire d'en uſer autrement, & alors cela ſe fera par la pluralité des voix, ſçavoir de S. M. C. de leurs Hautes Puiſſances & de S. E. S. & ſeront auſſi leſdites Troupes de 3000. Hommes employées où les Alliés trouveront bon, ſelon la pluralité des voix. Et que leſdites Troupes demeureront ſous la Diſcipline de leurs Chefs ordinaires, mais en fait de Commandement ſeront tenues d'obeïr au General de ladite Armée ci-deſſus mentionnée. Et que leſdites Trou-

of gecommandeert ter oort en plaatſe daar ſy niet verſeeckert ſonden zijn van haar noodigh onderhoudt, en ſpeciaal van het noodige broodt voor een redelijcke prijs te kunnen bekomen.

VII. Souden oock S. F. D. Landen 't zy korts naar het ſluyten deſes Tractaats, of by noch duurende krijgen van ymant wie hy oock zy, of onder wat pretext ſulcks geſchieden mochte, geattacqueert werden, ſullen niet alleen de voorſz. 3000. Man van S. F. D. Landen niet afgetoogen, of te rugge gehouden werden; maar ſullen oock ſoo veel meer Troupen van Sijne Koninckliicke Majeſteyt van Spanjen, en Haar Hoogh Mogende in ſulcken gevalle tot afweeringe van de voorſz. attacques ſonder uytſtel, met alle vigeur ageren als daar toe gerequireert en noodigh ſoude mogen zijn.

VIII. Dat naar het ſluyten van het jegenwoordigh Tractaat den Hoogſt-gedachten Koning van Spanjen, Haar Hoogh Mogende en S. F. D. niet ſullen mogen maken eenige ſtilſtant van Wapenen met de voorſz. Vyanden anders dan geſamentlijck en met gemeen bewilligen; maar ingevallen men ſoude mogen komen te treden tot eenige onderhandelinge, 't zy van Vrede, of van Treves liever voor eenige jaaren, dat de voorſz. onderhandelinge niet ſal mogen werden begonnen door een van de Hoogſt-gemelte Geallieerden ſonder participatie van de andere, en ſonder aan de ſelve Geallieerde op den ſelven tijdt, en ſoo haaſt als voor ſich ſelfs te beſorgen de faculteyt, en noodige ſeeckerheyt van ſijne Miniſters te kunnen ſenden ter plaatſe daar men handelen ſoude, dat oock de Hoog-gemelte Geallieerden gehouden ſullen zijn d'een d'ander ſucceſſivelijck, en van tijdt tot tijdt te geven communicatie van alles 't gene in de voorſz. Negotiatie ſal komen voor te vallen; dat oock geen van de voorſz. Partyen ſal vermogen te treden tot de concluſie van den voorſz. Vrede of Treves voor eenige jaaren, ſonder ſijn mede Geallieerde daar inne te begrijpen, en ſonder hem te doen herſtellen, indien hy het alſoo begeert, in de poſſeſſie van de Landen, Steden en Plaatſen: mitsgaders het gebruyck van de vry- en gerechtigheden die hy hadde, en daar van hy jouiſſeerde voor den Oorlogh, en ſonder van de voorſz. Vyanden voor den ſelven Geallieerden te bedingen de ſelve vry- en gerechtigheden, Exemptien, en Prerogativen die hy voor ſich ſelven bedongen hadde, ten waare de Hoog-gemelte Geallieerden den anderen dies aangaande naarder quamen te verſtaan.

IX. Dat voorts na het eyndigen van den jegenwoordigen Oorlog, tuſſchen de Hoog-gemelte Geallieerde ſal zijn, en blijven een oprechte getrouwe vrundſchap, en correſpondentie, de welcke daar toe ſtrecken ſal, dat de een des ander beſt getrouwelijk ſal ſoecken te bevorderen, en des ſelfs ſchade, en nadeel naar alle vermogen helpen afkeeren en weeren, met ſoodanige macht, reſpective, als hier naar ſal werden verklaart.

X. Dat de Hooge Geallieerden ſullen helpen, en defenderen en beſchermen tegens alle die onder wat pretext het oock mochte zijn, ſich ſouden mogen onderſtaan vyandelijck te Lande 't invaderen of met openbaare gewelt t'attacqueren haare Staten en Landen hier onder geſpecificeert, te weten, van Sijne Koninglijcke Majeſteyt de Spaanſche Nederlanden, het Graafſchap Bourgogne daar onder gereeckent, van Haar Hoog Mogende alle der ſelver Landen in Europa gelegen, en van S. F. D. de gene de welcke de ſelve tegenwoordigh beſit, mitsgaders alle de gene die de hooge Geallieerden aan de voorſz. beſittinge palende, of ontrent de ſelve gelegen by wettige ſucceſſie, of anderen rechtmatigen titul ſoude mogen komen te poſſideeren, alles de Luyden, Steden en Sterckten daar in vervat.

XI. Dat deſe Alliantie defenſive ſal duuren den tijdt van tien jaaren, naar het eyndigen van den jegenwoordigen Oorlog, en in cas d'anderen van de Hoog-gemelte Geallieerden geduurende dien tijdt door iemant wie het oock ſoude mogen zijn, niemant uytgeſondert, quamen aangetaſt of beoorlogt te werden, dat in ſulcken cas d'anderen niet geattaqueerden den geattaqueerden ſullen byſpringen en te hulpe komen, met een fortabel ſecours, te weten, den Hoogſt-gedachten Koning van Spanjen, en Haar Hoog Mogende met 2000. Paarden en 4000. Man te Voet, en den Hoog-gemelte Heere Biſſchop en Furſt tot Munſter, met 500. Paarden, en 2000. Man te Voet, onder ſoodanige Regimenten, Compagnien, Collonels, en andere Officieren als de reſpective aſſiſterende Partyen geraatſaam ſullen vinden, en oordeelen tot ſoodanige aſſiſtentie be-

pes ne ſeront placées ni commandées en aucun lieu où elles ne puiſſent pas ſubſiſter à bon marché, c'eſt-à-dire pour leur depenſe.

VII. Et en cas que S. E. S. fût attaquée aprés la Ratification de la preſente, ou pendant ceſte Guerre, par qui que ce ſoit, ou ſous quelque pretexte que ce ſoit. Il ne pourra pas ſeulement pour ſa defenſe, diſpoſer à ſa volonté deſdites Troupes; mais auſſi ſera aſſiſté de Sa Majeſté Catholique & de Leurs Hautes Puiſſances leſquels l'aſſiſteront de tout leur pouvoir ſans delay, comme s'ils avoient eſté attaquez eux-mêmes.

VIII. Qu'aprés la Ratification de la preſente, Sa Majeſté Catholique, leurs Hautes Puiſſances ni S. E. S. ne pourront faire aucun Traité de Paix ni de Tréve avec qui que ce ſoit qu'enſemble. Et ſi quelqu'un contractoit en particulier, il ſeroit obligé d'en avertir leſdits Alliés, ſans neanmoins pouvoir rien conclure, qu'il n'eût fait remettre ſes Alliés dans les Terres & Domaines, Villes, Places & Châteaux, qui leur pourroient avoir été pris pendant la Guerre, avec les mêmes jouiſſances, Privileges & Prerogatives qu'ils pourroient avoir eus auparavant, en cas toutefois qu'ils en fuſſent requis. Et ſera tenu le Contractant de donner avis de temps en temps, de ce qui ſe paſſe dans la Negotiation, & ce qui touche ce que deſſus, à moins que les Parties ne vinſſent à quelque autre compoſition.

IX. Qu'aprés cette Guerre, leſdits Alliés demeureront en bonne intelligence & amitié, épouſant le parti & interêt les uns des autres, & s'entr'aidant en toute rencontre & occaſion où ils pourroient avoir beſoin les uns des autres avec toutes leurs forces, & de la maniere qu'il ſera dit ci-aprés.

X. Que leſdits Alliés ſeront obligés de ſe maintenir les uns les autres, & ſe déclarer contre tous ceux qui, ſous quelque pretexte que ce ſoit, voudroient faire invaſion dans quelque Province, Villes ou Domaines: comme la Province de Bourgogne, les Païs-Bas, & tout ce qui apartient dans l'Europe à S. M. C. & à L. H. P. & ce que poſſede à preſent S. S. E. En un mot tout ce que leſdits Alliés pourroient aquerir ou hériter legitimement, y compris Châteaux, Villes, Places, Pouples & Provinces.

XI. Que ladite Alliance defenſivé durera l'eſpace de dix ans aprés cette Guerre. Et en cas que quelqu'un des Alliés, pendant ledit tems, fût attaqué de qui que ce fût, les autres ſeront obligés de le ſecourir avec un Secours conſiderable comme il s'enſuit. S. M. C. & Leurs Hautes Puiſſances avec 2000. Hommes de Cavalerie & 4000. d'Infanterie, & S. S. E. avec un Secours de 500. Dragons & de 2500. Hommes d'Infanterie, leſquelles Troupes ſeront compoſées de tels Regiment, Colonels & autres Officiers qu'il plaira à l'Aſſiſtant, lequel ſera obligé d'en-

ANNO 1675.

quaam te weſen, ſullende 't ſelve Secours gelevert, gepreſteert, en onderhouden werden ten dienſte van de geattacqueerde, tot koſte van de andere hoog-gemelte aſſiſterende Partyen reſpective ſoo dickwils als iemant van Hoog-gemelte Geallieerdens ſal werden geattacqueert, of getroubleert in manieren vooren verhaalt, behoudelijck, dat die gene die in den Oorlog ſelfs is, het voorſz. Secours niet gehouden ſal weſen te preſteren.

XII. Soo wanneer het voorſz. Secours ge-eyſcht ſal worden, ſal by geene der Hooge Geallieerden omtrent de levering van 't ſelve op een anders defect niet mogen werden ge-excipeert, nemaar de van haar gevorderde hulp promptelijck gefourneert, en uyterlijck op ſes weecken naar de requiſitie in des geattaqueerden Landen geſiſteert moeten werden, welck Krijghs volck vervolgens geheelijck, en t'eenemaal onderworpen ſal werden, en zijn de Commandementen, en Ordres van de gene aan de welcke het wordt geſonden of des ſelfs geauthoriſeerden, om ſich daar ven te dienen, en te transporteeren ter plaatſe daar het hun goetduncken ſal, welverſtaande te Lande, in 't Velt, in Belegeringen, tot bewaringe van Steden en Plaatſen, oock alomme daar en ſoo dickmaals, els het de nood ſal vereyſſchen, met deſe reſerve nochtans, dat de Compagnien niet geheelijck van den anderen ſullen mogen werden geſepareert, maar dat ten minſten 2 à 300. Soldaten van yder Regiment onder haar Vaandels ſullen t'ſamen blijven.

XIII. Naar dat het Secours ſal zijn gefoorneert, en beſtaan uyt Ruyteren en Knechten, oock door de hooge aſſiſteerende Partyen afgeſonden, en by de geattacqueerden ontfangen, ſoo ſullen de ſelve aſſiſterende hooge Partyen, of here geauthoriſeerdens vergeven, en ſuppleeren de Charges die daar onder ſouden mogen komen vacant te vallen.

XIV. En in gevalle de Hoogſt-gedachte Koning van Spanjen, en Haar Hoog Mogende van de Hoogſt-gedachten Heere Biſſchop en Furſt van Munſter eenige meerder Militie ſouden mogen vorderen, dat in ſulcken gevalle daar over, mitsgaders over het betalen ven aanrichtsgelden en Subſidien, naardet ſal werden geconvenieert.

XV. Verders ſullen de Hooge Geallieerden ſoo veel mogelijck is ſorge dragen, dat de Troupen die in gevolge van dit Tractaat op een of andere der ſelver Bodems moechte komen, tot redelijck prijſe ſubſiſteeren mogen.

XVI. Dat voor ettacquant ſal worden gehouden, en ſulcks 't voorſz. Secours gepreſteert ſal moeten werden tegens den genen die gewapender handt een van de Hoog-gemelte Geallieerde ſonde mogen komen aan te taſten, behoudelijck, dat de gene die geattacqueert wert, den attacquant daar toe door voorgaande feytelijcke proceduren geen oorſaken en hebbe gegeven.

XVII. Dat die gene die eenige attacques apprehendeert of te gemoet ſiet, gehouden ſal zijn daar van by tijdts communicatie aan de Geallieerden te geven, ten eynde de ſelve haar mogen employeeren tot het moyenneeren van een Accommodement, zoo nochtans, dat onvermindert de Officieten van Mediatie het beloofde Secours gehonden ſal moeten werden zoo haaſt de attacque ofte rupture effectivelijck ſal weſen voorgevallen.

XVIII. Dat deſe Alliancie niet ſal derogeeren aan de Tractaten ende Alliancien die de Hoogh-gemelte Geallieerde ofte eenige van de ſelve voor dato deſer hebben opgericht met eenige van de ſelve Geallieerden, welverſtaande, dat het meerder Secours van Volck te Lande het minder ſal includeeren.

Alle welcke Pointen en Articulen, hier voren verhaalt, reciproquelijck ter goeder trouwen ende onverbrekelijck ſullen onderhouden werden; ende tot meerder vaſtigheyt ven dien zijn hier ven gemaackt drie gelijckluydende Inſtrumenten, ende by de Hooge Geallieerde ondergeſchreven Miniſters met handt en zegel beveſtight: Ende ſullen de Ratificatien daar op binnen den tijdt van ſes weecken ofte eerder is 't doenlijck, by ellerzijts hooge Partyen, in beſtendige en behoorlijcke forme, uytgebracht en uytgewiſſelt worden.

Alhoewel by het Tractaat huyden tuſſchen Haar Hoog-Mogende ende S. F. D. den Heere Biſſchop ende Furſt tot Munſter geſlooten, expreſſelijck is geconvenieert, dat Sijne Koninckliјcke Majeſteyt van Spanjen ende Haar Hoog-Mogende voor ofte in plaatſe van aanrichtsgelt, van de 500. Dragonders en 2500. Man te

d'entretenir ſes propres Troupes à ſes dépens, & d'aſſiſter le requerant Allié toutes les fois qu'il ſera attaqué, ſauf neanmoins que celui, qui ſeroit en Guerre contre quelqu'un, ſeroit exempt de donner leſdits Secours.

ANNO 1675.

XII. En cas que ledit Secours ſoit requis, l'Aſſiſtant ſera obligé dans le temps de ſix ſemaines au plûtard, de rendre ledit Secours ſur les Terres de celui qu'il aſſiſte. Lequel ſera deſdites Troupes ce qu'il lui plaira, & ſeront obligées leſdites Troupes d'obeir à tout ce qu'il leur ſera commandé, l'Aſſiſté les pouvant employer en Campagne, devant une Ville aſſiegée, en Garniſon, à ſecourir des Places aſſiegées, les diſperſant comme bon lui ſemblera, ſans toutefois rompre les Regimens entierement; mais qu'il demeure toûjours deux à trois cens Hommes d'un Regiment ſous la Baniere dudit Regiment.

XIII. Après que l'Aſſiſtant aura fourni le Secours à l'Attaqué, conſiſtant en Cavalerie & Infanterie bien en ordre, il ſera permis à l'Aſſiſtant & à ſes Officiers ayant cauſe, de donner toutes les Places tant grandes que petites, qui pourroient devenir vacantes.

XIV. Et en cas que Sa Majeſté Catholique, & Leurs Hautes Puiſſances demandaſſent en leur beſoin un plus grand Armement à S. E. S. on conviendra après des frais que Sadite E. S. pourroit avoir faits, tant pour la levée que pour l'entretenement deſdites Troupes de renfors.

XV. Que leſdits Alliés auront égard, que les Troupes qui ont été miſes ſur leurs Frontieres pendant cette Guerre pourront ſubſiſter à bon compte.

XVI. Que les Troupes ne ſeront employées par l'Aſſiſté, que contre ceux qui les armes à la main l'auroient attaqué ſans lui en avoir donné aucun ſujet.

XVII. Que celui qui craindroit d'être attaqué, ſera obligé de le communiquer à ſes Alliés, afin qu'en qualité de Mediateurs ils puiſſent accommoder l'affaire, ſans toutefois que cela les empêche de contribuer au Secours qu'ils ſont obligés de donner, comme Alliés, ſi-tôt qu'un des Alliés ſeroit attaqué.

XVIII. Que cette Alliance ne dérogera point aux autres Alliances, que leſdits Alliés chacun en particulier pourroient avoir faites, & que la plus grande partie du Secours ſera proportionnée à la moindre.

Tous les Articles ci-deſſus couchez ont été conclus & accordés, & ſeront de bonne foi exactement & reciproquement obſervés entre les Alliés. Et afin qu'on n'en pretende cauſe d'ignorance ils ont été ſignés & ſcellés par les Miniſtres deſdits Alliés, dont la Ratification ſera livrée à chacun deſdits Alliez à part dans le tems de ſix ſemaines, & plûtôt s'il ſe peut.

Et quoi qu'il ſoit expreſſément ſpecifié dans le Traité aujourd'hui conclu entre L. H. P. & l'Evêque de Munſter; que Sa Majeſté Catholique & L. H. P. rembourſeront chacun moitié par moitié, la Som-

Anno 1675.

Voet daar inne vermelt, eens de Somme van 24000. Rijcksdaalders, ende voorts alle Maanden, deſelve tot twaalf in 't jaar gereeckent, tot onderhoudt van de voorſz. 3000. Man, 8000. Rijcksdaalders S. F. D. ſouden voldoen: namentlijck, Sijne Koninklijcke Majeſteyt van Spanje ende Haar Hoog-Mogende, yeder de helft van de voorſz. reſpective Somme, ende dat daar uyt ſoude volgen dat Haar Hoogh-Mogende haar voorſz. helfte mede in baren gelde aan Sijne F. D. ſouden moeten betalen, zo is niet te min, in conſideratie van de groote laſten met de welcke Haar Hoog-Mogende ſig tegenwoordigh vinden gechargeert, geconvenieert ende verdragen, zoo als geconvenieert ende verdragen wert mits deſen, dat Haar Hoog-Mogende de voorſchreve hare helfte zoo wel in 't voorſz. aanrichtsgeld als in 't voorſchreve maendelijcke onderhoudt ſullen mogen voldoen met Obligatien ten laſte van de Heeren Staten van de reſpective Provintien, ende naar de proportie ofte quote onder haar gebruyckelijck, invoegen dat de Hoogh-gemelte Heeren Staten yeder naar hare quote ofte portie ten verval-dagen aan S. F. D. leverende ofte ter hant ſtellende de voorſz. Obligatien in plaatſe van gelde verſtaan ſullen, daar mede het voorſchreve Tractaat aan haar zijde te hebben geadimpleert, zoo nochtans dat de Hoogh-gemelte Heeren Staten verbonden en geobligeert ſullen zijn, zo als deſelve haar verbinden en obligeeren, in krachten deſes van de voorſz. Obligatien by haar, ten behoeve van S. F. D. verleent, te moeten quijten en voldoen binnen 's jaars naar het eyndigen van den jegenwoordigen Oorlogh. Aldus gedaan den 16. October 1675.

Was geteeckent,

W. van Heuckelom. **Daniel van Santen.**
Gaspar Fagel. **Abraham Scherf.**
Mauregnault. **Zur Muhlen.**
J. Baron van **Reede** *Vryheer van* **Renswoude.**

me de 2400. Rixdalers à ſon E. S. pour les frais qu'elle auroit pû faire en la levée desdites Troupes, excepté auſſi 800. Rixdalers par Mois, comptant chaque Année de douze Mois, pour l'entretenement desdites Troupes. Vû auſſi les grandes Debtes de Leurs Hautes Puiſſances à leurs Sujets, & ne pouvant pas payer leur moitié en argent contant, ſont convenus & conviennent qu'ils payeront leur moitié en Obligations ſur le Pays, tant le principal de la Somme de 2500. Rixdalers, que 400. Rixdalers chaque Mois pour l'entretenement desdites Troupes, payant ſelon leur portion lors que les termes ſeront échûs à ſon E. S. en Obligations, neanmoins que Leurs H. P. s'obligent par la force de ce preſent Contract de retirer des mains de S. S. leſdites Obligations un an aprés ladite Guerre, en payant la Somme en icelles contenuë. Fait & arrêté à la Haye le 16. Octobre, 1675.

Anno 1675.

Etoit ſigné,

W. van Heuckelom. **Daniel van Santen.**
Gaspar Fagel. **Abraham Scheev.**
Mauregnault. **Zur Muhlen.**
J. Baron van **Reede** *Vryheer van* **Renswoude.**

CXLIV.

18. Oct.

France et Brunswic Lunebourg.

Traité de Neutralité entre Louïs XIV. *Roi de France,* & Jean Frederic *Duc de Brunswic & Lunebourg. Fait à Linsbourg le 18. Octobre 1675.* [Freder. Leonard. Tom. III.]

ENcore que le Roi eût ſouhaité de demeurer dans les engagemens qu'il a avec Monſieur le Duc Jean Frederic de Brunswic & Lunebourg, par les Traitez du 10. Juillet 1671. & du 10. Decembre 1672. neanmoins Son Alteſſe aiant fait repreſenter à Sa Majeſté la neceſſité où elle s'étoit trouvée de conclure un Traité de Neutralité avec l'Empereur & ſes Alliez, pour témoigner à ce Prince l'eſtime qu'elle fait de ſon Alliance, & du deſir qu'il lui a fait paroître de ſe conſerver l'honneur de celle de Sa Majeſté & de ſes bonnes graces, & pour continuer auſſi de lui donner des marques de ſon affection, Sa Majeſté a donné pouvoir à Meſſieurs Verjus, Seigneur de Crecy & du Boulay, Baron de Courcy, Conſeiller en ſon Conſeil d'Etat, & Secretaire du Cabinet; & Rouſſeau, Conſeiller en ſes Conſeils, & ſon Envoyé extraordinaire en Allemagne, de prendre avec Son Alteſſe de nouvelles meſures conformes aux conjonctures preſentes: & ils ſont convenus des Articles ſuivans avec les Sieurs de Grotte & de Witzendorf, Miniſtres, & Conſeillers d'Etat, commis par Son Alteſſe pour le même ſujet.

I. S. A. promet & s'engage d'obſerver une ſincere, veritable & parfaite Neutralité avec le Roi, & avec ſes Alliez, quels qu'ils puiſſent être, tant au dedans qu'au dehors de l'Allemagne, pendant tout le tems de la preſente Guerre.

II. Conformement à cette Neutralité, S. A. n'aſſiſtera en quelque lieu que ce ſoit, directement ni indirectement les Ennemis du Roi ou de ſes Alliez, & elle ne leur permettra dans ſes Etats aucunes levées, ni aucuns paſſages ou Magazins, de quelque nature qu'ils puiſſent être

III. Nonobſtant l'engagement de l'Article ci-deſſus, S. A. ſe reſerve la liberté d'envoier ſuivant les concluſions de la Diette de l'Empire, les Troupes de ſa quote-part pour ſes Etats, & pour ceux des Quartiers qui lui ont été aſſignez par ſon Traité de Neutralité du 21. Septembre, avec les Alliez de l'Empereur, à condition que ces mêmes Etats n'euſſent pas déja envoyé leur quotte, & tant que S. A. jouïra desdits Quartiers & non autrement; ſe reſervant auſſi la liberté du Commerce dans ſes Etats pour l'un & pour l'autre parti, & les paſſages qu'elle eſt obligée par les Conſtitutions de l'Empire & de la Paix de Weſtphalie, d'accorder aux Princes d'Allemagne.

IV. S. A ne prendra point de part aux liaiſons qui ſe pourroient former contre le Roi dans l'Empire, & ne donnera point ſa voix aux Diettes contre S. M. mais s'en rapportera à la pluralité des voix dans toutes les choſes qui concernent les Intereſts de l'Empire, & elle contribuera par toutes les voyes amiables, à faire que l'Empereur & l'Empire retournent dans l'ancienne amitié & intelligence avec S. M.

V. S. A. promet de même d'emploier dans toutes les occaſions qui ſe preſenteront, ſes bons Offices pour les Interêts du Roi, & lui preſtera toutes les aſſiſtances que la Neutralité lui permettra, & que S. M. peut attendre d'un bon Ami, & d'un Prince bien intentionné pour elle.

VI. S. A. ſera obligée non ſeulement de ne jamais permettre qu'aucunes de ſes Troupes en corps ou autrement, paſſent de quelque maniere que ce puiſſe estre, au ſervice des Ennemis du Roi & de ſes Alliez; mais même elle n'en licentiera aucunes, & elle les conſervera toutes en l'état où elles ſe trouvent maintenant jusqu'à la fin de la preſente Guerre; bien entendu que ſi une partie de ces Troupes periſſoit par maladie, deſertion, ou quelque autre malheur, ſans qu'il y entre du fait de Son Alteſſe, cela n'apportera point de changement à ce Traité.

VII.

VII. Aprés la preſente Guerre d'Allemagne finie, Sad. A. promet de donner au Roi, ſi S. M. le ſouhaite & l'en requiert, juſqu'à mil Chevaux, cinq cens Dragons, & deux mil Fantaſſins des Troupes que S. A. a preſentement ſur pied : & ſi par hazard leſd. Troupes n'y vouloient point aller de bon gré, S. A. emploiera de bonne foi ſes bons Offices pour les y diſpoſer.

En conſideration de quoi S. M. promet auſſi,

I. Que ſix ſemaines aprés qu'elle en aura eſté requiſe, elle aſſiſtera & protegera S. A. contre tous ceux qui attaqueront ſes Etats durant cette Guerre en haine de la preſente Neutralité ; qu'elle la comprendra dans les Traités de Paix, & qu'elle ne la conclura point ſans faire rétablir Son Alteſſe dans ce qu'elle auroit perdu de ſeſdits Etats, à cauſe du preſent Traité.

II. Pour ſubvenir aux frais de l'entretien des Troupes que S. A. a ſur pied, S. M. lui ſera paier tous les Mois, à commencer du premier Novembre nouveau ſtile, vingt mille Ecus, qui ſeront paiez de deux Mois en deux Mois par avance à Paris en Ecus blancs.

Tous leſquels Points & Articles ci deſſus, enſemble tout le contenu en chacun d'iceux, ont eſté traitez, accordez & ſtipulés, entre leſdits Sieurs Verjus & Rouſſeau de la part du Roi, & leſdits Sieurs de Grotte & de Witzendorff, de la part de Monſieur le Duc de Brunswic Hannover : Leſquels en vertu de leurs Commiſſions & pleins-Pouvoirs, ont promis & promettent que tant S. M. que S. A. executeront pleinement & ſans aucune contravention directe ou indirecte, le preſent Traité, tant en general qu'en chacun de ſes Points & Articles en particulier, & qu'ils ſeront tenus ſans aucun changement acceptez, confirmez & ratifiés reciproquement par S. M. & Sad. A. & que les Lettres de Ratification en ſeront expediées en la forme la plus autentique, & échangées de part & d'autre dans l'eſpace d'un Mois. En foi de quoi leſdits Sieurs Verjus & Rouſſeau, & leſdits Sieurs de Grotte & de Witzendorff ont ſigné ce preſent Traité, & y ont fait appoſer le Cachet de leurs Armes. Fait à Linsbourg le 18. jour d'Octobre 1675.

CXLV.

25. Oct.

France et Eſpagne,

Traité pour le rétabliſſement du Commerce entre les Sujets de LOUÏS XIV. *Roi de France & ceux de* CHARLES II. *Roi d'Eſpagne dans les Païs-Bas Eſpagnols. Fait au Château de Freyr ſur la Meuſe, le 25. Octobre 1675.* [FREDER. LEONARD. Tom. IV.]

NOUS LOUÏS DAMORESAN Conſeiller du Roi en ſes Conſeils, Intendant de Hayuault, & Païs d'entre Sambre & Meuſe, au nom & de la part de Sa Majeſté : Et PHILIPPE EMANUEL FRANCQUEN Conſeiller & Intendant de la Province de Namur, & Diſtrict de Charlemont, au nom & de la part de Sa Majeſté Catholique ; ſommes convenus du rétabliſſement du Commerce, ſur les Rivieres de Meuſe & de Sambre, & Païs des environs ainſi qu'il enſuit.

PREMIEREMENT.

Que le Trafic ſera ouvert & libre de France en Hollande, & d'Hollande en France, ſur leſdites Rivieres de Meuſe & de Sambre, & autres ; comme auſſi par Terre dans les Villes, & ſur le plat-Païs de France, d'Eſpagne & de Liege ; & ce pour toutes ſortes de Marchandiſes permiſes, pour toute ſorte de Grains, ſans excepter que les Marchandiſes de Contrebande, comme Canons, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Mouſquets, Fuſils, Mouſquetons, Piſtolets, Affuts, Fourchettes, Bandollieres, Poudres, Plomb en Balles, Méches, Salpêtres ; Piques, Epées, Halbardes, & autres Armes, Artifices & Aſſortimens ſervans à la Guerre.

II. Que les Droits d'Entrée & de Sortie ſe leveront ſur les Marchandiſes qui paſſeront dans les Villes de France & d'Eſpagne : Savoir du côté de France ſur le pied du Tarif de l'année 1664. & de la Declaration de Sa Majeſté de l'année 1667. pour le nouveau Tarif des Droits, ſur quelques Marchandiſes particulieres. Et dans la Province de Namur, ſuivant le Tarif du 18. Juillet 1670. ſans que l'on puiſſe rien augmenter de part & d'autre, ſous pretexte de la Guerre, ou autrement ; bien entendu qu'il ne ſera levé qu'un ſeul Droit d'Entrée, & un ſeul Droit de Sortie de part & d'autre.

III. Que les Grains & Farines qui ſortiront de France, & qui paſſeront dans les Places de Sa Majeſté Catholique, ou de Liege, ou qui viendront des Terres d'Eſpagne, paſſans par les Places du Roi ou de Liege, ou qui ſe tireront d'Hollande, paſſans dans les Places de France, d'Eſpagne, ou de Liege, ou qui paſſeront ſeulement d'une Place à une autre, ſoit auſſi de France, d'Eſpagne ou de Liege par Eauë & par Terre ; & ſoit que leſdits Grains & Farines appartiennent au Roi ou à Sa Majeſté Catholique, ou à leurs Munitionnaires generaux, pour eſtre mis en Magazins dans les Places, ou qu'ils ſoient à des Marchands & autres Particuliers ils paſſeront ſans aucune difficulté de part & d'autre, en paiant, ſavoir,

IV. Le Muid de Froment ou de Farine, meſure de Paris peſant poids de France 2760. Livres, & poids du Païs 2880. Livres pour le Droit d'Entrée, ſept Livres dix Sols, & pour le Droit de Sortie, cinq Livres.

V. Le Muid de Meteil ou de Farine, auſſi meſure de Paris ; pour l'Entrée ſix Livres, & pour la Sortie quatre Livres.

VI. Le Muid de Seigle ou de Farine, auſſi meſure de Paris ; pour l'Entrée cinq Livres, & pour la Sortie trois Livres ſix ſols huit Deniers

VII. Le Muid d'Avoine, meſure de Paris, peſant 108. Réez de Givet, pour l'Entrée, quatre Livres, & pour la Sortie trois Livres ; le tout Monnoye de France.

VIII. Et pour la facilité du tranſport & de la voiture des Grains & Farines, il ſera permis de part & d'autre, de les faire décharger & mettre en entrepoſt dans les Lieux de France, d'Eſpagne, ou de Liege indifferemment, ſoit pour les changer de Charois, ou pour les mettre dans les Batteaux, ou les changer d'un Batteau à un autre, ou en les retirant des Batteaux, les charger ſur des Charois.

IX. Que les Paſſeports ſeront donnez *gratis* aux Munitionnaires Generaux & à leurs Commis ſuivant les Certificats des Intendans, le tout de part & d'autre.

X. Et à l'égard de quelques Marchandiſes particulieres, dont on fait Commerce au deſſous de Charleville, que les Droits d'entrée & ſortie en ſeront paiez également en paſſant à Charlemont & à Dinan, ou à Namur & à Huy, comme il enſuit.

XI. Pour l'Entrée de chaque millier d'Ardoiſes ſix Sols trois Deniers, & pour la Sortie ſix ſols trois Deniers.

XII. Pour l'Entrée de chaque Bene de Charbon de Bois, trois Sols neuf Deniers, & pour la Sortie trois Sols neuf Deniers.

XIII Pour l'Entrée de chaque Raziére d'Eſcorce peſant deux cens cinquante Livres cinq Sols, & pour la Sortie cinq Sols.

XIV. Pour l'Entrée de chaque Tonneau de Cendres, cinq Sols & pour la Sortie cinq Sols.

XV. Pour l'Entrée de chaque Sommiere ou corps d'Arbre, ſix Sols trois Deniers, & pour la Sortie ſix Sols trois Deniers.

XVI. Pour l'Entrée de toute ſorte d'autre Bois, quatre pour cent de ſa valleur, & pour la Sortie auſſi quatre pour cent, le tout Monnoye de France.

XVII. Et d'autant que ſuivant ledit Tarif d'Eſpagne du 18. Juillet 1670. dont il eſt parlé ci-devant, la Sortie des Foins & des Pailles n'eſtoit pas permiſe dans ledit Païs ; qu'il ſera loiſible d'en tirer d'orénavant de part & d'autre, en paiant les Droits ſur le pied du Tarif de France de l'année 1664. dont il eſt auſſi parlé ci-devant.

XVIII. Que comme le Droit de ſoiſantiéme ne ſe leve du côté d'Eſpagne, que ſur les Marchandiſes & Denrées qui traverſent ou qui ſortent de la Province de Namur, & Terres d'Agimont, ledit Droit ne ſera pareillement pris du côté de France, que ſur les Marchandiſes qui traverſeront ou qui ſortiront du Païs de Liége pour ladite Province de Namur & Terres d'Agimont, bien entendu que quand ledit Droit aura été paié à Dinan ou à Huy, il ne pourra être exigé ailleurs.

XIX. Qu'il ſera permis reciproquement aux Entrepreneurs de la fourniture de Fourages dans les Places

ANNO 1675.

ces de part & d'autre, de faire voiturer en icelles, les Foins, Pailles & Avoines, qu'ils acheteront pour la ſubſiſtance des Troupes dans les dépendances desdites Places, chacun de ſon côté ſans prendre aucun Paſſeport pour les Hommes, & les Chariots qui les voitureront.

XX. Qu'il ſera permis auſdits Entrepreneurs de part & d'autre, de tirer du plat-Païs de Liege des Foins, Pailles & Avoines, ſans paier aucun Droit d'Entrée ni de Sortie, quand ils traverſeront le plat-Païs de France, ou d'Eſpagne, & ſans prendre auſſi aucun Paſſeport, pour les Hommes & Chevaux qui les voitureront, à la charge toutefois que les Chartiers prendront des Certificats des Intendans ou Receveurs des Contributions dans le département duquel ils ſeront.

XXI. Qu'il ſera donné des Paſſeports *gratis* auſdits Entrepreneurs de la fourniture des Fourages, leurs Commis ou Valets, ſur les Certificats deſdits Intendans, le tout de part & d'autre.

XXII. Que pour la ſeureté du Paſſage des Hommes, Grains, Farines & Marchandiſes; il ſera donné reciproquement des Paſſeports de Guerre, leſquels ſeront paiez également dans les Places de France & d'Eſpagne, ainſi qu'il enſuit.

XXIII. Pour un Homme à Cheval, quinze Livres.

XXIV. Pour un Homme à Pied, ſept Livres dix Sols.

XXV. Pour un Valet à Cheval, cinq Livres.

XXVI. Pour un Batteau de Meuſe ou de Sambre de Marchandiſe, Grains ou Farines, ſoixante Livres.

XXVII. Quand le Batteau ne ſera chargé que d'Ardoiſe, Bois, Charbon, Eſcorces, Pierres, Fer, Foin & Paille, il payera ſeulement trente Livres.

XXVIII. Il ne ſera rien paié pour les Nacelles qui ſerviront à paſſer les Chevaux, pourvû qu'il ne ſe charge dedans aucune Marchandiſe.

XXIX. Pour chaque Cheval d'Attellage, de Chariot, ou de Charette, chargez de Marchandiſes, Grains, ou Farines, dix Livres.

XXX. Et lors que les Chariots & Charettes ne ſeront chargez que d'Ardoiſes, Bois, Charbon, Eſcorces, Pierres, Fer, Foin & Paille, chaque Cheval d'Attellage ne paiera que cinq Livres.

XXXI. Que quand il n'y aura à la ſuite des Chariots ou Charettes qu'un Chartier, il ne paiera rien; mais lorſqu'il y en aura davantage, ils paieront chacun comme un Homme de Pied; le tout auſſi Monnoie de France, & pour un Mois.

XXXII. Que les Bureaux qui ont été établis avant la Guerre, de part & d'autre, pour les Recettes des Deniers Roiaux, pourront eſtre rétablis, & que pour cét effet il ſera donné *gratis* des Sauvegardes, & des Paſſeports de part & d'autre, tant pour la ſeureté deſdits Bureaux, que pour les Commis & Huiſſiers prepoſez en iceux pour la perception deſdits Deniers.

XXXIII. Que les Contribuaires de part & d'autre, & les Liegeois ſeront dans la liberté de porter leurs Grains, Denrées & autres choſes provenans de leur crû, dans toutes les Villes de France, d'Eſpagne & de Liege, ſans prendre Paſſeport, ni paier aucun Droit.

XXXIV. Que leſdits Contributaires auſſi de part & d'autre, pourront aller ſans Paſſeport ſur le Plat-Païs de Liege, & dans les Villes & Terres dépendantes de la Province ou Gouvernement dont ils ſont reſſortiſſans, mais quand ils en ſortiront, ils ſerons obligez de prendre Paſſeport.

XXXV. Que les Chariots & autres Voitures qui ſeront auſſi demandez de part & d'autre aux Communautez de Contribution, & du Païs de Liege, paſſeront auſſi ſans aucune difficulté, & ſans qu'ils puiſſent eſtre arrêtez ſous quelque pretexte que ce ſoit, lorſqu'ils ſeront à vuide.

XXXVI. Le preſent Traité ſervira auſſi au retabliſſement du Commerce pour le reſte des Frontieres de part & d'autres, où les Droits ſeront levez du côté de France, ſuivant ledit Tarif de l'année 1664. & la Declaration de Sa Majeſté de l'année 1667. pour le nouveau Tarif des Droits ſur quelques Marchandiſes particulieres; & à l'égard des Villes & Païs cedez à Sa M. par les Traitez des Pyrenées d'Aix la Chapelle, ſuivant le Tarif de l'année 1671. & du côté d'Eſpagne, ſuivant les Tarifs qui ont été en uſage en chacune Province pendant l'année 1670.

XXXVII. Ledit Traité aura lieu, à commencer d'aujourd'hui juſqu'au dernier jour de l'année 1676. pendant lequel temps il ne pourra eſtre rompu pour quelque cauſe, & ſous quelque pretexte que ce puiſſe eſtre, non pas même par le changement du Gouverneur, & Capitaine General pour le Roi Catholique des Païs-Bas; à l'exception toutefois que le Commerce des Grains finira de part & d'autre au premier Avril prochain, & ne pourra recommencer qu'au 1. Novembre enſuivant.

ANNO 1675.

XXXVIII. Et pour plus grande aſſûrance de l'execution dudit Traité, Nous LOUÏS DAMORREZAN, avons promis de le faire ratifier par Sa Majeſté: Et Nous PHILIPPES EMANUEL FRANCQUEN, tant par ledit Gouverneur, & Capitaine General des Païs-Bas pour le Roi Catholique, que par les Eſtats Generaux des Provinces-Unies, & ce dans quinze jours du jour & date d'icelui. Fait double au Château de Freyr ſur la Meuſe le 25. Octobre 1675. *Signé*, DAMORREZAN, & FRANCQUEN.

LE Roy aiant vû & lû attentivement le Traité fait & paſſé au Château de Freyr ſur la Meuſe, le 25. Octobre dernier, entre le Sieur Damoreſan Intendant en Haynaut & Païs d'entre Sambre & Meuſe, au nom & de la part de Sa Majeſté, & le Sieur Philippes Emanuel Francquen Conſeiller & Intendant de la Province de Namur, & Diſtrict de Charlemont, au nom & de la part du Roi Catholique, pour le rétabliſſement du Commerce, entre les Sujets de Sa Majeſté, & ceux du Roi Catholique dans les Païs-Bas Eſpagnols: Et l'aiant bien agreable; Sa Majeſté a approuvé, ratifié, & confirmé, approuve, ratifie & confirme ledit Traité, avec tous & chacuns les Points & Articles d'icelui. Et a promis & promet en foi & parole de Roi de le garder, faire garder, entretenir & obſerver inviolablement de ſa part, ſelon ſa forme & teneur dans toutes les Places de l'étendue de ſon obeïſſance, & d'y envoier les Ordres pour ce neceſſaires, huit jours aprés que la Ratification que le Sieur Duc de Villahermoſa Gouverneur & Capitaine General des Païs Bas pour le Roi Catholique; & celle que les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas doivent faire dudit Traité, auront eſté délivrées audit Sieur Damoreſan ſans y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu en aucune maniere: En témoin dequoi Sa Majeſté a ſigné la preſente de ſa main, & à icelle fait appoſer le Seel de ſon ſecret. A ſaint Germain en Laye, le neuviéme jour de Decembre 1675. *Signé*, LOUIS; *Et plus bas*, LE TELLIER, *& cacheté du Seel ſecret.*

Collationné.

CXLVI.

Bündnüß zwiſchen Jhro Fürſtl. Gnaden Chriſtoph Bernhard Biſchoff zu Münſter / dann Johann Friedrich Hertzog zu Braunſchweig-Lüneburg / zu erhaltung Teutſcher Freyheit / und abtreibung allen unrechten gewalts von beyderſeits Bunds-Verwandten Land und Leuthen. Zu Rotenburg den 29. Octobris 1675. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.] 29. Oct.

C'eſt-à-dire,

Traité d'Alliance entre CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque & Prince de Munſter, &* JEAN FREDERIC *Duc de Brunswic-Lunebourg, pour la defenſe de la Liberté Germanique, & de leurs propres Terres & Seigneuries, comme auſſi de leurs Alliez & Confederés, contre toute violence. A Rottenburg le 29. Octobre 1675.*

KUnd und zu wiſſen ſey hiemit. Demnach der Hochwürdigſt und Durchleuchtigſte Fürſt und Herr Chriſtoph Bernhard Biſchoff zu Münſter / Adminiſtrator zu Corvey / Burggraff zu Stromberg / des Heil. Röm. Reichs-Fürſt und Herr zu Borckelo ꝛc. und Herr Johann Friederich Hertzog zu Braunſchweig und Lüneburg in ſorgfältiger erwegung der jetzo inn- und auſſerhalb Reichs

ANNO 1675.

ANNO 1675.

Reichs empor gehender ſchwerer und gefährlicher Kriege und motuum vorhin öfftermahls verträuliche communication pflegen laſſen/ wie ſolchem ohnweeſen zu ſteuren/ oder wann ie nach Gottes willen der hochgewünſchte Univerſal-Friede ſobald noch nicht erfolgen ſolte/ wie zum wenigſten dieſe untere Craiſe/ und vornemlich Ihre Hochfürſtl. Gnaden und Ihr Durchl. darinn belegene Landen und Fürſtenthümer gegen unbilligen gewalt geſichert und in friedlichem ſtand erhalten werden möchten; zu dem ende auch/ mithin zu befeſtigung des bey jetzigen zeiten ſo hochnötigen vertrauens/ des Heil. Röm. Reichs Glieder unter ſich zwiſchen höchſtgedachte ſeiner Fürſtl. Gnaden und Fürſtl. Durchl. one und beneben Ihrer Königl. Majeſt. zu Dennemarck und Churfürſtl. Durchl. zu Brandenburg den [illegible] Septembris jüngſthin zu Hannover vorerſt ein gewiſſer Neutralitäts Tractat errichtet/ und dardurch zu einer näheren Union und zuſammenſetzung ein guter grund gelegt worden. So haben vor höchſtgedachte Ihre Hochfürſtl. Gnaden und Hochfürſtl. Durchl. zu fortſetz- und perfectionirung ſolchen heilſamen wercks/ als auch nicht weniger zu deſto mehrer beſtärckung der bernis von langen jahren her unter ihnen gepflogener verträulichen freundſchafft und vernehmens/ zumahlen bey der im Heil. Römiſchen Reich ſich je mehr und mehr ausbreitenden Kriegs-flam/ einer hohen nohturfft ermeſſen/ über ſolch näher Verfaſſungs-werck in weitere handlung ohnverlängt zutretten/ auch darzu etliche von Ihren geheimen Räthen und Miniſtris, als Ihro Hochfürſtl. Gn. Ihre reſpective Geheime-Räthe/ Thum-Cuſtern und Weltlichen Hoff-Richtern Mathiaſen Korff genant Schmiſing/ Friederichen Korff auch genant Schmiſing/ des Löblichen Johanniter Ordens-Rittern und Commendatorn zu Franckfurt ꝛc. und Jobſt Herman der Rechten Licentiaten/ und Herrn Hertzogen Johann Friederichen zu Braunſchweig-Lüneburg/ dero Geheimen Cammer-Rath und Droſten zu Friedland Otto Grotten deputirt und bevollmächtiget/ welche nach ſorgfältig angewandter bemühung auf gnädigſte Ratification ſich nechſtfolgender Articulen miteinander verglichen und vereinbahret haben.

I. Erſtlich ſoll dieſe mutuel Defenſiv-Bündnus zu keines Menſchen beleidigung oder nachteil/ am allerwenigſten aber wieder Ihre Kayſ. Majeſt. und das Heil. Römiſche Reich oder auch einigen Stand deſſelben/ noch gegen das Fürſtliche Haus Braunſchweig und Lüneburg/ ſondern vielmehr zu dienſt und reſpect des Heil. Röm. Reichs/ erhaltung der Teutſchen Freyheit/ nach innhalt des Reichs-Fundamental-Ordnung und geſätze/ beförderung der allgemeinen Ruhe und möglichſter abtreibung allen ungerechten gewalts/ von beiderſeits hoher Bunds-Verwandeen Land und Leuthe/ gerichtet und gemeint ſeyn; zu erhaltung ſolchen zwecks ſoll zwiſchen Höchſtgedachten Ihre Hochfürſtl. Gnaden und Hochfürſtl. Durchl. ingleichen ihren Succeſſoren in der Regierung Ihrer reſpective Stiffter/ und Fürſtenthumer/ eine beſtändige aufrichtige Freundſchafft/ Bündnis/ und vereinigung aufgerichtet ſein und bleiben/ krafft deren einer des andern nutzen/ und beſten weiſen und befordern/ ſchaden und nachtheil aber nach vermögen treulich wehern/ wenden/ und warnen/ und zu dem end einer dem andern im fall der noth/ und zwarn auf hernach geſetzte maß redlich aſſiſtiren und beyſpringen ſollen.

II. Und dafern zum anderen es ſich alſo zutrüge/ daß ein oder ander von den beyden Hohen Bunds-Verwandten/ es ſey von wem oder unter was prætext es wolle/ in ſeinem Eſtat und Landen Feindlich überzogen und vergewaltiget/ oder mit durchzügen/ ſtill-lägern/ einquartierungen/ Contributionen/ und anderen dergleichen/ Kriegs-beläſtigungen wieder den Weſtphäliſchen Friedenſchlus und die heilſame Reichs-Satzungen beſchwehret/ oder auch ſonſt auf andere weis in ſeinem ſtatu, Freyheit und allen anderen zuſtehenden Juribus wiederrechtlich und gewaltſamlich angefochten oder turbiret würde/ ſoll der ander Bunds-Verwandter ſchuldig und gehalten ſein/ auf des angefochtenen und beleidigten Theils erforderen/ demſelbigen innerhalb 14. tagen nach beſchehener requiſition, und da müglich/ auch der antringender gefahr halber nöhtig/ noch ehender mit würcklicher hülff ohnweigerlich bey zuſpringen/ und zu dem end ihme vor erſt und in ſimplo tauſent funffhundert zu Fuß in geſamt der beygehörigen Feld-Artillerie und funffhundert zu Pferde an ort und end/ wo er derſelben in ſeinem Lande begehrend und benöthigt iſt/ dinnen der oben ſpecificirten zeit zuſchicken/ welche Mannſchafft ein jeder theil zu ſolchen behüff auf den beinen und parat halten/ und ſolch Quantum nachgehens nach beſchaffenheit und vermehrung der gefahr/ vermittelſt vorher gepflogener communication zwiſchen beyden hohen theilen/ duplirt werden ſolle.

III. Drittens ſoll ein Bunds-Verwandter ſchuldig ſeyn/ von allen denjenigen dingen und begebenheiten/ woraus einige weiterung und gefahr/ und folglich ein caſus Fœderis entſtehen könte/ dem andern ohnverweilt nachricht mit zutheilen/ worauff dann derſelbige die etwan vorſtehende beſorgnus durch gütliche wege und vermittlung/ und nachtrückliche abmahnung des beförchtenden Aggreſſoris abzuwenden zwar bemühet/ nichts deſtoweniger aber verbunden ſeyn ſoll die obſpecificirte hülff dem betrangten Bunds-Verwandten auf deſſen erforderen/ ohne einige einrede und verweigerung/ verabfolgen zulaſſen; ſolte ſich nun aber ein ſolcher fall begeben/ daß entweder einer mehrern hülff als oben ſpecificirt/ oder aber vor augen ſtehende gefahr mit gewalt der Waffen abzuwenden/ gleicher geſtalt auch gefährliche deſſein vor zukommen dienlich oder nöhtig ſein würde/ darüber wollen hochgemelte Herren Bunds-Verwandte verträulich communiciren/ und ihre bevollmächtigte Miniſtros unverweilt zuſammenſchicken und ſich einer mehrern aſſiſtentz und nöthig befindender anſtalt ſo fort zu vergleichen/ worin man ſich beiderſeits willig erweiſen und treulich bey einander ſtehen ſoll/ zu welchem end ſich die Herren Alliirte in ſolcher conſiderablen Armatur als immer thun- und müglich ſein wird/ ſtellen und erhalten wollen.

IV. Wann auch zum vierten/ die hülff würcklich geſchickt/ und mit des beleidigten Kriegs-Völcker conjungirt iſt/ ſoll der hülffſchickender nicht macht haben/ dieſelbige wiederumb abzufordern/ es ſeye dann/ daß er ſelbſt in ſeinen Landen angefochten und würcklich befehdet werde; auf ſolchem fall aber und da beyden Bunds-Verwandten zugleich Kriegs-gefahr zuſtoſſen ſolte/ wollen ſie ſich ſofort zuſammen thun/ und nach erwegung der ſachen umbſtänden dahin ſehen/ daß der ſo am wenigſten gefehret iſt/ dem anderen nichts deſtoweniger nach müglichkeit die hülffliche hand bieten möge/ oder aber ſchleunigſt vereinbaren/ wie man ſich beiderſeits retten könne/ und hat es hiebey die meinung/ daß mit den Auxiliar-Völckern nicht nur in des beleidigten Landen/ ſondern auch auf des Feinds-boden zu erlangung gebührender ſatisfaction und ſicherheit zu operiren.

V. Furs funffte/ ſolten auch beide Bunds-Verwandten ſich nach veranlaſſung der Läufften zugleich in andere Fœdera begeben/ und ſich nebenſt anderen einer mutuellen hülffleiſtung vergleichen/ ſo iſt geſchloſſen und verabredet/ daß dieſelbige die verſprochene hülff nicht doppelt zuleiſten ſchuldig/ ſondern die hülffe nur aus einem und zwar demjenigen Fœdere, worinnen das gröſteſte quantum enthalten/ præſtirt und darüber nichts erfordert werden ſolle.

VI. Sechſtens ſolle die hülff auf des hülffſchickenden koſten geſchehen/ und der requirens der zu hülff geſchickter Mannſchafft/ auſſer dem obdach/ Lägerſtatt und Rauchfuter nichts umſonſt zugeben/ dabenebenſt aber in ſeinem Lande ſolche anſtalten zumachen ſchuldig und gehalten ſein/ daß man der übrigen notturfft an Lebens-mitlen für Menſchen und Pferde und einen billichen preis allezeit könne handhafft werden; es ſollen auch die Conjungirte Völcker zu verhütung aller unordnung und ſchwürigkeit bey währender Conjunction mit dem unterhalt gleich gehalten und zu dem end ein beſtändige verpflegungs-ordinantz verglichen werden.

VII. Zum ſiebenden/ wann aber die hülff von einem und anderm Theil erfordert wird/ wird der Hülffſchickender ſowohl als der Requirent bey den benachbarten umb verſtattung des durchzogs für die ihme zu hülff anziehende Mannſchafft gebührende anſuchung zuthun haben.

VIII. Achtens/ das Ober-Commando und Direction der Kriegs-actionen betreffend/ ſo bleibt daſſelb demjenigen/ oder deſſen Generalität vollkomentlich/ dem die hülff zugeſchickt wird/ ohne unterſcheid/ ob die Kriegs-operationes inn- oder auſſerhald ſeinen Landen geführet werden/ doch ſolcher geſtalt/ daß wann etwas wichtiges vorgenahmen wird/ vorher allemahl Kriegs-Rath gehalten/ und des Hülffſchickenden Trouppen vorgeſetzter Ober-Officier mit darzu gezogen und mit ſeinem voto und gutachten vernohmen werde.

IX. Es ſollen auch die zu Hülff geſchickte Trouppen auf des Requirenten gut befinden ſich ſowohl in Feldzügen als in Guarniſon ohnweigerlich gebrauchen laſſen/ doch daß die zertheilung der Regimenter möglichſt verhütet werde.

X. Solten aber zehentens die hohe Bunds-Verwandten nach erheiſchung der Conjuncturen und umbſtänden ſich mit gantzen formirten Armeen mit einander etwan zu conjungiren für rathſam achten/ wird man ſich alsdann des Ober-Commando und anderer mit einlauffender particularien halber abſonderlich zu vergleichen haben.

XI. Furs eilffte/ die wiederbeſtellung der abgehender Officierer bleibt dem Zahl-Herrn ohnzweiffentlich bevor.

XII. Zum zwölfften die Juriſdiction und beſtraffung der Delinquenten belangend/ bleibt dieſelbe dem herkommen nach bey den Regimentern/ und iſt hiebey ausdrücklich verglichen und verabredet worden/ daß der hohen Bunds-Verwandten Völcker ſowahl in eines als des andern Landen gute Kriegs-Zucht und Diſciplin halten/ und alle vorgehende Exceſſus ohnauffhältlich vors Kriegs-Recht geſtellet und der gebühr nach abgeſtrafft werden/ auch da des Hülffſchickenden Officier ſich darein ſäumig oder wiedrig erweiſen würden/ der Landsherr macht haben ſolle/ die Delinquententen zu apprehendiren und darüber ein ohnpartheyiſches Kriegs-Recht ergehen zulaſſen.

XIII. Es haben ſich auch beide hohe Bunds-Verwandte krafft dieſes einander veſtiglich verſprochen und zugeſagt/ auf dem fall einem oder andern ein Krieg zuſtoſſen/ und darauf die in dieſem Fœdere ſtipulirte hülff würcklich erfordert und geleiſtet werden ſolte/ alsdann kein Theil befugt ſein ſolle ohne des andern zuthun und incluſion mit dem Aggreſſore einige Tractaten über Fried oder Stillſtand einzugehen/ weniger zuſchlieſſen/ und haben ſich beide hohe Theile gegen einander erklähret/ weder de præterito noch de futuro einige Fœdera oder Pacta zuhaben oder zumachen/ ſo ſie von leiſtung deſſen/ was dieſer Tractat in ſich haltet/ los machen könne.

XIV. Alldieweilen aber vierzehentens eingangs dieſer Bunds-Notul die intentio gegenwärtigen Fœderis auf mögliche beförder- und wiederbringung des ſo hoch gewünſchten Ruheſtands im Heil. Röm. Reich unter anderen mit gerichtet iſt/ ſo wollen beide hohe Bunds-Verwandte/ wie zu ſolchem heilſamen zweck vermittels Göttlicher hülff endlich zugelangen/ künfftig allemahl verträulich miteinander überlegen/ und über die darbey vorfal-

lende umſtände fleiſſig correſpondiren / nicht weniger ihre auf Reichs- und anderen Tägen / auch bey frembden Höffen und Republicquen ſich zuſammen befindende Miniſtros eine gleichmäſſige vertrauliche correſpondentz zupflegen / anweiſen / und befelchen.

XV. Wann fürs Künfftigehende über kurtz oder lang jemand wäre / der in dieſem Bund mit einzutretten verlangen oder belieben trüge / wollen ſolchen falls jetzige beide hohe Bunds-Verwandte daſſelbe mit einander in deliberation ziehen / und ſich ob und wie mit demſelbigen zuhandlen / vorher unter ſich eines einmüthigen ſchluſſes vergleichen.

XVI. Zum ſechzehenden / ſoll dieſer Bund vorerſt auf zehen Jahr geſchloſſen und gerichtet ſeyn / auch von einem Hochwürdigen Tumb-Capittel zu Münſter mit beygenehmet / unterſchrieben und verſiegelt / und hernachmahls noch vor ablauff ſolcher zeit von deſſen prorogation gehandlet werden. Alles daßjenige was obſtehet ſoll von beyderſeits hohen Bunds-Verwandten nach allen ſeinen Articulen und Clauſulen ſamt und ſonders feſt und unverbrüchlich gehalten und treulich erfüllet / auch die Ratification dieſes Receſſes innerhalb 14. Tage durch gewiſſe darzu deputirten zu Verden einbracht und ausgewechslet werden.

Deſſen zu Urkund iſt dieſer Receß von höchſtgedachter Ihrer Hochfürſtl. Gnaden zu Münſter / und des Herrn Hertzogen zu Braunſchweig-Lüneburg Durchl. zu dieſer handlung Deputirten und bevollmächtigten Räthen und Miniſtris unterſchrieben und beſiegelt / auch jedem Theil ein gleich lautendes exemplar davon zugeſtellt worden. So geſchehen Rotenburg den 29. Octobris 1675.

Mathias Korff genant Schmiſingen. (L.S.)

Otto Groote. (L.S.)

Jobſt Herman Raun etz. (L.S.)

CXLVII.

Nov.

FRANCE ET MESSINE.

Manifeſte concernant les Affaires de MESSINE, *publié en Italie de la part de* LOUÏS XIV. *Roi de France au commencement de Novembre* 1675. [FREDERIC LEONARD. Tom. IV.]

L'Etat déplorable, où ſe trouvoit l'année derniere la Ville de Meſſine, prête à retomber plus cruellement que jamais ſous un joug que les violences des Espagnols lui avoient déja rendu inſupportable; le recours qu'eût cette ancienne & fameuſe Ville à la protection du Roi; & la compaſſion qu'excita dans l'eſprit de Sa Majeſté la vûe d'un grand Peuple ſur le point de perir, tant par la rigueur d'une longue famine, que par les ſupplices qui lui étoient preparez, porterent Sa Majeſté, plus encore par un mouvement de generoſité, que par l'interêt d'une diverſion importante contre l'Eſpagne, à ne pas abandonner tant de pauvres innocens opprimez, à qui il ne reſtoit d'eſperance de ſalut que dans ſa ſeule bonté. Les Vaiſſeaux, qu'Elle donna ordre d'armer en Provence, porterent double ſecours à Meſſine, ils y firent ceſſer par l'entrée des Vivres qu'ils y conduiſirent, le plus preſſant de tous les maux, dont elle étoit attaquée, & lui rendirent par une Victoire ſignalée la liberté du Port, que les forces Maritimes d'Eſpagne tenoient fermé depuis long-tems. De ſi grands bienfaits imprimerent aux Meſſinois la reconnoiſſance qu'ils devoient à leur *Liberateur*; ils crurent ne pouvoir la lui mieux témoigner qu'en le choiſiſſant pour Maître, & ne pouvoir rien faire de ſi avantageux pour eux-mêmes, que de s'aſſurer de la protection de la France qu'ils venoient d'éprouver ſi puiſſante & ſi favorable. Ils ſupplierent Sa Majeſté de les recevoir au nombre de ſes Sujets, & Elle voulut bien accepter à leurs prieres, le Serment de fidelité qu'ils lui en prêterent avec l'applaudiſſement general de tout ce Peuple.

Sa Majeſté pouvoit par ce nouveau titre, & par les Droits ſi juſtes & ſi anciens qu'Elle a ſur le Royaume des deux Siciles, unir à ſa Couronne non ſeulement la Ville de Meſſine, mais encore les autres Places qu'elle poſſede dans l'Iſle, & toutes celles à qui l'amour de la liberté inſpireroit de ſecouër le joug des Eſpagnols. Mais parce que ſa vûe a bien moins été dans cette occaſion d'étendre ſes Limites, que de ſecourir des Peuples qui avoient imploré ſon aſſiſtance, Elle veut bien déclarer par le preſent Memoire, qu'Elle n'a reçû les Meſſinois, quand ils ſe ſont donnez à Elle, que pour les rendre en quelque ſorte à eux-mêmes, auſſi bien que les autres Villes de Sicile qui voudront ſuivre leur exemple: Que ſon deſſein n'a pas été de les faire vivre ſous des Loix, qui leur ſembleroient toûjours étrangeres, en les uniſſant à ſa Couronne; mais qu'à l'exemple de ſes Prédéceſſeurs, qui ont donné deux fois des Rois à Naples & à la Sicile, dans deux Branches de la Maiſon Royale de France, ſon intention eſt encore de donner à cette Iſle un Souverain, qui tire ſon origine du même ſang; qu'Elle lui remettra tous les Droits qui ſont aquis à la France ſur ce Royaume, & tous ceux que le conſentement des Peuples a déferez & pourroit déferer à l'avenir à Sa Majeſté: Que ce Prince prendra les mœurs, les coûtumes & les Loix de ſon Etat, & qu'il rétablira chez les Siciliens un trône que leurs Ancêtres ont vû avec douleur transporté en Arragon & en Caſtille: Que de tous les intérêts que le Roi a pû prendre jusques à preſent à la Sicile, Sa Majeſté ſe réſerve ſeulement celui de raffermir de plus en plus la puiſſance de ce Royaume, & le bonheur & la felicité de ſes Peuples, par la liaiſon & la protection toûjours aſſurée de la France.

C'eſt ce que Sa Majeſté a bien voulu rendre publie par cet Ecrit, & faire connoître à toute l'Europe, combien dans l'aſſiſtance qu'Elle a donnée aux Siciliens, Elle a peu regardé ſon utilité particuliere, puisque ſans vouloir rien ajoûter à ſa Couronne, Elle ſonge ſeulement à en relever une, dont le nom a été toûjours ſi grand en Italie, & par tout le monde. Fait à Verſailles l'unziéme Octobre 1675.

LOUIS.

ARNAULD.

CXLVIII.

26. Nov.

LA SUEDE ET LES PROVINCES-UNIES.

Traité de Commerce entre CHARLES XI. *Roi de Suéde & les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas. Fait à Stockolme, le* 26. *Novembre,* 1675. *Avec les* RATIFIÇATIONS *des Etats Généraux & du Roi de Suede; & une* CONVENTION *poſterieure touchant la Forme des Paſſeports.* [Recueil des Traitez faits entre les Etats Généraux des Provinces-Unies & divers Princes, d'où l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans les *Actes & Memoires* de la Paix de Nimegue Tom. I. pag. 746. en Hollandois & en François, & dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XI. pag. 1104. en Allemand.]

ORdines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum; Notum teſtatumque facimus, univerſis & ſingulis quorum ſcire intereſt; quod cum inter Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem ac Dominum Dominum *Carolum*, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ & Wismariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducem, &c ex una: Et Nos ex altera parte per Deputatos ad hoc ſufficiente utrinque Mandato inſtructos, Holmiæ die 26. Novembris, Anni 1675. in hos Commerciorum & Navigationis conventum ſit Articulos, qui infra hic verbotenus inſerti reperiuntur.

SEreniſſimi ac Potentiſſimi Principis ac Domini Domini *Caroli*, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regis, Magni Principis Finlandiæ, Ducis Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ & Vandaliæ, Principis Rugiæ, Domini Ingriæ & Wismariæ, nec non Comitis Palatini Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducis, Regis & Domini noſtri Clementiſſimi; Nos Infraſcripti Deputati Commiſſarii notum teſtatumque facimus, quod cum per Miniſtrum Celſorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii ad Aulam altiſſime memoratæ Regiæ Sacræ Majeſtatis Reſidentem, Nobiliſſimum Dominum *Chriſtianum*

num Conſtantinum Rumpf, prona eorundem voluntas, deſideriumque Commerciorum atque Navigationis cum Subditis Sacræ Regiæ Majeſtatis reſtaurandæ, ſignificatum ſit, atque inſimul ſpes exinde nonnulla ſubjiciatur confirmeturque ulterioris compoſitionis pacisque in præſens, per maximam Europæ partem profligatæ, faciliori reconciliatione reducendæ, & reſtituendæ; eam ob rem Sacra Regia Majeſtas non modo ex eo, quem avitum habet in Rempublicam Uniti Belgii, benevolo affectu, Fœderibus quam plurimis mutuisque commodis jam diu firmato, verum etiam ob zelum, quo in ſecuram Orbis Chriſtiani tranquillitatem ſanctæque Generalis Pacis redintegrationem fertur quam maximè ſincero, nullum non arripere voluit medium, quo non reſtituendæ tantummodo Commerciorum, Navigationisque ſecuritatis, ſed & ulterioris, quæ exinde ſubſequatur Pacificationis, calamitatumque Belli hujus terminandarum, via pronior, procliviorque ſincera utrinque opera ſtudioque reddatur. Hinc Sacra Regia Majeſtas nobis plena Poteſtate inſtructis clementiſſime in Mandatis dedit, ut cum prædicto Domino Reſidente, pariter ad tractandum rite conſtituto, congrederemur & tractaremus. Nos itaque, ſubſcripti utriusque Partis reſpectivè Commiſſarii & Miniſter ad Aulam Suecicam Reſidens congreſſi ſumus, atque tam ſalutare opus, certis Commerciorum & Navigationis Legibus auſpicati ſumus, atque ita in auxilium ex parte acceptis, qui antehac ſæpius altiſſime memoratam Sacram Regiam Majeſtatem inter & Celſitudinem D. D. Ordinum Generalium Hagæ-Comitis, Anno 1667. 16. Julii, ſuper Commercii & Navigationis negotio erecti ſunt, Articulis, ſequentem in modum convenimus.

I. Subditis ac Incolis Sueciæ, ſimul & Fœderati Belgii plena Commerciorum atque Navigationis hinc inde, ita durante hoc Bello, ut antehac, libertas erit, per Regna, Status, Ditiones & Provincias tam Sueciæ & Fœderati Belgii, quam quæ cum Sacra Regia Majeſtate Sueciæ aut cum Celſitudine Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Pacis, Amicitiæ aut Neutralitatis jus ſive jam nunc exercent, ſive exercebunt in poſterum, eaque libertas nequaquam interpellanda aut turbanda per alterutrius Partis ejusve Subditorum Navigia ea occaſione hujus Belli aut etiam inimicitiarum, quæ illi ejusve Succeſſoribus intercedunt forte, vel de futuro ſint interceſſuræ cum Regnis, Statu, Ditionibus quibuscum Parti alteri jus Fœderum aut Neutralitatis intercedat, interceſſurumve ſit.

II. Nec propterea liceat tamen aut fas ſit Subditis Incolisque Ditionis alterutrius prohibitas Merces (quas Contrabandas vocant) importare in Regna vel Regiones eorum, quibuscum Sacra Regia Majeſtas Sueciæ, aut Celſitudo Dominorum Ordinum Generalium, ex ſua parte aut amicitiam, aut neutralitatem colit, ſed adverſum quos alterutra Bello, vel jam implicatur, vel implicanda ſit de futuro.

III. Ut vero evitentur penitus atque amoveantur controverſiæ & diſceptationes, quæ ob deſignandam jam dictam Mercem, Contrabanda, oriri aliquando poſſint, convenit utrinque ac pro re nata habitum eſt, hoc in numero duci & cenſeri oportere arma quævis ad vim tam propulſandam, quam inferendam apta, præſertim quæ ignem concipiunt Pulvere Tormentario, quem dicunt, admoto, aliaque eodem pertinentia, ejus vero generis intelligantur Tormenta Bellica majora & minora omnis generis, quæ Canones & Sclopeta vulgo dicuntur, Mortaria, Petardæ, Bombæ, Granatæ, Sauciſſæ, Coronæ Piceæ, Affuitæ, Furcæ Sclopetariæ, Bandelariæ, Pulvis Tormentarius, fomites ſive Lonten, Glandes Tormentariæ, tam Ferreæ, quam Plumbeæ, Nitrum ſive Salpetræ, Enſes, Lanceæ, Haſtæ, Hellebardæ, Bipennes, Flagella armata, cuſpides & reliqua id genus arma, ad vim inferendam apta, tum Caſſides, Galeæ, Loricæ, Thoraces ænei, ferreique Clypei, aliaque arma ad vim arcendam idonea, præterea ad Bellum inſtruendum utilia quæcunque, nempe equi, Ephippia, Sclopetorum equeſtrium reconditoria, & quicquid denique utile ac neceſſarium ad inſtruendos equos tam Turmarum equeſtrium, quam rei Tormentariæ, niſi numero ſint admodum exiguo, ut inde conjectura probabilis elici poſſit, eadem non ad Bellum, ſed ad alios uſus deſtinata eſſe.

IV. Merci prohibitæ nequaquam accenſebuntur pecunia, frumenti ac leguminis genus omne, Sal, Vinum, Oleum, nec quidquid ad victum aut alimentum refertur, ſed nec ferrum, cuprum, æs, nec quidquid ad Naves conſtruendas inſtruendasve, neceſſarium eſt, cujus notæ ſunt cannabis, linteamen velis nauticis aptum, picis tam liquidæ, quam aridæ omne genus, mali, trabes, lignum incurvum, Tabulæ Navales, rudentes, ancoræ, vel ancorarum partes quælibet, hoc in numero habebuntur, nec aliæ Merces, quæ pro terreſtri vel maritimo Bello formam non acceperunt, multo minus hæ, quæ ad alium quemvis uſum jam apparatæ aut conformatæ ſunt, nec aliud Mercimonii genus quodcunque, quod præcedenti Paragrapho deſignatum non ſit, ſed id omne transportari huc illuc licebit, tam in Ditiones Sueciæ aut Fœderati Belgii, quam etiam ad illas Nationes, quibuscum Sacra Regia Majeſtas Sueciæ aut Celſitudo Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii, Bello jam nunc involuta eſt, aut poſtmodum involvi poſſit.

V. Attamen nec pecuniam, nec commeatum, aut quicquid vitæ per alimentum ſuſtentandæ conducit, quod jam ſupra Paragrapho 4. inter licitam Mercem ſit numeratum, nec Militem, nec quid aliud ex hisce rebus, quæ hoſti incommodum vel adjumentum modo quocunque cedant, ſubmitti hinc inde fas eſto, ad Munimenta, Oppida vel loca Præſidio militari inſtructa, quamdiu illa ipſa per Militem alterutrius, aut Fœderatorum alterutrius, reſpectu locorum in Oris Maritimis ſitorum tam Terra quam Mari obſidione cingi, vel manu armata aſſideri continget, animo eadem in poteſtatem ſuam redigendi.

VI. Porro ut impediatur, ne Merces in illicitis jam deſignatæ ad Portus hoſtiles aut ad loca inimicæ Ditioni ſubjecta ſubvehantur, vel etiam ne ſub hoc ipſo ſubjectionis impediendæ prætextu libertas ſecuritasque Navigationis & Commerciorum detrimenti quid capiat, ab Incolis Subditisque Ditionis alterutrius, ubivis locorum, tam in Portu atque ſtatione Navali alterutrius, quam in aperto Mari nihil omnino requiri aut exigi jus eſto, præter exhibitionem talis Diplomatis, quale utriusque uſus hactenus confirmavit, aut quale deinceps per Pacta rei Maritimæ utrinque ineunda ratum habebitur, exhiberi ad hæc neceſſum erit Literas Paſſeportus, in quibus quantitas, qualitasque Mercis, qua Navis onerata eſt, deſignetur, & eas quidem indultas ab Officialibus publica authoritate conſtitutis, illic locorum, unde Merx ipſa transportatur, & juxta quas jura, quæ pro Mercimoniis transportandis debebantur, perſoluta ſunt, quod ſi Navis hæc non nihil Mercium vetitarum, quas Contrabanda vocant, vehit, oportebit in *Literis* Paſſeportus exprimi atque deſignari, ea loca ad quæ id genus Merces devehendæ ſunt, poſt quam exhibitionem ſcrutationi aut viſitationi Naves Mercesque non ſubjicientur, nec quicquam damni, moræ aut moleſtiæ iisdem quocunque ſub prætextu objicietur.

VII. Quod ſi conſtiterit Naves ad Subditos alterutrius pertinentes, quæ ex toto vel ex parte Merce interdicta hujusmodi oneratæ ſint, ad Portum quemcunque hoſtilem aut ad loca inimicæ Ditioni ſubjecta deſtinari, merx omnis ejusmodi prohibita, per Judicem competentem Fiſco addicetur, Naves ipſæ & quod reliquum Mercimonii haud vetiti in iis erit, tutum Fiſco illibatumque permanebit.

VIII. Bona ſive Merx quæcunque pertinens ad Subditos alterutrius, etiam illa quam ex ſuperiorum Paragraphorum authoritate, permiſſam ac neutiquam prohibitam eſſe conſtabit, in Navibus inimicis forte deprehenſa, in prædam occupanti cedat, ac Fiſco addicatur, ulla ſine exceptione, è contra tutum omnino & immune à Fiſco habeatur, quicquid Navigiis ad alterutrius Subditos pertinentibus concredetur, utcunque ſit Partis alterutrius inimicorum, excepta ſolummodo Merce Contrabanda, ad Portum hoſtilem deſtinata, adverſus quam procedatur per modos jam ſupra deſignatos, ſed & vectores quoscunque quamvis Subditos inimicos Partis alterutrius tutos navigare conveniet, dum devehuntur aliquà in Navi ad Subditos alterutrius pertinente, nec eos inde avelli, aut auferri licebit, exceptis tantum Ducibus ſive Officialibus hoſtilibus.

IX. Quod ſi Sacræ Regiæ Majeſtati Sueciæ aut Celſitudini Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii viſum fuerit, aut neceſſitas juſſerit, Naves Mercatorias quibusdam Navibus Bellicis ad majorem earundem Navium Mercatoriarum ſecuritatem ac Præſidium comitari, liberum id iis fasque erit, præciſa tamen injungent dictarum Præſidiariarum Navium Præfectis, ne quid hoſtile moliantur adverſus Subditos aut Fœderatos alterutrius, tam in eundo quam redeundo, quamdiu hi Præſidiarii muneris offi-

ANNO 1675.

cio perfuncti ad Portum, unde egreſſi ſunt, reverſi non fuerint.

X. Quemadmodum Sacra Regia Majeſtas Sueciæ & Celſitudo Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii inter ſeſe, hoc ipſo convenerunt & ſtatuerunt, quod nemo reſpectivè Subditorum vel Incolarum earum Armaturam Navalem exercere audeat, quam vulgo *Commiſſievaerders* vocant, nec paſſuros eſſe, ut pro talibus quacunque ratione quiſpiam reſpectu Subditorum alterutrius Partis ſe gerat, ita interdicent vetabuntque iiſdem præterea, ne cuicunque alteri Principi aut Statui operam addicant, aut Militiam ejus profiteantur ad infeſtandas, detinendas, aut quacunque moleſtia turbandas Naves Mercatorias, bona Merceſque ad Subditos aut Incolas Partis alterutrius pertinentes, ſub pœna corporis & bonorum.

XI. Interdicent vetabuntque præterea Sacra Regia Majeſtas Sueciæ, & Celſitudo Dominorum Ordinum Generalium, utrique Naves Mercatorias, Bona Merceſque ad Subditos alterutrius pertinentes, & ex iis ſub alterutrius cujuscunque Principis nomine captas detentaſque in Portus alterutrius recipere aut receptum dare.

XII. Avocabunt præterea tam Sacra Regia Majeſtas Sueciæ, quam Celſitudo Dominorum Ordinum Generalium, omnes & ſingulos Subditos, qui ad infeſtandas prædictas Naves Mercatorias, Merces & Bona aut quicquam eorum operam ſuam alteri cuicunque Principi aut Statui jam nunc addixerunt, quatenus illi nondum ancoras & vela ſolverint, ſub pœna corporis & bonorum.

XIII. Reſpectu vero eorum qui jam ante vela ſolverunt curabunt, Sacra Regia Majeſtas Sueciæ & Celſitudo Dominorum Ordinum Generalium, ut hi intra ſpatium trium menſium ab incœpto deſiſtant, eamque quam aliis Principibus aut Statibus addixerant operam, renuntient, ſub præfata pœna corporis & bonorum.

XIV. Quemadmodum vero exiguum pæne pro ſecuritate Commerciorum & Navigationis, quæ Pactis hiſce intenditur actum videbitur, niſi a reliquarum etiam Partium Armatoriis infeſtationibus, *Commiſſievaerders*, dictis, Mare omnimodo liberum evadat, ita proinde deſuper in majorem horum Pactorum obſervantiam, utrinque conventum eſt, ut tam à parte Sacræ Regiæ Majeſtatis quam Celſitudinum Dominorum Ordinum Generalium omnis cura ſtudiumque impendatur, quo ſuos uterque Confœderatos ad conſimilem dictarum infeſtationum prohibitionem, quam fieri poterit ocius perſuadeant, quemadmodum certa ſatis ſpes etiam affulget, eos ad Negotium tam ſalutare induci poſſe.

XV. Quandoquidem Commerciorum libertas ſine Literarum Mercatoriarum Commercio liberoque earundem tranſitu, vix poſſit redintegrari & ſubſiſtere, idcirco Sacra Regia Majeſtas Sueciæ & Celſitudo Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii omni opera & ſtudio in id incumbent, ut prædictus Litterarum & Poſtarum tranſitus non modo per utriusque Partis reſpective Terras, ſed utriusque Partis Fœderatorum Ditiones & Provincias liber & neutiquam impeditus inſtituatur, ita ut Litteræ ſine ullo impedimento dehinc libere reciproce commeare poſſint.

XVI. Denique Sacra Regia Majeſtas Sueciæ & Celſitudines Dominorum Ordinum Generalium ſtatim poſt Ratificationem harum Tabularum mandabunt, ut Subditi alterutrius quantocius libertati reddantur, & Naves, Merces, Pecuniæ, cæteraque denique omnia bona ad Subditos alterutrius pertinentia, & occaſione hujus Belli capta, vel arreſto detenta, Proprietariis reſtituantur, eiſque concedatur, ire, agere, Naves, Merces, pecunias, prædictaque ſua Bona avehere, ubi id eis ſecundum hæc Pacta conventa liberum permiſſumque eſt. Sub quo Paragrapho intelligantur non modo Merces, Naves, Pecuniæ & alia Bona, quæ à Subditis D. D. Ordinum Generalium, ſed etiam quæ ante declarationem hujus Belli ab aliis capta, & in Belgii Portus invecta ſunt, ſi quæ autem ante hoc luctuoſum Bellum controverſiæ inter utriusque Subditos ortæ ſint, hæ ſecundum priorum Pactorum tenorem æquè & juſtè terminentur.

Articulos hoſce Commercii & Navigationis ſincera & bona fide adimplendos atque à Sacra Regia Majeſtate Sueciæ & Celſitudine D. D. Ordinum Generalium Fœderati Belgii ratos habendos, Ratificationeſque, ab utraque Parte intra ſpatium quatuor menſium à die ſubſcriptionis, vel citius ſi fieri poterit, exhibendas, atque hic Holmiæ extradendas fore promittimus. In cujus rei fidem majorem nos ſupra nominati Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ Deputati Commiſſarii, Egoque Celſorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Miniſter in Aula altiſſime memoratæ Sacræ Regiæ Majeſtatis Reſidens manuum noſtrarum ſubſcriptione, ſigillorumque impreſſione, Tabulas haſce firmavimus & munivimus. Actum Holmiæ die 26. Novembris, Anno 1675.

ANNO 1675.

(*L.S.*) Ed. EHRENSTEEN.

(*L.S.*) J. LAGERFELT. (*L.S.*) C.C. RUMPF.

(*L.S.*) NICOLAUS GYLDENSTALPE.

Cumque ſimul etiam convenerit, ut eorundem Articulorum Ratihabitio à Regia Sua Majeſtate & à nobis intra ſpatium quatuor Menſium à die ſubſcriptionis vel citius ſi fieri poterit exhibeatur, & Holmiæ extradatur, Nos huic Conventioni ſatisfacientes, prædictos Commerciorum & Navigationis Articulos per omnia & ſingula approbavimus, confirmavimus & ratos habuimus, quemadmodum hiſce approbamus, confirmamus & ratos habemus; Promittentes inſuper nos omnia & ſingula in præfatis Articulis contenta, bona fide præſtituros, & adimpleturos, omnique ratione impedituros ne à noſtris vel aliis ullo modo violentur. In cujus rei fidem haſce majoris Sigilli noſtri appenſione muniri, & per Conſeſſus noſtri Præſidem ſignari curavimus, ut & per primarium Graphiarium noſtrum ſubſcribi juſſimus. Actum in Conſeſſu noſtro die 13. Menſis Martii, Anni 1676. *Signatum*, W. VAN HEUCKELOM, vt. Ad Mandatum altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium. *Signatum*, H. FAGEL.

RATIFICATIO *Regiæ Majeſtatis Sueciæ. Holmiæ 13. Januarii* 1676. [Copie Manuscrite & ſûre.]

NOS CAROLUS Dei Gratia Suecorum, Gothorum, Vandalorum Rex (*totus Titulus*) notum teſtatumque facimus, quòd cum præſentibus Belli flammis ad certos Navigationis & Commerciorum Articulos ineundos à Celſis ac Præpotentibus D. Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii decenter requiſiti fuimus, nos quoque nihil deſiderari à noſtra parte voluimus, quod non modo Commerciis promovendis & conſervandis, ſed etiam antiquæ amicitiæ, & potiſſimum Paci reſtaurandæ quoquo modo conferre poſſit, interque Partium utrinque conſtitutos Commiſſarios & Plenipotentiarios modo ſequenti conventum ſit.

Inſeratur Tractatus.

PRoinde Nos Carolus Dei Gratia Suecorum, Gothorum Vandalorumque Rex (*totus Titulus*) ſupradictos Articulos laudare & ratihabere voluimus, quemadmodum hiſce laudamus, confirmamus, & ratificamus, promittentes eos omnes ac ſingulos bona fide nos ſervaturos, nec paſſuros eſſe, ut à noſtra parte ullo modo violentur. In quorum fidem ac robur præſentes manu propria ſubſcriptas Sigillo noſtro Regio majori muniri juſſimus. Actum Wennesburgi die decimo tertio Januarii, Anno milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo ſexto. *Signatum*, CAROLUS, *& inferius* H. HOCHHUSEN, cum appendente Sigillo majori in Capſula argentea.

CONVENTIO *de Formula Paſſeportuum. Holmiæ 21. Junii* 1676. [Copie Manuscrite & ſûre.]

QUandoquidem de certa Salvi Conductûs vel Paſſeportûs Formula utriusque Partis Plenipotentiarii virtute Articuli VI. Commerciorum Tractatûs inter ſe ſe convenerunt, hic inferius inſerta, quam utriusque Partis Subditi ſequi & obſervare tenentur;

Titulus.

Notum teſtatumque facimus, Quòd die . . . . Menſis . . . . . Anni . . . . . coram nobis comparuerit

Sub-

ANNO 1675. Subditus ac Civis Civitatis . . . . . atque ſub fide illius Juramenti, quo nobis obſtrictus eſt, declaraverit, quòd Navis . . . . circiter Laſtarum capax pertineat ad Civitatem . . . . noſtræ Ditionis, jam verò de Portu . . . . . ites deſtinaverit verſus . . . . ., indeque rurſus in Patriam, aut alio prout commodum viſum fuerit, itura ſit; idcircò cum poſt exactam examinationem ſufficienter nobis conſtet, dictam Navim liberam eſſe, & verè ac realiter pertinere ad Subditos noſtros; ab omnibus proinde ac ſingulis Terrarum, Mariumque Poteſtatibus, Regibus, Principibus, Rebuspublicis, ac liberis Civitatibus, nec non Bellorum Ducibus, Thalaſſiarchis, Generalibus, Officialibus, Portuumque Præfectis, aliiſque omnibus, quibus cuſtodia aliqua Portûs aut Maris commiſſa eſt, quibuſcunque Navim hanc navigando obviam venire, quorumcunque in Claſſes fortè incidere & tranſire, aut in Portubus morari contigerit, reſpectivè humiliter, officiosè & amicè requirimus, ut ratione Fœderum & amicitiæ, quæ unicuique aut Superioribus cujuſcunque eſt, ac nobiſcum intercedit, dictum Navarchum cum Navi . . . . . & Perſonis, rebus & Mercimoniis ad eundem ſpectantibus, ſinè impedimento ac moleſtiis itinera ſua liberè proſequi permittant, eique tanquam Subdito noſtro cum Navi ſua omnia humanitatis officia exhibeant, eadem viciſſim à Nobis, omnibuſque noſtris Miniſtris & Subditis in pari vel alio caſu experturi. In cujus rei fidem hasce &c. . . . . Dabantur . . . . . die . . . . . Anni . . . . .

. Itaque eandem tanquam genuinam normam ſtatuere, cujus tenorem in prædicto Articulo indigitati Officiales, uniuſcujuſque tamen habitâ in Curialibus Statûs & Conditionis ſuæ ratione ſequi tenentur, eidemque circà commutationem dicti Tractatûs in majorem certitudinem ſubſcribere viſum fuit. Actum Holmiæ 21. Junii 1676. *Signatum.*

(*L.S.*) ED. EHRENSTEEN,

(*L.S.*) J. LAGERFELT. (*L.S.*) C.C. RUMPF.

(*L.S.*) NICOLAUS GYLDENSTALPE.

CXLIX.

30. Dec. L'ANGLETERRE ET LES PROVINCES-UNIES. *Déclaration qui ſert à expliquer certains Articles de Traitez de Marine, conclûs, entre* CHARLES II. *Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *le* $\frac{17}{27}$. *Fevrier* 166$\frac{7}{8}$. *&* $\frac{1}{11}$. *jour de Decembre* 1674. *Faite à la Haye le* 30. *Decembre*, 1675. [Manuſcrit.]

D'Autant que quelques difficultez ſont ſurvenuës touchant l'interpretation de certains Articles tant dans le Traité de Marine qui fut conclu le $\frac{1}{11}$. jour de Decembre 1674. que dans celui qui fut conclu le $\frac{17}{27}$. Fevrier 166$\frac{7}{8}$. entre le Roi de la Grande Bretagne d'une part, & les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas de l'autre, au ſujet de la liberté de leurs Sujets reſpectifs de trafiquer dans les Ports des Ennemis, de l'une ou de l'autre des Parties, Nous Guillaume Temple, Chevalier Baronet Ambaſſadeur Extraordinaire de Sadite Majeſté de la Grande Bretagne au nom & de la part de Sadite Majeſté: Et Nous Guillaume van Heuckelom, Daniel van Wyngaerden, Seigneur de Werekendam, Gaspar Fagel Conſeiller & Penſionaire de Hollande, & de Weſt-Friſe, Jean de Mauregnault, Jean Baron de Rede & Renswoude, Guillaume de Haren Grietman of the Bilt, Henry ter Berg, & Luc Alting, Deputez en l'Aſſemblée desdits Etats Généraux pour les Etats de Gueldres, Hollande, Zelande, Utrecht, Friſe, Over-Iſſel, Groningue, & des Ommelandes, au nom, & de la part desdits Etats Généraux, ont declaré, comme nous declarons par ces preſentes, que le veritable ſens & intention desdits Articles eſt, & doit être, que les Navires & Vaiſſeaux appartenans aux Sujets de l'une ou l'autre des Parties, peuvent, & pourront, à commencer du temps que lesdits Articles ont été conclûs, non ſeulement paſſer, trafiquer, & negocier d'un Port ou Place neutre, dans une Place Ennemie de l'autre Partie, ou d'une Place Ennemie dans une Place neutre; mais auſſi d'un Port ou Place Ennemie, dans un Port, ou Place Ennemie de l'autre Partie, ſoit que lesdites Places appartiennent à un même Prince ou Etats, ou à divers Princes ou Etats avec leſquels l'autre Partie ſera en Guerre. Et nous declarons que c'eſt-là le ſens & la ſignification veritable & naturelle desdits Articles, en conſequence dequoy nous jugeons que lesdits Articles doivent être obſervez & executez en toutes occaſions de la part de Sadite Majeſté, & de celle desdits Etats Généraux, & de leurs Sujets reſpectifs, de telle ſorte neantmoins que ladite Declaration ne pourra pas eſtre alleguée par aucune des Parties, pour des choſes qui ſoient arrivées avant la concluſion de la derniere Paix du Mois de Fevrier 167$\frac{3}{4}$. Et nous promettons que ladite Declaration ſera ratifiée par Sadite Majeſté, & par lesdits Etats Généraux, & que dans deux Mois, ou pluſtoſt s'il eſt poſſible, à compter du jour de la datte de la ſusdite Declaration, les Ratifications en ſeront apportées à la Haye pour y être échangées. En témoignage dequoy nous avons ſigné ces preſentes à la Haye le 30. jour de Decembre 1675.

Signé.

(*L.S.*) W. TEMPLE. (*L.S.*) W. HEUCKELOM.

(*L.S.*) D. VAN WYNGAERDEN.

(*L.S.*) GASPAR FAGEL.

(*L.S.*) J. MAUREGNAULT.

(*L.S.*) JEAN *Baron van* REDE *Vryheer van* RENSWOUDE.

(*L.S.*) W. HAREN.

(*L.S.*) H. TER BERGH.

(*L.S.*) L. ALTING.

CL.

1675.
1676.
$\frac{5}{15}$. Mars.

Articles of Peace & Commerce between the moſt Serene Prince CHARLES II. *King of Great Britain, and the moſt Illuſtrious Lords,* HALIL *Baſhaw,* IBRAIM *Dey, Aga, Divan, and Governours of the noble City and Kingdom of* TRIPOLY *in Barbary; Concluded the* 5 *day of March Old Style; and the Year of Jeſus-Chriſt* 167$\frac{5}{6}$. *being the laſt day of the Moon* Zelhedga *and the Year of the Hegira* 1086. [Sur l'Imprimé à Londres by his Majeſtice command by the aſſings of John Bill, and Chriſtopher Barker. 1676. in IV.]

C'eſt-à-dire,

Articles du Traité de Paix & de Commerce conclu entre le Sereniſſime Prince CHARLES II. *Roi de la Grande Bretagne & les Illuſtres Seigneurs* HALS *Bacha,* IBRAÏM *Dey, Aga, Divan, & Gouverneurs de la Ville & Royaume de* TRIPOLI *en Barbarie, le* 5. *de Mars Vieux Stile l'an de Jeſus-Chriſt* 167$\frac{5}{6}$. *& le dernier jour du Mois* (1) Zelhedga *l'an de l'Hegire* 1086.

I. IN the firſt place is is agreed and concluded, That from this day, and for ever forward, there be a true, firm and inviolable Peace between the moſt Serene King of *Great Britain*, *France* and *Ireland*, Defender of the Chriſtian Faith, &c. and the moſt Illuſtrious Lords, the Baſhaw, Dey, Aga, Divan and Governours of the City and Kingdom of *Tripoli* in *Bar-*

---

(1) *Zelhedge* dernier Mois de l'année des Turcs, qu'on peut auſſi écrire, & prononcer *Zelkegge*, ou *Zilhege*, & qu'on appelle encore *Dulchegia*, ou *Dulkagiadeth*. Au reſte cette date differe d'un an entier du Calcul de *Nicolas Muler*, qui a été ſuivi par le Pere *Labbe*, & par *Riccioli*. [DUM.]

ANNO 1675. — 1676.

Barbary, and between all the Dominions and Subjects of either ſide, and that the Ships or other Veſſels, and the Subjects and People of both ſides, ſhall not henceforth do to each other any harm, offence or injury, either in word or deed, but ſhall treat one another with all poſſible reſpect and friendſhip.

II. That any of the Ships or other Veſſels belonging to the ſaid King of *Great Britain*, or to any of His Majeſties Subjects, may ſafely come to the Port of *Tripoli*, or to any other Port or place of that Kingdom, or Dominions thereunto belonging, freely to buy and ſell, without the leaſt diſturbance, paying the uſual Cuſtoms as in former times hath been paid for ſuch goods as they ſell, and for the goods they ſell not, they ſhall have free liberty to carry on board of their own Ships, without paying any duties for the ſame, and when they pleaſe they ſhall freely depart from thence, without any ſtop, hindrance, or moleſtation whatſoever.

III. That all Ships and other Veſſels, as well thoſe belonging to the ſaid King of *Great Britain*, or to any of His Majeſties Subjects, as alſo thoſe belonging to the Kingdom or People of *Tripoli*, ſhall freely paſs the Seas, and Traffique where they pleaſe, without any ſearch, hindrance, or moleſtation from each other; and that all perſons or Paſſengers of what Countrey ſoever, and all Moneys, Goods, Merchandiſes and moveables, to whatſoever People or Nation belonging, being on board of any the ſaid Ships or Veſſels, ſhall be wholly free, and ſhal not be ſtopped, taken or plundered, nor receive any harm or damage whatſoever from either party.

IV. That the *Tripoli* Ships of Warr, or other Veſſels thereunto belonging, meeting with any Merchant Ships or other Veſſels of the King of *Great Britains* Subjects, not being in any of the Seas appertaining to His Majeſties Dominions, may ſend on board one ſingle boat with but two Sitters, beſides the ordinary Crew of Rowers, and no more but the two Sitters to enter any of the ſaid Merchant Ships or any other Veſſels, without expreſs leave from the Commander of every ſuch Ship or Veſſel, and then upon producing unto them a Paſs under the hand and ſeal of the Lord High Admiral of *England*, the ſaid Boat ſhal preſently depart, and the Merchant Ship or Ships, Veſſel or Veſſels ſhall proceed freely on her or their Voyage: and although the Commander or Commanders of the ſaid Merchant Ship or Ships, Veſſel or Veſſels produce no Paſs from the Lord High Admiral of *England*, yet if the major part of the ſaid Ships or Veſſels Company be Subjects to the ſaid King of *Great Britain*, the ſaid Boat ſhall preſently depart, and the Merchant Ship or Ships, Veſſel or Veſſels ſhall proceed freely on her or their Voyage: and if any of the ſaid Ships, of War, or other Veſſels of His ſaid Majeſty meeting with any Ship or Ships, Veſſel or Veſſels belonging to *Tripoli*, if the Commander or Commanders of any ſuch Ship or Ships Veſſel or Veſſels, ſhall produce a Paſs firmed by the Chief or Governours of *Tripoli*, and a Certificate from the *Engliſh* Conſul living there; or if they have no ſuch Paſs or Certificate, yet if the major part of their Ships Company or Companies, be Turks, Moors, or Slaves belonging to *Tripoli*, then the ſaid *Tripoli* Ship or Ships, Veſſel or Veſſels ſhall proceed freely.

V. That no Commander or other perſon of any Ship or Veſſel of *Tripoli* ſhall take out of any Ship or Veſſel of His ſaid Majeſties Subjects, any perſon or perſons whatſoever, to carry them any where to be examined, or upon any other pretence, nor ſhall uſe any torture or violence to any perſon of what Nation or Quality ſoever, being on board any Ship or Veſſel of His Majeſties Subjects, upon any pretence whatſoever.

VI. That no Shipwrack belonging to the ſaid King of *Great Britain*, or to any of His Majeſties Subjects, upon any part of the Coaſt belonging unto *Tripoli*, ſhall be made or become Prize; and that neither the goods thereof ſhall be ſeiſed, nor the men made Slaves, but that all the Subjects of *Tripoli* ſhall do their beſt endeavours to ſave the ſaid Men and their goods.

VII. That no Ship or any other Veſſel of *Tripoli* ſhall have permiſſion, to be delivered up, or to go to any other place in enmity with the ſaid King of *Great Britain* to be made uſe of as Corſairs or Sea Rovers againſt His ſaid Majeſties Subjects.

VIII. That none of the Ships or other ſmaller Veſſels of *Tripoli* ſhall remain cruiſing near His ſaid Majeſties City and Garriſon of *Tangier*, or in ſight of it: nor any other way diſturb the Peace and Commerce of that place.

IX. That if any Ship or Veſſel of *Tunis*, *Algiers*, *Tetuan* or *Sally*, or any other place being in Warr with the ſaid King of *Great Britain*, bring any Ships, Veſſels, Men or Goods belonging to any of His ſaid Majeſties Subjects to *Tripoli*, or to any Port or place in that Kingdom, the Governor there ſhall not permit them to be ſold within the Territories of *Tripoli*.

X. That if any of the Ships of Warr of the ſaid King of *Great Britain* do come to *Tripoli*, or to any other Port or place of that Kingdom with any Prize, they may freely ſell it, or otherwiſe diſpoſe of it at their own pleaſure, without being moleſted by any; And that His Majeſties ſaid Ships of Warr ſhall not be obliged to pay Cuſtoms in any ſort; And that if they ſhall want Proviſions, Victuals, or any other things, they may freely buy them at the Rates in the Market

XI. That when any of His ſaid Majeſties Ships of Warr ſhall appear before *Tripoli*, upon notice there of given to the *Engliſh* Conſul, or by the Commander of the ſaid Ships to the Chief Governours of *Tripoli*, publick Proclamation ſhall be immediately made to ſecure the Chriſtian Captives; and if after that any Chriſtians whatſoever make their eſcape on board of any of the ſaid Ships of Warr they ſhall not be required back again, nor ſhall the ſaid Conſul, or Commander, or any other His ſaid Majeſties Subjects be obliged to pay any thing for the ſaid Chriſtians.

XII. That if any Subjects of the ſaid King of *Great Britain* happen to die in *Tripoli*, or its Territories, his Goods or Moneys ſhall not be ſeiſed by the Governours or any Miniſter of *Tripoli*, but ſhall all remain with the *Engliſh* Conſul.

XIII. That neither the *Engliſh* Conſul nor any other Subject of the ſaid King of *Great Britain* ſhall be bound to pay the Debts of any other of His Majeſties Subjects, except that they become Surety for the ſame by a publick Act.

XIV. That the Subjects of His ſaid Majeſty in *Tripoli* or its Territories, in matter of controverſie, ſhall be liable to no other Juriſdiction but that of the Dey or Divan, except they happen to bear difference between themſelves; in which caſe they ſhall be liable to no other determination, but that of the Conſul onely.

XV. That in caſe any Subject of His Majeſty being in any part of the Kingdom of *Tripoli* happen to ſtrike, wound or kill a Turk or a Moor, if he be taken, he is to be puniſhed the ſame manner, and with no greater ſeverity then a Turk ought to be, being guilty of the ſame offence; but if he eſcape, neither the ſaid *Engliſh* Conſul, nor any other of His ſaid Majeſties Subjects ſhall be in any ſort queſtioned or troubled therefore.

XVI. That the *Engliſh* Conſul now or at any time hereafter living in *Tripoli*, ſhall be there at all times with entire freedom and ſafety of his Perſon and Eſtate; and ſhall be permitted to chooſe his own Druggerman and Broker, and freely to go on board any Ship in the Road, as often and when he pleaſes: And to have the liberty of the Countrey; and that he ſhall be allowed a place to pray in; and that no man ſhall do him any injury in word or deed.

XVII. That not onely during the continuance of this Peace and Friendſhip, but likewiſe if any breach or War happen to be hereafter between the ſaid King of *Great Britain* and the City and Kingdom of *Tripoli*, the ſaid Conſul, and all other His ſaid Majeſties Subjects inhabiting in the Kingdom of *Tripoli*, ſhall always, and at all times both of Peace and War have full and abſolute liberty to depart, and go to their own or any other Country upon any Ship or Veſſel of what Nation ſoever they ſhall think fit, and to carry with them all their Eſtates, Goods, Families and Servants, although born in the Countrey, without any interruption or hindrance.

XVIII. That no Subject of His ſaid Majeſty, being a Paſſenger from, or unto any Port, ſhall be any way moleſted or medled with, although he be on board any Ship or Veſſel in enmity with *Tripoli*.

XIX. That whereas a War hath lately happened between the moſt Serene King of *Great Britain* and the moſt Illuſtrious Lords, *Halil* Baſſa, *Ibraim* Dey, Aga,

Divan

ANNO 1675. — 1676.

Divan and Governours of the Noble City and Kingdom of *Tripoli* in *Barbary*, by reaſon of the injuries done to the King of *Great Britain* and His Subjects, by the Government and People of *Tripoli*, contrary to the Article of Peace, We *Hali* Baſſa, *Ibraim* Dey, Aga, Divan and Governours of the Noble City and Kingdom of *Tripoli* in *Barbary*, do acknowledge the injuries done, and that the breach of the Peace between His moſt Excellent Majeſty the King of *Great Britain* and us of *Tripoli*, was committed by our Subjects, for which ſome are baniſhed, and ſome fled from our Juſtice; and for further ſatisfaction to His moſt Excellent Majeſty, for the breach of Articles, we are ſorry for the ſame, and do by theſe engage to ſet at Liberty and deliver unto the Right Honourable Sir *John Narbrough* Knight, Admiral of His Majeſties Fleet in the *Mediterranean* Seas, all *Engliſh* Captives reſiding in the City and Kingdom of *Tripoli* and Dominions thereunto belonging, without paying any ranſom for them: And likewiſe by ſetting at liberty and delivering unto the ſaid Sir *John Narbrough* Knight, all other perſons taken under *Engliſh* Colours, without paying any ranſom for them, and by paying Eighty Thouſand Dollars in Moneys, Goods and Slaves to the aforeſaid Sir *John Narbrough* Knight. And moreover, We do engage our ſelves and Succeſſors, That if any injuries for the future be done contrary to theſe Articles by the Government and People of *Tripoli*, to the King of *Great Britain* and His Subjects; if upon demand of ſatisfaction from the Government and People of *Tripoli*, We or they refuſe or deny to give ſatisfaction therefore, ſo that a War be occaſioned thereby between the King of *Great Britain* and the Government and People of *Tripoli*, We do engage Our ſelves and Succeſſors to make reſtitution for the injuries done; and likewiſe to make ſatisfaction to the King of *Great Britain* for the full charge and damage of that War.

XX. That no Subject of the King of *Great Britain*, *&c.* ſhall be permitted to turn Turk or Moor in the City and Kingdom of *Tripoli*, being induced thereunto by any ſurprizal whatſoever, unleſs he voluntarily appear before the Dey or Governour with the *Engliſh* Conſuls Druggerman three times in twenty four hours ſpace, and every time declare his reſolution to turn Turk or Moor.

XXI. That at all times when any Ship of War of the King of *Great Britain*, *&c.* carrying His ſaid Majeſties Flagg at the Main Topmaſt-head, appear before the ſaid City of *Tripoli*, and come to Anchor in the Road; that immediately after notice thereof given by His ſaid Majeſties Conſul, or Officer from the Ship, unto the Dey and Government of *Tripoli*, they ſhall in honour to His Majeſty cauſe a ſalute of One and Twenty Cannon to be ſhot off from the Caſtles and Forts of the City, and that the ſaid Ship ſhall return an anſwer by ſhooting off the ſame number of Cannon.

XXII. That preſently after the ſigning and ſealing of theſe Articles by us *Halil* Baſſa, *Ibraim* Dey, Aga, Divan and Governours of the Noble City and Kingdom of *Tripoli*, all injuries and damages ſuſtained on either part ſhall be quite taken away and forgotten, and this Peace ſhall be in full force and vertue, and continue for ever: And for all depredations and damages that ſhall be hereafter committed or done by either ſide, before notice can be given of this Peace, full ſatisfaction ſhall be immediately made, and whatſoever remains in kind ſhall be inſtantly reſtored.

XXIII. That whenſoever it ſhall happen hereafter that any thing is done or committed by the Ships or Subjects of either ſide, contrary to any of theſe Articles, ſatisfaction being demanded therefore, ſhal be made to the full, and without any manner of delay; and that it ſhall not be lawful to break this Peace, until ſuch ſatisfaction be denied: And our Faith ſhal be our Faith, and our Word our Word; and whoſoever ſhall be the cauſe of the breaking of this Peace, ſhal aſſuredly be puniſhed with preſent death.

Confirmed and Sealed in the preſence of Almighty God the 5th day of March *Old Style, and the Year of Our Lord* Jeſus-Chriſt 167⅝, *being the laſt day of the Moon* Zelhedga, *and the Year of the* Hegira 1086.

(*L.S.*) Baſhaws Seal.
(*L.S.*) Deys Seal.
(*L.S.*) Aga's Seal.

ANNO 1676.

CLI.

Mars.

Fœdus Defenſivum inter Regem HISPANIÆ, *&* *Dominos Ordines Generales* FOEDERATI BELGII *ab una, &* PHILIPPUM WILHELMUM *Comitem Palatinum Rheni, & Ducem Neoburgicum parte ab altera. Actum* (1) *menſe Martio* 1676. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

AMicitia, Correſpondentia, & unio cum ſemper exoptabilis ſit inter Principes & Status vicinos, ea certè, ſi unquam, nunc neceſſaria eſt periculoſis iſtis temporibus, quæ defectu bonæ unionis, invaſionibus, & devaſtationibus Provincias cuique exponunt, & quemadmodum Deus impoſuit obligationem omnibus Regentibus providendi conſervationi ſuorum Subditorum, ita iſte principalis & unicus ſcopus hujus Fœderis eſt in tantum, ut Confœderati non intendant ullum offendere, ſed tantum conſervare velint ſuos Status & Provincias, & juvante gratiâ Divinâ reducere Pacem & quietem in hac vicinia.

I. Propterea ad finem iſtum Confœderati invicem promittunt non ſolùm bonam, & ſinceram amicitiam, & Correſpondentiam, bonis ſuis officiis, toties quoties potuerint, invicem procurandi omnia poſſibilia emolumenta, ſed etiam ſibi mutuò aſſiſtendi contra omnes Inimicos præſentes & futuros, & contra omnes illos qui durante hoc Bello intervenient, prout ſequitur.

II. Sua Serenitas promittit ſpatio unius menſis poſt ſignaturam præſentis Tractatûs, ultra ſua præſidia ordinaria, ſiſtere quater mille Pedites, quingentos Equites, & quingentos Dragonos, eoſque ſuſtentare.

III. Regia Catholica Majeſtas & Status Generales promittunt ſtatim poſt ſignatos hoſce Tractatus Serenitati ſuæ Subſidiorum loco pro ſcribendo Milite ſolvere 36000. Imperialium, ſolutione æquis partibus inter ſuam Regiam Majeſtatem & Status Generales dividendâ.

IV. Pro ſuſtentatione dicti Militis ſingulis menſibus eadem Medietatis proportione, Regia Sua Majeſtas, & Status Generales ſolvent 12000. Imperialium paratâ pecuniâ, duodecim menſes per annum numerando.

V. Memoratæ Copiæ diſtribuentur in ſex Legiones, quarum quatuor Pedites, unam Equites, Dragonique itidem unam conſtituent.

VI. Initium ſolutionis Menſtruæ fiet quamprimum Serenitas ſua completum habuerit numerum dicti Militis, idque nuntiaverit Majeſtati Suæ, ejuſdemve Gubernatori Generali, & Præpotentibus Statibus unitis.

VII. Quolibet Menſe ſolutio anticipatò fiat ſine defectu, continuanda tamdiu, quàm hoc Bellum duraverit.

VIII. Liberum ſit Confœderatis luſtrare dictas Copias ſimul, vel partem earum ſeorſim, juxta modum communi conſilio ſtatuendum, debebuntque Officiales obedire mandatis, quæ dabuntur hac in re omnium conſenſu approbata.

IX. Operabuntur Milites, ubi Sacra Cæſarea Majeſtas Imperium, & Confœderati per majora judicaverint, magis proficuum, ſive ad Rhenum, ſive ad Moſellam, ſive ad Moſam ſive alibi, & caſu quo cum exercitu Imperatoris vel ſeorſim, ſi Sua Majeſtas Cæſarea eos aliorſum occupari pro bono cauſæ communis conſultum judicaverit, vel etiam conjungi cum Hiſpanis, Hollandiſve per omnia cum aliis æqualiter tractandi ſint, tam in Hoſpitationibus, pabulis, quàm aliis neceſſitatibus & commoditatibus, procureturque, ut ubicunque fuerint, panem & reliqua, juſto ſaltem pretio habere poſſint.

X. Verùm quemadmodum Confœderati ſatis benè comprehendunt, quantum interſit cauſæ communis, Serenitatis ſuæ Ditiones, & munimenta, præſertim in Ducatu Juliacenſi ſita, ab Hoſte neutiquam occupari, ita

---

(1) La date de lieu & de jour qui manque ici, ſe peut ſuppléer par une Traduction Françoiſe du même Traité, qui ſe trouve dans les Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. I pag. 767 & dans la premiere Edition de ce Grand Recueil Tom. IV. pag. 171. Elle y eſt marquée de *la Haye le* 26. *Mars* 1676. C'eſt auſſi uniquement à quoi elle peut ſervir, car elle eſt au reſte fort defectueuſe, & l'Article ſeparé y manque tout entier. (*Dum.*)

ANNO 1676. ita conventum eſt, quod, ſi immineret apparens periculum, non ſolum revocare ſuos Milites liberum ſit Serenitati ſuæ, ſed etiam ſine ullo obſtaculo, præſtetur omnis facilitas, commoditas, & auxilium, imò Catholica Majeſtas, & Præpotentes Domini Generales Status prout neceſſitas, & Serenitas ſua pro ratione periculi Ditionum ſuarum exegerit, ſuos proprios Exercitus prompto mittant ſubſidio, tam bonâ fide, & tantâ celeritate, vigore & zelo, ſicut in ſimilibus caſibus pro propria ſalute facerent, Serenitatis ſuæ emolumenta in omnibus & per omnia æquiparaturi.

XI. E contra omnia Confœderatorum Fortalitia & Præſidia mutuæ ſerviant ſecuritati, receptui, rei frumentariæ, & commeatus proviſioni, ſtatuaturque communi Conſilio modus cohibendi commoditates, quas Hoſtium Præſidia ex Confœderatorum Provinciis hucusque extraxêre.

XII. Confœderati ſemper convenient maturè & bona fide, de forma, modo, & propoſitis operationum, quibus durantibus quilibet Officiales in Conſilio Bellico, impertiendis mandatis & Imperiis, aliisque omnibus occaſionibus locum & ordinem tenebunt, ætati, ſenio, & dignitati convenientem.

XIII. Guarantiam & immunitatem promittunt Regia Catholica Majeſtas, & Præpotentes Domini Generales Status, pro Serenitatis ſuæ Provinciis, nominatim Ducatu Neoburgenſi, Juliacenſi, & Bergenſi, & Dynaſtia Ravenſtainenſi ab omnibus Hoſpitationibus Hybernis, Exactionibus, Tranſitibus, Deprædationibus, quantum quidem attinet ad proprios ſuos Milites. Quoad reliquos verò pollicentur interpoſituros ſe bona & efficacia officia, apud Sacram Cæſaream Majeſtatem aliosque Confœderatos, ut idem ex illorum parte fiat.

XIV. Et ſi exigente neceſſitate unius Confœderatorum Milites, per alterius Confœderati Ditiones tranſire opus foret, id non fiat, niſi prius de modo conveniatur, isque conſentiat, & dirigat, per cujus Ditiones tranſeundum ſit, ſervatis bono ordine, & exacta diſciplinâ, ſolvaturque juſto & rationabili pretio, quod ultra ſimplex pabulum (*fourage*) accipietur.

XV. Liberum eſto Confœderatis, quas & quantas libet & licebit ab hoſtibus contributiones exigere, exceptis locis, ubi unus aut alter Confœderatorum contributiones ſuas jam ſtabiliverit.

XVI. Et ſicut Serenitas ſua magnos ſumptus Præſidiis, rei Tormentariæ & frumentariæ, aliisque Proviſionibus, Fortificationibus, & mille aliis cauſis impendere debebit, ultra id, quod conſtabit collectio & ſuſtentatio dictarum Legionum, Regia Catholica Majeſtas & Præpotentes Domini Generales Status procurabunt pro Serenitatis ſuæ Milite bona Hyberna, ſive in hoſtilico, ſive alibi, mediante aſſignatione Cæſareæ Majeſtatis in compenſationem tantarum Expenſarum, quibus promiſſa Subſidia non ſufficiunt.

XVII. Confœderati non turbabunt, nec turbari permittent libertatem Commerciorum ex unius Provincia in alterius Ditiones, ſive obligando Subditos ad redimendos Salvos Conductus, ſive imponendo Gabellas & exactiones ante hoc Bellum inuſitatas, Perſonis, Equis, Curribus, ſive reddendo vias minùs tutas & ſecuras excurſionibus &c. Dabunturque mandata, ut hujuſmodi abuſus & exceſſus impoſterum non amplius committantur, conceſſâ unicuique poteſtate, omni quo fieri poterit meliori modo comprehendendi Tranſgreſſores, ſive Officiales fuerint, ſive gregarii Milites, remittendi, caſu quo vivi fuerint capti, ad proxima Præſidia, vel Officiales, ſeverâ & exemplari caſtigatione & punitione uſuros.

XVIII. Poſt concluſum iſtum Tractatum nullus Confœderatorum poterit facere Tractatum Armiſtitii, vel Treugæ cum hoſte, niſi conjunctim, & communi conſenſu, ſed caſu quo ineunda eſſet aliqua negotiatio ſive Pacis, ſive Treugæ, ea inſtitui nequeat per unum, ſine participatione aliorum Confœderatorum, eodem tempore ipſis faciendâ, & quamprimum impetraverit pro ſe, obtineat etiam pro Confœderatis eandem facultatem & ſecuritatem pro aliorum Miniſtris ad locum Tractatus mittendis.

XIX. Obligati ſint etiam Confœderati ad reciprocam & fidelem communicationem illius, quid tempore dicti Tractatus fiat, & nullus ad concluſionem Pacis, aut Armiſtitii ad aliquot annos procedat, non comprehenſis aliis, & ſi petant, reſtitutis, in ſuos Status, Provincias, Civitates, & Munimenta, Uſum, & Exercitium Jurium & Libertatum, quæ fuerant antea conſueta, & uſitata ante hoc Bellum. Imo eadem Guarantia pro aliis, idem jus, Libertates, exemptiones paciſcenda ſint, quæ ſibi ipſi quis ſtipulatus fuerit, niſi in hoc puncto Confœderati inter ſe aliter conveniſſent. ANNO 1676.

XX. Ratificationes à Regia Catholica Majeſtate & Confœderatis Statibus debitâ & bonâ formâ intra ſex ſeptimanas extradantur per Plenipotentiarios Regiæ Catholicæ Majeſtatis & Præpotent. Dom. General. Stat. qui Tractatui huic ſubſcripſere. Interim Exemplaria ſignata & ſigillo Serenitatis ſuæ corroborata commutantur Miniſtris Sereniſſimi Electoris Brandeburgici Hagæ-Comitis extradenda, quamprimum Serenitas ſua acceperit 36000. Imperial. de quibus diſpoſitum eſt ſuperius Articulo tertio. Actum   Menſis Martii 1676.

Articulus ſeparatus.

LIcet novus Articulus Tractatus inter Regiam Catholicam Majeſtatem & Præpot. Dominos Generales Status ex unâ, & Sereniſſimum Principem Palatinum Ducem Neoburgicum ex altera parte hodie concluſi præ ſe ferat, quod Legiones dictæ ſuæ Serenitatis operaturæ ſint, ubi Sua Cæſarea Majeſtas, Imperium, & ſupradicti Confœderati per pluralitatem votorum pro bono cauſæ communis judicaverint proficuum, nihilominus hoc Articulo ſeparato conventum eſt, quòd hoc regulandum non ſit, niſi juxta pluralitatem votorum trium horum Confœderatorum ſupradicti Tractatus, ita tamen, ut hæc ordinatio ſemper fiat per approbationem (concerto) & conſenſum Suæ Cæſareæ Majeſtatis. In cujus fidem factus & ſignatus eſt Articulus iſte, æque obſervandus ac ipſe Tractatus principalis 26. Martii 1676.

CLII.

Traité (1) *entre* LOUÏS XIV. *Roi de France*, & FERDINAND *Evêque & Prince de Munſter & de Paterborn, pour detâcher ce Prince du parti des Alliez, & pour l'engager dans ſes Interêts. Fait le* 23. *Mai* 1676. [Lettres & Negociations des Ambaſſadeurs de France à la Paix de Nimegue Tom. I. pag. 94] 23. Mai.

LEs Facilités que le Roi apporte encore tous les jours à la Paix, au milieu des heureux progrez de ſes Armes, ayant fait connoître à Monſieur l'Evêque de Munſter, l'injuſtice des Ennemis de Sa Majeſté, à repondre à de ſi favorables propoſitions; Et Son Alteſſe (2) *connoiſſant auſſi bien que la priſe du Duché de Brême, qui eſt ſi legitimement aquis à la Suede, que le Traité de Weſtphalie eſt contraire aux mêmes Traitez*, apporteroit de nouveaux obſtacles à la Paix generale, elle a crû qu'elle ne pouvoit mieux contribuer à les detourner, qu'en travaillant à empêcher la perte de cette Province, & en faiſant avec le Roi, une nouvelle Alliance qui le mette en état d'y réuſſir, & de s'oppoſer aux Ennemis qu'une ſi juſte réſolution pourra lui attirer. Monſieur l'Evêque de Munſter a auſſi réſolu de prendre des meſures avec le Roi, pour mettre ſa perſonne & ſes Etats en ſureté, contre la haine & la mauvaiſe volonté que les Etats Généraux des Provinces-Unies ont continué de lui témoigner, depuis mêmes que par leurs artifices, ils l'ont attiré dans leur parti, & Sa Majeſté ayant été informée, & deſirant lui faire connoître la puiſſante protection qu'il doit attendre d'elle, & l'eſtime particuliere qu'elle a toûjours eu pour Son Alteſſe, auſſi-bien que le cas qu'elle fait de ſon Alliance. Sadite Majeſté a donné Pouvoir au Sieur Bidal, Conſeiller en ſes Conſeils, & ſon Reſident en la baſſe Allemagne, de prendre avec Monſieur l'Evêque de Munſter toutes les meſures conformes à un ſi juſte deſſein, & Son Alteſſe a commis le Sieur Vingegens ſon Député pour en convenir avec lui. Ils ont arrêté & ſigné les Articles qui ſuivent, après la communication reciproque de leurs Pouvoirs.

I. Mon-

---

(1) Ce Traité, quoi que ſigné des deux parts, ne fut point executé. Il echoua à la Ratification. [Dum.]

(2) *Connoiſſant auſſi bien &c.* Il me paroît que ce paſſage eſt corrompu, ſoit par la faute des Copiſtes, ou par celle des Imprimeurs, & qu'il faut lire: *Connoiſſant auſſi, que la priſe du Duché de Brême, qui eſt ſi legitimement acquis à la Suede, par le Traité de Weſtphalie, eſt contraire aux mêmes Traitez.* [Dum.]

Anno 1676.

I. Monſieur l'Evêque de Munſter, s'oblige non-ſeulement de dégager la Ville de Stade des Troupes Ennemies, qui la tiennent comme bloquée, mais de lui donner même du ſecours s'il eſt néceſſaire, & de déclarer inceſſamment qu'il eſt réſolu de ſecourir la Suede, dans la poſſeſſion des Provinces de Breme & de Verden, qui lui ſont légitimement aquiſes par les Traitez de Weſtphalie.

II. Après avoir ainſi contribué à dégager Stade, Monſieur l'Evêque de Munſter ſe déclarera auſſi contre les Hollandois, & pour la défence du Duché de Breme, commencera le vingt ou vingt cinquième du Mois de Juin de la préſente année au plûtard, & il entrera alors en action avec une Armée de quinze mille Hommes effectifs contre les Hollandois, & contre les Ennemis du Roi, excepté l'Empereur, pourvû que Sa Majeſté Imperiale n'envoye pas ſes Troupes dans le Duché de Breme, dont il entreprend la défence.

III. Si en haine de la réſolution que Son Alteſſe prend de défendre le Duché de Breme, les Alliez attaquoient ſes Troupes ou ſes Soldats, je dis ſes Etats, la réſiſtance qu'il fera pour s'y oppoſer ſera tenuë pour une véritable Action, & aura la même force que la rupture porte ci-deſſus.

IV. Monſieur l'Evêque de Munſter recevra de la main du Roi un Subſide pour les quinze mille Hommes, avec leſquels il s'engage d'agir, & celui qui ſera de la part de Sa Majeſté dans l'Armée de Son Alteſſe en pourra faire la Revuë tant en général, qu'en particulier.

V. Pour contribuer à mettre Monſieur l'Evêque de Munſter en état de ſatisfaire plus facilement aux engagemens de ce Traité, le Roi lui fera payer la Somme de trente deux mille Ecus blancs Monnoye de France, & cette Somme ſera employée à l'entretien de ſes Troupes.

VI. En conſidération des dépenſes extraordinaires que Monſieur l'Evêque de Munſter devra faire pour entrer en action, le Roi veut bien lui donner encore cent mille Ecus, payable la moitié le jour de la rupture, & l'autre moitié enſuite, en cinq mois conſecutifs, ſçavoir dix mille Ecus par mois, qui feroient avec les trente deux mille de l'Article précédent, quarante deux mille Ecus par Mois pendant leſdits cinq Mois.

VII. Le Roi s'oblige auſſi de lui faire payer leſdits trente-deux mille Ecus un Mois d'avance, & les Lettres de change lui en ſeront délivrées, ou payées à Paris Monnoye de France; ainſi qu'il a été dit ci-deſſus, mais auſſi lorſque les Troupes de Monſieur l'Evêque de Munſter auront pris des Quartiers dans le Païs Ennemi, en ce cas ladite Somme de trente-deux mille Ecus ſera reduite à vingt mille Ecus par Mois, & cette reduction durera tant que Son Alteſſe jouïra deſdits Quartiers.

VIII. Sa Majeſté ne ſera tenuë au payement de tous les Subſides marquez ci-deſſus, que lorſque Monſieur l'Evêque de Munſter ſera effectivement entré en Guerre contre les Hollandois, ou contre les autres Ennemis du Roi, avec quinze mille Hommes. En ce cas ils lui ſeront auſſi-tôt payez ponctuellement en la forme portée dans les ſuſdits Articles.

IX. En cas auſſi que la Ville de Stade ſoit tellement preſſée, que pour en détourner la perte, on n'ait pas le tems d'attendre la Ratification du preſent Traité, Monſieur l'Evêque de Munſter entreprendra la défenſe, & le Secours de cette Place, avant ladite Ratification.

X. Les Subſides ſeront payez de même à Son Alteſſe du jour qu'elle entrera en action, encore qu'il précédât la Ratification.

XI. Le Roi veut bien conſentir qu'il envoye ſa cote part des Troupes, comme elle eſt reglée preſentement, & Sa Majeſté s'oblige, de même comme Monſieur l'Evêque de Munſter de ſon côté, de ne point faire la Paix, ni de Trêve ſans ſa participation, & d'avoir un ſoin particulier de ſes avantages.

XII. Sa Majeſté rendra auprès du Roi de Suede à Monſieur l'Evêque de Munſter, tous les bons offices qui dépendront de Sa Majeſté pour lui faire ceder ſes Baillages de Wilhauſen & de Thendenkſen, dépendans du Duché de Breme, & lui en donnera ſa Garantie ſi la Suede y conſent.

XIII. Comme tous les engagemens du préſent Traité n'ont pour but, que l'avancement de la Paix, tous les Princes qui auront les mêmes bonnes intentions pourront y entrer aux mêmes conditions, & le Roi fera ce qui ſera poſſible pour porter ſur tout Monſieur le Duc d'Hanover à prendre les mêmes engagemens, ſans pourtant que cette condition puiſſe empêcher, ou retarder l'exécution du préſent Traité, qui durera juſques à la Paix générale.

Anno 1676.

Tous les Articles ci-deſſus, ſeront ratifiez en bonne forme par le Roi, & par Monſieur l'Evêque de Munſter dans un Mois, ou plûtôt s'il eſt poſſible. En foi de quoi, ledit Sieur Bidal de la part de Sa Majeſté, & le Sieur Vingtgens de celle de Son Alteſſe ont ſigné.

CLIII.

24. Juin.

Conventio inter CAROLUM XI. *Regem Sueciæ & Ordines Generales* FOEDERATORUM BELGII PROVINCIARUM *de Formulâ Paſſeportuum, hinc inde concedendorum. Holmiæ die 24. Junii* 1676. [Voyez-la ci-devant ſous le 26. Novembre 1675.]

CLIV.

28. Aouſt.

Déclaration de Guerre de LOUIS XIV. *Roi de France, contre le Roi de* DANNEMARCK. *Du vingt-huitiéme Aouſt* 1676. [FREDER. LEONARD. Tom. VI.]

De par le Roi.

SA Majeſté ſçachant qu'au préjudice du Traité de Paix ſigné à Coppenhaguen en l'année 1660. entre la Suede & le Danemark, de l'execution duquel Sa Majeſté a donné ſa Garantie; le Roi de Danemark n'a pas laiſſé d'attaquer & faire la Guerre au Roy de Suede, ſans que de ſa part il ait aucunement contrevenu audit Traité de Paix, ni que les offices amiables que Sa Majeſté a fait faire par ſon Ambaſſadeur auprés du Roi de Danemark, pour prévenir cette Guerre, l'ayent pû empeſcher. Et Sa Majeſté eſtimant qu'il y va de ſa gloire de ne pas ſouffrir une telle contravention audit Traité, ni qu'un Prince avec qui elle eſt en Paix & Alliance, ſoit attaqué par ledit Roi de Danemark, ſans s'en reſſentir. Sa Majeſté, pour les raiſons & conſiderations ſuſdites, a declaré & declare par la preſente, ſignée de ſa main, avoir arreſté & reſolu de faire la Guerre au Roi de Danemark, tant par Mer que par Terre. Enjoint pour cét effet Sa Majeſté à tous ſes Sujets, Vaſſaux & Serviteurs, de courre ſus aux Sujets, Vaſſaux & Serviteurs dudit Roi de Danemark; & leur a deffendu & deffend d'avoir cy-aprés avec eux aucune Communication, Commerce ni intelligence, à peine de la vie. Et pour cette fin Sa Majeſté a dés à preſent revoqué & revoque toutes Permiſſions, Paſſe-ports, Sauve-gardes & Sauf-conduits qui pourroient avoir eſté accordez par Elle ou ſes Lieutenans Generaux, & autres ſes Officiers, contraires à la preſente, & les a declarez nuls & de nulle valeur, deffendant à qui que ce ſoit d'y avoir aucun égard. Mande & Ordonne Sa Majeſté à Monſieur le Comte de Vermandois Amiral de France, aux Mareſchaux de France, Gouverneurs & Lieutenans Generaux pour Sa Majeſté en ſes Provinces & Armées, Mareſchaux de Camp, Colonels, Meſtres de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ſes Gens de Guerre, tant de Cheval que de Pied, François, Eſtrangers, & tous autres ſes Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la Preſente ils faſſent executer chacun à ſon égard dans l'eſtenduë de leurs Pouvoirs & Juriſdictions. Car telle eſt la volonté de Sa Majeſté, laquelle entend que la Preſente ſoit publiée & affichée en toutes ſes Villes, tant Maritimes qu'autres, & en tous les Ports, Havres, & autres Lieux de ſon Royaume que beſoin ſera, à ce qu'aucun n'en prétende cauſe d'ignorance. FAIT à Verſailles le 28. jour d'Aouſt 1676. *Signé*, LOUIS, *Et plus bas*, LE TELLIER.

CLV.

7. Août.

Receſs zwiſchen Jhro Hochfürſtl. Gnaden Chriſtoph Bernhard Biſchoff von Münſter/ und Jhro Hochfürſtl.

fürſtl. Durchl. Georg Wilhelm und Rudolph Auguſten Hertzogen zu Braunſchweig und Luneburg/ wegen Conjunction der Waffen/ agirung wieder die Feinde und Erhaltung der Bremiſchen Conquêten aufgerichtet. Bremer-Vörden den $\frac{19}{29}$. Aug. 1676. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

C'eſt-à-dire,

Recès ou Traité entre le Reverendiſſime CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque & Prince de Munſter, & les Sereniſſimes Ducs de Brunswic-Luneburg,* GEORGE GUILLAUME, *&* RUDOLPHE AUGUSTE, *pour la jonction de leurs Armes, & pour maintenir l'occupation du Duché de Breme, contre la Suede. A Bremer-Vord le* 19-29. *d'Août* 1676.

Zu wiſſen demnach Ihre Hochfürſtl. Gnaden zu Münſter/ und Ihre Durchl. Herr Georg Wilhelm/ und Herr Rudolph Auguſtus Hertzogen zu Braunſchweig und Lüneburg/ beide Hertzogthumer Brehmen und Vehrden/ vermittelſt Göttlichen beyſtandes durch ihre Waffen glücklich eroberet/ und ſich berathſchlaget/ wie ſie nach ſolcher eroberung ihre Waffen conjungiret/ und ferner wieder die gemeine Feinde nützlich employeren/ mithin auch ſich bey den conqueſtirten beiden Hertzogthumben/ beſter geſtalt und kräfftigſt guarantiren mögten; ſo iſt gut befunden und verglichen/

I. Daß Hochſtgedachte Ihro Hochfürſtl. Gnad. zu Münſter ꝛc. und der Herren Hertzogen Durchl. zu vorbeſagtem Ende/ eine mit nöthiger Feldt-Artollerie wohl verſehene Armee von 24000. Mann auf die Beine und zuſammen bringen/ auf'm Nothfall dieſelbe biß auf 30000. Mann verſtercken und vergröſſern wollen.

II. Und ſeind Ihro Hochfürſtl. Gnaden zu Münſter vor hochgedacht des erbiethens/ zu ſolchen 24000. vor erſt 8000. zu Fuß und 3000. zu Pferd und tauſend Dragoner/ auch bey einer jeden Bataglion die nöthige Feldſtücke und Feuer-Märſer herzugeben.

III. Damit nun der intendirende zweck deſto füglicher zu erreichen/ ſoll obbeſagte Armee jederzeit conjungiret bleiben/ und nicht vertheilet noch diſtrahiret/ vielweniger anderen Armeen unter oder beygegeben werden.

IV. Solte aber vor anderen eine Aſſiſtentz oder Volckshülffe verlangt werden/ könten und ſollen zu einer Belägerung oder attaque 4000. Mann zu Fuß/ und mehr nicht/ zu einer Feldſchlacht oder invaſion aber 4 biß in 6000. Reuther und Dragoner dem Hülff-begehrenden zugeſchicket werden/ und darzu Ihro Hochfürſtl. Durchl. die eine halbſcheid/ die andere aber Ihro Durchl. die Herren Hertzogen hergeben. Doch ſoll vorhero jemandt/ welcher das werck verſtehet/ an den Ohrt/ wo die action vorzunehmen/ oder wo die Hülff verlanget wird/ geſchickt werden/ um zu ſehen/ und zu examiniren/ ob mit der action fort zukommen/ und etwas fruchtbarliches auszurichten/ und ſolle demnächſt dem befinden nach/ mit beiderſeits belieben und Conſens mit der Hülff-Schickung verfahren werden.

V. Und weiln die Spanniſche und Holländiſche Armeen an der rechten/ und die Kayſerl. mit den Crayß-Völckern an der lincken ſeiten ſtehen/ ſo iſt auf vorgegangene Deliberation dienlich befunden worden/ dieſe obgedachte Conjungirte Armee nach dem Rhein und der Moſel zu führen/ und der endes nützlich agiren zu laſſen/ und ſoll der March ſowohl wegen der eigentlichen zeit/ als des wegs/ auch wann und wor die conjunction geſchehen ſoll/ beiderſeits concertirt und verglichen werden.

VI. So viel das Commando ſolcher beiderſeits Trouppen betrifft/ nachdeme des Herrn Hertzogen Georg Wilhelms Hochfürſtl. Durchl. in eigener Fürſtl. Perſon mit nach der Moſel zu gehen/ und denen Actionen bey zu wohnen reſolviret;

So haben hochſtbenanndte Ihro Hochfl. Gnaden zu Münſter deroſelben/ Ober-Commando Ihro dorthin gehende Trouppen zu Roß und Fuß untergeben/ dergeſtalt und alſo/ daß in allen vorfallenden Kriegs-Operationen dero Generales von Ihrer Durchl. gehörige ordres nehmen/ und dero Commando pariren ſollen/ dahingegen dann Ihre Durchl. verſprechen/ daß ſie vor die Fürſtl. Münſteriſche Völcker/ gleichwie ihre eigene/ deren Conſervation und möglichſte bey-behaltung ſorge tragen wollten.

VII. Im fall aber Hochſtgedachte Ihre Durchl. der Campagne quitiren und deren Trouppen in eigener Perſon nit vorſeyn könten/ ſo ſoll einem jeden der beyden General-Leutenanten über das Ihme anvertraute Corpo das Commando verbleiben/ dieſelbe aber mit einander in beſtendigen guten vertrauen und Communication leben/ beiderſeits Trouppen beſtes ſuchen/ und ihnen allerſeits die Conſervation derſelben angelegen halten;

VIII. Den Kriegs-Rath anreichend/ ſo wollen Ihro Durchl. darzu beiderſeits Generalität/ und uber dieſelbe die andern darzu verordnete iedesmahlen convociren/ und was dabey gut befunden und reſolviret wird/ ungeſaumt exequiren laſſen.

IX. Gleichwie nun ein Corpo von dem andern in den Dienſten/ in waſſerley occaſion es auch ſeyn möchte/ nicht beſchwehret werden ſollen/ Alſo ſollen ſie auch in denen Quartieren/ welche über die beſtändige ſubſiſtentz-Quartiere/ ſambt anderen vortheilen ſo beiderſeits Völckeren gemein/ in hoſtico zu erhalten/ einer vor dem anderen nicht verkürtzet/ ſondern eine gleichheit gehalten/ und die proportio nach Anzahl der Völcker darunter obſerviret werden.

X. Die Militair Juriſdiction bleibet einer jedweden Generalität bey ihren Trouppen beſonders/ jedannoch/ daß bey dem ſich ereignenden verbrechen die Delinquenten, ein jedweder zu ſeiner Generalität und Corpo remittiret/ daſelbſt die Sache cognoſcirt und exequirt werde.

XI. Des Rangs halben unter den hohen Officiren wird es dergeſtalt gehalten/ daß der bey dieſen beiden Corpo länger als der ander gedienet/ die preſeance haben und behalten/ oder die ſachen ſonſten/ im fall ſie zu gleicher zeit etwa Ihre Chargen erlanget/ durch die Generalität vermittelt und abgethan werden ſollen.

XII. So iſt auch Crafft dieſes beſtändig geſchloſſen/ daß ſo wenig Ihro Hochfürſtl. Gnaden als Ihre Durchleucht. mit ihren Trouppen dieſe Campagne quitiren/ oder dieſelbe anders wohin führen ſollen/ es geſchehe dann mit allerſeits Herrſchafften einmüthigen Concert und belieben.

XIII. Solte dann durch Göttlichen beyſtand ein und ander Feindlicher Platz emportirt werden; ſo iſt verabredet/ daß die Beſatzung daſelbſten nicht allein von beiderſeits Völckern/ ſondern auch die Feindliche mobilia an Geſchütz/ Munition und dergleichen in 2. gleiche Theile getheilet werden/ dahingegen aber auch ein jeder Theil bey ſolchen Operationen eine gleiche Anzahl der Mannſchafft haben ſolle.

XIV. Als dann auch wegen der künfftigen Winter-Quartieren vor die Soldatesque, die hohen Herren Principalen billig beſorget ſeyn; ſo iſt verabredet/ daß dieſelbe zwaren ingeſambt von beiden Theilen am Kayſerl. Hoff geſuchet/ und zu deren Erhaltung aller müglicher fleiß angewendet werden ſolle; In zwiſchen doch hat man ſich dergeſtalt darüber verglichen/ daß von ſolchen Quartieren Ihro Hochfürſtl. Gn. zu Münſter die Halbſcheid haben/ und alſo dieſelbe in zwey gleiche Theile vertheilet werden ſollen. Damit aber dieſer gleichen Theilung halber hernechſt kein Streit entſtehe/ iſt verglichen/ daß Ihro Hochfürſtl. Gnaden zu Münſter ꝛc. vor ihre Halbſcheidt das Hertzogthumb Weſtphalen/ den Weſterwald/ die Bremiſche vier Gohen/ wie dann die Halbſcheid der Eiffel und die Halbſcheid der Wetterau zu einem beſtendigen ſubſiſtentz-Quartier haben und behalten/ und daß Ihren Durchleuchten denen Herren Hertzogen zu Braunſchweig und Lüneburg insgeſamt die Mecklenburgiſche Reuter/ Sachſen-Lauenburgiſche/ Hamburgiſche und Lübeckiſche Landen/ Stifft Fulda/ Stifft Lüttig/ Reich von Aachen/ Hildesheimiſche 6. Aembter/ die halbe Wetterau/ und halbe Eiffel/ wie dann die Stadt Goßlar zu gleichmeſſigen ſubſiſtentz-Quartier verbleiben/ mithin auch daß einer den andern bey all ſolchen Quartieren kräfftig handhaben/ und guarantiren/ auch daß ſie alſo und dergeſtalt eingerichtet werden ſollen/ damit der Trouppen daraus in guten Stand erhalten/ und gegen die gemeine Feinde bey guter zeit erſprießlich gebraucht werden können; falls aber je ein- oder anders nicht zu erhalten ſeyn würde/ ſoll ſolches pro rata einem jedem abgehen/ und geſambter Hand an dienſamen Oertern Fleiß angewendet werden/ damit der Abgang erſetzt werde.

XV. Damit dann auch das nöthige Proviant und Commiß-Brodt nicht abgehe/ ſoll ſolches von denen benachtbarten Creyſen und anderen in beiderſeits Namen begehret/ bey guter zeit deſſen ein vorrath gemacht/ und im Nothfall von einem dem anderen für billigmeſſigen preiß damit an hand gegangen werden.

XVI. Auf daß auch durch die alſo conjungirte Waffen und Armeen was haubtſächliches ausgerichtet werden möge/ ſoll eine gute Feld-Artiglerie darbey gefügt/ und eingerichtet werden/ und es ſollen ſowohl deßwegen/ als des Proviants halber und zu Anſtellung der Conferentzien und Berathſchlagungen/ einige Oerther am Rhein und Moſel-Strohm in beiderſeits Namen ausgeſehen/ auch von denen nechſtgeſeſſenen Reichs-Städten eine zulängliche Geld-Steuer/ zu Einrichtung und Erhaltung der Artiglerie fleiſſigſt geſucht und erfordert werden.

XVII. Keiner ſoll des andern Kriegs-Leuthe debauchiren oder aufhalten/ ſondern da fals bey einerſeits Trouppen ſich von des andern Theils Leuthe befunden/ und diesfalls betretten/ oder befunden würden/ ſollen ſie alſo gleich ohne entgeltnus abgefolget und zur Juſtitz gezogen/ deswegen auch bey allerſeits Trouppen ein ernſtliches verbott nechſtens publicirt werden.

XVIII. Im übrigen läſt man es in den Actionen und vorfälligkeiten bey der Kriegs-raiſon, und was ſonſten gebräuchlich und hergebracht/ bewenden; Urkundlich iſt dieſer Receſs darüber dreymahl verfertiget ꝛc. Bremer-Vörde den $\frac{19}{29}$. Aug. 1676.

Chriſtoff Bernhardt mpp. (L.S.)
Georg Wilhelm. (L.S.) Anthon Ulrich in Vollmacht Unſers Herren Brudern Hertzogs Rudolph Auguſti.
(L.S.)

CLVI.

CLVI.

16. Oct. *Traité de Paix entre* JEAN *Roi de Pologne &* MAHOMET IV. *Empereur des Turcs. Fait le 16. d'Octobre 1676.* [*Theatrum Pacis* Tom. II. pag. 580. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans le *Theatrum Europæum* pag. 1065. en Allemand.]

POLOGNE ET TURQUIE.

I. TRactatus cum præcedente Rege Michaele initus, abolitus cenſeatur, ſic, ut inpoſterum nullius Tributi, ſive nullarum Conditionum dicti Tractatûs mentio inſicietur.

II. Turcæ in Podoliâ Cameneciam, certis cum limitibus à Rege deſignatis, retineant. Ad quam propoſitionem Baſſa animi ſui ſenſa ſic declaravit, etiamſi quoad hoc ad tractandum Plenipotentiâ instructus non ſit, ſe tamen expromiſſorem nihilominus conſtituere & in Scriptis cavere velle, Portam in id conſenſuram, quando Rex Legatum quempiam Executionis horum Tractatuum ad Eam miſſurus ſiet. Ukrainam quod concernit, maneat Rex in poſſeſſione potioris ejuſdem partis, nempe Bialucerquæ, Pavolociæ, Chalicæ, Mohiloviæ &c. Turcis quæ ceſſerunt, parvi eſſe momenti, & pertinere ea ad Doroſenkium.

III. Omnes durante hoc anno à Turcis in ſervitutem redacti, & capti liberi dimittuntor, inpoſterumque omnes excurſiones prædatoriæ & actiones hoſtiles intermittuntor.

IV. Exercitium Chriſtianæ Religionis omnibus iis in locis, quæ Turcæ vi horum Tractatuum obtinebunt, liberum eſto.

V. Porta à Republica, vigore Tractatuum Leopolitanorum promiſſis centum mille Imperialibus renuntiat; Proptereaque eo nomine datis obſidibus, ut & illis, qui tempore Caſimiri Regis, vi Tractatûs cujuſpiam concluſi, dati ſunt, iterum libertas ſua reſtituetur.

VI. Pollicentur Turcæ Tartarique, quòd arctiſſimam Unionem cum Rege & Republica Poloniæ pangent, & quod ipſi, ſi id ab iis exigetur, contra omnes Coronæ Poloniæ Hoſtes eidem aſſiſtere velint, ſemet offerentes ipſo facto tranſire cum univerſo ſuo Exercitu Boryſthenem, eundem illic in hybernis collocare, & vice Coronæ Poloniæ amplas illas Provincias, quas Moſci eidem eripuerunt, iterum extorquere. Quibus tamen Rex ſine Reipublicæ ſuffragio aſſentiri renuit.

VII. Stipulantur Turcæ, vigore præſentis Tractatûs, Franciſcanis Sanctum Sepulchrum ſe reddituros, eoque ipſo Schiſmatibus omnibus exindè ortis, finem impoſituros.

VIII. Mittetur à Corona Poloniæ Solennis quædam Legatio ad Portam; Ad quam obeundam Turcæ Principem Conſtaninum, aut Sub-Mareſchallum Regni, aut Equitem Auratum Lubomirskium deſtinare intenderunt. Quod Ipſum tamen Rex maturiori deliberationi reſervavit.

CLVII.

25. Nov. *Déclaration ſur le Traité de Marine arreſté en l'an 1650. entre* CHARLES II. *Roi d'Eſpagne & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *proviſionellement arreſtée à Bruxelles le 25. de Novembre 1676.* [Actes & Négociations de la Paix de Nimegue. Tom. I. pag. 773.]

L'ESPAGNE ET LES PROVINCES-UNIES.

SOn Excellence ayant eu rapport de ceux de la ci-jointe par elle ordonnée pour ouïr les Propoſitions à faire par le Sieur Heemskercke & en aprés par le Sieur de Dyckvelt, Envoyez des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs Bas, au ſujet du Traité de Marine, arreſté en l'an 1650. entre Sa Majeſté & leſdits Seigneurs Etats Generaux, & d'autres differens, a conſenti que proviſionellement, & ſous l'agréation de Sa Majeſté du principal, ſoient obſervez & executez les Articles ſuivans, & ſeront tenus comme partie dudit Traité de Marine de 1650. qui demeurera en ſa force & vigueur.

I. Que les Habitans des Païs-Bas auſſi bien de Sa Majeſté que de Leurs H. H. PP. pourront faire librement & ſans aucun empêchement leur Commerce & Navigation de leurs Ports, Royaumes & Provinces ou d'autres Souverains, vers & avec ceux qui ſont ou pourront devenir Ennemis des deux enſemble, ou bien de l'un & de l'autre des deux coſtez ſeparément, & les ſusmentionnez Habitans pourront librement & ſans aucun empêchement avec leurs Vaiſſeaux, Biens, Denrées & Marchandiſes ſans difference à qui leſdits Biens, Denrées & Marchandiſes chargées, & Navires puiſſent appartenir, aller & venir, comme auſſi naviger vers tous les Havres, Lieux, Rivieres & Rades des Ennemis, ſans empêchement ou contradiction de qui que ce ſoit; tant à droiture que d'un Havre Ennemi à un autre, ſoit que ces Havres ou Places ſoient ſous un ou divers Souverains, tel eſtant le ſens dudit Traité de 1650. bien entendu neanmoins, que les Marchandiſes de Contrebande demeurent exceptées; au regard deſquelles, & des Places aſſiegées, blocquées ou inveſties, on ſe reglera ſelon le même Traité: bien entendu auſſi, que cette Declaration ne concernera pas les cas échus devant la ſignature, & homologation de cet Acte, ſoit qu'ils ſoient decidez ou non; accordez ou non accordez.

II. Que les Marchandiſes appartenantes aux Sujets du Roy & deſdits Seigneurs Etats Generaux, qui ſe trouveront en quelques Vaiſſeaux neutres allans ou venans vers quelques Havres Ennemis, tant à droiture que d'une Place Ennemie à une autre: ſoit que telles Places ou Havres appartiennent à un ou à divers Souverains, ſeront reſtituées ſans aucun empêchement; excepté ſeulement les Marchandiſes de Contrebande.

III. Que d'icy en avant, quand aucun Navire ſera repris ſur les Ennemis par les Navires de Sa Majeſté ou des Armateurs particuliers, ou de Leurs H.H.P.P. ou par leurs Sujets: Si la repriſe ſe fait deux fois vingt quatre heures aprés qu'il aura eſté en la puiſſance de l'Ennemi, les Repreneurs auront un cinquiéme de la valeur du Navire & de toute la charge. Et ſi la repriſe ſe fait deux fois vingt quatre heures, aprés les deux premieres vingt quatre heures, ils jouïront d'un tiers de la valeur du Navire & charge. Et ſi elle eſt faite aprés leſdits termes, les Repreneurs auront & jouïront de la moitié: mais au regard du paſſé, ſemblables, & auſſi tous autres cas demeureront & ſeront generalement jugez & decidez par les voies & Juges ordinaires des Amirautés. chacun au lieu d'où les Navires & Repreneurs ſont ſortis, & ce ſelon les Traitez & Lois qui regleront les cas, & ſelon la preſente interpretation dudit Traité de Marine. Excepté neanmoins les Procez & trois Navires, nommez le Saint Jean, la Charité, & l'Amour des Marchands ſelon l'Acte & Convention particuliere datée du jourd'huy. Fait à Bruſelles le 25. de Novembre mil ſix cens ſoixante & ſeize.

DE PA VE.

DUQUE DE VILLA SIERRA,
Conde de Luna.

Par ordre de ſon Excellence.

Signé,

VERREYCKEN.

CLVIII.

Bund zwiſchen Jhro Königl. Majeſt. in Dennemarck/ dann Churfürſt zu Brandenburg/ wider die Cron Schweden und dero Aſſiſtenten. Geſchehen zu Coppenhagen den 23. Decembris 1676. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.] 23. Dec.

C'eſt-à-dire,

Traité d'Alliance entre Sa Majeſté de DANNEMARC, *& Son Alteſſe Electorale de* BRAN-

DEBOURG, *contre la Couronne de* SUEDE, *& tous ſes Aſſiſtans & Adherans. A Coppenhaguen le* 23. *Decembre* 1676.

NAchdem (addantur pleni tituli) Ihro Königl. Majeſt. zu Dennemarck Norwegen / und Ihre Churfürſtl. Durchl. zu Brandenburg ꝛc. mehr allem bey ſich erwogen / wie groſſe unſicherheit / ſchaden und gefahr Ihren Königreichen / Churfürſtenthumb und Landen von der Schwediſchen Nachbahrſchafft jederzeit zugewachſen / und noch ferner zuwachſen könne / ſondern auch gegenwärtig empfunden; nachdeme die Cron Schweden die auf ſich genohmene Mediation fahren laſſen / in den Krieg / ſo die Cron Franckreich angefangen / unnöthiger weiſe ſich eingeflochten hat / und der ſämbtlichen Allirten / und des Römiſchen Reichs offenbahren Feinden beygetretten iſt / wie ſchwär die gefahr und die Laſt des nunmehr wieder ſelbige Cron von allen Allirten / und dem gantzen Römiſchen Reiche declarirten / auch mit Gottes Hülff angefangenen und bis anhero mit groſſen unkoſten geführeten Kriegs vornemblich auf ſie / ihre Länder / und Unterthanen gefallen ſeye / und deshalben ſowohl wegen der bisher unter ſich gepflogenen Freündſchaffe und guten vertrauens / als auch der noch ferner beſorgenden / und obſchwebenden Kriegs-gefahr und Angelegenheiten halber / nöthig erachtet / zu Ihrer mehreren verſicherung / und zu beforderung nicht allein Ihres eigenen / ſondern auch der ſämbtlichen Allirten / und des Röm. Reichs Intereſſe ſich näher zu verbinden / und eine auf gegenwärtige Conjuncturen eingerichtete Bündnus / wieder die Cron Schweden / dero Adhærenten / helffer und helffers-helffern / ſo in dieſem Krieg Ihre Königl. Maj. oder Ihre Churfl. Durchl. angreiffen möchte / unter ſich zuſchlieſſen / auch zu abhandlung derſelben dero Gevollmächtigte Räthe und Miniſtros (inſerantur nomina & tituli) verordnet; als die ſich dann in dieſer Königl. Reſidentz-Stadt Coppenhagen zuſamben gethan / und bis auf Ihrer Königl. Majeſt. und Ihrer Churfl. Durchl. Ratification, nachſtehende Puncten entworffen und abgehandlet.

I. Solchem nach ſoll zwiſchen Ihrer Königl. Majeſt. und Ihrer Churfl. Durchl. / wie nicht weniger dero Erben und Nachkommen an dero Königreichen / Churfürſtenthumb und Landen / hiemit und in krafft dieſes eine nähere vertreülichkeit und Bündnus wieder die Cron Schweden / und dero vorbenante Adhærenten und Aſſiſtenten, ſo einen von beiden hohen Contrahenten attaquiren möchte / zu veſtſetzung der allgemeinen und Ihrer eigenen Lande und Leüthe Securität / geſchloſſen ſeyn / und von denen obbenanten hohen Bundsverwandten mit guten glauben / und aufrichtig gehalten werden / bis ein redlicher / ſicherer und reputirlicher Frieden geſchloſſen / und dadurch ein jeder theil gehörige ſatisfaction erhalten.

II. Und obwohl Ihrer Königl. Majeſt. und Ihrer Churfl. Durchl. gutes vernehmen durch ein gemein beſtändiges Intereſſe, nahe anverwandnus / Blut-Freündſchafft und Nachbarſchafft / ſo veſt geknüpfet iſt / daß nicht zu fürchten / daß bey dieſer Conjunctur einige jalouſie unter ihnen entſtehe / ſo haben ſie ſich dennoch unter einander verſprochen / nicht allein allem demjenigen / woraus etwa ein unvermuthendes mistrauen und argwohn erwachſen konte / ſorgfältig vorzukommen / ſondern auch überall dergeſtalt ſich einer gegen dem anderen zubetragen / daß man klärlich ſehen möge / wie treülich ſie es mit einander meinen / und wie eifferig einer des anderen beſtes zu beforderen / deſſen Nachtheil / Schaden und verderb aber abzuwenden ſich angelegen ſeyn laſſe / zu welchem ende ſie dan einander alles / was ſie ſambt / und ſonders angehet / vertreülich / ohne einiges ruckhalten und bedencken communiciren wollen.

III. Fürnemblich wollen J. K. M. und J. Churfl. Durchl. dero gegen einander tragende wolmeinung dadurch blicken laſſen / daß ſie allezeit / ſo lang der Krieg wehret / den Feind mit gleicher Vigueur und geſchwindigkeit / und zu abgeredter zeit angreiffen / und ihme nicht raumb geben wollen / daß Er einem alleine der hohen Allirten mit ſeiner gantzen Macht auf den hals fallen / und ihn über einen hauffen werffen könne / weil es ſonſt nicht nur den ſchein haben würde / als wann derjenige / ſo in ſeinen Kriegs-Operationen ſich ſaumig erwieſe / ſein eigen particular Intereſſe dem gemeinen vorziehet / und die Feindliche Macht durch ſpätte und langſame actiones von ſich abhalten wolte / ſondern auch heiſſen möchte / dum ſinguli pugnant, univerſi vincuntur.

IV. Und weil Schweden nicht allein an ſich ſelber eine mächtige Crone iſt / ſondern auch durch der Frantzöſiſche groſſe und richtige Subſidien noch viel mächtiger gemacht wird / und dahero leicht zu ermeſſen / mit was für einem ſchwähren und gefährlichen Kriege die Hochlöbl. Herren Contrahenten beladen ſeynd / haben ſie unter einander verabredet / daß ſie mit allem dem vermögen / Macht und Stärcke / ſo der Höchſte ihnen zu Waſſer und zu Lande verliehen hat / wieder obberegte Crone / Ihre Königreiche / und in- und auſſerhalb Teütſchland ſituirte Provintzen / und zwar ein jeder an denen Orthen / wo der Feind am mächtigſten ſeyn / und es die Kriegs-Raiſon am meiſten erfordern wird / Ihre Kriegs-Operationes continuiren wollen.

V. Daben dan beſchloſſen / daß der eine hohe theil dem andern in allem bey währendem dieſem Kriege entſtehenden nothfällen mit ſeinen Trouppen treülichſt die hand biethen / deſſelben Königreich und Lande / ſie mögen heiſſen / wie ſie wollen / oder auch liegen / wo ſie wollen / beſchützen / und wieder die Cron Schweden / und die ihr in dieſem Krieg mit hülff aſſiſtiren / und ein oder den andern der beiden hohen Herren Contrahenten attaquiren möchte / mit aller Macht nach möglichkeit / und dem Concert / ſo deswegen unter Ihnen der Kriegs-actionen halber vor dem antritt der Campagne, auch nachgehens / ſo offt es die Conjuncturen erfordern / aufgerichtet werden ſolle / zufolge vertheidigen helffen / ſonſten auch dem Feind / nachdem es der zuſtand und der Läuffer leiden wollen / da es ihm am empfindlichſten iſt / abbruch thun will / zu welchem ende dan berahmet werden ſolle / ob man ſich mit gantzen Armeen, oder einem theil derſelben zu conjungiren? ob und was zubelagern? oder wie man ſich ſonſten comportiren? was für Stücke / Artillerie, und Munition ein jeder theil anſchaffen ſolle? und dergleichen / welches alles alhier zu ſpecificiren / und auszutrucken ohnmöglich / ſondern nach Kriegs-Raiſon und der ſachen beſchaffenheit einzurichten ſeyn wird.

VI. Allein iſt dieſes vorbeſtellet / daß wan der eine theil dem andern ſeine noth eröffnet / daſſelbe theil / welchem die eröffnung geſchehen / dieſelbe für ſeine eigene halten / und ſelbige als ſeine eigene abzuwenden / alles was in ſeinen kräfften ſtehet / anwenden ſoll / es wäre dan / daß der jenige / von welchem die hülffe begehret wird / ſelbſt in ſolchem gefährlichen zuſtande augenſcheinlich ſich befinde / oder gegen den Feind dermaſſen engagiret wäre / daß ihme ſolches zu præſtiren / und die begehrte hülffe zuſenden allerdings unmöglich fiele / und ſolches die kundbahre unlaugbahre evidentz bezeugete.

VII. Solte aber durch Gottes gnädige verleihung einer der hohen Herren Contrahenten den Feind in ſeiner Nachbahrſchafft ſo weit überwinden / daß Er daſelbſt keines Kriegs-Heers zu Waſſer oder zu Lande ferner bedürffte / ſo ſoll Er dem andern / wann derſelbe annoch ſtarcken wiederſtand fünde / mit ſeiner gantzen force gegen Schweden zu Hülffe gehen; Worbey dennoch Ihre Churfürſtl. Durchl. zu Brandenburg als ein Churfürſt und Stand des Reichs und Krafft der mit Ihrer Kayſerl. Maj. der Cron Spanien / und denen Herren General Staaten der Vereinigten Provintzen reſervative habenden Bündnus bedingen / daß auf ſolchen fall ſie ſich nicht würden entbrechen können / einen theil Ihrer Trouppen zu des Römiſchen Reichs / der Spaniſchen und der Vereinigten Niederlanden ſicherheit wieder Franckreich zugebrauchen.

VIII. Die Kriegs-Operationes zu Waſſer dependiren von Ihrer Königl. Majeſt. zu Dennemarck Norwegen / und wollen dieſelbe vermittels Göttlichen Beyſtandes dahin ſehen / damit die Schwediſche Kriegs-Flotte in der See nicht Maiſter ſpiele / die überſetzung der Kriegs-Völcker aus Schweden in Teütſchland und von dar nach Schweden / und andere Oerther / wie auch die Correſpondentz, mit denen in Teütſchland annoch übrigen Feindlichen Ohrten und Beſtungen / ingleichen deren Proviantierung / ſo viel möglich verhindert werde; zu welchen ende ſie dan / ſo offt es das Handwerck / und das gemeine Intereſſe nach gemeinem gut-befinden / leiden will / einige benöthigte Kriegs-Schiffe nebſt dienlichen Fahrzügen auf denen Pommer- und Mecklenburgiſche Küſten wollen kreützen / auch wann ſeine Churfürſtl. Durchl. einen Ohrt / wohin auch zu Waſſer mit Orlogs-Schiffen / und anderen darzu dienlichen Fahrzeug zukommen / belägern würden / ſelbigen von der Waſſer-ſeithe / ſo viel thunlich bloquiern / beſchieſſen / und ebenfahls attaquiern laſſen.

IX. Für ſolche hülff / ſie geſchehe zu Waſſer oder zu Land / will kein theil von dem andern einige ſatisfaction oder refuſion der unkoſten fordern / ſondern es ſoll deswegen kein theil etwas zu prætendiren haben / an den Stücken aber und Munition, wie auch der Beüthe / ſo in Feindes Lande gemacht wird / haben beide theil Ihren antheil nach proportion der Völcker / ſo ein jeder bey der Operation hat / wornach dan auch die Quartiere zutheilen.

X. Solten aber des einen Allirten Trouppen in des anderen Landen / ſo Er entweder ſchon beſitzet / oder nach dem zwiſchen Ihrer Königl. Majeſt. und Ihrer Churfürſtl. Durchl. gemachtete Concert zu erobern ſich vorgenohmen / mit agiren müſſen / ſchaffet der Herr des Landes / in welchem agiret wird / die nöthige Lebens-Mittel an die hand / jedoch müſſen ſie von dem / ſo die hülffe ſendet / nach billichen Taxe bezahlet werden / allein wird ihnen Rauch-Futter / weide und Lagerſtatt ohne entgelt geliefert.

XI. Wegen des Commando in ſolchen Fällen iſt verabredet / daß daſſelbige bey demjenigen / oder deſſen hohen Officier verbleibe / in deſſen Lande / ſo er entweder bereits anjetzo beſitzt / oder nach dem Concert / ſo Ihre Königl. Maj. und Ihre Churfürſtl. Durchl. unter ſich gemachet / zu Conqueriren vorhabens / agirt wird / jedoch der Jurisdiction, ſo ein jeder über ſeine untergebene hat / unſchädlich.

XII. Zum beſtändigen Grunde dieſes Fœderis, und damit keiner der hohen Bunds-Verwandten præſumiere / daß ihme frey ſtehe / einen particulier Frieden oder Stillſtand der Waffen mit dem gemeinen Feinde einzugehen / wollen Ihre Königl. Maj. und Ihre Churfürſtl. Durchl. unter ſich feſt ſetzen / bey denen Fœderibus, die ſie mit der Röm. Kayſ. Majeſt. / der Cron Spanien / und denen Herren General Staaten der Vereinigten Niederlanden bey dieſer Conjunctur und jetzhero / daß die Cron Franckreich den Krieg wieder Holland angefangen / aufgerichtet / ſo lang dieſelbe obberegten mit ihnen gemachten Bündnüſſen auch nachleben / und denjenigen / ſo darinnen conditionate verſprochen / ein gnügen thun / auch bey denen hohen Herren Con-

Digitized by Google

ANNO 1676

trahenten ebenmäſſig feſt halten/ und dero Intereſſe gebührlich beobachten/ woran Ihre Königl. Majeſt. und Ihr Churfürſtl. Durchl. im geringſten nicht zweifflen/ auch zu dem ende conjunctim und ſeparatim alle erſinnliche Officia anwenden wollen/ beſtändigſt zu verharren/ und ſelbigen ein vollkommenes genügen zuleiſten/ bis daß ein allgemeiner redlicher und ſicherer Friede durch Gottes Gnad zwiſchen allerſeits Kriegenden Partheyen geſchloſſen worden.

XIII. Abſonderlich auch wollen Ihre Königl. Majeſt. und Ihre Churfürſtl. Durchl. alſ Ihre Conſilia und actiones dahin richten/ damit Ihre Kayſerl. Majeſt. und des Römiſchen Reichs Oberhaubt bey dero Authorität und anſehen erhalten/ Churfürſten und Stände deſſelben bey Ihren Freyheiten/ Prærogativen und ſicherheit wieder alle auswärtige Turbatores maintenirt, und des Reichs-Satzungen/ Conſtitutiones und Fundamental-geſetze in beſtändigem vigore bleiben mögen; Und weil der Teutſche Weſtphaliſchen Friede eben durch diejenige gekräncket/ und faſt über einem hauffen geworffen worden/ welche ſich rühmen/ daß es nur bey ihnen ſtehe/ denſelben nach belieben zu erklären/ und zu Garantieren, ſo verbinden Ihre Königl. Majeſt. und Ihre Churfürſtl. Durchl. ſich dahin/ daß ſie Ihr äuſſerſtes beytragen wollen/ damit der Friede im Reich ſo feſt und ſo ſicher ſtabilirt werde/ daß ſo leicht kein Extraneus Turbator & Violator quietis publicæ denſelben umbſtoſſen könne/ und daß das Römiſche Reich/ deſſen benachbahrte und Allirte in ihrer ſicherheit/ und ruheſtand geſetzet und gelaſſen werden mögen.

XIV. Nachdem nun ſowohl aus denen actionen ſelber/ als auch dieſem Foedere nicht allein Ihrer Königl. Majeſt. und Ihrer Churfürſtl. Durchl. dem gemeinen beſten zuſtatten kommende gute Intentiones zur gnüge erhellen/ ſondern auch am tage leget/ wie groſſer gefahr/ ungelegenheit/ unkoſten und äuſſerſten verderb ſie ſich/ ihre Lande und Unterthanen durch dieſen Krieg unterwürffig gemacht/ als iſt ſo wenig zu zweiffeln/ es werden Ihre Kayſerl. Maj. nebſt denen Ständen des Römiſchen Reichs/ die Cron Spanien/ und die Herren General Staaten Ihnen bey endigung des Kriegs eine vergnügende ſatisfaction an Land und Leuthen gern gonnen und ſonſten keinen Frieden eingehen/ als ſolches an ihm ſelbſt die höchſte billichkeit/ und die allgemeine ſicherheit erfordert/ welchem zufolge Ihre Königl. Majeſt. und Ihre Churfürſtl. Durchl. ſich einer gegen den andern hiemit verbindlich machen/ bey bevorſtehender Friedens-Handlung für einen Mann zuſtehen/ auch vorher und ſonſt bey aller begebenheit und durch allerley Mittel ſich dahin zubearbeiten/ und ihr äuſſerſtes anzuwenden/ damit ein jeder von Ihnen zu einer rechtmeſſigen zulänglichen und zur einen beſtändigen ſicherheit ſeines Eſtats dienenden ſatisfaction an Land und Leuthen gelangen möge.

XV. Wan dieſer Krieg/ Gott gebe! glücklich geendiget/ und ein ſicherer Frieden erworben/ iſt ferner beliebet/ daß die Herren Contrahenten einander perpetuam Guarantiam leiſten ſollen/ ſowohl deſſen ſo ſie anjetzo beſitzen/ als deſſen/ ſo ſie durch Gottes Gnad/ bey dieſem Kriege acquiriert, und zur ſatisfaction erlanget haben möchten/ und ſoll dieſe Guarantie nicht allein wieder Schweden/ ſondern all deſſen Adhærenten und männiglich/ ſo ſie nach gemachten Frieden Feindlich angreiffen wollen/ geleiſtet werden: zu welchem ende dan die hohe Contrahierende theile/ ſobald der General-Friede zu Nimmegen/ oder anderswo geſchloſſen/ einige ihrer Räthe und Miniſtrorum bevollmächtigen/ dieſelbe zuſammen ſchicken/ und über obberegte Guarantie ein ordentlich Inſtrumentum und Fœdus defenſivum aufrichten laſſen/ indeſſen aber es dahin richten wollen/ damit Ihnen auf denen bevorſtehenden Friedens-Tractaten von allen Allirten/ inſonderheit aber von Ihrer Kayſerl. Majeſt. und denen Ständen des heil. Röm. Reichs/ der Cron Spanien/ und denen Herren Staaten der Vereinigten Niederlanden eine vollkommene und beſtändige Guarantie verſprochen/ und dieſelbe dem Inſtrumento Pacis Univerſalis mit einverleibet werden möge.

XVI. So wollen auch die beide Hohe Allirte andere Chriſtliche Potentaten dieſe Guarantie zulaſſen gebührend invitiern, auch ſoll denenſelben frey ſtehen/ in dieſe Alliance mit zutretten; jedoch auf gepflogene Handlung/ ſo von denen hohen Paciſcenten zuveranlaſſen/ und ſoll dieſes Fœdus zwar an gehörigen und nöthigen ohrten/ doch aber niemanden/ ohne gemeines gut-befinden/ communicirt werden.

XVII. Urkündlich iſt dieſes von denen im anfang gemelten/ und zu dieſem Tractat verordneten Königl. Dähniſchen/ und Chur-Brandenburg. Gevollmächtigten Räthen und Bedienten/ alles bis auf die Ratification der hohen Principaln, ſo innerhalb fünff wochen à dato einzuſchaffen/ verabredet unterzeichnet/ und mit Ihren gewöhnlichen Pettſchafften bekräfftiget worden/ ſo geſchehen in Coppenhagen den 23. Decembris Anno 1676.

F. G. B. A. E. Langland und Rixingen. (L.S.)

Joh. Chriſtoff. von Korbitz. L. Bierman. (L.S.)

Chriſtoph von Brand. (L.S.)

Friederich von Brand. (L.S.)

ANNO 1677.

CLIX.

Traité entre les PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas & le Baſſa & Divan d'*ALGER, *fait audit Alger en 1677.* [Traduction Françoiſe du Mercure Hollandois de l'année, 1677. pag. 487.]

LES PROVINCES-UNIES ET ALGER.

AGi Mahomet, Day, & Baban Haſan, Gouverneur d'Algers, accordent & permettent à Thomas Hees, Envoyé des Hauts & Puiſſans Seigneurs Eſtats Generaux, & de Son Alteſſe Monſieur le Prince d'Orange, de racheter les Eſclaves Hollandois aux conditions ſuivantes.

Premierement il luy ſera permis de racheter tels Eſclaves qu'il jugera à propos, ſans qu'il puiſſe eſtre obligé par qui que ce ſoit d'en racheter quelques-uns comme ſont les Eſclaves . . . ., ou Galeriens, ni nuls autres, contre ſa volonté.

II. A l'égard des Marchandiſes ordinaires, qu'on fera venir icy pour eſtre employées à cet effect, il ne payera pour les Droits d'entrée du Roi qu'un 10. Reales de huit pour Cent, & que 5. pour Cent de celles de Contrebande, comme ſont Poudre à Canon, Souffre, Fer, Planches & Bois à baſtir des Navires, Cordages, Poix, Goudron, Canons de Fuſil, & autres choſes qu'on comprend ſous ce nom.

III. Chaque Eſclave ne payera pour les Droits de la Maiſon du Roi, pour l'argent du Havre ou de la Porte, & pour tous autres frais, de quelque nom qu'on les appelle, que 43. pour Cent une fois pour toutes, ſans plus.

IV. Leſdits Seigneurs Gouverneurs promettent auſſi d'aſſiſter & de preſter la main audit Thomas Hees, en tout ce où il ſeroit beſoin, tant en l'achapt des Marchandiſes par les Patrons ou Maiſtres, s'il eſt neceſſaire, que pour faire conduire ſeurement, & ſans confuſion, les Eſclaves rachettés au bord du Navire.

V. Promettent pareillement, que le Navire ou les Navires, qu'on envoyera pour ce Trafic, pourront en toute ſeureté venir & partir d'icy, ſans qu'aucun des Sujets de ce Roiaume, quel qu'il pût eſtre, puiſſe leur faire aucun tort, ſoit en leurs Marchandiſes, ſoit en leur équipage. En foy de quoy nous avons ſigné tout ce que deſſus, & y avons appliqué nos cachets.

VI. Ledit Envoyé ou celuy qui tient ſa place, s'oblige auſſi d'empêcher qu'aucun Eſclave, ou Eſclaves, ne ſe puiſſe ſauver ou échaper dans un ou pluſieurs Navires Hollandois; mais s'il arrivoit qu'un ou pluſieurs Eſclaves tâchât à ſe rendre au bord deſdits Navires à la nage, & qu'il vinſt à ſe noyer, ledit Envoyé ne ſera nullement obligé d'en repondre, & ne pourra point eſtre inquieté pour cela.

CLX.

Traité de Commerce entre les Couronnes de FRANCE *& d'*ANGLETERRE. *Du vingt-quatriéme jour de Février* 1677. [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

24. Fevr.

FRANCE ET ANGLETERRE.

COmme le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince LOUÏS XIV. Roi Tres-Chreſtien de France & de Navarre, & le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne, n'ont point de plus grande paſſion que d'affermir de jour en jour par de nouveaux & de plus forts liens l'amitié qui eſt entre leſdits Seigneurs Rois, & la fidelle & ſincere Union & correſpondance qui eſt entre leurs Roiaumes & leurs Sujets, Leurs Majeſtez ont cru que rien n'y pourroit davantage ſervir qu'un nouveau Traité pour la liberté & ſeureté du Commerce. Et pour cet effet ils ont nommé des Plenipotentiaires; Sçavoir le Roi Tres-Chreſtien, le Sieur Simon Arnauld, Seigneur de Pomponne, Conſeiller de ſa Sacrée Royale Majeſté, & Secretaire d'Eſtat; & le Roi de la Grande Bretagne, le Sieur Raoul de Montagu, Chevalier, Maiſtre de la Garderobe dudit Seigneur Roi, & premier Eſcuyer de la Reine, qui aprés avoir fait l'échange de leurs Pouvoirs, ont convenu des Articles ſuivans.

I. Tous les Sujets du Roi Tres-Chreſtien pourront naviger, negocier, & faire toute ſorte de Trafic en

toute liberté & ſeureté dans tous les Royaumes, Pays & Eſtats qui ſont maintenant ou ſeront cy-aprés en Paix ou Neutralité avec ledit Seigneur Roi Tres-Chreſtien, ſans qu'ils puiſſent eſtre empêchez ni inquietez par des Gens de Guerre, & par des Vaiſſeaux tant de Guerre qu'autres appartenans au Sereniſſime Roi de la Grande Bretagne, ou à ſes Sujets, à l'occaſion & ſous pretexte de Guerre & d'hoſtilité qui pourroit eſtre à preſent ou cy-aprés entre ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & les Princes & Eſtats qui ſont ou ſeront cy-aprés en Paix ou Neutralité avec ledit Seigneur Roi Tres-Chreſtien. Et reciproquement tous les Sujets du Roi de la Grande Bretagne pourront naviger, negocier & faire toute ſorte de Trafic en toute liberté & ſeureté dans tous les Royaumes, Pays & Eſtats qui ſont maintenant ou ſeront ci-aprés en Paix ou Neutralité avec ledit Seigneur Roi, ſans qu'ils puiſſent eſtre empêchez ny inquietez par des Gens de Guerre, & par des Vaiſſeaux tant de Guerre qu'autres appartenans au Sereniſſime Roi Tres-Chreſtien, ou à ſes Sujets, à l'occaſion & ſous pretexte de Guerre & d'hoſtilité qui pourroit eſtre à preſent ou cy-aprés entre ledit Seigneur Roi Tres-Chreſtien, & les Princes & Eſtats qui ſont ou ſeront cy-aprés en Paix ou Neutralité avec ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne.

Item. L'on pourra faire Trafic pendant la Guerre des mêmes Marchandiſes que l'on peut negocier en temps de Paix, à la reſerve de celles de Contrebande, qui ſont expliquées dans l'Article ſuivant.

III. Les Marchandiſes défenduës & de Contrebande ſont les Canons & leurs aſſortimens, Armes à feu, Poudre, Mêches, Boulets, Picques, Epées, Lances, Hallebardes, Pertuiſannes, Bombes, Mortiers, Petars, Grenades, Fourches de Mouſquets, Bandoulieres, Salpêtres, Balles, Caſques, Morions, Cuiraſſes, & autres Armes ſemblables. Eſt encore prohibé ſous ledit nom, le transport de Gens de Guerre, de Chevaux, de Harnois, de Fourreaux de Piſtolets, de Baudriers, & aſſortimens façonnez & formez à l'uſage de la Guerre.

IV. Au nombre des Marchandiſes de Contrebande & défenduës, ne ſont compriſes les Marchandiſes ſuivantes; Sçavoir les Etoffes & Manufactures de Laine, Lin, Soye, Coton, & de quelque autre matiere que ce ſoit; toutes ſortes d'Habits & veſtemens, & les Etoffes & ſortes desquelles on les fait, Or & Argent monnoyé ou non monnoyé, Eſtain, Fer, Plomb, Cuivre, Charbon, Blez, Orges, & autres Grains & Legumes, Tabac, Eſpiceries, Chairs ſalées & fumées, Poiſſon ſec & ſalé, Fromage, Beurre, Biere, Huile, Vin, Sucre, Sels, & tout ce qui appartient à la nourriture & ſuſtentation de la vie. Ne ſeront auſſi compris dans les Marchandiſes défenduës, les Cotons, Chanvres, Lins, Poix, Cordages, Voiles, Anchres, Mats, Planches, Poutres & Bois travaillé de toute eſpece d'Arbres, & qui peut ſervir à conſtruire des Vaiſſeaux ou à les radouber: & demeureront leſdites Marchandiſes libres, de même que toutes les autres generalement qui ne ſont compriſes dans l'Article precedent. De telle ſorte que les Sujets du Sereniſſime Roi Tres-Chrétien pourront en faire le transport non ſeulement d'un lieu où il y ait Neutralité à un autre lieu ou il y ait auſſi Neutralité; ou d'un lieu ou Port ou il y ait Neutralité en un autre qui ſoit Ennemi du Sereniſſime Roi de la Grande Bretagne; ou enfin d'un endroit Ennemi en un endroit où la Neutralité ſoit gardée, mais encore d'un Port ou autre lieu appartenant aux Ennemis dudit Seigneur Roi, en un autre appartenant auſſi à ſes Ennemis, ſoit que ces Ports ou autres Lieux ſoient ſous l'obeïſſance d'un ſeul Prince ou Etat, ou de pluſieurs Princes ou Etats, avec lequel, ou avec leſquels ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne ſoit en Guerre. Pourront reciproquement les Sujets dudit Sereniſſime Roi de la Grande Bretagne faire le transport des ſuſdites Marchandiſes, non ſeulement d'un lieu ou il y ait Neutralité en un autre lieu où il y ait auſſi Neutralité; ou d'un lieu ou Port où il y ait Neutralité en un autre qui ſoit Ennemi du Sereniſſime Roi Tres-Chrétien, ou enfin d'un endroit Ennemi en un endroit où la Neutralité ſoit gardée; mais encore d'un Port ou autre lieu appartenant aux Ennemis dudit Seigneur Roi, en un autre appartenant auſſi à ſes Ennemis, ſoit que ces Ports ou autres Lieux ſoient ſous l'obeïſſance d'un ſeul Prince ou Etat, ou de pluſieurs Princes ou Etats avec lequel, ou avec leſquels ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien ſoit en Guerre. Ne pourra néanmoins ledit transport être fait aux Villes & Places aſſiegées ou bloquées ou inveſties.

V. Pour faire ceſſer tous les differends qui pourroient naiſtre ſur Mer & ſur Terre, il a été convenu que les Vaiſſeaux & autres Bâtimens appartenans aux Sujets du Roi Tres-Chrétien, qui entreront dans les Havres ou Ports du Roi de la Grande Bretagne, & voudront aller ailleurs, ne ſeront tenus qu'à produire & repreſenter leurs Paſſeports & Lettres de Mer, dont le Formulaire eſt inſeré à la fin du preſent Traité, aux Officiers dudit Seigneur Roi, ou s'il y a dans leſdits Ports ou Havres des Navires dudit Sereniſſime Roi de la Grande Bretagne, ou des Armateurs, aux Capitaines deſdits Navires, ſans que pour raiſon de ce, ils puiſſent exiger ni argent ni aucune autre choſe. Que ſi les Vaiſſeaux & autres Baſtimens appartenans aux Sujets du Roi Tres-Chrétien, ſont rencontrez en pleine Mer, ou en Lieux qui ne ſoient de la Domination du Roi, de la Grande Bretagne, par des Navires dudit Seigneur Roi, ou des Armateurs ſes Sujets, leſdits Navires pourront en demeurant dans une diſtance raiſonnable, envoyer leur Chaloupe à bord deſdits Vaiſſeaux & autres Baſtimens des Sujets du Roi Tres-Chrétien; & y feront entrer deux ou trois Hommes ſeulement, qui ſe feront repreſenter par le Maître ou Patron les Lettres de Mer, aprés quoi le paſſage leur ſera libre, ſans qu'on puiſſe les moleſter, viſiter, arreſter, ou les contraindre à changer de route. Les Sujets du Roi de la Grande Bretagne jouïront des mêmes Libertez & Franchiſes, en repreſentant leurs Paſſeports & Lettres de Mer, ſuivant le Formulaire ci-deſſus dit.

VI. Si quelque Vaiſſeau ou Barque appartenant aux Sujets du Roi Tres-Chrétien, allant en un Pays Ennemi du Roi de la Grande Bretagne, eſt rencontré dans ſa route par un Navire de Guerre; de même ſi le Vaiſſeau appartient aux Anglois, & autres Sujets du Roi de la Grande Bretagne, & qu'il ſoit rencontré allant en un Port Ennemi du Roi Tres-Chrétien, il ne lui ſuffira pas de montrer ſes Paſſeports & Lettres de Mer, mais auſſi les Certificats en bonne & deuë forme des Commis & Viſiteurs des Bureaux de ſortie du Port d'ou il eſt party, contenans l'eſtat & la declaration de toutes les Marchandiſes dont ledit Vaiſſeau eſt chargé, afin que l'on puiſſe connoitre s'il n'y a point de Marchandiſes de Contrebande, & de la qualité de celles qui ſont expliquées dans le troiſiéme Article de ce Traité.

VII. Si par la repreſentation deſdits Certificats il ſe trouve qu'il y ait des Marchandiſes de Contrebande deſtinées pour un Port Ennemi, il ne ſera néanmoins permis d'entrer ſous le Tillac du Vaiſſeau, ni d'ouvrir ou de rompre les Coffres, Balles, Malles, & Tonneaux, ni de prendre quoi que ce ſoit que l'on ne ſoit arrivé en un Port, ou l'on fera un fidelle Inventaire en preſence des Officiers des Admirautez, & l'on ne pourra vendre ou échanger aucune choſe, ſi ce n'eſt lors qu'aprés une procedure reguliere les Juges de la Marine auront rendu leur Sentence & confiſqué leſdites Marchandiſes, en laquelle confiſcation néanmoins ne ſeront compris le corps du Vaiſſeau & les Marchandiſes libres y trouvées, que l'on ne pourra retenir & encore moins declarer de bonne priſe, à l'occaſion deſdites Marchandiſes de Contrebande. Si le Vaiſſeau n'eſt chargé qu'en partie de Marchandiſes défenduës, & que le Maître dudit Vaiſſeau offre de les remettre au même tems au preneur, il ne le contraindra point de venir en un Port qui lui ſoit commode, & il lui laiſſera continuer ſa route.

VIII. Les Marchandiſes appartenantes aux Sujets du Roi Trés-Chrétien, qui ſe trouveront chargées ſur les Vaiſſeaux des Ennemis du Roi de la Grande Bretagne, ſeront ſujettes à confiſcation, bien qu'elles ne ſoient pas de Contrebande: Et au contraire les Marchandiſes des Ennemis dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, ne pourront être priſes ni confiſquées ſi elles ſont ſur des Vaiſſeaux appartenans aux Sujets dudit Seigneur Roi Tres-Chrétien, bien que leſdites Marchandiſes fiſſent la meilleure partie de la charge entiere deſdits Vaiſſeaux, à la reſerve néanmoins de celles de Contrebande, à l'égard deſquelles quand elles ſeront ſurpriſes, il en ſera uſé comme il a été marqué dans les Articles précédens. De la même maniere, les Marchandiſes appartenans aux Sujets du Roi de la Grande Bretagne, qui ſe trouveront chargées ſur les Vaiſſeaux des Ennemis dudit Seigneur Roi Tres-Chrétien, ſeront ſujettes à confiſcation, bien qu'elles ne

ANNO 1677.

ſoient pas de Contrebande : Et au contraire les Marchandiſes des Ennemis dudit Seigneur Roi Tres-Chrêtien, ne pourront être priſes ni confiſquées ſi elles ſont ſur des Vaiſſeaux appartenans aux Sujets du Roi de la Grande Bretagne, bien que leſdites Marchandiſes fiſſent la meilleure partie de la charge, ou même la charge entiere deſdits Vaiſſeaux, à la reſerve neanmoins de celles de Contrebande ; à l'egard deſquelles, quand elles ſeront ſurpriſes, il en ſera uſé comme dans les Articles précédens. Et pour empêcher qu'une nouvelle Guerre ſurvenante ne puiſſe faire de tort & de prejudice aux Sujets de celle des Couronnes qui demeurera en Paix, il a été convenu que le Vaiſſeau des nouveaux Ennemis, chargé des effets & Marchandiſes appartenans aux Sujets de ladite Couronne qui ſera en Paix, ne les rendra point confiſquables, s'il en a été chargé avant la fin du délay ci-aprés marqué, lequel délai ſera de ſix ſemaines aprés la declaration de la Guerre, entre Theſoudinghs & Naz en Norvege, de deux Mois entre Theſoudinghs & Tanger, de deux Mois & demi, dans la Mer Mediterrannée, & de huit Mois par tout ailleurs. Ainſi les effets des Sujets du Sereniſſime Roi Tres-Chrêtien, pris ſur des Vaiſſeaux des nouveaux Ennemis du Sereniſſime Roi de la Grande Bretagne, ne pourront être confiſquez ſur ce pretexte, mais ſeront inceſſamment rendus aux Proprietaires, à moins qu'ils n'euſſent été chargez ſur leſdits Vaiſſeaux aprés la fin des délais ci-deſſus dits. Ne pourront néanmoins les Marchandiſes de Contrebande, qui ne ſeront confiſquables pour les cauſes predites, être conduites dans les Ports Ennemis : Et reciproquement les effets des Sujets du Sereniſſime Roi de la Grande Bretagne, pris ſur des Vaiſſeaux des nouveaux Ennemis du Sereniſſime Roi Tres-Chreſtien, ne pourront être confiſquez ſur ce pretexte, mais ſeront inceſſamment rendus aux Proprietaires, à moins qu'ils n'euſſent été chargez ſur leſdits Vaiſſeaux aprés la fin des délais ci-deſſus dits. Ne pourront néanmoins les Marchandiſes de Contrebande, qui ne ſeront confiſquables pour les cauſes predites, être conduites dans les Ports Ennemis.

IX. Et afin que l'on puiſſe être dans une entiere ſeureté, & que les Sujets de l'une & l'autre Couronne n'ayent rien à craindre des Vaiſſeaux de Guerre ; leurs Majeſtez feront tres-expreſſes inhibitions & deffenſes à tous Capitaines de Vaiſſeaux, & à tous Armateurs de faire aucun tort ni dommage aux Vaiſſeaux Marchands à peine d'être punis extraordinairement ; & ſeront en outre contraints, & par corps, à toute reſtitution & reparation du dommage des intereſſez.

X. Et pour cet effet les Armateurs ſeront tenus à l'avenir, avant que leur Commiſſion leur ſoit expediée, de donner des cautions ſuffiſantes & ſolvables, n'ayant aucune part dans l'Armement, & qui ſeront receuës pardevant des Juges competans juſqu'à concurrence de quinze cens Livres Sterlins, ou ſeize mille cinq cens Livres, & s'il y a plus de cent cinquante Hommes ſur leur bord, juſqu'à concurrence de trois mille Livres Sterlins, ou trente trois mille Livres, leſquelles cautions ſeront tenuës ſolidairement avec leſdits Armateurs de tout le tort & dommage qui ſera fait pendant leur cours, ou par eux ou par leurs Officiers ou autres Gens ſous leur charge, contre la teneur du preſent Traité, & de tous autres faits entre leſdits Seigneurs Rois Tres-Chrêtien, & de la Grande Bretagne. Et ſeront en outre leſdits Armateurs caſſez & leurs Commiſſions revoquées, dans leſquelles ſeront toûjours inſerez les noms & la reception de leurs cautions : Et outre ce que deſſus le Vaiſſeau demeurera ſpecialement affecté au payement de tous dommages & interêts.

XI. Le Sereniſſime Roi Tres-Chrêtien, & le Sereniſſime Roi de la Grande Bretagne, voulans que reciproquement les Sujets de l'un deſdits Seigneurs Rois ſoient receus & traitez dans tous les Etats de l'autre, auſſi favorablement que ſes propres Sujets ; donneront les ordres neceſſaires pour faire rendre bonne juſtice, par des Juges non ſuſpects & non intereſſez, ſur les priſes qui ſeront faites ; & leſdits Seigneurs Rois ordonneront expreſſement que les Sentences qui ont été renduës ou le ſeront ci-aprés, ſoient pleinement executées ſuivant leur forme & teneur.

XII. Lors que les Ambaſſadeurs ou autres Miniſtres du Roi Tres-Chrêtien, reſidens en la Cour du Roi de la Grande Bretagne, ſe plaindront de l'injuſtice des Sentences renduës ſur les priſes des Vaiſſeaux ou

ANNO 1677.

Marchandiſes appartenans aux Sujets dudit Seigneur Roi Tres-Chrêtien, ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne nommera au même tems neuf Commiſſaires de ſon Conſeil, dont la Commiſſion ſera ſcellée du grand Sceau, qui connoîtront de l'affaire, & confirmeront ou infirmeront leſdites Sentences ; & leſdits Commiſſaires ſeront tenus de s'aſſembler dans un Mois, à compter du jour de la plainte, & de rendre leur Jugement trois autres Mois aprés : Reciproquement ſi les Ambaſſadeurs ou Miniſtres du Roi de la Grande Bretagne, reſidens en la Cour du Roi Tres-Chrêtien, ſe plaignent de l'injuſtice des Sentences renduës ſur les priſes faites ſur les Sujets dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, ledit Seigneur Roi Tres-Chrêtien à leur requiſition fera revoir & examiner leſdites Sentences en ſon Conſeil, pour les confirmer ou infirmer, & l'affaire ſera terminée dans quatre mois, à compter du jour de la requiſition

XIII. Y ayant Procez entre ceux qui auront fait la priſe d'une part, & les reclamateurs de l'autre ; ſi la Sentence eſt renduë pour la Partie qui reclame, elle ſera executée en donnant caution nonobſtant l'apel ; ce qui n'aura pas lieu lors que la Sentence aura été renduë contre les reclamateurs.

XIV. Comme il arrive quelquefois que les Vaiſſeaux qui font des priſes en tems de Guerre, traitent tres-inhumainement les Maîtres, Pilotes, & Paſſagers des Vaiſſeaux qui ſont pris pour tirer d'eux tel aveu & telle declaration qu'ils ſouhaitent ; il a été convenu que leurs Majeſtez défendront de pareils traitemens ſous des peines tres-rigoureuſes, & feront punir ceux qui en ſeront convaincus comme ils le meritent, & d'une maniere à intimider les autres. Les Capitaines & Officiers qui ſeront coupables de telles inhumanitez & violences, pour les avoir faites eux-mêmes, ou fait faire, ou ſoufertes, ſeront d'abord caſſez ; & ſera en outre procedé contre eux ſuivant l'énormité du délit. Et tout Vaiſſeau pris dont les Matelots & Paſſagers auront été maltraitez, ſera relâché & renvoyé libre avec ſa charge ſans aucune plus ample diſcuſſion en Jugement ou dehors.

XV. A été auſſi convenu que l'on punira tres-ſeverement ceux qui prennent des Commiſſions des Ennemis de l'un deſdits Seigneurs Rois pour faire des priſes ſur ſes Sujets.

XVI. Finalement, que le preſent Traité ſera agréé & confirmé le plutoſt que faire ſe pourra, & que l'échange des Ratifications ſe fera dans deux Mois. A Saint Germain en Laye le vingt-quatriéme Fevrier 1677.

(*L. S.*) ARNAULD. (*L. S.*) R. MONTAGU.

Formulaire des Paſſeports & Lettres de Mer qui doivent être demandées reſpectivement dans les Ports & autres Lieux des Etats du Sereniſſime Roi de la Grande Bretagne par les Vaiſſeaux, Barques & autres Baſtimens, ſuivant la diſpoſition de l'Article cinquiéme, & données par Monſieur le Grand Admiral ou Surintendant de la Navigation, ou par ceux qui ont la Juriſdiction des affaires Maritimes, ou par les Gouverneurs ou Magiſtrats, ou par des Commiſſaires, ou par les principaux Officiers des Bureaux de ſorties.

A tous ceux qui ces preſentes verront, Salut.
Nous Grand
Admiral Nous Commiſſaires prepoſez par Monſieur le Grand Admiral
Nous Gouverneur ou Magiſtrat
Nous Commis & Viſiteurs du
Bureau de la Ville ou Port
Sçavoir faiſons que NN. Maître ou Patron
du Vaiſſeau appellé comparant
devant nous, a affirmé par Serment ſolemnel que ledit Vaiſſeau, du port de Tonneaux ou environ, ſur lequel maintenant il eſt le Maître ou Patron, appartient aux Sujets du Sereniſſime & Tres-Puiſſant Roi de la Grande Bretagne. Ainſi Dieu lui ſoit en aide.

Et comme nous verrions volontiers ledit Maître ou Patron de Vaiſſeau aidé dans ſes juſtes affaires, nous vous requerons tous en general & en particulier, où le ſuſdit Maître ou Patron avec ſon Vaiſſeau & Marchandiſes arrivera, que vous ordonniez qu'il ſoit receu benignement & humainement traité, & qu'il puiſſe en acquitant les Peages & Droits accoûtumez, entrer &

ANNO 1677. demeurer dans vos Ports, Rivieres & Domaines, & en ſortir, naviger, trafiquer & negocier, là & où bon lui ſemblera, ce que volontiers nous reconnoitrons. En témoin de quoy nous avons ſigné ces preſentes, & y avons fait appoſer noſtre Sceau. A le jour de l'an

CLXI.

8. Mars. Tractat zwiſchen Ihro Kayſerl. Maj. Leopoldum eines / und Ihro Churfürſtl. Durchl. zu Cölln andern theils / durch welchen gedachte Churfürſtl. Durchl. der zwiſchen Ihro Kayſerl. Majeſt. und andern hohen Alliirten geſchloſſenen Allianz beytritt / und als ein Getreuer Churfürſt wieder alle Reichs-Feinde zu agiren verſpricht. Nimwegen den 8. Martii ſt. n. Anno 1677. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

C'eſt-à-dire,

Traité entre Sa Majeſté Imperiale LEOPOLD *& Son Alteſſe Electorale de Cologne* MAXIMILIEN HENRI, *par lequel ce Prince accede aux Alliances faites par Sadite Maj. Imp. contre l'Ennemi commun, avec promeſſe de s'y comporter en bon & fidelle Electeur. A Nimegue le 8. Mars ſt. n. an. 1677.*

Im Namen der Allerheiligſten Unzertheilten Dreyfaltigkeit / Gottes des Vatters / Sohns und Heiligen Geiſtes / Amen.

Kund und zu wiſſen ſey jedermänniglich / Nachdem Ihre Churfürſtl. Durchl. zu Cölln ꝛc. in erinnerung ihrer Reichs-Pflichten und der nahen anverwandnus / womit ſie Ihrer Kayſ. Majeſtät verbunden / ſodan der Reichs-Schluſſen und des boni publici, längſt verlangen getragen / neben anderen getreüen und gehorſamben Churfürſten / Fürſten / und Ständen mit der Röm. Kayſ. Majeſt. als ihrem allerhöchſten Oberhaubt ſich nunmehr zu näher zuſetzen / ſie auch dieſes ihr verlangen allerhöchſt-ermeld Seiner Kayſerl. Majeſtät ſchon vor geraumer zeit zu erkennen geben laſſen / und dero Geheimen Rath / Cammereren und Veſtiſchen Stadthaltern Frantz Freyherrn von Neſelrode und zu Trachenberg hierzu abſonderlich inſtruirt und bevollmächtiget;

Als iſt nach reiffen bedacht und erwegung jetziger umbſtänden von Ihrer Kayſerl. Majeſtät Rath / und zu dem bevorſtehenden Friedens-Tractaten bevollmächtigten dritten Geſandten Dietrichen Althet Heinrichen Edlen Herren Stratman und dem obberührten Chur-Cöllniſchen Gevollmächtigten Frantz Freyherrn von Neſelrode und zu Trachenberg auf aller- und gnädigſte Ratification verglichen worden / wie folgt.

I. Erſtlich geſchicht Ihrer Kayſerl. Majeſt. von Ihrer Churfürſtl. Durchleucht die allerunterthänigſte verſicherung / daß ſie mit einigen Feinden Ihrer Kayſerl. Majeſt. oder des Heil. Röm. Reichs in keinem Fœdere oder Verbündnus begriffen / wie ingleichen / daß ſie deren keines mit gemeldten und anderen / ſo ins künfftig Ihrer Kayſerl. Majeſt. Feinde werden möchten / jemahlen eingehen werden: Treten hingegen als ein treüer Churfürſt des Reichs in die zwiſchen Ihrer Kayſerl. Majeſtät und verſchiedene Chur- und Fürſten des Reichs / auch anderen hohen Alliirten geſchloſſene Allianz und verſprechen ſo wol als andere Alliirte bey Ihrer Kayſerl. Majeſt. und dero Alliirten zuſtehen / und zu des Gemeinen Weſens beſten und reſtabilirung eines beſtändigen und reputirlichen Friedens zu laboriren / und nach allen Ihren kräfften / ſowol wieder Franckreich und Schweden / als andere Ihrer Kayſerl. Majeſt. und des Reichs Feinde alſo zu agiren / wie es nach genommenen Concerto allerſeits wird gut gefunden und geſchloſſen: Dahingegen verſprechen auch Ihre Kayſerl. Majeſt. Ihrer Churfürſtl. Durchl. gegen dero Feinde und allen unbillichen Gewalt zu aſſiſtiren und kräfftiglich zu ſchützen / und ſolle dieſer Bund unverbrüchlich gehalten werden / ſo lang als dieſer Krieg dauren wird.

II. Wollen Ihre Kayſerl. Majeſt. ſo wenig / als Ihre Churfürſtl. Durchl. ohne geſambtes gut-befinden und belieben ſich in einige Friedens- oder Stillſtandes-handlungen einlaſſen / weniger ſelbige ſchlieſſen / ſondern ſollen alle dergleichen handlungen anderſt nicht / als mit einhelliger bewilligung / gut-befinden und allerſeits incluſion vorgenommen werden.

III. Zu beförderung der gemeinen ſach und obgemeldter löblichen intention verſprechen Ihre Churfürſtl. Durchl. fünff tauſent Man zuſtellen und zu unterhalten / und ſollen mit ſolchen Völckern dero Veſtungen / als Bonn / Neüs / Kayſerswerth / Rheinberg / Lechenich / Kerpen / und andere / ſo viel es nach geſtaltſam der zeit und läufften vonnöthen / beſetzet / auch nach Ihrer Kayſerl. Majeſt. gut-befinden conjunctim vel diviſim gegen den Gemeinen Feind im Velde agirt werden: und gleich wie Ihre Kayſerl. Majeſtät Ihrer Churfürſtl. Durchl. alle beförderung hierzu von hertzen gonnen: Als wollen ſie bey der Cron Spanien auch in dem Hag durch dero Miniſtros ihre Officia mit anwenden laſſen / damit Ihrer Churfürſtl. Durchl. mit einigen Subſidiis unter die arme gegriffen werde: Jedoch daß dadurch Ihrer Kayſerl. Majeſt. kein Obligation oder Verbündnus jetztgemeldte Subſidia ex proprio zu præſtiren zugezogen werde.

IV. Und damit Ihre Kayſerl. Majeſt. deſtomehr Ihrer Churfürſtl. Durchl. treüeſte devotion und aufrichtige intention in der that verſpühren mögen / ſtellen dieſelbe Ihrer Kayſerl. Majeſt. unterthänigſt anheimb / einige Seiner Churfürſtl. Durchl. nicht unangenehme perſonen vorzuſchlagen / aus welchen Seine Churfürſtl. Durchl. einen Generalem erwehlen wollen / welcher obgedachte geſambte Miliz commandiren / auch in ihr. Churfſ. Durchl. Pflichten mit ſtehen / und nach Kriegs-raiſon ſowohl Ihrer Maj. und des boni publici, als Ihrer Churfürſtl. Durchl. und dero Ertz- und Stiffteren dienſt und Conſervation treülich reſpiciren ſolle; und wollen Ihre Hochfürſtl. Durchl. zu Pfaltz-Neüburg / vermög ihrer mit der Cron Spanien und denen General-Staten geſchloſſener- und von der Röm. Kayſerl. Majeſtät allergnädigſt approbirter und garantirter Allianz, ein Corpo von fünfftauſent Man zuſtellen haben / und kein bedenckens tragen deroſelben Trouppen all ſolchen Generalen bey der Operation gleichfals mit zu untergeben: So ſollen von ſeiner Churfürſtl. Durchl. zu Cölln / ſo viel von obgedacht-ihrer ſeits pacirten 5000. Man nach Kriegs-raiſon aus dero nothwendig zubeſetzen habenden Veſtungen gezogen werden können / darzu geſtoſſen und conjungirt werden / damit ſolche benachbahrte kräfften pro communi cauſa mit deſto beſſerem Succeſs unter einen Capo agiren mögen.

V. Hingegen und in Conſideration der nahen anverwantſchafft und Seiner Churfürſtl. Durchl. zu Ihrer Kayſerl. Maj. erzeigender devotion wollen Ihre Kayſerl. Majeſt. deroſelben Ihre Reſidentz Stadt Bonn / als auch Lechenich / Kerpen / und andere ohrt vollkommlich reſtituiren und einraumen.

VI. Weilen aber Bonn ein ohrt von groſſer importantz / und an deſſen Conſervation ſowohl Ihrer Kayſerl. Majeſt. und dem Publico, als Ihrer Churfürſtl. Durchl. ſelbſten vornemblich höchſtens gelegen / als haben Ihre Churfürſtl. Durchl. ſich erbotten / aus obgedachten 5000. Man dieſen Ohrt / wie auch Lechenich und Kerpen unterm Commando obberührten Generals allezeit genugſamb zubeſetzen / denſelben auch ſothane Plätze nach Kriegs-gebrauch beſt möglichſt zu verwahren und vor aller gefahr zuverſicheren ſchrifftlich einzubinden. Ingleichen wollen Ihre Churfürſtl. Durchl. Ihrer Kayſerl. Majeſt. und dero Alliirten den Paß / retraicte / auch gegen billichen preis Proviant und allen anderen vorſchub unweigerlich darauß leiſten laſſen.

VII. Ihre Kayſerl. Majeſt. verſprechen auch Ihrer Churfſt. Durchl. Ertz- und Stiffter Cölln / Rheiniſch- und Weſtphaliſchen theils ſowohl / als das Veſt Recklinghauſen und das Stifft Hildesheimb / damit obige fünfftauſent Man deſtobeſſer daraus unterhalten werden können / von allen einquartierungen und Contributions-Forderungen Ihrer eigener und aller dero Alliirten / abſonderlich deren im gemelten Ertz-Stifft de facto ſtehender Völcker / nach hinc inde ausgewechſelten Ratificationen dieſes Tractats, beſtändig befreyen / und ſie keines wegs graviren zulaſſen / ſondern ſie darwieder Kayſerlich und mächtiglich zuſchützen / und da einige durchzüge von Ihrer Majeſt. oder dero Alliirten Völckern in dieſen Landen genommen werden müſten / ſolte der Durchzug vorhero Ihrer Churfürſtl. Durchl. notificirt und mit Ihro concertirt, ſolcher ohne dero Landen und unterthanen ſchaden eingerichtet / die marche und Nachtläger nach Ihrer Churfürſtl. Durchl. Commiſſarien anweiſung / auch der rechte und kein umweeg gebraucht / kein unnöthiger Raſtag zugelaſſen / alle Plünderungen / Exactionen und Inſolentien verhütet / die übertretter exemplariter geſtraffet / auch alles in billichen werth vermög der Reichs-Conſtitutionen bezahlt werden. Es wollen auch Ihre Kayſerl. Majeſt. Ihre Churfürſtl. Durchl. in proportionirter ausſchreibung in dero Landen und beytreibung der zu unterhaltung der pacirter anzahl Volcks nöthiger gelder keinerley weis behinderen laſſen.

VIII. Ihre Kayſerl. Majeſt. wollen auch und verſprechen Ihrer Churfürſtl. Durchl. ſambt dero Stiffter und Landen wieder alle dero und des Reichs Feinde / und allen anderen unbillichen Gewalt mit allen ihren kräfften ſo wol / als ſich ſelbſten zu ſchützen / zu verfechten / und zu Garantiren, und bey den bevorſtehenden Friedenshandlungen / zu aller billicher ſatisfaction, auch reſtitution deſſen / ſo etwan durch der Feindliche Waffen occupirt iſt / oder occupirt werden möchte / kräfftiglich zu verhelffen / und dero Intereſſe als ihr eigenes zu reſpiciren, ſolche ſatisfaction aber aus dem ihrigen zu præſtiren nicht verbunden ſeyn ſollen.

IX. Ihre Churfürſtl. Durchl. verſprechen dagegen feſtiglich / auf allen Reichs-Creis- und Deputations-tägen / auch ſonſt in allen vorfallenheiten / das Intereſſe Publicum ſowohl / als Ihrer Kayſerl. Majeſt. und dero Hohen Ertzhauſes nach eüſſerſtem vermögen zu portiren, jederzeit mit Ihrer Kayſerl. Majeſt. Miniſtris und Potſchafftern de Concerto zugehen / und mit dero Votis und Negotiationen Ihrer Kayſerl. Majeſt. allergnädigſte

unterintentionen gleich anderen mit Ihrer Kayſerl. Majeſt. und dero Ertzhauß in Allianz ſtehendeſt Chur- und Fürſten zu ſecundiren auch andere Chur- und Fürſten deſt möglichſt zu gleicher intention und conjunction der Waffen und Conſilio zu diſponiren und dero Intereſſe mit Ihrer Kayſerl. Majeſt. und dem Hochlöbl. Ertzhaus treulich und beſtändig Conſiliis & armis dergeſtalt zu conjungiren und zu verbinden/ daß es nimmer ſepariret werden könne: maſſen Ihre Kayſ. Majeſt. ſich hergegen auch zu einem gleichen allergnädigſt erklären/ alſo/ daß ein des andern theils nutzen und frommen befürderen/ ſchaden warnen/ und da etwas zu eines oder andern theils nutzen oder ſchaden vorkäme/ ſolches jederzeit einer dem anderen vertreulich eröffnen/ und in allen gantz vereinbart gehen ſollen.

X. Ihre Kayſ. Maj. verſprechen auch/ daß ſie Ihre Churfürſtl. Durchl. bey den gebührenden Juribus, Hochheit und Regalien in dero Stadt und Stifft Lüttig ſchützen und erhalten wollen.

XI. Uber dieſen Tractat ſollen innerhalb zwey Monathen von Ihrer Kayſ. Majeſt. und Ihrer Churfürſtl. Durchl. die reſpective aller- und gnädigſte Ratificationes ausbracht und gegen einander zu Wienn ausgewechſelt werden.

XII. Zu Warheits-Urkunt ſeyn hierab zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget/ und von obwolgemelten Abgeſandten Seiner Kayſ. Majeſt./ wie in gleichen von höchſt-gedacht Seiner Churfürſtl. Durchl. Geheimben Rath unter Ihrer Kayſerl. Majeſt. auch Ihrer Churfürſtl. Durchl. reſpective aller- und gnädigſter Ratification unterzeichnet worden. Signatum Nimwegen den 8. Martii ſtylo Novo 1677.

(L. S.) T. A. Henricus Stratman.
(L.S.) Frantz Freyherr von Neſſelrod.

Articuli Secreti in puncto der in dem vorhergehenden Haubt-Receß von Chur-Cölln zuſtellen verſprochenen Fünfftauſend Mann &c. Nimwegen den 8. Martii 1677. mit der darüber von Chur-Cölln ertheilten Ratification. Cölln den 6. Julii 1677. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

C'eſt-à-dire,

Articles Secrets ſur le ſujet des 5000. Hommes que l'Electeur de Cologne doit fournir & entretenir. Avec la Ratification deſdits Articles de la part de l'Electeur. A Cologne le 6. Juillet 1677.

WIr Maximilian Heinrich von Gottes Gnaden Ertz-Biſchof zu Cölln/ des Heil. Röm. Reichs durch Italien Ertz-Cantzler und Churfürſt/ Biſchoff zu Hildesheim und Lüttig/ Adminiſtrator zu Berchtolsgaden/ in Obern und Nieder-Bayrn/ auch der Obern-Pfaltz/ zu Weſtphalen zu Engern und Bouillon Hertzog/ Pfaltzgraff bey Rhein/ Landgraff zu Leuchtenberg/ Marggraff zu Franchimont &c. Bekennen für uns und unſere Nachkommen am Ertz-Stifft offentlich mit dieſem Brief/ und thun kundt/ Nachdem zwiſchen dem Allerdurchlauchtigſten/ Großmächtigſten und Unüberwindlichſten Fürſten und Herrn/ Herrn Leopolden/ Erwehlten Römiſchen Kayſern/ zu allen zeiten Mehrern des Reichs/ in Germanien/ zu Hungarn/ Böheimb/ Dalmatien/ Croatien/ Sclavonien Königen/ Ertz-Hertzogen zu Oeſterreich/ Hertzogen zu Burgund und Steyr/ Kärndten/ Crain und Würtemberg/ gefürſteten Grafen zu Habſpurg/ Tyrol und Görtz &c. Und uns/ wider unſere und des Heil. Röm. Reichs-Feinde und zumahlen zu Abwendung der ſich auf dem Reichs-Boden je mehr und mehr ereigenden Gefährlichkeiten/ vermittelſt unſerer beederſeits hierzu Deputierten Gevollmächtigten als anſeiten Seiner Kayſerl. Majeſt. dero Rath und zu denen bevorſtehenden Friedens-Tractaten bevollmächtigten dritten Geſandten Dietrich Althet Heinrichen Edlen Herrn von Strattmann; An ſeithen unſer aber unſers Geheimen Raths/ Cammerers und veſtiſchen Stadthalters/ Frantz Freyherrn von Neſſelrode und zu Reichenberg/ unter dato Nimwegen den 8. Martii ſtylo Novo dieſes lauffenden 1677. Jahrs nachgeſetzte Articoli Secreti aufgerichtet und beſchloſſen worden/ folgenden Innhalts.

I. Nachdem Ihro Churfürſtl. Durchl. zu Cölln in dem mit Ihrer Kayſerl. Majeſt. heut dato geſchloſſenen Alliantz-Receſs verſprochen fünff tauſend Mann zuſtellen/ und zu unterhalten; Weile aber bey itzigen ſchwehren zeiten und kundbaren verderben des Ertz-Stiffts Cölln/ auch anderer Ihrer Churfürſtl. Durchl. Stiffter und Landen/ dieſelbe ſobald/ als die Nothdurfft erfordert/ mit ſo ſtarcker Mannſchafft nit aufkommen/ und damit dero Reſidentz-Stadt Bonn und andere Veſtungen nach Nothdurfft und genugſamer Sicherheit beſetzen/ weniger gegen die Feinde in Feld agiren können; Als verſprechen und verbinden ſich Ihro Kayſerl. Majeſt. aus dero Seiner Churfürſtl. Durchl. zutragender Freund-Vetterlicher Affection und Kayſerl. Hulden/ Ihro dreytauſend Mann zu Complirung der in bemeldten Haubt-Receſs bedingter fünfftauſend Mann zuzuſchicken/ und ſelbige entweder von dero Armada herzugeben/ oder förderlich anzuwerben/ damit obberührt Ihrer Churfürſtl. Durchl. Reſidentz-Stadt Bonn und Lechenich/ als woran bey itzigen Conjuncturen Ihrer Churfürſtl. Durchl. Ertz-Stifft und dem Reich Haubtſächlich gelegen/ forderiſt beſetzet/ und der übrige Reſt dieſer Mannſchafft/ nach Anlaß des Haubt-Receſs gebrauchen zulaſſen/ und ſollen dieſe dreytauſend Mann in Ihrer Churfürſtl. Durchl. Pflichten/ Commando und Gehorſam mit ſtehen/ und zu Ihrer Kayſerl. Majeſt. und Ihrer Churfürſtl. Durchl. auch der gemeinen Sachen dienſt operiren/ wie es allerſeits intendirter zweck/ und gemeldter Veſtungen ſicherheit erfordert/ und es zwiſchen Ihrer Majeſt und Seiner Churfürſtl. Durchl. concertiret werden ſolle. Hingegen ſeynd Ihro Kayſ. Majeſt. zu frieden/ daß Kerpen mit Ihro Churfürſtl. Durchl. Völckern allein beſetzet werde.

II. Solte aber das Stifft Hildesheim nit alſobald evacuiret werden können/ würde dem Ertz-Stifft Cölln fünfftauſend Mann allein zu unterhalten bey gegenwärtigen deſſen ruinirten zuſtand unmöglich fallen/ und dahero der numerus nur auf viertauſend Mann geſetzet werden/ und Ihro Kayſ. Majeſt. ſolchenfals allein zweytauſend zu ſtellen haben/ gleich wie hingegen ſobald die evacuation dieſes Stiffts Hildesheim geſchicht/ ihre Kayſ Majeſt. über die vorige zweytauſend Mann/ noch tauſend Mann (fals von ihrer Churfürſtl. Durchl. ſolche zahl nit geliefert werden köndte) und alſo dreytauſend Mann ſtellen werden/ Ihro Churfürſtl. Durchl. auch zu Unterhalt alſolcher fünfftauſend Mann gebunden ſeyn wollen und ſollen/ jedoch dergeſtalt/ daß deroſelben hingegen die Diſpoſition gelaſſen werde/ daß ſie in dero geſambten Ertz- und Stifftern die zu ſolcher Unterhaltung nöthige Gelder/ zu Einfolg des ſiebenden in dem Haubt-Receſs enthaltenen Articuli, der proportion nach ausſchreiben und beytreiben laſſen möge.

III. Und obwohlen Art. V. des Haubt-Receſſus Ihro Churfürſtl. Durchl. Reſidentz Stadt Bonn und Lechenich völlig überlaſſen/ ſo iſt doch dabey verglichen/ daß ermeldte Orther auß denen von Ihrer Keyſerl. Majeſt Ihro Churfürſtl. Durchl. zuzuſchicken verſprochenen Volckeren/ jedoch länger nit/ als es ihrer Kayſ. Maj. und ihrer Churfürſtl Durchl. auch des gemeinen Weſens Sicherheit erfordert/ beſetzt bleiben ſollen/ dergeſtalt/ daß der General, oder in deſſen Abweſenheit der an ſeiner Statt Commandierende Ober-Officier ſowohl als die gemeine Soldaten in ihrer Churfürſtl. Durchl. mit-verpflichtung/ Commando und Gehorſamb/ auch deren logier- und billettirung bey Ihrer Churfürſtl. Durchl. diſpoſition ſtehen/ und weilen Ihro Churfürſtl. Durchl. in dem VI. Articul des Haubt-Receſs ſich erkläret und obligiret/ obberührtem General oder in deſſen Abweſenheit dem an ſeiner Statt Commandirenden Ober-Offitier ſcharff einzubinden/ daß ſie die ihnen anvertraute Plätze nach Kriegs-Gebrauch beſt möglichſt bewahren/ und vor aller Gefahr verſichern ſollen/ als thun ſie ſich hiemit weiters declariren/ daß ſie diejenige Inſtruction, welche ſie zu ſolchem Ende angeregtem General behändigen laſſen würden/ vorher mit Ihrer Kayſerl. Majeſt. concertiren wollen.

IV. Verbinden Ihro Churfſl. Durchl. ſich auch/ weder den Biſchoffen von Straßburg/ noch deſſen Bruder Printz Wilhelmen/ wann Er auch reſtituiret werden ſolte/ in dero dienſte zu nehmen.

V. Was daß Stifft Lüttich anberührt/ davon ſolle zu ſeiner zeit mehrers gehandelt werden/ immittelſt wollen Ihro Kayſerl. Majeſt. auf alle Weiß darob ſeyn/ damit ſelbiges mit keinem frembden Quartier mehr beſchwehret werde.

VI. Erbieten ſich Ihro Kayſ. Majeſt. zu Abſtoß- und Abführung der gegen Ihro Churfürſtl. Durchl. von denen Herren General Staaten ſtehenden gewiſſen und bewuſten prætenſions ſchon einmahl in vorſchlag kommene 25000. Reichsthalers dergeſtalt über ſich zu nehmen/ daß ſie ſoviel/ nemlich 25000. Reichsthal. Ihro an denen Ihro von beſagten Herren General-Staaten ausſtändigen Subſidien abziehen laſſen wollen/ und weiter nichts/ nicht weniger bey den Friedens-Tractaten zu befürdern/ daß Ihro Churfſl. Durchl. wegen des nach dem mit Ihnen Herren General Staaten geſchloſſenen Frieden dem Ertz-Stifft Cölln und Stifft Lüttig zugefügten Schadens alle billichmäſſige ſatisfaction widerfahre/ doch dieſes ohne einige particular Obligation, wie ſolches in dem General Tractat Art. XXX. vorgeſehen.

VII. Gleicher geſtalt wegen deren in ſeiner Churfſl. Durchl. Ertz-Stifft Cölln noch liegenden Oßnabrugiſchen und anderer Allirten Trouppen, auch deren würcklichen unfehlbahren Abführung/ und gedachten Ertz-Stiffts Cölln künfftiger völliger Befreyung halber/ referiren ſich Ihro Kayſ. Maj. auf den VII. Articul des Haubt-Receſſus, dabey ſie es ohne einige veränderung allergnädigſt bewenden laſſen/ auch zu etwas Ergötzung dieſes erlittenen Schadens alle ihre Officia bey der Cron Spanien und denen Herren General Staaten möglichſt einlegen wollen/ weilen dieſe Oßnabrugiſche Einquartierung meiſtens ihnen beeden zum beſten beſchehen/ daß ſeiner Churfürſtl. Durchl. hingegen von ihnen beeden deßwegen einige Subſidien verwilliget werden.

VIII. Dieſe Secreti Articuli ſollen eben dieſe Crafft haben als wann ſie von Wort zu Wort/ dem heut dato geſchloſſenen Haubt-Tractat inſeriret wäre/ und ſollen dahero über dieſe Secreten Articulen die Ratificationes ebenfalls ehiſt möglichſt zu Wien ausgewechslet werden. In Warheits Urkund ſeynd hierob zwey Exemplaria gemacht/ und gleich mit dem Haubt-Tractat unter-

unterſchrieben worden. Signatum Nimwegen den 8. Martii 1677.

(L.S.) T. A. Stratman.

(L.S.) Frantz Freyherr von Neſſelrode.

Als thun wir ſolch obbeſchriebene Secretos Articulos in allen und jeden Puncten/ Clauſulen/ Innhalt und Begreiffung Unſeres Theils ratificiren/ beſtätigen und bekräfftigen für Uns und Unſere Nachkommen am Ertz-Stifft mit Unſeren Churfl. Wort verſprechend/ daß wir alles und jedes/ ſo viel uns hierin betrifft/ würcklich halten/ leiſten und erfüllen/ auch auf alle weis verhindern wollen/ daß weder von den unſerigen noch andern in kein weg darwider gehandlet werde. Zu deſſen Urkunde haben wir gegenwärtige Ratification mit Unſerer eigener Hand unterſchrieben/ und mit Unſern Churfürſtl. Inſiegel bekräfftigen laſſen. Geben in Unſerer Stadt Colln den 6. Julii Anno 1677.

Maximilian Heinrich Churfürſt zu Colln.

(Locus
Sigilli appreſſi
Electoralis.)

CLXII.

24. Avril. *Fœdus inter* LEOPOLDUM *Romanorum Imperatorem*, *&* JOANNEM III. *Regem Poloniæ*, *quô priora Fœdera inter Poloniam atque Auſtriam inita renovantur*, *mutuum ſibi invicem auxilium*, *perpetuamque Pacis atque Commerciorum culturam pollicentur*; *Actum in Civitate Viennæ & Arce Regia Varſovienſi die* 24. *Aprilis* 1677. Cum RATIFICATIONE *Regis Poloniæ*. *Data Varſoviæ Anno* 1677. [Chwalkowski Jus publicum Regni Poloniæ. pag. 256.]

UNiverſis & ſingulis Regni & Dominiorum Noſtrorum auctarumque illi Provinciarum, cujuscunque Status, Conditionis, Dignitatis & Præeminentiæ Subditis Noſtris præſentibus Literis ſignificamus.

Quod cum inter primarias muneris noſtri Regii curas poneremus, ut poſt felicem Electionem & Coronationem noſtram Fœdera & Pacta, quæ inter Sac. Cæſ. Majeſtatem Domumque Auſtriacam & Sereniſſimos Prædeceſſores noſtros antiquitus interceſſerunt novis utrinque nexibus roborarentur, Populorumque tranquillitati & bonæ Vicinitatis cultui, quæque inde dependent, correſpondentiarum & Commerciorum uſui proſpiceretur; Fidei Pacta eadem renovanda & confirmanda eſſe duximus: prout renovamus & confirmamus. Quorum tenor ſequitur ejusmodi.

Nos Leopoldus, Divina favente Clementia, Electus Romanorum Imperator, ſemper Auguſtus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ & Slavoniæ Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchio Moraviæ, Dux Lucenburgiæ, ac Superioris & Inferioris Sileſiæ, Wittenbergæ & Techæ, Princeps Sueviæ, Comes Habspurgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, & Goritiæ, Lantgravius Alſatiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Luſatiæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. &c.

Et nos Joannes III. Dei gratia Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, ac Ruſſiæ, Pruſſiæ, Maſoviæ, Samogitiæ, Livoniæ, Smolenſciæ, Kijoviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Severiæ, Zcrniechoviæque.

Tenore præſentium recognoſcimus ac notum facimus univerſis & ſingulis, præſentibus & futuris, harum notitiam habituris. Quandoquidem, qui Chriſti locum in Terris gerunt, eos in hoc elaborare maxime decet, ut cujus locum obtinent, ejus veſtigiis incedant: Nos memoriâ tenentes, quod non aliunde poteſtas noſtra ſit, quam ab eo, a quo nomen ducimus, cujus appellatione cenſeri volumus, Domino Noſtro Jeſu Chriſto, qui, quos ipſe Nobis ſubjecit Populos, eos loco ſuo regere nos voluit, & gubernare; huc omnes curas, & cogitationes Noſtras convertendas duximus, ut quatenus id humanitus præſtari poteſt, adjuvante eo, cujus id ſolius munere contingit, quàm proximè ad ſimilitudinem ejus accederemus, per quem Reges regnant, & Principes imperant, & Potentes decernunt Juſtitiam. Quoniam verò, non ille potentiam ſuam, non ſapientiam, ſed eam ſolam, qua Societas hominum inter ipſos continetur, dilectionem, quâ nos prior ipſe præter meritum ullum, proſecutus eſt, imitari voluit, ut ſicut ipſe dilexit nos, ita & ipſi viciſſim diligeremus invicem, ac Pacem, concordiam, tranquillitatemque mutuam inter nos conſervaremus: Neque poteſt illi ſacrificium ullum à mortalibus offerri gratius quam ſit fraterna charitas, inter unius corporis membra. Hanc illius dilectionem, qui nobis tot Civitates, tot Populos, lingua, moribus, habitu inter ſe diſſidentes, tot tam latè patentes Provincias, tot ampliſſima Regna ſubjecta eſſe voluit, præcipue pro virili noſtra imitandam eſſe duximus. Itaque cum inter recolendæ memoriæ Majores noſtros, jam inde à longiſſimo tempore certamen amoris, benevolentiæque mutuæ, ſuſceptum fuiſſe cognoviſſemus, cujus rei tanquam teſtes ſunt Pactorum & Fœderum Litteræ, quæ inter Auſtriacam & Jagellonicam Domos, quæque inter utriusque Domus Regna, Imperia, Provincias, Populos & Nationes, nominatim verò, quæ inter quondam Albertum Archiducem Auſtriæ, cum quondam Caſimiro Poloniæ Rege, & Divum Fridericum Imperatorem, cum eodem Caſimiro Rege, poſtea verò etiam inter recolendæ memoriæ Ferdinandum & Maximilianum Imperatores; cum iisdem recolendæ memoriæ Sigismundo Auguſto Rege, ac tandem inter Rudolphum II. & ſucceſſivè Matthiam, nec non Ferdinandum II. Imperatores, & quondam Sigismundum III. ac Vladislaum Sereniſſimos Poloniæ ac Sueciæ Reges itidem præclariſſimæ memoriæ, interceſſerunt. Nos Majorum noſtrorum exemplo provocati, qui ſummam ſemper inter ſe neceſſitudinem & amicitiam conſervare ſtudebant, atque eam arctis præterea affinitatis vinculis fortius colligabant, quàm ut diſſolvi facile poſſet, ea nimirum Pacta & Fœdera, quæ inter præfatos Majores noſtros, quondam Albertum Archiducem Auſtriæ, Fridericum, Ferdinandum, Maximilianum II. Rudolphum II. & Matthiam nec non Ferdinandum II. Imperatores præclariſſimæ memoriæ, atque Caſimirum, Sigismundum Auguſtum, & quondam Sigismundum III. ac Vladislaum obſervata fuerunt, id quod felix, fauſtum, & fortunatum Deus eſſe velit utrique noſtrum, ac utriusque noſtrum Imperiis, Regnis, Terris, Civitatibus, Populis & Nationibus in Dei Opt. Max. nomine, à quo tanquam fonte perenni manat, quidquid bonarum eſt rerum, inter nos quoque, & pro Nobis & Succeſſoribus noſtris, continuanda, confirmanda, inſtauranda, & renovanda, atque adeo declaranda, corroboranda & amplificanda duximus, ita ut continuamus, confirmamus, inſtauramus, renovamus, declaramus, corroboramus, & amplificamus, præſentium per tenorem. Ac primum quidem, ſicut in Litteris quondam Alberti Archiducis præſcriptum eſt, Nos omni honore, fide & amore, invicem proſequi & promovere debemus & volumus in locis omnibus, & temporibus, ubi Nobis id faciendi ſe facultas obtulerit, citra dolum & fraudem aliquam, neque committemus unquam, ut alter alteri, aut familiaribus ejus, Vaſallis & Subditis quibuscunque, Regnis, Ducatibus, Terris, & Civitatibus ei ſubjectis, & ſub ejus obedientia & defenſione conſtitutis, quacunque ex cauſa Bellum inferamus, inimicitias denunciemus, diffidamus aut hoſtiliter eos impetamus, per Nos, aut ſubmiſſas perſonas, fraude & dolo ſemotis. Ac non modo ipſi ab ejusmodi rebus abſtinebimus, verum etiam Subditos noſtros, & quicunque in fide poteſtateque noſtra ſunt, eos prohibebimus, ac ab omni vi, modo ſuperius deſcripto, temperare ſibi cogemus. Habebunt etiam poteſtatem homines noſtri, cujuscunque ſtatus & conditionis fuerint, in quibuscunque Terris, Dominiis, Civitatibus noſtris & noſtræ obedientiæ ſubjectis agendi & commorandi, atque inde etiam liberè & ſecurè, cum illis viſum fuerit, diſcedendi. Deinde, ſicut etiam Literis Divi Friderici cautum eſt, ita nos invicem uniendos, obligandos, alligandos, confœderandos duximus, quemadmodum unimus, obligamus, promittimus, alligamus, confœderamus, præſentibus, quod ex hoc tempore ipſo, perpetuo, realiter, & cum effectu invicem & mutuo obligati, alligati & Confœderati ſimus & erimus, & inter nos & Subditos noſtros, nec non Regna, Principatus, & Dominia, quæ nunc uterque noſtrum poſſidet, & quæ Deo concedente in futurum acquiremus, conſtans, perpetua, indiſſolubilis & Chriſtiana

tiana Pax eſſe & ſervari debet, & debebit, & in omnibus utriuſque noſtrûm honorem, Dignitatem, Statum, augmentum, concernentibus, & concernere valentibus, mutuo nobis auxiliabimur, conſulemus invicem, promovebimus, & aſſiſtemus, nec alteruter noſtrum quidquam faciet, cupiet, pertractabit, aut molietur, quod contra alterutrum noſtrûm Regna, Principatus, Dominia, Subditos, honorem, Statum, Dignitatem, aut augmentum ſit, ſeu eſſe aut tendere poſſit. Neque noſtrum alter alteri, ipſius Regnis, Principatibus, Dominiis & Subditis Bellum, damnum, aut quodvis aliud nocumentum inferet, nec à ſuis quovis quæſito colore inferri permittet, ſed quilibet noſtrum, contra Subditos ſuos, qui hujuſmodi faciunt aut facere, aut moliri vellent, totis viribus ſuis & potentia, in Terris & Dominiis ſuis conſurget, & eos, pro hujuſmodi exceſſibus, pœna condigna puniet & caſtigabit, donec damnorum datorum integram compenſationem & refuſionem faciant. Præterea nullus noſtrum ad alterius Regna, Principatus, & Dominia, aſpirare aut anhelare debet, nec alterius noſtrum Regna, Principatus, Dominia, & Subditos, ſi quos (quod Deus avertat) ab altero noſtrum deficere, recedere, aut rebellare contingeret, contra alium, ejus Regna, Principatus, Dominia, & Subditos ſuſcipere, tenere, protegere, juvare, aſſiſtere, neque conſulere aut favore proſequi debet, neque à ſuis talia fieri patiatur, ſed contra tales infideles unus alteri auxiliabitur, & aſſiſtet, atque Dominiis ſuis excludet. Si verò alter noſtrum ejus Regna, Principatus aut Subditi, contra alterum, ipſius Subditos, Principatus aut Dominia actionem realem, ſeu perſonalem, Civilem ſeu criminalem, aut qualemcunque querelam habet, aut impoſterum habuerit, ſi ſuper ea non potuerimus amicabiliter concordare, tum neque ipſi, neque Subditi contra alterum, ipſiusque Subditos, Regna, Principatus, & Dominia quidquam via facti attentare, neque ſibi ipſi jus dicere, aut ulciſci, ſed ſuper eo, jure & non aliter experiri debent. Cæterum pro majore ſupra-ſcriptorum Fœderum declaratione, proque tranquilliore Subditorum noſtrorum ſtatu, quiete, & bonæ viciniatis conſervatione, & quo firmior inter nos, Regna, & Subditos noſtros, Pax, Amicitia, & benevolentia perpetuo conſtare queat; utque omnes diſſidiorum cauſæ, quoad ejus fieri poteſt, præſcindantur: ordinamus, ſtatuimus, declaramus, & volumus quod cum initio ſcriptum eſt, quod mutua nobis invicem auxilia ferre debemus. Quomodo alter alteri auxilia ferre velimus, id in arbitrio utriuſque noſtrum, & Ordinum Regnorum noſtrorum, poſitum eſſe debere, hoc tamen expreſſo, ut liceat utrique noſtrum ex Terris & Provinciis alterius Voluntarios Milites, ære ſuo conductos, educere, & arma in uſum ſuum exportare; Eatenus tamen Milites educere liceat, quatenus id ſciente fiat altero noſtrum, neque ſit alteruter noſtrum Bello ſuo proprio contra hoſtes aliquos ſuos impeditus. Hoſtibus verò ne id liceat, neve favor ullus præſtetur, qui alteri obeſſe poſſit, ita tamen, ut nedum juxta præſcripta majorum noſtrorum Fœdera, nullus noſtrum alteri, vel ipſius Regnis, Principatibus, Dominiis, & Subditis Bellum, damnum aut quodvis aliud nocumentum inferre, ſed neque alterius hoſtes aut Rebelles fovere, protegere, ſeu eis aſſiſtere, vel favorem, conſilium, aut auxilium quovis modo præſtare debeat.

Volumus præterea, vias & flumina publica, nec non Commercia, & negotiationes mutuas, per Regna, & Provincias noſtras omnibus, & ſingulis Regnicolis, Provincialibus, & Subditis noſtris, tam Terra quam aquâ utrinque liberas eſſe, nec ullis unquam interdictis, arreſtationibus, ſeu repreſſaliorum conceſſionibus impediri, ſed utriuſque noſtrum Subditos, in alterius Regnis & Dominiis, libero tranſitu ac fide publica, quem Salvum Conductum vocant, non minus quam proprios cujuſque Subditos gaudere, uti, ac frui poſſe & debere. Neque denique cuiquam noſtrum, aut his, qui Nobis Subditi ſunt, querelas & actiones ſuas, ſi quæ jam ſunt, vel futuris temporibus oboriantur, aliter quàm mediante Jure proſequi liceat. Ut autem omnes vel protelatæ, vel denegatæ Juſtitiæ querelæ, tam inter nos, quam Subditos noſtros, hinc inde præcaveantur, ſed cuique expeditum Jus & Juſtitia ſummarie, & de plano adminiſtrari, ejuſdemque debita executio, effectualiter obtineri valeat. Convenimus & concordavimus, quod ſi quis noſtrum vel unius noſtrum Subditi, contra alterius unum, vel plures privatos Subditos, actiones ſive perſonales ſive reales intentarent, tunc ſemper Pars agens Forum & Judicium ipſius rei ſequi debeat; Et quod in perſonalibus, Injuriarum, violentiarum, ſuper ſpoliatione, ſeu ſimilibus, Judex permiſſione ſubitarii Judicii, citra dilationum & exceptionum admiſſionem, Actori forenſi, de ſimplici & plano Juſtitiæ complementum facere; In realibus verò, ſecundum uniuſcujuſque Ditionis conſuetudinem, ita procedere teneatur, ut quilibet, citra dilationem, Juſtitiæ executionem obtinere queat, id quod per ſuperioritates & Magiſtratus fideliter provideri & dirigi par eſt. Quod ſi alter noſtrum contra alterius Provinciam vel Communitatem aliquam, vel viciſſim Provincia, Communitas, vel privati Subditi unius noſtrum, contra alterum ex nobis, vel ejus Provinciam ſeu Communitatem privatas actiones prætenderent, tunc cauſæ hujuſmodi coram alterius noſtrum, ſub quo Pars rea degit, Conſiliariis ſeu Commiſſariis, per eundem juxta Partium conditionem & cauſarum exigentiam, non minus ſeptem numero deſignandis, ſummarie audiri, & vel amicabiliter componi, vel Jure mediante determinari, & executioni demandari debent. Porro ſi inter noſmet ipſos Reges, ſeu forſan Regna & Provincias noſtras, tum metarum, & terminorum, tum Commerciorum, ſeu quarumlibet aliarum tam veterum, quam novarum cauſarum, Jurium, vel obligationum occaſione, querelæ, gravamina, & controverſiæ ſuborientur, tunc alter noſtrum, qui vel cujus Regnum ſeu Provincia, Jus, vel querelam prætendit, alium per Nuncios, vel Litteras ſuas amicabiliter informare, ac pro tollendo, ſarciendo, amovendoque gravamine, admonere & requirere debet. Quodſi obtinere nequeant, tunc quilibet noſtrum, ſtatim intra duorum Menſium ſpatium à facta amicabili requiſitione, tres Conſiliarios ſuos è Proceribus Regnorum, Hungariæ, Bohemiæ, Moraviæ, Sileſiæ, & vel ex aliquibus harum prout quodque negotium ad aliquam harum Provinciarum pertineat, vel etiam ex omnibus pro exigentia & gravitate negotii, ab una, Regnique Poloniæ, & Magni Ducatus Lithuaniæ ab altera partibus, ad convenientem diem, & locum, per Partem læſam ſeu querulantem nominandum, ſemota omni excuſatione mittere debeat. Qui utriuſque noſtrum Conſiliarii ſummam imprimis diligentiam adhibeant, quo hujuſmodi querelæ, gravamina, & controverſiæ, inter nos, Regna, & Provincias noſtras amicabili compoſitione tranſigentur, eâ verò non ſuccedente, tunc læſa Pars ſive agens, coram prædictis ſex Conſiliariis, actionem ſuam, ſtatim ipſo die, juridicè exhibendi poteſtatem habeat, idque duplicatis ſcripturis, quarum unam Conſiliarii penes ſe retineant, aliam verò Parti reæ tranſmittant. Quo facto Pars rea reſponſum ſuum, etiam ſcriptis duplicatis ſæpedictis Conſiliariis vel ei, cui ex illis hoc demandatum fuerit, intra ſpatium proximorum duorum Menſium, à tranſmiſſo actionis libello, mittere teneatur, ut ſcilicet Actor Replicas, Reus verò Duplicas ſuas, ac præterea, utraque Pars, tertiam quoque concluſionem, & ſubmiſſivam ſcripturam, de bimeſtri in bimeſtre duplicatis, ut præfertur, ſcriptis, offerre queat. Eo ſanè modo & ordine, utrique Parti tranſmittendis, ſicut de actionis libello demonſtratum eſt. Oblatis tandem ſucceſſive ab utraque Parte duplicatis trinis ſcripturis, in quibus utrinque omnia Jura ſua explicabunt, ſex illi Commiſſarii Partibus ad promulgandam Sententiam, inter proximum ſequens bimeſtre, diem, ad eum locum, ubi cauſa primo agi cœpit, indicent; quo loco & tempore Partes per Procuratores ſuos pleno mandato ſuffultos comparere, illicque & ipſi Conſiliarii convenire, ac diligenter viſis ſcriptis & diſcuſſis Actis totius cauſæ, Partes rurſum ad concordiam & amicabilem compoſitionem invitare, & cohortari, nihilque in eo operæ & diligentiæ intermittere debeant. Quam ſi ne tunc quidem inter Partes obtinere queant, ſtatim ad ferendam Sententiam procedant, ac id quod Juris & Juſtitiæ fuerit, cognoſcant & decernant. Quod ſi ſupradicti Conſiliarii, de ferenda Sententia, ſive interlocutoria, ſive definitiva fuerit, concordare non poſſint, tunc toties quoties opus fuerit, Arbitrum communi voce deligant, vel per quamlibet Conſiliariorum Partem, duabus idoneis Perſonis propoſitis, ex iiſdem ſorte conſtituant: cujus partes ſint, huic Conſiliariorum opinioni, quæ & Juri & æquitati magis conſona videatur, ſubſcribere, eandemque laudare & approbare. Quidquid autem per ipſos Conſiliarios noſtros, ſeu majorem eorum partem ſeparatim, vel per eoſdem vel Arbitrum conjunctim decretum & pronunciatum fuerit, id ratum firmumque maneat, ac ſtatim debitæ demandetur executioni, remota omni planè appellatione, ſupplicatione, reductione, in integrum reſtitutione, aliiſque Juris Beneficiis & remediis etiam motu proprio conceſſis, obtentis, non obſtantibus.

Debent autem Conſiliarii, per nos pro tempore deputandi, nec non & Arbiter ipſe per nos, & quantum ad quemlibet Noſtrum ſpectat, ab obedientiæ & Juramenti debito, ad eam cauſam tantum abſolvi, ac pro adminiſtranda Juſtitia, novo conſuetoque Juramento obſtringi. Quod ſi pendente lite unus vel plures ex ipſis Conſiliariis mortem obierit, tunc in demortuorum locum, prout ad quemlibet noſtrum pertinebit, alios ſemper ſorrogabimus. Ipſi quoque Conſiliarii non plures ſcripturas admittant, aut terminos alio modo, quàm ſupradictum eſt, prorogandi aut alterandi poteſtatem habeant, ſed forma, & modo illis conceſſo procedant, excepto caſu, quo Partes teſtes producere neceſſe haberent, tunc ipſi Conſiliarii Juriſdictionem ſuam prorogandi poteſtatem habeant, tantisper donec teſtes ejus cauſæ conſcii, ſecundum Juris diſpoſitionem legitime producti & auditi fuerint, ita tamen, ne ulla minus neceſſaria prorogatio quæratur, vel admittatur, ſed omnes teſtes ad unum diem & terminum quantum fieri poteſt, audiantur, à publicatis atteſtationibus, non niſi unica ſcriptura à qualibet Parte recipiatur. Proinde quo magis Regna, Principatus & Dominia noſtra, ab omni Bellorum, deprædationum, latrociniorum, hoſtilitatisque periculo libera, ſecura, purgataque eſſe queant, conventum inter nos eſt, quod nullus noſtrum alterius, ſeu Regnorum, Provinciarum, vel Subditorum ſuorum diffidatores, hoſtes, homicidas, raptores, ſeu damnificatores, nec non profugos cujuscunque conditionis ſive Eccleſiaſticos ſive ſæculares, item Rebelles Subditos, quicunque in alterius noſtrum Regnis & Ditionibus reperti, denunciati, vel per noſmet, aut Officiales noſtros pervestigati fuerint, nequaquam amplius fovere & aſſecurare, multo minus verò per Subditos noſtros ullo Hoſpitio, auxilio, ſive receptatione quocunque prætextu, directè vel indirectè, publice vel occulte recipere, juvare, vel intertenere debeat, ſed ubicunque hujusmodi graſſatores, raptores, diffidatores, & damnificatores, ubi ibet in præfatis Regnis & Ditionibus noſtris deprehenſi fuerint, contra eos, juſſu noſtro & directione, atque accurata diligentia Officialium, utrobique Parti læſæ, atque deferenti Juſtitia immediatè atque irrecuſabiliter permitti atque adminiſtrari, aut etiam citra Partium requiſitionem de iis, ut communibus hoſtibus, à Capitaneis & Magiſtratibus, ubicunque ex officio inquiri, inſequi, & pœnaliter procedi debeat. Caſu autem quò aliquis ex Officialibus, aut Subditis noſtris, propter receptationem, aſſecurationem vel defenſionem antedictorum diffidatorum aut omiſſionem antedictorum diffidatorum inſecutionis, captivationis, ſive animadverſionis ſcienter contravenerit in tales utrobique, ſive delati à Parte altera, ſive alias veroſimili ſuſpicione deprehenſi forent, Capitali ſupplicio irremiſſibili debet animadverti.

Quod ſi alterius noſtrum, unus vel plures Incolæ vel Subditi, alteri noſtrum ſeu Regnis & Dominiis noſtris, generaliter vel ſingularibus perſonis, Incolis, & Subditis, privatim hoſtilitatem denunciaverint, tunc ſtatim Præfectus, Capitaneus aut Officialis illius loci ſive Diſtrictus, cui diffidatio indicta eſt, Generales, Præfectos, & Capitaneos Regnorum, & Provinciarum alterius noſtrum, ſub quo tales diffidatores degunt, ea de re certiores reddere, ipſiſque exemplar diffidatoriarum Literarum transmittere debeat. Quo accepto præfati Præfecti & Capitanei, diffidatores pro publicis hoſtibus judicare, promulgare, publicare, omnibusque & ſingulis Incolis cujuscunque ordinis & conditionis extiterint, eorum conſuetudinem interdicere, & ne a quoquam hoſpitio recipiantur, aut conſilio, auſilio, ſive re ulla alia juventur prohibere & cavere, bonaque diffidantium applicare Fiſco & Cameræ Regiæ, ac proinde in hoſpites, ſocios, conſcios, & complices, pari quoque ſeveritate animadvertere teneantur, ignorantiæ excuſatione univerſis penitus ſublata. Quod ſi quispiam Præfectus, Capitaneus, aut Magiſtratus, in hujusmodi caſibus ſubitam Juſtitiam adminiſtrare cunctaretur, aut etiam alias ex Officio, inquiſitione, inſecutione, & animadverſione debita non procederet, tum tales noſtræ punitioni immediate obnoxii, & rei eſſe debeant. Ut autem præcipuus diffidationum, & graſſationum fons, quo hujusmodi latrocinia imprimis aluntur è medio tollatur coerceaturque licentia & impunitas receptandi hoſtes, prædones & diffidatores, ſerio inter nos convenit, ut omnes promotores, detentores, receptatores, complices, dictorum facinoroſorum hominum, qui vel notorietate facti, vel ex veraci denunciatione ſpoliatorum, aut ex fuga Captivorum, (modo tales captivi aut ſpoliati bonæ fidei & integræ famæ ſint) ſive aliis tam manifeſtis indiciis, ut ulteriori probatione res non egeat, convicti vel deprehenſi forent, iidem citra ulteriorem purgandi ſui admiſſionem & conceſſionem, ſpoliatis & damnum paſſis, ad reſtitutionem & ſatisfactionem probabilium damnorum, de bonis ſuis teneantur, aut ſi ſolvendo non ſint, ſecundum qualitatem delicti corpore luant. Quod ſi tales etiam patrati criminis conſcii, vel complices eſſent, & ad illata damna, cædemque evidentem cauſam ſcienter præbuerint, iidem non tam Parti ad reſtitutionem damnorum, ut jam præmiſſum eſt, teneantur, quam & ſuperioritatis ſuæ cognitione ad ſumendum de iis pro modo delicti ſupplicium, citra evaſionem ſubjaceant. Si verò aliqui receptatorum aut complicum non omnino manifeſtis indiciis, nec apertis Captivorum Confeſſionibus, ſed alias delati, & de tali facinore ſuſpecti potius, quam convicti fuerint, contra tales, tam ex delatione damnificatorum, vel alterius ſuperioritatis Officialium, quam ex Officio, per Capitaneos aut Magiſtratus ejus Regni, aut Ditionis, in qua fuerint, hac tamen conditione, differentia ſive moderatione debet procedi, ut ſi forent Nobiles, aut poſſeſſionati Cives antehac in talibus non infamati, neque ullis prioribus Confeſſatis ſuſpecti, tales in caſo negationis, ſeſe proprio eorum Juramento, coram ſupremo ejus Ditionis Magiſtratu, publice de hujusmodi infamatione exonerare & purgare queant.

Si vero iidem anterioribus infamiæ, aut Confeſſatorum præjudiciis notati, aut ſemi-manifeſti forent, ita tamen ut hujusmodi confeſſata, non omnimodè certum facti indicium præbere poſſent, tales etiam ad purgationem ſui, medio Juramento, etiam tertia manu integræ famæ poſſeſſionatorum vicinorum, admitti, aut ſi in utroque caſu, in purgatione ſui defecerint, debitæ Capitis animadverſioni ſubjici debeant. Quod ſi quis ex Regnis & Provinciis noſtris, auſu temerario contra Jus & æquitatem, ac publica mutuaque Regnorum noſtrorum Fœdera, in alterius Regna vel Ditionem, excurſionem, & irruptionem faceret, atque ibi Mercatores, & vectores deprædaretur, aut detineret, homines occideret, vel abduceret, pecora abigeret, incendio ſæviret aut alio quovis modo damnum & injuriam inferret, & patrato nefario ſcelere rurſum ſe domum vel cum præda ſecurus, vel fugiens inſequentium manus, in hoſpitia conſueta & ſolita diverticula reciperet, tum in eo Regno Præfecti illius Territorii, vel Diſtrictus, & omnes Incolæ, totaque vicinitas, mox, ut à damnificatis & injuriatis ſeu quibusvis aliis hoſtem, prædonem, & communium Fœderum violatorem inſequentibus commonefacti, evocatique extiterint, debeant læſis ferre opem, adeſſe in armis, fortiter & graviter inſequi, & inquirere noxios, & turbatores Pacis publicæ & tranquillitatis. Et ſi ſui tuendi cauſa, in aliqua Caſtra & Fortalitia, vel loca abdita, ſeu natura munita profugerint, acrius ac diligentius inſiſtere, & ipſos & eorum hoſpites, ſocios, conſcios, compliceſque obſidere, oppugnare, & ita omnes ad deditionem urgere, ad debitum ſupplicium trahere, & ad reſtitutionem, recompenſationemque damnorum illatorum cogere teneantur. Si qui autem negligentiores & remiſſiores in differendo offenſis auxilio & in proſequendo hoſtes & damnificatores ſeſe exhibuerint, hi ſciant, ſe indignationem noſtram, & ſeveram animadverſionem irremiſſibiliter incurſuros eſſe. Si verò contingeret, aut per ſubordinationem ſuperioritatis, aut alios, qui per damnificatos atque diffidatos contra præmiſſos damnificatores, diffidatores, malefactores, receptatores, aut complices captivandos, ſive etiam jam tunc captivos, & convictos, in alterutrius Regnum & Ditionem, pro imploratione Juſtitiæ mitti, iidem Imploratores non ſolum ad executionem Juſtitiæ, pro ratione delicti, cum omnibus in tali facto neceſſariis admitti, & provideri, verum etiam tam in loco adminiſtrandæ Juſtitiæ, quam in reditu ad propria, omnimode tuti atque aſſecurati eſſe debeant. Caſu etiam quo in alterutrius noſtrum Regno & Ditione, aliquis ex Nobilibus, aut aliis zelo honeſtatis, & ſtudio ſupprimendorum publicorum malefactorum aut Juſſo Magiſtratuum, aut motu proprio, hujusmodi publicos prædones & graſſatores inſequeretur, idque ſibi à quoquam ut inhoneſtum exprobraretur, talis exprobratio, nulli cujuscunque ſtatus, ullum honoris ſui diſcrimen, imminutionem, & præjudicium aliquod generare queat, ſed exprobrator ad revocationem probri unà cum aliquali carceris punitione & reſtitutione impenſarum cogi, atque læſum rogare debet,

ANNO 1677. bet, ut ſibi talem injuſtam imputationem propter Deum remittere velit.

Cum denique noſtra Regnorumque & Provinciarum noſtrarum maximoperè intereſt, ut in Regnis & Dominiis noſtris, bonam eandemque juſtam habeamus Monetam, quamobrem pro bono communi, utrinque curabimus, & efficiemus, ne illegitima, prava, & reproba Moneta, in Regnis & Provinciis noſtris cudatur recipiaturque. Quod hac ex parte quæſtio inter nos incideret, agemus quantum opus fuerit, cum Ordinibus Regnorum, Provinciarumque noſtrarum atque eorum aſſenſu, Commiſſarios noſtros utrinque deputabimus, qui habita ratione communium Regnorum, Provinciarumque noſtrarum eas teneant, ineantque rationes, quibus vel eadem bonitate & valore utrobique Moneta cudatur, vel diverſarum Monetarum, prout quævis vel melior, vel deterior reperta fuerit, juſtum ſemper pretium, æſtimatioque conſtituatur. Id quod de ſale utrinsque noſtrum in alterius Regna & Provincias educendo, pariter cautum eſſe volumus; Quod ſi tamen hæ res, vel altero vel utroque caſu, inter communes noſtros Commiſſarios transigi nequeant, tunc ſalvum liberumque ſemper utrique noſtrum eſſe debere, & de Moneta & ſale ſuo ſtatuendi, id quod cujusvis ac Regnorum & Provinciarum ſuarum neceſſitas, utilitasque exegerit. Quæ omnia & ſingula matura Procerum & Conſiliorum noſtrorum deliberatione prævia Nos Imperator Leopoldus, & Nos Joannes Tertius pro Nobis & Succeſſoribus noſtris acceptamus, approbamus, & Regia noſtra authoritate ratificamus per præſentes: Promittentes in verbo noſtro Imperiali, & Regio & bona fide, ſub onere Juramenti mediante præinſerta Pactorum & Fœderum Capitula, in omnibus eorum Punctis, Clauſulis, conditionibus & Articulis firma, rata, & grata ſemper habituros, ac ſancte inviolabiliterque obſervaturos, nec non per Officiales & Subditos noſtros, ac omnes quorum intereſt, pariformiter obſervari & manuteneri curaturos, dolo & fraude ſemotis. In quorum omnium robur, & evidens teſtimonium nos præfati Reges binas ejusdem tenoris Literas manuum noſtrarum ſubſcriptione, Sigillorumque appenſione munitas ac cuilibet noſtrum alteras conſignatas expediri fecimus. Datæ in Civitate noſtra Viennenſi, & Arce Regia Varſavienſi die vigeſimo quarto Menſis Aprilis, Anno Domini milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo ſeptimo, Regnorum noſtrorum Leopoldi Imperatoris Romani decimo nono, Hungarici vigeſimo ſecundo, & Bohemici vigeſimo primo. Noſtri vero Joannis III. Poloniæ Tertio.

LEOPOLDUS. (*L.S.*) JOANNES. (*L.S.*)

QUapropter mandamus omnibus & ſingulis, cujuscunque ſtatus, conditionis & Dignitatis Subditis noſtris, tam Dignitatibus & Officiis quibuscunque publicis, in Regno Dominiisque noſtris fungentibus, quam etiam privatis, ut præinſertam Pactorum formulam integre, & inviolabiliter obſervent, ſecundum præſcriptum illius controverſias ac differentias quascunque definiant & ſopiant, nullaque in re aut ipſi illi contraveniant, aut contravenire aliis permittant, ſub gravi indignatione & animadverſione noſtra. In cujus rei fidem præſentes, Sigillo Regni noſtri communiri juſſimus. Datum Varſaviæ die Menſis Anno Domini MDCLXXVII. Regni noſtri III. Anno.

CLXIII.

29. Mai. *Traité de Paix & d'Alliance entre* CHARLES II. *Roi de la Grande Bretagne, & quelques Rois & Reines de l'Amerique Septentrionale, voiſins de la Colonie Angloiſe de la Virginie, ſavoir la Reine de* PAMUNKEY, *la Reine de* WAONOKE, *le Roi de* HOTTOWAYS, *& le Roi de* NANEYMOND, *par lequel ils ſe reconnoiſſent tous Dependans & Tributaires de la Couronne d'Angleterre, avec promeſſe de lui donner tous les ans chacun trois Fléches Indiennes pour marque de leur ſujetion. Fait au Camp Anglois de Middle-Plantation le 29. jour de Mai* 1677. *Avec un* MEMORIAL *de la ſolemnité obſervée dans la ſignature de ce Traité, & de l'excluſion de* PERICUHTAU *Roi des Appamatucks.* [Sur une Copie manuſcrite.]

ANNO 1677.

ARticles de Paix entre le très-puiſſant Prince, & nôtre redoutable Souverain Seigneur Charles Second par la grace de Dieu, Roi de la Grande Bretagne, de France, & d'Irlande, Défenſeur de la Foi, &c. & pluſieurs Rois & Reines dans les Indes, qui les ont approuvez & ſignez, faits & conclûs au Camp du Lieu nommé en Anglois, *Middle-Plantation* le 29. jour de Mai 1677. qui eſt le jour de la très-heureuſe Naiſſance de nôtre dit Souverain Seigneur, & en la 29. année du Regne de Sa Majeſté, par le très-honorable Herbert Jefferies Ecuyer, Lieutenant, Gouverneur de la Colonie de Virginie de Sa Majeſté, où étoient préſens les Honorables Jean Berry Chevalier, & François Moriſon Ecuyer, Commiſſaires de ſa très-Sacrée Majeſté, établis par des Lettres Patentes ſcellées du grand Sceau d'Angleterre pour les affaires de Virginie, & l'honorable Conſeil d'Etat de ladite Colonie.

Comme ainſi ſoit que ſa très-Sacrée Majeſté ait de ſa grace Royale, & de ſon propre mouvement, confié à mes ſoins & applications, le renouëment, la Négociation, & la concluſion d'une bonne Paix avec les Indiens, qui ſont nos voiſins; Dans cette vûë, & pour y parvenir, (de l'avis & aſſiſtance des honorables Jean Berry Chevalier, & François Moriſon Ecuyer,) J'ai fait dreſſer les Articles & ouvertures qui ſuivent, pour le ferme fondement, & le ſûr établiſſement d'une bonne & juſte Paix avec leſdits Indiens; & afin qu'elle puiſſe être ſûre & durable, (fondée ſur les fortes Colomnes de Juſtice reciproque) en leur confirmant leurs juſtes Droits, & en reparant les torts & dommages qui leur ont été faits, afin que par ce moyen, le Grand Dieu Tout-Puiſſant, (qui eſt un Dieu de Paix, & Amateur de Juſtice,) ſoûtienne & faſſe proſperer nôtre Alliance & amitié mutuelle, on eſt par ces préſentes convenu & demeuré d'accord de ce qui ſuit.

I. Que les Rois & Reines dans les Indes reconnoîtront d'oresnavant, qu'ils tiennent leur dépendance immediate, & doivent toute ſujettion au grand Roi d'Angleterre, qui eſt à préſent nôtre redoutable Souverain, ſes Heritiers, & Succeſſeurs, quand ils payeront leur Tribut au Gouverneur de Sa Majeſté, qui ſera en Charge.

II. Que leſdits Rois & Reines dans les Indes, & leurs Sujets tiendront leurs Terres ſur ce pied-là, ce qui leur ſera confirmé, & à leur Poſterité, par des Lettres Patentes du grand Sceau de cette Colonie de Sa Majeſté, ſans être chargez d'aucuns Droits, gratifications, ou reconnoiſſances pour leſdites Terres, de la même ſorte, & d'une maniere auſſi libre, & auſſi ferme, que les autres Sujets de Sa Majeſté ont & tiennent leurs Terres & Biens, en payant ſeulement pour leſdites Terres, par chacun an trois Fléches Indiennes, pour, & au lieu de Rente Fonciere.

III. Que tous Indiens qui ſont en amitié avec Nous & n'ont pas des Terres ſuffiſantes pour faire des Plants en ſoient incontinent pourvûs; ſur l'avis qui en ſera donné, & qu'ils ne ſoient jamais troublez en la poſſeſſion des Terres qui leur ſeront accordées, & confirmées, ainſi qu'il eſt dit ci-deſſus, tant & ſi longuement qu'ils les tiendront, & qu'ils garderont & conſerveront leur obéïſſance & ſujettion dûe à Sa Majeſté, à ſon Gouverneur & à ſon Gouvernement, & de l'amitié & bien-veuillance envers les Anglois.

IV. Comme par les mécontentemens réciproques, par les plaintes, jalouſies, & craintes des Anglois, & des Indiens, cauſées par de violentes incurſions de pluſieurs Anglois dans leurs Terres, contraignant les Indiens à tuer le Bétail, & les Pourceaux des Anglois, par voye de vengeance, par leſquelles violences, il y a eû des offenſes, & injures, faites de part & d'autre, la Paix de cette Colonie de Sa Majeſté a été grandement troublée, & la derniere rebellion malheureuſe, a été par ce moyen commencée & grandement fomentée, ce qui a cauſé tant de ruine & de miſére dans ce Païs, pour prévenir d'oresnavant, leſquelles injures, & les ſuites fâcheuſes qui en pourroient arriver, autant qu'il nous eſt poſſible, on a conclû & arrêté par ces préſentes: qu'aucun Anglois ne pourra ſemer, ni planter plus près que trois milles d'aucune Ville Indienne, & quiconque aura fait, ou fera aucune uſurpation, ſur les Terres des Indiens en ſera chaſſé, & on procedera contre lui, ainſi qu'il a été pourvû & ordonné par le preſent Traité de Paix qui fut fait, lors que l'honorable François Moriſon en étoit Gouverneur, & par l'Acte d'Aſſemblée fondé ſur ledit Traité.

V. Que leſdits Indiens ſeront dûëment protegez & défendus en leurs perſonnes, Biens, & Privileges contre tous les torts & injures des Anglois, & que ſur aucune rupture ou Contravention qui ſera faite, les Indiens qui auront été mal-traitez ſe retireront en premier lieu par devers le Gouverneur, & s'adreſſeront à lui, pour l'en informer, ſans s'emporter inconſidérément, ni brusquement à aucun Acte d'hoſtilité pour en tirer ſatisfaction, lequel fera encourir telle punition à ceux qui auront de propos déliberé contrevenu à ces preſentes, ainſi que les Loix d'Angleterre ou de ce Païs l'ordonnent, & de même que ſi on avoit fait quelque tort ou injure à aucun Anglois, ce qui n'eſt que juſte & raiſonnable, puis qu'ils avouent eux-mêmes qu'ils ſont ſous la Ligeance de Sa Majeſté très Sacrée.

VI. Qu'on ne mettra point en Priſon aucun Roi, ni aucune Reine dans les Indes, ſans un Decret ſpécial du Gouverneur de Sa Majeſté, & de deux perſonnes du Conſeil, & qu'aucun autre Indien ne ſera point empriſonné ſans un Decret d'un Juge de Paix, ſur une cauſe ſuffiſante d'empriſonnement.

VII. Que leſdits Indiens jouiront de leurs Libertez accoûtumées, de pêcher des Huîtres & du Poiſſon, & de recueillir ſur les Terres des Anglois du Tuchahoe, des Curtenemons, des Avoines ſauvages, des Jonca, du Puckoone, ou quelques autres choſes que ce ſoit, pour le maintien de leur vie, qui ne ſoit pas utile aux Anglois. Bien entendu toûjours que premiérement ils aillent trouver quelque Magiſtrat public, de bonne réputation, & qu'ils s'informent du nombre qu'ils ſont, & de leur affaire, lequel ne leur refuſera point un Certificat en cette occaſion, ni en aucune autre qui ſera legitime, de ſorte qu'ils en faſſent un juſte rapport, quand ils retourneront; & qu'ils aillent directement vacquer à leurs affaires, ſans porter aucune ſorte d'armes, & ſans loger en la Maiſon d'aucun Anglois, une ſeule nuit.

VIII. Qu'on ne ſouffrira qu'aucun Indien Etranger vienne en aucune habitation Angloiſe, ſans qu'il ait en ſa Compagnie un bon Indien voiſin, avec un pareil Certificat, ainſi qu'il eſt dit cy-devant, & aucun Roi Indien ne doit refuſer d'envoyer un Sauf-Conduit à l'étranger, ſur aucun ſujet legitime de ſa venue, & qu'aucuns Indiens ne pourront ſe peindre ni ſe deguiſer quand ils y viendront.

IX. Que tous les Rois & Reines dans les Indes Tributaires des Anglois ayant connoiſſance d'aucune Marche d'Indiens Etrangers prés des Quartiers, ou des Habitations Angloiſes, aillent incontinent trouver quelqu'un des plus proches Officiers de Milice, & l'informent de leur Nation, de leur nombre, de leur deſſein; & de la route qu'ils prennent.

X. Que s'il eſt neceſſaire, un parti convenable ſera incontinent detaché & envoyé par le plus proche Colonel de la Milice, pour aſſiſter, fortifier, & ſe joindre aux Indiens qui ſont de nos amis, contre aucune attaque, entrée, ou depredation ſur les Villes Indiennes.

XI. Que chaque Indien propre à porter les armes, des Nations voiſines, qui ſeront en Paix avec nous, ſera pourvû d'une telle quantité de Poudre & de Plomb, que le tres honorable Gouverneur jugera ſuffiſante pour aucune occaſion, & qu'il y aura un tel nombre d'Indiens prêts à ſortir avec nos Troupes ſur aucune marche contre les Ennemis, & qu'ils recevront telle paye pour leurs bons ſervices, qu'il ſera jugé à propos.

XII. Que chaque Roi & Reine dans les Indes auront un pouvoir égal de gouverner leurs Peuples, & il n'y en aura point qui ait plus grande authorité qu'un autre, excepté la Reine de Pamunkey à qui pluſieurs Nations diſperſées reconnoiſſent derechef de devoir leur ancienne ſujetion, & ſont convenus de venir s'établir ſous ſon pouvoir & ſon Gouvernement: Leſquels ſont auſſi par ces preſentes compris avec elle dans le préſent Traité de Paix, & doivent garder & obſerver la meſme choſe envers ladite Reine, en toutes choſes comme étant ſes Sujets, auſſi bien qu'envers les Anglois.

XIII. Que perſonne ne pourra entretenir ou garder aucun Indien du voiſinage des Anglois, comme Serviteur, ou autrement, que par permiſſion du Gouverneur: & qu'il paſſera une obligation, par laquelle il ſe rendra reſponſable de toutes les injures & dommages qui ſe trouveront eſtre faits à aucuns Anglois.

XIV. Qu'aucun Anglois ne pourra loger ni recevoir aucun Indien vagabond, ou fugitif mais ſera tenu de l'envoyer au lieu de ſa demeure par voye de Paſſeport, de Juge en Juge, juſqu'en ſa propre Ville, ſous peine de payer autant par jour, pour l'avoir logé, qu'on en peut recouvrer par la Loi, pour avoir entretenu des vagabonds.

XV. Qu'aucun Indien de ceux qui ſont en amitié avec nous ne ſervira pas plus de temps que les Anglois de meſme âge ſervent par acte d'Aſſemblée, & ne ſera point vendu comme Eſclave.

XVI. Que chaque Roi, & chaque Reine dans les Indes, viendront tous les ans au Mois de Mars, avec quelques uns des Principaux de leur Nation, rendre leur obéïſſance au tres-honorable Gouverneur de Sa Majeſté, au lieu de ſa Reſidence quelque part, qu'elle ſoit, & alors ils payeront en ce lieu-là le Tribut accoûtumé de vingt peaux de Caſtor, au Gouverneur, comme auſſi leur Rente fonciere ci-deſſus pour marque de reconnoiſſance qu'ils tiennent leurs Couronnes, & leurs Terres du Grand Roi d'Angleterre.

XVII. Qu'on aura, & prendra le ſoin neceſſaire à ce que ces Rois & Reines dans les Indes, les Principaux de leur Nation, & ceux de leur ſuite, qui viennent pour affaires publiques, vers le tres-honnorable Gouverneur, le Conſeil, ou l'Aſſemblée ſoient pourvûs de Vivres, & de logemens aux depens du public, & qu'aucun Sujet Anglois ne leur pourra faire tort ou injure, ni les inſulter, ou offencer en paroles, ni par voyes de faict.

XVIII. Que s'il arrive quelque meſintelligence, ou rupture de Paix entre aucun des Indiens qui ſont en amitié avec les Anglois, d'abord que cela paroîtra & commencera, & avant qu'ils entrent en aucun acte d'hoſtilité, ou de Guerre ouverte, les uns contre les autres; ils s'adreſſeront au Gouverneur de Sa Majeſté, par la Juſtice & prudence duquel, on s'attend que les differens qui pourroient arriver entr'eux ſeront conciliez & appaiſez, & à la deciſion finalle duquel leſdits Indiens ſe ſoûmettront & conformeront.

XIX. Que pour prevenir les accidens & mépriſes frequentes cauſées par des interpretes infideles & corrompus, & pour plus grande ſeureté, ſatisfaction & advantage, tant des Indiens que des Anglois, il y en aura un de chaque Nation des Indiens de nôtre voiſinage qui puiſſe déja parler, ou puiſſe devenir capable de parler Anglois, qui ſera admis conjointement, avec ceux des Anglois, pour être leurs interpretes.

XX. Que les Indiens compris en ce Traité de Paix, rendront inceſſamment aux Parens & Proprietaires, ſes Enfans, Serviteurs, & Chevaux qu'ils leur ont pris & enlevez de temps en temps & qui ſont juſques ici demeurez entre les mains deſdits Indiens, ou qui les peuvent découvrir.

Que le Traffic avec leſdits Indiens ſera continué, limité, reſtraint, ou tenu ouvert, ainſi qu'il conviendra le plus, pour la Paix & tranquillité du Païs, ſur laquelle affaire, le Gouverneur conſultera le Conſeil & l'Aſſemblée, & la terminera à leur premiere rencontre.

Le Seing de la Reine de Pamunkey tant pour Elle que pour pluſieurs Nations Indiennes qui ſont de ſon obéïſſance.

Le Seing de la Reine de Waonoke.

Le Seing du Roi de Nanteymond Indien.

Le Seing du Roi de Hottoways.

Le Seing du Capitaine Jean Weſt Fils de la Reine de Pamunkey.

Collationné à l'Original Témoin Thomas Ludwell Secretaire.

Mémo-

Memorial du 29. jour de Mai 1677.

QUe cet Inſtrument de Paix aiant été leû & expliqué à pluſieurs Rois & Reines des Indes qui étoient lors préſens (à la Cour, nomée en Anglois Middle-Plantation) par des Interpretes qui avoient prêté Serment de s'en acquiter fidelement, leſdits Rois & Reines des Indes, en ont ſigné & delivré les Articles à l'honnorable Gouverneur, eux s'eſtant mis à genoux, & ont reçû le duplicata ſigné & delivré de la part de la Majeſté du Roi, en la meſme poſture à genou, baiſant le papier de leur propre mouvement, à meſure qu'ils le faiſoient paſſer de main en main l'un à l'autre, juſques à ce que chacun eût fait les meſmes ſignes de reſpect qu'ils portoient au méme papier, pour marque de l'acceptation, tres-libre & tres-joyeuſe de cette Paix concluë avec eux: dans le méme temps, Pericuhtah Roi des Appomatueks étant lors préſent demanda inſtamment qu'il fut reçû à ſigner ce Traité de Paix avec les autres; Mais comme il étoit ſoupçonné d'avoir commis ſoit lui ou ſes Sujets quelques maſſacres, ſur les Sujets d'Angleterre, de Sa Majeſté, dont il y avoit des plaintes faites contre lui, il ne fut pas pour lors admis, ni compris en ce Traité de Paix, auſſi ne doit-il pas joüir du benefice du méme Traité, juſqu'à ce qu'il ſe ſoit juſtifié de ce crime qu'on lui impute, & qu'il eſt accuſé d'avoir commis depuis que les Commiſſaires de Sa Majeſté étoient arrivez en Virginie, ainſi qu'on avoit été informé par des Gens dignes de foi: Laquelle excluſion donna une ſatisfaction generale aux Anglois, de trouver qu'on avoit fait une ſi juſte inquiſition du ſang de leurs Compatriotes maſſacrez.

JEAN BERRY.

FRANÇOIS MORISON.

CLXIV.

14. Juin. **Receſs zwiſchen Philipp Wilhelm Pfaltzgraff am Rhein/ und Chriſtoph Bernhard Biſchoffen zu Münſter/ wegen der Cron Spanien/ vermöge ſicherer Tractaten/zu liefferenden Mannſchafft. Geſchehen Werden den 14. Junii 1677.** [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

C'eſt-à-dire,

Traité entre PHILIPPE GUILLAUME *Comte Palatin du Rhyn, Duc de Neubourg, &* CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque & Prince de Munſter, ſur certaines Troupes qu'ils doivent fournir à la Couronne d'Eſpagne en vertu de leurs Traitez. A Werden le 14. Juin 1677.*

VOn Gottes Gnaden wir Philipp Wilhelm Pfaltz-Graff bey Rhein/ in Bayern/ zu Gülich/Cleve/und Berge Hertzog/ Graf zu Veldentz/ Sponheim/ der Marck/ Ravenſpurg/ und Mörs/ Herr zu Ravenſtein/ thun hiemit kund und zu wiſſen/ was maſſen wir mit dem Hochwürdigen Fürſten/ Herrn Chriſtoph Bernharden Biſchoffen zu Münſter/ Adminiſtratorn zu Corvey/ Burggrafen zu Stromberg des Heil. Röm. Reichs-Fürſten und Herrn zu Borckilohe/ nachdeme ſo wohl ſeiner Liebden/ als wir/uns bereits vorhero bey gegenwärtigen gefährlichen Conjuncturen/und noch anhaltenden verderblichen Kriegs-feuer/ mit der Cron Spanien zu deroſelben/ dann zu forderiſt Ihro Keyſerl. Majeſt. des Reichs und der gemeinen ſachen dienſt/ jeden Theils ad partem allein/ und zu liefferung ſicherer Mannſchafft verbunden/ uns ſothaner Conjunction halber/ aus veranlaſſung der mit ſeiner Liebden ſchon von langen jahren her jederzeit gepflogenen Freund-nachbarlichen guten verſtändnis dahin vereinbahret/ wie in hiernach geſetzten Receſs von Worten zu Worten mit mehrerm folget.

I. Gleichwie man ſich vorherberührter maſſen bereits jedes Theils abſonderlich mit der Cron Spanien gegen dero Ihr Keyſ. Majeſt. des Reichs und der gemeinen ſache Feindt/ mittelſt aufgerichteter ſicherer Tractaten verknüpffet/ und Uniret/ auch gewiſſe Mannſchafft zulieffern verſprochen/ alſo hat es dabey ſein ungeendertes verbleiben/ und ſolle durch dieſe zuſammentrettung daran das geringſte nicht immutiret/ noch erwehnten Tractaten derogiret ſeyn/ geſtalten dann auch

II. Zweitens/ zu einfolg ſelbiger Tractaten/ ſowohl wir/ als ſeiner Liebden unſere jeden Theils ad partem verſprochene Mannſchafft gehörig lieffern/ und mit derſelben/ wie es entweder zu der Cron Spanien dienſt in ſelbigen Niederlanden/oder aber wo es ſonſten mit Ihr Keyſ. Maj. und der Cron Spanien gut-befinden/ nöthig erachtet werden wird/ auf vorhero mit uns beederſeits hierüber gepflogene Communication operiren laſſen wollen.

III. Dafern auch drittens Ihre Keyſ. Majeſt. und der Cron Spanien lieb ſein würde/ daß ſowohl ſeiner Liebden/ als wir/ über unſere vorhin ad partem alſchon verſprochene Mannſchafft annoch jeden Theils eintauſent Mann/ und alſo ſeiner Liebden zehentauſent/ wir aber ſechs tauſent Mann ſtellen ſolten/ bleiben wir hierzu erbietig/ dergeſtalt jedoch/ daß wegen dieſes ſuperplus auch einem jeden mit gebührenden Subſidiis über dasjenige/ ſo wegen der vorhero zulieffern übernohmener Mannſchafft verglichen worden/ zuſammen gekommen werde; deswegen jeder theil nach ſeinem beſten gutfinden alsdann mit der Cron Spanien ſich zuvergleichen.

IV. Und weilen alſo viertens/ wir beyderſeits zu der Cron Spanien/ zuforderiſt Ihr Keyſ. Majeſt. auch des Reichs und der gemeinen ſach dienſt einen zweck und gantz einmündiges abſehen führen/ alſo wollen wir auch ſuchen/ daß unſere beyderſeits zulieffern habende Mannſchafft jedesmahls in einem Corpo, und bey einerley operation beyſammen ſtehen/ und verbleiben mögen/ geſtalten dann auch/ nachdem

V. Fünfftens ſeiner Liebden ſich mit der Cron Spanien dahin verglichen/ daß dero Völcker unter der Spaniſchen Niederlanden Gubernatore, oder ſelbiger Cron dort ends habenden General operiren ſollen/ als welchen es ſein ungeendertes verbleiben hat/ wir ebenmäſſig entſchloſſen/ unſere zulieffern habende Mannſchafft/ unter ſothanem Gubernatore/ oder General/ und deſſen Commando in zeit wehrender Campagne operiren zulaſſen/ wie auch in den Winter-Quartieren/ die Direction, und das Commando über eines jeden Völcker/ bey uns und ſeiner Liebden/ auch eines jeden Generalität verbleibet.

VI. Da auch ſechſtens/ von und mit der Cron Spanien gut gefunden werden ſolte/ daß dieſem conjungirenden Corpo ein Kayſerlicher General præficirt werde/ und ſolcher uns beyderſeits ebenfals angenehm und beliebig ſein wird/ſoll es zu beyden theilen gleiche meinung haben/ wie in erſt verſtandenen Fünfften Articul begriffen.

VII. Siebentens/ und gleich wir beyderſeits in der getröſteten zuverſicht ſtehen/ es werde ſowohl die Cron Spanien/ als zuforderiſt Ihr Kayſ. Majeſt. dieſen unſern hierin fals wohl- und treu meinenden eifer nicht nur approbiren/ ſondern auch erkennen/ und mithin zu deſto beſſerer und kräfftiger auswürckung dieſer unſerer zu Ihrer Kayſerl. Majeſt./ des Reichs/ auch der Cron Spanien/ und der gemeinen ſachen dienſt führenden intention, uns für obberührte unſere Mannſchafft mit nöthigen Winter-Quartieren/ nebenſt befreyung unſerer eigener Lande zuſtatten kommen. Alſo wollen wir insgeſamt Ihr Kayſ. Majeſt. dahin unterthänigſt ſuchen zuerbitten/ damit uns die in hiebey gelegter ſpecification begriffene Oerther zu den Winter-Quartieren/ als ohne welche uns allerdings unmöglich fallen würde/ offtberührte Völcker zulieffern/ zu unterhalten und conſerviren/ vor ſothane unſere Völcker allergnädigſt angewieſen/ und zugeſtanden werden möchten. Welchem nach

VIII. Achtens/ und da Kayſ. Majeſt. wie wir gäntzlich verhoffen/uns hierinnen allergnädigſt deferiren/ die von derſelben einwilligende/ oder anweiſende Winter-Quartier zwiſchen uns beyderſeits nach proportion eines jeden Mannſchafft/ auch wo es einem am beſten gelegen/ abgetheilet/ und deswegen gehörige vergleichung geſchehen ſolle/ wie dem fernern anhang und verſprechen/ daß/ da ein theil in ſolchen ſeinen von Ihr Kayſ. Majeſt. einwillig- und anweiſenden hybernis, oder aber in eigenen Landen von andern mit eigenmächtigen Einquartieren (weilen/ wann ſchon anderweits die hyberna aſſigniret/ man dagegen aber in eigenen Landen leiden ſolte/ die ſuſtentation der Miliz ebenfals dahin fallen würde:) turbiret werden wolte/ einer dem andern dagegen mit nöthiger Mannſchafft kräfftiglich aſſiſtiren/ und guarantiren helffen ſolle.

IX. Neuntens iſt verglichen/ daß dieſer Conjunctions-Receſs ſo lang ſein krafft haben/ und verbündlich ſein ſolle/ als dieſer Krieg wird dauern.

X. Zehents. Im fall auch einige andere Chur- und Fürſten ohne unterſcheid der Religion dieſem unſerm Corpo mit Ihren Völckern beyzutretten/ ſich anmelden/ und Ihr Keyſ. Majeſt. ſolches beyerin/ allergnädigſt approbiren/ auch denenjenigen/ welche mit Ihrem vorwiſſen und Conſens accediren/ etwa in Ihren Landen die befreyung von paſſiv-Winter-Quartieren verwilligen würden/ wird uns beyderſeits nicht zuwieder ſein/ auch ſelbige beytrettende Chur- und Fürſten/ dafern gegen Ihr Kayſerl. Majeſt. allergnädigſte intention und bewilligung von jemand ſie in Ihren Landen gewaltthätig überzogen/ und mit eigenmächtiger Quartiers-nehmung angefochten werden wolten/ nach proportion der Mannſchafft ſo ein jeder beytrettender zu dieſem Corpo lieffern wird/ bey zuſtehen/ und bey der von Ihr Kayſ. Majeſt. ertheilender allergnädigſter befreyung manuteniren zuhelffen.

XI. Und wollen eilfftens wir alles und jedes/ ſo in dieſem Conjunctions-Receſs begriffen/ bloßlich zu Ihr Kayſ. Majeſt.

Anno 1677.

Ratification und genehmhaltung außſtellen / alſo wollen wir beyderſeits ſolches durch unſere zu Wienn ſubſiſtirende Miniſtros und Räthe Ihr Kayſ. Mayeſt. unterthänigſt vortragen / und dero allergnädigſte reſolution darüber erbitten laſſen.

XII. Zwölfftens. Immittelſt haben wir in omnem Eventum beyderſeits dieſen Conjunctions-Receſs alſo eingegangen / maſſen da Ihr Kayſ. Mayeſt. genehmhaltung darzu kommet / derſelbe allerdings kräfftich / und verbündlich ſeyn / auch zu beyden theilen unverbrüchlich gehalten werden ſolle. Urkund haben wir dieſes eigenhändig unterſchrieben / und mit unſerm geheimen Cantzley-Secret betrucken laſſen. Actum Werden den 14 Junii 1677.

Philipp Wilhelm. (L.S.)

CLXV.

Sept.

Inſtrumentum Turcicum Pacis renovatæ & confirmatæ inter MAHOMETUM IV. *Turcarum Sultanum & Regem ac Rempublicam* POLONIÆ, *quo Podolia & Ukrania Turcis relinquuntur; Munus verò annuum, 22. millia aureorum, Portæ Ottomannicæ olim penſitatum ab ipſa Polonis condonatur. Datum in Campo Danovæ Baſſæ in plenilunio Septembris anno* (1) 1098. [JEAN CHRETIEN LUNIG, Negotiorum Publicorum pag 392.]

SCythis Liphis dictis, qui in Regno *Poloniæ* ſunt, illis, quicunque ſuâ voluntate in Ditionem Imperialem migrare voluerint, in termino unius Anni nemo Polonorum impedimento ſit, ut cum Familiis & ſuppellectili exeant, & nullâ moleſtiâ afficiantur. *Podoliæ* Regnum totaliter ſecundum antiqua Confinia ſubjaceat Dominio meo, & Oppida *Bar* & *Miedzibos*, in quibus adhuc ſunt Militiæ Polonicæ; iſta duo Oppida eductis Polonicis Militiis reſtituantur. Et antehac, cum prædicta Oppida in poteſtatem *Beſſarmanorum* redacta ſunt, in ipſis quot tormenta fuerunt, iterum relinquantur, poſteà verò quæ à Regionibus Polonicis allata quæcunque fuerint, accipiant. Et iterum & Incolis prædictorum Oppidorum quicunque propriâ voluntate abire voluerint, abeant; qui verò manere voluerint ne illis moleſtia fiat; Et pro *Podoliæ* Regione, prout declaratum & expreſſum eſt in Sacris Capitulationibus antehac conceſſis, quando de Limitibus & Confiniis Regionis *Podoliæ* acciderit Controverſia quæpiam, ea conſenſu Gubernatorum conſtitutis ab utraque parte hominibus & cum Senioribus pro rectis Viris & Habitatoribus utriusque Confinii ad locum eundo in limite cujusque Ditionis & Confinii eſſe controverſum locum, numero copioſa præſtans multitudo teſtabitur, illo teſtimonio res definiantur. Deſcripta Regione *Podoliæ* ex illis nullus Polonus, qui ab antiquo habebant Oppida & Pagos (etiamſi ſpirituales fuerint) quicunque in confiniis manere voluerint Oppidorum & Villarum in manibus eorum antea exiſtentium, Tributa & Legales decimæ aliæque Contributiones computatæ definitæ à manibus illorum Nobilium accipiantur, conſtituta & portio pro ipſorum ſuſtentatione ſufficienti condonetur ipſis. Et ipſi & Filii ipſorum immunes & exempti & quouſque in infidelitate non deprehendentur, nequaquam hoc munere priventur, & contra Juſtitiam moleſtiâ non afficiantur. Et ſi collectio Liberorum mandabitur, ex ipſis & illorum Subditis nemo colligatur, & in Oppidis præter illas Eccleſias, quæ in Moſcheas & in Templa transformatæ ſunt, illis quæ in manibus illarum ſunt confirmatæ Eccleſiis nequaquam congeſtio fiat, & moleſtia inferatur, & in Exercitiis abſolutæ ſuæ Religionis, ſicuti reliquis confinianis Subditis licitum eſt, nec moleſtentur, prout in Sacris Capitulationibus exprimitur.

Pariter in Regione *Ukrainæ* excelſo Imperio parentium *Coſacorum* Nationi tribuetur; Prædictæ Regioni nulla omnino ab illis fiat prætentio & ingeſtio, ſed tantummodo in limitibus *Ukrainæ* ſita prope Fluvium *Boryſthenem* Oppida *Bialacerkew & Paboloez*, cum in poteſtate illorum, cumque duo iſta Oppida ſecundum ſua antiqua Confinia ab antiquo cum attinentiis & Diſtrictibus ſuis à Regia Majeſtate mea illis donentur, maneant ibidem in ipſorum poteſtate & Dominio, attamen ne illo prætextu extra Limites duorum dictorum Oppidorum ad palmulum Terræ ne ſe ingerant, neve prætenſionem aliquam faciant, & poſthac conſtituto à Fulgidiſſima Porta meo Commiſſario & Regionis *Podoliæ* juxta antiquos ſuos Limites & Confinia, & in *Ukrania* prædictorum duorum Oppidorum, quæ manebant in poteſtate illorum, nempe *Bialacerkiew* & *Paboloez* quoque juxta antiquos illorum Limites Confinia & Limites illorum deſcribantur & conſtituantur. Et qui propter Mercaturam, negotiationem & lucrum cum Mercibus, rebus propriæ Regionis in Ditionem Imperialem exeunt Mercatores, poſtquam juxta antiquam normam Mercium Gabellas ſolverint ad amuſſim, contra Juſtitiam & conſuetam normam ne moleſtentur, ſicut à Mercatoribus antiquorum Confœderatorum Principum *Characz* non accipitur, pariter à Mercatoribus Polonis quoque de *Characz*, hoc eſt, Tributaria contributio exigatur.

Et cum antehac tempore Pacis illorum Religionis in Civitate *Hieroſolymitana* manſiones habere conſueverint, juxta veterem formam in quibus ab antiquo Sedem habere conſuetum ſit locis, Sedem habentes nullus impedimento ſit. Et poſthac ſine Edicto meo Sacroſancto ab Exercitu Divina ope defenſo & *Crimenſibus, Ockrakovienſibus, Nahatenſibus, Scythis & Coſaccis, & Tranſylvania*, ne Militiæ in *Polonicam* Ditionem invehantur, ne hoſtilitatem agendo populationem exerceant, & è Subditis *Poloniæ* quicunque in *Podoliam* venientes habitare voluerint, ne impediantur, ſed hac conditione, ut juxta conſuetam normam. Decimas Legales & alias Contributiones meas ſolvant, nemo illis ſit impedimento, ut cultu Terræ vitam ſuſtentent.

Et cum antea ſingulis annis exhibendo ſolio meo Imperiali promiſſa fuerant nomine muneris 22000. aureorum, Celſiſſimi Domini *Crimenſis Hani* interceſſione remiſſa & condonata fuerint, præter illorum aureorum Punctum, Oppidorum *Bialacerkien* & *Paboloez*, quæ illis donata ſint, omnia Puncta antea ad Oppidum *Bucpacz* conceſſarum ipſis ſacrarum Capitulationum tenore contenta in ſuo vigore confirmata ut conſerventur, diligentia adhibeatur.

Et conſtitutis ab utrinque ſelectis & præſtantibus Viris juxta teſtimonia ſeniorum & protectorum Regionis habitatorum *Podoliæ & Ukrainæ* Limites conſtruantur. Rectores Gubernatores utriusque Partis in extremis Limitibus conſtituti judicent, & dirimant lites attinentes ad fundos. Si Incolæ qui tempore capti *Camienecz* illic manſerant, cum poſtea educti & alio tranſlati fuerint, qui velint iterum in Podolia maneant & habitent.

Et cum tempore capti *Camenecz*, qui manſerunt Subditi poſteà illis alio traductis Eccleſiæ illorum derelictæ fuerint, & Subditis Latinis qui tempore capti *Camenecz* illic non manſerint, illis qui impoſterum *Camenecz* manebunt ex Eccleſiis antea conceſſis & derelictis ipſis una ipſa Eccleſia concedatur, & in Oppido *Bar* ex Eccleſiis poſtquam Moſchea conſtituta fuerit, Subditis Latinis ibidem morantibus concedatur una ſolum Eccleſia, ſi conceſſa Eccleſia deſtructa fuerit, juxta antiquam poſitionem & formam in erectione & ædificatione ipſius ne impediantur.

Pariter in Oppido *Miedzybor* & *Jazlowick* poſtquam conſtituta fuerit Moſchea, ibidem manentibus Latinis Subditis ſingulæ Eccleſiæ concedantur, ſi deſtructæ fuerint, in ipſarum ædificatione & conſtructione nemo impedimento ſit. Et *Danticanæ* Naves omni ſecuritate in Mari Mediterraneo navigantes, poſtquam juxta conſuetam & veterem formam Telonia ſolverint, contra Pacis Jus & Juſtitiam ne capiantur neve moleſtentur.

Et in Regione *Podoliæ* Baſſa Gubernator unus ſit, & in *Podolia* Bey & Gubernatores, nec è *Lipkarum* nec ex aliorum *Tartarorum* Nationibus eligantur, *Lipkæ Scythæ* nec in *Podolia* nec in loco prope Limites collocentur. Et in Sacris antea conceſſis Capitulationibus, quæ præſcriptis hiſce conditionibus adverſantur Puncta dempta & reſecata ſunt, quæ vero conformia ſunt, in ſuo priſtino vigore confirmantur. Quouſque à parte *Regis Poloniæ* & à D. Gubernatoribus & Capitaneis & à Subditis Ipſius & reliquis quibuscunque attinentibus ad ipſum Fortalitiis ſitis in Confiniis ope Divina protectis, & Civitatibus & reliquis ſubjectis Ditionibus meæ Imperialis Pagis & Locis & Villis, nulla omnino ratione invectio & ingeſtio fiat.

RE-

---

(1) Cette Date eſt abſolument fauſſe. Elle repond au Mois de Septembre 1687, & en ce tems là les Polonois etoient en pleine Guerre avec les Turcs. Peut être faut il lire 1088 ce qui reviendroit au Mois de Septembre 1677. On le range ſous cette date, faute de ſavoir ou le mieux placer. Il ne convient cependant pas aſſez à celui du 16. Octobre 1676. pour en être la confirmation. [Ovn.]

ANNO 1677.

REGIS POLONIÆ Regionibus, Fortalitiis, & Civitatibus & reliquis Pagis & Villis à parte Regiæ Majeſtatis & à Magnis Viziriis & eximiis Gubernatoribus & honoratis Rectoribus & Militiis victricibus *& Moldavicis & Dobrycenſibus & Scythis Bialogrodenſibus & Thetnenſibus & Boryſthenenſibus* & aliis Regionibus Polonicæ Ditionis nullum damnum inferatur.

In locis tranſitoriis *Thyræ* & quibuscunque aliis fiat cuſtodia à Gubernatoribus illarum partium, ſi in cuſtodiendis tranſitibus negligenter & incuria gererentur, deponantur & ſuis priventur Officiis & puniantur, & quod honorarium Celſiſſimis *Hanis Crimenſibus* in renovatione Pacis promiſſum fuit, poſtquam ſingulis debito tempore miſſum hominibus Ipſorum redditum & conſignatum fuerit, *Hanus Crimenſis* quoque amicitiæ & benevolentiæ vinculo obligatur conditionibus juxta antiquam formam ſatisfaciat, & reſpectum habeat, & nullum damnum qualicunque modo ab *Hano & Galga Soltano* & reliquis *Murſis* Regno Poloniæ inferatur, & quando contra Majeſtatem Polonam inimicus aliquis inſurget, *Hanus* quoque cum Exercitibus *Tartarorum* auxilium ipſi præſtet & ſuppetias ferat. Et quando à Majeſtate mea Bellum ab aliqua parte geretur, & *Hanus* aut *Galga Soltanus* aut *Murſa* cum *Tartarorum* Exercitibus Bellum inire deberent, ne per Ditionem Poloniæ tranſeant, ab antiquo per quæ loca tranſire conſueverint, rurſus per illa loca tranſeant. Et poſt conceſſionem hujusce S. Capitulationis ſi *Tartari* aut *Moldavi* quippiam in Ditionem Poloniæ invecti populationes exerceant, aut Captivos rapiant, quando à Majeſtate Poloniæ Nuntius mittetur, talium Captivorum nullus in Ditione mea Imperiali teneri permittatur, & nemo illorum qui huc ſpectat in Regno Poloniæ vendatur.

Præterea quando verò ex extraneis partibus aliquid, aut aliis Bello contingere neceſſe fuerit, ut ipſa Majeſtas Imperialis perſonaliter eat, aut Dux conſtitutus Exercituum victorum & Palatinis *Vallachiæ & Moldaviæ & Tranſylvaniæ* per contradictionem illis hoſtibus Bellum gerat; Quando ab hoſte miſſus Internuntius à Rege Poloniæ auxilium quæret, REX POLONIÆ propter ſinceritatem & efficacitatem & executionem Amicitiæ & Correſpondentiæ tum erga Solium Imperiale ſuis Exercitibus & opibus ne hoſtibus meis opem ferat, & ſi quis ab hoſte meo miſſus in Ditionem Regni Poloniæ Exercitum colligere quærat, illum impediat, & facultatem ne concedat, & Senatoribus & Capitaneis ipſius & aliis ſi qui propria voluntate ut ferrent auxilium hoſti meo, abire voluerint, ne ſinat eos, neve occultè vel manifeſtè illis veniam concedat.

Cum *Tranſylvanicum Regnum* meum ſit Aviticum & Hæreditarium cum pluribus *Tranſylvaniæ & Ungariæ* Regibus, qui hucusque ſinceritatem habent, amicitiam exerceant, in partibus quoque *Tranſylvaniæ* ſi hoſtis meus manifeſtetur, à *Majeſtate Polona* nec occultè nec manifeſtè auxilium præſtetur hoſti meo. Et ſi Princeps *Tranſylvaniæ* aut *Woiewoda Wallachiæ* & *Moldaviæ* & alii quippiam culpati transfugiant in Regnum *Poloniæ*, tales non admittantur, ſed propter reſpectum amicitiæ & correſpondentiæ devinctus illos Compedibus ad Solium Imperiale tranſmittat, hac ratione meo Amico Amicus & Inimico meo ſit Inimicus.

Et in præſens & in utroque Dominio amicitia creſcat; Subditi Ditionum Poloniæ per Fluvium *Tyræ* in Portum *Bialogrodenſem* Merces affluentes aut Mercaturas exerceant cum poſtulatum ſit, tales qui nullum Ditioni meæ damnum meditentur, pacatè & propter Mercaturam venientes ne impediantur & *Rege Poloniæ* permanente in amicitia erga meum Solium Imperiale, *Woiewoda Muldaviæ* quoque juxta conſuetam ab antiquo cum Regibus Poloniæ amicitiam exerceat.

Et antea tempore Pacis qui è Polonis in Captivitatem capti ſunt, & perſeverantes in Chriſtianiſmo, aut tranſiverint in Mahometiſmum quando è Polonia venerunt, aliqui, ubicunque illos invenerint in Ditione Imperiali dato Dominis Ipſorum Juramento de pretio Emptionis ubi præſtitum conſtiterit, pluris ne redimantur, Et poſtquam pretium ſolutum fuerit, nemo impediat, ut illos in propriam Regionem ducant. Verùm ſi quis ab illis Captivis in Mahometiſmum converſi fuerint, ne de illis prætenſio fiat, ſed conſerventur in illo eodem ſtatu.

Et poſt conceſſionem SS Capitulationum utrinque qui in Captivitatem capti ſunt, ſine pretio liberentur, & Legati & homines utriusque Dominii Parentibus ne egeant, ſed Literæ permanentes, nulla ipſis moleſtia, neque opibus ipſorum damnum inferatur, & Mercatores utriusque Mari & Terra per Loca & Portus conſuetos tranſeuntes & permanentes, ubicunque morati fuerint juxta conſuetam formam ſolventes Telonia quæcunque fuerint ne alia vexatione afficiantur, aut damno in opibus aut Mercibus ſuis.

Et ſi qui è Mercatoribus Poloniæ in Ditione mea Imperiali mortui fuerint, ne ipſorum quoque Merces uſurpentur à publico Fiſco, ſed Societatis Anteſignano & Principalibus ipſius reddantur, ut ipſi quoque Hæredibus ipſorum reddant.

Et ſi quis è Mercatoribus utriusque Dominii aut mutuo datæ aut acceptæ pecuniæ, aut Emptionis, aut venditionis lites habeant, & qualercunque alio modo, ad Tribunal cum adverſario ſuo litigetur, ubicunque erit, aut hic aut illic, Judices locorum illorum accuratè & ſumma Inquiſitione faciant, & quod probatum fuerit debitum & juſtum poſtulatum, ut ſolvatur conſtringant, nevè permittant, ut contrarietas & reſiſtentia fiat, ſed ſedulò executioni committant, ſed ſine probatione debita & legitima Judiciorum forma, contra Jus nemo utriusque Dominii propter alterius debitum moleſtetur, & ſi quis moleſtiam inferre voluerit, cohibeatur.

In litibus ſtipulationum & pecuniæ ſine legitima probatione & teſtimoniis ne moleſtentur, antequam videantur & legantur, quæ in manibus eorum ſcripta ſunt obligatoriè, & teſtationis Judicum & Notariorum publicorum legitimæ, ſolis talis teſtimoniis injuſtæ petitioni & pravis litibus ne fides præſtetur, neque quodpiam fiat, & omninò Judices utriusque Dominii adhibita cura & diligentia antequam controverſæ rei ſtatum & litis conditionem juxta ſuam originem & veritatem comprehendant, illegitimæ lites ne audiantur.

Et pariter ſi à Latronibus & Graſſatoribus cujuſpiam opibus & vitæ damnum inferatur, Judices illorum ubicunque ſint interveniant, & ſumma ſeveritate puniant, & ablata Latrocinia Dominis Ipſorum reſtituantur.

Et venientes Legati propter amicitiam ne cohibeantur, ſalvè & immuniter poſſint ire & redire, & quando in Confinia venerint, aſſocientur cuſtodibus, & in utroque Dominio ita eadem ratione practicetur.

Et *Siliſtrienſes & Bialogrodenſes* Confinarii & Portas Telonarii & Decimatores, & Triceſimatores, & quicunque alii è Miniſtris & ſervis Dominii mei propter Triceſimatores Dominii utriusque aliis ne permittantur ire trans Fluvium *Thiræ*, & ſi apud Viatores utriusque Dominii aut venientes aut abeuntes Captivi deprehendantur, abducti è manibus eorum reſtituantur Patriæ & libertati, & Paſtores qui in Ditionem Poloniæ accedunt, notificent Judicibus locorum ſe, & pecora ſua, clam ne accedant, & Paſtorium juſtum ſolvant; Tales autem poſtquam ſe notificaverint, ſi quæ pecora ipſorum amittantur, locorum Judices interveniant & reſtituant. Et venientium & abeuntium equi ne rapiantur in Poſta & in Itinere, ne *Janzari* aut aliqui equos illorum arripiant, & Negociatores & Mercatores poſt ſolutionem Telonii & conſuetorum nihil plus ſolvere cogantur, & ne illis ſuperfluitates imponantur hucusque, & quod ſolvere conſueverint, illud idem ſolvant, & nihil inſuetum fiat; Et Subditi Poloniæ *Armeni & Chriſtiani in Moldavia* & in alia loca Ditionis Imperialis, ut Mercaturas ſuas exerceant, ne clam & per deſertas vias veniant, per conſueta Mercatoribus itinera ſi aliquod damnum talibus Mercatoribus in vita & opibus inferatur, puniantur ſeveriſſimè rei & culpati, & Mercatores ſinceri & ſine fraude venientes ne vexentur poſtquam ſolverint practicatum Telonium.

Et impoſterum ſicut Imperium meum, & dies glorioſi mei Dominii usque ad ultima ſecula indeficienter permanebunt, ita ſemper ſupradictarum Capitulationum virtute id omne quod in ipſis continetur executioni irrefragabili mandabitur, & eo Pax & bona Correſpondentia in æternum confirmabitur & honore debito elevabitur. Et quamdiu à Rege Poloniæ ſuis Centurionibus Palatinis & alia gente Ipſi ſubmiſſa nihil contra Pacem & concordiam proveniet, quod juratis Pactis & Articulis immutationem afferre poſſit, & quamdiu etiam Ipſi honorem Exiſtimationi, Jus Amicitiæ & Pacis habebunt, etiam *à glorioſa Porta meæ Majeſtatis Imperialis Juramentum adhibeo & proteſtor per Excelſum Deum Creatorem Cœli & Terræ, & per miracula Mahomet Muſtaffa ſummi Prophetæ (qui eſt Sol aliorum ſe-*

culo-

culorum, ſupra quem ſit Pax Majeſtatis Divinæ) proteſtor, inquam, quod ex juratis Articulis nec minimum Punctum tranſgrediar, nec ſuper ipſis ullum in modum interveniet difficultas ulla, ſed quod Pax & Unio confirmabitur & ſtabilietur, quantum glorioſi & fulgentis mei Imperii infinitum tempus permanebit, iſtæ Capitulationes ſtabiles & indiſſolubiles exiſtant, & omnes Subditi & dependentes illius Regni perfecta quiete ſub umbra meæ protectionis gaudeant. Sic res ſciatis, & fidem huic nobili ſigno præſtetis.

Datum in Campo Danovæ Baſſæ, in pleniluno Septembr. Anno 1698.

CLXVI.

Dec. *Articles du Traité fait au Mois de Decembre 1677. entre* D. Manuel de Lira, *Envoyé Extraordinaire d'Eſpagne, & Meſſieurs les Deputez de L. H. P. les Etats Généraux des* Provinces-Unies, *pour l'envoi d'une Eſcadre dans la Mer Mediterranée.* [C'eſt la Traduction d'une Copie Eſpagnole tirée des Archives de l'Ambaſſade d'Eſpagne à la Haye, & qui avoit été dreſſée pour le Roi Catholique. Mais l'Original étoit François, & il paroit que la Traduction Eſpagnole n'avoit pas été faite mot à mot.]

I. Cet Armement ſera fait & pourvû pour le tems de huit Mois, & conſiſtera en ſix Vaiſſeaux de ſoixante-quatre à quatre-vingt Pieces de Canon; ſix de ſoixante à ſeptante, ſix de quarante quatre à cinquante quatre, ſix Pataches de dix à ſeize Pieces & deux Fregates de Proviſion de vingt ſix à vingt huit Pieces; avec ſix Brulots équipés & montés tous enſemble de ſix mille Mariniers, de mille trois cens Pieces de Canon, & pourvû pour huit Mois de toutes les Munitions de Guerre & de bouche neceſſaires.

II. Que pour les Fraix de l'Armement & de l'entretien de cette Eſcadre, on payera de la part de Sa Majeſté Catholique, en premier lieu, & à une ſeule fois, ſoixante deux mille Florins monnoye courante de Hollande, pour l'achat & l'équipement de ſix Brulots, la Republique n'en ayant pas preſentement dans ſes Arſenaux; Enſuite il ſera payé de la part de Sa Majeſté Catholique quatre vingt-huit mille Patacons par Mois, faiſant deux-cens vingt mille Florins; A laquelle Somme la Province de Hollande ajoûtera chaque Mois quarante mille Florins, qu'elle veut donner gratuitement pour le ſervice de la Monarchie & pour le bien commun; & cela pour le tems ſuſdit de huit mois, pendant lequel ladite Flotte ſera employée, & ſous condition que ſi l'Armement eſt continué au delà de ce terme, les ſuſdites Sommes ſeront auſſi continuées, & exactement payées de Mois en Mois.

III. Mais en cas que Dieu nous favoriſe par la reduction de Meſſine, ou par le Don de la Paix, ou que par d'autres raiſons, la continuation de cet Armement ceſſe d'être neceſſaire avant l'expiration de huit Mois; on conviendra à l'amiable de cette diminution de tems, à proportion des fraix qui ont été faits pour l'Armement & pour l'achat des Proviſions, & on reglera au retour de l'Eſcadre dans ces Ports, ce qui devra être bonifié, ou rabatu par leſdites conſiderations.

IV. Qu'attendu les premieres dépenſes d'un Armement ſi conſiderable, & qui doit être pourvû des proviſions neceſſaires pour un ſi long-tems, ledit Sieur Envoyé extraordinaire fera payer aux Colleges de l'Amirauté quatre Mois entiers à compte de la Solde des Capitaines & Officiers, & des Proviſions qu'ils devront faire embarquer ſur leurs Vaiſſeaux.

V. Que les Mois ſuivants ſeront payés par avance Mois par Mois, en argent de Banque, avec plus d'exactitude que par le paſſé; & qu'il ſera donné là-deſſus des ſûretés en ces Provinces, afin que ni par delai des ſoins neceſſaires, cette Eſcadre ne ſe trouve point expoſée aux inconvenients que l'on a ci devant experimentés.

VI. Que les Mois commenceront à courir dès le . . . . . attendu qu'il conſte que déja auparavant la plus grande partie des Navires étoient équipés, & que l'on ſait que le delai de la partance de l'Eſcadre n'a été cauſé que par les vents; & non par aucune omiſſion ou negligence des Amirautés; Du reſte, ces mêmes Mois ceſſeront lors que l'Eſcadre ſera de retour en ces Ports, & qu'on licentiera l'Equipage.

VII. L'Eſcadre ainſi conſtituée, ſera commandée, ſous le Pavillon des Provinces-Unies, par l'Amiral Corneille Everſen, mais étant jointe à l'Armée Royale d'Eſpagne, ce ſera le Général de celle-ci qui commandera, dans la ſuppoſition qu'il ſera d'un plus haut degré que l'Amiral Everſen.

VIII. Que dans les Conſeils & Jointes de Guerre qui ſe tiendront ſur les Operations Militaires, & dans les autres Conferences de cette nature, les Chefs Hollandois y auront voix & ſéance comme il ſe pratique en ſemblables occaſions; Que l'on obſervera une bonne Diſcipline dans toute l'Armée, & que l'on uſera dans les Navires Hollandois des Articles dont on uſe ordinairement dans les Flotes de la République.

IX. Que les Navires de Guerre, ou armés en Guerre qui ſe prendront, appartiendront entiérement à ceux qui les auront pris, mais que les Priſes Marchandes ſeront partagées la moitié pour le Roi Catholique, & la moitié à la diſpoſition de l'Amiral de Hollande.

X. Que les Malades & bleſſez Hollandois ſeront logés & traitez dans les Hôpitaux du Roi Catholique aux dépens de Sa Majeſté, & qu'ils ſeront viſités librement par leurs Officiers, ſelon qu'il plaira à l'Amiral de l'Eſcadre Hollandoiſe.

XI. Qu'en cas que ladite Eſcadre ait beſoin de quelques Mats, ou Agrez de Navires, on les lui fournira des Magazins de Sa Majeſté, ſans qu'elle ſoit obligée de les payer ſur le champ en argent, mais ſeulement de les reſtituer en ſemblable eſpece le plûtôt que faire ſe pourra, & au même lieu, où on les aura reçus.

XII. Que ſi dans les Quartiers où ces Forces doivent agir, les Officiers avoient beſoin de quelque argent pour aſſiſter leurs Gens, ou pour reparer leurs Navires, on leur donnera par ordre, & à compte de Sa Majeſté les Sommes qu'ils demanderont, leſquelles auſſi ſeront paſſées à compte en Hollande ſur les Mois accordés de la part de Sa Majeſté, & cela en produiſant ſeulement les Reçus que leſdits Officiers Hollandois en auront donnés, chaque Patacon ou Reale de huit d'argent d'Eſpagne, étant comptée pour cinquante Sols monnoye de Hollande.

XIII. Qu'en cas que l'on eut beſoin en cette Flotte de quelques Vivres, on les fournira dans les Places de Sa Majeſté aux Officiers Hollandois, au même prix qu'aux Naturels du Païs, ſans les obliger à aucuns Droits de ſorties de Traite.

XIV. Que cette Eſcadre Hollandoiſe ne pourra ſe partager en moindres Eſcadres, ſi ce n'eſt du conſentement de celui qui commandera en Chef, & de l'aprobation de tous.

XV. Qu'en cas qu'il ſe perde quelque Navire ou par Tempête, ou par Feu, ou en combatant, la moitié de la perte ſera pour le compte de Sa Majeſté Catholique, & l'autre moitié pour le compte de la Republique; & que la valeur des Navires perdus ſera eſtimée de bonne foi par des perſonnes choiſies de part & d'autre, ſur le pied de la fabrique, de la vieilleſſe, & de l'Inventaire qui en ſera fait.

XVI. Et pour ſûreté du prompt & aſſûré payement dès quatre-vingt-huit mille Patacons par Mois ci-deſſus mentionnés, on eſt convenu que ſi au retour de l'Eſcadre, & après ſon entrée dans les Ports, on n'avoit pas entierement ſatisfait de la part de Sa Majeſté, à ce qui a été promis, en ce cas-là les Mariniers qui ne pourront pas être licentiez faute de payement demeureront à Bord aux dépens de Sa Majeſté, juſques à ce qu'ils ſoient entierement payés de ce qui leur ſera dû pour le paſſé, & pour le tems de ce delai; atendu que c'eſt ſur la bonne foi du payement promis qu'ils rentrent dans ce ſervice, après ce qu'ils ont ſoufert, & quoi que les Amirautez payent encore aujourd'hui des Interêts pour les précedents Armements.

XVII. Et conſéquemment, il ſera à la volonté & diſpoſition de cette République, & de ſes Colleges, de rapeller cette Eſcadre en Hollande, en cas que le Miniſtre de Sa Majeſté ne paye pas regulierement les Sommes neceſſaires, & offertes; en ce cas, ſur lequel on ſe précautionne avec tant de raiſon, on ne devra point ſe plaindre ni s'étonner de cette reſolution, ni laiſſer de payer ce qui ſera dû juſques au jour que l'Eſcadre rentrera dans les Ports, & que les Mariniers ſeront congediez. Mais les Amirautés eſperent de la généroſité de Sa Majeſté, que faiſant attention

au zele avec lequel elles ont employé tant d'argent pour lui faire ce ſervice, & pour le precedent, elle ne permettra pas que l'on en vienne à des Inconveniens ſi fâcheux & ſi diſpendieux. Sur quoi ſe repoſant, elles augurent à Sa Majeſté une heureuſe expedition, & beaucoup de proſperités à la Monarchie, pour le bien univerſel.

CLXVII.

31. Dec. 1677. / 10. Janv. 1678.

Fœdus inter Regem Angliæ CAROLUM II., *&* *Præpotentes Ordines Generales* UNITI BELGII, *ad Pacem inter Gallos, Hiſpanosque, & alias belligerantes promovendam, iis Pactis & conditionibus, quæ in univerſum Chriſtiani Orbis commodum cedere poſſint. Actum Hagæ-Comitum* 31. *Decembris* 1677. *&* 10. *Januarii* 1678. Cum DECLARATIONE *& Dilucidatione Articuli I. ratione Locorum à Gallis Hiſpanis reſtituendorum. Hagæ-Comitum die & anno eodem. Quam ſequitur.* ARTICULUS SEPARATUS *in Puncto reſtitutionis Ducis Lotharingiæ in Ducatum ejusdem nominis. Eodem Dato.* [LUNIG, Negotiorum Publicorum Sylloge. pag 365. Actes & Negociations de la Paix de Nimegue Tom. II. pag. 292. Anhang zu des Europäiſchen Herolds IV. Haubt-Handelungen pag. 1672.]

SEreniſſimus ac Potentiſſimus Princeps ac Dominus, Dominus Carolus ejus nominis Secundus, Magnæ Britanniæ Rex ſeriò perpendens deploratiſſimum Chriſtiani Orbis ſtatum, ingentemque iſtam neceſſitatem, quæ jam urget, ut conſilia protinus ineantur, quo Belli, ruinas longè latéque ſpargentis, & quod univerſam pene Europam miſerum in modum hodie pervaſit, ulterior ſiſtatur progreſſus; nec non apud ſe reputans, quàm parùm hactenus valuerint ad generalem Pacem procurandam Mediationis, quam ferè per triennium ſumma cum cura ac ſolicitudine interpoſuit, conatus; neceſſe tandem duxit ad media majoris efficaciæ ſe recipere, in eumque finem cum *Celſis ac Præpotentibus Dominis Generalibus Fœderati Belgii Ordinibus* arctum Fœdus inire, cujus pondere & momento vicini duo Reges permoveantur ſeapte conſentire Paci; iis Pactis & conditionibus, quæ in univerſum Chriſtiani Orbis commodum poſſint cedere, præſertim verò in Belgio feliciter reſtaurando & ſtabiliendo, quod ut ſalvum integrumque maneat, tam Majeſtatis ſuæ, quam prædictorum Ordinum permagni intereſt, in quem finem nos infraſcripti, juxta facultates hac in cauſa nobis commiſſas, quarum apographa in fine præſentium inſerentur, nomine & ex parte prædicti Domini Regis, & prædictorum Ordinum Generalium reſpectivè Deputati in iis, quæ ſequuntur, convenimus.

I. Quod prædictus Rex Magnæ Britanniæ & prædicti Ordines Fœderati Belgii ſibi invicem adſiſtent, ac ſe mutuò tuebuntur ſumma ſua operâ & viribus, quantum fieri poteſt, maximis, & ſecundum ea, quantum ad modum rationemque ad melius efficiendum: de quibus poſtea particulatim inter ſe convenerunt, quo duo Vicini Reges conſentiant Generali Paci; His quæ ſequuntur Conditionibus.

Quod ad Galliam & Hiſpaniam attinet, Oppida & Loca appellata Carolo-Regium, ſive Charleroy, Athum, Aldenardum, Cortetiacum, Tornacum, Condæum, Valencina, & Fanum S. Guiſlani Regi Catholico reſtituantur una cum aliis locis, quæ Galli quocunque deinceps tempore poſt occupatum jam Fanum S. Guiſlani in Belgio occupabunt. Comitatus Burgundiæ maneat penes Gallos. Reſtituent quoque omnia ea Oppida & Loca, quæ Galli jam aut poſterum intra Siciliæ Regnum occupabunt.

Quod ad Galliam & Belgium Fœderatum ſpectat, ſingula in Europa hinc inde reſtituantur.

Et quandoquidem ea, quæ de Pacis Conditionibus quoad Imperatorem & Imperium in mandatum accepit Dominus Legatus Extraordinarius Regis Magnæ Britanniæ, non adeò dilucidè expreſſa ſunt, ut iis hoc tempore manus ultima imponi poſſit, neque ea tamen iſtiusmodi momenti ſunt, ut moram huic Tractatui facere debeant; præfatus Dominus Legatus in ſe recepit, recipitque prædicti Regis intentionem eâ de re propius exquirere, & infraſcripti promiſerunt, promittuntque prædictum Dominum Regem, & prædictos Dominos Ordines præſtituros, quod ea de re inter Majeſtatem ſuam & prædictos Ordines conſideratum Fœdere, quod inter Imperatorem & Ordines intercedit, & recta ratione æquum juſtumque exiſtimabitur.

Quoad Ducem Lotharingiæ, reſtituatur Ducatus Lotharingiæ.

Quod ad Sueciam ſpectat, ſit ibi armorum vacatio, donec in ſingulas Pacis conditiones conſenſum fuerit.

II. In quem finem prædictus Rex Magnæ Britanniæ omnem operam omnemque induſtriam protinus adhibebit apud Regem Chriſtianiſſimum, ut in optima legitimâque forma ſolenni Tractatu ſibi ſpondeat atque promittat, ſe citra omnem, quocunque ſub prætextu, vel quacunque de cauſa exceptionem, vel diſpenſationem in Pacem conſenſurum atque conventurum, prædictis Conditionibus, ſi Catholicus Rex induci ac permoveri queat per prædictum Regem Magnæ Britanniæ, ut ex ſua parte pariter iisdem conditionibus conſentire velit.

III. Pari deinde opera & induſtria prædictus Rex Magnæ Britanniæ apud Regem Chriſtianiſſimum contendet, ut in armorum vacationem per ſpatium trium menſium conſentire velit, ut interea temporis prædictus Rex Magnæ Britanniæ ſedulò omnique induſtria ac diligentia operam dare poſſit apud Regem Catholicum, ut Conditionibus præfatis conſenſum adhibere velit.

IV. Ut verò Rex Chriſtianiſſimus nulla juſta ratione dictum Armiſtitium recuſare queat, Rex Magnæ Britanniæ ſe eodem Tractatu obſtringit, idque ſe effecturum, ut æquè & Rex Catholicus prædictis Pacis Conditionibus conſentiat.

V. Quod Rex Chriſtianiſſimus à prædicto Domino Rege Magnæ Britanniæ inducetur ac permovebitur, ut prædicto promiſſo plenam fidem adhibere, atque in eo fiduciam ponere velit, & ut proindè ejus arma inpoſterum omnino quieſcant in Belgio, ita quidem ut ſi præter omnem ſpem & expectationem Rex Magnæ Britanniæ nequeat per exhortationes, obteſtationesque permovere dictum Regem Catholicum, ante ſpatium dictorum trium menſium, ut conſenſum adhibeat conditionibus ſæpe memoratis, & proinde ad media majoris efficaciæ venire neceſſe ſit, nihilominus Rex Chriſtianiſſimus intra fines & in finibus dicti Belgii ſua arma non movebit, aut introducet, ſed Rex Magnæ Britanniæ ſe obſtringet, atque in ſe recipiet, id ſeſe ſuppleturum, quod neceſſarium erit, ut Rex Catholicus reapte adſtringatur, ut Pacem ſupradictis Conditionibus accipiat, adeoque Regi Chriſtianiſſimo integrum non erit ullos exercere actus hoſtiles in dictis Regionibus, neque ullum occupare Oppidum, licet ſponte ſua ſe dedere velit, niſi Rex Magnæ Britanniæ ceſſet atque omittat id, quod jam dictum eſt præſtare.

VI. Conventum inſuper & concluſum eſt, quod in Tractatu inter Regem Magnæ Britanniæ & Regem Chriſtianiſſimum eo modo, quo dictum eſt, incundo, prædicti Ordines Fœderati Belgii de omnibus & ſingulis, quæ à dicto Rege Magnæ Britanniæ verſus Regem Chriſtianiſſimum quovis modo ſponderi ac promitti continget, unà & conjunctim cum dicto Domino Rege tenebuntur, atque eo caſo ſe teneri præſentibus declarant, eodem planè modo, ac ſi eidem Tractatui expreſſè interveniſſent, eundemque ſubſignaſſent.

VII. Pari modo prædictus Dominus Rex & prædicti Ordines eodem tempore ſe applicabunt, conjunctim aut ſeparatim, prout commodius videbitur, maximis inſtantiis & conatibus adhibitis ad Regem Catholicum, ut ille pariter prædictis Conditionibus Pacis conſentire velit.

VIII. Et ſi prædictus Rex Chriſtianiſſimus in prædictas Conditiones finaliter conſentire recuſaverit, virtute hujus Fœderis inter prædictam ſuam Majeſtatem & prædictos Ordines conventum eſt, ut illi ſtatim & citra omnem ulteriorem moram conjunctis viribus, quantum fieri poteſt, maximam operam adhibituri ſint, quo Rex Chriſtianiſſimus adſtringatur, in eaſdem conditiones conſentire, juxta ejusmodi Conſilia & modos, de quibus inter ipſos mutuo convenerit

IX. Ut prædicti Ordines Generales quam maximè ſibi perſuaſum habent & ſatis certi ſunt, quod prædictus Rex Catholicus dictis Conditionibus aſſenſurus ſit, ita in ſe recipiunt, & ſe obſtringunt conjunctim cum prædicto Rege Magnæ Britanniæ omnibus viribus & modis id reapſe effecturos, quò dictus Rex Catholicus Conditionibus conſentiat, & Paci itaque ex parte Majeſtatis ſuæ mora non futura.

X. Sancita inter duas Coronas Pace, ejus ſervandæ Sponſores Vindiceſque erunt in forma omnium optima, ſimpliciſſima & ſecuriſſima non modò Rex Magnæ Britanniæ, & Fœderati Ordines, ſed & omnes Reges & Principes vicini, qui exiſtimabunt ſua intereſſe, ut Orbi Chriſtiano inconcuſſa maneat quies, & Belgio ſua reddatur conſtetque tranquillitas, in quem finem definietur Copiarum militarium numerus, aliaque media, quibus utendum erit adverſus alterutram Partium, quæ impedierit vel violaverit Pacem, ut injuriam demat & Parti reſarciat.

XI. Si verò contigerit, ut Amicorum ſecum Confœderatorum aliquis propoſita in ſiniſtram (quod Deus avertat) & iniquam partem fuerit accepturus, atque intempeſtiva forſan vindicta, vel Bella etiam ab aliquo modernorum belligerantium, vel ei iiſve, qui eorum partibus acceſſerint, aliiſve Statibus Fœderatorum, propterea ſubnaſcantur, tenentur dictus Dominus Rex, & dicti Ordines ſibi eſſe devinctiſſimi ad ſuſtinendam vim omnem, quæ mutuo & Regna Provinciaſque & Ditiones, Juraque & Libertatem ſuam Mari ac Terra acerrimè defendere, nec ab hoc mutuo auxilio deſiſtere, antequam ſe invicem à periculo vindicaverint, mutuumque ſatisfactionis & ſecuritatis eventum conſecuti fuerint.

XII. Pacta hæc conventa, omniaque & ſingula in iis contenta à dicto Domino Rege Magnæ Britanniæ, & prædictis Dominis Generalibus Ordinibus uniti Belgii per patentes utriuſque Partis Literas, ſigillis ſuis munitas debita & authentica forma intra ſpatium quatuor ſeptimanarum proximè ſequentium, ac citiùs ſi fieri poterit, confirmabuntur, & ratihabebuntur, mutuaque Ratihabitionum Inſtrumenta intra prædictum tempus hinc inde extradentur. Actum Hagæ-Comitis 31 Decemb. 1677. & 10. Jan. 1678. ſigillatum & ſignatum erat.

(*L.S.*) A. HEYDE.
(*L.S.*) W. VAN HEUKELOM.
(*L.S.*) D. VAN WYNGARDEN.
(*L.S.*) GASPAR FAGEL.
(*L.S.*) J. DE MAUREGNAULT.
(*L.S.*) JOHAN *Baron* DE RUEEDE.
(*L.S.*) *Vry-Heer* VAN RENSWOUDE.
(*L.S.*) E. ENDE VON BOOTSMA.
(*L.S.*) *Baron* DE PALANT.
(*L.S.*) G. GRAYS.

DECLARATIO *I. Articuli Tractatus.*

Cum Articulo primo Tractatus hodie concluſi inter Dominum Legatum Extraordinarium Domini Regis Magnæ Britanniæ & Dominos Deputatos Ordinum Generalium Fœderati Belgii nominatim expreſſum non ſit, quod Ballivatus, Caſtellaniæ, Territoria, Gubernationes, Prefœſme vulgò *Prevoſtez* cum Appertinentiis, Dependentiis, & annexis omnibus ſequentibus, Oppida, quæ vi dicti Art. I. Regi Cathol. reſtituenda veniunt, neque etiam Art. I. quicquam cautum ſit de Ducatu Limburgico & Oppido Binche, nos infraſcripti dictorum Ordinum Generalium Deputati hiſce declaramus, intentionem dictorum Ordinum Generalium eam eſſe, quòd Ballivatus, Caſtellaniæ, Territoria, Gubernationes, Prefoeſme vulgò *Prevoſtez* cum Appertinentiis, Dependentiis & annexis omnibus ſequentibus, Oppida, quæ vi dicti Art. I. prædicto Regi Cathol. reſtituenda veniunt, prout etiam cautum fuit in Tractatu Pacis Anno 1668. inter duas Coronas concluſo, & inter ea, quæ reſtituentur, etiam comprehendi dictum Ducatum *Limburgi*, & Oppidum *Binche* cum omnibus annexis, hoſque infraſcriptos dictum Tractatum ſubſignaſſe, & fiducia, quod prædictus Rex Magnæ Britanniæ in eandem cum dictis Ordinibus intentionem concurret, & dictum Dominum Legatum Extraordinarium nobis ſignificaſſe, ſe quod ad ea attinet, nihil in mandatis habere, & prædicto Domino Regi relaturum hanc dictorum Deputatorum Declarationem omniaque Officia adhibiturum, ut Majeſtas ſua in eandem intentionem nobiſcum concurrere velit. Actum Hagæ-Comitis 31. Decembris, & 10. Januarii 1678. Signatum.

(*L.S.*) W. VAN HEUCKELOM.
(*L.S.*) D. VAN WYNGARDEN.
(*L.S.*) CASPAR FAGEL.
(*L.S.*) J. DE MAUREGNADLT.
(*L.S.*) JONAN *Baron* DE RHEEDE.
(*L.S.*) *Vry-Heer* VAN RENSWOUDE.
(*L.S.*) E. VON BOOTSMA.
(*L.S.*) *Baron* DE PALANT.
(*L.S.*) G. GRAYS.

Articulus Separatus.

Quandoquidem Articulo primo Tractatus hodie concluſi expreſſum eſt, Lotharingiæ Duci reſtitutum iri Ducatum Lotharingiæ, & quod ad Sueciam ſpectat; ibi locorum futuram armorum vacationem, donec in ſingulas Pacis conditiones conſenſum fuerit, nos infraſcripti, vigore præſentium declaramus, eam eſſe Magnæ Britanniæ Regis & Fœderatorum Ordinum uniti Belgii intentionem, prædictum Dominum Regem omnimodò id acturum, ut Ducatus Lotharingiæ Domino Duci reſtituatur, quoad munimenta eo in ſtatu, quo nunc eſt; ſi verò id à Rege Chriſtianiſſimo obtineri nequeat, eo in ſtatu, quo fuit tempore occupationis: & quod ad Siciliam attinet, penes Regem Chriſtianiſſimum ea Oppida, quæ in Sicilia tenet, aut aliud quodcunque, quod extra Belgium eſt, proponi poſſit, manſura per modum oppignorationis & Cautionis, uſque quo Pacis Conditiones reſpectu Sueci concordari & iniri poterunt. Actum Hagæ-Comitis die 31. Decembris 1677. & 10. Januarii 1678. Signatum

(*L.S.*) A. HEYDE.
(*L.S.*) W. VAN HEUCKELOM.
(*L.S.*) D. VAN WYNGAERDEN.
(*L.S.*) CASPAR FAGEL.
(*L.S.*) J. DE MAUREGNAULT.
(*L.S.*) JOHAN *Baron* DE RHEEDE.
(*L.S.*) *Vry-Heer* VAN RENSWOUDE.
(*L.S.*) E. VON BOOTSMA.
(*L.S.*) *Baron* DE PALANT.
(*L.S.*) G. GRAYS.

CLXVIII.

1678. 26. Fevr. 8. Mars.

Alliantie geſloten tuſſchen de Heeren Staaten Generael der VEREENIGDE PROVINTIEN *en zyn Keurvorſtelyke Doorluchtigheit van Brandenburg* FREDERICK WILHELM, *tot beſcherming van hunne wederzydſe Landen, Domeinen en Onderdanen tegen alle Aanvallers wie die ook mogten zyn, door welke, zonder iets in de Tractaten ter gelegentheid van dezen tegenwoordigen*

CLXVIII.

1678. 26 Fevr. 8. Mars.

Alliance faite & concluë entre les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas, & FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg, pour la defenſe de leurs Terres, Pais, Dominations & Sujets, contre tout injuſte Agreſſeur quel qu'il pût être; par laquelle, ſans rien changer aux Traitez faits à l'occaſion de la preſente Guer-

digen Oorlog gemaakt, te veranderen, zy onderling wegens het Secours overeenkomen, 's welk zy malkander in geval van nood zullen moeten geven. geſloten tot Keulen aan de Spree 26. Februarii 1678. 8. Maart. Neffens een ACTE *waarby ſyne Keurvorſtelyke Doorluchtigheit afſtand doet van verſcheide pretenſien die zyn Doorluchtigheit nog tot laſte van den Staat hadt; van de zelve dag en jaar.* [Tiré des Archives de L. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies.]

Exhibitum den 6. Auguſti 1678.

NAdien tuſſchen de Hoog Mogende Heeren Staten Generaal der Vereenigde Nederlanden, en den Doorlugtigſten Furſt en Heere, Heere Frederik Wilhelm, Markgrave van Brandenburg, des Heyligen Roomſchen Ryks Aerts-Kamerheer en Churfurſt (*t. ſe*) als ook ſyne Churfurſtl. Doorlugtigheits Heeren Voorvaderen Markgraven en Churfurſten van Brandenburg hooglofſelyker gedagtenis, niet alleen t'allen tyde goede vrundſchap, correſpondentie en nabuurlyk vertrouwen geweeſt, maar ook door de van tyd tot tyd en na vereiſch der Conjuncturen opgeregte Alliantien, der maten onderhouden, en beveſtigt geworden is, dat die ten deſen effect en werkinge nog ten huydigen dage, ſonderlinge by de jegenwoordige van Anno 1672. af, ontſtaane Oorlogen te beſpeuren ſyn, en aan den dag leggen, en, ſoo wel Haar Hoog Mog. als ſyne Churf. Doorlugtigheit, by ſig overwogen hebbende de byſondere groote nuttigheit, welke niet alleen haarer beyderſijds Landen en Luyden, daar door albereids aangewaſſen is, maar ook in het toekomende door een eensgeſinde t'ſamenſpanning en nadere verbinteniſſe te verwagten ſtaat, ſoo ſyn ſy wederſijds daar heenen te rade geworden, op ſulk een Alliantie en beſtendige Verbinteniſſe te denken, waar door de tot nu toe goede intelligentie en verſtand, niet alleen onder haar bewaart, maar ook tot beyderſijds Landes en Onderdanens ſekerheid, beſcherminge, en welvaart op de nakomelingen gebragt, en voortgeplant mogen werden. Tot welken einde ſy dan beyderſijds haare Miniſters en Raaden, namentlyk Haar Hoog Mog. den Heere Jacob van der Tocht, Raad, Oud-Burgermeeſter en Penſionaris der Stadt Gouda, en ſyne Churf. Doorlugtigheit, den Hoogwaardigen, Hoogwelgebooren Heer Otto Vry-Heer van Swerin, Heer van Ouden-Landsburg &c. &c. Erf-Kamerheer der Chur en Mark Brandenburg en Dom-Prooſt van de hooge Stifts-Kerke tot Brandenburg, ſyne Churfurſtl. Doorlugtigheits van Brandenburg Geheime, en ook Leen-Raad en Opper-Preſident &c. &c. Als mede den Hoog Edel-gebooren Heer Chriſtoffel van Brandt ſyne Churfurſtl. Doorlugtigheits van Brandenburg Geheime Raad, en ſyne Churfurſtl. Doorlugtigheits Cancellier in de Neuen-Mark, en den Hoog Edel Geſtrengen Heer François Meynders ſyne Churf. Doorlugtigheits van Brandenburg Geheime Raad &c. &c. Als haare hier toe bevolmagtigde extraordinaire Gedeputeerden, Gecommitteert en geordonneert hebben, welke ſig daar op te ſamen hebben gevoegt, en ſyn naar *hinc inde* geproduceerde, en uytgewiſſelde volmagten ook verſcheide gehoudene Conferentien op de navolgende Poincten, en Articulen, in name haarer hoge Principalen, en op der ſelver Approbatie en Ratificatie onder den anderen over een gekomen en vergeleken.

I. Dat blyvende het Tractaat tuſſchen den Staat van Haar Hoog Mogende, en ſyne Churf. Doorlugtigheit over den tegenwoordigen Oorlog opgeregt, in ſyn geheel, geconvenieert en verdragen is, dat naar 't eindigen van deſen Oorlog, tuſſchen beyde hooge Partyen, te weeten den Staat der Vereenigde Nederlanden en ſyne Churf Doorlugtigheit van Brandenburg, deſſelfs hooge Nakomelingen ende Succeſſeuren voort en voort eene beſtendige correſpondentie en vrundſchap ſyn en blyven, en in kragte van deſelve, den eenen des anderen beſte ſoecken en bevorderen, maar ſchade en nadeel afkeeren, en daar van waarſchouwen ſal.

II. Dienvolgende ſoo het gebeurde dat ſyne Churfurſtelyke Doorlugtigheit, in alle, en ieder van ſyne

Guerre, ils conviennent des Secours qu'ils devront ſe donner l'un à l'autre dans les cas de neceſſité. A Cologne ſur la Sprée le 26. Fevrier 8. Mars 1678. *Avec* un ACTE ſeparé par lequel l'Electeur cede & remet à L. H. P. diverſes pretentions qu'il avoit juſqu'alors gardées à leur charge. Du même jour & an.

Exhibé le 6. Août 1678.

D'Autant qu'il y a eu entre les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas; & entre Son Alteſſe Sereniſſime le Prince Frederic Guillaume, Marquis de Brandebourg, Grand Chambellan & Electeur du S. Empire Romain, comme auſſi entre les Ancêtres de Son Alteſſe Sereniſſime Electorale les Marquis & Electeurs de Brandebourg de glorieuſe memoire, non ſeulement une bonne amitié, correſpondance & confiance en tout tems, mais qu'auſſi les Alliances faites de tems en tems ſelon l'exigence des Conjonctures, ont été entretenues & confirmées en telle maniere qu'on en voit l'effet juſqu'à ce jourdhui, particulierement dans les preſentes Guerres commencées dès l'année 1672. & d'autant que les Seigneurs Etats Generaux & Son Alteſſe Electorale ayant conſideré les grands avantages dont leurs Etats & Sujets ont déja joui & qu'ils ont encore à attendre dans la ſuite par leur Accord & Union, ils ont jugé à propos de ne pas negliger une telle Alliance & engagement durable, par où l'intelligence fut non ſeulement maintenue entre eux, mais auſſi communiquée à leurs deſcendans pour la ſureté, defenſe & avantage des Etats & Sujets de part & d'autre. A cette fin ils ont ordonné & commis de part & d'autre des Miniſtres & Conſeillers, ſçavoir de la part des Etats Generaux Monſieur Jacob van der Tocht, Conſeiller, Ancien Bourguemaître & Penſionaire de la Ville de Gouda, & de la part de Son Alteſſe Sereniſſime Electorale l'Excellent & Noble Otto Seigneur de Swerin, de Oudenlandsburg &c. Chambellan Héréditaire du Marquiſat & Electorat de Brandebourg & Prevôt de l'Egliſe Cathedrale de Brandebourg, Conſeiller Privé & des Fiefs, & premier Preſident de Son Alteſſe Sereniſſime Electorale &c. avec Noble Seigneur Chriſtoffle von Brandt, Conſeiller privé & Chancelier dans le nouveau Marquiſat de Son Alteſſe Sereniſſime de Brandebourg, & avec Noble Seigneur François Meynders, Conſeiller privé de Son Alteſſe Sereniſſime &c. &c. en qualité de leurs Deputez Plenipotentiaires & extraordinaires, qui là-deſſus ſe ſont aſſemblez; & après avoir preſenté leurs Pleins-Pouvoirs & conferé pluſieurs fois enſemble, ſont convenus des Points & Articles ſuivans, au nom de leurs Maîtres & ſous leur Approbation & Ratification.

I. Que le Traité fait entre les Etats Generaux & Son Alteſſe Electorale à l'occaſion de la Guerre preſente, ſubſiſtant en ſon entier, on eſt convenu qu'après la fin de cette Guerre il y aura & continuera toujours une correſpondance & amitié permanente entre les Etats des Provinces-Unies des Païs-Bas & Son Alteſſe Sereniſſime Electorale de Brandebourg & leurs Succeſſeurs; en vertu de laquelle ils chercheront & avanceront l'avantage des uns & des autres, empêcheront tout dommage & tort, & s'en donneront avis.

II. Par conſequent s'il arrivoit que Son Alteſſe Electorale vint à être attaquée par force

Havenen ende Landen, in en buyten het Roomſche Rijk geene uytgeſondert, die ſyne Churf. Doorlugtigheit toebehorende ſyn, ofte hier namaals toebehoren ſullen, geweldſamer wys van iemand wie hy ook ſy aangetaſt, en in zyne Geregtigheden, Hoogheden, Commercien en Regten gekrenkt, en geturbeert of daar aan verhindert wierde, ſoo ſullen de Hoog Mogende Heeren Staten Generaal der Vereenigde Nederlanden gehouden ſyn, ook beloven het deſelve hiermede aan ſyne Churf. Doorlugtigheit, en ſyne Succeſſeuren, tot afweeringe van ſulk geweld, indragt, en hinderniſſe, met vierduyſent vyf hondert Man te Voet, en vyftien hondert te Paert op haare eige koſten te hulp te komen, en daar mede ſoo lange te continueren, tot dat ſyne Churf. Doorlugtigheit en ſyne Landen, in ruſte en ſekerheid geſtelt ſullen ſyn, en hy wegens ſyne geledene ſchade van geweltdoenderen ſatisfactie bekomen ſal hebben.

III. Hiertegen verſpreekt en belooft ſyne Churfurſtelyke Doorlugtigheit in diergelyken val, indien Haar Hoog Mogende in de Vereenigde Nederlanden, of in derſelver onderhorige aangrenſende Landſchappen, Steeden of Plaatſen geattaqueert, of aan haare Hoogheden, Domainen, Commercie, of eenige andere Regten, indragt, of geweld aangedaan mogte werden, deſelve te Lande met drie duyſent Man te Voet, en duyſent te Paart, van gelyken tot den einde van den Oorlog en verkregene ſatisfactie en ſekerheit toe, op ſyne Churfurſtelyke Doorlugtigheits koſten te aſſiſteren. Dat deſelve Secourſen ook plaats ſullen hebben, en by ſyne Churfurſtl. Doorlugtigheit moeten gepreſteert worden, ſoo wanneer Haar Hoog Mogende te Water ſouden mogen werden geattaqueert, tot ſulken effecte, dat de Militie, die ſyne Churfurſtelyke Doorlugtigheit in dat geval, Haar Hoog Mogende ſal komen toe te ſchikken, in de Guarniſoenen gelegd, of ook wel buyten de Geunieerde Provincien tot afbreuk van den Vyand te Lande geemploijeert ſal mogen werden. Gelyk mede geconvenieert is, dat by aldien de Staaten Generaal, of ſyne Churfurſtl. Doorlugtigheit hier na mogten werden geattaqueert, of in eeniger manieren hoe het ook mogte ſyn, getroubleert, in het beſit, of gebruyk van Staaten, Steden, Plaatſen, en Landen, Regten, Vrydommen en Vryheid, van Navigatie, Commercie, of eenige andere hoedanig die ook mogen ſyn, te Water en te Lande, die hoogſtgedagte Heeren Staaten Generael, of ſyne Churf. Doorlugtigheit beſitten of genieten, of regt hebben om te beſitten of te genieten, ſelfs buyten Europa, en in welke deelen van de Wereld het mag ſyn, of door het algemeene Regt, of door Tractaten alreede gemaakt, of die hier namaals gemaakt mogten werden, de hoogſtged. Heeren Staaten, en ſyne Churfurſtl. Doorlugtigheit, ſullen den eenen van den anderen geadverteert en verſogt ſynde, geſamender hand haar uyterſte beſt doen, om die ontruſtinge, en Vyandlyke bejegeninge te doen ophouden en te repareren, het gewelt en ongelyk, dat aan een van de Geallieerden gedaan is, en indien ſulks binnen den tyd van vier Maanden niet kan geeffectueert werden, door minnelyke wegen, en dat de Geallieerde die ſodanig geattaqueert en getroubleert werd buyten Europa, in wat deel van de Wereld het ook mag ſyn, ſig genoodſaakt vind ſyne Wapenen tegens den attaquant, of turbateur binnen Europa te gebruyken, om hem tot reden te brengen, ſal de Geallieerde die niet geattaqueert of getroubleert is, aan den geattaqueerden het voorſchreve Secours geven, even eens, als of de attaque, en trouble gedaan was binnen Europa.

IV. Waarby dan goedgevonden ende verſproken is, dat het eene deel het andere in tyden van gevaar, narigt geven, en hulpe na gedaane requiſitie, ten langſten binnen ſes weeken gedaan werden ſal.

V. Waar het ook ſake, dat de in het tweede en derde Articul, gedetermineerde hulpe, tot volkomene afweeringe des gewelds, en nood druks, daartegens deſelve verſchaft werd, niet toereyken mogte, ſoo ſal deſelve na vereiſch van de omſtandigheit, gevaar, en ſterkte des Vyands, met ſulken magt en middelen, vermeerdert werden, als tot derſelver te rug dryven nodig

par qui que ce ſoit dans tous ou quelques-uns de ſes Ports & Païs ſituez dans ou hors de l'Empire Romain nuls exceptez, à elle appartenans ou venant à appartenir dans la ſuite, & vint à être lezée, troublée & empêchée dans ſa Juriſdiction, Souveraineté, Commerce & Droits, alors les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas ſeront tenus, comme ils le promettent auſſi par ces preſentes à Son Alteſſe Electorale & ſes Succeſſeurs, de venir à ſon Secours pour repouſſer toute telle violence, invaſion & dommage, avec quatre mille cinq cens Fantaſſins & mille cinq cens Cavaliers à leurs propres frais & depens, & de continuer ſur ce pied juſqu'à ce que Son Alteſſe Electorale & ſes Etats ſoient remis en Paix & ſureté, & aura ſa ſatisfaction des dommages qu'il aura ſouffert de ceux qui lui auront fait violence.

III. D'autre part Son Alteſſe Electorale promet & s'engage en pareil cas, que ſi les Etats Generaux venoient à être attaquez dans les Provinces-Unies des Païs-Bas, ou dans les Païs voiſins, Villes & Places leur appartenant, ou à recevoir dans leurs Domaines, Commerce ou autres Droits quelque infraction ou violence, elle les aſſiſtera par Terre à ſes frais de trois mille Fantaſſins & mille Cavaliers, de la même maniere juſqu'à la fin de la Guerre & juſqu'à ce qu'ils ayent obtenu ſatisfaction & ſureté. Que les mêmes Secours auront auſſi lieu & ſeront auſſi offerts par Son Alteſſe Electorale, lorſque les Etats Generaux ſeront attaquez par Mer, à cette fin, que la Milice que Son Alteſſe Electorale accordera en ce cas aux Etats Generaux, pourra être miſe dans les Garniſons, ou bien employée hors des Provinces-Unies pour faire par Terre diverſion ou dommage à l'Ennemi. Comme auſſi l'on eſt convenu, que ſi les Etats Generaux ou Son Alteſſe Electorale venoient à être attaquez dans la ſuite ou troublez en quelque maniere que ce ſoit dans la poſſeſſion ou uſage des Etats, Villes, Places & Païs, Droits, Privileges & Liberté de Navigation, Commerce, ou autre que ce ſoit, tant par Mer que par Terre, que les Etats Generaux ou Son Alteſſe Electorale poſſedent & en jouiſſent, ou ont Droit de poſſeder ou d'en jouir même hors de l'Europe & dans quelles Parties du Monde que ce ſoit, ou par le Droit commun, ou par des Traitez déja faits ou à faire dans la ſuite, alors les Etats Generaux & Son Alteſſe Electorale, étant avertis & priez les uns par les autres, feront de part & d'autre conjointement leur poſſible de faire ceſſer ces troubles & hoſtilitez & reparer la violence & le tort qui aura été fait à l'un ou l'autre des Alliez, & ſi cela ne peut être effectué dans l'eſpace de quatre Mois par des voyes amiables, & que l'Allié qui ſera ainſi attaqué & troublé dans quelle Partie du Monde que ce ſoit, ſe trouve obligé d'employer les Armes en Europe contre l'attaquant ou perturbateur, l'Allié qui n'eſt pas attaqué ou troublé, donnera, pour le mettre à la raiſon, à celui qui ſera attaqué, ledit Secours, de même que ſi l'attaque & le trouble étoit fait en Europe.

IV. Outre quoi l'on a trouvé à propos & l'on eſt convenu qu'un Allié avertira l'autre dans le tems qu'il y aura danger, & que le Secours, après la demande qui en aura été faite, ſera donné tout au plus tard dans le terme de ſix ſemaines.

V. S'il arrivoit que le Secours marqué dans le ſecond & troiſiéme Article, ne ſuffit pas pour repouſſer tout à fait la violence, à quoi il eſt deſtiné, en ce cas ſelon l'exigence des circonſtances, dangers & forces de l'Ennemi, le Secours ſera augmenté par telles forces & moyens qu'on jugera neceſſaires pour le repouſ-

Digitized by Google

nodig geoordeelt ſal werden; Edog met dien verſtande, dat de contraherende Partyen ieder maal daar over, en op wat conditie ſulks geſchieden ſal, ſig in het beſonder ſullen hebben te vergelyken.

VI. Dat de aſſiſtentie die in kragte deſer Alliantie geſluet, de aſſiſterende Partye tot geen rupture met die geene daar mede ſy in Vyandſchap ſyn, en ſal engageren, maar van de Vyanden, daar tegens deſelve gebruykt werd, voor een rupture opgenomen werdende, ſal de aſſiſterende hooge Partye ook in rupture komen, en alleſins tegens deſelve Vyandlyk ageren.

VII. Gelyk als tot nog toe met geene Potentaten iets geſloten is, dat deeſe Alliantie nadeelig en met deſelve ſtrydig kan ſijn, alſoo ſal ook voortaan niets contrarie het ſelve met iemand, wie hy ook ſy, geſlooten, of aangegaan werden.

VIII. Wegens de inquartieringe en doortogte, is men vergeleken, dat geen deel ſulks in des anderen Landen, ſonder bewilliging desſelfs nemen, maar wanneer'er een doortogt, onvermydelyk te doen is, ſulks den Landheer tydelyk kond gedaan, met den doortogt, ſoo veel mogelyk geſpoedt, en daar by ſulke goede ordre, en ſcharpe Diſcipline gehouden werden ſal, dat alles met baren gelde betaald, en geen exceſſen, nog inſolentien gedaan of gepleegt mogen werden.

IX. Geen deel ſal den anderen Onderdanen en Ingeſetenen, mitsgaders haare Goederen met Tollen, Licenten, en diergelyke beſwaringen en onbehoorlykheden, wat namen deſelve mogen hebben, meer als ſijne eigene Onderdanen, ofte meer als andere, en wel de minſt beſwaarde vremden belaſten, in cas deſelve vremden minder ſouden mogen belaſt werden, als de eigene Ingeſetenen, nog tegens deſelve repreſalien en arreſten gebruyken, ofte den ſijnen toelaten ſulks te doen, maar ſal de Juſtitie van den ordinaris Regter, een ieder klagende deel, gelyk den Inwoonderen ſpoedig, en ſoo als het behoort, geadminiſtreert werden.

X. De Commercie en Handel ſal tuſſchen beyderſijds Onderdanen ſonder eenige verhindering of ophoudinge gedreven, en voortgeſet werden, en ſal dienvolgende beyder Partyen of haarer Onderdanen Schepen vry ſtaan in beyderſijds Havenen, uyt, en in te lopen, of daarinne ſtil te leggen.

XI. Van gelyken werden beyderſijds Onderdanen van 't anderſins gewoonelyk *Jure detractus* gevryd, alſoo dat wanneer een Familie ſig uyt des eenen hooge Geallieerdens Landen, in des anderen Jurisdictie begeeſt, en met'er woon nederſet, of van daar een erfdeel afgehaalt werd, de hooge Overigheit, gedurende deſe Alliantie daar van niet kan of mag aftrekken.

XII. Den Vyanden, en Aggreſſeuren ſal in des Geallieerdens Landen geene Wervinge, nog te Water, nog te Lande, ook geene deurtogt, nog ook eenig ander voordeel vergunt werden.

XIII. Hier tegens werd het den Geallieerden vrygelaaten, op voorgaande notificatie en verſoek in beyderſijds Landen Wervinge aan te ſtellen, Oorlogs en andere Schepen te koopen, te huren, en uyt te ruſten, ook alle Krygs-materialen en nooddruft, die den eenen of den anderen tot defenſie van ſijne Landen van doen heeft, te verhandelen, het waare dan, dat een ieder deel alle deſe ſelf niet konde ontberen, maar tot ſijn eigen ſelfs behoef nodig hadde.

XIV. De Deſerteurs en Overlopers ſal men aan dat deel dien ſy toebehoren ſonder verwygering en ophouding laaten volgen.

XV. Indien het gebeurde dat ingevolge van het voorſz. ſeſte Articul beyde de hooge Contrahenten, met derſelver Vyanden ſouden moeten komen in rupture, ſullen deſelve in dat geval over de operationes vertrouwelyk met den anderen communiceren, en vervolgens ageren tot den meeſten afbreuk der voorſz. Vyanden, en ſullen Haar Hoog Mog. en ſijne Churf. Doorlugtigheit, in dat geval, niet mogen maken eeni-

repouſſer; Bien entendu, que les Parties contractantes devront chaque fois convenir enſemble des conditions ſous leſquelles cela ſe fera.

VI. Que l'aſſiſtance qui ſe donne en vertu de cette Alliance, n'engagera pas la Partie aſſiſtante à une rupture avec ceux avec qui on eſt en Guerre; mais que ſi les Ennemis, contre qui l'aſſiſtance eſt employée, la prennent pour rupture, alors la Partie aſſiſtante rompra auſſi avec ces Ennemis, & agira contre eux en toute occaſion avec hoſtilité.

VII. Comme jusqu'à preſent on n'a rien conclu avec aucun Potentat qui puiſſe être prejudiciable & oppoſé à cette Alliance, auſſi desormais on ne conclura ni ne contractera avec qui que ce puiſſe être rien qui y ſoit contraire.

VIII. A l'égard du logement dans les quartiers d'Hiver, ou du paſſage des Troupes, on eſt convenu que cela n'aura aucun lieu dans les Etats & Pais de l'autre ſans ſon conſentement; mais lors qu'un paſſage ſera inévitable, le Seigneur du Pais en ſera averti à tems, on hâtera le paſſage autant qu'il ſera poſſible, & on y obſervera un ſi bon ordre & une ſi exacte Diſcipline que tout ſoit payé argent content, & on ne fera ni commettra aucun excès ni violence.

IX. Aucune des deux Parties ne chargera les Sujets & Habitans de l'autre ni leurs Biens, d'Impôts, Péages, ou pareilles charges & injuſtices, quel nom qu'elles puiſſent avoir, au delà de ce dont ſont chargez ſes propres Sujets, ou au delà des Etrangers les moins chargez, en cas que ces Etrangers fuſſent moins chargez que les propres Habitans; & l'on n'uſera contr'eux ni de repreſailles, ni d'arrêts; & l'on ne permettra à aucun des ſiens de le faire, mais le Juge ordinaire rendra Juſtice à la Partie plaignante, comme aux Habitans, promptement & ſelon qu'il convient.

X. Le Commerce & Negoce ſera exercé & pouſſé entre les Sujets des deux côtez ſans aucun empêchement ni trouble, & par conſequent les Vaiſſeaux des deux Parties ou de leurs Sujets auront la liberté de ſortir des Ports reciproques, d'y entrer & d'y reſter.

XI. De même les Sujets de part & d'autre ſont déchargez du Droit appellé Jus detractus *qui autrement eſt en uſage, en ſorte que lors qu'une Famille ſe retire hors du Pais d'un des Alliez dans la Juriſdiction de l'autre & y fait ſon domicile, ou y va recueillir un Heritage, qu'alors le Souverain ne peut ni ne doit y donner aucun empêchement pendant la durée de cette Alliance.*

XII. Il ne ſera permis aux Ennemis ou Aggreſſeurs de faire dans le Pais de l'Allié aucune levée de Troupes de Terre ou de Mer, ni à eux accordé aucun paſſage ni quelque avantage que ce ſoit.

XIII. Au contraire il eſt permis à l'Allié, après en avoir fait la notification & la demande, de faire des levées dans les Païs de part & d'autre, d'acheter des Vaiſſeaux de Guerre & autres, & de negocier des Munitions de Guerre & Vivres, dont l'un ou l'autre peut avoir beſoin pour la defenſe de ſon Païs, hormis que l'un ou l'autre Allié ne pût pas ſe priver de ces choſes, & qu'il en eût lui-même beſoin.

XIV. L'on ne refuſera, ni n'empêchera l'Allié à qui appartiennent les Deſerteurs, de s'en ſaiſir.

XV. S'il arrivoit qu'en conſequence du 6. Article, les deux Contractans duſſent venir à rompre avec leurs Ennemis, en ce cas ils confereront enſemble avec confiance ſur les operations de la Guerre, & agiront en conſequence pour faire le plus de dommage aux Ennemis; & en ce cas Leurs Hautes Puiſſances & Son Alteſſe Electorale ne pourront

Digitized by Google

gen ſtilſtand van Wapenen, met de voorſz. Vyanden, anders dan geſamentlyk, en met gemeene bewillinginge; maar ingevalle men ſoude komen te treden tot eene Onderhandelinge 't ſy van Vrede, of van Treves voor eenige Jaaren, dat de voorſchreve Onderhandelinge, niet ſal mogen werden begonnen, door een van de gemelde hooge Geallieerden, ſonder participatie van den anderen, en ſonder aan deſelve Geallieerden op den ſelven tyd, en ſoo haaſt als voor ſig ſelfs te verſorgen de faculteit en nodige ſekerheid van ſijne Miniſters te konnen ſenden ter plaatſe daar men handelen ſoude. Dat ook de hoogſtgem. Geallieerden gehouden ſullen ſijn den een den anderen ſucceſſivelyk, en van tyd tot tyd te geven communicatie, van alle het geene in de voorſchreve Negotiatie ſal komen voor te vallen. Dat ook geen van de voorſz. Partyen ſal vermogen te treden tot concluſie van de voorſz. Vrede of Treves voor eenige Jaren, ſonder ſijn mede Geallieerde daarinne te begrypen, en ſonder hem te doen herſtellen, indien hy het alſoo begeert, in de poſſeſſie van de Landen, Steden en Plaatſen, mitsgaders het gebruyk van de vry ende geregtigheden, die hy hadde, en daar van hy jouiſſeerde voor den Oorlog en ſonder van de voorſchreve Vyanden voor denſelven Geallieerden te bedingen, deſelve vry en geregtigheden, Exemptien en Prerogativen, die hy voor ſig ſelven bedongen had, ten waare de hoogſtgemelde Geallieerden den anderen diesaangaande nader quamen te verſtaan.

XVI. Ende ſal deſe Alliantie duuren den tyd van tien Jaren, na de expiratie van den jegenwoordigen Oorlog; en word van nu af aan vaſtgeſtelt, dat de hoogſtgem. Partyen Contrahenten, om de voorſz. Alliantie, ſoo veel doenlyk is, eeuwig durende te maken, en vervolgens daar aan te meerder nadruk te geven, een Jaar voor de expiratie van de voorſz. tien Jaren by den anderen ſullen komen, of haare gemagtigden tot dien einde behoorlyk geinſtrueert in den Hage ſenden, om over de Prolongatie van de jegenwoordige Alliantie nader te convenieren.

XVII. De Approbatie en Ratificatie van deſe Alliantie, ſal van wegens den Staat der Vereenigde Provincien, als ook van wegen ſijne Churf. Doorlugtigheit ieder van ſijne ſijde binnen twee Maanden na het ſluyten, en onderteykenen desſelfs daar op volgen.

Aldus gedaan, vergeleken, en geſloten by beyderſijds hooge Geallieerdens bovenſtaande Miniſters, Raden, en extraordinaris Gedeputeerde, ook van deſelve ondertekent, en met haare gewoonelyke ſignature beſegelt. Tot Keulen aan de Spree den $\frac{\text{26. Febr.}}{\text{8. Maert}}$ 1678.

Was Getekent,

JACOB VAN DER TOCHT O. V. SCHWERIN.
(*L. S.*) (*L. S.*)

CHRISTOFF VON BRANDT.
(*L. S.*)

FRANS MEYNDERS.
(*L. S.*)

Exhibitum den 6. Aug. 1678.

Separaet Articul.

DEwyle de ervaringe getuygt, byſonderlyk in deſe laetſte Krygs-tyden d'Anno 1672. hoe zeer en veel Haar Hoog Mog. de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlandtſche Provincien ende ſyne Churfurſtelyke Doorlugtigheit van Brandenburg, en by gevolge beyderzyts Staten daar aangelegen is, dat tuſſchen haar een beſtendige ende onverbrekelycke vriendſchap bevelligt, ende onderhouden werde, ſo hebben zoo wel Haar Hoog Mog. als zyne Churfurſtelyke Doorlugtigheit wel en rypelyk overwogen, dat by opregtinge van de tegenwoordige nieuwe nadere Alliantie te gelyk het gene weg genomen ende uyt de weg geleyd moge werden wat tot nu toe in verſcheydene ſaaken dikwils zeer yverig gedreven en geventileert is geworden.

I. Dienvolgende hebben ſijne Churf. Doorlugtigheit, om de hier aangeroerde oorſaken den Staat de Schenken-

faire aucune ſuſpenſion d'Armes avec les Ennemis ſinon enſemble & d'un commun conſentement: Mais en cas qu'on vînt à entrer dans quelque Negociation de Paix ou de Treves pour quelques années, que ladite Negociation ne pourra être commencée par un desdits Alliez ſans la participation de l'autre, & ſans avoir procuré à ſon Allié en même tems & auſſi promptement que pour lui même, la faculté & ſureté neceſſaire de pouvoir envoyer ſes Miniſtres au lieu où l'on doit conferer. Que lesdits Alliez ſeront auſſi tenus de ſe communiquer l'un à l'autre ſucceſſivement, & de tems en tems tout ce qui ſe traitera & ſe fera dans ladite Negociation. Qu'aucune desdites deux Parties ne pourra auſſi conclure ladite Paix ou Treve de quelques années ſans y comprendre ſon Allié, & ſans le faire remettre, s'il le ſouhaite ainſi, en poſſeſſion des Païs, Villes & Places, & de l'uſage des libertez & droits qu'il avoit & dont il jouiſſoit avant la Guerre, & ſans ſtipuler desdits Ennemis en faveur dudit Allié les mêmes Libertez, Droits, Exemptions & Prerogatives qu'il avoit ſtipulé pour lui-même; hormis que lesdits Alliez s'entendiſſent là-deſſus l'un l'autre.

XVI. Et cette Alliance durera l'eſpace de dix années après l'expiration de la preſente Guerre, & l'on convient & arrête dès à preſent, que lesdites Parties Contractantes, pour rendre, autant qu'il eſt poſſible, ladite Alliance éternelle, & pour lui donner par conſequent d'autant plus de force, s'aſſembleront ou envoyeront à la Haye leurs Plenipotentiaires avec les Inſtructions neceſſaires, une année avant l'expiration desdites dix années, pour convenir enſemble de la Prolongation de la preſente Alliance.

XVII. L'Approbation & Ratification de cette Alliance de la part des Etats des Provinces-Unies, comme auſſi de la part de Son Alt. Elect., chacun de ſon côté, ſera faite dans l'eſpace de deux mois après la concluſion & la ſignature de ladite Alliance.

Fait, accordé & conclu par les Miniſtres, Conſeillers & Deputez extraordinaires desdits Hauts Alliez, ſigné par eux, & ſcellé de leur Cachet ordinaire. A Cologne ſur la Sprée le $\frac{\text{26. Fevrier}}{\text{8. Mars}}$ 1678.

Signé,

JACOB VAN DER TOCHT O. V. SCHWERIN.
(L. S.) (L. S.)

CHRISTOFFLE VON BRANDT.
(L. S.)

FRANÇOIS MEYNDERS.
(L. S.)

Exhibé le 6. Août 1678.

Article Separé.

COmme l'experience fait voir, particulierement dans cette derniere Guerre de 1672. combien il importe à Leurs Hautes Puiſſances les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas & à Son Alteſſe Electorale de Brandebourg, & par conſequent à leurs Etats de part & d'autre, qu'une amitié durable & ſolide ſoit affermie & entretenue entre eux; tant L. H. P. que Son Alteſſe Electorale ont bien & murement conſideré, qu'en faiſant cette preſente Alliance, il ſeroit neceſſaire d'écarter & lever tout ce qui jusqu'à preſent a été ſouvent traité & debattu avec ardeur au ſujet de pluſieurs affaires.

I. A cette fin & pour ces raiſons Son Alteſſe Electorale cede & laiſſe en proprieté aux Etats

Digitized by Google

ken-Schanſe zoo zy nu is, en in haar Fortificatie ſtaat, met de grond daar op zy geleyd is, over ende in eygendom geven willen, zodanig dat ſijne Churf. Doorlugtigheit voor ſig ſelven en zyne Succeſſeuren, van alle daar aan hebbende Regten afgaat ende afſtant doen.

II. Willen ſijne Chorf. Doorlugtigheit van alle en ieder aanmaningen ende Actien die denſelven uyt de eerſte tot Mechelen gevelde Sententien over die genoemde Hoef-yſerſche Schold aankomen, ende wat hy vorder dienthalven, wanneer deſe ſake zoude uytgevoert werden, te verwagten mogt hebben, afſtaan, en dienthalven verder niet pretenderen.

III. Remitteert ſijne Churf. Doorlugtigheit de Subſidie welke hy van Anno 1672 af tot het volgende Tractaat toe nog van den Staat te vorderen heeft.

IV. Staat ſijne Churf. Doorlugtigheit ook af van zyne pretentie die hy uyt de Alliantie van Anno 1666. tegens den Staat heeft, dat de Cleefſe Veſtingen tot S. Churf. Doorlugtigheit onwederbrengelyke ſchade in Anno 1672. aan den Vyand overgegeven zyn. Belooft ook hier mede ende in kragte deſes, dat den Staat over de aangeroerde pretenſien nimmermeer aangevochten ofte beledigt, maar alle ſulke geheel gedood en weg genomen ſullen werden.

Daar tegens wederom beloven Haar Hoog Mog. I. Dat zy ook van hare zyde alle en ieder Actien ende pretentien van de Hoef-yſerſche Schuld, en wat tot Mechelen dienthalven verhandelt is, en alle de bygaande Puncten die daar by mede ondergelopen zyn, vernietigen en daar van afſtand doen, zodanig dat het aangevangen Proces geheel gecaſſeert en gedood, en S. Churf. Doorlugtigh. of des ſelfs Poſteriteyt dienthalven nooyt weder aangeſprooken, ende voorhandene Obligationes geattadeert ende gecaſſeert ſullen werden.

II. Ende wat belangt de pretenſien die de Heeren Staten van Gelderlandt ſuſtineren tot laſte van S. C. F. Doorlugtigheit te hebben, en die S. Churf. Doorlugtigheit als Hertog van Cleef ten laſte van de ſelve Provincie van Gelderland is vorderende, ende waar over al bereyts een Compromis opgerecht is geweeſt, Dat Haar Hoog Mog. haar ten uyterſten ſullen bemoeyen, dat de voorſz. pretentien, door een minnelyk verdrag mogen werden gecomponeert en bygeleyd tot wederzyds vergenoeginge, met beloſte dat ingevalle de voorſz. pretentien in der minne niet zouden konnen werden gedetermineert, Haar Hoog Mog. S. Churf. Doorlugtigheit uyt ſake van dien met feytelykheit niet ſullen bejegenen, zoo lange de voorſz. differenten niet regtelyck ſullen zyn geſleeten; en dat in alle gevalle ook, na zodanige deciſie tuſſchen hoogſtgedagte Haar Hoog Mog. ende S. Churf. Doorlugtigh. in de voorſz. ſake zal werden gehandelt ende geprocedeert, gelyk onder zodanige oude Geallieerden en vertrouwde Vrienden en Nabueren behoort te geſchieden, ende anders niet, op dat alzoo de voorſz. Nabuerlycke Vriendſchap altyt mag blyven geconſerveert.

Ten beſloyt is dit Separaat Articul van beyderzyds Hooge Geallieerdens Miniſters, Raden ende Extraordinaris Gedeputeerde in 't Tractaat van Alliantie gemelt, van gelycke onderteykend, en met haare gewoonlyke ſignatoren bezegelt. Aldus gedaan tot Keulen aan de Spree, den $\frac{26.\ \text{February}}{8.\ \text{Maart}}$ Anno een duyſent ſes hondert acht en ſeventig.

Jacob van der Tocht *(L.S.)* O. V. Schwerin. *(L. S.)*

Christoff van Brandt. *(L.S.)*

Frans Meinders. *(L.S.)*

Etats le Fort de Schenk tel qu'il eſt preſentement avec ſes Fortifications, & le terrain ſur lequel il eſt bâti, en ſorte que Son Alteſſe Electorale pour elle & ſes Succeſſeurs deſiſte de tous les Droits & pretenſions qu'elle pourroit y avoir.

II Veut Son Alt. Electorale deſiſter de toutes demandes & actions qui lui appartiennent en vertu des premieres Sentences prononcées à Malines ſur la Dette ainſi nommée de Fers de Chevaux, & de ce qu'elle pourroit attendre ſur cet Article lorsque ladite affaire ſeroit executée, & qu'à cet égard elle ne pretendra rien dans la ſuite.

III. Son A. E. décharge les Etats du Subſide qu'elle a encore à exiger des Etats depuis l'an 1672. jusqu'au Traité ſuivant.

IV. Son A. E. deſiſte de même de ſa pretenſion qu'elle a ſur les Etats en vertu de l'Alliance de 1666. de ce que les Villes du Duché de Cleves ont été livrées à l'Ennemi en 1672. au dommage irreparable de Son A. E. Promet auſſi en vertu de la preſente, que les Etats ne ſeront jamais ſollicitez ni inquietez ſur ceſdites pretenſions, mais qu'elles ſeront toutes detruites & annullées.

I. D'autre part Leurs Hautes Puiſſances promettent, qu'auſſi de leur côté ils annullent & deſiſtent de toutes actions & pretenſions de la Dette de Fers de Chevaux & de tout ce qui à ce ſujet a été traité à Malines, & de tous les Points & Articles qui y ont eu quelque rapport; en telle maniere que le Procès commencé à ce ſujet eſt entierement caſſé & annullé, que Son A. E. ni ſes Succeſſeurs ne pourront jamais être ſollicitez ni pourſuivis ſur ce point, & que les Obligations qui ſubſiſtent ſeront rendues & caſſées.

II. Qu'à l'égard des Pretenſions que les Seigneurs Etats de Gueldre pretendent avoir ſur Son A. E. & à l'égard de celles que Son A. E. en qualité de Duc de Cleves exige de la même Province de Gueldre, & ſur quoi l'on a déja formé un Compromis, que L. H. P. feront leur poſſible que leſdites pretenſions ſoient terminées & accommodées par un Accord amiable au contentement des uns & des autres, avec promeſſe qu'en cas leſdites pretenſions ne puſſent être terminées à l'amiable, qu'alors L. H. P. & Son A. E. ne ſe feront aucune hoſtilité à ce ſujet, auſſi longtems que leſdits differens ne ſeront pas terminez avec douceur; & qu'en tout cas, après une telle déciſion, on traitera & procedera entre L. H. P. & Son A. E. de la maniere que cela doit ſe faire entre de tels anciens Alliez, bons Amis & Voiſins, & non autrement, afin qu'ainſi une telle amitié puiſſe être toujours conſervée.

Pour concluſion cet Article Separé, mentionné dans le Traité d'Alliance des Miniſtres, Conſeillers & Deputez extraordinaires des deux Hauts Alliez, a été de même par eux ſigné & ſcellé de leur Cachet ordinaire. Fait à Cologne ſur la Sprée le $\frac{26.\ \text{Fevrier}}{8.\ \text{Mars}}$ 1678.

Signé,

Jacob van der Tocht (L.S.) O. V. Schwerin. (L S)

Christoffle von Brandt. (L.S.)

François Meynders. (L.S)

CLXIX.

CLXIX.

15. Mart. Erneuerte Erb-Vereinigung zwiſchen JULIO FRANCISCO zu Sachſen-Lauenburg/ und Fürſt JOHANN GEORGEN zu Anhalt vor ſich und dero ſämbtliches Fürſtliches Hauß/ daß wann ein theil ohne Männliche Leibes-Lehens-Erben ſolte mit Todt abgehen/ der andere in deſſen Landen ſuccediren ſolle/ geſchehen zu Wien den 15. Martii 1678. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Contin. II. Abtheil. IV. Abſatz II. pag. 356. Electorum Juris Publici curioſor. Continuat. pag. 470.]

C'eſt-à-dire,

Pacte Hereditaire renouvellé entre JULES FRANÇOIS *Duc de Saxe-Lauenburg d'une part*, & JEAN GEORGE *Prince d'Anhalt pour lui & pour toute la Maiſon des Princes d'Anhalt d'autre part, portant que les Lignes Maſculines de l'une ou de l'autre venant à manquer, la ſurvivante lui ſuccedera en tous ſes Domaines. A Vienne le* 15. *Mars* 1678.

WIr von GOttes Gnaden/ Julius Frantz/ Hertzog zu Sachſen/ Engern und Weſtphalen/ an einem/ und wir von deſſelben Gnaden/ Johann George/ Fürſt zu Anhalt/ Graff zu Aſcanien/ Herr zu Zerbſt und Bernburg/ für Uns und im Nahmen Herrn Victor Amadäus/ Herrn Wilhelms/ und Herrn Carl Wilhelms/ und deſſen ſämbtliche Herren Brüder/ auch Unſers Pflege-Sohns/ Herrn Emanuel Lebrechts/ allerſeits Fürſten zu Anhalt/ am andern Theile/ Uhrkunden und bekennen hiermit: Demnach Wir Uns beyderſeits der zwiſchen Uns ſich enthaltenen Blut-Verwandtniß erinnert/ und die Käyſerliche Confirmation der zwiſchen Chur-Sachſen und Uns/ Hertzog Julius Frantzen/ getroffenen Erb-Verbrüderung nicht allein nicht erhalten werden können/ ſondern auch durch ein ohnlängſt von Uns den Fürſten zu Anhalt extrahirtes Käyſerliches Decretum alle Hoffnung zu ſolcher Confirmation gäntzlich benommen worden.

Als haben Wir rathſam und nöthig befunden/ nach unſerer Hochlöblichen Vorfahren Exempel/ das Succeſſions-Recht/ ſo die Jura ſanguinis einer Linien an der andern Hertzogthümern/ Fürſtenthümern/ Landen und Leuten von Rechts wegen zulegen/ vermittelſt dieſes nachſtehenden Pacti deſtomehr zu verſichern/ und auf die begebende Fälle/ ſo wohl der hinterbleibenden Fürſtlichen Witben und Allodial-Erben hohes Intereſſe zu verwahren/ als auch von beyderſeits Landſchafften und Unterthanen alles Unheil/ ſo die Ungewißheit der Succeſſionen mit ſich zu führen pfleget/ abzuwenden.

Wir verordnen dieſem nach und paciſciren hiermit/ wie es in Recht am beſtändigſten geſchehen kan und mag/ für Uns/ die übrige Fürſten zu Anhalt/ Unſer und Ihre Liebden Erben und Nachkommen beyderley Geſchlechts

Erſtlich/ im Fall Wir Hertzog Julius Frantz oder Unſere künfftige Männliche Leibes-Lehens-Erben mit Tode abgehen/ und alſo des Alberti (welcher des Bernhardi Electoris Saxoniæ älteſter Sohn geweſen) Linie/ in und mit uns oder ihnen/ über kurtz oder lang/ gar erlöſchen ſolte/ alsdann ſuccediren in Unſerem Hertzogthum Sachſen/ Engern und Weſtphalen/ und allen deſſelben Regalien/ Fürſtlichen Würden/ Graffen und Herrſchafften/ Rechten/ Gerichten/ Zöllen/ Geleiten/ Anſprüchen und Proceſſen/ in Summa allen denen Reichs-Lehen/ Landen und Gerechtigkeiten/ ſo Wir als Hertzog zu Sachſen/ Engern und Weſtphalen/ würcklich beſitzen/ oder von Rechts wegen und Inhalts der Käyſerlichen Lehn-Brieffe haben und beſitzen ſollen/ nichts davon ausgeſchloſſen/ die obgenannte Unſere Vettern/ Fürſten zu Anhalt/ und Ihrer Liebden Fürſtliche Leibes-Lehns-Erben: Im Fall aber Wir Fürſt Johann George und die obbeſchriebene Unſere Herren Vettern/ Fürſten zu Anhalt/ wie auch Unſerer Ihrer Liebden Männliche Leibes-Lehns Erben ohne Hinterlaſſung dergleichen Lehens-Succeſſorn, Fürſten zu Anhalt/ mit Tode abgehen/ und alſo des Henrici, als Bernhardi, Hertzogen und Chur-Fürſten zu Sachſen/ Linie in uns oder ihnen gantz erlöſchen würde/ alsdann ſuccediret in den Fürſtenthum Anhalt/ dem incorporirten freyen Weltlichen Stifft Gernrode/ der Graffſchafft Mühlingen und allen andern Graff- und Herrſchafften/ Regalien/ Würden/ Zöllen/ Rechten/ Anſprüchen und Prætenſionen/ in Summa/ allen Unſern und Unſerer Herren Vettern Reichs-Lehen und Landen/ die Wir jetzo würcklich beſitzen/ oder vermög der Lehn-Brieffe und von Rechts wegen haben und beſitzen ſolten/ nichts davon ausgeſchloſſen/ Hochgedachter Unſer Herr Vetter/ Hertzog Julius Frantz/ und Seiner Liebden Fürſtliche Leibes-Lehens-Erben.

Zum Andern/ damit aber gleichwohl einer oder der andern Linien hinterbleibende Fürſtliche Gemahlinnen und Töchter/ Standes mäſſig unterhalten/ ausgeſtattet und dergeſtalt verſorget werden mögen/ daß ſie der abgehenden Linie es zu dancken/ und Deroſelben Gedächtniß deſto werther zu halten Urſach haben. So iſt unter Uns ferner abgeredet und beſchloſſen/ daß nicht allein die Wittumen und Leib-Renten/ ſo ein oder der andere Theil conſtituiret haben wird/ von dem ſuccedirenden Theile denen Fürſtlichen Witben præſtiret und geliefert/ die unverehlichten Princeßinnen nach des Hauſes Herkommen ausgeſtattet/ und was zur Allodial-Erbſchafft nach Sächſiſchen Rechten gehöret/ ihnen abgefolget/ ſondern auch aus den angeſtammeten Lehnen ihnen zweymahlhundert tauſend Reichs-Thaler gezahlet und entrichtet werden ſollen.

Drittens/ nicht weniger geloben Wir einander/ und verſprechen hiermit/ für Uns und die ſämbtlich Mitbeſchriebene/ auch Unſere und Ihrer Liebden Erben und Nachkommende Hertzoge zu Sachſen/ Engern und Weſtphalen und Fürſten zu Anhalt/ hochbetheuerlich/ daß der Landſchafften und Unterthanen bey denen obbedeuten Eröffnungs-Fällen in dem Hertzogthum Sachſen/ und denen darzu gehörigen Landen/ ſo wohl als in dem Fürſtenthumb Anhalt/ und denen darzu gehörigen Landen/ bey allen ihren Privilegien/ Ehren/ Statuten/ Gewohnheiten/ Rechten und Gerechtigkeiten/ in Eccleſiaſticis & Secularibus gelaſſen und geſchützet/ wie auch der abgegangenen Fürſtlichen Linien getreue Miniſtri, Räthe/ Haupt- und Ambt-Leute/ Zoll-Einnehmer und alle Bediente von der ſuccedirenden Linie in Schirm und Schutz genommen/ für andern wieder befördert/ ihrer geleiſteten treuen Dienſte wegen wohl recompenſiret/ auch ſie wegen rückſtändiger erweißlichen Beſoldung und habender Anforderung contentiret werden ſollen.

Vierdtens/ dieweil dieſe Diſpoſition nur eine Erneuerung der alten Erb-Verbrüderungen und fürnehmlich wegen der Allodial-Erbinnen/ Witben und Unterthanen/ aufgerichtet iſt/ der Jura ſanguinis und Agnationis, auch die Succeſſion einem Fürſtlichen Theil in des andern apertirten Landen ohne dem zulegen; So wollen Wir die allergnädigſte Käyſerliche Confirmation noch zur Zeit hierüber zu ſuchen anſtehen/ jedoch die rechte bequehme Gelegenheit/ ſie zu erbitten/ ergreiffen/ und Unſere Fürſtliche Erben und Intereſſenten dadurch deſtomehr zu verſichern befliſſen ſeyn/ Immittelſt aber/ ein ſolches expediens beſinnen und zu Wercke richten/ dadurch der andern Linie die Poſſeſſion auff dem Eröffnungs-Fall vermehret und andern Häuſern/ ſo darnach aſpiriren möchten/ die Gelegenheit dazu zu gelangen/ ſo viel an uns iſt/ benommen werde

Fünfftens/ wollen Wir auch einander überall getreulich meynen/ ein Theil des andern Aufnehmen und Wohlfarth fördern/ einander in allen Fürfallen- und Angelegenheiten an Käyſerlichen- Chur- und Fürſtlichen Höfen/ auch bey Reichs-Tagen und Conventen/ und wo es ſonſten die Nothdurfft erfordert/ Freund-Vetterlich und in geheim aſſiſtiren/ und alles thun und fürkehren/ was getreuen Stamm- und Bluts-Verwandten Vettern gegen einander zu thun und fürzukehren/ wohl anſtehet und gebühret/ Zu deſſen Uhrkundigung haben Wir Julius Frantz/ Hertzog zu Sachſen/ Engern und Weſtphalen/ und Wir Johann George/ Fürſt zu Anhalt/ für uns und im Nahmen aller übrigen Fürſten zu Anhalt/ (damit die Sache noch unter wenigen und deſto geheimer bleibe/) dieſe erneuerte Erb-Vereinigung und inſerirte Diſpoſition mit Unſer eigenhändigen Unterſchrifft und auffgedruckten Fürſtlichen Siegel beſtärcket/ wie auch der Fürſt zu Anhalt darbeneben verſprochen/ daß/ ſo bald des Herrn Vettern Hertzogen zu Sachſen Liebden/ denen andern regierenden Fürſten zu Anhalt/ es zu offenbaren belieben werden/ derſelben Unterſchrifft und Siegel hinzugethan/ oder doch Dero dienſt- und freund-vetterliche Genehmhaltung und danckbahre approbation Seiner Liebden verſchaffet und eingehändiget werden ſolle. Alles getreulich/ Fürſtlich und ſonder Gefehrde. Geſchehen und gegeben zu Wien am fünffzehenden Martii, im Jahr nach CHRISTI Geburth/ ein tauſend ſechs hundert und acht und ſiebentzig.

(L.S.)
Julius Frantz/
Hertzog zu Sachſen.

(L.S.)
Johann George/
Fürſt zu Anhalt.

CLXX.

Traité d'Alliance entre CHARLES II. *Roi de la Grande Bretagne*, & *les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *Fait à la Haye le* 26. *Juillet* 1678. [FREDER. LEONARD. Tom. VI. Actes & Negociations de la Paix de Nimégue. Tom. II. pag. 480. &c.] 26. Juill.

QUandoquidem Domini Ordines Generales Fœderati Belgii declaraverunt, quin imò per Literas Domi-

Domino Regi Chriſtianiſſimo ſignificaverunt ſe in Pacis conditiones a Majeſtate ſua oblatas, quatenus eæ ad ſe ſpectant, conſenſiſſe: quin etiam Catholicam Majeſtatem quantum ad ſe, iiſdem conditionibus aſſenſum præbuiſſe, paratosque ſe eſſe, & in mandatis dediſſe iis quos ad conficiendum Pacis negotium Neomagum miſerunt Legatis, ut ſecundum easdem conditiones, quod ad eorum Rempublicam attinet, cum Legatis Domini Regis Chriſtianiſſimi, iisque Fœderatorum, quibus idem placeret Miniſtris, Tractatum concluderent: cum animi perturbatione acceperunt Regis Chriſtianiſſimi Legatos moram tam ſalubris tamque deſideratæ rei facere, quod negarent Majeſtatem ſuam ea quæ Domino Regi Catholico, & Dominis Ordinibus Generalibus reſtituenda veniunt Oppida, reſtituturum, antequam Domino Regi Sueciæ pleniſſimè ſatisfactum, & Majeſtati ſuæ reſtituta ſint ea omnia, quæ durante hoc Bello amiſit. Domini verò Ordines Generales exiſtimarunt eam Dominorum Majeſtatis Chriſtianiſſimæ Legatorum opinionem erroneam adeò eſſe, ut nullo certo fundamento niti, nulliſque Juſtitiæ rationibus fulciri poſſit, eamque quàm pleniſſimè aberrare à verâ Regiæ Majeſtatis ſuæ intentione, neque eam paſſuram tam iniquam gravemque interpretationem declarationis quam Majeſtas ſua fecit. Et cum Domini Ordines Generales hanc quæ ſuboriebatur, & Paci moram afferebat, difficultatem Domino Regi Magnæ Britanniæ per Legatos ſuos ſignificârint, rogantes ut Regia Sua Majeſtas tam juſtam eorum cauſam probare, omniaque officia circa Regem Chriſtianiſſimum, quæ ſubmovendæ huic remoræ inſervire poſſent, adhibere, aut ſi in propoſito ſuo Rex Chriſtianiſſimus perſiſteret, iis auxilio eſſe vellet, & Majeſtas ſua Dominis Ordinibus Generalibus declarare fecerit, ſe in eadem cum iis eſſe Sententia, neque Pacem tam iniquis conditionibus fieri poſſe: Majeſtatem etiam ſuam, ſi per Regem Chriſtianiſſimum ſtaret, quominus Pax coaleſceret, eos omni ope viribusque omnibus tueri paratam eſſe. Cumque Domini Ordines Generales ſuis, qui Neomagi ſunt, Legatis mandaverint, ut quàm inique hæc à ſe peterentur, dictis Dominis Legatis Domini Regis Chriſtianiſſimi ſignificarent, rogarentque ut dictos Pacis Tractatus adimplere, concludere & ſignare vellent; neque prædictorum locorum reſtitutioni moram facerent, usquequo Domino Sueciæ Regi ſatisfactum, eaque quæ Bello amiſerat reſtituta eſſent, teſtarenturque ſe paratos eſſe Tractatui Pacis finem imponere, & eandem Dominis Ordin. Gen. manere Sententiam propoſitumque perficiendi concludendique dictum Pacis Tractatum, modò Majeſtati Chriſtianiſſimæ viſum fuerit dicta loca reſtituere, ex quo Pacis Tractatus ratihabitione, ejusdemque publicatione confirmatus fuerit, neque ei moram amplius facere ob ſatisfactionem reſtitutionemque eorum quæ Dominus Rex Sueciæ durante hoc Bello amiſit, omnemque operam omniaque humanitatis officia circa prædictos Chriſtianiſſimæ Majeſtatis ſuæ Legatos, adhibere ut in id conſentire velit, Pacisque negotium eam ob rem amplius protelare nolit: Conventum eſt propterea inter Dominum Regem Magnæ Britanniæ & Ord. Gen. Fœderati, Belgii ſi omnia prædicta humanitatis officia ſuo careant ſucceſſu, & Rex Chriſtianiſſimus permoveri nequeat ante diem 11. Menſis Auguſti proximè ſequentis declarare & promittere Majeſtatem ſuam dicta Oppida reſtituturam poſt Ratificationem publicationemque dicti Pacis Tractatus, neque ei reſtitutioni moram fore ob ſatisfactionem reſtitutionemque Domini Sueciæ Regis, aliamve quamcumque ob cauſam, aut poſt dictam declarationem reipſa reſtituere dicta loca detrectet, Dominum Regem Magnæ Britanniæ & Dom. Ord. Un. Belgii Bellum contra Regem Chriſtianiſſimum inituros, geſturos & proſecuturos mutuis conſiliis, auxiliis, & ſub iis quæ ſequuntur conditionibus, aliisve de quibus poſteà inter ſe, aut cum aliis qui hoc Bello impliciti ſunt Principibus mutuo conſenſu convenerit.

Quoniam Dominus Rex Chriſtianiſſimus Domino Regi Magnæ Britanniæ tanquam Pacis inter Partes belligerantes Mediatori, non ſemel ſignificavit ſe in Pacem cum dictis Partibus belligerantibus æquis conditionibus conſenſurum, & tamen poſt plurima Mediationis officia exigua ſpes finiendi Belli dictis æquis conditionibus affulſerit, Dominus Rex autem Magnæ Britanniæ & Domini Ordines Generales Tractatu inter ſe habito die 26. Menſis Julii Ann. 1678. exiſtimaverint Orbi Chriſtiano tranquillitatem ſuam parari poſſe, ſi Partibus belligerantibus placuerint hæ conditiones, ut quod ad Galliam & Hiſpaniam attinet, Oppida & loca appellata Caroloregium, ſive *Charleroi*, Athum, Aldenardum, Cortteriacum, Tornacum, Condæum, Valencænum & Fanum Sancti Guiſlani, Binche & Ducatus Limburgi, &c. cum Balivatibus, Caſtellaniis, Territoriis, Gubernationibus, Præfecturis, vulgo *Prevoſtez*, cum appertinentiis, dependentiis & annexis omnibus Regi Catholico reſtituerentur.

Quod ad Imperatorem, Imperium, & Principes Imperii, quæ Dominus Rex Chriſtianiſſimus durante hoc Bello occuparat, iiſdem Imperatori, Imperio, & Principibus Imperii reſtituerentur, cætera verò omnia manerent in eo ſtatu in quo tunc erant.

Quod ad Ducem Lotharingiæ ſpectat, Ducatus Lotharingicus Domino Duci reſtitueretur eo in ſtatu in quo nunc eſt; ſi verò id à Rege Chriſtianiſſimo obtinere nequiret, eo in ſtatu quo fuit tempore occupationis, & Dominus Rex Magnæ Britanniæ, Dominique Ordines Generales eam in rem mutuo Fœdere ſe obſtrinxerunt.

I. Pactum prætereà conventumque eſt inter prædictos Regem Magnæ Britanniæ, & Dominos Ordines Gen. Fœderati Belgii, ſe omnem omninò operam adhibituros, & viribus quantum fieri poteſt maximis id acturos, ut Dominus Rex Chriſtianiſſimus in easdem Pacis conditiones conſentiat, neque ante Pacem cum Domino Rege Chriſtianiſſimo concluſuros, quam iiſdem conditionibus aſſenſerit, aliisve de quibus Rex Magnæ Britanniæ & Domini Ordines Generales mutuo conſenſu ſecundum Belli ſucceſſus convenerint.

II. Pactum præterea inter ſuam Majeſtatem & Dominos Ordines Generales ſe conjunctis viribus, quantum fieri poteſt maximis, id acturos, ut prædictæ aut aliæ ex conſenſu Partium conditiones Pacis à Domino Rege Chriſtianiſſimo obtineantur, & eam in rem Majeſtatem ſuam ad minimum collaturam, Mari quidem tertiam partem amplius, Terrâ vero in Belgio tertiam partem minus earum virium, quas Domini Ordines Generales Mari vel Terra in Belgio collaturi ſunt, idque per modum proviſionis, dum expectatur propior conventio virium à Majeſtate ſuâ Fœderatisque qui hoc Bello implicantur involvunturque, præſtandarum.

III. Conventum eſt ut exorto inter Majeſtatem Magnæ Britanniæ & Majeſtatem Chriſtianiſſimam Bello, in facultate alterutrius Fœderatorum non ſit ſuſpendere arma ſe inter hoſtemque, ſine mutuo utriusque conſenſu.

IV. Caſu vero eveniente, ut Conventus de Pace Neomagi inſtitutus diſſolvatur, & alibi locorum de Pace, aut Treiga, ſive Induciis quorumdam annorum Partes inter ſe agere velint, negotium hoc Pacis aut Treigæ non poterit inſtitui ſine alterius Fœderati participatione, & niſi Pars quæ paciſcendi animum habet, alteri Parti eodem quo ſibi tempore procuret facultatem & Salvos Conductus neceſſarios ſolitosque, quibus ſuos Miniſtros ad locum Tractatui deſtinatum tuto mittere poſſit, & niſi de tempore ad tempus alteri Parti communicet ea omnia de quibus in dicto de Treiga Paceque Tractatu agetur. Nemo vero Fœderatorum in concluſionem prædictæ Pacis aut Treigæ conſentire poſſit, niſi ſub conditionibus Art. I. expreſſis, aliisve de quibus mutuo conſenſu convenerit, & niſi Fœderatus ſuus reſtituatur, quod ad Europam attinet, in poſſeſſionem Terrarum, Urbium, & Locorum, quin etiam omnium Jurium Immunitatumque, quibus utebatur fruebaturque tempore ſubſcriptionis hujus Tractatus, niſi aliter inter Majeſtatem ſuam & Dominos Ordines Gen. convenerit.

V. Si vero Pax inter Dominum Regem Chriſtianiſſimum, Dominum Regem Catholicum, & Dominos Ordines Generales coaleſcat, ſive iis quas Dominus Rex Chriſtianiſſimus propoſuit, ſive iis de quibus hoc Tractatu conventum eſt conditionibus, ejus ſervandæ ſponſores vindicesque erunt in forma omnium optima, ampliſſima & ſecuriſſima, non modo Rex Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines, quinimo & omnes Reges Principesque vicini, qui exiſtimabunt ſua intereſſe, ut Orbi Chriſtiano inconcuſſa maneat quies, & Belgio ſua reddatur conſtetque ſecura tranquillitas, in quem finem definietur inter Magnæ Britanniæ Regem & Dominos Ordines Generales Copiarum militarium numerus, aliaque media, quibus utendum erit adverſus alterutram Partium, quæ temeraverit vel violaverit Pacem, ut injuriam demat & Parti læſæ reſarciat.

VI. Pacta hæc conventa omniaque & ſingula in iis contenta à Domino Rege Magnæ Britanniæ atque Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii per Patentes utrinsque Partis Litteras Sigillis ſuis munitas debita &

authentica forma intra ſpatium trium ſeptimanarum proximè ſequentium, aut citius, ſi fieri poteſt, confirmabuntur, & ratihabebuntur, mutuaque Ratihabitionum Inſtrumenta intra prædictum tempus hinc inde extradentur. Actum Hagæ-Comitum 26. menſis Julii 1678.

Signatum erat

(*L.S.*) *Tempel*,

(*L.S.*) *W. van Haeckelom.*
(*L.S.*) *D. van Wyngaerden.*
(*L.S.*) *Gaſp. Fagel.*
(*L.S.*) *D. van Heyden.*
(*L.S.*) *Van Leeuwen.*
(*L.S.*) *J, de Mauregnault.*
(*L.S.*) *Joan. Baron de Reede.*
(*L.S.*) *A. ter Borght.*

CLXXI.

10. Aouſt. *Traité de Paix entre* LOUÏS XIV. *Roi de France, & les Seigneurs Eſtats Géneraux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas; portant, que chacun demeurera ſaiſi des Païs, Villes, & Places qu'il poſſede; à la reſerve de la Ville de Maſtricht, avec le Comté de Vronof, & les Païs de Fauquemont, Dalhem & Rolleduc, que Sa Majeſté T. C. rendra à Leurs Hautes Puiſſances. Fait à Nimegue le* 10. *d'Aouſt* 1678. *Avec les* RATIFICATIONS, *& les* PLEINS-POUVOIRS *de part & d'autre. Comme auſſi un* ARTICLE SEPARÉ, *touchant le Prince d'Orange du même jour* 10. *d'Aouſt* 1678. *S'enſuivent* DEUX LETTRES *d'Explication ſur l'Article* XIII. *du Traité, concernant la Neutralité promiſe par les Etats Generaux, & la Garantie des Obligations où l'Eſpagne entrera au regard de ladite Neutralité, du* 17. *d'Aouſt* 1678. *La* RATIFICATION *du Roi T. C. ſur cette Explication. A Fontainebleau le* 5. *Sept.* 1678. *L'*ARTICLE SEPARÉ *concernant l'Amniſtie generale pour les Sujets de part & d'autre du* 24. *Septembre* 1678. *Et les Ratifications de Sa Majeſté & de Leurs Hautes Puiſſances.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. II. pag. 590. & 636. d'où l'on a tiré cette Piece, qui ſe trouve dans le Recueil de LEONARD Tom. V. dans LONDORPII *Acta publica* Tom. X. pag 077. en Allemand, dans le *Theatrum Pacis* Tom. II. pag. 600. en Latin, en Allemand, & en François, & dans Anhang zu des Europäiſchen Herolds 4. Haubthandlungen pag. 1624.

LOUÏS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront; Salut. Comme noſtre tres-cher & bien-amé Couſin le Sieur Comte d'Eſtrades Mareſchal de France & Chevalier de nos Ordres, nôtre bien-amé & feal le Sieur Colbert Marquis de Croiſſi, Conſeiller ordinaire en nôtre Conſeil d'Eſtat, & nôtre bien-amé & feal le Sieur de Meſmes Comte d'Avaux, auſſi Conſeiller en nos Conſeils, nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-Pouvoirs que Nous leur en avions donnez, auroient conclu, arreſté, & ſigné le dixiéme de ce Mois en la Ville de Nimegue avec le Sieur Hieroſme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Univerſité à Leyden, cy-devant Conſeiller & Treſorier General des Provinces-Unies des Païs-Bas, le Sieur Guillaume de Naſſau Seigneur d'Odyk Cortgene & premier Noble, & repreſentant la Nobleſſe dans les Eſtats & au Conſeil de Zelande, & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, pareillement munis de Pleins-Pouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'enſuit:

AU nom de Dieu le Createur; A tous preſens & à venir, ſoit notoire, Comme pendant le cours de la Guerre qui s'eſt emue depuis quelques années entre le tres-Haut, tres-Excellent, & tres-Puiſſant Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Roi tres-Chreſtien de France & de Navarre; & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, Sa Majeſté auroit toûjours conſervé un ſincere deſir de rendre auſdits Seigneurs Etats ſa premiere amitié, & Eux tous les ſentimens de reſpect pour Sa Majeſté, & de reconnoiſſance pour les Obligations & les avantages conſiderables qu'ils ont reçus d'Elle & des Roys ſes Predeceſſeurs, il eſt enfin arrivé que ces bonnes diſpoſitions ſecondées des puiſſans offices de tres-Haut, tres-Excellent, & tres-Puiſſant Prince le Roi de la Grand' Bretagne, qui durant ces temps facheux, quand presque toute la Chreſtienté s'eſt trouvée en Armes, n'a ceſſé de contribuer par ſes Conſeils & bons avertiſſemens au ſalut & au repos public, auroient porté Sa Majeſté tres-Chreſtienne & leſdits Seigneurs Etats Generaux, comme auſſi tous les autres Princes & Potentats qui ſe ſont intereſſez dans cette Guerre, à conſentir que la Ville de Nimegue fuſt choiſie pour y traiter de Paix, & pour y parvenir Sa Majeſté tres-Chreſtienne auroit nommé pour ſes Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires le Sieur Comte d'Eſtrades Mareſchal de France, & Chevalier de ſes Ordres; le Sieur Colbert Chevalier Marquis de Croiſſi, Conſeiller ordinaire en ſon Conſeil d'Eſtat; & le Sieur de Mêmes Chevalier Comte d'Avaux, auſſi Conſeiller en ſes Conſeils; Et leſdits Seigneurs Etats Generaux, le Sieur Hieroſme de Beverningh Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Univerſité à Leyden, cy-devant Conſeiller & Treſorier General des Provinces-Unies; le Sieur Guillaume de Naſſau Seigneur d'Odyk, Cortgene, & premier Noble & repreſentant la Nobleſſe dans les Etats & au Conſeil de Zelande, & le Sieur Guillaume d'Haren Grietman du Bildt, Deputez en leurs Aſſemblées de la part des Etats d'Hollande, Zelande, &c. Leſquels Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires duement inſtruits des bonnes Intentions de leurs Maiſtres, ſe ſeroient rendus en ladite Ville de Nimegue, où aprés une reciproque communication des Pleins-Pouvoirs dont à la fin de ce Traité les Copies ſont inſerées de mot à mot, ſeroient convenus des conditions de Paix & d'amitié en la teneur qui s'enſuit:

I. Il y aura à l'avenir entre Sa Majeſté tres-Chreſtienne & ſes Succeſſeurs Roys de France & de Navarre & ſes Royaumes, d'une part; & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, d'autre, une Paix, bonne, ferme, fidele & inviolable, & ceſſeront enſuitte, & ſeront delaiſſez tous actes d'hoſtilité de quelque façon qu'ils ſoient entre ledit Seigneur Roi, & leſdits Seigneurs Etats Generaux, tant par Mer, & autres Eaux que par Terre, en tous leurs Royaumes, Païs, Terres, Provinces, & Seigneuries, & pour tous leurs Sujets, & Habitans de quelque qualité ou condition qu'ils ſoient ſans exception des Lieux, ou des perſonnes.

II. Et ſi quelques priſes ſe ſont de part, ou d'autre dans la Mer Baltique, ou celle du Nord, depuis Terneuſe juſqu'au bout de la Manche dans l'eſpace de quatre ſemaines, ou du bout de ladite Manche juſqu'au Cap de S. Vincent dans l'eſpace de ſix ſemaines, & delà dans la Mer Mediterranée & juſqu'à la Ligne dans l'eſpace de dix ſemaines, & au delà de la Ligne, & en tous les autres endroits du Monde dans l'eſpace de huit Mois à compter du jour que ſe fera la publication de la Paix à Paris, & à la Haye, leſdites priſes & les dommages qui ſe feront de part ou d'autre aprés les termes prefix ſeront portez en compte, & tout ce qui aura eſté pris ſera rendu avec compenſation de tous les dommages qui en ſeront provenus.

III. Il y aura deplus entre ledit Seigneur Roi, & leſdits Seigneurs Etats Generaux, & leurs Sujets & Habitans reciproquement une ſincere, ferme, & perpetuelle amitié & bonne correſpondance tant par Mer que par Terre en tout & partout, tant dedans, que dehors l'Europe, ſans ſe reſſentir des offences ou dommages qu'ils ont reçus, tant par le paſſé qu'à l'occaſion deſdites Guerres.

IV. Et en vertu de cette amitié & correſpondance, tant Sa Majeſté que les Seigneurs Etats Generaux, procureront & avanceront fidellement le bien & la proſpe-

rité

Anno 1678.

rité l'un de l'autre par tout ſupport, aide, conſeil, & aſſiſtances réelles en toutes occaſions & en tout temps, & ne conſentiront à l'avenir à aucuns Traitez ou Negociations qui pourroient apporter du dommage à l'un ou à l'autre; mais les romprons & en donneront les avis reciproquement avec ſoin & ſincerité auſſi-toſt qu'ils en auront connoiſſance.

V. Ceux ſur leſquels quelques biens ont eſté ſaiſis & confiſquez à l'occaſion de ladite Guerre, leurs Heritiers ou ayans cauſe, de quelle condition ou Religion qu'ils puiſſent eſtre, jouiront d'iceux Biens, & en prendront la poſſeſſion de leur autorité privée, & en vertu du preſent Traité, ſans qu'il leur ſoit beſoin d'avoir recours à la Juſtice, nonobſtant toutes incorporations au fiſc, engagement, dons en faits, Sentences preparatoires ou diffinitives données par deffaut & contumace en l'abſence des Parties & icelles non oüies, Traitez, Acords & Tranſactions, quelques Renonciations qui ayent eſté miſes eſdites Tranſactions pour exclure de partie deſdits Biens, ceux à qui ils doivent appartenir, & tous & chacuns Biens & Droits qui conformément au preſent Traité ſeront reſtituez, ou doivent eſtre reſtituez reciproquement aux premiers Proprietaires, leurs Hoirs & ayans cauſe, pourront eſtre vendus par leſdits Proprietaires, ſans qu'il ſoit beſoin d'impetrer pour ce conſentement particulier; & enſuite les Proprietaires des Rentes qui de la part des fiſcs ſeront conſtituez en lieu des Biens vendus; comme auſſi des Rentes & Actions eſtans à la charge des fiſcs, reſpectivement pourront diſpoſer de la proprieté d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres propres Biens.

VI. Et comme le Marquiſat de Bergopzom avec tous les Droits & Revenus qui en dépendent, & generalement toutes les Terres & Biens appartenans à Monſieur le Comte d'Auvergne Colonel General de la Cavalerie-Legere de France, & qui ſont ſous le Pouvoir deſdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, ont eſté ſaiſis & confiſquez à l'occaſion de la Guerre, à laquelle le preſent Traité doit mettre une heureuſe fin, il a eſté acordé que ledit Sieur Comte d'Auvergne ſera remis dans la poſſeſſion dudit Marquiſat de Bergopzom, ſes appartenances & dépendances; comme auſſi dans ſes Droits, Actions, Privileges, Uſances & Prerogatives dont il jouiſſoit lors de la Declaration de la Guerre.

VII. Chacun demeurera ſaiſi, & jouira effectivement des Païs, Villes, & Places, Terres, Iſles & Seigneuries, tant au dedans que dehors l'Europe, qu'il tient & poſſede à preſent, ſans eſtre troublé ni inquieté directement ni indirectement de quelque façon que ce ſoit.

VIII, Mais Sa Majeſté Tres-Chrétienne voulant rendre aus Seigneurs Etats Generaux ſa premiere amitié, & leur en donner une preuve particuliere dans cette occaſion, les remettra immediatement aprés l'échange des Ratifications, dans la poſſeſſion de la Ville de Maſtricht, avec le Comté de Vronof, & les Comtez & Païs de Fauquemont, Dalhem & Rolleduc d'Outremeuſe, avec les Villages de Redemption, Banc de S Servais, & tout ce qui dépend de ladite Ville.

IX. Leſdits Seigneurs Etats Generaux promettent, que toutes choſes qui concernent l'Exercice de la Religion Catholique Romaine, & la jouïſſance des Biens de ceux qui en font profeſſion, ſeront rétablies & maintenues ſans aucune exception dans ladite Ville de Maſtricht & ſes dépendances, en l'état & comme elles étoient reglées par ſa Capitulation de 1632. & que ceux qui auront eſté pourveus de quelques Biens Eccleſiaſtiques, Canonicats, Perſonnats, Prevoſtez, & autres Benefices, y demeureront établis, & en jouiront ſans aucune contradiction.

X. Sa Majeſté rendant auſdits Seigneurs Etats Generaux la Ville de Maſtricht & Païs en dépendans, en pourra faire retirer & emporter toute l'Artillerie, Poudres, Boulets, Vivres, & autres Munitions de Guerre qui s'y trouveront au temps de la remiſe ou reſtitution d'icelle; & ceux qu'Elle aura commis à cét éfet, ſe ſerviront, ſi bon leur ſemble, pendant deux Mois, des Charrois & Batteaux du Païs; auront le paſſage libre tant par Eau que par Terre, pour la retraite deſdites Munitions; & leur ſera donné par les Gouverneurs, Commandans, Officiers, ou Magiſtrats de ladite Ville, toutes les facilitez qui dépendent d'eux pour la voiture & conduite deſdites Artillerie & Munitions. Pourront auſſi les Officiers, Soldats, Gens de Guerre, & autres qui ſortiront de ladite Place, en tirer & emporter les Biens Meubles à eux appartenans, ſans qu'il leur ſoit loiſible d'exiger aucune choſe des Habitans de ladite Ville de Maſtricht & des environs, ni endommager leurs Maiſons, ou emporter aucune choſe appartenant auſdits Habitans.

XI. Tous Priſonniers de Guerre ſeront délivrez d'une part & d'autre, ſans diſtinction ou reſerve, & ſans payer aucune rançon.

XII. La levée des Contributions demandée par l'Intendant de la Ville de Maſtricht aux Païs qui y ſont ſoûmis, ſera continuée pour tout ce qui reſtera à écheoir juſques à la Ratification du preſent Traité; & les arrerages qui reſteront ſeront payez dans l'eſpace de trois Mois aprés le terme ſuſdit, dans des termes convenables, & moyennant caution valable & reſſeante dans une des Villes de la domination de Sa Majeſté.

XIII. Les Seigneurs Etats Generaux ont promis & promettent non ſeulement de demeurer dans une exacte Neutralité, ſans pouvoir aſſiſter directement ni indirectement les Ennemis de la France & de ſes Alliez; mais auſſi de garentir toutes les Obligations dans leſquelles l'Eſpagne entrera par le Traité qui interviendra entre Leurs Majeſtez Tres-Chrétienne & Catholique, & principalement celle par laquelle ledit Seigneur Roi Catholique ſera tenu de garder cette même Neutralité.

XIV. Si par inadvertance, ou autrement il ſurvenoit quelque inobſervation ou inconvenient au preſent Traité de la part de Sadite Majeſté ou deſdits Seigneurs Etats Generaux, & leurs Succeſſeurs, cette Paix & Alliance ne laiſſera pas de ſubſiſter en toute ſa force, ſans que pour cela on en vienne à la rupture de l'Amitié & de la bonne correſpondance: mais on reparera promptement leſdites contraventions; & ſi elles procedent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en ſeront ſeuls punis, & châtiez.

XV. Et pour mieux aſſeurer à l'avenir le Commerce & l'Amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roi, & ceux deſdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, il a eſté acordé & convenu, qu'arrivant cy-aprés quelque interruption d'Amitié, ou rupture entre la Couronne de France, & leſdits Seigneurs Etats deſdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaiſe) il ſera toûjours donné ſix mois de temps aprés ladite rupture aux Sujets de part & d'autre, pour ſe retirer avec leurs éfets, & les tranſporter où bon leur ſemblera, ce qui leur ſera permis de faire. Comme auſſi de vendre ou tranſporter leurs Biens & Meubles en toute liberté, ſans qu'on leur puiſſe donner aucun empéchement, ni proceder pendant ledit temps de ſix Mois à aucune ſaiſie de leurs éfets, moins encore à l'arreſt de leurs perſonnes

XVI. Touchant les prétentions & intereſts qui concernent Monſieur le Prince d'Orange, dont il a eſté traité & convenu ſeparément, par Acte ſigné ce jourd'huy, ledit écrit & tout le contenu d'iceluy ſortira ſon éfet, & ſera confirmé, accomply, & executé ſelon ſa forme & teneur, ni plus ni moins que ſi tous leſdits points en general, ou chacun d'eux en particulier, étoient de mot à mot inſerez en ce preſent Traité.

XVII. Et comme Sa Majeſté & les Seigneurs Etats Generaux reconnoiſſent les puiſſans offices que le Roi de la Grande Bretagne a contribué inceſſamment par ſes Conſeils & bons avertiſſemens au ſalut & au repos public, il a eſté convenu de part & d'autre, que Sadite Majeſté Britannique, avec ſes Royaumes, ſoit compriſe nommément dans le preſent Traité, de la meilleure forme que faire ſe peut.

XVIII. En ce preſent Traité de Paix & d'Alliance ſeront compris de la part dudit Seigneur Roi Tres-Chrétien, le Roi de Suede, le Duc d'Holſtein, l'Evéque de Straſbourg, & le Prince Guillaume de Furſtemberg; comme intereſſez dans la preſente Guerre. En outre ſeront compris, ſi compris ils veulent eſtre, le Prince & la Couronne de Portugal, le Duc & Seigneurie de Veniſe, le Duc de Savoye, les Treize Cantons des Ligues Suiſſes & leurs Alliez, l'Electeur de Baviere, le Duc Jean Frederic de Brunswik Hanover, & tous Rois, Potentats, Princes, & Etats, Villes, & Perſonnes particulieres, à qui Sa Majeſté Tres-Chrétienne, ſur la requiſition qu'ils luy en feront, accordera de ſa part d'eſtre compris dans ce Traité.

XIX. Et de la part des Seigneurs Etats Generaux, le Roi d'Eſpagne, & tous leurs autres Alliez, qui dans le temps de ſix ſemaines, à compter depuis l'échange des Ratifications, ſe declareront d'accepter la Paix, comme auſſi les Treize loüables Cantons des Ligues Suiſſes, & leurs Alliez & Conſederez, la Ville d'Embden, & de plus tous Rois, Princes & Etats, Villes & Perſonnes particulieres à qui les Seigneurs Etats Generaux, ſur la requiſition qui leur en ſera faite, accorderont de leur part d'y eſtre compris.

XX. Ledit Seigneur Roi, & leſdits Seigneurs Etats Generaux conſentent que le Roi de la Grande Bretagne, comme Mediateur, & tous autres Potentats & Princes qui voudront bien entrer en un pareil engagement, puiſſent donner à Sa Majeſté, & auſdits Seigneurs Etats Generaux leurs promeſſes & Obligations de Garantie de l'execution de tout le contenu au preſent Traité.

XXI. Le preſent Traité ſera ratifié & approuvé par ledit Seigneur Roi, & leſdits Seigneurs Etats Generaux, & les Lettres de Ratification ſeront délivrées de l'un & l'autre en bonne & deuë forme dans le terme de ſix ſemaines, ou plutoſt ſi faire ſe peut, à compter du jour de la ſignature.

En ſoy dequoy Nous Ambaſſadeurs ſuſdits de Sa Majeſté, & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs reſpectifs, Avons eſdits Noms ſigné ces Preſentes de nos Seings ordinaires, & à icelles fait appoſer les Cachets de nos Armes. A Nimégue le dixiéme jour du Mois d'Aouſt mil ſix cens ſoixante & dix-huit.

Le Mareſchal d'Eſtrades. *H. Beverningk.*
Colbert. *W. de Naſſau.*
De Mêmes. *W. Haren.*

NOus ayant agréable le ſuſdit Traité de Paix en tous & un chacun les Points & Articles qui y ſont contenus & déclarez, Avons iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons; & le tout promettons en ſoy & parole de Roi, & ſous l'obligation, & hypoteque de tous & chacuns nos Biens preſens & à venir, garder, & obſerver inviolablement, ſans jamais aller ny venir au contraire directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En témoin de quoi Nous avons ſigné ces Preſentes de nôtre main, & à icelles fait appoſer nôtre Seel. Donné à S. Germain en Laye le dix-huitiéme jour d'Aouſt l'an de grace mil ſix cens ſoixante-dixhuit, & de nôtre Regne le trente-ſixiéme.

Signé, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

RATIFICATION *des Etats Generaux du Traité de Paix.*

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas. A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront: SALUT. Ayant veu & examiné le Traité de Paix & d'Amitié fait & conclu à Nimégue le dixiéme jour du Mois d'Aouſt 1678. par le Sieur Comte d'Eſtrades Maréchal de France, & Chevalier des Ordres du Roi tres-Chrétien, le Sieur Colbert Marquis de Croiſſy Conſeiller ordinaire en ſon Conſeil d'Eſtat, & le Sieur de Mêmes Comte d'Avaux auſſi Conſeiller en ſes Conſeils, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majeſté tres-Chrétienne à l'Aſſemblée de Nimégue, au nom & de la part de Sadite Majeſté; Et par le Sieur Hieroſme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Univerſité à Leyden, cy-devant Conſeiller & Treſorier General des Provinces-Unies, le Sieur Guillaume de Naſſau Seigneur d'Odyk Cortgene, &c. Premier Noble, & repreſentant l'Ordre de la Nobleſſe dans les Etats & au Conſeil de Zelande, & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bilt, Deputés en nôtre Aſſemblée de la part des Etats de Hollande, Zelande, & Friſe, nos Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires à ladite Aſſemblée de Nimégue, en nôtre nom & de nôtre part en vertu de leurs Pleins-Pouvoirs reſpectifs Ayans de même veu & examiné la Lettre que noſdits Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires ont écrite auſdits Sieurs Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires de Sa Majeſté tres-Chrétienne le dix-ſeptiéme jour dudit Mois d'Aouſt, & la Réponſe que leſdits Sieurs Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires de Sadite Majeſté y ont fait le même jour, concernant l'Explication du treiziéme Article dudit Traité, comme auſſi l'Acte du cinquiéme jour de Septembre de la preſente année, par laquelle Sadite Majeſté a eu agreable l'Explication que ſeſdits Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires ont donnée ſur ledit treiziéme Article dudit Traité de Paix, deſquels Traités, Lettres, Actes & Pouvoirs la teneur s'enſuit :

AU Nom de Dieu le Createur. A tous preſens &c.

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte que les Lettres de Ratification ſeront delivrées de l'un, & de l'autre en bonne & deue forme dans le terme de ſix ſemaines, ou pluſtoſt ſi faire ſe peut, à compter du jour de la ſignature, Nous voulans bien donner des marques de nôtre ſincerité, & nous acquiter de la parole que nos Ambaſſadeurs ont donnée pour nous, Nous avons agreé, approuvé, & ratifié ledit Traité, & un chacun des Articles d'iceluy cy-deſſus tranſcrits, comme Nous l'agréons, approuvons, & ratifions par ces Preſentes, promettans en bonne ſoy & ſincerement le garder, entretenir, & obſerver inviolablement de point en point ſelon ſa forme & teneur, ſans jamais aller ni venir au contraire directement ou indirectement en quelque ſorte ou maniere que ce ſoit. En ſoy de quoy Nous avons fait ſigner les Preſentes par le Preſident de nôtre Aſſemblée, contreſigné par nôtre Premier Greffier, & y appoſer nôtre Grand Seeau. Fait à la Haye le dix-neuviéme jour de Septembre mil ſix cens ſoixante-dix-huit.

D. VAN WYNGAERD.

Par Ordonnance deſdits Seigneurs Etats Generaux.

H. FAGEL.

Enſuit la teneur du Pouvoir deſdits Sieurs Ambaſſadeurs de Sa Majeſté.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces Preſentes Lettres verront. SALUT, Comme Nous ne ſouhaittons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix, la Guerre dont la Chreſtienté eſt à preſent affligée, & que par les ſoins, & la Mediation de nôtre tres-cher & tres-amé Frere le Roi de la Grande Bretagne, la Ville de Nimégue a eſté agréée de toutes les Parties pour le lieu des Conferences, Nous par ce même deſir d'arreſter, autant qu'il ſera en Nous, la deſolation de tant de Provinces, & l'effuſion de tant de ſang Chreſtien: Sçavoir faiſons, que nous confians entierement en l'experience, la capacité & la fidelité de nôtre tres-cher & bien Amé Couſin le Sieur Comte d'Eſtrades Mareſchal de France & Chevalier de nos Ordres, de nôtre bien Amé & feal le Sieur Colbert Marquis de Croiſſy, Conſeiller ordinaire en nôtre Conſeil d'Eſtat, & de nôtre bien Amé & feal le Sieur de Mêmes Comte d'Avaux, auſſi Conſeiller en nos Conſeils, par l'épreuve avantageuſe que Nous en avons fait dans les diverſes Ambaſſades & Employs conſiderables que Nous leur avons confiez, tant au dedans qu'au dehors de nôtre Royaume; POUR CES CAUSES, & autres bonnes conſiderations à ce nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputé leſdits Sieurs Mareſchal d'Eſtrades, Marquis de Croiſſy, & Comte d'Avaux, commettons, ordonnons & deputons par ces Preſentes ſignées de nôtre main, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial d'aller en la Ville de Nimégue, en qualité de nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer, ſoit directement, ſoit par l'entremiſe des Ambaſſadeurs Mediateurs reſpectivement reçus & agréez avec tous Ambaſſadeurs & Miniſtres de nos tres-chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & de leurs Alliez, tous munis de Pouvoirs ſuffiſans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differends qui cauſent aujourd'huy la Guerre; Et pourront nos ſuſdits Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires, tous trois enſemble, ou deux en cas de l'abſence de l'autre, par maladie ou autre empêchement, ou un ſeul en l'abſence des deux autres, en pareil cas de maladie ou autre empêchement,

Google

chement, en convenir, & ſur iceux conclure & ſigner une bonne & ſeure Paix, & generalement faire, negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils eſtimeront neceſſaire pour le ſuſdit effet de la Paix, avec la même authorité que Nous ſerions & pourrions faire ſi Nous y eſtions preſens en Perſonne, encore qu'il y euſt quelque choſe qui requiſt un Mandement plus ſpecial, non contenu en ceſdites Preſentes. PROMETTANT en foy & parole de Roi de tenir ferme & d'accomplir tout ce que par leſdits Sieurs Mareſchal d'Eſtrades, Marquis de Croiſſy & Comte d'Avaux, ou par deux d'entre eux en cas de l'abſence de l'autre, par maladie ou autre empêchement, ou par un ſeul en l'abſence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, aura eſté ſtipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le temps qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir. CAR tel eſt nôtre plaiſir; En teſmoing de quoy Nous avons fait mettre le Seel à ceſdites Preſentes. DONNE' à S. Germain en Laye le vingt-troiſiéme jour de Decembre, l'an de grace mil ſix cens ſoixante & quinze, & de nôtre Regne le trente troiſiéme, *Signé*, LOUIS. *Et ſur le reply*, Par le Roy, ARNAULD. *Et ſcellé du grand Sceau en cire jaune.*

Enſuit la teneur du Pouvoir deſdits Sieurs Ambaſſadeurs Extraordinaires des Seigneurs Etats des Provinces-Unies.

LES Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas: A tous ceux qui ces Preſentes Lettres verront; SALUT. Comme nous ne ſouhaittons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre dont la Chreſtienté eſt à preſent affligée, & que par les ſoins & la Mediation du Sereniſſime Roi de la Grande Bretagne, la Ville de Nimegue a eſté agréée de toutes les Parties pour le lieu des Conferences, Nous par ce même deſir d'arreſter, autant qu'il ſera en Nous, la deſolation de tant de Provinces & l'effuſion de tant de ſang Chreſtien, Avons bien voulu y contribuer tout ce qui dépend de Nous, & pour cet effet deputé à ladite Aſſemblée quelques perſonnes du Corps de la noſtre, qui ont donné pluſieurs preuves de la connoiſſance & experience qu'ils ont des Affaires publiques, auſſi bien que de l'affection qu'ils ont pour le bien de noſtre Eſtat, & comme les Sieurs Hieroſme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Univerſite à Leyden, cy-devant Conſeiller & Treſorier General des Provinces-Unies, Guillaume de Naſſau Seigneur d'Odyk Cortgene, &c. premier Noble & repreſentant l'Ordre de la Nobleſſe dans les Etats & au Conſeil de la Comté de Zelande, & Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Deputé en nôtre Aſſemblée de la part des Etats d'Hollande, Zelande & Friſe, ſe ſont ſignalez en pluſieurs emplois importans pour nôtre ſervice, où ils ont donné des marques de leur fidelité, application & addreſſe au maniement des Affaires. POUR CES CAUSES, & autres bonnes conſiderations à ce nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputé leſdits Sieurs de Beverningk, d'Odyk, & de Haren, commettons, ordonnons & deputons par ces Preſentes, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial d'aller à la Ville de Nimegue en qualité de nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer, ſoit directement, ſoit par l'entremiſe des Ambaſſadeurs Mediateurs reſpectivement reçus & agréez, avec les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majeſté tres-Chreſtienne & ſes Alliez, munis de Pouvoirs ſuffiſans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differens qui cauſent aujourd'huy la Guerre, & pourront nos ſuſdits Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires tous trois enſemble, ou deux en cas de l'abſence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou un ſeul en l'abſence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir, & ſur iceux conclure & ſigner une bonne & ſeure Paix; & generalement faire, negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils eſtimeront neceſſaire pour le ſuſdit effet de la Paix, & de faire generalement tout ce que Nous pourrions faire ſi Nous y eſtions preſens, quand même pour cela il ſeroit beſoin de Pouvoir & Mandement plus ſpecial, non contenu dans ceſdites preſentes, PROMETTONS ſincerement & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme & ſtable tout ce que par leſdits Sieurs nos Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires, ou bien par deux d'iceux en cas de maladie, d'abſence, ou d'autre empêchement du troiſiéme, ou par un ſeul en l'abſence des deux autres en pareil cas de maladie ou d'autre empêchement, aura eſté ſtipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le temps qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir. Donné à la Haye en nôtre Aſſemblée ſous nôtre grand Sceau, Paraphe du Preſident & ſeing de nôtre premier Greffier, ce quatriéme Janvier de l'an mil ſix cens ſoixante & ſeize. J. BOOTSMA. *Sur le reply*, Par Ordonnance deſdits Seigneurs Etats Generaux. *Signé*, H. FAGEL. *Et ſcellé du grand Sceau en cire rouge.*

Article ſeparé touchant Monſieur le Prince d'Orange.

LOUÏS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces Preſentes Lettres verront; Salut. Comme nôtre tres-cher & bien amé Couſin le Sieur Comte d'Eſtrades Mareſchal de France & Chevalier de nos Ordres, nôtre bien amé & feal le Sieur Colbert Marquis de Croiſſy, Conſeiller ordinaire en nôtre Conſeil d'Eſtat, & nôtre bien amé & feal le Sieur de Mêmes Comte d'Avaux, auſſi Conſeiller en nos Conſeils, nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-Pouvoirs que Nous leur en avions donnez, auroient conclu, arreſté & ſigné le dixiéme de ce Mois en la Ville de Nimegue, avec le Sieur Hieroſme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Univerſité à Leyden, cy-devant Conſeiller & Treſorier General des Provinces-Unies des Païs Bas, le Sieur Guillaume de Naſſau Seigneur d'Odyk, Cortgene, &c. premier Noble & repreſentant la Nobleſſe dans les Etats & au Conſeil de Zelande, & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-Chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, pareillement munis de Pleins-Pouvoirs, l'Article ſeparé dont la teneur s'enſuit:

COmme enſuite de la Guerre qui depuis quelques années eſt ſurvenuë entre le Roi Tres-Chreſtien, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, Sa Majeſté a fait ſaiſir tous les Biens appartenans à Monſieur le Prince d'Orange, tant ladite Principauté que les Seigneuries & Terres ſcituées en France, & en a donné les revenus à Monſieur le Comte d'Auvergne, qui en jouit encore preſentement, & que par la Grace de Dieu la Paix a eſté reſtablie par le Traité conclu ce jourd'huy; Et qu'ainſi tous les fâcheux effets de la Guerre doivent ceſſer, Sa Majeſté a promis audit Sieur Prince & promet par cet Acte ſeparé, qu'immediatement aprés les Ratifications échangées elle fera lever ladite ſaiſie, & fera remettre ledit Sieur Prince dans la poſſeſſion de ladite Principauté, & des Terres qui luy appartiennent en France, Franche Comté, Charolois, Flandres & autres Païs dependans de la domination de Sa Majeſté & dans tous ſes Droits, Actions, Privileges, Uſances & Prerogatives, au même eſtat & en la même maniere dont il en jouiſſoit avant qu'il en euſt eſté depoſſedé à l'occaſion de la preſente Guerre. Fait à Nimegue le dixieſme jour du Mois d'Aouſt mil ſix cens ſoixante-dix-huit.

Le Mareſchal d'Eſtrades. *H. Beverningk.*
Colbert *W. de Naſſau.*
De Meſmes. *W. Haren.*

NOus ayant agreable le ſuſdit Article ſeparé en tous & un chacun des points d'iceluy, l'avons par ces Preſentes ſignées de nôtre main, loüé, approuvé, & ratifié, loüons, approuvons & ratifions, promettant en foy & Parole de Roi de l'accomplir, obſerver & faire obſerver ſincerement & de bonne foy, ſans ſouffrir qu'il ſoit jamais allé directement ou indirectement au contraire pour quelque cauſe ou occaſion que ce puiſſe eſtre; En témoin dequoy nous avons ſigné ces Preſentes de nôtre main & à icelles fait appoſer nôtre Seel. DONNE' à S. Germain en Laye le dix-huitiéme jour d'Aouſt l'an de grace mil ſix cens ſoixante dix-huit, & de nôtre Regne le trente-ſixiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

RATIFICATION *des Etats Generaux de l'Article ſeparé touchant Monſ. le Prince d'Orange.*

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas. A tous ceux qui ces Preſentes verront, Salut. Comme ainſi ſoit qu'outre le Traité de Paix & d'amitié fait & conclu à Nimegue le dixiéme jour du Mois d'Aouſt 1678. il ait eſté fait de même un Article ſeparé par le Sieur Comte d'Eſtrades Mareſchal de France & Chevalier des Ordres du Roi tres-Chretien, le Sieur Colbert Marquis de Croiſſi Conſeiller ordinaire en ſon Conſeil d'Etat, & le Sieur de Mêmes Comte d'Avaux auſſi Conſeiller en ſes Conſeils, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majeſté tres-Chreſtienne à l'Aſſemblée de Nimegue, au nom & de la part de Sadite Majeſté; & par le Sieur Hierôme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Univerſité à Leyden, cy-devant Conſeiller & Treſorier General des Provinces-Unies, le Sieur Guillaume de Naſſau Seigneur d'Odyk, Cortgene, &c. premier Noble & repreſentant l'Ordre de la Nobleſſe dans les Etats & au Conſeil de Zelande, & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bildt, deputez en noſtre Aſſemblée de la part des Etats de Hollande, Zelande & Friſe, nos Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires à ladite Aſſemblée de Nimegue, en noſtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs Pleins-Pouvoirs reſpectifs, duquel Article ſeparé la teneur s'enſuit.

Article ſeparé touchant Monſieur le Prince d'Orange.

COmme enſuite de la Guerre, &c.

NOus avons agréé, approuvé, & ratifié ledit Article ſeparé, l'agréons, approuvons & ratifions par les preſentes de meſme que s'il eſtoit inſeré dans le ſuſdit Traité de Paix & d'amitié, promettant de garder, entretenir, & obſerver inviolablement tout ce qui eſt contenu en iceluy, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, ſous quelque pretexte que ce ſoit. En foy dequoy nous avons fait ſigner les preſentes par le Preſident de noſtre Aſſemblée, contre-ſigner par noſtre premier Greffier, & y apoſer noſtre grand Sceau. Fait à la Haye le dix-neuviéme jour du Mois de Septembre 1678.

D. VAN WYNGAERD.

Par Ordonnance deſdits Seigneurs Etats Generaux.

H. FAGEL.

Lettres des Ambaſſadeurs de Leurs Hautes Puiſſances, à Meſſieurs les Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires de Sa Majeſté Tres-Chrétienne, pour l'explication de l'Article XIII. du Traité de Paix.

MESSIEURS.

Comme l'Article treiſiéme du Traité de Paix conclu & ſigné le dixiéme de ce Mois, qui eſt de Neutralité promiſe par Nos Seigneurs les Etats Generaux au regard des Ennemis de Sa Majeſté Tres-Chrétienne & de ſes Alliez, comme auſſi de la Garantie des Obligations dans leſquelles l'Eſpagne entrera au regard de la même Neutralité, eſt couché en maniere que l'on en pourroit inferer une Obligation non ſeulement du temps preſent & de la Guerre dans laquelle les Alliez de Nos Seigneurs les Etats Generaux continuent, mais que l'on pourroit en tirer des conſequences pour le temps à venir & pour les occaſions à naître apres toutes les Guerres preſentes finies, & que vos Excellences ſçavent que jamais on n'a eu intention au regard de ladite Neutralité que d'en convenir pour le preſent & pendant le cours de la preſente Guerre, conformement aux propoſitions que Sa Majeſté Tres-Chrétienne en a fait faire, Nous prions vos Excellences de Nous donner un mot d'éclairciſſement que l'intention de Sa Majeſté & de vos Excellences eſt que ledit Article n'eſt applicable qu'au temps que la preſente Guerre durera, & vos Excellences obligeront infiniment,

MESSIEURS.

DE VOS EXCELLENCES,

Les tres-humbles & tres-obéïſſans Serviteurs.

H. BEVERNINGK. W. HAREN.

A Nimegue le 17. d'Aouſt 1678.

Reponſe de Meſſieurs les Ambaſſadeurs de France, aux Ambaſſadeurs des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, en explication de l'Article treize du Traité de Paix.

MESSIEURS,

Nous avons reçu la Lettre de Vos Excellences du 17. de ce Mois, & quoi que la bonne foi avec laquelle le Roi nôtre Maître a toûjours agi & la ſincerité avec laquelle Sa Majeſté veut bien rendre ſa premiere amitié à Meſſieurs les Etats Generaux ne doive pas laiſſer à Vos Excellences la moindre inquietude qu'on veuille uſer de ſurpriſe envers Elles, ni donner à l'Article treize du Traité que Nous avons conclu & ſigné enſemble, le dixiéme de ce Mois une plus grande étenduë que celle dont Nous nous ſommes expliquez enſemble, Nous voulons bien les aſſurer que l'intention de Sa Majeſté, & par conſequent la nôtre, n'eſt pas de Nous prevaloir dudit Article plus long-temps que la preſente Guerre durera ni après qu'il aura plû à Dieu d'y mettre fin, d'obliger Meſſieurs les Etats Generaux en vertu de ce même Article à plus que leur propre intereſt, & leur bonne Union avec Sa Majeſté demandera d'Eux. Nous ſommes,

MESSIEURS,

DE VOS EXCELLENCES,

Les tres-humbles & tres-obéïſſans Serviteurs.

LE MAR. D'ESTRADES. COLBERT. D'AVAUX.

A Nimegue le 17. d'Aouſt 1678.

RATIFICATION *de l'Explication de l'Article treize au Traité de Paix entre la France & la Hollande.*

LE Roi ayant été informé par ſes Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires au Traité de Paix, à Nimegue de l'Explication qu'ils ont donnée par leur Lettre du dix-ſeptiéme du Mois d'Aouſt de cette preſente année aux Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas ſur le treiſiéme Article du Traité de Paix conclu & ſigné à Nimégue le dixiéme dudit Mois d'Aouſt de cette preſente année entre leſdits Sieurs Ambaſſadeurs, dans lequel il eſt parlé de la Neutralité promiſe par leſdits Etats Generaux, tant au regard de Sa Majeſté qu'à celuy de ſes Alliez, comme auſſi de la Garantie des Obligations dans leſquelles l'Eſpagne entrera au ſujet de la même Neutralité, Sa Majeſté ayant lû & examiné la ſuſdite Lettre, par laquelle leſdits Ambaſſadeurs déclarent & aſſurent, que l'intention de Sa Majeſté n'eſt pas de ſe prevaloir dudit Article plus long temps que la preſente Guerre durera, Sa Majeſté a eu agreable ladite explication, l'a louée, approuvée & ratifiée de même que ſi elle étoit inſerée dans le ſuſdit Traité de Paix, enſuite du treiſiéme Article d'icelui, l'a loüée, approuvée, & ratifiée, Promettant en foi & parole de Roi d'accomplir & faire obſerver ſincerement & de bonne foy tout ce qui eſt contenu en icelle, ſans ſouffrir qu'il ſoit jamais allé directement ni indirectement au contraire pour quelque cauſe ou occaſion que ce puiſſe être. En témoin dequoy Sa Majeſté a ſigné ces preſentes de ſa main, & à icelles fait appoſer le Seel de ſon ſecret. Donné à Fontaine bleau le cinquiéme jour de Septembre mil ſix cens ſoixante & dix-huit, étoit *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, ARNAULD.

Arti-

Article ſeparé portant Amniſtie generale pour les Sujets de France, & de Hollande.

LE Roi ayant reçû l'Article ſeparé ſigné par ſes Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires au Traité de Paix à Nimegue, & ceux des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, dont la teneur s'enſuit.

Les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Seigneur Roi Très-Chrêtien & les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, déclarent par le preſent Acte, qu'encore que le Traité, qu'ils ont ſigné le 10. d'Août porte une ſuffiſante abolition, pour tout ce qui a été commis, de part, & d'autre, à l'occaſion de la Guerre, à laquelle ledit Traité a mis fin; ſoit par ceux qui étant nez Sujets de la France, & engagez au ſervice de Sa Majeſté par les emplois & Biens, qu'ils poſſédoient dans l'étendue de la France ſont entrez, ou demeurez au ſervice des Seigneurs Etats Généraux, ou par ceux, qui étant nez Sujets deſdits Seigneurs Etats, ou engagez à leur ſervice par les emplois, & Biens, qu'ils poſſeduient dans l'étendue des Provinces-Unies ſont entrez ou demeurez au ſervice de Sa Majeſté très-Chrêtienne, néanmoins pour leur plus grande ſureté, & pour les mettre à couvert de toutes pourſuites, leſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires ſont demeurez d'accord, que toutes les ſuſdites perſonnes de quelque qualité & condition qu'elles ſoient, ſans nul excepter, pourront rentrer, rentreront, & ſeront effectivement laiſſez & rétablis en la poſſeſſion & jouiſſance paiſible de tous leurs Biens, Honneurs, Dignitez, Privileges, Franchiſes, Droits, Exemptions, Conſtitutions, & Libertez, ſans pouvoir être recherchez, troublez, ni inquietez en general, ni en particulier pour quelque cauſe, ou prétexte que ce ſoit, pour raiſon de ce qui s'eſt paſſé, depuis la naiſſance de ladite Guerre. Enſuite de laquelle Déclaration & après qu'elle aura été ratifiée, tant par Sa Majeſté très-Chrêtienne, que par les Seigneurs Etats Généraux, ce qui ſera fait dans le temps d'un Mois, il leur ſera permis à tous & à chacun en particulier, ſans avoir beſoin de Lettres d'abolition, & de pardon de retourner, en perſonne, dans leurs Maiſons en la jouiſſance de leurs Terres, & de tous leurs autres Biens, ou d'en diſpoſer en telle maniere que bon leur ſemblera. Fait à Nimegue le vingt-quatriéme de Septembre 1678.

Le Maréchal d'Eſtrades.	*H. Beverningk.*
Colbert.	*W. Haren.*

SA Majeſté ayant lû le ſuſdit Article l'a approuvé & ratifié, l'approuve & ratifie; promettant en foi & parole de Roi d'accomplir & faire obſerver ſincerement & de bonne foi tout ce qui eſt contenu en icelui, ſans ſouffrir qu'il ſoit jamais allé directement ni indirectement au contraire pour quelque cauſe ou occaſion que ce puiſſe être. En témoin dequoi Sa Majeſté a ſigné ces Preſentes de ſa main & à icelle fait appoſer le Scel de ſon ſecret. Donné à Fontainebleau le troiſiéme jour d'Octobre mil ſix cens ſoiſante & dix-huit. *Signé*, LOUIS: *Et plus bas*, ARNAULD.

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas. A tous ceux qui ces preſentes verront, Salut. Comme ainſi ſoit que le 24. jour de Septembre 1678. il ait été fait & conclu à Nimegue par les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Seigneur Roi Très-Chrêtien, & les Nôtres, un Acte d'Amniſtie, dont la teneur s'enſuit.

LEs Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, &c.

Nous avons agréé, approuvé, & ratifié ledit Acte en tous ſes points, comme nous l'agréons, approuvons & ratifions par ces Preſentes, Promettans en bonne foi, & ſincerement le garder, entretenir, & obſerver inviolablement de point en point ſelon ſa forme & teneur, ſans jamais aller ni venir au contraire directement ou indirectement ſous quelque prétexte que ce ſoit. En foi de quoi Nous avons fait ſigner les Preſentes par le Préſident de nôtre Aſſemblée, contreſigner par nôtre premier Greffier, & y appoſer nôtre Cachet. Fait à la Haye le trentiéme jour de Septembre, l'an mil ſix cens ſoixante dix-huit. *Signé*, W. DE NASSAU.

Par Ordonnance deſdits Seigneurs Etats Généraux,
H. FAGEL.

Proteſtation des Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentaires du Roi de DANNEMARC, *& de l'Electeur de* BRANDEBOURG, *comme auſſi de l'Envoyé du Prince Eveque de* MUNSTER *contre la Paix particuliere des Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *avec la France. A Nimegue le 10. d'Août 1678.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. II. Part. II. pag. 506.]

LEs ſouſſignez Ambaſſadeurs, Plenipotentiaires & Miniſtres, ayans appris avec le dernier eſtonnement, qu'il y avoit apparence que Meſſieurs les Ambaſſadeurs des Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays Bas, ſe reſoudroient à ſigner encor aujourd'huy un Traité ſeparé de Paix, avec le Roy Tres-Chrêtien, & Leurs Hautes Puiſſances, ce qui a eſté enſuite confirmé par quelques-uns deſdits Ambaſſadeurs meſmes, quoi que juſques icy ils n'ayent donné communication des ingrediens de leur Projet, ny tenu aucune Conference particuliere, ſur un ſujet de ſi grande conſequence, en conformité des Traitez qui y obligent Leurs Hautes Puiſſances.

Les Ambaſſadeurs & Miniſtres Plenipotentiaires ſuſdits ont jugé de leur devoir de repreſenter à Meſſieurs les Ambaſſadeurs de Leurs Hautes Puiſſances, la difformité de ce procedé, avec la teneur des Alliances contractées ſi ſolemnellement avec leurs Seigneurs & Maiſtres, dans leſquelles Meſſieurs les Eſtats ont promis ſous leur parole, & ſous l'authorité de la foy publique, de ne ſonger jamais à faire des Traitez ſeparez avec leur Ennemy commun, qui eſtoit ſur le point de renverſer toute leur Republique, & de l'oppreſſion duquel ils ne ſe ſont ſauvez que par les aſſiſtances, & par des diverſions données de temps en temps, en divers endroits de l'Europe en leur faveur.

Ils requierent donc avec toutes les inſtances imaginables, & conjurent leſdits Sieurs Ambaſſadeurs par tout ce qu'il y a de plus ſaint, & de plus inviolable au Monde, de ne ſe precipiter pas à ſigner cette Paix ſeparée, directement oppoſée aux Alliances ſuſdites, & de leur laiſſer le loiſir d'en pouvoir donner l'information neceſſaire à leurs Seigneurs & Maiſtres: ce delay ne leur pouvant apporter le moindre prejudice, & cette requiſition eſtant entierement conforme à tout ce qu'on peut attendre de la foy publique, & de la ſincerité de Meſſieurs les Eſtats Generaux. On ſe promet d'autant plus qu'on ne fera aucune difficulté d'accorder l'un & l'autre, ſur tout, puis qu'il n'apparoit aucune neceſſité évidente qui pût obliger Leurs Hautes Puiſſances, à une reſolution ſi oppoſée à toutes celles qu'ils ont priſes & concertées cy-devant, & meſme aprés avoir exhorté de nouveau leurs Alliez à la fermeté dans l'obſervation & l'execution des Traitez, & aprés que leſdits Alliez nos Seigneurs & Maiſtres ont pris là-deſſus des reſolutions vigoureuſes, & conformes à leurs ſouhaits, ayant envoyé des Troupes ſi nombreuſes au milieu des Pays-Bas Eſpagnols, pour ſauver Mons de l'extremité à laquelle les Armes de France l'avoient reduit, & pour ſeconder & pour executer le reſte des deſſeins, & des exploits que l'Eſpagne & l'Etat ſous la conduite de Son Alteſſe le Prince d'Orange pourroient reſoudre pour le bien de la cauſe commune, & pour la ſeureté particuliere des Pays-Bas.

Ils ont outre cela commandé encore une eſlite des Troupes qui ſont en marche pour s'approcher de la Meuſe, & pour eſtre employées à la meſme fin, de ſorte qu'avec l'aſſiſtance du bon Dieu, il y a lieu d'eſperer encore des bons ſuccés dans une cauſe ſi juſte & ſi bonne.

En tout cas, & ſi Meſſieurs les Etats ſe trouvoient obligez par une neceſſité indiſpenſable (dont le ſujet, & la force ne ſont pas pourtant connuës aux Alliez) de proceder avec tant de precipitation à une Paix particuliere avec la France, les Ambaſſadeurs & Miniſtres ſuſdits declarent en vertu de ce Memoire, que leurs Seigneurs & Maiſtres ſont diſpoſez & preſts d'entrer en meſme temps en ce Traité, & de conclure conjointement avec Meſſieurs les Etats Generaux la Paix avec Sa Majeſté Tres-Chreſtienne ſous des conditions honneſtes & équitables, dont on conviendra en peu de temps, à la concluſion deſquelles ils apporteront de leur coſté toute ſorte de facilité, & de bons offices.

On

On ſe promet que leſdits Sieurs Ambaſſadeurs ne refuſeront pas une offre ſi pleine de Juſtice & de generoſité, & l'on ne ſe peut nullement perſuader que l'intention de leurs Hautes Puiſſances ne ſoit pleinement conforme à ces juſtes deſirs, & qu'ils pourroient ſeulement concevoir la penſée d'abandonner leurs bons & fidels Amis, voiſins, & Alliez, qui ont employé tout ce qu'ils ont eu de plus cher, & de plus precieux au monde, pour les retirer de la cheute qui les menaçoit, & pour les rétablir dans leur ancienne liberté & ſplendeur. Au moins on ſe promet de leur Juſtice & ſincerité, qu'ils ne voudront rien conclure ſans y comprendre les Intereſts de leurs Alliez, qui ſont en effet les leurs propres, ny concourir à l'oppreſſion, & à la ruine de ceux qui les ont ſi fidelement aſſiſtés contre un Ennemy ſi puiſſant, qui d'une main fait tant de parade de la ſincerité de ſon deſir pour rendre le repos à la Chreſtienté, & de l'autre refuſe d'en accepter les moyens, qui ſont capables de le procurer, outre que cét abandonnement des Alliez, & la Neutralité qu'on pretend d'eſtablir, n'a pas eſté ſeulement demandée du Roy Tres-Chreſtien dans le Plan des conditions de Paix projettées: les Etats ayans toûjours témoigné de ne vouloir pas accepter l'Armiſtice de ſix Semaines offert enſuite du Roy Tres-Chreſtien, à cauſe que la Neutralité en faiſoit une condition, qui les auroit privés de la faculté d'aſſiſter leurs Alliez.

Au pis aller, & ſi nonobſtant toutes ces juſtes & équitables Remonſtrances on ne laiſſoit pas de proceder à la ſignature d'un Traité de cette nature, les ſuſdits Ambaſſadeurs, Plenipotentiaires, & Miniſtres des Hauts Alliez ne ſe peuvent pas diſpenſer de proteſter le plus ſolemnellement, & en la meilleure forme contre ce Traité ſeparé, directement contraire aux Alliances, & contre les aſſurances ſolemnelles qu'on a données de temps en temps de la fermeté, & de l'exactitude de Leurs Hautes Puiſſances dans l'obſervation & l'accompliſſement des Traités.

Ils proteſtent auſſi en même-temps de tous les malheurs, inconveniens, pertes & dommages, qu'en general toute la Chreſtienté, & leurs Seigneurs & Maiſtres chacun en particulier pourra ſouffrir de cette ſeparation, & de l'inobſervation des Alliances ſi ſolemnellement, & ſi religieuſement contractées, en leur reſervant, tout ce qu'en vertu de ces Alliances, du Droit des Gens, & les Loix Divines & humaines leur peut competer, & en laiſſant au Jugement ſain & desintereſſé de tout le monde, les violences qui contre toute parole, toute Obligation, tout Traité, & même contre toute neceſſité, par un procedé également precipité, & inouï, ſe font à leurs Seigneurs & Maiſtres, dans un temps que le bon Dieu leur fait encore reluire les eſperances de quelque reſſource par des voyes plus decentes, & plus raiſonnables, comme ceux qui par des paſſions aveugles, & des ſentimens preoccupez, même contre l'opinion de ceux qu'une honeſteté plus genereuſe, & la conſideration de leur Obligation anime à une fermeté raiſonnable, ſacrifient l'honneur & la gloire de leur Patrie à des demarches, qui ſont indignes à un Etat que la Raiſon & la Juſtice gouverne, par cette conduite y mettent une tache qui jamais ne ſe perdra de la Memoire de l'Univers. Fait à Nimegue ce dixiéme Aouſt l'an mil ſix cens ſeptante huit.

Eſtoit ſigné,

HOEGH, BLAESPEL,

S. PETKUM, ZURMUHLEN.

Seconde Proteſtation des Miniſtres de DANNEMARCK, *de* BRANDEBOURG, *& de* ZELL, *&* WOLFEMBUTEL, *contre la Paix faite par les Eſtats Generaux des Provinces-Unies avec la* FRANCE, *& contre la Ceſſation d'armes convenuë entr'eux & la* SUEDE. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. II. Part. II. pag. 573.]

LEs ſouſſignez Conſeiller, & Envoyé Extraordinaire de Sa Majeſté le Roy de Dannemarc, Norvegue, &c. Deputé Extraordinaire de Son Alteſſe Electorale de Brandebourg, & Miniſtre de Leurs Alteſſes Meſſieurs les Ducs de Zell & Wolffenbuttel, apprenant par le bruit commun, comme ſi Vos Hautes Puiſſances (aprés la ſignature de Paix ſeparée que leurs Ambaſſadeurs avoient fait avec ceux de la France à Nimegue, & dequoy ils ſe remettent aux Proteſtations faites ſur le même lieu par les Miniſtres de tous les Hauts Alliez, & aux Memoires qu'ils ont preſenté icy au même ſujet à Meſſieurs les Deputez de Vos Hautes Puiſſances pour les affaires eſtrangeres) s'eſtoient encore laiſſé porter à convenir en leur particulier avec la Suede d'une Ceſſation d'armes pour un certain terme, ils ont eû de la peine à ajoûter foy à une choſe qui eſt ſi directement oppoſée aux termes exprés des Traités.

Mais comme ils voyent avec beaucoup de regret qu'il ſe negotie & traite pluſieurs choſes entre Vos Hautes Puiſſances & les Ennemis communs des Alliez, dont il ne ſe donne nulle connoiſſance prealable & en temps aux Hauts Alliez, les ſouſſignez ſe ſont veus obligez de remontrer à Vos Hautes Puiſſances, combien cette conduite eſt contraire aux termes des Alliances faites, & ne ſçachant pas par le deffaut d'une communication duë, la verité de ces ſortes de nouvelles, qui ſe debitent par les Ennemis meſme, de cet engagement pretendu d'une Ceſſation d'armes priſe par Vos Hautes Puiſſances avec la Suede, ils ont trouvé à propos pour leur décharge, de faire ſouvenir Vos Hautes Puiſſances des termes meſmes des Traitez, qui diſent dans l'Art. 18.

Que les Alliez ſeront obligez de donner communication l'un à l'autre de temps en temps conſecutivement, de tout ce qui dans les Negotiations de Paix, ou de Treve, viendra à eſtre avancé, ou propoſé.

Et un peu auparavant:

Que les Etats Generaux ne feront aucune Ceſſation d'armes avec l'Ennemy, autrement que conjointement & de conſentement & volonté commune.

En les conjurant par tout ce qu'il y a de plus inviolable dans les Traitez ſolemnels & foy publique, de ne pas permettre qu'il ſoit fait ſur ce point de la Ceſſation d'armes une contravention ſi notoire de leur part auſdits Traitez, ſans aucune raiſon legitime ny neceſſité urgente.

Les ſouſſignez étant d'ailleurs obligez de proteſter ſolemnellement au nom & de la part de leurs Maîtres, en cas que contre toute attente on auroit déja arreſté cette Ceſſation d'armes avec la Suede ſeparément, de meſme à l'égard de toutes autres Negotiations & engagements contre la teneur des Traitez, qui diſent & requierent expreſſément:

Qu'aucun des Partis ne pourra venir à aucune Concluſion de Paix ſans y comprendre ſes Alliez.

On ſe promet que Vos Hautes Puiſſances, ſelon leurs hautes lumieres, & ſelon l'exactitude qu'elles ont accoûtumé de garder inviolablement dans la teneur de leurs Traitez, voudront bien faire reflection ſur ce que les ſouſſignez viennent d'alleguer, à ne point ratifier celuy qui avoit eſté conclu à Nimegue avec les Ambaſſadeurs de France, comme ne pouvant ſubſiſter avec l'Obligation des ſuſdits engagemens, ce qui confirmera ſans doute toutes les Puiſſances de l'Europe dans la confiance qu'elles ont miſe juſqu'icy en Vos Hautes Puiſſances, touchant l'accompliſſement de leurs promeſſes fondées ſur la foy publique. En tout cas, les Miniſtres ſouſſignez ſe trouvent obligez de reſerver à leurs Seigneurs & Maitres tout ce qui leur peut competer, tant en vertu du Droit des Gens, qu'en conformité des Traitez ſuſmentionnez, en les déchargeant en meſme temps de tous les inconveniens & malheurs que ces ſortes de démarches pourroient arriver, & cauſer, tant au prejudice de la cauſe commune, que pour l'intereſt d'un chacun en particulier. Fait à la Haye ce 18. Aouſt, 1678.

Proteſtation du Reſident de l'Evêque & Prince de MUNSTER, *contre la Ceſſation d'Armes convenue entre les Eſtats Generaux des* PROVINCES-UNIES *& la Couronne de* SUEDE. *A la Haye le* 19. *d'Aouſt* 1678. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. II. Part. II. pag. 671.]

LE ſouſſigné Miniſtre de Son Alteſſe de Munſter & de Corvey, &c. ayant appris avec le dernier étonnement ce que les Miniſtres des Hauts Alliés du Nord ont repréſenté le 18. de ce Mois à Vos Hau-

ANNO 1678. tes Puiſſances comme s'il ſe repandoit un bruit, que V. V. H. H. P. P. aprés la ſignature d'une Paix ſeparée avec la France, s'étoient encore laiſſées porter à convenir en leur particulier avec la Suede d'une Ceſſation d'Armes pour un certain terme, en proteſtant ſolemnellement, & en la meilleure forme comme contre une choſe directement contraire aux Articles des Traités, dont la teneur ſut inſerée dans leur Memoire, ſe trouve obligé par les ordres generaux qu'il a ſur ce Chef, de ſe remettre entierement à ladite Proteſtation & reſervation & à tout ce qu'elle contient de mot à mot, & ſachant, que Son Alteſſe, Son Sereniſſime Prince & Maître, ſe trouvera exceſſivement ſurpriſe de cette Nouvelle, il prie & conjure par tout ce que leſdits Miniſtres ont allegué, que V. V. H. H. P. P. ſe veuillent ſouvenir de ce qu'elles ont ſi ſolemnellement contracté, & de faire voir qu'elles font encore quelque reflexion ſur l'Obligation & l'obſervation des Traités & ſur les Interêts de leurs Amis & tres-fidelles Alliés, ſelon ce qu'elles ont proteſté de temps en temps; ſur quoy il ſe promet une favorable reſolution. Fait à la Haye, ce 19. d'Aouſt.

JEAN CONRARD NORFF.

Acte d'Amniſtie convenu entre LOUÏS XIV. *Roi de France & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *en faveur des Sujets de part & d'autre, qui ont porté les Armes dans la derniere Guerre contre leur Souverain. A Nimegue le* 24. *Septemb.* 1678. Avec *la* RATIFICATION *des Etats Generaux du* 30. *Septembre* 1678. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. II. Part. II. pag. 588.]

MEſſieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas, à tous ceux qui ces preſentes verront, Salut. Comme ainſi ſoit que le 24. jour de Septembre 1678. il ait été fait & conclu à Nimegue par les Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires du Seigneur Roy Tres-Chreſtien, & les noſtres un Acte d'Amniſtie, dont la teneur s'enſuit.

Les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Seigneur Roi Tres-Chreſtien, & les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, déclarent par le preſent Acte, qu'encore que le Traité qu'ils ont ſigné le 10. d'Aouſt porte une ſuffiſante abolition pour tout ce qui a eſté commis de part & d'autre à l'occaſion de la Guerre, à laquelle ledit Traité a mis fin, ſoit par ceux qui étans nez Sujets de la France, & engagez au ſervice de Sa Majeſté, par les Emplois & Biens qu'ils poſſedoient dans l'eſtenduë de la France, ſont entrez & demeurez au ſervice deſdits Etats Generaux, ou par ceux qui étant nez Sujets deſdits Etats Generaux, ou engagez à leur ſervice par les Emplois & Biens qu'ils poſſedoient dans l'étenduë des Provinces-Unies, ſont entrez & demeurez au ſervice de Sa Majeſté tres-Chrétienne, neanmoins pour leur plus grande ſeureté, & pour les mettre à couvert de toute pourſuite, leſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, ſont demeurez d'accord que toutes les ſuſdites perſonnes de quelques qualitez & condition qu'ils ſoient ſans nulles excepter, pourront rentrer, rentreront, & ſeront effectivement laiſſez & rétablis en la poſſeſſion & jouiſſance paiſible de tous leurs Biens, Honneurs, & Dignitez, Privileges, Franchiſes, Droits, Exemptions, Conſtitutions, & Libertez, ſans pouvoir être recherchez, troublez ni inquietez en general ni en particulier, pour quelque cauſe & pretexte que ce ſoit, pour raiſon de ce qui eſt paſſé depuis la naiſſance de ladite Guerre, enſuite de laquelle Declaration & aprés qu'elle aura été ratifiée tant par Sa Majeſté tres-Chrétienne, que par leſdits Seigneurs Etats Generaux, ce qui ſera fait dans le temps d'un Mois, il leur ſera permis à tous & chacun en particulier, ſans avoir beſoin de Lettres d'abolition & de pardon, de retourner en perſonne dans leurs Maiſons, en la jouiſſance de leurs Terres, & de tous leurs autres Biens, ou d'en diſpoſer de telle maniere que bon leur ſemblera. Fait à Nimegue le 24. Septembre 1678. *Eſtoit ſigné,* ANNO 1678.

(*L. S.*) LE MARESCHAL D'ESTRADES.

(*L. S.*) COLBERT.

(*L. S.*) H. VAN BEVERNING.

(*L. S.*) W. VAN HAREN.

Nous avons agréé, approuvé & ratifié, leſdits Actes en tous ſes Points, comme nous l'agréons, approuvons, & ratifions par ces preſentes, promettant en bonne foi & ſincerement, le garder, entretenir, & obſerver inviolablement de Point en Point ſelon ſa forme & teneur, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, ſous quelque pretexte que ce ſoit, en foi dequoi nous avons fait ſigner les preſentes par le Preſident de noſtre Aſſemblée, contreſigner par nôtre premier Greffier, & y appoſer nôtre Cachet. Fait à la Haye le 30. jour de Septembre l'an 1678.

CLXXII.

Traité de Commerce & de Navigation entre LOUÏS XIV. *Roi de France, & les Seigneurs Eſtats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, portant une reciproque Liberté de Commerce, pour les Sujets de part & d'autre, & avec les memes Franchiſes, dont jouïſſent les propres Sujets. Le Roi T. C. y promet auſſi que le* Droit d'Aubeine *ne ſera point exercé en ſon Royaume ſur les Hollandois. Fait à Nimegue le* 10. *d'Aouſt* 1678. Avec *inſertion des* POUVOIRS, *de part & d'autre, comme auſſi les Formules des Lettres de Mer.* S'enſuivent *les* RATIFICATIONS, *& l'*ARTICLE SEPARÉ, *concernant l'Impoſition de cinquante ſols par Tonneau, que le Roi T. C. ſe reſerve ſur les Navires Hollandois, comme ſur les autres étrangers. A Nimegue le* 10. *d'Aouſt* 1678. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. II. pag. 600. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans le Recueil de LEONARD, Tom. V. dans LONDORPII, *Acta publica*, Tom. X. pag. 679 en Allemand, dans le *Theatrum Pacis* Tom. II. pag 631. en Latin, en Allemand, & en François, dans le *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 1406. en Allemand, & dans Anhang zu des Europäiſchen Heroldt. pag. 1629. en Allemand.] 10. Aouſt.

LOUÏS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront; Salut. Comme noſtre tres-cher & bien-amé Couſin le Comte d'Eſtrades Mareſchal de France, Chevalier de nos Ordres, noſtre bien-amé & féal le Sieur Colbert Marquis de Croiſſi, Conſeiller ordinaire en noſtre Conſeil d'Etat; & noſtre bien-amé & féal le Sieur de Meſmes Comte d'Avaux, auſſi Conſeiller en nos Conſeils, nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-Pouvoirs que Nous leur en avions donné, auroient conclu, arreſté & ſigné le dixiéme de ce Mois en la Ville de Nimegue, avec le Sieur Hierôme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Univerſité à Leyden, cy-devant Conſeiller & Tréſorier General des Provinces-Unies des Pays-Bas; le Sieur Guillaume de Naſſau Seigneur d'Odyk, Cortgene, &c. premier Noble, & repreſentant la Nobleſſe dans les Etats & au Conſeil de Zelande; & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, pareillement munis de Pleins-Pouvoirs, le Traité de Commerce, Navigation, & Marine, dont la teneur s'enſuit:

LE Traité de Paix qui a eſté conclu ce jourd'hui entre le Roi Tres-Chrêtien, & les Seigneurs

Etats Generaux des Provinces-Unies, faiſant ceſſer tous les ſujets de mécontentement; qui avoient alteré pendant quelque temps, l'affection que Sa Majeſté a toûjours euë pour leur bien & leur proſperité, ſuivant l'exemple des Rois ſes Predeceſſeurs: Et leſdits Seigneurs Etats Generaux rentrans auſſi dans la meſme paſſion qu'ils ont cy-devant témoignée pour la grandeur de la France, & dans les ſentimens d'une ſincere reconnoiſſance pour les Obligations, & les avantages conſiderables qu'ils en ont cy-devant receus, il y a lieu de croire que cette bonne intelligence entre Sa Majeſté & leſdits Seigneurs Etats, ne pourra jamais être troublée. Mais comme Sa Majeſté ne veut rien obmettre de ce qui la peut affermir, & que leſdits Etats Generaux ne ſouhaitans pas moins de la perpetuer, ont eſtimé qu'il n'y en avoit point de meilleur & de plus aſſeuré moyen que d'établir une libre & parfaite correſpondance entre les Sujets de part & d'autre; & pour cet effet regler leurs intereſts particuliers au fait du Commerce, Navigation, & Marine, par des Loix & Conventions les plus propres à prevenir tous les inconveniens qui pourroient affoiblir la bonne correſpondance; Sadite Majeſté ſatisfaiſant au deſir deſdits Etats auroit ordonné le Sieur Comte d'Eſtrades Mareſchal de France & Chevalier de ſes Ordres; le Sieur Colbert Marquis de Croiſſi, Conſeiller ordinaire en ſon Conſeil d'Etat; & le Sieur de Meſmes Comte d'Avaux, auſſi Conſeiller en ſes Conſeils, ſes Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à l'Aſſemblée de Nimégue; & leſdits Seigneurs Etats Generaux, le Sieur Hierôme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Univerſité à Leyden, cy-devant Conſeiller & Treſorier General des Provinces-Unies; le Sieur Guillaume de Naſſau Seigneur d'Odyk, Cortgene, &c. premier Noble, & repreſentant l'ordre de la Nobleſſe dans les Etats & au Conſeil de Zelande; & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Deputez en leur Aſſemblée de la part des Etats de Hollande, Zelande & Friſe, de conferer & convenir en vertu de leurs Pouvoirs reſpectivement produits, & dont Copie eſt cy-deſſous tranſcrite, d'un Traité de Commerce & Navigation en la maniere qui s'enſuit:

I. Les Sujets de Sa Majeſté & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, jouiront reciproquement de la meſme Liberté au fait du Commerce & de la Navigation dont ils ont joui de tout temps devant cette Guerre par tous les Roiaumes, Etats, & Provinces de l'une & de l'autre part.

II. Et ainſi n'exerceront plus à l'avenir aucunes ſortes d'hoſtilitez ni de violences les uns contre les autres tant ſur la Mer, que ſur la Terre, ou dans les Rivieres, Rades, & Eaux douces, ſous quelque nom & pretexte que ce ſoit; & auſſi ne pourront les Sujets de Sa Majeſté prendre aucunes Commiſſions pour des Armemens particuliers, ou Lettres de Repreſailles des Princes & Etats Ennemis deſdits Seigneurs Etats Generaux, & moins les troubler ni endommager d'aucune ſorte, en vertu de telles Commiſſions ou Lettres de Repreſailles, ni meſme aller en courſe avec elles, ſous peine d'eſtre pourſuivis & châtiez comme Pirates. Ce qui ſera reciproquement obſervé par les Sujets des Provinces-Unies à l'égard des Sujets de Sa Majeſté; & feront à cette fin toutes & quantes fois que cela ſera requis de part & d'autre, dans les Terres de l'obeïſſance de Sadite Majeſté, & dans les Provinces-Unies, publiées & renouvellées, défenſes tres-expreſſes & tres-préciſes de ſe ſervir en aucune maniere de telles Commiſſions ou Lettres de Repreſailles, ſous la peine ſuſmentionnée qui ſera executée ſeverement contre les contrevenans, outre la reſtitution entiere à laquelle ils ſeront tenus envers ceux auſquels ils auront cauſé aucun dommage.

III. Et pour obvier d'autant plus à tous inconveniens qui pourroient ſurvenir par les priſes faites par inadvertance ou autrement, & principalement dans les Lieux éloignez, il a été convenu & accordé ſi quelques priſes ſe font de part ou d'autre dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuſe en Norvegue juſques au bout de la Manche dans l'eſpace de quatre ſemaines, ou du bout de ladite Manche juſques au Cap de S. Vincent dans l'eſpace de ſix ſemaines, & delà dans la Mer Mediterranée, & juſques à la Ligne dans l'eſpace de dix ſemaines; & au delà de la Ligne, & en tous les autres endroits du Monde dans l'eſpace de huit Mois, à compter depuis la publication de la Preſente, leſdites priſes & les dommages qui ſe feront de part ou d'autre, aprés les termes préfix, ſeront portez en compte, & tout ce qui aura été pris ſera rendu avec compenſation de tous les dommages qui en ſeront provenus.

IV. Toutes Lettres de marque & de Repreſailles qui pourroient avoir été cy-devant accordées pour quelque cauſe que ce ſoit, ſont déclarées nulles, & n'en pourra eſtre cy-aprés données par l'un deſdits Alliez au préjudice des Sujets de l'autre, ſi ce n'eſt ſeulement en cas de manifeſte deny de Juſtice, lequel ne pourra eſtre tenu pour verifié, ſi la Requeſte de celui qui demande leſdites Repreſailles, n'eſt communiquée au Miniſtre qui ſe trouvera ſur les Lieux de la part de l'Etat, contre les Sujets duquel elles doivent être données, afin que dans le terme de quatre Mois, ou plutoſt s'il ſe peut, il puiſſe s'informer du contraire, ou procurer l'accompliſſement de la Juſtice qui ſera deuë.

V. Ne pourront auſſi les particuliers Sujets de Sa Majeſté être mis en action ou arreſt en leurs perſonnes & Biens, pour aucune choſe que Sa Majeſté peut devoir ni les particuliers Sujets deſdits Seigneurs Etats Generaux, pour les Dettes publiques deſdits Etats.

VI. Les Sujets & Habitans des Pays de l'obeïſſance de Sa Majeſté & deſdits Seigneurs Etats Generaux vivront, converſeront, & frequenteront les uns avec les autres en toute bonne amitié & correſpondance, & jouiront entre eux de la Liberté du Commerce & Navigation, dans l'Europe en toutes les Limites des Pays de l'un & de l'autre, de toutes ſortes de Marchandiſes & Denrées dont le Commerce & le Transport n'eſt défendu generalement & univerſellement à tous, tant Sujets qu'Eſtrangers par les Loix & Ordonnances des Etats de l'un & de l'autre.

VII. Et pour cet effet les Sujets de Sa Majeſté & ceux deſdits Seigneurs Etats Generaux pourront franchement & librement frequenter avec leurs Marchandiſes & Navires les Pays, Terres, Villes, Ports, Places & Rivieres de l'un & de l'autre Etat, y porter & vendre à toutes perſonnes indiſtinctement, achepter, trafiquer & transporter toutes ſortes de Marchandiſes dont l'entrée ou ſortie & tranſport ne ſera deffendu à tous Sujets de Sa Majeſté & deſdits Seigneurs Etats Generaux, ſans que cette Liberté reciproque puiſſe être deffenduë, limitée ou reſtrainte par aucun Privilege, Octroy, ou aucune Conceſſion particuliere, & ſans qu'il ſoit permis à l'un ou à l'autre de conceder ou de faire à leurs Sujets des Immunitez, Benefices, dons gratuits, ou autres avantages pardeſſus ceux de l'autre ou à leur prejudice, & ſans que leſdits Sujets de part & d'autre, ſoient tenus de payer plus grands, ou autres Droits, Charges, Gabelles, ou Impoſitions quelconques ſur leurs perſonnes, Biens, Denrées, Navires ou frets d'iceux, directement ou indirectement, ſous quelque nom, Titre, ou pretexte que ce puiſſe être, que ceux qui ſeront payez par les propres & naturels Sujets de l'un & de l'autre.

VIII. Les Navires de Guerre de l'un & de l'autre trouveront toûjours les Rades, Rivieres, Ports, & Havres libres & ouverts pour entrer, ſortir, & demeurer à l'anchre tant qu'il leur ſera neceſſaire, ſans pouvoir être viſitées; à la charge neanmoins d'en uſer avec diſcretion, & de ne donner aucun ſujet de jalouſie par un trop long & affecté ſejour, ni autrement, aux Gouverneurs deſdites Places & Ports, auſquels les Capitaines deſdits Navires feront ſçavoir la cauſe de leur arrivée, & de leur ſejour.

IX. Les Navires de Guerre de Sa Majeſté & deſdits Seigneurs Etats Generaux, & ceux de leurs Sujets qui auront été armez en Guerre, pourront en toute liberté conduire les priſes qu'ils auront faites ſur leurs Ennemis ou bon leur ſemblera, ſans être obligez à aucuns Droits, ſoit des Sieurs Admiraux où de l'Admirauté ou d'aucuns autres, ſans qu'auſſi leſdits Navires, ou leſdites priſes, entrans dans les Havres, ou Ports de Sa Majeſté, ou deſdits Seigneurs Etats Generaux, puiſſent être arreſtez ou ſaiſis, ni que les Officiers des Lieux puiſſent prendre connoiſſance de la validité deſdites priſes, leſquelles pourront ſortir & être conduites franchement & en toute liberté aux Lieux portez par les Commiſſions dont les Capitaines deſdits Navires de Guerre ſeront obligez de faire apparoir. Et au contraire ne ſera donné azile ni retraite dans leurs Ports ou Havres à ceux qui auront fait des priſes ſur les Sujets de Sa Majeſté, ou deſdits Seigneurs Etats Generaux; mais y étant entrez par neceſſité de tempeſte, ou peril de la Mer, on les fera ſortir le plûtoſt qu'il ſera poſſible.

X. Les

X. Les Sujets deſdits Seigneurs Etats Generaux ne ſeront point reputez Aubains en France, & ainſi ſeront exempts de la Loy d'Aubaine, & pourront diſpoſer de leurs Biens par Teſtament, Donation, ou autrement; & leurs Heritiers Sujets deſdits Etats demeurans tant en France qu'ailleurs, recueillir leurs Succeſſions, meſme *ab inteſtato*, encore qu'ils n'ayent obtenu aucunes Lettres de Naturalité, ſans que l'effet de cette Conceſſion leur puiſſe être conteſté ou empêché, ſous pretexte de quelque Droit ou prerogative des Provinces, Villes, ou Perſonnes privées. Pourront pareillement, ſans leſdites Lettres de Naturalité, s'établir en toute liberté les Sujets deſdits Seigneurs Etats en toutes les Villes du Royaume pour y faire leur Commerce & Trafic, ſans pourtant y pouvoir acquerir aucuns Droits de Bourgeoiſie, ſi ce n'eſt qu'ils euſſent obtenu Lettres de Naturalité de Sa Majeſté en bonne forme: Et ſeront generalement traitez ceux des Provinces-Unies en tout & par tout, autant favurablement que les Sujets propres & Naturels de Sa Majeſté; & particulierement ne pourront être compris aux Taxes qui pourront être faites ſur les Etrangers. Et ſera tout ce contenu au preſent Article obſervé au regard des Sujets du Roi dans les Païs de l'obeïſſance deſdits Seigneurs Etats.

XI. Les Navires chargez de l'un des Alliez, paſſans devant les Coſtes de l'autre, & relâchant dans les Rades ou Ports, par tempeſte ou autrement, ne ſeront contraints d'y décharger, ou débiter leurs Marchandiſes ou Parties d'icelles, ni tenus d'y payer aucuns Droits, ſi non lors qu'ils y déchargeront des Marchandiſes volontairement & de leur gré.

XII. Les Maiſtres des Navires, leurs Pilotes, Officiers, & Soldats, Matelots, & autres Gens de Mer, les Navires meſmes, ni les Denrées & Marchandiſes dont ils ſeront chargez, ne pourront être ſaiſis, ni arreſtez en vertu d'aucun ordre general, ou particulier, de qui que ce ſoit, ou pour quelque cauſe, ou occaſion qu'il puiſſe être, non pas meſme ſous pretexte de la conſervation & défenſe de l'Etat; Et generalement rien ne pourra eſtre pris aux Sujets de part & d'autre, que du conſentement de ceux à qui il appartiendra, & en payant les choſes qu'on deſirera d'eux. En quoi toutes fois n'eſt entendu de comprendre les ſaiſies & arreſts faits par ordre & authorité de la Juſtice, & par les voyes ordinaires, & pour loyales Dettes, Contracts, ou autres cauſes legitimes, pour raiſon deſquelles il ſera procedé par voye de Droit ſelon la forme de la Juſtice.

XIII. Tous les Sujets & Habitans de France, & des Provinces-Unies pourront en toute ſeureté & liberté naviger avec leurs Vaiſſeaux, & trafiquer avec leurs Marchandiſes, ſans diſtinction de qui puiſſent eſtre les Proprietaires d'icelles, de leurs Ports, Roiaumes & Provinces, & auſſi des Ports, & Roiaumes des autres Etats ou Princes, vers les Places de ceux qui ſont déja Ennemis declarez tant de la France que des Provinces-Unies, ou de l'un des deux, ou qui pourroient les devenir. Comme auſſi les meſmes Sujets & Habitans pourront avec la meſme ſeureté & liberté naviger avec leurs Vaiſſeaux, & trafiquer avec leurs Marchandiſes, ſans diſtinction de qui puiſſent eſtre les Proprietaires d'icelles, des Lieux, Ports, & Rades de ceux qui ſont Ennemis de l'une & de l'autre des Parties, ou de l'une des deux en particulier, ſans contradiction ou détourbier de qui que ce ſoit, non ſeulement à droiture deſdites Places ennemies vers un lieu neutre, mais auſſi d'une Place ennemie à l'autre, ſoit qu'elles ſe trouvent ſituées ſous la Juriſdiction d'un même Souverain, ſoit qu'elles le ſoient ſous des divers.

XIV. Ce tranſport & ce Trafic s'étendra à toutes ſortes de Marchandiſes, à l'exception de celles de Contrebande.

XV. En ce genre de Marchandiſes de Contrebande, s'entend ſeulement eſtre compris toutes ſortes d'Armes à feu, & autres aſſortimens d'icelles, comme Canons, Mouſquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucices, Cercles poiſſez, Affuts, Fourchettes, Bandoulieres, Poudre, Meſche, Salpetre, Balles, Piques, Epées, Morions, Caſques, Cuiraſſes, Hallebardes, Javelines, Chevaux, Selles de Cheval, Fourreaux de Piſtolets, Baudriers, & autres aſſortimens ſervans à l'uſage de la Guerre.

XVI. Ne ſeront compris dans ce genre de Marchandiſes de Contrebande les Froments, Bleds, & autres Grains, Legumes, Huiles, Vins, Sel, ni generalement tout ce qui appartient à la nourriture & ſubſtentation de la vie, mais demeureront libres comme autres Marchandiſes & Denrées, non compriſes en l'Article precedent, & en ſera le tranſport permis meſme aux Lieux Ennemis deſdits Seigneurs Etats, ſauf aux Villes & Places aſſiegées, blocquées, ou inveſties.

XVII. Pour l'execution de ce que deſſus, il a été accordé qu'elle ſe ſera en la maniere ſuivante: Que les Navires & Barques avec les Marchandiſes des Sujets de Sa Majeſté étans entrez en quelque Havre deſdits Seigneurs Etats, & voulans de là paſſer à ceux deſdits Ennemis, ſeront obligez ſeulement de montrer aux Officiers des Havres deſdits Seigneurs Etats d'où ils partiront, leurs Paſſeports, contenans la ſpecification de la charge de leurs Navires atteſtez, & marquez du Scel & ſeing ordinaire, & reconnus des Officiers de l'Admirauté des Lieux d'où ils ſeront premierement partis, avec la declaration du lieu où ils ſeront deſtinez; le tout en forme ordinaire & accoûtumée. Aprés laquelle exhibition de leurs Paſſeports en la forme ſuſdite, ils ne pourront être inquietez ni recherchez, detenus ni retardez en leurs Voyages, ſous quelque pretexte que ce ſoit.

XVIII. Il en ſera uſé de même à l'égard des Navires & Barques Françoiſes qui iront dans quelques Rades des Terres de l'obeïſſance deſdits Seigneurs Etats, ſans vouloir entrer dans les Havres, ou y entrans, ſans toutefois vouloir débarquer & rompre leurs Charges, leſquels ne pourront être obligez de rendre compte de leur Cargaiſon, qu'au cas qu'il y eût ſoupçon, qu'ils portaſſent aux Ennemis deſdits Seigneurs Etats des Marchandiſes de Contrebande, comme il a été dit cy-deſſus.

XIX. Et audit cas de ſoupçon apparent, leſdits Sujets ſeront obligez de montrer dans les Ports leurs Paſſeports en la forme ci-deſſus ſpecifiée.

XX. Que s'ils étoient entrez dedans les Rades, ou étoient rencontrez en pleine Mer par quelques Navires deſdits Seigneurs Etats, ou d'Armateurs particuliers leurs Sujets, leſdits Navires des Provinces-Unies, pour éviter tout deſordre, n'aprocheront pas plus prez des François que de la portée du Canon; & pourront envoyer leur petite Barque ou Chalouppe au bord des Navires ou Barques Françoiſes, & faire entrer dedans deux ou trois Hommes ſeulement, à qui ſeront montrez les Paſſeports & Lettres de Mer, par le Maître ou Patron des Navires François, en la maniere ci-deſſus ſpecifiée, ſelon le Formulaire deſdites Lettres de Mer, qui ſera inſeré à la fin de ce Traité; par leſquels Paſſeports & Lettres de Mer, il puiſſe apparoir non ſeulement de ſa Charge, mais auſſi du lieu de la demeure & reſidence, tant du Maître & Patron, que du Navire même, afin que par ces deux moyens on puiſſe connoiſtre s'ils portent des Marchandiſes de Contrebande, & qu'il apparoiſſe ſuffiſamment, tant de la qualité dudit Navire, que de ſon Maître, & Patron, auſquels Paſſeports & Lettres de Mer ſe devra donner entiere foi & créance. Et afin que l'on connoiſſe mieux la validité, & qu'elles ne puiſſent en aucune maniere être falſifiées & contrefaites, ſeront données de certaines marques & contreſeings de Sadite Majeſté, & deſdits Seigneurs Etats Généraux.

XXI. Et au cas que dans leſdits Vaiſſeaux & Barques Françoiſes deſtinées vers les Havres des Ennemis deſdits Seigneurs Etats, ſe trouve par les moyens ſuſdits quelques Marchandiſes & Denrées de celles qui ſont ci-deſſus déclarées de Contrebande & défendues, elles ſeront déchargées, dénoncées, & confiſquées pardevant les Juges de l'Amirauté és Provinces-Unies, ou autres Competans, ſans que pour cela le Navire & Barque, ou autres Biens, Marchandiſes & Denrées libres & permiſes retrouvées au même Navire, puiſſent être en aucune façon ſaiſies ni confiſquées.

XXII. Il a été en outre accordé & convenu, que tout ce qui ſe trouvera chargé par les Sujets de Sa Majeſté en un Navire des Ennemis deſdits Seigneurs Etats, bien que ce ne fût Marchandiſes de Contrebande, ſera confiſqué, avec tout ce qui ſe trouvera audit Navire, ſans exception ni reſerve; mais d'ailleurs auſſi ſera libre & affranchy tout ce qui ſera & ſe trouvera dans les Navires appartenans aux Sujets du Roi tres-Chrêtien, encore que la charge ou partie d'icelle fût aux Ennemis deſdits Seigneurs Etats, ſauf les Marchandiſes de Contrebande, au regard deſquelles on ſe reglera, ſelon ce qui a été diſpoſé aux Articles precedens. Et pour éclairciſſement plus particulier de cet Article, il eſt accordé & convenu de plus, que les cas arrivans que toutes les deux Parties, ou bien l'une d'icelles, fuſſent engagées en Guerre, les Biens appartenans aux Sujets de l'autre Partie, & chargez dans les Navires de ceux qui ſont devenus Ennemis de toutes les deux, ou de l'une des Parties, ne pourront être confiſquées aucunement, à raiſon ou ſous pretexte de cet embarquement dans le Navire Ennemi; & cela s'obſervera non ſeulement quand leſdites Denrées y auront été chargées devant la Declaration de la Guerre; mais même quand cela ſera fait aprés ladite Declaration, pourveu que ç'ait été dans les tems & les termes qui s'enſuivent; à ſçavoir, ſi elles ont été chargées dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuſe en Norvegue juſques au bout de la Manche dans l'eſpace de quatre ſemaines, ou du bout de ladite Manche juſques au Cap de S. Vincent dans l'eſpace de ſix ſemaines, & delà dans la Mer Mediterranée & juſques à la Ligne, dans l'eſpace de dix ſemaines; & au delà de la Ligne, & en tous les autres endroits du Monde, dans l'eſpace de huit Mois, à compter depuis la Publication de la Preſente. Tellement que les Marchandiſes & Biens des Sujets & Habitans chargez en ces Navires Ennemis, ne pourront être confiſquez aucunement durant les termes & dans les étenduës ſuſnommées, à raiſon du Navire qui eſt Ennemi, ains ſeront reſtituez aux Proprietaires ſans aucun delay, ſi ce n'eſt qu'elles ayent été chargées aprés l'expiration deſdits termes. Et pourtant il ne ſera nullement permis de tranſporter vers les Ports Ennemis telles Marchandiſes de Contrebande, que l'on pourroit trouver chargées en un tel Navire Ennemi, quoiqu'elles fuſſent renduës par la ſuſdite raiſon. Et comme il a été reglé ci-deſſus qu'un Navire libre affranchira les Denrées y chargées, il a été en outre accordé & convenu, que cette Liberté s'étendra auſſi aux Perſonnes qui ſe trouveront en un Navire libre; à tel effet que quoi qu'elles fuſſent Ennemis de l'un & de l'autre des Parties, ou de l'une d'icelles, pourtant ſe trouvans dans le Navire libre, n'en pourront eſtre tirées, ſi ce n'eſt qu'ils fuſſent Gens de Guerre, & effectivement en ſervice deſdits Ennemis.

XXIII. Tous les Sujets & Habitans deſdites Provinces-Unies jouïront reciproquement des mêmes Droits, Libertez, Exemptions, en leurs Trafics & Commerce, dans les Ports, Rades, Mers, & Etats de Sadite Majeſté, ce qui vient d'être dit que les Sujets de Sa Majeſté jouïront en ceux deſdits Seigneurs Etats & en haute Mer, ſe devant entendre que l'égalité ſera reciproque en toute maniere de part & d'autre. Et même en cas que ci-aprés leſdits Seigneurs Etats fuſſent en Paix, Amitié & Neutralité, avec aucuns Rois, Princes & Etats, qui devinſſent Ennemis de Sadite Majeſté, chacune des deux Parties devant uſer reciproquement des mêmes conditions & reſtrictions exprimées aux Articles du preſent Traité, qui regarde le Trafic & le Commerce.

XXIV. Et pour aſſeurer davantage les Sujets deſdits Seigneurs Etats, qu'il ne leur ſera fait aucune violence par leſdits Vaiſſeaux de Guerre, ſera fait défenſes à tous Capitaines des Vaiſſeaux du Roi, & autres Sujets de Sa Majeſté, de ne les moleſter ni endommager en aucune choſe que ce ſoit ſur peine d'être tenus en leurs perſonnes & Biens, des dommages & interêts ſoufferts & à ſouffrir, juſques à la duë reſtitution & reparation.

XXV. Et pour cette cauſe, ſeront doreſnavant les Capitaines & Armateurs obliges chacun d'eux, avant leur partement, de bailler caution bonne & ſolvable pardevant les Juges competans, de la Somme de quinze mille Livres Tournois, pour répondre chacun d'eux ſolidairement, des malverſations qu'ils pourroient commettre en leurs courſes, & pour les contraventions de leurs Capitaines & Officiers, au preſent Traité, & aux Ordonnances & Edits de Sa Majeſté, qui ſeront publiez en vertu & en conformité de la diſpoſition d'icelui, à peine de déchéance & nullité deſdites Commiſſions & Congez; ce qui ſera pareillement pratiqué par les Sujets deſdits Seigneurs Etats Generaux.

XXVI. S'il arrivoit qu'aucun deſdits Capitaines François fiſt priſe d'un Vaiſſeau chargé deſdites Marchandiſes de Contrebande, comme dit eſt, ne pourront leſdits Capitaines faire ouvrir ni rompre les Coffres, Malles, Balles, Bougettes, Tonneaux, & autres Caiſſes, ou les tranſporter, vendre, ou échanger, ou autrement aliener, qu'elles n'ayent été deſcenduës à Terre, en la preſence des Juges de l'Admirauté; & aprés Inventaire par eux fait deſdites Marchandiſes trouvées dans leſdits Vaiſſeaux, ſi ce n'eſt que leſdites Marchandiſes de Contrebande ne faiſant qu'une partie de la Charge, le Maître ou Patron du Navire trouvaſt bon & agréaſt de livrer leſdites Marchandiſes de Contrebande audit Capitaine, & de pourſuivre ſon Voyage, auquel cas ledit Maître ou Patron ne pourra nullement être empéché de pourſuivre ſa route & le deſſein de ſon Voyage.

XXVII. Sa Majeſté voulant que les Sujets deſdits Seigneurs Etats Generaux ſoient traitez dans tous les Pays de ſon obeïſſance auſſi favorablement que ſes propres Sujets, donnera tous les Ordres neceſſaires pour faire que les Jugemens & Arreſts qui ſeront rendus ſur les priſes qui auront été faites à la Mer, ſoient donnez avec toute Juſtice & équité par perſonnes non ſuſpectes ni intereſſées au fait dont ſera queſtion; & donnera Sa Majeſté des Ordres précis & efficaces, afin que tous les Arreſts, Jugemens, & Ordres de Juſtice déja donnez & à donner, ſoient promptement & deuëment executez ſelon leurs formes.

XXVIII. Et lors que les Ambaſſadeurs deſdits Seigneurs Etats Generaux, ou quelque autre de leurs Miniſtres publics qui ſeront à la Cour de Sa Majeſté feront plainte deſdits Jugemens qui auront été rendus, Sa Majeſté fera revoir leſdits Jugemens en ſon Conſeil, pour examiner ſi les ordres & precautions contenus au preſent Traité, auront été ſuivis & obſervez, & pour y faire pourvoir ſelon la raiſon; ce qui ſera fait dans le tems de trois Mois au plus; & neantmoins avant le premier Jugement, ni aprés icelui pendant la réviſion, les Biens & effets qui ſeront reclamez ne pourront être vendus ni déchargez, ſi ce n'eſt du conſentement des Parties intereſſées, pour éviter le déperiſſement deſdites Marchandiſes.

XXIX. Quand Procez ſera meu en premiere & ſeconde inſtance contre ceux qui auront fait des priſes en Mer, & les Intereſſez en icelles, & que leſdits Intereſſez viendront à obtenir un Jugement ou Arreſt favorable, ledit Jugement ou Arreſt aura ſon execution ſous caution, nonobſtant l'Appel de celui qui aura fait la priſe, mais non au contraire; & ce qui eſt dit au preſent Article, & aux precedens, pour faire rendre bonne & briéve Juſtice aux Sujets des Provinces-Unies, ſur les priſes faites à la Mer par les Sujets de Sa Majeſté, ſera entendu & pratiqué par les Seigneurs Etats Generaux à l'égard des priſes faites par leurs Sujets ſur ceux de Sa Majeſté.

XXX. Sa Majeſté & les Seigneurs Etats Generaux pourront en tout tems faire conſtruire ou fretter dans le Pays l'un de l'autre tel nombre de Navires, ſoit pour la Guerre ou pour le Commerce que bon leur ſemblera, comme auſſi achetter telle quantité de Munitions de Guerre qu'ils auront beſoin; & employeront leur authorité à ce que leſdits marchez de Navires, & achapts de Munitions ſe faſſent de bonne foi, & à prix raiſonnable, ſans que Sa Majeſté ni les Seigneurs Etats Generaux puiſſent donner la même permiſſion auſdits Ennemis l'un de l'autre, en cas que leſdits Ennemis fuſſent attaquans, ou aggreſſeurs.

XXXI. Arrivant que des Navires de Guerre, ou de Marchandiſes échoüent par tempeſte ou autre accident, aux Coſtes de l'un ou de l'autre Allié, leſdits Navires, apparaux, Biens, & Marchandiſes, & ce qui ſera ſauvé, ou le provenant, ſi leſdites choſes étant periſſables ont été venduës, le tout eſtant reclamé par les Proprietaires, ou autres ayans charge & pouvoir d'eux dans l'an & jour, ſera reſtitué ſans forme de Procez, en payant ſeulement les frais raiſonnables, & ce qui ſera reglé entre leſdits Alliez pour le Droit de Sauvement; & en cas de contravention au preſent Article, Sa Majeſté & leſdits Seigneurs Etats Generaux promettent d'employer efficacement leur authorité pour faire chaſtier avec toute la ſeverité poſſible ceux de leurs Sujets qui ſe trouveront coupables des inhumanitez qui ont été quelquesfois commiſes à leur grand regret en de ſemblables rencontres.

XXXII. Sa Majeſté & leſdits Seigneurs Etats Generaux ne recevront, & ne ſouffriront que leurs Sujets reçoivent dans nul des Pays de leur obeïſſance aucuns Pirates & Forbans quels qu'ils puiſſent eſtre; mais ils les feront pourſuivre & punir, & chaſſer de leurs Ports, & les Navires depredez, comme les Biens pris par leſdits Pirates & Forbans, qui ſe trouveront en être, ſeront incontinent & ſans forme de Procez reſtituez franchement aux Proprietaires qui les reclameront.

XXXIII.

XXXIII. Les Habitans & Sujets de coſté & d'autre pourront par tout dans les Terres de l'obeïſſance dudit Seigneur Roi & deſdits Seigneurs Etats Generaux, ſe faire ſervir de tels Avocats, Procureurs, Notaires, & Solliciteurs que bon leur ſemblera; à quoi auſſi ils ſeront commis par les Juges ordinaires quand il ſera beſoin, & que leſdits Juges en ſeront requis. Et ſera permis auſdits Sujets & Habitans de part & d'autre, de tenir dans les Lieux où ils feront leur demeure, les Livres de leur Trafic & Correſpondance en la Langue que bon leur ſemblera, ſans que pour ce ſujet ils puiſſent être inquietez ni recherchez.

XXXIV. Ledit Seigneur Roi, comme auſſi leſdits Seigneurs Etats Generaux, pourront établir pour la commodité de leurs Sujets Trafiquans dans le Roiaume & Etats l'un de l'autre, des Conſuls de la Nation de leurſdits Sujets, leſquels joüiront des Droits, Libertez, & Franchiſes qui leur appartiennent par leur exercice & emploi; & l'établiſſement en ſera fait aux Lieux & endroitx, où de commun conſentement il ſera jugé neceſſaire.

XXXV. Sa Majeſté & leſdits Seigneurs Etats Generaux, ne permettront point qu'aucun Vaiſſeau de Guerre, ni autre equipé pour la Commiſſion, & pour le ſervice d'aucun Prince, Republique, ou Ville que ce ſoit, vienne faire aucune priſe dans les Ports, Havres, ou aucunes Rivieres qui leur appartiennent, ſur les Sujets de l'un ou de l'autre; & en cas que cela arrive, Sadite Majeſté & leſdits Seigneurs Etats Generaux employeront leur authorité & leur force pour en faire faire la reſtitution, ou reparation raiſonnablement.

XXXVI. S'il ſurvenoit par inadvertance ou autrement quelques inobſervations ou contraventions au preſent Traité de la part de Sadite Majeſté, ou deſdits Seigneurs Etats Generaux, & leurs Succeſſeurs, il ne laiſſera pas de ſubſiſter en toute ſa force, ſans que pour cela on en vienne à la rupture de la Confederation, Amitié, & bonne correſpondance: mais on en reparera promptement leſdites Contraventions: & ſi elles procedent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en ſeront ſeuls punis & chaſtiez.

XXXVII. Et pour mieux aſſeurer à l'avenir le Commerce & l'Amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roi & ceux deſdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, il a eſté accordé & convenu, Qu'arrivant ci-aprés quelque interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne de France & leſdits Seigneurs Etats Generaux deſdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaiſe) il ſera toûjours donné neuf Mois de tems aprés ladite rupture aux Sujets de part & d'autre pour ſe retirer avec leurs éfets, & les tranſporter où bon leur ſemblera, ce qu'il leur ſera permis de faire; comme auſſi de vendre ou tranſporter leurs Biens & meubles en toute liberté, ſans qu'on leur puiſſe donner aucun empêchement, ni proceder pendant ledit tems de neuf Mois à aucune ſaiſie de leurs éfets, moins encore l'arreſt de leurs perſonnes.

XXXVIII. Le preſent Traité de Commerce, Navigation & Marine durera, vingt-cinq ans, à commencer du jour de la Signature; & les Ratifications en ſeront données en bonne forme, & échangées de part & d'autre dans l'eſpace de ſix ſemaines, à compter du jour de la Signature.

Formulaire des Paſſeports & Lettres qui ſe doivent donner dans l'Amirauté de France, aux Navires & Barques qui en ſortiront, ſuivant l'Article du preſent Traité.

LOUÏS Comte de Vermandois Admiral de France: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faiſons, que Nous avons donné Congé & permiſſion à

Maître & Conducteur du Navire nommé
de la Ville de
du port de
Tonneaux ou environ, eſtant de preſent au Port & Havre de de s'en aller à
chargé de aprés que viſitation aura eſté faite de ſon Navire, avant que partir ſera Serment devant les Officiers qui exercent la Juriſdiction des Cauſes Maritimes, comme ledit Vaiſſeau appartient à un ou pluſieurs des Sujets de Sa Majeſté, dont il ſera mis Acte au bas des Preſentes; comme auſſi de garder & faire garder par ceux de ſon Equipage, les Ordonnances & Reglemens de la Marine, & mettra au Greffe le Roole ſigné & certifié contenant les noms & ſurnoms, la naiſſance & demeure des Hommes de ſon Equipage, & de tous ceux qui s'embarqueront, leſquels il ne pourra embarquer ſans le ſceu & permiſſion des Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec ſon Navire, ſera aparoir aux Officiers & Juges de la Marine du preſent Congé, & leur ſera fidele rapport de ce qui ſera fait & paſſé durant ſon Voyage & portera les Pavillons, Armes, & Enſeigne du Roi, & les noſtres durant ſon Voyage. En témoin dequoi Nous avons fait apposer noſtre ſeing & le Scel de nos Armes à ces preſentes, & icelles fait contreſigner par noſtre Secretaire de la Marine, à
le jour
de mil ſix cens

Signé, LOUÏS COMTE DE VERMANDOIS,
Et plus bas, Par

Formulaire de l'Acte contenant le Serment.

NOUS
de l'Amirauté certifions que Maître du Navire nommé au Paſſeport ci-deſſus, a preſté le Serment mentionné en icelui. Fait à la le
jour de mil ſix cens

Autre Formulaire de Lettres qui ſe doivent donner par les Villes & Ports de Mer des Provinces-Unies, aux Navires & Barques qui en ſortiront, ſuivant l'Article ſusdit,

AUX Sereniſſimes, tres-Illuſtres, tres-Puiſſants, Honorables, & Prudens Seigneurs Empereurs, Roix, Republiques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs, Bourguemaiſtres, Eſchevins, Conſeillers, Juges, Officiers, Juſticiers & Regens de toutes bonnes Villes & Places, tant Eccleſiaſtiques que Seculiers, leſquels ces preſentes verront ou liront: Nous Bourgmaiſtres & Regens de la Ville de
ſçavoir faiſons que
Maiſtre du Navire
comparant devant Nous a declaré par Serment ſolemnel que le Navire nommé
grand environ
Laſtes, ſur lequel maintenant il eſt le Maître, appartient aux Inhabitans des Provinces-Unies, *ainſi Dieu le vouloit aider*, & comme volontiers nous verrions ledit Maître de Navire aidé dans ſes juſtes affaires, nous vous requerons tant en general qu'en particulier, où le ſusdit Maître avec ſon Navire & Denrées arrivera, qu'il leur plaiſe de recevoir benignement & traiter duëment, le ſouffrant, ſur les Droits accoutumez des Peages, frais dans, par, & auprès de vos Ports, Rivieres & Domaines, le laiſſant naviger, paſſer, frequenter, & negotier là où il trouvera à propos, ce que volontiers nous reconnoîtrons. En témoin de quoi nous y avons fait appoſer le ſceau de nôtre Ville.

Enſuit la teneur du Pouvoir deſdits Sieurs Ambaſſadeurs de Sa Majeſté.

LOUÏS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, SALUT; Comme Nous ne ſouhaitons rien plus ardemment que de voir finir, par une bonne Paix, la Guerre, dont la Chrêtienté eſt à preſent affligée: & que par les ſoins, & la Mediation de noſtre tres-cher & tres-amé Frere, le Roi de la Grande Bretagne, la Ville de Nimegue a eſté agréée de toutes les Parties, pour le lieu des Conferences; Nous par ce même deſir, d'arreſter autant qu'il ſera en Nous la deſolation de tant de Provinces, & l'effuſion de tant de ſang Chrêtien; Sçavoir faiſons que Nous confians entierement en l'experience, la capacité & fidelité de nôtre tres-cher & bien-amé Couſin le Sieur Comte d'Eſtrades, Marêchal de France & Chevalier de nos Ordres, de nôtre bien-amé & feal le Sieur Colbert Marquis de Croiſſi, Conſeiller ordinaire en nôtre Conſeil d'Etat; & de nôtre bien-amé & feal le Sieur de Meſmes Comte d'Avaux, auſſi Conſeiller en nos Conſeils, par les preuves avantageuſes que Nous en avons faites dans les diverſes Ambaſſades & Emplois conſiderables, que Nous leur avons confié, tant au dedans qu'au dehors de nôtre Royaume. Pour ces cauſes, & autres bonnes conſiderations à ce nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputé leſdits Sieurs Mareſchal d'Eſtrades, Marquis de Croiſſi, & Comte d'Avaux, Commettons, ordonnons & deputons par ces preſentes ſignées de nôtre main, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial d'aller en la Ville de Nimegue, en qualité de nos Ambaſſadeurs extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer ſoit directement, ſoit par l'entremiſe des Ambaſſadeurs Mediateurs reſpectivement reçus & agréez, avec tous les Ambaſſadeurs & Miniſtres de nos tres-chers & grands amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas & de leurs Alliez, tous munis de Pouvoirs ſuffiſants, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differens qui cauſent aujourd'hui la Guerre; & pourront nos ſuſdits Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires, tous trois enſemble, ou deux en cas de l'abſence de l'autre, par maladie ou autre empêchement, ou un ſeul en l'abſence des deux autres, en pareil cas de maladie, ou autre empêchement, en convenir, & ſur iceux conclure, & ſigner une bonne & ſeure Paix, & generalement, faire, negotier, promettre & accorder tout ce qu'ils eſtimeront neceſſaire pour le ſuſdit effet de la Paix, avec la même autorité que Nous ſerions & pourrions faire ſi nous y eſtions preſens en perſonne, encore qu'il y euſt quelque choſe qui requiſt un Mandement plus ſpecial, non contenu en ceſdites preſentes. Promettant en foi & parole de Roi de tenir ferme, & d'accomplir tout ce que leſdits Sieurs Maréchal d'Eſtrades, Marquis de Croiſſi, & Comte d'Avaux, ou par deux d'entre eux, en cas de l'abſence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou par un ſeul, en l'abſence des deux autres, en pareil cas de maladie, ou autre empêchement, aura été ſtipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le tems qu'ils auront promis en noſtre nom de les fournir: CAR tel eſt noſtre plaiſir. En témoin dequoi Nous avons fait mettre noſtre Scel à ceſdites Preſentes. Données à Saint Germain en Laye, le vingt-troiſiéme jour de Decembre l'An de grace mil ſix cens ſoixante & quinze, & de noſtre Regne le trente-troiſiéme *Signé*, LOUIS. *Et ſur le reply*, Par le Roi, ARNAULD. *Et ſcellées du grand Sceau en cire jaune.*

Enſuit la teneur du Pouvoir deſdits Sieurs Ambaſſadeurs Extraordinaires des Seigneurs Etats des Provinces-Unies.

LÉs Etats Généraux des Provinces-Unies du Pays-Bas. A tous ceux qui ces Preſentes verront, Salut; Comme Nous ne ſouhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix, la Guerre, dont la Chrêtienté eſt à preſent affligée, & que par les ſoins & la Mediation du Sereniſſime Roi de la Grande Bretagne, la Ville de Nimegue a eſté agréée de toutes les Parties, pour le lieu des Conferences; Nous par ce même deſir, d'arreſter autant qu'il ſera en Nous, la deſolation de tant de Provinces & l'effuſion de tant de ſang Chrêtien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui depend de Nous, & pour cet effet deputé à ladite Aſſemblée, quelques perſonnes du Corps de la nôtre, qui ont donné pluſieurs preuves de la connoiſſance & experience qu'ils ont des affaires publiques, auſſi bien que de l'affection qu'ils ont pour le bien de nôtre Etat, & comme les Sieurs Hierôme de Beverningk, Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Univerſité à Leyden, cidevant Conſeiller & Treſorier General des Provinces-Unies, Guillaume de Naſſau Seigneur d'Odyk, Cortgene &c. Premier Noble & repreſentant l'Ordre de la Nobleſſe, dans les Eſtats & au Conſeil de la Comté de Zelande: & Guillaume de Haren, Grietman du Bildt Deputé en noſtre Aſſemblée de la part des Eſtats d'Hollande, Zelande & Friſe, ſe ſont ſignalez en pluſieurs Employs importans pour noſtre ſervice, où ils ont donné des marques de leur fidelité, application & addreſſe au maniment des affaires. Pour ces cauſes, & autres bonnes conſiderations à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputé leſdits Sieurs de Beverningk, d'Odyk & de Haren, commettons, ordonnons & deputons par ces preſentes, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial d'aller à la Ville de Nimegue, en qualité de nos Ambaſſadeurs Extraordinaires, & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer, ſoit directement, ſoit par l'entremiſe des Ambaſſadeurs Mediateurs reſpectivement reçus & agréez, avec les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne & ſes Alliez, munis de Pouvoirs ſuffiſans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differends qui cauſent aujourd'huy la Guerre, & pourront nos ſuſdits Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires tous trois enſemble ou deux en cas de l'abſence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou un ſeul en l'abſence des deux autres, en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir, ſur iceux conclure & ſigner une bonne & ſeure Paix, & generalement faire negotier, promettre & accorder tout ce qu'ils eſtimeront neceſſaire pour le ſuſdit effet de la Paix, & de faire generalement tout ce que nous pourrions faire, ſi nous y eſtions preſens, quand même pour cela il ſeroit beſoin de Pouvoir & Mandement plus ſpecial non contenu dans ceſdites Preſentes. Promettons ſincerement & de bonne foi d'avoir pour agreable, ferme & ſtable tout ce que par leſdits Sieurs Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires, ou bien par deux d'iceux, en cas de maladie, d'abſence ou d'autre empêchement du troiſiéme, ou par un ſeul en l'abſence des deux autres, en pareil cas de maladie ou d'autre empêchement, aura eſté ſtipulé, promis & accordé & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le tems qu'ils auront promis en noſtre nom de les fournir. Donné à la Haye en nôtre Aſſemblée, ſous nôtre grand Sceau, Paraphe du Preſident, & ſeing de nôtre premier Greffier, ce quatriéme Janvier de l'an mil ſix cens ſoixante-ſeize.

Signé, J. BOOTSMA.

Sur le reply, Par Ordonnance deſdits Seigneurs Etats Generaux. *Signé*, H. FAGEL.

Et ſcellé du grand Sceau en cire rouge.

EN foi dequoi Nous Ambaſſadeurs ſuſdits de Majeſté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs reſpectifs, avons auſdits noms ſigné ces Preſentes de nos ſeings ordinaires, & à icelles fait appoſer les Cachets de nos Armes. A Nimegue le dixiéme d'Aouſt l'an mil ſix cens ſeptante huit.

(L.S.) *Le Maréchal d'Eſtrades.*	(L.S.) *H. Beverningk.*
(L.S.) *Colbert.*	(L.S.) *W. de Naſſau.*
(L.S.) *De Meſmes.*	(L.S.) *W. Haren.*

NOUS ayant agreable le ſuſdit Traité de Paix en tous & un chacun les Points & Articles qui y ſont contenus & declarez; Avons iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy ſous l'Obligation, & hypoteque de tous & un chacun nos Biens preſens & à venir, garder, obſerver inviolablement ſans jamais aller ni venir au contraire directement ou indirectement en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En témoin dequoy nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & à icelles fait appoſer nôtre Scel. Donné à S. Germain en Laye le dix-huitiéme jour d'Aouſt l'an de grace mil ſix cens ſoixante dix-huit. Et de nôtre Regne le trente-ſixiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

Article ſeparé touchant l'Impoſition des cinquante ſols par Tonneau ſur les Navires Etrangers ſortans des Ports de France.

LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre. A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme noſtre Tres-cher & bien-amé Couſin le Sieur Comte d'Eſtrades Mareſchal de France, & Chevalier de nos Ordres; nôtre bien Amé & Feal le Sieur Colbert Marquis de Croiſſy, Conſeiller Ordinaire en noſtre Conſeil d'Etat; & noſtre bien Amé & Feal le Sieur de Meſmes Comte d'Avaux auſſi Conſeiller en nos Conſeils, nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-Pouvoirs que Nous leur en avions donnez, auroient conclu, arreſté & ſigné le dixiéme de ce Mois en la Ville de Nimégue avec le Sieur Hierôme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Univerſité à Leyden, cy-devant Conſeiller & Treſorier General des Provinces-Unies des Païs-Bas; le Sieur Guillaume de Naſſau Seigneur d'Odyk, Cortgene & premier Noble & repreſentant la Nobleſſe dans les Etats & au

ANNO 1678.

Conſeil de Zelande: & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, pareillement munis de Pleins-Pouvoirs, l'Article ſeparé dont la teneur s'enſuit :

IL a été ſtipulé de la part du Roi Tres-Chreſtien & conſenti par les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, que l'égalité qui doit eſtre preciſement obſervée à l'égard des Sujets de l'un & de l'autre avec les naturels, en matiere de Droits, Charges & Impoſitions, ſelon l'Article ſeptiéme du Traité de Commerce conclu ce jourd'huy, ne derogera pas à l'Impoſition des cinquante Sols par Tonneaux, établie en France ſur les Navires Eſtrangers, & que les Sujets des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, ſeront obligez de la payer comme tous autres Eſtrangers, ſi ce n'eſt que Sa Majeſté ſur les Remonſtrances qui pourroient lui eſtre faites cy-apres de la part deſdits Seigneurs Etats, en les examinant avec cette grande affection par laquelle il plaiſt à Sa Majeſté de les honorer, en diſposât autrement. Mais ſeront par Sadite Majeſté donnez dés à preſent les ordres neceſſaires à ce que ladite Impoſition de cinquante Sols ne ſoit exigée des Navires des Sujets deſdites Provinces-Unies qu'une fois par chaque Voyage en ſortant des Ports de ſon Royaume & non en entrant, & que leſdits Navires chargez de Sel ne payeront que la moitié deſdits cinquante Sols, à condition que leſdits Seigneurs Etats trouvant à propos de mettre ſemblable Impoſition ſur des Navires Etrangers chez eux (ce qui leur demeurera libre) ne pourront pas exceder au regard des Sujets de Sadite Majeſté, la taxe de ce que les leurs payent en France, demeurant à l'égard de tous autres Droits, Charge & Impoſition, preſens ou à venir ledit Article ſeptiéme en ſon entiere force & vigueur ſans pouvoir eſtre limité, ou excedé par aucune autre exception ou reſtriction que celle qui eſt exprimée cy-deſſus.

Lequel Article ſeparé aura pareille force & vigueur que s'il eſtoit inſeré dans le corps du ſuſdit Traité General paſſé ce jourd'huy. Fait à Nimegue le dixiéme jour d'Aouſt 1678.

Le Mareſchal d'Eſtrades. *H. Beverningk.*
Colbert. *W. de Naſſau.*
De Mêmes. *W. Haren.*

NOus ayant agreable le ſuſdit Article ſeparé en tous & un chacun des Points d'iceluy; l'avons par ces Preſentes ſignées de nôtre main, loüé, approuvé & ratifié, loüons, approuvons & ratifions, promettant en foy & parole de Roi de l'accomplir, obſerver & faire obſerver ſincerement & de bonne foy, ſans ſouffrir qu'il ſoit jamais allé directement ou indirectement au contraire pour quelque cauſe ou occaſion que ce puiſſe eſtre. En témoin de quoy Nous avons ſigné ces Preſentes de nôtre main & à icelles fait appoſer nôtre Seel. DONNÉ à S. Germain en Laye le dix-huitiéme jour d'Aouſt l'an de grace 1678. & de nôtre Regne le trente-ſixiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

RATIFICATION *des Etats Generaux du Traité de Commerce.*

LES Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas. A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront : Salut. Comme ainſi ſoit que le dixiéme jour du Mois d'Aouſt mil ſix cens ſoixante & dix-huit, il ait eſté fait & conclu à Nimegue un Traité de Commerce, Navigation, & Marine, par le Sieur Comte d'Eſtrades Mareſchal de France, & Chevalier des Ordres du Roi Tres-Chreſtien, le Sieur Colbert Marquis de Croiſſi Conſeiller ordinaire en ſon Conſeil d'Etat, & le Sieur de Mêmes Comte d'Avaux auſſi Conſeiller en ſes Conſeils, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne à l'Aſſemblée de Nimegue, au nom & de la part de Sadite Majeſté; & par le Sieur Hierôme de Beverningk, Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Univerſité à Leyden, cy-devant Conſeiller & Treſorier General des Provinces-Unies, le Sieur Guillaume de Naſſau Seigneur d'Odyk, Cortgena & premier Noble, & repreſentant l'Ordre de la Nobleſſe dans les Etats & au Conſeil de Zelande, & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bilt Deputez en nôtre Aſſemblée de la part des Etats de Hollande, Zelande & Friſe, nos Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires à ladite Aſſemblée de Nimegue en nôtre Nom & de nôtre part, en vertu de leurs Plein-Pouvoirs reſpectifs, deſquels Traité & Pouvoirs la teneur s'enſuit :

ANNO 1678.

LE Traité de Paix qui a eſté conclu, &c.

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte que les Ratifications d'iceluy ſeront données en bonne forme, & échangées de part & d'autre dans l'eſpace de ſix ſemaines, à compter du jour de la ſignature, Nous voulans bien donner des marques de nôtre ſincerité & Nous acquiter de la parole que noſdits Ambaſſadeurs ont donnée pour Nous, Nous avons agreé, approuvé, & ratifié ledit Traité, & un chacun des Articles d'iceluy cy-deſſus tranſcripts; comme Nous l'agréons, approuvons, & ratifions par ces preſentes: Promettans en bonne foy & ſincerement, le garder, entretenir, & obſerver inviolablement de point en point ſelon ſa forme & teneur, ſans jamais aller, ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte ou maniere que ce ſoit; en foy de quoy Nous avons fait ſigner les Preſentes par le Preſident de nôtre Aſſemblée, contreſigner par nôtre premier Greffier, & y appoſer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le 19. jour de Septembre 1678.

Signé, D. VAN WYNGAERD.

Par Ordonnance deſdits Seigneurs Etats Generaux.

H. FAGEL.

CLXXIII.

Induciæ ad tredecim annos prolongatæ, inter Legatos JOANNIS III. *Regis & Reipublicæ* POLONIÆ, *nec non Magni Ducis* MOSCHOVIÆ. *Actum 17. Auguſti anno* 1678. [Chwalkowski, Jus Publicum Regni Poloniæ. pag. 389.] 17. Août.

SEreniſſimi Regis ac Reipublicæ Poloniæ nomine Legati fuerunt: Michael in Klevan, Dux Czartoryski, Palatinus Volhynenſis Czartoveienſis &c. Capitaneus. Caſimirus Johannes Sapieha, Comes in Bychovo Dabrowno, Palatinus Polonicenſis, Boryſinenſis Wolpienſis &c. Capitaneus. Hieronymus Komar, Judex Terreſtris Orszanenſis, Secretarius Legationis.

Magni Ducis Moſcoviæ nomine fuerunt Dux Nihita Iwanowicz Odciewski, Senator & Gubernator Novogrodenſis, Jacobus Nihitiz Odciewski, Senator & Gubernator Aſtracheoſis, Baſilius Sleniconowicz Wolynski, Gubernator Czebolſtarenſis.

Legati hi vigore Articuli duodecimi Tractatuum Andruſovienſium de prolongatione Armiſtitii egerunt.

Trinæ Conſcentiæ Andruſovienſ. & per binas Legationes Moſchoviæ concluſa obſervari debent.

Ad tempus prioris Armiſtitii, (quod Menſe Junio Anno 1680. & ab Orbe condito 7188. expirat) adhuc tredecim Anni proximè ſequentes computandi ſunt, ſcilicet uſque ad Menſem Junium Anno 1693. & ab Orbe condito 7201. intra hocce tempus uterque Princeps de Pace perpetua obtinenda ſtudebit:

Magnus Dux Moſcoviæ ſpe fretus Pacis perpetuæ ſubſecuturæ Regi ac Reipublicæ Poloniæ ex locis poſſeſſis ſequentes Capitaneatus cedit, nimirum Nevelenſem, Szebieſenſem & Vieliscenſem cum Terris ad eoſdem pertinentibus excepto Kraſno-Grod & Niszduil. Ad hæc dictus Magnus Moſcoviæ Dux pro hoc Armiſtitio certam pecuniæ Summam efficientem millionem Florenorum Polonicalium binæ monetæ Reipublicæ exſoluturum ſeſe obligat.

Newel & Wieliſz poſt decurſum ſex ſeptimanarum à Nativitate Chriſti die trigeſima Septembris An. 1678. & ab Orbe condito 7188. die 20. Sept., ab Officialibus Magni Ducis Regiis ad hoc Deputatis Commiſſariis cum omnibus ante exortum Bellum Tormentis & quovis apparatu Bellico reſtitui debent; de Summa verò 200000. Rubelorum Magnus Dux ſtatim poſt concluſos modernos Tractatus Legatis Polonicis 100000. exſolvet.

vet. Capitaneatum Siebieſzeuſem & reliquam Summam 100000. Rubelorum tunc reddet Magnus Dux, quando hic Tractatus à Rege Poloniæ erit Juramento confirmatus.

Incolæ & Nobiles circa evacuationem illorum Capitaneatuum in poſſeſſionibus ſuis citra ullam moleſtiam ab hominibus Magni Ducis relinquentur. Similiter Subditi illi non debent cogi, ut ſe ad fines Czari transportent, vel ullum onus patiantur aut contributiones exolvant.

Commiſſio per Mediatores ad minimum intra duos annos ad finem currentis Armiſtitii peragi debet.

Catholici ſub Magno Duce, & Græci ſub Rege Poloniæ nullam patiantur coactionem.

Si nonnulli adhuc captivi reperiantur ab utraque Parte juxta Tractatus Andruſovienſes dimitti debent.

Et quoniam hoc anno Terminus liberi Commercii utriusque Partis Mercatoribus expirat, ideo conventum eſt, ut omnibus Mercatoribus (exceptis Judæis) juxta priores & modernos Tractatus per omnes Armiſtitii annos licitum eſſet, omnis generis Commercia non prohibita (dummodo Literæ liberi paſſus adſint) tam à parte Regis ad Urbes ejusdem, Cracoviam, Varſaviam, & Vilnam, quam Magni Ducis ad Urbem Moscoviam tractare. Vectigal tamen ſecundùm conſuetudinem utriusque Regni exolvere tenebuntur.

Et quoniam Judices Limitum juxta Punctum decimum tertium Pactorum Andruſſovienſium nondum Commiſſionem ſuam expediverunt, nec in Civitatibus finitimis jus adminiſtrarunt, ideoque Anno C. 1679. & O. cond. 7187. ab utroque Monarcha Judices debitis inſtructi Plenipotentiis convenient, limites diſcernent, litibuſque ratione debitorum & homicidiorum inquirent, omnesque difficultates dijudicabunt.

Et quoniam ad exhibitam à Legatis Polonicis Ratificationem priorum Tractatuum Andruſovienſium ac Moscoviæ concluſorum Sigillum Lithuanicum appenſum non fuit, idcirco Legati Polonici curam apprimendæ ipſius pollicentur, quando Legati Moscovitici cum Ratificatione moderni Tractatus advenient. Quod autem in Plenipotentia Legatorum Polonicorum à Senatu impertitâ tantummodo ſubſcriptiones Senatorum, non autem ipſorum Sigilla, extiterunt, non debet pro hac vice præjudicare: In poſterum verò antiqua conſuetudo cum appreſſione Sigillorum obſervari debet.

Priores tres Tractatus Andruſovienſes, uti etiam Concluſa Moscoviæ, uti nun minus modernus Tractatus ratione Armiſtitii à Magno Duce, uti etiam à Rege Poloniæ roborari Juramento debent.

Tam Polonici quàm Moscovitici Legati huncce Tractatum manibus ſuis ſubſcripſerunt, & Juramentis confirmarunt.

Nota Juramenti à Magno Duce Moscoviæ & deinde etiam à Rege Poloniæ præſtiti.

Dei gratia, &c &c. &c. Profitemur & pollicemur Deo Omnipotenti ad hoc Sanctum Evangelium ejusque Præceptum, quod auxilio & interceſſione ſpei Noſtræ Chriſtianæ Sanctiſſimæ Matris Dei immaculatæ Virginis Mariæ cum Fratre Noſtro Sereniſſimo Principe ac Domino Johanne Tertio, &c. eiusdemque Majeſtatis & Reipublicæ tam ſpiritualibus quàm ſecularibus Statibus Regni Poloniæ Magnique Ducatus Lithuaniæ in Conventu utriusque Monarchæ Legatorum concluſa terna Andruſſovienſia Pacta, & bini Moscoviæ initi Tractatus & hoc anno cum Czareæ Majeſtatis Noſtræ Senatoribus per Majeſtatis Suæ Regiæ Legatos Moscoviæ pactæ Induciæ à Nobis Magno Duce adimplebuntur, & ſine ulla ſiniſtra Interpretatione ſervabuntur; uti Nos Magnus Dominus & Czarus coram Sancto Evangelio profitemur ac pollicemur.

CLXXIV.

19. Aoſt. *Convention entre les Commiſſaires du Roi* TRES-CHRESTIEN, *ceux du Roi* CATHOLIQUE, *& ceux des Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *pour une Ceſſation d'Armes & de toutes hoſtilités entre les Armées au Païs-Bas, jusqu'à l'arrivée, & l'échange des Ratifications de la Paix. Au Camp de Mons le 19 d'Aouſt 1678. Avec les* APROBATIONS *& ſignatures des Generaux & Commandants en Chef &c.* [Recueil de LEONARD Tom. IV. d'où l'on a tiré cette Piece, qui ſe trouve auſſi dans les Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. II. pag. 672. & dans LONDORPII *Acta publica* Tom. X. pag. 653. en Allemand.]

AYant eſté trouvé neceſſaire de regler en attendant la Ratification de la Paix, la maniere en laquelle les Troupes auront à vivre au Pays-Bas pour éviter tous actes d'hoſtilité qui la pourroient troubler, & ſoulager les Peuples de part & d'autre, il a eſté convenu par les ſouſſignez, enſuite de leurs Pouvoirs reſpectifs, de ce qui s'enſuit.

Que le lendemain de la Ratification du preſent Traſté, tous actes d'hoſtilité ceſſeront entre les Armées, & qu'en conſequence de cela, dés le lendemain de ladite Ratification, les deux Armées ſe retireront des environs de Mons.

Que l'Armée du Roi Tres-Chrétien marchera vers Gevries, ou Merbepoterie, & celle que commande M. le Prince d'Orange au delà de la Haye du Rœux vers Nivelle

Que neanmoins les Troupes qui ont formé le Blocus de Mons ſous le commandement de Monſieur du Montal & de Monſieur de Quincy ne ſe retireront pas le même jour; mais ſeulement deux jours aprés la Ratification du preſent Traité qui ſera le lendemain que les deux Armées auront marché, & jusques à ce que ledit Blocus ſoit levé, l'Armée commandée par M. le Prince d'Orange, pourra reſter dans le même campement ſusdit.

Que la Ville de Mons demeurera enſuite dans une pleine & entiere liberté, que toutes ſortes de perſonnes, Vivres, & Marchandiſes y entreront, & ſortiront, en la même maniere qu'il ſe pratique dans les autres Villes qui ſont ſous l'obeïſſance d'Eſpagne.

Qu'à l'égard des Garniſons, ſix jours aprés la Ratification du preſent Traité, ou plûtôt s'il ſe peut, c'eſt-à-dire auſſi-tôt que les Convois pourront arriver dans chaque Place, les Partis, ni Détachemens ne courront plus ſur les Terres & Pays les uns des autres, & demeureront les Troupes & Armées de chaque Couronne, dans l'étendue des Terres & Pays qui ſont preſentement ſous l'obeïſſance de chaque Couronne.

Que tous les Priſonniers qui ſeront faits de part & d'autre depuis le jour de la Ratification du preſent Traité, ſeront rendus ſans Rançon, même les Chevaux, Beſtiaux, & Equipages, Marchandiſes, & autres choſes generalement quelconques.

Que comme lors de l'execution du Traité de Paix, ou entre-ci & ledit tems, il peut être neceſſaire aux Troupes d'une Couronne, ou des Alliez, de paſſer ſur les Terres & Pays appartenans preſentement à l'autre, il demeurera libre de part & d'autre de le faire, ſeulement pour la communication des Places des Pays-Bas, ou pour en ſortir, en ne prenant dans lesdites Terres & Pays, que le ſimple fourage, & n'y ſéjournant qu'autant qu'il ſe pratique dans les marches ordinaires des Troupes.

Qu'à commencer du jour de la Ratification du preſent Traité, il ſera libre à tous Sujets de chacune des Couronnes, comme auſſi de Meſſieurs les Etats Generaux, d'aller, & venir ſans aucun Paſſeport ſur les Terres & Païs appartenans preſentement à la Couronne, ou Etat, dont ils ſont Sujets; & qu'il ne ſera plus beſoin de Paſſeport, que pour aller des Terres preſentement appartenantes à une Couronne, ou Etat, ſur celles qui appartiennent preſentement à l'autre.

Qu'à commencer de ſix jours aprés la Ratification du preſent Traité, les Troupes & Armées de chaque Couronne vivront ſur les Terres & Pays dont chacune eſt preſentement en poſſeſſion, ſans fourager ſur les Terres les uns des autres; bien entendu que par le mot de poſſeſſion, on ne veut pas comprendre, ni faire paſſer pour Droit de poſſeſſion, les paſſages ni les ſejours que les Armées ou Partis ont faits, ou ſont preſentement dans les Lieux où elles ſont, ou ont eſté.

Qu'à commencer du jour de la Ratification du preſent Traité, toutes demandes extraordinaires de Contributions, Vaches, Pionniers, Charrois, ceſſeront de part & d'autre ſur les Terres les uns des autres, ne demeurant

meurant libre à chacun de faire de pareilles demandes, ſuivant les neceſſitez occurrentes, que ſur les Terres dont chacun eſt en poſſeſſion.

Que pour ce qui reſte deub des Contributions de l'année qui écherra au 16 Octobre prochain, par les Terres & Pays qui ſont actuellement ſoûmis auſdites Contributions, l'on continuëra de les exiger de part & d'autre, ſeulement par les voyes dont il ſera convenu par Meſſieurs les Plenipotentiaires à Nimégue

Que ſi, contre toute apparence, il ſurvenoit quelque difficulté au regard de l'obſervation du preſent Accord, ſoit en tout ou en partie, elle ſera adjuſtée à l'amiable par les Generaux, ou ceux qui ſeront authoriſez à cet effet, ſans que pour ce ſujet cet Accord ſoit alteré, ou qu'il ſoit permis de recourir à la force.

De tout ce que deſſus ſont reſpectivement convenus les ſouſſignez Deputez, & ont promis d'en fournir demain les Ratifications de M. le Duc de Luxembourg, Pair & Maréchal de France, Capitaine des Gardes-du-Corps du Roi Tres-Chrétien, Commandant en Chef l'Armée de Sa Majeſté en Flandre, & de M. le Duc de Villahermoſa Gentilhomme de la Chambre de Sa Majeſté Catholique, Gouverneur & Capitaine General des Pays-Bas Catholiques. Fait au Camp prés de Mons ce 19. jour d'Aouſt 1678.

ROBERT. F. DE CONTAMOUGEARD.

Nous approuvons, & ratifions tout ce qui eſt contenu dans le Traité cy-deſſus.

MONTMORENCY-LUXEMBOURG,

DUQUE DE VILLAHERMOSA
Conde de Luna.

Le ſouſſigné Deputé des Provinces-Unies à l'Armée authoriſé par S. A M. le Prince d'Orange, approuve le Traité cy-deſſus fait en ſa preſence, & avec ſa participation, pour autant qu'il regarde Sadite Alteſſe, & l'Armée & les Troupes de Meſſieurs les Etats Generaux qui ſont ſous ſon commandement.

DE WERDE.

Son Alteſſe ayant vû la Convention qui eſt cy-deſſus faite, en vertu de l'autoriſation qu'elle a donnée, l'approuve & la ratifie par ces preſentes. Fait au Camp de Ræulx le 20. d'Aouſt 1678.

G. PRINCE D'ORANGE.

CLXXV.

11.Sept. *Compromis entre les Ambaſſadeurs de* FRANCE *& d'*ESPAGNE *à la Paix de Nimegue, au ſujet de quelques difficultés qui auroient pu retarder la concluſion du Traité, & dont ils remettent la Deciſion à l'Arbitrage des Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES. *Fait à Nimegue le* 11. *Septembre* 1678. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. II. Part. II. pag. 623.]

COmme dans la diſcuſſion des Articles qui doivent compoſer le Traité de la Paix à faire entre Leurs Majeſtés Catholique & Tres-Chreſtienne, il s'eſt rencontré des difficultez, dont on n'a pû convenir, tant au ſujet de la Place de Beaumont, que des dépendances de Dinant, & ſur l'eſtat dans lequel ſera renduë la Chaſtellenie d'Ath à Sa Majeſté Catholique, comme auſſi ſur l'Amniſtie & reſtitution des Biens des Meſſinois, qui ſe ſont retirez tant en France qu'ailleurs, & que les Ambaſſadeurs de Sa Majeſté Catholique ont fait inſtance, que ces points ſuſdits ſoient vuidez purement & nettement au plûtoſt avant que le ſuſdit Traité ſoit conclu & ſigné, afin d'en obtenir & faire dépêcher de part & d'autre les Inſtrumens de Ratification en dûë forme: leſdits Sieurs Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires deſdits Seigneurs Rois, prenant de part & d'autre une entiere confiance en l'équité deſdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, ſont convenus, comme ils conviennent par l'Acte preſent au nom des Rois leurs Maîtres, de remettre toutes les difficultez ſuſdites à l'arbitrage & deciſion deſdits Seigneurs Etats Generaux, pour être reglez ſelon le jugement qu'ils en donneront le plûtoſt que faire ſe pourra, & qu'au reſte les Articles, dont on eſt convenu, & dont on a eſté d'accord, ſeront conclus & ſignez inceſſamment, & s'obligent les ſuſdits Ambaſſadeurs de repreſenter aux Seigneurs Etats Generaux preſentement & ſans aucun delay, tout ce qu'ils voudront alleguer ſur les matieres ſuſdites. Fait à Nimegue le 11. Septembre, 1678.

Signé,

PABLO SPINOLA DORIA.

CONDE DE BENAZUZA, MARQUES DE LA FUENTE.

J. B. CHRISTIN.

CLXXVI.

Traité de Paix entre CHARLES II. *Roi d'Eſpagne &* LOUÏS XIV. *Roi de France, par lequel Sa Majeſté Très-Chrétienne rendant quelques Villes & Places qui lui avoient été cedées en* 1668. *retient en échange pour elle & ſes Succeſſeurs à perpetuité, toute la Franche-Comté, Valenciennes, Bouchain, Condé, Cambrai & Cambreſis, Aire, St. Omer, Ypres avec ſa Châtellenie &c. Fait à Nimegue le* 17. *Septembre* 1678. Avec *les* POUVOIRS *& les* RATIFICATIONS *de part & d'autre.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. II. pag. 729. d'où l'on a tiré cette Piéce qui ſe trouve auſſi dans le Recueil de LEONARD Tom. IV. dans LONDORPII *Acta Publica.* Tom. X. pag. 685. en Allemand & dans le *Theatrum Pacis* Tom II. pag. 679. en Latin, en Allemand, & en François.] 17.Sept.

AU nom de Dieu le Createur, & de la Tres-Sainte Trinité, à tous preſens & à venir, ſoit notoire, Que comme pendant le cours de la Guerre qui s'eſt muë depuis quelques années entre le Tres-Haut, Tres-Excellent & Tres-Puiſſant Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Roi Tres-Chrétien de France & de Navarre, & ſes Alliez, d'une part; Et Tres-Haut, Tres-Excellent, & Tres-Puiſſant Prince Charles II. par la grace de Dieu Roi Catholique des Eſpagnes & ſes Alliez, d'autre; Leurs Majeſtez n'auroient rien ſouhaité plus ardemment que de la voir finir par une bonne Paix, & que ce même deſir d'arrêter autant qu'il ſeroit en Elle la deſolation de tant de Provinces, les larmes de tant de Peuples, & l'effuſion de tant de Sang Chrêtien, les auroit portez à accorder aux puiſſans offices de Tres-Haut, Tres-Excellent, & Tres Puiſſant Prince le Roi de la Grande Bretagne, d'envoyer leurs Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en la Ville de Nimégue; il eſt arrivé par un effet de la bonté Divine qui s'eſt voulu ſervir de la confiance entiere que leurs Majeſtez ont continué de prendre en la Mediation dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, qu'enfin leſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, ſçavoir, de la part de Sa Majeſté Tres-Chrêtienne le Sieur Comte d'Eſtrades Maréchal de France & Chevalier de ſes Ordres; le Sieur Colbert Chevalier Marquis de Croiſſi, Conſeiller ordinaire de ſon Conſeil d'Etat; & le Sieur de Mêmes Chevalier Comte d'Avaux, auſſi Conſeiller en ſes Conſeils. Et de la part de Sa Majeſté Catholique le Sieur Dom Pablo Spinola Doria Marquis de los Balbaſes Duc de Seſto, Seigneur de Ginoſa, Caſalnoſetta, & Pontecurune, Conſeiller de ſon Conſeil d'Etat, & ſon grand Protonotaire en ſon Conſeil d'Italie; Dom Gaſpard de Tebes & Cordoüa Tello, & Guzman Comte de Venazuza Marquis de la Fuente, Seigneur de Lorena de la Maiſon d'Arrucas des Iſles de Guadalupa, & Matalione, Maitre perpetuel de la Victoire, Majeur perpetuel & grand Ecrivain de la Ville de Seville, Gentilhomme de la Chambre de Sa Majeſté Imperiale, du Souverain Conſeil de

Guerre, & ſon General d'Artillerie; Dom Pedro Ronquillo Chevalier de l'Ordre d'Alcantara, Conſeiller de ſes Conſeils de Caſtille & des Indes; & Dom Jean Baptiſte Chriſtin Chevalier Conſeiller au Conſeil ſuprême de Flandres prés de la perſonne de Sadite Majeſté Catholique, & de ſes Conſeils d'Etat & privé au Païs-Bas; en vertu des Lettres & Commiſſions qu'ils ſe ſont reciproquement communiquez, & dont à la fin de ce Traité les Copies ſont inſerées de mot à mot, ſeroient convenus & tombez d'accord des conditions reciproques de Paix & d'amitié en la teneur qui enſuit.

Premierement. Il eſt convenu & accordé qu'à l'avenir il y aura bonne, ferme, & durable Paix, Confederation, & perpetuelle Alliance & Amitié entre les Rois Tres-Chrétien & Catholique, leurs Enfans nez & à naiſtre, leurs Hoirs, Succeſſeurs & Heritiers; leurs Royaumes, Etats, Païs & Sujets; qu'ils s'entr'aimeront comme bons Freres, procurans de tout leur pouvoir le bien, l'honneur, & reputation l'un de l'autre, évitans de bonne foi tant qu'il leur ſera poſſible le dommage l'un de l'autre.

II. Enſuite de cette bonne réunion la Ceſſation de toute ſorte d'hoſtilitez arreſtée & ſignée le 19. jour d'Aouſt de la preſente année continuera ſelon ſa teneur entre leſdits Seigneurs Rois, leurs Sujets & Vaſſaux tant par Mer & autres Eaux, que par Terre, & generalement en tous Lieux où la Guerre ſe fait par les Armées de Leurs Majeſtez tant entre les Troupes & Armées qu'entre les Garniſons de leurs Places; & s'il eſtoit contrevenu à ladite Ceſſation par priſe de Place, ou Places, ſoit par attaque, ou par ſurpriſe, ou par intelligence ſecrette, & même s'il ſe faiſoit des Priſonniers ou autres actes d'hoſtilité par quelque accident imprévu, ou par ceux qui ne ſe peuvent prevoir contraires à ladite Ceſſation d'hoſtilitez, la contravention ſera reparée de part & d'autre de bonne foi, ſans longueurs ni difficulté, reſtituans ſans aucune diminution ce qui auroit été occupé, & délivrant les Priſonniers ſans Rançon ny payement des dépenſes, en ſorte que toutes choſes ſoient remiſes au même eſtat où elles eſtoient audit jour dix-neuviéme Aouſt que ladite ſuſpenſion d'Armes fut arreſtée & ſignée, la teneur de laquelle ſe devra obſerver juſques au jour de l'échange des Ratifications du preſent Traité.

III. Tous ſujets d'inimitiez ou meſintelligences demeureront éteints & abolis pour jamais, & tout ce qui s'eſt fait & paſſé à l'occaſion de la preſente Guerre, ou pendant icelle ſera mis en perpetuel oubli, ſans qu'on puiſſe à l'avenir de part ni d'autre, directement ni indirectement en faire recherche par Juſtice ou autrement, ſous quelque pretexte que ce ſoit, ni que leurs Majeſtez ou leurs Sujets, Serviteurs & Adherens d'un côté & d'autre puiſſent témoigner aucune ſorte de reſſentiment de toutes les offences & dommages qu'ils pourroient avoir reçus pendant la preſente Guerre.

IV. Et en contemplation de la Paix le Roi Tres-Chrétien, auſſi-toſt aprés l'échange des Ratifications du preſent Traité, remettra au pouvoir du Roi Catholique la Place & Fortereſſe de Charleroi, la Ville de Binche, la Ville & Fortereſſe d'Ath, Oudenarde & Courtrai, avec leurs Prevôtez & Chaſtellenies, appartenances & dépendances, ainſi qu'elles ont eſté poſſedées par Sa Majeſté Catholique avant la Guerre de l'année 1667. Toutes leſquelles Villes & Places avoient eſté cedées audit Seigneur Roi Tres-Chrétien par le Roi Catholique au Traité ſigné à Aix-la-Chapelle le deuxiéme May 1668. auquel il a été par le preſent Traité expreſſement derogé pour ce qui regarde leſdites Villes & Places, leurs appartenances & dependances, en conſequence dequoi ledit Seigneur Roi Catholique rentrera en la poſſeſſion d'icelles pour en jouir lui & ſes Succeſſeurs pleinement & paiſiblement, à l'exception de la Verge de Menin & de la Ville de Condé, laquelle, quoi que ci-devant pretenduë par Sa Majeſté Tres-Chreſtienne comme Membre de la Chaſtellenie d'Ath, demeurera neanmoins à la Couronne de France avec toutes ſes dependances en vertu du preſent Traité, ainſi qu'il ſera dit ci-aprés.

V. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien s'oblige & promet de remettre auſſi entre les mains dudit Seigneur Roi Catholique, auſſi-toſt aprés ledit eſchange des Ratifications, la Ville & Duché de Limbourg avec toutes ſes dependances, & le Païs d'Outremeuſe, la Ville & Citadelle de Gand, pareillement avec toutes ſes dependances, le Fort de Rodenhus & le Païs de Waes; la Ville & Place de Leuve dans le Brabant, auſſi avec ſes dependances, la Ville & Place de S. Ghilain de laquelle neanmoins les Fortifications ſeront raſées: & la Ville de Puicerda en Catalogne en l'état où elle ſe trouve à preſent, avec leurs Païs, Places, Châteaux, Forts, Terres, Seigneuries, Domaines, Bailliages, appartenances, & dependances & annexes, ſans y rien reſerver ni retenir, pour être poſſedées par Sa Majeſté Catholique & ſes Succeſſeurs, ainſi qu'Elle en a joui avant la preſente Guerre.

VI. Leſdits Lieux, Villes, Places de Charleroy, Binche, Ath, Oudenarde & Courtray, leurs Bailliages, Chaſtellenies, Gouvernances, Prevôtez, Territoires, Domaines, Seigneuries, appartenances, dependances & annexes de quelque nom qu'elles puiſſent être appellées, avec tous les Hommes, Vaſſaux, Sujets, Villes, Bourgs, Villages, Hameaux, Foreſts, Rivieres, Plat-Païs, & autres choſes quelconques qui en dependent, demeureront par ledit preſent Traité de Paix à Sa Majeſté Catholique, & à ſes Hoirs, Succeſſeurs, & ayans cauſe irrevocablement & à toûjours, avec les mêmes Droits de Souveraineté, proprieté, Droits de Regale, Patronage, Gardienneté & Juriſdiction, Nomination, Prerogatives & Preeminences ſur les Evéchez, Egliſes Cathedrales, & Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures & autres quelconques Benefices étans dans l'étenduë deſdits Païs, Places & Bailliages cedez, de quelques Abbayes que leſdits Prieurez ſoient mouvans & dependans, & tous autres Droits qui ont cy-devant appartenu au Roi Tres-Chreſtien, encore qu'ils ne ſoient icy particulierement énoncez, ſans que Sa Majeſté Catholique puiſſe être à l'avenir troublée ni inquietée par quelque voye que ce ſoit, de Droit ni de fait par ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien, ſes Succeſſeurs, ou aucuns Princes de ſa Maiſon, ou par qui que ce ſoit, ou ſous quelque pretexte & occaſion qui puiſſe arriver eſdites Souveraineté, proprieté, Juriſdiction, Reſſort, poſſeſſion & jouiſſance de tous leſdits Païs, Villes, Places, Châteaux, Terres & Seigneuries, Prevoſtez, Domaines, Chaſtellenies & Bailliages: enſemble de tous les Lieux & autres choſes qui en dependent. Et pour cet effet ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien tant pour luy que pour ſes Hoirs, Succeſſeurs & ayans cauſe, renonce, quitte, cede & tranſporte, comme leſdits Plenipotentiaires en ſon nom, par le preſent Traité de Paix irrevocable ont renoncé, quitté, cedé & tranſporté perpetuellement & à toûjours, en faveur & au profit dudit Seigneur Roi Catholique, ſes Hoirs, Succeſſeurs & ayans cauſe, tous les Droits, Actions & pretentions, des Droits de Regale, Patronage, Gardienneté, Juriſdiction, Nomination, Prerogatives & Preeminences ſur les Eveſchez, Egliſes Cathedrales & autres quelconques Benefices eſtans dans l'eſtenduë deſdites Places & Païs & Bailliages cedez, de quelques Abbayes que leſdits Prieurez ſoient mouvans & dependans, & generalement ſans rien retenir ni reſerver tous autres Droits que ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien ou ſes Hoirs & Succeſſeurs ont & pretendent ou pourroient avoir & pretendre pour quelque cauſe & occaſion que ce ſoit ſur leſdits Pays, Places, Châteaux, Forts, Terres, Seigneuries, Domaines, Chaſtellenies, Baillages & ſur tous les Lieux en dependans, comme dit eſt, nonobſtant toutes Loix, Coûtumes, & Conſtitutions faites au contraire, même qui auroient été confirmées par Serment, auſquelles & aux clauſes derogatoires des derogatoires il eſt expreſſement derogé par le preſent Traité pour l'effet deſdites Renonciations & Ceſſions, leſquelles vaudront & auront lieu ſans que l'expreſſion ou ſpecification particuliere, deroge à la generale, ni la generale à la particuliere, & excluant à perpetuité toutes exceptions ſous quelques Droits, Titres, cauſes ou pretextes qu'elles puiſſent être fondées; declare, conſent, veut & entend ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien, que les Hommes, Vaſſaux, & Sujets deſdits Païs, Villes & Terres cedées à la Couronne d'Eſpagne, comme il eſt dit cy-deſſus, ſoient & demeurent quittes & abſous dés à preſent & pour toûjours des foy & hommages, ſervices & Serment de fidelité qu'ils pourroient tous & chacun d'eux luy avoir faits & à ſes Predeceſſeurs Roi Tres-Chrétien, enſemble de toute l'obeïſſance, ſujetion & Vaſſalage, que pour raiſon de ce ils pourroient luy devoir; voulant ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien que leſdits foy, hommages & Serment de fidelité demeurent nuls & de nulle valeur, comme s'ils n'avoient jamais été faits ni preſtez.

VII. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien fera auſſi reſtituer audit Seigneur Roi Catholique toutes les Villes, Places, Forts, Châteaux, & Poſtes que ſes

Armes ont, ou pourront avoir occupé juſques au jour de la Publication de la Paix, en quelques Lieux du monde qu'elles ſoient ſituées. Comme pareillement Sa Majeſté Catholique fera reſtituer à Sa Majeſté Tres-Chrétienne toutes les Places, Forts, Châteaux, & Poſtes que ſes Armes pourroient avoir occupez durant cette Guerre juſques au jour de la Publication de la Paix en quelque lieu qu'elles ſoient ſituées.

VIII. La reſtitution deſdites Places, ainſi que dit eſt, ſe fera par ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien ou ſon Miniſtre réellement & de bonne foy ſans aucune longueur ni difficulté, pour quelque cauſe & occaſion que ce ſoit à celuy ou à ceux qui ſeront deputez par ledit Seigneur Roi Catholique dans le temps & la maniére qu'il a été cy-deſſus dit, & en l'état que leſdites Places ſe trouvent à preſent, ſans y rien demolir, affoiblir, diminuer, ou endommager en aucune ſorte: & ſans que l'on puiſſe pretendre ni demander aucun rembourſement pour les Fortifications faites auſdites Places, ni pour le payement de ce qui pourroit être dû aux Soldats & Gens de Guerre y étans.

IX. En outre a été arreſté que toutes les Procedures, Jugemens & Arreſts donnez par les Juges & autres Officiers de Sa Majeſté Tres-Chrétienne établis dans leſdites Villes & Places dont elle jouïſſoit en vertu du Traité d'Aix-la-Chapelle, & cy-deſſus cedées à Sa Majeſté Catholique, ou par le Parlement de Tourna[illegible] pour raiſon des differens & Procez pourſuivis tant par les Habitans deſdites Villes & de leurs dependances qu'autres, durant le tems qu'elles ont été ſous l'obeïſſance dudit Seigneur Roi Tres-Chrétien, auront lieu & ſortiront leur plein & entier effet, tout ainſi qu'ils ſeroient ſi ledit Seigneur Roi demeuroit Seigneur & Poſſeſſeur deſdites Villes & Pays, & ne pourront eſtre leſdits Jugemens & Arreſts revoquez en doute, annullez, ni l'execution d'iceux autrement retardée ou empêchée, bien ſera loiſible aux Parties de ſe pourvoir par reviſion de la cauſe & ſelon l'ordre & diſpoſition des Loix & Ordonnances: demeurans cependant les Jugemens en leur force & vertu ſans prejudice de ce qui eſt ſtipulé à cet égard par l'Article XXI. du preſent Traité.

X Comme les Miniſtres de Sa Majeſté Tres Chrétienne aprés la Paix d'Aix-la-Chapelle ont ſoûtenu en la Conference de Lille que les Ecluſes de l'Occident & de l'Orient de la Ville de Nieuport & le Fort in Vierbota étant au bout de l'Ecluſe d'Occident prés de l'embouchure du Havre de Nieuport, & une partie de celui de Nieuven Dame bâtis ſur l'Ecluſe de l'Orient, avec les Teſtes dudit Havre, entretenues par ceux de Furnes, étoient du Territoire & Juriſdiction de la Chaſtellenie de Furnes, & partant devoient appartenir à Sa Majeſté Tres-Chrétienne, & les Miniſtres de Sa Majeſté Catholique au contraire, que cela n'étoit pas; & quoi que cela fut, que non, qu'il devroit ſuffire que Sa Majeſté Catholique étant Prince Souverain, lors que leſdites Fortifications ont été faites tant au regard de la Chaſtellenie de Furnes que de la Ville de Nieuport, il a pû incorporer & approprier les ſuſdites parties au Havre & Fortifications de Nieuport, & par ainſi les rendre inſeparables d'icelle Ville; il eſt arreſté que les ſuſdites Ecluſes, & autres Parties de la Fortification de Nieuport, cy-deſſus nommées, demeureront à Sa Majeſté Catholique, ainſi que ladite Ville, ſans que Sa Majeſté Tres-Chrétienne, comme luy appartenant la Ville & Chaſtellenie de Furnes, ou autrement, y puiſſe jamais pretendre. Et quant à l'écoulement des Eaux de la Chaſtellenie de Furnes, il ſera continué, & Elle en jouira en la même forme & maniere qu'il a été pratiqué juſques à preſent.

XI. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien retiendra, demeurera ſaiſi, & jouira effectivement de tout le Comté de Bourgogne, vulgairement appellé la Franche Comté, & des Villes, Places, & Pays en dépendans, y compris la Ville de Bezançon, & ſon Diſtrict, comme auſſi des Villes de Valenciennes & ſes dépendances, Bouchain & ſes dépendances, Condé & ſes dépendances, quoy que cy-devant pretendu Membre de la Chaſtellenie d'Ath, Cambray & le Cambreſis, Aire, Saint Omer & leurs dépendances, Ypres & ſa Chaſtellenie, Warvick, & Warneton ſur la Lys, Poperinghen, Bailleul, & Caſſel, avec leurs dépendances, Bavay & Maubeuge avec leurs dépendances.

XII. Ledit Comté de Bourgogne, les Villes, Places, & Pays en dépendans, compris la Ville de Bezançon & ſon Diſtrict, comme auſſi leſdites Villes & Places de Valenciennes, Bouchain, Condé, Cambray, Aire, Saint Omer, Ypres, Warvik & Warneton, Poperingen, Bailleul, Caſſel, Bavay, & Maubeuge, leurs Bailliages, Chaſtellenies, Gouvernances, Prevoſtez, & Territoires, Domaines, Seigneuries, Appartenances, Dépendances, & Annexes, de quelques noms qu'elles puiſſent être appellées, avec tous les Hommes, Vaſſaux, Sujets, Villes, Bourgs, Villages, Hameaux, Foreſts, Rivieres, Plat-Pays, Salines, & autres choſes quelconques qui en dépendent, demeureront par ledit preſent Traité de Paix à Sa Majeſté Tres-Chreſtienne, & à ſes Hoirs, Succeſſeurs, & ayans cauſe, irrevocablement & à toûjours, avec les meſmes Droits de Souveraineté, Proprieté, Droits de Regale, Patronage, Gardienneté, & Juriſdiction. Nomination, Prerogative, & Preéminence, ſur les Evêchez, Egliſes Cathedrales, & autres Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures, & autres quelconques Benefices, étans dans l'étendue deſdits Pays, Places, & Bailliages cedez, de quelques Abbayes que leſdits Prieurez ſoient mouvans & dépendans; & tous autres Droits qui ont cy-devant appartenu au Roi Catholique, encore qu'ils ne ſoient particulierement énoncez; ſans que Sa Majeſté Tres-Chreſtienne puiſſe être à l'avenir troublée ni inquietée par quelque voye que ce ſoit de Droit ni de fait par ledit Seigneur Roi Catholique, ſes Succeſſeurs, ou aucuns Princes de ſa Maiſon, ou par qui que ce ſoit, ou ſous quelque pretexte ou occaſion qui puiſſe arriver eſdites Souveraineté, Proprieté & Juriſdiction, Reſſort, Poſſeſſion & jouïſſance de tous leſdits Pays, Villes, Places, Chaſteaux, Terres & Seigneuries, Prevoſtez, Domaines, Chaſtellenies & Bailliages; enſemble de tous les Lieux & autres choſes qui en dépendent: Et pour cet effet, ledit Seigneur Roi Catholique, tant pour luy que pour ſes Hoirs, Succeſſeurs, & ayans cauſe, renonce, quitte, cede, & transporte, comme leſdits Plenipotentiaires en ſon Nom, par le preſent Traité de Paix irrevocable, ont renoncé, cedé, & transporté perpetuellement & à toûjours en faveur & au profit dudit Seigneur Roi Tres-Chreſtien, ſes Hoirs, Succeſſeurs, & ayans cauſe, tous les Droits, Actions, Pretentions, Droits de Regale, Patronage, Gardienneté, Juriſdiction, Nomination, Prerogatives, & Preéminence ſur les Evêchez, Egliſes Cathedrales, & autres quelconques Benefices étans dans l'étenduë deſdites Places & Pays, & Bailliages cedez, de quelques Abbayes que leſdits Prieurez ſoient mouvans & dépendans; & generalement ſans rien retenir ni reſerver, tous autres Droits que ledit Seigneur Roi Catholique, ou ſes Hoirs & Succeſſeurs, ont & pretendent, ou pourroient avoir & pretendre, pour quelque cauſe & occaſion que ce ſoit, ſur leſdits Pays, Places, Chaſteaux, Forts, Terres, Seigneuries, Domaines, Chaſtellenies, & Bailliages, & ſur tous les Lieux en dépendans, comme dit eſt, nonobſtant toutes Loix, Coûtumes, & Conſtitutions au contraire, mêmes qui auroient eſté confirmées par Serment. Auſquelles & aux Clauſes derogatoires des dérogatoires, il eſt expreſſément dérogé par le preſent Traité pour l'éfet deſdites Renonciations & Ceſſions, leſquelles vaudront & auront lieu, ſans que l'expreſſion ou ſpecification particuliere déroge à la generale, ni la generale à la particuliere; & excluant à perpetuité toutes exceptions ſous quelques Droits, Titres, cauſe ou pretexte qu'elles puiſſent être fondées; declare, conſent, veut & entend ledit Seigneur Roi Catholique, que les Hommes, Vaſſaux, & Sujets deſdits Pais, Villes & Terres cedées à la Couronne de France, comme il eſt dit cy-deſſus, ſoient & demeurent quittes & abſous dés à preſent & pour toûjours, des foy & hommage, ſervice, & Serment de fidelité qu'ils pourroient tous & chacun d'eux luy avoir faites, & à ſes Predeceſſeurs Roys Catholiques; enſemble de toutes l'obeïſſance, ſujetions, & Vaſſelages, que pour raiſon de ce ils pourroient luy devoir; voulant ledit Seigneur Roi Catholique que leſd. foy & hommage & Serment de fidelité, demeurent nuls & de nulle valeur, comme ſi jamais ils n'avoient eſté faits ni preſtez.

XIII. Et comme Sa Majeſté Tres-Chreſtienne a declaré par les Conditions qu'Elle a offert pour la Paix, de vouloir la Ville de Charlemont, ou en échange celle de Dinant au choix de Sa Majeſté Catholique, à condition que Sadite Majeſté Catholique ſe chargeroit d'obtenir de l'Evêque de Liege la Ceſſion de Dinant, & le conſentement de l'Empereur & de l'Empire, Sa Majeſté Catholique a choiſi de retenir la Ville de Charlemont comme auparavant, en conſequence s'oblige & promet d'obtenir deſdits Sieur Evêque & Chapitre de Liege la Ceſſion en forme authentique de ladite Ville de Dinant, avec le conſentement de l'Empereur & de l'Empire dans un an. à compter du jour & date de la Ratification du Traité de Paix qui doit eſtre fait entre l'Empereur & ledit Seigneur Roi Tres-Chreſtien. En cas que Sadite Majeſté Catholique ne puiſſe obtenir leſdites Ceſſions deſdits Sieur Evêque & Chapitre de Liege, avec le conſentement de l'Empereur & de l'Empire, Elle s'oblige & promet de faire remettre immediatement aprés le terme ſuſdit au Pouvoir de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne ladite Ville de Charlemont, pour en jouir comme de toutes les autres Places & Païs cedez audit Seigneur Roi Tres-Chreſtien, par les Articles 11. & 12. du preſent Traité.

XIV. Et pour prevenir toutes les difficultez que les enclaves ont cauſé dans l'execution du Traité d'Aix-la Chapelle, & rétablir pour toûjours la bonne intelligence entre les deux Couronnes, il a eſté accordé que les Terres, Bourgs & Villages enclavez dans les Prevoſtez qui ſont cedées ou qui appartenoient déja avant le preſent Traité à Sa Majeſté Tres-Chreſtienne au delà de la Sambre, ſeront échangez contre d'autres qui ſe trouveront plus proches des Places, & à la bienſéance de Sa Majeſté Catholique; comme auſſi que les Villages de la Verge de Menin qui ſe trouveront ſcituez trop prés de Courtray ſeront échangez contre d'autres qui ſeront plus proches & à la bienſéance de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne: Et pareillement que les Villages de la Prevoſté de Mons qui ſe trouveroient ſi avancez dans le Païs cedé à Sa Majeſté Tres-Chreſtienne en Hainault, qu'ils en interrompiſſent la communication, ſeront échangez contre d'autres dépendans des Païs cedez audit Seigneur Roi Tres-Chrétien qui ſeront plus proches & à la bien-ſéance de Sa Majeſté Catholique, & generalement que toutes les Terres qui ſeront enclavées dans les Païs cedez ou reſtituez à l'un deſdits Seigneurs Roys, ſeront mutuellement échangées contre d'autres de pareille valeur, bien entendu qu'on puiſſe convenir deſdits échanges.

XV. Il ſera deputé des Commiſſaires de part & d'autre deux Mois aprés la Publication du preſent Traité, qui s'aſſembleront au lieu dont il ſera reſpectivement convenu, tant pour proceder auſdits échanges, que pour regler les Limites entre les Etats & Seigneuries qui doivent demeurer à chacun deſdits Seigneurs Roys par le preſent Traité dans les Païs Bas; comme auſſi pour liquider les Debtes réelles legitimement hypothequées ſur les Terres & Seigneuries cedées ou reſtituées à l'une ou à l'autre des deux Couronnes, & convenir de la part & portion que chacune d'elles devra payer à l'avenir, & generalement terminer à l'amiable tous les differens qui pourroient ſe rencontrer en execution du preſent Traité.

XVI. Quand il ſurviendroit aux échanges cy-deſſusdits des difficultez qui en empêcheroient l'effet, l'on ne pourra de part & d'autre établir des Bureaux pour s'embaraſſer ni rendre plus difficile la communication des Places qui ſeront d'une même Domination, & les Bureaux qui ſeront établis ne pourront faire payer les Droits que ſur les Marchandiſes, qui ſortans d'une Domination entreront dans une autre pour y eſtre conſommées, ou pour paſſer dans des Païs éloignez.

XVII. Leſdits Seigneurs Roys remettans, ou reſtituans reſpectivement les Places cy-deſſuſdites pourront en faire retirer & emporter toute l'Artillerie, Poudres, Boulets, Armes, Vivres, & autres Munitions de Guerre qui ſe trouveront dans leſdites Places au temps de la remiſe ou reſtitution d'icelles; & ceux qu'ils auront commis pour cet effet pourront ſe ſervir pendant deux Mois des Chariots & Batteaux du Païs; auront le paſſage libre, tant par Eau que par Terre pour la retraite deſdites Munitions, & leur ſera donné par les Gouverneurs & Commandans, Officiers & Magiſtrats des Places & Païs ainſi reſtituez toutes les facilitez qui dependront d'eux pour la voiture & conduite deſdites Artillerie & Munitions. Pourront auſſi les Officiers, Soldats, Gens de Guerre, & autres qui ſortiront deſdites Places en tirer & emporter leurs Biens meubles à eux appartenans, ſans qu'il leur ſoit loiſible d'exiger aucune choſe des Habitans deſdites Places & du Plat-Païs, ni endommager leurs Maiſons ou emporter aucune choſe appartenante auſdits Habitans.

XVIII. La levée des Contributions demandée de part & d'autre aux Païs qui y ſont ſoûmis ſera continuée pour tout ce qui reſtera à écheoir juſques au 16. Octobre prochain & les arrerages qui reſteront deubs lors de la ſuſdite Ratification ſeront payez dans l'eſpace de trois mois aprés le terme ſuſdit; & aucune execution ne ſe pourra faire pour raiſon de ce pendant ledit temps contre les Communautez redevables, pourveu qu'elles ayent donné bonne & valable caution reſſeante dans une Ville de la Domination de celuy deſdits Seigneurs Roys, à qui leſdites Contributions ſeront deues.

XIX. Il a eſté auſſi accordé que la perception des Droits dont ledit Seigneur Roi Tres-Chreſtien eſt en poſſeſſion ſur tous les Païs qu'il remet ou reſtitue audit Seigneur Roi Catholique, ſera continuée juſques au jour de la reſtitution actuelle des Places dont leſdits Païs ſont dependans, & que ce qui en reſtera deub lors de ladite reſtitution ſera payé de bonne foy à ceux qui en ont pris les Fermes; Comme auſſi que dans le même temps les Proprietaires des Bois confiſquez dans les dépendances des Places qui doivent être remiſes à Sa Majeſté Catholique rentreront en poſſeſſion de leurs Biens & de tous les Bois qui ſe trouveront ſur le lieu, bien entendu que du jour de la ſignature du preſent Traité toutes coupes de Bois ceſſeront de part & d'autre.

XX. Tous les Papiers, Lettres, & Documens concernans les Païs, Terres & Seigneuries qui ſont cedées & reſtituées auſdits Seigneurs Roys par le preſent Traité de Paix, ſeront fournis & délivrez de bonne foy de part & d'autre dans trois mois aprés que les Ratifications du preſent Traité auront eſté échangées en quelques Lieux que leſdits Papiers & Documens ſe puiſſent trouver, même ceux qui auroient eſté enlevez de la Citadelle de Gand & la Chambre des Comptes de Liſle.

XXI. Tous les Sujets de part & d'autre Eccleſiaſtiques & Seculiers ſeront rétablis, tant en la jouiſſance des Honneurs, Dignitez & Benefices dont ils étoient pourveus avant la Guerre, qu'en celle de tous & chacuns leurs Biens meubles & immeubles, Rentes viageres & à rachat, ſaiſies & occupées depuis ledit temps, tant à l'occaſion de la Guerre, que pour avoir ſuivi le parti contraire; enſemble de leurs Droits, actions & ſucceſſions à eux ſurvenuës, même depuis la Guerre commencée, ſans toutefois pouvoir rien demander ni pretendre des fruits & revenus perçus & échus dés le ſaiſiſſement deſdits Biens immeubles, Rentes & Benefices juſques au jour de la Publication du preſent Traité.

XXII. Ni ſemblablement des Debtes, effets & meubles qui auront eſté confiſquez avant ledit jour, ſans que jamais les Creanciers de telles Debtes & Dépoſitaires de tels effets, & leurs Heritiers ou ayans cauſe en puiſſent faire pourſuite ni en pretendre recouvrement, leſquels rétabliſſemens en la forme avant dite s'étendront en faveur de ceux qui auront ſuivi le parti contraire, en ſorte qu'ils rentreront par le moyen du preſent Traité en la grace de leur Roi & Prince Souverain, comme auſſi en leurs Biens tels qu'ils ſe trouveront eſtans à la concluſion & ſignature du preſent Traité.

XXIII. Et ſe fera led. rétabliſſement deſdits Sujets de part & d'autre, ſelon le contenu és Articles 21. & 22. nonobſtant toutes Donations, Conceſſions, Declarations, Confiſcations, Commiſes, Sentences preparatoires ou deffinitives données par contumace en l'abſence des Parties, & icelles non ouïes, leſquelles Sentences & tous Jugemens demeureront nuls & de nul effet, & comme non données & prononcées, avec liberté pleine & entiere auſdites Parties de revenir dans les Païs d'où elles ſe ſont ci-devant retirées, pour jouir en perſonnes de leurs Biens immeubles, Rentes & Revenus; ou d'établir leurs demeures hors deſdits Païs en tel lieu que bon leur ſemblera, leur en demeurant le choix & élection; ſans qu'on puiſſe uſer contre eux d'aucune contrainte pour ce regard. Et en cas qu'ils aiment mieux demeurer ailleurs, ils pourront deputer & commettre telles perſonnes non ſuſpectes que bon leur ſemblera pour le gouvernement & jouiſſance de leurs Biens, Rentes & Revenus: mais non au regard des Benefices requerans reſidence, qui devront eſtre perſonnellement adminiſtrez & deſervis.

XXIV. Ceux qui auront eſté pourveus d'un coſté ou d'autre des Benefices eſtans à la collation, preſentation, ou autres diſpoſitions deſdits Seigneurs Roys, ou autres, tant Eccleſiaſtiques que Laïques, ou qui auront obtenu proviſion du Pape de quelques autres Benefices ſituez dans l'obeïſſance de l'un deſdits Seigneurs Roys par le conſentement & permiſſion duquel ils en auront joüi pendant la Guerre, demeureront en la poſſeſſion & jouiſſance deſd. Benefices leur vie durant comme bien & devëment pourvus; Sans que toutes fois on entende faire aucun préjudice pour l'avenir aux Droits des legitimes Collateurs qui en joüiront & en uſeront comme ils avoient accoûtumé avant la Guerre.

XXV. Tous Prelats, Abbez, Prieurs & autres Eccleſiaſtiques qui ont eſté nommez à leurs Benefices ou pourvus d'iceux par leſdits Seigneurs Roys avant la Guerre, ou pendant icelle, & auſquels Leurs Majeſtez eſtoient en poſſeſſion de pourvoir ou nommer avant la rupture entre les deux Couronnes, ſeront maintenus en la poſſeſſion & jouïſſance deſdits Benefices, ſans pouvoir y eſtre troublez pour quelque cauſe ou pretexte que ce ſoit. Comme auſſi en la libre jouïſſance de tous les Biens qui ſe trouveront en avoir dependu d'ancienneté, & aux Droits de conferer les Benefices qui en dépendent en quelque lieu que leſdits Biens & Benefices ſe trouvent ſcituez. Pourvu toutefois que leſdits Benefices ſoient remplis de perſonnes capables, & qui ayent les qualitez requiſes ſelon les Reglemens qui eſtoient obſervez avant la Guerre. Sans qu'on puiſſe à l'avenir de part ni d'autre envoyer des Adminiſtrateurs pour regir leſdits Benefices, & jouir des fruits, leſquels ne pourront eſtre perçus que par les Titulaires qui en auront eſté legitimement pourvus; comme auſſi tous Lieux qui ont cy-devant reconnu la Juriſdiction deſdits Prelats, Abbez & Prieurs en quelques parts qu'ils ſoient ſcituez, la devront auſſi reconnoiſtre à l'avenir, pourvu qu'il apparoiſſe que leur Droit eſt établi d'ancienneté, encore que leſdits Lieux ſe trouvaſſent dans l'étenduë de la domination du parti contraire, ou dependans de quelques Chaſtellenies, ou Bailliages appartenans audit parti contraire.

XXVI. Il a eſté convenu, accordé, & declaré qu'on n'entend rien revoquer du Traité des Pyrenées, à l'exception de ce qui regarde le Portugal avec lequel le Roi Catholique eſt à preſent en Paix, non plus que du Traité d'Aix-la-Chapelle, qu'en tant qu'il en aura eſté autrement diſpoſé en celui ci par la Ceſſion des Places ſuſdites, ſans que les Parties ayent acquis aucun nouveau Droit, ou puiſſent recevoir aucun prejudice ſur leurs pretentions reſpectives en toutes les choſes dont il n'eſt point fait mention expreſſe par le preſent Traité; & en conſequence tout ce qui a eſté ſtipulé par ledit Traité des Pyrenées touchant les intereſts de Monſieur le Duc de Savoye, & la Dot de la feuë Sereniſſime Infante Catherine ſera obſervé, ſans que cette expreſſion particuliere puiſſe nuire ni prejudicier à la ſtipulation generale faite dans le preſent Article de l'execution deſdits Traitez des Pyrenées & d'Aix-la-Chapelle.

XXVII. Quoique Leurs Majeſtez Tres-Chreſtienne & Catholique contribuent tous leurs ſoins pour le rétabliſſement de la Paix generale, & que le bon acheminement d'un Armiſtice general leur doive faire eſperer qu'il ſera ſuivi d'une prompte concluſion de tout ce qui doit aſſeurer le repos de toute la Chreſtienté: neanmoins comme ledit Seigneur Roi Tres-Chreſtien a inſiſté que ledit Seigneur Roi Catholique s'oblige de ne pouvoir aſſiſter aucuns des Princes qui ſont preſentement en Guerre contre la France & ſes Alliez, Sa Majeſté Catholique a promis & promet de demeurer dans une exacte Neutralité pendant le cours de cette Guerre, ſans pouvoir aſſiſter directement ni indirectement ſes Alliez contre la France, & ſes Alliez.

XXVIII. Et comme Leurs Majeſtez Tres-Chreſtienne & Catholique reconnoiſſent les puiſſans offices que le Roi de la Grande Bretagne a contribué inceſſamment par ſes Conſeils & bons avertiſſemens au ſalut & au repos public, il a eſté convenu de part & d'autre, que Sadite Majeſté Britannique, avec ſes Royaumes, ſoit compriſe nommément dans le preſent Traité de la meilleure forme que faire ſe peut.

XXIX. En cette Paix, Alliance, & Amitié de la part de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne, outre le Roi de Suede avec le Duc de Holſtein, l'Evêque de Straſbourg, & le Prince Guillaume de Furſtemberg, comme intereſſez en cette Guerre, ſeront auſſi compris, ſi compris y veulent eſtre, ceux qui ne s'étans pas voulu engager ou declarer dans la preſente Guerre, ſeront nommez dans ſix Mois aprés l'échange des Ratifications.

XXX. Et de la part de Sa Majeſté Catholique ſeront pareillement compris, ſi compris y veulent eſtre, ceux qui ne s'étans pas voulu engager ou declarer dans la preſente Guerre, ſeront nommez dans ſix Mois aprés l'échange des Ratifications & tous autres, qui aprés la fin de ladite Guerre ſeront auſſi nommez par Sadite Majeſté Catholique.

XXXI. Leſdits Seigneurs Roys Tres-Chreſtien & Catholique conſentent que tous Potentats & Princes qui voudront bien entrer dans un pareil engagement, puiſſent donner à Leurs Majeſtez leurs promeſſes & Obligations de Garentie de l'execution de tout le contenu au preſent Traité.

XXXII. Et pour plus grande ſeureté de ce Traité de Paix, & de tous les Points & Articles y contenus, ſera ledit preſent Traité, publié, verifié, & enregiſtré en la Cour de Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris. Comme ſemblablement ledit Traité ſera publié, verifié, & enregiſtré tant au grand Conſeil & autres Conſeils & Chambres des Comptes dudit Seigneur Roi Catholique aux Païs-Bas, qu'aux autres Conſeils des Couronnes de Caſtille & d'Aragon, le tout ſuivant & en la forme contenuë au Traité des Pyrenées de l'année 1659. deſquelles publications & enregiſtremens ſeront baillées des expeditions de part & d'autre dans trois Mois aprés la publication du preſent Traité.

Leſquels Points & Articles cy-deſſus énoncés, enſemble le contenu en chacun d'iceux, ont eſté traitez, accordez, paſſez, & ſtipulez entre les ſuſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires deſdits Seigneurs Roys Tres-Chreſtien & Catholique, aux Noms de Leurs Majeſtez; leſquels Plenipotentiaires en vertu de leurs Pouvoirs, dont les Copies ſeront inſerées au bas du preſent Traité, ont promis & promettent ſous l'Obligation de tous & chacuns les Biens & Etats preſens & à venir des Roys leurs Maiſtres, qu'ils ſeront inviolablement obſervez & accomplis, & de leur faire ratifier purement & ſimplement ſans y rien adjouſter, & d'en fournir les Ratifications par Lettres authentiques & ſcellées, où tout le preſent Traité ſera inſeré de mot à autre, dans ſix ſemaines, à commencer du jour & datte du preſent Traité, & plutoſt ſi faire ſe peut. En outre ont promis & promettent leſdits Plenipotentiaires auſdits Noms, que leſdites Lettres de Ratifications ayant eſté fournies, ledit Seigneur Roi Tres-Chreſtien, le plûtoſt qu'il ſe peut, & en preſence de telle perſonne ou perſonnes qu'il plaira audit Seigneur Roi Catholique députer, jurera ſolemnellement ſur la Croix, l'Evangile, Canons de la Meſſe, & ſur ſon honneur, d'obſerver & accomplir pleinement, reellement, & de bonne foy, tous les Articles du contenu au preſent Traité: Et le ſemblable ſera fait auſſi le plûtôt qu'il ſera poſſible par ledit Seigneur Roi Catholique, en preſence de telle perſonne ou perſonnes qu'il plaira audit Seigneur Roi Tres-Chreſtien deputer. En témoignages deſquelles choſes leſdits Plenipotentiaires ont ſouſcript le preſent Traité de leurs Noms, & fait appoſer le cachet de leurs Armes. A Nimegue le dix-ſeptiéme jour de Septembre mil ſix cens ſoixante & dix-huit.

Le Mareſchal d'Eſtrades. *Pablo Spinola Doria.*
Colbert. *Conde de Benazuza Marques de la Fuente.*
De Mêmes d'Avaux. *Jean Baptiſte Chriſtin.*

Pouvoir des Sieurs Ambaſſadeurs de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne.

LOUÏS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront: SALUT. Comme Nous ne ſouhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre dont la Chreſtienté eſt à preſent affligée, & que par les ſoins & la Mediation de nôtre tres-cher & tres amé Frere le Roi de la Grande-Bretagne, la Ville de Nimegue a été agréée de toutes les Parties pour le lieu des Conferences; Nous par ce même deſir d'arreſter autant qu'il ſera en Nous la deſolation de tant de Provinces, & l'effuſion de tant de ſang Chreſtien; ſçavoir faiſons: Que Nous confians entierement en l'experience, la capacité & fidelité de nôtre tres-cher & bien-amé Couſin le Sieur Comte d'Eſtrades Mareſchal de France & Chevalier de nos Ordres, de noſtre bien-amé & féal le Sieur Colbert Marquis de Croiſſi Conſeiller ordinaire en nos Conſeils d'Eſtat, & nôtre bien-amé & féal le Sieur de Mêmes Comte d'Avaux, auſſi Conſeiller en nos Conſeils, par les épreuves avantageuſes que Nous en avons faites dans les diverſes Ambaſſades & Emplois conſiderables que

Nous leur avons confié tant au dedans qu'au dehors de noſtre Royaume; Pour ces Cauſes, & autres bonnes conſiderations à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné, & député leſdits Sieurs Mareſchal d'Eſtrades, Marquis de Croiſſi, & Comte d'Avaux, commettons, ordonnons & députons par ces Preſentes ſignées de nôtre main, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commiſſion, & Mandement ſpecial, d'aller dans la Ville de Nimégue en qualité de nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer, ſoit directement, ſoit par l'entremiſe des Ambaſſadeurs Mediateurs, reſpectivement receus & agréez, avec tous Ambaſſadeurs & Miniſtres de noſtre tres-cher & tres-amé Frere & Couſin le Roy Catholique & de ſes Alliez, tous munis de Pouvoirs ſuffiſans; & y traitter des moyens de terminer & pacifier les differends qui cauſent aujourd'huy la Guerre; Et pourront nos ſuſdits Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires tous trois enſemble, ou deux en cas de l'abſence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou un ſeul en l'abſence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, convenir: & ſur iceux conclure & ſigner une bonne & ſeure Paix; & generalement faire, negotier, promettre, & accorder tout ce qu'ils eſtimeront neceſſaire pour le ſuſdit effet de la Paix, avec la meſme authorité que Nous ferions ou pourrions faire ſi Nous y étions preſens en perſonne, encore qu'il y euſt quelque choſe qui requiſt un Mandement plus ſpecial non contenu en ceſdites Preſentes. Prometans en foy & parole de Roy de tenir ferme & d'accomplir tout ce que par leſdits Sieurs Mareſchal d'Eſtrades, Marquis de Croiſſi, & Comte d'Avaux, ou par deux d'entr'eux en cas de l'abſence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou par un ſeul en l'abſence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, aura été ſtipulé, promis, & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le temps qu'ils auront promis en nôtre Nom de les fournir. Car tel eſt noſtre plaiſir. En témoin dequoy Nous avons fait mettre noſtre Scel à ceſdites Preſentes, Données à Saint Germain en Laye le 23. jour de Decembre l'an de grace mil ſix cens ſoixante & quinze, Et de noſtre Regne le trente-troiſiéme. *Signé*, LOUIS. *Et ſur le reply deſdites Lettres*, Par le Roy, ARNAULD.

Et ſcellé du grand Sceau de cire jaune.

Poderes de los Señores Ambaxadores de Sa Mageſtad Catolica.

DOn Carlos Segundo por la gracia de Dios Rey de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jeruſalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cardeña, de Cordoua, de Corſega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algezira, de Gibraltar, de las Iſlas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales Iſlas de Tierrafirme, del Mar Occeano, Archiduque de Auſtria, Duque de Borgoña, de Brabante y Milan, Conde de Aſpurg, de Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Viſcaya, y de Molina, &c. No deſſeando otra coſa con mas ardor que de veer apagada y terminada por medio de una buena Paz la preſente Guerra que tanto afflige la Chriſtiandad, y aviendoſe por la Mediacion y buenos oficios del Rey de la Grand Bretaña de comun acuerdo de todas las Partes Guerreantes, eſcogido y ſeñalado la Villa de Nimega para el Congreſſo y Tratado de la Paz, y queriendo yo contribuir de mi parte todo lo que de mi depende à eſte bien efecto, he tenido por conveniente nombrar perſonas que en mi nombre ayan de aſſiſtir con toda autoridad y Plenipotencia mia al dicho Congreſſo, y teniendo conſideracion à la ſufficientia, integridad, prudencia, experiencia, intelligencia y zelo de mi ſervicio que concurren en vos Don Pablo Spinola Doria Marques de los Balbaſes de mi Conſejo de Eſtado, Don Pedro Ronquillo de mis Conſejos de Caſtilla y Indias, y Don Juan Baptiſta Chriſtin de mi Conſejo de Flandes, y por la ſatisfacion que ſiempre me haveis dado en diferentes y grandes negocios que os han ſido encargados, y por vos otros reſpectivamente manejados tendreis atencion al mayor bien de mi ſervicio, os he nombrado por mis Embaxadores y Plenipotenciarios y en virtud de la preſente os doy à todos juntos y à cada uno en particular en auſencia ò incomodidad de qualquiera de voſotros, entero y abſoluto Poder para paſſar à la Villa de Nimega, y conferir en ella directamente ò por intervencion de los Embaxadores Extraordinarios y Plenipotenciarios Medianeros reſpectivamente recebidos y admitidos con los Embaxadores y Plenipotenciarios de mi muy caro y muy amado hermano

Traduction des Pouvoirs des Sieurs Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires de Sa Majeſté Catholique.

DOn Charles Second par la grace de Dieu Roy de Caſtille, de Leon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jeruſalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardeigne, de Cordoüe, de Corſique, de Murcie, de Jaen, des Algarves, d'Algezira, de Gibraltar, des Iſles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, Iſles de Terre ferme, de la Mer Oceane, Archiduc d'Auſtriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, & Milan, Comte d'Aſpurg, de Flandres, Tirol & Barcelone; Seigneur de Biſcaye, & de Molina, &c. Ne deſirans rien avec plus d'ardeur, que de voir appaiſée & terminée au moyen d'une bonne Paix, la preſente Guerre qui afflige ſi fort la Chreſtienté: & la Ville de Nimegue ayant été choiſie & marquée pour l'Aſſemblée & Traité de Paix, par la Mediation & offices du Roi de la Grand' Bretagne d'un commun accord de toutes les Parties qui ſont en Guerre, Et Moy deſirant contribuer de ma part tout ce qui dépend de Moy à ce bon effet, J'ay trouvé à propos de nommer des Perſonnes leſquelles en mon Nom doivent aſſiſter avec toute authorité & Plein-Pouvoir à ladite Aſſemblée. Et ayans mis en conſideration la ſuffiſance, integrité, prudence, experience, intelligence, & zele pour mon ſervice, qui ſe trouvent en Vous, Don Paul Spinola Doria Marquis de los Balbaſes de mon Conſeil d'Etat, Don Pedro Ronquillo de mes Conſeils de Caſtille & des Indes, & Don Jean Baptiſte Chriſtin de mon Conſeil de Flandres; & pour la ſatisfaction que Vous m'avez toujours donnée dans les differentes & importantes Affaires dont Vous avez eu la conduite, & m'aſſurant des ſoins que Vous prendrez du bien de mon ſervice, Je Vous ay nommé pour mes Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires, & en vertu de la Preſente, Je Vous donne à tous enſemble & à chacun de Vous en particulier, en l'abſence ou incommodité de l'un de Vous, entier & abſolu Pouvoir, pour paſſer à la Ville de Nimégue, & conferer en icelle directement, ou par l'intervention des Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires Mediateurs reſpectivement receus & admis avec les Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires de mon tres-cher, & tres-aimé Frere & Couſin le Roi

mano y primo el Rey Chriſtianiſſimo y de ſus Aliados, que eſpecialmente fueren autorizados y conſtituidos y tuvieſen ſuficientes Poderes para ello y para tratar de los medios de apagar la preſente Guerra, y para eſte efecto entrar con ellos en Negociacion, conferir, proponer, conbenir, capitular, concluir, y firmar un bueno, firme y durable Tratado de repoſo y Paz, y generalmente en orden à ella hazer todo aquello que yo miſmo pudiera hazer ſi eſtuviera preſente en perſona, aunque para ello fuere neceſſario alguna orden mas particular de la que en la preſente ſe halla expreſſada, y, doy mi fe y palabra Real de tener para ſiempre por firme y valido precita y puntualmente ſin falta alguna todo lo que por vos otros Don Pablo Spinola Doria Marques de los Balbazes; Don Pedro Ronquillo, y Don Juan Baptiſta Chriſtin mis Embaxadores y Plenipotenciarios, los tres juntos ò por los dos en caſo de auſencia ò enfermedad del uno, ò por uno ſolo en ſemejante caſo de auſencia ò enfermedad de los otros dos, fuere conbenido y capitulado en el dicho Tratado con los dichos Embaxadores y Plenipotenciarios de mi muy amado Hermano y Primo el Rey Chriſtianiſſimo y de ſus Aliados, y aſſi miſmo de aprobarlo y ratificarlo dentro del termino que reciprocamente ſe ſeñalare, en fè de lo qual mande deſpechar la preſente firmada de mi mano, ſellada con mi ſello ſecreto y refrendada del infraſcripto mi Secretario de Eſtado. Dada en Madrid à tres Deciembre de mil ſeiſcientos y ſettanta y cinco.

YO EL REY.

DOM PEDRO COLOMA.

DON Carlos Segundo por la gracia de Dios Rey de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jeruſalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corſega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Iſlas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales, Yſlas y Tierra-firme del Mar Oceeano, Archiduque de Auſtria, Duque de Borgoña, de Brabante y Milan, Conde de Abſpurg, Flandes, Tirol y Barcelona, Señor de Viſcaya y de Molina, &c. Por tanto, por la Mediacion y buenos officios del Rey de la Gran Bretaña ſe eſcogiò y ſeñalò la Villa de Nimega de comun acuerdo de todas las partes Guerreantes para Congreſſo general de tratarſe las Pazes, y yo con el deſſeo de contribuir por mi Parte à todo lo que de mi depende, para apagar y terminar por medio de ellas la preſente Guerra que tanto aflige la Chriſtiandad, nombre por mis Embaxadores y Plenipotenciarios que aſſiſtieſſen en mi nombre al dicho Congreſſo à Don Pablo Spinola Doria Marques de los Balbaſes, de mi Conſejo de Eſtado; à Don Pedro Ronquillo, de mis Conſejos de Caſtilla y Indias; y à Don Juan Baptiſta Chriſtin de mi Conſejo de Flandes en virtud de la Plenipotencia que para ello deſpaché en tres de Deciembre de mil y ſeiſcientos y ſetanta y cinco, firmada de mi mano, ſellada con el ſello y refrendada de Don Pedro Coloma mi Secretario de Eſtado, como conſta de ſu Original à que me remito, à fin que todos juntos y de los dos de ellos en auſencia ò incomodidad de uno, ò uno ſolo en ſemejante caſo de auſencia ò incomodidad de los otros dos, aſſiſtieſſen, trataſſen, y conferieſſen directamente ò por interbencion de los Embaxadores Extraordinarios y Plenipotenciarios Medianeros que reſpectivamente fueſſen recibidos y admitidos con los Embaxadores y Plenipotenciarios de mi muy caro y muy amado Hermano y Primo el Rey Chriſtianiſſimo y de ſus Aliados, que eſpecialmente fueren autoriſados y conſtituidos ſegun han hecho y hazen actual-

Roi Tres-Chreſtien, & de ſes Alliez, qui ſeront ſpecialement authoriſez & eſtablis, & qui auront pour ce ſuffiſans Pouvoir, & pour traiter des moyens d'appaiſer la preſente Guerre, & pour cet effet entrer avec eux en Negociation, conferer, propoſer, convenir, capituler, conclure, & ſigner un bon, ferme, & durable Traité de repos & Paix, & generalement faire en ce qui la regarde tout ce que je pourrois Moy meſme faire ſi j'étois preſent en perſonne, bien que pour ce fuſt neceſſaire quelque ordre plus particulier que celuy qui ſe trouve exprimé en la preſente: Et donne ma foy & parole Royale, de tenir à toûjours pour ferme & valable preciſément & ponctuellement ſans aucune faute; tout ce que par Vous Don Paul Spinola Doria Marquis de los Balbaſes, Don Pierre Ronquillo, & Don Jean Baptiſte Chriſtin mes Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires tous trois joints enſemble, ou par deux de Vous en cas d'abſence, ou maladie des deux autres, aura été convenu & arreſté dans ledit Traité, avec les Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires de mon tres-aimé Frere & Couſin le Roy Tres-Chreſtien & de ſes Alliez, & pareillement de l'approuver & ratifier dans le terme qui ſera marqué reciproquement. En foy de quoy j'ay ordonné de depeſcher la Preſente ſignée de ma main, ſcellée de mon Seel ſecret, & contreſignée par mon Secretaire d'Eſtat ſouſſigné. Donné à Madrid le troiſiéme Decembre mil ſix cens ſoixante-quinze.

MOY LE ROY.

DON PIERRE COLOMA.

D*On Charles Second par la grace de Dieu Roi de Caſtille, de Leon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jeruſalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardeigne, de Cordoüe, de Corſique, de Murcie, de Jaën, des Algarves, d'Algezira, de Gibraltar, des Iſles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, Iſles de Terre ferme, de la Mer Oceane, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant & Milan, Comte d'Habſpurg, de Flandres, Tirol, & Barcelone, Seigneur de Biſcaye, de Molina, &c. D'autant que par la Mediation & bons offices du Roi de la Grande Bretagne l'on a choiſi & marqué la Ville de Nimegue d'un commun accord de toutes les Parties qui ſont en Guerre pour l'Aſſemblée generale, afin de traiter de la Paix: & Moy dans le deſir de contribuer de ma part tout ce qui dependra de Moy pour appaiſer & terminer par ſon moyen la preſente Guerre qui afflige ſi fort la Chreſtienté, j'ay nommé pour mes Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires qui aſſiſtaſſent en mon Nom à ladite Aſſemblée, Don Paul Spinola Doria Marquis de los Balbaſes de mon Conſeil d'Eſtat, Don Pedro Ronquillo de mes Conſeils de Caſtille & des Indes, & Don Jean Baptiſte Chriſtin de mon Conſeil de Flandres; en vertu du Plein-Pouvoir que je depeſchay le 3. de Decembre mil ſix cens ſoixante & quinze, ſigné de ma main, ſcellé avec le Seel, & contreſeing de Dom Pierre Coloma mon Secretaire d'Eſtat; comme il paroit par l'original, auquel je me remets; afin que tous enſemble ou deux d'entr'eux en cas d'abſence ou incommodité de l'un d'eux, ou un ſeul & en pareil cas d'abſence ou incommodité des deux autres, aſſiſtaſſent, traitaſſent, & conferaſſent directement, ou par l'intervention des Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires Mediateurs qui auroient été reçus & admis reſpectivement, avec les Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires de mon tres-cher & tres-aimé Frere & Couſin le Roi Tres-Chreſtien & de ſes Alliez, qui ſeroient ſpecialement authoriſez & conſtituez, ſelon qu'ils ont fait & font*

actualmente en mi nombre y juzgando por de mi ſervicio añadir un Plenipotenciario à los otros que con igual caracter y authoridad aſſiſta à las Conferencias y negocios de el, y teniendo conſideracion à la ſuficiencia, integridad, prudencia, experiencia, intelligencia, y zelo de mi ſervicio qui concurren en vos Don Gaſpar de Teves y Guzman Marques de la Fuente, Conde de Venaçuça, y à la ſatisfaçion que ſiempre me haveis dado en los diferentes y grandes negocios que os an ſido encargados y manejados por vos, y que atendereis al mayor bien de mi ſervicio os nombro por mi Embaxador y Plenipotentiario en ſecundo lugar para que poſſeis paſſar à la dicha Villa de Nimega, y para que juntamente con los mencionados mis tres Embaxadores ò con los dos de ellos en auſencia ò incomodidad de los dos, ò por vos ſolo en ſemejante embaraço de los otros tres, podais por interbencion de los Embaxadores Extraordinarios y Plenipotentiarios Medianeros reſpectivamente recibidos ò directamente con los Embaxadores y Plenipotenciarios de mi muy caro y muy amado Hermano y Primo el Rey Chriſtianiſſimo y de ſus Aliados que eſpecialmente fueren conſtituidos y autoriſados, conferir, proponer, capitular, concluir, y firmar un bueno, firme y durable Tratado de repoſo y Paz, y generalmente hazer en orden à ella todo quello que yo miſmo pudiera hazer ſi eſtuviſſe preſente en perſona, aunque para ello fueſſe neceſſario alguno orden, mas particular de lo que aqui va expreſſada, y doy mi fe y palabra Real de que todo lo que por vos Don Gaſpar de Teves, y Guſman Marques de la Fuente, mi ſegundo Plenipotenciario junto con los dichos Marques de los Balbaſes; Don Pedro Ronquillo, y Don Juan Baptiſta Chriſtin mis Embaxadores y Plenipotenciarios, ò lo que por auſencia ò incomodidad de los unos fuere por los otros combenido y capitulado en el dicho Tratado con los dichos Embaxadores y Plenipotiarios de mi muy caro y muy amado Hermano y Primo el Rey Chriſtianiſſimo y de ſus Aliados, lo tendrè para ſiempre por firme y valido preciſa y punctualmente ſin falta alguna y aſſi miſmo de aprobarlo y ratificarlo dentro del termino que reciprocamente ſe ſeñalare, declarando deſde agora que el dicho Poder que en tres de Deciembre de mil ſeiſcientos y ſettanta y cinco, dì à los referidos Maques de los Balbaſes, Don Pedro Ronquillo, y Don Juan Baptiſta Chriſtin no ſe deroga en nada, y que antes bien queda en ſu fuerça y vigor, firme y entero, no obſtante el preſente y qualquiera otra circonſtancia que ſe ofrecia à la conſideracion. En fe de lo qual mandè deſpachar la preſente firmado de mi mano, ſellada con mi ſello ſecreto, y refrendada del infraſcripto mi Secretario de Eſtado. Dada en Madrid à diez y ſeis de Julio de mil ſeiſcientos y ſettanta y ocho.

YO EL REY.

DOM PEDRO COLOMA.

ſont actuellement en mon Nom. Et jugeant qu'il eſt de mon ſervice d'ajoûter un Plenipotentiaire aux autres, lequel avec un égal caractere & authorité, aſſiſte aux Conferences & affaires d'iceluy: Et ayant en conſideration la ſuffiſance, integrité, prudence, experience, intelligence, & zele pour mon ſervice qui ſe trouvent en Vous Don Gaſpard de Teves & Guſman Marquis de la Fuente, Comte de Venaçuça, & à la ſatisfaction que Vous m'avez toûjours donnée dans les differentes & importantes Affaires dont je vous ay confié la conduite, & que vous aurez égard au bien de mon Service, je vous nomme pour mon ſecond Ambaſſadeur & Plenipotentiaire, afin que vous puiſſiez paſſer à ladite Ville de Nimegue, & afin que conjointement avec mes trois Ambaſſadeurs cy-deſſus nommez, ou avec deux d'entr'eux en l'abſence ou empêchement des deux, ou par Vous ſeul en pareil cas d'abſence ou incommodité des trois autres, Vous puiſſiez par l'entremiſe des Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires Mediateurs reſpectivement receus ou directement avec les Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires de mon tres-cher & tres-aimé Frere & Couſin le Roi tres-Chreſtien & de ſes Alliez, qui auront été ſpecialement établis & authoriſez, conferer, propoſer, arreſter, conclure, & ſigner un bon, ferme & durable Traité de repos & de Paix, & generalement faire en ce qui la concerne tout ce que Moy-même je pourrois faire ſi j'eſtois preſent en perſonne, bien qu'il fuſt beſoin pour cela de quelque ordre plus particulier que celuy qui eſt icy exprimé. Et je donne ma foy & parole Royale, que tout ce qui par Vous Dom Gaſpar de Teves & Guſman Marquis de la Fuente mon ſecond Plenipotentiaire, conjointement avec leſd. Marquis de los Balbaſes, Dom Pierre Ronquillo, & Dom Jean Baptiſte Chriſtin mes Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires, ou ce qu'en l'abſence ou incommodité des uns aura été convenu & capitulé dans ledit Traité, avec leſd. Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires de mon tres-cher & tres-aimé Frere & Couſin le Roi Tres-Chreſtien & de ſes Alliez, je le tiendray à toûjours ferme & valable, preciſement & ponctuellement, ſans aucune faute, & pareillement de l'approuver & ratifier dans le terme qui ſera marqué reciproquement; declarant dès à preſent qu'il n'eſt en rien derogé par ces preſentes au Pouvoir que j'ay donné dès le troiſiéme Decembre aux ſuſdits Marquis de los Balbaſes, Dom Pierre Ronquille, & Dom Jean Baptiſte Chriſtin & qu'au contraire il demeure en ſa force, ferme, & entiere vigueur, nonobſtant la preſente, ni autre circonſtance quelconque. En foy de quoy j'ay ordonné de depêcher la Preſente ſignée de ma main, ſcellée de mon Scel ſecret, & contreſignée de mon Secretaire d'Etat ſouſſigné. Donné à Madrid le 10. de Juillet 1678.

MOY LE ROY.

DOM PIERRE COLOMA.

NOus ayant le Traité ſuſdit agreable en tous & chacun les Points & Articles qui y ſont contenus & declarez, Avons iceux, tant pour Nous que pour Nos Heritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, aprouvé, ratifié, & confirmé; acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roi, & ſous l'Obligation & hypoteque de tous & chacun nos Biens preſens & à venir, garder & obſerver inviolablement ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En témoin dequoy Nous avons ſigné ces Preſentes de nôtre main, & à icelles fait appoſer nôtre Scel. Donné à Fontainebleau le troiſiéme jour d'Octobre l'an de grace 1678. Et de nôtre Regne le trente-ſixiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roy, ARNAULD.

Ratification du Roi d'Eſpagne.

DOn Carlos Segundo por la gracia de Dios Rey de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jeruſalem, de Navarra, de Grenada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordona, de Corſega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Iſlas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Iſlas y Tierra firme del Mar Oceano, Archiduque de Auſtria, Duque de Borgoña, de Brabante, y Milan, Conde de Abſpurg, de Flandes, Tirol y Barcelona, Señor de Vizcaya y de Molina, &c. Haviendo el Marques de los Balbaſes; el Conde de Benazuza Marques de la Fuente; Don Pedro Ronquillo, y Don Juan Bautiſta Chriſtin, mis Embajadores y Plenipotenciarios, conferido y accordado con el Mareſchal de Eſtrades, el Marques de Croiſſi, y el Conde de Meſmes, Ambajadores y Plenipotenciarios del Rey Chriſtianiſſimo mi muy caro y muy amado Hermano y Primo en el Congreſſo general de Nimega, con Ordenes y Poderes mios; y del dicho Rey Chriſtianiſſimo cada uno por lo que le ha tocado para los Tratados de la Paz entre eſta Corona y la de Francia, y ajuſtadola en la forma y manera que ſe contiene en el Tratado que hira aqui inſerto de palabra à palabra, el qual ſe firmo reciprocamente por los dichos Embajadores en diez y ſiete de Septiembre deſte preſente año de mil ſeiſcientos y ſetenta y ocho, que es como ſe ſigue.

EN Nombre de Dios el Creador, y de la Santiſſima Trinidad, &c.

EL qual Tratado aqui eſcrito y inſerto como arriva queda dicho haviendoſeme preſentado por los dichos Marques de los Balbaſes, Conde de Benazuza Marques de la Fuente, Don Pedro Ronquillo y Don Juan Bautiſta Chriſtin deſpues de haverlo viſto y examinado maduramente de palabra à palabra en mi Conſejo, yo por mi, mis Herederos y Subceſſores, como tambien por los Vaſallos, Subditos y Habitantes en todos mis Reynos, Payſes y Señorios, aprueve y ratifico todo lo contenido en el, y cada punto en particular de los que contiene, y doy por bueno, firme y valedero por la preſente prometiendo en fee y palabra de Rey, y por todos mis Subceſſores y Herederos, ſeguir y cumplirle inviolablemente ſegun ſu forma, y tenor, y mandarle ſeguir, obſervar, y cumplir de la miſma manera como ſi yo lo haviera tratado en propria perſona ſin hazer, ni dejar hazer en qualquier modo que ſea, ni permitir que ſe haga coſa alguna en contrario, y que ſi hiziere alguna contravencion de lo contenido en dicho tratado, la mandaré reparar con efeto ſin dificultad ni dilacion, caſtigando y mandando caſtigar los delinquentes, obligando para el efeto de lo ſuſodicho todos y cada uno de mis Reynos, Payſes y Señorios, aſſi miſmo todos mis otros bienes preſentes y venideros, como tambien mis Herederos y Subceſſores ſin eceptuar nada, y para la firmeza de eſta Obligacion renuncio todas las Leyes, Coſtumbre, y todas otras coſas contrarias à ello, y en teſtimonio de lo ſuſodicho mandè deſpachar la preſente firmada de mi mano, ſellada con mi ſello ſecreto, y refrendada del infraſcripto mi Secretario de Eſtado. Dada en Madrid à catorze dias del mes de Noviembre de mil ſeiſcientos y ſetenta y ocho años. Firmado, YO EL REY.

Y mas abajo, DOM PEDRO COLOMA.

Traduction de la Ratification du Roi d'Eſpagne.

DOm Charles Second par la grace de Dieu Roi de Caſtille, de Leon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jeruſalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Gallice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordone, de Corſega, de Murcia, de Jaen, des Algarbes, d'Algecira, de Gibraltar, des Iſles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, Iſles & Terre-ferme de la Mer Oceane, Archiduc d'Auſtriche, Duc de Bourgogne, de Brabant & de Milan, Comte d'Abſpurg, de Flandres, Tirol & Barcelone, Seigneur de Biſcaye & de Molina &c. Le Marquis de los Balbaſes; le Comte de Benazuza Marquis de la Fuente; Dom Pierre Ronquillo, & Don Jean Baptiſte Chriſtin, mes Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires, ayans conferé & accordé avec le Maréchal d'Eſtrades, le Marquis de Croiſſi, & le Comte de Mêmes, Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires du Roi Tres-Chreſtien mon tres-cher & tres-aimé Frere & Couſin, en l'aſſemblée generale de Nimegue, avec mes ordres & Pouvoirs, ceux dudit Roi Tres-Chreſtien, ſuivant qu'il touchoit à chacun, pour les Traitez de la Paix entre cette Couronne & celle de France; & l'ayant arreſtée en la forme & maniere contenue au Traité qui ſera ici inſeré de mot à mot; lequel a eſté ſigné reciproquement par leſdits Ambaſſadeurs, le dix-ſeptiéme de Septembre de cette preſente année mil ſix cens ſoixante & dix-huit, dont la teneur s'enſuit:

Au Nom de Dieu &c.

LEquel Traité cy écrit & inſeré, ainſi que dit eſt cy-deſſus, m'ayant eſté preſenté par leſdits Marquis de los Balbaſes, Comte de Benazuza, Marquis de la Fuente; Don Pedro de Ronquillo, & Don Juan Baptiſte Chriſtin: aprés l'avoir vû & meurement examiné de mot à mot en mon Conſeil, je, pour Moy, mes Heritiers & Succeſſeurs, auſſi bien que pour les Vaſſaux, Sujets, & Habitans de tous mes Royaumes, Pais, & Seigneuries, ay approuvé & ratifié tout le contenu en iceluy & en chacun des points particuliers qu'il contient, & le tiens pour bon, ferme & valable par ces Preſentes: Promettant en foy & parole de Roi, & pour tous mes Succeſſeurs & Heritiers, de le ſuivre & accomplir inviolablement ſelon ſa forme & teneur, & de commander qu'il ſoit obſervé & gardé de la même ſorte que ſi je l'avois traité en propre Perſonne; ſans faire ni laiſſer faire en quelque façon que ce ſoit, ni permettre qu'il ſe faſſe aucune choſe au contraire: Obligeant pour l'effet de ce que dit eſt cy-deſſus, tous & un chacun de mes Royaumes, Pais, & Seigneuries; comme auſſi tous mes autres biens preſens & à venir, & ſemblablement mes Heritiers & Succeſſeurs, ſans en rien excepter: Et pour l'aſſeurance de cette Obligation, je renonce à toutes les Loix, Coûtumes, & à toutes les choſes à ce contraires. Et en témoignage de ce que dit eſt cy-deſſus, j'ay fait expedier la Preſente ſignée de ma main, ſcellée de mon Seel ſecret, & contreſignée par mon Secretaire d'Etat ſouſcrit. Donné à Madrid le quatorziéme jour du Mois de Novembre mil ſix cens ſoixante & dix-huit.

Signé, MOY LE ROI.

Et plus bas, DON PEDRO COLOMA.

ANNO 1678.

Declaration & Atteſtation des Ambaſſadeurs des Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES *donnée aux Ambaſſadeurs d'*ESPAGNE, *au ſujet du rétabliſſement des Habitans fugitifs de Meſſine, pretendu par ceux de France.* [Copie originale tirée des Archives de l'Ambaſſade d'Eſpagne en Hollande.]

LEs ſoubſignez Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas ayans reſumé les retroactes de la Negociation de Paix qui a eſté concluë entre les Rois Catholique & tres-Chreſtien le dix-ſeptiéme du Mois de Septembre dernier pour autant qu'ils ſont paſſez par leurs mains, trouvent, que le premier project de la France, qui leur a eſté exhibé le douziéme du Mois d'Août, & que dans l'Article ſeiziéme d'icelui il a eſté propoſé un rétabliſſement des Habitans de la Ville de Meſſine, & des environs, de quelque condition & qualité qu'ils pourroient eſtre, ou en quelque lieu, ſoit en France ou ailleurs qu'ils ſe ſeroient retirez, pour jouïr des Benefices, Charges, Offices, & Dignitez qu'ils avoient poſſedez auſſi de leurs Biens, Meubles, Actions, & Succeſſions &c. Et que par ainſi ils devoient rentrer en la grace dudit Seigneur Roi Catholique, pour retourner dans ladite Ville de Meſſine, & autres Lieux de la domination de Sa Majeſté &c. Mais que ledit Article a eſté debattu, & fortement conteſté par Meſſieurs les Ambaſſadeurs d'Eſpagne, & que n'ayans nullement voulu y conſentir, il eſt devenu un de ces Articles ſur leſquels le cours de ladite Negotiation s'arreſta, & qui ont eſté remis à l'arbitrage & deciſion deſdits Seigneurs Etats Generaux par acte de ſoubmiſſion en date l'onziéme de Septembre de la même année, & auxquels enſuitte Meſſieurs les Ambaſſadeurs de France ont expreſſement & nommement renoncé de par Sa Majeſté tres-Chreſtienne, dans une viſite qu'ils leur ont donné ſur ce ſujet le treiziéme du même Mois, & que par ainſi le Traitté avec l'omiſſion deſdits Articles differentiaux a eſté conclu comme deſſus. Et comme Meſſieurs les Ambaſſadeurs de Sa Majeſté Catholique leur ont demandé cet éclairciſſement, ils ont bien voulu en paſſer cet Acte tout-à-fait conforme à la verité. Fait à Nimegue le treiziéme de Decembre 1678.

Eſtoit ſigné,

J. BEVERNINGK. W. v. HAAREN.

CLXXVII.

$\frac{11}{21}$ Oct.

Declaration du Nonce Apoſtolique BEVILAQUA, *faiſant à Nimegue la fonction de Mediateur, entre les Princes Catholiques. C'eſt en quelque maniere une nouvelle Proteſtation contre la Paix de Munſter, en ce qui regarde les Intereſts des Proteſtants. A Nimegue le $\frac{11}{21}$ Octobre 1678.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. III. pag. 87.]

Eccellentiſſimi Signori,

BEnche Monſignor Nunzio habbia più volte dichiarato in voce all' E. E. *V. V. & a gl'altri S. Sri. Ambaſciatori Catolici, che i ſuoi ordini non gli permettono d'ingerirſi ne gl'affari de' Principi Proteſtanti, e molto meno d'approvare direttamente o indirettamente la Pace di Munſter, tuttavia per maggiore eſplicazione della ſua mente, dichiara di nuovo col preſente Scritto, che ſe in qualche Memoria referita e ricevuta da lui come Medre. ſi trova a caſo & incidentemente fatta menzione de gl' intereſſi de' Principi Proteſtanti, o della Pace di Munſter, non ha mai inteſo di conſiderarla, che per quella parte che riguarda i Principi Catolici e ſenza l'approvazione di detta Pace, e ſupplca. hora L. E. E. V. V. a voler fare regiſtrare ne' loro Protocolli queſta ſua Dichiarazione, la quale vuole, che s'eſtenda ad ogni Atto paſſato per le ſue mani e s'habbia per repetita in ogni altro caſo ſomigliante l'auvenire. Fatta in Nimega, li $\frac{11}{21}$ 8bre 1678.*

A. BEVILLACQUA, *Patriarca d'Alexandria.*

ANNO 1678.

CLXXVIII.

1679.

Vertrag zwiſchen Jhro Fürſtl. Gnaden Frantz Johann Biſcheffen zu Coſtantz / und denen in der Graffſchafft Baden regierenden Orthen der Löbl. Eydgenoſſenſchafft / als Zurich / Bern / Lucern / Ury / Schwitz / Underwalden / Zug / und Glarus / wegen der Hohen und Niedern Gerichten / und andern gerechtſamkeiten zu Kayſerſtuhl und Klingnauw; Baden de anno 1679. [Tiré d'une Information de Droit preſentée à l'Empereur en 1716. de la part de l'Evêque & Prince de Conſtance ſous le Titre de Grundliche Information über des Hoch-Stiffts Conſtantz Juriſdiction bey deſſen in der Schweitz gelegenen Landen. Aux preuves. Chap. VII. num. 11.]

C'eſt-à-dire,

Accord (1) entre le Reverendiſſime Evêque & Prince de CONSTANCE *d'une part, & les Seigneurs des Louables Cantons Helvetiques Poſſeſſeurs du Comté de Bade,* ZURICH, BERNE, LUCERNE, URY, SWITZ, UNDERWALDT, ZUG, & GLARIS *d'autre part, touchant la Juriſdiction haute & baſſe de Keyſerſtuhl, & Klingnau. A Bade l'an 1679.*

ZU wiſſen / demnach entzwiſchen den Herren Land-Vögten und Beamten der Graffſchafft Baden / an einem; So dann denen Fürſtl. Biſchoffl. Coſtantziſchen Herren Ober-Vögten zu Kayſerſtul und Klingnauw / ſich von etwas zeithero etwelche Mißverſtändnuſſen erhoben / zu deren gütlichen Beylegung / entzwiſchen Jhro F. G. Herrn Franciſc. Johann Biſchoff zu Coſtantz / Herrn der Reichenauw und denen / der Graffſchafft Baden regierenden Orthen Herren Ehren Geſandten / dennen Hochgeachten / Wohl-Edlen / Geſtrengen Herren / als von Zürich / Johann Caſpar Hirtzel Burgermeiſter / Herr zu Keſſikon / und Hans Jacob Waſer Stadthalter und des Raths; von Bern / Samuel Friſching Schultheiß / und Johann Leonhard Engel / Seckelmeiſter und des Raths; von Lucern / Joſeph am Rhein Schultheiß / Ritter und Panner-Herr / und Landvogt Johann Martin Schweitzer / Herr zu Burnas und des Raths; von Ury / Sebaſtian Muheim Lande-Amman / und Fähndrich / Joſeph Epp des Raths; von Schweitz / Frantz Ehrler Land-Amman und Lands-Hauptmann der Landſchafft March / und Landvogt Leonhard Spörli / Sidner und des Raths; von Unterwalden Johann von Teſchwanden Land-Amman Ode und Frantz Ackermann Neſwer und Jacob Sultz / alt Land-Amman Nid dem Wald; von Zug / Obriſt Wachtmeiſter Beat Jacob zur Lauben / Ritter und Lands-Hauptmann in freyen Aemteren / und Niclaus Letter Seckelmeiſter und des Raths; von Glarus / Hauptmann Daniel Bußi / Land-Amman / und Hans Peter Wys / Stadthalter und des Raths / ein nachbarliche Conferentz auf hie hat nacher Baden angeſehen und beliebet worden; Als ſind der dato gehaltenen allgemeinen Seſſion, hochgedachte Jhro Fürſtl. Gnadl. Abgeſandten die Wohl-Edlen Hoch gelehrten Herrn Hauptmann Heinrich Renhard von Tieffenau / Ober-Vogt zu Arben / Herr Licentiat Johann Caſpar von Mohr / Ober-Vogt zu Mörſpurg / und Herr Sebaſtian Ludwig von Beroldingen Ober-Vogt zu Biſchoff-Zell / und Lands-Hauptmann des oberen und nideren Thurgauws / alle drey Biſchoff-Coſtantzl. Rath / erſchienen / da dann nach abgelegter Propoſition, und Erinnerung der beſharigen ſtreitigen Puncten / und Ablaſſung beeder Verträgen / als des ſo genanndten Bubenbergiſchen de Anno 1450. und Landenbergiſchen / 1520. hernach folgende Austrag-Mittel / miteinanderen abgeredt und verglichen worden.

Erſtlich / hat es bey obangedeuteten Verträgen in allweg unalterirter dinge zu verbleiben / daharo beyderſeits zu verſchaffen / daß ſo wohl von den Herrn Ober-Vogten zu Kayſerſtul und Kling-

---

(1) Il faut remarquer que de la part des Louables Cantons, on ne reconnoit cet Accord, que ſur le pied d'un ſimple Projet, qui n'a jamais été porté jusques à la Concluſion. [DUM.]

Klingnauw/ als auch den Herren Land-Vögten und Beamteten der Graffſchafft Baden ſelbigr Verträg gehorſamlich beobachtet werdind.

Was ferner und zum Andern die ein gemeldten beyden Biſchöffl. Aemteren vorfallnde und die Hohen Gericht betreffende ſträfflich und bußwürdige Sachen anlangen thut/ ſoll es auch mit Aufnahm der Kundſchafften bey dem alten bißhar geübten harkommen und Innhalt der Verträgen/ daß nämlich nichts von den Fürſtl. Biſchöffl. Beamteten ſolle verthädiget/ ſonder alles vor Gericht gezogen werden/ dergeſtalten ſein bewenden/ daß ſie ſollen vor ordenlich Gericht geſtellt/ und in Beyweſen des Land-Vogts oder ſeiner Nachgeſetzten gebührend verhört/ darüber das Recht geſprochen/ Jhro Hochfürſtl. Gnad. Beamdteten darvon ihre Buß der neun Pfund/ das Mehrere aber dem Herren Land-Vogt/ ſamt der Perſohn überweiſen/ und in zweifelhafften Sachen derſelbe zu vertraulicher Conferentz und Erſprachung erſucht werden ſolle.

Nechſt deme und zum Dritten/ zu beyderſeits Herren Beamteten gebührender Nachricht/ ſolle es zwar der Kundſchafft und der Verhörung halber in Civil-Sachen gegen einandern bey dem alten harkommen bleiben; wann aber die Partheyen oder der Richter/ in Sachen wegen der Umſtänden/ ein und anderſeits/ die Perſöhnliche Stellung derſelben/ an dem eint oder andern Ort/ begehren möchte/ ſolle in beyderſeits gewillfahret werden; betreffend aber diejenigen Kundſchafften/ ſo in den Biſchöffl. Aemteren geſeſſen/ welche in maleſiz oder Criminal-Sachen auſſert dieſelben Aemteren/ in der Land-Vogthey begangenem Fehler gegenwärtig geweſen/ und deſſen Wiſſenſchafft heten/ ſollen dieſelben zur Perſöhnlichen Erſcheinung vor dem Herren Land-Vogt und Beamteten/ auf citiren, ſich gutwillig einfinden.

Demnach Viertens die Urſätz betreffend/ laſt man es bey dem dritten Articul des Landenbergiſchen Vertrags bewenden/ als dieſelben mit aller beſcheidenheit/ und wie es zu zeiten des aufgerichteten Vertrags üblich geweſen/ aber nicht höher als auf zwantzig Pfund geſetzt und auferlegt werden mögen:

Zum Fünfften/ die Jagdbarkeit belangend/ wie wollen ſolche der Graffſchafft Baden/ als von Ihrer hohen Oberkeits wegen allein zuſteher/ iſt dannoch/ nach Anleitung des Thurgäuwiſchen zu Anno 1509. gemachten Vertrags/ Jhro Fürſtl. Gnad von den Löbl. der Graffſchafft Baden regierenden Orthen/ auſſ ſonderer Freundſchafft nachgelaſſen/ daß ſein Fürſtl. Gnad. und derſelben Bedienten in ihrem Gerichten wol auch mögen jagen/ und ob ſein Fürſtl. Gnad. begehete anderen das Jagen in ſeinen Gerichten zu verbieten/ ſo mag ſein Gnad. einen Land-Vogt darum anruffen/ der ſoll dann das verbieten bey einer Buß/ und ſo jemand das überſehe/ ſoll die Buß eingezogen und getheilt/ und nämlichen Jhr Fürſtl Gnad. das halbe werden/ und der übrige halbe theil den Löbl. der Graffſchafft Baden regierenden Orthen; Gleichwohl dem Land-Vogt ſein Recht des Jagens halben in ſeinen Gerichten gar nit benommen; Und ob ſein Fürſtl. Gnad. weiter in der Graffſchafft nideren Gerichten Jagen wolte/ mag ſein Gnad. das an einen Land-Vogt gelangen und ihn darum bitten laſſen;

Zum Sechſten die Mandata betreffend/ iſt in allweg für billig gehalten/ daß der hohen Lands-Oberkeit zuſtändig ſeye/ was in Kriegs-oder Müntz-Sachen/ auch was insgemein des Lands Heyl und Wohlfarth erforderet/ ein Land-Vogt wol Hoch-Oberkeitliche Mandata ausſehen/ ohne Eintrag öffentlich publiciren und anſchlagen laſſen möge; was aber andere und den Biſchöfflichen Gerichten allein anhangende Sachen betriffe/ mögen Jhr Fürſtl. Gnad. Vogt wol auch gebührliche Mandata und Gebot offentlich verkünden und geziemmend beobachten laſſen; Womit nun die bißharige Streit-Puncten, jetzt und ins künfftig gäntzlich vereint und verglichen ſeyn ſollen/ allermaſſen/ daß dieſem allem beſtändig nachgelebt werden ſolle/ ein anderen zugeſagt und verſprochen worden;

Deſſen zu wahrem Urkund gegenwärtiger Vergleich in Duplo verfertiget/ und von beyden Löbl. Vor-Orthen/ wie auch von den Fürſtl. Biſchöffl. Herren Abgeſandten unterſchrieben und mit deren angebohrnen Einſiglen bekräfftiget ꝛc. ꝛc. ꝛc.

(L.S.) Johann Caſpar Herzel. (L.S.) Heinrich Reinhard Göldi von Tieffenau.

(L.S.) Johann Caſpar Mohr.

(L.S.) Joſeph am Rhein. (L.S.) Sebaſtian Ludwig von Beroldingen.

CLXXIX.

Articuli Fœderis inter Electores FERDINANDUM MARIAM *Bavariæ*, & JOANNEM GEORGIUM II. *Saxoniæ, pro reducenda præprimis Pace in Sacro Romano Imperio, defenſione utriusque Ditionum, nec non avertendis cujascunque generis exactionibus, pernicioſis Militum tranſitibus & Hybernis, atque pro reſtabilienda Pace Weſtphalica concluſi. Actum de anno* 1679. Cum ARTICULIS SECRETIS. *Ubi præterea ſe invicem obligant, de adigendo eos conjunctis armis ſuis, qui dictæ Paci obtinendæ ſe opponere voluerint, interim tamen apud Suam Cæſaream Majeſtatem inſtare volunt, quatenus Pacem cum Chriſtianiſſimo Rege & cum Coronâ Sueciæ reintegrare velit, pro quo Suæ Majeſtati certis Copiis in auxilium adeſſe offerunt.* [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Cont. II. Abtheil. I. Ablatz I. pag. 105.]

NOtum ſit omnibus, quorum intereſt, quod inter Sereniſſimum Principem ac Dominum, Dominum Ferdinandum Mariam, Electorem Bavariæ &c. nec non Sereniſſimum Principem ac Dominum Dn. Joannem Georgium Electorem Saxoniæ &c. pro reducenda Pace imprimis in Sacro Romano Imperio & pro defenſione utriusque Ditionum, ac Subditorum, ut & pro avertendis cujuscunque generis exactionibus, perniciosis tranſitibus Militaribus, & Hybernis ſequentes Confœderationis Articuli concluſi ſunt

I. Obſtringunt ſe mutuo ambo Domini Electores ad ſinceram, & perfectam amicitiam inter ſe colendam, ita ut alter alterius commoda, ac ſalutem omni ſtudio promoveat, ſuosque ad Imperii, & alios Conventus miſſos Miniſtros eo inſtruat, quo de omnibus rebus fideliter invicem communicent, conſiliaque ſua totaliter conjungant ac uniant, ut in omnibus ad deliberandum propoſitis materiis, inprimis quæ negotium Pacis concernunt, ex uno velut ore loquantur, votaque ſibi invicem omnino conformia proferant,

II. Et quoniam durante Bello hocce permiſſæ enormes exactiones, onera, deſolationes, & exitium multarum Ditionum, ac Subditorum opere ipſo ſatis indicent, quam male in eo factum ſit, dum propter alia Negotia Imperium fuerit involutum, Sereniſſimis Dominis Electoribus conſultum viſum eſt tam apud Suam Cæſaream Majeſtatem quam præſentem Imperii Conventum Ratisponenſem, nec non ubicunque locorum id utile ac proficuum erit, ſerias adhortationes inſtituere, ut tandem res, ac commoda Imperii à Peregrinis litibus ſeparentur, & Cariſſimæ noſtræ Patriæ Germaniæ priſtina quies, & tranquillitas reſtituatur.

III. Et cum maxime res in eo verſetur, ut Pax Weſtphalica ſalva, inviolataque maneat, ambo Domini Electores omni ſtudio, ſolicitudine ac Zelo in hoc incumbent, ac operabuntur, ut quod contra eandem hactenus admiſſum eſt, iterum mutetur, ac reſtabiliatur.

IV. Cum etiam dictæ Paci Weſtphalicæ, Ordinationi executionis, multisque aliis Imperii Conſtitutionibus, ac Legibus omnino contrarium ſit, liberum aliquem Imperii ſtatum tranſitibus, Hybernis, Contributionibus aliisque Bellicis exactionibus, impoſitis ac oneribus quocunque tandem nomine venire poſſint, propria autoritate premi, ac vexari, mutuo ſe obligant, ac obſtringunt laudati Domini Electores, quod ejusmodi preſſuras, ac incommoditates neque à quopiam ſuorum Conſtatuum in Imperio, nec ab ullo alio, quisquis eſſe poſſit, ullo modo tolerare, ſed ab omnibus iſtis unita, ac valida manu, in quantum vires eorundem permittunt, reſiſtere, & ſi opus fuerit, ſecundum omnium Gentium Jura vim vi repellere, ſeque in ſuis Ditionibus, ac Juribus conſervare, ac manutenere velint.

V. Ad quem finem ambo Electores XXM. Equitum, & Peditum ita in parato habebunt, ut ad omnem requiſitionem pro neceſſaria mutua defenſione quantocius colligi, & in campum educi poſſint.

VI. Quemadmodum etiam in eum caſum, ſi uni dictorum Dominorum Electorum in ſuis Ditionibus vis aliqua inferatur, & uti jam indigitatum eſt, contra Inſtrumentum Pacis Weſtphalicæ, aliasque Imperii Leges ac Conſtitutiones noxiis tranſitibus, Hyberna, aliæque exactiones intententur, alter obligabitur vim paſſo dimidia parte Copiarum ſupra nominatarum ſine mora ſuppetias ferre, easque Copias poſt factam requiſitionem ſpatio trium, aut ſi aliter fieri nequeat, quatuor ſeptimanarum infallibiliter ſiſtet, & tamdiu operari ſinet, donec vis vi repulſa, & pro illatis damnis debita compenſatio facta fuerit.

VII. Ille, qui auxilium tulerit, Copiis Stipendium Militare, ut par eſt, perſolvet, regimen vero penes requirentem erit, qui præterea, ad nihil aliud tenebitur, quam

ANNO 1679. quam ut neceſſarium commeatum, & avenam æquo pretio advehi ac vendi, fœnum vero gratis dari curet; ab utraque vero parte Diſciplina Militaris exactiſſime obſervabitur.

VIII. Tormenta campeſtria, & quicquid ad eorum uſum neceſſarium eſt, ab illo ſuppeditabitur, qui auxilium requirit, & in cujus Ditionibus operationes Bellicæ fiunt. Quantum vero ad ipſas operationes attinet, de iis ſemper fideliſſime, prout amicos ac Confœderatos decet, communicatio inſtituatur, & amicabiliter invicem conveniatur.

IX. Et cum Fœdus hoc in nullius offenſionem, ſed tantummodo ad utriusque Partis Ditionum ac Subditorum conſervationem, ad recuperandam ab omnibus tantopere deſideratam Pacem ac tranquillitatem, ac uti ſupra dictum eſt, ad avertendas moleſtiſſimas & intolerabiles exactiones Bellicas initum ſit, liberum relinquunt ambo Domini Electores vicinis ſuis Conſtatibus ac Circulis, an huic Confœderationi accedere velint, quo indicato de ipſorum acceſſu & numero Copiarum ſiſtendarum ex æquo & ſecundum proportionem tractabitur. Interim Domini Electores ſpondent, ac offerunt ad Confœderationem hanc accedentibus facta requiſitione ſecundum tenorem hujus Inſtrumenti valido auxilio adeſſe.

X. Quod ſi ingens adeo periculum ingrueret, ut ad illud evitandum major Copiarum numerus requireretur, pollicentur Domini Electores ſeſe mutuo juvare non ſolum ſupradictis XX M. ſed etiam omnibus viribus ſibi invicem ſuppetias ferre & Conſtatibus & Circulis vicinis ſuis, qui ad hanc Confœderationem accedent, iiſdem viribus auxilium præſtare, in quantum quidem id propria Ditionum ſecuritas permittit. In quorum fidem &c.

Articuli ſecreti.

I. PRæter illa, quæ inter Sereniſſimos Dominos Electores Bavariæ & Saxoniæ in peculiari Fœderis Inſtrumento hodie confecto continentur, ſe invicem obligant ambo Electores ulterius, quod ſi Pax tantopere deſiderata in Imperio per omnem illam ſolicitudinem, laborem & operam obtineri nequeat, arma ſua, ſi opus fuerit, conjungere, eosque qui ſe opponere voluerint, unitis viribus ad Pacem ſecundum dictum Inſtrumentum Pacis Weſtphalicæ adigere.

II Ambo Electores eum in finem poſt completas Copias, de quibus in ipſo principali Tractatu & in ſubſequentibus Articulis ſecretis mentio habetur, ante omnia apud Suam Cæſaream Majeſtatem efficaciter inſtabunt, ut non tantum cum Chriſtianiſſimo Rege, qui ad hoc ſe paratum, & promtum exhibet, & ſemper exhibuit, Pacem redintegrare, ſed & eam inter Coronam Sueciæ, & illius hoſtes in Imperio ad tenorem dictæ Pacificationis Weſtphalicæ promovere velit, hac addita declaratione quod ambo Domini Electores Suæ Cæſareæ Majeſtati contra illam Partem, quæ Pacem admittere nolit, ſi opus fuerit Exercitu XXM. auxilio adeſſe, aut in eum finem ex ſe ipſis agere, ac operari velint.

III. Et quoniam principalis hujus Confœderationis, & Unionis ſcopus eſt reductio Pacis & tranquillitatis in Imperio Romano, ambo Domini Electores Miniſtris illis, qui ab extraneis Poteſtatibus ad eos in hoc Negotio ablegabuntur non ſolum liberum acceſſum ad Aulas ſuas non denegabunt, quin potius in ſuis Terris debitam protectionem præſtabunt, illosque contra quævis injuſta attentata manutenebunt.

Ulterior Articulus ſecretus.

POſtquam ſub dato hodierno inter Sereniſſimos Electores Bavariæ & Saxoniæ in ordine ad recuperandam Pacem in Imperio & defendendas amborum Dominorum Electorum Provincias & Subditos & eorum Conſtatuum, qui ad hoc Fœdus accedere voluerint, certa Confœderatio taliter concluſa fuit, ut quælibet Pars determinatum Peditum & Equitum numerum in parato habere debeat, atque tam conſcriptio quam ſuſtentatio dictorum Militum inſignes expenſas requirant, hinc allegata hæc Confœderatio ex parte Domini Electoris Saxoniæ expreſſe eo conditionata eſt, ut ſibi reciproce à Chriſtianiſſimo Rege in Subſidium quantocius XXXM. Talerorum ac deinde per ſingulos menſes tali modo ſolvantur, & ſua Serenitas Electoralis Bavariæ in ſe recipit, omnia poſſibilia, bona & utilia officia impendere, ut Domino Electori Saxoniæ debita ſatisfactio hac in re fiat. Cæterum ſpondet Sereniſſimus Elector Saxoniæ, Satisfactione accepta, ſe tam illas, quas vigore concluſorum Imperii pro contingenti præſtitit Copias, quam alias ab Exercitu Cæſareo & ejus Confœderatorum avocaturum, nec ullas alias, non obſtantibus Imperialis Diætæ concluſis impoſterum miſſurum. Ultimo denique utraque ſua Serenitas Electoralis omnem operam impendet, ſuas Copias juxta tenorem Tractatus Principalis ita in parato habere, ut à tempore ſatisfactionis ſupradictæ Electori Saxoniæ præſtitæ intra duos menſes pro luſtratione in loco, qui utrique ſuæ Serenitati pro conjunctione, ſi neceſſaria fuerit, commodiſſimus eſſe videbitur, colligi, & in campo ſiſti poſſint. In quorum fidem &c. ANNO 1679.

CLXXX.

5. Fevr. *Pax Noviomagenſis inter* LEOPOLDUM *Romanorum Imperatorem ſuo &* IMPERII *nomine, &* LUDOVICUM XIV. *Regem Galliæ pro ſe & Confœderatis ejus; Quâ, Pace Weſtphalica pro firma Baſi & norma utrinque poſitâ, omnes diſcordiæ componuntur, Philippi-Burgum Cæſari, Friburgum verò Regi ceduntur; Reſtitutio Ducis* LOTHARINGIÆ *certis ſub Conditionibus ſtipulatur, Negotium Ducatûs* Bullionenſis *amicabili Compoſitioni remittitur; Nec non omnia, quæ per Pacem Monaſterienſem de Cauſa* Montisferrati *cauta ſunt, confirmantur. Actum Noviomagi die 5. Februarii* 1679. Cum DECLARATIONE *Legationis Cæſareæ antè ſubſcriptionem Inſtrumenti Pacis Legatis Mediatoribus conſignata, pro Conſervatione Jurium Imperii in Civitates Decem unitas, & Nobilitatem immediatam Alſatiæ. Datu 3. Februarii 1679.* Et PLENIPOTENTIIS *atque* Ratificationibus *utriusque Partis; uti & Electorum & Principum Imperii; Nec non incluſionibus nomine Cæſaris includendorum; Atque deſignatione à Gallia reſtituendorum.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 202. en Latin comme ici, & pag. 418. en François d'ou l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans le Recueil de LEONARD, Tom. III. & en François; dans le *Theatrum Pacis* Tom. II. pag. 726. en Latin, en Allemand, & en François; dans LONDORPII *Acta publica*, Tom. X. Lib. XI. pag. 691. en Allemand, dans J. BALT. KLAUTE *Sac. Rom. Imperii Leges fundamentales* pag. 497. dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. General. pag. 1020. en Allemand & en Latin, dans JACOB BERN. MULTZ *Repræſentatio Maj. Imp.* Part. II. Cap. VIII. pag. 368. dans Anhang zu des Europäiſchen Heroldt. pag. 1180. en Allemand, dans le *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 1458. en Allemand, & daté du 26. Janvier V. S. dans POFFENDORF *de Rebus geſtis Frid. Wilh. Elector. Brandenburg.* Lib. XVII. pag. 1303. en Latin; & dans FRAN. FRID. Baronis ab ANDLERN *Corpus Conſtit. Imperial.* in Appendice Tom. III.]

In Nomine Sanctiſſimæ & Individuæ Trinitatis.

NOtum ſit omnibus & ſingulis quorum intereſt, aut quomodolibet intereſſe poteſt. Poſtquàm ab initio hujus Belli aliquot abhinc annis moti inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem ac Dominum, Dominum LEOPOLDUM Electum Romanorum Imperatorem ſemper Auguſtum, Germaniæ, Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ Regem, Archiducem Auſtriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchionem Moraviæ, Ducem Luxemburgiæ, Superioris ac Inferioris Sileſiæ, Wirtembergæ, & Teckæ, Principem Sueviæ, Comitem Habsburgi, Tyrolis, Kyburgi & Goritiæ, Marchionem Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Luſatiæ, Dominum Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. ex una; Et Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem ac Dominum, Dominum LUDOVICUM XIV. Franciæ & Navarræ Regem Chriſtianiſſimum, ex altera parte; Sacra Cæſarea Majeſtas, & Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima nihil prius magisque in votis habuiſſent, quam per reſtitutionem Pacis nunquam interrumpendæ, tot Provinciarum deſolationem & effuſionem ſanguinis Chriſtiani ſiſtere, tandem Divinâ bonitate factum eſſe, ut annitente Sereniſſimo, & Potentiſſimo Principe ac Domino, Domino CAROLO SECUNDO Magnæ Britanniæ Rege, qui difficillimis hisce Chriſtiani Orbis temporibus Mediator univerſim receptus cum immortali ſua gloria indefeſſo ſtudio pro tranquillitate publica, & Pace generali, conſilia & officia ſua impendit, Sacra Cæſarea Majeſtas, & Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima conſenſerint, ut Congreſſus ad tractandam Pacem hic Neomagi Gueldrorum inſtitueretur. Comparentes igitur dicto loco utrinque legitimè conſtituti Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, à parte quidem Imperatoris Reverendiſſimi, Illuſtriſſimi & Excellentiſſimi Domini, Dominus Joannes Episcopus Gurcenſis, Sacri Romani Imperii Princeps, atque Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Conſiliarius, nec non Dominus Franciſcus Udalricus Sacri Romani Imperii Comes Khinski à Chinitz, & Tettau, Dominus in Klumets, Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Conſiliarius, intimus Camerarius Regius Locumtenens, Provincialis Curiæ Regiæ Aſſeſſor, Appellatiorum Præſes, Aulæque Regiæ in Regno Bohemiæ Præfectus; & Dominus Theodorus Altherus Henricus à Stratman, Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Conſiliarius, Imperii Aulicus: A parte verò Regis Chriſtianiſſimi Illuſtriſſimi & Excellentiſſimi Domini, Dominus Godefridus Comes d'Eſtrades, Franciæ Mareſcallus, Regiorum Ordinum Eques Torquatus, Sacræ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ in Americâ Prorex, Urbis & Fortalitii Dunkerki, omniumque locorum ab ea Præfectura dependentium Gubernator; Dominus Carolus Colbert, Eques Marchio in Croiſſi, Regi Chriſtianiſſimo ab utrisque Conſiliis Ordinarius; & Dominus Joannes Antonius de Mêmes, Eques Comes in Avaus, Sacræ etiam Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ à Sanctioribus Conſiliis, poſt invocatum Divini Numinis auxilium, mutuasque Plenipotentiarum Tabulas, quarum Apographa ſub finem hujus Inſtrumenti verbotenus inſerta ſunt ritè commutatas, interventu & opera Illuſtriſſimorum & Excellentiſſimorum Dominorum, Domini Laurentii Hyde Armigeri, Domini Guilielmi Temple Baronetti, & Domini Leolini Jenkins Equitis Aurati, Legatorum Extraordinariorum & Plenipotentiariorum Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ, qui munere Mediatorio pro concilianda tranquillitate publica ab anno milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo quinto hucusque procul à partium ſtudio ſedulò prudenterque perfuncti ſunt ad Divini Numinis gloriam & Chriſtianæ Reipublicæ ſalutem, in mutuas Pacis & amicitiæ Leges convenerint tenore ſequenti.

I. PAx ſit Chriſtiana, univerſalis & perpetua, veraque, & ſincera amicitia inter Sacram Cæſaream Majeſtatem & Sacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam, earumque Hæredes & Succeſſores, Regna & Provincias, necnon inter omnes & ſingulos dictæ Majeſtatis Cæſareæ Fœderatos, præcipuè Electores, Principes, & Status Imperii hac Pace comprehenſos, eorumque Hæredes & Succeſſores ex una; Et omnes, & ſingulos Fœderatos dictæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ hac Pace comprehenſos, eorumque Hæredes & Succeſſores ex altera, partibus: Eaque ita ſincerè ſervetur, & colatur, ut utraque Pars alterius honorem, utilitatem, & commodum promoveat; ſitque perpetua utrinque oblivio & amneſtia omnium eorum quæ ab initio horum motuum ultrò citroque hoſtiliter facta ſunt: ita ut nec eorum, nec ullius alterius rei cauſâ, vel prætextu, alter alteri poſthac quicquam moleſtiæ directè vel indirectè, ſpecie Juris, aut viâ facti in Imperio, aut uspiam extra illud, nonobſtantibus ullis prioribus Pactis in contrarium facientibus, inferat, vel inferri faciat, aut patiatur; ſed omnes & ſingulæ hinc inde verbis, ſcriptis, aut factis illatæ injuriæ, violentiæ, hoſtilitates, damna, & expenſæ abſque omni perſonarum, rerumve reſpectu, ita penitus abolitæ ſint, ut quidquid eo nomine alter adverſus alterum prætendere poſſit, perpetuâ ſit oblivione ſepultum.

II. Et cùm Pax Monaſterii Weſtphalorum vigeſimâ quartâ Octobris anno milleſimo ſexcenteſimo quadrageſimo octavo concluſa ſolidiſſimum hujus mutuæ amicitiæ tranquillitatisque publicæ fundamentum factura ſit, reſtituetur illa in omnibus & ſingulis ſuo priſtino vigori, manebitque in poſterum ſarta tecta, tanquam ſi hic ejusdem Pacis Inſtrumentum de verbo ad verbum inſertum legeretur, niſi quatenus eidem hoc Tractatu expreſſè derogatum eſt.

III. Cùm verò vigore dictæ Pacis Monaſterienſis Sacræ Regiæ Majeſtati Chriſtianiſſimæ perpetuum Jus Præſidii in Fortalitio Philippiburgenſi cum jure protectionis acquiſitum, & dictum Fortalitium armis Cæſareis; Caſtrum, & Oppidum Friburgenſe verò armis Gallicis hoc Bello occupatum ſit, de hisce locis inter Sacram Cæſaream, & Regiam Chriſtianiſſimam Majeſtates convenit modo ſequenti.

IV. Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima tam pro ſe, quàm pro Hæredibus, & Succeſſoribus ſuis renunciat, ceditque in perpetuum Sacræ Cæſareæ Majeſtati, ejusque Hæredibus & Succeſſoribus omne Jus protectionis, perpetui Præſidii, & quidquid ſibi virtute Pacis Monaſterienſis in Caſtrum Philippiburgi competit, nihil in dictum Caſtrum & in Munimenta ei juncta vel cis & trans Rhenum extructa, Juris aut prætenſionis ſibi ſuisque Hæredibus & Succeſſoribus, Regnove Galliæ ſub quocunque titulo vel prætextu reſervans, nonobſtantibus quibuscunque Legibus, Conſtitutionibus, Statutis, aut aliis in contrarium facientibus; utpote quibus omnibus & ſingulis hoc Tractatu expreſſè derogatum ſit.

V. Viciſſim Sacra Cæſarea Majeſtas, tam pro ſe, quàm Hæredibus, & Succeſſoribus ſuis, totaque Domo Auſtriaca renunciat, ceditque in perpetuum Sacræ Regiæ Majeſtati Chriſtianiſſimæ, ejusque Hæredibus, & Succeſſoribus Caſtrum & Oppidum Friburgenſe cum tribus ad illud ſpectantibus Pagis Lehn, Metzhauſen, & Kirckzart, cum eorum Bannis prout ad Communitatem dicti Oppidi Friburgenſis pertinent, unà cum omni proprietate, ſuperioritate, Jure Patronatûs, Supremo Dominio, aliisque generaliter, qui ſibi in dictum Friburgum competierunt, nihil ſibi, Hæredibus, & Succeſſoribus ſuis, aut Sacro Imperio Juris aut prætenſionis, ſub quocumque titulo vel prætextu in iis reſervans, non obſtantibus quibuscunque Legibus, Conſtitutionibus, Statutis, aut aliis in contrarium facientibus, utpote quibus omnibus & ſingulis hoc Tractatu expreſſè derogatum ſit; ſalvis tamen ejusdem Civitatis Privilegiis & Immunitatibus antehac à Domo Auſtriaca impetratis; reſervatis etiam Episcopo & Eccleſiæ Conſtantienſi Jure Dioceſano, reditibus, aliisque Juribus.

VI. Pateat Sacræ Regiæ Majeſtati Chriſtianiſſimæ Briſaco Friburgum per Territorium Sacræ Cæſareæ Majeſtatis & Imperii ordinaria via, vulgò (*Landſtraſs*) liber, ſed innoxius tranſitus ad inducendos illuc Milites, commeatum, & cætera ad Præſidium Friburgenſe neceſſaria, quibus & quoties opus fuerit ſine impedimento, aut obſtaculo cujuscunque.

VII. Nec fas ſit commeatum Militarem ad Præſidium Friburgenſe neceſſarium in dicta via & tranſitu Briſaco Friburgum, ullis Exactionibus, Vectigalibus, Pedagiis, aut paſſagiis, ſive novis, ſive antiquis, onerare & impedire. Placuit etiam annonam ad victum tam Præſidii, quàm inhabitantium neceſſariam, quæ ex quocunque Brisgoviæ loco Friburgum inferetur, uti hactenus, ita impoſterùm nullis: alias autem Merces & res quascunque non gravioribus Vectigalibus aut impoſitionibus onerari, quàm ſi in alia Cæſareæ Majeſtati ſubdita loca transferrentur, aut ab ipſismet ejusdem Cæſareæ Majeſtatis Subditis ſolverentur.

VIII. Commiſſarii ab utraque parte nominandi, intra annum à ratihabitâ Pace, ſtatuant, quænam debita legitimè contracta dicto Friburgenſi Oppido ſolvenda incumbunt.

IX. Curabit Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima bonâ fide, absque ulla mora & retardatione Sacræ Cæſareæ Majeſtati reſtitui omnia, & ſingula literaria Documenta, cujuscumque illa generis ſint, quæ in Oppido & Caſtro, Cancellaria Regiminis & Cameræ, aut in Ædibus & cuſtodia Conſiliariorum aliorumve Officialium, aut alibi tempore occupationis Friburgi reperta ſunt: quod ſi talia Documenta ſint publica, quæ dictum Oppidum Friburgum, eoque ſpectantes tres Pagos ſimul concernunt de his inter prædictos Commiſſarios convenit quo in loco ſervari debeant; ita tamen, ut exempla authentica quotieſcunque requiſita fuerint edantur.

X. Liberum ſit non tantum Capitulo Baſilæenſi, ſed & omnibus, & ſingulis Auſtriaci Regiminis, & Univerſitatis Friburgenſis Membris, verùm etiam Civibus & Incolis cujuſcunque conditionis ſint, qui emigrare voluerint Friburgo domicilium aliò quocunque libuerit, unà cum mobilibus bonis ſine ullo impedimento, detractione, aut exactione intra annum à ratihabita Pace transferre; immobilia verò aut vendere, aut retinere, & per ſe vel alium adminiſtrare. Eadem quoque facultas retinendi, & adminiſtrandi aut alienandi omnibus aliis maneat, qui bona, reditus, vel Jura in dicta Civitate Friburgenſi, ſive tribus pertinentibus Pagis habent.

XI. Conſentit tamen Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima dictum Caſtrum & Oppidum Friburgenſe, unà cum appertinentibus Pagis Sacræ Cæſareæ Majeſtati reſtituere, ſi de æquivalente, ad ſatisfactionem dictæ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ conveniri poſſit.

XII. Cùm Dominus Dux Lotharingiæ hoc in Bello cum Sacra Cæſarea Majeſtate conjunctus ſit, & præſenti Tractatu comprehendi voluerit, reſtituetur pro ſe, Hæredibus, & Succeſſoribus ſuis in liberam & plenariam poſſeſſionem eorum Statuum, locorum & bonorum, quo Patruus ejus Dux Carolus anno milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo, cum à Chriſtianiſſimi Regis Armis occupata fuerunt, poſſidebat; exceptis tamen mutationibus Articulis ſequentibus, explanandis.

XIII. Urbs Nancei cum ſuo Banno, vulgò (*Finage*) maneat in perpetuum Coronæ Galliæ unita & incorporata; ita ut illam Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima, ejuſque Hæredes & Succeſſores poſſideant cum omnibus ſuperioritatis, ſupremi Dominii & proprietatis Juribus, eique ſimul dictus Dux Lotharingiæ tam pro ſe, quàm pro ſuis Hæredibus & Succeſſoribus renuntiat, cedit, & transfert in perpetuum in altè memoratum Regem Chriſtianiſſimum, ejuſque Hæredes & Succeſſores, omnia ſine ulla retentione aut reſervatione, Jura proprietatis, ſuperioritatis, aut ſupremi Dominii, prærogativas omnes & præeminentias, quæ Domino Duci in prædictam Urbem Nancei competierunt, aut competere debuerunt; non obſtantibus ullis Legibus, Conſuetudinibus, Statutis, Conſtitutionibus, aut Conventionibus in contrarium ſancitis, quibus ut & clauſulis derogationum caſſatoriis, per præſentem Tractatum derogatum eſt.

XIV. Et ut eò liberior inter ſupradictam Urbem Nancei Ditionesque Coronæ Galliæ ſubditas ſit communicatio, faciliorque Militi Gallico tranſitus, per Commiſſarios à Rege Chriſtianiſſimo & prædicto Duce nominandos viæ dimidiatam Lotharingiæ leucam in latum complectentes deſignabuntur; prima, quæ Sancti Deſiderii Fano Nanceum, alia, quæ Nanceo in Alſatiam, tertia, quæ ab ipſamet Nancei Urbe Veſulium in Comitatu Burgundiæ, quarta demùm, quæ Nanceo ad Urbem Metenſem conducant; ita tamen, ut prædictarum viarum deſignatio non aliter fiat, quàm in deſignatione viæ anno milleſimo ſexcenteſimo ſexageſimo primo Regi Chriſtianiſſimo à quondam Duce Carolo ceſſæ, obſervatum fuit.

XV. Omnia generaliter, uti ſuprà dictum eſt, deſignanda loca, Pagi, Villæ, Terræ, unà cum dependentiis, quæ in his dimidiatæ leucæ latitudinis viis jacent, cum omnibus tam ſuperioritatis & ſupremi Dominii, quàm proprietatis Juribus, quibus ante hunc Tractatum prædictus Dux & ejus Prædeceſſores gaviſi ſunt, ad Sacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam pertinebunt; ita tamen ut ſi dictorum locorum banna, aut dependentiæ ultra hanc dimidiatæ leucæ latitudinem ſe porrigant, quod trans illud ſpatium limitesque à Commiſſariis appoſitos excurret, prædicto Duci ejuſque Hæredibus & Succeſſoribus, ut anteà, cum omni ſuperioritate, ſupremo Dominio, & proprietate remanebit.

XVI. Urbs & Præfectura Longvicenſis cum ſuis pertinentiis & dependentiis, cum omni ſuperioritate, ſupremo Dominio & proprietate maneat in perpetuum penes altè memoratum Dominum Regem Chriſtianiſſimum, ejuſque Hæredes & Succeſſores; nihilque Juris inpoſterùm in iis prætendere poſſit ſupradictus Dux, ejuſque Hæredes & Succeſſores; ſed in prædictæ Urbis & Præfecturæ permutationem Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima aliam dicto Duci cedet, in uno ex tribus Epiſcopatibus, ejuſdem amplitudinis & valoris Præfecturam; de qua bona fide inter eoſdem Commiſſarios conveniet; eâque ſic ceſſâ & in dictum Ducem à Rege Chriſtianiſſimo translatâ, tam ipſe Dux quàm ipſius Hæredes, & Succeſſores fruentur in perpetuum, cum omnimodis ſuperioritatis, ſupremi Dominii, & proprietatis Juribus.

XVII. Viciſſim etiam Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima pro ſe, & Coronæ Galliæ, cedit in compenſationem dictæ Urbis Nancei, transfertque in prædictum Ducem ejuſque Hæredes & Succeſſores, ſuperioritatem, ſupremum Dominium & proprietatem Urbis Tullenſis, & ejuſdem Suburbiorum, cum omnibus aliis Juribus, ſpeciatim Patronatûs, Prærogativis & Præeminentiis quæ Coronæ Galliæ in dicta Urbe Tullenſi ejuſque Suburbiis & Banno, vulgò, *Finage*, competebant, aut competere debebant; ita ut prænominatus Dux, ejuſque Hæredes & Succeſſores, iis omnibus ſine ulla retentione aut reſervatione plenariè fruatur, nonobſtantibus quibuſcunque Legibus, Conſuetudinibus, Statutis, Conſtitutionibus, aut Conventionibus in contrarium ſancitis, quibus, ut & clauſulis derogationum caſſatoriis, Rex Chriſtianiſſimus expreſſè hoc præſenti Inſtrumento derogavit.

XVIII. Si tamen Bannum Urbis Tullenſis minoris amplitudinis, aut valoris eſſet, quàm Bannum Urbis Nanceanæ, illud Domino Duci compenſabitur, ita ut utriuſque Urbis Banna æqualis amplitudinis ſint, & pretii.

XIX. Rex Chriſtianiſſimus renunciabit, uti & præſenti Tractatu renuntiat in perpetuum pro ſe, Hæredibus, & Succeſſoribus, ad manus ſummi Pontificis Juri nominandi, ſive præſentandi Epiſcopum Tullenſem ſibi à ſummo Pontifice Clemente IX. indulto; ita ut liberum ſit prædicto Duci pro eo obtinendo ad Sedem Apoſtolicam recurrere.

XX. Inſuper conventum fuit, ut memorato Domino Duci ullam mutationem proviſionibus Beneficiorum, quæ à Sacra Regia Majeſtate Chriſtianiſſima ad diem uſque præſentis Tractatus collata ſunt, inferre nullatenùs ſit; illique qui iis proviſi ſunt, in tranquilla dictorum Beneficiorum poſſeſſione maneant; adeò ut memoratus Dux eos nullo modo turbare, aut impedire neque poſſeſſione exuere queat.

XXI. Sancitum prætereà fuit, ut omnes Proceſſus, Sententiæ, atque Decreta lata per Concilium, Judices, aut alios Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ Officiales in controverſiis & actionibus ad finem perductis, tam inter Subditos dicti Ducatus Lotharingiæ & Barri, quàm alios tempore quo mentionati Status ſub Dominio ante memorati Domini Regis Chriſtianiſſimi erant, locum habebunt, atque plenum integrumque ſuum ſortientur effectum, non ſecus ac ſi Rex Chriſtianiſſimus Dominus & poſſeſſor mentionatarum Regionum manſiſſet, neque dictas Sententias & Decreta in dubium vocare, annullare, aut executionem illorum retardare, aut impedire integrum erit. Erit quidem Partibus licitum juxta ordinem & diſpoſitionem Legum atque Conſtitutionum confugere ad reviſionem Actorum; interim tamen Sententiæ ſuo in robore & vigore maneant.

XXII. Reſtituentur ſtatim Domino Duci Archiva & Documenta Literaria, quæ in Gazophilacio Nanceano & Barrenſi, atque in utraque Camera Computorum, ſive alibi locorum habebantur, & ablata fuerunt

XXIII. Sacra Cæſarea Majeſtas conſentit, ut Princeps Franciſcus Egon Epiſcopus Argentinenſis, ejuſque frater Princeps Wilhelmus Egon Landgravius in Furſtenberg, cum eorum ex Fratre Nepote Principe Anthonio Egone Landgravio in Furſtenberg, eorumque Officialibus & Miniſtris plenè reſtituantur in eum ſtatum, famam, Dignitates, Jura, Vota, Seſſiones, Beneficia, & Officia, Bona feudalia, ſubfeudalia, & allodialia una cum fructibus ſequeſtratis, & in omnia generaliter bona, quibus ante deſtitutionem, occaſione hujus Belli factam, gaviſi ſunt, aut Jure gaudere potuerunt; nonobſtantibus & caſſatis quibuſcunque in contrarium actis, Pactis, & Decretis. Prædictus etiam Princeps Wilhelmus Egon ſtatim à Pace utrinque ratihabitâ in integram libertatem reſtituetur. Quicquid autem à Capitulo Argentinenſi, aliiſque qui Beneficia & Bona ad prædictos Epiſcopum & Principes ſpectantia adminiſtrarunt, & ab iiſdem nominatis Officialibus contra illos dictum, factum, aut ſcriptum eſt, perpetuæ oblivioni mandetur, nec liceat eos deſuper ulla ratione compellare, aut iis moleſtiam quocunque ſub prætextu afferre.

XXIV. Reſtituantur omnes utriusque Partis Vaſſalli, & Subditi Eccleſiaſtici, & Seculares, Honoribus, Dignitatibus, & Beneficiis, quibus ante Bellum exortum gaudebant, uti & in univerſa bona, mobilia & immobilia, reditus mobiles, & qui redimi poſſunt, occaſione Belli confiſcata & occupata, unà cum Juribus, Actionibus, & Succeſſionibus, quæ ipſis durante etiam Bello evenerint; ita tamen, ut nihil ratione fructuum & redituum poſt confiſcationem & occupationem perceptorum ex bonis mobilibus, reditibus, & Beneficiis ad diem usque ratihabitæ Pacis peti poſſit; ſimiliter neque debita, effecta, Merces, & mobilia ante memoratum diem Fiſco addicta; adeò ut neque Creditores privatorum debitorum, nec Depoſitarii talium effectorum & Mercium, eorumque Hæredes, aut cauſam ab iis habentes, ea perſequi, aut reſtitutionem, ſeu ſatisfactionem prætendere unquam queant, quæ reſtitutiones juxta prædictam formam, etiam usque ad eos extendentur qui partes contrarias ſecuti fuerint, atque proinde per hunc Tractatum in gratiam ſui Principis redibunt, uti & in ſua bona qualia tempore concluſionis & ſubſcriptionis hujus Tractatus fuerint. Hæcque ita executioni mandentur, nonobſtantibus ullis Donationibus, Conceſſionibus, Declarationibus, Confiſcationibus, Commiſſis, Sententiis Interlocutoriis, aut definitivis, & ex contumacia Partibus abſentibus & non auditis, latis: quæ Sententiæ, & res judicatæ nullæ erunt, & perinde habebuntur, ac ſi judicatæ aut pronuntiatæ non eſſent, plenâ libertate & integrâ manente dictis Partibus in Patriam redeundi, ex qua antea exceſſerunt, atque vel ipſi dictis bonis mobilibus, Cenſibus, & reditibus frui, aut alibi ubicumque ipſis viſum fuerit domicilium figere poſſint, prout elegerint, omni violentiâ penitus excluſâ; ſi verò alibi morari voluerint, ipſis fas ſit per Procuratores non ſuſpectos bona & reditus adminiſtrare, iisque frui exceptis tamen Beneficiis reſidentiam requirentibus, quæ perſonaliter adminiſtrari & obiri debebunt.

XXV. Ea de quibus inter Sacram Cæſaream Majeſtatem & Imperium & Regem Regnumque Sueciæ tam pro ſe, quàm pro Duce Gottorpienſi hodiè convenit, hoc Tractatu comprehenſa intelligantur, ita ut tam præſens, quàm prædictus Tractatus Cæſareo-Suecicus unus idemque cenſeatur, & ejusdem virtutis & valoris ſit, ac ſi huic Inſtrumento de verbo ad verbum inſertus eſſet.

XXVI. Et cum publicæ tranquillitatis interſit Bellum, quod Sacræ Regiæ Majeſtati Chriſtianiſſimæ, Regique & Regno Sueciæ, cum Rege Daniæ, Electore Brandeburgico, Epiſcopo Monaſterienſi, & Principibus Domus Luneburgicæ, Epiſcopo Oſnabrugenſi, & Ducibus Zellenſi & Guelferbitano adhuc intercedit, quantocius etiam componi Sacra Cæſarea Majeſtas non minus apud prædictos Principes, quàm Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima apud Regem Sueciæ officia ſua efficaciſſime interponet, ut Pax inter præmemoratas Potentias quamprimum etiam coaleſcat, eique fini eædem in Armiſtitium Paci conciliandæ accommodatum ſtatim conſentiant. Quòd ſi verò præter expectationem officia hæc optatum finem non aſſequantur, Cæſarea Majeſtas & Electores Principes & Status Imperii hac Pace comprehenſi promittunt, ſe elapſo Armiſtitii tempore prædictos Galliæ, Sueciæque Hoſtes nullo modo & ſub quocunque prætextu directè vel indirectè juvaturos, aut ullum in hoc Bello gerendo Galliæ, Sueciæque impedimentum allaturos, nec paſſuros, ut prædictorum Galliæ, Sueciæque Hoſtium Copiæ Hiberna, vel Stativa extra ipſorum Territoria in Imperio capiant. Manebit etiam liberum Sacræ Regiæ Majeſtati Chriſtianiſſimæ ad prædictum ſolummodò finem in ſequentibus in Imperio locis tenere Præſidium; Dominis tamen locorum, eorumque Subditis innoxium, & ſumptibus Regis Chriſtianiſſimi ſuſtentandum, ſcilicet in Oppidis & Urbibus, Chaſtelet, Huy, Verviers, Aquiſgrano, Duren, Linnick, Nuys, & Zons; in quibus nova munimenta extrui non poterunt, niſi in quantum dictorum Præſidiorum ſecuritati neceſſaria erunt, & juſtam ſuſpicionis cauſam præbere non poſſint; nec fas erit Regi Chriſtianiſſimo ea loca ratione expenſarum inibi factarum, aut ſub quocunque alio prætextu retinere; ſed ea evacuabit & reſtituet iis à quibus occupavit, ſtatim atque Pax inter prædictas Partes quoad Provincias in Imperio ſitas concluſa & ratihabita fuerit, aut ad eam reſtabiliendam aptiora communi conſenſu inventa fuerint media. Et viciſſim Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima promittit, ſe præſentes Cæſaris aut Imperii Hoſtes nullo modo ſub quocumque prætextu, directè vel indirectè juvaturum. Sit etiam liberum Cæſari & Imperio conjungere cum Rege Chriſtianiſſimo officia, conſilia, & operam, ut Bellum illud communi etiam conſenſu quantocius ſopiatur.

XXVII. Juxta Pacem Monaſterienſem Articulo ſecundo in omnibus confirmatam reciprocè reſtituantur & reſtituenda loca evacuentur bonâ fide, in quem finem Commiſſarii eodem tempore, quo Tractatus hic utrinque ratihabebitur, nominentur; ut prædicta evacuatio & reſtitutio intra ſpatium menſis à ratihabita Pace absque ulteriori dilatione abſolvatur, iis locis hic interim non comprehenſis, de quibus præcedenti Articulo ad tempus aliter diſpoſitum eſt.

XXVIII. Cùm ab antiquo controverſia ſit de Caſtro & Ducatu Bullionenſi inter Epiſcopum & Principem Leodienſem & Duces ejus nominis; conventum eſt, ut Duce Bullionenſi in ea, in qua nunc eſt, poſſeſſione manente, controverſia illa amicabili viâ, vel per Arbitros à Partibus intra trimeſtre à ratihabita Pace nominandos terminetur, viâ facti penitus excluſâ.

XXIX. Simul atque Inſtrumentum Pacis hujus à Dominis Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis ſubſcriptum & ſignatum fuerit, ceſſet omnis Hoſtilitas: Si quid autem poſt quatuordecim dies à ſubſcripta Pace attentatum aut viâ facti mutatum fuerit, id quamprimum reparari, & in priſtinum ſtatum reſtitui debeat.

XXX. Contributionum verò exactio ab una vel altera parte iis Provinciis, Ditionibus & locis impoſitarum, quæ dictis contributionibus ante ſubſcriptionem hujus Tractatus ſe ſubmiſerunt, continuabitur usque ad præſentis Tractatus Ratificationem; & quod tum temporis reſiduum debebitur, intra quatuor menſium ſpatium à dicta Ratihabitione pendetur: Ita tamen ut earum ſolutio poſt commutatas reciprocas Ratificationes viâ facti ab iis Communitatibus exigi non poſſit, quæ per idoneos Fidejuſſores cavebunt ſe debitam quantitatem in ea Urbe, de qua conveniet, numeraturos.

XXXI. Licet ſatis declaratum ſit Articulo ſecundo hujus Tractatus, Inſtrumentum Pacis Monaſterienſis in omnibus & ſingulis confirmari, expreſſè tamen placuit, ut omnia quæ in cauſa Montisferrati dicto Inſtrumento Pacis Monaſterienſis cauta ſunt, & deinceps ſuum obtineant robur & vigorem, inter quæ & ea ſpecialiter firma manebunt, quæ pro Domino Duce Sabaudiæ itidem proviſa reperiuntur.

XXXII. Et cum Sua Cæſarea Majeſtas & ſua Regia Majeſtas Chriſtianiſſima officia & ſtudia Sereniſſimi Magnæ Britanniæ Regis, quæ conciliandæ Paci univerſali & tranquillitati publicæ indeſinenter impendit, grato animo agnoſcant, utrinque placuit cum unà cum Regnis ſuis præſenti hoc Tractatu omni meliori modo nominatim comprehendi.

XXXIII. Comprehendantur etiam hac Pace illi qui ante permutationem Ratificationis, vel intra ſex menſes poſtea ab una, vel altera parte, ex communi conſenſu nominabuntur.

XXXIV. Imperator & Rex Chriſtianiſſimus conſentiunt, ut omnes Reges, Principes, & Reſpublicæ ſuper executione & obſervantiâ tam omnium, quàm ſingulorum, quæ præſenti Tractatu continentur, altè memoratæ Sacræ Cæſareæ Majeſtati & Sacræ Majeſtati Chriſtianiſſimæ Guarantiam præſtent.

XXXV. Pacem hoc modo concluſam promittunt utriusque Partis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii reſpectivè ab Imperatore & Imperio & Rege Chriſtianiſſimo ad formam hic mutuò placitam ratihabitum iri, ſeque infallibiliter præſtituros, ut ſolennia Ratihabitionum Inſtrumenta intra ſpatium octo ſeptimanarum à die ſubſcriptionis computandum, aut citiùs, ſi fieri poterit, hic reciprocè, ritèque commutentur.

XXXVI. Et cùm Sacra Cæſarea Majeſtas ab Electoribus, Principibus, & Statibus Imperii vigore Concluſi die trigeſimâ primâ Maji anno milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo ſeptimo, Legatis Gallicis ſub Sigillis Cancellariæ Moguntinæ extraditi decenter requiſita fuerit, ut dictorum Electorum, Principum, & Statuum Imperii intereſſe per ſuam Legationem Cæſaream in Congreſſu agi curaret, tam Cæſarei, quàm Regii Legati nominibus ſupradictis præſens Pacis Inſtrumentum in omnium & ſingulorum eo contentorum fidem majusque robur ſubſcriptionibus Sigillisque propriis munierunt, & competentes Ratificationes formulâ conventâ termi-

termino ſuprà conſtituto, ſeſe extradituros polliciti ſunt, nec ulla à Directorio Imperii Romani contra ſubſcriptionem hujus Tractatus recipiatur, aut valeat vel proteſtatio, vel contradictio. Acta ſunt Noviomagi die quinta Februarii anno Domini milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo nono.

Joannes Epiſcopus & Princeps Gurcenſis. *Le Mareſchal d'Eſtrades.*
Franciſcus Ulric. C. Khiasky. *Colbert.*
T. A. Henricus Stratman.

Sequitur tenor Plenipotentiarum.

NOs Leopoldus Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperatorum ſemper Auguſtus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, &c. Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ & Wirtembergæ, Comes Tyrolis, notum teſtatumque facimus, quod, cum nihil ardentius exoptemus quam ut præſens Bellum quo Chriſtianus Orbis affligitur in æquam & honeſtam Pacem quantocius converti queat, atque propterea grato acceperimus animo Sereniſſimi Principis Domini Caroli Magnæ Britanniæ Regis conſanguinei & Fratris noſtri Chariſſimi laudabili cura & mediatione eò perventum eſſe, ut Partium hinc inde conſenſu Tractatus & colloquia Pacis Noviomagi inſtituerentur; ideo quidquid in nobis eſt ad comparandam tranquillitatem Orbi Chriſtiano lubenter conferre volentes, conſiſi prudentiâ, experientiâ, & fide Venerabilis Joannis Epiſcopi Gurcenſis, Principis, Conſiliarii Devoti, nobis dilecti, ac Illuſtris & Magnifici noſtri Conſiliarii Status, Camerarii & Sacri Imperii fidelis dilecti Franciſci Udalrici Comitis Khinski à Chinitz & Tettau, Domini in Chlumetz Regii Locumtenentis Provincialis Curiæ Regiæ Aſſeſſoris, Appellationum Præſidis & Aulæ noſtræ Regiæ in Regno Bohemiæ Hæreditarii Præfecti, nec non Conſiliarii noſtri Aulici ſacrique Imperii fidelis dilecti Theodori Altheti Henrici Stratman, eos nominavimus, elegimus, & conſtituimus, ſicut & præſentibus hiſce nominamus, eligimus, & conſtituimus noſtros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios ad dictos Conventus & Tractatus Pacis Noviomagi habendos. Quibus proinde committimus & ſpecialiter mandamus, ut ſe quamprimum fieri poterit ad dictam Urbem conferant, ibique Pacis colloquia, ſive directè, ſive interveniente operâ reſpectivè hinc inde acceptorum Mediatorum inſtituant cum Sereniſſimi & Chriſtianiſſimi Principis Domini Ludovici Regis Franciæ, &c. Affinis & Fratris noſtri Chariſſimi ejuſque Fœderatorum Legatis, Deputatis, & Commiſſariis ſufficienti Mandato ad præſens Bellum terminandum, controverſiaſque quæ eo ſpectant per bonam & firmam Pacem componendas, munitis. Damus quoque plenam & abſolutam poteſtatem cum omni authoritate & Mandato ad id neceſſariis, ſupradictis noſtris Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis, ſive tribus conjunctim, ſive duobus ex illis, tertio abſente vel aliter impedito, aut etiam uni eorum ſoli duobus reliquis ſimiliter abſentibus, vel impeditis Pacis Tractatum pro nobis, noſtroque nomine ineundi, concludendi & ſignandi inter Nos & prædictum Sereniſſimum & Potentiſſimum Franciæ Regem Chriſtianiſſimum; ejuſque Fœderatos omnia quoque Inſtrumenta, quæ in eum finem requiri poſſunt, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoque in univerſum agendi, promittendi, ſtipulandi, concludendi & ſignandi, Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia quæ ad dictum Pacis Negotium pertineant, faciendi æquè liberè & amplè ac ipſi præſentes id faceremus vel facere poſſemus; Quantumvis Mandato adhuc ſpecialiori & expreſſiori, quam quod præſentibus hiſce continetur, opus eſſe viſum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo noſtro Imperiali, acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros, quæcunque per dictos Legatos noſtros Extraordinarios & Plenipotentiarios trinos conjunctim, vel binos ex illis, tertio abſente, vel aliter impedito, unum etiam eorum ſolum, ſimiliter abſentibus vel impeditis duobus reliquis, acta, concluſa, ſignata, extradita & commutata fuerint. Nos obſtringentes hiſce præſentibus ad expediendum Ratificationum noſtrarum Diplomata in decenti & ſolemni forma, intraque tempus prout convenerit. In quorum fidem, roburque præſentes manu noſtra ſubſcriptas Sigillo noſtro Imperatorio firmari juſſimus. Datum in Civitate noſtra Viennæ die vigeſima quarta menſis Julii Anno Domini milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo ſexto Regnorum noſtrorum Romani decimo-nono, Hungarici vigeſimo ſecundo, Bohemici verò vigeſimo.

LEOPOLDUS.

Vt. LEOPOLDUS GUILLIELMUS COMES IN KONIGSEG.

Ad Mandatum Sacræ Cæſareæ Majeſtatis proprium.

CHRISTOP. BEVER.

Pouvoir des Ambaſſadeurs de Sa Majeſté Tres-Chrêtienne.

LOUÏS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces Preſentes Lettres verront, Salut. Comme Nous ne ſouhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix, la Guerre dont la Chreſtienté eſt à preſent affligée; & que par les ſoins & la mediation de nôtre tres-cher & tres-amé Frere le Roi de la Grande-Bretagne, la Ville de Nimégue a été agréée de toutes les Parties pour le lieu des Conferences; Nous par ce même deſir d'arreſter autant qu'il ſera en Nous la deſolation de tant de Provinces & l'effuſion de tant de ſang Chreſtien, ſçavoir faiſons, Que nous confians entierement en l'experience, la capacité & la fidelité de nôtre tres-cher & bien-amé Couſin le Sieur Comte d'Eſtrades Maréchal de France, & Chevalier de nos Ordres, de nôtre bien-amé & feal le Sieur Colbert Marquis de Croiſſi Conſeiller ordinaire en nôtre Conſeil d'Etat, & de nôtre bien-amé & feal le Sieur de Meſmes Comte d'Avaux auſſi Conſeiller en ſes Conſeils, par les épreuves avantageuſes que Nous en avons faites dans les diverſes Ambaſſades & Emplois conſiderables que Nous leur avons confié, tant au dedans qu'au dehors de nôtre Royaume; Pour ces cauſes & autres bonnes conſiderations à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputé leſdits Sieurs Maréchal d'Eſtrades, Marquis de Croiſſi & Comte d'Avaux; commettons, ordonnons & deputons par ces Preſentes ſignées de nôtre main, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commiſſion, & Mandement ſpecial d'aller dans la Ville de Nimegue en qualité de nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer ſoit directement, ſoit par l'entremiſe des Ambaſſadeurs Mediateurs reſpectivement receus & agréés avec tous Ambaſſadeurs & Miniſtres de nôtre tres-cher & tres-amé Frere l'Empereur des Romains & de ſes Alliés tous munis de Pouvoirs ſuffiſans, & y traiter des moyens de terminer, & pacifier les differens qui cauſent aujourd'huy la Guerre; Et pourront nos ſuſdits Ambaſſadeurs tous trois enſemble, ou deux en cas de l'abſence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou un ſeul en l'abſence des deux autres en pareil cas de maladie, ou autre empêchement en convenir, & ſur iceux conclure & ſigner une bonne & ſeure Paix & generalement faire, negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils eſtimeront neceſſaire pour le ſuſdit effet de la Paix avec même authorité que Nous ferions ou pourrions faire, ſi Nous y eſtions preſens en perſonne; encore qu'il y euſt quelque choſe qui requiſt un Mandement plus ſpecial non contenu en ceſdites Preſentes. Promettant en foi & parole de Roi de tenir ferme & d'accomplir tout ce que par leſdits Sieurs Maréchal d'Eſtrades, Marquis de Croiſſi, & Comte d'Avaux, ou par deux d'entr'eux en cas de l'abſence de l'autre par maladie, ou autre empêchement, ou par un ſeul en l'abſence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, aura été ſtipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le tems qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir. Car tel eſt nôtre plaiſir. En témoin dequoi Nous avons fait mettre nôtre Seel à ceſdites Preſentes. Donné à S. Germain en *Laye* le vingt-troiſiéme jour de Decembre l'an de grace mil ſix cens ſoixante quinze; Et de nôtre Regne le trente-troiſiéme. *Signé*, LOUIS, Par le Roi, ARNAULD.

Le preſent Traité de Paix a été ratifié & confirmé par le Roi à S. Germain en Laye le 26. Fevrier 1679.

Et par l'Empereur à Vienne le 29. *Mars* 1679.

Et par la Diette de Ratiſbonne, pour les Electeurs, Princes, & Eſtats de l'Empire le 23. *Mars* 1679.

Et publié à Paris le 26. *Avril* 1679.

Rati-

Ratificatio Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Tractatûs Pacis Cæſareo-Gallico-Suecici commutata Neomagi 19. Aprilis, 1679.

NOS LEOPOLDUS &c.

NOtum facimus omnibus & ſingulis Præſentes Literas inſpecturis, lecturis, vel legi audituris, aut quomodocunque infra ſcriptorum notitia ad ipſos pervenire poterit. Poſtquam ad reſtinguendum, quod ante annos aliquot exarſit grave Bellum, Congreſſus Neomagi Gueldrorum inſtitutus fuerit, Divinâ favente clementiâ factum eſſe, ut poſt multos & laborioſos Tractatus per noſtros ab utraque parte ad id deſtinatos Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios Pax & amicitia tandem concluſa, & ad Ratificationem noſtram perfecta ſit, formâ, modo & tenore ſequenti.

Sequitur tenor Inſtrumenti Pacis.

Cum igitur hæc omnia & ſingula per noſtros Legatos & Plenipotentiarios ſupra memoratos noſtro præſcripto, juſſu & Mandato hinc ad modum prout hic verbotenus inſerta, & deſcripta leguntur, geſta, peracta, & conventa ſunt, nos eadem omnia & ſingula, præhabitâ maturâ & diligenti conſideratione, & certâ noſtrâ ſcientiâ approbamus, ratificamus & confirmamus rataque & firma eſſe & fore virtute præſentium declaramus, ſimulque verbo Imperiali promittimus pro nobis, noſtriſque Succeſſoribus & Imperio Romano, cujus Status Ratisbonæ modo per Deputatos congregati memoratam Pacem in omnibus & ſingulis Articulis vigore Concluſi vigeſima tertia menſis hujus facti, & ad manus noſtras tranſmiſſi approbarunt & ratificarunt, nos omnes, & ſingulos ſupra deſcriptos Articulos, & quicquid totâ hâc Pacis Conventione continetur, firmiter, conſtanter, & inviolabiliter ſervaturos atque executioni mandaturos, nullâque ratione ut vel per nos, vel per alios contraveniatur paſſuros; quomodocunque id fieri poſſit omni dolo, & fraude excluſis. In horum omnium teſtimonium, & fidem, Sigillum noſtrum Cæſareum majus huic Diplomati manu noſtrâ ſubſcripto appendi fecimus. Datum in Civitate noſtra Viennâ die 29. menſis Martii, anno Domini 1679. Regnorum noſtrorum Romani 21. Hungarici 24. Boemiæ verò 23.

LEOPOLDUS.

Vt. LEOPOLDUS GUILLIELMUS Comes in Königsſegg.

Ad Mandatum S. Cæſ. M. proprium.

CHRISTOPHORUS BEVER.

Friedens-Ratification ſammt angehefftem allerunterthänigſten Reichs Gut-achten/ des Heil. Röm. Reichs Chur-Fürſten und Stände auff dem noch währenden Reichs-tag zu Regensburg den 23. dieſes Monats Martii 1679. eröffnet.

In der Reichs-Dictatur, den 23. Martii 1679.

AUff der Römiſch. Käyſerl. Majeſt. zu gegenwärtigen Reichs-tag bevollmächtigten höchſt-anſehentlichen Principal-Commiſſarii, des Hochwürdigſten Fürſten und Herrn/ Herrn Marquarden/ Biſchoffen ꝛc. unterm dato den 3. und 13. inſtehenden Monats Martii ertheilten Decreta und Beylagen/ haben Chur-Fürſten und Stände allhier anweſende Räthe/ Bottſchaffter und Geſander/ mit mehrerm gebührend vernommen/ welcher Geſtalt der Fried zwiſchen allerhöchſt-gedachter Ihrer Käyſerl. Majeſt. und beyden Cronen Franckreich und Schweden/ durch allerſeits Geſandſchafften zu Nimwegen/ am 5. Februarii jüngſthin geſchloſſen/ und unterſchrieben worden/ und was dieſelbe/ ſo wohl wegen der nebens Ihro/ auch von Reichs wegen darüber bedungenen Ratification, und ſonſten allergenädigſt fürſtellen und erinnern/ als auch/ daß die beeden Inſtrumentis Pacis angehengte Clauſulæ, keines wegs den verſtandt haben ſolten/ als ob ſie hierdurch ihrer Capitulation, und dem im Weſtphaliſchen Fried einverleibten §. Gaudeant &c. præjudiciren wolten/ ſondern was der jetzige Zuſtand alſo veranlaſſet/ auff keine Weiſe in einige Conſequenz gezogen werden könte noch ſolte/ kräfftigſt mithin verſichern laſſen.

Gleich wie man nun nicht ermangelt/ ſolches aller ſeiner Richtigkeit nach/ in behörig und reiffe deliberation zuſtellen/ alſo iſt in allen 3. Reichs-Collegiis geſchloſſen worden/ daß ſothane allergnädigſte Verſicherung/ von Chur-Fürſten und Ständen/ jedoch mit der Reſervation, und vor dißmahl zu acceptiren ſeye/ daß das jenige/ was ſo wohl wegen beſchehener Communication von dem Friedens-Werck/ als der Verordnung deß Inſtrumenti Pacis, in andere wege zu werden/ bey dieſer Kriegs-Unruhe/ vorgangen ſeyn mag/ denenſelben weder jetzt noch künfftig zum Nachtheil oder einigem Præjudice gereichen ſolle. Und dann allerhöchſt erwehnter Ihrer Kayſerlichen Majeſt. nicht allein vor die Communication beyder Friedens-Inſtrumenten, ſamt beygefügten Erklär- und Verwahrungen/ ſondern auch wegen dero zu Beförderung berührten Friedens/ höchſtrühmlich angewendeten eyffer/ und Reichs-Vätterlicher Sorgfalt/ maſſen hiermit beſchiehet/ allerunterthänigſte danck zu erſtatten. Und ob man zwar ebenmäſſig gewünſchet/ daß die in erwehntem Inſtrument begriffene Conditiones, zu Ihrer Käyſerlichen Majeſt. wie auch Chur-Fürſten und Ständen/ gröſſerer Conſolation und Vortheil außgeſchlagen wären/ weilen es jedoch jetzige zeiten und zufälle/ nicht anderſter haben erleiden wollen/ daß dahero zu abwendung fernern ruins und gefahr im Reich/ und deſſen dermahligen Beruhigung/ beyde gemeldter Friedens-Inſtrumenta, in allen ihren Articulis, von Reichs wegen ebenfals anzunehmen/ und zu confirmiren ſeyen/ mit dem allergehorſamſten Erſuchen/ Ihro Kayſerliche Majeſt. allergenädigſt geruhen wolten/ ſolche in Ihren/ auch im Nahmen Chur-Fürſten und Ständen/ noch vor Außgang deß zu endlenden Termins/ gut zu heiſſen/ zu ratificiren und zu beſtätigen/ und nachdem in mehegedachtem Friedens-Inſtrument, allerſeits verglichen und bedungen worden/ daß zwiſchen denen annoch kriegenden hohen Partheyen/ ehiſt möglichſt ein Stillſtand der Waffen getroffen/ und vermittelſt allerhöchſt erwehnter Ihrer Kayſerliche Majeſt. und des Reichs kräfftigen Interpoſition, dieſelbige nicht weniger verglichen werden ſollen/ als werden Ihro Kayſerl. Majeſt. hiemit noch ferner aller-unterthänigſt erſucht/ dero Reichs-Vätterl. vorſorg mit zuziehung Chur-Fürſten und Ständen/ allergnädigſt dahin noch weiter anzuwenden/ auff daß von allen im Krieg ſich noch befindenden hohen Theilen/ das bedungene Armiſtitium vor allen dingen angenommen/ darauff die Tractaten würcklich angetretten/ und möglichſter fleiß angekehret werde/ wie je ehe/ je beſſer/ die noch obhandene Differentien durch gütliche mittel und wege gehoben/ und mithin der allerſeits intendirte Univerſal-Friede erhalten/ und wieder hergebracht werden möge; Und weilen ſchließlichen auß denen beyden mit communicirten beylagen/ wie mehrerm zu vernehmen/ was Ihro Kayſerl. Majeſt. ſo wohl wegen der 10. vereinigten Elſaſſiſchen Reichs-Städten/ als auch übriger in dem Elſaß gelegener Reichs-Ständen/ wie auch der Metz-Tull- und Verdüniſchen Vaſallen/ ſo dann des Stiffts und Diœceſes Baſel/ der Abteyen Murbach und Luders nicht weniger der Stadt Straßburg/ und ſelbiger ohnmittelbahrer Reichs-Ritterſchafft/ ingleichen des Warnemündiſchen Zolls/ der Jurium der Hertzogen von Mecklenburg/ und der Stadt Brehmen/ und anderer noch unverglichener Reichs-Angelegenheiten halber/ durch dero Geſandtſchafft zu Nimwegen/ den 3. und 5. Februarii nechſthin reſpectivè reſerviren und declariren laſſen: Alſo wird ſolches gleichfalls allerdings genehm gehalten/ und Ihre Kayſerl. Majeſt. hierinn allerunterthänigſt erſucht/ Dero Reichs-Vätterliche vorſorge dießfalls noch ferners dahin allergnädigſt anzuwenden/ damit ſelbige nochmahlen gehöriger Orten weiter inſiſtirt, und dadurch ged. Reichs-Stände/ in dem Weſtfäliſchen Frieden-Schluß confirmirten Reichs immedietet, libertet, und all übrige Jura ungekränckt erhalten/ und ſonderlich dem §. Juſta Pacem Monaſterienſem. 27. Inſtr. Cæſ. Gallici, ein völliges vergnügen geſchehen möge. Wobey dann auch die wegen verſchiedener Reichs- und andern Städten in Franckreich und Schweden/ erlangten Handlungs-Freyheiten und Immunitäten/ möglichſt zu beobachten/ damit dieſelbe wieder erneuert/ und beſtättigt werden mögen. Worinn höchſtbeſagten Kayſerl. Herren Principal Commiſſarii Hoch-Fürſtl. Gnaden/ Chur-Fürſten/ Fürſten und Ständen/ dieß Orths anweſende Räthe/ Bottſchafften/ und Geſander ſich deſſen Fleiſſes und geziemend empfehlen/

Signat, Regenſpurg den 23. Martii an. 1679.

Quod hæc Copia cum vero ſuo Originali Collationata concordet, atteſtatur Ratisbonæ 23. Martii 1679.

(L. S.)

CANCELLARIA MOGUNTINA.

Concordat cum Copiâ Authenticâ Ratisbona huc miſſâ, Neomagi 19. Aprilis 1679.

(L. S.)

CANCELLARIA LEGATIONIS CÆSAREÆ.

Ratification de la Paix faite entre Leurs Majeſtés Imperiale & Tres Chreſtienne le 5. Fevrier 1679. de la part de la France échangée à Nimegue le 19. Avril.

LOUÏS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront: SALUT. Comme noſtre tres-cher & bien Amé Couſin le Sieur Comte d'Eſtrades Mareſchal de France, & Chevalier de nos Ordres; Noſtre bien Amé & féal le Sieur Colbert, Marquis de Croiſſi, Conſeiller ordinaire en noſtre Conſeil d'Eſtat; & noſtre bien Amé & féal le Sieur de Meſme, Comte d'Avaux, auſſi Conſeiller en noſtre Conſeil, nos Ambaſſadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires, en vertu des Plein-Pouvoirs que nous leur en avions donnés, auroient conclu, arreſté & ſigné le 5. du preſent Mois de Fevrier en la Ville de Nimegue avec le Sieur Jean Evêque de Gurc, Prince du Saint Empire & Conſeiller de noſtre tres-cher & tres Amé Frere l'Empereur, le Sieur Udalricq Comte de Khinsky &c. Et le Sieur Theodore Altheie Henry de Stratman, Conſeiller Aulique de noſtre dit Frere l'Empereur & de l'Empire, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de noſtre tres-cher & tres-Amé Frere l'Empereur, pareillement munis de Pleins-Pouvoirs, le Traité dont la teneur s'enſuit.

Fiat inſertio.

Nous ayant agreable le ſuſdit Traité de Paix, en tous & un chacun des Points & Articles, qui y ſont contenus & declarez, avons iceux, tant pour Nous, que pour Nos Heritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi, & ſous l'obligation & hypoteque de tous & chacuns de nos Biens preſens & à venir, garder, & obſerver inviolablement, ſans jamais aller, ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit; en témoin de quoy Nous avons ſigné ces preſentes de noſtre main, & à icelles fait appoſer noſtre Scel. Donné à St. Germain en Laye le 26. jour de Fevrier, l'an de grace 1679. & de noſtre Regne le 36.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas.

Par le Roi.

ARNAULD.

Iterata (1) Declaratio Legationis Cæſareæ, & ante ſubſcriptionem Inſtrumenti Pacis, Legatis Mediatoribus conſignata, pro conſervatione Jurium Imperii, circa & in Civitates Decem unitas, nec non Nobilitatem Immediatam Alſatiæ juxta tenorem Pacis Weſtphalicæ. Actum Noviomagi die 3. Februarii Stylo novo 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 456. & 457. en Latin & en François.]

POſtquam & rei æquitas & variæ Chriſtianiſſimi Regis antehac factæ conteſtationes, non ita pridem à Sereniſſimo Electore Bavariæ, in publicis Imperii Comitiis repetitæ promittebant, controverſias quæ Sacro Romano Imperio cum Sacrâ Regiâ Majeſtate Chriſtianiſſimâ ratione decem Civitatum unitarum, & Immediatæ Nobilitatis Alſatiæ, Vaſſalorum trium Epiſcopatuum Metenſis, Tullenſis & Verodunenſis, Epiſcopi & Diœceſis Baſilienſis, Abbatiarum Murbacenſis, & Ludetenſis, Civitatis Argentinenſis, aliorumque intercedunt, ſi de eis in hoc Pacis Congreſſu conveniri non poſſet, ad placitum antehac arbitrium remiſſum iri; non dubitaverat Legatio Cæſarea, quin Excellentiſſimi Domini Legati Gallici id admiſſuri fuiſſent. Cùm verò eò induci non potuerint, præferentes, ſe de iis controverſiis nihil ſcire, aut informatos eſſe, maluit quidem Legatio Cæſarea Articulum, quem Projecto ſuo Pacis Cæſareo-Gallicæ, de renovando dicto arbitrio inſeruerat, omittere, quàm Paci ardentiſſimis omnium votis exoptatæ ulteriores moras poni, prius tamen ad Protocollum Excellentiſſimorum Dominorum Legatorum Mediatorum, coram ipſis D. D. Galliæ Legatis ſolemniſſimè proteſtata, per hanc omiſſionem nihil Imperii Juribus præjudicari, ſed ea potiùs uti in Pace Monaſterienſi, quæ hoc Tractatu, quem cum præmemoratis D. D. Galliæ Legatis, concluſum it, per omnia confirmatæ fundata ſunt, ſarta tecta ſervari: quam interpoſitam Proteſtationem Legatio Cæſarea ante ſubſcriptionem Pacis hiſce repetere, & D. D. Legatos Mediatores ſimul enixè rogare voluit, ut eandem, in futuram rei memoriam, ad Mediationis & Relationum ſuarum commentarios referre non graventur. Noviomagi die 3. Februarii, Stylo novo, 1679.

JOANNES *Epiſcop. & Princeps Gurcenſis.*

FRANCISCUS UDALRICUS *Comes Khinsky.*

T. A. HENR. STRATMAN.

Declaration des Miniſtres de Liege portant qu'ils ne voudroient pas que la Paix de l'Empereur & de l'Empire fut empêchée ou retardée au ſujet de l'affaire de Bouillon. A Nimegue le 2. Fevrier 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 401.]

LEs ſouſſignés ayant appris que la Declaration par eux faite cy-devant, au ſujet du Duché de Bouillon, ne donne pas appaiſement entier à Meſſieurs de l'Ambaſſade Imperiale, & que l'on eſt ſur le point de rompre le Traité pour reſpect dudit Bouillon, Meſſieurs les Ambaſſadeurs de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne ayant declaré ouvertement, d'avoir ordre précis du Roy au ſujet dudit Bouillon, declarent que leur avis & ſentiment eſt, que la Paix ne doit eſtre retardée en aucune façon pour ledit Duché de Bouillon, eſtans perſuadés que S. A. E. l'Eveſque & Prince de Liege, & ſon Egliſe a plus d'inclination pour la Paix ſi neceſſaire à l'Empire, que de l'empeſcher ou retarder pour ce ſujet. Fait à Nimegue le 2. de Fevrier,

Eſtoit ſigné

à l'Original,

LAURENT DE CHARNEUX,

FERDINAND VANDER REKKEN.

Proteſtatio Legationum DANICÆ *&* BRANDEBURGICÆ *contra Pacem Cæſareo-Gallicam inſtantem. Exhibita* $\frac{24.\ Januarii}{5.\ Februarii}$ 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag 466.]

LEgationes Danica & Brandeburgica certiores factæ, Cæſaream Legationem Pacem cum Dominis Legatis Gallicis pepigiſſe, & concluſiſſe particularem, excluſis, non modò Regiâ ſuâ Majeſtate Danicâ, & Serenitate ſuâ Electorali Brandeburgicâ, ſed & datis, acceptiſque ejuſmodi Pacis conditionibus & legibus, quæ in ipſarum præjudicium manifeſtè tendunt, ſuarum eſſe partium duxerunt, Cæſareæ Legationi hiſce ob oculos ponere, quantoperè illa Pax particularis & Fœderum religioni, & toties repetitæ fidei, imò æquitati, ipſique Juſtitiæ adverſetur ac repugnet. Exigunt enim Fœdera:

Primò, ut nemo Fœderatorum abſque alterius participatione Negotiationem ſive Tractatum Pacis vel Armiſtitii aggrediatur, & quæ circa dictam Negotiationem occurrunt unus alteri invicem communicet.

Secundò, ut nemo horum Pacem cum hoſtibus communibus ineat particularem, ſed

Tertiò ut alter alteri eadem Jura, Immunitates, Executiones, Prærogativas, & ſecuritatem ab hoſtibus, eorum-

---

(1) Cette Declaration ſe trouve inſerée entre les Annexes de la Paix de l'Empire avec la Suede dans les Actes de Nimegue, & dans la premiere Edition de ce Grand Recueil de Hollande, mais mal. Il eſt evident qu'elle appartient uniquement au Traité avec la France, & que la Suede n'y avoit point d'interêt. [DUM.]

eorumque Adhærentibus & Fœderatis paciſcatur, quæ pro ſemetipſo ſtipulatus & adeptus eſt

Nullam autem harum Fœderis Legum à Cæſareâ Legatione obſervatam, ſed contrà, multa in præjudicium ſuæ Regiæ Majeſtatis Danicæ, & ſuæ Serenitatis Electoralis Brandeburgicæ ab ipſâ acta & peracta, eſſe, in comperto eſt: itaque prædictæ Legationes conqueruntur,

Primò Pacem initam eſſe particularem, quum tamen ipſæ ſimul illam etiam æquis minimèque duris conditionibus facere, uti ſemper hactenùs, ita hoc maximè tempore promptas, paratasque ſe eſſe oſtenderint

Deinde plurimas & quidem maximi momenti res, quæ ad ſuos Sereniſſimos Dominos potiſſimum ſpectabant Ipſis inſciis peractas.

Fœderatorum porrò intereſſe ac ſecuritatem planè neglectam & poſthabitam; quin potiùs apertam hoſti viam & occaſionem relictam, datamque eſſe in Bellum inferendi, quos defendere oportebat.

Denique quod omnium minimè ferendum, Legationem Cæſaream præſentium Legationum Danicæ & Brandeburgicæ ſeſe immiſcuiſſe negotiis, inauditoque planè exemplo in præjudicium Regum & Principum, ut & Jurium & libertatis omnium Imperii Statuum de iis tractaſſe, imò Imperii Decreta, Sententiasque pro defenſione, & ſatisfactione quorundam ejus Statuum latas reſcindere voluiſſe, quod ne ipſe Judex quidem, Partibus inſciis, nec citatis, nec auditis, facere poteſt, & eò minùs à Legatione Cæſareâ fieri debuiſſet, quum nullâ ab Imperio poteſtate ad hoc inſtructa ſit, neque inſtrui potuerit, quumque ei Principes ad quos hæc res maximè ſpectat, nunquam in eam conſenſerint.

Quum igitur hâc procedendi ratione ſua Regia Majeſtas Daniæ, & ſua Serenitas Electoralis Brandeburgica graviter lædantur, non poſſunt non ipſarum Legationes quàm ſolenniſſimè contra Pacem iſtam particularem proteſtari ac ea omnia repetere, quæ antehac Cæſareæ Legationi in hâc cauſâ partim oretenus, partim ſcriptis propoſuerunt. Contradicunt itaque Paci huic particulari & diſſentiunt in omnibus & ſingulis quæ quidem contra religioſè ſancita Fœdera, promiſſa, obligationes, Jura & ſecuritatem ſuæ Regiæ Majeſtatis Daniæ, & ſuæ Serenitatis Electoralis Brandeburgicæ in ipſarum præjudicium cum inimicis jam concluſa ſunt, & declarant quòd Pacta iſta ſint debeantque eſſe invalida, irrita & nulla: poſtremò reſervant ſuæ Regiæ Majeſtati Danicæ, & ſuæ Serenitati Electorali Brandeburgicæ quæcumque vigore Fœderum, Promiſſorum, Conſtitutionum, Decretorumque Imperii vel ullo alio Jure tituloque ipſis competunt & debentur.

Neomagi, die $\frac{\text{14 Januarii}}{\text{3. Februarii}}$ *Anno* 1679.

Proteſtatio earumdem Legationum DANICÆ *&* BRANDEBURGICÆ, *contra Pacem inſtaatem Cæſareo-Suecicam. Dat. Neomagi* $\frac{\text{25. Januarii}}{\text{4. Februarii}}$ 1679 [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III pag. 472.]

LEgationes Danica & Brandeburgica intelligentes Cæſaream Legationem cum Suecicis Dominis Legatis in id incumbere, ut Pax quoque inter ſuam Cæſaream Majeſtatem, & ſuam Regiam Majeſtatem Sueciæ propediem componatur, ſibi perſuadent, Cæſaream Legationem cum Dominis Legatis Suecicis, ſaltem Pacem haud pacturam eſſe particularem, excluſis iis, quibus præcipuè Bellum cum Sueciâ eſt. A quâ quidem injuriâ eam eò alieniorem fore confidunt.

Primò, quòd jam inde ab initio Tractatuum Sereniſſimi ipſorum Domini magnâ cupiditate Pacem cum Sueciâ æquis conditionibus faciendi flagrarint, eorumque Legationes nihil quidquam, quod eidem promovendo inſervire potuit omiſerint.

Deindè, quòd eo fine prædictæ Legationes jam aliquot abhinc Hebdomadibus Domino Mediatori Anglico projecta Pacis tradiderint, reddenda Dominis Legatis Suecicis, ſtatim ac ea ſuâ quoque parte aliqua exhibuerint. Præterea, quòd concedendo Suecicis Legatis liberum Litterarum Commercium, omnem prætextum refugiendi Pacis negotiationem ſubtraxerint

Denique, quòd cauſa Regis Sueciæ, à cauſâ Regis Galliæ multùm differat: cum hoc namque Cæſarea Sua Majeſtas, & Imperium Bellum geſſere ſolenne, contra illum verò quâ Statum Imperii, & fractæ Pacis publicæ reum, & condemnatem Judicis officio defuncti fuere, non niſi mandatis pœnalibus contra eundem decretis & publicatis.

Quocunque autem modo Cæſarea Sua Majeſtas cum ſuâ Regiâ Majeſtate Sueciæ reconciliabitur, prædictæ Legationes à Cæſareâ contendunt, ut ne quidquam contra Leges, Conſtitutiones, Fidejuſſionem, Decretaque Imperii, & contra religioſè ſancita Fœdera, Promiſſa, Obligationes & alia quæcumque Jura in Sereniſſimorum Dominorum ſuorum præjudicium, agere, facere aut omittere velit.

Quòd ſi verò Cæſarea Legatio præter omnem ſpem, neglectâ hac multiplici obligatione in præjudicium eorum quidquam fecerit aut omiſerit, hoc caſu prædictæ Legationes non poſſunt, quin de injuria damniſque Sereniſſimis ſuis Dominis hac ratione illatis quàm ſolenniſſime proteſtentur. Repetentes quæcumque contra Cæſareo-Gallicam Pacem declararunt, Sereniſſimiſque Dominis ſuis reſervarunt.

Neomagi $\frac{\text{25 Januarii}}{\text{4. Februarii}}$ 1679.

Proteſtatio nomine Principum ERNESTI AUGUSTI, GEORGII WILHELMI, *&* RUDOLPHI AUGUSTI, *reſpectivè Epiſcopi Oſnabrugenſis & Ducum Brunſwicenſium, contra Pacem Cæſaream Neomagenſem exhibita* $\frac{\text{25 Januarii}}{\text{4. Februarii}}$ 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 492]

SEreniſſimorum Principum Domini Erneſti Auguſti, Domini Georgii Wilhelmi, & Rudolphi Auguſti, reſpectivè Epiſcopi Oſnabrugenſis, & Ducum Brunſwicenſium ac Lunæburgenſium Miniſtri Plenipotentiarii intelligentes Exc. Cæſaream Legationem cum Gallicâ particularem iniiſſe Pacem, & in eo eſſe, ut idem cum Sueciâ quamociùs peragat, officii ſui eſſe exiſtimarunt, dictæ Legationi Cæſareæ exponere, quantâ cum conſternatione & ægritudine perceperint, Excellentiſſimos Dominos Legatos non ſolum poſthabitis Sereniſſimis Ducibus ſeparatam compoſuiſſe Pacem, quod tamen & ipſum Fœderi, quod cum Sacra Cæſarea Majeſtate Serenitatibus ſuis intercedit, & cujus tenore non aliter quàm conjunctim, & pari cum ipſis paſſu inchoanda illa, multò magis conſtituenda erat, contrariatur; ſed & ejuſmodi in ea conditionibus adſtipulatos eſſe, quæ dicto Fœderi æquè quàm Legibus & Conſtitutionibus Imperii manifeſtò reclamant, quæque & ab Auguſtiſſimi Imperatoris Officio alienæ ſunt, & ſacrum, quo Status Imperii continentur, vinculum ſolvunt.

Etenim dum Sereniſſimi Duces, quorum merita erga Imperium ſatis innotuerunt, quique non aliam ob cauſam quàm quòd pro eo certarunt, Reges Galliæ Sueciæque hoſtes habent, in hoſtium Coronæ Galliæ numerum referuntur, ſimul nunc ab Imperio ipſis detrahitur auxilium, armis quoque exponuntur, contra quæ Concives ſuos pro viribus defenderant. Cum verò hac ratione maximum accipiant detrimentum ac præſentiſſimo periculo onerentur, & ſupra memorati Domini Legati Cæſarei ne quidem eo uſque dictæ Pacis concluſionem extrahere voluerint, quò infra ſcripti Miniſtri Tractatibus hujus loci accedere, & ut adverſa pars Mandatis ad id neceſſariis ſeſe inſtrueret, obtinere potuerint, Infra ſcripti Miniſtri omittere non poſſunt, quin contra hanc à Cæſareâ Legatione initam particularem Pacem quàm ſolenniſſimè & optimâ quâ fieri poteſt formâ proteſtentur, reſervantes Sereniſſimis Ducibus Dominis ſuis Clementiſſimis omnia & ſingula Jura, quæ Ipſis vigore Fœderis, Conſtitutionum Imperii & uſu Gentium ullo modo competunt, & in conſpectu hujus Orbis Concilii declarantes, excuſatos illos fore ab omnibus iſtis malis, quæ per ſeparatam hanc Pacem Sacrum Romanum Imperium poterunt manere.

Noviomagi die 25. Januarii 1679.

Proteſtatio Nuncii Apoſtolici iterata contra Pacem Weſtphalicam, & Neomagenſem, quatenus Weſtphalica illius baſis & Norma conſtituta eſt. Da-

tum Neomagi 7. Februarii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 496.]

ALoyſius Dei & Apoſtolicæ Sedis gratiâ Patriarcha Alexandrinus S. D. N. Innocentii Divinâ providentiâ Papæ XI. Nuntius Extraordinarius. Acerbiſſimis diſcordiis ardente Chriſtianâ Republicâ cùm Beatiſſimus Innocentius XI. ad Apoſtolici muneris onus eſſet evocatus, nihil majus in votis habuit, quàm quòd vehementiſſimè adhuc Cardinalis concupierat, ut conciliatis Catholicorum Principum animis, exuperata tandem tranquillitas tot afflictis diuturno Bello iisque florentiſſimis Provinciis reſtitueretur. Nullis ideò nec precibus apud Deum, nec Officiis & hortationibus apud Principes huic Paternæ ſuæ ſollicitudini defuit: donec ad Tractatus generales Pacis in hac Urbe inſtitutos, me immerentem, ac tanto muneri imparem Charitatis ſuæ Interpretem delegit, in omnibus iis conſiliis poſthabitis, quæ in contrarium ſuadere videbantur. Cùm igitur me huc contuliſſem, omni ſtudio ac contentione, ſicuti omnibus notum eſt, pro virium mearum tenuitate curavi, ut ſuperatis iis difficultatibus, quæ graviſſimum Bellum protrahebant, concordiâ tandem coaleſceret, eâ tamen ſemper mente fiduciâ, ne quid injuriæ ac detrimenti in ipſâ Pacis ſanctione Orthodoxæ Religioni, atque Sedis Apoſtolicæ & Eccleſiarum Juribus inſerretur. Sed quotidie magis Divinâ miſericordiâ operante, rebus ad compoſitionem tendentibus, maximo animi mei angore percepi, inter Principes belligerantes concordiam ita parari; ut Pacificatio Weſtphalica pro illius normâ, baſi & fundamento conſtitueretur. Quapropter non ſolùm ſtatim præſentiam meam à poſtremis hiſce Tractatibus ſubduxi, ac Pacis ſubſcriptioni intereſſe nolui, ne exinde aliquid roboris aut aſſenſûs præſenti Pacificationis Weſtphalicæ confirmationi adjicere viderer, verùm etiam ne ullo unquam tempore ſilentium meum pro acquieſcentiâ interpretari poſſit, nec non obviam iturus quibuſcunque aliis præjudiciis, inhærendo tum ſpeciali ejuſdem S. D. N. Papæ Mandato, de quo ex Literis in forma Brevis ſub die 14. Maii 1678. ad me datis plenè conſtat, tùm Proteſtationi per Epiſcopum Nerithonenſem Nuntium Apoſtolicum die 26. Octobris Anni 1648. interpoſitæ adverſus præjudicia per Pacem Weſtphalicam Catholicæ Religioni, & S. Sedis ac Eccleſiarum Germanicarum Juribus illata, atque ſubſequutæ præfatorum præjudiciorum revocationi, & irritationi per felicis Memoriæ Innocentium X. ſub dato Romæ 26. Novembris ejuſdem anni 1648. Cùm demùm inhærendo Declarationibus ac Proteſtationibus per me ore & ſcripto factis & repetitis, ac Excellentiſſimis D. D. Legatis Imperialibus & Gallicis, ejuſmodi pericula tempeſtivè præveniendo, ſub diebus 30, & 31. Octobris anni proximè elapſi exhibitis, ſolemniter declaro, & proteſtor omnibus melioribus modo, viâ, Jure, cauſâ, & formâ, quibus pro Officii mei ratione poſſem, & debeo me, quamvis Tractatibus Pacis Generalis in hac Urbe ſanciendæ præſentem, nullatenus conſenſiſſe, vel etiamnum conſentire confirmationi dictæ Pacis Weſtphalicæ, aut cuicumque alteri, vel minimo Religionis Catholicæ, Sedis Apoſtolicæ, ac quarumcumque Eccleſiarum præjudicio; ac detrimento; Imò prædictam Pacem, eâ quâ fungor auctoritate rurſus reprobo & impugno, juraque tàm S. Sedis, quàm quarumcumque Eccleſiarum ſalva ac illæſa, non obſtantibus verum annullatis omnibus & quibuſcumque Actibus, Pactionibus, ac Tractatibus in contrarium facientibus, fore, & eſſe omni meliori modo ut ſupra declaro, & proteſtor, ità ut nullo unquam tempore mea, ut ſupra, acquieſcentia, aut conſenſus allegari valeat. Ad quorum omnium, & ſingulorum ampliorem diuturnioremque notitiam, atque evidentiam apud abſentes quoque & poſteros adſtruendam, has præſentes Litteras manu meâ ſubſcriptas, majori meo Sigillo munitas, extare volui. Datum Neomagi ſeptimo Feb. 1679.

Loco ✠ Sigilli.

A. BEVILAQUA. Patr. Alexand.

AUGUSTINUS PINCHIAVIUS
Nuntiaturæ Apoſt. Audit.

Declaratio & Proteſtatio Legationis Cæſareæ, in Articulo Pacis pangendæ cum Suecis facta, de vero ſenſu Articulorum tertii & quinti, nec non de Telonio Warnemundenſi, & Juribus Ducum Mecklenburgenſium uti & Civitatis Bremenſis. Actum Neomagi 5. Februarii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 459.]

CUm de Articulo tertio Tractatus Cæſareo-Suecici multum difficultatis fuerit, cui tollendæ Excellentiſſimi Domini Legati Suecici palam conteſtati ſint, diſpoſitionem iſtius Articuli eò extendi non poſſe, ut à Sacrâ Cæſareâ Majeſtate & Imperio, Principes in Bello manentes, Articulo quinto nominati, ad reſtitutionem Pacis Weſtphalicæ Oſnabrugenſis obligari debeant, ſed virtute Articuli quinti hanc rem ad particulares Tractatus remitti, ſe tamen hanc ſuam Declarationem in Tractatu, cui ſubſcripturi ſint, admittere non poſſe, Legatio Cæſarea operæ pretium duxit; Excellentiſſimos Dominos Mediatores, ante Tractatus Cæſareo-Suecici ſubſcriptionem enixè rogare, ut prædictam Dominorum Legatorum Sueciæ Declarationem, à Nobis acceptam, congruo loco ad Mediationis & relationum ſuarum commentarios referre non graventur: Et ſimul meminiſſe, quod Articulus Projecti Cæſareo-Suecici de Telonio Warnemundenſi, & Juribus Dominorum Ducum Mecklenburgenſium, uti & Civitatis Bremenſis in ipſo Tractatu ideo tantum omiſſus ſit, quòd Domini Legati Suecici conſtanter negarint, ſe de his ab Aulâ ſuâ, ob impeditam correſpondentiam, necdum informatos & inſtructos eſſe, Cæſarea verò Legatio eam ob rem ulteriores moras Paci poni noluerit, cùm etiam abſque ejuſmodi ſtipulatione, Jura clara ſint, & Cæſaris & Imperii Protectione tuta.

Noviomagi, quintâ Februarii, Stylo Novo, 1679.

JOANNES *Epiſc. & Princeps Gurcenſis.*

FRANC. UDALRICUS *Comes Khinsky.*

T. A. HENR. STRATMAN.

Proteſtatio D. D. Capituli LEODIENSIS *contra Pacem Cæſareo-Gallicam ratione Ducatus Bullionenſis. Actum 15. Februarii* 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 501.]

DEcanus & Capitulum Cathedralis Eccleſiæ Leodienſis viſo Tractatu Pacis Germano-Gallicæ, tot votis expetitæ, coguntur ex neceſſitate Juramenti, quo erga dictam Eccleſiam obligantur, declarare, prout declarant, Articulum vigeſimum octavum, Ducatum Bullonienſem concernentem, citra ullum ipſorum Mandatum, aut conſenſum fuiſſe, & eſſe inſertum, neque inſeri debuiſſe; Quia notorium eſt, dictum Ducatum ab Imperio ſeparatum eſſe, & independentem; Ideoque ſperant fore, ut integrum jus Eccleſiæ Leodienſi, quæ nullas in præſenti Bello habuit partes, permaneat, conteſtando, quòd hac Declaratione nullatenus intendant dictum Tractatum aliunde convelli. Datum Leodii & loco Capitulari hac decimâ quintâ Februarii, Anno XVIC. ſeptuageſimi noni, ſub ſignaturâ noſtri Secretarii Jurati, & Sigilli noſtri conſueti impreſſione, &c.

De Mandato Reverendorum, admodum Perilluſtrium & Generoſorum Dominorum meorum præfatorum.

GEELREE.

Proteſtatio MAXIMILIANI HENRICI *Archi-Epiſcopi & Principis Electoris Colonienſis, ac Epiſcopi & Principis Leodienſis contra Pacem Cæſareo-Gallicam Neomagenſem, ratione Ducatus* Bullionenſis. *Datum Coloniæ die 17. Februarii* 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 503.]

Sere-

ANNO 1679.

SEreniſſima ſua Celſitudo, Dominus Maximilianus Henricus, Archi-Epiſcopus & Princeps Elector Colonienſis, Epiſcopus ac Princeps Leodienſis, &c. viſo Tractatu Pacis Cæſareo-Gallicæ tot votis expetitæ, cogitur ex neceſſitate Juramenti, quo erga dictam Eccleſiam Leodienſem obligatur, declarare, prout declarat, Articulum vigeſimum octavum, Ducatum Bullionenſem concernentem, citra ullum ipſius Mandatum aut conſenſum fuiſſe & eſſe inſertum, neque inſeri debuiſſe, quia notorium eſt dictum Ducatum ab Imperio ſeparatum eſſe & independentem, ideoque ſperat fore, ut integrum jus eidem Eccleſiæ Leodienſi, quæ nullas in præſenti Bello habuit partes, permaneat, conteſtando, quòd hâc Declaratione nullatenus intendat, dictum Tractatum aliunde convelli. Signatum Coloniæ 17. Februarii 1679.

MAXIMILIANUS HENRICUS, *Archiep. & Elector Coloniæ.*

FR. SCHÖNHEIM.

Nähere Proteſtation des Chur-Brandenburgiſchen Geſandtens wieder den Kayſerlich-Frantzöſiſch- und Schwediſchen Frieden. Ubergeben den $\frac{8}{18}$ Februarii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 475.]

C'eſt-à-dire,

Ulterieure Proteſtation des Ambaſſadeurs Electoraux de BRANDEBOURG *contre la Paix faite par l'Empereur avec la France & la Suede. A Nimegue le* $\frac{8}{18}$ *Fevrier 1679.*

ES wird ſich die Hochanſehnliche Kayſerl. Geſandſchafft verhoffentlich annoch wiſſen zu erinnern: Was maſſen der Endesbenanter Chur-Brandenb. zu den hieſigen Friedens-Tractaten Gevollmächtigter Geſandter in denen wieder die mit den Frantzöſ. und Schwediſchen Geſandſchafften einſeitig geſchloſſene und gezeichnete Friedens-Tractaten hiebevor eingelegten Proteſtationibus ſich unter andern darüber beſchwehret/ daß ſie die Kayſerl. Geſandſchafft im Nahmen des Heil. Röm. Reichs Chur-Fürſten/ Fürſten und Ständen unterſchiedene ſachen/ welche ohne Höchſt- und Hochgemelter Chur-Fürſten/ Fürſten und Stände vorwiſſen und bewilligung von Kayſerl. Majeſt. allein nicht können noch mögen verrichtet werden/ bey ſchlieſſung obgem. Friedens-Tractaten abzuthun und zu determiniren angemaſſet.

Und weiln Hoch und Wolgeb. Kayſerl. Geſandſchafft dieſes Ihr verfahren auff ein Anno 1677. den 31. Maji an Kayſerl. Majeſt. ergangenes und in beyden obgem. Friedens-Tractaten Articulis ultimis angezogenes und vorgeſchützetes Reichs-Concluſum gründen/ und daſſelbe damit behaupten und autoriſiren wollen/ ohne jedoch ſolches Concluſum, wie begehret worden/ zu communiciren.

Hat obgeb. Chur-Brandenb. Geſandter/ was doch dieſes für ein Reichs-Concluſum ſeyn möchte/ anderwertlich zu erfahren und zu erhalten ſich bemühet/ und/ wie er ſolches erlanget/ alſobald darauß erſehen/ daß es damit eine gahr andere beſchaffenheit als vorgegeben worden/ habe/ und der Kayſerl. Geſandſchaft und ihre angemaſſete Mache darauß zu behaupten keines wegen zu ſtatten kommen können/ ſondern vielmehr eine Tacitam Contradictionem & Proteſtationem wieder ſolche unförmliche Friedens-Tractaten in ſich begreiffe: Sintemahlen in ſelbigem Concluſo oder Reichs-guhtachten Ihre Kayſerl. Majeſt. von ſeiten der Chur-Fürſten/ Fürſten und Ständen allergehorſamſt erſuchet worden

I. Daß nachdeme ſie Hochſtrühmlich conteſtiret/ den allgemeinen Frieden zu beförderen/ ſie geruhen wolten/ ſich dieſes ſo hochnötige und heilſahme Friedenswerck zu beruhigung und wolfahrt des Heil. Röm. Reichs noch ferner allergnädigſt angelegen ſeyn zulaſſen/ und

II. Vermöge §. Gaudeant. Inſtrumenti Pacis auch von ſelbſt gethanem allergnädigſten erbieten nach von allen denjenigen/ was bey denen vorweſenden Friedens-Tractaten jedermahl vorkehme/ allergnſt. und zeitl. communication zuthun/ damit

III. Von Chur-Fürſten/ Fürſten und Ständen insgeſamt erheiſchender nohturfft nach auffm Reichstag zu Regensburg zu forderſt reifflich darüber deliberiret/ und ſolchem nach allerhöchſtged. Ihr Kayſerl. Majeſt. mit einem allerunterthänigſten guhtachten dem herkommen gemäß an hand gegangen werden möchte; Wobey ſie auch

IV. Zu Ihro Kayſerl. Majeſt. das allerunterthänigſte vertrauen getragen/ ſie geruhen würden/ dero Geſandſchaft alhier zu Nimwegen bey vorgem. Friedens-Tractaten allergnädigſt zu committiren/ derjenigen Stände Geſandten/ ſo ſich hieſelbſten einfinden möchten in deren deſideriis möglichſt zu aſſiſtiren/ und ſolche zu gewürigem effect beförderen zu helffen. Welches in Reichs-guhtachten und ſuchen Ihr. Kayſerl. Majeſt. beſage des hernacher nehmlich den 6. Julii 1677. darauff von dem Kayſerl. zu gegenwertigem Reichstag Gevolmächtigten Hochanſehnlichen Principal-Commiſſario per dictaturam communicirten Reſponſi nicht allein in allen Puncten gnädigſt deferiret/ ſondern auch noch (welches wohl zu notiren ſtehet) mit außdrücklichen worten ſich erbohten/ ohne der Chur-Fürſten/ Fürſten und Ständen vernehmung in der hauptſache nichts endliches zu ſchlieſſen.

Wie wenig aber die Kayſerl. Geſandſchafft hier auff reflectiret habe/ und wie wenig ſich ihr angemaſſetes thun auß dieſem Reichs guhtachten autoriſiren und behaupten laſſe/ iſt leichtlich zu erſehen/ wann man daſſelbe mit dem klahren buchſtaben iſt angezogenen Reichs guhtachtens zuſammen hält: dann

I. Seind Ihr. Kayſerl. Majeſt. von Chur-Fürſten/ Fürſten und Ständen nicht erſuchet worden/ gleich wie die Kayſerl. Geſandſchafft in obangezogenen Articulis vorgiebet: Ut Electorum, Principum & Statuum Imperii intereſſe per ſuam Cæſaream Legationem in hoc Congreſſo agi curet. Sondern nur/ daß Ihr. Kayſerl. Majeſt. das Friedens-werck/ gleich wie ſie ſich ultro erboten gehabt/ alſo noch ferner zur beruhigung und wolfahrt des Heil. Röm. Reichs ſich allergnädigſt angelegen ſeyn laſſen wolten.

II. Haben Chur-Fürſten/ Fürſten und Stände ſolches nicht ſo blos-hin zu thun erſuchet/ weniger ſich dadurch Ihres Rechts begeben/ ſondern zuforderſt communication davon begehret/ und hat man ſich darüber zum höchſten zu beſchwären/ daß ſolche von dem/ was die Kayſerl. Geſandſchafft zu letzt und hauptſächlich abgehandelt/ und geſchloſſen/ der Reichs-verſamblung zu Regensburg gahr nicht vor dem ſchluß/ auch vorged. hier anweſenden Chur-Brandenb. Geſandten nicht der gebühr/ noch zu rechter zeit/ ſondern dann und wann/ und zwar nur ſtückweiſe/ auch meiſtens nach geſchehener ſache erſt gethan worden

III. Haben Chur-Fürſten/ Fürſten und Stände in vorerwehntem ihrem Reichs-Concluſo prætendiret/ über das communicirte zuforderiſt reifflich zu deliberiren/ und Ihr. Kayſerl. Majeſt. dem herkommen gemäß mit ihrem guhtachten an hand zu gehen.

Gleich wie aber von Kayſerl. Seiten nicht die behörige communication geſchehen iſt/ ſo hat man auch an ſeiten Chur-Fürſten/ Fürſten und Ständen vor dem ſchluß darüber nicht deliberiren/ weniger deroſelben guhtachten an Kayſerl. Maj. ergehen laſſen können/ ſondern die Kayſerl. Geſandſchafft hat ohne der Chur-Fürſten/ Fürſten und Stände vorwiſſen und zuthun in der gantzen hauptſache/ und den importanteſten dingen einen endlichen/ und in etlichen Puncten ſolchen ſchluß gemachet/ wobey die Chur-Fürſten/ Fürſten und Stände zum höchſten præjudiciret/ und ſie in ihren Juribus mercklich lædiret worden/ inmaſſen auß denen bereits eingelegten Proteſtationibus mit mehrem zu erſehen iſt.

IV. Haben Chur-Fürſten/ Fürſten und Stände zu Ihr. Kayſerl. Majeſt. das vertrawen getragen/ ſie würden dero Geſandſchafft bey vorgem. Friedens-Tractaten allergnädigſt committiret haben/ derjenigen Stände Geſandten/ ſo ſich hieſelbſten zu Nimwegen einfinden möchten/ in deren deſideriis möglichſt zu aſſiſtiren/ und ſolche zu gewürigem effect beförderen zu helffen

Die Kayſerl. Geſandſchafft aber hat ſolches nicht allein nicht gethan/ ſondern/ an ſtatt ſchuldiger aſſiſtentz und hülffe ſich in derſelben affaires, und ungeacht der Chur-Brandenburgiſchen Geſandſchafft gegenwart/ ohne vorwiſſen und zuthun in der Ihr anvertrauete verrichtungen gantz und gahr eigenmächtiger weiſe gemiſchet/ und zu S. Chur-Fürſtl. Durchl. zu Brandenburg höchſtem præjudiz unterſchiedene dinge mit den Feinden paciſciret.

Demnach nun mehr Hoch- und Wolgeb. Kayſerl. Geſandſchaft obgemeltem Reichs Concluſo oder Guhtachten allerdings zu wieder gehandelt/ und durch einſeitiges verfahren die Freyheit und Rechte aller Chur-Fürſten/ Fürſten und Stände/ in ſpecie Höchſtgeb. Seiner Chur-Fürſtl. Durchl. zu Brandenburg ſehr gekräncket/ und zu noch mehrerer verſchmälerung ſolcher Jurium den letzten Articul ihres mit den Frantzöſiſchen Geſandten ſeparatim gemachten Friedens auch noch dieſes angeſchmieret hat/ daß die Proteſtationes oder Contraventiones, welche von Reichs wegen wieder die ſubſcription dieſes einſeitigen Friedens geſchehen möchten/ nicht angenommen werden/ noch gültig ſeyn ſollen.

Alles dasjenige aber/ was ſolcher geſtalt wieder die Auream Bullam, die beſchworne Kayſerl. Wahl-Capitulation, Reichs-Conſtitutiones, und in ſpecie, wieder das Inſtrumentum Pacis Weſtphalicæ. §. Gaudeant, von Kayſerl. Geſandſchaft verhänget und paciſciret werden wollen/ ipſo jure unkräfftig/ null/ und nichtig iſt.

Als kan obgeb. Chur-Brandenburgiſcher Geſandter nicht umbhin/ nochmahls und abſonderlich wieder dieſen in der ſämtlichen Chur-Fürſten/ Fürſten und Ständen/ und abſonderlich der Chur-Fürſtl. Durchl. zu Brandenburg ſeines Gnädigſten Herrn/ jura von Kayſerl. Geſandſchaft gethanen eingriff ſeines ohrts feyerlichſt zu proteſtiren; thut es auch hiermit dergeſtalt und alſo/ daß er alles/ was ipſo jure und an ſich ſelbſt nul und nichtig iſt/ auch davor thut halten:

Darnach reſerviret er Hochſlgd. Seiner Chur-Fürſtelichen Durchl. alle dero aus obangezogener Aurea Bulla, beſchwohrner Kayſerl. Wahl-Capitulation, Conſtitutionibus Imperii, Inſtrumento Pacis, & hujus §. Gaudeant zuſtehende Rechte und Gerechtigkeiten.

Endlich/ wegen der übrigen Præjudiciorum, ſo von Kayſerl. Geſandſchaft wieder die Fœdera und andere Jura Seiner Chur-Fürſtl. Durchl. durch obgem. ſeparatum modum tractandi und einſeitige Friedens-Tractaten zugefüget werden wallen/ beziehet er ſich auff die hiebevor beſchehene und eingegebene vorſtellungen/erinnerungen/contradictionen und proteſtationen in datis den $\frac{5}{15}$ Decemb. 1678. item den $\frac{28\ \text{Decemb.}}{7\ \text{Januarii}}$ den $\frac{2}{12}$ ejuſdem, den $\frac{1\ \text{Februarii}}{22\ \text{Januarii}}$ den $\frac{3\ \text{Februarii}}{24\ \text{Januarii}}$ und den $\frac{4\ \text{Februarii}}{25\ \text{Januarii}}$ dieſes Jahrs/ welche er alhier ſamt und ſonders wiederholet haben wil/ der feſten zuverſicht lebende/ Ihre Kayſerl. Majeſt. nachdem ſie hiervon gebührend werden benachrichtiget ſeyn/ ja auch die Crohn Franckreich ſelbſt/ als welche dem Röm. Reiche und deſſelben Chur-Fürſten/ Fürſten und Ständen ihre Jura, wegen derer infraction hiebevor ſo viele blut vergoſſen/ und welche endlich nach ſo groſſer bemühung durch den Weſtphaliſchen Frieden reſtabiliret worden/ nicht allein ungekränckter zulaſſen/ ſondern auch hinführo conſerviren zuhelffen/ feyerlich conteſtiret/ werden erkennen/ daß ſolche ipſo jure null und nichtige Pacta, nicht anders als für null zu halten ſeyn/ dieſelbe verwerffen und nimmermehr zugeben/ daß ſie jemahls ratificiret werden ſolten. Geben Nimwegen den $\frac{8}{18}$ Februarii 1679.

Ratificatio Sereniſſimi Regis Suecorum ſuper Pace Cæſarea & Imperii Neomagenſi. Datum in Caſtris Luingby 3. Martii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 529.

NOs CAROLUS Dei gratiâ Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ, & Vandaliæ, Princeps Rugiæ, Dominus Ingriæ & Wiſmariæ, necnon Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Dux. Notum facimus omnibus & ſingulis præſentes Litteras inſpecturis, lecturis, vel audituris, aut quomodocunque infra ſcriptorum notitia ad ipſos pervenire poterit. Poſtquàm ad reſtinguendum quod ante annos aliquot exarſit grave Bellum Congreſſus Neomagi Geldrorum inſtitutus fuerit, Divinâ favente Clementiâ factum eſſe, ut poſt multos & laborioſos Tractatus per noſtros ab utrâque parte ad id deſtinatos Legatos extraordinarios & Plenipotentiarios Pax & amicitia, tandem concluſa & ad Ratificationem noſtram perfecta ſit, formâ, modo, & tenore fuerit.

Sequitur Tractatus integer unà cùm Plenipotentiis.

Cùm igitur hæc omnia & ſingula, per noſtros Legatos, & Plenipotentiarios ſupra memoratos noſtro præſcitu, juſſu & Mandato, hunc ad modum prout hîc verbotenùs inſerta & deſcripta leguntur, geſta, peracta & conventa ſint, nos eadem omnia & ſingula, præhabitâ maturâ & diligenti conſideratione, & certâ noſtrâ ſcientiâ approbamus, ratificamus & confirmamus, rataque & firma eſſe, & ſure virtute præſentium declaramus, ſimulque verbo Regio promittimus pro nobis, noſtriſque & Regni noſtri Succeſſoribus, nos omnes & ſingulos ſupra deſcriptos Articulos, & quidquid totâ hac Pacis Conventione continetur, firmiter, conſtanter & inviolabiliter ſervaturos atque executioni mandaturos, nullâque ratione vel per nos, vel per alios ullo unquam tempore, contraventuros, aut ut per alios contraveniatur paſſuros, quomodocunque id fieri poſſit, omni dolo & fraude excluſis. In horum omnium teſtimonium & fidem, Sigillum noſtrum Regium majus huicce Diplomati, manu noſtrâ ſubſcripto, appendi fecimus. Datum in Caſtris noſtris Luingby die 3. Menſis Martii, anno Domini 1679.

CAROLUS.

H HOGHUSEN.

Declaration des Ambaſſadeurs de France au ſujet des Conditions ſtipulées par le Traité de Paix en faveur du Duc de LORRAINE. *A Nimegue le 26. Mars 1679.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 511.]

ET à l'égard de la Lorraine ils declarent de même, que ſi dans ce même temps le Duc de Lorraine n'a ratifié purement & ſimplement, ce que les Ambaſſadeurs, & Plenipotentiaires de l'Empereur ont ſtipulé pour luy, Sa Majeſté Tres-Chreſtienne ſe tiendra alors degagée de toutes les conditions qu'Elle luy avoit offertes dés le Mois d'Avril dernier, & dont leſdits Ambaſſadeurs de France ſont convenus par ledit Traité dudit jour 5. Fevrier de la preſente Année, qu'ainſi Elle ne ſera plus en aucune meſure avec ledit Duc de Lorraine; mais libre de tous les Parties qu'elle voudra prendre & de toutes les conditions qu'elle voudra demander.

Fait à Nimegue le 26. Mars, 1679.

Le Maréchal d'ESTRADES. COLBERT.

Proteſtation du Miniſtre de Lorraine contre les Articles du Traité de Paix concernant la Reſtitution du Sereniſſime Duc ſon Maître, leſquels il ne peut accepter. Fait à Nimegue le 20. Avril 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 532.]

LE Miniſtre & Plenipotentiaire de ſon Alteſſe Sereniſſime de Lorraine à l'Aſſemblée pour la Paix declare de ſa part, que comme les conditions du Traité fait en cette Ville le cinquiéme du Mois de Fevrier dernier la concernants, luy paroiſſent inacceptables par toutes les raiſons, qui en ont eſté repreſentées par ſondit Miniſtre & Plenipotentiaire à Meſſieurs les Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires des Puiſſances qui ſont icy, elle ſe trouve dans l'impoſſibilité de recevoir leſdites conditions, proteſtant contre ledit Traité, & que tout ce qui y eſt ſtipulé pour elle depuis le douziéme Article d'iceluy juſques au vingt-deuxiéme incluſivement, ne peut lui nuire ny faire aucun prejudice à ſes juſtes Droits. Fait & delivré à ſa Seigneurie Illuſtriſſime Monſieur le Nonce de ſa Sainteté Mediateur. (A ſon Excellence Monſieur de Jenkins, Ambaſſadeur extraordinaire de Sa Majeſté de la Grande Bretagne Mediateur, &c.)

A Nimegue ce vingtiéme Avril 1679.

Declaratio Legationis Cæſareæ pro Reſponſo ad Declarationem Gallicam, ſuper Negotio Lotharingico. *Actum Neomagi 12. April* 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 512.]

POſtquàm Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Ratificatio Tractatus Pacis tam Cæſareo-Gallici, quàm Cæſareo-Suecici ad ejuſdem Legationem perlata eſt, paratam illa ſe offert ad commutanda hinc inde Ratificationum exemplaria.

Cùm verò ex Dominorum Legatorum Galliæ Declaratione vigeſimâ ſextâ proximè elapſi Menſis datâ intellexerit, nolle Suam Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam conditionibus pro Sereniſſ. Lotharingiæ Duce ſtipulatis obligari, ſi eaſdem ſua Serenitas intra præfixum tempus ratas non habuerit, & res ipſa loquatur, Sacram Cæſaream Majeſtatem & Imperium iis conditionibus nullo jure obligatam cenſeri poſſe, quibus Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima mutuo obligari non vult; neceſſe erit, ſi prædictæ conditiones tales non reddantur, ut Dominus Dux eas acceptas habeat, illas vel ex Tractatu expungi, vel pro non ſcriptis declarari, re Lotharingicâ (uti in Pacificatione Monaſterienſi factum fuit) ad alios Tractatus remiſſâ.

Actum Neomagi 12. Avril 1679.

JOH. Epiſc. & Princeps Gurcenſis.

T. A. H. STRATMAN.

Ulterior Declaratio Legationis Cæſareæ de eodem Negotio. Dat. 18. Aprilis 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 514.]

LEgatio Cæſarea Declarationi Suæ Excellentiſſimis D. D. Legatis Galliæ 12. hujus exhibitæ inhærendo, promptitudinem ſuam denuò teſtatur ad commutanda hinc inde Pacis Cæſareo-Gallicæ, quintâ nuperi Februarii hîc concluſæ, Ratificationum exemplaria, ita tamen ut ex parte Sacræ Cæſareæ Majeſtatis & Imperii iterùm declaratum velit, prout hiſce expreſſè declarat, ſiquidem Sereniſſimus Lotharingiæ Dux Articulos Inſtrumenti prædictæ Pacis à 12. uſque ad 22. incluſivè cauſam hanc concernentes, acceptos non habet, neque ſub iiſdem Pace hâc comprehendi vult, quin potiùs ut cauſa ſua ad ulteriores Tractatus remittatur, Articulos hoſce pro non ſcriptis ſeu non inſertis ac perinde habendos, ac ſi de illis nullo modo actum tractatumve eſſet, adeò ut nullum præjudicium Domino Duci afferre poſſint, ſed illi Jus ſuum omninò ſalvum maneat, cauſâ hac ad ulteriores Tractatus remiſſâ.

Dabatur Neomagi 18. Aprilis, 1679.

JOH. Epiſc. & Princeps Gurcenſis. T. A. H. à STRATMAN.

Conſenſus Legationis Suecicæ in Armiſtitium à Legatis Gallicis nomine Chriſtianiſſimi pariter ac Sueciæ Regum cum Danicâ & Brandenburgicâ Legationibus conventum. Actum Neomagi $\frac{21}{31}$ Martii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. Part. I. pag. 317.]

NOs Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ teſtificamur hiſce præſentibus, quòd cùm Excellentiſſimi Domini Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Sacræ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ officia ſua de Armiſtitio à nobis acceptando adhibuerint, nos non tantùm denuò noſtrum Conſenſum ad idem Armiſtitium uſque ad 1. Maji hujus anni ſtyli novi dediſſe, verùm etiam virtute Plenipotentiæ ad hoc negotium nobis ſpecialiter datæ promiſiſſe, ſicut & nos promittimus nomine Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ Domini noſtri Clementiſſimi omnes Conditiones dicti Armiſtitii, quæ ab ipſis hodie competente ad id Conventione datæ acceptæque ſunt, etiam à parte Regiæ Majeſtatis Regnique Sueciæ bonâ & integrâ fide debitæ executioni mandandas fore.

Actum Neomagi die $\frac{21}{31}$. Martii 1679

(*L.S.*) BENED. OXENSTIERN.

(*L.S.*) JOH. PAULUS OLIVENCRANS.

Acte de ſeureté pour le Pays de Cleves au delà du Rhyn & du Wahal, donné par les Ambaſſadeurs de L. H. P. les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, *le 31. Mars 1679.* Avec *la* DECLARATION *des Ambaſſadeurs de France, donnée en conformité le 1. Avril 1679.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. Part. I. pag. 320. en Holl. & en François.]

NOus Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des tres-Hauts & Puiſſans Seigneurs Meſſeigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, certifions & atteſtons par la preſente, que non obſtant la Suſpenſion d'Armes entre Sa M. Tres-Chreſtienne d'un côté, & de ſa Serenité Electorale de Brandebourg de l'autre, il ſeroit ſurvenu quelque difficulté, touchant quelques Contributions des Païs de Cleves, delà le long de la Riviere du Wahal, demandées par le Sieur Calvo, & auſſi touchant les Logemens & Quartiers d'Hiver des Troupes de S. M. T. C. au deçà du Rhin: ce qui eſt tout-à-fait contraire à l'Accord paſſé avec leſdits Pays de Cleves le 26. d'Aoûr & 13. de Decembre 1678. L'Ambaſſadeur de S. A. E. ne pouvant goûter cette injuſtice, & les Ambaſſadeurs de S. M. T. n'oſant pas outrepaſſer leur ordre, ſont convenus pour l'accompliſſement d'une choſe ſi importante, d'en écrire à S. M. T. C. leur Maître, pour ſçavoir ſa derniere reſolution, promettant cependant, que dans le temps de quinze jours on ne feroit aucune Extorſion, & qu'on ne commettroit aucun Acte d'hoſtilité dans leſdits Païs, à commencer du premier du Courant, & qu'en cas que Sa M. T. C. trouvât bon, qu'on payât leſdites Contributions, qu'ils nous en avertiroient, & outre cela trois jours de temps, afin que ceux qui dependent de ces Païs prennent leurs meſures là-deſſus, & de plus leſdits Sieurs Ambaſſadeurs ont conſenti, que nous donnions toute aſſurance, de ce qu'ils ont promis ci-deſſus, en donnant un Acte ſigné de leurs mains à la fin de celui-ci.

Nous Ambaſſadeurs, &c.

Nimegue 31. Mars 1679.

H. VAN BEVERNING.

G. HAAREN.

DECLARATION *de Meſſieurs les Ambaſſadeurs de France pour la Suſpenſion des Executions au de là du Rhin & du Wahal.*

NOus ſouſſignés Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France conſentons, que ſur la difficulté qui s'eſt meuë lors de la ſignature de l'Armiſtice, touchant la levée des Contributions, demandées aux Païs de Monſieur l'Electeur de Brandebourg, qui ſont au delà du Rhyn & du Wahal, leurs Excellences Meſſieurs les Ambaſſadeurs des Etats Generaux donnent parole pour nous, que nous eſcrirons inceſſamment au Roy pour ſçavoir là-deſſus ſes intentions, & que cependant il ne ſe fera aucune execution au de là du Rhyn & du Wahal pendant quinze jours, à commencer dés ce jourd'huy, & même que ſi Sa Majeſté juge aprés leſdits quinze jours, que leſdites Contributions doivent eſtre exigées, nous le declarerons à leurſdites Excellences, & leur donnerons encore trois jours de temps, pendant leſquels les Habitans deſdits Païs pourront prendre telles meſures, que bon leur ſemblera.

Fait à Nimegue, ce 1. Avril 1679.

LE MARESCHAL D'ESTRADES.

COLBERT.

Incluſio, ſeu Denominatio eorum qui in Tractatu Pacis, ex parte Sacræ Cæſareæ Majeſtatis, pro comprehenſis intelligi debeat. Datum die 8. Februarii 1679. [Actes & Memoires de la Paix Nimegue. Tom. III. pag. 505. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Abtheil. I. Abſatz I. pag. 471.]

CUm Articulo 33. Inſtrumenti Pacis hîc nuper concluſæ cautum ſit, ut intra præfixum illic tempus, ab utraque parte, comprehenſi nominentur: Nominantur & comprehenduntur ex parte Imperatoris, inprimis Sacræ ſuæ Majeſtatis Fœderati, Rex Catholicus, Sacri Romani Imperii Electores, Principes, cæterique Status, comprehensâ liberâ & immediatâ Imperii Nobilitate, & Civitates Hanſeaticæ. Nominatim verò incluſi ſunt: Electores Moguntinus, Trevirenſis, & Colonienſis, cum illorum Archi- & Epiſcopatibus, Electores Saxoniæ & Palatinus, Archi-Epiſcopus Saliſburgenſis, Magnus Ordinis Teutonici Magiſter, Epiſcopus Bambergenſis & Herbipolenſis, Epiſcopus Eichſtatenſis, Epiſcopatus Argentoratenſis, Epiſcopus Conſtantienſis, Auguſtanus & Baſileenſis; Principes Palatini Neoburgicus, Bipontinus & Veldentiæ, omnes Duces Saxoniæ, Marchiones Culmbacenſis & Anſpacenſis, Duces Mecklenburgici Suerinenſis & Guſtrovienſis;

omnes

omnes Duces Wirtenbergæ, omnes Landgravii Haſſiæ; omnes Marchiones Badenſes, Dux Saxoniæ inferioris, Principes Anhaltini, Principes & Comites Naſſaviæ, Princeps Friſiæ Orientalis, Princeps Schwartzenbergicus, Princeps Lixheimenſis, Abbatiæ Murbacenſis & Luderenſis, Comites in Hanaw, Waldeck, Bentheim, Tecklenburg, Lipp, Cronenberg; omnes Imperii Civitates liberæ & Hanſeaticæ, Colonia, Aquiſgranum, Argentoratum, Lubeca, Wormatia, Spira, Francofurtum, Brema, Norimberga, Ulma, Hamburgum, aliæque unà cum Provinciis, Territoriis, Juribus & Appertinentiis, Vaſallis & Subditis; præterea Rex & Regnum Poloniæ, Magnus Dux Moſcoviæ, Dux Lotharingiæ (ſi comprehendi voluerit) omnes Principes & Reſpublicæ Italiæ, Ordineſque Fœderati Belgii & Helvetiæ, Rhetiæque, Princeps etiam Tranſylvaniæ.

Actum Neomagi 8. *Februarii* 1679.

JOANNES *Epiſcop.* & Princeps Gurcenſis,

T. A. HENRICUS STRAATMAN.

Ulterior Incluſio ſeu Denominatio eorum quos Sacra Cæſarea Majeſtas ſuo nomine, in Tractata Pacis comprehenſos eſſe intendit. Dat. 16. *Aprilis* 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 508. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abſheil. I. Abſatz I. pag. 472.]

UTut omnes Imperii Electores, Principes & Status, ipſaque immediata & libera Imperii Nobilitas Pace Sacram Cæſaream Majeſtatem inter & Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam initâ comprehenſi ſint, iis ſolis exceptis, cum quibus Pax nondum componi potuit: cum tamen aliquos Imperii Statuum ad eorum requiſitionem ſpeciatim nominare viſum ſit, eorumque uti & aliorum à Sacrâ Cæſareâ Majeſtate Pace hâc comprehenſorum Catalogum Excellentiſſimis Dominis Legatis Franciæ edere, Legatio Cæſarea non ſolum eoſdem omnes hic repetere, verùm etiam ſequentes, qui & ipſi id ſpeciatim deſiderarunt, nominatim addere voluit, ſcilicet Electorem Bavariæ (qui ſimul cum aliis Electoribus, & Principibus à multo jam tempore operam & ſtudium ad promovendam in Imperio Pacem laudabiliter contulit) Ducem Sabaudiæ, Duces Holſatiæ Ploenenſis; Principem Arembergæ, Principem, Salmenſem, Abbates & Abbatias Stabulenſem, Corbejenſem, Werdenſem, Monaſterii Sancti Cornelii, alioſque omnes Imperii Prælatos immediatos, uti & quaslibet Ordinis Teutonici Balivias & Commendas ad Germaniam ſpectantes, Abbatiſſas in Eſſen & Elten, Comites in Manderſcheid & Ritberg, Civitatem Imperii liberam Tremoniam (Dortmund) ita ut illi non minus ac reliqui Sacri Imperii Electores, Principes & Status, ipſaque immediata Imperii Nobilitas, uti & omnes alii in Catalogo nuper exhibito nominati ſpeciatim omnes univerſim Italiæ Principes & Reſpublicæ, cæterique omnes Imperatoris & Imperii per Italiam Vaſalli unà cum eorum Regnis, Provinciis, Territoriis, Juribus & Appartinentiis, Vaſallis ac Subditis Pace hâc comprehenſi ſint, illiuſque beneficio plenè fruantur, ac ſi ſuo quiſque nomine ipſi Pacis Inſtrumento expreſſè inſertus fuiſſet. Ordo tamen, quo in hâc uti & anteriore ſerie comprehenſi poſiti ſunt, nullius præeminentiæ aliiſve Juribus vitio aut præjudicio eſſe debet.

Actum Neomagi 16. *Aprilis*, 1679.

JOANNES Epiſc. & Princeps Gurcenſis.

T. A. HENRICUS STRATMAN.

Deſignatio à Gallia Reſtituendorum exhibita, per D. D. Legatos Cæſareos D. Legato Gallico die 12. *Junii* 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 538. en Latin, & pag. 541. en François. *Theatrum Pacis* Tom. II. pag 820. en Latin & en Allemand.]

REparanda ſunt ea, quæ in Imperio poſt quatuordecim dies à ſubſcriptâ Pace attentata aut viâ facti immutata ſunt. Item reſtituendæ ſunt contributiones qualeſcunque, quæ ab iis Provinciis & locis, quæ Contributionibus ſeſe ſubmiſerunt, poſt commutata Ratificationum Diplomata, aut aliàs indebite exactæ ſunt.

Reſtituendæ & evacuandæ ſunt Regiones & loca Imperii omnia, quæ à Galliâ occupata, nec Pace hâc Galliæ ceſſa ſunt, aut de quibus ad tempus aliter diſpoſitum fuit. &c.

Speciatim reſtituenda eſt Domus Auſtriaca in totam Briſgoviam, & quidquid illi virtute Pacis Weſtphalicæ competit, exceptis ſolùm Urbe & Caſtro Friburgenſi & tribus Pagis, Lehu, Betzenhauſen & Kirckzart Galliæ, ceſſis, &c.

Domus Durlaco-Badenſis in Caſtrum Fridlingen, aliaque Caſtra & loca ad eam ſpectantia à Gallia detenta. Dux Wirtembergicus Mompelgardenſis in Horburg & Mompelgard cum omnibus Appertinentiis & Dependentiis. Abbatiæ Murbach & Luders in Urbes Gebweiler, Luders, Waltweiler & Sanctum Amarinum, cum omnibus aliis harum Abbatiarum Appertinentiis & Dependentiis, &c.

Epiſcopatus Argentoratenſis in Ruffack; Sultz, Eglsheim, unà cum eorum Diſtrictu & Præfecturis, in Urbem, item Marckolsheim, & Præfecturam inde dependentem, necnon in Urbes, Præfecturas & Caſtra, Benfelden, Dambach, Molsheim, Dachſtein, Mutzig, Berg-biethenheim, Tabernas Alſatiæ unà cum omni Juriſdictione, Bagis & Subditis. Capitulum Argentoratenſe in Præfecturam Zellenberg, unà cum Vogteia, item Benweiler, uti etiam in Bers Gaſtenham, Ehrenſtein, Keſtenholtz, Geyſpitzen, cum omnibus Appartinentiis & Dependentiis.

Simili modo etiam reſtituendi ſunt Epiſcopatus Bambergenſis, aliique Imperii Status in omnia Feuda, quæ familia Comitum de Rappolſtein à dicto Epiſcopatu aliiſque Statibus tenuit, & morte ultimi Comitis aperta ſunt, nunc autem ſub protectione Gallicâ Princeps Palatinus in Birchenfeld detinet, &c.

Comes Palatinus Veldentiæ in Caſtrum, Oppidum & Ducatum Lutzelſtein, &c.

Princeps Salmenſis in Principatum Salmenſem cum omnibus Appartinentiis & Dependentiis, &c.

Abbatiſſa in Andlau, in Abbatiam ſuam immediatam & omnes appertinentias & dependentias:

Princeps Lixheimenſis in Principatum Lixheimenſem cum Appertinentiis & Dependentiis, &c.

Comites Hanovienſes in Caſtrum & Urbes Lichtenberg, Bisweiler, Ingweiler, Pfaffenhoven & Sleuweiler unà cum Præfecturis, Pagis, Villis, aliiſque.

Comites in Leiningen, in Caſtrum & Comitatum Daxburg, Oppidum & Comitatum Oberbrum & Weſtenburg cum Appertinentiis & Dependentiis.

Item Colmaria, Monaſterium in valle Sancti Gregorii, Kaiſersberg, Turckheim, Schlettſtatt, Oberohenheim, Rosheim & Hagenauw, &c.

Reſtituenda inſuper & evacuanda omnia loca, quæ ad Nobilitatem Immediatam Imperii in Alſatiâ Inferiori pertinent; Nominatim Baro de Wangen in Caſtrum Wangenburg, item Wilvisheim, Appertinentias & Dependentias, &c.

Prætereà reſtituenda ſunt omnia loca, ad & circa fluvium Saram, & in Diſtrictu Weſterich & Hunſtuck ſita & à Galliâ occupata, & ad diverſas Imperii Status ſpectantia, interque ea nominatim, quæ ad Comitem Palatinum Bipontinum, Domum Naſſovicam & Meingravios pertinent, &c.

Omnia loca Archi-Epiſcopatus Trevirenſis, Archi-Epiſcopatus Colonienſis, Epiſcopatus Leodienſis, Ducatus Juliacenſis & univerſa alia Imperii loca à Gallia poſſeſſa, exceptis ſolum octo locis, quæ Articuli 26. Pacis Cæſareo-Gallicæ nominata, & certis ſub conditionibus, quibus etiam à Gallia ſatisfieri debet, illi ad tempus relicta ſunt, &c.

Reſtituendi proindè etiam in hiſce octo locis ſunt Domini Magiſtratus, Subditi & Incolæ in omnia Jura, Dominia, Poſſeſſiones & reditus, quibus ante occupationem gaviſi ſunt, ſpeciatim etiam Officiales Poſtæ Imperialis in functiones priſtinas, &c.

Balivia Ordinis Teutonici in Alſatia in ſuis Juribus & bonis conſervetur, neque iſthæc in alios uſus convertantur, &c.

Eadem quoque locum habeant in aliis Juribus & bonis ad Ordinem Teutonicum, uti & ad Ordinem Sancti Joannis Hieroſolomitani, quatenùs Magno illius Ma-

giſtro

Digitized by Google

giſtro Germaniæ ſubeſt, aliosque Imperii Status ſpectantibus.

Civitas item Argentinenſis ob dirutum à præſidio Cæſareo altero à ſubſcripta Pace die Caſtrum Schlatſelsheim, à nemine impetatur, &c.

Omnia autem loca occupata reſtituenda ſunt in eo ſtatu, quo tempore concluſæ Pacis fuerunt, unà cum Archivis & Documentis Literariis aliisque mobilibus, ut & tormentis Bellicis, quæ in dictis locis tempore occupationis reperta ſunt, & tempore ſubſcriptæ adhuc ibi exſtiterunt.

Fiat etiam reſtitutio ex Capite Amneſtiæ juxta Articulum 25. Pacis Cæſ. Gallicæ pleniſſimè cum reſervatione ulterioris deſignationis, & ne alicujus rei ſpecialis omiſſio damnum ullum afferre, aut talis res pro omiſſa cenſeri poſſit, ſed ut potiùs ſub generali regulâ rerum à Galliâ occupatarum, juxta Pacem Weſtphalicam reſtituendarum, comprehenſa intelligatur, &c.

CLXXXI.

5. Fevr. *Pax Noviomagenſis inter* LEOPOLDUM *Romanorum Imperatorem, nomine ſuo &* IMPERII *&* CAROLUM XI. *Sueciæ Regem; Quâ, Pace Weſtphalica pro Baſi & norma omnimodo acceptâ, de futuris diſcordiarum cauſis contingentibus, quantum fieri poteſt, cavetur. Actum Noviomagi die 5. Februarii 1679.* Cum DECLARATIONE *Legationis Cæſareæ, circà Articulos tertium & quintum Tractatûs, uti & de Telonio Warnemundenſi, ac de Juribus Ducum Mekleuburgenſium. Data 5. Februarii 1679. Sequitur* RATIFICATIO (1) *Suecica; Data in Caſtris Suecicis Laingby die 3. Martii 1679.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 438. en Latin & pag. 445. en François. Recueil de LEONARD, Tom. III. & en François. JACOBI BERN. MULTZ *Repræſentatio Maj. Imp.* Part. II. Cap. VIII. pag. 375. LONDORPII *Acta publica*, Tom. X. pag. 695. en Allemand. *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 1469. en Allemand. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. General. pag. 1034. en Latin, & en Allemand. *Theatrum Pacis* Tom. II. pag 764. en Latin, en Allem. & en François. FRANC FRID. Baronis ab ANDLERN *Corpus Conſtitut. Imperial.* Part. III. in Appendice.]

In nomine Sanctiſſimæ & Individuæ Trinitatis.

NOtum ſit omnibus & ſingulis quorum intereſt, aut quomodolibet intereſſe poteſt. Poſtquàm ab initio hujus Belli aliquot abhinc annis, moti inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem ac Dominum LEOPOLDUM, Electum Romanorum Imperatorem, ſemper Auguſtum, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ Regem, Archiducem Auſtriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchionem Moraviæ, Ducem Luxemburgiæ, ac Superioris & Inferioris Sileſiæ, Wirtembergæ, & Teckæ, Principem Sueviæ, Comitem Habsburgi, Tyrolis, Ferretæ, Kyburgi & Goritiæ, Landgravium Alſatiæ, Marchionem Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Luſatiæ, Dominum Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis & Salinarum, ex una: Et Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Vehrdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ & Wiſmariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducem ex altera parte; Sacra Cæſarea Majeſtas & Sacra Regia Majeſtas Sueciæ nihil priùs magisque in votis habuiſſent, quàm per reſtitutionem Pacis nunquam interrumpendæ, tot Provinciarum deſolationem & effuſionem ſanguinis Chriſtiani ſiſtere: tandem Divina bonitate factum eſſe, ut annuente Sereniſſimo ac Potentiſſimo Principe ac Domino, Domino Carolo Secundo Magnæ Britanniæ Rege, qui difficillimis hisce Chriſtiani Orbis temporibus, Mediator univerſim receptus, cum immortali ſua gloria, indefeſſo ſtudio pro tranquillitate publica, & Pace generali conſilia & officia ſua impendit, Sacra Cæſarea Majeſtas & Sacra Regia Majeſtas Sueciæ conſenſerint, ut Congreſſus ad tractandam Pacem hic Neomagi inſtitueretur. Comparentes igitur dicto loco utrinque legitimè conſtituti Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, à parte quidem Imperatoris Reverendiſſimus, Illuſtriſſimi & Excellentiſſimi Domini, Dominus Joannes Epiſcopus Gurcenſis, Sacri Romani Imperii Princeps, atque Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Conſiliarius; nec non Dominus Franciſcus Udalricus, Sacri Romani Imperii Comes Khiuski à Chitnitz, & Tettau, Dominus in Clumetz, Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Conſiliarius, intimus Camerarius Regius Locumtenens, Provincialis Curiæ Regiæ Aſſeſſor. Appellationum Præſes, Aulæque Regiæ in Regno Bohemiæ Præfectus, & Dominus Theodorus Althetus Henricus à Stratman, Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Conſiliarius, Imperii Aulicus; à parte verò Regis Sueciæ, Illuſtriſſimi & Excellentiſſimi Domini, Dominus Benedictus Oxenſtierna Comes in Korsholm & Waſa, Liber Baro in Mohrby & Lindholm, Dominus in Kaporia & Kattila Sacræ Regiæ Majeſtatis Regnique Sueciæ Senator, ac Præſes in ſummo quod Wiſmariæ eſt Tribunali, ut & Supremus Legifer Ingriæ & Kexholmiæ; & Dominus Joannes Paulin Olivekrans Dominus in Ulfshol & Holtinatſtorp Sacræ etiam Regiæ Majeſtatis Sueciæ Conſiliarius Cancellariæ, Secretarius Status & Judex ordinarius Territorii Widboenſis: poſt invocatum Divini Numinis auxilium, mutuasque Plenipotentiarum Tabulas, quarum Apographa ſub finem hujus Inſtrumenti verbotenùs inſerta ſunt, ritè commutatas, interventu & opera Illuſtriſſimorum & Excellentiſſimorum Dominorum, Domini Laurentii Hyde, Armigeri, Domini Gulielmi Temple Baronetti, & Domini Leolini Jenkins Equitis Aurati, Legatorum Extraordinariorum & Plenipotentiariorum Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ, qui munere Mediatorio pro concilianda tranquillitate publica ab anno 1675. hucusque procul à partium ſtudio ſedulò prudenterque perfuncti ſunt ad Divini Numinis gloriam & Chriſtianæ Reipublicæ ſalutem, in mutuas Pacis & amicitiæ Leges convenerint tenore ſequenti.

I. Sit Pax Chriſtiana, inviolabilis & perpetua, veraque, & ſincera amicitia inter Sacram Cæſaream Majeſtatem, Romanum Imperium, eorumque omnes & ſingulos Fœderatos hac Pace comprehenſos & ſingulorum Hæredes & Succeſſores ab una; atque Sacram Regiam Majeſtatem Regnumque Sueciæ & ejuſdem Fœderatos hac Pace comprehenſos atque ſingulorum Hæredes ac Succeſſores ab altera parte; ideoque ſtatim ceſſent omnes cujuscumque generis hoſtilitatum actus per omnia & quævis utriusque Partis Regna, Status, Ditiones, ac Provincias ubicumque ſitas, interque omnes & ſingulos eorundem Subditos & Incolas, cujuscunque fuerint conditionis, ita ut altera Pars alteri nihil poſthac inimicitiæ aut damni clam aut palam directè vel indirectè per ſuos vel per alios inferri faciat, ſed potiùs utraque Pars alterius utilitatem, honorem ac commodum promoveat; atque ſic utrinque fida vicinitas atque reciproca ſtudiorum & officiorum Pacis & amicitiæ neceſſitudo reſtituta maneat & perennet.

II. Et quo accuratius huic rei caveatur, placita eſt utrinque perpetua oblivio, & Amniſtia omnium eorum quæ à primordio horum motuum quocunque loco modove ab una vel altera parte ultrò citroque inimicè, aut hoſtiliter facta ſunt, ita ut nec eorum, nec ullius alterius rei cauſâ, vel prætextu alter alteri quicquam hoſtilitatis, moleſtiæ, vel impedimenti, quoad perſonas; res, Jura, vel ſecuritatem per ſe, vel per alios clam aut palam, directè vel indirectè, ſpecie Juris vel viâ facti in Imperio, aut uſpiam extra illud: (Non obſtantibus ullis prioribus Pactis in contrarium facientibus,) inferat, vel inferri faciat, vel patiatur; ſed omnes & ſingulæ, hinc inde tam ante Bellum, quàm in Bello, verbis, ſcriptis, aut factis, illatæ injuriæ, violentiæ, hoſtilitates, præjudicia, damna, expenſæ absque omni perſonarum rerumve reſpectu, ita penitus abolitæ ſint, ut quicquid eo nomine una Pars adverſus alteram prætendere poſſit, perpetuâ oblivione ſepultum ſit. Gandeantque pariter hac eâdem Amniſtiâ ejusque beneficio & effectu, omnes & ſinguli utriusque Partis Vaſalli & Subditi; ita ut nemini noxæ damnove ſit, aut præjudicio has vel illas partes ſecutum eſſe, quominus priſtino, in quo ante Bellum immediatè fuit, ſtatui, quoad honores & bona, plenè reſtituatur.

---

(1) La Ratification de l'Empereur pour la Suede, fut preciſement la même, que pour la France. Il ſeroit inutile de la repeter

III Juxta hoc univerſalis & illimitatæ Amniſtiæ fundamentum, & ut præſentis Pacis ac amicitiæ eo certior regula inter paciſcentes Partes conſtituatur, mutuo conſenſu conventum eſt, ut Pax Weſtphalica Oſnabrugis die 24. Octobris anno 1648. ſancita, ſit firma baſis ac omnimoda norma hujus Pacificationis; ita ut priſtino ſuo vigori reſtituta inpoſterum ſarta tecta ſit, maneatque æquè ac ante hos præſentis Belli motus Pragmatica Imperii Sanctio, & Lex fundamentalis, qua iterum Partes paciſcentes mutuò obligatæ & obſtrictæ ſint invicem, non obſtantibus, ſed annullatis quibuscunque Actis, Decretis, Mandatis, vel mutationibus per hos Belli motus in contrarium factis.

IV. In majus autem amicitiæ & arctioris conjunctionis robur, neuter paciſcentium ulla Fœdera huic Paci contraria habeat, neque poſthac ulli Tractatui, vel negociationi in alterius damnum, vel præjudicium tendenti conſenſum ſuum det, ſed potiùs talibus adverſetur. Neque hoſtibus alterius, ſive his, qui præſenti tempore hoſtes ſunt, ſive iis qui poſthac exiſtere poteſunt, ullum omnino auxilium Milite, Armis, Munitionibus, Navibus, Nautis, ulliſve rebus Bellicis, pecuniave ad Belli ſubſidia, ſive directè ſive indirectè, ſive publico, ſive privato nomine præſtet, nec eosdem ullis Stativis vel Hibernis in Imperii vel Regni Sueciæ Ditionibus juvet aut juvari faciat, ſalvo Guarantiæ Articulo infra deſcripto.

V. Cum tranquillitatis publicæ interſit Bellum, quod Sacræ Regiæ Majeſtati Regnoque Sueciæ, ejusdemque Fœderatis cum Rege Daniæ, Domino Electore Brandenburgico, Epiſcopo Monaſterienſi & Ducibus Brunſvigo-Luneburgicis, Oſnabrugenſi, Cellenſi, & Guelpherbytano adhuc intercedit, quantocius etiam componi Sacra Cæſarea Majeſtas & Imperium tam per ſe, quàm juncta opera cum aliis officia ſua ad Pacem conciliandam efficaciſſimè interponent: Salvâ ſemper inter Cæſarem & Imperium atque Regem, Regnumque Sueciæ de hoſtibus mutuò non juvandis anteriori Articulo ſancitâ reciprocâ obligatione. Quamdiu autem Pax inter prædictas Partes non coaluerit, nullum omnino afferetur Sacræ Regiæ Majeſtati Sueciæ in Bello contra prædictos ſuos hoſtes gerendo obſtaculum vel impedimentum: Pace verò facta, ea hoc Tractatu ita comprehenſa intelligatur, quaſi hic ſpecificè inſerta eſſet.

VI. Redeant utrinque libera negotiandi Commercia Terrâ Marique, ſintque & maneant Subditis Sacræ Cæſareæ Majeſtatis & Imperii, imprimis Civitatibus Hanſeaticis in Regno, Provinciis, Ditionibus & Portubus Sueciæ: & viciſſim Subditis Sueciæ in Imperio eadem Libertas, immunitas, Jura, Privilegia, & Emolumenta, quibus ante hos Belli motus mutuò gaviſi ſunt.

VII. Sacra Cæſarea Majeſtas pro munere ſuo Cæſareo, Domino Chriſtiano Alberto Sleſvici, & Holſatiæ Duci Gottorpienſi, non minùs quàm reliquis Imperii Statibus juxta Leges, Conſtitutionesque Imperii protectionem ſuam impertietur, ut eidem Ditiones in Imperio ſitæ & competentia Jura ſarta tecta ſint, interponetque officia, ut reliquæ etiam controverſiæ inter Regem Daniæ & prædictum Ducem componantur.

VIII. Imperator & Rex Sueciæ conſentiunt, ut Rex Magnæ Britanniæ tanquam Mediator, & omnes Reges, Principes, & Reſpublicæ ſuper executione & obſervantia tam omnium, quàm ſingulorum quæ præſenti Tractatu continentur altè memoratis Sacræ Cæſareæ Majeſtati, & Sacræ Regiæ Majeſtati Sueciæ Guarantiam præſtent.

IX. Et cum Sacra Cæſarea Majeſtas & Sacra Regia Majeſtas Sueciæ officia & ſtudia Sereniſſimi Magnæ Britanniæ Regis, quæ conciliandæ Paci univerſali & tranquillitati publicæ indeſinenter impendit, grato animo agnoſcant, utrimque placuit eum cum Regnis ſuis præſenti hoc Tractatu omni meliori modo nominatim comprehendi.

X. Comprehendantur præterea hac Pace illi qui ante permutationem Ratificationis vel infrà ſex menſes posteà ab una vel altera parte ex communi conſenſu nominabuntur. Ea quoque de quibus inter Sacram Cæſaream Majeſtatem ac Imperium & Regem Chriſtianiſſimum convenit hoc Tractatu comprehenſa intelligantur eodem planè loco habenda, ac ſi huic verbotenus inſerta eſſent.

XI. Pacem hoc modo concluſam promittunt Legati extraordinarii, & Plenipotentiarii ſupradicti ab Imperatore & Imperio ex una, & Rege Sueciæ, ex altera partibus, ad formam hic mutuò placitam ratihabitum iri, ſeque infallibiliter præſtituros, ut ſolennia Ratihabitionum Inſtrumenta intra ſpatium octo ſeptimanarum à die ſubſcriptionis computandum, aut citius, ſi fieri poſſit, hic reciprocè ritèque commutentur.

XII. Et cùm Sacra Cæſarea Majeſtas ab Electoribus, Principibus & Statibus Imperii vigore concluſi die 31. Maji anno 1677. Legatis Suecicis ſub Sigillo Cancellariæ Moguntinæ extraditi decenter requiſita fuerit, ut dictorum Electorum, Principum & Statuum Imperii intereſſe per ſuam Cæſaream Legationem in hoc Congreſſu agi curaret, tam Cæſarei, quàm Regii Legati nominibus ſupradictis præſens Pacis Inſtrumentum in omnium & ſingulorum eo conventorum fidem majusque robur ſubſcriptionibus, ſigilliſque propriis munierunt, & competentes Ratificationes formulâ contentâ termino ſupra conſtituto ſeſe extradituros polliciti ſunt, nec ulla à Directorio Sacri Romani Imperii, contra ſubſcriptionem hujus Tractatus recipiatur, aut valeat proteſtatio, vel contradictio. Acta hæc ſunt Noviomagi die 5. Februarii S. N. 26. Januarii S. V. 1679.

Plenipotentia Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ, Legatis ſuis tradita.

NOS CAROLUS Dei gratia Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ & Vandaliæ, Princeps Rugiæ, Dominus Ingriæ & Wiſmariæ, necnon Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Dux: Notum teſtatumque facimus omnibus & ſingulis quorum intereſt aut quomodolibet intereſſe poterit, quod cùm nihil ardentiùs exoptemus, quàm ut præſens Bellum, quo Chriſtianus Orbis affligitur in æquam & honeſtam Pacem quantociùs converti queat, atque propterea grato acceperimus animo Sereniſſimi & Potentiſſimi Magnæ Britanniæ Regis laudabili cura & mediatione eò perventum eſſe, ut Partium hinc inde conſenſu Tractatus & Colloquia Pacis Neomagi inſtituerentur; Ideò quicquid in nobis eſt, ad comparandam tranquillitatem Orbi Chriſtiano lubenter conferre volentes, confiſi prudentiâ, experientiâ & fide noſtri Regnique noſtri Senatoris ac Præſidis in ſummo quod Wiſmariæ eſt Tribunali, ut & Supremi Legiferi Ingriæ & Kexholmiæ Illuſtris nobis ſincerè fidelis, Domini Benedicti Oxenſtierna, Comitis in Korsholm & Waſa, Liberi Baronis in Morhby & Lindholm, Domini in Kapuria & Kattila; ſicut & noſtri Conſiliarii Cancellariæ, Secretarii Status & Judicis Ordinarii Territorii Widboënſis, Generoſi ac nobilis nobis ſincerè fidelis Johannis Paulin Olivekrans Domini in Ullthol & Hofmanſtorp. Eos nominavimus, elegimus & conſtituimus, ſicut & præſentibus hiſce nominamus, eligimus & conſtituimus noſtros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios ad dictos Conventus & Tractatus Pacis Neomagi habendos. Quibus proinde committimus & ſpecialiter mandamus, ut ſe quamprimum fieri poſſit ad dictam Urbem conferant, ibique Pacis Colloquia, ſive directè ſive interveniente operâ reſpectivè, hinc inde receptorum Mediatorum inſtituant cum Sereniſſimi & Potentiſſimi Principis Domini Leopoldi, Electi Romanorum Imperatoris, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ & Sclavoniæ Regis, Archiducis Auſtriæ; Ducis Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ & Carniolæ: Marchionis Moraviæ, Ducis Luxemburgiæ, ac Superioris & Inferioris Sileſiæ, Wirtembergi ac Teckæ, Principis Sueviæ, Comitis Habſpurgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi & Goritiæ, Landgravii Alſatiæ, Marchionis Sacri Romani Imperii, Burgoviæ ac Superioris & Inferioris Luſatiæ, Domini Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. ejusque Fœderatorum Legatis, Deputatis & Commiſſariis, ſufficienti Mandato ad præſens Bellum terminandum controverſiasque quæ eò ſpectant per bonam & firmam Pacem componendas munitis; Damus quoque plenam & abſolutam Poteſtatem cum omni auctoritate & Mandato ad id neceſſariis ſupradictis noſtris Legatis Extraor-

ANNO 1679. dinariis & Plenipotentiariis, ſive duobus conjunctim, ſive uni eorum ſoli, altero abſente vel aliter impedito, Pacis Tractatum pro nobis noſtroque nomine ineundi, concludendi & ſignandi inter Nos & prædictum Imperatorem, ejusque Fœderatos, omnia quoque Inſtrumenta quæ in eum finem requiri poſſint, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoque in univerſum agendi, promittendi, ſtipulandi, concludendi & ſignandi Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia quæ ad dictum Pacis negotium pertineant faciendi, æquè liberè & ample, ac ſi ipſi præſentes id faceremus vel facere poſſemus, quantumvis Mandato adhuc ſpecialiori & expreſſiori quàm quod hiſce præſentibus continetur opus eſſe viſum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo noſtro Regio nos acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros, quæcunque per dictos noſtros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, ſive binos conjunctim ſive unum eorum ſolum altero abſente vel aliter impedito, acta, concluſa, ſignata, extradita & commutata fuerint. Nos obſtringentes hiſce præſentibus ad expediendum Ratificationum noſtrarum Diplomata in decenti & ſolenni forma intraque tempus prout convenerit. In quorum omnium fidem præſentes manu noſtra ſubſcriptas Sigillo noſtro Regio communiri juſſimus. Dedimus in Arce noſtra Holmenſi die duodecimo Menſis Aprilis, Anno milleſimo ſexcenteſimo ſexto.

CAROLUS.

L. S.

CLXXXII.

26. Janv. / 5. Fevr. *Traité de Paix entre* LOUÏS XIV. *Roi de France, &* CHARLES XI. *Roi de Suede d'une part, & les Sereniſſimes Ducs de* BRUNSWICK-LUNEBOURG-ZELL, *&* WOLFEMBUTEL *d'autre part, le Roi T. C. y traitant pour lui, & pour Sa Majeſté Suedoiſe, par le Miniſtere du Sr. de Rebenac ſon Envoyé Extraordinaire. A Zell le* 26. *Janvier* 5. *Fevrier* 1679. Avec *les* ARTICLES SEPARÉS, *contenant diverſes Ceſſions & Reſtitutions entre la Couronne de Suede & leſdits Princes, comme auſſi une Somme de* 300. *mille Ecus que Sa Maj. T. C. promet de leur faire payer à Hambourg. Fait à Zell le même jour* 26. *Janvier* 5. *Fevrier* 1679. Item *deux* ARTICLES SECRETS *pour ſervir d'Aſſeurance & de Garantie auxdits Princes dans leurs Interêts. Du même jour & an.* S'enſuivent *les* PLEINPOUVOIRS *& les* RATIFICATIONS. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. III. pag. 567. Recueil de LEONARD, Tom. III. *Theatrum Pacis* Tom. II. en Latin, & en Allemand. LONDORPII *Acta Publica*. Tom. X. pag. 797. en Allemand. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Abſatz IV. pag. 150. en Latin & en Allemand. *Theatrum Europæum*. Tom. XI. pag. 1464. en Allemand. Daté du 26. Janvier.]

LOuïs par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme le Sieur Comte de Rebenac Feuquiere, nôtre Lieutenant General dans la Province de Toul, & nôtre Envoyé Extraordinaire en Allemagne, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous luy en avions donnez, auroit conclu, arrêté & ſigné le 5. du preſent Mois de Fevrier en la Ville de Zell, avec les Sieurs de Bernſtorff & de Heimbourg, Miniſtres d'Etat, & Preſidens des Conſeils de nos tres-chers & tres-amez Couſins les Ducs George Guillaume, & Rudolphe Auguſte, Ducs de Brunswik, & de Luneboug, pareillement munis de Pleinpouvoirs de la part deſdits Sieurs Ducs, le Traité de Paix, dont la teneur s'enſuit.

AU nom de Dieu le Createur & de la Sainte Trinité: A tous preſens & à venir, ſoit notoire, que comme Sa Majeſté Tres-Chreſtienne Louïs XIV. Roi de France & de Navarre, nonobſtant la preſente Guerre a toûjours conſervé une affection tres-particuliere pour leurs Alteſſes Sereniſſimes les Seigneurs Ducs George Guillaume & Rudolphe Auguſte, Ducs de Brunswik, & de Lunebourg, & toute Leur Sereniſſime Maiſon; & L. A. des ſentimens pleins de reſpect & de veneration pour un ſi grand Monarque, avec une envie extrême de meriter quelque part dans l'amitié & les bonnes graces de Sa Majeſté; auſſi-bien que de contribuer tout ce qui pourroit dépendre d'elles au repos de l'Empire, & pour finir la Guerre qui depuis quelque temps l'a affligé, ſur tout Sa Majeſté Tres-Chreſtienne, quoique les Princes & Puiſſances qui ont été en Alliance avec L. A. euſſent conclu leurs Traitez particuliers ſeparément, n'en faiſant pour cela paroître moins de bonté & de diſpoſition favorable pour les Seigneurs Ducs. Et c'eſt en cette veuë que L. A. S. ayant appris avec beaucoup de joye & de reconnoiſſance, que Sa Majeſté Tres-Chreſtienne avoit donné Pleinpouvoir & Commiſſion au Sieur Comte de Rebenac, ſon Lieutenant General dans la Province de Toul, & ſon Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire, de traiter & conclure, non ſeulement de ſa part avec L. A. mais auſſi de contribuer à leur accommodement avec Sa Majeſté, le Roi & la Couronne de Suede; ayant dés auſſi-toſt de leur côté donné Pleinpouvoir & Commiſſion aux Sieurs de Bernſtorff & de Heimbourg, leurs Miniſtres d'Etat, & Preſidens de leurs Conſeils, d'entrer en conferance avec le Sieur Comte de Rebenac, & d'arreſter, conclure, & ſigner avec luy des conditions de la Paix: il eſt arrivé qu'aprés une reciproque communication de Pleinpouvoirs, dont à la fin de ce Traité les Copies ſont inſerées de mot en mot, on ſoit convenu & tombé d'accord des deux côtez des conditions de Paix en la teneur qui enſuit.

I. Il y aura une Paix ſincere & inviolable envers Leurs Majeſtez & les Couronnes de France & de Suede & leurs Succeſſeurs, & L. A. de Brunswik & Lunebourg, Zell & Wolfembutel, leurs Succeſſeurs, & toute la Sereniſſime Maiſon.

II. Il y aura de part & d'autre un perpetuel oubly & Amniſtie generale de tout ce qui s'eſt fait & paſſé depuis le commencement de la preſente Guerre, en quelque lieu & maniere que ce ſoit: & dans cette Amniſtie ſeront même aux inſtantes prieres de L. A. expreſſément compris, tous ceux qui ont ſervi L. A. durant la Guerre, en quelque employ que ce puiſſe être, nonobſtant qu'ils ſoient Sujets ou Vaſſaux des deux Couronnes, & en particulier des Duchez de Bremen & Verden, ou qu'ils les ayent ſervis cy-devant; de maniere que l'on ne pourra faire aucune recherche contre eux, ni les inquieter, & s'en prendre à leurs perſonnes ou Biens, par voye de fait ou de Juſtice, & pour quelque cauſe ou pretexte que ce puiſſe être.

III. On fera ceſſer tous actes d'hoſtilitez de part & d'autre entre Sa Majeſté Tres-Chreſtienne, ſes Alliez; & ſpecialement la Couronne de Suede, & L. A. les Seigneurs Ducs, immediatement aprés l'échange des Ratifications du preſent Traité, auſſi-toſt que par Sa Majeſté & L. A. Sereniſſimes, ou leurs Plenipotentiaires reſpectifs, en pourront être avertis les Generaux & Commandans des Troupes & Armées des deux côtez.

IV. Et parce que le Traité de Paix conclu à Munſter & Oſnabruck le 24 Octobre 1648. doit toûjours être le fondement le plus ſolide de la Paix & de la tranquillité de l'Empire, les deux Couronnes & L. A. le mettent encore pour regle de celle qu'ils font entre elles avec obligation reciproque de contribuer tout ce qui dépend de l'un ou de l'autre pour conſerver ladite Paix de Weſtphalie en ſon entiere vigueur, ſans faire préjudice pourtant à la Neutralité que la Sereniſſime Maiſon de Brunswik-Lunebourg gardera dans la preſente Guerre.

V. Et pour affermir d'autant plus la Paix de Weſtphalie, le Roi & la Couronne de Suede conſentent & s'obligent, qu'en ce qui regarde le Cercle de la Baſſe-Saxe & ſes Etats, qui ſont compris dans ce Traité de Paix, Sa Majeſté ne pretendra à la Paix generale qui ſe fera, que le rétabliſſement des affaires dans l'état où elles doivent être par les Traitez de la Paix de Weſtphalie, & ne demandera rien qui n'y ſoit conforme, & dû à la Couronne en vigueur dudit Traité.

ANNO 1679.

VI. Promettent & s'engagent L. A. de rendre & reſtituer de bonne foy au Roi & la Couronne de Suede le Duché de Bremen, en tant qu'elles s'en trouvent en poſſeſſion, & generalement ce qui en dépend, ſans exception, auſſi-tôt que la Paix generale ſera faite, & que ledit Seigneur Roi de Suede ſe jugera en état de l'occuper, & garder par ſes propres forces.

VII. Promettent L. A. d'obſerver pendant le cours de la preſente Guerre une exacte Neutralité, & de ne point aſſiſter directement ni indirectement les Ennemis des deux Couronnes.

VIII. Promettent Leurs Majeſtez de France & de Suede de ne point faire entrer ni paſſer leurs Troupes & Armées dans & par les Païs & Terres qui appartiennent à L. A. ou à la Sereniſſime Maiſon de Brunswik & Lunebourg, laquelle de ſon côté n'accordera point leſdits paſſages, tant que la preſente Guerre dure, à ceux qui ſont ou ſeront Ennemis des deux Couronnes.

IX. Les Seigneurs Rois de France & de Suede ſur la priere qui leur en a été faite par L. A. promettent de les aſſiſter dans la Garantie qu'elles ont à donner aux Ducs de Meklembourg & Saxe-Lavenbourg, l'Evêque de Lubek, aux Comtez de Lippe & de Schwartzbourg, & Villes de Lubek & Hambourg, & à l'égard des pretentions que font ou pourroient faire contre leſdits Princes & Etats, le Roy de Danemark & l'Electeur de Brandebourg, ſous pretexte de certaines aſſignations obtenuës pendant la Guerre, Leurs Majeſtez employeront leurs offices les plus efficaces à la Pais qu'ils feront avec Sa Majeſté Imperiale, & où il ſera neceſſaire, pour que leſdites aſſignations ſoient entierement abolies, & les Princes & Etats ſusmentionnez pour telle cauſe, point troublez ou inquietez à l'avenir.

X. Les deux Couronnes garantiront la Sereniſſime Maiſon de Brunswik-Lunebourg de tout dommage & préjudice qui lui pourroit eſtre fait à cauſe & à l'occaſion de cette Pais, ſous quelque pretexte que ce puiſſe eſtre, & l'aſſiſteront en cas qu'elle fuſt attaquée de qui que ce ſoit, ſix ſemaines aprés la requiſition, ou plûtôt, ſi faire ſe peut, des forces convenables au danger.

XI. Son Alteſſe le Seigneur Duc Erneſte Auguſte Prince d'Oſnabruk jouïra pour elle & ſes Etats de cette Pais, & des conditions ſusdites, tout de meſme comme ſi elle euſt concouru au preſent Traité, conjointement avec leurs Alteſſes ſon Frere & Couſin, à condition que ſon Alteſſe fourniſſe ſa Ratification contre celle du Roi Tres-Chrêtien, trois ſemaines aprés que l'échange en aura eſté faite entre ledit Seigneur Roi & leurs Alteſſes ſusmentionnées.

XII. Conſentent les Couronnes à la priere qui leur en a eſté faite, que de cette Pais & de ſon effet ne jouïront pas ſeulement la Sereniſſime Maiſon de Brunswick-Lunebourg, & ceux qui lui appartiennent; mais de plus tous les Etats du Cercle de la Baſſe-Saxe: à l'exception de ceux qui ſont & ſeront actuellement en Guerre contre les deux Couronnes. En particulier y ſeront compris les Villes de Lubek, Bremen, Hambourg, auſſi bien à l'égard de leur propre ſeureté, que de celle de leurs Commerces; à condition pourtant qu'elles reçoivent & donnent toute ſeureté aux Agens & Miniſtres des Rois, comme avant la Guerre, & que leſdits Etats ne s'oppoſent, ni à Ratisbonne, ni autre part, au rétabliſſement de la Pais de Weſtphalie.

XIII. Sa Majeſté Tres-Chreſtienne ſe veut obliger en vigueur de cette Declaration de fournir & procurer l'agrément de ce preſent Traité, & tout ce qui y eſt contenu de Sa Majeſté, le Roi & la Couronne de Suede, & d'en obtenir la Ratification en bonne & duë forme, dans le tems de trois mois, à compter du jour de la ſignature, ou plûtôt ſi faire ſe peut; & avant que ladite Ratification ſoit délivrée aux mains de leurs Alteſſes elles ne ſeront point obligées de rendre le Païs de Bremen: de quoy Sadite Majeſté Tres-Chreſtienne demeure garante, de meſme que de tout ce qu'en vigueur du preſent Traité a été accordé à leurs Alteſſes & toute la Sereniſſime Maiſon de Brunswik-Lunebourg.

XIV. Les deux Couronnes feront comprendre le preſent Traité en celui qu'elles feront avec Sa Majeſté Imperiale & l'Empire, afin qu'il ait le même effet, & que la Sereniſſime Maiſon de Brunswik-Lunebourg y trouve la même ſeureté, comme ſi elle avoit conclu conjointement avec S. M. Imperiale.

XV. Le preſent Traité ſera ratifié & approuvé de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne & de leurs Alteſſes les Seigneurs Ducs & les Ratifications en bonne forme, échangées à Zell, en quatre ſemaines, à compter du jour de la ſignature, ou plûtôt ſi faire ſe peut.

En foy de quoy Nous Envoyez Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne & de leurs Alteſſes de Brunswic-Lunebourg, en vertu de nos Pouvoirs reſpectifs avons ſigné ces Preſentes, & y fait appoſer les cachets de nos Armes. Fait à Zell ce $\frac{\text{5. Fevrier ſ. n.}}{\text{26. Janvier ſ. v.}}$ 1679.

Rebenac. (*L.S*)
De Bernſtorff. (*L.S.*)
De Heimbourg. (*L.S.*)

NOus ayans agreable le ſusdit Traité de Pais en tous & un chacun les points qui y ſont contenus & declarez, avons iceux tant pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé; acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi, ſous l'Obligation & hypotheque de tous & un chacuns nos biens preſens & à venir, garder & obſerver inviolablement, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En témoin de quoi Nous avons ſigné ces Preſentes de noſtre main, & à icelles fait appoſer noſtre Seel. Donné à Saint Germain en Laye le vingt-deuxiéme jour de Fevrier l'an de grace mil ſix cens ſoixante & dix-neuf, & de noſtre Regne le trente-ſixiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

Ratification du Duc de Zell du Traité conclu avec le Roi de France le 5. Fevrier 1679.

NOus George Guillaume, par la grace de Dieu Duc de Brunswik & de Lunebourg: Faiſons ſçavoir par ces preſentes, qu'ayant donné ordre & Pouvoir au Sieur de Bernſtorff, noſtre Conſeiller & Miniſtre d'Etat, de traiter de noſtre part conjointement avec le Miniſtre de Monſieur le Duc Rodolphe Auguſte, Duc de Brunswik & de Lunebourg Wolſembutel, ſur les conditions de Pais, avec le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, & Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne, à cela ſpecialement Commis & Deputé: leſquels en vertu de leurs Pleinpouvoirs, eſtant convenus le cinquiéme du Mois de Fevrier paſſé, d'un Traité de Paix ſelon les Articles ſuivans.

Au Nom de Dieu, &c.

LEquel Traité, & Articles ayant vû & examiné, Nous les avons tous & chacun d'iceux ſeparément, tant pour Nous, que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Etats, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, agreé, approuvé, & ratifié, & les agreons, approuvons & ratifions par les Preſentes ſignées de noſtre main. Promettons en foi & parole de Prince, de garder & obſerver le tout inviolablement, ſans y contrevenir directement ni indirectement, ni ſouffrir que de noſtre part il y ſoit contrevenu de quelque maniere que ce ſoit. En témoignage de quoi nous avons fait mettre noſtre Seel à ces Preſentes. Fait à Zell le 14. Mars 1679. *Signé*, GEORGE GUILLAUME. De par ſon Alteſſe Sereniſſime DE BERNSTORFF.

Pleinpouvoir du Sieur Comte de Rebenac Feuquiere.

LE Roi ayant toûjours conſervé une eſtime particuliere, meſme au milieu de la Guerre, pour Monſieur le Duc de Zell; & Sa Majeſté eſtant informée du deſir que ce Prince a fait paroiſtre en diverſes occaſions, & dont il témoigne encore être touché à cette heure, de ſe voir en état par la Pais, qui eſt ſur le point de ſe rendre generale dans l'Europe, de lier à l'avenir une étroite & ſincere Alliance avec elle: Sa Majeſté qui ne ſouhaite pas avec une moindre affection de pouvoir compter ce Prince au nombre de ſes plus particuliers Amis & Alliez, & de contribuer même à ſon accommodement avec le Roi & la Couronne de Suede, ſe porte volontiers à entrer avec lui dans la diſcuſſion

ANNO 1679. ceſſion des moyens qui peuvent conduire à l'une & à l'autre de ces fins. C'eſt pour ce ſujet qu'elle a donné & donne par ces Preſentes au Sieur Comte de Rebenac, ſon Envoyé Extraordinaire en Allemagne, Pleinpouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial de conferer & negocier avec ledit Sieur Duc de Zell, ſoit avec les Commiſſaires munis d'un pareil Pleinpouvoir de ſa part, & conſequemment arreſter, conclure, & ſigner en ſon nom tels Articles & Conventions que ledit Sieur Comte de Rebenac aviſera bon eſtre. Promettant Sadite Majeſté en ſoy & parole de Roy, d'accomplir & d'executer ponctuellement, avoir agreable & tenir ferme & ſtable à toûjours tout ce que ledit Sieur Comte de Rebenac aura promis & ſigné en vertu du preſent Pouvoir, ſans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu pour quelque cauſe ou pretexte que ce puiſſe eſtre; comme auſſi d'en fournir ſa Ratification en bonne forme dans le temps qu'il aura eſté convenu. En temoignage dequoi Sadite Majeſté a ſigné leſdites Preſentes de ſa main, & y a fait appoſer le Scel de ſon Secret. Fait à Saint Germain en Laye le 16. jour de Decembre de 1678. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roy, ARNAULD.

Pleinpouvoir du Sieur Bernſtorff.

SOn Alteſſe Monſieur le Duc George Guillaume de Brunswik & de Lunebourg, ſouhaitant paſſionnément l'honneur des bonnes graces du Roi Tres-Chreſtien, & de s'y affermir par la Paix & une Alliance étroite & ſincere; ſon Alteſſe a eſté ravie de voir que Sa Majeſté n'y repugne point, & ait bien voulu en faciliter les ſuites par la generoſité qu'elle a de vouloir honorer ſon Alteſſe de ſon amitié, & meſme de contribuer ſes offices à l'accommodement du Roi de Suede & de ſon Alteſſe, en donnant Commiſſion & Pleinpouvoir au Comte de Rebenac ſon Envoyé Extraordinaire, de traiter, arreſter, conclure & ſigner en ſon nom des Conventions qui pourroient conduire à ces deux fins: & afin que de ſon coſté elle y réponde d'une application convenable à ſon zele pour le ſervice du Roi & l'honneur de ſon amitié; elle ne continuë pas ſeulement dans la paſſion d'y pourvoir; mais elle donne auſſi par ces preſentes Pleinpouvoir, Commiſſion, & Mandement ſpecial au Sieur de Bernſtorff, ſon Conſeiller & Miniſtre d'Eſtat, de conferer, & negotier avec ledit Sieur Comte de Rebenac, & conſequemment arreſter, conclure & ſigner en ſon nom pour les deux fins ſuſmentionnées tels Articles & Conventions que ledit Sieur de Bernſtorf aviſera bon eſtre. Promettant en foy & parole de Prince, d'accomplir & d'executer ponctuellement, avoir agreable & tenir ferme & ſtable à toûjours tout ce que ledit ſon Miniſtre aura promis & ſigné en vertu du preſent Pouvoir, ſans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu pour quelque cauſe ou pretexte que ce puiſſe eſtre, comme auſſi d'en fournir ſa Ratification en bonne forme dans le temps qu'il aura eſté convenu. En témoignage dequoy ſon Alteſſe Sereniſſime a ſigné les Preſentes de ſa main, & y a fait appoſer le Scel de ſon Secret. Fait à Zell le 19. Janvier 1679. *Signé*,

GEORGE GUILLAUME.
(L.S.)

Ratification du Duc de Wolfembutel.

NOus Rudolphe Auguſte, par la grace de Dieu Duc de Brunswik & de Lunebourg, faiſons ſçavoir par ces preſentes, qu'aiant donné ordre & Pouvoir au Sieur de Heimbourg, noſtre Conſeiller d'Etat, & Preſident de nos Conſeils de traiter de nôtre part, conjointement avec le Miniſtre de Monſieur le Duc George Guillaume Duc de Brunswik & de Lunebourg Zell, ſur les conditions de Paix, avec le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, & Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne: leſquels en vertu de leurs Pleinpouvoirs étant convenus le 15. du Mois de Fevrier paſſé, d'un Traité de Paix ſelon les Articles ſuivans.

Au Nom de Dieu, &c.

LEquel Traité & Articles ayant veu & examiné, nous les avons tous & chacun d'iceux ſeparément, tant pour nous que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Etats, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, agreé, approuvé, & ratifié, & les agréons, approuvons & ratifions par les preſentes ſignées de noſtre main. Promettons en foi & parole de Prince, de garder & obſerver le tout inviolablement, ſans y contrevenir directement ni indirectement, ni ſouffrir que de nôtre part il y ſoit contrevenu de quelque maniere que ce ſoit. En temoignage dequoy Nous avons fait mettre nôtre Scel à ces preſentes. Fait à Brunswik le 14. Mars 1679. *Signé*, RUDOLPHE AUGUSTE. De par ſon Alt. Sereniſſime DE HEIMBOURG. ANNO 1679.

Pleinpouvoir du Sieur Comte de Rebenac.

LE Roy ayant toûjours conſervé une eſtime particuliere meſme, &c. *comme dans le Traité de Monſieur le Duc de Zell.*

Pleinpouvoir du Sieur de Heimbourg.

SOn Alteſſe Monſieur le Duc Rudolphe Auguſte de Brunswik & Lunebourg ſouhaitant paſſionnément l'honneur des bonnes graces du Roi Tres-Chreſtien, & d'y rentrer & s'y affermir par la Paix & une Alliance étroite & ſincere, ſon Alteſſe Sereniſſime a été ravie de voir & d'apprendre, que Sa Majeſté n'eſt pas moins prompte de les luy rendre, & pour faciliter les ſuites de l'affaire par ſa generoſité, ait bien voulu honorer la Maiſon Sereniſſime de ſon Alteſſe de la Commiſſion & Pleinpouvoir qu'elle a donné au Comte de Rebenac, ſon Envoyé extraordinaire, de traiter, arreſter, conclure & ſigner en ſon nom des Conventions qui pourroient ſi bien conduire à la fin ſuſmentionnée, que contribuer à l'accommodement du Roi de Suede avec elle. Afin donc que ſon Alteſſe y réponde d'une application convenable à ſon zele pour le ſervice du Roi & l'honneur de ſon amitié, elle ne continuë pas ſeulement dans la Paſſion d'y parvenir; mais elle donne auſſi par ces Preſentes Pleinpouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial au Sieur de Heimbourg, ſon Conſeiller d'Etat, & Preſident de ſes Conſeils, de conferer & negotier avec ledit Sieur Comte de Rebenac, & conſequemment arreſter, conclure & ſigner en ſon nom pour les deux fins ſuſmentionnées les Articles & Conventions que ledit Sieur de Heimbourg aviſera bon eſtre. Promettant en ſoy & parole de Prince, d'accomplir & d'executer ponctuellement, avoir agreable & tenir ferme & ſtable à toûjours tout ce que ledit ſon Miniſtre aura promis & ſigné en vertu du preſent Pouvoir, ſans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu, pour quelque cauſe ou pretexte que ce puiſſe eſtre; comme auſſi d'en fournir ſa Ratification en bonne forme, dans le temps qu'il aura eſté convenu. En témoignage dequoy S. A. S. a ſigné les Preſentes de ſa main, & y a fait appoſer le Scel de ſon Secret. Fait à Brunswik le 19. Janvier, 1679. *Signé*,

RUDOLPHE AUGUSTE.

Ratification du Duc d'Oſnabruk.

NOus Erneſte Auguſte, par la grace de Dieu Evêque d'Oſnabruk, Duc de Brunswik & de Lunebourg: Faiſons ſçavoir à tous ceux qui verront les preſentes Lettres, que le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne, ayant conclu, arrêté & ſigné, en vertu du Pleinpouvoir qu'il a de Sadite Majeſté, avec les Sieurs de Bernſtorf & Heimbourg, Conſeillers & Miniſtres d'Etat de leurs Alteſſes nôtre Frere & Couſin Meſſieurs les Ducs George Guillaume & Rudolphe Auguſte de Brunswik & Lunebourg, pareillement munis de Pleinpouvoirs le Traité de Paix dont la teneur s'enſuit.

Au Nom de Dieu, &c.

ET ayant eſté expreſſément arreſté & accordé par l'onziéme Article de ce preſent Traité de Paix, que Nous devons joüir de toutes les conditions qu'il contient, de même que ſi du commencement Nous avions concouru à le faire conclure, pourvû que Nous fourniſſions nôtre Ratification trois ſemaines aprés l'échange de celle de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne contre celles de Meſſieurs les Ducs nôtre Frere & Couſin: Nous en avons ſuffiſamment examiné les Articles, & agréé & approuvé la teneur d'iceux, tant en general comme en particulier, ainſi qu'ils ſe trouvent ici inſerez, les acceptons, approuvons & ratifions par les Preſentes dans la meilleure forme qu'il ſe peut. Promettons en foy de Prince, de garder & obſerver inviolablement ce qu'ils contiennent, ſans y contrevenir directement ni indirectement, ni ſouffrir que de nôtre part il y ſoit contrevenu. En foy de quoi Nous avons ſigné ces Preſentes de nôtre main, & y fait mettre nôtre Scel. Fait dans nôtre Reſidence d'Oſnabruk ce 26. Mars 1679. *Signé*,

ERNESTE AUGUSTE.

Articles Séparez du Traité entre le Roi de France, le Roi de Suede, & Meſſieurs les Ducs de Zell, Wolfembutel & Oſnabruk.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme le Sieur Comte de Rebenac Feuquiere, nôtre Lieutenant General dans la Province de Toul, & nôtre Envoyé Extraordinaire en Allemagne, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous luy en avions donnez, auroit conclu, arreſté, & ſigné le cinquiéme du preſent Mois de Février en la Ville de Zell, avec les Sieurs de Bernſtorf & de Heimbourg, Miniſtres d'Etat & Preſidens des Conſeils de nos tres-chers & tres-amez Couſins les Ducs George Guillaume, & Rudolphe Auguſte, Ducs de Brunſwic & de Lunebourg, pareillement munis de Pleinpouvoirs de la part deſdits Sieurs Ducs, les Articles ſeparez & ſecrets, dont la teneur s'enſuit.

OUtre les Articles contenus au Traité conclu & ſigné ce jourd'hui de la part de Sa Majeſté Tres Chreſtienne & leurs Alteſſes Sereniſſimes de Brunſwik & de Lunebourg, Zell & Wolfembutel, on eſt encore convenu de ce qui ſuit.

I. Sa Majeſté le Roi & la Couronne de Suede, ayant conſideré que le Bailliage de Tedinghauſen, à cauſe que ſes dépendances ſont beaucoup mêlées avec celles du Comté de Huya, fourniſſoit matiere à des diſputes perpetuelles; ce qu'elle trouve contraire à ſon inclination, d'entretenir à l'avenir une étroite Alliance & amitié avec L. A. & la Maiſon Sereniſſime de Brunſwic & Lunebourg; & Sa Majeſté ayant outre cela en égard à la maniere honeſte dont L. A. ont uſé dans le cours de cette Guerre, auſſi bien qu'au bon traitement qu'elles ont fait aux Habitans du Païs de Bremen: Sa Majeſté en ces conſiderations s'eſt portée d'autant plus volontiers à accorder à L. A. ſuſdites des marques & effets reels de ſa bienveillance par la preſente Declaration & Article, en vertu duquel Sa Majeſté le Roi & la Couronne de Suede renoncent, cedent & tranſportent pour elles, leurs Hoirs, Succeſſeurs & ayans cauſe, à L. A. ſuſdites Ducs & leurs Heritiers, à perpetuité & à toûjours, avec toute la Souveraineté & Droits Territoriaux, tant Eccleſiaſtiques que Politiques, ci-devant poſſedez par les Ducs de Bremen & de Verden, ſans exceptions quelconque, ce qui s'enſuit.

1. La Prevoſté ou Vogtey de Dorwern & tout le trait ou coin de Terre, qui eſt entre les Rivieres de Weſer & Aller, confinant avec les Terres de la Sereniſſime Maiſon, & appartenant au Duché de Verden, & ce qui y eſt contenu, avec tous les Domaines, Foreſts & Revenus: auquel Diſtrict pourtant il ne ſera point baſti de Fortereſſe, ni établi de nouveaux Peages par L. A. & leurs Succeſſeurs; ce qui s'entend, ſauf les Droits, Poſſeſſions & proprietez de la Ville de Verden, Gentilshommes & autres Particuliers qui ont des Biens dans ledit Diſtrict.

De plus & 2. Le Bailliage de Tedinghauſen avec toutes ſes dépendances, Droits, Domaines, Terres, Villages & Limites, dans le même état & la même la conſiſtance, qu'il a été poſſedé avant ces Guerres par la Couronne de Suede, ſans limitation & ſans exception quelconque.

3. Tous les Droits, Revenus, Capitaux, Rentes & Poſſeſſions, ſoit en Terres ou Bois, dont les Evêchez & Chapitres & aprés la Paix de Weſtphalie les Duchez de Bremen & Verden, ou leurs dépendances, & ceux qui l'ont tenu d'eux, ont joüi ci-devant & juſques à la Guerre preſente, dans les Etats & Terres de l'obéïſſance de L. A. ſans aucune exception.

Sa Majeſté pour ſoy & ſon Royaume, ſes Hoirs & Succeſſeurs à la Couronne, renonce à tout le Droit qu'elle a eu, ou qu'elle peut prétendre en vertu des Traitez de Paix faits ci-devant, ſur leſdits Lieux, Terres & Domaines, ſans en rien retenir ni reſerver; & ce nonobſtant toutes Loix, Inveſtitures paſſées & futures, Coûtumes & Conſtitutions au contraire, & ſpecialement ce que dit eſt à l'Article 6. du Traité principal, auſquelles, & aux clauſes dérogatoires, il eſt expreſſément dérogé par le preſent Traité. Sa Majeſté de Suede promet de plus d'indemniſer & de garantir ladite Sereniſſime Maiſon de Brunſwic & Lunebourg contre toutes les pretentions que quelques Particuliers pourront former contre les ſuſdits Païs, Poſſeſſion, Terres, Droits & Revenus cedez à ladite Sereniſſime Maiſon, de maniere qu'elle ne puiſſe être troublée, ou inquietée dans la tranquile poſſeſſion, & joüiſſance deſdites appartenances, par voye de fait ou de Juſtice, ou ſous quelque pretexte que ce puiſſe être, nonobſtant tous les Actes, Contracts, Donations ou autres exceptions alleguées au contraire: Sa Majeſté promettant même de ſolliciter & de procurer ſur tout ce qui eſt dit cy-deſſus, le conſentement de l'Empereur & de l'Empire. Et en particulier employeront les deux Couronnes des offices efficaces, afin que les Terres, Droits & Revenus tranſportez par la Suede à L. A. en vigueur du preſent Traité, leur ſoient laiſſez par l'Empereur & l'Empire, comme Allodiaux, ou au moins en qualité d'un *Feudum promiſcuum*, & comme la Suede les a poſſedez.

II. Quoy-qu'il ſoit dit dans l'Article 6. du Traité principal, que L. A. feront reſtitution de ce qu'ils poſſedent au Païs de Bremen, dés que la Paix generale ſera faite, & que la Couronne de Suede ſe jugera en état de l'occuper & garder de ſes propres forces; pourront les deux Rois, de France & de Suede, dans l'intention qu'ils ont d'obliger L. A. conſentent & accordent, en vertu de cet Article, que L. A. ſuſdites puiſſent garder le Païs de Bremen, & joüir d'iceluy & de tous ſes Revenus ordinaires & extraordinaires, ſans que la Suede en ait à prétendre aucun rembourſement ou ſatisfaction, non plus que ce qu'elles en ont tiré durant cette Guerre, juſques à huit Mois, à compter du jour que la Ratification du preſent Traité ſera miſe entre les mains de L. A. Ce qui s'entend, en cas que la concluſion & execution de la Paix generale entre les Parties qui ſont preſentement en Guerre, ne ſe faſſe avant l'expiration dudit terme: car alors le Païs de Bremen ſera rendu ſans autre remiſe à la Couronne de Suede.

III. Le Seigneur Roi Tres-Chreſtien voulant continuer ſes ſoins à l'affermiſſement du repos & de la tranquilité de l'Empire, & pour n'oublier aucun moyen d'y parvenir, veut bien en conſideration des frais faits par L. A. accorder & promettre, comme il fait par le preſent Article, de faire compter à L. A. la Somme de trois cens mille Ecus dans la Ville de Hambourg en Argent *de Banco*, en même temps que ſe ſera la reſtitution du Païs de Bremen: de cette maniere, qu'au jour que ſera arreſtée la Ceſſion de la Place de Carlsbourg, en conformité de l'Article 6. icy, on mettra entre les mains des Seigneurs Ducs ou leurs Commiſſaires les premiers cent mille Risdales; au jour que l'on rendra Stade, cent mille autres Risdales; & au jour de Boxtehude, tout le reſte.

IV. Il a eſté accordé de plus de la part de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne, qu'en cas que la Guerre dure plus de huit Mois aprés l'échange des Ratifications du preſent Traité, & que par conſequent L. A. ſelon la diſpoſition de l'Article 2. ayent à rendre le Païs de Bremen au Roi de Suede, avant que la preſente Guerre ſoit entierement terminée, Sa Majeſté fera payer à L. A. par chaque Mois, à compter du jour aprés la reſtitution faite du Païs de Bremen, la Somme de vingt mille Ecus à Hambourg en Argent *de Banco*, juſqu'à l'execution entiere de la Paix generale entre les Parties qui ſont preſentement en Guerre.

V. En cas qu'il reſte à L. A. au terme que la reſtitution ſe doit faire, quelques Arrerages des deux derniers Mois, ſoit des Contributions, Domaines & autres Revenus du Païs de Bremen, il ſera pourveu au payement par des Cautions ſuffiſantes.

VI. L. A. pour marquer d'autant plus la reconnoiſſance qu'elles ont des bontez que les deux Rois leur

ANNO 1679.

font paroiſtre, promettent à Leurs Majeſtez, que non ſeulement elles défendront le Païs de Bremen, tant qu'elles l'auront à garder, de toutes leurs forces, contre ceux qui le voudront attaquer; mais auſſi qu'elles ne feront point ſortir les Garniſons que L. A. ont dans Carlsbourg & le Fort de Swinge, ſans y faire entrer en même temps des Troupes du Roi de Suede: à condition pourtant qu'il ſera accordé un Saufconduit aux Troupes de Danemark & Munſter qui ſe trouveront dans la Place.

De plus promettent L. A. de bonne foy de traiter les Habitans du Païs de Bremen, tant qu'elles en ſeront en poſſeſſion, comme elles ont fait juſqu'icy, avec moderation, ſans les charger d'Impoſts & Taxes nouvelles.

VII. L. A. laiſſeront dans les Places de Stade, Carlsbourg & Boxtehude le Canon & la Munition de Guerre qui s'y trouve preſentement de ce qui a été à la Suede, à l'exception de trois Pieces que L. A. pourront garder, auſſi-bien que tout ce qui appartient à elles, & qui ſe trouve marqué de leurs Noms ou Armes, ou que L. A. ont fait menes dans leſdites Places, du temps qu'elles les ont poſſedées: ce que L. A. s'engagent à executer de bonne foy.

VIII. La Maiſon Sereniſſime de Brunswik & de Lunebourg, s'engage à n'accorder aucun logement, paſſage ou retraite dans & par les Etats & Terres où ladite Maiſon a ſes Quartiers dans les Cercles de Saxe & le Comté de Lippe, aux Troupes de Danemark & Brandebourg: & ayant prié tres-inſtamment Leurs Majeſtez de France & de Suede de l'aſſiſter en ce deſſein, auſſi-bien comme à maintenir la Maiſon Sereniſſime dans leſdits Quartiers; Leurs Majeſtez y donnent volontiers les mains, conſentent de plus, que pour ne pas donner occaſion à autruy de faire la même choſe, elles ne feront point entrer les Troupes & Armées dans leſdits Quartiers, ſi ce n'eſt du bon gré & du conſentement de L. A. & en tel cas Leurs Majeſtez les feront dédommager, auſſi-bien que les Etats deſdits Païs, de toute perte & des frais & dégaſts que les Troupes des Rois y pourront cauſer, auprés deſquelles Leurs Majeſtez feront obſerver un ordre & Diſcipline tres-exacte, & payer tout ce qui leur ſera fourni: de maniere que tel paſſage ne tourne aucunement au préjudice de L. A. ou des Etats auſquels elles ſe trouvent engagées.

IX. Les Seigneurs Ducs ayant fait des prieres tres-inſtantes aux deux Rois, pour qu'il pluſt à Leurs Majeſtez de donner la Paix à Monſieur l'Evêque de Paderborn & Munſter à des conditions équitables, Leurs Majeſtez auront égard à cette interceſſion, & feront jouïr audit Seigneur Evêque de l'effet d'icelle, à condition que luy de ſon côté faſſe des avances neceſſaires pour cela.

X. De plus accordent Leurs Majeſtez ſur la priere de L. A. & en conſideration de la proche parenté avec elles, de remettre & recevoir à l'honneur de leurs bonnes graces Monſieur le Duc de Holſtein Ploen, & le feront jouïr de la Paix faite avec L. A. de ſorte qu'en cas que les Armées de Leurs Majeſtez dans le cours de cette Guerre entrent dans le Païs de Holſtein ledit Sieur Duc de Ploën & tout ce qui luy appartient, ſera traité comme Serviteur & bon Amy de Leurs Majeſtez, comme L. A. promettent de leur côté d'employer tous les offices poſſibles pour les intereſts de Monſieur le Duc de Holſtein Gottorff.

XI. De plus Leurs Majeſtez promettent de ne point faire la Paix, avec leurs Ennemis, ſans l'incluſion de la Sereniſſime Maiſon de Brunswik-Lunebourg, & ſans une pleine reſtitution & dédommagement de tout ce qu'elle pourroit perdre, ou auroit perdu ou ſouffert, en cas qu'il luy faluſt entrer en Guerre avec quelqu'un au ſujet de ce Traité.

XII. Son Alteſſe le Seigneur Duc Erneſte Auguſte Prince d'Oſnabruk jouïra de ce qui eſt contenu dans les preſens Articles ſeparez de la même maniere & à la condition exprimée dans l'Article 11. du Traité principal.

XIII. Sa Majeſté Tres-Chreſtienne ſe veut obliger, comme elle fait par le preſent Article, de fournir & procurer l'agréement & la Ratification de S. M. le Roi & la Couronne de Suede ſur ces Articles ſeparez, & tout ce qui y eſt contenu; de garantir ce qui y eſt accordé à L. A. de Brunswik-Lunebourg, & de ne les point obliger à la reſtitution du Païs de Bremen avant que la Ratification pure & ſimple de la Suede ne leur ſoit délivrée; tout en conformité & de la même maniere comme il eſt dit & ſtipulé dans l'Article 13. du Traité principal.

ANNO 1679.

XIV. Le contenu des preſens Articles ſera compris dans la Paix que les deux Couronnes feront avec S. M. Imperiale & l'Empire.

XV. Les preſens Articles ſeparez auront pareille force & vigueur, que s'ils eſtoient inſerez dans le corps du Traité principal paſſé ce jourd'huy; & la Ratification en ſera fournie en même temps. Fait à Zell ce 5. Fevrier ſt. n. 26. Janvier ſt. v. 1679.

Rebenac. (*L. S.*)
De Bernſtorf. (*L. S.*)
De Heimbourg. (*L. S.*)

ARTICLE SECRET I.

Outre les Articles contenus au Traité conclu & ſigné ce jourd'huy de la part de Sa Majeſté Tres-Chrêtienne & L. A. Sereniſſimes les Ducs de Brunswik & Lunebourg, Zell & Wolfenbutel, on eſt encore convenu de ce qui ſuit.

Ayant été accordé par l'Article 10 du Traité principal, que Leurs Majeſtez garantiront la Maiſon Sereniſſime de Brunswik & Lunebourg de tout dommage & préjudice qui leur pourroit être fait de qui que ce ſoit, à cauſe & occaſion de la Paix qu'elle fait avec les Couronnes; Leurs Majeſtez declarent de plus par le preſent Article que ladite Maiſon jouïra de cette garantie, particulierement contre les entrepriſes que le Roi de Danemark & l'Electeur de Brandebourg pourroient faire contre elle, ſous quelque pretexte & en quelque temps avant ou aprés la Paix generale, qu'on les faſſe éclater.

Ce preſent Article ſeparé aura pareille force & vigueur, que s'il étoit inſeré dans le corps du Traité principal paſſé ce jourd'huy; & la Ratification en ſera fournie en même temps. Fait à Zell ce 5. Fevrier ſt. n. 26. Janvier ſt. v. 1679.

Rebenac. (*L. S.*)
De Bernſtorf. (*L. S.*)
De Heimbourg. (*L. S.*)

ARTICLE SECRET II.

Il a été accordé aux inſtances de L. A. de Brunswik-Lunebourg, que les deux Couronnes de France & de Suede, à la Paix qu'elles feront avec l'Empereur & l'Empire, procureront à tous les Princes de la Maiſon Sereniſſime de Brunswik & de Lunebourg une amniſtie & abolition generale ſur tout ce qui s'eſt paſſé à l'égard des Quartiers d'Hiver, Contributions, Paſſages de Troupes dans l'Empire, ou d'autre maniere, dans le cours de cette Guerre; de ſorte que leſd. Princes ne puſſent être inquietez pour telles cauſes, avant ou aprés la Paix generale, par voie de fait, ou de Juſtice ou telle autre que ce puiſſe être.

Lequel Article ſecret aura pareille force & vigueur, que s'il étoit inſeré dans le corps du Traité principal paſſé ce jourd'huy; & la Ratification en ſera fournie en même temps. Fait à Zell ce 5. Fevrier ſt. n. 26. Janvier ſt. v. 1679.

Rebenac. (*L. S.*)
De Bernſtorf. (*L. S.*)
De Heimbourg. (*L. S.*)

NOus ayans agreables les ſuſdits Articles ſeparez & ſecrets en tous & un chacun les points qui y ſont contenus & declarez, avons iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, acceptez, approuvez, ratifiez & confirmez, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roi, & ſous l'obligation & hypotheque de tous & chacuns nos Biens preſens & à venir garder & obſerver inviolablement, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En témoin de quoy Nous avons ſigné ces Preſentes de nôtre main, & à icelles fait appoſer nôtre Scel. Donné à Saint Germain en Laye le vingt-deuxiéme jour de Fevrier, l'an de grace mil ſix cens ſoixante & dix-neuf, & de nôtre Regne le trente-ſixiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

Rati-

Ratification du Duc de Zell des Articles ſeparez du Traité conclu avec le Roi le 5. Fevrier 1679.

NOus George Guillaume, par la grace de Dieu Duc de Brunswik & de Lunebourg, faiſons ſçavoir par ces Preſentes, qu'ayant donné ordre & Pouvoir au Sieur de Bernſtorf, nôtre Conſeiller & Miniſtre d'Etat, de traiter de nôtre part, conjointement avec le Miniſtre de Monſieur le Duc Rudolphe Auguſte, Duc de Brunswik & de Lunebourg Wolfembutel, ſur les conditions de Paix, avec le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, & Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majeſté Tres-Chrétienne, à cela ſpecialement commis & deputé : leſquels en vertu de leurs Pleinpouvoirs eſtans convenus le cinquiéme du Mois de Fevrier paſſé, d'un Traité de Paix & des Articles ſeparez & ſecrets, dont la teneur s'enſuit.

Outre les Articles, &c.

LEſquels Articles ſeparez & ſecrets ayant vû & examiné, Nous les avons tous, & chacun d'iceux ſeparément, tant pour Nous, que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Etats, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, agreez, approuvez & ratifiez, & les agreons, approuvons & ratifions par les Preſentes ſignées de nôtre main. Promettons en foy & parole de Prince, de garder & obſerver le tout inviolablement, ſans y contrevenir directement, ni indirectement, ni ſouffrir que de nôtre part il y ſoit contrevenu, de quelque maniere que ce ſoit. En témoignage de quoi Nous avons fait mettre nôtre Seel à ces Preſentes. Fait à Zell le 14. Mars 1679. *Signé*,

GEORGE GUILLAUME.

De par Son Alt. Sereniſſime,

DE BERNSTORF.

Ratification du Duc de Wolfembutel des Articles ſeparez.

NOus Rodolphe Auguſte, par la grace de Dieu Duc de Brunswik & Lunebourg, faiſons ſçavoir par ces Preſentes, qu'aiant donné Ordre & Pouvoir au Sieur de Heimbourg, nôtre Conſeiller d'Etat, & Preſident de nos Conſeils, de traiter de nôtre part conjointement avec le Miniſtre de Monſieur le Duc George Guillaume, Duc de Brunswik & Lunebourg Zell, ſur les conditions de Paix, avec le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, & Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majeſté Tres-Chrétienne : leſquels en vertu de leurs Pleinpouvoirs eſtant convenus le 5. du Mois de Fevrier paſſé, d'un Traité de Paix & des Articles ſeparez & ſecrets, dont la teneur s'enſuit.

Outre les Articles, &c.

LEſquels Articles ſeparez & ſecrets ayant vû & examiné, Nous les avons tous, & chacun d'iceux ſeparément, tant pour Nous, que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Etats, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, agreez, approuvez & ratifiez, & les agreons, approuvons & ratifions par les Preſentes ſignées de nôtre main. Promettons en foy & parole de Prince, de garder & obſerver le tout inviolablement, ſans y contrevenir directement, ni indirectement, ni ſouffrir que de nôtre part il y ſoit contrevenu, de quelque maniere que ce ſoit. En témoignage dequoi Nous avons fait mettre nôtre Seel à ces preſentes. Fait à Brunswik le 14. Mars 1679. *Signé*,

RUDOLPHE AUGUSTE.

De par Son Alt. Sereniſſime,

DE HEIMBOURG.

Ratification du Duc d'Oſnabruk des Articles ſeparez.

NOus Erneſte Auguſte par la grace de Dieu Evêque d'Oſnabruk, Duc de Brunswik & de Lunebourg, faiſons ſçavoir à tous ceux qui verront les preſentes Lettres, que le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majeſté Tres-Chrétienne, ayant conclu, arrêté & ſigné, en vertu du Pleinpouvoir qu'il a de Sadite Majeſté, avec les Sieurs de Bernſtorf & Heimbourg, Conſeillers & Miniſtres d'Etat de leurs Alteſſes nôtre Frere & Couſin Meſſieurs les Ducs George Guillaume, & Rodolphe Auguſte de Brunswik & de Lunebourg, pareillement munis de Pleinpouvoirs, le Traité de Paix & des Articles ſeparez & ſecrets, dont la teneur s'enſuit.

Outre les Articles contenus, &c.

ET ayant été expreſſément arreſté & accordé par le 12. Article ſeparé, que Nous devons jouïr du contenu de ces Articles de la meſme maniere, & à la condition exprimée dans l'Article 11. du Traité principal, Nous avons ſuffiſamment examiné leſdits Articles ſeparez & ſecrets, agreé, & approuvé la teneur d'iceux, tant en general comme en particulier, ainſi qu'ils ſe trouvent ici inſerez, & les acceptons & ratifions par les Preſentes, dans la meilleure forme qu'il ſe peut. Promettons en foy de Princes de garder & obſerver inviolablement ce qu'ils contiennent, ſans y contrevenir directement, ni indirectement, ni ſouffrir que de nôtre part il y ſoit contrevenu. En foi dequoy Nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & y fait mettre nôtre Seel. Fait dans nôtre Reſidence d'Oſnabruk ce 26. Mars 1679. *Signé*,

ERNESTE AUGUSTE.

CLXXXIII.

17. Fevr.

Obligation donnée par le Gouverneur General des PAÏS-BAS ESPAGNOL *pour le payement des Contributions qui étoient encore duës à la France au tems de la Paix de Nimegue, avec ſoumiſſion, à toute Execution Militaire en cas de non payement. Fait à Bruxelles le 17. Fevrier 1679.*

[Copie originale tirée des Archives de l'Ambaſſade d'Eſpagne en Hollande.]

COmme nous deſirons de lever toutes difficultez à l'égard de la ſuite demandée pour les Arrerages des Contributions qui ſont deuës au Roy Tres-Chreſtien, Nous avons promis & promettons par ceſte au nom de Sa Majeſté de faire donner pour la meſme ſeureté en conformité du Traité qui ſera fait pour ce ſujet des Lettres de Change à concurrence de trois cent mille Patacons, & pour le ſurplus de ce qui pourroit eſtre deub par le deſcompte ou liquidation qui en ſera fait, nous ferons remettre entre les mains de Monſieur le Mareſchal d'Humieres Gouverneur General pour le Roy T. C. de la Flandre Françoiſe, un Mois aprés la date dudit Traité, au cas qu'il n'y ſoit autrement ſatisfait devant ce terme ſelon le contenu de ce meſme Traité, les Obligations de tous & chacun les Corps des Etats & Provinces redevables de quelques reſtes de Contributions, ſuivant les deſcomptes qui en ſeront faits, de payer leſd. reſtes ſix ſemaines au plus-tard aprés que leſd. Deſcomptes auront eſté arreſtez, & de faire inſerer dans l'Obligation des Etats de la Province de Flandres qui s'obligent ſolidairement, & conjointement avec les Etats de Haynaut de payer en dedans les ſix ſemaines ſuſdites à compter du jour de la liquidation tout ce qui ſe trouvera deub par toutes & chacune des Communautez de ladite Province de Haynaut, au defaut de quoy nous conſentons que le Roy T. C. puiſſe faire rentrer & reſtablir ſes Troupes dans le plat-Pays, d'où il les aura retiré en execution dudit Traité ; Nous conſentons pareillement qu'à faute de payement des Lettres de Change qui ſeront delivrées lors de la ſignature du meſme Traité dans les termes & ſoubs les Modifications portez par iceluy ou de ce qui ſe trouvera deub par les deſcomptes au-delà de la portée deſdites Lettres de Change dans ſix ſemaines aprés la liquidation deſd. reſtes de Contributions, ledit Roy T. C. puiſſe uſer de la voye de contrainte & execution Militaire, non ſeulement ſur les Etats & Provinces redevables, ou qui ſeront en demeure de payer,

mais

Anno 1679.

mais generalement ſur tout le plat-Pays de la Province de Flandres, en foy de quoy nous avons ſigné la Preſente à Bruxelles le 17. de Fevrier 1679.

CLXXXIV.

27. Fevr.

Déclaration du Roi de France Louïs XIV. *en exécution des Articles XXI. XXII. XXIII. du Traité d'*Espagne, *& V. Article du Traité d'*Hollande. *Donnée à S. Germain en Laye le 27. Février 1679.* [Freder. Leonard. Tom. IV.]

LOuïs par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces Preſentes Lettres verront, Salut. Comme par les Traitez de Paix conclus & arreſtez en la Ville de Nimégue le 10. Aouſt 1678. & 17 Septembre enſuivant, entre nos Ambaſſadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires, & les Ambaſſadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires de noſtre tres-cher & tres-Amé Frere le Roi Catholique, & de nos tres-chers & grands Amis, Alliez & Confederez les Etats Generaux des Provinces Unies des Païs Bas, Il a été entr'autres choſes convenu & reglé de quelle maniere il ſeroit pourveu au rétabliſſement de ceux dont les Biens auroient été ſaiſis & confiſquez pendant le cours de la Guerre; Nous avons eſtimé neceſſaire d'envoyer à nos Cours les Articles précis deſdits Traitez concernant le rétabliſſement deſdits Biens, afin que noſtre volonté leur étant particulierement connue elles puiſſent s'y conformer par leurs Arreſts. Pour ces Cauſes & autres grandes & juſtes conſiderations à ce Nous mouvans, de noſtre propre mouvement, pleine puiſſance & autorité Royale, avons dit & declaré, & par ces Preſentes ſignées de noſtre main, diſons & declarons voulons & nous plaiſt, que tous les Sujets de noſtredit Frere le Roi Catholique, Eccleſiaſtiques, ou Seculiers, enſemble tous les Sujets deſdits Etats Generaux des Provinces Unies des Païs-Bas, dont les Biens auront été ſaiſis & confiſquez à l'occaſion de la Guerre, leurs Heritiers ou ayans cauſe, de quelque condition ou Religion qu'ils puiſſent être, ſoient rétablis en la poſſeſſion & jouïſſance d'iceux, ſuivant & en la forme particulierement exprimée par les Articles 21. 22. & 23 dudit Traité d'Eſpagne, & par l'Article 5. de celuy d'Hollande, dont la teneur s'enſuit :

(a) Du Traité d'Eſpagne.

(a) XXI. TOus les Sujets de part & d'autre Eccleſiaſtiques & Seculiers ſeront rétablis tant en la jouïſſance des Honneurs, Dignitez & Benefices, dont ils eſtoient pourveus avant la Guerre, qu'en celle de tous & chacuns leurs Biens meubles & immeubles, Rentes viageres & à rachat, ſaiſies & occupées depuis ledit tems, tant à l'occaſion de la Guerre que pour avoir ſuivy le Party contraire : Enſemble de leurs Droits, Actions & Succeſſions à eux ſurvenuës, meſme depuis la Guerre commencée, ſans toutefois pouvoir rien demander ni pretendre des fruits & Revenus perçus & échus dés le ſaiſiſſement deſdits Biens immeubles, & Rentes & Benefices juſques au jour de la publication du preſent Traité.

XXII. Ni ſemblablement des Debtes, effets & meubles qui auront été confiſquez avant ledit jour, ſans que jamais les Creanciers de telles Debtes, & Dépoſitaires de tels effets, & leurs Heritiers ou ayans cauſe en puiſſent faire pourſuite ni en prétendre recouvrement, leſquels rétabliſſemens en la forme avant dite s'étendront en faveur de ceux qui auront ſuivy le Party contraire, en ſorte qu'ils rentreront par le moyen du preſent Traité en la grace de leur Roi & Prince Souverain, comme auſſi en leurs biens tels qu'ils ſe trouveront exiſtans à la concluſion & ſignature du preſent Traité.

XXIII. Et ſe fera ledit rétabliſſement deſdits Sujets de part & d'autre, ſelon le contenu és Articles 21. & 22 nonobſtant toutes Donations, Conceſſions, Declarations, Confiſcations, Commiſes, Sentences preparatoires ou definitives données par contumace en l'abſence des Parties, & icelles non ouïes, leſquelles Sentences & tous Jugemens demeureront nuls & de nul effet, & comme non données & prononcées avec liberté pleine & entiere auſdites Parties de revenir dans les Pays d'où elles ſe ſont cy devant retirées, pour jouïr en perſonnes de leurs Biens immeubles, Rentes & Revenus; ou d'établir leurs demeures hors deſdits Païs en tel lieu que bon leur ſemblera, leur en demeurant le choix & élection; ſans qu'on puiſſe uſer contre eux d'aucune contrainte pour ce regard. Et en cas qu'ils aiment mieux demeurer ailleurs, ils pourront députer & commettre telles perſonnes non ſuſpectes que bon leur ſemblera pour le gouvernement & jouïſſance de leurs Biens, Rentes & Revenus: mais non au regard des Benefices requerans reſidence, qui devront eſtre perſonnellement adminiſtrez & deſervis.

(b) Du Traité d'Hollande.

(b) V. Ceux ſur leſquels quelques Biens ont été ſaiſis & confiſquez à l'occaſion de ladite Guerre, leurs Heritiers ou ayans cauſe, de quelle condition ou Religion qu'ils puiſſent eſtre jouïront d'iceux Biens, & en prendront la poſſeſſion de leur autorité privée. & en vertu du preſent Traité, ſans qu'il leur ſoit beſoin d'avoir recours à la Juſtice, nonobſtant toutes incorporations au Fiſc, engagement, dons en faits, Sentences preparatoires ou définitives données par défaut & contumace en l'abſence des Parties, icelles non ouïes, Traitez, Accords & Tranſactions, quelques Renonciations qui ayent eſté miſes eſdites Tranſactions, pour exclure de partie deſdits Biens ceux à qui ils doivent appartenir: & tous & chacuns Biens & Droits qui conformement au preſent Traité ſeront reſtituez ou doivent être reſtituez reciproquement aux premiers Proprietaires, leurs Hoirs & ayans cauſe, pourront eſtre vendus par leſdits Proprietaires, ſans qu'il ſoit beſoin d'impetrer pour ce, conſentement particulier; & enſuite les Proprietaires des Rentes, qui de la part des Fiſcs ſeront continuées en lieu des Biens vendus; comme auſſi des Rentes & Actions eſtans à la charge des Fiſcs reſpectivement, pourront diſpoſer de la proprieté d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres propres Biens.

Voulons & entendons que le contenu eſdits Articles ſoit gardé & inviolablement obſervé, ſans ſouffrir qu'il ſoit allé directement ni indirectement au contraire, qu'à cet effet tous les Procés & differends qui ſont nez ou pourront naiſtre cy-aprés pour raiſon dudit rétabliſſement, ſoient jugez & terminez par nos Cours en conformité des ſuſdits Articles des Traitez d'Eſpagne & d'Hollande, à peine de nullité & caſſation de tout ce qui pourroit eſtre fait au contraire. Si donnons en Mandement à nos amez & feaux les Gens tenans noſtre Cour de Parlement de Paris, Seneſchaux & leurs Lieutenans, & tous autres nos Officiers & Juſticiers qu'il appartiendra, que ces preſentes nos Lettres de Declaration ils ayent à faire lire, publier & enregiſtrer, & le contenu en icelles garder & obſerver pleinement & paiſiblement, ceſſant & faiſant ceſſer tous troubles & empeſchemens, nonobſtant tous Edits, Arreſts, Jugemens, Condamnations & toutes autres choſes à ce contraires, auſquelles pour ce regard ſeulement & ſans tirer à conſequence, nous avons dérogé & dérogeons par ceſdites preſentes. Car tel eſt noſtre plaiſir: En témoin dequoy nous y avons fait mettre noſtre Seel. Donné à Saint Germain en Laye le vingt-ſeptiéme jour de Février, l'an de grace mil ſix cens ſoixante-dix-neuf: & de noſtre Regne le trente-ſixiéme.

CLXXXV.

11. Mars.

Traité fait du conſentement du Tres-Puiſſant Empereur de France; *Entre nous les tres-Illuſtres Bacha, Divan & Milice d'*Alger, *& le Sieur Denis Duſault, pour le rétabliſſement du Negoce & Péche de Corail. Du onziéme Mars 1679.* [Freder. Leonard. Tom. V.]

QUe generalement tous les Dettes des Sieurs Piquet, Arnault, Latour, Lalo, la Fontaine, Berthelot & Rebuty, qui ont eu cy devant intereſt dans le Baſtion, faits tant à Alger, Bonne, qu'autres Lieux, ſont & demeureront eſteints & entierement abolis, ſans que l'on en puiſſe faire aucune demande, ſans quoy ledit Duſault ne traiteroit pas avec Nous.

II. Il eſt deffendu à tous nos Capitaines de nos Vaiſſeaux, Galeres ou autres Baſtimens, de donner aucun empêchement, ni faire aucune viſite à tous ceux qui ſeront audit Baſtion ou Places en dépendantes, ayant Patente de l'Admiral de France, & au retour celle du Gouverneur dudit Baſtion, ni aux Batteaux qui ſeront employez à la Pêche du Corail; & arrivant que l'on y contrevienne, ſeront leſdits Baſtimens, le monde, l'Argent & les Marchandiſes relâchez, à la requiſition de l'Agent dudit Duſault en cette Ville.

III. Et attendu que ledit Baſtion & la Calle ſont fort délabrez, il lui eſt permis de les remettre en leur premier eſtat, & de prendre ſur les Lieux tout ce qui lui ſera neceſſaire pour le Baſtion & la Calle, & faire un Moulin à chacun des Montets dudit Baſtion & la Calle; & d'autant que le vent de Terre ne peut faire moudre celui qui eſt preſentement audit Baſtion, ils manquent de pain ſouvent, ce qui eſt tres-important pour le maintien dud. Negoce.

IV. Arrivant quelque different entre les Mores, qui empêche ledit Duſault d'avoir du Bled pour nourrir ſes Gens, lui ſera permis d'en prendre à Bonne, ou autres Lieux de ce Pays, en le payant au prix courant, & d'en envoyer tous les ans deux Barques en France pour la nourriture des Femmes & Enfans de ceux qui ſeront à ſon ſervice pour ladite Pêche du Corail & Negoce.

V. Il ſera payé au Cady de Bonne trois mille Pataques par an, en ſix payes égales, la premiere commencera en même tems que celle d'Alger: Toutes reconnoiſſances aux Chefs ſeront payées comme du tems du Sieur Sanſon, ceſſant toutes les introductions faites du depuis, & ne pourra ledit Cady ni autre, aller audit Baſtion ſans l'ordre de noſtre Divan.

VI. Ne payera audit Bonne aucun Droit d'entrée ni ſortie. Defendons à tous les Habitans de vendre Cires, Cuirs, Laines, Suif, ni autres Marchandiſes, non plus que les Cuirs des Agas des Ouantis, qu'il payera comme du tems de Sanſon, ni les Cuirs qui reſteront aprés la proviſion de ladite Ville, qu'audit Duſault, à peine de Confiſcation au profit de noſtre Doüanne. Ses Batteaux pourront charger de Courcouſſins, & autres proviſions. Pourra y tenir un Religieux pour dire la Meſſe, comme au Baſtion, la Calle & Cap de Roſe; changer ſes Agens & Commis, & faire toutes choſes comme du tems de Sanſon.

VII. Il eſt permis audit Duſault de faire pêcher le Corail, au Baſtion, la Calle, Cap de Roſe, Bonne, le Collo, Gigery & Bougie, ſans qu'on lui puiſſe donner aucun empêchement; mais lui ſera donné ayde, aſſiſtance, & tous les Vivres neceſſaires & autres choſes, en les payant au prix courant.

VIII. Le Cady du Collo prendra pour tous Droits dis pour cent, pour l'Argent que ledit Duſault envoyera audit lieu, pour acheter les Cuirs & les Cires dépendantes du Bay de Conſtantine, moyennant quoy eſt expreſſement deffendu audit Cady de prendre aucun autre Droit, & tous les Habitans de ce Royaume de falſifier les Cires, ni les vendre, non plus que les Cuirs, ni à Mores ni à Chrétiens, qu'audit Duſault, d'autant que cela eſt contre la bonne foi & nôtre parole, & y contrevenant ſeront les Marchandiſes confiſquées au profit de nôtre Doüane.

IX. L'Argent & Corail qui ſera envoyé à Alger pour payer les Lysmes & Tributs, ne payera aucuns Droits, ni tout ce qui ſera envoyé pour la ſubſiſtance de ſon Agent en cette Ville, lequel ſera permis audit Duſault de le changer quand il voudra. Et eſt deffendu à tous ſes Agens & Commis d'emprunter de l'Argent pour quelque cauſe que ce puiſſe eſtre.

X. Que ſi par malheur il arrivoit quelque different qui cauſaſt quelque rupture de Paix avec l'Empereur de France, ce que Dieu ne veuille, ledit Duſault ne ſera point inquieté ni recherché, n'entendant point meſler aucune cauſe generale avec une particuliere, ni les Affaires d'Etat avec le Negoce, qui s'introduit & s'exerce de bonne foi; mais ſera ledit Duſault comme noſtre Fermier & noſtre bon Amy, maintenu en paiſible poſſeſſion & jouiſſance dudit Baſtion & Places dependantes, attendu le grand avantage qu'il en revient à la Paye des Soldats, & aux Habitans de ce Roiaume.

XI. Promet ledit Duſault d'envoyer tous les ans deux Barques en cette Ville pour y faire Negoce, leſquelles il pourra enſuite envoyer charger au Baſtion & à la Calle, ou à la coſte, ſans qu'on puiſſe le contraindre à prendre des Cuirs, ni des Cires, ni autres Marchandiſes ſi bon lui ſemble, au défaut de quoy payera ſix mille doubles d'Or, outre les Lysmes accordées.

XII. Et ſur la connoiſſance que nous avons que la deſunion & mes-intelligence des Aſſociez qui ont precedé ledit Duſault dans ledit Commerce du Baſtion, a cauſé pluſieurs deſordres, & que les Lysmes n'ont pas eſté payées à noſtre Divan, au Cady de Bonne, ni aux Mores, dans les termes portez par noſtre Ottoman, Nous deffendons audit Duſault d'admettre perſonne dans ſa Societé ſans noſtre conſentement & aveu, pour être agréé par Nous: Deffendons à toutes perſonnes d'aller dans leſdites Places que du conſentement dudit Duſault.

XIII. Moyennant ladite Permiſſion & Privilege, que Nous accordons audit Duſault & aux ſiens, le deffendons à tous autres ſans ſon conſentement: Et aprés avoir payé à noſtre Divan toutes les Lysmes échûës du paſſé, juſques au dernier Janvier dernier, a eſté convenu qu'il nous payera à l'avenir trente-quatre mille doubles d'Or par chacune année, en ſix payemens égaux, qui ſe feront de deux Mois en deux Mois, à commencer du premier Fevrier dernier; moyennant quoy promettons maintenir ledit Duſault & les ſiens, en paiſible poſſeſſion & jouiſſance dudit Baſtion, & Places en dépendantes. Fait & publié en la Maiſon du Roi, le Divan aſſemblé, où eſtoient les tres-Illuſtres Iſmaël Bacha; Agy Mehamet, Dey, Gouverneur, l'Aga de la Milice, le Mufti, le Cady; les Gens de la Loy, de Juſtice, & de Guerre, le onziéme Mars 1679. & de l'Egire le vingt-ſeptiéme de la Lune de Fevrier 1089 Noſtre Foy eſt Foy, noſtre Parole eſt Parole, avec le Seing & Sceau du Bacha. *Signé*,

DUSAULT.

NOus Aly Abdala, Truchement ordinaire de la Maiſon du Roi, de la Langue Françoiſe, Certifions avoir traduit l'Ottoman ci-deſſus mentionné, ſur celui en Langue Moreſque, fait entre nos tres-Illuſtres & Magnifiques Seigneurs, les Bacha, Divan & Milice d'Alger, & ledit Sieur Duſault; que le Sceau & Armes qui y ſont appliquez, ſont du Bacha & Dey de ce Royaume, en ayant baillé deux Expeditions audit Duſault pour s'en ſervir ainſi qu'il aviſera bon être. Fait à Alger le 21. Mars 1679. ſtile de France, & de l'Egire le 27. de la Lune de Février mil quatre-vingt neuf.

NOus Jean le Vacher, Preſtre de la Congregation de la Miſſion, par la grace de Dieu & du S. Siege Apoſtolique, Vicaire Apoſtolique de Cartage en Afrique, Certifions à tous qu'il appartiendra, que Sidy Aly Abdala noſtre Truchement, qui a traduit le preſent Ottoman, eſt Interprete ordinaire de la Langue Françoiſe des Illuſtres & Magnifiques Seigneurs, les Bacha, Divan & Milice d'Alger; & que le Sceau & Armes ci-deſſus apposez audit Ottoman, ſont deſdits Seigneurs Bacha & Dey de ce Royaume: En foi de quoi Nous avons ſigné les Preſentes, & appliqué noſtre Sceau ordinaire, & fait contreſigner par nôtre Chancelier, pour ſervir & valoir audit Duſault ce que de raiſon. Fait à Alger le 13. de Mars 1679 *Ainſi ſigné*, JEAN LE VACHER, Vicaire Apoſtolique & ſcellé. *Et plus bas*, G. TARDIF, Chancelier.

CLXXXV. *

12. Avril.

Declaratio LUDOVICI XIV. *Galliæ Regis de Incluſione Electoris* BAVARIÆ *in Tractatu Pacis Noviomagenſis die 5. Februarii cum Romanorum Imperatore concluſa, perinde ac ſi expreſſe in eo nominatus fuiſſet. Datum ad S. Germanum ad Leyam die 12. Aprilis 1679.* [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. I. Abſatz I. pag. 474.]

LUDOVICUS Dei gratiâ Rex Galliæ & Navarræ, omnibus iis qui Literas præſentes viderint Salutem; Cum Nos certiores redditi fuiſſemus à Noſtro Conſanguineo Cardinale d'Eſtrées, Epiſcopo & Duce Laudunenſi, Pare Franciæ, quòd Chariſſimus & Dilectiſſimus noſter Frater Dux Bavariæ, S. Imperii Princeps & Elector nominari & comprehendi noſtrâ ex parte, in Tractatu Noviomagi V. Februarii inter Nos & Chariſſimum ac Dilectiſſimum noſtrum Fratrem Imperatorem

ANNO 1679. rem Romanorum ſancito & concluſo, deſideret; quoniam ad eundem Tractatum perficiendum multum ſtudii curarumque, inprimis ab eo inde tempore, quo dictus Dominus Cardinalis apud dictum Electorem divertit, contulerat. Propterea notum facimus, quòd gaudeamus reddere teſtimonium aliquod publicum gratiarum, quas Nos dicto noſtro Fratri Electori Bavariæ habemus, pro impenſâ, quantum quidem in poteſtate Ipſius erat, operâ, quò ad reſtaurationem quietis Patriæ ſuæ perveniretur, & ut Nos præterea rem ipſi expetitam à Nobis præſtaremus, Nos juxta Articulum XXXIII. dicti Tractatûs declaravimus & declaramus vigore præſentium memorato Fratri Noſtro Imperatori Romanorum & Imperio, quòd nos dictum Dominum Electorem Bavariæ nominamus, ut præfato Tractatu Pacis comprehendatur, & omnibus ejusdem beneficiis, ſub iisdem conditionibus & commodis, quæ ibidem ſpecificè expreſſæ ſunt, tam ratione ſuæ Perſonæ, quàm ſuorum Territoriorum, Ditionum, & Statuum gaudeat, ac ſi expreſſè ibidem nominatus fuiſſet. Guarantiam noſtram particularem Ipſi, quoad Executionem dicti Tractatûs Noviomagenſis nec non Monaſterienſis promittentes. Nam talis eſt voluntas noſtra. In teſtimonium horum Nos præſentes hasce manu noſtrâ ſubſignavimus & iisdem Sigillum noſtrum apponi curavimus. Datum S. Germani ad Leyam, die XII. Aprilis Anno gratiæ milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo nono, & Regni noſtri trigeſimo ſexto.

LUDOVICUS.

ex Mandato Regis

ARNOLDUS.

CLXXXVI.

29. Mars. *Traité de Paix entre* LOUÏS XIV. *Roi de France, & FERDINAND Evêque & Prince de Munſter & de Paderborn, dans lequel le Traité de Paix fait & ſigné le même jour entre Sa Majeſté Suedoiſe, & ledit Prince Evêque eſt rapellé & cenſé compris, de même que l'Article cinquiéme du Traité de Paix fait le 5. Fevrier entre Sa Majeſté Imperiale & Sa Majeſté T. C. ledit Prince Evêque promettant au ſurplus de rentrer dans la Neutralité à l'égard de la Guerre du Nord. A Nimegue le 29. Mars 1679. Avec les* PLEINPOUVOIRS *& les* RATIFICATIONS *de part & d'autre.* [Actes & Memoires de la Negociation de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 379. Recueil de LEONARD Tom. III. LONDORPII *Acta Publica* Tom. X. pag 701. en Allemand. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. III. Abſatz XV. pag. 231. en Latin. *Theatrum Pacis* Tom. II. pag 871. en Latin, Allemand & François. *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 1471. en Allemand.]

LOUÏS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront: SALUT. Comme noſtre tres-cher & bien-aimé Couſin le Sieur Comte d'Eſtrades, Mareſchal de France, & Chevalier de nos Ordres; Noſtre bien-amé & féal le Sieur Colbert, Marquis de Croiſſi, Conſeiller ordinaire en noſtre Conſeil d'Eſtat, nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en vertu du Pleinpouvoir que Nous leur en avons donné, auroient conclu, arreſté & ſigné le vingt-neuviéme jour du Mois dernier avec le Sieur Zurmuhlen, Conſeiller intime d'Etat de noſtre tres cher & tres amé Couſin l'Evêque & Prince de Munſter & Paderborn, & ſon Vice Chancelier en ſon Evêché de Munſter, pareillement muni de Pleinpouvoir, le Traité de Paix dont la teneur s'enſuit.

SOit notoire à tous & un chacun, que comme la Paix generale de toute la Chrêtienté eſt depuis longtems l'unique objet de toutes les Actions de Sa Majeſté Tres-Chrêtienne, & qu'elle a employé inceſſamment tous les moyens qu'il a plû à Dieu lui mettre en main pour étendre celle qui a été ſignée à Nimégue le cinquiéme Février, à tous les Princes qui n'y avoient pas encore donné leur conſentement; elle auroit appris avec joye que Monſeigneur l'Evêque & Prince de Munſter & de Paderborn n'ayant pas moins de deſir d'y contribuer de ſa part, & de rentrer dans les bonnes graces de Sa Majeſté, qu'elle en a de donner à ce Prince toutes les marques poſſibles de l'eſtime & de l'affection qu'elle a toûjours eue pour lui, auroit reſolu de preferer le bien de la Paix à tout autre avantage, & de concourir au rétabliſſement du repos de l'Empire par celui des Traitez de Weſtphalie. C'eſt pour ce ſujet que Sa Majeſté a commis le Sieur Comte d'Eſtrades, Chevalier de ſes Ordres, & Mareſchal de France, & le Sieur Colbert, Marquis de Croiſſi, Conſeiller ordinaire en ſon Conſeil d'Etat, pour traiter & conclure, non ſeulement de ſa part avec ledit Prince, mais auſſi pour faciliter ſon accommodement avec le Roi & la Couronne de Suede. Et ledit Prince Evêque de Munſter & de Paderborn, ayant auſſi commis de ſa part le Sieur Zurmuhlen, ſon Conſeiller intime d'Etat, & Vice-Chancelier de ſon Evêché de Munſter, ils ont, en vertu de leur Pouvoir, dont Copie eſt ci-deſſous tranſcrite, arreſté, conclu & ſigné, tant au nom de Sa Majeſté, que dudit Prince Evêque les Articles & conditions qui enſuivent. ANNO 1679.

I. Ledit Prince Evêque de Munſter & de Paderborn ſe deſiſte dés à preſent de tous les engagemens que ſon Predeceſſeur avoit pris, tant contre Sa Majeſté Tres-Chrêtienne, que contre le Roi & la Couronne de Suede; & promet de demeurer dans une exacte Neutralité pendant le cours de la Guerre preſente, ſans pouvoir aſſiſter directement ni indirectement les Ennemis qui reſtent en Guerre contre la France, ou contre la Suede.

II. Ledit Prince Evêque s'oblige de retirer de bonne foi toutes les Troupes que ſon Predeceſſeur avoit, & que ledit Prince peut encore avoir preſentement, ſoit au ſervice du Roi de Danemark, ſoit dans celui de l'Electeur de Brandebourg; & pour cet effet, de faire toutes les diligences & inſtances que Sa Majeſté pourra deſirer de lui.

III. Ledit Prince Evêque promet de garder inviolablement toutes les conditions, auſquelles ſont obligez tous les Princes & Etats de l'Empire, compris dans le Traité de Paix ſigné à Nimegue le cinquiéme Février dernier; & Sa Majeſté Tres-Chrêtienne s'oblige de faire joüir ledit Prince Evêque de tout ce qui a été reciproquement ſtipulé par ledit Traité, en faveur deſdits Princes & Etats de l'Empire

IV Le Traité qui a été fait & ſigné aujourd'huy au nom du Roi de Suede & dudit Prince Evêque de Munſter & de Paderborn, ſera cenſé compris dans le preſent, comme ſi ce n'eſtoit qu'un méme Traité, & aura la même force que s'il étoit inſeré de mot à mot dans celui ci.

V. Sa Majeſté voulant auſſi donner d'autant plus de marques de ſon eſtime & de ſon amitié audit Prince Evêque, & contribuer aux moyens de pourvoir à la ſeureté de ſes Etats, lui fera payer incontinent aprés la Ratification du preſent Traité la Somme de cent mille Ecus à Amſterdam, ou à Hambourg, en Argent de Banque.

VI. Sa Majeſté Tres-Chrêtienne promet pareillement, que ſi elle eſt obligée de porter ſes Armes au delà du Rhin, elle conſervera les Evêchez de Munſter & de Paderborn, n'y pretendra aucun paſſage pour ſes Troupes, ſans une neceſſité indiſpenſable; auquel cas elle pourvoira au payement des frais neceſſaires, en ſorte que les Habitans n'en reçoivent aucun dommage, ſuivant les Conſtitutions de l'Empire: & au ſurplus, Sadite Majeſté ne fera prendre dans leſdits Pais aucuns Quartiers & logemens pour leſdites Troupes, ni lever aucunes Contributions, & procurera la même choſe pour le bien deſdits Evêchez à l'égard de ſes Alliez.

VII. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrêtien promet encore & s'oblige, en cas que ledit Prince & Evêque de Munſter & de Paderborn vienne à eſtre attaqué, ou inquieté par qui que ce ſoit, à cauſe du preſent Traité, de l'aſſiſter ou de le proteger & garantir par la force de ſes Armes contre toute attaque & inſulte, ſans pouvoir former des pretentions contre ledit Prince & ſes Etats, à cauſe des frais que Sa Majeſté pourroit être obligée de faire pour cet effet.

VIII. Il eſt auſſi convenu que l'Abbaye de Corvey, les Comtez de Bentheim, Teklenbourg, Ritberg, & la Seigneurie de Rhede jouïront de l'effet du preſent Traité.

IX. Sa Majeſté Tres-Chreſtienne meuë du zele qu'elle a toûjours euë pour le maintien de la Religion Catholique, Apoſtolique & Romaine, & des inſtantes prieres dudit Prince Evêque, promet auſſi d'employer ſes puiſſans offices auprés du Roi de Suede, pour porter ce Prince à laiſſer ladite Religion Catholique dans l'état où elle ſe trouvera, lorſque ledit Prince & Evêque de Munſter reſtituera les Païs qu'il occupe à la Couronne de Suede, & en celui qu'elle eſtoit en l'année 1624. dans leſdits Païs, ſuivant les Traitez de Weſtphalie.

X. Le preſent Traité ſera ratifié de Sa Majeſté Tres-Chrêtienne & dudit Prince Evêque de Munſter & Paderborn, & les Ratifications échangées à Nimegue dans trois ſemaines, à compter du jour de la Signature, ou plutôt, ſi faire ſe peut.

En foi de quoi Nous Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires ſusdits avons ſigné le preſent Traité, & à icelui fait appoſer le Cachet de nos Armes. Fait à Nimégue ce vingt-neuviéme jour de Mars mil ſix cens ſoixante & dix-neuf.

Le Mareſchal d'Eſtrades. (L. S.) *Colbert.* (L. S.)
Zurmuhlen. (L. S.)

NOus ayans agreable le ſusdit Traité de Paix en tous & un chacun les points qui y ſont contenus & declarez, avons iceux, tant pour Nous que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Roiaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons; & le tout promettons en foy & parole de Roi, ſous l'Obligation & hypotheque de tous & un chacuns nos Biens preſens & à venir, garder & obſerver inviolablement, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En témoin de quoi Nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & à icelles fait appoſer nôtre Scel. Donné à Saint Germain en Laye le huitiéme jour d'Avril, l'an de grace mil ſix cens ſoixante & dis-neuf. & de noſtre Regne le trente ſixiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

Ratification de Monſieur l'Evêque & Prince de Munſter & de Paderborn.

FERDINAND par la grace de Dieu Evêque de Munſter & de Paderborn, Bourggrave de Stromberg, Prince de l'Empire; Comte de Pyrmont, & Seigneur de Borekelo, faiſons ſçavoir par ces Preſentes, qu'ayant donné Pleinpouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial à noſtre Conſeiller d'Etat & Vice-Chancelier Werner Zurmuhlen, d'arreſter, conclure & ſigner avec Meſſieurs les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majeſté Tres-Chrêtienne pour la Paix, munis d'un pareil Pouvoir de la part de Sadite Majeſté, le ſuivant Traité, ainſi qu'il eſt ci-deſſous transcrit de mot à mot.

Soit notoire à tous, &c.

Nous avons vû & examiné tous les Articles dudit Traité, & les ayans trouvez entierement conformes à noſtre intention; Nous avons agreé & approuvé, ainſi que Nous agreons, approuvons, & ratifions le ſusdit Traité en la meilleure forme qu'il eſt poſſible, promettant en foi & parole de Prince, d'obſerver, accomplir, & executer ponctuellement tout ce qu'il contient, ſans y contrevenir jamais ni permettre qu'il y ſoit contrevenu de noſtre part, ſous quelque pretexte que ce puiſſe être. En foi de quoi Nous avons ſigné les Preſentes, & fait contreſigner par noſtre Conſeil d'Etat & Vice-Chancelier ſusdit, & y appoſer le Scel de nôtre Secret. Fait à noſtre Château de Neuhaus le quinziéme jour d'Avril mil ſix cens ſoixante & dix-neuf. *Signé*,

FERDINAND.

Et plus bas,

ZURMUHLEN.

Plein-Pouvoir du Roi.

L'Affection que le Roi a toûjours conſervée pour Monſieur l'Evêque de Paderborn & de Munſter, ayant porté Sa Majeſté dans tous les tems à lui donner des marques de ſon eſtime & de ſon amitié, même à prendre des meſures d'Alliance plus étroites avec lui dans l'état preſent des Affaires de l'Europe, Sa Majeſté y eſt aujourd'hui d'autant plus inviée, que ce Prince eſtant élevé à la dignité d'Evêque de Munſter, eſt en état de contribuer davantage à la Paix & au repos de l'Empire, que Sa Majeſté a toûjours ſi fort affectionné. C'eſt dans cette vûë de prendre des liaiſons nouvelles avec lui, qu'elle a commis & commet le Sieur Comte d'Eſtrades, Chevalier de ſes Ordres, & Mareſchal de France, & le Sieur Colbert, Marquis de Croiſſi, Conſeiller ordinaire de Sa Majeſté en ſon Conſeil d'Etat, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majeſté au Traité de Paix, auſquels elle a donné & donne Pleinpouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial de conferer & negocier avec les Commiſſaires nommez par ledit Sieur Evêque de Paderborn & de Munſter; & munis de pareils Pleinpouvoirs de ſa part, & conſequemment arrêter, conclure & ſigner au nom de Sa Majeſté toutes & telles conditions que leſdits Sieurs Mareſchal d'Eſtrades & Marquis de Croiſſi aviſeront bon eſtre: Promettans Sadite Majeſté en foy & parole de Roi, d'accomplir & d'executer ponctuellement, avoir agreable, & tenir ferme & ſtable à toûjours tout ce que leſdits Sieurs Mareſchal d'Eſtrades & Marquis de Croiſſi auront permis & ſigné en vertu du preſent Pouvoir, ſans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu, pour quelque cauſe, ou pretexte que ce puiſſe eſtre; comme auſſi d'en fournir ſa Ratification en bonne forme, dans le temps qu'il aura eſté convenu. En témoignage de quoi, Sadite Majeſté a ſigné les Preſentes de ſa main, & à icelles fait appoſer le Scel de ſon Secret. Donné à Verſailles le vingt-cinquiéme jour d'Octobre mil ſix cens ſoixante & dix-huit. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, ARNAULD. Et ſcellé.

Pleinpouvoir de Monſieur l'Evêque & Prince de Munſter & Paderborn.

NOS FERDINANDUS Dei & Apoſtolicæ Sedis gratiâ Epiſcopus Paderbornenſis & Monaſterienſis, Burggravius Strombergenſis, Sacri Romani Imperii Princeps, Comes Pyrmontanus, & Dominus in Borckelos; Notum teſtatumque facimus, quòd cùm nihil ardentiùs exoptemus, quam ut præſens Bellum quo Chriſtianus Orbis affligitur, in æquam & honeſtam Pacem quantociùs converſi queat, atque præterea grato acceperimus animo Sereniſſimi & Potentiſſimi Magnæ Britanniæ Regis laudabili cura & mediatione eò perventum eſſe, ut Partium hinc inde conſenſu Tractatus & Colloquia Pacis Neomagi inſtituerentur. Ideo quidquid in nobis eſt ad comparandam tranquillitatem Orbi Chriſtiano lubenter conferre volentes, confiſi prudentiâ & experientia & fide Honorabilis & Clariſſimi Conſiliarii noſtri intimi & Vice Cancellarii, ſincerè nobis dilecti, & fidelis Werneri Zurmuhlen, Jurium Doctoris, eum nominavimus, eligimus & conſtituimus noſtrum Plenipotentiarium ad dictos Conventus & Tractatus Pacis Neomagi habendus, reſervando Nobis libertatem illum poſtmodum pro lubitu Principis Legationis charactere inſigniendi. Cui proinde committimus & ſpecialiter mandamus, ut ſe ad dictam Urbem conferat, ibique Pacis Colloquia ſive directè, ſive interveniente opera reſpectivè hinc inde receptorum Mediatorum inſtituat, cum Sereniſſimi & Potentiſſimi Principis Domini Ludovici XIV. Galliarum Regis Chriſtianiſſimi, ejuſque Confœderatorum Legatis, Deputatis & Commiſſariis, ſufficienti Mandato ad præſens Bellum terminandum, controverſiaſque quæ eò ſpectant, per bonam & firmam Pacem componendas, munitis. Damus quoque plenam & abſolutam Poteſtatem cum omni auctoritate & Mandato ad id neceſſariis ſupradicto Plenipotentiario noſtro, Pacis Tractatum pro Nobis noſtroque nomine ineundi, concludendi, & ſignandi inter Nos & prædictum Sereniſſimum & Potentiſſimum Regem, ejuſque Fœderatos, omnia quoque Inſtrumenta quæ in eum finem requiri poſſint, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoque in univerſum agendi, promittendi, ſtipulandi, concludendi & ſignandi Acta, Declara-

clarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia quæ ad dictum Pacis negotium pertinent, faciendi, æquè liberè & amplè, ac ipſi præſentes id faceremus, vel facere poſſemus, quantumvis Mandato adhuc ſpeciali & expreſſiori, quàm quod hisce Præſentibus continetur, opus eſſe viſum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo Principis, Nos acceptum & gratum, firmum & ratum habituros quæcunque per dictum Plenipotentiarium noſtrum acta, concluſa, ſignata, extradita & commutata fuerint: Nos obſtringentes hisce præſentibus ad expediendum Ratificationum noſtrarum Diplomata in decenti & ſolemni forma; intraque tempus; prout convenerit. In cujus rei fidem majorem hasce manu noſtra ſubſcripſimus, & Sigillo noſtro communiri juſſimus. Dabantur in Arce noſtra Neuheſana die decimo Menſis Novembris, anno ſupra milleſimum ſexcenteſimum ſeptuageſimo octavo. *Signé*, **FERDINANDUS**, *& ſcellé.*

CLXXXVII.

19-29. Mars. *Pax inter* **CAROLUM XI.** *Regem Sueciæ, &* **FERDINANDUM** *Epiſcopum Monaſterienſem, & Paderbornenſem; Quâ Princeps Epiſcopus obſtringitur Regi præfato loca omnia munita vel non munita in Ducatibus Bremenſi & Werdenſi armis ſuis occupata reſtituere; Rex verò centum millia Talerorum tanquam impenſarum compenſationem ei ſolvere promittit; Uterque Articulo quarto Pacis Cæſareo-Sueciæ die 5. Februarii ſancitæ omnimodo ſatisfacere pollicetur. Actum Noviomagi 19-29. Martii 1679.* Cum **RATIFICATIONIBUS** *non ſolum Regis Sueciæ & Principis Epiſcopi, ſed etiam Capituli Cathedralis Monaſterienſis.* [Actes & Negociations de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 386. d'où l'on a tiré cette Pièce qui ſe trouve auſſi dans le Recueil de **LEONARD** Tom. III. dans **LONDORPII** *Acta Publica* Tom. X. pag. 702. en Allemand; dans **LUNIG**, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Abtheil. III. Abſatz XV. pag. 234. en Latin; dans le *Theatrum Pacis* Tom. II. pag. 881. en Latin, Allemand & François; dans le *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 1471. en Allemand.]

In Nomine Sanctiſſimæ & individuæ Trinitatis.

NOtum ſit omnibus & ſingulis, quorum intereſt aut quomodolibet intereſſe poteſt, quanduquidem Sereniſſimus & Potentiſſimus Princeps & Dominus Dominus Carolus, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ & Vandaliæ, Princeps Rugiæ, Dominus Ingriæ & Wismariæ, necnon Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Dux, nihil magis in votis habeat, quàm ut Pax quæ cum Sacra Cæſarea Majeſtate & Imperio Neomagi die $\frac{\text{vigeſima ſexta Januarii}}{\text{quinta Februarii}}$ anni currentis ſancita eſt, etiam ad reſiduas & in dictæ Pacis Articulo quinto nominatas partes extendi poſſit; imprimis verò ut omnes in Imperio motus, eorumque occaſiones quantociùs & penitus tollantur: Et Reverendiſſimus & Celſiſſimus Princeps Dominus Ferdinandus, Epiſcopus Monaſterienſis & Paderbornenſis, Burggravius Strombergenſis, Sacri Romani Imperii Princeps, Comes in Pyrmont, & Dominus in Borkelo, ſua etiam parte teſtatum velit qua promptitudine feratur, ad conformandum ſe ſuaque Conſilia cum Imperii Capite totoque Corpore, adeoque ad diſſidia illa ſopienda quæ inter Sacram Regiam Majeſtatem Sueciæ, & ſuæ Celſitudinis Prædeceſſorem quondam Reverendiſſimum & Celſiſſimum Principem, Dominum Chriſtophorum Bernardum, Epiſcopum Monaſterienſem, Adminiſtratorem Corbeienſem, Burggravium Strombergenſem, Sacri Romani Imperii Principem, & Dominum in Borkelo, occaſione nuperorum motuum exorta fuerunt, factum proinde eſſe Divina annuente gratia, & laudabili Sereniſſimi & Potentiſſimi Principis & Domini Domini Caroli Secundi, Magnæ Britanniæ Regis, mediatione adlaborante, ut conſtituti à parte Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Illuſtriſſimi & Excellentiſſimi Domini Dominus Benedictus Oxenſtiern, Comes in Korsholm & Waſa, liber Baro in Mohrby & Lindholm, Dominus in Kaporia & Karila; Sacræ Regiæ Majeſtatis Regnique Sueciæ Senator ac Præſes in ſummo quod Wismariæ eſt, Tribunali, ut ſupremus Legiſer Ingriæ & Kexholmiæ, & Dominus Joannes Paulin Olivekrans: Dominus in Ulffhall & Hoffmanſtorp, Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ Conſiliarius Cancellariæ, Secretarius Status, & Judex ordinarius Territorii Widboenſis; à parte verò Reverendiſſimi & Celſiſſimi & Epiſcopi Principis Monaſterienſis & Paderbornenſis Ablegatus extraordinarius, & Miniſter Plenipotentiarius, Dominus Wernerus Zurmuhlen, Celſitudinis ſuæ Conſiliarius intimus & Vice-Cancellarius, Neomagi ad Colloquia Pacis convenerint, ibique commutatis reciprocè Plenipotentiarum Tabulis in mutuas Pacis & Amicitiæ Leges conſenſerint tenore ſequenti.

I. Sit Pax Chriſtiana & perpetua, ſinceraque amicitia inter Sacram Regiam Majeſtatem ejusque Hæredes & Succeſſores Reges Regnumque Sueciæ, ab una; & ſuam Celſitudinem & Epiſcopatum Monaſterienſem & Paderbornenſem, ejusque Succeſſores, ab altera parte: ita ut ſtatim ceſſent omnes cujuscunque generis hoſtilitatum actus ubivis locorum inter omnes & ſingulos utriusque Partis Subditos & Incolas, cujuscunque fuerint conditionis; adeoque altera Pars alteri nihil poſthac inimicitiæ, aut damni, clam aut palam, directè vel indirectè per ſuos vel alios inferat vel inferri faciat; ſed utrinque potius honori & commodis mutuis ſtudeant, & omnia amicitiæ bonæque viciniæ officia præſtent.

II. Sit utrinque perpetua oblivio & amniſtia omnium eorum quæ quocunque loco, modove ab una vel altera parte hactenus hoſtiliter facta ſunt, ita ut nec eorum vel ullius alterius rei cauſa, vel prætextu alter alteri quicquam poſthac hoſtilitatis aut moleſtiæ, ſpecie Juris, aut via facti, inferat vel inferri faciat vel patiatur; ſed omnes & ſingulæ hinc inde tam ante Bellum quàm in Bello verbis, ſcriptis, aut factis illatæ injuriæ, violentiæ, hoſtilitates, præjudicia, damna, expenſa, absque omni perſonarum, rerumve reſpectu, ita penitus abolitæ ſint, ut quicquid eo nomine una pars adverſus alteram prætendere poſſit, perpetua ſit oblivione ſepultum. Gaudeantque pariter hac eadem amneſtia, ejusque beneficio & effectu, omnes & ſinguli utriusque Partis Vaſalli ac Subditi, ita ut ominni noxæ damnove ſit aut præjudicio, has vel illas partes ſecutum eſſe, quominus priſtino, in quo ante Bellum immediatè fuit, ſtatui quoad honores & bona plenè reſtituatur.

III. Recipitur utrinque Pax Weſtphalica Osnabrugis die $\frac{\text{decima-quarta}}{\text{vigeſima quarta}}$ Octobris anni 1648 ſancita, pro firma baſi & omnimoda norma hujus Pacificationis, ita ut in omnibus ſuis Articulis plenum & priſtinum vigorem obtineat, & utrique Parti exinde obligatio incumbat omnia ea conferendi, præſtandi, quæ ad dictæ Pacis conſervationem & integritatem facere poſſint.

IV. Quævis loca munita vel non munita, atque adeo omne id quod tempore horum motuum in Ducatibus Bremenſi & Verdenſi, & Terris, vigore Inſtrumenti Pacis Weſtphalicæ ad Sacram Regiam Majeſtatem Regnumque Sueciæ pertinentibus, Armis Monaſterienſibus occupatum fuit, iisdem adhuc tenetur, Sacræ Regiæ Majeſtati Regnoque Sueciæ, omni meliori quo fieri poteſt modo, reſtituatur: ita ut munitionum præſentium nulla fiat demolitio vel deterioratio, ſed in ſtatu præſenti cum omnibus Tormentis Bellicis ad Regiam Majeſtatem Sueciæ antehac pertinentibus, & in iisdem munitionibus nunc exiſtentibus, cæteroque apparatu Militari relinquantur integræ, unà cum quibuscunque Archivis & Literariis Documentis ad Ducatum Bremenſem & Verdenſem, vel eorundem Civitates & Incolas ſpectantibus. Fiatque eorum locorum evacuatio & traditio eo tempore quo poſt ratificatum hunc Tractatum Sacra Regia Majeſtas eam ſibi faciendam poſtulaverit; maneatque Dominus Epiſcopus interea in poſſeſſione, eamque contra quosvis defendet: ita tamen ut nihil hoſtile à ſuis patrari, nec Urbibus, Agris, Silvisque quicquam detrimenti inferri ſinat; verùm erga Incolas quosvis ſe moderatè gerat eosque novis & inuſitatis exactionibus non gravet: aliis tamen obventionibus & emolumentis tam ordinariis quàm extraordinariis, ſine contradictione & impedimento gaudeat &

fruatur, nec ulla eorum quæ hactenus exacta ſunt, vel usque ad deoccupationem ſuprà dicto modo obvenient, repetitio locum habeat.

V. Cùm Partes hic paciſcentes conſtituerint hanc ſuam Pacificationem Paci cum Cæſare & Imperio concluſæ in omnibus conformem reddere, ideo ſpeciatim hic inter ſe utrinque recipiunt obligationem omnium eorum, quæ Articulo quarto dictæ Pacis de mutuis hoſtibus non juvandis expreſſæ ſunt, non ſecus ac ſi totus Articulus de verbo ad verbum hic repetitus eſſet. Et proinde Dominus Epiſcopus ſtatim bona fide revocabit, ſibique reddi curabit omnes & ſingulos Officiales & Milites Equeſtres & Pedeſtres, quos ſuæ Celſitudinis Prædeceſſor Regi Daniæ conceſſit.

VI. Ut autem Dominus Epiſcopus eorum quæ vigore hujus Tractatus præſtanda in ſe recepit, necnon impenſarum in munitionibus tam reparatis, quam ſumptuolè extructis, nunc autem reſtituendis factarum aliquam habeat compenſationem, Sacra Regia Majeſtas Celſitudini ſuæ aut ejus Succeſſori centum millia Talerorum Imperialium de Banco Hamburgi numerari curabit. In cujus ſolutionis majorem ſecuritatem eidem & Epiſcopatui Monaſterienſi in firmam hypothecam relinquit & conſtituit *Præfecturam* Wildhauſen ab omni onere æris alieni liberam, cum omni Jure Superioritatis & Territoriali, omnibusque appertinentiis & dependentiis ac reditibus quibuscunque ad dictam *Præfecturam* pertinentibus planè prout à Regibus Regnoque Sueciæ poſſeſſa fuit, aut vi Pacis Weſtphalicæ poſſidere potuit: ita ut Dominus Epiſcopus Monaſterienſis, ejusque in Epiſcopatu Succeſſores dictâ hypotheca omni meliore modo, jureque *Antichreſios*, ſine ullo reductione aut onere reddendarum rationum liberè absque ulla turbatione & impedimento uti frui poſſint, usque ad ejusdem hypothecæ reductionem Summa prædicta centum millium Talerorum Imperialium faciendam.

VII. Hi Pacis Articuli Inſtrumento Pacis Cæſareo Suecico comprehenſi intelligantur, non ſecus ac ſi ſpecificè eidem inſerti eſſent, & rati habeantur à Sacra Regia Majeſtate, ab una, & Reverendiſſimo Domino Epiſcopo, & Capitulo Monaſterienſi Cathedrali, ab altera parte, intra octo ſeptimanarum ſpatium, vel citius, ſi fieri poſſit. In quorum omnium fidem & majus robur hanc Conventionem tam Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, quàm ſuæ Celſitudinis Ablegatus Extraordinarius & Miniſter Plenipotentiarius nominum ſubſcriptionibus Sigillisque propriis munierunt. Actum Neomagi die vigeſima decima nona Martii, anno milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo nono.

Benedictus Oxenſtern. (*L.S.*)
Johan Paulin Olivekrans. (*L.S.*)
W. Zurmuhlen. (*L.S.*)

Plenipotentia Legatorum Sueciæ.

NOS CAROLUS Dei gratiâ Suecorum, Gothorum, Wandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Vehrdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ, & Vandaliæ, Princeps Rugiæ, Dominus Ingriæ & Wismariæ, necnon Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Dux. Notum teſtatumque facimus omnibus & ſingulis, quorum intereſt, aut quomodolibet intereſſe poterit, quòd cum occaſione Belli hujus, quod jam flagrat, motus etiam Nos inter & quondam Reverendiſſimum ac Illuſtriſſimum Principem Dominum Chriſtophorum Bernardum Epiſcopum Monaſterienſem, &c. oborti, à morte ejus Nos inter & Reverendiſſimum ac Illuſtriſſimum Principem Dominum Ferdinandum Epiſcopum Monaſterienſem & Paderbornenſem, &c. adhuc continuentur, Nosque non ſolùm nihil in optatis magis habeamus, quàm ut Pax, cujus ſpes læta, laudabili curâ ac mediatione Sereniſſimi ac Potentiſſimi Magnæ Britanniæ Regis, affulgere cœpit, Orbi Chriſtiano quantociùs reſtituatur, ſed & ut dicti quoque armorum motus feliciter componi poſſint, quicquid in Nobis eſt, lubenter conferre velimus; nos idcirco noſtris ad Pacis Tractatus Neomagi inſtitutis Legatis Extraordinariis ac Plenipotentiariis, noſtro Regnique noſtri Senatori ac Præſidi in ſummo, quod Wismariæ eſt, Tribunali, ut & Supremo Legifero Ingriæ & Kexholmiæ, Illuſtri, nobis ſincere fideli Domino Benedicto Oxenſtierna, Comiti in Korsholm & Waſa, libero Baroni in Mohrby & Lindtholm, Domino in Kaparia & Kattila; ſicut & noſtro Conſiliario Cancellariæ, Secretario Status & Judici Ordinario Widboënſi, Generoſo ac Nobili, nobis ſincere fideli Joanni Paulin Olivekrantz, Domino in Ulſhal & Hoffmanſtorp, ſpecialiter in Mandatis dare voluerimus, ut etiam Pacis Colloquia ſive directè, ſive interveniente operâ reſpectivè hinc inde receptorum Mediatorum inſtituant cum prænominati Principis Legatis ſufficienti Mandato ad armorum Motus ac controverſias, nos inter ſive ſeparatim ſive conjunctim cum Fœderatis ejus, per bonam & firmam Pacem componendas munitis.

Damus itaque plenam & abſolutam Poteſtatem cum omni auctoritate & Mandato ad id neceſſario ſupradictis Legatis noſtris Extraordinariis & Plenipotentiariis, ſive duobus conjunctim, ſive uni eorum ſoli, altero abſente vel aliter impedito, Pacis Tractatum Controverſiarumque compoſitionem pro nobis noſtroque nomine ineundi, concludendi & ſignandi inter nos & prædictum Principem, omnia quoque Inſtrumenta, quæ in eum finem requiri poſſint, conficiendi, expediendi, extradendi, adeóque in univerſum agendi, promittendi, ſtipulandi, concludendi & ſignandi Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia, quæ ad dictum Pacis Negotium pertineant, faciendi, æquè liberè ac amplè ac ſi præſentes id faceremus vel facere poſſemus, quantumvis Mandato adhuc ſpecialiori & expreſſiori, quàm quod hisce præſentibus continetur, opus eſſe viſum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo noſtro Regio, nos acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros quæcunque per dictos noſtros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, ſive binos conjunctim ſive unum, eorum altero abſente vel aliter impedito, acta, concluſa, ſignata, extradita, & commutata fuerint, nos obſtringentes hisce præſentibus ad expediendum Ratificationum noſtrarum Diplomata, in decenti & ſolemni formâ, intraque tempus prout convenerit. In quorum omnium fidem præſentes manu noſtra ſubſcriptas, Sigillo noſtro Regio communiri juſſimus.

Dedimus in Caſtris noſtris ad Liungby die 2. Decembris Anno 1678.

CAROLUS.

(L.S.)

J. L. HOGHUSEN.

Ratificatio Suecico-Monaſterienſis.

NOS CAROLUS Dei gratiâ Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ & Vandaliæ, Dominus Ingriæ & Wismariæ, nec non Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Dux, &c. Notum teſtatumque facimus omnibus & ſingulis, quorum intereſt aut quomodolibet intereſſe poterit, quandoquidem nos inter & Reverendiſſimum ac Illuſtriſſimum Principem, amicum noſtrum chariſſimum, Dominum Ferdinandum, Epiſcopum Monaſterienſem & Paderbornenſem, Burggravium Strombergenſem, Sacri Romani Imperii Principem, Comitem in Pyrmont & Dominum in Borckelo, &c. per Legatos noſtros Extraordinarios & altememorati Epiſcopi ad id conſtitutum Plenipotentiarium, remotâ omni, quæ hactenus in detrimentum publici boni nos interceſſit, diſtenſione, Pax & amicitia priſtina ſit reducta modo & tenore ſequenti.

Inſeratur Tractatus.

CUm igitur hæc omnia & ſingula per Legatos noſtros Extraordinarios & Plenipotentiarios noſtro præſcitu, & Mandato, præfatum in modum peracta & conventa ſint, rata & firma eſſe & fore virtute præſentium declaramus, ita & verbo noſtro Regio promittimus & ſpondemus, pro nobis noſtrisque & Regni noſtri Succeſſoribus, Nos omnes & ſingulos ſuprаſcriptos Articulos, adeoque totam hanc Conventionem firmiter

miter & inviolabiliter ſervaturos atque Executioni mandaturos, nullâque ratione vel per nos vel per alios ullo unquam tempore contraventuros, aut ut per alios contraveniatur paſſuros. In horum omnium Teſtimonium & fidem Sigillum noſtrum Regium huic Diplomati manu noſtrâ ſubſcripto appendi fecimus. Datum in Caſtris noſtris ad Liungby die duodecimâ Menſis Aprilis, Anno Domini milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo nono.

CAROLUS.

(L.S.)

F. J. ORNSTEDT.

Ratificatio Epiſcopi Monaſterienſis Pacis cum Rege Sueciæ initæ.

NOs FERDINANDUS Dei gratiâ Epiſcopus Monaſterienſis & Paderbornenſis, Burggravius Strombergenſis, Sacri Romani Imperii Princeps, Comes in Pyrmont & Dominus in Borckelo, &c. Notum facimus per præſentes poſteaquam ad reſtinguendum, quod ante aliquot annos exarſit, Bellum, Congreſſus Neomagi Geldrorum inſtitutus fuerit, Divina favente Clementiâ factum eſſe, ut inter infra nominatos Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ ad dictum Congreſſum deſtinatos Legator Extraordinarios & Plenipotentiarios, nec non noſtrum ad eundem Congreſſum Ablegatum Extraordinarium & Miniſtrum Plenipotentiarium Pax & Amicitia tandem concluſa ſit formâ, modo & tenore ſequenti.

In Nomine, &c.

CUm igitur hæc omnia & ſingula prout hîc verbotenus inſerta & deſcripta leguntur, noſtro præſcitu, juſſu & Mandato geſta & conventa ſint, nos eadem & ſingula approbamus, ratificamus & confirmamus, rataque & firma eſſe & fore virtute præſentium declaramus, ſimulque verbo & fide Principis promittimus, nos omnes & ſingulos ſupradictos Articulos & quidquid hac Conventione continetur, firmiter & inviolabiliter ſervaturos atque executioni mandaturos, nullaque ratione contraventuros, aut, ut per alios ex parte noſtra contraveniatur, paſſuros, quomodocunque id fieri poſſit, omni dolo & fraude excluſis. In quorum omnium Teſtimonium ac fidem Sigillum noſtrum huic Diplomati manu noſtrâ ſubſcripto appendi fecimus. Datum in Arce noſtra Saſſenbergenſi die decimâ Octavâ Menſis Maji Anno 1679.

FERDINANDUS.

Confirmatio Capituli Cathedralis Monaſterienſis.

NOs, Decanus, Senior, & Capitulum Cathedralis Eccleſiæ Monaſterienſis in Weſtphalia, ſupraſcriptos Pacis Articulor omnes & ſingulus approbavimus & ratos habuimus, prout tenore præſentium approbamus & ratos habemus, in cujus rei fidem ac Teſtimonium Sigillum noſtrum Capitulare majus huic paginæ appendendum duximus. Anno milleſimo ſeptuageſimo unuo die decimâ nonâ Menſis Maji.

CLXXXVIII.

$\frac{21}{31}$ Mars. *Articles & Conditions de ſuſpenſion d'Armes entre Sa Majeſté Tres-Chreſtienne* LOUÏS XIV. *Roi de France &* CHARLES XI. *Roi de Suede, d'une part ; & le Roi de* DANEMARK *& l'Electeur de* BRANDEBOURG, *d'autre part, Conclus & ſignez à Nimegue le 31. Mars 1679.* [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

I. UT à primo proximi Menſis Aprilis die uſque ad primum Maji inſequentem, inter Regem Daniæ, & Electorem Brandenburgicum, ab una, & Regem Galliarum Chriſtianiſſimum ac Regem Sueciæ, ab altera parte, omnes qualiſcunque hoſtilitatis actus Terrâ ceſſent tam reſpectu Urbium locorumve, quàm præliorum campeſtrium.

II. Ut à præfato die primo Aprilis, aut minimùm quàm citò, Duces Bellici ſuperiores de præſentibus Induciis certiores fieri poterunt, uniuſcujuſque Partis Exercitus & Milites iſtis maneant in Terris & Regionibus, quæ à ſingulis Partibus jam nunc poſſidentur; nec fas ipſis ſit in alterius Terris pabulari.

III. Ab eodem quoque primo Aprilis die non ampliùs irrogandæ hinc inde erunt & novæ extraordinariæ Contributiones pro pecoribus, foſſoribus, curribuſque coërcendis uſitatæ: neque ſit liberum cuipiam ejuſmodi Irrogationes facere, ſi fortè neceſſitas id poſtulat, niſi in Terris, quarum in præſens quælibet Pars eſt in poſſeſſione. Præterea neque Partium una ab exigenda Contributionum jam debitarum ſolutione alteram ullo modo impediet.

IV. Quod ſi præter ſpem & votum aliqua ſuper obſervatione Pacti hujus, vel in toto, vel ex parte, intercedat difficultas; illa amicabili viâ ſive per Exercituum Præfectos, ſive ad hunc Actum utrinque Poteſtatem habentes Commiſſarios, ſopiuntor: nec fas eſto eam ob cauſam ſtatim ab hiſce Induciis reſilire, aut arma denuò capeſſere.

V. Supradicti Legati & Plenipotentiarii mittent è veſtigio harum Tabularum deſcriptum exemplar ad Regum Electoriſque Dominorum reſpectivè ſuorum, tam Exercituum, quàm Urbium Præfectos, atque adeò ſe obſtringunt vigore Plenipotentiarum ſuarum, quod modò dicti Præfecti præſentes Articulos exſequendos curabunt, ex quo die quiſque horum ejus rei nuntium acceperit.

In quorum fidem Nos Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Sacræ Regiæ Majeſtatis Daniæ, Norwegiæ, &c. & ſuæ Serenitatis Electoralis Brandenburgicæ ſuprà ſcriptos Articulos manibus noſtris ſignavimus, Sigillis quoque noſtris muniri fecimus, quò cum Articulis Legatorum Extraordinariorum & Plenipotentiariorum Chriſtianiſſimi Galliarum Regis commutentur. Actum Neomagi die $\frac{21}{31}$. Martii 1679.

J. HEUGH. W. W. BLASPIEL.

Autre Inſtrument du même Armiſtice ſigné par les Ambaſſadeurs de FRANCE *le dernier jour de Mars 1679.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 323.]

I. QUe depuis le premier jour d'Avril prochain jusqu'au premier May enſuivant il y aura entre le Roy Tres-Chreſtien & le Roy de Suede d'une part, le Roy de Dannemarc & l'Electeur de Brandebourg de l'autre, une Ceſſation de tous Actes d'hoſtilité, tant pour l'attaque des Villes & Places, que pour la Guerre de la Campagne.

II. Qu'à commencer dudit 1. Avril, ou au moins auſſi-tôt que les Generaux pourront être informés du preſent Accord, les Troupes & Armées de chaque Partie vivront ſur les Terres & Païs, dont chacun eſt preſentement en poſſeſſion, ſans qu'aucun puiſſe fourrager ſur les Terres des autres.

III. Que dés ledit jour 1. Avril ne ſe pourra faire de part ni d'autre aucune nouvelle demande de Contributions Extraordinaires, Vaches, Pionniers & Charrois, ne demeurant libre à chacun de faire de pareilles demandes, ſuivant les neceſſités occurrentes, que ſur les Terres dont chacun eſt preſentement en poſſeſſion, & ſans qu'une Partie puiſſe empêcher l'autre, d'exiger le payement des Contributions qui ſont deuës.

IV. Que ſi contre toute apparence il ſurvenoit quelque difficulté, au regard de l'obſervation du preſent Accord; ſoit en tout ou en partie, elle ſera terminée à l'amiable par les Generaux, ou par les Commiſſaires y authoriſez de part & d'autre, ſans que pour ce ſujet cet Accord ſoit alteré, ou qu'il ſoit permis de recourir à la force.

V. Leſdits Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires envoyeront inceſſamment aux Generaux & Commandans les Troupes des Rois & Electeur leurs Maîtres, une Copie du preſent Accord, & promettent en vertu de leurs Pouvoirs, qu'il ſera executé ponctuellement & de bonne foy, du jour que leſdits Generaux en pourront avoir connoiſſance. En foy de quoy nouſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de

France

France avons ſigné le preſent Accord, & à iceluy fait appoſer les Cachets de nos Armes, pour eſtre échangé avec celuy deſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Dannemarc & de Brandebourg.

Fait à Nimegue ce dernier jour de Mars 1679.

(L.S.) LE MARESCHAL D'ESTRADES.

(L.S.) COLBERT.

CLXXXIX.

30. Avril. *Traité de Paix & de Commerce entre les Tres-Hauts, & Tres-Puiſſants Seigneurs les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, & le Tres-Excellent & Tres-Illuſtre Prince d'*ORANGE, *d'une part; & Tres-Illuſtres Seigneurs*, ISMAEL BACHA, HADGI MAHOMET, *Dai, Baba Haſſan, Gouverneur Aga, le reſte de la Victorieuſe Milice, les grans & les petits de la Ville & du Royaume d'*ALGER, *d'autre part, par les ſoins & l'entremiſe des Sieurs* Thomas Hees, *&* Jacob de Paez, *Commiſſaires deſdits Etats Generaux. Fait le 30. Avril, 1679* [Traduction Françoiſe du Mercure Hollandois de 1679. pag 263 d'où l'on a tiré cette Piéce qui ſe trouve auſſi dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XII. pag 91. en Allemand.]

IL eſt arreſté & conclu, qu'il y aura à l'avenir entre les Tres-Hauts, & Tres-Puiſſans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, & le Tres-Excellent, & Tres-Illuſtre Prince d'Orange, d'une part; & les Illuſtres Seigneurs Iſmael Bacha, Hadgi Mahomet, Day, Baba Haſſan, Gouverneur, Aga, le reſte de la Victorieuſe Milice, les grans, & les petits de la Ville & du Royaume d'Alger, d'autre; une Paix bonne, ferme & inviolable, laquelle prendra ſon commencement dès le jour que la Ratification du preſent Traité de la part deſdits Seigneurs Etats Generaux ſera parvenuë & delivrée entre les mains deſdits Seigneurs de la Ville & du Roiaume d'Alger: & ceſſeront dés lors tous actes d'hoſtilité de part & d'autre, eſtant ce Traité dés à preſent approuvé & deuement ratifié, & confirmé en tous & chacun ſes Points & Articles par leſdits Seigneurs d'Alger.

II. Les Navires, ou autres Bâtimens deſdits Etats Generaux, ou ceux de leurs Sujets, & Habitans, tant Juifs, que Chreſtiens, trouveront toûjours une entrée libre dans la Rade & le Havre d'Alger, ou d'autres Places de ce Royaume là, tant pour y demeurer à l'ancre tandis qu'il leur plaira, que pour y trafiquer, acheter & vendre avec toute franchiſe, en payant dix par cent pour les Droits des Marchandiſes, qui ſeront venduës, ſans plus, ſous quelque nom, titre, ou pretexte que ce puiſſe eſtre; mais celles qui ne ſe vendront pas ſeront remportées, & rembarquées en toute liberté, ſans en payer aucuns Droits ou Impoſitions, & pourront partir quand ils voudront ſans aucune detention, ni empêchement. Touchant les Marchandiſes de Contrebande, comme Poudre, Souffre, Fer, Planches, & toutes ſortes de Bois propre à bâtir des Navires, Cordages, Poix, Goudron, Fuſils, & autres aſſortimens, ſervans à l'uſage de la Guerre, leſdits Habitans des Provinces-Unies, ne ſeront pas tenus d'en payer aucuns Droits à ceux d'Alger.

III. Les Navires, ou Bâtimens, tant ceux deſdits Seigneurs les Etats Generaux, ou de quelqu'un de leurs Sujets, que ceux du Royaume & des Habitans d'Alger, pourront naviger, paſſer la Mer, & trafiquer ſans être viſitez, detenus, retardez, ni moleſtez les uns des autres; & toutes les perſonnes, & paſſagers de quelque Pays, & Nation qu'ils puiſſent être, avec tout l'Argent, Biens, Marchandiſes, & meubles de quelques perſonnes & Nations que ce ſoit, qui ſeront trouvez dans quelqu'un des Vaiſſeaux ſuſmentionnés, ſeront tout à fait libres, & ne ſeront point arreſtés, ſaiſis, pillés, ni endommagés de part ou d'autre.

IV. Lors que les Navires de Guerre d'Alger, ou bien les Bâtimens d'autre ſorte rencontreront en pleine Mer quelques Vaiſſeaux Marchands, ou autres appartenans aux Sujets deſdits Seigneurs Etats, Generaux, n'étant point dans les Places dependantes deſdits Seigneurs Etats, ceux d'Alger pourront envoyer leur Chaloupe à bord deſdits Vaiſſeaux des Provinces-Unies avec deux Hommes ſeulement, qui entreront dans ladite Chaloupe, outre ceux, qui tireront à la rame; & enſuite il n'entrera dans aucun Navire Marchand, ou autre Vaiſſeau pas plus, que ces deux Hommes, ſans permiſſion du Capitaine ou Patron de Navire, lequel leur ayant montré un Paſſeport valide, & reconnu pour tel, ladite Chaloupe ſera obligée de ſe retirer incontinent, & le Navire Marchand, ou autre Bâtiment pourſuivra ſa route ſans aucun empeſchement. D'autre côté auſſi ſi quelque Navire, ou autre Vaiſſeau deſdits Seigneurs Etats Generaux vient à rencontrer quelques Vaiſſeaux de ceux d'Alger, le Capitaine de quelqu'un de ces Vaiſſeaux ayant montré un ſuffiſant Paſſeport, ſigné par les Seigneurs Regens d'Alger, avec une Certification du Conſul deſdits Seigneurs Etats, Reſident pour lors à Alger, ce Navire, ou Bâtiment Algerien pourſuivra librement ſon voyage.

V. Nul Capitaine, ou autre perſonne de quelque Navire ou Bâtiment d'Alger, ne pourra tirer de quelque Vaiſſeau appartenant aux Sujets des Seigneurs Etats Generaux, aucune perſonne, ou perſonnes, de quelque Nation ou condition qu'elles ſoient, pour les mener ou faire mener autre part, afin d'y eſtre examinées, ou ſous quelque autre pretexte que ce puiſſe eſtre: & beaucoup moins leur ſera-t-il permis de gehenner ou torturer quelcune deſdites perſonnes, qui ſe pourroient trouver embarquées dans quelques Vaiſſeaux des Sujets deſdits Seigneurs Etats Generaux, ſous quelque pretexte, ou couleur que ce puiſſe eſtre.

VI. S'il arrive, que quelques Navires, ou Bâtimens deſdits Seigneurs Etats Generaux, ou de quelqu'un de leurs Sujets & Habitans viennent à échouer aux côtes d'Alger, leſdits Navires avec leurs apparaux, Charges & Marchandiſes, ne ſeront point confiſqués, ni les perſonnes faites Eſclaves; mais tous les Sujets d'Alger ſeront obligez de faire tous les devoirs poſſibles & imaginables pour ſauver leſdites perſonnes & Marchandiſes.

VII. Nul Navire, ou Bâtiment d'Alger ne pourra aller à Salé, Tetuan, Tunis, Tripoli, ou vers aucunes autres Places Ennemies deſdits Seigneurs Etats Generaux, pour y ſervir à faire des priſes ſur les Sujets deſdits Seigneurs Etats.

VIII. Nuls Vaiſſeaux d'Alger grans ou petits ne pourront aller en courſe aux environs, ou à la veuë des Rades, Havres, Ports, Villes, & Places eſtans ſous la domination deſdits Seigneurs Etats Generaux.

IX. En cas, que quelque Vaiſſeau de Salé, Tetuan, Tunis, Tripoli, ou autres Places Ennemies deſdits Seigneurs Etats Generaux vint à amener à Alger, ou autres Places de ce Royaume quelque Navire, ou Navires, perſonnes, ou Marchandiſes appartenans à quelqu'un des Sujets deſdits Seigneurs Etats à Alger, ou en d'autres Places de ce Royaume, les Gouverneurs d'iceluy ne ſouffriront pas, que telles perſonnes, ni telles Marchandiſes, ou effets y ſoient vendus, ni diſtraits.

X. En cas, que quelques Navires de Guerre deſdits Seigneurs Etats Generaux entraſſent au Port d'Alger, ou dans quelques autres Havres & Places de ce Royaume avec quelques priſes, ils pourront en toute liberté les y vendre, ou en diſpoſer ſelon que bon leur ſemblera, ſans eſtre moleſtez de qui que ce ſoit: Davantage, les Navires de Guerre deſdits Seigneurs Etats ne ſeront obligez de payer aucuns Droits, ni Gabelles, mais au contraire en cas qu'ils euſſent faute de munitions de bouche, ils pourront franchement acheter tout ce dont ils auront beſoin à prix courant.

XI Auſſi-toſt que quelque Navire de Guerre deſdits Seigneurs Etats Generaux paroîtra à la Rade d'Alger, & que le Conſul des Provinces-Unies, ou le Capitaine dudit Navire en aura averty les principaux Gouverneurs d'Alger, cela ſera publié par toute la Ville, afin que chacun ait à garder ſes Eſclaves: mais, ſi nonobſtant cela quelque Eſclave venoit à échaper, ou qu'il y eut ſoupçon, que quelqu'un fut échapé, leſdits Seigneurs d'Alger ne permettront pas, que pour ce ſujet aucune inſolence ſoit faite, ni audit Conſul, ni à aucun autre Sujet des Provinces-Unies, qui ſe trouvera alors à Alger; mais ils commanderont aux Patrons d'un

ANNO 1679

d'un tel Eſclave, ou Eſclaves, qu'ils les demandent avec toute diſcretion au Capitaine ou Commandeur vers leſquels ſe ſeroient peu refugier: & ſi cét Officier le nioit conſtamment, ou qu'on n'en eut pas pleine connoiſſance; le Patron ou les Patrons ſeront obligez d'ajouter une entiere foy aux paroles dudit Officier, ſans pour ce ſujet pouvoir moleſter en aucune maniere ni le Conſul, ni les Sujets ſuſnommez: Neanmoins s'il étoit conſtant, qu'un tel Officier cachât la verité du fait, les Seigneurs Gouverneurs d'Alger pourront interpeller ledit Conſul d'écrire ſur ce ſujet aux Seigneurs Etats Generaux, afin qu'aux Patrons de tels Eſclaves eſchapés ſoit donné ſatisfaction ſans aucun delay.

XII. Dés le jour que la Ratification du preſent Traité de la part des Seigneurs Etats Generaux ſera fournie & livrée aux Seigneurs Gouverneurs d'Alger, nuls Sujets & Habitans des Provinces-Unies, tant Juifs, que Chreſtiens, ne pourront eſtre faits Eſclaves dans la Ville, ni dans toute l'étenduë du Royaume d'Alger, ſous quelque pretexte que ce ſoit. En outre leſdits Seigneurs Etats Generaux ne ſeront nullement obligés en vertu de ce Traité de Paix, de racheter aucun de leurs Sujets & Habitans étant à preſent en Eſclavage, ou de ceux qui pourroient encore tomber devant ladite Ratification dans le même malheur; mais il dependra abſolument de leur libre volonté, ſans aucune limitation, ou reſtriction de tems, d'uſer de charité, & d'en racheter tels, & tant, & en tout tems que bon leur ſemblera, à condition d'accorder du prix de leur rachat le plus raiſonnable avec leurs Patrons, ſans qu'on les puiſſe contraindre malgré eux à en racheter aucuns, ſoit des Eſclaves du Beylic, ou de Galere, ſoit de ceux qui appartiennent aux Seigneurs, comme le Bacha, Day, Gouverneur, Aga, ou de qui que ce puiſſe être: Ne trouvant point à propos pour beaucoup de raiſons de ſtipuler, que les Patrons ſoient tenus d'émanciper leurs Eſclaves, qui ſont leur propre bien, pour le premier achat; Promettant leſdits Seigneurs d'Alger d'employer leur authorité en cette affaire, pour contenter toutes les deux Parties. Il eſt convenu enſuite, que tous les Eſclaves étant Sujets & Habitans deſdits Seigneurs Etats Generaux jouïront à l'occaſion de leur delivrance du profit & de l'Emolument du rabais, ou de la diminution des Droits deûs à la Maiſon Royale, comme auſſi des autres frais, en les payant d'une auſſi raiſonnable Somme qu'aucuns Eſclaves d'autres Nations ont accouſtumé de payer à l'égard de leur rachat, ſoit aprés la Paix concluë, ou par voye d'Aumônes: bien entendu, que tels Eſclaves Habitans des Provinces-Unies, qui voudront jouïr de cét Emolument, devront être rachetez par la main des Commiſſaires Thomas Hees, & Jacob de Paez, ou de quelque autre Miniſtre de l'Etat des Provinces-Unies, qui ſe trouvera cy-aprés dans Alger, mais pour d'autres Eſclaves, Sujets deſdites Provinces, qui ne voudront pas jouïr de cét avantage au regard deſdits Droits, ils pourront procurer leur liberté par d'autres perſonnes, ſelon qu'ils trouveront à propos. De plus leſdits Commiſſaires, ou autres Miniſtres publics, leſquels pourroient être envoyez à l'avenir en cette Ville de la part deſdites Provinces-Unies, auront la liberté, & le pouvoir de faire paſſer devant eux, ou leurs Secretaires des Contracts & Accords, donner des Lettres Patentes, ou autres Depêches en leurs noms, & faire tout ce qui ſera requis pour la delivrance, & le départ des Eſclaves rachetez, ſans qu'aucun, qui que ce ſoit, s'y puiſſe oppoſer, ou incommoder leſdits Eſclaves. Et pourront auſſi leſdits Miniſtres avec autant d'authorité qu'aucuns de ceux d'autres Princes, Potentats, faire ou faire paſſer par devant eux, entre, & pour d'autres Nations Chreſtiennes, toutes ſortes d'Inſtrumens, & Contracts, & donner des Paſſeports ſans aucune conteſtation de qui que ce ſoit.

XIII. S'il arrive que quelque Sujet deſdits Seigneurs Etats Generaux demeure dans la Ville, ou en quelque autre endroit du Royaume d'Alger, les Biens ou l'Argent d'iceluy ne pourront pas être ſaiſis, ni recherchez en façon quelconque par les Gouverneurs, Juges, ou autres Officiers dudit Alger, mais ſeront tels Biens, ou Argent recueilli par celuy, ou par ceux, que le defunt aura nommé, ou inſtitué ſon Heritier, ou Heritiers par Teſtament, en cas qu'iceux ſe trouvaſſent au lieu où le Teſtateur eſt decedé: mais s'ils n'y ſont pas, alors l'Executeur du Teſtament, qui aura été inſtitué legitimement par le Defunt, aprés avoir fait un Inventaire de bonne foy de tous les Biens, & Argent delaiſſez, les prendra en ſa garde ſans aucun empêchement, & aura ſoin que par des voyes ſures il ſoit remis entre les mains des vrais, & legitimes Heritiers. Mais ſi quelqu'un deſdits Sujets venoit à mourir ſans Teſtament: le Conſul deſdites Provinces-Unies ſe ſaiſira de tels Biens, & Argent ſous un Inventaire ſuffiſant, pour les faire tenir aux plus proches Parens, & Heritiers du Defunt.

XIV. Les Marchands, tant Juifs, que Chreſtiens deſdites Provinces-Unies ſe trouvant dans la Ville & Royaume d'Alger, ne ſeront point du tout contraints d'acheter des Marchandiſes contre leur gré; mais il ſera toûjours à leur choix d'en acheter de telles, qu'ils trouveront leur être ſortables. Pareillement ne ſera aucun Capitaine, ou Patron de Navire deſdites Provinces tenu de charger malgré luy des Marchandiſes pour les porter, ni pour faire des Voyages vers des Lieux où il ne voudra point aller. Auſſi ne ſera le Conſul deſdites Provinces point obligé de payer les Dettes d'un autre ſujet des mêmes Provinces, à moins qu'il n'eut été donné pleige & caution par acte public pour le payement deſdites Dettes.

XV. Les Sujets, tant Juifs, que Chreſtiens deſdits Seigneurs Etats Generaux, en cas de plaiderie ou Procez à Alger, ou dans ſon Territoire, ne ſeront point tenus de ſe ſoûmettre à aucune autre Juriſdiction, qu'à celle du Day, & de la Doüane: Excepté néanmoins s'il y avoit des differens tant Civils, que Criminels entre ceux de la Nation ſeule deſdites Provinces-Unies auquel cas ils ne ſeront obligez de comparoître pardevant autre Juge, que pardevant leur Conſul, qui aura l'authorité de terminer leſdits differens, comme de meurtres, bleſſures, & autres delits, ſelon l'Inſtruction, & les ordres deſdits Seigneurs Etats Generaux.

XVI. S'il arrivoit que quelque Sujet deſdits Seigneurs Etats Generaux ſe trouvant au Royaume d'Alger, offenſât, bleſſât, ou tuât un Turc, ou More, & qu'il vint à être fait Priſonnier, il ſera châtié de la même maniere, & non avec plus de rigueur qu'un Turc pourroit être puni, s'il avoit commis de pareils crimes; mais s'il venoit à échapper, le Conſul, ni autres Sujets deſdits Seigneurs Etats ne pourront point être inquietez, ni moleſtez à cauſe de cela.

XVII. Ledit Conſul des Seigneurs Etats Generaux reſident à Alger, y demeurera en toute liberté & ſureté, tant de ſa perſonne, que de ſes Biens. Il luy ſera auſſi permis de choiſir ſon Truchemant & Courratier, & d'aller à bord de toutes ſortes de Vaiſſeaux, qui ſeront à l'ancre aux Havres, ou à la Rade, tant de fois qu'il luy plaira; comme auſſi de frequenter le Païs par Terre. De plus luy ſera ottroyé & permis de faire publiquement en ſa Maiſon l'exercice de la Religion Chrêtienne, & Reformée, ſans aucun trouble, ou moleſtation, ſoit de fait, ou de parole, par qui que ce puiſſe être.

XVIII. De plus a eſté accordé & convenu, que non ſeulement durant la continuation de la Paix & amitié, mais auſſi en cas de quelque interruption, ou rupture d'icelle entre leſdits Seigneurs Etats Generaux, & ceux du Royaume d'Alger, le Conſul & autres Sujets deſdits Seigneurs Etats demeurant audit Royaume d'Alger, c'eſt-à dire, auſſi bien en temps de Guerre, que de Paix auront une entiere liberté de ſe retirer chez eux, ou vers d'autres Pays en des Navires ou Vaiſſeaux de quelque ſorte de Nation que ce ſoit, ainſi qu'ils trouveront à propos, & de tranſporter avec eux leurs Biens, Familles, & Serviteurs, ſans qu'on leur puiſſe donner le moindre empêchement.

XIX Nul Sujet, tant Juif, que Chreſtien deſdits Seigneurs Etats Generaux, eſtant paſſager, & allant avec ſon Bagage vers quelques Pays que ce ſoit, ou en venant, ne pourra être moleſté en façon quelconque, quoy qu'un tel paſſager ſe trouvât en un Vaiſſeau Ennemi de ceux d'Alger. De même un Paſſager Algerien ſe trouvant embarqué en un Vaiſſeau Ennemi deſdits Seigneurs Etats, ne ſera point moleſté ni en ſa perſonne, ni auſſi en ſes Marchandiſes qu'il aura chargées dans ledit Vaiſſeau

XX. Auſſi-tôt, que la Ratification du preſent Traité de la part deſdits Seigneurs Etats Generaux ſera arrivée à Alger, & delivrée aux principaux Gouverneurs de ladite Place, toutes les injures & dommages ſoufferts de part & d'autre ſeront éteins & mis en un perpetuel oubli, & ceſſeront toutes ſortes d'hoſtilités & violences de l'une & de l'autre part; auſſi demeurera cette Paix en ſon entiere force & vigueur, & continuera pour toûjours: & ſi depuis le jour, que ladite Ratification aura eſté miſe entre les mains deſdits Seigneurs principaux d'Alger, ſe faiſoient encore quelques priſes & dommages de côté & d'autre devant que la Paix fut connuë à un chacun des ſujets, il en ſera donnée une prompte ſatisfaction.

XXI. En cas, que par inadvertance, ou autrement il ſurvint quelques contraventions au preſent Traité de la part deſdits Seigneurs Etats Generaux, ou deſdits Seigneurs d'Alger, ledit Traité ne laiſſera pas de ſubſiſter en toute ſa vigueur, ſans que pour cela on en vienne à la rupture de la Paix, amitié, & bonne correſpondance; mais la Partie offenſée demandera à l'amiable une prompte reparation de telles contraventions avant que d'en venir aux armes: Et ſi la faute procede de quelques Sujets particuliers, ils en ſeront ſeuls punis ſeverement, ſans aucune connivence; comme infracteurs de Paix, & Perturbateurs du repos public.

Confirmé, ſigné, & ſcellé en la preſence de Dieu le trentiéme jour d'Avril, l'an de grace mil ſix cent ſoixante & dix-neuf; étant vers le milieu de la Lune Rabia Elooel, en l'année mil nonante de l'Hegire.

(*L.S.*)
(*L.S.*) *Thomas Heer*, (*L.S.*)
(*L.S.*) *Jacob de Paez*, (*L.S.*)
(*L.S.*)

CXC.

3. Mai. *Articles ſignez entre les Ambaſſadeurs de* FRANCE *& celuy de* BRANDEBOURG, *par leſquels Weſel & Lipſtat ſont remis aux Troupes de Sa Majeſté* LOUÏS XIV. *Roi de France*, avec prorogation de l'Armiſtice pour le tems de 15. jours. *Fait à Zanten, le 3. Mai*, 1679. [FREDER. LEONARD. Tom. III. d'ou l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XII. pag. 7. en Allemand; & dans les Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 468.]

COmme pendant tout le cours de la Guerre qui auroit engagé Monſieur l'Electeur de Brandebourg dans des intereſts contraires à ceux de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne, Son Alteſſe Electorale auroit toûjours conſervé une forte paſſion de rentrer par la Paix dans l'Alliance dudit Seigneur Roi, & que Sa Majeſté auroit toûjours témoigné deſirer qu'un prompt accommodement des differends qu'il y a entre la Couronne de Suede, & ledit Sieur Electeur la peuſt mettre en eſtat de luy rendre ſa premiere amitié, & luy faire reſſentir les effets de l'eſtime qu'elle a toûjours euë pour luy: il ſeroit arrivé que pour parvenir à cét accommodement on ſeroit convenu d'une ſuſpenſion d'Armes pour tout le Mois d'Avril, laquelle n'ayant pû ſuffire pour terminer les differends qui ont arreſté juſques à preſent le Traité de Paix, Sa Majeſté pour ne rien omettre de ce qui la peut faciliter, auroit donné pouvoir à ſes Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires pour les Traitez de Paix à Nimegue de convenir avec l'Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de S. A. E. d'une prorogation d'Armiſtice aux conditions ſuivantes.

I. Qu'en conſequence des offres que Monſieur l'Electeur de Brandebourg a fait faire à Sa Majeſté Tres-Chreſtienne pour preuve de la bonne foy avec laquelle il veut agir avec elle, le Sieur de Spaen Lieutenant General & Commandant les Troupes de Son Alteſſe Electorale remettra les Places de Weſel & de Lipſtat au Pouvoir de Sa Majeſté Tres-Chrétienne pour être gardées par les Commandans & Troupes qu'Elle y voudra mettre en Garniſon juſques à ce que la Paix entre Sa Majeſté & ſes Alliez d'une part, & Monſieur l'Electeur de Brandebourg ſoit ſignée & ratifiée.

II. Que les Troupes qui ſont en Garniſon dans ladite Place de Weſel, & Fort de Lippe en dépendant pour S. A. E. en ſortiront Mardy neufviéme de ce Mois & que la Garniſon Françoiſe que Monſieur de Calvo y envoira juſques au nombre de quatre mille Hommes tant Infanterie que Cavallerie, y ſera introduite & receuë de bonne foy par ledit Sieur de Spaen pour y demeurer juſques audit temps de l'échange des Ratifications du Traité de Paix qui ſe ſera avec Son Alteſſe Electorale.

III. Ledit Sieur General de Spaen ſera auſſi conduire par un Commiſſaire le Corps de deux mille Hommes tant Infanterie que Cavallerie des Troupes de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne qui doivent tenir Garniſon dans Lipſtat & elles partiront pour cét effet d'Ordinghen ledit jour neufviéme du preſent Mois pour arriver à ladite Ville de Lipſtat le quinziéme au plus tard, où ledit Sieur de Spaen les fera auſſi recevoir & loger en faiſant en même temps retirer les Troupes qui y tiennent Garniſon pour Monſieur l'Electeur.

IV. Qu'il ſera libre audit Sieur General de Spaen de retirer deſdites Places tout ce qui luy ſera neceſſaire & qu'il ſera dreſſé un Inventaire de tout ce qu'il laiſſe de Munitions de Guerre & de bouche dans les Magaſins deſdites Places & de toutes autres choſes appartenantes à S. A. E. pour être renduës en pareille quantité par Sa Majeſté avec l'Artillerie aprés la Paix à ceux auſquels Monſieur l'Electeur de Brandebourg deſirera que leſdites Places ſoient remiſes; ce qui ſera fait ſans aucune deterioration.

V. Il ſera pareillement libre aux Habitans deſdites Places ou d'y demeurer, auquel cas ils y ſeront en toute ſeureté, ou d'en ſortir & d'en retirer tout ce qu'il leur appartiendra.

VI. Et comme la prorogation d'Armiſtice que ledit Sieur Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de S. A. E. auroit demandée inſtamment pour traiter de ladite Paix tant pour Elle que pour le Roi de Danemark ſon Allié, auroit été trouvée par Sa Majeſté beaucoup plus longue qu'elle n'eſt neceſſaire pour la conclure, & que même elle pourroit rendre plus incertain un bien ſi deſiré de toute l'Europe, il a eſté convenu que la ſuſpenſion d'Armes ſignée le 31. Mars dernier durera encore quinze jours, & à commencer demain quatriéme dudit Mois.

VII. Les Troupes que Sa Majeſté Tres-Chreſtienne mettra dans Weſel & Lipſtat, ne ſeront à charge aux Habitans & Sujets de S. A. E. que pour le couvert & les ſimples uſtanciles, & l'on n'impoſera ni exigera aucunes Contributions, Fourrages, ou ſubſiſtance du ſes Pais eſtans au delà du Rhin.

VIII. Il a eſté auſſi accordé que les Generaux, Intendans, Commiſſaires & autres Officiers ne ſe meſleront point des affaires de Juſtice, Police, & Finances, ou Eccleſiaſtiques dudit Pays, & les laiſſeront dans l'eſtat où elles ſont à preſent.

IX. Le Commerce ſera libre tant par Eau que par Terre ſans être chargé d'aucune nouvelle Impoſition ſous quelque prétexte que ce puiſſe eſtre. En foy dequoy Nouſdits Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires avons ſigné les preſens Articles & à iceux fait appoſer le Cachet de nos Armes. Fait à Zanten le troiſiéme May mil ſix cens ſoixante & dix-neuf.

LA MARESCHAL D'ESTRADES. COLBERT.
BLASPEIL.

Promeſſe du General Spaen d'executer les Articles dont les Ambaſſadeurs de France ſont convenus avec celuy de Brandebourg le 3. May 1679.

NOus ſouſſigné Lieutenant General Commandant les Troupes de Son Alteſſe Electorale de Brandebourg aprés avoir eu communication des Articles accordez ce jourd'huy entre Meſſieurs les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France & M. de Blaspiel auſſi Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sadite Alteſſe Electorale, avons promis, & promettons de les executer de nôtre part ſelon leur forme & teneur, & en conſequence remettre de bonne foy au Pouvoir de Sa Majeſté Tres-Chrétienne, la Place de Weſel, avec le Fort de Lippe en dépendant, & celle de Lipſtat dans le temps & en la maniere mentionnée dans leſdits Articles. Fait à Zanten le 3. May 1679.

SPAEN.

CXCI.

Declaration des Ambaſſadeurs de France pour la Prolongation de l'Armiſtice avec le Roi de DANNEMARC

NEMARC pendant quinze jours. A Nimegue le 5. Mai 1679. Avec une *autre ſemblable* DECLARATION *de l'Ambaſſadeur de Sa Majeſté Danoiſe. A Nimegue le 25. Avril — 5. Mai 1679.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. Part. II. pag. 472.]

NOus ſouſſignés, Ambaſſad. Extraordinaires & Plenipotentiaires de France, étans convenu le 3. jour de ce Mois avec ſon Excellence Monſieur de Blaspiel, Ambaſſad. Extraordinaire & Plenipotentiaire de Son Alteſſe Electorale de Brand. que la Suſpenſion d'armes, ſignée à Nimegue le 31. Mars dernier, ſeroit renouvellée pour 15. jours, & continuée aux mêmes conditions; declarons que nous avons pareillement conſenti, que le Roi de Dannemarc avec ſon Royaume & ſes Etats ſoient auſſi compris, en la meilleure maniere qu'ils puiſſent être dans ladite prorogation & continuation d'Armiſtice: & nous en promettons de bonne foi en vertu de nos Pleinpouvoirs le même accompliſſement de la part de Sa Majeſté envers le Roy de Dannemarc, ſes Royaume & Etats, que nous l'avons promis envers Monſieur l'Electeur de Brandebourg par ladite Convention du 3. de ce Mois. En foy de quoy nous avons ſigné ces Preſentes, & à icelles fait appoſer les Cachets de nos Armes.

A Nimegue ce 5. May 1679.

(*L.S.*) Le MARESCHAL D'ESTRADES.

(*L.S.*) COLBERT.

Declaratio Excellentiſſimæ Legationis Danicæ pro continuatione Armiſtitii, die 31. Martii Neomagi concluſi.

NOs Sacræ Regiæ Majeſtatis Daniæ, Norwegiæ, &c. Legatus Extr. & Plenipotentiarius infraſcriptus declaramus & notum facimus per præſentes, quod cum inter Illuſtriſſimos & Excellentiſſimos Dominos S. R. M. Chriſtianiſſimæ Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios ex unâ, & Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum S. S. Electoralis Brandenburgicæ Legatum Extraord. & Plenip. ex alterâ parte 3. die hujus Menſis Maji conventum ſit, ut Armiſtitium ſive Armorum & Hoſtilitatum ceſſatio 31. Menſis Martii noviſſime elapſi hic Noviomagi concluſa denuo renovaretur, & per 15. dies à 4. iiſdem hujus Menſis Maji Stilo Novo numerandos prorogaretur & continuaretur, iiſdem Armiſtitii legibus & conditionibus, de quibus 31. die Martii inter Partes tunc paciſcentes conventum erat, per omnia renovatis & reſtabilitis, nos in prædictam Armiſtitii prorogationem & continuationem, ut & prædictas Leges atque conditiones jam renovatas nomine S. R. M. Daniæ Domini noſtri Clementiſſimi conſentimus, easdemque ratas habemus, omniaque & ſingula, quæ ex parte alte memoratæ S. R. M. Daniæ erga S. R. M. Chriſtianiſſimam obſervanda & adimplenda ſunt, bonâ fide obſervatum & adimpletum iri promittimus per præſentes manu noſtrâ ſignatas & Sigillo noſtro munitas.

Noviomagi die $\frac{21.\ Aprilis}{1.\ Maji}$ 1679.

(*L.S.*) J. HOECH.

CXCII.

29 Avril. / 9. Mai. Huldigungs-Revers derer Beambten des Nieder-Heſſiſchen Fürſtenthumbs / an Carl Landgraffen zu Heſſen-Caſſel / als ihren Landes-Fürſten ausgeſtellet / ihme jederzeit Treu / Hold / und gehorſamb in ihrer verwaltung zu verbleiben. Geben zu Caſſel am 29. April - 9. May 1679. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheil. IV. Abſatz VIII. pag. 926.]

C'eſt-à-dire,

Lettres d'Hommage par leſquelles les Officiers de la Baſſe-Heſſe reconnoiſſent CHARLES *Land-Grave de Heſſe-Caſſel pour leur Seigneur Territorial, & lui promettent toute obeïſſance & fidelité. A Caſſel le 29. Avril - 9. Mai 1679.*

WIr zu End benandte Ambtleuthe und andere Beambte der Quartæ im Nieder-Fürſtenthumb Heſſen / thun kund hiermit / bekennende; Als der Durchleuchtigſte Fürſt und Herr / Herr Ernſt / Landgraf zu Heſſen / Fürſt zu Hersfeld / Graf zu Catzenellenbogen / Dietz / Ziegenhain / Nidda und Schaumburg ꝛc. Unſer gnädigſter Fürſt und Herr / uns ohnlängſthin zu Seiner Durchl. reſpective Ambt- und Schultheiſſen / auch Ambt-Schreibern / Renth-Meiſtern und Vögten / in beſagter Niederheſſiſchen Quarta, gnädigſt beſtellet und angenommen / nach Veranlaſſunge aber derer im Hochl. Fürſtl. Haus Heſſen-Caſſel am 12. Februarii Anno 1627. und folgends am 1. Septembris Anno 1628. wie auch am $\frac{3}{13}$. Januarii 1654. und den 8. Maji 1660. nach und nach auffgerichteter Haupt- und Erb-Vergleiche / uns obliegen und gebühren will / wohin wir auch in krafft unſerer Beſtallungs-Brieffe angewieſen ſeynd / dem regierenden Lands-Fürſten in dem Fürſtl. Haus Heſſen-Caſſel / und deſſen Succeſſoren in der Regierung / uff die in berührter Nieder-Heſſiſcher Quarta reſervirte Jura ſuperioritatis in Geiſt- und Weltlichen Sachen / und was davon dependiret / auf Maaſſe und Weiſe / wie beſagte und andere erfolgte Vergleiche / und Abſchiede ausweiſen / gehörige Handgelöbnis / und darauf auch würckliche Erbs-Pflichte zu thun / auch darüber gewöhnliche Reverſales zurück zu geben; Und es dann / an deme / daß auf unlängſter Zeit nach Gottes gnädigem Willen / erfolgten frühzeitigen Todes-Fall des Weyland Durchleuchtigſten Fürſten und Herrn / Herrn Wilhelmen des ſiebenden / Landgrafen zu Heſſen / Fürſten zu Hersfeld / Grafen zu Catzenellenbogen / Dietz / Ziegenhain / Nidda und Schaumburg ꝛc. unſers auch geweſenen gnädigſten Fürſten und Herrn / hochſeeligſtens Andenckens / dero Herr Bruder / der auch Durchleuchtigſte Fürſt und Herr / Herr Carl Landgraf zu Heſſen / Fürſt zu Hersfeld / Graf zu Catzenellnbogen / Dietz / Ziegenhain / Nidda und Schaumburg ꝛc. Unſer auch gnädigſter Landes-Fürſt und Herr / höchſtſeeligſtgedachter Seiner Fürſtl. Durchl. im Regiment ſuccediret / und deroſelben dahero ſolche Eyd-Pflichte zu leiſten / und vermöge deroſelben die reſervirte hohe Landes-Fürſtl. Jura in Geiſt- und Weltlichen Sachen in beſagter Nieder-Heſſiſchen Quarta, auch in ſpecie dem regierenden Fürſten / und deſſen Succeſſorn zu gutem zu wahren / wir alle Wege ſchuldig ſeynd / daß dannach höchſtgedachter Ihro Durchl. unſerm gnädigſten Fürſten und Herrn / von wegen ietzt erzehlter reſervirter Landes-Fürſtlicher Jurium Superioritatis, wir als beſtellter Beambten / in der Nieder-Heſſiſchen Quarta, die obberührter maaſſen verglichene Handgelöbniß / und würcklich geſchworne Eyds-Pflichten auf ergangene Citation gehorſambſt allhier geleiſtet / und uns dardurch verpflichtet haben / auch hiermit nochmahls kräfftiglich verpflichten / Ihrer Fürſtl. Durchl. und derſelben Manns-Leibs-Lehns-Erben und Nachkommen in der Regierung / nach der Ordnung des im Fürſtl. Haus Heſſen eingeführten und ſo wohl von der Römiſchen Kayſerl. Mayeſtät / als durch den Reichs-Friedenſchluß und jüngſten Reichs-Abſchied beſtätigtem Rechtens der erſten Geburth / zu dero obberührter maſſen reſervirten Lands-Fürſtlichen Hoheit und Rechten allezeit / (wegen beſagter Reſervaten /) bey unſerer Dienſtverwaltung / und ſo lange wir darbey ſeyn und bleiben werden / treu / hold / gehorſam und gewärtig zu ſeyn / die bemelte reſervata, ſo viel deren in unſere Ambts-Bedienung lauffen / und unter denenſelben inſonderheit die Reichs-Crayß-Fräulein-Land- und Tranck-Steuern / und was denen anhängig / treulich und fleiſſig zu wahren / zu beobachten und zu verwalten / vor uns ſelbſt darwider nicht zu handeln / noch andern zu handeln geſtatten / ſondern die vorfallende Nothdurfft iederzeit an höchſtgedachte Ihro Fürſtl. Durchl. unſerm gnädigſten Landes-Fürſten und Herrn / oder Ihrer Fürſtl. Durchl. nachgeſetzter hieſigr Regierung zu berichten / gelangen zulaſſen / und insgemein dieſer Lands-Fürſtl. Reſervaten halber zu thun und zu leiſten / was getreuen Dienern und Beambten gegen ihren Lands-Fürſten eignet und gebühret; Immaſſen wir ſolches / wie obgedacht / mit Hand-gegebener Treue gelobt / und einen leiblichen Eyd / zu GOtt geſchworen / auch zu Uhrkund deſſen dieſen Revers-Brief unter unſer eigenhändigem Subſcription und Pitſchafft von uns gegeben haben; So geſchehen zu Caſſel am 29. April - 9. Maji 1679.

CXCIII.

16. Mai. *Acte conclu entre les Ambaſſadeurs de* FRANCE *&* *de* BRANDEBOURG *pour faire ceſſer les hoſtilités en Amerique. A Nimegue le 16. Mai 1679.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. Part. II. pag. 477.]

NOus Charles Colbert, Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne

pour les Traitez de Paix, &c. Et nous Werner Guillaume de Blaſpeil, auſſi Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Son Alteſſe Electorale de Brandebourg pour le même ſujet, Declarons à tous qu'il appartiendra, que, comme Sa Majeſté ayant eſté informée, que deux particuliers auroient fait depuis peu un armement dans les ports de Zeelande, & qu'ils en eſtoient partis avec deux Vaiſſeaux armez en Guerre, pour aller dans les Isles de l'Amerique faire la Guerre à ſes Sujets, ſous la Commiſſion de Son Alteſſe Electorale de Brandebourg, avoit fait partir pour leſdites Isles Monſieur le Comte d'Eſtrées avec une Eſquadre de quatorze Vaiſſeaux, pour les chercher & les prendre ou couler à fond; Nous pour empêcher, que les hoſtilitez par Mer ne puiſſent apporter quelque retardement aux diſpoſitions, qu'il y a, à les faire ceſſer au pluſtoſt par Terre, ſerions convenus en vertu de Nos Pleinpouvoirs, qu'il ſera inceſſamment donné ordre par Son Alteſſe Electorale aux Capitaines deſdites deux Fregates, de ne rien entreprendre contre les Vaiſſeaux & Sujets de Sa Majeſté; Et que ſur les duplicats qui ſeront expediez dudit ordre, & remis entre les mains de nous Ambaſſadeur de France, Sa Majeſté Tres-Chreſtienne ſera auſſi ſçavoir audit Seigneur Comte d'Eſtrées, que ſon intention eſt, qu'il laiſſe la liberté auſdites deux Fregattes, de naviger par tout où bon leur ſemblera: En foy de quoy nous avons ſigné le preſent Acte, & à iceluy fait appoſer les Cachets de nos Armes. Fait à Nimegue ce ſeiziéme May 1679.

(*L.S.*) **Colbert.**

(*L.S.*) **W. G. Blaspeil.**

CXCIV.

16. Juin. *Traité pour l'Aſſemblée de Lunden, entre le Roi de* **Suede** *& le Roi de* **Danemark.** *Fait à Lunden, le 16. Juin,* 1679. [**Freder. Leonard**, Tom. V.]

LEs deux Rois de Suede & de Danemark eſtans convenus, ſur la propoſition & à la diligence de Monſieur le Marquis de Feuquiere Ambaſſadeur de France, de traiter la Paix icy en Schone, pour avec l'aſſiſtance de Dieu, trouver moyen d'aſſoupir les differends qui ſont ſurvenus, & finir entierement la ſanglante Guerre dans laquelle ces deux Royaumes ont eſté envelopez, en y rétabliſſant une bonne Paix, comme elle l'eſt déja dans les autres Lieux de la Chreſtienté: Leurs Majeſtez ont ordonné des Commiſſaires pour cet effet. Mais comme il eſt neceſſaire de traiter auparavant des Préliminaires, pour rendre plus facile le chemin & la concluſion d'une ſi grande & ſi Chreſtienne affaire; Elles ont nommé les Deputez ſouſſignez, authoriſez de leurs Pouvoirs, leſquels aprés s'eſtre trouvez enſemble dans l'Egliſe de Lunden, & y avoir conferé, ſont demeurez d'accord de ce qui s'enſuit:

I. A l'égard du temps que le Traité devra commencer, comme il n'y a rien qui puiſſe retarder cette affaire entre les deux Rois qui ſont dans le voiſinage, on eſt demeuré d'accord que ce ſera le 29. Juin prochain, & que les Commiſſaires des deux Rois s'y trouveront ſans faute.

II. Pour le lieu de l'Aſſemblée, on eſt convenu aprés grande deliberation, que ce ſeroit la Ville de Lunden, ou Meſſieurs les Commiſſaires s'aſſembleront dans le Chœur de l'Egliſe. Et afin qu'il n'y euſt point de diſpute pour l'entrée en ce Chœur, l'on eſt auſſi convenu qu'à la premiere Aſſemblée l'on jettera au ſort qui devra entrer au Chœur par le côté droit, & qui aura la droite à la Table.

A l'égard des Logemens dans la Ville, les Suedois prendront pour eux & leur ſuite toutes les Maiſons qui ſont du côté de l'Egliſe qui regarde Malmoë, & les Danois celles qui ſont ſituées du côté de Landscroon, laiſſant à Monſieur l'Ambaſſadeur de France la Maiſon & reſidence de l'Evêque, & celles du Profeſſeur Nortman & du Docteurs Berents pour d'autres Miniſtres de Rois ou Princes qui pourroient venir au Traité.

III. Quant à la ſeureté, elle ſera entiere pour toutes choſes ſur le chemin de Malmoë & de Landscroon, lequel chemin aura une demie lieuë de largeur. La Ville de Lunden aura auſſi un Diſtrict de trois lieuës en circonference en meſme ſeureté que leſdits chemins, & dans cette circonference qui commencera depuis la Mer auprés de Baurby en ſuivant la Riviere de Keſſinge & le Pont de Geding, & de là à Dahlby, Braugeroup, Biorsturft juſques à Lomma, & tout le long de la Mer juſques à Baurby, il n'y aura aucune hoſtilité, ni autre action ſemblable, quelque nom qu'elle puiſſe avoir, mais tout ſera dans une parfaite & inviolable ſeureté.

Il faut pourtant obſerver que hors le libre Diſtrict des chemins qui vont à Malmoë, ou à Landscroon perſonne hors les Habitans du Païs, qui apporteront les choſes neceſſaires de quelque qualité qu'il ſoit, ne joüira de cette liberté, s'il n'eſt de la ſuite des Commiſſaires qui aillent de Lunden à Malmoë, ou à Landscroon, & qui devra avoir de leur marque, ou Paſſeport, & ceux qui voudroient aller de Malmoë, ou de Landscroon à Lunden devront eſtre pourveus des Paſſeports des Gouverneurs.

IV. Et afin que cette ſeureté puiſſe eſtre ſceuë de tout le monde, elle ſera publiée dans les deux ſuſdites Places & dans les Armées des deux Rois, au ſon des Tambours & des Trompettes, auſſi toſt que cet Accord ſera ſigné, & l'on ſera en outre expreſſe deffenſe à toute perſonne ſur peine de la vie de violer, ou offenſer cette ſeureté en aucune choſe. Que ſi contre toute eſperance, le Traité ſe rompoit ſans eſtre conclu, la liberté qui y eſt preſentement ſtipulée demeurera pourtant encore dans ſa force & vigueur trois jours aprés la ſeparation des Commiſſaires.

V. Comme il eſt neceſſaire en telles occaſions de dépêcher des Courriers & Trompettes avec des Lettres on eſt convenu que les Commiſſaires des deux côtez ſeront authoriſez de leurs Maîtres pour donner des Paſſeports à tels Trompettes & Courriers, ou qui que ce ſoit de leurs Gens avec leurs Convoys, leſquels Paſſeports ſeront reſpectez ſur peine de la vie par les Officiers de Guerre & de Juſtice de part & d'autre ſur les chemins de Lunden & Malmoë à Chriſtianſtadt, ou Helmſtadt, comme auſſi de Lunden à Landscroon & Helſcimbourg, où les deux Rois pourroient eſtre pour lors.

VI. Et s'il ſe rencontre que quelqu'un des Commiſſaires jugeaſt à propos d'aller trouver en perſonne le Roi ſon Maître, il aura lui, & ſa ſuite, ſon Convoy, & Bagage la meſme ſeureté.

VII. Au reſte les Convoys dont leſdits Commiſſaires doivent eſtre pourveus ſont reglez à cinquante Chevaux avec les Hauts & les Bas Officiers & vingt-quatre Mouſquetaires avec un Lieutenant & les Bas Officiers, leſquels ſeront compris ſous la meſme ſeureté.

Pour aſſeurance de ce que deſſus le preſent Accord a eſté fait double & ſigné des deux Deputez qui en ont fourni chacun leur exemplaire, afin que les deux Rois puiſſent en envoyer leur Ratification laquelle leſdits Deputez s'obligent d'avoir dans dix jours. Fait à Lunden ce 16. Juin 1679. *Signé,*

Joran Sparling,

Christopher Schestedt.

CXCV.

Traité de Paix entre **Louïs XIV.** *Roi de France, &* **Charles XI.** *Roi de Suede, d'une part, &* **Frederic Guillaume** *Electeur de Brandebourg d'autre part; Sa Majeſté T. C. agiſſant & faiſant non ſeulement pour Elle, mais auſſi pour ſon Allié le Roi de Suede. A St. Germain en Laye le 29. Juin 1679. Avec les* **Pleinpouvoirs,** *& les* **Ratifications** *de Sa M. Tres-Chrétienne & de Son Alteſſe Electorale. Comme auſſi un* **Article Separé** *concernant l'aſſiſtance promiſe par ledit Roi T. C. aux Princes de la Maiſon de Brunswick-Lunebourg, en certains Interêts, contraires à ceux de Son Alteſſe Electorale. A St. Germain en Laye le meme jour 29. Juin 1679.* 29. Juin. [Recueil de **Leonard**, Tom. III. d'où l'on

ANNO 1679.

l'on a tiré cette Piéce qui ſe trouve auſſi dans PUFFENDORF *de Rebus Geſtis* FRID. WILHELMI *Elect. Brandenburg.* Lib. XVII. pag. 1359. en Latin; dans le *Theatrum Pacis* Tom. II. en Latin, & en Allemand; dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special Abtheil. IV. Abſatz III. pag. 259. en Latin & en Allemand; dans LONDORPII *Acta Publica.* Tom. X pag. 704. en Allemand, & dans le *Theatrum Europæum.* Tom. XI. pag. 1473. en Allemand.]

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conſeiller en tous nos Conſeils, Secretaire d'Eſtat & de nos Commandemens, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous luy en avions donnez, auroit conclu, arreſté & ſigné le vingt-neuf du Mois de Juin dernier, en ce lieu, avec le Sieur Meinders, Conſeiller, Miniſtre d'Etat, & Envoyé Extraordinaire de noſtre tres-cher & tres-amé Frere l'Electeur de Brandebourg, pareillement muny de Pleinpouvoirs de la part dudit Electeur, le Traité de Paix, dont la teneur s'enſuit.

AU nom de Dieu le Createur & de la Tres-ſainte Trinité. Soit notoire à tous, que comme le tres-haut, tres-excellent & tres-puiſſant Prince Louis XIV. par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, n'a rien ſouhaité davantage que de voir la tranquilité generale rétablie aprés les longues & ſanglantes diviſions dont l'Europe a eſté agitée, Sa Majeſté a vû avec peine que les divers Traitez qui ont eſté ſignez à Nimegue, particulierement avec l'Empereur & l'Empire, n'ayent pû éteindre le feu de la Guerre dans le Nort, & qu'elle ait eſté neceſſitée de faire encore agir ſes Armes contre l'Electeur de Brandebourg. Mais parce qu'au milieu meſme de ces derniers troubles elle a conſervé beaucoup d'eſtime pour ce Prince, & une diſpoſition ſincere à le recevoir dans ſa premiere Alliance, toutes les fois qu'il ſe mettroit en état d'y rentrer; elle a reçû avec beaucoup de plaiſir les témoignages qu'il luy a fait porter par le Sieur Meinders, ſon Conſeiller & Miniſtre d'Etat, & ſon Envoyé Extraordinaire vers Sa Majeſté, du deſir extrême qu'il auroit de reprendre auprés d'elle par la Paix la meſme place qu'il a eue cy devant dans le nombre de ſes Alliez, & de l'obliger à luy rendre à l'avenir la meſme amitié dont elle luy a donné autrefois tant de marques. Et comme Sa Majeſté n'a nul intereſt à démeſler avec Son Alteſſe Electorale de Brandebourg, qui ne luy ſoit commun avec le tres-Haut, tres-Excellent & tres-Puiſſant Prince Charles, par la grace de Dieu, Roi de Suede, & que Sadite Alteſſe Electorale luy a fait témoigner qu'elle étoit dans le deſſein de faire une ſincere & ſolide Paix avec ledit Roi; Sa Majeſté a bien voulu, tant pour elle que pour ledit Roi de Suede, entrer dans la diſcuſſion du preſent Traité de Paix. Et pour ce ſujet elle a commis le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conſeiller en tous ſes Conſeils, & Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majeſté pour traiter & negocier avec ledit Sieur Meinders; leſquels aprés l'échange de leurs Pleinpouvoirs, dont les Copies ſont inſerées cy-aprés, ſont convenus des Articles ſuivans.

I. Il y aura à l'avenir une bonne, ferme & durable Paix & amitié entre le Roi Tres Chreſtien, le Roi de Suede, & l'Electeur de Brandebourg, leurs Succeſſeurs, Royaumes, Pais, Etats & Sujets, avec une entiere & reciproque liberté de Commerce, tant par Terre, que par Mer & autres Eaux.

II. Il y aura de meſme une amniſtie & perpetuel oubly de ce qui s'eſt paſſé de part & d'autre à l'occaſion de la Guerre, meſme à l'égard des Sujets qui auroient ſuivy les differens partis.

III. Toutes hoſtilitez ceſſeront entre les Parties dans le temps de dix jours au plus tard, aprés la ſignature du preſent Traité, ou pluſtoſt, ſi la Notification en peut eſtre faite aux Generaux qui commandent les Armées de part & d'autre: ſans toutefois que leſdites Armées ayent à ſe retirer des Pays qu'elles occupent, & dans leſquels elles pourront vivre & ſubſiſter juſques à l'échange des Ratifications du preſent Traité.

IV. Et comme les Traitez de Weſtphalie doivent toûjours être regardez comme le fondement le plus ſolide & le plus aſſuré de la Paix & de la tranquillité de l'Empire, & que Sa Majeſté Tres-Chrétienne s'eſt déclarée dans tous les temps, meſme durant le cours de la Guerre, que ſon intention eſtoit de les maintenir dans toute leur force, que le Roi de Suede s'eſt expliqué en la meſme maniere, & que l'Electeur de Brandebourg témoigne eſtre dans le meſme ſentiment: il eſt expreſſément ſtipulé par cet Article, que les ſuſdits Traitez de Munſter & d'Oſnabruk conclus en 1648. demeureront dans toute leur force & vigueur, & ſeront cenſez repetez dans le preſent Traité, comme s'ils y eſtoient inſerez de mot à mot; à l'exception toutefois des changemens qui pourroient y eſtre apportez par les Articles ſuivans.

ANNO 1679.

V. L'Electeur de Brandebourg promet par le preſent Traité de remettre entre les mains du Roi de Suede tout ce qu'il a occupé par ſes Armes dans la Pomeranie, nommément les Villes de Stralzund & de Stetin, & generalement tout ce qu'il poſſede preſentement des Terres & Etats qui ont été cedez dans l'Empire à la Couronne de Suede par les Traitez de Weſtphalie, ſans en rien reſerver ni retenir.

VI. Mais parce qu'il a été jugé neceſſaire, pour entretenir le bon voiſinage, & pour empêcher à l'avenir les differens qui naiſſent d'ordinaire entre les Princes, par le trop grand mélange de leurs Terres & Etats, de donner de nouvelles limites à la Pomeranie qui appartient à la Couronne de Suede, & à la Pomeranie, qui eſt ſous la domination de S. A. E. de Brandebourg; il en a eſté diſpoſé en la maniere ſuivante.

VII. Toutes les Terres poſſedées par la Couronne de Suede au delà de la Riviere d'Oder, ſoit qu'elles luy euſſent été cedées par les Traitez de Weſtphalie, ſoit qu'elles luy euſſent eſté adjugées par le Recés ou Traité de Stetin de l'année 1653. appartiendront doresnavant à l'Electeur de Brandebourg en toute Souveraineté à l'exception ſeulement des Villes de Dam & de Golnow, & leurs dépendances qui ont eſté ſpecifiées nommément dans leſdits Traitez de Weſtphalie.

VIII. Mais parce que ladite Ville de Golnow & ſes dépendances ſe trouvent comme enclavées dans les Terres qui doivent demeurer à l'Electeur de Brandebourg par le preſent Traité, & qu'il a inſiſté qu'elle lui fuſt cedée avec le reſte du Pays ſitué au delà de l'Oder: il a eſté convenu & accordé que ladite Ville de Golnow & ſes dependances luy ſeront laiſſées en engagement par le Roi & la Couronne de Suede, pour le prix & Somme de cinquante mille Ecus, payable à la volonté du Roi de Suede; avec condition expreſſe que toutes les fois que ledit Roi de Suede luy fera payer ladite Somme de cinquante mille Ecus, ledit Electeur ſera tenu & obligé de lui remettre ladite Ville de Golnow & ſes dépendances: mais que dans tout le temps que durera ledit engagement, il en jouira en la meſme maniere que de tout ce qui luy eſt cedé par le preſent Traité.

IX. Et comme par le ſuſdit Recés ou Traité de Stetin de l'année 1653 l'Electeur de Brandebourg fut obligé de partager avec le Roi & la Couronne de Suede les Droits de Peages qui ſe levent dans le Port de Colberg & autres Ports, & Havres de la Pomeranie au delà de l'Oder, qui demeuroit ſous la domination de Son Alteſſe Electorale de Brandebourg: il a eſté accordé que le Roi & la Couronne de Suede renoncent par le preſent Traité à tout Droit de partage des Peages qu'ils pouvoient avoir en commun avec l'Electeur de Brandebourg, ſuivant le Recés ou Traité de Stetin, dans les Ports ou Havres de la partie de la Pomeranie qui eſt demeurée, ſuivant les Traitez de Weſtphalie, audit Electeur.

X. En vertu des Articles precedens le Roi de Suede, tant pour lui que pour ſes Hoirs, Succeſſeurs & ayans cauſe, renonce, cede, quitte, & tranſporte perpetuellement & à toûjours par le preſent Traité de Paix à l'Electeur de Brandebourg, ſes Hoirs, Succeſſeurs & ayans cauſe, tous les Droits, Rentes, Revenus, Juriſdictions & Prerogatives, de quelque nom & de quelque nature qu'ils puiſſent eſtre, qu'il a eus, & qu'il peut pretendre, tant en vertu des Traitez de Weſtphalie, que par des Conventions, Tranſactions & Ceſſions, particuliérement par le Traité ou Recés de Stetin de l'an 1653. ſur les Lieux, Villes, Terres, Foreſts & Domaines ſituez au delà de la Riviere d'Oder, & partage des Droits de Peages dans les Ports & Havres de la Pomeranie Electorale, à l'exception ſeulement de la

Anno 1679.

Ville de Dam & ſes dépendances, & de celle de Golnow & ſes dépendances, conformément toutefois à la diſpoſition, qui en a eſté faite par l'Article 8. de ce preſent Traité ſans reſervation, exception, reſtriction, ou retention quelconque: & ce nonobſtant toutes Loix, Contracts, Conventions, Transactions Ceſſions, & Inveſtitures, paſſées & futures, Coûtumes & Conſtitutions au contraire, auſquelles & aux clauſes derogatoires des dérogatoires il eſt expreſſément dérogé par le preſent Traité, excluant à perpetuité toutes exceptions, ſous quelques Droits, titres, clauſes, ou pretextes qu'elles puiſſent être fondées.

XI. Conſent auſſi ledit Roi de Suede, que les Hommes Vaſſaux & Sujets desdits Lieux, Villes & Pays cedez par le preſent Article audit Electeur de Brandebourg, ſoient & demeurent quittes & abſous dés à preſent & pour toûjours des foi & hommage, ſervice & Serment de fidelité qu'ils pourroient luy avoir faits, tous lesdits Sujets & Vaſſaux demeurans à l'avenir ſous la ſouveraineté de l'Electeur de Brandebourg; mais dans la propieté & poſſeſſion de leurs Biens tant de ceux qui leur auroient eſté donnez, vendus ou alienez par les Rois & Couronne de Suede, avant la Declaration de la preſente Guerre, que de ceux qu'ils auroient acquis, ou qui leur appartiendroient de leur propre, tant meubles qu'immeubles, Rentes Viageres & à rachat, ſaiſies & occupées, tant à l'occaſion de la Guerre, que pour avoir ſuivi le Parti contraire; enſemble de leurs Droits, Actions & Succeſſions à eux ſurvenus, meſme depuis la Guerre commencée; ſans toutefois pouvoir rien demander ni prétendre des fruits & revenus perçûs & échûs dés le ſaiſiſſement desdits Biens, jusques au jour de l'échange de la Ratification du Roi de Suede; ni ſemblablement des Dettes, effets & meubles qui auroient eſté confiſquez avant ledit jour à cauſe de la Guerre preſente, en ſorte qu'aucun Creancier de telles Dettes, ni aucun Depoſitaire, Proprietaire, & leurs Heritiers ou ayans cauſe, en puiſſe faire pourſuite, ni en pretendre reſtitution, recouvrement, ou équivalent.

XII. La Riviere d'Oder, ſuivant la diſpoſition des Traitez de Weſtphalie, demeurera toûjours en ſouveraineté au Roi & à la Couronne de Suede; & il ne ſera pas libre audit Electeur de Brandebourg d'ériger aucune Forteresſe, ou de fortifier aucune Place dans l'étenduë du Païs qui luy eſt cedé par le preſent Traité.

XIII. Auſſi-toſt aprés que l'échange de la Ratification de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne aura eſté faite avec celle de l'Electeur de Brandebourg, Sa Majeſté fera retirer ſon Armée des Païs & Places des Duchez de Cleves, Principauté de Minden, Comtez de Mark & Ravensberg, & de toutes autres Terres dudit Electeur qu'elle auroit occupées; à l'exception toutefois d'un corps de mille Chevaux qu'elle conſervera dans ledit Païs, & des Places de Weſel & Lipſtat qu'elle retiendra jusques à l'entiere execution du preſent Traité avec le Roi de Suede: aprés laquelle, & lors que le dit Roi aura eſté rétably dans les Païs & Places qui luy doivent être remis, elle retirera entierement ſes Troupes des Places & Païs de l'Electeur de Brandebourg; mais durant qu'elles y demeureront, les Habitans des Villes de Weſel & de Lipſtat continueront à fournir aux Garniſons les mêmes Logemens & uſtenciles portées par le Traité de Santeo; & les Habitans des Lieux, où lesdits mille Chevaux ſeront logez, leur fourniront les mêmes uſtenciles & le fourage

XIV. Mais comme le Roi de Suede n'a point preſentement de Troupes dans l'Empire, & qu'il ne pourroit peut-être y en faire paſſer dans le temps porté pour l'échange des Ratifications du preſent Traité, pour reprendre en ſon nom la poſſeſſion des Places & Païs qui luy doivent être remis par l'Electeur de Brandebourg: il a eſté convenu & ſtipulé qu'auſſi-tôt aprés ledit échange entre le Roi de Suede & l'Electeur de Brandebourg, ledit Electeur retirera ſes Troupes de tout le Plat-Païs qui doit revenir par ce Traité au Roi de Suede; mais qu'il laiſſera les Garniſons neceſſaires dans les Places qui luy doivent être remiſes: ſçavoir deux mille Hommes au plus dans Stralzund, & mille à douze cens Hommes dans Stetin; & ainſi à proportion dans les autres Places, lesquelles il conſervera contre tous ceux dont elles pourroient être attaquées, jusques à ce que le Roi de Suede ait envoyé des Troupes pour prendre poſſeſſion desdites Places, laquelle luy ſera laiſſée alors par celles de l'Electeur qui ſe retireront dans ſes Etats.

XV. Il ſera loiſible toutefois audit Electeur de Brandebourg de retirer auparavant desdites Places tout le Canon & les Munitions de Guerre qu'il y auroit fait conduire, depuis qu'il s'en eſt rendu Maiſtre; y laiſſans toutefois l'Artillerie & Munitions de Guerre qui ont appartenu à la Couronne de Suede, & qui s'y trouveront le jour de la Signature du preſent Traité de Paix.

XVI. Comme S. A. E de Brandebourg a fait de grandes inſtances à Sa Majeſté Tres-Chrétienne de vouloir bien terminer en même temps la Guerre qu'elle a avec le Roi de Danemark, duquel Sadite A. E. ſeroit étroitement Alliée, ledit Roi de Danemark ayant déja fait connoiſtre le deſir qu'il a de rentrer dans l'ancienne amitié & Alliance qu'il a eue cy-devant avec la France: Sa Majeſté Tres-Chreſtienne déclare qu'elle ſera bien-aiſe que cette Paix ſe puiſſe faire au plûtôt à des conditions juſtes & raiſonnables, pour le bien & le repos general de la Chreſtienté, pourvû qu'elle ſe faſſe en même temps avec la Suede, ſans laquelle le Roi ne ſe trouve pas en état de la conclure. Cependant ledit Electeur s'oblige de ne donner aucun ſecours, directement ou indirectement, au Roi de Danemark, s'il demeuroit encore en Guerre contre la France & la Suede; & promet de rappeller ſes Troupes, s'il en avoit quelques-unes dans le ſervice dudit Roi de Danemark.

XVII. Sa Majeſté Tres-Chreſtienne s'oblige de procurer l'agrément du Roi de Suede ſur ce preſent Traité, & ſur tout ce qui y eſt contenu, & d'en obtenir la Ratification dudit Roi de Suede en bonne & dûë forme dans le temps de trois Mois, à compter du jour de la Signature, ou plûtôt, ſi faire ſe peut. Jusques à ce que cette Ratification ſoit délivrée entre les mains de S. A. E. elle ne ſera point obligée de rendre la Pomeranie Suedoiſe; dequoy Sadite Majeſté Tres-Chreſtienne demeure garante, de meſme que de tout ce qui a eſté accordé à S. A. E. en vigueur du preſent Traité.

XVIII. Les Ratifications de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne avec celles dudit Electeur de Brandebourg ſeront échangées dans un Mois, ou plûtôt, ſi faire ſe peut; & celles du Roi de Suede avec ledit Electeur ſeront échangées dans le terme de trois Mois, ou plûtôt, ſi faire ſe peut.

En foy dequoy Nous ſous-ſignez, en vertu de nos Pleinpouvoirs reſpectifs avons ſigné ces Preſentes, & y fait appoſer les Cachets de nos Armes. Fait à Saint Germain en Laye ce vingt-neuviéme jour de Juin mil ſix cens ſoixante & dix-neuf.

ARNAULD. FR. MEINDERS. (*L.S.*)

NOus ayans agreable le ſuſdit Traité de Paix en tous & un chacun les points qui y ſont contenus & declarez, avons iceux, tant pour Nous que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Roiaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons; & le tout promettons en foy & parole de Roi, ſous l'Obligation & hypotheque de tous & un chacun nos Biens preſens & à venir, garder & obſerver inviolablement, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En témoin de quoi Nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & à icelles fait appoſer nôtre Scel. Donné à Saint Germain en Laye le troiſiéme jour de Juillet, l'an de grace mil ſix cens ſoixante & dix-neuf, & de nôtre Regne le trente-ſeptiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

Ratification de l'Electeur de Brandebourg.

NOus Frederic Goillaume, par la grace de Dieu Mark-Grave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Prince Electeur du Saint Empire, Duc de Pruſſe, Magdebourg, Juliers, Cleves, Bergue, Stetin, Pomeranie, des Caſſubes, Wandales, & Sileſie, de Crosne & Carnovie, Bork-Grave de Nuremberg, Prince de Halberſtat, Minden & Camin, Comte de la Marche & de Ravensberg, Seigneur de Ravenſtein, Lavenbourg, & Bouttow: Faiſons ſçavoir à tous ceux

qui

Anno 1679.

Anno 1679.

qui ces preſentes Lettres verront, qu'ayant vû & examiné le Traité conclu & arreſté à Saint Germain en Laye le 29. jour de Juin, nouveau ſtile, de cette preſente année mil ſix cens ſoixante & dix-neuf, en nôtre nom & ſous nôtre Ratification, entre Sa Majeſté Tres-Chreſtienne le Roi de France & Nous, par le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conſeiller en tous les Conſeils, & Secretaire d'État & des Commandemens de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne, d'une part; & nôtre Conſeiller & Miniſtre d'Etat, & Envoyé Extraordinaire vers Sa Majeſté, le Sieur Meinders, d'autre part: duquel Traité la teneur s'enſuit.

Au Nom de Dieu, &c.

NOus avons agréé & ratifié ledit Traité en tous & chacuns des points d'iceluy, comme Nous l'agreons & ratifions par ces Preſentes: promettant en foy & parole de Prince de l'accomplir, obſerver, & faire obſerver inviolablement ſelon ſa forme & teneur, ſans ſouffrir qu'il ſoit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cauſe ou occaſion que ce puiſſe être. En témoin de quoy Nous avons ſigné ces Preſentes, & y fait appoſer le Scel de nos Armes. Fait à Poſtdam ce $\frac{1}{11}$. jour de Juillet mil ſix cens ſoixante & dix-neuf. *Signé*, FRIDERIC GUILLAUME *Electeur.*

Pleinpouvoirt.

APrés que le Roi a donné tant de divers témoignages dans les differends qui ont déja eſté conclus à Nimegue, de ſon extrême deſir, de voir finir par une Paix heureuſe la Guerre qui embraſe depuis tant d'années la meilleure partie de l'Europe; Sa Majeſté n'a rien ſouhaité davantage que de contribuer à l'éteindre entierement dans le Nort. C'eſt dans ce ſentiment qu'elle a reçû avec beaucoup de plaiſir les aſſurances que Monſieur l'Electeur de Brandebourg luy a fait donner par le Sieur Meinders ſon Envoyé Extraordinaire, de la ſincerité de ſes intentions, pour rentrer avec Sa Majeſté dans les liaiſons d'amitié & d'Alliance qu'il a eué avec elle avant ces derniers mouvemens, & pour conclure une bonne, ſolide & durable Paix, tant avec elle, qu'avec le Roi de Suede. Et parce que ledit Sieur Electeur en envoyant ledit Sieur Meinders auprés de Sa Majeſté, l'a chargé de ſon Pleinpouvoir pour entrer dans cette Negociation, ſelon que Sa Majeſté le deſireroit: Sa Majeſté pour témoigner combien elle a agreable les bonnes diſpoſitions de ce Prince, a bien voulu de ſa part autoriſer, comme elle autoriſe par ces Preſentes le Sieur de Pomponne, Conſeiller en tous ſes Conſeils, & Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majeſté, auquel elle a donné & donne Pleinpouvoir, Commiſſion, & Mandement ſpecial de conferer & negocier avec ledit Sieur Meinders, & conſequemment arreſter, conclure & ſigner en ſon nom tels Articles & Conventions, dont ils pourront convenir. Promettant Sadite Majeſté en foy & parole de Roi, d'accomplir & d'executer ponctuellement, avoir agreable & tenir ferme & ſtable à toûjours tout ce que ledit Sieur de Pomponne aura promis & ſigné en vertu du preſent Pouvoir, ſans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu, pour quelque cauſe ou pretexte que ce puiſſe être; comme auſſi d'en fournir ſa Ratification en bonne forme, dans le temps qu'il aura eſté convenu. En témoignage de quoy Sadite Majeſté a ſigné leſdites Preſentes de ſa main, & y a fait appoſer le Scel de ſon Secret. Fait à Saint Germain en Laye le vingt-cinquiéme jour de Juin mil ſix cens ſoixante & dix-neuf. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, LE TELLIER.

NOus Frederic Guillaume, par la grace de Dieu, Mark-Grave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Electeur du Saint Empire, Duc de Pruſſe, Magdebourg, Juliers, Cleves, Bergues, Stetin, Pomeranie, des Caſſubes, Wandales, & en Sileſie, de Crosne, & Carnovie, Burk-Grave de Nuremberg, Prince de Halberſtadt, Minden & Camin, Comte de la Marck & Ravensberg, Seigneur de Ravenſtein, Lavenbourg & Buttow: Donnons à connoiſtre à tous ceux qui verront les Preſentes, qu'ayant appris avec joye la genereuſe reſolution que Sa Majeſté Tres-Chreſtienne a priſe de ſoûmettre le cours victorieux de ſes Armes au repos de la Chreſtienté, & de renouer par cét effet l'ancienne amitié & liaiſon qui a toûjours eſté entre Sa Majeſté & Nous, & qui avoit eſté alterée par les troubles de la Guerre en Allemagne & aux Païs-Bas, Nous avons donné & donnons en vertu des Preſentes un Pleinpouvoir à nôtre Conſeiller & Miniſtre d'Etat, & Envoyé Extraordinaire vers Sa Majeſté, le Sieur Meinders, pour traiter & conclure un Traité de Paix & d'Alliance avec celuy ou ceux qu'il plaira à Sa Majeſté Tres-Chreſtienne de pourvoir pour cet effet d'un Pouvoir ſuffiſant. Et afin qu'il n'y ait pas le moindre doute de la ſincerité de nos intentions, Nous Nous obligeons, & promettons en foi de Prince, & ſous noſtre parole Electorale, de ratifier, d'accomplir & d'executer inviolablement toutes les conditions dont ledit Traité de Paix & d'Alliance ſera compoſé. En temoin de quoy Nous avons ſigné ce Pouvoir de nôtre main, & y fait appoſer le Scel de nos Armes. Fait à Poſtdam ce $\frac{1}{11}$. jour de Mai 1679. *Signé*,

FRIDERICUS WILHELMUS *Elector.*

Article Separé.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront: SALUT. Comme le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conſeiller en tous nos Conſeils, Secretaire d'Etat & de nos Commandemens, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous lui en avions donnez, auroit conclu, arreſté & ſigné le vingt neuf du Mois de Juin, en ce lieu avec le Sieur Meinders, Conſeiller Miniſtre d'Etat, & Envoyé Extraordinaire de noſtre tres-cher & tres-amé Frere l'Electeur de Brandebourg, pareillement muni de Pleinpouvoirs de la part dudit Electeur, l'Article ſeparé, dont la teneur s'enſuit.

OUtre les Articles contenus au Traité conclu & ſigné ce jourd'huy de la part de Sa Majeſté Tres-Chrétienne & S. A. E. de Brandebourg, on eſt encore convenu de ce qui ſuit.

Comme l'intention de Sa Majeſté Tres-Chrétienne eſt de faire ceſſer entierement tous les differens qui pourroient donner lieu à de nouveaux ſujets de diviſion & de Guerre entre les Princes de l'Empire, & que Sa Majeſté Tres-Chrétienne s'eſt obligée par le Traité ſigné à Zell le cinquiéme Février de la preſente année avec les Princes de la Maiſon de Brunswik & Lunebourg de les aſſiſter dans la garantie qu'ils ont à donner aux Ducs de Meklebourg & Saxe-Lavembourg, l'Evêque de Lubek, le Comte de Lippe & de Swartzenbourg, & les Villes de Hambourg & de Lubek, à l'égard des prétentions qu'a ou pourroit avoir contre leſdits Princes & Etats l'Electeur de Brandebourg, ſous pretexte de certaines aſſignations obtenuës pendant la Guerre: Sa Majeſté, ſans déroger à ladite Obligation, mais ſçachant que l'intention de l'Electeur de Brandebourg eſt d'accommoder cette affaire à l'amiable, employera ſes ſoins & ſes offices pour la terminer entre les Parties par toutes voyes juſtes & raiſonnables.

Ce preſent Article ſeparé aura pareille force & vigueur, que s'il eſtoit inſeré dans le corps du Traité principal paſſé ce jourd'hui; & la Ratification en ſera fournie en même tems. Fait à Saint Germain en Laye ce vingt-neuviéme jour de Juin mil ſix cens ſoixante & dix-neuf.

ARNAULD. (*L.S.*) FR. MEINDERS.

NOus ayans agreable le ſuſdit Article ſeparé en tous & un chacun les points qui y ſont contenus & declarez, avons icelui tant pour Nous que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi, & ſous l'obligation & hypotheque de tous & un chacun avec nos Biens preſens & à venir, garder & obſerver inviolablement, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En témoin de quoy Nous avons ſigné ces Preſentes de nôtre main, & à icelles fait appoſer noſtre Seel. Donné à Saint Germain en Laye le troiſiéme jour de Juillet, l'an de grace mil ſix cens ſoixante & dix-neuf, & de noſtre Regne le trente-ſeptiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, **Arnauld.**

Ratification de l'Article ſeparé.

NOus Frederic Guillaume par la grace de Dieu, Mark-Grave de Brandebourg, Archi Chambellan & Prince Electeur du ſaint Empire, Duc de Pruſſe, Magdebourg, Juliers, Cleves, Bergues, Stetin, Pomeranie, des Caſſubes, Wandales & Sileſie, de Croſne & Carnovie, Bork-Grave de Nuremberg, Prince de Halberſtat, Minden & Camin, Comte de la Marche & Ravensberg, Seigneur de Ravenſtein, Lavenbourg & Butow: Faiſons ſçavoir à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, qu'ayant vû & examiné l'Article ſeparé conclu & arreſté à Saint Germain en Laye le 29. jour de Juin, nouveau ſtile, de cette preſente année mil ſix cens ſoixante & dix-neuf, en noſtre nom & ſous noſtre Ratification, entre Sa Majeſté Tres-Chreſtienne le Roi de France, & Nous, par le Sieur Arnauld Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conſeiller en tous les Conſeils, & Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne, d'une part; & noſtre Conſeiller & Miniſtre d'Etat & Envoyé Extraordinaire vers Sa Majeſté, le Sieur Meinders, d'autre part; duquel Article ſeparé la teneur s'enſuit.

Outre les Articles, &c.

NOus avons agréé & ratifié le ſusdit Article ſeparé, comme Nous l'agreons & ratifions par ces Preſentes, promettant en foi & parole de Prince de l'accomplir, obſerver & faire obſerver inviolablement ſelon ſa forme & teneur, ſans ſouffrir qu'il ſoit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cauſe ou occaſion que ce puiſſe être. En témoin de quoy Nous avons ſigné ces preſentes, & y fait appoſer le Seel de nos Armes. Fait à Poſdam ce $\frac{4}{14}$ jour de Juillet mil ſix cens ſoixante & dix-neuf. *Signé*, FRIDERIC GUILLAUME, *Electeur.*

Declaratio & Proteſtatio Legati BRANDEBURGICI, *contra Pacem* ZELLENSEM, *quam, licet in Pace* SANCTI GERMANI IN LAYA *mentionatam atque incluſam, Sereniſſimus Elector non poteſt approbare, quatenus, non modo ſuis, ſed & Cæſaris, & Imperii, Regiſque Daniæ Juribus adverſatur. Actum Neomagi die* 12-22. *Julii* 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. IV. pag. 496.]

POſtquam ſuæ S. E. Brand. Legatus Extraordinarius & Plenipot. ad Pacis Tractatus Neomagi, temporis lucri faciendi & damni majoris avertendi cauſâ ad commutationem Ratificationum Pacis inter S. Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam & S. Ser. El. Brandenburgicam 29. Junii præterlapſi concluſæ, Articulorumque eidem adjectorum feſtinandum ſibi eſſe duxiſſet, non potuit non Illuſtriſſimo & Ex. Domino Mediatori Anglico ſignificare S. S. Elect. Brand. illum ſupradictæ Pacis Articulum ſeparatum, in quo Pacis 5. Febr. noviſſime præteriti Zellæ factæ & concluſæ mentio facta eſt, quidem ratihabuiſſe quòd quæ de amicabili Hamburgenſis negotii complanatione, & R. S. M. Chriſtianiſſimæ officiis eo fine interponendis ibidem conventa ſunt, ipſi non ingrata fuerunt. Sed quoniam ſupradicta Pace Zellenſi Jura cùm Cæſaris & Imperii, Regiſque Daniæ, tum S. S. Elect. ipſius impetuntur, non dubitaſſe altè dictam S. S. Brand. Reg. S. M. Chriſtianiſſ. quemadmodum ipſa obligationi, quam antè memoratam Pacem Zellenſem contraxit, prædictâ Pace Brandeburgicâ quidpiam derogare abnuit, ita quoque eam non improbaturam, quod S. S. E. approbare non poſſit nec velit, quæ tertiam quidam in præjudicium, non ſolum ſuum, ſed & Cæſaris & Imperii Regiſque Daniæ ſtipulari voluit, ac proinde Conſiliario ſuo Status intimo & ablegato Pariſiis jam commoranti in Mandatis dediſſe, ut prædictum Articulum nonnihil mutari curaret, cui rei dum ipſe operam dabit ſupradictus Legatus Brandenburgicus commutatione Ratificationum Pacis ob antè dictas cauſas diutiùs non dilatâ, Illuſtriſſ. atque Excell. Mediatori Anglico declarandum eſſe duxit, ſuam S. E. Brandenb. prædictum Articulum, nonniſi in ſpem, deſideratam mutationem à S. R. M. Chriſtianiſſimâ admiſſum iri, ratihabuiſſe, eaque Ratificatione, id eſt, Ratificationis commutatione prædictam Pacem Zellenſem quatenùs, non modo ſuis, ſed & Cæſaris & Imperii Regiſque Daniæ Juribus adverſatur, præjudicioque eſt, nullatenus approbare, quin potius eidem eo reſpectu contradicere, ſibi & reliquis, quorum etiam intereſt, omnia quæ jure ipſis ſibique competant reſervare. Quam declarationem ut Illuſtr. & Ex. Dom. Mediator Anglicus ad Acta Mediationis referre velit, enixe rogatur. Neomagi $\frac{12}{22}$ Julii 1679.

Wern. Wilh. Blaspiel.

CXCVI.

Traité pour l'Execution de la Paix entre le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince LEOPOLD *Empereur des Romains, & le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince* LOUÏS XIV. *Tres-Chrêtien Roi de France & de Navarre. Fait à Nimegue le 17. Juillet* 1679. [FREDER. LEONARD. Tom. III. *Theatrum Pacis*. Tom. II. pag. 829. &c. *Actes & Memoires* de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 545. en Latin, comme ici, & pag 549. en François. *Theatrum Pacis*, Tom. II. pag. 829. en Allemand, & en François: LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Gen. pag. 1054. JAC. BERN. MULTZ *Repræſentatio Majeſtatis Imperat.* Part. II. Cap. VIII. pag. 383. Anhang zu des Europäiſchen Heroldt. pag. 1192. en Allemand, LONDORPII *Acta Publica*. Tom. X. Lib. XI. pag. 667. en Allemand.]

17. Juill.

In Nomine Sanctiſſimæ & individuæ Trinitatis.

NOtum ſit univerſis quorum intereſt, aut intereſſe poteſt, cum Articulo vigeſimo ſeptimo Pacis quinta Februarii nuperi hic concluſæ contineatur, ut Commiſſarii ab utraque Parte nominentur qui de reſtitutione & evacuatione locorum reſtituendorum juxta Pacem Weſphalicam conveniant, ſimulque Sacra Cæſarea Majeſtas ab Imperii Electoribus, Principibus, & Statibus decenter requiſita ſit, ut Copias ſuas ex Imperio in Regna & Ditiones Hæreditarias educere velit, atque eo nomine Sacra ſua Cæſarea Majeſtas Reverendiſſimum, Illuſtriſſimos & Excellentiſſimos Dominos, Dominum Joannem Epiſcopum Gurcenſem, Sacri Romani Imperii Principem atque Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Conſiliarium, & Dominum Theodorum Althetum Henricum à Stratman Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Conſiliarium Imperii Aulicum; Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima verò Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum Carolum Colbert Equitem, Marchionem de Croiſſi, Sacræ Regiæ Majeſtati Chriſtianiſſimæ ab utriſque Conſiliis ordinarium, omnes Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, qui dictæ Paci concludendæ ac perficiendæ incubuerunt, neceſſariis Mandatis inſtruxerint quorum Apographa ad finem hujus Receſſus inſerta ſunt. Inter eoſdem Sacræ ſuæ Cæſareæ Majeſtatis, & Sacræ ſuæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ Commiſſarios de præfata reſtitutione & evacuatione locorum atque abductione Copiarum conveniſſe tenore ſequenti.

I. Imperator Exercitus ſuos & Copias quantocius deduci curabit ex omnibus Imperii Ditionibus ad Domum Auſtriacam Jure Hæreditario non ſpectantibus, & nominatim ex Circulis Sueviæ & Franconiæ, uti & ex Circulis Rhenano Electorali & Rheni ſuperioris, Urbibuſque & Fortalitiis in iis ſitis, Bonnâ, Argentinâ,

Offem-

Anno 1679.

Offemburgo, Hoehberg, Landavio, Cronweiſſenburgo, nec non generaliter ex quibuſcumque aliis locis, neque Pace Monaſterienſi, neque Neomagenſi Sacræ Cæſareæ Majeſtati competentibus, ita ut prædictæ Copiæ in Bohemiam, aliosque Status Patrimoniales ante decimam Auguſti ſine ulteriori mora perveniant

II. Rex Chriſtianiſſimus Exercitus ſuos & Copias quantocius etiam revocabit bona fide ex omnibus Imperii Ditionibus, & nominatim ex Archiepiſcopatibus Moguntino, Trevirenſi, Colonienſi, Palatinatu Rheni, & Epiſcopatu Leodienſi, & Ducatu Juliacenſi, Urbibusque, & Fortalitiis in iis ſitis, uti & ex tota Briſgovia, omnibusque locis, quæ Domui Auſtriacæ virtute Pacis Weſtphalicæ competunt, excepto ſolo Caſtro & Oppido Friburgenſi & tribus Pagis Lehn, Buzenhauſen & Kirchzart Galliæ ceſſis, necnon generaliter ex quibuſcumque aliis locis, neque vigore Tractatus Monaſterienſis, nec Pace Neomagenſi Sacræ Regiæ Majeſtati Chriſtianiſſimæ competentibus, ita ut ſine ulteriore mora prædictæ Copiæ ante decimam Menſis Auguſti, in Regnum Galliæ perveniant. De octo locis verò vigeſimo ſexto Inſtrumenti Pacis nominatis obſervabuntur bonâ fide, quæ in prædicto Articulo de iis conventa ſunt.

III. Reſtituantur etiam intra prædictum terminum juxta Articulum vigeſimum quartum Pacis hic concluſæ, quicumque reſtituendi ex capite Amneſtiæ nondum reſtituti ſunt.

IV. Porrò in præſenti Tractatu omnia loca & Jura comprehenſa intelligantur quamvis ſingulatim expreſſa non ſint, quæ reſtitutioni obnoxia ſunt, ubicumque ſita reperiantur, & ſi aliqua elapſo termino adhuc reſtituta aut evacuata non eſſent, ſtatim ad inſtantiam Partis intereſſatæ, bona fide evacuentur & reſtituantur. Omnia autem prædicta loca & jura reſtituantur, qualia tempore concluſionis & ſubſcriptionis Pacis aut decimo quinto die à dicta ſubſcriptione fuerunt, unà cum Archivis, Documentis Litterariis, aliisque mobilibus, uti & Tormentis Bellicis, quæ in iis tempore occupationis & ſubſcriptionis, aut decima quinta die à dicta ſubſcriptione Pacis extiterint.

V. Quantum ad Ditiones, Communitates, & Loca quæ ſe ante ſubſcriptam Pacem Contributionibus ſubmiſerunt, & adhuc reſiduas debent, convenit, ut deſuper inter Intendentes vel Commiſſarios ex una parte, & Deputatos Principis vel Statuum locorum ex altera ante decimam diem Auguſti ex æquo liquidatio fiat, & quo Ditiones & Communitates illæ, quæ Contributiones non debent, vel quæ juxta Articulum trigeſimum Inſtrumenti Pacis hic concluſæ, datis idoneis Fidejuſſoribus pro reſiduis caverint, vel Obſides Partibus gratos dederint, ad ſolvendum adigi non poſſint pro iis Communitatibus, quæ adhuc debitrices & moroſæ extiterint, licet ejuſdem Ditionis ſint, niſi quatenus in ſolidum teneantur. Illæ verò Ditiones, Communitates, & loca quæ prædictæ obligationi non ſatisfecerint, ad ſolutionem ex conducto, in quantum fieri poterit, cum debitricis Ditionis regimine, executione militari compelli queant: ita tamen ut moroſæ tantum Communitates aut in ſolidum obligatæ dilationis pœnam ſentiant, ſine cujuſcumque alterius gravamine, & ille tantum Militum numerus ad executionem adhibeatur, qui abſolutè neceſſarius erit, ſtatimque à facta ſolutione aut præſtita per Fidejuſſores, vel Obſides cautione revocetur.

VI. Nominabuntur quamprimum ab utraque parte Commiſſarii qui ea exequantur, quæ de debitis & repertis in Oppido Friburgo Archivis aliiſque Documentis Litterariis Articulo octavo & nono Inſtrumenti Pacis convenerunt.

Hanc de Pacis executione Conventionem promittunt utriusque Partis Commiſſarii reſpectivè ab Imperatore & Imperio, & Rege Chriſtianiſſimo inviolabiliter obſervatum iri, prædictorumque Articulorum executionem quæ intra prædictum tempus ex Mandatis tam Cæſareæ quàm Chriſtianiſſimæ Majeſtatum ſequetur, pro utriusque Partis ratihabitione valituram, ita ut ad perfectum Pacis adimplementum nullâ aliâ Ratihabitionum commutatione opus ſit. In quorum omnium fidem majusque robur, Cæſarei & Regius Commiſſarii præſens Inſtrumentum ſubſcriptionibus ſigilliſque propriis muniverunt. Acta hæc ſunt Neomagi decima ſeptima Menſis Julii anno Domini milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo nono.

Joannes Epiſcopus &
Princeps Gurcenſis.
T. A. Henricus Stratman.

Colbert.

PLENAPOTENTIA.

Anno 1679.

LEOPOLDUS Divinâ favente clementia Electus Romanorum Imperator, ſemper Auguſtus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, &c. Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Stiriæ, Carinthiæ & Wittembergæ, Comes Tyrolis, Notum facimus univerſis, poſtquam Inſtrumento Pacis inter noſtros & Confœderatarum Coronarum Plenipotentiarios Legatos concluſo, ſubſcripto & ratificato, inter cætera, illud quoque proviſum ſit, ut mox ab ipſius ſubſcriptione omnis hoſtilitas ceſſet & juxta Pacem Monaſterienſem, hac noviſſima in omnibus confirmatam, reciprocè & quantociùs reſtituantur & reſtituenda loca evacuentur bona fide, in eumque finem Commiſſarii ab utraque parte nominentur, qui modò dictam inprimis reſtitutionem atque evacuationem intra Menſis ſpatium à ratihabita Pace abſque ulteriori dilatione abſolvant; intra annum verò etiam ſtatuant, quæ circà debitorum ab Oppido Friburgenſi pro rata incumbentium ſolutionem, uti & Archivi ibidem reperti reſtitutionem, ſeparationem ac aſſervationem Articulis octavo & nono ad illos remiſſa ſunt: quod ex parte noſtra ad exequendum & promovendum omne id, quod ad pacificum concluſæ Pacis effectum neceſſarium viſum eſt atque conducibile, iiſdem Legatis noſtris Plenipotentiariis, qui dictæ Paci concludendæ ac perficiendæ hactenus inſudârunt, Venerabili Joanni Epiſcopo Gurcenſi, Principi Sacri Imperii, Conſiliario devoto, nobis dilecto, nec non Conſiliario noſtro Imperiali Aulico, Sacrique Imperii fideli dilecto, Theodoro Althero Henrico Stratman plenam noſtram Poteſtatem & Commiſſionem dederimus ad tractandum & conveniendum, & ſtatuendumque cum Deputato vel Deputatis, Plenipotentiario vel Plenipotentiariis, Sereniſſimi & Potentiſſimi Franciæ Regis Chriſtianiſſimi, ſive ejuſdem vel eorumdem Subdelegato, vel Subdelegatis ſuper prædictis omnibus, aut quæ alius in iiſdem aut circa locum etiam Friburgenſem ceſſatve ejuſdem dependentias ex Pacis hujus Conventione complananda adhuc occurrent tranſigendis; & in Imperatorio nomine promittentes, nos omnes id quod ſupradicti noſtri Plenipotentiarii Commiſſarii ſimul, vel ſi quo caſu, vel ob adverſam valetudinem vel alias cauſas quaſcumque, unus eorum abeſſet, alter cum ſupradicti Sereniſſimi & Potentiſſimi Regis Chriſtianiſſimi Plenipotentiario vel Plenipotentiariis ejuſque vel eorundem Subdelegatis tractabit atque concludet, ratum habituros & ex parte noſtra executioni mandari curaturos. In cujus rei fidem has propria manu ſubſcripſimus, & Sigillo noſtro Cæſareo ſignari fecimus. Datum in Civitate noſtra Viennæ die decima tertia Menſis Aprilis Anno Domini milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo nono, Regnorum noſtrorum, Romani vigeſimo primo, Hungarici vigeſimo quarto, Bohemici verò vigeſimo tertio. *Signatum*,

LEOPOLDUS.

Vt. LEOPOLDUS GUILIELMUS, COMES IN KÖNIGSEG.

Ad Mandatum Sacræ Cæſareæ Majeſtatis proprium,

CHRISTOPH. BAVER.

LOUÏS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A noſtre Amé & Feal le Sieur Colbert Marquis de Croiſſi, Conſeiller Ordinaire en noſtre Conſeil d'Eſtat, noſtre Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire pour la Paix, Salut. Comme par le vingt-ſeptiéme Article du Traité de Paix, que vous avez conclu, & ſigné en noſtre nom à Nimegue le cinquiéme jour de Février dernier, avec les Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires de nôtre tres-Cher & tres-Amé Frere l'Empereur; Il eſt porté que ſelon la Paix de Munſter, confirmée en tous ſes Points par l'Article ſecond du ſuſdit Traité l'on fera la reſtitution & l'évacuation des Places de bonne foy, & retirera les Troupes de part & d'autre, & qu'à cette fin l'on nommera des Commiſſaires en meſme temps que ledit Traité ſera reciproquement ratifié, afin que l'évacuation & reſtitution des Troupes ſoient achevées dans l'eſpace d'un Mois pour tout delai depuis la Ratification de la Paix, ſans y comprendre cependant les Places, deſquelles il

eſt autrement diſpoſé pour un temps par l'Article vingt-ſixiéme dudit Traité. Nous, pour ces cauſes deſirant ſatisfaire de noſtre part au contenu du ſusdit Article vingt-ſeptiéme, Vous avons commis, ordonné, & deputé, commettons, ordonnons & députons par ces preſentes ſignées de noſtre main, pour en qualité de noſtre Commiſſaire incontinent aprés la Ratification, qui vous aura été fournie dudit Traité, tenir la main à l'évacuation & reſtitution reciproque des Places occupées de part & d'autre dans l'Empire, à l'exception toutefois de celles mentionnées dans l'Article vingt-ſix dudit Traité, comme auſſi à la retraite des Troupes, & conjointement avec les Commiſſaires nommez de la part de noſtre ſusdit Frere l'Empereur convenir & arreſter tout ce qui ſera jugé neceſſaire pour l'entiere execution du ſusdit Traité, ainſi qu'il y eſt plus particulierement porté. De ce faire vous donnons Pouvoir, Commiſſion, & Mandement ſpecial par ceſdites preſentes. Car tel eſt noſtre plaiſir. Donné à Saint Germain en Laye le quinziéme Jour de Mars l'an de grace mil ſix cens ſoixante & dix-neuf, & de noſtre Regne le trente-ſixiéme. *Signé*, LOUIS. Par le Roi, ARNAULD.

CXCVII.

6-16. Août.

Lettre de Monſr. JENKINS *Mediateur Anglois, écrite aux Ambaſſadeurs de Sa Majeſté Imperiale, au ſujet du retabliſſement de la Paix entre l'*ESPAGNE *& la* SUEDE, *en leur envoyant un Projet ulterieur de Declaration pour eſtre accepté & publié de part & d'autre à certain jour. Avec un* CERTIFICAT *des Ambaſſadeurs de S. M. Imperiale, ſur la Copie de cette Lettre communiquée par eux aux Ambaſſadeurs d'Eſpagne, mais dont l'Original reſtoit entre leurs mains.* [Copie originale tirée des Archives de l'Ambaſſade d'Eſpagne en Hollande.]

MESSIEURS,

VOyant qu'il y a quelque choſe, qui manque encore à la perfection de la Paix entre les Couronnes d'Eſpagne & de Suede, & l'expedient, dont j'ay eu l'honneur de parler plus d'une fois à Vos Excellences pour ſortir d'affaire en cette rencontre, ayant eu déja quelque approbation j'ay creu eſtre de mon devoir, afin d'avancer tant qu'il m'eſt poſſible une affaire de cette importance, de minuter une forme de Declaration qui pourroit ſervir, ſauf meilleur avis, pour donner la derniere main à cette Paix, j'ay pris pour fondement, que le Roy de Suede étant compris dans la Paix faite icy à Nimegue entre l'Eſpagne & la France, & le Roy Catholique étant pareillement compris dans celle, qui s'eſt faite entre Sa Majeſté Imperiale & la Suede, il n'y avoit plus lieu pour les hoſtilitez, & par conſequent, que la Paix s'étoit tacitement rétablie entre leſdits Roys, leurs Royaumes & Etats, cecy étant indubitable, il ne reſte, ce ſemble, aucun lieu de douter que Leurs Majeſtez les Roys d'Eſpagne & de Suede ne ſoient en tres-bonne diſpoſition pour déferer aux offices & aux Inſtances du Roy mon Maître, d'autant plus que Sa Majeſté ne deſire rien plus paſſionnement que de voir la Paix entre deux Roys, ſes anciens Alliez, prendre au plûtôt toutes les perfections, qui y ſont requiſes, & entrer au nombre de ces Paix, qui ſont déja faites, afin d'affermir de plus en plus le repos general de la Chreſtienté; Pour cet effet on pourroit paſſer ſans délay à la Publication de la Paix dans les Villes de Madrid, de Bruxelles, de Stockholm, & de Riga, moyennant que les Ambaſſades des deux Couronnes ſusdites aggreaſſent preallablement la teneur d'une declaration, à tel effet, & arreſtaſſent de concert entre eux un certain jour, auquel on en pourroit faire la publication auxdites Villes. Vos Excellences me feront l'honneur s'il leur plaiſt, de faire leur reflexion ſur le Projet cy-joint, & en cas, qu'elles le trouvent conforme à leur ſentiment, & à celuy de l'Ambaſſade d'Eſpagne, elles auront la bonté de m'en avertir, & en meſme temps de me faire ſçavoir ce qu'il y aura à faire davantage, le tout ſur le preſuppoſt que je fais, que l'Ambaſſade de Suede n'aura point de difficulté d'entrer dans cet expedient pour donner la derniere main à une œuvre ſi ſainte & ſi importante, en attendant la reſolution de Vos Excellences ſur ce ſujet. Je demeure, Meſſieurs, de Vos Excellences le tres-humble & tres-obeiſſant Serviteur. L. JENKINS. A Nimegue ce ſixiéme d'Août 1679. *Erant ſcriptæ.* A leurs Excellences Meſſieurs les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majeſté Imperiale aux Traitez de Paix à Nimegue.

NOs Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Sacræ Cæſareæ Majeſtatis infraſcripti fidem facimus & atteſtamur, quod præſentes Literæ, ex originalibus, ab Illuſtriſſimo & Excellentiſſimo, Domino Legato Mediatore Jenkins ad nos datis & apud nos remanentibus tranſumptæ ſint, & cum iis in omnibus concordent. Datum Noviomagi, vigeſima ſecunda Auguſti 1679.

(*L.S.*) *Joannes Epiſcopus Gurcenſis.*

(*L.S.*) *T. A. Henr. Stratman.*

Lettre des Ambaſſadeurs de SUEDE *au Mediateur Anglois, par laquelle ils ſe declarent d'accepter le Formulaire dreſſé par ce Miniſtre, pour la Publication de la Paix entre les Couronnes d'*ESPAGNE *& de* SUEDE, *& qui devoit tenir lieu d'un Traité formel entr'elles. A Nimegue le 6. Août 1679. vieux Stile. Avec le* CERTIFICAT *du Mediateur faiſant foi de cette Acceptation du 8—18. Août 1679. Et un* AUTRE *ſemblable* CERTIFICAT *ſur la Copie de la Lettre des Ambaſſadeurs, dont l'Original étoit reſté entre ſes mains, du même jour 8—18. Août 1679.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. Part. II. pag. 530.]

MONSIEUR,

AYant receu la Lettre de V. E. nous n'avons pas manqué d'en conſiderer le contenu avec le Formulaire y joint de la Publication de la Paix entre les Roys & les Couronnes de Suede & d'Eſpagne, & comme nous avons raiſon d'approuver les ſentimens de V. E. auſſi declarons-nous à preſent, que nous acceptons le ſusdit Formulaire en tous ſes points & clauſes, nous chargeans que ſelon la teneur d'iceluy, la Publication ſe ſera le 24 de Novembre prochain dans les Villes de Stockholm & Riga, au nom de Sa Majeſté le Roy noſtre Maître, ſur l'aſſurance, que V. E. nous veut bien faire, qu'elle ſe ſera en même temps, & en la même forme par S. M. le Roy d'Eſpagne dans les Villes de Madrid & de Bruxelles. C'eſt de quoy nous avons bien voulu aſſeurer V. E. par ces mots, afin qu'elle ſût, que l'Europe doit encore cette Paix à la Mediation de Sa Majeſté Britannique & à vos ſoins. Nous ſommes. A Nimegue ce 6. d'Août 1679.

MONSIEUR,

de Vôtre Exc. les tres-humbles & tres-obeiſſant Servit.

BENOIT OXENSTIERN.

JOH. PAULIN OLIVEKRANS.

Teſtimonium Domini Jenkins, Suecicam Legationem recipere Formulam Pacis inter Hiſpaniæ & Sueciæ Reges factæ.

NOs S. R. M. Magnæ Britanniæ Legatus Extraordinarius & Plenip. ad Tractatus Pacis Noviomagi inſtitutos infraſcriptus notum facimus ac teſtamur per præſentes, quòd Illuſtriſſima & Exc. Legatio Suecica nobis Mediatorio munere fungentibus declaravit, ſe formulam Declarationis ſive Programmatis præſentibus annexam in omnibus approbaſſe & acceptaſſe, cum in finem, ut Pax inter Coronas Hiſpaniæ & Sueciæ publicetur ac firmetur; Promiſit inſuper & in ſe ſuſcepit, quòd autoritate Seren. & Potentiſſimi Suecorum Regis eadem Declaratio Stockholmiæ & Rigæ in Livonia, 24 die Novembris ſtilo Vet. proximè futuri ſolemniter promul-

mulgabitur, prout in caſibus conſimilibus moris eſt; in quorum fidem hasce Literas Certificatorias manu noſtrâ ſubſcripſimus, iisque Sigillum noſtrum appoſuimus.

8. *Auguſti ſtilo Vet.* 1679.

(L.S. L. **Jenkins.**

Teſtimonium Legati Magnæ Britanniæ Regis, Literas antecedentes cum Originali convenire.

NOs Legatus Extraord. & Plenip. S. R. Majeſtatis Magnæ Britanniæ infraſcriptus teſtamur, quòd hoc præſens Scriptum tranſumptum ſit ex Literis Originalibus Illuſtriſſimæ & Exc. Legationis Sueciæ ad nos datis & penes nos remanentibus, quodque earundem vera Copia ſit, & cum iis in omnibus concordet.

Datum 8. *Auguſti* 1679.

L. **Jenkins.**

Lettre écrite aux Ambaſſadeurs de Sa Majeſté Imperiale, par le Marquis DE LA FUENTE *Ambaſſadeur d'Eſpagne, au ſujet du Formulaire propoſé par le Mediateur* JENKINS, *lequel il accepte.* [Copie originale tirée des Archives de l'Ambaſſade d'Eſpagne en Hollande.]

Excellentiſſimos Signores.

SIendo cierto que el mayor deſſeo del Rey mi Signor, es contribuir por ſu parte lo mas al repoſo univerſal, como aſſi miſmo a la entera ſatisfazion de S. M. de la Gran Bretaña, no puedo dexar de ſtimar en el mayor grado la propoſicion zeloſa que haze a V. Excell. el Excellentiſſimo Jenkins Embaxador Extraordinario, y Plenipotenciario de S. M. Britanica Mediador en eſte Congreſſo en Papel de 16. de Agoſto & V. Excellencia ſean ſervido de poner en mis manos tocante a la Paz del Rey de Suexia, y aſſi no haviendo tiempo para diſcorrir de las formalidades ni para eſperar Reſpueſtas de S. M. & diſolverſe el Congreſo, y eſtar para partir el miſmo Excellentiſſimo & Mediador Jenkins, me conformo con ſu propoſicion, y prego a Dios por las Excellentiſſimas Perſonas de V. Excellencias como deſſeo.

Certificatio à Mediatore Legatis Suecicis exhibitâ, de Formula Pacis inter Coronas SUECICAM *&* HISPANICAM *inſtituendæ, promulgandæque, per Legatos Hiſpanicos approbatâ & acceptatâ. Noviomagi* 8—18. *Auguſti* 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. Part. II. pag. 533.]

NOs Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ Legatus Extraordinarius & Plenipotentiarius, ad Tractatus Pacis Noviomagi inſtitutos infraſcriptus notum facimus & teſtamur per præſentes, quòd Illuſtriſſima & Exc. Legatio Cæſarea, nobis, munere Mediatorio fungentibus, declarârit, Illuſtriſſimam & Excellentiſſimam Legationem Hiſpanicam formulam Declarationis, ſive Programmatis præſentibus annexam, in omnibus approbaſſe & acceptaſſe eum in finem, ut Pax inter Coronas Sueciæ & Hiſpaniæ, ſecundùm ejusdem Declarationis tenorem publicetur & firmetur, promiſiſſe inſuper & in ſe ſuſcepiſſe, quòd auctoritate Sereniſſimi ac Potentiſſimi Hiſpaniarum Regis eadem Declaratio Madriti & Bruxellis, die 4. Decembris ſtilo Nov. proxime futuri, ſolemniter promulgabitur, prout in Caſibus conſimilibus moris eſt. In quorum fidem hasce Literas noſtras Certificatorias, manu noſtrâ ſubſcripſimus, iisque Sigillum noſtrum appoſuimus.

8. *Auguſti ſtilo Vet.* 1679.

(L.S.) L. **Jenkins.**

Réponſe des Ambaſſadeurs de S. M. Imperiale au Marquis DE LA FUENTE *Ambaſſadeur d'Eſpagne, ſur ſa Lettre du* 17. *par laquelle il avoit accepté le Formulaire du Mediateur.* [Copie originale tirée des Archives de l'Ambaſſade d'Eſpagne en Hollande.]

NOus n'avons pas manqué de communiquer à Monſr. l'Ambaſſadeur Mediateur Jenquins, la Lettre dont il a plû à Votre Excellence de ſe declarer à nous qu'elle accepte ſon Projet de Publication de la Paix entre Sa Majeſté Catholique & la Suede, ſur l'aſſurance, que Meſſieurs les Ambaſſadeurs de Suede l'avoient accepté auſſi. Nous y avons adjouſté que Votre Excellence ſe chargeoit d'en rendre tel compte au Roy ſon Maître, afin que par l'ordre de Sa Majeſté cette Publication ſe fiſt infailliblement le quatriéme de Decembre prochain dans les Villes de Madrid, & de Bruxelles, preſuppoſant, qu'elle ſe ſera au nom du Roy de Suede le meſme jour, & dans la meſme forme dans les Villes de Stockholm & Riga; Vôtre Excellence verra de l'atteſtation de Monſr. l'Ambaſſadeur Mediateur ſusdit, & de la Lettre des Ambaſſadeurs de Suede y jointe, qu'ils s'y conforment de leur coſté en tout, & qu'ainſi il ne nous reſte, que de nous rejoüir avec Vôtre Excellence que par ſa prudence ordinaire cette affaire ſoit concluë à ſa ſatisfaction, & celle du Roy Mediateur, & des Parties. Nous ſommes,

MONSIEUR,

de Vôtre Excellence
les tres-humbles & tres-obeiſſans Serviteurs.

JEAN Evêque de GURCG.

T. A. HENR. STRATMAN.

Nimegue ce 22. *d'Août* 1679.

Formula Pacis inter Reges HISPANIÆ *&* SUECIÆ *promulgandæ, ac ſervandæ ab utraque parte approbata atque conventa.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 535.]

CAROLUS Dei gratiâ Hiſpaniarum, &c. Rex, &c. Omnibus, &c. . . . .

Quum Belli denuntiatio illa, quæ nos inter ac Seren. ac Potentiſſimum Principem Dominum Carolum, &c. Suecorum, &c. Regem, &c. . . . . anre aliquot annos hinc inde interceſſit, jam pro non habitâ & non publicatâ cenſeatur ex eo ſpeciatim tempore, quo nos Pace cum Rege Chriſtianiſſimo Noviomagi nuper initâ & conclusâ ac poſtmodum ratihabitâ conſenſimus, ut præfatus Rex Sueciæ in eâdem Pace comprehenderetur, prout reipſâ comprehenſus & ritè incluſus eſt, præfatusque viciſſim Rex Pace cum Imperatore & Imperio Romani Noviomagi itidem nuper initâ & conclusâ, & deinde ratihabitâ, conſenſit, ut nos pariter in eâdem Pace comprehenderemur, prout nos reipſâ comprehenſos, & ritè incluſos eſſe certiores facti ſumus.

Cumque Sereniſſimus ac Potentiſſimus Princeps Dominus Carolus II. Magnæ Britanniæ, &c. Rex, &c. . . . . Mediator inter nos & prædictum Regem Sueciæ (uti & univerſim) receptus, pro indefeſſo illo zelo quo Orbi Chriſtiano pacificando operam per plures annos navavit, in eo rorus jam ſit, ut Pax inter nos & prædictum Regem Sueciæ, comprehenſionibus & incluſionibus antememoratis inchoata, tot Pacificationibus per Europam, Deo dante, & præfato Rege Magnæ Britanniæ officiis ſuis Mediatoriis adnitente, confectis, quantociùs accedat, iisdemque omnibus numeris abſoluta annumeretur; eumque in finem conſultum, imò neceſſarium duxerit, ut ſolemni aliquâ Declaratione ex condicto hinc inde publicandâ, Pacis & antiquæ Amicitiæ inter nos & prædictum Regem Sueciæ jam per Dei gratiam redintegratæ plenaria reſtauratio & confirmatio, omnibus quorum intereſt innoteſceret.

Nos poſtquam certiores facti ſumus eam Pacis & amicitiæ cumulatiùs adhuc redintegrandæ & firmandæ ratio-

rationem (quæ à præfato Rege Mediatore proponebatur) uti nobis & prædicto Regi Sueciæ perplacere, nec non de tenore ipſarum Declarationum, ſive Programmatum ut & de locis & diebus certis quibus commodè publicari poterunt (aliàs interpoſitis officiis Mediatoriis) conventum eſſe.

Concludimus, edicimus & declaramus, quòd Pax Chriſtiana vera & ſincera inter nos & prædictum Regem & Regnum Sueciæ, ut & inter noſtros reſpectivè Hæredes & Succeſſores, Regna, Provincias & Ditiones adeò plenariè & perfectè reſtabilita, redintegrata & confirmata ſit, ac ſi nulla unquam Belli denunciatio aut alii quipiam hoſtiles motus, nobis aut Subditis noſtris, cum prædicto Rege & Subditis ſuis intercesſiſſent, eamdemque Pacem firmam, inviolabilem, & perpetuam eſſe volumus & jubemus.

Ceſſationem item hoſtilitatum, inimicitiarum & ſimultatum cujuscumque generis contra Regem Regnumque Sueciæ, Subditos, Incolas & Inquilinos ſuos, omnibus Subditis, Incolis & Inquilinis noſtris cujuscunque ſtatus aut conditionis fuerint, firmiter injungimus & imperamus.

Omnesque repreſſalias, ut & Marchæ & contra Marchæ Commiſſiones (ſi quæ forte poſt nuperos Belli motus vel antea contra Subditos & Incolas prædicti Regis Sueciæ emanarunt) auctoritate præſentium inhibemus, revocamus & caſſamus.

Declaramus inſuper, omnia ea quæ quocunque loco & modo à primordio horum motuum vel antea hoſtiliter geſta ſunt, omnesque lites, & actiones inde exortas, vel exordium ſumturas tolli, extingui & aboleri, uti vigore præſentium tolluntur, extinguuntur & abolentur, ita ut neque intuitu hoſtilitatum antecedentium, nec alio quocunque ſub prætextu, quicquam omnino moleſtiæ vel impedimenti, viâ juris vel viâ facti, Subditis prædicti Regis Sueciæ, quoad perſonas, vel res ſuas, vel earundem ſecuritatem, vel indemnitatem inferatur vel inferri patiatur

Quòd ſi aliqua Navis vel Navigium bona vel Mercimonia ad Subditos prædicti Regis Sueciæ pertinentia poſt decimam ſeptimam Menſis Septembris anni proximè præcedentis (quâ ſcilicet comprehenſionum & incluſionum prædictarum altera ſtipulata eſt) per Mare in quâcunque Orbis plagâ vel Regione, capta aut occupata fuerunt, & per Subditos noſtros adhuc detenta ſunt ea omnia & ſingula eorundem Proprietariis abſque morâ vel exceptione quâcunque reddi & reſtitui decernimus & jubemus in ſtatu quo tempore captionis aut occupationis exiſtebant.

Declaramus porrò & ſtatuimus, quòd omnes Subditi Regis Sueciæ in Commerciis, per Regna, & Ditiones noſtras, Terrâ Marique exercendis, gaudebunt iiſdem Immunitatibus, & Privilegiis, quibus ullo alio tempore ante prædictam Belli denunciationem gaviſi ſunt.

Mandamus denique & injungimus omnibus Urbium, locorum & armorum noſtrorum, Terrâ Marive Præfectis, nec non Magiſtratibus & Officialibus noſtris & generatim omnibus, qui nobis fide & obſequio tenentur, ut ea, quæ ſuperius declarata & ſancita ſunt, fideliter exequantur, & obſervent, & ab aliis pariter obſervari faciant ſub pœnâ indignationis noſtræ . . . . . In quorum fidem & robur hanc noſtram Declarationem manus noſtræ Regiæ ſubſcriptione & Sigilli Regii appoſitione firmatam promulgari & publicari juſſimus. Datum . . . . . Anno Domini 1679.

CXCVIII.

16. Augt. *Proteſtatio nomine* CAROLI HOLLANDI DE TREMOLLIA, *Principis Tarenti ac Talemundi, apud D. Nuntium Mediatorem* BEVILAQUA *facta, de reſervato ſibi & Domui Tremollianæ jure competenti in Regnum Neapolitanum Noviomagi die* 16. *Auguſti* 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. Part. I. pag. 13.]

In Nomine Domini. Amen.

PEr hoc publicum Inſtrumentum cunctis pateat evidenter & ſit notum, quòd Anno Domini milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo octavo, die decimâ ſextâ Menſis Auguſti, in mei Adriani Roukens Ducatus Gueldriæ Noviomagi reſidentis publici Notarii, teſtiumque infra nominatorum præſentiâ, petitâ ac obtentâ per me ab Illuſt. & Reverend. Domino, Domino Aloyſio de Bevilaqua, Patriarchâ Alexandrino, Nuntio Extraordinario, munus Mediationis pro Sanctiſſimo Domino noſtro, Innocentio XI. Papâ, ad Tractatus Pacis Univerſalis Noviomagi tractandæ obeunte, hujus Inſtrumenti faciendi licentiâ; Nobilis Dominus Joannes Gabriel Sanguiniere Dominus de Charanſae, Regis Chriſtianiſſimi in ſua Curia Præſidiali Pariſienſi Conſiliarius, nomine Plenipotentiarii Celſiſſimi ac Illuſtr. Principis Caroli Hollandi Belgici de Tremolliâ, Tarenti ac Talemundi Principis; Tremolliæ, Thoarſi ac Loduni Ducis; Vallis, Montisfortis, Giſnarum, Jouvellæ ac Taliiburgi Comitis, Vitrei, Maileonis, Bertiæ & Didonnæ Baronis; Rhedonum, Baiſi ac Marſillei Vicecomitis; Spinæi Marchionis; Paris Franciæ ac Regis Chriſtianiſſimi Nobilium Cubiculariorum Primarii, &c. ejusque Plenipotentiæ Mandato ſub die 7. Julii proximè præteriti dato, ad calcem præſentium deſcribendo, ſpecialiter munitus, ſe contulit horâ decimâ matutinâ ad Palatium prædicti Illuſt. & Reverendiſſimi Domini Nuntii Apoſtolici, & ſe dirigens ad ejus perſonam, ipſi, me Notario teſtibusque infra nominatis præſentibus, expoſuit, declaravit ac repetiit, ſe illi libellum ſupplicem nomine Plenipotentiarii Celſiſſimi & Illuſt. Principis de Tremollia, cum horâ veniâ Regis Chriſtianiſſ. Domini ſui Clementiſſimi, ſub die vigeſimo Menſis Julii noviſſimè elapſi, eâ quâ par eſt reverentiâ exhibuiſſe, uno & Inſtrumentis annexis eum clarè docuit Jura antedicti Principis de Tremollia circa Regnum Neapolitanum, quod ipſi tanquam ex aſſe Hæredi Carlotæ Arragoniæ, Cauſis & Juribus, in prædicto libello allegatis & abundè probatis, legitimè competit, ac ipſum vigore Mandati Plenipotentiæ ſuæ enixè, & eo quo potuit ſtudio, tam voce quam ſcriptis obſecraſſe, ut æquiſſimæ cauſæ cognitionem ſuſcipiens, præfatum Celſiſſimum & Illuſt. Principem de Tremollia, tanquam è Frederico Neapolitano è ſolio deturbato ortum, adverſus Ser. Principem, Carolum II. Hiſpaniarum Regem, Ferdinando Arragonio Neapoli intruſo editum, audiret & audiri procuraret, manifeſtiſſimoque ejus juri, ut par erat, opitularetur: Nihilominus tamen contra ſpem, licet dictus Illuſt. ac Reveр. Nuntius Mediator dictum Libellum ac Inſtrumenta ad cauſam facientia receperit, accidiſſe, ut petitioni tam juſtæ præfati Domini Sanguiniere Plenipotentiarii nihil datum, officiaque ſua omnia irrita, afflictæ Domus patrocinium neglectum, & omnia juris remedia denegata fuerint. Quamobrem Pace à tempore dati Libelli cum Batavis ſubſcriptâ, & cum Hiſpanis de horâ in horam, ut fertur, ſubſcribendâ, proteſtatus eſt ac declaravit prædictus Dominus Joannes Gabriel Sanguiniere, in vim Mandati ſui, ſi quid ſive in præſens ſive in poſterum generalibus ſperatæ Pacis Pactis, hic Noviomagi vel alibi ſanciendis, quocunque modo vel prætextu inſeratur, quod Hæreditariis prædicti Celſiſſimi & Illuſt. Principis de Tremollia, liberorum ejus, aut ab eo cauſam habentium Juribus, Dignitatibus, Gradibus, Prærogativis ac commodis inde pertinentibus, ac nominatim Juri, illi, ejus liberis, aut ab eo cauſam habentibus circa Regnum Neapolitanum competenti directè vel indirectè derogare queat, muneris ſibi commiſſi ergo, per ejus expreſſum Mandatum infra ut fertur deſcribendum, hæc omnia melioribus quibus potuit & debuit verbis, declarans coram Deo & hominibus, ſe nunquam acquieviſſe, ſicut nec per iterata Mandata acquieſcere potuiſſe, imò nihil intentatum reliquiſſe, ut quod attentatum fuerit præveniret, & vel minimum cauſæ ſibi commiſſæ præjudicium amoveret, quemadmodum inpræſentiarum facit, ad meliora tempora provocans, & integrum illibatumque Celſiſſimæ & Illuſtriſſimæ Domui Tremollianæ jus, quibus potuit vindiciis aſſerens; de quibus omnibus ac ſingulis publicè hàc apud omnes & ſingulos, non ſolum præſentes ſed abſentes etiam & poſteros, Proteſtatione petiit à me Notario publico, teſtibusque infra nominatis ſemper aſtantibus, ſibi fieri & tradi Inſtrumentum, illi ſub hac formâ conceſſum, & Celſiſſimo, ac Illuſtriſſimo Principi de Tremollia, ſuo Principali, prout de jure valiturum. Cujus exemplar à me Notario ſubſcriptum dictus Dominus Sanguiniere Plenipotentiarius præfato Illuſtriſſimo & Reverendiſſimo Domino Nuntio ad majorem rei evidentiam tradidit & dimiſit, illumque rogavit, ut Proteſtationem ſuam in Regiſtris Mediationis Apoſtolicæ mandare & regiſtrari dignetur. Acta fuerunt

hæc

hæc Noviomagi, in Palatio prædicti Illuſtriſſimi & Reverendiſſimi Domini Nuntii, præſentibus Nobili Viro Domino Ægidio de Bourgeauville, & Nobili Viro Domino Armando de Boscager, teſtibus ad præmiſſa ſpecialiter vocatis atque rogatis; anno, die & hora prædictis. Dictus Dominus Sanguiniere ac prænominati teſtes ſignarunt mecum Notario in Minutâ præſentium, quæ penes me remanſit.

Signatum ADRIEN ROUKENS, N.P.

NOs Conſules, Scabini & Conſilium Urbis Noviomagenſis in Gueldria, fidem facimus & teſtamur univerſis & ſingulis, Adrianum Roukens, qui præſcriptum Inſtrumentum rogatus recepit & ſubſcripſit, eſſe Publicum Ducatus Gueldriæ Noviomagi reſidentem Notarium, ejuſque Scripturis, Actibus & Inſtrumentis ab eo ſubſcriptis plenam fidem adhiberi, & hactenus adhibitam fuiſſe, & indies adhiberi indubiam in judicio & extra; in cujus rei teſtimonium præſentem Atteſtationem per noſtrum Civitatis Secretarium fieri, & ſubſcribi, ac Sigillo Civitatis muniri mandavimus. Actum Noviomagi, die $\frac{13}{23}$ Auguſti, anni milleſimi ſexcenteſimi ſeptuageſimi octavi.

Ex Mandato ſupra dictorum Dominorum meorum,

Signatum J. VAN GAESBEECK,

Secretarius.

CXCIX.

30. Aoûſt. *Contract de Mariage, de* CHARLES II. *Roi d'Eſpagne, avec la Princeſſe* MARIE LOUÏSE, *Fille du Prince* PHILIPPE *Fils de France, Frére-Unique de* LOUÏS XIV. *Roi de France, Duc d'Orleans. Fait à Fontainebleau, le* 30. *Août* 1679. [FREDER. LEONARD. Tom. IV. pag. 419.]

AU nom de Dieu le Createur; ſoit notoire à tous, que tres-Haut, tres-Excellent & tres-Puiſſant Prince Louis XIV. par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, Aiant conſideré comme un moien capable d'affermir de plus en plus la tranquillité publique qu'il a plû à Dieu de rétablir par la Paix, le deſir extrême que le tres-Haut, tres-Excellent & tres-Puiſſant Prince Charles II. par la même grace de Dieu Roi d'Eſpagne, lui a fait témoignee par ſon Ambaſſadeur Extraordinaire, que Sa Majeſté voulût bien lui accorder en Mariage, tres-Haute & tres-Puiſſante Princeſſe Marie Louiſe, Niéce de Sa Majeſté, & Fille de tres-Haut & tres-Puiſſant Prince Philippe Fils de France, Frere Unique de Sa Majeſté, Duc d'Orleans, & de défunte tres-Haute & tres-Puiſſante Princeſſe Henriette Anne d'Angleterre, ci-devant Epouſe & Compagne dudit Seigneur Duc d'Orleans. Sa Majeſté Tres-Chrêtienne auroit eu bien agreable la recherche & demande que ledit Seigneur Roi Catholique lui a fait faire de ladite Sereniſſime Princeſſe Marie Louiſe, & comme tant de grandes & aimables qualitez qui ſont en elle ne la rendent pas moins chere à Sa Majeſté que ſi elle eſtoit ſa propre Fille, Sadite Majeſté a crû ne pouvoir donner une marque plus publique du deſir qu'elle a d'entretenir pour le bien de la Chrêtienté une amitié ſincere & durable avec le Roi Catholique qu'en la lui donnant pour Epouſe, & qu'en renouvellant par cette Alliance toutes celles qui ont été déja ſi heureuſement contractées par de ſemblables liaiſons entre la France & l'Eſpagne. C'eſt dans cette veue qu'elle auroit nommé des Commiſſaires, pour conjointement avec celui de Sa Majeſté Catholique, convenir des Articles & conditions neceſſaires pour parvenir à l'accompliſſement de ce Mariage, leſquels Articles ont eſté ſignez & arreſtez ſuivant les Pouvoirs reſpectifs deſdits Commiſſaires, & depuis ratifiez par ledit Seigneur Roi Catholique, c'eſt par ces mêmes motifs qu'en preſence, du conſentement & vouloir de tres-Haut, tres-Excellent & tres-Puiſſant Prince LOUÏS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, de tres-Haute, tres-Excellente & tres-Puiſſante Princeſſe Marie Thereſe, par la même grace, Reine de France & de Navarre, Epouſe & Compagne de Sa Majeſté Tres-Chrêtienne, de tres-Haut & tres-Puiſſant Prince Philippe Fils de France, Frere Unique de Sa Majeſté, de tres-Haute & tres-Puiſſante Princeſſe Eliſabeth Charlotte Comteſſe Palatine du Rhin, Ducheſſe de Baviere, à preſent Epouſe & Compagne dudit Seigneur Duc d'Orleans, & de ladite tres-Haute & Puiſſante Princeſſe Marie Louiſe Fille dudit Seigneur Duc d'Orleans, & en preſence auſſi de tres-Haut & tres-Excellent Prince Louis Dauphin de France, tres-Haute & Puiſſante Princeſſe Anne d'Orleans Fille puiſnée dudit Seigneur Duc d'Orleans, tres-Haute & Puiſſante Princeſſe Anne Marie Louiſe d'Orleans Ducheſſe de Montpenſier, Souveraine de Dombes, tres-Haute & Puiſſante Princeſſe Marguerite Louiſe d'Orleans, grande Ducheſſe de Toſcane, tres-Haute & Puiſſante Princeſſe Iſabelle d'Orleans Ducheſſe de Guiſe, tres-Haut & Puiſſant Prince Louis Armand de Bourbon Prince de Conti, tres-Haut & Puiſſant Prince François de Bourbon, Prince de la Roche-ſur-Yon, tres-Haut & Puiſſant Prince Louis de Bourbon Comte de Vermandois Admiral de France legitimé de France, tres-Haut & Puiſſant Prince Louis Auguſte de Bourbon Duc du Maine, Colonel General des Suiſſes legitimé de France, tres-Haute & Puiſſante Princeſſe Marie Anne de Bourbon legitimée de France, tres-Haute & Puiſſante Princeſſe Louiſe Françoiſe de Bourbon legitimée de France, tres-Haut & Puiſſant Prince Henri de Bourbon Duc de Verneuil legitimé de France, tres-Haute & Puiſſante Princeſſe Charlotte Seguier Epouſe dudit Seigneur Duc de Verneuil, & Meſſire Michel le Tellier Chevalier Chancelier de France, Commandeur des Ordres du Roi & ſon Conſeiller Ordinaire en tous ſes Conſeils d'une part: & de Haut & Puiſſant Seigneur Dom Paul Spinola Doria Marquis de Los-Balbaſes, Duc de Seſto, Seigneur de Ginoſa Caſainoſetta & Pontecuroné, Conſeiller du Conſeil d'Etat de tres-Excellent & tres Puiſſant Prince le Roi Catholique, ſon grand Protonotaire en ſon Conſeil d'Italie, & ſon Ambaſſadeur Extraordinaire vers Sa Majeſté Tres Chrêtienne, muni de ſon Pleinpouvoir à l'effet des preſentes d'autre part, les Conventions & Traitez de Mariage entre ledit Seigneur Roi Catholique, & ladite Sereniſſime Princeſſe Marie Louiſe ont eſté accordées & arreſtées, ainſi qu'il enſuit.

Premierement. C'eſt à ſçavoir que Sa Majeſté tres-Chrêtienne promet de donner en nom & loi de Mariage à Sa Majeſté Catholique, la Sereniſſime Princeſſe Marie Louiſe à ce preſente, procedante ſous l'autorité de Sa Majeſté Tres-Chrêtienne, qui la cherit & veut bien la marier comme ſi elle eſtoit ſa propre Fille, comme auſſi promet Sa Majeſté Catholique repreſentée par le Marquis de Los-Balbaſes ſon Ambaſſadeur Extraordinaire de prendre à Femme & Epouſe, la Sereniſſime Princeſſe Marie Louiſe, pour être ledit Mariage parfait, accompli & ſolemniſé le plûtôt que faire ſe pourra ſuivant les Conſtitutions, & en face de la Sainte Egliſe Catholique Apoſtolique Romaine, par paroles de preſent en la Cour de Sa Majeſté Tres-Chrêtienne, par tres-Haut & Puiſſant Prince Louis Armand de Bourbon Prince de Conti chargé de la Procuration dudit Seigneur Roi Catholique, conformément à la Diſpenſe Apoſtolique ſur ce obtenuë par les Parties, pour lever l'empêchement que pourroient y apporter les degrez de parenté & conſanguinité qui ſont entr'elles.

II. En faveur & contemplation dudit futur Mariage, Sa Majeſté a donné & conſtitué en Dot à la Sereniſſime Princeſſe ſa Niéce, la Somme de cinq cent mille Ecus d'Or ſol, & ce pour tous Droits Paternels & Maternels, & autres qui lui pourroient appartenir & écheoir, laquelle Somme ſera compoſée d'un million de Livres, donné & legué par feuë tres Haute, tres-Excellente & tres-Puiſſante Princeſſe Anne d'Autriche Reine Mere de Sa Majeſté à la Sereniſſime Princeſſe ſa petite-Fille, & de la Somme de dix-neuf mille deux cent quatre vingts cinq Jacobus & trois quarts Monnoie d'Angleterre, faiſant Monnoie de France deux cens ſoixante dix mille Livres & intereſt d'icelle, qui eſt encore deuë par tres-Haut, tres-Excellent & tres-Puiſſant Prince le Roi de la Grande Bretagne pour la moitié qui appartient à la Sereniſſime Princeſſe en la Dot de feue Son Alteſſe Roiale Madame Henriette Anne d'Angleterre Mere de ladite Sereniſſime Princeſſe, pour être leſdits interêts exigez du jour ſeulement du deceds de ladite Dame Ducheſſe d'Orleans, & en cas que leſdites deux Sommes enſemble ne puiſſent faire celle de cinq cent mille Ecus d'or ſol, Sa Majeſté Tres-Chrêtienne promet de faire paier ce qui s'en défaudra, & ſe feront les paiemens en la Ville de Madrid, ſçavoir le tiers au tems de la conſommation du Mariage, le ſecond tiers à la fin de l'année, & le troiſiéme ſix mois aprés, en ſorte que le parfait paiement ſoit fait en dix huit Mois de temps.

III. Et de plus Monſeigneur le Duc d'Orleans donne à la Sereniſſime Princeſſe ſa Fille, la Somme de quarante mille Ecus en Bagues & Joiaux qu'il lui fera remettre entre les mains.

IV. A eſté convenu & accordé que ledit Seigneur Roi Catholique futur Epoux aſſurera ladite Somme de cinq cent mille Ecus d'or ſol, ſur bonnes & ſuffiſantes Rentes à raiſon du denier vingt, au contentement raiſonnable des Miniſtres qui à cet effet ſeront nommez & Députez par Sa Majeſté Tres-Chrêtienne, & ſeront données bonnes & ſuffiſantes hypotecques pour la ſeureté dudit Dot, & ſi ladite Sereniſſime Princeſſe aime mieux jouïr deſdites Rentes & Villes qui lui ſeront données pour hipotecques que la Rente dudit Dot à la raiſon ſuſdite du denier vingt, & qu'il lui ſoit pourveu comme aux autres Reines d'Eſpagne, pour leurs Maiſons en la forme & grandeur qu'il en a eſté uſé, & s'uſe, en tel cas la Rente deſdits hipothecques ſera comptée ſelon & ainſi que leſdites Rentes ſont à preſent en Eſpagne, & ainſi que les autres de même qualité ſont aſſignées.

V. Plus a eſté promis par ledit Sieur Commiſſaire du Roi d'Eſpagne au nom de Sa Majeſté Catholique, de donner à ladite Sereniſſime Princeſſe des Bagues & Joiaux de la valeur de cinquante mille Ecus d'or ſol qui ſortiront nature d'Heritage à ladite Sereniſſime Princeſſe, comme feront auſſi toutes les autres Bagues & Joiaux qu'elle portera leſquels demeureront pour elle, ſes Hoirs, Succeſſeurs & aians cauſe.

VI. Que ledit Roi Catholique donnera à ladite Sereniſſime Princeſſe entretenement pour ſon état & Maiſon tel qu'à ſi grande Princeſſe, petite-Fille, Niéce, Femme & Fille de ſi puiſſans Rois appartient, & icelui aſſignera ſur bonnes Rentes, avec ſeures & fermes Aſſignations & ſuffiſantes hipotecques au contentement de ladite Sereniſſime Princeſſe.

VII. A eſté auſſi convenu & accordé qu'au lieu de Doüaire dont on a accoûtumé d'uſer en France ladite Sereniſſime Princeſſe aura pour augment de Dot dudit Mariage ſelon l'uſage des Roiaumes du Roi d'Eſpagne, la Somme de cent ſoixante ſix mille ſix cent ſoixante ſix Ecus d'or ſol, qui reviennent au tiers de ladite Somme entiere dudit Dot, lequel augment de Dot, eſtant ledit Mariage diſſolu, & ladite Sereniſſime Princeſſe ſurvivant le Roi Catholique ſon futur Epoux, lui ſortira nature d'Heritage pour elle, les ſiens & aians cauſe, pour en pouvoir diſpoſer ſoit entre-vifs ou par derniere volonté conformément à l'uſage & coûtume d'Eſpagne, & lors que ledit Mariage ſera conſommé, ſera baillé aſſignation à ladite Sereniſſime Princeſſe de la ſuſdite Somme de cent ſoixante ſix mille ſix cent ſoixante ſix Ecus d'or ſol, pour en jouïr ledit cas d'augment de Dot arrivant, & ce en la même forme & maniere que les Deniers & Rentes dudit Dot lui ſeront aſſignées.

VIII. Plus a eſté arreſté que la diſſolution dudit Mariage advenant, & ladite Sereniſſime Princeſſe ſurvivant ledit Seigneur futur Epoux, elle pourra partir & ſe retirer franchement & librement dudit Roiaume d'Eſpagne, toutes & quantes fois qu'il lui plaira, & avec elle tous ſes Officiers, Domeſtiques & Serviteurs, & retourner en France, faire apporter & amener avec ſoi tous & chacuns ſes Biens, Joiaux, Habits, Vaiſſelles & autres meubles quelconques, ſans que pour quelque occaſion que ce ſoit ou pourroit ſurvenir, il fut fait ou mis directement ou indirectement aucun empêchement ou retardement à ſon départ, ni en la jouïſſance dudit augment de Dot, & aſſignation des Deniers de ſondit Mariage qui lui auront eſté donnez ou deû donner, pour ſeureté dequoi ſeront données par ledit Roi Catholique à Sa Majeſté Tres-Chrêtienne avant que ladite Sereniſſime Princeſſe ſorte d'auprés d'elle, les Lettres d'aſſurance qui ſeront à ce neceſſaires, ſcellées du Sceau de Sa Majeſté Catholique, avec promeſſe ſur ſa foi & parole Roiale de les garder & accomplir inviolablement, tant pour lui que pour ſes Succeſſeurs aux Couronnes d'Eſpagne.

IX. Plus a eſté convenu & accordé que ladite Sereniſſime Princeſſe ſera honorablement conduite & tenduë aux frais de Sa Majeſté Tres-Chrêtienne, comme il convient à Princeſſe de telle qualité & Alliance qu'elle prend juſques aux frontieres du Roiaume d'Eſpagne où elle ſera accueillie & receuë honorablement de la part dudit Roi Catholique, comme appartient à une Princeſſe de ſi haute & Illuſtre Maiſon.

X. Tout ce que deſſus a eſté convenu & arreſté par exprés en faveur dudit Mariage, promettant Sa Majeſté Tres-Chrêtienne en foi & parole de Roi l'entretenir, garder & obſerver inviolablement, ſans aller ni ſouffrir qu'il ſoit allé directement ou indirectement au contraire, comme ledit Sieur Marquis de Los-Balbaſes Ambaſſadeur Extraordinaire de Sa Majeſté Catholique audit nom, & en vertu de ſon Pouvoir & Procuration, promet pareillement d'entretenir, garder & obſerver tout le contenu ci-deſſus, ſans jamais aller ni ſouffrir qu'il ſoit allé directement ou indirectement au contraire, le tout ſous l'obligation de tous & chacuns leurs Biens preſens & à venir. Renonçant reciproquement leſdites Parties à toutes Loix, Coûtumes, uſages & autres choſes à ce contraires, & ont ſigné de leurs propres mains le preſent Contrat, duquel l'Original eſt demeuré par devers Nous, pour en vertu d'icelui en délivrer les Expeditions neceſſaires en la forme ordinaire. Fait & paſſé dans le Château de Fontainebleau, le trentiéme jour d'Août de l'année mil ſix cent ſoixante dix-neuf, pardevant nous Conſeillers, Secretaires d'Etat & des Commandemens de Sa Majeſté.

Signé, ARNAUD. COLBERT.

CC.

Waffen-Stillſtand/ ſo zwiſchen denen Königen in Schweden und Dennemarck biß zu vollkommlicher Execution des Friedens zu Waſſer und Land geſchloſſen worden; Worinn alle Hoſtilitäten aufgehoben/ die Commercien vom 10. Septembris anzufangen ihren freyen lauff und fortgang in beederſeits Landen gewinnen/ dann auch denen Veſtungen die Freyheit zugelaſſen wird/ nach belieben für geld/ mit ein- und außfuhr einzukauffen/ ferners ſolle der König zu Schweden/ an König zu Dennemarck/ vor die in Schonen einnehmende Contributiones, Monathlich biß zu evacuirung der Plätze/ 2400. Reichsthaler entrichten. Lunden den 30. Auguſti 1679. [LONDORPII *Acta Publica* Tom. X. pag. 663.] 30. Août.

C'eſt-à-dire,

Armiſtice conclu entre les Rois de SUEDE *& de* DANNEMARC *pour durer juſqu'à l'execution de la Paix; on y convient non ſeulement d'une Ceſſation de toutes hoſtilités, mais auſſi de la Liberté du Commerce à commencer le* 10. *Septembre; avec permiſſion aux Garniſons des Places fortes de ſe pourvoir, en payant, des Vivres qui leur ſeront neceſſaires. Le Roi de Suede s'y oblige auſſi à faire payer au Roi de Dannemarc* 2400. *Ecus par Mois juſqu'à l'entiere évacuation des Places, & cela pour & à cauſe des Contributions qu'il tire de la Scanie. A Lunden le* 30. *Août* 1679.

DEmnach durch Göttlichen Segen der Friede zwiſchen beyden Kön. Kön. Maj. Maj. zu Dännemarck/ Schweden/ ꝛc. bereit ſo weit gebracht worden/ daß an einem glücklichen Schluß nicht zu zweiffeln; als haben ihre Maj. Maj. durch unſer hier anweſende unterſchriebene Extraordinar Ambaſſadeurs und Plenipotentiarios unmittelſt einen Stillſtand der Waffen auff beyden Seiten getroffen/ und durch des Chur-Sächſ. Mediatoris und Geheimen Raths/ Herrn Baron Gersdorff/ abſonderlichen Fleiß und Dexteritæt auffgerichtet/ wie folget:

I. Iſt zwiſchen beyden Kön. Kön. Maj. Maj. zu Dännemarck und Schweden/ ꝛc. ein Stillſtand der Waffen/ ſo wol zu Lande als zu Waſſer beliebet/ ſo ſich auf alle ihre Reiche/ Provintzen

und

ANNO 1679.

und Lande/ Seen/ Flüſſe/ Reviere/ Ströme und Hafen/ keine davon ausgeſchloſſen/ wo und an was Orten diſelbe auch gilegen/ und von einem der beyden Theilen poſſedirt werden/ ſie ſeyen in dieſem Kriege eingenommen/ oder von Alters her zu ihren Reichen und Landen gehörig geweſen/ erſtrecket.

II. Ermeldter Stillſtand zu Lande ſol in Schonen ſeinen Anfang nehmen vom nechſtkommenden 31. Augusti, und ſo iver an gehörige Oerter geſandt/ auch öffentlich/ ſo wol in den Veſtungen als bey den Aemtern/ Milice/ von den Cantzeln/ und abſonderlich an den Grantzen verkündiget und publicirt werden/ damit ſich keiner einiger Unwiſſenheit halber zu entſchuldigen haben möge: Da auch nach der publication ſich jemand hierwieder verſehen/ und dieſen Stillſtand übertretten würde/ ſol er davon Red und Antwort geben/ und wie die That meritiret, gebührend geſtraffet/ auch denjenigen/ welchem iegend Schade zugefüget werden/ nach Recht und Billigkeit Satisfaction geſchehen/ und der Stillſtand nichts deſto minder unverbrochen gehalten werden: An andern Orten/ es ſey zwiſchen Norwegen und Schweden/ oder im Römiſchen Reiche/ ſol dieſer Stillſtand ſeinen Anfang nehmen/ ſo bald derſelbe Ihrer Mayeſtät Mayeſtät Feld-Marſchall- und Generalen notificirt, und wie oben gemeldet/ publicirt worden.

III. In währendem Stillſtande ſollen alle hoſtilitæten und Feindliche actionen auffhören/ und der eine in des andern Länder/ Aempter/ Seen/ Ströme/ Hafen und Jurisdiction, ſo er entweder durch den Krieg bekommen/ oder ſonſten beſitzet/ keinen Einfall thun/ oder einiger maſſen turbiren oder verunglimpfen/ ſondern alles ohne Hinderniß und in Ruhe laſſen/ alſo daß nicht allein alle Attaquen und Bloquaden, womit ein oder ander Ort beſchweret ſeyn möchte/ ſtracks auffhören/ und abgeſchaffet werden ſollen/ beſondern auch die Commercien, vom 10. Septembr. anzufangen/ ſo wol in des einen Reichen und Oertern/ als in des andern/ ihren freyen Lauff und Fortgang gewinnen/ und die Reiſenden zu Waſſer/ ſie reiſen in publiquen oder particulier affairen, wann ſie mit gebührlichen Päſſen verſehen ſeyn/ vollkommene Freyheit genieſſen.

IV. Den Veſtungen wird die Communication und Freyheit zugelaſſen/ mit Ein- und Außfuhr/ für Geld/ was jedem beliebet/ einzukauffen.

V. Was die Contributionen in Schonen belanget/ ſol vom 31. Augusti angefangen/ und biß zur evacuirung der Plätze damit continuiret/ und dafür Monatlich an Königl. Mayeſt. zu Dännemarck ꝛc. von Ihr. Königl. Mayeſt. zu Schweden/ ꝛc. 2400. Reichsthaler richtig in contanter Müntze und zwar bey Außgang jeden Monats erleget werden. Worbey alle andere Aufflagen und Forderungen von wegen Ihr. Königl. Mayeſt. zu Dännemarck auffgehoben werden/ ausgenommen die Graſung für die in den Veſtungen ligende Cavallerie, und wird allen und jeden verboten/ durch ihre Unterhabende und Bediente den Landmann im geringſten nicht zu moleſtiren/ oder etwas/ unter was Namen es auch ſeyn mag/ abzuzwingen. Wegen der reſtanten in Lands-Cron und Helſingburgiſchen Aemptern/ welche Diſtricten von dem übrigen Schonen eximiret werden/ iſt verſprochen/ ſo fort in der Güte ſich zu vereinbaren/ woran hier in Lunden den 6. Septembr. und noch eher/ wanns geſchehen kan/ ein Anfang ſol gemacht werden. Worzu an beiden Seiten zwo Perſonen verordnet werden ſollen.

VI. Zu Waſſer ſoll dieſer Stillſtand ſeinen Anfang nehmen/ ſo bald Ihre Königl. Königl. Maj. Maj. Admiralen und Flotten davon Kundſchafft bekommen können/ welches ſie ſo fort den außcommandirten und in der See kreutzenden Schiffen/ Galioten und Capern zu wiſſen thun ſollen/ alſo/ daß alle hoſtilitäten/ wie ſie Namen haben können/ ſowol von Capern als von Schiffen von dem 10. Septembr. an/ gäntzlich auffhören und auffgehoben werden ſollen. Solte auch nach ſolcher Zeit einiges Fahrzeug in der See von jemand auffgebracht werden/ ſo noch nicht Nachricht haben würde/ ſollen beydes Güter/ Schiffe/ und was ſonſten dergeſtalt weggenommen/ unbeſchädiget reſtituiret/ und alles was davon veralieniret ſeyn möchte/ denen andern wieder bezahlt werden.

VII. In währendem Stillſtande wird einer in des andern Seen und Hafen keine Orloges-Schiffe klein oder groß ſchicken/ ſolten ſie aber durch Sturm und Ungewitter dahin getrieben werden/ ſollen ſie verobligirt ſeyn/ ſtracks ſolches dem nechſt darbey commandirenden Officierer zu erkennen zu geben/ und ſobald Wind und Wetter es zulaſſen/ ſich von dannen wieder zu begeben.

VIII. Dieſer Stillſtand/ ſol/ biß daß der Friede vollkommlich exequirt wird/ währen/ und ſollen von dieſem Inſtrument zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget/ und denen Herren Mediatorn zugeſtellet werden/ umb unter beiden Theilen außzuwechſeln. Nach welcher Zeit dieſe Articuln ohne weitere Ratification ſo fort ihren Anfang nehmen.

Lunden den 30. Augusti 1679.

CCI.

2. Sept. *Pax inter* LUDOVICUM XIV. *Franciæ & Navarræ Regem, ſuo &* CAROLI XI. *Suecorum Regis nomine agentem ab una, &* CHRISTIANUM V. *Daniæ Regem ab altera partibus; Qua Pacificationes Raſchildienſis, Hafnienſis, & Weſtphalica pro fundamento hujus admittuntur; ablata durante hoc Bello omnia inter Reges Daniæ ſcilicet & Sueciæ, utrinque reſtituuntur; Controverſiæ verò inter eoſdem circà Immunitates Navibus Suecicis in Oreſunda, & Freto Baltico conceſſas, vitæ, remittuntur ad proximam compoſitionem amicabiliter inſtituendam. Actum Fontibellaquei 2. die Septembris 1679.* Cum ARTICULO SEPARATO *de prætenſionibus, quas Rex Daniæ contrà Duces Brunſvicenſes obſeatas habet, amicè per Interventionem Chriſtianiſſimi Regis componendis. Actam die 2. Septembris 1679.* Nec non TRACTATU *peculiari de Reſtitutione Ducis Holſato-Gottorpienſis intrà duarum Septimanarum ſpatium. Actam die 2. Septembris 1679.* Accedunt PLENIPOTENTIÆ & RATIFICATIONES, *utriuſque Partis.* [Actes & Memoires de la Negociation de la Paix de Nimegue Tom. IV. pag. 547. Recueil de LEONARD Tom. V. *Theatrum Pacis* Tom. II. pag. 919. en Latin, Allemand & François. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. IV. Abſatz X. pag. 440. en Latin & en Allemand. LONDORPII *Acta Publica* Tom. X. pag. 706. en Allem. Anhang zu des Europäiſchen Herolds IV. Haubt-Handlung. pag. 1679. *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 1481. en Allemand.]

ANNO 1679.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces Preſentes Lettres verront, Salut. Comme noſtre Amé & feal le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conſeiller en tous nos Conſeils, Secretaire d'Etat & de nos Commandemens, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous luy en avions donnez, auroit conclu, arreſté & ſigné le deuxiéme du preſent Mois, en ce lieu, avec le Sieur Meyercron, Conſeiller & Envoyé Extraordinaire de noſtre tres-cher & tres-amé Frere le Roi de Dannemark, & de Norvegue, pareillement muni de Pleinpouvoirs de la part dudit Roi, le Traité de Paix, dont la teneur s'enſuit.

In Nomine Sanctiſſimæ & Individuæ Trinitatis.

NOtum ſit omnibus & ſingulis quorum intereſt. Poſtquam mutuus antiqui Fœderis inter Galliam & Sueciam nexus Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem Dominum Dominum LUDOVICUM XIV. Franciæ & Navarræ Regem Bello in Septentrionalibus partibus orto implicarit, prædictusque Rex Chriſtianiſſimus nihil magis in votis habuerit, quam ut Pace ubique fere in Europa nuper reſtituta, incendium quod in ſupradictis Oris adhuc gliſcebat, quantocius etiam extingueretur, & in ipſis quoque flagrantiſſimi hujus Belli flammis ſingularem ſemper affectum erga Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem & Dominum, Dominum CHRISTIANUM V. Daniæ, Norwegiæ, Gothorum, Vandalorumque Regem, Ducem Sleſvici, Holſatiæ, Stormariæ, & Ditmarſiæ, Comitem in Oldembourg, & Delmenhorſt, ſervarit, adeoque lubentiſſime ex prænominati Daniæ Regis Conſiliario atque Ablegato Extraordinario Nobili, & generoſo Domino Henningo Meyercroon intellexerit, modo dictum Daniæ Regem eandem Pacem ſeriò exoptare, nihilque in ſe deſiderari paſſurum, quod ad reconciliandam concordiam redintegrandumque mutuæ amicitiæ cum Galliæ & priorum Fœderum per noviſſimas haſce Bellorum turbas interruptum nexum facere ulla ratione queat, & quia ſupradicti Regis Chriſtianiſſimi rationes & intereſſe, quoad præſens Bellum à rationibus & intereſſe Sereniſſimi ac Potentiſſimi Principis & Domini Domini CAROLI XI. Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regis, Magni Principis Finlandiæ, Ducis Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ,

Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſabiæ & Vandaliæ, Principis Rugiæ, Domini Ingriæ & Wiſmariæ, necnon Comitis Palatini Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ, & Montium Ducis nullomodo ſeparari queunt, prædictuſque Ablegatus Daniæ Extraordinarius haud alium eſſe memorati Daniæ Regis animum teſtatus fuerit, quam ut bona, ſecura, atque conſtans cum Sueciæ Rege Pax ineatur atque concludatur, Rex Chriſtianiſſimus tam ſuo quàm Sueciæ Regis nomine reconciliandæ mutuæ concordiæ reſtituendæque Orbi Chriſtiano tranquillitatis ergo de Pacis conditionibus cum præfato Daniæ Rege ineundis Tractatus in ſe ſuſcepit, eumque in finem Excellentiſſimum & Illuſtriſſimum Dominum Simonem Arnauld Equitem Dominum à Pomponne Conſiliarium ſuum intimum ac Secretarium Status & Mandatorum, nominavit, deputavitque, ut cum prædicto Daniæ Regis Ablegato negotium hoc tractaret, atque ad optatum finem perduceret, qui ſufficientibus inſtructi Mandatis quorum originalia utrinque commutata, & Apographa ſub finem hujus Inſtrumenti verbotenus inſerta ſunt, in ſequentes Pacis & Amicitiæ Leges convenerunt.

I. Sit inter ſupradictos Reges, & eorum Hæredes, Succeſſores, Regna, Status, Provincias, Ditiones, & Subditos Terra, Marique, & ubicumque locorum vera, firma, & perpetua Pax, ſinceraque amicitia, eaque religioſe & bona fide ſervetur, & ſupradicti Reges mutuum honorem, utilitatem, & commodum invicem promoveant. Sit præterea amniſtia generalis, & perpetua oblivio omnium eorum quæ ante hoc Bellum, & durante eodem, ejuſque occaſione quocumque loco, modove hoſtiliter acta ſunt. Quod etiam obſervetur reſpectu Subditorum qui has vel illas partes ſecuti ſunt, ita ut nemini eorum poſthàc quicquam moleſtiæ ſpecie juris, aut via facti ſub quocunque prætextu inferatur.

II. In quem finem ceſſent atque aboleantur omnia Fœdera, quæ ab alterutro ſupradictorum Regum in alterutrius damnum, & præjudicium inita ſunt, neque præfati Reges impoſterum ulli Tractatui, aut Confœderationi in alterutrius detrimentum tendenti conſentiant.

III. Ceſſent inter Partes ſupradictas omnes cujuſcunque generis hoſtilitates Terra, Marique intra duas ſeptimanas à die ſubſcriptionis hujus Tractatus computandas; excepta tantum Norwegia in cujus confiniis eædem hoſtilitates intra trium ſeptimanarum ſpatium ceſſabunt, aut citius ſi Ducibus Exercituum præſens Tractatus prius innoteſcere poterit. Si quas autem Copias Galliæ in Ditionibus Regis Daniæ commorari contingeret, inde intra decem dierum ſpatium à ſubſcriptione præſentis Tractatus computandorum recedent, nec poſt elapſos ſupradictos decem dies ullæ novæ Contributiones exigi poterunt.

IV. Et quandoquidem Rex Chriſtianiſſimus ſemper declaravit, ſe non aliter quam ſub conditione reſtitutionis Sueciæ juxta tenorem Tractatuum Rodſchildenſis, Hafnienſis, & Weſtphalicæ Pacem inire poſſe, Rex Daniæ etiam ob publicam tranquillitatem, & reſpectu Regis Chriſtianiſſimi huic conditioni aſſenſit, conventum eſt quod ſupradicti Tractatus Rodſchildenſis, Hafnienſis & Weſtphaliæ cum omnibus ad Tractatum Hafnienſem ſpectantibus Inſtrumentis, in omnibus & ſingulis Articulis priſtino vigori reſtituantur, ſarti, tectique maneant, atque in hoc Tractatu ita repetiti cenſeantur, ac ſi de verbo ad verbum eidem inſerti eſſent.

V. Vigore itaque præſentis Tractatus Rex Daniæ pollicetur, ſe Regi Sueciæ omnia loca durante hoc Bello armis ſuis occupata, aut quæ adhuc ante, vel poſt ſubſcriptionem hujus Tractatus occupari poſſent, reſtituturum: nominatim Urbes Landscroniam, Helſimburgum, Marſtrand, Wiſmariam cum Inſulis Rugia & Gothlandia, cum earum omnibus dependentiis, & generaliter quidquid Ditionum, Terrarumque poſſidet, quæ per Tractatus Rodſchildenſem, Hafnienſem, & Weſtphalicam Regi Sueciæ ceſſa ſunt, aut quæ ante eoſdem Tractatus ad Sueciam pertinuerint.

VI. Viciſſim Rex Sueciæ promittit, ſe Regi Daniæ reſtituturum quidquid Terrarum, aut Ditionum ad Regem Daniæ pertinentium armis occupaverit, aut ante, vel poſt ſubſcriptionem præſentis Tractatus occupare poſſet.

VII. Et quandoquidem Rex Daniæ expoſuit, quod Privilegia, & Immunitates Navibus Suecicis in Oreſunda, & Freto Balthico conceſſæ, quibuſdam abuſibus, contra mentem ſupradictorum Tractatuum, anſam dederint, Rex autem Chriſtianiſſimus pro certo habeat, Regis Sueciæ intentionem non eſſe, quod Subditi ſui, aut alii ſub dictorum Privilegiorum aut Immunitatum prætextu iiſdem Privilegiis & Immunitatibus in detrimentum Jurium, & redituum Regis Daniæ abutantur, conventum eſt, quod poſt tres menſes à permutatione Ratihabitionum præſentis Tractatus computandos, ſupradictus Rex Sueciæ Commiſſarios nominabit, qui eo loco, de quo Partes utrimque convenerint, cum Commiſſariis Regis Daniæ congrediantur, ibidemque præſente & interveniente Miniſtro à Rege Chriſtianiſſimo deputato, bona fide, & amicabiliter diſſenſiones ea occaſione ortas component; ita tamen, ut omnia Privilegia & Immunitates in Oreſunda & Freto Balthico, Sueciæ ſupradictis Tractatibus conceſſæ, in pleno & integro vigore permaneant: Abuſus autem, qui in detrimentum & præjudicium Jurium & redituum Regis Daniæ contra mentem dictorum Tractatuum oborti eſſent, bona fide corrigantur.

VIII. Conventum quoque eſt, quod Urbes, Arces, & Fortalitia, quæ Sueciæ vigore hujus Tractatus reſtitui debent, in eo quo die ſubſcriptionis hujus Tractatus ſunt ſtatu, reſtituantur. Reſtitutio autem Urbium, locorum, ut & Inſularum & Provinciarum cum omnibus eorum dependentiis de quibus præſenti Tractatu conventum eſt, fiat modo ſequenti: Urbes & Arces Helſimburgum, & Landscronia uti & generaliter omnia loca occupata à Rege Daniæ in Provinciis Schaniæ, Blekingiæ, & Hallandiæ, Caroloburgum & Fortalitiam ad Flumen Swinger ſitum evacuentur intra duas, Wiſmaria, & Inſula Rugia intra tres, Marſtrand, & Inſula Gotlandia intra quatuor ſeptimanas à permutatione Ratihabitionum præſentis Tractatus computandas.

IX. Liberum tamen erit Regi Daniæ, omnem Belli apparatum cum omnibus Tormentis Bellicis ex ſupradictis Urbibus, Inſulis & locis ante præſcriptum tempus avehere, quæ illuc à tempore occupationis advehi, introducique curavit, dummodo ibidem relinquat ea Tormenta Bellica, aliaſque Belli Munitiones quæ ad Sueciam tempore occupationis pertinuerunt, ibidemque die ſubſcriptionis hujus Tractatus adhuc inveniuntur. Quod ſi verò pars aliqua illorum tormentorum Bellicorum in præfatis locis non amplius exiſtat, numeruſque eorum minor eſſet dimidio ejus numeri, qui tempore occupationis ibi reperiebatur, Rex Daniæ nonniſi dimidiam partem dictorum Tormentorum, quæ antehac ad Sueciam pertinuerunt, reſtituere tenebitur.

X. Reſtituantur omnes ſupradictorum Regum Subditi cujuſcumque ſint ſtatus, & conditionis, ſtatim poſt permutationem Ratihabitionum præſentis Tractatus in univerſa bona mobilia & immobilia, eorumque reditus cujuſcunque generis, occaſione hujus Belli occupata, & confiſcata, unà cum Juribus, Actionibus & Succeſſionibus, quæ ipſis durante hoc Bello obvenerint, ita ut propria authoritate poſſeſſionem ſupradictorum bonorum capeſſere poſſint, nulla habita ratione Confiſcationis, Oppignorationis, aut Donationis antefactæ: ita tamen, ut nihil ratione fructuum, & redituum poſt Confiſcationem ex ſupradictis bonis perceptorum peti poſſit. Idem quoque diſpoſitum cenſeatur ratione omnium Subditorum ſupradictorum Regum, tam Eccleſiaſticorum, quàm ſecularium, omniumve aliorum, qui hujus, vel illius Regis Militiæ addicti fuerunt, atque proprietates, ac bona mobilia, aut immobilia in Suecia, aut in Provinciis per Rodſchildenſem, & Hafnienſem Tractatus ceſſis, & vi præſentis Tractatus reſtituendis poſſident, quibus omnibus, & ſingulis, ut & eorum Hæredibus & cauſam habentibus plena facultas, ſit illic ſua bona poſſidendi, utendi, fruendi, & alienandi cum Juribus & Privilegiis quæ ipſis ante præſens Bellum competierunt, adeo ut nemini noxæ damnove ſit, aut præjudicio, quod has vel illas partes ſecutus fuerit, quominus in priſtinum quo ante Bellum fuit ſtatum, tam quoad honores, quam quoad bona plene reſtituatur, nonobſtantibus ullis Proceſſibus, Sententiis aut Decretis contra eos, eorumve parentes vel conſanguineos latis, propterea quod partes adverſas, vel revera ſecuti, vel ſecutos eſſe accuſati fuerint. Liberum etiam illis erit ſervare, vel mutare pro libitu domicilium, ita ut nihil propterea ab iiſdem exigi queat. Electo vero ſemel domicilio illi tantum Regi, in cujus Territorio degunt, Sacramento fidelitatis obnoxii erunt, non attento, quod in alterius etiam Regis Territorio bona poſſideant, quorum tamen bonorum, Poſſeſſionumque ratione iiſdem Privilegiis, & Juribus gaudeant, ac alii Provinciarum illarum Incolæ & Subditi.

XI. Omnes

XI. Omnes actiones & jura cujuscunque naturæ aut generis quæ Subditis utriusque Regis in alterutro Regno Septentrionali ante Bellum competebant, in pleno vigore maneant non ſecùs ac ſi unusquisque eorum hic ſpeciatim nominaretur, illisque juxta æquitatem & juſtitiam ſine mora ſatisfiat, quod locum quoque habebit, etiam ſi quisquam eorum has vel illas partes præſenti Bello fuerit ſecutus.

XII. Et cum Comitatus Riſingenſis ad Comitem ab Ahlfeld in Langeland & Riſingen Magnum Daniæ Cancellarium ſpectans cum omnibus Juribus, & reditibus occaſione hujus Belli Fiſco Regis Chriſtianiſſimi addictus fuerit, præfatus Rex conſenſit, quod prædicto Comiti Comitatus hic Riſingenſis cum omnibus pertinentiis, Juribus, dependentiis, & reditibus ſtatim unà cum omnibus Privilegiis, Actionibus, & Prærogativis quibus ante declarationem hujus Belli fruebatur, reſtitui debeat.

XIII. Omnes captivi cujuscunque ſint conditionis ſtatim in libertatem utrinque reſtituantur non ſoluto ullo lythro, impenſa verò alimentorum, vel ſi aliquid mutuò ſumpſiſſent in locis ubi commorantur, juxta æquitatem exſolvere teneantur; ſi qui verò captivi militiæ alterutrius Partis ſe addixerint, atque in illis locis ubi jam degunt porro commorari voluerint, liberum hoc illis eſto, ita tamen ut ſpatio trium menſium à permutatione Ratihabitionum computandorum mentem ſuam declarare teneantur.

XIV. In præſenti Tractatu comprehendantur, ſi comprehendi voluerint, Reges, Principes, Reſpublicæ, & Status qui ante permutationem Ratificationum aut intra ſpatium ſex menſium fuerint à Partibus nominati.

XV. Rex Chriſtianiſſimus promittit atque ſpondet Regis Sueciæ Ratihabitionem præſentis Tractatus, omniumque illorum quæ in illo continentur, intra trium menſium ſpatium à ſubſcriptione ejusdem computandorum, aut citiùs ſi fieri poterit, bona & convenienti forma ſe procuraturum. Rex autem Daniæ non tenebitur reſtituere Sueciæ, Civitates, Provincias, & Inſulas de quibus præſenti Tractatu convenit, niſi poſt permutatam hanc Ratificationem.

XVI. Promittit quoque Rex Chriſtianiſſimus Ratificationem hujus Tractatus cum Rege Daniæ, intra ſex ſeptimanas aut citius ſi fieri poterit ſe commutaturum. Rex autem Daniæ pollicetur ſe Ratihabitionem ſuam cum Ratihabitione Regis Sueciæ quàm Rex Chriſtianiſſimus præcedenti Articulo ſe procuraturum promiſit, intra trium menſium ſpatium vel citius ſi fieri poterit commutaturum. Actum Fontibellaqueo die ſecunda Menſis Septembris, anno Domini milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo nono.

ARNAULD. (*L.S.*)

MEYERCRON. (*L.S.*)

NOus ayans agreable le ſuſdit Traité de Paix en tous & un chacun les points qui y ſont contenus & declarez, avons iceux, tant pour Nous que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Roiaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons; & le tout promettons en foy & parole de Roi, ſous l'Obligation & hypotheque de tous & un chacun nos Biens preſens & à venir, garder & obſerver inviolablement, ſans jamais aller, ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En témoin de quoi Nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & à icelles fait appoſer nôtre Scel. Donné à Fontainebleau le troiſiéme jour de Septembre, l'an de grace mil ſix cens ſoixante & dix-neuf, & de nôtre Regne le trente-ſeptiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

Pleinpouvoir du Roi de France.

APrès l'intention ſi ſincere que le Roi a fait paroître pour la Paix dans les divers Traitez que Sa Majeſté a conclus, & qui ont rendu le repos & la tranquillité à la plus grande partie de l'Europe, Sa Majeſté n'a rien deſiré plus ardemment que de voir la Guerre qui reſtoit encore entre les deux Couronnes du Nort, & dans laquelle Sa Majeſté a eſté engagée par l'intereſt du Roy de Suede ſon Allié, éteinte heureuſement par le reſtabliſſement de leur premiere amitié. C'eſt ce qui a fait que Sa Majeſté a veu avec plaiſir que le Roy de Dannemark eût fait paſſer auprés d'Elle le Sieur de Meyercron ſon Conſeiller & Envoyé Extraordinaire, muni de Pleinpouvoir, pour entrer avec Elle dans la Negociation de la Paix: & c'eſt dans la veuë d'avancer un ouvrage ſi important que Sa Majeſté a bien voulu de ſa part authoriſer, comme elle authoriſe par ces preſentes, le Sieur Arnauld Chevalier Seigneur de Pomponne, Conſeiller en tous ſes Conſeils, & Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majeſté, auquel Elle a donné & donne Pleinpouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial de conferer & negocier avec ledit Sieur de Meyercron, & conſequemment arreſter, conclure, & ſigner en ſon nom tels Articles & Conventions dont ils pourront convenir. Promettant Sadite Majeſté en foy & parole de Roy, d'accomplir, & d'executer ponctuellement, avoir agreable & tenir ferme & ſtable à toûjours tout ce que ledit Sieur de Pomponne aura promis & ſigné en vertu du preſent Pouvoir, ſans jamais y contrevenir ni permettre qu'il y ſoit contrevenu pour quelque cauſe ou pretexte que ce puiſſe être. Comme auſſi d'en fournir ſa Ratification en bonne & deuë forme dans le tems qu'il aura eſté convenu. En témoignage dequoy Sadite Majeſté a ſigné leſdites Preſentes de ſa main, & y a fait appoſer le Scel de ſon ſecret. Fait à ſaint Germain en Laye le vingt-quatriéme jour d'Aouſt mil ſix cens ſoixante & dix-neuf. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, LE TELLIER.

Pleinpouvoir du Roi de Danemarc.

NOs Chriſtianus Quintus Dei gratia Rex Daniæ, Norvegiæ, Vandalorum, Gothorumque, Dux Sleſvici, Holſatiæ, Stormariæ ac Ditmarſiæ, Comes in Oldemburg & Delmenhorſt, Univerſis & ſingulis quorum intereſt conſtare volumus: Poſtquam nihil magis in votis habemus, quam ut alma Pax univerſo demum Chriſtiano Orbi reddatur, præprimis vero priſtinæ amicitiæ, neceſſitudinis, Fœderumque jura inter nos & Sereniſſimum, Potentiſſimum & Chriſtianiſſimum Principem ac Dominum LUDOVICUM XIV. eadem gratia Franciæ & Navarræ Regem, Fratrem, Cognatum & amicum noſtrum Chariſſimum revireſcant & redintegrentur, necnon ſuper mediis & conditionibus Pacis inter Nos & Sereniſſimum Regem Regnumque Sueciæ propediem reducendæ tractetur, Nos rerum huc pertinentium Tractationem nobili & generoſo Conſiliario & hactenus ad Status generales Fœderati Belgii Ablegato noſtro extraordinario, gratè fideliterque nobis dilecto Henningo Meyercron commiſiſſe, eundemque ad id ſpeciali Mandato muniviſſe & inſtruxiſſe, prout etiam hisce eidem plenam & omnimodam Poteſtatem, pariter ac Mandatum generale & ſpeciale damus & concedimus noſtro nomine, cum prædicto Rege Chriſtianiſſimo, ejusque Miniſtris & Commiſſariis, ſufficienti itidem ad id authoritate & poteſtate munitis, ſuper renovandis & redintegrandis antiquis & mutuis amicitiæ, neceſſitudinis Fœderumque Juribus, uti & Regnorum utrinque noſtrorum ſecuritate & commodo, necnon ſuper mediis reducendæ propediem Pacis inter nos & Regem Regnumque Sueciæ, colloquia ineundi, conferendi, tractandi, conveniendi, agendi, concludendi, eaque quæ ad præmiſſa, vel circa eadem erunt neceſſaria & opportuna expediendi, ſubſcribendi, & exequendi, ſpondentes, Regioque verbo promittentes, Nos omnia & ſingula quæ dictus noſter Miniſter catenùs tractaverit, egerit, promiſerit, concluſerit, & ſubſcribendo confirmaverit firma omnino rataque habituros eſſe. In quorum fidem præſentes manu noſtra ſubſcriptas Sigillo noſtro Regio firmari juſſimus. Dabantur in Arce noſtra Regia Haffniæ, die 15. Februarii anno 1679. *Signé*, CHRISTIAN. *Et plus bas*, BREMAN.

Article Separé.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront: SALUT. Comme le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conſeiller en tous nos Conſeils, Secretaire d'Etat & de nos Commandemens, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous lui en avions

donnez, auroit conclu, arreſté & ſigné le douziéme du preſent Mois en ce lieu avec le Sieur de Meyercron, Conſeiller & Envoyé Extraordinaire de noſtre tres-cher & tres-amé Frere le Roi de Dannemark & de Norvegue, pareillement muni de Pleinpouvoirs de la part dudit Roi, l'Article ſeparé, dont la teneur s'enſuit.

QUandoquidem è re communi viſum fuerit, omnes ulteriorum controverſiarum, diſſentionumque cauſas & occaſiones inter S. R. Imperii Principes & Status funditus amputare & præcidere, atque Rex Chriſtianiſſimus vigore Tractatus cum Ducibus Brunsvicenſibus ac Luneburgenſibus Zellæ quinta Februarii hujus anni initi, auxilium, opemque eiſdem ferre teneatur in promiſſa Ducibus Megapolitanis, Saxo Lauvemburgo, Episcopo Lubecenſi, Comitibus de Lippe, & Schvvartzenberg, Civitatibusque Hamburgo, & Lubecæ Guarantiâ, ratione prætentionum quas Rex Daniæ contra prædictos Duces, Comites, & Civitates ob Aſſignationes nonnullas durante hoc Bello obtentas habet, vel habere poſſet, Rex Chriſtianiſſimus perſuaſus Regem Daniæ quoque amicabilem hujus Negotii compoſitionem haud recuſaturum, citra præjudicium nexus ſuperius dicti cum Domo Brunsvicenſi, omnem curam, omnia officia impendet, ut cauſa hæc inter Partes ex æquo & bono componatur.

Permutatio autem Ratihabitionum hujus Articuli fiat intra ſex ſeptimanas à ſubſcriptione computandas. Actum Fontibellaqueo die ſecunda Menſis Septembris anno Domini milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo nono.

ARNAULD. (L S.)

MEYERCRON. (L.S.)

NOus ayans agreable le ſusdit Article ſeparé en tous & un chacun les points qui y ſont contenus & declarez, avons iceux accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi, garder & obſerver inviolablement, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque maniere que ce ſoit. En témoin de quoy, Nous avons ſigné ces Preſentes de noſtre main, & à icelles fait mettre & appoſer noſtre Seel. Donné à Fontainebleau le troiſiéme jour de Septembre, l'an de grace mil ſix cens ſoiſante & dix-neuf, & de noſtre Regne le trente-ſeptiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

Acte concernant Monſieur le Duc de Slesvik Holſtein Gottorp.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme noſtre Amé & Feal le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conſeiller en tous nos Conſeils, Secretaire d'Eſtat & de nos Commandemens, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous lui en avions donnez, auroit conclu, arreſté & ſigné le deuxiéme du preſent Mois en ce lieu avec le Sieur de Meyercron, Conſeiller & Envoyé Extraordinaire de noſtre tres-cher & tres-amé Frere le Roi de Danemark & de Norvegue, pareillement muni de Pleinpouvoirs, le Traité dont la teneur s'enſuit.

CUm Dux Sleſvici Holſatiæ Gottorpienſis Regem Chriſtianiſſimum inſtanter rogaverit, ut officia ſua efficaciter pro reſtitutione præfati Ducis juxta tenorem Tractatuum Rodſchildenſis, Haſnienſis, & Weſtphaliæ impenderet, teſtatusque prædictus Dux præterea ſit, nihil ſe magis exoptare quam ut quantocius in amicitiam Regis Daniæ reciperetur, prædictus Rex ad teſtandum finiendi præſentis Belli deſiderium ad requiſitionem Regis Chriſtianiſſimi, atque in ejusdem reſpectum conſenſit, uti vigore hujus Articuli conſentit in reſtitutionem præfati Ducis in ipſius Ditiones, Provincias, loca & Urbes in eo quo nunc inveniuntur ſtatu, uti & in Suverenitatem, uti vocant, quæ ipſi vigore Tractatuum Rodſchildenſis, & Haſnienſis competit. Ita ut quicquid poſtmodum actum, quive Tractatus initi fuerint, nullum illi adferant præjudicium. Supra nominati autem Tractatus Rodſchildenſis, Haſnienſis, & Weſtphaliæ, in omnibus & ſingulis Articulis quoad ſupradictum Ducem Guttorpienſem in pleno vigore permaneant, ita ac ſi verbotenùs Tractatui huic eſſent inſerti. Et quoniam Uniones & Pacta Hæreditaria quæ tunc temporis inter utramque, Regiam ſcilicet Ducalemque Holſaticam Gottorpienſem Domum interceſſerant per ſupradictos Tractatus confirmata ſunt, conventum eſt quod prædictæ Uniones & Pacta Hæreditaria in pleno vigore permaneant, atque utrinque exactè & bona fide obſerventur, ita ut nequicquam ſub quocunque prætextu contra illa agatur.

Reſtitutio præfati Ducis Holſato-Gottorpienſis fiat intra duarum ſeptimanarum ſpatium à die permutatarum Ratihabitionum hujus Inſtrumenti computandarum. Quæ permutatio Ratihabitionum fiat intra ſex ſeptimanas à ſubſcriptione hujus Inſtrumenti computandas. Actum Fontibellaqueo die ſecunda Menſis Septembris anno milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo nono.

ARNAULD. (L.S.)

MEYERCRON. (L.S.)

NOus ayans agreable le ſusdit Traité en tous & un chacun les points qui y ſont contenus & declarez, avons iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers & Succeſſeurs Rois, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons; & le tout promettons en foy & parole de Roy, garder, obſerver, & faire obſerver inviolablement, ſans permettre qu'il y ſoit jamais allé ou rien fait au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En témoin dequoi Nous avons ſigné ces preſentes de noſtre main, & à icelles fait appoſer noſtre Seel. Donné à Fontainebleau le troiſiéme jour de Septembre l'an de grace mil ſix cens ſoixante & dix-neuf. Et de noſtre Regne le trente-ſeptiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

CCII.

Vertrag zwiſchen Johann Georg/ Victor Amadæum, und Wilhelm für ſich/ und in Vormundſchafft Emanuel Lebrechts an einem/ und Carl Wilhelm/ Anton Gunther/ Johann Adolph/ und Johann Ludwig allerſeits Fürſten zu Anhalt/ am andern Theil/ betreffend die Religions- und Kirchen-Rechte. Zerbſt am 27. Septembris 1679. Mit des Churfürſts zu Brandenburg Guarantie über dieſen Vertrag. Geben Potſtam den 5. April 1680. [LEHMANNUS *Suppletus & Continuatus*, *inter Obſervationes de Juribus Eccleſiaſticis Reformatorum Principum*. pag. 1122. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Fortſetzung II. Abſatz XIII. pag. 270.] 27.Sept.

C'eſt-à-dire,

Accord entre les Princes d'Anhalt JEAN GEORGE, VICTOR AMEDE'E, & GUILLAUME *tant pour eux, que comme Tuteurs du Prince* EMANUEL LEBRECHT *d'une part*, & CHARLES GUILLAUME, *tant pour lui que pour les Princes ſes Freres* ANTOINE GUNTHER, JEAN ADOLPHE, & JEAN LOUÏS *d'autre part, ſur les differends arrivés entr'eux au ſujet de la Religion & des Revenus Eccleſiaſtiques. A Zerbſt le 27. Septembre* 1679. Avec la GARANTIE *de l'Electeur de* BRANDEBOURG *ſur cet Accord. A Potsdam le 5. Avril* 1680.

IM Nahmen der H. hochgelobten und unzertrennlichen Dreyfaltigkeit/ GOttes des Vaters/ GOttes des Sohnes/ und GOttes des H. Geiſtes. Zuwiſſen ſey hiermit/ daß die in dem

Hoch-

Hochfürſtlichem Hauſe Anhalt entſtandene/ und an den Kayſerl. Reichs-Hof-Rahte/ wie auch zu Ihrer Kayſerl. Maj. ſelbſt eigenen allergnädigſt angeordneten Commiſſion, gediehene Kirchen-Differentien in Zerbſt/ worvon die hinc inde in dieſer Sache ergangene viele Volumina Actorum, ein mehrers beſagen/ heute dato zwiſchen denen Durchläuchtigſten Fürſten und Herrn/ Herrn Johann Georgen/ Hn. Victor Amadeen/ und Hn. Wilhelme/ für ſich/ und reſpective in Vormundſchafft Hn. Emanuel Lebrechts an einem/ und Hn. Carl Wilhelmen/ für ſich und im Nahmen dero ſämtlichen Hn. Gebrüdere/ Hn. Anthon Günters/ Hn. Johann Adolphs/ und Hn. Johann Ludwigs/ allerſeits Fürſten zu Anhalt/ Grafen zu Aſcanico, Hn. zu Zerbſt und Berenburg/ auch reſpective Jever und Kniphauſen/ am andern Theile; Ingleichen dem Rathe beyderley Religionen zu Zerbſt/ folgender Geſtalt in Güte abgethan und gründlich beygeleget worden. Erſtlich verſprechen und verobligiren ſich Fürſt Carl Wilhelms Hochfürſtl. Durchl. für ſich und dero Fürſtl. Nachkommen/ wie auch dero Hn. Brüdere/ und deroſelben Fürſtl. Leibes-Lehens-Erben/ kräfftiglich dahin/ daß denen Reformirten im Rahtſtuhl/ und der gantzen Reformirten Gemeinde/ das alleinige Exercitium ihrer Religion/ in der Kirchen St. Nicolai zu Zerbſt/ verbleiben/ und von nun an und zu ewigen Zeiten kein anderes/ als das obgenante Religions-Exercitium, darinnen getrieben und geſtattet werden/ ins beſondere auch dem bishero von den Evangel. Lutheriſchen Rahtsverwandten und Burgerſchaft aus gewiſſen Urſachen prætendirten Simultaneo Religionis Exercitio, von Seiner Hochf. Durchl. zu Zerbſt/ und dero Hn. Gebrüdere Hochfürſtl. Durchl. Durchl. und deroſelben allerſeits Nachkommen/ wie auch dem jetzgenanten Lutheriſchen Raht und Gemeinde/ perpetuirlich abgeſagt/ und Krafft dieſes renunciiret ſeyn ſolle. Zu dem Ende verſprechen Hn. Carl Wilhelms/ Fürſten zu Anhalt/ Hochfürſtl. Durchl. ferner und zum andern/ für ſich und dero hohe Mitbeſchriebene/ kräfftiglich/ daß dem Reformirten Rahte und der geſamten Reformirten Gemeinde/ das Recht/ einen Pfarrherrn und zwey Diaconos, bey der St. Nicolai Kirchen in Zerbſt/ unterthänigſt zu præſentiren/ zu vociren/ und ihnen den Paſtorat, und zweyer Diaconos, auch andern dero ordentlichen Kirchen und Schuldienern ihre Beſoldungen/ wie ſie in der Beylage ſub lit. A. verzeichnet zu befinden/ ſie mögen aus der Cämmerey/ Geiſtlichen Verwaltung/ Hoſpital/ oder ſonſt herkommen/ wo ſie wollen; Ingleichen die bishero in der parität genoſſene Stipendien-Gelder ihren Stipendiateo zu reichen/ in perpetuum zu ſtehen ſolle/ und Seiner Hochfürſtl. Durchl. und dero Succeſſores die Nachkommende regierende Fürſten zu Anhalt/ ſothane gebührlich præſentirte Paſtores und Diaconos, wann Seine Hochfürſtl. Durchl. die præſentirte Perſonen ihres Lebens und Bezeugens halber nicht zuentgegen/ und ſie deswegen wieder dieſelbe nichts mißfälliges zuſprechen haben/ ohne Säumniß (jedoch ſonder Abbruch der Prediger-Witwen hergebrachten Gnaden-Jahr) jedesmahl und in perpetuum, gnädigſt confirmiren und beſtätigen wollen: Und wird bey Præſentation und Vocation des Paſtoris, dasjenige/ wozu ſich der Raht allhie Anno 1571. am letzten Martii, reverſiret/ und bey præſentirung und vocirung der Diaconeo, daſſelbe/ ſo in dem Ao. 1572. am 5. Junii auffgerichteten Vergleich/ dieſer wegen enthalten iſt/ an Seiten des Rahts und der Gemeinde/ Reformirter Religion (als welche zu deſſen obſervantz ſich vorhero abſonderlich zum öfftern obligiret/ und noch ewig verbinden) præciſe beobachtet: An Seiten der jedesmahl beſtelleten Superintendenten aber/ der jetzige Unterſcheid der Religionen conſideriret/ die Erſetzung der erledigten Stellen nach Möglichkeit beſchleuniget/ und weil die Patronen allezeit ein der Reformirten Religion zugethanes ſubjectum præſentiren werden und wollen/ die freundliche Unterredung mit denen Reformirten Predigern zu St. Nicolai, nicht wegen ſothaner Religion ſelber/ ſondern ihrer erudition, auch Lebens und Wandels halber/ angeſtellet; Inmaſſen dann die Evangeliſch Luth. Rahtsverwandten und Burger/ denen dieſer Vergleich zu dem Ende communiciret/ und von ihnen in allen Puncten und Clauſuln mit unterthänigſtem Danck angenommen worden/ dem Befugniß/ ſo ſie an dem Jure præſentandi & Patronatus über die St. Nicolai Kirche und Schule zu S. Johannis haben gehabt/ oder prætendiren können/ hiermit dergeſtalt abſagen/ daß nunmehr ſothanes gantze Recht des Rahts/ mit denen zu beſagter Kirchen und Schulen gehörigen Beſoldungen und redditibus (ausgenommen was unten von der Archi-Diaconat-Stelle/ deſſen Beſoldung und Wohnung gemeldet) denen Reformirten Rahtsverwandten und Bürgern allein/ und in perpetuum verbleibet/ und mehrgenannte Kirche und Schule zu St. Johann/ zu ewigen Zeiten mit Reformirten Kirchen- und Schuldienern beſetzt werden ſolle/ es mögen die zu Zerbſt regierende Fürſten zu Anhalt der Evangel. Luth. Reformirten/ oder einer andern Religion zugethan ſeyn. So ſind auch Hn. Carl Wilhelms/ Fürſten zu Anhalt/ Hochfürſtl. Durchl. in Gnaden zufrieden/ daß die Reformirten im Raht ſamt der Gemeinde/ neben dem Pfarherrn auch einen Diaconum unterthänigſt/ wie vorgemeldt/ alſo præſentiret/ und alſo das Miniſterium bey dieſer Kirchen/ biß auff drey Perſonen ergäntzet werde; Ingleichen auch bey künfftigen an denen drey Predigern ſich begebenden Todesfällen/ oder andern langwierigen Leibes-Beſchwerden ein tüchtiges ſubjectum bey währender vacantz oder fürfallender Noht/ mit Vorbewuſt der jederzeit fürhandenen Superintendenten, und noch vorhero mit demſelben beſchehener Unterredung/ die übrigen Prediger mit predigen ſo lange ſubleviren möge/ und ſelbiges aus der Reformirten Gemeinde eigenen Mitteln/ ohne Beytrag des Publici und gemeiner Caſſe, erhalten werde; Drittens/ denen Reformirten Unterthanen und Einwohnern allhier/ ſie mögen in die Kirchen St. Bartholomæi oder St. Nicolai vor dieſem eingepfarret geweſen/ oder nach eingepfarret/ und entweder in der Stadt oder für den Thoren (auſſerhalb den Ankuhn:) wohnhafft ſeyn/ geben hochſtgedachte Hn. Carl Wilhelms/ Fürſten zu Anhalt/ Hochfürſtl. Durchl. für ſich und dero Mitbeſchriebene/ vollkommene Freyheit/ daß ſie alleſamt von nun an/ neben dem Gehör Göttliches Worts und Gebrauch des hochwürdigen Abendmahls/ in der ihnen jetzo allein verſchriebenen Kirche zu St. Nicolai, ohne Abſtattung anderer/ als dem Reformirten Miniſterio gebührenden und hergebrachten Accidentien, ihre Kinder tauffen/ ihre Ehe-Einſegnungen verrichten/ und ihre Todten mit dem Reformirten Miniſterio und derſelben Schule/ zur Erden beſtätigen laſſen mögen/ und ſoll bey ſolchen Eheleuten/ da der eine Theil der Evangeliſch-Lutheriſchen/ der andere der Reformirten Religion zugethan iſt/ bey den Trauungen die Braut dem Bräutigam zu folgen/ bey dem tauffen der Söhne/ die Wahl/ in welcher Kirche dieſer Actus zuverrichten/ dem Vater/ und der Mutter dißfals die Diſpoſition wegen der Töchter (es wäre dann in denen auffgerichteten Eheſtifftungen dieſerwegen ein anders verſehen/ oder ſonſt unter denen Eltern verglichen) zuſtehen: bey denen Begräbnüſſen aber/ auff die Religion der Perſon/ welche zu begraben/ geſehen werden; Wie dann auch hochſtgedachte Ihro Hochfürſtl. Durchl. denen Reformirten Einwohnern in Ankühn/ auff beſchehene hohe Fürſtl. Interceſſion dero Hn. Gevettern Hochfürſtl. Durchl. Durchl. Durchl. Reformirter Religion/ in Gnaden concediren/ daß ſie neben der Freyheit in der S. Nicolai Kirchen ihren Gottesdienſt zu halten/ und das H. Abendmahl zugebrauchen (deren auch die auf dem Lande wohnende Reformirten/ fähig ſeyn) gegen Erlegung der dem Pfarrherrn in Ankühn gebührenden Accidentien, ihre Tauffen bey der Kirchen zu S. Nicolai verrichten laſſen/ und im übrigen die Reformirten Krancken und Sterbenden in Ankühn/ wie auch auff dem Lande/ jedoch mit vorgehendem Bewuſt des Hn. Superintendenteo, und ihres ordentlichen Predigers/ (es wäre dann bey Nacht/ und in gehlingen Nohtfällen) zu Tag und Nacht unhinderlich beſuchen/ tröſten/ und ihnen das H. Abendmahl reichen mögen; Und dieſe obberührte Gerechtigkeit und Freyheiten/ ſo denen Reformirten in denen dreyen fürſtehenden Puncten verſichert worden/ ſollen auch auff den Fall ſtatt haben/ da die jetzige Kirche zu S. Nicolai, ſamt dem Thurn/ etwa durch Brand oder andere Unfälle/ (ſo GOtt verhüten wolle) eingehen und ruiniret werden ſolte/ alſo daß auff der Reformirten Gemeinde alleinige Koſten/ ein ander Kirchen- und Thurn-Gebäude an der vorigen Stelle aufgeführet und darinnen das Exercitium Reformirter Religion/ allein und auff ſolche Weiſe getrieben werden möge/ und ſolle/ wie es in denen obigen dreyen Puncten mit mehrern verglichen iſt. Dahingegen ſind Vierdtens Hn. Johann Georgens/ Hn. Victoris Amadei, und Hn. Wilhelms/ Fürſten zu Anhalt/ Hochfürſtl. Durchl. Durchl. Durchl. für ſich und reſpective in obberührter Fürſtl. Cothniſcher Vormundſchafft/ nach wie vor erbötig/ erklähren ſich auch auff ebenmäßig beſchehene Freund-vetterliche interceſſion Hn. Carl Wilhelms/ und dero Hn. Gebrüdere/ allerſeits Fürſten zu Anhalt/ Hochfürſtl. Durchl. Durchl. Durchl. in Krafft dieſes dahin/ das Exercitium der Evangel. Lutheriſchen Krafft dieſes in allen Kirchen/ auch in welchen hochermeldter Hn. Gevettern Hochfürſtl. Durchl. Durchl. Durchl und dero Fürſtl. Nachkommen/ das Jus Patronatus haben/ wie es anjetzo in Ihren Fürſtl. Antheilen getrieben wird/ und bißhero geſchehen/ alſo hinführo in perpetuum frey und ungehindert zulaſſen/ auch ſie ihre Evangeliſch-Lutheriſche Ritterſchafft mit dero Hinterſaſſen/ Fürſtlich dabey zu ſchützen/ doch daß Ihre Prediger dero Hohen Fürſtl. Landes Herrſchaft und Epiſcopis, ſchuldigen Gehorſam erweiſen/ auch ihre Lehre und dero Beweißthumb/ mit Chriſtlicher Beſcheidenheit und Sanfftmuth/ denen Gemeinden jedesmahl fürtragen ſollen; Nicht weniger denenſelben über-Elbiſchen Einwohnern/ ſo keine eigene Lutheriſche Prieſter haben/ anderweit in den ihnen näheſten und bequem gelegenen Lutheriſchen Kirchen/ der Anhörung Göttlichen Worts/ und des H. Nachtmahls/ wie bißhero/ alſo ferner/ ſich zugebrauchen/ auch ermeldten Evangeliſch-Lutheriſchen Uber-Elbiſchen Einwohnern/ ſo/ wie gedacht/ keine Prieſter ihrer Religion haben/ ſich anderweit derſelben/ wohin ſie wollen/ jedoch mit Vorwiſſen des Herrn Superintendenten und Predigers jedes Orts (es wäre dann in der Nacht/ oder bey gehlingen Nothfällen) zu Tag und und Nacht in Sterbens-Nöthen ungehindert zuerholen/ gnädigſt zugeſtatten. Dabeneben verſprechen und verobligiren ſich hiermit und Krafft dieſes Fürſtens/ Hr. Johann George/ Hr. Victor Amadeus, und Hr. Wilhelm/ für ſich und in Vormundſchafft Hn. Emanuel Lebrechts/ (deſſen ratihabition nach erlangeter Majorennität/ Ihre Hochfürſtl. Durchl. Durchl. zuverſchaffen/ und die Gewehr dieſes Vergleichs Sr. Hochfürſtl. Durchl. zu Zerbſt/ wegen hochermeldtes dero Hn. Vetters zu Cöthen/ beſtändig zuleiſten/ hiemit Fürſtlich verſprechen/) allerſeits Fürſten zu Anhalt/ wie auch für Ihre Fürſtl. Leibes-Lehens-Erben und Nachkommen kräfftiglich dahin/ daß die Evangel. Lutheriſche Religion/ in der Kirche zu St. Bartholomäi/ mit ſtetswährender Einſetzung dreyer ſolcher Religion zugethanen Prediger / der zuerbauenden neuen / der in Ankuhn / wie auch denen in den Aemtern / Städten und Flecken / Coßwieg / Roßlau und Lindau / gelegenen / und allen andern Kirchen / des Fürſtl. Zerbſtiſchen Antheils / keine davon außgeſchlaſſen / allein und zu ewigen Zeiten getrieben / auch daneben die zu der St. Bartholomäi Kirchen gehörige / und von denen Evang. Lutheriſchen bißhero gebrauchte / ingleichen alle übrigen im ſelbigen Fürſtl. Antheil befindliche Knaben- und Mägdlins-Schulen / mit allen und jeden zu ſolchen Kirchen und Schulen gewidmeten pertinentien, Wohnungen / Stiffte / Stifftungen / Patrimonial-Gütern / Teſtament-Geldern / der Bibliothec zu St. Bartholomäi in Zerbſt / und allen andern nur erſinnlichen reditibus und Einkünfften / auch den Stipendien-Geldern / ſo die Evangel.-Lutheriſchen bißhero genoſſen / es mögen gleich ſelbige insgeſamt aus der Fürſtl. Cammer allhier / der Raths-Cämmerey / Geiſtlichen Verwaltung / dem Hoſpital / oder von weme ſie immer wollen / hingeben werden / obgedachten Evangeliſch-Lutheriſchen ohnbeeinträchtiget und ohnbehindert / in beſagten Oertern zu ewigen Zeiten verbleiben / und für und für keine andere als der Evangel. Lutheriſchen Religion zugethane Prediger / Kirchen- und Schul-Diener darzu vociret und beſtellet werden ſollen / es mögen die im ſelbigem Zerbſtiſchem Antheil regierende Fürſten / derſelben oder einer andern Religion / zugethan ſeyn / auch das Jus Patronatus ermeldte Regierende Herren / oder die von Adel auff dem Lande / oder auch andere / darin haben / wie dann mehrgenanter Hn. Gevettern Hochfürſtl. Durchl. Durchl. Durchl. Reformierte Religion für ſich / und in obberührter Vormundſchafft / zu ſolchem Ende ihnen dermahleinſt oder Ihren Nachkommen zuſtehendem Juri Reformandi, hiermit in ſempiternum renunciiren und zum kräfftigſten / als es immer geſchehen kan / ſoll oder mag / ſich deſſen begeben; geſtalt auch in Krafft dieſes der Reformierten Rath und Gemeine zu Zerbſt / als welchen dieſer Vergleich communiciret / und von Ihnen in allen Puncten und Clauſuln mit unterthänigſten Danck angenommen worden / ſich aller und jeden auff ſolche Kirchen / Schulen und derſelben geſambte reditus, etwan gehabten / noch habenden / oder ins künfftige ſich für ihnen noch ereignenden Zuſpruchen und Gerechtſamen / wiſſentlich und wohlbedächtlich verzeihen / und in Ewigkeit derſelben ſich nicht zugebrauchen / für ſich und ihre Nachkommen freywillig und in beſtändigſter Rechts-Form hiermit verſprechen und feſtiglich angeloben / doch daß das geſamte Gymnaſium mit ſeinen reditibus, Rechten und Gebäuden / hierunter nicht verſtanden / ſondern ſolches alles beyder Fürſtl. Theilen Juribus un-præjudicirlich in ſtatu quo biß zum gütlichen oder rechtlichen Austrag / verbleibe / das Hoſpital auch zu St. Auguſtini / mit der Geiſtlichen Verwaltung / beyderſeits Religions-Verwandten Rath und Burgerſchafft / zu gleichen Rechten und Genoß / wie es ſich jetzo befindet / und ſo auch hinführo / und alle begebende Fälle / ewig gelaſſen werden ſolle; Und dieſe obbeſchriebene Gerechtigkeiten / Freyheiten und renunciationen, ſo denen Evangeliſch-Lutheriſchen in dieſem Vergleich verſichert worden / ſollen auch zu ewigen Zeiten auff den Fall ſtatt haben / da die jetzigen Evangeliſch-Lutheriſchen Kirchen in dem Zerbſter Antheil / und jenſeit der Elbe / ſamt ihren Kirchthürmen / etwa durch Brand oder andere Unfälle (ſo Gott verhüten wolle) eingehen und ruiniret werden ſolten / alſo / daß auff der Evangeliſch-Lutheriſchen Gemeinden alleinige Koſten / andere Kirchen- und Thurn-Gebäude auffgeführet / und darinnen das Exercitium Evangeliſch-Lutheriſcher Religion / allein und auff ſolche Weiſe getrieben werden möge und ſolle / wie es in dem vierdten und fünfften Punct mit mehrern verglichen iſt. Ferner und zum Sechſten / ſoll und will der Rath ſamt der Bürgerſchafft Reformierter Religion zur Erbauung einer neuen Evangeliſch-Lutheriſchen Kirchen / 12000. Reichsth. an guter gangbarer Reichs-Müntze / in den nechſten 5. Jahren / und zwar in den 3. erſten Jahren jedes Jahr 2000. Reichsth. auf Michaelis / in den beeden letztern aber / jedes Jahr ebenmäſſig termino Michaelis 3000. Reichsth. künfftigen Michaelis Anno 1680. den Anfang damit zu machen / und Michaelis Anno 1684. damit zuendigen / dem Evangeliſch-Lutheriſchen Rath und Gemeinde allhier (als welchen das Jus Patronatus ſolcher neuen Kirchen zuſtehet / und von dem Reformierten Rath und Gemeinde in keinerley Weiſe diſputirlich gemacht werden ſoll) und denjenigen Deputirten, ſo Hn. Carl Wilhelms Hochfürſtl. Durchl. zu ſolchem Kirchen-Bau verordnen werden / ohne Beytrag dero Mit-Bürger Evangeliſch-Lutheriſcher Religion / baar erlegen und bezahlen / auch ihnen zugleich zu der jetzt-berührten neuen Kirche beſſerer Beſtellung / die Archi-Diaconat Beſoldung ſub Lit. B. ſie mag herrühren wo ſie wolle / nebſt einer zu ſolcher Kirche bequemen Pfarr-wohnung / von denen zu St. Nicolai Kirchen gehörigen vier Pfarr-Häuſern / von nun an binnen 4. Wochen hiermit abtretten / nicht weniger / das ihnen an den Steinen und noch fürhandenen ruderibus der Kirche zu St. Auguſtini / zur Helffte competirendes Recht / völlig / und zu der Evangeliſch-Lutheriſchen freyen Diſpoſition, cediren und überlaſſen; hierüber ſich keiner præſentation oder andern Rechtens / an ſothanen neuen Kirchen / es geſchehe unter waſſerley prætext es immer wolle / ſich anmaſſen / ſondern die diſpoſition darob / dero gnädigſten Landes-Fürſten und denen Evangeliſch-Lutheriſchen Raths-Verwandten und Mit-Brüdern / lediglich und gehorſamſt anheim ſtellen / maſſen mehr erwehnte Reformierte Rath und Gemeinde / auch in Krafft dieſes geſchehen laſſen wollen / daß die Evangeliſch-Lutheriſchen Gemeinde / allhier bey dem Gottes-Dienſte der neuen Kirche / wie auch zu denen Begräbniſſen / der Glocken in der Kirchen zu St. Nicolai / jedoch ſo viel die Leich-Begängniß betrifft / mit Erlegung gewöhnlicher und ordentlicher Gebühren / ſich gebrauchen mögen; wie dann die Evangel. Lutheriſchen auch befugt ſeyn ſollen / zu denen ſonderlichen Feſt-Tagen / ſo die Reformierten nicht feyren / ſich berührten Geläuts zu bedienen / jedoch dieſelbe auff ſolchen Fall die Glocken auff ihre Koſten ziehen zu laſſen gehalten ſind; Dahingegen aber Siebendens im übrigen der Reformirte Rath und Burgerſchafft mit dem neuen Kirchen-bau ſelber nichts zu thun haben / und von allem fernerm Beytrag zur dotation, reparation, Unterhalt der Prediger / Cantorey / Organiſten / Cuſtodis, Zierathen / Kleidern und Eingebäuden / und in Summa / von allem fernerm Zuſchuß / er mag Namen haben / wie er wolle / jetzt und zu ewigen Zeiten / in Krafft dieſes Vergleichs / von dero gnädigſten Fürſtl. Herrſchafft / wie auch ihren Collegen im Rath und Mit-Bürgern Evang. Lutheriſcher Religion / loßgezählet werden / hinwiederum aber die Evangel. Lutheriſchen zu etwa vorfallender reparatur der Kirchen zu St. Nicolai ichtwas beyzutragen / unverbunden ſeyn ſollen; Und nachdem Achtens / Fürſt Carl Wilhelm zu Anhalt / Hochfürſtl. Durchl. auff freundliche Fürſtellung Hochgedachter dero Herren Vettern Hochfürſtl. Durchl. Durchl. Durchl. von dem Fürſchlage die neue Kirche an den Thurn zu S. Nicolai zu ſetzen / freund-vetterlich abgeſtanden; So wollen dieſelbe mit Zuziehung Bau-verſtändiger Leute / einen andern bequemen ledigen Platz in der Stadt / darzu ehiſt auffſehen laſſen und erwählen. Damit auch Neuntens / die obermelte Zwölfftauſend Rthal. deſto richtiger einkommen und erhalten werden mögen / ſo verſprechen des Hn. Ober-Directoris und dero ſämtlicher Hn. Vettern Hochfürſtl. Durchl. Durchl. Durchl. Krafft dieſes / daß die Tranck-Steur der Stadt Zerbſt dafür hafften / und aus derſelben der Abgang / im Fall einer an den verwilligten Terminen ſich ereignen möchte / jedes Jahr erſetzet werden ſoll / geſtalt zu deſto mehrer Verſicherung Hochgedachter Hn. Vettern Hochfürſtl. Durchl. Durchl. Durchl. Reformirter Religion / dero getreuen Landſchafft Einwilligung diſfalls zwiſchen hier und nächſtkünfftigen Weyhnachten verſchaffen und auffſtellen wollen. Gleichwie nun Zehendens / Herrn Johann Georgens / Hn. Victoris Amadei, und Hn. Wilhelms / Fürſten zu Anhalt Hochfürſtl. Durchl. Durchl. Durchl. das freund-vetterliche Vertrauen zu dero Hn. Vettern / Fürſt Carl Wilhelms Hochf. Durchl. ſetzen / daß den Reformirten Predigern / welche jederzeit ihre Lehre und deren Beweißthum / mit Chriſtl. Beſcheidenheit und Sanfftmuth / der Gemeine fürtragen / auch ſonſten Seiner Hochfürſtl. Durchl. als dero Landes-Herrn und Epiſcopo, unterthänigſten Gehorſam erweiſen ſollen / gnädigſter Schutz / und denen ſämtl. Unterthanen Reformirter Religion gleichmäſſige Protection und Landes-väterliche Fürſorge / werde gegönnet werden. Alſo behalten vor-höchſtgedachte Hn. Carl Wilhelms Fürſten zu Anhalt Hochf. Durchl. für ſich und dero Hn. Gebrüdere Hochfürſtl. Durchl. Durchl. Durchl. wie auch dero geſamten Fürſtl. Nachkommen / die Jura Epiſcopalia und Territorialia, überall frey und bevor; Immaſſen dann auch Hn. Johann Georgen / Hn. Victoris Amadei, und Hn. Wilhelms / Fürſten zu Anhalt / Hochfürſtl. Durchl. Durchl. Durchl. für ſich und reſpective in Vormundſchafft Fürſt Emanuel Lebrechts zu Anhalt / Hochfſ. Durchl. Ihnen und Ihren Hochfſ. Nachkommen dero Jura Epiſcopalia und Territorialia, hiemit ebenfals reſerviren / jedoch daß dero beyderſeits künfftige Verordnungen dieſem allem / ſo in jetzigem Vergleich abgehandelt iſt / nicht zuwieder lauffen / auch beyde Fürſtl. Theile Geiſt- und Weltliche Räthe / Conſiſtoria, Superintendenten / Inſpectores, Pfarrherren und Beamten / dieſen Receß allenthalben genau obſerviren / und dawieder ein oder anderer anderer Seits Religions-Verwandten / nicht beſchweren noch beſchweren laſſen ſollen. Ob auch wol Eilfftens / Hn. Carl Wilhelms / Fürſten zu Anhalt / Hochfſ. Durchl. den Beytrag der Speſen, ſo bey der allergnädigſt angeordneten / und alhier in Zerbſt 1672. gehaltenen Kayſerlichen Commiſſion, aus dero Renth-Cammer auffgewendet worden / und ſich auff ein ſehr hohes betragen / urgiret / und von dero Hn. Gevettern / Hochfſ. Durchl. Durchl. Durchl. Reformirter Religion zur Helffte wieder zu fordern ſich berechtiget zu ſeyn erachtet / zumaln die Kayſ. Commiſſion auff beyder Theilen allerunterthänigſtes fürbringen / ex officio allergnädigſt ergangen; So haben doch ob hochgedachte Ihre Hochfſ. Durchl. zur Ehre Gottes / und in Anſehung der zu Ende des vierten Puncts denen Uber-Elbiſchen Einwohnern Evangel. Lutheriſcher Religion / durch dero gethane freund-vetterliche inſtändigſte Interceſſion, zum beſten erhaltener Bedingung und Conceſſion, ſelbige willig fallen laſſen; So viel aber die zu beyden Theilen auffgewendete Proceß-Koſten betrifft / ſollen dieſelbe von jedem Theil für ſich getragen / und alſo gegen einander compenſiret und auffgehoben ſeyn; Es wäre dann / daß deroſelben Hn. Gevettern Hochfürſtl. Durchl. Reformirter Religion / ſothane Proceß-Koſten aus der Tranck-Steuer oder andern Geſamt-Mitteln / genommen / oder annoch nehmen möchten; Auff ſolchen Fall ſollen Herrn Carl Wilhelms Hochfürſtl. Durchl. Ihres Orts bey ſolcher Caſſa dergleichen zu thun Fug und Macht haben. Dieweil auch Zwölfftens / bey Fürſt Johanſen / Hochfſ. Durchl. Chriſtmilden Andenckens / Regierung / die Parität im Raht-Stuhl allhier Anno 1667. eingeführet / und ſo wol von deroſelben als nachhero zu verſchiedenen malen confirmiret / auch dieſer Vergleich darauff guten Theils gegründet worden / ſo verobligiren ſich ſo wol Reformirter Religion Hochfürſtl.

ANNO 1679.

fürſtl. Durchl. als auch Hn. Carl Wilhelms und dero Herren Gebrüdere/ Hochfl. Durchl. für ſich und Ihro allerſeits Hochfl. Nachkommen/ bey ſolcher Parität und in dem Stande/ wie ſolche Raths-Mittel ſich anjetzo befinden/ hinfüro in perpetuum ſolche zulaſſen/ und hierunter keine Aenderung zu treffen/ es möge gleich künfftig der regierende Herr in Zerbſt/ der Reformirten oder andern Religion zugethan ſeyn; Endlich und zum Dreyzehenden/ Nachdem nunmehr durch dieſen Receß alle bißherige Zwiſtigkeiten mittelſt Göttlicher Gnaden-Verleihung geendiget/ und das gute Vertrauen zwiſchen Hochf. geſamter Herrſchafft dißfalls befeſtiget/ bey dem Rath auch und der Bürgerſchafft beyder Religionen/ ein ſicheres Fundament zur Einigkeit und gutem Vernehmen geleget iſt; Als wird auch aller bey gewehrter diſcrepantz entſtandener Unwillen/ hiemit zu beyden Theilen in Gnaden und Gute abgeleget/ und was dieſerwegen fürgegangen/ zur ewigen Vergeſſenheit verwieſen. Zu deſſen allen Beurkundigung und Verſicherung/ iſt dieſer Receß Neunmahl mundiret/ von denen höchſtbenamten geſamdten Fürſten zu Anhalt mit eigenhändiger Unterſchrifft und Beſiegelung wohlbedächtig vollzogen/ beeden Hn. Chur-Fürſten zu Sachſen und Brandenburg/ Churfürſtl. Durchl. Durchl. wie auch des Hn. Hertzogs zu Braunſchweig-Wolffenbüttel/ und des Hn. Landgraffen zu Heſſen-Caſſel Hochfürſtl. Durchl. Durchl. ſamt dero Churſ. und Fürſtl. Hn. Succeſſoren in der Regierung/ die Guarantie mit ſchuldigſter Danckſagung für die in dieſer Sache höchſt-rühmlich übernommene Commiſſion, auch angewendete Interceſſion und Vermittelung/ darob Dienſt- und freund-Vetterlich erbethen; Folgends Ihr. Röm. Kayſ. Majeſt. dero allergnädigſten Herrn/ dieſer gütliche Vergleich mit Renunciation der bißhero geführten Proceſſen, allerunterthänigſt und mit Einſendung eines Originals, notificiret, dann auch ein Exemplar jedem höchſtgedachten Churfürſtl. und Fürſtl. Hn. Guaranteurs, hinwiederum ein Exemplar denen Fürſten zu Anhalt Evang. Lutheriſcher Religion; Das achte und neundte aber denen Raths-Mitteln beederley Religionen in Zerbſt/ und dero zugethanen Gemeinen überſendet und außgeſtellet worden; So geſchehen Zerbſt am 27. Sept. 1679.

(L.S.) Johann Ernſt/ Fürſt zu Anhalt/ und in Mit-Vormundſchafft wegen Cöthen.

(L.S.) Victor Amadeus, Fürſt zu Anhalt.

(L.S.) Wilhelm/ Fürſt zu Anhalt.

(L.S.) Carl Wilhelm/ Fürſt zu Anhalt.

(L.S.) Anthon Günther/ Fürſt zu Anhalt.

(L.S.) Joh. Adolph/ Fürſt zu Anhalt.

(L.S.) Joh. Ludwig/ Fürſt zu Anhalt.

ANNO 1679.

Seiner Churfürſtl. Durchl. zu Brandenburg Guarantie über dieſen Vergleich.

WIr Friederich Wilhelm/ von Gottes Gnaden/ Marggraf zu Brandenburg und Chur-Fürſt/ ꝛc. Uhrkunden für Uns und Unſere Nachkommende Churfürſten und Marggrafen zu Brandenburg/ hiemit gegen Männiglich/ denen es zuwiſſen nöthig/ oder ſonſt daran gelegen/ daß Uns die Durchläuchtige hochgebohrne Fürſten/ Unſere freundliche liebe Vettern/ Herr Johann George/ für ſich/ und in Mit-Vormundſchafft wegen Köthen/ Herr Victor Amadeus, Herr Wilhelm/ und Herr Carl Wilhelm/ für ſich/ und wegen deſſelben Gebrüdere Liebden/ alleſamt Fürſten zu Anhalt/ Grafen zu Aſcanien, Herrn zu Zerbſt und Berenburg/ auch reſpectivè Jevern und Kniphauſen/ in dero vom 28. Februarii dieſes Jahrs/ an Uns abgelaſſenen Geſamt-Schreiben/ Freund-Vetterlich zu vernehmen gegeben/ was geſtalt die in ihrem Fürſtl. Hauſe entſtandene Kirchen-Differentien zu Zerbſt/ nunmehro gütlich abgethan und gründlich beygeleget/ auch ein förmlicher Receſs de dato Zerbſt den 27. Sept. des vergangenen 1679. Jahres/ in 13. Articuln beſtehend/ darob auffgerichtet worden/ geſtalt dann das Uns in Originali eingereichte Exemplar/ von Wort zu Wort alſo lautet wie folget:

Inſeratur Receſſus.

Wann Uns dann Anfangs hochgedachte Unſere freundliche liebe Vettern erſuchet/ daß Wir für Uns und Unſere Succeſſoren an der Chur/ die Guarantie jetzt beſchriebenen Receſſus, über Uns zu nehmen/ geruhen wolten/ und Uns daneben abſonderlich lieb zu vernehmen geweſen/ daß dieſe bißherige differentien durch Unſere mit beſchehene cooperation, endlich zu einem gütlichen und immerwährenden Vergleich gedihen; Als haben Wir die Guarantie ſothanen Receſſus, deſto lieber über Uns genommen; Geſtalt Wir dann für Uns und Unſere Churfl. Nachkommen/ ſolche Guarantie hiermit und Krafft dieſes über Uns nehmen/ und nebſt denen andern erbethenen Churfl. und Fürſtl. Guaranten, allemahl/ ſo offt es nöthig ſeyn wird/ mit gehörigem Nachdruck dahin ſehen wollen/ daß dieſem Receſs von allerſeits Intereſſenten, in allen Puncten und Clauſuln gebührend nachgelebet werde. Urkundlich haben Wir dieſe Guarantie eigenhändig unterſchrieben/ und mit Unſerm Churfürſtl. Inſiegel bekräfftigen laſſen. So geſchehen Potſtam den 5. Aprilis Anno 1680.

Friedrich Wilhelm.

(L.S.)

CCIII.

26.Sept. Suede et Danemarc.

Friedens-Tractat zwiſchen Carl XI. König in Schweden und Chriſtian V. König in Dennemarck/ geſchloſſen zu Lunden in Schonen den 26. September 1679.

Kund und wiſſend ſey hiemit jedermänniglich/ deme es auff einiger maſſen angehen möchte/ daß nachdem für etlichen Jahren eine höchſtſchädliche und verderbliche Krieges-flamme in der Chriſtenheit angezündet worden/ welche faſt gantz Europam überſchwemmet/ und ſich vornemlich durch das heilige Römiſche und benachbarte Königreich/ und Lande außgebreitet/ alſo daß auch der Großmächtigſte Fürſt und Herr/ Herr Chriſtian der V. König zu Dennemarck/ Norwegen/ der Wenden und Gothen/ ꝛc. Hertzog zu Schleßwig/ Holſtein/ Stormarn und der Ditmarſchen/ Graff zu Oldenburg/ und Delmenhorſt/ ꝛc. Als auch der Großmächtigſte Fürſt und Herr/ Herr Carl/ der Schweden/ Gothen und Wenden König/ Groß-Fürſt in Finnland/ Hertzog in Schonen/ Ehſten/ Liefland/ Carelen/ Brehmen/ Vehrden/ Stettin/ Pommern/ der Caſſuben/ und Wenden/ Fürſt zu Rügen/

CCIII.

26.Sept. Suede et Danemarc.

Traité de Paix entre CHARLES XI. *Roi de* SUEDE *&* CHRESTIEN V. *Roi de* DANEMARC; *fait à Lunden en Scanie, le* 26. *Septembre*, 1679.

[Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 576. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans le *Theatrum Pacis*, Tom. II. pag 941. en Latin, en Allemand & en François; dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. II. Abtheil. IV. Abſatz X. pag. 201. en Latin & en Allemand, dans LONDORPII *Acta Publica*. Tom. X. pag. 709. en Allemand; dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XI. pag. 1476. en Allemand.]

A Tous ceux qui le preſent Traité verront ou orront, Salut. Sçavoir faiſons, que dans la funeſte Guerre qui embraſa il y a quelques années toute la Chreſtienté, & qui s'attacha principalement au S. Empire Romain, entraînant quant & quant les Royaumes & Provinces du Voiſinage, s'eſtant trouvé engagé le Sereniſſime Prince Chriſtian V. Roi de Dannemarc & Norwegue, &c. avec le Sereniſſime Prince Charles Roi de Suede, &c.

gen/ Herr über Ingermanland und Wißmar/ wie auch Pfaltz-Graff bey Rhein/ in Bayern/ zu Jülich/ Cleve und Berg Hertzog/ ꝛc. Vermöge der Aſſiſtence welche Sie beiderſeits Ihren Allürten zu leiſten verbunden geweſen/ ebenmäſſig darein verwickelt worden/ und endlich in offentlichen harten und blutigen Krieg gegeneinander gerahten und/ ſich der Großmächtigſte Fürſt und Herr/ Herr Carl der ander/ König von Groß Britannien/ ꝛc. auß einer ruhmwürdigen Intention, ſo wol durch Schreiben/ als deſſen hiezu abgeſchickte Miniſtros ſich höchſt-löblich dahin bemühet/ damit ſolcher blutige Krieg geendiget/ die ſtreitende Partheyen verglichen/ und zwiſchen Ihnen ein beſtändiger Friede und gutes Vernehmen wiedergebracht und geſtifftet werden möge. Welche hohe Sorgfalt gedachte Kön. Maj. umb ſo viel lieber und nachdencklicher fortgeſetzet/ nachdem ſie aller/ bey dieſem Kriege intereſſirten Partheyen gute intention hierzu ſatſam verſpühret; auch von Ihnen erlanget/ daß ſie insgeſampt ihrer Geſandten und Bevolmächtigte Ambaſſadeurs und Commiſſarien nach Nimwegen geſchicket/ allwo man von ſolchem Frieden zu handeln den anfang gemachet/ daſelbſt auch das werck/ durch Göttlichen Beyſtand/ und gedachter Königl. Maj. emſige Mediation ſo weit gebracht/ daß der meiſte Theil der kriegenden Partheyen daſelbſt vereiniget worden; Und ob man wol vermuhtet gehabt/ es würde der Krieg zwiſchen beyden Königl. Königl. Maj. Maj. von Dennemarck und Schweden daſelbſt zu einer zeit auch beygeleget/ und an deſſen ſtatt ein allgemeiner Friede und Ruheſtand auffgerichtet werden/ ſo hat doch ſolches an ſelbigem Orte ſeinen fortgang nicht erreichet/ ſondern die ſtreitende Partheyen haben/ nachdem auff Ihrer Kön. Maj. von Schweden Confœderirten und Allürten/ des Großmächtigſten Fürſten und Herren/ Herrn Ludwigs des XIV. Aller-Chriſtlichſten Königes in Franckreich und Navarren/ durch dero Ordinari Staats-Raht/ General-Lieutenant dero Armeen/ und Gouverneur von Verdun/ auch Extraordinar Ambaſſadeur an dem Schwediſchen Hofe/ den Hochwolgebohrnen Herren Iſaac de Pas/ Marquis de Feuquieres (welcher ſich umb einen erwünſchten Friedens-Schluß auffs höheſte bemühet hat/) gegebene anleitung und fleiſſige Beforderung ſich endlich dahin umb ſo vielmehr gelencket/ daß Ihr Kön. Kön. Majeſt. Majeſt. derſeits vor gut und nützlich angeſehen/ die Handlung zwiſchen Ihnen nach Lunden in Schonen zu transportiren/ damit ſelbige an einem ſo nahe und gleichſam im geſichte beyder Könige gelegenem Orte/ deſto eher zu einem guten Außſchlag gedeyen möchte. Da denn zu eben ſolcher zeit/ der Durchläuchtigſte Fürſt und Herr/ Herr Johann Georg der andre/ Hertzog zu Sachſen/ Jülich/ Cleve/ und Berg/ des Heil. Römiſchen Reichs Ertz-Marſchall und Churfürſt/ Land-Graff in Düringen/ Marg-Graff zu Meiſſen/ auch Ober- und Nieder-Laußnitz/ Burg-Graff zu Magdeburg/ Graff in der Marck und Ravensberg/ Herr zu Ravenſtein/ ꝛc. auß einer Chriſtl. und höchſt-lobwürdigen Intention zu beforderung dieſes heilſamen wercks/ nach anleitung der beyderſeits Kön. Kön. Maj. Maj. und Churfl. Durchleuchtigkeit nahen Anverwandt- und Bluht-Freundſchafft/ Ihre Mediation denen Partheyen angebohten/ welche auch beſtermaſſen acceptirt, und darauff von Ih. Ih. Kön. Kön. Majeſt. Majeſt. gewiſſe zeit und tage zur zuſammenkunffte verordnet worden. Da dann höchſtermelter Ih. Kön. Majeſt. zu Dennemarck unſers Allergnädigſten Königs und Herrens/ wir nachgeſchriebene und dazu verordnete Extraordinair-Ambaſſadeurs und Gevollmächtigte Commiſſarii, Anthon/ des Heil. Röm. Reichs-Graff/ Freyherr von Altenburg/ Edler Herr zu Varell Kniphauſen und Dorwart/ höchſtermeldter Ihr Kön. Maj. geheimer Raht/ und Stadthalter in denen Graffſchafften Oldenburg und Delmenhorſt/ ꝛc. Jens Juel/ Freyherr auff Juling/ Herr zu Noregaard/ Ritter/ Ihr Kön. Majeſt. geheimer Eſtaats- und Cantzeley-Raht/ Aſſeſſor im höchſten Gericht/ und Vice-Preſident im Commercien-Collegio, &c. und Conrad Biermann/ auff Buſkernbsgaardt/ Ih. Kön. Majeſt Eſtaats-Juſtitz- und Cantzeley-Raht/ auch geheimer Eſtaats-Secretarius/ ꝛc. mit S. Kön. Maj von Schweden hierzu verordneten Ambaſſadeuren und Gevollmächtigten Commiſſarien/ denen reſpective hoch- und Wolgebohrnen Herrn/ Herrn Johann Güldenſtierna/ Freyherrn zu Lundholm/ Herrn zu Stäckel/ Biörckeſund und Haikleryd/ ꝛc. Ih. Kön. Majeſt ſampt dero Reichs Schweden Raht/ Cantzley-Raht/ und Lag-Mann über Narre/ Finne/ Lauhſegen; ſo wol auch Hrn. Frantz Joel Ornſted/ Herrn zu Ertaltorp/ Kruſſenhoff/ und Hoffgaarde/ Kön. Maj. Cantzley-Raht und Eſtants-Secretario/ ꝛc. Uns zuſammen gethan/ und nach außgewechſelten richtigen Vollmachten vermittelſt der rühmlichen Churfl. Durchl. zu Sachſen würcklichen Geheimen Rahts und Cammer Herrns/ auch zu dieſer Friedens-handlung verordneten Abgeſandtens/ des Wolgebohrnen Herrn/ Hrn. Nicolai/ des Heil. Röm. Reichs-Edlen Panner- und Freyherrns von Gerßdorf auff Baruth/ Brerning/ Hennersdorff/ Rockel und Haußwalde/ ꝛc. unterſchiedliche Conferentzen hier in Lunden darüber gehalten/ auch das werck ſo weit gebracht/ daß an deſſen gutem außgang nicht mehr zu zweiffeln geweſen; unangeſehen nun unlengſt ſolche Friedens-Conditiones durch eine andere Negotiation in Franckreich am 23. Aug. und 2. Sept dieſes itzt lauffenden Jahres abgehandelt und unterzeichnet worden ſind/ welche auch S. Königl. Maj. in Dennemarck/ nachdem alle dero Allürten ſich auß dem Kriege gezogen/ und bereits für ſich ihren Frieden gemacht/ ſo wol in anſehung des Aller-Chriſtlichſten Königes/ als auch der nunmehr geſtiffteten Alliance und darauß flieſſenden

guten

en vertu des Aſſiſtences qu'ils ont eſté obligés de donner à leurs Alliez, enſorte que ces deux Puiſſances eſtant tombées en une Guerre ouverte & des plus ſanglantes, le Prince Sereniſſime, Charles II. Roi de la Grande-Bretagne, d'une intention tres-glorieuſe s'eſt appliqué tant par Lettres, que par ſes Ambaſſadeurs qu'il a envoyés dans ces Quartiers, à mettre fin à une Guerre ſi funeſte, en reconciliant les Parties, & rétabliſſant entr'eux la Paix & l'Amitié d'auparavant. Sa Majeſté ſe voulant donner cette peine & s'employer avec d'autant plus de zele, qu'elle s'eſt apperçue de la bonne intention de toutes les Parties, qui ont eſté engagées dans la Guerre, & ayant obtenu d'eux d'avoir envoyé à Nimégue leurs Ambaſſadeurs & Commiſſaires, pour commencer le Traité de Paix, qui par l'Aſſiſtence Divine & la Mediation de Sa Majeſté, n'a pas manqué de mettre d'accord la plus grande Partie de ceux, qui eſtoient enveloppez dans la Guerre. Et combien que l'on ſe fuſt imaginé, que la Guerre entre Leurs Majeſtés de Dannemarc & de Suede ſe termineroit de même, & qu'il ſe retabliroit une Paix generale par toute l'Europe, cela a pourtant eſté ſans effet: enſorte qu'à la recherche & par l'entremiſe du Roi Tres-Chreſtien, Allié & Confederé du Roi de Suede, qui avoit envoyé en ces Quartiers Monſieur le Marquis de Feuquieres ſon Conſeiller d'Etat & General de ſes Armées pour travailler avec toute l'application à cet œuvre ſalutaire, Leurs Majeſtez de part & d'autre conſentirent de tranſporter la Negotiation de Paix à Lunden en Scanie, afin de la terminer tant plûtôt, comme en un lieu, qui eſt à la veue de ces deux Majeſtez. Sur quoy arrivant, que le Sereniſſime Prince Jean George II, Duc de Saxe, Electeur & Mareſchal du S. Empire, &c. d'une intention tres-Chrétienne & tres-glorieuſe, ſuivant la parenté dont il eſt attaché à ces deux Majeſtez, preſenta ſa Mediation à ces deux Parties, qui l'accepterent de tres-bonne volonté, Leurs Majeſtez s'expliquerent ſur ce qui concernoit le jour & le lieu de l'aſſemblée pour le Traité de Paix. C'eſt pourquoi nous ſouſſignez, les Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires de Sa Majeſté de Dannemarc, Antoine, Comte du S. Empire, Baron d'Altenbourg, &c. Conſeiller & Lieutenant du Roi dans les Comtés d'Oldenbourg & Delmenhorſt; Jens Juel Baron de Juling, Chevalier, Conſeiller de Sa Maj. & Conrad Bierman, Conſeiller d'Eſtat & de Juſtice de Sa Maj. nous ſommes aſſemblez avec Meſſieurs les Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires de la Couronne de Suede, Monſieur Jean Guldenſtierna, Baron de Lunnholm, &c. Conſeiller du Royaume de Sa Majeſté de Suede; Monſieur François Joël Orenſtede, Conſeiller de Sa Maj. & Secretaire d'Etat: & ayant échangé nos Lettres de Pleinpouvoir, nous avons eu par l'entremiſe de M. le Baron de Gerſtorf, Envoyé de Monſeigneur l'Elect. de Saxe, pluſieurs Conferences, dans leſquelles les choſes ont été ſi avancées, qu'il n'y avoit plus lieu de ſe douter d'une tres-heureuſe iſſue. Et combien qu'en l'entretemps ces Articles de Paix ſe ſoient conclus & ſouſſignez dans une Negotiation faite en France, que Sa Majeſté le Roi de Dannemarc accepta tant à l'honneur de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne, qu'à l'égard de la bonne Alliance & de l'amitié, qui en devoit avoir ſa reſ-

ſour-

ANNO 1679.

guten vertraulichkeit / alſo beliebet und angenommen; ſo haben gleichwohl auff befehl Jh. Kon. Kon. Maj. Maj. unſerer Allergnädigſten Konige und Herren / wir ſolche in Franckreich geſchloſſene Friedens-Conditiones nochmahls fürgenommen / und ſelbige mit beyderſeits Willen / einſtimmung und Gutbefinden auff nachfolgende weiſe erklähret und abgefaſſet.

I. Es ſoll hinführo zwiſchen beyden Kon. Kon. Maj. Maj. ꝛc. dero Erben / Nachfolger / Königreichen / Provintzen / Ländern Staaten und Unterthanen ein unwiederrufflicher ſtets-währender ewiger Friede ſeyn und bleiben / alſo daß der bißherige blutige Krieg / auch alle Feindſchafft beyde zu Lande und Waſſer gäntzlich auffgehoben / und alle ſtreitigkeiten / mißverſtändnüſſe / wiederwillen und zweitracht abgeſchaffet und geendiget ſeyn ſollen / dahingegen ſoll eine gute / vertrauliche auffrichtige freundſchafft / einigkeit und nachbarſchafft eingegangen / geſtifftet / befeſtiget / und auffgerichtet ſeyn / und ſtets erhalten werden / alſo daß ein jeder an ſeinen Theil ſich bemühen ſoll / alle Irrungen und darauß entſtehende zwiſtigkeiten / beyzulegen; auch ſollen ſie / dafern einiges ſchädliches vornemen / oder anſchläge wieder eines oder andern Perſohn / Staat / Land oder Unterthanen entdecket werden möchten / einander ſolches offenbahren / ſchaden und verderben abwenden / und nach möglichkeit einer des andern auffnehmen und beſtes / ſo als ſein eygenes / willigſt und gerne beforderen.

II. Zu mehrer beſtärckung ſothaner vertraulichen vereinigung / und alles dasjenige / wordurch vorige uneinigkeit wieder erwecket werden köndte / gäntzlich außzurotten / iſt beliebet und beſchloſſen worden / daß alles dasjenige / was vor und bey währendem Kriege zu eines oder des andern Theils ſchaden und præjuditz geſchehen / und vorgegangen / in ewigkeit nicht mehr gedacht werden / noch ein oder der ander Theil ſich deßwegen ſelbſt / oder durch andere / heimlich oder offentlich / directè oder indirectè, unter was vor prätext es ſey / rechten / ſondern alles / als ob niemahls nichts geſchehen / in ewige vergeſſenheit geſtellet ſeyn und bleiben ſoll: zu welchem ende auch alle Schrifften ſo in dieſer unfriedens-zeit von einem Theil zu des andern verkleinerung publiciret worden ſind / auffgehoben / abgeſchafft / verbothen und allerdings todt ſein ſollen. Es ſollen auch der vorgeſchriebenen Amneſtie alle Unterthanen / ſo zeit währendem Kriege auff die feindliche Seite ſich begeben / zu genieſſen haben; Alſo daß hinführo niemand / unter was prätext es geſchehen köndte / es ſey durch den weg rechtens / oder de facto und mit gewalt / einiges nachtheil oder ſchaden hierüber zugezogen werden / noch einige neue unterſuchung zu jemandes præjuditz und deßwillen vorgenommen werden ſoll.

III. Zu dem ende ſollen alle Bündnüſſe / welche von einem / gedachter Konige / zu ſchaden und præjuditz des andern auffgerichtet geweſen / nunmehro auffhören / und abgeſchaffet ſeyn / und wollen dero Maj. weiter keinen Tractat oder Alliance eingehen / welcher dem einem oder andern theil zu ſchaden gereichen köndte / auch ſoll aller handel und wandel zwiſchen beyden Kon. Kon. Maj. Maj. Reichen / Landen / Provintzen und Staaten / hinführo in freyem lauff ungehindert gelaſſen werden.

IV. Und nachdem Jhre Konigliche Majeſtät von Dennemarck / auß begierde zu der allgemeinen ruh / in den Frieden mit Jhr. Konigl. Maj. in Schweden / nach Jnhalt des Rothſchildiſchen / Coppenhagenſchen und Weſtphäliſchen Vertrags gewilliget haben; Als ſollen obbemelte Rothſchildiſche / Coppenhagenſche / und Weſtphäliſche Tractaten / mit allen zu dem Coppenhagenſchen Tractat gehörenden Jnſtrumenten / in allen und jeden ihren Articulen bey ihrer vorigen krafft und vigueur treulich verbleiben / nicht anders / als ob ſie in dieſem jetzigen Tractat außdrücklich wiederholet / und darinnen von wort zu wort enthalten wären.

V. Und weil in dem 5. und 6. Articul des in Franckreich am 23. Auguſti und 2. September auffgerichteten Tractats verabſcheidet iſt / daß alle diejenigen Länder und Städte / welche beyde Kon. Kon. Maj. Maj. in dieſem Kriege einander abgenommen / reſtituiret werden ſollen; Als wil man ſolchem in allem nachkommen / alſo daß Jhr Kon. Maj. die Städte / Veſtungen / Länder und Oerter / ſo ſie vor dem Kriege inne gehabt / auch dero Majeſtät vermöge des Rothſchildiſchen / Coppenhagenſchen und Weſtphäliſchen Friedens von rechtswegen zugehören / und von einem oder andern dero Maj. Unterthanen in dieſem kriege occupiret und eingenommen worden / reſtituiret werden ſollen.

VI. Auch iſt abgehandelt worden / daß die Städte / Oerter und Veſtungen / ſo man der Cron Schweden wieder einzuräumen hat / in ſolchem ſtande / wie ſie jetzo befindlich ſind / reſtituiret werden ſollen / und ſol die Reſtitution ſolcher Städte / Jnſulen

ANNO 1679.

ſource, ſi eſt-ce néanmoins, que par le commandement de Leurs Majeſtez, nos Rois de part & d'autre, nous voulûmes encore une fois examiner ceſdits Articles, & du conſentement des deux Parties les expliquer & concevoir en ces termes.

I. Il ſera rétabli une Paix aſſurée & éternelle entre Leurs Majeſtez, &c. leurs Heritiers & Succeſſeurs, leurs Royaumes, Provinces, Etats & Sujets faiſant ceſſer la Guerre ſanglante, toute hoſtilité, meſintelligences & differens, tant par Mer que par Terre; & ſera revoquée & rétablie l'amitié & l'Union mutuelle, en ôtant toute occaſion qui pourroit troubler le repos & la bonne intelligence des deux Royaumes. Et les deux Parties ſeront obligées d'avertir l'un l'autre de ce qui pourroit s'entreprendre contr'eux, de détourner les dommages & les deſavantages reciproquement, & de chercher comme leur propre bien la proſperité l'un de l'autre.

II. Pour plus grande confirmation de ladite réunion, & pour ôter toute occaſion aux differends, qui pourroient ſe reſſuſciter entr'eux, il eſt accordé, que tout ce qui dans la Guerre paſſée s'eſt fait au préjudice & au dommage de l'un ou de l'autre, ſera effacé ſous un oubli éternel, ſans s'en reſſentir en aucune façon, ni s'en vanger, directement ou indirectement, ouvertement ou en cachette, ni par ſoy-même ni par autre, & ſera établie une Amniſtie generale & éternelle de tout le paſſé, & à cette fin tous les Ecrits & Livres, qui ont eſté publiés de part & d'autre pendant la Guerre, ſeront abolis, & anéantis entierement; & meſme les Sujets, qui pendant la Guerre ſe ſeront rendus de l'un & l'autre parti, ſeront compris dans cette Amniſtie generale, en ſorte que perſonne ne ſoit aucunement troublé ou outragé ſous quelque prétexte que ce ſoit, ni de fait ni par voye de Juſtice, & qu'il ne ſe faſſe aucune recherche, contre qui & au préjudice de qui que ce ſoit.

III. A cette fin, toutes les Alliances, que l'un ou l'autre des deux Rois pourroit avoir faites au préjudice de l'autre, ſeront dès à preſent anéanties, en promettant de n'en faire à l'avenir, qui porteroit préjudice à l'un ou l'autre, & le Commerce entre les Royaumes, Provinces & Eſtats des deux Majeſtez ſera rétabli, & aura ſon cours comme auparavant, ſans que perſonne y ſoit aucunement empêché.

IV. Sa Majeſté de Dannemarc pour l'amour du repos univerſel, ayant conſenti à la Paix avec Sa Majeſté le Roi de Suede, ſelon le contenu des Traitez de Rothſchild, de Coppenhague, & de Weſtphalie; leſdits Traitez de Paix de Rothſchild, de Coppenhague, & de Weſtphalie demeureront en leur entier, avec tous les Inſtrumens du Traité de Coppenhague, & en tous leurs Articles, tout de même, que s'ils avoient été repetez & remis exprés dans le Traité d'à preſent.

V. Les 5. & 6. Articles du Traité fait en France le 23. Août, & 27. Septembre portant, que toutes les Provinces & Villes, que les deux Rois pendant la Guerre ont pris l'un de l'autre, doivent eſtre rendues, ce qu'on obſervera ponctuellement; enſorte que toutes les Villes, Forteresſes, Provinces & Places que leurs Majeſtez ont eues avant la Guerre, & qui en vertu des Traitez de Rothſchild, de Coppenhague, & de Weſtphalie leur appartiennent, eſtant occupées ou priſes par les Armées de l'un ou de l'autre, ſe doivent rendre reciproquement.

VI. Outre cela il eſt accordé que les Villes, Places & Forteresſes, qui ſe doivent rendre à la Couronne de Suede, ſe rendront dans l'eſtat où elles ſont à preſent: & la Reſtitution des Villes, des Iſles

Digitized by Google

Inſulen und Provintzen mit allen darzu gehörigen Oertern/ und wie es in erwehnten Tractat verabſcheidet iſt/ auff nachfolgende zeit erfolgen: Als nemlich Helſingburg ſoll reſtituiret werden/ den 18. Octob. Londskroon den 20. das Land-Rügen den 22. Marſtrande/ Uddewalt mit dem Bahuſiſchen Lehn/ wie auch Gottland/ Carlsburg und die Schwinger-ſchantze aber allzuſammen den 31. obgedachten Monats/ da die Däniſche Guarniſonen/ ſo vorbenandte Veſtungen inne haben/ abmarchiren/ und ſolche auff oben gezeichnete termine denen Schwediſchen hierzu verordneten und bevolmächtigten Commendanten in beſatzung einräumen ſollen; Auch ſollen die Officierer an jedem theil gute Diſciplin und Auffſicht auff Ihre Soldaten halten/ daß keine Inſolentz verübet werden möge; zu welchem ende denn von beyden ſeiten Commiſſarien verordnet werden ſollen/ achtung zu haben/ damit weder denen Bürgern in Städten/ noch dem Landmann von keinem theils überlaſt geſchehe; Solten auch bis einräumungen und reſtitution derer Oerter/ da die Guarniſonen zu Lande nicht abgeführet werden können/ wegen Wetter und Windes nicht ſo genau auff die beſtimmte zeit und tage geleiſtet werden können/ ſo ſoll keines weges ſolches verhindern/ ſolche Veſtungen und Lande demjenigen der ankommen kan/ zu übergeben/ auch die einräumung nichts minder ihren fortgang haben/ als wäre ſolche an dem dazu verordneten tage geſchehen; Solte es ſich auch zutragen/ daß das Kriegs-volck/ welches ſolche Länder und Veſtungen wieder beſetzen ſoll/ vor dem beſtimmten termin ankommen/ oder die abmarchirenden wegen des waſſers über die zeit ſich auffhalten müſten/ ſo ſollen ſo wohl die zu denen Evacuations-tagen ankommende/ als auch die abziehenden/ biß ſie zu waſſer fortſegeln können/ beyde von dem Lande mit nohtdürfftiger unterhaltung verſehen werden.

VII. Was die Stücke anlanget in denen Veſtungen/ welche reſtituiret werden ſollen/ ſind ſolche zum theil eingangen/ und andere an die ſtelle geſchaffet/ deßwegen denn diejenigen/ ſo jetzo an jedem Orte befindlich ſind/ allda gelaſſen werden ſollen; doch ſtehet Ih. Kön. Mayeſt. von Dennemarck frey/ 10. Stücke auß jedem Ohrt wegzuführen/ nur daß die übrigen da gelaſſen werden. Und weil die Länder und Städte/ welche vermög dieſes Frieden-Schluſſes/ vor der in dem Frantzöſiſchen Vergleich beſtimmten zeit evacuiret werden/ nichts deſtoweniger die bewilligte Contributiones, biß zu dem/ in dem Frantzöſiſchen Inſtrument veraccordtetem reſtitutions-termin bezahlen ſollen/ als nehmlich/ Landskrohn/ Helſingburg/ Carlsburg/ und die Schwinger-Schantze biß den 29. Novembris; Wißmar und die Inſul Rügen den 6. Gottland/ Uddewaldt/ und Maarſtrand mit dem Bahuſer-Lehn den 13. December ſtil. Vet. ſo iſt beliebet worden/ daß Ihre Kön. Maj. von Dennemarck mitlerzeit/ biß zu völliger Bezahlung ſolcher Contributiones, Wißmar zum unterpfand behalten ſollen; So bald aber ſolche Contributiones bezahlet/ oder ſicheres und gnugſame caution deßwegen geſtellet iſt/ verſprechen Ihre Kön. Maj. von Dennemarck vorbenandte Stadt Wißmar Ihre Kön. Mayeſtät von Schweden/ dem in Franckreich geſchloſſen Tractat zufolge/ unweigerlich und ohne auffenthalt zu reſtituiren/ und darauff keine weitere einwendung oder Prætenſion zu machen.

VIII. Weil auch S. Kön. Maj. zu Dennemarck zu erkennen gegeben/ daß die Privilegia und Freyheiten/ welche den Schwediſchen Schiffen im Sunde und auffm Belt accordiret worden/ zu allerhand mißbrauch urſach gegeben/ welches doch dem inhalt und meinung vorbenandter Tractaten allerdings zu wieder/ auch Ihr. Kön Maj. zu Schweden Vorſatz nicht iſt/ daß dero Unterthanen oder andere/ unter dem Prätext ſolcher Privilegien/ ſich ſothaner Freyheiten/ zum nachtheil Ihr. Königl. Majeſtät von Dennemarck mißbrauchen ſollen; ſo iſt umb künfftiger beſſerer richtigkeit willen verabſcheidet/ daß höchſtgemeldte Kön. Majeſtät zu Schweden auf den 22. Februarii nechſtkommenden Jahres gewiſſe Commiſſarien abſchicken wil/ welche mit Ihr. Kön. Maj. von Dennemarck hierzu verordneten Commiſſarien an einem von beyden theilen beſtimmten Ort zuſammen kommen/ und daſelbſt in beyſeyn des Königs von Franckreich darzu Deputirten Miniſter die hierüber entſtandene Streitigkeiten in der Güte auffrichtig beylegen ſollen/ jedoch ſo/ daß die Privilegia und Freyheiten/ ſo denen Schwediſchen Schiffen aus oft erwehnten Tractaten im Sunde und auff dem Belt zukommen/ in ihrem vollen vigueur bleiben/ und nur der miß-brauch/ ſo zu præjuditz und ſchaden Ihr. Kön. M. von Dennemarck und derer einkommen/ der meinung ſolcher Tractaten zu wieder/ eingeſchlichen/ auffgehoben/ und abgeſchaffet werden ſoll.

IX. Weil

Iſles & Provinces avec toutes leurs appartenances, ſuivant ledit Traité, ſe fera au temps qui s'enſuit: Helſingbourg ſe doit rendre le 18. Octobre, Landskrou le 20. l'Iſle de Rugen le 22. Marſtrant, Udewald avec le Fief de Bahus, Gottland, Charlesbourg & le Fort de Swing le 31. & dans le temps ſusnommé, les Garniſons Danoiſes, qui ſont à preſent dans leſdites Places, en ſortiront, en les remettant entre les mains des Commiſſaires & autres, qui en auront ſoin de la part de la Suede; comme auſſi tous les Officiers de part & d'autre ſeront obligés de garder bonne Diſcipline, pour empeſcher tout outrage; & les Commiſſaires auront ſoin, que ni les Bourgeois dans les Villes ni les Payſans du Plat-Païs, ne ſoient endommagez aucunement. Et en cas que la reſtitution des Lieux ſusdits, dont les Garniſons doivent ſortir, ne ſe pût faire au tems preſcrit, à cauſe de la mauvaiſe ſaiſon ou des vents contraires, cela n'empêchera pas de remettre ces Villes & Fortereſſes ſusdites à celuy qui ne ſera pas empêché d'y arriver, & la reſtitution ſe fera, tout comme ſi elle étoit faite au jour preſcrit; & en cas que les Troupes, qui ſeront envoyées pour prendre poſſeſſion deſdites Places, arrivaſſent avant le temps deſtiné, ou que celles qui en doivent ſortir, à cauſe de l'inondation des Eaux fuſſent obligées de s'y arreſter, alors tant celles qui y ſont arrivées avant le jour deſtiné pour l'évacuation deſdites Places, que celles qui attendent la commodité de faire voile, recevront du Païs les vivres & proviſions neceſſaires.

VII. Quant au Canon des Fortereſſes, qui ſe doivent rendre, partie d'iceluy eſtant perdu, & partie du reſte changé, il ſe doit rendre dans l'eſtat où il ſe trouve à preſent; en reſervant à Sa Majeſté de Dannemarc d'en pouvoir emmener de chaque Place dix pieces, en y laiſſant le reſte. Et puiſque les Provinces & Villes, qui en vertu de ce Traité de Paix, ſe doivent rendre avant le temps preſcrit dans le Traité de France, ſont obligées de payer les Contributions juſqu'au temps preſcrit dans ledit Traité, par exemple, Landskron, Helſingbourg, Charlesbourg, & le Fort de Swing le 29. Novemb. Wiſmar & l'Iſle de Rugen le 6. Dec. Udewald, Marſtrand & le Fief de Bahus le 13. Decemb. Vieux ſtile; il eſt accordé que Sa Majeſté de Dannemarc reſtera en poſſeſſion de Wiſmar, juſqu'à tant qu'elle ſoit entierement ſatisfaite deſdites Contributions: Mais dés que leſdites Contributions ſeront payées, ou qu'on aura donné caution ſuffiſante pour icelles, Sa Majeſté de Dannemarc promet de rendre promptement à Sa Majeſté de Suede ladite Ville de Wiſmar en vertu du Traité fait avec la France, & qu'elle n'y aura plus aucune pretention.

VIII. Sa Majeſté de Dannemarc ayant remontré, que les Privileges accordez aux Vaiſſeaux Suedois au Sundt & dans le Belt, ont cauſé toute ſorte d'abus & de deſordres contre l'intention & la teneur deſdits Traitez, & comme ce n'eſt pas l'avis de Sa Majeſté Suedoiſe, que ſes Sujets ou d'autres abuſent de ces ſortes de Privileges au préjudice de Sa Majeſté Danoiſe, pour éviter ces ſortes d'inconveniens, il eſt accordé, que S. M. Suedoiſe envoyera le 21. Fevr. de l'an prochain des Commiſſaires qui traiteront avec les Commiſſaires de S. M. Danoiſe au lieu à ce deſtiné & en preſence des Miniſtres du Roi Très-Chreſtien, ſur les difficultez qui en rejailliront, pour les decider à l'amiable, mais enſorte que les Privileges des Vaiſſeaux Suedois, qu'ils ont obtenu par leſdits Traitez, demeurent en leur entier, & qu'on ne remedie qu'aux abus qui s'y ſont gliſſez au dommage de Sa Maj. Danoiſe & de ſes revenus.

IX. Et

ANNO 1679.

IX. Weil auch über ſeiner Kön. Maj. von Dennemarck / auf die groſſe Schauenbergiſche Præbende in Hamburg / zuſtehende gerechtigkeit / einiger diſputat entſtanden / ſo verbleibt es zwar darinn bey der diſpoſition, ſo Jh. Kön. Maj. darüber gemachet / jedoch wird im übrigen einem jeden ſein Recht daran vorbehalten.

X. Weil auch Jhre Kön. Majeſt. von Dennemarck vermöge einer Ceſſion, eine foederung und hypothec auff Creutſand haben / ſo iſt verabſcheidet / daß ſeine Kön. Maj. von Schweden ſolch Capital neben denen auffgelauffenen zinſen / wie es in Teutſchland gebräuchlich / in Hamburg richtig bezahlen wollen / und behalten Jhre Königl. Maj. von Dennemarck gedachte Jnſul in Poſſeß / biß alles richtig vergnügt und bezahlet iſt: nach bezahlung ſolcher Summa ſoll Jhre Königl. Maj. von Dennemarck ſolche Jnſul an Jhre Königl. Maj. von Schweden ohne einige weitere Prætenſion wieder abtretten / auch mitlerzeit keine Schantze noch Veſtung darauff anlegen / ſondern nur die einkommen davon genieſſen / welche hernach gegen die zinſen abgerechnet werden ſollen.

XI. Dafern auch einer oder der ander Jh. Jh. Königl. Königl. Maj. Maj. dafür hielte / daß es der expreſſen meinung und inhalt der vorigen Tractaten nach / mit denen gräntzen zwiſchen Schweden und Norwegen / noch keine richtigkeit hätte / ſo ſoll auff begehren eines oder des andern Jh. Jh. Königl. Königl. Majeſt. Majeſt. darüber unterſuchung geſchehen / und gewiſſe Commiſſarien binnen nächſtfolgenden 6. Monaten verordnet werden / welche den Jnhalt obbemeldten Tractats unterſuchen / und richtige abtheilung und entſcheidung machen ſollen.

XII. Alle Brieffe / Documenten und Schrifften / was nahmen ſie auch haben mögen / ſie betreffen gleich Juſtitz- Militz- oder die Landes-einkommen / Recht und Herrlichkeiten / deren ſich Jh. Jh. Königl. Königl. Maj. in denen eroberten Landen und Veſtungen bemächtiget / ſollen alle zuſammen / auch was von dem Pomeriſchen Archivo bey der Bornholmiſchen Strandung übrig blieben und gerettet worden / richtig wieder eingelieffert werden.

XIII. Sollen alle höchſtermeldeter Könige Unterthanen / wes Standes / und Würden ſie ſind / alſo bald nach Auswechſelung der Ratification gegenwärtigen Tractats / in alle Jhre Güter / beweg- und unbewegliche / ſambt denen einkünfften / wie ſie auch nahmen haben / und durch dieſen Krieg genommen / oder confiſciret worden / benebſt denen in währendem Krieg Jhnen zugekommen Rechten / Gerechtigkeiten und Succeſſionen reſtituiret werden / alſo daß ſie auf eigener macht / obgemeldte Güter / unangeſehen der vorher geſchehenen Confiſcation, verpfändung oder verſchenckung / in beſitz nehmen mögen; Jedoch alſo / daß ſie nichts wegen derer / nach geſchehener Confiſcation auß obgedachten Gütern genoſſenen einkünfften / zu foederen haben ſollen. Dieſes ſoll auch von allen höchſtermeldeter Könige ſo wol Geiſt- als Weltlichen Unterthanen / welche bey einen oder den andern in Kriegs-dienſten geweſen / oder welche eygenthümber / und beweg- oder unbewegliche Güter / ſo wohl in Schweden / als in denen Rohtſchildiſchen und Copenhagenſchen Frieden abgetretenen / und durch gegenwärtigen Tractat zu reſtituiren ſchuldigen Provintzen / beſitzen / verſtanden werden / welche alle und jede / wie auch deroſelben Erben und erbnehmen / völlige Macht und Gewalt haben ſollen / dieſe ihre Güter zu beſitzen / und mit allen ihren Rechten und Privilegien / wie ſie ſolche vor dem Kriege gehabt / zu genieſſen / zu gebrauchen / oder zu veralieniren / alſo daß es niemand zu ſchaden oder nachtheil gereichen ſoll / daß er ſich zu dieſer oder jener Parthey geſchlagen / daß er nicht deßwegen ſolte in vorigen ſtand / wie er vor dem Krieg geweſen / ſo wohl was ſeine Ehr als Güter betrifft / völlig reſtituiret werden / ungeſehen aller derer Proceſſen / Sententzen und Urtheile / ſo wieder ſie oder ihre Eltern und Anverwandte ergangen / darumb daß ſie entweder dem Feindlichen theil warhafftig angehangen / oder ſolches gethan zu haben an-

gekla-

ANNO 1679.

IX Et parce qu'il s'eſt mû des conteſtations touchant le droit, que Sa Majeſté Danoiſe a ſur la Prebende de Schouwenbourg à Hambourg la diſpoſition de Sadite Majeſté demeurera comme elle eſt faite, reſervant au reſte à qui que ce ſoit le droit & les prétenſions qu'il y croit avoir.

X. Sa Majeſté Danoiſe ayant des prétenſions & une hypotheque ſur Cruyſand, en vertu de certaine Ceſſion, il eſt accordé que Sa Majeſté Suedoiſe en payera à Hambourg, le fond & les intereſts, ſelon la coûtume d'Allemagne; & que Sa Majeſté Danoiſe reſtera en la poſſeſſion de ladite Terre juſqu'à ſon entiere ſatisfaction; aprés laquelle Sa Maj. Danoiſe rendra ladite Iſle à Sa Majeſté ſans aucune prétenſion ulterieure, & ne fera faire cependant aucun Fort, en jouïſſant des revenus, qu'elle en tirera pour les rabattre enſuite ſur la Somme des Rentes.

XI. Arrivant que l'une ou l'autre de leurs Majeſtez crût, que les Frontieres de Dannemarc & de Norwegue, ſuivant la teneur deſdits Traitez, ne fuſſent pas exactement ajuſtez, on en fera à la ſollicitation de l'un ou de l'autre recherche; en ordonnant dans l'eſpace de 6. Mois des Commiſſaires, qui examineront la teneur deſdits Traitez & feront une juſte diviſion des Frontieres.

XII. Toutes les Lettres & Papiers, quels qu'ils ſoient, concernans la Juſtice, la Milice, ou les revenus des Païs, Droits & Seigneuries, qui ſont tombez entre les mains de leurs Majeſtez de part & d'autre, dans les Païs nouvellement conquis, avec ce qui eſt reſté des Papiers de la Chambre de Pomeranie du naufrage de Bornholm, doivent eſtre rendus de bonne foy.

XIII. Tous les Sujets deſdites Majeſtez, de quelque condition qu'ils ſoient ſeront aprés l'eſchange de la Ratification de ce Traité, remis en la poſſeſſion de tous leurs Biens meubles & immeubles, avec leur revenu, quels qu'ils ſoient, & qu'on leur a pris dans la Guerre paſſée, ou qui ont eſté confiſquez avec tous les droits qu'ils ont eus avant icelle, en ſorte qu'il leur ſoit permis d'en prendre poſſeſſion de propre mouvement, non-obſtant ladite confiſcation, hypotheque ou Donation aucune: reſervé neanmoins qu'ils ne puiſſent rien exiger du revenu de ces Biens, qu'on en a tiré aprés ladite confiſcation. Ce qui ſe doit même entendre de tous les Sujets des deux Majeſtez, tant Seculiers que du Clergé, & de ceux qui ont eſté au ſervice de l'un ou de l'autre de ces deux Rois, ou qui ont des Domaines, tant en Suede qu'aux Provinces, qui ſe doivent reſtituer, ſuivant la teneur du Traité de Rothſchild & de Coppenhague, qui, quels qu'ils ſoient, avec leurs Succeſſeurs & Heritiers auront pleine puiſſance, avec tous leurs Droits & Privileges, comme ils les ont eus avant la Guerre, d'en jouïr & de les vendre, enſorte que les ſervices, qu'ils ont rendu à l'une ou l'autre de ces Couronnes, ne leur porteront aucun préjudice, mais qu'ils ſeront remis, tant en ce qui concerne leur état & leur honneur, que ce qui touche les Biens qu'ils ont poſſedez avant la Guerre, nonobſtant tous les Jugemens & Sentences donnez contr'eux ou contre leurs Parens, à cauſe qu'ils ſe ſont rendus du Party de l'Ennemi, ou qu'ils en ont eſté

accu-

geklaget worden. Es ſol Ihnen auch frey ſtehen / den Ort ihres auffenthalts nach belieben zu behalten / oder zu aendern / alſo daß ſie deßwegen nicht im geringſten anzufechten; wenn ſie aber einmahl ihren Sitz erwehlet / ſollen ſie bloß allein demjenigen König / in deſſen Landen ſie ſich niederlaſſen / mit Eyd und Pflicht verbunden ſeyn / ohngeachtet ſie in des andern Königes Lande Güter beſitzen / welcher Güter- und Sitze wegen dannoch ſie aller derer Freyheiten und Gerechtigkeiten / als andere ſelbiges Landes Inwohner und Unterthanen / genieſſen ſollen.

XIV. Alle forderungen und Gerechtigkeiten / von was arth und eigenſchafft ſie auch ſeyn können / welche beyder Königl. Königl. Majeſt. Majeſt. Unterthanen vor dieſem Kriege / ſo wol bey denen Königen ſelbſt / als bey andern gehabt haben / bleiben in ihrer vollgültigen krafft / gleich als ob jede inſonderheit hier außdrücklich benennet wäre / alſo daß diejenigen / welche bey Ihr. Königl. Königl. Majeſt. Majeſt. richtige forderungen haben / innerhalb zweyer Jahre zeit bezahlet werden ſollen / und die welche einen Rechts-Proceß auszuführen haben / denen ſoll innerhalb Jahr und Tag nach Recht und Billigkeit widerfahren / und zwar in Schweden vor der Königlichen Revision, von denen / vor welche dieſe ſachen gehören / in Dennemarck aber vor dem höchſten Gerichte / zum endlichen außſpruch / und ſoll die Execution auff geſchehenes end-urtheil innerhalb Jahr und Tag würcklich erfolgen / welches auch von denen jenigen verſtanden wird / welche dieſes zeit wärenden Kriegs / ein oder anderer Partey beygefallen.

XV. Alle gefangene / weß ſtandes oder Nation ſie ſind / ſollen ſtracks nach der Ratification von beyden theilen ohne rantzon loßgelaſſen werden / doch daß ſie der Billigkeit nach / das was ſie verzehret / oder in denen Orten / wo ſie biß-her geweſen / entlehnet / bezahlen; Deßgleichen ſoll auch forderlichſt das jenige / was jedes theil dem andern an rantzon dem auffgerichteten Cartel nach ſchuldig blieben / liquidiret und bezahlt werden; ſo auch von denen gefangenen jemand dienſte unter des andern Armee genommen / und an dem Orte / wo er gegenwärtig iſt / verbleiben wolte / ſoll ihm ſolches allerdings frey ſtehen; doch daß er innerhalb 3 Monaten / nach außwechſelung der Ratification ſich erkläre. Zu welchem ende auch beyde Könige in Ihren Reichen und Landen / von allen Predigſtühlen publiciren und abkündigen laſſen wollen / daß niemand bey Leib und Lebens-ſtraffe ſich unterſtehen ſoll / einen auffzuhalten / oder hinderlich zu ſeyn / ſondern vielmehr einen jeden zu befordern / daß er je ehe je beſſer zu ſeiner vorigen freyheit wieder gelangen möge.

XVI. Auch ſollen in dieſem Tractat alle Könige/Fürſten/Provintzen und Estats, ſo jedes theil ſechs Monate / nach geſchehener außwechſelung dieſer Tractaten / zu benennen belieben wird / mit begriffen und eingeſchloſſen ſeyn.

XVII. Damit aber alle erwünſchte Vertraulichkeit / auffrichtige Nachbahrſchafft und künfftige gute Correſpondentz zu beyder Theilen Intereſſe deſto beſſer möge geſtifftet werden können / als iſt abgehandelt und verabſcheidet worden / daß zwiſchen beyden Königl. Königl. Majeſt. Majeſt. auffs förderlichſte eine nähere Verbündniß auffgerichtet werden ſoll.

XVIII. Vorbeſchriebene Articul ſollen innerhalb 14. Tagen / oder auch ehe / da es müglich iſt / ratificiret werden. Actum Lunden den 26. Sept. Anno 1679.

A.G.H. Aldenburg. (*L.S.*) *J. Guldenſtierna.* (*L.S.*)
G. Juel. (*L.S.*) *F.J. Oerenſtedt.* (*L.S.*)
Biermann. (*L.S.*)

accuſez. Il ſera même en leur pouvoir de changer le lieu de leur demeure, en ſorte qu'à cauſe de cela ils ne ſouffriront aucun outrage; mais dès qu'ils auront choiſi leur demeure, ils ne feront hommage qu'au Roy, és terres duquel ils viendront demeurer, non-obſtant qu'ils poſſedent des Biens dans les Etats de l'autre, touchant leſquels ils jouiront néanmoins de tous les Droits & Privileges, dont jouiſſent les Habitans naturels du Païs.

XIV. Toutes les pretenſions & Droits, de quelque nature qu'ils ſoient, que les Sujets de l'un ou de l'autre de ces deux Rois, ont eu avant la Guerre, tant à l'égard des particuliers, que des Rois même, garderont leur vigueur, tout comme s'ils étoient ſpecialement exprimés dans ce Traité; enſorte que ceux, qui ont des prétenſions dans les Royaumes de l'un ou de l'autre de ces deux Rois, recevront leur payement dans l'eſpace de deux ans; & on fera Juſtice dans un à ceux qui auront quelque affaire devant les Juges; & nommément en Suede dans la Chambre de Reviſion devant ceux à qui il apartient; & en Dannemarc devant la Chambre de Juſtice, & l'execution enſuivra en effet dans l'eſpace d'un an; ce qui s'entend même de ceux, qui dans la Guerre paſſée ſe ſont rendus de l'un ou de l'autre Party.

XV. Tous les priſonniers de quelque condition qu'ils ſoient, ſeront relaſchez tout auſſi-toſt aprés la Ratification de ce Traité, ſans aucune rançon, moyennant qu'ils payent, comme il eſt raiſonnable, leurs depens & ce qu'ils ont emprunté és Lieux, où ils ont demeuré en cet entretemps: De même tout ce qu'ils ſe doivent de rançon l'un à l'autre, ſuivant la teneur de l'Accord, qui en a eſté fait exprés, ſe payera ſans delay; Et ceux des priſonniers, qui ont pris ſervice ſous l'un ou l'autre, pourront à leur gré demeurer, comme ils ſont; moyennant qu'ils s'expliquent dans 3. Mois aprés la Ratification. A cette fin leurs Majeſtés feront publier dans toutes leurs Terres que perſonne n'oſera ſur peine de la vie contraindre ou empécher celui qui en voudra ſortir, mais au contraire de les ſecourir & de les ayder à parvenir à leur premiere liberté.

XVI. Tous les Rois, Princes & Eſtats ſeront compris dans ce Traité, moyennant que dans 6. Mois aprés la Ratification ils ſe declarent d'y vouloir entrer & y eſtre compris.

XVII. Mais afin qu'une entiere amitié & le bon voiſinage pour l'intereſt & le bien des deux Rois ſoit rétablis, il eſt accordé, qu'il ſe fera encor une Alliance plus entiere & plus parfaite entre les deux Rois.

XVIII. Les Articles précedens ſeront ratifiés dans quinze jours, ou plûtoſt, ſi faire ſe peut. Fait à Lunden le 26. Septembre l'an 1679.

A.G.H. Aldenbourg. (L.S.) J. Guldenſtierna. (L.S.)
G. Juel. (L.S.) F.J. Ohrenſtedt. (L.S.)
Bierman. (L.S.)

CCIV,

Anno 1679.

CCIV.

7. Oct.

Suede et Dannemarc.

Traité d'Alliance défenſive entre CHARLES XI. *Roi de Suede*, & CHRESTIEN V. *Roi de Danemarc, fait à Lunden en Scanie le* 7. (1) *Octobre* 1679. [Traduction Françoiſe du Mercure Hollandois de 1679. pag. 391. d'où l'on a tiré cette Piece, qui ſe trouve auſſi dans LONDORPII *Acta Publica*, Tom. X. pag. 664. dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Fortſetzung II. Abtheil. IV. pag 211. dans le *Theatrum Europ.* Tom XII. pag. 54. Anhang zu des Europäiſchen Herolds IV. Haubt-Handlung. pag. 1700.]

COmme ainſi ſoit que par la benediction du tout puiſſant la ſanglante Guerre qui a été allumée depuis quelques années entre tres-Illuſtre & tres-Puiſſant Prince & Seigneur Chriſtian V. Roi de Dannemarc, Norvegue, des Vandales & des Gots, Duc de Sleſvic, Holſtein, Stormarn, & Ditmarſen, Comte d'Oldenbourg & Delmenhorſt, d'une part; & le tres-Illuſtre & tres-Puiſſant Prince & Seigneur Charles, Roi de Suede, des Gots & des Vandales, grand Prince de Finlande, Duc de Scanie, Eſthonie, Livonie, Carelie, Breme, Verden, Stettin, Pomeranie, des Caſſubes & des Vandales, Prince de Rugen, Seigneur d'Ingermanie & Wiſmar, Prince Palatin du Rhin; Duc de Baviére, de Juliers, Cleves & Bergue, & la Couronne de Suede; d'autre, a été enfin heureuſement terminée, & qu'en ſa place a ſuccedé une Paix, ferme, durable & perpetuelle, au bien & à la proſperité de leurs Royaumes, Provinces, Terres, & Villes de leur obeïſſance, comme encore de leurs Sujets & Habitans, laquelle pourra eſtre d'autant plus affermie & établie au bien commun des deux Parties, lors que les deux Rois, & leurs Royaumes viendront à s'engager mutuellement en une parfaite amitié & correſpondance; C'eſt pourquoy leurs Majeſtez afin de procurer à leurs Royaumes les fruits & utilitez, qui leur en peuvent revenir, ont trouvé à propos de s'engager en une Alliance plus eſtroite: pour lequel effet Sa Majeſté Danoiſe, noſtre Souverain Seigneur, & Maître, a nommé pour ſes Ambaſſadeurs Extraordinaires, & Commiſſaires Plenipotentiaires, Nous Antoine, Comte du Saint Empire, Baron d'Aldenbourg, Seigneur de Varel, Kniphauſen, & Dooretvaeſt, Chevalier, Conſeiller Privé de Sa Majeſté, & Gouverneur des Comtez d'Oldenburg, & Delmenhorſt; Jens Juel, Baron de Juling, Sieur de Woorgaelt, Chevalier, Conſeiller d'Eſtat & de la Chancelerie de Sa Majeſté, Aſſeſſeur du grand Tribunal & Vice-Preſident du College du Commerce; & Conrard Bierman, Seigneur Hereditaire de Buſterudsgaart, Conſeiller d'Eſtat, de Juſtice, & de la Chancelerie de Sa Majeſté, comme encore Secretaire d'Eſtat, & ce en vertu du Pleinpouvoir à Nous octroyé par Sa Majeſté pour traiter ladite affaire: En conſequence de quoy nous ſommes entrez en conference en ce lieu de Lunden en Scanie avec les Excellens, & Illuſtres Seigneurs Jean Guldenſtern, Baron de Lundholm, Seigneur de Stacker, Biorkeſund, & Heillerid, Conſeiller de Sa Majeſté, & de la Couronne de Suede, Juge General de Noorden Finnelug-Sogn, & le Sieur François Juël Oernſtedt, Seigneur de Shottorp, Kinſenhof, & Hoogaart, Conſeiller de la Chancelerie, & Secretaire d'Eſtat, avec leſquels nous ſommes convenus pour le maintien, & conſervation des Royaumes, Pays, Terres, Provinces, Sujets, Habitans, Droits Royaux, Privileges, & Preéminences de leurs Majeſtez en la maniere ſuivante.

I. Il a eſté accordé, que les deux Rois auront un ſoin tout particulier de procurer l'utilité & l'avantage l'un de l'autre, de ſorte que leurs Majeſtez caſſent, aboliſſent, & annullent par la Preſente tous Accords, & Alliances, qui pourroient avoir eſté faits au deſavantage, ou préjudice de l'un ou de l'autre, ſoit devant ou pendant la Guerre. Elles promettent auſſi de ne faire cy-aprés aucunes nouvelles Alliances, ou autre choſe, directement ou indirectement, en quelque ſorte que ce ſoit, qui puiſſe tendre au dommage ou préjudice des Royaumes, & Sujets de leurs Majeſtez, qu'ils poſſedent preſentement; ni encore de leurs Droits Royaux, Commerces & Revenus; mais au contraire Elles s'engagent de s'y oppoſer puiſſamment en vertu de la preſente Alliance, en cas que quelqu'un eût reſolu de l'entreprendre.

II. En cas, que quelque Potentat, quel qu'il puiſſe eſtre, ſe voulût ingerer d'uſer de quelque force ou violence à main armée contre les Pays, Royaumes, Etats, Seigneuries, Commerces, ou quelque autre choſe que ce ſoit, appartenant à leurs Majeſtez, ou d'y apporter quelque dommage ou préjudice, les deux Rois s'obligent de s'aſſiſter & ſecourir mutuellement l'un l'autre en la maniere & conditions ſuivantes

III. Celuy duquel les Royaumes, Terres, Etats, ou Seigneuries, en quelque part qu'ils puiſſent eſtre, auront eſté attaquez, ou ſes Commerces, Droits, & Revenus affoiblis ou diminuez en façon quelconque, ſera tenu d'en donner avertiſſement de bonne heure: & auſſi-tôt que l'autre, qui ne ſera point attaqué, en aura eſté averti, il ſera tenu d'aſſiſter l'autre dans deux Mois de temps aprés la Notification & demande de ſecours, à ſes propres frais & dépens.

IV. Lors, que la demande du ſecours aura eſté faite, celuy qui aura eſté imploré, ſera obligé d'envoyer deux mille Chevaux, & quatre mille Fantaſſins au ſecours de l'autre, dans le temps ſusmentionné, leſquelles Troupes ſeront diviſées en Regimens, dont chacun ſera compoſé de mille Hommes, ſans les Officiers. Celuy qui aura eſté interpellé aura ledit nombre de Troupes inceſſamment ſur pied, & les envoyera incontinent, & ſans delay à celuy qui luy aura demandé du ſecours, & qui ſe verra attaqué, à moins que ce dernier ne ſe voulut contenter d'une moindre quantité, dequoy il donnera avertiſſement de bonne heure à celuy qui doit fournir ledit ſecours.

V. Celuy qui aura eſté reclamé, envoyera autant de Pieces de Campagne, & de Munitions qu'il ſera neceſſaire, ſur quoy on diviſera mille Hommes en deux Bataillons, & chaque Bataillon ſera pourveu de deux Pieces de Campagne, ce qui ſera ainſi proportionné ſelon le nombre des Troupes. Mais quant au gros Canon, ſoit pour en battre quelque Place, ou pour le mener en Campagne, ce ſera à celuy qui aura beſoin de ſecours à le fournir, & ce dans l'eſtat, & dans le nombre qu'il eſt néceſſaire.

VI. De plus, celuy qui aura eſté reclamé, ſera obligé, aprés la demande faite par l'attaqué, de fournir dix Vaiſſeaux de Guerre, dont les trois plus grands ſeront de nonante à ſoixante Pieces de Canon, les trois du milieu de ſoixante à quarante, & les trois plus petits de quarante à vingt-quatre. Outre cela la Flotte ſera munie des Vaiſſeaux de proviſion, & petits Bâtimens, qui ſeront neceſſaires, comme encore de deux Brulots. Ce qui ſe doit entendre en cette maniere, à ſavoir, que chacune des Parties pourra bien envoyer trois Vaiſſeaux de nonante, autant de ſoixante, & quatre de quarante Pieces de Canon, à quoy cependant elle ne ſera pas tenuë d'abord, mais elle ſera reputée avoir ſatisfait à ce Traité, pourveu que les trois plus grans ayent plus de ſoixante Pieces de Canon, les trois du milieu plus de quarante, & les trois plus petits plus de vingt quatre, avec autant d'Hommes qu'il eſt ſpecifié en l'Article ſuivant.

VII. Les trois plus grands Vaiſſeaux, dont chacun aura plus de ſoixante Pieces de Canon, ſeront pourvûs en tout de mille cinquante Hommes, les trois du milieu, dont un chacun aura plus de quarante, de ſept cent, & les quatre derniers, dont chacun en aura plus de vingt-quatre, de huit cent; de ſorte que tout le nombre, ſans les Officiers, ſe montera à deux mille cinq cent cinquante, tant Soldats, que Matelots, mais ſans y comprendre les Hommes, qu'on employera pour les Brulots, & autres petits Bâtimens.

VIII. En cas que ledit ſecours, tant par Mer, que par Terre, ne ſuffiſe pas à celui, qui aura eſté attaqué, celuy qui le fournit ſera tenu de le doubler, & de l'envoier à ſes propres frais dans trois Mois à celui qui le demande

IX. Mais en cas, que celui qui le demande, fût ſi fort preſſé par ſes Ennemis, qu'il eût encore beſoin d'un plus grand ſecours, alors les deux Roys delibere-

Anno 1679.

---

(1) Cette Date eſt celle de *Lunig*, du *Theatrum Europæum*, & du *Mercure Hollandois*. *Londorpius* & *Franckenberg* en ſon *Europaïſche Herold* la marquent du 27. Septembre, en quoi il n'y a point de contradiction, mais probablement la Date du 27. Septembre eſt la plus exacte, le Traité ayant été fait dans un lieu où le nouveau ſtile n'eſt pas en uſage. (Dum.)

ANNO 1679.

ront par Traitez en quelle maniere on pourra reſiſter à l'Ennemi, & alors un chacun pourra agir de toutes ſes forces, ſelon les occaſions, qui ſe preſenteront, & ſera une telle diverſion dans le Pays de l'Ennemi, que cela l'oblige finalement à faire la Paix, & que celui, qui aura eſté attaqué reçoive une entiere ſatisfaction. On ne fera point auſſi de ſuſpenſion d'armes, ni aucune Paix ſans le conſentement, & entiere ſatisfaction des deux Rois, pour le dommage qu'ils auront reçû, & les frais, qu'ils auront eſté obligez de faire.

X. Ledit ſecours ſera commandé par le General, ou Amiral de celui, qui l'aura fourny, lequel aura la puiſſance d'exercer ſa Juriſdiction en toutes rencontres, en telle ſorte, que ſi quelqu'un de ſes Gens vient à commettre quelque faute, le coupable ſera puny ſelon les Ordonnances de Guerre, ou de Marine de celui, qui donne le Secours.

XI. Soit que le Roy ſoit preſent à l'Armée ou à la Flotte, ou le General, ou Amiral, auquel elle aura eſté confiée, il aura le commandement abſolu tant ſur ſes propres Troupes, & Vaiſſeaux, que ſur les Auxiliaires. Il aura auſſi l'entiere direction des affaires de la Guerre, ſelon qu'il trouvera à propos pour le bien commun des deux Parties.

XII. Lors qu'on deliberera ſur quelque expedition de Guerre, le General, ou Amiral de l'attaqué fera entrer dans le Conſeil autant d'Officiers de celui, qui aura fourny le Secours, que de ſes propres à proportion, & y preſidera toûjours en donnant les places aux Officiers ſelon les Charges qu'ils exercent.

XIII. Lors que le Roy, qui demande le Secours, ne ſera pas preſent en l'Armée, l'execution des affaires de la Guerre ſe fera toûjours à la pluralité des vois; mais s'il y eſt preſent, la déciſion ſera par devers luy, veu que leurs Majeſtez ne ſeront point obligez à la pluralité des vois,

XIV. Celui qui fournira ledit Secours tant par Mer, que par Terre ſera auſſi obligé de l'entretenir; à condition que celui qui le recevra, ſera tenu de fournir à la Milice de Terre le Fourrage, Pain, & ſervice neceſſaire ſans aucun payement, mais quant à celle de Mer elle ſera entierement à la charge de celui, qui la donnera.

XV. La Flotte, & Armée Auxiliaires ne ſeront pas employées plus long temps en l'année, que celles de celui qui les reçoit: mais ſi la ſaiſon étoit fort avancée, celui qui les a demandées ſera obligé de leur fournir les Quartiers, le Pain, le Fourrage, & le ſervice neceſſaire, comme à ſes propres Gens, & lors, qu'on les renvoyera chez eux, ſoit par Eau, ou par Terre, il ſera tenu de leur faire avoir toutes les choſes, dont ils auront beſoin pour le voyage, ſans exception quelconque. Auſſi en cas, que la Guerre dure fort long-temps, celuy qui aura donné ledit Secours, ſera obligé, de la faire recruter tous les ans à ſes frais, & de l'envoyer avant la fin du Mois de May, ſans faute, à celui qui la demande, pour la Campagne ſuivante, en cas qu'il le deſire ainſi, ſans qu'il puiſſe le redemander ſous quelque pretexte que ce ſoit, à moins qu'il ne fut attaqué en ſon propre Pays, ce qu'il ſera tenu de faire ſçavoir en tems à celuy qui l'a demandé, ou à moins qu'ils ne s'accordent par enſemble, qu'il faſſe une diverſion à l'Ennemy de quelque autre coſté.

XVI. Lors que l'Armée commune ſera entrée dans le Pays de l'Ennemi, l'entretien tant pour les Officiers, que pour les Soldats, ſera pris dans ledit Pays, & il en ſera de meſme des Quartiers, qu'on y diſtribuera: mais en cas qu'il n'y eut point de moyen de ſubſiſtance dans ledit Pays, chaque Roy ſera obligé d'entretenir ſes propres Troupes.

XVII. La Flotte, & Armée Auxiliaire ſera rangée en telle maniere à toutes les occaſions de Bataille, qui ſe preſenteront, qu'elles puiſſent demeurer enſemble, & ſoient commandées autant qu'il eſt poſſible par leurs propres Officiers; ſur tout les Vaiſſeaux demeureront en une Eſcadre, & ſeront commandez par leurs propres Officiers. Et s'il arrivoit qu'en pourſuivant l'Ennemy, ou par quelque diverſion, qu'on lui pourroit faire, on vînt à prendre quelques Places ſur luy, il a eſté accordé, qu'elles ſeront occupées par celui, qui aura donné le ſecours, à proportion des Troupes, qu'il aura envoyées, à la charge d'en donner ſatisfaction à celuy qui l'aura demandé. Mais, en cas que les Terres de ce dernier fuſſent priſes par l'Ennemy à cette occaſion ou qu'on vînt à recouvrer quelque choſe de ſes Droits, & pretenſions, qui ſont maintenuës par ces Armées jointes enſemble, le tout demeurera & appartiendra ſans aucun contredit à celui, qui aura demandé le ſecours. Quant aux Priſonniers, de quelque qualité qu'ils puiſſent être, auſſi l'Artillerie, ou quoy que ce ſoit, qu'on viendra à prendre ſur l'Ennemi; cela ſera en commun aux deux Rois; mais quant au butin que les Partis pourront faire en particulier, il ſera abſolument pour eux ſeuls. Les Contributions qu'on tirera du Païs Ennemy ſeront auſſi partagées entre les deux Parties à proportion des Troupes qui ſeront en Campagne.

XVIII. Quant à ce qui eſt du ſalut, qu'on ſe rendra par Mer, on ſe tiendra pour ce regard aux Accords, qui ſe ſont faits cy devant ſur ce ſujet, de ſorte, que les Vaiſſeaux, qui viendront à ſe rencontrer, ne ſe ſalueront qu'à coups de Canon, ſans laiſſer tomber aucune voile, à condition neanmoins que la Flotte Auxiliaire tirera les premiers coups.

XIX. Il ſera permis à un chacun de ſe ſervir des Ports de Mer reciproques, d'y reparer ſes Vaiſſeaux, qui auront ſouffert quelque dommage, ſoit par la tempeſte, ou par l'Ennemi; comme auſſi d'acheter tout ce qui ſera neceſſaire pour l'entretien & reparation des Hommes & Vaiſſeaux; à condition que les Officiers mettront ordre à ce que l'uſage deſdits Ports ne cauſe aucune jalouſie, ou ombrage; de ſorte qu'ils ſeront obligez d'entretenir une bonne Diſcipline dans leurs Vaiſſeaux, & d'avoir une bonne correſpondance avec les Commandans deſdits Ports, afin que le tout ſe faſſe avec leur ſçeu, & communication. Et d'autant que c'eſt à celui, qui donne le Secours d'aſſiſter fidellement celui qui le demande en la maniere, qui a eſté dite, c'eſt pourquoy il faudra auſſi qu'il ferme ſes Ports aux Vaiſſeaux de l'Ennemi de celui, qui le demande, & même qu'il l'incommode & endommage le plus qu'il lui ſera poſſible.

XX. La preſente Alliance durera le tems & eſpace de dix-années conſecutives, & prochainement venantes, aprés quoi il ſera permis à chacune des Parties de la prolonger, ou non; mais les deux Rois, ou leurs Succeſſeurs, leſquels y ſeront obligez auſſi fortement, qu'eux meſmes, en feront traiter la continuation une année avant qu'elle vienne à expirer, afin qu'il puiſſe y avoir quelque choſe conclu ſix Mois avant qu'elle vienne à finir.

XXI. Perſonne ne ſera compris en cette Alliance que ceux qu'il plaira aux deux Rois.

XXII. Les Ratifications de la preſente Alliance ſeront échangées dans quinze jours aprés la Signature, ou plûtôt, s'il eſt poſſible. Fait à Lunden ce ſeptiéme Octobre 1679. *Ainſi ſigné.*

(*L.S.*) A.C.V. *Aldenb.* (*L.S.*) *J. Guldenſtierna.*

(*L.S.*) *J. Juel.* (*L.S.*) *F. I. Oerenſtedt.*

(*L.S.*) *Bierman.*

CCV.

$\frac{2}{12}$ Oct.

LA SUEDE ET LES PROVINCES-UNIES.

Traité de Paix entre CHARLES XI. *Roi de* SUEDE *& les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, fait à Nimégue le* 12. *Octobre*, 1679. [Actes & Memoires des Negotiations de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 651. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans le *Theatrum Pacis*, Tom. II. pag. 967. en Latin, en Allemand & en François; dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont II. Abtheil. IV. Abſatz V. pag. 484. en Latin & en Allemand.]

NOtum ſit univerſis & ſingulis quorum intereſt, aut quomodolibet intereſſe poteſt. Poſtquàm Belli per Europam incendium etiam involvit Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum Suecorum. Gothorum, Vandalorumque Regem; Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ & Vandaliæ; Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ & Wismariæ; nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducem: & Celſos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, ita ut ſe invicem pro hoſti-

Anno 1679.

hoſtibus geſſerint; ea tamen manſit animorum inclinatio, ut veteris amicitiæ redintegrationem mutuo exoptarent, ipſoque adhuc Bello flagrante Subditis illis plenam Commerciorum & Navigationis libertatem invicem concederent, unde factum eſt cum laudabili cura & Mediatione Sereniſſimi ac Potentiſſimi Principis ac Domini, Domini Caroli II. Magnæ Britanniæ Regis, ex mutua Partium Belligerantium Conventione, Neomagum Congreſſui Plenipotentiariorum pro Pace generali inſtituenda electum fuiſſet, ut Partis utriusque ibidem comparentes Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, à parte quidem Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ, Illuſtriſſimi & Excellentiſſimi Domini, Dominus Benedictus Oxenſtierna Comes in Korsholm & Waſa, Liber Baro in Mohrby & Lindholm, &c. Dominus in Kapuria & Katilia, Sacræ Regiæ Majeſtatis Regnique Sueciæ Senator, ac Præſes in ſummo quod Wismariæ eſt Tribunali, ut & Supremus Legifer Ingriæ & Kexholmiæ; & Dominus Joannes Paulinus Olivenkrantz, Dominus in Ulthall & Hoffmanſtorp, Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ Conſiliarius Cancellariæ, Secretarius Status, & Judex Ordinarius Territorii Widboenſis; à parte verò Celſorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, Illuſtriſſimi & Excellentiſſimi Domini, Dominus Hieronymus van Beverning, Theylingæ Toparcha, Lycæi in Lugduno-Batavo Curator, quondam Conſiliarius Status, nec non Unitarum Belgii Provinciarum Theſaurarius Generalis; & Dominus Wilhelmus van Haren, Biltiæ Friſiorum Grietman, in Conſeſſu Dominorum Ordinum Generalium, à parte Dominorum Ordinum Hollandiæ & Friſiæ Deputati, dictam Dominorum & Principalium ſuorum propenſionem, mutuis officiis ad optatum finem perducere conati, Plenipotentiarum Tabulis (quarum Apographa ſub finem hujus Tractatus de verbo ad verbum inſerta ſunt) ritè commutatis, & habitis hinc inde colloquiis, tandem ad Divini Numinis gloriam & Chriſtianæ Reipublicæ ſalutem in mutuas Pacis & amicitiæ Leges conſenſerint, & convenerint, prout hisce plenariè conſentiunt & conveniunt tenore ſequenti.

Art. I. Sit Pax ſincera, inviolabilis ac perpetua, inter Sacram Regiam Majeſtatem ejusdemque Succeſſores ac Poſteros Reges Suecorum Regnumque Sueciæ, atque ſubjectas illis intra vel extra Imperium Ditiones ac Provincias ab una; atque Celſos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii ab altera parte; Ceſſentque propterea omnes & cujuscumque generis hoſtilitatum actus, qua Mari qua Terrâ, per omnia & quævis utriusque Partis Regna, Status, Ditiones & Provincias, interque omnes & ſingulos eorundem Subditos & Incolas, cujuscumque conditionis, nullâ omnino locorum & perſonarum factâ exceptione.

II. Sit utrinque perpetua oblivio & Amneſtia eorum omnium, quæ quocunque loco modoque hoc præſenti Bello hoſtiliter facta ſunt, ita ut nec eorum nec ullius alterius rei cauſâ vel prætextu, ulla Pars alteri poſthac quicquam hoſtilitatis aut inimicitiæ ſpecie Juris vel viâ facti inferat, aut per ſuos aliosve inferri faciat, gaudeantque hac Amneſtiâ omnes & ſinguli cujusque Partis Subditi.

III. Vigeat in poſterum inter utramque Partem Paciscentium vera, fida, infucata & reciproca amicitia, & bona correſpondentia, in omnibus & per omnia, Terrâ Marive, intra vel extra terminos Europæ, ita ut altera Pars alteri, nihil inimicitiæ, damnive, clam aut palam, directè vel indirectè inferat, vel per ſuos aut per alios inferri faciat, nec cum alterius hoſtibus Fœdera huic Paci contraria habeat, nec quidquam in alterius Status & ſecuritatis diminutionem per ſe vel per alios moliatur aut tentet, aut tentari faciat; ſed utraque Pars alterius utilitatem, honorem & commodum omni meliore modo, & conſilio, omnique occaſione, locoque reapſe procuret & promoveat.

IV. In majus dictæ Amicitiæ robur, & incrementum renovantur priora quæ annis milleſimo ſexcenteſimo quadrageſimo, milleſimo ſexcenteſimo quadrageſimo quinto, milleſimo ſexcenteſimo quinquageſimo ſexto, & milleſimo ſexcenteſimo ſexageſimo ſeptimo inter Sacram Regiam Majeſtatem Sueciæ ab una & Celſos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii ab altera Parte inita fuerunt Fœdera; ita ut vigorem priſtinum in omnibus & ſingulis obtineant, iis ſolummodò exceptis, quæ mutuorum Commerciorum & Navigationis Leges modosque concernunt, de quibus ſcilicet etiam nunc hodie ſpeciali Fœdere conventum eſt.

Anno 1679.

V. Neuter Paciscentium poſthac conſenſum ſuum det ulli Fœderi, Tractatui vel Negotiationi, in alterutrius damnum vel præjudicium tendenti, ſed potius talibus adverſetur, teneaturque alter alteri ſedulò & fideliter indicare quicquid alios contra alterum machinari ipſi innotuerit.

VI. Si qui captivi ab una vel altera Parte adhuc deprehenſi fuerint, ſine alicujus lytri ſolutione reſtituantur priſtinæ libertati.

VII. Promittit ſua Regia Majeſtas, ſe prætenſionibus Incolarum uniti Belgii pro cujusvis validitate condigne ſatisfacturam, in eumque finem, ſtatim à ratihabitione factâ, certos ordinaturam Commiſſarios, qui dictas prætenſiones examinare tenebuntur; ita nimirum, ut eas quæ liquidæ fuerint, ulteriori ſcrutationi non ſubjiciant, ſed intra ſex ſeptimanarum ſpatium de earum prompta ſatisfactione, cum Proprietariis vel eorundem Mandatariis convenire debeant. Quod vero alteras prætenſiones illiquidas attinet, iidem ordinati Commiſſarii, intra tres aut quatuor Menſes, à conſtitutâ Commiſſione numerandos, easdem revidere, earumque rationes conferre, imò de ſolutione cujusvis ſummæ, de qua ita liquido conſtiterit cum dictarum prætenſionum Proprietariis convenire debebunt: Liberumque erit Miniſtro Dominorum Ordinum Generalium in Aula Suecica Reſidenti, ex parte dictorum Incolarum uniti Belgii prædictis liquidationibus & Conventionibus aſſiſtere. Quicquid autem ita utrinque actum ſtatutumque fuerit, id ſine ulla exceptione vel morâ, modo & tempore præſtitutis effectum ſuum ſortietur. Curabit inſuper ſua Regia Majeſtas, ut Subditis Dominorum Ordinum Generalium, qui ſatis antehac Sententiis probare poſſunt, ſibi à ſuæ Regiæ Majeſtatis Subditis aliquid ſolvendum faciendumve deberi, prompta faciliſque executio præſtetur, ſtatim poſt factam hujus Tractatus Ratificationem, ita ut cujuslibet rei judicatæ executio, intra duos Menſes à quo primum poſtulari cœpit adimpleta & perfecta eſſe debeat.

VIII. Quandoquidem ſua Regia Majeſtas & Domini Ordines Generales gratâ mente recolunt, quàm ſalutaribus Conſiliis & adhortationibus, ſeduliſque & benevolis officiis. Sereniſſimus Rex Magnæ Britanniæ Paci & tranquillitati publicæ hoc tempore invigilaverit, conventum eſt utrinque, ut dictus Rex cum ſuis Regnis & Ditionibus, huic præſenti Tractatui meliore quo fieri poteſt modo, incluſus ſit, utque ad certiorem firmioremque dicti Tractatus obſervantiam, & executionem eundem ſua Guarantia ſpeciali ſtabiliri poſſit.

IX. Huic Pacis & amicitiæ Conventioni à parte ſuæ Regiæ Majeſtatis Sueciæ includuntur ſigillatim Rex Galliarum Chriſtianiſſimus, & Dux Sleswici Holſatiæ Gottorpienſis: Inde incluſi etiam ſint Imperator & Imperii Romani Electores, Principes & Status omnes & ſinguli, qui Pace cum iisdem confectâ comprehenſi ſunt, unà cum Civitatibus Hanſeaticis, imprimis Lubecâ & Hamburgo. Denique includantur, ſi includi volunt, Rex & Reſpublica Poloniæ, cæterique Reges, Principes, Status, Civitates & Perſonæ Privatæ, quibus requiſitione intra ſex Menſes abhinc factâ id à Rege Sueciæ conceſſum fuerit.

X. Pariter à parte Dominorum Ordinum Generalium incluſi ſint Imperator Romanus, Rex Chriſtianiſſimus, Electores Moguntinus, Trevirenſis & Brandenburgicus, Dux Lotharingiæ, Episcopus Paderbornenſis & Monaſterienſis, Dux Neoburgi, Duces Brunswico-Luneburgenſis, Oſnabrugenſis, Cellenſis & Guelpherbitanus, iidemque omnes Reges, Electores & Principes Dominorum Ordinum Generalium Fœderati, qui Pace cum Rege Sueciæ factâ includi velint, ut & Helvetiorum Reſpublica eorumque Fœderati, Princeps Friſiæ Orientalis, Civitates Lubeca, Brema, & Embda, cæterique Status, Civitates & Perſonæ privatæ, quibus requiſitione intra ſex Menſes abhinc factâ id à Dominis Ordinibus Generalibus conceſſum fuerit.

XI. Ratihabeantur hæc Pacta Inſtrumenti ſolennibus à ſuâ Regiâ Majeſtate Sueciæ ab unâ & à Dominis Ordinibus Generalibus uniti Belgii ab altera parte, ita ut dicta Inſtrumenta in debita forma Stockholmiæ intra ſpatium trium Menſium à die ſubſcriptionis computandorum, vel citiùs ſi fieri poſſit, utrinque commutentur, iisque ritè commutatis hic Pacis Tractatus in publicum proclametur, in omnibus utrique Parti appertinentinentibus Terris, locisque quantociùs per diſtantiam eorundem fieri poterit, à die autem ſubſcriptionis vim & effectum ſortiatur per omnia.

In quorum omnium & ſingulorum fidem majuſque robur utriuſque Partis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, virtute ſuarum Plenipotentiarum, hanc præſentis Pacis conventionem manibus ſigillisque propriis muniverunt & firmârunt. Quod factum Neomagi die $\frac{2}{12}$. Octobris Anni milleſimi ſexcenteſimi ſeptuageſimi noni. Signatum erat,

Benedict. Oxenſtierna. (*L.S*)	*Hier van Beverningh.* (*L.S*)
J. Paul. Olivekrant. (*L.S.*)	*Guil. van Haaren.* (*L.S.*)

Plenapotentia D. D. Legatorum Sereniſſimi Regis Sueciæ.

NOs Carolus Dei gratiâ Sueeorum, Gothorum, Vandalorumque Rex; Magnus Princeps Finlandiæ; Dux Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ, & Vandaliæ, Princeps Rugiæ; Dominus Ingriæ & Wismariæ; nec non Comes Palatinus Rheni; Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Dux, &c. Notum teſtatumque facimus omnibus & ſingulis quorum intereſt, aut quomodolibet intereſſe poteris, quòd cùm nihil ardentius exoptemus, quàm ut præſens Bellum quo Chriſtianus Orbis affligitur in æquam & honeſtam Pacem quantocius converti queat, atque propterea grato acceperimus animo Sereniſſimi & Potentiſſimi Magnæ Britanniæ Regis laudabili cura & Mediatione eo perventum eſſe, ut Partium hinc inde conſenſu, Tractatus & Colloquia Pacis Neumagi inſtituerentur. Ideo quicquid in nobis eſt ad comparandam tranquillitatem Orbi Chriſtiano lubenter conferre volentes, confiſi prudentiâ, experientiâ & fide Noſtri, Regnique Noſtri Senatoris ac Præſidis in ſummo quod Wismariæ eſt Tribunali, ut & ſupremi Legiferi Ingriæ & Kesholmiæ, Illuſtris nobis ſincere fidelis, Domini Benedicti Oxenſtierna, Comitis in Korsholm & Waſa, Liberi Baronis in Möhrby & Lindholm, Domini in Kapuria & Kattila; ficus & noſtri Conſiliarii Cancellariæ, Secretarii Status & Judicis ordinarii Territorii Wi:boënſis, Generoſi ac Nobilis, nobis ſincere fidelis Joannis Paulin Olivenkrantz, Domini in Ulſthal & Hoffinanſtorp. Eos nominavimus, elegimus & conſtituimus, ſicut & præſentibus hisce nominamus, eligimus & conſtituimus, noſtros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, ad dictos Conventus & Tractatus Pacis Neomagi habendos. Quibus proinde committimus & ſpecialiter mandamus, ut ſe, quamprimùm fieri poſſit, ad dictam Urbem conſerant, ibique Pacis Colloquia, ſive directè, ſive interveniente operâ reſpectivè hinc inde receptorum Mediatorum inſtituant, cum Celſorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, eorumque Fœderatorum Legatis Deputatis Commiſſariis, ſufficienti Mandato ad præſens Bellum terminandum, controverſiasque quæ eò ſpectant per bonam & firmam Pacem componendas munitis; damus quoque plenam & abſolutam Poteſtatem cum omni auctoritate & Mandato ad id neceſſariis ſupradictis noſtris Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis, ſive duobus conjunctim, ſive uni eorum ſoli, altero abſente vel aliter impedito, Pacis Tractatum pro nobis noſtroque nomine ineundi, concludendi & ſignandi, inter nos & prædictos Dominos Ordines Generales eorumque Fœderatos, omnia quoque inſtrumenta, quæ in eum finem requiri poſſunt, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoque in univerſum agendi, promittendi, ſtipulandi, concludendi & ſignandi Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia quæ ad dictum Pacis negotium pertineant faciendi, æque liberè & amplè, ac ipſi præſentes id faceremus vel facere poſſemus, quantumvis Mandato adhuc ſpecialiori & expreſſiori, quàm quod hisce præſentibus continetur, opus eſſe viſum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo noſtro Regio, nos acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros, quæcunque per dictos noſtros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios ſive binos conjunctim, ſive unum eorum ſolum, altero abſente vel aliter impedito, acta, concluſa, ſignata, extradita & commutata fuerint. Nos obſtringentes hisce præſentibus ad expediendum Ratificationum noſtrarum Diplomata, in decenti & ſolenni formâ, intraque tempus prout convenerit. In quorum omnium fidem præſentes manu noſtra ſubſcriptas, Sigillo noſtro Regio communiri juſſimus. Dedimus in Arce noſtra Holmenſi, die duodecimo Menſis Aprilis, Anno milleſimo ſexcenteſimo ſexto. Signatum erat,

CAROLUS. (L.S.)

F. JOEL. ORNSTED.

Plenapotentia D. D Legatorum Præpotentium Ordinum Generalium.

ORdines Generales Unitarum Belgii Provinciarum omnibus præſentes Literas viſuris ſalutem. Notum teſtatumque facimus, quòd cum nihil ardentiùs exoptemus, quam ut præſens Bellum, quo Chriſtianus Orbis affligitur, in æquam & honeſtam Pacem quantociùs converti queat, atque propterea grato acceperimus animo, Sereniſſimi & Potentiſſimi Magnæ Britanniæ Regis laudabili curâ & Mediatione, eo perventum eſſe, ut Partium hinc inde conſenſu Tractatus & Colloquia Pacis Neomagi inſtituerentur. Ideo quicquid in nobis eſt, ad comparandam tranquillitatem Orbi Chriſtiano lubenter conferre volentes, confiſi prudentiâ, experientiâ & fide Dominorum Hieronymi van Beverningk, Teylingæ Domini, Lycæi in Lugduno-Batavo Curatoris, quondam Conſiliarii Status, nec non Unitarum Belgii Provinciarum Theſaurarii Generalis; Guillelmi de Naſſau, Domini d'Odijcke & Cortgenæ, Primarii Nobilis, Ordinumque Nobilium in Conſeſſu & Conſilio Comitatus Zelandiæ repræſentantis; & Guillelmi van Haaren, Biltiæ Friſiorum Grietmanni, in Conſeſſu noſtro à parte Dominorum Ordinum Hollandiæ, Zelandiæ & Friſiæ Deputatorum, eos nominavimus, elegimus & conſtituimus, ſicut & præſentibus hisce nominamus, eligimus & conſtituimus noſtros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, ad dictos Conventus & Tractatus Pacis Neomagi habendos. Quibus proinde committimus & ſpecialiter mandamus, ut ſe quamprimùm fieri poſſit ad dictam Urbem conferant, ibique Pacis Colloquia ſive directè, ſive interveniente operâ reſpectivè hinc inde receptorum Mediatorum inſtituant, cum Sereniſſimi & Potentiſſimi Domini, Domini Caroli, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regis, &c. &c. Ejusque Fœderatorum Legatis, Deputatis & Commiſſariis, ſufficienti Mandato ad præſens Bellum terminandum, controverſiasque, quæ eò ſpectant, per bonam & firmam Pacem componendos, munitis. Damus quoque plenam & abſolutam Poteſtatem, cum omni autoritate & Mandato ad id neceſſariis ſupradictis noſtris Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis, ſive tribus conjunctim, ſive duobus ex illis, tertio abſente vel aliter impedito, aut etiam uni eorum ſoli, duobus reliquis ſimiliter abſentibus vel impeditis, Pacis Tractatum pro nobis noſtroque nomine ineundi, concludendi & ſignandi, inter nos & prædictum Sereniſſimum Regem ejusque Fœderatos, omnia quoque inſtrumenta, quæ in eum finem requiri poſſint, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoque in univerſum agendi, promittendi, ſtipulandi, concludendi & ſignandi, Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia quæ ad dictum Pacis negocium pertineant, faciendi, æquè liberè ac amplè, ac ipſi præſentes id faceremus vel facere poſſemus; quantumvis Mandato adhuc ſpecialiori & expreſſiori, quàm quod hisce præſentibus continetur, opus eſſe viſum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo noſtro, nos acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros, quæcunque per dictos Legatos noſtros Extraordinarios & Plenipotentiarios, trinos conjunctim vel binos ex illis, tertio abſente vel aliter impedito, unum etiam eorum ſolum, ſimiliter abſentibus vel impeditis duobus reliquis, acta, concluſa, ſignata, extradita & commutata fuerint. Nos obſtringentes hisce præſentibus, ad expediendum Ratificationum noſtrarum Diplomata, in decenti & ſolenni formâ, intraque tempus prout convenerit. In quorum fidem & robur hasce per noſtri Conſeſſus Præſidem ſignari à primario Graphiario ſubſcribi, & majori Sigillo noſtro muniri fecimus. Dabantur Hagæ Comitum die quarta Januarii Anni milleſimi ſexcenteſimi ſeptuageſimi ſexti.

BOOTSMA. vt.

Ad Mandatum altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium.

Signatum, H. FAGEL.

Arti-

ANNO 1679.

Articuli ſeparati ad præcedentem Tractatum Pacis pertinentes.

Art. I. QUandoquidem libertas Navigationis & Commerciorum, ſpeciali Conventione inter Sacram Regiam Majeſtatem Sueciæ, & Celſos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, etiam durante hoc, quod nunc Deo volente feliciter ſopitum eſt, Bello, ſtabilita fuit; neque tamen ejusdem executio adeò exactè ſervari potuit, quin ab utraque Parte ex neceſſitatis Bellicæ ratione, aliquod damnum, per Navium Merciumque abductionem datum acceptumque eſſe potuit. Quod ut ſine mora reſarciatur, ipſa Juris æquitas poſtulat. Idcircò hoc Articulo, inter utriusque Partis Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios conventum eſt, ut quævis Naves, Merceſque taliter abductæ, ſi reſtitui poſſint, quantociùs reſtituantur; Sin minùs, ut juſtum earum pretium cum uſura ſolitâ, intra ſpatium duorum vel trium menſium, à die Ratificationis numerandorum, paratâ pecuniâ ſolvatur.

II. Cùm verò nominatim reſtitutionem poſtulaverint D. D. Ordines Generales, ſeptem Navium, quarum nomina aut inſcriptiones ſunt *de Montbaan, de Buys, de Hoop, de St. Jacob, de witte Roos, de Annuntiatie Mariæ, ende het nieuw Heeren Logement*, quarum tres priores ab Armatoribus Suecicis, ſub Diplomate aut Commiſſione ſuæ Regiæ Majeſtatis Sueciæ Interceptæ, & unà cum Mercibus ſuis per latas Sententias Captoribus addictæ ſunt. Poſteriores quatuor, ab aliis ſub Diplomate Gallico captæ, in Portum Calmar invectæ, ibidemque receptæ, & tandem ex Mandato ſuæ Regiæ Majeſtatis Sueciæ, in commodum Gallorum, unà cum Mercibus, dimiſſæ & divenditæ ſunt: ſpecialiter ſuper iis conventum eſt, ut de prioribus ſupradictis tribus Navibus, latas Sententias ſua Regia Majeſtas Sueciæ, ad requiſitionem eorum quorum intereſt, in Senatu ſuo revideri, & ad examen revocari jubeat, & id præterea curet, ut ſuper probationibus & Documentis exhibendis, Jus reddatur intra bimeſtre ſpatium, à die requiſitionis factæ numerandum. Quòd autem quatuor poſteriores attinet, cùm ea res dubia ſit, & de eo facto non ſatis liquido conſtet, placuit quæſtionem illam arbitrio aliorum diſcutiendam aut dijudicandam dare. Ideoque conventum eſt, ut intra ſpatium ſex ſeptimanarum, à die Ratificationis hujus Tractatûs numerandum, tàm à parte Regiæ ſuæ Majeſtatis, quàm Dominorum Ordinum Generalium unus vel plures Arbitri nominentur, qui auditis Partibus intra duos Menſes à die nominationis ſupputandos, negotium hoc aut amicabili viâ componere; vel ſi hoc minùs procedat, ex Juris & æquitatis ratione decidere in ſe recipiant; ita nimirùm, ut illud, de quo vel amicabiliter conventum eſt, vel quod per modum deciſionis dijudicatum fuerit, ſtatim & ſine ulla exceptione vel mora effectum ſuum ſortiatur.

Poſſet hic inde inſeri Catalogus fuſior earum Prætenſionum, quarum ſatisfactionem à Suecis petunt Subditi aliqui Ordinum Belgii Fœderati, ex Autographo horum Tractatuum.

Hi ſeparati Articuli eandem vim eundemque vigorem obtinebunt, ac ſi Tractatui principali inſerti fuiſſent, eodemque modo, tempore & loco ratihabebuntur. In quorum fidem majuſque robur utriusque Partis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, virtute ſuarum Plenipotentiarum, eos Articulos ſeparatos manibus Sigilliſque propriis muniverunt & firmarunt.

Quod factum Neomagi, die $\frac{3}{13}$ Octobris anni milleſimi ſexcenteſimi ſeptuageſimi noni.

Signatum erat,

(L.S.) *Benedictus Oxenſtiern.* (L.S.) *H. van Beverning.*
(L.S.) *Joh. Paulin Olivenkrantz.* (L.S.) *W. van Haren.*

Actus de Formalis Literarum Maritimarum.

CUm circa earum Literarum Maritimarum & contraſignationum Formulas, quas in calce Tractatus Commerciorum apponere hodie placuit, non ſatis inſtructi fuerimus, ideoque evenire poſſit, ut neceſſum ſit, easdem de novo revidere, de eo ita conventum eſt, ut quantocyus Stokholmiæ dictarum Formularum reviſio inſtituatur; quò prædictæ Formulæ, intra terminum Ratificationi Tractatus præſcriptum, ad uſum utriusque Nationis ritè & dilucide adaptentur. Quod factum Neomagi die $\frac{3}{13}$ Octobris. Anni milleſimi ſexcenteſimi ſeptuageſimi noni.

Signatum erat,

(L.S.) *Benedictus Oxenſtiern.* (L.S.) *H. van Beverning.*
(L.S.) *Joh. Paulin Olivenkrantz.* (L.S.) *W. van Haren.*

ANNO 1679.

CCVI.

Traité de Paix entre JEAN SOBIESKI *Roi de Pologne &* MAHOMET IV. *Fait en l'année 1679.* [Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 585.]

$\frac{3}{13}$ Oct.

TURQUIE ET POLOGNE.

SCythis Lipkis dictis, qui in Regno Poloniæ ſunt, illis, quicunque ſuâ voluntate in Ditionem Imperialem migrare voluerint, in termino unius anni nemo Polonorum impedimento ſit, ut cum familiis & ſupellectili exeant, & nullâ moleſtiâ afficiantur. Podoliæ Regnum totaliter ſecundum antiqua confinia ſubjaceat Dominio meo, & Oppida Bar & Miedzybox, in quibus adhuc ſunt militiæ Polonicæ, iſta duo Oppida eductis Polonicis militiis relinquantur. Et antehac cum prædicta Oppida in poteſtatem Biſſarmannorum redacta ſunt, in ipſis quot Tormenta fuerint, iterum relinquantur, poſtea verò quæ à Regionibus Polonicis allata quæcunque fuerint, accipiantur. Et iterum ex Incolis prædictorum Oppidorum, quicunque propriâ voluntate abire voluerint, abeant, qui verò manere voluerint, ne illis moleſtia fiat; & pro Podoliæ Regione, prout declaratum & expreſſum eſt in Sacris Capitulationibus antehac conceſſis, quando de limitibus & confiniis Regionis Podoliæ acciderit controverſia quæpiam, ex conſenſu Gubernatorum, conſtitutis ab utraque parte hominibus & Senioribus Protectoribus viris & Habitatoribus utriusque Confinii ad locum euntibus in limite cujusque Ditionis & Confinii eſſe controverſum locum numero copioſa præſtans multitudo teſtabitur, illo teſtimonio res definiantur. Deſcripta Regione Podoliæ ex illis nullus Polonus, qui ab antiquo habebant Oppida & Pagos, (etiamſi ſpirituales fuerint) quicunque in confiniis manere voluerint Oppidorum & Villarum in manibus eorum antea exiſtentium Tributa & Legales decimæ aliæque Contributiones computatæ & definitæ à manibus illorum Nobilium accipiantur, conſtituta ſumma & portio pro ipſorum ſuſtentatione ſufficienti condonetur ipſis & ipſi, & Filii ipſorum immunes & exempti, & quousque in infidelitate non deprehendentur, nequaquam hoc munere priventur, & contra Juſtitiam, moleſtiâ non afficiantur. Et ſi collectio Liberorum mandabitur, ex ipſis & illorum Subditis nemo colligatur, & in Oppidis præter illas Eccleſias, quæ in Moſcheas & in Templa transformatæ ſunt, illis, quæ in manibus illarum ſunt confirmatæ, Eccleſiis nequaquam ingeſtio fiat & moleſtia inferatur, & in Exercitiis adſolitis ſuæ Religionis, ſicuti reliquis Confinariis Subditis licitum eſt, ne moleſtentur, prout in Sacris Capitulationibus exprimitur.

Pariter in Regione Ukrainæ excelſo Imperio parentium Coſacorum Nationi tribuetur; Prædictæ Regioni nulla omninò ab illis fiat prætenſio & ingeſtio, ſed tantummodò in limitibus Ukrainæ ſita propè Fluvium Boryſthenem Oppida Bialocerkicco & Pabolocz, cum in præſentiarum ſint in poteſtate illorum, cùmque duo iſta Oppida ſecundùm ſua antiqua Confinia ab antiquo cum attinentiis & Diſtrictibus ſuis à Regia Majeſtate mea illis donentur, maneant ibidem in ipſorum poteſtate & Dominio, attamen ne iſto prætextu extra Limites duorum dictorum Oppidorum ad palmulum Terræ, ne ſe ingerant neve prætentionem aliquam faciant, & poſthac conſtituto à fulgidiſſima Porta meo Commiſſario & Regionis Podoliæ juxta antiquos ſuos Limites & Confinia & in Ukraina prædictorum duorum Oppidorum, quæ manebant in poteſtate illorum, nempè Bialocerkicco & Pabolocz, quoque juxta antiquos illorum Limi-

Limites Confinia, & Limites illorum deſcribantur & conſtituantur. Et qui propter Mercaturam Negotiationem & lucrum cum Mercibus & rebus propriæ Regionis in Ditionem Imperialem exeunt Mercatores, poſtquam juxta antiquam normam Mercium Gabellas ſolverint ad amuſſim, contra Juſtitiam & conſuetam normam ne moleſtentur, ſicuti à Mercatoribus antiquorum Confœderatorum Principum Characz non accipitur, pariter à Mercatoribus Polonis quoque ne Characz, hoc eſt, Tributaria Contributio exigatur.

Et cùm antehac tempore Pacis illorum Religioſi in Civitate Hieroſolymitana manſiones habere conſueverint juxta veterem formam, in quibus ab antiquo ſedem habere conſuetum ſit locis, ſedem habentibus nullius impedimento ſit. Et poſthac ſine Edicto meo Sacro Sancto ab Exercitu Divina ope defenſo, & Criminenſibus, Oczskovienſibus, Nahajenſibus, Scythis & Coſacis, & Tranſylvanis prohibitum ſit, ne militiæ in Polonicam Ditionem invehantur, ne hoſtilitatem agendo populationem exerceant, & è Subditis Poloniæ quicunque in Podoliam venientes habitare voluerint, ne impediantur, ſed hâc conditione, ut juxta conſuetam normam Decimas Legales, & alias Contributiones meas ſolvant, nemo illis ſit impedimento, ut cultu terræ vitam ſuſtentent.

Et cùm antea ſingulis annis exhibendo Solio meo Imperiali promiſſa fuerunt, nomine muneris 12000. aureorum, Celſiſſimi Domini Crimenſis Hani interceſſione remiſſa & condonata fuerint præter illorum aureorum punctum, Oppidorum Bialocerkieco & Pabolocz, quæ illis donata ſint omnia puncta antea ad Oppidum Budeacz conceſſarum Ipſis ſacrarum Capitulationum tenore contenta in ſuo vigore confirmata ut conſerventur, diligentia adhibeatur.

Et conſtitutis ab utrinque ſelectis & præſtantibus Viris juxta Teſtimonia Seniorum & Prorectorum Regionis habitatorum Podoliæ & Ukrainæ Limites conſtituantur, Rectores, Gubernatores utriuſque Partis in extremis Limitibus conſtituti judicent & dirimant lites Subditorum utriuſque Partis, præter lites attinentes ad fundos. Si Incolæ qui tempore capti Camenecii illic manſerant, cùm poſtea educti & aliò tranſlati fuerint, qui velint, iterum in Podolia maneant & habitent.

Et cùm tempore occupati Camenecii qui manſerunt Subditi, poſtea illis aliò traductis Eccleſiæ illorum derelictæ fuerint, è Subditis Latinis, qui tempore capti Camenecii illic non manſerint, illis, qui inpoſterum Camenecii manebunt, ex Eccleſiis ante conceſſis, & derelictis ipſis una lapſa Eccleſia concedatur, & in Oppido Bar ex Eccleſiis poſtquam Moſchea conſtituta fuerit, Subditis Latinis ibidem morantibus concedatur una ſolùm Eccleſia, ſi conceſſa Eccleſia deſtructa fuerit, juxta antiquam poſitionem & formam in erectione ipſius non impediantur.

Pariter in Oppido Miedzybor & Jatzowick, poſtquam conſtituta fuerit Moſchea, ibidem manentibus Latinis Subditis ſingulæ Eccleſiæ concedantur, ſi deſtructæ fuerint, in ipſarum ædificatione & conſtructione nemo impedimento ſit. Et Dantiſcanæ Naves omni ſecuritate in Mari Mediterraneo navigantes, poſtquam juxta conſuetam & veterem formam Telonia ſolverint, contra Pacis Jus & Juſtitiam ne capiantur nevè moleſtentur.

In Regione Podoliæ Baſſa Gubernator unus ſit, & in Podoliæ Bey, & Gubernatores, nec è Lipkarum, nec ex aliorum Tartarorum Nationibus eligantur, Lipkæ Scythæ, nec in Podoliâ nec in loco propè Limites collocentur, ſed in loco à Confiniis remoto collocentur. Et in ſacris antea conceſſis Capitulationibus, quæ præſcriptis hiſce conditionibus adverſantur puncta dempta & reſervata ſunt; quæ verò conformia ſunt in ſuo priſtino vigore confirmantur; Quouſque à parte Regis Poloniæ, & à Dnn. Gubernatoribus & Capitaneis, & à Subditis ipſius & reliquis quibuſcunque attinentibus ad ipſum Fortalitiis ſitis in Confiniis ope divinâ protectis, & Civitatibus & reliquis ſubjectis Ditionibus meæ Imperialis Majeſtatis Pagis & Locis & Villis, nulla omninò ratione invectio & ingeſtio fiat.

Regis Poloniæ Regionibus, Fortalitiis & Civitatibus & reliquis Pagis & Villis, à parte Regiæ Majeſtatis, & à Magnis Veziriis, & eximiis Gubernatoribus & honoratis Rectoribus & Militiis victricibus, & Molduvicis, & Dobrycenſibus, & Scythis Bialogrodenſibus & Theinenſibus, & Boryſthenenſibus, & aliis Regionibus Polonicæ Ditionis nullum damnum inferatur.

In locis Tranſitoriis Thyræ, & quibuſcunque aliis cuſtodia à Gubernatoribus illarum partium, ſi in cuſtodiendis tranſitibus negligentes & incuria gereretur, deponantur & ſuis priventur officiis, & puniantur, & quod honorarium Celſiſſimis Hanis Crimenſibus in renovatione Pacis promiſſum fuit, poſtquam ſingulis annis debito tempore miſſum hominibus, ipſorum redditum & conſignatum fuerit, Hanus Crimenſis quoque amicitiæ & benevolentiæ vinculo obligatur conditionibus juxta antiquam formam ſatisfaciat, & reſpectum habeat, & nullum damnum qualicunque modo ab Hano, & Galga Sultano & reliquis Murſis Regno Poloniæ inferatur: quando contra Majeſtatem Polonam inimicus aliquis inſurget, Hanus quoque cum Exercitibus Tartarorum auxilium ipſi præſtet & ſuppetias ferat. Et quando à Majeſtate mea Bellum ab aliqua parte geretur, & Hanus aut Galga Soltanus aut Murſa cum Tartarorum Exercitibus Bellum inire deberent, ne per Ditionem Poloniæ tranſeant, ab antiquo per quæ loca tranſire conſueverint, rurſus per illa loca tranſeant; & poſt conceſſionem hujuſce S. Capitulationis ſi Tartari aut Moldavi quipiam in Ditionem Poloniæ invecti populationes exerceant, aut captivos rapiant, quando à Majeſtate Poloniæ Nuntius mittetur, talium Captivorum nullus in Ditione mea Imperiali teneri permittatur, & nemo illorum qui huc ſpectat, in Regno Poloniæ vendatur.

Præterea quando verò ex extraneis partibus aliquis, aut aliis Bella contingere neceſſe fuerit, ut ipſa Majeſtas Imperialis perſonaliter eat, aut Dux conſtitutus Exercituum & Palatini Vallachiæ & Moldaviæ & Tranſylvaniæ per contractionem illis hoſtibus Bellum gerat; Quando ab Hoſte miſſus Internuntius à Rege Poloniæ auxilium quæret, Rex Poloniæ propter ſinceritatem & efficacitatem & executionem amicitiæ & correſpondentiæ tum erga Solium Imperiale ſuis Exercitibus, & opibus, ne hoſtibus meis opem ferat, & ſi quis ab Hoſte meo miſſus in Ditionem Regni Poloniæ Exercitum colligere quærebat, illum impediat, & facultatem ne concedat, & Senatoribus & Capitaneis ipſius, & aliis ſi qui propria voluntate ut ferrent auxilium hoſti meo, abire voluerint, ne ſinat eos, nevè occultè vel manifeſtè illis veniam concedat.

Cum Tranſylvanicum Regnum meum ſit Aviticum & Hæreditarium, cum pluribus Tranſylvaniæ & Ungariæ Regibus, qui huc uſque ſinceritatem habuerunt, amicitiam exerceant, in partibus quoque Tranſylvaniæ, ſi hoſtis meus manifeſtetur, à Majeſtate Polona nec occultè, nec manifeſtè auxilium præſtetur hoſti meo, & ſi Princeps Tranſylvaniæ, aut Woiewoda Vallachiæ & Moldaviæ, & alii quipiam culpati tranſfugiant in Regnum Poloniæ, talis non admittatur, ſed propter reſpectum amicitiæ & correſpondentiæ devinctos illos Compedibus ad Solium Imperiale tranſmittat, hac ratione meo Amico Amicus, & Inimico meo ſit Inimicus.

Et ut in præſens & in utroque Dominio amicitia creſcat; Subditi Ditionum Poloniæ per Fluvium Tyræ in Portum Bialogrodenſem Merces adferentes, aut Mercaturas exerceant, cùm poſtulatum ſit tales, qui nullum Ditioni meæ damnum meditentur, pacatè & propter Mercaturam venientes, ne impediantur, & Rege Poloniæ permanente in amicitia erga meum Solium Imperiale, Woiewoda Moldaviæ quoque, juxta conſuetudinem ab antiquo cum Regibus Poloniæ amicitiam exerceat.

Et anteà tempore Pacis qui è Polonis in captivitatem capti ſunt, & perſeverantes in Chriſtianiſmo aut tranſiverint in Mahometiſmum, quando è Polonia venerunt, aliqui, ubicunque illos invenerint in Ditione Imperiali dato Dominis ipſorum Juramento de pretio emptionis, uti præſtitum conſtiterit, pluris ne redimantur, & poſtquam pretium ſolutum fuerit, nemo impediat, ut illos in propriam Regionem ducant. Verùm ſi quis ab illis Captivis in Mahometiſmum converſi fuerint, ne de illis prætenſio fiat, ſed conſerventur in illo eodem ſtatu. Et poſt conceſſionem S. S. Capitulationum utrinque qui in captivitatem capti ſunt, ſine pretio liberentur, & Legati & homines utriuſque Dominii Patentibus ne egeant, ſed Literæ permanentes nulla ipſis moleſtia, neque opibus ipſorum damnum inferatur, & Mercatores utriuſque, Mari & Terra, per loca & Portus conſuetos tranſeuntes & permeantes ubicunque morati fuerint, juxta conſuetam normam ſolventes Telonia quæcunque fuerint, ne ulla vexatione afficiantur aut damno in opibus aut Mercibus ſuis.

Et ſi qui è Mercatoribus Poloniæ in Ditione mea Imperiali mortui fuerint, ne ipſorum quoque Merces uſurpentur à publico Fiſco, ſed Societatis Anteſignano & Principalibus ipſius reddantur, ut ipſi quoque Hæredibus ipſorum reddant.

Et ſi qui è Mercatoribus utriuſque Dominii, aut mutuo datæ aut acceptæ pecuniæ, aut emptionis aut venditionis lites habeant; & qualique alio modo ad Tribunal cum adverſario ſuo ſiſteretur, ubicunque erit, aut hîc aut illîc, Judices locorum illorum, accuratè & ſumma inquiſitione faciant, & quod probatum fuerit debitum & juſtum Poſtulatum, ut ſolvatur conſtringant, nevè permittant, ut contrarietas & reſiſtentia fiat, ſed ſedulò Executioni committant, ſed ſine probatione debitâ & legitimâ Judiciorum forma, contra Jus nemo utriuſque Dominii propter alterius debitum moleſtetur, & ſi quis moleſtiam inferre voluerit, cohibeatur.

In litibus ſtipulationum & pecuniæ ſine legitima probatione & teſtimoniis ne moleſtetur, antequam videantur & legantur, quæ in manibus eorum ſcripta ſunt obligatoriè & teſtationis Judicum & Notariorum publicorum legitimæ, ſolis falſis Teſtimoniis, injuſtæ petitioni & pravis litibus ne fides præſtetur neque quodpiam fiat. Et omninò Judices utriuſque Dominii adhibitâ curâ & diligentiâ, antequam controverſæ rei Statum & litis conditionem juxta ſuam originem & veritatem comprehendant, illegitimæ lites ne audiantur.

Et pariter ſi à Latronibus & Graſſatoribus cujuſpiam opibus & vitæ damnum inferatur, Judices illorum ubicunque ſint, inveniant & ſumma ſeveritate puniant, & oblata latrocinia Dominis ipſorum reſtituantur.

Et venientes Legati propter Amicitiam ne cohibeantur, ſalvè & immuniter poſſint ire & redire, & quando in confinia venerint, aſſocientur cuſtodibus, & in utroque Dominio ita eadem ratione practicetur.

Et Siliſtrienſes & Bialogrodenſes Confinarii & Portus Telonarii & Decimatores & Triceſimatores, & quicunque alii è Miniſtris & ſervis Dominii mei, propter Triceſimatores Dominii utriuſque alia ne permittantur ire trans Fluvium Thyræ & ſi apud Viatores utriuſque Dominii aut venientes aut abeuntes Captivi deprehendantur, abducti è manibus eorum reſtituantur Patriæ & Libertati, & Paſtores, qui in Ditionem Poloniæ accedunt: notificent Judicibus locorum ſe & pecore ſua, clàm ne accedant, & Paſtorum juſtum ſolvent; Tales autem poſtquam ſe notificaverint, ſi quæ pecora ipſorum amittantur, locorum Judices interveniant & reſtituant. Et venientium & abeuntium equi ne rapiantur in Poſta & itinere, ne Janizeri aut aliqui equos illorum arripiant. Et Negociatores & Mercatores poſt ſolutionem Telonii & conſuetorum, nihil plus ſolvere cogantur, & ne illis ſuperfluitates imponantur huc uſque, & quod ſolvere conſueverint, illud idem ſolvant & nihil inſuetum fiat: & Subditi Poloniæ, Armeni & Chriſtiani in Moldavia, & in alia loca Ditionis Imperialis, ut Mercaturas ſuas exerceant, ne clam & per deſertas vias veniant, ſed per conſueta Mercatoribus itinera, ſi aliquod damnum talibus Mercatoribus, in vita & opibus inferatur, puniantur ſeveriſſimè rei & culpati, & Mercatores ſinceri & æqui, & ſine fraude venientes, ne vexentur, poſtquam ſolverint practicatum Telonium.

Et impoſterum ſicut Imperium meum, & dies glorioſi mei Dominii uſque ad ultima ſecula indeficienter permanebunt, ita ſemper ſupradictarum Capitulationum virtute id omne quod in ipſis continetur executioni irrefragabili mandabitur, & eo Pax, & bona Correſpondentiæ in æternum confirmabitur & honore debito elevabitur. Et quamdiu à Rege Poloniæ ſuis Centurionibus, Palatinis & alia Gente ipſi ſubmiſſâ nihil contra Pacem & concordiam proveniet, & Juratis Pactis, & Articulis Immutationem offerre poſſit, & quamdiu etiam ipſi honorem Exiſtimationi, Jus Amicitiæ & Pacis habebunt, etiam à glorioſa Porta meæ Majeſtatis Imperialis Juramentum adhibeo & proteſtor, per Excelſum Deum Creatorem Cœli & Terræ, & per Miracula Mahomet Muſteffa, Summi Prophetæ, (qui eſt Sol aliorum ſæculorum, ſupra quem ſit Pax Majeſtatis Divinæ) proteſtor inquam, quod ex juratis Articulis nec minimum Punctum tranſgrediar, nec ſuper ipſis ullum in modum interveniet difficultas ulla, ſed quod Pax & Unio confirmabitur & ſtabilietur quantum glorioſi & fulgentis mei Imperii infinitum tempus permanebit, iſtæ Capitulationes ſtabiles & indiſſolubiles exiſtant, & omnes Subditi & dependentes illius Regni perfectâ quiete ſub umbrâ meæ protectionis gaudeant. Sic res ſciatis & fidem huic nobili Signo præſtetis.

Datum in Campo Danovæ Baſſæ in plenilunio Sept. Anni MDCLXXIX.

CCVII.

Traité de Commerce & de Marine entre CHARLES XI. *Roi de Suede & les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, fait à Nimegue, le 12. Octobre,* 1679. [Actes & Mémoires des Négociations de Nimégue. Tom. IV. pag. 678. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XII. pag. 19. en Allemand.]

2/12. Oct.

LA SUEDE ET LES PROVINCES-UNIES.

NOtum teſtatumque ſit omnibus & ſingulis quorum intereſt, aut quomodolibet intereſſe poterit, Quandoquidem Pax ſincera & perpetua inter Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem; Magnum Principem Finlandiæ; Ducem Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stettini, Pomeraniæ, Caſſubiæ & Vandaliæ; Principem Rugiæ; Dominum Ingriæ, & Wiſmariæ; nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ, & Montium Ducem, &c. Ejuſque Regiæ Majeſtatis Succeſſores ac Poſteros Reges Suecorum Regnumque Sueciæ atque ſubjectas illis intra vel extra Imperium Ditiones ac Provincias ab unà; atque Celſos ac Præpotentes Dominos, Dominos Ordines Generales Uniti Belgii ab alterâ parte, hodie facta ſignataque eſt, imò vera & fida amicitia utrimque de novo ſtabilita, ſublatâ penitùs omni inimicitiarum hactenùs geſtarum memoriâ, ita ut poſthac Pars altera alterius utilitatem, honorem ac commodum omni meliore modo promovere teneatur: idcirco Sua Regia Majeſtas hanc Pacem amicitiamque maximè firmare cupiens, & Domini Ordines Generales exiſtimantes id certiore modo fieri non poſſe, quàm ſi utriuſque Partis Subditi mutuâ Commerciorum neceſſitudine jungantur, & in eum finem Navigatio & Mercatura hinc inde Legibus, ad utriuſque Partis commoda maximè facientibus, ordinentur, ut ex iſtâ mutuarum utilitatum conſuetudine, etiam melior firmiorque animorum Unio conjunctioque exiſtere poſſit, decreverunt de dictis Mercaturæ & Navigationis Legibus invicem convenire, idque utrinque in Mandatis dederunt ſuis Legatis Extraordinariis & ad hunc Pacis Tractatum Plenipotentiariis à parte Sacræ Regiæ Majeſtatis Illuſtriſſimis & Excellentiſſimis Dominis, Domino Benedicto Oxenſtierna, Comiti in Korsholm & Waſa, Libero Baroni in Möhrby & Lindholm, Domino in Kapuria & Kattila, Sacræ Regiæ Majeſtatis Regnique Sueciæ Senatori ac Præſidi in Summo, quod Wiſmariæ eſt, Tribunali, ut & Supremo Legifero Ingriæ & Kexholmiæ; & Domino Johanni Paulino Olivenkrans Domino in Ulfhal & Huſſinanſtorp, Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ Conſiliario Cancellariæ, Secretario Status & Judici Ordinario Territorii Widboënſis; à parte Dominorum Ordinum Generalium Illuſtriſſimis & Excellentiſſimis Dominis, Domino Hieronymo van Beverningk, Theylingæ Toparchæ, Lycæi in Lugduno Batavo-Curatori, quondam Conſiliario Status, nec non Unitarum Belgii Provinciarum Theſaurario Generali; & Domino Wilhelmo van Haaren, Biltiæ Friſiorum Grietman, in Conſeſſu Dominorum Ordinum Generalium à parte Dominorum Ordinum Hollandiæ & Friſiæ Deputatis, qui commutatis hinc inde Plenipotentiarum Tabulis, & habitis colloquiis in Articulis mutui Commercii & Navigationis conſenſerunt & convenerunt tenore ſequenti.

I. Pro fundamento & firmâ baſi ſit reciproca & omnibus modis abſoluta Navigationis & Commerciorum libertas, per omnia & quævis Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ, & Celſorum Præpotentiumque Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii Regna, Status, Ditiones & Provincias in Europâ, circa omnia & ſingula Mercium genera obſervanda, quatenus abſoluta iſta & reciproca libertas in ſequentibus Articulis limitata vel reſtricta non eſt.

II. Ut verò inter ſæpememoratarum Partium Subditos & Incolas Commercium & amicitia ſecura dehinc, & ab omni perturbatione, & moleſtia tuta ſit, conventum & concluſum eſt, ut ſi quando inter Sacram Reglam Majeſtatem, Regnumque Sueciæ & prædictos Ordines Generales Uniti Belgii, mala aliqua intelligentia & amicitiæ interruptio rupturave ſuboriantur, (quod Deus avertat,) tum terminus novem Menſium, poſt dictam rupturam utriusque Partis Subditis & Incolis dabitur, quò recipere ſeſe unà cum rebus & bonis ſuis eaque aſportare licebit, quoquoverſum ipſis placuerit, ſicut & eis permiſſa tunc erit venditio & alienatio bonorum ſuorum mobilium immobiliumque rerum liberè & abſque ullâ interturbatione; nec eorum bona, res & facultates, nedum ipſimet arreſto vel manus injectione, interea temporis detinendi nec infeſtandi ſunt.

III. Quòd prædictæ Suæ Majeſtatis prædictorumque Ordinum Generalium Subditi & Incolæ nullos impoſterùm inter ſe exerceant hoſtilitatum actus aut violentias, nec Mari nec Terrâ, nec in Fluviis, Fluminibus aut ſtationibus, ſub quocunque nomine aut prætextu, ita ut Subditi Suæ Regiæ Majeſtatis nullum Diploma, Commiſſionem vel Inſtructionem, pro privatis Armaturis Navalibus exercendis, neque Literas Repreſſaliarum (ut vulgò vocant) aliquorum Principum vel Statuum, qui præfatorum Dominorum Ordinum Generalium Hoſtes ſunt recipiant, neque vi aut prætextu eorundem Diplomatum, Commiſſionumque vel Repreſſaliarum prædictos Dominorum Ordinum Generalium Subditos & Incolas turbent, infeſtent vel incommodo damnove aliquo afficiant, neque ejusmodi vel Armaturam exerceant, vel eâ in altum procedant: qui ſecùs fecerint, ut Piratæ proſequendi ſunto & plectendi. Id quod reciprocè reſpectu & ratione Suæ Majeſtatis Subditorum & Incolarum ab Unitarum Belgii Provinciarum Subditis & Incolis obſervandum ſit.

In quem finem toties, quoties requiritur ab utraque parte in omnibus utriusque Partis Regionibus, Dominiis & Ditionibus quibuscunque prohibitiones ſtrictæ & perexpreſſæ renoventur & publicentur, ne quis hujusmodi Commiſſionibus ſive Literis Repreſſaliæ ullo modo utatur ſub pœnâ ſuprà definitâ, quæ ſeverè contra violatores executioni mandabitur, præter reſtitutionem & plenam ſatisfactionem iis præſtandam, quibus damnum aliquod intulerint.

IV. Omnes & quæcunque Literæ Repreſſaliarum, quæ antehac quâcunque de cauſâ conceſſæ ſunt, pro nullis abolitisque declarentur, neque novæ ab altera dictorum Fœderatorum parte concedantur in alterius Subditorum detrimentum aut incommodum, niſi eo duntaxat caſu, quo Juſtitia denegata ſit, cui denegationi fides non habebitur, niſi libellus ſupplex ejus, qui prædictas Repreſſaliæ Literas poſtulaverit, communicatus ſit Miniſtro, qui à parte Status ejus contra cujus Subditos illæ dandæ ſunt, eo loci reſidebit, ut intra quatuor Menſium tempus (aut priùs ſi fieri poſſit) contrarium docere aut complementum quod debeatur Juſtitiæ procurare poſſit.

V. Suæ Majeſtatis Subditis particularibus actio nulla intendatur, nec perſonis rebusve eorum manus injiciatur, ratione debitorum quæ Sacra Majeſtas contraxerit. Nec vice verſa Subditis particularibus Dominorum Ordinum Generalium ulla talis actio moveatur vel manus injiciantur ratione debiti publici quod contraxerint Domini Ordines Generales.

VI. Regionum Dominiorumque Sacræ Majeſtatis & Dominorum Ordinum Generalium Subditi & Incolæ amicè ſe erga invicem gerant & pacatè vivant & converſentur inter ſe, omni bonâ intelligentiâ concordiam mutuam alant eâdemque porro Commercii Navigationisque in Europa & omnibus utriusque Partis Regnis, Dominiis & Locis quibuscunque libertate reciproca fruantur, circa quarumvis generum Merces & Mercimonia. Commercia autem, aut aſportationi eorum, interdicere eaque vetare non liceat, niſi generatim omnibus tam Subditis quàm Peregrinis vetita & interdicta ſint.

VII. Subditis idcircò Suæ Regiæ Majeſtatis & Dominorum Ordinum Generalium Libertas ſit & Poteſtas cum Navibus & Mercibus, rebusque ſuis ad utriusque Partis Terras, Regiones, Urbes, Portus, Loca & Fluvios appellendi, eoque adeundi, ibique frequentandi & Commercia exercendi, quibuscunque in Mercibus, rebusque & Mercimoniis, quorum Commercium aut aſportatio generatim tenore præcedentis Articuli prohibita non ſunt; obſervatis Legibus & Statutis cujusvis loci, ſive Mercaturam, ſive Jus aliud reſpicientibus, ita ut alterius Subditi in alterius Regnis, Provinciis ac Ditionibus, eadem Libertate, Privilegiis, Exemptionibus ac commoditatibus utantur, fruantur, quâ proprii & naturales Subditi, in quantum æqualis illa Libertas obſervari poterit, ſine præjudicio Privilegiorum, Civitatibus & Portubus conceſſorum. Ceſſent itaque omnia onerum & inæqualitatum Genera, quæ in dictæ mutuæ illius libertatis imminutionem vel reſtrictionem poſt annum milleſimum ſexcenteſimum quinquageſimum ſextum conſtitutione, ſtatuto vel conſuetudine introducta eſſe reperiuntur. In ſpecie autem ſemper & ubique in omnibus Sacræ Majeſtatis Sueciæ Regnis, Dominiis, Regionibus & Provinciis, liberum ſit Subditis Uniti Belgii, ſalia, lupulum & haleces, non ſecus ac quasvis alias Merces, in ædificiis vel cellis repoſitoriis (vulgò *Packhuys* dictis) aſſervare, indeque venum exponere. Solvent utriusque Partis Subditi Telonia, Vectigalia & introitus exitusve Jura, quæ à Sacra Regia Majeſtate ejusve Succeſſoribus vel à Dominis Ordinibus Generalibus in ſuis reſpectivè Dominiis impoſita ſunt, vel impoſterùm imponi poterunt. Ut autem in eorum ſolutione certa utrinque ſit regula, conventum & cautum eſt, ne utriusque Partis Subditi, in omnibus Terris, Regionibus, Ditionibus, Locisque, utriusque Partis Imperio vel Dominio ſubjectis, teneantur plura vel alia Jura, impoſitiones aut Vectigalia quæcunque perſonarum, Mercium, Mercimoniorumque, Navium vel Naulorum, ſive in acceſſu, ſive in reditu, per differentiam ſolutionis in Mercibus, certâ monetæ ſpecie, vel quocunque modo, ſub quocunque prætextu, nomine aut titulo, directè vel indirectè ſolvere quàm ea, quæ ab alterutrius Partis propriis & naturalibus Subditis ſolvuntur, neque in præjudicium hujus reciprocæ libertatis, alicui Partium permiſſum ſit, Subditis propriis præ alterutrius Subditis Beneficia, Immunitates, dona gratuita aut Prærogativas aliquas concedere, ideoque in ſpecie ceſſent omnia & ſingula ejusmodi Vectigalia aliaque onera, quæ in Portubus Rigæ, Revaliæ, Wiburgi, aliisque Ditionibus Sueciæ in Mari Balthico Navibus Uniti Belgii, quamvis ſaburratis tantum & nullo Mercium genere oneratis, præ Navibus Suecicis poſt annum milleſimum ſexcenteſimum quinquageſimum ſextum impoſita ſunt. Quandoquidem autem in Suecia per Conſtitutionem die octavâ Decembris, Anni milleſimi ſexcenteſimi quadrageſimi quinti promulgatam, circa Vectigalia, introducta uſuque recepta eſt quædam inæqualitas ratione Navium, quibus Merces vehuntur, diſcrimine ſcilicet facto inter Naves Subditorum Sueciæ armatas & non armatas, vel onerarias & Exterorum proprias. Conventum idcircò eſt, ut in Eſthoniâ, Livoniâ, Ingriâ, Portubusque Pomeraniæ & Megapoleos, cæterisque omnibus Dominiis, Regionibus & Provinciis præter Regnum Sueciæ & Finlandiam Sacræ Regiæ Majeſtatis ſubjectis aut inpoſterum fortè ſubjiciendis, ceſſet omne diſcrimen, inter Naves Subditorum Sacræ Regiæ Majeſtatis & Naves Incolarum Uniti Belgii, ita ut nemo pro Mercibus & Mercimoniis, quæ Navibus Incolarum Uniti Belgii in dictas Provincias Ditionis Suecicæ tranſportantur, vel inde efferuntur, ad ſolutionem majorum aut plurium Vectigalium adigatur, quàm quæ à Subditis Suæ Regiæ Majeſtatis pro Mercibus & Mercimoniis, quæ ſuis Navibus illuc tranſportant vel inde evehunt, perſolvuntur. Per totum verò Regnum Sueciæ atque Magnum Ducatum Finlandiæ dictum Navium, diſcrimen, circa ſolutionem Vectigalium pro Mercibus & Mercimoniis adhuc maneat vigeatque, ad eum omninò modum quem taxa Anno milleſimo ſexcenteſimo ſexageſimo octavo Typis publicis excuſa exprimit, exceptis tantùm ſequentibus quatuor Mercium generibus, uti lignis, frumentis, pice concretâ & liquidâ & cinere: in quibus ſcilicet Mercibus, id diſcrimen Vectigalis, reſpectu Navium onerariarum Subditorum Suæ Regiæ Majeſtatis Sueciæ Incolarum Uniti Belgii ſervandum erit, quod Anni milleſimi ſexcenteſimi quinquageſimi noni taxâ expreſſum extat. Ita ut ceſſante omni diſcrimine Mercium, utrum Subditorum Suæ Regiæ Majeſtatis an Dominorum Ordinum Generalium propriæ ſint, illud Vectigalium diſcrimen ſolas Naves concernat, neque ultra prædictas annorum taxas in ſupra ſpecificatis quidem quatuor Mercium generibus ultra taxam Anni milleſimi ſexcenteſimi quinquageſimi noni, in omnibus verò reliquis ultra taxam Anni milleſimi ſexcenteſimi ſexageſimi octavi ſe extendere debeat: verùm ſi aliqua majora onera Navibus Mercibusve poſteà impoſita ſint, vel abhinc imponentur, ea ſemper obſervetur æqualitas, ut prænominatum diſcrimen majus non fiat, & omnis talis mutatio Merces & Mercimonia, quæ tàm Suecicis quàm Uniti Belgii Navibus, vel inferri vel evehi contigerit, æqualiter contingat

Anno 1679. tingat, atque conſtare poſſit, quantum unusquisque pro Mercibus & Mercimoniis, vel invehendis, vel exportandis tam in Sueciâ & Finlandiâ, juxta prædictum Navium diſcrimen, quàm in reliquis Sueciæ ſubjectis Provinciis, ut & Dominorum Ordinum Generalium Dominiis nomine Telonii aut Vectigalium pendere debeat, curabunt Sua Regia Majeſtas & Domini Ordines Generales, quisque à ſua parte, ut Tabulæ propterea confectæ & Typis excuſæ exiſtant, quò quid pro quâvis Merce cuivis pendendum ſit, publicè & omnibus notum eſſe poſſit; pro Navibus autem armatis habebuntur illæ quæ viginti quatuor Tormentis inſtructæ ſunt, & eo modo ædificatæ atque exſtructæ, prout Naves ad Bellum armatæ viginti quatuor Tormenta Bellica ferentes conſtrui ſolent, & quòd Tormenta talia ratione ponderis & magnitudinis eſſe debeant, qualia Navibus ad Bellum armatis in uſu eſſe ſolent.

Præterea conventum & ſtatutum eſt pro Regulâ generali, ut Subditi Suæ Regiæ Majeſtatis in omnibus Terris, locisque Dominorum Ordinum Generalium Imperio & Dominio ſubjectis, circa omnia Jura, Impoſitiones aut Vectigalia quæcunque perſonas, Merces & Mercimonia, Naves, Naula, Navigationem & Commercia concernentia, iiſdem ad minimum Privilegiis, Libertatibus, Immunitatibus & Conceſſionibus utantur, fruantur, parique favore in omnibus gaudeant, quibus amiciſſima quævis Gens extera utitur, fruitur, gaudetque aut inpoſterùm uti, frui aut gaudere poſſit.

VIII. Navibus Bellicis utriusque Partis ſemper ſtationes, Fluvii Portusque pateant; appulſus etiam, introitus & Stationes libera ſunto, quamdiu neceſſe habeant, eâ verò Lege, ut hac in re omni verſentur cum diſcretione, ne commoratione longâ nimis & affectatâ, aut alio quocunque modo ullam offenſionis vel ſuſpicionis occaſionem præbeant; Gubernatoribus item dictorum Locorum, Portuumque dictarum Navium Præfecti acceſſus & manſionis ſuæ cauſam denuncient.

IX. Suæ Majeſtatis & Ordinum Generalium Navibus, tàm Bellicis quàm iis quæ ſumptibus privatis ad Bellum inſtructæ ſunt, licitum eſto Naves Mercesque ab hoſtibus captas liberè conducere, quoquo verſum ipſis placuerit, nec quicquam rei Maritimæ Præfectis aut Judicibus aliis quibusvis ſolvere teneantur, neque etiam antedictæ prædæ ubi ad Majeſtatis Suæ aut Dominorum Ordinum Generalium Portus appulerint & intraverint, arreſto ullo detineantur, nec Scrutatores, aliive locorum Officiales in eas aut de earum validitate inquirant, quin vela quovis tempore explicare, diſcedere & prædas eò loci deducere liceat, qui in Commiſſionum Literis aut Diplomate expreſſus ſit, quas Literas Præfecti hujusmodi Navium Bellicarum monſtrare tenebuntur: è contra autem in eorum Portubus azylum aut refugium non dabitur iis, qui prædam fecerint in Suæ Majeſtatis aut Dominorum Ordinum Generalium Subditos. Quòd ſicubi tales neceſſitate tempeſtatis aut Maris periculo coactæ intrarint, enisè curandum eſt ut exeant, & quamprimùm fieri poſſit inde ſe recipiant, exceptis tamen utrinque Navibus Regnorum aut Statuum, quibus per anteriora Fœdera appulſus & introitus in cujusque Partis Portus conceſſus eſt.

X. Quòd ſi quispiam Subditus aut Civis Fœderati Belgii in Regnis aut Provinciis Suæ Regiæ Majeſtatis, quæ Jure Suecano utuntur, ſine Liberis, Hærede inſtituto, aut executore ultimæ voluntatis certo, intra Regnum, & dictas Provincias moriatur, tenebitur Magiſtratus illius loci relictas Merces, pecuniam, debita atque libros rationum cum ſcriptis & Documentis relata in indicem ſub manu & Sigillo Notarii Publici & Teſtium aſſervare, atque illicò poſt obitum hominis Literis ſuis bis ſignificare Magiſtratui Urbis illius aut loci, in quâ vel quo defunctus Domicilium aut Civis Jus obtinuit, ut per ipſum Magiſtratum indicetur legitimo Hæredi neceſſitas veniendi intra annum & diem repetitum Hæreditatem in Regno Sueciæ dictisque ejus Provinciis relictam, facto initio numerandi à die ſcientiæ ſive notitiæ mortis, Magiſtratui illius Urbis per Literas intimatæ; ſi venerit intra præſcriptum tempus licitum erit ei, poſtquam ſe legitimum Hæredem indubitatis Documentis probaverit, coram Magiſtratu Urbis aut Loci illius, in quâ vel quo Domicilium defunctus habuit antequam in Sueciam profectus eſt, adire & repetere Hæreditatem, ita tamen ut ſi Civis Subditusque Suæ Regiæ Majeſt. extiterit, qui mortuus eſt, Hæres Jus ſtatutarium (modò non excedat trientem Hæreditatis) perſolvat Civitati illi in quâ alter moriebatur, antequam bona illa Hæreditaria Urbe aut Regno evexerit, aut in Regno diſtraxerit, omnibus aliis caduci Juribus, quæ ex tali Hæreditate Suæ Regiæ Majeſtati aut Regno Sueciæ ſolebant competere aut accreſcere, deinceps aut inpoſterum remiſſis & ceſſantibus. Quòd ſi verò Inſtitor tantùm fuerit, qui alterius Civis Subditique Dominorum Ordinum Generalium bona in ſe receperat diſtrahenda, tenebitur ſimiliter Magiſtratus illius Loci, in quo is mortuus fuerit, obitum Inſtitoris hujus bis ſignificare Literis Magiſtratui illius Urbis in quâ is habitat, cujus bona ea eſſe aut inſtitor manifeſtaverit, aut aliàs ex relictis Codicillis aliisque Documentis certis, vel alio quovis modo conſtiterit, ut indicetur vero Poſſeſſori neceſſitas veniendi repetitum bona ſua. Si ipſe venerit vel per Procuratores ſufficienter probaverit, relictorum bonorum ſe Poſſeſſorem eſſe, liberum ipſi erit repetere ac recolligere bona ſua integra, eaque omnia ſine defalcatione diſtrahere aut exportare. Eâdem humanitate tractabuntur Subditi Regiæ Majeſtatis Sueciæ in Provinciis Confœderati Belgii, eodemque Jure & libertate utentur ac fruentur dicti Suæ Regiæ Majeſtatis Regnique Sueciæ Subditi in prædictis Provinciis Fœderati Belgii, tam ratione Hæreditatum, quæ ibi iiſdem obtingere poſſunt, quàm ratione Mercium ac bonorum Inſtitori concreditorum: ac tenebuntur Magiſtratus cujusque loci, ubi Poſſeſſorem aut Inſtitorem mors præoccupaverit, obitum hominis bis perſcribere ad Magiſtratum ejus loci ubi Hæres ſit, aut qui ſua Inſtitori crediderit, ut ſua ab inſtitore relicta ſine defalcatione recuperare Hæreditatemque ſine impedimento ex præſcripto Juris aut ſtatuto loci adire queat, atque tenebitur Magiſtratus loci manum auxiliarem petenti exhibere.

XI. Naves utriusque Partis oneratæ oras vel Littora alterutrius præternavigantes atque ad Stationes aut Portus tempeſtate coactæ aut alio modo appellentes, non cogantur ibidem Merces ſuas aut aliquam harum partem exonerare, nec aliqua Jura perſolvere teneantur, niſi Mercimonia ſuapte ſponte ibidem exonerent; licitum tamen ſit, particulam aliquam oneris impetratâ ad hoc veniâ eorum, qui rebus Maritimis præſunt, eum tantùm in finem è Navi ſolvere & divendere, ut neceſſaria vel refectioni Navis vel victui emantur, eoque caſu non integrum Navis onus vectigale ſiet, ſed ea tantùm particula quæ exonerata & divendita fuerit.

XII. Navarchi eorumque Nauclerii, Officiales, Nautæ, Milites, cæteraque Gens Nautica, Naves itidem, Mercesque aut Mercimonia, quibus oneratæ fuerint, arreſto non detineantur, neque manus injectione infeſtentur, vigore alicujus Mandati, ſive generale ſive particulare ſit, cujuscunque perſonæ, & ob cauſas & rationes quascunque, vel quocunque ſub prætextu. Porrò utriusque Partis Subditis quidquam aut capere, aut vi extorquere nefas eſto, niſi conſentiat ille cui competit, ac paratâ pecuniâ perſolvatur. Quod tamen intelligendum non ſit de ea detentione & manus injectione, quæ Mandato & auctoritate Juſtitiæ, viisque ordinariis facta erit juſti debiti vel delicti cauſâ, quorum reſpectu viâ Juris ſecundùm formam Juſtitiæ agendum ſit.

XIII. Subditis ſuæ Regiæ Majeſt. Sueciæ & Incolis Provinciarum Unitarum omnibus & ſingulis licitum erit, cum Navibus & Mercibus ſuis ſimul cum libertate & ſecuritate, nullâque diſtinctione habitâ, quinam earum Mercium ſint Proprietarii, navigare & negotiari à Portubus, Regnis, & Provinciis ſuis, ſicut & ab aliorum Principum & Statuum Regnis & Portubus ad loca eorum, qui jam tam Sueciæ, quam Provinciarum Unitarum vel alterutrius Hoſtes ſint vel ſiant; licitum itidem Subditis & Incolis præfatis Navibus & Mercibus, absque diſtinctione ſupradictâ, navigare & negotiari, eâdem cum libertate & ſecuritate à locis, Portubus & Stationibus eorum, qui utriusque Partis vel alterutrius particulariter Hoſtes ſint, absque contradictione aut perturbatione qualicumque, non tantùm directè ab illis præmemoratis locis hoſtilibus ad locum neutralem, verum etiam ab uno loco hoſtili ad locum hoſtilem alium, ſive illi ſub Juriſdictione ejusdem Principis ſint, ſive ſub diverſis; licitum porrò erit præmemoratis Subditis & incolis, pari cum libertate & ſecuritate, res & Merces ſuas neutralibus credere Navibus à loco hoſtili ad locum neutralem, vel à loco neutrali ad locum hoſtilem, vel ab hoſtili ad hoſtilem tranſvehendas, ſine diſtinctione utrum loci illi Anno 1679.

ſub ejusdem Principis an diverſorum Jurisdictione ſiti ſint.

XIV. Illa navigandi & commereandi libertas ad omnia Mercimoniorum genera ſe extendet, exceptis ſolùm iis, quæ Articulo proximo ſequuntur, & Contrabandæ nomine indigitabuntur.

XV. Sub iſto nomine Contrabandæ ſeu Mercimoniorum prohibitorum ſolummodò comprehendantur arma, Sclopeta aut Tormenta majora, Bombardæ cum ſuis igniariis & aliis ad ea pertinentibus, ignes miſſiles, Pulvis Tormentarius, Fomites, Globi, Cuſpides, Laneen, Haſtæ, Bipennes, tubi catapultarii (vulgo Mortarii,) inductiles Sclopi (vulgo Petardæ,) glandes cyncarii miſſiles (vulgo Granadæ) Furcæ Sclopetariæ, Baltei Sclopetarii, Salpetræ, Sclopeti, Globuli, ſeu Pilæ, quæ Sclopetis jaculantur, Caſſides, Galeæ, thoraces loricati (vulgo *Curraſſes*,) enſes eorumque Balthei, & ſimilia armorum genera, atque omnia ad inſtruendos equos neceſſaria, Sclopethecæ & quæcunque alia Inſtrumenta Bellica

XVI. Inter bona prohibita nequaquam cenſebuntur hæc quæ ſequuntur Mercimonia, triticum, hordeum & aliud quodcunque frumenti vel leguminis genus, Olea, Vina, & omne genus Salis, nec non omnis generatim annona, quæ ad victum hominis & vitæ ſuſtentationem facit, ſed nec ferrum, cuprum, æs, nec quicquid ad conſtruendas Inſtruendasve Naves neceſſarium, cujus notæ ſunt cannabis, lintcamen velis nauticis aptum, picis tam liquidæ quàm aridæ omne genus, mali, trabes, lignum incurvum, Tabulæ navales, rudentes, anchoræ vel anchoratum partes quælibet, nec aliæ quæcunque Merces quæ pro terreſtri vel Maritimo Bello formam non acceperunt, multò minùs hæ quæ ad alium quemvis uſum jam apparatæ aut conformatæ ſunt, quæ planè inter Mercimonia libera cenſebuntur, juxta atque aliæ quælibet Merces & res quæ in Articulo proximè præcedenti non comprehenduntur, ita ut à Subditis utriusque Partis etiam ad loca inimica liberrimè transportari & invehi poſſint, exceptis duntaxat Oppidis locisque obſidione cinctis, circumſeptis & inveſtitis.

XVII. Ut autem hæc ſupradicta exactius obſervari & executioni mandari poſſint, conventum eſt quòd Naves & Navigia cum Mercibus ad Suæ Majeſtatis Subditos ſpectantia, quæ Portum vel ſtationem aliquam Dominorum Ordinum Generalium ingreſſa ſunt, indeque ad loca inimica abire velint, teneantur ſolummodò monſtrare Portuum, unde diſceſſura ſunt, Officialibus Literas Salvi Conductus, quæ contineant ſpecies oneris ſuarum Navium, certificatas & ſignatas ſigno & Sigillo ordinario & recognito Magiſtratus vel Officialium, ad id conſtitutorum iis in locis à quibus primum diſceſſerunt, cum expreſſione loci ad quem deſtinantur, caque omnia in formâ ordinariâ & cuique loco ſolitâ. Poſt quam Salvorum conductuum, formâ quâ dictum eſt, exhibitionem, non poterunt ampliùs moleſtari, viſitari, detineri aut retardari in ſuo itinere ſub prætextu quocunque.

XVIII. Naves Subditorum & Incolarum Regiæ Majeſtatis Sueciæ, venientes ad aliquas Oras Maritimas, intra dictorum Dominorum Ordinum Generalium Ditionem, non tamen Portum intrare volentes, aut ingreſſæ nolentes exponere aut diſtrahere onera ſuarum Navium, non teneantur onerum ſuorum reddere rationem, niſi ſuſpectæ fuerint, transferendarum ad Hoſtes dictorum Dominorum Ordinum Generalium Mercium prohibitarum, ut antea dictum eſt.

XIX. Et caſu dictæ ſuſpicionis manifeſtæ dicti Subditi & Incolæ Suecici obligati ſint, exhibere in Portibus Salvos Conductus ſuos, modo ante declarato.

XX. Quòd ſi dictæ Naves Suecicæ ad Oras Maritimas progreſſæ aut in pleno Mari obviam factæ fuerint Navibus dictorum Dominorum Ordinum Generalium, aut armatorum privatorum eorum Subditorum, tum dictæ Naves Bellicæ, ad quævis evitanda incommoda, maneant extra jactum Tormenti Bellici, mittantque ſcapham ad Navem Subditorum aut Incolarum Suecicorum, & cum duobus aut tribus ſolummodò hominibus intrent, quibus monſtrentur Salvi-Conductus à Magiſtro vel Patrono dictæ Navis Suecicæ, modo uti Articulis præcedentibus expreſſum eſt, ut & Literæ Maritimæ, conceptæ juxta formam præſenti Tractatui appoſitam, ex quibus conſtare poſſit, ex Salvo-Conductu quidem de onere, ex Literis Maritimis verò de habitationis in Ditionibus Suecicis loco, & de nomine tam Magiſtri vel Patroni, quam Navis; ut iis duobus mediis cognoſcatur, an Merx interdicta aliqua inſit, & appareat ſufficienter qualitas Navis & Magiſtri vel Patroni ejus: quibus Salvo-Conductui & Literis Maritimis fides adhibeatur plena; eoque magis, quia tam à parte ſuæ Regiæ Majeſtatis, quàm Dominorum Ordinum Generalium dabuntur Certificationes contraſignatæ, ut meliùs agnoſcatur valor, ne ullatenus falſæ ſiant.

XXI. Et caſu quo in dictis Navibus Subditorum Regiæ Majeſtatis Sueciæ, deſtinatis ad Portus pertinentes ad Hoſtes Dominorum Ordinum Generalium, dicto modo reperiantur Merces aliquæ juxta præmemoratam deſignationem prohibitæ, eædem exonerabuntur, accuſabuntur & Fiſco addicentur coram Judice Amiralitatis Provinciarum Uniti Belgii aut alio competente; nec tamen propterea Navis, aut alia bona & Merces, quæ liberæ & permiſſæ ſunt, in præfatâ Navi reliquæ manentes, quovis modo occupentur vel Fiſco addicantur.

XXII. Conventum præterea eſt, ut quicquid compertum fuerit oneratum à dictis Subditis & Incolis Suecicis in Navibus hoſtium Dominorum Ordinum Generalium, quamvis Mercimonia non ſint prohibita, Fiſco addicatur cum omnibus cæteris, quæ in præfatâ Navi invenientur, ſine ullâ exceptione vel reſervatione, & vice verſâ liberum & relaxatum ſit quicquid vehetur in Navibus Subditorum ſuæ Regiæ Majeſt. quamvis onus aut pars ejus ſit hoſtium Dominorum Ordinum Generalium, exceptis Mercibus interdictis, quarum intuitu obſervetur id quod Articulis anterioribus cautum eſt. Ad majorem hujus Articuli elucidationem conventum præterea eſt, caſu quo Pars utraque aut altera Bello aliquo Involvantur, Merces tamen quæ ad Subditos Partis alterius ſpectant, repertas in Navi tertii, qui aut utriusque aut alterius Partis hoſtis factus eſt, ullo modo confiſcare nefas eſſe eâ ratione eove prætextu, quod in Navi inimicâ impoſitæ aut repertæ ſint, illudque obſervetur non eo duntaxat caſu, quo Merces illæ ante Belli denunciationem impoſitæ fuerant, ſed etiam ſi id poſt dictam denunciationem acciderit, modò id intra tempus aut terminos ſequentes actum ſit; nimirum ſi impoſitæ iſti Navi fuerint in aliquo Portu vel loco Maris Balthici aut Borealis intra terminum vel locum *the Soundings* vocatum, & terminum qui Terneuſe dicitur in Norwegia, intra ſpacium ſex Septimanarum poſt talem Declarationem; duorum Menſium intra dictum terminum *the Soundings*, & Fretum quod Gibraltar nuncupatur; decem Hebdomadum in Mediterraneo & uſque ad Lineam Æquinoctialem; ſed intra ſpatium octo Menſium ultra dictam Lineam in quavis alia Orbis regione vel loco, adeò ut bona Subditorum Regiæ Majeſtatis Sueciæ in quacunque Navi vel Navigio cujuscunque, qui Dominorum Ordinum Generalium hoſtis fuerit capta aut deprehenſa, dicto ſpatio terminorum & temporis, eoque ſub prætextu quòd Navis fuerit hoſtilis, confiſcare non liceat, verùm ſine dilatione Proprietariis reſtituentur, niſi impoſita fuerint poſt dictorum terminorum temporisque reſpectivè expirationem; ita tamen ut licitum non ſit talia Mercimonia, quæ Contrabandæ dicuntur (licet ob dictam cauſam Confiſcationi obnoxiæ non ſunt) ad Portus inimicos advehere, & ſicut jam circa Navigia & Merces ſtipulatum eſt, ut Naves liberæ libertatem quoque Mercimoniis vindicent; ita ulteriùs conventum eſt, eandem libertatem ad perſonas extendi debere, quæ Navi liberâ vehuntur, eo cum effectu, ut quamvis utriusque Partis aut alterius hoſtes ſint, ex Navi illâ liberâ non extrahantur, niſi milites ſint & hoſtibus effectivè miniſteria ſua præſtent.

Licitum porrò erit Subditis vel Incolis utriusque Partis, cum iis qui utriusque aut alterius Partis hoſtes ſunt, Commercium Literarum exercere, eousque niſi in eum finem per Territorium illorum hoſtium transferendæ ſint, tranſitus ille liber & abſque aliquo impedimento tutus, nec ullo modo interdicendus aut impediendus ſit: ita tamen ut cum hujusmodi caſus extiterit de modo Literas transferendi conveniendum ſit.

XXXIII. Subditi & Incolæ Dominorum Ordinum Generalium reciprocè fruantur iiſdem Juribus, libertate & exemptione, in eorum Navigatione & Commercio, tam in Portubus & Oris Maritimis quàm in Maribus & Ditionibus Suæ Majeſtatis, quibus modo dictum eſt Subditos ejusdem frui ratione Dominorum Ordinum Generalium & in Mari aperto; intelligatur autem reciproca æqualitas hæc in omnibus ab utraque parte, etiam eo caſu quo Domini Ordines Generales habeant poſtea amicitiam & neutralitatem cum aliquo Rege, Principe aut Statu, qui incidant in Bellum cum Sua Majeſtate

Regno-

Digitized by Google

Regnoque Sueciæ, fruaturque Pars utraque iiſdem conditionibus & limitationibus, quæ Articulis antecedentibus expreſſæ ſunt.

XXIV. Quò Subditorum & Incolarum Dominorum Ordinum Generalium ſecuritati abundantius cautum ſit, quòd nulla injuria per Regiæ Majeſtatis Naves Bellicas iis inferatur omnibus Regiarum Navium Præfectis, omnibusque & ſingulis Majeſtatis ſuæ Subditis, omni injuriâ & damno quocunque interdicetur, ſi ſecus fecerint pœnas luent, & præterea obſtricti erunt, de damnorum omni cauſa & eo quod intereſt, ſatisfacere per reparationem & reſtitutionem ſub obligatione & nexu perſonæ bonorumque; idemque à parte Dominorum Ordinum Generalium pariter obſervabitur.

XXV. Ob eandem cauſam ſinguli Navium ſumtibus privatis ad Bellum inſtructarum Præfecti, antequam Diplomata ſive Commiſſiones ſuas ſpeciales recipiant, ſatisfacientem fiduciariam cautionem, per cives idoneos qui ſolvendo ſint & ſinguli in ſolidum obligati, coram Judice competente interponere in poſterum tenebuntur, ad Summam quindecim millium Florenorum aut ſex millium Thalerorum imperialium, ſe damnis & injuriis quibuscunque, quas ſuo curſu navali ipſi, vel ſui Officiales, aliive ſibi inſervientes contra præſentem hunc Tractatum, & Edicta Majeſtatis ſuæ Sueciæ, quæ vigore & ſecundùm diſpoſitionem ejuſdem promulganda ſunt, committant in ſolidum ſatisfacturos, ſub pœna etiam revocationis & caſſationis Literarum Commiſſionalium ſpecialium ac Diplomatum, quod etiam à parte Dominorum Ordinum Generalium obſervandum ſit.

XXVI. Si prædictorum Præfectorum aliquis, alterutri Parti inſerviens, Navem interceperit prohibitis ejuſmodi Mercibus ut ſupra oneratam, foros illius Navis, in qua ea reperiri contigerit, reſignare, ciſtas, capſas, ſarcinas, aut vaſa in eadem reſerare vel diſrumpere, vel partem licet minimam Mercimoniorum diſtrahere, transportare, immutare aut modo aliquo abalienare, niſi toto prius onere præſentibus Tribunalis Maritimi Officialibus in Terram expoſito, & in Inventarium redacto, nefas eſto: ſin autem non totum, ſed pars oneris duntaxat in Mercibus prohibitis vel Contrabandis conſtiterit, easque Præfectus Navis Captori, qui eas deprehenderit extradere ſe promptum & paratum præſtet, in eo caſu Captor Navem, ut ad Portum ſibi commodum deflectat haud coget, quin illicò dimittet, neque ulla ratione impediet, quò minùs curſum quem inſtituerat proſequatur.

XXVII. Majeſtas ſua Suecica Subditos Dominorum Ordinum Generalium, ac ſi proprii ſui Subditi eſſent, eodem favore in omnibus ſuis Ditionibus proſequi volens, quæ neceſſaria fuerint ſimul & efficacia dabit Mandata, ut Jus ſuper prædis captis adminiſtretur ſecundum Juſtitiæ & æquitatis normam à Judicibus omni ſuſpicione majoribus, & quorum in cauſa, quæ diſceptatur, nullatenus interſit. Majeſtas etiam ſua ſtrictè dabit in Mandatis, ut Sententiæ jam latæ, & in futurum ferendæ, executioni, prout earundem tenor exigit, debitè mandentur, ſuumque ſortiantur effectum.

XXVIII. Quandocunque Dominorum Ordinum Generalium Legati, aliive Miniſtri publicâ auctoritate muniti, in Aula Suæ Majeſtatis commorantes, querentur de iniquitate Sententiarum, quæ latæ fuerint, Majeſtas ſua easdem in Conſilio ſuo revideri & ad examen revocari curabit, ut conſtet, utrùm ordinationes & cautelæ in hoc Tractatu præſcriptæ ſervatæ, & debitum effectum ſortitæ ſint; curabit itidem ut huic rei omninò provideatur, jusque ſuum cuique querelanti intra trimeſtre ſpatium reddatur, nihilominùs ante vel poſt Sententiam latam, pendente ejuſdem reviſione, bona controverſa vendere vel exonerare niſi ex conſenſu eorum quorum intereſt, quò damnum omne evitetur, nullatenùs licebit.

XXIX. Lite motâ inter Prædarum Captores ex unâ & earundem Reclamatores ex altera parte, latâque Sententiâ vel Decreto pro parte Reclamantis, eadem Sententia ſive Decretum interpoſitâ cautione executioni mandabitur, Captoris ad ſuperiorem Judicem provocatione nullatenus obſtante, quod quidem non obſervabitur ubi Sententia lata fuerit contra Reclamatores Quicquid autem præſenti & antecedentibus Articulis de ſincera & ſuccinctâ Juſtitiæ expeditione Subditis & Incolis Unitarum Provinciarum reddendâ circa prædas à Subditis Majeſtatis ſuæ factas, declaratum fuit, idem & à Dominis Ordinibus circa prædas à ſuis Subditis factas obſervabitur.

XXX. Majeſtati ſuæ itidemque Dominis Ordinibus Generalibus, quovis tempore liberum licitumque ſit, Navium tam Bellicarum quàm onerariarum conſtructionem & conductionem jubere, in Ditionibus hujuſque Partis alterius, & pro eo numero quo ipſis viſum fuerit, emere; itidem omnem & quemvis apparatum quo ad Bellum opus habeant, auctoritatemque ſuam utrinque interponent; quò dictarum Navium Merciumque & apparatus emtio & extraditio fiat juſto & convenienti pretio bonâque fide, eandem autem conſtructionis, conductionis aut emptionis libertatem & facultatem concedere iis, qui alterutrius hoſtes ſunt, caſu quo ii aggreſſores ſint, nefas eſto.

XXXI. Caſu quo Naves ſive Bellicæ ſive onerariæ, tempeſtate aliove infortunio coactæ in rupes aut ſcopulos incidant, circa Oras unius alteriusve Partis, ibique diſrumpantur & pereant, quidquid aut Navium apparatusque earum, itidem bonorum & Mercimoniorum ſervatum fuerit, aut pretium quod ex iis provenerit, Proprietariis reclamatoribus aut eorum negotiorum geſtoribus intra Anni dieique ſpatium, absque forma ulla litis reſtituatur, ſolvendis duntaxat impenſis quæ ſervandis iis factæ ſunt, prout ab utraque parte circa rei ſervatæ Mercedem ſtatutum fuerit: ſin minùs Majeſtas ſua, Dominique Ordines Generales auctoritatem ſuam interponent, quò puniantur ſeverè eorum Subditi, qui ejuſmodi inhumanitatis rei reperientur.

XXXII. Majeſtas ſua Dominique Ordines Generales nec in Portus ſuos, Urbes aut Oppida recipiant aut ſinant, ut ullus ex Subditis aut Incolis recipiat Piratas aut Prædones qualescunque ſint, ſed inveſtigentur, capiantur & merito ſupplicio puniantur & extra Portus ejiciantur, omnesque Naves, Bona, & Merces piraticè ab iis captæ, quæ exſiſtent, juſtis Dominis illico & absque formâ litis aut impenſis reſtituantur.

XXXIII. Subditis & Incolis utriusque Partis, ubique in Terris obedientiæ ſuæ Majeſtatis & Dominorum Ordinum Generalium, liberum ſit uti Advocatis, Procuratoribus, Notariis & Sollicitatoribus qualibus viſum fuerit, curandumque erit, ut intra ſpatium duorum Menſium poſt latas Sententias executio illarum pleniſſimum ſortiatur effectum, quo fine iidem committantur ab ordinariis Judicibus, ſi opus, & Judices ad illud requiſiti fuerint; licitum itidem iis ſit in locis Domicilii ſui libros rationum & negotiorum ſuorum, Literarum etiam Commercium habere, eo idiomate quo ipſis viſum fuerit, absque ulla moleſtia aut indagatione qualicunque.

XXXIV. Regiæ itidem Majeſtati Dominisque Ordinibus Generalibus liberum ſit, Subditorum ſuorum commodo, in Regno & Ditionibus utrinque ſuis Mercaturam exercentibus, Conſules nationales ex ſubjectis ſuis inſtituere, qui gaudeant eo Jure, libertate & immunitate, quæ ipſis ratione exercitii & functionis ſuæ competit, de loco autem conſtituendorum ejuſmodi Conſulum conveniendum ſit.

XXXV. Majeſtas ſua Dominique Ordines Generales nequaquam permittent ut in Oris, Portubus & Fluminibus Ditionum ſuarum Naves Merceſve Subditorum alterutrius capiantur à Navibus Bellicis aut aliis, quæ Diplomate cujusvis Principis, Reipublicæ, aut Oppidi qualiscunque, & in commodum eorum inſtructæ ſunt, & caſu quo id acciderit, Pars utraque auctoritatem ſuam viresque unitas interponent, quo damnum datum reſarciatur.

XXXVI. Si dehinc per inadvertentiam vel aliter contigerit, contraventiones vel inconvenientias aliquas circa obſervantiam hujus Tractatus, à parte ſive ſuæ Regiæ Majeſtatis ejuſque Succeſſorum, ſive Celſiſſimorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium oboriri, tunc non ſtatim propterea amicitia & bona intelligentia interrumpetur; ſed ſubſiſtet hoc Fœdus omni cum effectu, procurabiturque reparatio Contraventionum, & ſi Subditi unius vel alterius deprehendantur in culpa, illi ſoli ſeverè punientur & caſtigabuntur.

XXXVII. Durabit hoc Fœdus Navigationum & Commerciorum annis viginti quatuor à Signatura præſentium; & exhibebuntur utrinque Ratificationes in debita forma Stockholmiæ, intra ſpatium trium Menſium à die ſubſcriptionis numerandorum, vel citiùs ſi fieri poterit.

In quorum omnium & ſingulorum fidem majusque robur utriusque Partis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, virtute ſuarum Plenipotentiarum hosce mutui Commercii & Navigationis Articulos manibus ſigilliſque propriis muniverunt & firmârunt. Quod factum Neomagi die $\frac{2}{12}$ Octobris Anni milleſimi ſexcenteſimi ſeptuageſimi noni. Signatum & ſigillatum erat,

Benedict. Oxenſtierna. (*L.S*)	*Hier. van Beverningk.* (*L.S.*)
J. Paul. Olivekrans. (*L.S*)	*Guil. van Haaren.* (*L.S.*)

Formula Literarum Maritimarum à parte Sueciæ, juxta Articulum vigeſimum præcedentis Commerciorum Tractatus.

UNiverſis & ſingulis haſce noſtras Patentes Literas viſuris, lecturis vel legi audituris, Sereniſſimis ac Potentiſſimis, Celſiſſimis, Illuſtriſſimis, Illuſtribus, Generoſis, Nobilibus, Strenuis, Spectabilibus, Honeſtis, & Prudentibus, Imperatoribus, Regibus, Rebuspublicis, Principibus, Ducibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Conſulibus & Scabinis Civitatum, ut & omnibus Gubernatoribus, Judicibus & Officialibus, Provinciarum & Locorum munitorum & non munitorum, Portuumque Cuſtodibus, Nos Conſules & Senatus Civitatis N. N. notum teſtatumque facimus, quod in Conſeſſu noſtro comparuerit Navarchus N. N. ex Civitate N & ſolemni Juramento ſuo declaraverit, Navem nomine .... circiter .... laſtarum capacem, cui jam præeſt, pertinere ad Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ Regis & Domini noſtri Clementiſſimi, Regna & Provincias, ita verè Deus illum adjuvet. Et cum dictum Navarchum libentes promotum cupiamus in juſtis ſuis rebus & Negotiis, ideò univerſim ab omnibus prænominatis & ſpeciatim ab eorum ſingulis, quocunque dictus Navarchus cum Navi & onere ſuo acceſſerit & pervenerit, habita ratione ſtatus, honoris & conditionis cujusque decenter requirimus; ut hunc Navarchum benignè ſuſcipere, & meliore, quo par eſt, modò tractare velint, permittentes ipſi, conſueta Jura & Vectigalia ſolventi in itu, tranſitu & reditu illorum Portus, Fluvios & Ditiones inviſere, & frequentare, ibique ſua Negotia & Mercaturam agere & exercere, prout ei commodum & conveniens viſum fuerit, quod erga unumquemque pro merito gratè retribuere parati erimus. In cujus fidem haſce Civitatis noſtræ Sigillo & Notarii ejuſdem propria ſubſcriptione muniri & firmari curavimus. Quod actum die
Menſe Anno poſt natum Salvatorem.

Formula Contraſignationis Sueciæ.

NOs .... certificamus hiſce, quod hæ præſentes Literæ Maritimæ ſint verè & certò conceſſæ & extraditæ à competentibus Conſulibus & Senatu Civitatis .... & quod ut genuinæ, reſpectuque Sigilli & ſubſcriptionis ſuæ Authenticæ, apud omnes & ſingulos ad quos quovis modo pertinere poterit, plenum ſuum vigorem & effectum obtinere merito debeant. Datum loco die
Menſe Anno

Alia Formula Literarum Maritimarum à parte Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, juxta Articulum vigeſimum præcedentis Commerciorum Tractatus.

UNiverſis & ſingulis haſce noſtras Patentes Literas viſuris, lecturis vel legi audituris, Sereniſſimis, ac Potentiſſimis, Celſiſſimis, Illuſtriſſimis, Illuſtribus, Generoſis, Nobilibus, Strenuis, Spectabilibus, Honeſtis & Prudentibus, Imperatoribus, Regibus, Rebuspublicis, Principibus, Ducibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Conſulibus & Scabinis Civitatum, ut & omnibus Gubernatoribus, Judicibus, & Officialibus Provinciarum & Locorum munitorum & non munitorum tam Eccleſiaſticis quàm Secularibus, item Portuum Cuſtodibus, Nos Conſules & Senatus Civitatis notum teſtatumque facimus, quòd in Conſeſſu noſtro comparuerit Navarchus ex Civitate & ſolemni Juramento ſuo declaraverit, Navem nomine circiter laſtarum capacem, cui jam præeſt, pertinere ad haſce Unitas Belgii Provincias, ita verè illum Deus adjuvet. Et cum dictum Navarchum libenter promotum cupiamus in juſtis ſuis rebus & Negotiis; ideo univerſim ab omnibus prænominatis & ſpeciatim ab eorum ſingulis, quocunque dictus Navarchus cum Navi & onere ſuo acceſſerit & pervenerit, decenter requirimus, ut hunc Navarchum benignè ſuſcipere, & meliore, quo par eſt, modo tractare velint, permittentes ipſi conſueta Jura & Vectigalia ſolventi, in itu, tranſitu, & reditu illorum Portus, Fluvios & Ditiones inviſere & frequentare, ibique ſua Negotia & Mercaturam agere & exercere, prout ei commodum & conveniens viſum fuerit. Quod erga unumquemque pro merito gratè retribuere parati erimus. In cujus fidem haſce Civitatis noſtræ Sigillo muniri & firmari curavimus, quod actum die Menſe Anno poſt natum Salvatorem.

Formula Contraſignationis à parte Ordinum Generalium.

NOs, &c. certificamus hiſce, quòd hæ præſentes Literæ Maritimæ ſint verè & certò conceſſæ & extraditæ à competentibus Conſulibus & Senatu Civitatis & quòd, ut genuinæ, reſpectuque Sigilli & ſubſcriptionis ſuæ Authenticæ, apud omnes & ſingulos, ad quos quovis modo pertinere poterit, plenum ſuum vigorem & effectum obtinere meritò debeant. Datum loco die
Menſe Anno

Articulus Separatus ad Tractatum Commerciorum.

CUm Articulo ſeptimo Tractatus Commerciorum inſerta ſit clauſula, quòd utriusque Partis Subditi & Incolæ iiſdem Privilegiis & Libertatibus in alterutrius Terris & locis circa omnia Jura, Impoſitiones & Vectigalia, Navigationem & Commercia concernentia, frui utrinque debeant, quibus amiciſſima quæque Gens extera fruitur, vel inpoſterum fruetur: Et tamen expreſſe à parte Dominorum Ordinum Generalium renuntiatum non ſit iſti impoſitioni, quâ Merces vel Naves per Fretum Oreſundicum & Balthicum euntes vel redeuntes, pluris onerari ſolent, quam quæ ad alias Orbis partes eunt, vel inde veniunt. Idcircò hoc Articulo declaratum, & conventum eſt, quòd ſuper dicto Negotio de caſſandâ & abolendâ dictâ impoſitione, ulteriores Conventiones Hagæ quamprimum inſtituendæ ſint, in eum finem, ut etiam illa differentia ante primum Maji Anni milleſimi ſexcenteſimi octogeſimi primi è medio tollatur, & quòd nihil præjudicii afferatur ſuæ Regiæ Majeſtati ex eo, quod vi ſupradictæ reciprocæ clauſulæ de fruitione Privilegiorum amiciſſimæ Gentis, dicta impoſitio in præſens expreſſe ſublata non ſit. Cæterùm ſi præter exſpectationem acciderit, ut intra præfatum diem ea impoſitio abolita non fuerit, eo caſu prædicta clauſula de Gente amiciſſimâ abſque aliquâ ulteriore Conventione vim & vigorem amittat; ac ſi prædicto Articulo nunquam fuiſſet comprehenſa: Intercà autem temporis nulla fiat ab unâ parte vel ab alterâ innovatio in præjudicium ſupradictæ clauſulæ, circa fruitionem Privilegiorum amiciſſimæ Gentis.

Cum etiam ſupradicto Articulo ſeptimo itidem alia inſerta ſit clauſula, quod ceſſare debeant omnia onerum & inæqualitatum genera, quæ in dictæ mutuæ libertatis imminutionem vel reſtrictionem poſt annum milleſimum ſexcenteſimum quinquageſimum ſextum, conſtitutione, ſtatuto, vel conſuetudine introducta eſſe reperiuntur: Domini autem Ord. Gener. inſtiterint, ut prædicta caſſatio & abolitio uſque ad annum milleſimum ſexcenteſimum quadrageſimum retrò referatur, ſaltem in iis Provinciis, Ditionibus & Locis, quæ Suæ Regiæ Majeſtati extra Sueciæ Regnum ſubjectæ ſunt; Domini autem Suæ Regiæ Majeſtatis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii ex defectu Mandati ad requiſitionem illam Dominorum Ordinum Generalium condeſcendere recuſaverint: Ita tandem conventum eſt, ut itidem Conventiones ulteriores inſtituantur, quibus ad altiorem indaginem & diſcuſſionem Negotium illud remittatur, & antè primam diem Maji anni milleſimi ſexcenteſimi octogeſimi primi differentia iſta è medio tollatur.

Hic Articulus Separatus eandem vim, eundemque vigorem obtinebit, ac ſi Tractatui Commerciorum principali inſertus fuiſſet, eodemque modo, tempore & loco ratihabebitur. In quorum fidem majusque robur, utriusque Partis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, virtute ſuarum Plenipotentiarum, hunc Articulum ſeparatum manibus Sigillisque propriis muniverunt ac firmarunt. Quod factum Neomagi die $\frac{2}{12}$ Octobris anni milleſimi ſexcenteſimi ſeptuageſimi noni. Signatum erat,

Benedict. Oxenſtierna. (*L.S.*)	*Hier. van Beverningk.* (*L.S.*)
J. Paul. Olivekrans. (*L.S*)	*Guil. van Haaren.* (*L.S.*)

CCVIII.

ANNO
1679.
1. Nov.
DANEMARC ET HAMBOURG.

CCVIII.

Proviſional - Tractat zwiſchen CHRISTIAN V. König in Dennemarck und der Stadt HAMBURG. Geſchloſſen zu Pinnenberg den 1. November 1679.

Zu wiſſen demnach der Durchleuchtigſt / Groſsmächtigſte König und Herr / Herr Chriſtian der Fünffte / König zu Dennemarck / Norwegen / der Wenden und Gothen / Hertzog zu Schleſswig / Holſtein / Stormarn / und der Ditmarſchen / Graff zu Oldenburg und Delmenhorſt / ꝛc. nach nunmehr durch Gottes Gnaden erfolgten allgemeinen Frieden Allergnädigſt nöthig befunden / daſs zugleich die von Ih. Kön. Majeſt. allerlöblichſten Vorfahren auff die Stadt Hamburg gehabte / und auff dir verſtammete Jura und Prætenſiones in ſpecie der Huldigung halber / bey dieſen Conjuncturen zugleich abgethan / und auff einen gewiſſen Fuſs geſetzet werden möchten / zu dem Ende dann vor allerhöchſtged. Ih. Kön. Majeſt. Bürgermeiſter und Rahts der Stadt Hamburg Deputirten letzthin am 26. September alhier zu Pinnenberg durch dero höchſtanſehnliche Hn. Geheimbte Rähte und Miniſtros eine in dreyen Puncten beſtehende Propoſition, und deſswegen bey der Stadt verſcheidene erinnerungen / und ernſtliche Anmahnungen thun laſſen; daſs demnach Allerhöchſtgemeldte Ihr. Königliche Majeſt. in Anſehung des Durchleuchtigſten / Groſsmächtigſten Königs und Herrn / Herrn Ludovici XIV. Aller-Chriſtlichſten König zu Franckreich und Navarre / auch des Durchleuchtigſten Fürſten und Herrn / Herrn Friderich Wilhelm / Marggraffen zu Brandenburg / des Heil. Römiſch. Reichs Ertz-Cämmerern / und Churfürſten / zu Magdeburg / in Preuſſen / Gülich / Cleve / Berg / Stettin / Pommern / der Caſſuben und Wenden / auch in Schleſien zu Croſſen und Jägerndorff Hertzogen; Burggraffen zu Nürnberg / Fürſten zu Halberſtadt / Minden und Cammin; Graffen zu der Marck und Ravensberg; Herrn zu Ravenſtein / und der Lande Lauenburg und Bütow / ꝛc. und der Durchleuchtigſten Fürſten und Herrn / Hn. Georg Wilhelm / Hn. Johan Friederich / und Herrn Rudolph Auguſtus / Hertzogen zu Braunſch. und Lüneb. hierunter angewandter Officiorum und mithin verſpürter Submiſſion Bürgermeiſter und Rahts / auch gemeiner Bürgerſchafft der Stadt Hamburg / die gegen dieſelbe gefaſte Ungnade fallen laſſen / dero der Stadt angedrohete Waffen zurück und von derſelben abgezogen / und folgende Puncten Allergnädigſt beliebet.

I. Werden zuforderſt Höchſternanten Ihro Kön. Maje. alle ihre habende Jura und Prætenſiones, wie auch der Stadt Hamburg ihre Gerechtigkeiten und Jura, bis zu anderwärtiger entweder gütlicher Abhandelung / oder Rechtlicher Entſcheidigung des Homagial-Puncts und andere Streitigkeiten ungekränckt und ungeſchmälert vorbehalten / alſo / daſs denenſelben durch gegenwärtige Interims-Receſs ſo wenig als Ihr. Käyſerlichen Majeſt. und des Heiligen Römiſchen Reichs deſfals habenden gerechtſamen einiger maſſen præjudiciret, noch im geringſten derogiret ſeyn ſoll. Worbey Ihro Kön. Maj. ſich auch allergnädigſt dahin erklären / daſs ſie die Stadt bey der Neutralität und ihren Commercien / auch hergebrachten Rechten / Privilegien und Freyheiten ruhig und ungekränckt laſſen wollen.

II. Dahingegen zweitens Bürgermeiſter und Raht / auch die Bürgerſchafft der Stadt Hamburg mit unterthänigſter und danckbahrer Annehmung ſolchen Allergnädigſten Kön. Anerbietens / feſtiglich zugeſagt und verſprochen / daſs ſie Ihres theils Ihro Kön. Majeſt. in unterthänigſter geziemender Devotion zugethan ſeyn und bleiben / dero Beſtes fodern / und Schaden ſo viel an Ihnen / abwenden / und bey Ih. Kön. Majeſt. ge-

bühr-

ANNO
1679.
1. Nov.
DANEMARC ET HAMBOURG.

CCVIII.

Traité Proviſionel entre CHRETIEN V. *Roi de Dannemarc & la Ville de* HAMBOURG, *fait à Pinenberg, le* 1. *Novembre* (1), 1679

[Actes & Memoires des Negotiations de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 74. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans le *Theatrum Pacis*, Tom. II. pag 987. en Latin & en Allemand; dans LONDORPII *Acta Publica*, Tom. XII. pag. 611. en Allemand; dans Anhang des Europäiſchen Herolds. pag. 1691. dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin II. Abtheil. IV. Abſatz X. pag. 214. en Latin & en Allemand.]

SAvoir faiſons, que le Tres-Haut & Tres-Puiſſant Prince Chriſtian V. Roi de Dannemarc & Norwegue, &c. S'eſtant aviſé, aprés la Paix faite par la grace de Dieu, de s'aſſurer les Droits & prétenſions qu'il a receûs de ſes Anceſtres, comme Hereditaires ſur la Ville de Hambourg; & ſpecialement touchant l'Hommage que Sa Majeſté pretend ſur cette Ville; A cette fin Sa Majeſté a fait faire ici à Pinnenberg par ſes Miniſtres & Deputez aux Bourguemaitres & au Senat de la Ville de Hambourg une Propoſition, conſiſtant en trois Articles: par leſquels il leur donne avis de ſes intentions touchant leſdits Droits, qu'enfin en conſideration & par l'entremiſe du Roi Tres-Chreſtien, & de Son Alteſſe Electorale de Brandebourg, &c. Comme auſſi de Tres-Hauts Princes, George Guillaume, Jean Frederik, & Rodolphe Auguſte, Ducs de Brunswyk & Luneburg, &c. Sa Maj. ayant en méme tems remarqué la ſoumiſſion des Bourguemaitres, & du Senat de ladite Ville, leur a bien voulu rendre ſon amitié, & parce qu'ils ont accepté les Articles ſuivans, éloigner ſes armes de leur Pais, qui en étoit menacé.

I. Tous les Droits & toutes les pretenſions de Sa Majeſté auſſi bien que tous les Privileges & Droits de la Ville de Hambourg ſeront reſervez à l'un & à l'autre & demeureront en leur entier ſans aucune infraction, juſqu'à ce que le Point d'Hommage & d'autres differents ſoient vuidez à l'amiable ou decidez par la Juſtice, enſorte que ce Traité Proviſionel ne leur porte aucun préjudice, ni à Sa Majeſté Imperiale, ni aux Droits d'Empire, & ne leur deroge en quoi que ce ſoit: Sa Majeſté declarant de vouloir laiſſer la Ville paiſiblement jouir de la Neutralité & de ſes Commerces, comme auſſi de ſes Droits, Privileges & Franchiſes ſans l'y troubler.

II. En ſecond lieu, les Bourguemaitres & le Senat avec les Bourgeois de la Ville de Hambourg ayant accepté avec toute reconnoiſſance les tres-gracieuſes offres de Sa Majeſté. Lui ont promis, de témoigner à Sa Majeſté leur Tres-humble & convenable reſpect & Devotion, de chercher en tout ſon avantage, de détourner autant qu'ils pourront, ſon dommage, & demeurer fermes du coſté de Sa Majeſté en s'appliquant en toute rencontre à ce qui pour-

ra

---

(1) Le *Theatrum Pacis* date ce Traité du 30. Octobre Vieux ſtile, & 10. Novembre, Nouveau ſtile, mais le 30. Octobre V. S répondoit au 9. Nov S N & non pas au 10 La même erreur ſe trouve dans *Lunig* & dans l'*Europaiſche Herold*. (DUM.)

bührlich halten/ und im übrigen Ih. Kön. Majeſt. Gnade ſich fähig zu machen/ ſich allerdings angelegen ſeyn laſſen wollen/ wogegen auch Ihr Majeſt. der Stadt ihre behörliche Königliche Gnade zugeſagt.

III. Dieſelbe erklähren ſich ferner und drittens zu deſtomehrer Bezeigung ihrer unterthänigſten Devotion gegen Ih. Kön. Majeſt. deroſelben durch einer Deputation aus ihren Mitteln/ ſolche ihre unterthänigſte Intention in Ihrem und der gantzen Bürgerſchafft Nahmen/ nach dem deßfals beliebtem und hiebey gefügtem Formular/ ſelbſt demühtig eröffnen und vortragen zu laſſen.

IV. Annebenſt auch zum vierdten/ weiln Ih. Kön. Majeſt. durch der Hn. Hn. Hn. Hertzogen von Lüneburg Fürſtl. Fürſtl. Fürſtl. Durchl. Durchl. Durchl. ſich dahin bewegen laſſen/ daß Sie dero wieder die Stadt gefaſten unwillen und ungnade ſchwinden und fallen laſſen/ deroſelben zur unterthänigſten Erkentlichkeit innerhalb zwey Jahren/ à dato an zurechnen/ in 5. Termin 220000. Reichsth. bahr erlegen zu laſſen/ dergeſtalt daß ſtrax bey erfolgender Kön. Ratification 70000. Reichsth. halb in ſpecie/ und halb in Crohnen/ 6. Monat darnach als den 1. Maji Anno 1680. 40000. Reichsth. in Dähniſchen Crohnen/ und denn noch abermahlen in 6. Monat 40000. Reichsth. in Crohnen/ und der Reſt/ als 30000. Reichsth. 6. Monat hernach auch in Dähniſchen Crohnen abgetragen werden ſoll. Jedoch daß dagegen alle von Ihrer Königl. Majeſt. wieder die Stadt/ auch und denen mit der Stadt Lübeck in Communione beſitzenden 4. Landen prätendirte Foderungen/ gäntzlich auffgehoben und abgethan/ alle der Stadt auch dero Bürger und Einwohnere angehaltene und arreſtirte Schiffe/ Wahren/ und Effecten/ und zwar auff der Elbe immediatè, bey erfolgender Ratification und Genehmhaltung; im übrigen aber ſo bald an jedem Ohrte die deßwegen nöhtige Befehle werden erlangen können/ relaxiret und reſtituiret werden.

V. Sind Ihro Königliche Majeſt. des Allergnädigſten Erbietens/ dieſen Interims-Receß binnen 8. Tagen allergnädigſt zu beſtättigen/ und darüber Ihro Königliche Genehmhaltung allergnädigſt extradiren zu laſſen/ wohingegen Burgermeiſter/ Rath und Bürgerſchafft der Stadt/ ſolchen ebenmäßig innerhalb beſagter zeit zu confirmiren, und denſelben in allen getraulich nachzukommen gehalten ſeyn ſollen.

Zu deſſen Urkund haben die zu Ends gemeldte Königliche Miniſter, und der Stadt Deputirte biß zu folgender Ratification, und der Stadt und ſämptlicher Burgerſchafft Confirmation, dieſen Interims-Receß eigenhändig untergezeichnet/ und mit ihren Petſchafften verſiegelt. So geſchehen zu Pinnenberg den 1. Novemb. 1679.

Formular der unterthänigſten Declaration, wovon in obigem Interims-Receß Meldung geſchehen.

Durchleuchtigſter/ Großmächtigſter König/ Gnädigſter Herr:

NAchdem Ew. Königl. Majeſt. durch Gottes Gnade in hieſigen dero Fürſtenthümeren/ und folgend in der Nähe der Stadt Hamburg/ glücklich angelanget/ und deren Deputirten eine gewiſſe in dreyen Puncten beſtehende Propoſition thun/ auch der Stadt Reſolution darüber begehren laſſen/ ſo viel den erſten Punct aber betrifft/ derſelbe anitzo wegen Kürtze der Zeit/ und anderer Umbſtände halber ſeine völlige Abhelffung nicht erlangen können/ und Ew. Königl. Majeſt. ſich dahero gnädigſt gefallen laſſen/ ſelbigen zu anderweitigen entweder gütlicher Abhandelung oder gerichtlicher Entſcheidung außzuſtellen/ und zu zwiſchen dero wieder die Stadt gefaſte Ungnade ſchwinden und fallen laſſen/ auch deßwegen in einem gewiſſen Interims-Receß/ Krafft deſſen Ew. Königl. Majeſt. auff die Stadt habende Jura und prætenſiones, wie auch der Stadt die Ihrige ungekränckt und ungeſchmälert vorbehalten werden/ gnädigſt zu willigen. So erſcheinen vor Ew. Königl. Majeſt. Burgermeiſter und Rahts-Deputirte in deren und der ſämptlichen Bürgerſchafft Nahmen/ und verſprechen ſolchen Interims-Receß in allen ſeinen Puncten und Clauſulen getreulich nachzukommen/ und abſonderlich Ew. Königl. Majeſt. mit unterthänigſter geziemender Devo-

ra contribuer à ſe maintenir dans la bienveillance de Sa·Maj. En reconnoiſſance de quoi, Sa Majeſté a promis à la Ville ſes bonnes graces & ſa bienveillance.

III. Les mêmes s'expliquent outre cela & en troiſiéme lieu, pour plus grand témoignage de ſa Devotion envers Sa Majeſté & promettent d'envoyer à Sa Majeſté des Deputez de leur part, qui apprendront à Sa Majeſté l'Intention ſincere du Senat & des Bourgeois en forme, ainſi qu'il eſt dit ci-deſſous.

IV. En quatriéme lieu, Sa Majeſté s'eſtant, par l'entremiſe de Meſſieurs les Ducs de Lunebourg, départée de ſon indignation contre la Ville, elle lui en fera reconnoiſſance de 220000. Escus, payables en cinq termes en deux ans: en ſorte qu'auſſi-tôt aprés la Ratification du Roi ſoient payez 70000. Escus, ſix Mois aprés, ſçavoir le 1. de May 1680. 40000. Escus, & encore ſix Mois aprés 40000. Escus, & encore de plus en ſix Mois 40000. Escus, & le reſte c'eſt-à-dire 30000. Escus, ſix Mois aprés. Moyennant quoi toutes les prétenſions de Sa Majeſté contre la Ville & les Terres, qu'elle poſſéde conjointement avec la Ville de Lubeck, ſeront entierement abolies, & tous les Vaiſſeaux de la Ville & de ſes Habitans, qui auront été arrêtez, comme auſſi tous ſes Biens, Marchandiſes, & effets ſeront relâchez & rendus aprés la Ratification: à ſçavoir ſur la Riviere d'Elbe immediatement, & ailleurs auſſi-tôt que les Lettres, qu'on y envoyera, y ſeront arrivées.

V. Sa Majeſté promet de confirmer ce Traité Proviſionel dans le tems de huit jours, & de faire rendre ſa Ratification, & de leur coſté les Bourguemaitres & le Senat de la Ville ſeront obligez de le confirmer en même tems, & de l'obſerver en tout ponctuellement.

Pour plus grande preuve de tout ceci les Miniſtres du Roi & les Deputez de la Ville, en attendant la Ratification & la Confirmation de la Ville, ont ſigné le preſent Traité, & y ont mis leurs cachets. Fait à Pinnenberg le 1. Novembre, 1679.

Formulaire de la Tres-humble Declaration, dont il eſt fait mention dans ce Traité Proviſionel.

Tres-Haut, & Tres-Puiſſant Roi,

VOſtre Majeſté eſtant par la grace de Dieu heureuſement arrivée dans ſes Duchez ici proches & dans le voiſinage de la Ville de Hambourg, & ayant fait faire aux Deputez du Magiſtrat de ladite Ville une certaine Propoſition, qui conſiſte en trois Articles, demandant la Reſolution de la Ville ſur iceux: Mais quant au premier Article, la brieveté du tems & d'autres circonſtances ne permettant pas de le vuider entierement, & pour cette raiſon ayant plu à Voſtre Majeſté de le remettre à un autre accommodement amiable, ou deciſion de Juſtice, en oubliant l'indignation qu'elle avoit conceuë contre la Ville, & de conſentir gracieuſement à un certain Traité Proviſionel, par laquelle ſont reſervez à Voſtre Majeſté les Droits & pretenſions ſur la Ville, auſſi-bien qu'à la Ville les ſiens dans leur entier & ſans infraction, Nous Deputez des Bourguemaitres & du Magiſtrat comparoiſſons devant Voſtre Majeſté au nom dudit Senat & de toute la Bourgeoiſie, promettans d'obſerver fidellement ledit Traité Proviſionel en tous ſes Points & Clauſes, & ſpecialement de témoigner à Voſtre Majeſté nôtre tres-humble

ANNO 1679.

Devotion zugethan zu ſeyn/ dero Beſtes zu befödern/ Schaden und Nachtheil aber von Ihr/ ſo viel an der Stadt iſt/ abzuwenden/ und bey Ew. Königl. Majeſt. gebührlich zu halten/ auch ſonſten alles ander/ ſo in beſagtem Interims-Receß enthalten/ vollenkömlich zu erfüllen/ vermittelſt daß die Stadt bey der Neutralität und ihren Commercien/ auch hergebrachten Rechten/ Privilegien und Freyheiten geruhig und ungekränckt bleiben und gelaſſen/ auch der Röm. Kayſerl. Majeſt. und dem Reiche dero gerechtſahme vorbehalten werden.

ble & convenable reſpect, de chercher ſon avantage, de détourner autant qu'il depend de la Ville ce qui lui pourroit eſtre dommageable, d'eſtre portez pour Voſtre Majeſté & d'accomplir tout ce qui eſt compris dans ledit Traité, moyennant que la Ville ſoit laiſſée & demeure paiſiblement & ſans infraction dans ſa Neutralité & ſes Commerces, comme auſſi dans ſes Droits, Privileges & Liberté, & que les Droits appartenants à Sa Majeſté Imperiale & à l'Empire leur ſoient reſervez.

CCIX.

15.Nov. FRANCE ET SAXE.

Traité d'Alliance & d'Amitié entre LOUÏS XIV. *Roi de France & Monſieur l'Electeur de* SAXE. *Fait à S. Germain en Laye le 15. Novembre 1679.* [FREDER. LEONARD. Tom. III.]

COmme les Traitez de Weſtphalie de l'année 1648. ont fait le fondement le plus aſſuré de la Paix & de la tranquillité de l'Empire, & qu'ils viennent d'être rétablis dans toute leur force par le Traité de Nimégue de l'année derniere; Sa Majeſté Tres-Chrêtienne touchée ainſi qu'elle a toûjours eſté, du bien & du repos de l'Empire, & portée par ſon ancienne affection pour Monſieur l'Electeur de Saxe, à prendre avec Son Alteſſe Electorale les meſures d'une Alliance ſolide, & à eſtablir des liaiſons nouvelles pour la conſervation des ſusdits Traitez de Weſtphalie & de Nimégue, a receu avec plaiſir les aſſeurances que Son Alteſſe Electorale lui a fait donner par le Sieur de Wolframsdorf, Son Chambellan & ſon Conſeiller Aulique, du deſir qu'elle auroit en répondant à l'amitié dont Sa Majeſté veut bien lui donner des marques, de ſe lier avec elle, pour affermir de plus en plus l'obſervation des ſusdits Traitez C'eſt dans cette veuë que Sa Majeſté aiant donné Pouvoir au Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, ſon Conſeiller en tous ſes Conſeils, & Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majeſté, de traiter de cette affaire avec ledit Sieur Wolframsdorf, ils ſont convenus des Articles ſuivans, aprés l'échange reciproque de leurs Pleinspouvoirs.

I. Il y aura à l'avenir entre le Roi & Monſieur l'Electeur de Saxe, une amitié ſincere & parfaite intelligence, laquelle ſera cultivée & obſervée tant de la part de Sa Majeſté que dudit Electeur, avec tout le ſoin & l'exactitude qui peuvent contribuer davantage à entretenir une bonne & eſtroite Alliance, même à l'avantage reciproque de leurs Etats.

II. Les Sujets de part & d'autre pourront exercer en toute liberté le Commerce dans les Terres, Roiaumes & Païs de S. M comme auſſi dans les Etats & Païs de Son Alteſſe Electorale de Saxe.

III. Comme Sa Majeſté & Son Alteſſe Electorale de Saxe, ont toûjours eu particulierement à cœur d'entretenir & de faire obſerver les Traitez de Weſtphalie, leſdits Traitez ſeront le fondement le plus ſolide de celui-ci, & Sa Majeſté & Son Alteſſe Electorale de Saxe, promettent reciproquement de contribuer tout ce qui ſera en eux pour les maintenir dans toute leur étendue, à l'exception ſeulement de ce qui a eſté changé ou derogé auſdits Traitez de Weſtphalie par le Traité de Nimégue du cinquiéme Fevrier, par celui de Zell auſſi du cinquiéme Fevrier, & par celui de S. Germain du 29. Juin de la preſente année, ſigné entre Sa Majeſté & Monſieur l'Electeur de Brandebourg.

IV. En vertu du preſent Article, Sa Majeſté s'oblige & promet en ſoi & parole de Roi, d'aſſiſter de tout ſon Pouvoir, proteger & deffendre la Perſonne, les Etats, Païs & Peuples de Son Alteſſe Electorale; comme auſſi les Terres, Parties & Droits qui appartiennent dans leſdits Etats aux Princes ſes Freres, toutes les fois qu'elle en ſera recherchée de Sadite Alteſſe Electorale, contre tous ceux qui les voudroient attaquer, troubler ou empêcher dans la jouïſſance des Droits & des avantages qui lui ont eſté accordez ou confirmez par ledit Traité de Munſter, auſſi-bien que de ſon autorité Electorale, & de tout ce qui lui peut & doit appartenir, & aux Princes ſes Freres, dans l'étenduë de ſes Etats.

V. Son Alteſſe Electorale de Saxe, s'oblige auſſi & promet en ſoi & parole de Prince, d'aſſiſter de tout ſon Pouvoir Sa Majeſté en cas qu'elle vienne à eſtre attaquée ou troublée par qui que ce ſoit, en la jouïſſance des Droits, Etats & Places qu'elle poſſede dans l'Empire, & qui lui ont été delaiſſez pour eſtre unis & incorporez à la Couronne de France par les Traitez de Munſter & de Nimégue.

VI. Le preſent Traité d'Alliance & d'Amitié, entre Sa Majeſté & Son Alteſſe Electorale, durera l'eſpace de quatre ans, à commencer du jour de la Signature des preſens Articles, & les Ratifications en ſeront échangées dans deux Mois du meſme jour de la Signature, ou plûtôt ſi faire ſe peut.

En foi de quoi Nous ſouſſignez, en vertu de nos Pleinpouvoirs reſpectifs, avons ſigné ces preſentes, & y fait appoſer les Cachets de nos Armes Fait à S. Germain en Laye le quinziéme jour de Novembre 1679. *Ainſi ſigné,*

ARNAULD. (L.S.)

G. TH. DE WOLFRAMSDORF. (L.S.)

CCX.

12-22. Dec.

Müntz-Receß zwiſchen denen dreyen im Müntzweſen correſpondirenden Löbl. Franck- Bayr- und Schwäbiſchen Crayſſen aufgerichtet/ wodurch ſie verſchiedene ringhaltige Müntzen abſetzen/ und zu wiedereinführung guter Stücke heilſame verordnung thun. Nürnberg den 12-22. Decembr. 1679. Mit dem deßwegen von obgedachten Löbl. Ständen ergangenen Edict. Loco & die ut ſupra. [LONDORPII *Acta Publica* Tom. X. Libr. II. Cap. CCI. ſub num. 28. pag. 175.]

C'eſt-à-dire,

Recès conclu entre les trois Cercles de l'Empire unis au ſujet de la Monnoye, FRANCONIE, BAVIERE, *&* SUABE, *par lequel ils conviennent de la reforme de diverſes méchantes eſpéces, & de la forme, du poids & du Titre de quelques autres qu'on doit introduire. A Nuremberg le* 12-22. *Decembre* 1679. Avec l'EDICT *publié par leſdits Cercles, en execution du même Recès. A Nuremberg le dit jour* 12-22. *Decembre* 1679.

KUnd und zu wiſſen/ demnach die nächſthin vorgeweſene leidige Kriegs-motus, neben andern daraus gemeinem Vatterlande mehr zugeſtandenem/ und faſt unzehlbaren Unheil/ auch ſo viel zu Schaden gewürcket/ daß der in des Heil. Reichs-Stadt Augſpurg ſub dato des 21. (11.) Junii 1677. abgefaſte Müntz-Probation-Schluß zu ſeiner Execution nicht gebracht werden können/ darauff auch ferner erfolgt/ daß das den 15. Junii 1676. vorhero ins Reich emanirte allergnädigſte Kayſerliche Edict von einigen Müntz-Ständen immittelſt gleichfalls auſſer Augen geſetzt/ und mit fortwährender Ausmüntzung nicht nur der vorig ringhaltenden Sorten/ biß zu dato verfahren/ ſondern darin noch mehr und weiter von der Löbl. Reichs-Müntz-

Ordnungen an Schrot und Korn abgetretten worden. Als hat der Hochwürdigſte des Heil. Reichs Fürſt und Herr / Herr Peter Philip / Biſchoff zu Bamberg und Würtzburg / auch Hertzog in Francken / der dreyen in Müntzweſen correſpondirender löbl. Fränck- Bayr- und Schwäbiſchen Crayſen Director, dannenhero Urſach genommen / einen anderweitigen Müntz-Probations-Convent, gegen den 11. currentis, der Ordnung nach / auff anhero in des Heil. Reichs-Stadt Nürnberg auszuſchreiben / geſtalten hierauff der geſambten höchſt- und wollöbl. Chur-Fürſten und Ständen Räth und Abgeſandte ſich neben gewöhnlicher Legitimation eingefunden / und nach der proponirten quæſtionen reiffer Uberlegung geſchloſſen / wie folget:

Und zwar ſeynd erſtlich nach abgeleſenen jüngſten Augſpurgiſchen Müntz-Receß der Wardeinen gefertigte Relationes angehört und die ſeithero ausgemüntzte Einheimiſche ordinari Gold- und ſo grob als geringe Silberne Sorten / der Reichs Müntz-Ordnung gemäß / auch dabey kein ſonderbahre defect befunden worden. Anlangende aber die unter der Claß der ausländiſchen Sorten befindliche Einheimiſche ſowol auch die ausländiſche Wercker an ſich ſelbſten / ſeynd nach Anzeig beſagter relationen und Abtruck ſub Lit. A. B. & C. dem Reichshalt / Schrot und Korn / gantz ungemäß / und wie folgt befunden worden.

1. Sub Num. 1. iſt notirt ein Sorten gantze Güldener / unter Ihr Hochfürſtl. Durchl. Herrn Johann Friedrichen Hertzogen zu Braunſchweig-Lüneburg Gepräg / mit der Jahrzahl 1678. an deren 100. Stück der Reichsthlr. à 96. kr. 10. fl. 37. kr. 2. pf. zu Verluſt ſtehen.

2. Dann iſt ſub Num. 2. bemerckt ein Güldener unter Ihr. Hochfürſtl. Durchl. Herrn Johann Ernſt zu Sachſen Gepräg mit der Jahrzahl 1678. gehet an 100. Stück zu Verluſt 18. fl. 40. kr. 3.1/2 pf.

3. Ferner ein Güldener ſub Num. 3. mit Hochfl. Brandenb. Onolzbachiſchem Gepräg und der Jahrzahl 1677. iſt an 100. fl. Verluſt 12. fl. 19. kr.

4. & 5. Widerumb 2. ſortementen erſtgedachter Brandenb. Onolzbachiſcher Güldener ſub Num. 4. & 5. und der Jahrzahl 1679. gehen bey jenem in Abgang 11. fl. 24. kr. 3.1/2 pf. bey dieſem aber 14. fl. 1. kr. 1. pf. von 100. fl.

7. & 8. ſub Num. 7. & 8. weiſen ſich zwey Sorten Fürſtl. Oettingiſcher Güldener / mit der Jahrzahl 1675. und 1677. die doch in dieſem noch lauffenden Jahr ausgemüntzt worden / befinden ſich an Schrot und Korn ſehr ungleich / und iſt dahero der Verluſt von 100. fl. hieran dreyerley / als erſtlich 18. fl. 39. kr. dann 16. fl. 57. kr. 1. pf. und letzlich 10. fl.

9. Sub Num. 9. iſt befindlich ein Gräfl. Montfortiſcher Güldener mit der Jahrzahl 1676. und dem Verluſt von 100. fl. 16. fl. 24. kr. 1.1/2 pf.

10. Sub Num. 10. ein Güldener / unter Herrn Reuſſen von Plauen Gepräg unter der Jahrzahl 1679. daran von 100. fl. Verluſt 16. fl. 57. kr. 1. pf.

11 & 12. Ferner ſub Num. 11. & 12. zweyerley Sorten Brandenb. Onolzbach 15. kr. mit denen Jahrzahlen 1678. & 1679. iſt der Verluſt von 100. fl. 16. fl. 55. kr. 1. pf.

13. Noch ein Brandenb. Onolzbachiſches ſortement von 6. kr. mit num. 13. und der Jahrzahl 1678. woran von 100. fl. Verluſt 17. fl. 16. kr. 3. pf.

14. Sub Num. 14. Fürſtl. Oettingiſche 6. Kreutzerer mit der Jahrzahl 1678. daran von 100. fl. Abgang 24. fl. 33. kr. 1. pf.

15 & 16. Sub Num. 15. & 16. Zweyerley Sorten neue Friedbergiſche Groſch. mit der Jahrzahl 1679. iſt an 100. fl. Verluſt 25. fl. und num. 17. & 18. neue unbekandte kr. mit der Jahrzahl 1679. bringen 100. fl. Abgang 38. fl. 35. kr. 1. pf.

Hierauff nun hat man von Convents wegen auff die jenige Mittel und Weg ſorgfältig angetragen / wordurch ſo obſpecificirt- als andere Müntz Gebrechen abgetilget / und hingegen die alte löbl. Müntz-Satzungen / ſo viel zu der Zeit noch geſchehen kan / reintroducirt werden mögen / da man die deliberanda zu mehrer facilitirung des Schluſſes in verſchiedene Puncten abgetheilet. 1. was für Sorten zu verruffen / und abzuwürdigen / wie hoch jede Claß / und unter was Termin. 2. was ſonderbahr gegen die ſeit dem allergnädigſt ausgelaſſenen Kayſerlichen Edict, und alſo wieder deſſelben Verbott außgemüntzte Sorten fürzunehmen / und wie ſich die unſchuldige Stände wegen ihres und der ihrigen hierob leidenden groſſen Schadens zu erhohlen und ihre indemnität zu ſtabiliren hätten. 3. Durch was Mittel das fernere ausmüntzen der ringhaltigen Sorten nachdrücklich und realiter zu verhüten. 4. Wie eine durchgehende Reichs-Conformität zu rehaben / und einzuführen. 5. was und viel die 3. löbliche Crayß an Reichs-ordnungs-mäſſigen Sorten außzumüntzen / ſich vor jetzt vergleichen möchten. 6. Auff was mügliche Weg der ſchädliche Müntz-Wechſel und der groben Reichs-Sorten Verführung für das künfftig abzuwenden. 7. und letztens / ob der Reichsthaler bey ſeiner Erhöhung ad 6. kr. gelaſſen / oder nach nunmehr Gott lob wieder erlangten Frieden / und dannenhero mehrers anſcheinender Hoffnung die alte Müntz-Ordnungen zu reſuſcitiren, auff den vorigen Fuß der 1. fl. 30. kr. wieder abzuſetzen. Allermaſſen man nun anvorderſt all das jenige / was vermög des nähern Augſpurgiſchen Receß de Anno 1677. abgehandelt / und beliebt worden / als da iſt die Abſtellung der Hecken- und alleinige Gebrauchung der ehemals verglichen: und von Käyſerlicher Majeſt. wegen approbirten Ordinari Müntz-ſtädten ohne admodiat- und Verpachtung derſelben auch allen andern geſährden Verpflichtungen der ſpecial-Wardeinen und Müntzmeiſter vor und bey den Müntz-Probation-Conventen / Einhaltung der Drahtzieher / Gold- und Silberſchlager / Poſamentirer / Goldſchmied / und dergleichen nur ad luxum dienender / dem publico aber / mittelſt Brechung der guten Sorten / nicht wenig ſchädlicher Leut / beſtändige Fortſetzung der Ordinarie Müntz-Probations-Convent / und was dergleichen mehr iſt / auffs neu beliebet / und ſchlußmäſſig anhero wiederholet: als hat man ſich auff obgeſetzte Puncten nachfolgender Maſſen reſolvirt und verglichen / und zwar iſt zum gemeinen Schluß per majora gebracht worden / daß nach-ſpecificirte / ſo vor als nach dem Kayſerlichen Edict, und zumalen deren theils auff unberechtigten Müntz-Städten / theils aber durch einige deren correſpondirenden 3. Crayſen unverpflichte Wardeinen und Müntzmeiſter / außgemüntzte Fürſtl. Sachſiſche unter Ihr. Durchleucht. Hertzog Johann Ernſt Gepräg Anno 1678. ausgegangene / wie auch Fürſtl. Oetting. Quedlinb. Gräffl. Schwartzenburg. Montfort. Reuſſen Plauiſch und Fuggeriſch reſpectivè gantz und halbe Güldener 15. 12. 6. 3. und 1. Kreutzerer / zwiſchen hier und den 11/21 Febr. 1680. alſo unter 2. Monatlicher Friſt gäntzlich verruffen / biß dahin die Güldener noch 60. Kr. wie vor / gelten / alsdann in Gewährſchafft und Handlungen nicht mehr angenommen / per 50. Kr. aber / ſo viel die Güldener betrifft / die geringer Sorten aber nach Proportion auff 1/6 geringer / als ſie bißhero gäng und geb geweſen / dannoch und in ſo weit ausgeſchlagen werden ſollen / biß daß ſelbe jedes Orts Oberkeit / und auſſer deren ſonſt niemand / bey Verluſt des Müntz-Guts in erſt gemeldtem Preiß von den Unterthanen gegen Zahlung anderer bey der Hand habender Gelder einwechſeln / umbſchmeltzen / und in gute Reichs-ordnungsmäſſige gantz und halbe / viertel / ſechſtel und achtels Thaler / den Fuß des Reichsthalers à 96. Kreutzer gerechnet / verwandlen ſolle / welchen Verſtand es dann auch mit dem Bruchſilber dergeſtalten hat / daß ſolches ebenfalls der Herrſchafft allein in billichem Preiß und niemanden anders / wer der auch ſeye / geliefert werden ſolle. Anlangend nun die Fürſtl. Onolzbachiſche gantz und halbe Güldener 15. 6 und 3. Kreutzerer / da hat man zwiſchen denſelben dieſen Unterſcheid und Abſatz zu halten geſchloſſen / daß die 15. 6. und 3. Kreutzer zwiſchen hier / und obbeſagten 2. Monatlichen Termin / gleichfalls verruffen / und ſampelich zu Einwechslung und Verſchmeltzung auff 1/6 abgeſetzt / die nach / und ſeit dem Kayſerlichen Edict auch ausgemüntzte gantz und halbe Güldener gleichmäſſig verruffen und ſub prædicto termino auff 50. Kreutzer deprezzirt, und in ſolchem Preyß zu denen Müntz-Städten einzuliefferet / die andere aber / ſo ante Edictum Cæſareum ausgemüntzt worden / unter die Claß der à 50. Kreutzer abzuwürdigen ſtehenden Sorten / wie nachfolgender § zeiget / geſtellt / und gleich anderen in ſolchem Preyß noch weiters paſſirt werden ſollen; und iſt ſo viel erſtged. Verruffung betreffend von gemeinem Convents wegen darüber ein beſonderes Müntz-Mandat unter ordentlicher Außzeichnung der ſolcher maſſen verruffenen Sorten ſub Lit. D. in Truck gelaſſen / und zu männigliches Wiſſenſchafft gebracht worden; Anreichend aber die weitere zur Abwürdigung vermeynte Sorten / da hat man dieſelbe nach Anzeig des ſub Lit. C nicht minder in Truck gegebenen Müntz-Mandats / und beygefügten ſchematis ordentlich exprimirt und à 54. Kreutzer dergeſtalt abgeſetzt / daß ſie biß ad 1. May des bald hoffenden 1680. Jahrs ihren bißherigen Valor der 60. Kreutzer behalten / alsdann aber nur à 54. Kreutzer wie ſchon gemeldet / genommen werden ſollen / daß alſo bey obig erwehnter Verruffung 2. bey der Abwürdigung hingegen ſo viel als 4. Monat / und was darüber iſt / pro termino zu beobachten ſtehet.

Und diß ſo viel der ringhaltigen Sorten Verruff- und Abwürdigung / was aber der Stände indemniſation in genere & ſpecie betrifft / da hat man ſich dahin mit einander verſtanden / daß in Krafft des vorig Augſpurgiſchen Müntz-Probation-Schluſſes / gegen die contravenirende Stände mit Fiſcaliſchen Proceſſen verfahren / und hierdurch die an ſich ſelbſt gantz billig zu erfordern habende Schadloshaltung / quoad futurum aber Ihro Kayſerliche Majeſtät umb nachdrückliche Abſtellung des fernern ringhaltigen Außmüntzens / und was dabey weiter mit einlauffe ut Lit. F. allerunterthänigſt belangt werden ſollen.

Damit aber ein jeder Stande ſein und der ſeinigen Schaden ſo beſſer zu liquidiren habe / hat man für thunlich ermeſſen / daß zu ordentlicher Abzahlung der in die Müntz-Stadt zur Umbſchmeltz- und anderweiter Außprägung liefernder / ſo abgewürdige als verruffener Sorten / gewiſſe Notarii beſtellt / die Summen von Zeit zu Zeiten notiret / und darüber inſtrumenta publica gefertigt werden möchten.

Auff daß auch der Reichs-Fiſcal gegen die damnificirende Stände ſo angelegener verfahre / hat man ferner für gut angeſehen demſelben von der hiernächſt zu Spruch-kommender indemniſations-Summa ein ergiebiges honorarium zugeben zugelaſſen.

Was nun die nachtrückliche Verhütung weiterer dergleichen Sorten Außmüntzung belanget / da iſt über das ſub Lit. F. bereit allegirte Bitt- und Remonſtration Schreiben / an allerhöchſtged. Ihrer Kayſerl. Majeſtät noch weiter für gut angeſehen / und beliebt worden / daß die denen 3. correſpondirenden Crayſen incorporirte Stände / welche biß auff dato ſo geringhaltig ausgemüntzt / von gemeinem Convents wegen ut Lit. G. davon beweglich abgemahnt / durch die Hochfürſtl. Crayß-Außſchreib-Aempter / auch in Krafft mehr angezogenen Kayſerl. Müntz-Edicts, die Hand darob gehalten / und auff weitere Verſpürung

ſolcher-

ſolcherley Außmüntzens / deren Officia nachdrücklich interponirt, das neue Geld / und was auff hecken-Müntzſtädten / an wiewol guten Sorten ausgemüntzt wird / neben dem ringhaltigen von jedes Orts Obrigkeit / ſo gleich confiſcirt / zu ſolcher Auffſicht aber / gewiß verpflicht- und zuverläſſige Leute / und zwar ſo Wardeinen / als andere beſtellt / ſalarirt, und ſo ſie der Obrigkeit jedes Orts eine Anzeig geben / ihnen das Drittel vom confiſcirten Müntz-Gut überlaſſen / die Ubertrettere nach den Reichs-Conſtitutionibus pœnaliter beſprochen / nach denen unverpflichten Müntzmeiſtern und Wardeinen gegriffen / und gegen ſie den Reichs-Satzungen gemäß verfahren / die Eiſenſchneider ſcharff verpflichtet / und ihnen ohne herrſchafftliche Erlaubnüß / einige Stämpff- und Prägſtück zu ſchneiden nicht geſtattet werden ſolle / alles in Krafft des öffters angezogenen Kayſ. Edicts, nächſt vorigen Augſpurgiſchen Müntz-Probation-Schluſſes / und der heilſamen Reichs-Conſtitutionen / und Müntz-Ordnungen an ſich ſelbſten / wie aber ein univerſal Reichs-Conformität zu erhalten und einzuführen / da hat man für ein zulänglich expediens gehalten / dieſe intention allervorderſt an Ihre Kayſerl. Majeſt. inmaſſen ſub Lit. F. allſchon berühret worden / alsdann aber Ihre Churfürſtl. Gn. und Durchl. zu Mayntz und Sachſen / dann abſonderlich an den zu Regenſpurg annoch fürwährenden Reichs-Convent ut Lit. H. & I. nebſt gewönlicher Communicirung des Receſſes, auff das beweglichſte zu recommendiren. Was und wie viel man

Von Seiten der drey Craiß an guten Reichs-Sorten zum Anfang / und für jetzt außzumüntzen / darüber hat man ſich ob defectum inſtructionis dermahlen nicht vernehmen laſſen können / Es iſt aber ad referendum genommen / und benebenſt veranlaßt worden / ſich hierüber bey nächſtfolgenden Müntz-Probations-Convent eigentlicher zu erklären / dabey man auch den jenigen hohen und andern Ständen die außmüntzung einer mehrern Summa ohn ſchwer zu fallen erachten wil / welche aus dem bißherigen Vermüntzen ringhaltiger Sorten groſſen Nutzen gehabt / wornebenſt man auch zumahlen in Hoffnung ſtehe / es werden die jenige hohe Ständ / ſo mit Berg-wercken verſehen ſich für andern amore publici die fernere Continuation des außmüntzens guter gerechter Gold- und Silber Sorten / belieben laſſen / durch was für zulängliche Wege aber

Der ſchädliche Müntz-Außwechſel / und das Verführen / der groben guten Sorten abzuwenden und kräfftiglich zu verhüten wäre / da hat man dem Augſpurger Receß dißfalls nachzugehen / mithin aber für gut erachtet / daß alle Stände insgemein in ihren Territoriis darauff fleiſſig und ernſtlich abſehen nehmen / und ihren Handelsleuthen / Schutzverwandten / Juden / und vielleicht ſchon guten Theils bekandten Kippern und Wippern / dergleichen nicht mehr verſtatten / ſondern ſie vielmehr durch geſchärfftes Obrigkeitliches Verbott auch würckliche vornehmende Beſtraffungen davon nachdrücklich abhalten / die Hochfürſtl. Craiß-Außſchreib-Aempter auch dagegen vigiliren / und ihres hohen Orts gleichfalls verhüten helffen mögen / damit alle ſchädliche Umbſchmeltzung / Außwechſelung und gewinnſüchtige Außführung der guten Reichs-Gold- und Silber-Sorten eingeſtellt / denen Drathziehern / Gold- und Silberſchlägern / Poſamentirern und Goldſchmieden / wie bereit obvermeldet / im Müntzbrechen ein Ziel geſteckt werde. Es ſollen auch aller Orten und von jeden Herrſchafften und Obrigkeiten verpflichte Auffſeher beſtellt werden / denen auch ein gewiſſes ſalarium ſampt dem Drittel von dem confiſcirten Müntz-Gut zu verordnen ſtünde. Und weilen die Verführung der guten gerechten Reichs- und anderer Sorten / und nothwendige Fortſetzung der Handelſchafft allerdings zu verbieten nicht möglich / auch hierin den Kauff- und Handelsleuten / ob und wie viel ſie an Geld auſſer dem Reich zu Treibung gedachter ihrer Handelſchafften zu verſenden befugt ſeyn ſollen / vorzuſchreiben / zumahlen aber auch die Summ derſelben in öffentlichen atteſtatis zu melden / allerhand beſorgender Gefahr halber nicht thunlich iſt / als ſolle von jedes Kauff- und Handelsmanns ordentlicher Obrigkeit / denen ſo dergleichen Geld verſchicken wollen / unter Obrigkeitlicher Urkund atteſtata jedoch unbenennt der Summen ertheilt / und dadurch an den Orten / ſonderlich an den Gräntzen allwo man es erfodert / denen Zöllnern und Mauthnern vorgelegt werden / daß ſolches Geld zu keinem andern End als zu bemeldter Fortſetzung ihrer Handlung deſtinirt ſeye / Es iſt aber hierbey für gut und nöthig erachtet worden / daß von jedes Orths Obrigkeit kein dergleichen atteſtatum über das Geld auſſer dem Reich zu führen / ertheilet werden ſolle / es ſeyen dann perſonæ publicæ und verpflichte Leute bey dem Einpacken / die der Obrigkeit fideliter referiren ſollen / daß zu alleiniger Fortſetzung der Handlungen und Bezahlung der Waaren / gar nicht und keines wegs aber zu einig andern Gewinn und Profit / aus dem Geld an ſich ſelbſt / ausgeführet werde; Solte ſich aber hierbey ein verdeckende Gefährd / und begründeter genugſamer und erheblicher Verdacht zeigen / ſo ſtünde dem Territorial-Zoll- und Mautheern frey / die Güter auf ſolchen Fall / wann zumahlen kein Obrigkeitliches atteſtatum vorhanden / viſitiren / und auff dergleichen Gefährde würcklicher Befindung confiſciren zu laſſen / damit auch dieſes ſo mehrern Verfang und Nachtruck / und ſich niemand mit der Unwiſſenheit zu entſchuldigen haben möge / hat man ſich Conventus wegen eines Mandats / welches von geſampten Ständen zu publiciren und zu männiglichs Wiſſenſchafft an öffentlichen Orten zu affigiren / ut Lit. K. verglichen / und in Truck gegeben.

Endlichen und ſo viel den Valor des guten Reichs-ordnungsmäſſigen Thalers concernirt, da iſt man aus bewegenden Urſachen dahin ſchlüſſig worden / daß derſelbe ad interim und biß zu andern Zeiten bey ſeinem ehmals auffgeſetzten äuſſerlichen Werth der 96. kr. verbleiben / die im Müntz-Mandat und Abtruck ſub Lit. E. ſpecificirte 5. Ausländiſche Thaler-Sorten aber nur à 90. kr. wie biß anhero genommen werden ſolle. Zu mehrern Urkund deſſen iſt gegenwärtiger Receß in triplo originaliter gefertiget / und jedem Löbl. Craiß ein Exemplar zugeſtellt. Ihrer Kayſerl. Majeſt. aber / ſo wol auch Ihrer Churfürſtl. Gn. und Durchl. zu Mayntz und Sachſen / wie allbereit obgemeldet. Dann iſt des Heil. Reichs-Stadt Regenſpurg anweſenden Deputirten / die Büchſen ſampt den Schlüſſeln zugeſtellet worden. So geſchehen in des Heil. Reichs-Stadt Nürnberg den 22/12. Decembr. 1672.

Müntz-Edict.

DEmnach man ſich bey dieſem in des Heil. Reichs-Stadt Nürnberg abermahls angeſtellten Müntz-Probation-Convent in krafft deß den 15. Junii 1676. allergnädigſt ausgelaſſenen Kayſerl. Edicts, ſo wol auch des den 21. Junii darauff gefolgten 1677. Jahrs in des Heil. Reichs-Stadt Augſpurg abgefaſten Müntz-Receſſes / zu der einzigen wiedererhebung des zerrütten Müntz-Weſens / bey zumahlen wieder erlangten lieben Frieden gemüſſigt befunden / einige allzuringhaltige / theils ſeit obererwehnten Kayſerl. Edicts, theils aber an unberechtigten Müntz-Städten / und durch unverpflichte Müntz-Meiſter ausgeprägte gantz und halben Gulden / 15ner / 12/6/ 3er und einfache kr. und darunter in ſpecie geſampte / ſo vor- als nach dem Kayſerlich. Edict. ausgemüntzte Fürſtl. Oeting. Quedlinburg. Gräfl. Schwartzenburg. Montforteiſche / Reuſſen-Plauiſch- und Fuggeriſche gantz und halbe Guldener / dann abſonderlich die geſampte Fürſtl. Brandenburg. Onoltzbachiſche 15ner / 6er und 3kreutzerer dergeſtalt zu verruffen / daß von dato dieſes Müntz-Mandats / unter den nächſten 2. Monaten / das iſt auff den 12/22. Febr. des bald hoffenden 1680. Jahrs / alle obſpecificirte / und in gegenwärtigem Schemate auffgezeichnete Sorten in Gewerbſchafft und Zahlung nicht genommen / hingegen aber unter dem Werth von 50. und 25. kr. ſo viel die gantz und halbe Guldener betrifft / die andern geringe Sorten aber gleichfalls auff das 6tel / und zwar dergeſtallt abgewürdiget / daß ein XVner $12.\frac{1}{2}$ kr. ein 6. kreutzerer à 5. und 1. drey kreutzerer à $2.\frac{1}{2}$ kr. jedes Orts Obrigkeit zum auffwechſeln / einſchmeltzen / und anderweiten Reichs-Ordnungs-mäſſigen ausmüntzen / ſonſt aber niemand / bey confiſcirung des Müntz-Guts / geliffert / vorbehaltlich der von denjenigen Ständen zu erfodern habenden indemniſation, ſo dieſe ringhaltige Sorten ausmüntzen laſſen / ſolcher maſſen zahlt werden ſolle. Als hat man vor nothwendig ermeſſen / dieſe Verfügung zu männiglichs Wiſſenſchafft dergeſtalt kommen zu laſſen / daß ſich ein jeder in Handel und Wandel / auch ſonſt in andere Weg darnach zu richten haben möge. Im übrigen läſt man es auch wegen der doppelt und einfachen Polniſchen Groſchen / und andern ausländiſchen halben Batzen / Albus / Kreutzern / zern / und ſo genannten Ungerlin / bey den mehrmahls ausgegangenen / ſo general- als ſpecial Müntz-Mandaten / und darinn begriffenen Verbott noch allerdings bewenden. Datum in des Heil. Reichs-Stadt Nürnberg / bey noch fürwährendem Müntz-Probations-Convent den 12/22. Decembris, 1679.

Lit. A.
Fränck. Craiſes Müntz-wardeins Bedencken:

IN dieſem hochlöbl. Fränckiſchen Craiß ſeynd ſeither dem letzten in des Heil. Reichs-Stadt Augſpurg gehaltenen Müntz-Probations-Tag nachfolgende ſilberne Müntz-Sorten (welche der Reichs Müntz-Ordnung nach zu wieder ſich befinden) in Bezahlungen häuffig eingeſchoben worden / ſolche habe meinen Pflichten gemäß auffgezogen / durchs Feuer probiret / und nach dem guten Reichthaler zu 96 kr. calculiret / an Schrot / Korn / Werth und Verluſt befunden / wie die höchſt- und hochanſehenliche Herren Abgeſandte und Müntz-Räth mit mehrerm gnäd. und großg. zu vernehmen haben.

1. Eine Sorte neue Güldner unter Sr. Hochfürſtl. Durchl. Hn. Hn. Johann Friederich / Hertzog zu Braunſchweig und Lüneburg Gepräg / und mit der Jahrzahl 1678. wie an dem Abtruck mit Num. 1. zu erſehen / gehen auff die rauhe Marck Cöllniſch 16. St. halten an fein 15. Loth 16. Gren / wird die feine Marck hinaus gebracht

	16 fl. 6 kr. $2.\frac{183}{143}$ pf.
dann der gute Reichsthaler	1 fl. 46 kr. $1.\frac{231}{1007}$ pf.
iſt 1. Stuck werth.	53 kr. $2.\frac{1}{2}$ pf.

und an 100 fl. Verluſt coſt. 37 kr. 2 pf.

2. Zwey andere neue Güldner unter Ihro Hochf. Durchl. Hn. Hn. Johann Ernſt zu Sachſen Gepräg / und mit der Jahrzahl 1678. wie an dem Abtruck ſub Num. 2. zuerkennen / gehen $13.\frac{7}{20}$ St. auff die rauhe Marck Cöllniſch / halten an fein 12. Loth / daran wird die feine Marck hinaus vermüntzt

17 fl. 35. kr. $3.\frac{13}{20}$ pf.

und der gute Reichsthaler	1 fl. 57 kr. 1 70/161 pf.
iſt ein Stück werth	48 kr. 3 7/48 pf.
an 100 fl. Abgang	18 fl. 40 kr. 3 3/8 pf.

3. Wiederumb neue Guldener unter Sr. Hochfürſtl. Durchl. Herrn Hn. Johann Friederich / Marggraffen zu Brandenburg Gepräg / und mit der Jahrzahl 1679. wie an dem Abtruck mit Num. 9. zuerkennen / gehen 12. 1/3 Stück auff die rauhe Marck Cöllniſch / halten an fein 12 Loth / wird die feine Marck hinaus gemüntzt 16 fl. 26 kr. 1 1/9 pf.

und der gute Reichsthaler	1 fl. 49 kr. 2 34/35 pf.
iſt ein Stück werth	52 kr. 2 6/37 pf.
dann an 100 fl. Abgang	11 fl. 19 kr.

4. Wiederumb neue Guldner unter hoch obged. Sr. Hochfürſtl. Durchl. zu Brandenburg Gepräg / und mit der Jahrzahl 1679. wie an dem Abtruck ſub Num. 4. zu erſehen / gehen 6. 4/21 Stück auff die rauhe Marck Cöllniſch / halten an fein 12 Loth ſcharff / wird die feine Marck hinaus gebracht 16 fl. 15 kr. 10/21 pf.

dann der gute Reichsthaler	1 fl. 48 kr. 1 83/189 pf.
iſt das Stück werth	53 kr. 5/8 pf.
und an 100 fl. Einbuß	11 fl. 24 kr. 3 1/2 pf.

5. 6. Abermahlen zweyerley neue Hochf. Margg. Guldener / beyde mit der Jahrzahl 1679. wie an den Abtrucken mit Num. 5. und 6. zu erſehen / gehen beyder Sorten 12. 22/31 Stück auff die rauhe Marck Cöllniſch / halten an fein 11 Loth 15 Gren / wird die feine Marck hinaus gebracht 16 fl. 44 kr. 3 1541/2201 pf.

dann der gute Reichsth.	1 fl. 51 kr. 2 11095/19809 pf.
iſt ein Stück werth	51 kr. 2 11/31 pf.
und an 100 fl. Verluſt	14 fl. 1 kr. 1 pf.

7. 8. Ander zweyerley Sorten neue Guldner unter Ihro Hochf. Durchl. Herrn Hn. Albrecht Ernſt zu Oettingen Gepräg / und mit den Jahrzahlen 1675. und 77. welche doch in dieſem Jahr ausgemüntzt worden / wie an denen Abtrücken mit Num. 7. und 8. zuerſehen / befinden ſich an Schrot und Korn ſehr ungleich / alſo daß man mehr als dreyerley Valvationes berechnen muß / gehen erſtlich 12. 1/4 Stück auff die rauhe Marck Cöllniſch / halten an fein 11 Loth 16 Gren / wird die feine Marck hinaus vermüntzt 16 fl. 29. kr. 7 1/180 pf.

der gute Reichsth.	1 fl. 49. kr. 3 555/563 pf.
iſt das Stück werth	52 kr. 1 31/40 pf.
kompt an 100 fl. Einbuß	12 fl. 39 kr.

Zum andern ſo befinden ſich wiederumb andere Oettingiſche Guldner / deren gehen 13 Stück auff die rauhe Marck Cöllniſch / halten an fein 12 Loth / daran kompt die feine Marck hinaus 17 fl. 20 kr.

dann der gute Reichsth.	1 fl. 55 kr. 2 1/9 pf.
iſt das Stück werth	49 kr. 3 4/11 pf.
an 100 fl. Abgang	16 fl. 57 kr. 1 pf.

Drittens gehen der Sorten wiederumb 13. 1/3 Stück auff die rauhe Marck Cöllniſch / und halten an fein 12 Loth / daran wird die feine Marck hinaus gebracht p. 18 fl.

und der gute Reichsth.	2 fl.
iſt das Stück werth	48 kr.
dann an 100 fl. Verluſt	20 fl.

9. Ferner neue Guldner unter Ihr. Hochgräfl. Gn. Hn. Hn. Joh. von Montfort Gepräg / wie an dem Abtruck mit Num. 9. zu erſehen / und mit der Jahrzahl 1679. gehen auff die rauhe Marck Cöllniſch 12. 4/5 Stück / halten an fein 11 Loth 16 Gren / wird die feine Marck hinaus gebracht 17 fl. 13 kr. 2 90/107 pf.

der gute Reichsth.	1 fl. 54 kr. 3 565/961 pf.
iſt ein Stück werth	50 kr. 5/8 pf.
und an 100 fl. Verluſt	16 fl. 24 kr. 1 1/2 pf.

10. Wiederumb neue Guldner unter Hn. Hn. Reuſſen von Plauen Gepräg / und mit der Jahrzahl 1679. wie an dem Abtruck mit Num. 10. zu erſehen / gehen 13. Stück auff die rauhe Marck Cöllniſch / halten an fein 12. Loth / wird die feine Marck hinaus vermüntzt 17 fl. 20 kr.

und der gute Reichsthaler	1 fl. 55 kr. 2 1/9 pf.
iſt ein Stück werth	49 kr. 3 4/11 pf.
und an 100 fl. Abgang	16 fl. 57 kr. 1 pf.

11. und 12. Zweyerley Sorten neue 15. kreutzerer unter Hn. Hn. Joh. Friederich / Marggraffen zu Brandenburg Onoltzbach Gepräg / und mit den Jahrzahlen 1679. und 78. wie an denen beyden Abtrucken mit Num. 11. und 12. zu erkennen / gehen theils 39. Stück auff die rauhe Marck Cöllniſch / halten an fein 9. Loth / daran wird die feine Marck hinaus vermüntzt 17 fl. 20 kr.

und der gute Reichsthaler	1 fl. 55. kr. 2 1/9 pf.
iſt das Stück werth	12 kr. 1 30/41 pf.
an 100 fl. Verluſt	16 fl. 55 kr. 1 pf.

Es gehen auch theils ſolcher Oerter 38. Stück auff die rauhe Marck Cöllniſch / halten an fein 8. Loth 16. Gren / wird die feine Marck hinaus gebracht 17 fl. 6 kr.

dann der gute Reichsthaler	1 fl. 54 kr.
iſt einer werth	12 kr. 2 10/19 pf.
an 100 fl. Abgang	15 fl. 47 kr. 1 pf.

13. Dieſer neuen Marggräfl oder Schwabachiſchen 6 kreutzerer mit der Jahrzahl 1678 / wie an dem Abtruck mit Num. 13. zuerſehen / gehen 76. Stück auff die rauhe Marck Cöllniſch / halten an fein 7. Loth / daran wird die feine Marck hinaus gebracht 17 fl. 22 kr. 1 1/7 pf.

und der gute Reichsthaler	1 fl. 55 kr. 3 15/63 pf.
iſt einer werth	4 kr. 3 34/38 pf.
daran an 100 fl. Verluſt	12 fl. 12. kr. 2 pf.

Nach denen halben Batzen / daran die feine Marck 15 fl. 15 kr. ausgebracht worden iſt / iſt ein Stück werth 5 pf.

und an 100 fl. Verluſt	12 fl. 12 kr. 2 pf.

Es gehen auch wiederumb andere Schwabacher 6 kreutzerer 74 Stück auff die rauhe Marck Cöllniſch / und halten an fein 6 Loth 15 Gren / wird die feine Marck hinaus vermüntzt 17 fl. 19 kr. 2 18/41 pf.

und der gute Reichsthaler	1 fl. 55 kr. 2 18/396 pf.
iſt ein Stück werth	4 kr. 3 25/37 pf.
und an 100 fl. Verluſt	17 fl. 13 kr. 3 pf.
Nach dem halben Batzen iſt ein Stuck werth	5 kr. 1 73/592 pf.

14. Dieſer neuen Fürſtl. Oettingiſchen 6 kreutzerer mit der Jahrzahl 1678. wie an dem Abtruck mit Num. 14. zuerſehen / gehen 82. Stuck auff die rauhe Marck Cöllniſch / halten an fein 6 Loth 16 Gren / wird die feine Marck hinaus gebracht 19 fl. 2 kr. 2 26/31 pf.

und der gute Reichsthaler	2 fl. 6 kr. 3 241/279 pf.
iſt ein Stuck werth	4 kr. 2 6/41 pf.
dann an 100 fl. Verluſt	24 fl. 23 kr. 1 pf.
nach dem halben Batzen iſt ein Stuck werth	4 kr. 3 107/492 pf.
an 100 fl. Verluſt	19 fl. 55 kr. 2 pf.

15. 16. Zweyerley Sorten neue Groſchen unter der Stadt Friedberg Gepräg / und mit der Jahrzahl 1679. wie an dem Abtruck Num. 15 und 16 zu erkennen / gehen 160. Stuck auff die Marck Cöllniſch / halten an fein 6 Loth 12 Gren / davon wird die feine Marck hinaus vermüntzt 19 fl. 12 kr.

dann der gute Reichsthaler	2 fl. 8 kr.
iſt einer werth	2 kr. 1 pf.
und an 100 fl. Verluſt	25 fl.
nach denen halben Batzen iſt einer werth	2 kr. 1 27/32 pf.
noch an 100 fl. Einbuß	20 fl. 34 kr. 1 pf.

Es finden ſich auch wiederumb unter dieſem Gepräg einige / welche 6 Loth 15 Gren halten / daran wird die feine Marck hinaus gebracht 18 fl. 43 kr. 3 25/41 pf.

dann der gute Reichsthaler	2 fl. 4 kr. 3 180/369 pf.
iſt einer werth	2 kr. 1 9/40 pf.
und an 100 fl. Abgang	23 fl. 7 kr. 2 pf.
denen halben Batzen nach iſt einer werth	2 kr. 1 197/216 pf.
und an 100 fl. Abgang	23 fl. 7 kr. 2 pf.
denen halben Batzen nach iſt einer werth	2 kr. 1 197/236 pf.
demnach Verluſt an 100 fl.	18 fl. 35 kr.

17. und 18. neue unbekandte kreutzer mit der Jahrzahl 1679. wie an den Abtrucken mit Num. 17. und 18. zuerſehen / gehen 380 Stuck auff die rauhe Marck Cöllniſch / halten an fein 4 Loth 6 Gren / daran wird die feine Marck hinaus gebracht 23 fl. 23 kr. 4 1/10 pf.

und der gute Reichsthaler	2 fl. 35 kr. 3 17/117 pf.
iſt einer werth	2 40/54 pf.
an 100. fl. Abgang	38 fl. 35 kr. 1 pf.
nach denen halben Batzen iſt einer werth	2 189/304 pf.
demnach an 100 fl. Verluſt	34 fl. 29 kr.

Des hochlöbl. Fränckiſchen Craiſes General Müntz-Wardein.

Leonhard Willibald Hofmann.

Lit. B.

Bayr. Craiſes Müntz-Wardeins Bedencken.

SEit des verwichenen 1677ſten Jahrs / den 21. Junii zu Augſpurg gehaltenen Müntz-Probations-Tag ſeynd in dem hochlöbl. Crais abermahlen 12. Sorten der Reichs-Ordnung geringhaltige Müntzen einkommen / dieſelbe hab ich mit Fleiß aufgezogen / durchs Feuer probirt / und nach dem Reichsth. zu 96 kr. calculirt / und befunden / wie die hochanſehenliche Herren Abgeſandte und Müntz-Räth mit mehrerm gn. und groſg. als nachfolgt / zuerſehen haben.

1. Ihrer Fürſtl. Durchl. Hn. Hn. Joh. Friederich / Marggraffens zu Brandenburg Onoltzbach gantze Guldener / unter der Jahrzahl 1677. wie bey dieſem Abtruck mit Num. 1. zu ſehen / gehen auff die rauhe marck Cöllniſch 12. 30/103 Stuck / halten an fein 12 Loth / wird die feine marck Silber hinaus vermüntzt 16 fl. 23. 1/5 kr. komt der gute Reichsthaler auff 1 fl. 49. 2/5 kr. den Reichsth. zu 96 kr. iſt ein Stuck werth 52 kr. 3 pf. an 100 fl. Verluſt 12 fl. 6 kr. 1 pf.

2. Oettinger Guldner unter der Jahrzahl 1676. wie bey dieſem Abtruck mit Num. 2. zu ſehen / wägen 12 Stuck 15 Loth 1 q. gehen auff die rauhe marck Cöllniſch 12. 36/61 Stuck / halten an fein 12 Loth 2 Gren / wird die feine marck Silber hinaus vermüntzt 16 fl. 40 kr. komt der gute Reichsth. 1 fl. 51 kr. 1/9 pf. den Reichsth. zu 96 kr. iſt ein Stuck werth 51 kr. 39/41 pf. an 100 fl. Verluſt 13 fl. 36 kr.

3. Ihrer Hochgräfl. Gn. Hn. Heinrich des erſten / des Heil. Röm. Reichs Grafen von Reuſſen und Plauen gantze Guldner / unter der Jahrzahl 1670. wie bey dieſen Abtruck zuerſehen / Montfortiſche gantze Guldner unter der Jahrzahl 1678. wie bey dieſem Abtruck mit Num. 3. zu ſehen / gehen auff die rauhe marck Cöllniſch 12. 1/2 Stuck / halten fein 11 Loth 16 Gren / wird die fein marck Silber hinaus vermüntzt 16 fl. 49 kr. 1 48/107 pf. komt der gute Reichsthaler auff 1 fl. 52. 2/9 kr. den Reichsthaler zu 96 kr. iſt ein Stuck werth 51. 2/9 kr. an 100 fl. Verluſt 14 fl. 23. 1/2 kr.

4. Wit=

ANNO 1679.

4. Wiederumb Montfortiſche gantze Guldner unter der Jahrzahl 1679. wie bey dieſem Abtruck mit Num. 4. zu ſehen/ gehen auff die rauhe marck Cölniſch 12.1-4 Stuck/ halten an fein 12 Loth/ wird die feine marck Silber hinaus vermüntzt 16 fl. 40 kr. komt der gute Reichsth. auff 1 fl. 51.1-9 kr. den Reichsth. zu 96 kr. iſt ein Stuck werth 51 kr. 3.9-1e pf. an 100 fl. iſt Verluſt 13 fl. 36 kr.

5. Ihrer Hochgräfl. Gn. Herr Heinrich des I. des Heil. Röm. Reichs Graffen von Reuſſen und Plauen gantze Guldner unter der Jahrzahl 1679. wie bey dieſem Abtruck mit Num. 5. zu ſehen/ gehen auff die rauhe marck Cölniſch 13 Stuck/ halten an fein 12 Loth/ wird die feine marck Silber hinaus vermüntzt 17 fl. 20 kr. komt der gute Reichsth. auff 1 fl. 55 kr. 5-9 pf. den Reichsth. zu 96 kr. iſt ein Stuck werth 49. 5-13 kr. an 100 fl. iſt Verluſt 16 fl. 55.5-13 kr.

6. Fürſtl. Onoltzbachiſche halbe Guldner unter der Jahrzahl 1677. wie bey dieſem Abtruck mit Num. 6. zu ſehen/ gehen auff die rauhe marck Cölniſch 24.1-2 Stuck/ halten an fein 11. Loth 16 Gren/ wird die feine marck Silber hinaus vermüntzt 16 fl. 29.17-107 kr. komt der gute Reichsth. auff 1 fl. 49.8-9 kr. den Reichsth. zu 96 kr. iſt ein Stuck werth 26.10-40 kr. an 100 Stucken iſt Verluſt 12 fl. 38.118-969 kr.

7. Fürſtl. Onoltzbachiſche 15 kreutzerer unter der Jahrzahl 1677. wie bey dieſem Abtruck mit Num. 7. zu ſehen/ gehen auff die rauhe marck Cölniſch 38 50-61 Stuck/ halten an fein 9 Loth 2 Gren/ wird die feine marck Silber hinaus vermüntzt 17 fl. 2 kr. 2 pf. komt der gute Reichsth. auff 1 fl. 53 kr. 5-9 pf. den Reichsth. zu 96 kr. iſt ein Stuck werth 12 kr. 2.1-2 pf. an 100 fl. iſt Verluſt 15 fl. 27 kr. 2 pf.

8. Zweyerley Sorten Fürſtl. Onoltzbachiſche 15 kreutzerer unter der Jahrzahl 1678. und 69. wie bey dieſem Abtruck mit Num. 8. zuerſehen/ gehen auff die rauhe marck Cölln. 37.1-12 Stuck Stuck halten an fein 8. Loth 15 Gren/ wird die feine marck Silber hinaus vermüntzt 16 fl. 52.4-2 kr. komt der gute Rth. auff 1 fl. 52.4-9 kr. den Reichsth. zu 96 kr. iſt ein Stuck werth 12 kr. 3.1-5 pf. an 100 fl. iſt Verluſt 14 fl. 40 kr.

9. Fürſtl. Onoltzbachiſche 6 kreutzerer unter der Jahrzahl 1678. wie bey dieſem Abtruck mit Num. 9. zuſehen/ gehen auff die rauhe marck Cölln. 77.1-2 Stuck/ halten an fein 7 Loth/ wird die feine marck Silber hinaus vermüntzt 17 fl. 42.0-7 kr. komt der gute Reichsth. auff 1 fl. 58 kr. den Reichsth. zu 96 kr. iſt ein Stuck werth 4 kr. an 100 fl. iſt Verluſt 18 fl. 43 kr.

10. Oettinger Reichs-Kreutzerer unter der Jahrzahl 1677. wie bey dieſem Abtruck mit Num. 10. zu ſehen/ gehen auff die rauhe marck Cölniſch 85 Stuck/ halten an fein 6 Loth 16 Gren/ wird die feine marck Silber hinaus vermüntzt 19 fl. 44 kr. 2 pf. komt der gute Reichsth. auff 2 fl. 11.1-9 kr. den Reichsth. zu 96 kr. iſt ein Stuck werth 4 kr. 1.0-2 pf. an 100 fl. iſt Verluſt 27 fl. 3 kr. 1 pf.

11. Nach Schluß dieſer relation ſeynd noch acht Stuck dieſer obſtehenden 15 kr. einkommen/ unter Ihrer Hochgräfl. Gn. von Reuſſen und Plauen Gepräg mit der Jahrzahl 1679. wie bey dieſem Abtruck mit Num. 11. zu ſehen/ ſeynd an Schrot gar ungleich/ befinde an denen 8. St. daß auff die rauhe marck Cölln. gehen/ 40 Stuck/ halten an fein 8 Loth 7 Gren/ wird die feine marck hinaus vermüntzt 18 fl. 49.7-0 kr. komt der gute Reichsth. auff 2 fl. 5 4-0 kr. den Reichsth. zu 96 kr. iſt ein Stuck werth 1.67-107 kr. an 100 fl. iſt Verluſt 23 fl. 28 kr. 1 pf.

Des hochlöbl. Bayriſchen Craiſes verpflichter Müntz-Wardein.

Friedrich Hunger.

Wiederum gantz neue Fürſtl. Onoltzbachiſche 6 Kreutzerer unter der Jahrzahl 1677. und 1678. wie bey dieſem Abtruck mit Num. 12. zu ſehen/ gehen auf die rauhe marck Cölniſch 72.0-2 Stuck/ halten an fein 6 Loth 17 Gren/ wird die feine marck Silber hinaus vermüntzt 16 fl. 42.0-25 kr. komt der gute Reichsth. 1 fl. 51.0-2 kr. iſt ein Stuck werth 5.5 29 kr. an 100 fl. iſt Verluſt 13 fl. 46 kr. 3 pf.

Lit. C.

Schwäb. Craiſes Müntz-Wardeins Bedencken.

SEit dem letzten in des H. Röm. Reichs Stadt Augſpurg gehaltenen Müntz-Probations-Tag ſeynd in dieſem hochlöbl. Schwäbiſchen Crais nachfolgende Silber-Müntz-Sorten/ welche der Reichs-Müntz-Ordnung nach zu wieder ſich befinden/ unter Handen kommen/ ſo ich mit Fleiß auffgezogen/ durchs Feuer probirt/ dem guten Reichsth. nach zu 96 kr. gerechnet/ darauff an Schrot/ Korn/ Werth und Verluſt befunden wie folgt.

1. Neue Guldner unter ihr Hochf. Durchl. Hn. Hn. Albrecht Ernſt zu Oettingen Gepräg mit der Jahrzahl 1676. wie an dem Abtruck mit Num. 1. zu ſehen ſeyn wird/ an dem Schrot und Korn ungleich/ gehen auff die rauhe Cölln. marck 12.4-1 Stuck halten fein 11 Loth 16 Gren/ wird die feine marck vermüntzt 17 fl. 13 kr. 1.6-7 pf. der gute Reichsth. 1 fl. 54. kr. 2.6-7 pf. ein Stuck werth 50 kr. 1 8 pf. an 100 Einbuß 16 fl. 4 kr. 1.1-2 pf

2. Wiederum neue Guldner unter Ihrer Hochfürſtl. Durchl. Hn. Hn. Albrecht Ernſt zu Oettingen Gepräg/ mit der Jahrzahl 1677. wie an dem Abtruck mit Num. 2. zu ſehen/ gehen 12.10-41 Stuck auff die rauhe marck Cölniſch/ halten fein 12 Loth/ iſt die feine marck vermüntzt 16 fl. 42 kr. 2.1-4 pf. der gute Reichsth. 1 fl. 51 kr. 1.1-5 pf ein Stuck werth 52 kr. 1.84-259 pf. an 100 fl. Verluſt 14 fl. 2 kr. 124-259 pf.

ANNO 1679.

3. Neue Guldner unter Ihrer Hochgr. Gn. zu Montfort Gepräg unter der Jahrzahl 1675. wie in Num. 3. zuſehen/ ſeynd an Schrot und Korn ſehr ungleich/ gehen auff die rauhe Cölniſche marck 12.20-169 Stuck/ halten an fein 11 Loth 16 Gren/ wird die feine marck vermüntzt 16 fl. 23 kr. 1.1-1 pf. der gute Reichsth. 1 fl. 49 kr. 12-3 pf. iſt ein Stuck werth 52 kr. 3.119-128 pf. an 100 fl. Verluſt 11 fl. 45 kr. 2.21-32.

4. Wiederum Hochgr. Montfortiſche Guldner mit der Jahrzahl 1679. wie an dem Abtruck Num. 4. zuerſehen/ gehen auff die rauhe marck Cölniſch 12.4-1 Stuck/ halten fein 11 Loth 16 Gren/ ſo dem vorhero geſetzten Num. 1. gleich.

5. Noch ein Sorten neue Guldner unter der Hn. Hn von Reuſſen von Plauen Gepräg/ unter der Jahrzahl 1679. wie an dem Abtruck mit Num. 5. zu ſehen/ gehen 13 Stuck auff die rauhe marck Cölniſch/ halten an fein 12 Loth/ wird die feine marck vermüntzt 17 fl. 20 kr. der gute Reichsth. 1 fl. 55 kr. 1.1-4 pf. ein Stuck werth 49 kr. 3.4-13 pf. an 100 fl. Verluſt 16 fl. 55 kr. 1 pf.

6. Neue halbe Guldner unter Ihrer Hochgr. Gn. von Montfort Gepräg mit der Jahrzahl 1678. wie bey dem Abtruck Num. 6. zuerſehen/ gehen auff die rauhe marck Cölniſch 25.23-81 Stuck/ halten fein 11 Loth 14 Gren/ wird die feine marck vermüntzt 17. fl. 11 kr. 2-3 pf. der gute Reichsth. 1 fl. 54 kr. 2.2-11 pf. ein Stuck werth 25 kr. 79-128 pf. an 100 fl. Verluſt 16 fl. 9 kr. 9-16 pf.

7. Neue ſechstel Guldner unter Ihrer Hochf. Durchl. Hn. Hn. Johann Friederich/ Marggrafen zu Brandenburg Onoltzbach Gepräg/ mit der Jahrzahl 1678. wie in dem Abtruck mit Num. 7. zuerſehen/ gehen auff die Cölniſche marck 39 5-11 Stuck/ halten fein 8 Loth 17 Gren/ iſt die feine marck vermüntzt 17 fl. 50 kr. 5-8 pf. der gute Reichsth. 1 fl. 58 kr. 2.4-3 pf. ein Stuck werth 12 kr. 1.7 128 pf. an 100 fl. Verluſt 18 fl. 14 kr. 2.1-8 pf.

8. Hochgr. Montfortiſche 15 kreutzerer unter der Jahrzahl 1676. wie bey dem Abtruck Num. 8. zu ſehen/ gehen auff die rauhe marck Cölniſch 37.21 27 Stuck halten fein 8 Loth 14 Gren/ iſt die feine marck vermüntzt 17 fl. 16 kr. 67-79 pf komt der gute Reichsth. 1 fl. 55 kr. 1 9 pf. ein Stuck werth 12 kr. 1.7-128 pf. an 100 fl. Verluſt 17 fl. 55 kr. 2.14 43 pf.

9. Neue Hochgr. Montfortiſche 15 Kreutzerer unter der Jahrzahl 1678. wie bey dem Abtruck Num. 9. zuerſehen/ gehen auff die rauhe Cölniſche marck 36.4-7 Stuck/ halten fein 8 Loth 15 Gren/ iſt die feine marck vermüntzt 16 fl. 33 kr. 1.4-7 pf. der gute Reichsth. 1 fl. 50 kr. 1.6-29 pf. ein Stuck werth 13 kr. 3.1-64 pf. an 100 fl. Verluſt 13 fl. 2 kr. 3.3-4 pf.

10. Neue 6 Kreutzerer unter Ihrer Hochfürſtl. Durchl. Hn. Hn. Johann Friederich zu Brandenburg Onoltzbach Gepräg/ unter der Jahrzahl 1677. wie an den Abtruck mit Num. 10. zu ſehen/ gehen auff die rauhe marck Cölniſch/ 78 10 11 Stuck/ halten fein 6 Loth 17 Gren/ die feine marck vermüntzt 18 fl. 8 kr. 2.10-16 pf. der gute Reichsth. 2 fl. 2.12-13 pf. ein Stuck werth 4 kr. 3.11-240 pf. an 100 fl. Verluſt 20 fl. 47 kr. 2.5 32 pf.

11. Fürſtl. Oettingiſche 6 Kreutzerer unter der Jahrzahl 1676. wie bey dem Abtruck Num. 11. zu ſehen/ gehen auff die rauhe Cölniſche marck 73.5 7 Stuck/ halten fein 6 Loth 13 Gren/ wird die feine marck vermüntzt 17 fl. 32 kr. 1.1 8 pf. und der gute Reichsth. 1 fl. 56 kr. 2.60-67 pf. ein Stuck werth 4 kr. 3.10-41 pf. an 100 fl. Verluſt 17. fl. 55 kr. 2.14-43 pf.

12. Wiederumb Fürſtl. Oettingiſche 6 Kreutzerer unter der Jahrzahl 1677. wie bey dem Abtruck Num. 12. zuerſehen/ gehen auff die rauhe Cölniſche marck 81.1-8 Stuck/ halten fein 6 Loth/ 16 Gren/ wird die feine marck vermüntzt 19 fl. 42 kr. 20-19 pf. der gute Reichsth. 2 fl. 11 kr. 18-93 pf. ein Stuck werth 4 kr. 1.9-16 pf. an 100 fl. Verluſt 27 fl. 25 kr. 2.1-8 pf.

13. Wiederumb Fürſtl. Oettingiſche 6 Kreutzerer unter der Jahrzahl 1678. wie bey dem Abtruck mit Num. 13. zuſehen/ gehen auff die rauhe Cölniſche marck 78.18-17 Stuck/ halten fein 6 Loth 14 Gren/ wird die feine marck vermüntzt 18 fl. 2 kr. 2.17 pf. der gute Reichsth. 2 fl. 3 kr. 2.5-6 pf. ein Stuck werth 4 kr. 2.15-64 pf. an 100 fl. Verluſt 22 fl. 43 kr. 1.5-8 pf.

Des hochlöbl. Schwäbiſchen Craiſes General Müntz-Wardein.

Anſtet Ulrich Müller.

CCXI.

30. Dec.

FRANCE ET NAVARRE.

Contrat de Mariage, de LOUÏS DAUPHIN *de France, avec la Princeſſe Electorale* MARIE ANNE CHRISTINE *de Baviere. Fait & paſſé à Munich le 30. Decembre 1679.* [FREDER. LEONARD. Tom. III.]

AU nom de la Sainte Trinité, Pere, Fils, & S. Esprit, trois perſonnes en un ſeul Dieu. Soit notoire à tous ceux qui ces preſentes verront, & cet Accord de Mariage, que comme le tres-haut, tres-excellent & tres-puiſſant Prince LOUÏS XIV. par la grace

de Dieu Roi Tres-Chreſtien de France & de Navarre, pour perpetuer dans les Siecles à venir la felicité dont ſes Peuples jouiſſent ſous ſon Regne, par des Succeſſeurs qui puiſſent ſuivre les glorieux exemples que Sa Majeſté leur donne, auroit pris la reſolution de marier Monſeigneur Louïs Dauphin de France ſon Fils: & que pour lui donner pour Epouſe une Princeſſe en qui la vertu & toutes les qualitez dignes d'un ſi haut rang, ſoient unies à celles d'une Illuſtre naiſſance; Sa Majeſté auroit jetté les yeux ſur la Princeſſe Electorale Marie Anne Chriſtine de Baviere, Fille de tres-haut & tres-puiſſant Prince Ferdinand Marie, Electeur du S. Empire & Duc de Baviere, & de tres-haute & tres-puiſſante Princeſſe Henriette Adelaide de Savoie, Electrice & Ducheſſe de Baviere, dans laquelle Princeſſe tous ces avantages ſe rencontrent également. Sa Majeſté auroit envoié en cette Ville de Munich le Sieur Charles Colbert, Marquis de Croiſſy, Conſeiller en tous ſes Conſeils, & Preſident à Mortier en ſa Cour de Parlement, pour ſtipuler & reſoudre avec les Miniſtres de Baviere les Articles & Conditions dudit Mariage entre ledit Seigneur Dauphin, & ladite Dame Princeſſe de Baviére. Et pour cet effet, ce jourd'hui Samedi le treiziéme du Mois de Decembre mil ſix cens ſoixante-dix-neuf, à l'heure de ſix du Soir, à l'Hoſtel ordinaire des Ambaſſadeurs; par devant moi Antoine de Berchem, in Pludenbourg, Meuzing & Allach, Conſeiller d'Etat, & Gouverneur de Dinglfing & Reiſpach, Comte Palatin, & Notaire; en preſence de Meſſieurs François Pangrace, Baron de Leiblfing, Rhain & Graderſtorf, Conſeiller d'Etat, & Gouverneur de Waldmunchen, & Eobald de Kleiſt, Conſeiller d'Etat, Preſident du Conſeil Aulique, & Gouverneur de Rotenbourg, comme témoins à ce requis: Ont comparu d'une part, ledit Sieur Preſident Colbert, en vertu des Pleinspouvoirs tant dudit Seigneur Roi Tres-Chreſtien que de la Reine & de Monſeigneur le Dauphin, en Datte des dix-huitiéme Octobre dernier, & quatorziéme du preſent Mois de Decembre. Et de l'autre des Sieurs Bernard Bero, Baron de Rechberg, Conſeiller Secret, & Grand Chambellan de Monſieur l'Electeur de Baviere, & Gouverneur de Erding, Maximilien Ferdinand, Comte de Terring en Seefeld, du meſme Conſeil Secret, Grand Mareſchal de la Cour, & Gouverneur de Wolſertzhauſen; Gaſpard Schmid, Seigneur de Haſelbach & Pirenbach du meſme Conſeil Secret, Chancelier, Souverain Prevoſt des Fiefs, & Gouverneur d'Aibling.

Leſquels Commiſſaires uſans de leurs Pouvoirs ſuſdits, ont dit & declaré que comme le Sereniſſime Prince Maximilien Philippe, Duc de la Haute & Baſſe Baviere, Adminiſtrateur de tous les Etats Electoraux, & autres Provinces de Baviere, Curateur & Tuteur de Monſieur l'Electeur Maximilien Emanuel ſon Neveu, & de l'aveu & conſentement dudit Prince, veut répondre tres ſincerement aux ſentimens d'une affection toute particuliere, & d'une tres-grande eſtime que Sa Majeſté lui témoigne, & à toute ſa Maiſon, & qu'il deſire auſſi paſſionnément que la même bonne intelligence & amitié qu'il y a toujours eu entre la France & la Baviere, pendant la vie de Monſieur l'Electeur ſon Frere & de ſes Predeceſſeurs, ſoit continuée non ſeulement ſous le Gouvernement preſent & à venir de Monſieur l'Electeur ſon Neveu, mais auſſi qu'elle paſſe encore avec la meſme fermeté aux Succeſſeurs & deſcendans; leſdits Sieurs Plenipotentiaires jugeant que le plus efficace moien pour parvenir à cette bonne fin, eſt de renouër étroitement cette meſme bonne intelligence & amitié par le lien de ce Mariage, ils ont aux noms ſuſdits, traité & accordé les Articles qui en ſuivent.

Premierement. Qu'avec la grace & benediction de Dieu, preallablement obtenuë diſpenſe de ſa Sainteté, à raiſon de la proximité & conſanguinité entre Monſeigneur le Dauphin, & la Sereniſſime Princeſſe de Baviere, ils faſſent celebrer leurs Epouſailles & Mariage par paroles de preſent, ſelon la forme & ſolennité preſcritte par les ſacrez Canons, & Conſtitutions de l'Egliſe Catholique, Apoſtolique & Romaine, & ſe feront leſdites Epouſailles & Mariage au Palais Electoral de cette Ville de Munic, en vertu du Pouvoir & Commiſſion qui ſera à cet effet donné par mondit Seigneur le Dauphin, qui le ratifiera & accomplira en perſonne quand la Sereniſſime Princeſſe Marie Anne Chriſtine de Baviere ſera amenée & arrivée en France; mondit Seigneur le Dauphin ſe joignant avec Son Alteſſe, & recevant les benedictions de l'Egliſe: & la concluſion & Ratification dudit Mariage ſe fera dans le tems accordé & concerté entre Sa Majeſté & Monſieur le Duc Maximilien, en qualité d'Adminiſtrateur, & legitime Tuteur & Curateur.

II. Aprés la renonciation legitimement faite aujourd'hui par Madame la Princeſſe Electorale de Baviere, en faveur de la Succeſſion des Mâles, ſelon la teneur de l'Acte ſeparé, laquelle renonciation a eſté confirmée par Serment, & doit étre ratifiée dans vingt jours, auſſi bien que ces Pactes Dotaux, par leurs Majeſtez le Roi & la Reine, & Monſeigneur le Dauphin; Monſieur le Duc Maximilien, comme Adminiſtrateur & Curateur, promet & demeurera obligé pour Monſieur l'Electeur de Baviére, de donner en Dote à la Sereniſſime Princeſſe Marie Anne Chriſtine de Baviere, en faveur du Mariage qu'elle contracte avec Monſeigneur le Dauphin, Fils unique du Roi Tres-Chreſtien de France & de Navarre, & lui paiera, ou à celui qui aura Pouvoir & Commiſſion dudit Seigneur, la Somme de cent mil Ecus ou leur juſte valeur en la Ville de Paris, comme auſſi de lui donner des pierreries & autres ornemens montant à pareille Somme de cent mil Ecus, & ladite Dote ſera paiée en la maniere ſuivante. Le tiers au tems de la conſommation du Mariage, l'autre tiers à la fin de l'année depuis ladite conſommation, & la derniere troiſiéme Partie ſix Mois aprés, en ſorte que l'entier paiement de ladite Somme de cent mil Ecus ſera fait en dix-huit Mois de tems, aux termes & portions qui viennent d'eſtre ſpecifiez.

III. Sa Majeſté Tres-Chreſtienne s'oblige d'aſſurer & aſſurera la Dote de ladite Sereniſſime Princeſſe Marie Anne Chriſtine ſur bonnes Rentes & Biens aſſurez, & ſur fond & aſſignats valables au contentement de Monſieur l'Adminiſtrateur & de Monſieur l'Electeur de Baviere, ou des perſonnes qu'il nommera pour cet effet à meſure & à proportion de ce que Sadite Majeſté aura receu deſdits cent mil Ecus ou de leur juſte valeur; dans les termes ci-deſſus dits, & envoiera auſſitoſt à Monſieur l'Adminiſtrateur & Monſieur l'Electeur, les Actes de ladite Aſſignation & Conſignation de Rente. Et en cas de diſſolution dudit Mariage, & que de Droit la reſtitution de la Dote ait lieu, elle ſera renduë à la Sereniſſime Princeſſe Marie Anne Chriſtine, ou à celui qui aura charge ou droit d'elle, & pendant le tems qui courra qu'on ne lui rendra point ladite Dote, Son Alteſſe ou ſes Heritiers & Succeſſeurs jouiront des Revenus à quoi ſe monteront leſdits cent mil Ecus à raiſon du Denier vingt, qui ſeront paiez en vertu deſdites Aſſignations.

IV. S. M. T. C. donnera pour Monſeigneur le Dauphin à la Sereniſſime Princeſſe Marie Anne Chriſtine, pour ſes Bagues & Joiaux la valeur de cinquante mil Ecus d'or ſol, leſquels & tous autres qu'elle portera avec ſoi lui appartiendront ſans difficulté, comme eſtant Biens de ſon Patrimoine, propre à ladite Princeſſe, ſes Heritiers ou Succeſſeurs, ou à ceux qui auront ſon Droit & cauſe.

V. S M. T. C. ſuivant l'ancienne & loüable coûtume de la Maiſon de France, aſſignera & conſtituera à ladite Dame Princeſſe Marie Anne Chriſtine pour ſon Doüaire, vingt mil Ecus d'or ſol chacun an, qui ſeront aſſignez ſur Revenus & Terres où y aura Juſtice, dont le principal lieu aura titre de Duché, & conſecutivement juſqu'à la concurrence de ladite Somme de vingt mil Ecus d'or ſol chacun an; Deſquels Lieux & Terres ainſi donnez & aſſignez, ladite Princeſſe jouïra par ſes mains, & de ſon autorité & de celle de ſes Commiſſaires & Officiers, & aura la Juſtice, comme il a eſté toûjours pratiqué. Davantage à elle appartiendra la proviſion de tous les Offices vacans, comme ont accoutumé d'avoir les Reines & Dauphines de France; bien entendu neanmoins que leſdits Offices ne pourront être donnez qu'à naturels François, comme auſſi l'adminiſtration & les Fermes deſdites Terres; conformement aux Loix & Coutumes du Roiaume de France; de laquelle ſuſdite Aſſignation ladite Dame Princeſſe Marie Anne Chriſtine, entrera en poſſeſſion & jouiſſance ſi-tôt que Doüaire aura lieu, pour en joüir toute ſa vie, ſoit qu'elle demeure en France, ou qu'elle ſe retire ailleurs hors de France.

VI. S. M. T. C. donnera & aſſignera à ladite Dame Princeſſe Marie Anne Chriſtine, pour la dépenſe de ſa Chambre, & entretenement de ſon Etat & de ſa Maiſon, Somme convenable, telle qu'appartient à une Princeſſe d'un ſi haut rang, la lui aſſignant en la forme & maniere qu'on a accoutumé en France de donner Aſſignation pour tel entretenement.

VII. Monſeigneur le Dauphin & ladite Dame Prin-

ceſſe

ANNO 1679.

ceſſe Marie Anne Chriſtine, s'épouſeront & marieront par procuration qu'envoiera mondit Seigneur le Dauphin à ladite Princeſſe, par paroles de preſent; ce qu'étant fait M. l'Electeur la fera mener à ſes frais & depens juſqu'au plus prochain lieu de la Frontiere de France en Alſace, avec la dignité & appareil qu'appartient à ſi grande Princeſſe; & avec le même appareil elle ſera reçuë par Monſeigneur le Dauphin.

VIII. Qu'en cas que le Mariage ſe diſſolve entre mondit Seigneur le Dauphin & ladite Dame Princeſſe Marie Anne Chriſtine, & qu'elle le ſurvive, en ce cas il ſera en la liberté de ladite Dame Princeſſe, ou de demeurer en France en tel lieu qu'il lui plaira, ou de retourner en Baviere ſans aucun empêchement, ou en tels autres endroits qu'elle choiſira plus convenables hors de France toutefois & quantes que bon lui ſemblera, avec tous ſes Biens, Dote & Doüaire, Bagues, Joiaux & veſtemens, vaiſſelle d'argent, & tous autres meubles quelconques, avec ſes Officiers & ſerviteurs de ſa Maiſon, ſans que pour aucunes choſes que ce ſoit ou ſeroient ſurvenuës, on lui puiſſe donner aucun empêchement quelconque, ni arreſter ſon depart, ni directement ni indirectement empêcher la jouiſſance & recouvrement de ſeſdites Dote & Doüaire, ni autres Aſſignations qu'on lui auroit données ou dû donner. Et pour cet effet S. M. T. C. & Monſeigneur le Dauphin donneront à M. le Duc Maximilien, comme Adminiſtrateur, Tuteur & Curateur pour ladite Dame Princeſſe Marie Anne Chriſtine ſa Niece, telles Lettres de ſureté qui ſeront neceſſaires, ſignées de leur propre main, & ſcellées de leur Sceau. Et dés à preſent comme dés lors S. M. T. C. leur aſſurera & promettra pour ſoi & pour ſes Succeſſeurs Rois, en foi & parole de Roi.

IX. Ce Traité & concert de Mariage a eſté fait avec deſſein de ſupplier nôtre S. Pere le Pape, comme dés à preſent Leurs Majeſtez le Roi & la Reine de France & de Navarre, Monſeigneur le Dauphin, & Monſieur le Duc Maximilien Philippe, tant comme Adminiſtrateur qu'au nom de Monſieur l'Electeur, l'en ſupplient, qu'il ait agreable de l'approuver, & lui donner ſa Benediction Apoſtolique; comme auſſi d'en approuver les Capitulations & Ratifications qui en auront eſté faites de part & d'autre, & les Ecritures & Juremens qui ſe feront & octroieront pour ſon accompliſſement, les inſerant en ſes Lettres d'Approbation & de Benediction. Que S. M. T. C. & ledit Sieur Duc Maximilien, comme Adminiſtrateur, Tuteur & Curateur, approuveront & ratifieront cette preſente Capitulation & tout ce qu'elle contient; promettront & s'obligeront leſdits Seigneurs Rois & Dauphin ſur leur foi & parole Roiale, & Monſieur le Duc Maximilien Philippe ſur la ſienne & celle de Monſieur l'Electeur ſon Neveu, de la garder & accomplir inviolablement; delivreront à cet effet leurs Brevets ou Lettres en la forme accoutumée, leſquels ſuſdits Brevets ou Lettres de Ratification de la preſente Ecriture, ſeront échangez reſpectivement dans vingt jours, à compter du jour & datte de la preſente, avec l'Obligation expreſſe de n'y point contrevenir; car ainſi l'ont promis & ſtipulé leſdits Sieurs Plenipotentiaires, en vertu des Pouvoirs ci-deſſus dits. Et leſdits Sieurs Contractans l'ont ſigné de leurs mains & noms, & m'ont requis que de toute cette Convention j'en fiſſe quatre Originaux, deux en Latin & deux en François, deſquels j'en ay remis deux en Langues differentes à chacune des Parties. Fait & ſigné l'année, le jour, l'heure, & en preſence que deſſus. *Ainſi ſigné*, COLBERT DE CROISSY. BERNARD BERO, Baron de Rechberg. MAXIMILIEN FERDINAND, Comte de Terring en Seeveld. GASPARD SCHMID, de Hagelbach & Purenbach.

Pleinpouvoir du Roi.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Aprés que Dieu a beni ſi heureuſement l'application continuelle que nous avons donnée au bien de nôtre Etat, ſoit par l'ordre que nous avons eſtabli au dedans, ſoit par les Conqueſtes dont nous l'avons augmentée au dehors; l'unique ſoin qui nous reſte pour le bonheur de nos Sujets, eſt de nous donner des Succeſſeurs, qui puiſſent à nôtre exemple & touchez du même amour que nous avons pour nos Peuples, perpetuer dans les ſiecles à venir la felicité dont ils jouiſſent ſous nôtre Regne, & ſoutenir avec la même gloire ce haut point de grandeur & de puiſſance auquel nous avons élevé nôtre Couronne. C'eſt dans cette veuë qu'aiant pris la reſolution de marier nôtre tres-cher & tres-aimé Fils Louis Dauphin de France, & de lui donner pour Epouſe une Princeſſe en qui la vertu & toutes les qualitez dignes d'un ſi haut rang, ſoient unies à celles d'une illuſtre naiſſance; Nous avons jetté les yeux ſur la Princeſſe Electorale Marie Anne Victoire de Baviere, Fille de tres-haut & tres puiſſant Prince Ferdinand Marie, Electeur du Saint Empire & Duc de Baviere; & de tres-haute & tres-puiſſante Princeſſe Henriette Adelhaide de Savoie, Electrice & Ducheſſe de Baviere, dans laquelle nous trouvons joints également tous ces avantages que nous pouvons le plus deſirer. Et parce que pour traiter une affaire de cette importance Nous avons beſoin d'une perſonne ſur la ſuffiſance, l'experience & la fidelité de laquelle nous puiſſions pleinement nous repoſer, Nous avons fait choix du Sieur Colbert, Conſeiller en tous nos Conſeils & Preſident en noſtre Parlement, dont le zele & la capacité nous ont eſté éprouvez tant de fois dans les divers emplois & Ambaſſades que nous lui avons ci-devant commis. Nous avons jugé à propos pour ce ſujet de le faire paſſer en Baviere, & de lui remettre le ſoin de reſoudre & arreſter en noſtre nom les Articles de Mariage entre noſtredit Fils le Dauphin & ladite Princeſſe Electorale. A ces cauſes & autres à ce nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputé, commettons, ordonnons & deputons par ces preſentes ſignées de noſtre main, ledit Sieur Preſident Colbert, pour ſtipuler & reſoudre avec les Miniſtres qui ſeront commis à cet effet, munis de Pouvoirs ſuffiſans, les Articles & conditions dudit Mariage entre noſtredit Fils le Dauphin & ladite Princeſſe de Baviere, regler & accorder les Dot, aſſignats & conventions d'iceux, convenir des termes & paiemens dudit Dot, donner & accepter de part & d'autre les ſeuretez, promeſſes & Obligations qui ſeront neceſſaires pour l'accompliſſement & execution de tout ce qui aura eſté accordé; promettre en noſtre nom que nous ratifierons & aurons agreable tout ce qui aura eſté arreſté & convenu par ledit Sieur Colbert au ſujet dudit Mariage, & generalement en tout ce que deſſus, circonſtances & dépendances, faire, ſtipuler, procurer, demander, negocier, conclure & ſigner, tout ainſi que nous ferions ou pourrions faire ſi nous y eſtions preſens en perſonne, encore que le cas requiſt un Mandement plus ſpecial qu'il n'eſt contenu en ceſdites preſentes: Car tel eſt noſtre plaiſir. En témoin de quoi nous y avons fait mettre noſtre Scel. Donné à S. Germain en Laye le 18. jour d'Octobre l'an de grace 1679. & de noſtre Regne le trente-ſeptiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*: Par le Roi, ARNAULD.

Pleinpouvoir de la Reine.

MARIE THERESE par la grace de Dieu, Reine de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Le Roi noſtre tres-honoré Seigneur & Epoux, aiant pris la reſolution de ſatisfaire le deſir de ſes Peuples par le Mariage de noſtre Fils le Dauphin, avec une Princeſſe qui puiſſe donner des Succeſſeurs à cette Couronne capables de continuer le bonheur & la felicité dont ils jouiſſent, par les ſoins, la prudence, & la valeur de noſtredit Seigneur & Epoux; il a pour cet effet jetté les yeux ſur la Princeſſe Marie Anne Victoire de Baviere, Fille de tres-haut & tres-puiſſant Prince Ferdinand Marie, Electeur du S. Empire, & de tres-haute & tres-puiſſante Princeſſe Henriette Adelaide de Savoie, comme une Princeſſe en qui ſe trouvent toutes les bonnes qualitez d'eſprit & de conduite que nous pouvons deſirer. Et parce qu'il eſt neceſſaire que nous commettions quelqu'un de nôtre part pour traiter & convenir des Articles dudit Mariage, nous avons jugé que nous ne pouvions faire un plus digne choix que du Sieur Colbert, Conſeiller ordinaire en tous les Conſeils dudit Roi nôtre tres-honoré Seigneur & Epoux, Preſident en ſon Parlement, & ſon Envoié extraordinaire à Munich. A ces cauſes & autres à ce nous mouvans, voulant toûjours nous conformer aux deſirs & intentions du Roi nôtre tres-honoré Seigneur & Epoux, Nous avons audit Sieur Colbert donné & donnons par ces preſentes ſignées de nôtre main, Pleinpouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial, pour ſtipuler & reſoudre avec les Commiſſaires qui ſeront munis d'un Pouvoir ſuffiſant, les Articles & conditions du Mariage, d'entre nôtredit
Fils

ANNO 1679.

Google

ANNO 1679.

Fils le Dauphin & lad. Princeſſe de Baviere, regler & accorder les Dot, aſſignats & conventions d'iceux, convenir des termes & paiemens dudit Dot, donner & accepter de part & d'autre les ſeuretez, promeſſes & Obligations qui ſeront neceſſaires pour l'accompliſſement & execution de ce qui aura eſté accordé; promettre en noſtre nom que nous ratifierons & aurons pour agreable de noſtre part, tout ce qui aura eſté convenu & arreſté par ledit Sieur Colbert au ſujet dudit Mariage & generalement en tout ce que deſſus, circonſtances & dépendances, faire, ſtipuler, procurer, demander, negotier, conclure & ſigner, tout ainſi que nous ſerions ou pourrions faire ſi nous y eſtions preſens en perſonne, encore que le cas requiſt un Mandement plus ſpecial qu'il n'eſt contenu en ces preſentes: Car tel eſt nôtre plaiſir. Donné à Saint Germain en Laye le 14. jour de Decembre 1679. *Signé*, MARIE THERESE. *Et plus bas:* Par la Reine, COLBERT.

Pleinpouvoir de Monſeigneur le Dauphin.

LOUIS Dauphin de France, Fils Unique du Roi: A tous ceux qui ces preſentes verront, Salut. La tendreſſe & l'affection que le Roi nôtre tres-honoré Seigneur & Pere nous a toujours témoigné, jointe aux vœux de tous ſes Peuples, de nous donner une Epouſe qui par la Benediction du Ciel lui donne des Succeſſeurs qu'il puiſſe par ſes propres ſoins rendre capables d'imiter ſes vertus & les grandes qualitez qui rendent ſon Regne ſi heureux, a determiné ſon choix à la Princeſſe Electorale Marie Anne Victoire de Baviere, Fille de tres-haut & tres-puiſſant Prince Ferdinand Marie, Electeur du S. Empire, & Duc de Baviere, & tres-haute & tres puiſſante Princeſſe Henriette Adelaide de Savoie: & a envoié à Munich pour conclure ce Mariage le Sieur Colbert, Conſeiller ordinaire en tous ſes Conſeils, Preſident en ſon Parlement. Et parce qu'il eſt neceſſaire que nous lui donnions auſſi un Pouvoir ſuffiſant pour y ſtipuler & agir en nôtre nom, & que nous ne pourrions d'ailleurs faire choix d'une autre perſonne en qui nous puiſſions prendre une confiance plus entiere. A ces cauſes & autres à ce nous mouvans, Nous avons en conſequence de l'ordre & Pouvoir qui nous en a eſté donné par nôtredit tres-honoré Seigneur & Pere, donné & par ces preſentes ſignées de nôtre main donnons Pleinpouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial audit Sieur Colbert, pour ſtipuler, arreſter & reſoudre en nôtre nom, avec les Commiſſaires qui ſeront munis d'un Pouvoir ſuffiſant, les Articles & conditions de nôtredit Mariage avec ladite Princeſſe de Baviere, en regler & accorder les Dot, aſſignats & conventions, convenir des termes dudit Dot, donner & accepter de part & d'autre les ſeuretez, promeſſes & Obligations qui ſeront neceſſaires pour l'accompliſſement de tout ce qui aura eſté accordé; promettre en nôtre nom que nous ratifierons & aurons agreable tout ce qui aura eſté arreſté & convenu pour nous par ledit Sieur Colbert au ſujet de nôtredit Mariage, & generalement en tout ce que deſſus, circonſtances & dépendances, faire, ſtipuler, demander, conclure & ſigner, tout ainſi que nous ſerions ou pourrions faire ſi nous y eſtions preſens en perſonne, encore que le cas requiſt un Mandement plus ſpecial qu'il n'eſt contenu en ceſdites preſentes. En témoin de quoi nous avons fait mettre nôtre Scel à ceſdites preſentes. Donné à S. Germain en Laye le 14. Decembre 1679. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas:* Par Monſeigneur, COLBERT.

Pleinpouvoir de Monſieur le Prince Maximilien Philippe, Curateur & Tuteur de Monſieur l'Electeur de Baviere.

NOs Maximilianus Philippus, Dei gratia utriuſque Bavariæ ac Palatinatus Superioris Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius in Leichtenberg, & pro tempore Statuum, & omnium Provinciarum Electoralium Adminiſtrator, Tutor & Curator. Notum facimus præſentibus hiſce, profitemur ac conteſtamur, poſtquam Chriſtianiſſimus & Potentiſſimus Princeps Dominus Ludovicus XIV. Galliarum & Navarræ Rex, Dominus conſanguineus & affinis noſter colendiſſimus & Domui noſtræ Electorali Bavariæ, id honoris & gloriæ conferre ac concedere voluit, ut inter Filium Regiæ Majeſtatis ſuæ Ludovicum Delphinum; & Fratris Cariſſimi noſtri nuper defuncti Electoris Bavariæ Ferdinandi Mariæ, ejuſque defunctæ conjugis Henriettæ Adelhaidis, natæ Principiſſæ Sabaudiæ, piiſſimæ memoriæ adultiorem relictam Filiam, Sereniſſimam Mariam Annam Chriſtinam, utriuſque Bavariæ ac Palatinatus Superioris Duciſſam, Principiſſam & Neptem noſtram Chariſſimam Matrimonium auſpicante Deo ineatur: Ad cujus Negotii pertractationem & concluſionem Regia Majeſtas ſua ad Aulam hanc Electoralem Dominum Carolum Colbert, Marchionem à Croiſſy, à ſanctioribus Regis Conſiliis, & in ſupremo Parlamento Curiæ Præſidem, ſufficienti Mandato inſtructum ablegavit, eique vigore illius commiſit, ut cum Conſiliariis & Miniſtris Electoralibus, quos nos ad hoſce Tractatus, ſufficienter ſimiliter Mandato legitimatos deputaverimus, conditiones & Articulos prædicti Matrimonii hujus paciſci, ſtipulari & concludere poſſit ac valeat. Quod nos viciſſim vigore præſentis inſtrumenti propria manu noſtra ſubſcripti, Poteſtatem & facultatem dederimus Bernhardo Beroni, Baroni in Rechberg, Domino in Hochen-Rechberg, & Principis & Electoris moderni Bavariæ Domini Maximiliani Emanuelis Nepotis noſtri Chariſſimi, Conſiliario intimo, Supremo Camerario & Præfecto in Erding; Item Maximiliano Ferdinando Comiti de Thorring in Seefeld, & Conſilii Electoralis intimi Conſiliario, Aulæ Electoralis ſupremo Mareſchallo, & Præfecto in Wolfershauſen; necnon Gaſparo Schmid ab Aals & Purnbach, modo dicti Electoralis Conſilii intimi Cancellario, Feudorum ſupremo Præpoſito & Præfecto in Aybling; eiſdem mandantes, ut cum prædicto Regiæ Majeſtatis ſuæ Chriſtianiſſimæ Ablegato Domino Colbert, Articulos & conditiones Matrimonii hujus intra memoratum Chriſtianiſſimæ Majeſtatis ſuæ Filium Delphinum & dictam Chariſſimam Neptem noſtram, noſtro nomine paciſci, ſtipulari ac concludere, Dotem & Donationes propter Nuptias conſtituere & aſſignare, deſuper Obligationes facere, & omnia alia, quæ ad perficiendum & adimplendum Negotium & Tractatum hunc quomodocunque neceſſaria erunt, ab eodem dependent vel dependere poſſunt, agere & procurare, necnon ulterius noſtro nomine promittere poſſint & valeant, quod nos omnia illa ratificaturi & ratihabituri ſimus, quæ illi in hoc Matrimoniali Negotio tractarunt & concluſerunt, ac ſi id omne à nobis & per noſmetipſos in propria perſona factum eſſet, tametſi caſus iſte ſpecialius Mandatum, quàm huic Inſtrumento inſertum eſt, fortaſſe requireret. Ad quorum omnium fidem inſtrumentum hoc propria manu ſubſcripſimus & conſueto adminiſtrationis noſtræ Sigillo ſignari curavimus. Actum Monachi 28. Decembris anno 1679. *Signatum*, MAXIMILIANUS PHILIPPUS.

Et comme je Antoine de Berchem in Pluedenburg, Meuzing & Allach, Conſeiller d'Etat de Son Alteſſe Sereniſſime Electorale de Baviere, Gouverneur in Dingelſing & Reisbach, Comte Palatin & Notaire; ai été exprés requis à cet Acte avec Meſſieurs les Témoins, & ay veu & ouï toute choſe en general & en particulier ſe paſſer ainſi, j'ai fait là deſſus cet Inſtrument public écrit de la main d'autrui, mais collationné ponctuellemens en preſence de Meſſieurs les Plenipotentiaires de part & d'autre, & enſuite je l'ai publié. Et s'étant trouvé que dans le ſeptiéme Article, la quatriéme page & la derniere ligne ces deux paroles (de France) eſtoient obmiſes, elles ont eſté ajouſtées en Marge. Pareillement au Pouvoir du Roi dans la ſixiéme page ſur la fin, les paroles (nous pouvons le plus deſirer & parce que) ont eſté inſerées avec une marque particuliere. Comme encore dans le Pouvoir de Son Alteſſe le Duc Maximilien Adminiſtrateur, ont manqué les deux mots Latins, *Intimi Conſiliario*, qui ont eſté joints en Marge, tout ce qui ſera de la meſme force comme s'il avoit eſté mis dans le contenu meſme.

FIN DE LA I. PARTIE DU TOME VII.

TABLE

ANT 1318392

Digitized by Google